REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

11 vols

PARIS — A. DAVY IMP. DE LA REVUE BLEUE ET DE LA REVUE SCIENTIFIQUE
52, rue Madame, 52

Fr. Lit.
R

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

Fondée en 1863

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

54e ANNÉE — 1er ET 2e SEMESTRE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1916

197234
9.7.25

PARIS

BUREAUX DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE* (*REVUE BLEUE*)

ET DE LA *REVUE SCIENTIFIQUE*

41 bis, RUE DE CHATEAUDUN, 41 bis

—

1916

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/revuebleuepolit54pari

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 1 — 1er SEM. 54e ANNÉE 1er-8 JANVIER 1916

LA GUERRE ET LA QUESTION DU CHOMAGE ET DU PLACEMENT

Mesdames, Messieurs,

Reportons-nous aux premiers jours d'août, à ces heures solennelles et recueillies qui suivirent la déclaration de guerre. La mobilisation générale venait d'enlever des ateliers l'élite des travailleurs français. Tous les jeunes hommes de vingt à quarante-deux ans, valides, étaient partis à la frontière, et un très grand nombre des hommes de 42 à à 48 ans étaient également appelés. Il semblait que l'industrie, le commerce, l'agriculture allaient subir une crise par défaut de main-d'œuvre. C'est le moment où M. Viviani, Président du Conseil, lançait son éloquent appel aux femmes de France, aux paysannes, pour rentrer les récoltes. C'est le moment où le Ministre du Travail, M. Couyba, par plusieurs circulaires facilitait les heures supplémentaires et le travail des femmes.

Pourtant, sauf dans l'agriculture, ce n'est pas le manque de main-d'œuvre qui se fit sentir, mais une forte crise de chômage. Les patrons, les contremaîtres, dans beaucoup d'établissements, étaient partis, et les établissements fermaient ; les transports commerciaux s'étaient arrêtés, les chemins de fer étant réservés aux transports militaires ; le moratorium des banques avait resserré le crédit, détruit les fonds de roulement. Le commerce et l'industrie se trouvaient désorganisés, paralysés. A ce moment, c'est le problème des secours de chômage qui se posa au Gouvernement.

Mais il faut vivre, produire et échanger les marchandises nécessaires à la vie quotidienne du pays: beaucoup d'établissements rouvrirent. Les transports commerciaux avaient pu reprendre ; on desserrait peu à peu le moratorium ; on put songer à placer les chômeurs. C'est le problème du placement, de l'organisation du placement public qui se trouva posé.

Puis, les industries de guerre se développèrent; de tous côtés, les ateliers de mécanique s'emplirent de travailleurs ; les houillères, les ports de mer, les industries chimiques eurent une activité de plus en plus intense. Le manque de travailleurs se fit sentir. Il fallut rechercher fiévreusement la main-d'œuvre. C'est la période actuelle.

Là ne s'arrêteront pas les étapes que doit parcourir le travail jusqu'au rétablissement d'un équilibre dans la paix. Il y aura, à la démobilisation, une nouvelle crise. Un très grand nombre de travailleurs, non pas des milliers, non pas des centaines de milliers, mais des millions seront renvoyés vers les usines, les ateliers, les maisons de commerce, les exploitations de toutes sortes. Ils voudront retrouver leur place, très souvent prise par des remplaçants. Au même moment, les industries de guerre cesseront de produire pour faire place aux industries de paix ; il faudra chercher des débouchés, des commandes. Il y aura un nouvel à coup. Cet à coup sera moins grave, je crois, que celui d'août 1914, parce qu'il sera moins subit ; nous verrons venir la paix, et sans doute, la démobilisation s'effectuera progressivement, beaucoup plus lentement que la mobilisation. Mais les mêmes problèmes de chômage et de placement

s'imposeront à l'attention du Gouvernement et mettront en jeu les mêmes organismes.

Telles sont les phases que je veux examiner rapidement, en me plaçant au point de vue du placement des ouvriers et des fonds de chômage.

Mais, auparavant, je voudrais confirmer, préciser par les chiffres caractéristiques de l'activité industrielle et commerciale le schéma, l'esquisse générale que je viens de tracer. Je dis, de l'activité industrielle et commerciale, car pour l'agriculture, la situation est restée la même depuis le premier jour de la mobilisation ; c'est le défaut de main-d'œuvre.

Pour l'industrie et le commerce, un certain nombre d'enquêtes ont été faites, depuis le début de la guerre, par les inspecteurs du travail. A la fin de chaque trimestre, l'inspecteur du travail, pour chacun des établissements qu'il a visités dans le dernier mois, note l'effectif du personnel au moment de sa visite, l'effectif trois mois avant, six mois avant, et ainsi de suite ; enfin le personnel en août 1914 et en juillet 1914. Ainsi, à la fin de chaque trimestre, nous pouvons dresser une courbe de l'activité industrielle depuis le début de la guerre. Ces courbes, bien que dressés chaque fois par l'observation de groupes d'établissements différents, sont remarquablement concordantes. Voici ce qu'elles donnent :

Au lendemain de la mobilisation, sur 100 établissements qui fonctionnaient avant la guerre, il n'en est resté que 48 ouverts ; plus de la moitié, chiffre énorme, se sont fermés. Au mois de janvier, 68 0/0 déjà, plus des deux tiers étaient ouverts ; au mois de juillet 78 0/0, plus des trois quarts, et, actuellement, les quatre cinquièmes 80 0/0.

Au mois d'août 1914, l'effectif de l'ensemble des établissements baissa à peu près subitement au tiers de sa valeur ; sur 100 ouvriers employés en juillet, il en resta 34 au travail. Il y en avait 58 en janvier 1915, 69 en juillet et 74 en octobre.

Vous voyez fortement marquées la crise d'août 1914 et l'amélioration progressive et *continue* de l'activité, depuis la crise jusqu'à l'époque actuelle.

Si, maintenant, vous voulez bien noter que le personnel mobilisé représente environ 25 0/0 de l'effectif ouvrier travaillant en juillet 1914 dans l'ensemble des établissements commerciaux et industriels, vous constaterez par un calcul très simple qu'au mois d'août 1914 nous avions 40 0/0 de chômeurs. Au mois de janvier 1915, nous n'avions plus que 15 0/0 de chômeurs : au mois de juillet, 5 0/0. Actuellement, puisque 74 et 25 font presque 100, les travailleurs des ateliers, dans l'ensemble, ne souffrent plus du chômage. — C'est-à-dire non pas que tout chômage a disparu : il subsiste un chômage au moins égal à celui qui existait en juillet 1914. Ni même que tout chômage anormal a disparu dans toutes les industries : il y a des industries qui travaillent plus qu'avant la guerre, ce sont les industries mécaniques, les industries chimiques, les dockers, etc. ; il y a aussi des industries qui travaillent moins qu'avant la guerre : ce sont les industries de luxe, et c'est le bâtiment. Pour ce dernier toutefois, les chômeurs ont généralement trouvé du travail dans d'autres industries.

Le chômage des industries de luxe n'est d'ailleurs pas la seule ombre au tableau que je viens de tracer devant vous. Le chiffre d'établissements restant fermés, 20 0/0, est aussi de nature à appeler l'attention. Ces 20 0/0 sont de petits établissements. C'est la petite industrie et le petit commerce qu souffrent dans ces établissements restés fermés.

Si l'on recherche en quelles régions se sont produits les plus forts chômages, on constate que c'est dans les régions voisines du front, d'une part, et d'autre part, à Paris, qui est à la fois le centre des industries de luxe, et le centre le plus important du « Bâtiment » en France.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement en France que ces phénomènes se sont produits. Ils ont apparu à la même époque et de la même manière chez les autres belligérants. Nous avons la courbe de chômage de l'Allemagne. Elle n'est pas obtenue de la même façon que la nôtre, elle est basée sur les réponses des syndicats ouvriers. Elle nous donne des indications de même nature. Elle accusait seulement 3 0/0 de chômeurs en juillet, à la veille de la guerre ; elle montait à près de 23 0/0 en août, au lendemain de la déclaration de guerre. La proportion des chômeurs a baissé à 6 0/0 en janvier 1915 et à 5 0/0 en avril ; elle a encore baissé depuis. L'écart de chômage entre juillet et août (20 0/0), que décèle cette courbe est moins élevé que le chômage d'août 1914 observé en France ; c'est parce que l'Allemagne n'a pas souffert du moratorium des banques, et que ce qu'on a appelé la « mobilisation industrielle » y avait été mieux préparé. Cependant, il y a eu forte crise pour elle en août. La Grande-Bretagne a eu également sa crise, mais beaucoup moins forte encore, car elle n'a pas effectué de mobilisation, et chacun des engagés volontaires n'est parti qu'après avoir réglé ses affaires. Le chômage en Angleterre était à peu près le même qu'en Allemagne en juillet. Il ne s'est élevé qu'à 8 0/0 en août et a baissé ensuite dans les mêmes conditions qu'en Allemagne et en France. Enfin, il n'y a pas eu que les belligérants qui ont été frappés par la crise. Beaucoup de pays neutres en

ont senti le contre-coup, plus ou moins fort suivant leur situation géographique et leurs relations avec les belligérants, par exemple, le Danemark, dont le chômage passa de 4 0/0 au mois de juillet à 11 1/2 0/0 au mois d'août.

Venons à l'organisation des secours contre le chômage, des fonds de chômage en France.

Au mois d'août 1914, nous avons vu qu'une crise frappa la population ouvrière des villes, une grande crise de chômage, alors que les campagnes manquaient de main-d'œuvre. Cette crise fut plus prolongée et plus forte dans les grandes villes, où les industries de luxe et le bâtiment sont plus développés. Elle eût son maximum à Paris où ces industries sont particulièrement développées et prospères.

Au mois d'août 1914, d'après les sondages que nous avons faits vers le 15 août, c'est de cinq à six cent mille chômeurs qui se trouvent dans Paris et dans la Seine. C'est un chiffre formidable, — surtout si l'on pense qu'une grande partie des travailleurs étaient partis à la frontière, — c'est un chiffre qui était de nature à inquiéter le Gouvernement Il y avait là une situation douloureuse, critique : laquelle il fallait remédier sans retard. On pensa qu'on le pouvait faire en donnant des allocations aux chômeurs, comme la loi l'avait décidé pour les femmes de mobilisés. Tel fut l'objet de la circulaire du 20 août 1914 de M. Viviani, Président du Conseil des Ministres, qui invita les villes frappées par le chômage à créer des fonds spéciaux de secours et leur promit une subvention de l'Etat égale à 33 0/0 des dépenses de ces fonds. Les indications de cette circulaire furent précisées par des circulaires du Ministre du Travail en septembre et en décembre 1914 et par deux décrets en date des 24 novembre 1914 et 9 janvier 1915.

Quelle organisation préalable possédait-on pour distribuer des allocations de chômage ? A peu près aucune ! Il y avait en France des caisses mutuelles de secours contre le chômage, des caisses syndicales. Ces caisses fonctionnent admirablement ; elles offrent le meilleur exemple de solidarité parce que c'est la cotisation de chacun qui répond au chômage du camarade ; elles offrent le maximum de garantie de contrôle parce que les camarades ne voudront jamais payer des indemnités de chômage pour un paresseux ou pour un simulateur. Mais les caisses mutuelles n'étaient pas assez nombreuses pour pouvoir parer aux difficultés du mois d'août 1914 et, d'ailleurs, leur caractéristique est d'être forcément insuffisantes en cas de crise, par le seul fait qu'elles groupent des personnes de même profession et, souvent, dans la même localité. En cas de crise, tous les adhérents se trouvent frappés à la fois, les cotisations ne rentrent plus, et, rapidement, la caisse se trouve à sec. Pendant la première année de guerre, ces caisses ont distribué 200.000 francs à leurs membres : Une goutte d'eau dans l'océan du chômage.

Il fallait donc distribuer des allocations à des personnes qui n'avaient fait aucun effort préalable pour s'assurer contre le chômage, et, pour ne pas tomber complètement dans une organisation d'assistance, il fallait donner ces allocations dans des conditions inspirées de celles qui président à l'organisation régulière des caisses de chômage. On s'y efforça en prenant, dans la mesure du possible, les caractéristiques de ces caisses pour les imposer aux fonds municipaux : en donnant une définition très stricte du chômage involontaire, en définissant la quotité et la nature des secours dans le décret réglementaire et dans des règlements approuvés par le Ministre du Travail, et surtout en assurant un contrôle par patrons et ouvriers, qui offre non pas toutes les garanties du contrôle des caisses professionnelles mutuelles, mais un certain nombre de ces garanties, notamment une connaissance approfondie des conditions du chômage dans les diverses professions. Enfin, on signala aux fonds municipaux la nécessité impérieuse de faire de grands efforts pour le placement des chômeurs, et la nécessité aussi de supprimer les allocations à tout travailleur à qui serait offert un emploi convenant à ses aptitudes et qui le refuserait.

Quant à la modalité des secours, les fonds furent laissés libres de les donner en argent ou en nature. En argent, le secours est plus conforme à la pratique des caisses mutuelles ; il est plus ménager aussi de la dignité du travailleur, qui a le droit de disposer librement de l'argent reçu en place du salaire et de l'employer aux besoins qu'il juge le plus urgents. Mais des abus sont possibles, surtout quand les secours s'adressent en grande partie à une population qui n'avait pas su faire effort pour s'associer et s'organiser. Beaucoup de villes ont préféré donner les secours en nature, en aliments, en cartes de repas. Enfin, une forme particulièrement séduisante et heureuse du secours contre le chômage est l'assistance avec travail, travail fourni par le chômeur en échange du secours ou de partie du secours qui lui est alloué. Ce système est très moral, il a été recommandé par les circulaires ministérielles, mais il est difficile à organiser, surtout quand les chômeurs sont nombreux dans une localité.

Sur 74 fonds ayant fonctionné, il n'y en a que 13 qui ont pu donner des allocations sous forme de bons de travail ; 44 ont donné une allocation en

argent et 50 ont donné une allocation en nature. Le total fait plus de 74, parce qu'il y a des fonds qui ont combiné plusieurs genres de secours. Les allocations en argent ont été dans les villes les plus généreuses de 1 fr. 25 par jour pour le chef de ménage chômeur et de 0 fr. 50 par personne à sa charge dans le ménage ; dans beaucoup des villes elles ont été inférieures à ce taux. Le taux des allocations en nature a été inférieur à celui des allocations en argent.

Les fonds qui ont été créés, au nombre de 77, — trois n'ont pas fonctionné — se répartissent fort inégalement entre le département de la Seine et les autres départements. Et cela n'est pas étonnant, puisque le chômage principal s'est produit à Paris. Sur les 74 fonds ayant fonctionné, 52 ont été créés dans la Seine et 22 dans les départements. Parmi tous ces fonds, 11 ont fermé, le nombre des chômeurs étant devenu trop petit pour qu'il fût utile de conserver une organisation ; ils sont en état de sommeil ; ils pourront reprendre vie le jour de la démobilisation, s'il est nécessaire.

Quelles ont été les dépenses réunies des fonds de chômage ? A combien s'est élevé l'effort fait par les villes, effort auquel la Nation, par son budget, a pris part pour un peu moins d'un tiers ? A la somme totale de 95 millions environ, pour la première année de guerre. Du 1er septembre 1914 au 1er septembre 1915, les 74 fonds de chômage ont distribué en secours une centaine de millions. On prévoit que pour la seconde année de la guerre, une somme de 45 millions serait suffisante, pour autant qu'il est possible de prévoir en temps de guerre. On peut affirmer qu'il n'y a pas de dépense plus utile pour la paix publique, pour la confiance et la tenue de la population, qu'il n'y en a pas non plus de plus conforme au sentiment de la justice.

Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls secours donnés aux chômeurs. Une grande partie des secours donnés aux familles des mobilisés vont à des femmes sans travail. Vous verrez tout à l'heure aussi qu'une grande partie des secours donnés aux réfugiés belges et français vont à des personnes privées de travail. Mais ce sont les seuls secours donnés spécialement aux chômeurs ; les deux autres natures d'allocations ne sont nullement réservées aux chômeurs.

Comme vous devez le prévoir, d'après le schéma de l'activité industrielle par lequel s'est ouvert ma conférence, les dépenses des fonds de chômage sont actuellement en décroissance. Dans le dernier trimestre de 1914, les fonds de chômage dépensaient en un mois 12 millions environ : actuellement, ils dépensent un peu plus de 4 millions par mois. Par conséquent, c'est au tiers de la dépense de la fin de 1914 que s'élève aujourd'hui, en un mois, la dépense de tous les fonds de chômage. Et la décroissance devrait être bien plus forte, d'après l'enquête sur l'activité industrielle. Si les fonds de chômage se sont maintenus avec des dépenses aussi élevées, cela tient à deux ordres de causes :

Pour les hommes, il n'y a presque plus d'ouvriers chômeurs valides. Mais vous trouverez, dans les chômeurs restant, une proportion énorme de personnes âgées, n'ayant pas encore les 70 ans qui leur permettront de figurer sur les listes d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables ; une proportion considérable aussi de malades et de tuberculeux, pour qui une société prévoyante, et économe des forces ouvrières, eût du aménager des sanatoria. On maintient toutes ces personnes aux fonds de chômage par un souci naturel d'humanité, qui sort un peu de la notion du chômage professionnel.

Pour les femmes, le nombre des chômeuses, encore assez élevé, tient, en outre des mêmes causes, à ce que le fonds de chômage ne secourt pas seulement le personnel des établissements industriels et commerciaux, mais tous les travailleurs. La grosse masse des femmes inscrites, ce sont des femmes de ménage, des ouvrières de la couture, surtout des ouvrières à domicile, des artistes, des professeurs. Beaucoup de ces femmes étaient déjà malheureuses avant la guerre, car elles travaillaient fort irrégulièrement ou pour des salaires très bas.

Je vous ai dit que le fonds de chômage de Paris était le principal fonds de chômage de France. Un chiffre va faire ressortir à quel point : Sur toutes les dépenses de chômage faites pendant la première année, les quatre cinquièmes ont été faites à Paris. C'est environ 75 millions qui ont été dépensés à Paris dans les douze premiers mois de la guerre ; il vaut donc la peine de s'y arrêter un moment.

Pour Paris, voici les chiffres rassurants qui caractérisent le fonctionnement du fonds de chômage : En octobre 1914, il y avait 200.000 ménages inscrits ; il y en a aujourd'hui 80.000 ; la proportion est de 2/5, un peu moins de moitié. En octobre 1914, il y avait un total de près de 300.000 chômeurs (chefs de ménage et autres) ; il y en a aujourd'hui 93 à 94.000 ; la proportion est d'un tiers. En octobre 1914, il y avait 135.000 hommes en chômage ; il en reste 17.000 ; la proportion est du huitième et nous venons de rappeler quelle forte proportion d'inaptes a été relevée par les inspecteurs du travail parmi ces

17.000 hommes. Quant aux femmes, leur nombre est tombé de 160.000 à 76.000. Nous avons vu quelles étaient les professions féminines représentées actuellement sur les listes du fonds de chômage.

Permettez-moi d'ajouter que le fonds de chômage de Paris a été géré par les bureaux de bienfaisance, par le personnel supérieur de l'Assistance publique avec un dévouement constant, que n'ont jamais découragé les difficultés énormes d'une organisation subite et d'un contrôle improvisé.

En raison de la décroissance du chômage, quel doit être l'avenir immédiat des fonds. Faut-il les supprimer ? Faut-il les maintenir ? Beaucoup de personnes sont partisans de leur suppression à raison de leur caractère, malgré tout subsistant, de secours d'assistance, sans effort de prévoyance. Je crois qu'il faut les maintenir, en sommeil au besoin, mais les maintenir dans leur organisation, parce qu'au moment de la démobilisation il y aura, il peut y avoir un à coup. Il serait monstrueux de laisser sans secours, sur le pavé, les hommes qui viendront de défendre leur pays pendant une longue et pénible guerre. Il faudra leur permettre d'attendre honorablement pendant les quelques jours, les quelques semaines peut-être qui seront nécessaires pour rétablir l'équilibre industriel.

Une dernière question se pose : — Cette pratique des fonds de chômage imposée par la guerre, cette expérience sociale improvisée, comporte-t-elle un enseignement pour l'avenir ? Dès avant la guerre, nous savions que les caisses mutuelles, qui sont le meilleur organe des secours de chômage, étaient insuffisantes, à elles seules ; nous savions non seulement qu'elles étaient trop peu nombreuses, mais qu'elles ne pouvaient pas faire face aux crises ; que les fonds communaux étaient utiles, qu'un lien entre les caisses de chômage et les fonds communaux était particulièrement désirable. On l'avait souvent recommandé. Les Belges l'avaient réalisé dans deux fonds célèbres, à Liège et à Gand. Et je puis vous dire, ayant eu l'occasion de voir notre ami Varlez, de Gand, depuis l'invasion de la Belgique, et ayant rencontré la fille de notre ami Mahaim venue de Liège en Suisse, que les fonds de Liège et de Gand ont continué à fonctionner, qu'ils ont apporté un très grand et efficace soulagement aux ouvriers belges. Je sais que nos amis ont le très vif désir de maintenir ces fonds en activité le plus longtemps qu'ils le pourront, et qu'ils se sont dévoués à cette tâche.

Quelle doit être la meilleure forme d'une organisation de secours contre le chômage dans l'avenir ? C'est une question encore très controversée. Entre la formule anglaise, magnifiquement efficace, qui a groupé tous les travailleurs anglais dans une assurance prévoyant tous les cas, et la formule que je viens de rappeler, moins ambitieuse et moins chère, il y a un grand écart. Mais la création de fonds municipaux en relations avec les caisses mutuelles, les soutenant, les complétant, et à leur tour subventionnés, contre-assurés par l'Etat, par la Nation est la voie expérimentale conduisant à une vaste organisation d'assurance, se réalisant, s'adaptant progressivement. Le moment n'est pas venu d'ailleurs de tirer toutes les conclusions ; on les dégagera plus sûrement après la guerre, lorsque nous connaîtrons les résultats obtenus dans tous les pays pendant cette dure épreuve par les différentes organisations qui sont en concurrence.

Les chômeurs que la mobilisation a jetés au début de la guerre sur le pavé des grandes villes, n'ont pas été le seul problème de chômage qu'ait eu à envisager le Gouvernement. L'invasion a rejeté vers le sud des milliers, des centaines de milliers de belges et d'habitants des départements du Nord et de l'Est. C'est une catégorie de chômeurs particulièrement intéressante ; non seulement ils étaient sans travail, mais ils avaient tout perdu dans la défense de la Patrie. Les distributions de secours, qui étaient si utiles, si salutaires pour les chômeurs locaux, se trouvaient, pour les réfugiés, être un impérieux devoir auquel la Nation ne pouvait en aucun cas se soustraire. Aux réfugiés, des secours plus élevés qu'aux chômeurs résidents ont été donnés. Non seulement des secours plus élevés ont été donnés, mais il a paru naturel de ne pas supprimer ces secours dès que le chômeur réfugié trouve du travail. Il arrive, en effet, fréquemment, que le salaire du travail trouvé est insuffisant à ce réfugié, qui n'a plus ni logement, ni réserves de vêtements ou d'épargne, ni aide de famille, ni protection des institutions et œuvres locales, rien de ce qui encadrait et soutenait sa vie au pays ; pour lui, la vie est particulièrement chère et rude. Les circulaires ministérielles ont prévu que les secours seraient supprimés lorsque le salaire atteindrait un certain niveau, en tenant compte de la situation de famille. La formule adoptée est très souple ; on peut cependant la trouver un peu vague. Elle laisse une zône délicate où la bienveillance peut voisiner avec un certain arbitraire, où le hasard et la chance jouent un rôle, entre le moment où on touche encore et le moment où on ne touche plus l'allocation. Je crois qu'une formule un peu plus compliquée, — on a dit qu'elle était mathématiue, c'est un barême fort simple, — aurait proportionné la décroissance

du secours à l'accroissement du salaire touché. Sans aucun doute, elle aurait évité aux autorités locales et départementales l'appréciation de beaucoup de cas d'espèce, de beaucoup d'interventions, toutes naturelles, pour faire rétablir des secours supprimés, et elle aurait introduit, à la fois, un peu plus de justice et de sécurité. Mais ceci dit, je m'empresse d'ajouter que les secours aux réfugiés ont fonctionné d'une manière qui fait honneur à l'esprit de solidarité.

Combien de réfugiés nous sont venus ? Un million, dit M. Malvy au mois de février 1915, dans un interwiew donné à un rédacteur du *Matin*. 700.000 aujourd'hui, dit une note récente de l'Intérieur : 70.000 touchent le secours des mobilisés, 580.000 touchent les allocations aux réfugiés, et 50.000 ne sont point assistés.

En partant de ces chiffres, les dépenses mensuelles pour allocations aux réfugiés peuvent être actuellement évaluées à 17 millions ; la dépense pour l'année serait de 200 millions, somme considérable sans doute, mais qui est relativement minime devant l'énormité des dépenses de guerre.

Les réfugiés ne sont pas tous des chômeurs. Lorsque l'exode s'est produit, quand ces lamentables populations arrivaient de tous côtés dans les villes et dans les campagnes, les uns avec leur mobilier chargé sur des charrettes, les autres dénués de tout, un très grand nombre trouvèrent du travail au point où ils s'arrêtèrent, par la solidarité des voisins, par le dévouement des maires, par l'initiative des pouvoirs locaux. Un assez grand nombre restèrent sans travail, ceux que les régions traversées n'avaient pas absorbés. Au mois de décembre 1914, on comptait, sur les listes professionnelles des réfugiés en chômage dressées par les préfets, 70.000 chefs de famille, c'est-à-dire près de 200.000 réfugiés.

De grands efforts ont été faits pour dissoudre, placer ces groupes de chômeurs. On a dit que les réfugiés ne travaillaient pas volontiers. C'est vrai pour les uns et ce n'est pas vrai pour les autres. Beaucoup d'entre eux sont déprimés ; beaucoup d'entre eux sont employés dans des usines dont le travail est si différent de celui dont ils avaient l'habitude ! enfin beaucoup espéraient retourner rapidement dans leur pays. Actuellement, sur les 70.000 chômeurs chefs de ménages qui se trouvaient sur les listes dressées en décembre 1914 par les préfets, il en reste 20 à 25.000 représentant, avec leur famille, à peu près 60.000 personnes.

Au mois de décembre 1914, les chômeurs réfugiés, les Belges, les gens du Nord que nous avions à placer représentaient pour l'industrie nationale un appoint particulièrement intéressant. On y trouvait en effet, 8.000 mineurs, 12.500 ouvriers des métaux à un moment où on essayait d'organiser en France la fabrication intensive des obus, 6.000 agriculteurs, etc... Un gros lot des chômeurs réfugiés se trouvait dans la Seine : 11.000 ; 4.000 étaient dans la Meuse ; cinq ou six départements en possédaient deux à trois mille.

Le groupe de chômeurs réfugiés restant au mois de décembre 1915 serait également intéressant pour la production nationale, si l'on ne considérait que les professions annoncées. Il contient encore 2.000 mineurs et carriers et 1.500 ouvriers de la mécanique. On peut se demander, à un moment où la mécanique requiert tant d'ouvriers derrière notre front, pour les industries de guerre, comment il se fait que ces réfugiés ne travaillent pas. Il y a à cela deux raisons. La première est celle que nous avons reconnue pour les chômeurs du fonds de Paris : gens âgés, ouvriers les moins habiles, mécontents aussi ; c'est ce qui ressort de l'examen des chômeurs réfugiés auquel ont procédé à Paris et dans diverses régions les inspecteurs du Travail. La seconde : gens dispersés pour lesquels l'embauchage est particulièrement difficile, devant être fait par correspondance.

C'est au chiffre de 60 millions au moins qu'il faudrait apprécier pour la première année, dans l'ensemble des secours aux réfugiés, la dépense faite par l'Etat pour les réfugiés en chômage. En l'ajoutant aux millions déjà dépensés pour les chômeurs locaux, vous arriverez à un sacrifice de l'Etat français d'environ 160 millions pour la première année de guerre.

J'en ai fini avec les chômeurs, que l'activité industrielle absorbe rapidement. Je passe à la question du placement. Parmi tous les chômeurs qui ont retrouvé des emplois, combien ont été placés par les institutions de placement public et quelle a été l'aide apportée à l'activité industrielle par ces institutions ainsi que les œuvres et comités qu'elles ont groupés.

Tous ceux qui s'intéressent à la question du placement ouvrier savent qu'avant la guerre, le placement des ouvriers et employés n'était pas organisé en France, ou à peu près pas. Les bureaux de placements « payants » et les divers offices de placement existant ne placent guère que les domestiques, les gens de maison, les gens d'hôtel, les ouvriers et employés de l'alimentation ; aussi bien les bureaux syndicaux que les bureaux payants. Pour les 3/4 de leurs placements, les bureaux syndicaux placent des salariés de l'alimentation et des domestiques. Quelques syndicats d'autres professions, comme la Fédération du Livre, ont fait des

efforts, organisé le placement ; mais si intéressants que soient leurs efforts, cela ne chiffre pas dans l'ensemble, ce n'est pas la base d'une organisation systématique et efficace.

En dehors du bureau payant et du bureau syndical que nous savions devoir être insuffisants, avions-nous une autre base d'organisation à laquelle recourir en cas de crise ? La loi en avait prévu une, les bureaux municipaux. La loi de 1904 avait ordonné que toute ville de 10.000 habitants aurait un bureau municipal de placement. On a créé ces bureaux, mais un très grand nombre d'entr'eux existent sur le papier et ne font rien. Le fonctionnaire chargé de ce service, nominalement, a simplement ajouté un nouveau titre à ses autres attributions. Pour 165 villes qui ont un bureau municipal, on faisait chaque année 100.000 placements. Or, un seul bon bureau municipal, celui de Nancy fait 1.000 placements par mois. Vous voyez qu'après avoir mis à part cinq ou six villes bien organisées, il ne reste pas grand chose pour les autres.

Les bureaux municipaux qui ont bien voulu constituer des commissions paritaires, (un bureau paritaire est celui dans lequel un nombre égal d'ouvriers et de patrons président à l'organisation), ont relativement mieux réussi. Au nombre de 32 (sur les 165) ,ils avaient fait 30.000 placements pour une année. Ce n'est pas non plus très brillant.

C'est avec ces éléments médiocres que nous nous sommes trouvés, en France, en face de la crise du chômage et de la crise du placement amenées par la guerre. Qu'avons-nous pu faire avec ces éléments ?

J'examinerai d'abord le cas des chômeurs résidants, ceux qui ont été mis en chômage au lieu même de leur travail et qui ne sont pas des réfugiés ? Il faut reconnaître que quelques syndicats professionnels ont fait un sérieux effort. D'abord les syndicats agricoles, qui représentent une des meilleures organisations professionnelles françaises, puis le comité des Houillères, le Comité des Forges, le groupe des Chambres syndicales du Bâtiment, la Chambre syndicale de la couture, etc. ; des syndicats ouvriers aussi comme le syndicat des travailleurs du Livre, les mécaniciens, les chauffeurs-mécaniciens, les tailleurs, etc... Les bureaux municipaux ont également fait des efforts. A Paris où il y a un bureau public de placement par arrondissement, ces bureaux, ensemble, ont placé 1.700 personnes par mois à la fin de 1914 ; ils en plaçaient 2.000 par mois dans le premier semestre 1915. Ce n'est pas merveilleux puisque, en temps normal, le bureau de Nancy plaçait jusqu'à 1.000 personnes par mois, ce qui correspondrait à 15.000 pour une population comme celle de Paris. Mais il faut rappeler que jusqu'à ces dernières semaines, les bureaux d'arrondissement de Paris opéraient isolément, sans vue d'ensemble, sans organisation centrale, et qu'en réalité Paris n'avait pas une organisation municipale de placement.

Un effort méritoire a été fait à Paris, et en province aussi, par les commissions des fonds municipaux de chômage. Des personnes compétentes et dévouées ont pris place dans la plupart des commissions mixtes et n'ont négligé aucun des problèmes essentiels des fonds de chômage, que de son côté le Ministre du Travail ne perdait aucune occasion de rappeler, tout particulièrement, le problème du placement. C'est ainsi que, par l'effort de ses commissions mixtes, des maires et de l'actif chef du bureau de l'Assistance publique chargé du fonds de chômage de Paris, ce fonds a pu placer, au moment où reprenait l'activité industrielle, jusqu'à 2.500 travailleurs par mois.

Mais la grande masse des travailleurs s'est placée sans intermédiaire, chez ses anciens patrons, ou par relations, ou en se présentant dans les maisons où il est signalé par les camarades qu'on embauche.

Pour contrôler et compléter les efforts faits pour le placement des chômeurs, et pour donner au Ministère de la Guerre toute la main-d'œuvre disponible utilisable, les inspecteurs du travail ont fait et continuent à faire dans les mairies des revues générales des chômeurs inscrits. Ils les convoquent, ils les interrogent. Tout ce qui est constaté valide et apte au travail est envoyé soit aux établissements travaillant pour la guerre, soit à défaut sur les autres établissements pouvant utiliser la main-d'œuvre disponible. Ce qui reste de chômeurs dans Paris et dans les grandes villes, surtout parmi les hommes, n'est pas d'une utilisation bien facile, ainsi que déjà j'ai eu l'occasion de l'indiquer.

Quant aux réfugiés, leur placement posait un problème encore plus délicat. En effet, il y a dans le placement deux problèmes distincts, le problème du placement local et le problème du placement interlocal ou de la migration. Les réfugiés qui n'ont pas pu être absorbés par les employeurs dans les endroits où ils s'étaient réfugiés ont dû être transportés ailleurs. Or, il est extrêmement difficile de faire du placement en dehors de la localité où on se trouve. Dans la même localité, les personnes se voient, s'apprécient, se conviennent ou ne se conviennent pas, et l'opération est conclue. Mais quand il faut correspondre, que de difficultés, rien n'est lent et trompeur comme les lettres !

C'est au moment où l'on commençait, en octobre 1914, à intensifier la production des engins de guerre que le Gouvernement aborda le problème

du placement interlocal des réfugiés. Il y avait parmi eux, on le savait, sans les avoir dénombrés, des houilleurs de la Belgique, du Nord et du Pas-de-Calais, des ouvriers des ateliers de construction. On avait besoin de ces ouvriers, il fallait les retrouver, les embaucher, les remettre au travail. On commença par signaler les besoins les plus urgents aux Préfets des départements où se trouvaient de nombreux réfugiés. Mais il fallut instituer bientôt un organe centralisateur, pour éviter les fausses manœuvres, l'anarchie dans le mouvement migratoire. Au mois de novembre 1914, le Gouvernement créa un Office central de placement des chômeurs et réfugiés, non pas dans le but de placer directement les chômeurs, car ce n'est pas en un lieu déterminé, loin des individus à servir, au moyen de quelques personnes forcément étrangères à la plupart des professions en cause, que l'on peut placer les chômeurs de toutes professions épars sur le territoire français. L'Office central, sans refuser de faire accessoirement les placements qui se présentaient à lui, avait pour mission essentielle de se mettre en relations avec tous organismes qui pouvaient placer les chômeurs, grands syndicats professionnels, comités de réfugiés, institutions locales, de leur fournir les listes professionnelles de chômeurs qui les concernaient, et de faciliter le voyage des chômeurs embauchés.

Comme premier procédé employé, — on était pressé, il fallait faire vite, on télégraphia à quelque spréfets d'envoyer à Paris des houilleurs, tourneurs et ajusteurs en chômage. Ils furent réunis dans une cour de la Caserne de la Cité. Des délégués des comités des Houillères, des Forges, munis d'offres d'embauchage, s'abouchèrent avec les ouvriers réunis et firent des offres à un assez grand nombre d'entre eux. Mais, outre qu'un très grand nombre des ouvriers convoqués ne purent pas ou ne voulurent pas venir, la majorité de ceux qui étaient venus ne trouvèrent pas à s'embaucher. On obtint un résultat rapide, intéressant, mais non suffisant.

Bientôt arrivèrent les listes professionnelles dressées par les Préfets, dans toute la France, pour tous les réfugiés se trouvant dans leur département. Il faut que de telles listes soient détaillées par spécialités professionnelles pour être utilisables. On conçoit la difficulté de les établir alors qu'il n'y avait ni dans les préfectures, ni dans les mairies, en général, d'employés habitués au placement public. Très souvent, malgré les recommandations faites expressément, la spécialité ouvrière n'était pas donnée, ou pas exacte et tel manœuvre dans une usine de constructions mécaniques devenait un mécanicien de métier. Enfin les Préfets firent pour le mieux et envoyèrent leurs listes à Paris.

L'Office central les disséqua, les répartit par catégories, les adressa pour chaque profession, aux personnes et groupes susceptibles d'embaucher : aux Comités des Houillères, des Forges, à l'Union des Syndicats des industries textiles, à un Comité en relations avec les syndicats agricoles, fonctionnant au Musée social, et qui, depuis, s'est fondu dans l'Office national de la main-d'œuvre agricole, à d'autres organisations créées au moment de la guerre, pour s'occuper des réfugiés, au service de placement du Comité franco-belge, notamment, et enfin, à la Chambre de commerce belge de Paris.

Il faut signaler aussi, comme particulièrement intéressante, une initiative prise par la Compagnie d'Orléans, et suivie par les Chemins de fer de l'Etat et la Compagnie P.-L.-M. On fit afficher dans les gares les offres d'emploi et on transporta sur les lieux d'embauchages les réfugiés qui, répondant à ces offres, trouvaient à se placer dans la région, sur le réseau. En quelques semaines, la Compagnie d'Orléans surtout plaça un très grand nombre de réfugiés.

En somme, à défaut d'un ensemble bien organisé de bureaux locaux, municipaux ou départementaux, l'office Central trouva là tout un groupe de correspondants dont la collaboration fut coordonnée, réglée par un Comité central des chômeurs et réfugiés, lequel traça à chacun son rôle dans l'œuvre commune.

Je dois aussi signaler, car son action a été très utile, que les Belges ont organisé au Havre un « Office du travail », qui a opéré de son côté, et pour les placements duquel le Ministre de l'Intérieur a accordé les mêmes facilités de transport que pour les opérations faites par l'Office central français.

Tous ces organismes ont très bien fonctionné pendant plusieurs mois ; il y avait beaucoup de chômeurs réfugiés dans le voisinage des grandes villes, il y avait de grands groupes assez faciles à atteindre, il y avait de très bons éléments à placer. Mais au fur et à mesure que le placement se faisait, les difficultés devenaient plus considérables. Les chômeurs se trouvaient plus disséminés, plus difficiles à atteindre, la main-d'œuvre disponible de moins bonne qualité. Enfin, le placement par correspondance est long. On écrit : la liste des chômeurs date déjà de quelque temps, la personne à qui l'on écrit n'est plus en chômage ; la personne qui a indiqué un emploi a donné l'emploi. Petit à petit, de ce placement par correspondance, s'est dégagé un certain découragement, et lorsque les

métallurgistes ont pu faire revenir du front les ouvriers de leurs usines, ils ont cessé ces correspondances longues et souvent infructueuses.— Aujourd'hui, parmi les institutions groupées au début, l'Office central de placement trouve encore la collaboration suivie du Comité des houillères, du Comité franco-belge. D'autre part, l'Office national de la main-d'œuvre agricole, appuyé sur les syndicats agricoles locaux, a développé son action et accomplit une œuvre importante. Enfin, le service ouvrier du Sous-Secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions, qui s'est substitué au Comité des Forges, centralise à la fois les mises en sursis d'appel d'ouvriers spécialistes, le placement des réfugiés, le placement de tous les chômeurs disponibles, dans les établissements travaillant pour l'armement et les munitions.

A la date du 5 octobre 1915, nous avons à peu près renoncé au placement par communication des listes professionnelles qui avait rendu de grands services pendant plus de six mois et n'était plus approprié à la situation. On a écrit aux préfets de ne plus envoyer de listes au ministère du Travail, de conserver sur place et de tenir à jour les fiches professionnelles des chômeurs, de les communiquer sur place aux inspecteurs du travail, aux officiers contrôleurs de la main-d'œuvre. Et, appuyant sur la nécessité, indiquée dès le début de la guerre, de constituer, au moins provisoirement, un cadre rationnel du placement public, le Ministère du Travail a rappelé l'utilité, à défaut d'offices municipaux largement organisés, des offices départementaux de placement ; il a demandé formellement aux Préfets que, tout au moins, un fonctionnaire de l'administration préfectorale eut la charge et la responsabilité de la tenue à jour du répertoire des chômeurs réfugiés, fut chargé de répondre aux personnes et aux services qui font les demandes et les offres d'emplois.

Qu'a pu donner, pendant les dix mois qu'elle a fonctionné, cette organisation de placement ? Elle a placé environ 45 à 50 mille réfugiés chefs de famille. C'est un chiffre assez important si l'on tient compte de la difficulté du placement interlocal, et de l'intérêt qui s'attachait au placement de ces réfugiés. Vous aurez remarqué peut-être que le chiffre de 45 à 50.000 se trouve être justement celui qu'on obtient par différence en comparant les listes des chômeurs réfugiés au mois de décembre 1914, et au mois d'octobre 1915. Mais il y a là une simple coïncidence. Ce ne sont pas tout à fait les mêmes 50.000 personnes ; parmi les personnes que l'Office central et ses correspondants ont placées, il y en a qui ne figuraient pas sur les listes de décembre ou qui ont été déplacées plusieurs fois, et parmi les personnes qui n'étaient pas placées, en décembre 1914, il y en a pas mal qui se sont placées sans l'intervention de l'Office central.

Le nombre des chômeurs et réfugiés placés se décompose ainsi : Le Comité des Houillères a placé 7.000 ouvriers dans les houillères ; le Comité des Forges de France, jusqu'au mois de février, 7.500 environ dans les établissements métallurgiques et l'industrie mécanique ; 7.500 personnes ont été placées grâce aux compagnies de chemins de fer, 7.000 autres dans l'agriculture ; 5.500 dans les professions diverses par les soins du service de placement du Comité franco-belge. Enfin l'Office central a lui-même placé environ 5.500 personnes, tout en remplissant son rôle principal d'organisation.

Quelles sont les conclusions que l'on peut tirer actuellement de cette expérience de la guerre ? Sur quelles bases organiser le placement ouvrier qui nous faisait si complètement défaut ?

Je ne crois pas qu'on doive chercher à développer beaucoup le placement par les syndicats professionnels. Les syndicats patronaux paraissent seuls en état de faire le placement, parce que les patrons sont maîtres de l'emploi ; mais les ouvriers ne désirent pas se placer par l'intermédiaire des syndicats patronaux. Les syndicats ouvriers d'autre part, en général peu sympathiques aux patrons, n'arrivent à placer que peu de chômeurs. La seule méthode équitable, puisque le placement fait naître un contrat entre le patron et l'ouvrier, la seule rationnelle, c'est de faire le placement au moyen de bureaux contrôlés par des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers, dites commissions « paritaires ». Cette proposition vise exclusivement les bureaux publics de placement et nullement les bureaux payants.

Comment concevoir la répartition de ces bureaux publics sur le territoire ? Convient-il, à l'exemple de ce qui s'est fait en Angleterre, d'instituer un réseau complet de bureaux locaux, en correspondance avec des bureaux régionaux, sortes de chambres de compensation, sous la direction et le contrôle d'un organisme central d'Etat. C'est, semble-t-il, inspiré par le succès de l'expérience anglaise que, au début de l'année 1915, un député aujourd'hui ministre, M. Justin Godart, a pris l'initiative d'une proposition de loi. Cette proposition a été votée par la Chambre des Députés. Au Sénat, elle a paru trop centraliste : on a craint aussi qu'elle ne fut trop vaste, et trop coûteuse pour les besoins à satisfaire après la guerre. On a objecté que, au lendemain de la guerre, il fallait prévoir un manque de bras bien plutôt qu'un afflux de chômeurs

et que, par suite, il n'était pas utile d'instituer une organisation aussi complexe, aussi centralisée, qui risquait de provoquer de fortes dépenses.

Il est certain cependant qu'on ne saurait se résigner à laisser le placement public dans l'état où il se trouvait avant la guerre. Que faire ? On peut prendre pour base le système des bureaux municipaux autonomes visés par la loi de 1904, s'attacher à les développer, à les relier entr'eux, à les organiser, comme faisait le projet conçu et rédigé en 1913 par l'Association nationale française pour la lutte contre le chômage. Ces bureaux peuvent se développer à l'exemple des quelques-uns d'entre eux qui ont vraiment réussi. Les subventions de l'Etat sont peut-être insuffisantes ; on peut les augmenter, pour stimuler l'initiative des municipalités. On peut aussi rendre obligatoires les dépenses communales nécessaires à la vie d'un organisme si utile, et expressément voulu, dès 1904, par le législateur. D'autre part, les bureaux municipaux ont un champ trop étroit, lorsqu'ils limitent leur action à la ville où ils fonctionnent ; il faut les encourager à couvrir de leur action tout le territoire environnant, formant avec la ville où ils se trouvent un seul et même centre industriel et commercial. Que signifierait, par exemple, à Paris, un Office de placement bornant son action à la ville de Paris, alors que les travailleurs parisiens demeurent en si grand nombre dans la banlieue, et qu'il se fait un échange continuel de main-d'œuvre entre Paris et toute la banlieue — Il faut dès lors prévoir que les bureaux de placement public ne seront pas forcément municipaux, qu'ils pourront être départementaux quand les circonstances, comme à Paris, feront apparaître cette forme préférable. Il faut enfin donner un statut et une certaine autonomie aux groupements de bureaux municipaux de placement, ainsi qu'aux grands Offices départementaux éventuels. A tous égards, les dispositions qui viennent d'être prises dans le département de la Seine pour constituer l'Office départemental de statistique et de placement me paraissent excellentes et constituer un progrès sérieux pour l'organisation du placement public.

L'Office de placement de la Seine, dont la création et l'organisation font honneur au Conseil général et dont le succès peut et doit avoir une très grande importance sociale, ne s'occupe pas seulement de dénombrer et de classer les groupes de chômeurs pour servir de chambre de compensation, de lien entre les bureaux municipaux ; il fonctionne lui même comme Office de placement en attendant qu'il ait pu susciter un nombre suffisant de bureaux bien organisés. En particulier, il a pris en mains la formation de bureaux professionnels plaçant pour une profession déterminée ; c'est pour de tels bureaux que les Commissions paritaires peuvent avoir leur maximum d'efficacité. Actuellement il essaye de former des bureaux à commissions paritaires pour l'alimentation, le vêtement, le bâtiment, et, ainsi il lie de la façon la plus heureuse l'initiative professionnelle et l'initiative des pouvoirs locaux si nécessaires toutes deux dans l'œuvre du placement.

Notre ami Fuster qui préside avec autorité le Conseil de l'Office départemental me disait tout à l'heure avec quelle émotion il avait assisté, il y a quelques jours, à l'entrevue décisive dans laquelle les délégués des syndicats patronaux et ouvriers ont conclu l'entente pour la création d'un bureau pour le « Bâtiment ». C'est un événement qui n'aurait peut-être pas été possible sans la guerre, étant donné la façon, non pas intransigeante, mais très personnelle, dont chacun des groupes pouvait concevoir, concevait le placement. C'est un événement qui contient de solides promesses pour l'avenir de l'Office départemental de la Seine.

Je résumerai toutes ces constations en disant : Dans le domaine du placement public, la guerre a donné une impulsion, mais l'œuvre à accomplir est à peine ébauchée encore.

Ce que j'avais à vous exposer serait terminé si je ne voulais vous dire un mot, très court, du problème actuel de la recherche de main-d'œuvre. Il a fallu, malgré l'envoi à l'armée de millions de français, maintenir les industries principales, l'alimentation, le vêtement, l'agriculture : assurer le plus possible d'exportations pour améliorer notre change ; conserver, puis développer beaucoup l'activité dans les houillères, les forges, la mécanique, les industries chimiques, les ports de mer. Pour tout cela, nous n'avons plus de main-d'œuvre masculine en chômage, notre réserve est à peu près complètement embauchée. On a songé aux femmes. Vous avez lu dans les journaux, ces jours derniers, qu'Albert Thomas réclame pour les industries de guerre, comme Viviani l'avait réclamé pour l'agriculture, le concours des femmes. Elles l'ont déjà donné. Et, en somme, elles y trouvent des salaires qui sont de nature à ne pas leur faire regretter cette initiative. Au mois de juillet dernier, 40.000 femmes travaillaient dans des usines de guerre. Le nombre en est peut-être aujourd'hui doublé ; je n'en serais pas étonné. Mais ce n'est pas encore suffisant. Et le Sous-Secrétariat d'Etat a ouvert aux Champs-Elysées un bureau d'embauchage, qui active le recrutement des ouvrières.

On essaie également de faire venir des étrangers Les Polonais, qui venaient nombreux de Galicie

avant la guerre, il n'y faut plus songer. Les Belges disponibles sont utilisés. Les Italiens sont mobilisés. On a fait venir beaucoup d'Espagnols ; on a fait venir aussi des Annamites, très adroits, très aptes à être de bons ouvriers mécaniciens. Mais c'est surtout de l'Afrique du Nord qu'on essaie de tirer de la main-d'œuvre. L'Office national de la main-d'œuvre agricole en a fait venir de nombreux ouvriers, dont beaucoup après la moisson se sont placés comme manœuvres dans l'industrie.

C'est une grave question, que la question de la main-d'œuvre de l'Afrique du Nord, en elle-même parce que ce sont des gens d'une civilisation différente, par conséquent difficiles à adapter à la constitution de nos ateliers ; et pour nous, parce que de mauvaises dispositions auraient une répercussion sur nos populations de l'Afrique du Nord. Il faut une grande prudence dans le recrutement, qui ne doit être fait que sous l'autorité du Gouverneur général de l'Algérie ; il faut de grands soins pour l'établissement d'un contrat de travail équitable, humain, et très clair, pour éviter le mécontentement et les malentendus ; il faut une surveillance, une espèce de patronage pour que ces ouvriers ne soient ni démoralisés ni mécontents de la France. Le Gouvernement Général de l'Algérie, les amitiés musulmanes ont là une œuvre importante à accomplir.

Voilà les problèmes qui se posent actuellement. Ce sont des problèmes de placement, de recrutement des travailleurs étrangers. Ils sont posés depuis des années. A la veille même de la guerre, à la fin de juin 1914, un décret créait une commission pour étudier les solutions à adopter en présence de la progression constante du nombre des travailleurs immigrés, et de la nécessité de cette immigration pour un assez grand nombre de nos industries. La commission n'a pas eu le temps de faire œuvre utile, et nous sommes obligés en ce moment d'ipmroviser. Mais retenons ce problème du recrutement de la main-d'œuvre étrangère pour un de ceux dont la bonne solution importerait à l'avenir économique de la France.

J'ai passé en revue maintenant les problèmes qu'a posés la guerre au point de vue du placement et du chômage. J'ai dit, et je n'y reviens pas, que ces problèmes se poseront encore, peut-être dans une forme atténuée, peut-être dans une forme aiguë, au moment de la démobilisation. Nous avons essayé aussi d'entrevoir les solutions qui pourront se développer dans la paix. L'initiative des groupements professionnels est à recommander toutes les fois qu'elle est possible et efficace. Mais lorsqu'elle n'est pas suffisante, nous ne devons pas rester en route. L'initiative des municipalités peut et doit compléter l'initiative professionnelle ; enfin l'action stimulatrice et organisatrice de l'Etat est également nécessaire. Car les choses ne s'organisent pas toutes seules sous l'action des besoins. Des organismes aussi compliqués que les sociétés modernes ne se mettent pas en ordre sans une pensée, une direction centrale. Si la guerre actuelle a mis un enseignement en pleine lumière, c'est que, dans beaucoup de domaines, chacun est placé dans la société moderne comme dans une grande et active usine, chacun a son rôle à remplir et ne peut pas agir à sa guise et à sa fantaisie. Il faut une forte organisation. C'est la condition, je crois, non seulement, de la richesse, mais de l'indépendance d'un peuple et la solidarité n'est pas un vain rêve humanitaire, c'est le terrain même sur lequel croît la liberté.

Rassemblons nos forces, nos forces disciplinées et unies par l'expérience ; trempons nos énergies pour l'effort de demain, pour un grand effort d'organisation après la victoire, dans la paix reconquise.

ARTHUR FONTAINE.

*
* *

Allocution de M. LÉON BOURGEOIS.

Mesdames, Messieurs,

Je veux d'abord dire à M. Fontaine combien nous lui sommes reconnaissants d'avoir apporté ici le fruit de son incomparable expérience.

Vous avez entendu M. Fontaine passer en revue tous les efforts qui ont été faits, toutes les œuvres qui ont été créées, toutes les organisations qui se sont développées pour arriver à résoudre, au cours de cette terrible année d'épreuves, le plus angoissant et le plus difficile problème de tous, celui du travail. Ce que M. Fontaine a omis de dire, c'est que, dans toutes ces œuvres, dans toutes ces organisations, dans tous ces actes de la puissance publique ou des commissions sur lesquelles la puissance publique peut avoir une action, chaque jour, à chaque heure, c'est sa volonté clairvoyante qui a contribué pour la plus grande part au résultat. Personne plus que lui ne pouvait faire une de ces leçons de choses que nous nous efforçons, dans cette série de conférences de l'Alliance d'hygiène sociale, de donner à nos collaborateurs, car vous êtes, Mesdames et Messieurs, des collaborateurs, puisque vous nous aidez dans notre travail quotidien, de prévoyance sociale.

Nous nous trouvons, je le répète, en présence du plus difficile des problèmes. La théorie ne suf-

firait pas à le résoudre ; mais, comme nous l'avons dit dès le commencement de ces conférences, la guerre, par ses nécessités impérieuses, a suscité les volontés, a encouragé les initiatives et, développant l'ensemble des énergies nationales, a fait jaillir des solutions. Un certain nombre de ces solutions auront été naturellement passagères, temporaires, et ne sont pas destinées, peut-être, à survivre à l'époque de guerre ; mais beaucoup d'entre elles, au contraire, ont, par la pression même des événements, réalisé des résultats tels que beaucoup de ces résultats peuvent être considérés comme acquis, que l'expérience qui a été faite peut être considérée comme une expérience durable, et qu'en s'informant exactement des moyens par lesquels on a obtenu ces résultats pendant la guerre, on peut y voir la méthode qui permettra de les résoudre définitivement dans l'avenir.

M. Fontaine nous a fait la leçon de choses la plus complète et la plus lumineuse. Il nous a montré qu'avant la guerre, en somme, la France se trouvait malheureusement, sur cette question du chômage et du placement, en arrière de bien d'autres nations. On n'avait pas suffisamment prévu, on n'avait pas suffisamment organisé. On s'est trouvé devant ces chiffres formidables qui furent évoqués tout à l'heure. Malgré cette imprévision — je ne veux pas dire imprévoyance — et malgré les difficultés présentes, on est arrivé à des solutions grâce auxquelles la paix intérieure, qui était tout à fait nécessaire à l'effort militaire de la France, put être obtenue et n'a pas été un seul jour troublée dans notre pays. Nous ne saurions trop évaluer ce bienfait de la paix intérieure. L'honneur en revient tout d'abord, cela va sans dire, à l'âme française elle-même, qui s'est, d'un seul coup, d'un seul bond, élevée au niveau le plus haut ; toutes les qualités du Français se sont confondues pour ainsi dire dans une qualité suprême, la volonté de l'union. Mais, cependant, quelles que fussent les énergies latentes de l'âme française et quoi qu'elles fussent prêtes à faire pour la défense du sol national, si la misère, si la souffrance avaient été trop aigües, si, sur certains points, les larmes de mères, les pleurs des enfants, les maladies et les morts avaient soulevé, au fond de ces pauvres consciences troublées et malheureuses le cri de révolte, voyez donc comment on en aurait profité de l'autre côté du Rhin ! Rien de tout cela ne s'est produit et l'âme française a pu se développer dans toute sa liberté en toute sécurité du lendemain.

Je tiens, d'ailleurs, à avoir dit qu'il ne faut pas, comme je l'ai entendu faire quelquefois, critiquer les dépenses considérables qu'ont entraînées les secours de chômage et les différentes organisations de secours qui ont dû être créées.

Il ne faut pas, certes, que les deniers du contribuables soient gaspillés, en aucun cas, mais il ne faut pas regretter les sacrifices qui ont été faits, puisque, grâce à ces sacrifices financiers, le grand résultat total que nous voulions atteindre, c'est-à-dire le développement continu de l'énergie nationale, a été atteint.

Je touche ici à un point délicat. Il s'agit des réfugiés. J'oserai dire qu'il y a peu de personnes qui ont eu plus que moi l'occasion de connaître ce terrible problème des réfugiés. J'ai eu l'honneur d'être pendant toute une année le président du Groupe des départements envahis. Je me suis trouvé au centre de l'action de secours, d'assistance, qu'il nous a fallu poursuivre pour empêcher ces pauvres réfugiés de tomber dans la misère et le désespoir. J'ai entendu dire quelquefois : « Les réfugiés ne sont pas commodes » : « Ils crient, ils ne veulent pas travailler » ; « nous avons bien des difficultés avec eux ». Je sais que lorsque les sociétés de secours aux réfugiés ont fonctionné non pas seulement avec intelligence et méthode, mais avec cœur, il a été facile de triompher de ces mauvaises humeurs, de ces plaintes, de ces réclamations. Qu'on se mette à la place de ces malheureux. C'est toujours ce que je demande quand on envisage une question sociale. A celui qui est chez lui, à celui qui est en possession de sa sécurité, de sa tranquillité, je demande de sortir de cette tranquillité, de cette sécurité, de se mettre par la pensée à la place de celui qui souffre et de se dire : Qu'est-ce que je ferais, si j'étais dans sa situation ?

Quand on a visité ces villages dévastés où se sont passées les grandes batailles de l'année dernière, quand on a croisé ces longs convois composés de femmes, de petits enfants, les uns sur les bras, les autres sur une petite voiture tirée par le grand-père — car le père est au feu, — de vieux parents, de charrettes sur lesquelles s'entassent les objets de toutes sortes, quand on a pu constater tout ce qu'ont souffert ces malheureux qui sont répartis sur la surface de la France et qui attendent le retour sous le ciel de leur petit village détruit, on ne peut rien regretter des sacrifices qui ont été faits. Continuons à les faire, de façon à leur permettre de supporter jusqu'à la fin de la guerre, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, l'épouvantable souffrance.

Revenant alors à ce qui est l'objet de la conférence de notre ami Fontaine et reprenant les leçons que contient cette conférence, comment en apercevons-nous les conclusions générales et dé-

finitives ? Il les a tout à l'heure résumées très clairement : l'association nécessaire de trois forces, sans lesquelles on ne résoudra pas le problème : les éléments professionnels groupés d'une façon paritaire, de façon à faire entrer le patron et l'ouvrier dans une sorte d'arbitrage, volontairement accepté, qui permettra à l'un de trouver la main-d'œuvre dont il a besoin et à l'autre de trouver le travail dont il a également besoin ; au-dessus, les organismes locaux ; enfin, tout en haut, l'organisme central et — je ne recule pas devant le grand mot — l'intervention de l'Etat. M. Fontaine a parfaitement montré le rôle de chacune de ces forces et a conclu, de manière telle, que la liberté ne soit en aucun cas sacrifiée et qu'au contraire elle se fasse plus complète et définitive, dans la dignité du travail.

Si nous reprenons très rapidement quelques-uns des chiffres essentiels que notre conférencier a fait passer sous nos yeux, nous voyons qu'au départ des hommes, on note 60 0/0 des établissements fermés ; aujourd'hui, il n'y en a plus que 20 0/0, La dépense de 12 millions par mois pour l'entretien des fonds du chômage est tombée à 4 millions. Par conséquent, le problème est à peu près résolu pour le moment. Il est malheureusement loin d'être résolu pour l'avenir.

Quelles sont les causes de cette amélioration de la situation ?

Je reprends nos réfugiés. Le nombre en avait oscillé entre 700.000 et un million. Tenons-nous en au chiffre le plus faible de 700.000. M. Fontaine nous a montré que, sur ce chiffre, 25.000 chômeurs seulement restaient à placer encore. Mais deux faits ont été mis en lumière : le premier, c'est que tant que l'on n'a pas pu mettre les intéressés en présence et qu'on a agi par correspondance, on n'est pas arrivé à un résultat. D'un autre côté, il a été également indiqué que si on s'en était remis, purement et simplement, aux organisations locales à réseau ou à rayon très étroit, on se serait trouvé devant des difficultés pratiques telles qu'on ne serait pas arrivé à faire des placements en nombre considérable. Il a fallu combiner ces deux éléments : les éléments locaux, soutenus par des subventions, et l'élément central, l'organe de statistique, de renseignements, et, au besoin, de transports. C'est un problème d'irrigation. Il y a un réservoir central pour un terrain qu'il faut arroser, et des centres secondaires de distribution, de règlement, sans lesquels le réservoir central se bornerait à inonder le terrain. Donc, d'un côté, l'effort local, qui permet la connaissance des individus, l'adaptation, par conséquent, de chacun d'eux à la besogne déterminée qu'il recherche ; et en haut, le réservoir central, qui sert à distribuer entre tous les centres créés la quantité nécessaire à transporter, qui est la quantité de travail, de main-d'œuvre, soit en offres, soit en demandes. Je crois que le problème est ainsi aperçu très clairement dans sa solution actuelle et par conséquent dans sa solution future.

Je crois aussi que c'est par l'association des mêmes moyens qu'on arrivera dans l'avenir à résoudre le terrible problème du retour des deux millions d'hommes qui sont actuellement au front. Ce moment-là, nous l'appelons de tous nos vœux le plus prochain possible. Quel accueil leur sera fait quand ils reviendront, nos glorieux soldats ! Mais il ne suffira pas de leur dire bravo quand ils passeront, d'aller sur les boulevards assister à un retour de Crimée, ou d'Italie. Il s'agira du retour des hommes dans leur foyer. Ce foyer, il ne peut se reconstituer que, si, dans un délai très court, chacun de ces vaillants retrouve le travail nécessaire à la dignité de sa vie et à la vie des siens.

Dans la plupart des cas, les femmes ont été appelées à collaborer au travail des hommes. C'est un très grand bienfait parce que cela leur permet de faire vivre leurs enfants. Mais la question du reclassement du travail se posera. Il ne suffira pas de mettre à la porte ceux qui travaillent pour mettre à leur place ceux qui travaillaient hier. Il y a là un problème pour la solution duquel il ne faut pas attendre le jour heureux du retour si l'on veut le résoudre pacifiquement.

M. Fontaine indiquait tout à l'heure l'effort qui était fait, en ce moment ,dans le département de la Seine, effort qui paraît être la réalisation pratique du système préconisé par lui. Je suis tout à fait heureux de l'éloge qu'il a adressé à notre ami Fuster, et que chacun sache l'admirable tâche entreprise par l'œuvre qu'il préside, et les résultats excellents auxquels, dès maintenant, il semble parvenu.

M. Fontaine vous a décrit le mécanisme de cette organisation du placement dans le département de la Seine par l'Office départemental. Cet Office, il faudrait qu'on en répandît à très grand nombre les appels et les circulaires, car il faudrait que tous les industriels et que tous les commerçants connussent et pussent étudier ses statuts ; il faudrait que, dans les syndicats ouvriers, ces mêmes appels fussent aussi répandus pour que tous les ouvriers pussent eux aussi les entendre.

Cet Office est pour tout le département de la Seine un organisme de règlement, de distribution générale. Il ne pouvait s'agir de créer un Office pour Paris spécialement, car en fait, Paris, c'est

tout le département de la Seine. Il est l'agent même de distribution qui sert à la fois d'intermédiaire entre les divers bureaux municipaux, et, également, d'organisme de règlement et de compensation entre les organisation paritaires professionnelles. Au poit de vue pratique du placement actuel, ces organisations n'ont pas encore donné beaucoup de résultats, c'est une organisation à faire. J'espère qu'elle se fera et je crois que, grâce à l'existence de ce service central, qui, non seulement, sera leur intermédiaire, mais, au besoin, l'initiateur même de leur création, on arrivera très vite à développer dans l'esprit public, par une propagande des faits, ce sentiment que là est la solution sociale définitive. Je ne médirai d'aucun autre mode de placement. Tous les modes de placement me sont agréables pourvu qu'ils réussissent. Mais, quand il est entre le monde du travail et le monde du capital, entre les deux éléments de production, le terrain de liaison, de rencontre, de connaissances réciproque, l'organisme en question n'est pas seulement un très bon organisme de placement, c'est un instrument de paix sociale. Grâce à l'admirable entrain de l'assemblée départementale, qui a voté des crédits larges, et à laquelle je vous demande de rendre hommage, ce grand pas d'organisation sociale sera franchi.

Pour vous montrer comment on est sur le chemin de la solution véritable, laissez moi vous lire la lettre que m'a adressée M. Fuster. La voici :

« Mon cher Président,

« Je complète par quelques lignes, comme vous avez bien voulu me le demander, les indications que notre premier tract de propagande de l'Office de la Seine vous a données.

« Nous n'avons pas voulu attaquer toutes les difficultés à la fois. Le plus urgent était la création du service général de placement, c'est-à-dire du bureau qui doit fonctionner pour toutes les professions n'ayant pas de bureau professionnel paritaire, et notamment pour les manœuvres. Ce service, qui fonctionne depuis le 1er novembre, s'efforce d'abord de placer le stock des chômeurs assistés. Nous devons reconnaître qu'un très grand nombre de ceux-ci, s'ils sont très réellement malheureux, n'en sont pas mons tout autre chose que de véritables travalleurs valides et désireux de travailler. Mais d'autres chômeurs, des chômeuses surtout, se présentent en nombre déjà considérable. Nous provoquons les offres par des appels aux chambres syndicales patronales, et déjà l'élan paraît donné.

« Quant aux bureaux professionnels, nous nous tournons d'abord du côté du bâtiment. Du bâtiment, parce qu'il s'agit d'une industrie très gravement atteinte par le chômage, très fortement syndiquée ; et en outre, ses représentants à la Commission mixte de reprise du travail s'étaient montrés très favorables à la création d'un bureau paritaire. Nous avons pu réunir mardi dernier les délégations des deux grandes organisations syndicales. La séance a eu un caractère très digne et, pour les éléments neutres tels que moi, presque émouvant. J'ai confiance que les deux délégations ont compris la gravité de l'heure et hésiteraient à prendre la responsabilité d'un échec.

Et cette séance m'a bien montré quelle responsabilité aussi nous incombe, à nous, conseillers « neutres », dans la reconstitution des forces nationales, dès cette guerre... La difficulté consistera peut-être à faire comprendre aux ouvriers que le placement est une chose et le syndicat une autre, et que, le premier, n'ayant pas pour objet propre de développer la force syndicale, il serait excessif de demander, par exemple, que les syndiqués eussent un traitement de faveur, que le burau suspendît ses opérations en cas de grève ou de lock-out, qu'il plaçât seulement aux conditions fixées par les syndicats, etc... C'est un effort pour la méthode, pour la clarté, que nous devons demander. Et à leur tour, il faut que les patrons concèdent, par exemple, de ne plus recourir aux embauchages par leurs propres agences, qui risquent d'être, en sens inverse, des moyens d'assurer un traitement privilégié aux ouvriers non syndiqués ou acceptant de travailler à certaines conditions. Notre rôle consiste surtout à sérier les questions, à établir un suum cuique.

« Nous avons également entamé des pourparlers avec les représentants de la couture, si gravement atteinte par le chômage. Nous n'avons pas l'espoir de régler le placement des ouvrières de choix, qui continueront sans doute à se placer par relations. Mais les innombrables femmes qui font de la couture, soit leur métier régulier, soit un métier d'appoint, et qui toutes subissent la double influence de leur insuffisante préparation ou spécialisation et du caractère saisonnier des commandes, ont un urgent besoin de voir s'instituer un bureau qui arrive à régulariser un peu l'embauchage et à préciser et stabiliser la spécialité de chacune.

« En tous cas, si l'année prochaine, les Parisiens cessaient de voir piétiner dans la boue sur les places de grève et devant les marchands de vin, ou devant les petites affiches, une partie des ouvriers du bâtiment et des ouvrières de la couture, nous n'aurions pas fait œuvre vaine.

« Nous entrevoyons dès maintenant aussi la nécessité de faire quelque chose pour les employés de magasin. De même, pour le personnel des restaurants, cafés et hôtels. Et nous devrons penser au placement des victimes si nombreuess que le chômage de guerre fait dans les professions libérales.

« Les conditions spéciales du placement des mutilés nous préoccupent également.

« Pour aboutir, il faudra du temps, des hommes, de l'argent. Je suis en tous cas bien heureux de constater, d'une part, le libéralisme avec lequel le Conseil général a accepté de tenter l'expérience proposée par mon ami Henri Sellier (qui, après avoir créé l'institution, en est resté l'actif secrétaire général), et les facilités que nous accorde, avec son grand sens des nécessités nouvelles, M. Delanney, — d'autre part, l'entrain, l'esprit d'amitié avec lequel les uns et les autres, dans le Conseil d'administration, se sont mis à l'œuvre. Collègues, ouvriers ou patrons, il y a vraiment plaisir à collaborer avec eux.

« Nous sommes loin, très loin du but, qui est l'établissement de tout un réseau de bureaux dans la Seine et la fédération active de notre Office avec des Offices analogues à créer sur tout le territoire. Mais j'ai confiance que l'essai de la Seine prouvera que la bonne formule est trouvée et que, si l'on veut vraiment restaurer la force française, il faut sans délai y recourir.

« Croyez, etc... »

N'ai-je pas eu raison de vous lire cette lettre ? N'était-elle pas en réalité destinée non pas à moi seul, mais à vous tous ? Je suis tout à fait heureux que M. Fuster y ait posé la question dans des termes aussi nets et aussi clairs. Il a montré que l'œuvre qu'on avait à réaliser est une œuvre de bonne foi et d'impartialité absolue, et qu'en appelant à délibérer en commun les deux éléments de distribution, en allant sans hésiter jusqu'aux syndicalistes révolutionnaires les plus avancés et les plus ardents et aux patrons, quelle que soit leur opinion politique, en leur montrant la nécessité de l'organisation du travail à la fin de la guerre, on trouvera leur patriotisme au-dessus de leurs préjugés. Il y a évidemment, d'un côté et de l'autre, certains partis-pris. On est des deux côtés d'une barricade, il n'y a qu'à la baisser. Sur la place publique déblayée de ces pavés inutiles, on peut causer, on peut se serrer la main et on peut travailler en commun.

Je crois que nous sommes, par la vertu même de la guerre — si je peux associer ces deux mots, mais vous entendez ce que je veux dire, — par la force extraordinaire que la guerre donne à nos âmes, sur le point d'aboutir sur une question des plus difficiles et des plus graves du problème social. Par le puissant organisme que la Seine a conçu et qui, j'espère, se créera également dans les autres départements, quelque chose de nouveau va s'accomplir dans notre pays. C'est une date historique que celle dont on a parlé tout à l'heure, celle où aura été établie, pour l'organisation du marché du travail, la paix profonde entre les deux éléments de la production nationale.

LÉON BOURGEOIS.

IMPRESSIONS DU FRONT

—

LA VAILLANTE ARMÉE DES VOSGES

Bien que je ne sois pas un correspondant de guerre, avec le pittoresque uniforme pseudo-officiel pour se faire photographier, mais seulement un Américain qui a vécu longtemps en France, allant au front pour visiter l'Armée des Vosges, croyez que mon récit est véridique, et ne vient pas de « quelque pari en France ».

Je passai mon premier jour là-bas à me rendre vers la partie de l'Alsace reconquise, ce qui fut pour moi une sensation agréable et intéressante. Au fur et à mesure que vous pénétrez dans la région alsacienne, le retour de l'influence française se fait sentir par des signes extérieurs. Le cantonnier, le facteur, le gendarme ainsi que l'enseigne du notaire ou de quelque autre notabilité, ont déjà fait leur apparition. Les boîtes aux lettres allemandes ont été détruites et remplacées par des boîtes françaises.

Au quartier général en Alsace, où nous avons dîné, le bureau du Général est littéralement recouvert de vieux drapeaux français du premier et du second Empire, qui avaient été donnés à des sociétés locales, à des villes ou à toute autre formation, et tenus soigneusement cachés depuis le second Empire. C'est avec ces trophées que les troupes françaises furent saluées à leur rentrée en Alsace.

La route qui conduit à Thann vous mène à travers les montagnes et sous un tunnel, dont la moitié est française et l'autre moitié allemande. En sortant de ce tunnel, vous pouvez voir le pays

s'étendre aussi loin que le Rhin, but de l'ambition française, au sujet duquel Alfred de Musset écrivit : « Où le père a passé le fils passera ».

A Thann, la plus grande ville de l'Alsace reconquise, qui a beaucoup souffert d'un bombardement intense, la magnifique église gothique, à l'encontre de beaucoup d'autres, reste à peu près intacte. Les Français ont montré, là encore, leur amour pour le beau en enlevant les vieux vitraux pour les mettre en lieu sûr. Où ceci n'a pu être fait, les vitraux, ainsi que les sculptures extérieures, ont été protégés autant que possible.

L'école, que nous vîmes également, date du XVIIIe siècle ; elle est dirigée par les sœurs d'une vieille institution catholique, aidées de quelques instituteurs français sous les armes ; à travers les changements de régime, les sœurs ont invariablement continué d'enseigner aux enfants. La classe avait lieu dans une manufacture de produits chimiques, fondée par le descendant direct de l'héroïne de Gœthe dans Werther. Quelle révolution pour le petit-fils de Charlotte, et quel regret de ne pas avoir le talent de Daudet et de ne pouvoir ajouter un paragraphe à sa charmante *Dernière Classe*.

Pendant la récréation, les enfants, comme toute la population, semblaient très enthousiastes et couraient après les automobiles militaires en criant « Vive la France » ; beaucoup d'entre eux étaient même travestis en soldats français. Un article entier pourrait être écrit sur l'effet de la guerre chez les enfants, dans leurs jouets, leurs vêtements et leur vie en général.

Près des lignes en Alsace, les paysans doivent être soigneusement gardés, car les Français sont entrés dans le pays si vite que quelques hommes purent éviter le service militaire pour l'Allemagne. Ils travaillent dans les champs sous escorte, à heures fixes établies par les autorités militaires.

En quittant Thann, soudain nous vîmes un spectacle des plus curieux : deux aviateurs allemands, chassés par l'artillerie française. Il est très difficile de les atteindre, aussi établit-on des barrages d'artillerie devant et derrière eux, ce qui les paralyse. C'était un magnifique jour ensoleillé, le ciel était d'un bleu éclatant, et le soleil faisait étinceler ces grands oiseaux métalliques. Ils semblaient jouer à cache-cache dans le ciel à travers un éparpillement de nuages ouatés, petits et ronds; en fixant ces derniers on voyait alors que ces taches blanches sur le ciel bleu n'étaient autres que l'explosion des obus qu'on lançait aux avions, effet très étrange !

Les généraux commandants d'armées sont de véritables seigneurs féodaux, au-dessus de tout et de tous, grâce à la loi martiale établie en temps de guerre. L'un d'eux que je rencontrai me cita quatre principes de guerre : Premièrement, « croyez vous-même en la victoire» ; deuxièmement, « agissez de façon à ce que les autres croient en elle » ; troisièmement, « ayez le plus d'hommes où ils sont le plus utiles » ; quatrièmement, « ayez le moins d'hommes où ils sont le moins utiles ».

Ce même général me dit aussi que la Guerre et la Paix de Tolstoï lui avait enseigné plus de choses que beaucoup de livres techniques militaires, et surtout que le chef ne peut pas faire beaucoup dans une bataille une fois qu'elle est engagée, mais qu'il doit être une source d'encouragement, de force et d'énergie pour tous ceux qui l'approchent. Les proportions du champ de bataille moderne sont si grandes que, même avec les moyens modernes de téléphone portatif, de télégraphie sans fil, qui permettent au chef de donner des ordres à n'importe quelle distance, il ne peut empêcher que quelque chose n'arrive pour modifier ses propres ordres et les rendre inutiles, de sorte que sa force réside uniquement dans la préparation de la bataille et dans l'éducation et le choix de ses subordonnés.

Un autre général me dit que, étant donné les connaissances techniques nécessaires, la victoire était une affaire de volonté et appartenait à celui qui tenait le plus longtemps. La bataille de la Marne ne commença pas comme une victoire française.

Un peu plus tard, sur notre route vers des tranchées de premiere ligne, je vis un aumônier militaire à cheval ; avec son casque et sa robe brune de moine il avait l'air d'un croisé du moyen-âge revenu pour cette guerre moderne. Une fois encore la France aura, chez elle et à l'étranger, combattu pour l'idéal des peuples civilisés contre les barbares et les infidèles. Une fois encore elle lutte pour la liberté et la justice contre la barbarie des siècles passés, le militarisme réactionnaire et le despotisme.

Devant les tranchées de première ligne où l'on nous conduisit, se trouve ce que les soldats appellent un entonnoir. Celui-ci fut causé par l'explosion prématurée d'une mine allemande par une contre-mine française, la mine allemande étant destinée à faire sauter les tranchées françaises de première ligne. Dès que l'explosion se fut produite, les Français s'élancèrent pour s'emparer de l'excavation et en fortifièrent les bords faisant face à l'ennemi. C'est un trou énorme qui a l'air d'avoir été creusé par une gigantesque, titanique pelle

des temps épiques ; cela rappelle également les caves dans lesquelles vivent les troglodytes du sud de la Tunisie.

Comme toujours, quand vous vous trouvez dans les tranchées de première ligne, ce qui vous frappe, c'est le terrible et tragique silence ; personne ne parle, vous voyez peu de soldats alentour ; chacun semble attendre impatiemment que quelque chose arrive — Quoi ? — Voilà la question.

Je regardai dans un périscope les lignes allemandes, qui n'étaient qu'à quelques mètres de là ; entre les deux lignes ennemies, de chaque côté, on peut voir les défenses de fils de fer barbelés entre lesquelles s'étend un peu de terrain neutre, où les blessés souvent attendent quelque temps avant d'être relevés, et où les morts restent encore plus longtemps. Là les troupes ont toutes le nouveau casque qui les protège des blessures à la tête et leur donne un air moyen-âgeux et ecclésiastique.

Dans la tranchée se dressaient des mitrailleuses tirant 600 coups à la minute, des appareils téléphoniques, et près d'eux des guetteurs constamment en garde, se tenant derrière des boucliers d'acier rivés en terre, avec seulement un petit trou dans lequel leurs fusils pointent sans cesse sur l'ennemi. Ces hommes ne sont là que pour une heure chaque fois, car c'est un travail très fatigant. Tout le long des tranchées je vis des bouteilles de bière qui me semblèrent fort bizarres ; en m'informant j'appris que ces bouteilles contenaient un liquide destiné aux bandages protecteurs que l'on pose sur la bouche et le nez contre les gaz asphyxiants. De ci de là, on voit de petites boîtes contenant des cartouches et des échelles de bois pour les reconnaissances de nuit.

La vie dans la tranchée est tout ce qu'il y a de primitif. Tous les soldats en service vivent et dorment sous terre, car ils sont plus en sûreté dans les abris. Ils sont de service pendant quatre jours, puis au repos à l'arrière pendant les quatre jours suivants pour se remettre.

A l'arrière des premières lignes françaises, on pouvait voir un grand nombre d'hommes en service dans des endroits très bien protégés contre le bombardement. Plus loin, on apercevait les tranchées de seconde ligne, puis celles de troisième ligne, etc., toutes très soignées, très propres, et aussi confortables que possible, et où toutes les précautions sanitaires sont prises comme partout.

Un autre jour nous descendîmes dans un cabaret de la frontière suisse, où des officiers français et suisses prenaient agréablement leur déjeuner ensemble, et nous invitèrent à partager leur repas. De l'autre côté de la route on avait tendu des fils de fer barbelés, près desquels des sentinelles suisses se tenaient avec des airs très sérieux et très militaires. Les Suisses font tout ce qu'ils peuvent pour rester neutres, ce qui est la chose la plus difficile au monde en ce moment.

Le médecin major français qui nous conduisait est né en Alsace, où il avait l'habitude de vivre, mais dès que la guerre fut déclarée son amour pour la France, le pays de ses ancêtres, lui fit tout abandonner. Il va de soi que, s'il était pris par les Allemands, il serait immédiatement fusillé; ce qui d'ailleurs ne semblait pas le gêner beaucoup.

Un autre splendide jour d'automne, nous fîmes une longue route en auto, jusqu'à une haute colline de plus de mille mètres d'altitude, sur le sommet de laquelle se trouvait un poste d'observation soigneusement dissimulé. Pour l'atteindre, il nous fallut la gravir deux par deux et avec beaucoup de précautions, et de là il nous fut possible de suivre un duel d'artillerie entre Français et Allemands, qui tiraient par-dessus nos têtes. Avec nos lorgnettes nous pouvions distinguer tout d'abord une gerbe de feu, — survint le coup de canon — et quelques secondes plus tard nous voyions l'obus arriver et éclater au milieu d'un léger nuage de fumée ; tout ceci avec un bruit assourdissant doublé, et même triplé, par l'écho. Un tel spectacle était vraiment impressionnant, beaucoup plus qu'un bombardement tel que celui que je vis à Ypres, durant un autre de mes voyages au front. Il y a deux fronts, disent les officiels : le front de canons et le front de fusils ; le premier est le front personnel et distant ; le second le front personnel et rapproché ; dans l'un le soldat peut être atteint, dans l'autre il est visé — ceci est de la pure psychologie militaire.

Le pays autour de nous était très montagneux et entièrement recouvert de sapins et de lacs argentés, comme de larges miroirs dans lesquels se reflétait la nature. Dans la récente avance des troupes françaises, quelques collines avaient dû supporter un feu d'artillerie si sévère, qu'elles avaient l'air d'énormes pommes de terre dans lesquelles on aurait piqué des allumettes, tant il restait peu de chose de cette forêt primitive qui avait été jusqu'ici l'orgueil de ce pays. Il est, de plus, très peu peuplé, et pour des raisons stratégiques les Français et les Allemands ont évité d'y tracer des routes, si bien que les Français en avançant durent construire eux-mêmes leurs routes pour ainsi dire sous le feu même de l'ennemi ; c'est ainsi qu'ils purent transporter leurs lourds canons, leurs hommes, leurs munitions et évacuer leurs blessés. La plupart de ces routes

sont construites par les plus vieux soldats, les territoriaux et les réservistes, et non par les hommes de l'active. De plus, beaucoup de jeunes garçons du pays se sont volontairement offerts pour travailler à ces voies.

Je ne pouvais pas tout d'abord comprendre pourquoi sur une certaine longueur ces routes étaient masquées d'un seul côté, comme si une forêt avait été plantée par la main des hommes du côté faisant face à l'ennemi. On me dit alors que ces arbres avaient été transportés là pendant la nuit afin de masquer la route au feu de l'artillerie allemande. Ces routes sont également arrosées pour éviter la poussière, ce qui permet aux automobiles d'y passer sans être repérées par l'ennemi.

Près de là, dans les ambulances que je visitai, on me montra l'endroit où l'on fabrique les cercueils, qui sont faits par les soldats eux-mêmes. L'un d'eux sortit un jour faire un tour de promenade après son repas et fut tué. On l'enterra dans le cercueil qu'il venait lui-même de finir une heure avant.

C'est dans ces forêts de sapins, derrière la tranchée de première ligne, que les soldats, qui sont toujours ingénieux, pratiques et artistes comme tous les Français, ont construit de petites maisons de bois pour leur usage personnel, qui sont réellement tout à fait confortables et très pittoresquement posées dans la montagne ; elles ressemblent à des baraques de foire ou de kermesse autour d'elles il y a même des jardinets ingénieux et charmants. Quand ils ne sont pas de service, les soldats fabriquent des bagues, des porte-mines, des bibelots de toutes sortes avec le métal des projectiles allemands éclatés.

Là, comme dans beaucoup d'autres parties du front, les ambulances américaines font un bon travail utile et courageux. Elles sont conduites par des volontaires américains, portant l'uniforme kaki, et assimilés à l'armée française : ils remplacent ainsi les ambulances automobiles françaises. Tous ces braves garçons, mus par le besoin d'aventures et l'amour de la France, se sont engagés dans le Service Automobile, et vont chaque jour sous le feu recueillir les blessés.

De l'un de ces camps improvisés, nous partîmes un matin pour visiter une ambulance de chasseurs alpins, qui avait été installée dans une petite maison privée avec beaucoup de talent et d'à propos : c'est une de ces formations qui sont quelquefois fort bien organisées avec très peu de travail et presque pas d'argent. Le docteur qui nous accompagnait me demanda si j'aimerais voir la chambre mortuaire, et sur ma réponse affirmative il nous conduisit dans une hutte de sapin fort simple, où le corps d'un officier, enveloppé d'un drapeau tricolore, reposait là avec une majesté et une dignité sans pareilles, un crucifix fixé au-dessus de sa tête sur le mur blanchi de chaux.

Un autre jour nous nous rendîmes à Saint-Dié où, pour la première fois, en 1507, le mot « Amérique » fut imprimé. C'était dans un couvent au nord de St-Dié. Ce fut pour moi, comme pour toute personne qui s'intéresse aux relations franco-américaines, une sensation très agréable de trouver l'origine du nom de mon pays.

La plupart des troupes de cette région sont des Chasseurs Alpins, qui portent le pittoresque béret et sont réputés d'étonnants marcheurs et escaladeurs de montagnes. En hiver, ils font également du ski et sont alors habillés de blanc, ce qui les rend invisibles sur la neige. Ce doit être un spectacle merveilleux que de voir ces formes blanches glisser le long des pentes neigeuses et escarpées. Les automobiles sont de même adaptées au pays et portent des chaînes sur leur roues, ce qui les empêche de patiner.

Combien d'autres choses sont étonnantes en France en ce moment, car cette terrible guerre a donné à chacun l'occasion de montrer son initiative et ses aptitudes professionnelles mais rien n'est plus admirable que l'état d'esprit du simple soldat français. Son chic d'un genre différent de celui du soldat anglais, son allié et ami, mais il est très réel pourtant. Les Français n'ont pas développé de nouvelles qualités dans cette guerre, mais il y a eu comme une renaissance de leurs qualités traditionnelles ; ils se sont retrouvés semblables à leurs ancêtres, les Gaulois. Ils ont fait renaître l'esprit martial de la vieille France, la France de Jeanne d'Arc et de Valmy. La France sera victorieuse, et nous n'en serons jamais assez reconnaissants au pioupiou. Ainsi les faiblesses si superficielles du pays, qui d'après les ennemis de la France avaient effacé les vieilles vertus viriles, ont complètement disparu. Le peuple français tout entier s'est retrouvé lui-même, ce qui, à mon avis, est la chose la plus frappante de cette guerre. Je suis allé plusieurs fois au front, des dunes de sable de la Belgique aux montagnes neigeuses de la Suisse, j'ai vu bien des vieux amis (et j'espère même en avoir fait de nouveaux), les uns officiers, les autres simples soldats ; ainsi ai-je eu l'occasion d'observer de près la vaillante armée française, mais rien n'est plus frappant, plus agréable et plus réconfortant que les charmantes relations qui existent entre officiers et simples soldats ; elles sont paternelles, filiales, respectueuses et extraordinaires. Il y a fort peu de salutations mécaniques et de claquements de talons

mais seulement un même sentiment et un même désir — une même cause sur laquelle il faut compter pour le résultat final.

L'armée française est une véritable armée nationale où chacun peut sortir du rang ; ceci date des armées de la République et du Premier Empire. Le général en chef de l'une des armées les plus importantes, et qui possède une des plus hautes positions en ce moment, a débuté comme enfant de troupe.

Après la guerre, cette question sera posée à tous : Où étiez-vous pendant la guerre ? et ceci amènera plus d'un changement.

Quand on assiste à un défilé de troupes se rendant aux premières lignes de tranchées et quand on les voit à une remise de décorations ; quand ces hommes passent ils ont un air fier et décidé : ils ont regardé la mort en face — l'au-delà — et ils sont revenus sur la terre parfaitement sereins et calmes ; la plus grande partie d'entre eux donne l'impression d'avoir fait le sacrifice volontaire de leur vie. Leur idéal, c'est la victoire de leur pays; et pour elle ils sont prêts à tout. « Jusqu'au bout » est leur devise. Ils paieront la victoire finale n'importe quel prix, du meilleur de leur cœur et de leur sang. Les pertes ne sont pas publiées, et sont acceptées sans un murmure, sans une question. La mort ne fait pas peur — c'est une coïncidence, un accident de sport.

« *Le front* » est une chose insatiable pour laquelle travaille toute la France, son empire colonial et celui de ses vaillants Alliés et le monde entier, grâce à la maîtrise anglaise des mers. C'est à quoi tout est subordonné : les chemins de fer, les routes, les usines, le commerce, les affaires publiques et privées, les réformés, les femmes, les enfants, les vieillards, tout en France et au-delà, depuis quinze mois, donne généreusement et sans lésiner ce qu'il a de mieux, sans discuter, à ce front insatiable.

Dans la bataille moderne on se sert des fleuves, de toutes les voies d'eau comme fortifications et comme barrière naturelle ; tous les petits fleuves, venant de partout, toutes les sources, tous les ruisseaux de la France, au moral comme au physique, convergent vers cet immense barrage, derrière lequel est accumulé le réservoir de forces qui est en ce moment le symbole de la France, de la France tout entière, inépuisable et indomptable, et de tout ceci sortira, transformée par le génie du haut commandement, une puissance grâce à laquelle la France est sûre de vaincre.

Le cœur du pays, ce n'est plus Paris, c'est le front. Toute la France peut se résumer en deux mots : patrie et victoire.

JAMES HYDE.

L'ESPRIT DE SABOTAGE

Des personnes, en la parole desquelles on peut avoir la plus entière confiance, m'ont rapporté ceci : quand vous interrogez les chefs sur l'attitude aux tranchées des éléments jadis insociables, ou mieux *antisociaux*, qui dans le temps de paix fomentaient la guerre, tout au moins le trouble intérieur, ils sont presque unanimes à répondre : « Mais ce sont nos meilleurs soldats ! Ceux qui le plus énergiquement se battent et le plus volontiers acceptent la discipline nécessaire ! »... Comme si vraiment par une mystérieuse autant que soudaine interversion de l'ordre des choses, l'état de guerre chez nous devenait créateur d'une psychologie justement contraire à celle du temps de paix ! Gardons-nous d'y voir une sorte d'intervention miraculeuse — on use beaucoup trop en ces temps-ci du surnaturel et du miracle, auxquels nous voyons aujourd'hui se rattacher ou faire semblant de se rattacher une foule de gens qui ne croyaient à rien du tout ! — Mais non... sans recourir à des protections si hautes, la psychologie de notre race suffit à l'explication du mystère et notre Histoire de France est habile à l'illustrer. Plus tard, quand on en voudra donner la preuve, on n'aura qu'à rapprocher ces deux dates mémorables : 1792-1914. Septembre 1792 — septembre 1914 : Valmy et la Marne. Kellerman et Joffre !

Quoi qu'il en soit, nous n'y comptions guère, car notre faculté d'oubli s'applique à nos vertus autant qu'à nos défauts, et reconnaissons que les Allemands étaient bien excusable de spéculer là-dessus ! Comme nous, n'avaient-ils pas dans la mémoire les incendies de la Commune et le geste de l'enfant qui tente de poignarder sa mère dans l'instant ou l'étranger l'assaille ? Seuls parmi eux quelques hommes de premier ordre avaient pressenti la vérité, et je ne me lasserai pas de répéter la saisissante formule du prince de Bülow : — « Plus d'une fois la France parut définitivement abattue par des ennemis extérieurs, si éprouvée par des bouleversements intérieurs, que l'Europe put croire qu'elle avait cessé d'être dangereuse. Mais chaque fois la nation française se redressait devant l'Europe, en un très court délai, avec sa vigueur, d'antan, pour disputer, par de nouvelles luttes, la suprématie sur le continent et remettre en question la répartition des puissances en Europe ! »

Qu'on ne s'y trompe pas : en dépit des horreurs imputables à la perversion d'une mentalité collective qu'affolèrent l'orgueil et le développement

continu pendant quarante-quatre ans d'une puissance exclusivement matérielle, les Allemands ne sont pas tous les soudards et les reîtres que s'appliquent à nous dépeindre quelques écrivains de chez nous. Il y en a de très rares qui possèdent l'esprit de finesse, lequel semble l'apanage des races latines : le prince de Bülow en fit preuve en cette circonstance — et j'ajoute même qu'à l'heure présente ce sont ceux-là qui doivent nourrir les plus vives inquiétudes !

*
* *

N'importe, il nous appartient, à nous autres Français, de ne point toujours compter sur notre pouvoir de rebondissement, et puisque, dans ces études, nous tentons comme un effort de reconstitution de l'âme française en vue de préparer l'avenir, il nous faut préciser les puissances d'anarchie qui, semblables à des vibrions septiques, travaillèrent notre corps social durant les vingt années qui précédèrent la guerre et collaborèrent aux espérances secrètes de nos implacables ennemis ! On lit, dans l'œuvre de Charles Péguy, dans cette œuvre souvent incorrecte, fumeuse, bouillonnante comme la lave du volcan, mais d'où les idées jaillissent aussi comme d'un cratère en travail, on lit ce morceau que j'ai déjà cité, et sur lequel les vrais Républicains ne sauraient trop méditer :

— « La République, qui était l'objet d'une Mystique, et qui était un système de gouvernement ancien régime, fondé sur l'honneur, et sur un certain honneur propre, est devenu entre leurs mains — entendez le parti radical-socialiste — la matière d'une politique moderne, et en général d'une basse politique... et un système de gouvernement fondé sur la satisfaction des plus bas appétits... Et tout ce qui reste encore debout, et tout ce qui reste encore propre, de l'ancienne République est ce qui n'a pas été contaminé de Jaurésisme. »

Et plus loin :

— « La force révolutionnaire, qui était l'honneur et la grandeur de cette race, et qui consistait essentiellement à vouloir que ça aille bien, et à en faire plus que son compte, l'esprit révolutionnaire qui était essentiellement généreux, est devenu, sous leur gouvernement, un *bas esprit de sabotage*, et de dénigrement, et de rancune, qui consiste à se réjouir de ce que ça aille mal, et à en faire moins que son compte. »

Je détache de la citation et je souligne cet *esprit de sabotage*, si merveilleusement compris par le mystique Républicain qui de Jeanne Darc avait fait son héroïne, parce qu'il sentait battre en elle le cœur même de la France. Aujourd'hui, nous pouvons bien le reconnaître, il s'était lamentablement développé à la suite et comme conséquence de la fameuse *affaire :* il existait dans toutes les catégories sociales, même et surtout dans celle qui a pour mission de préparer l'avenir, c'est-à-dire la formation de la jeunesse. Je n'insisterai pas, car il serait inélégant de reprocher leurs erreurs à toute une classe de Français qui depuis les ont si glorieusement rachetées. Ici, nous nous contentons de faire un historique de l'évolution des esprits.

Donc, pour notre malheur, cet esprit de sabotage s'opposait à l'*organisation* allemande, à la prodigieuse et servile discipline de cette race qui va des plus bas gradins jusqu'aux plus élevés de l'échelle sociale : c'est sur ce contraste que les dirigeants d'outre-Rhin avaient établi leurs calculs — certains diront qu'ils avaient *misé* — car ils gardaient l'assurance du joueur qui, pénétrant dans la salle, connaît un tour de sa façon destiné à lui garantir le succès. Ils estimaient que la République française en était bien au point où Péguy l'avait vue, c'est-à-dire où le fruit va se détacher de l'arbre, et par une excessive généralisation, ils assimilaient la France à son régime politique, ce que n'avait jamais entendu Péguy, faut-il le dire ? Ils oubliaient de se faire à eux-mêmes — car si facilement on croit ce que l'on désire — l'objection que le duc d'Aumale présentait à Bazaine quand celui-ci lui demandait ce qui subsistait après la disparition de l'Empire : « Il restait la France. » Oui, la France subsistait sous ces trompeurs dehors, et demeurait la *France éternelle*, celle dont Roosevelt a écrit au cours de sa magnifique campagne menée aux Etats-Unis — « Si elle était brisée ou abattue, ce serait aujourd'hui une perte aussi grande que la perte qui fut soufferte par le monde quand le génie créateur des Grecs disparut avec leur pouvoir politique et leur grandeur matérielle. Le monde ne saurait se passer de la France. »

Parmi les Allemands, un seul avait vu juste, ce Prince de Bülow de qui nous avons inscrit la formule lapidaire. J'ai commenté autre part la profondeur de ce jugement, son intérêt inégalable sous la plume d'un illustre allemand, dont la biographie, connue de tous, montre bien qu'il échappait au servilisme universel dont sa race est marquée, puisqu'il n'hésitait pas à se faire débarquer pour avoir la satisfaction de « découvrir » son impérial maître, à perdre une situation qui était la plus haute de l'Empire, pour conserver son franc parler.

*
* *

Ce sera plus tard un chapitre de notre histoire politique, non certes le moins intéressant, celui où

l'on précisera les liens par où l'esprit d'anarchie ou de sabotage se trouve rattaché en France aux éléments de dissolution que nous avait apportés l'antimilitarisme de l'*Affaire*. Ce fut, durant toute une période, une manière d'« aristocratie intellectuelle », une posture de toute élégance que de participer à cet esprit... Et la meilleure preuve, c'est que des esthètes caractérisés — tels Rémy de Gourmont et Anatole France, — jugèrent avantageux de tenir leur partie dans le chœur universel. Attitude littéraire chez les uns, ambition politique chez les autres, ce furent les deux mobiles qui les détournèrent de la voie droite dans laquelle eût du les maintenir la conscience de leur responsabilité ; car à toute valeur ou don naturel — les croyants disent : don de Dieu — correspond une responsabilité proportionnée dont celui qui la détient apparaît comptable aux regards de la collectivité. C'est, si l'on peut dire, une proposition qui relève du seul bon sens, une exigence rigoureuse de la logique de l'esprit, et qui pourtant chez nous, dans le domaine politique, ne trouva guère son application.

Lors donc que l'on rencontrait, dans le salon de M. France, ces petits journalistes des feuilles socialistes, et toute cette séquelle suspecte des pacifistes internationaux, qui se pâmaient d'aise aux paradoxes du maître, non seulement on éprouvait la douleur que l'on ressent à voir une intelligence d'élite compromise dans un mauvais lieu — ce salon étant devenu, par sa volonté même un mauvais lieu — on éprouvait un sentiment assez identique à celui qu'indique Baudelaire lorsqu'il affirme, en grand artiste qu'il est : « Ce qui exaspère surtout l'homme de goût, dans le spectacle du vice, c'est sa difformité, sa disproportion. Le vice porte atteinte au juste et au vrai, révolte l'intellect et la conscience ; mais comme outrage à l'harmonie, comme dissonance, il blesse plus particulièrement certains esprits poétiques ». Et voilà effectivement ce que nous éprouvions comme artistes à constater cette manière de prostitution intellectuelle. Mais n'y avait-il pas autre chose encore ? Ce sentiment qui fait qu'un Français ayant l'amour de la patrie répugne d'instinct à tout complot contre la vie, mieux encore contre la réputation de sa mère ?

*
* *

Maintenant que nous avons connu l'imminence du danger, et que nous avons vu, suspendue sur nos têtes, la menace allemande qui ne visait à rien moins qu'à nous anéantir, de telles propositions prennent une apparence de *truism*, et elles vous ont un petit air prudhommesque dont je m'excuse vis-à-vis de mes lecteurs. Mais que par la pensée on veuille bien se reporter seulement à cinq ans en arrière, imaginer le stigmate d'inélégance intellectuelle dont un écrivain français, en dehors de l'opposition, eût été marqué pour les avoir imprimées. Tel était sur nous le prestige de cet *esprit de sabotage*, que précise lumineusement Péguy, en l'opposant au génie profond de la France issue de la Révolution ; si puissants étaient ses prolongements dans le milieu radical-socialiste qui seul détenait le pouvoir — tumeur maligne poussant ses ramifications jusque dans les régions les plus saines de l'organisme — qu'il semblait en quelque façon ridicule et *bourgeois*, au sens où l'entendait Flaubert, de ne pas l'envisager avec complaisance.

...Et ce sera l'effet, ce doit être l'effet le plus immédiat de la terrible épreuve, qu'elle fasse, pour continuer notre image, comme le coup de bistouri qui débride les chairs voisines du mal, qu'elle le poursuive jusque dans ses veines les plus secrètes, et par là rende à ce magnifique organisme, si résistant aux influences nocives, et qui s'appelle la France, la vigueur et la santé de ces belles créatures qui inspirent l'amour et semblent défier les forces destructrices qui les entourent.

PAUL FLAT.

A TRAVERS LES DÉBATS DU REICHSTAG

La session, que vient de tenir le Reichstag, a été très remplie et assez agitée. Il a fallu envisager, en peu de jours, toutes les questions qui préoccupent le peuple allemand, et qui sont nombreuses. Le Parlement germanique ne collabore pas en permanence avec le gouvernement, comme ceux de France (depuis décembre 1914), ou de Grande-Bretagne : on ne le réunit qu'aux jours où la Trésorerie réclame des crédits nouveaux, et alors force est bien de le renseigner sur une foule de détails, que le chancelier souhaiterait garder secrets. Si les députés de l'Empire n'avaient point le droit de « consentir » au budget, ils seraient mis à l'écart de la politique et traités en quantités négligeables. Mais M. de Bethmann-Hollweg n'ose pas en user vis-à-vis du Reichstag, comme jadis M. de Bismarck vis-à-vis de la Chambre de Prusse. Les temps sont changés et aussi les dépenses sont autrement grandes et pèsent bien plus lourdement

sur la vie du pays. Le chancelier ne peut éviter le contact avec la représentation nationale, si pénible que lui puisse être la rencontre, mais il rend ce contact aussi bref que possible : cinq fois, l'argent lui a manqué depuis le début de la crise européenne : cinq fois il a dû rouvrir le Reichstag. C'est grâce à l'épuisement des crédits de guerre, que nous pouvons de nouveau apprécier les divisions qui se manifestent dans l'opinion Outre-Rhin, connaître les tendances des différents partis, mesurer les embarras toujours grandissants de nos principaux adversaires.

On n'attend pas de moi que je reprenne, par le menu, les incidents qui se sont succédé, depuis le commencement de décembre, soit dans la grande salle du Reichstag, soit dans les salles de commissions : nous n'en savons d'ailleurs que peu de choses, car la censure allemande réprime avec vigueur les indiscrétions de la presse, et l'agence Wolff transmet au dehors des textes expurgés des discours. (nous avons eu, de sa puissance de déformation, un exemple singulier à propos de la harangue de M. Scheidemann).

Il n'est pourtant point impossible de se faire une opinion d'ensemble, car quiconque a l'habitude de lire les journaux d'un pays, réussit plus ou moins à combler les lacunes et à comprendre les allusions sybillines.

*
* *

Les deux grands exposés, que M. de Bethmann-Hollweg a apportés au Parlement le 9 décembre, ont été une déception pour tous les partis : les uns espéraient qu'il poserait quelques conditions de paix : c'étaient ceux qui représentaient les masses ouvrières lasses de cette lutte sanglante et dont le terme leur apparaît de plus en plus lointain : les autres comptaient qu'il préciserait ce qu'on appelle là-bas, les « buts de la guerre », ou en d'autres termes, les profits éventuels : c'étaient ceux qui, envisageant la campagne comme une entreprise de rapt et de lucre, veulent dresser dès à présent le bilan de leurs bénéfices.

Or le chancelier n'a presque rien dit et rarement discours ministériels furent plus vides. En réponse à l'interpellation socialiste, il s'est borné à déclarer qu'il n'appartenait pas à l'Allemagne, — victorieuse d'après lui — de proposer la paix, mais que cette tâche incombait aux adversaires de l'Allemagne : il a ajouté, reprenant une formule bismarckienne, que les exigences de l'Empire seraient d'autant plus importantes que les Alliés poseraient les armes plus tard. Stérile phraséologie ! Vaine jactance ! M. Scheidemann, qui est un « social démocrate de la couronne » (comme on appelle Outre-Rhin les socialistes ralliés à l'impérialisme), et dont certains ont cru l'interpellation concertée avec le pouvoir — a pourtant émis, dès le début, une parole de franchise : il a affirmé qu'il était difficile encore de proclamer la victoire.

Quant aux partis qui demandaient la définition des « buts de guerre », ils n'ont eu aucune raison de témoigner leur satisfaction. On les a payés de promesses équivoques, de formules vagues et de réticences. Pas un mot sur la Pologne, ni sur la Courlande; pas un mot sur les destinées de l'Orient, alors que ce problème demeure capital pour l'Allemagne : quelques lignes inconsistantes, et qui peuvent être interprétées de dix façons différentes, — sur la Belgique. En somme le fléchissement moral qui est si remarquable, si évident dans l'attitude de nos adversaires eux-mêmes s'est trahi dans les exposés du chancelier : exposés qui, nous le savons, furent préparés en de longs conciliabules au quartier général, et que l'empereur approuva en toutes leurs parties.

Si M. de Bethmann-Hollweg montra tant de prudence, ce n'est pas seulement qu'il voulait dissimuler à la diplomatie de la Quadruple-Entente ses projets d'avenir : il les eût brutalement étalés s'il s'était attribué la supériorité de la force ; — c'est que connaissant l'ensemble de la situation, à la différence de tel ou tel parti expansionniste, il s'est laissé toucher par le doute : il a senti sa confiance s'ébranler ; il a eu peur, en suggérant à la nation allemande de trop vastes espoirs, de provoquer une catastrophe irréparable, — une désillusion qui frapperait par contre-coup la dynastie elle-même, — le jour où ces espoirs seraient dissipés. C'est d'une sage politque, mais en refusant aux uns et aux autres les déclarations attendues, il a accentué les flottements et la désunion de la représentation parlementaire. C'est cette désunion qu'on ne mettra jamais trop en relief. La façade de l'Allemagne impressionne encore quiconque la regarde de très loin, en dépit du mot, digne de l'histoire, que Liebknecht proféra en cette séance du 9 décembre et que l'agence Wolff prétendit intercepter. S'il est deux pays, où l'unité morale ait cessé d'être une réalité les voici : l'Autriche, l'Allemagne. Nous croyons parfois bien à tort que les partis d'Outre-Rhin font aux nécessités de l'époque le sacrifice de leurs convoitises particulières : c'est à dessein que je n'écris pas de leurs idées. Il n'y a plus de doctrine du centre catholique, en admettant que le groupement mi-politique, mi-confessionnel, auquel Windtshorst imposa jadis sa formule : « donnant, donnant » et qui tantôt approuva et tantôt rejeta les mêmes lois militaires, ait jamais défendu un idéal intellectuel. Il

n'y a plus de doctrine nationale-libérale, ni de doctrine conservatrice, ni de doctrine progressiste, et la presque totalité des députés social-démocrates au début — (quelques-uns se sont tardivement ressaisis) — ont piétiné les thèses les plus respectées. Il y a des appétits plus ou moins exigeants, et qui commandent des attitudes divergentes, — des égoïsmes corporatifs ou collectifs qui tendent à des satisfactions distinctes. Les revendications de conquêtes, qui ont été formulées au Reichstag ou dans la presse, constituent une hiérarchie complexe, et c'est en les examinant, fût-ce à grands traits, qu'on s'aperçoit pourquoi le chancelier n'a pu se mettre d'accord même avec les fractions du Reichstag qu'il qualifie de bourgeoises, et qui sont toutes les fractions, à l'exclusion des socialistes : il aurait fallu que ces fractions s'entendissent d'abord entre elles, et rien n'était plus loin que cette entente de leurs préoccupations respectives.

M. Spahn, qui est un des leaders du centre catholique, et qui passe pour moins teinté de pangermanisme que son collègue Erzberger, a prétendu parler au nom de tous les partis « bourgeois ». Il a demandé les « conquêtes nécessaires » usant d'une formule si élastique qu'elle peut s'appliquer aussi bien à de simples rectifications stratégiques qu'à l'absorption dans l'Empire de vastes provinces. S'il a réussi à obtenir les applaudissements conjoints des progressistes et des conservateurs de la vieille Prusse, c'est que précisément il s'était abrité derrière une équivoque. Les progressistes, qui se composent surtout des radicaux de l'Allemagne du Sud et qui jadis avaient montré un léger libéralisme, lors de la fameuse interview du Kaiser avec le *Daily Telegraph* et lors du débat sur les incidents de Saverne, abandonnent aujourd'hui, du moins en public, toute modération. Ils professent un nationalisme exalté, et d'ailleurs si dévoyé, qu'ils incorporeraient volontiers à l'Allemagne des contrées latines ou slaves. Depuis longtemps, M. Bassermann, le leader des nationaux libéraux, l'éternel candidat à la chancellerie, a reproché au chancelier en exercice sa timidité au dehors : bien que M. de Bethmann-Hollweg ait démontré, par des actes trop bruyants, l'injustice de ce grief, M. Bassermann ne cesse de l'accuser de faiblesse : il voudrait au moins la Belgique jusqu'à la Meuse, des agrandissements en Lorraine et toute la Pologne russe. Les conservateurs ne se donnent même pas la peine de consulter la carte : « restons où nous sommes, disent-ils : gardons ce que nous avons pris. »

Mais les groupements d'intérêts surgissent : ils demandent qu'on les consulte et qu'on fasse droit à leurs réclamations. Ne contribuent-ils pas à l'expansion économique, à la solidité militaire et financière, à la vitalité de l'Empire ? Ils attendent depuis si longtemps d'être payés, qu'ils ne sauraient concevoir que leur attente fût déçue ou même prolongée. Les métallurgistes, représentants d'une industrie qui était déjà maîtresse, avant la guerre, Outre-Rhin, et dont la guerre a démesurément accru le rôle, ont jeté leur dévolu sur le bassin de Briey : s'ils ne sont pas certains d'en avoir les minières, leur sort est étrangement compromis, car le fer ne tardera pas à manquer à nos adversaires. Les armateurs se soucient bien peu des inquiétudes de la métallurgie ; « notre avenir est sur l'eau », a dit le Kaiser en une formule devenue historique et dont il perçoit depuis dix-sept mois l'inanité. M. Ballin et ses amis de Hambourg et de Brême se révoltent par avance contre tout traité de paix, qui ne leur assurerait pas quelques ports sur les littoraux belge et français... Je pourrais poursuivre l'énumération presque à l'infini. Dans ce déchaînement de convoitises, que devient l'armature de l'Allemagne ?

*
* *

Tous les partis sont divisés ; un seul manifeste ses divisions au dehors : — le parti socialiste. Uni jadis par une forte discipline pour combattre le gouvernement impérial, il avait au 4 août 1914, journée capitale et tragique pour lui, conservé cette discipline dans une attitude inverse. Mais depuis lors il n'a cessé d'être travaillé par une désagrégation, que j'ai déjà signalée, et qui s'aggrave de plus en plus. Cette dislocation a été l'œuvre de quelques doctrinaires, qui ont reconnu la faute commise (et ce sera leur honneur), et aussi de quelques politiciens qui suivent toujours les courants de foules. Ces courants ont fini par agir même sur les membres les plus tenaces de la fraction gouvernementale de cette social-démocratie. Quand Scheidemann, le 9 décembre, proférait des propos sévères à l'adresse des partis « bourgeois » qui veulent la prolongation indéfinie de la guerre, sa sincérité eût mérité d'être analysée par un La Rochefoucault : ses paroles étaient un hommage à la fatigue prolétarienne.

Cette Social-Démocratie est déchirée sur tous les points, — et la minorité, qui essaie de se soustraire aux lourdes responsabilités des premiers jours continue à grossir ses effectifs au Reichstag : — il est très possible que les désillusions, les souffrances de toute espèce, et la crainte de souffrances pires pour l'avenir, aient encore bien plus agi sur les masses profondes des cotisants et des électeurs que sur leurs chefs ou mandataires.

Les crédits de guerre, que le groupe parlementaire eût dû repousser à l'unanimité, selon la doctrine traditionnelle, n'avaient trouvé d'abord que 14 opposants ; le total est passé progressivement à 17, à 23, à 36, et à 44. Il y a là un signe des temps.

Les divergences de vues sont aussi accusées dans la Social-Démocratie, au sujet de la paix future, qu'entre ce parti et les partis « bourgeois ». On pourrait croire, après avoir lu les discours de Scheidemann et de son collègue Landsberg, qu'il y a unanimité dans le groupe parlementaire et dans le comité drecteur contre la politique des annexions, — et contre une rétrocession de l'Alsace-Lorraine sous une forme quelconque. Ce serait là une double erreur : au mois d'août dernier, les deux organismes dirigeants tinrent une séance commune à Berlin, pour envisager ces deux questions et quelques autres. Il se trouva deux voix dans le groupe, pour demander l'annexion brutale de la Belgique ; il se trouva 40 voix dans le groupe et 10 dans le comité, pour accepter une annexion déguisée, et nul n'ignore que des hommes tels que Heine, David, Noske, Sudekum, Lensch se sont laissés gagner par l'impérialisme. Mais en sens inverse, et il convient de le dire, car ceux-là manifestèrent un rare courage, — à cette même séance où 80 membres du groupe parlementaire et 31 du comité directeur déclaraient que le sort de l'Alsace-Lorraine était à jamais réglé pour eux, 14 membres du groupe et 7 du comité émettaient un vote contraire.

La dislocation de la Social-Démocratie, que les séances récentes du Reichstag ont profondément accentuée, et que certains esprits, politiques ou timorés, s'attachent encore à conjurer, apparaît irrémédiable. Lorsqu'on suit les polémiques qu'engagent entre eux les organes les plus importants du parti, au moindre incident, — par exemple le *Vorwaerts* et *l'Echo de Hambourg* ou les journaux saxons de Leipzig et de Chemnitz, on s'aperçoit que toute communauté de pensée s'est dissipée. Il faut que la crise morale de l'Allemagne soit bien aigüe, pour que le plus discipliné, le plus unitaire de tous les groupements se brise ainsi en morceaux.

*
* *

Mais les débats sur les questions extérieures n'ont occupé qu'une faible part de la dernière session du Reichstag. Les séances de commissions ont d'ailleurs été de beaucoup les plus fréquentes, et naturellement le renchérissement de la vie y a tenu une place essentielle. Les discussions, qui se sont déroulées à ce sujet et qui n'ont pas toujours obtenu au dehors toute l'attention requise, s'étalent largement développées dans les gazettes d'Outre-Rhin. Rien de plus compréhensible. Les masses ouvrières sont très irritées contre le gouvernement et contre l'assemblée nationale, qu'elles rendent responsables de leur détresse. Elles ont longtemps enduré leurs maux en silence : maintenant elles ne contiennent plus leurs sentiments, et si les dépêches de Copenhague ou d'Amsterdam ont parfois exagéré les démonstrations de rues, qui ont eu lieu à Berlin ou en Saxe, ces démonstrations sont très réelles. Ces échauffourées qui ne méritent pas encore le nom d'émeutes, ces poussées de la foule contre les boutiquiers qui ont majoré leurs prix, sont des phénomènes nouveaux pour l'Allemagne contemporaine, où l'ordre extérieur a été rarement troublé. Elles effraient d'autant plus les pouvoirs publics, qu'elles sont moins habituelles. On a vu le chancelier et le Conseil Fédéral multiplier les ordonnances, sans aboutir au moindre résultat pratique ; les commissions du Reichstag, soucieuses d'offrir au peuple une preuve de bonne volonté, ont criblé les ministres d'attaques et dénoncé leur incurie : mais leurs controverses, si passionnées soient-elles, ne sauraient procurer la diminution des cours du lait ou du beurre ou de la viande de porc, ni accroître la production des pommes de terre. Pour des millions d'Allemands, le problème de la vie quotidienne est aussi obsédant que celui de la « défense nationale » ; un prolétariat urbain, qui ne souffre pas seulement, mais qui doit redouter des souffrances pires encore, et qui entrevoit l'encerclement économique de son pays, qui devine la raréfaction grandissante des stocks, ne saurait être indéfiniment malléable à merci. Or les débats de commissions ont souligné l'impuissance foncière des gouvernants à découvrir des remèdes appropriés. Les propos optimistes, que le chancelier et le Ministre des Finances ont tenus à plusieurs reprises, n'ont servi qu'à aggraver le mécontentement général : on n'y a aperçu qu'ironie lourde ou indifférence à la misère des masses.

Le peuple allemand, qui est en proie à la pénurie des denrées alimentaires, comprend-il aussi clairement les embarras financiers de l'Empire ? Le discours, que M. Helferich a prononcé en commission le 16 décembre, pour justifier une demande de crédits de 12 milliards 1/2 et l'ouverture d'un emprunt d'égale somme, provoque de la stupeur chez nous. Comment un secrétaire d'Etat qui n'est point un improvisateur, mais un spécialiste en son domaine, — car M. Helferich était, avant la guerre, le directeur d'une des plus grandes banques d'Outre-

Rhin, — peut-il se laisser aller à des assertions évidemment fausses, et céder à une inqualifiable jactance ?

La situation de la Trésorerie impériale n'est un secret pour personne, à l'extérieur de l'Allemagne. Elle a dépensé 50 milliards depuis le 1er août 1914 et encaissé, par des emprunts réitérés, 31 milliards et quart, les impôts n'ayant sans doute donné que de maigres ressources. Mais les emprunts mêmes qu'elle a contractés, par un mouvement quasi-perpétuel de papier-monnaie, comptent parmi les plus extraordinaires de l'histoire. Jamais pareil abus du crédit n'aura été pratiqué. Le système mis en vigueur par M .Helferich pourrait se résumer ainsi : l'Etat prête de l'argent aux particuliers, à condition que les particuliers lui en prêtent à leur tour. Ce torrent circulatoire n'a aucune raison de se tarir. Grâce au mécanisme actuel, l'Allemagne trouvera encore du crédit auprès de ses propres débiteurs, — mais elle en trouvera aussi longtemps seulement qu'elle n'aura pas repris ses échanges normaux avec l'extérieur. A ce moment, elle devra subir une crise qui pourrait tourner à la catastrophe. M. Helferich a simplement négligé cette éventualité dans les déductions consolatrices et fallacieuses qu'il a déroulées devant ses auditeurs parlementaires.

Il a beau insister sur les difficultés des Trésoreries Française et Anglaise : nul n'ignore qu'une guerre telle que celle-ci, coûtant près de 3 milliards par mois à l'Angleterre, et 2 milliards 1/2 à la France, sollicite toute l'ingéniosité des gouvernants; mais nos embarras sont médiocres à côté de ceux de l'Empire ; notre commerce extérieur et le commerce britannique sont infiniment moins atteints que le sien, car nous recevons les matières premières, et il nous est loisible de servir la plupart de nos clientèles ; nous avons acquis au dehors, ne fût-ce qu'en Amérique, des concours qui lui sont, pour beaucoup de motifs, refusés.

Les phénomènes du change sont les meilleurs indices des fluctuations du crédit réel. Or la dépréciation du mark atteint 24 0/0 et celle de la couronne autrichienne 34 0/0 sur le marché de New-York, et tout nous conduit à penser que ce double fléchissement va encore s'accentuer. Ces seuls chiffres détruisent toutes les argumentations de M. Helferich.

Aussi les journaux opposants d'Outre-Rhin ne sont-ils pas dupes. Au lendemain de la séance, où le Ministre des Finances exposait son projet sur un ton de pleine satisfaction, le *Vorwaerts* évaluait la dette publique de l'Empire à 40 milliards ; elle était de 6 avant la guerre : le bond serait déjà énorme, mais l'estimation du *Vorwaerts* se révèle trop faible. Il faut au moins compter 42 à 43 milliards au 1er janvier, et si la campagne dure encore 6 mois on montera à 60 milliards. A ces 60 milliards se joindront d'autres milliards : les dettes des Etats particuliers chiffraient déjà à 16 en 1913 et ont dû amplement progresser en ces deux années. Le problème financier, qui sera très lourd pour tous les belligérants, sera peut-être écrasant pour l'Allemagne, qui a perdu une bonne part de ses débouchés anciens.

Les débats du Reichstag ne sont ni rebutants, ni dénués d'enseignements, mais ils paraissent au contraire d'un intérêt passionnant à qui essaie de briser la glace des mots.

Paul Louis.

LA SITUATION MINISTÉRIELLE EN ANGLETERRE

On avait espéré que le remaniement ministériel opéré en Angleterre au mois de mai dernier ferait l'union entre tous les partis. Le gouvernement radical, en appelant à lui des unionistes et des socialistes, devait trouver des forces nouvelles pour préparer, exécuter et faire accepter par l'opinion l'œuvre militaire, navale, diplomatique, extrêmement vaste et lourde, que la guerre européenne lui imposait. Ces espérances ne se sont malheureusement pas réalisées. Les événements de ces dernières semaines ont prouvé que l'entente n'existait ni entre le cabinet Asquith et le pays, ni, au sein même du cabinet, entre les très nombreux membres qui le composent. Et cette double constatation est hélas ! assez peu réconfortante. Il faut la faire cependant, si on ne veut pas être dupe d'illusions dangereuses.

Dans un précédent article (1), nous indiquions que la double question de la mobilisation industrielle et du service militaire obligatoire, et, d'autre part, celle de Constantinople avaient été parmi les causes principales de la transformation du cabinet Asquith. A l'heure actuelle, le nouveau cabinet, malgré ses très louables efforts, n'est pas encore parvenu à améliorer d'une façon sensible la situation lourdement obérée laissée par son prédécesseur. La mobilisation industrielle a fait quelques progrès, la fabrication des muni-

(1) Numéro du 26 juin-3 juillet 1915.

tions est devenue plus active (1), mais il ne semble pas cependant qu'on soit encore parvenu au résultat qu'il est indispensable d'atteindre. L'Angleterre travaille, mais il serait nécessaire que son rendement fut encore beaucoup plus intense. Il ne semble pas que tous ses patrons, ni surtout que tous ses ouvriers, se soient encore exactement adaptés aux circonstances créées par la guerre (2). Ce défaut d'adaptation apparaît plus profond encore relativement au service militaire obligatoire. A ce sujet, un véritable malaise existe dans le pays, dont une partie importante ne comprend, ni n'approuve les ballons d'essai lancés par le Gouvernement. Il suffit de lire régulièrement le *Daily News*, le *Manchester Guardian*, entre autres, pour distinguer très nettement l'opposition que font de nombreux radicaux à toute modification du système actuel de recrutement. Le gouvernement — nous reviendrons plus loin sur ce point — s'efforce d'introduire quelques réformes et d'ouvrir la voie au principe de l'obligation. Le 22 octobre, le roi Georges lançait au peuple un vibrant appel et demandait aux « hommes de toutes les classes, de venir volontairement prendre leur place parmi les combattants ». Le même jour, le lord-maire de Londres demandait à son tour qu'« une vague d'enthousiasme soulevât le pays ». Le 2 novembre, à la Chambre des Communes, M. Asquith allait plus loin : « Si, dit-il, un nombre important d'hommes ayant l'âge militaire et n'ayant aucune excuse se refusaient à servir, je crois que le pays serait d'avis que le service obligatoire devrait être établi, et je serais prêt à conseiller cette mesure. » Dix jours plus tard, le 12, lord Derby, qui est spécialement chargé du service du recrutement, annonçait par un communiqué à la presse que « tous les jeunes gens bons pour le service, et non indispensables là où ils étaient employés, devraient volontairement s'engager avant le 30 novembre (1). A partir de cette date, le gouvernement prendrait les mesures nécessaires pour obliger à l'enrôlement, afin de pouvoir éviter de faire appel aux hommes mariés. »

C'était, on le voit, déclarer, bien qu'en termes insuffisamment précis, — pourquoi parle-t-on par énigme ? demandaient peu après, avec raison, le *Daily Mail* et le *Times* — le service obligatoire pour les célibataires. Mais ce serait bien mal connaître bon nombre de radicaux anglais que supposer qu'ils aient accepté cette mesure, toute libérale et anodine qu'elle puisse être. Ils ont poussé les hauts cris, et assailli le gouvernement de questions pour l'obliger à préciser ce qu'il ferait des hommes mariés : après avoir commis le crime d'enrôler de force les célibataires, s'en prendrait-il aussi à ceux qui ne le sont plus, et quand ? Enrôlera-t-il d'abord *tous* les célibataires sans exception, ou bien le plus grand nombre possible seulement, et appellera-t-il des hommes mariés alors qu'il y aurait encore des célibataires récalcitrants ? Le gouvernement, dont les principaux mérites ne sont ni l'esprit de décision, ni le souci de clarté, a louvoyé autant que possible, et évité de donner des réponses nettes. Il sent, en effet, que — malheureusement — le pays n'est pas encore prêt, comme le lui disait récemment le *Manchester Guardian*, à accepter le service obligatoire, même limité et restreint, et, à plus forte raison, général. C'est la cause des déclarations ambiguës faites le 16 novembre aux Communes par M. Asquith d'abord, par M. Bonar Law ensuite. Une fraction du gouvernement est favorable à l'obligation militaire : — « Je n'ai aucune objection de principe contre le service obligatoire », déclarait le 2 novembre, M. Asquith — mais la majorité du pays n'en veut pas. On voit le dilemme qui se pose, et les difficultés pour le résoudre.

Si le pays ne donne pas au gouvernement tout ce qui lui serait nécessaire pour activer la marche des opérations, par contre, il ne lui ménage pas

(1) Le *Times* a indiqué récemment que depuis l'arrivée de M. Lloyd George au Ministère des Munitions, la production des munitions avait augmenté dans la proportion de 400 0/0. Actuellement, 1.002 usines se trouvent sous le contrôle de l'Etat, employant environ 1 million d'ouvriers. D'autre part, 31 grandes fabriques nationales ont été fondées, 20 produisant des obus de petit et moyen calibre, 11 des projectiles d'un calibre supérieur à 150 millimètres. Des usines nouvelles sont partout en construction. Le pays a été divisé en districts, régis chacun par un comité local. Chaque comité a à Londres, au Ministère des Munitions, un représentant. Ce système, qui est le même que celui adopté en France, a déjà donné, répétons-le, de très heureux résultats. Mais quand on sait la consommation de munitions qui se fait dans chaque engagement important, et aussi les fournitures que les Alliés font à la Russie et à certains neutres, on est forcé de constater que le rendement des usines anglaises — et françaises — n'est pas encore, malgré son importance, et malgré aussi les déclarations trop optimistes de certains ministres, à la hauteur des besoins des armées combattantes.

(2) La presse française, et certains organes ministériels anglais, répètent à l'envi que les ouvriers anglais travaillent 60, 70 et même 100 heures par semaine. Il faut prendre garde à certaines exagérations...

(1) Le délai a été reporté au 11 décembre.

les critiques sur la façon dont il poursuit celles-ci. L'Amirauté, le ministère de la Guerre, le Foreign Office, sont soumis par la presse à un dur régime. Les reproches pleuvent drus, et concernent aussi bien la conduite générale des affaires militaires ou diplomatiques que les détails quotidiens de celles-ci. Le gouvernement a institué, le 12 novembre, un conseil de guerre dont font seuls partie MM. Asquith, Lloyd George, Mac Kenna, Balfour, Bonar Law. Ce conseil, dont quatre membres sont déjà venus à Paris pour conférer avec M. Briand, le général Galliéni et l'amiral Lacaze, a pour but de faciliter les échanges de vues avec les Alliés et de rendre les décisions communes plus rapides. En même temps, on a augmenté l'importance de l'état-major anglais près notre ministère de la Guerre, et à l'inverse nous avons envoyé de nouveaux officiers à Londres. Ces mesures, annoncées par M. Asquith aux Communes le 10 novembre, sont excellentes : les Anglais n'ont cependant pas pu s'empêcher de trouver — comme nous-mêmes — qu'on avait vraiment attendu un peu trop longtemps — près de 15 mois — pour les prendre. Quant à la composition même du Conseil, elle a, dans certains milieux, soulevé quelque étonnement : pourquoi avoir laissé de côté, et le ministre des Affaires Etrangères, Sir Edward Grey, et le ministre de la Guerre, lord Kitchener, et comment comprendre que, pour discuter des questions navales, on ne croit devoir recourir qu'à la quasi-incompétence technique de M. Balfour ?

Les Anglais, que les affaires d'Orient préoccupent beaucoup plus que celles du front occidental, ne comprennent pas non plus exactement ce que le gouvernement a voulu faire — ou ne pas faire — pour la Serbie. Déjà son rôle, à propos de l'expédition des Dardanelles, avait été plus que suspect : M. Asquith l'avait si bien compris qu'il avait dû déplacer M. Winston Churchill et lord Fisher, et appeler à leur place M. Balfour et l'amiral Jackson. Mais il semble bien que le passé, tout récent qu'il soit, n'ait pas servi de leçon et qu'on ait recommencé à Salonique les erreurs de Gallipoli. Pourquoi avoir tant attendu pour y envoyer des hommes ? Pourquoi pratiquer vis-à-vis de ces faux neutres qui s'appellent la Grèce et la Roumanie — continuer de pratiquer plutôt, — cette politique molle, hésitante, timide, dont les événements bulgares ont montré tout le danger ? Pourquoi, selon le mot heureux de Maurice Barrès, être toujours « à la suite », prendre la remorque des événements au lieu de les devancer ? L'opinion anglaise se pose toutes ces questions, sans pouvoir y répondre. Tout en ne donnant pas au gouvernement les moyens pratiques d'être ferme elle voudrait qu'il le fût. Elle redoute ses erreurs de jugement, dont elle trouve dans les faits récents des preuves vraiment trop nombreuses. Quand elle a su, par Sir Edward Grey lui-même, que, dès le mois d'avril, le gouvernement connaissait par le cabinet roumain les négociations — pour ne pas dire plus — germano-bulgares, quand elle a su qu'on avait empêché la Serbie d'attaquer la Bulgarie, elle a trouvé sans peine que M. Asquith et ses collègues manquaient quelque peu de clairvoyance. Aussi suspecte-t-elle à présent les moindres détails de leur politique. Le 6 novembre, le War-Office faisait publier l'avis suivant : « A la demande de ses collègues, lord Kitchener a quitté l'Angleterre pour faire une courte visite au théâtre de la guerre en Orient. » Aussitôt, les esprits de vagabonder. Par une édition spéciale, sortie à 3 heures de l'après-midi, le *Daily News*, le *Globe*, annoncent la démission du ministre. A 4 heures et demie, l'agence *Central News* la confirme. Mais un communiqué officiel informe, deux heures plus tard, qu'il n'en est rien et que le ministre est parti « on public duty » (en mission officielle). En même temps, on apprend que c'est à M. Asquith qu'a été confié le soin de gérer le War Office pendant l'absence du ministre. Et on s'étonne de cette décision. Car on se demande comment le Premier ministre, déjà chargé de lourdes responsabilités, pourra trouver le temps pour assumer pratiquement une charge nouvelle. Lord Kitchener est à présent de retour, et a repris la direction de ses services. La presse reproche volontiers à M. Asquith de n'avoir rien fait de précis ou d'utile pendant l'intérim qu'il avait accepté : les Allemands ont continué leur marche victorieuse à travers la Serbie sans que les forces anglo-françaises de Salonique aient même tenté un effort pour les arrêter. Tous les journaux, le *Times* en tête, dont les articles assez vifs viennent de motiver un débat aux Communes, se plaignent de l'inertie gouvernementale. « Nous tenons à dire au gouvernement, écrivait, le 11 octobre, le *Times*, que le peuple est absolument uni dans la détermination de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire. Mais il n'est pas d'humeur à tolérer l'indécision et la mauvaise direction des affaires. Aucune amélioration moyenne ne satisfera la nation si elle a perdu confiance dans les hommes qui la dirigent. » Et le 1er décembre dernier, après les débats aux Communes, le *Times* ajoutait : « Le Cabinet peut ne pas aimer ce langage, mais il était vrai le 11 octobre, et il est

vrai encore que c'est la nation britannique, et non le gouvernement, qui montre le chemin de la victoire. »

Les divisions qui ont existé — et qui existent encore — au sein du cabinet n'ont fait qu'accroître la suspicion dans laquelle il est tenu par une partie importante du pays. On sait — on sait trop, malheureusement — que l'accord n'est pas fait entre les membres du gouvernement sur la très grave question du recrutement. Lord Derby fait de son mieux pour introduire peu à peu le service obligatoire, mais serait-il aussi timide, si, en outre de l'opposition de l'opinion, il ne rencontrait pas, parmi ses collègues mêmes, certaines craintes, et le désir de mesures moyennes, ne mécontentant gravement personne ? On sait aussi qu'à propos des affaires d'Orient, le cabinet a été, et est encore, très divisé : si, au début, les partisans du laissez-faire l'ont emporté, certains membres avaient prévu les conséquences fâcheuses de l'abstention, ou, plus exactement, du retard dans l'action, dont nous supportons le poids à présent. Au surplus, à plusieurs reprises, le cabinet a laissé voir, sans les cacher, ses difficultés intestines. A la fin d'octobre, Sir Edward Carson, attorney général, a démissionné, et son départ a causé dans le pays une émotion particulière. Les déclarations que l'ancien ministre a faites aux Communes, le 2 novembre, pour justifier sa décision, n'ont fait qu'accroître celle-ci. Sir Carson a indiqué, en termes assez vifs, les vues diverses et successives dont le gouvernement s'était inspiré pour la conduite des affaires d'Orient ; il a indiqué que le cabinet était mal organisé pour le temps de guerre, qu'il était trop nombreux et ne se réunissait que trop rarement, que le conseil de 5 membres n'était qu'un remède illusoire puisqu'il ne lui avait pas été donné de responsabilité propre. La réponse justificative de Sir Edward Grey n'a pas dissipé le malaise causé par ces déclarations. Si on a reproché à Sir Carson de dévoiler trop ouvertement les fautes du gouvernement, et de rompre ainsi l'union sacrée, on a quand même compris, retenu, et, dans presque tous les milieux, approuvé les accusations que le souci de l'intérêt national lui faisait porter contre le cabinet. En même temps, on apprenait que M. Asquith se proposait, selon les conseils de Sir Carson, de réduire son ministère, de transformer « le club de 22 membres », selon le mot du *Morning Post*, en un cabinet de 5 ou 6 seulement. Mais, peu après, le premier ministre faisait savoir qu'il ne donnait pas suite à l'idée, et qu'il se contentait de créer, au sein du gouvernement, un conseil de guerre, irresponsable, et assez singulièrement composé.

En novembre, M. Winston Churchill démissionnait à son tour de la charge de chancelier du duché de Lancastre qu'il avait acceptée, six mois plus tôt, à la place du ministère de la Marine, confié à M. Balfour. Et ce fut de nouveau une occasion pour étaler au grand jour le malaise ministériel. Dans sa lettre de démission à M. Asquith, M. Winston Churchill s'était plaint seulement de n'avoir pas été appelé à faire partie du conseil des 5. Mais quelques jours plus tard, le 15 novembre, aux Communes, il était beaucoup plus précis. Dans un très long discours, tout en faisant l'apologie de sa propre politique, il mit en cause le gouvernement et à propos de l'expédition pour secourir Anvers, en octobre 1914, et à propos de celle contre les Dardanelles (décembre 1914). Il a dit, sans ménagements, toutes les fautes commises, les retards, les indécisions, dont on s'était rendu coupable. Lord Fisher a été pris très violemment à partie, et pendant plusieurs jours la presse s'est longuement occupée du débat ouvert contre lui Celui-ci a pris fin, à la suite d'une brève intervention à la Chambre Haute de l'intéressé lui-même, qui a déclaré vouloir « attendre » pour répondre, « trouvant peu convenable de s'étendre sur des explications personnelles qui affecteraient les intérêts de la nation, alors que le pays se trouve plongé dans une grande guerre ». Le *Daily Chronicle*, malgré sa nuance radicale, et ses sympathies pour M. Winston Churchill, avait déjà dit, avec beaucoup de bon sens, au lendemain du discours de celui-ci : « Nous regrettons que M. Churchill ait décidé de faire hier ce que le temps eût fait de lui-même. Il vaut mieux attendre la fin de la guerre pour donner des détails sur certaines opérations, lorsqu'elles impliquent l'activité de ministres et de fonctionnaires en service. »

L'ère des divisions et des discussions regrettables n'a pas été close avec l'incident Churchill-Fisher. En même temps qu'on parlait de la démission de lord Kitchener, qui, comme on sait, ne s'est pas jusqu'ici produite, le rôle présent et passé de lord Haldane, motivait dans le pays des débats extrêmement vifs. Lord Haldane, qui a été, quoiqu'il en dise, très germanophile, a, dans les milieux politiques et dans le public, des amis dévoués et nombreux et des adversaires irréductibles. On lui prête une action assez fréquente auprès du Foreign Office et du War Office, et les dénégations qu'ont apportées à ce sujet aux Communes, le 11 novembre, M. Asquith et Sir Ed-

ward Grey, eux-mêmes, n'ont pas dissipé tout soupçon chez les anti-haldanistes. Ceux-ci ont profité de la campagne que divers journaux font en faveur de l'ancien ministre de la Guerre, qui se dépense en de multiples conférences, du reste plus ou moins heureuses et plus ou moins réussies, pour remettre sur le terrain la vieille question du voyage à Berlin, de janvier 1912, si souvent reproché à lord Haldane. M. Asquith a dû encore se mêler de l'affaire, et le 25 novembre dernier, il déclarait aux Communes que « le ministre s'était rendu à Berlin sur la demande officieuse du gouvernement allemand, pour un échange de vues officieux et privé. Il a rempli la mission qui lui avait été confiée à l'entière satisfaction du gouvernement. » Lord Haldane déclara de son côté, dans une conférence à Hampstead, que parti à Berlin « avec le vif désir de maintenir la paix et de faire tout ce qui était en son pouvoir pour établir une paix durable », il en était revenu « douloureusement conscient qu'il y avait toute chance de voir se déchaîner une terrible guerre ». Il déclara également avoir fait le possible pour avertir le gouvernement du grave danger qui menaçait le pays ». L'opinion publique est restée à ce sujet assez sceptique, n'ayant pas encore oublié qu'en 1912 lord Haldane était au premier rang des Little Englanders.

Il serait coupable de ne pas reconnaître qu'il y a, actuellement, chez nos voisins, dans le gouvernement même, des symptômes de faiblesse inquiétants. L'opinion française demande que le gouvernement gouverne : l'opinion anglaise, elle aussi, ne veut pas autre chose. Il faut que le cabinet Asquith montre dans sa politique tout ensemble de la décision et de l'esprit de suite. Que ce soit à propos du recrutement, ou de la conduite des opérations militaires ou navales, il faut, non seulement qu'il parle net, mais — et on me permettra l'expression — qu'il pense net. Depuis le début de la guerre, l'Angleterre, encore plus mal préparée que nous — les tendances de son radicalisme n'ont-elles pas été pour quelque chose dans l'insuffisance de sa préparation militaire ? — a fait un splendide effort, comparable à celui que, nous aussi, nous avons fourni. Mais il faut que ni elle, ni nous, ne restions en chemin. Chez nous, la nation est admirable : elle a consenti, sans murmurer, à tout ce qui lui a été demandé ; les Anglais, eux, sans doute parce que leur territoire n'est pas envahi, ne font pas d'enthousiasme les sacrifices à leurs habitudes et à leurs goûts que la guerre rend pourtant nécessaires. Ils les feraient peut-être de meilleur cœur, si leur gouvernement, plus résolu, plus énergique, plus conscient de la route à suivre et sachant mieux la montrer, les leur indiquait avec plus de franchise. Mais, pour ce faire, pour demander au pays le sacrifice des intérêts personnels devant l'intérêt national, pour lui demander plus de virilité et de décision, il faut que le gouvernement prêche d'exemple. Il faut que ses membres soient profondément unis les uns aux autres, qu'aucune division n'affaiblisse ni ne retarde leur action. Quand un pays ne se sent pas gouverné, ses efforts ne peuvent jamais avoir leur plein rendement.

ERNEST LÉMONON.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LA SIGNIFICATION DE LA GUERRE [1]

Tandis que les Empires du centre, auxquels se sont jointes la Turquie et la Bulgarie, combattent pour l'hégémonie, la France, la Russie, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique et la Serbie défendent leur indépendance contre le plan d'agression dont leur humeur pacifique a failli les rendre victimes. Malgré les sophismes dont la diplomatie et la presse d'Outre-Rhin tentent d'obscurcir les faits, nul esprit averti ne croira que la Triple-Entente ait attaqué ou provoqué de quelque manière les Empires centraux, alors que plus personne n'ignore leurs ambitions mondiales. Ces empires voulaient la paix, c'est entendu, mais la paix germanique, autrement dit la soumission de l'Europe à leurs ordres.

L'attentat de Serajevo ne fut pas la cause de la guerre : il ne fut qu'un prétexte, mais un prétexte qui nous en dit long sur la mentalité des Empires du Centre à l'endroit des petites nations. Que cette guerre ait commencé par un ultimatum à la Serbie est symptômatique de l'état d'esprit des Empires germaniques relativement au droit des peuples, et qu'en face de cet attentat à l'indépendance du vaillant petit royaume danubien la Russie et la France se soient levées pour sa défense, tout de même que la Grande-Bretagne est entrée en guerre sous le coup de l'invasion du territoire belge par les troupes du Kaiser, ce double événement n'est pas moins caractéristique d'une conception inverse du droit

(1) PAUL LOUIS. *L'Europe nouvelle* (Alcan).

des nations, fussent-elles de médiocre étendue à vivre libres.

Au fond, deux conceptions opposées de l'Etat, se heurtent dans la présente guerre qui, plus encore qu'une lutte économique ou ethnique, en est une d'idées, tant il est vrai que, pour conditionnées que soient ces dernières par toutes sortes de facteurs sociaux, elles mènent le monde, même là où il semblerait qu'elles dussent le moins agir.

Cette opposition, M. Paul Louis l'a bien comprise. Il n'a pas fait que la comprendre, il l'a mise en lumière, avec son talent coutumier, dans les très intéressants et très lumineux chapitres où, sous le titre de l'*Europe nouvelle*, il étudie le statut de l'Europe future, telle que nous souhaitons qu'elle sorte du cataclysme qui, pour l'instant, l'ensanglante et la bouleverse. M. Paul Louis est bien Français, je dirais même qu'il est Latin et qu'il est Grec, plus Grec que certains Hellènes ou prétendus Hellènes d'à présent. Très averti de la politique étrangère, très habile à en démêler les écheveaux toujours embrouillés, il n'en a pas moins gardé toute sa foi dans la justice. Il espère en effet, et j'espère avec lui, que dans l'Europe de demain, les nationalités seront respectées et que, en conséquence, les petits pays, comme les grands, n'auront d'autres frontières que celles tracées par leur volonté. Il dit, et il a raison de dire, car cela est vrai, que c'est pour conquérir ce droit primordial des peuples, qui ne consentent pas à être asservis, à vivre libres que nous combattons, alors qu'au contraire l'oppression est le mot d'ordre des Empires du centre, que M. Roels, a justement qualifiés d' « empires de proie ». Et si M. Paul Louis n'est pas tout à fait équitable en faisant honneur de cet idéalisme à la démocratie, car enfin il est des républiques qui y sacrifient, tandis que la France lui fut fidèle au XIXe siècle sous tous les régimes, il est incontestable que cette sorte d'idéalisme-là, qui est tout de justice et de générosité, répugne profondément aux empires germaniques de par la nature même de leurs gouvernements.

*
* *

Faits de pièces et de morceaux, les Empires du centre ne conçoivent d'unité que dans la servitude au lieu d'y voir, comme nous, la résultante de consentements libres.

Le Congrès de Vienne, d'où datait l'Europe d'avant la guerre, ne s'était pas soucié des aspirations des peuples. Les Etats y avaient été découpés sur la carte autour d'un tapis vert, tout comme on taille une pièce d'étoffe, sans que les diplomates se fussent inquiétés d'autre chose que d'un prétendu équilibre européen et, surtout, des convenances dynastiques. Qu'était, notamment, la Confédération germanique qui réunissait les trente-huit Etats d'Allemagne sous la présidence de l'empereur d'Autriche, sinon une ligue de souverains ?

En réalité, l'Europe de 1815 fut l'œuvre de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, qui ne songèrent qu'à s'agrandir et à se protéger contre la France par une ceinture d'Etats secondaires tels que le royaume des Pays-Bas, la Confédération suisse et le royaume de Sardaigne. De fait, la Russie gagna de quatre à cinq millions d'habitants avec la Finlande, la Bessarabie et le grand duché de Varsovie qui lui fut, il est vrai, seulement juxtaposé sous le nom de royaume de Pologne. La Prusse en gagna à peu près deux millions avec une partie de la Pologne et de la Saxe, la Westphalie tout entière et, sur la rive gauche du Rhin, Trèves, plus les territoires enlevés à la France. L'Autriche, enfin, acquérait quatre millions de sujets avec le Salzbourg, la Lombardie et l'ancienne république de Venise, la Dalmatie et Raguse.

Pour maintenir ensemble les populations allemandes, tchèques, magyares, slovaques, slovènes, serbes, croates, polonaises, flamandes, italiennes et roumaines qui la forment, l'Autriche dut toujours compter sur son organisation policière. Après les agrandissements de 1815, on pense bien que ce ne fut pas, pour elle, le moment d'y renoncer. En fait, l'Autriche n'a jamais été qu'une vaste administration régnant par la crainte sur une mosaïque de peuples dont il lui a toujours fallu réprimer impitoyablement les velléités d'indépendance. Son régime est nécessairement tyrannique, tout comme celui de la Prusse qui, par une stricte discipline, assembla les éléments individuellement disparates de sa première population toute entière composée de colons.

Condamnés, de par leurs origines, à réfréner les aspirations nationales en même temps que les aspirations populaires vers un meilleur état social, la Prusse et l'Autriche devinrent ainsi, dans les temps modernes, les représentants de la réaction par cela seul qu'ils l'étaient du despotisme territorial. Dès 1815, ces deux empires le sentirent si bien, en face d'une Europe soulevée par la théorie révolutionnaire de la liberté des individus et des peuples, qu'ils formèrent avec la Russie une Sainte-Alliance à laquelle adhérèrent plus tard Louis XVIII et le prince régent d'Angleterre. « Le seul principe en vigueur entre les signataires, stipulait le traité, sera de se rendre réciproquement service, de se témoigner par une bienveillance inaltérable l'affection mutuelle ; de ne se considérer tous que comme membres d'une même nation chré-

tienne, les trois princes ne s'envisageant eux-mêmes que comme délégués de la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille. » On ne peut imaginer plus rétrograde assurance de souverains entre eux contre le vœu des nations, au nom de la religion, qui, protestante dans un cas, catholique dans l'autre et orthodoxe dans le troisième, ne pouvait que servir d'instrument d'oppression au bénéfice d'intérêts exclusivement dynastiques.

Aussi bien, si le Congrès de 1815 avait donné satisfaction à la majorité des souverains, il mécontenta les peuples. Non seulement il avait déplu aux Français auxquels il enlevait leurs frontières naturelles du Rhin et des Alpes, il rencontra l'opposition des Belges qui se plaignirent que, Français d'origine, on les eût, sans les consulter, annexés à la Hollande, et, plus encore, des Italiens qui, au lieu de l'unification souhaitée, se trouvaient, en grand nombre, soumis au joug autrichien.

Pour l'Autriche, comme pour la Prusse, la voix populaire n'en resta pas moins sans écho. Que dis-je ? Sauf en ce qui concerne l'unification de l'Allemagne sous la dictature prussienne après la guerre franco-allemande, les deux empires s'appliquèrent à étouffer les protestations populaires. Non seulement l'Autriche imposa à ses sujets une loi de plus en plus dure ; non seulement, à son exemple, l'Allemagne unifiée appesantit sa volonté sur les terres de la Pologne et de l'Alsace-Lorraine arrachée à la France, mais ces deux puissances se laissèrent aller, depuis, au rêve insensé d'une domination germanique universelle. Le pangermanisme prétendait, avant la guerre, annexer aux Empires du Centre une partie de la France, la Pologne tout entière, la Serbie, la Turquie et une bonne portion de l'Italie, pour ne rien dire des pays d'outre-mer. C'est de là qu'est née la guerre actuelle. Elle est l'aboutissement de toute une histoire qui, en même temps qu'elle est commandée par une conception étatiste de la nation, conditionne tout un système de gouvernement.

*
* *

Mais les souverains proposent et les peuples disposent. Plus le progrès les amène à la claire conscience, plus ils deviennent capables de décider d'eux-mêmes.

Or, s'il est un idéal dont les peuples modernes sont imbus, sans que toujours ils s'en rendent parfaitement compte, c'est bien de celui qui entraîna les soldats de la Révolution à une conquête de l'Europe envisagée par eux comme une délivrance. « La Convention nationale décrète au nom de la Nation française, qu'elle apportera secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté », ainsi s'exprime un décret rendu par la Convention quelques jours après Jemmapes, le 19 novembre 1792. Ce plan sans doute dévia, l'esprit de conquête issu d'un jacobinisme soucieux d' « imposer » la liberté aux peuples s'étant substitué, sous la Convention même, et, plus tard, sous Napoléon, à l'ambition de les affranchir de toute tyrannie et, par conséquent, de leur donner le droit de disposer d'eux-mêmes. Il n'en demeure pas moins acquis que c'est un tel idéal qui anima les armées révolutionnaires.

Cet idéal, qui est, plus encore que de la Révolution, celui-là même du génie français, la France l'a essaimé de par le monde. De là, la haine que tous les despotismes lui ont vouée, et, au contraire, le profond amour que lui témoignent les nations opprimées. La France est, plus que leur modèle, leur naturelle protectrice. Mais, ce qu'il y a de plus admirable encore que ce souci de la justice pour autrui, c'est que, depuis un siècle, la France n'a guère failli à sa mission. On a beaucoup médit de Napoléon III. Sa politique étrangère ne fut peut-être pas toujours très réaliste, ni très habile ; elle fut malheureuse. Il ne faudrait pas oublier, toutefois, que le principe des nationalités toujours l'inspira et qu'en cela elle fut fidèle, — comme le fut la politique française au cours du XIXe siècle, — à la France révolutionnaire.

Cette idée, en effet, qu'il n'y a de nation qu'issue d'une volonté commune, est le corollaire de cette autre que toute souveraineté émane du peuple.

Toujours est-il que cette idée fit son chemin. Elle contribua à affranchir tour à tour les Serbes, les Grecs, les Roumains et les Bulgares du joug turc, cependant qu'en son nom la Belgique se séparait de la Hollande, que la Hongrie se constituait en royaume, que l'Italie et l'Allemagne réalisaient leur unité. En somme, l'idée de nationalité, lancée par la France, en même temps qu'elle ruinait les autocraties, déchirait la carte d'Europe, telle que le Congrès de Vienne l'avait délimitée, sous l'influence de Metternich, en dehors de tout sentiment national.

La guerre de 1914 n'est, de la part de la Quadruple-Entente, que la continuation de ce grand mouvement d'affranchissement, né de la Révolution. Je ne dis pas que cette guerre n'ait pas d'autres causes. Toujours est-il que la menace des empires germaniques contre l'indépendance d'un petit Etat, récemment délivré, — la Serbie, — en a été

l'occasion. Cela donne à cette lutte sa signification.

Au mépris que les Empires du Centre ont toujours professé à l'égard des petites nations, sous prétexte qu'elles ne sont pas assez fortes pour se défendre, nous opposons le droit qu'elles ont de vivre, du moment qu'elles le veulent.

C'est que nous ne faisons pas reposer, comme les empires germaniques, la nationalité sur la puissance des gouvernements. Nous ne la faisons même pas reposer sur la communauté de race, de langue, de religion, de géographie, d'histoire ou d'intérêts, mais bien sur la communauté de sentiments ou, plus exactement, sur le commun désir de vivre ensemble. Au fond, il n'y a pas d'autre critérium. Une nation n'est légitime que si elle correspond à une patrie. Or, point de patrie sans une âme collective. Peu importe qu'on y parle différentes langues comme en Suisse, qu'on y pratique divers cultes comme en Allemagne. La communauté de souvenirs historiques ne suffit pas mieux. Les Serbes, les Bulgares, les Grecs, les Roumains, ont été, pendant des siècles, des Ottomans, sans que jamais ils aient fait trêve à leurs revendications. Malgré son intérêt économique, enfin, l'Alsace-Lorraine n'a cessé de souffrir du joug allemand. Quant à la race, qu'est-ce au juste ? Personne n'en sait rien. Sans compter que dans l'Europe actuelle, dût-on les retrouver, elles sont prodigieusement mélangées. Que tous ces facteurs concourent à créer une âme collective, on ne saurait en disconvenir : il n'est pas moins vrai que, quelles qu'en soient les causes, cette âme seule importe.

*
* *

En somme, la guerre actuelle met aux prises deux conceptions inverses des nationalités. L'une, toute tyrannique et rétrograde, qui identifie la nation à l'Etat, mesure son droit de vivre à sa force militaire, la nation n'étant, en dernière analyse, que la chose d'un souverain, indépendamment des affinités et aspirations populaires, d'où le droit pour les nations fortes de s'imposer et de dominer les faibles. L'autre conception, qui ne voit dans la nation et, à plus forte raison, dans l'Etat que l'expression des volontés populaires, place au-dessus de tout le droit qu'ont les patries de s'organiser en gouvernements indépendants, quelle que soit leur puissance matérielle. La première théorie ne reconnaît de droits qu'à la force, organisée par une autorité centrale — et c'est la Kultur — alors que la seconde n'en accorde, au contraire, qu'aux volontés libres et concordantes des peuples.

Par le fait, de l'issue de cette guerre dépend le sort de l'Europe. Au cas improbable de notre défaite, ce serait l'asservissement de tous à la tyrannie germanique, tandis que de notre victoire datera la libération définitive du continent. L'œuvre émancipatrice de la Révolution française, aura ainsi son achèvement, en dépit des combinaisons rétrogrades du Congrès de Vienne, à quelques cent années de distance.

De cette Europe remaniée d'après le principe des nationalités, M. Paul Louis nous offre le séduisant tableau. C'est la France retrouvant l'Alsace-Lorraine, le Danemark le Sleswig-Holstein, la Serbie récupérant ses frères de la Bosnie et de l'Herzégovine, de la Dalmatie et de la Carniole, l'Italie complétée de Trente, de Trieste, de l'Istrie et d'une partie de la côte dalmate, la Pologne autonome, la Roumanie agrandie de la Bukovine et de la Transylvanie, la Grèce étendue jusqu'à ses colonies d'Asie-Mineure, la Bohême libérée, l'Autriche, la Hongrie, et peut-être même certains États de l'Allemagne du Sud désensorcelés du maléfice prussien.

Je ne crois pas que cette guerre mette le point final à la guerre, comme certains se plaisent à en caresser la chimère. Mais ce que je sais bien, c'est que, si elle finit comme elle doit finir et comme nous voulons qu'elle finisse, comme elle ne peut ne point finir, les causes de conflit auront beaucoup diminué dans l'Europe de demain, telle que M. Paul Louis l'entrevoit, précisément parce que, au lieu d'être fondée sur l'iniquité, elle le sera sur la justice, c'est-à-dire modelée, sur les nationalités, et non taillée au gré des convenances dynastiques.

PAUL GAULTIER.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 2 — 1er SEM. 54e ANNÉE 15-22 JANVIER 1916

LA PLACE DE LA GUERRE ACTUELLE DANS NOTRE HISTOIRE NATIONALE (1)

Aujourd'hui, comme il y a un an, le temps présent pèse sur nos âmes : il nous impose nos réflexions, nos tristesses, nos espérances. Personne parmi nous, n'aurait la force de s'absorber dans le passé ; et je n'aurai pas le courage de vous le demander. Chaque fois que nous parlerons de la Gaule, il nous sera impossible, à vous et à moi, de ne point songer à la France.

Est-ce un tort de mêler nos pensées actuelles à des études sur le passé ? Manquerons-nous à nos devoirs envers la science et la vérité, y a-t-il une marque de faiblesse ou un défaut de méthode, à ne pouvoir dépeindre nos ancêtres sans jeter un regard sur leurs descendants ? à ne point séparer l'analyse des choses d'autrefois et l'attente de notre lendemain ?

Je ne l'ai jamais cru ; et vous qui, depuis dix ans, m'apportez le réconfort de votre amicale attention, vous n'avez jamais cru que j'oubliais ma charge d'historien, parce que je refusais de fermer les yeux aux spectacles du présent, d'interdire à mon âme l'approche de certains rêves.

Si l'assyriologue ou l'égyptologue s'enferment dans une tour d'ivoire pour déchiffrer cunéiformes ou hiéroglyphes, nous le leur concédons volontiers : car les temps et les pays dont ils s'occupent sont loin des nôtres, et entre les terres antiques où pénètrent leurs recherches et les nations vivantes où sont leurs patries, il y a l'espace de milliers d'années et la distance de milliers de lieues. Pourtant, quand je vois que les destinées du Nil et de l'Euphrate sont devenues les deux problèmes souverains de notre époque, je me demande si ces savants ne projetteraient pas plus de lumière sur le lointain passé de l'Egypte ou de l'Assyrie, en laissant se glisser sur leur table de travail quelque rayon venu des horizons contemporains.

Pour nous, qui avons à parler du sol et de la vie de la France, ce n'est point seulement par amour de patriote, mais aussi par raison d'érudit, qu'à travers les siècles ligures ou celtiques, nous n'avons cessé et nous ne cesserons d'entendre sonner nos heures françaises.

Qu'il s'agisse de deux et de trois millénaires, ou qu'il s'agisse du moment présent, c'est le même sol qui apparaît à l'historien, avec ses mêmes rivières s'unissant aux mêmes confluents, avec ses mêmes moissons sorties des mêmes sillons. Nos frères de maintenant sont les arrière-petits-fils des laboureurs ou des guerriers dont nous avons vu les tombes immuables ; et ceux-ci ont goûté, comme nous, au pain de nos blés et au vin de nos côteaux. Ils ont façonné des idées et des croyances qui survivent en nous-mêmes ; ils ont tracé les premiers linéaments de cette belle figure que présente notre nation. Terres et frontières, hommes et mots, pensées et idéal, la Gaule a commencé la France. Le même flambeau, jamais éteint, s'est transmis aux mêmes lieux. Vingt siècles et davantage ont travaillé à faire ce que nous sommes. La

(1) Leçon d'ouverture du cours d'Antiquités Nationales au Collège de France, 1er décembre 1915.

patrie est l'œuvre de nos morts plus encore que la nôtre.

Toutes ces choses d'il y a deux mille ans, — les nautonniers de Paris ancrés à la pointe de la Cité, des Celtes montant la garde au sommet du mont Sainte-Odile, et ces Germains qui viennent menacer César sur la route de Liège, et ces Ligures qui échangent sur les deux versants des Alpes leur sang et leur langue, — toutes ces choses du passé que nous constaterons avec l'exactitude nécessaire, mais ce sont aussi choses du présent, et ce sont aussi choses éternelles. Car c'est notre sol qui les a faites, et sa structure, et la nature de ses contours, et les espèces de ses voisinages. Il était impossible qu'il en fût autrement : et que Paris ne fût pas devenu une cité-mère, et que le Rhin d'Alsace ne restât pas une limite de patrie, cela était aussi impossible qu'aux épis de ne point mûrir, aux hommes de ne point agir, aux âmes de ne point sentir.

Pour mieux comprendre les temps gaulois, j'interrogerai donc souvent notre France : j'en ai le droit et j'en ai le devoir. J'apprécierai plus justement l'ouvrage de nos ancêtres, en notant ce qui en demeure ; j'estimerai à sa vraie valeur le rôle de notre peuple sur la terre, si dans son allure présente je retrouve des gestes séculaires. La science, la vérité, ne peuvent que gagner à prendre le contact des réalités. Et nous tirerons ensuite de ce contact le bénéfice d'associer aux efforts du savant les émotions du patriote : nos longues heures d'un pénible labeur seront égayées et fortifiées par la vision toujours proche d'une France aimée.

*
* *

Cette France, depuis deux années, traverse une crise, soutient une guerre longue et rude. Je voudrais examiner avec vous la nature de cette crise, la place de cette guerre dans la vie de notre nation.

Je vous en prie, lorsque je dis la vie d'une nation comme je dirais la vie d'une personne, ne croyez pas que ce soit une simple comparaison, une figure littéraire empruntée à l'Antiquité et sans aucune portée réelle. Tout au contraire, cette idée qu'une nation est une personne, un être qui s'est formé peu à peu de parents différents de lui, d'éléments combinés et de circonstances diverses, ayant ses crises physiques et morales, ses heures de dépression et de sagesse, pourvu de ses qualités et de ses défauts, mais libre d'oublier les uns et de corriger les autres, tantôt docile à de mauvais bergers, tantôt réfractaire à de bonnes leçons, tantôt uni avec ses chefs dans la volonté de bien faire, tour à tour en état d'amitié sacrée ou de querelle stupide, aussi capable enfin que l'homme même de guider son âme et de surveiller sa vie, cette croyance en la personnalité et en la liberté d'une nation est la mienne, et celle de tous les maîtres français dont s'inspire cet enseignement. Et dire que la France est une personne, ce n'est pas faire de la rhétorique, c'est rendre hommage à une réalité.

Seulement, si nous disons qu'une nation naît, s'éduque et se développe comme un être humain, nous n'ajouterons pas qu'elle doit mourir comme lui. Je ne pense pas que désormais dans le monde une vraie nation puisse périr. Telle que le héros de la fable (et ici c'est bien une comparaison), elle a vu le jour et elle a grandi ; telle que lui encore, elle aura ses accès de défaillance, où la vie semblera la quitter. Mais elle renaîtra toujours. Une patrie n'est soumise ni à l'aiguillon de la mort ni à la victoire du sépulcre. Car elle renferme en elle, outre les éléments périssables qui viennent des humains, les principes éternels qui viennent de la nature, les ineffaçables traditions qui viennent du passé. Tant qu'on n'aura pas changé le cours de nos rivières, la fertilité de nos champs, la gaieté de notre ciel, la beauté de notre histoire, les merveilles de nos écrivains, on ne pourra détruire la vie nationale de la France. Vous aurez vaincu ou enchaîné les hommes : mais la terre et le souvenir feront toujours d'eux les hommes d'une patrie.

De la vie héroïque de notre nation, cherchons donc à quelle heure a eu lieu cette guerre, quelle période de notre histoire elle représente, quel caractère elle a pris, quelles destinées peuvent en résulter pour nous.

Cette guerre, regardons-la d'abord en face, de manière matérielle et concrète, je veux dire regardons où sont nos armées, comment elles se tiennent, et de quels hommes elles se composent.

Nos armées constituent ce qu'on appelle un front de bataille, c'est-à-dire une ligne ininterrompue de combattants, qui s'étend sur cent cinquante lieues, depuis la mer du Nord jusqu'à la frontière de la Suisse. Elles se présentent comme une barrière d'hommes, toute en façade, insignifiante de profondeur par rapport à la longueur : cela ressemble à la courtine d'une forteresse, au rempart d'une cité. Et il en a été ainsi dès le début des opérations militaires : la courtine a changé de place, des courbes se sont accentuées, d'autres se sont résorbées ; mais la bataille s'est toujours produite le long d'une ligne sans intervalle.

Quelle différence avec les guerres d'autrefois, faites à l'aide de masses d'hommes souvent isolées

et toujours mobiles, qui s'intercalaient et parfois s'enchevêtraient les unes dans les autres, agissant contre l'ennemi à la manière d'un vaisseau qui manœuvre, poursuit, heurte ou se retire, et non pas, comme nos armées, à la façon d'une digue qui arrête la pression des flots !

Observons les choses de plus près. — Qu'est-ce qui détermine la nature de ces combats, la forme et la place de ce front ? Il ferme la France, de même qu'un remblai barre un chemin ; il cherche à suivre, et il a d'abord suivi le tracé de la frontière ; et, s'il se déplace, c'est pour se rapprocher de cette frontière.

A dire vrai, le front de notre armée est pour le moment la frontière visible de notre Etat, ce qui signifie la limite de la France libre et agissante, l'obstacle à la menace de l'ennemi : les bornes de notre pays, la garde de notre nation, ce ne sont plus, du côté de l'Est, des douanes, des pierres ou des poteaux, c'est la chaîne sans rupture de millions de nos enfants.

La guerre a donc pris l'aspect d'une guerre de bordure, de façade, à la lisière de la patrie. Nos soldats sont, corps et âmes, la ligne vivante qui fixe sur le sol la figure de notre nation, qui dessine dans le monde l'auréole dont s'encadre la France en ces journées de sa vie.

Pour contempler en histoire un pareil tableau, celui d'une armée faisant à son peuple limite et barrière, il faut aller très loin derrière nous, au temps des cités de la Méditerranée antique, de Rome, d'Athènes ou de Carthage, quand toute patrie était une ville, avec des remparts, pour en marquer le seuil, et des hommes pour les garnir et les défendre. Alors, par exemple lorsque les légions latines assiégèrent Carthage ou Marseille, que tous les soldats de la ville s'alignaient le long de son enceinte, fraternité de citoyens en armes bordant la muraille de la terre natale, alors, l'armée de la cité, semblable à celle de notre France, était l'enveloppe qui révélait à l'ennemi la présence et la résistance de la patrie divine. Ces deux êtres, armée et nation, alors comme aujourd'hui, s'adaptaient l'un à l'autre en une même vision de combat.

Notre temps évoque en nous le souvenir des patries municipales de l'Antiquité. La France se tient à l'intérieur de son armée, telle qu'Athènes à l'intérieur de ses remparts. La seule différence est dans les proportions : ce sont quarante millions d'hommes qui résistent et cent cinquante lieues qui les entourent, au lieu de quelques milliers de citoyens et de quelques milliers de pas. Mais la France est tout entière, comme nation et comme terre, faite à l'image d'une cité sainte d'autrefois.

*
* *

Ce qui achève de nous donner le droit de cette comparaison, c'est que nos soldats ne sont point debout dans la plaine, mais que leur campement est incorporé dans le sol même du pays, ainsi que les remparts tenaient jadis au sol de leur cité.

Ce que vous voyez, sur le tracé de la bataille, ressemble aux entours d'une ville forte. Tranchées de première et de seconde linge, boyaux de jonction, postes de guette, ouvrages détachés, tout ce qui fait une forteresse se dresse ou se cache sur notre front, depuis les montagnes du Jura jusqu'aux dunes de la Flandre. On pourrait, sur ces six cents kilomètres, d'une extrémité à l'autre, cheminer sans quitter la terre battue par nos pionniers et des parois où s'appuient nos armes. Une muraille forte, longue de six cents kilomètres ! le monde ne vit jamais chose pareille.

Cela pourtant, dimensions à part, c'est l'équivalent des dix ou quinze mille pieds, de fossés, de galeries ou de terrasses, dont les Carthaginois se couvrirent contre Scipion Emilien et les Marseillais contre Jules César. Dans ces petites patries qu'une ville suffisait à contenir, comme dans notre patrie qui embrasse une vaste région de l'univers, ce sont des remparts qui abritent, de la pierre et de la terre attachées au sol, et tirées de ce sol même.

Il faut bien voir la beauté symbolique de ces murailles de pierre et de terre, la voir comme les Anciens l'ont si souvent définie en leur langage imagé et en leur pieuse éloquence. C'est le sol lui-même, — dont ces murailles sont sorties, où ces galeries sont percées, où ces hommes descendent et veillent, — c'est le sol même de la patrie qui lui sert de cuirasse : le sol et l'armée de la nation se sont embrassés et étreints pour former une seule barrière.

Je ne parle que du moment présent. Demain, les choses pourront changer, et nos soldats se dégager de la terre et devenir libres de leurs mouvements. Mais j'ai voulu ne regarder aujourd'hui que les faits du moment présent, et chercher à leur donner un sens.

Et ce que j'ai vu, ce sont des levées et des couloirs interminables qui font enceinte à notre pays, une terre qui se soulève ou qui se creuse pour protéger d'autres terres que l'on cultive, des pierres de remparts qui s'ajustent pour défendre des milliers d'autres pierres, celles de nos foyers, de nos églises et de nos tombeaux. Maintenant, je reconnais et je comprends ce que les Anciens disaient des murailles de leurs villes : ils les saluaient

comme des temples, comme des sanctuaires, parce qu'elles étaient à la fois le sol, le cadre et la force de la patrie, presque aussi saintes que les dieux mêmes. — Nous aussi un jour, après la délivrance, nous nous inclinerons devant les saintes tranchées d'Artois et de Champagne, ainsi que Rome se courbait de reconnaissance vers les murailles augustes de son Capitole triomphant.

*
* *

Après avoir regardé les lieux où l'on combat, regardons les combattants eux-mêmes.

Ils sont, tels que des armées de Rome ou de Sparte, ils sont vraiment notre jeunesse en armes, l'expression virile de notre nation. A aucune autre date de son histoire de France n'a mis ainsi dans une guerre la totalité de ses forces, l'ensemble de ses printemps sacrés. Ni en 1870, ni en 1814, ni en 1792, ce ne fut la levée universelle. Mille motifs intervinrent, qui purent soustraire des Français à leur devoir militaire. Il s'impose aujourd'hui à tous, si petits et si grands qu'ils soient. Ni la richesse, ni la misère, ni l'intelligence, ni le sacerdoce ne dispensent personne des œuvres de la guerre. C'est la première fois que nous menons au combat une armée pleinement nationale.

Toutes les classes, toutes les provinces, toutes les professions sont également représentées dans cette armée. Examinez l'un après l'autre les groupes sociaux ou régionaux qui constituent notre pays : chacun d'eux a pris, en proportion de ses effectifs, son lot de la bataille, de la mort et de la gloire. Que ces groupes pleurent et célèbrent plus volontiers les héros qui furent leurs camarades, que notre grande Ecole Normale s'enorgueillisse avec douleur de l'hécatombe de ses enfants frappés devant l'ennemi, que le Service des Postes inscrive plus de douze cents noms sur le livre des sacrifices qu'il a faits à la France, que les Provençaux soient fiers d'avoir chanté en leur patois sur les sommets reconquis de la Haute-Alsace, que les fusiliers marins aient enrichi le patrimoine de leur histoire par les sublimes journées de Dixmude : il est bon qu'on le sache et qu'on le répète, et que les amis et les successeurs de ces morts et de ces vainqueurs se rappellent avec une pieuse complaisance leurs actions personnelles et leurs mérites particuliers : la grandeur morale de la France ne peut que s'accroître si chacune de ses familles sociales a ses bravoures et ses fiertés propres. Mais que, chacune aussi, en exaltant les siens, réfléchisse qu'ils furent semblables à tous les hommes de France.

Il en résulte que toutes les maisons ont eu leur part de douleur ; égalité dans le combat, pour la jeunesse, égalité dans la souffrance pour ceux qui restent. Le deuil ou l'angoisse ont confondu les foyers en une fraternelle résignation. S'il en est parmi nous auxquels le hasard des naissances épargnera les pires des craintes, croyez qu'à de certaines heures, ces pères et ces mères qui n'ont pas eu de fils, souffrent de n'avoir pu en offrir, de n'avoir pas assez souffert.

A coup sûr, toute notre jeunesse valide n'est pas sur le front. Beaucoup servent en mer, travaillent dans les ateliers. Il n'importe : fabriquer ou transporter des armes, c'est aujourd'hui une manière de faire de la bataille et de la victoire, une manière, aussi, de donner ses forces et d'exposer sa vie. Limiter à des combats le service militaire, serait une façon enfantine de définir les devoirs et les efforts d'une nation. Les Anciens eux-mêmes, à côté de leurs cohortes légionnaires, avaient leurs centuries d'ouvriers : celui qui forgeait une épée pouvait être traité de soldat.

En un sens, dans les journées que nous traversons, tout ce qui vit sur terre de France, j'entends tous ceux d'entre nous qui valent le prix de leur vie, ont le droit, le devoir, le pouvoir de faire chacun une œuvre de soldat. Cette guerre est devenue telle, si compréhensive et si compliquée, qu'elle convoque les femmes comme les faibles, les adolescents dont les yeux viennent à peine de s'ouvrir à l'intelligence des choses, et les vieillards qui chaque jour, sentent des brumes plus épaisses monter à l'horizon de leurs regards.

Les femmes, vous les avez vues marcher en foule à la souffrance d'autrui comme tant d'hommes ont marché à leur propre mort. Des spectacles inouis que cette dernière année a livrés à l'historien, je n'en sais pas de plus émouvant que cet enrôlement spontané de cent mille sœurs de la Croix-Rouge. Et il y en a déjà parmi elles qui ont rejoint pour toujours leurs frères restés au champ d'honneur.

Mais cette guerre n'est pas seulement pour tuer dans la bataille ou pour sauver à l'hôpital. Elle est aussi (et c'est ce qu'elle a montré de plus nouveau) une guerre économique, c'est-à-dire qu'il nous faut, pied à pied, heure par heure, et en quelque sorte sou par sou, il faut chasser les produits ennemis de nos marchés et de nos usines, y mettre les nôtres à la place, rendre leur abondance aux sources de notre richesse nationale, et faire en sorte que la France, de nouveau, alimente sa vie et ouvre ses demeures aux francs produits du terroir natal. Dans cette entreprise, qui a une grandeur de combat, les moins robustes peuvent creuser des sillons semblables à des tranchées, et préparer des

moissons semblables à des munitions. Ces enfants que j'ai vus si souvent, au cours de l'été, arracher les mauvaises herbes du champ paternel et lui rendre sa vigueur naturelle, ces enfants ont, à leur manière, remporté une victoire française. Ces vieillards et ces femmes qui ramassent péniblement les algues sur les rivages de l'Océan, à leur manière encore, aideront à vaincre l'Allemagne : de ces algues on fabriquera des remèdes qui nous permettront de ne plus recourir à des produits germaniques, de guérir nos malades avec des herbes de chez nous. Sachons bien que l'état de guerre doit être partout, au milieu de nous tous, au son de toutes nos heures, à l'occasion de toutes nos habitudes ; et que, longtemps après qu'il aura pris fin sur le front de bataille, il devra durer dans chacun des recoins de notre sol ; et que ce sol est assez vaste et assez riche pour faire une place de combattant à des travailleurs de tout âge et de toute force.

A ceux mêmes qui ne peuvent, hélas ! qu'écrire et parler, la besogne ne manque point. Dès le premier jour des hostilités, notre adversaire a voulu que cette lutte ne fût pas seulement l'affaire du sang, du fer et de l'or, mais encore de la parole et de la pensée. Il a multiplié les manifestes, les mémoires et les conférences ; il a donné au conflit une allure de discussion procédurière et de bavardage oratoire que nous n'avions jamais vue dans une guerre entre nations, et qui nous a rappelé la Ligue et ses pamphlets, la Fronde et ses Mazarinades. D'ordre souverain, ses intellectuels sont intervenus ; et les membres de ses Académies ou de ses Universités ont rédigé d'étranges déclarations. A Berlin, durant le dernier hiver, l'élite et la foule se sont pressées pour entendre les « discours allemands en temps difficile », et d'ingénieux libraires ont su en faire arriver l'écho dans les tranchées militaires. Une imprimerie portative accompagne les corps d'armée en marche ; et le soldat germanique reçoit, chaque jour, sa ration de feuilles imprimées. Ces écrits, ces journaux, ces images, si énorme qu'en soit devenue la masse, il serait fâcheux de les ignorer et de ne point y répondre : ils renferment un tel nombre d'erreurs, de mensonges et de sophismes, que les neutres en subissent l'influence, et que la postérité en sera troublée, si nous ne rendons pas la suprématie à la raison et leurs droits à la justice et à la vérité. Ne dirons-nous pas à Deissmann, professeur d'histoire religieuse à l'Université de Berlin, qu'il a trahi son Dieu en dénaturant les leçons du Christ et en proclamant la religion de la force comme la religion de l'avenir ? Ne dirons-nous pas à Schmid, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Gœttingue, qu'il a profané sa science en déclarant que la Cathédrale de Reims était un chef-d'œuvre de l'art germanique et que, pour cela, les Français l'ont offerte d'eux-mêmes aux boulets de leurs adversaires ? Devant de telles paroles, et proférées par des maîtres, nous ne pouvons pas nous taire. O mes chers amis du front, à nous aussi, écrivains et professeurs, chaque journée nous apporte le signal d'une contre-attaque et des poisons à écarter.

Cette guerre fait appel à toutes les énergies morales et religieuses. La diversité et le nombre des forces en branle passe l'imagination. Aujourd'hui il faut que nous donnions notre or, qui se transformera en crédit pour notre peuple, en armes pour nos soldats. Demain, nous enverrons notre laine pour réchauffer nos combattants. Chaque semaine, les journaux de province publient la liste des chiens que leurs maîtres offrent comme sentinelles. A nos paroles on demande d'entretenir la confiance et de dispenser l'espérance. Que chacun applique à la victoire de la France chacun de ses actes et chacune de ses pensées.

Jamais, depuis que le Christ a paru sur la terre, la vie nationale ne s'était ainsi emparée des hommes. Voici revenus les temps des cités et des tribus antiques, où la guerre surexcitait et employait toutes les facultés individuelles. En ces temps-là, dès l'instant de l'appel aux armes, tout ce qui vivait ou gisait sur le sol et dans l'air même de la patrie, tout, esprit ou matière, lui appartenait aussitôt, mobilisé par son ordre. Les morts semblaient debout comme les vivants, et, à travers les tombeaux, envoyaient à leurs enfants des mots de courage ; les dieux sortaient de leurs temples et se manifestaient au milieu de leurs peuples ; des enseignes magiques invitaient à la mêlée les bêtes de la forêt et les oiseaux du ciel ; et le sanglier des Ardennes fraternisait avec le cheval du Limousin et le guerrier d'Auvergne pour marcher contre l'ennemi. C'était un spectacle formidable, miraculeux d'allure vivante et de délire sacré. Notre nation, avec plus de calme et dans toute sa raison, offre aujourd'hui un spectacle pareil évoquant tous les souffles de ses âmes et toutes les richesses de sa terre pour sauver et accroître son génie.

*
* *

Une guerre nationale, la première et la seule guerre qui ait été vraiment nationale, faite par la nation entière et faite uniquement pour elle : voilà ce que représente ce moment de notre histoire. Au delà, dans le passé, si grandes que furent les autres guerres, aucune n'a mérité d'être, comme celle-ci, la guerre pure et sainte de la France Tou-

tes ont été mêlées d'éléments impurs, de ceux qui troublent ou divisent un peuple.

En 1870, la guerre fut regardée, à tort ou à raison, comme l'affaire d'une dynastie. Le nouveau régime la continua, mais au milieu de combien de secousses intérieures ! Et à la fin, au moment peut-être où la victoire serait venue à nous, des disputes de partis gênèrent les réflexions.

En 1815, lorsque l'ennemi descendait sur Paris, qui donc s'en inquiétait sérieusement ? Les parents du souverain vaincu ne pensaient qu'à mettre en lieu sûr leurs trésors ; des chefs politiques profitaient de la défaite pour se donner quelque rôle ; et quand les vainqueurs se présentèrent aux portes, ce fut, pour quelques-uns, un jour de fête.

Certes, en 1792, Valmy fut une belle journée, l'apparition d'une guerre nationale au milieu de batailles de princes. Mais notre nation n'était point toute à Valmy, et les cris de colère contre l'ennemi s'y mêlèrent d'imprécations contre la tyrannie, provoquées par les pires discordes politiques.

Avant cette date, la plupart de nos guerres ont fait sa place à l'esprit national, ont eu leurs instants et leurs accents de patriotisme. Deux d'entre elles, surtout, rappellent la nôtre, guerre de défense et de libération : celle à laquelle Henri IV présida contre l'impérialisme espagnol, celle à laquelle est demeuré attaché le nom de Jeanne d'Arc. Mais l'une et l'autre furent aussi des guerres civiles ; elles ne montrèrent pas, comme celle de nos jours, la France intégrale, dressée dans son droit et son devoir.

*
* *

Je sais bien que, de l'autre côté du front, en Allemagne, la guerre actuelle a produit les mêmes phénomènes de concentration et de tension nationales. Là aussi elle est, en ce moment, obligation et passion collectives, toutes les volontés humaines se sont raidies sous un même sentiment, toutes les matières du sol ont été attirées vers un même but.

Pourtant, à l'examen de l'histoire, cette guerre n'apparaîtra pas, du côté de l'Allemagne, l'acte absolu d'un esprit national. Elle ressemble plutôt, là-bas, telle que ses chefs et ses hommes l'ont voulue, à tant de guerres que l'Europe a subies depuis les premières invasions germaniques, guerres d'avidités territoriales ou d'ambitions personnelles qu'ont provoquées le régime féodal ou les intérêts dynastiques. L'Allemagne, je vous l'ai dit souvent cette année, n'a que l'apparence d'un être du présent : elle porte en elle des principes délétères qui dérivent du passé, de tous les passés, principes que d'autres nations modernes ont répudiés, mais qui inspirent toujours sa manière de penser et de combattre. Etudiez les desseins qu'elle forme : et vous verrez qu'elle prend modèle sur un prince féodal, sur un Frédéric II ou sur un Charles-Quint.

Ce qu'elle veut, ce qu'elle a préparé dans la paix et cherché dans la guerre, ce sont des conquêtes, et rien que cela, la mainmise sur le monde, tantôt affichée sous le titre d'Empire, tantôt dissimulée dans un organisme commercial : et la voilà qui se dirige contre Briey, parce qu'elle a besoin des mines de Lorraine, contre Anvers et contre Calais, parce qu'il lui faut un port sur la mer du Nord et un port sur la Manche, contre Salonique enfin, parce que ses marchands réclament un débouché sur les mers orientales. De toute l'Europe, elle a rêvé de faire une immense Autriche, un amalgame de corps disparates et de peuples violentés, réunis par la tyrannie d'un maître et la cupidité de quelques brasseurs d'affaires ; et cette Autriche, cet Empire suranné, vieux et délabré comme son souverain, vestige intolérable des âges disparus, deviendrait le type de la société nouvelle, façonnée par des mains allemandes.

Mais ces rêves, ce sont autant de démentis ou de défis à l'existence nationale, je ne dis pas seulement des autres peuples, mais de l'Allemagne même. Démembrer la France, asservir la Belgique, détruire la Serbie, c'est violer ce principe de la patrie dont l'Allemagne prétend se réclamer. Si elle veut être un Empire universel, c'est qu'elle veut cesser d'être une nation. Les idées ont une vie par elles-mêmes ; ce sont des forces auxquelles il ne faut point toucher. Si vous les blessez en autrui, elles s'affaibliront en vous. L'Allemagne, par sa haine des autres nations, diminue en elle la vigueur du ferment national.

Ses ambitions territoriales, économiques, intellectuelles, les grands mots que je lis à foison dans les brochures allemandes, — empire à agrandir, prestige à conserver, routes à suivre, marchés à prendre, vaincus à organiser, et la place au soleil, et l'élection divine, et tout le reste, — analysez avec soin les idées que portent ces mots, et vous verrez qu'elles émanent, non pas de la noblesse d'un esprit national, mais des plus laides habitudes du passé, butin de bandes en armes, levée de tribus qui émigrent, luxure de proconsuls ou de princes, banditisme de traitants ou de négriers. L'Allemagne peut avoir paroles et cadre de nation : l'âme d'une vraie patrie n'a point encore pénétré en elle. Elle traîne toujours le poids des vices de son héritage impérial et féodal.

*
* *

Qu'elle ne nous reproche pas, à nous, de vou-

loir aussi des conquêtes, en revendiquant l'Alsace et la Lorraine.

Revendiquer ces deux provinces, c'est, bien au contraire, une solennelle protestation contre l'esprit de conquête, contre ce système d'empire et de fiefs qui étreint l'Allemagne et dont elle menace les nations modernes. Quand elle nous les prit, en 1871, elle procéda comme si elle était encore le Saint Empire Romain Germanique, dont les frontières pouvaient se déplacer au gré de ses caprices ; elle crut que c'étaient des terres semblables à tant de domaines féodaux, qui s'attachaient suivant le moment au voisin le plus fort, au prince le plus offrant ; elle ne s'aperçut pas que les temps étaient changés en Europe, que notre nation avait terminé sa croissance, que l'Alsace et la Lorraine étaient devenues les membres de cette nation, vivant de sa vie, pénétrés de son souffle, échangeant leur sang avec le sien. Dominée par les survivances et les rancunes de son passé, justifiant ses convoitises brutales par les coupables théories de ses savants, l'Allemagne ne comprit pas ce qu'était une nation, un être éternel qu'on ne doit pas mutiler, et dont les parties, à peine séparées, cherchent aussitôt à se rejoindre. C'est pour cela que l'obstination de l'Alsace et de la Lorraine, qui veulent redevenir françaises, de la France, qui veut les reprendre, cette volonté déconcerte nos ennemis ; et je ne sais si elle leur cause plus de surprise ou plus de colère.

Mais cette volonté achève d'affirmer le caractère national de notre guerre : elle est la plus admirable sanction que la France puisse donner au principe des nationalités, gage pour plus de liberté et plus de justice dans le monde. Recouvrer ces provinces, c'est maintenir que ce principe ne doit subir aucune atteinte, c'est décider que le temps et la force ne prévaudront pas contre la volonté d'un peuple, c'est donner à cette guerre le pieux motif d'une nation à reconstituer dans son intégralité naturelle, d'une patrie à relever dans sa grandeur.

*
* *

Cette raison de se battre, nous l'avons tous comprise, d'une intuition unanime et spontanée, à l'heure précise du décret solennel. Un instinct surhumain nous a avertis que c'était la grande lutte pour la France ; et nous avons senti que la patrie avait, cette fois, tous les droits sur nous, et nous tous les devoirs envers elle.

L'idée nationale n'est jamais entrée en conflit avec d'autres idées. — Si des hommes ont pensé autrement, et que leurs noms soient jamais connus, l'histoire, à défaut des lois, leur refusera le titre d'appartenir à la France.

Il y a chez nous, assurément, des partisans de dynasties déchues ou de ministères tombés. Aucun d'eux, j'imagine, n'a tenté d'exploiter le danger pour satisfaire une vengeance ou faire triompher ses amitiés. Jamais, dans le cours de notre vie publique, les partis politiques n'ont été plus muets, ou, si vous préférez, moins écoutés par la France.

Il y a chez nous des passions provoquées par la haine ou l'amour de la religion. Un instant nous avons craint qu'elles se rallumeraient à la chaleur de l'excitation générale. Des mots imprudents ont été prononcés. Mais le bruit s'en est perdu dans la sagesse du pays. Et jamais, depuis des siècles, la paix religieuse n'a été moins troublée.

Il y a chez nous, enfin, des dissentiments sur les questions sociales. Nous les retrouverons au lendemain de la paix. La nature de cette guerre les a supprimés pour un temps. Ils ne pouvaient durer devant les leçons de ces batailles confondant les classes, de cette bienfaisance rapprochant les rangs, de l'Etat affirmant la solidarité de tous dans les malheurs à réparer, de l'égalité la plus complète résultant à la fois de l'action de nos lois et de l'effort de nos mœurs.

Cette union, ce silence des passions, est un moment unique dans notre histoire. Je ne sais s'il persistera. Mais il s'est produit.

*
* *

S'il s'est produit, ce n'est pas seulement parce que le péril a provoqué ce silence et cette union : c'est aussi parce que le péril s'est montré à l'heure exacte où le pays tout entier aspirait à la fin des querelles et des paroles inutiles.

Lorsque la guerre s'approcha, la France était lasse des stériles débats qui l'épuisaient. Elle ne s'y mêlait plus que par un reste d'habitude. Son esprit cherchait d'autres propos que ceux de la politique, d'autres sentiments que ceux de la dispute.

La guerre est venue, qui lui a permis de réaliser les désirs des meilleurs de ses citoyens : mettre de l'entente entre nos partis, de la tolérance entre nos religions, de l'amitié entre nos conditions, être véritablement une nation, une grande famille faite de fraternité publique.

Par là nous avons manifesté en attitude morale ce que les lois, depuis plus d'un siècle, ce que nos bons et vrais chefs, depuis près d'un millénaire, avaient proposé à la vie de la France : la fusion entre ses provinces, l'accord entre ses classes, des droits équivalents, des devoirs communs.

Cette solidarité entre les éléments de la patrie,

entre ses groupes d'hommes et ses régions du sol, je ne vous apprends pas que nulle part en Europe elle n'a été posée plus tôt, elle ne s'est fixée plus vite que dans la nation française.

La France est l'Etat de l'Europe dont les provinces naturelles sont le plus étroitement réunies : il n'existe pas, dans son cadre géographique, de nationalité dissidente. Avant les autres peuples, le nôtre a prononcé et appliqué cette formule d'égalité de droits et d'obligations qui assure à tous les êtres d'un pays la même place dans la société politique. Et, par ces deux choses, elle a été, dans l'histoire moderne, la première prête entre les nations.

S'il en a été ainsi, je vous l'ai souvent dit et je vous le répéterai cette année, c'est que la nature s'est mise d'abord à la tâche de faire une nation française, c'est qu'ensuite tous les siècles se sont appliqués sans répit à la même tâche. Sur ce sol préparé pour l'unité, chaque génération a déposé un nouveau germe d'entente. Les Gaulois, les Romains et les Francs, les Druides et Charlemagne, les épopées des pélerins et les écoles des moines, ont collaboré à l'œuvre immortelle, aussi bien que les vainqueurs de Bouvines, que Jeanne d'Arc, Henri IV et les hommes de la Révolution.

Cette œuvre s'acheva, au cours du dernier siècle, par les derniers décrets politiques, par les premières lois sociales, par la fin des agitations dynastiques. La France était enfin terminée, elle pouvait se présenter au monde pour offrir à tous son aide et son exemple, lorsque l'Allemagne s'est dressée subitement devant elle, avec sa jalousie et ses avidités, en appelant, pour enrayer nos destins, à toutes les puissances du mal. Et cette guerre est la suprême tentative faite par l'adversaire voisin pour détruire cette nation et abîmer l'œuvre de vingt siècles.

*
* *

Car, si nous avions été vaincus, il ne s'agissait point pour nous de perdre seulement des provinces, des mines, des ports, biens que l'on peut reprendre. Il nous fallait, comme Athènes l'aurait fait si elle avait succombé devant Xercès, il nous fallait changer le chemin de notre histoire et la nature de notre vie. Une Allemagne victorieuse, ce ne serait pas une nation plus forte que l'on apaise par un sacrifice ; elle se transformerait en un Empire sans borne et sans mesure, qui ferait sentir sa suprématie en tous lieux et en toutes choses. La question, il y a seize mois, n'était pas celle d'une paix plus ou moins coûteuse, de bénéfices plus ou moins grands, ainsi qu'il en a été dans la plupart de nos guerres après la chûte de Rome ; la question était si nous demeurerions une France autonome ou les protégés d'une monarchie mondiale. Et jamais débat plus solennel ne s'est engagé sur notre terre depuis le jour où les légions de César assiégèrent les Gaulois dans leur ville sainte d'Alésia.

Oh ! je ne suppose pas que l'on eût voulu annexer la France, ni lui imposer un dynaste germain, ni la démembrer jusqu'à la rendre méconnaissable. Ces procédés ne sont pas de notre temps, encore que l'Allemagne ne répugne à imiter les crimes d'aucune époque.

Elle exercerait en tout cas un contrôle sur nos armements et nos relations. Ce qu'elle nous laisserait de colonies, nous le tiendrions de sa bonne grâce. Nous conserverions le nom de liberté, comme la Grèce sous Néron, à titre de leurre ou de souvenir dont on amuse les nations qui ont fini leur temps : mais nous reverrions les formes de dépendance qu'inventa l'Empire romain.

Nous en verrions d'autres, qui se produiraient à l'usage. La plus lourde peut-être serait cette oppression économique qui est un des modes de l'impérialisme contemporain, et qui fut moins sensible lors de l'impérialisme antique. Les produits dans nos marchés, les capitaux dans nos banques, les titres dans nos Bourses, ingénieurs aux usines, courtiers aux foires, prospecteurs aux mines, des règlements commerciaux ouvriraient toutes grandes les portes de la France aux marchandises et aux trafiquants de l'Allemagne, et depuis le papier où j'écris jusqu'au filament qui m'éclaire, je serais tributaire de l'Etat souverain ; chacun de mes besoins lui apporterait un peu de mes ressources. Et je vous assure que ce tribut économique est une marque permanente d'esclavage aussi pénible qu'une contribution de guerre ou qu'un hommage féodal.

Puis, il y aurait les servitudes scientifiques et artistiques, échanges et équivalences universitaires, exigences d'Académies, éditions à utiliser, drames à jouer, que sais-je encore ? toute la menue monnaie de l'intellectualisme allemand, que notre faiblesse nous empêcherait de refuser.

Les choses, croyez-moi, iraient très vite. Voyez où nous en étions avant la guerre, lorsque des milliers d'Allemands vivaient au milieu de nous, et que l'Allemagne s'infiltrait à la fois au plus profond de nos maisons par la marchandise à treize sous des bazars populaires et des colporteurs de campagne, au plus profond de nos esprits par les sophismes et les affirmations de ses philosophes et de ses politiques, camelote pire que l'objet à treize sous.

La défaite, c'était la France pour longtemps en

dormie, dépouillée de tout ce qui est sa raison d'être, ses libertés publiques, la richesse de son travail, la grâce de ses produits, le charme de ses talents. Je ne dis pas la mort de la France, je vous rappelle que les nations ne meurent pas. Mais les résultats des siècles auraient été compromis, et il faudrait attendre les hasards de l'avenir pour ressusciter notre patrie dans son corps et son âme, ainsi que la Gaule a dû attendre la fin de l'Empire romain pour s'essayer à redevenir une nation. Si l'Allemagne l'eût emporté, l'effort de nos aïeux, ouvriers, écrivains et rois, était à recommencer, et la France serait vaincue dans ses morts aussi bien que dans ses vivants.

*
* *

Mais la France n'a pas été vaincue ; et demain, quand sa victoire s'achèvera, nous serons maîtres de nos destinées, plus qu'à aucun autre moment de notre histoire, parce que nous aurons assuré pour toujours la sécurité de notre frontière, après avoir terminé au dedans l'édifice de notre nation.

Alors, comme le héros de la Fable, nous aurons le choix entre le vice et la vertu.

Le vice, ce sera de croire accomplie la tâche de la France, et qu'il ne lui reste plus qu'à se laisser vivre ; ce sera de renoncer aux sentiments qui font notre union, et qui, après tout, sont les motifs sacrés d'une nation ; ce sera d'oublier qu'après avoir formé un instant une patrie idéale pour nous sauver de la défaite, notre devoir est de la continuer pour l'offrir en modèle aux autres peuples. Et nous choisirions le sentier du vice, si, délivrés des grands soucis, nous ne songions plus qu'aux vaines querelles, aux futiles intolérances, aux menaces ou aux injustices sociales.

Mais ce serait également le vice si nous profitions de la force et du prestige que donne la victoire, pour reprendre, comme au lendemain d'Austerlitz, une politique agressive ou conquérante. Ce serait faire contre d'autres nations ce que nous n'avons pas voulu subir de l'une d'entre elles : et la loi religieuses doit être la même pour les peuples et pour les hommes. Ce serait outrager en autrui la vertu et la poésie de ces sentiments de patriotisme, de respect de soi, de dignité nationale, qui auront fait notre gloire dans les jours de détresse. Gardons-nous d'imiter Rome victorieuse de Carthage, qui, pour remercier ses dieux de l'avoir sauvée, leur offrit la domination de l'Orient.

Imitons Athènes au lendemain de Salamine. Quand elle eut vaincu l'Empire perse, et rendu la liberté aux autres cités grecques, elle récompensa ses dieux en multipliant les grandes œuvres, les hautes pensées et les nobles discours sur la terre régénérée qu'ils lui avaient rendue. Elle devint maîtresse d'éloquence, d'art et de sagesse ; elle institua des préceptes de conduite et des lignes de beauté qui dirigeront éternellement les volontés et les regards des hommes. Dès lors, et pour toujours, Athènes s'établit, par le seul ascendant de son génie, la capitale des âmes humaines ; et les Romains eux-mêmes, malgré leur force, courbèrent les faisceaux de leurs licteurs et la pourpre de leurs Césars devant la majesté de la cité divine. Etre demain, comme nation moderne, ce que fut Athènes comme ville antique, un sanctuaire de liberté, de travail, d'idéal, voilà où conduit le sentier de vertu qui s'ouvrira devant la France héroïque et victorieuse.

A nous il appartiendra de choisir. Et si nous prenons la bonne route, cette guerre sera la crise triomphale qui fera s'épanouir la maturité féconde de notre vie nationale.

*
* *

Ce mot de nation, que je n'ai cessé de répéter aujourd'hui, dominera désormais cet enseignement, puisqu'à travers l'ombre des temps ligures, nous allons voir bientôt, sous le nom de Gaule, briller les premiers traits de la nation française. Aussi vous demanderai-je cette année, comme préambule à une nouvelle période de notre histoire, de rechercher ensemble ce qu'est une nation et ce qu'est une patrie, de quels éléments sont nées la nation et la patrie de France.

CAMILLE JULLIAN.

LA CATHÉDRALE DE REIMS

UNE ŒUVRE FRANÇAISE (1)

Parmi les cathédrales de France qui dressent au dessus de nos villes modernes la masse puissante de leurs nefs et de leurs tours, comme une évocation sublime d'un passé prodigieux, la cathédrale de Reims était sans contredit la plus complète, la mieux proportionnée, celle dont le style offrait le plus d'unité, celle où le génie lumineux de notre race s'était affirmé avec le plus de force.

Elle avait été érigée à un moment où l'art fran-

(1) Pages extraites de l'ouvrage qui sous ce titre, paraîtra prochainement chez l'éditeur Laurens.

çais, affranchi de toutes les contraintes, ne connaissait plus les difficultés de technique et avait mis véritablement la matière au service de la pensée. Un équilibre parfait réunissait en elle la beauté des lignes de l'architecture à la magnificence de la décoration. Les hommes qui travaillèrent à l'édifier, ce Jean d'Orbais qui en conçut le plan sublime, ce Bernard de Soissons et ce Robert de Coucy qui en dressèrent la façade, et tous ces maîtres anonymes qui exprimèrent dans son ornementation sculptée toute la profondeur du sentiment religieux des hommes du XIIIe siècle, toute la grâce et la bienveillance malicieuse de la race champenoise et même parfois toute la beauté des modèles antiques, tous ces hommes dont nous connaissons à peine quelques noms, ont constitué à Reims un ensemble d'une grandeur incomparable. Il y eut véritablement au XIIIe siècle une école de Reims, remarquable par l'audace de ses initiatives, par la perfection de sa technique, par l'étendue de son influence, que nous avons pu constater à Strasbourg, à Rouen, à Bamberg, et qu'il serait aisé de suivre à Saint-Urbain de Troyes et jusque dans les édifices gothiques de l'Ile de Chypre.

Cette puissante école de Reims, c'est à peine si on s'est avisé jusqu'ici d'en reconnaître l'existence. Alors que le moindre débri arraché à l'antiquité a fait couler des flots d'encre, beaucoup de chefs-d'œuvre de notre art national demeurent encore dans l'oubli ou, tout au moins, dans la pénombre. Non seulement toutes les œuvres sculptées de la cathédrale de Reims n'avaient pas été reproduites par des moulages, mais beaucoup d'entre elles n'avaient même pas été photographiées, et elles sont perdues sans retour.

Et pourtant dans l'histoire artistique du moyen âge l'œuvre de l'Ecole de Reims nous apparaît comme une des plus belles et des plus fécondes qui ait jamais été tentée. C'est à Reims, nous l'avons vu, que l'architecture des édifices gothiques a reçu la solution à la fois la plus rationnelle et la plus élégante. Une nef plus longue, plus étroite mais plus haute, des piliers plus élancés, des baies garnies d'un remplage vraiment décoratif, à l'extérieur l'ornementation revêtant l'édifice d'une parure continue, étendue jusqu'aux contreforts, dont les gracieux pinacles abritent de jolies statues d'anges, tels sont quelques-uns des progrès réalisés à Reims.

C'est à Reims encore que le programme de décoration iconographique perd pour la première fois le caractère de symbolisme un peu abstrait qu'il devait à l'inspiration théologique. On peut dire que la façade de la cathédrale d'Amiens, d'une conception si grandiose, d'une inspiration si haute, représente l'effort suprême de cet art idéaliste et théologique, legs d'un passé lointain. A Reims au contraire des accents nouveaux retentissent. L'art religieux se rapproche un peu plus, semble-t-il, de l'humanité. Il est à la fois plus mystique et plus profane. Il exalte en même temps le sacrifice du Christ, le triomphe de la Reine des anges et la gloire de la royauté française.

Aucune de nos cathédrales ne présente un décor qui atteigne à cette originalité d'inspiration et on ne saurait trop insister sur l'aspect vraiment nouveau que prit à Reims la sculpture française. Il semble que les maîtres gothiques, enfermés jusque-là dans le cercle des spéculations théologiques, se soient évadés tout à coup de ces écoles où de savants dialecticiens réduisaient en syllogismes toutes les vérités religieuses. Mais cet aliment, dont s'étaient contentées les générations précédentes, ne suffisait plus aux âmes qu'avait remués la prédication franciscaine et voilà qu'en louant Dieu dans ses œuvres et dans ses créatures, les maîtres gothiques firent la découverte du monde physique et du monde moral. Dans les statues d'une jeunesse si radieuse qui ornaient la façade de Reims, on sentait quelque chose de la joie éprouvée par ceux à qui il a été donné de découvrir des terres nouvelles.

Et rien dès lors ne paraît impossible aux maîtres d'une originalité puissante qui osent se donner comme programme d'exprimer dans toute leur complexité la nature et la vie. L'un, âme mystique et d'une piété attendrie, crée la figure de Vierge la plus touchante par son humilité, la plus près de la vérité historique qui ait jamais été conçue. De ces deux Vierges si modestes de l'Annonciation et de la Présentation se dégage une émotion contenue et discrète de la même nature que celle qu'on éprouve devant certaines interprétations évangéliques de Rembrandt ; on ne peut se défendre, en les voyant, de songer à l'humble décor du Ménage du Menuisier.

D'autres maîtres au contraire se plaisent à donner aux personnages bibliques les traits et les allures aristocratiques des grands seigneurs et des grandes dames de leur temps. La reine de Saba et la Vierge au trumeau faisaient ainsi revivre en d'admirables portraits les grâces des contemporaines de Marie de Champagne et de Blanche de Castille.

Puis c'est le Maître de Saint-Joseph avec sa galerie si variée de Champenois et de Champénoises à la figure spirituelle, au sourire bienveillant, mais relevé d'une jolie pointe de malice. Ce sont encore les maîtres inconnus qui placèrent dans des endroits presque inaccessibles ces figures d'une fan-

taisie surprenante et d'un naturalisme si puissant, qu'ils semblent avoir exécutées pour leur seul plaisir. C'est aussi ce Maître de la Visitation qui, par des voies restées mystérieuses, réussit à comprendre la beauté à la manière de Phidias et ne craignit pas d'introduire dans la théorie des personnages bibliques de la grande façade deux figures dont la splendeur est digne de la Grèce antique.

Enfin il ne faut pas oublier les exquis décorateurs qui enguirlandèrent les chapiteaux et les corniches des frondaisons empruntées aux campagnes champenoises, interprétèrent avec un véritable amour tous les feuillages de nos forêts et surent créer de la beauté avec les plus humbles plantes qui poussent sur les bords de nos routes.

A la façade de Reims revivait ainsi toute la France du XIIIe siècle, avec ce mélange si curieux de foi robuste, de solide bon sens, de probité morale et de vaillance qui donne tant de charme aux monuments littéraires de cette époque. Que l'on relise par exemple quelques pages des mémoires de Joinville et l'on sera frappé de la correspondance intime qui existe entre les préoccupations du fidèle compagnon de saint Louis et celle des vieux imagiers qui ornèrent la cathédrale de Reims. Ce sont les mêmes croyances indiscutées, c'est le même amour des sentiments nobles et des vertus chevaleresques, c'est aussi le même bon sens, la même vision claire et impitoyable des choses qui se manifeste parfois par des réflexions narquoises et amusantes. La figure du bon sénéchal de Champagne eût été digne de servir de modèle au Maître de Saint-Joseph. On se l'imagine volontiers avec sa prestance militaire et son fin sourire, jouant le rôle de saint Georges ou de saint Théodore à la façade de Reims ; on voudrait l'y voir revêtu du haubert, tout percé de flèches sarrasines, qu'il portait à la bataille de la Mansourah, lorsqu'en défendant un pont contre toute l'armée musulmane, il trouvait moyen d'échanger des propos plaisants avec le comte de Soissons qui lui disait : « Sénéchal, laissons huer cette chiennaille; que par « la quoife Dieu, (ainsi comme il juroit), « encore en parlerons-nous entre vous et moi, de « ceste journée ès chambres des dames. »

Toute l'âme de la France ne revit-elle pas dans ces paroles qui empruntent aux circonstances dans lesquelles elles furent prononcées un caractère d'héroïsme sublime ? Mais de tels mots émaillent pour ainsi dire toute notre histoire et l'on ferait déjà d'admirables recueils avec tous ceux qui sont prononcés chaque jour par nos soldats de 1915, aussi beaux, aussi crânes, aussi simplement sublimes que ceux de leurs grands ancêtres. Jamais on n'avait senti comme aujourd'hui que, par delà les siècles, la race française a gardé comme un trésor inviolé toutes les vertus qu'elle doit aux qualités de son terroir national. Tant pis pour ceux qui sonnaient déjà notre glas et se réjouissaient d'absorber notre nationalité dans leur culture de qualité médiocre. Ils sont en train d'apprendre à leurs dépens que la France ne peut mourir et que notre mission dans ce monde n'est pas encore terminée.

Mais toutes ces vertus de la nation française, la cathédrale de Reims semblait les porter en elle. Jamais, depuis les œuvres immortelles d'Ictinos et de Phidias, un édifice n'avait exalté avec une pareille splendeur toutes les qualités physiques ou morales, toutes les aspirations politiques ou religieuses d'une race. De même que le Parthénon était la fleur de l'hellénisme, ainsi la cathédrale de Reims se dressait comme l'image vivante du génie français. Le rythme puissant des piliers et des contreforts, qui se développait suivant un plan si harmonieux, était comme pénétré de ses qualités d'ordre, de clarté, de logique ; l'envolée magnifique de ses voûtes, l'ascension sublime des lignes de ses baies et de ses gables en représentait les aspirations idéalistes et la poésie.

Et cet édifice, dont chaque pierre racontait un peu d'histoire de France, était pour nous quelque chose de plus qu'une belle œuvre d'art. C'était sous ses voûtes qu'à chaque avènement royal se déroulait cette liturgie mystique, dont aucun pays ne possédait la pareille, qui donnait un si grand prestige à la dynastie capétienne et à la France tout entière. Sans doute, au milieu de notre société moderne, le sacre de Reims ne représentait plus que le passé, mais un passé glorieux et respectable pour tous. Pour les Français de toute tradition, de toute opinion, la cathédrale de Reims, où Jeanne d'Arc était venue proclamer le droit de la France à vivre indépendante, était restée comme l'image sublime de notre grandeur nationale.

Ce sont justement les motifs que nous avions d'aimer et d'admirer la cathédrale de Reims qui l'ont condamnée aux yeux de nos ennemis. Avec quelle volupté malsaine ils se sont acharnés plus d'une année durant sur un édifice qui représentait si bien la France ! S'ils n'ont pas mieux réussi, c'est grâce à la vaillance de nos soldats et c'est aussi à cause de la solidité extraordinaire du vieil édifice du XIIIe siècle : peu d'autres monuments auraient pu supporter une pareille épreuve.

Pour découvrir les motifs de cet attentat monstrueux qui a fait reculer d'horreur le monde civilisé, il n'est pas besoin de chercher bien loin. Il suffit de relire les pages où leurs prophètes, les Bernhardi et autres, ont annoncé longtemps à

l'avance comment l'Allemagne comprendrait désormais la guerre. Il suffit de se reporter au fatras de la littérature pangermaniste et au triste manifeste qu'ont osé signer des hommes qui se disent professeurs d'Universités et se considèrent comme les directeurs de la pensée allemande. Ce n'est pas sans raison qu'ils ont proclamé la solidarité qui unit la culture allemande au militarisme allemand : celui-ci n'est que le serviteur de celle-là et doit préparer son triomphe. Il ne s'agit plus, comme dans les guerres d'autrefois, d'anéantir seulement la puissance militaire et économique d'un pays : ce qu'on veut, c'est exterminer la race et détruire pour toujours la nationalité française en la frappant dans ses œuvres vives, en massacrant ses femmes et ses enfants, en anéantissant les chefs-d'œuvre qui proclament la gloire de son passé. Telle est la véritable cause de l'acharnement déployé par les Allemands. Leur acte n'est pas seulement, comme on l'avait dit d'abord, la basse vengeance qui suit la défaite. C'est l'exécution implacable d'un plan concerté d'avance. La destruction de la cathédrale de Reims a été regardée par eux comme une mesure de guerre tout à fait naturelle. Que les hommes de tous les pays civilisés, que la postérité les jugent ! Le crime qu'ils accomplirent en pleine conscience restera pour eux comme une tache indélébile que les siècles ne pourront effacer.

Aujourd'hui la noble basilique, privée de sa toiture, mais restée intacte dans ses lignes générales, dresse toujours sa masse comme une protestation muette au-dessus de la cité douloureuse. Malheureusement elle est comme défigurée par les blessures atroces dont elle est criblée : l'incendie du 19 septembre 1914 a rongé les pierres de la façade et les a couvertes d'une lèpre hideuse ; quelques-unes des plus belles statues sont mutilées et la plupart des verrières sont réduites en poudre. Et pourtant, en dépit de sa rage et de la puissance des moyens dont il dispose, l'ennemi n'a pas atteint pleinement son but. La cathérale de Reims n'est pas détruite et le jour viendra, Dieu merci, où après la délivrance du territoire, se posera le problème de sa restauration.

Que sera cette restauration et jusqu'à quel point est-elle possible ? Bien qu'une solution définitive de ce problème redoutable soit encore prématurée, l'opinion publique en a été saisie et deux tendances diamétralement opposées paraissent s'être affirmées. Pour les uns la restauration est non seulement possible, mais indispensable ; ils n'admettent pas que l'édifice qui incarne en lui toute l'histoire de France soit laissé dans l'état où l'ont mis les Barbares. D'autres au contraire déclarent, d'un ton parfois un peu péremptoire, qu'il faut perpétuer à travers les âges futurs cette œuvre de la sculpture germanique, comme un stigmate éternel et aussi comme un enseignement pour les générations à venir. Pour d'autres enfin, restauration et profanation sont synonymes ; les ruines ont d'ailleurs leur noblesse et leur beauté ; restaurer la cathédrale de Reims serait aussi impie que de vouloir réédifier le Parthénon.

Dans cette discussion qui met en jeu l'avenir de notre basilique nationale, il nous semble que c'est à un point de vue purement national qu'il faut se placer. C'est faire trop bon marché de ce que représente la cathédrale de Reims que de la destiner à servir d'enseignement aux âges futurs. Il ne faudrait pas, pour faire honte aux Allemands, laisser en ruines un édifice où s'affirment d'une manière si éclatante le génie de notre race et la grandeur de notre histoire. Le peuple de France qui a édifié cette basilique, les générations d'autrefois qui ont fait pour la construire des sacrifices dont l'étendue, si nous la connaissions, étonnerait notre époque utilitaire, tous ces vieux maîtres d'œuvres qui ont consacré leur génie à la bâtir et à l'orner, tous ces princes, ces évêques, ces bourgeois, ces paysans, ces ouvriers qui ont donné sans compter leurs resources pour la faire plus belle, tous ont bien le droit d'être entendus aussi au cours de ce débat. Aurons-nous le triste courage, nous qui sommes leurs héritiers, de renier leur volonté et d'éteindre la lampe qu'ils allumèrent il y a sept cents ans au fond du sanctuaire ?

En outre, on oublie trop que si la cathédrale de Reims fait partie des trésors artistiques de la France, elle appartient bien un peu aussi à l'héroïque cité qui a supporté avec une constance digne d'admiration les fureurs d'un bombardement impitoyable. Croit-on que les habitants de Reims, qui sont nés et qui ont vécu à l'ombre auguste de la cathédrale, pour qui elle était comme une image glorieuse de leur passé, vont accepter sans protestation l'idée de la voir se dresser désormais morne et déserte, comme un monument de mort au milieu de la ruche bourdonnante de leur ville ?

Pour des raisons nationales il sera donc nécessaire de restaurer la cathédrale de Reims. La meilleure preuve que cette restauration n'est pas impossible, c'est qu'on y travaillait depuis de longues années au moment même où s'est produite la catastrophe. Comment se fait-il que ce qui semblait légitime, lorsque l'édifice était encore intact, apparaisse comme scandaleux après la mutilation inouïe dont il a été l'objet. Sans doute, le travail devra être entrepris avec une grande prudence : c'est avec piété qu'il faudra toucher à ces pierres

vénérables. Il est possible que certaines statues trop mutilées soient perdues pour toujours, mais pourquoi ne replacerait-on pas celles dont on possède les moulages, ainsi qu'on l'a fait si souvent dans d'autres édifices ?

Quelles que soient les réserves qu'on puisse faire, il paraît singulièrement exagéré de déclarer impossible la restauration de la cathédrale de Reims, alors qu'il n'est pas un seul de nos monuments historiques qui n'ait connu ou ne connaisse encore les encombrants, mais nécessaires échafaudages des restaurateurs. Il se peut que çà et là des bévues aient été commises, mais il serait par trop injuste de condamner en bloc l'œuvre déjà presque séculaire de notre Commission des Monuments historiques. Nombreux sont les édifices dont une restauration intelligente a sauvé la physionomie et la beauté. Pourquoi voudrait-on exclure de cette œuvre de sauvegarde un des monuments les plus chers à tous les Français ? Pourquoi, par respect pour les principes d'une esthétique quelque peu maladive, dernier vestige peut-être d'un romantisme attardé, irait-on sacrifier un des joyaux les plus précieux de notre art national ? Les blessures indélébiles, les statues mutilées qu'elle gardera longtemps encore seront pour la cathédrale de Reims des cicatrices assez glorieuses et transmettront aux générations futures un témoignage suffisant de la barbarie teutonne. Lorsque la tempête sera apaisée, lorsque l'envahisseur sera chassé et que le temps reviendra de songer aux travaux pacifiques, la France se devra à elle-même de relever la cathédrale de Reims et de la rétablir, autant qu'il sera possible, dans sa splendeur d'autrefois.

LOUIS BRÉHIER.

APRÈS LA TROISIÈME GUERRE BALKANIQUE

La troisième guerre balkanique s'est terminée au milieu de décembre 1915, lorsque les Bulgares eurent occupé toute la Macédoine, et pénétré en Albanie à la suite des forces serbes en retraite. Il se peut que la quatrième guerre balkanique commence à très bref délai et se différencie du tout au tout, par ses caractères essentiels, de la précédente. Ainsi, en moins de quatre ans, l'Orient aura vu quatre campagnes successives, subi et enregistré des vicissitudes, des occupations militaires, des transferts de territoires, des constructions et des écroulements d'influences, qui en ont rendu l'histoire étrangement complexe et instable.

La première guerre balkanique, — si nous remontons à la fin de 1912, — avait été marquée par l'effondrement de la Turquie sous les coups de la Serbie, de la Grèce, de la Bulgarie, du Monténégro coalisés : l'Autriche et l'Allemagne avaient espéré que leur allié, l'Empire ottoman, aurait le dessus ; elles éprouvèrent une cruelle déception, car la Porte perdit, en très peu de temps, toutes ses provinces d'Europe, — ne gardant qu'une étroite banlieue entre Constantinople et Tchachaldja, — et se trouva frustrée de toutes ses dépendances insulaires. Mais la seconde guerre s'enchaîna tout de suite à la première au milieu de 1913. Le cabinet de Vienne avait réussi à écarter la Serbie de l'Adriatique et le gouvernement serbe, à titre de dédommagement, demandait à la Bulgarie une révision du traité, qui partageait entre eux la Macédoine. Le Tsar Ferdinand, qui aspirait à l'hégémonie des Balkans et qu'irritait l'installation des Grecs, alliés des Serbes, à Salonique, crut arriver à ses fins par une attaque brusquée. Or, ses généraux furent battus par les deux armées qu'ils assaillirent à l'improviste, au mépris de tout droit et de toute loyauté. Une coalition serbo-gréco-turco-roumaine se forma contre le cabinet bulgare qui, pour échapper à un sort plus dur encore, accepta le traité de Bucarest. Mais en le signant, la rage au cœur, il se promettait de le remettre en question à la première occasion. Il n'était pas, du reste, le seul vaincu de cette campagne. L'Autriche-Hongrie d'accord sans doute avec Guillaume II, l'avait poussé à reprendre les armes, et bien qu'elle n'eût pas fait un geste en faveur de Ferdinand Ier, elle participait à son échec. Si la chancellerie de Vienne en effet, avait pu, avec le concours des autres grandes puissances, soustraire l'Albanie à l'emprise serbe et empêcher Pierre Ier d'atteindre à l'Adriatique, elle rencontrait maintenant, entre la Bosnie et l'Archipel, la double barrière de la Serbie cantonnée dans le Sandjak et le long du Vardar et de la Grèce maîtresse de Salonique. Le grand plan qu'elle étudiait depuis 1879 était ainsi détruit par une surprenante catastrophe ; le développement austro-allemand vers la Méditerranée orientale était paralysé net par la subite expansion d'un royaume slave, que la monarchie de Habsbourg s'était traditionnellement piquée de garder en tutelle, et qui agrandi, renforcé dans l'ordre matériel comme dans l'ordre moral, allait exercer une attraction renouvelée sur les provinces slaves de cette monarchie.

J'ai déjà établi le lien qui rattache la grande

guerre européenne à cette seconde campagne balkanique de 1913. L'Autriche, qui n'a pu arrêter en 1913 le torrent des événements, qui n'a obtenu alors de complaisances ni de Rome, ni de Bucarest, veut exploiter l'attentat de Sarajevo (suggéré ou facilité par ses agents), pour bouleverser une fois de plus les Balkans et se rouvrir à coups de canon la voie de Salonique. Ses vues concordent avec celles de l'Allemagne, qui estime le moment favorable à son action militaire sur les deux fronts de Belgique et de Pologne. Mais la première phase de la lutte, dans le secteur oriental, est désastreuse pour les armées de François-Joseph, et la défaite infligée par Putnik à Potiorek, dans la Serbie de l'Ouest, demeurera l'une des plus sanglantes de l'histoire.

Cette première phase de la troisième campagne balkanique, — qui met aux prises seulement l'Autriche, d'un côté, la Serbie et le Monténégro de l'autre, est séparée de la seconde, par un long intervalle. Les deux combinaisons de forces qui se partagent l'Europe, s'ingénient également à acquérir le concours actif de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Grèce. Les Empires du centre, à la suite de négociations encore mal connues, recueillent la collaboration du Tsar bulgare, qui nourrit contre le cabinet de Belgrade, réfugié à Nisch, une implacable passion de vengeance. La Quadruple-Entente a perdu la partie diplomatique : les conséquences de cet échec se déroulent logiquement ; les Franco-Anglais apparaissant trop tard en Macédoine, pour donner la main aux Serbes. Ils n'ont pas dit toutefois leur dernier mot : au 1er janvier, le général Sarrail a rassemblé 200.000 hommes à Salonique ; les Italiens ont effectué un premier débarquement sur le littoral albanais ; 130.000 Serbes peuvent encore se réorganiser et reprendre la lutte ; la concentration russe en Bessarabie peut devenir, à un moment quelconque, un facteur de premier ordre... Mais je n'ai point l'intention de devancer la marche de l'histoire et d'émettre des hypothèses : il sera toujours temps d'envisager à son heure la quatrième campagne balkanique. Ce sont les effets réels de la troisième, close depuis quelques semaines, que j'examinerai, et cette enquête est d'un très grand enseignement, — tant les réactions engendrées par cette lutte rapide ont été nombreuses et profondes !

L'Allemagne et l'Autriche ont réalisé un succès apparent, en chassant les troupes serbes vers l'ouest et en occupant les anciens et les nouveaux domaines de Pierre Ier. Mais elles n'ont pas remporté la victoire décisive, accablante qu'elles escomptaient, et qui eût été le résultat d'une destruction totale des forces adverses. Les cercles officiels de Berlin et de Vienne ont perçu cette déconvenue bien après les critiques militaires, tels que Moraht et Gædke ; les masses populaires ont senti cette déception après les milieux gouvernementaux ; elles comprennent pourtant que rien n'est terminé dans le secteur oriental et que tout peut y recommencer. La progression de Mackensen vers la frontière grecque a galvanisé deux nations, que la disette, le renchérissement de l'existence, les souffrances de toute espèce avaient affaiblies, mais ce retour de confiance n'a duré qu'un moment ; le fléchissement s'est produit quand les Allemands et les Autrichiens ont discerné de nouveau les difficultés, sinon l'impossibilité d'une poussée à travers la Macédoine grecque jusqu'à Salonique. L'Archipel fascinait les uns et les autres ; la conquête de son littoral eût été la preuve même du triomphe chèrement acheté. Or le drapeau français, le drapeau anglais, le drapeau serbe accolés continuaient à flotter librement sur l'un des plus beaux ports de l'Egée, et l'on se demanda si, une fois de plus, l'effort sanglant allait rester stérile.

*
* *

Entre la Bulgarie et les Empires du Centre, l'expectative de Salonique, de cette Salonique devenue maintenant quasi-inexpugnable, a d'ailleurs depuis de longues semaines, créé une rivalité très visible et des désaccords, qui ne sauraient s'amortir. Cette grande ville ne sera sans doute ni à Ferdinand Ier, ni à Guillaume II, ni à François-Joseph : mais en admettant, contre toute vraisemblance qu'elle pût changer de maître, elle ne pourrait servir de base à un *condominium* qui les associerait. La chancellerie de Vienne, qui a l'agrément de la Wilhelmstrasse, s'est juré de ne point laisser la place à la chancellerie de Sofia, et celle-ci n'accepterait à aucun prix d'abandonner, — si Salonique était ravie à la Grèce, — un entrepôt qu'elle juge indispensable à son développement économique. La querelle austro-bulgare qui se déploie discrètement, obscurément depuis le début de décembre, ressemble fort à la vieille querelle austro-serbe.

Pourquoi le comte Berchtold, après le baron d'Erenthal, entendait-il frapper à mort la Serbie ? C'était certes parce que la propagande slave issue de Belgrade, lui semblait dangereuse pour la Double Monarchie, en l'ébranlant sur ses bases; c'était aussi et peut être plus encore, parce que le royaume des Karageorges interposait ses provinces entre la Bosnie et le véritable Orient. Pour atteindre le bas Vardar et Salonique, il fallait d'a-

bord mettre hors de combat ce peuple de faible effectif, mais de tempérament indomptable. Depuis que les Serbes étaient établis à Uskub, à Prichtina, à Prizrend, à Monastir, la descente autrichienne vers l'Egée était arrêtée. Mais du jour où la Bulgarie prenait en Macédoine la place de la Serbie, le cabinet de Vienne gagnait-il au change ? Il est permis d'en douter. Les Bulgares, à coup sûr, ne travailleraient ni la Croatie, ni la Bosnie, ni la Dalmatie, puisqu'ils n'y trouvaient point de frères de race : mais unis aux Macédoniens, ils étaient plus nombreux, à la fin de 1915, que les Serbes au lendemain de la paix de Bucarest. Lorsque Bethmann-Hollweg et Burian, pendant l'été dernier, négociaient avec Radoslavof, ils avaient eu en vue surtout le profit immédiat, la destruction de l'Etat secondaire qui avait insulté à leur puissance : ils n'avaient pas calculé à leur juste valeur les conséquences d'un premier succès. Ferdinand Ier à Kossovo et à Velès paralyserait la marche germanique vers l'Archipel, tout comme l'autre monarque dont il s'appropriait violemment et temporairement l'héritage.

La querelle une fois née alla en grossissant. Elle se révéla, quand les Bulgares enlevèrent le drapeau hellène, qu'un lieutenant de Mackensen avait arboré sur la gare de Monastir, et nommèrent l'un des leurs, appelé du dehors, maire de cette capitale macédonienne. Le cabinet de Sofia se souciait fort peu des engagements qu'il avait conclus. Sa philosophie politique était courte et brutale ; elle se résumait ainsi : prendre le plus possible et garder ce qui avait été pris. A la fin de décembre, le premier ministre du Tsar Ferdinand chargea d'ailleurs ses journaux officieux (et tous les organes bulgares étaient devenus officieux par la palinodie des Guechof, Malinof, Ghenadief, etc.), d'exposer ses théories expansionnistes et annexionnistes. La Bulgarie, qui, en 1913, et au moment où elle était encerclée par les Serbes, les Grecs, les Roumains et les Turcs, niait toute prétention à l'hégémonie, proclamait cette fois et sans détours ses ambitions. Elle voulait s'arroger la prépotence dans les Balkans, parce que les Etats qui l'avoisinent dans la Péninsule ont des visées extra-balkaniques et peuvent, en y satisfaisant, lui céder cette position centrale et maîtresse. C'était dire en propres termes aux Serbes : « payez-vous sur l'Autriche-Hongrie » ; aux Roumains ; « dédommagez-vous aux dépens des Magyars et des Russes » ; et aux Hellènes : « l'Ionie enlevée aux Turcs vous offrira une riche compensation ». C'était encore notifier au cabinet de Vienne qu'on ne lui livrerait pas la route de l'Egée et qu'on s'acheminerait, par l'Albanie, vers l'Adriatique méridionale... L'alliance des Empires du Centre avec le cabinet de Sofia se révélait monstrueuse, contraire à la nature, viciée par la base. Ferdinand Ier, muet à son habitude, laissait les gazettes de Radoslavof tracer des programmes d'une ironique arrogance. A bien presser ces plans superbes, on pouvait même en déduire que le Tsar bulgare n'avait point déserté ses grandes pensées de 1912-13, et qu'il était toujours disposé à revendiquer Constantinople. Comment la mésintelligence ne se fût-elle pas exercée entre les deux empereurs qui croyaient avoir asservi et domestiqué le Cobourg, et le monarque taciturne qui ne se contentait plus du titre de roi, après avoir rejeté en 1908 celui de prince ?

*
* *

La troisième campagne balkanique, qui éveillait un antagonisme quasi-irréductible parmi ceux qui y coopéraient contre la malheureuse Serbie, devait infailliblement aviver l'hostilité traditionnelle entre Hellènes et Bulgares. Guillaume II, en négociant avec Sofia, avait négocié aussi avec Athènes, où sa sœur la reine Sophie était son premier diplomate. Il avait demandé, d'un côté, la collaboration armée, — de l'autre la passivité et la résignation. Ce n'était point sans peine qu'il avait triomphé des résistances de Vénizelos, le champion de l'idée nationale grecque, et obtenu que l'armée grecque, durant l'invasion de la Macédoine, demeurât immobile. Pour aboutir à ses fins, il avait compromis la couronne de son beau-frère. Le peuple hellène hésitait sans doute à se jeter dans une troisième guerre, les deux premières, en 1912 et en 1913, ayant à peu près épuisé son ardeur combative ; mais il frémissait d'impatience et de colère en apprenant l'avance bulgare et en discernant les menaces qui pesaient sur son propre avenir. M. Theotokis, M. Skouloudis, M. Gounaris se fient peut-être aux promesses des chancelleries de Berlin et de Vienne, que le cabinet de Sofia aurait contresignées, et qui ont suffi à la conscience de Constantin Ier. Mais les masses profondes de la nation avec leur gros bon sens, comprennent parfaitement que ces déclarations diplomatiques ne valent rien.

La Bulgarie eût pu obtenir amiablement, si elle avait adhéré à une Fédération balkanique, la majeure partie de la Macédoine serbe : elle eût fait ainsi l'économie de sa rude campagne contre la Serbie : elle eût vraisemblablement aussi, à la même condition, acquis Cavala, que le cabinet d'Athènes, à la conclusion de la paix, eût rétrocédée, s'il se fût enrichi par ailleurs... Si le Tsar

Ferdinand s'est associé aux empires du centre, c'est que ces récompenses d'un accord éventuel avec la Serbie et la Grèce lui paraissaient trop minces, et qu'il attendait davantage d'une guerre contre elles. Le programme, que les journaux de Sofia défendaient récemment, est surtout menaçant pour les Hellènes. La possession du bas Vardar et de Monastir n'aurait d'intérêt pour la Bulgarie, que si elle la complétait par une occupation des débouchés naturels de ces régions sur l'Egée, c'est-à-dire par la mainmise sur Salonique et sur les districts environnants.

L'une des conséquences et non les moindres de la troisième campagne des Balkans aura donc été d'aggraver l'antipathie, que Grecs et Bulgares nourrissent les uns pour les autres, et qui plonge ses racines dans un lointain passé. Quelque docile qu'il fût aux directions de Berlin, le roi Constantin a dû déclarer au Kaiser qu'il ne pourrait tolérer l'irruption des troupes du Tsar Ferdinand sur son propre territoire. Il se défiait d'elles déjà, lorsque l'accord semblait régner, entre les Empires du Centre et la Bulgarie : sa méfiance s'est nécessairement accrue, depuis que cette entente a fait place à une mésintelligence avérée... Au reste, si le cabinet d'Athènes n'avait pas marqué officiellement sa volonté de tenir hors du royaume hellène l'agresseur de 1913, sa situation serait devenue au dedans d'une gravité exceptionnelle. Vénizelos n'avait-il pas prédit, dès le mois de mars 1915, — à l'heure où il payait de sa chûte son attachement à son pays, — que les conquêtes de la première et de la seconde guerre balkaniques étaient compromises ? N'avait-il pas fait pressentir, en termes d'une clarté absolue, une attaque bulgare à brève échéance et un douloureux recul de l'hellénisme ? L'entrée des contingents bulgares sur le sol grec ne provoquerait-elle pas une grande crise intérieure, dont les mutineries militaires constatées çà et là avaient déjà été les signes avant-coureurs ?

Guillaume II n'a pu réconcilier Athènes et Sofia : la tâche excédait ses moyens ; mais le rapprochement était aussi irréalisable entre Athènes et Constantinople. Lorsque les Hellènes ont vu les Turcs envoyer des contingents au secours des Bulgares et des Austro-Allemands, ils se sont demandé quel salaire éventuel la Porte pourrait bien escompter ; et le simple examen de la carte leur a montré que si la Porte était jamais payée, ce serait à leurs propres dépens.

Frustré des îles de l'Egée en 1913, le gouvernement ottoman ne s'est jamais résigné à perdre ce magnifique domaine insulaire. Nul n'a oublié quelle ingéniosité diplomatique il a déployée, sans jamais se lasser, pour reprendre ce qu'il avait dû abandonner. Or cette revendication est une menace directe pour l'hellénisme, auquel Venizelos avait restitué ce chapelet de terres peuplées de Grecs. Peut-être Constantin Ier, en se faisant garantir la possession de Salonique et de Cavala par les empires du Centre, a-t-il obtenu des engagements analogues pour ses dépendances de l'Archipel ; mais même si ces engagements ont été pris (et aucune certitude n'existe à cet égard), même si les chancelleries de Berlin et de Vienne ont retiré l'appui qu'elles donnaient jadis aux réclamations ottomanes, les inquiétudes grecques resteraient justifiées. La Turquie n'a pas renoncé et ne renoncera pas, jusqu'à l'heure d'une défaite avouée, à demander des rétrocessions qu'elle juge indispensables à la sécurité de ses côtes d'Asie. Le succès, même purement apparent, de ses alliés dans la troisième campagne balkanique ne pouvait que raviver ses exigences et réveiller ses espoirs : il devait par suite rendre ses attitudes encore plus suspectes qu'auparavant à la diplomatie grecque.

Voilà déjà bien des notations intéressantes et qui semblent logiques. Mais je n'en ai point fini de signaler les répercussions de cette guerre de Macédoine, qui a mis surtout en vedette les ambitions bulgares...

*
* *

La Roumanie peut-elle demeurer totalement impassible devant les succès de sa remuante voisine du Sud L'indifférence chez elle ne serait-elle pas une faute lourde et quasi-irréparable, en présence du bouleversement de l'équilibre balkanique ? C'est parce que cet équilibre avait été une première fois ruiné, en 1913, par l'attaque brusquée de Savof contre les Serbes et les Grecs, qu'elle avait mobilisé et lancé ses troupes vers Sofia. Elle avait eu la bonne fortune d'imposer à Bucarest sa paix, une paix qui tuait dans la péninsule toute tentative d'hégémonie, et même mieux qui lui donnait à elle-même une façon de prépotence. Or, cette paix négociée sous sa présidence, la ruée des Bulgares sur la Serbie l'a détruite. Comme l'ont dit, sur le Bas Danube, les partisans de l'Entente dont le zèle a été si ardent, depuis tant de mois, la défaite serbe était aussi un échec roumain. En abolissant matérielle ment et moralement le traité de Bucarest, les armées de Théodorof et de Boyadjief ont porté un coup à l'Etat qui avait préparé ce pacte.

Si les Carp, les Marghiloman et leurs lieutenants moins connus et moins influents s'agitent là-bas pour ramener le pays à l'alliance austro-

allemande, s'ils veulent faire revivre la politique secrète du défunt roi Carol, d'autres appréhendent qu'une Roumanie inerte et résignée ne soit un jour frappée à la fois par le Sud et par l'Ouest. Les Bulgares, dans leur programme expansionniste, comprennent la réannexion du territoire de Dobroudja, cédé il y a deux ans et demi. Les Hongrois se vengeront sur les Transylvains des alarmes, que leur auront données à eux-mêmes les Take Jonesco, les Filipesco et tous ceux qui revendiquent pour les Roumains l'alliance Franco-Anglo-Italo-Russe.

Déjà avant l'occupation de la Serbie par les Empires du centre et par la Bulgarie, les « ententistes » de Bucarest avaient montré que leur nation laissait fuir l'occasion unique de se doter de ses frontières de race. Maintenant, après la troisième guerre balkanique, ils peuvent, en rappelant la réalité encore visible de ces chances provisoires, dénoncer le péril de demain. De l'avis de juges éclairés, la dernière session du Parlement roumain, qui fut pleine de bruyants débats, aurait plutôt accru qu'affaibli les possibilités d'une entrée en ligne de la Roumanie aux côtés de la Quadruple Entente. La leçon de la campagne macédonienne n'aurait pas été perdue.

Enfin, l'Italie elle-même, dont le sens politique est si pénétrant, et qui reste attentive aux moindres nuances, a vite pris son parti. Toute modification de la structure des Balkans l'intéresse au premier chef, et nul n'a oublié les raisons qu'elle a alléguées pour proclamer la rupture de la Triplice. Elle ne pouvait accepter que l'Autriche s'étendît le long de l'Adriatique (1). Il y allait de sa fortune navale, de son influence dans la troisième des presqu'îles de l'Europe méridionale. Elle avait marqué, l'an dernier, quelque appréhension des visées serbes sur ce même rivage. Aujourd'hui c'est la Bulgarie qui convoite la côte albanaise. Que les Bulgares agissent pour leur propre compte ou qu'ils soient les fourriers des empires du Centre, peu importe... Le cabinet de Rome a débarqué sans retard un premier contingent à Vallona, et ce débarquement en annonce d'autres. Par la force des choses, l'Italie a consacré l'étroite solidarité que les événements créaient entre elle et la Serbie : sacrifiant ses méfiances, elle offre un appui loyal et puissant au peuple infortuné, que la misère des temps a dispersé.

Si l'on envisage dans leur ensemble les réactions diverses qu'a engendrées dans les Balkans, et hors des Balkans, la récente campagne de Macédoine, on conclut qu'elles ont été plutôt favorables à la cause de l'Entente. La victoire apparente des Austro-Germano-Bulgares peut devenir aisément un désastre réel.

PAUL LOUIS.

(1) Depuis que cet article a été écrit, les succès de l'Autriche au Monténégro ont eu une longue répercussion en Italie. J'y reviendrai.

LA DOCTRINE DE L'ÉGLISE SUR LA GUERRE ET SUR LA CROISADE

Au seizième mois, il y a encore de très honnêtes gens, des clercs qui n'ont pas compris. « Si la présente guerre s'était présentée dans les conditions ordinaires, si les deux partis avaient combattu à armes égales et loyales, il n'y aurait pas sujet à des discussions religieuses ». Ce texte réjouira les mânes des quatre mille morts qui inspirèrent l'édit de Richelieu sur le duel, de leurs adversaires et seconds, et aussi de Jacquemin Lampourde qui combattit le Baron de Sigognac, une nuit, sur le Pont-Neuf, à armes égales et loyales. En quel temps vivons-nous, si les théologiens prennent parti pour les spadassins !

Ce que le théoricien du duel entend par l'euphémisme de « discussion religieuse » date de juillet dernier. La France, la plus douce des brebis, avait baissé la tête sous la neutralité du vicaire de Jésus-Christ.

Le cardinal archevêque de Cologne télégraphia au Kaiser, au nom de l'épiscopat allemand, qu'il allait déposer une plainte devant le chef de l'église contre les calomnies que le livre *La guerre allemande et le catholicisme*, contenait sur la glorieuse armée. La plainte du bouillant cardinal Hartmann, était une sommation, et menaçait d'un schisme ; alors que des esprits ingénus se demandaient pourquoi un interdit ne frappait pas la catholique Autriche et la non moins catholique Bavière. Le porte-parole religieux des deux Empires menaçait la Papauté. Cette neutralité du Saint-Siège, l'Allemagne la jugeait comme un casus belli, dans l'ordre spirituel. Il faut mesurer le génie de l'adversaire : il étonne, en cette occurrence.

La machination du Kaiser contre le catholicisme éclaire ses autres desseins. Le vœu allemand ne se borne ni à la conquête, ni à la prospérité, ni même à l'hégémonie scientifique, industrielle et commerciale ; posséder le monde ne satisferait pas la race élue. Des barbares se contentent du butin ; des chrétiens se satisfont en imposant l'esclavage, les Allemands, comme les musulmans, veulent convertir et imposer aux esprits et aux âmes leur vérité.

qui est l'organisation. La Bonne nouvelle casquée doit être reçue. Or, le plus grand obstacle au Wotanisme, c'est le catholicisme : malgré le nombre des papes à peu près luthériens, le verbe magnanime de Léon X, circule latent et possiblement virtuel dans le Vatican même « synagogue de Satan, pleine de Minotaures, Rhadamanthotaures et Cacacotaures, de superbissimes iniquités et d'iniquissimes ignorances, ramassis de fous, de niais, d'imbéciles, d'ignares, de bûches, de bornes, de possédés et de diables » suivant les expressions de Luther.

La conception diabolique du Kaiser a besoin du relief théorémique : Peser si fortement sur le Pape par menaces et promesses qu'il nous bénisse, ou, à défaut, le gêner tellement dans son magistère, que la tiare soit déshonorée.

Cela ne contredit pas à la perspective du pouvoir temporel rétabli. On a tort de douter de cette offre, elle peut sortir d'un cœur tout luthérien : le sens utilitaire des Wotanistes ne s'est jamais trompé sur la valeur positive du pouvoir spirituel. Jouer le rôle de Constantin serait un tour sublime pour un Hohenzollern : quel précieux éperon à sa botte de sept lieues. Cet aspect de la question tout le monde le voit : l'autre reste dans la pénombre. Qui ne sera effrayé de sa profondeur ! Mener le Souverain Pontife au déshonneur. Le cardinal Hartmann mena cette affaire : il l'a manquée. Ce serait hasardeux d'affirmer que le prestige pontifical n'ait pas souffert. J'en trouve la preuve, dans le regard que certains jettent en arrière vers les quatre propositions Bossuétiques : et aussi dans une curieuse et nouvelle interprétation de S. Malachie. Sous ce nom, une suite de rébus désigne la succession des papes. Tantôt dans les événements du règne, tantôt dans les pièces du blason, à l'aide de la symbolique et par des à-peu-près, on arrive à trouver, par exemple, que *Crux de Cruce* désigne bien Pie IX qui perdit les Etats de l'Eglise. J'ignore comment on aperçoit, en la personne du patriarche de Venise, *Ignis ardens*.

Huit papes succéderont à Benoit XV, le dernier Pierre II précède le jugement Dernier. Jusqu'ici la fin de la Papauté, dans les interprétations, concomitait avec celle du monde.

L'archevêque irlandais d'Armagh, si on écarte de son prophétisme, sa mentalité de saint, mort à Clairvaux, dans les bras de S. Bernard, n'a prédit que la fin de la Papauté telle quelle, italienne et cardinalice, sans spécifier ni la fin du monde, ni celle de l'Eglise.

Cette conception, intéressante seulement parce qu'on la trouve naissante parmi les fidèles, n'est pas une des moindres conséquences des événements Symptôme d'un extraordinaire flottement dans la doctrine.

Cette formidable guerre est une guerre d'idées : à cette heure les mœurs des autruches ne sont pas à imiter. Quant aux ménagements qu'inspire l'union sacrée, ils deviennent dérisoires devant l'évidence. Le marquis della Chiesa, le monsignore devenu pontife est un latin, et le cardinal Hartmann un germain : le premier, livré à lui-même, pactise avec nous, nerveusement, instinctivement ; et l'autre déteste la Papauté, nerveusement aussi, instinctivement encore.

Ce n'est pas manquer de respect à un pape, d'évoquer Léon X ; à un Allemand d'évoquer Luther. Nous assistons à l'ancien duel, entre le pacifisme du pontife qui usa d'incroyables ménagements et l'écumante violence du moine saxon. On se bat au Vatican, plus bétonné et plateformé que notre Champagne ; et le cardinal luthérien Hartmann, malgré sa retraite, analogue à celle de la Marne, tient en échec le Verbe pontifical. Oui, il y a une tranchée spirituelle, et il faut le dire pour la justification des uns et l'opprobre des autres. Le désarroi de la pensée religieuse, apparaît à plein ciel : je n'en ai donné qu'un exemple, mais combien d'autres marquent la faillite des théologiens.

L'inégalité et la déloyauté des armes seraient, d'après le clerc cité, le seul crime de l'Allemagne. Certes les trois Horaces et les trois Curiaces représentent un état de civilisation bien supérieur au nôtre. Mais est-il vrai, que l'Eglise soit muette et sans solution pour l'angoissant conflit qui se posera encore longtemps, avec ses circonstances terribles de ruines et de sang versé ? Est-il vrai, que si les Allemands épargnaient les enfants, les femmes, les vieillards et les monuments, on se trouverait en face d'honnêtes adversaires ? Leur péché tient-il dans leur inhumanité ? Un meilleur calcul psychologique et leur forte discipline auraient pu le conjurer ! S'ils avaient obéi aux conventions pour rire de La Haye, y aurait-il encore lieu à une discussion religieuse ? Le réquisitoire contre les deux Empires se borne-t-il à la brochure de Bédier et à ses annexes possibles ?

Ces questions sortent l'une après l'autre de la neutralité pontificale, cette mère Gigogne ; et cette neutralité sort elle-même de la menace schismatique.

L'autre matin même, d'après le nouveau journal de Vienne, le cardinal Hartmann s'est rendu à Rome pour « éclairer la religion du pape au sujet de l'attitude hostile des catholiques français envers l'Allemagne ». Un tel libellé fait tort à beaucoup de nos concitoyens : l'attitude hostile envers l'Allemagne n'est pas propre aux catholiques et sauf

M. Renaudel, un homme qui s'annonce dangereux, et dont on doit observer soigneusement la mentalité menaçante pour la Patrie, je ne connais pas d'hostilité plus acharnée contre les Boches que celle des socialistes. Eclairer la religion du pape ! Le rapprochement des mots qualifie la démarche du chapelain impérial, car le Kaiser a deux *Seelensorger* (soigneur de conscience), un certain D. Goëns et le cardinal au schisme.

Si on essayait d'éclairer la religion... sur elle-même !

Dans sa politique tirée de l'Ecriture, Bossuet a traité des lois de la guerre, et comme le Nouveau Testament n'en parle pas, le grand évêque a tiré ses maximes du Pentateuque, des Juges et des Rois. Il a fait les plus belles phrases de la langue française, on ne peut se résigner à le railler : le respect qu'inspire le rédacteur des annales hébraïques est moindre ! Au reste, on jugera sur deux traits.

Les Israélites ont exterminé les Madianites, ils ramènent comme prisonniers les femmes et les enfants, Moïse ordonne : « Tuez tout mâle parmi les petits enfants ; tuez toutes les femmes, sauf les vierges. »

A la prise de Jéricho, on passe au fil de l'épée, « non seulement les petites filles et les vierges, mais jusqu'aux ânes et jusqu'aux bœufs. »

Ouvrir l'Ancien Testament pour découvrir les lois de la guerre, c'est le geste d'un Boche qui fredonne ce très ignoble refrain attribué à Jehovah lui-même : « Tu dévoreras tous les peuples que l'Eternel Bon Dieu va te livrer, tu ne jetteras pas sur eux un regard de pitié... »

Parmi les imputations contre les Albigeois, on trouve le refus de l'Ancien Testament comme autorité morale, et cela suffit pour douter de leur culpabilité. Sur ce point, tout le monde est Albigeois.

Origène, Lactance, Tertullien ont déclaré le service militaire incompatible avec la foi chrétienne : et de fait, si on trouve dans l'Evangile la question de l'impôt clairement résolue, celle de la guerre reste indéterminée. Entre son idéal et la réalité, la jeune Eglise hésita aussi longtemps qu'elle put, mais le Concile d'Arles excommunie à la fois les réfractaires et les déserteurs.

Saint-Augustin, dans une de ses lettres, tient de sages propos. Malheureusement, pour justifier une Providence mal entendue, l'Eglise voit dans la guerre, un juste châtiment une expiation utile et une préparation providentielle, triple assertion que la plupart des cas réfutent.

L'Arménie serait la plus pécheresse des nations la Pologne viendrait ensuite ; les Alsaciens-Lorrains se trouveraient les plus indignes des Français et les Belges, la lie de l'humanité. La guerre n'est que l'homicide multiplié. Qu'est-ce donc que Kaïn châtie dans Abel ? Celui-ci expie la faveur divine ? Que répare donc ce premier meurtre ? Qu'est-ce que la guerre en soi, pour parler Kantisme ? L'emploi collectif de la Force pour acquérir ou conserver. Le premier semble illégitime, le second le sera aussi, si le bien fut mal acquis. La nuit de Noël 1914, de deux tranchées montèrent les mêmes chants, au même Dieu. Ils se mêlaient dans l'air glacé, chœurs ennemis également sincères : pourtant l'un des deux blasphémait. Le quel ? Qui le dira ? La voix des neutres ? Ils n'ont plus de voix, la peur l'étouffe. Jadis une parole se perdit dans le désert, maintenant un silence affreux plane sur l'humanité anxieuse. Plus d'oracle !

Vincent de Beauvais pose trois conditions à la guerre : l'autorité du principe, la justesse de la cause, la droiture de l'intention. Grand eut été l'embarras du lecteur de Saint-Louis de trouver cela dans la Croisade contre les Albigeois ?

En 865, les Bulgares demandent à Saint-Nicolas, s'il est permis de guerroyer pendant le Carême et le Pape répond : « La guerre est toujours satanique en ses origines, mais s'il s'agit de sa défense, de celle de son pays et dès lors de ses pères, il est hors de doute que l'on peut s'y préparer, même en Carême. »

Un enfant des Frères, — ainsi autrefois on désignait le plus simple esprit — estimerait facilement le principe, la cause et l'intention, des Allemands et des Alliés. Certains hommes n'y parviennent-ils pas ? Sont-ils sots ? Non, ils sont lâches. Ils sacrifient la justice à leur intérêt. En idéologie, les droits de l'homme produisent fatalement les droits de la race ? Le principe des nationalités est juste ; les rapports de langue, de mœurs, de tradition sanctionnés par le libre vœu constituent un principe : le sort de la race s'appelle une cause sainte. Il n'y a pas de plus droite intention que la défense de ses foyers, de ses tombeaux et de ses temples.

Voici le branle de l'autre cloche.

La civilisation, comme toute dignité, donne des droits et impose des devoirs. Il ne s'agit pas, d'une compétition entre deux peuples, ni de l'hégémonie nominale et décorative d'Alexandre, ni de l'invasion d'Attila qui ravage et passe. Il s'agit d'organiser le monde à l'allemande. Grande différence entre les chrétiens et les païens ; les premiers éprouvent le besoin d'impostures philosophiques pour légitimer leurs attentats, les seconds étaient scélérats sans thèses. Les Romains n'expliquèrent jamais par des raisons transcendantes leurs guerres : les Germains lurent, par un livre redoutable où les

plus forts sont les plus dignes. Pas un seul, de ceux qui pleurent contre le mur du temple, qui ne croie que si Israël avait observé les commandements de Jehovah, jamais Titus n'aurait ruiné Jérusalem. La Force de l'Allemagne sera la bénédiction de Dieu, visible. Qui lui résiste mérite l'extermination. Cela est biblique, en effet.

Aux libres-penseurs qui rient de l'autorité mosaïque, on présente le progrès. Actuellement l'Occident se trouve sur le plan *individualiste*, l'Allemagne occupe un degré supérieur l'*organisation* : elle domine le monde de droit ; et sa mission, à la fois divine et humaine, consiste à imposer le bienfait de l'organisation. Voilà l'autorité du principe. La cause allemande se confond avec celle de la civilisation. L'Occident recevra la Kultur comme l'Amérique a reçu la Croix, à coups d'escopettes et de fouet : germaniser c'est comme christianiser ; ce sont des croisés plutôt que des soldats : voilà pourquoi ils tiennent tant à la bénédiction du Pape. Ils sont logiques dans leur rôle et le cardinal Hartmann, ce vatès d'Odin, ce Turpin du détestable empereur, dresse une figure imposante de Luther II.

Il existe une lettre fameuse du grand Cistercien aux chevaliers du Temple. « Subir la mort pour le Christ ou la faire subir à ses ennemis, il n'y a que gloire et point de crime. Il faut voir dans le soldat du Christ, le Vengeur et le libérateur du peuple. S'il donne la mort à un malfaiteur, le soldat n'est pas un homicide mais *malicide* ! » Trait magnifique, qui tranche le nœud de la neutralité, comme l'épée du Macédonien. Qui décidera lequel des adversaires est un malfaiteur ? Les cloches de Noë ont résonné et des deux tranchées s'élevèrent les mêmes chants ; et le cardinal Hartmann ne sait pas, malgré la violence de son interrogation, et le brandissement de son schisme en manière de pistolet, si ses chers Allemands sont des malfaiteurs ou des malicides ? Il a quelque chose de Luther « à la poitrine d'Achille » ce cardinal sans peur et qui s'efforce de faire peur. Il crie, à tue-tête : « ou maudissez-nous, ou bénissez-nous. »

Une porte doit être ouverte ou fermée, même au Vatican, où elle donne sur l'éternité.

Les plus nobles esprits de la Primitive Eglise, s'écrient : « Celui auquel les procès mêmes sont défendus celui auquel il est défendu de venger ses propres injures, ferait l'œuvre des batailles ? » et Léon X, au Concile de Latran dira : « Rien n'est plus pernicieux et funeste à la République chrétienne que la rage inhumaine de la guerre. »

Notre foi commence sur un gibet et fatalement, fille d'un supplice, elle s'affirma par le martyre ; mais si Clovis n'avait pas écrasé les Ariens, Charles Martel, les Sarrazins ; et Charlemagne, les Germains, que serait-elle devenue ? Guérir signifie protéger, la guerre n'est pas la conquête, l'agression, l'invasion, mais au contraire la défense et les hommes de la défense s'appelaient autrefois des *paissiers*.

Les pires institutions, avec des gens de conscience et de compétence, seraient encore efficientes tandis que les meilleures lois restent sans effet avec des canailles et des incapables. La bêtise innommable de notre génération joue sur les opinions et nomme un député sur sa couleur ou sa nuance idéologique, piperie grotesque !

Il n'y a qu'une qualité nécessaire, c'est d'être *droicturier*. Ce mot, délaissé pour la rareté de son emploi, correspond à cette volonté du bien que les anges célébrèrent en même temps que la gloire de Dieu. La bonne volonté est le diamant de l'humanité. Or, elle a brillé au XIe et au XIIe siècles, à l'époque romane, dans le domaine de l'action.

(*A suivre*). PÉLADAN.

L'ATTENTE

PIÈCE EN UN ACTE

PERSONNAGES :

DROUIN	MARTHE DROUIN
PIERRE DROUIN	SUZANNE DROUIN
LARABESQUE	CLEMENTINE
JEAN MICHAUD	Mme MICHAUD

Un salon bourgeois.

SCÈNE PREMIÈRE

DROUIN, CLEMENTINE

CLEMENTINE

Monsieur Drouin ? (Un silence.) A quoi pensez-vous, Monsieur Drouin ?

DROUIN

Moi ? à rien, Clémentine.

CLEMENTINE

Oh ! que si ! et je le sais bien, Monsieur Drouin, à quoi vous pensez.

DROUIN

Evidemment, ce n'est pas difficile à deviner. (Se levant et se parlant à lui-même.) Allons, allons, n'y pensons plus... comme si je pouvais n'y plus penser !... mais si je l'oubliais une seconde, mon André, mais... je ne me le pardonnerais pas.

CLEMENTINE

Oh ! je vous comprends bien... C'est que je l'aime, votre André, presque autant que vous le faîtes. Ainsi, ce n'est pas peu dire !... Je l'ai vu naître, moi !

DROUIN

Je le sais bien... je le sais bien... D'ailleurs, il n'y a pas moyen de ne pas l'aimer, ce grand garçon-là... je vais vous faire un aveu, Clémentine. (Se penchant vers Clémentine.) Depuis qu'il est parti, je m'aperçois qu'il a toutes les qualités.

CLEMENTINE

Seulement depuis qu'il est parti, que nenni !

DROUIN

Avant son départ, je m'en étais bien aperçu, mais je n'osais pas le dire ; on se moquait déjà tant de ma faiblesse paternelle !

CLEMENTINE

Vous pouvez bien l'avouer à votre vieille servante, c'est Monsieur André qui est votre préféré.

DROUIN

N'est-ce pas toujours celui qui est absent qui est le préféré ?

CLEMENTINE

M. Paul est très gentil, mais c'est M. André qui...

DROUIN, avec un ton de reproche.

Clémentine, Clémentine !

CLEMENTINE

Et c'est tout naturel, quoi ! il a vingt ans de moins que son frère.

SCÈNE II

LES MÊMES, MARTHE

MARTHE

Vous dites, Clémentine ?

CLEMENTINE

Que Paul... (Se reprenant.) Que votre mari et Mlle Suzanne sont allés à l'Hôtel-de-Ville.

MARTHE

Croyez-vous que mon beau-père ne le sache pas ?

CLEMENTINE

Oh ! si l'on parlait seulement de ce que l'on sait, on se tairait souvent (Elle remonte la scène, et revient sur ses pas.) Avant que je retourne à ma cuisine, dites-moi, Monsieur Drouin, ce que vous voulez pour votre dîner... dites-le moi, cela me fera plaisir de vous gâter un peu... Monsieur Drouin, voulez-vous... ?

DROUIN

Tout ce que vous voudrez, Clémentine..., tout ce que vous voudrez.

MARTHE

Quoi, père ! vous n'êtes même plus un peu gourmand ?

DROUIN

Oh ! Oh ! cela reviendra... ce péché-là, j'espère que je le commettrai encore bien souvent... mais quand il sera revenu.

CLEMENTINE

Oui, oui, quand il sera revenu.

DROUIN

Quand il sera là, mon André, nous irons, tous les deux, comme par le passé, déguster, tous les dimanches, notre douzaine d'huîtres, et un certain vin de Rilly... oh ! un champagne comme on n'en fait qu'en Champagne.

CLEMENTINE

Ce n'est pas si bête que cela en a l'air, ce que vous dites-là.

MARTHE, avec un léger reproche

Voyons, Clémentine !

DROUIN

Clémentine me comprend parce qu'elle, elle est aussi de la Champagne.

CLEMENTINE

De la Champagne pouilleuse, oui Monsieur, j'en suis de la Champagne pouilleuse, et avec gloire et honneur, encore !

DROUIN

Ma fille, la Champagne n'est pouilleuse, retenez bien ceci, c'est moi qui vous le dis, moi, un vieux Rémois, la Champagne n'est pouilleuse que depuis que les Allemands y sont. (Un temps.) Mais sapristi, Paul ne revient pas. (Il regarde sa montre Cependant il sait quelle est mon impatience !

MARTHE

Eh bien ! père, mettez votre pardessus et votre chapeau, et allez attendre Paul sur la place de l'Hôtel-de-Ville : comme il reviendra sûrement par la rue Colbert, vous ne pouvez le manquer.

DROUIN

Ma foi, j'ai bonne envie de suivre votre conseil.

CLEMENTINE

Il fait une si belle journée aujourd'hui... vrai,

on ne se croirait pas en décembre... profitez donc de ce brin de soleil, Monsieur Drouin.

DROUIN

Je passe dans ma chambre me rajeunir un peu.

MARTHE

C'est cela, c'est cela.

SCÈNE III

MARTHE, CLEMENTINE

MARTHE

Le pauvre homme !

CLEMENTINE

Oh ! oui, le pauvre homme !... Il pense tout le temps à son André ; voyez-vous, c'est qu'il l'aime tant, son André... Oh ! il aime bien aussi M. Paul...

MARTHE

Voilà déjà deux mois que... plus rien !... pas un mot !... deux mois !... et il a encore de l'espoir ! Oh ! il ne le croirait pas, j'en suis sûre, si l'on venait lui dire : Monsieur Drouin, votre fils est... Ah ! voici Paul.

SCÈNE IV

PAUL, MARTHE, SUZANNE, CLEMENTINE

MARTHE

Eh bien ? (Après un silence) Quoi ! tu ne me réponds pas ?

PAUL, après un silence.

Marthe... Marthe, il faut que nous soyons courageux.

MARTHE

Est-ce que ?... Oh ! mon Dieu ! est-ce possible ?

CLEMENTINE

Mais non, ce n'est pas vrai ?... n'est-ce pas, Mademoiselle Suzanne, que ce n'est pas vrai ?

SUZANNE

Hélas !

MARTHE

Mais en as-tu l'assurance officielle ?... en es-tu sûr ?

PAUL

Malheureusement... Ah ! quand on m'a montré la feuille rouge, à la mairie, la feuille qui annonçait que c'était fini, j'avoue que je n'ai pas été héroïque, j'ai pleuré comme un enfant.. Ce pauvre... ce gentil André !... Parce qu'il était beaucoup plus jeune que moi, je me considérais un peu comme son père... je le vois encore, le jour de son départ, disant à papa : « De ton courage dépendra le mien... » Et puis, quand le train s'est mis en marche, il s'est penché vers nous de tout son corps, de tout son cœur, pour nous dire : « A bientôt ! A bientôt ! »... Et voilà, on ne le reverra plus jamais.

MARTHE

Mais ton père, que va-t-il devenir, ce malheureux vieillard, quand il saura ?...

PAUL

Ah ! cette minute... cette minute de l'aveu tragique, elle me terrifie !

CLEMENTINE, comme se parlant à elle-même.

C'est bien simple, Monsieur Drouin en mourra.

PAUL

Figure-toi que Suzanne et moi, nous n'osions pas rentrer... notre secret nous faisait peur... alors nous nous sommes promenés, au hasard, dans les rues... nous avons même rencontré Larabesque, à qui nous avons annoncé que ce pauvre André... N'est-ce pas, je me disais : chaque minute de retard, c'est une minute d'espérance, de bonheur que je lui laisse. (Un temps.) Où est père ?

MARTHE

A côté, il s'apprêtait à aller te rejoindre.

PAUL

Alors, il faut... il faut que je lui annonce... Il le faut.

MARTHE, avec un geste affirmatif.

Puisqu'il finira toujours par le savoir.

PAUL

Oui, oui, tu as raison... il faut être courageux... Pauvre Père ! comme il va encore souffrir, lui qui a eu tant de douleur dans la vie, de deuils, de ruines... Ah ! je croyais bien que maintenant il était à l'abri, derrière toute cette hécatombe ! (Tout en parlant, il va lentement vers la porte par où est sorti M. Drouin, tandis que les trois femmes se tiennent l'une contre l'autre dans le fond de la pièce. Puis, s'arrêtant soudainement, il dit :)
Je demande un peu de répit,... je n'ose pas encore... je ne suis pas encore préparé à dire ces paroles redoutables qui m'épouvantent... Non, je n'ai pas encore assez d'héroïsme pour dire à mon père : « Ton fils est... est...

SCÈNE V

LES MÊMES, DROUIN

DROUIN

Ah ! te voilà enfin (Un silence.) Rien de nouveau...

rien ?... Allons, tant mieux !... pas de nouvelles, bonnes nouvelles... Es-tu de mon avis, petite Suzanne.

SUZANNE, interloquée.

Mais... oui... mais oui, grand-père.

DROUIN

Si Suzanne est de mon avis, tout va bien... D'ailleurs, nous sommes toujours du même avis, Suzanne et moi... Mais c'est étonnant ce que je me sens ragaillardi ce matin... est-ce le soleil ?... est-ce ?... Ah ! ma foi, on ne peut pas toujours désespérer... et puis, quoi ! la mort n'est pas faite pour ce grand diable d'André... elle reculera devant lui, elle n'osera pas faucher ce qui est si jeune, si vivace... j'ai confiance !... (Un temps.) Clémentine !

CLEMENTINE

Monsieur Drouin.

DROUIN

Clémentine, je vous donne la permission de flatter mon vice : un bon petit déjeuner. Ah ! mais cela ne me déplairait pas,... A vos fourneaux, Clémentine, et prouvez-nous encore une fois que vous avez du génie... Et puis, enlevez-moi ce pardessus, cette canne et ce chapeau... je reste chez moi puisque mes enfants sont revenus. (Il s'assied.) Ah ! mes enfants, qu'il fait bon au milieu de vous... Ah! si André était là !... (Un coup de sonnette.) On a sonné... Clémentine, vite, vite, allez voir (D'un bond il se lève.) Ah ! chaque coup de sonnette, cela me fait mal... j'ai toujours peur que l'on ne nous annonce... j'ai toujours peur, vous m'entendez, j'ai beau faire le brave, j'ai toujours peur... Qui a sonné ?... qui a sonné ?...

SCENE VI

LES MÊMES, LARABESQUE

MARTHE

Calmez-vous, père, c'est M. Larabesque.

DROUIN, avec un soupir de soulagement.

Ah ! c'est toi, mon cher Larabesque... Si tu savais comme je suis content de te voir.

LARABESQUE

J'ai rencontré Paul, mon pauvre vieux, et...

DROUIN, protestant.

« Mon pauvre vieux... Mon pauvre vieux », eh ! mais tu ne me flattes pas !... je n'ai plus aucune prétention, mais enfin je me défends encore... et tiens ! je le disais il n'y a qu'une minute aux enfants : aujourd'hui, je me sens tout ragaillardi.

LARABESQUE, étonné.

Ah !

DROUIN

Ah ! mais, Ah ! mais c'est comme ça, mon cher... je suis de la vieille race, moi... de celle qui, naturellement, peut disparaître d'un instant à l'autre, mais qui ne se courbe pas, surtout en ce moment... je me maintiens, parce que je veux voir la fin de la partie... je veux être de la victoire moi ! je...

(Un coup de sonnette. Alors, Drouin tout tremblant demande)

Qu'est-ce que c'est ?... Qu'est-ce que c'est ?

MARTHE

Je vais voir.

LARABESQUE

Probablement Mme Michaud et son fils... !

DROUIN, respirant.

Ah ! bien, Ah ! bien... ce n'est plus une vie, mon cher Larabesque, ce n'est plus une vie.

LARABESQUE

Ils avaient l'intention de venir te voir ce matin.

DROUIN

Comment le sais-tu ?

LARABESQUE

Je les ai rencontrés rue Gambetta.

DROUIN

Mais tout le monde vient donc me voir ce matin?

SCENE VII

LES MÊMES, Mme MICHAUD, JEAN MICHAUD

MARTHE

Mme Michaud et son fils.

Mme MICHAUD

Comment allez-vous, Monsieur Drouin ?

DROUIN

Mais très bien, Madame... quand je dis très bien, j'exagère, je vais comme on peut aller en ce moment.

Mme MICHAUD

Oui, oui... comme on peut aller en ce moment... Et... et vous avez des nouvelles de votre fils ?

DROUIN

Depuis deux mois c'est le silence, le grand silence... Mais je ne veux pas désespérer, je veux le revoir. (Un temps.) Ah ! parfois, je me dis que, dans sa tranchée, il est encore plus heureux que moi, mon petit... car depuis qu'il est parti, il est redevenu mon petit... mais j'ai des heures terribles,

le soir, surtout les soirs de pluie ou de froid ; je vous le jure, Madame, c'est sur moi qu'il pleut, c'est moi qui ai froid.

Mme MICHAUD

Je vous comprends, Monsieur Drouin.

DROUIN

Ah ! si jamais j'ai fait du mal, ce que je ne crois pas, quelle expiation !... Voyez-vous, Madame Michaud, j'ai fait 70... je suis un ancien combattant.

LARABESQUE

Un vieux de la gloire.

PAUL

Mon père a été héroïque.

DROUIN, gouailleur.

Tout simplement.

SUZANNE

On a parlé de grand'père dans des livres, et c'était très beau ce que l'on disait de lui... cela me faisait venir les larmes aux yeux.

Mme MICHAUD

Tout le monde sait que M. Drouin est un patriote.

DROUIN

Oh ! ne croyez pas, Madame, que j'ai voulu un instant me vanter... de quoi ? d'avoir combattu ? Mais 70, c'était une fête, de l'Opéra-Comique, de la promenade, à côté de 1914.

PAUL

Qu'importe, tu as été...

DROUIN

Sublime, va, dis sublime, pendant que tu y es.

LARABESQUE, d'une voix de commandement.

Philippe Drouin.

DROUIN

Présent !

LARABESQUE

Engagé volontaire au 84e de ligne, le 27 juillet 1870.

JEAN MICHAUD

Ouvrez le ban.

DROUIN

Oui, je me suis engagé... eh ! bien, après...

LARABESQUE

Après... Blessé d'un coup de feu à Gravelotte, le 16 août.

JEAN MICHAUD

Portez Armes !

DROUIN

Vieille histoire !

LARABESQUE

Caporal, le 16 octobre.

JEAN MICHAUD

Présentez Armes !

DROUIN

C'était le bon temps !

LARABESQUE

Evadé de Metz, le 29.

DROUIN

Parbleu, je n'ai jamais pu supporter la compagnie des Allemands.

LARABESQUE

Sergent-Fourrier le 4 septembre, sergent-major le 26.

JEAN MICHAUD

Bravo !

DROUIN

Ah ! on avançait vite en ce temps-là.

LARABESQUE

Blessé grièvement, par un éclat d'obus, le 10 décembre.

JEAN MICHAUD

Vous êtes un héros, Monsiur Drouin.

DROUIN

Tu en seras un autre.

LARABESQUE

Attention ! fixe !.... ce n'est pas fini... sous-lieutenant le 19 décembre.

JEAN MICHAUD

Fermez le ban !

LARABESQUE

Non... Décoré le 2 janvier.

DROUIN

J'ai eu de belles étrennes cette année-là.

LARABESQUE

Et aussitôt après la guerre, il est rentré dans ses foyers, ce brave ami.

JEAN MICHAUD

Monsieur Drouin, permettez-moi de vous serrer la main... je me sens honoré d'être votre ami... je suis un 1916.

Mme MICHAUD

Hélas ! il part dans trois mois.

JEAN MICHAUD

Et je tâcherai de suivre l'exemple que vous m'avez donné, je vous l'assure.

Mme MICHAUD

Oh ! moi, mon enfant, je ne te demande qu'une chose : de revenir. (Un silence.) Mais nous abusons des instants de M. Drouin.

DROUIN

Pas du tout, Madame... Mais ce matin, vraiment, on me comble d'honneurs, on m'offre de la gloire, Oh ! j'en suis tout confus...

LARABESQUE

Au revoir, mon lieutenant... Toi, tu sais, tu es un type comme on n'en fait plus beaucoup, même en France.

DROUIN

Des fleurs, Larabesque, des fleurs entre nous !... Mais c'est presque indécent.

JEAN MICHAUD

Monsieur Drouin... Monsieur, je vous... je vous assure... de... de...

DROUIN

Tu m'assures de quoi ?

JEAN MICHAUD

De toute mon admiration.

DROUIN

Allons, gamin, assez !... et file.

LARABESQUE

Pour Strasbourg.

DROUIN

Et surtout... viens ici... écoute-moi bien... Quand tu verras Kléber, salue-le de ma part.

JEAN MICHAUD

Je vous le promets... et ce sera un rude coup de képi que je lui donnerai.

MARTHE, à mi-voix.

Permettez-moi de vous accompagner.

SCÈNE VIII

DROUIN, PAUL

DROUIN, après un silence, dit entre ses dents.

Pourquoi Mme Michaud est-elle venue ce matin?

PAUL

Pour te voir.

DROUIN

La Palisse !

PAUL

Si j'ai pu répondre à ta question par une vérité évidente, c'est que, sans doute, elle était sans raison.

DROUIN

Cependant, les visites matinales ce n'est guère l'habitude de cette brave Mme Michaud ! Elle a des usages bourgeois, presque des traditions, ma foi !... elle a de la mondanité en tous cas.

PAUL

Oh ! ce que l'on appelle les usages en ce moment... pfûût !

DROUIN

Et Larabesque qui fait la parade devant moi... qui me montre comme une curiosité d'un autre âge... tu ne trouves pas cela bizarre ?

PAUL

Pas du tout... il t'aime bien, ce vieil ami, et il t'admire.

DROUIN

Mais justement, c'est cette admiration subite qui m'étonne... qui m'étonne à un point que je ne saurais dire.

PAUL

Cependant, cela est tout naturel.

DROUIN

Ah ! bah !

PAUL

Il y a des choses... de belles actions qui, hier encore, semblaient rococo, fanées, vieillies, et qui maintenant apparaissent en plein jour, dans toute leur valeur... dans tout leur éclat... On t'avait oublié, maintenant on se souvient : tu es un héros retrouvé.

DROUIN

Si cela continue, on m'élèvera bientôt une statue : « Au Père Drouin, la France reconnaissante ».

PAUL

Avoue que cette apothéose ne t'a pas déplu, avoue-le donc.

DROUIN

C'était si inattendu que j'ai fort bien compris qu'elle s'adressait au père du petit soldat, et non au vieux lieutenant sans galons et sans épée.

PAUL

Ah ! quand tu t'es mis quelque chose dans la tête ! J'ai quelques lettres à écrire... tu me permets ?

DROUIN

Va donc, mon garçon, va donc... Puisque mes

questions t'ennuient, il est naturel que tu les évites.

PAUL

Je t'assure que j'ai un courrier important à expédier.

DROUIN

Puisque tu me l'assures, je te crois.

SCÈNE IX

DROUIN, puis CLEMENTINE

DROUIN, après un silence.

C'est étrange... c'est...(Il s'arrête au milieu de sa pensée et silencieusement réfléchit.) Allons donc, je deviens fou, moi !... Mais il faut que je sache. (Il appuie sur un bouton électrique.) Par tous les moyens, il le faut.

(Entrée de Clémentine.)

DROUIN

Clémentine ?

CLEMENTINE

Monsieur !

DROUIN

Clémentine, je vous en supplie, dites-moi la vérité.

CLEMENTINE

Je ne comprends pas, Monsieur Drouin, quelle vérité ?

DROUIN

Donnez-moi des nouvelles d'André.

CLEMENTINE

Mais je ne sais rien... rien de nouveau.

DROUIN

Je vous ai demandé la vérité, Clémentine.

CLEMENTINE

J'ai répondu à Monsieur.

DROUIN

Des blagues.

CLEMENTINE

Si vous me prenez pour une menteuse, je n'ai plus qu'à me retirer.

DROUIN

Quoi ! de la dignité maintenant !

CLEMENTINE

Vous oubliez qu'il y a vingt ans que je vous sers.

DROUIN

Est-ce cela que je vous demande ? Clémentine, je crois que l'on vous a fait la leçon.

CLEMENTINE

Quelle leçon ? Qui ça : « on » ?

DROUIN

Ma fille, de Champenoise que vous étiez tout à l'heure, vous voici devenue Normande.

CLEMENTINE

Et puis on aurait bien perdu son temps à me faire la leçon... est-ce que je sais raconter des histoires ?

DROUIN

Clémentine, jurez-moi... jurez-moi sur le Christ que M. André...

SCÈNE X

Les Mêmes, SUZANNE

DROUIN

Ah ! te voici enfin !

SUZANNE

Oui... maman et moi, nous avons bavardé avec Larabesque et les Michaud.

DROUIN

Vous aviez donc à vous dire des choses... des choses d'un grand intérêt ?

SUZANNE, trop vite.

Oh ! pas dutout.

CLEMENTINE

Bavarder, n'est-ce pas ne rien dire ?

DROUIN

Clémentine, il suffit que je ne vous interroge plus pour que vous me répondiez.

CLEMENTINE

Monsieur Drouin, vous êtes bien... bien bizarre ce matin.

DROUIN

Ma fille, je vous en prie, soyez donc un peu moins familière.

CLEMENTINE

Cela veut dire que je dois aller rejoindre ma vaisselle... oui, n'est-ce pas... c'est ce que cela veut dire ?... c'est bien... c'est bien, j'y vais.

SCÈNE XI

Les Mêmes, moins CLEMENTINE

DROUIN, entre ses dents.

Trop familière, vraiment trop familière. Tu as vu petite, comme ils ont été gentils pour moi tout à l'heure... on m'en a projeté, des rayons lumi-

neux... on m'a offert ma seconde d'immortalité.

SUZANNE

Oh ! grand-père, vous l'avez si bien méritée !

DROUIN

Aussi, aujourd'hui, je suis au sourire... je donne dans le paradis... cela t'étonne ? (Un silence.) qu'est-ce que tu as donc, toi ? tu as l'air triste, triste !

SUZANNE

Mais non, grand-père, je ne suis pas triste du tout.

DROUIN

Mais si... mais si... et je ne m'y trompe pas... Veux-tu bien ne plus me montrer ce pauvre petit sourire fané, ces airs d'enfant nostalgique, de poupée songeuse... Ah ! pour que tu sois heureuse, je ne sais pas ce que je ferais... Dis-moi donc ce que tu as... Dis-moi ce que tu désires... J'irai te le chercher : les étoiles... la lune... le ciel ?... non, ce n'est pas suffisant, les étoiles !

SUZANNE

Je ne désire rien... rien... la fin, oh ! oui, la fin de cette chose épouvantable.

DROUIN

Oui, oui, épouvantable... Ainsi, rien ne te séduit, ne t'enchante... Tu es vraiment trop raisonnable pour ton âge... Et moi qui aurais tant voulu t'offrir un de ces cadeaux... oh ! mais, un vrai cadeau de 1er janvier... Tiens ! tu te souviens de ce petit rubis.

SUZANNE, étonnée et scandalisée.

Vous voulez m'offrir une bague, grand-père ?

DROUIN

On ne m'ôtera pas de la tête que celle-ci est faite exprès pour ta petite main.

SUZANNE, avec fermeté.

Non, non, grand-père, pas de cadeaux, je vous en prie.

DROUIN

Et pourquoi cette interdiction ?

SUZANNE, troublée.

Parce que... parce que...

DROUIN

Ce n'est pas là un argument... Cependant, cette bague, tu l'as beaucoup admirée, l'autre jour, chez le bijoutier de la rue de Talleyrand.

SUZANNE

Je vous remercie, grand-père, mais pas en ce moment... cela me gênerait...

DROUIN

C'est la première fois que je te vois refuser un cadeau... naguère cela te chantait assez, les cadeaux.

SUZANNE

Que voulez-vous, je ne suis pas gaie, en effet... personne n'est gai, d'ailleurs... vous comprenez : il y a du malheur pour tous... Alors, ce qui était permis, c'est subitement défendu... oui, c'est un peu comme si le monde entier était en pénitence... Ce sera pour plus tard, grand-papa, votre beau cadeau, pour beaucoup plus tard.

DROUIN

Beaucoup plus tard ?... Oui, mais as-tu réfléchi à ceci : la chose épouvantable peut être finie demain.

SUZANNE

Oui, mais elle laissera des souvenirs.

DROUIN

Qui ne s'effaceront pas vite... probablement jamais... c'est bien là ta pensée, hein, c'est bien là ta pensée ?

SUZANNE

Oh ! non, ce n'est pas ce que j'ai voulu dire.

DROUIN

Mais c'est tout de même ce que tu as dit... Allons, allons, Suzanne, avoue-moi la vérité... je suis persuadé que tu as un grand chagrin... une grande peine... Allons, confesse-toi à grand-père, tu ne sais pas avec quel intérêt il t'écoutera.

SUZANNE

J'ai une peine vague.

DROUIN

Vague ?

SUZANNE

Oui, cette guerre est si ... si épouvantable... alors je suis navrée.

DROUIN

Oui, tu penses à ton oncle André, qui est là-bas dans les tranchées, et tu te dis... que te dis-tu, si fait ?

SUZANNE

Que je voudrais bien qu'il fût ici.

DROUIN

Hélas ! reviendra-t-il ?... (A demi-voix, comme en prière.) Mon Dieu ! épargnez-nous aujourd'hui votre crime quotidien... Mais notre grand homme a

un grand devoir à accomplir... il faut qu'il te défende, toi, l'enfant... et qu'il me défende, moi aussi, le vieux... il nous représente là-bas... Et tu te dis aussi, évidemment, que depuis deux mois, c'est le silence... le lugubre, le glacial silence.

SUZANNE

Oui, grand-papa.

DROUIN

Alors, tu te demandes, s'il n'est pas...

SUZANNE

Oh ! grand-papa !

DROUIN

Si, si, c'est bien cela que tu te demandes ! c'est bien cela... n'est-ce pas, mon enfant, c'est bien ce que tu te dis ?

SUZANNE

Je vous en prie, grand-père.

DROUIN

Oui, c'est affreux... Pense donc, si un jour le grand malheur se réalisait !

SUZANNE

Oh !

DROUIN

Et que tu en fusses avertie avant moi.

SUZANNE

Comment cela se pourrait-il ?

DROUIN

C'est une supposition... Alors, que ferais-tu ?

SUZANNE

Je... je... je pleurerais.

DROUIN

Me l'avouerais-tu franchement, ou chercherais-tu à me faire gagner quelques instants de fausse sécurité ?

SUZANNE, avec effroi.

Ne m'interrogez pas, grand-père, ne m'interrogez pas !

DROUIN

Et pourquoi pas ? Après deux mois de silence... deux mois, deux siècles, l'imagination peut bien aller son train... Mais de quelle émotion tu fais preuve, mon enfant, et voici une larme... une larme qui, sans doute, précède les miennes... Pourquoi cette causerie amicale t'est-elle si douloureuse ?... Pourquoi me réponds-tu à peine ? Pourquoi t'éloignes-tu imperceptiblement de moi ?... je te fais donc peur, Suzanne ?

SUZANNE

Grand-papa, vous, me faire peur ! oh ! non... Mais mes parents doivent trouver le temps long.

(Elle essaie de s'esquiver).

DROUIN

Que dirai-je moi, dont le fils... je t'ordonne de rester. (Subitement très violent.) Dis-moi, petite, tout ce que tu sais... Ah ! vois-tu, ton trouble, tes réticences, tes larmes, Ah ! c'est trop clair !... Mais tu sais donc... tu sais donc ?

SUZANNE

Quoi, grand-père ?

DROUIN

La... la chose... l'horreur... Oh ! réponds, réponds-moi... C'est depuis un instant... depuis votre retour de l'Hôtel de Ville, que vous êtes tous comme s'il y avait un deuil... comme si on pleurait un mort... et la nouvelle s'est propagée, et c'est pourquoi les Michaud et Larabesque sont venus ce matin... Le petit est mort... le petit est mort !... Il est mort... et moi, je suis encore vivant !... et, depuis une heure, je joue la comédie pour savoir... mais maintenant je sais, je sais : il est mort !... et quand il est tombé, il a crié, j'en suis sûr, j'en suis sûr : « Papa », et je ne l'ai pas entendu... et je ne l'ai pas entendu !... Mon fils... Mon André ! mon tout petit... mon tout petit... mon enfant, mon enfant.

SUZANNE, courant vers la porte par où son père a disparu.

Maman ! Maman !... Père !

(Tous deux apparaissent.)

SCÈNE XII

LES MÊMES, MARTHE, PAUL

MARTHE

Qu'avez-vous, grand-papa ?

(DROUIN, subitement, plus calme, leur prenant la main, au milieu de de ses larmes.

Je suis bien malheureux !... Je suis bien malheureux !

RENÉ WISNER.

FOX ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La politique de Fox de 1789 à 1793 a amené la dislocation du parti Whig[e]: en 1789 contre la majorité de Pitt, qui oscille autour du chiffre de 250, Fox arrive fréquemment à grouper 130 voix, en 1793, il n'a plus qu'une quarantaine de partisans. A ceux qui n'ont envisagé que ce résultat et ne s'inclinent que devant le succès, la politique de Fox pendant ces quatre années a pu paraître maladroite.

Pourtant, dans cette période de sa vie, avec une belle constance, Fox a défendu les grandes revendications des Whigs d'Angleterre : tolérance, abolition de la traite, liberté de la presse, réforme parlementaire ; il a montré une connaissance profonde des affaires étrangères ; son talent oratoire est aussi grand qu'au temps de la guerre d'Amérique ; il aurait dû s'imposer au respect par l'unité de ses doctrines et de sa conduite, qualité si rare chez les hommes publics. Mais aussi il se laisse enivrer par la Révolution française[e]; après avoir détesté la France de l'ancien régime, il admire tellement la France nouvelle que, dans chacun de ses discours, il ne peut s'empêcher d'en parler. Ici, ses amis ne le comprennent plus ; oubliant la grandeur de son rôle comme leader du parti Whig, ils l'abandonnent par peur de la Révolution. C'est parce que Fox admirait la Révolution qu'il s'est brouillé avec Burke, qu'il a été mis en marge de son parti et livré à la calomnie, lui qui tenait tant à la popularité.

Ses contemporains ne l'ont pas excusé d'avoir sacrifié son avenir politique à une idée ; beaucoup d'historiens modernes, épris de la gloire de Pitt dont ils font un héros national et défendant l'esprit de panique qui a soufflé sur l'Angleterre à cette époque, sont injustes pour Fox ; si l'évidence des documents les force à être impartiaux, ils sont impartiaux comme à regret. A nous qui l'examinons froidement, sans préjugés, à la seule lumière des textes, la politique de Fox de 1789 à 1793 apparaît comme singulièrement belle.

Ce n'était pas uniquement un amour idéal de l'esprit démocratique qui poussait Fox à invoquer sans cesse la Révolution française ; c'était aussi le sentiment de l'analogie entre les institutions anglaises et les institutions que la France se donnait, du caractère sacrilège de la guerre entre deux peuples faits désormais pour s'entendre. Méprisant les combinaisons mesquines qui conduisent aux honneurs et aux prébendes, en défendant l'œuvre révolutionnaire, Fox a lutté pour la paix : il le savait clairement ; ainsi non seulement il servait la cause de l'humanité ; mais encore il servait mieux son pays que Burke réveillant par ses anathèmes la morgue égoïste et dangereuse de l'aristocratie anglaise.

Simple membre des Communes, avec une minorité sans cesse s'effritant, Fox a combattu la guerre. Il a été vaincu, mais il est resté debout ; il a sacrifié ses amis à ses idées, à sa notion élevée du bonheur public ; par là il est resté une des plus grandes figures du Parlement anglais.

Ce qui domine plus encore que les grands problèmes de politique intérieure, l'Angleterre à cette époque, c'est la Révolution française ; ce qui passionne les Anglais plus que les rapports avec l'Espagne ou la lointaine Russie, ce sont les rapports avec la France. Les lettres les plus intimes des Anglais d'alors sont pleines du récit des événements de France. Depuis la prise de la Bastille, l'influence de la Révolution française s'est fait sentir non seulement sur les rapports de l'Angleterre avec le continent, mais encore sur le classement de ses hommes publics ; l'histoire de l'influence de la Révolution française en Angleterre devient l'histoire du parti whig ; elle seule permet de comprendre la dislocation de ce parti, de suivre les étapes de la carrière de Fox. Dans tous ses discours, Fox fait allusion à la Révolution française ; c'est à la Révolution française que songent ses ennemis quand ils font échouer les réformes qu'il préconise. Cet état d'esprit est resté si profond que, quand on lit aujourd'hui les derniers chapitres de l'histoire de Lecky, on croit lire une histoire de France ; que Gardiner lui-même, dans son manuel élémentaire, a tenté d'expliquer les causes de la Révolution.

La haine de la France avait été de tradition dans le parti whig ; suivant la vieille doctrine libérale la France était l'ennemie héréditaire ; depuis le règne de Guillaume III, la lutte contre la France était le principe fondamental de toute la politique extérieure de l'Angleterre. Tous les discours des chefs whigs avaient attesté cette haine ; Fox n'avait pas échappé d'abord à la règle générale. Ce qu'il haïssait peut-être surtout sur la terre voisine, c'était l'ancien régime ; il n'en avait pas moins protesté avec vigueur, comme tout son parti, contre le traité de 1785 ; le 12 mai 1789, il traitait encore la France de rivale de l'Angleterre et il attaquait l'ambition de la monarchie française. Pourtant, deux mois plus tard, il saluait la prise de la Bastille, par la lettre souvent citée qu'il adressait à Fitzpatrick :

« C'est le plus grand événement qui soit ja-

mais arrivé au monde et c'est bien le meilleur. Si vous partez à Paris sans m'avoir vu, n'oubliez pas de dire quelque chose d'aimable de ma part au duc d'Orléans, dont la conduite a été parfaite, et dites-lui, ainsi qu'à Lauzun, que toutes mes préventions contre les visées que la France a sur l'Angleterre cesseront et que tout mon système de politique extérieure changera si la Révolution a les conséquences que j'attends. »

Tel fut son premier sentiment sur la Révolution ; au milieu d'une humanité qui évoluait sans cesse, c'est à ce sentiment qu'il est resté fidèle. Avec son intense amour de la liberté politique et individuelle, sa haine profonde du pouvoir arbitraire, sa sympathie toujours vibrante pour les souffrances de l'humanité, Fox ne pouvait pas ne pas être enthousiasmé par un mouvement qui avait pour objet « d'émanciper les hommes de la tyrannie la plus corrompue et la plus abjecte ». La France était jadis la citadelle du despotisme, il avait détesté « cet ancien régime qui remplissait de dégoût tout ce qu'il y avait de bon en lui ». La France devenait le pionnier de la liberté. Comment ne l'aurait-il pas admirée?

D'ailleurs, à ce moment, dans l'Angleterre entière, « la critique était désarmée et l'enthousiasme naissait ». Le sentiment général du pays anglais, à la nouvelle de la prise de la Bastille, était un sentiment de joie ; on saluait l'avènement en France d'un régime libéral et populaire, « la destruction d'abus connus depuis trop longtemps ». Rien d'ailleurs dans la marche des événements qui froissât particulièrement la mentalité anglaise : la Révolution de 1789 rappelait la Révolution de 1640 et le triomphe du Parlement ; la nuit du 4 août réalisait, en une seule fois, cette abolition des droits féodaux qui avait été ailleurs l'œuvre du temps ; la constitution civile du clergé rappelait les idées et l'école religieuse d'Hoddly ; à coup sûr la déclaration des droits paraissait un peu grandiloquente ; mais on l'excusait, on songeait à l'exemple de l'Amérique. Tous les whigs suivaient avec sympathie la rapide conquête de la liberté par les Français et les tories eux-mêmes voyaient dans la Révolution une réforme bourgeoise entourée de formes constitutionnelles. Enfin, d'un façon générale, les Anglais, à quelque parti qu'ils appartinssent, étaient flattés quand ils entendaient les Constituants invoquer, sans cesse, la constitution anglaise et regarder l'Angleterre comme la terre de la liberté.

Les radicaux manifestaient un enthousiasme bruyant : à la fête du 4 novembre 1789, Price faisait aux membres de la Société de la Révolution un éloge enflammé des événements de Paris : « J'ai vécu assez, disait l'illustre dissident, puisque Dieu m'a permis d'être le témoin de deux révolutions glorieuses : l'Amérique et la France. »

La joie des non conformistes, engagés alors dans une lutte malheureuse pour la complète égalité civile et religieuse était immense. Faisant allusion à la suppression des dîmes, Priestley s'écriait : « Notre roi et nos courtisans n'aiment pas ces choses, nos évêques moins encore. » A la séance que présidait Stanhope, un libéral avancé de l'aristocratie, se levait au milieu des applaudissements. Quant à la société pour le développement des connaissances constitutionnelles, que Fox et Richmond avaient fondée en 1780, dont Pitt avait été membre à ses débuts et qui avait pour but d'instruire le peuple de ses droits politiques, au souffle de la Révolution, sous la direction de Horne Tooke et de Cartwright, elle devenait tout à fait radicale et, saluant les événements de France, elle se mettait à répandre des brochures en faveur du suffrage universel.

Ainsi donc à la fin de l'année 1789, mesurée chez beaucoup, enthousiaste chez Fox, bruyante chez les radicaux, la sympathie de l'Angleterre pour la Révolution française était certaine. Mais un homme veillait, qui commençait à voir dans ce grand événement l'occasion de devenir, d'individu, décrié et proscrit par les puissants, l'objet de l'admiration enthousiaste de toute l'Europe d'ancien régime : cet homme était Burke qui approchait alors de la soixantaine. Après un long passé d'opposant, après avoir publié d'innombrables brochures sur la désorganisation parlementaire, lutté pour la liberté, las de ne recueillir que des avanies, il allait exploiter l'horreur de ses concitoyens pour les droits abstraits, leur amour parfois naïf des solutions pratiques, leur culte de l'expérience et des institutions lentement transformées ; il allait exploiter tout cela, contre son ami Fox et contre son parti ; il allait écrire et parler contre la Révolution française, au moment même de la Fédération ; il allait contredire ainsi tout ce qu'il avait dit et écrit comme un des chefs du parti whig, il allait faire un mal incalculable, répandre la méfiance, jeter le découragement et amener la division dans son parti.

Obéissant à des considérations d'amour-propre d'auteur froissé, il allait communiquer ses frayeurs simulées aux patriciens whigs et les réunir aux tories. Par ses appels frénétiques à une croisade, il allait pousser à une lutte acharnée contre la France l'opinion publique au début bienveillante ; il allait permettre à Pitt de serrer autour de lui

une majorité compacte et de marcher sans obstacle à ses desseins belliqueux. Mais aussi, il devait se montrer bon tacticien, puisque cette conduite lui a valu la considération de ses contemporains et l'admiration de la postérité, puisque, depuis, il est resté célèbre. Il semble que les manifestations bruyantes des sociétés radicales, excitant en lui quelque ressentiment, aient été le prétexte de son intervention première. « La Société de la Constitution n'était qu'une pauvre société charitable. Quant à la société de la Révolution, c'était tout récemment encore une réunion de dissidents qui après avoir entendu un sermon dans une église allaient passer gaîment à la taverne la fin de la journée. L'adresse de sympathie à l'assemblée nationale n'avait été qu'un stratagème heureux de cette société pour se donner de l'importance ; l'Angleterre était indifférente à ces manifestations d'opinions isolées qui ne méritaient pas le retentissement qu'elles avaient eu en France. » Cependant, à côté de ces sociétés déjà anciennes, une série de sociétés de correspondance plus active et plus résolues se fondaient à Londres et entraient en relations avec les clubs de Paris. Leurs membres étaient républicains de langage et de tendance : ils se donnaient le titre de citoyens, appelaient le roi, premier magistrat, plantaient çà et là des arbres de la liberté, suscitaient des émeutes, fêtaient, dans les tavernes, les événements révolutionnaires, mêlaient les drapeaux et parlaient d'imiter les glorieuses et splendides actions des Français.

Fox paraît avoir suivi avec une sympathie assez lointaine ces premières manifestations de tavernes et avoir au début réservé sa personnalité. Mais Burke, en prenant la plume dès la fin de 1789, pour combattre la Révolution et en gagnant à ses opinions un grand nombre de whigs étroitement unis à Fox, mit fin à cette réserve. Dès le 5 février 1790, la discussion sur l'état de l'armée accuse publiquement les différences d'opinion des deux hommes. Pour justifier l'entretien d'une force armée considérable pour l'époque, Pitt avait invoqué l'argument habituel, la précarité des paix les plus solides. Pour montrer l'inanité de cet argument, Fox invoqua la situation européenne ; il insista notamment sur le fait que les hommes de cour, ambitieux et intrigants, les seigneurs devenus hommes d'Etat avaient cessé de diriger la politique française :

« La France n'est plus aussi formidable qu'elle était en 1783 : son état actuel ne peut ni nous causer d'alarmes, ni exciter raisonnablement notre indignation. »

Burke entama alors un de ces discours de longueur considérable qui lui étaient familiers pour montrer que la France était expulsée du système de l'Europe, qu'elle n'existait plus politiquement, qu'elle avait perdu tout, jusqu'à son nom, et que les Français étaient les plus habiles architectes de ruines que le monde ait jamais produits. L'anarchie révolutionnaire de la France était bien plus dangereuse pour l'Angleterre que le despotisme galant et trompeur de ses rois. Puis ce fut le défilé des formules que l'on devait souvent retrouver dans la bouche de Burke : la Révolution qui mène au crime, l'oubli de la vieille balance des pouvoirs que consacraient les Etats Généraux, les droits de l'homme, espèce de code pédantesque dont tous les écoliers devaient avoir pitié ; l'idée abstraite et pitoyable aussi du soldat citoyen ; le danger de la démocratie. Burke insista sur la spoliation des biens de l'Eglise, la persécution des gentilshommes, le désordre de l'armée municipale.

« Il est fâcheux, s'écriait-il, qu'on semble comparer cette révolution à notre révolution. Nous avons renvoyé l'homme et conservé l'Etat ; eux, au contraire, ils ont conservé l'homme et détruit l'Etat. »

Il essayait d'ailleurs de désarmer Fox, il regrettait la manifestation de son ami, mais immédiatement il l'excusait en attribuant les sentiments de Fox au zèle pour la plus noble des causes, la liberté ; puis le couvrant de fleurs, il le déclarait digne du pouvoir.

« Sa modération naturelle devait être le meilleur des correctifs ; c'était le plus candide, le plus naturel et le plus désintéressé des hommes. »

Puis, s'adressant à toute l'opposition, il la suppliait de ne pas soutenir la controverse ; bientôt il retournerait combattre dans ses rangs ; aujourd'hui il lui demandait de considérer qu'il était vieux, faible, fatigué, probablement à la fin de sa carrière politique, la vie qu'il avait menée jusqu'ici devait donner du poids à son opinion ; sans cela ses efforts seraient désormais inutiles.

Fox sentit la menace qui se dissimulait sous cette prière finale. Il se leva pour prendre la parole. Au début, il couvre de compliments Burke dont le discours a été un chef-d'œuvre, dont d'ailleurs il a reçu plus d'encouragements que d'aucun autre homme. Mais bientôt il arrive au cœur du sujet. Il se déclare l'ennemi de tout gouvernement absolu, monarchie, démocratie ou aristocratie ; et il dit n'aimer que les gouvernements mixtes comme celui de l'Angleterre ; mais il montre les Français épousant la cause de la liberté dont

jouissent les Anglais et il explique que, si la vraie liberté ne peut exister qu'avec la coopération des différents pouvoirs qui composent la législature, elle n'est cependant pas incompatible avec toute idée d'innovation.

« Personne sans doute ne peut avoir appris sans horreur les scènes sanglantes et cruelles qui se sont passées en France ; mais aussi, quand on voudra considérer l'horrible tyrannie qui opprimait le peuple, l'excès auquel il s'est porté quand il a voulu se dégager de ce despotisme pourra être présenté avec quelque compassion et je suis convaincu que l'état d'irrégularité où ce pays est encore est cependant préférable à son ancienne condition ; que, de plus en plus, il changera à l'avantage de la France et qu'on reconnaîtra que la France a conquis sa liberté d'une manière qui lui est profitable. »

Fox affirme ensuite solennellement qu'il réprouve avec véhémence toutes les doctrines et toutes les mesures contraires à la constitution et que jamais il ne se laissera entraîner à une cabale ou à une intrigue qui sont en quelque manière incompatibles avec les principes qu'il a proférés et qu'il partage avec Burke ; seulement il fait remarquer, en terminant, que si la Révolution de 1688 a été plus pacifique que la Révolution de 1789, c'est parce que, en Angleterre, il y avait bien peu de despotisme à détruire ; il se déclare d'ailleurs prêt à discuter un autre jour les affaires de France.

Burke lui répond avec courtoisie ; il insiste sur la douleur que lui cause ce différend public avec un ami ; cet ami d'ailleurs, il le sait dévoué à la Constitution et s'il a jugé utile de parler ainsi, c'est seulement pour prévenir les personnes qui n'ont ni le talent de Fox, ni sa modération.

C'est ici que se plaça l'intervention de Sheridan ; Sheridan déclara qu'il différait de son honorable ami Burke « dans presque toutes les paroles que celui-ci avait proférées au sujet de la Révolution française. — La Révolution française ressemblait à la Révolution anglaise ; elle dérivait d'un principe aussi juste et d'une provocation aussi réelle. » — Sheridan défendit ensuite avec violence la conduite générale de l'assemblée nationale.

« On reprochait à cette assemblée d'avoir détruit les lois, la justice et les finances de son pays. Mais qu'étaient ces lois ? Les ordres absolus d'un pouvoir despotique. Qu'était cette justice ? L'adjudication partiale de magistratures vénales. Qu'étaient ces revenus ? La banqueroute nationale. »

L'erreur fondamentale de Burke avait été d'accuser l'assemblée nationale de maux qui existaient avant elle. Le crédit public était découragé ; les industriels étaient sans travail ; le commerce languissait ; la famine était menaçante et le désespoir régnait. « Le seul remède était un changement de constitution. Ce changement n'était pas seulement désiré par l'assemblée nationale : toute la France s'unissait comme un seul homme pour le réclamer. »

Burke ne supporta pas ces paroles qui le transformaient en avocat du despotisme et en ennemi immodéré de l'assemblée nationale ; il se leva et déclara qu'à partir de ce jour il se séparait de Sheridan et cédant à son instinct profond de moraliste qui réprimande, il regretta que cette séparation ait été indécente et que l'ancienne amitié ne l'ait pas rendue plus douce.

Deux jours après, le 11 février 1790, une réunion des principaux chefs whigs eût lieu dans la maison du duc de Portland. Remarquablement soutenue de part et d'autre, la discussion dura de 10 heures du soir à 3 heures du matin ; mais elle ne réussit pas à concilier les opinions de Burke et les opinions de Fox, la brèche resta aussi large qu'auparavant.

« Je respecte sans doute beaucoup l'opinion de mon honorable ami, disait Fox et j'admire son talent, néanmoins partout où les libertés et les droits civils des hommes sont compromis, je resterai toujours sous le même étendard, quelque vaillant que soit son adversaire. »

Le 4 mars, lors de la discussion du bill du Test, Fox reproche à Burke de collectionner contre les dissidents des lettres, des anecdotes, des soupçons, « trop impressionné par ce qui s'est passé en France, contemplant la ruine du gouvernement, la désolation du clergé, la misère des ecclésiastiques, il a perdu la faculté de son jugement pour n'être livré qu'à l'empire de ses sensations ». Fox se moque de la terreur panique de Windham qui, sous prétexte qu'on ne doit pas choisir le moment d'un ouragan pour réparer sa maison, se refuse aux réformes, invoque l'agitation des visionnaires du pays voisin et craint leur contagion.

(*A suivre.*) ARY-H. CHARDON.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL PLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 3 — 1er SEM. 54e ANNÉE 29 JANVIER — 5 FÉVRIER 1916

LES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE (1)

Ces seize longs mois de guerre européenne nous ont fait sentir vivement l'action transformatrice qu'exercent sur nous les tragiques événements qui se déroulent de l'autre côté de l'Océan. Nous sentons qu'il s'est fait chez nous un changement qui sera durable et nous comprenons que nous ne serons plus désormais ce que nous étions avant qu'éclatât le conflit. Assurément, comme tous les peuples, nous suivons le courant qui, d'un cours inégal, porte irrésistiblement l'humanité tout entière, nous ne savons au juste vers quel but. Pour le quart d'heure, nous en occupons l'extrême-bord ; mais déjà notre marche, jusqu'ici paisible et tranquille ,semble vouloir précipiter son allure ; qu'un remou soudain survienne et nous pouvons, d'un moment à l'autre, nous voir emporter en pleine agitation, en plein courant.

Nous sommes si étroitement liés avec les nations actuellement aux prises, que nos sentiments s'exaltent ou s'abattent, au gré des nouvelles qui nous parviennent du front et nos sympathies répondent aux chances diverses de l'un ou l'autre des deux camps ; car nous sommes les descendants des nations en présence ; c'est d'elles que nous avons tiré la plupart de nos institutions, c'est d'elles que nous avons reçu nos plus vénérables traditions. Il faudrait ne vien avoir d'humain pour rester froid et insensible au spectacle d'une lutte qui ébranle jusque dans leur fondement le Gouvernement et la Société ,chez des peuples que nous aimons.

Nous sommes humains et nous suivons, non sans impatience, le sentier étroit de la neutralité, entre les deux groupes belligérants, lesquels ne s'entendent que sur un point, et c'est que les intérêts des neutres ne puissent venir s'interposer dans leurs chances de succès. Plus d'une fois, au cours de ces mois terribles, nous nous sommes vus à la veille de la guerre ; c'est que notre rôle est des plus délicats et demande de la patience et de l'indulgence ; notre bile s'échauffe sous cette qualification de « neutres » si injurieuse dans la bouche des belligérants. La guerre nous en révèle les déplaisants attributs. L'angle sous lequel le belligérant considère le neutre nous est connu depuis longtemps ; car, à l'issue de la guerre civile, le sentiment qui animait à la fois le Nord et le Sud à l'égard de l'Angleterre, à cause de la façon dont elle avait gardé sa neutralité pendant le conflit, était tel que les deux camps examinèrent sérieusement la proposition de réunir les deux grandes armées sous le commandement de Grant et de Lee et de lui déclarer la guerre.

Notre complaisance en nous-mêmes a été quelque peu troublée par le cours des événements. Notre foi dans la sécurité de notre isolement est moins aveugle que par le passé. Nous voyons plus clairement que notre existence nationale ne peut être soutenue, que notre sûreté en tant que peuple ne peut être garantie que par nos propres efforts. Nous avons vécu dans la croyance que, sous ce

(1) Extrait du discours prononcé le 9 décembre 1915 au Boston City Club, par M. Myron T. Herrick, ancien ambassadeur à Paris.

[illegible] une situation à part parmi les [illegible] mal gré, nous [illegible] comme les autres nations, les États-Unis doivent se tenir prêts à parer à toutes les éventualités qui, d'un moment à l'autre, peuvent [illegible] en danger leur bien-être. Nous nous trouvons à notre aise comme nous sommes ; nous n'aimons pas les ennuis ; nous redoutons [illegible] ; mais quels que soient nos désirs, quelque répugnance que nous puissions avoir à faire un pas décisif, la nécessité de nous plier à un nouvel ordre de choses ne s'impose pas moins à nous et nous force à sortir des chemins que nous avons fréquentés jusqu'ici, pour en suivre de nouveaux qui ne tarderont pas à nous devenir familiers et d'après lesquels nous devrons dresser notre routier pour régler désormais notre conduite.

[illegible] roles, il est une assurance qui domine tous les débats, c'est que l'amour du pays, le dévouement au drapeau ne sont pas morts dans le cœur des Américains. Nous assistons à un réveil du patriotisme tel que nous n'en avions plus vu depuis cent ans. C'est une constatation bien consolante que cet amour idéal pour le pays, que nous ont inspiré nos pères, [illegible] n'en reste pas moins en nous, caché à fleur de peau ; tout endormi qu'il est, il palpite et se lève au premier appel. Pendant de longues années nous avons vécu absorbés par le souci de notre prospérité matérielle, à l'exclusion de tout autre intérêt essentiel au bien du pays, mais au fond l'Amérique est passionnée d'idéal. Elle fournit l'exemple, peut-être unique dans l'histoire, d'une nationalité fondée dans des vues qui planent bien au-dessus des intérêts matériels et cela par des hommes qui s'étaient expatriés pour pouvoir satisfaire leur besoin de justice et de liberté.

Mais l'idéalisme seul ne suffit pas à l'homme. Nous sommes un peuple pratique habitué à allier le sentiment à l'action et à l'organisation. Cette guerre a démontré l'avantage qu'il y a à être [illegible] non pas des semaines ou des mois à l'avance, mais des années. Elle a apporté de nouveaux enseignements à nos généraux et à nos marins ; même le [illegible] se rend compte que notre vieille organisation, comme puissance militaire, est aujourd'hui insuffisante. Pour porter les ressources nécessaires à notre défense au degré de puissance qu'elles doivent avoir pour nous mettre à l'abri d'une agression, il faudra de longues années d'efforts. Il faudra faire appel à l'esprit de sacrifice, à la coopération de toutes les classes de citoyens, pour réaliser le programme, quel qu'il soit, qui sera tracé. Peut-être exigera-t-il plusieurs mois et même plusieurs années de service de la part de tout homme parvenu à l'âge de maturité. Mes observations personnelles en Europe m'ont impérieusement conduit à admettre le grand avantage, bien mieux, la nécessité d'un système de service militaire universel tel qu'il fonctionne en France, en Suisse et dans d'autres pays, sous la réserve de l'adapter aux conditions particulières de notre pays et de notre organisation politique, mais en l'appliquant impartialement néanmoins à toutes les classes de citoyens. C'est dans une organisation de cette nature que repose la meilleure préparation pour l'heure où la paix est en danger, et nous devrons introduire chez nous le service militaire obligatoire sous une forme quelconque. Les avantages d'une mobilisation rapide, de nombreuses réserves se levant au premier appel recommandent ce système comme le meilleur boulevard de la paix et la plus sûre sauvegarde de l'honneur national.

Nous devons améliorer sans retard notre situation au point de vue de notre défense. Il faut qu'on fasse le nécessaire avant que la guerre finisse, dans la crainte que l'intérêt qu'elle a suscité ne s'évanouisse avec elle ; car nous sommes portés à oublier, en temps de paix, ce dont nous nous apercevons aujourd'hui avec tant de désagrément, à savoir que nous sommes constamment sous la menace d'une guerre soudaine. Plus la guere est épouvantable et odieuse à nos yeux, plus nous devons nous préoccuper des moyens pratiques de la prévenir.

Notre influence et notre situation dans le monde après la guerre dépendront beaucoup de la ligne de conduite que nous tiendrons pendant les deux ou trois premières années ; nous avons grandement le pouvoir et les moyens de diriger la marche future de la civilisation : nous y parviendrons si nous portons bien haut l'idéalisme de nos pères qui mettaient la liberté et la justice au-dessus de toute autre considération. Le peuple américain a le cœur droit. Nous sommes prêts à subordonner toute préoccupation matérielle à la grosse responsabilité qui se dresse aujourd'hui devant nous.

Pour faire face aux crises qui éclatent par moments dans les affaires internationales et dont ces temps troublés sont si fertiles, nous nous inspirerons de l'exemple de la France. La dignité et le calme avec lesquels la France s'est levée pour prendre part à cette guerre a fait l'admiration du monde entier, de ses adversaires comme de ses alliés. C'est que les dispositions dans lesquelles se trouve aujourd'hui ce pays, sont bien différentes de celles qui l'animaient au moment de la guerre

franco-prussienne de 1870 ; alors l'exaltation et les chants guerriers faisaient les frais, chaque jour, des manifestations les plus tapageuses.

Tout autre a été son attitude cette fois-ci.

Au reçu de la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, le 27 juillet 1914, il y eut un moment d'émoi manifeste dans les rues de Paris, car on avait compris la gravité du présage. Mais quand, quelques jours après, vint la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Allemagne, le silence se fit aussitôt en France. La mobilisation commença : l'ordre en parvint rapidement dans les derniers recoins du pays ; toute la jeunesse mobilisable se mit en route. Comme les eaux coulent le long des flancs des montagnes, au moment de la fonte des neiges, se rassemblent dans les vallons et grossissent les torrents, ainsi les troupes gagnèrent leurs divers points de concentration et se dirigèrent en bataillons serrés les unes vers l'Est, les autres vers le Nord.

Jour par jour, à mesure que les régiments traversaient Paris, je voyais les soldats défiler sous les fenêtres de l'Ambassade. J'admirais leur contenance et leur allure! Pendant tous ces premiers mois de la guerre, je n'ai vu que deux ou trois fois les troupes marcher au son de la musique militaire ; c'était toujours le tambour qui leur marquait le pas. Le regard des hommes était grave et résolu ; pas un mot, pas un sourire. Une fois pourtant, dis-je, je vis défiler un régiment au son du « [illegible] » que jouait la musique militaire. Une autre fois, et c'était précisément le jour où l'artillerie des Allemands ébranlait les échos du voisinage et leur innombrable armée était venue faire halte à quelques milles de Paris, pour décamper le lendemain, une troupe française traversait la ville, se rendant sur le champ de bataille ; les soldats, la tête haute, le regard étincelant, marchaient aux accents entraînants de la Marseillaise.

Le troupier français, avec son pantalon à sac, sa capote à longue queue, fait quelque peu contraste avec son adversaire tout de neuf habillé chez le bon faiseur ; mais c'est un caractère. Il se bat, il peine sans se plaindre, en rase campagne comme dans la tranchée. A l'hôpital il endure la souffrance avec patience et s'il se plaint, ce n'est que contre la lenteur de sa guérison qui l'empêche de retourner au front. Il a tout laissé de côté pour ne penser qu'à la victoire. Après la bataille de la Marne, la France a assisté à ce que les Français se sont plu à appeler « la naissance d'un nouveau peuple ». Ce grand événement a marqué une phase à part dans la lutte que soutient le pays. La transfiguration qu'il a opérée éclate non seulement dans le regard du soldat, sur le champ de bataille, mais même sur la physionomie des femmes et des vieillards. C'est ce que nous avons nous-mêmes appelé jadis : « l'esprit de [illegible] ».

De cette transformation de notre ancienne Alliée, nous pouvons nous inspirer pour l'œuvre qui est là devant nous et qui attend nos soins. Puissions-nous voir aux Etats-Unis un renouveau de « l'esprit de l'an 76 » ! Il nous fera placer au-dessus des intérêts matériels, au-dessus des partis politiques, les aspirations idéales dont se sont inspirés les fondateurs de notre nation. Puisse la cause de la liberté et de la justice, à la lumière des enseignements de cette guerre, recevoir chez nous une nouvelle consécration !

MYRON T. HERRICK,
ancien ambassadeur à Paris.

LA GUERRE
ET LA QUESTION DES SALAIRES (1)

Rappelez-vous les journées tragiques que nous avons vécues au début du mois d'août 1914.

La mobilisation vient d'enlever brusquement à l'agriculture, au commerce et à l'industrie plusieurs millions d'hommes, les plus jeunes, les plus robustes, les plus actifs. Les transports civils sont arrêtés. Les matières premières cessent d'arriver aux usines et celles-ci ne peuvent expédier leurs produits. Le moratorium des effets de commerce a frappé de mort le crédit ; on ne fait [illegible] l'opérations qu'au comptant et le moratorium des dépôts dans les banques prive précisément les industriels, les commerçants, les particuliers de leurs disponibilités. Les industriels ne reçoivent plus de commandes nouvelles et ils hésitent à achever les commandes en cours de peur de ne pas être payés.

Il y eut alors un mouvement de découragement, de prostration. Plus de la moitié des établissements industriels et commerciaux fermèrent ; ceux qui restèrent ouverts ne fonctionnèrent, pour la plupart, qu'avec un personnel réduit et pendant un nombre d'heures également réduit. Quelques-uns même tournèrent à vide, employant leur personnel à des travaux n'ayant pas de caractère lucratif, pour leur donner l'occasion de gagner quelque chose.

Quel fut l'effet sur la situation des salariés de

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'Hygiène sociale.

cette perturbation profonde de l'activité économique ?

On peut évaluer le nombre des salariés hommes et femmes à environ 11 millions. Je laisse de côté les 3.300.000 personnes occupées dans l'agriculture au sujet desquelles je possède trop peu de renseignements pour pouvoir en parler. Restent 7.700.000 salariés, sur lesquels on compte 5 millions d'ouvriers d'industrie, 1 million d'employés de commerce, 800.000 fonctionnaires et employés des services publics et 900.000 domestiques.

De toutes ces catégories, celle des fonctionnaires et des employés des services publics fut certainement à ce moment la plus favorisée : on sait, en effet, que l'Etat a maintenu intégralement les appointements de ses employés et que cet exemple a été suivi par la plupart des administrations départementales et communales, par les compagnies de chemins de fer et de tramways et autres entreprises de services publics, par les grandes banques, les grandes compagnies d'assurances Bien plus, l'Etat a continué à servir leur traitement à ceux de ses employés mobilisés et cet exemple a également été suivi par la plupart des entreprises dont nous venons de parler.

La situation des autres salariés fut loin d'être aussi favorable, mais elle varia beaucoup suivant les catégories professionnelles. Dans l'industrie, la fermeture de plus de la moitié des établissements eut pour effet de priver du jour au lendemain de toute rémunération plus de 2 millions de travailleurs ; quant aux 3 millions de salariés qui restaient occupés dans les établissements maintenus ouverts, il s'en fallait de beaucoup qu'ils conservassent intégralement leur salaire. Celui-ci fut réduit de deux façons.

D'abord, par la diminution des heures de travail : les ouvriers d'industrie étant généralement payés soit à l'heure, soit d'après la quantité de travail fournie, il s'ensuit que leur rémunération est à peu près proportionnelle au temps pendant lequel ils sont occupés : de là, une première cause de réduction.

Dautre part, il est arrivé, dans certains cas, qu'à cette première diminution s'en ajouta une seconde provenant du fait que le tarif, c'est-à-dire le taux de l'heure ou le taux des pièces, d'après lequel est calculé le salaire journalier, fut l'objet d'une réduction. Toutefois, d'après les renseignements recueillis par les inspecteurs du travail, il semble que dans la très grande majorité des cas les tarifs antérieurs à la guerre furent maintenus dans l'industrie. Dans l'industrie, en effet, les tarifs ont une certaine stabilité pour chaque profession : ils sont quelquefois fixés dans des conventions passées entre patrons et ouvriers. Même lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet de contrats collectifs formels, ils constituent des sortes de coutumes passées en force de loi et que patrons et ouvriers ont si bien l'habitude d'observer qu'il s'élève rarement de discussion à ce sujet au moment de l'embauchage. C'est à ce caractère coutumier des tarifs qu'est dû le maintien presque général de ces tarifs au milieu même de la perturbation causée par la mobilisation et la déclaration de guerre. C'est ainsi que dans l'industrie du ruban qui occupe dans la Loire et la Haute-Loire 3.500 métiers en usine et 14.260 métiers à domicile, le tarif établi en 1912 par le comité intersyndical ouvrier des syndicats du tissage de la Loire et de la Haute-Loire a été respecté sans défaillance malgré la diminution considérable des commandes et le grand nombre des métiers en chômage.

Sans doute, il y eut des exceptions. Elles furent rares dans les métiers exercés par les hommes : c'est un fait connu que les hommes offrent aux réductions de salaires une résistance plus grande que les femmes ; ils sont plus généralement groupés en syndicats, et, même lorsqu'ils ne sont pas syndiqués, ils ont davantage l'habitude de se concerter pour la défense de leurs intérêts professionnels. Les diminutions furent également rares dans les industries où hommes et femmes travaillent de concert.

C'est dans les industries purement féminines que se rencontrèrent les cas les plus fréquents de réduction de tarif. On peut dire que dans presque toutes les maisons de couture la guerre amena la réduction des salaires journaliers des ouvrières. Une enquête du service de l'inspection, qui a porté sur les grandes maisons de couture de Paris, a établi que 85 p. 100 de ces maisons avaient réduit le salaire journalier de leurs ouvrières au moment de la guerre; cette réduction variait de 25 0/0 à 50 p. 100 ; la chambre syndicale patronale prit même une décision fixant la réduction, d'une manière générale, à 50 p. 100 du salaire.

Dans le commerce, la situation fut loin dans l'ensemble d'être aussi favorable que dans l'industrie : il n'existe pas, en effet, d'une manière générale, dans cette catégorie professionnelle, de tarifs comparables aux tarifs des ouvriers d'usine ou d'atelier. Alors que dans des établissements industriels de la même profession les ouvriers de la même catégorie sont généralement payés à un taux uniforme, dans les magasins il n'est pas rare que les employés d'un même établissement, appartenant à la même catégorie, reçoivent des salaires variant suivant chaque individu. D'autre part, le syndicalisme est beaucoup moins développé chez

les employés de commerce que chez les ouvriers ; il en est de même de l'esprit de résistance, ainsi que l'indique le petit nombre de grèves et de conflits qui se produisent dans cette corporation. Aussi les réductions de salaire furent, pour ainsi dire, la règle chez les employés de commerce. Ces réductions varièrent de 20 à 50 p. 100. Pour apprécier équitablement ces réductions il ne faut pas toutefois oublier que, sauf dans le commerce d'alimentation, les recettes des magasins baissèrent considérablement au début de la guerre et que les employés conservés restaient inactifs la plus grande partie de la journée. Cette diminution des ventes eut, en outre, cette conséquence que les employés de commerce payés à la fois au moyen d'un traitement fixe et d'une guelte, c'est-à-dire d'un tant pour cent sur les affaires, subirent une double réduction : d'abord sur leur traitement fixe et ensuite sur leurs guelles.

Quant aux 900.000 domestiques, leur rémunération subit également une grosse diminution qui ne rencontra pas de résistance pour les mêmes raisons : absence de tarifs généraux et absence de groupement professionnel. La diminution subie par cette catégorie s'explique par la situation gênée dans laquelle se trouvaient la plupart des particuliers au moment de la guerre, mais elle ne se justifie pas par une diminution de travail : au contraire, dans beaucoup de maisons, on ne remplaça pas les domestiques hommes enlevés par la mobilisation, on réduisit le nombre des domestiques femmes et le travail de celles de ces dernières qui restèrent s'en trouva accru. Les réductions de salaires furent quelquefois abusives : elles atteignirent 40 à 50 p. 100 ; certains maîtres se contentèrent même, au début, de loger, de nourrir et d'entretenir leurs domestiques. On cite même des maîtres qui, pour éviter de donner des gages, firent inscrire les domestiques qu'ils conservaient à leur service, au fonds de chômage de leur arrondissement.

*
* *

Dès le mois d'octobre 1914, la situation commença à s'éclaircir. Comme l'a rappelé M. Arthur Fontaine dans une précédente conférence, la proportion des établissements industriels et commerciaux ouverts se releva successivement à 57 p. 100 en octobre, 65 p. 100 en janvier, 72 p. 100 en avril, 77 p. 100 en juillet. En octobre 1915, 80 p. 100 des établissements étaient en activité.

Quant au personnel occupé dans ces établissements, il suivait une progression encore plus accentuée : alors qu'en août 1914 les établissements n'occupaient que 34 p. 100 de leur effectif normal, cette proportion se releva à 44 p. 100 en octobre 1914, 57 p. 100 en janvier, 63 p. 100 en avril, 69 p. 100 en juillet. En octobre dernier, cette proportion s'élevait à 74 p. 100. Etant donné que les mobilisés représentent, dans l'ensemble des établissements industriels et commerciaux, 24 p. 100 de l'effectif de ces derniers, il s'ensuit qu'abstraction faite des mobilisés, le personnel des établissements n'était inférieur en octobre 1915 que de 2 p. 100 au personnel du temps de paix.

L'activité économique tend donc à se rapprocher de la normale ; elle peut même être considérée comme à peu près aussi normale qu'elle peut l'être en raison des circonstances actuelles.

Quelle est l'influence exercée par cette reprise du travail sur la situation des salariés dont nous venons de nous occuper ? Leur rémunération s'est-elle rapprochée de la normale dans la même proportion ?

En ce qui concerne les domestiques, il est loin d'en être ainsi. Il est vrai que la condition des particuliers qui tirent leurs ressources de revenus d'immeubles ou de valeurs mobilières ne s'est pas sensiblement améliorée depuis le début de la guerre. Il n'en reste pas moins que, d'après une enquête de la Préfecture de police du mois de septembre dernier, le taux moyen des salaires des domestiques était encore inférieur de 30 à 40 p. 100 à la normale ; certains patrons continuent même à demander aux bureaux de placement des domestiques se contentant d'être nourris et entretenus ; enfin les offres d'emploi excluent très généralement les domestiques ayant dépassé la quarantaine, en raison de leurs prétentions à un salaire élevé.

Dans le commerce, la situation des employés s'est améliorée. D'une enquête faite dans les grands magasins de Paris, il résulte que dans 90 p. 100 de ces magasins le *salaire fixe* des petits employés tout au moins, est revenu au taux normal ; par contre, les employés supérieurs continuent à subir une certaine réduction sur leurs appointements. Quant à la guelte, c'est-à-dire au pourcentage sur les ventes, elle est naturellement en fonction de celles-ci et varie suivant les rayons : il en est — comme ceux des lainages pour soldats, par exemple — où la guelte atteint et même dépasse le taux du temps de paix ; par contre, d'autres rayons ne donnent presque rien. Aussi certains magasins, pour compenser l'insuffisance de la guelte, ont-ils pris l'initiative d'augmenter le salaire fixe de certains de leurs employés. Des constatations analogues ont été faites également en province. Toutefois, dans certaines grandes villes du nord et de la Normandie dans lesquelles

la présence de nombreuses troupes, notamment de troupes anglaises, a créé un mouvement d'affaires exceptionnel, la rémunération des employés des magasins de petite et de moyenne importance paraît être revenue au taux normal et même quelquefois l'a dépassé : par contre, les grands établissements de vente au détail maintiendraient encore aujourd'hui, tout au moins en partie, la réduction opérée au début de la guerre.

Ces constatations confirment ce que nous avons indiqué plus haut au sujet de la moindre résistance des domestiques et des employés de commerce : de même que cette moindre résistance permit d'opérer dans ces deux catégories des réductions supérieures à celles que subirent les ouvriers d'industrie, de même elle s'est opposée ou tout au moins a retardé le retour au salaire normal pour ces deux catégories.

Pour les ouvriers d'industrie il paraît nécessaire de faire une distinction entre les hommes et les femmes.

En dehors des considérations que nous avons développées plus haut touchant l'infériorité des femmes en ce qui concerne l'esprit d'association et de résistance, il y a entre la situation des uns et des autres cette différence considérable que la mobilisation a raréfié le nombre des hommes, tandis que celui des ouvrières est resté sensiblement le même et s'est même accru du fait que beaucoup de femmes qui ne travaillaient pas et subvenaient à l'entretien de leur ménage grâce au salaire ou au traitement du mari, se sont trouvées, par le départ de celui-ci, privées de toute ressource. Il est vrai qu'elles ont pu faire appel à l'allocation de l'Etat, mais cette allocation n'a pas toujours suffi à combler le déficit creusé dans le budget familial.

En ce qui concerne les hommes, dans l'ensemble de l'industrie et sauf certaines catégories professionnelles dans lesquelles l'activité est restée médiocre, on peut dire que leur salaire est revenu au taux normal et même dans certains cas, l'a dépassé.

Ce relèvement des salaires s'est opéré de trois façons.

Tout d'abord, dans les établissements où la baisse du salaire avait eu uniquement pour cause la diminution du temps de travail, le relèvement s'est produit, tout naturellement et d'une façon automatique, par l'augmentation des heures de travail. Dans les industries dont l'activité est actuellement supérieure à celle du temps de paix, il est arrivé que le salaire journalier a même dépassé le taux normal, tout simplement par suite des heures supplémentaires qui ont été demandées aux ouvriers, et qui ont accru leur rémunération. Cet accroissement est même plus que proportionnel à l'augmentation des heures de travail dans les professions où il est de coutume de rétribuer à un taux supérieur, de gratifier, comme on dit, les heures supplémentaires ou les heures de nuit.

Une seconde cause de relèvement a été l'augmentation des tarifs horaires ou aux pièces, soit que ces tarifs — qui avaient été réduits au début de la guerre — aient été rétablis aux taux normaux, soit même que ces taux normaux aient été augmentés. Cette augmentation des tarifs de paix s'est produite notamment dans les industries dont les circonstances actuelles ont eu pour effet de surexciter l'activité. Parmi ces industries, on peut citer certaines fabriques de denrées alimentaires (sucreries, distilleries, etc.), les entreprises de transports et de manutention et, d'une manière générale, celles qui travaillent pour la défense nationale.

Toutefois, même dans ces industries, les simples manœuvres, ceux dont le travail ne nécessite ni apprentissage, ni aptitudes physiques spéciales, et qui sont employés à l'heure ou à la journée, ne paraissent pas avoir bénéficié d'augmentations de tarif ou tout au moins n'en ont bénéficié que dans une faible mesure.

Ces augmentations paraissent avoir été limitées: 1° aux ouvriers spécialistes ; 2° aux ouvriers dont l'emploi exige une force physique exceptionnelle, tels que ceux qui sont occupés au chargement ou déchargement de bateaux ou de wagons, ou à la manutention de fardeaux pesants.

Les raisons de ces augmentations sont faciles à comprendre ; le nombre des ouvriers spécialistes, en raison du long apprentissage nécessaire pour les former, est limité. La mobilisation en a encore réduit l'effectif, et lorsque l'industrie dans laquelle ils sont employés a retrouvé son fonctionnement normal, ou même est devenue plus active, le nombre de ces ouvriers est devenu tout à fait insuffisant, et ceux qui restèrent ont été très recherchés. Il en est de même pour les ouvriers qui sont employés aux travaux de force ; la mobilisation n'ayant laissé dans la vie civile, en principe, que les individus d'une aptitude physique médiocre, les ouvriers robustes sont actuellement rares.

Enfin, une troisième cause d'augmentation des salaires a été la substitution, dans un certain nombre de cas, du travail aux pièces au travail à l'heure ou à la journée. Les industriels ont été amenés à cette substitution par la nécessité d'augmenter leur production pour répondre aux commandes de plus en plus considérables, et de plus en plus urgentes, de l'administration de la guerre,

et par l'impossibilité de réaliser cette augmentation de production par une augmentation correspondante de leur personnel ouvrier.

Les rapports des inspecteurs du travail donnent des exemples caractéristiques des augmentations de salaires résultant de l'une ou l'autre des trois causes ci-dessus, ou de la combinaison de plusieurs de ces causes.

C'est ainsi que par suite des heures supplémentaires, les salaires, dans beaucoup de filatures et tissages du Nord et de la Normandie, ont été augmentés de 10 à 20 p. 100. Les tullistes et brodeurs de la fabrique de Calais, qui sont des ouvriers spécialistes, par suite de la réduction de leur nombre au dixième de l'effectif normal, ont vu leur salaire passer de 50, 60 francs par semaine à 70, 80 francs et même au-delà ; cependant les affaires sont loin d'être revenues au chiffre normal dans cette industrie. Dans les fabriques de sucre de la Brie, les prix de la main-d'œuvre se sont élevés de 25 p. 100. Dans les imprimeries de journaux du Pas-de-Calais, les hommes spécialistes gagnent de 5 à 10 p. 100 de plus que le tarif normal. Dans la région de Calais, la construction de nombreux baraquements pour l'armée anglaise a amené une hausse extraordinaire des salaires des ouvriers du bois : de simples manœuvres, payés normalement 0 fr. 30 et 0 fr. 35 l'heure, sont actuellement payés 0 fr. 50 et 0 fr. 60 : quant aux manœuvriers maçons ou charpentiers, leur salaire horaire est passé de 0 fr. 40, 0 fr. 50, 0 fr. 60 à 0 fr. 70, 0 fr. 80 et 1 franc.

Les ouvriers des ports, les dockers, ont bénéficié presque partout d'augmentations considérables. Voici un exemple : aux docks de Saint-Ouen, une équipe d'ouvriers employés au déchargement d'agglomérés d'anthracite ont obtenu d'août à novembre 1915, un salaire journalier moyen de 17 fr. 05 : une moyenne de 31 francs a même été relevée pour un ouvrier ; ce sont, il est vrai, des ouvriers de choix. Par rapport aux salaires du temps de paix, ces chiffres représentent une augmentation de 30 à 50 p. 100 : elle a été imposée par les ouvriers. Quant aux ouvriers manœuvres de la même entreprise, l'augmentation qui leur a été consentie spontanément par l'employeur n'a été pour eux que de 15 p. 100.

Les augmentations résultant de la substitution du travail à la tâche ou aux pièces, au travail à l'heure ou à la journée sont plus remarquables encore, en ce sens qu'elles sont plus générales, qu'elles ne s'appliquent pas seulement à des ouvriers de métier, mais même à de simples manœuvres sans aptitudes spéciales.

Voici, par exemple, quelques chiffres relevés dans la région de Calais. Des tourneurs payés à l'heure, en temps de paix, de 0 fr. 45 à 0 fr. 60 gagnent actuellement 0 fr. 50 à 0 fr. 60 à l'heure et, aux pièces, de 9 à 12 francs et au-dessus pour 12 heures de travail. Des ajusteurs mécaniciens non spécialistes, dont le salaire à l'heure est resté fixé de 0 fr. 50 à 0 fr. 55, gagnent aux pièces de 8 à 9 francs. De simples manœuvres dont le salaire est resté fixé à 0 fr. 40 l'heure, gagnent 5 et 6 fr. aux pièces.

A Nancy, le contrôleur de la main-d'œuvre obtient que de jeunes ouvriers tourneurs soient payés aux pièces. Résultat : leur salaire journalier s'est relevé de 4 fr. 50 à 6 francs.

Dans la région de Bordeaux, des ouvriers tourneurs qui effectuent sur le tour l'ogivage et le cylindrage de l'obus, gagnaient une moyenne de 7 francs pour 10 heures 1/2 de travail ; leur production journalière moyenne était de 70 obus. Ils ont été mis aux pièces à 0 fr. 10 l'obus, de façon à leur permettre de réaliser le même salaire journalier ; immédiatement, leur production a augmenté et elle s'est accentuée progressivement : actuellement ces ouvriers produisent 150 obus ; certains jours, ils ont même atteint 170. Leur salaire moyen est passé de 7 à 15 francs.

Ceci est évidemment un cas exceptionnel. Des constatations moins frappantes mais analogues ont été faites dans d'autres usines de la même région : on estime que dans ces établissements les salaires et le rendement des ouvriers ont augmenté en moyenne de 40 à 100 p. 100 par suite du changement de mode de rémunération. Il arrive même que des ouvriers spécialistes exécutant des travaux délicats à la journée sont payés moins que des tourneurs improvisés travaillant aux pièces.

Au travail aux pièces ou à la tâche pur et simple, doivent être rattachés les autres modes de rémunération qui font intervenir à la fois le temps de travail et la quantité ou la qualité de la production de l'ouvrier ou de l'équipe : salaire au temps avec prime à la production ou prime d'économie, participation aux bénéfices, etc. Dans une usine de la région de Bordeaux, le salaire de base fixé à 0 fr. 55 l'heure est augmenté d'un boni individuel basé sur la production de chaque ouvrier oscillant entre 30 et 80 p. 100 du salaire de base ; quant aux ouvriers qui ne concourent pas à la production (électriciens, ouvriers d'entretien, outilleurs, vérificateurs) ils sont intéressés à la production générale pour une prime boni basée sur l'ensemble de la production et

égale aux trois quarts de boni moyen réalisé par les ouvriers travaillant directement aux fabrications.

A une époque où il y va de l'intérêt suprême du pays d'intensifier le plus possible la productivité des usines de guerre, où la main-d'œuvre disponible se raréfie de jour en jour, l'introduction et la généralisation de ces modes de rémunération qui, tout en augmentant le salaire, contribuent à accroître le rendement des ouvriers actuellement au travail, ne sauraient être trop recommandées.

En ce qui concerne les usines de guerre, une question délicate s'est posée : celle de la rémunération des militaires affectés à ces usines. Il y a eu, tout au moins au début, une tendance chez les industriels à payer ces ouvriers moins cher que les civils effectuant le même travail ; encore aujourd'hui des différences sont quelquefois constatées entre les tarifs appliqués aux uns et aux autres. Le phénomène n'a rien de surprenant, c'est l'application normale des lois qui régissent les salaires : en raison de leur situation spéciale les ouvriers détachés dans les usines ne sont pas, en effet, en mesure de discuter leurs conditions de travail comme le feraient des civils dégagés de toute obligation militaire ; ceux-ci, s'ils ne sont pas satisfaits des conditions qui leur sont faites, peuvent aller s'embaucher ailleurs ; les ouvriers en sursis d'appel affectés à une usine sont tenus d'y rester et ne peuvent changer d'employeur.

La question s'est même posée de savoir si les ouvriers en sursis d'appel devaient recevoir une rémunération en dehors des indemnités auxquelles ils ont droit comme militaires. La question a été résolue par l'article 6 de la loi Dalbiez qui porte que le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat est applicable de plein droit à ces ouvriers. Il résulte de ce texte que ceux-ci doivent recevoir le salaire normal et courant de leur profession dans la localité où ils sont employés. Cette solution se justifie par plusieurs raisons. Lorsque l'autorité militaire passe un marché avec un chef d'établissement, elle ne fait pas de différence suivant que celui-ci est ou non en sursis d'appel ; il serait illogique d'agir autrement avec les ouvriers. D'autre part, au moment où le marché est passé, on ne sait pas toujours le nombre d'ouvriers en sursis d'appel qu'emploiera l'industriel, et même si on connaissait ce nombre, il serait difficile d'apprécier dans quelle mesure il peut influer sur le prix du marché. Enfin, et c'est la meilleure raison, on peut se demander si, dans l'intérêt même du rendement, il n'est pas avantageux de placer l'ouvrier en sursis d'appel dans des conditions normales d'emploi et de rémunération.

En fait la plupart des industriels qui ont essayé de payer des salaires différents aux civils et aux mobilisés employés dans le même atelier ont été peu à peu amenés à y renoncer. Il y a plus. Le cas s'est présenté où des militaires restant mobilisés ont été mis à la disposition des industriels qui étaient seulement tenus de donner aux ouvriers une indemnité représentative de leur nourriture et de leur entretien. Or ces industriels ont trouvé avantageux de verser aux ouvriers, en dehors de cette indemnité, des primes au travail qui avaient pour effet de porter la rémunération de ces soldats au taux normal et courant des ouvriers de leur profession.

Autre exemple : dans le Sud-Ouest, l'autorité militaire fut amenée à interdire à des fabricants de conserves de donner plus de 1 franc de prime de travail aux militaires mis à leur disposition ; ces fabricants protestèrent contre cette limitation qui, en apparence, aurait dû être accueillie favorablement par eux puisqu'elle limitait la rémunération des militaires qu'ils employaient ; en réalité, ils trouvaient intérêt à obtenir de ces militaires un rendement normal en échange d'une rémunération normale.

D'ailleurs, il ne faut pas s'exagérer les avantages pécuniaires que peuvent retirer les ouvriers détachés dans les usines. On parle couramment d'ouvriers en sursis d'appel qui gagnent de 18 à 20 francs par jour : il est, en effet, certains d'entre eux, des spécialistes d'une habileté consommée, qui sont payés dans la région parisienne de 1 fr. 50 à 1 fr. 75 et même 2 francs de l'heure ; il est de bons tourneurs qui, aux pièces peuvent arriver à gagner 1 fr. 20, 1 fr. 40. Mais le pourcentage de ces favorisés est peu élevé ; la grande majorité des salaires des ouvriers en sursis d'appel, d'après les bordereaux fournis par les industriels, oscille, dans la région parisienne, entre 55 centimes et 90 centimes l'heure.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que ces ouvriers sont soumis à un travail intensif ; que leur journée atteint généralement 12 heures ; qu'ils travaillent souvent de nuit ; que leurs journées de repos sont rares. Beaucoup d'entre eux sont, en outre, occupés loin de leur domicile habituel ; ils ont à faire face non seulement à l'entretien de leur famille restée à leur domicile et à laquelle on retire en principe l'allocation militaire, mais aussi à leur entretien dans la localité où ils se trouvent. En raison de l'accroissement considérable de la population dans certaines villes, de la hausse

des loyers et des denrées nécessaires à la vie, il arrive souvent que ces ouvriers bouclent très difficilement leur budget et les industriels ont dû dans certaines régions organiser à leur intention des dortoirs et des cantines.

*
* *

Voyons maintenant les femmes employées dans l'industrie. Il y a lieu, tout d'abord, de distinguer celles qui ont continué à travailler dans des professions féminines et celles qui ont été amenées à exercer des métiers qui étaient considérés jusque-là comme réservés aux hommes. Parmi les premières, il faut même faire une nouvelle distinction, mettre à part les ouvrières à domicile et les ouvrières d'usine ou d'atelier.

Dans les industries particulièrement actives, comme l'alimentation, comme celles qui travaillent pour la défense nationale, le salaire des femmes qui étaient déjà occupées avant la guerre en usine ou en atelier est revenu au taux normal. Mais ce n'est que très rarement que ce taux a été dépassé ; lorsque le cas s'est produit, c'est soit par suite d'heures supplémentaires qui ont augmenté d'autant la journée de l'ouvrière, soit par l'introduction de primes à la production.

Par contre, dans les industries à marche moins active, le salaire est resté souvent au dessous de la normale : c'est ainsi que les fileuses de soie, qui gagnaient avant la guerre 1 fr. 75, n'ont plus guère que 1 fr. 25. Dans les tissages de soieries de la Loire, le salaire mensuel des ouvrières a baissé en moyenne de 80 à 55 francs : dans ce cas particulier, la baisse n'est pas due à une diminution d'activité de l'industrie, mais au fait que l'on ne tisse guère que des articles inférieurs, peu rémunérateurs. Pour la couture, l'enquête faite récemment dans les grandes maisons parisiennes a établi que la moitié de ces maisons étaient revenues en novembre dernier à l'ancien taux de journée ; dans l'autre moitié des maisons, des réductions de 10 à 25 p. 100 sont encore constatées. Même dans celles qui ont rétabli le taux normal de la journée pour les ouvrières, les appointements des employées restent encore, en général, inférieurs au taux normal. Les mêmes constatations sont faites par les inspecteurs des autres régions : c'est ainsi qu'à Lyon beaucoup d'ouvrières des ateliers de mode, de couture et de lingerie ne recevaient encore, il y a quelques semaines, que la moitié de leur salaire habituel ; sur l'intervention de l'inspection du travail, le salaire a été relevé, mais il n'atteint encore que les deux tiers du taux normal; il est vrai que ces ouvrières font rarement leur journée complète.

La situation est un peu meilleure dans les ateliers de confection militaire, où, grâce à l'action combinée de l'intendance et de l'inspection du travail, des relèvements sensibles ont été obtenus dans certaines régions. C'est ainsi que dans la région de Calais, par exemple, le gain hebdomadaire d'une couturière d'habileté moyenne, qui était, avant la guerre, de 13 fr. 50 à 15 francs, est actuellement de 18 à 30 francs et s'élève même à 32 et 36 francs pour les spécialistes.

Quant aux ouvrières à domicile, leur salaire est resté pendant la première année de la guerre au moins aussi bas qu'il l'était en temps de paix, cependant les commandes de l'armée avaient considérablement augmenté considérablement les travaux donnés à domicile, ce qui aurait dû amener un relèvement des salaires. Mais ce facteur a été compensé par plusieurs autres : d'abord l'armée a pris ouvrières travaillant à domicile s'est accru du grand nombre de chômeuses des autres professions qui, ne trouvant plus à s'employer dans leur métier, ont cherché à gagner leur vie en faisant de la couture chez elles : d'autre part, les intermédiaires, dont le nombre était déjà excessif au temps de paix, semblent s'être multipliés depuis la guerre ; enfin, les ouvrières à domicile, plus en temps de guerre qu'en temps de paix, n'ont réussi à s'organiser, à s'unir pour la défense de leurs intérêts professionnels et sont restées sans défense contre l'exploitation dont elles étaient victimes de la part des entrepreneurs et surtout des intermédiaires. Dans la région de Lyon, pendant la première année de la guerre, des salaires horaires de 0 fr. 05, 0 fr. 07, 0 fr. 09, 0 fr. 10 étaient couramment pratiqués dans la confection des chemises et caleçons à domicile ; par contre les ouvrières qui recevaient le travail des œuvres municipales ou des syndicats obtenaient 0 fr. 15, 0 fr. 17, 0 fr. 20.

Dans ces derniers mois, les efforts conjugués de l'intendance et de l'inspection ont amélioré sensiblement la situation des ouvrières à domicile ; actuellement, leur taux de rémunération est généralement supérieur à ce qu'il était en temps de paix. Dans la région de Bordeaux la confection des chemises et caleçons, qui était payée avant la guerre 2 fr. 40 à 3 francs la douzaine, est aujourd'hui payée 3 fr. 60 et même 4 fr. 20 lorsque le travail est effectué pour le compte de l'intendance ; la capote d'infanterie, payée autrefois à l'ouvrière 1 fr. 40, lui rapporte actuellement 3 francs ; alors qu'en temps de paix la journée de l'ouvrière légère à domicile d'habileté moyenne s'était maintenue dans toutes les régions entre 0 fr. 75 et 1 fr. 50, elle varie actuellement de 2 à 3 francs. Sans doute la

il y a encore des exceptions, mais elles tendent à devenir de plus en plus rares.

Le développement des usines de guerre, le nombre limité des hommes mobilisés auxquels elles pouvaient faire appel a amené ces usines à recourir, dans une certaine mesure, à la main d'œuvre féminine et des femmes se sont trouvées amenées à exécuter dans ces usines des travaux qui étaient considérés jusqu'ici comme réservés aux hommes.

A la fin de juillet dernier, le nombre de ces femmes s'élevait à 30.000 dans les établissements de l'industrie privée et à 15.000 dans les établissements de l'Etat ; depuis cette époque, leur nombre n'a fait que s'accroître, et dans des proportions considérables. Ces femmes sont venues des professions les plus diverses : telle usine de la région lyonnaise a embauché 2.000 femmes : sur ce nombre on trouve 400 culottières, 400 femmes de ménage, 200 gilettières, 150 couturières, 150 lingères... et 4 artistes.

Un fait général est constaté partout, c'est que ces femmes gagnent des salaires sensiblement plus élevés que ceux qu'elles gagnaient autrefois. La raison en est bien simple : elles constituent une sélection ; toutes les femmes ne sont pas disposées à travailler dans les usines : il faut, d'autre part, des aptitudes physiques et une grande endurance au travail. Voici quelques exemples de leurs salaires. A Marseille, les femmes employées à la fabrication des obus gagnent au minimum 3 fr. ; avec les primes à la production elles arrivent à 5 francs. Dans la région lyonnaise, embauchées à 0 fr. 30 l'heure, elles arrivent, avec la prime à la production, à 0 fr. 50 et 0 fr. 60 l'heure ; dans certaines usines, plusieurs atteignent 8 et 10 fr. L'hiver dernier, les ouvrières qui gagnaient 3 francs par jour dans les bonneteries de la région stéphanoise en ont gagné de 6 à 9 à la fabrication des crampons à glace destinés à l'armée. A Saint-Chamond, les ouvrières en lacets, qui gagnent 2 fr. 25 pour 11 heures, ont quitté les fabriques de lacets au nombre de plus de 2.000 pour travailler aux usines de pyrotechnie des Ministères de la Marine, où elles gagnent 3 à 4 francs pour 8 heures : leur salaire horaire a plus que doublé. Dans le Gard, les ouvrières de l'industrie locale payées de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 touchent 2 fr. 50 dans les usines qui ont commencé à les utiliser.

Le salaire des femmes employées dans ces conditions est-il égal à celui des hommes qu'elles remplacent ? Les avis sont partagés. Cela dépend, semble-t-il, des cas d'espèce et de travaux auxquels les femmes sont employées. La comparaison n'est pas toujours facile, les besognes exécutées par les femmes n'étant pas exactement semblables à celles que faisaient les hommes qu'elles remplacent. Par exemple, il est nécessaire d'affecter à chaque groupe de femmes travaillant aux machines-outils un ou plusieurs manœuvres chargés de la manutention et des menues réparations. On fait observer, pour les travaux de décolletage, qu'à la différence de l'homme la femme ne règle pas elle-même sa machine et qu'elle n'affûte pas elle-même ses outils. Quelle que soit la valeur de ces arguments, il ne semble pas qu'ils suffisent à justifier pleinement la différence des rémunérations accordées aux hommes et aux femmes qui les remplacent. D'ailleurs, il est certains travaux qui sont effectués dans des conditions identiques par les hommes et les femmes et qui sont, suivant les usines, donnés aux uns ou aux autres, or, on constate que généralement les salaires de base sont différents suivant qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme. En réalité, cette différence trouve sa véritable explication, ou, tout au moins, son explication essentielle, dans les deux faits suivants : d'abord, le fait que les industriels trouvent beaucoup plus facilement des femmes que des hommes et, en second lieu, le préjugé très vivace, chez les patrons comme chez les ouvriers, qui veut que la femme ne doit pas gagner autant que l'homme.

*
* *

De tous les faits qui précèdent il résulte qu'un grand nombre de relèvements de salaires se sont produits au cours de la guerre. Ces relèvements ont été provoqués par les mêmes causes qui président en temps de paix aux variations du taux des salaires.

La hausse du coût de la vie a provoqué chez les ouvriers une tendance à réclamer des augmentations correspondantes de leur salaire journalier. Dans chaque catégorie professionnelle cette tendance a abouti ou n'a pas abouti, suivant la force de résistance respective des deux parties en présence : employeurs et employés. Cette force de résistance, du côté des ouvriers, est en fonction de leur cohésion, de leur organisation professionnelle : du côté des employeurs, comme l'a établi M. Simiand, dans sa remarquable étude sur le salaire des ouvriers des mines de charbon, elle est plus grande lorsque les prix de vente des produits sont en hausse que lorsqu'ils sont en baisse. C'est ce qui explique que dans les industries travaillant pour la guerre, qui ont réalisé et réalisent encore de gros bénéfices, des augmentations de salaires ont pu être facilement accordées, qu'elles ont été plus souvent accordées aux hommes, qui sont

mieux organisés, qu'aux femmes, et, pour la même raison, plus facilement aux ouvriers qu'aux employés de commerce ou aux domestiques.

Toutefois, deux phénomènes nouveaux sont à constater : d'abord le petit nombre de cas où l'antagonisme entre employeurs et employés a abouti à un conflit ouvert. Depuis le 1er août 1914 jusqu'au 1er décembre 1915, c'est-à-dire en seize mois la Direction du travail n'a eu à enregistrer que 97 grèves intéressant 9.110 grévistes, ce qui peut être considéré comme un nombre infime si l'on se rappelle que pendant les 12 mois de l'année 1913 le nombre des grèves s'est élevé à 1.073, intéressant 220.00 grévistes. Cette raréfaction des grèves s'explique en grande partie par l'absence de la partie la plus jeune et la plus active de la classe ouvrière ; mais elle doit être aussi attribuée en partie au désir très net de la part des patrons et des ouvriers de ne pas recourir, en temps de guerre, aux formes aiguës de conflit auxquelles ils étaient accoutumés en temps de paix. A plusieurs reprises le ministre du Travail a fait appel au patriotisme des uns et des autres pour régler pacifiquement des différends portant précisément sur les salaires et, chaque fois, il a été écouté par les uns et les autres. Il n'est que juste de rendre ici hommage à cette forme de l'union sacrée.

Le second phénomène, c'est l'extension de l'intervention de l'Etat en matière de salaires.

Avant la guerre, l'Etat n'intervenait dans la détermination du montant du taux des salaires que dans un cas bien défini : celui des ouvriers occupés à l'exécution des marchés passés au nom de l'Etat. Aux termes du décret du 10 août 1899 les entrepreneurs doivent s'engager à payer à leurs ouvriers un salaire normal, égal pour chaque profession et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers au taux communément appliqué dans la région ou la ville où le travail est exécuté. Ce salaire normal et courant est déterminé par l'Administration d'après les accords existants entre syndicats patronaux et ouvriers, ou, à défaut de tels accords, d'après l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers de la profession. Au cas où l'entrepreneur ne se conformerait pas à ses engagements, l'Administration indemnise les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur.

En temps de paix, le décret du 10 août 1899 n'avait, en fait, qu'une application limitée ; il ne s'appliquait, en effet, que dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant spécialement en vue de l'exécution du marché. Il ne jouait pas s'il s'agissait de la fourniture de marchandises courantes ; il ne s'appliquait pas davantage quand le travail était donné à domicile. D'autre part, l'administration procédait rarement à la vérification des salaires payés ; elle n'intervenait qu'en cas de plainte de l'ouvrier.

La guerre eut pour conséquence de développer l'intervention de l'Etat. Ce développement résulta tout naturellement en premier lieu de la multiplication des commandes de l'Etat. L'industrie française est encore maintenant alimentée en grande partie par ces commandes.

D'autre part, à tort ou à raison, les commandes de la guerre sont considérées comme très avantageuses pour les industriels auxquels elles sont passées, et l'opinion publique ne peut admettre, comme le rappelait M. Millerand, Ministre de la Guerre, au mois de novembre 1914, que touchant un prix très rémunérateur pour leurs fournitures, les entrepreneurs n'assurent pas aux personnes qu'ils emploient un salaire convenable.

Enfin, l'opinion publique estime que l'Etat ne peut pas se désintéresser en temps de guerre du sort des travailleurs ; elle a le sentiment, comme le rappelait M. le sénateur Herriot à la tribune du Sénat, que « la résistance morale du pays sera d'autant plus sûre et d'autant plus longue que les pouvoirs publics auront mieux assuré pendant le temps de guerre la rémunération du travail ».

C'est pour répondre à ces préoccupations que dès le début de la guerre, MM. Couyba et Bienvenu Martin, ministres du Travail, firent procéder par les inspecteurs du travail à des enquêtes en vue de rechercher si les salaires payés aux ouvriers par les entrepreneurs travaillant pour l'armée ne seraient pas inférieurs à ceux des ouvriers travaillant dans la région : ces enquêtes ne pouvaient avoir, au début de la guerre, qu'un caractère officieux, les inspecteurs n'étant pas encore habilités à cet effet : elles aboutirent néanmoins, dans certains cas, à obtenir des entrepreneurs des relèvements de salaire.

A la demande du ministre de la Guerre, M. Bienvenu Martin, ministre du Travail, par une circulaire du 14 novembre 1914, chargea officiellement les inspecteurs de procéder à des vérifications systématiques de salaires au cours de leurs visites dans les établissements privés de leur circonscription travaillant pour l'armée. Des difficultés se produisirent du fait qu'en raison de l'urgence pour un grand nombre de marchés passés depuis la mobilisation, il n'avait pas été tenu compte du décret du 10 août 1899. Une circulaire de M. Millerand, ministre de la Guerre du 5 juin 1915 appela l'attention des différents services du Ministère sur l'intérêt qu'il y avait à ce que ce décret reçut son

application dans tous les marchés où cela était possible sans nuire à la rapide satisfaction des besoins de la défense nationale. Enfin, une circulaire de M. J. Thierry, sous-secrétaire d'Etat de l'intendance, du 20 juillet 1915 est venue prescrire aux services locaux de l'intendance de prévoir dans tous les nouveaux marchés des conventions de garantie d'un salaire normal à donner aussi bien aux ouvriers et ouvrières à l'atelier qu'aux ouvrières à domicile. Pour l'établissement des bordereaux de salaires, comme pour le contrôle et l'application de ces bordereaux, les circulaires de la guerre que nous venons de citer font appel à la collaboration des inspecteurs du travail.

En exécution de ces instructions, les inspecteurs du travail ont procédé depuis le commencement de la guerre à une vérification des salaires dans près de 2.500 mrachés. Ces vérifications ont porté sur les salaires de 120.000 ouvriers ou ouvrières. Elles ont abouti, pour 10 p. 100 de ces marchés, à des relèvements de salaires quelquefois très considérables. C'est ainsi qu'au début de ces vérifications, il y eut des relèvements de salaires qui atteignirent 40, 50, 60, 80 et même 100 p. 100. Généralement, l'intervention officieuse de l'inspecteur fut suffisante ; quelquefois, celui-ci dut faire appel à l'autorité de l'intendance. Dans les cas les plus graves, les marchés ont été résiliés ou les entrepreneurs exclus des marchés futurs et ils ont été obligés de reverser aux ouvrières les sommes dont elles avaient été frustrées.

Dans les usines travaillant pour l'artillerie et les munitions, l'Etat est également intervenu pour faire assurer aux ouvriers mobilisés affectés à ces usines le salaire normal et courant prévu par l'article 6 de la loi Dalbiez. Ce sont les contrôleurs de la main-d'œuvre qui ont été chargés de veiller à l'exécution de cette disposition. Leur tâche était singulièrement délicate, en raison de la difficulté de déterminer le taux normal et courant du salaire pour chaque catégorie de travaux. Les contrôleurs de la main-d'œuvre se sont acquittés de cette mission en s'efforçant de concilier les intérêts des ouvriers avec la nécessité d'intensifier la production dans la plus large mesure possible. A cet effet, ils se sont efforcés et s'efforcent encore de généraliser les modes de rémunération du travail qui tendent à augmenter le rendement de l'ouvrier.

Enfin, en ce qui concerne les ouvrières à domicile, l'Etat est intervenu sous une forme énergique par la loi du 10 juillet 1915 sur le salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. Elle avait été adoptée par la Chambre des Députés avant la guerre. Le Sénat, sur l'insistance de son rapporteur, M. Jean Morel, tint à la voter d'urgence. M. le Président est plus qualifié que moi pour exposer l'objet et le fonctionnement de cette loi, dont il peut revendiquer pour une large part la paternité et l'honneur. Je me bornerai à rappeler ici que cette loi ne s'applique pas seulement aux ouvrières travaillant pour le compte de l'Etat, mais à toutes les ouvrières à domicile sans exception. Elle prévoit la fixation, par des comités, d'un salaire normal, à la fois au temps et aux pièces. La façon dont ce salaire normal est fixé tend à relever le salaire des ouvrières à domicile aux taux de l'ouvrière en atelier, de même profession et d'habileté moyenne.

M. Bienvenu Martin et son successeur, M. Albert Métin, n'ont rien négligé pour hâter la mise en application de la loi. Déjà de nombreux comités ont été constitués et ont fixé les tarifs minima. Mais leurs décisions, qui sont susceptibles d'appel dans les trois mois, n'ont pas acquis encore force obligatoire ; il n'est donc pas possible d'apprécier les effets de la loi nouvelle. Toutefois, les inspecteurs signalent que, sans attendre que ces décisions aient force de loi, beaucoup d'entrepreneurs s'en sont inspirés et ont relevé en conséquence les tarifs qu'ils appliquaient aux ouvrières à domicile.

Déjà les salaires fixés dans les marchés de l'Intendance pour cette catégorie de travailleurs avaient eu pour effet de relever sensiblement le salaire de celles d'entre elles, et elles sont très nombreuses, qui travaillaient pour le compte de l'Etat. La loi du 10 juillet 1915 aura pour effet de consolider vraisemblablement ce relèvement.

Conclusion.

Telle est, autant que m'ont permis de la retracer les renseignements que j'ai puisés dans les rapports des inspecteurs du travail, l'histoire des salaires pendant la guerre. Permettez-moi, à cette occasion, de rendre hommage à la compétence, à l'activité et au dévouement de ces fonctionnaires qui ne sont pas toujours appréciés comme ils le méritent.

Il ressort de l'exposé que je viens d'avoir l'honneur de faire que les salaires, après avoir baissé au moment de la mobilisation, se sont, depuis, sensiblement relevés, qu'ils tendent de plus en plus à revenir au taux normal, qu'ils l'ont même dépassé pour certaines catégories de travailleurs. Il ne faut pas toutefois oublier que ces augmentations sont compensées, et sont même souvent annulées par la hausse du coût de la vie.

Dans les cas où il y a eu relèvement, ce relèvement persistera-t-il après la guerre ? Il est pé-

rilleux de prévoir l'avenir surtout en matière économique. En tous cas il n'est pas douteux que la crainte des industriels que ces relèvements ne survivent aux causes occasionnelles qui les ont provoqués et qui les justifient, ne soit pour beaucoup dans la résistance opposée par plusieurs d'entre eux à ces relèvements. Il est certain que, sans cette appréhension, les relèvements auraient été beaucoup plus marqués dans nombre d'industries. Le soin que certains employeurs apportent à masquer les augmentations de salaires accordées en ajoutant aux salaires des suppléments qui ne sont pas incorporés aux salaires eux-mêmes, tels que : primes d'assiduité, primes de guerre, primes de cherté de vie etc., est une forme sous laquelle se traduit cette crainte.

En fait, des indices très sérieux permettent de prévoir que les salaires, après la guerre, seront plus élevés qu'il ne l'étaient avant. Un champ immense d'activité va s'offrir à nos industriels ; il ne s'agira pas seulement de réparer les maux de la guerre, de reconstruire et de réoutiller les usines détruites, il lui faudra aussi créer de nouvelles industries, pour lesquelles nous étions jusqu'ici tributaires de l'étranger, reprendre sur les marchés mondiaux la place que nous nous étions laissé enlever. Et pour cet accroissement d'activité, l'industrie française aura à sa disposition un personnel réduit par les pertes cruelles de la guerre. Nul doute qu'il n'en résulte une augmentation de la rémunération ouvrière.

Il est d'ailleurs d'expérience constante, comme l'a dit M. Simiand dans l'étude que j'ai déjà eu l'occasion de citer, qu'une fois que, sous la poussée d'un effort collectif, une augmentation de salaire est obtenue, la notion traditionnelle des nécessités de l'existence s'élève au niveau du salaire acquis et rend fort difficile un mouvement régressif du salaire.

Cette augmentation de salaires, au surplus, est-elle un mal ? L'expérience enseigne que, dans la concurrence internationale, les bas salaires ne sont pas un élément certain de succès et que l'augmentation des salaires doit être plutôt considérée comme un indice assez sûr du développement industriel d'un pays.

Il serait peut-être de la part des employeurs d'une bonne politique d'entrer dans la voie où certains d'entre eux sont déjà entrés, d'accepter franchement la nécessité inéluctable de cette augmentation des salaires en cherchant à compenser la charge qui en résulte par toute une série de mesures tendant à augmenter le rendement de l'outillage et du personnel. De leur côté, si les ouvriers veulent conserver sûrement et accroître même les augmentations de salaires qu'ils ont pu obtenir à la faveur des circonstances actuelles, ils ne doivent pas s'opposer à la mise en application des mesures tendant à augmenter la productivité de l'industrie française ; ils doivent accepter le concours des machines ; ils doivent s'adapter aux méthodes de travail, aux modes de rémunération qui tendent à intensifier le rendement industriel de l'ouvrier.

C'est leur intérêt et c'est aussi leur devoir. Ce faisant, ils continueront à défendre la France dans la guerre pacifique comme ils l'auront défendue au péril de leur vie sur les champs de bataille.

CH. PICQUENARD.

Allocution de M. JEAN MOREL.

Je serai, j'en suis sûr, l'interprète fidèle des sentiments qui animent tout l'auditoire en adressant à M. Picquenard l'expression de nos félicitations ainsi que nos remerciements chaleureux pour la belle et substantielle conférence qu'il vient de nous faire.

Dans un sujet qu'il connaît bien et où il y avait des côtés bien arides, il a su se mouvoir avec une aisance et une facilité remarquables. Il a été écouté dans un silence profond et j'ose dire qu'il ne nous a pas seulement instruits et édifiés, mais qu'il nous a incités, particulièrement par ses conclusions, à méditer et à réfléchir.

J'ai été heureux d'entendre dans sa bouche — et je suis certain que ce sentiment est partagé par tous, — l'affirmation que, malgré l'état troublé des affaires, les salaires, dans un grand nombre de cas, se sont notablement élevés. Il en résulte, par conséquent, même en tenant compte du coût plus cher de l'existence matérielle, qu'il y a eu amélioration sérieuse de la condition normale de certains ouvriers.

Mais lorsque j'entends parler de ces salaires, non pas de ceux qui vont jusqu'à 31 francs, comme on l'a dit, mais de salaires de 8, 10, et 12 francs par jour, il me revient en mémoire les constatations que j'ai faites à la suite de beaucoup d'enquêteurs officiels et privés sur la situation misérable des ouvrières à domicile — sur lesquelles je veux revenir une seconde et dont parlait tout à l'heure M. Picquenard— qui, elles, n'ont jamais connu, au temps de la prospérité la plus grande des industries qu'elles servaient et dont elles étaient les collaboratrices diligentes, n'ont jamais connu, dis-je, des salaires qui se rapprochassent, même à une distance considérable, de ceux qu'on vous citait à l'instant.

Des enquêtes ont été poursuivies, à la fois, sur trois ou quatre professions des plus intéressantes de la région parisienne. On a fait une première enquête sur l'industrie du vêtement, puis une seconde, qui a duré plusieurs années, sur celle de la lingerie, enfin une troisième a porté sur l'industrie des fleurs artificielles. Savez-vous ce qu'elles ont démontré ces enquêtes ? C'est que les malheureuses ouvrières qui travaillaient pendant des journées de 12, 14, 16 et même 18 heures consécutives, arrivaient péniblement à gagner des salaires qui, pour certaines d'entre elles, n'atteignaient pas 1 franc par jour.

Dans l'industrie parisienne de la lingerie, l'enquête de l'Office du travail a apporté ces précisions que, sur 100 ouvrières, 28 gagnaient au maximum 10 centimes par heure, 44 gagnaient de 10 à 20 centimes et, — c'était vous le voyez, une proportion modeste, — 28 seulement gagnaient au-delà de 20 centimes par heure. Dans l'industrie des fleurs artificielles, les 3/4 des ouvrières, surtout celles qui travaillaient à la petite fleur, ne gagnaient pas plus de 1 fr. à 1 fr. 10 par jour. Et si nous transportons nos observations dans nos départements, où des ouvrières citadines ou rurales, concurrentes des ouvrières parisiennes, effectuaient le même travail, nous nous apercevons, par exemple dans le département de l'Allier, que 80 pour 100 des ouvrières occupées dans l'industrie de la lingerie gagnaient moins de 0 fr. 10 par heure. Cela se traduisait par des gains annuels de 200 francs au maximum pour le 1/4 d'entre elles, 400 francs environ pour le plus grand nombre, et les favorisées, réalisant des salaires de 400 à 600 francs dans le cours d'une année, étaient en nombre infime dans l'ensemble de l'industrie.

Or, savez-vous quel était l'effectif total de ces ouvrières ? Le recensement de 1906 nous l'a fait connaître. Ce n'était pas un nombre insignifiant et négligeable. Il y avait, d'après l'enquête de l'Office du Travail, 850.000 ouvrières travaillant à domicile dans les conditions que je vous indique. Même des enquêteurs privés ont prétendu que ces chiffres officiels étaient au-dessous de la vérité et M. [illegible], un particulier, qui fut, parmi les enquêteurs privés, l'un des plus avertis, a estimé à 1.200.000 au moins le nombre de ces malheureuses.

Pourquoi cette situation ? Pour deux raisons. Pour une raison d'ordre psychologique et pour une raison d'ordre économique. Lorsque le travail était donné directement à l'ouvrière par le patron, en gros, il était offert à des conditions de rémunération raisonnable. En effet, il y avait bien peu de patrons, — il faut leur rendre cette justice — qui voulussent avoir la cruauté, — j'allais dire la honte, — de donner des prix de façon qui n'auraient pas permis à l'ouvrière de vivre d'une vie honorable. Mais, entre la grande maison, le grand magasin, ou entre le patron qui fournissait le travail et l'ouvrière qui l'exécutait, il se trouvait, d'ordinaire, toute une chaîne de ces intermédiaires, dont on parlait tout à l'heure, qui prélevaient successivement, pour leur profit personnel, la meilleure partie du salaire qui avait été distribué à l'origine par la grande maison de fabrication. C'est ainsi que ces salaires étaient réduits dans une proportion voisine de 50 à 60 0/0 lorsqu'ils arrivaient dans les mains de l'ouvrière.

L'autre raison, d'ordre psychologique, réside dans le fait que les ouvrières à domicile ne sont pas syndicables. Elles n'ont pas l'esprit d'association et elles ne peuvent pas le posséder. Elles appartiennent à différentes classes de la population. Il y a, parmi les ouvrières à domicile, des professionnelles qui n'ont d'autre occupation du matin au soir. Mais il en existe une catégorie qui ne demande au travail effectué à domicile par la femme, par les enfants, et même par les domestiques, que ce qu'on appelle un salaire d'appoint, quelque chose qui permette aux intéressés d'encaisser quelque argent et de se constituer des réserves un peu plus abondantes. Celles-là acceptent du travail à n'importe quel prix, estimant que c'est toujours autant de gagné puisqu'elles n'auraient rien fait si elles n'avaient pas eu cette occupation. Les unes appartiennent à la classe semi-bourgeoise, femmes d'employés ou de commerçants ; d'autres tiennent un rang plus élevé. On a même signalé, dans cet ordre d'idées, des femmes de petits fonctionnaires et j'ai vu avec curiosité qu'on a relevé dans le département de la Sarthe, par exemple, le fait que, dans une brigade de gendarmerie, les femmes de gendarmes se livraient à un travail de confection et que leurs braves époux, dans leurs moments de loisir, ne dédaignaient pas d'alléger la besogne en cousant eux-mêmes les boutons sur ces objets confectionnés.

Joignez à cela qu'il arrivait aussi — c'est une plaie qu'il faut découvrir pour y porter le fer rouge, — que certains de ces intermédiaires, en petit nombre il est vrai, qui se dressent entre l'ouvrière et le patron, se livraient à une intolérable exploitation de la main-d'œuvre. Vous rappelez-vous, mon cher confrère, les paroles énergiques que M. Herriot a prononcées à la tribune du Sénat dans la discussion de la

loi du salaire minimum. Or, c'est le même M. Herriot qui nous a cité ce fait, qui va vous faire sourire peut-être, mais qui, moi, m'a indigné, et qui a illustré les débuts de l'organisation des ouvroirs municipaux qu'il a fondés depuis les premiers mois de la guerre en qualité de Maire de Lyon, pour procurer un travail rémunérateur aux femmes décidées à y appliquer leur temps et leurs soins. Il avait invité ses administrées à venir dans ces ouvroirs pour y trouver des travaux de couture ou d'autres travaux à l'aiguille, à leur convenance. Il avait reçu, pour la réalisation de ce projet, le meilleur accueil de la part de l'intendance militaire et les intendants régionaux l'avaient mis en rapport avec des intermédiaires susceptibles de faire exécuter des travaux de ce genre. M. Herriot fit un premier marché. Il prit chez un entrepreneur 200 pantalons pour l'opération que l'on appelle le finissage. Il faut que je vous dise, en passant, que l'une des raisons pour lesquelles les salaires féminins étaient si minimes, résultait de la répartition du travail complet entre des catégories différentes d'ouvrières, si bien qu'il était fort difficile d'arriver à la connaissance exacte de la rémunération cumulée et réunie pour l'ensemble du travail achevé. Enfin, voilà 200 pantalons pour lesquels il fallait opérer le finissage et, pour cette opération, il était entendu qu'on donnerait [illegible] fr. [illegible] par pantalon. M. Herriot fit exécuter le travail et, comme ses ouvrières attendaient avec impatience d'avoir leur rémunération en poche, il fit prier l'entrepreneur d'envoyer les 30 francs qui représentaient le coût de cette opération. Au lieu de remettre les 30 francs réclamés, savez-vous ce que fit cet entrepreneur ?

A sa grande surprise, M. Herriot reçut une note lui disant : Je ne vous dois rien, bien au contraire, c'est vous qui m'êtes redevable de la somme de 3 fr. 50. Comment cet homme avait-il fait son compte ? Il avait inscrit, pour les 200 opérations de finissage, d'abord une redevance de 24 francs pour malfaçons — oh ! ces malfaçons, il ne les avait pas fait expertiser contradictoirement ; c'était de sa propre autorité — *sic volo, sic jubeo* — qu'il les évaluait à ce prix ; et puis, comme, paraît-il, il est d'usage dans ce genre de travaux que l'ouvrière fournisse le fil à coudre, il s'y ajoutait une indemnité supplémentaire de 9 fr. 50 pour la fourniture du fil. Si bien que M. Herriot, qui avait cru faire une œuvre louable et susceptible de fournir des résultats matériels tangibles pour ses protégés, fut obligé, d'abord de payer aux ouvrières le salaire qu'il leur avait promis et d'y ajouter, de sa poche, 3 fr. 50 pour être quitte avec les exigences de l'entrepreneur. Avouez que cet essai n'était guère encourageant.

Des cas comme ceux-là éclairent la question d'une lumière crue. Lorsqu'un entrepreneur a l'audace d'imposer des conditions pareilles à des ouvrières qui sont protégées, — car elles l'étaient dans l'espèce par l'Administration municipale intervenante, — quelle ne doit pas être l'étrangeté et la rigueur de ses procédés lorsqu'il est en présence d'ouvrières isolées, incapables de se défendre et même de discuter les prix de façon qui leur sont offerts ?

Ce sont toutes ces considérations qui ont décidé le Parlement à porter le fer rouge dans cette plaie sociale et à inscrire dans nos lois quelque chose qui n'y était pas auparavant, à faire une innovation qu'on aurait considérée, il y a une dizaine d'années, comme une mesure à caractère révolutionnaire, et qui aurait rencontré une résistance absolue de la part d'un grand nombre de membres du Parlement, c'est-à-dire : l'institution du minimum de salaire, même limitée aux ouvrières à domicile, et à l'industrie du vêtement. Au Sénat, qui est une assemblée d'hommes sages et pondérés mais qui possèdent une haute compréhension du devoir social, on a bien élevé tout d'abord quelques objections contre ce principe. Mais lorsque la situation des ouvrières à domicile a été dépeinte dans toute sa rigueur, dans toute sa réalité, de tous ces côtés, dans la Salle des Séances, depuis M. Génouvrier et M. de Las-Cases, jusqu'à M. Herriot, maints orateurs sont montés successivement à la tribune et se sont associés pour dire : Il faut faire la réforme proposée. Cette réforme s'impose, elle est indispensable. Et ce même Sénat, dont le profil inquiétant avait d'avance intimidé injustement la Chambre et avait empêché celle-ci de faire une œuvre hardie et complète dans la crainte que l'autre Assemblée hésitât à l'accepter, le Sénat ratifia hautement la proposition soumise à son examen et, pour que la nouvelle loi ne fût pas une œuvre de pure façade, destinée fatalement à demeurer lettre morte dans l'application, pour qu'elle portât tous ses effets bienfaisants, il la voulut immédiatement réalisable et pratique. Lorsque le projet est revenu à la Chambre, il a été [illegible] entériné et il est devenu [illegible] 1915.

Eh bien, Monsieur [illegible], vous qui avez tous les jours des entretiens intimes et cordiaux avec M. le Ministre du Travail, sur les sujets confiés à votre vigilance, je vais vous demander d'insister [illegible] pour que l'application de cette loi [illegible] se poursuive avec la plus grande énergie. Les inspecteurs du travail ont une mission à remplir dans ce but, tout au

moins en ce qui concerne l'affichage des tarifs, les livrets de comptes à fournir aux ouvrières et l'indication exacte des prix de façon. Certaines associations privées et les syndicats professionnels ont aussi leur part de responsabilité dans l'application de la Loi. Pour la première fois, nous avons introduit dans une loi de l'Etat la faculté reconnue à des associations spéciales, autorisées par le Ministre du Travail, de se substituer à l'ouvrière défaillante, qui n'oserait pas ou ne voudrait pas défendre ses droits, et d'introduire, à sa place, une action civile contre les entrepreneurs qui n'obéiraient pas aux prescriptions légales et n'accorderaient pas les salaires normaux fixés par les Comités départementaux ou les prix de façon arrêtés par les Comités professionnels d'expertise.

Si M. le Ministre du Travail n'a pas encore donné son agrément à des associations de ce genre offrant toutes garanties de compétence et d'indépendance, j'espère que cela ne saurait tarder.

J'ai la conviction que cette législation nouvelle produira d'excellents effets dans notre pays, comme elle en a enregistré en Angleterre, par une loi de 1909, car nous avons été devancés dans cette voie par plusieurs pays étrangers, particulièrement en Australie, dans l'Etat de Victoria et dans celui de la Nouvelle-Galles du Sud. Elle apportera une satisfaction et un soulagement à des détresses qui étaient vraiment affligeantes. Tout le monde s'en félicitera et les bons patrons plus que tout le monde. Mme Jean Brunhes, qui a été la fondatrice de la Ligue sociale d'acheteurs, le proclamait justement dans une déposition qu'elle a faite devant le Conseil supérieur du travail : « l'Etablissement d'un minimum de salaire sera non seulement la libération des ouvrières exploitées, mais aussi celle du patron juste qui, s'il n'est pas soutenu par la loi, est destiné à être écrasé par ses concurrents moins scrupuleux. » Cette loi est une loi heureuse.

Nous avons, je le répète, et c'est par là que je veux terminer, introduit dans notre législation une arme nouvelle, qui aurait paru affecter, il y a quelques années, une allure quasi révolutionnaire et à laquelle nous nous habituerons insensiblement. Nous avons fait un pas en avant, encore timide, il est vrai, mais nous avons fait un pas mesuré et certain. Si nous sommes sortis quelque peu de la norme généralement acceptée par notre tempérament français, il n'en reste pas moins que nous désirons très vivement qu'il ne soit pas nécessaire d'étendre outre mesure cette législation exceptionnelle. L'intervention du législateur, dans les rapports entre le travail et le capital, ne doit se produire que dans des circonstances tout à fait particulières comme celles que je viens de vous indiquer. En thèse générale, c'est par la libre discussion, — mais par libre discussion, j'entends un débat à forces égales du côté des ouvriers comme du côté des patrons, — que ces questions de rémunération, de salaires et de prix de façon doivent se régler amiablement.

Vous nous disiez, mon cher Monsieur Picquenard, en terminant votre très intéressante conférence, — et j'ai applaudi vigoureusement votre péroraison, — qu'une œuvre considérable va bientôt se présenter à nous. En effet, au lendemain de la guerre, que de brèches à combler ! que de ruines à réparer ! Quelle tâche immense va s'offrir à notre monde du travail, aussi bien aux ouvriers qu'aux patrons ! Eh bien, il est à souhaiter que toutes ces conditions du travail soient traitées entre eux directement et réglées dans le calme, dans la paix et dans le recueillement des ententes et des accords loyaux, entre leurs représentants qualifiés. Il est à souhaiter que cette entente se fasse de plus en plus profonde, et qu'elle se généralise parce que si l'union sacrée, proclamée dès les premières heures de la guerre terrible que nous subissons actuellement, a fortifié notre Nation et l'a rendue digne et certaine de la victoire définitive, au lendemain de cette calamité, il faudra opérer la reconstitution économique de la nouvelle France ; il faudra recréer les richesses que nous aurons dépensées ou perdues ; et il ne sera pas trop de la bonne volonté et de l'activité de tous pour arriver à un tel résultat. Par cette bonne volonté unanime, nous verrons notre grande Patrie reprendre rapidement la place enviable et légitime qu'elle doit occuper dans le concert des nations, parce qu'elle a toujours été le champion héroïque du droit, de la justice et de la liberté.

JEAN MOREL.

UNE FEMME DE POLTAVA CHANTAIT...

Dors dans mes beaux cheveux de nuit,
Fier cavalier de mon Ukraine !
Mon bras te berce et mon œil fuit
Le rêve affreux qui te poursuit.
Viens... L'ombre est douce et je t'entraîne,
Dors dans mes beaux cheveux de nuit !

On ne voit rien sous cette mante
Qui cache le soleil sanglant
Et la lune, pâle démente,
Ne laisse par aucune fente

Filtrer son long regard troublant...
On ne voit rien sous cette mante !

Qui prétend qu'on crie et qu'on meurt,
Que là-bas la plaine est fumante ?
Enlace-moi... Sens la chaleur
Qui vers mon corps vient de mon cœur.
La nuit qui glisse est odorante.
Qui prétend qu'on crie et qu'on meurt ?

Ma lèvre est la rose d'automne
Qui s'empourpre au soir enflammé,
Rose ardente que je te donne,
Fleur dont toujours le cœur s'étonne...
Respire-là, mon bien-aimé !...
Ma lèvre est la rose d'automne.

Tu vas céder... Ton front pâlit.
Ce frisson même est mon complice.
Beau cavalier, je suis l'oubli,
Fleuve au profond et sombre lit,
L'oubli qui t'ouvre son calice !
Tu vas céder... Ton front pâlit...

Non, non... C'est d'orgueil qu'il frissonne !
Je vois ton regard éploré :
« Là-bas, dit-il, le tocsin sonne...,
« J'entends, j'entends la voix qui tonne,
« Celle du grand appel sacré !... »
Non. non... C'est d'orgueil qu'il frissonne !

Le ciel est rouge à l'Orient;
Une grande flamme circule...
Il la voit luire en souriant
Et je sens, en m'émerveillant,
Que du même feu mon cœur brûle...
Le ciel est rouge à l'Orient !...

Si l'Amour voit mourir son heure,
Dressons-nous, farouche, à mon tour !
Soyons belle afin qu'il me pleure...
Comme une torche en sa demeure,
Je l'éclairerai jusqu'au jour...
Si l'amour voit mourir son heure !

Mes noirs cheveux, flottez au vent
Comme un étendard magnifique !
Que ma voix grave en s'élevant
Lui donne la charge: En avant !
Que mon regard soit prophétique...
Mes noirs cheveux, flottez au vent !

Vois... Je ressemble à la Bataille
Qui veut t'entraîner à son tour.....
Je me suis haussée à sa taille,
Ayons tous deux la même entaille
Dont la gloire blesse l'Amour...
Vois... Je ressemble à la Bataille !

Il n'est qu'un devoir: tue ou meurs !
L'aile sublime nous emporte
Sur le vent gonflé de clameurs,
La Patrie a volé nos cœurs...
C'est que sa flamme est la plus forte !
Je pars avec toi... Tue ou meurs!

MAURICE ALLOU.

LA QUESTION DE L'ADRIATIQUE

La victoire toute relative de l'Autriche-Hongrie sur le Monténégro et l'avance bulgare en Albanie ont remis en question le statut de l'Adriatique. La condition de cette mer n'intéresse pas seulement les riverains immédiats, mais elle est un des éléments, — et non les moindres de l'équilibre européen ; elle sera réglée à la paix, non point uniquement d'après des facteurs locaux, mais selon des données générales et par des clauses que tous les pays belligérants devront discuter avec soin. Le pangermanisme, qui visait à se créer un ou plusieurs ports sur l'Egée, afin d'asseoir sa domination sur l'Orient, prétendait aussi assujettir à sa prépondérance le long golfe méditerranéen, qui s'étend du canal d'Otrante à Venise et à Trieste. Et l'on peut chercher dans ce programme ambitieux, tout autant que dans les espoirs traditionnels de l'irrédentisme, la raison de la dénonciation de la Triplice, — la cause majeure de l'intervention italienne.

Imaginez en effet, — le cabinet de Rome se cantonnant dans la neutralité provisoire qu'il avait proclamée au début, ou dans l'immobilité systématique et maigrement rémunérée que le parti giolittien préconisait, — une victoire finale des Empires du Centre dans le grand conflit européen : supposez que Guillaume II et François-Joseph fussent venus à bout de la Triple Entente, sans qu'ils eussent pu formuler le moindre grief contre l'attitude de la Consulta : l'Italie n'en eût pas moins été vaincue : sa défaite eût été, en fait, presque aussi pénible en ses conséquences que celle des adversaires déclarés du pangermanisme. Territorialement, elle aurait à peine rectifié ses frontières, alors que l'Autriche se serait développée dans les Balkans ; moralement, elle eût été contrainte de se résigner à la tutelle austro-allemande, qui se fût exercée avec une brutalité écrasante au lendemain d'une guerre de destruction et d'oppression ; économiquement, elle aurait été chassée de l'Adriatique, où les rapports de forces

se seraient modifiés à son détriment, et qui fût devenue un lac autrichien, « notre mer » comme écrivaient, vers le 15 janvier, les feuilles de Vienne à la nouvelle de la chute de Cettigne. Soyez sûrs que cette considération de l'Adriatique, si vivante, si obsédante même dans les milieux intellectuels de la Péninsule, a été l'un des mobiles déterminants de la politique de MM. Salandra et Sonnino pendant l'avant dernier hiver et le dernier printemps. Au surplus, il suffit de feuilleter le *Livre Vert* de mai 1915 pour en trouver l'influence quasi-permanente.

* * *

A la vérité, le problème de l'Adriatique met en présence, ou si l'on préfère en conflit, trois éléments : j'aurais écrit trois nations, si l'Autriche était un Etat national, et si elle n'était pas justement caractérisée par la subordination de groupes ethniques divers et antagonistes à une bureaucratie centralisatrice et despotique. Il y a l'Italie, la monarchie de Habsbourg et les Slaves,— que ceux-ci se soient rendus déjà indépendants dans le passé, ou qu'ils subissent encore le joug de cette monarchie. La question est donc beaucoup plus complexe que d'aucuns, les esprits simplistes, le pensent communément. Le débat pour la prépotence ou pour l'équilibre ne surgit pas seulement entre Rome et Vienne : le facteur serbe ou slovène s'y est associé avec une énergie grandissante, au cours des dernières années ; et depuis le début de la guerre, soit dans les tractations diplomatiques, soit par la propagande de la brochure et du livre, il n'a cessé d'exposer ses aspirations, en les fondant sur des analyses et des statistiques minutieuses.

Jetons un coup d'œil sur les rivages de l'Adriatique : examinons leur distribution politique, telle qu'elle se présentait au mois de juillet 1914, c'est-à-dire avant que les opérations militaires n'y eussent introduit le moindre changement.

[illegible] l'Italie avec Venise, Ancône, Bari, Brindisi, ce dernier entrepôt dominant, en face de Valona, le débouché du canal d'Otranto. Le littoral [illegible] entre trois Etats, l'un considérable, le second minuscule, le troisième fictif ou transitoire. La partie [illegible] tité d'incurvations, de rades protégées par des [illegible] du nord au sud, Trieste, qui est le port de l'Istrie, de la [illegible] de la Carinthie, de la [illegible], de Vienne et [illegible] depuis l'ouverture de la ligne [illegible] Tauern, de l'Allemagne du sud : Pola, à la pointe de l'Istrie demeurait le grand arsenal de la Double-Monarchie ; Fiume, au fond de son golfe, desservait la Croatie et la Hongrie ; plus bas, les échelles dalmates de Zara, de Sebenico, de Spalato, offraient une moindre importance, leur infériorité s'expliquant à la fois par l'insuffisance de leur outillage, et par la médiocrité des ressources de leur arrière-pays. Raguse n'avait point retrouvé son activité ancienne ; Cattaro, le second arsenal, dissimulé dans les replis d'un formidable relief montagneux, surveillait le Monténégro, qui s'érigeait au-dessus de sa rade.

A Spizza, commençait le littoral monténégrin, long de quelques dizaines de kilomètres, avec Antivari et Dulcigno ; et enfin, sur 200 kilomètres environ, courait le littoral albanais, où s'ouvraient les ports peu connus jadis, célèbres aujourd'hui, de Saint-Jean-de-Medua, d'Alessio, de Durazzo et de Valona.

Il semblerait que l'Italie, maîtresse d'un des rivages, alors que l'Autriche-Hongrie ne possédait qu'une portion de l'autre, dût exercer une primauté dans l'Adriatique : il n'en était rien. La contexture géographique de ces côtes était telle que la supériorité austro-hongroise était admise, bien avant que les événements récents eussent démontré la valeur offensive et défensive de la bordure dalmate. Quelque effort que fît l'Italie, elle ne pouvait dompter la nature, détruire les avantages acquis à son adversaire, et les hâvres enfoncés au cœur d'une haute chaîne de montagnes, les îles innombrables hérissées de pitons rocheux offraient à l'amirauté de Vienne des moyens tels, que même la pire incurie ne les eût pas totalement négligés. Or cette amirauté, en même temps qu'elle avait développé, sous l'impulsion de l'archiduc François-Ferdinand — et de Guillaume II, — le nombre de ses unités, avait de longue date, fortifié les anfractuosités du littoral. A défaut de toute autre considération, l'expansion de la marine marchande austro-hongroise dans l'Adriatique l'eût incitée aux initiatives.

* * *

Que le gouvernement de Vienne n'eût aucun droit [illegible] de la force, sur les provinces d'Istrie et de Dalmatie, c'est un sujet [illegible] superflu de [illegible] il est rebelle, [illegible] qu'il [illegible] comme partout, était [illegible] il n'y [illegible] que des Italiens et des Yougo-Slaves entre Trieste et Spizza. [illegible] Habsbourg [illegible] avec les vœux des populations ne

s'appuyait que sur l'armée et sur l'administration, c'est-à-dire sur la contrainte. Les hauts fonctionnaires qui la représentaient, n'avaient aucun scrupule de recourir aux pires moyens pour faire prévaloir leur volonté : le terrorisme étant leur méthode habituelle. La politique des chemins de fer, que pratiquaient les ministres de François-Joseph, visait à la fois à contrarier le développement économique de ce littoral italo-slave et à paralyser ses rapports avec l'arrière-pays croate ou serbe ; de là le manque de voies de communication sur de vastes espaces. Les antagonismes, qui se manifestaient entre Italiens et Slovènes, étaient encore un instrument de règne pour les délégués de Vienne ; ils s'efforçaient de transplanter des Italiens en Dalmatie et des Slovènes en Istrie, de distribuer aux uns de menues faveurs qui étaient refusées aux autres, de doser leurs violences selon les lieux et selon les catégories sociales : ils mettaient en œuvre la maxime séculaire des Habsbourg : *diviser pour régner*, et ils espéraient indéfiniment de la sorte prolonger la domination qu'ils avaient charge de maintenir. A la veille de la guerre de 1914, les ministres, qui s'étaient succédés à la Ball-Platz, les [illegible] et les Berchtold, pour ne prendre que les derniers, supposaient que l'irrédentisme italien et l'irrédentisme slave demeureraient à tout jamais inopérants sur le littoral oriental de l'Adriatique : il est certain en tout cas que ni Berchtold, ni après lui Burian n'avaient escompté une entrée en lisse de l'Italie contre leur pays.

* *

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur les trente années qui ont précédé la grande conflagration européenne, on se demande comment le cabinet de Berlin avait pu croire sérieusement à la solidité et à la sincérité de la Triple Alliance. « Ou alliées ou ennemies », avait dit le comte Nigra, pour synthétiser les rapports austro-italiens. L'hostilité était pourtant [illegible], et il est permis d'ajouter plus instinctive que l'accord. L'Italie au fond n'avait qu'un adversaire dans le monde et cet adversaire était la monarchie danubienne qui, par sa maîtrise de l'Autriche, [illegible] les Balkans et lui barrait la route de l'Orient. L'équilibre de l'Adriatique [illegible] à défaut de la supériorité pour eux-mêmes, — aux gouvernants de la [illegible].

Ce n'était pas seulement qu'ils fussent travaillés, obsédés par les souvenirs plus ou moins lointains de la Rome antique et de la république vénitienne ; c'est que leurs voisins [illegible] commerce gêné par la prépotence austro-hongroise qui s'était instaurée de l'embouchure de l'Isonzo au canal d'Otrante. Leur industrie et leur agriculture souffraient d'autant plus de cette condition de leur trafic, que leur développement économique s'était plus accentué dans les dernières années. Le néo-irrédentisme italien, toujours en quête d'arguments inédits, s'était lui-même renforcé au fur et à mesure que grandissaient les ressources nationales ; Trente et Trieste le passionnaient toujours, mais le champ de son horizon s'élargissait. Il ne lui suffisait plus de reprendre les villes-sœurs toujours subjuguées par le Habsbourg ; mais c'est toute l'Adriatique qu'il embrassait dans sa vision et par delà l'Adriatique, il s'intéressait de plus en plus aux menées autrichiennes dans les Balkans, de l'Albanie à la vallée du Vardar.

Pour comprendre le problème de l'Adriatique dans toute son ampleur, il faut évoquer ici succinctement les négociations qui s'ouvrirent à maintes reprises au sujet du territoire albanais, entre la Consulta et la Ball-Platz, la fameuse querelle des chemins de fer, et l'émotion que suscita à Rome l'annexion de la Bosnie Herzégovine à l'Empire des Habsbourg.

L'Albanie, de longue date, fut considérée par les deux grands Etats rivaux, qu'avait liés le pacte triplicien, comme un domaine à partager au jour où l'« Homme Malade » de Constantinople aurait succombé ; mais dans ce partage, chacun d'eux s'apprêtait à revendiquer le plus avantageux morceau. Pour mieux pouvoir se surveiller réciproquement, ils s'engageaient l'un vis-à-vis de l'autre à s'abstenir de toute ingérence dans cette contrée litigieuse, tant qu'elle resterait soumise à l'autorité de la Porte. Si cette souveraineté ottomane s'écroulait, ils doteraient les Albanais d'une autonomie dont ils fixeraient les limites : tel fut l'esprit d'un accord verbal, dont Goluchowski prit l'initiative en 1897, et que suivit, en 1899, sur la demande de Visconti Venosta, un accord écrit, qui fut lui-même confirmé plusieurs fois ultérieurement. En fait, les cabinets de Rome et de Vienne ne cessèrent d'exercer leurs propagandes dans le pays que concernaient ces ententes.

La querelle dite des chemins de fer s'ouvrit en janvier 1908, lorsque d'Aerenthal, qui avait remplacé à la Ball-Platz Goluchowski et qui y apportait une activité processive et ambitieuse, voulut faire un acte d'éclat. Il obtint de la Turquie la faculté de construire une ligne ferrée joignant le Sandjak au Vardar. Du coup l'Autriche-Hongrie parut viser le débouché de Salonique, découvrant des desseins qu'elle masquait volontiers jusque-là. La manœuvre était directe pour l'Italie, car si Salonique était reliée à Vienne, à l'Europe Cen-

trale et à l'Europe Occidentale, Brindisi perdait toute importance et l'un des grands courants économiques du continent était dévié vers l'Est. Pour riposter aux velléités de d'Aerenthal, M. Tittoni, qui était alors à la Consulta, adhéra au projet russe de la transversale Danube Adriatique. C'était un premier rapprochement avec le Slavisme et en septembre 1908, M. Isvolski, ministre des affaires étrangères de Russie, venait en visite au château de Raconigi.

Mais le 5 octobre 1908, d'Aerenthal résolu à aller jusqu'au bout, annexait la Bosnie-Herzégovine au mépris du traité de Berlin et aussi du fameux article 7 de la Triplice. L'indignation fut énorme à Rome, où l'on comprit que le cabinet de Vienne allait développer méthodiquement son impérialisme balkanique. Tout ce que la Péninsule put obtenir, ce fut la renonciation par l'Empire danubien à son droit de police dans les eaux monténégrines. De ce jour, la Triple Alliance parut ébranlée ; les intrigues de d'Aerenthal en Albanie, ses menées économiques dans les Balkans, et finalement l'incorporation de la Bosnie à la monarchie habsbourgeoise, avaient posé, avec une singulière acuité, tout le problème de l'Adriatique.

Pendant la crise de 1912-1913, l'attitude du cabinet de Rome fut nécessairement indécise. Les souvenirs de l'affaire bosniaque et surtout des notes que le cabinet de Vienne lui avait remises durant la campagne de Lybie étaient trop frais, pour qu'il n'applaudît pas discrètement aux déconvenues du comte Berchtold ; en somme, les succès des Serbes, des Grecs et des Monténégrins sur les Turcs détruisaient les espérances de l'Empire danubien dans la Macédoine et sur le débouché de Salonique : si la saisie définitive de Sarajevo et de Mostar avait marqué les ambitions de l'Autriche dans l'Orient européen, sa volonté de tutelle dans les Balkans, les Balkaniques eux-mêmes par leur acquiescement unanime à une fédération défensive et offensive, et ensuite par leurs victoires sur les ottomans, alliés des Empires du Centre, s'étaient montrés prêts à la résistance : le programme impérialiste austro-hongrois semblait gravement frappé, et par conséquent la prépondérance du cabinet de Vienne dans l'Adriatique subissait un affaiblissement. Mais d'autre part, — et c'est ici qu'intervenait un autre élément du problème, — la poussée serbo-monténégrine devait naturellement galvaniser les aspirations du slavisme du Sud, de Trieste à Cattaro, et le vieux premier ministre de Serbie, Pachitch ne dissimulait plus ses vues sur l'Albanie. Du moment que l'Albanie était mise en cause, une certaine solidarité austro-italienne renaissait, en dépit des antagonismes essentiels. L'Italie voulait de toutes ses forces que les Autrichiens s'abstinssent de prendre pied à Durazzo : mais elle redoutait tout autant, sinon plus, une installation des Serbes, peuple rajeuni, plein d'ardeur et qui paraissait à l'aurore d'une nouvelle phase de son histoire. De là les tâtonnements, qui caractérisèrent l'action de la Consulta, quand la Ball-Platz menaça le cabinet de Belgrade d'une intervention en novembre 1912, et envoya Conrad de Hœtzendorf réclamer à Bucarest l'exécution du traité secret passé par le roi Carol : de là aussi son adhésion à la création d'un Etat Albanais indépendant, qui n'était point viable et qui, livré à un prince allemand, Conrad de Wied, serait logiquement une dépendance de l'Autriche.

Le cabinet de Rome n'avait guère lieu de se féliciter en définitive de la tournure, que les événements avaient prise au milieu de 1913 : l'Empire danubien avait réussi à imposer à l'Europe la consécration de ses idées propres sur l'Albanie et une pression sur le Monténégro, et ce double succès raffermissait quelque peu sa position sur le littoral Adriatique. Le mécontentement italien était évidemment justifié : aussi, lorsqu'en août 1913, la Ball-Platz pensa lancer un ultimatum à la Serbie victorieuse de la Bulgarie, et sollicita l'avis et le concours de son alliée, elle se heurta à une résistance catégorique. Cette résistance fut plus nette encore si possible, quand le comte Berchtold, en juillet 1914, fit valoir les engagements conclus, pour obtenir la coopération effective de la Péninsule.

*
* *

Si l'on relit attentivement les dépêches diplomatiques que M. Sonnino, le successeur de M. di San Giuliano à la Consulta, a échangées de décembre 1914 à mai 1915 avec les ambassadeurs du royaume à Vienne et à Berlin, et qui ont préparé la dénonciation de l'Alliance et l'ouverture du conflit armé, on s'aperçoit que tout le débat austro-italien a tourné autour de l'article 7 de la Triplice. Cet article stipule, sous clause de réciprocité, que l'Autriche n'effectuera aucune entreprise dans les Balkans, sans s'être préalablement concertée avec le gouvernement italien et sans avoir convenu avec lui d'une compensation éventuelle. Le problème de l'Adriatique, dont nous avons défini les limites, apparaît ainsi au premier plan. La diplomatie viennoise avait, en 1911-1912, invoqué cet article 7, pour interdire au cabinet Giolitti toute action contre l'Epire du nord, dans les îles de l'Archipel, dans les Dardanelles : cette

fois, le dispositif se retournait contre elle. Le 9 décembre 1914, M. Sonnino indique à M. d'Avarna, ambassadeur à Vienne, que l'avance austro-hongroise en Serbie doit faire l'objet d'une discussion entre les deux chancelleries, et en même temps il rappelle à M. Bollati, ambassadeur à Berlin, que l'Italie ne renonce nullement à ses intérêts dans les Balkans et dans l'Adriatique. Le comte Berchtold essaya d'interpréter l'article 7 à sa façon, en alléguant qu'il ne visait que l'Empire ottoman, et non les Etats qui s'étaient partagé les dépouilles de la Turquie. Sur l'intervention de l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Tchirski, il revint à d'autres conceptions. Le 11 janvier, le baron Macchio, le représentant austro-hongrois à Rome, offrit l'Albanie comme un objet de compensation possible, mais M. Sonnino lui répondit que si l'Italie ne pouvait admettre l'occupation de l'Albanie par une tierce puissance, elle ne pensait pas à la prendre pour elle-même.

Le cabinet de Vienne crut ressaisir l'avantage, quand les marins italiens, le 26 février 1915, eurent débarqué à Valona : mais au premier mot qu'il prononça à ce sujet, pour introduire ce qu'on pourrait appeler une demande reconventionnelle, il fut arrêté par son partenaire. Au début de mars, M. Sonnino ouvrit la phase décisive des négociations : il réclamait de l'Autriche la cession du Trentin, de Gradisca, de Goritz, de Trieste, la reconnaissance des droits de l'Italie sur Valona, une promesse de total désintéressement en Albanie : il s'agissait *de réduire l'inégalité qui subsistait entre les deux puissances dans l'Adriatique*. Toute la pensée profonde de la politique de nos voisins se révélait... On sait le reste...

*
* *

Mais en même temps qu'elle avait négocié avec le cabinet de Vienne, sans espoir sérieux d'aboutir, la Consulta s'était préoccupée des prétentions serbes ou slovènes, la Serbie devant servir de centre de ralliement à tous les Yougo-Slaves. C'était l'autre aspect du problème de l'Adriatique. Ici les statistiques entraient en ligne, les deux éléments ethniques qui aspiraient à recueillir l'héritage des Habsbourg opposant recensement à recensement. Je n'ai point l'intention de confronter ces évaluations antagonistes, et qui probablement sont exagérées des deux côtés. L'irrédentisme italien aurait volontiers revendiqué toute l'Istrie et toute la Dalmatie. Dans un récent manifeste, les Yougo-Slaves demandent, — pour l'Etat unitaire que pourraient former les Serbes, les Croates et les Slovènes, un vaste domaine qui comprendrait la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie-Slavonie ; en Hongrie, le Banat, les districts de la Batchka, et de la Barama, et encore en Autriche la Styrie, la Carniole, la Carinthie, la région de Goritz et de Gradiska, l'Istrie. Cet Etat aurait de 12 à 15 millions d'habitants. Italiens et Yougo-Slaves réclamaient donc, au nom du droit des races, certaines mêmes terres. Ce fut pour conjurer des querelles redoutables et pour assurer un accord au moins préliminaire entre des peuples appelés à combattre pour un idéal identique, que la Triple-Entente, au printemps dernier, s'attacha à délimiter la part éventuelle, de l'un et l'autre groupements. A-t-elle réussi à éliminer tous les frottements ? Il serait excessif d'émettre, à cet égard, une affirmation absolue. Des méfiances réciproques avaient subsisté, qui affaiblissaient la solidarité de l'action.

Il est plus nécessaire que jamais, — si du moins ils veulent résoudre à leur profit et contre l'Autriche-Hongrie le problème de l'Adriatique, qu'Italiens et Yougo-Slaves resserrent leurs liens. L'unité de vues est indispensable à tous les pays coalisés contre les Empires du Centre, s'ils entendent aboutir à une victoire prochaine. Elle s'impose spécialement à ces deux éléments ethniques, et leurs intérêts sont connexes dans la mer qui baigne le flanc occidental des Balkans (1).

PAUL LOUIS.

LA DOCTRINE DE L'ÉGLISE SUR LA GUERRE ET SUR LA CROISADE (2)

Qu'est-ce qu'un chevalier ? Ce n'est ni un noble, ni un riche ? Qui fut le premier, en quel lieu ? L'érudition y perd ses peines. La chevalerie n'a ni fondateur, ni berceau : c'est la fleur, la plus rouge des roses spontanément écloses au cœur du chrétien.

L'évangile soudain projeta sa lumière sur la Force, la sanctifia, la dédia à la charité. Il y eut un salut par l'épée : notre race a dit : Saint-Roland, Saint-Oger, Saint-Renaud ; et l'histoire moins négligente que les Congrégations écrit volontiers Saint-Godefroy.

Non seulement le chevalier était laïque, mais il

(1) Dans son très intéressant volume récemment traduit en français sous ce titre : *Les grands problèmes de la politique mondiale*, M. W. Morton Fullerton, a exposé sur ce même sujet des vues ingénieuses (p. 348 et suivantes).

(2) Voir la *Revue Bleue*, nº 2, 1916.

se manifesta individuellement d'abord. Il n'a d'autre marque que sa prouesse, au même sens que le travail pour Hercule et le « Vive labeur » sublime de la Pucelle, la dernière et suprême apparition de la chevalerie. Qu'est-ce que la prouesse ? « Roland est preux et Olivier est sage », Roland « qui de son corps fit taûtes prouesses ». — Celle vertu que l'on seult en France appeler proësce » est le risque du corps pour le droit ou la faiblesse.

Par abus, et corruption les Amadis et autres manieurs de l'ardente épée sont dits preux, et les grands coups chers à Mme de Sévigné n'ont eu aucune valeur. Le chevalier surgit dans le monde féodal, comme le nabi en Israël : c'est un inspiré sans mandat, sans crédit que ses actes éclatants. On les appelle « sergents du Christ et les « le Jhesu chevaliers » « cil que Damedieu servent de loal cuer entier. »

Certes, l'Eglise reconnut ce fruit né de la semence chrétienne, et avec une allégresse débordante, en face du miracle qui transformait la brute féodale en Saint-Georges, elle institua un huitième sacrement, pour ce nouveau et presque divin personnage qui incarnait une vertu nouvelle et la plus immédiate de toutes les œuvres de miséricorde. Le Roc de Roncevaux se dresse idéalement comme le Sinaï de la France ; là, la foi patriotique sortit du cœur magnanime, l'amour de la *Terre Major* et du doux pays ! Quelle race d'Occident, avait, avant la fin du XIIe siècle, son épopée vraiment nationale ? La nôtre fixe à jamais le type du preux, héros chrétien, de l'homme qui fait de l'idéal avec sa force et dont la lance continue le travail héraclide et théséen. Les lecteurs de nos chansons de geste, ou de cette histoire des Croisades bien plus surprenante en sa réalité, car le siège d'Antioche dépasse les imaginations des trouvères, insistent sur la vaillance d'un Ogier en son donjon, d'un Fierebras contre cent mille Sarrazins, d'un Vivien qui se fait enrouler les entrailles autour du corps pour retourner à la mêlée ; l'héroïsme étincelle dans trois noms : Aliscans, Roncevaux et Jérusalem. Toutefois on confond le courant celtique de la Table Ronde, infiniment plus littéraire et raffiné, le cycle du Saint Graal et Tristan, dans la forme de Chrestien de Troyes, avec le geste national de Roland, veine plus brutale et plus pure, où l'amour à peu de part où la vie du héros se résume ainsi : « Tant fit en terre qu'es cieux est couronné » ou aucune passion ne se mêle au mysticisme de l'épée.

Nos ancêtres, même au XIIIe siècle, frémissaient encore à l'évocation du péril islamique, malgré que cinq siècles eussent passé, depuis que Poitiers et Toulouse virent l'étendard vert. La chevalerie naquit de l'horreur du musulman. Il n'y a pas un de ces croyants de la lance, chez qui, la haine de l'envahisseur oriental ne soit effrénée. Le chevalier peina pour conquérir un lit en paradis. Tous quitteraient le paradis pour combattre les païens. Il n'est pas en la puissance de Dieu même de les retenir, si les gens de Mahomet souillaient la terre de France. Sublimité qui devrait nous enseigner la Sainte Haine dont nos cœurs fatigués par de viles doctrines sont difficilement capables. Sans doute, le chevalier, sergent de Dieu, redresse les torts partout où il se trouve : c'est un gendarme du droit, un champion de la faiblesse, et il défendrait Elsa à l'instar de Lohengrin ; mais, ce sont là menues besognes et petits efforts ; l'acte incomparable qui a sa palme au ciel, l'acte saint et glorieux, c'est de refouler le païen, l'immonde envahisseur qui osa se ruer sur la terre major. Des malfaiteurs ont écrit que le patriotisme datait de 1789 : cela prouve à quel point, on ignore en France, la littérature et l'histoire nationales et la sublime chanson de Roland.

Les ordres militaires, templiers et hospitaliers ne se formèrent que pour canaliser et grouper le mouvement chevaleresque qui les précéda.

Nous trouvons dans le pontifical de Guillaume Durand un rituel pour la bénédiction du nouveau chevalier. La formule ecclésiastique met en latin la pensée commune :

« O Dieu qui n'avez permis l'usage de l'épée que pour contenir la malice des méchants et pour défendre la justice, faites donc que votre nouveau chevalier ne se serve jamais de ce glaive pour léser qui que ce soit, mais pour défendre tout ce qu'il y a ici bas de juste et de droit. » Qu'on y prenne garde, il ne s'agit pas ici d'un moine militaire, mais d'un adoubement, sans autre vœu que celui de chevalerie *Ulciscaris injusta, confirmas bene disposita*

Comme on s'attarderait volontiers à ce chapitre incomparable de notre histoire morale !

Nous avons obtenu la réponse à notre question : quelle est la doctrine de l'église sur la guerre ? Elle ne connaît et ne peut connaître que les guerres de guérison, c'est-à-dire de protection.

L'ordene de chevalerie quoique du XIIIe siècle codifie les principes de l'origine « il doit la povre gent garder et le faible doit soutenir ». Un cérémonial du XIe siècle dit que « le chevalier doit être défenseur des prêtres, des veuves et des orphelins ». Sans plus de citations, le type ecclésial du guerrier, nous fournit aisément la doctrine sur la guerre, sans entrechoquer Tertullien qui rêve et Jean de Salisbury qui voit une institution divine dans le militaire.

Rapprochez le massacre des petits garçons de Madian ordonné par Moïse et l'autre massacre d'enfants de Jéricho, où sont comprises les petites filles, du massacre des innocents imputé à Hérode dans l'Evangile ; et vous verrez que malgré la folle reliure, les deux testaments s'abominent l'un l'autre. Une contradiction éclatante dans la doctrine rend l'antagonisme des deux livres plus saisissant.

L'israélite croit que le succès couronne la vertu et que s'il obéit à Jehovah, il sera prospère ; ses malheurs naissent de ses infidélités. Jésus ne ment pas : il révèle, sous mille formes, le mystère de la douleur nécessaire et fatale. Le suivre c'est porter une croix.

Le chœur des Boches chante : « Nous sommes nombreux, riches, forts et prospères : donc nous sommes bénis, donc nous sommes élus. »

Elus ! Que cette prétention soit Luthérienne ou Hégélienne, elle provoque le jugement du Pouvoir Spirituel, elle le nécessite Une armée de onze millions d'hommes qui se rue sur l'Occident, en portant sur le ventre « Jésus est avec nous » c'est une affaire d'ordre religieux et plus grave que le modernisme. La prétention du Kaiser a une base sérieuse, il donne 4.000 marks au curé allemand : mais il a fait massacrer quatre cents prêtres belges, une quarantaine de Français, un nombre inconnu de Polonais, sans compter les nonnes. Cela se chante dans *les Huguenots*.

> « A bas ces couvents maudits,
> Ces moines à terre,
> Au feu leurs riches habits,
> Au feu leurs bréviaires. »

La race qui fit le sac de Rome et qui coupait les doigts pour avoir plus vite les bagues des prélats, n'a pas changé.

Considérons un instant S. S. Benoît XV comme prince temporel : ses nationaux, à lui, ce sont les clercs séculiers ou réguliers et nonnes. Nous ne sommes pas au XIIIe siècle ? Collectionnez les Encycliques de Pie IX à Pie X, et vous verrez que nous y sommes, dans l'ordre théologique : le pontife déclare tenir la place non de Pierre, mais du Christ. Ainsi il s'engage à décider entre Kaïn et Abel. Ce serait pis que le manichéisme de concevoir deux Christ. Cependant, par son silence, Benoît XV dédouble la Divinité, il oppose le bon vieux Dieu allemand au fils de l'homme. Le jour où on publiera la liste froide mais complète des prêtres catholiques torturés et assassinés, des nonnes violées, des tabernacles profanés, des sanctuaires saccagés, et qu'on y joindra, avec leur date, toutes les paroles de Sa Sainteté, on se trouvera en présence du plus grand effort qui ait jamais été fait pour sauver l'église d'un schisme. Terrible personnage que le cardinal Hartmann, qui vient de Cologne pour éclairer la religion du Pape, et qui couvre de sa robe rouge le sang innocent versé par ses fidèles. Comme Luther, son ancêtre spirituel, il se trompe. Le vrai pacifiste, le *paissier* du Moyen-Age est un gendarme, un pourfendeur de scélérats. Est-ce que ce serait vrai, ce mot extraordinaire : « ...Les Allemands aussi sont des croisés ! » Les deux camps peuvent s'appliquer la formule de S. Bernard « Subir la mort pour le Christ et la faire subir à ses ennemis... »

Un exemple permettra de saisir la mentalité du cardinal Hartmann. On sait que le général des Jésuites est venu couvrir de sa présence l'enlèvement de la Vierge Noire, à Tschenstokhovo. Il a assisté impassible à la mitraillade des dévôts qui s'opposaient au transfert de l'icône. Qui dira que le Père Ledochowschy ne soit pas dévôt à Marie ? Il ne profane pas l'image miraculeuse ; au contraire, il la destine aux Bavarois. Les catholiques allemands sont au-dessus des Polonais et de tous les autres.

Ce raisonnement, qui a l'air d'un sarcasme, sort avec solennité de la tête carrée, dont nous avons tant de peine à pénétrer les mystères. En Allemagne, il n'y a personne ; l'Allemagne, une et indivisible sent, pense et veut comme une machine. La sensibilité, la cérébralité exécutent le pas de l'oie : et les prélats italiens de Benoît XV ne comprennent pas plus le cardinal luthérien que ceux de Léon X ne mesurèrent la puissance de l'Augustin.

« L'Allemagne au-dessus de tout » n'est pas un vœu, un cri d'armes, mais un dogme, une foi. L'étrange phrase « les Allemands aussi sont des croisés... » est vraie, comme cette carte postale précieuse, quoique anonyme : « Si vous ne nous aviez pas chassés de Reims et de Soissons, nous aurions été plus jaloux que vous-même de leur conservation. »

L'Allemagne a la mission d'organiser le monde. Ceux qui s'y opposent ne sont-ils pas les véritables auteurs de tous les maux et de toutes les ruines ?

Malgré la devise du ceinturon, le chapeau de l'archevêque Hartmann, la casquette de M. Goëns, l'Allemagne est à la fois hérétique en sa majorité et païenne en ses principes. Il n'y a pas de blasphème plus épouvantable que de proclamer la suprématie d'un intérêt temporel sur les valeurs morales et les intérêts de l'espèce. A côté d'une telle idolâtrie, que sont les modernités de l'exégèse ? On a pu dire, sans exagération que l'inhumanité de cette guerre était la grande défaite du Galiléen.

Le Sicambre maintenant brûle ce qu'il adorait, et adore ce qu'il avait brûlé. Deux civilisations sont en présence. Laquelle est la chrétienne ?

Le Saint-Sacrement se trouve chez lui dans les rues de Vienne, et la police ne le tolérerait pas dans les nôtres ; mais les Austro-Allemands assassinent les oints, violent les religieuses et renversent les sanctuaires. Ces deux aspects sont-ils tels qu'ils permettent la neutralité ? En sommes-nous à ce point d'abêtissement où on ne voit plus les idées qu'avec les bésicles de la chaisière ou sous les reflets des comptoirs d'étain ?

Nous sommes les vrais chrétiens, malgré nos lois, par notre horreur sincère de l'homicide, par notre façon propre de faire la guerre humainement, par notre idéalisme invincible, qui a résisté à toutes les corruptions ; et notre idéal, nous l'élevons au-dessus de nous-mêmes, dans l'abstrait, entre les deux bannières sublimes de la justice chevaleresque et de la liberté révolutionnaire.

Ils sont les païens, malgré leurs lois favorables au clergé, par leurs mœurs de tortionnaires, la saleté de leurs orgies, l'immondicité de leur vice, leur mépris de la dignité humaine, et leur façon de combattre où se combinent les procédés du bagne et les drogues du savant devenu assassin et empoisonneur. Ils sont les païens, par un idéal du Wotan [illegible] et en leur [illegible] ils ont jeté dans le chaudron du maléfice, honneur et pitié. Ces notions désintéressées qui constitent les titres mêmes de l'humanité, ils les sacrifient au pied de leur idole nordique. Ce sont les hommes de Wotan, ils l'invoquaient [illegible] quand Reims surgissait [illegible] : le baptême sur eux a perdu sa vertu. Ceux qui mettent l'Allemagne au-dessus de [illegible] sont plus des chrétiens et malgré leurs [illegible] plus même des hommes, car ils se lèvent contre toute l'espèce en organisateurs de l'esclavage universel.

L'histoire écrira, implacable et lucide : « au XXe siècle, les Germains mirent en péril la civilisation occidentale, comme les Musulmans au huitième siècle l'avaient poussée vers l'abîme. Par une étrange aberration, personne n'osa donner le nom de croisade à l'effort inouï qu'il fallut accomplir pour sauver le monde : et même dans les journaux du temps, qui eussent pu satisfaire leurs lecteurs, en détestant l'odieux envahisseur, on ne trouve pas l'expression de *Croisade*, qui eut été si juste et si accablante : par un incompréhensible état d'esprit, [illegible] aux atrocités les plus inouïes : et nulle part on n'assimila la Kultur à l'étendard vert et les Germains aux Sarrazins. »

La proportion des événements échappe aux acteurs et aux contemporains : on ne les qualifie justement qu'ensuite, grâce aux effets de la perspective intellectuelle. Cependant il y aurait un intérêt immense à ne pas redouter les grands mots pour les grandes choses. Les Germains sont des païens, malgré leurs cardinaux et leurs pasteurs, aussi évidemment que nous sommes des chrétiens, malgré nos législateurs : et nos soldats, qui jurent et sacrent, réincarnent les « Jhesu Chevaliers ». Ce sont non pas des soldats, c'est-à-dire des homicides, ce sont des sergents du Christ, c'est-à-dire des *malicides*.

Ce mot, qui n'est qu'une curiosité d'expression sous ma plume, sans mandat, ni écho, soulagerait la conscience angoissée de l'humanité, si celui qui parle *urbi et arbi*, cédant à la subtile pression du Saint-Esprit, la jetait, comme une éternelle couronne, sur nos héros !

PÉLADAN.

LA VIE LITTÉRAIRE

LA CONCEPTION ALLEMANDE DE LA GUERRE [1]

Depuis le début de la guerre, qui, au commencement du XXe siècle, ensanglante l'Europe, l'Allemagne n'a cessé de témoigner de son complet dédain pour les traités internationaux, quels qu'ils soient. Non seulement elle a violé les traités par quoi elle garantissait la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, mais encore les conventions internationales limitant les droits des belligérants au strict indispensable, militairement parlant, et dont elle est signataire. Qu'on ne dise pas que pendant les hostilités les contrats du temps de paix ne jouent plus. Outre que les conventions de la Haye concernent précisément l'état de guerre, elles ne [illegible] pas seulement l'Allemagne vis-à-vis des Etats belligérants, mais vis-à-vis de l'unanimité des nations civilisées, qui y ont apposé leur signature.

Ce mépris de l'Allemagne, que la guerre européenne nous a révélé, à l'égard des traités internationaux et, en particulier, du droit des gens, dont elle voulait par son adhésion se réserver, à tout hasard, les bénéfices sans avoir à en supporter les charges, ce mépris n'est pas

(1) JACQUES DE DAMPIERRE. *L'Allemagne et le Droit des Gens*, 1 vol. in-4°, illustré. (Berger-Levrault.)

fortuit. Il est la conséquence rigoureusement logique de l'idée que les Allemands se font de la guerre, et qui est toute différente de celle que s'en forment les Alliés. Cette dernière est restée, à peu de choses près, celle de la chevalerie, alors que la conception allemande est renouvelée, avec la science et la méthode en plus, des invasions de Barbares qui submergèrent l'empire romain.

Il faut lire le très complet, très documenté, très consciencieux et très intelligent ouvrage, où M. Jacques de Dampierre s'est attaché à noter les infractions commises à dessein, non pas par quelques unités, encore moins par quelques individus, mais par les armées allemandes tout entières, au droit des gens pour s'en rendre un compte exact.

*
* *

A la conception toute juridique que les nations de civilisation chrétienne se sont toujours formée de la guerre, qu'elles se représentent comme une sorte de duel entre gouvernements où le vainqueur impose sa volonté au vaincu et s'annexe, pour prix de sa victoire, tout ou partie de ses sujets, ce qui est moins éloigné qu'on pourrait le croire de l'antique « jugement de Dieu », l'Allemagne oppose la notion toute réaliste et brutale, empruntée aux sciences naturelles, de combat pour l'existence.

Pour les Allemands d'aujourd'hui, la guerre est un fait biologique : la forme, la plus violente, de la lutte pour la vie. Selon eux, la guerre se trouve être entre les peuples ce que le *struggle for life* est aux individus quand ils en viennent aux mains en vue de décider, faute de place pour tous, quels sont ceux qui survivront. La guerre, autrement dit, est, pour tous les cerveaux germaniques d'à présent, le combat suprême entre races différentes dont ils tiennent pour juste que les plus faibles disparaissent.

« Entre Etats, il n' ya qu'un droit : le droit du plus fort » (1), s'écrie le professeur Adolf Lasson. « Je ne peux pas reconnaître d'autre source du droit que la force » (2), prononce pareillement le chimiste Ostwald. La guerre entre nations est assimilée par eux à ces luttes entre espèces qui n'aboutissent à rien moins qu'à l'anéantissement des moins nombreuses ou des moins douées au profit des autres. Ni Treitschke, ni Bernhardi, ni Maximilien Harden ne le dissimulent. « Demandez au hêtre, indique ce dernier, qui lui a donné le droit d'élever sa cime plus haut que le pin et le sapin, le bouleau et le palmier. Citez-le devant l'aéropage que président les mâchoires édentées et pendantes. Dans le feuillage du hêtre retentit, comme une tempête : Mon droit c'est ma force » (1). Les écrivains et les savants d'Allemagne se cachent d'autant moins de professer pareille doctrine qu'ils sont, intimement convaincus que de toutes les races, la race germanique est la plus forte. Aussi bien, leur germanisme les conduits à célébrer dans la guerre le moyen infaillible pour l'Allemagne d'asseoir sa domination sur l'univers, au grand bénéfice de l'humanité, représentée, en l'espèce, par la race germanique, toutes les autres devant être anéanties ou assujetties comme inférieures. « Nous sommes de la race du dieu au marteau. Et voulons hériter de son empire (2) », vaticine, par allusion à Thor, le poète Félix Dahn.

Il résulte, en tous cas, de cette façon d'envisager la guerre qu'elle ne saurait avoir pour but, aux yeux des Allemands, que l'accaparement des territoires et de la richesse du vaincu.

Ce ne sont pas, en réalité, des peuples, comme autrefois les Romains, qui, en conquérant la Gaule, firent accéder les habitants à leur civilisation, mais des domaines que convoite l'Allemagne. Elle revendique des territoires, en Europe et ailleurs, où sa trop nombreuse population, puisse s'installer en maîtresse. « Dans la Grande Allemagne stipule Tannenberg, aucun étranger ne peut acquérir de maisons ou de domaines ». (3) Elle n'ambitionne pas des sujets, mais de la place où proliférer. Comme le chêne étouffe le brin d'herbe qui croît sous son ombre, les Allemands s'arrogent, au nom de leur mission, plus que le droit, le devoir d'éliminer les populations vaincues. Les mesures d'expropriation qu'elle poursuit en Pologne depuis de nombreuses années au profit de sa propre colonisation sont significatives.

Tout de même, l'Allemagne actuelle considère que la victoire doit faire passer les richesses d'un pays des mains du vaincu à celles du vainqueur. « Dans l'ensemble, déclare le sociologue Frédéric Naumann, la guerre des temps modernes est une opération économique (4) ». Etant donné que, de nos jours, les guerres n'ont plus lieu entre souverains, mais entre peuples, ce ne sont plus seulement des revenus fiscaux, c'est-à-dire d'Etat, que l'Allemagne estime devoir payer la victoire, mais

(1) Adolf Lsson. *Das Kulturidial und der Kireg.*
(2) W. Ostwald. *Fondements énergétiques de la science de la civilisation.*

(1) *Zukunft*, octobre 1914.
(2) *Deutsche Geschichte in Liedern*, t. I, p 10.
(3) Tannenberg. *Gross Deutchland*, p. 83.
(4) Friedrich Naumann. *Das Blanc Buch von Vaterland vand Frecheit*, p. 263.

bien la fortune privée des citoyens dont le total constitue la richesse d'une nation. Il ne lui suffit plus, comme sous Frédéric II, de contribuables ; il lui faut leurs biens en numéraire et en nature « La distinction entre le domaine public et le domaine privé des princes ainsi que l'institution du service militaire universel ont fait perdre à la guerre son caractère fiscal. Elle ne se fait plus au profit du Trésor public, mais au profit du développement économique de l'Etat (1) », spécifie Naumann.

La guerre, telle que la conçoivent les Allemands au dernier [illegible] de conquête et de confiscation érigée en système au nom de la science. Le traité que Tannenberg, en 1911, supposait devoir terminer la future conflagration franco-allemande, nous en fournit la preuve péremptoire. Il y est dit que, cédant à l'Allemagne, outre ses colonies, les départements des Vosges avec Epinal, de Meurthe-et-Moselle avec Nancy et Lunéville, la moitié orientale de la Meuse avec Verdun et des Ardennes avec Sedan, la France prend les habitants de ces territoires pour les installer ailleurs. « Cette migration, précise-t-il, devra être effectuée, dans l'espace d'un an à partir de la signature du traité de paix (2) ». Après quoi, il ajoute : « Le pays sera partagé en domaines ruraux de 40 à 60 arpents, suivant qualité et distribué comme récompense à des soldats allemands qui se seront distingués pendant la guerre (3) ». Enfin, la France devra céder à l'Allemagne, non seulement trente-cinq milliards de marks comptant, mais encore « la propriété des milliards qu'elle a prêtés à la Russie (4) », créances — qu'on le remarque — qui appartiennent à des particuliers.

C'est la spoliation pure et simple. Frymann, qui s'en rend compte, ne recule pas plus que Tannenberg devant elle. « Pour quiconque a été formé aux idées traditionnelles, avoue-t-il, les cheveux se dressent sur la tête si l'on demande qu'un pays habité par des Européens soit évacué, ce qui signifie l'interruption violente d'un développement vieux de bien des siècles... Mais si l'on examine bien à fond la situation particulière du peuple allemand, qui est complètement encerclé en Europe et, en tout état de cause, s'il continuait sa croissance vigoureuse risquerait d'étouffer, à moins de se donner de l'air, il faudra bien reconnaître que le cas pourra se présenter où l'Allemagne devra exiger de son adversaire vaincu des domaines dépeuplés soit à l'Est, soit à l'Ouest (1) ». On ne peut souhaiter meilleure démonstration que la guerre, dans l'esprit des pangermanistes, n'a pour but la spoliation que parce qu'ils la conçoivent comme une lutte de races, la lutte de la race germanique contre toutes les autres de par droit de supériorité, d'aucuns disaient d'élection divine.

(1) Friedrich Naumann. *Das Blanc Buch von Vaterland und Freiheit*, p. 264.
(2) Tannenberg. *Gross Deutschland*, p. 237 à 239.
(3) *Id.*
(4) *Id.*

*
* *

Devant une telle conception, il va de soi que tous les moyens sont valables, non seulement pour arriver à la victoire, mais pour en profiter. Nulle convention ne compte qui a pour objet d'en limiter les bénéfices en limitant la violence.

En vain, dès le Moyen-Age, les pays chrétiens se sont efforcés de faire adopter par les combattants un certain nombre de principes d'humanité, ou de chevalerie qui ne contribuèrent pas médiocrement à ramener la guerre à une sorte de tournoi entre nations. En vain, les préceptes qui recommandent la fidélité à la parole donnée, la loyauté dans les moyens de nuire, le respect et la protection des faibles, furent imposés par l'Eglise à titre de devoir religieux. En vain, repris et étendus, formèrent-ils, dans les temps modernes, ce qu'on appelle le droit des gens. En vain, ont-ils été précisés et formulés par les successives conventions de Genève en 1864, de Saint-Pétersbourg en 1866, de Bruxelles en 1871, et de La Haye en 1899 et en 1907. Ces lois et coutumes de la guerre, que l'Allemagne a sanctionnées, n'existent pas pour elle. Elles n'existent pas plus que les traités de neutralité que l'empire allemand a garantis.

L'Allemagne, en effet, professe ouvertement que pendant les hostilités, la nécessité fait loi. « Tant qu'il y aura un droit des gens, écrit Treitschke, tous les traités entre les Etats belligérants cesseront, dès l'instant de la déclaration de guerre (2) ». Comment, étant donnée l'idée que l'Allemagne se fait de la guerre, admettrait-elle de s'incliner devant les traités qu'elle a pu souscrire, alors qu'il est de son intérêt de les violer ? Comment, à plus forte raison, consentirait-elle à respecter, comme l'y obligent les conventions de La Haye, non seulement les non combattants de nationalité ennemie, mais leurs propriétés ? Ce serait, contredire le but même qu'elle assigne à tout conflit jugé de l'avenir de ses écrivains et de ses stratégistes les plus renommés.

(1) Frymann. *Wenn ich der Kaiser War!* p. 140.
(2) *Treitschke Politik*, I, p. 37.

Il y paraît bien à la façon dont l'Allemagne pratique la guerre depuis le 2 août 1914. Les vols, les incendies, les dévastations et les massacres de tous genres commis par les armées allemandes ne sont pas, en effet, des actions isolées, mais des actes accomplis sur l'ordre ou avec le consentement des autorités militaires, des actes qui, par conséquent, sont imputables à la discipline et, finalement, à l'ensemble social et moral dont elle émane.

De fait, le but principal de la guerre pour les Allemands étant d'acquérir de territoires où coloniser, il est logique qu'ils s'efforcent, par tous les moyens en leur pouvoir, de débarrasser de leurs habitants les régions envahies. C'est la véritable raison des évacuations en masse auxquelles ils ont procédé en Belgique et dans le Nord de la France. C'est ainsi qu'à Valenciennes, le 26 septembre 1914, le soldat Konrad B..., du 1er régiment de génie, note sur son carnet : « A 10 heures, départ pour occuper les issues de la ville à Valenciennes. Entre temps, il nous a fallu faire sortir les civils des maisons pour les *livrer à la gare* ». En Allemagne, les cartes postales qui représentent, ces exodes n'y ont, du reste, provoqué aucune protestation, ni même aucune surprise.

Ce souci d'éliminer la population des régions envahies est du reste, en partie, la cause des massacres de vieillards, de femmes et d'enfants auxquels se sont, sur leur passage, livrées les troupes du Kaiser. Outre que ces meurtres en grand offrent l'avantage, aux yeux des Allemands, de terroriser l'ennemi, ce qui rentre dans leur système de guerre, ils ont celui d'inciter à fuir le reste des habitants.

Que ces massacres aient été voulus par le commandement, il n'est, après les preuves que nous en fournit M. Jacques de Dampierre, aucun moyen d'en douter. Assurément, les autorités militaires ne se trouvent pas à court de prétextes. Mais pour peu qu'on les examine, on reconnaît qu'ils sont en contradiction flagrante avec les conventions de La Haye. En effet, tandis que les accords reconnaissent la qualité de belligérants aux habitants en armes, ce qui, tout en les exposant aux risques de la guerre, interdit de les traiter en rebelles, le *Kriegsbrauch* leur dénie cette qualité en prescrivant contre eux « les mesures les plus impitoyables ». En 1870 déjà, le commandement allemand ne faisait-il pas fusiller les francs-tireurs tombés entre ses mains ?

Bien plus, l'Allemagne admet, contrairement aux conventions internationales, la responsabilité collective des habitants d'une localité pour tout acte hostile même isolé, si peu grave soit-il et quand bien même son auteur serait connu. « Sitôt qu'on aura pénétré sur un territoire, ordonne le 15 août 1914, le général von Fabeck, les habitants doivent être rendus responsables du maintien des voies de communication. » C'est-à-dire que les habitants doivent être rendus responsables non seulement des actes des civils, mais encore de ceux des soldats de leur pays et, disons le mot, des revers de l'armée allemande. De fait, les incendies et les massacres furent ordonnés sous les plus minces et même sous les plus fallacieux prétextes. A Visé des coups de feu ayant été tirés sur les troupes allemandes, la ville fut incendiée, 375 hommes furent fusillés et les autres transportés à Aix-la-Chapelle. « Ainsi, note le lieutenant K. du 49e d'infanterie qui nous rapporte ces faits, la faute d'un seul fanatique retombe sur toute une ville de plus de 12.000 habitants (1) ». Et il ajoute avec candeur : « Pourtant les gens sont avertis, aussi bien par le gouvernement allemand que par le gouvernement belge (2) ». A Aerschot, le général Stenger ayant été tué, cette ville subit le même sort. « Les Allemands ont mis le feu aux villages dans lesquels les civils n'étaient pas sages (3), consigne en passant le soldat K. B. du 1er régiment du génie. Tout de même, en arrivant dans un village dont il ne cite pas le nom, le soldat H. apprend qu'un crime a été commis. En châtiment, « le village tout entier va être incendié (4) », écrit-il. « Incendie du village de Sainte Barbe parce que la veille au soir des coups de feu avaient été tirés sur nous (5) » relate le sous-officier H. du 170e d'infanterie. « Ce soir nous mettons le feu à un village parce qu'on y avait tiré sur nous ; personne n'avait été atteint (6) », reconnaît le réserviste K. du 154e d'infanterie. La liste serait longue des aveux de cette sorte. D'où proviennent ces coups de feu, personne ne le sait ni ne s'en inquiète. Ils vinrent souvent des soldats ennemis, comme à Gerbeviller, qui fut livrée aux flammes parce qu'une soixantaine de chasseurs français en arrière-garde avaient réussi à retarder la marche des troupes bavaroises au passage de la Mortagne. Dinant, Louvain, Ethes, Hargnies, Sermaize, Rethel, Clermont-en-Argonne, Badonviller ne furent pas détruites pour de plus justes causes.

(1) Jacques de Dampierre. *L'Allemagne et le Droit des Gens*, p. 200.
(2) Jacques de Dampierre. *L'Allemagne et le Droit des Gens*, p. 217.
(3) *Id.*
(4) *Id.*, p. 223.
(5) *Id.*, p. 224.
(6) *Id.*, p. 230.

Cette dernière ville ne le fut-elle pas parce que des coups de fusil étaient partis de la maison où s'était installée la grand'garde française ? Or, cette maison fut précisément épargnée à la prière du sous-officier qui nous rapporte l'aventure en reconnaissance des soins que, blessé, il y avait reçus. Ce simple fait met en évidence la responsabilité des chefs, souligne l'inanité des griefs invoqués. C'est l'arbitraire dans le carnage. « Retour par Mazerulle qui est incendié au passage par le génie parce qu'on y a trouvé un téléphone relié aux Français (1) », relate sur son carnet le lieutenant Str. « Le lieutenant Haag du 19e régiment de uhlans, étant chef de patrouille, a marché énergiquement contre les habitants ameutés et a, comme il convenait, fait faire usage des armes. Je lui exprime ma reconnaissance pour son énergie et sa décision (2) », met à l'ordre du jour du 13e corps d'armée le général von Fabeck. Termonde, quant à elle, aurait été détruite sans aucun prétexte de l'aveu même des Allemands.

D'ailleurs, les raisons invoquées fussent-elles valables, et valables, fussent-elles vraies, que l'ampleur et la dureté des répressions ordonnées resteraient sans commune mesure avec les prétendues offenses, ce qui prouve que les incendies et les massacres dont l'Allemagne s'est rendue coupable obéissent à un dessein d'extermination. Le terrorisme allemand n'a pas pour but que la sécurité des troupes ou d'amener plus vite l'ennemi à se soumettre, il poursuit sciemment avec la destruction de ses biens, sa disparition. Que les armées allemandes possèdent un matériel incendiaire perfectionné, ne laisse aucun doute à cet égard. Ce qui achève de nous en convaincre, ce sont les pillages collectifs auxquels, sous couleur de réquisitions, les armées allemandes se sont livrées, avec la complicité des chefs. Tandis que le droit des gens, tel que l'ont fixé les conventions de La Haye, n'autorise que les contributions et réquisitions en rapport avec les besoins passagers des troupes et les disponibilités locales, celles-ci prennent de la part des armées teutonnes le caractère de véritables confiscations. C'est ainsi qu'Anvers fut imposé à 40.000.000 de francs, Wavre à 3.000.000, Lunéville à 650.000 fr. De telles contributions n'ont. évidemment, d'autre but que d'affaiblir les pays conquis en enrichissant le vainqueur. On ne peut en dire autant des réquisitions opérées par l'autorité militaire. L'ordre du jour suivant du général Sommer, daté du 14 août 1915, dont les troupes russes se sont emparées, en fait foi : « J'apprends que les réquisitions sont faites par les organes intéressés avec trop de ménagements. A cet effet, j'ordonne que tout ce qui sera trouvé lors des réquisitions, provisions, couvertures, pelisses, bétail, chevaux, moutons, chèvres, etc., soit confisqué et transporté aux points de ravitaillement des régiments. Il ne doit être acquiescé à aucune demande de la population russe réclamant qu'on lui laisse une partie au moins des objets que l'on a l'intention de réquisitionner. Nous sommes en pays ennemi et toutes les considérations étrangères à l'état de guerre tombent. Il est plus salutaire de prendre que de donner » On ne peut plus expressément ordonner le pillage. De fait, en France et en Belgique comme en Russie, le pillage proprement dit, et non pas seulement des vivres, a été manifestement encouragé. « En route, pillage d'un château (1) », note, le 27 septembre 1914, le soldat Konrad B. Aussi bien, les autorités militaires exemptent certaines maisons. « A Laisson, il y avait écrit sur une porte : Pillage sévèrement interdit (2) ». Quelle meilleure preuve qu'il est, d'ordinaire, permis ? Bien mieux, « tous les objets réquisitionnés doivent être délivrés à la division, à l'exception de l'avoine, le foin et la paille (3) » rapporte le major B. se qui démontre que le pillage méthodique répond à une organisation qui se rattache, du reste, à un véritable service public, nommé *Kriegsbenteamt* ou Bureau des prises de guerre. Quant à ce qu'on ne peut emporter, on le détruit.

Le pillage répond si bien à la conception germanique de la guerre que de nombreuses cartes postales ont été publiées outre-Rhin qui représentent des villes mises à sac par les soldats allemands. Voici, d'ailleurs, comment le Dr Ludwig Ganghofer envisage la chose dans ses impressions de *Voyage au Front* qu'il publiait au commencement de 1915 : « Tout le travail s'accomplit suivant ce principe : il faut pour les besoins de l'armée tirer le moins possible de l'Allemagne, trouver le plus possible dans le pays ennemi conquis; et tout ce qui n'est pas indispensable à l'armée et présente une valeur pour la patrie doit être transporté en Allemagne (4) ». C'est ainsi qu'en Belgique et dans nos départements du Nord, les matières premières et les marchandises ont été systématiquement enlevées par les Allemands, de l'aveu même du Dr Gustav Stresemaux, membre du Reichstag, qui évalue à plusieurs milliards les

(1) *Id.*, p. 239.
(2) *Id.*, p. 204.

(1) Jacques de Dampierre. *L'Allemagne et le Droit des Gens*, p. 161.
(2) *Id.*, p. 172.
(3) *Id.*, p. 172 et 173.
(4) *Münchener Nachrichten*, 25 février 1915.

pertes économiques imposées par cela seul à la France. Et il ne compte pas les usines qu'avec préméditation les troupes du Kaiser ont dévastées !

Il n'est pas, d'ailleurs, jusqu'à la pensée de ses ennemis que l'Allemagne ne soit soucieuse d'anéantir. La destruction de Louvain, des Halles d'Ypres, de l'Hôtel-de-Ville d'Arras, de la cathédrale de Soissons, de la cathédrale de Reims et de tant d'autres monuments historiques n'a pas d'autre motif. De même que l'Allemagne tâche de supprimer les populations qui ne sont pas germaniques, pour s'y substituer, elle s'efforce de détruire, pour laisser la place à sa *Kultur*, les témoins de leur passé et, à plus forte raison, de leur grandeur.

Phénomène biologique, qu'aurait à faire la guerre, telle que la conçoivent les Allemands d'aujourd'hui, avec le droit des gens ? Elle ne se borne plus, en effet, comme autrefois, arguent-ils, à un conflit entre souverains. Avec la nation armée, la guerre moderne ne peut être qu'une guerre de peuples, c'est-à-dire une lutte à mort dans laquelle le plus fort est tenu d'exterminer le plus faible et de s'emparer de ses biens comme de ses territoires afin de le remplacer. La guerre moderne ne peut être, suivant eux, qu'une guerre d'élimination au profit de la race la plus vigoureuse, ainsi qu'on voit les choses se passer en histoire naturelle. Entendez que, la race germanique étant au-dessus de toutes les autres, la guerre d'extermination renouvelée des Barbares et telle que la science moderne permet de la développer, est non seulement un droit, mais un devoir pour l'Allemagne, le seul moyen, autrement dit, qui soit à sa disposition d'épanouir son impérialisme et de faire avancer, en la personne de ses nationaux, l'humanité dans la voie du progrès.

PAUL GAULTIER.

FOX ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE (1)

Les rapports de Burke et de Fox étaient pourtant encore empreints de cordialité et le 21 mai, à propos du dépôt, par le major Scott, d'une plainte contre les commissaires d'Hastings, parmi lesquels se trouvait Burke, Fox évoquait publiquement sa vie commune avec Burke, au temps où chaque jour la presse les attaquait et où ils répondaient à ces attaques par le mépris.

Mais au cours de l'été 1790, Burke écrivit ses Réflexions sur la Révolution Française et au mois de novembre il les publia. Trente mille exemplaires en furent immédiatement répandus ; « le livre fut lu par tous les hommes intelligents du royaume, dit Smith et à partir de ce moment une direction hostile à la Révolution française fut imprimée au public. »

La réaction continentale allait l'adopter comme catéchisme antirévolutionnaire. L'idée profonde en est l'opposition entre la folie d'une révolution métaphysique qui refait tout un peuple et tout un pays d'après des principes abstraits et la sagesse d'une révolution historique et défensive comme celle de 1688. Les excès du régime militaire sont prédits avec une certaine justesse ; mais la comparaison de situations et de milieux incomparables conduit Burke à une exaltation ridicule de l'ancien régime français.

Quelques-uns des passages des Réflexions sont demeurés célèbres : la Déclaration des droits ; Digeste de l'anarchie ; les Français qui agissent comme s'ils n'avaient jamais été civilisés ; qui mettent, avec une atroce perfidie, la hache dans les biens de l'Eglise. Quand Burke décrit la journée du 6 octobre il n'a pas de termes assez forts pour peindre l'effroi de Marie-Antoinette obligée, après le meurtre de la sentinelle qui gardait sa chambre, de s'enfuir par une porte dérobée et d'abandonner à demi-nue son splendide palais taché de sang. Seize ans auparavant, alors qu'elle était encore dauphine, il a vu la reine pour la première fois en ce même Versailles, et le souvenir de Burke est plein de fraîcheur. « A coup sûr, il n'y avait pas sur ce monde, qu'elle semblait à peine toucher, une vision plus délicieuse je la voyais se détachant sur l'horizon des terrasses, décorant et remplissant de charme, la royale demeure qu'elle commençait à peine à habiter, scintillante comme une étoile du matin, pleine de vie, de splendeur et de joie. » Burke avait-il donc subi, comme Mirabeau, le charme souverain de l'Autrichienne ? « Ainsi donc, elle va ajouter des titres de vénération à ceux que lui valait déjà l'amour distant, enthousiaste et respectueux qu'elle soulevait autour d'elle. Combien j'aurais cru rêver si on m'avait dit que je verrais fondre sur elle de pareils désastres dans une nation d'hommes galants, dans une nation d'hommes d'honneur et de chevaliers. Mais l'âge de la chevalerie est passé. L'âge des économistes, des sophistes et des hommes à vils calculs lui succède,

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 2. 1916.

et la gloire de l'Europe est éteinte pour toujours. Elles se sont évanouies cette sensibilité de principes, cette chasteté de l'honneur qui inspiraient le courage, en corrigeant la férocité, qui rendaient noble tout ce qu'elles touchaient et sous lesquelles le vice lui-même devenait moins malfaisant en perdant sa grossièreté. »

Dans ces fraîches images, dans ces vibrantes déclarations n'aurait-on pu discerner le constant désir de flatter une clientèle choisie ? Plutôt que des arguments, plutôt que des preuves, les déclarations de Burke étaient des affirmations sentimentales. Fox ne fut pas impressionné par elles. Mais l'oligarchie aglaise fut immédiatement retournée. Les trois couleurs portées aux chapeaux disparurent aussitôt ; jamais pamphlet politique n'avait eu d'effet aussi soudain. Satisfait du succès de son livre, complimenté par le futur Louis XVIII lui-même, Burke devint tout à fait intransigeant ; toute contradiction lui sembla insupportable et il s'engagea dans une lutte sans merci contre la Révolution.

La situation de Fox était déjà moins solide ; dès le 14 décembre, sentant la popularité lui échapper, Fox insiste sur la difficulté du rôle de l'opposition, mais, en même temps, il annonce avec fierté, qu'il ne connaîtra ni la souplesse, ni les évolutions si utiles en politique.

« Ceux qui, bénévolement, se rangent dans l'opposition doivent avoir des motifs plus puissants et plus louables sans doute que l'affectation d'une simple originalité. Je suis bien loin de nier que je recherche la popularité, j'en ai joui une fois, je l'ai appréciée et je la regrette. C'est une chose néanmoins qui ne dépend pas de moi. Mais il est toujours en mon pouvoir de faire ce que je crois être mon devoir et jusqu'ici j'ai constamment considéré mes commettants et ce qui devait les flatter comme une condition qui ne passait qu'après l'accomplissement du devoir qu'ils m'avaient imposé. »

Une nouvelle réunion privée dans la maison du speaker, à laquelle Dundas assistait, n'eut pour résultat que d'aigrir plus encore les deux hommes. Fox critiqua, en effet, violemment les Réflexions et Burke n'était pas de trempe à supporter en plaisantant [illegible] critiques.

Pourtant, au début de l'année 1791, les premières escarmouches semblent finies ; vers la fin de mars, Burke et Fox sont d'accord sur la question d'Ockzakow et sur l'abolition de la traite. Mais, dès le 8 avril, à propos de l'exposé de la situation extérieure, Fox commence à défendre avec force la France qui a cessé d'être la nation ambitieuse et intrigante qu'on connaissait jadis. Il souhaite le triomphe de la liberté dans toute l'Europe ; car ce triomphe sera une meilleure garantie de paix, que l'actuelle théorie de la balance des pouvoirs, et il s'écrie :

« Je l'avoue hautement, je considère la nouvelle constitution de France comme le plus glorieux des édifices de liberté érigés sur la base de l'intelligence humaine dans quelque temps et dans quelque pays que ce soit. »

En entendant cette déclaration qui le cinglait, Burke se leva brusquement. Des cris nombreux de « aux voix » le firent se rasseoir ; mais, le 18 avril, le dépôt du bill sur le gouvernement de Québec allait lui offrir l'occasion dont le désir couvait en lui. Annoncé par le message royal du 25 février, ce bill divisait la province de Québec en Haut et en Bas Canada. Chacun des deux gouvernements devait avoir un Conseil et une Chambre d'assemblée. Le Conseil devait être à la nomination du roi et l'assemblée devait être constituée suivant les formes ordinaires. Il était dit que les lois et ordonnances resteraient intactes, tant que la nouvelle législature ne les changerait pas et que l'*habeas corpus* serait le principe fondamental de la constitution nouvelle. Afin de prévenir les causes de mécontentement qui avaient occasionné la séparation des Etats-Unis d'Amérique de la mère-patrie, il était stipulé que le Parlement britannique ne pourrait imposer que les taxes nécessaires au commerce et que la législation locale les réviserait. Le principe général de libéralisme et d'autonomie qui était à la base du projet rendait Fox favorable à l'adoption totale du plan.

« Le meilleur moyen en effet de gouverner les colonies est de les mettre en état de se gouverner elles-mêmes. »

Cependant, le 20 avril, Fox éprouve le besoin de préciser les détails de la constitution du Canada ; il essaie de montrer, comment on pourra conserver le Canada à l'Angleterre, par la volonté de ses propres habitants ; comment on donnera aux Canadiens le [illegible] et non pas seulement l'apparence d'une constitution. Il réclame un Parlement annuel ou triennal et non pas septennal comme en Angleterre, un cens électoral aussi faible que le cens électoral anglais, l'interdiction de l'hérédité et l'absence de privilèges aux protestants dans les concessions de terres. Il ne fait qu'une vague allusion à la Révolution.

« La Chambre ne perdra pas, j'espère, de vue, ces principes de liberté qui ont déjà fait des progrès si rapides dans une portion du globe et qui

tous les jours semblent devoir devenir universels. »

Le bruit courait à cette époque que le roi avait montré des dispositions bienveillantes pour Fox, mais que Pitt, en déclarant que Fox avait des principes républicains, avait refroidi cette bienveillance et l'on disait aussi que Burke était pour quelque chose dans cette opinion ministérielle. Le 21 avril, en compagnie d'un de leurs amis communs, Fox alla voir Burke à son domicile et lui demanda la vérité sur le bruit qui circulait. Burke en affirma la fausseté et il traça ensuite le plan général qu'il suivrait dans la question du bill de Québec. Fox lui répondit avec confiance et le supplia de ne pas renouveler leur querelle. Ils allèrent ensuite tous deux au Parlement. Au moment où ils entrèrent, Sheridan venait de faire une motion d'ajournement du bill et Taylor, insistant sur l'inconvenance qu'il y aurait à parler d'autres pays à propos de ce bill, réclamait le principe du rappel à l'ordre par la Chambre dirigé « contre quiconque s'écarterait de la question principale. » Fox relève le défi immédiatement, il monte à la tribune et il fait remarquer que si fréquemment au cours de la session, sur d'autres sujets, il a été amené à invoquer la Révolution française, au contraire, à propos du bill canadien, il n'en a parlé que d'une façon lointaine : sans doute assez souvent il s'est occupé de l'Amérique, mais c'est uniquement à cause du voisinage de ces pays avec le Canada. » Mais si modéré qu'il veuille être, il ne peut se contenter de ces premières explications et il se redresse en disant : « Je suis loin de posséder la prudence qui fait cacher ses opinions. Je pense au contraire qu'un homme public doit faire connaître entièrement sa pensée, jamais je ne resterai en arrière de ma pensée. Je ne crois pas qu'on m'ait entendu avancer des principes républicains ; mais jamais on ne m'entendra désavouer ce que j'ai avancé. »

Jusqu'ici il n'y avait dans les paroles de Fox qu'une ardeur prématurée dans la défense, un désir peut être de parer des attaques qu'il sentait venir. Il se trouva alors un honnête député du nom de Powys pour revenir de tour que prenaient les débats et pour déclarer que Fox aurait dû, au lieu de parler à tout moment de la Révolution française, imiter Burke et faire un livre sur elle. Burke saisit l'occasion. Ses défenseurs et ses admirateurs — et c'est toute l'Angleterre — ont dit qu'il était irrité par les plaisanteries que Fox avait faites sur un des rêves favoris de Burke : la constitution de la chevalerie au Canada. D'autres ont fait remarquer que les passions politiques atteignaient chez lui une extrême vigueur. D'autres le montrent, montant à la tribune pour participer à un simple débat d'idées, accueilli presque aussitôt par les interruptions et les rappels à l'ordre de son propre parti, et, devant la résolution arrêtée des whigs de l'empêcher de parler, sentant la colère monter en lui et attribuant à Fox cette obstruction. Tout cela a pu l'excuser. En tout cas, une chose est certaine, dès le début, il attaqua :

« Il avait entendu le panégyrique de M. Fox, et il se souvenait qu'il était un devoir qui devait passer encore avant les considérations de l'amitié, c'était l'amour de son pays. Plus il considérait la Révolution française, plus il la regrettait. »

Fox le défia de soutenir son opinion sous la forme nouvelle qu'il venait de lui donner. Burke releva le défi le 6 mai avant la lecture du bill de Québec, article par article. La discussion qui s'ensuivit eut un retentissement universel, si universel que les réponses de Fox furent immédiatemet traduites en français (1). Cette Constitution de 1791 imparfaite à coup sûr, mais qui témoigne de tant de bonne volonté, Burke la traite d'insensée et en montre les effets funestes dans les colonies françaises et il s'écrie : « Depuis deux ans, rien ne semble fixé malgré la prophétie des clubs de ce pays. Ils ont un roi comme ils le désirent, c'est-à-dire qui n'est plus un roi. » Baker le rappelle à l'ordre ; une altercation s'en suit. Fox déclare qu'il ne comprend pas ce rappel à l'ordre et il défend Burke ironiquement, « quoique presonne n'ait dit un mot au sujet de la Révolution française, mon honorable ami a cru convenable de la blâmer. C'est en effet aujourd'hui le jour où l'on discute le gouvernement des autres pays, où on les invective et où on recommande à la Chambre la modération sur la constitution qu'elle va faire, en injuriant les autres constitutions. On aurait le droit de parler aussi du gouvernement de la Chine, de celui de la Turquie et des lois de Confucius ? »

Burke répond avec raideur qu'il se croit dans l'ordre, qu'une discussion sur la Révolution française, à propos du bill de Québec et de l'examen d'une Constitution nouvelle, n'est pas plus déplacée qu'une discussion sur la guerre de Russie, à propos des dépenses de l'armement

« J'attaque, continue-t-il, ce bel et étonnant édifice que mo ami admire tant, comme une production de la folie et non de la sagesse, du vice

(1) Elles ont été imprimées à Paris, chez les marchands de nouveautés, sous le titre : Discours prononcés par M. Burke, Fox et autres membres de la Chambre des Communes le 6 mai 1791.

et non de la vertu, et afin d'ôter toute idée de calomnie, je vais prouver mon assertion. »

Lord Sheffield demande que toute discussion sur la Révolution française, ou se rapportant à ce qui se passe en France, soit interdite, et il réclame une seconde lecture du bill de Québec. Fox et Pitt appuient la motion : ainsi les débats seront ramenés au point où ils doivent être ; puis Fox prend la parole pour expliquer son vote. Ce qui lui en fait une loi c'est la façon inconsidérée dont Burke a introduit une discussion étrangère au bill de Québec. L'injustice du procédé est d'ailleurs dirigée contre Fox : « Si ce n'est pas une subtilité pour chercher un motif de querelle, je ne sais ce que ce peut être. Si on en venait, en effet, aux clauses de ce bill, on ne trouverait pas de différence d'opinions entre mon ami et moi ; on en trouverait du moins une peu sensible. » Et Fox montre que Burke n'a pas combattu article par article le bill de Québec, qu'il veut simplement préserver la constitution anglaise du danger d'opinions trop avancées. Mais en choisissant pour faire cette déclaration générale « le jour où son ami le plus intime est outrageusement et faussement représenté », Burke semble vouloir confirmer des insinuations injustes. Après cette entrée en matière, Fox fait, à son tour, une déclaration de principes sur la Révolution française. Il ne retranchera pas une syllabe de ce qu'il a dit :

« Je le répète, je la regarde comme l'événement le plus glorieux pour le genre humain : l'arbitraire a disparu, le nouveau régime veut le bien du peuple et c'est là ce qui me touche. » A coup sûr, cette discussion ne peut intéresser la Chambre beaucoup plus qu'une discussion historique sur Athènes ou sur Rome. Fox, maintenant qu'une fois encore, il a publiquement affirmé son opinion refuse de continuer. Il ne reviendra à la Chambre que lorsque Burke aura cessé ses raisonnements sur la Révolution française. Il ne veut plus s'occuper que du bill de Québec, mais aussi quand le moment arrivera de discuter à nouveau ce bill, quelque faibles que soient ses moyens en comparaison de ceux de son honorable ami qu'il est habitué à rgarder comme un maître, puisque c'est de lui qu'il tient le peu qu'il sait en politique, cependant il maintiendra les principes qu'il a avancés, même contre une éloquence supérieure. » Il maintiendra que les droits de l'homme que Burke a tournés en ridicule et a traités de chimériques sont d'ailleurs les principes de Burke. « Pendant la dernière guerre nous nous sommes souvent réjouis ensemble des succès de Washington ; ensemble nous avons pleuré la mort de Montgomery. » De Burke, Fox a appris que la révolte d'un peuple naît toujours d'une provocation. Dans ce temps-là, Burke parlait de la volonté nationale ; depuis il a changé d'opinion. Fox ne l'imitera pas ; sa manière de voir est trop ancienne pour qu'il en change ; ses principes sont trop imprimés dans son cœur pour qu'ils les modifie. D'ailleurs, on ne change plus de principes à son âge. Il se réjouira toujours quand il verra la tyrannie détruite. Malgré tout, il défie ses ennemis d'amener une séparation entre Burke et lui.

Il est trop tard ; Burke est déjà meurtri ; il a été mis en contradiction avec ses propres principes. En déclarant que la constitution d'Angleterre était basée sur les droits de l'homme, Fox a semblé réduire à néant la valeur du livre de Burke. Burke ne pardonnera pas à celui qu'il considérait comme son meilleur ami », cette attaque personnelle « après une intimité de vingt-deux ans ; il ne pardonnera pas à Fox « d'avoir, non seulement fait allusion à sa conduite, à sa parole, à ses écrits, das les termes les plus durs », mais encore, « d'avoir invoqué des conversations et des opinions particulières ». En insistant sur ce débat, il était loin de vouloir viser certaines opinions républicaines de M. Fox ; il essaie à nouveau de montrer le danger des clubs et des sociétés de correspondance ; il reproche à Fox de l'avoir attaqué depuis longtemps, de s'être fait soutenir par une troupe habile, bien disciplinée obéissant au commandement de son chef. Grey le rappelle à l'ordre ; mais Burke continue à exposer ses opinions particulières sur la réforme parlementaire, l'acte des dissidents, le bill de la famille royale ; puis il déclare tout d'un coup que l'amitié ne peut lui faire oublier son devoir, qu'il ne redoute pas un ennemi nouveau et que dans l'accomplissement de ce devoir il s'écriera toujours : « Fuyez le danger de la Révolution française ». Fox lui dit alors à mi-voix que ses amis ne l'ont point abandonné, qu'une différence d'opinions n'est pas une rupture. Burke répond :

« La rupture existe ; j'ai su sacrifier mon ami à mon devoir ; la vieille amitié n'existe plus ; c'en est fait, je n'ai plus d'amis. »

ARY-H. CHARDON.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 4 — 1er SEM. 54e ANNÉE 12-19 FÉVRIER 1916

LA GUERRE ET LA RÉPARATION DES DOMMAGES (1)

Mesdames, Messieurs,

Le premier devoir d'un conférencier — surtout d'un conférencier d'occasion, comme celui qui se présente aujourd'hui devant vous, c'est de dire qui il est. Ceci est d'autant plus nécessaire que je me trouve avoir plusieurs qualités : doyen de la Faculté de Droit, et surtout professeur de droit public, Président d'une très importante Association qui s'est donné comme idéal de faire entrer dans la conscience publique, et surtout dans celle de nos législateurs, cette idée que la France doit une réparation aux pays envahis, je me trouve donc avoir deux qualités pour parler des dommages de guerre, puisque c'est une question de droit et surtout de droit public, sur laquelle mon enseignement a souvent porté, et aussi à raison du but que poursuit le *Comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre*, qu'on a bien voulu m'appeler à diriger. Néanmoins, je ne voudrais pas qu'il se glissât une équivoque dans le fait que je prends aujourd'hui la parole sur ce sujet ; je ne voudrais pas que l'on put croire que je viens ici comme porte-parole de l'Association que je préside. Je viens avant tout faire ici une causerie libre ; ceux qui me connaissent — je crois qu'il y en a quelques-uns dans la salle — savent que je n'aime, ni les suggestions, ni les directions ; c'est donc très librement que je vous dirai ce que je pense de cette grave question de « La Guerre et la réparation des dommages », formule que j'accompagne de ce sous-titre : de l'*obligation* où est la France de réparer les dommages causés par la guerre dans les pays envahis.

C'est un bien délicat problème, un problème dans lequel interviennent des considérations de tout ordre. C'est le Droit, d'abord — je crois même que c'est lui surtout qui est intéressé dans cette question, — mais c'est aussi l'économie politique, ce sont les intérêts financiers, ce sont même des intérêts politiques, peut-être des intérêts sociaux, qui y interviennent. Je pense même qu'il y a aussi certains intérêts religieux, la reconstruction des églises, des édifices du culte, dont il faut se préoccuper. Tout cela se croise et s'entrecroise dans les difficultés que la question soulève. En présence de cette multiplicité de problèmes, vous pensez bien que je ne vais pas épuiser ces questions, je ne pourrai guère que les poser. Il est vrai qu'on a dit qu'une question bien posée est à moitié résolue ; je tâcherai de le faire.

Quel est donc le problème ? Comme tous les problèmes juridiques nouveaux, il est sans doute difficile à résoudre, mais il est aussi assez difficile à poser, et je voudrais tout de suite essayer de trouver la formule précise de son énoncé. Je pourrai ensuite aborder plus facilement les difficultés qui s'y rencontrent.

Il ne s'agit pas de chercher ici, remarquez-le bien, ce qu'on a appelé quelquefois la solution

(1) Conférence donnée à *l'Alliance d'Hygiène sociale.*

de la question de la péréquation des dommages de guerre, d'établir le bilan de ce que chacun perd ou gagne. Car, si dans cette guerre, beaucoup, le plus grand nombre certainement, perdent, il y en a aussi qui gagnent. Vouloir établir le bilan de ces gains et de ces pertes et prétendre faire une loi qui attribuerait à chacun son dû, vouloir faire la péréquation des dommages de la guerre, c'est chercher la quadrature du cercle. Il n'est pas davantage question, quand on s'occupe des dommages de la guerre, dans le sens propre du mot, dans le sens technique du mot, de rechercher comment devront être — comment dirais-je, indemnisés n'est pas un mot qui suffise — comment devront être récompensés ceux ou les familles de ceux qui sont morts pour nous, ceux qui ont été souvent si abominablement mutilés — nous en voyons, hélas ! tous les jours dans la rue, dans le Métro, partout, — il ne s'agit pas de savoir ce qu'on leur donnera, on ne leur donnera jamais assez, voilà tout ce que je puis en dire ! Mais je tiens à le proclamer bien haut, car c'est mon sentiment très net et très profond, jamais la France ne payera à leur juste prix de pareils héroïsmes. J'ai déjà dit et je répète volontiers ici, qu'ils constituent à l'heure actuelle une véritable noblesse, une noblesse nouvelle — la première ne s'est-elle d'ailleurs pas constituée ainsi, en sauvant le pays d'invasions qui cherchaient, comme aujourd'hui, à en chasser le légitime occupant ? — notre problème n'est pas non plus celui, plus pénible encore, des dommages que j'appellerai purement moraux, résultant de l'invasion. Que de souffrances morales, que de souillures abominables, que d'odieux contacts ont subi les malheureuses populations des pays envahis !... Ici, je crois qu'il ne faut même pas prononcer le mot de réparation ! Les grandes douleurs sont muettes, et ne demandent qu'une chose, le silence et l'oubli ! Nous leur accorderons aussi le respect auquel elles ont tant de titres !

De quoi donc va-t-il être question dans cette conférence ? Il ne s'agit que des dommages causés aux choses, aux biens. Voilà d'abord ce qu'il faut bien établir. Mais dans ces dommages il y en a qu'il faut encore mettre de côté. Des agriculteurs, des commerçants, des industriels d'autres parties de la France ont certainement éprouvé des pertes venant de la guerre. La loi projetée ne s'occupera pas d'eux. Elle restreindra son action aux dommages qui sont propres aux pays envahis. Voilà le problème posé. Il y a une distinction essentielle qu'il faut faire, en effet, et qui a été admirablement mise en lumière, dans une publication du *Comité* que je préside, par un jeune député de Reims, M. Forgeot; il a trouvé cette formule, qui renferme à elle seule toute une théorie, qu'il y a une distinction à faire entre les dommages résultant de l'invasion et les dommages résultant de la guerre. Des dommages résultant de la guerre, il y en a partout; les industries des pays du Midi, certaines de ces industries au moins, les professions libérales partout, sont atteintes par la guerre, et cependant on ne va pas les indemniser. Il y a là quelque chose de commun à tous les Français. On passera cela par doit et avoir. Mais il y a des dommages spéciaux, supplémentaires, qui s'abattent particulièrement sur certaines régions de la France, toujours les mêmes, sur l'Est et sur le Nord, sur ces marches qui ont toujours été la route de l'invasion. Ce sont ceux-là, et ceux-là seulement que nous voulons que l'on répare. Mais même lorsque nous en sommes arrivés là, eh bien, nous n'avons pas encore bien posé le problème. Il reste encore à en déterminer d'une manière plus précise les conditions.

Ce ne sont pas tous les dommages éprouvés dans ces pays qui seront réparés ; ce serait impossible, et ce ne serait pas juste.

Par exemple, un établissement industriel a été saccagé. Probablement, l'industriel ne va pas pouvoir continuer sa production. On ne l'indemnisera pas pour ce manque à gagner, pour cette interruption de son industrie venant cependant d'un fait de guerre. On pourrait, à la rigueur — mais ce serait se livrer à des calculs vraiment trop arbitraires, distinguer entre les manques à gagner des pays envahis et les manques à gagner des pays non envahis, mais ce serait là une distinction trop difficile à faire. Et très nettement, dans le très beau rapport que M. Hébrard de Villeneuve, notre cher Président, a consacré aux méthodes et aux modes de procéder devant les commissions cantonales et départementales, il met de côté comme l'avait déjà fait le décret du 4 février 1915 dans son article 6, il met de côté cette cause de dommage, ce dommage qui peut être, sans doute, tout à fait considérable, mais qui n'est pas une suite directe de l'invasion. Précisément, je viens de prononcer le mot qui va me permettre de trouver une formule : il s'agit de *la réparation des dommages directs*. Et tout de suite, je vous demande la permission de procéder comme je fais à mon cours. Je donne d'abord un exemple, et j'essaie ensuite de trouver la formule qui s'y applique le mieux. Eh bien, je prends un exemple, et cet exemple je le rencontre dans une des réclamations adressées au Comité national d'action pour la réparation des dommages de guerre que je préside, par conséquent ce n'est pas un exemple inventé.

Voilà un troupeau de moutons composé de 500 bêtes, mères et agneaux. On annonce l'arrivée des Allemands. L'autorité militaire dit au propriétaire du troupeau : il faut évacuer. Le propriétaire prend ses dispositions, — vous pouvez penser avec quelle hâte — et il s'en va. Dans l'exode de ce troupeau il y avait de malheureux petits agneaux qui n'ont pu supporter cette marche forcée. Une centaine sont morts. Qu'est-ce que ce dommage, est-ce un dommage direct ou indirect ? Je ne veux pas dire ce qu'a décidé la Commission cantonale, bien que je le sache, mais, à mon sens, c'est très certainement un dommage direct, bien que les moutons n'aient pas été détruits par un bombardement par exemple. Il y a un tel lien d'indivisibilité entre leur mort et le fait d'évacuation imposé par les autorités militaires françaises qu'il y a dommage direct. Mais supposez — c'est une supposition très invraisemblable, mais il faut en faire pour bien comprendre — supposez que le propriétaire de ce troupeau par suite de cette mort de ces 100 agneaux — et ce chiffre de 100, vous pouvez le multiplier autant que vous voudrez — supposez qu'il se trouve acculé à une ruine véritable, l'indemniserons-nous ? Non, voilà le dommage indirect, c'est celui qui est produit par une répercussion tellement lointaine que vraiment il n'y a plus entre le fait qui a produit le dommage et ce dommage un rapport de cause à effet. Si ce propriétaire, par exemple, se trouve ne pas pouvoir marier sa fille comme il l'espérait, à raison de la perte qu'il a subi, l'indemniserons-nous? Non, évidemment. Voilà le véritable dommage indirect, dont certainement les Chambres ne voteront pas la réparation. Personne d'ailleurs ne la demande.

Voilà donc la question posée. Mais avant de voir comment on se propose de la résoudre, je voudrais vous indiquer très rapidement quel est l'état de notre Droit actuellement, avant cette fameuse loi, attendue avec tant d'impatience, loi de justice et de réparation que va nous donner le Parlement, et qui marquera une grande date dans l'histoire de la législation française. C'est, il faut bien le dire, une législation un peu étrange, faite de pièces et de morceaux, comme beaucoup de parties de la législation française — qui est cependant une de celles où il y a le plus de codifications et de lois générales. Dans l'état actuel de la législation, quand on recherche quels sont les dommages pour lesquels on pourrait reconnaître le droit à réparation, voici ce qu'on trouve. D'abord les réquisitions françaises qui, aujourd'hui, sont réglées par la loi du 3 juillet 1877, réquisitions françaises qui comprennent, outre les fournitures en denrées et objets quelconques, ces causes de dommages considérables que sont le logement, le cantonnement des troupes françaises et alliées. Ce qui donnerait droit à la réparation aussi, c'était ce qu'on appelle — et c'est ici que la législation ou plutôt la jurisprudence devient bizarre — ce qu'on appelle les mesures préventives de défense, prises très longtemps à l'avance, par l'autorité militaire. Ainsi, toutes les mesures de précaution prises avant cette date si triste pour les Français, le désastre de Sedan, et qui avaient endommagé des propriétés dans les environs de Paris qu'on mettait en état de défense à un moment où on ne pouvait pas encore en prévoir le siège, ont été considérées comme donnant droit à indemnité, parce que c'étaient des mesures préparatoires, prises très longtemps à l'avance. Mais en ce qui touche toutes les destructions venant non seulement de la lutte elle-même, mais des mesures prises immédiatement avant, réparation n'était pas due, et encore, le mot immédiatement ne serait pas exact. Ainsi, je vais prendre un autre exemple. Lors de la retraite du maréchal Soult, sur Toulouse, après la bataille de Vitoria, des retranchements avaient été opérés par son ordre sur la ligne qu'il devait suivre. Ces retranchements avaient endommagé des propriétés. Allait-on indemniser ? Non, car bien que ces travaux n'eussent pas précédé immédiatement la lutte, ils s'y rattachaient cependant d'une manière très directe, puisque l'armée manœuvrait en présence de l'ennemi. Cette jurisprudence qui s'appuyait sur la loi du 10 juillet 1791 aboutit à de véritables dénis de justice. Car, d'une part, il est impossible de justifier rationnellement la distinction faite entre les mesures préparatoires et celles qui sont la conséquence des nécessités immédiates de la lutte. Dans les deux cas il y a un dommage nécessité par la défense du pays. Et d'un autre côté, quelle difficulté n'y a-t-il pas à distinguer ce qui est mesure préparatoire de ce qui est mesure amenée par la nécessité plus ou moins immédiate de la lutte ! C'est un véritable nid à procès !

Enfin, il y a un cas qui n'est pas indiqué dans les ouvrages même les mieux faits et les plus complets qui ont été publiés sur la question et que j'ai fait étudier au *Comité national*, et où il y a encore lieu à indemnité. Il est bien intéressant. Il s'est présenté en 1870. Il s'agit de réquisitions faites par l'ennemi, réquisitions de services ou de denrées, réquisitions très considérables adressées à un membre d'une commune déterminé et qui, en réalité, visaient toute la commune ; c'était lui qui était le plus gros propriétaire et qui, pour simplifier, allait payer pour tout le monde. Eh bien, on a eu la prétention de lui faire supporter à lui tout seul la charge de cette réquisition. Les tribunaux, Messieurs, et ces tri-

bunaux ce sont les tribunaux judiciaires, la Cour de cassation, — grâce à l'insistance d'un conseiller de la Cour de cassation qui était originaire des pays de l'Est et qui porte un grand nom de juriste, M. le conseiller Rau, dont les rapports sur ce point font autorité, ont décidé que lorsque des réquisitions avaient été faites dans des conditions telles qu'elles devaient être considérées comme s'adressant à la commune tout entière, il n'était, ce réquisitionné, que le représentant de la commune. La commune lui devait la réparation qui lui aurait incombé à lui seul, si cette jurisprudence n'avait pas existé : il y a donc ici une nouvelle responsabilité, celle de la commune, tandis que, tout à l'heure c'était l'Etat qui était le débiteur.

C'est un cas fort intéressant, que M. Henry, professeur de la Faculté de droit de Nancy, a mis en relief avec une grande force. Il a mis en lumière cette idée tout à fait capitale, qu'à ce moment on a parlé de la *solidarité*, mais en limitant cette solidarité aux membres de la commune. La commune est obligée d'indemniser celui qui a payé, en réalité pour elle.

Voilà les seuls cas dans lesquels il y a réparation d'après la législation existante. Mais, dans tous les autres, destructions, pillages, incendies, aucune indemnité. Pourquoi cela ? Mon Dieu, il y a des juristes qui se contentent d'explications qui ne vous contenteraient pas certainement : ils disent, ce sont les textes qui veulent cela, qui imposent cette solution ! vous trouverez sans doute cette explication insuffisante, vous voudrez des raisons, et... vous n'en trouverez pas.

Il semble impossible de faire une distinction entre des réquisitions ennemies qui portent sur du foin, de l'avoine, du blé, du vin (je ne crois pas ce dernier exemple mal choisi ,je crois qu'on en a réquisitionné et bu même qui ne l'était pas), il n'est pas possible, dis-je, de faire une différence véritable entre ces réquisitions et la destruction venant de la bataille, destruction de ce blé, de ce même cellier contenant du vin, je ne crois pas que l'on puisse expliquer cela rationnellement. Mais les juristes, gens subtils, ont découvert une raison, bien vieille d'ailleurs, car on la trouve déjà dans Grotius, le fondateur du Droit international. La raison qu'ils ont donnée, c'est que la guerre c'est quelque chose qu'on peut assimiler à la grêle, qui ravage une contrée. Pas plus que la guerre, la grêle ne tombe partout à la fois et en même temps, de même que l'inondation, l'incendie. C'est ce que le droit, dans une de ces formules généralisatrices, dont il est épris et qui, d'ailleurs, le constituent tout entier, c'est ce que le droit appelle le cas fortuit, la force majeure. La guerre, elle aussi, est une application de la force majeure, au même titre que la grêle, l'inondation, et aussi l'épidémie. J'ai apporté de très vieux papiers, des pièces d'archives dans lesquels je retrouve une instruction adressée par le Ministre de l'Intérieur de l'époque aux administrations centrales de département sur les lois des 19 et 26 vendémaire an VI. C'était Letourneux qui était ministre à cette époque, et, dans cette instruction, il commente cette loi du 19 vendémiaire an VI qui, d'après son titre même, détermine le mode de distribution de secours et indemnités à accorder à raison des pertes occasionnées par la *guerre et autres accidents imprévus*. Le § 2 vise les grêles, incendies, inondations, épizooties et le § 3 s'occupe des secours aux pays ravagés par la guerre.

A ce moment là, par conséquent, on acceptait cette assimilation de causes de perte qui nous paraissent aujourd'hui si dissemblables. Dans les deux cas, on venait en aide à ceux qui avaient souffert, on leur accordait un secours. Abandonnant le principe proclamé par la loi du 16 août 1793, on assimile ce que Letourneux appelle « les accidents majeurs et imprévus » et les ravages causés par la guerre.

Eh bien ! cette idée, même avec les correctifs que j'ai indiqués, on ne l'accepte plus aujourd'hui, on n'admet plus que la guerre puisse libérer la nation de l'obligation d'indemniser ceux qui ont souffert plus que les autres, parce qu'ils étaient sur le chemin de l'invasion ! Pourquoi donc ? Pourquoi ce changement ? Eh bien, ce changement, j'avoue que j'en vois la cause principale uniquement dans le sentiment, dans un mouvement magnifique de l'âme française. Quand nous avons appris ces choses horribles, qui s'appellent l'incendie et le sac de Louvain et de toutes ces petites villes dont les noms seront retenus par l'Histoire, quand nous avons su les abominables atrocités commises par les nouveaux Barbares, mains coupées aux petits enfants, vieillards lâchement assassinés, familles soumises aux plus odieuses flétrissures, il y a eu véritablement un sursaut de la sentimentalité française. Nous nous sommes dit : voilà, je couche tous les soirs dans mon lit, dans une chambre bien close, je déjeune et je dîne à mes heures, je prends mon chocolat le matin, je fume mon cigare — et voilà de malheureuses populations qui sont pillées, torturées par ces Vandales, par ces nouveaux Barbares ! Non, ce n'est pas possible ! Et de là est né un sentiment très fort, celui d'une réparation spéciale véritablement *due* par le pays tout entier. N'oublions pas que les choses de sentiment en France ont produit souvent de grands effets. Voilà d'où est né, je crois, le mou-

vement qui va aboutir à une nouveauté très grande dans la législation : la substitution, au profit des populations des pays envahis d'un véritable droit à cette aumône, à ce secours qu'on voulait bien leur donner auparavant. Ce droit, ils le réclameront, maintenant la tête haute, comme on réclame son dû.

Mais si c'est là l'origine de ce nouveau principe juridique, mon Dieu, il ne faut pas cependant dédaigner les explications des juristes ; et il y en a de toutes sortes. Sans insister sur ces explications, j'en dirai cependant un mot. Il en est une notamment qui a droit à une place d'honneur. C'est celle de la solidarité nationale. Ce n'est pas ici, ce n'est pas dans une conférence faite au nom de l'Alliance d'Hygiène sociale, dont le président est l'homme le plus aimable et le plus savant du monde tout à la fois, M. Léon Bourgeois, ce n'est pas ici en présence de tous ceux qui savent qu'il a construit de toutes pièces cette doctrine de la solidarité dont tant d'applications sont entrées dans les lois, qu'on pourrait ne pas lui donner, comme à toutes les idées-forces, sa part d'influence dans l'établissement de l'idée nouvelle.

Il faut mentionner aussi le principe de *l'égalité des charges*, de l'égalité devant les charges publiques. Chacun doit payer sa part d'une charge publique. Eh bien, cette charge publique qu'est la guerre, elle a pesé plus sur certaines parties du pays que sur d'autres. Par conséquent, les parties surchargées doivent être indemnisées.

Toutes ces explications sont bonnes, mais enfin, elles ont toutes un point faible : en les poussant à bout, logiquement, nous arriverons forcément à la péréquation des charges complète, ce que nous ne voulons pas, ce qui est impossible pratiquement.

Il y a d'autres explications encore. On a dit : mais ceux qui ont perdu beaucoup, ceux qui ont eu les maisons brûlées ont fait en quelque sorte ce que le Droit appelle une *gestion d'affaires*, ils ont géré l'affaire d'autrui. Et dans ce cas, on a droit à une indemnité. Enfin, j'ai entendu un de mes collègues, un de nos meilleurs juriconsultes, M. Charles Lyon-Caen, raisonner ainsi. Il y a dans notre législation commerciale quelque chose qui ressemble singulièrement à notre hypothèse. Lorsqu'un navire se trouve en perdition, on jette des marchandises à la mer pour le sauver, (on faisait cela surtout autrefois, la navigation actuelle a beauconp diminué ces causes de jet). Eh bien, quand on a jeté des marchandises appartenant aux uns et aux autres, ce ne sont pas ceux-là seuls qui vont supporter les conséquences du jet, on va faire contribuer tout le monde. Je crois, Messieurs, qu'il y a peut-être là, la meilleure explication ; elle n'est évidemment pas tirée des principes du droit public, elle ne s'analyse pas dans une extension de la responsabilité de l'Etat, qui est un des caractères les plus saillants du développement du droit public en France. Mais elle constitue en tout cas une image qui offre une analogie tout à fait parfaite avec notre chère France, qui est, en effet, comme un navire ballotté par la tempête, mais qui ne sombre pas, pas plus que celui qui figure dans les armes de la Ville de Paris : « Fluctuat nec mergitur ». Certaines personnes sont obligées de perdre plus que d'autres sur ce navire, il faut que toutes y contribuent.

Voilà, Mesieurs, beaucoup d'explications. Pour moi, la meilleure est l'explication que j'appellerai sentimentale, ce sursaut de l'âme française, de la pitié française, ne voulant pas qu'il soit dit que certaines parties seulement de la population ont souffert de la guerre et les autres non.

C'est donc un droit : voilà la conclusion à laquelle nous arrivons. Eh bien, Mesdames et Messieurs, c'est cette idée qui va donner l'unité à mon sujet et va dicter mon plan. Je vais tâcher d'expliquer pourquoi, si c'est un droit, il faut l'organiser de telle ou telle manière. Quand il y a droit, même à l'encontre de l'Etat, ce n'est pas seulement une obligation morale qui pèse sur lui. C'est une stricte obligation. L'Etat personnification de la nation française, l'Etat qui n'est pas composé seulement des générations d'aujourd'hui, mais comprend celles de demain — il ne faut pas oublier non plus celles du passé — qui revivent en nous — l'Etat doit pouvoir grever même les générations à venir de cette dette sacrée, née dans les larmes et dans la douleur.

Or, si c'est un droit, il y a un minimum de conséquences qui s'imposent et en dehors desquelles, on ne saurait être autorisé à prononcer ce mot auguste. Il faut rechercher quel est ce minimum. Or, on peut le résumer en très peu de règles. C'est d'abord l'absence de distinction entre ceux qui vont avoir droit à la réparation. Si c'est un secours, on comprend très bien, comme le dit la loi du 19 vendémiaire, an VI, qu'on ne donne rien à ceux qui, bien qu'ayant perdu beaucoup dans cette guerre, sont cependant encore fort riches. C'est tout naturel ; le secours implique, par sa définition même que celui qui le demande en a besoin ; or, vous êtes millionnaire, même si vous avez perdu 500.000 francs, il vous en reste encore 500.000. Vous n'êtes pas dans le besoin. Mais si c'est un droit, il n'y a pas de distinction à faire. Devant les tribunaux, on ne se préoccupe pas de l'état de fortune ou de gêne de celui qui réclame une créance. Que ce

soit un individu qui n'en a pas besoin pour vivre, que ce soit au contraire quelqu'un qui attend le recouvrement de cette créance pour acheter ce qui lui est nécessaire pour se loger, pour se vêtir, pour manger, — peu importe ! Si c'est un droit on ne doit pas non plus distinguer suivant que le créancier appartient à telle ou telle opinion politique. Je crois bien qu'il ne faudrait pas faire non plus de différence à ce point de vue quand il s'agit d'un secours, mais j'ai peur que ce ne soit pas toujours la règle suivie. Eh bien, quand il s'agit d'un droit, ceci est exclu par la nature même du titre que l'on invoque et surtout par la nature des autorités qui auront à le sanctionner.

Voilà quelques conséquences très nettes qui découlent logiquement de l'idée de droit.

J'ajoute que si c'est un droit, il n'y a pas non plus à faire de distinction suivant l'objet qui a été détruit. Ce sont des meubles, c'est du bétail, ce sont des marchandises, ce sont des stocks de matières premières, ce sont des maisons, des maisons plus ou moins luxueuses, c'est un objet d'art, un Rembrandt ou un Rubens — il devait y en avoir dans ces pays flamands, et ceux qui ont disparu, n'ont certainement pas tous été détruits par les flammes, on en trouverait, si on pénétrait dans certains intérieurs ennemis. — Eh ! bien, peu importe la nature de l'objet détruit. Le droit d'indemnisation en cas de dommage ne connaît pas de différences, suivant qu'il s'agit d'un objet de telle ou telle nature. On n'en fait pas dans l'expropriation, dans la réquisition, dans les dommages causés par les travaux publics. Pourquoi voudrait-on en introduire ici ?

Mais ici, je tombe sur une grave objection, — je ne veux pas dire où, ni citer de projets de loi, ni même des exposés des motifs. Mais voici ce qu'on peut imaginer et voici ce qu'on a dit.

Vous devez faire une différence entre les objets qui servent à la production économique et ceux qui lui sont inférents.

Or, s'il s'agit par exemple de stocks de matières premières, d'approvisionnements de marchandises, outillage industriel d'usine, instruments agricoles, bétail, etc... Oh ! alors, nous allons indemniser et nous allons indemniser complètement, parce qu'il faut que l'industrie reprenne, que l'agriculture revive dans ces pays si malheureux jusqu'à présent.

Mais, s'il s'agit d'un tableau, d'un Rembrandt ou d'un Rubens, d'une maison luxueuse, l'Etat n'est pas intéressé à leur reconstitution. C'est un question d'art, une question de luxe, et par conséquent nous n'indemniserons pas, ou si peu, qu'on pourra vraiment dire que ce n'est pas une indemnisation.

Eh ! bien, Messieurs, je proteste, je suis obligé de protester, et je suis obligé de trahir ici au moins le professeur. Le professeur de droit est obligé de protester contre l'invasion de ces doctrines économiques dans le droit qu'elles auront bientôt détruit si l'on n'y prend garde.

Le droit est une chose, et l'économie politique en est une autre. Ne les mêlons pas, je vous en prie. Elles sont mêlées, sans doute, dans nos Facultés de droit, nous avons beaucoup de professeurs d'économie politique, — nous nous en félicitons, — mais je sais très bien que les professeurs d'économie politique, s'attachent à faire de l'économie politique sans la faire refluer sur le droit de telle sorte qu'elle puisse en détruire les bases. Elle ne doit, au contraire, que les fortifier.

Le droit ne peut pas varier, le droit de l'individu qui est atteint par un fait aussi national que la guerre, ne peut pas varier suivant que l'objet qui a été détruit représente telle ou telle chose, que ce soit un meuble, que ce soit un animal, que ce soit une marchandise ou un outillage industriel

Nous avons le respect en France, nous devons avoir le respect de la propriété. C'est un hommage à la propriété que constituera la reconstitution des pays envahis. Cet hommage à la propriété, nous devons le faire avec un geste large, et sans nous préoccuper du point de savoir s'il y a des biens qui servent plus ou moins à la production économique, au moins en ce qui touche le fond du droit. Quant aux modalités d'exécution nous verrons s'il y a des différences à faire.

La propriété est inviolable. C'est là la pierre angulaire de l'organisation sociale. Je ne vois pas pourquoi il en serait autrement, quand il s'agit d'une expropriation et ici ! Si on exproprie une maison de plaisance par exemple, on paiera, je pense, sa valeur intégrale. Pourquoi ne la paierait-on pas si les Allemands l'ont brûlée ? Sur ce point, je crois qu'il ne peut pas y avoir de difficultés entre juristes. Sans doute, on a proposé, on proposera très certainement d'autres solutions, il y aura de très violentes discussions, je le crains, dans les Chambres sur cette question — on proposera probablement des réductions dans les indemnités données sur ces objets-là, on voudra faire ce qu'on appelle déjà d'un nom bizarre des « abattements ». On fera des emprunts, sans doute, à ce qu'on appelle, la théorie de la progressivité de l'impôt. Mon Dieu ! je n'en suis pas l'ennemi de l'impôt progressif, mais autre chose est l'impôt, autre chose est la réparation des dommages, même quand ces dommages ont été causés par la guerre.

On ne dit pas à celui dont le bien a été détruit, soit par un individu, soit par l'Etat : Ah ! c'est un

bien de telle nature, nous ne vous le paierons que tant.

Qu'on fasse cela pour l'impôt qui est une contribution aux charges publiques et pour lequel on peut demander, sans injustice, une plus forte proportion de son revenu à celui qui profite pour une plus large part des bienfaits de l'organisation sociale : je l'admets. Mais en ce qui touche la réparation des dommages, je ne sache pas qu'on ait jamais soutenu que la réparation devait varier suivant que l'objet était plus ou moins nécessaire à la production économique. Il ne doit pas en être autrement ici.

Voilà donc une autre conséquence, qui me semble irréductible, de l'idée de droit.

Je vous prie d'excuser tous ces développements bien secs, qui ne doivent pas beaucoup intéresser les personnes qui sont habituées à entendre... d'autres conférenciers ; mais enfin, nous faisons du droit, je suis obligé d'en faire, c'est le point capital du sujet. Eh bien ! voilà les premiers minimums qu'il comporte ! En voici un autre auquel nous tenons beaucoup, nous juristes. C'est la sanction judiciaire. Un droit ne se conçoit pas sans sanction judiciaire. Ah ! nous ne sommes jamais démentis sur ce point au *Comité national d'action*. Nous avons constamment voulu, sans jamais nous départir de cette idée, nous avons constamment demandé, que si l'indemnisé n'est pas content de l'indemnité qui lui a été accordée, s'il ne croit pas qu'elle soit suffisante, de même que si l'Etat — ce qui lui arrivera peut-être aussi souvent qu'à l'individu — n'est pas satisfait de la décision des commissions administratives, nous voulons qu'un Tribunal soit juge. Nous avons confiance dans les Commissions cantonales et départementales, présidées par un magistrat, sans doute, mais ces Commissions ne constituent, ni par la qualité des personnes qui les forment, ni par la procédure qui y est suivie, des juridictions, et pour le droit, il faut une juridiction.

Voilà, Messieurs, un autre minimum que je considère comme irréductible. Je disais tout à l'heure, quand je parlais de la mort de ces agneaux du troupeau évacué, pour savoir s'il y avait dommage direct ou indirect, que c'est une question extrêmement délicate. Et cette question, vous voulez la faire juger par ces Commissions ! Je ne veux pas en dire du mal, j'aperçois quelques-uns de leurs membres qui sont jurisconsultes. Mais cependant, il y en a beaucoup d'autres qui ne le sont pas. Or, il y a des questions à résoudre, des question de droit, remarquez-le, qui sont d'une difficulté inouïe. Eh bien, véritablement, est-il admissible que ces questions ne soient pas en dernier ressort décidées par un Tribunal, par une Juridiction ?

Maintenant, je ne vous chicanerai pas sur ce que sera cette juridiction. Vous la ferez comme vous voudrez, juridiction de droit commun, si vous voulez ; nous n'avons pas demandé cela au *Comité national d'action*, nous estimons qu'il vaut mieux avoir une juridiction spéciale, qui aille vite. Il ne faut pas éterniser ces procès. Nous espérons, d'ailleurs, qu'il y en aura peu. Que les commissions cantonales et départementales fassent leur devoir, et il y aura peu de recours. Cela vaudra mieux pour tous.

Je viens de me placer au point de vue des créanciers de l'indemnité pour réclamer des juges.

Mais l'Etat pourra aussi y trouver son compte, comme le montre ce procès de Bar-le-Duc dans lequel on a découvert qu'un sinistré prétendait se faire payer 146.000 francs dont 50.000 francs pour des vins fins qu'il prétendait lui avoir été enlevés, le cellier intact ! — Eh ! bien ! vous voyez que alors qu'il n'y avait pas été touché, — on a retrouvé l'Etat est intéressé aussi à ce qu'il y ait un tribunal. J'ajoute maintenant qu'il est indispensable qu'il aille vite, qu'il y soit fait usage d'une procédure plus rapide que celle de notre vieux code de Procédure civile de 1806, qui faudrait même appeler code de procédure civile de 1667, car il n'est qu'une 2e édition de l'ordonnance civile de Louis XIV, vieux Code que tout le monde critique, mais qu'on ne change jamais.

Nous avons proposé, au *Comité national d'action*, l'adoption de la procédure bien plus simple des Conseils de préfecture. Je suis persuadé que les Chambres adopteront aussi un système de procédure dans laquelle on ira vite, mais dans laquelle on sera en présence de gens de droit, avec les garanties qui résultent de leur compétence, de leur honorabilité, avec le débat oral, avec la publicité. Ceci aussi est un minimum. C'est le minimum du droit porté en justice !

Mais à qui ce droit appartiendra-t-il ? A un individu, sans doute, à une Société, à une collectivité quelconque. C'est ce qu'on exprime en disant qu'il y a droit individuel, c'est-à-dire droit mis en œuvre par l'intéressé, par le titulaire même du droit. Or, sur ce point, je ne veux citer personne, mais enfin nous avons eu une très belle page de philosophie sociale, ou socialiste plutôt, dans laquelle on disait « ce n'est pas l'individu que nous indemnisons, c'est la nation elle-même : c'est la nation qui panse ses propres blessures et, en les pansant, elle panse aussi celles des individus qui ont été victimes des dommages amenés par la guerre dans les pays envahis. »

Voilà la théorie.

Ah ! Messieurs, je ne l'accepte pas, je l'accepte d'autant moins que non seulement, elle supprime le droit individuel, mais qu'elle est une théorie d'origine allemande. J'étonnerai peut-être beaucoup celui qui l'a proposée en lui disant : Veuillez lire, consulter tel livre, et vous y trouverez mise en forme juridique, ce qui sous votre plume, revêt surtout l'aspect d'une théorie politico-économique. Et savez-vous à quoi ils l'appliquent, les Allemands ? Principalement aux droits politiques.

Nous avons toujours cru, nous Français, qui avons inventé les droits politiques de l'individu, qui nous sommes battus pour eux, qui les avons introduits partout où ont pénétré nos drapeaux, qui avons fait plusieurs Révolutions pour les fonder définitivement, que ce sont des droits appartenant à l'individu ? Non, disent les Allemands, ce sont des réflexes de l'organisation constitutionnelle, et, par conséquent, ce n'est pas comme individu, comme ayant une personnalité propre, que nous les possédons, non, c'est parce que l'Etat est intéressé à ce que l'on consulte les citoyens sur les questions que l'Etat a à résoudre. Quand un individu vote, c'est l'Etat qui vote, dit un de ces auteurs !

Voilà la théorie. Et on voudrait la transporter dans la question des dommages de guerre ! Non, elle n'y rentrera pas, nous ne le voulons pas, nous demandons que le droit à la réparation soit un droit individuel, c'est-à-dire un droit né dans la personne de l'individu, qui est une conséquence de sa personnalité, qui fait partie de son patrimoine, et qu'il peut par conséquent faire valoir lui-même.

Elle serait très dangereuse cette théorie de la réparation des dommages de guerre, de la France pansant ses propres blessures, et par conséquent pansant par voie de conséquence les blessures des malheureuses victimes des dommages de guerre, car, si l'Etat ne veut pas panser ses propres blessures, que feront les blessés individuellement envisagés ? Il n'y aura pas de reflexe, puisqu'il n'y aura pas la cause qui le produit ! Et si l'Etat estime qu'il ne se sent blessé que du côté droit, mais pas du côté gauche, alors, il faudra que ceux qui sont du côté gauche ne soient pas indemnisés ? Non, tout ceci n'est pas français, c'est une théorie *made in germany* et nous ne voulons plus de produits allemands. Au fond, d'ailleurs, cette théorie repose sur cette idée que l'individu ne compte pas, qu'il n'est, comme le dit Hegel, qu'un moment de l'Etat. Pour les Allemands, seul compte l'objectif, l'organisation. Quant à l'individu, quant à sa personnalité, quant à la valeur qu'il a en tant qu'homme, on en fait fi ! Cette théorie destructive du droit de la personne humaine, ne l'introduisons pas dans la question des dommages de guerre. Elle en envahirait bientôt beaucoup d'autres !

Je viens de plaider longuement pour l'individu, pour son droit, il est temps que je prenne aussi la défense de la Société. Bien qu'elle ne soit pas tout, elle est cependant quelque chose !

Tout droit a sans doute un minimum de conséquences, toutes dans l'intérêt direct de celui qui en est investi. Mais tout droit comporte des restrictions dans l'intérêt social. C'est à ces restrictions que nous allons arriver, c'est la part de la société que nous allons examiner maintenant.

D'abord, laissez-moi vous dire qu'il n'y a pas un seul droit sans restrictions, qu'il n'y a pas de droit absolu dans une société civilisée. De droit absolu, il n'y en a que chez les sauvages, et ils n'en sont pas plus heureux pour cela ! Quand vous êtes entrés, dans cette salle, on a dû vous demander une carte, première restriction à votre liberté ! Si on avait craint une réunion tumultueuse, il y aurait eu une force de police. Voilà donc un droit qui s'exerce, mais il s'exerce avec certaines restrictions. De plus, remarquez que nous avons ici un droit que j'appelle un *droit nouveau*. C'est un droit nouveau, il n'existait pas jusqu'à présent, eh bien, il est tout naturel qu'un droit nouveau ne naisse pas — comme Minerve sortant tout armée du cerveau de Jupiter, — avec son maximum de garanties, avec une armure complète ! Le droit de propriété, le droit de créance, ordinaires, du droit civil, les jurisconsultes peinent sur eux depuis des milliers d'années. Ils leur ont constitué une armure formidable. Mais nous ne pouvons pas demander à un droit qui vient de naître, nous ne pouvons pas demander que ce droit soit aussi fortement constitué, aussi solide, que celui qui existe depuis des milliers d'années.

Il est donc très naturel qu'il y ait des restrictions. Mais y a des raisons plus importantes qui veulent qu'il en soit ainsi.

Je disais tout à l'heure que je n'admettais pas que l'Etat pansât ses propres blessures, de sa propre autorité, et uniquement parce qu'il le veut. Toutefois, il faut bien reconnaître que l'Etat est intéressé dans la question de la réparation des dommages de guerre à beaucoup de points de vue.

Quelquefois, on a comparé, — j'ai toujours trouvé cela bien bizarre, — l'Etat payant les sinistrés, — c'est peut-être de ce mot que cela vient, — à une compagnie d'assurances contre l'incendie. Il serait donc une sorte de Compagnie d'assurances contre les dommages de la guerre. Quelle diffé-

rence cependant entre sa situation et celle d'une compagnie d'assurances ! La Compagnie n'a aucun intérêt à payer le sinistre, car sa caisse s'appauvrit d'autant, tandis que l'Etat indemnisant les victimes de la guerre, permet à la vie économique de reprendre, rend dès lors ses impôts plus productifs, et retrouve sous mille formes ce qu'il n'a fait en somme qu'avancer ! Il en diffère aussi en ce que, débiteur sans doute, il a cependant tous les droits à des ménagements de la part de ces créanciers qui, quelqu'intéressants qu'ils soient, ne sauraient lui adresser des sommations inopportunes et le jeter dans d'inextricables difficultés financières !

Le droit individuel va donc être obligé de baisser un peu pavillon, il va subir certaines restrictions.

Lesquelles ?

Eh bien ! il y en a une qui serait bien grave si elle était acceptée, c'est celle-ci :

On a dit : « oui, nous vous paierons, mais vous allez vous engager à reconstituer. Vous avez eu une maison détruite, une usine, vous aviez des marchandises pour une somme de 500.000 francs par exemple ; eh bien, vous allez vous engager à reconstruire votre usine, telle qu'elle était, à reconstituer le stock des marchandises tel qu'il était, à rebâtir votre maison. A cette condition seulement nous vous indemniserons.

Voilà une idée, voilà un système, voilà une théorie.

Tout à l'opposé on dit : non. Vous avez une créance, je vais vous la payer, vous ferez ce que vous voudrez de cet argent. Il est très probable que celui qui habite l'est n'ira pas habiter désormais dans une autre partie de la France, mais enfin, il sera libre de reconstituer ou de ne pas reconstituer.

Et enfin, il y a des personnes bien intentionnées, désireuses de satisfaire tout le monde, qui cherchent une solution moyenne. En général, ces solutions, où on cherche à concilier des contraires, ne satisfont personne.

En tout cas, voici en quoi consiste la solution intermédiaire. On a dit : nous allons faire décider la question de savoir si vous devez ou non reconstituer, quand vous nous dites que vous ne pouvez pas, par quelqu'un qui va nous départager.

Par qui ? Par le tribunal des dommages de guerre.

Tout à l'heure, je faisais l'éloge du tribunal, qui doit être créé pour assurer au droit sa vraie sanction, mais je ne le ferai plus si on lui donne cette mission là.

C'est un tribunal qui décidera ! Voilà par exemple, un usinier âgé, fatigué, qui comptait sur son fils pour le remplacer. Ce fils a été tué.

Vous allez l'obliger, vous allez contraindre ce malheureux homme, pour qui la vie n'a presque plus d'intérêt, à reconstruire, à refaire son usine, alors que ses forces ont disparu, que son intelligence décline, vous allez le forcer à recommencer sa vie quand il est sur le point de la quitter !

Un autre exemple : Voilà une malheureuse veuve qui a perdu son mari. Elle va vous dire qu'elle ne le peut pas, qu'elle est trop inexpérimentée, trop peu au courant des affaires, qu'elle préfère placer son argent sur l'Etat. Et vous la contraindriez, bon gré, mal gré, à se faire industrielle !

Et puis surtout, il y a ceux qui diront : c'est très bien, vous voulez m'obliger à reconstruire, mais comme il y a trop d'usines de cette espèce dans cette région, si je reconstruis, vous allez me faire ruiner, cela ne marchera pas, car j'aurai trop de concurrents.

Eh bien, je voudrais bien savoir si le Tribunal qui aura condamné ce vieil industriel, ou cette veuve, ou cet usinier intelligent qui croit qu'il ne faut pas reconstruire son usine parce qu'il y aurait pléthore industrielle dans ce pays, qui les aura condamnés à l'usine obligatoire, je me demande si plus tard, on l'indemnisera de cette ruine!

Voilà, Messieurs, les objections que l'on peut faire à ce système intermédiaire. Vous voulez faire juger par un tribunal des questions dont nous devons, nous, être seuls juges, surtout quand il s'agit de ces déterminations tout à fait intimes, qui ne peuvent dépendre que de l'intéressé. Véritablement, donner cette tâche à un tribunal, c'est instituer un régime qui n'a jamais existé, c'est faire entrer le juge dans un domaine qui lui a toujours été interdit. L'instituer arbitre de décisions qui ne doivent dépendre que de notre libre conscience, lui faire décider les chances de réussite ou d'insuccès d'une entreprise économique, c'est lui donner une tâche au-dessus de ses forces et qu'il n'acceptera pas ! Nous avons la bonne fortune que cette conférence soit présidée par un président du Conseil d'Etat .Il me permettra de rappeler un des principes les mieux établis de la jurisprudence administrative sur les dommages résultant des travaux publics. Jamais elle n'a voulu obliger l'indemnisé à employer une partie de son indemnité, ou même une indemnité spéciale qui lui aurait été accordée à cet effet, à faire sur son immeuble un travail déterminé. Les tribunaux n'ont pas la gestion des fortunes privées. Voilà ce qu'ont toujours répondu les Conseils de préfecture.

Nous ne devons pas raisonner, ni décider autre-

ment ici. Ne faisons pas de tribunaux tranchant des questions d'intimité familiale, encore moins des tribunaux tranchant des questions d'ordre économique, d'opportunité industrielle ou commerciale.

Je crois donc qu'il faut choisir entre le système de liberté et le système de l'obligation.

Avec le premier, avec le système de liberté, vous aurez peut-être quelques égoïstes qui ne voudront pas faire revivre une usine qui employait de nombreux ouvriers, c'est la l'objection. Eh bien ! Je crois que s'ils ne le font pas, et que l'usine soit nécessaire, d'autres le feront à leur place. Avec ce système, ce système de liberté, vous ne vous exposez pas aux inextricables difficultés qu'engendrera l'obligation ou qui viendront de ce que l'Etat se trouvera obligé de suivre l'emploi de l'indemnité. Il y a là le germe d'une bureaucratie nouvelle : véritablement, le besoin ne s'en fait pas sentir.

Je conclus au remploi facultatif.

Mais il y a d'autres restrictions qui sont plus admissibles que celle que je viens de combattre. Ce droit nouveau, l'accordera-t-on à tout le monde ? Voilà des étrangers, des ennemis qui étaient propriétaires chez nous. Question beaucoup plus délicate. — voilà des sociétés étrangères ou même des sociétés françaises dont le capital est en majeure partie allemand. Voilà des usines appartenant à des ressortissants de pays neutres, à des pays qui nous laissent nous épuiser pour sauver leur liberté, leur autonomie, qui de plus, souvent, font d'énormes bénéfices, en commerçant avec l'Allemagne, en la ravitaillant.

Eh bien, faudra-t-il leur donner l'indemnité ? Question très délicate, je le répète, qui met en jeu des traités internationaux, des règles du droit civil. Je ne fais que la poser, mais je puis bien dire qu'il me semblerait difficile qu'on traitât exactement ces étrangers comme des nationaux. On a parlé de solidarité nationale, elle ne s'est jamais entendue comme comprenant les intérêts étrangers aussi bien que ceux des français.

Voici une limitation encore plus délicate : Celui qui a droit à l'indemnité peut être mort, il a peut-être été tué dans une opération de guerre. Il se trouvait qu'il n'avait que des successeurs aux 9e, 10e, 11e, 12e degré, qu'il n'avait jamais vus, et qui ne le connaissaient peut-être pas du tout. Donnerons nous l'indemnité à ces successeurs au 12e degré ? Dans le droit commun on ne fait pas de distinction, mais dans ce droit nouveau, dans ce droit spécial, je crois qu'on pourra dire à ce parent éloigné : vous ne compliez pas là-dessus, par conséquent, je ne vous indemnise pas.

C'est la question si grave de la limitation des degrés successoraux. Limitons cela aux parents, aux proches, pour les ascendants et les descendants jusqu'à l'infini, aux frère et sœur et à leurs descendants, à l'époux survivant, mais au-delà, abstenons-nous. Réservons ces successions pour une des nombreuses œuvres que suscitera la question des orphelins de la guerre !

Il y a encore autre chose ; dans ces bénéficiaires de l'indemnité, mais il y a les indignes, les déserteurs, les espions, il y a ces escrocs qui demandent le remboursement de vins fins qu'ils ont encore. Ces indignes, on peut sans injustice, les exclure.

Ici, cependant, je suis obligé de faire une petite réserve de doctrine. Dans le droit privé, le système des déchéances disparaît. La confiscation a été abolie en 1814, la mort civile en 1854.

Le droit privé marche dans le sens de l'absence de déchéances, tandis que dans le droit public, le droit électoral, par exemple, ne peut appartenir à un indigne.

Si vous appliquez purement et simplement le droit privé, vous n'établirez pas de déchéances. Mais si vous voulez teinter un peu ce droit de principes et de règles de droit public, vous pourrez, je crois, consentir au système de déchéances dont je viens de parler .

Je dois ajouter cependant, que lorsqu'il s'agit de ces déchéances et de l'impossibilité de succéder par exemple, il peut y avoir des personnes qui se trouveront lésées, ce sont les créanciers de l'espion, du déserteur, les créanciers de celui dont la succession ne trouve que des héritiers au degré qui est exclu. Allons-nous faire perdre au créancier la somme qu'il a prêtée ? Le Droit semble l'exiger, au moins pour le créancier du déserteur, de l'espion, l'ayant causé ne pouvant pas avoir plus de droit que son auteur, et l'auteur — au sens juridique — est privé du droit de laisser une succession !

Les prêteurs ne pouvaient pas cependant prévoir que leur emprunteur déserterait, espionnerait, que sa succession serait dévolue à l'Etat. Cela semble contradictoire ! Mais je ne suis pas effrayé de la contradiction quand elle amène un résultat équitable. Et je ne concevrais pas qu'on privât le créancier de son argent, parce qu'il a eu le malheur de prêter à un individu qui est indigne ou qui n'a que des héritiers trop éloignés. Je réserve, par conséquent, les droits des créanciers.

Enfin, outre ces restrictions qui touchent au fond du droit, il y a des modalités et, en particulier, des échelonnements de paiement.

Je disais tout à l'heure qu'il ne faut pas faire

de distinction suivant l'objet qui a été détruit, mais il est bien certain que lorsqu'il s'agira de payer les dommages de guerre, nous paierons les premiers ceux qui ont des biens qui servent à la reconstitution économique du pays.

Ceci, personne ne peut l'empêcher, personne ne peut s'y opposer, nous ferons subir des délais, assez longs peut-être, à ceux qui n'ont à réclamer que le prix d'un Rembrandt ou d'un Rubens. Nous payerons de suite l'ouvrier qui a perdu ses instruments de travail, celui qui veut reconstruire sa maisonnette ! Nous payerons de suite aussi ceux qui voudront refaire leur outillage, reconstituer leurs stocks !

Reste une dernière question qui est très grave. Il est possible que l'Etat ne puisse pas payer, même ceux qui sont très dignes d'être payés, de suite. Il faut prévoir les terribles embarras financiers de l'Etat, même victorieux, après la guerre !

Il va leur être délivré, à la suite de la procédure qui aura été faite devant les commissions cantonale et départementale et peut-être après intervention du tribunal, un titre d'indemnité de telle somme, à une échéance assez lointaine. Mais ils ont besoin d'argent de suite ; surtout dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, le fait sera très fréquent, il sera la règle !

Ceci se produit tous les jours dans la vie des affaires. On a besoin d'argent et on a un titre de créance dont l'échéance n'est pas arrivée. On trouve de l'argent en cédant ce titre ! C'est la théorie de la cession civile, de l'escompte, de la négociabilité du titre. Appliquera-t-on ces règles au titre d'indemnité portant la signature de l'Etat ?

C'est une question des plus graves. Mais sous cette réserve qu'il ne faut pas que l'argent, que l'on se procurera ainsi, soit enlevé à la défense nationale, je ne crois pas insoluble le problème posé. Divers procédés ont été proposés. Je ne doute pas que l'ingéniosité de nos financiers ne trouve le plus parfait, celui qui consistera, tout en ménageant le crédit de l'Etat, de reconstruire au plus tôt l'usine qui rendra la prospérité au pays où elle existait.

Je m'aperçois que j'ai dépassé l'heure, et cependant je suis loin d'avoir épuisé la liste des questions ! Combien il y en a d'intéressantes à examiner : dommages maritimes, dommages aux colonies, dommages en Alsace-Lorraine, reconquise déjà en partie, reconstructions des villes, des villages, des églises... Je suis obligé de n'en rien dire ! L'essentiel est que j'ai pu aborder celles de ces questions qui constituent la trame même du sujet.

Il faut conclure. Je le ferai en déclarant que la France doit faire un geste large dans la réparation qu'elle doit aux pays envahis, il ne faut pas qu'elle se montre tatillonne, c'est contraire à ses traditions, c'est contraire à sa nature généreuse. Mais il faut que les sinistrés de leur côté, soient raisonnables. J'ai entendu dire, et je crois bien que c'est exact, qu'une de ces Associations qui s'occupent — et Dieu sait si elles ont à faire — des intérêts de ces malheureuses victimes des dommages de guerre, réfugiées à Paris, leur a conseillé, par exemple, quand il s'agit d'un jardin détruit, de demander une indemnité pour les pieds de groseilliers qui étaient dans ce jardin : « Un groseillier vaut tant dans les catalogues des marchands, eh bien ! dit-on au propriétaire du jardin, il faudra que vous ayez bien soin de noter tous les groseilliers que vous aviez pour vous les faire payer ».

Eh bien, non, il faut que les victimes des dommages de guerre soient plus raisonnables. Si un jardin a été détruit, eh bien, on le refera, et on le cultivera, même sans groseilliers, ou sans tous les pieds de groseilliers qu'on y avait plantés !

Agir autrement, présenter des notes si minutieusement, disons si mesquinement établies, c'est compromettre la grande, la noble cause que nous voulons faire triompher. Des revendications semblables sont tout à fait déplacées ! La raison doit être d'un côté comme de l'autre, elle doit être du côté de l'Etat, mais elle doit être également du côté des victimes des dommages de guerre.

Je crois aussi que la conclusion qui s'impose est qu'il ne faut pas faire, à propos de cette reconstitution, des expériences sociales. On en a proposé beaucoup, mais je suis d'avis qu'il faut faire revivre le pays tel qu'il était auparavant. Quant aux expériences sociales, on les fera plus tard, et dans toute la France. Il ne faut pas que ce soit dans une partie de la France seulement qu'on change les conditions du travail, par exemple...

Cependant, il y en a une — vous allez dire que je me contredis constamment, mais il est difficile de ne pas le faire dans un pareil sujet — il y en a une dont je voudrais bien parler. Vous savez, sans doute, qu'on a voté une loi relative aux débits de boissons. Elle est du 9 novembre 1915, si je ne me trompe. Eh bien, je suis obligé de constater ceci, c'est que la première application que l'on a faite dans les Chambres du droit à la réparation des dommages de guerre a été faite dans l'intérêt des marchands de vin.

Dans cette loi, vous trouverez un article qui prévoit que si un débit de boissons vient à être fermé, il ne pourra pas être reconstitué s'il reste fermé pendant un certain laps de temps.

L'article 11 dispose, en effet, que « tout débit qui a cessé d'exister depuis plus d'un an est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis ». Mais les défenseurs de l'alcool et de l'alcoolisme veillaient. Et ils ont fait insérer dans le même article 11 le paragraphe suivant :

« Si le débit a été détruit par des événements de guerre, il pourra être rouvert ou transféré sur tout le territoire de la commune, sous la réserve des zones protégées, au plus tard dans les deux ans de la cessation des hostilités ».

Eh bien, je considère comme fâcheuse cette première application que l'on a fait de la réparation des dommages de guerre, non pas que j'estime qu'il n'y a pas là une propriété qui est une propriété comme les autres, et vraiment je ne demande pas mieux que l'on donne une indemnité aux marchands de vins, qu'on la leur donne même double si l'on veut ; mais ce n'est pas dans un endroit comme celui où je me trouve, au Musée social, dans une conférence faite au nom de l'Alliance d'hygiène sociale, que je puis approuver une disposition pareille, qui prévoit la reconstitution de l'alcoolisme dans les pays où il exerce le plus de ravages !

*
* *

Je termine. Nous serons victorieux, personne n'hésite sur ce point, personne n'a le moindre doute ; notre glorieuse armée sera victorieuse. Mais il faut ajouter à cette victoire une autre victoire : la victoire législative qui consistera à introduire dans la législation française, et par là même, vous pouvez m'en croire, dans la législation des autres pays, qui si souvent suivent nos initiatives, une disposition consacrant le droit à la réparation. Cette victoire sera aussi une victoire sur notre égoïsme, car elle reviendra à dire : « Je suis dans un pays non envahi, je suis dans un pays qui ne souffre pas de la guerre, je dois une réparation aux pays envahis, et les yeux fermés, je donnerai tout ce qu'il faut pour cette réparation ».

Me permettrez-vous enfin de vous lire, pour terminer cette trop longue conférence un vieux quatrain ? Le Droit ne porte pas à la poésie, mais enfin, les professeurs de droit, s'ils ne font pas des vers ont bien le droit de lire de temps en temps les poètes !

Eh bien, il y en a un fort ancien, — il est du XVIe siècle, de ce XVIe siècle où la France a couru tant de dangers, — et il représente bien la France puisque sa poésie faisait les délices des reines de cette époque : Elisabeth d'Angleterre, l'infortunée Marie Stuart, et une autre reine de la main gauche, Diane de Poitiers, aimaient beaucoup, vous le savez, la poésie de Ronsard. Or, voici ce que dit Ronsard.

Malgré la guerre, notre Gaule,
Riche de son dommage, croît :
Plus on la coupe, comme un saule,
Et plus fertile elle apparoît....

F. LARNAUDE.

Allocution de M. HÉBRARD DE VILLENEUVE.

Mesdames, Messieurs,

Il semble qu'il n'y ait rien à ajouter aux éloquentes et fortes paroles que vous venez d'entendre et que vous avez accueillies par des applaudissements unanimes. Ces marques d'approbation, je ne crois pas en diminuer la valeur en affirmant qu'elles ne s'adressent pas seulement au talent magistral de notre conférencier, mais aussi à ses idées, à la thèse qu'il a soutenue avec toute sa science et tout son cœur.

La cause est donc entendue et je pourrais me dispenser de prendre la parole. Je vous demande pourtant la permission de vous adresser quelques mots. Puisqu'on m'a fait l'honneur de me convier à présider cette séance, je ne veux pas laisser échapper l'occasion qui m'est offerte de joindre mon adhésion à la vôtre et de constater, de souligner l'accord qui, après les tâtonnements inévitables du début, tend de plus en plus à s'établir entre ceux qui, à des titres divers, étudient de bonne foi, sans parti-pris, avec le seul souci de la vérité et du bien public, cette grave et angoissante question de la réparation des dommages de guerre.

Comme vient de le faire M. Larnaude, j'examinerai successivement le problème au point de vue juridique, au point de vue économique et au point de vue politique et social, et, sur tous les points essentiels, j'aboutirai sans peine aux solutions qui ont été préconisées avec une si persuasive autorité.

Parmi les principes de notre droit public — je m'excuse vraiment d'oser me risquer sur ce domaine après un maître — mais je suis moi-même un vieil étudiant, un étudiant de quarantième année — parmi les principes de notre droit public, il en est deux que le problème envisagé met en présence. Ces deux principes paraissent d'abord s'opposer l'un à l'autre, mais en réfléchissant, on voit que, tout au contraire, ils se prêtent une force réciproque et un mutuel appui.

Le premier, c'est qu'en cas de conflit entre l'intérêt privé et l'intérêt général, c'est celui-ci qui doit l'emporter.

Le second, c'est que l'intérêt général lui-même doit se concilier avec le respect du droit privé.

Prenons un exemple, car, au premier abord, cette distinction entre le droit et l'intérêt peut paraître bien abstraite.

Ma maison se trouve sur le tracé projeté pour une voie publique, un canal, un chemin de fer ; j'aime ma maison : j'y suis attaché par de vieux souvenirs ; je l'ai restaurée et embellie de mon mieux ; j'essaie de la sauver et d'attendrir les ingénieurs ; mais ceux-ci aiment la ligne droite autant que j'aime ma maison et il faut reconnaître qu'en matière de chemins de fer et de canaux, ils n'ont pas tout à fait tort. La ligne projetée va du point A au point B : ma maison est sur ce trajet, elle est condamnée à disparaître.

C'est l'application du premier principe et l'intérêt privé est sacrifié à l'intérêt général.

Mais, attendez ; voici que se présente l'application du second principe.

Quand les ingénieurs arrivent avec leurs ouvriers réclamant l'exécution du décret qui a déclaré l'utilité publique du travail, je leur dis : sans doute il est nécessaire de détruire ma maison, mais il n'est pas nécessaire de la confisquer, c'est-à-dire de me la prendre sans indemnité : vous allez donc, avant même le premier coup de pioche, me payer le juste prix de mon immeuble. Ainsi le veut la déclaration des droits de l'homme et la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation. C'est ce régime transactionnel qui concilie les droits des particuliers avec les intérêts de la collectivité et qui a permis d'accomplir, depuis un siècle, tant de grands travaux qui ont singulièrement enrichi notre pays... et souvent les expropriés eux-mêmes.

Quand il s'agit de dommages de guerre, sommes-nous en présence d'un droit qui doit être respecté ou d'un simple intérêt qu'on peut sacrifier ? C'est toute la question.

Comment, direz-vous, il y a là une question ? Mais elle est bien simple à résoudre : ne suis-je pas propriétaire comme tout à l'heure et que ma maison ait été détruite par des obus ou par les pioches, en quoi cela change-t-il ma situation, et d'où viendrait la différence ?

Messieurs, elle vient de ceci, c'est qu'il y a une loi sur l'expropriation et qu'il n'y en a pas sur les dommages de guerre.

Oh, je sais que les tentatives législatives n'ont pas manqué et qu'il y a au moins quelques-unes de ces lois de façade qui contiennent tant de promesses et qui amènent tant de déceptions ; mais une vraie loi, positive, pratique, mettant une obligation en face du droit des sinistrés, non il n'y en a pas encore.

Pour nous en convaincre, nous n'avons qu'à faire rapidement l'historique de ces essais avortés ou incomplets.

La loi du 31 juillet 1792 posait, dans son préambule, le principe de la responsabilité nationale : son texte se bornait à allouer aux sinistrés quelques secours en tenant compte d'éléments totalement étrangers à la notion du droit.

La loi du 16 août 1793, plus formelle encore dans la reconnaissance de la dette de l'état, ne reçut en fait aucune application et n'organisa même pas la procédure des demandes d'indemnité.

La Restauration procéda par allocations arbitraires sans jamais admettre, si ce n'est pour les émigrés, le principe d'une réparation.

Enfin, en 1871, après une proposition de la Commission tendant à reconnaître le droit des sinistrés, l'assemblée nationale admit que des secours seraient accordés sans aucune garantie pour les droits lésés : cette décision intervint sur l'insistance très vive de M. Thiers. A quelque temps de là — les grands hommes ont leurs faiblesses — M. Thiers reçut un million pour prix de sa maison détruite par la commune, ne prenant pas garde qu'il acceptait ainsi pour lui-même une réparation intégrale qu'il avait durement refusée aux autres.

Ainsi, chaque fois qu'il s'est agi des dommages de guerre, on a d'abord fait un pas dans le sens de la solution juste et raisonnable, puis on s'est arrêté et l'on n'est pas allé jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la réparation complète du dommage éprouvé.

Si nous cherchons le motif de ces fluctuations et de ces contradictions, on peut en trouver le prétexte dans ces deux raisons :

D'abord la raison financière : nous y reviendrons quand nous aborderons le point de vue économique, car au point de vue du droit, le fait que presque tous les ministres des finances ont considéré la question des dommages de guerre comme un sujet de conversation désagréable, n'est pas un argement suffisant pour dégager l'Etat de ses devoirs.

La seconde raison est tirée d'un principe, ou d'un soi-disant principe : *l'irresponsabilité de l'Etat.*

Ceci vaut que nous nous y arrêtions un moment.

Messieurs il y a, dans notre droit civil, qui ne brille pas d'ordinaire par le sentiment un petit

article qui a l'allure simple et la grandeur morale d'un verset de l'Evangile :

Art. 1382. Retenez ce chiffre, car il est peu de personnes qui n'aient à en réclamer ou à en subir l'application... « quiconque par son fait cause un dommage à autrui est tenu de le réparer. »

Telle est la règle entre particuliers.

On a osé soutenir que cette règle de bon sens et d'équité, n'était point, sauf dans les cas limités et précisés par la loi, applicable à l'Etat.

J'avoue que je n'ai jamais pu m'expliquer cette anomalie et quand, jeune candidat à l'auditorat, j'en demandais la raison à mon excellent professeur de droit administratif, M. Chantagrel, ce n'était pas un simple étonnement qu'il manifestait, mais une véritable indignation.

L'irresponsabilité de l'Etat, disait-il, mais c'est une erreur monstrueuse qu'on a érigée en axiome pour se dispenser de la justifier. Elle se comprend à peine dans un régime de droit divin où le Souverain choisi par la Providence comme le chef d'une nation, doit se conduire en bon père de famille et rendre à chacun ce qui lui est dû ; ne disait-on pas autrefois que l'Etat devait être le plus honnête homme du royaume ? Mais dans un régime démocratique, c'est un vrai non-sens, une atteinte aux principes fondamentaux de la Société. L'Etat démocratique ne s'incarne plus en un seul : il est le représentant de tous. S'il a été érigé en personne morale ayant des droits propres, il a aussi des devoirs et le premier de tous c'est d'assumer la responsabilité de ses actes et de payer ce qu'il doit, et il ajoutait en caressant sa barbe, une longue barbe dont le développement et l'autorité dataient de 1848 : j'espère bien que quand vous serez au Conseil d'Etat vous changerez cela !

Les idées de notre vieux maître correspondaient sur ce point trop bien aux nôtres pour que nous ne suivions pas ses conseils. Oh ! ce ne fut pas l'œuvre d'un jour, nous avons sapé la vieille jurisprudence par une série d'arrêts ; sans violence, sans bruit, ce vieux mur, vrai reste de la Bastille oublié le 14 juillet, fut miné dans ses fondements, si bien qu'un jour un ministre qui voulait s'abriter derrière lui fut tout étonné de ne plus le retrouver à sa place.

Mais je tiens à rendre à cette occasion l'hommage de notre gratitude à la Doctrine, à la Faculté qui nous a soutenus et encouragés dans notre œuvre : jamais nous n'aurions pu établir cette jurisprudence et la faire accepter, si nous n'avions eu l'appui des maîtres de la Science du Droit.

Voici donc une objection écartée, puisqu'aujourd'hui il est admis que l'Etat peut être déclaré responsable des dommages causés par le fonctionnement des services publics. Mais à peine cet obstacle est-il levé qu'il en surgit immédiatement un autre : car si les victimes de la guerre se montrent, et c'est bien naturel, constantes dans leurs revendications, leurs adversaires ne sont pas moins obstinés dans leur résistance.

Dans le cas des dommages de guerre, dit-on, il ne s'agit pas du fonctionnement normal d'un service public, mais d'un *cas de force majeure* que l'Etat ne pouvait ni prévoir, ni empêcher et dont, par conséquent, on ne saurait lui faire supporter la responsabilité.

Messieurs, voici l'argument : eh bien ! il est misérable, car il offense notre patriotisme et il rabaisse singulièrement l'idée que nous nous faisons de la défense nationale. Certes, ce n'est pas nous qui avons voulu la guerre, mais nous la voulons bien aujourd'hui ; et quand je dis *nous*, ce n'est pas seulement le Gouvernement, pas seulement le Parlement, c'est la Nation tout entière qui, dans un élan unanime, n'ayant plus qu'une âme et qu'une pensée, s'est dressée contre l'envahisseur !

La défense nationale un cas de force majeure ? Allons donc ! Elle est l'œuvre de la volonté libre, ardente et réfléchie de tout un peuple !

Dès lors, comment contester que chaque fait qui se rattache à la défense engage la responsabilité de la nation tout entière ? Et c'est là qu'est la base solide du droit des sinistrés à une juste réparation. Ceux qui ont subi des dommages du fait de la guerre peuvent être considérés comme ayant fait une avance à la Patrie : cette avance doit leur être remboursée sous peine de méconnaître le principe de l'égale répartition des charges publiques entre les citoyens.

C'est ce qui a été parfaitement mis en lumière dans une brochure très remarquable de M. Joseph Barthélemy, professeur agrégé à la Faculté de Droit.

Messieurs, toute cette controvers sur la reconnaissance du droit à réparation pour les sinistrés de la guerre, peut paraître un peu oiseuse, un peu surannée depuis que la loi du 26 décembre 1914 a reconnu le droit à indemnité. Mais cette loi n'est qu'une amorce : elle a prévu qu'une loi complémentaire viendrait préciser et régler ce droit, et il n'est peut-être pas inutile d'insister sur les principes pour en vérifier la force et pour en assurer le respect, pour obtenir enfin que, contrairement aux précédents, la loi du 26 décembre soit une façade sérieuse derrière laquelle il y aura quelque chose.

Messieurs, ceux qui avaient manifesté quelque crainte à cet égard peuvent être rassurés aujourd'hui. Vous savez qu'il y a déjà eu un projet du gouvernement, un premier projet de la Commission et une seconde rédaction sur laquelle, dans un esprit très libéral, on a provoqué une consultation des intéressés. Il me semble que la Conférence de M. Larnaude constituera une magistrale consultation et nos législateurs sauront en faire leur profit.

Il nous a indiqué avec précision les points principaux sur lesquels doit porter l'œuvre législative. Je n'ai pas à y revenir, je veux seulement souligner deux questions essentielles que la loi devra trancher elle-même si elle veut que son œuvre soit complète.

Elle devra d'abord définir clairement quelle est la nature des dommages qui donneront lieu à indemnité et écarter résolument ceux qui ne se rattachent pas à un fait de guerre : si une thèse trop large prévalait, on arriverait à faire payer par les départements du Nord et de l'Est des indemnités aux victimes de la crise hôtelière de la Côte d'Azur ou de la mévente des vins du Midi.

Un second point très important, c'est l'organisation de la juridiction chargée de statuer sur les indemnités.

On a critiqué très vivement l'article 5 du projet du Gouvernement prévoyant « qu'il n'y aurait pas « de recours judiciaire. » Je crois qu'à cet égard la pensée du Gouvernement a été mal comprise ou si vous voulez que sa rédaction a dépassé sa pensée. Il n'est pas souhaitable, même dans l'intérêt des sinistrés, que les recours de cette nature soient jugés par les tribunaux de droit commun avec les lenteurs et les frais inhérents à ces juridictions. Il ne doit donc pas y avoir de recours *devant l'autorité judiciaire*. Mais quant à refuser des juges à des gens à qui l'on reconnaît un droit, c'est impossible.

Il faudra donc organiser des juridictions spéciales et en régler la composition, de façon à donner aux sinistrés toutes les garanties de compétence et d'impartialité.

En résumé, au point de vue juridique, je crois avec M. Larnaude que les sinistrés de la guerre ont un droit qui repose sur le principe de la responsabilité de l'Etat, celui-ci étant responsable notamment de la défense nationale et de tous les faits qui s'y rattachent. Ce droit doit être reconnu et proclamé par le législateur — c'est ce qu'a fait la loi du 26 décembre 1914 ;

Il doit être, de plus, et ce par la loi en préparation :

1° Défini, précisé et limité de façon à éviter autant que possible les contestations et les abus ;

2° Garanti par des recours devant une juridiction spéciale, en qui l'on puisse avoir confiance et devant les décisions de laquelle tout le monde s'inclinera.

Mais ce n'est point sur le terrain juridique que se placent les plus irréductibles adversaires de la réparation intégrale des dommages de guerre ; ceux-ci se font les défenseurs des intérêts du Trésor : ils invoquent des considérations financières et soutiennent que ce serait une ruine pour l'Etat, s'il voulait assumer la charge d'indemniser tous les sinistrés.

J'avoue que je ne comprends pas l'objection. Voyons, quel jour la ruine s'est-elle produite ? Quel jour y a-t-il eu une brèche dans la fortune nationale ? C'est évidemment le jour où le sinistre s'est produit, où la maison a été trouée par les obus, où l'usine a été détruite. Mais le jour où la maison se relèvera, et où l'usine reconstruite reprendra son activité, qui ne voit que ce jour-là, la fortune publique loin de recevoir une atteinte, sera au contraire reconstituée ? Ce qui importe, c'est d'arriver à cette reconstitution ; ce qui serait désastreux pour la fortune publique, c'est que la guerre ne fût pas suivie d'une véritable renaissance commerciale, agricole et industrielle. Pour aboutir à cette renaissance, comment ne pas admettre des dépenses considérables, et qui est mieux à même de faire ces dépenses, l'Etat ou les sinistrés ?

Quelque nombreux que soient ceux-ci, ils ne seront jamais qu'une petite fraction du nombre total des Français : et si l'on trouve le fardeau trop lourd pour 40.000.000 d'individus, comment voulez-vous que deux ou trois millions le supportent sans être irrémédiablement écrasés ?

De telle sorte que l'objection économique se retourne et vient fortifier l'argument juridique.

La nation doit donc réparer les dommages de guerre : ce n'est pas seulement son devoir c'est son intérêt!

Enfin, au point de vue politique et social, le problème envisagé se précise dans une clarté plus vive encore ; car la question n'est plus isolée ; elle fait partie d'un faisceau de questions sociales qui doivent être résolues dans le même esprit.

Et quel esprit pourrait y présider, sinon l'idée même de justice qui pénètre de plus en plus notre organisation sociale et tend, même dans le domaine administratif, à expulser l'arbitraire des services publics ?

Je dis *tend* et non pas *réussit*, car il faut être modeste. Mais cette tentative à elle seule est déjà un progrès.

Voyez en matière d'assistance comme la notion du droit qu'on opposait autrefois à celle du secours a fini par se confondre avec lui à tel point que les malheureux qui réclament le bénéfice d'une des lois d'assistance obligatoire ont un recours contentieux contre les refus injustifiés.

Sans doute, cette législation a donné lieu à de nombreux abus et à de lourdes charges : et néanmoins, comme l'affirmait notre éminent et cher président, M. Léon Bourgeois, à l'une de nos dernières réunions et aux acclamations de toute l'assistance; néanmoins, elle est bonne en soi, car elle est un précieux élément de paix sociale.

Il en sera de même d'une loi sur la réparation des dommages de guerre qui nous évitera le pire des dommages que la guerre pourrait laisser après elle, c'est-à-dire des divisions entre Français qui se reprocheraient, les uns leurs exigences, les autres leur égoïsme.

C'est là ce que le Gouvernement doit éviter à tout prix et pour y arriver, cela vaut de risquer quelques abus et d'assumer de nouvelles charges.

Mais ces charges seront-elles si lourdes ? Il est bien permis d'espérer que non et que nous pourrons en reporter le principal fardeau sur les vrais coupables, sur ceux qui ont la double et terrible responsabilité d'avoir déchaîné le fléau de la guerre et de l'avoir aggravé par la violation de toutes les règles du droit des gens !

S'il y avait une justice internationale organisée, l'Allemagne serait traduite devant ce tribunal sous l'inculpation de crimes divers : faux, abus de confiance, parjures, pillages, vols, incendies, assassinats ; elle serait mise au ban de l'humanité, dégradée de son titre de puissance civilisée et condamnée aux dépens.

En attendant l'établissement de cette Cour d'assises supérieure, la France injustement attaquée, traîtreusement assaillie, a tiré son épée pour la défense du Droit, de tous les droits violés ou menacés :

Du Droit de la fière Belgique ;
Du Droit de l'héroïque Serbie ;
Du Droit de l'Alsace-Lorraine ;
Du Droit de nos frères des département envahis.

Il n'est pas à craindre que la Nation, qui est ainsi le champion du droit dans le monde, n'en assure pas le respect sur son propre territoire et au profit de ses propres enfants.

Aussi, vous que cette guerre atteint si cruellement dans vos intérêts matériels, vous, dont les récoltes ont été saccagées, les maisons détruites, les usines pillées et incendiées, pour oublier ce passé si cruel et le présent si dur, vous pouvez tourner avec confiance vos yeux vers l'avenir. Vos intérêts ont été gravement lésés, mais vos droits restent intacts.

Ainsi que l'a irréfutablement établi M. Larnaude, vous avez en main un titre, une créance, et ce n'est point un simple chiffon de papier, car si votre traite est tirée sur l'Allemagne, elle est endossée par la France !

HÉBRARD DE VILLENEUVE.

UNE FIGURE DE LA NOUVELLE ALSACE

PIERRE BUCHER (1)

Mon dessein est d'esquisser ici le portrait d'un caractère original et d'une personnalité qui a joué, dans l'ombre, un rôle de premier ordre. En elle s'est réalisée plus profondément qu'en aucune autre ce qu'on pourrait appeler *la cristallisation de l'âme alsacienne par son invincible attachement à la patrie française.* J'hésitais un instant devant l'exécution de mon projet. En montrant au grand jour le secret de cette âme, qui s'est révélée involontairement et comme malgré elle à ma sympathie, je crains de commettre une indiscrétion et d'abuser de sa confiance. Si grande est la modestie de cet homme, formé par la discipline du silence et de l'effacement, qu'il ne se résoudra peut-être jamais à dire ce qu'il porte en lui-même de plus tendre et de plus fort. Mais voici qu'une pensée fait taire mes scrupules. Sans lui l'Alsace n'eut peut-être jamais su l'effort dont elle est capable, ni la France, quels enthousiasmes et quelles volontés elle suscite parfois sans le savoir. Je voudrais donc faire connaître à la France, l'amour ardent que son image idéale peu inspirer de loin — et à l'Alsace tout ce qu'elle doit à ce fils, pétri de sa plus forte moëlle et de son sang le plus pur.

Ce sera mon excuse auprès de lui, et je suis sûr qu'il me pardonnera.

*
* *

Aux environs de l'année 1900, je reçus, à Paris, la première visite de Pierre Bucher, jeune médecin,

(1) Ce récit, strictement authentique, fait partie d'un livre intitulé: L'*Alsace Française, Rêves et Combats* qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Perrin,

natif du Haut-Rhin et fixé depuis peu à Strasbourg, où il s'était acquis déjà une brillante clientèle.

Je ne l'avais jamais vu, j'ignorais même son nom, mais j'avoue que, dès son entrée, je fus séduit par le charme subtil et la distinction qui se dégageait de toute sa personne. Extérieurement il n'avait rien d'alsacien. Figure élancée et mince visage. Cheveux bruns et yeux noirs, aigus et pénétrants. Sous les traits délicats se dessine un menton énergique. Les sourcils touffus et contractés trahissent la tension d'une volonté qui veille toujours. Les gestes sont rares et mesurés, mais d'une parfaite élégance. Malgré le regard défiant, l'atmosphère du personnage est magnétique et bienfaisante. Il y a en lui un singulier mais très harmonieux mélange de l'artiste, du thérapeute et de l'homme d'action.

Pierre Bucher m'exposa très simplement le but de sa visite. Il désirait me mettre au courant du périodique qu'il dirigeait à Strasbourg, *la Revue Alsacienne Illustrée*. Il s'agissait d'une œuvre d'art à la fois littéraire et hautement patriotique, destinée à rendre le courage et la confiance de sa mission historique à l'Alsace comprimée dans l'étau prussien. Œuvre sociale aussi, car il fallait créer un foyer vivant pour les jeunes Alsaciens ; organiser dans ce but, autour et à côté de la revue, un musée alsacien et des conférences faites par des Français appelés de Paris, des cours populaires de langue française et des bibliothèques, ne pas faire de politique, mais maintenir avant tout, dans ce malheureux pays, la tradition et surtout la langue française. Car la langue c'est le génie ailé de la nation, c'est la lyre vibrante de la patrie dans les poitrines humaines.

Pierre Bucher avait trouvé, dans mes *Grandes Légendes de France* et dans ma *Légende de l'Alsace*, un excitant pour sa pensée et venait me demander mon concours. Quoique plongé, à ce moment, dans un autre courant d'idées et de travaux, j'acceptai d'enthousiasme.

J'éprouvais une surprise délicieuse. J'avais devant moi le type de l'Alsacien rêvé et jamais rencontré, celui qui joindrait aux qualités fondamentales de sa race l'étincelle celtique et toute l'élégance française. Oui, Pierre Bucher réalisait l'idéal de Maurice Barrès, le maître écrivain et l'ardent patriote de l'heure actuelle : « un homme plein de sa terre et de sa race. » Il le réalisait avec une plénitude de dévouement et de sacrifice que le brillant auteur de *Au service de l'Allemagne* n'aurait peut-être pas osé espérer. Il était le héros obscur qui s'oublie lui-même dans l'action.

Tout ce que je vis par la suite de l'effort et de l'œuvre de ce patriote discret, mais infiniment ingénieux, ne fit que confirmer cette première impression. Toujours j'eus lieu d'admirer les ressources et la souplesse de son esprit, la sûreté de son jugement, l'indomptable énergie et la foi qu'il mettait au service de sa cause.

Quelques années après, je me trouvais chez mon jeune ami, à Strasbourg. Nous avions dîné à cette table, présidée par une femme charmante, qui écoute les conversations animées de son mari et de ses hôtes d'un sourire intelligent, tout en surveillant le service avec la gravité d'une Alsacienne pour qui le ménage est un art et un sacerdoce.

Bien des Français et des Françaises de marque sont venus s'informer là des choses d'Alsace, dont pas un détail n'échappe au maître de la maison. J'avais pris moi-même l'habitude d'y recueillir les échos du pays natal avant mon retour à Paris, après les automnes solitaires passés dans une vallée perdue des Vosges. Tout ici rappelait la solidité patriarcale de notre antique province, mais l'ameublement traditionnel et cossu se relevait d'un goût moderne et d'un sens d'art très fin. Le bahut massif en vieux chêne sculpté, où châtoyaient de superbes vaisselles de Lorraine, rappelait la coutume des ancêtres. Sur la tapisserie foncée, un coin de forêt vosgienne, peint par un artiste alsacien dans un cadre d'or, semblait s'ouvrir sur la campagne lointaine, dans un dernier rayon de soleil. Quelques gravures de Raffet, suspendues au mur, évoquaient l'épopée napoléonienne. Dressé sur un piédestal drapé de velours, le bronze du lutteur antique semblait s'écrier de son bras tendu : « la vie est une lutte jusqu'au bout », tandis qu'à ses pieds une couronne de chrysanthèmes variés, lui promettait les joies de la victoire. Le repas terminé, on se mit à la cheminée, où une grosse bûche brûlait à petit feu. La petite Odile, âgée de dix ans, s'appuya sur les genoux de la maîtresse de maison.

Le reflet de la flamme mourante se jouait sur son visage ; l'enfant était pâle et un peu triste.

— Tu n'as pas encore ouvert la bouche, Odile, lui dit sa mère. Dis à Monsieur que tu as vu hier ici une princesse belge avec une grande dame de Paris. Est-ce que la princesse t'a plu ?

— Elle est gentille, dit l'enfant, mais pourquoi n'avait-elle pas sa couronne ?

— C'est qu'aujourd'hui, expliqua la mère, une princesse ne met plus sa couronne sur sa tête. Elle la garde dans son armoire pour les grandes fêtes.

— C'est dommage, dit la petite ; alors ce n'est pas une vraie princesse.

Cette imagination enfantine, nourrie des contes de Perrault, me parut exquise. Pendant que j'y rêvais, la mère disparut avec sa fillette pour la coucher. Resté seul avec le docteur, je pus enfin lui

adresser la question que je me proposais de lui faire depuis longtemps et qui excitait vivement ma curiosité.

— Vous accomplissez, lui dis-je, une œuvre de patriotisme local et national d'une haute importance : arracher les Alsaciens à l'étreinte germanique en les groupant autour de la culture française, tout en restant sur le terrain légal. Dans cette œuvre difficile, vous avez réussi à force d'énergie, d'abnégation et de persévérance. Mais il est impossible que vous n'ayez pas traversé des moments terribles. On ne résiste pas impunément à la botte prussienne. Or, en toute chose, c'est le commencement qui fait comprendre la fin, et rien n'est plus émouvant que l'éclosion d'une grande volonté. Dites-moi donc, je vous prie, comment vous est venue l'idée de votre mission. En un mot, comment la conscience française s'est-elle cristallisée dans votre âme d'Alsacien?

— J'y consens puisque vous l'exigez, me répondit le docteur Pierre Bucher, mais ne vous attendez à rien de romanesque. Je ne dirai que la stricte vérité. Trois épisodes de mon enfance et de ma première jeunesse répondront, je crois, à votre question.

De sa voix insinuante et bien scandée, où les mots expressifs se détachaient avec un relief saisissant, qui contrastait avec la douceur des intonations nuancées, mon ami me fit alors le récit suivant.

I. — La Tante Brigitte.

Je n'ai pas connu ma mère, qui mourut peu après ma naissance. Mon père occupait un poste important dans une filature de Guebviller, la riche ville industrielle blottie à l'orée d'un joli vallon, au pied des Vosges. En fait de conscience française, ma première éducatrice fut ma tante Brigitte. C'était une grande Haut-Rhinoise brune, sèche et osseuse, aux traits énergiques et fortement taillés. Avec ses cinquante ans, elle marchait dans la rue comme un grenadier en regardant tout le monde en face, de ses yeux un peu durs et qui n'avaient jamais froid. La brave femme n'était pas douce pour les timides et les couards, mais comme elle gâtait son unique neveu! Dans son petit salon, grelottaient de vieux meubles-empire, débris d'une famille éteinte e d'une fortune perdue. Il y avait aux murs des portraits militaires, ornés de petits bouquets d'immortelles et de feuilles séchées. Tout cela essayait encore de sourire et parlait d'un passé lointain si cher! Sur une étagère, brillaient, sous leur reliures démodées aux somptueuses dorures, l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* de Thiers, un La Fontaine et même les *Feuilles d'automne* de Victor Hugo à côté de son paroissien. Elle habitait Mulhouse: j'allais la voir les dimanches et c'était toujours une fête pour moi. Une fois, elle me mena à Colmar pour voir l'église Saint-Martin et le musée. Une autrefois nous allâmes à Strasbourg, où elle me montra la statue de Kléber. Ce mâle visage me plut, il m'inspira une fierté nouvelle. Me souvenant plus tard de cette impression, je compris ce mot de Michelet : « Kléber avait une expression si militaire que les poltrons devenaient courageux en le regardant. » La tante Brigitte me fit admirer aussi la cathédrale dans tous les détails depuis la fameuse horloge jusqu'à la plateforme et à la flèche. Elle se promena longtemps avec moi le long de la rampe qui domine, à deux cents mètres l'immense plaine d'Alsace. Enfin elle me dit :

— Regarde, Pierre, là-bas. Ce ruban argenté, c'est le Rhin, et de l'autre côté, cette ligne bleue, ce sont les Vosges. Un jour, toi et tes camarades vous aurez à reprendre tout cela aux Allemands. Je ne le verrai plus, mais vous le verrez.

J'avais sept ans alors et je ne comprenais pas encore bien ce que cela voulait dire, mais j'allais comprendre bientôt, grâce à la petite scène que je vais vous narrer.

C'était à la mi-carême. La tante Brigitte m'avait invité pour ce jour en me promettant une surprise, ce qui m'intriguait fort. Je partis de grand matin pour Mulhouse et montai, le cœur palpitant, les quatre escaliers d'une vieille maison dans la rue de l'Espérance. Je trouvai ma tante en sa chambre à coucher, assise dans un vieux fauteuil de soie damassée, aux ramages défraichis. Elle tenait à la main un portrait en médaillon qu'elle avait détaché du mur. Je le connaissais bien, elle me l'avait souvent montré. C'était celui d'un capitaine français, mort tout jeune à la bataille de Wœrth. Ma tante ne bougeait pas. Absorbée dans ses souvenirs, elle ne m'avait pas vu entrer, Je me taisais instinctivement pour ne pas la gêner dans sa méditation, lorsqu'en tournant la tête j'aperçus coquettement étalés sur le lit blanc, sous son ciel bleu et ses rideaux de mousseline, un petit pantalon rouge à raies noires, une jaquette d'officier à boutons d'or, un petit sabre et un képi à trois galons.

— Qu'est-ce que cela ? m'écriai-je.

— Un costume d'officier de chasseurs.

— Pour moi ?

— Pour toi. Tu vas le mettre et nous allons faire ensemble un tour dans la ville. N'est-ce pas jour de carnaval ?

Je poussai un cri de joie et bondissant sur mon costume, j'en jetai toutes les pièces sur les genoux de ma tante en vociférant : — Habille-moi ! Habille-moi ! Sinon, il sera trop tard.

— Allons, allons, nous avons le temps. Il n'est

que onze heures du matin; tout le monde n'est pas encore sorti.

Ma bonne tante m'habilla avec une lenteur solennelle et un soin minutieux.

Dans ce costume de chasseur français, acheté à Nancy, je devais être parfait, selon l'ordonnance et tiré à quatre épingles. Je me laissais faire, impatient mais heureux comme un prince et fier comme Artaban. Quand je fus prêt, ma tante mit son châle noir sur sa robe sombre, un bouquet tricolore de fleurs artificielles (coquelicot, marguerite et bleuet) à sa ceinture, et nous partîmes.

Nous marchions gravement dans la rue. Elle me tenait de sa forte main et je me sentais bien protégé. D'abord personne ne nous remarqua; il y avait beaucoup d'autres enfants déguisés dans la rue, les uns en pierrots, les autres en paysans d'Alsace, les petites filles en marquises poudrées ou en bergères. Quand nous débouchâmes dans la rue de Colmar, plusieurs enfants crièrent : « Un pantalon rouge ! » Quelques passants s'esclaffèrent : « Bravo, le petit chasseur ! » — « Ce n'est pas lui qui fera la revanche ! » grommelèrent quelques Allemands. « Vive la France ! » répondit le groupe d'enfants, de femmes et d'hommes qui déjà nous suivaient.

Nous atteignîmes ainsi la rue de Bâle. Le bruit augmentait autour de nous, toutes les fenêtres s'ouvraient et il en sortait çà et là des drapeaux français. Quand nous atteignîmes la place de la Bourse, une centaine de personnes nous entouraient en poussant des cris séditieux. Mais il fallut s'arrêter : nous étions devant le bureau de police. Un homme habillé de vert, avec un large baudrier blanc et un casque à pointe en sortit et cria d'une voix de crécelle à la foule : — Rentrez chez vous, où je vous fait coffrer tous ! Puis s'adressant à ma tante : — Vous, entrez ici avec votre stupide gamin !

Sans se déconcerter, ma tante suivit le sbire prussien. Elle me serrait la main plus fort pour me rassurer. Deux sergents de ville nous escortaient d'un air menaçant dans un long corridor.

Nous trouvâmes le commissaire de police assis devant une table couverte de paperasses et coiffé de cette large casquette bleue qui ressemble à une marmite. C'était un gros homme blond, à face blanche et grasse, les yeux gris, le regard aigu et soupçonneux. Après avoir demandé nos noms d'une voix rude, il continua sur un ton administratif et autoritaire :

— Les costumes militaires français sont défendus en Alsace-Lorraine, vous le savez bien. Pourquoi donnez-vous à cet enfant l'habit de notre ennemi héréditaire ? Espérez-vous par là provoquer une émeute ? C'est une plaisanterie ridicule ; vous savez bien que vous n'y réussirez pas. Notre brave population alsacienne est déjà gagnée à l'Allemagne, elle connaît ses intérêts, elle ne vous suivra pas. Pourquoi avez-vous commis cet acte contraire à la loi et fâcheux pour vous ?

— Je ne pensais pas qu'il était contraire à la loi, dit ma tante. N'est-ce pas aujourd'hui jour de carnaval ? Je croyais que tous les costumes étaient permis ce jour-là en Alsace comme en Allemagne.

— Ah, permettez, l'Alsace et l'Allemagne sont deux. Il faut vous surveiller vous autres. Je vois, ma chère dame, que vous êtes une mauvaise tête française ; vous mentez comme tous les Français. Pour ce que vous venez de faire, vous seriez passible de trois ans de forteresse, mais j'useraï d'indulgence pour cette fois-ci et consens à vous pardonner à cause de ce pauvre enfant. Voyons un peu... je parie que ce gentil petit garçon n'est pas aussi méchant que vous.

Ceci dit, le gros homme blond fit le tour de la table, vint à moi, posa d'un air goguenard sa lourde main sur mon épaule, puis, prenant brusquement ma tête entre ses grosses pattes, me dit avec un large sourire qu'il s'efforçait de rendre aimable :

— Que signifie donc cette mascarade ? (*Was soll denn da der Schabernak ?*) N'est-ce pas que tu seras un jour un bon soldat allemand ?

La face cauteleuse du commissaire m'était plus désagréable que son air menaçant. Sa question me bouleversa. Je sentis un frisson courir le long de mon dos. Dans mon angoisse je tournai la tête vers ma tante : elle avait un air terrible. Ses yeux fixés sur moi me regardaient flamboyants. Les sergents de ville prenaient des airs de bourreaux, et le commissaire fouillait toujours ma pauvre âme de ses yeux insistants, de son affreux sourire... J'avais la gorge serrée ; impossible de dire une parole... Tout à coup ma tante dit en français d'une voix frémissante :

— Eh bien, Pierre, dis ce que tu veux devenir !

Aussitôt je sentis une onde libératrice monter de mon cœur à mon cerveau. Mes bras se raidirent contre mes flancs et je m'écriai de toutes mes forces :

— Officier français, Monsieur !

Le commissaire lâcha ma tête comme si elle lui avait brûlé les mains et fit un bond en arrière. Une vilaine grimace avait succédé à son aimable sourire. Se retournant vers ma tante, il glapit :

— Votre cas est mauvais. Vous avez perverti ce garçon. Prenez garde ! Vous êtes déjà mal notée. A votre prochain délit, j'en référerai au *Kreisdirektor*. Aujourd'hui je me contente de retenir de l'incident deux pièces à conviction, qui serviront plus tard contre vous.

D'une main, il prit le képi sur ma tête, de l'autre, il arracha le bouquet tricolore à la ceinture de ma

tante et les jeta sur la table. Puis il ajouta : — Sergents, reconduisez ces gens-là chez eux. Si on fait du bruit sur leur chemin, vous arrêterez les délinquants.

Nous sortîmes accompagnés des deux sergents de ville, raides comme des piquets. La foule attroupée, qui nous attendait, ne criait plus, elle nous regardait silencieuse, émue. Les petits garçons déguisés en pierrots et en paysans alsaciens, les petites bergères et les petites marquises poudrées, croyant qu'on allait nous mener en prison, avaient les larmes aux yeux et m'envoyaient des baisers. Ma tante et moi, nous rentrâmes muets entre les deux policiers, qui restèrent à la porte jusqu'au soir comme des plantons pour empêcher une nouvelle sortie du costume incendiaire.

Quand nous fûmes dans sa chambre, ma tante me dit : — Pierre, tu seras un homme, et il n'y en a pas beaucoup. Je suis contente de toi. — Je l'étais aussi sans me rendre un compte exact de ce qui venait d'arriver, mais j'avais le sentiment d'avoir fait tomber une montagne de mes épaules.

*
* *

— Ah ! le joli souvenir ! m'écriai-je en interrompant le récit du docteur. Je commence à comprendre les fortes racines de votre nature sensitive et les origines de votre vocation. Dans son cadre provincial et presque idyllique, cette petite scène fait penser au serment d'Annibal,

— N'exagérons rien, reprit Pierre Bucher d'un ton modeste. Ma conscience française était bien vague encore. Vous allez voir par quelles épreuves je dus passer encore pour me connaître entièrement.

(*A suivre*). ED. SCHURÉ.

L'ÉPÉE BARBARE

Sur le Forum en cendre, au pied du Capitole,
Quand le Brenn chevelu, fier de ses colliers d'or,
Près d'un temple pillé dont le toit fume encor,
Vit tous les Sénateurs, prompts à tenir parole,
Pour rançon de la Ville apporter son trésor,

D'un froid coup d'œil bleuâtre, aigü comme sa [lance
Campé dans son orgueil de géant batailleur,
Il toisa ces vieillards blancs, chétifs, en silence
Rangés sans arme, autour d'une énorme balance
Qu'il salua d'un rire insolent et railleur.

Déjà par le questeur comptés avec scrupule,
Etincelaient, sur un plateau de la bascule,
Des monceaux d'ors, bijoux, médailles et lingots,
Attendant qu'à son tour le vainqueur accumule
Sur le plateau rival des contrepoids égaux.

C'est fait ! Un estafier du Brenn, d'un bras robuste
Y jette un sac de plombs assemblés par ses mains,
Mais la charge est si lourde et le plateau soudain
Tombe si bas, que pour tout remettre au point juste,
Il faudrait décupler le tribut des Romains.

« Poids faux ! Poix faux, Barbare. » a crié l'as- [sistance.
Mais Lui : « Cela se peut. C'est bien mon droit, je [pense,
Le droit de guerre. Et si vous n'êtes convaincus
Voici, Latins, de quoi guérir votre ignorance :
Ça que l'on s'exécute ! Et *Malheur aux vaincus* ! »

Et d'un geste rageur dégrafant sa ceinture
Où pend la longue épée en son fourreau d'airain,
Il en surcharge encor son amas d'imposture
Hurlant, vociférant dix fois sa lâche injure,
Comme un décret d'oracle ou d'un Dieu souverain.

Ç'en est trop ! Sous le fouet cinglant de cette in- [sulte,
Vieillards, femmes, enfants, pris de honte et d'hor- [reur,
Oubliant la famine, et la peste et la peur,
Se sont dressés, d'un bond, pour gravir en tu- [multe
La roche sainte ou veille au moins le Mars vengeur.

Le Barbare a compris qu'il a parlé trop vite,
Car il sait que Camille approche, glaive en main,
Mais pour sauver sa proie et pour masquer sa [fuite,
Ayant fait brusquement ensacher son butin,
Il l'emporte à son camp par le plus court che- [min.

Væ victis ! Væ victis ! Que de fois, dans l'histoire
On l'entendra sonner aux lèvres des bourreaux,
Ce blasphème stupide en vain comminatoire,
Puisqu'il rendra toujours aux vaincus la victoire
Par ces grands désespoirs qui font les grands hé- [ros !

En France, aussi souvent que la fortune adverse
Sous les flots de pillards que l'Allemagne verse,
A répandu l'effroi, le meurtre et le viol,
N'avons-nous pas senti, comme un bois sous [l'averse.
Nos pieds plus fortement s'enraciner au sol ?

Plus les envahisseurs auront commis de crimes
Et leurs chants de triomphe insulté de victimes,
Plus vite en tous les cœurs où vit l'amour humain
Retentira l'écho de pitiés unanimes :
« Gloire aux vaincus d'hier, les vainqueurs de de-
[main ! »

Gloire aux vaincus ! oui, gloire au peuple qui suc-
[combe,
Trop faible, sous la force et, trop bon, sous l'or-
[gueil,
Car s'il garde sa foi dans sa patrie en deuil,
Tel que Jésus brisant les pierres de sa tombe,
On le verra, surgir un jour de son cercueil.

Si nous avons tous eu pour aïeux des sauva-
[ges,
Notre âme a trop grandi pour s'en glorifier ?
Et nous n'acceptons plus, en bloc, leurs héritages,
Croyant avoir conquis par le travail des âges
Le droit et le devoir d'en trop répudier ?

C'est depuis trop longtemps qu'à des dates fatales
Trop confiante aux voix des Sages et des Saints,
La pauvre Europe a vu ses plus nobles desseins
S'effondrer brusquement sous les clameurs bru-
[tales
De féroces pillards et doctes assassins.

C'est depuis trop longtemps que telle ou telle race
Se targuant d'être fille unique des grands Dieux
Immole ses voisins, moins forts ou moins nom-
[breux,
Comme si n'offrait pas la Terre assez d'espace
Pour que tous ses enfants y puissent vivre heu-
[reux.

Revis donc tout entière, ô superbe Italie,
Toi que tes exploiteurs croyaient ensevelie
Dans ton linceul de pourpre et d'antique beauté,
Mais où brûla toujours, sur l'autel de la vie,
L'âme de Dante, un feu d'espérance indompté !

Revis dans la clarté sereine, ô douce Grèce,
Mère de nos pensers et rêves généreux,
Revivez peuples fiers, qu'en vain l'aigle dépèce,
O Pologne, ô Serbie, où nulle âpre détresse
N'a tué l'héroïsme et la foi des Aïeux !

Tu dois revivre aussi, Belgique fraternelle
Terre de dur labeur et fière liberté
Qui depuis Godefroy, ton mâle et pur modèle,
Exiges de tes chefs, pour leur être fidèle,
La vaillance des Preux avec leur loyauté,
N'as-tu pas plus que tous, mérité par l'exemple
D'un sacrifice offert sans calcul, à l'honneur
Que l'Univers ému t'admire et te contemple,
Et que ton sol sacré redevienne le temple
Où l'art refleurira dans toute sa splendeur ?

Et puisqu'à ton appel la France et l'Angleterre
Filles du même sang, dans un élan sincère
En prenant pour témoins tes sanglantes douleurs
Ont solennellement rejoint leurs âmes sœurs
Toutes deux sauront bien ce qu'il leur reste à faire!

GEORGES LAFENESTRE.

QUELQUES SOUVENIRS SUR L'IMPÉRATRICE ÉLISABETH

A l'égard des grands événements de l'heure présente il ne semble pas qu'il puisse y avoir aucune place pour un retour en arrière, surtout pour le souvenir de ceux qui n'eurent pas d'influence sur les années héroïques de la France nouvelle. Si aujourd'hui je voudrais tenter de me reporter à une figure du passé, sans lien apparent avec le présent, c'est avec l'humble espoir que le public trouvera quand même quelque intérêt, à la fois rétrospectif et actuel, à une femme qui représente, malgré ses origines, l'antithèse la plus complète de la barbarie germanique et de tout ce que l'Allemagne moderne incarne de matérialisme effréné et de violence déchaînée dans une société organisée.

Je veux parler de celle qui fut l'épouse, sinon la compagne, de ce vieillard couronné qui assiste aux plus tragiques bouleversements du monde et de son empire du fond d'un logis qui fut la somptueuse geôle de l'Aiglon et sur laquelle plane encore, semble-t-il, l'ombre immense et vengeresse du « Petit Officier corse » comme l'appelait François II. C'est que l'Impératrice Elisabeth est, en effet, la plus saisissante image d'une Allemagne romantique, éprise jusqu'à l'ivresse du grand esprit hellénique et latin, et hostile, jusqu'au dégoût, à tout ce que l'Allemagne actuelle cultive comme une religion nationale : la force matérielle, l'ordre dans la violence des appetits médiocres et mercantiles et le triomphe du positivisme collectif né dans la négation de toute générosité et de toute sensibilité.

J'ai parlé ailleurs des circonstances qui me permirent de connaître celle que Barrès a appelé

si bien *l'Impératrice de la solitude*. Mais je n'avais fait jusqu'alors qu'esquisser cette nature singulièrement hautaine et si étrangement distante qu'elle semblait fuir, ainsi que Diane, à l'approche des mortels. Qu'il me soit permis de parler aujourd'hui encore d'elle, non plus autant dans la grâce ailée de son physique, ni dans le caprice déconcertant de sa fantaisie, mais dans l'échange des idées qu'elle eut l'occasion de provoquer devant moi, dans les conversations que nous eûmes ensemble, sur les sujets les plus variés, suscités dans le cours de ses entretiens. Des personnes qui se disent fort bien renseignées pour l'avoir approchée, disent de la souveraine que les poètes avaient surfait son prestige, qu'ils avaient, comme toujours, vu plus grand et plus beau que la réalité, et, qu'au demeurant, l'Impératrice était loin d'avoir été cette « déesse marchant sur les nuées », mais qu'elle était proprement une femme de sport complètement toquée et qui n'aimait que les chevaux, qu'au surplus, elle était bornée et sans culture réelle. D'autres la disaient d'essence divine et une figure presque surnaturelle, passant parmi les humains comme une apparition céleste.

Tout cela est absurde. Elisabeth de Bavière, dégagée de son état exceptionnel de souveraine et des conditions extérieures qui avaient pesé sur son individualité, m'apparaissait comme beaucoup de femmes de qualité, desaxée et désenchantée, après beaucoup de tempêtes ; une intelligence vive, mais improductive, uniquement tendue vers la curiosité, vers l'indépendance et vers la fantaisie, des sensations supérieures, auxquelles elle allait sans que celles-ci le satisfissent jamais, de quelque nature qu'elles fussent.

Inquiète de sa destinée, chercheuse d'inconnu et interrogeuse de mystères, éprise de l'invisible et sourdement irritée qu'il ne fût pas visible — au moins à son profit — déçue de l'humanité tout entière à laquelle elle avait trop demandé, de l'amitié qu'elle avait pratiquée avec trop d'illusions, de l'amour qu'elle avait exigé sans défaillance. Elle était donc allée à toutes les sensations suprêmes, et, ne s'étant confondue avec aucune, sa vie, sans résultats, mais non sans grandeur, se déroulait entre l'immuable nature et le silence de son âme meurtrie.

Elle subissait de mystérieux atavismes morbides venant du fond d'une maison dynastique dont les nerfs ne s'étaient pas toujours consolidés par le seul exercice de la chasse. Ses ancêtres les avaient usés aussi dans la jouissance et les excès inhérents au pouvoir absolu. L'Impératrice Elisabeth portait ainsi au fond d'elle toutes les nostalgies de l'au-delà, sans foi et sans loi, avec le prodigieux paradoxe qui avait grandi la possession de tous les biens de la terre à la mesure d'un malheur.

Elle semblait gémir sous le diadème le plus enviable de l'univers autant que sous le poids des plus beaux cheveux du monde. A l'apogée de toute beauté et de tout pouvoir, elle n'était ainsi amenée qu'à descendre, puisque les lois implacables de la vie exigent de l'homme un mouvement éternel. Alors, dans sa course elle ne pouvait plus aller au delà de ce qui était et, arrivée à l'abîme qui la séparait des étoiles, elle s'était laissée tomber exténuée, ainsi qu'une alouette ivre, droite comme une flèche, dans le bruissement solitaire des champs.

Durant sa vie de souveraine, coudoyant sans cesse un monde modelé sur les formules d'une hiérarchie surannée, mais respectable, elle n'avait jamais su faire la part des choses, elle n'avait jamais su donner à chacun la part d'indulgence qui lui revenait de par sa condition.

La cour, les couloirs de ce labyrinthe qu'était l'intrigue perpétuelle, avec ses petits moyens et ses agissements souterrains, elle les détestait. Les hypocrisies trop apparentes de ce milieu et son intérêt immense pour des futilités, tout cela était pour elle une géôle et, parfois, un enfer, remplis d'absurdités et d'inutiles efforts pour soutenir un vide solennel. Représentant par tout ce qu'elle était un pouvoir dominant, elle était aussi la dernière à en comprendre les charges non moins que le subtile artifice par lequel on en maintenait le prestige au dehors par des rites consacrés.

Mais on rendra justice à la façon fort noble et véritablement exceptionnelle dont elle s'évada de ces contingences, à la manière hautaine mais infiniment digne dont elle boudait l'humanité et dont elle tenait à distance les gens et les obligations qui lui pesaient à un titre égal.

On reconnaîtra la beauté de ses dédains, la saveur étrange de son ironie nerveuse et de son mépris, sa passion tantôt discrète, tantôt obstinée et rageuse, de s'envoler sans cesse parmi les aigles et les mouettes, de se perdre dans la joie éperdue et douloureuse des spectacles qui reflétaient dans ses prunelles les magies du ciel et de la mer. La grandeur rustique du peuple dans la simplicité émouvante de l'Archipel grec, elle la goûtait comme des fruits qu'elle eût cueillis elle-même sur un arbre dans la rosée de l'aube et elle semblait, par son amour pour les humbles, réhabiliter à la fois l'humanité dégénérée et sa propre vie inutile qui avait manqué sa des-

tination et qui n'était pas à la hauteur de sa mission protocolaire.

La plupart des gens de la société la croyaient notoirement démente et l'accouplaient mentalement ou verbalement, dans les caquets de la ville et de la cour, à son cousin Louis II, en affirmant que ces fous s'entendaient sur tout ce qui était contraire au bon sens et à l'envers des lois civilisées. En quoi ils ne se trompaient guère, si nous devons prendre pour raison tout ce qui déplaît à notre instinct et pour loi tout ce qui nous éloigne de la liberté. En réalité, il n'y avait entre elle et son cousin que la différence de la nuance, mais cette nuance allait du rose au violet pourpre. « Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Seigneur... »

Si, dans le contact avec les gens de bon ton, destinés à l'approcher à l'ordinaire, elle ne donnait pas la mesure de son intelligence et de sa fantaisie, si parfois elle pouvait dire les choses les plus insignifiantes sur le ton le plus aimable, il ne s'en suit pas qu'elle fût ainsi avec tout le monde. Dès qu'elle sentait en face d'elle une forte personnalité, ayant des idées, évoquant des choses qui valent la peine d'être dites ou suggérant des pensées en dehors de la platitude et de la banalité, elle semblait captée tout de suite et peu à peu elle prenait confiance, dépouillait son air de biche, fuyant les humains, pour entrer de plain pied dans le royaume spirituel, sans s'attarder longtemps à son seuil. On verra par les conversations que je notai scrupuleusement après chaque entretien, de quelle qualité supérieure pouvait être sa pensée et de quelle singulière force étaient son amour et sa haine, son dédain et sa tendresse. On aura alors non seulement une impression de ce cerveau curieux, mais aussi une notion des cruelles contradictions qui existaient entre elle et son mari-souverain François-Joseph.

Avant de livrer un peu de cette intimité, il me reste à prononcer encore quelques critiques concernant son goût : son sens esthétique, dépourvu de toute expérience et vierge de tout raisonnement, était incapable de juger les choses avec justesse. Elle le disait d'ailleurs elle-même et avouait la fatigue que lui causaient les visites dans les musées. On a beaucoup blâmé le choix du peintre qui présida à la décoration de sa villa Achilléjon à Corfou. Mais on a davantage blâmé le goût de son cousin Louis II et les lourdes peintures qu'il avait fait exécuter pour son château du Cygne. J'ai cru pouvoir expliquer dans l'étude consacrée à ce roi qu'il n'y avait là rien d'anormal et qu'au contraire il eût été surprenant que ce romantique eût mis dans le goût et dans le choix de ses demeures fantastiques cette froide science de la reconstitution, cette scrupuleuse exactitude que les moindres antiquaires d'aujourd'hui mettent dans l'arrangement d'un intérieur. C'était là précisément la marque du romantisme de ne se préoccuper jamais des règles et d'adapter à un palais roman des peintures d'un médiocre échevelé. Victor Hugo qui était loin de représenter le goût déséquilibré du roi Louis II, mettait pourtant en vrai romantique la même incompétence et la même bizarrerie dans le choix des formes qu'il aimait et dans la composition des soi-disant meubles gothiques et des burgraves qu'il confectionnait lui-même à Guernesey pour l'effarement de la postérité. L'Impératrice Elisabeth ne pouvait donc pas montrer, avec son tempérament, plus de goût et de science que l'auteur immortel des *Châtiments*. Mais si les chercheurs de tares la dénoncent pour son goût médiocre, il faut dire hautement que son instinct avait toutes les avidités du sublime et qu'elle mettait dans le choix des sites où elle aimait à établir ses nostalgies un véritable génie. En cela, elle avait le coup d'œil et la perspicacité des moines du Moyen-Age qui savaient choisir, parfois avec une incomparable maîtrise, les cimes où toutes les beautés de la terre se donnaient rendez-vous. Remarquable dans cet instinct, elle fut, ainsi qu'une créatrice et lorsqu'elle devisait sur la nature, on était étonné de l'entendre parler avec une âme d'artiste et une rare pénétration de l'abstrait. Un esprit d'une délicatesse infinie, hautain dans son goût, dédaigneux de ce que tout le monde aimait, de certains couchers de soleil, par exemple, qu'elle trouvait « une œuvre médiocre », un spectacle pour de grosses dames bourgeoises. Des formes de nuages, elle pouvait les blâmer comme une fausse note ou comme un *article de bazar* en rendant Dieu responsable de sa maladresse.

Tout cela était d'une si impérieuse originalité, d'un instinct si subtil pour le beau, dans l'œuvre universelle, qu'on eut eu mauvaise grâce de la chicaner sur son incompétence en peinture. Et puis c'est bien aussi ce fier instinct qui l'avait fait aimer la Grèce avec une si âpre passion. La Grèce était son palladium, et lorsque, prise d'une sorte d'ivresse contenue, elle lisait des vers d'Homère dans son texte original, elle avait dans ses prunelles des flammes qui jaillissaient des ténèbres de son âme éperdue et révoltée.

En présentant aux lecteurs quelques entretiens

de ceux que j'eus avec elle en assez grand nombre, on me pardonnera de ne leur avoir appliqué aucune méthode de classement. Je voudrais leur conserver le caractère de spontanéité qu'ils avaient dans la réalité et qui la faisait sauter d'un sujet à un autre selon l'inspiration ou la vision que nous avions devant nous, ou les idées que j'osais faire suggérer dans son cerveau lorsque le moment me paraissait opportun à l'évocation de telles matières dont je sentais son esprit préoccupé. Parfois aussi j'aurais aimé lui poser quelques questions, mais elle n'y répondait pas toujours et suivait ses propres inspirations sans les laisser toujours canaliser dans la volonté de l'interlocuteur. On y trouvera un singulier mélange d'amour, d'aversion, de fantaisie et de mépris dont j'abandonne le jugement à l'appréciation du public.

Sur l'Invasion de la Cote d'Azur par les Allemands.

— Vous entendez cette cloche, me dit-elle un jour, elle appelle les goinfres à l'étable pour purifier l'espace. Mais bientôt ils reviendront et vous les verrez se traîner lourdement comme des animaux en promenant leur ventre qui digère six fois ce qui leur est nécessaire. Quel esclavage pour l'homme que cette nécessité de se remplir à heure fixe ! Moi je m'en suis libérée dans la mesure du possible, mais aussi je fuis les jardins quand ils viennent exhaler leur pestilence alimentaire. Comme ils sont laids ! Ils me paraissent les usurpateurs des paysages faits pour la seule beauté des pêcheurs et des filles brunes portant d'un pas léger des paniers de fruits. J'ai vu l'autre matin descendre de Castellare une de ces Mentonnaises au chapeau plat. Vous savez que c'est une merveilleuse survivance du chapeau grec ? Vous le voyez dans les bas-reliefs sur la tête des joueuses de flûte et des pâtres de l'Attique. N'est-ce pas le signe d'une admirable obstination sur le sol conquis que d'avoir gardé, à travers plus de deux mille ans et plus de vingt invasions, le gracieux couvre-chef du temps d'Homère ?

« Eh bien ! continua-t-elle, cette fille portait un panier rempli de citrons. Son profil était mince, sa taille et ses attaches fines et elle passait parmi une horde de grosses dames et d'hommes parvenus et vulgaires, avec un hostile dédain pour la Barbarie.

Une autre fois elle me dit à brûle-pourpoint :

Pourriez-vous m'expliquer pourquoi une classe de la société, ignorante, insensible et hostile à toute beauté et à toute distinction, s'obstine à rechercher depuis quelques années des endroits qui sont si éloignés de leur compréhension ? Leur présence est une injure et une profanation. Je vais vous dire mon sentiment à ce sujet : c'est le besoin des porcs de salir tout ce qu'ils touchent, de se vautrer et de se rouler sur les gazons remplis de fleurs et de baver sur les prairies étoilées. C'est la destruction du beau par le laid qui est plus fort puisqu'il représente la majorité.

Puis elle ajouta :

— Mais voyez aussi à quel point l'industrie porte en elle de germes destructeurs ! On a établi partout aux plus beaux endroits où poussaient des fleurs sauvages, des kilômètres de serres où l'on cultive des fleurs d'exportation. On a dévasté la nature où poussaient des fleurs en liberté pour la remplacer par des vitres dont le miroitement linéaire est un malaise pour les yeux et une dégradation. Tout cela n'a été créé que pour cultiver des plaisirs d'une heure, sur des tables remplies de nourriture, dans des maisons où l'on ignore ce qu'elles sont en vérité. Cela est vraiment admirable, le souci de cette industrie, de battre monnaie avec la poésie et de la galvauder dans les villes remplies de fumée. Oui, c'est admirable ce cynisme mercantil qui tire profit de tout, même des fragiles étoiles pour faire du luxe. Ah ! que je déteste ce mot « luxe » ! Comme il sonne faux, comme il est bref ! Il sonne comme un gros mot : « luxe ! luxe ! » C'est pourtant la hantise et la dernière ambition des gens d'aujourd'hui, surtout des petites gens qui sont les nouveaux venus dans le bien-être.

*
* *

L'Impératrice me rappelait un autre jour notre conversation sur les mercantis de la poésie et me demanda ce que je pensais de ce sujet :

— L'esprit spéculatif, dit-elle, accapare les alentours des villes et les espaces libres, mais comme il sait le penchant du citadin en qui sommeille toujours le rural atavique et sa soif de verdure, il l'a invité à bâtir en dehors, dans les endroits enchanteurs qui lui étaient familiers et où il avait l'habitude de venir le dimanche en famille, respirer l'air pur sous les beaux arbres. Mme de R... me disait qu'en France, les spéculateurs de la poésie et de la nature achetaient d'immenses bois, parcs et étangs et engageaient sur place les naïfs gogos, alléchés par des affiches pittoresques, à venir dresser leur tente sous les ombrages et à y abriter leurs besoins de rusticité.

Je répondis qu'en effet on pouvait voir en traversant ces contrées, des panneaux indiquant « le lotissement du parc de X... » Au commencement, tout allait bien, les premiers venus bénéficiaient de la poésie existante, mais peu à peu les maisons s'élevaient une à une, le morcellement à l'infini faisait le vide parmi les arbres pour lesquels on était venu et un jour on était tout surpris de lire, dans un faubourg rempli de poussière et de murailles monotones, le nom d'une contrée qui était autrefois synonyme de fraîcheur champêtre et de repos estival.

— C'est la démonstration du luxe, me dit l'Impératrice. L'homme a été grossièrement dupé par l'homme qui a tué sa poule aux œufs d'or, mais l'enfer est pavé de bonnes intentions »

Je repris qu'il en était de même des aspects pittoresques des villes. Le spéculateur s'est aperçu un beau jour que la vue sur une antiquité ou sur une église d'autrefois était une valeur. Certains rêveurs qui déambulaient par les vieilles ruelles, le nez en l'air en faisant des gestes enthousiastes, le lui avaient appris. On en a fait aussitôt un luxe. On a isolé ces vénérables édifices et on s'est mis à élever en face et autour d'eux des maisons à sept étages afin que de toutes les fenêtres; on put plonger sur les vieux toits et en avoir pour son argent, de la poésie et des pierres ! Les snobs sont venus, les parvenus. Les loyers se sont arrachés, mais le site est une injure aux passants et le monument dans ses charmantes proportions a été assassiné et concurrencé par les voisins, les spéculateurs de la poésie.

(*A suivre*). FERDINAND BAC.

LE GRAND PROJET ALLEMAND

L'expansionnisme allemand possède une fécondité d'invention quasi-illimitée. Il a renoncé apparemment à exécuter son premier plan qui comportait l'annexion de toute la Belgique, — de la Hollande peut-être, — en tout cas d'un large morceau de la France du Nord et de l'Est ; il a compris combien chimérique était un second plan qui eût refoulé la Russie loin des provinces Baltiques, de la Pologne et de l'Ukraine ; les résistances qu'il a rencontrées, sans les avoir prévues, lui ont suggéré certains abandons, certains changements d'idées, et aujourd'hui il semble qu'il songe essentiellement à créer, au profit et sous la tutelle de l'Empire, un groupement de puissances, stable et fortement lié, dont le domaine irait au moins de la mer du Nord au golfe Persique.

En réalité, comme nous allons le voir, ce groupement serait d'ordre économique plutôt que politique, ou pour mieux dire, il serait érigé sur des fondements économiques, l'armature politique devant par la suite se superposer à l'armature commerciale. Le fameux mot d'ordre, qui a été depuis le début de la crise mondiale celui des impérialistes d'Outre-Rhin, — de Hambourg à Bagdad, — serait ainsi fidèlement respecté. La mainmise sur l'Orient qui, à travers des vicissitudes de conceptions indéfiniment diversifiées, n'a jamais cessé d'obséder le cabinet de Berlin, pourrait être réalisée avec le minimum d'opposition de la part des Etats inféodés.

Ce n'est point là un programme dont l'expansionnisme germanique ajourne l'examen à une échéance plus ou moins lointaine : tout au contraire, il n'accepte aucun retard dans une discussion qui lui apparaît urgente. Les échanges de vues entre les deux Empires du Centre — pour ne parler que d'eux, — ont déjà commencé, et ont même provoqué à Vienne, avec des controverses agitées, des disgrâces significatives. En cette matière comme en toutes les autres, et pour beaucoup de raisons, Guillaume II et son entourage tiennent la rapidité de détermination pour indispensable. Il faut donner au peuple allemand, que déconcerte et mécontente la prolongation de la lutte, l'impression d'une activité soutenue et méthodique; il faut lui suggérer la conviction que les « buts de guerre » se sont précisés dans la pensée de ses dirigeants et que la politique impériale ne flotte point au gré des événements. En négociant sans délai avec l'Autriche et la Hongrie, le gouvernement de Berlin estime se prémunir contre des retours de fortune, qui pourraient modifier les tendances de ses partenaires. Et surtout il ne veut pas être surpris par la paix, par des éventualités qui le laisseraient économiquement désarmé en face de la Quadruple Entente ; il se demande si son industrie qui avait atteint, à la veille de la lutte provoquée par lui, au maximum de la puissance, — si son commerce qui avait conquis tant de marchés, ne resteront pas frappés à mort dans un monde transformé.

Au surplus, cette conception d'un Zollverein qui grouperait sous sa présidence une partie plus ou moins considérable de l'Europe,— et dont le livre de Naumann a souligné tous les avantages, — n'est pas nouvelle Outre-Rhin. L'Allemagne désirerait expérimenter, sur un tiers ou sur une moitié du continent, le processus qui a si bien préparé sa propre unification. Déjà au milieu du dernier siècle,

et alors que cette unification semblait irréalisable. List montrait que la structure de l'univers était destinée à évoluer rapidement et que l'avenir était aux grandes associations d'Etats, car elles seules pourraient pourvoir à tous les besoins de leurs membres et développer une production et une circulation à croissance illimitée. Lorsqu'on feuillette le dernier *Livre Jaune*, on y trouve à ce sujet d'étranges révélations de M. de Jagow à M. Jules Cambon. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, au nom même de cette théorie des grands groupements, déniait aux petits peuples le droit à l'existence indépendante et prophétisait leur absorption. Rien de plus contraire que cette thèse, — telle que les Allemands l'interprètent — à la doctrine des nationalités. On peut supposer que des puissances s'accordent sur le terrain économique pour mieux utiliser leurs ressources naturelles, élargir leurs débouchés respectifs, sans pourtant qu'elles abdiquent leur liberté politique et surtout sans qu'elles se subordonnent à l'une d'entre elles. Ce n'est point la pensée germanique. Pour elle, la fédération douanière n'est que l'acheminement à la fédération militaire et politique; il ne suffit pas que les organismes accolés à l'intérieur de la ligne de douanes favorisent leur trafic réciproque par des tarifs différentiels ou par l'exécution de grands travaux publics ; mais ils doivent unifier leurs institutions, renoncer à tout particularisme, en acceptant la direction du plus valide. Pour élargir encore au profit de l'Allemagne cette notion du Zollverein renforcé, un autre élément intervient : tout grand Etat qui est obligé, pour communiquer avec les mers internationales, de réclamer le passage sur le sol d'un petit Etat, peut revendiquer un droit de suzeraineté ou même d'annexion sur ce dernier : et telles sont au surplus les idées que les expansionnistes de Berlin ont formulées, depuis de longues années, au sujet de la Belgique et de la Hollande. Dans le pangermanisme d'aujourd'hui, le facteur des débouchés a pris assez fréquemment la place des facteurs ethniques. Le projet de l'*Europe du Milieu* — le terme est d'ailleurs impropre, — n'a rien qui doive étonner ceux qui ont suivi l'évolution des esprits Outre-Rhin de 1905 à 1914.

*
* *

Le Livre de Naumann, qui a paru, en octobre, sous ce titre *Mittel Europa* et qui comprend à peu près 300 pages, est l'exposé le plus clair et le plus développé à la fois de ce programme. Il se peut qu'il déborde la pensée gouvernementale allemande, qui semble être demeurée assez flottante à cet égard et qui, du reste ne pouvait revêtir des contours trop précis à un moment où s'engageaient à peine les pourparlers diplomatiques. Mais il a eu ce grand mérite d'abord de venir à son heure et ensuite, en dépit d'un certain mysticisme de forme, de poser devant l'opinion universelle, un problème qui intéresse la Quadruple Entente tout autant que Berlin, Vienne, Budapest, Sofia et Constantinople.

Pour Naumann, la création de cette *Europe Moyenne*, qui serait aussi une Europe Orientale, est le principal but de la guerre. L'auteur ne se demande pas si cette guerre ne doit point apporter des changements grands ou petits à la configuration de l'Allemagne et de ses confédérés ; il admet, en principe, la victoire de son pays et par suite des alliés de ce pays : pas un instant il n'accueille l'hypothèse que l'Autriche-Hongrie puisse être disloquée par l'émancipation des nationalités asservies aux Habsbourgs. Au surplus, il ne s'est pas borné à exprimer sa pensée dans un volume : comme son projet avait suscité Outre-Rhin une attention générale et avait obtenu un indénable succès d'opinion, il l'a repris en de nombreux articles.

En somme, Naumann, que la mise en service de l'express des Balkans a dû fortement réjouir, se défend d'apporter des conceptions vraiment novatrices. Cette Fédération germano-austro-turco-bulgare, qu'il entrevoit pour le lendemain de la guerre, et qui peut attirer à elle des peuples d'importance numérique ou économique réduite — la Roumanie ou la Suisse, la Hollande ou la Grèce — elle existe, elle fonctionne déjà. L'organisation, que l'Allemagne a créée pour la bataille, subsisterait pour la paix.

Qu'était l'Autriche-Hongrie, avant que le cabinet de Berlin l'eût prise en charge et se fût attaché à la galvaniser ? Un Etat croulant et dont les frontières fléchissaient presque partout. Militairement et financièrement elle a été relevée par les contingents allemands, par l'état-major allemand, par l'or allemand. Qu'était la Turquie livrée à elle même ? Un Empire qui ne vivait plus que par hasard, et que le moindre souffle pouvait conduire à la ruine définitive. Ce sont les diplomates et les généraux dépêchés par Guillaume II, ce sont les avances d'argent consenties par les Banques berlinoises qui l'ont ressuscitée, qui lui ont permis de faire face, sur le front d'Arménie comme sur le front des Dardanelles, à des adversaires peu désireux de la ménager. Et enfin, si la Bulgarie a pu jouer dans les Balkans un rôle de premier plan, venger ses désastres de 1913, et ressaisir la Macédoine, que ne doit-elle pas à l'aide généreuse, sinon désintéressée, de la chancellerie germanique ?

Il s'agit donc uniquement de maintenir, entre

les quatre associés, le contrat qu'ils ont expressément ou tacitement passé pour la durée de la guerre. Demain, la paix conclue, il leur faudra encore continuer la lutte sur un terrain nouveau contre les mêmes adversaires. Isolé, chacun d'eux serait désarmé. Rassemblés en un faisceau, ils disposeront d'une maîtrise, dont Naumann ne discute même pas la solidité, tant il est convaincu de la supériorité du germanisme ! Car il va de soi que le germanisme, et plus spécialement l'Empire d'Allemagne exercera la magistrature suprême dans le groupement prévu. Les Allemands trouveront, dans les autres Etats du Zollverein, les denrées d'alimentation nécessaires à leur consommation, les matières premières que réclament leurs usines, et en même temps y écouleront sans concurrence possible leurs produits fabriqués. *L'Europe moyenne* serait une sorte de réseau fermé, ou qui réduirait au minimum ses communications avec l'extérieur, chacun des Etats participants offrant son marché aux autres fédérés.

Voilà l'idée directrice sur laquelle la censure allemande ou autrichienne s'est efforcée de restreindre les controverses, afin de dissimuler de redoutables divergences de vues. Et tel est l'un des sujets brûlants, — entre beaucoup d'autres, — que le baron Burian a envisagés à Berlin avec M. de Bethmann-Hollweg, que M. Helfferich, le ministre des finances allemand, est allé discuter à Vienne avec son collègue Austro-Hongrois, et dont Guillaume II a certainement entretenu le Tsar Ferdinand lors de leur rencontre théâtrale en Serbie. On peut être assuré que les hommes politiques d'Outre-Rhin n'ont point reculé devant les phrases pompeuses pour défendre ce plan d'apparence grandiose, qui syndiquerait les agriculteurs turcs, bulgares et magyars, les métallurgistes de Westphalie, les filateurs de Bohême — et qui aboutirait surtout à faire de Constantinople, de Varna, de Trieste et de Fiume (je laisse Salonique de côté) — des ports allemands. — Seulement ce Zollverein est-il viable ? Le projet de Naumann, ou, si l'on préfère le projet gouvernemental germanique, ne ressemble-t-il pas à une utopie ? Il ne suffit pas de dire qu'il nous est désagréable pour beaucoup de raisons : il est intéressant de rechercher — (même si l'on ne saurait pour l'instant calculer la valeur exacte de chacune d'elles) — les objections, les oppositions qui peuvent surgir contre lui et finalement, en s'étayant l'une l'autre, réduire ou abolir les chances de cette nouvelle confédération douanière et politique.

*
* *

Tout d'abord constituerait-elle en soi un bloc de marchés capable de satisfaire aux ambitions de ses divers éléments ? A ce sujet, le doute est permis.

En 1913, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, si l'on additionne leurs statistiques respectives, ont fait un total d'affaires de 34.145 millions : là-dessus, elles ont échangé entre elles pour 4.442 millions : c'est-à-dire que ce trafic ne représente que 13 0/0 du trafic global, — en d'autres termes un pourcentage extrêmement médiocre. Par la force des choses, les Etats qui participeront au Zollverein, — et pour cette raison élémentaire qu'il s'assureront mutuellement un traitement privilégié à l'encontre des autres, — se fermeront la plupart des débouchés ; même les pays qui ne leur feront pas grief de leur attitude durant la guerre, s'insurgeront contre les exclusions dont ils seront frappés, par le seul jeu des tarifs de faveur. L'Allemagne, en 1913, vendait pour 1.360 millions à l'Autriche : elle vendait pour 1.550 millions à l'Angleterre dont elle risque, il est vrai, de perdre pour longtemps la clientèle, mais elle écoulait pour 900 millions de marchandises aux Etats-Unis qui, si leurs propres exportations étaient atteintes, exerceraient de sévères représailles. Ainsi, même en Allemagne, et du point de vue économique général qui prend en l'espèce une importance essentielle, le projet de l'Europe Centrale sera rigoureusement critiqué.

Mais les intérêts de collectivités plus ou moins restreintes, les conceptions de groupements plus ou moins puissants entrent également en compte.

Les vieux Prussiens agrariens, qui ont toujours défendu le cours de leurs blés en réclamant des taxes douanières élevées, — contre les grains de Hongrie aussi bien que contre les grains de Russie, — n'acquiesceront pas aisément à un système qui romprait la barrière protectionniste. Il suffit d'évoquer l'opposition, qu'ils ont dirigée jadis contre le programme des canaux intérieurs, pour entrevoir celle qu'ils pourraient organiser demain. En sens inverse, les classes ouvrières ne marqueront aucune sympathie pour un régime, qui aggravant nécessairement certains tarifs à l'importation, alourdirait encore pour elles le coût et les charges de l'existence. Les commerçants redouteront de perdre des débouchés qui contribuaient à leur fortune ; les armateurs se demanderont quel sera leur sort, puisque les échanges dans le nouveau bloc auraient lieu à peu près exclusivement par terre, et que les autres échanges se raréfieraient par contre-coup.

L'opinion des pangermanistes ne s'est pas encore manifestée avec clarté, et il n'y a point lieu de souligner ici l'autorité qu'elle prendra. Jadis ce

parti escomptait l'effondrement de l'Autriche, et le rattachement à l'Allemagne des provinces allemandes de la Cisleithanie. D'après certains témoignages, Guillaume II dans les entrevues qu'il eut avant la guerre avec l'archiduc François-Ferdinand, à Konopischt par exemple, avait envisagé d'autres éventualités. Il avait promis de défendre la monarchie danubienne, de la soustraire à toute crise que provoquerait le Slavisme du Nord et du Sud, mais en retour le « successeur » de François-Joseph, — qui n'avait point appréhendé l'attentat toujours possible, s'était engagé à remettre aux Hohenzollern les possessions héréditaires de la maison de Habsbourg. L'Empire austro-hongrois se fût transporté plus à l'Orient, allant de la Baltique à la mer Egée, à travers la Lithuanie, la Pologne, l'Ukraine, la Transleithanie, la Serbie, la Macédoine. L'Empire germanique se fût agrégé 12 milions d'hommes. Or s'il est bien vrai que certains pangermanistes acceptent la théorie du Zollverein de l'Europe Centrale, rien ne prouve que d'autres ne demeurent pas fidèles à leurs opinions antérieures. Ceux-là pourraient trouver insuffisantes, hypothétiques les satisfactions qu'on leur offre par ailleurs, et finalement créer une opposition qui ne serait point négligeable. On ne saurait prétendre que l'Allemagne doive unanimement acquiescer au programme de Naumann, ou à tout autre programme établi sur les mêmes bases.

L'opinion des Autrichiens et des Hongrois, à en juger par les polémiques qui se sont ouvertes dans les journaux de Vienne et de Budapest, ne paraît pas davantage affranchie de toutes divisions. Le lecteur comprendra que je doive en ce moment faire abstraction de l'avis des nationalités non allemandes et non magyares de l'Empire des Habsbourg, — les unes et les autres étant condamnées au silence.

Les Allemands de Cisleithanie, quelque enclins qu'ils soient à l'admiration pour les desseins conçus à Berlin, se demandent si leur intérêt leur dicte l'entrée dans un Zollverein, qui consacrerait tôt ou tard leur assujettissement. Que deviendrait leur industrie en face de l'industrie de l'autre Empire, manifestement plus forte, supérieure en capitaux et en outillage technique ? Ne serait-elle pas très vite réduite à implorer grâce devant l'afflux des produits métallurgiques et textiles de la Saxe et de la contrée Westphalo-Rhénane ? Ne serait-elle pas, d'autre part, éliminée totalement du marché balkanique, d'où en dépit de la contiguité elle était depuis dix ans peu à peu évincée par les grandes maisons d'Allemagne ? Ce qui prouve qu'elle hésite et qu'elle résiste, c'est que dans le courant de l'hiver, le comte Sturgh, président du Conseil Cisleithan, a dû se séparer de trois ministres que M. de Bethmann-Hollweg lui signalait comme réfractaires.

Mais les Hongrois sont encore autrement rebelles. Ici les considérations de race s'associent aux soucis du trafic. Quelque effort qu'ait tenté le comte Tisza, pour endormir le sentiment national, il n'a pas réussi à imposer silence à cet orgueil magyar, dont les explosions sont si subites et si bruyantes. A la fin de janvier, les discours que le député Polonyi prononça à la Chambre de Pesth et qui recueillirent les applaudissement du parti de l'indépendance, attestèrent la permanence d'un sentiment que rien n'a pu réduire. La Hongrie a accepté — et encore avec réserves — le concours militaire de l'Allemagne, à une heure où les avant-gardes Cosaques descendaient vers les plaines de la Theiss : elle se refuse à toute subordination ; elle écarte tout contrat qui lui paraîtrait attentatoire à sa farouche autonomie. Mais il y a plus encore ; le projet de l'Europe Centrale, dès qu'elle l'examine en ses détails, l'inquiète à deux points de vue : d'abord, elle redoute pour son industrie naissante, qui ne tarderait pas à être étouffée par le grand machinisme allemand : ensuite elle craint pour son agriculture, qui aurait à lutter sur le marché germanique avec toute l'agriculture des Balkans : elle risquerait d'un côté, d'être rançonnée, et de l'autre de subir des rivalités qui lui seraient funestes.

La Bulgarie a de sérieux motifs de scruter avec méfiance les propositions que Guillaume II lui adresse. Privée de toute activité manufacturière quant à présent, elle n'aurait plus la ressource de choisir entre les marchandises austro-allemandes et les marchandises offertes par la France, l'Angleterre, la Belgique ou l'Italie. Il lui faudrait, coûte que coûte se fournir à Vienne, à Leipzig, à Solingen, à Crefeld ; encore devrait-elle par ailleurs envisager la restriction de ses débouchés dans les Etats qui resteraient en dehors du Zollverein. Sur 93 millions qu'elle exporte, 17 vont à l'Allemagne, 14 à l'Autriche, 4 à la Turquie, — un peu plus du tiers. Enfin Ferdinand Ier, qui est volage et que n'a jamais retenu la parole donnée, se demande sans doute, depuis la fin de décembre 1915, comment il se libérera de l'étreinte du Kaiser.

La Turquie doit nourrir des sentiments analogues. Le jour où la libre concurrence ne jouerait pas chez elle, les commerçants allemands et autrichiens pourraient doubler les prix, puisqu'elle ne fabrique à peu près rien. L'Allemagne et l'Autriche remplaceraient-elles du moins, pour les Ottomans, les marchés qu'ils perdraient ? Certes non, puisqu'elles achètent au total pour 89 millions, contre 245 millions au compte de la France et de

l'Angleterre. Ajoutez que si Enver et Talaat sont devenus de simples agents de Guillaume II, la population de l'Empire turc gronde plus ou moins sourdement contre la tutelle qui pèse sur elle.

Ainsi, l'on discerne tout de suite les résistances, que la grande idée de Naumann, — qui a désormais l'estampille officielle, — soulève dans les pays soumis à l'état-major germanique. Si dans ces contrées la suspicion s'exerce déjà, comment les neutres, dont le cabinet de Berlin a menacé et menace l'indépendance, dans l'Europe Centrale ou dans l'Europe Orientale, songeraient-ils à adhérer au Zollverein projeté? Comment sacrifieraient-ils aux appétits démesurés de l'Allemagne leur liberté et leur prospérité économiques d'abord, leur liberté et leurs institutions politiques ensuite ?

Les hommes d'Etat d'Outre-Rhin, qui patronnent le groupement nouveau, n'ont prévu qu'un minimum d'oppositions : il se pourrait que ce minimum fût suffisant, — en dehors de tous autres éléments — pour jeter bas, — après les vastes desseins antérieurs, la formule retentissante de la *Mittel Europa.*

PAUL-LOUIS.

VICTIME DE LA GUERRE

La Guerre ne tue pas seulement des hommes. Elle fait un peu partout d'autres victimes. Je viens d'en visiter une qui a eu des heures de gloire et de prospérité et qui, après une longue et lente agonie, vient de trouver dans les événements que nous traversons, la fin, sinon glorieuse, du moins honorable et humanitaire, de sa longue carrière. C'est du Café de Fleurus que je veux parler. Allez le voir à l'angle de la rue qui porte ce nom et de la rue du Luxembourg ; vous n'y trouverez pas un seul servant ; le comptoir où trônait jadis une célèbre et décorative personne, est désert ; la tonnelle qui fait face au Luxembourg, est abandonnée ; seules les tables de marbre sur lesquelles Gambetta, Auguste Préault et Gustave Courbet étalèrent souvent leurs dominos, subsistent encore. Elles ont échappé aux enchères grâce à un changement de destination : elles sont couvertes de berceaux, ou, comme on dit aujourd'hui dans un langage biblique, de moïses bleus ou blancs. Le café de Fleurus est devenu une pouponnière. Il aurait pu plus mal finir. Il a eu une histoire. Il mérite une mention sur les listes nécrologiques que nous dressons un peu partout.

*
* *

Les environs du Luxembourg ont été de tout temps le coin préféré des hommes d'étude et de travail. Il n'est pas dans ce quartier historique de Paris, en dépit des transformations qu'il a subies, une rue, une maison, un magasin, qui ne rappelle le souvenir d'un docte professeur, d'un écrivain célèbre, d'un artiste, ou d'un homme de lettres. Quand je passe devant ce café de Fleurus, je crois encore rencontrer l'helléniste Egger qui, à petits pas, se rendait à son domicile de la rue Madame ou à la Sorbonne, je vois Littré à son balcon de la rue d'Assas ou Sainte-Beuve regagnant son ermitage de la rue Montparnasse ; si le mot n'avait pas été profané par les Allemands, je dirais de ce quartier qu'il était un véritable nid d'intellectuels. Les Cafés qui, du temps où l'on causait encore, étaient les salons des célibataires ou des gens sans famille, devaient se ressentir d'un aussi noble voisinage. Il en est qui ont encore gardé, avec une clientèle spéciale, quelque trace de cette ancienne splendeur, mais je ne veux parler ici que des morts.

La rue Soufflot, avant l'élargissement qui en fait aujourd'hui le parvis du Panthéon, en possédait un : c'était le café de l'Ecole de Droit situé au coin de la rue Saint-Jacques. Doré sur tranches, orné de belles glaces et de somptueux divans, il faisait figure aristocratique. Les professeurs de la Faculté de Droit le fréquentaient, mais la Sorbonne ne le dédaignait pas ; à certains jours, M. Caro y donnait audience.

Pendant la période des examens de fin d'année, les professeurs qui n'avaient pas encore imaginé d'appeler des provinciaux à leur aide, étaient obligés de passer à la Faculté la presque totalité de la journée. Cela n'avait aucun inconvénient pour ceux, alors assez nombreux, qui habitaient le vieil immeuble de la place du Panthéon. Mais Machelard, très lourd et presque impotent, habitait rue du Bac ; Labbé, plus agile, semblait venir en courant de sa modeste maison du boulevard Montparnasse ; Bufnoir arrivait plus solennellement de son appartement du Quai d'Orsay... Ils étaient tous, à l'heure du déjeuner, pendant les périodes d'examen, les hôtes du café de l'Ecole de Droit et les candidats cherchaient à deviner avec inquiétude, par l'examen de leur menu, s'ils auraient la digestion facile ou l'humeur sombre.

Ils n'étaient, en tout cas, au café de l'Ecole de droit que des hôtes de passage et des clients de rencontre. Tout autres étaient les habitués du célèbre café Tabourey. Celui-là a eu les honneurs

de la Coupole ; il a été, en 1909, cité dans un discours à l'Académie Française et il le méritait. Il fut, en effet, il y a trente ou quarante ans, le rendez-vous de plusieurs futurs Académiciens et de quelques autres qui, comme Barbey-d'Aurévilly auraient dû en être. Il n'était pas situé, comme l'a dit par erreur M. Maurice Barrès, à l'angle des rues Racine et de Vaugirard qui ne se rencontrent nulle part, mais à l'angle de la rue de Vaugirard et de la rue Rotrou, en face de la partie N.-O. des Galeries de l'Odéon. Il se composait de deux salles; dans la plus vaste on voyait, chaque soir, à la même table, Coquille du *Monde* et Lacroix de la Sorbonne, le premier toujours en cravate blanche, le second avec des lunettes d'or. Elle était chauffée en hiver par un poêle de faïence dont le tuyau avait la forme d'une tige de palmier ; autour de ce poêle s'installaient parfois MM. Eugène Spuller, Richepin, Hippolyte Buffenoir... Lorsque Barbey-d'Aurévilly entrait en coup de vent vers dix heures du soir, il saluait galamment la dame assise au comptoir, en dédaignant les autres. A côté de la salle principale se trouvait un petit estaminet n'ouvrant que sur la rue Rotrou ; là, se réunissaient quelques intimes, presque tous Universitaires de marque. Le Café Tabourey subit le sort de toutes les choses humaines ; après les années de vogue et de prospérité, il perdit peu à peu ses habitués et devint une vulgaire brasserie, à l'enseigne « Au Palmier », à cause de l'ancien tuyau de poêle conservé. La chute était lamentable et les ombres des anciens habitués de la maison devaient s'en détourner avec horreur. Elles peuvent aujourd'hui la hanter à nouveau : c'est une des plus belles librairies du quartier Latin.

*
* *

Tout autre était le café de Fleurus. Situé dans cette partie détachée de l'ancien jardin du Luxembourg qui formait autrefois la rue Bonaparte prolongée et qui est aujourd'hui la rue du Luxembourg, il avait gardé un aspect provincial. Avant et longtemps après les mutilations impériales de 1867, il y avait là des jardins privés qui semblaient une prolongation de celui de Marie de Médicis.

Ce jardin, il était à vous,
Penseurs, amoureux et poètes!
Jeunes sages et jeunes fous,
C'est là que vous aviez vos fêtes.

Dans ce labyrinthe charmant,
Loin des bruits de la multitude,
Sans troubler son recueillement,
Le plaisir coudoyait l'étude.

Ils s'ébattaient là, par milliers
Les fils sur les pas des ancêtres,
Maîtres se faisant écoliers,
Ecoliers qui seront des maîtres.

Qui de vous en tes frais détours,
Verte et discrète Pépinière,
N'a conduit ses graves discours,
Ou son idylle printanière ? (1).

Un caprice impérial mutila la pépinière, mais il ne réussit pas à enlever au quartier qui l'entourait, son aspect romantique et studieux. La partie de la rue Bonaparte prise sur le Luxembourg reste plantée de superbes platanes ; un des plus beaux dressait sa cîme altière devant la porte même du café de Fleurus dont il semblait garder le seuil ; il n'a pu survivre à sa disparition et on vient de l'abattre. Les vieux hôtels entourés de jardins entre la rue de Fleurus et la rue d'Assas ont disparu et M. Nénot y a élevé des maisons de rapport ; mais l'éminent architecte de la nouvelle Sorbonne semble voué par une sorte de prédestination à ne bâtir que des nids d'intellectuels. C'est là que M. Octave Gréard et après lui sa famille ont élu domicile ; c'est là que le si regretté M. Charles Lenthéric a écrit des pages exquises sur les villes mortes de nos rives Méditerranéennes ; c'est la que mon cher compatriote et ami, Emile Maruéjouls, a passé toute sa vie parlementaire et c'est dans son ancien appartement que M. Stéphen Pichon, écrit aujourd'hui ces articles qui, chaque matin, nous montrent l'œuvre diplomatique de nos gouvernants... J'en passe et des meilleurs.

A côté de ces immeubles si élégamment bâtis par M. Nénot et si doctement habités, la vieille maison du café de Fleurus fait assez piètre figure. Je crains bien qu'après la guerre, lorsque la fièvre des reconstructions recommencera ses ravages, elle ne tente la pioche des démolisseurs. Aussi faut-il peut-être se hâter d'en fixer les traits et d'évoquer les souvenirs qui s'y rattachent.

Le café de Fleurus était, il y a cinquante ans, un lieu de réunions à la fois politiques et artistiques. L'hiver, dans une de ses salles basses, l'été sous sa tonnelle, se groupaient des artistes chevelus, des étudiants un peu mûrs, de jeunes avocats et quelques hommes politiques, généralement hostiles au régime impérial. C'était comme un cercle d'opposition libérale à l'Empire. Gambetta qui avec la tante Massabie habita d'abord rue Vavin (2), puis rue Bonaparte, ne fréquentait pas seulement le café Procope ; il s'arrêtait parfois au Fleurus ; ce méridional au verbe exubérant, ai

(1) Victor de Laprade. *Les Arbres du Luxembourg.*

(2) C'est de la rue Vavin qu'il écrivait à M. Victor de Laprade des lettres de félicitations récemment publiées.

mait à discourir entre deux bocks et devant une nombreuse société ; il réussissait parfois à y entraîner son compatriote, Vernet, alors jeune agrégé des Facultés de Droit, prématurément enlevé à la science et à ses élèves. Dans le petit salon se réunissaient quelques Francs-Comtois attirés peut-être par la présence de leur célèbre compatriote, Gustave Courbet ; l'un d'eux, M. le Docteur Gauderon, aujourd'hui encore professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Besançon, m'a bien souvent raconté y avoir assisté à un curieux colloque entre Gambetta, Glais-Bizoin et Laurier, un jour ou le Sénat Impérial discutait je ne sais plus quelle intéressante interpellation. Elles étaient rares les séances mouvementées au Sénat de l'Empire ; ce jour-là, il devait y avoir du bruit au Luxembourg et l'opposition qui n'y avait pas de représentant, tenait à proximité ses assises au café de Fleurus.

Dans la matinée du 12 janvier 1870, notre café présentait une animation inaccoutumée ; beaucoup d'habitués s'y étaient donné rendez-vous pour assister à l'enterrement de Victor Noir ; ils partirent de là pour aller, sous le péristyle de l'Odéon, rejoindre la jeunesse des Ecoles et se diriger ensuite à Auteuil et à Neuilly. Le départ fut assez calme, mais au retour que de discours, que de récits, que de prédictions sur la prochaine chute du régime !!

Elles ne devaient pas tarder à se réaliser. Le café de Fleurus traversa, sans accident notable, les événements de 1870-1871, ferma ses volets quand les obus pleuvaient sur le Panthéon et le Luxembourg et se retrouva à peu près intact après les deux sièges ; mais il avait perdu une partie de ses fidèles : toute la vie politique s'était réfugiée à Versailles : le grand Palais du Luxembourg était la Préfecture de la Seine et le Petit Luxembourg habité tantôt par M .Léon Say, tantôt par M. Ferdinand Duval, somnolait dans une douce quiétude. Le café de Fleurus devint exclusivement un cénacle d'artistes. J'ai dit ailleurs (3) ce qu'était à cette époque-là tout ce quartier limité par les rues de Fleurus, d'Assas, Notre-Dame-des-Champs et Vaugirard. C'était, avant l'émigration vers des milieux plus mondains, le coin privilégié des sculpteurs : Falguière, Dubois et Chapu lui restèrent toujours fidèles. C'était déjà dans la rue de l'Ouest aujourd'hui rue d'Assas, ainsi que le rappelle la plaque posée en 1906, que David d'Angers avait installé cet atelier, sanctuaire de l'art classique, où, par un singulier contraste, fréquentaient les chefs du romantisme littéraire, Chateaubriand, Hugo, Sainte-Beuve, Lamartine ; c'est au n° 68 de cette même rue d'Assas que Falguière a vécu et travaillé jusqu'à sa mort ; il aimait ce quartier où il était populaire et connu de tous. De l'atelier de Falguière on passait vite à l'ancien atelier de Dubois situé dans cette même cité que l'on appelait « la maison des sculpteurs » et où tous vivaient en bons voisins. Ce n'était qu'à quelques pas de celui de Chapu, situé rue Notre-Dame-des-Champs, non loin de la maison que Victor-Hugo habita dans sa jeunesse.

Ces illustres patrons ne venaient pas régulièrement au café de Fleurus ; mais leurs élèves en étaient les hôtes assidus. Et entre eux, et autour d'eux que de discussions, que de projets, que de facéties !! Tout ce monde était animé, spirituel, joyeux d'une franche et cordiale gaieté. Avant 1870, le peintre d'Ornans, Gustave Courbet tenait volontiers sa cour au café de Fleurus : ce démagogue était, dans le domaine artistique, le maître le plus absolu et le plus autoritaire que l'on puisse imaginer ; il prononçait à la manière des oracles et ne supportait aucune contradiction. Il avait fait pour le café quelques peintures que je n'y ai plus retrouvées, lorsqu'après la démolition de la colonne Vendôme, Courbet poursuivi et condamné fut obligé de se réfugier en Suisse. Les aurait-on considérées comme compromettantes ou furent-elles saisies à la requête du fisc impuissant à se faire payer les dommages-intérêts prononcés contre l'illustre démolisseur ?

Avec Courbet, mais surtout après lui, vint au café de Fleurus un autre grand artiste, Auguste Préault. J'habitais, il y a trente-cinq ou quarante ans, sur le même palier que lui, rue Vavin, je cheminais parfois avec lui, lorsqu'il sortait pour aller soit à son atelier, soit au café de Fleurus ; il ne cessait de tonitruer contre « les pions montés en grade » ; c'est ainsi qu'il appelait les disciples fidèles à l'école classique. Mais sous ces violences de langage, quel bon cœur et quelle belle âme !! Plus d'un vieil habitué du Fleurus, aujourd'hui retiré au fond de sa province ou monté en grade, suivant l'expression de Préault, pourrait en témoigner.

Après cette période de gloire, le café de Fleurus a connu la décadence ; le retour des sénateurs au Luxembourg ne lui a pas rendu sa clientèle politique. Les artistes ont été attirés ailleurs par les besoins de la réclame et le goût du confort ; il ne lui est plus resté que quelques groupes d'étudiants.

L'agonie a été longue, si longue, que, comme celle de l'Empire Romain, elle semblait ne devoir jamais finir. La guerre y a mis un terme et a précipité le dénouement. La Croix-Rouge a pris possession du café de Fleurus et en a fait une pou-

(3) *Denys Puech et son œuvre*, page 62.

ponnière. Là où l'on entendait le verbe méridional de Gambetta ou les vaticinations de Courbet et de Préault, on n'entend plus que les vagissements de bébés blancs et roses. Atteint par l'extrême sénilité, notre vieux Fleurus des temps héroïques est tombé en enfance .

HENRY JAUDON.

CHRONIQUE DES LIVRES

PAUL D'IVOI. **Femmes et gosses héroïques**. 1 vol. in-16. (Flammarion.)

Il faut féliciter M. Paul d'Ivoi d'avoir recueilli des récits et des anecdotes d'une scrupuleuse vérité. De ces anecdotes, de ces mots, ce sont nos mères, nos épouses, nos fils et nos filles qui sont les héros.

FRANÇOIS DE NION. **Pendant la guerre**. 1 vol. in-16. (Flammarion.)

M. François de Nion, dont on connaît la fantaisie, a écrit un roman d'une vaillante gaîté qui nous promène de Hollande en Allemagne, d'Allemagne en France parmi les diplomates, les prisonniers et les ecclésiastiques. M. de Nion nous montre la répercussion des événements actuels dans ces différents milieux et sur l'âme d'une jeune fille dont la passionnante histoire d'amour anime le roman.

FERNAND-HUBERT GRIMAUTY. **Six mois de guerre en Belgique par un soldat belge (août 1914-février 1915.)** 1 vol. in-16. (Perrin et Cie.)

Comme Marcel Dupont, M. Fernand-Hubert Grimauty, qui est un authentique soldat belge, nous raconte, sans l'ombre d'apprêt, la part qu'il a prise pendant six mois à la résistance de sa patrie. Depuis les premiers tâtonnements d'une mobilisation improvisée jusqu'aux étapes tragiques du siège d'Anvers et aux admirable exploits de la bataille de l'Yser, nous avons sous les yeux une peinture fidèle de ces grands événements retracés par un témoin.

MARIUS VACHON. **Les Villes martyres de France et de Belgique**. 1 vol. in-16. (Payot et Cie).

M. Marius Vachon, l'historien de l'art réputé, nous montre dans ce livre, avec illustrations à l'appui, ce que les Allemands ont fait des malheureuses villes d'art de France et de Belgique. Pour que nul n'en ignore, il met en regard de ce qu'elles sont aujourd'hui ce qu'elles furent.

E. ALTIAR. **Journal d'un Français en Allemagne (Juillet-octobre 1914)**. 1 vol. in-16. (Perrin et Cie.)

Parmi tous les journaux qui ont été publiés de Françaises en Allemagne, celui-ci est l'un des plus intéressants. Il nous fait assister aux débuts de la guerre en Allemagne, à la mobilisation, nous dépeint l'état de l'opinion publique et la crainte du Russe que sur les frontières orientales de l'Allemagne on ne se faisait pas faute d'avoir.

ALPHONSE SÉCHÉ. **Les Guerres d'Enfer**. 1 vol. in-18 jésus. (Sansot.)

Ce livre est un livre de réflexions sur la guerre, ses causes, ses effets, son évolution, son avenir. Il est plein de vues hardies, dont quelques-unes sont aventureuses. Toujours est-il que ce livre est propre à faire réfléchir sur les grandioses évènements dont nous sommes les témoins involontaires.

JEAN DE LA HIRE. **A Venise, dans l'ombre de Byron**. 1 vol. in-16. (Albin Michel.)

M. de la Hire, qui se bat, nous promène à Venise, dans l'ombre de Byron. Nous refaisons avec ce bon guide le voyage passionné qu'y fit jadis le grand poète anglais. C'est la Venise romantique qui ressuscite tout entière à nos yeux.

JACQUES-EMILE BLANCHE. **Cahiers d'un artiste**. 1 vol. in-8° couronne. (Editions de la « Nouvelle Revue française ».)

M. Jacques-Emile Blanche, dont on connaît le beau talent de peintre et les qualités d'écrivain, s'est proposé de décrire des aspects de la société française pendant les différentes phases de cette guerre. Sous la forme de lettres et de notes, ce volume évoque avec intensité l'atmosphère angoissante que tant de familles françaises ont respirée pendant la marche sur Paris, puis la joie de la victoire de la Marne et, enfin, l'accoutumance des uns et des autres aux dures lois de la guerre. Ces notes prises sur le vif, avec une finesse de vision qui décèle l'artiste, sont écrites avec une spontanéité qui nous rend l'impression directe des sentiments.

THÉODORE BOTREL. **Les chants du Bivouac**. 1 vol. in-16. (Payot et Cie.)

M. Botrel, on le sait, est notre chantre national. Pour l'instant, il est le chansonnier des armées, qu'il visite la chanson aux lèvres. Mais à des circonstances nouvelles, il fallait des chansons nouvelles. Ce sont ces chansons, chansons de guerre, que réunit le présent recueil.

LOUIS DIMIER. **Les Tronçons du Serpent**. 1 vol. in-16. (Nouvelle Librairie Nationale.)

Le serpent, on le pense bien, c'est l'Allemagne qu'il s'agit de mettre en pièces, seul moyen de nous prémunir contre un retour offensif de sa part. M. Louis Dimier le fait fort congrument avec sa double compétence de politicien et d'historien.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 5 — 1er SEM. 54e ANNÉE 26 FÉVRIER — 4 MARS 1916

UNE FIGURE DE LA NOUVELLE ALSACE

PIERRE BUCHER (1)

II. — L'INSPECTEUR.

L'année suivante, mon père me mit en pension chez ma tante Brigitte. Il y avait encore à Mulhouse, une école française où je devais commencer mes études. Dès l'annexion, le but de l'administration allemande avait été d'effacer le plus vite possible le souvenir de la France dans l'esprit des nouvelles générations. On réduisit les leçons de français à un minimum dans les gymnases (enseignement secondaire) où il fut confié à des Allemands qui transformaient généralement notre langue en un effroyable charabia, fait pour en dégoûter les élèves. On le supprima tout à fait dans les écoles primaires et on décréta que les écoles privées seraient soumises à la même loi et placées sous la surveillance du gouvernement. Mais quelques-unes avaient échappé jusqu'alors à la griffe de l'inspecteur, redouté comme le loup-garou. De ce nombre était la petite école privée. Des garçons et des filles, de cinq à douze ans y recevaient des leçons de français, données par Mlle Brillot, une vieille institutrice en retraite, qui par amour pour la pauvre Alsace abandonnée, avait consenti à reprendre le harnais et s'efforçait tant bien que mal à nous initier aux secrets de la grammaire.

Mlle Brillot était l'idéal d'une épave touchante et distinguée. Petite, fluette et un peu voûtée par la soixantaine qu'elle portait allègrement, on la voyait, hiver comme été, longer les murs dans sa robe violette et son manteau de velours usé. Légèrement posé sur ses cheveux blancs, son chapeau de tulle noir orné de quelques roses pâles ne manquait pas d'élégance. Mais le chef-d'œuvre de sa personne discrète, qui semblait toujours vouloir se dérober, était son visage jauni par le temps, aux traits menus et fins, aux yeux intelligents. Il donnait d'abord l'impression d'un vieux parchemin raccorni, mais aussitôt qu'elle souriait, ses mille petites rides semblaient les feuilles minuscules d'un rosier naissant, dorées d'un beau soleil, et un printemps éternel, vierge comme l'espérance, rayonnait à travers ses beaux yeux bruns. Quelle fut sa destinée ? Je l'ignore. Elle avait connu, sans doute, bien des traverses et bien des déceptions, avant de venir s'échouer dans un coin d'Alsace. Mais elle n'était pas malheureuse; on devinait en elle une riche vie intérieure et cette vie éclairait nos jeunes âmes par sa présence. Quand nous avions bien fait nos devoirs, nous l'écoutions avec délices nous lire une fable de La Fontaine ou une poésie de Lamartine. Elle ne savait pas punir, mais ses mauvaises notes nous faisaient peur. Quand elle nous disait ; « C'est très mal ce que tu fais là » on rougissait. Quand elle murmurait : « Si tu continues à être paresseux, je ne t'aimerai plus » on avait peine à ne pas sangloter. On lui obéissait parce qu'on l'adorait.

Donc, un beau matin, une trentaine de petites filles et de petits garçons étaient assis sur leurs bancs, dans notre paisible salle du rez-de-chaussée,

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 4, 1916.

au fond d'une cour tranquille. Mlle Brillot occupait une chaise en face de nous. Jamais je ne la vis monter dans la chaire placée au fond de la salle, par modestie sans doute et pour être plus près de nous. On voyait sur un des murs de l'école une carte de France qui comprenait l'Alsace-Lorraine, sur l'autre une carte d'Europe, sur le troisième une carte du monde en planisphère. Une seule gravure ornait la salle. Elle était suspendue au-dessus de la chaire et semblait planer dans l'espace.

C'était la Jeanne d'Arc de Chapu, la plus belle que je connaisse. Elle rêve, assise, un genou serré entre ses mains, la tête droite, les yeux perdus dans une vision radieuse, immobilisée et radieuse elle-même de son reflet. — Tel le petit univers dans lequel Mlle Brillot nous promenait délicieusement de sa voix suave.

Ce jour là, elle nous faisait répéter une leçon, quand soudain la porte s'ouvrit et, sur le seuil, apparut une sorte de géant. Longue redingote grise à deux rangs de boutons, culottes collantes, bottes courtes, tête carrée, cheveux roux, yeux gris et durs sous des lunettes d'or. Appuyé sur un gros gourdin, il se tint un moment immobile sous la porte pour nous observer et jouir de l'effet qu'il avait produit. Effarés nous ne bougions pas. Nous avions flairé l'Ennemi, le Loup-Garou. Il referma la porte avec précaution, et marchant droit sur l'institutrice s'arrêta devant elle et lui dit dans un allemand du nord très pur, d'un accent net, tranchant comme l'acier :

— Je suis l'Inspecteur.

Il s'attendait sans doute à nous faire lever tous comme un ressort par ce mot magique. Mlle Brillot restait assise et répondit en allemand, d'un accent français, qui semblait plutôt affiner que défigurer l'idiome tudesque.

— Monsieur l'Inspecteur, nous sommes à vos ordres.

— En quelle langue enseignez-vous ici ?

— Je suis Française, Monsieur l'Inspecteur, et il y a vingt ans que j'enseigne ici le français pour les familles qui le désirent. Il me serait impossible d'enseigner dans une langue étrangère.

— Comment étrangère ? C'est l'allemand qui est la langue du pays et la seule. Vous ignorez donc le nouveau programme ? Ah ! vous ne pouvez enseigner qu'en français. Alors, allez ailleurs, que diable ?

L'Inspecteur botté paraissait de plus en plus furieux de ce que personne ne bougeait devant sa haute dignité et son puissant personnage. Il ajouta d'une voix irritée :

— Puisque vous faites la sourde oreille et que vous avez l'air d'ignorer ce que vous savez très bien, je vais vous montrer ce que vous avez à faire.

Ce disant, il marcha d'un pas bref vers la gravure de Jeanne d'Arc et l'abattit d'un grand coup de gourdin. Il arracha ensuite la carte de France, la mit en morceaux et en jeta les lambeaux par terre. La carte d'Europe et la planisphère eurent le même sort. Puis il s'approcha de la table sur laquelle traînaient quelques livres français. Il les saisit, les parcourut des yeux, puis les lança sur le plancher et les foula aux pieds avec une véritable rage. Après ce brillant exploit, qui n'avait pas encore assouvi sa colère, le colosse poméranien ou brandebourgeois s'écria d'un air de triomphe en montrant les chiffons de papiers et les livres écrasés par sa botte qui gisaient à terre :

— Aujourd'hui c'était comme cela... dans huit jours je reviendrai... et ce sera autrement !

Pour appuyer son dire, il souligna le dernier mot de sa phrase en assénant sur la table un si formidable coup de gourdin que les vitres en tremblèrent. Sur quoi, M. l'Inspecteur sortit majestueusement en faisant claquer la porte.

*
* *

Voilà, pour vous servir, ma seconde initiation à l'âme prussienne, ajouta mon interlocuteur d'un ton narquois. Vous voyez qu'elle fût assez éloquente pour laisser en moi une trace indélébile et pour exercer une influence décisive sur le reste de mon existence.

— J'espère, répondis-je, qu'au cours de votre jeunesse, vous avez pris une belle revanche sur cette Bête malfaisante que représente dans le monde actuel l'âme collective de cette nation !

— Hélas, reprit mon ami, dans les circonstances actuelles, nous pouvons si peu. Nous avons les pieds et les poings liés. J'ai fait ce que j'ai pu, vous allez voir.

III. — Le Professeur Gerhardt.

Sautant par-dessus plusieurs années, j'arrive au troisième et dernier épisode de mon adolescence qui fut pour moi la mise au point de l'Allemagne contemporaine. A travers ces trois leçons de choses me vint en effet, par contre-coup, la révélation intensive et, en quelque sorte, foudroyante de l'âme française. Avez-vous jamais reçu un coup de poing sur l'œil ? On est d'abord plongé dans la nuit noire, puis s'irradie sur la rétine un soleil éclatant aux mille rayons.

J'avais quinze ans quand mon père s'établit à Mulhouse et m'envoya au gymnase allemand. Son intention était de me préparer à une carrière libérale et de me frayer le chemin de l'Université. Il

m'engagea donc à bien travailler et à rester en bons rapports avec mes maîtres. Je n'eus pas de peine à remplir la première de ces conditions, car j'avais l'esprit curieux et j'aimais l'étude. Quant à la seconde, vous verrez ce qu'il en advint. La scène entre l'inspecteur et l'institutrice avait fait sur moi une impression profonde. J'avais senti la chape de plomb du terrorisme allemand tomber sur moi. Je ne marchais plus librement dans la rue. Les sergents de ville me semblaient des sbires épiant mes pensées. Les soldats prussiens, qui traversaient la ville de leur pas automatique et lourd comme de grandes machines humaines, précédés de leurs fifres criards comme des croassements d'oiseaux de proie, n'étaient-ce pas les rouleaux compresseurs de notre infortuné pays? Les Vosges elles-mêmes, avec leurs vignobles verdoyants et leurs forêts splendides, en devenaient grises et maussades. Je me sentais prisonnier dans mon propre pays, entravé dans tous mes mouvements et jusque dans mes pensées. Cette tristesse s'augmenta encore par le départ de Mlle Brillot, qui avait continué à me donner des leçons particulières, mais qui fut expulsée d'Alsace bientôt après, et par la mort subite de ma tante qui succomba à une embolie. Je passai une année d'affreuse solitude, mais mon père possédait une petite bibliothèque. Ce fut mon salut. Je pus lire à loisir plusieurs histoires de France, l'histoire du Consulat et de l'Empire de Thiers, Victor Hugo, Michelet et quelques autres. Silencieusement, mais ardemment, pendant mes veillées ou promenades à la montagne, se nourrissait ainsi ce que vous appelez ma conscience française. Les vieux livres français furent la sauvegarde de ma sensibilité naissante, le palladium de ma pensée.

C'est alors que je rencontrai un Allemand dans lequel je crus trouver un protecteur et presque un ami, mais qui trompa si bien mon attente qu'il acheva l'œuvre de ma première éducatrice.

J'avais quinze ans quand j'entrai en troisième. Le maître de cette classe s'appelait le professeur Gerhardt. C'était un Saxon, homme fin et distingué. Figure allongée, poitrine mince, un nez d'oiseau, l'œil inquiet, toujours agité et sujet à des crises de nerfs, mais excellent pédagogue, d'études solides et non sans éloquence, quand il s'animait. Son enthousiasme pangermaniste était d'une sincérité parfaite. Je crois que, s'il n'avait pas été soumis dès sa naissance au dressage de l'orthopédie prussienne, le professeur Gerhardt aurait pu faire un esprit hors ligne. Il offrait, en somme, le type achevé de l'intellectuel allemand, hypnotisé par la grandeur prussienne et à genoux devant la botte des hobereaux.

Le professeur Gerhardt me distingua tout de suite comme un élève appliqué et attentif. Il me mit hors de pair, et je devins visiblement l'élève qui l'intéressait le plus. Je ne lui cachai pas mes sympathies françaises. Il commença par s'en amuser tout en me raillant à l'occasion. Il m'appelait familièrement *Franzosenkopf* (tête de Français), et *Protestler* (petit protestataire). Cela ne l'empêcha pas de me traiter en privilégié, au contraire. Au grand scandale des fils d'immigrés allemands, qui me jalousaient, il m'invitait quelquefois à faire avec lui un tour de promenade après la classe. Évidemment, le professeur Gerhardt voulait me convertir, et il y mettait toute son ambition. Mais j'étais sur mes gardes. A ses questions obliques, à ses sollicitations insidieuses, je répondais par des aphorismes évasifs qui réservaient toute ma liberté. Un jour, je lui posai moi-même une question embarrassante.

— Pourquoi, lui dis-je, vous autres Allemands du Centre et du Midi, qui avez produit les plus beaux génies de la race, admirez-vous à ce point la Prusse, qui en a produit bien moins?

— Bien moins? s'écria le professeur Gerhardt avec indignation. Et que faites-vous du grand Électeur, de Frédéric II, de l'empereur Guillaume Ier, et enfin du grand, du sublime, de l'incomparable Bismarck? Voilà de bien autres colosses que Gœthe et Schiller, qui, sans eux, ne nous serviraient de rien. Sans ces grands réalistes de génie, nous ne serions que de pauvres hères. Ils ont fait de nous une grande nation, ce qui nous permettra de conquérir le monde et de soumettre les races inférieures à notre *Koultour*. Car nous sommes la race élue... et c'est là notre grande... notre divine mission.

Il était monté sur son cheval de bataille, et je le regardai galoper toute une heure. Car il était éloquent. Enfin il se calma, et, après avoir parlé des autres nations, toutes *inférieures*, il en revint à la France, une nation remarquable, mais de *demi-culture* seulement et déjà en pleine décadence. « La France, dit-il, a des artistes et de grands écrivains, oui, sans doute, mais pas de grands caractères. Ses poètes mêmes, que sont-ils à côté des nôtres? Victor Hugo? Un déclamateur. Alfred de Musset? Quel débauché! Et George Sand? Une femme de mauvaise vie!...

— C'est possible, hasardai-je, mais ils possèdent *un charme* qu'aucun Allemand n'aura jamais.

— Ceci, prononça doctoralement le professeur, est une opinion de *dégénéré*.

— Ou d'indépendant, répondis-je. » Il se tut, piqué. Nous étions devant sa porte et froidement me congédia. Ce fut notre dernière promenade.

A partir de ce moment, le professeur Gerhardt changea complètement d'attitude et de système avec moi. Plus de sourires aimables, plus d'attentions

délicates. Il parut m'avoir oublié. De temps à autre seulement, pendant son cours d'histoire, il me lançait un regard ironique, quand, par certaines allusions ou par certains raisonnements il croyait avoir démontré l'écrasante supériorité morale et intellectuelle de l'Allemagne sur la France. Etait-ce une représaille d'amour-propre blessé ou une tactique? Voulait-il m'exaspérer ou me convertir? Je ne sais, mais il me criblait de traits furibonds. Je restai impassible, content plutôt d'être délivré de sa protection obséquieuse, qui me compromettait vis-à-vis de mes camarades alsaciens.

Au bout de huit jours, l'affaire se gâta. A la fin de chaque semestre, le professeur Gerhardt nous délivrait des notes sur notre conduite et notre travail pour nos parents. Je m'aperçus que ces notes, jadis excellentes, étaient devenues beaucoup moins bonnes. Pourtant j'avais fait scrupuleusement tous mes devoirs et su toutes mes leçons. Les notes empirèrent de semaine en semaine. A la fin du mois, j'étais devenu l'un des plus mauvais élèves de ma classe. Mon père, qui tenait à mes progrès comme au but principal de son existence, en fut désolé. J'eus beau lui dire que c'était une injustice criante, que j'avais travaillé plus que jamais. Il ne voulait pas me croire. Je pensai devenir fou ; j'allais jusqu'à me demander si je n'avais pas perdu toutes mes facultés et si je n'étais pas devenu idiot. De guerre lasse, je résolus d'affronter mon persécuteur dans son antre et de lui demander raison.

Un dimanche après-midi le cœur gros, je montais le large escalier d'une maison neuve conduisant à l'appartement du professeur. Je le trouvai vêtu d'une robe de chambre grise descendant jusqu'aux talons, assis à sa table de travail, dans une pièce claire et nue, décorée seulement d'un plâtre de la grosse Germania. Il était en train de déguster un journal officiel, la *Strasburger Post*, et de fumer une de ces longues pipes, chéries des professeurs allemands et qui vont jusqu'à terre.

— Bonjour, mon cher ami, clama-t-il d'un ton protecteur en me voyant entrer. Je suis charmé de vous voir. Qu'est-ce qui me vaut le plaisir de votre visite?

— Mon père, lui dis-je, s'est effrayé des mauvaises notes que vous m'avez données. Je viens vous demander la raison de cette injustice, car j'ai conscience d'avoir fait plus d'efforts et d'avoir mieux travaillé que de coutume.

Il ne répondit pas tout de suite, mais il m'enveloppa d'un regard à la fois carressant et malicieux, un regard sournois et calin, un regard de satisfaction profonde. Il fit tomber soigneusement la cendre de sa pipe dans un vase et la ralluma lentement avec un long fidibus en papier. Puis il me lança, d'une voix insidieuse la question suivante en faisant ressortir avec insistance les deux mots essentiels :

— Croyez-vous par hasard, mon cher Bucher, qu'avec *vos* sentiments vous pourrez jamais arriver à quoi que ce soit *chez nous*?

Ce *vos* était plein d'un indicible mépris, mais le *chez nous* sonnait d'une majesté incomparable. Je restai muet d'étonnement, complètement ahuri. Je crois vraiment qu'il me crut mâté, car toute son ancienne amabilité lui revint dans un flot d'éloquence qui se termina par ces mots :

— Vous n'êtes pas un sot, mon cher Bucher, vous êtes même très intelligent, et, si vous savez profiter des circonstances, une carrière magnifique s'ouvre devant vous. C'est un avis paternel que je vous donne pour toute votre vie future. *Réfléchissez à cela!*

J'étais devenu de glace. Je ne pus que balbutier : « Je vous remercie » et je sortis sans dire un mot de plus. Dans l'escalier, je faillis tomber, car j'avais le vertige, mais, en respirant le grand air dans la rue, je sentis tout à coup mon cerveau devenir un volcan.

Donc on me proposait tous les succès et un bel avenir au prix d'un viol de ma conscience et de mes sentiments les plus intimes, les plus désintéressés et les plus purs! Je pourrais devenir un homme heureux, un esclave, un Allemand comme les autres, en m'arrachant le cœur de la poitrine et en le foulant aux pieds! N'était-ce pas monstrueux? L'injustice cynique, l'hypocrisie doucereuse et maligne de ce professeur me parut pire qu'une gifle ou un coup de bâton. Pour la première fois, je voyais se dresser devant moi avec brutalité l'injustice, et derrière elle je devinais, sans bien m'en rendre compte, la dure contrainte du vainqueur. Il me fallait, à tout prix, échapper à cette humiliation, me venger de ce violateur de consciences, de ce bourreau d'âmes. Pendant huit jours, je caressai cette idée. J'avais un couteau sous mon oreiller. Mais un matin je m'éveillai avec un grand éclat de rire : « Quoi, m'écriai-je, faire un martyr de ce plat valet de la Prusse, qui ne songe qu'à faire de ses élèves d'autres valets semblables à lui-même... ce serait vraiment trop beau pour ce pauvre pédant. Il me faut une plus belle vengeance! »

Cette fois-ci, le hasard me servit à merveille. Le lendemain était l'anniversaire de l'empereur et on le fêtait chaque année avec une grande solennité dans l'aula du gymnase. Les élèves étaient tenus d'y assister en habits du dimanche. Je convainquis quelques camarades de s'en abstenir et de faire avec moi une excursion au ballon de Guebviller. Dans la forêt, exhibant nos cocardes et nos rubans tricolo-

res, nous chantâmes des chansons patriotiques françaises. Nous rencontrâmes un garde forestier allemand qui nous dénonça.

Le lendemain, je m'attendais à une verte semonce et à quelque punition exemplaire. Mais le pédagogue saxon n'était décidément pas un magister banal. Il avait de la subtilité et voulut me combattre avec ses armes professionnelles. Au lieu de nous morigéner à propos de notre escapade, il nous servit une leçon sur le rôle de l'Empereur dans le nouvel Empire et sur la régénération que ce concept transcendant promettait à l'univers. Je le vois encore debout dans sa chaire, le geste large, le visage illuminé. Au dessus de lui, brillait accroché au mur un assez mauvais chromo de Guillaume Ier, dont la tête, moins arrogante que celle de son petit fils Guillaume II, exprime cependant la ruse et la fausseté des Hohenzollern. Le professeur nous fit l'historique de l'idée impérialiste et de ses métamorphoses à travers les siècles, depuis Charlemagne, à travers les empereurs saxons, les Hohenstaufen et les Habsbourg jusqu'aux Hohenzollern et à Guillaume Ier le Victorieux, le fondateur du Grand-Empire et le glorieux conquérant de l'Alsace-Lorraine. En lui se résumaient toutes les vertus allemandes, la prudence et le courage, la droiture et la mansuétude.

Bientôt il allait venir en Alsace. Alors une période nouvelle de prospérité et de bonheur commencerait pour le pays. Les vieux châteaux des Vosges reconstruits se peupleraient de gentilshommes allemands, vraiment allemands — et peut-être alsaciens — (car avec un pareil empereur que ne peut-on pas espérer?) et l'Alsace redeviendrait ce qu'elle avait été jadis, ce qu'elle aurait dû rester toujours — le joyau de l'Empire !..

A cette péroraison, les fils d'immigrés firent retentir la salle d'une formidable et triple salve : « *Der Kaiser hoch* ! » Le groupe des Alsaciens resta silencieux avec un chuchotement narquois. Moi, je ne bougeais pas, immobile à ma place, ramassé dans ma citadelle intérieure. Se tournant alors de mon côté et m'interpellant directement, le professeur me dit d'une voix de stentor :

— Eh bien, Pierre Bucher, vous qui n'avez pas voulu venir hier à la fête de l'Empereur, reconnaissez vous votre faute et comprenez-vous maintenant tout ce que vous avez perdu?

Cinglé par ces paroles comme par un coup de fouet, je me levai en criant d'une voix solennelle :

— *Votre* empereur n'est pas *mon* empereur !

A ce défi, les Allemands firent entendre un nouveau *Hoch der Kaiser* ! mais les Alsaciens bondissant sur les pupitres, s'écrièrent d'une seule voix : *Vive la France* ! La bataille allait s'engager sous les yeux du maître, quand un spectacle inattendu nous loua tous sur place. Blême de rage et débordé par l'événement, le professeur Gerhardt se tenait cramponné à sa chaire dans une véritable attaque de nerfs. Les plus fidèles élèves accoururent pour le soutenir. Il les écarta violemment du geste et trouva la force de balbutier d'une voix haletante :

— Si l'élève qui s'appelle Pierre Bucher n'est pas retiré du gymnase, jamais je ne remonterai dans cette chaire. — Sur quoi le professeur, pris d'une congestion subite, s'en alla chancelant et comme un fou.

Lui parti, la sortie s'effectua dans une bagarre effroyable. On se battit dans la salle, on se battit dans les corridors, on se battit dans la rue, et la police nous sépara au moment où les couteaux allaient sortir des poches. A la suite de cet incident, mon père dut me retirer du gymnase de Guebviller et j'allai terminer mes études à Strasbourg. Quant au professeur Gerhardt, je ne sais pas ce qu'il est devenu et je ne m'en suis jamais inquiété. Je l'ai vu moralement et physiquement effondré; cela suffit.

*
* *

Son récit terminé, je m'élançai vers mon ami en lui serrant la main. — Vous avez remporté là, lui dis-je, la première et la plus belle victoire de votre vie. C'est la clef même de votre être et elle m'explique la superbe énergie que vous apportez à votre œuvre, dont la devise pourrait être : « Au commencement était l'action ! »

— Ne me louez pas trop, dit Pierre Bucher, en reprenant le ton mélancolique et grave. Cette victoire n'était peut-être qu'une résurrection mystérieuse du pauvre bouquet tricolore, arraché à la ceinture de ma tante par le suppôt stupide d'un pouvoir oppresseur...

Ce bouquet — venait de refleurir en moi.

EDOUARD SCHURÉ.

QUELQUES DIRECTIONS MORALES ISSUES DE LA GUERRE

—

LA CEINTURE PROTECTRICE

Il ne s'agit pas — entendons-nous — de la ceinture de fer et de flamme, qui des monts de l'Argonne jusqu'à ceux du Caucase, resserre progressivement dans son étreinte le monstre germanique. De celle-là nous n'avons pas à nous montrer anxieux, car désormais les mailles ne s'en desser-

reront plus, ou si par hasard quelque retour de fortune en distendait la contexture, ce ne serait jamais qu'une défaillance passagère et qui n'aurait pas de lendemain. Le monde, en effet, ayant décidé de vivre et de respirer pour pouvoir vivre, le tout-puissant instinct de vie nous est un surgarant que sous le coup des nécessités urgentes l'union sainte des civilisés saura, durant la crise, parer aux nécessités immédiates.

Ce n'est donc point de cela qu'il s'agit. Le Présent n'est pas pour nous inquiéter. C'est à l'avenir qu'il faut songer. C'est l'avenir qu'il faut tendre à organiser, en lui appliquant quelques-unes de ces facultés allemandes dont nous autres Français semblons assez dépourvus, en assurant dès aujourd'hui l'œuvre de paix armée qui ne saurait être valable que par l'intime collaboration des puissances en guerre. Voilà la *ceinture* que j'entends... et comme nous aurons eu, comme nous avons encore la ceinture de guerre toute hérissee de baïonnettes, il nous faut, plus tard, la ceinture de paix, toute tendue de mesures économiques, de dispositions protectrices, aptes à nous assurer le bénéfice de l'immense effort accompli.

Lorsqu'on écrit ces choses, il semble d'abord que l'on tienne un peu le langage de M. de la Palisse, que l'on inscrive un *truism* propre à faire sourire les gens avertis. Imaginez-vous donc, disent ils volontiers, qu'à la suite de telles épreuves on va fermer les yeux ! Ce serait tenir le rôle du propriétaire de qui la maison fut une première fois dévastée, et qui négligerait ensuite de mobiliser alentour des forces de police... Mais prenez-y garde, vous qui raisonnez si bien, et qui semblez si logique ! Vous êtes peut-être la majorité par le nombre... Sans doute ne l'êtes-vous pas par l'influence. Rappelez-vous l'histoire du Parlementarisme, triomphe des minorités audacieuses .

Or cette minorité, nous ne la connaissons que trop. Elle se compose de deux éléments : celui en qui triomphe la fameuse *Faculté d'oubli*, que l'on trouve en France à tous les degrés de l'échelle sociale, depuis l'ouvrier qui modestement abat sa tâche jusqu'à l'homme de génie qui collabore aux directions du monde, jusqu'à un Napoléon de qui les plus grandes erreurs peuvent s'expliquer par là : qu'on se rappelle la longanimité, la condescendance dont il usa sans cesse au cours de son règne, envers ceux qu'il avait élevés aux plus hautes dignités, ses maréchaux, les membres de sa famille, qui ne le récompensaient que par leur incapacité et leur ingratitude ? N'y-a-t-il pas là une forme saisissante de la faculté d'oubli ?

Je crois avoir cité déjà — mais j'y reviens quand même — un trait non moins frappant du contraste des deux mentalités, la française et l'allemande. Il me fut rapporté par un de mes correspondants, qui ne m'a pas autorisé à le nommer : c'était avant 70. La manie des albums sévissait dans les salons. Invité par la princesse Troubetzkoï à inscrire une pensée sur le sien, le comte de Bismarck avait écrit : — « Je pardonne quelquefois, mais je n'oublie jamais !... — M. Thiers ajouta en dessous : « Un peu d'oubli ne nuit pas à la sincérité du pardon. »

Voilà des traits expressifs et qui tirent leur sens de la valeur du contraste. Ce ne sont pas seulement des idées, ce sont des images qui viennent s'inscrire en nous, et l'on sait que nulle idée ne vaut que comme *substitut* d'une image... Et puis c'est encore la fameuse phrase de Heine qui revient à notre mémoire, lui qui connaissait les deux pays pour avoir fait son choix : — « La générosité, une bonté, non seulement généreuse, mais puérile dans le pardon des offenses, forme le trait fondamental du caractère français. Cette vertu vient de leur principal défaut : l'absence de mémoire. Ils n'ont pas besoin de pardonner les offenses : ils les ont déjà oubliées. »

Ainsi nous jugeait un homme de génie, qui sans doute était bien allemand de naissance puisqu'en outre il était prussien, ce qui est une aggravation du destin, mais qui devait à ses origines sémites une souplesse inconnue de ses compatriotes, et qui avait su utiliser ses sympathies pour se créer une mentalité quasi-française. Alors se présente l'objection : Comment espérer une modification ? Ici nous nous trouvons en face de deux opinions : celle qui juge de tels états mentaux comparables à des états physiologiques, partant subordonnés aux lois d'une implacable nécessité... celle au contraire qui estime qu'ils peuvent être modifiés par une volonté constamment tendue vers l'amélioration. Nous ne prendrons parti dans aucun des deux sens, nous contentant d'observer que la réforme intellectuelle d'une collectivité est évidemment plus difficile que celle d'un individu, puisqu'elle met en jeu un plus grand nombre de ressorts.

*
* *

Mais il faut tenir compte d'un second élément, plus notable encore, sur lequel il convient d'insister... c'est une certaine mentalité correspondant à ce que notre éminent collaborateur M. Péladan appelait assez drôlement ici : l'*Evangile Suisse*, et

tout le plus notoire représentant ès-lettres françaises — françaises d'avant la guerre, entendons-nous, quoique déjà fortement teintées d'Internationalisme — s'appelle M. Romain Rolland. Le père spirituel du musicien Jean-Christophe, allemand plus rusé au fond et plus malin qu'il ne semble sous son apparente bonhomie... l'écrivain inconscient et affolé d'orgueil qui put se croire les reins assez solides, par les temps que nous traversons, pour se retrancher dans la solitude hautaine des *templa serena* et juger les événements qui bouleversent le monde en se plaçant *au-dessus de la mêlée*, celui-là, prenez-y garde, est un chef de bandes et un protagoniste qui conduit des disciples — non seulement en Allemagne, cela est trop évident — mais sur terre française et authentiquement chez nous. Et d'avoir été blessé dans cet orgueil par quelques plumes illustres de Paris, songez à la rancœur qu'il en doit conserver ! Comme dans l'ordre religieux le défroqué d'hier fait le plus insidieux des laïques, dans l'ordre civil ce Français d'avant-hier apparaît comme le plus suspect des cosmopolites.

Et j'y reviens une fois encore : il a sa bande organisée derrière lui : Ah ! ce sont de bien vieilles connaissances, des figures familières, et que nous avons déjà rencontrées dans toutes les circonstances où il s'agissait de désorganiser les forces vives du pays : Dreyfusards de la mauvaise marque, qui des intérêts de la justice, vous pensez bien, se souciaient comme d'une guigne, mais non point des armes puissantes que mettait en leurs mains une cause peut-être juste pour servir des passions recuites qui visaient la France au cœur... Intellectuels à mentalité allemande, à formation d'outre-Rhin qui voient dans le jeu des fiches le dernier mot de la méthode critique, se soumettent avec humilité à l'esclavage des méthodes allemandes et, voici le plus triste, ont en mains tous les parchemins nécessaires à l'éducation de la jeunesse française.

Tel est le groupe qu'il faut dénoncer et craindre pour le travail d'approche qu'il prépare déjà, qui n'irait à rien moins, si l'on ne les avait à l'œil, qu'à nous priver des bénéfices de la victoire. Songez qu'ils protesteront, qu'ils protestent déjà, au nom de l'humanité, contre les représailles les plus légitimes, qu'ils invoqueront peut-être, qui sait ? les maximes de charité du divin maître auquel ils ne croient pas. Car les pires jésuites, nous le savons, ne sont pas ceux qui portent la robe. Et puis ils sont d'autant plus puissants, ces agents du Pacifisme international que leurs ramifications s'étendent parmi tous les groupes de l'alliance. N'a-t-on pas vu récemment, après le dernier raid de zeppelins sur Londres, tout un groupe anglais s'opposer aux représailles pourtant si nécessaires et dont on peut dire que ceux qui les écartent sont à la lettre des malfaiteurs publics, puisque c'est la seule façon de protéger la vie de leurs nationaux !

*
* *

Je voudrais terminer sur un de ces traits de psychologie vivante qui vont profond en nous parce qu'ils nous découvrent des âmes mises à nu et projettent une lumière édifiante sur leurs secrets replis. Un des hauts personnages de notre pays qui occupait avant la guerre une situation considérable en Allemagne, racontait ceci à l'un de ses familiers. « Je reçois tous les jours, par la Suisse, des lettres signées des notabilités les plus importantes de l'Allemagne qui, avant la guerre, se trouvaient en relations personnelles avec moi. Ces lettres sont toutes rédigées dans le même esprit d'amicale inconscience, jusqu'au point de formuler ce vœu : « *Quand pourrons-nous vous revoir à Berlin ?* » Et ce document humain, à mon sens, prouve trois jours : d'abord qu'il faut désespérer de changer une mentalité qui a pour point de départ la plus entière méconnaissance de ce qui n'est pas elle-même... ou semblable à elle... Les inconscients qui formulent un tel vœu sont bien les pères ou les frères des officiers qui, à l'heure de l'invasion, allaient rendre visite, casqués et bottés, à leurs anciennes relations de Reims ; ensuite que les gens éclairés de là-bas ont, à l'heure présente, perdu tout espoir de la victoire finale et songent à s'en tirer au meilleur compte possible... enfin — et je conclus comme j'ai commencé — qu'il n'y aura pour la cause civilisée de salut définitif que celui qui maintiendra la ceinture protectrice dans la paix, comme elle sut l'assurer durant la guerre.

PAUL FLAT.

LA GUERRE ET L'APPRENTISSAGE

Allocution de M. TENOT.

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'exprimer tout d'abord mes remerciements à l'Alliance d'hygiène sociale du grand honneur qu'elle m'a fait en m'appelant à présider cette conférence, en l'absence de l'éminent sénateur, maire de Lyon, M. Herriot, qui, à

son très vif regret, a été retenu loin de nous par d'impérieuses obligations ; et, en l'excusant auprès de vous, laissez-moi m'excuser moi-même d'avoir accepté cet honneur.

Vous vous attendiez à ce qu'une voix éloquente entre toutes ouvrît cette réunion. Je sais quelle doit être votre déception, et je puis dire que je la mesure d'autant mieux que, tout le premier, je la ressens profondément ; mais si je n'ai pas cru pouvoir me dérober à l'invitation dont j'étais l'objet, c'est qu'aucune question ne préoccupe plus vivement la Direction de l'enseignement technique que celle dont M. Cohendy va faire l'exposé, avec sa haute autorité et son grand talent ; et c'est aussi qu'il m'a semblé bon d'affirmer la ferme volonté de l'administration que je représente ici de ne rien négliger pour hâter, autant qu'il dépend d'elle, la solution du problème de l'apprentissage, — et j'emploie le mot dans son acception la plus large — solution dont la guerre fait apparaître avec plus de force que jamais l'urgente nécessité.

De quoi s'agit-il, en effet, et vers quel but devons-nous tendre nos efforts ?

Certes, la victoire de nos armes, qui sera la victoire du droit et de la justice, est hors de doute. Mais à la lutte sanglante que l'incommensurable orgueil et la folle ambition d'une nation de proie a déchaînée, succédera sur le terrain économique une lutte qui ne sera pas moins âpre et dans laquelle seront engagés les intérêts vitaux de toutes les grandes nations du monde.

Au lendemain de 1870, un homme d'Etat allemand déclarait : « Nous avons vaincu sur les champs de bataille de la guerre, nous vaincrons sur les champs de bataille du commerce et de l'industrie. »

C'est ce programme qu'il faut prendre à notre compte et il importe que, dès aujourd'hui, nous en préparions la réalisation. Des leçons du passé, comme des leçons du présent se dégage un premier enseignement, c'est la nécessité de l'organisation. Il faut que demain notre armée économique soit prête. Nous aurons besoin, dans l'ordre des affaires de la production, de soldats de métier dont la formation ne peut être abandonnée au hasard ; nous aurons besoin de cadres renouvelés possédant, avec l'ardeur agissante de la jeunesse, les connaissances techniques et pratiques nécessaires.

Il convient donc d'édifier sans retard, d'aménager et d'outiller la vaste construction où viendront s'alimenter, suivant leur rôle, ces réserves de toute sorte, avant leur entrée dans l'action.

Telle est l'œuvre de haut intérêt économique et social, à la fois, à laquelle M. Cohendy va nous convier.

Qu'il me permette de dire que par sa longue expérience des question relatives à l'enseignement professionnel, par ses fonctions de professeur à la Faculté de droit de Lyon et d'Inspecteur régional de l'enseignement technique, il était particulièrement qualifié pour nous montrer la route à suivre, et je puis bien ajouter que si les circonstances avaient permis de faire passer du domaine de la théorie dans celui de la réalité les vœux que, dès 1905, il exposait dans un remarquable rapport au Conseil supérieur de l'Enseignement technique, le problème qui se pose devant nous serait presque complètement résolu.

La parole est à M. Cohendy.

TENOT.

Conférence de M. E. COHENDY.

Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à remercier très cordialement M. le Directeur de l'Enseignement technique des paroles véritablement trop élogieuses qu'il m'adressait il y a un instant.

Venant d'un homme qui est sans contredit le plus qualifié pour traiter des questions qui touchent à l'apprentissage et à l'enseignement professionnel, elles me sont particulièrement réconfortantes : car je n'ai jamais senti aussi vivement qu'aujourd'hui combien il était périlleux pour moi de prendre la parole dans cette enceinte, devant un tel auditoire, sur un sujet qui soulève une des questions les plus graves qui se poseront au lendemain de la guerre, et ce n'est pas sans appréhension que je viens occuper cette place après tant d'orateurs éminents qui s'y sont succédé.

Mon excuse, Messieurs, est que j'eusse été mal venu à décliner l'honneur qu'avait bien voulu me faire un des hommes pour qui tous les républicains — je dirai mieux, tous les Français, — professent la plus haute estime et le respect le plus affectueux, le Président de l'Alliance d'Hygiène sociale, M. le ministre d'Etat, Léon Bourgeois.

J'avais aussi une autre raison pour accepter la chaire qui m'était offerte aujourd'hui. A l'heure actuelle, en effet, le devoir de tout Français se résume en un seul mot : *Servir*. — Et j'estime que si notre âge ne nous permet plus de prendre les armes comme nous l'avons fait autrefois, si nous ne pouvons qu'admirer et envier nos enfants qui donnent sans compter leur sang et leur vie pour la Patrie, il y a néanmoins du devoir partout et pour tous. Et c'est encore *servir* que d'apporter sa part de collaboration, si modeste soit-elle, à l'étude des grands problèmes économiques qui vont se poser

après la guerre et de préparer ainsi ce qu'on a très justement appelé la tâche de demain.

Or, Messieurs, parmi ces problèmes, un des plus graves, un de ceux qui présentent au premier chef un intérêt vital pour notre pays, parce qu'il touche en même temps à la prospérité nationale et à la condition sociale des travailleurs, c'est sans contredit le problème de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel des apprentis — problème complexe, qui ne date pas d'aujourd'hui, qui est presque séculaire, mais dont les circonstances prochaines ne nous permettent plus d'ajourner la solution.

Au lendemain de la guerre, en effet, quelle va être la situation de notre commerce et de notre industrie ?

Notre commerce et notre industrie vont se trouver en présence d'une diminution notable, pour ne pas dire d'une véritable pénurie de la main-d'œuvre. Dans les classes laborieuses — comme dans les autres classes — des milliers et des milliers de travailleurs auront disparu, tués à l'ennemi, morts de maladie ou gravement mutilés ; et ces milliers de travailleurs auront été prélevés sur la partie la plus jeune, la plus vigoureuse, la plus productive de la population ouvrière de notre pays.

Pourrons-nous tout au moins combler ces vides en recourant à la main-d'œuvre étrangère ? Avant la guerre c'est par centaines de mille que nous occupions en France des ouvriers belges, des ouvriers allemands, des ouvriers italiens ; mais après la guerre, où les retrouverons-nous ? La Belgique, l'héroïque Belgique aura besoin de faire appel au concours de tous ses enfants. Pour longtemps, il faut du moins l'espérer, nos frontières seront fermées aux Allemands. De son côté, l'Italie aura aussi éprouvé de lourdes pertes, et comme on l'a dit très exactement, il n'est guère probable que nous revoyions dans nos chantires ces équipes de rudes travailleurs qui nous arrivaient chaque année du Piémont ou de la Lombardie.

Plus encore que la main-d'œuvre française, la main-d'œuvre étrangère nous fera défaut.

Et ce qui rend cette situation encore plus critique, ce qui en accentue le péril, c'est que, à l'heure même où notre puissance de production sera ainsi atteinte, alors que nous ne disposerons plus que d'effectifs ainsi réduits, il nous faudra relever les ruines que l'ennemi aura causées, réparer et reconstruire nos usines détruites, rendre la vie aux industries et aux commerces que la guerre aura paralysés, lutter sur tous les terrains, avec des ressources amoindries, contre la concurrence toujours menaçante de nos ennemis — tâche formidable et pour ainsi dire sans précédent, qui exigera, non pas une main-d'œuvre quelconque, sans aptitude spéciale, mais une véritable armée de travailleurs d'élite, ouvriers qualifiés, employés et voyageurs instruits et avisés, dont on déplorait déjà l'insuffisance numérique avant la guerre, en pleine paix.

Ah ! je sais bien Messieurs, qu'il en est qui nient le péril : à les entendre, il semblerait qu'après la guerre, après la victoire, la puissance économique de l'Allemagne sera abattue en même temps que sa puissance militaire, et que nous n'aurions plus qu'à recueillir, sans effort et sans risque, l'héritage de son expansion à travers le monde !

A ceux-là, Messieurs, je répondrai qu'ils connaissent mal la mentalité allemande : même vaincue sur les champs de bataille, même à bout de forces, l'Allemagne, soyez en sûrs, ne désarmera pas. Elle reprendra la lutte sur le terrain économique partout, à l'étranger, en France même, et elle la conduira avec cette ténacité, cette âpreté, cette absence de scrupules, et aussi — il faut bien le reconnaître — avec cet esprit de méthode et cette conception scientifique des affaires qui ont assuré depuis un demi-siècle le développement prodigieux de son commerce et de son industrie.

Et déjà, Messieurs, pendant la guerre, le mouvement offensif de l'Allemagne se dessine nettement, et, à cet égard, les avertissements ne nous font pas défaut. On sait, par nos amis des pays neutres qui ont visité l'Allemagne, que les industries allemandes qui ne travaillent pas pour la guerre, continuent pour la plupart à fonctionner, qu'elles exportent une partie de leurs produits, sous une forme ou sous une autre, dans les pays neutres, parfois même chez les alliés, et que, le reste, elles l'accumulent en stocks pour les lancer sur les marchés mondiaux à des prix défiant toute concurrence, lors du rétablissement de la paix.

On sait aussi qu'à côté, et parallèlement à la mobilisation militaire, l'Allemagne a procédé à une véritable mobilisation commerciale. Les voyageurs de commerce allemands, qui représentent les grandes maisons d'exportation, ces voyageurs qui en étaient arrivés, grâce à leur forte instruction professionnelle, à supplanter presque partout les voyageurs de commerce français ou anglais, l'Allemagne les a dispensés du service militaire pour les embrigader dans un nouveau service, le « service commercial de l'Empire ». Leur mission consiste à visiter les pays neutres, spécialement les pays d'outre-mer, la Chine et les Etats de l'Amérique, pour y maintenir les relations commerciales que la guerre a interrompues : ils doivent notamment étudier les changements qui se produisent

sur les marchés étrangers, surveiller l'action commerciale des alliés sur les débouchés que l'Allemagne possédait avant la guerre, signaler dans leurs rapports les fautes qu'on pourra plus tard mettre à profit et préparer ainsi la reprise de la lutte économique et l'invasion future des produits allemands.

Eh bien, Messieurs, il ne faut pas, encore une fois, nous laisser surprendre. Ici, comme ailleurs, on peut le prédire à coup sûr, la victoire appartiendra à celui qui aura le mieux préparé son armée industrielle et commerciale, chefs et soldats.

Et, à cet égard, examinons quelle est, à l'heure actuelle, notre situation.

En ce qui concerne les chefs, on peut affirmer qu'elle est pleinement rassurante. Leur recrutement et leur formation professionnelle sont largement garantis par nos grands établissements d'enseignement technique qui n'ont rien ou peu de chose à envier à ceux des autres pays. Il est certain que ces grands établissements qui dépendent du Ministère du Commerce et aussi d'autres Ministères, notre Conservatoire des Arts et Métiers, l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, nos Ecoles des Mines, nos Ecoles d'Arts et Métiers, les Instituts chimiques, électro-techniques et autres annexés à nos Universités, nos Ecoles supérieures de commerce sont de valeur au moins égale aux écoles similaires des autres pays. Et il est certain également que les ingénieurs et les chefs de maison qu'elles forment peuvent rivaliser d'instruction et de savoir technique avec les chefs de maison et les ingénieurs étrangers. Nos grands établissements d'enseignement technique nous fournissent ainsi des états-majors et des cadres de premier ordre, et, à ce point de vue, nous pouvons lutter à armes égales avec les pays étrangers.

Mais les autres, Messieurs, mais le gros de notre armée commerciale et industrielle, mais cette grande masse des travailleurs dont la collaboration est cependant indispensable à l'industriel et au commerçant, qu'avons-nous fait jusqu'à présent pour assurer leur formation professionnelle et pour sauvegarder par cela même la supériorité traditionnelle de la main-d'œuvre française ?

L'apprentissage, qui garantissait jadis la capacité des hommes de métier, et qui formait ces merveilleux artisans dont on se dispute aujourd'hui les chefs-d'œuvre à prix d'or, cet apprentissage a disparu peu à peu dans notre pays. Tout le monde est unanime à le reconnaître et à le déplorer. Mais jamais peut-être le mal n'a été mis à nu d'une manière plus frappante qu'à la suite de la vaste enquête que la Direction du Travail poursuivit au début du siècle, en 1901, auprès des Chambres de commerce, des Conseils de prud'hommes, des Syndicats patronaux et ouvriers et des Associations ouvrières de production. « On ne forme plus d'apprentis », tel est comme le leit-motiv des réponses nombreuses qui ont été recueillies dans cette enquête. L'apprentissage n'existe plus, ou tout au moins n'existe plus que de nom dans un grand nombre d'industries. Trop souvent l'enfant qui entre à l'atelier ou à l'usine est immédiatement confiné dans une spécialité infime, dans une tâche parcellaire dont il ne sort plus. Trop souvent aussi, il est employé à des besognes domestiques ou autres qui n'ont rien de commun avec l'exercice de la profession. « On demande un apprenti *pour faire des courses* », voilà l'annonce navrante qu'on peut lire à la quatrième page des journaux, et voilà en quoi se résume parfois l'apprentissage : — de telle sorte que, dans ces conditions lamentables, l'apprenti en est réduit à apprendre son métier au hasard, au petit bonheur, quand il peut et comme il peut.

Ce qui est grave, Messieurs, ce sont les dangers qu'entraîne cette disparition de l'apprentissage ; et à ce point de vue, les conclusions qui ressortent de l'enquête de 1901 sont d'une netteté qui, malheureusement, ne laisse rien à désirer : « Dans les industries qui ne forment plus d'apprentis, écrit le rapporteur de l'enquête, M. Briat, la valeur professionnelle des ouvriers décroît, les salaires baissent, les chômages sont plus intenses et plus fréquents. Et ces industries elles-mêmes vont en périclitant au fur et à mesure que leurs anciens ouvriers disparaissent : faute d'avoir formé des apprentis, elles ne recrutent plus qu'à grand peine la main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin ».

Dangers, Messieurs, qui vont devenir encore plus menaçants au lendemain de la guerre, à l'heure des luttes économiques prochaines, alors que nous ne pourrons plus mettre en ligne que des effectifs réduits et affaiblis pour faire face à la concurrence de nos adversaires, de nos ennemis.

Heureusement, Messieurs, nous avons derrière nous des réserves.

Dans les couches profondes de la Nation, de nouvelles générations de travailleurs se lèvent, trop jeunes encore pour prendre les armes, mais qui sont appelés à combler les vides que la guerre aura creusés et qui formeront notre armée commerciale et industrielle de demain. C'est dans les rangs de ces générations nouvelles, parmi ces jeunes apprentis que vont se recruter nos futurs ouvriers et nos futurs employés ; c'est à leur concours que viendront bientôt faire appel à notre commerce et nos industries renaissantes ; et c'est aussi leur valeur technique, leur capacité professionnelle

qui jouera un rôle décisif dans le développement économique de notre pays.

Dans ces conditions, Messieurs, en présence des dangers qui menacent, ce serait la pire des imprévoyances que d'attendre la fin de la guerre pour aviser à la formation professionnelle de nos jeunes recrues. Dès maintenant, sans plus tarder, nous devons dresser un programme, arrêter les mesures nécessaires pour préparer les générations nouvelles à leur tâche de demain et résoudre enfin, dans leur intérêt comme dans l'intérêt national, ce problème de l'apprentissage qui se pose depuis si longtemps dans notre pays.

Quelle doit être cette solution ? Quelles sont les mesures qui pourront rénover l'apprentissage et assurer aux apprentis la préparation professionnelle qui leur fait trop souvent défaut ? C'est là, Messieurs, ce que je me propose de rechercher dans cette conférence.

Messieurs,

En abordant un problème aussi complexe que celui qui nous occupe aujourd'hui, il importe tout d'abord d'en définir les termes et d'en préciser les données.

Pendant longtemps on a cru — et c'est là un préjugé encore vivace dans certains milieux — que l'apprentissage consistait uniquement dans l'acquisition de la pratique du métier, qu'il ne pouvait se faire qu'à l'atelier, et, par suite, qu'il suffisait, pour sauvegarder les intérêts de l'apprenti, de réglementer légalement le contrat d'apprentissage et les obligations respectives de l'apprenti et du patron.

Aujourd'hui on est à peu près unanime à reconnaître qu'il y avait là une notion incomplète du rôle de l'apprentissage. Sans doute, l'apprentissage ne se conçoit pas sans la pratique du métier, et cette pratique, l'apprenti ne peut l'acquérir que... par la pratique, c'est-à-dire par le travail à l'atelier, sous la direction du patron ou de ses ouvriers. Mais il n'en est pas moins vrai, d'une vérité indiscutable, que la connaissance même complète de la pratique du métier, avec ses procédés et ses tours de main plus ou moins secrets, devient à l'heure actuelle de plus en plus insuffisante.

Dans un pays comme le nôtre, en effet, dont la prospérité économique tient en grande partie au goût, à la perfection et au fini des produits, il faut aussi et surtout à l'ouvrier de l'intelligence et du savoir. Et cela est vrai, non seulement de ces industries si nombreuses et si importantes, telles que la bijouterie, l'ébénisterie, la serrurerie, l'industrie du livre, etc., qui touchent de si près à l'art et dans lesquelles les connaissances professionnelles et le goût artistique jouent un rôle encore plus important que l'habileté des mains ou la finesse des outils. Cela est vrai aussi des industries mécaniques, des industries électriques et de bien d'autres encore, qui exigent également des ouvriers qualifiés, possédant à fond leur métier, capables de comprendre et d'exécuter les ordres qui leur sont donnés et au besoin même d'y suppléer partout par leur initiative éclairée. Partout, ou tout au moins dans la plupart des branches du commerce et de l'industrie, le travail à l'atelier, au chantier, au magasin, doit être accompagné, éclairé, vivifié par une éducation technique, par une instruction appropriée à la profession.

L'apprentissage, pour être complet, doit donc assurer à l'apprenti, non seulement les connaissances pratiques, mais aussi les connaissances théoriques qui sont nécessaires à l'exercice intégral de sa profession. Son rôle est de pourvoir en même temps à la formation pratique de l'apprenti par le travail à l'atelier et à sa formation technique par un enseignement spécialisé.

Et ainsi, Messieurs, se précisent les données du problème qu'il nous faut résoudre et la voie réformatrice qu'il faut suivre pour en dégager la solution. Si le rôle de l'apprentissage est bien tel que nous venons de le définir, il en résulte que deux réformes également nécessaires s'imposent dans notre législation : c'est d'abord la réglementation légale de l'apprentissage à l'atelier en vue de la formation pratique de l'apprenti, et c'est ensuite l'organisation sur de nouvelles bases de l'enseignement professionnel, en vue de sa formation technique.

La réglementation de l'apprentissage à l'atelier, mais, pourrait-on dire, n'existe-elle pas déjà dans notre législation ? On peut répondre hardiment : Non. Il y a bien eu, dans le temps, une loi, la loi du 22 février 1851, qui traite du contrat d'apprentissage, qui détermine les obligations réciproques qui en résultent, qui impose notamment au patron l'obligation d'enseigner progressivement et complètement son art ou son métier à ses apprentis. Mais on peut dire de cette loi ce qu'on disait récemment à la tribune de la Chambre de cette institution si malmenée qu'on appelle la censure : c'est qu'en réalité elle n'existe pas. Faute d'avoir établi des sanctions suffisantes, et aussi pour avoir permis les conventions verbales qui ne laissent aucune trace et qui n'engendrent que des obligations vagues et incertaines, la loi de 1851 est passée à l'état de lettre morte. Les patrons comme les apprentis l'ignorent, ou, s'ils la connaissent, c'est pour se jouer de ses dispositions : le nombre

considérable des cas de rupture prématurée des contrats d'apprentissage est là pour l'attester.

Il faut donc, Messieurs, si l'on veut assurer la formation pratique de l'apprenti, réglementer sur de nouvelles bases l'apprentissage à l'atelier, et, à cet égard, je n'aurai ici qu'à me reporter au projet qui a été élaboré dans le cours de ces dernières années par le Conseil supérieur du Travail et qui a inspiré les diverses propositions de lois actuellement soumises au Parlement sur le contrat d'apprentissage.

Ce qu'il faut tout d'abord — et c'est là la disposition fondamentale des réformes projetées — c'est imposer aux parties l'obligation du contrat écrit, qui seul peut préciser les conditions dans lesquelles l'enfant est mis en apprentissage, les engagements respectifs des parties contractantes et en assurer l'exécution. Et les faits sont là pour le démontrer. Depuis plusieurs années, le contrat écrit est en usage dans un certain nombre d'industries, notamment dans l'industrie du livre, dans l'industrie des fleurs et plumes, dans l'orfèvrerie et la bijouterie et aussi dans les divers métiers qui sont exercés par les Compagnons. Or, c'est surtout dans ces industries que les patrons ou leurs ouvriers s'occupent d'une manière suivie et efficace de la formation professionnelle des apprentis, et c'est là aussi que les contrats d'apprentissage sont le plus souvent respectés jusqu'à leur terme normal.

Ce qu'il faut ensuite, c'est organiser la surveillance effective des apprentissages et édicter des sanctions rigoureuses dans le cas où l'une des parties manquerait à ses obligations.

Ce qu'il faudrait enfin, — mais ceci est l'affaire des mœurs plutôt que de la loi — ce serait de modifier la mentalité déplorable des patrons et de l'apprenti ou plutôt des parents de l'apprenti ; ils devraient comprendre la valeur d'un contrat librement consenti et qu'il est de leur devoir, comme aussi de leur intérêt bien entendu, d'en accepter les clauses sans arrière-pensée et de les exécuter loyalement.

Voilà donc, Messieurs, la première réforme à accomplir, voilà quelles sont les mesures qui pourront restaurer l'apprentissage à l'atelier et lui donner sa pleine valeur. Grâce à ces mesures, l'apprentissage à l'atelier assurera la formation pratique de l'apprenti. Mais, comme je le disais il y a un instant, la pratique du métier à elle seule ne suffit plus aujourd'hui : il faut y ajouter des connaissances théoriques indispensables qui ne peuvent être données que par une instruction appropriée. En d'autres termes, l'enseignement professionnel est à l'heure actuelle l'instrument nécessaire pour compléter l'apprentissage à l'atelier et pour assurer la formation technique de l'apprenti.

Nos rivaux étrangers n'ont pas attendu ce jour pour comprendre l'importance capitale de l'enseignement professionnel et la nécessité de son développement. Si le temps dont je dispose me le permettait, et si je ne craignais d'abuser de votre bienveillante attention, il serait intéressant de rechercher les progrès qui ont été réalisés à cet égard par les pays étrangers, de montrer comment l'Allemagne et les autres pays germaniques ont établi et organisé, à côté et au-dessus de l'obligation de l'enseignement primaire, l'obligation de l'enseignement professionnel jusqu'à l'âge de 18 ans pour les apprentis du commerce et de l'industrie, — et aussi comment l'Angleterre qui, pendant si longtemps avait été imbue de ce préjugé que le commerce et l'industrie ne pouvaient s'apprendre que par la pratique, en est arrivée, sous la menace de la concurrence de l'Allemagne, à créer un enseignement professionnel aujourd'hui florissant et se préparait même, à la veille de la guerre, à consacrer le principe de l'obligation de cet enseignement.

Ce qui est certain, c'est qu'il n'est pas un pays soucieux de ses destinées économiques qui ne fasse une place de plus en plus prépondérante à l'enseignement professionnel, et il est non moins certain que le développement de cet enseignement est, pour ainsi dire, fonction du développement du commerce et de l'industrie. Pour ne parler que de l'Allemagne, par exemple, tous ceux qui ont étudié de près ce pays, M. Georges Blondel dans ses ouvrages si fortement documentés sur la situation économique du peuple allemand, M. Baudrillard, dans le rapport qu'il présentait il y a quelques années au Conseil municipal de Paris, M. l'Inspecteur général Labbé, d'autres encore, sont unanimes à reconnaître que la prospérité commerciale et industrielle de ce pays tient en grande partie à l'organisation de son enseignement : ce sont les cours professionnels obligatoires, combinés avec le travail à l'atelier ou au magasin, qui avaient formé cette armée redoutable d'ouvriers qualifiés, d'employés instruits, de voyageurs de commerce entreprenants qui en étaient arrivés à assurer la prédominance commerciale et industrielle de l'Allemagne sur presque tous les marchés d'exportation.

En France, Messieurs, nous ne sommes pas restés inactifs : depuis une trentaine d'années surtout, les pouvoirs publics et les initiatives privées ont rivalisé, chacun de leur côté, pour développer l'enseignement professionnel ; et il serait souverainement injuste, — ce serait céder encore une fois à

ce travers qui nous pousse si souvent à dénigrer nos propres entreprises, — de méconnaître les efforts qui ont été accomplis et les résultats qui ont été obtenus.

Mais il faut reconnaître également qu'à l'heure actuelle, malgré ces efforts, malgré les progrès réalisés, notre enseignement professionnel est encore insuffisant pour donner à la masse des apprentis l'instruction technique dont elle a besoin.

Quelques chiffres suffiront à le démontrer.

Actuellement, en France, l'enseignement professionnel est distribué, d'une part, dans les Ecoles professionnelles qu'on appelle encore Ecoles techniques, et d'autre part, dans des cours professionnels qui ont lieu le plus souvent le soir ou le dimanche. Or, quel est le bilan de ces Ecoles et de ces cours ? Il est facile de l'établir, et, malheureusement, il est également facile de constater combien il laisse à désirer.

Les écoles professionnelles comprennent plusieurs groupes.

Ce sont d'abord les écoles connues sous le nom d'*Ecoles pratiques de commerce et d'industrie*. Ces écoles sont pour ainsi dire nées d'hier : les plus anciennes ne sont rattachées au Ministère du Commerce que depuis 1893 ; leur acte de naissance est la loi de finances du 26 janvier 1892. Mais depuis cette époque, elles se sont multipliées dans des proportions considérables et dans toutes les régions du pays. Au mois d'octobre 1893, il n'existait que 11 écoles pratiques, dont 9 pour les garçons et 2 pour les filles, avec un effectif scolaire de 1.717 élèves. Au mois d'octobre 1914, on comptait 73 écoles pratiques, dont 59 pour les garçons et 14 pour les filles, avec une population scolaire de 14.766 élèves. En vingt ans, le nombre des écoles pratiques a plus que sextuplé ; le nombre de leurs élèves a presque décuplé. Le personnel enseignant de ces écoles est actuellement formé à l'Ecole normale de l'Enseignement technique qui a été créée et organisée en 1912.

Ce sont ensuite les *Ecoles nationales professionnelles* d'Armentières, de Nantes, de Vierzon et de Voiron, qui ont été rattachées au Ministère du Commerce par la loi du 13 avril 1900 et qui comptaient, à la rentrée d'octobre 1914, une population scolaire de 1685 élèves.

Ce sont, en troisième lieu, les célèbres *Ecoles professionnelles de la Ville de Paris* que vous connaissez tous et qu'il n'est pas besoin d'énumérer devant vous, telles par exemple, que l'Ecole Diderot pour les travaux du fer, l'Ecole Boulle pour l'art du meuble et les écoles de jeunes filles pour les diverses industries parisiennes de la broderie, de la confection, des fleurs, etc... L'effectif de ces Ecoles est d'environ 3.500 élèves.

Ce sont enfin, Messieurs, un certain nombre d'Ecoles professionnelles qui ont été fondées par des municipalités, des associations ou des particuliers dans quelques villes importantes : je serais impardonnable si je ne citais pas ici l'Ecole La Martinière de Lyon qui date de 1825 et qui est ainsi l'ancêtre des Ecoles professionnelles de notre pays. L'effectif scolaire de ces Ecoles professionnelles privées peut être évalué approximativement à 8.000 élèves.

La création de ces Ecoles professionnelles constitue la solution la meilleure, la plus complète du problème de l'apprentissage : par leur enseignement théorique et par les travaux manuels qui sont exécutés à l'atelier et au bureau, ces écoles assurent à la fois la formation pratique et la formation technique des jeunes gens qui les fréquentent et qui peuvent être immédiatement utilisés dans les meilleures conditions comme ouvriers ou comme employés ; et j'ajoute que le bagage des connaissances théoriques qu'ils emportent avec eux leur permet souvent d'aspirer à des situations plus élevées.

Je sais bien qu'on a élevé de vives critiques contre ces Ecoles. On leur a reproché de former des élèves prétentieux, meilleurs en théorie qu'en pratique et qui, en fait de travaux pratiques, n'auraient exécuté que des exercices scolaires n'ayant que des rapports lointains avec le travail de l'usine. On est même allé jusqu'à dire que le jour où l'Etat ouvrirait des Ecoles professionnelles, il ferait des mandarins et non des artisans : « tel qui y entrerait pour devenir serrurier en sortirait quémandeur d'une place de fonctionnaire ».

La multiplication des Ecoles professionnelles, l'accroissement continu du nombre de leurs élèves et les résultats obtenus suffisent pour répondre à ces critiques. Je me permettrai d'ajouter que depuis que j'ai l'honneur d'administrer l'Ecole La Martinière, c'est-à-dire depuis plus de 25 ans, je n'ai jamais vu un élève aspirer au mandarinat, au bouton de cristal : en revanche, c'est en partie parmi les anciens élèves de l'Ecole, les anciens Martins comme on les appelle, que se recrutent les juges consulaires et les membres de la Chambre de commerce de Lyon.

Ce qui est à souhaiter, Messieurs, c'est que les Ecoles de ce genre se multiplient sur tout le territoire et qu'elles se spécialisent aussi davantage, qu'elles étendent leur action sur une plus grande variété de professions. Leur nombre ira sans doute en croissant au fur et à mesure qu'elles seront plus connues et mieux appréciées. Mais, si optimiste

soit-on à cet égard, il y a nécessairement une limite, il est impossible de faire passer par ces écoles la masse des apprentis que trop tôt réclame l'atelier. Actuellement, le nombre des élèves qui fréquentent ces écoles n'atteint pas 30.000.

C'est donc aux cours professionnels que la masse des apprentis devra demander des connaissances théoriques et cette formation technique qui ne peut être acquise à l'atelier : et ces cours professionnels, Messieurs, se sont multipliés dans des proportions remarquables dans notre pays sous l'effort des initiatives privées qui ont devancé de loin l'œuvre des pouvoirs publics. En 1830, c'est la Société polytechnique qui inaugure ses premiers cours professionnels à Paris. L'année suivante, c'est la Société philomathique qui suit son exemple à Bordeaux. En 1864, c'est la Société d'enseignement professionnel du Rhône qui compte encore cette année, malgré l'état de guerre, près de 5.000 élèves. Puis, partout, à Paris, dans toutes les villes importantes, de nouvelles sociétés se forment qui poursuivent le même but que leurs aînées. En même temps, de grands établissements industriels, comme le Creusot, fendent des cours professionnels dans leurs usines pour leurs apprentis. Enfin, les syndicats professionnels, comprenant qu'ils sont autre chose que des bureauxx de placement destinés uniquement à servir d'intermédiaire entre employés et employeurs, rivalisent avec les patrons et organisent de nombreux cours professionnels dans les Bourses du Travail.

Actuellement, on peut évaluer à 4 ou 5.000 le nombre de ces cours professionnels, et le chiffre des apprentis qui les suivent avec une régularité suffisante pour en profiter réellement peut s'élever à environ 60 ou 70.000.

Voilà donc, Messieurs, quel est à l'heure actuelle — avec cependant des lacunes inévitables dont je m'excuse — le bilan de l'enseignement professionnel des apprentis : d'une part 28.000 élèves, mettons 30.000 pour les Ecoles professionnelles ; d'autre part, 70.000 apprentis pour les cours professionnels, en tout et au maximum 100.000.

Evidemment, Messieurs, ce sont là des résultats sérieux, surtout lorsqu'on songe aux circonstances dans lesquelles ils ont été réalisés, lorsqu'on songe notamment aux conflits qui se sont élevés au sujet des Ecoles pratiques entre ces deux frères ennemis qui s'appellent l'un le Ministère du Commerce et de l'Industrie, l'autre le Ministère de l'Instruction publique ; si l'on songe également aux luttes incessantes que les promoteurs des cours professionnels ont dû soutenir avec un dévouement auquel il faut rendre hommage, contre des préjugés qui ont des racines profondes... et qui repoussent dans le monde industriel et commercial.

Malgré tout, la cause de l'enseignement professionnel a triomphé et nous ne pouovns que nous féliciter des résultats réalisés.

Et cependant, Messieurs, combien ces résultats vont paraître insuffisants si on les compare au nombre total des apprentis. D'après le dernier recensement professionnel, en effet, on compte en Frnce environ 900.000 jeunes gens ou jeunes filles de moins de 18 ans, en d'autres termes, 900.000 apprentis qui sont occupés dans le commerce ou dans l'industrie. Il y en a donc 800.000, c'est-à-dire une proportion formidable de près de 90 0/0, qui ne fréquentent pas les Ecoles techniques, qui ne suivent aucun cours, qui ne reçoivent aucune instruction professionnelle.

Ces chiffres, Messieurs, démontrent avec une éloquence irréfutable quelle est actuellement l'insuffisance de notre enseignement professionnel en France : ils expliquent que cet enseignement ait été jusqu'à présent impuissant à remédier à la crise de l'apprentissage, et ils entraînent cette conclusion ,qui seule pourra donner à la masse des travailleurs l'instruction technique dont elle a besoin : c'est qu'il faut, de toute nécessité, recourir à l'obligation en matière d'enseignement professionnel, comme on a dû y recourir et pour les mêmes motifs, il y a quelque trente ans, en matière d'enseignement primaire.

C'est là l'objet d'un projet de loi qui a été élaboré récemment par le Conseil supérieur de l'Enseignement technique et ensuite déposé à la Chambre par le Gouvernement. Il est actuellement en bonnes mains, puisqu'il est entre les mains de M. Astier qui l'a rapporté en tant que député devant la Chambre, qui ne l'a pas abandonné lorsqu'il a pris ensuite le chemin du Luxembourg, et qui est chargé d'en soutenir les conclusions devant le Sénat.

Ayant eu, Messieurs, ma part de responsabilité dans l'élaboration de ce projet de loi devant le Conseil supérieur où j'ai eu l'honneur de le rapporter, je vous demande la permission d'en retracer très rapidement les grandes lignes et de répondre aussi aux objections qu'il a soulevées.

Le principe fondamental est posé par l'article 52 du projet de loi, article aux termes duquel : « Les cours professionnels seront obligatoires dès qu'ils auront été organisés conformément à la présente loi et sous les réserves déterminées par l'article 59 ci-après, pour les jeunes gens et jeunes filles âgés de moins de 18 ans qui sont employés dans

le commerce ou dans l'industrie, soit en vertu d'un contrat écrit d'apprentissage, soit sans contrat. Ces cours sont essentiellement gratuits ».

Comment ces cours obligatoires seront-ils organisés ? Evidemment, cette organisation ne peut pas être l'œuvre du pouvoir central : l'enseignement professionnel n'est pas un enseignement qui puisse, comme l'enseignement primaire, être distribué d'une manière uniforme sur toute l'étendue du territoire, il doit répondre à des besoins essentiellement variables, aux besoins de chaque profession, aux besoins de chaque région ; avant tout, il faut se garder ici de l'uniformité. Ce sont donc des commissions locales professionnelles, composées en partie de patrons, et en partie d'ouvriers, qui seront chargées de déterminer les cours obligatoires pour chaque profession, d'en élaborer les programmes, de recruter le personnel enseignant, de surveiller l'assiduité des apprentis et de préparer les épreuves théoriques et pratiques des examens pour le certificat de capacité professionnelle.

Enfin, Messieurs, les cours obligatoires devront avoir lieu, en principe, pendant la journée de travail avec un maximum de 8 heures par semaine, et à cet égard, le patron sera tenu d'une double obligation : il devra laisser à ses apprentis le temps nécessaire pour suivre ces cours et il devra aussi, concurremment avec les parents, veiller à leur assiduité sous les sanctions qui sont établies par la loi. Toutefois, cette obligation du patron qui comporte cependant, qui doit comporter certaines atténuations, ne s'appliquera pas, notamment, aux établissements dans lesquels la durée normale du travail n'excédera pas 8 heures par jour ou 48 heures par semaine : et d'autre part cette obligation peut également être levée par arrêté ministériel dans les industries, telles que les filatures de lin ou de coton, dans lesquelles l'ouvrier ne peut pas se passer d'un apprenti, de telle sorte que l'obligation pour cet apprenti de suivre les cours pendant la journée risquerait de désorganiser et d'arrêter le travail.

Voilà donc quel est, dans ses grandes lignes, le projet qui est actuellement soumis au Parlement.

Je n'ai pas besoin de dire, Messieurs, que ce projet de loi a soulevé une très vive opposition. On en a même profité pour refaire à nouveau le procès de l'enseignement professionnel. C'est ainsi qu'il s'est trouvé, au Conseil supérieur du travail, un entrepreneur de travaux publics qui n'a pas craint d'affirmer que « le meilleur moyen de faire un maçon, c'était d'abord de naître dans la Creuse — ce qui n'est pas donné à tout le monde — et ensuite de bien servir le maçon et de le regarder faire ». Un autre membre du même Conseil, s'inspirant de l'adage bien connu : « On naît rôtisseur, on devient cuisinier » disait : « Les écoles et les cours sont inutiles au commerce ; on peut devenir industriel, mais on naît commerçant ».

Ce sont là des opinions isolées et sur lesquelles il n'y a pas lieu d'insister. Ce qu'on a surtout combattu, ce n'est pas l'enseignement professionnel en lui-même. C'est le principe de l'obligation appliqué à cet enseignement. Il me faut répondre maintenant aux objections qui lui ont été opposées.

Il me faut répondre maintenant — ce qui sera l'affaire d'un moment — aux objections qui lui ont été opposées.

A vrai dire, Messieurs, lorsque je me suis trouvé en présence de ces objections, il m'a semblé être reporté à plus de 30 ans en arrière, à l'époque déjà lointaine où se discutait la loi sur l'enseignement primaire obligatoire. A peu de chose près, ce sont les mêmes objections que l'on a reproduites et que l'on s'est contenté de remettre à neuf pour les besoins de la cause.

On a d'abord objecté le principe de la liberté et les droits du père de famille auxquels la nouvelle obligation allait porter une atteinte illégitime, comme si la loi n'avait pas le droit et le devoir d'intervenir toutes les fois qu'il s'agit de l'intérêt général et aussi toutes les fois que l'intérêt des mineurs est en jeu.

On a dit ensuite qu'avec l'enseignement professionnel obligatoire, il y aurait pléthore de maîtres ouvriers et qu'on ne trouverait plus de manœuvres, comme on disait autrefois qu'avec l'enseignement primaire obligatoire on ne trouverait plus de garçons de peine ni de domestiques. Les faits ont prouvé qu'il y avait là une crainte absolument chimérique. Les hommes de peine et les domestiques n'ont pas été supprimés par l'enseignement primaire obligatoire ; il n'en sera pas autrement pour les manœuvres de l'industrie.

Au surplus, si l'obligation de l'enseignement professionnel a pour conséquence de former en plus grand nombre des ouvriers qualifiés, est-ce le moment de s'en plaindre aujourd'hui, à l'heure où nous aurons besoin de demander aux travailleurs leur maximum de rendement pour lutter contre la concurrence étrangère, contre la concurrence de nos rivaux, de nos ennemis ?

On a également objecté que les patrons se refuseront à subir la nouvelle gêne qu'on leur imposerait, qu'ils se refuseront à se priver du travail de leurs apprentis pendant plusieurs heures de la journée, qu'ils préféreront, comme ils l'ont fait d'ailleurs à la suite de la loi du 10 mars 1900, renvoyer leur apprentis en bloc et renoncer à leurs services, et qu'ainsi l'obligation des cours professionnels, au lieu d'aider au rétablissement de l'ap-

prentissage, aura au contraire pour conséquence de lui porter un coup mortel en faisant disparaître les apprentis.

Incontestablement, il peut y avoir là un danger, mais un danger qu'il ne faut pas exagérer. Sans doute, l'obligation des cours professionnels, comme toute réforme nouvelle, quelle qu'elle soit, pourra soulever de la part des patrons certaines protestations, mais je ne crois pas que ces protestations dégénèrent en une résistance farouche et irréductible. Les patrons comprendront, comme ils l'ont fait dans d'autres pays, qu el'obligation est ici fait dans d'autres pays, que l'obligation est ici établie aussi bien dans leur intérêt propre que dans l'intérêt des apprentis. Et de fait nombre d'entr'eux l'ont déjà compris et se sont chargés eux-mêmes de répondre à l'objection.

A Lyon notamment, dans cette cité qui n'occupe à ce qu'il paraît que la troisième place au point de vue de sa population, mais qui peut légitimement prétendre au premier rang en ce qui concerne ses œuvres d'initiative privée, une importante corporation, la Chambre syndicale des fabricants bijoutiers, horlogers et orfèvres a créé, depuis plus de 15 ans, des cours professionnels obligatoires qui ont lieu pendant la journée de travail pour les apprentis de la profession. Et cet exemple a été suivi ailleurs : c'est ainsi qu'à Paris, si mes renseignements sont bien exacts, un certain nombre de Chambres syndicales, la Chambre syndicale des fourrures et pelleteries, la Réunion des fabricants de bronze, la Chambre syndicale de la bijouterie, d'autres encore, envoient leurs apprentis deux ou trois fois par semaine aux cours professionnels pendant la journée de travail, de 5 heures à 7 heures du soir.

Enfin, Messieurs, on a objecté que l'organisation nouvelle allait entraîner des dépenses considérables, se chiffrant par plusieurs millions, dépenses auxquelles nos budgets ne sont plus en état de faire face.

Je répondrai, Messieurs, que, incontestablement, certaines dépenses seront nécessaires, mais que ce sont là de ces dépenses productives qui enrichissent un pays au lieu de l'appauvrir. Et d'ailleurs, ces dépenses seront-elles aussi élevées qu'on le suppose ? Le Ministère du Commerce a une spécialité qui n'appartient à aucun autre département, c'est un ministère économe, je pourrais même dire, sans exagérer, un ministère avare des deniers publics : dans la voie de l'économie, il va même plus loin qu'Harpagon, lequel, comme, vous le savez, voulait faire bonne chère avec peu d'argent. Le Ministère du Commerce, lui, fait beaucoup de choses, et de très bonnes choses, sans argent. C'est ainsi qu'il a pu couvrir le pays d'un réseau d'Inspecteurs régionaux, Inspecteurs départementaux qui, — je puis en parler en connaissance de cause — ne coûtent pas un centime à l'Etat.

Et j'arrive ainsi à la conclusion de cette trop longue conférence : c'est que, pour résoudre le problème de l'apprentissage, il nous faut, de toute nécessité, entrer résolument dans des voies nouvelles. Nous devons d'abord réglementer plus rigoureusement le travail des apprentis à l'atelier ; et nous devons aussi organiser les cours professionnels sur la base de l'obligation. Ce n'est qu'à cette double condition que l'apprentissage pourra être rénové, de manière à assurer la formation complète des apprentis.

Voilà ce que nous devons faire pour préparer notre armée industrielle et commerciale, et pour pouvoir ainsi combattre à armes égales dans les luttes économiques qui vont se poursuivre après la guerre.

Et ce devoir, Messieurs, s'impose d'autant plus impérieusement à l'heure actuelle que la guerre aura laissé derrière elle, dans les classes laborieuses, un nombre malheureusement considérable d'orphelins. Ces orphelins de la guerre, la Nation ne les abandonnera pas, elle les prendra sous sa tutelle, ils seront les pupilles de la patrie. Mais nous devons, nous aussi, collaborer à l'œuvre commune ; et si nous pouvons, par l'apprentissage et l'enseignement professionnel, mettre entre les mains de ces orphelins un métier, j'entends un métier qu'ils possèdent et qu'ils aiment, qui leur permette d'obtenir des conditions honorables de travail, qui assure à la fois leur indépendance matérielle et leur indépendance morale, ce n'est pas seulement le problème de l'apprentissage que nous aurons résolu, c'est aussi un devoir sacré, un devoir de solidarité nationale que nous aurons rempli.

E. Cohendy.
Professeur à l'Université de Lyon.

QUELQUES SOUVENIRS SUR L'IMPÉRATRICE ÉLISABETH (1)

L'Impératrice me parle des Grecs :

— On prétend toujours que les Grecs modernes n'ont plus aucun rapport avec ceux d'Homère : je ne le crois pas, ils sont toujours restés ce qu'ils étaient ; il en sera ainsi jusqu'à la fin

(1) Voir la *Revue Bleue*, nº 4, 1916.

du monde. C'est un peuple dont le fond de caractère ne change pas ainsi. Il a seulement subi, au contact des prospérités et des déclins, les mêmes fluctuations que les particuliers. Un homme ruiné ne sera plus tout à fait celui qu'il était lorsqu'il jouissait de tous ses biens.

Les événements de guerre et de politique n'ont que des effets de surface sur le caractère, je l'ai constaté partout. Pour les Grecs, c'est la même chose, c'est le peuple qu'il faut observer pour le juger, non ce ramassis de Métèques qui déshonorent les grandes villes et qui les rendent si malfaisantes avec leur population virulante, sans droits définis et sans traditions. C'est ce peuple-là qui fomente des révoltes et qui pousse aux catastrophes. J'aime les campagnes et les provinces où se conserve une harmonie de caractère plus grande.

*
* *

N'est-ce pas, me demanda-t-elle, on aime beaucoup Henri Heine en France ?

Je réponds : Oui, les Français ne connaissent guère que les trois hommes les plus représentatifs de la négation : Heine, Schopenhauer, on commence à découvrir Nietzsche, et à le lire avec une certaine curiosité. En Allemagne on connaît surtout Voltaire, Berlioz et Baudelaire.

— Est-ce que les peuples, dit-elle, n'échangeraient que leurs *démons ?* »

Elle parle longuement de la langue qui est une frontière infranchissable, mais elle affirme que « le diable enjambe les ponts écroulés », comme disent les paysans du Danube. Après un instant elle reprend :

— Vous dites qu'on aime Heine en France, mais comment l'aime-t-on ?

Je répondis : — Plutôt avec le cerveau qu'avec le cœur : naturellement on ne saurait apprécier son grand charme nostalgique. Alors on découvre surtout et on aime son ironie et on est étonné de trouver tant d'esprit chez un Allemand. Il est vrai que c'est un Germain judaïque, un demi-Germain.

Elle ajoute, parlant de l'esprit de Bismarck, que ce terrible homme en avait eu bien davantage :

« C'était pourtant, dit-elle, un *Urdeutscher*, une quintessence de barbare du Nord, mais on ne le sait pas beaucoup en France, on a trop fait connaissance avec son coup de poing pour s'en rendre compte. La société des Tuileries qu'il choquait par ses ruades, n'a pas oublié ses conversations étincelantes qui n'épargnaient personne et qui étaient en général des chefs-d'œuvre de perspicacité psychologique. Ah ! il s'y connaissait en hommes, et il dupait les plus madrés avec sa grosse bonhomie et sa petite voix flûtée.

« Quant à Henri Heine, je comprends qu'on ne puisse l'apprécier que comme pamphlétaire, car on ne peut goûter la traduction de poésies dont la seule grâce est dans la langue originale où tout s'adapte à l'émotion, la sonorité du mot et de la syllabe et la simplicité du procédé. Comment voulez-vous qu'un Français puisse comprendre à travers cette trahison du traducteur ce qu'il y a d'infini dans ces inspirations, quel lourd trésor nostalgique contiennent par exemple ces mots : « *Das Meer erglänzte weit hinaus.* » Si vous traduisez : « *La mer brillait au loin* », c'est la platitude dans la plus affreuse banalité.

« Il en est de même pour Gœthe. Comment un étranger saurait-il goûter cette suavité ardente qui vous coule jusque dans les moelles, résidant par exemple dans le « *Repentir de la Meunière*, dans *Le Voyageur* et dans *la Rose des Landes* ? C'est une fatalité. Si les peuples pouvaient ainsi échanger le meilleur de leur âme, ils s'estimeraient mieux ; car la musique ne suffit pas à être un trait d'union. C'est une vibration qui passe à travers les murailles. Et puis je crois les Français en principe plus accessibles à l'esprit qu'à la poésie. Cette dernière les retient un instant, le premier les charme toujours, ils ne sont pas sentimentaux, ils sont fantaisistes et impulsifs. »

Je réponds respectueusement que je considérais au contraire le peuple français comme le plus soumis au sentiment qui existât sur la terre, parce qu'il ne l'est pas seulement par la parole, mais par l'action, tandis que les Allemands qui parlaient sans cesse de sentiments (du moins avant 1870) n'agissent que selon leur intérêt pratique, empreint d'un violent matérialisme, développé et outré par l'influence séculaire de la Prusse.

L'Impératrice ne fut pas d'accord avec moi et disait que l'Allemagne avait un trésor sentimental en poésie et en images comparable à aucun pays, mais elle m'accordait que la vie réelle inclinait les Allemands à laisser dans les tiroirs les rubans bleus et les fleurs sèches pour *lier leurs intérêts avec des câbles.*

Je continuais à expliquer que le jugement de l'Allemagne sur son propre caractère l'avait toujours incliné jusqu'après 1870 à se croire *naïf*, *dupé*, *confiant* et *simple*. Elle le fut sans doute autrefois, mais dans une autre manière que le Français qui restera éternellement naïf, crédule, trop

insouciant et trop généreux. La vieille Allemagne l'était par son insuffisance de culture et sa pesanteur primitive, la France l'est par son incorrigible confiance en la vie qui heureusement la tire toujours des plus mauvais pas.

L'Impératrice ne croit pas à cette naïveté et à cette confiance et elle croit au contraire les Français « très raffinés, très malins et très avisés, superficiels et imbus de trop de traditions, mais d'une prodigieuse souplesse qui leur fait trouver le bonheur dans tous les contrastes et leur satisfaction dans la destruction de tout ce qu'ils ont aimé auparavant avec enthousiasme. »

Je ne continue pas la discussion. Nous parlons de la plastique des chèvres que l'Impératrice trouve un chef-d'œuvre d'imprévu et de beauté accidentée. Ceci à la suite d'une rencontre fortuite avec une chèvre. Elle prétend la plastique de cet animal « liée d'une intimité étroite avec les montagnes aiguës, les flancs glissants et abruptes des collines sur lesquelles elles sont nées. Bêtes et paysages se trouvent donc de la même famille ».

Je goûte cette comparaison très judicieuse et d'un profond instinct d'art, sorti de l'individualité de cette femme, sans aucun apport du dehors.

L'Impératrice me reparle de Henri Heine et du lyrisme :

— Heine, dit-elle, est pour moi un Grec de l'antiquité qui, après avoir absorbé toutes les beautés du rythme antique, aurait suivi d'autres existences. Son esprit a erré de l'Acropole à Jérusalem, de la Judée au Rhin et de Francfort à Paris. Il aura ainsi connu tour à tour l'inspiration par toutes les puretés de Hellas par le pouvoir dissolvant du judaïsme intellectuel et le souffle romantique de l'Allemagne de 1830 pour finir ulcéré, désaxé, dans l'ironie corrosive et dans l'élégante agressivité des Français modernes. Sur tout cela plane au fond la nostalgie immense du génie judaïque, amollie par la sensibilité allemande. Enfin quelque chose de très compliqué qui pourtant finit par faire une unité d'un caractère étrange et solitaire et s'il n'avait écrit que ses strophes : « La mer brille au loin »... il m'eût donné assez de richesse lyrique pour une admiration éternelle. Mais je l'aime aussi pour ce que les bourgeois du puritanisme allemand appellent son *cynisme*. Ce n'est au fond que du mépris. Celui-ci est en vérité insondable, chez Henri Heine. Il hait ces gros riches, ces ventres ambulants et satisfaits sur lesquels dansent de grosses chaînes de montre. Il hait surtout leur mépris pour l'envolée, pour le généreux abandon des cœurs dans la poésie, les arts et les lettres. Il hait leurs âmes rétrécies et leurs ricanements imbéciles devant l'enthousiasme et devant la rêverie romantique, il hait leurs stupides préjugés de caste parvenue qui croupit sur leur magot et sur leurs grands livres du Doit et de l'Avoir.

« A travers lui, comme il fait bon haïr tout cela ! s'écrie l'Impératrice en s'animant davantage. C'est une volupté de mépris qu'il vous fait partager et dont on frémit longtemps. On l'emporte avec soi dans la solitude et dans la beauté et nos cœurs se galvanisent par leurs contacts à des ardeurs nouvelles. C'était un Juif dont l'âme avait longtemps vogué dans les Iles Ioniennes et qui était révolté d'être né entre deux coffres-forts, désespéré de son exil et désespéré de son corps. Lorsque l'insondable imbécillité de quelques citoyens lui reprochaient son origine, il leur disait : « On n'est pas un cheval pour être né dans une écurie. » Mais il calomniait le cheval. Son cheval était Pégasse, qui s'envolait de son box pour voler dans les ondes de l'azur. »

*
* *

« Nous avons soulevé l'autre jour, me dit-elle, une grosse question sur la notoire méconnaissance des peuples entre eux. Nous en savons quelque chose en Autriche dans les limites de notre Empire sans avoir besoin d'aller plus loin. Mais il ne faut pas attribuer à la seule ignorance le malaise continuel qui règne entre voisins. Qu'ils se connaissent par des contacts fréquents ou qu'ils s'ignorent totalement, il y a dans les nations comme dans le cœur des hommes une formidable réserve de haine qui leur vient du temps ou la nature entière était en convulsion. Il faut désespérer de les voir jamais s'aimer, croyez-moi et lorsqu'on est touché par cette affreuse conviction, on a bien le droit de rechercher la solitude, car la nature animée de bêtes qui se pourchassent sans cesse n'est pas plus féroce qu'eux. »

Je me permets de lui demander si elle ne croit pas à notre essence divine. Elle répond :

« Mais si, nous devons admettre que chaque être a reçu en naissant sa part de divinité. C'est comme un grain de blé que la dure carapace des instincts féroces étouffe et ne mène pas à l'éclosion. Parfois il germe, mais c'est un miracle qui reste sans lendemain et un exemple perdu.

Je réponds :

« Il est pourtant intéressant de constater que dans les contacts individuels, les rapports font naître des amitiés véritables même parmi les peuples hostiles entre eux et même au milieu des plus sanglants conflits. Il est vrai qu'alors on

les cache avec soin pour le bon exemple. Mais ne serait-ce pas une preuve que l'individu est plus sociable que la collectivité. »

Elle me répond :

« Je le crois aussi, mais dès que ces contacts, basés sur la pure solidarité humaine, se produisent, la collectivité tend à les étouffer et à les attaquer comme une trahison, il s'en suit que la seule loi demeure celle du loup. Je vous avoue que je préfère les animaux aux hommes en dehors des héros grecs. Les animaux ne sont pas corrompus par cette manière d'hypocrisie, plus insupportable que la violence et que la soi-disant civilisation a mis sur l'instinct comme un voile empoisonné.

« L'instinct est pourtant bien supérieur à la raison la plus policée. Mais c'est un mot que la société a vite lapidé et rendu suspect. N'entendez-vous pas sans cesse répéter par les bergers de la morale publique ce mot d'une incommensurable stupidité : *Il ne faut pas suivre ses instincts*. C'est tout simplement un crime et une conspiration contre la plus précieuse force que nous possédions pour nous épanouir.

« Qu'est-ce donc, continue-t-elle, que ce misérable cabotinage de morale, sinon le nivellement voulu de l'instinct de chacun, la mort de l'individualité et le tarissement des ressources infiniment variées de l'esprit. On n'entend par instinct que l'instinct du mal. Cela est tout de même un grossier sophisme qui doit nous révolter. Quant à mon instinct à moi, il m'a toujours fait chercher les choses grandes ou humbles, il m'a attiré vers le vrai peuple et les tout petits, les gens qui vivent courbés sur la terre, sur les plantes, dans les saines et minuscules besognes ou bien voguant sur la mer, au creux des rochers et cherchant leur nourriture comme les oiseaux des paraboles, parmi les animaux familiers, dans la suite régulière des saisons. Si je ne les avais pas pour me réconcilier avec les hommes, je serais bien à plaindre. Voilà mon instinct à moi !

Elle dit cela avec une violence contenue entre ses dents.

« C'est par eux, achève-t-elle, que je vis et par les grands morts immortels et les souffles vifiants qui me viennent du ciel et de la mer. Mon âme se nourrit des mille parfums et s'extasie des mille couleurs que prend l'aube et le crépuscule.

*
* *

Une autre fois, le soir dans un jardin, elle me dit :

« Goûtez-vous le silence musical de la nuit et de tous ces bruits. N'êtes-vous pas, comme moi, ivre de ces colloques, de ces échos, de ces appels, ces souffles, ces murmures, ces chants, ces plaintes qui montent de la terre dans le bruissement des feuilles et des vagues ? C'est cela la vie de l'homme ! Le reste n'est que comédie et mascarade, et je ne trouve pas au fond de mon cœur assez de mépris, pour mépriser comme ils le méritent, ces prophètes, ces bons apôtres, ces magisters à lunettes qui ont perverti le monde avec leur fausse science et enlaidi la terre avec leurs progrès. »

*
* *

« On a souvent dit de moi que je préférais les chevaux aux gens. Pour dire vrai, je préfère tous les chevaux à beaucoup de gens, mais c'est encore se montrer fort indulgent à l'humanité car le cheval est un animal sacré. »

*
* *

Un matin, elle tenait dans ses mains quelques lettres, me priant d'en examiner l'écriture. Puis elle me demanda ce que je pensais de la graphologie.

Je sentais toute mon incompétence en cette matière, mais elle insista pour avoir mon avis à ce sujet et je lui répondis que je tenais la graphologie moins pour une science que pour une découverte incomplète, mais qui nous livre de curieuses indications sur l'homme. Il est, dis-je, tellement soumis à mille variations journalières qu'il serait pourtant imprudent de juger l'écriture avec les formules rigides d'une intransigeance qui établit des lois immuables pour la position de chaque ligne et de chaque point. Néanmoins l'écriture est un geste caractéristique émanant de l'homme comme d'ailleurs tous ses gestes. Qu'ils soient spontanés ou non — et c'est là le côté curieux — ils le trahissent tous en quelque manière. Il est découvert, tout au moins dans l'état et dans le moment où il écrit. Mais en dehors des fluctuations que lui imprime l'heure et l'état de l'heure, il est incontestable qu'on peut trouver dans son geste d'écrire mille indices stables qui n'appartiennent qu'à lui, car enfin l'homme se trahit, même quand il est faux, dans sa voix, dans son mouvement et dans son apparence extérieure, qui est presque toujours d'un symbolisme clair et si simple qu'un enfant peut le deviner et en tirer un avertissement. Seulement, les principes pédagogiques de l'homme

civilisé ont toujours entraîné celui-ci à apprendre une foule de choses, inutiles ou utiles, et encore plus inutiles qu'utiles, mais jamais ils ne se sont appliqués à lui faire connaître la plus indispensable de toutes les sciences, celle de connaître son prochain et soi-même.

Or, si à travers les siècles on s'était ingénié à développer le sens des révélations continuelles qui nous viennent de l'aspect des faits et des gestes de notre prochain, nous serions extrêmement avancé dans l'art de déjouer les ruses et nous porterions à notre entourage moins de niaise ignorance et moins de méfiance aveugle. Mais on nous a tout appris excepté cela. Comme les peuples ne se connaîtront jamais entre eux, ou se ligueront ensemble afin de se détester ensemble, les individus ne se connaissent entre eux qu'après un stage souvent long et des expériences personnelles qui, généralement lui font faire des jugements arbitraires d'une enfantine subjectivité. Pour me résumer, je crois donc que la graphologie nous donne la clé de beaucoup de choses, à la condition que nous ne commettions pas l'erreur de confondre avec les principes immuables d'un caractère les signes de l'état temporaire. Celui-ci fait écrire à l'individu d'une certaine manière nerveuse ou calme, gaie ou triste, abandonnée ou retenue, selon ses dispositions.

L'Impératrice me fit remarquer alors certains signes des lettres qu'elle avait dans sa main et constata leur symbolisme si clair et si précis. Puis elle me dit :

« L'homme n'est déjà pas le même avec chaque individu, il se déguise involontairement en tel être selon tel partenaire. Alors il s'en suit une multiplicité d'états d'âme et de transformations insensibles que l'écriture rend fidèlement comme le son de la voix et le geste le rendent pour nous pendant la présence effective. Toute science est incomplète, c'est la nature même de son provisoire et c'est le secret du monde d'élever toujours des murailles de secrets devant notre impuissance. Contentons-nous donc du peu que nous savons.

*
* *

L'Impératrice dit une autre fois :

« J'ai remarqué que les lois de la nature contenaient les plus beaux et les plus simples symboles de notre vie spirituelle, je l'ai éprouvé mille fois et entre mille je vais vous en citer un :

« Lorsque je gravis une montagne, l'horizon semble d'abord s'élargir, puis enfin il se ramasse, forme cuvette et tout ce qui est terre se réduit en fin de compte à quelque chose de fort laid, pelé, inégal et sans grandeur réelle. Ainsi vont les choses pour l'homme dans l'ordre spirituel; plus il s'élève de la matière et plus elle lui paraît insignifiante et sans beauté ; mais gardons-nous de nous en éloigner trop ; puisque nous sommes faits de terre, nous sommes pour la terre. Faisons-nous seulement une obligation d'y amener autant de ciel que nos bras peuvent retenir et que nos lèvres peuvent baiser. »

*
* *

« Il y a vraiment, dit-elle encore, des moments où la nature et les couleurs vous caressent comme une brise tiède et où les vents légers du soir et de l'aube vous frôlent comme des gestes maternels.

*
* *

Elle développa une pensée après le passage d'une dame très maquillée :

« Lorsqu'on a reçu des dons il ne faut jamais abdiquer et il serait criminel envers la création de les abandonner comme un terrain en friche ; il est un devoir pour la femme de conserver sa beauté jusqu'à l'extrême limite, mais en suivant toujours la mesure de son âge et avec le concours incessant de la simplicité sans laquelle il n'est point de beauté, ni à l'apogée, ni au déclin de la vie. Car la jeunesse et l'éclat ne vous dispensent pas du devoir de la simplicité qu'il faut considérer comme la seule forme de beauté. Chez la femme il y a des crises tantôt tragiques, tantôt risibles. C'est une heure très difficile qui leur fait faire, je pense, exactement le contraire de ce qu'elles devraient faire. Ou elles se teignent, se maquillent, s'habillent comme des jeunes filles ou bien elles s'abandonnent comme des paquets et se laissent tomber sur des chaises en disant : « Tant pis ! Le crime de la nature est consommé ! » Je trouve cela tout à fait absurde. Comme il faut, je crois, faire sans cesse des efforts pour l'amour et l'amitié, il faut en faire aussi pour sa propre conservation, mais en dehors de la chimie et des charlatans. Il faut faire beaucoup d'exercice, c'est le seul moyen, ne le pensez-vous pas ? »

Je réponds : « Oui, mais il en est encore une autre que Montaigne propose aux belles dames : « Rester en état d'amour jusqu'à cinquante ans. »

L'Impératrice eut une moue dédaigneuse et dit :

« Il faut laisser cela aux hommes qui s'y en-

tendent à prolonger cet état. La femme doit aimer autrement, mais c'est l'affaire de chacun et des circonstances. »

« Et puis la nature chaque matin vous fait un don de sa personne et n'aime pas qu'on l'oublie. Il faut toujours rester digne de ses cadeaux, autrement elle se retire de vous et vous délaisse. Il y a mille choses qui paraissent insensées aux vulgaires et qui sont des lois. »

*
* *

Un matin, après avoir donné une pièce d'or à un carrier piémontais qui travaillait sur la route de Menton, et être restée sur la satisfaction illusoire de n'avoir pas été reconnue, elle dit :

« Il est un devoir de se montrer insignifiant aux petites gens, comme aux gens de petit esprit. Le moindre écart de ce régime, qui est le leur, les effraie et leur fait retirer leur confiance, car les sots ont une instinctive aversion pour toute fantaisie ou toute supériorité. »

*
* *

« J'ai remarqué, dit-elle, après une rencontre de gens qui étaient assemblés dans les bois autour d'un repas, je crois que le ventre et les heures du ventre exercent plus de despotisme sur les hommes que toute la souveraine beauté de la terre entière. Le monde m'apparaît parfois comme un immense ventre qui digère ou qui aspire à digérer. Toutes les autres considérations sont des nébuleuses à côté de ces réalités omnipotentes.

*
* *

« Mon cousin, le Roi Louis, était tellement impressionné en face des déformations subies par le visage humain à travers les siècles, grâce à sa servitude et sa bestialité, qu'il comparait presque tous les gens qu'il connaissait à des animaux. Mais aussi lorsqu'il voyait un beau visage qui lui rappelait l'art hellénique et les bustes de l'Attique, il les disait « *échappés de l'Olympe et égarés dans une ménagerie* ». Je ne peux pas dire que dans ces façons de voir, j'étais toujours d'accord avec lui, mais il m'arrivait aussi de le trouver trop indulgent... »

*
* *

Après la visite d'une église elle dit : « Donner des ailes aux anges et aux enfants est une conception tout à fait barbare. Sa réalisation serait bien faite pour me terrifier et je ne vois pas sans effroi, sans gêne, ni sans ridicule, un ange essayant de sauter par ma fenêtre après m'avoir visité. »

*
* *

Après avoir surpris une personne de son entourage qui dormait dans un fauteuil :

« Les fonctionnaires sont des cloportes. On ne les voit bouger que lorsqu'on ouvre une porte. »

*
* *

Au cours d'un entretien sur les régimes politiques de la Grèce, elle me dit :

« Je ne veux pas savoir s'il y a eu trente-six Grèces dont les régimes tous opposés mettraient une confusion dans mon cœur, prêt à aimer, et une contradiction dans mon esprit, disposé à comprendre. Que la Grèce ne soit pour moi qu'une conception illusoire qui contient tous mes rêves héroïques et rythmiques, une fiction synthétique comme un rideau de théâtre ou toutes les beautés de la terre se sont donné rendez-vous : telle est l'heureuse ignorance ou je désire vivre. »

*
* *

Et puis :

« Lorsque j'ai appris pour la première fois en face de la mer, que je me trouvais devant l'infini, j'y ai cru avec toute la soif de mon âme pour ce qui est éternel. Je regardais l'horizon et me disais : Voilà donc *Dieu sans commencement et sans fin*. Mais un jour de savants docteurs sont venus et m'ont désenchantée. Ils m'ont dit que ce que je voyais de l'infini sur la mer n'était pas l'infini, que cela ne représente en réalité que quelques pauvres lieux et que ce n'était guère plus qu'une plaine et beaucoup moins que l'étendue de l'horizon dont on jouit sur une montagne. Ces précisions m'ont désespérée et il y avait de quoi me décevoir pour la vie. Mais je suis revenue, dans l'obstination de mon âme, à ma première vision et à ma première illusion, car elle m'avait satisfaite, alors que les réalités m'avaient déçue. »

Je lui rappelais à ce propos le mot de Fontenelle : *Quand bien même j'aurais les mains pleines de vérité, je ne voudrais pas les ouvrir.*

*
* *

Sur la mort :

L'Impératrice répétait souvent qu'elle mourrait

de mort violente dans l'eau. Elle croyait au Fatum antique et murmurait alors : « Souffrir c'est trop horrible. Cette déchéance lente du corps contre laquelle l'homme se révolte me fait mal. »

« Il faut mourir vite », fit-elle, avec une grande conviction qui m'avait impressionné.

*
* *

Je me permets de terminer ces souvenirs par ce mot poignant qui, à l'heure actuelle représente, pour bien des gens, une suprême consolation à l'égard des héros qui sont tombés pour la Patrie, sans avoir souffert.

FERDINAND BAC.

A L'ITALIE, NOTRE SŒUR

A Julien Luchaire.

Italie, terre des morts.
LAMARTINE.

Avanti, avanti, o padri, alla rescossa.
G. CARDUCCI.

Chère Italie, ô toi, terre sainte de l'Art,
Asile du bonheur, paix de l'âme inquiète,
Merveille, enchantement du cœur et du regard,
O sœur ! tu t'es levée à la voix du Poète !

Tes morts, terre des morts, sont de ceux dont l'Histoire
Fit d'éternels vivants qui conseillent l'honneur ;
Tous tes grands souvenirs, le Verbe évocatoire
Les a trouvés debout, sans reproche et sans peur.

Rome antique revit en toi, sa descendante.
Ton peuple l'a pu voir, ébloui, devant lui,
Susciter, aux appels de la Victoire ardente,
Les héros du passé guidant ceux d'aujourd'hui.

On t'admirait, hier, dans les œuvres divines
Qui sont l'ineffaçable éclat de ta beauté,
Et les contemplateurs de tes graves ruines
Ont appris pour toujours ce qu'est la majesté.

Mais, à présent, voici que l'insigne musée
Du monde est devenu la forge et l'atelier
Où, pour l'Humanité qu'il a civilisée,
La fièvre de la guerre exalte un peuple entier.

Ah ! je le savais bien qu'ils te faisaient injure,
Ceux qui pensaient te voir forfaire à ton destin
Et laisser se ruer sur nous la horde impure
Sans que, la maudissant, bondit ton cœur latin.

Quoi ! ton cœur n'aurait pas exécré l'alliance
Qui liait dans la honte au Barbare assassin
Ta colère impuissante et ta vaine vaillance,
Lorsque le contempteur d'un pacte deux fois saint,

Lâche oppresseur du faible et parjure tragique,
N'avait pas craint, pour se venger du Roi loyal,
D'assouvir dans le sang de la noble Belgique
Son immonde fureur de bourreau bestial !

Quoi ! la France adorable eût été la dépouille
Du Teuton pullulant sur sa terre abattu,
Et, témoin effrayé du viol qui la souille,
Ton peuple, détournant les yeux, se serait tu !

Ils ne le crurent pas, ceux qui savaient ton rêve
De faire reverdir au vieux laurier romain
Un fier surgeon, nourri de sa puissante sève,
Que cueillerait, au jour fatidique, ta main.

Car, comment aurait pu le laurier de la gloire
Croître encor dans sa force au sol des Scipions,
Lorsque le défendaient, offensant ton histoire,
L'Autriche et l'Allemagne, affreuses nations ?

Déjà, depuis longtemps, les meilleurs de ta race,
A te voir hésiter dans tes chaînes, grondaient,
Prêts à donner leur sang pour te rendre la place
Où, certains de ton choix, les astres t'attendaient.

Déjà les vaillants fils du héros d'épopée,
Ressuscitant le *Chevalier du genre humain*,
Avaient tiré pour nous leur généreuse épée
Et du nom fulgurant effrayé le Germain.

Déjà cet héritier de la fierté de Rome,
Qui, plus tard, répondit au Tudesque insolent
Que, Romain, il était plus que lui gentilhomme,
Salandra, ferme cœur, esprit sage et prudent,

Mûrissait en secret sa profonde pensée,
Cependant que, sans fruit, l'un et l'autre empereur
Prodiguaient, révoltant la Justice blessée,
La caresse hypocrite avec l'or corrupteur.

Mais enfin, à Quarto, d'Annunzio, sublime,
Fit voler sur la mer des paroles de feu,
Et ce fut, Italie, en ton peuple unanime,
Comme s'il t'eût livrée à l'étreinte d'un dieu.

O Joffre ! O Cadorna ! Vos soldats, frères d'armes,
Sentent dans leur poitrine un même instinct divin
Par quoi la Mort pour eux a de funèbres charmes :
Mourir pour l'Idéal n'est pas mourir en vain !

Mourir pour la douceur et la beauté de vivre
Que flétriraient la force et la servilité ;
Mourir pour qu'à nouveau l'Humanité se livre
Aux consolants espoirs d'un Futur enchanté ;

Mourir pour que, du moins, subsiste dans le monde
Ce que de grands aïeux, au prix d'un long effort,
Ont conquis, dans leur sang, de liberté féconde,
Soldats, mourir ainsi, c'est couronner sa mort.

O vous qui défendez les plus belles patries
Sur lesquelles des yeux humains se soient ouverts,
Songez que vous léguez vos mémoires chéries
A tous les cœurs bien nés battant dans l'univers !

EUGÈNE HOLLANDE.

L'ALLEMAGNE EN QUÊTE D'IMPOTS

Le Reichstag — qui ne se réunit que rarement et pour de brèves sessions, va s'assembler d'ici quelques jours. Pour la cinquième fois, le gouvernement allemand sollicitera des crédits de guerre, qui s'élèveront, selon toute apparence, à douze milliards et demi de francs. Le chancelier présentera un exposé de la situation diplomatique et militaire et le secrétaire du Trésor M. Helfferich énoncera les sommes dont il a besoin, et les ressources qu'il préconise.

Il serait surprenant que l'Empire, — après dix-neuf mois et demi d'un conflit armé infiniment plus coûteux que les plus longues luttes d'autrefois, — ne se préoccupât point de la question d'argent. A consulter les journaux de Berlin — les officieux et ceux qui se permettent des critiques contre la conduite des affaires, — on s'aperçoit qu'elle a conquis une place dominante. L'Allemand le plus enfoncé dans le mysticisme guerrier n'oublie jamais les intérêts matériels. Il comprend maintenant qu'une partie de la fortune publique est entraînée chaque jour à l'abîme, — en dépit de la théorie du circuit fermé pompeusement développée par ses économistes, — et qu'il sortira très appauvri lui-même de cette crise prodigieuse. Le gouvernement de Berlin ne dépense plus seulement pour ses propres nécessités, mais ses alliés, — l'Autriche-Hongrie dont le ressort vital est affaibli et le crédit presque aboli, la Turquie qu'il entretient heure par heure, la Bulgarie qui subordonne à une avance nouvelle chacun de ses gestes, — sont autant de parasites dévorants.

Emprunts à jet continu ou impôts nouveaux ? Telle est la discussion qui se poursuit quotidiennement dans les colonnes de la presse d'Outre-Rhin. Au problème économique strictement entendu, — celui de l'alimentation, de l'importation des matières premières indispensables, du commerce extérieur et intérieur, du niveau du change, du chômage, de la répartition des forces productives, — se superpose ce problème financier, qui au surplus, s'y lie si intimement. Capital par lui-même dans les circonstances actuelles, il suggère pour l'avenir aux dirigeants et aux classes possédantes de là-bas les pires appréhensions. Déjà, par une association logique et qui ne surprendra personne, la réforme électorale en Prusse, — qui apparaît comme une révolution politique et sociale, se révèle inéluctable : il faudra, coûte que coûte, — et au risque d'ébranler tout l'édifice féodal savamment conservé, élargir le droit de ce peuple dont on aggravera les charges. Et ce n'est point tout : l'Allemagne, écrasée sous les impôts, sera durement atteinte dans son agriculture, dans son industrie, dans tous les modes de son activité ; tandis que la guerre elle-même aura comprimé, pour une série d'années plus ou moins longue, le rayonnement économique de l'Empire dans le monde, et que les marchés les plus riches se fermeront devant lui, toute sa vie interne sera alourdie et comme paralysée par les énormes prélèvements, qu'il opérera sur les ressources des particuliers.

Certes il ne sera pas seul à souffrir financièrement des effets de cette conflagration. Tous les Etats belligérants et même certains neutres auront à parer à des besoins, à pourvoir à des dettes tels que l'histoire antérieure n'en connut jamais. Ils devront imposer à leurs populations des sacrifices pécuniaires d'une ampleur sans précédent. Les plus grands d'entre eux verront leurs budgets dépasser les 10 milliards, mais plusieurs ont déjà créé des taxes nouvelles ou augmenté des taxes existantes, pour atténuer quelque peu leur déficit : l'Angleterre et l'Italie, par exemple ; la France elle-même, beaucoup plus réfractaire que la Grande-Bretagne aux audaces fiscales, a discuté la contribution des bénéfices exceptionnels. L'Allemagne jusqu'ici s'est contentée de recourir au crédit et la question posée, le jour où elle l'abordera, sera d'autant plus douloureuse.

Le débat sera d'autant plus vif aussi, que l'Em-

pire a pris l'initiative de cette guerre, qu'elle fut offensive pour lui et qu'il l'a considérée un peu comme une affaire de gros rendement. S'il eût pu la mener à sa guise, c'est-à-dire briser en un mois ou en six semaines les énergies militaires de la France, puis se retourner contre la Russie et détruire en un laps de temps plus court encore les armées moscovtes, et enfin anéantir les contingents britanniques au fur et à mesure de leur débarquement, s'il eût abouti à tout terminer en trois mois, quatre mois au plus, l'entreprise eût été lucrative à souhait. Il aurait dépensé en tout et pour tout quelques milliards, — et aurait exigé, en plus des cessions territoriales qu'il avait délimitées par avance, des clauses économiques précieuses pour son expansion industrielle et commerciale et encore de somptueuses indemnités ; les pangermanistes, en septembre 1914, fixaient à 18 milliards la somme que la France eût dû acquitter. — Si toutes ces prévisions s'étaient réalisées, jamais l'Allemagne n'aurait eu à envisager le doublement ou le triplement de ses charges fiscales : mieux, elle eût pu diminuer les contributions en vigueur et assigner à son peuple d'avantageuses conditions de vie... Mais l'événement a tourné de toute autre façon et comme le Ministre des Finances du Kaiser l'a avoué, il lui faut trouver 5 milliards de ressources annuelles supplémentaires.

*
* *

Le budget allemand, — qui ne comportait qu'une partie des services publics d'une grande nation, — le reste incombant aux Etats confédérés, s'élevait avant la guerre à environ 4 milliards de francs : il ne s'agit ici que des dépenses normales couvertes par des recettes normales, car dans les dernières années, avant 1914, il y eut presque toujours des dépenses extraordinaires qui furent couvertes par l'emprunt ou autrement. Le grossissement, dans l'ensemble, avait été très rapide depuis le premier bilan annuel du nouvel Empire, — celui de 1871-72, qui avait chiffré par 423 millions de francs.

La dette publique allemande avait suivi une progression plus hâtive encore. Sept ans après l'unification bismarckienne, en 1878, elle n'était que de 90 millions de francs ; elle passait à 1.650 millions en 1891, à 3 milliards en 1901, à 5.660 millions en 1909, à 6.200 en 1914. Mais à cette dette impériale se superposaient les dettes des royaumes, grands duchés, principautés, villes libres, comme les budgets de ces Etats particuliers s'ajoutaient à ceux de la Confédération. La Prusse dépensait 4.816 millions et devait près de 11 milliards ; la Bavière dépensait 736 millions et devait 2.583 ; la Saxe dépensait 492 millions et devait 876. Au total, les charges des contribuables d'Outre-Rhin étaient donc très pesantes déjà en 1914 : il faut pourtant tenir compte de cette observation que les budgets des Etats confédérés comprenaient des frais d'exploitation de chemins de fer, de salines, de mines, etc., et que, par suite, ils ne sauraient être assimilés en tous points à ceux des pays qui n'ont rien retiré à l'industrie privée.

On conçoit tout de suite que si l'Empire et les royaumes, duchés, etc., étaient arrivés assez rapidement à répartir entre eux les dépenses d'intérêt général, ils devaient, — par la force des choses, se disputer les sources de revenus qui ne sont pas innombrables ; et il y aura là, pour la solution du problème financier posé par la guerre, de grosses difficultés.

Prenons le budget de la Confédération, tel qu'il se présente normalement en 1914. Les postes lui assurent 881 millions, les douanes 713, les taxes de chemins de fer 162 ; dans une seconde catégorie de recettes, nous rangerons le tabac, 11 millions, — le sucre, 163 millions, — les cigarettes, 39, — les spiritueux, 194, — la bière, 129, — les allumettes, 21 ; dans une troisième catégorie, le timbre, 250 millions et les droits de succession, 50 millions ; — dans une quatrième, les contributions matriculaires qui sont les contingents des Etats particuliers, chacun d'eux versant tant par tête d'habitant. Ces contributions qui ont donné lieu à une législation touffue, toujours discutée toujours remaniée, produisaient 52 millions.

En somme, ce sont les droits de consommation, les impôts indirects qui alimentent presque exclusivement le budget impérial. Seules pesaient sur la fortune acquise la taxe des successions et la taxe d'accroissement qui a été instituée en 1913, et qui ne figurait pas encore, pour son rendement, dans le dernier bilan de prévisions avant l'ouverture du conflit.

La trésorerie allemande, depuis plus de dix ans, est en quête de recettes nouvelles. Bien que le pays tirât de son expansion industrielle et commerciale une richesse dont la guerre seule a arrêté l'accroissement, il se rebellait contre les innovations fiscales. Si l'impôt sur le capital et sur le revenu (de 1913), dont je vais parler, fut accepté sans trop de heurts, c'est qu'il était destiné à couvrir immédiatement des dépenses militaires et qu'il était levé une fois à titre exceptionnel : à cet égard le chancelier avait donné des assurances formelles aux classes possédantes.

Une brève récapitulation ne sera point déplacée ici. En 1906, était instituée la taxe d'Empire sur les héritages. En 1909, comme il manquait, pour par-

faire l'équilibre budgétaire, plus de 600 millions, le prince de Bulow, le prédécesseur de M. de Bethmann-Hollweg, et le secrétaire d'Etat aux Finances de Sydow imaginèrent de demander 500 millions aux contributions indirectes et le reste à une surtaxe des successions : ils furent complètement battus par les agrariens associés à la grande industrie, et durent abandonner cette surtaxe en se contentant de frapper la bière, l'alcool, le tabac, le thé, le sucre, les allumettes, etc... Un projet de monopolisation de l'alcool fut écarté avec fracas. En 1911, un nouveau déficit apparut : le gouvernement, pour le combler, créa une taxe sur les plus-values immobilières, ou mieux il revendiqua pour lui cette recette qui était d'ordre municipal jusque là. Deux ans plus tard, d'ailleurs, il la rendit aux communes. On était en 1913, l'année des grandes réformes militaires, celle où fut accompli le plus important renforcement d'effectifs que l'Allemagne eût encore vu. Cette fois, les dépenses excédaient les rentrées prévues de 2 milliards. M. de Bethmann-Hollweg, par une série de lois du 3 juillet, établit la contribution du revenu et du capital perçue exceptionnellement et qui devait rapporter 1.300 millions, — institua la taxe sur l'accroissement des fortunes, — modifia le régime du timbre, — et releva une série de droits, et en premier lieu, ceux qui pesaient sur les successions. Ce n'étaient point ces recettes nouvelles et médiocres, — hormis une seule et levée à titre extraordinaire, — qui allaient subvenir aux frais de la guerre : tout au plus suffiraient-elles à pourvoir à des nécessités normales.

*
* *

La prolongation du conflit a été une déception accablante pour l'Allemagne. Si, sa première mobilisation militaire accomplie, elle pouvait encore tirer des ressources en hommes soit de chez elle, soit des Etats alliés, sa mobilisation économique et financière qui avait été réglée comme tout le reste, selon un mécanisme ingénieusement calculé, avait été prévue pour un bref délai. Jamais le chancelier n'avait supposé qu'il faudrait débourser mensuellement 3 milliards et plus et que le vingtième mois, l'échéance de la paix apparaîtrait aussi incertaine que le dixième et le sixième. Si l'Allemagne avait pu s'imaginer un seul instant que la lutte ne serait pas pour elle une offensive brusquée et immédiatement victorieuse, elle ne s'y fût à coup sûr point jetée ; — elle se demande aujourd'hui avec effroi comment elle pourra jamais remettre ses finances en état, payer — non point ses dettes, — mais les arrérages de ses dettes, et trouver encore les capitaux nécessaires au relèvement de son industrie.

Jusqu'ici l'Empire n'a pas institué un seul impôt nouveau et les impôts anciens ont plutôt, comme il était naturel, réduit leur rendement. C'est donc à l'emprunt exclusivement qu'il a dû recourir. La première opération de crédit, du 10 au 19 septembre 1914, lui a donné 3.460 millions de marks ; la seconde, en mars 1915, 8.310 ; la troisième, du 4 au 22 septembre 1915, 12.160 ; le Reichstag a encore adopté en décembre 1915, une ouverture de crédit de 10 milliards de marks à couvrir par le même moyen; c'est-à-dire que, abstraction faite des bons du Trésor, émis pour 750 millions de marks en février 1915, et pour 1.340 en septembre, une augmentation de dette consolidée de 33.930 millions de marks (environ 42 milliards 1/2 de francs) est réalisée ou près de l'être. Le total de la dette de l'Empire approche déjà de 49 milliards de francs ; mais il ne s'arrêtera point là et comme les 12 1/2 milliards de francs consentis par le Reichstag en décembre seront ce mois-ci absorbés, M. de Bethmann-Hollweg devra redemander 12 1/2 milliards ; si la guerre dure jusqu'en août, elle coûtera encore de 6 à 8 milliards de plus ; si elle dure jusqu'en novembre, le coût supplémentaire sera de 16 à 18 ; si elle dure toute l'année, il montera à 25 milliards au moins. La dette de l'Empire oscillerait alors, du chef des seules dépenses engagées pendant cette guerre et du reliquat antérieur, entre 85 et 90 milliards : mais on peut penser que les pourparlers de paix ne se clôtureront pas au bout de quelques jours, et qu'une forte partie des troupes restera mobilisée pendant les négociations : d'où de nouveaux frais. L'Allemagne, en tout état de cause, aura aussi une portion de son outillage à refaire, des réparations pécuniaires à payer au dedans et au dehors, bref toute une série de dépenses à solder, sur lesquelles il serait difficile pour l'instant de donner des précisions. Sa dette, au cas où la suspension des hostilités n'interviendrait qu'en janvier — (je prends un moyen terme entre les hypothèses extrêmes, et sans émettre là-dessus mon opinion personnelle), se fixerait donc autour de 100 milliards, les arrérages constituant une charge nouvelle qui ne serait pas de beaucoup inférieure à 5 milliards. Mais à ces arrérages très lourds s'adjoindront les dépenses des pensions militaires que je ne chiffrerai pas, qui seront au minimum d'un milliard et demi et qui atteindront peut-être deux milliards et demi. On voit quelle surcharge écrasante va peser sur l'Empire.

Au cours du grand débat financier de décembre, le Secrétaire d'Etat Helferich y a fait allu-

sion discrètement. Après avoir flatté son auditoire du Reichstag, en insistant sur les difficultés auxquelles se heurtaient, en ce domaine, les ministres de la Triple Entente, il a brusquement mis les représentants allemands en face de leur propre situation. Il a montré que le rétablissement de l'équilibre budgétaire comporterait de gros sacrifices, exigerait la création de taxes nouvelles, imposerait au pays une restriction de son luxe. « Les Allemands peuvent redevenir pauvres » s'écria-t-il, et chacun comprit l'extrême gravité de ce mot. En déchaînant la guerre, les Junkers de la Poméranie et du Mecklembourg, les grands industriels de la Prusse Rhénane, de la Westphalie ,de la Silésie, croyaient accroître leurs fortunes, bénéficier de rapines illimitées, conquérir une vie de jouissances inouïes. Certains d'entre eux se seront enrichis dans les fournitures d'armes, de munitions, d'équipements, etc. (et l'on sait que Krupp par exemple a gagné 110 millions en douze mois) — mais l'Etat prélèvera tôt ou tard sa large part de leurs profits, et ils ne réussiront pas à se soustraire à l'appauvrissement général, ni peut-être à d'autres éventualités pires encore à leurs yeux.

Tout de suite, au cours de ces débats de décembre 1915, les thèses adverses se rencontrèrent. Du moment que le Ministre des Finances annonçait de nouveaux impôts, il s'agissait de déterminer quelle serait la nature de cette fiscalité supplémentaire. M. Helferich faisait prévoir une taxation des bénéfices de guerre, mais cette taxation, pour légitime et indispensable qu'elle fût, ne pouvait être qu'épisodique; elle fournirait des ressources immédiates, mais des ressources qui cesseraient d'affluer peu de temps après la signature de la paix ; et c'étaient des recettes permanentes qu'on recherchait. Seuls les social-démocrates, — qui avaient un programme, proclamèrent nettement leurs visées, et là-dessus la majorité du groupe parlementaire — avec David, et sa minorité avec Hoch — tombèrent d'accord; ni les uns ni les autres ne voulaient prolonger indéfiniment la période de l'emprunt, qu'ils appelaient « l'impératif catégorique rémunéré à 5 0 0 ». Ils demandaient de bonnes taxes progressives sur le capital et sur le revenu et aussi de fructueuses monopolisations.

La presse, depuis lors, n'a cessé de discuter ce problème financier, qui tient si fort à cœur — et si justement, au peuple allemand. On y peut relever trois grandes oppositions d'idées et qui risquent beaucoup de déchirer, — avant la fin, — l'entente sacrée là-bas.

1° Etablira-t-on les nouvelles contributions à bref délai — ce printemps — ou attendra-t-on la clôture de la guerre ? Les conservateurs d'Allemagne, comme ceux de partout, sont pour les atermoiements. Gagner du temps, tel est leur mot d'ordre. Ils espèrent, une fois les hostilités achevées, faire prévaloir leurs vues et assigner aux masses populaires un supplément de charges, qu'il serait plus malaisé, tant que le canon tonne, d'imposer aux petits commerçants et aux salariés. Tous les journaux de droite s'expriment en ce sens. A coup sûr, le chancelier voudrait bien satisfaire aux desiderata d'un parti qui est le plus ferme soutien de la monarchie prussienne, et dont la couronne aura probablement, dans les temps futurs, à revendiquer l'appui. Mais à force d'user du crédit, on l'affaiblit, on risque de le tuer, et rien ne dit qu'avant longtemps les limites ne seront pas atteintes de ce côté.

2° Les taxes nouvelles seront-elles directes ou indirectes ? Les conservateurs et le centre catholique opinent pour les indirectes, encore qu'ils ne puissent guère s'imaginer demander à la consommation 5 à 6 milliards de recettes de plus. Les socialistes estiment que les directes comme les indirectes retombent toujours sur le travail ; ils préfèrent pourtant, n'ayant à choisir qu'entre ces deux solutions, les premières aux secondes. Dans le passé, on l'a vu, ils ont été généralement battus sur ce chapitre, mais il ne s'agissait alors que de combler des déficits moyens, et qui apparaissent même minuscules à côté de ceux de demain. Les chances de la fiscalité de droite diminuent donc, d'autant que l'exemple donné par l'Angleterre, qui a augmenté en 1915 l'income-tax et la supertax et qui va les augmenter encore, fournira un argument concluant à la Social-Démocratie.

3° Quels seront les rapports des finances de l'Empire avec celles des Etats particuliers ? J'ai déjà montré plus haut l'antagonisme, qui est traditionnel entre la Trésorerie fédérale et celles des royaumes, duchés et villes libres. L'Empire, s'il touche aux contributions directes, se heurtera à la Saxe, à la Bavière, au Wurtemberg, à la Prusse elle-même, qui ne voudront pas se laisser frustrer de leurs sources normales de revenus, et qui seront contraints — la paix conclue, — de leur réclamer davantage. Il y a là une raison de conflit, et qui peut engendrer des querelles sans fin. Ce qui est curieux, c'est que le Secrétaire d'Etat impérial aurait intérêt à suivre l'avis des socialistes ; mais selon toute vraisemblance, il ne mécontentera ni les partis de droite et du centre, ni les princes qui envoient des délégués au Conseil fédéral.

Le problème est donc énorme, sous quelque angle qu'on l'envisage, et même si l'on en détache la question spéciale, quoique liée à lui, de la réforme

électorale en Prusse. Le gouvernement de Berlin avait songé de prime abord, pour faire passer plus facilement de nouvelles taxes sur la consommation, à remanier le régime du suffrage à la Diète : le discours du trône au Landstag prussien faisait une allusion explicite à cette revision d'un système féodal — il y a quelques semaines, et certains conservateurs avisés, tels que le professeur Delbruck, le directeur des *Annales Prussiennes*, avaient chaudement approuvé cette initiative ; mais la vieille noblesse brandebourgeoise s'est aussitôt insurgée contre une mesure, qui porterait atteinte à ses privilèges, et a entamé une violente campagne contre le chancelier.

La crise financière, faut-il le répéter, sévira au lendemain de la guerre chez tous les belligérants, qui seront tenus d'adopter en face d'elle des résolutions héroïques, de rompre avec beaucoup d'idées acquises, et, suivant l'expression consacrée : « de prendre l'argent là où il est » : nous ne pouvons encore qu'entrevoir les profonds changements qui s'imposeront partout dans les méthodes fiscales, et qui assureront l'emprise de la nation sur des portions considérables de la fortune publique. Mais l'Allemagne, plus que tout autre pays, et pour des raisons évidentes, subira les effets de cette puissante transformation. Plus que toute autre, sa classe possédante devra s'incliner devant les exigences de l'Etat, abandonner une part importante de ses ressources, sacrifier son luxe, restreindre ses dépenses. Et, en même temps, comme par la force des choses, le coût de la vie s'aggravera et que la classe ouvrière supportera, elle aussi, sa charge des taxes nouvelles, les travailleurs réclameront des salaires plus élevés et la lutte sociale, que le Kaiser croyait abolir — ou du moins affaiblir par une guerre victorieuse, — reprendra avec une intensité accrue. Ce n'est pas seulement au dehors, c'est aussi au dedans que l'impérialisme germanique trouvera son expiation.

PAUL LOUIS.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LE GERMANISME

Le germanisme est plus qu'une doctrine : la croyance dans la supériorité de la race germanique au triple point de vue philosophique, historique et naturel. Il n'est pas un seul Allemand qui ne soit convaincu, de nos jours, qu'entre lui et le reste du genre humain existe le même abîme qu'entre le surhomme que Nietzsche appelait de ses vœux et l'homme vulgaire. Lettres, sciences, art, commerce, industrie, agriculture, politique, il n'y a rien, suivant tout Allemand d'à présent, qui ne soit supérieur en Allemagne. Bien mieux, ce qui chez les autres peuples présente quelque valeur lui appartiendrait par ses origines, tout ce qu'il y a de bon, de beau, de grand, de noble dans l'humanité venant des Germains.

De cette conviction où se complaît l'Allemagne contemporaine devait sortir, comme un corollaire d'un axiome, l'idée d'une mission qui lui serait assignée, de régénérer le monde et, pour ce faire, de le dominer. Aussi bien, le pangermanisme ne prétend à l'hégémonie pour la race allemande qu'en raison d'une sorte de vocation divine, Dieu étant, en l'espèce, l'essence même de son génie.

Plus encore qu'une croyance, — le mysticisme naturel à nos ennemis aidant — le germanisme est une religion. Guillaume II, qui s'en est institué le Grand Prêtre, traite de pair à compagnon la divinité que, en vertu d'une troisième et définitive Alliance avec l'homme, la race germanique incarnerait. Et, comme autrefois David les Amalécites, il se croit l'impérieux devoir d'anéantir quiconque résiste à l'Eternel s'exprimant par sa voix.

*
* *

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, l'intelligence allemande, s'étant réveillée avec Lessing, Kant, Gœthe, Schiller et Herder, elle rejeta les influences étrangères et, particulièrement françaises, sous lesquelles elle s'était assoupie, pour revenir à son génie propre tel qu'au Moyen-Age, et jusqu'à la Renaissance, il s'était fait jour avec les *Niebelunger*, *Parzival*, Maître Eckardt, Jean Tauler, Jacob Böhme, Luther et, dans les arts, Peter Vischer, Albert Dürer, Hans Holbein et Lucas Cranach, pour ne rien dire de Stéphan Lochner, de Martin Schongauer et de Michel Wohlgemuth. Après 1806, les étudiants d'au-delà du Rhin s'avisèrent de marquer cette reprise de traditions en arborant des costumes agressivement moyenâgeux. A partir de la fin du XVIIIe siècle, les Allemands se sont, en effet, attachés à remettre en honneur leur passé. Ils remontèrent à leurs origines, ressuscitèrent leurs antiques légendes et se vantèrent d'entrer, plus que quiconque, en contact intime avec la nature, qu'ils envisagèrent, au temps de notre Rousseau, comme la source de toute perfection. De la terre allemande se levèrent alors les anciens dieux germains et, avec eux, l'esprit de la race germanique qui se confondit bien vite avec l'esprit divin, dont la pensée d'Outre-Rhin a toujours

plus ou moins animé la nature. Aussi bien, la race germanique fut représentée par les premiers romantiques, voire par les théologiens de cette époque, comme douée de l'intuition du fond des choses et, partant, de la connaissance du principe qui meut l'univers. Schleiermacher ne soutenait-il pas, en 1799, que la vraie religion ne peut être entendue et conçue que par les Allemands ? Race privilégiée, en raison de cette espèce de révélation dont elle se croyait dépositaire, la race germanique en vint à se considérer comme la race élue, c'est-à-dire comme destinée à faire régner l'esprit de Dieu sur la terre.

Ce travail s'accomplit avec d'autant plus de facilité que, le christianisme s'étant affaibli au XVIIIe siècle sous les efforts du rationalisme en Allemagne comme en France, les tendances mystiques inhérentes à la pensée allemande trouvèrent un aliment dans une métaphysique qui, après avoir mis l'Absolu dans l'humanité, finit par l'enclore dans la race germanique.

La philosophie de Kant servit incontestablement de point de départ à cette évolution. Pour Kant en effet, l'Absolu, auquel il donne comme expression la loi du devoir, réside en nous-même. Autrement dit, le philosophe de Kœnigsberg a divinisé la conscience morale, qui est un fait humain.

Fichte n'avait qu'un pas à entreprendre pour en faire autant du moi. Au vrai, il l'institua non seulement le centre, mais le créateur de l'univers. Aussi bien, chez Fichte, il ne reste en dehors du sujet aucune réalité, pas même cette réalité inconnaissable ou *noumène* que Kant avait eu soin de maintenir. Selon Fichte, il n'y a qu'un Absolu : le moi. Le moi, par suite, est Dieu. Cependant, ce moi n'est pas le moi individuel, mais celui de l'humanité. Or — voilà où le germanisme paraît — ce moi de l'humanité, plus qu'aucune autre race, suivant Fichte, la race allemande le personnifie. Autant dire que la race allemande est de toutes les races la plus divine. Aussi bien, après les invasions napoléoniennes, Fichte enseigna dans ses *Discours à la nation allemande*, que ce qu'il y a de divin dans ses compatriotes est ce qu'ils possèdent de spécifiquement allemand. L'histoire, je veux dire l'histoire allemande, devint ainsi la révélation de Dieu sur la terre. « L'histoire, annonce textuellement Schelling, est une révélation de Dieu, et cette révélation s'accomplit par un développement successif ». Cette évolution, Hegel, à son tour, va la décrire comme le progrès nécessaire de l'Idée, qui se détermine peu à peu en passant de la logique à la nature, puis de la nature à l'esprit, à travers la série des formes qui, de mieux en mieux, la réalisent jusqu'au terme final : l'Etat allemand, dans lequel l'Absolu trouve son expression définitive, d'après Hegel, en unissant le particulier à l'universel, l'individu à la collectivité, dans un maximum de liberté.

Cette philosophie a exercé une grande influence sur les historiens allemands, qui s'attachèrent désormais à présenter le peuple allemand comme le peuple rédempteur, ce à quoi ils n'étaient déjà que trop portés. « L'histoire du monde, écrivait Herder en 1791, dans ses *Idées sur la philosophie de l'histoire*, enregistre avec bonheur que le système des nations germaniques a protégé les débris de la culture humaine contre les tempêtes des siècles, développé l'esprit public en Europe et étendu lentement, silencieusement, son action sur toutes les contrées du globe ». Auprès de la race germanique, les autres races sont représentées comme corrompues. « La race celtique, telle qu'elle s'est montrée en Irlande et en France, écrivait Léo, est toujours mûe par un instinct bestial, tandis que nous autres Allemands n'agissons jamais que sous l'impulsion de pensées et inspirations vraiment sacrées ». Aussi les jeunes enthousiastes qui, aux environs de 1813, suivaient les leçons patriotiques de Fichte, de Arndt, de Jahn et de Kœrner, se proposaient de séparer l'Allemagne de la France par une ceinture de déserts que l'on peuplerait de bêtes fauves. Avec Goerres, ils juraient de raser Strasbourg et de ne laisser debout que sa vieille cathédrale pour parler à la plaine d'Alsace de la grandeur allemande. A en croire Herder, l'histoire romaine serait une « histoire de démons » et les latins n'auraient apporté au monde qu'une « nuit dévastatrice ».

Primitive, donc très proche du principe de l'univers, la race germanique proprement dite ne serait pas seulement — à suivre des historiens tels que Waitz, Giesebrecht, Sybil, Mommsen et Lamprecht — demeurée, comme Parsifal, à l'abri de toute souillure, c'est-à-dire de tout mélange ; elle ne devrait rien à personne. « Les Allemands, déclare Waitz, ne doivent rien aux populations qu'ils trouvent antérieurement établies sur le sol qu'ils occupent. » Et il ajoute : « Dès le commencement de son histoire le peuple allemand montre les qualités et les dons par lesquels il est appelé à intervenir plus d'une fois dans la marche du monde. » Dès son berceau, la race germanique aurait fait figure de race prédestinée, assure la nouvelle école historique allemande, qui n'a pas craint, pour fortifier sa thèse, d'altérer les faits et même d'en inventer. Comme le dit fort bien M. Imbart de la Tour, elle a fait de l'histoire d'Allemagne l'épopée d'une race, l'épopée de la race élue.

N'ayant rien emprunté aux autres, la race germanique leur aurait, en revanche, tout donné. Non seulement elle aurait sauvé la civilisation, d'après les récents historiens allemands comme pour Gobineau, en détruisant l'empire romain tombé en pourriture et en dotant l'Europe du Moyen-Age de ses institutions ; elle aurait encore, grâce à la Réforme, régénéré le christianisme, en délivrant les consciences de l'oppression cléricale et, par suite, déterminé tout progrès intellectuel et moral depuis cinq siècles.

Les historiens allemands ne se bornent pas, toutefois, à célébrer les bienfaits dont, suivant eux, l'humanité serait redevable à la race germanique ; ils prétendent que tout ce qu'il y a de bon dans l'humanité, en réalité, est germain. M. Houston Chamberlain, qui est le gendre de Richard Wagner et, quoique anglais, l'un des plus enragés pangermanistes, annexe, notamment, à la race allemande tout ce qui se rencontre de grand en Europe. Comment un génie ne serait-il pas germain? « Une seule promenade au musée de Berlin, dans la galerie des bustes de la Renaissance, nous convaincra, écrit-il dans ses *Assises du* XIXe *siècle*, que le type des grands Italiens de cette époque est presque éteint de nos jours au-delà des Alpes... C'est un naufrage complet qu'a subi, depuis le *quattrocento*, le germanisme italien ! » On n'est pas plus catégorique. Quant à M. Ludwig Woltmann, le directeur et fondateur de la *Revue d'Anthropologie politique*, il se contente, pour annexer un grand homme à la race allemande, qu'il ait la taille haute, les cheveux blonds, le nez hardi, le teint clair ou coloré. Un seul de ces traits lui suffit. Que dis-je ? Le nom seul. C'est ainsi qu'il n'hésite pas à revendiquer, comme appartenant à la race germanique, Giotto, Alighieri, Bruno, Ghiberti, Vinci, Santi, Vecellio, Tasso, Buonarotti, sous prétexte que leurs noms donnent en allemand Jotte, Aigler, Braun, Wilbert, Wincke, Sandt, Wetzell, Dass, Bohnrodt, tout de même que, d'après lui, Arouet, Diderot et Gounod devaient jadis se prononcer Arwid, Titroch et Gundiwald. Dans ces conditions, on comprend que bien peu lui échappent de ceux que le pangermanisme a intérêt d'accaparer.

*
* *

Par suite, le germanisme a insensiblement glissé au pangermanisme. D'autant que les Allemands d'aujourd'hui se targuent d'avoir apporté au monde l'organisation. Ce n'est pas, en effet, seulement la race germanique qui est, pour eux, au sommet de l'histoire, mais la race germanique incarnée dans l'Etat allemand. En conformité avec l'Hégélianisme pour qui l'Idée n'atteint sa plénitude que dans l'Etat, et dans l'Etat allemand dont l'avènement est censé nécessaire, les historiens d'Outre-Rhin ont montré la race germanique ébauchant, du IXe au XIIIe siècle, sa structure extérieure; érigeant, après le XVe siècle, un Empire allemand sur les ruines du Saint-Empire et concentrant ses forces au XVIIIe pour réaliser, au XIXe, sous l'impulsion du royaume de Prusse dont l'étatisme est représenté, avec juste raison, comme le ferment qui a groupé autour de lui le meilleur des forces germaniques, la plus parfaite organisation qui ait jamais paru. L'étatisme, aussi bien, est la forme visible du germanisme, ce qui, suivant ses historiens prédestinait la Prusse à la mission organisatrice. L'étatisme, ou subordination de l'individu à l'Etat, y est, en effet, de tradition. Il n'est pas jusqu'à la religion qui ne lui ait servi de moyen de gouvernement. Sceptique et anticlérical, le grand Frédéric professait qu'elle est utile pour le peuple. Il approuvait les sages législateurs qui « ont recours au système du merveilleux pour diriger les hommes et les rendre plus dociles ». En conséquence, il envisage la religion, et tous ses successeurs après lui, comme une affaire d'Etat. Les questions de dogme et de liturgie sont considérées, en Prusse, comme de son ressort, ainsi qu'en témoigne l'Edit de religion du 9 juillet 1788 par lequel Frédéric-Guillaume II soutint l'orthodoxie. Le peuple n'a-t-il pas besoin d'une règle certaine ? Et qui, dans l'Eglise protestante, pourrait conférer à la doctrine religieuse son autorité sinon le Prince auquel, par un contrat primordial et implicite, les citoyens ont remis leurs droits ? Si les actes et les paroles sont commandés, les consciences, d'ailleurs, sont libres. « Pense pour toi ce que tu tiens pour vrai enseigne Rönnberg ; mais ne trouble pas le peuple par tes doctrines (1) ». C'est la dissimulation par intérêt d'Etat. De fait, dans l'actuel Empire d'Allemagne, comme depuis sa fondation dans le royaume de Prusse, la raison d'Etat commande en souveraine.

Maître de la religion, l'Etat devait finir Outre-Rhin par en devenir l'objet. Incarnation de l'Absolu, dont la race germanique est tenue par les philosophes et les historiens teutons pour l'instrument de prédilection, l'Etat allemand est ce qu'on ne discute pas, ce à quoi l'on se sacrifie et ce que, en réalité, on adore. Il est, pour tout bon Allemand de nos jours, la révélation de Dieu par le canal de la race germanique dont il incarne le génie.

(1) Rönnberg. *Ueber symbolische bücher in bezug auf Straatsruhe*, p. 174.

Ce génie n'est autre que la *Kultur*, ce don d'organisation que l'Allemagne aurait apporté au monde. D'où sa mission, qui, elle-même, inspire le pangermanisme, c'est-à-dire la tâche que l'Allemagne se croit dévolue, de toute éternité, de dominer l'univers afin de l'aménager. En fait, comment le germanisme, qui est une religion, n'aurait-il pas aspiré à se répandre sur le monde et, puisqu'il est un étatisme, à le commander ?

Car, ne nous y trompons pas, le germanisme est une religion. Quand nous n'en aurions d'autres preuves que son hostilité contre le catholicisme, qui est de toutes les religions la mieux organisée et la plus universelle, donc la plus redoutable pour toute religion rivale, cela suffirait. Cette hostilité est évidente. Sans parler des incendies d'églises, des bombardements de cathédrales, des assassinats d'ecclésiastiques et des tortures infligées à des prêtres, des viols de religieuses et des sacrilèges de toutes catégories dont les armées allemandes se sont, volontairement, rendues coupables pendant la guerre de 1914, n'oublions pas que les victoires de Sadowa et de Sedan furent jadis fêtées par les publicistes d'Outre-Rhin comme autant de victoires sur le catholicisme et que, aussitôt après 1870, le gouvernement allemand déchaîna, sous le nom de *Kulturkampf*, la guerre contre les catholiques. N'oublions pas les persécutions de toute espèce — amendes, prison, exil — dont ceux-ci ont souffert au-delà du Rhin. L'Allemagne pangermaniste n'est pas seulement anticatholique: elle est antichrétienne. On le peut induire de l'état de complète indifférence vis-à-vis de toutes les confessions chrétiennes où vit présentement la grosse majorité du peuple allemand. Sous quelque étiquette qu'on les classe, les Allemands d'aujourd'hui ne sont foncièrement, ni catholiques, ni protestants. Le *Centre* catholique lui-même que, sous la menace de la *Kulturkampf*, Windhorst, Savigny, Mallincrodt et Reichensperger ont fondé, dès 1870, pour défendre le catholicisme au-delà du Rhin, n'a plus de catholique que le nom : il est devenu un simple parti politique ambitieux du pouvoir. Protestante ou catholique, quelle voix s'est élevée en Allemagne pour flétrir les atrocités religieuses et les crimes de droit commun commis par les armées du Kaiser ? Loin de les désavouer, des voix protestantes et catholiques, — et non des moindres, — n'ont pas craint de les encourager.

Le devoir des soldats allemands est de frapper impitoyablement : ils doivent tuer, ils doivent brûler, ils doivent détruire » déclarait en chaire, au début des hostilités, le pasteur Fritz Philippie de Berlin. « A la guerre, la plus grande absence de scrupules, si l'on y va intelligemment, coïncide avec la plus grande humanité », écrivait, de son côté, dans le *Tay*, M. Erzberger, l'actuel leader du *Centre catholique allemand*.

Tout nous l'indique : l'Allemagne d'aujourd'hui n'est plus chrétienne. Elle n'est plus chrétienne parce qu'elle est pangermaniste. La race germanique incarnée dans l'Etat allemand, voilà son Dieu.

> Ce dieu que nous supplions aujourd'hui,
> L'Esprit saint de l'Allemagne,
> Qui nous nourrit d'un feu céleste,
> C'est lui que nous devons confesser.

chante le poète Will Vesper. Un tel Dieu, — on le conçoit, — n'a rien de commun avec celui de l'Ancien et du Nouveau Testament. C'est le « vieux Dieu allemand » qu'invoque sans cesse Guillaume II, le Dieu du pangermanisme, qui ressuscite, sous la forme de l'Etat allemand, l'âme de la race qu'incarnaient jadis Wotan, Thor et Odin, ces antiques et farouches divinités des sombres forêts de la Germanie.

PAUL GAULTIER.

TURENNE ADIXMUDE

Lettres et documents inédits.

L'histoire se répète. A travers les siècles, peuvent bien varier les méthodes de guerre adaptées au génie individuel des peuples, à l'évolution qui se produit, d'âge en âge, dans les mœurs, aux progrès de la science et à ses applications à l'art militaire. Et encore ! Ces modifications sont moins radicales qu'on ne pense. Ne nous voilà-t-il pas revenus, avec l'immense conflit mondial, à la guerre de siège et de mines, aux galeries souterraines, casemates, cheminements abrités et boyaux couverts, comme s'il s'agissait de forcer les antiques places fortes ou de garder des assauts les vénérables remparts dont Sébastien Le Prestre, seigneur de Vauban, avait accoutumé de ceindre, au XVIIe siècle, les « belles conquestes du Roy » ?

Et dans ces tranchées protégées par des parapets, des palissades, des fils de ronce et des chevaux de frise, il est fait usage, comme naguère, de crapouillots et de grenades à main ; nos fantassins y arborent le casque. Ces hommes tapis sous terre, embusqués derrière des remblais, ces armes offensives et ce cuirassement, ces morions et ces salades et l'arquebuserie démodée, alors qu'on a, d'autre part, à sa disposition le canon de 75, les obus éclairants, que des ballons captifs se balancent dans le ciel et qu'on entend vrombir, mou-

ches monstrueuses, les moteurs des aéros invisibles dans l'éternel espace où l'homme sait monter... Cela n'est-il pas d'une décevante ironie !

Mais quelque chose domine tout à fait impérieusement les conditions des opérations militaires et soumet l'art stratégique à ses exigeantes nécessités : la nature du terrain où les armées évoluent.

Bon gré, mal gré, et, quels que soient le développement et le perfectionnement de la balistique et de la pyrotechnie, les hommes de guerre ont à compter avec la géographie qui est immuable et qui, plus que le climat ou les modes d'action, impose sa rigoureuse réalité. Les routes d'invasion demeurent quasiment invariables. Par les mêmes fissures des vallées et des plaines ou par les mêmes trouées de frontières se ruent, de génération en génération, les conquérants. Les heurts des armées se produisent presque toujours en des endroits bien déterminés par des faits antérieurs. Les envahisseurs de 1914 ont succombé sur la Marne, là où Attila et ses barbares avaient connu, à l'orée de notre civilisation, la défaite. Et c'est ainsi que la Lorraine et la Belgique sont, en Europe, des champs de bataille naturels dans les grandes querelles entre nations, des creusets où se brassent les destinées des peuples.

L'histoire se répète jusque dans la minutie de détails assez inattendus ou telles coïncidences qu'il est amusant ou curieux d'observer. Il y a 250 ans, les hasards de l'alliance menèrent Anglais et Français combattre, comme aujourd'hui, coude à coude, dans les Flandres. C'était au lendemain de la bataille des Dunes. Ils avaient affaire, comme à notre époque, à des troupes impériales, celles de don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, et celles commandées par le prince de Condé, transfuge de son pays, qui, par haine personnelle de Mazarin, luttait contre l'armée du roi de France. L'objectif était la maîtrise de la côte septentrionale, des ports du détroit et, par là, l'hégémonie sur la mer du Nord. Dès 1656, Mazarin et Cromwell avaient conclu un traité d'après lequel Français et Anglais attaqueraient, à frais communs, les villes de Dunkerque et de Gravelines. La première de ces places serait pour l'Angleterre, l'autre resterait à la France. Après la prise de Mardick et de Saint-Venant, on avait précipité l'entreprise contre Dunkerque et, le jour même de la reddition, le 25 juin 1658, le vieux nid de corsaires passait au pouvoir de nos alliés. Cromwell, sollicité par l'ennemi, avait en effet réclamé l'exécution du traité d'un ton qui laissait appréhender une rupture de l'entente. Mais Gravelines, Bergues et Furnes demeuraient aux Espagnols. Il s'agissait de couvrir les troupes qui assiégeaient Gravelines. Et c'est pourquoi on vit l'offensive française se reporter de l'Ouest à l'Est. Toute l'action reflua le long de la ligne de l'Yser. Aux deux extrémités du front, Ypres et Nieuport tenaient, comme aujourd'hui, les clefs de la situation ; au centre, Dixmude est considérée par les deux adversaires comme le nœud de la résistance dont il convient de s'assurer. Son importance comme point stratégique n'échappe ni à ceux de la rive gauche, ni à ceux de la rive droite. La possession de Dixmude devient, en 1658, aussi bien qu'en 1914, l'enjeu de la lutte. Un moment, afin d'empêcher la progression de nos armes au cœur des Pays-Bas, les Impériaux envisagent de tendre une inondation entre l'Yser et le Beverdyck. L'espace à noyer est à peu près celui qui se trouve encore actuellement, par la rupture des vannes de Nieuport, sous les eaux de la mer débordée et qui oppose, depuis plus d'un an, une barrière infranchissable aux tentatives d'avance des hordes allemandes. Cependant, en 1658, les ennemis ne donnent pas suite à leur projet. Le temps leur manque-t-il ? Il est plus probable qu'ils estiment l'entreprise peu certaine, depuis que le débord de la Colme a été inefficace à protéger Bergues et Dunkerque. Les Français n'ont-ils pas traversé à la nage les Moëres converties en une vaste lagune ?

Les opérations françaises étaient, en ce temps-là, dirigées par un homme de qualité : M. de Turenne. Pour avoir été plus rapides et moins meurtrières, elles n'en présentent pas moins, par comparaison, un intérêt considérable. C'est de l'actualité rétrospective où l'historien et le tacticien peuvent trouver un enseignement. Nous avons la bonne chance d'en connaître par une série de documents inédits : plusieurs lettres du maréchal qui constituent une sorte de journal bref de cette campagne d'autrefois sur l'Yser. Il s'en dégage un chapitre d'histoire peu connu et qui aide à l'intelligence de quelques-uns des faits dont nous venons d'être les témoins. Tant il est vrai que le passé est toujours gros du présent !

Le 4 juillet, Turenne arrive de Furnes qu'il vient d'occuper. Il écrit à Mazarin du camp de Bergues :

« M. le Prince (1) et Don Juan sont entre Ipre et Neuport, tout proche de Dixmuide. Ayant receu la lettre de V. E. (2), par laquelle elle me mande que le Roy trouvera bon ce que l'on résoudra, je m'avancerai demain vers Dixmuide et si je croiois que cela ne fut pas long, je pourois bien l'attaquer. V. E. sçait comme la place est située entre Neuport et Ipre et ouvrant tout le païs de Gand

(1) Le prince de Condé.
(2) Votre Eminence : le cardinal Mazarin.

et de Bruge. Cela retirera toujours l'ennemi dans le dedans de son païs. Tant plus je vois comme M. le Prince veut se servir de Hesdin, cela me fait juger qu'il ne faut pas laisser cette place-là en repos, et je crois que M. le Protecteur (1) voiant comme V. E. a agi pour Dunquerque envoieroit encores des renforts afin d'empescher l'ennemi de songer au secours de Hesdin. Je ne sçai pas si on s'attachera à Dixmuide, mais en ce cas que cela soit, il seroit bon que V. E. fit tenir prest à Dunquerque les choses contenues dans cet estat (2). Je croi que M. le Prince et Don Juan font semblant, à cause qu'ils sont à la teste qu'ils y ont des troupes considérables, mais qu'en effet, ils y ont fort peu d'infanterie. Ils prétendent se servir des eaux et font couper force digues... » (3).

Sur ces entrefaites, Louis XIV tombe malade. On va jusqu'à envisager un dénouement fatal d'un instant à l'autre. Aussi Mazarin est-il fort perplexe. Il a tout lieu de redouter un changement de fortune, car il n'est pas au mieux avec le duc d'Anjou qui était héritier présomptif de la couronne. Le cardinal songe donc à se réserver, en cas de besoin, l'appui de Turenne, peut-être aussi à se ménager le prince de Condé. Il mande aussitôt au maréchal de différer la suite des opérations en Flandre. Aux premières manœuvres offensives et à l'arrêt se rapporte la lettre que voici datée du camp de Lacqueno, le 6 juillet :

« Je reçois tous présentement une lettre de V. E. IIe juil. à six heures du soir, et suis tout aise des nouvelles qu'elle me fait l'honneur de me mander de la santé du Roy, et je ne doute pas que, la fièvre diminuant comme elle fait, que l'on ne voie bien tost la fin de son mal, dont j'aurai la plus grande joie du monde. J'ai envoié deux gentishommes à V. E., dont le premier n'estoit pas encores arrivé. Pour ne pas répéter ce que je lui mandois par eux, je lui dirai que je partis hier au matin de Bergue et vins jusques à La Knoc, qui est à une heure de Dixmuide. Les ennemis y avoient commencé une redoute qu'ils quittèrent. Leur armée estoit tapie derrière Dixmuide et on prit vint cravates (4) qui estoient à leur garde avancée. Comme je fis une grande marche, les bateaux n'arrivent que présentement. Je m'en vas faire le pont à une portée de canon de Dixmuide. Je ne sçai pas ce qu'il y a dedans, mais je vois bien que les travaux en ont esté fort négligés. Quand on commencera à passer de dela la rivière, on verra le parti que les ennemis prendront. Il est certain qu'on ne peut pas estre plus en confusion qu'ils sont.

« Les soldats passèrent hier la rivière à nage et prirent quantité de vaches. Come je fus à Furne, j'i fis entrer cent soldats dont on en trouva deux chargés de quelques hardes qu'ils avoient pris la nuict dans une maison. Il y en eust hier un d'exécuté dans la ville.

« Je croi que V. E. ne pouroit pas conseiller au roy de faire un meilleur choix que de M. de Schomberg (1) pour comander à Bergue, et, en mon particulier, j'en ai beaucoup de joie, croiant qu'il s'en acquitera bien et de la direction de ces autres lieux-là. Je suplie très humblement V. E. d'estre bien persuadée qu'elle n'honorera personne de son amitié qui soit plus son serviteur que je le suis, ni qui assurément demeure plus ferme dans cette profession-là. TURENNE.

« Monsieur Le Tellier me mande d'envoier M. de Chevigni aide-major aux gardes à Calais. J'espère que V. E. se sera souvenue de lui. Il fera tous les efforts qui dépendent de lui et assurément personne ne mérite mieux une compagnie. Outre le régiment de Clerambault qui est demeuré à Bergue, j'ai laissé à M. de Shomberg celui de Pagni pour envoier à Bourboure, en cas que l'on eust nouvelles que les ennemis voulussent mettre des vivres à Gravelines » (2).

(*A suivre.*) LÉON BOCQUET et ERNEST HOSTEN.

(1) Cromwell, protecteur de la nouvelle République d'Angleterre. Il y avait alors en Flandres, six mille Anglais que le commandant de l'armée navale avait fait débarquer, sous les ordres de milord Lockart.

(2) L'état n'est pas joint à la lettre. Mais Turenne y demandait vraisemblablement qu'on fît venir par la voie d'eau : vivres, fourrages, palissades, tout ce qui était indispensable à la subsistance de l'armée et aux travaux de siège.

(3) Archives du Musée Condé, à Chantilly. Lettres de Turenne, Série O, t. III.

(4) Cavaliers éclaireurs.

(1) Armand-Frédéric, comte, puis duc de Schomberg. Né à Heidelberg en 1615, il apprit le métier des armes sous Frédéric-Henri, prince d'Orange, suivit ensuite l'armée suédoise de Bernard de Saxe-Weimar et passa en 1635 au service de la France. Il s'attache de nouveau à la maison d'Orange de 1639 à 1650, puis revient en France, achète la charge de capitaine, est nommé en 1652 maréchal de camp, en 1655 lieutenant-général et fait, de 1652 à 1659, toutes les campagnes contre l'Espagne. Sur les instances même de Turenne, il passe, l'année suivante, au service du Portugal qui vient de secouer la domination espagnole. Sa qualité d'étranger faisait qu'on pouvait le désavouer si les Espagnols s'avisaient de se plaindre de notre ingérence en Portugal, car le traité des Pyrénées nous obligeait à nous désintéresser des affaires de la maison de Bragance. A son retour en France, il prit part à la guerre de Hollande et dut à ses succès son bâton de maréchal. Après la révocation de l'édit de Nantes, il se retira en Angleterre où il se dévoua à Guillaume d'Orange. Il fut tué au combat de La Boyne contre les troupes de Jacques II.

(2) Archives de Chantilly, *loc. cit.*

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 6 — 1er SEM. 54e ANNÉE 11-18 MARS 1916

LA VRAIE CAUSE DE LA GUERRE EUROPÉENNE

L'UNIQUE SÉCURITÉ DE LA PAIX

La question : qui a voulu et qui a provoqué la guerre actuelle ? a été longuement discutée, et je crois que les neutres eux-mêmes sont fixés définitivement sur le point. On a moins examiné le problème : quels ont été la cause et le motif de ce carnage qui n'a point de pareil dans l'Histoire du monde ? Dans ces quelques lignes je voudrais, très succinctement, relever ce fait capital de la politique prussienne, depuis au moins dix siècles, — je veux parler de *la Germanisation des Slaves* — en espérant que le futur congrès de la paix en tirera toutes les conséquences, dans l'intérêt de l'humanité toute entière. Je laisse pour le moment de côté les tendances germanisantes de l'Allemagne vers l'Ouest et vers la Suisse Romande, bien connues par les lecteurs de cette *Revue*.

*
* *

Dans ses conversations avec le fameux jurisconsulte Bluntschli, Bismarck a déclaré le 30 avril 1868 : « Parmi les peuples, on peut distinguer, comme dans la nature, des mâles et des femelles. Les Germains sont des mâles... Les Celtes et les Slaves sont féminins. *Ils sont incapables de rien produire eux-mêmes, de rien engendrer* ». Déchu du pouvoir, mais avide de parler et de faire parler de lui, il a adressé à une députation universitaire de Graz en Styrie, en 1895, les paroles que voici : « Quand vous avez affaire à vos rivaux slaves, même aux moments de colère les plus violents, et dans les situations les plus critiques, gardez toujours la conviction profonde, *la conviction la plus profonde mais secrète, que vous êtes au fond leurs supérieurs et que vous l'êtes à jamais* ». L'auteur anonyme de la brochure : GROSSDEUTSCHLAND UND MITTELEUROPA UM DAS JAHR 1950 (Berlin 1893) a écrit de son côté « L'Allemagne a été, de tout temps, la mère des peuples. Le peuple allemand a donné à l'Europe ses princes et sa noblesse, et ne s'est jamais lassé d'infuser un sang nouveau aux veines vieillissantes des Celtes et des Welsches... Au sud est et à l'est, il n'y a pas de frontières naturelles au développement du germanisme. Aussi, le domaine linguistique allemand s'est-il continuellement étendu au sud-est et au nord-est depuis plus de mille ans. Il est impossible qu'à l'avenir l'énergie allemande ne continue pas sa poussée en ce sens Jusqu'où ? Qui peut le dire ?... *Il faut que le peuple allemand s'élève comme un peuple de maîtres au-dessus des peuples inférieurs d'Europe et des peuples primitifs des colonies.* » Je pourrais donner, de ces citations aussi intéressantes que suggestives, à n'en pas finir. Le lecteur les trouvera dans l'excellente série de publications éditées sous la direction de M. Ch. Andler, sous le titre de COLLECTION DE DOCUMENTS SUR LE PANGERMANISME (L. Conard, éditeur, Paris 1915-16). Je ne puis pourtant m'empêcher d'en donner encore deux ou trois, très caractéristiques et très éloquentes à l'appui de ma thèse. Ainsi, le prince de Bülow, le

continuateur le plus brillant de la politique bismarckienne, s'exprimait le 14 janvier 1902 à la Diète de Prusse dans les termes suivants : « Je considère la question de nos marches de l'Est, non seulement comme l'une des questions les plus essentielles de notre politique, mais même comme la question, dont la solution déterminera très prochainement l'avenir de notre pays. C'est la marche de notre politique, où notre héritage historique qui nous a conduits dans ces provinces. Leur sol est imprégné du sang allemand, des sueurs allemandes : nous y sommes et nous y resterons, que cela dérange les autres ou non... Sans défaillance, nous continuerons à favoriser méthodiquement, et aussi rapidement que possible, la colonisation allemande dans les provinces de Prusse occidentale et de Posnanie... « Tout ceci, le quatrième chancelier allemand l'a dit dans le même discours où il avait affirmé quelques minutes avant, que « les hostilités dans ces pays étaient ouvertes par les Polonais et continuées par eux avec une âpreté toujours plus grandissante (!) » et pour aboutir à cette exclamation qui vaut la peine d'être retenue : « Nous ne vivons pas en utopie, pas plus qu'en paradis, mais bien sur cette rude terre, *où il s'agit d'être enclume ou marteau*... Nous ne pouvons tolérer que les racines mêmes de la force prussienne se dessèchent, et que nos éléments nationaux... soient débordés et chassés par des éléments étrangers. »

Nous lisons d'autre part, dans une brochure allemande sur L'Effondrement et la Reconstruction de l'Autriche (1899) la sentence suivante : « *Notre avenir est sur l'eau.* Mais notre présent est entre l'Adriatique et la Baltique, entre la Meuse et le Pas-de-Calais. Seul le germanisme unifié au cœur de l'Europe est capable des grandes tâches lointaines qui nous attendent dans d'autres continents. » En étudiant le problème de la germanisation de la Lorraine, Ernest Hasse énumère toutes les mesures imaginables pour arriver à ce but, et il préconise entre autres l'élimination des derniers optants français de toute l'Alsace-Lorraine et l'interdiction de séjour pour tous les étrangers dans tout le Pays d'Empire, ainsi que l'interdiction de louer des chasses dans ces pays, dans le Grand Duché de Bade et dans le Palatinat ! Toute la politique de Hasse est cristallisée dans ce programme : « *Il faut germaniser contre la Pologne et protestaniser contre Rome* ». Il avoue que, sans idéal, le peuple allemand sombrerait certainement, s'il ne devait chaque jour compter avec la possibilité d'une lutte à mort « qu'il peut avoir à soutenir (!) pour son existence contre les peuples voisins ». Lisez encore cette profession de foi : « *Si nous n'étions pas entourés de dangers de guerre, il faudrait artificiellement en créer un pour tonifier notre germanisme amolli et relâché, pour lui faire des os et des nerfs* ». Et ajoutez-y ceci du même auteur : « Le peuple allemand sombrerait certainement, dans l'espace de quelques générations, soit dans la richesse, soit dans la pauvreté, en tous cas dans la médiocrité et la faiblesse, s'il ne devait chaque jour compter avec la possibilité d'une lutte à mort qu'il peut avoir à soutenir pour son existence contre les peuples voisins. » Retenez encore cet axiome de Treitschke : « Une nationalité ne peut pas être tolérante », et ajoutez-y la quintessence de la philosophie de Gœthe, d'après laquelle toute la vie consiste dans le dilemne : *supplanter ou se laisser supplanter*, et vous avez devant vous la fine fleur de la mentalité allemande, d'où la ligne directrice de toute la politique de l'Empire des Hohenzollern.

*
* *

Mes lecteurs n'ignorent point que la moitié de l'Allemagne actuelle a été habitée par des Slaves au Moyen-Age, et que leur germanisation a été poursuivie méthodiquement à travers plusieurs siècles. Ils savent que l'île de Rügen a été l'un des derniers refuges de Slaves d'Elbe de l'époque païenne, et que la ville de Greifswald n'est autre étymologiquement que Kragouïvatz, en Serbie. En voyageant en 1321 en Allemagne et sur la côte baltique, le vénitien Marin Sanudo s'est arrêté en Holstein et sur son littoral qu'il désigne du nom de *Sclavia*. Ai-je besoin de rappeler les noms des peuples slaves qui ont habité toutes ces contrées ? Ne sait-on pas, par exemple, que la Poméranie et le Brandebourg proviennent de Pomorska et de Branibor, ainsi que le Posen de *Poznania*, et que la plus ancienne dynastie allemande, celle de Mecklembourg est d'origine slave. On se rappellera peut-être les paroles dites en 1687 par l'électeur de Brandenbourg à l'alchimiste Tollius, rapportées tant de fois : « J'ai des Vandales dans mes états. Ils habitent les côtes de la mer Baltique. Ils parlent esclavon, à cause de l'Esclavonie, d'où ils sont venus jadis (!) ». De nos jours encore, nombreuses sont les traces d'origine slave dans les dénominations des villages, des villes, des montagnes et des rivières, aussi bien que dans celles de familles en Allemagne. Ainsi les noms de villes comme Berlin, Dresde, Laibach, Lubeck, Leipzig, Stettin, Sassnitz, Zerbst, etc., ne sont pas du tout d'origine allemande; d'autres noms tels que Königsberg et Greifswald ne sont que de traductions des dénominations primitives slaves. Un des jeu-

nes géographes allemands n'a-t-il pas publié, il n'y a que quelques années, une étude sur les habitants de la Thuringe orientale, dans laquelle il a conclu que la plus grande partie de ces contrées a été habitée originairement par des Slaves. La forme même de leurs villages ,les Allemands l'ont prise des Slaves. On n'ignore point non plus, que toute la Saxe méridionale a été peuplée par des Slaves. On n'a d'ailleurs qu'à sortir des faubourgs de Berlin, pour rencontrer dans les premiers villages avoisinants une population slave. Un très grand nombre de nourrices de la capitale actuelle de l'Allemagne sont de jeunes femmes, connaissant à peine l'allemand, étant des Serbes de Lusace ou des Vendes.

L'œuvre de germanisation a sa première origine dans la tendance de prussification, inaugurée et pratiquée surtout par les ordres teutoniques, « par le fer et par le feu ». Cette œuvre de gergermanisation a été ensuite poussée avec une grande force dans le pays appartenant à notre époque à la maison des Habsbourg. La Bohême a formé, au commencement du Moyen-Age, avec la Silésie et la Moravie un grand royaume slave : cet état a succombé définitivement dans la bataille de la Montaigne Blanche, le Kossovo des Slaves occidentaux. Les historiens allemands eux-mêmes ont constaté dans leurs écrits que les Slaves ont habité toute la Basse-Autriche aussi bien qu'une grande partie de la Haute Autriche, toute la Carinthie, la Styrie, la Carniole, le littoral Illyrien et la moitié du Tyrol, dont une partie fut appelée « Patria Slavorum » par un chroniqueur du vi^e siècle : ne sait-on pas que les fondateurs de Vienne (capitale d'Autriche) et de Graz ont été des Slaves ? En vue de germaniser les populations slaves, les Allemands n'ont reculé devant aucun moyen. Mais leurs pionniers de la germanisation les plus actifs et les plus redoutés, ont été les sous-officiers, c'est-à-dire la force brutale. Dans ce but ils se sont servis du catholicisme aussi bien que du protestantisme. Parmi les Slaves du Sud, par exemple, toutes les institutions catholiques sont accompagnées des écoles allemandes. Ils considèrent les Slovènes et les Slovaques déjà comme hors de cause, étant suffisamment germanisés !

Dans leur poussée vers l'Orient — puisque c'est l'Orient qui nous intéresse tout particulièrement ici — les Allemands ont suivi trois directions. La première à travers la Pologne méridionale et la Petite Russie vers la Mer Noire, la seconde à travers les Carpathes et la Roumanie vers l'embouchure du Danube, enfin la troisième à travers le Danube et la Save vers Salonique. Comme avant-gardes de cette poussée, peuvent être considérées les nombreuses colonies allemandes en Galicie, en Bucovine, en Russie méridionale, ensuite les Allemands de la Transylvanie, les colonies du Banat de Temesvar, celles de la Syrmie et de la Slavonie. Cette poussée a franchi les frontières politiques de la Russie et de la Roumanie. Aucune colonie allemande n'a pu s'introduire en Serbie jusqu'à nos jours, malgré leur proche voisinage aussi bien sur le Danube et sur la Save que sur la Drina, et tout près de Belgrade, autour de Semlin et de Pancsova. Pour rompre plus facilement la digue serbe sur la route Morava-Vardar, et pour se frayer le plus vite possible le chemin vers le canal de Suez, ils se sont mis à l'œuvre, depuis 1878 à coloniser la Bosnie septentrionale. Ils ont donc serré la Serbie par leurs colonies de deux côtés, du Nord et de l'Ouest. Mais ils n'ont pas pu percer le mur serbe.

Voilà comment et pourquoi la Serbie a représenté jusqu'à nos jours, le rempart qui a défendu les libertés des peuples balkaniques ; voilà en même temps la raison pour laquelle les Allemands l'ont haïe, et pourquoi ils l'ont attaquée avec la furie teutonique. Voilà aussi la raison péremptoire pour les gouvernements alliés, de faire renaître une Serbie renforcée de tous les éléments jougoslaves, assez forte pour s'opposer à la descente germanique dans la Méditerranée.

Cette germanisation est devenue un système que les alliés de l'Allemagne, les Magyares, les Turcs, et les Bulgares pratiquent chez eux de la même manière qui indique chez tous ces peuples une affinité, antérieure à cette guerre, et de nature à favoriser leur étroite collaboration réciproque dans l'avenir.

Aussi bien que les instituteurs prussiens font tout leur possible pour transformer un petit polonais ou un petit danois en allemand, de même font les Magyars, les Turcs et les Bulgares : ces néophytes, ces nouveaux convertis, ces janissaires chrétiens et musulmans, sont toujours très dangereux. C'est la germanisation qui a amené la chute de la Pologne et de la Bohême. C'est par l'imposition du système féodal germanique à l'esprit éminemment démocratique slave, que ces royaumes ont été paralysés dans leur évolution normale, et ensuite dénationalisés à un grand degré. Et remarquez que la Prusse doit presque toute sa civilisation moderne aux émigrés français à la suite de l'édit de Nantes, qui lui ont apporté non seulement les sciences, mais aussi les nouvelles connaissances agricoles, les industries et les arts. L'étendard des libertés de la grande Révolution en main, Bonaparte a mis par terre la Prusse caporalisée, malgré toute la discipline militaire de cette dernière et l'Europe, très probablement, vi-

vrait en ces moments une vie de prospérité et de paix, si la Grande-Bretagne et la Russie ne s'étaient entêtées à sauver sa couronne au mari de la reine Louise, et à poursuivre le Corse, devenu l'Empereur des Français.

Remarquez pourtant que la Prusse, la Hongrie, la Turquie et la Bulgarie doivent leurs hommes les plus dangereux pour l'humanité, à ces convertis ou dénationalisés par force : sans les janissaires dans leur armée, et sans les grands vizirs d'origine chrétienne, les Turcs ne seraient jamais arrivés à jouer le rôle qu'ils ont joué pendant des siècles en Europe ; sans les Macédoniens d'origine albanaise, grecque, et serbe, les Bulgares seraient probablement restés les paisibles paysans du Danube ; imaginez-vous la Hongrie moderne sans Mathéas Corvin et sans Jean de Huniady, sans Cossuth, sans Petölly, sans les Keglevich, les Pejacevich, les Jestetich, les Vlassitsch, les Zriny, et sans Liszt, dont aucun n'est magyar. Dépouillez l'Allemagne de tous les Kant, Leibnitz, Du Bois-Raymond, Verdi du Vernois, Moltke, Bernhardi, Bullroth, Scoda, Rokitansky, Treitschke, Nietsche, Caprivi, Lichnovsky, Pourtalès, Radolin, Tirpitz, Blasevitz, Clausevitz, Wilamovitz, le juriste von Liszt, même les Maximilien Harden et les Zepelin et tant d'autres. L'Europe s'en passerait et s'en trouverait sûrement beaucoup mieux.

*
* *

La grande guerre européenne a été décidée à Berlin probablement le jour même de la signature du traité de Bucarest, au moment où le germanisme a senti qu'une forte et inexpugnable barricade allait être construite contre sa poussée vers l'Orient, contre son fameux « *Drang nach Osten* », par la création d'une forte Serbie. Le vieux Habsbourg s'y est décidé après une insistance de Guillaume II, appuyée par l'assurance que la Russie n'est pas en état d'affronter une guerre, assurance tirée d'un rapport militaire, très probablement truqué, ainsi qu'après la conviction que ni la France, ni la Grande-Bretagne n'étaient à même de s'opposer à la volonté du Kaiser.

Or, si les Alliés veulent assurer la paix au monde, une paix aussi durable que la raison humaine peut la prévoir, il faut arrêter l'incubation prussienne, plus dangereuse, certes, pour l'humanité que toutes les hérésies, et que toutes les invasions et les révolutions que l'Histoire ait connues. Pour atteindre ce but, il faudra affranchir du joug prussien autant de populations non germaines que possible et soustraire l'Allemagne elle-même à la direction des Hohenzollern. Nous avons constaté plus haut, que les Bulgares, les Hongrois et les Turcs présentent le même « virus » dangereux pour le genre humain, qu'incarnent de nos jours les Allemands prussifiés. Leur influence sur la marche des événements doit être réduite au minimum, sinon rendue impossible pour toujours. Ce n'est qu'à cette condition, à cette condition seule, que nous pouvons escompter une paix en Europe, une paix digne des sacrifices supportés par les nations civilisées, en défense des intérêts les plus légitimes et les plus sacrés de l'Humanité.

MIL. R. VESNITCH.

LA DÉCADENCE DU SENS HISTORIQUE EN ALLEMAGNE

HENRI DE TREITSCHKE

Léopold Ranke, le plus grand des historiens allemands, définissait l'histoire « le récit de ce qui est arrivé ». Cette définition, dans sa brièveté, impliquait une méthode. Recueillir les documents, les classer, les contrôler, en écarter ce que la faveur ou l'envie ont pu y ajouter, n'y mêler soi-même aucune préoccupation de parti, réduire ainsi le fait à ses éléments purs, le mettre, pour ainsi dire, à nu, ne voir, en un mot, que « ce qui est arrivé », telle est la tâche de l'historien. Ranke était, comme Gœthe, une nature « objective ». Le vrai lui paraissait beau en soi-même, et devait plaire également, pensait-il, à ses lecteurs. A quoi bon y mêler un alliage étranger, qui ne peut que le corrompre ou l'obscurcir ? C'est avec ces idées que, d'une plume sobre et nette, sans prétention et sans emphase, mais avec une érudition sûre, il écrivit l'histoire des Papes, celle de la Réforme, celle de la France au seizième siècle. On raconte que, dans un congrès, un de ses collègues, protestant orthodoxe, lui dit : « Nous avons ceci de commun, que nous sommes tous deux historiens et chrétiens. — Pardon, lui répondit Ranke, je suis historien d'abord, et chrétien ensuite. » Ses successeurs ne pensèrent pas comme lui ; ils furent d'abord, soit protestants, soit prussiens, soit autre chose, et seulement ensuite historiens. Ils faussèrent l'histoire. Si quelque chose peut leur servir d'excuse, c'est qu'ils furent déterminés par les événements, leur individualité étant trop faible pour résister aux entraînements du jour.

La décadence commence avec Henri de Sybel.

Ce qui est simplement vrai ne lui suffit pas, et raconter seulement ce qui est arrivé lui semble une tâche fastidieuse et stérile. Il reproche à Ranke, dans une préface, à propos des démêlés entre la Prusse et l'Autriche, « d'avoir voulu élever ces faits au-dessus de l'opposition des partis ». Il ne s'aperçoit pas que cette critique est un éloge. Le sujet de son *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, est un des plus beaux qui puissent s'offrir à un historien. Mais Sybel ne cherche d'abord qu'à le diminuer. La Révolution française n'a nullement, pour lui, l'importance européenne que les historiens lui attribuent. Qu'a-t-elle fondé ? La liberté ? L'égalité ? C'était bien son programme, mais, en fait, elle n'a créé que l'anarchie, et elle n'a abouti qu'au despotisme. Quant aux conséquences lointaines de la Révolution, Sybel ne les voit pas ; son regard n'a pas si longue portée. Tocqueville, qui ne passe pas pour un révolutionnaire à outrance, disait : « J'ai longtemps étudié l'histoire, et pourtant je n'ai jamais vu révolution où l'on trouve des hommes d'un patriotisme si sincère, d'un tel sacrifice et d'une plus entière hauteur d'esprit. » Sybel, au contraire, partage les hommes de la Révolution en deux catégories, les naïfs et les filous ; on ne sait quels sont ceux qu'il méprise le plus, et si Lafayette ne lui déplaît pas autant que Marat. Mais toutes ses sympathies sont pour les souverains coalisés, qui ont subi la guerre, et qui n'ont eu que le but désintéressé de rétablir un ordre légal en France.

*
* *

L'histoire, chez Sybel, est tour à tour un réquisitoire ou un plaidoyer. Avec Treitschke, elle tourne décidément au pamphlet. Sybel et Treitschke sont deux natures différentes, quoique imbus des mêmes préjugés. Sybel est un raisonneur sec, un dialecticien subtil et retors ; Treitschke a plus d'envergure, plus d'éclat comme écrivain ; il a de l'humour, une certaine bonhomie rustique, des mots à effet, qui sont souvent des injures. Pour se rendre compte de la méthode de Treitschke, il suffit de lire certaines préfaces de sa grande *Histoire de l'Allemagne au dix-neuvième siècle* ; elles sont ordinairement courtes, mais caractéristiques. « Le ton de mon livre, dit-il en tête du quatrième volume, a causé quelque surprise à des critiques étrangers, bienveillants ou hostiles, et je devais m'y attendre. J'écris pour des Allemands. Notre Rhin coulera encore longtemps dans son lit, avant que les étrangers nous permettent de parler de notre patrie avec le même sentiment d'orgueil qui respire dans les histoires nationales des Anglais et des Français. Il faudra bien qu'à l'étranger on finisse par s'habituer aux façons de parler de la nouvelle Allemagne. » L'habitude, hélas ! est déjà prise, mais non sans qu'il s'y mêle un certain étonnement, lorsqu'on pense aux historiens des âges précédents, à Herder, à Niebuhr, à Ranke, dont Treitschke se disait le successeur. L'impartialité, jusqu'à lui, était considérée comme une loi de l'histoire ; on s'efforçait d'en approcher, même quand on ne pouvait y atteindre. Pour Treitschke, l'impartialité est presque un défaut. « Quel abus, dit-il dans la préface du cinquième volume, n'a-t-on pas fait de ce mot : *sine ira et studio*, une règle que personne n'a moins suivie que celui qui l'a énoncée le premier ! L'historien doit parler selon la justice, avec franchise, sans s'inquiéter de la susceptibilité des cours, sans se laisser effrayer par les rancunes de la populace cultivée, encore plus puissantes que les animosités de cour. L'homme ne comprend que ce qu'il aime, et un cœur fort, qui voit son bonheur et son malheur propres dans les destinées de la patrie, est seul capable de donner au récit historique la vérité profonde, plus importante que la perfection de la forme. » Si Treitschke n'avait que l'amour de son pays, qui voudrait lui en faire un reproche ? Mais il a surtout des haines, et la haine rend injuste.

Treitschke a eu, presqu'au lendemain de sa mort, son biographe ; son ami Théodore Schiemann a raconté sa vie jusqu'à l'époque du grand conflit entre l'Autriche et la Prusse. On a publié récemment sa correspondance en trois gros volumes. Ce sont des signes d'une vraie popularité. Treitschke a été, en effet, pendant une trentaine d'années, l'organe de l'opinion publique en Allemagne, du moins de ce que cette opinion avait de plus audacieux et de plus agressif. Il a été un de ces hommes qui, dans les moments de crise, savent incarner l'esprit d'une nation, lui rendre l'écho de ses passions et de ses préjugés. Il était né à Dresde en 1834, fils d'un officier supérieur de l'armée saxonne, plus tard commandant de la forteresse de Kœnigstein. Il enseigna successivement aux universités de Leipzig, de Fribourg-en-Brisgau, de Kiel, de Heidelberg et de Berlin. Dans les fêtes patriotiques, il était l'orateur désigné ; il célébra l'anniversaire de la bataille de Leipzig, le centenaire de la naissance de Fichte. Il avait au plus haut point l'instinct de combativité. Nommé professeur titulaire à Fribourg en 1863, il annonça d'abord, dans cette citadelle du catholicisme, un cours sur l'histoire de la Réforme, et l'on pouvait prévoir dans quel esprit il le ferait. Le parti ultramontain cria au scandale, et l'évêque interdit le cours aux étudiants. La campagne de Sadowa sembla donner raison à

Treitschke. Il fut fasciné par le génie de Bismarck, et il devint dès lors le champion le plus éloquent de la politique prussienne. Schiemann a tracé de lui un portrait en quelques lignes, du temps où il n'était encore que professeur *extraordinaire* à Leipzig : « Quoiqu'il fût encore jeune, il faisait déjà l'effet d'un homme mûr. Il avait des traits fermes et réguliers. Sous un front puissant brillaient deux yeux bruns, ordinairement doux et bienveillants, mais que le feu de la passion faisait étinceler quand il parlait. Une vigoureuse moustache noire couvrait la lèvre supérieure, tandis qu'une forte lèvre inférieure et un menton énergique dénotaient une sensualité saine et une volonté résolue.» Schiemann aurait pu ajouter : une voix rauque, qui sortait par saccades et avait de brusques arrêts : c'était la voix d'un sourd. Treitschke était affligé, dès l'enfance, d'une surdité qui s'aggrava avec l'âge ; il ne s'entendait pas parler. Mais il flattait la passion du jour, que du reste il partageait, et ses auditeurs le payaient en applaudissements.

*
* *

Son programme politique se résume en deux mots : une Allemagne monarchique sous la dynastie des Hohenzollern, suppression des petits Etats par voie d'annexion, expulsion des princes, centralisation de la vie nationale dans la capitale, Berlin. Qu'on lui oppose des droits acquis, des intérêts locaux, des franchises héréditaires, il répondra qu'il y a deux espèces de droits : les droits ordinaires, qu'il est bon de respecter dans des circonstances ordinaires, et le « droit supérieur » qu'a l'Allemagne de suivre sa destinée et de s'affirmer en face du monde. Dès lors, tout ce qui concerne la Prusse s'entoure à ses yeux d'un nimbe de grandeur et de gloire. On trouverait difficilement, dans l'histoire de toutes les nations, une suite de souverains aussi médiocres que les successeurs de Frédéric II sur le trône de Prusse. Pour Treitschke, peu s'en faut qu'il n'en fasse des grands hommes. Quand ils gouvernent mal, il vante leurs vertus privées, et quand leurs mœurs mêmes sont mauvaises, c'est qu'ils ont subi la contagion de leur siècle. Mais que Treitschke, au cours de son *Histoire*, rencontre un souverain d'un pays voisin, son dénigrement n'aura ni goût, ni mesure. Ne faut-il pas, pour magnifier la Prusse, rabaisser ce qui est autour d'elle ? Quelles caricatures que ses portraits de l'empereur François II, « le despote sans esprit et sans cœur, aux yeux froids et durs, le Florentin aux penchants vulgaires, qui avait collé sur sa figure le masque de l'Autrichien bonace, et qui ne s'entourait systématiquement que de gens tarés, qu'il pouvait à chaque instant renvoyer d'un coup de pied » ; du roi d'Angleterre Georges IV, « autrefois le roi de la mode, expert dans le choix d'une pommade, d'une cravate ou d'une boucle nouvelle, maintenant un ivrogne prématurément vieilli, une des cervelles les plus vides qui aient jamais déshonoré un trône, n'ayant même pas la seule vertu qu'on n'ait jamais contestée à sa race, le courage » ; du roi des Belges, Léopold Ier, « un homme grand et mince, au teint pâle, aux traits délicats, avec des yeux sombres et mélancoliques, une perruque noire lisse et plate, parlant bas, lent dans ses mouvements, taciturne en tout, dans les affaires aussi bien que dans ses amours, appelé tour à tour monsieur Peu-à-peu, ou le marquis Tout-doucement, ou Léopold-le-Sournois ! » Le tsar Nicolas Ier, le roi Louis-Philippe, ne sont pas mieux traités.

Si l'on compare ces portraits à ceux de Charles-Quint, de l'empereur Maximilien Ier, de Catherine de Médicis, tracés par la plume de Ranke, quelle déchéance ! Parfois les haines de Treitschke lui obscurcissent l'esprit au point de lui faire commettre des contresens. Parlant du projet de mariage entre le duc d'Orléans et la princesse Hélène de Mecklembourg, il nous apprend d'abord que « l'héritier du trône de France plaisait à la cour de Berlin, quoiqu'on remarquât dans ses yeux fureteurs la fausseté des Orléans ». Mais, sur l'opportunité du mariage, on consulte Metternich, et le tout-puissant ministre répond qu'au point de vue politique la princesse Hélène lui paraît une fiancée « parfaitement anodine ». Treitschke comprend : inodore (*er meinte, diese Braut sei völlig geruchlos*). Metternich, qui était un fin diplomate, n'aurait pas été flatté de voir sa pensée interprétée de la sorte.

Les démêlés entre la Prusse et l'Autriche faisaient craindre à Treitschke une intervention de la France. Tout en scrutant les intentions de Napoléon III, sa pensée remonte jusqu'au fondateur de la dynastie. Il a consacré un long article à Napoléon Ier. On ne s'attend pas, sans doute, à ce qu'il l'ait jugé avec équité. Il y a, néanmoins, des assertions qui étonnent. Treitschke refuse à Napoléon toutes les qualités d'un chef d'Etat, même le génie militaire. Après Stendhal et avant Taine, il compare Bonaparte à un condottiere du quinzième siècle. Son succès est dû aux circonstances, et les circonstances tiennent au caractère du peuple français. A ce propos, Treitschke dresse encore une fois, après tant d'autres, la liste de nos défauts, liste toujours la même, et que depuis cinquante ans les historiens allemands se plaisent à offrir

à leurs lecteurs. Par moments, cependant, et tout en traçant ce tableau, il paraît se souvenir qu'il a fait un voyage à Paris, et qu'il y a été bien accueilli. Alors il a pour nous des retours de bonhomie, et il nous reconnaît certaines qualités, tout extérieures, il est vrai, toutes de surface, et qui couvrent mal la tare fondamentale. Dans ces moments, il a presque l'air de nous aimer. Mais pourquoi sommes-nous si indociles ? Ah ! si nous voulions seulement nous mettre sous l'égide prussienne, comme on nous rendrait heureux !

*
* *

Une autre fois encore, Treitschke a subi le contact de l'esprit français. En 1865, étant professeur à l'université de Fribourg, il profita de quelques jours de vacance pour faire une excursion en Alsace ; et il rend compte de ses impressions dans une lettre : « J'ai passé les fêtes de la Pentecôte à Brisach, et comme de là les Vosges offrent un aspect séduisant, je me suis brusquement décidé à passer le Rhin. Le pays est superbe, peut-être plus beau que l'autre rive. Malheureusement, je n'ai pu réprimer une rage patriotique, quoique je sache qu'il y a des situations faites, que rien ne peut changer. Le pays se francise à vue d'œil. Il est vrai que la langue allemande domine ; mais, pour le commun peuple, ce n'est qu'un dialecte ; le haut allemand lui est à peu près inconnu ; quand on ne parle pas son jargon, on n'a qu'à s'exprimer avec lui en français. Je crains que la population n'achève rapidement de se franciser. Les femmes, qui dans ces sortes de choses sont plus puissantes que les hommes, jouent un mauvais rôle. Je sais par des Alsaciens qu'elles ne lisent que des livres français, et j'ai remarqué moi-même que souvent, dans les ménages, la femme parle français, tandis que le mari reste fidèle à la langue allemande. Mais les Alsaciens ne seront jamais qu'une population bâtarde, et nous devons nous estimer heureux, s'ils jouent un rôle intermédiaire entre la culture française et allemande, et s'ils ne nous deviennent pas complètement étrangers. »

L'année 1870 lui ouvrit tout à coup des perspectives inattendues. Le premier mois de la guerre n'était pas écoulé, qu'il écrivit dans les *Preussische Jahrbücher* un long article, qui fut ensuite répandu à profusion sous forme de brochure : *Que demanderons-nous à la France ?* « C'est un rêve ! » disait-il au début, et, après quelques apostrophes brutales, accompagnements ordinaires de sa polémique, il formulait ses revendications. C'étaient : « 1° les territoires français de langue allemande ; 2° une étendue de territoire français indispensable à leur protection ». Et il expliquait : « Ce n'est pas la tâche d'une sage politique nationale de s'étendre beaucoup au-delà de la limite des langues ; néanmoins, elle ne doit pas non plus, par un esprit doctrinaire étroit, s'en tenir à cette limite comme à une barrière infranchissable. Le domaine de langue allemande en France est assuré militairement par deux places fortes, situées à quelques lieues au-delà de la limite des langues : la forteresse de Belfort domine la trouée du Jura et des Vosges ; le cours supérieur de la Moselle est couvert par Metz, qui est aujourd'hui, comme Belfort, une ville presque entièrement française. Nos prétentions seront modérées, si nous nous en tenons-là. »

Mais que diront les Alsaciens et les Lorrains ? Ils seraient bien hardis d'élever la voix. « Qui oserait, eu égard au devoir que nous avons d'assurer la paix du monde, qui oserait encore nous objecter que les Alsaciens et les Lorrains ne veulent pas être à nous ? Auprès de la sainte nécessité de ces grands jours, le prétendu droit de toutes les tribus allemandes de disposer d'elles-mêmes, cette séduisante théorie de démagogues sans patrie, n'apparaît plus que comme une misère. Ces pays sont à nous par le droit de l'épée, et nous voulons disposer d'eux en vertu d'un droit supérieur, le droit de la nation allemande, qui ne peut permettre à ses enfants perdus de se séparer à jamais de l'Empire. Nous autres Allemands, qui connaissons l'Allemagne et qui connaissons la France, nous savons ce qui convient aux Alsaciens, nous le savons mieux que ces malheureux eux-mêmes, qui, étant déformés par leur éducation française, sont restés sans notion exacte de la nouvelle Allemagne. Nous voulons, malgré eux, les rendre à eux-mêmes. »

Enfin, qui règnera sur les territoires conquis ? « Qui est-ce qui est assez fort pour gouverner ces pays perdus et, par une discipline salutaire, les rendre à la vie allemande ? La Prusse, la Prusse seule. » L'Alsace et la Lorraine pourront-elles se plaindre de subir le sort que la politique de Treitschke réserva indistinctement à tous les petits Etats allemands ?

*
* *

Treitschke est mort à Berlin en 1896. Pendant les vingt dernières années de sa vie, il a enseigné l'histoire, dans l'université de cette ville, avec un succès qui ne s'est jamais démenti. Son biographe Schiemann dit qu'il a été « un éducateur de la jeunesse, comme l'Allemagne n'en a pas connu un second » : cela veut dire sans doute qu'il a contribué, plus qu'aucun autre, à la formation de l'Al-

lemagne nouvelle. A-t-il accompli ainsi une œuvre utile ? Les conséquences semblent prouver le contraire. En des temps ordinaires, il aurait été un patriote et rien de plus. Il fut aveuglé par les victoires prussiennes, au point de perdre toute liberté de jugement. Il devint le sectaire du prussianisme. Ses meilleurs amis disent que même en conversation on ne pouvait discuter avec lui. Il n'écoutait pas les objections qu'on lui faisait, et s'étonnait ensuite qu'on ne fût pas de son avis. Sa surdité aurait pu lui servir d'excuse, si elle n'avait été volontaire. Il est sourd aussi en histoire. Quand il aborde un fait ou un personnage, il l'a déjà travesti dans son imagination, et ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que ces travestissements sont ordinairement inspirés par la haine. Ce qui est écrit dans un tel esprit mérite-t-il encore le nom d'histoire ?

A. Bossert.

MOUNET-SULLY COMME MUSICIEN

On ne l'entendra plus, cette voix puissante comme l'orgue, variée comme l'orchestre, suave comme un chant, où les passions sonnaient en fanfares, où les douleurs traînaient leurs plaintes ; cette voix de commandement et de prophétie, et aussi d'amour et de tendresse câline ; vociférante dans la colère, déchirante dans la douleur, si pure dans la prière ardente, dans l'amour ; cette voix de Thabor et du Caucase,du Calvaire et de Roncevaux, héroïque, prophétique, orphique, prométhéenne. On ne le verra plus, ce geste de Parthénon, comme en avait vu seulement le marbre, et qui donnait à la vie l'accent d'immortalité ; ce geste si vif et si sûr de la bête à l'irrésistible instinct ; ce geste fatidique de l'homme, sous la piqûre du taon divin; imprécateur ou suppliant, solennel ou pantelant, et qui, en même temps, exprimait la faiblesse indicible de notre nature et son aspiration vers l'idéal plus indicible encore. Ces bras qui manquent aux plus belles statues, ils rayonnaient superbes dans les travaux, pitoyables dans la détresse. En lui, la glyptothèque de l'univers marchait, agissait ; cet homme contenait la beauté que les siècles ont ciselée : il parut, à nos yeux, comme le chef-d'œuvre de l'espèce. Son aspect récapitulait les ostensoirs de la forme vénérée, Phidias d'une frise éphémère, mais aussi sublime que celle du temple attique.

Médium incomparable entre l'art le plus pur et notre époque vulgaire, il incarna la Beauté antique : les fables lointaines, formatrices de notre imagination, nous les avons vues, intenses, colorées et aussi belles que nous les concevions. A travers les bienséances de Racine, la colère d'Achille, la perversité de Néron, le désespoir d'Oreste, nous ont été montrés, fidèles au poème ou à l'histoire ; l'esprit prophétique est descendu sur le grand prêtre ; la folie de la croix a possédé Polyeucte ; l'âme hésitante d'Hamlet a palpité si poignante, et les grandiloquences d'Hugo ont retenti. Que le personnage fut sacré ou profane et sa passion d'ordre surnaturel ou lamentablement humain, cet interprête était le héros même. Il suffit à toutes les tâches, et les mena au même point de perfection. Beau, à son habitude, il différencia ses effets, sans cesser l'intensité qui est la condition du drame.

Comme on se trouverait gêné à décrire un tableau perdu, une statue disparue, une musique qui n'a pas été notée ! C'est de cela, qu'il s'agit pourtant ; et on redouterait la suspicion, si ces œuvres n'étaient pas connues des contemporains ; leur témoignage viendra de lui-même répondre aux doutes, aux interrogations et rendre à des expressions, en apparence excessives, leur justesse. Je ne me propose pas de satisfaire à un regret profond, de façon égoïste et intempestive. Comme le Maître de Meaux, avec ses « têtes de mort », essaye de dégager la leçon contenue dans une vie, je mets à part et en relief,, l'idéal qu'elle manifesta.

Il y aurait un vif intérêt littéraire à connaître, par le menu, comment jouaient Baron et la Champreslé. Tous deux avaient été formés par Racine. Le plus parfait de nos poètes devait être le meilleur chorège, et sa didascalie (ainsi nommait-on les répétitions) serait d'un haut prix. Sommes-nous mieux informés sur Rachel ? Le masque expressif, le geste harmonieux, la voix pénétrante, la puissance et la variété dans les passions, constituent les conditions mêmes de l'artiste tragique.

Pour caractériser Mounet, nous dirions volontiers que son masque ressemblait aux masques mêmes que l'antiquité a laissés, surtout dans l'effroi. Son geste était surtout imprévu, instinctif et aussi prompt que décisif ; il devançait toujours la parole. Poli, exquis et nuancé dans le tempéré, il évoquait le fauve, aux éclats de l'âme. Ce n'est pas négligeable que Joad crache comme un chat à l'aspect de Mathan ou qu'Œdipe rugisse. Au moment où la passion aveugle, la bête fournit à l'homme ses modèles de paroxysme !

La voix de Mounet, c'était toute la musique, depuis les soupirs confus et les murmures que le cœur entend plus que l'oreille, jusqu'aux fracas de

la colère et aux hurlements du désespoir ; de la majesté royale et de la solennité du nabi à la grâce la plus Donjuane et aux délicieuses mièvreries. Encore fallait-il, que le texte fût de taille à supporter sa mélopée et quand, dans le monde, il disait :

Connaissez-vous, dans Barcelone !

on souriait malgré soi, comme d'une patte de lion sur le bout de papier qui amuse un chat. Sa puissance, quand il la déployait, rendait plus frêle encore, la toile clouée sur la volige ; le cadre de la Comédie-Française craquait sous son action forcenée. La pose de son pied, qui semblait, comme dans les personnages de Signorelli, se crisper sur les planches ; le jeu de ses mains, pétrissant l'accessoire ; sa façon dévoratrice de l'espace, rendaient sensible, à son insu, la petitesse du plateau. Il lui fallait la plus belle muraille du royaume, le vrai ciel étoilé sur la tête. Là, encore, il tenait tout, mais le cadre s'adaptait à sa taille.

« C'est l'artiste du plein air ! » disait un critique étourdi, qui oubliait les conditions du théâtre grec.

Nous aurons eu cet heur de contempler un protagoniste du temps de Périclès, et qui n'était point tel par volonté et recherche archéologique, mais parce que autre chose lui eut été impossible. Théophile Gautier a souvent insisté sur ces talents, sans racine dans le présent, qui appartiennent à des civilisations abolies. Ils surgissent anachroniques, pour l'émerveillement de tous.

La théorie des milieux générateurs ou formateurs se trouve une fois de plus en défaut : les deux plus grands protagonistes grecs naissent à Bergerac ; l'un fait son droit et l'autre sa médecine et, cependant, ils accomplirent leur destin hellénique et nous rendirent Œdipe et Tiresias, Oreste et Pylade, tels que le public d'Athènes les vit ; secret des vocations, impériosité des destinées, qui mènent à croire qu'une Providence, aux conseils incommunicables, suscite les génies, selon une économie aussi évidente que secrète. Si la patrie d'un homme est celle de ses facultés, l'état spirituel se substitue à l'état civil : mais je montrerai que Melpomène, en se choisissant un tel prêtre, favorisa la langue française autant que le rite tragique.

Le restaurateur de la mélodie dramatique n'aurait pu réaliser cette merveille avec une autre langue que la nôtre, instrument sans égal et seul capable de se plier à un art qui n'a d'autre règle que l'inspiration et d'autre mesure que la vision de l'artiste.

Le drame est simultanément un spectacle et une audition, qui concourent au même effet d'illusion ; la mimique parle aux yeux et la voix à l'oreille. Quelle que soit leur unification expressive, un comédien se compose d'un mime et d'un récitant. Le premier imite ou la réalité ou l'art, ou la rue ou le musée : le second n'a point de modèles. On apprend des statues la pose et la draperie. A qui demander la leçon déclamatoire pour les stances du Cid ou de Polyeucte ou le soliloque d'Hamlet ? Il n'y a pas de passion qui n'ait ses images dans les tableaux, mais où trouver ses accents vocaux ? On se fait applaudir en reproduisant une stase ou un geste célèbres. Les personnages illustres existent, sinon en iconiques, du moins en figures évocatives ; enfin, pour des raisons inutiles à énumérer, le spectacle offre moins de difficulté que la déclamation : on atteint plus aisément au noble geste qu'à la belle intonation. Celle-ci se décompose en expression et sonorité, en valeur figurative et charme affectif, ou si l'on préfère, en vérité et en beauté. Les pleurs de la vie ne conviendraient pas à la scène, du moins à la scène classique : chez les modernes, la douleur se tasse, se concentre, elle est pudique et s'applique à une véritable dissimulation. Les cris de Philoctète, le héros réel ne les pousse pas : il les étouffe : et du reste ces cris naturels déchireraient l'illusion scénique. L'éloquence ne sortira jamais de la sténographie, et le phonographe n'enregistrera que des vulgarités. Entre la vie tout court et la vie idéale, il y a une distance de la terre aux étoiles.

Aristote voit dans la mélopée la cinquième partie de la tragédie et son principal ornement : et il la définit l'art de prononcer harmonieusement des vers. Voltaire écrit ces curieuses indications à Chabanon. « La déclamation de Lulli est une mélopée si parfaite que je déclame tout son récitatif, en suivant ses notes et en adoucissant seulement les intonations : je fais alors un très grand effet sur les auditeurs ».

Le *melos* primitif est un membre de phrase et non la phrase même ; ce n'est pas un air, mais un accident musical dans la récitation.

Or, Mounet-Sully retrouva cette cinquième partie de la tragédie, sans érudition, par son propre génie, vraiment hellénique. Cela explique l'étonnement et la résistance de beaucoup d'hommes distingués à un art aussi lointain et qui vraiment déséquilibrait l'interprétation. Je soupçonne que le mélos tragique d'Athènes obéissait à un rythme, à des modes déterminés. Notre artiste, indépendant de la théorie, créa librement un mélos peut-être plus admirable que celui des Grecs, par sa liberté sans limite. Ce qui était ornemental dans la conception d'Aristote devint un système et l'élément

même de l'émotion. En écartant le détail technique, l'acteur grec mélodiait tel membre de phrase comme dans nos psalmodies où certaines notes seulement se chantent, il accusait le rythme même du poète. Mounet-Sully soumit le mélos à l'action dramatique, la passion seule lui marquait sa mesure, et d'un soir à l'autre, il déplaçait l'accent musical. N'importe quel mot, n'eut-il qu'une syllabe, portait la mélodie.

Le « oui » si fréquent dans les entrées tragiques, ce « oui » d'Abner, affirmation de fidélité religieuse et monarchique ; ce « oui » d'Oreste qui renaît à l'espoir, ce « oui » d'Agememnon, et tous les « moi ! » et le « vous » et les « toi » ainsi que les exclamations « les Hélas ! » et les « Dieux ! » sont des indications *a piacere* où le tragédien véritable accroche une vocalise expressive. Si Bossuet est l'auteur des plus belles phrases qui existent, il le doit à son art d'extrême justesse dans le rapprochement, qui étonne, de mots communs en eux-mêmes.

Mounet-Sully, avec un sens divinateur, surchargeait le mot banal d'un sens qui le rendait inoubliable ; et par cela il réalisait l'accent héroïque. Dans cette progression sanglotante du final d'OEdipe, les deux derniers mots « Pas encore », lorsque Créon dit « OEdipe, il faut quitter ses enfants ! » mots si simples, déchiraient l'air et ajoutaient encore à l'atmosphère d'angoisse. Il alla plus loin et créa le rythme passionnel et l'*Arioso* déclamatif dans l'imprécation du deuxième acte, si majestueux de mouvement. Les stances du *Cid*, de *Polyeucte*, de *Joad*, sont si visiblement mélodiques que nul ne s'y trompe. Le prodigieux mélode devait atteindre à la musique pure.

Pourquoi n'a-t-on pas noté ce chant unique d'OEdipe aveugle ? Je n'ai jamais entendu, même dans Wagner, des accents comparables aux hurlements, qui sortent de la coulisse, annonçant la prochaine vue du parricide et incestueux héros. Que lui donnait le texte ? Trois « hélas » et les décors de la Comédie tremblaient, et le mur d'Orange lui-même vibrait, à des accents plus hauts encore que lui ! « O nuage d'obscurité... » et tout ce qui suit :

« O Citheron ? Pourquoi, lorsque je vins au monde... » Toute la catastrophe appartient à la musique même. Elle ne fut pas écrite, mais nous sommes cent mille qui l'avons entendue. A ce sommet où la parole et le chant se rejoignent et se mêlent en un art suprême, eut lieu l'apothéose de la langue française.

Le génie de cet OEdipe n'aurait pu être, sans le génie de la langue française, que constitue tout entier son individualisme. Par son absence d'accent tonique, par son caractère tempéré, elle offre une plasticité surprenante aux plus diverses réalisations et devient chez un véritable artiste, le personnage même. Des joies nobles, prodiguées par ce merveilleux comédien, celle qui mérite la plus durable reconnaissance, je la vois, dans la révélation des ressources sans bornes de notre idiome, et de sa toute puissance.

Combien sommes-nous, dont l'ardent wagnérisme à tant souffert de la barbarie des mots allemands, de la brutale bassesse de son accent qui, en fermant les yeux, fait entendre les rauques rudesses de la dispute, au dialogue d'amour même.

Les anciens détestaient l'ingratitude plus qu'un crime, il convient de reconnaître les bienfaits, même dans l'ordre spirituel. Peut-on avouer qu'on a été jeune et engoué alors de la Renaissance italienne, si ensuite on a compris la cathédrale française et dès lors préféré notre treizième à tous les siècles ? Eh bien, ce que les nefs de Saint-Ouen et d'Amiens, et le chœur de Beauvais, et Chartres, et Reims la déplorable, ont opéré dans notre cœur, l'enflammant d'amour pour la terre de France, Mounet-Sully l'a produit dans notre esprit, a beaucoup, l'excitant à concevoir la sublimité de notre langue.

Elle ne nous a jamais paru aussi belle que sur les lèvres de cet acteur, si grand, qu'il lui fallait le théâtre antique, dont il a été, à l'insu des inattentifs, la résurrection la plus complète. Un miracle, qui a duré un demi-siècle, laissera des traces dans la mémoire, car ce fut un miracle que cet homme qui était, même pour les ignares, synonyme de beauté.

Les soirs de tragédie, des jeunes gens s'obstinaient à des rappels sans fin, ils criaient : « Mounet, Mounet, vive Mounet ». Ces deux syllabes enfermaient un tel idéal, toute la plastique, toute la musique et la langue, la langue chérie, la langue incomparable dans sa splendeur entière.

« Vive Mounet ! » Hélas, ce bel être a péri ; des photographies témoignent de son corps, car il désorienta les artistes comme les spectateurs et n'inspira dignement ni peintre, ni sculpteur. Qui témoignera de son génie musical, et de cette voix inspirée qui mélodifia les passions, selon une harmonie secrète qu'il enfermait dans son être merveilleux, sans même le savoir. Car il fut ingénu et ne chercha point à s'expliquer ce mystère de l'art qu'il manifestait, plus semblable à un filleul des fées qu'à un artiste appliqué et devant tout aux Dieux, qui l'avaient fait si noble et si puissant.

Si on évoque le cours de la décadence esthétique, la figure hellénique de ce comédien devient surprenante : il incarna le génie classique au

temps du réalisme et il continua le geste de Phidias jusqu'aux jours des cubistes. Sa qualité représentative apparaît vraiment unique.

A mesure que le goût, sollicité par les influences étrangères, se corrompait, il semblait plus grand, dans sa noblesse indémentie.

Cet acteur n'a joué que les héros, les mœurs du théâtre ne purent l'entamer, le sentiment moderne ne l'influença pas : il resta l'homme consacré à Dyonisos, Hiérophante du grand art, officiant des chefs-d'œuvres.

Sophocle, Corneille, Racine, Shakespeare, Hugo, eurent en lui l'interprète qu'ils n'auraient pas même rêvé : génie dévoué au seul génie, il a dans sa longue carrière une unité impressionnante. L'Académie des Beaux-Arts repoussa cet artiste qui improvisait chaque soir, des chefs-d'œuvre de statuaire et de musique. Dans cette Revue où il est permis de devancer l'opinion générale, j'ai demandé, il y a pas mal d'années, que l'Académie Française accueillit celui qui donnait tant d'éclat à la langue : Mounet-Sully nous a fait entendre le melos grec, mais il a montré du même coup l'incomparabilité de notre idiome.

Personne ne l'a égalé, ni même approché, comme « artiste du français. »

La langue n'est-elle pas la frontière véritable, le drapeau de la race et sa couleur sensible ? Et l'écrivain ne doit-il pas mener ce deuil, mieux que le comédien, lui qui a qualité pour dire à tous : nul homme n'a glorifié notre parler, comme cet homme. Il ajouta à son prestige séculaire et étendit ses conquêtes jusque dans la musique !

PÉLADAN.

LES AMITIÉS ANGLO-BELGES (1)

Si la France avait une de ces natures absorbantes qui ne conçoivent l'amour qu'avec le bénéfice de l'exclusivité, elle se montrerait jalouse, à juste titre, de ces amitiés dont le livre : *La Gratitude Belge* consacre l'éclatant témoignage. Mais la France est trop généreuse pour marquer une telle nature, et si elle veut être aimée, elle ne prétend pas qu'on n'ait d'yeux que pour elle. Dans la grande et noble famille des civilisés, désormais rapprochés et unis par l'urgence des intérêts communs, par la conscienc lucide des dangers courus ensemble, et qui désormais s'oppose, en un magnifique contraste, à la horde des barbares, Angleterre, France et Belgique figurent trois sœurs, dont les deux grandes aînées tendent un bras amical sur lequel s'appuie la cadette, momentanément affaiblie, mais qui reprendra progressivement force et santé. Si par instants les regards de la convalescente se tournent avec plus de gratitude vers la sœur de droite, celle de gauche ne perdra rien pour attendre, car elle sait que son tour ne saurait manquer de venir.

Imagine-t-on quelles antithèses verbales eût suscité dans l'esprit d'un Victor Hugo, s'il avait vécu, la prodigieuse aventure que nous vivons, sans avoir le génie nécessaire pour en fixer les contrastes ! Et parmi ces contrastes, en est-il un plus saisissant que celui de cette petite nation, dont les Princes sont d'origine allemande, dont la Reine est enfant de Bavière, et qui voit son sol souillé, dévasté par des bandes armées dont certains portent au cou l'effigie de celle-là même qu'ils viennent plonger dans le deuil et la douleur ! Autre antithèse, qu'il me fut donné de rappeler précédemment : Avant la guerre, quel peuple plus ostensiblement soucieux que la Belgique de son confort matériel, et paraissant, il faut bien le dire, plus éloigné de l'Idéalisme (1). J'eus l'occasion de marquer comment une pensée de doute me vint jadis à l'endroit d'un peuple qui semblait attacher une telle importance à la vie matérielle et au confort physique, et que cette interrogation traversa mon esprit : De quelle façon se comporteront-il à l'heure des épreuves et des sacrifices nécessaires ?

On sait ce que fut leur réponse. Mais, je le demande, après un tel exemple, comment attacher la moindre importance à la valeur des prévisions, et à la force logique de l'esprit ? C'est qu'ici, ce n'est plus l'esprit qui est en jeu, c'est l'affectivité, c'est le sentiment, avec l'infinie mobilité des réactions qui peuvent ébranler les ressorts de l'action. C'est sur de telles épreuves que l'on touche le fond des âmes, qu'il s'agisse de nations comme d'individus. C'est seulement alors qu'on les connaît bien et si elles furent habiles à nous montrer l'abîme de noirceur et de bassesse qui caractérise la teutonne, elles nous découvrirent à l'autre pôle le prodige de résistance et de générosité dont l'âme belge était capable. M. Maurice Mæterlinck, qui bien entendu a collaboré à ce florilège de gratitude, résume le mobile de la Belgique dans le sentiment de l'honneur et il s'en sert, très habilement et très sûrement pour établir sur ce terrain le parallèle entre la Belgique écrasée et l'Angleterre secourable :

(1) A Book of Belgicum's gratitude... London, John Lane, the Boidley head.

(1) Cf. *Vers la Victoire*. Conférence sur « La Guerre et la Littérature de Demain ».

En effet, dit-il, nous avons l'un et l'autre la même conception de l'honneur, et cette même pensée doit porter les mêmes fruits. A vos yeux, comme aux nôtres, une promesse formelle, une parole donnée, est la chose la plus sacrée qui se puisse échanger entre deux hommes. Or, bien plus que la valeur d'un homme, parce qu'elle s'élève beaucoup plus haut, et s'étend beaucoup plus loin, la valeur d'un peuple se mesure à l'idée qu'il se fait de son honneur, et surtout à ce qu'il est capable de lui sacrifier. Sur toutes les autres idées qui mènent l'humanité, notamment les idées religieuses, on peut ne pas être d'accord. Mais qui ne s'entend pas sur celle-ci n'a plus droit au nom d'homme. Elle est le foyer le plus pur, le centre de plus en plus ardent, de toute vertu de toute dignité humaine. »

En vérité, on ne pouvait mieux dire, et depuis longtemps nous savons que M. Mæterlinck est un grand artiste du verbe. On ne pouvait surtout établir un plus juste parallèle, ni rendre un plus éclatant témoignage de gratitude à une nation à laquelle, plus que tout autre Belge, M. Maurice Mæterlinck est redevable. N'était-il pas, bien avant la guerre, quelque chose comme un enfant d'adoption de la verte Angleterre, puisque certains se plaisaient à voir en lui un frère cadet de son plus glorieux poète ? Et le piquant, faut-il le dire ? c'est que l'idée ne vint pas d'Angleterre, mais de France! Lorsque, dans un premier-Paris du *Figaro* qui fit sensation, à la date où le *Figaro* était la première feuille littéraire de Paris, M. Octave Mirbeau révéla au grand public le charmant petit air de flûte de *Pelléas*, en l'assimilant à la grande symphonie shakespearienne, je suis sûr que la modestie bien connue de M. Mæterlinck fut la première effarouchée de ce grossissement de sa manière, et d'un rapprochement auquel, certes, il n'avait jamais songé ! Sans doute s'y prêta-t-il par la suite, car ce serait trop demander à un homme, surtout à un poète, que de refuser de tels présents royaux, et même peu à peu la conviction parut s'établir en lui qu'il était bien l'héritier légitime, pour les Flandres, de la manière shakespearienne !

Rendant hommage à l'Angleterre, ce n'est donc pas seulement à la générosité, à la charité anglaise, que M. Mæterlinck marque sa gratitude. Celle-là, leur Reine elle-même s'est chargée de la proclamer, lorsqu'elle inscrit à la première page du livre ces paroles mémorables : « La générosité de la Grande Bretagne, de ses colonies et des Etats-Unis d'Amérique, est un magnifique exemple de *charité*. Charité vous retenez le mot : c'est la constatation d'une chrétienne. Emue devant cet élan unanime de touchante sollicitude pour la Belgique, je me joins à tous ceux qui ont écrit leur nom dans ce livre, afin de dire ma profonde gratitude à ces deux grandes nations pour l'aide qu'elles ont apportée à nos compatriotes durant ce temps de cruelles épreuves », et leur ministre de l'Intérieur, M. Paul Berryer, raconte cette arrivée d'un steamer anglais à Anvers en septembre 1914 : — « De riches anglais nous ont délégués vers vous, pour vous prier d'accepter le contenu du bateau qui nous a amenés. Prenez les vivres, les vêtements, les médicaments dont il est chargé. Et dites-nous quels sont les besoins les plus urgents qui vous assaillent. Dans huit jours nous vous rapporterons tout ce que vous nous aurez demandé. Mais de grâce soyez gourmands. *L'Angleterre ne vous donnera jamais assez !*

Cette dernière phrase... il faut la souligner et la tenir gravée dans notre mémoire... car elle met en lumière une des plus profondes vérités psychologiques qu'aura affirmées cette guerre. C'est à l'heure des grandes secousses que l'on plonge vraiment au fond des âmes et que l'on voit ce dont les nations, tout comme les individus, sont capables ? Eh bien... si la Belgique doit beaucoup à l'Angleterre, *combien plus l'Angleterre doit à la Belgique !* tellement plus, que la grande nation ferait-elle dix fois ce qu'elle fait pour la petite, elle demeurerait encore sa débitrice ! Réfléchissez-y : c'est la Belgique qui par son intervention, aussi soudaine qu'invraisemblable, a réveillé l'Angleterre du mortel et traditionnel égoïsme collectif où depuis tant d'années l'endormait son « splendide isolement ». Et vraiment il faut une fois de plus admirer ici dans l'ordre politique, la répercussion des événements à distance, l'étroite solidarité qui, en dépit des volontés de leurs dirigeants, s'affirme entre les nations et provoque leurs destins en dehors de toutes les prévisions, ce qu'un croyant de l'ordre positif et confessionnel, un Bossuet, ou de notre temps, un élève de Bossuet, un Brunetière appellerait : les vues de la Providence. Qui donc a permis, en 1870, que la France fut écrasée par l'Allemagne (1) ? Nul n'hésite sur ce

(1) Le simple hasard d'une lecture fait tomber mes regards sur ce passage expressif d'une lettre de Taine, adressée le 7 septembre 1870 à l'anglais John Durand : Il y a là je ne sais quelle vue prophétique de 1915.

— « Vos journaux nous sont bien malveillants : je m'en afflige, car votre opinion compte dans le monde. Nous espérions autre chose de vous : la France a aidé les Etats-Unis à naître et la Prusse n'a rien fait pour vous. Certainement notre gouvernement peut paraître l'agresseur, il a tout mal préparé, mal conduit : son imprudence nous a jetés dans des calamités effroyables, et il mérite sa chute. Mais, le véritable agresseur est celui qui rend la guerre inévitable. Le roi Guillaume et M. de Bismarck, avec leur énorme armée, le fanatisme de leurs sujets, leurs annexions et leurs procédés violents, jouent en ce moment le rôle de Napoléon Ier en Europe, rôle détestable, et qui aboutira peut-être un jour pour eux, comme pour Napoléon Ier, à une grande chute, lorsque l'Europe recon-

point d'histoire ? C'est le silence de l'Angleterre combiné avec celui de la Russie. — Ce que nous appelons une *neutralité*, mais bienveillante pour l'Allemagne. Et qui donc aujourd'hui paie la note de cette coupable abstention ? C'est, autant que la Russie, et bien plus qu'elle encore, car pour juger un effort, il faut toujours voir le point d'où l'on part, — l'Angleterre précisément, contrainte par la majesté des événements, à s'imposer des sacrifices d'une telle envergure que tout prophète de Grande-Bretagne, s'il les eût quelque jour prédits, eût été considéré comme fou ou délirant ! Que nous, les Français, nous ayions été une fois de plus envahis par les hordes germaniques, que par elles nous ayions vu encore huit de nos départements dévastés, c'est le destin, c'est l'histoire avec ses éternels recommencements ! Mais que la libre Angleterre, ait dû mobiliser des millions d'hommes, elle, le pays du Self-control, où l'individu s'énorgueillissait jusqu'alors de ne relever que de lui-même et de ses propres décisions, quelle révolution dans les mœurs, dont ceux-là seuls peuvent se faire une idée qui connaissent les réactions de la mentalité anglo-saxonne, et savent à quel point elle diffère de la nôtre !

*
* *

M. Maurice Mæterlinck, cependant, pour revenir à lui, et M. Verhæren, encore bien plus que Mæterlinck, en dépit de l'effort qu'ils font pour sortir d'eux-mêmes et de la noble cause qu'ils soutiennent, apparaissent bien, quoi qu'ils en aient, comme des esprits de formation germanique : c'est tout au moins l'élément flamand qu'ils incarnent, et il leur est aussi impossible de se dépouiller d'un caractère vraiment constitutif de leur nature que de se dévêtir de leur propre enveloppe. Ce qui marque en nous la race, c'est la façon dont nous associons les images qui se présentent dans notre cerveau, et nul effort de style n'est valable qui ne se subordonne pas à cette loi. Lisez un poème de Verhæren, un dialogue de M. Mæterlinck... vous serez aussitôt fixé sur leurs liaisons d'images qui s'ordonnent toujours au rebours de l'esprit latin.

Tous les écrivains belges ne sont pas ainsi : et je n'en veux pour preuve que M. Louis Dumont-Wilden qui, déjà fort connu avant la guerre de 1914, a pris depuis cette date une place de premier plan dans la littérature de son pays. Les circonstances y devaient prêter la main, car il est naturel et parfaitement logique que dans une épreuve comme celle que traversent les deux nations-sœurs, l'attention du public aille spontanément vers celui de tous les écrivains belges qui représente le plus évidemment l'influence française et qui effectivementy collabora de tous ses efforts. Ce fut là son premier titre à notre sympathie et quand bien même M. Dumont-Wilden ne se fût point affirmé, dans la mise en œuvre de son effort, le lettré subtil et délicat que nous avons goûté, quand même il n'eût point fait œuvre d'artiste dans son *Portrait en France*, dans ses *Profils historiques*, nous lui aurions su gré, et un gré infini, d'avoir compris et fait comprendre à ses compatriotes que les vraies destinées de la Belgique étaient dans une ferme orientation française.

Telle est l'idée chère à laquelle il collabora avec la foi du doux obstiné qui est le fond de sa nature, — et nous connaissons la force de cette catégorie d'hommes, cent fois plus active que celle des violents. M. Dumont-Wilden est l'homme qui s'est imposé une ligne de conduite à laquelle il subordonne toutes les démarches de sa vie, et de cette rigoureuse unité de tendances naît la parfaite unité d'action de son œuvre. Des ouvrages comme l'*Esprit Européen*, où se trouvent précisés les dangers du cosmopolitisme, d'autres comme la *Victoire des vaincus*, une des plus belles contributions que l'on ait apportées à l'histoire de notre Alsace française... autant de livres annonciateurs de la tragédie que nous vivons et qu'il sera impossible de négliger quand plus tard, avec le recul nécessaire, on voudra étudier les courants psychologiques qui auront précédé et expliqué le grand rôle de cette petite nation. Le nom de M. Dumont-Wilden y restera indissolublement uni et je suis heureux de pouvoir ici rendre cet hommage au travailleur modeste et convaincu qui tout simplement, instinctivement, obéissant à la force de ses appels intérieurs, a pris la voie féconde, sans se douter qu'il la prenait. Je ne sache pas de confrère qui soit plus éloigné de l'arrivisme que M. Dumont-Wilden — et voyez l'ironie des choses... il sera *arrivé* — lorsque tant d'autres qui n'avaient pas d'autres visées se seront enlisés dans le chemin.

M. Dumont-Wilden a contribué bien entendu au

---

naîtra, comme en 1815, que le voisin ambitieux, tyrannique et prépondérant est l'ennemi commun.

« La Sottise de nos gouvernants est inexprimable. (On voit que Taine avait jugé et jaugé Emile Ollivier). Ils ignoraient tout : ils ne savaient ni le chiffre des soldats prussiens, ni l'état et la préparation de cette immense armée, ni la passion nationale des Allemands. A vrai dire, ceux-ci sont plus orgueilleux encore que les Français de 1807 ; ils se croient le *peuple élu*, la *race privilégiée*, *supérieure*, et depuis cinquante ans, leurs *professeurs*, *tous leurs savants* leur prêchent cet orgueil *intraitable* et *inhumain*... Par un mélange monstrueux, ils se consacrent et se croient appelés d'en haut pour régénérer l'Europe — ».

livre de commémoration. Dans un morceau qu'il intitule « Images Anglaises », il nous montre le beau contraste d'un vieux gentleman londonien regrettant amèrement d'être trop vieux, car il a toujours rêvé de faire le coup de feu contre le Prussien, avec les utopies folles de M. d'Estournelle de Constant parlant de la paix à la veille de la guerre, de M. Vandervelde, déclarant que pour la paix, il faut réconcilier l'Allemagne avec l'Entente cordiale, et il termine sur ces mots : « En ce temps-là, les discours pacifistes étaient encore de saison. On pouvait très raisonnablement espérer conjurer l'orage. Mais tout de même il m'est apparu depuis que c'était mon voisin le vieux gentlemann qui exprimait la vraie voix de l'Angleterre... la joyeuse Angleterre qui est cordiale et confiante, qui aime la vie et la liberté, qui n'a jamais aimé le Prussien, parce qu'il est pédant, servile et intéressé. »

*
* *

On connaît le mot de Bismarck prononcé dès 1870 : — « La race germanique est la race des mâles. Les Celtes et les Slaves sont des femelles. » Conséquence pratique et logique, comme la déduction d'un théorème : c'est par nous, Allemands, qu'ils doivent être fécondés. Eh bien, grand merci pour le programme ! On sait comment ils entendent les caresses et les préliminaires du geste d'amour ! C'est l'attaque brusquée sans variantes, et leur manière est uniforme, en stratégie militaire autant qu'en amour ! Les couvents de Belgique et les villages de France en ont fait la cruelle et inoubliable épreuve. Qu'elle demeure vraiment inoubliable... c'est chose peut-être plus difficile qu'on n'imagine, si l'on songe par exemple à la puissante emprise que cette race avait exercée sur une partie de notre enseignement supérieur... c'est en tous cas, le seul vœu que nous puissions formuler en manière de conclusion, car il n'y aura nulle garantie pour l'avenir si les nations-sœurs qui composent la noble famille des civilisés ne sont pas fermement décidées à rejeter avec mépris et dégoût tout rapprochement des barbares !

PAUL FLAT.

DES RUINES, DES TOMBES... (1)

Nous allons vers les champs de bataille qui sont toujours ici, comme en Lorraine et comme en Flandre, des champs de ruines... Les noms qui figurent sur notre itinéraire : Proyart, Lihons, Méricourt, Maucourt, n'évoquent que de tragiques souvenirs. Les Prussiens passèrent par ici il y a huit mois et, depuis lors, les gais villages du Santerre se sont changés en cimetières. Mais la matinée est si belle, il y a tant de joie dans la campagne, tant de douceur dans les caresses du souffle printanier, que notre promenade nous paraît, plutôt qu'un pélerinage lugubre, une partie de plaisir. Comme des bouquets de mariées, les amandiers en fleur se détachent sur les tapis de verdure. Sans une ondulation, les immenses plaines picardes s'étendent à l'infini, peuplées de clochers gris et de fermes opulentes. Tout respire la richesse, le bien-être, la paix idyllique. Les tons sont clairs et le souffle qui vient des jardins nous enivre de ses aromes de miel, de roses et de foin frais. Dans les prés, les pâtres s'immobilisent, rêvant leurs rêves éternels, dans d'éternelles attitudes de dédain hellénique, sans se laisser distraire par le bruit vertigineux de nos automobiles. Pourquoi aller si vite ? me demande une voix mélancolique au fond de l'âme. Et une autre voix intérieure ajoute : Pourquoi ne pas nous arrêter ici, pourquoi ne nous pas contenter du spectacle de la vie, pourquoi ne pas jouir pleinement de la beauté tranquille, pourquoi aller chercher de cruelles et vaines visions de mort ?...

Tout à coup, deux tours de cathédrale apparaissent derrière un rideau de peupliers tremblants. C'est Corbie qui se mire dans la Somme. Mes compagnons daignent à peine tourner les yeux vers la noble apparition. Corbie, pour eux, ce n'est rien.

— Une ville qui n'a pas été bombardée ni assiégée — murmure quelqu'un.

— Mais oui, elle l'a été — lui répliqué-je.

Il parle de la guerre actuelle qui jamais ne laisse une église intacte, et moi je pense à une autre guerre, faite non par des Prussiens, mais par des Espagnols... Ah ! le dix-septième siècle !... Ah ! les canons de bronze !... Ah ! les chevaleresques exploits des régiments de Flandre !... Des journées durant, les mortiers venus d'Arras s'attaquèrent aux vieilles murailles de Corbie sans réussir à y ouvrir une brèche. Les 5.000 assiégeants n'en parvinrent pas moins à prendre la place

(1) Pages extraites du livre : Le *Sourire sous la Mitraille*, qui paraîtra prochainement.

d'assaut et à l'occuper sans y commettre le moindre désordre. « La population — dit le chroniqueur Ledieu — put se retirer avec ses bagages. » Puis vint la contre-attaque française, la seconde lutte. Et quand le Cardinal, enfin vainqueur, voulut compter les troupes qui lui avaient résisté avec tant d'intrépidité, il ne trouva qu'un millier de soldats. Les 4.000 autres Espagnols avaient succombé sans songer à se venger en incendiant les sanctuaires.

C'étaient là les siècles arriérés...

Aujourd'hui, avant d'abandonner une ville, il faut là brûler, au nom de la « Kultur ». Et malheur à elle si elle se défend, car alors, au lieu de mériter, comme aux temps barbares, les éloges de l'adversaire, elle subit le plus cruel des châtiments et voit tomber ses pacifiques habitants, assassinés par les braves champions germaniques.

— Vous exagérez — s'écrie un Yankee en m'entendant parler ainsi.

Je n'ai pas même besoin de lui répondre. Les ruines de Proyart, où nous arrivons, lui répondent pour moi.

La bataille (septembre 1914) fut rude dans ces parages. Durant des journées les Alliés résistèrent, malgré leur infériorité numérique, à la pression de l'ennemi. Profitant de la situation relativement élevée du village, l'état-major établit à Proyart le centre de la défense. Plus de 60.000 Prussiens occupaient la ligne d'attaque qui va de Chaignes à Rosières, avec ordre d'avancer sur Amiens. Le nombre des soldats français et anglais n'atteignait pas 15.000. La lutte était inégale au point de paraître presque impossible. Néanmoins, les Allemands durent sacrifier des régiments entiers pour obtenir une victoire éphémère. La prise du village surtout fut un épisode épique. Les chasseurs disputèrent pouce à pouce le terrain et ne lâchèrent pied que quand vraiment ils se sentirent emportés par l'avalanche ennemie.

— Ici — nous dit le capitaine qui nous guide — on trouva plus de 2.000 cadavres.

Et se tournant vers un vieillard, occupé à reconstruire sa chaumière incendiée, il lui demande :

— N'est-ce pas que le combat fut terrible ?

— Oui, Monsieur — répond le paysan.

— Vous y étiez !

— Oui, Monsieur.

— Contez-le nous.

Notre officier voudrait que le pauvre homme nous parlât des épisodes guerriers, mais celui-ci ne paraît se souvenir que de ce qui s'est passé après la bataille.

— Voyez-vous cette maison ? — nous dit-il, — là vivait la Vitart, la marchande de tabac... Quand les ennemis entrèrent, ils saisirent tout le tabac, brisèrent tous les meubles, et elle ne leur dit rien. Ce n'est qu'en les voyant s'emparer du portrait de son mari, qu'elle voulut protester en pleurant. Alors les Boches dirigèrent leurs fusils sur la couche où se trouvait la petite fille de la Vitart... Dans quel état se mit la malheureuse ! Elle était folle et les appelait assassins. Un sergent la traversa de sa baïonnette et un soldat assomma la gamine d'un coup de crosse...

Du point où nous nous sommes arrêtés dans la partie la plus haute de la localité, on voit l'ensemble des ruines dans toute leur horreur lamentable. Il n'y a pas une maison entière, il n'y a pas un mur intact. Comme une lame de feu, la mitraille a balayé le village, le changeant en un monceau de décombres. Le vieux qui nous sert de mentor montre du doigt un point où l'on ne distingue que quelques arbres, et murmure :

— Il y a là quelques maisons qui ont échappé par miracle.

Puis il ajoute :

— Les propriétaires ne se sauvèrent pas... N'avez-vous pas entendu parler du père Victorin?... Il était aveugle et avait une nombreuse famille... Tous se cachèrent dans la cave, fuyant les Prussiens... Vous verrez : en plus du compère, il y avait là ses trois nièces et deux de ses filles... D'homme, il n'y avait que lui. Eh bien ! quand la famille entendit les pas des ennemis, Victorin monta l'escalier pour leur dire de prendre ce qu'ils voudraient, mais de ne pas toucher à ses fillettes... Savez-vous ce qui arriva ?... Ils les violèrent toutes et puis ils les tuèrent...

— Est-ce qu'il y avait ici des officiers allemands ? — demande un de mes compagnons.

Le vieillard se tourne vers le sud, nous montre au loin une sorte de ferme qui se trouve hors du village et répond :

— Les chefs étaient là-bas, dans le château de M. François. C'est une maison riche, avec de grandes caves et de grandes provisions. La première chose qu'ils demandèrent au gardien fut la clé des caves et ensuite ils se mirent à boire. On dit qu'ils burent plus de mille bouteilles. Le curé vint les voir pour leur demander de corriger un peu les soldats : ils répondirent que le pays ne méritait aucune pitié et que le général permettait à ses hommes de faire ce qu'ils voudraient. Par bonheur, presque toutes les femmes s'en étaient allées dès que les bombes commencèrent à tomber sur les maisons, et il ne restait que quelques vieilles. Moi même je conseillai au père Victorin d'emmener ses petites et il ne voulut pas m'écouter. Que Dieu lui ait pardonné !

— Et vous — lui demandé-je — comment ne vous est-il rien arrivé ?

— Moi et les autres hommes, ils nous mirent à enterrer les morts... Il y en avait des morts !... Toutes les rues en étaient pleines... Et parmi les morts il restait des blessés incapables de se mouvoir, Allemands et Français mêlés. L'ennemi prit les siens et laissa les nôtres, disant qu'ils étaient des chiens et ne méritaient pas qu'on les soignât. Nos pauvres vieilles essayaient de les secourir, mais il y en avait tant, tant !... Au bout de deux jours, les plus atteints étaient morts et les autres, à la fin, les Boches les emmenèrent sur leurs chariots à Péronne. Ici il ne restait plus que des cadavres et, plus nous en enterrions, plus ils semblaient sortir de dessous terre. Il n'y a qu'à voir la plaine...

Dans les prairies voisines, en effet, les croix étendent à l'infini leurs bras blancs. Le gazon a crû autour et le printemps couvre déjà de fleurs rosées les pommiers. Les oiseaux gazouillent joyeusement dans les branches, se contant des histoires d'amour. Le paysage voudrait nous parler de quelque chose qui n'est pas la mort mais la vie, qui n'est pas le chagrin mais la joie. Seulement hélas ! à nos pieds les ruines, et dans le fond les tombes nous obligent à ne pas détourner notre pensée de la guerre et de ses cruautés. Graves et silencieux mes compagnons contemplent le Campo Santo, dans le sein duquel reposent, unis à jamais dans le même songe, les héros français et les héros allemands. Dans les yeux d'un jeune journaliste scandinave qui en est à ses débuts comme correspondant de guerre, une larme brille. Ce n'était sans doute pas ceci qu'il s'attendait à voir : ce n'étaient pas des chaumières incendiées, ce n'étaient pas des vieillards misérables ; ce n'étaient pas des cimetières rustiques. Elevé au milieu des légendes d'anciens exploits chevaleresques, il apportait des illusions brillantes et ses lèvres se préparaient à réciter des gestes comme celles de Strindberg. Ses lèvres, hélas ! ne s'entr'ouvent que pour demander à voix basse :

— Nous partons ?...

A mesure que nous nous éloignons de Proyart par le chemin qui mène à Lihons, les sensations pénibles s'effacent de notre âme. Il n'y a plus de tombeaux, il n'y a plus de ruines. Une ligne de tranchées abandonnées depuis plusieurs mois et que l'herbe commence à tapisser est la seule chose qui nous rappelle encore les batailles de septembre. Dans la campagne verte, sous les arbres en fleurs, les paysannes travaillent tranquillement et dans les enceintes de bois les vaches rousses méditent sur la folie des hommes. Il y a dans le paysage, sans colline et sans bois, qui va se perdre à l'infini avec l'éternelle douceur de ses plaines, une monotonie de mer calme qui invite au repos, à l'oubli, au pardon. Il ne doit pas être facile dans ces lieux de haïr, d'aimer ni d'espérer. Tout ce qui constitue l'existence champêtre apparaît ici à première vue. Voici l'église où l'on baptise ; voici la ferme où l'on travaille ; voici le cimetière où l'on dort... Et les idylles ?... Et les mystères ?... Il n'y a ni mystère ni idylle dans ces plaines picardes ; il n'y a qu'une existence positive, lente et grave, dont les variations sont marquées par les heures du jour, parles changements du temps... Ah ! sans doute, ce n'est pas dans ces régions que je viendrais chercher le tiède refuge auquel tous nous aspirons dans les instants de vagues nostalgies poétiques ! Mais actuellement, après avoir vu tant de deuils, tant de ruines, tant de sang, je comprends que, pour purifier mon âme de ce qu'il s'y trouve d'angoisse et d'inquiétude, rien ne serait aussi calmant qu'un long repos dans cette lumière, dans cette verdure, dans cet air, dans cette uniformité prosaïque, saine et robuste.

— Dormez-vous ? — me demande mon compagnon de droite qui remarque mon silence.

— Non — lui répliqué-je, — je parle avec moi-même... Pourquoi ?...

— Parce que là-bas, au fond, derrière ce rideau de peupliers qui tremblent, se trouve Lihons.

Lihons !... Si les étymologistes ne nous trompent pas, ce bourg avait un nom prédestiné aux plus atroces violences. Car Lihons c'est *Li-huns*, les Huns... Et cependant, il n'y a pas au monde un lieu qui ait vécu plus tranquillement sa modeste vie provinciale. Au milieu de la plaine, ses vieilles maisons sombres formaient un nid heureux et laborieux. Les archéologues avaient accoutumé de venir d'Amiens, de Paris, de Londres, pour chercher dans son sous-sol les traces des Mérovingiens, et le curé assurait dans ses sermons, que, suivant les *Chroniques de saint Denis*, Dagobert aurait remporté sous ses murs une grande victoire, il y a quinze cents ans. Mais les habitants se riaient de cela et, dans leur activité positive de bons Picards, ils ne pensaient qu'à vendre leurs fameux tricots de laine. Chaque maison était un atelier ; chaque père de famille, un patron. On voyait fleurir le commerce local comme les pommiers des champs, sans que la science eût à se donner du mal pour le faire progresser. Ce que fabriquaient les habitants de Lihons, nul ailleurs ne le pouvait fabriquer. Il y avait quelque chose de secret, quelque chose de providentiel dans ces mailles blanches qui allaient s'élargissant entre les mains rudes, et qui jamais ne paraissaient assez abondantes aux acheteurs. « Si vous modifiiez vos procédés de tra-

vail — leur dit un jour un commissionnaire — vous gagneriez le double, le triple. » Mais les tricoteurs ne voulurent pas en faire l'essai. Pourquoi gagner davantage, si leurs bénéfices suffisaient à leurs besoins et même à leurs économies ? Tranquilles et comme perdus dans l'immense plaine, les villageois n'avaient d'autre désir que de continuer à végéter à l'ombre de leur magnifique église. Et les siècles passaient sans pouvoir pénétrer dans la localité, qui n'avait pas même un aspect ancien, qui ne changeait jamais, qui paraissait condamnée à vivre jusqu'à la fin des âges sa vie sans grandeur, sans sursauts, pour ainsi dire sans vie.

De tout cela, hélas ! aujourd'hui il ne reste plus rien. Il a suffi que les Huns modernes traversassent ces campagnes pour que Lihons disparût complètement.

— Quel but peuvent avoir eu les Allemands en occupant ce bourg ? — s'écrie notre capitaine, toujours préoccupé de problèmes stratégiques.

Lihons, en effet, ne domine aucune route militaire ; ce n'est pas non plus un centre de ravitaillement.

Néanmoins, durant trois ou quatre jours, au début de novembre, les batteries situées sur les hauteurs de Chaulnes bombardèrent furieusement la pauvre ville. Les habitants, surpris par l'inattendu de l'attaque, ne trouvèrent pas le temps de fuir et se cachèrent dans les caves. Mais que sont les caves quand il s'agit des obus des gros canons de siège ? Chaque coup provoquait une hécatombe. Dans une seule maison huit femmes succombèrent, mises en pièces par un seul projectile. Ailleurs, un pauvre homme vit tomber sa femme blessée à mort et, durant une semaine, il dut conserver le cadavre à côté de lui, dans l'impossibilité de sortir pour l'enterrer. Dans la rue de l'Eglise, deux octogénaires qui vivaient ensemble, Mme Hermine et Mme Parau, agonisèrent pendant quarante-huit heures, hurlant de douleur, sans que personne vînt les secourir, tant il était impossible d'arriver jusqu'à cet endroit. Les maisons brûlaient, les rues étaient obstruées par les murs qui s'écroulaient...

— Il n'y a rien eu de pareil au monde — murmure un vieillard qui nous donne ces détails.

Dans tous les lieux détruits par les flammes et par les obus, la phrase est la même. Chacun des témoins de la fureur teutonique se figure avoir vu plus d'horreurs que les autres mortels. A Sermaize, à Clermont, à Lunéville, à Proyart, en bien d'autres endroits, un vieillard, comme celui-ci, nous a dit :

— Il n'y a rien eu de semblable...

Mais, en vérité, la tragédie est si uniforme que nous ne voyons guère de différence entre les localités martyrés. Ce sont toujours les mêmes ruines, les mêmes cruautés, les mêmes misères. Ici, paraît-il, des six cents maisons qui existaient il y a six mois, il n'en demeure que huit, échappées aux flammes par miracle. Les autres, toutes les autres, forment un amas informe de ruines noircies. La belle église, qui était un reliquaire de l'art picard, gît en morceaux au milieu de la place. Lihons n'existe plus, Lihons n'existera plus jamais...

— Les Huns l'ont édifiée et les autres l'ont détruite — dit un de nos compagnons, essayant de sourire.

Le vieillard s'écrie avec orgueil :

— Mais ils n'ont pu prendre les ruines !

C'est vrai. Quand les colonnes germaniques calculèrent que du pauvre lieu il ne devait rester que les décombres, elles s'avancèrent fièrement dans le dessein de faire une ligne de tranchées pour dominer la plaine. La prise d'un bourg dont le nom est illustre flatte toujours les bourgeois de Berlin qui lisent les dépêches de l'agence Wolf. Lihons, suivant le communiqué officiel du 8 novembre, était déjà tombé au pouvoir des troupes de S. M. I. R. Mais la vérité, c'est que, quand les Allemands arrivèrent à 100 mètres de ses murailles, ils se heurtèrent à un régiment de chasseurs alpins qui les fusilla à bout portant.

« Ce fut un combat épouvantable au milieu des ruines » — dit un récit de cette journée. D'abord à quelque distance, avec les mitrailleuses, puis corps à corps, à la baïonnette, Français et Prussiens se disputèrent le spectre de la ville. Chacune de ces pierres inutiles coûta la vie à de nombreux soldats. Avec leur obstination habituelle, les uhlans, repoussés dans la première rencontre, revinrent à la charge, passant sur les morts et entonnant le grave *Deutschland über Alles !* « Il faisait peine à voir — ajoute le récit de cett journée — comme tombaient en masses compactes ces hommes jeunes, forts, résignés plutôt qu'excités, aux grandes entreprises. » Les alpins, de leur côté, résistaient à l'avalanche avec une énergie admirable. Mais la horde, au lieu de diminuer, croissait à mesure que le feu la décimait. De Chaulnes, d'Ablaincourt, de Hallu, de toutes les positions voisines accouraient sans cesse de nouvelles compagnies de renfort. « Enfin — termine le récit — il fallut sortir en pleine campagne pour n'être pas écrasés au milieu des décombres. Succomber pour succomber, tous les nôtres aimaient mieux mourir en vendant chèrement leur vie et en voyant face à face les ennemis. » Le combat à la baïonnette dura toute la soirée. Comme de véritables « diables bleus », les chasseurs, plus légers, plus agiles que les Prussiens, se glissaient entre les lignes adverses et semaient l'épouvante

avec leurs armes blanches. A la tombée de la nuit, aux alentours de Lihons, il ne restait d'autres soldats du Kaiser que ceux qui étaient tombés pour ne se plus relever jamais.

Comme à Proyart, le dernier geste ici est pour nous indiquer la campagne couverte de croix.

— Et maintenant ? — demandons-nous à notre capitaine en nous éloignant des ruines.

— Maintenant nous allons à Maucourt...

— Voir d'autres ruines ?

— Oui... d'autres ruines et d'autres tombes...

Toujours les ruines, c'est vrai... Mais cette fois, je ne dois pas dire que ce sont les « mêmes » ruines. Non. Sans bien pouvoir m'expliquer pourquoi, je note, dès le premier moment, qu'il y a ici, parmi les décombres de Maucourt, quelque chose qui ne ressemble pas au déjà vu. Qu'y avait-il au juste, avant le bombardement et l'incendie, en ces lieux ?... Les guides ne citent même pas le nom du bourg. « C'était un village » — nous disent les gens qui vivent actuellement au milieu des briques calcinées. Un village, en effet ; un village sans histoire, sans monuments, presque sans vie ; un de ces innombrables villages français qui cachent leurs fermes sous les superbes ramures des châtaigniers ; un village comme tous les villages enfin, tel était Maucourt. Mais je ne sais si c'est l'effet de la splendeur du jour ou de la couleur des murs écroulés ou de la joie des enfants qui jouent sous les arbres, ce qui est sûr c'est qu'aucune impression pénible ne me remplit l'âme d'angoisses pareilles à celle que j'ai souffertes à Lihons ou à Proyart. Les canons allemands n'ont pas été moins cruels ici que dans les localités d'où nous venons. Tout est détruit, tout est en pièces, partout se remarquent les traces des flammes. Malgré cela, rien ne nous émeut.

— On dirait un décor de théâtre — murmure à mon oreille un camarade.

Et c'est vrai. Et par cela même qu'il y a dans ce qui nous entoure quelque chose de vraiment pittoresque, quelque chose qui a presque un air théâtral, nous admirons l'ensemble comme un tableau ; mais nous ne frémissons pas comme en d'autres lieux plus sombres.

— Je ne sais pourquoi — dis-je à notre capitaine, je me figure qu'ici les souvenirs, au lieu de pleurer, doivent sourire.

— Eh bien ! vous vous trompez — me répond-il.

— Et, alors, il se met à nous raconter l'épopée de Maucourt.

Au milieu de septembre, quand les habitants du village virent s'approcher les Allemands, ils s'enfuirent presque tous vers le sud. Ceux qui demeurèrent dans leurs maisons payèrent cher leur confiance dans la magnanimité de l'envahisseur. Les premiers soldats qui entrèrent furent les cyclistes d'une compagnie d'éclaireurs. En arrivant dans la rue principale, ils pénétrèrent dans un café qui était plein de vieux campagnards. L'officier allemand qui commandait cette avant-garde ordonna aux Français, désarmés et innoffensifs, de s'agenouiller et de demander pardon. « Tous — hurlait-il,— tous, à genoux, pour demander pardon, tous! » Et les pauvres villageois, devant la menace des fusils, s'agenouillèrent et demandèrent pardon... pardon de quoi, mon Dieu ? Un seul, un meunier énergique, nommé Louis Rouselle, s'écria :

— Il ne manquait plus que cela ! Celui qui doit demander à Dieu pardon de ses crimes, c'est votre chef...

Héroïquement l'officier le tua. Devant ce crime les autres villageois se levèrent et se mirent à courir.

— Feu ! — cria l'officier.

Et les visant avec calme, sûrs qu'ils ne s'échapperaient pas, les cyclistes leurs donnèrent la chasse, un à un, comme à de pauvres vieux lièvres incapables de courir avec leurs vieilles jambes.

Une fois ces paysans tués et le reste de la population terrorisé et caché dans les caves, les Allemands commencèrent à piller les maisons. Quand, par hasard, quelque malheureux voulait s'opposer à ce qu'on lui volât ses économies, un coup de crosse sur la tête l'obligeait à fermer la bouche pour toujours.

Notre capitaine, qui nous parle de tout cela avec tristesse, s'anime tout d'un coup, au souvenir d'un épisode digne de guerres plus poétiques que la nôtre.

— Avez-vous entendu nommer le maréchal des logis Gambart ? — nous demande-t-il.

— Non.

— Eh bien ! vous verrez... Le 23 septembre, le soir, une patrouille de uhlans, commandée par un capitaine, parcourait les rues de Maucourt, quand soudain, à l'entrée du village, retentirent quelques coups de feu. Les uhlans s'arrêtèrent au milieu de la rue principale, écoutant avec une inquiétude visible le galop de quelques chevaux. « Sont-ce les nôtres ? » demanda le chef à l'estafette qui était allée vers le coin pour s'assurer de ce qui se passait. « Non — répondit celle-ci — ce sont les Français. » Alors les Allemands qui ne savaient s'il s'agissait de forces considérables, se préparèrent à vendre chèrement leur vie. Au bout de quelques instants, les nôtres apparurent. Ils étaient trois : un sous-officier qui fumait sa pipe fort tranquillement et deux soldats qui le suivaient. « Halte ! » cria un uhlan. Un dragon lui répondit d'un coup

de carabine. Une lutte inégale et magnifique s'engagea. Se servant de leurs sabres, les Français, qui avaient besoin de s'ouvrir un passage parmi les Allemands pour accomplir une mission, combattaient comme des lions. Les deux cavaliers tombèrent morts en chantant la *Marseillaise*. Mais le sous-officier réussit à faire une brèche dans la muraille humaine et passa, toujours sa pipe à la bouche. Quand les Allemands s'aperçurent qu'il leur échappait, ils apprêtèrent leurs fusils pour tirer. Mais l'officier qui les commandait leur ordonna de ne pas décharger leurs armes. « Un homme semblable — s'écria-t-il — mérite de vivre. » Cependant le dragon, le fameux dragon Gambard, poursuivit son chemin au galop et parvint où son général l'envoyait.

— Vous voyez — dis-je à notre guide — que je ne me trompais pas en pensant qu'ici les souvenirs doivent être moins tristes qu'ailleurs.

Sans me comprendre il s'écria :

— Vous croyez !... Moi je ne le remarque pas...

— Moi si. Cette seule lutte d'estafettes dans une rue, cet héroïsme romanesque du sous-officier qui fume pendant le combat, et, à la fin, ce geste, rare chez un allemand, qui s'oppose à ce que ses hommes tirent sur l'adversaire, tout cela est digne de temps meilleurs.

— Oui — me répond notre capitaine — oui... Mais vous allez voir comment finit l'histoire... Le même uhlan chevaleresque qui salua son ennemi en le voyant s'éloigner se rendit ensuite à la mairie, où se trouvait réuni le Conseil municipal. « Nous venons d'être attaqués par des forces françaises — dit le Prussien — et comme nous sommes sûrs que dans le pays se cachent d'autres soldats j'ai décidé de prendre les notables et de les fusiller, au cas où se produirait une nouvelle attaque contre nos forces. » Avec beaucoup de bon sens, le maire fit observer au militaire que ni lui ni ses collègues ne pouvaient être responsables de ce que tenteraient les troupes françaises pour reconquérir le terrain perdu. « C'est bien — acheva le uhlan, — à Maucourt, suivant les témoignages officiels, il reste encore 350 habitants. Pour les punir de l'hostilité qu'ils nous manifestent, j'exige une amende de 10 francs en or par habitant. Il me faut cette somme ce matin même. Si vous ne me l'apportez pas, je fusillerai le maire. » Sur-le-champ le maire et le curé parcoururent la localité à la recherche des 3.500 francs. Les gens qui demeuraient étaient justement les plus pauvres, les plus misérables. Au bout de deux heures ils n'avaient pu trouver que quelque 2.000 francs. Enfin un boulanger donna le reste, et le uhlan put s'en aller tranquille. Mais sa tranquillité ne dura pas longtemps. Ce même soir une compagnie de chasseurs alpins entra dans le village, chantant une joyeuse chanson de marche. Les Allemands, embusqués dans les maisons, recevaient les Français à coups de fusil. Les nôtres, sans employer leurs cartouches, dont ils avaient peu, attaquaient à la baïonnette. En peu d'heures il ne resta pas un ennemi vivant... Les renforts prussiens envoyés de Chilly firent demi-tour en s'apercevant que les alpins avaient tué tous les Allemands de la garnison. Le maire, après avoir repris les 3.500 francs trouvés dans la bourse du uhlan, fit sonner les cloches pour célébrer l'indépendance locale...

— Et après ? — demandé-je à notre guide, remarquant que son visage se crispe tout à coup.

— Après — dit-il — ce fut le bombardement, un bombardement absurbe, inutile, idiot... Quel intérêt pouvaient-ils avoir à détruire cette pauvre église, ces humbles maisons ?... Nos soldats, dès que commencèrent à tomber les bombes, furent naturellement envoyés aux tranchées qui défendent les environs et qui n'ont rien à craindre du tir de l'artillerie. Les pauvres villageois, par contre, souffrirent terriblement. L'autorité militaire avait beau leur ordonner de se réfugier vers le sud, ils s'obstinaient à demeurer dans leurs fermes ou dans leurs chaumières, et chaque fois c'était une nouvelle hécatombe. Maintenant encore les obus allemands arrivent jusqu'ici. Et néanmoins, vous voyez que le lieu ne manque pas d'animation...

C'est vrai. Où tout à l'heure nous n'avions vu que des groupes d'enfants grimpant par les murs noircis en jouant à la guerre, nous découvrons maintenant toute une population laborieuse qui vit au milieu des ruines. Avec quelques planches et un peu de paille, chacun s'est fait, sur les briques écroulées de son foyer, un nid provisoire. Ce dont il s'agit, c'est de ne pas abandonner le sol chéri, de ne pas s'éloigner de la terre féconde. « Il n'y a rien de plus profond que l'amour de son village chez un paysan lorrain », dit Gœthe.

En réalité, tous les paysans de toutes les régions de la France sont semblables. A chaque instant l'un d'eux tombe, victime de son attachement au terroir. Alors les autres s'arrêtent un moment, pour prier et pour méditer, comme dans les tableaux de Millet. Puis la promenade continue derrière la charrue, derrière les bœufs, lente, calme, sans que l'image de la mort y mette des angoisses ni des sursauts. La France qui ne peut combattre avec les armes lutte ainsi, à sa façon, pour réparer les ruines de la guerre.

— C'est une image consolante — murmure le capitaine, en voyant comme au milieu des décombres résurgissent la vie et la richesse.

Puis il s'écrie avec fierté :

— Race admirablement laborieuse que la nôtre !

Et, ma foi, il a raison d'éprouver de l'orgueil devant ce tableau d'effort, d'énergie et d'héroïsme, qui est comme un symbole du pays, occupé, à travers les siècles, à semer sous la mitraille et à reconstruire au milieu des ruines.

GOMEZ-CARRILLO.

LES PARTIS AU REICHSTAG ET LE CHANCELIER

Lorsqu'on envisage, — non pas seulement en substance, mais aussi dans leurs détails, les discussions qui se sont déroulées, depuis décembre, soit au Reichstag, soit au Landtag de Prusse, on constate que l'unité morale de l'Allemagne est de plus en plus ébranlée. Il suffirait, semble-t-il, d'une secousse de médiocre ampleur, pour que les partis devenus oublieux des circonstances reprissent, avec une violence accrue, toutes les batailles passées. En tout cas, il n'est point de pays belligérant à l'heure présente, et à l'encontre des opinions communément accréditées, où les débats parlementaires soient caractérisés par de telles véhémences de langage. Peu à peu, les fractions politiques, qui s'étaient imposé à l'origine une discipline étroite et qui, des plus conservatrices à la démocratie la plus avancée, semblaient faire litière de leurs prétentions propres, ont rompu avec la contrainte ; elles s'expriment aujourd'hui librement : les unes formulent leurs espérances, les autres leurs craintes ; celles qui croyaient avoir conquis un droit évident à des réformes longuement attendues, quoique médiocres, se heurtent à une résistance, à une malveillance hautaine qui surexcitent leur volonté de victoire intérieure. Les intérêts se déchaînent ; la crise économique et financière, qui ne pèse pas également sur toutes les catégories sociales, ravive des ardeurs assoupies en stimulant les antagonismes. Au surplus, pourquoi s'en étonner ? Ce sont là phénomènes inévitables au cours d'une guerre qui se prolonge, dont nul ne peut prévoir avec exactitude la durée, et qui aspire progressivement toutes les ressources d'une nation. Comme la lenteur même de son évolution constitue pour l'Allemagne un grave mécompte, plus la déception s'alourdit et plus les luttes de partis, les oppositions entre les idées, les groupes et les hommes doivent s'exaspérer. Certaines paroles qui ont été proférées, ces dernières semaines, à la Chambre de Prusse, comptent parmi les plus significatives et les plus audacieuses qu'un Parlement d'outre-Rhin ait entendues.

*
* *

Jamais, depuis son avènement au pouvoir, le chancelier de Bethmann-Hollweg n'a été aussi attaqué qu'aujourd'hui. Certes, avant la guerre, ce fonctionnaire à l'échine souple, qui n'avait ni le prestige d'un Bismarck, ni l'indépendance d'un Hohenlohe, ni le scepticisme d'un Bulow, et qui avait rabaissé son rôle à celui d'un premier commis, avait subi au Reichstag de rudes journées. Tous les partis, de la droite à la gauche, se divertissaient à le mortifier. Il ne possédait ni le coup de boutoir, ni la riposte acérée. La faveur impériale l'avait installé à la chancellerie : il gardait ce poste suprême comme il eût conservé une présidence de gouvernement, ou une direction de « cercle » ou tout autre fonction, insensible aux critiques et aux attaques. Mais ces critiques et ces attaques n'étaient pas incessantes ; quelque répit lui était laissé ; les préoccupations de l'autorité n'étaient pas telles, qu'il ne pût trouver une jouissance et une récompense dans la splendeur des prérogatives, qui lui étaient conférées. Or, il discerne maintenant de toutes parts des ennemis, des envieux, des concurrents ; d'effroyables charges pèsent sur lui ; les responsabilités de la guerre, l'obligation de faire face à d'innombrables difficultés, le souci de plaire au maître impérieux qui l'a créé et qui peut le briser d'une seule parole, lui infligent la pire des existences. Peu d'hommes politiques, dans les conjonctures troublées que le monde traverse, ont éprouvé à un même degré la malignité, le dédain, la jalousie de leurs pairs : ce n'est point que je veuille plaindre l'inventeur des formules monstrueuses qu'il est superflu d'évoquer...

Ce chancelier si peu respecté, que le Reichstag et les militaires s'accordaient à décrier, avait regagné quelque crédit en août 1914. Les pangermanistes avaient applaudi bruyamment au discours fameux, qu'il avait prononcé pour expliquer l'invasion de la Belgique : le geste du moment, qu'ils avaient réussi à provoquer, et qui enfin leur ouvrait les plus vastes horizons, désarmait leur hostilité méprisante. Mais, très vite, le prestige de Bethmann-Hollweg — prestige tout neuf, — s'effrita au point de disparaître. Il souffrit, beaucoup plus que l'autorité du grand état-major, de l'échec de l'attaque brusquée : les premières défaites de la diplomatie allemande, la proclamation de la neutralité roumaine, plutôt inattendue, — le revirement

de l'Italie fournirent contre le chancelier des griefs qui furent largement exploités. La volte-face de la Bulgarie, par contre, ne lui valut aucune recrudescence de faveur. Déjà on l'accusait de manquer de confiance, de renoncer aux annexions, de pratiquer un programme d'action timide et mesquin, de limiter les buts de guerre de l'Empire. Quand la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, l'organe de ses vetos successifs et impuissants, invita les partis à suspendre leurs polémiques sur les conditions éventuelles de la paix — il y a des mois et des mois, — les impérialistes le taxèrent presque de trahison. Il devint peu à peu le bouc émissaire ; on le rendit responsable du renchérissement de la vie, des difficultés financières qui se compliquaient de mois en mois, de la baisse du mark, de tous les maux que la guerre comportait. Pourra-t-il résister aux campagnes que les personnalités et les groupements dirigent contre lui ? C'est un des problèmes de l'heure outre-Rhin, encore qu'il en soit d'infiniment plus intéressants.

*
* *

Les candidats à la chancellerie ne manquent pas. Nous ne connaissons point tous ceux qui s'agitent dans la coulisse, je veux dire dans le cabinet de Guillaume II ; mais il est permis d'énumérer ceux qui ont pris position sur la scène, et qui jugent inutile de dissimuler leurs convoitises. Il y a, pour le moins, un amiral, deux hauts dignitaires de l'armée et, — phénomène un peu surprenant à première vue, un parlementaire.

L'amiral est l'inventeur de la guerre sous-marine, von Tirpitz, qui pendant de longues années a été l'inspirateur des grands projets maritimes du Kaiser. Les organes du conservatisme féodal, qui le tiennent pour le meilleur champion de leur cause, ont fait en sa faveur, l'été dernier, une très vive campagne. Ils accusaient, — comme du reste maintenant, — Bethmann-Hollweg de déprécier l'arme du submersible et de trop sacrifier aux protestations de certains neutres. La lutte entre Bethmann et Tirpitz prit un tel caractère d'acuité, qu'elle passionna toute l'Allemagne politique et qu'elle sortit de la pénombre des cercles officiels. Elle n'a pas cessé, mais l'empereur a invité les deux partenaires à plus de modération, — en attendant qu'il juge un jour ou l'autre, la partie entre eux et peut-être au profit d'un tiers...

Les dignitaires de l'armée sont : Hindenburg et Falkenhayn. Le premier, qui fut très en vue à certains moments, ne jouit plus que d'un moindre éclat, depuis que les grandes opérations sont suspendues sur le front russe et que Mackensen a conquis la Serbie : on lui reproche aussi, dans l'entourage impérial, trop d'indépendance, trop de rudesse de paroles, trop de dédain pour les rites protocolaires. Falkenhayn, chef d'état-major général, que Guillaume II tient pour un stratège génial, et qui en tous cas manœuvre merveilleusement dans le domaine de l'intrigue, a réussi à se rendre quasi-indispensable. Il se peut que brusquement sa faveur tombe, car le Kaiser est versatile comme tous les autocrates de droit ou de fait, mais jusqu'à cette heure elle n'a point fléchi. Qu'elle subsiste — pour telle ou telle raison, — et Falkenhayn deviendra, pour Bethmann-Hollweg le plus redoutable des compétiteurs.

Quant au parlementaire Bassermann, il s'attribue et il s'attribuait dès le temps de Bulow, dont il fut l'homme de confiance, une importance qui est fort discutée. Ce chef du parti national-libéral n'a ni l'éloquence, ni la dextérité tactique, ni la doctrine même changeante d'un Windthorst. Il ne sait pas user de son groupe en s'effaçant à l'arrière-plan : mais il aime les gestes sensationnels et les phrases retentissantes ; ni la modestie, ni la discrétion ne caractérisent ses attitudes. De tous les candidats à la chancellerie, il est celui qui proclame le plus hautement, le plus insolemment ses appétits : ce serait déjà une raison d'échec pour lui, même s'il n'avait point cette tare indélébile de siéger au Reichstag.

Bethmann-Hollweg tombera-t-il pendant la guerre, ou seulement après la conclusion de la paix ? L'échéance dépend des événements et surtout de l'arbitraire impérial. Les mérites respectifs des candidats au premier poste de l'Etat, les services rendus par eux, leurs conceptions, leurs tendances, tout ce qui pourrait compter dans un pays libre et où les assemblées électives exerceraient une véritable autorité, est ici nul et non avenu. Je ne dis pas que l'empereur ne soit pas tenu de compter avec une certaine opinion, mais les limites de son choix sont infiniment élastiques. La thèse de tous les chanceliers, depuis et y compris Bismarck, a été que l'Allemagne n'avait point le régime parlementaire. Le monarque s'attribue le droit de maintenir un ministre qui a perdu la confiance des députés de la Confédération, ou de frapper un ministre qu'une grosse majorité soutiendrait. Rien, dans les textes, ne restreint ses attributions. Deux des hommes que Guillaume II a appelés à la première charge, Caprivi et de Bethmann-Hollweg, pour ne parler que d'eux, étaient des médiocrités et eussent aussi bien pu mourir ou prendre leur retraite, l'un comme chef de corps, l'autre comme président de gouvernement. De même que le Kaiser a un jour investi de Bethmann-Holl-

weg de la chancellerie, de même il pourrait annoncer demain qu'il accepte la démission de ce personnage, cette démission n'eût-elle pas été donnée. La volonté du souverain reste à Berlin la règle suprême. Désirerait-il, sans y être contraint par la constitution, garder quelques formes ? Il lui suffirait de provoquer, au Reichstag, une tempête contre le gouvernement dont il a désigné les membres. Dans les circonstances que l'Allemagne traverse actuellement, cette entreprise n'offrirait pour lui aucune difficulté. Nous ne savons pas — (la censure s'exerce sur la presse berlinoise) — en quelle mesure son autorité morale a été ébranlée par les échecs et les mécomptes qu'il a subis, mais c'est justement au cas où sa popularité fléchirait, qu'il détournerait le courant des colères contre le chancelier. On peut, au surplus, se demander s'il n'a pas déjà, plus ou moins inspiré les campagnes, qui se sont développées au cours des derniers temps.

*
* *

A bien considérer le Reichstag, aucune des fractions de cette assemblée — qui compte 397 membres — ne nourrit pour M. de Bethmann-Hollweg une particulière admiration : ni les conservateurs qui avec le Reichspartei disposent de 55 sièges, ni les nationaux libéraux qui sont 44, ni les progressistes ou radicaux qui atteignent à 45 mandats, ni le centre catholique qui monte à 91, ni les social-démocrates qui ont enlevé aux dernières élections 110 circonscriptions, ne sont enclins à lui marquer une confiance durable. Ces partis s'opposent les uns aux autres, nouant des coalitions transitoires et changeantes sur des points déterminés ; il n'en est point un qui ne fasse quelque grief au chancelier de sa politique, qui apparaît, suivant le cas, trop audacieuse ou trop timorée. En Angleterre, les radicaux, les conservateurs et même les travaillistes et les Irlandais, ont, depuis l'ouverture de la guerre, fait taire leurs préférences et leurs résistances traditionnelles, pour soutenir le cabinet libéral d'abord, libéral-unioniste — ouvrier ensuite, — qui gère les affaires du pays. L'Allemagne n'a point de cabinet de défense nationale, qui syndique toutes les nuances de l'opinion et rien n'était plus explicable, puisqu'elle n'a pas adopté le système du gouvernement parlementaire ; mais les groupements politiques y restent peut-être plus animés que partout ailleurs les uns contre les autres, et tous battent en brèche, à leur heure, et pour des motifs divers le chancelier responsable devant l'Empereur.

Nous verrons un peu plus loin comment ces différents groupements se comportent en présence des problèmes nombreux et graves, qu'a posés le conflit européen, et j'indiquerai sommairement les intérêts que chacun d'eux défend et les points de vue auxquels chacun d'eux se rallie. Mais il sied tout d'abord d'énumérer les plus pressantes et les plus discutées de ces questions. Si l'on ne précisait pas cette nomenclature, les divisions intérieures de l'Allemagne, les controverses des factions entre elles et les raisons de leur irritation contre le pouvoir exécutif n'apparaîtraient pas en une suffisante clarté.

Le Reichstag et les nuances d'opinion que représentent ses groupes, de la droite à l'extrême-gauche, se demandent en premier lieu comment la guerre doit être conduite, selon quelle tactique, et vers quelles fins. Il y a là un problème capital et d'ordre très général, qui embrasse celui du Kriegsziel, c'est-à-dire des buts de la lutte : l'Allemagne, au cas où elle le pourrait (et cette possibilité est communément acceptée outre-Rhin), doit-elle réaliser des annexions territoriales ou économiques, et quelle sera la mesure des ces annexions ? Tout de suite maintenant surgit le problème financier, qui ne serait que très partiellement tranché si les députés votaient les nouveaux impôts, adoptés ces derniers jours, par le Conseil fédéral : convient-il d'accroître, dès à présent, les contributions ou se contentera-t-on temporairement d'appels au crédit, l'aggravation de la fiscalité étant ajournée à la paix ? Et quelle sera éventuellement la fiscalité nouvelle ? Il y a encore le problème économique — celui du renchérissement, celui des débouchés commerciaux et de la reprise industrielle, — le problème de la réforme électorale et toute une série d'autres problèmes politiques et sociaux que pour l'instant on peut laisser dans l'ombre, l'intérêt qu'ils suscitent n'étant que secondaire ou épisodique. Le lecteur conclura que nécessairement des débats d'une telle ampleur et qui mettent aux prises les grandes catégories sociales créeraient des divisions profondes dans une assemblée même soucieuse d'union et réfractaire aux entraînements subits : or tel n'est point le caractère essentiel du Reichstag issu des dernières élections.

*
* *

Les conservateurs ne disposent dans la Chambre d'Empire que d'une minorité restreinte en soi, mais ils s'appuient sur la droite de la Chambre Prussienne qui, grâce au régime électoral encore en vigueur, est numériquement très forte. En associant les initiatives et les résistances des deux groupes, ils aboutissent à paralyser toute évolution.

Leur prépondérance morale dans l'Etat prussien n'est pas douteuse, et par elle, ils exercent une pression incessante sur le chef des Hohenzollern, qui est roi de Prusse d'abord, empereur allemand ensuite. Ils représentent une caste, qui a gardé toutes les allures, et toute la mentalité des anciens féodaux. Maîtres des hauts commandements militaires et aussi de la plupart des postes civils de premier plan, (seuls sont exceptés ceux de ces emplois qui exigent des compétences techniques) — ils tirent leur fortune de la propriété foncière : rares sont les hobereaux qui se sont adaptés à la transformation industrielle du pays et qui ont su l'exploiter : ils détestent au surplus tout progrès économique, parce que la création des grandes usines et le développement du commerce ont engendré à la fois une bourgeoisie puissante et un prolétariat nombreux, et compromis leur autorité séculaire. Ils veulent vendre leurs grains le plus cher possible et perpétuer leurs privilèges politiques : or ils estiment que le gouvernement manque à tous ses devoirs, en prenant des mesures et en annonçant des réformes opposées à leurs propres intérêts.

La guerre, selon leurs espérances, devait revivifier le prestige du militarisme : ils ont compris qu'ils avaient nourri une pure illusion, mais il leur est surtout pénible de penser que leur prééminence électorale, organisée par des lois que Bismarck lui-même qualifiait de surannées et de dérisoires, ne tardera pas à mourir. L'une des grandes raisons de leur colère contre le chancelier, est que, dans une phrase d'ailleurs ambiguë du dernier discours du trône au Landtag, il a annoncé la révision du régime du suffrage en Prusse. Imaginez que le système des « trois classes » soit aboli : les socialistes, qui sont 10 à la Chambre du royaume, seront peut-être 150 ; les radicaux-démocrates gagneront un grand nombre de sièges, et les progrès des gauches s'accompliront naturellement aux dépens de la droite. Le jour où celle-ci sera réduite à la portion congrue, elle n'empêchera plus de passer les projets d'ordre économique, qui serviront l'industrie et, qui desserviront peut-être la grande propriété foncière. Si en février, les Heydebrandt, les Zedlitz, les Richthofen et autres chefs des hobereaux dénonçaient la timidité diplomatique de Bethmann-Hollweg, sa mollesse devant l'Amérique, c'était surtout parce que ce moyen de lutte leur semblait le meilleur et qu'ils n'osaient pas lui reprocher directement ses complaisances pour les partisans de la réforme électorale.

Le centre catholique dans son for intérieur, n'est pas plus favorable à cette réforme : lui aussi joue un large rôle au Landtag prussien. S'il demeure un parti compact au Reichstag, il n'y reste plus le premier, ni par le nombre des mandats, ni par le contingent des électeurs, depuis que les social-démocrates ont conquis 110 sièges et obtenu plus de 4 millions de suffrages. Plus diminuait son prestige auprès des masses et plus il s'éloignait, — réaction naturelle et inévitable, — des voies démocratiques. Entre les deux fractions, qu'il avait réussi à associer par un prodige d'ingéniosité, la fraction à tendance aristocratique qui se recrutait en Silésie et en Bavière, et l'autre essentiellement ouvrière qui venait du pays westphalo-rhénan l'équilibre s'est rompu ; la première triomphe, par l'épuisement progressif de la seconde. Depuis 20 ans, ce parti a fortement évolué : sa résistance au colonialisme de Bulow et de Dernburg, au temps de la campagne des Hottentots, marqua la clôture d'une ère. Devenu presque aussi militariste que la droite féodale, converti au pangermanisme, il n'a cessé, par l'organe de ses leaders les Spahn et les Erzberger, d'opiner pour les annexions. Il répudie toute démocratisation du système prussien, sa base actuelle étant solide au Landtag de Berlin ; — il combat par avance toute taxation impériale de la fortune acquise, et comme il prévoit qu'il lui sera malaisé, après la paix conclue, de défendre des thèses frappées de caducité, il se répand en récriminations contre le pouvoir. Le centre catholique s'est affirmé peu à peu, pour des raisons d'ordre social, le meilleur allié du féodalisme protestant.

Les nationaux-libéraux, — dont Bassermann est le chef contesté, — représentent d'autres intérêts que la droite. Celle-ci s'appuie sur la propriété foncière ; ils sont les mandataires de la grande industrie. Ils ont été et ils restent par excellence les champions de l'Allemagne unifiée et de l'Allemagne conquérante. Métallurgistes qui rêvent d'imposer au monde leurs aciers et leurs machines ; fabricants de produits chimiques qui s'imaginaient leur monopole universel à jamais intangible ; armateurs de Hambourg et de Brême qui disputaient à l'Angleterre la suprématie des océans ; banquiers qui subventionnaient des entreprises audacieuses sur les divers continents, — toutes les corporations, tous les groupements professionnels que la surprenante évolution économique de l'Empire a enrichis, mettaient en ce parti leurs suprêmes espoirs. Il y a bien longtemps, comme on l'a dit, que son libéralisme a cédé le pas à son nationalisme. A la rigueur, il accepterait une réforme électorale limitée et même une légère fiscalité directe d'Empire, si l'Allemagne pouvait s'accroître de 150.000 kilomètres carrés. Pour s'assurer des marchés nouveaux, où elle écoulerait l'excédent de sa produc-

tion, la grande industrie d'outre-Rhin admettrait des mesures d'apparence démocratique, qu'elle se chargerait de bien vite stériliser. Mais elle se rend compte, en dépit de sa pompeuse phraséologie, que la guerre ne « paiera » pas, que l'attaque brusquée fut une mauvaise affaire et que les lendemains risquent d'être accablants. Elle se demande comment se comportera le prolétariat, si d'une part, l'activité du pays est mortellement atteinte, et si de l'autre, l'aggravation des impôts coïncide avec le renchérissement général. Ses campagnes contre le chancelier seraient moins violentes, si elle avait subi de moins amères désillusions ; elle lui reproche de répudier les grandes conquêtes, alors qu'elle n'ignore plus la faillite de son propre programme.

Ce n'est point dans les rangs des progressistes, et c'est encore moins dans ceux des socialistes que M. de Bethmann-Hollweg trouverait des concours permanents. Quelque dociles que les radicaux soient momentanément aux impulsions du pouvoir, ils ne sauraient, sans risquer de perdre leur clientèle électorale, se soumettre à toutes les volontés des gouvernants. La tentative, qu'ébaucha jadis M. de Bulow, de faire d'eux l'un des pivots de ses combinaisons, échoua, piteusement. Par la force des choses, l'Empire est lié à la prépondérance conservatrice, et seule une révolution qui pourrait en même temps bouleverser de fond en comble les institutions, balaiera les vestiges puissants de la féodalité. Très significatif est le revirement qui se produit chez les progressistes — tout au moins chez cette fraction du parti dont la *Gazette de Francfort* est l'organe — en faveur d'une entente avec les socialistes modérés. Etreint ici comme partout entre la démocratie pure et le conservatisme politique et social, le radicalisme chemine vers la gauche sous la poussée des portions du peuple qui l'ont adopté.

J'ai déjà montré les antagonismes qui travaillent la social-démocratie allemande. Qu'ils subsistent ou qu'ils s'atténuent, que la majorité des Heinze, des Sadekum, et des Scheidemann l'emporte ou, ce qui est plus vraisemblable, — que la minorité anti-impérialiste et doctrinaire, reprenne le dessus, — cette social-démocratie sera, tôt ou tard, ramenée à l'opposition absolue. — La crise économique, les souffrances de la foule, les innovations de la fiscalité, l'intensification des luttes de classes qui résultera là-bas, des phénomènes actuels, tout contribuera à la redresser contre la caste militaire et nobiliaire, qui domine l'Allemagne, avec l'appui plus ou moins intermittent de la grande métallurgie.

Cette rapide revue nous enseigne que dans l'Empire germanique, les conflits de personnes, de groupes, de catégories sociales, sont plus violents peut-être que partout ailleurs. Ne nous laissons point duper par des façades illusoires ou par des déclarations mensongères.

PAUL LOUIS.

L'ART BRITANNIQUE & L'AME ANGLAISE AU MUSÉE DE LUXEMBOURG

« Au moment même où nous mettons sous presse, un riche et généreux amateur de Londres, M. Edmund Davis, a offert de constituer entièrement au Musée du Luxembourg une série de l'art anglais contemporain ; cette proposition, accueillie avec gratitude, est en voie de réalisation (1). » Ainsi, dès 1912, s'exprimait le conservateur en nous faisant pressentir, pour le centenaire du 14 avril 1918, le transfert de son cher musée au séminaire de Saint-Sulpice ; mais son active intelligence ne pouvait prévoir que l'inauguration de ce don princier coïnciderait, en 1915, avec les heures les plus glorieusement angoissantes qu'aura vécues l'Entente cordiale ; et ce paisible événement n'en prenait-il pas une importance tout à fait significative, au lendemain du geste si spontanément français de notre Rodin gratifiant de ses œuvres capitales l'Angleterre secourable à l'héroïque Belgique, — et de la réponse non moins éloquente d'un Brangwyn dédiant, en retour, « à la France et à ses splendides soldats », un ensemble imposant de son œuvre gravé qui sert de trait d'union, dorénavant, entre les salles belges et la nouvelle section britannique ?

En effet, pour nous représenter la peinture étrangère, devenue l'art des Alliés, le Luxembourg actuel ne procède plus « par roulement », mais par accroissement : l'Angleterre, ici comme ailleurs, ne remplace point la Belgique ; elle continue son effort, en prolongeant ses destins ; et le collectionneur Davis ne fut-il pas le plus spirituellement avisé des précurseurs d'une alliance, alors qu'il entraînait M. Léonce Bénédite dans les ateliers ou les expositions de Londres, au printemps de 1912, pour composer avec lui l'anthologie rêvée ? Car ce don d'artiste a ceci d'original — et de très anglais — qu'il n'est point l'apport d'une collection toute faite ; mais, tel un bon philatéliste qui placerait dans notre album le timbre rare ou manquant, le donateur de Londres a choisi

(1) LÉONCE BÉNÉDITE, *le Musée du Luxembourg*, t. Ier : *les Peintures*, 1912, p. 20.

lui-même, avec le conservateur de Paris, la quarantaine d'exemplaires typiques chargés de renseigner nos yeux sur l'âme que reflète silencieusement le miroir d'un art.

Que nous diront ces trente-huit cadres qui viennent compléter à propos l'œuvre anglo-belge du pathétique Brangwyn et les cinquante numéros acquis auparavant, déjà vus, où, parmi de purs dessins de Burne-Jones et de Leighton, fleurissent les élégances mondaines de l'Irlandais Lavery et l'exquise fête enfantine de l'Ecossais Lorimer ? Flamande ou wallonne, la palette belge nous a suggéré le calme d'hier, sous ses deux aspects (1) : le royaume du silence ou l'énergie du travail, — paix mystique et neigeuse de *Bruges-la-Morte*, qu'ignoraient volontairement les maîtres anciens, ou robustesse féconde des *Ages de l'ouvrier*, plus naïvement majestueux, avec ses bras nus, que le figurant dans la théâtrale *Descente de croix* d'un Rubens ; en ces heures extrêmes, où tout prend un sens, en pleine lutte pour la vie des nations, il est plus que jamais émouvant de sentir la persévérance latente des *races* sous l'uniformité cosmopolite du costume que l'*époque* impose à l'art autant qu'à la vie, et réciproquement, de retrouver cette unité foncière et constitutive de chaque peuple libre à travers les modes inévitables des siècles changeants : et que va nous apprendre de la blonde Albion la plus récente peinture anglaise ? Nous parlera-t-elle de sa foi biblique et de son sang rose, de ses brouillards éternels et de ses modernes fumées, de son activité positive qui se concilie si naturellement, sous son ciel froid, avec sa poésie morale ?

En tous cas, la générosité du donateur ne nous entretiendra pas seulement du présent, mais, d'abord, du passé qui l'a mystérieusement formé, car elle n'oublie point d'offrir à notre instruction plusieurs spécimens de l'innovation *préraphaélite*, signés par quelques-uns de ses plus beaux noms ; mais les derniers venus nous autoriseront-ils à répéter le mot déjà vieux de vingt ans, que leurs aînés, plus curieusement originaux, dictaient à leur meilleur historien parmi nous (2) : « Il y a une peinture anglaise » ?

Aussi bien, en dehors du mouvement dit préraphaélite, et même avant lui, l'art d'outre-Manche n'a-t-il jamais cessé de fournir à nos critiques surpris l'image ou l'idée d'une « peinture particulière (3) », la seule qui ne dût rien à notre école et qui, par conséquent, ne ressemblât pas à nos dociles rivaux du continent ; et nous, aujourd'hui, ne craignons pas d'aller encore plus loin et d'affirmer *qu'il y a toujours eu une peinture anglaise...*

Mais Reynolds et le « ravissant » Gainsborough ne faisaient-ils pas tout simplement « de la peinture du XVIIIe siècle » ? Au surplus, le premier ne fut-il pas attiré par Rembrandt et le second, par Van Dyck ? Et, pareillement, les beaux paysagistes, Constable ou le vieux Crome, Richard Wilson ou William Turner, n'ont-ils point préparé la victoire française de l'art moderne en s'inspirant de la mélancolie de Ruysdael ou du soleil de Claude ?

Oui, sans doute ; cependant l'érudite objection ne nous convainc guère, car elle n'obscurcit point l'évidence ; et la visible originalité de ces très savoureux coloristes, qui confiaient à la toile le poème du paysage ou le roman du portrait, tenait-elle uniquement aux roses laiteuses cueillies par leur pinceau sur les joues de leurs héroïnes, à l'intense verdure observée sous un ciel nuageux ? On l'imagine avec peine : en vérité, la splendeur de la chair ou la tristesse du climat ne saurait tout expliquer ; et *l'accent* de ces fraîches créations ne nous semble pas exclusivement le fait du modèle. Or, le problème, jamais complètement élucidé, de la peinture anglaise aboutit à cette formule apparemment paradoxale, tant les deux termes en sont contradictoires : nos yeux l'aperçoivent *très influencée toujours et constamment originale*, ou plutôt *personnelle*, au point d'avoir, par deux fois, influencé la nôtre : au Salon de 1824, avec ses audacieux paysagistes, inspirés du Nord flamand ; — au Salon de 1855, avec ses méticuleux novateurs, instruits par le Midi latin. « L'Ecole même est changée », notait Delacroix, qui fut diversement séduit par ces deux Salons (1). Et quelle méditation plus suggestive offerte à la critique ?

Importer l'influence étrangère et la restituer au continent dans une traduction qui la transforme, servir ainsi d'intermédiaire, à la fois entreprenant et prudent, entre le passé des maîtres et l'avenir des chercheurs, tel est, en art comme en politique, le rôle du peuple anglais dans l'isolement orgueilleux de son île et de son âme : au lendemain des grands jours d'orage où nos impatiences de 1830 avaient emprunté les « moyens outrés » du clair-obscur aux peintres de là-haut, quelques novices de Londres juraient de restaurer la minutie naïvement expressive et colorée des Primitifs ; ils rêvaient de recommencer la peinture, comme Robin-

(1) V. dans la *Revue Bleue* de 8-15 mai 1915, *l'Art belge au Musée du Luxembourg*.

(2) ROBERT DE LA SIZERANNE, *la Peinture anglaise contemporaine*. Paris, 1895.

(3) Le mot est des Goncourt ; et tous les critiques français de 1855 ont exprimé la même impression.

(1) V. *le Journal d'Eugène Delacroix* (t. III, pp. 36-42, 17 juin 1855) et sa *Correspondance* (t. II, pp. 190-191).

son Crusoë la civilisation sur son îlot perdu : vaste désir d'oubli, qui devait favoriser, chez les nôtres, la *tache* et l'impression hâtive, mais qui ressuscitait, chez eux, la légende et la ligne ! Ces jeunes rêveurs pratiques voulaient un art nouveau, vraiment national et *genuine*, et leur candeur même était un souvenir : ils s'intitulaient *préraphaélites*. Or, leur nom seul devrait suffire à leur définition ; mais pourquoi l'Ecole préraphaélite nous semble-t-elle aujourd'hui plus que jamais indéfinissable ? Est-ce parce qu'un trop petit nombre d'échantillons ne peut nous apporter qu'un vague reflet de ces sages novateurs, déjà lointains, aussi fréquemment nommés que rarement entrevus, et qui gardent pour les Parisiens le piment de l'inédit ? Au Luxembourg, le don Davis ne montre encore ni Rossetti l'initiateur, ni le décorateur William Morris, ni son héritier mort tout récemment, Walter Crane ; mais voici Watts, Madox Brown, Hunt, Millais, Burne-Jones ; et ces maîtres nous répondent que l'Ecole préraphaélite est indéfinissable parce qu'elle fut moins une école qu'un groupe éphémère d'individualités très disparates et promptement dispersées : au pays de l'enrôlement volontaire (1) et de l'*habeas corpus*, elle demeure avant tout l'affirmation de la liberté personnelle dans le respect des anciens.

L'aîné du groupe (il naquit en 1817), George-Frederick Watts n'a jamais été le premier des Préraphaélites ; il fut, au contraire, le dernier poète de la palette romantique, écartant le bitume sans renoncer au symbole, se flattant de peindre « les idées, non les choses », mais avec une distinction d'ordonnance et de matière qui dénonce l'adorateur des cartons de Raphaël et des marbres de Phidias en exil sous les brouillards londoniens ; et la petite *Eve* mystérieuse donnée par M. Davis ne contredit point la grande page offerte autrefois par l'auteur à notre musée, *l'Amour et la Vie* (2). Par sa facture précise, Ford Madox Brown apparaît bien plutôt le devancier de ces paisibles révolutionnaires du siècle dernier : témoin sa *Mort de Don Juan* (celui de Byron), dans le décor basaltique et crépusculaire d'une grotte de Fingal (3).

Daté de 1849 et de ses débuts nourris de la lecture de Ruskin et de John Keats, un petit dessin à la plume nous désigne ici le vrai préraphaélite, William-Holman Hunt, qui fit, en 1855, la stupeur de nos critiques et les délices de Delacroix ; avec lui, Londres acclimate l'Italie primitive et le *quattrocento* florentin de Boccace : en cherchant la nature, il avait retrouvé la poésie ; et quel « excentrique », en effet, pour cultiver dévotieusement cette petite fleur qui parfuma la jeunesse d'Ingres et qui se nomme la conscience ! Au contraire, le moins préraphaélite de tous, Sir John Everett Millais, devait découvrir sa vraie vocation dans la modernité du portrait : comment l'analyste du *Froid Octobre* a-t-il incarné dans *la Vieillesse* l'hiver de la vie ? Sans aucun symbole, en serrant la ressemblance d'une bonne dame enfouie dans son fauteuil vert, auprès de sa perruche grise ; et pourquoi les admirables mains de ce vrai portrait, daté de 1872, suggèrent-elles à nos yeux le nom de Fantin-Latour ? Parce qu'une affinité secrète unissait d'instinct le réalisme de Millais ou le songe de Watts à l'indépendante maîtrise du peintre français qui sut réconcilier l'audace romantique de la brosse avec la conscience puritaine de la pensée.

Le plus jeune et le plus fameux de l'ancienne confrérie préraphaélite, Sir Edward Burne-Jones, en fut le plus latin, donc le plus décoratif et le plus décoré d'honneurs officiels. Sœur d'Edith au col de cygne, de Mélisande ou d'Iseult, *la Fille du Roi* (1866) évoque une des idylles royales d'Alfred Tennyson, le poète lauréat : frêle héroïne de légende, à la chair exsangue sur un fond de morne verdure aux rosiers mystiques ; on dirait d'un carton de tapisserie conçu par un élève d'Ingres qui se serait imbu de nos romans de chevalerie. C'est le style de Burne-Jones qui retrace le mieux cette aspiration très *italianisante* de la peinture anglaise au-delà de ses préoccupations journalières : portrait, paysage ou sujet de genre. C'est grâce à lui que la semence préraphaélite alla germer sur le continent, en nous gratifiant des lys moyenâgeux et des odeurs suaves, du *modern style* et des snobs, des princesses lointaines et des enfants de volupté... Nouvelle surprise : nous aurons dû nos esthètes au peuple qui passait pour le moins artiste des deux monde ! Mais, en Angleterre, quel résidu, quelles traces apercevoir de cette crise de beauté, parmi tant d'influences voyageuses ? La correction de Burnes-Jones devait subsister chez de bons élèves devenus tout naturellement professeurs : Robert Anning Bell, mari d'une peintresse française et formé par notre Louvre, entre la Samothrace et les fresques de Botticelli ; Frederick Cayley Robinson, dont le *Caïn* pâle rappelle moins Byron que l'atelier Merson... Admiratrice de Watts, Mrs Annie Swynnerton cultive le nu, très exceptionnel en ce climat de froidure et de pudeur.

Entre Florence et Londres, les ateliers parisiens ont servi de stations : nombre de jeunes Anglais passèrent chez Julian ; de la Nouvelle-Zélande ou de l'Australie, nous vinrent Oswald Birley, portraitiste aujourd'hui lieutenant, et le délicieux har-

(1) L'Angleterre sait s'adapter aux circonstances ; et, depuis la rédaction de ces lignes, les Chambres anglaises ont voté la *conscription* des célibataires.

(2) Une des trois répliques de ce célèbre ouvrage.

(3) Œuvre léguée, avant 1912, par Mme Hancock.

moniste Rupert Bunny, que trouble parfois la peur de paraître *pompier* dans la cohue des Salons d'automne... Y a-t-il encore une peinture anglaise? En tous cas, elle apparaît de moins en moins indifférente à la nôtre, et ses cadets n'ignorent plus du tout qu'il y a un continent ; par ce temps de *vérisme* universel, elle n'est plus guère une fable pittoresque, « une morale en action », comme au temps du satirique Hogarth ou de l'animalier Landseer ; elle a cessé d'être un art littéraire ou symbolique ; étant moins ingénieuse, on la sent plus souple ; et, cependant, trois pages récentes nous disent, avec un accent toujours très particulier, ce que la peinture anglaise est encore : à Londres, avec le jeune Eric Kennington et sa *Cuisine ambulante*, a persisté le scrupule des Préraphaélites, que Delacroix appelait l'*Ecole sèche*, à tel point qu'on prendrait ce thème assez exceptionnellement populaire pour un primitif. Avec David Muirhead, au contraire, à l'heure où la nuit bleuit les vitres, la romantique opulence de la palette écossaise empourpre le *home* et dore le front d'une jeune femme au foyer mystérieux d'une invisible lumière... Un Irlandais, William Orpen, nous introduit *au Café Royal de Londres*, en 1912 ; document deux fois instructif, par le sentiment ici tout nouveau des *valeurs*, dans la buée qui noie les dorures, et par les figures groupées à l'heure verte : le coloriste James Pryde et son beau-frère, le célèbre graveur sur bois William Nicholson, raide et gourmé dans son complet brun (1) ; Augustus John, le peintre discuté des gitanes et l'ami du réaliste Mac Evoy ; plus loin, le paysagiste Rich, l'auteur, et plusieurs écrivains, ses compatriotes, assis de chaque côté d'un modèle aux longs cheveux. Ces artistes, et d'autres qui ne sont jamais venus à nos Salons, se révèlent des *peintres*, que le sujet tourmente moins que la surface colorée ; et deux empreintes rivales auront encore marqué cette évolution.

On sait que le novateur américain Whistler et le *professor* Legros ont vécu longtemps à Londres, voisins, mais brouillés à mort : car l'un représentait, dans son isolement dédaigneux, la nuance rare et le frisson nouveau de l'art moderne, pendant que l'autre enseignait à de nombreux élèves la probité de l'art ancien ; et l'austère conviction du dessinateur revit dans les portraits patiemment gravés par le docteur en droit William Strang. La correction provoque la fantaisie : aussi bien, deux éléments très anglais, l'*humour* et le *spleen*, ont-ils opposé plus singulièrement le trait caustique à la brume enveloppante ; qui se fera l'historien de ce petit cénacle des *dandys* de l'art, lettrés précoces et précieux, arrière-neveux de Byron et de Brummel, sans doute chéris des dieux en exil, puisqu'ils sont morts jeunes ? Dilettante du crayon, mort à vingt-six ans, Aubrey Beardsley réconciliait avec une docte ironie la gravure florentine et l'estampe japonaise pour évoquer les héros de Wagner ou la *Salomé* d'Oscar Wilde que n'avait pas encore annexée l'armée sonore de Richard Strauss. Ami du peintre érudit Jacques-Blanche et grand lecteur de Verlaine (1), Charles Conder peignait, sur la tenture d'un boudoir, ou sur la soie d'un éventail, le Décaméron des soleils d'automne où les « désenchantées » du harem viendraient flirter avec les derniers poètes à la cour d'un prince hypocondriaque...

C'étaient là jeux de prince, en effet ; mais ce désœuvrement suppose la force ; et, pour conclure, au lieu d'interviewer Edmund Dulac, un Toulousain naturalisé Anglais pour pasticher la miniature orientale, ou même le fantastique illustrateur Arthur Rackham que nos Salons nous ont permis d'entrevoir, interrogeons une de ces menues aquarelles où triomphe l'art d'outre-Manche : *Amoureux*, ce titre, déjà, dénonce autre chose que l'Albion puérile et pudibonde, exclusivement friand de petites anecdotes sentimentales ou comiques ; et la tendre scène hardiment gouachée par William Dacres Adams, — un gentleman en habit noir étreignant une jeune femme du second empire dans le silence d'un vieux parc, — trahit le secret d'un sang généreux, mais discipliné, qui se verse aujourd'hui libéralement pour les plus nobles causes. De Shakespeare à Swinburne, à travers trois siècles de littérature féconde et d'art intermittent, l'âme britannique apparaît si violente sous sa froideur qu'elle donne l'idée d'un *palimpseste* où les caractères augustes de la Bible laisseraient transparaître les traits du tempérament primordial : cette belle santé native a fait la forte et fière unité de la race, constamment reconnaissable sous une nouvelle « écorce » ; et même chez les pieux Préraphaélites, observez les roses vite rougissantes de ces joues d'anges ou d'amantes, la mystérieuse expression surtout de leurs paupières closes, de leur front pur, de leur bouche entr'ouverte, aux lèvres gonflées; rappelez-vous Burne-Jones ou Dante-Gabriel Rossetti, dont on souhaiterait ici la présence, car ce peintre-poète anglais, d'origine italienne, a devancé les alliances futures ; et ses prénoms mélodieux réveillent les matins ou les soirs d'Assise, à l'heure où la cloche tinte dans l'air d'opale rosée, sur la blancheur endormie du cloître...

RAYMOND BOUYER.

(1) Paris a connu ses portraits, surtout celui de la reine Victoria.

(1) Même sentiment *verlainien* chez nos musiciens d'avant-garde, Fauré, Debussy, Dupare,,,

TURENNE A DIXMUDE (1)

Notons, en passant, que si Turenne constate comme chose naturelle les razzias de ses hommes dans les prairies du Veurne-Ambacht, il ne badine pas avec les pillards chez l'habitant et que, strict sur la discipline, il sait reconnaître et appuyer de sa recommandation les mérites de ses officiers. Quant aux mouvements des troupes, le meilleur commentaire des lignes qui précèdent se trouve dans un passage des *Mémoires* du maréchal. Turenne y expose comment il ordonna au marquis de Créqui dont le corps était à Roussebrugge « de prendre le chemin de Dixmuide par le dedans du païs », tandis que lui-même marchait « le long de la digue droit à la Fintelle et à la Knoc qui est où se sépare le canal qui va à Ipre et à Dixmuide. »

« Les ennemis qui, depuis la prise de Bergue s'étoient retirés entre Neuport, Dixmuide et Ipre vouloient garder ces canaux-là ; mais la marche si prompte qui ne leur donnoit auquun temps, les empeschoit d'oser s'arrester en pas un lieu, n'ayant pas eu le temps de l'accommoder. Ils commençoient à travailler à une redoute à La Knoc, et il y avoit quelque cavalerie derrière ; et comme c'est un païs où on ne va que par des digues le premier fortifié eu un lieu y a grand avantage; mais le peu de temps qu'ils avoient pour disposer leurs affaires les faisoit toujours prendre des partis ausquels on voioit bien que c'estoit la nécessité qui les y obligeoit ; et ainsi ils estoient tousjours embarrassés dès que l'on s'avançoit, estant aisé à cognoistre qu'ils ne s'arrestoient que dans l'espérance qu'ils avoient que l'on n'iroit pas plus avant ; leur bagage estoit tousjours quatre ou cinq heures derrière eux. Ayant fait une grande marche de Bergue à La Knoc, où un tiers de l'armée passa à la nage pour prendre du bétail qui estoit au-delà, on marcha le lendemain de grand matin vers Dixmuide, qui n'en est qu'a une bonne heure, et où on ne va aussi que par des digues.

« La ville avoit esté fort négligée, estant au cœr du païs, et ils commençoient depuis huit ou dix jours a en raccomoder les contrescarpes. M. le Prince qui demeura longtemps à une porte pour voir arriver l'armée du Roy, vit bien qu'il n'estoit pas en estat de la deffendre, et y laissa néanmoins trois ou quatre cents hommes, avec ordre, comme il parut depuis, de se rendre en cas que l'on passast la rivière, et qu'ils vissent que l'on formast le siège. L'armée de l'ennemi estoit entre cette place là et Neuport, mais ayant mis des gens dans Ipre, ils s'estoient beaucoup affoiblis ; et outre cela, ils ne trouvoient pas à propos, à cause de l'étonnement de leurs troupes, de faire teste en auquun endroit, quelque serré qu'il fust, la situation de la Flandre en donnant l'occasion en beaucoup d'endroits.

« L'armée du Roy fit un pont auprès de Dixmuide ; et, ayant fait passer quelques troupes pour sommer la ville, M. de Moret (1) arriva en ce temps-là envoié de M. le Cardinal à M. de Turenne pour lui dire comme le Roy estoit à l'extrémité et qu'il n'entreprit rien avant que de scavoir l'issue de la maladie de Sa Majesté ; et peut-estre que l'on eust songé à passer la rivière, si la ville ne se fust rendue, à cause de cette nouvelle ; mais ils envoièrent demander à capituler, et ne s'estant pas défendus, M. de Turenne permit à la garnison de se retirer à leur armée ou à Neuport : ce qu'elle fit » (2).

Maître de Dixmude, Turenne écrit de nouveau au Cardinal. Le début de sa lettre, datée du 9 juillet, se réfère justement, semble-t-il, aux négociations dont le rusé italien avait chargé le comte de Moret. Il fallait savoir si Turenne, en cas que le roi vînt à mourir, emploierait son armée à maintenir Mazarin au ministère. Turenne avait promis d'user de toute son éloquence près du duc d'Anjou pour vanter les services du Cardinal et de tout son crédit afin qu'on lui conservât un poste où il était entendu, mais il avait refusé de s'engager plus avant. Les intrigues de cour n'étaient pas le fait de ce gentilhomme-soldat et, malgré les plus belles promesses, par exemple, de voir rétablir en sa faveur la charge de connétable qui était la première du royaume, Turenne n'insiste pas. Vite, il retourne au seul sujet qui l'intéresse vraiment : la continuation de sa campagne victorieuse.

« Je n'ai rien à ajouster à ce que je me suis donné l'honneur de mander à V. E., par Monsieur de Moret; et ai eu beaucoup de joie de l'apostille que V. E. m'a mis à sa lettre sur le sujet de la santé du Roy. J'ai beaucoup d'impatience d'en aprendre la confirmation.

« J'ai dit à M. Talon (3) les choses les plus ca-

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 5, 1916.

(1) Le Comte de Moret était le favori et le négociateur secret de Mazarin. C'est à lui que le ministre confiait les missions délicates. Il avait été tout récemment chargé d'amener Turenne à écrire une lettre témoignant que le cardinal avait conçu et dressé le plan de la bataille des Dunes et du siège de Dunkerque. Malgré son habileté reconnue, le diplomate n'avait d'ailleurs pas réussi.

(2) *Mémoires du maréchal de Turenne*, publiés par Paul Maréchal, tome II, p. 134-135.

(3) Philippe Talon, futur intendant d'Oudenarde, mort en 1679.

pitales d'ici, et entre autres celle qui l'est le plus, c'est que les Anglois se fortifient d'infanterie, car ce n'est que par là que l'on peut entreprendre quelque chose et se maintenir dans ses postes avancés et principalement Dixmuide.

« Il n'y a pas icy plus de deux mille Anglois, et l'ambassadeur avoit demandé un régiment des quatre qui y sont pour aller à Mardic ; il est toujours bien aise de faire sa cour le mieux qu'il peut auprès de M. le Protecteur et de lui laisser beaucoup de troupes en Angleterre. Mais je suis assuré que quand on fera voir en Angleterre que la perte des postes avancés peut retomber sur Dunquerque avant qu'ils fussent mis en estat que cela leur fera songer à tenir icy le nombre d'hommes qu'ils ont promis.

« M. Talon parlera à V. E. de Furnes et de Dixmuide pour y mettre des comandants. Comme tous les païsans se sont enfuis, on ne peut pas y faire travailler, je fais faire par la cavallerie des palissades pour Dixmuide, et outre cela, j'ai esté averti que les ennemis en ont à deux lieues d'ici de coupées qu'ils avoient préparées pour ce lieu-là. Les ennemis s'estoient mis entre Neuport et Ostende derrière le canal qui vient de Bruge, mais craignant que l'on n'allast a eus, M. de Caracène (1) est entré dans Neuport avec presque toute son infanterie qui est composée des régiments sortis de Gravelines et d'autres restés de la bataille et M. le Prince et don Juan sont allés vers Ostende avec la cavallerie ayant tous envoié leur bagage entre Bruge et Gand. M. le Prince de Ligne est dans Ipre avec peu d'infanterie et beaucoup de cavallerie. Voilà leur disposition.

« On n'a point trouvé de munition ni dans Furne, ni dans Dixmuide. V. E. sçait bien la conséquence de la dernière. Je la crois aussi grande que de pas une qui soit dans les Pays-Bas, car l'ennemi est réduit à estre entre Bruge et l'Escluse, que tiennent Messieus les Estats. J'attendrai avec grande impatience de savoir les nouvelles de la santé du Roy et continuerai à assurer V. E. que personne ne peut estre plus recoignoissant que je le suis des obligations que nostre maison et moy lui avons.

TURENNE (2). »

(1) Don Luis de Benavideo Carello y Toledo, marquis de Fromista et de Caracena, servit en qualité de général de cavalerie en Italie et dans les Pays-Bas. Il suivit ensuite don Juan en Flandre et le remplaça dans les fonctions de gouverneur des Pays-Bas. Il était en ce moment, avec les ducs d'York et de Glocester et don Estevant de Gamare, un des lieutenants généraux de Don Juan. Il mourut à Madrid, en 1668.

(2) Archives du Musée de Chantilly, *loc. cit.* — Ces lettres nous ont été communiquées par M. Elie Berger, membre de l'Institut. Que l'éminent paléographe veuille bien trouver ici le témoignage de notre gratitude.

Quelques phrases de cette lettre sont fort suggestives. Elles dénoncent à merveille un trait typique et séculaire du caractère britannique. Le lecteur, né malin, n'a pas besoin qu'on lui souligne la justesse psychologique des arguments de Turenne. Des expériences assez récentes en justifient l'exactitude.

On pourrait ainsi, entre l'une et l'autre guerre, se livrer au petit jeu des rapprochements malicieux. Mais les documents parlent suffisamment d'eux-mêmes, en dehors de toute glose. Cependant, outre ce qu'en affirme Turenne, il n'y a peut-être rien qui précise mieux la qualité stratégique de Dixmude dans le passé aussi bien que hier, qu'un rapport du Chevalier de Clerville écrit quelques semaines après l'occupation de la place. Ce texte prend en quelque manière aujourd'hui toute sa signification. Le voici tel qu'il fut adressé à Mazarin.

« Les travaux de Dixmuide sont partie relevés de neuf, partie ruinés et partie conservés en passablement bon estat.

« Le costé qui regarde le canal d'Isère, qui est celuy par lequel on abborde la place en venant de Bergue, et de la redoute de la Knoque, est le plus ruiné : mais comme les ennemis y ont desja commancé une pièce à l'achèvement de laquelle il ne reste pas beaucoup à faire, l'on en auroit bientost construict une autre au bout de la même ligne, quoy que sans ce remède l'on peut mettre par le moyen des eaues tout ce costé là en asseurance, aussy bien que celuy qui regarde Bruge, qui est présentement encore un peu plus en désordre que l'autre ; mais comme la teste d'entre les deux et qui sera tousjours la plus attaquable particulièrement dans les arrière-saisons, se trouve en assés bon estat, les ennemis y ayants depuis peu travaillé, il n'y a pas de difficulté que, si l'on veult suyvre la pensée qu'ils avoient de réduire les demies-lunes en bastions, et de les attacher au corps de la place en adjoustant d'autres demies-lunes entre ces bastions, l'on en peut faire, en peu de temps, une fort bonne place et capable de subsister de son poids, quand elle ne pourra pas estre soustenue par d'autres, comme seroit par exemple Ipre ou Courtray, qui luy pussent donner la main ; et du reste l'on pourroit quant à présent travailler à sa contrescarpe sur le dessein susdict, et en y occupant l'armée pendant dix ou douze jours, la mettre en tel estat que les ennemis ne peussent facilement attaquer les trouppes qu'on y laisseroit quand on viendra à s'en esloigner.

« Pour cest effect, il faudroit envoier le plus qu'on pourroit de charpentiers, de Calais, de Boulogne et de Dunquerque à l'armée pour réduire en bonnes palissades tous les soliveaux et autres bois qui sont en plusieurs maisons basties assés près de la place lesquelles aussy bien faudroit-il démolir pour oster aux ennemis l'occasion de s'en accomoder dans une saison avancée, qui est vraysemblablement celle dans laquelle ils pourroient plus commodement attaquer, si par quelque miraculeuse ressource ils pouvoient recouvrer assés d'infanterie pour cest effect.

« La ferveur de ce travail attireroit sans doutte, la meilleure part des trouppes ennemies dans Ipre, Armentière, Menin, Courtray et autres lieux capables de donner en quelque façon la main à cette place, de sorte que si l'on avoit quelque dessein important d'un autre costé, comme seroit par exemple sur Hesdin ou Saint-Omer, on les trouveroit par aventure plus desgarnies ; mais si l'on voulloit appliquer à cette fortification, il fauldroit que le travail s'avanceast de mesme force à Furne, à cause du besoin nécessitant que Dixmuide a de sa communication, et cela ne seroit pas malaisé, n'y ayant guère que la contrescarpe à refaire et les demies-lunes à fraizer, ce qu'un entrepreneur des ennemis avoit accordé d'achever en trois semaines, si l'arrivée de l'armée du Roy ne l'en eust empesché.

« Il n'est guère à présumer que les ennemis desnués d'infanterie pussent faire le siège de l'une ou de l'autre de ces deux places quand les trouppes de Sa Majesté s'en seroient retirées de dix ou douze lieues par quelque grand dessein. Mais en tout cas il seroit peut-estre censé utile de hazarder en chascune d'icelles sept ou huit cens hommes (qui pourroient suffire contr'eux dans l'estat où ils sont) pour une entreprise du poids et de la conséquence de Saint-Omer, à laquelle il y a présentement une disposition plus favorable qu'il n'y en eust jamais, et qu'il n'y en pourra peut-estre de longtemps avoir.

« Comme V. Exc. a tousjours bien voulu que, dans la saison d'entreprendre quelque chose, j'eusse l'honneur de luy dire ce que je croirois pouvoir servir au choix de ses desseins, j'ay faict un mémoire sur tout ce que je scay de particulier et que j'ay estudié depuis longtemps sur le suject de cette place, et je luy feray donner pour les lire à son loisir et y faire les réflexions qu'Elle jugera nécessaires.

Le chevalier DE CLERVILLE (1) ».

A moins de combler les « watregands », comme on disait au XVIIe siècle et d' « explaner » la campagne, la situation topographique de Dixmude ne se prête pas du tout, à cause du plexus de canaux qui l'enveloppe, à des manœuvres de cavalerie. L'infanterie est autrement précieuse. Un millier d'hommes résolus, au dire de Clerville qui s'y entend, peuvent suffire en cet endroit à la garde de l'Yser, pourvu qu'il n'y ait point pénurie de munitions. Aussi Turenne en réclame-t-il, dès le 4 août avec insistance. M. le Prince est à Ostende, dit-il à Mazarin : « V. E. se souviendra, s'il lui plaist, de faire envoier les munitions destinées pour Dixmude et Furne, parce que l'ennemi peut obliger tout d'un coup l'armée de s'en esloigner et il n'en a pas dedans ces places-là... (1) »

L'on s'étonne moins après cela qu'une poignée de Sénégalais, une division de l'armée belge et la brigade valeureuse de l'amiral Ronarc'h aient pu, au même endroit, en 1914, tenir en échec près d'un mois, jusqu'à épuisement du matériel, les forces numériquement supérieures de l'infanterie allemande. En tout cas, il est piquant d'observer que là-même, le rôle glorieux tenu par les fusiliers marins a eu, au XVIIe siècle, un précédent. D'autres matelots et gens de mer, durant cette campagne de 1658 sur l'Yser, coopérèrent aux opérations des fantassins. Ces ancêtres des gars de la flotte y mirent d'ailleurs moins d'héroïsme et plus de mauvaise grâce que les braves mathurins venus hier de Bretagne pour combattre dans les marécages du Blototeland. Telle est du moins l'impression qui se dégage de la lecture d'une autre lettre de Turenne. Il écrit, le 28 août, de Dixmude :

« Ayant donné ordre au régiment de la marine de recognoistre M. de Peguillin dans Dixmuide, celui qui comande le régiment m'est venu trouver ; je lui ai dit que, s'il ne s'en retournoit et n'obéissoit promtement, que je le mettrois chez le prevost et que le jour mesmes on lui feroit son procès ; là-dessus, il s'en est retourné au corps, estant tout prest de le faire obéir, comme je lui avois comandé... » (2).

Le maréchal, à ce qu'il paraît, se sépara assez volontiers des récalcitrants. Au moment de poursuivre l'offensive en pleines Flandres, il ne fut pas fâché de réexpédier vers Bergues la division

(1) Archives du Ministère des Affaires étrangères. Correspondance politique des Pays-Bas, vol. 46, fol. 272. — Nous devons ce document à l'obligeance inlassable de M. Henri Stein, le savant conservateur de la Section moderne aux Archives nationales.

(1) Archives du Musée de Chantilly, *loc. cit.*

(2) Archives du Ministère des Affaires étrangères, *loc. cit.*

navale revèche à l'entraînement sur terre et de la rapprocher de la sorte de son élément familier.

« Je reçois tout présentement, écrit-il le 1er septembre, du camp près de Dixmude, une lettre de V. E., par M. de Schomberg, à qui je donne le régiment de la marine... Je suis campé en deso de Dixmuide et je marche demain matin en avant (1)... »

Dès cet instant la campagne de Turenne sur l'Yser est terminée. Elle se complète par les victoires impétueuses sur la Lys, l'Escaut et l'Yperlée, comme le portent les médailles frappées à cette occasion. Et, par la suite, afin d'empêcher l'ennemi de prendre position sérieuse à Dixmude, Louis XIV ordonnera la démolition des demi-lunes, chemins couverts, redoutes et bâtardeaux de la ville. C'est le rasement total des fortifications. Il n'en restera que les ponts, les portes et les corps de garde. Et les milliers de palissades que Turenne y avait fait amener seront, par la volonté du roi, livrées en cadeau aux Récollets d'Ypres, qui s'en chaufferont pendant plusieurs hivers.

Léon Bocquet et Ernest Hosten.

VERS LA " REVANCHE " ITALIENNE

I. — Notre sœur l'Italie.

Le courrier m'apporte deux lettres d'Italie... Elles viennent de Venise, où j'ai vécu l'automne de 1913, le printemps de 1914 juste à la veille de la Guerre.

L'une est écrite au retour du front par le jeune marquis Paleologo Oriundi. Lui, dont l'existence semblait tout entière prise par les plaisirs de la vingtième année, par le souci d'une attitude élégante sur la cosmopolite plage des bains du Lido, voici de quel ton il s'exprime aujourd'hui en français :

« J'ai mon galon de lieutenant. Je vous affirme que, quoique mon bras est faible, la fureur sainte contre les Barbares et la haine contre notre éternel ennemi m'ont fait devenir un géant... *Evive* la France ! Allons, enfants de la patrie !... »

La seconde est signée Marius de Maria. Le vieil illustre peintre, âgé de soixante-dix ans, est resté dans sa maison de la Giudecca, un vrai musée, bien qu'elle présente, avec ses hautes cheminées roses, ses belvédères, ses trois fenêtres immenses, une cible particulièrement attirante pour les avions ennemis. Et il s'écrie dans sa noble langue italienne :

« Guerre aux Barbares et sans quartier ! La race latine, notre sang antique se sont réveillés. Lui aussi, mon fils unique, est au front de la bataille, sur l'Isonzo.

« Vive l'Italie ! Vive la France ! ces deux champions de la civilisation !

« Si je n'eusse été si vieux et malade, quel paradis ! J'aurais pu aller me battre avec mon fils ! Après la guerre je serai content de mourir. Toutes les nuits, je rêve que je combats avec Astolfo sur le front ! Je me réveille avec stupeur et avec rage dans mon lit ! Quelle infortune d'être né trop tôt ! Ah ! pouvoir entrer à Vienne et à Berlin, triomphants, et puis mourir !... »

Ce cri d'un jeune homme enivré de péril et de gloire, ces accents d'un vieillard qui fait songer aux « héros » de Corneille et de l'Histoire Antique, nous manifestent dans sa beauté nouvelle notre noble sœur l'Italie. Nous la voyons dressée tout entière frémissante et résolue. Rien ne l'arrêtera désormais sur la voie glorieuse qu'elle a décidé de suivre brusquement, mais vers laquelle ses yeux, en silence, se tournaient depuis si longtemps. Comme nous regardions les sommets des Vosges, elle regardait les neiges des Alpes ou les flots amers de l'Adriatique. Elle aussi y pensait toujours sans en parler jamais. Mais pas plus que le nôtre, son silence n'était une abdication.

Elle ira « jusqu'au bout ». Pour le savoir, fallait-il attendre les déclarations officielles ? Mais non.

La nécessité de repousser l'hégémonie des empires du Centre s'impose à elle aussi absolument qu'à nous. Question de vie ou de mort, si l'esclavage, la vassalité sont pareils à la mort et même pires. Etendre ses frontières, conquérir ses limites naturelles ? simple garantie. Sa Revanche n'est qu'une Défense.

Bien avant d'entrer en guerre, l'Italie sentait peser sur ses épaules la lourde paix allemande et autrichienne, plus dangereuse qu'une invasion armée, car elle n'y pouvait résister par la force. Ceux qui voyagèrent alors au-delà des Alpes, sans la hâte des touristes ou le détachement des esthètes, ont pu recueillir les heureux présages des nouveaux destins de la nation italienne.

Passé tout proche qui est déjà de l'histoire, mais qui est encore de l'actualité. Il éclaire à la fois le présent et l'avenir.

Ce sera nous rapprocher de ces frontières d'Italie où combattent tant de héros, que de revenir en arrière, de quelques mois, dans cette admirable

(1) Archives du Ministère des Affaires étrangères, *loc. cit.*

Venise dont ses voisins germaniques faisaient impudemment la conquête par les moyens de la paix et dont aujourd'hui ils renouvellent l'attaque par les moyens de la guerre.

Mais, quand on a l'amour, on ne craint pas la mort. La très voluptueuse cité des lagunes est aussi la très courageuse.

Elle montre autant d'ardeur au combat qu'elle en montrait au plaisir.

Aujourd'hui, entre toutes les glorieuses cités italiennes, elle resplendit d'une beauté sans égale. Sur l'immense étendue des eaux, elle se dresse toute seule, parmi ses îles, ramassant ses campaniles comme des lances et ses monuments comme des étendards, en sentinelle perdue.

Le Lion de Saint-Marc est redevenu comme l'emblème de la grandeur italique. Le Lys rouge cher aux artistes, la charmante Chanson de Naples, même la grande Louve Romaine ont cédé leur place à ce lion ailé comme un aigle, qui va s'envoler de nouveau vers les rivages et les îles lointaines où sa griffe se posa jadis, non pour déchirer et pour détruire, mais pour protéger contre les Barbares la civilisation.

II. — Venise travestie en colonie germanique.

Venise n'était point morte, n'en déplaise aux poètes. Cette auberge de l'Europe située en plein carrefour des trois races latine, slave et germanique vivait d'une vie fiévreuse, mais nullement morbide. Les foules de toutes les nations s'y donnaient rendez-vous. Mais les sujets des empires du Centre y pullulaient indiscrètement. Imitation du Kaiser, qui ne manquait jamais l'occasion d'une halte, au départ ou au retour de ses croisières à sa villa de Corfou. Un écrivain effrayé est allé jusqu'à parler de « graisse germanique » qui menaçait d'alourdir les formes de l'aristocratique cité. Comme si le bronze du Colleone pouvait jamais se fondre en quelque Germain ou Austria colossale ! Un bon nettoyage, d'ordinaire, suffit pour débarrasser du limon le plus épais les déesses antiques englouties au fond des mers.

En attendant, quel sort lugubre pour cette ville joyeuse à travers les siècles ! Déjà les imaginations sombres des romantiques ou les préciosités des décadents l'avaient représentée comme une héroïne de drames sanglants ou comme une malade agonisante, elle dont la devise fut toujours : aimer et se divertir ! A présent voilà qu'elle devenait... la villégiature favorite du formidable tourisme austro-allemand! le pélerinage obligatoire des couples de la race élue ! la grande attraction des tournées de trains de plaisir !

Parmi les petites ruelles capricieuses, dans les *campi* sonores, sur les *fondamenta* ensoleillés, des voix rauques étouffaient la douce langue italienne et le spirituel patois des gondoliers. Ces braves gens, avec leurs barques, ne promenaient plus que lourdes panses gambrinesques, maigreurs décharnées, chevelures de filasse jaune, visages aux yeux cerclés de lunettes en or, indiscutablement *made in Germany*. Aux *vaporetti* du Grand Canal, dès la première heure du jour et jusqu'à la nuit, des groupes bruyants occupaient les meilleures places, et brisaient sans rémission le charme de l'ambiance avec leurs perpétuels « Ach ! » et « Hoch », insultant au passage les vieilles façades des malheureux palais.

A la *Piazza San Marco*, devenue leur quartier général, sous les arcades des Procuraties, lieu idéal de rencontre et de causerie, plus une minute de rêve ni de repos. Passage perpétuel de ces caravanes malodorantes, à défroques pseudo-tyroliennes, que le crayon de Hansi a immortalisées ! Etalage triomphant et naïf des modes de Berlin pour dames ! Apparition effarante de Messieurs décolletés jusqu'au milieu de la poitrine et des épaules, étalant aux regards leur peau blafarde ou congestionnée, sous prétexte de « chemises de sport », invention suprême d'un peuple à civilisation trop exclusivement masculine.

A leur suite, ces envahisseurs avaient importé leurs industries favorites : la carte postale camelote, outrageusement coloriée où ces merveilles, le Rialto, San Giorgio, Maggiore, le Campanile, deviennent des chromos fadasses, enjolivés de quels « clairs de lune » et de quels « soleils couchants »! Les *antiquitäten* non moins authentiques que celles des magasins de Nuremberg ! Et ces brasseries, ornées d'oriflammes noir, blanc, rouge, de panoplies, d'écussons moyen-âgeux, de guirlandes de chêne et de lierre, de pancartes avec des noms : les membres d'associations allemandes organisées en terre italienne ! Et tant d'autres choses dont il serait malséant de parler !

Tout cela heureusement finissait par retourner dans son pays d'origine. Et l'on pouvait s'en préserver.

Mais, hélas ! où fuir leur grossièreté incurable ? Autour d'eux flottait à travers Venise, comme une mauvaise odeur, qui corrompait le parfum des heures de l'automne ou du printemps...

(*A suivre*) André Geiger.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 7 — 1er SEM. 54e ANNÉE 25 MARS — 1er-8 AVRIL 1916

ROMAIN ROLLAND ET SA BANDE

Je commence par m'excuser auprès de mes lecteurs, du ton inhabituel, mais nécessaire, de cet article. Ici l'on défend des idées; on n'attaque point les personnes, qui doivent rester, autant que possible, en dehors de la discussion des idées. C'était le principe d'un de mes maîtres vénérés, Hippolyte Taine, lequel avait parfaitement vu que là se trouvait le départ entre la *psychologie* qui demeure, et le *polémique* qui passe. Lui-même s'y conforma rigoureusement et avec un scrupule que l'on ne saurait trop admirer. On ne peut lire sa correspondance sans en être aussitôt convaincu. Et la seule exception qu'il se permit à la règle, ce fut, durant l'épreuve de 1870, quand une bande de misérables, profitant de l'affaiblissement de la Patrie, tira son arme pour tenter d'en frapper par derrière la France momentanément diminuée.

Ce sera donc, une fois de plus, demeurer fidèle à sa doctrine, que de sortir du ton coutumier de nos études, dans une circonstance, je ne dis pas identique — car, Dieu merci ! la France n'est plus au point, où elle se trouvait en 1870 et l'heure de la victoire approche — mais qui sans nos vertus de race eût pu être pire encore, et qui par conséquent, commandait la plus parfaite union des esprits et des cœurs. Sur ceux qui ne l'ont pas senti, nul jugement ne saurait être trop sévère. Contre ceux qui eurent l'audace de se mettre en travers, sous prétexte de neutralité, nul châtiment ne pourra être trop fort. « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi »... jamais l'adage fameux ne trouva plus juste application.

Je m'excuse aussi d'attacher tant d'importance à la personnalité de M. Romain Rolland. Ce serait un défaut de perspective, je le sais, à ne considérer qu'une œuvre où le manque de composition, autant que la disproportion des développements suffiraient à marquer un cerveau tout pétri par le germanisme, si telles faiblesses de la forme et l'impropriété de certains termes n'y suffisaient abondamment. Mais derrière l'homme, il y a l'idée... beaucoup plus importante que l'homme; derrière le chef, comme nous le disions précédemment, il y a la bande qu'il guide, non des seuls Allemands auxquels il est affilié, mais des Français, les *derniers Français à mentalité allemande*, que nous dénoncions voici un an, et que le patriotisme de M. Loyson nous permet de dénoncer encore ! (1).

Des premiers le document ci-joint nous est un suffisant commentaire et l'on verra parmi quels noms, un Français de naissance eut l'impudeur d'inscrire le sien ! Figurer, lorsqu'on est né à Clamecy, à côté de MM. von Lizt, Lamprecht, Eulenberg, signataires du manifeste des Intellectuels, et non loin de M. Björnson, l'infâme agent du Kaiser que les Scandinaves eux-mêmes menacèrent des pires traitements s'il remettait le pied sur leur sol... cela porte un nom bref que chacun prononce ! Mais je vous dis qu'il y a mieux... et

(1) Il nous faut remercier ici M. Paul-Hyacinthe Loyson, qui, à la veille de publier un livre : *Etes-vous neutres devant le crime* nous communique le cliché ci-joint avec l'autorisation des éditeurs Berger-Levrault.

ce mieux, c'est que le travail secret de M. Romain Rolland a ses agents en France et parmi les Français ! Voilà qui est beaucoup plus grave, si l'on y réfléchit, et qui tire à conséquence, bien autrement que la liste du « *Bund neues Vaterland* » — car cela, c'est du travail de mine, qui tout d'abord échappe à nos investigations, et pour stigmatiser d'un trait bien français cette coopération à l'allemande, cela relève de Basile que M. Romain Rolland semble avoir tout particulièrement pratiqué.

Ces agents se trouvent — je l'ai déjà dit et ne puis mieux faire que le répéter — parmi les derniers tenants du Dreyfusisme qui ne voyaient dans la déplorable affaire qu'une occasion sans pareille de frapper la France au cœur : Sorbonnards envoûtés par les méthodes allemandes et ne concevant pas de salut pour le développement de la pensée française en dehors des directions de Berlin — inutile de citer les noms : je pense que chacun les prononce ; gens du monde munis de rentes excellentes et qui n'eussent point sorti un denier de leur poche pour adoucir une misère privée, cependant qu'ils s'apitoyaient collectivement

Der § 3 der Satzungen des Bundes „Neues Vaterland" besagt ausdrücklich, daß der Bund eine wirkliche Arbeitsgemeinschaft darstellen soll, d. h. die Mitgliedschaft wird nicht dadurch erworben, daß jemand den vorgesehenen Mitgliedsbeitrag bezahlt, es wird vielmehr von jedem ordentlichen Mitglied andauernde und nachdrückliche Mitarbeit für die Ziele des Bundes erwartet. Unter dieser Voraussetzung erfolgt die Aufnahme, bei der auch entsprechend den Satzungen von der Zahlung des Beitrages abgesehen werden kann.

Die Mitglieder und Freunde des Bundes werden ständig durch Rundschreiben über die Tätigkeit des Bundes in Kenntnis gesetzt.

Seit der Begründung des Bundes im November 1914 ist der Bund mit einer Reihe von Gelehrten und Schriftstellern in Verbindung getreten, die im Sinne seiner Bestrebungen sich ganz oder teilweise übereingehend geäußert haben. So u. a.: Lujo Brentano, Franz von Liszt, Otfried Nippold, Lammasch-Salzburg, von Scala-Innsbruck, Hans Delbrück-Berlin, Albert Osterrieth-Berlin, Walther Schücking-Marburg*), Hans Wehberg-Düsseldorf, Ferdinand Tönnies-Kiel, Lic. Siegmund-Schultze*), Richard Calwer-Berlin, Herbert Eulenberg*), Alexander Freiherr von Gleichen-Rußwurm*), Ernst Schultze-Großborstel, Heinrich Roeßler-Frankfurt a. M.*), Hellmuth von Gerlach*), Botschafter a. D. Graf Anton von Monts, Gesandter a. D. Wirkl. Geh. Rat Graf von Leyden, Geheimrat Arnhold-Dresden*), Ernst Sieper-München*), Leopold von Wiese-Cöln, Carl Lamprecht-Leipzig, Max Dessoir, Albert Einstein-Berlin*), Paul Deussen-Kiel, Carl Brockhausen-Wien, Wilhelm Herzog, Walther Federn („Der österreichische Volkswirt"), Rudolf Goldscheid-Wien*), Romain Rolland-Genf, Björnson z. Zt. Berlin, Prof. Opet-Kiel*), Baron von Schneider-München*), Prof. Quidde-München*), Direktor Archenhold-Treptow*), Konsul a. D. Dr. Schlieben, Geheimrat Adolf Schmidt-Potsdam (Prof. der Astronomie) u. a.

U. a. sind die mit *) bezeichneten Männer Mitglieder des Bundes.

Der Vorsitzende des Bundes ist Rittmeister a. D. Kurt von Tepper Laski, der stellvertretende Vorsitzende ist Ingenieur Graf Georg von Arco.

Alle Briefsendungen bitte nur an die Geschäftsstelle des Bundes ohne Namensnennung zu richten: Bund „Neues Vaterland", Berlin W. 50, Tauentzienstr. 9 (Sprechstunden 9—1 Uhr).

sur le sort des travailleurs et formulaient leurs revendications dans le salon de M. Bergeret ! Femmes de politiciens teintées de lettres et se piquant d'écrire, en dépit d'une inaptitude foncière, espérant même y réussir, pour ce que leur mari avait eu des malheurs dans la politique... Que tout cela est donc vieux... et cependant actuel encore !... puisque c'est d'une telle équipe que le citoyen de Genève apparaît tout à la fois le chef et le protégé !

*
* *

Allons, cher et intéressant confrère, qui par la plus curieuse ironie du Destin, portez le nom du preux sans pareil (1), nous avions toujours soupçonné que la vente de *Jean-Christophe* était plus rémunératrice à Leipzig qu'à Paris ! Cette fois nous n'en pouvons plus douter ! Certes à de nombreuses tournures de votre langue qui n'avait pas toujours le bon accent, il nous fallait bien reconnaître une origine étrangère, ce je ne sais quoi de légèrement hybride qui constitue la mentalité suisse, même sur les rives occidentales du Léman

Mais nous autres, nous avions l'élégance latine et que vous ne pouviez comprendre, de ne pas insister, en faveur de la générosité des sentiments qu'elle traduisait !

Combien naïfs nous étions et que vous avez dû rire de nous pour avoir donné dans vos panneaux! Parce que nous croyons à Michel-Ange et à Beethoven, nous jugions sincère l'accent dont vous nous commentiez ces grandes âmes ! Combien vous étiez indigne de seulement les approcher, elles qui firent de la sincérité la pierre angulaire de leur génie, et qui eussent rejeté avec mépris les agissements d'un tel commentateur ! Pour vous, en fait de génie, vous n'en possédiez qu'un : celui de la dissimulation, car, sans trêve, sous votre plume venait l'éloge des grands sentiments... et il semblait, à vous entendre, que vous en eussiez le monopole !

Oui, vous étiez le beau Tartuffe de ce début du siècle et vous méritiez à tous égards l'apostrophe fameuse de Cléante :

Aussi ne vois-je rien qui soit plus odieux
Que le dehors plâtré d'un zèle spécieux,
Que ces francs charlatans, que ces dévôts de place
De qui la sacrilège et trompeuse grimace
Abuse impunément et se joue à leur gré
De ce qu'ont les mortels de plus saint et sacré!

(1) L'observation a été faite par M. Péladan, dans son admirables article paru ici : *Les Ombres de la Bible*.

Non, certes, que vous convoitiez Elmire — on sait que ce n'est pas votre manière et que les Elmire ne vous intéressent pas — mais c'est le reste de la maison, ce sont les autres avantages qui vous retiennent ! Il aura fallu du temps pour vous démasquer, et je sais bien qu'il subsistera toujours quelques nigauds ou quelques complices pour vous exalter ou pour vous plaindre ! Comme une tumeur maligne qui va profond en nous, l'Internationalisme pacifiste a des ramifications tenaces. Mais tout de même, à l'heure présente, le premier coup de bistouri est donné, et à contempler la laideur du mal, nous jugeons quelle eût été sa malignité !

PAUL FLAT.

P.-S.— Je préviens certains correspondants qui se donnent la peine de m'écrire, et m'envoient d'ailleurs presque toujours des lettres courageusement anonymes, qu'ils perdent à la fois leur temps et leur argent. S'ils veulent, par là, augmenter, si peu que ce soit, les recettes des contributions indirectes, je ne prétends pas les en détourner. Pour ce qui est de m'impressionner, peuvent-ils douter un seul instant, que ce soit là la meilleure récompense de l'effort d'un écrivain ?

P. F.

SOUVENIRS D'HIER

(*Notes d'un réfugié*).

PARIS EN OCTOBRE 1914.

J'avais quelque peu connu M. H., l'auteur de ces notes, en Belgique où il était professeur dans un collège de province. C'était un professeur qui faisait *aussi* de la littérature. De loin en loin, à l'époque des vacances, il publiait, dans des revues locales, une petite nouvelle, une étude littéraire, productions d'amateur auxquelles on n'accordait qu'une attention distraite. Généralement occupé d'études d'histoire et de philologie, M. H. vivait très retiré dans l'aimable petite ville wallonne où le hasard des postes universitaires l'avait fixé depuis longtemps. Chargé de famille, il voyageait peu, se mêlait peu à la vie, et ne paraissait la regarder qu'avec ces yeux embrumés et distraits des gens dont la calme existence se passe dans l'atmosphère des bibliothèques. Je le rencontrai à Paris, dans les premiers mois de la guerre. Il avait été surpris par les événements, alors qu'il se trouvait en villégiature avec les siens à Ostende. Poursuivi par l'invasion, fuyant d'étape en étape, ayant vainement essayé à différentes reprises de rentrer dans son pays, bien qu'il eût appris que sa maison avait été pillée et démolie, il avait fini par se résigner à attendre en France la fin de la guerre, en donnant des leçons pour vivre.

Cette espèce de réfugiés est généralement lamentable. Personne n'a souffert plus cruellement de l'exil que ces fonctionnaires, ces professeurs, qui menaient dans leur pays une vie confortable et tranquille, qui étaient quelqu'un dans leur ville, et qui, dans ce grand bouleversement du monde, se sont sentis plus perdus, plus désemparés, plus pauvres que de vrais pauvres. Mais M. H. prenait fort bien son sort en patience : « Il y a beaucoup de gens plus malheureux que moi, me dit-il. J'ai perdu ma maison, mes meubles, mes livres, mais je n'ai pas perdu de proches et je vois ici autour de moi tant de gens qui pleurent leurs enfants ou qui tremblent pour leurs enfants ! Je vis petitement, mais je vis : il ne faut pas en demander plus en temps de guerre. Et puis, ce que nous voyons autour de nous est tellement intéressant ! » Depuis cette première rencontre, j'ai revu quelquefois M. H.. Il m'a paru qu'il était un de ces hommes timides et un peu faibles qui se résignent, après quarante ans, à n'avoir pas eu d'aventures, à n'avoir pas vécu la vie hasardée qu'ils n'ont pas eu le courage de vivre, mais qui, regrettant toujours, avec un romantisme ingénu, de

n'avoir pas eu d'aventures, accueillent, avec une espèce de plaisir secret, celles que le sort leur envoie, et dont ils ne sont pas responsables. Il est venu me voir ces jours-ci :

« Je pars pour l'Amérique, me dit-il : un de mes amis m'y a trouvé une fort bonne situation. Je regrette de quitter la France, que je croyais connaître avant la guerre, que je ne connaissais pas, et que j'ai appris à aimer profondément. Mais je vis assez misérablement ici, malgré le secours de quelques bons amis que j'y ai trouvés, et je n'ai pas le droit de refuser une place qui procurera à ma femme et à mes enfants un confort que je n'ai pu leur donner jusqu'ici. Durant mon séjour, j'ai pris quelques notes, j'ai griffonné quelques feuillets. Je vous les laisse, faites-en ce que vous voudrez. Peut-être y aurait-il quelque intérêt à faire connaître aux Français, ces observations d'un étranger qui les a vus vivre, qui a vécu de leur vie, au moment de cette grande crise. Mettez-y de l'ordre, arrangez-les : je vous les donne. »

Ces notes, les voici : je les publie telles quelles. Je me suis contenté de supprimer quelques passages trop intimes, trop personnels, ce que M. H. eût fait certainement s'il les avait réunies en un livre, comme il en avait probablement l'intention.

2 *janvier* 1915. — De ma vie, je n'oublierai cette matinée d'octobre 1914, où nous arrivâmes à Paris et l'impression de soulagement, de sécurité que j'y trouvai d'abord. La ville sortait du plus grave péril, et elle n'était qu'à demi rassurée encore. On pouvait voir, le long des fortifications, ces pauvres travaux de défense que l'on avait aménagés à la hâte à la veille de la bataille de la Marne, et il eût été, somme toute, assez raisonnable de se demander si le front de tranchées constitué après la victoire à quelque quatre-vingt kilomètres de Notre-Dame, résisterait à une nouvelle poussée des masses allemandes. Mais nous venions du champ de bataille, nous avions traversé le pays occupé par l'ennemi. Le long de la côte belge, où nous avions d'abord vécu dans l'espoir, puis dans l'angoisse des premiers temps de la guerre, nous avions assisté après la chute d'Anvers à la débandade de notre pauvre armée épuisée qui allait cependant offrir sur l'Yser une si magnifique résistance. Nous avions été mêlés à la fuite éperdue de toute une population terrorisée par l'invasion, et nous étions encore sous l'impression de ces étranges jours que nous avions passés à Ostende où, dans le décor brillant de cette ville d'été, les alternatives d'inquiétude fébrile et de fol espoir de la foule frivole et bariolée des baigneurs, avait quelque chose du tragi-comique si douloureux des fêtes qui doivent finir en catastrophes. Nous avions vu, sur les routes, tous ces spectacles des horreurs de la guerre, si oubliés alors qu'ils faisaient l'effet d'anachronismes: villages incendiés, familles de paysans poussant devant eux leurs troupeaux, traînant leur mobilier, leurs enfants, leurs vieillards empilés sur des charrettes, soldats débandés, pillant pour vivre. Puis, ç'avait été le désarroi du voyage, les gares encombrées de soldats, les trains qui ne partaient pas, les ordres contradictoires auxquels on se pliait avec une docilité de troupeau : tout le désordre pittoresque et lamentable, tout l'envers de la guerre. Nous l'avions encore dans les yeux et je crois que c'est pour cela que la ville à demi-assiégée où nous arrivions nous apparut comme le refuge, le hâvre de grâce.

C'était le refuge, mais c'était aussi le cœur de la résistance, le lieu où, après tant de semaines d'illusions et d'ignorance, nous pourrions enfin savoir si le monde était sauvé ou s'il allait périr...

Nous avions voyagé toute la nuit dans un train bondé, et nous étions épuisés de fatigue. Mais à peine étions-nous sortis de la gare qu'il nous sembla que notre fatigue se dissipait, tant nous étions heureux d'être arrivés. Le jour se levait, un jour radieux tout chargé de la mélancolique douceur de l'automne. Paris s'éveillait dans le calme de son activité quotidienne. Les charrettes de laitier s'arrêtaient devant les portes, les boutiquiers ouvraient leurs volets, les marchandes de journaux s'installaient dans leurs kiosques : toute l'humble vie des quartiers populeux s'organisait tranquillement pour la journée. On sentait que le cœur de la ville battait paisiblement comme à l'ordinaire, et notre cœur se réglait sur ce grand cœur.

Il semble que quand on arrive dans un lieu où ce sera notre destinée de vivre quelque temps, il y a je ne sais quoi qui vous dit si vous y serez heureux ou malheureux. Je compris tout de suite, en cette première matinée de Paris que j'y trouverais ce qu'on peut trouver de bonheur en temps de guerre.

Les jours qui suivirent ne firent que préciser cette impression de sécurité. La ville, pour qui avait connu naguère l'agitation trépidante de ses rues, était étrangement tranquille. Dès la nuit tombée, les cafés fermés, l'éclairage réduit, les rues silencieuses, on se serait cru dans je ne sais quelle lointaine province. Dans la journée, peu d'autos, peu de voitures, aucune circulation élégante, ni sur les boulevards, ni dans l'Avenue de l'Opéra, ni sur les Champs-Elysées. Toute la vie

semblait s'être réfugiée dans les quartiers populaires, toujours grouillants de peuple, et où rien ne paraissait changé et le Palais-Bourbon délaissé, avait l'air de s'ennuyer tout seul au bout du pont de la Concorde.

Mais ce calme de Paris n'avait rien de morne. L'inquiétude, l'agitation de tout ce monde de frelons que la guerre met en mouvement était ailleurs alors, à Bordeaux, disait-on, et le peuple, le vrai peuple autochtone, les petites gens qui font l'âme d'une ville, se sentaient mieux chez eux. Avec une sorte d'ivresse paisible, après les terribles jours de tension qu'ils venaient de traverser, ils respiraient largement, avec confiance, avec espoir, ils s'exaltaient au récit de la victoire de la Marne. On se racontait les traits d'héroïsme des troupes, les traits de génie des généraux. Car je fus frappé de la confiance éperdue et magnifique que ce peuple qu'on dit turbulent, et ingouvernable entre tous, avait en son armée et en ses chefs. On se racontait les phases successives de la bataille, le départ des taxiautos portant soudain une division de l'armée de Paris sur le flanc de l'armée allemande, et déterminant la victoire. Il y avait, sans doute, dans ces récits bien des légendes : qu'importait ? Nous avions tous besoin de légendes.

A tout prendre, la lecture des journaux n'était pas très rassurante : un nouvel orage s'amoncelait dans le Nord, et menaçait les armées alliées d'un péril presque aussi grave que celui auquel elles venaient d'échapper. La terrible bataille des Flandres commençait, et, à lire attentivement les communiqués, on pouvait deviner les angoisses des généraux qui arrêtèrent à force de patience et d'héroïsme la marche sur Calais. Mais l'optimisme populaire prévalait, et, pour ma part, je puis vous dire que je m'en enivrais positivement.

En attendant que nous ayons trouvé un logement où la famille pût s'installer jusqu'à la fin de la guerre, nous étions descendus provisoirement dans un petit hôtel des environs de la gare du Nord. Dès le matin, je sortais pour faire des visites, cherchant à renouer d'anciennes relations. Entre deux courses, je m'accordais quelques instants de flânerie, et c'était ma joie de causer avec d'autres flâneurs, avec des gens du peuple, avec de petits bourgeois que je rencontrais sur le bateau ou dans les tramways. Je me souviendrai toujours de ma conversation avec un vieux concierge du quartier Saint-Sulpice, à qui je m'étais adressé par erreur, croyant qu'un ami habitait dans la maison dont il avait la garde.

— Vous venez de Belgique, me dit-il, vous êtes Belge ! Ah ! ce que vous avez été chic, vous les Belges ! Sans vous, peut-être bien que les Boches entraient à Paris.

Et, comme je me taisais, un peu embarrassé d'être complimenté pour une action diplomatique et militaire à laquelle je n'avais eu nulle part :

Ah ! ils croyaient bien y être à Paris, voyez-vous, continua-t-il. Mais il y avait notre Joffre ! Et puis, ils n'y seraient pas entrés comme ça dans Paris ! Il y avait bien des gens qui disaient que Paris serait déclarée ville ouverte, qu'on désarmerait les gardiens de la paix, qu'on désarmerait tout le monde : on n'aurait pas désarmé les Parisiens, allez !

Nous autres, ici, dans le quartier on était bien décidé, on l'aurait défendu, le quartier. Ils auraient peut-être bien brûlé Paris, mais je vous garantis qu'ils y auraient laissé leur peau ! »

C'était un petit vieux grisonnant, un peu bedonnant, avec une calotte sur la tête, et, en d'autres temps, on eût pu sourire d'entendre ce paisible bonhomme prononcer d'aussi redoutables paroles. Mais je sentais quelles exprimaient si bien le sentiment populaire, dans toute sa force, et dans toute sa sincérité, que j'en fus profondément ému.

Ah ! le brave peuple que ce peuple de Paris ! Pour la première fois en ces tragiques jours de guerre, j'ai compris qu'il formait vraiment un peuple, la synthèse de tous les peuples de France, mais ayant sa psychologie propre, son sentiment à lui du devoir national, la notion de sa supériorité, et des charges que cette supériorité lui donne. En ce moment-là, on eût dit qu'il se repliait sur ses réserves, qu'il était plus complètement, plus exclusivement lui-même. Une sorte de fraternité semblait avoir rapproché toutes les classes : on s'abordait dans la rue pour commenter les journaux ou pour se communiquer des nouvelles, ou pour parler de ses soldats. La grande angoisse que chacun éprouvait pour quelques-uns des siens semblait avoir donné à tous les cœurs français le même rythme douloureux, elle semblait aussi avoir nivelé les intelligences et comme unifié la culture. Dans le désarroi que la guerre avait jeté dans les esprits, quelques grandes idées très simples surnageaient seules et ceux qui font profession de réfléchir, de chercher les effets et les causes, ne pensaient pas autrement que les plus humbles sur les quelques questions devant lesquelles disparaissaient toutes les autres.

Et à vivre, ne fut-ce que quelques jours, parmi ce peuple intelligent et sensible, si magnifiquement unanime dans son patriotisme, sa confiance et son espoir, il me semblait impossible que la

plus désemparée, la plus profondément blessée des victimes de la guerre ne retrouvât pas le courage de vivre et d'attendre...

Dieu, que Paris me parut beau en ces flâneries d'octobre ! Paris, calme, presque désert, à certaines heures, dans certains quartiers, et d'une magnifique mélancolie.

Dans les larges avenues des quartiers opulents, les dernières feuilles roussies des marronniers tombaient sous le souffle d'une brise paresseuse et, le long des quais, les trembles agitaient leurs feuilles jaunies et semblaient semer dans l'eau d'illusoires louis d'or. Sous le joli soleil d'automne, la sublime harmonie de cette ville, dont tous les paysages semblent disposés dans un ordre classique, me paraissait plus ample, plus noble, que je ne l'avais jamais vue. Je m'attardais longuement, accoudé au parapet d'un pont, à voir l'ombre du soir descendre sur les rives de la Seine. Je ne me lassais pas de regarder le dôme des Invalides, les palais de la Place de la Concorde, le Louvre, l'Arc-de-Triomphe. Il me semblait que je découvrais tout ce décor de gloire.

Ils auraient pu venir là ! Les lourds bataillons gris auraient pu défiler le long de ces avenues triomphales !

Je les ai vus camper dans nos villes de Belgique, je les ai vus s'installer chez nous en vainqueurs avec une tranquillité insolente qui me faisait bouillir le sang. Ce fut atroce, mais je me rends compte que s'ils étaient entrés ici, dans cette ville qui n'est pas la mienne, où j'ai très peu vécu, que je n'ai guère parcourue qu'en visiteur, j'aurais éprouvé bien plus complètement l'impression de l'irréparable, l'impression du désastre. Pourquoi ? Comment cela se fait-il ? C'est que Paris est vraiment la capitale, notre capitale, à nous tous qui parlons le français, qui pensons en français, la ville-mère où sont nés jadis et naguère toutes les idées, tous les sentiments essentiels qui conduisent notre vie, tout ce qui, pour nous, donne du goût à la vie. Ah ! comme je comprends à présent qu'ils aient voulu prendre Paris, ruiner Paris !...

Quand j'étais encore en Belgique, après la funeste bataille de Charleroi, et lorsqu'on apprit le départ du gouvernement pour Bordeaux, nous nous disions : « Ils » occuperont Paris. Et puis après ? Somme toute, ce n'est pas la première fois qu'un ennemi vainqueur est entré à Paris. La guerre ne sera pas finie pour cela. Paris, ce n'est pas la France ».

Je vois aujourd'hui combien nous nous leurrions. Paris occupé, c'était l'affirmation définitive de la victoire du germanisme. Etant donnée la préparation morale de cette guerre, cela équivalait à la prise de Rome par les Barbares, c'était l'irrémédiable défaite de ce que nous appelons la civilisation latine et qui n'est en somme que la civilisation française considérée dans ce qu'elle a d'universel. C'était de *notre* honneur, de *notre* générosité, de *notre* sociabilité, de tout ce monde d'idées et de sentiments que Paris représente, et qui est à nous aussi, à *nous*, étrangers pour qui l'âme de Paris fut l'Institutrice.

On ne voit clairement, dit-on, que ce que l'on a perdu ; on voit clairement aussi ce que l'on a failli perdre. Jamais je n'avais senti comme alors le charme incomparable de cette civilisation française qui a formé les parties les plus nobles de mon intelligence et de mon cœur, tout ce qui, en moi, se rattache à une haute culture humaine. Il me semblait, quand je me promenais dans Paris, que tout le passé de la France défilait devant mes yeux, tout ce passé qui appartient à l'humanité tout entière. Ville des Rois, ville des révolutions, ville du peuple-roi, ville de l'Intelligence, dont chaque monument, des Thermes de Julien à Notre-Dame, et de Notre-Dame à l'Arc-de-Triomphe, rappelle une victoire de l'Esprit sur la Bête ! Je sentais à parcourir ces rues encore presque désertes, mais qui, de jour en jour, se ranimaient, que si elle était tombée au pouvoir de la bête, la forme de la civilisation la plus libre, la plus largement humaine, eût sans doute été frappée à mort.

Pour copie conforme :

L. Dumont-Wilden.

LETTRES TROUVÉES

Paris, mardi, 25 août 1914.

Madame,

A l'heure si douloureuse et si tragique que traverse ma douce patrie, heure deux fois terrible pour moi puisqu'elle marquera l'instant où, loin de tout souvenir, ayant fait le sacrifice de mon existence, par dégoût des promesses du présent et de l'avenir, autant que par amour du sol natal, je sombrerai dans le bienheureux oubli que des préjugés, alliés à des croyances qui surnagent, malgré nous, au tréfond caché de nous-mêmes, m'ont empêché de rechercher plus tôt ; à cette heure si pleine d'horreurs de toutes sortes, laissez-moi m'approcher de vous en pensée, laissez-moi oublier que vous êtes, aujourd'hui, une épouse

chaste, laissez-moi m'imaginer que je m'entretiens avec la jeune fille dont le souvenir trouble encore, après cinq ans de séparation, ma pensée et mon cœur (1).

J'ai bien peu changé physiquement depuis que nous nous sommes rencontrés. Mes cheveux ont conservé les fils blancs que j'essayais, à votre grand amusement, de dissimuler, et qui annoncent la maturité prochaine ; mais mon cœur n'est plus le même : il a trop souffert !

Cinq années !... Que cela compte peu à vingt ans et combien cela semble formidable à mon âge ! J'avais quitté la mélancolique contrée d'Orient, dont le climat anémiant menaçait ma santé, et j'étais allé demander à l'air vivifiant du Tyrol des forces qui me rendraient la gaieté et la volupté du rire. J'étais parti pour le Tyrol, où le printemps se prolonge jusqu'à la mi-octobre, laissant derrière moi la femme épousée vingt-trois ans auparavant et qui, durant vingt-trois ans, n'avait cessé d'empoisonner tout ce qui m'était cher de la vie.

Je vous ai confié, je crois, que la personne à laquelle, à peine sorti de l'enfance, je liai mon sort, m'avait trompé par des attitudes que mon inexpérience ne chercha pas à approfondir. Aussitôt marié, je découvris mon épouvantable erreur. Je me trouvai enchaîné à une créature dépourvue d'instruction, enfermée en un cercle étroit d'idées terre à terre, ayant sur toutes choses des convictions surannées et absurdes, bornant son bonheur à me blesser par son besoin de domination, la pénurie de son intelligence, et la cruauté involontaire de ses réparties.

Cette femme m'aime, la malheureuse, à sa façon, tout en étant hostile à ce que mon cerveau, affamé d'idéal et de littérature, évoque dans un silence qu'elle réprouve, dans une recherche de la solitude qu'elle me reproche en paroles aigres et déplacées, silence et solitude qui m'étaient un refuge et qui m'ont seuls consolé, jusqu'ici, de ma destinée manquée...

Aussi, livré à moi-même, au fond de ce hameau Tyrolien que vous avez connu, me croyant délivré à tout jamais du cauchemar qui me poursuivait depuis un quart de siècle, je m'arrêtait passionnément sur la route des songes, ces songes qui semblaient enfin prendre figure et vouloir se réaliser.

Le matin je me réveillais le cœur débordant d'une joie sans mélange et, accoudé à ma fenêtre, j'écoutais, remué d'une émotion profonde, la mélodie oubliée du chant des oiseaux.

Petit à petit je me surpris, dans une griserie inexplicable, rêvant de refaire ma vie, oubliant que la nécessité du pain à gagner me ramènerait au bout d'un temps, plus ou moins long, aux épreuves anciennes ; oubliant qu'il faut, après la quarantaine, une énergie dont j'étais dépourvu, pour abandonner sans remords les devoirs dont on a chargé ses épaules et s'engager sur une voie nouvelle et inconnue ; oubliant, surtout, qu'on ne se refait pas une jeunesse et qu'une existence nouvelle sous-entendant un nouvel amour, ma tête grise m'interdisait d'espérer la conquête réelle d'un cœur de jeune femme...

Parmi les Allemands et les Autrichiens qui fréquentaient la station de S... je n'en connus aucun qui eût étudié ma langue. Je m'isolai donc facilement, me bornant à saluer d'un coup de chapeau ou d'un bref *guten tag* les déprimés croisés sous les sapins, le long d'un de ces sentiers ombreux que je me plaisais à parcourir de l'aube à l'heure nocturne où les règlements renvoyaient chacun vers sa villa.

Et je me délectais dans un bien-être que je comparerai à la sensation d'assoupissement qu'éprouve un fumeur d'opium, ivre de fumée, quand vous apparûtes.

J'étais assis, au Kursaal, à une table dont une place à ma gauche et une à ma droite restaient inoccupées. Vous êtes venue vous asseoir à ma gauche et la dame qui vous accompagnait, et que je sus plus tard être votre tante, s'installa à ma droite. Votre arrivée, je l'avoue, me laissa indifférent. Je remarquai à peine vos vêtements de deuil et je fus seulement sensible au parfum, pourtant léger, d'œillet rouge, qu'en vous asseyant, vous répandîtes autour de vous.

Le soir, j'apprenais que vous logiez à la villa Rodolphe, où les roses sauvages tressaient des couronnes autour de mes fenêtres. Mais vous représentiez pour moi, alors, une étrangère, aussi peu inquiétante que les *frau* et les *fraulein* rencontrées dix fois le jour ; et rien ne me permettait de prévoir que votre venue était destinée à rendre le séjour de mon foyer plus dur à supporter, et à me conduire au désir immense, au besoin exaspéré d'affranchir à tout prix ma détresse.

Je ne vous adresse aucun blâme. Il ne me siérait pas de vous reprocher d'être trop belle, puisque vos gestes conservèrent toujours, au cours de nos relations, la simplicité qui brillait au fond de vos yeux.

Vous étiez pour moi, alors, une étrangère quelconque, et tous ces détails relatifs à votre arrivée

(1) Les originaux de ces lettres ont été trouvés dans une voiture. Je les tiens, avec le portefeuille qui les renfermait, à la disposition de la personne qui les a perdus et qui devra m'indiquer le nom des destinataires omis, ici, volontairement.

à S... se seraient effacés de ma mémoire si je m'étais borné à échanger avec vous le salut distrait que j'échangeais avec les habitués du Kursaal.

A quoi bon, penserez-vous, cette lettre qui ressuscite pour moi seul des souvenirs qui n'émeuvent que moi seul, des souvenirs oubliés par vous, sans doute, depuis longtemps ? Je me poserais également cette question s'il ne me fallait, avant de partir sans espoir de retour, me décider à un aveu qui, formulé plus tôt, il y a cinq ans, aurait, peut-être, changé le cours si triste de mes jours, car ce « peut-être » je vous supplie de l'éclaircir. Songez que j'ai vécu cinq années affreuses avec l'idée que « cela aurait pu être », que j'aurais pu refaire ma vie et craindre la mort au lieu de la rechercher !

J'ai, sous les yeux, le portrait qu'un matin vous m'avez permis de prendre, au cours d'une de ces promenades qui ne me donnèrent un avant-goût du paradis que pour me rejeter plus profondément à l'enfer d'où je sortais, cette image sur laquelle se reposeront mes regards à la minute dernière où le ciel, dit-on, s'entr'ouvre et livre passage aux âmes enfin délivrées !

Je vous vois telle que je vous vis le midi où, à déjeuner, je vous adressai la parole en vous entendant parler le français comme on le parle en cette cité d'Italie où vous naquîtes et dont vous deviez vous plaire, quelques jours après, à me révéler les magnificences. Vous vous étiez tournée vers moi et j'aperçus votre visage et tout mon être tressaillit d'étonnement et d'admiration. Je bégayai une fin de phrase brillamment commencée et vous sourîtes de mon trop évident émoi. Ce sourire illumina votre figure d'une beauté plus douce, je dirais plus impressionnante si quelque chose pouvait ajouter à la perfection de vos traits...

Pas plus que moi vous ne cultiviez l'allemand ; nous étions trois civilisés égarés parmi des barbares. Cela suffit à nous lier plus que le fait d'être voisins de table ou de demeurer porte à porte, sous le même toit.

Nous nous promenâmes ensemble et je supportais, pour la félicité secrète d'être près de vous, le bavardage inconsidéré de votre tante. Celle-ci me raconta les péripéties de sa vie de vieille fille et, indiscrètement, l'existence des autres. Dans mon désir ardent de vous connaître je l'écoutais d'un air attentif, comme si d'être au courant du passé d'une femme que l'on désire, vous conférait sur elle des droits particuliers. J'appris, de la sorte, que vous approchiez de vos vingt-huit ans, que vous étiez orpheline et rebelle aux pratiques de la religion, car vous accusiez Dieu de vous avoir privée brutalement d'un père adoré. Je sus, en outre, que nos sympathies littéraires s'accordaient; vous étiez, comme moi, une admiratrice de d'Annunzio, de Mæterlinck et du poète qui écrivit Dominique.

Puis, un beau jour, votre tante se plaignit de la longueur de nos randonnées et elle préféra se reposer sous une charmille, exposée au parfum violent des fleurs dont les parterres entouraient chaque villa. Et nous fûmes libres... libres d'explorer la contrée charmante où, entre deux arbres, on découvre soudain, serrée entre les montagnes comme dans un entonnoir, la plaine verdoyante que le soleil oblique teinte, à l'heure exquise du crépuscule, des nuances tendres de l'arc-en-ciel ; où des maisons blanches, à toits de tuiles, isolées comme des retraites d'amoureux, sont reliées entre elles par des sentiers bordés d'arbustes, coupés, ça et là, par de petits ponts qui, dans la distance, ressemblent à des jouets.

Nous fûmes libres ! Vous qui connaissez, aujourd'hui, la candeur de nos entretiens, vous sourirez à ce mot qui signifierait pour d'autres le droit de s'aimer impunément et, pour moi, représentait la joie de vous avoir à moi seul, d'être seul à contempler vos admirables yeux noirs, le pli irritant et charmeur de vos lèvres.

Ah ! je me souviens, comme si c'était hier, de vos moindres paroles, du moindre de vos gestes. Je frémis en songeant combien souvent je fus saisi de l'envie folle de vous étreindre et de goûter à cette bouche, fleur à l'espect grisant, dont je ne connaîtrai jamais la saveur ! Et savez-vous ce qui me retint ? La crainte de perdre le torturant bonheur de souffrir par vous, auprès de vous, sans que vous vous en doutiez !

Je me souviens ! Je me souviens d'un matin, nous approchions de la villa et j'exprimai le désir d'étudier de tout près la couleur de vos yeux. Vous détourniez la tête avant de répondre, d'une mine effarouchée :

— Votre demande est un enfantillage.

Je me souviens d'un soir : la nuit venait, le soleil se perdait derrière les arbres. Au loin, très loin, s'élevait l'appel d'un cor de chasse. Egarés au sein de la montagne, qui s'assombrissait, nous nous étions arrêtés, cherchant de nos regards un chemin familier. Tout à coup vous m'avez saisi la main :

— Ecoutez !...

Des profondeurs de la forêt s'élevait la palpitation des choses invisibles. L'âme de la nature frémissait. C'était le bruissement doux des feuilles qui se frôlaient en des baisers qu'encourageait la brise ; le roucoulement langoureux d'oiseaux en

mal d'amour ; le cri des grillons timides ; le crissement rongeur d'insectes partis à l'assaut d'arbres géants. C'était le fourmillement intense, impressionnant, qui précède le silence de minuit, le souffle secret de la terre défaillante s'enfonçant dans l'ombre mystérieuse, dans la léthargie où l'ombre précipite toutes choses et que le chant matinal de l'alouette réveillera avec l'aurore !

— Ecoutez !

Un émoi extraordinaire tiédissait au creux de la mienne votre main petite et douce ; et, de sentir votre chair contre ma chair, un frisson me parcourut. Je tremblais comme la feuille que le vent agitait au-dessus de nos têtes, comme un de ces oiseaux, cachés dans les branchages, qui, bec à bec, se pâmaient de volupté avant de s'endormir !

Je me souviens ! Je me souviens des confidences que vous me faisiez ainsi qu'à un très vieil ami. Vous me disiez qu'un fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères briguait votre main mais qu'une union avec lui vous répugnait, et vous refusiez de vous expliquer sur cette répugnance que le temps ou les circonstances ont vaincu.

Je me souviens de vos affectueuses paroles lorsque je vous dévoilai l'horreur de ma vie. Je me souviens — et ce souvenir m'accable particulièrement, — d'un soir encore, où les allées, qu'il nous fallait parcourir pour regagner la villa, étaient à peine éclairées par les rayons de la lune, disque fabuleux, rouge comme une lueur d'incendie. Votre voix avait, en me parlant, un ton languissant et vous vous appuyiez plus lourdement, me semblat-il, sur mon bras. Je me plaignais d'être à la veille de me séparer de tout ce qui m'enchantait à S..... où, en rapprenant à vivre, j'avais retrouvé une âme et des sensations que je m'imaginais ne plus connaître. Vous avez, aussitôt, murmuré très bas :

— Pourquoi regretter et vous désespérer ? Qui peut, en effet, prévoir les surprises de l'avenir ?

Alors, sans réfléchir à l'énormité de mon action, je courbai la tête et effleurai de mes lèvres votre main qui se crispa et se referma sur mon bras.

— Mon ami, mon pauvre ami !

Ce fut votre seul reproche.

Le lendemain, vous avez manifesté le désir de visiter l'église, pauvre chapelle de village, si vide d'images qu'on se serait cru dans un temple de pieux puritains. Devant l'autel consacré à la Vierge vous avez exigé que je prenne place, comme vous, sur un prie-Dieu et que je fisse, en même temps que vous, le signe de la croix.

Plus tard j'ai voulu savoir les raisons de cette exigence et vous avez répondu :

— C'est un mystère.

Cette nuit-là et les nuits suivantes, je ne dormis pas. J'entendis sonner, lugubres, les heures au clocher du hameau : onze, douze, une, deux, trois, quatre ! Les premières lueurs du jour jaunissaient mes fenêtres et je ne parvenais pas à résoudre l'angoissante question : si je vous avouais la malheureuse passion qui me dévorait, si j'offrais de divorcer pour vous posséder jusqu'à la minute où vos doigts bienfaisants abaisseraient mes paupières sur mes yeux ternis, accepteriez-vous d'unir votre jeunesse à ma vieillesse commençante ?

Ah ! que de pareilles et d'absurdes questions je me suis ainsi inutilement posées ! Je manquais de courage. Je me jugeais si inférieur à vous lorsque je comparais les flétrissures de mon visage à votre rayonnante beauté ! Ai-je eu tort ? Ai-je sacrifié le bonheur que j'aurais trouvé auprès de vous, qui m'aurait préservé des années de tourmente auxquelles j'échappe par la mort, que je veux glorieuse afin de vous laisser un souvenir d'admiration et, peut-être, des regrets.

Répondez-moi. J'ai calculé que votre lettre pourra me parvenir avant le moment où se fixera ma destinée. Eclaircissez le « peut-être » que j'écrivais au début de cette longue confession. Aujourd'hui, un aveu sera pour vous sans conséquence et il me procurera, qui sait ? l'âpre et cruelle joie de savoir que votre cœur, un instant, m'appartenait !

Quand je songe aux heures uniques évanouies, à l'idylle ébauchée qui ravit de joie mon cœur très humble, je pleure ! Ne riez pas, Madame, de ma faiblesse ; les larmes d'un homme, ces larmes que nous versons en secret, comme si c'était une honte de nous y abandonner, c'est, croyez-moi, quelque chose d'effrayant, de presque tragique.

Adieu, Madame ; puisse ce Dieu que vous vous refusiez à prier, et duquel j'espère le repos éternel, vous combler de ses bienfaits en accumulant sur vous les joies que je rêvais de vous donner.

*
* *

Secteur postal n°.....
le 10 avril 1915,

Monsieur,

Le lieutenant ..... est tombé au champ d'honneur le 7 mars dernier, lors de la prise, par nos troupes, de Mesnil-les-Hurlus. Je vous envoie un pli à votre adresse, trouvé dans une de ses poches, ainsi qu'une lettre qui est arrivée le lendemain de sa mort, après l'avoir cherché, d'étape en étape, durant des semaines.

Malgré ses quarante-sept ans, le lieutenant..... .....s'était engagé au début de la campagne comme simple soldat. Depuis le premier jour il ne cessa

de se distinguer, se battant avec une audace, une témérité, un mépris du péril qui faisaient l'admiration de ses camarades et lui valurent d'être cité à l'ordre du jour et de recevoir la médaille militaire et la Légion d'Honneur. Lors de l'attaque de Mesnil-les-Hurlus, trois fois il s'abattit, trois fois il se releva. Le visage ensanglanté, le bras gauche fracassé, il narguait véritablement la mort. Vers la fin de notre action il reçut au front une balle qui le jeta, face en avant, comme une masse, et ce fut fini. Ce fut la fin d'un héros !

Un jour, lorsque l'on recherchera le nom de ceux qui honorèrent la France, le lieutenant.....
méritera d'être placé en tête de la glorieuse phalange dont chaque nom représentera une goutte de ce merveilleux sang français qui n'aura pas coulé en vain, car il nous aura mené à la victoire finale pour le plus grand bienfait des générations futures.

Veuillez agréer, Monsieur, etc. etc.

*
* *

Valparaiso, 3 janvier 1915.

Mon Ami, mon bien-aimé,

Votre lettre du 25 août a mis plus de quatre mois à me parvenir. Sa lecture m'a plongée dans le désespoir. Qu'avez-vous fait ? qu'avons-nous fait ?

Au nom du ciel ne vous engagez pas, ne détruisez pas une seconde fois le bonheur qui s'offre à nous. Je viens, mon ami, je viens !

Ah ! pourquoi vous êtes-vous tû il y a cinq ans ? pourquoi n'avez-vous pas deviné les sentiments que vous m'inspiriez et pourquoi n'ai-je pas su vous les faire comprendre ? Nous nous serions épargné des heures affreuses pour vous, terribles pour moi.

Je m'embarquerai le 4 février, aucun courrier direct ne quittant Valparaiso avant cette date. Attendez-moi, je suis à vous, car je vous aime ! Votre image, en dépit du temps et de l'éloignement, n'a cessé de m'être vivante. J'adore ces cheveux gris qui vous déplaisent, ces cheveux qui n'ont pas de couleur pour moi, comme j'adore tout ce qui est de vous, sans chercher à savoir si tel ou tel autre de vos traits me touche davantage.

Vous évoquez notre visite à l'église de S..... Savez-vous qu'en vous demandant de vous agenouiller près de moi, en face du tabernacle, je mettais à l'épreuve un ancien dicton italien qui assure que, si deux êtres s'aiment sans se l'oser dire et s'agenouillent comme nous le fîmes, ils seront, un jour, réunis selon leur cœur ? Et, vous le voyez, le dicton de ma superstitieuse patrie ne nous a pas trompés. Nous serons heureux demain, n'est-ce pas ? Dites, nous le serons, et nous oublierons, cachés en un pays lointain, tout ce qu'il y eut de mauvais dans notre injuste passé.

Je vous confierai encore, chère Ame, que le soir où vous pressiez vos lèvres sur ma main j'ai failli vous crier : M'aimez-vous ? Si vous m'aimez, partons ensemble.

J'ai gardé ce cri qui me brûlait parce que tout en devinant en vous une sympathie très grande à mon égard, je n'osais croire à un sentiment plus profond. L'aurais-je connu, ce sentiment, que, probablement, j'aurais répudié toute pudeur pour vous ouvrir mes bras !

Et quand vous vous êtes éloigné, je me suis sentie tellement seule ! Les points de vue, les paysages qui me semblaient si beaux admirés ensemble, m'apparurent alors, sombres, noyés de mélancolie. Je songeais à vos chagrins et je souffrais pour vous. Je souffrais de mon impuissance à vous consoler et de l'impossibilité où j'étais de faire naître un sourire dans vos yeux toujours si tristes !

Ah ! chère Ame à moi, les romanciers prétendent que le véritable amour se pénètre et vous n'avez pas deviné mon ardent désir de vous donner le meilleur de moi-même, d'embellir votre existence et de panser, jusqu'à la guérison, votre cher cœur blessé !

Vite, vite, télégraphiez-moi que vous renoncez à votre affreux projet. Je vivrai dans l'angoisse jusqu'à la réception de votre dépêche car le bonheur que j'escompte est si beau, que j'ai peur, une peur affreuse, du naufrage. Comprenez-moi : si je vous perdais maintenant, je ne survivrais pas à ma douleur.

Au revoir, chère Ame à moi, je baise vos lèvres timides, pieusement, comme on embrasse les images saintes.

EMILE EDWARDS.

LES RAISONS DU DÉSARROI ALLEMAND

Le désarroi allemand n'est plus une simple fiction, une hypothèse capable de nous satisfaire. Il est devenu la plus tangible des réalités. Non seulement il existe, mais encore il s'accroît de semaine en semaine, sous la poussée d'événements qu'il n'appartient plus à personne d'arrêter, et qui doivent quasi-automatiquement développer leurs conséquences. L'Empire est en proie aux divisions, qu'il dénonçait de longue date chez ses adversaires, après les avoir imaginées de toutes pièces.

Au début de la guerre, le bloc germanique nous avait paru compact, homogène, formidable : toute la nation s'était levée comme un seul homme à l'appel des gouvernants, sans même vouloir discuter la légitimité de sa cause, ni l'exactitude des allégations que le chancelier portait à la tribune du Reichstag. Ce sera même la stupeur de l'histoire qu'en plein xxe siècle, un peuple se soit laissé jeter dans la tourmente sans avoir réclamé d'élémentaires explications. Mais ce bloc si solide ne pouvait indéfiniment subsister ; il se rompt ; il éclate ; jour par jour nous en suivons la dislocation.

C'est une étrange leçon. Ceux qui opposaient la discipline d'un pays absolutiste et féodal à l'incohérence des communautés démocratiques, en seront pour leurs frais. La France « individualiste », où le sens critique est si fortement aiguisé, où les hiérarchies anciennes ont croulé, où le contrôle de tous apparaît comme la garantie même du salut public, offre un autre spectacle que l'Allemagne impériale. L'entente librement consentie vaut mieux, comporte plus de stabilité, de dignité et de ressources que l'entente imposée par une contrainte extérieure : même la fidélité des Brandebourgeois aux Hohenzollern, leurs maîtres séculaires, n'a pas tenu contre la dureté des temps. Ce n'est ni chez nous, ni en Angleterre — c'est outre-Rhin, — que les passions politiques et les fureurs de clans (voyez les conservateurs et les nationaux-libéraux) se sont déchaînées avec une violence presque sans précédent.

Le fléchissement de l'esprit public allemand étant admis et établi, les indices qui le signalent et le mesurent étant fixés, ce n'est pas encore l'heure de rechercher les effets multiples qu'il peut engendrer. En pareille matière et surtout dans les conjonctures présentes, il sied de s'interdire les prévisions à lointaine et même à brève portée. Le métier de prophète ne fut jamais aussi ingrat : tous ceux qui, même avec la plus laborieuse documentation, se sont ingéniés à discerner l'avenir, depuis août 1914, vous avoueront leurs déception. Nous n'avons point de « machine à explorer le temps ».

Mais il reste permis, et il est peut-être opportun de scruter les causes du malaise, qui s'exerce chez nos adversaires les plus puissants et les plus immédiats. Et cette besogne purement descriptive, cette enquête qui s'étaie sur des faits dûment constatés, se révèle suggestive au plus haut degré. L'énumération serait assez longue, au demeurant.

1° Un empire militaire, une caste militaire ambitieuse, dévorante et hautaine, une nation militairement organisée, c'est-à-dire hostile aux manifestations individualistes et surtout dressée pour la lutte extérieure ; un militarisme qui se subordonne tout dans l'Etat, qui s'est infiltré dans toutes les institutions, qui marque toute la vie de sa forte empreinte : telle est l'Allemagne contemporaine. Nous avions pu croire que le développement économique, industriel, commercial, financier, maritime, avait altéré ce caractère foncier : c'était une illusion, une apparence. A la première occasion, en dépit de l'enrichissement des 40 dernières années, de l'expansion de l'usine, de la banque et de la flotte marchande, l'Allemagne devait briser sa façade et surgir comme une Prusse élargie. Pas un instant, depuis 1871, elle n'avait délaissé la pensée de la guerre possible, de la guerre probable.

Mais un empire militaire, et qui tend toutes ses énergies dans un sens conforme à son principe, risque l'effondrement en cas de défaite. Or, qu'on le veuille ou non reconnaître, — dès à présent, en ce début d'avril où j'écris, la défaite est là. Dans les campagnes actuelles, les occupations de territoires sont peu de choses ; seule la destruction des armées offre une valeur décisive. L'Allemagne n'a détruit ni l'armée française, ni l'armée russe, ni l'armée anglaise ; et si Mackensen s'est saisi de la Serbie, il n'a pas anéanti les forces serbes. L'Allemand le plus inculte et le plus mal informé se rendait déjà compte, avant Verdun, de l'insuccès des tentatives de son empereur. Il savait que les lignes allemandes étant arrêtées, clouées au sol ou à peu près, — en face des effectifs déclinants de son pays, se levaient partout des contingents grossissants. Ce fut pour combattre de telles impressions pessimistes, que le Kaiser ordonna l'opération de Verdun : il croyait, par elle, galvaniser l'esprit public, tuer les inquiétudes qui se faisaient jour, imposer silence aux broyeurs de noir, comme il appelle volontiers ceux qui doutent, mais il ne suffisait pas de prescrire l'assaut : il fallait réussir. Le succès devait restituer trois mois d'énergie au peuple allemand : la défaite aboutirait à précipiter le cours des choses, à aggraver l'anxiété, à affaiblir encore le ressort national. Jamais Hiase n'eût prononcé le 24 mars, devant un Reichstag soulevé et affolé, le discours que l'on sait, et qui marquera une date, si le Kronprinz n'avait pas subi, sur les deux rives de la Meuse, un échec que les neutres autorisés tiennent pour l'épisode capital de la guerre. La prise de Verdun, opération plus politique encore que militaire, à la veille de la rentrée du Parlement de Berlin, eût ruiné les oppositions. Verdun restant debout, ces oppositions allaient se trouver renforcées, tandis

que les partis de tradition loyaliste éprouveraient une déception, un désenchantement, dont l'expression risquerait d'être lourde et malsonnante.

2° L'Allemagne s'imaginait que sa puissance économique et financière était supérieure à toute atteinte. Elle avait supposé aussi que la guerre serait courte, — qu'en quelques mois elle viendrait à bout de tous ses adversaires, et les ayant mis à terre, pourrait leur imposer d'écrasantes contributions. Si l'affaire s'était terminée à son avantage au 1er novembre 1914 — (c'était l'échéance primitivement fixée), elle eût dépensé environ 6 milliards ; elle en eût exigé 30, pour en obtenir peut-être 20, et en fin de cause, eût bénéficié d'une lucrative spéculation. Seulement la réalité a été tout autre. Il n'est plus que les illusionnistes outre-Rhin pour penser que la France, l'Angleterre et la Russie pourraient payer tribut : « *nous ne devons pas compter qu'après la clôture de la campagne, on nous accordera une indemnité de guerre* » a déclaré l'autre jour au Reichstag le député Keil — qui est pourtant un socialiste majoritaire et que nul n'a interrompu. L'Allemagne en sera donc réduite à ses seules ressources. A la Chambre de Prusse, un autre élu socialiste, Strœbel, évaluait la dette de l'Empire (séance du 20 mars) à 55 milliards : elle monterait d'après lui à 80 milliards à la fin septembre, et il fallait prévoir 7 milliards d'annuités du simple chef de la rente. — Cette perspective n'a rien de réconfortant et chacun comprendra que nos voisins, même les plus imbus du préjugé pangermaniste, ne l'envisagent point sans frémir. Les paroles de Strœbel ont été d'autant plus graves, qu'aucun ministre n'a pris la peine de démentir les statistiques produites. Le discours du secrétaire d'Etat Helferich au Reichstag, le 16 mars, préparait, au reste, l'opinion aux plus pénibles révélations. « Ce discours, écrivait le *Vorwaerts*, prouve que les finances de l'Empire sont en très mauvais état », et la *Gazette Populaire de Cologne*, qui est un organe du centre catholique, donc impérialiste, signalait le découragement très visible des membres de l'assemblée. Le même député Keil, qui dénonçait la vanité de toute prétention à un tribut de guerre, entrevoyait la banqueroute.

On conçoit que cette situation ait paru déjà singulièrement affligeante : or, voici que le 25 mars, la publication des résultats du 4e emprunt est venue attester le fléchissement de la confiance publique.

Cet emprunt avait été autorisé à la fin de décembre 1915, en même temps qu'un engagement de crédits de 12 1/2 milliards. Le secrétaire d'Etat du Trésor avait besoin, en réalité, à l'heure où les guichets s'ouvraient, de plus de 17 milliards qui « devaient » être largement couverts, — les souscriptions étant illimitées. Les journaux estimaient que le public prêterait de 18 à 19 milliards : *prêterait* est une façon de parler, puisque, — chacun le sait, — la Banque d'Empire et toute une série d'établissements échelonnés commencent par avancer aux souscripteurs des billets, qu'ils reversent ensuite aux caisses de l'Etat. Mais quelques expédients que le gouvernement eût mis en œuvre, quelques facilités extraordinaires qu'il eût données aux contribuables. M. Helferich n'a recueilli ni 18, ni 17 milliards. Son butin est monté en tout et pour tout à 13.200 millions : il lui manquerait près de 4 milliards pour équilibrer ses disponibilités et ses dépenses, et par suite il ne lui reste pas un pfennig pour l'avenir. Après coup et par ordre, les journaux ont eu beau célébrer la générosité et le patriotisme du pays qui, en dernière analyse, a apporté 2 milliards 1/2 d'argent frais... l'Allemagne s'est aperçue à la fois que son crédit était atteint, même au dedans, et que ses énergies financières allaient à épuisement.

3° Dans un Etat monarchique, et dont le régime est l'absolutisme à peine déguisé, la stabilité des institutions exige que demeure intacte l'autorité du souverain et de sa lignée. Le Kaiser, avant la guerre, avait senti péricliter cette autorité, et il y a là-dessus quelques rapports suggestifs dans le dernier *Livre Jaune* français. Les partis de gauche lui reprochaient son immixtion incessante dans les affaires même secondaires, ses actes inconsidérés, ses propos intempérants. Les pangermanistes, du conservatisme féodal au nationalisme libéral (et ceci était plus grave à certains égards), l'accusaient de timidité au dehors, de faiblesse vis-à-vis des puissances étrangères. Les fractions politiques, qui avaient préconisé un ultimatum à propos du Maroc, en 1911, lui pardonnaient difficilement le traité de novembre avec la France. En déclarant la guerre 3 ans plus tard, il aurait surtout voulu désarmer les ultra de l'impérialisme, qui lui marquaient trop leur méfiance et leur dédain : c'est une affirmation que nous contrôlerons dans l'avenir.

Toujours est-il que les événements d'août 1914 lui restituèrent la faveur des partis, — qu'il jugeait les soutiens nécessaires du trône. Mais cette faveur, il l'a reperdue, et les déboires et les souffrances que le peuple a subis, n'ont guère servi la popularité du monarque. Guillaume II a vainement affirmé qu'il n'était pas responsable de la crise : du moment où les défaites ont remplacé les premiers succès, les masses lui ont imputé cette responsabilité ; l'impératrice, lorsqu'elle visite les

hôpitaux, entend de dures paroles ; les princes et surtout l'héritier de la couronne sont frappés de discrédit... La monarchie des Hohenzollern a ruiné le respect silencieux qui l'enveloppait depuis des siècles, et comme la solidité de l'Etat impérial est liée au prestige de cette maison, elle commence elle-même à apparaître précaire et chancelante.

4° Les hommes politiques dirigeants ont, au reste, tous trompé les espérances qu'on avait mises en eux. Cette grande tourmente européenne, qui a révélé si peu d'individualités de puissante envergure, (alors que la phase des guerres de la Révolution et de l'Empire avait comme projeté l'humanité au-dessus d'elle-même), a montré la médiocrité du monde gouvernemental allemand. Les diplomates, les administrateurs, les financiers, écrasés par l'énormité de la tâche à accomplir et qu'ils n'avaient point soupçonnée, ont vécu d'expédients, ajourné les problèmes, et finalement prouvé leur insuffisance. Cette observation ne s'appliquerait pas exclusivement à l'Allemagne, mais c'est l'Empire germanique qui a déchaîné le cyclône... Il y a un abîme entre un Bismarck et un Bethmann-Hollweg. On a dit que Bismarck, conscient des difficultés colossales de la guerre, eût préféré l'éviter : il est possible, mais Bethmann-Hollweg qui l'a provoquée n'avait prévu ni l'élargissement de la coalition, ni la durée de la lutte, ni le coût de l'entreprise. Son influence est tombée à néant, et il a beau terrasser, grâce à une volonté impériale qui peut se ressaisir d'une minute à l'autre, tel de ses adversaires : ses jours sont comptés. Helferich, qu'on donnait jadis pour le premier financier d'outre-Rhin et même d'Europe, n'a pas résisté à l'épreuve des faits. Von Jagow n'apparaît plus qu'en sous-ordre et c'est à peine si les journaux nomment encore ce chef de la diplomatie impériale. Il y a bien des remplaçants éventuels, mais si le personnel au pouvoir est usé et frustré de tout crédit, le personnel de rechange qui s'agite dans la coulisse n'inspire qu'une confiance limitée au public. L'Allemagne est à la recherche d'un gouvernement, ou plus exactement d'hommes capables de l'orienter vers son salut. Seulement elle ne sait pas elle-même encore dans quelle direction est ce salut...

5° Dans sa *Politique allemande*, le prince de Bulow a fait un tableau très noir et peut-être très exact de la lutte des partis outre-Rhin. Après avoir été si longtemps au pouvoir, il était qualifié pour la juger et il la jugeait sévèrement : il voyait en elle un élément possible de dislocation : « selon toute prévision humaine, nous n'avons plus rien de sérieux à craindre des tendances séparatistes des différents Etats pour l'unité de notre vie nationale. Mais nous ne sommes nullement à l'abri des manifestations de l'esprit particulariste. Cet esprit s'est cherché, depuis et même pendant l'unification allemande, un autre champ d'activité et il l'a trouvé dans la lutte des partis », et l'ex-chancelier dénonce « l'ergotage et la petitesse, l'acharnement et l'animosité » qui caractérisent ces dissensions intérieures. Toutes ces remarques s'appliqueraient à merveille à la phase présente. Et trait singulier : ce sont les partis qui par tradition se proclament gouvernementaux et loyalistes qui ont le plus contribué à l'affaiblissement, à la désagrégation du bloc allemand.

Rien n'a plus accentué les divisions latentes que le grand assaut donné au chancelier par les conservateurs, les nationaux-libéraux, et le centre catholique, fractions peu suspectes d'ordinaire de tendances subversives. Depuis que ces groupements ont senti venir la défaite finale, ils manifestent une exaspération désordonnée, qui s'exprime en propos violents et en initiatives redoutables. Ils n'hésitent point en ce moment, si déférents soient-ils par principe pour les prérogatives monarchiques et pour les attributions du pouvoir, à développer la crise. Il semble qu'ils veuillent duper le peuple, lui imposer cette conviction que la bataille peut encore être gagnée par un redoublement d'énergie sauvage. Sont-ils bien sincères ? Iront-ils jusqu'au bout dans des polémiques, qui ruineraient à la fois l'autorité gouvernementale et la sécurité des classes possédantes ? On peut douter de leur constance à cet égard. Le but des Heydebrandt, des Reventlow, des Bassermann, des Spahn, et de leurs journaux, la *Gazette de la Croix*, la *Deutsche Tages Zeitung*, la *Gazette populaire de Cologne*, le *Lokal Anzeiger*, etc., semble être de donner une pièce au pays, et de se décharger de toutes responsabilités en les accumulant sur un bouc émissaire, qui serait le chancelier. Dans l'exagération de leur fureur, ils en sont venus — eux, les contempteurs du régime parlementaire et les champions de l'autorité forte et sans contrôle, à renverser toutes leurs théories. Désireux de créer des difficultés à M. de Bethmann-Hollweg, ils ont revendiqué pour la Chambre de Prusse, assemblée sans prestige et élue par le pire système, des attributions auxquelles elle-même n'avait jamais songé. Ils ont joué de la guerre sous-marine, c'est-à-dire qu'ils ont exploité l'un des plus graves problèmes de la politique étrangère, — et sans égard aucun pour les intérêts de l'Empire, dans l'intention de ressusciter Tirpitz et de frapper le vainqueur peut-être provisoire du grand amiral. Peu importait à ces conservateurs, à ces nationaux-libéraux, à ces hommes du centre, de provoquer la

formation d'une ligne des neutres qui se lèverait à l'appel de l'Amérique, pourvu que fussent satisfaites leurs rancunes de partis...

Rien ne pouvait les arrêter dans leur appétit de vengeance. Du Landtag de Prusse, ils transféraient au Reichstag le débat qui les passionnait. Trois motions conjointes invitaient le chancelier à accentuer encore la piraterie navale. Ils ne se demandaient pas si à l'heure même où ils essayaient d'exercer leurs représailles et d'organiser leur comédie de tribune, il n'y avait point lieu d'éviter les fautes suprêmes. Comment ces attaques forcenées, que le gouvernement a réussi à éluder temporairement, — mais qu'il n'éludera pas toujours, n'auraient-elles pas fait impression sur l'esprit public et engendré un incurable malaise ? Comment les foules n'auraient-elles pas interprété l'ajournement prolongé du discours du chancelier, et n'auraient-elles point discerné, au silence calculé du premier représentant impérial, la gravité de la situation intérieure et extérieure ?

De cette situation extérieure, je ne dirai rien. La situation intérieure se résume en ces quelques mots : le chancelier n'a plus de majorité. Il semblerait, à première vue, que ce fait fût dénué de portée, puisque l'Allemagne ne possède point le régime parlementaire. Mais ce qui n'est qu'approximativement vrai en temps de paix est radicalement faux en temps de guerre. Le Kaiser, à l'heure où nous sommes, est trop faible pour pouvoir braver l'opinion.

M. de Bethmann-Hollweg, qu'assaillent à la fois les conservateurs, les nationaux-libéraux et les catholiques, a trouvé le concours des éléments de gauche, des progressistes et des socialistes dits impériaux pour défendre sa politique étrangère du moment et pour contenir les partisans de Tirpitz. Mais cet appui est par essence instable. Les éléments de gauche, et spécialement les socialistes — qui sont réfractaires à une prolongation indéfinie de la lutte et par suite au pangermanisme, se roidissent contre la fiscalité préconisée par le gouvernement. Les nouveaux impôts indirects proposés par M. Helferich, dans son discours du 16 mars, auront peut-être l'agrément de la droite et du centre, mais la Social-Démocratie la plus soucieuse de flatter le pouvoir ne saurait y souscrire, sans compromettre ses mandats électoraux : plus elle fait de concessions à l'impérialisme, et plus elle est obligée de rejeter toute surtaxe de la consommation populaire. Elle ameuterait le prolétariat urbain contre elle, si elle laissait l'aggravation des charges financières qui pèsent sur lui se superposer au renchérissement général de la vie. Ainsi s'explique le discours véhément que M. Keil — dont l'opposition ressemble à celle de M. Scheidemann, — a prononcé le 23 mars pour riposter à M. Helferich.

Le chancelier, soutenu par la gauche contre la droite et le centre dans l'affaire de la guerre sous-marine, — qui reste capitale, sera abandonné par ces gauches dans le débat fiscal. S'il plaît aux conservateurs et aux nationaux-libéraux de lui infliger un grave échec, ils pourront choisir leur heure. Or cette situation est connue outre-Rhin, non seulement dans les milieux officiels, mais encore dans le grand public.

6° La scission socialiste était déjà un fait depuis les séances de décembre, où 20 députés de l'extrême-gauche ayant repoussé le budget, 24 autres s'étaient abstenus. Mais elle est devenue irrémédiable à la fin de mars, au lendemain de cette grande journée du 24, où Haase, ex-président du groupe social-démocrate, a proféré des paroles dont le retentissement fut immense, et qui lui valut d'être taxé de trahison par ses adversaires de toujours et aussi par certains de ses amis de la veille. Certes il lui a fallu — comme à Liebknecht — un courage d'une trempe singulière pour formuler certaines vérités dans une assemblée grisée de pangermanisme ; il a fallu encore — pour que sa phrase portât — que cette assemblée sentît en lui, non point un isolé, mais le mandataire de fractions plus ou moins larges du peuple. Son discours a été l'expression la plus forte du malaise allemand, mais en même temps il a ajouté à ce malaise. Le schisme des social-démocrates, dont d'aucuns niaient encore en décembre la signification, prend aujourd'hui une valeur maîtresse : il atteste qu'une coupure existe entre l'Empire et une partie de la nation. Il est, sous certains rapports, l'indice le plus vigoureux de l'éclatement du bloc allemand. Combien de millions d'hommes pensent comme Haase et les 17 autres députés qui se sont associés à lui dès le 26 mars ? Quels appels Haase, qui n'est ni un novice, ni un impulsif, a-t-il dû entendre, montant de l'atelier, de la mine, et de la tranchée, même avant de lancer des mots, qui partout reproduits allaient remuer les foules et secouer les illusions entretenues ?

Réunissons tous ces symptômes. Chacun d'eux en soi a un sens déjà très net ; envisagé dans leur ensemble, ils sont assez concluants. L'armature de l'Allemagne se brise ; les hiérarchies craquent ; les passions égoïstes se font jour, comme dans un suprême péril. Si nous conservions des doutes, par scepticisme voulu et par prudence, les articles de la presse d'outre-Rhin la plus directement inspirée les dissiperaient. Le 18 mars, avant même les grands débats du Reichstag, la *Gazette de Co-*

logne, officieux prussien et impérial, et la *Bayerische Tages Zeitung*, officieux bavarois publiaient des notes manifestement venues du même bureau. Elles s'élevaient contre les « rumeurs pessimistes », qui disaient-elle, tendaient à s'accréditer. Leur ton indiquait qu'en haut lieu, l'on s'inquiétait de l'évolution de l'esprit public et de l'affaissement des ressorts moraux.

L'Allemagne pourrait-elle encore résister à une défaite caractérisée Je ne le crois point, car tous les facteurs de désarroi et de dislocation joueraient à la fois. Voici l'heure où certains éléments priment tous les autres.

PAUL LOUIS.

QUELQUES IDÉES DE RUSKIN (1)

La publication de ce livre ne peut se passer de quelques commentaires.

Non pas qu'il soit nécessaire de présenter aujourd'hui John Ruskin au public français. La plupart des ouvrages les plus originaux du grand critique ont subi victorieusement l'épreuve de la traduction. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir de son œuvre, on ne peut lui refuser une position éminente parmi la pléiade de grands écrivains qui illustrèrent l'Angleterre au siècle dernier. Ruskin est devenu un classique, tout comme Carlyle, Rossetti et Swinburne, et ce fait seul, indépendamment de toute autre considération, suffirait à justifier les efforts que nous avons faits pour mieux le faire connaître en France. Si son enseignement ne peut plus avoir sur nous la même influence que sur se contemporains, il n'en traduit pas moins les aspirations les plus hautes d'une noble époque et d'un noble pays. Si son œuvre n'échappe plus à la critique, elle n'en appartient pas moins déjà à l'histoire.

Mais le lecteur s'étonnera peut-être de voir réunis ici en un volume deux ouvrages — *La Couronne d'olivier sauvage* et *Les Sept lampes de l'architecture* — que l'on aurait aussi bien pu publier séparément. Ils n'ont guère, en effet, de point de contact. Ruskin lui-même ne les a jamais associés. *Les Sept lampes* parurent en 1849, six ans après le premier volume des *Peintres modernes*. *La Couronne d'olivier sauvage* parut en 1866, deux ans après *Sésame et les Lys*. La première œuvre appartient à une époque de la vie du maître durant laquelle l'art domine ses autres préoccupations. La deuxième doit être rangée, au contraire, parmi les nombreux essais au cours desquels il s'efforce de convertir la nation anglaise à son idéal social.

Un examen superficiel des deux ouvrages accentuera encore ce contraste. Dans les *Sept lampes*, l'auteur suit un plan préconçu ; il envisage, l'une après l'autre, les diverses conditions indispensables, selon lui, à l'éclosion d'une œuvre d'art digne de ce nom, et, plus particulièrement, d'une œuvre architecturale. Le plan est rigoureux, presque dogmatique ; le style est élégant, imagé. C'est essentiellement l'œuvre d'un écrivain, et non d'un orateur. Ruskin n'avait que trente ans lorsqu'il publia les *Sept lampes*. Il n'avait pas encore pris contact avec le public. Il restait isolé dans sa tour d'ivoire, dans sa contemplation de la nature, dans son culte pour les chefs-d'œuvre de l'art italien primitif. Il était encore le riche fils de famille, fraîchement émoulu d'Oxford, le génie précoce auquel un succès éclatant et facile avait quelque peu monté la tête. Il affectait souvent un ton tranchant et acerbe et n'avait pas encore dépouillé l'habit puritain dont l'avait revêtu l'influence maternelle.

La Couronne d'olivier sauvage nous révèle Ruskin sous un tout autre aspect. Le titre — comme la plupart des titres de l'auteur — est sans conséquence. C'est une enseigne pittoresque sous laquelle se groupent trois conférences — le Travail, le Trafic et la Guerre — faites devant trois auditoires complètement différents : devant des ouvriers, devant des commerçants et devant des soldats. Ces chapitres sont d'ailleurs assez décousus et l'on s'efforcerait vainement d'en condenser la matière en quelques lignes. L'auteur a suivi ici une méthode toute différente. Sollicité par l'une ou l'autre association de conférencier devant elle, il a rassemblé à la hâte quelques notes et n'a rédigé son discours qu'après l'avoir prononcé. De là ce style hâtif, emporté, dédaigneux de tout artifice, de tout faux ornement, de tout plan préconçu ; de là, ces éloquentes digressions qui occupent presque autant de place que l'objet même de la conférence ; de là aussi, ces élans d'enthousiasme persuasif et d'impétueuse ferveur. C'est l'orateur, cette fois, ce n'est plus l'auteur qui parle, un orateur soucieux de convaincre plutôt que de briller.

Que s'est-il passé pendant les dix-sept ans qui séparent les deux œuvres ? Pourquoi le styliste s'est-il fait tribun ? Comment le critique s'est-il fait apôtre ?

(1) Pages extraites de l'ouvrage : *La Couronne d'olivier sauvage*, qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Laurens.

C'est vers 1860 que cette transformation s'opéra. Ruskin avait atteint sa pleine maturité. Il venait d'éditer le cinquième et dernier volume des *Peintres modernes*. Depuis 1853, il avait donné, avec grand succès, plusieurs conférences au cours desquelles il avait développé les principes qui lui étaient chers. Depuis 1854, il donnait régulièrement des leçons de dessin au *Working Men's College* fondé par Maurice. Le professeur et l'orateur l'emporteront désormais chez lui sur l'écrivain.

Quand le lecteur aura parcouru quelques chapitres des *Sept lampes*, il s'expliquera sans peine cette transformation. Ruskin n'était pas un dilettante. Il ne professait aucune admiration pour la pure virtuosité. La valeur d'une œuvre résidait, *avant tout*, selon lui, dans la sincérité des sentiments qui l'avaient inspirée et dans la noblesse de caractère de son — ou de ses — auteurs. Ses travaux historiques l'avaient amené à reconnaître que les plus belles périodes du développement artistique de l'humanité étaient précisément celles où les vertus sociales et religieuses avaient brillé de leur plus vif éclat. C'est sans doute pourquoi il consacra tant d'années à l'étude de l'architecture. La musique, la poésie et, jusqu'à un certain point, la peinture peuvent s'affranchir, en partie, de ces contingences sociales. Mais l'architecture n'est pas un art individuel. Elle ne peut se réaliser que si l'*artiste* dispose de tous les *artisans* qui sont indispensables à la matérialisation de ses projets. Il faut des milliers d'artistes, il faut tout un peuple d'artisans pour élever une cathédrale. Un tableau un poème peuvent s'adresser à un public restreint. Un grand monument doit répondre à une aspiration populaire. Il ne peut s'élever que dans un milieu propice. Il doit satisfaire tous les besoins, il doit combler tous les désirs.

« Pourquoi, s'est demandé Ruskin, pourquoi l'Europe moderne ne possède-t-elle pas son style, comme le Moyen âge, comme l'Antiquité grecque ? » La réponse était tout indiquée. Parce que, depuis la Renaissance, les artistes ne travaillent plus que pour une aristocratie d'argent, parce qu'un gouffre s'est creusé entre eux et la masse du peuple. Ce n'est pas tant l'inégalité des conditions sociales qui doit être rendue responsable de cette décadence du goût. C'est surtout la production industrielle et la spécialisation de la main-d'œuvre qu'elle entraîne. L'ouvrier est devenu l'esclave de la machine. Son travail se réduit à une série d'actions mécaniques ne réclamant ni initiative, ni originalité. Avant de vouloir réformer l'art et l'architecture, il est donc indispensable de réagir contre cette tendance, en éduquant la classe ouvrière et en luttant, par tous les moyens, contre l'industrialisme naissant.

Avec une candeur digne d'un autre âge, Ruskin se mit immédiatement à l'œuvre. Il négligea de plus en plus ses livres pour se consacrer à son travail de propagande. Il mit ses précieuses collections à la disposition des écoles. Et les efforts qu'il fit pour lutter contre le courant industriel qui entraînait irrésistiblement son époque eurent bientôt absorbé sa fortune personnelle. On peut aisément aujourd'hui critiquer les conceptions du théoricien, de l'auteur des *Sept lampes*, mais il est impossible de ne pas admirer l'activité généreuse de l'apôtre, de l'auteur de la *Couronne d'olivier sauvage*. Ruskin ne se cantonne pas dans de vagues généralités. A partir de 1860, l'art passe décidément au deuxième plan de ses préoccupations, et pendant une dizaine d'années, les dix années les plus actives de sa vie, les problèmes les plus ardus de l'économie politique l'absorbent presque entièrement. Il ne poursuit plus aucune œuvre de longue haleine, écrivant au jour le jour, se laissant entièrement dominer par les circonstances. L'artiste est devenu réformateur social, le critique s'est fait publiciste. Ruskin a franchi, l'un après l'autre, tous les degrés de sa tour d'ivoire. Il est, dans toute la force du terme, « descendu dans la rue ».

Le volume que nous présentons aujourd'hui au public est une réédition. Lorsqu'en 1900 M. G. Elwall édita *La Couronne d'olivier sauvage* et *Les Sept lampes de l'architecture*, Ruskin était à peu près inconnu en France. Le traducteur voulut vraisemblablement, en réunissant dans le même volume deux œuvres caractéristiques du maître, fournir aux lettrés deux exemlpes de son style et de sa manière.

S'il avait édité d'abord les *Sept lampes*, Ruskin eût pu être considéré longtemps comme un pur théoricien dont l'instinct artistique est étouffé par des préjugés puritains. S'il avait débuté par la *Couronne d'olivier*, on aurait sans doute reproché au maître ses négligences de style et le désordre de sa pensée. Pour qu'il fût possible au lecteur français d'apprécier, dans son ensemble, la puissante personnalité de Ruskin, il était donc indispensable de lui mettre sous les yeux, *en même temps*, une œuvre théorique et une œuvre de propagande, une œuvre de jeunesse de l'écrivain et une œuvre datant de sa pleine maturité. M. Elwall eût difficilement pu mieux choisir. Nous n'avons pas cru devoir séparer, dans cette réédition de sa traduction, les deux ouvrages qu'il avait si sagement réunis.

Il est vrai que le danger auquel se fût exposé

jadis un traducteur en éditant séparément les *Sept lampes* ou la *Couronne d'olivier* n'existe plus aujourd'hui. Le public français a à sa disposition plusieurs œuvres caractéristiques de l'une et de l'autre manière de l'auteur. Il peut apprécier sa méthode théorique dans les *Pierres de Venise* et dans les *Peintres modernes*, par exemple, et l'éloquence de ses causeries dans *Sésame et les Lys* et dans ses *Conférences sur l'Architecture et sur la Peinture*. Si la réunion des deux ouvrages qui forment ce volume n'est donc plus aussi nécessaire aujourd'hui qu'elle l'était il y a seize ans, elle n'en présente pas moins un certain intérêt en accentuant un contraste sur lequel la critique n'a peut-être pas suffisamment insisté.

L'apparition de ce volume, au milieu de la crise que nous traversons, paraîtra peut-être inopportune à quelques-uns. Mais Ruskin n'est pas un dilettante. Il ne nous offre la recette d'aucune sensation inédite. L'art d'un peuple est pour lui intimement lié à ses destinées morales et religieuses. Il n'a de valeur, à ses yeux, que parce qu'il décèle, chez l'artiste même et au sein de la société qui l'apprécie, certaines vertus fondamentales — Sacrifice, Vérité, Force, Beauté, Vie, Souvenir, Obéissance — dont dépend le salut d'une nation chrétienne. Ce critique délicat, cet amateur passionné de belles choses, auquel une touche de couleur ou l'élan d'une draperie procuraient d'indicibles extases, ne cessa jamais de subordonner ses jouissances artistiques à son idéal religieux et national. Plus que tout autre peut-être en Europe, il eût souffert de l'attentat perpétré à Reims, mais si sa grande voix pouvait encore se faire entendre il nous répéterait aujourd'hui ce qu'il proclama tant de fois jadis : « Périssent tous nos trésors, plutôt que de voir s'altérer la source d'idéal d'où ils jaillirent. Qu'importe l'art français, si la France est sauve ! Qu'importent les monuments les plus nobles de la chrétienté si son essence sacrée est préservée dans nos cœurs ! »

Si la voix d'un artiste peut s'élever en cette heure critique, c'est bien la voix grave et prophétique de l'auteur des *Sept lampes :*

« La Vérité est la seule vertu pour laquelle il ne soit pas de degrés, mais de perpétuelles ruptures et déchirures ; pilier de la terre, mais pilier nébuleux, ligne dorée et étroite que ploient jusqu'aux forces et aux vertus qui s'y appuient, que la politique et la prudence cachent, que le courage protège de son bouclier, que l'imagination couvre de ses ailes et que la charité obscurcit de ses larmes... Il est des fautes légères aux yeux de l'amour, il est des erreurs légères de l'avis de la sagesse, mais la vérité ne pardonne aucune insulte, ne supporte aucune souillure (1) ».

Cette raison suffit à Ruskin pour condamner de prime abord tous les « mensonges architecturaux » : suggestion d'un mode d'infra-structure autre que le véritable, peinture des surfaces dans le but de figurer d'autres matériaux que ceux en quoi elles consistent réellement, emploi d'ornements moulés ou faits à la machine, etc.

On pouvait jadis hausser les épaules en présence d'un tel procédé de raisonnement. Je ne pense pas qu'on puisse le faire aujourd'hui. Nous avons appris bien des choses depuis dix-huit mois, nous en avons appris davantage que durant dix-huit ans. Nous prétendions ignorer le Mal ; nos vertus s'étaient faites si accueillantes, nos fautes s'étaient faites si aimables, que nous les distinguions à peine. L'honnêteté était devenue pour nous une question de bon ton, la charité une question de beau geste et l'art une question de bon goût, dépendant entièrement du caprice individuel.

En présence de l'ennemi, sous la menace du danger, sous la brûlure douloureuse des sacrifices, nos forces se réorganisent et se concentrent. La moindre chanson de route a plus de valeur pour nous que le balbutiement élégant d'une mélodie de salon, et une bonne caricature patriotique nous est plus chère qu'un tableau futuriste. L'épopée que nous traversons écrase impitoyablement tout ce qui dans nos cœurs et dans notre art manquait de simplicité et de profondeur, tout ce que n'inspiraient pas le souffle de la Patrie et les principes sacrés pour lesquels nous luttons.

Nous avons compris la valeur tragique des vertus dont nous parlions si légèrement et la vanité des modes esthétiques auxquelles nous consacrions tant d'attention. La synthèse si ardemment prêchée par Ruskin s'est enfin opérée. Les yeux encore éblouis de tant d'héroïsme, de tant d'obscure abnégation, nous n'oserions plus douter qu'il n'est rien de bon qui ne soit beau, rien de beau qui ne soit bon.

« La guerre qui crée ou qui fonde est celle... où l'ambition naturelle et l'amour du pouvoir sont disciplinés pour la conquête agressive du mal qui les environne, et où l'instinct naturel de légitime défense est sanctifié par la noblesse des institutions qu'ils sont appelés à défendre. C'est pour une guerre comme celle-ci que sont nés tous les hommes, c'est pour une guerre comme celle-ci que tout homme peut heureusement mourir... (2) ».

(1) *Les Sept lampes*, pp. 135 et 136.
(2) *La Couronne d'olivier*, p. 73.

Conclusion inattendue venant d'un réformateur socialiste, imbu des principes « humanitaires » de 1850 ! Certes les jeunes officiers de l'école militaire de Woolwich doivent avoir été surrpis en entendant Ruskin faire devant eux le panégyrique de la guerre et se montrer, en quelque sorte, plus militariste que les militaires, puisqu'il proclame que loin de combattre trop souvent, au cours de cette période, l'Angleterre, en évitant certains conflits, a terni sa réputation.

La réimpression de cette conférence sur « la Guerre » est particulièrement intéressante à l'heure actuelle. Si Ruskin évita de devenir un pur dilettante, grâce à ses préoccupations sociales, son instinct artistique le mit en garde contre les doctrines stériles et utopiques qui fleurissaient à son époque, et qui ont, dans une si large mesure, contribué à nous affaiblir. Tout l'intérêt de son caractère gît dans cette constante influence du moraliste sur l'artiste et de l'artiste sur le socialiste.

« Nous parlons de paix et de science, de paix et d'abondance, de paix et de civilisation ; mais je m'aperçus que ce n'étaient point là les mots qu'accouple la muse de l'Histoire, et que sur ses lèvres on trouve au contraire ces mots : paix et sensualité, paix et égoïsme, paix et corruption, paix et mort (1). » Partout, à Athènes, à Rome, dans les républiques italiennes et spécialement à Venise, Ruskin découvre dans la sécurité, dans la mollesse des mœurs, les germes d'une décadence artistique. Et cette conviction, qui dérive d'ailleurs de son instinct autant que de ses études, réagit puissamment contre les préjugés humanitaires de son milieu. C'est ainsi encore que, tout en protestant contre la participation du peuple entier à la lutte et en dénonçant, une fois de plus, l'application des procédés scientifiques à l'art de la guerre, il reconnaît parfaitement la légitimité du meurtre.

En véritable Anglais, il considère la guerre comme le sport par excellence, sport réservé à l'aristocratie guerrière : « La grande justification de ce jeu, c'est que, quand il est bien joué, il montre vraiment qui est le meilleur homme, — qui est le mieux exercé, qui a le plus de sang-froid, le coup d'œil et le bras le plus prompt. Vous ne pouvez mettre ces qualités réellement à l'épreuve à moins qu'il ne soit manifestement possible que la lutte se termine par la mort ». Mais il faut que « l'issue du combat dépende strictement de l'excellence du corps et de la fermeté du bras. Il ne s'agit pas de rechercher qui des combattants a le meilleur fusil, ou qui s'est posté derrière l'arbre le plus gros, ou qui a le vent contre soi, ou qui a la poudre faite par le meilleur chimiste... », ou qui, ajouterons-nous, violera avec le plus d'impudence les règles du jeu.

C'est un aspect du problème que Ruskin n'avait pas considéré. Si la guerre est un jeu, c'est le seul où l'on puisse tricher impunément — jusqu'à ce que vienne l'heure dont parle la devise belge :

Heure viendra
Qui tout paiera.

EMILE CAMMAERTS.

(1) *La Couronne d'olivier*, p. 72.

L'ANGLETERRE NOUVELLE

Depuis deux mois, d'importantes améliorations ont été réalisées en Angleterre : ce n'est que justice de le constater. Nous avons trop déploré, avec une partie importante de l'opinion et de la presse d'Outre-Manche, les hésitations, les lenteurs du cabinet Asquith (1) pour ne pas applaudir à l'énergie et à la décision dont enfin il a su faire preuve. Sans doute, les transformations sont toujours lentes à s'opérer dans le Royaume-Uni, mais certains procédés, certains modes de gouvernement qu'on pouvait, à l'extrême rigueur, sinon comprendre, du moins accepter en temps de paix, ne peuvent plus être admis alors que l'Europe entière est sous les armes et que les Alliés ont pour adversaire un peuple chez qui le commandement a précisément pour principal mérite la volonté et l'esprit de suite. Sans doute aussi, l'Angleterre a déjà fourni un admirable effort, et ni son armée, ni sa flotte, ni son organisation économique actuelles ne ressemblent à celles du mois d'août 1914, alors que le pays, divisé par les luttes intestines, négligeait les éléments mêmes d'où dépendait sa situation dans le monde. Cependant, l'immense conflit déchaîné par l'Allemagne depuis vingt mois aurait dû susciter encore plus de vigueur, de résolution et de fermeté, et nous pouvons d'autant plus le dire à nos amis anglais que nous-mêmes n'avons pas toujours été ce que nous eussions dû être. Félicitons-nous que nos pouvoirs publics, comme le gouvernement britannique, aient pris enfin conscience de l'étendue exacte de la tâche qui s'impose aux peuples alliés s'ils veulent remporter sur l'Allemagne une victoire décisive, durable et féconde.

Le cabinet Asquith s'est décidé à faire voter

(1) V. notre étude *La situation ministérielle en Angleterre* dans cette *Revue*, n° du 1er-8 janvier 1916.

le service militaire obligatoire. Non pas indistinctement pour tous les Anglais en âge de porter les armes, mais seulement pour tous les célibataires. C'est déjà beaucoup si on se rappelle ce que nous indiquions dans un article précédent (1), l'hostilité que cette mesure rencontrait de la part d'une partie importante du pays et même de certains membres du cabinet. La loi nouvelle n'a pourtant pas résolu d'une manière définitive le problème du recrutement, et actuellement encore celui-ci soulève des difficultés assez vives.

Ces difficultés tiennent aux exemptions très nombreuses que la loi a prévues. En août 1915, au moment de la constitution du « registre national », on avait autorisé un certain nombre d'établissements d'Etat et de grands services publics, ainsi que certaines entreprises industrielles, commerciales et agricoles, à conserver leurs employés et ouvriers. On appela ces exemptés les *starred men*, à raison de l'astérisque dont, sur le registre, leur nom était précédé. La loi sur le service obligatoire accorda les mêmes dispenses, et confia à des tribunaux spéciaux le soin de trancher les litiges que ces dispenses, les unes obligatoires, les autres facultatives, pouvaient faire naître. Il y en eut beaucoup, et il y eut aussi un chiffre considérables d'exemptés, les tribunaux s'étant montrés extrêmement larges dans l'appréciation des cas de dispense. Si bien que, au milieu du mois dernier, le recrutement se trouva en présence d'un déficit énorme sur les chiffres qu'il avait prévus, et pour combler le vide parla d'appeler par anticipation les volontaires *mariés* qui avaient répondu à l'appel de lord Derby.

On sait déjà combien le service militaire obligatoire pour les hommes mariés répugne au sentiment britannique. Le mois dernier, au cours d'une séance des Communes, sir Arthur Markham a protesté, dans des termes très violents, contre le manquement à la promesse donnée qu'on s'apprêtait à commettre. Il rappela que les hommes mariés ne s'étaient enrôlés que sur l'engagement pris vis-à-vis d'eux par lord Derby qu'on incorporerait d'abord *tous* les célibataires. Le mouvement d'opinion dont sir Markham se faisait l'écho amena le gouvernement à réviser les exemptions qui avaient été accordées à de trop nombreux postulants. On n'a plus admis comme titres industriels à la dispense que ceux antérieurs au 15 août 1915. La limite d'âge pour les emplois réservés a été reculée, suivant les cas, jusqu'à 25, 30 et même 41 ans. Beaucoup d'industries de luxe (soie, tabacs, etc.), ne donnent plus droit à l'exemption. Les employés des chemins de fer, les ouvriers des mines continuent d'en bénéficier, mais plusieurs grands services publics ont vu réduire notablement le chiffre de leur personnel non mobilisable.

Ces révisions permettront, comme l'indiquait récemment M. Long aux Communes, de trouver un nouveau et important contingent. Le budget de la guerre de 1916 est basé sur un effectif de 4 millions d'hommes (10 0/0 de la population du Royaume-Uni) tandis que celui de 1915 n'avait prévu que 3 millions d'hommes sous les armes. Actuellement, l'Angleterre a en ligne 1.500.000 soldats, et des réserves de même importance. La question se pose de savoir si la nouvelle loi militaire, complétée par la récente révision des exemptions, lui fournira la totalité des forces nouvelles qui lui sont nécessaires. Dès maintenant on envisage l'éventualité du service *général* obligatoire, et cela malgré l'hostilité évidente d'éléments assez nombreux du pays. Le gouvernement voit, en effet, la nécessité, à mesure que la guerre se prolonge, de porter à son maximum l'effort militaire. En face de l'Allemagne, qui incorpore des enfants et des vieillards, aux côtés de la France chez qui, dès le mois d'août 1914, la mobilisation a été générale et qui, depuis, n'a cessé d'appeler de nouvelles recrues, l'Angleterre se doit à elle-même de donner à ses Alliés tous les concours en hommes que sa population très dense lui permet de fournir. L'effort de l'Australie va prochainement atteindre 300.000 hommes, celui de la Nouvelle-Zélande 60.000. Le Canada a déjà 120.000 hommes en Europe, 100.000 autres sont à l'instruction, et on peut prévoir que le recrutement appellera encore sous les armes environ 200.000 soldats. La métropole doit faire elle aussi l'effort que les circonstances exceptionnelles d'à présent comportent. Il faut que ce mot récent de M. Lloyd George : « La guerre a rendu notre pays plus alerte, sa jeunesse plus vigoureuse » soit l'expression exacte de la réalité de chaque jour.

Le *Times* indiquait récemment que la question militaire n'est pas la seule dont le gouvernement ait à se préoccuper. La question économique, d'une manière plus précise la politique commerciale de l'Angleterre après la guerre, est également pour le pays d'une importance capitale. « Nous devons, écrivait le *Times*, renoncer pour l'avenir à notre idéal cosmopolite, tendre au développement de nos ressources et à l'indépendance économique de l'empire, enfin faire que notre politique commerciale puisse être employée pour des alliances et pour des mesures de rétorsion. » M. Hughes, premier ministre d'Australie, qui jouit non seulement dans le Dominion mais en Angleterre même d'une

(1) Numéro du 1er-8 janvier 1916 de cette *Revue*.

autorité que justifient et son passé politique et sa compétence, avait dit de même, au banquet donné en son honneur à Londres par le Conseil impérial britannique du commerce, que « les conditions de développement dans le monde moderne ne permettent plus de laisser le commerce suivre, comme on le faisait autrefois, sa pente naturelle. J'estime, avait-il ajouté, qu'il ne faut jamais perdre de vue l'étroite relation qui existe entre la politique économique de tout un peuple et sa sécurité nationale. Ceux qui ignorent ce fait conduisent la nation à sa destruction. Personne ne songerait plus à adopter dans la politique étrangère d'une nation le principe du laisser-faire... »

On sait que depuis déjà plusieurs mois la question de l'entente économique entre les Alliés est à l'étude en Angleterre. Les chancelleries ont établi des bases de discussion dont l'examen fera l'objet de la Conférence qui se tiendra prochainement à Paris. Mais à côté de l'action officielle, un important mouvement d'opinion s'est peu à peu créé, dont le *Times* et M. Hughes, par les observations judicieuses qu'ils présentaient récemment, n'étaient que l'écho. Le *Morning Post* a été l'un des premiers grands organes de la presse qui ait appelé l'attention des pouvoirs publics et du pays sur l'importance des mesures économiques de demain. Comme en France, l'*Association nationale d'expansion économique*, l'*Union des Chambres de Commerce*, le *Conseil Général du Board of Trade*, nommé en juillet 1915 pour « rechercher les meilleurs moyens propres à assurer dans l'avenir le développement de l'industrie anglaise » et beaucoup d'autres grands groupements ont déjà émis certains vœux, proposé certaines solutions pour l'après guerre. Tous se rendent compte qu'il ne suffit pas à l'Angleterre et à ses Alliés de vaincre l'Allemagne sur le terrain militaire, mais qu'il est encore indispensable de l'ibérer l'Entente du joug économique que les Allemands depuis plusieurs années faisaient peser sur elle.

Les statistiques disent très nettement l'importance sans cesse croissante des exportations de l'Allemagne, et la place que par elles elle était peu à peu parvenue à occuper sur tous les marchés du monde, en Angleterre comme en France, en Italie comme en Russie. Un livre italien récent, fortement documenté, dont la traduction en français sera prochainement publiée, qui rappelle beaucoup l'*Avant-Guerre* de M. Léon Daudet, la *Germania alla conquista dell' Italia* (1), a mis en pleine lumière des procédés de pénétration économique employés par l'Allemagne vis-à-vis de l'Italie — et aussi de l'Angleterre — et les résultats obtenus dans ces deux pays. L'Angleterre doit faire, comme nous, comme l'Italie, un vigoureux effort pour se dégager de l'emprise profonde et des griffes de l'Allemagne.

La Conférence des Chambres de Commerce britanniques a demandé que l'Angleterre transformât radicalement sa liquidation industrielle et commerciale. Cette transformation devrait avoir pour but essentiel « d'organiser les ressources économiques et la production de l'empire britannique de telle sorte que l'Angleterre et ses colonies formassent autant que possible un tout se suffisant à lui-même au point de vue économique et absolument affranchi de toute dépendance économique à l'égard de l'Allemagne ». Et la Conférence a proposé pour atteindre ce but ;

« 1° Une coopération étroite du Royaume-Uni et des Etats coloniaux anglais *en matière douanière* et au point de vue de la législation financière et commerciale en général. Il s'agit de contrôler l'exploitation et la distribution des ressources économiques de l'empire britannique, en *protégeant* les industries nécessaires et en réservant les matières premières indispensables à l'existence du Royaume-Uni et de l'empire britannique ;

« 2° En Grande-Bretagne, une coopération beaucoup plus effective que jusqu'à présent entre le gouvernement et les représentants des intérêts industriels et économiques ; à cet effet, une réorganisation des départements ministériels chargés des intérêts économiques du pays ;

« 3° Une réforme du système bancaire ;

« 4° Une réforme de l'enseignement scientifique et technique ;

« 5° Enfin, des dispositions spéciales destinées à défendre l'Angleterre contre la concurrence et l'ingérence commerciale et industrielle de l'Allemagne sur le territoire du Royaume-Uni et de l'Empire britannique. »

Le Conseil Général du Board of Trade s'est, lui aussi, prononcé en faveur de l'établissement de tarifs protectionnistes. Voici approximativement quels seraient les droits qui devraient être établis, et les articles à imposer :

Papier, de 15 à 30 0/0 (selon les catégories) *ad valorem ;* Argenterie, 15 0/0 ; Articles en perles, 33 0/0 ; Verres pour table et éclairage : prohibition absolue de toute importation par l'Allemagne et l'Autriche pour une période de trois à cinq ans ; ensuite, 33 0/0 ; Verres pour optique et chimie, de 25 à 30 0/0 ; Verres ordinaires, de 10 à 15 0/0 ; Bouteilles, 5 0/0 ; Produits en porcelaine et en terre cuite, 20 0/0 ; Jouets mécaniques, tarif complète-

(1) G. Préziosi, *La Germania alla conquista dell' Italia* (Libraria della Voca, Florence, 1916.)

ment prohibitif ; Jouets non mécaniques, 25 à 30 0/0 ; Brosses et pinceaux, 15 0/0 ; Moteurs et appareils électriques, 33 0/0 ; Etc.

Ce tarif serait destiné à lutter contre les importations allemandes et austro-hongroises. Mais la question se pose de savoir s'il devrait être appliqué également aux importations des pays actuellement alliés à l'Angleterre et à celles des pays demeurés neutres pendant la durée de la guerre. Comment, d'autre part, conviendrait-il de régler les rapports entre le Royaume-Uni et ses colonies ? Ainsi est née cette idée, déjà fort répandue dans la presse d'outre-Manche, des « trois tarifs » dont l'un s'appliquerait aux marchandises des pays alliés, l'autre à celles des ennemis, le troisième à celles des neutres.

Des systèmes différents ont été proposés pour combattre et arrêter les importations allemandes, dont on redoute non sans raison le nouveau flot, dès le lendemain de la guerre. On ne peut oublier en effet, que le commerce extérieur de l'Allemagne a été favorisé par tout un ensemble d'éléments qui demain pourraient de nouveau coexister. Sans parler de l'habileté des industriels allemands et de leurs incontestables qualités commerciales, il est certain que ces industriels ont été puissamment aidés par le taux extrêmement bas des tarifs de chemins de fer pour l'exportation, par celui non moins bas, au moins dans beaucoup d'industries, de la main-d'œuvre, et par les nombreux droits protectionnistes qui leur ont permis de produire à coup sûr par grandes quantités, et d'alimenter ainsi et le marché national et les marchés étrangers. Dès la guerre finie, l'Allemagne, si on ne s'y opposait pas, userait de nouveau des mêmes moyens qui lui ont ces dernières années si bien réussi, et inonderait le monde de sa camelote et de ses produits soigneusement travaillés — car, contrairement à l'opinion dominante, les industriels d'outre-Rhin ne produisaient pas que de la camelote. Certains Anglais, plus enthousiastes que pratiques, n'ont pas craint de demander qu'une véritable union douanière unit tous les Alliés entre eux et que tous opposent à l'envahissement des produits allemands une même barrière constituée par les mêmes droits protectionnistes. Mais si l'idée est fort belle en principe, elle semble bien difficile à réaliser dans la pratique. Les systèmes de la Conférence des Chambres de Commerce et du Conseil général du Board of Trade d'après lesquels chacun des Alliés resterait maître de son propre tarif douanier, sous la seule réserve d'appliquer aux marchandises allemandes et austro-hongroises un traitement différent de celui réservé aux marchandises des pays alliés ou neutres, pourrait, au contraire, être appliqué sans grandes difficultés.

Il ne faut pas croire cependant que la transformation du régime douanier britannique et l'établissement de droits protectionnistes ne soulèverait pas des protestations assez vives de la part d'un assez grand nombre d'Anglais. Beaucoup sont encore fidèles aux principes libre-échangistes, de même que beaucoup n'ont pas vu sans regret le vote de la loi établissant le service militaire obligatoire pour les célibataires. Malgré la leçon de ces dernières années, malgré les craintes que l'avenir fait naître, il y a encore outre-Manche des hommes qui voient dans la liberté commerciale le moyen le plus sûr pour assurer la prospérité économique du pays. Il est probable que peu à peu leurs sentiments se modifieront, et qu'ils comprendront, face à la réalité, tout ce que celle-ci commande. Mais actuellement les illusions d'hier ne sont pas encore tout à fait dissipées, et dans certains milieux on s'en tient, malgré tout, à la politique traditionnelle du laisser faire — laisser passer (1).

Des symptômes multiples témoignent pourtant, ainsi qu'on l'a vu, que dans la majorité de la population, l'opinion, quant au régime commercial de demain, subit une importante évolution. Il est hors de doute que l'Angleterre a tendance à se transformer, que peu à peu, sous la pression des événements, elle abandonne les dogmes auxquels elle avait été le plus attachée. Qui eut dit, il y a deux ans, que l'entente cordiale se dénouerait en une alliance et que le splendide isolément deviendrait une vieillerie, à laquelle personne n'oserait plus songer ? Le Royaume-Uni est entré depuis le début de la guerre dans la voie des accords continentaux. Le parti qu'il a pris vient de l'obliger à modifier son système de recrutement militaire. Demain, il sera amené à établir le service général obligatoire et à modifier de toutes pièces sa politique commerciale. L'aube d'une ère nouvelle se lève sur l'Angleterre.

ERNEST LÉMONON.

(1) On trouve la preuve de l'opposition à toute modification du régime commercial dans les difficultés qui se sont produites récemment à propos de la conférence économique de Paris. Le gouvernement n'a pas encore accepté de date précise, et n'est pas encore tout à fait d'accord avec les Alliés sur les questions à discuter. Il se sent obligé de ménager ceux qui sont hostiles à cette Conférence.

(2) On parle en ce moment d'un nouveau remaniement du cabinet Asquith. Les difficultés que soulèvent la question du recrutement militaire et celle du régime économique amèneraient une scission dans le gouvernement. Plus celui-ci agira avec fermeté et décision, et mieux il sera compris et suivi par le pays.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LES CAUSES PSYCHOLOGIQUES DE LA GUERRE EUROPÉENNE (1)

Si le Dr Gustave Le Bon avait été, ainsi qu'il apparaît à certains, un vrai surhomme, s'il avait eu, autrement dit, le cœur assez dur pour souhaiter, au prix de plusieurs millions de vies humaines, la confirmation de ses théories psychologiques, il n'eût pas désiré mieux que la guerre présente. Ne l'ayant pas souhaitée, mais simplement prévue, il a d'autant moins négligé l'occasion qui s'offrait à lui de l'envisager comme une vaste expérience qu'elle corrobore, de tous points, les vues que cet éminent et très original esprit a émises, au cours de ses investigations pédagogiques, politiques et sociales, sur la psychologie des foules, la psychologie des opinions et des croyances, la psychologie politique, la psychologie du socialisme et la psychologie des révolutions.

Contrairement à la psychologie courante qui reste superficielle, parce qu'elle demeure exclusivement intellectuelle, le Dr Gustave Le Bon a insisté dans tous ses ouvrages sur l'importance des sentiments et des croyances dans la vie des individus et des sociétés. A la logique rationnelle, qui est celle de l'homme de science, il oppose la logique affective ou des sentiments, sur laquelle M. Th. Ribot a si bien su mettre l'accent, et la logique mystique, dont la foi relève. Il démontre que la raison, prépondérante dans l'ordre de la connaissance, perd de sa force dans celui de la conduite. Il montre, avec beaucoup de justesse et quelque complaisance, son peu d'influence sur nos actes. A l'inverse, le Dr Gustave Le Bon se plaît à mettre en lumière tout ce que dans le domaine de l'action nous devons à l'irrationnel, en bien comme en mal. L'étude de la psychologie des foules, à laquelle le Dr Gustave Le Bon a consacré un livre désormais classique, ne contribua pas peu à l'amener à de telles constatations. Les collectivités obéissent moins, en effet, à des raisons qu'à des impulsions, bienfaisantes ou redoutables.

La guerre européenne en fournit une nouvelle preuve et qu'en général la raison n'a guère d'autorité sur les hommes, isolés ou en groupes, la plupart de leurs actions, notamment les plus importantes,— celles dont dépend leur avenir,— ayant une origine qui, quand elle n'est pas organique, est affective ou mystique. Voilà la leçon essentielle que, en conformité avec sa philosophie, le Dr Gustave Le Bon n'est pas fâché de tirer de la guerre présente. *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne*, tel est, aussi bien, le titre du nouveau livre qu'il lui doit et que, nous, nous devons au Dr Gustave Le Bon.

On surprendra peut-être bien des gens en leur disant, ainsi que le fait le Dr Gustave Le Bon, que la psychologie joue dans la guerre un rôle prépondérant. Cependant, c'est une vérité que l'on peut qualifier de primordiale. Sans doute, les canons, les munitions et les effectifs y ont une importance énorme. Celle de la stratégie et de la tactique n'y est pas moindre. Mais faisons attention qu'avec ces deux derniers facteurs nous pénétrons dans le domaine de la psychologie, puisque tactique et stratégie visent à battre l'adversaire et que, pour le battre, il n'est pas nécessaire de l'écraser, mais de lui faire perdre confiance ; d'où l'importance de la surprise. En réalité, est battue non seulement une armée qui a été réduite à l'impuissance, mais toute armée qui croit l'être, l'idée que l'on se forme des choses — les Stoïciens l'ont remarqué il y a longtemps — étant souvent plus importante que les choses mêmes. « A la guerre, disait Napoléon, auquel on ne refusera pas la compétence, tout est moral. Le moral et l'opinion font plus que la moitié de la réalité. » Une armée démoralisée est une armée vaincue. Au contraire, le prestige du chef, la confiance dans le commandement, la foi dans la cause pour laquelle on se bat décuplent la valeur des hommes. Combien cela est-il encore plus vrai des nations ! Aussi bien, on ne peut anéantir un peuple — Napoléon s'en aperçut en Espagne, — on le décourage. Ainsi que l'a très bien vu le Dr Gustave Le Bon, la victoire dépend de la force matérielle, c'est entendu, mais plus encore de la force d'âme, et même la puissance matérielle a surtout pour but de la diminuer. La victoire, a dit le général Noghi, est à celui qui sait souffrir un quart d'heure de plus. Aussi bien, le véritable homme de guerre doit-il tenir le plus grand compte du moral de l'ennemi comme de celui de ses propres troupes. Toutes ses démarches doivent tendre à affaiblir le premier et à fortifier le second. Et si bizarre que cela puisse paraître au premier abord, il en résulte qu'un grand capitaine doit être un grand psychologue. Napoléon ne sera pas pour me démentir.

Or — et c'est ici qu'interviennent les théories du Dr Gustave Le Bon — la psychologie des batailles est plus affective et mystique que rationnelle.

La guerre présente nous le démontre de façon

(1) Gustave Le Bon. *Enseignements psychologiques de la Guerre* (Flammarion).

péremptoire. La raison n'eut guère de part, je ne dis pas dans la conduite, mais dans les origines et dans les causes de la guerre européenne. En dehors de l'action des chefs, chefs d'armées ou chefs d'Etat, elle est presque exclusivement dominée par la logique affective et la logique mystique, qui sont les deux formes privilégiées où s'exerce la logique des collectivités.

*
* *

Je ne vais pas, sans doute, jusqu'à prétendre, avec le Dr Gustave Le Bon, que, malgré qu'ils aient déclaré la guerre aux puissances de la Triple-Entente, les empereurs d'Allemagne et d'Autriche ne l'ont jamais voulue. Il me semble que, à défaut d'un parti nettement pris, à l'avance, ils ont dû, avant d'envoyer à la Serbie l'ultimatum inadmissible que l'on sait, en accepter, tout au moins, l'éventualité. A quel point même l'attentat de Serajevo ne fut-il pas truqué par la police autrichienne pour servir de prétexte à cette mise en demeure, c'est ce qui resterait à voir. En tout état de cause, si, à mon avis, les deux empereurs ont dû envisager d'un cœur assez léger, par suite de leur formidable préparation militaire, la possibilité d'un conflit européen, qu'ils savaient, de toute évidence, risquer de déchaîner, ils ont probablement cru — et je suis ici pleinement d'accord avec le Dr Gustave Le Bon, — que, ne se sentant pas suffisamment prête, la Russie leur laisserait écraser la Serbie. L'affaire de Bosnie et d'Herzégovine, outre qu'elle les avait mis en goût, leur avait permis des illusions sur sa longanimité. Que les deux empereurs aient fait état, par ailleurs, de ce qu'ils appelaient la corruption française et la désunion anglaise, pour ne pas croire à la guerre européenne, cela est vraisemblable. La paix germanique, c'est-à-dire la soumission de tous à leurs ordres, aurait suffi. C'est, selon moi, dans ce sens là, mais dans ce sens-là seulement, qu'on peut dire que les deux empereurs n'ont pas voulu la guerre. Et encore faudrait-il connaître les résolutions prises à l'entrevue de Konopisch entre Guillaume II et l'archiduc François-Ferdinand pour être bien sûr que la guerre européenne n'a jamais été dans les intentions du Kaiser ! Rappelons-nous ces mots que contient, à la date du 22 novembre 1913, la note de M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Berlin : « L'hostilité contre nous s'accentue et l'Empereur a cessé d'être partisan de la paix. »

Quoi qu'il en soit, il paraît assuré que la mobilisation russe, qui fut ordonnée en réponse à la menace autrichienne contre la Serbie et qui ne pouvait pas ne pas l'être, sous peine pour la Russie de perdre tout prestige, provoqua en Allemagne un état de suspicion qui amena Guillaume II à prendre une mesure semblable, qui entraîna, à son tour, par le simple jeu de l'alliance franco-russe, la mobilisation française, que suivit la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et à la France. Question de prestige d'une part, question de suspicion d'une autre, question d'honneur enfin, tels sont les trois mobiles, d'ordre affectif, s'ils n'ont pu être, à mon avis, les seules causes déterminantes du conflit européen, qui ont, du moins, contribué à la déclancher.

Dans ces limites, il est probable que le Dr Gustave Le Bon a raison : les causes immédiates de la guerre furent, en grande partie, sentimentales. Je dis « en grande partie », seulement, pour les raisons que j'ai exposées et aussi parce qu'il ne faudrait pas méconnaître, à mon sens, ce que des sentiments tels que le prestige slave dans les Balkans, la défiance allemande à l'endroit de ses voisins, l'amour pour le droit des Français, le patriotisme belge, le respect des Anglais pour les traités renferment de rationnel, non plus qu'il ne faut perdre de vue que, si la Grande-Bretagne a riposté à la violation de la Belgique, ce fut par un juste sentiment d'équité assurément, mais aussi par intérêt. Ne fit-elle pas, pendant vingt ans, la guerre à la France pour l'empêcher de s'annexer ce petit pays ? Pour ce qui est du patriotisme belge, ne procède-t-il pas, en même temps que d'un haut sentiment moral, d'une claire vue de ses destinées? Enfin, il sied de ne pas oublier de quelle manière Guillaume II affirma sa volonté quand il empêcha, par une déclaration de guerre précipitée, le rapprochement qui commençait de se dessiner, aux dernières heures, entre la Russie et l'Autriche, une fois que celle-ci eut été convaincue que le tsar ne cèderait pas. Cette hâte fut-elle dictée par la peur de se voir devancé, dans ses préparatifs militaires, c'est-à-dire par un sentiment, ou bien par le dessein réfléchi de couper court à tout arrangement ? Voilà ce qu'à l'heure actuelle il est bien impossible de démêler, à moins d'être Dieu en personne, ce qui n'est tout de même pas le cas du Dr Gustave Le Bon qui opte pour la première alternative. On me pardonnera de n'en être pas aussi assuré. Est-ce que, à ce moment déjà, la mobilisation allemande ne battait pas son plein, ce qui devait exclure tout crainte de retard ? La seconde hypothèse, du reste, serait-elle la vraie, que Guillaume II n'en aurait pas moins obéi, en partie, à des motifs affectifs ou même mystiques, puisqu'il n'aurait décidé la guerre que par suite de sa foi absolue, dans la supériorité et, par conséquent, dans la victoire de l'Allemagne.

*
* *

Aussi bien, en ce qui concerne les origines de la guerre, c'est dans des causes lointaines, comme l'a admirablement compris le Dr Gustave Le Bon, que l'influence du mystique fut prépondérante. La guerre européenne pouvait être différée, elle ne pouvait être évitée pour cette raison bien simple que la mentalité allemande était arrivée à un état de surexcitation telle et avait, par suite, amené en Europe, les esprits à un si haut degré de tension qu'il aurait suffi d'un rien pour faire jaillir l'étincelle qui eut déterminé l'explosion, quand bien même l'Autriche n'aurait pas acculé la Serbie à un refus, pour modéré et partiel qu'il ait été.

L'ultimatum autrichien ne fut, du reste, que la conséquence obligée du froissement d'orgueil qu'avait subi l'Autriche du fait du traité de Bucarest, étant donné son état d'esprit et celui de son alliée. La mentalité germanique avant la guerre, voilà, en effet, comme l'a fort bien discerné le Dr Gustave Le Bon, la véritable cause du conflit européen. Or, comme il y insiste avec raison, la mentalité allemande étant essentiellement mystique, le mysticisme de la force, d'où le germanisme et le pangermanisme sont sortis, s'étant, en effet, emparé d'elle.

Le Dr Gustave Le Bon a vu juste. Que l'idée de l'encerclement économique de l'Allemagne et celle de sa surpopulation aient joué un rôle, en tant qu'idées, dans la genèse de la guerre de l'autre côté du Rhin, cela est certain. Elles ont agi à titre d'illusions, car, dans la réalité, ni l'encerclement économique, ni la surpopulation allemande n'ont jamais existé que dans l'imagination de ceux qui y ont cru ou qui s'en sont servis pour pousser à la guerre, puisque l'Allemagne faisait commerce avec le monde entier et que, d'autre part, elle devait avoir recours à la main-d'œuvre étrangère. Non, les causes profondes de la guerre se trouvent dans la croyance mystique de l'Allemagne en sa supériorité et dans la foi qu'elle nourrissait d'être investie de la mission, voulue par Dieu, de dominer le monde. Ce qui prouve bien que l'Allemagne a obéi à une croyance mystique en désirant la guerre, car elle l'a désirée du haut en bas de l'échelle sociale, c'est que, sans avoir à courir les risques ni les pertes que toute guerre comporte, il lui suffisait d'attendre quelques années, pour devenir, à coup sûr, dans l'admirable état d'organisation où elle était, maîtresse du monde entier, commercialement par ses produits, socialement par ses colons. Au point de vue rationnel, avoir déclaré la guerre est, pour l'Allemagne, un nonsens. L'auteur allemand de *J'accuse* s'en est bien rendu compte. Tout risquer, pour le plus aléatoire des profits, et encore chèrement acheté, dans l'hypothèse même la plus avantageuse, alors qu'on peut les obtenir tous sans risques ni débours, l'absurdité est si manifeste que la conduite de l'Allemagne serait incompréhensible si l'on ne faisait entrer en ligne le vertige d'orgueil où, avant la guerre, son mysticisme l'avait conduite.

Le mysticisme de l'Allemagne est partout : dans les harangues du Kaiser qui se dit l'envoyé de Dieu, dans les assertions de ses historiens, qui considèrent le peuple allemand comme le peuple élu, dans l'orgueil insensé de ses populations. Il a inspiré le mépris de l'Allemagne pour les traités, puisqu'aussi bien une nation choisie par Dieu, pour régénérer le monde, n'a que des droits et point de devoirs vis-à-vis des autres. Qu'importent les conventions au regard d'une pareille mission ! De même, les massacres, les incendies, les vols et les viols, dont les Allemands se sont systématiquement rendus coupables au cours de cette guerre, ne sont pas seulement une méthode de terrorisation, ils procèdent, en outre, d'un fanatisme de haine, qui est de source mystique, ainsi qu'on le peut conjecturer aux destructions et aux profanations d'édifices et d'objets consacrés au culte, aux meurtres de prêtres, voire aux destructions d'œuvres d'art.

Ce mysticisme, enfin, est l'une des raisons pour lesquelles les Allemands ne comprennent rien à la mentalité des autres peuples, le mysticisme ayant pour caractéristique de nous enfermer dans un préjugé ou un parti-pris. Que les Allemands, en effet, ne comprennent rien à la mentalité des autres nations, c'est un fait, et un fait qui leur a valu un grand nombre de déconvenues. N'est-ce pas à cause de cette méconnaissance qu'ils ont cru à l'abdication de la Russie, à la désorganisation française, au consentement de la Belgique, à la neutralité de l'Angleterre, à l'abdication des Etats-Unis et, finalement, au découragement de leurs ennemis devant le terrorisme germanique ? Leur mysticisme les ayant rendus incapables d'observer, les Allemands se sont contentés de juger d'autrui d'après eux-mêmes. Or, on sait qu'autant le caractère allemand est arrogant dans le succès, autant il est plat dans l'adversité. Il en est résulté que les Allemands ont agi vis-à-vis des Alliés et des neutres d'après ce criterium qui est le propre des âmes basses, mais non de celles qui ont conservé un haut souci moral. Aussi, loin de démoraliser les Alliés et les neutres par la frayeur, ils ont fait surgir chez les premiers et chez quelques-uns des seconds un mouvement d'indignation qui s'est transformé, à son tour, en mysticisme, mais en mysticisme rationnel

— si l'on peut s'exprimer ainsi — chez les Alliés. La Belgique s'est soulevée, l'Angleterre s'est rangée contre l'Allemagne et le Japon a suivi, tandis que, sous l'agression de la barbarie germanique, les Français oubliaient leurs discordes pour s'unir en un faisceau indissoluble. Des Alliés, les Allemands ont fait, avec leur système d'atrocités, un seul bloc, qui combat pour le droit et pour la justice. En face de leur mysticisme de la force, ils ont réussi ainsi, bien malgré eux, à forger un mysticisme du droit. C'est ce mysticisme-là, auquel il faudrait ajouter celui de la paix, qui combat contre eux. Mysticisme noble entre tous, il est bien un mysticisme rationnel, en ce sens que les plus hautes idées de la raison, à savoir la paix pour la justice et pour le droit, y sont passées à l'état de croyances, de croyances pour lesquelles on meurt.

*
* *

Il ne faut pas s'y tromper, en effet, — le Dr Gustave Le Bon a fait preuve de clairvoyance en le notant, — l'état héroïque dans lequel vit le troupier français est un état mystique au premier chef. Qu'on y prenne garde ! Voilà des employés, des patrons, des ouvriers, des paysans, des rentiers qui, avant la guerre, ne se souciaient que de leurs petits intérêts, aimaient leur bien-être, jalousaient souvent leurs voisins et n'étaient guère, en général, portés à sacrifier la moindre de leur aises à l'intérêt public. On les mobilise, on les habille, on les arme, puis on les envoie au combat et, brusquement, ils se muent en véritables héros, uniquement soucieux de la grandeur de la France, jour et nuit affrontant la mort et, pire que la mort, la faim, le froid, l'insomnie, l'ennui, pour sauvegarder le patrimoine national hérité de leurs aïeux et qu'ils transmettront à leurs enfants, sans peut-être plus jamais en jouir. Voilà des âmes rudes et, pour la plupart, égoïstes, qui sont parvenues, tout d'un coup, aux plus hauts sommets du sacrifice et de l'abnégation. Voilà des âmes simples d'intelligence et très souvent bornées, qui donnent leur vie, non seulement sans compter, mais d'un cœur allègre, pour les plus sublimes notions qu'ait élaborées l'humanité. Comment un tel miracle — car cela en est un, si l'on prend le mot miracle au sens d'événement imprévu, — s'est-il opéré ? Tout simplement parce que, sous le coup de la menace allemande, à la mentalité rationnelle s'est substituée tout de suite, sous l'influence de sentiments communs et la plupart ataviques, une mentalité essentiellement mystique. Il n'y a pas d'autre explication.

Tout de même, l'Angleterre pacifiste et individualiste, où le service militaire obligatoire était inconnu et considéré comme une odieuse sujétion, est devenue rapidement belliqueuse et militariste après l'invasion de la Belgique par les Allemands, les massacres commis par eux et les incursions de Zeppelins sur le sol national. Elle l'est devenue au point que des millions d'Anglais se sont enrôlés de leur propre volonté et que, finalement, le ministère Asquith a pu, contrairement, à toutes les traditions britanniques, faire voter la conscription en Angleterre. Un tel résultat est dû au sentiment de l'honneur auquel les hommes d'Etat des Iles Britanniques ont eu le bon esprit de faire appel. « Je vous demande et je demande au monde, disait M. Asquith le 4 septembre 1914, quelle aurait été notre situation comme nation aujourd'hui si, par timidité, par je ne sais quel faux calcul d'intérêt, par une paralysie du sens de l'honneur et du devoir, nous avions été assez vils pour trahir notre parole et tromper nos amis ?... » C'est ainsi que le sens tout mystique de l'honneur a fait surgir une immense armée britannique là où il n'existait qu'une poignée d'hommes.

Quant aux Russes, ils font la guerre pour l'idée slave, qui est une idée mystique elle aussi. Ils la font pour empêcher un peuple frère, les Serbes, d'être soumis aux Autrichiens. Il est si vrai, d'ailleurs, que les Russes se battent par mysticisme que leur premier et trop hâtif soin a été, en arrivant en Pologne catholique, de persécuter le catholicisme et de favoriser la religion orthodoxe, tant il y a que fanatisme et mysticisme vont trop souvent de pair.

Le patriotisme, enfin, qui a soulevé les Serbes comme il a soulevé tous les Alliés est, du reste, lui aussi, fortement teinté de mysticisme. Il est, pour beaucoup, une question de sentiment. Aussi bien, la raison ne réussit pas à la justifier complètement, ce qui explique que les purs rationnalistes soient ordinairement antipatriotes.

Maintenant, que la guerre moderne soit éminemment favorable à l'éclosion du mysticisme, c'est de quoi on ne saurait douter.

Outre que, pour devenir un héros, il faut être soulevé par une force plus qu'humaine, le réveil du sentiment religieux dans les tranchées en est une preuve. Au vrai, n'est-ce pas une religion que ce culte de la patrie qui incite nos soldats à s'y sacrifier au prix des plus durs tourments ? Qu'on relise les citations à l'ordre de l'armée, et l'on en conviendra.

Du seul fait qu'elle a aggloméré d'énormes masses d'hommes dans la poursuite d'un même but, la guerre moderne a fondu l'âme de chacun dans une âme collective où les ressemblances s'ajou-

tent tandis que les différences se sont effacées. Or, toute âme collective, échappe à la logique rationnelle, comme l'a montré le Dr Gustave Le Bon dans ses ouvrages de psychologie, pour faire retour à la logique affective et mystique, tout simplement parce qu'elles sont primitives. Le péril affronté en commun n'a pas peu contribué, par ailleurs, en l'unifiant, à exalter cette âme. Plus simple, mais aussi plus puissante que la conscience individuelle, l'âme collective, qui est formée de tout ce que les soldats d'une même armée possèdent de sentiments identiques, prolonge, par surcroît, l'âme ancestrale de la race, ce mot étant pris dans son acception historique, qui subsiste, sans qu'il s'en doute, au for intérieur de chacun. Au vrai, elle l'incarne. C'est ainsi qu'au cœur de nos modernes « poilus » revit l'idéal de justice et de liberté qui animait, après les soldats de la Révolution, les grognards de Napoléon. On en pourrait dire autant des Russes, des Anglais, des Italiens et des Allemands, chez qui le Barbare de jadis s'est réveillé et a secoué toutes les conventions sociales en quoi consiste la civilisation, même en temps de guerre.

Préparée et menée avec tous les moyens matériels dont la science dispose, grâce à la raison, la guerre européenne marque, en somme, le peu d'influence de cette raison dans les affaires humaines. Elle prouve jusqu'à l'évidence que, maîtresse dans l'ordre de la connaissance, la raison n'est que d'un faible poids sur la conduite et, principalement, sur les actions des sociétés. Elle nous invite à admettre à côté d'elle, la secondant ou la contrariant, des forces secrètes et puissantes, affectives et mystiques, d'où dépendent, pour une grande part, les destins de l'humanité. Aussi bien, faire l'histoire sans en tenir compte, c'est, littéralement, se condamner à n'y rien comprendre ou à rester en surface, tout comme vouloir gouverner, en les ignorant, revient à s'y briser et, trop souvent, à briser avec soi son pays.

Telle est l'une des choses que la guerre — espérons-le — nous aura apprises. En tout cas, le Dr Gustave Le Bon n'aura pas ménagé ses peines pour nous en instruire dans le puissant et beau volume où il résume, à propos de la guerre, les enseignements de toute sa vie.

PAUL GAULTIER.

VERS LA " REVANCHE " ITALIENNE (1)

Un jour, sur le bateau du Lido, à la fin de la journée, quand on quitte les *bagni* et la plage pour rentrer en ville, c'est une *Frau* avec deux *Herren* qui parle à voix très haute, naturellement, d'un sujet qui leur tient au cœur... la France. Et la pécore prononce ce jugement sans appel... avant la bataille de la Marne :

« *Dass ist keine Nazion*... Ce n'est pas une nation ».

Les deux docteurs s'inclinent gravement devant cette affirmation de la vraie femme allemande. Mais la brise fraîchit, et, ô revanche ! nous constatons que ces rustres n'ont même pas l'idée d'allonger le bras vers leur compagne qui s'épuise en efforts pour passer les manches de sa jaquette. Si leur pays est une *Nazion*, elle ne semble guère civilisée.

Un autre jour, dans la cour intérieure du petit restaurant Centa, voici qu'une grande Allemande suivie d'une bande de compatriotes, fonce à la façon d'une altière Walkyrie, sur les gens attablés, s'arrête devant une table tout près du passage et pour s'éviter quelques pas, prie d'un geste les dîneurs de se lever... *Sie gestatten wohl* !... Vous permettez bien ?... » Mais personne ne bougeant, elle fait demi tour, avec son escorte, en devenant toute rouge. Il y avait là des artistes belges et, ce jour-là non plus, l'Allemagne n'obtint pas le libre passage.

Quel fin psychologue, et comme il les connaissait, — ce *sacristain*-cicerone, gardien de la charmante petite église San-Giorgio-dei-Schiavoni, si fermée et si obscure que cet homme doit venir en aide aux yeux des visiteurs en usant d'une plaque de carton à la façon d'un réflecteur qui projette la lumière d'une étroite fenêtre sur les légendes de Carpaccio.

Un client, faute de monnaie sans doute, esquissait un départ en sourdine. L'homme l'aperçoit du coin de l'œil et dit, en italien et en français, sans bouger de sa place : « Je suis le sacristain ». Mais le visiteur gagnant la sortie, il se lève et s'élance, certain à présent de sa nationalité : « — Je vous prie, Monsieur, mon pourboire », réclame-t-il *en allemand*.

Que faire contre ces envahisseurs ? Ils avaient le nombre, ils attaquaient Venise en formations massives. On leur cédait la place, on détournait la tête. Sagement on imitait les petites Vénitiennes en châles noirs aux longues franges agitées par la mar-

(1) Voir la *Revue Bleue*, nº 6, 1916.

che... Comme elles passent gentilles et légères — des oiseaux ! — et se glissent au milieu de ces lourds troupeaux qui obstruent le passage des ponts, et disparaissent vite avec un sourire !...

A leur façon faisaient et souriaient les artistes venus, ce printemps-là, pour l'Exposition biennale et internationale des Beaux-Arts, Belges, Anglais, Français, Russes. Les Italiens, eux, semblaient ne rien voir, philosophes ou patients.

Mais ironie, patience, sourires, les conquérants germaniques ne comprenaient rien ; gonflés du sentiment de leur précellence, persuadés de leur infaillibilité universelle, ils se considéraient, en pays allié, comme chez leurs vassaux et méprisaient les étrangers comme des inférieurs.

A les voir passer, plus multipliés que des sauterelles dévastatrices, un peintre, avec succès, se rappelant sans doute les « Ogres » des anciennes invasions magyares les avait baptisés : « les Hongres » !

Mot de rapin, mais qui mériterait peut-être de prendre place à côté de son frère jumeau et vengeur : « Les Boches ».

« Les Boches » et les « Hongres », les deux font et faisaient déjà la paire.

De leurs mains brutales, s'encourageant les uns les autres, ils s'efforçaient d'attacher sur la figure de Venise un masque odieux de colonie austro-allemande. Ils semblaient près de réussir.

Comme afin de donner définitivement à son ciel, à ses eaux, à ses femmes, à ses demeures, une âme germanique, *Parsifal* était représenté au théâtre de la Fenice, en ce mois de mai 1914.

Le triomphe de *Parsifal* à travers les grandes cités d'Europe aura coïncidé avec l'apogée de puissance des empires du Centre. Le héros fort, le héros pur, le héros vierge est sorti du temple de Bayreuth pour partir à la conquête du monde, quelques mois à peine avant les guerriers de sa race, désormais fameux. Il apparaît, toute question musicale à part, comme une sorte de symbole de cette tentative de domination universelle, par les corps et par les esprits.

Où pouvait-il sembler mieux à sa place que dans cette Venise, où Wagner, donnant l'exemple à ses compatriotes, se trouvait si bien « chez lui » ?

Là le maître de Bayreuth séjourna maintes fois, il y composa une partie de son *Tristan*, il y vécut les derniers jours de sa vie. Une plaque de marbre, sur la façade d'un palais, indique au passant qu'il mourut en face du Grand-Canal. Aux Giardini, sa statue, dont le socle porte un pélican qui déchire son cœur entre ses enfants, s'élève triomphante, en face de celle de Verdi.

Et pourtant c'est à ces représentations que nous fûmes plusieurs à sentir l'antagonisme profond entre le génie latin et le génie germanique.

On a soulevé depuis une querelle de la musique allemande. Les programmes et le public ont déjà répondu. Beethoven, Mozart, conservent leur place à côté des maîtres français.

Mais Wagner reste proscrit. Pourquoi donc ?

Qu'on me permette, ici, d'ouvrir une parenthèse qui ne nous éloignera pas de Venise.

III. — Parenthèse sur Wagner et d'Annunzio.

Les Wagnériens *irredenti*, c'est-à-dire non encore délivrés de leur admiration sans bornes, auront beau faire et beau dire, ils n'empêcheront qu'il existe une « Question Wagner », celle de savoir si le wagnérisme est un péril allemand.

Afin d'éviter à leur dieu la réaction, peut-être même la proscription qu'ils redoutent, on les vit, notamment dans un grand journal du soir, proposer un compromis : Wagner au concert, mais pas à la scène. Pour les admirateurs du maître, c'est le mutiler et profaner sa volonté expresse et sa conception du drame lyrique. Pour ses adversaires, c'est lui laisser la place d'où il s'élancera encore une fois à l'assaut de nos théâtres. Ce Wagner provisoire à l'usage des Français ne satisferait personne.

Alors doit-on bannir le répertoire wagnérien ? Peut-on lui conserver sa place énorme ?

Il a répondu d'avance pour nous, à cette question, dès 1900, le grand poète et patriote italien qui survolait, ces jours derniers, Venise et qui a consacré à la « Cité Belle » un admirable livre admirablement traduit par M. G. Hérelle. Quand Gabriele d'Annunzio écrivit *Le Feu*, il n'était guère suspect d'antiwagnérisme. Les étroits rapports qui unissaient le compositeur et la ville, lui-même a pris soin de les mettre en lumière avec toute son exaltation lyrique. Les dernières pages du roman (on se les rappelle) sont consacrées à la mort de Wagner dans l'entresol de son palais vénitien, à l'ensevelissement dans le cercueil de cristal, au départ des barques funèbres. Pour qui connaît le véritable sens du livre, — resté incompris, selon l'auteur, par les critiques et par le public, — Wagner ne forme pas un intéressant hors d'œuvre, mais participe à l'essentiel du sujet.

Or Annunzio parle ainsi :

« Fidèle aux plus antiques instincts de sa race, Wagner avait pressenti et secondé par son effort l'aspiration des Etats allemands vers la grandeur héroïque de l'Empire. Il avait évoqué la haute figure d'Henri l'Oiseleur se dressant sous le chêne séculaire : — que par toute la terre allemande sur-

gissent les combattants ! — Et bientôt ces combattants avaient vaincu. Par le même élan, avec la même ténacité, le peuple et l'artiste avaient atteint le but glorieux. La même victoire avait couronné l'œuvre du fer et l'œuvre du rythme. Aussi bien que le héros, le poète avait accompli l'acte libérateur. Aussi bien que la volonté du Chancelier, aussi bien que le sang des soldats, ses figures musicales, avaient contribué à exalter et à perpétuer l'âme de la race. »

Est-ce qu'elles ne donnent pas à réfléchir, ces paroles vieilles de quinze ans ?

Phrases d'un poète, objectera-t-on, et d'un poète qui souvent varie. Mais les poètes visionnaires ne découvrent-ils pas quelquefois l'avenir par une intuition supérieure à l'intelligence des simples mortels ?

Ne conseillent-elles pas, envers le génie étranger, envers le génie ennemi, sinon l'ostracisme qui répugnera toujours au libre esprit français, tout au moins un prudent protectionnisme spirituel et artistique ? Ne conviendrait-il pas de se demander à la vue de l'attitude des intellectuels vivants en Allemagne ce que tels artistes morts auraient peut-être fait et signé ? Devons-nous oublier — dans le passé — tels pamphlets, telle parodie infâme, telles lettres à Renan, dont les plus illustres n'eurent pas honte ? Et même si l'on sépare les hommes et les œuvres, n'avons-nous pas des précautions à prendre contre ces séduisantes voyageuses, ne doivent-elles pas être examinées à leur entrée en France ?

Sauvegarder son intelligence et sa sensibilité, quel plus important devoir pour un peuple ?

Ne faut-il pas, même au prix de plaisirs personnels, opposer des digues à ces flots d'harmonie qui montent peu à peu, qui pénètrent tout l'être, puis qui débordent et submergent et entraînent l'âme noyée ?

N'est-ce pas sagesse d'empêcher les forces du dehors de désagréger chez nous ce ciment d'énergies profondes que le passé de notre race a mis des siècles à composer et qui soutient par la base le monument élevé au prix de splendides efforts par notre histoire nationale ?

Pour conclure, le wagnérisme n'est-il pas partie intégrante et considérable de la *Kultur* allemande ? N'a-t-il pas revêtu ce caractère mixte de toute entreprise allemande : à la fois idéale et commerciale ? Ne tendrait-il pas à asservir les sensibilités européennes, et même américaines, à la sensibilité allemande ? Et cette domination plus intime et plus complète que toutes les autres, puisque la musique exprime et dirige, au-dessous de notre conscience, ce qu'il y a de plus profond, de plus mystérieux en notre nature ne dépasserait-elle pas en puissance toutes les autres ?

Qu'on excuse un souvenir personnel... Dans les bois charmants de Viroflay, Jules Claretie me racontait un jour que, la « prière » de *Lohengrin*, c'est sur un champ de bataille où agonisaient nos soldats vaincus, hélas ! qu'il l'avait entendue pour la première fois...

Je laisse à de plus qualifiés la tâche de répondre au grand poète italien et de juger si, en conservant à l'œuvre de Wagner sa place, prépondérante ou diminuée, nous contribuerons ou non « à exalter et à perpétuer l'âme de *leur* race. »

Hors du théâtre, sous la belle nuit claire et parsemée d'étoiles, nos impressions achevèrent de se préciser.

Car, jusqu'ici se faisait sentir l'emprise wagnérienne. Aux « terrasses » de la place Saint-Marc, autour des sorbets exquis et du café parfumé, la causerie était brusquement interrompue, quand l'orchestre municipal attaquait telle *Marche* célèbre du répertoire de Bayreuth ou la *Chevauchée des Walkyries*. Alors on aurait cru que les Procuraties et la Piazzetta étaient envahies et tremblaient sous le choc d'un « pas de parade ». On sentait peser sur la terre de la beauté latine, le joug étranger.

Mais qu'au bout d'un instant, un air italien, un air français, fît résonner les instruments de musique, oh ! comme la foule, la vraie grande foule qui forme les nations, sortait de son espèce d'hypnose et s'épanouissait de toute son âme ! Les regards des femmes brillaient. Les mains des hommes se serraient. Les longues façades de marbre, dont les corniches portent, la nuit, des guirlandes de pigeons endormis, semblaient accompagner l'orchestre en sourdine, d'un doux murmure pareil à un roucoulement. Et à travers la nuit d'azur, de lait et de nacre, montait comme une longue fusée de clarté, de joie et d'amour qui décrivait dans l'espace son étincelante parabole...

Musiques faciles ? Qui font, à certains, hausser les épaules ?

(*A suivre*). ANDRÉ GEIGER

Le Propriétaire-Gérant PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 8 — 1er SEM. 54e ANNÉE 15-22 AVRIL 1916

Supprimé par la Censure.

Supprimé par la Censure.

Supprimé par la Censure.

Supprimé par la Censure.

Supprimé par la Censure.

Supprimé par la Censure.

Supprimé par la Censure.

LE PLAN ALLEMAND (1)

I

L'Allemagne avait, depuis longtemps, arrêté son plan pour une guerre à conduire à la fois contre la Russie et contre la France. D'abord, écraser la France ; puis, avec toutes ses forces, se tourner contre la Russie.

Elle entreprit de réaliser son dessein (août-septembre 1914). Elle y a échoué.

Le plan allemand était conforme à la doctrine napoléonienne : chercher à accabler le principal adversaire pour ne se porter qu'ensuite contre l'autre, déjà affaibli par le fait même de la destruction de son allié.

La superficie de la Russie d'Europe est de 5 millions de kilomètres carrés (2) ; sa population de 130 millions d'hommes (3). La superficie de la France est de 500.000 kilomètres carrés ; sa population de 40 millions d'hommes (4). Leurs armées, une fois de plus, vont se montrer également vaillantes et tenaces ; les effectifs étant fonction du chiffre de la population, ceux de la Russie sont de trois à quatre fois plus forts que ceux de la France. Mais, précisément en raison de l'immense étendue de son territoire et, aussi, du peu de densité de son réseau de voies ferrées, la mobilisation et, surtout, la concentration des armées russes sont incomparablement plus lentes que celles des armées françaises. L'ennemi principal, c'est celui qui est, le premier, prêt à l'action. C'était la France.

L'Allemagne, se préoccupant d'une double guerre à soutenir à l'Est et à l'Ouest, devait donc décider qu'elle se porterait contre la France avec le gros de ses armées. Elle ne chercherait d'abord qu'à contenir la Russie qui serait attaquée en même temps par toutes les forces de l'Autriche.

II

Cette orientation de la guerre future, dont Bismarck avait dit déjà que celle de 1870 ne serait auprès d'elle qu'un jeu d'enfant, résultait de la nature des choses. Les Allemands en établirent très publiquement la théorie. Elle était expliquée tout au long dans le thème des manœuvres impériales en Saxe, à l'automne de 1912. Il y était écrit que même la perte de la capitale était chose de peu d'importance si on parvenait, à ce prix, à dominer en temps voulu l'ennemi principal.

L'effort militaire le plus considérable de l'Allemagne va être, en conséquence, dirigé au début de la guerre contre la France. Elle a mis sur pied, non compris le landsturm, 45 corps d'armée, dont 25 actifs, 12 divisions de landwehr et 11 divisions de cavalerie. Elle répartit ainsi ces forces :

Au front occidental, 37 et demi corps d'armée dont 22 actifs et 10 divisions de landwehr, soit 1.050 bataillons ; et 9 divisions de cavalerie ;

Au front oriental, 7 et demi corps d'armée dont 3 actifs et 2 divisions de landwehr, soit 340 bataillons ; et 2 divisions de cavalerie.

Ainsi la France aura à soutenir le choc de plus des trois quarts de l'armée allemande.

Les premières classes du landsturm ont été appelées sous les drapeaux ; les soldats dont elles sont composées sont plus âgés, de beaucoup moins solides. Ils vont être affectés d'abord, pour la plus grande part, au seul service intérieur ; un certain nombre de régiments seront envoyés tout de suite en première ligne.

La même proportion — les trois quarts de l'armée allemande au front occidental, un quart au front oriental, — on la retrouve encore au mois de novembre de la première année de la guerre.

A ce moment, l'Allemagne a augmenté notablement le nombre de ses troupes en campagne. Elle a porté ses corps actifs de 45 à 51, ses divisions de landwehr de 12 à 21. Ils sont répartis comme suit :

Au front occidental, 41 et demi corps actifs et 12 divisions de landwehr, ensemble 1.220 bataillons ;

Au front oriental, 10 et demi corps actifs et

(1) Cette étude fait partie du livre : *La Guerre sur le front occidental*, qui paraîtra le mois prochain chez l'éditeur Fasquelle.

(2) Exactement : 5.116.380 kilomètres carrés ; celle de tout l'Empire est de 22.886.520 kilomètres carrés.

(3) Aux derniers recensements : 133.055.300 ; celle de l'Empire : 163.334.000.

(4) Superficie exacte : 536.464 kilomètres carrés ; population : 39.601.599 habitants.

9 divisions de landwehr, ensemble 400 bataillons.

Les divisions de cavalerie restent distribuées comme au mois d'août : 9 sur le front français, 2 sur le front russe.

La proportion variera par la suite : pourtant l'armée française, grossie de l'armée anglaise, dont les effectifs s'accroissent régulièrement, et des débris de l'armée belge, qui se reconstitue, retiendra encore sur le front, à la fin du mois d'août 1915, plus des quatre-septièmes de l'armée allemande.

Sur l'immense champ de bataille qui s'étend de la mer du Nord à la mer Baltique et du bassin de la Seine à la Vistule, l'Allemagne tient de la géographie l'immense avantage de la position centrale et des lignes intérieures. L'admirable réseau de ses voies ferrées, où le constructeur n'a jamais perdu de vue l'utilisation stratégique, a permis de transporter, à plusieurs reprises, des divisions d'un front à l'autre, telle la navette qui court sur la chaîne du tisserand. Cependant, au printemps et à l'été de 1915, l'Allemagne va tenter son plus violent effort contre la Russie ; elle a conçu l'ambitieux dessein de pousser sur les routes de Pétrograd et de Moscou, et de détruire l'armée russe; elle empruntera, en conséquence, à son front occidental toutes les troupes qui ne seront pas indispensables pour en assurer la défense.

L'Allemagne a porté, depuis dix mois, le nombre de ses corps actifs de 51 à 68, ses divisions de la lanwehr de 21 à 23 et demi ; l'ensemble de ses bataillons de 1.620 à 1.888. En voici la répartition à la fin d'août :

Sur le front occidental, 41 corps d'armée et 14 et demi divisions de landwehr : 1.136 bataillons :

Sur le front oriental, 27 corps d'armée et 9 divisions de landwehr : 257 bataillons.

Sa cavalerie, par contre, est maintenant presque tout entière en Russie : 9 divisions sur 11.

En résumé, l'Allemagne a envoyé, au début de la guerre, sur son front d'occident la plus grande partie de ses armées et elle y en a maintenu plus de la moitié.

Dans le même temps, l'Autriche-Hongrie s'est jetée contre la Russie avec presque toutes ses forces. L'armée de Potiorek qui opère contre la Serbie, l'armée qu'elle enverra, au printemps de 1915, contre les Italiens, sur l'Isonzo et dans le Trentin, ne comptent pas plus de 400 à 500.000 hommes. Les Autrichiens ont conduit leur guerre, d'une façon indépendante, pendant environ six mois. Ils se firent battre par les Serbes comme par les Russes. L'Empereur allemand obtînt alors du vieil Habsbourg qu'il lui cédât le commandement de ses armées. Il devint ainsi le chef suprême de toutes les forces des empires germaniques. Le soldat autrichien n'est pas loin de valoir le soldat allemand ; le commandement autrichien a été le plus souvent inférieur à sa tâche. Les états-majors et les cadres autrichiens vont être renforcés par des officiers allemands.

La masse que l'Allemagne a lancée contre la frontière française au mois d'août a été évaluée, par des journaux allemands (1), à plus de deux millions de combattants. Ce chiffre paraît exagéré d'environ 500.000 hommes.

Ce million et demi de soldats fournit sept armées : Ire armée, von Klück, 260.000 hommes ; IIe armée, von Bulow, 260.000 hommes ; IIIe armée (saxonne), von Hausen, 120.000 hommes ; IVe armée, duc de Wurtemberg, 200.000 hommes ; Ve armée, Kronprinz d'Allemagne, 200.000 hommes ; VIe armée, prince héritier de Bavière, 200.000 hommes ; VIIe armée, von Heeringen, 120.000 hommes. Le XVe corps, 40.000 hommes en Alsace.

III

Jamais armée plus nombreuse et plus puissante n'avait été rassemblée. Les soldats de l'active y dominaient, les réserves (*landwehr*) ne servant que d'appoint. Proportion de un réserviste pour deux hommes de l'active dans les 14 corps à effectif normal ; proportion moindre encore dans les 11 corps à effectif renforcé. Dans les troupes d'extrême-frontière, en Alsace et en Lorraine, il a suffi aux compagnies, pour entrer en campagne, d'incorporer quelques réservistes, d'origine allemande, habitant la garnison ou ses environs immédiats.

Les écrivains militaires allemands ont reconnu, surtout dans leurs études sur la guerre de 1870, que le réserviste, si instruit qu'il ait été, si vigoureux qu'il soit resté, ne retrouve toute sa valeur qu'après une période d'entraînement et à la condition d'être, même alors, encadré fortement dans l'élément actif.

Le général de Heeringen revenait sans cesse sur la différence entre les hommes qui ont « femme et enfants » et les hommes sur qui ne pèse pas la pensée du foyer.

Les hommes mariés, les pères de famille, dont la pensée est retenue « par l'âme des lointains berceaux », vont croître en nombre, de mois en mois, pendant les périodes subséquentes de la guerre, dans l'armée allemande. Ils furent une minorité, d'environ un tiers, dans les armées d'invasion, les armées d'attaque et de choc qui s'ébranlèrent au mois d'août.

(1) *Gazette de Cologne* du 3 septembre 1914.

Le général Bronsart de Schellendorf avait dit : Il faut rendre plus forte l'armée de campagne et, spécialement, cette partie de l'armée de campagne qui est appelée, en cas de guerre, à porter ou à parer le premier coup. Les réserves n'ont point assurément une valeur moindre sous le rapport de la bravoure et de l'esprit de sacrifice, mais leur valeur est moindre sous le rapport de la cohésion, de la solidité dans leur contexture. Il ne faut pas se risquer à les mettre en première ligne dès le début de la guerre. »

Avant lui, Clausewitz avait écrit : « L'armée active est le fer de la lance guerrière ; partout où sa pointe a passé, le reste suit ».

C'est cette pointe de la lance allemande qui va frapper à nos frontières.

IV

Dans l'armée active, l'armée du temps de paix, le nombre ne vaut pas seulement comme nombre.

Grâce au chiffre de ses effectifs du temps de paix, qu'elle a élevé d'année en année, jusqu'à 661.000 hommes appelés, avec 115.000 sous-officiers rengagés, et grâce à l'instruction collective, plus forte et plus constante, qui en est toujours le corollaire, l'Allemagne a accru la valeur combative, la préparation à la guerre d'une armée où cadres et troupes, officiers, sous-officiers et soldats, ont vécu, ont constamment manœuvré dans des conditions de nombre voisines de la réalité.

Cependant cette qualité supérieure du combattant, si redoutable qu'elle soit, constitue un progrès moins important que l'accélération de l'entrée en campagne qui résulte également de l'effectif nombreux du temps de paix.

La loi militaire de 1913 a bien été, selon l'exacte formule d'un membre du Reichstag, la mobilisation en pleine paix, la guerre en pleine paix.

Cette armée très jeune, de 800.000 hommes, dans toute la fleur et la vigueur de l'âge, dont une instruction intensive et la dure discipline ont fait de véritables soldats de métier, — les malingres, les faibles, en ont été systématiquement éliminés, directement incorporés dans le *landsturm* ; — cette armée est « toujours prête pour la guerre » ; elle fait une vérité de la célèbre formule du grand Frédéric.

Son nombre, son dressage et son homogénéité, ce sont des moyens de réaliser une mobilisation plus rapide, tout autant que la multiplication des voies de communication, des chemins de fer, des quais d'embarquement, des dépôts de munitions dans les régions voisines du futur théâtre de la guerre.

Le général Chanzy écrivait de Châlons, en 1882, au général Campenon, ministre de la Guerre dans le cabinet Gambetta : « Il faut prévoir la possibilité d'une attaque brusquée dès le premier jour de la mobilisation ».

Pour quiconque, dans les années qui précédèrent la guerre, n'avait pas écouté d'une oreille distraite ou dans un esprit préconçu les déclarations publiques, répétées, des chefs allemands ; pour quiconque avait cherché une explication rationnelle aux lois allemandes accroissant les effectifs d'abord par milliers d'hommes, puis par dizaine de mille, enfin par centaine de mille ; pour quiconque savait lire une carte de chemin de fer, l'hypothèse était devenue une certitude.

Si rapide que soit le mouvement qui fait jaillir l'épée du fourreau, il prend encore trop de temps. L'épée a été tirée d'avance du fourreau ; elle était là, devant nous, nue et aiguisée (1).

V

L'Empereur allemand est rentré à Postdam dans la nuit du 26 au 27 juillet. Le 27, les opérations préliminaires commencent. Du 28 au 30, six classes de réservistes sont appelées, les troupes de couverture se rapprochent de la frontière française et de la frontière belge, les transports de concentration se succèdent pour des corps d'armée plus éloignés. Le 31, au matin, l'Empereur déclare l' « état de menace de guerre », *Kriegsgefahrzustand*, conformément à larticle 68 de la Constitution. Il rentre, dans l'après-midi, à Berlin et, d'une fenêtre de son palais, dit à la foule : « Nous montrerons à nos ennemis ce qu'il en coûte de provoquer l'Allemagne... Allez dans les églises. » Le 1er août, il déclare la guerre à la Russie. Le 2, ses troupes envahissent le Luxembourg, dans la matinée, sans même qu'un ultimatum les y ait préprécédées, et l'ultimatum à la Belgique est remis à Bruxelles, à 7 heures du soir ; il expire le lendemain matin à 7 heures. Le 3, déclaration de guerre à la France ; le 4, les troupes allemandes passent à la frontière belge précédant la déclaration de guerre à la Belgique, qui est remise à 6 heures du matin.

A aucune époque, plus de crimes froidement prémédités contre le droit des gens et contre l'humanité n'ont été accumulés en moins de jours. Ils déshonorent jusqu'à l'intelligence avec laquelle a été préparée le formidable instrument d'agression qu'est devenue l'armée allemande, jusqu'à la mé-

(1) *La fixité des effectifs*, par l'auteur de cette étude. (Discours prononcé le 3 juin 1913 à la Chambre des Députés, p. 74 à 99.)

thode qui a présidé au déclanchement de l'attaque, au moment précis, avec la rapidité de l'éclair.

V

La violation de la neutralité belge était décidée depuis nombre d'années dans l'esprit du gouvernement allemand. Le passage à travers la Belgique accélèrerait dans une mesure presque incalculable la rapidité du coup que l'Allemagne se proposait de porter soudainement à la France, afin de l'écraser avant de se retourner contre la Russie.

L'opération était scélérate, mais elle était logique.

La frontière orientale de la monarchie française suivait le cours du Rhin, celui de la Lauter et, pendant quelques kilomètres, celui de la Sarre qui la séparaient de l'Allemagne. La paix de Versailles a ramené l'Empire germanique sur le vieux sol de la Gaule ; elle rapproche de Paris une armée allemande d'invasion, de toute la largeur de l'Alsace et de la Lorraine mosellane.

La perte de l'Alsace-Lorraine ouvrait la France.

Notre frontière démembrée fut donc pourvue d'une « ceinture de fer », œuvre puissante du général Séré de Rivière.

La frontière artificielle de Vauban, lignes de places fortes destinées à suppléer à l'absence d'obstacles naturels du côté des Flandres, avait deux fois sauvé la France, en 1712 et en 1793. Si rapprochées que fussent les mailles de la chaîne tendue par ce grand homme, de vastes espaces n'en restaient pas moins ouverts entre les villes fortifiées. Des armées entières pouvaient défiler sans crainte de recevoir des projectiles dans les intervalles des forteresses les plus rapprochées.

Le général Séré de Rivière adapta aux conditions de la guerre moderne les règles de Vauban et des grands maîtres de l'art de la fortification. Il fit ratifier par le gouvernement un plan, d'une grande hardiesse, dont l'exécution réclama de nombreuses années.

Dans le système des rideaux défensifs, la zône-barrière est tout entière sous le feu du canon, à la seule exception de quelques trouées qui réduisent les débouchés de l'ennemi, lui imposent des lignes d'invasion, rétrécissent et limitent ainsi le champ de ses combinaisons, ne laissent que la plus petite part à l'inconnu.

Partout ailleurs, sur tel front de Lorraine d'un développement de 80 kilomètres, il n'y aura pas un chemin transversal « qui ne soit balayé, à bonne portée, par les obus de quelque fort, le plus souvent par les feux croisés de deux ouvrages puissamment armés (1) ».

Quatre grandes places : Verdun, Toul, Epinal et Belfort, servent de points d'appui à ce système défensif. Mais les anciennes places fortes classiques sont remplacées par des forts d'arrêt, isolés, qui se suffisent à eux-mêmes.

Bien que le respect de la neutralité belge et de la neutralité suisse fussent encore des articles de foi, le général Séré avait prévu la création de grandes places d'ailes : du côté belge, Maubeuge, Reims, Lille ; du côté suisse, Besançon, Dijon, Langres. Cette partie de son plan, faute de crédits suffisants, ne reçut pas le développement qu'il aurait fallu.

Nos frontières du Nord-Est et du Sud-Est restaient ainsi entr'ouvertes ; celle de l'Est, au contraire, devenait presque aussi solide que la plus solide des frontières naturelles, les Alpes ou les Pyrénées. Avec ses vastes camps retranchés, ses barrières de forts d'arrêts, les ouvrages de ses côtes de Meuse, des grands plateaux lorrains, des Vosges, de la Haute-Moselle, elle arrête l'invasion ; nos armées, pourvu que leur mobilisation et leur concentration soient rapides, y seront en mesure de résister à des forces doubles. La France y sera aussi bien gardée contre l'Allemagne qu'autrefois sur le Rhin, fossé qui, depuis les temps barbares, n'a jamais fait obstacle au passage des armées.

(*A suivre*). JOSEPH REINACH.

HOMMAGE A L'ALSACE FRANÇAISE (2)

On sait qu'un des plus beaux titres littéraires de M. Edouard Schuré, alsacien pur sang, est un ouvrage *Le Drame musical*, où, l'un des premiers d'entre les Français, précédé par le seul Baudelaire, il affirmait et expliquait le génie de Richard Wagner. Lorsqu'à la date de 1869, si je ne me trompe, il écrivait son article fameux dans la *Revue des Deux-Mondes* sur les *Maîtres-Chanteurs*, qui bouleversa le monde musical d'alors, il se manifestait comme un précurseur, de qui nous tous, wagnériens de la génération suivante, fûmes en quelque façon les débiteurs intellectuels. Or, suivez bien ce qu'il raconte dans la dédicace de son nouveau livre : l'*Alsace Française* : « Il y a de cela

(1) Voir EUGÈNE TÉNOT, *Nouvelles défenses de la France*.

(2) Edouard Schuré : *L'Alsace Française* : Rêves et Combats. Perrin 1916.

45 ans, après la bataille de Wœrth, Richard Wagner m'écrivait : « Votre place n'est plus à Paris. Venez tout de suite chez nous. » Je lui répondis : — « Je suis plus français que jamais, car maintenant seulement je comprends ce que la France est pour moi. » Malgré son grand génie, *Wagner avait son côté irrémédiablement teuton.* Il croyait, comme tous les Allemands, que l'écrasement de la France par l'Allemagne serait pour les Alsaciens l'argument suprême, et qu'ils se mettraient à plat ventre devant le vainqueur. » On sait ce qui advint depuis.

Et maintenant, je voudrais à mon tour faire ma profession de foi personnelle. Je ne saurais être suspect d'anti-wagnérisme. A l'âge de 22 ans, j'assistais aux représentations de Bayreuth, avec le groupe des rares Français qui s'y trouvaient alors. A l'âge de 26 ans, j'envoyais à une Revue parisienne des *Lettres de Bayreuth*, où d'instinct fidèle à la ligne d'indépendance que je devais me fixer, et malgré mon admiration pour le prodigieux génie du musicien-poète, je faisais toutes mes réserves sur la partie décorative et plastique de son œuvre. A ce propos, je recevais une longue réplique en 20 pages de Mme Cosima Wagner, et vous pouvez imaginer de quel juvénile orgueil se trouvait gonflé mon cœur d'anonyme débutant ! J'ai protesté aussi bien contre les démonstrations de ceux qu'on appela les « Marmitons » de *Lohengrin*. Et cependant aujourd'hui, si l'on me demandait mon opinion sur l'opportunité de jouer ou de représenter Wagner, je répondrais sans hésiter par la négative. Par la même raison ou plutôt par une raison inverse de celle qui me fit écrire : *Pour défendre Gœthe*, ou *Pour qu'on joue Beethoven*, j'écrirais : *Pour faire silence sur Wagner* (1). Et je n'en trouve pas de meilleur motif que celui-là même indiqué par Edouard Schuré, quand il observe : « Malgré son grand génie, Richard Wagner avait son côté irrémédiablement teuton. »

*
* *

Le livre de M. Edouard Schuré, dédié aux Alsaciens tombés au champ d'honneur pour la défense de la patrie, dépasse les limites de la petite patrie, si intéressante soit-elle, pour aller jusqu'à la grande. Le thème qui circule à travers les cinq études qui le composent, et qui lui imprime son unité, est un hommage au génie français dont il donne cette saisissante définition : « Le *génie français est une résurrection de l'âme celtique à travers la tradition gréco-latine*, élargie à l'universalité humaine ». S'il commente et s'il exalte l'Alsace, c'est pour mieux faire comprendre la France, dont elle est une des composantes, terre d'invasion et de lutte, vouée par sa situation géographique à une destinée tragique, mais qui, au milieu des pires épreuves, avait donné son cœur, pour ne plus le retirer, au génie pacifique et civilisateur de la France.

M. Edouard Schuré ne discute pas la diversité des éléments ethniques, par conséquent des influences psychologiques, qui constituent l'âme de l'Alsace. Il serait d'ailleurs puéril d'y contredire. Ce qui confirme pourtant la force de sa prédilection, c'est sa continuité à travers les années et parmi les efforts de ceux qui prétendaient l'accaparer ! Ce fut une lutte tragique, dont il faut préciser les diverses phases depuis le traité de Franckfort, où tour à tour furent tentés les moyens de persuasion chers à la Kultur allemande : le terrorisme et la caresse... cette sorte particulière de caresse qui, s'expliquant par je ne sais quel sadisme de leur nature, fait toujours sentir la griffe au bout du doigt qui tente son approche. Durant ces 44 années qui s'écoulèrent entre les deux guerres, l'Alsace fut pour le dominateur teuton une captive que le vainqueur veut à tout prix posséder ,et qui est bien obligée de s'abandonner, — car le maître n'a rien du Pyrrhus de Racine et quels arguments opposer à la force ! — Par instant, le maître tente de convaincre l'opprimée en esquissant un sourire, et en rentrant la griffe à l'extrémité de la main qui caresse. Mais sur l'épiderme satiné de la belle captive, nul frisson de volupté ne court : c'est un corps inerte qui s'abandonne ; elle a réservé son âme qui se détourne vers l'être aimé, et le vainqueur insiste de sa rude étreinte pour consommer sa violence !

Jamais, à mon sens, les diverses phases de la méthode allemande dans ses rapports avec l'Alsace ne furent mieux expliquées qu'au chapitre du livre de M. Edouard Schuré : *Sous le joug prussien*. Les données essentielles du problème psychologique se trouvent incluses dans cette observation de M. Fritz Kiener :

« La génération de nos pères a vécu, depuis l'annexion, dans la confusion et l'étourdissement. Elle ne trouva pas sa voie entre les aspirations de son âme et la dure réalité. C'est pour cela qu'elle était devenue muette. Mais dans sa résignation, elle continua d'agir par la noblesse de sa vie et par sa sensibilité intime. La Bourgeoisie alsacienne, privée de son élite par

(1) Si par la puissance du génie créateur R. Wagner est l'égal des plus grands, n'oublions pas que par le caractère et par les qualités de l'âme, il n'est pas de la lignée de Gœthe, encore bien moins de celle de Beethoven. Sans aller aussi loin que M. Barrès, qui, après la lecture de ses Mémoires dénonce en lui des « parties de goujat », il est loin d'avoir ce que l'on appelle une grande âme !.

l'émigration, et rejetée dans les limites étroites de la vie provinciale, après avoir vécu dans le vaste horizon de la vie française, se trouva, par l'occupation allemande en face de trois organismes auxquels elle ne comprenait rien : l'*armée* allemande, l'*école* allemande, et la *bureaucratie* allemande... Ce sont trois institutions dont l'ensemble est d'une force et d'une solidité merveilleuses pour façonner le caractère allemand à la prussienne, mais auxquels le caractère alsacien s'oppose d'une manière absolue. J'ajouterais volontiers que c'est une machine d'acier introduite dans un corps vivant. Elle fonctionne admirablement pour elle-même, mais elle mécanise le corps qu'elle prétend organiser, en abaissant les caractères et en faussant les âmes. »

Avec quelle éloquente rigueur vient s'opposer à ce sombre et mécanique tableau l'image de l'Alsacien pur-sang, tel que nous le décrit M. Edouard Schuré : « Bonhomie patriarcale et volonté tenace, une franchise un peu rude avec une bonté solide et une loyauté absolue, de l'ironie mordante pour se défendre, plus de sens pratique que de rêve et de mysticisme, plus de persévérance que de grandes envolées, mais le goût des idées générales et la capacité de comprendre les plus hautes aspirations de l'âme... voilà le caractère alsacien dans ses traits les plus généraux. »

En esquissant ce bref portrait de ceux de sa race, je ne pense pas que M. Edouard Schuré ait eu l'intention de se l'appliquer rigoureusement à lui-même. Car il me semble bien qu'il y a là telles propositions dont il conviendrait d'intervertir les termes, si l'on voulait les appliquer à l'éminent auteur des *Grands Initiés* et des *Femmes Inspiratrices*. Ce qui domine évidemment en lui, ce n'est pas le sens pratique, mais bien plutôt la faculté de rêve et de mysticisme... mysticisme qui d'ailleurs s'accorde parfaitement avec un certain goût des réalités, et par où il vient se rattacher à sa race. Ainsi, par un mécanisme fort ingénieux, l'exception confirme la règle, laquelle à son tour plie à ses exigences celui qui avait tenté de lui échapper. Et les choses sont bien ainsi, puisqu'elles corrigent par de l'imprévu et de la souplesse, ce qu'il y avait de trop raide et de trop systématique, de trop germanique, faut-il dire, dans la fameuse théorie de Taine sur la *race*, le *milieu* et le *moment*. Si tainiste soit-on, et l'on sait que je suis parmi les admirateurs du maître, je n'ai jamais hésité à faire mes réserves sur l'excessive rigueur de sa méthode, sur certaines étroitesses dont elle marqua telles parties de son œuvre, qui en représentent l'élément périssable, sans contredire ce que l'ensemble offre de durable et d'indestructible.

*
* *

La partie la plus nouvelle, et à mon sens la plus originale du livre de M. Edouard Schuré, est celle où il s'applique à rechercher, à doser l'apport d'élément celtique qui dans le tempérament alsacien vient corriger et redresser ce qu'il entre d'irrécusablement germanique. Ici l'influence celtique joue un peu le rôle de l'hygiène qui amende les tares physiques d'une nature et fait contrepoids aux influences héréditaires. M. Edouard Schuré expose son propre cas et insiste sur son autobiographie pour bien marquer l'évolution de sa nature. Il dut à la bienfaisante influence d'un professeur la révélation de ce qu'il y a de plus pur dans notre génie français, par la lecture du *Cinq Mars* d'Alfred de Vigny, qui le conduisit ensuite à la *Jérusalem* du Tasse, et enfin aux *Martyrs* de Châteaubriand qui furent dans sa conscience comme le jaillissement de l'étincelle celtique, par la révélation du sentiment de l'Infini, dans la nature et dans l'âme humaine. « En disant : de l'*Infini*, je veux dire : du *Divin*, ou mieux encore du Verbe créateur, ineffable, mais partout présent et intelligible pour qui sait l'entendre ! » Et M. Edouard Schuré a bien raison d'ajouter : « *Pour qui sait l'entendre* », car de même que nous refaisons en nous les livres que nous lisons, ou, si l'on veut, qu'ils n'éveillent en notre conscience que les échos de ce qui déjà y existait auparavant, par un mécanisme identique, quelle influence extérieure agit sur l'âme humaine, si déjà elle n'est prête à l'entendre, à la subir, ou, comme disent les croyants, en état de grâce ! Il y a un état de grâce pratique, comme il en est un confessionnel... et tout simplement le jeune Edouard Schuré, élève au lycée de Strasbourg quelques années avant la guerre de 1870, se trouvait dans ce bienheureux état de réceptivité poétique, quand le maître anonyme et heureusement inspiré fit de lui le premier *Initié*, et sans doute le seul de sa classe, en lui révélant la beauté du génie celtique par la lecture de ce *Cinq-Mars*, qui, peu à peu, allait le conduire au Tasse et à Châteaubriand !

Il y a quelque chose d'assez proche dans l'exemple qu'il nous donne de l'Alsace collective, ainsi comparée à l'un de ses plus riches enfants. De cette race où il discerne comme traits essentiels la bonhomie patriarcale et la volonté tenace, de l'ironie mordante pour se défendre, plus de sens pratique que de rêve et de mysticisme, il précise les deux grandes phases de son évolution morale quand il nous dit : — « Ils se seraient bien gardés de rejeter les germes féconds que leur avaient apportés les grands génies de l'Allemagne d'autrefois, comme les Herder, les Gœthe et les Beethoven, mais ils n'avaient rien de commun avec l'Allemagne impériale et pangermaniste. Ils avaient trop frémi

d'enthousiasme au contact de la France chevaleresque et républicaine. La France avait gagné leur cœur par sa grâce, sa courtoisie, la finesse de son goût, son amour de l'art, et son sens esthétique. Enfin les mots de *liberté* et de *fraternité* qu'elle avait inscrits sur sa bannière, orientaient leur esprit vers la plus haute et la plus pure humanité. Ils jurèrent de conserver à tout prix ce trésor inestimable avec la langue de leur vraie patrie et de le développer à leur manière. »

*
* *

On trouvera dans l'ensemble de ce livre composé comme un hommage à l'Alsace Française, cette ardeur et cette jeunesse d'âme qui donnent le ton à toute l'œuvre de M. Edouard Schuré, et qui, en dépit des années, se refusent à désarmer. Comme il est de précoces vieillesses, il existe des jeunesses prolongées, qui, par la flamme intérieure qui les anime, semblent donner un démenti au chiffre des années venant s'inscrire à leur compte. Si le mot célèbre : « On n'a jamais que l'âge que l'on paraît », peut n'être qu'une flatterie trompeuse, dans l'ordre psychologique et moral, c'est à la stricte réalité qu'il correspond. Il est beau de voir une maturité qui jusqu'au seuil de la vieillesse affirme son énergie créatrice avec un pareil élan d'enthousiasme, et si quelque chose peut justifier et embellir un tel état de l'âme, c'est à coup sûr l'époque que nous traversons. Malheur à ceux d'entre les civils qui, durant la cruelle épreuve, n'auront pas su entretenir dans leur cœur la flamme de l'espoir, car ou bien ils n'atteindront pas jusqu'au bout de l'épreuve, ou bien à l'heure si belle, si triomphante qui en doit être la conclusion, ils ne goûteront pas dans sa plénitude la volupté qui nous doit emplir ! M. Edouard Schuré sera de ceux à qui elle infusera une jeunesse nouvelle, à en juger par l'accent de son livre ! Il y a dans ce livre tel morceau, par exemple, l'Avant-propos : *L'Œil de la Tempête*... el ojo del tempestad, comme disent les marins espagnols, qui, par la chaleur intérieure et l'élan qui l'anime pourrait devenir un morceau classique, digne d'être proposé comme page d'anthologie patriotique à tous les jeunes Français en qui il faudra combattre la légendaire faculté d'oubli, après la victoire ! Il n'y manque, pour en faire un chef-d'œuvre, qu'un peu plus de concentration dans la pensée créatrice... un peu plus de fini dans la trame de l'exécution... Tel quel, il demeure quand même d'une noble inspiration, et il se rattache aux plus belles pages qui assureront dans l'avenir la durée de l'effort et du nom de M. Edouard Schuré.

PAUL FLAT

UNE FRANÇAISE

PIÈCE EN UN ACTE

Petit salon élégant : — meubles coquets, tentures claires, plantes vertes, etc..., etc.

PERSONNAGES

HELENE DE LAROCHE, 23 ans.
MARGUERITE VERNIER, 25 ans.
COMTESSE DE BELLEGARDE, 65 ans.
Mme SALNEUVE, 30 ans.
MARTHE, femme de chambre d'Hélène, 26 ans.
WILHELM VON STRAULITZ, 30 ans.

A Paris, septembre 1914.

SCÈNE PREMIÈRE

HELENE, SEULE

(Affaissée dans un fauteuil, elle tient le *Matin* déployé sur ses genoux et en fixe un passage d'un regard éperdu. — Soudain, elle se redresse et, frémissante, jette le journal sur un guéridon.)

Et dire que c'est lui... lui !... (Elle cache son visage dans ses mains; va au guéridon, relit le passage.) « Le capitaine Wilhelm von Straulitz ! »... (Se promenant avec agitation.) Mon mari !... L'homme auquel je me suis donnée avec tant de confiance, d'espoir... de toute l'ardeur de ma jeunesse !... Oh ! mon Dieu !... mon Dieu !... Comment vivre après une telle abomination ?

(Elle retombe sur le fauteuil et éclate en sanglots.)

SCÈNE II

HELENE, MARGUERITE

(Marguerite entre en coup de vent, s'arrête en voyant Hélène en larmes; puis va à elle.)

MARGUERITE, avec tendresse.

Hélène !

HÉLÈNE, sursautant.

Marguerite !... Toi !

MARGUERITE.

Moi, oui !... Je te dérange ?

HÉLÈNE.

Me déranger ?... Toi, ma meilleure amie ?... Je pourrais dire la seule... puisque de toutes celles qui revendiquaient ce titre, alors que j'ignorais ce qu'est le malheur,... il n'y a que toi qui saches encore le chemin de ce salon !... Et, pourtant, Dieu sait s'il y avait longtemps que nous ne nous étions rencontrées ?

MARGUERITE, en se débarrassant de son chapeau et de ses gants.

Nous nous sommes tant aimées au Lycée !... Il est tout naturel que je m'en sois souvenue, dans l'épreuve que tu traverses, et je n'y ai pas grand mérite !... Ce qui me navre, c'est de ne pouvoir parvenir à te réconforter ; qu'en dépit de mes conseils, tu t'obstines en des remords qui n'ont pas de raison d'être !... Et te voici encore toute en larmes ?

HÉLÈNE, d'un ton déchirant.

Ah ! si tu savais... si tu savais !

MARGUERITE.

Quoi encore ? (Après un léger silence.) Ton mari a réussi à te donner de ses nouvelles ?

HÉLÈNE.

Lui ?... Oh ! non... non !... C'est même la seule chose dont je lui sois reconnaissante !... Depuis le jour où il disparut de notre petite maison d'Auteuil, silence absolu !... De cette façon, du moins, je ne suis pas contrainte à me croire sa complice !... Il m'épargne cette honte !... Pourtant, de ses nouvelle, j'en ai quand même. Tiens : lis !... (Elle lui tend le journal en indiquant un passage.) Ici...

MARGUERITE, lisant.

« Un de nos amis, M. E. Renaud, qui, il y a quelques jours, a pu s'échapper de Roubaix, a été témoin d'une scène, fort douloureuse, le 25 août... Un train de prisonniers français, entassés et enfermés dans des wagons à bestiaux, stationnait en gare, venant de Lille, et dirigé vers le camp de concentration de Zwickau. Ce convoi était sous les ordres d'un capitaine d'infanterie. Or, durant l'arrêt, sur la place de la gare, passèrent les enfants d'une école. Le Capitaine les aperçut et exigea aussitôt qu'on les amenât sur le quai. Après quoi, il fit ouvrir les panneaux des fourgons ; et, dans un français impeccable, cria en ricanant : « Regardez les vôtres et apprenez de suite ce qu'il vous importe le plus de savoir !... L'Allemagne est invincible et son poing écrase tout adversaire !... » Détail à noter : Le dit capitaine, Wilhelm von Straulitz est bien connu de la haute société parisienne, où il était très répandu, il n'y a pas encore bien longtemps ! » (Elle rejette le journal.) Le lâche !

HÉLÈNE.

Et c'est lui... lui !

MARGUERITE.

Oui ! C'est monstrueux !... Offrir, en ricanant, à ces enfants, l'horrible spectacle de leurs compatriotes bafoués, affamés !... Quel cœur abject !

HÉLÈNE.

Tais-toi !... Tais-toi !... (Avec dégoût.) Oh ! je crois encore le voir là, près de moi... entendre sa voix... cette voix que j'écoutais avec confiance, avec ravissement !... Tiens, en y songeant, je me fais horreur !... Je lui ai donné mes baisers... Je l'ai serré entre mes bras... Il me possédait corps et âme, hélas !... Et ce n'est qu'un être vil !

MARGUERITE.

Mais, ce n'est pas de ta faute !

HÉLÈNE.

Non, certes !... Tout de même, je suis responsable de ce qui m'arrive... Avant de lui engager ma foi, j'aurais dû réfléchir... Toi-même, à l'annonce de mon mariage, n'as-tu pas blâmé mon choix ?

MARGUERITE.

Assez justement, tu me répondis que j'étais la seule à te blâmer... qu'au contraire, ici, tout le monde t'approuvait ! Tu pouvais, d'ailleurs, m'accuser de parler de parti-pris... puisque, originaire d'Alsace, où ma famille a tant souffert...

HÉLÈNE.

C'est vrai !... C'est même pour cette raison que ton blâme me laissa indifférente... et que je ne me préoccupai guère de ce que tu cessais de me rendre visite... sauf en de très rares occasions, où tu pouvais être certaine de ne pas rencontrer mon mari !

MARGUERITE.

Je l'ai tout de même aperçu... pas assez, cependant, pour être sûre de le reconnaître, si le hasard me remettait en face de lui. Mais parlons de toi... En commettant la sottise... l'erreur de l'épouser, tu ne pouvais certes pas en prévoir les conséquences !

HÉLÈNE.

Oui, oui !... Je sais ! Mais ma souffrance n'en est pas moins cruelle...

MARGUERITE.

Si tu ne cesses d'évoquer ainsi le passé, à quoi bon, alors, essayer de suivre mes conseils ?... Aussi bien, tu ne pouvais pas rester dans ta petite maison d'Auteuil ?

HÉLÈNE.

En t'écoutant, j'espérais échapper à mes souvenirs !... Songe combien, là-bas, son image restait vivante !... Ah ! ce nid, où je l'ai tant aimé !... (Avec horreur.) Dire qu'à présent, cet amour me fait honte !... Qu'il me semble avoir trahi ma patrie... lui avoir été parjure !

MARGUERITE.

N'exagère pas !

HÉLÈNE.

Peut-on exagérer dès que la patrie est en jeu ! Comme toi, j'appartiens corps et âme à la France ! Je soigne nos blessés, patronne nos « Œuvres d'Assistance »... Mais la pensée de ma dégradation est tellement obsédante, que je ne sais même plus si j'aurais le courage de me révolter contre qui me suspecterait... Pour tout dire, je vis dans cette éternelle appréhension !

MARGUERITE.

Te suspecter, toi ?... Ah ! par exemple !... Personne ne l'oserait !

HÉLÈNE.

Ceux qui me connaissent bien, non ! Mais les autres ?... Ah ! les autres ?... Tiens, même au Comité de notre « Œuvre des Grands-Blessés », auquel j'ai cependant été des premières à adhérer, je sens flotter autour de moi comme une défiance !

MARGUERITE.

Allons donc !... La Présidente, la Comtesse de Bellegarde, me faisait encore ton éloge, il y a quelques jours... Tout ça, ce sont des idées folles, engendrées par ton état de surexcitation !... D'ailleurs, quoi ?... Tu as ta conscience pour toi !... Alors, que t'importe le jugement des autres ?

(Marthe entre, après avoir frappé; s'avance vers Hélène, lui présente deux cartes de visite sur un plateau.)

SCÈNE III

LES MÊMES, MARTHE

MARTHE.

Ces dames insistent pour parler à Madame !

(Hélène prend les cartes, y jette un coup-d'œil, semble atterrée.)

HÉLÈNE, à Marguerite.

Comtesse de Bellegarde... Mme de Salneuve...

MARGUERITE.

Quelque communication urgente de ton Comité !

HÉLÈNE, à Marthe.

Faites entrer !

(Marthe s'incline; — puis introduit les deux visiteuses. — HÉLÈNE s'avance à leur rencontre.)

SCÈNE IV

HÉLÈNE, MARGUERITE, Mme DE BELLEGARDE, Mme DE SALNEUVE

HÉLÈNE, avec un geste d'accueil.

Madame la Comtesse...

Mme de BELLEGARDE, très distinguée, cheveux très blancs... etc., etc., faisant les présentations.

Mme de Salnéuve... Mme de Laroche...

HÉLÈNE, après un échange de saluts.

Nous nous sommes déjà rencontrées... N'étiez vous pas au dernier bal de l'Elysée ?

Mme de SALNEUVE.

Parfaitement !

HÉLÈNE, en la présentant.

Madame Marguerite Vernier, ma meilleure amie. (Révérences... etc., etc. — Hélène se tourne vers Mme de Bellegarde.) Vous avez à me parler, Comtesse ?

Mme de BELLEGARDE.

Oui !... Et c'est même une pénible mission que celle qui m'amène !... Espérons toutefois que le résultat en sera satisfaisant.

MARGUERITE.

Suis-je de trop ?

Mme de BELLEGARDE.

Mais non, mais non, Madame ! (A Hélène.) A moins que Madame de Laroche ne préfère...

HÉLÈNE, à Marguerite.

N'es-tu pas ma meilleure amie ?... (A ses visiteuses, en indiquant des sièges.) Si vous voulez bien ?

(Elles prennent place. — Court silence.)

Mme de BELLEGARDE.

Madame de Salneuve, nouvelle adhérente à notre Comité, nous a un peu surprises en nous signalant un entrefilet paru aujourd'hui dans le *Matin*... et dont, toutes, nous avons écouté la lecture en frémissant d'indignation !

Mme de SALNEUVE.

Il s'agit d'une ignominie commise par un capitaine allemand, Wilhelm von Straulitz... (Lui tendant un numéro du *Matin*.) Si vous voulez en prendre connaissance ?

HÉLÈNE, remerciant du geste.

Je l'ai déjà lu !... (Une hésitation; — puis, avec un peu de hauteur.) Mais je ne vois pas trop pour quelle raison... ?

Mme de BELLEGARDE.

Nous vous signalons le fait... Madame de Salneuve s'est souvenue que Wilhelm von Straulitz était très versé dans la haute société parisienne... où il s'est d'ailleurs choisi une épouse... la fille d'un banquier bien connu, Mademoiselle Hélène de Laroche !

Mme de SALNEUVE.

Le nom de l'une des dames patronesses de « l'Œuvre des Grands Blessés ! »

HÉLÈNE, froidement.

Alors... ?

Mme de SALNEUVE.

Alors de là, Madame, une démarche...

(Elle s'arrête.)

Mme de BELLEGARDE.

...Qui nous a paru indispensable, bien que pénible.

HÉLÈNE.

Autrement dit, vous désirez savoir s'il n'y a là qu'une similitude de nom... ou si votre collègue est vraiment la femme... de ce monsieur ?

Mme de BELLEGARDE.

Désir assez légitime !

HÉLÈNE.

Eh bien... je la suis !

Mme de BELLEGARDE.

Je le déplore, Madame !

HÉLÈNE.

Pas plus que moi !... (Hautaine.) Mais, à quoi rime cette enquête, je vous prie ?

Mme de BELLEGARDE.

L'*Œuvre* que nous patronons est essentiellement française... Mme de Salneuve et plusieurs de nos collègues pensent que si l'on venait à savoir que nous avons parmi nous l'épouse du capitaine von Straulitz, cette révélation serait de nature à jeter un certain discrédit sur notre Comité !

HÉLÈNE, fièrement.

En d'autres termes, vous venez m'inviter à démissionner ?

Mme de SALNEUVE.

C'est assurément la seule solution possible...

Mme de BELLEGARDE, à Mme de Salneuve.

Permettez... Je ne suis pas de cet avis !... Une démission pourrait être interprétée de façon défavorable...

Mme de SALNEUVE.

Il y a démission et démission... Point n'est besoin d'un acte officiel... ce qui, j'en conviens avec Madame la Comtesse, pourrait nous être plutôt préjudiciable...

HÉLÈNE, vivement.

Ah ! je vous comprends !... Il me suffirait de ne plus fréquenter vos séances et de m'abstenir de reparaître auprès des lits de nos blessés ?... Démission tacite... dont on ignorerait les motifs !... C'est bien ainsi que vous l'entendez, n'est-ce pas ?

Mme de SALNEUVE.

Absolument !

HÉLÈNE, avec énergie.

Je n'y vois qu'un inconvénient : cette complaisance me répugne !

MARGUERITE.

Très bien, Hélène !

Mme de BELLEGARDE, à Marguerite.

Je partage votre avis, Madame !...(A Hélène.) Calmez-vous, je vous prie...

HÉLÈNE.

Cela me répugne, parce que, tout en déplorant mon erreur... tout en appréciant les motifs qui vous font agir... j'ai le droit qu'on me juge... et que ce jugement, quel qu'il soit, soit prononcé de telle façon qu'on ne puisse croire que je me condamne moi-même, en me résignant à votre suspicion !... Une démission... telle que vous osez me la proposer... susciterait des calomnies, contre lesquelles je resterais sans défense !... Je ne saurais l'admettre... et prétends, au contraire, être jugée en connaissance de cause !

Mme de SALNEUVE.

Enfin... cependant...

Mme de BELLEGARDE, lui coupant la parole.

Ah ! je vous en prie... Dicté par la loyauté, le désir de Madame de Laroche me semble tout au moins légitime !

Mme de SALNEUVE.

Cette loyauté ne jaillit toutefois pas de tous ses actes !... N'était-ce pas abuser de notre confiance que de venir à nous sous son nom de jeune fille ?

HÉLÈNE vivement.

Ici encore, je peux vous répondre !...(A Marguerite.) Confidente de mes angoisses, tu sais, toi, si je suis au-dessus de tous ces soupçons ?

MARGUERITE.

Ah ! certes...

HÉLÈNE, avec amertume.

Dans mon désarroi, j'ai pu douter de mes sentiments... ne plus voir clair en ma conscience !... Mais j'ai eu le temps de me ressaisir, de discerner mon devoir !... J'aime ma Patrie... je sais ce que je lui dois... je me sens forte et je ne crains pas un débat public ! L'essentiel est qu'on connaisse la vérité... toute la vérité !

Mme de BELLEGARDE.

La vérité... ?

HÉLÈNE.

Oui, Madame : la vérité ! (Une pause.) Quand j'ai rencontré l'homme dont le nom ne souillera plus mes lèvres, il était partout estimé, admiré, jalousé pour sa correction et sa maîtrise dans les affaires!... C'est vous dire que, lorsqu'il sollicita ma main... j'acceptai avec fierté de devenir sa femme ! Toujours maître de lui, courtois... aimant le monde, mais plus encore les joies de la famille... il sut gagner ma confiance. Parfois, derrière le lorgnon à chaînette d'or, son regard avait bien des reflets étranges... il lui arrivait aussi de parler de la supériorité morale et intellectuelle de l'Allemagne, en déplorant la frivolité et la confiance de la France... cette France qu'il prétendait adorer à l'instar de Heine... cette France unique et notre unique Paris !... Un jour enfin, pour l'anniversaire de notre mariage, il m'apporta... comme cadeau... son acte de naturalisation française !

Mmes de BELLEGARDE et de SALNEUVE, ensemble et stupéfaites.

Oh !!

HÉLÈNE.

Ceci vous explique comment, au lieu de me voir internée en un camp de concentration, j'ai pu continuer à vivre à Paris en toute liberté !... Légalement, je suis française... deux fois française... par ma naissance et mon mariage !

MARGUERITE.

Mon frère et moi, nous sommes d'ailleurs portés garants pour elle !

HÉLÈNE.

Si, répudiant mon mari, il ne me plaît plus de porter son nom... c'est mon droit !... A ma place, vous en feriez autant ! (Gestes d'approbation, etc., etc.) J'en appelle à votre probité... Toutes les Françaises me comprendront !... Cet homme m'avait donné des preuves indiscutables de sincérité... En reconnaissant mon erreur, je l'ai rayé à jamais de ma vie... Que pouvais-je faire de plus ?... Ma cause est de celles qui ne se discutent pas !

Mme de BELLEGARDE, à Mme de Salneuve.

Pour mon compte, je n'ai nulle objection à faire!

Mme de SALNEUVE, émue, à Hélène.

Continuez, Madame... je vous en prie !

HÉLÈNE, frémissante.

Que vous dire de plus ?... Avant même que la guerre ne fut déclarée, mystérieusement prévenu, comme d'ailleurs la plupart de ses compatriotes, il disparaissait, me laissant pour tout adieu quelques mots sur un bout de papier : « Je suis capitaine dans la Garde Impériale... et l'Empereur a besoin de moi » !... (Avec un grand frisson.) Ah ! cet écroulement !

Mme de SALNEUVE, avec douceur.

Le malheur est, qu'aux yeux du monde, votre situation reste équivoque... En ces heures tragiques, nous nous méfions tous les uns des autres ! Comment convaincre nos collègues de votre sincérité, alors qu'elles vous accusent de les avoir induites en erreur ?

HÉLÈNE.

Mais, Madame, à ma place, tout le monde eût agi de même !... L'oubli était à l'ordre du jour !... Personne ne se souvenait plus du passé !... Quarante-quatre ans de paix avaient suffi à effacer tous les souvenirs ! (A madame de Bellegarde.) Voyons, Madame la Comtesse : vous, veuve du Major Pierre de Bellegarde... un de nos héros du 70... vous, qui l'avez vu tomber victime de l'infâmie d'Outre-Rhin... avez-vous hésité à accueillir un Allemand dans vos salons ?

Mme de BELLEGARDE, pensive.

Hélas ! vous n'avez que trop raison !... (Très émue à ce souvenir.) Mon mari venait à peine de partir pour la frontière, qu'on m'annonça qu'il avait été mortellement blessé !

MARGUERITE.

Que de larmes nous coûtent des pareils souvenirs !

Mme de BELLEGARDE, toujours très émue.

Je courus à son chevet... J'y arrivais juste pour recueillir son dernier baiser et un mot : « Je meurs assassiné » !

(Elle pleure.)

Mme de SALNEUVE et MARGUERITE.

Assassiné ?

HÉLÈNE, à Mme de Salneuve et à Marguerite.

Le Général lui-même porta la chose à la connaissance de notre Ministère de la Guerre... Au-

cours d'une exploration d'avant-garde, le Comte réussit à capturer quelques prisonniers... Parmi eux, un officier en appela à son esprit chevaleresque pour obtenir que son épée lui fut laissée. Le Comte ne crut pas devoir refuser ; mais, comme il tournait le dos, le Prussien lui porta avec cette arme un coup terrible !

MARGUERITE et Mme de SALNEUVE.

(Exclamations diverses : « L'horreur ! Le monstre ! Le fourbe ! »)

Mme de BELLEGARDE.

On le fusilla sur le champ ! Mais le Général, qui assistait aux derniers moments de mon mari, avait les yeux pleins de larmes en me disant : « Pour les Allemands, la guerre n'est qu'infâmie et traîtrise !... Ah ! si, du moins, la France pouvait s'en souvenir ?... Mais, chez nous, la générosité prime tout !... On finira encore par oublier ! »

Mme de SALNEUVE.

Malheureusement, il voyait juste !... Bien que les abominations des Allemands aient pesé lourdement sur nous tous, quelques années s'étaient à peine écoulées que les relations se renouaient... Nous ne leur ménagions même pas notre admiration !

MARGUERITE.

C'est inconcevable !

HÉLÈNE.

Au bout de quarante ans, qui donc aurait encore pu songer... ?

MARGUERITE.

Surtout, qui l'aurait osé ?... J'en parle savamment... A part quelques familles, où le souvenir des atrocités subies se transmet comme un legs sacré... si loin de l'année terrible, notre génération n'écoutait plus que ceux qui, sincères ou non, prêchaient et proclamaient la fraternité des peuples et l'oubli des haines !

HÉLÈNE.

Eh ! bien, Madame la Comtesse, je vous demande pardon... mais soit dit sans vous offenser... où étiez-vous donc alors ? Avez-vous élevé la voix pour signaler le danger ?... Au lieu de vous confiner dans votre deuil et votre solitude, n'était-ce pas votre devoir de nous crier : « Casse-cou » ? De nous tirer de notre aveuglement et d'une confiance que le passé, toujours si vivant à vos yeux, condamnait si bien ?... Certes, de temps en temps, il vous arrivait de constater et de déplorer les progrès de ce rapprochement !... Que d'Allemands partout, dans le monde des affaires, dans nos usines, nos administrations, nos salons même ! (Aprement.) Que de mariages avec eux, dans toutes les classes !... Ah ! du moins, j'aime à croire qu'en face des sourires, des lazzis récoltés par ceux qui s'avisaient de trouver à redire à ce nouvel état d'esprit — retardataires, va ! — vous preniez quelquefois leur défense ?... L'avez-vous fait, Madame la Comtesse ?

Mme de BELLEGARDE, avec chagrin.

Ah ! ne décuplez pas mes remords !

HÉLÈNE.

A quoi bon maintenant que tout est consommé ?... Tout de même, après cet aveu, vous croyez-vous encore le droit de priver une Fraançaise... induite en erreur par la faute de tous... de se laver de cette contamination ?... A cette heure, songez combien de vos compatriotes ressentent, comme moi, l'amertume d'avoir lié leur sort à celui d'un Allemand !... N'est-ce donc pas assez de leur existence brisée, de leurs espérances anéanties, de ce réveil si cruel... pour le punir d'une faute inconsciente, sans... par surcroît de cruauté... prétendre les reléguer comme des pestiférées et leur interdire... peine horrible entre toutes !... de se dévouer au chevet de nos frères douloureux ?... N'est-ce pas assez de rougir de notre amour et de voir nos foyers détruits ?... Faut-il encore nous pousser aux dernières limites du désespoir, en nous empêchant de nous relever... de nous délivrer ?

Mme de BELLEGARDE, se levant.

Vous avez dit le mot : « Vous délivrer ! » Allons, écoutez !... Le député Brichaut se propose de présenter à la Chambre un projet de loi qui, sans autre formalité, permettra d'accorder le divorce à toute Française alliée à un Allemand qui en fera la requête. Mais il présume qu'une pétition de femmes, dans ce cas, appuierait beaucoup son projet...

HÉLÈNE.

Je la signerai aujourd'hui même ! (A Mme de Salneuve.) Avant de vous envoyer ma démission, n'est-ce pas, Madame ?

Mme de SALNEUVE, se levant et lui tendant la main.

Oh ! chère collègue !... A présent que j'ai entendu vos explications, pouvez-vous croire ?

HÉLÈNE, avec effusion.

Merci !

Mme de BELLEGARDE, à Hélène.

Ah ! pauvre et malheureuse femme ! Nulle n'est plus digne que vous d'arborer sur sa poitrine le saint emblème de la Croix-Rouge !.

(Elle l'embrasse.)

HÉLÈNE, très émue.

Ah ! merci... Vous aussi... merci !

Mme de SALNEUVE.

Nous espérons vous retrouver sans retard au siège de notre « Œuvre des Grands Blessés ».

Mme de BELLEGARDE.

Oui, à bientôt !

(Serrements de mains, effusions. — Mme de Bellegarde et Mme de Salneuve se retirent.)

SCÈNE V

HELENE, MARGUERITE

HÉLÈNE, après avoir refermé la porte sur ses visiteuses, se retourne vers Marguerite.

Eh bien ?

MARGUERITE, avec joie.

Eh bien, victoire !... Ah ! tiens, tu l'as bien méritée !...

(Elle l'embrasse.)

HÉLÈNE.

Vrai, je ne m'attendais guère à une si heureuse journée !... Je me sens revivre !

MARGUERITE.

Allons, va t'habiller !... Tes blessés t'attendent.

HÉLÈNE.

Tu as raison... il ne faut pas les oublier !... Dix minutes, et je suis prête !... Tu m'accompagnes, n'est-ce pas ?

MARGUERITE.

Bien entendu !

(Hélène exit. — Marguerite remet son chapeau, ses gants. — Marthe entre, au fond, après avoir frappé.)

SCENE VI

MARGUERITE, MARTHE

MARTHE, cherchant Hélène du regard.

Madame ?

MARGUERITE, se retournant.

Madame s'habille !... Vous lui voulez ?

MARTHE.

Il y a là un monsieur qui ne veut pas dire son nom, et insiste pour être reçu de suite.

MARGUERITE.

Ah ?... (A part.) Qu'est-ce donc encore ?... (Haut.) Il en a une santé, celui-là, de se présenter ainsi ? (Elle hésite, puis :) Bah ! Faites entrer.

(Marthe sort; puis introduit von Straulitz, déguisé, méconnaissable, cheveux gris, lunettes bleues, etc... — A la vue de Marguerite, il réprime mal un geste de surprise et d'hésitation: — puis, réagissant aussitôt, s'avance vers elle, cependant que Marthe se retire.)

SCENE VII

MARGUERITE, WILHELM

WILHELM, sans accent, et feignant de se méprendre.

Madame de Laroche... ?

MARGUERITE, répondant au salut.

Non, Monsieur ! Prenez place, je vous prie... Madame de Laroche sera à vous dans un instant. Je vais la prévenir...

(Elle s'incline et sort.)

SCÈNE VIII

WILHELM, SEUL ; PUIS HELENE

WILHELM, les yeux sur la porte qui vient de se refermer.

Marguerite Vernier... la meilleure amie de ma femme !... Elle ne m'a pas reconnu, heureusement !... (Il se lève, va à la glace, soulève ses lunettes, arrange sa perruque; puis, ricane.) D'ailleurs, qui songerait à me reconnaître ?... Le policier le plus expert s'y tromperait ?... et Hélène elle-même...

(Il avise le *Matin*, resté sur le guéridon, s'en empare; mais, trop nerveux pour lire, le rejette aussitôt, tressaille en entendant des pas s'approcher ; et, pour se donner une contenance, va s'adosser à la cheminée. — Hélène entre, enveloppée dans un grand manteau.)

HÉLÈNE.

Monsieur, je vous demande pardon de vous avoir fait attendre. J'allais sortir !... (Courte pause.) Puis-je savoir à qui j'ai l'honneur... ?

WILHELM se débarrasse de ses lunettes et de sa perruque, qu'il jette sur la table: — puis lui ouvre les bras et, d'une voix émue :

Hélène !

HÉLÈNE, avec un haut-le-corps.

Toi ?... Vous ? !

WILHELM, s'avançant vers elle.

Hélène... ma chère femme... ma femme adorée !

HÉLÈNE, reculant avec horreur.

Vous ?... Vous ici ?... Vous osez... ?

WILHELM.

Risquer ma vie pour te revoir, oui !... Je croyais te retrouver dans notre nid d'Auteuil... C'est là qu'on m'a donné ta nouvelle adresse. (Avec une hâte fébrile.) J'ai un faux passeport au nom d'un

commerçant américain... Du reste, je crois qu'il serait plutôt difficile de me reconnaître !... N'empêche... on ne sait jamais !... Ne nous attardons pas !... Filons !... Viens ! (Il fait le geste de remettre perruque et lunette, se ravise et tend les bras à Hélène.) Ah! mais, d'abord, sur mon cœur... un baiser, vite... un baiser, mon adorée !

(Elle lui échappe, court à une sonnette; et, le doigt sur le bouton, s'apprête à appeler.)

HÉLÈNE, froidement.

Retirez-vous... ou j'appelle !

WILHELM, stupéfait et s'arrêtant.

Quoi ?

HÉLÈNE.

Entre vous et moi, il n'y a plus rien de commun,... rien ! Vous entendez ?... (Lui montrant la porte). Allez-vous en !... Partez !... ou je vous dénonce... je vous fais arrêter !

WILHELM.

Ah ! ça, mais... tu deviens folle !... Me dénoncer, toi ?... Toi, mon Hélène tant aimée ?... Mon Hélène... ma femme... ma chère femme, qui me jurais un amour éternel ?... Me dénoncer ?

HÉLÈNE.

Votre femme ?... Moi ?... Ah ! non ! non ! non !

WILHELM.

Tu dis ?

HÉLÈNE.

Je dis que je ne suis plus votre femme... nous ne sommes plus rien l'un pour l'autre !... Il n'y a plus ici qu'une Française, accablée par l'épreuve que traverse sa Patrie... une Française qui souffre de toutes les souffrances sur lesquelles, chaque jour, elle se penche... et qui ne saurait plus avoir rien de commun avec l'Allemand que vous êtes !

WILHELM.

Qu'importe ?... Qu'importe ?... Française ou non, tu n'en es pas moins ma femme... ma femme, à moi... la mienne... et tu ne saurais ainsi effacer de ta mémoire les heures où, lèvres contre lèvres, poitrine contre poitrine, nous avons goûté les plus folles extases !... La femme vit par son amour !... Le renier, c'est se renier elle-même... se suicider... Oh ! je comprends, pour le moment, tu n'écoutes que ta haine contre la race ennemie... mais cette haine n'est que passagère !... Le calme revenu, tu te ressaisiras... et, plus fort que tous les préjugés, l'amour revivra... vainqueur !

HÉLÈNE.

Vous vous trompez !... Mon amour est mort... bien mort !

WILHELM.

Jamais !.

HÉLÈNE.

Jamais ?... Mais ce que vous m'inspirez en ce moment, n'est plus ni haine, ni amour... et les supprime pour toujours ! J'ignore tout, assurément, de la mentalité des Allemandes ; mais je connais... je connais bien celle des Françaises !... En nous, femmes, le don de soi-même crée des liens bien plus mystérieux et tenaces que chez l'homme auquel nous nous donnons... L'homme préfère, la femme aime !... Tenez, nous pouvons arriver jusqu'à aimer... encore, l'homme qui devient... l'ennemi, en accusant la destinée d'armer son bras contre nos frères ! Et je vais plus loin !... Si alors, nous cessons de l'aimer, si notre amour se change en haine,... nous pouvons, nous, les femmes... conserver, au moins, un souvenir, que nous n'osons pas effacer !... Misère du cœur !... Haine qui est toujours l'ombre de l'amour !... Mais il faut pour cela que les actes de celui que nous avons aimé ne s'imposent pas à nous soudain comme des crimes fatals, des lâchetés sans nom !... Comprenez-vous... comprenez-vous ?... Oui, la guerre excuse bien des crimes passionnels et aveugles... mais non des brutalités abominables et préméditées : non pas des actes comme celui que vous avez commis à Roubaix !

WILHELM, surpris.

A Roubaix... ?

HÉLÈNE.

A Roubaix, oui !... (Prenant le *Matin* sur le guéridon et lui désignant l'article.) Il ne vous suffit pas de tuer, de piller, de violer les femmes, de massacrer les vieillards et les prêtres !... Vous poussez le raffinement jusqu'à torturer vos prisonniers, en insultant l'enfance !

WILHELM, repoussant le journal.

Hélène, voyons, Hélène !...

HÉLÈNE, d'une voix sourde.

Assez !... Assez !... (D'un geste large, elle écarte son manteau, montre sa blouse d'infirmière avec la Croix-Rouge sur la poitrine.) Voyez, je suis Française !... Je vais soigner vos victimes !... (Elle lui désigne sa perruque, ses lunettes.) Reprenez votre déguisement... nous n'avons plus rien à nous dire !... (Partagé entre la peur et son affection déçue, il hésite, puis se décide. — Elle lui montre la porte.) Allez-vous-en !... Allez-vous-en ! (En allant vers la sonnette toute frémissante.) Si non, je vous dénonce !... Entendez-vous ?... Vous me faites horreur !... Je vous hais... je vous hais... je vous hais !

CAMILLO A.-TRAVERSI.

LA CRISE SOCIALISTE OUTRE-RHIN

La crise socialiste n'a pas commencé outre-Rhin à la fin du mois de mars 1916, et le discours de Haase sur le budget provisoire n'en a pas marqué le point de départ. Seuls ceux qui n'avaient pas suivi la formation, puis l'aggravation des dissidences dans la Social-Démocratie, ont pu attribuer à cette manifestation une importance historique. Je ne veux point contester la valeur morale et même pratique de l'acte. Mais la crise est de beaucoup plus ancienne origine. Elle remonte à de longs mois. Haase a exprimé des idées, formulé des critiques qu'on retrouverait aussi bien dans d'autres discours prononcés plus d'une année auparavant. Liebknecht, a été censuré par la fraction parlementaire dès le mois de février 1915, où 58 membres se levaient contre lui, alors que 33 refusaient de s'associer à l'ordre du jour de blâme. A la même date, Haase déjà sortait de la majorité avec une certaine franchise d'attitude... Mieux, et ceci n'a pas été remarqué suffisamment, Scheidemann qui, le 24 mars, a désavoué l'ancien président du groupe, disait en décembre 1915: « il n'y a pas de vaincus dans cette guerre ; ce sont les ennemis de l'intérieur qui veulent poursuivre la campagne; le peuple préfère du pain ». Ces paroles n'étaient pas beaucoup moins subversives que celles qui mirent l'Allemagne officielle et le monde en émoi treize semaines plus tard. Il est vrai — et l'on ne pouvait s'y tromper, — que les intentions de Scheidemann n'étaient pas identiques à celles de Haase. Mais c'était le passé des deux hommes, et non le texte de leurs harangues qui entrait en compte, pour différencier leurs points de vue.

La crise socialiste allemande, (et à mes yeux les conséquences de cette crise débordent les limites de la Social-Démocratie), ne s'est pas ouverte avec la dernière session du Reichstag : elle continue ; elle s'accentue. Il y a un fait nouveau. Jusqu'ici les tendances étaient en lutte dans le groupe du Reichstag, mais elles s'accommodaient tacitement du voisinage prolongé : le 24 mars, le groupe s'est coupé en plusieurs tronçons, et rien ne prouve que cette désagrégation soit arrivée à son terme.

Reprenons l'historique des événements. Jamais la Social-Démocratie, en dépit de sa discipline extérieure et de son organisation, n'a connu l'unité absolue. Cette unité absolue eût été sa mort au surplus, car la vie d'un parti d'attaque sociale et de rénovation est faite des controverses internes et des antagonismes de tendances; elle s'abolit du jour où la pensée se fige et où un dogme rigide, intangible s'impose à tous les adhérents.

De longue date Outre-Rhin, les réformistes et les marxistes purs se sont livré combat dans les congrès. On se rappelle la véhémente joute de Bernstein et de Kautski. Les réformistes, condamnés par plusieurs motions successives, ne s'avouèrent jamais vaincus ; ils reprirent l'offensive avec une vigueur toujours renouvelée. Théoriquement le parti repoussait leurs thèses ; pratiquement il s'en laissait peu à peu imprégner, la disparition des vieux lutteurs des premières années ouvrant la route à ceux qui n'avaient pas souffert des persécutions bismarckiennes, et qui eussent volontiers substitué au socialisme doctrinal un parti de démocratie sociale, enclin aux compromis.

Ce fut à la faveur du réformisme, que l'impérialisme se glissa dans la Social-Démocratie. Il y trouva d'abord des adeptes timides, puis des adhérents notables et déclarés. Quelques exclusions prononcées avec solennité demeurèrent stériles. A la veille de la guerre, il se rencontrait déjà des écrivains dans le parti, pour admettre que le socialisme se développerait plus aisément et plus rapidement dans une « plus grande Allemagne ». Ceux-là rejoignaient le pangermanisme; mais nul ne pouvait encore, et nul ne pourrait même aujourd'hui mesurer la trouée que leurs idées avaient faite dans les masses. Réformistes et impérialistes se recrutaient surtout, — en dehors d'un petit cercle intellectuel, parmi les conducteurs de syndicats, présidents, secrétaires, journalistes, ce qui n'impliquait pas que les syndicats fussent dévoués à leurs vues. Nous ne connaissons pas mieux la pensée profonde des ouvriers affiliés aux grandes Fédérations que celle des militants socialistes : ni les uns ni les autres n'ont été consultés.

Les réformistes et les impérialistes constituaient la droite du parti : il y avait au demeurant, des degrés dans le réformisme comme dans l'impérialisme. Les individualités dirigeantes de ces deux groupes et qui servaient souvent de traits d'union entre eux, n'étaient pas nécessairement celles qui ont entraîné le groupe parlementaire et le comité central du parti dans une tutelle officielle avilissante, Scheidemann, avant juillet 1914, siégeait plutôt à gauche ; Bernstein qui a pris position avec Haase, et de très bonne heure, contre la politique gouvernementale, était l'un des leaders du réformisme, — sinon le plus instruit et le plus qualifié d'entre eux. La crise présente ne saurait donc être tenue pour l'aboutissement des crises d'ailleurs beaucoup moins graves

— dans l'ordre national comme dans l'ordre international, — des premières années du xxe siècle. J'ai voulu simplement rappeler que jamais la Social-Démocratie n'avait réalisé l'unité intégrale, qu'on lui prêtait en certains milieux.

Dès le 4 août, — nous le savons maintenant par les polémiques acerbes que Haase a engagées avec ses détracteurs, — il y avait sur la légitimité de la guerre des dissidences assez sérieuses dans le groupe social-démocrate, Haase a prétendu, dans plusieurs lettres ou articles, que s'il avait lu au Reichstag, en cette journée solennelle la déclaration du parti en dépit de ses scrupules personnels, c'était sur une injonction catégorique de ses collègues ; vainement, étant lui-même président de la fraction, il avait demandé à Scheidemann de le suppléer en cette occurrence. On peut discuter son attitude ; on peut se demander si ses scrupules n'auraient pas dû l'entraîner à un refus formel : mais quant au reste, il n'est aucune raison de rejeter son témoignage. Il y avait donc au moins un député, le 4 août, qui ne s'était pas laissé convaincre par les allégations tranchantes du chancelier : selon toutes apparences, il n'était pas le seul. En tout cas, nouus savons que l'homme qui a provoqué le scandale parlementaire du 24 mars, s'était dès le début soustrait au courant, auquel cédaient la majeure partie, l'immense majorité des élus social-démocrates. Il n'affirma pourtant ses sentiments en public que beaucoup plus tard, en février 1915, à la date même où Liebknecht, plus véhément, plus impulsif, tenait les propos anti-impérialistes et anti-gouvernementaux qui lui valaient la censure des autres représentants social-démocrates. Après Haase et Liebknecht, ce fut Ledebour qui libéra sa conscience pour reprendre un mot connu. Ce fougueux orateur, que les purs politiciens du parti, es Heine, les David, etc..., tenaient pour un maadroit et pour un dissident de nature, reconnaissait en plein Reichstag — (c'était en mars 1915 — que l'Alsace-Lorraine inclinait à retourner à la nationalité française : Scheidemann, — chez qui ce geste allait devenir habituel —, désavouait Ledebour pour calmer le tolle pangermaniste. Mais il ne pouvait empêcher Liebknecht et Ruhle, député saxon, de refuser les crédits de la guerre, et 30 autres membres de s'abstenir.

Haase, Ledebour, Liebknecht, Ruhle ont parlé ou agi : ils ne cesseront de parler ou d'agir, et en mai 1915, Haase prononce cette phrase mémorable : « le vote des dépenses militaires, le 4 août, a été la faillite du socialisme allemand ». Mais Bernstein sort à son tour de son effacement volontaire, et après avoir écrit quelques articles, où il montre que les buts de la guerre ne sont plus défensifs (c'était l'affirmation primitive de Bethmann-Hollweg) et que leur caractère expansionniste est indubitable, il signe avec Haase et Kautski un manifeste retentissant. C'est un appel à la réflexion, donc à la critique des gestes accomplis, adressé à la Social-Démocratie. En même temps paraît l'autre manifeste (juin 1915) où les 200, qui deviennent les 500 et les 800, reprochent à la fraction parlementaire de n'avoir pas flétri la violation de la neutralité belge. C'est un peu tard, dira-t-on, et la protestation eût été plus éloquente, si elle était survenue dix mois plus tôt : mais mieux vaut tard que jamais. Une portion du Comité directeur social-démocrate approuve les deux manifestes, qui sont reproduits avec faveur par deux des journaux les plus importants du parti : le *Vorwaerts* et la *Gazette Populaire de Leipzig*.

La dissidence gagne, et rapidement. Ce qui le prouve, ce sont les polémiques qu'engagent entre elles les feuilles socialistes, grandes ou petites, de ville à ville ; ce sont les délibérations que prennent les comités des circonscriptions électorales. Il y a mieux : le 16 août 1915, le comité directeur et la fraction parlementaire tiennent une séance commune pour statuer sur les buts de la guerre. Ils sont saisis d'une motion David (droite impérialiste du parti) et d'une motion Bernstein (gauche doctrinaire et antiannexionniste) et formulent quelques votes expressifs. 111 voix se prononcent contre la possibilité du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, mais 21 l'admettent ; 141 voix — l'unanimité — repoussent toute politique de conquête ; 135 opinent contre 2 en faveur du « rétablissement » de la Belgique et quand Liebknecht, dénonçant l'équivoque de cette formule, invite l'Assemblée à réclamer la libération à la fois politique et économique de ce pays, il recueille 50 bulletins contre 90. L'unité intellectuelle du parti, en ce qui concerne les fins de la guerre et la conception des droits des peuples, est donc bien brisée dès ce moment.

On ne conçoit pas la surprise, que les séances de décembre 1915 au Reichstag ont suscitée dans l'opinion européenne ; elles étaient préparées par les incidents antérieurs, comme elles ont préparé elles-mêmes, avec d'autres incidents intercalaires, la séance de mars 1916. Je rappelle les faits pour éclairer la discussion. Scheidemann et Landsberg étant désignés pour parler au nom de la majorité du groupe social-démocrate, Haase se lève au nom des dissidents et refuse de se solidariser avec la politique annexionniste préconisée par le leader catholique Spahn. Liebknecht, le

même jour (9 décembre), qualifie de mensonge, l'unité morale de l'Allemagne. Le 21, Scheidemann acceptant le vote des crédits de guerre, Geyer les combat : il se trouve 20 députés social-démocrates, dont Haase, pour les repousser, et 24 autres pour s'abstenir. Le soir même, la fraction spécialement convoquée blâme la minorité par 63 voix contre 15 et rejette sur cette minorité la responsabilité de tout schisme éventuel : alors Haase abandonne la présidence de la fraction. Les manifestes se répondent les uns aux autres ; la crise prend un tour d'extrême acuité du nord au sud de l'Allemagne socialiste : il n'y aura pourtant pas encore de rupture.

Le 11 janvier, Ruhle au cours d'une conférence à Pirna, déclare que la scission est inévitable dans le groupe parlementaire d'abord, dans le parti ensuite. Le 12, le groupe prononce l'exclusion de Liebknecht et cinq jours plus tard, Ruhle pour marquer son accord avec le député de Potsdam s'exclut spontanément. Ainsi la fraction s'est déjà appauvrie de deux membres, mais ces deux précurseurs, sont loin de disposer dans l'organisation social-démocrate de l'autorité d'un Haase ou d'un Bernstein.

Le Reichstag est clos, et le chancelier ne le convoque que de trois mois en trois mois pour avoir de l'argent : mais le Landtag de Prusse siège. Pour y être peu nombreux — ils sont 10 en tout, et le mode de scrutin n'est pas fait pour favoriser leur entrée, les socialistes n'y renoncent point à la parole. Le 18 janvier, Liebknecht lance à la droite cette apostrophe, qui fait scandale dans une assemblée soigneusement triée et quasi « introuvable » : « le sang de la guerre retombera sur vous » ; le 21, Hirsch tonne contre les annexions : il réclame le rétablissement de la Belgique dans son intégrité et son indépendance ; il invite Bethmann-Hollweg à donner à ce pays toutes les réparations requises. En février, Strœbel demande une prompte paix, exclusive de conquêtes pour l'Empire ; et Hofer provoque un bruit effroyable en disant qu'on « force les travailleurs à se battre ». En mars, au Landtag toujours, Liebknecht prononce deux nouveaux discours, l'un d'eux contenant la phrase fameuse : « les bombes et les gaz asphyxiants, voilà votre civilisation. »

On conçoit que les majoritaires, — qui ne sont pas la majorité à la Chambre Prussienne dans le groupe du parti, — s'élèvent dans la presse contre ces propos compromettants à leurs yeux. Leurs principaux organes, ceux de Hambourg, de Francfort et de Chemnitz formulent de véritables excommunications, et comme le journal central de la Social-Démocratie, le *Vorwaerts* cache de moins en moins ses sympathies pour les dissidents, il reçoit sa bonne part d'attaques : on le menace de lui retirer tout crédit moral en le remplaçant par une « correspondance ». Mais il tient bon, et il reconnaît, pour exaspérer ses adversaires, que la situation des socialistes français dans cette guerre est très différente de celle des socialistes allemands.

On peut deviner, à ces controverses préliminaires, que des incidents graves se produiront à la rentrée du Reichstag. Les temps sont révolus. La cohabitation est désormais impossible entre la gauche et la droite de la fraction. Le discours de Haase — le 24 mars, — ne comporte rien qui n'ait été déjà dit. Il affirme que l'Europe court à sa ruine, que l'Allemagne a soif de paix, que l'Empire n'a plus chance d'être victorieux : de telles idées avaient déjà été émises, même par des majoritaires. Scheidemann et Keil, désignés comme orateurs officiels, désavouent leur collègue non mandaté ; d'autres désaveux de même ordre avaient déjà frappé d'autres membres de la fraction. Heine et David invectivent en séance leur ancien président ; Ledebour et Liebknecht avaient déjà subi le même traitement. En réalité, la rupture s'est produite ce jour-là, parce que la puissance des dissidents grandissait, et que la majorité en frappant un coup, croyait paralyser un mouvement dont elle percevait le péril.

Haase et 17 de ses collègues s'étaient prononcés contre les crédits provisoires. Le soir même la fraction parlementaire siégeait et dans de longs considérants, où elle rappelait entre autres le blâme déjà infligé par elle, le 12 janvier, à son ex-président, la majorité essayait de justifier cette décision: « Haase et ceux des membres du groupe qui violent brutalement les résolutions prises en commun et qui les contrecarrent publiquement, ont encouru la perte des droits résultant de leur adhésion au groupe ». La motion était adoptée par 58 voix contre 33 et 4 abstentions.

Séance tenante, les 18, « privés désormais de la faculté de remplir les devoirs qui leur avaient été imposés par l'élection », annonçaient la création de l'*Union du travail social-démocrate*, dont les trois présidents étaient Haase, Dittmann et Ledebour.

Quinze autres députés formulaient à leur tour une déclaration, où ils disaient s'être abstenus au Reichstag, lors du vote du budget, pour marquer leur opposition, comme dans la fraction elle-même, lors du débat sur les dissidents. La privation de droits, dont Haase et ses amis avaient été frappés, équivalait en effet à une exclusion.

et celle-ci ne ressortissait qu'aux congrès généraux du parti.

Ainsi qu'il était naturel, les incidents du 24 mars provoquèrent dans la Social-Démocratie de violentes controverses. La majorité accusa la minorité de travailler pour l'étranger et Bernstein rejeta cette imputation dans un article du *Vorwaerts*. Les journaux des tendances diverses redoublèrent de vivacité dans les polémiques. Les comités de cercles se prononcèrent pour ou contre Haase, qui renonça à la présidence du parti. Le comité directeur et le groupe parlementaire officiel flétrirent en plusieurs appels, — auxquels il fut répondu, — l'indiscipline des 18. La rupture consommée dans la délégation au Reichstag passionna, plus encore que la classe ouvrière — celle-ci étant en grande partie au front —, la presse conservatrice, catholique, libérale qui cherchait à entrevoir les conséquences possibles — les profits éventuels —, de l'acte.

A la date où j'écris — au milieu d'avril — la représentation au Reichstag de la Social-Démocratie, qui se glorifiait jadis de sa belle façade unitaire, est coupée en 4 morceaux. Il y a d'abord le gros du parti qui s'est rassemblé autour de Scheidemann et d'Ebert. La *Gazette populaire de Leipzig*, qui crible de ses épigrammes acérées ce groupement quelque peu hétérogène, prétend y distinguer huit ou neuf subdivisions assez tranchées, mais je n'ai point l'intention de la suivre dans ses classifications un peu hasardeuses. Il y a la minorité de Haase, qui a refusé le budget et qui prétend faire revivre la doctrine traditionnelle ; il y a les 15 qui se sont abstenus, qui pourraient paraître indécis, et qui en réalité inclinent vers Haase ; il y a enfin Liebknecht et Ruhle, qui font bande à part, estimant les 18 encore trop modérés dans leurs exigences. Mais pour simplifier, on peut écrire que 75 députés se rangent d'un côté et 35 de l'autre.

Où est la véritable majorité, je veux dire la majorité de la Social-Démocratie ? Nous l'ignorons. Rien ne prouve que Scheidemann, Ebert, David, Heine, etc., comptent plus de partisans dans la masse des cotisants — (ceux-ci étaient plus d'un million avant la guerre), — que Liebknecht, Haase et Bernstein. Déjà en décembre, on avait calculé que les dissidents représentaient plus de suffrages électoraux que leurs adversaires. La presse socialiste est divisée ; les fédérations sont coupées en deux, en sorte qu'il est impossible de désigner les maîtres de l'heure. Un congrès national qui en d'autres circonstances aurait eu qualité pour trancher le différend, verrait aujourd'hui sa sentance contestée, — car la mobilisation a emporté la plupart des militants du premier degré : — et le gouvernement au surplus, ne tolérerait probablement point un débat qui risquerait de mal tourner pour son propre prestige.

Mais un autre problème se pose : le schisme du groupe au Reichstag gagnera-t-il le parti ? Celui-ci se brisera-t-il à son tour en deux ou plusieurs tronçons ? Et la Social-Démocratie reverra-t-elle les temps où Eisenachiens et Lassalliens luttaient les uns contre les autres ? Il ne semble pas que pour le moment, et si paradoxale alors que se révèle la situation, l'unité apparente de l'organisation doive périr.

La majorité ne recherche pas la scission totale : elle l'écarte pour des raisons morales : elle redoute d'être rejetée à droite, d'apparaître à une portion du prolétariat comme une faction réactionnaire, et d'être désormais accolée aux progressistes qui acceptent et l'Empire à titre définitif et la structure sociale présente. Il est certain que Scheidemann et beaucoup d'élus de l'Allemagne du nord nourrissent cette crainte, si elle n'est pas partagée par les députés du sud. Certaines raisons matérielles aussi incitent les majoritaires à défendre l'unité de l'organisation : ils ne souhaitent ni perdre aux élections des voix qui sont indispensables à leur succès et qui iraient aux dissidents, ni sacrifier des cotisations qui grossiraient un autre trésor.

La minorité dans son ensemble, — mais pour d'autres motifs, — n'est pas plus favorable à la coupure de l'organisation unique en deux ou trois groupements. Bernstein, à cet égard, a exposé clairement ses vues et le *Vorwaerts* lui a exprimé son entière approbation. Les 18 ou les 33 ou les 35, selon que l'on adopte telle ou telle classification, ne connaissent pas exactement leurs forces, et selon toute prévision, ne pourront les évaluer qu'une fois la guerre terminée. Ils n'ignorent pas que leur propagande publique est maintenant paralysée et que par suite ils ne combattraient pas à armes égales avec les majoritaires. Quant à la propagande discrète, qui s'opère d'homme à homme, rien ne les empêche de l'exercer dans les sections unitaires, où leurs adhérents continuent à vivre auprès des adhérents du réformisme plus ou moins impérialiste. Ils sont en droit d'espérer que grâce à cette diffusion méthodique et prudente de leurs idées, grâce aussi à la détresse économique qui pèse lourdement sur le prolétariat, ils réussiront, à la veille de la apix, à conquérir le gros des cotisants.

Au surplus, quelque divisés que soient les majoritaires et les minoritaires sur certaines questions fondamentales, ils restent forcément liés sur

d'autres à peine moins importantes, celle des impôts nouveaux, par exemple. Un parti demeuré unitaire peut continuer à donner une même impulsion aux deux fractions — ou aux trois ou aux quatre — de sa représentation parlementaire. La réalité politique a déjà offert des contradictions plus choquantes...

Si je ne me trompe, cette situation paradoxale doit mieux servir Haase, Bernstein et Liebknecht que leurs adversaires. La dissidence, dans la Social-Démocratie, a toutes chances d'augmenter ses forces numériques et son autorité morale : le temps et les événements intérieurs et extérieurs travaillent pour elle. La *Gazette Populaire de Leipzig* estimait, au début d'avril, que 25 députés étaient prêts à se détacher de la majorité pour aller à la minorité parlementaire, qui alors ne serait plus la minorité. Ce serait le signe, qu'une évolution très profonde s'est élaborée dans les masses populaires : car là-bas comme partout, les élus suivent, ils ne créent pas les mouvements.

PAUL LOUIS.

LES DERNIÈRES BATAILLES EN MÉSOPOTAMIE

QUE VEULENT LES ANGLAIS ?

Avant que le canon ne tonnât devant Verdun, depuis plusieurs semaines l'intérêt principal de la guerre était concentré sur l'Orient. La marche victorieuse des Russes au Caucase, leur rapide avance en Perse, la progression moins vive des Anglais en Mésopotamie paraissaient plus intéressante que l'habituelle lutte de mines sur le front occidental. Si nous ne distinguons pas très bien le but des Russes depuis la prise d'Erzeroum, celui de nos alliés britanniques semble plus net. Les opérations militaires qui ont lieu dans cette partie du monde sont instructives à plus d'un titre et c'est d'elles que nous parlerons ici.

*
* *

Passons sous silence les causes de l'expédition anglaise ; presque toutes datent de la prise de possession par les Allemands du chemin de fer de Bagdad. Cette « campagne » d'influences où diplomatie et finance luttaient de pair, est trop connue pour qu'il soit utile d'y revenir. Voici l'exposé des faits de guerre en les plaçant dans leur cadre.

*
* *

La Mésopotamie est un des pays les plus anciens du monde. Il est essentiellement composé de deux plaines Irak Arabi, et Mésopotamie proprement dite, qu'enserrent l'Euphrate et le Tigre. Ces fleuves naissent tous deux au Caucase, s'éloignent l'un de l'autre, puis se rapprochent au niveau de Bagdad pour diverger encore jusqu'à leur confluent près de Korna. Là, réunis en un large cours, ils forment le Chot-el-Arab, qui se jette dans le Golfe Persique. Ainsi, nous nous trouvons en présence d'un gigantesque huit, dont la première boucle (Mésopotamie) est unie à la seconde (Irak) par l'isthme fluvial de Bagdad. Au point de vue des opérations militaires, tel est bien le renseignement primordial. C'est un fleuve qui fait vivre l'habitant et c'est lui aussi qui mène les Anglais vers Bagdad. Au mois de mai 1915 seulement, le Tigre et l'Euphrate sont devenus les auxiliaires de nos alliés. Après un bref rappel des premiers faits de la campagne, nous dirons en détail comment le général Townsend fut amené à être assiégé dans Kut-el-Amara. C'est là que réside aujourd'hui l'incertitude de toute l'entreprise.

*
* *

Dès octobre 1914, un corps expéditionnaire britannique fut constitué par le général Delamain dans l'île Bahrein. Il comprenait quatre régiments indous. Bientôt des transports amenaient ces effectifs au fond du golfe Persique. Le débarquement s'opère à Fao, dans le delta du Chot-el-Arab, le 7 novembre, sous la protection des canonnières *Odin*, *Espiègle* et *Sirdar*. Remontant le fleuve sur environ 50 kilomètres, le général Delamain occupe Saniych. Le 15 novembre, le général Sir Arthur Barrett rejoint la colonne avec plusieurs transports. Dès ce moment, les Anglais disposaient de sept régiments, trois batteries et quelques escadrons. La marche en avant reprit le 17 novembre, et la position fortifiée de Salsain fut emportée, au prix de 370 hommes. Les Turcs perdaient 2.500 hommes et 150 prisonniers dont trois officiers. Le 22 novembre, les troupes britanniques occupaient l'importante ville de Bassorah, évacuée depuis la veille par l'ennemi. Conquête précieuse, car Bassorah faisait 72 millions de commerce annuel en 1905 et 150 millions sept ans plus tard.

L'adversaire réfugié à Korna, au confluent du Tigre et de l'Euphrate, tenait une solide position défensive. Celle-ci emportée le 8 décembre après une habile conversion de nos alliés. Onze

cent soixante-treize prisonniers, dont 42 officiers et une dizaine de canons sont au pouvoir des Anglais.

A la suite de cet important succès la campagne subit un temps d'arrêt. Les colonnes britanniques s'établissaient dans de forts camps retranchés en vue d'opérations ultérieures. La lutte ne s'arrêtait pourtant pas : un contingent envoyé à Ahwaz, en Perse, sur le Karoun livra des combats continuels. C'est ainsi que le 3 mars 12.000 Turcs furent mis en déroute.

Après cette contre-attaque infructueuse à l'extrême-droite, l'adversaire porta son effort sur l'aile gauche. Les 11 et 12 avril, une division turque assaille violemment les camps retranchés de Korna mais en vain.

Ces actions secondaires terminent la première partie de la campagne. La seconde, la plus rapprochée de nous, prend un intérêt particulier avec les derniers événements. Tel est, à vrai dire, le véritable sujet de ces lignes.

Depuis des siècles, l'empire turc est voué au partage, et il n'est peut-être pas de nation européenne qui n'en convoite quelques lambeaux. L'Angleterre a jeté son dévolu sur la Mésopotamie. Les ressources pétrolifères de cette région, et la valeur stratégique de la *Bagdad Bahn* qui commande une des routes de l'Inde, expliquent ce choix. Aussi, voyant le succès de leur entreprise, nos alliés se décidèrent-ils à marcher plus de l'avant.

En examinant la géographie du pays, nous avons insisté sur ce fait qu'elle consiste en deux fleuves. Posséder ces deux voies, c'est par là même tenir le pays. Ainsi au Maroc, nous n'avons point encore tenté d'expédition dans l'Atlas parce que en occupant ses débouchés nous espérons obliger les tribus à se soumettre, quand l'hiver rigoureux les chasse vers les vallées.

Si le but de toute offensive peut souvent se résumer en un nom de ville, ainsi est-il permis de dire que l'objectif anglais était Bagdad. Or, Tigre et Euphrate y conduisent. Les effectifs anglo-indous insuffisants pour permettre à la fois une marche parallèle sur les deux fleuves, obligèaient à en choisir un seul. Tout naturellement, on décida de suivre le Tigre. Sa profondeur facilite à des bateaux calant 1 m. 20 de le remonter, alors que l'Euphrate ne porte que des chalands de 0 m. 75.

Pourtant, un autre élément intervenait encore. Un canal, le Chatt-el-Hoi réunit les deux grandes artères de Kut-el-Amara à Nasirieh. Supposez une colonne remontant le Tigre. Les Turcs disposent-ils librement du canal, rien ne sera plus aisé qu'une attaque de flanc ; au contraire, si nos Alliés en tiennent les deux extrémités, tous les combats seront de front, le manque d'eau obligeant les troupes à demeurer dans le voisinage du fleuve.

Voilà pourquoi une opération préliminaire fut décidée pour atteindre Nasirieh.

*
* *

Préparer une attaque fluviale dans une telle contrée n'est pas une petite affaire. La colonne est destinée à s'éloigner à des centaines de kilomètres de sa base. Se suffire entièrement à elle-même lui est donc une nécessité absolue. Toute une flottille comprenant des types de navires les plus divers fut organisée. On y voyait des steamers à roues pour les troupes ; des remorqueurs blindés et armés ; des chaloupes portant des canons de 127 millimètres ; des canonnières, et des embarcations servant au transport d'aéroplanes. La création de cette escadre en miniature montre une fois de plus combien la guerre aura exigé l'adaptation à des conditions nouvelles.

Le général Nixon fut chargé du commandement supérieur des opérations. La colonne de l'Euphrate, dont la tâche allait être brève était sous les ordres du général Gorringe. Le 4 juillet, un de ces régiments occupe Souk-el-Cheyouk. Continuant sa marche, le 25 juillet, la colonne emporte avec Nasirieh un butin important : 41 officiers et 692 hommes prisonniers, un canon lourd, 12 pièces de campagne, 2 de montagne et plusieurs mitrailleuses. En outre, 520 cadavres turcs furent enterrés ce qui permet d'estimer les pertes de l'ennemi à 2.500. Avec la prise de Nasirieh, la tâche du contingent Gorringe était terminée.

Quant à l'offensive sur le Tigre voici ce qu'elle fut. Afin de prévenir son action, trente mille Turcs environ attaquèrent les lignes anglaises d'Ahwaz et de Korna. Ils n'obtinrent d'autre résultat que celui de perdre 8.500 des leurs. Ce combat fut le plus sanglant dans la région du fort Chubaish. Là, tombèrent 2.550 Turcs. En outre, 525 prisonniers dont 6 officiers purent être évacués sur Bassorah. La retraite de l'adversaire se transforma rapidement en déroute. Douze de ses embarcations furent coulées, les Arabes se révoltèrent contre leurs alliés qui abandonnaient fourgons, automobiles et caissons. Le 17 avril, nos Alliés occupent Nakhaliah refoulant l'ennemi à 78 kilomètres de Bassorah.

Le terrain ainsi déblayé, il fallait attaquer. Le général Townsend en fut chargé.

Des communiqués extrêmement rares ne nous permettent pas de donner beaucoup de détails sur son action. Le 3 juin, la colonne Townsend emporte d'assaut Amara, grand entrepôt de riz de

6 ou 7.000 âmes. Deux mille prisonniers et un matériel de guerre considérable restaient entre les mains de nos Alliés. L'ennemi étant de la sorte rejeté d'une première et puissante position, il se rabat sur Kut-el-Amara (Villa des Princes). A la fin de septembre, le général Townsend y livra une bataille victorieuse sur laquelle nous possédons des données très précises.

*
* *

Kut est situé dans un boucle du Tigre comme Frise au milieu d'une boucle de la Somme. C'est là, d'ailleurs, leur seule analogie. Kut est une grande cité. Il faut aussi noter cette différence que le méandre de la Somme est ouvert au Nord, quand, au contraire, celui du Tigre l'est vers le Sud. En aval, le fleuve dessine une nouvelle boucle encore beaucoup plus étroite et il est dominé sur la rive septentrionale par trois marais perpendiculaires les uns aux autres, et séparés : « *Marais du fer à cheval* », de *Suwada*, et *n°* 3.

Les Turcs s'étaient solidement retranchés sur la rive méridionale, et entre ces marais qui couvraient leur aile gauche. La position avait été organisée par Nourreddin Pacha sous la direction d'officiers allemands. Les Turcs tenaient beaucoup à conserver Kut qui, nous l'avons vu, commande l'accès septentrional du Chatt-el-Hai

*
* *

Après avoir fait construire un pont de bateaux à Nakhailat, le général Townsend transporte sa division sur la rive nord. Il la partage en deux colonnes, 1 et 2. Le lendemain, la colonne « 2 » sous les ordres du général Fry atteint le « *marais en fer à cheval* » qu'elle bombarde avec vigueur. Une brigade de la colonne « 1 », du général Delamain exécute une feinte sur la rive méridionale, puis, remontant, au crépuscule, elle se dirige vers le « *marais de Suwada* » parvient à son point d'attaque le 28 septembre au matin.

La position turque était forte; la prendre de front aurait coûté des pertes sensibles. Il est d'ailleurs toujours préférable d'aborder l'ennemi par un mouvement tournant, ce qui permet alors d'occuper n'importe quelle tranchée quasi sans coup férir. Aussi, un contingent avec le général Houghton, tourna-t-il « *le marais n°* 3 » par le Nord et prit de revers le flanc gauche ennemi vers 8 heures. Au même moment, la colonne « 1 » après avoir avancé de 1.600 mètres se lance à l'assaut des positions ottomanes entre Suwada et « *le marais n°* 3. » Le 117e Mahrattes, appuyé par les Dorsets et des sapeurs emporte la première ligne en perdant 45 0/0 de ses hommes. L'arrivée du contingent Houghton permit d'emporter toute la position grâce, surtout, à l'héroïsme des Oxfords. Ceux-ci continuent à progresser vers le fleuve pendant que la colonne « n° 1 » se réorganise. L'infanterie et la cavalerie adverses furent successivement repoussées mais un feu d'artillerie violent obligea nos Alliés à se retirer un peu en arrière. Les troupes étaient éreintées par treize heures de combat ; après s'être reposées, à 17 heures, elles reprirent la marche en avant par le bord sud-ouest de Souwada.

Ainsi, pendant que la colonne « n° 2 », avec le général Fry attaquerait de front, les contingents Delamain-Houghton tenteraient une avance de flanc. Mais, tout à coup, parallèles à ces deux dernières brigades on découvrit cinq bataillons turcs avec 4 canons. Rapide comme l'éclair, faisant un demi-tour à droite, les soldats exténués chargent à la baïonnette et mettent en fuite l'ennemi épouvanté. La batterie tout entière fut prise. Déjà, il faisait nuit, et d'ailleurs, la fatigue n'eût pas permis de poursuivre les Turcs en retraite. Le lendemain, 29 septembre, la cavalerie indienne entrait dans Kut-el-Amara où 1.650 Turcs furent faits prisonniers. L'état du fleuve empêcha de rattraper l'ennemi qui se dirigeait vers Ctésiphon.

*
* *

Ainsi, la victoire souriait aux Anglais. Deux des principaux réduits de l'adevrsaire avaient été successivement emportés. La possession de Kut-el-Amara donnait au général Townsend toute sécurité pour son aile gauche. Il semble bien pourtant qu'il se soit arrêté jusqu'au mois de novembre. La frappante insuffisance de ses effectifs lui interdit de poursuivre la marche sans renforts nouveaux. Aussi, fût-ce seulement sur un ordre catégorique, semble-t-il, que le chef anglais reprit l'offensive.

Elle parut rencontrer d'abord un plein succès. Remontant toujours le Tigre, la colonne occupe l'un après l'autre Berguela, Azizié, et, le 19 novembre, Zeur. A ce moment là, commencent à se manifester les signes précurseurs d'une prochaine et importante bataille. Noureddin Pacha s'était retranché avec 4 divisions dans Ctésiphon. Cité antique construite par les Parthes Arsacides, elle grandit rapidement surtout sous le règne des Sassanides. Elle fut ravagée par Septime Sévère en 198. Il en reste cependant aujourd'hui quelques vestiges, par exemple, le palais de Chosroès-Nourchivan.

*
* *

Le 22 novembre, la division Townsend atteignait Ctésiphon. Passant aussitôt à l'attaque, elle emportait la première ligne ottomane. Huit cents prisonniers restaient entre ses mains. Mais cela coûtait cher aux Anglais : 2.000 hommes hors de combat. La colonne qui déjà n'était pas forte auparavant se trouvait ainsi plus affaiblie. Le 23 novembre, le commandement turc qui disposait de forces autrement considérables contre-attaqua, mais inutilement. Toutefois, le lendemain, nos Alliés durent se rapprocher du Tigre car l'eau manquait. Une tentative couronnée de succès leur livra cinq cents nouveaux prisonniers et c'est alors que le général Townsend put télégraphier : « J'ai gagné une bataille désespérée grâce au courage de nos troupes (1) ».

Dans la journée du 27, l'ennemi se replie sur Dialah. Malgré tout la situation était inquiétante. Des quatre divisions adverses, l'une avait bien été détruire ; mais, rien qu'en blessés, les pertes britanniques atteignaient 2.500 hommes. Devant la poussée furieuse des 3 divisions restantes, le chef anglais, quoique victorieux, se décide à la retraite.

Il commence à évacuer ses quelques seize cents prisonniers, puis, il redescend le Tigre. A la date du 30 novembre, les pertes totales anglaises étaient de 4.567 hommes ; encore, une action d'arrière-garde en coûta-t-elle 150. Deux canonnières seulement furent perdues, et, le 7 décembre, ayant par son habile marche en arrière sauvé sa colonne le général Townsend rentrait à Kut-el-Amara où il trouvait quelques renforts. Les 8, 9, 10 et 11 décembre les Turcs livrèrent des assauts multiples et sanglants contre la ville. Ils ne purent gagner un pouce de terrain, grâce à l'héroïque résistance britannique.

*
* *

Ainsi se trouvait assiégé dans Kut-el-Amara avec sa petite armée, un des plus valeureux chefs anglais. Comme on a pu s'en rendre compte d'après ce qui précède, il importait essentiellement de conserver cette position. Tant que nos Alliés la possèderont, ils seront pour Bagdad une menace constante. Aussi, quoique pouvant reculer plus loin, où il aurait trouvé des renforts, le général Townsend préféra-t-il s'arrêter à Kut où il demeure enfermé depuis le 7 décembre, c'est-à-dire durant plus de *quatre mois et demi !* La guerre de 1914-191... aura connu peu de sièges prolongés et jusqu'aujourd'hui tout au moins ceux de Przemyzl et de Kut sont les seuls qu'on puisse ajouter à la liste glorieuse.

Cependant, dès que la retraite de la colonne du Tigre fut connue, le secrétariat de l'Inde, dont, à ce moment dépendaient encore les opérations de Mésopotamie, se préoccupa de lui porter secours. Les effectifs concentrés dans la région de Bassorah étaient alors assez considérables pour que l'on put en prélever une partie. Une colonne, sous les ordres du général Aylmer, se réunit à Imam Ali Garbi, à 100 kilomètres environ de Kut et, le 6 janvier, elle quitta la ville en remontant le fleuve.

A ce moment, les Anglais se trouvent à *Sheik Saad* en présence de trois divisions ottomanes, commandées par Nair-el-Din.

La cavalerie anglaise par une habile conversion enveloppe l'aile droite ennemie, fait 550 prisonniers dont 2 officiers, et 2 canons de montagne. Le lendemain 7, la bataille continue avec la plus grande violence. L'ennemi était en forces : aussi ses positions ne purent-elles, cette fois encore, être emportées d'assaut. Malgré tout, un beau succès marqua la journée. La brigade du général Kemball s'empare d'un fort retranchement turc sur la rive droite du Tigre, capturant sept cents prisonniers et deux pièces d'artillerie.

Malgré ces résultats appréciables, le réduit principal des Ottomans restait indemne. Dans ce pays de sable, les tranchées se voient fort peu ; et ce n'est pas une des moindres difficultés que doit vaincre l'artillerie anglaise. Elle réussit pourtant, dans l'après-midi du 7, à bloquer une manœuvre tournante de la cavalerie turque. Le 9 janvier, à midi, un nouvel assaut avec l'appui de contingents fraîchement arrivés donna de meilleurs résultats. L'adversaire bat en retraite vers Orah. Là, il s'installe solidement sur les deux rives d'un cours d'eau, le Wadi. Pour l'en déloger, il fallut une bataille de trois jours, les 13, 14 et 15 janvier, après quoi il fut rejeté sur sa dernière ligne de défense à Es-Sinu. Kut n'était plus distant que de 15 kilomètres et le but paraissait presqu'atteint. Mais, nos Alliés ayant subi des pertes assez sensibles durent s'arrêter pour se reformer.

Au même moment, on pense que peut-être les Turcs avaient utilisé le Chatt-el-Hai pour attaquer Nasirieh. Une exploration est décidée. On la confie à la brigade du général Brooking. Celui-ci remonte le canal sans rencontrer un seul ennemi. A son retour, le 7 février, il est attaqué par des Arabes dissidents près de Butaniyeh. Ces derniers perdirent 636 hommes tués alors que les Anglais avaient en tout et pour tout 373 hommes hors de

(1) « I have won a desperate batte, owing to the courage of my troops. »

combat. Le 9 février, les tribus coupables furent sévèrement châtiées. Mais, on se rendit compte, plusieurs jours après, que les prévisions britanniques étaient fondées. En effet, vers le 20 février, on constate la présence de quelques contingents turcs à quatre mille au Nord de Nasirieh. Un petit détachement britannique les met en fuite en leur infligeant de grosses pertes.

Sur ces entrefaites, le général Aylmer tente, le 8 février, un premier effort contre la position d'Es-Sinu.

La tentative échoue, malgré une attaque sur l'aile droite turque. Aussi la colonne se rabat-elle sur la position du Wadi. Le 21, elle renouvelle l'attaque. Une pluie diluvienne entrave les opérations. A cause des marécages riverains, il était impossible d'aborder de flanc les Turcs. L'artillerie anglaise ne fut pas non plus assez forte pour rompre le front de l'adversaire. Aussi, les troupes britanniques durent-elles se retrancher à 1.300 mètres des Ottomans, avec des pertes sérieuses (3.000 hommes selon l'ennemi.) Le 22, le camp turc subit à l'improviste un bombardement qui tue beaucoup de monde. Les aéroplanes (1) anglais accomplirent d'utiles reconnaissances. Deux appareils nouveaux, partis de Bassorah atteignirent la colonne le 25 février. Le lendemain, le général Sir Percy Lake, commandant en chef du corps de Mésopotamie en remplacement du général Nixon, arrive à Ounn-el-Henna. Pendant ce temps, le camp de Hanniech continue à être activement bombardé. Le 26 février, on signale une avance de 600 mètres ; le même jour, voici donc deux mois et demi, le général Townsend radiotélégraphie qu'il a des approvisionnements pour longtemps encore.

Le 6 mars, la colonne reprend sa marche le long du Tigre jusqu'à Es-Sinu ; et, le 8, l'attaque recommence sans plus de succès. L'ennemi encore une fois subit de fortes pertes, mais le manque d'eau contraint les Anglais à se replier vers le Tigre. Depuis, il n'y eut plus que des actions de détails. Les Ottomans furent délogés de quelques collines de sable près d'Abu Roman. Le 11 mars, une position avancée prise d'assaut. Cinquante-deux hommes, dont 2 officiers, sont capturés.

*
* *

La situation devenait grave pour la division Townsend, aussi décida-t-on de tenter encore un effort pour la secourir. Le général Gorringue, le vainqueur de Nasirieh, prit le commandement de la colonne de secours à la place du général Aylmer; et, le 5 avril, à 5 heures du matin, l'attaque commença. Les Turcs s'étaient fortement retranchés dans la position d'Umm-el-Henna. Leur gauche s'appuyait sur les grands marais de Suwekie, leur droite sur le Tigre. Le manque d'eau potable sur ses deux flancs rendait tout mouvement impossible. Deux attaques de front avaient déjà échoué à cause de l'insuffisante préparation d'artillerie. Mais, le 5 avril, pendant que les canons anglais tonnaient sans relâche, les bataillons de tête de la 13e division s'installaient dans des sapes à cent mètres environ des tranchées ennemies. A 5 heures, les premières et secondes lignes furent emportées d'un seul coup. A 6 heures, après un feu intense de l'artillerie et des mitrailleuses, la troisième ligne tombait. Enfin, à 7 heures, les deux lignes restantes étaient franchies à leur tour. — Toute cette position était puissamment organisée sur une profondeur de plus de deux kilomètres et les tranchées s'enfonçaient de trois mètres dans le sol.

L'ennemi se rabattait sur ses retranchements de Felahie et de Sanaya où il fut promptement découvert par les aviateurs australiens. Ce système défensif étant préparé selon les mêmes principes que le précédent, l'état-major décida d'attendre le soir pour une nouvelle attaque. Le gain actuel était déjà de plus de 6 kilomètres vers Kut-el-Amara. Cependant, les opérations continuaient sur la rive droite. Le général Keary, commandant la 3e division, s'empara des ouvrages turcs face à Felahie. Aussitôt, violemment contre-attaqué, il résiste. Enfin, à 20 heures, le mouvement sur la rive gauche reprit et aboutit à la prise des lignes de Felahie. Le lendemain 6 avril, de nombreuses reconnaissances étudiaient la défense de Sanoya en vue d'un prochain assaut. La 3e division poussa ses avant-postes jusqu'à prendre d'enfilade les positions adverses. — Cette importante bataille en est là ; nous avons confiance dans son succès quoique la crue du Tigre soit de nature à gêner les opérations.

*
* *

Voilà donc où en est la campagne de Mésopotamie. Après une période de préparation qui aboutit à la conquête de la région côtière, les troupes britanniques continuant leur heureuse offensive ont entrepris la marche sur Bagdad. Celle-ci a été arrêtée à la bataille de Ctésiphon, après laquelle nos Alliés ont dû se replier cent kilomètres en arrière. Aujourd'hui, ayant ainsi risqué, sa liberté et celle de ses troupes pour la conservation d'un point important, le valeureux général Townsend est assiégé dans Kut-el-Amara. Sa situation est périlleuse, car

(1) Ceux-ci sont fournis par le gouvernement australien.

une double barrière l'encercle : les marécages qui inondent le Tigre et les tranchées turques. La colonne Aylmer a tenté déjà trois assauts pour secourir les effectifs cernés. Trois fois, ces efforts ont échoué. Espérons que la prochaine tentative sera pleinement couronnée de succès.

Il est, en outre, un facteur nouveau qui nous donne bon espoir. La récente avance des Russes en Perse, dans la direction de Bagdad pourrait peut-être transformer, à un moment encore éloigné, les Turcs assiégeant en assiégés. Ainsi, après avoir rejeté Vercingétorix dans Alésia, César se trouva lui-même cerné de toutes parts. — Laissant cette analogie historique, voici quelques détails sur l'action russe en Perse qui intéresse de près le sort des Anglais sur le Tigre.

Au début de la campagne russo-turque, plusieurs colonnes ottomanes envahirent le territoire persan dans la région d'Ourmiah. Pour protéger leur aile gauche contre l'adversaire, nos Alliés furent également forcés de pénétrer dans l'Azerbeidjan. Depuis, la lutte s'est poursuivie. En octobre 1915, les Germano-Turcs fomentaient en Perse une révolte anti-slave. Ils espéraient mettre le Shah en présence du fait accompli et à l'obliger ainsi à s'allier à la Triplice. Les Russes agirent avec rapidité. Une colonne débarque sur le littoral de la mer Caspienne, occupe Kozvin et pénètre dans Téhéran. Impressionné par ce déploiement de forces, le Shah devint aussitôt un zélé partisan de l'Entente. Il faut avouer que les auto-canons et avions russes y étaient pour quelque chose. Les voitures blindées russes sont des appareils formidables, transportant une pièce de 75 et 2 mitrailleuses. Elles peuvent faire jusqu'à quarante-cinq kilomètres à l'heure. Après une série de combats encore mal connus, nos Alliés occupent Saveh, Koum, Kaschan, Sultanabad, Nehavend, Hamadan, Ispahan, Kengover. Mais les rebelles parvinrent à les tenir encore longtemps en échec après la prise de cette dernière ville. Ils s'appuyaient sur la passe de Bid-Sourkh et le défilé de Sakhne. Malgré une résistance acharnée, les Russes délogent l'ennemi et occupent Sakhne où ils trouvent un important butin : quatre canons, huit caissons, des mitrailleuses, et un camp turc tout entier. L'adversaire s'était replié sur la ville de Kirmanchah qui domine la plaine du même nom du haut d'une colline puissamment fortifiée.

De longs préparatifs avaient fait de cette position le quartier général des intrigues germano-turques, cependant, la défense fut peu active. Kirmanchah est occupé et les révoltés rejetés sur les portes de Zagros. En poursuivant l'adversaire, les Russes ont pris Kerind d'où la colonne du général Baratow se trouve à 100 kilomètres environ à vol d'oiseau de Bagdad. D'après de récentes informations anglaises, des effectifs commandés par le général Tchernozoubof auraient tourné les portes de Zogros et occupé Kanekin. Pourtant, ces nouvelles ne sont pas encore officiellement confirmées.

D'importantes forces russes menacent ainsi la capitale de la Mésopotamie.

Cent soixante-dix kilomètres les en séparent encore ; mais, le jour où les défilés auront été franchis, la marche des Cosaques constituera pour les assiégeants de Kut un grave danger. Ils seront forcés alors de détacher une partie de leurs troupes vers le Nord-Ouest, ce qui facilitera beaucoup la tâche de bon Samaritain qu'a assumée la colonne Gorringe. Nous n'en sommes pas encore là. Dans tous les cas, l'occupation de Kerind justifie de nouveaux espoirs de délivrance.

* * *

Il est difficile de porter, dès maintenant, un jugement d'ensemble sur la campagne de Mésopotamie.

Cependant, elle dure depuis seize mois, et nous n'en voyons pas encore clairement le but. Toutes les expéditions lointaines, d'importance secondaire et qui affaiblissent la Métropole, pourraient en principe être condamnées. Il ne faudrait pas pousser trop loin cette théorie. Un périodique anglais, la *National Review* parlait, il y a quelque temps, de l'envoi en Afrique Orientale du général Smith Dorrien. Elle déclarait regretter qu'un chef de cette valeur allât se perdre dans une campagne coloniale. Le cas du général Townsend est assez analogue. Cet officier de haute valeur avait toute sa vie étudié les champs de bataille de France et de Belgique en prévision de la future guerre européenne. Il est bien heureux pour la colonne du Tigre qu'elle ait eu un chef pareil ; mais peut-être eut-il été plus utile sur notre front. — Quoiqu'il en soit, on nous présente l'occupation de Bagdad comme le but ultime de l'expédition. Ce genre de raisonnement me paraît rentrer dans les offensives à objectif politique tant pratiquées par nos ennemis.

La campagne de Mésopotamie qui immobilise des chiffres considérables de troupes anglo-indoues est, en réalité, une pure expédition de conquête coloniale. Elle n'a pas d'autre importance dans le conflit européen. Sans doute, elle occupe des forces ennemies. Plus de 12.000 Turcs, 50 canons et un matériel énorme ont été pris depuis novembre 1914. Un espace immense de terrains riches, fertiles et de grand avenir économique est

occupé. Il semble même que quelques kilomètres du Bagdad soient près d'être exploités, puisque le général Nixon réclamait des mécaniciens. Nos Alliés se sont définitivement installés sur ce sol qu'ils payent de leur sang et qui a pour leur empire hindou une si grande valeur stratégique. Certes, si nous nous plaçons à un point de vue strictement colonial et si nous ne cherchons pas l'influence de cette campagne dans la décision de la guerre, il faut reconnaître qu'elle a donné d'heureux résultats. Quoique des fautes aient été commises, — l'envoi de la faible colonne Townsend sur Bagdad en est une, — nos Alliés ont déployés sur ce lointain champ de bataille un héroïsme, juste réplique de celui des combattants du front occidental.

*
* *

Je terminerai en donnant quelques détails sur les possibilités économiques de la Mésopotamie. Ce sera peut-être là, d'ailleurs, l'explication la meilleure de toute cette campagne de nos Alliés. Si les bords du Tigre et de l'Euphrate ne ressemblent en rien aux rives du Nil, cela dépend des occupants du pays. S'ils le voulaient, ils ressusciteraient la splendeur dont parlait le fils d'Haroun-al-Raschid en maudissant le Pharaon d'Egypte qui mettait son pays au-dessus de tous les autres.

Avec des travaux d'assainissement, de drainage et d'irrigation, on rendrait à la Mésopotamie sa fertilité d'autrefois. Aux marécages succèderait « une Lombardie asiatique ».

Des recherches méthodiques ont fait retrouver d'anciens canaux. Ainsi, suivant le Tigre, cinq cent mille hectares de terre au moins, le long de l'Euphrate plus de six cent mille sont susceptibles d'être valorisés. On estime à cinq cents millions, les frais nécessaires à cette résurrection. Les terres à céréales et les pâturages rendraient annuellement au moins cent millions. Voilà qui pourrait du Bagdad, entreprise politique, faire une exploitation économique de premier ordre.

Cette longue et atroce guerre aboutira fatalement à une lutte économique dont les cruautés cachées ne pâliront pas à côté des autres. Déjà, on le voit, derrière les idées qui nous mènent, se dresse la rude réalité de la paix. Réfléchir aux efforts anglais en Mésopotamie, c'est mieux que chercher le pour et le contre d'une entreprise militaire.

CHARLES STIÉNON.

VERS LA " REVANCHE " ITALIENNE (1)

Les compatriotes de Wagner, il n'y a pas longtemps, ont raillé sans légèreté les joueurs de harpe et de mandoline, pauvres artistes ambulants qui gagnent peu de chose. N'en déplaise à ces amateurs de rauques « Tyroliennes », jamais voyageur latin n'écoutera sans plaisir, aux bords enchantés des lacs, sur les flots de la lagune, ou parmi les allées des jardins d'Italie, cette musique sortie du peuple ou embellie par l'art, mais restée simple et qui repose, après les musiques savantes et leur pédantisme laborieux.

Mélodieuse, elle célèbre la vie et elle chante l'amour. Non pas cette névrose effrénée et affolante qui ressemble à un supplice et se complique d'une sorte de plaisir de la souffrance presque dépravé, passion antihumaine qui aboutit au pessimisme et au désespoir. Mais l'amour aussi vieux que l'homme, plaisir suprême et joie perpétuelle du monde, fût-il même un peu « animal » comme le représentaient les anthologies, l'amour sain et créateur, divine source de la vie et qui peut aussi resplendir, harmonieux symbole, de l'éclat des plus profonds mystères...

Votre musique le chante et nous ne devons pas la mépriser pour cela. Ainsi elle est encore ce qu'elle fut toujours... la voix même de l'humanité.

IV. — LES ALLIÉS ET LA BELGIQUE PENDANT L'EXPOSITION DES BEAUX-ARTS DE VENISE.

Si encombrante que fût l'Autriche, l'Allemagne, à Venise, dans cette période d'avant-guerre, il y avait tout de même d'autres visiteurs, ceux qui devaient devenir « les Alliés ».

Mais eux passaient seulement, ayant le bon goût de rester des hôtes discrets, qui ne s'installent pas comme en pays conquis, dans la maison gracieusement ouverte et qui savent partir à temps sans s'éterniser.

Un jour de mai 1914, le pavillon noir, blanc, rouge, maître incontesté des eaux adriatiques où il éclipsait même la *bandera italiana*, sembla disparu comme par enchantement. L'escadre de Malte avait jeté l'ancre en rade du Lido et dans le Bassin de Saint-Marc. Au mât des puissants navires, à la poupe des multiples embarcations, canots, vedettes qui sillonnèrent les canaux, les passes, la lagune, on vit resplendir la croix de Saint-Georges, rouge sur fond blanc, qui symbolise la marine britannique. Très grand événement. Depuis

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 6 et 7, 1916.

es années, aucune flotte anglaise n'était venue ouiller dans un port de guerre italien. A la presse nthousiaste, aux réceptions officielles du vaisseau miral et du Palais des Doges répondait parmi les ues et dans les *osterie*, la joyeuse fraternité des rands marins roses et blonds et des petits mate-ots basanés, trapus, des élégants fantassins aux miformes écarlates et des alpins à la tenue vert rise. Les chefs sablaient le champagne, les hom-es faisaient honneur aux vins de Padoue, Vi-ence, Trévise et Vérone. Mais tous, et les fonc-ionnaires qui les recevaient, portaient des tosts des Majestés royales qui n'étaient ni Celle de ongrie ni Celle de Prusse.

Puis, quand le sillage des navires de la libre ngleterre s'effaça parmi les eaux de « l'Amaris-me », un bel après-midi où la foule s'était portée ux *Bagni*, pour voir disparaître le plus tard pos-ble leurs grandes silhouettes grises, chacun sen-t brusquement tout ce que cette visite, si nouvelle, issait au fond des mémoires. Et les yeux, par elà l'horizon, cherchaient une autre flotte, une flotte *liée*, gardienne pour une nation étrangère de ri-ages italiques séparés encore de la mère-patrie...

Sur la magnifique plage du Lido, chaque jour se romenait avec ses enfants, le Roi de Monténégro enu se reposer pendant quelques printanières se-aines. Songeait-il alors, le vieux et vaillant sou-erain, au rôle que les pays serbes allaient jouer, eux mois plus tard, lançant au front du Goliath ermanique la petite pierre courageuse qui suffit David pour renverser le bruyant colosse ? Sa résence seule évoquait l'échec du rêve germani-ue du fameux Drang nach Osten désormais coupé Salonique par la barrière d'une nation slave.

Mais, lui aussi, pouvait songer que là-bas des rres appartenant à sa race étaient encore escla-s !

Non loin de là, dans un somptueux *palace*, des rincesses de la famille Impériale de Russie sem-aient encore faire acte de présence. Ces fem-es gracieuses et raffinées incarnaient ce monde ave aux profondeurs et aux distances démesu-ées, utile contrepoids, pour le plus grand bien de civilisation humaine, à cet amas de forces des-uctrices réuni au Centre de l'Europe par les absbourg et les Hohenzollern. Et il y avait quel-ue chose de rassurant à les voir se promener sou-antes parmi les petites vendeuses de fleurs ou, soir assises parmi les *smokings*, au son des mu-ques, agiter leurs doux éventails dans un cercle u d'elle-même se bannissait l'inélégante langue lemande...

Et puis un jour nous vîmes passer comme une double apparition de la France mélancolique et courageuse !

La France, nous avions reconnu très vite qu'on l'appréciait à Venise ; que d'amitiés et de camara-deries charmantes ! que de rencontres agréables ! quelle délicieuse sociabilité ! Tous parlaient ou voulaient parler français : il est bien difficile à un Parisien d'apprendre l'italien en Italie. Des noms se pressent dans ma mémoire : Marius de Maria, Ettore Tito, Cossettini, Sibelato, Scattola, Milesi, Ugo Ojetti, Fusinato, Spada, Barbantini, Serrà, Soppelsa, Michele Sorranzo, Ottorino Paleologo Oriundi, Renzo Dario-Paulucci, Claudio Arménise, Giuseppe Brunati, Scarpa, Romanello, Tara, Tomaseo, et tant et tant d'autres ! amis de notre littérature, amis de nos arts. Mais (nous le sen-tions aussi), plaignant et regrettant nos anciennes défaites... Trop délicats pour le dire, trop in-telligents pour l'oublier.

Auprès d'eux nous éprouvions plus fort, sans vouloir nous l'avouer à nous-mêmes et comme cela nous est arrivé ailleurs en parcourant l'Eu-rope, *qu'il y avait eu quelque chose*. En effet.

Mais, en même temps, nous sentions vivre en nous plus profond, très obscur, l'espoir que plus tard (nous ignorions certes, que la chose viendrait si vite !) *il y aurait autre chose...* Ah oui ! Et nous aurions voulu le leur dire. Impossible !

Or, tandis que ces pensées nous hantaient, une femme et un homme passaient, symbolisant notre Hier et notre Aujourd'hui.

Elle, la promeneuse vieille et solitaire, dans sa gondole dont la couleur noire s'harmonisait avec ses vêtements de deuil, Majesté tombée dans la pire des catastrophes, mais qui reste encore digne de pitié, parce qu'elle est une mère au fils mort sur un champ de bataille...

Lui, un de nos hommes d'Etat de la plus lumi-neuse intelligence. Ce voyageur venait de rendre à son pays la loi de trois ans tutélaire. A ses côtés marchait, sous les arcades de la place Saint-Marc, la compagne admirable devant qui tout le monde s'incline, dans l'impuissance à consoler les trop grandes douleurs. Ils ont depuis donné à la Patrie le « Fils des trois ans » !

Quel merveilleux hasard faisait passer l'un près de l'autre dans le printemps de Venise ce Passé tragique et vaincu, ce Présent tourné vers l'ave-nir, si dissemblables, mais qui exprimaient la même leçon et autour desquels bruissaient toutes ces choses confuses et immenses enfermées dans le mot « revanche » ?

Il y avait aussi — et déjà — la Belgique, pour le plus grand dommage de la terrible et invinci-

ble Allemagne. A l'Exposition des Beaux-Arts, sa défaite écrasante n'en soulignait que mieux le triomphe de la petite voisine. L'histoire a de ces annonces prophétiques.

Cette « Biennale » de Venise, est la première foire artistique du monde, le plus grand marché de tableaux.

On imagine si les artistes d'Outre-Rhin et ceux des bords du Danube s'y précipitent, mûs par l'appât du gain, et s'y annoncent par leur bruyante réclame !

Mais, à l'entrée des galeries où les productions de l'art germanique s'étalaient immodérément, on aurait pu tendre une « colossale » banderolle avec cette devise : « Ici l'Allemagne au-dessous de tous. »

A quoi bon pénétrer dans ce musée des horreurs?

Non loin de là, le pavillon Belge abritait en nombre choisi des œuvres où resplendissait un idéal désintéressé, où s'exprimait la noblesse affinée d'une race vraiment supérieure.

Avec quelle sympathie déjà fraternelle, nous nous retrouvions, dans le minuscule atrium animé du bruit de sa fontaine, avec nos voisins de Flandre et de Wallonie ! D'autres fois, la réunion avait lieu en plein air sous les treilles ensoleillées, à fond bleu pâle ou rose, du restaurant Montin, en mangeant les *spaghetti*, en buvant le *chianti*, et l'*asti spumante*... Où sont-ils aujourd'hui tous nos amis ?

Prisonniers dans leur propre pays, séparés de leurs enfants exilés ou de leurs maisons détruites, dispersés à La Haye, au Hâvre, en Angleterre, en Suisse !

Ah ! comme ils parlaient de leur chère Belgique ! comme ils l'aimaient dans leurs discours et dans leurs œuvres ! Partageant leur admiration tendre pour la terre d'Ulenspiegel, nous les écoutions de tout cœur nous vanter ces belles campagnes flamandes, ces mélancoliques landes de la Campine, ces vieilles rues des cités anciennes, ces plages sablonneuses de la mer du Nord où vient s'endormir l'Yser, rivière paisible, au long mugissement des bœufs dans le calme du soir...

Si je note ces souvenirs au milieu de tant d'événements qui nous emportent, c'est que, toujours, chez nos voisins et alliés, l'Art et l'Histoire s'associèrent étroitement, vécurent de pareilles destinées, ensemble à la peine et à l'honneur. L'âme de la Belgique fut de tout temps et reste encore admirable à la fois chez ses artistes et chez ses guerriers. Parler des uns, c'est parler des autres.

Ceux qui « représentèrent » la Belgique à Venise de mai à octobre 1914 étaient absolument dignes de leur patrie à la veille et, bientôt, au milieu des épreuves qu'elle allait subir.

D'abord vous, mon cher Delaunois — mon ancien voisin de table au banquet « de l'Art Contemporain », dans la salle du *Paon Royal*, à Anvers ! L'admiration, l'amitié se joignaient pour nous ramener et nous retenir devant vos toiles. Leur souvenir, aujourd'hui, nous émeut indiciblement. Elles nous apparaissent si précieuses, sauvées par miracle, à l'abri dans cette Exposition de Venise, tandis que, là-bas, la dévastation des hordes teutonnes s'abattait sur votre cité natale.

Qu'ont-ils fait de Louvain, de votre cher Louvain ?... Louvain et ses profondes églises dont vous avez célébré les vitraux en pierreries, les stalles en bois précieux, les petites statuettes fines, les nefs clair-obscures, les piliers ronds et lourds, et le silence pareil à celui de l'eau qui dort dans les bénitiers... Louvain toute recueillie « au Pays Monastique », comme vous l'appelez, ce pays de paix et de prière, aux odeurs d'herbages, aux parfums d'encensoirs... Louvain la Martyre, que nous ne reverrons plus jamais que dans vos toiles, hier chefs-d'œuvre, maintenant reliques sacrées.

Et vous, James Ensor, autre maître incontesté ! Votre évocation d'humanité, votre philosophie de la vie et de la mort exprimée par des lignes et des couleurs sous l'enveloppe de ces masques, de ces bibelots d'Extrême-Orient, de ces crânes lugubres ou de ces guenons bouffonnes, tout cela, qui rapproche la fantaisie de la divination, nous donnait déjà le frisson et le vertige. Qu'y ajouterez-vous à présent, au spectacle du drame le plus sinistre et de l'orgie la plus abjecte : la guerre telle que la font les modernes Barbares ! Devant leur défilé monstrueux que médite votre génie ? Regardez-les bien, les « Boches » et les « Hongres ». N'entendez-vous pas le More de Venise qui s'approche de votre oreille ? « Boucs et singes » !... murmure Othello.

Comment la Belgique triomphait-elle de l'orgueilleuse et immense Allemagne dans le domaine des arts ?

Pourquoi domine-t-elle son vainqueur provisoire sur le terrain politique et moral ?

Au début de cette Légende, merveilleuse à la fois de réalité et d'idéal, qui est comme son épopée nationale (1), le père du héros s'adresse à son fils nouveau-né et lui parle ainsi :

« Voici Monseigneur du Soleil qui vient saluer « la terre de Flandre. Regarde-le quand tu le « pourras, et, quand plus tard tu seras empêché « en quelque doute, ne sachant ce qu'il faut faire « pour agir bien, demande-lui conseil, il est clair

(1) *La légende d'Ulenspiegel*, par CHARLES DE COSTER.

« et il est chaud : sois sincère comme il est clair « et bon comme il est chaud ».

Comme l'espiègle et courageux héros de leur race, la Belgique, son roi, ses soldats, ses peintres ont su toujours regarder en face le soleil...

V. — L'Italie triomphante, souffrante, militante

Le *Signor* Gallante, maître d'armes et de boxe à Venise, abritait ses travaux sous cette fière annonce :

La Spada Italica
Impone l'Equità,
Regola omni umano diritto,
Rivela l'uomo superiore.

Programme un peu ambitieux en dépit de la noblesse du très bel art de l'escrime.

Mais l'emphase de cette devise rappelait avec à-propos, avec précision, les tâches si hautes que l'Epée italienne a réalisées à travers les siècles. Cela semblait sous-entendre qu'elle ne les avait pas finies, et qu'elle restait toujours prête à sortir du fourreau pour les interventions nécessaires.

A force de vivre sur le sol italien, nous sentions chaque jour plus forte et plus désireuse d'action cette Patrie italique nouvelle, qui, sans renier les gloires mortes du passé, ni les splendeurs anciennes de l'art, prétendait réaliser dans l'avenir d'autres ambitions, d'autres destinées.

Je me souviens d'un soir où elle se personnifia devant mes yeux, inoubliablement.

L. L. M. M. le Roi et la Reine étaient venus de Rome pour visiter, selon l'usage, l'Exposition biennale et encourager les arts par des éloges, par des achats. Le soir, il y eut banquet de gala. Sous les fenêtres du Palais qui occupe tout un long côté de la Place Saint-Marc, la foule bruyante, impatiente, attendait de voir les souverains paraître au balcon. La pluie du printemps tombait comme un déluge. Le ciel était noir au dessus des lumières. Pourtant la *piazza* frémissait d'une excitation joyeuse. La multitude, chargée d'enthousiasme, piaffait sous les parapluies et recevait stoïquement l'averse. De temps à autre, une clameur confuse montait, s'étalait pour redescendre et mourir. Et, durant la pause, on percevait comme un battement sourd, celui du cœur multiforme et unanime de cet être immense et mystérieux : une foule, en qui la vie profonde de tout un pays palpite à de certaines heures.

Aux fenêtres, préparées par des laquais, les personnages officiels, la Municipalité, la Cour avaient déjà pris place. La grande voix du peuple devenait plus haute, plus violente, roulait comme une trombe entre les longues façades sonores, parmi les zébrures des lueurs électriques et les reflets mêlés de l'eau et du feu...

Et soudain s'écroula dans un formidable silence... *Ils* venaient d'apparaître à la balustrade d'une fenêtre brusquement ouverte, tous les deux seuls et debout, à la fois humbles et augustes, incarnation vivante de la Patrie.

Alors surgit l'acclamation de Venise, éperdue, assourdissante, folle et admirable, soulevant ces deux êtres élus au-dessus de la mortelle humanité. Et les deux fronts royaux, pourtant habitués au poids de la couronne, s'inclinèrent un peu, comme écrasés, pour se donner, pour garantir, pour promettre.

Lui qui porte un nom chevaleresque et un nom de victoire, Elle, cette belle princesse venue de l'autre rive de l'Adriatique comme une messagère annonciatrice, ils écoutèrent longuement le beau cri national : « *Avanti Savoia* !... En avant ! En avant !.... »

La fenêtre se refermait ; le palais devint obscur, la foule s'enfuit dans la pluie. La *piazza*, les monuments et par derrière, toute la ville invisible semblaient résonner encore du cri audacieux. « En avant ! En avant ! » Et où donc en avant, si ce n'était vers les frontières nouvelles, par-delà l'horizon de la mer, par-delà l'horizon des Alpes, que Venise aujourd'hui surveille ou attaque avec ses avions, avec ses navires ?

C'était, cette minute pluvieuse et illuminée, un de ces signes fugitifs, qui annoncent à la façon d'un prodige les événements des jours futurs.

Et puis tout retomba dans les ténèbres de la nuit et dans les profondeurs ignorées de cet inconscient des peuples où l'Histoire se prépare hors de la vue des politiques et des diplomates, où, déjà, avant de naître, tressaillaient les futures heures glorieuses de Gênes et de Rome...

Qu'on accuse, si l'on veut, de rêve imaginaire cette anticipation de la Patrie italique « triomphante ». Chaque dimanche, nous pouvions voir passer la Patrie italique « souffrante », qui, pour faire moins de bruit, n'agitait pas moins les cœurs.

A travers la cité, du matin au soir, se promenaient les gens de Trieste venus en partie de plaisir et en pèlerinage, arrivés dès le matin après la traversée nocturne de l'Adriatique. Comme ils se grisaient d'air libre ! Comme ils trouvaient plus beau le soleil sur la terre des ancêtres ! Pendant des heures et des heures, ils marchaient, comme pour la fouler le plus possible ; leurs bras agitaient les couleurs nationales, ici non séditieuses ; leurs bouches saluaient Venise. Chacun leur souriait au passage. La nuit venue, on les entendait

chanter encore, vers leur navire, pour oublier la tristesse du dur retour.

D'autres *irredenti*, plus discrets, mais fidèles au même culte du souvenir, se rencontraient parfois dans notre société. Nous causions avec ces jeunes bourgeois du Trentin et des rives du lac de Garde.

A travers leurs paroles chaudes, le plus beau des Lacs Italiens s'évoquait avec ses ondes infinies et planes, ses rocs et ses verdures ,son horizon pareil à un amphithéâtre où passent entre le décor des montagnes — encore autrichiennes ! — les féeries mouvantes de la brume lumineuse et diaphane. Paysage qui ,à certaines heures, prendrait on ne sait quelle apparence vague et réverbérée, si les réalités précises de la terre latine ne mettaient soudain en fuite ces mirages du nord en se montrant avec leur relief et avec leurs couleurs : cyprès à la pointe noire, villas aux toits de tuiles orangées, presqu'îles jetées sur les eaux comme le long pédoncule d'une fleur de marbre et barques de pêche aux filets productifs.

Car ce lac aux rives héroïques, célébrées autrefois par tant de victoires et bruyantes aujourd'hui de nouvelles batailles, n'est pas seulement beau, mais, comme disaient les Grecs, *beau-et-bon*. Mille poissons exquis y foisonnent : truites, anguilles et petits brochets argentés qu'on appelle *luccini*. Ceux-ci ont donné leur nom à une vieille famille lombarde dont une branche vint s'établir à Paris, et figurent même dans ses armoiries. Si je rappelle (qu'on me pardonne) ces détails, si j'écoutais avec tant de plaisir le bavardage des exilés, c'est que, par l'hérédité du sang venu de leur pays, je me sentais un peu leur parent lointain, et qu'au surplus leur servitude me représentait celle d'autres parents plus rapprochés. Oui ! A l'heure du départ, le poing serré de ces jeunes gens, leurs regards, le silence de leurs femmes exprimaient cette muette désolation des gens d'Alsace à Nancy, et à Belfort, les soirs de fête, quand il faut repartir *là-bas*...

Beaux citronniers de Riva !... Tilleuls frais d'Obernai ou de Colmar ! Votre esclavage n'est pas éternel. Et les mains des jeunes filles françaises et italiennes viendront cueillir, aux saisons prochaines, vos fleurs odoriférantes !...

Protester ne suffit pas. Préparer vaut davantage. Sous nos yeux s'organisait la Patrie « militante ». Le parti nationaliste qui, si vite, devait conquérir tout le royaume, commençait sa propagande. Et toute Venise en était agitée.

Dans les années précédentes, les « campagnes » de ces « Futuristes » — qu'on a beaucoup raillés à Paris, assez injustement — avaient secoué les grandes villes de la péninsule et produit des résultats au moins politiques. Il ne restait plus à Venise, de ces excitateurs bruyants, qu'un petit groupe d'artistes indépendants, intelligents, invectivants, sans nul souci des affaires publiques.

Mais le nationalisme surchauffait cette époque d'élections municipales, envahissait à toute heure la *Piazza*, ce forum, avec ses troupes enthousiastes, ses orateurs, ses drapeaux tricolores et ses hymnes garibaldiens ou royaux.

Le dimanche, quand au sommet des trois mâts de bronze gigantesques, plantés devant les dômes de Saint-Marc, la brise déployait les trois étendards énormes où le lion de l'ancienne république apparaît comme le palladium de la Nation tout entière, leurs regards saluaient dans le rayonnement de l'espace, comme une vision de gloire et d'espérance, le fantôme d'une « Plus Grande Italie ».

Une partie de la presse parisienne, au moment où notre sœur latine allait ouvrir les hostilités contre « l'ennemi héréditaire », a commis une erreur en présentant la bourgeoisie italienne comme d'abord réfractaire aux aspirations nationalistes.

Les fondateurs du parti à Venise, au printemps de 1914, étaient presque tous des bourgeois : avocats, fonctionnaires, éditeurs, artistes. Autour d'eux se rangeait la jeunesse, et surtout la Jeunesse des Ecoles.

Ce qu'ils préparaient, ce qui *se préparait*, au fond de l'âme nationale italienne, les nombreux espions aux gages de l'Autriche et de l'Allemagne ne le voyaient-ils pas mieux que les touristes de race germanique ? Ayant la facilité de pouvoir correspondre directement, sans passer par la poste italienne, grâce aux bateaux de la ligne austro-hongroise Venise-Trieste, quels rapports très secrets envoyaient-ils à leurs chefs sur l'état des esprits en Haute-Italie avant la guerre ?

Il serait infiniment curieux de le savoir et de lire surtout leurs comptes-rendus de la soirée du 28 juin.

(*A suivre*). ANDRÉ GEIGER.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 9 — 1er SEM. 54e ANNÉE 29 AVRIL — 6 MAI 1916

SHAKESPEARE (1)

Résumer en quelques lignes ce que l'on pense de Shakespeare, quelle entreprise désespérée ! Comme il serait plus facile d'écrire un volume ! ou même de ramasser en une phrase truculente à la Dumas père — « Après Dieu, c'est le plus grand des créateurs ! » — le monde d'impressions qu'évoque ce nom. Mais puisqu'on me le demande, je vais tenter l'impossible.

Il n'est pas de personnalité plus complexe que celle de Shakespeare, d'art plus difficile à comprendre pour des esprits latins. En France, classiques et romantiques l'ont également travesti à plaisir et compris de travers : et l'on ne sait laquelle admirer le plus, la merveilleuse incompréhension des uns ou des autres. C'est que, de part et d'autre, on l'a étudié avec des préoccupations uniquement françaises, et jugé au nom d'une esthétique qui n'était pas la sienne, l'exaltant ou le dépréciant tour à tour pour des raisons contradictoires mais d'une égale fausseté.

Et cependant, il semblerait que dans son œuvre les parties lyriques tout au moins soient d'une poésie si élémentaire qu'un enfant les comprendrait du premier coup. Dans la *Tempête*, dans *Le Songe d'une Nuit d'Eté*, ailleurs, partout, il a semé des chansons de fées, d'esprits, d'amoureux, si simples qu'elles semblent un chant d'oiseau, si belles que l'imagination de l'homme n'en a jamais rêvé de plus belles. Et quel prodigieux conteur que Shakespeare ! Quel trésor d'histoires émouvantes, ingénieuses, fantasques ou charmantes que ses drames ! C'est par elles et par ces chansons que je voudrais qu'un jeune Français qui ignorerait le poète pénétrât dans la forêt shakespearienne comme par un sentier de fleurs. C'est par elles que commencerait la lente initiation qui seule peut conduire un fils de France à la pleine possession de cette beauté. Car entre elle et la beauté familière de notre poésie, les différences sont si profondes que nuls traits communs ne préparent le passage de l'une à l'autre : il faut d'abord la concevoir comme différente et la comprendre comme telle. Il suffit d'ouvrir un Shakespeare, de feuilleter l'œuvre immense, pour voir éclater ces différences. Un premier caractère se révèle au seul aspect des pages, où prose et vers alternent dans le même rôle et la même pièce que divisent d'innombrables scènes sans unité de temps ni de lieu : il se manifeste encore par la simple comparaison entre les sujets et les décors des drames de Shakespeare, entre les listes de personnages en tête d'une pièce shakespearienne et d'une tragédie classique, si nombreux, si variés dans l'une, si limités aux seuls personnages nobles et en si petit nombre dans l'autre ; et ce caractère, c'est la *variété*. Et, en effet, infinie est la variété de cette œuvre qui embrasse toute la réalité et tout le rêve, l'antiquité et la légende, le Moyen-âge et la Renaissance, tous les pays et tous les décors, vrais ou fabuleux, depuis

(1) Pour le tricentenaire de la mort de Shakespeare, on prépare en Angleterre un « Livre d'hommages à Shakespeare ». Je reprends et développe la contribution qu'on m'a demandé de faire à ce livre.

l'Egypte de Cléopâtre, la Rome de Coriolan ou de César, l'ardente, la brillante et périlleuse Italie de Juliette et de Béatrice, la sombre Ecosse féodale de Macbeth, jusqu'à l'« Ile pleine de musique » de la *Tempête*, l'Athènes des ducs, la Forêt des Ardennes, tous les êtres, réels ou imaginaires, sublimes ou vils, tragiques ou comiques, de pure fantaisie lyrique ou d'exacte observation ; et où tout vit avec une vraisemblance et une intensité égales, cordonniers et rois, fées et artisans, sorcières et joyeuses commères, les héros de Plutarque et les esprits de l'air, les princes du songe ou de la verte Angleterre, Hamlet et Prospéro, Falstaff et Caliban, Jacques le Mélancolique et Iago, les Richard, les Henri, la plèbe et les patriciens de Rome, la canaille de Londres, et les douces, les gracieuses apparitions de Desdémone et de Cordélia, d'Ophélie et de Rosalinde : où toutes les voix se mêlent en un chœur immense qui semble la voix même de l'humanité : accents désolés, augustes ou terribles, célestes ou moqueurs, vastes rires, ivresses d'amour qui fusent en roulades de rossignols, sanglots déchirants, cris de démence et de haine, chansons aériennes, appels héroïques, bouffonneries triviales ou divins accords mystérieux : toutes les joies, toutes les souffrances, tous les élans du cœur, toutes les fantaisies de l'esprit, la musique la plus vaste et la plus variée qui ait jamais jailli d'une âme humaine.

Et si à cet examen superficiel on ajoute la lecture de n'importe quelle pièce entière, tout esprit préparé pénètrera l'art du poète et en sentira l'extrême *complexité*. Entre l'action, le décor, les personnages de chacune, se révèle une relation intime qui fait de chacune un monde à part, réel, concret, particulier et complet, où tout se tient, où rien n'existe que par la concordance, la dépendance mutuelle et la collaboration de tous les éléments à la fois. Et c'est ainsi qu'à la tragédie du jeune amour il faut le décor de l'Italie cruelle et voluptueuse, de Vérone déchirée par des haines héréditaires, de l'amoureuse nuit italienne enchantée de lune, chargée d'ardeurs, de langueurs et de parfums, où palpite la voix du rossignol, où sous les lustres des bals tournoient comme des papillons les beaux seigneurs amoureux et batailleurs, où les brèves et fiévreuses destinées sont enveloppées de menaces, traversées de joies et de terreurs excessives, où tout est plus rapide, ailé, ivre de vie légère qu'ailleurs : et c'est ainsi, au contraire, que derrière les anxieuses âmes septentrionales, rongées de scrupules et de doutes, se dresse le décor mystérieux de la sombre Elseneur, promontoire suspendu sur le gouffre de la mer inquiète, où sous le pied la terre sonne creux, où parmi les engourdissements, les brumes, les mystères et les vagues angoisses du Nord et de la Nuit Hamlet se débat solitairement comme en rêve au milieu des fantômes contre l'insoluble problème du devoir et de la destinée, et meurt désespéré : ou ailleurs ce sera l'atmosphère maléfique, alourdie de vapeurs de sang et d'obscures épouvantes, qui pèse sur la superstitieuse et sauvage Ecosse de ce noir XIe siècle où parmi les incantations des sorcières et les prodiges se déroule le drame de l'ambition féodale ; et l'on evrra que les hésitations, les hallucinations, les carnages de Macbeth, les audaces, les terreurs et les remords de Lady Macbeth, de cette châtelaine et de ce châtelain écossais qui ont commis l'inexpiable forfait de tuer l'hôte et le suzerain sacré, leur bienfaiteur et leur roi, n'ont de vraisemblance et de réalité que dans ce monde primitif livré « aux puissances invisibles du mal », parmi ces âpres solitudes désolées par l'interminable hiver où l'esprit inculte et désœuvré, l'âme instable et violente de ces barbares ressassent sans fin les mêmes images de meurtre et d'horreur, s'affolent jusqu'au crime et à la démence. Ou si c'est l'histoire puérile et terrible de Lear, qu'on se rappelle qu'elle nous vient de la légendaire Bretagne préhistorique, plus barbare et plus sauvage encore que l'Ecosse du XIe siècle, où des hommes plus déraisonnables, plus capricieux, plus inconscients que des enfants, se déchirent comme des fauves, où les instincts excessifs parlent un langage forcené, où les passions primitives déchaînées semblent lutter de violence avec le déchaînement des forces élémentaires qui illuminent sinistrement de leurs éclairs et enveloppent de leurs tonnerres l'insoutenable horreur de ce drame sanglant. Et c'est ainsi que le lieu de ce drame du pessimisme est la tempête qu'apostrophe le vieux roi désespéré, tempête où dans la désolation universelle ne rayonne que pour s'éteindre une seule pure étoile, la tendre figure de Cordélia. La lecture de ces pièces, d'autres, depuis *Comme il Vous Plaira* jusqu'à *Coriolan*, ce drame de l'orgueil qui se déroule dans la Rome patricienne, depuis Othello jusqu'à la *Tempête*, l'étude de toutes fera pareillement ressortir et confirmera l'importance capitale de l'*atmosphère* et du *milieu*, bref, du *décor* dans une pièce shakespearienne. Car le *décor*, négligeable dans une pièce classique, où tout le drame est intérieur, abstrait, général, est un élément indispensable quand le drame est un fragment d'une certaine réalité particulière tout entière devinée par l'intuition du poète ou créée de toutes pièces par lui, et relié à elle par mille correspondances obscures ou visibles. Alors, on comprendra qu'une unité supérieure à l'étroite unité intellectuelle de

temps, de lieu, d'action, domine les pièces de l'artiste le plus complexe, le plus subtil, le plus intuitif que le monde ait vu : l'unité d'impression poétique, de ton musical, de vie profonde unique et particulière : unité propre à chaque pièce, révélée dès les premiers mots et maintenue jusqu'au bout comme le principe créateur, la visible essence et le vivant rythme visible du monde et des êtres que le poète évoque (1).

Alors se précisera le contraste entre notre art abstrait, si sobre, si peu chargé de matière, si soucieux des belles ordonnances régulières, qui étudie dans leur simplicité des crises débarrassées de tout élément étranger et de tout détail particulier pour établir des vérités *générales* et construire des synthèses de caractères *généraux*, et l'art anglais concret, si riche, si varié, si touffu, si désordonné en apparence, qui décrit la germination, le développement, les lointaines suites particulières d'un caractère ou d'une situation, et crée de toutes pièces, comme la Nature, une réalité vivante et complexe, unique et complète qui donne l'illusion même de la vie.

Et c'est ainsi que cette vue d'ensemble sur le théâtre de Shakespeare explique l'esthétique anglaise, et qu'à son tour cette esthétique comprise éclaire son œuvre. Rien de plus nécessaire que ces idées générales. On comprend mieux l'art de *l'Avare* quand on le compare à cette autre analyse de l'avarice, *Silas Marner*, et l'on saisit mieux les différences essentielles qui existent entre les fins que poursuit le dramaturge français dans l'étude d'une passion et celles que recherche le romancier anglais. On cesse d'appliquer, comme nos critiques, à cet art des idées préconçues et des principes abstraits puisés dans des habitudes de pensée et de sensibilité, des traditions et une esthétique étrangères à son essence : l'on finit par voir que chaque drame ou roman anglais constitue un monde à part, réel et complet, qui veut être jugé — style, action, personnages, et signification profonde, — de l'intérieur et d'après son esthétique propre, qui est celle d'une autre race et d'une autre âme, non celle de notre esprit et de notre pays, et sans commune mesure avec elle. Et c'est ainsi qu'on s'élève à la reconnaissance de l'infinie variété, de l'infinie richesse d'une humanité diverse comme les aspects même de l'immense Nature torride, tempérée ou glacée, aride ou verdoyante, hostile ou amicale qui l'enveloppe et comme son histoire et son passé individuels lui façonnent une âme différente, sinon dans son essence, tout au moins dans les manifestations qui la révèlent. Et si je voulais faire passer un peu de cette beauté individuelle dans le domaine universel, ce n'est pas à ces considérations générales, ni à des critiques que j'en demanderais l'interprétation, mais aux poètes, aux artistes qui, seuls, par soudaine divination et non par laborieuse analyse, saisissent la vie et la reproduisent entière : ce n'est pas à Voltaire ou à Villemain, à Lemaître ou à Faguet, ni même à Taine que je m'adresserais pour connaître Shakespeare, mais à Hugo et à Vigny, à Renan, à Delacroix et à Berlioz; et avant tout, au poète qui dans *Lorenzaccio*, dans *Fantasio* et *Barberine* a non seulement montré la plus profonde intelligence de l'art shakespearien, mais l'a fait passer vivant et frémissant dans notre littérature, à Alfred de Musset.

EMILE HOVELAQUE.

(1) Voir par exemple les premiers mots de *Macbeth*, « Fair is foul and foul is fair », que répètent les premières paroles de Banquo « So fair and foul a day I have not seen », qui nous font instantanément entrer dans un monde où tout est renversé, tout l'ordre de la vie bouleversé et livré au mal; ou dans *Hamlet*, l'appel inquiet de la sentinelle angoissée, dans la nuit; ou les premiers mots de *Roméo* et *Juliette*, de toutes les pièces, qui comme les premiers accords d'une symphonie annoncent et résument tout le développement ultérieur des thèmes.

LE PLAN ALLEMAND (1)

VII

L'œuvre du général Séré de Rivière était à peine ébauchée que l'Allemagne en comprit la valeur. Le grand état-major de Berlin eut vite fait de se rendre compte qu'au début d'une nouvelle guerre, il ne pourrait ni se porter de la Haute-Alsace en Franche-Comté par la trouée, désormais obstruée de Belfort, ni se glisser entre Epinal et le ballon d'Alsace par les routes de la Haute-Moselle, ni forcer les grandes voies de Strasbourg à Toul ou de Pont-à-Mousson à Châlons, ni déboucher par les chemins intermédiaires de la Voivre sur Verdun ; ou, du moins, qu'il ne le pourrait qu'au prix d'une consommation énorme de ses hommes.

Deux lignes d'invasion seulement restaient abordables : la trouée de la Meuse inférieure, entre Dun et Stenay ; la trouée de la Moselle, entre Bayon et Charmes. L'Allemand ne pourra choisir qu'entre elles. La partie s'engageait mal.

De là, l'idée de la violation de la neutralité belge. Peut-être se heurtera-t-elle d'abord à quelques

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 9, 1916.

scrupules. Ces scrupules n'offrirent pas une longue résistance aux considérations stratégiques, d'un intérêt indéniable.

Dix ans après la guerre de 1870, les chefs de l'armée belge (les généraux Brialmont, Dejardin, Ducarne) tenaient pour certain que la violation de leur territoire faisait l'objet d'un plan préparé de longue main par l'état-major allemand. Le projet d'offensive par la Belgique est discuté par les écrivains militaires français : Eugène Ténot, dès 1882, puis le général Bonnal, le lieutenant-colonel Boucher, le général Langlois, le général Maîtrot, le colonel Buat. Le général de Bernhardi, dans son livre fameux sur l'*Allemagne et la prochaine guerre* (octobre 1911), justifia d'avance l'attaque par la Belgique :

C'est au chapitre intitulé *Pouvoir mondial ou chûte*. Comme il s'agit pour l'Allemagne « d'être ou de n'être pas », il nous faut écraser au travers de ses chemins. » Les traités, qui ont été conclus au commencement du siècle, ne sauraient être considérés comme perpétuels. « Aussi bien la Belgique a-t-elle renoncé elle-même à sa neutralité le jour où elle a réuni une vaste et riche région de l'Afrique (le Congo). »

La déloyauté de l'argument a été reconnue par le chancelier de l'Empire allemand lui-même. Il dira, le 4 août 1914, au Reichstag qui acclame ses paroles, s'associant à la glorification cynique de la félonie : « Nous sommes dans la nécessité de nous défendre. » — C'était l'Allemagne qui attaquait. — « Et la nécessité ne fait pas de loi. Nos troupes ont occupé le Luxembourg, peut-être déjà foulé le territoire belge. *Cela est contraire aux prescriptions du droit international.* Le gouvernement français, il est vrai, a déclaré à Bruxelles qu'il respecterait la neutralité de la Belgique aussi longtemps que l'adversaire la respecterait. Mais nous savions que la France était prête à l'attaque. La France pouvait attendre, mais nous, nous ne le pouvions pas. Une attaque française, sur nos flancs, sur le Rhin inférieur, aurait pu nous être fatale. Ainsi étions-nous forcés de passer outre aux protestations *justifiées* du gouvernement luxembourgeois et du gouvernement belge. *L'illégalité*, je parle ouvertement, l'illégalité que nous commettons ainsi, *nous chercherons à la réparer dès que notre but militaire aura été atteint.* Quand on est aussi menacé que nous, et qu'on combat pour un bien suprême, *on s'arrange comme on peut.* »

Presqu'à la même heure, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. de Jagov, exposait à l'ambassadeur britannique, avec une égale impudeur, les raisons graves « qui avaient obligé le gouvernement impérial à faire franchir, dans la matinée, la frontière belge par les troupes allemandes ».

Il fallait pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile, de manière à prendre une bonne avance dans les opérations et s'efforcer de frapper quelque coup décisif le plus tôt possible. « C'est pour nous une question de vie ou de mort. Si nous avions passé par la route plus au Sud, nous n'aurions pu, en raison du petit nombre des chemins et de la force des forteressses, espérer passer sans rencontrer une opposition formidable, impliquant une grosse perte de temps. Cette perte de temps aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande. *Agir avec rapidité, voilà le maître-atout de l'Allemagne;* celui de la Russie est d'avoir d'inépuisables ressources en soldats (1).

Même explication au ministre de Belgique à Berlin : « Si les armées allemandes ne veulent pas être prises entre l'enclume et le marteau, elles doivent frapper un grand coup du côté de la France, pour pouvoir ensuite se retourner contre la Russie. »

Donc, un seul argument : l'argument militaire, qui est saisissant.

VIII

En effet, il suffit de jeter un regard sur la carte.

Alors même que le système de nos nouvelles défenses vers l'Est ne constituerait pas un tel obstacle que les Allemands auraient avantage à le tourner, leur voie d'invasion la plus rapide sur Paris traverse la Belgique, entre en France par la vallée de l'Oise et court droit le long de la rivière sur la capitale. La nature elle-même a tracé cette voie. D'innombrables armées l'ont suivie depuis des siècles, et dans les deux sens, d'Allemagne en France, de France en Allemagne. Si la neutralité de la Belgique, le coin du monde qui, jusqu'à la guerre de 1914, avait été arrosé de plus de sang humain, avait été inventée, c'était pour barrer aux armées françaises les routes du Rhin, aux armées allemandes celles de la Seine.

Il y a, de la frontière allemande à Liège, clef de la vallée de la Meuse, 30 kilomètres. La vallée de la Sambre prolonge la vallée de la Meuse, les plaines du bassin de la Meuse glissent aux plaines du bassin de la Seine. De Liège à la frontière française, il y a cinq journées de marche. Le chemin de fer jalonne cette vieille route des invasions germaniques : de Berlin par Cologne et Aix-la-Chapelle à Liège, de Liège par Namur, Charleroi et Maubeuge à Paris.

(1) *Livre Jaune*, n° 160, Sir E. Gochen à Sir Edward Grey.

Autre avantage stratégique des routes d'offensive du Rhin à la Seine par la Belgique : elles débordent les places les plus importantes de notre frontière du Nord, prennent à revers la vieille ceinture de Vauban comme la ceinture nouvelle de Séré, tournent toutes nos lignes de défense jusqu'à la falaise de Champagne. L'armée allemande qui débouche de Namur dans l'angle entre la Sambre et la Meuse, pénètre en France par le bassin supérieur de l'Oise. La trouée de l'Oise est le défaut de la cuirasse de la France (1).

Au surplus, à l'offensive poussée droit à la trouée de l'Oise une autre offensive peut être substituée, ou si le nombre des armées d'invasion le permet, peut être combinée avec elle. C'est par la rive droite de la Meuse. L'offensive peut partir soit d'Aix-la-Chapelle, soit du camp de Malmédy, soit de Trèves, par Luxembourg-Arlon et Virton ; celle-ci aboutit à la Meuse, sur le front Sedan-Mouzon-Stenay, après avoir franchi la Chiers à Carignan.

Pour le général de Bernhardi, l'attaque de Trèves sur Stenay sera l'attaque décisive. Est-ce une feinte? Les généraux belges sont divisés sur l'orientation probable : rive droite ou rive gauche de la Meuse (2). Le général Maîtrot (1912) recueille l'avis de Bernhardi comme l'idée-maîtresse du plan de campagne allemand : « L'armée d'aile droite choisira, comme axe de marche, la ligne Trèves-Stenay, traversant le Luxembourg et la Belgique méridionale ».

De fait, l'Allemagne, pendant ces années d'avant guerre, a étudié plusieurs plans : offensive par la rive droite et offensive par la rive gauche de la Meuse, et, même, un plan plus excentrique encore, celui du général de Moltke. Une fois entré en Belgique, il la traverse en biais, gagne le rivage de la mer du Nord, marche le long de la mer vers Dunkerque et Calais, menaçant l'Angleterre pour remonter ensuite sur Paris par la vallée de l'Oise.

Bernhardi avait étudié une attaque d'une envergure plus vaste encore. « Négligeant toutes les conditions politiques », c'est-à-dire violant le territoire de la Hollande en même temps que celui de la Belgique, il poussait droit à la mer « l'extrême aile droite de l'armée allemande du Nord (3) ». Il vaticine : « Un succès des Allemands au Nord les amènerait immédiatement à Paris ».

(1) Ténot, *Nouvelles défenses de la France*, p. 312. Je rappelle que ce livre date de 1882.

(2) Brialmont (1882) et Dejardin (1905), croient à l'attaque par la rive gauche. En sens contraire, Ducarne (1900).

(3) *La Guerre d'aujourd'hui*, t. II, p. 337.

IX

Mais, si l'Allemagne fait, nécessairement, le silence sur les plans de son état-major, elle ne cache point la menace : la décision par la Belgique ; et elle écrit la menace sur la carte de ses voies ferrées, provinces rhénanes, Eifel, Palatinat.

L'Eifel est cette région montagneuse, anciennement volcanique, qui s'élève sur la rive gauche de la Moselle, jusqu'à son confluent avec le Rhin, entre Trèves et Cologne, et s'étend au Nord-Ouest jusqu'à Aix-la-Chapelle. Le climat y est très âpre; quelques rares cultures s'éparpillent entre les amas rocheux ; la population est clairsemée et pauvre. Ce n'est pas pour des besoins agricoles, ou industriels, ou géologiques, que cette région misérable se sillonne de voies ferrées.

Jusqu'aux environs de 1904, le nœud le plus épais des lignes allemandes d'extrême frontière se voyait en Lorraine, XVIe et XXIe Corps d'armée, de Metz à Thionville et à Sarrebruck ; on y comptait plus de 70 quais militaires, seules pages du livre secret de la concentration qui ne peuvent pas être dissimulées. Maintenant, l'activité principale, fiévreuse, des constructeurs se transporte dans le pays rhénan et, notamment, dans l'Eifel, vers le Luxembourg et la Belgique. On dépense les millions, sans compter, pour des lignes dont l'intérêt n'est, manifestement, que stratégique : créations nouvelles, raccordements, doublements des voies, rattachements aux chemins de fer de Westphalie et, même, de Belgique (Stavelot-Malmédy), quais énormes qui ne connaissent ni les voyageurs ni les marchandises. Toutes les voies ferrées du Grand-Duché de Luxembourg passent à des sociétés allemandes. La veille de la guerre, une demande spéciale de crédits, 452 millions de marks, est déposée sur le bureau du Landtag de Prusse (mars 1913). Elle a pour objet un nouvel accroissement des chemins de fer stratégiques du Rhin à Trèves et à Luxembourg.

Tout concorde.

Le général Brialmont est, dès 1882, convaincu à ce point des intentions allemandes que son plan défensif de la Belgique est nettement orienté vers l'Est.

Ce plan, tardivement adopté, est mollement exécuté. Cependant Liège et Namur deviennent d'importants camps retranchés et Anvers une place de fortification moderne. La loi sur la milice, du 30 avril 1913, porte que le recrutement de l'armée a lieu par des appels annuels, qui ne seront pas inférieurs à 49 pour 100 des inscrits de la levée, et par des engagements volontaires. L'effectif du

temps de paix est d'environ 45.000 hommes, avec 3.500 officiers.

X

Si fortes que fussent les raisons d'ordre militaire qui devaient décider un gouvernement sans foi, comme fut de tout temps la Prusse, à reprendre la pensée du vieux Moltke, en 1867 : « Offensive sur Paris par la Belgique avec l'armée française pour objectif des opérations », elles se heurtaient à la raison d'ordre politique qui avait fait reculer Bismarck : non pas le souci du droit des traités, mais la crainte de l'Angleterre, principale gardienne du contrat européen qui couvrait la Belgique.

Il n'est pas douteux que la même raison inquiéta quelque temps l'Empereur allemand. Résolu comme il l'était, depuis les événements du Maroc, à faire la guerre, il pensa tourner l'obstacle de la Lorraine par la Suisse. La neutralité perpétuelle « du corps helvétique » n'est pas moins garantie par les traités (30 mai 1814, 20 mars 1815) que celle de la Belgique, mais la Suisse n'est pas, comme la Belgique, une création de l'Angleterre. Il tâta lui-même le terrain. Romane ou allemande, la Suisse défendrait son territoire contre quiconque oserait l'attaquer. Elle avait une armée, très bien exercée, de 200.000 hommes, tireurs et artilleurs excellents, et, derrière cette armée, tout un peuple. L'Italie commençait à se détacher de la Triplice ; elle ne franchirait pas les Alpes.

Il revint au plan belge.

Il avait détesté le roi Edouard VII qui le méprisait ; mais il le craignait. On l'a vu très petit garçon devant lui. Il lui a écrit des lettres de collégien pris en faute.

La pensée anxieuse s'est retournée souvent vers le roi Edouard VII. Il avait conclu les deux grandes ententes de l'Angleterre avec la Russie et avec la France. Il aurait été l'âme de la coalition contre les empires germaniques.

Un certain affaiblissement, au moins apparent, de la politique extérieure de l'Angleterre, ses discussions politiques, surtout la guerre civile qui semblait menacer l'Irlande aux premiers mois de 1914, raffermirent le courage de l'Empereur allemand. Il se flatta qu'il n'avait rien à redouter d'un pays aussi âprement divisé contre lui-même, où les influences allemandes étaient très actives, où le pacifisme avait exercé ses ravages, qui n'avait pas d'armée et se refusait à établir le service militaire obligatoire et personnel. Il l'endormirait avec de belles paroles. L'Angleterre le laisserait faire.

L'organisation allemande est très puissante. La science allemande est grande. L'Allemagne est laborieuse, elle porte dans les affaires industrielles et commerciales l'audace de ses entreprises militaires. Elle ignore tout de l'homme. Son jugement, ses connaissances s'arrêtent à l'homme. Le respect du droit, la fidélité à la parole donnée, l'esprit de sacrifice, le sens de l'humanité sont lettres closes pour l'Allemand.

Même calcul au sujet de la France. Les querelles politiques n'y étaient pas moins vives qu'en Angleterre ; la loi de trois ans, réponse à la loi militaire allemande de 1913, chancelait, à peine votée ; les partis avancés compagnonnaient avec les socialistes allemands, joués par eux ; une affaire tragique mettait à nu des tares qui semblèrent d'un pays en décadence. L'Allemagne n'aurait qu'à pousser pour vaincre.

Les écrivains allemands, les plus autorisés parmi les porte-paroles de l'opinion, notamment Maximilien Harden, dans son journal la *Zukunft*, sont convenus qu'ils escomptaient la résignation de l'Angleterre devant la violation du territoire belge.

L'injurieuse hypothèse était devenue une certitude pour l'Empereur allemand. Il la communiqua aux chefs de l'armée, aux ministres. L'Angleterre restera dans son île.

Pour s'assurer, par un pacte de honte qui la liera, de sa neutralité, il lui offre, dans la nuit du 29 juillet « une forte enchère ». « Il ne cherchera aucun agrandissement territorial aux dépens de la France continentale. » Il se paiera sur ses colonies, Afrique du Nord, Indo-Chine, Madagascar — qui mettront l'Allemagne dans la Méditerranée et l'Océan Indien (1). « Si la Belgique ne se range pas contre l'Allemagne, elle sera évacuée après la guerre. » « Proposition infâme ! » s'écria M. Asquith, quand il en avisa les Communes (2). Commencement de la surprise allemande. La déception éclate, furieuse, dans les entretiens du 4 août, entre l'ambassadeur d'Angleterre, porteur de l'ultimatum britannique, et le ministre des Affaires étrangères et le chancelier.

M. de Jagow exprime « son poignant regret de voir s'écrouler toute sa politique ». Le chancelier dit à l'ambassadeur que « la mesure prise par le gouvernement de Sa Majesté britannique était *terrible au dernier point*, juste pour un mot, juste pour un chiffon de papier ! » Il sait, mieux que personne, qui a voulu la guerre, et, dans son trouble, il va jusqu'à « s'écrier » que l'attitude de l'An-

(1) *Correspondance britannique*, n° 85, Sir E. Goschen à Sir E. Grey : « J'ai posé à son Excellence une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une manière semblable à leur égard. »

(2) 6 août.

gleterre est « inconcevable » : « C'est comme frapper par derrière un homme au moment où il défend sa vie contre deux assaillants (1). »

Toute l'inconscience allemande, faite d'ignorance des hommes et de cynisme, est là. Mais, aussi, la preuve que l'intervention armée de l'Angleterre, sa traditionnelle loyauté, étaient exclues des calculs allemands.

La surprise, la colère de l'Empereur allemand ne furent pas moins violentes. Il renvoie le soir même les insignes de ses dignités militaires anglaises. Lui-même s'emploie à surexciter l'opinion.

Le « chant de haine contre l'Angleterre », le hoquet le plus ignoble qui ait déshonoré la poésie, est proprement son œuvre. Tout son plan craque. Il a senti passer, pour la première fois, le vent de la défaite et du châtiment.

XI

Deux autres preuves découlent de cet étonnement et de ces fureurs :

D'abord, celle d'une honorable erreur de l'Angleterre au cours des négociations qui ont précédé la rupture.

Il n'y a pas de dépêche diplomatique plus noble que celle de Sir Edward Grey à Sir Edmond Goschen (2), quand il offre à l'Empereur allemand, s'il veut s'employer à dénouer la crise, l'amitié anglaise et son intervention personnelle pour garantir l'Allemagne contre toute politique agressive ou hostile de la Russie ou de la France (30 juillet). Mais l'Allemand croit seulement à la force. Il en eût fallu parler le langage. L'honnête langage de l'Angleterre, si probe, d'une angoisse tragique, ne pouvait être entendu de qui avait le mépris du droit et n'avait pas au cœur une goutte de l'humaine pitié.

Loin de donner à réfléchir à l'Empereur allemand, l'attitude de l'Angleterre l'ancra dans son dessein. Son ultimatum à la Russie est du lendemain.

Le président de la République française montra plus de connaissance de l'Empereur allemand, du caractère allemand. Il a écrit, le 31 juillet, au roi d'Angleterre : « Si l'Allemagne a la certitude que l'Entente cordiale s'affirmera, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille, il y aura les plus grandes chances pour que la paix ne soit pas troublée. » C'en est fait de la paix « si l'Allemagne et l'Autriche peuvent spéculer sur l'abstention de l'Angleterre ». Le roi Georges répond qu' « il ne reste pas sans espoir que les terribles événements qui semblent si proches pourront être empêchés (1) ».

L'impeccable loyauté, la correction conciliante, les émouvantes illusions du cabinet de Londres, c'est ce que l'Allemagne a appelé la perfidie, la trahison anglaise.

Démonstration, en second lieu, que l'état-major français aurait commis une erreur grave s'il avait tenu pour certaine l'offensive allemande par la Belgique : s'il avait orienté, en conséquence, sa concentration vers le Nord-Est et laissé à une armée moins forte la défense de la Lorraine.

Si l'accroissement des voies ferrées et des routes de l'Eifel et tant d'autres indices donnaient à croire que l'état-major allemand déplaçait l'axe de sa concentration, il nétait pas interdit, en effet, de penser qu'un *Quos ego* de l'Angleterre, qui n'eût pas été tardif, n'aurait pas détourné de la Belgique l'offensive de l'Empire germanique.

Il est loin d'être établi que l'Angleterre ne serait pas demeurée un témoin du conflit si la guerre n'avait pas été portée sur le territoire belge. Ce fut, jusqu'au 2 août, l'avis formel de la majorité du cabinet. Le 3, la déclaration aux Communes et aux Lords est seulement que l'Angleterre protègera la neutralité belge et les côtes de la France.

La question du respect de la neutralité belge par les belligérants fut très tardivement posée.

Le ministre belge des Affaires étrangères a adressé, le 24 juillet, à ses représentants auprès des puissances garantes de la neutralité le texte d'une communication destinée à confirmer que le gouvernement de Bruxelles est résolu à remplir ses devoirs internationaux au cas où une guerre viendrait à éclater à ses frontières (2). Mais la communication, à cette date, serait « encore prématurée » : elle ne doit être « effectuée que sur un ordre télégraphique ». Si rapide enfin que soit la marche des événements à face de catastrophes, c'est seulement le 31 juillet que le cabinet de Londres demande « aux gouvernements français et allemand, séparément, si chacun d'eux est prêt à respecter la neutralité de la Belgique pourvu qu'aucune puissance ne la viole ».

La France, déjà, le même jour, a fait spontanément sa déclaration. Le ministre belge remercie le ministre français et ajoute : « Nous avons aussi tout lieu de croire que l'attitude du gouvernement

(1) *Correspondance britannique*, n° 160, Sir E. Goschen à Sir E. Grey.

(2) *Livre Jaune*, n° 122.

(1) La réponse du roi Georges est datée de Buckingham Palace, le 1er août.

(2) *Livre Gris*, n° 2.

allemand sera identique à celle du gouvernement de la République française (1). »

Imaginez la question posée plus tôt par le cabinet de Londres, à la requête du gouvernement belge, avant l'ultimatum allemand à la Russie (2), avec quelque brutalité qui eût été de la vieille manière anglaise. Quelle aurait été la réponse de l'Allemagne ?

Il est aisé de dire aujourd'hui que la réponse aurait été la même du 24 au 28 juillet que le 31, quand l'Allemagne, ce jour-là, se défendit de donner les mêmes assurances que la France. Elle aurait été, en effet, dictée par les mêmes raisons militaires. Appuyée d'une parole énergique, comminatoire de l'Angleterre, la mise en demeure, peut-être, aurait donné à penser.

Quelques mois auparavant, les doutes qui resteront ceux de l'histoire faisaient l'angoisse de l'état-major français. L'agression allemande se produirait-elle en Lorraine ou en Belgique ?

L'Allemagne, qui voulait la guerre, avait dirigé sa concentration sur la Belgique. La France voulait la paix ; comment deviner ? comment choisir ? Sa concentration devait donc être assez souple pour lui permettre de porter son principal effort sur le terrain, Belgique ou Lorraine, où l'ennemi dirigerait le gros de ses armées. Et le gros de ses armées était orienté face à l'Alsace-Lorraine, parce qu'elle était résolue à ne violer la neutralité ni du Luxembourg ni de la Belgique.

JOSEPH REINACH.

LA GUERRE ET LA LUTTE NATIONALE CONTRE LA TUBERCULOSE

La tuberculose fauche, en France, chaque année, d'après les statistiques officielles, plus de 86.000 existences humaines. La ville de Paris, à elle seule, offre en pâture à ce minotaure, plus de 11.000 (chiffre officiel) de nos concitoyens, parmi lesquels dominent les êtres jeunes et souvent pleins de promesses.

Mais, dans les statistiques officielles où ces chiffres de décès sont attribués à la tuberculose, nous découvrons plus loin : 49.175 décès imputés à des maladies inconnues et mal définies, et plus loin encore : 02.342 décès sous la rubrique : autres maladies non détaillées.

(1) 31 juillet.

(2) *Livre Gris*, n° 9, lettre de M. Davignon aux ministres du Roi des Belges à Berlin, Paris et Londres.

D'autre part, nous savons que, jusqu'à ces derniers temps, le mot tuberculose n'était pas prononcé volontiers dans l'armée ; il était généralement remplacé par « bronchite chronique », ou mieux encore : « bronchite spécifique » ; beaucoup de médecins civils pratiquaient la même circonspection. Aussi croyons-nous être encore au-dessous de la vérité en indiquant le chiffre de 150.000 décès annuellement par tuberculose en France, et entre 13 et 14.000 rien qu'à Paris. Cela représente plus d'un quart du nombre total des décès.

En Angleterre et en Allemagne, pour ne citer que ces deux pays, la mortalité par tuberculose a diminué de 50 0/0 pendant les 30 dernières années ; en France, les plus optimistes affirment qu'elle est stationnaire ; beaucoup pensent qu'elle augmente encore.

En tous cas, il y a bien peu de temps qu'elle était à Paris de 5, 1 pour mille, tandis qu'au même moment, elle s'était abaissée à Londres à 1,8 pour mille, donc près de trois fois moins. Cela signifie que si l'on avait lutté contre le fléau à Paris, avec les mêmes moyens qu'à Londres, sept à 8.000 vies humaines eussent été et seraient épargnées annuellement dans notre capitale.

Comment ne pas rester confondu en face d'une aussi épouvantable constatation malheureusement incontestable ?

Avons-nous le droit de laisser gaspiller ainsi le trésor vivant de la France ?

Le but de cette conférence est essentiellement pratique ; c'est pourquoi nous avons voulu vous mettre tout d'abord en présence de ces chiffres bruts, quelque navrants qu'ils soient; mieux que les plus belles phrases, ils vous permettront de mesurer l'étendue du mal qui ronge nos forces nationales, mal particulièrement odieux, parce qu'il s'acharne trop souvent sur des jeunes et plus encore sur des êtres d'élite.

Qui de vous n'a pas le souvenir d'une de ces femmes ou d'un de ces hommes jeunes, beaux, au regard intelligent et doux, plein d'idéal, semblant avoir déjà des clartés de l'au-delà, qu'à tout prix, on eut voulu retenir et qui s'en est allé ?

En tous cas, le mal s'est déplacé. Il y a 40 ans, c'étaient de jeunes Anglaises atteintes de « consumption » qui peuplaient notre Côte-d'Azur ; elles y sont maintenant plus nombreuses, encore, mais c'est sur les terrains de gulf ou sur les pelouses de tennis qu'on les rencontre, souvent belles et toujours vigoureuses. Les malades qu'on croise à Pau, à Arcachon ou sur la Côte-d'Azur sont généralement Français.

Les plus optimistes, nous le répétons, admettent que les ravages de la tuberculose restent station-

naires dans notre pays ; nous regrettons d'être amené à croire qu'ils sont encore en train d'augmenter.

Or, nous le répétons aussi, pendant les 30 dernières années, la mortalité par tuberculose a diminué de 50 0/0 en Angleterre et en Allemagne.

Comment ce résultat si enviable a-t-il été obtenu ?

Dépourvu de tout titre et de toute compétence médicale, nous nous interdisons une incursion quelconque sur ce terrain réservé à la Faculté. Il y aurait d'ailleurs une présomption trop grande à vouloir traiter ici ce côté de la question après la conférence magistrale, et actuellement définitive, faite dans cette même salle par l'éminent Docteur Küss. Ce serait, du reste, inutile pour notre argumentation puisque les moyens qui ont permis d'obtenir, en Angleterre, cette atténuation considérable du mal sont essentiellement des moyens sociaux et que c'est de la tuberculose, maladie sociale, que nous entendons nous occuper ici.

Notre éminent président, M. Léon Bourgeois, l'a dit : « La tuberculose est une maladie sociale : sociale dans son principe, car elle tient surtout au milieu dans lequel nous vivons ; sociale dans ses effets, car le tuberculeux, si les précautions nécessaires ne sont pas prises, devient un foyer de contagion » ;... « elle crée un risque mutuel entre l'individu et la société, et l'assurance contre ce risque devient un devoir strict pour la société ».

C'est donc des remèdes sociaux, non seulement préconisés, mais pratiqués avec application et avec suite en Angleterre, que nous voulons vous parler. Aussi bien, d'ailleurs, ce sont eux qui ont permis de réaliser les magnifiques progrès obtenus.

Quels sont-ils ?

Nous estimons qu'ils sont au nombre de 5 principaux :

1° La réforme du logement ouvrier ;

2° Le développement des espaces libres dans les grandes villes ;

3° Le fonctionnement sérieux des Comités d'Hygiène municipaux ;

4° La lutte contre l'alcoolisme ;

5° La création de dispensaires.

Ce sont eux que nous vous demandons la permission d'examiner rapidement ; nous nous étendrons seulement sur le dernier, le plus récent, qui doit permettre de réaliser les derniers progrès, et de lutter pied à pied contre le mal, sur tous les terrains.

Reprenons rapidement chacun des moyens de lutte énumérés. Nous nous arrêterons peu sur les quatre premiers qui ont fait l'objet, ici même, à des époques trop rapprochées pour que cela ait pu être oublié, de conférences très développées.

1° *La réforme du logement ouvrier.* — Ici encore, le mieux sera de vous citer quelques chiffres lumineux, susceptibles de vous faire immédiatement saisir les résultats obtenus par ce moyen de lutte.

Dans les immeubles de la Fondation Rothschild, la mortalité, sauf pour 1913 où elle a atteint 9,9 pour mille, est restée pendant les années précédentes, au-dessous de 9 pour mille. A la Société des Habitations économiques pour familles nombreuses : 8 pour mille ; à la Société *Le Progrès*, 7,2 pour mille, alors que, dans les quartiers où sont situés ces divers immeubles, la mortalité s'élève à 24,1 : 18,4 ; 20,6 : et 25,8 pour mille.

Au point de vue spécial de la tuberculose, nous écrivions, dans notre grand rapport du Conseil supérieur des Habitations à bon marché, pour l'année 1910 : « En ce qui concerne la nature des maladies qui ont causé les décès, on a constaté 5 morts par tuberculose à la fondation Rothschild, 3 à la fondation dite « Groupe des Maisons ouvrières », ce qui, pour 4.125 habitants, donne une mortalité inférieure à 2 pour 1.000. Vous remarquerez que ce chiffre est presque semblable à celui de la mortalité tuberculeuse à Londres (à cette époque), tandis que, pour Paris, il était encore de 5,1 pour mille en 1908 ».

Nous avons visité des milliers de maisons construites grâce aux avantages mis, par la bienfaisante loi Ribot, à la disposition des travailleurs ayant la volonté de devenir petits propriétaires, nous n'y avons pas vu de tuberculeux.

Au surplus, ce n'est pas devant un auditoire averti comme celui-ci, qu'il est utile de préconiser les avantages du logement salubre, digne et confortable.

Le taudis est le premier des grands pourvoyeurs de la tuberculose.

Comment, lorsque les denrées amenées sur nos marchés sont soumises à de sévères inspections sanitaires, un propriétaire peut-il encore, sans être poursuivi, vendre à ses locataires de la tuberculose ? Les inspecteurs du travail exigent que certaines conditions de salubrité règnent dans les établissements industriels, mais, après la journée passée à l'atelier, les ouvriers peuvent s'intoxiquer dans les taudis urbains ou ruraux.

L'étendue du mal est connue à Paris depuis l'admirable organisation du « Casier sanitaire », due à M. Juillerat : malheureusement les sanctions ne sont pas appliquées.

2° *Le développement des Espaces libres dans les villes.* — Ici encore, nous nous bornerons à un seul

chiffre déjà cité dans une de nos conférences précédentes.

La mortalité par tuberculose est, dans une longue rue étroite, bordée de hautes maisons, de 11 pour 1.000, alors que, dans une rue parallèle d'orientation et de longueur identique, mais large et aérée, elle est de 1 pour mille.

Autour d'un square, même mortalité de 1 pour 1.000 dans les immeubles en bordure, alors que, dans les îlots de maisons agglomérées traversés seulement par des ruelles qui avoisinent le square, elle s'élève de nouveau à 11 pour mille.

Il y a bientôt 10 ans déjà, nous disions, dans une réunion organisée à la Sorbonne et présidée par notre éminent et respecté ami M. Ribot, que Londres contenait 3 fois plus d'espaces libres et Berlin, 2 fois plus d'espaces libres que Paris ; et qu'à Londres, la mortalité par tuberculose était à peu près, 3 fois moindre, et à Berlin, 2 fois moindre que dans notre capitale.

La preuve n'est-elle pas faite depuis longtemps pour tous les hommes qui s'occupent de ces questions ?

Il suffit de comparer les coefficients de mortalité par tuberculose dans le quartier des Champs-Elysées, dans le XVIe, ou dans la région si bien aménagée au XVIIIe siècle, autour de l'Ecole Militaire, avec ceux de Plaisance, de Belleville, ou d'agglomérations de la banlieue de Paris, pour être absolument édifié.

Ajoutons que l'on ne peut arriver au développement des espaces libres, et au choix rationnel de leur emplacement dans les villes, sans l'obligation pour celles-ci d'avoir des plans d'aménagement et d'extension ; et, à ce propos, je me permets d'insister auprès de notre éminent Président de l'Alliance, et de le prier instamment de vouloir bien user de sa haute influence pour hâter le dépôt sur la Tribune du Sénat, du rapport sur la loi Cornudet, votée depuis bientôt un an par la Chambre des Députés !

3° *Fonctionnement sérieux des Comités d'Hygiène dans les villes.* — En Angleterre, ces comités sont extrêmement actifs ; dans ce pays, chacun comprend infiniment mieux que chez nous, l'importance de l'hygiène, et se rend compte de la solidarité des risques entraînés par le mépris des règles édictées en son nom.

Les comités municipaux d'hygiène visitent fréquemment les maisons : ils y sont bien accueillis par les locataires ; ils constatent les défectuosités, indiquent aux propriétaires les travaux indispensables à effectuer et fixent le délai accordé, pour les exécuter. A la date convenue, ils reviennent ; si les travaux n'ont pas été faits, les propriétaires reçoivent un second avertissement ; et une très courte prolongation de délai leur est souvent accordée. A cette nouvelle échéance, si les travaux n'ont pas été effectués, les locataires sont déplacés, et la maison fermée. Le propriétaire sera privé de tout revenu jusqu'à ce qu'il ait assaini sa maison. Aucune intervention de député, de conseiller général ou municipal n'y changerait rien.

A Rotterdam, il y a 3 ans, parcourant les quartiers pauvres avec le Ministre des Travaux publics et le bourgmestre, frappé du nombre de maisons fermées, portant un écriteau blanc avec inscription imprimée, nous exprimions à nos hôtes notre surprise de voir autant de maisons à louer, et nous croyions être en face d'un déplacement de population. « Détrompez-vous, nous répondirent-ils, on manque plutôt de logements dans ce quartier, ce ne sont pas des maisons à louer, mais des immeubles « impropres à l'habitation ». Les comités d'hygiène municipaux, composés pour une large part de femmes, ont déclaré ces locaux impropres à l'habitation ; ils sont fermés, et le propriétaire n'a plus que deux alternatives, les rendre salubres ou les abattre.

C'est ainsi que ces villes hollandaises, quoique traversées de tant de canaux aux eaux stagnantes, ont des taux de mortalité très sensiblement inférieurs aux nôtres. Notre loi de 1902, sur la santé publique, est la meilleure qui existe ; mais elle n'est malheureusement pas appliquée, et il en sera toujours ainsi tant que les inspecteurs et les inspectrices sanitaires que nous souhaitons de voir nommer en grand nombre seront sous la dépendance des maires.

Il faut arriver à ce que l'hygiène soit enfin en honneur dans notre pays.

4° *Lutte contre l'alcoolisme.* — Pas un de nos auditeurs ici qui ne soit convaincu que « l'alcool tue et ne fortifie pas » ; pas un qui, comme notre cher et regretté Cheysson, l'un des premiers et courageux présidents de la « Ligue Nationale contre l'Alcoolisme » ne soit convaincu que « si souvent la tuberculose se prend sur le zinc ».

De là, vous le savez tous, provient en grande partie l'augmentation des taches noires de la tuberculose, sur la carte de notre pays. Les ouvriers saisonniers viennent à Paris, s'y logent mal, fréquentent les cabarets, deviennent tuberculeux, et rapportent la maladie qu'ils propagent dans leur pays d'origine, jusque là resté indemne. Les sommes dépensées au cabaret font défaut pour l'alimentation de la famille déjà défectueuse la plupart du temps.

Les travaux si utilement pratiques de notre cher collègue, M. Landouzy, sur la valeur nutritive des

différents aliments, n'ont pas été suffisamment vulgarisés dans les milieux ouvriers ; ses conseils constituent cependant un élément très efficace de cette lutte contre la tuberculose à laquelle il a pris depuis tant d'années une part si active.

Quelques sociétés privées ont déployé dans notre pays une énergie réelle depuis quelques années, en luttant contre ce fléau antinational de l'alcoolisme. M. Ribot a déposé un projet de loi abolissant le scandaleux privilège des bouilleurs de cru. Pourquoi faut-il qu'à la Chambre, un général blanchi au service de la France, qui, dans toutes les tâches difficiles qui lui ont été confiées, s'est illustré, en contribuant à l'élévation, à la gloire et à la prospérité de notre pays, dont la seule pensée est la poursuite de la victoire, et la seule préoccupation, les moyens de l'obtenir, ait succombé sous les attaques des cabaretiers de Marseille ? Nous le saluons avec un respect tout particulier, ce grand Ministre, le général Galliéni ; il peut être certain que le rouge est monté au visage de tous les bons Français en lisant le compte-rendu de cette séance néfaste.

Pourquoi faut-il qu'un décret excellent, publié dans les journaux mais qui n'a jamais paru à l'*Officiel*, ait été rendu inopérant par une simple circulaire du Ministre de l'Intérieur qui, celle-là, n'a pas manqué d'être publiée en bonne place, dans la feuille autorisée ?

Comment ne pas se demander, en présence de pareils faits, si l'on a fait la gageure de pousser jusqu'aux moyens violents ceux qui veulent à tout prix empêcher la France de mourir par l'alcoolisme, alors qu'elle vient d'être sauvée par l'héroïsme de ses enfants ?

*
* *

Nous le répétons ; l'Angleterre, en luttant sur les quatre terrains que nous venons d'indiquer, est parvenue à réduire de 50 0/0 au cours des 30 dernières années, la mortalité par tuberculose. Les procédés qu'elle a employés, nous venons de vous les rappeler ; ils sont connus, et entièrement à notre disposition ; il suffirait que nous soyons décidés à les appliquer énergiquement.

Mais, tous ont surtout pour but d'empêcher la maladie de naître, ce qui, M. de la Palisse l'aurait dit, est le meilleur moyen de la supprimer. Malheureusement, elle existe, elle exerce ses ravages. Que faire pour ceux qui, en si grand nombre, sont atteints ?

C'est ici que nous arrivons au sujet qui doit spécialement nous occuper aujourd'hui : les dispensaires antituberculeux, ou plutôt « les dispensaires d'Hygiène sociale ».

Qu'est-ce qu'un dispensaire ?

On appelait ainsi jadis, un établissement de charité dans lequel on distribuait gratuitement les médicaments aux malades ; la conception actuelle est toute autre. La définition d'aujourd'hui nous semble plutôt être : « foyer d'hygiène et de solidarité ».

Foyer d'hygiène parce qu'on s'y appliquera tout d'abord à vulgariser les moyens d'éviter la maladie et de diminuer ses ravages, à la dépister à ses débuts, au moment où, souvent, elle est facile à guérir ; enfin, à apporter au médecin les enquêtes, les renseignements spéciaux dont il a besoin sur les conditions d'existence de ses malades. Avec ces données, le docteur essaiera d'appliquer à chaque cas les prescriptions et les soins appropriés en vue de la guérison, ou du soulagement, et, en tous cas, de l'innocuité par rapport au milieu social.

Le dispensaire est l'organe de lutte contre la maladie qui permet d'atteindre de plus près le malade; il peut presque permettre, par l'action des moniteurs et monitrices d'hygiène, de préparer, avant la visite du médecin, les réponses aux questions que celui-ci adressera, et de les obtenir quelquefois plus complètes, et plus sincères.

Nous avons dit que la maladie devait d'abord être dépistée.

Un moyen paraît particulièrement indiqué pour y parvenir : la visite médicale scolaire, c'est-à-dire l'examen de tous les enfants des écoles par le médecin dont les observations sont notées pour chacun d'eux sur un carnet personnel. A la suite de ces examens, le traitement reconnu utile doit être indiqué aux parents, et immédiatement mis en œuvre si ceux-ci y consentent : colonies de vacances, écoles de plein air, séjour au bord de la mer, Sanatorium populaire, cure scolaire, etc... C'est toute l'œuvre Grancher développée et généralisée.

Il faut que les enfants soient auscultés soigneusement par un praticien éclairé qui, une fois la maladie constatée, ne doit pas avoir peur de la nommer et de prescrire les mesures nécessaires. Jusqu'ici, il est pénible de le constater, les précautions prises contre la tuberculose ont surtout consisté à faire peur aux malades et à leurs familles au lieu d'éduquer les uns et les autres. On croit communément que le voisinage même d'un tuberculeux est dangereux, alors que le danger ne réside que dans les expectorations, et peut être aisément évité si des précautions sont prises. C'est au point qu'il n'est nullement paradoxal d'avancer qu'un sanatorium pour tuberculeux bien tenu est l'endroit où l'on risque le moins d'attraper la tuberculose. Si ces idées étaient plus répandues, on n'assisterait pas à de véritables levées de boucliers dans certai-

nes régions dès qu'il est question d'y établir un sanatorium anti-tuberculeux.

En 8 ans, nous n'avons constaté dans un sanatorium de montagne aucun cas de contagion ni chez des enfants, ni dans le personnel de service, ni chez ceux qui accompagnent les malades.

On ne doit pas avoir peur de prononcer le nom de la maladie ; nous estimons même, pour notre part, que la déclaration devrait être obligatoire comme en Angleterre, et comme l'a demandé l'Académie de médecine.

La tuberculose est une maladie comme une autre, parfaitement curable comme le prouvent nombre d'autopsies, si elle est prise à temps. N'est-ce pas, pour une part importante, parce qu'on n'applique pas contre elle les mesures prescrites contre beaucoup d'autres, qu'elle s'est si malheureusement développée ? Dissimuler le mal n'a jamais été un bon moyen de le vaincre.

Une fois le malade dépisté, les enquêteurs et enquêteuses du dispensaire, ces véritables missionnaires de la santé publique, doivent aussi rechercher, dans la mesure du possible, les conditions qui ont pu permettre l'éclosion de la maladie. Le plus souvent, c'est au domicile du malade que cette cause initiale pourra être découverte ; et c'est pour cela que, dans la lutte antituberculeuse, presque « tout l'effort doit porter au domicile du malade ».

La mission est de double nature :

1° D'enquêtes, de renseignements ;

2° D'enseignement.

Les enquêteurs iront d'abord voir, interroger, se renseigner, apporteront au médecin tous les détails utiles. Ils retourneront, après la visite du docteur, au domicile du malade, expliquer à sa famille et à lui-même, les prescrptions médicales ; ils leur en feront ressortir l'importance, et s'efforceront d'en assurer l'exécution.

En outre, ils mettront en garde le malade contre les charlatans, entrepreneurs de guérisons à forfait, qui, avec des remèdes merveilleux, vivent aussi bien aux dépens du pauvre qu'ils ruinent, que du tuberculeux de haut vol dont la bourse en est seulement allégée.

Si le malade est hospitalisé, l'enquêteur du dispensaire sera l'intermédiaire naturel entre le malade et sa famille à laquelle il fera prendre les mesures de désinfection nécessaires, et il suivra la femme et les enfants pour s'assurer qu'ils n'ont pas été contagionnés ; il devra établir un dossier sanitaire complet des familles atteintes par la maladie.

Dans les logements ouvriers, il est pénible de le constater, la prophylaxie est à peu près inexistante.

Par l'action des moniteurs et monitrices d'hygiène, il faut qu'une véritable surveillance hygiénique et presque médicale soit exercée sur les demeures des malades pauvres. Ceux-ci arriveront ainsi à jouir d'un véritable privilège que n'ont pas les familles riches, et c'est chez eux que pourra être mise en pratique la grande maxime de l'hygiène sociale : « Prévenir pour n'avoir pas à guérir ».

L'action du moniteur d'hygiène a été admirablement définie par M. Calmette : « Il visite périodiquement le malade en camarade compatissant et dévoué. Il cause amicalement avec les parents ou avec les enfants, s'inquiète de leurs besoins, de leur manière de vivre, de leurs habitudes, de leurs ressources, des personnes, des institutions ou associations charitables susceptibles de les aider. C'est lui qui explique l'usage des antiseptiques et des crachoirs de poche. C'est lui qui démontre les inconvénients du balayage à sec, les dangers de la contagion par les crachats, les périls de l'alcool, les bienfaits de la propreté ; il persuade au malade que, s'il veut éviter de se contagionner à nouveau au fur et à mesure qu'il marche vers la guérison, il ne doit pas disséminer partout ses produits d'expectoration, et cet argument *ad hominem* entraîne mieux la conviction que les plus beaux discours.

Le moniteur d'hygiène, pour être compris et écouté partout sans défiance, doit être un homme du peuple, intelligent, actif, dévoué, capable d'initiative et d'autorité, convaincu de la fonction sociale qui lui est confiée. »

*
* *

En ce qui concerne les maladies autres que la tuberculose, nous nous représentons le dispensaire comme un carrefour qui constitue le point d'aboutissement d'avenues douloureuses trop nombreuses, hélas ! Elles partent du taudis, du cabaret de la tuberculose, de l'avarie, des épidémies, de la mortalité infantile, des maladies nerveuses, etc., etc... Il faut que, de tous ces points, les malades ou ceux qui sont menacés de maladie soient dirigés sur le dispensaire, ils en repartiront pour les colonies de vacances, l'Œuvre des trois semaines à la montagne, à la mer ou à la campagne, les sanatoria, les écoles de plein air, les colonies de travail, les maisons salubres, les cliniques diverses, les asiles sanitaires, etc.,etc.Là s'opèrera un véritable criblage des malades; à chacun sera appliqué le traitement nécessaire, et par le fonctionnement des dispensaires, on obtiendra un rendement utile beaucoup plus considérable de l'effort du médecin, un soulagement infiniment plus réel pour ceux qui souffrent, et un état hygiénique de notre pays beaucoup meilleur.

Par le dépistage opéré à l'école ou au dispensaire, on évitera, comme nous l'avons dit, l'éclosion d'un nombre considérable de maladies qui seront arrêtées en germe.

Mais, que faire pour les tuberculeux avérés ?

Ici encore, le rôle du dispensaire se montre essentiel dans la lutte antituberculeuse.

Parmi les adultes tuberculeux, ceux qui, enfants, ont été abandonnés ou mal soignés, et dont la maladie a évolué, le médecin enverra au sanatorium ceux qu'il considère comme curables.

Le choix de ces malades constitue l'une des tâches les plus délicates du praticien.

Si le sanatorium est presque toujours susceptible d'alléger les souffrances des malades assez riches pour y avoir recours, il n'apporte la guérison qu'à un très petit nombre de ceux qui sont gravement atteints.

On y trouve des amélioration et des prolongations précieuses, qui permettent à des malades n'ayant pas besoin de travailler, de mener une vie encore agréable et quelquefois utile.

En est-il de même pour les travailleurs ?

L'ouvrier manuel, sauf celui dont la profession n'est pas trop fatigante et s'exerce au grand air, l'employé obligé de vivre dans un air chaud et souvent raréfié, retombent souvent au bout de peu de mois, et arrivent à passer plus de temps au sanatorium qu'à l'ouvrage.

Il est malheureusement très rare que le travailleur, ou le malade indigent, arrivent au sanatorium quand ils sont au premier degré : or, les résultats obtenus varient dans des proportions énormes suivant le degré de la maladie au moment de l'entrée au sanatorium.

Le Docteur Küss, à Angicourt, dont l'absolue probité et la haute valeur rendent les statistiques particulièrement probantes, constate une amélioration profonde, avec régression plus ou moins marquée des lésions chez un grand nombre de malades, la proportion des succès allant, suivant le degré de la maladie à l'entrée, de 80 0/0 pour les cas favorables à 10 0/0 pour les cas défavorables. Il admet que quatre ans après la sortie, 90 0/0 des malades à forme très favorable sont aptes au travail, et que 30 0/0 des formes appelées du second degré sont dans le même cas, tandis que 6 0/0 seulement du 3e degré peuvent remplir un emploi sérieux.

Les statistiques provenant des sanatoria où le choix ne s'exerce pour ainsi dire pas, et où le malade arrive presque toujours à un stade avancé de la maladie, parce que, trop souvent, on lui en a dissimulé le nom et la gravité, sont bien différentes. Cependant, à Leysin, station climatérique dont le médecin en chef est l'éminent docteur Jaquerod, homme de science et de conscience remarquables, les statistiques concordent à très peu près avec celles du docteur Küss pour Angicourt.

Dans certains sanatoria populaires étrangers, les statistiques accusent à peine plus de 5 0/0 de malades déclarés guéris, comme pouvant jouir d'une capacité de travail réduite mais susceptible de se maintenir, tandis que presqu'aucun n'arrive à la recouvrer complètement. Il faut souhaiter de voir se développer les associations d'anciens malades de sanatorium comme celle qui a été fondée à Bligny par notre très distingué collègue, le Dr Guinard. Elles permettent de suivre les pensionnaires de ces établissements qui ont repris le travail, et d'établir des statistiques intéressantes.

Le sanatorium a donc sa place dans l'arsenal de la lutte contre la tuberculose où aucune arme ne doit être laissée inemployée ; mais, il ne faut pas le considérer comme une panacée.

On peut affirmer, par contre, que les sanatoria où la cure solaire est pratiquée donnent, contre les tuberculoses osseuses, de remarquables résultats. Comment n'avons-nous pas encore, dans nos régions montagneuses si belles et si bien appropriées à cela, quelques sanatoria populaires, pratiquement et simplement aménagés, qui permettraient d'ajouter de nombreuses guérisons à celles qu'on obtient à Berck-sur-Mer ? Tout le monde est d'accord (et les résultats obtenus sur la Côte-d'Azur constituent une preuve nouvelle) en ce qui concerne l'héliothérapie, sur l'efficacité de son emploi dans les localisations considérées comme chirurgicales, dans les adénopathies, péritonites, etc. Cette efficacité n'est pas moindre pour les blessures sur lesquelles l'action du soleil peut s'exercer ; la cicatrisation s'opère avec une rapidité qu'il n'est pas exagéré d'estimer trois fois plus grande. Pourquoi si peu de nos malades, et surtout parmi ceux dont la situation est modeste, peuvent-ils jouir de ce traitement bienfaisant ?

Que faire maintenant pour ceux qui ne sont plus justiciables d'aucun des procédés que nous venons d'indiquer, ceux devant lesquels la médecine reste désarmée ?

Ici encore, le dispensaire nous apparaît comme le meilleur instrument. Les malades considérés comme incurables peuvent être divisés en deux catégories. Le dispensaire commencera par s'efforcer de les rendre, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, inoffensifs à leur entourage ; il les soulagera tous autant que possible, et s'efforcera d'utiliser ceux qui sont encore capables de travailler, au

plus grand bénéfice de la société. Il essaiera de leur procurer des travaux compatibles avec leur état, et il y réussira dans bien des cas.

Ceux qui sont encore susceptibles de fournir un travail quelconque seront convoqués chaque semaine au dispensaire, auscultés, pesés, examinés. Le médecin leur indiquera combien d'heures par jour ils peuvent travailler ; quels aliments ils doivent prendre ; il s'efforcera de faire mettre ceux-ci à leur disposition s'ils sont indigents, par les sociétés d'assistance qui seront groupées autour du dispensaire ; enfin, il les soutiendra par tous les moyens possibles.

Les incurables devenus impotents, seront hospitalisés ou soignés dans leur famille avec l'aide et la surveillance du moniteur d'hygiène qui veillera à ce que toutes les précautions nécessaires soient soigneusement observées, et leur triste sort sera adouci dans toute la mesure du possible.

Ne semble-t-il pas que, dans le réseau d'organismes que nous venons d'exposer, chaque cas de tuberculose trouve celui qui est susceptible de lui venir en aide aussi efficacement que l'état d'avancement actuel de l'hygiène et de la médecine le permettent ?

*
* *

Nous n'avons pas dit seulement que les dispensaires devraient être des foyers d'hygiène, mais aussi de solidarité ; il nous reste à indiquer comment ils pourront remplir ce second devoir.

C'est ici que l'action des œuvres d'initiative privée va devenir prépondérante, et que leur groupement autour des dispensaires va apparaître indispensable.

De même que l'Alliance d'Hygiène sociale réunit dans son sein l'œuvre de l'habitation à bon marché, celles de l'antialcoolisme, de la Mutualité, de la lutte contre la tuberculose, contre la mortalité infantile, contre les accidents, la Mutualité maternelle, les œuvres de coopération, la Mutualité scolaire, la Fédération des gymnastes, etc., etc... les dispensaires d'hygiène sociale devront avoir auprès d'eux une émanation des comités locaux s'occupant de ces mêmes œuvres.

Les membres de ces comités unis par le sentiment de la solidarité seront les aides naturels du médecin qui dirigera le dispensaire : par eux, son action sera considérablement élargie.

Comment se constitueront ces comités locaux ?

Mais, tout simplement, en laissant les sentiments généreux qui germent dans tant de cœurs français se manifester librement, en pratiquant partout une politique d'union pour le bien.

Il suffira que nos administrateurs départementaux ou municipaux s'efforcent d'aplanir les petits dissentiments locaux, en montrant à chacun le but supérieur dont la perception nette réduit plus aisément les petites rivalités, et en fait éclater le ridicule.

Il faudra que les règlements administratifs étroits, qui arrivent si souvent à paralyser au lieu de stimuler, soient interprétés plus largement ; que partout on accueille gracieusement les bonnes volontés au lieu de leur montrer si souvent des visages rébarbatifs ou dédaigneux.

Les quelques préfets qui, dans notre pays, se sont passionnés pour les œuvres sociales, savent ce qu'on peut attendre de la générosité française, lorsqu'on a l'art de procéder de cette façon.

Nous plaçons donc, en toute première ligne, parmi les voies et moyens qui permettront de créer les dispensaires d'hygiène sociale : les ressources obtenues de la bienfaisance privée.

En second lieu, nous indiquerons la Mutualité.

Quoi de plus naturel que de voir l'épargne populaire, au lieu de s'entasser, socialement improductive, dans les coffres de l'Etat, retomber comme une rosée bienfaisante par l'intermédiaire d'œuvres qui leur viennent en aide, sur ceux qui l'ont constituée ? La Mutualité, en mettant, à un taux réduit, une partie de ses fonds libres à la disposition des œuvres d'hygiène sociale, rendra à ses membres et à la société tout entière, le plus signalé service.

Elle a déjà établi à l'usage exclusif de ses membres, des dispensaires semblables à ceux que nous voudrions édifier ; la fusion n'est-elle pas toute naturelle entre elle et l'Alliance d'Hygiène Sociale ? Ce ne serait, en somme, qu'un élargissement, une extension de la pensée mutualiste.

Dans plusieurs des immeubles bâtis par des Fondations d'Habitation à bon marché, il existe déjà des dispensaires, et les administrateurs de ces œuvres seraient probablement disposés à en étendre l'action.

Des ressources importantes paraissent pouvoir être obtenues de la Caisse du pari mutuel et de la Caisse des jeux. Celles-ci donnent très largement pour les Bains-Douches, pour la transformation et la construction d'hôpitaux. Sans doute, ces œuvres sont essentiellement utiles, mais des dispensaires d'Hygiène sociale le seront-ils moins ?

Les Caisses d'assurance, dont le devoir serait de consacrer leurs ressources à favoriser les mesures générales de prévention de l'invalidité prématurée parmi les assurés, ou à améliorer les conditions sanitaires de la population assurée, les hospices, les hôpitaux et les bureaux de bienfaisance pourraient aussi être autorisés à employer une partie

de leur fortune personnelle en faveur des dispensaires.

Enfin, le dispensaire aurait ses recettes propres, provenant des indemnités versées suivant un tarif fixé par arrêté préfectoral, par les personnes ou collectivités ayant le moyen de payer et qui auraient intérêt à recourir à ses services.

Ce n'est qu'après l'épuisement de ces diverses ressources que nous pourrions nous retourner vers les communes, le département et l'Etat, et leur demander d'accepter la charge du reliquat des sommes nécessaires, impossibles à obtenir par d'autres moyens.

Si un dispensaire était intercommunal, les charges seraient réparties entre les communes interessées au prorata des dépenses de l'assistance médicale gratuite de chacune d'elles, en prenant la moyenne des cinq dernières années.

Les proportions dans lesquelles les départements et l'Etat auraient à supporter les dépenses des dispensaires seraient fixées par le barême de la loi du 15 juillet 1893, sur l'assistance médicale gratuite.

D'autre part, les tuberculeux représentant le quart du nombre total des malades, on pourrait, déjà, sans augmenter les charges d'assistance, attribuer aux dispensaires chargés spécialement des soins à leur donner le quart des sommes totales affectées au chapitre maladie par les bureaux de bienfaisance ;celles-ci seraient ainsi utilisées avec une compétence toute particulière, et le rendement favorable serait augmenté d'autant.

On adresserait alors, comme cela se fait à Lyon, tous les tuberculeux aux dispensaires d'hygiène sociale, ce qui permettrait de généraliser les résultats exceptionnellement favorables ainsi obtenus dans cette ville.

Il ne semble pas qu'en puisant à ces diverses sources, l'entretien des dispensaires d'Hygiène sociale puisse constituer pour les communes, les départements, et l'Etat, une charge quelque peu lourde. Il y aura lieu plutôt de centraliser des chapitres de budgets épars, et d'en mieux employer le montant, que de créer des ressources nouvelles importantes. Des déplacements de crédit seront nécessaires plutôt que la recherche de ces ressources nouvelles. D'ailleurs toutes les dépenses faites en vue de la préservation, constituent des placements à des taux usuraires, car elles se traduisent finalement par une économie très importante. Ne reculons donc pas devant des charges inéluctables en vue d'un mieux être prochain et considérable.

Les dispensaires pourront distribuer aux malades des instructions hygiéniques imprimées ; ils devront fournir aux indigents des crachoirs, des objets de literie, des aliments, surtout du bon lait et des médicaments.

Il est souhaitable que des galeries de cure à l'air libre, un hôpital d'observation, et un hôpital extérieur, soient adjoints au dispensaire partout où ce sera possible.

Une buanderie spéciale blanchissant le linge des indigents peut aussi rendre de grands services.

La loi votée par le Sénat sur la présentation de nos éminents collègues, MM. Léon Bourgeois, Ribot, Strauss, Dr Peyrot, prescrit que ces dispensaires d'Hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, pourront être institués par décret, après enquête et avis du Conseil général et des Conseils municipaux intéressés.

Leur création sera obligatoire lorsque, pendant cinq années consécutives, le nombre des décès sur le territoire d'une ou plusieurs communes dépassera la moyenne de la mortalité en France.

Ces dispensaires constitueront des établissements publics. Les médecins du dispensaire recevront des honoraires.

Ces dispensaires constitueront des établissements publics. Les médecins du dispensaire recevront des honoraires.

*
* *

Quels résultats peut-on espérer de la création des dispensaires d'hygiène sociale ?

Le premier sera d'être mieux fixé sur l'étendue du mal, car, avec leurs infirmières et leurs monitrices et moniteurs d'hygiène, les dispensaires auront les moyens de se livrer à des enquêtes et d'établir des statistiques dont les constatations seront sans doute profondément tristes, mais n'en sont que plus nécessaires à connaître.

Les quelques dispensaires existants n'ont pas seulement permis de constater l'étendue du mal et d'en mesurer la gravité, ils ont obtenu des résultats pratiques, qui permettent d'évaluer ce qu'on peut espérer de leur multiplication.

Prenons d'abord le dispensaire Emile Roux, de Lille, fondé par notre éminent collègue M. André Calmette, dont nous n'avons malheureusement aucune nouvelle et auquel je vous demande d'adresser un salut profondément affectueux.

« Alors que, nous dit M. Calmette, de 1896 à 1900, le nombre moyen annuel des décès par tuberculose était, à Lille, de 833 ; de 1901 à 1905, les bienfaits de cette création se faisant encore à peine sentir, il était tombé à 805. Dans la période quinquennale suivante, de 1906 à 1910. — le dispensaire fonctionnant d'une manière normale — on ne comptait plus que 683 décès pour une population de 205.602 habitants ; en 1911, la population s'étant

élevée à 217.807 habitants, il y eut 744 décès ; et en 1912, 736 décès, soit une mortalité de 3,35 0/00, alors que celle de Paris était, à la même époque, de 5,1 0/00 !

« En 12 ans, la mortalité qui, en 1900, était de plus de 4 0/00, s'est donc abaissée à 3,33, ce qui constitue une diminution de 0,67 0/00 ou 17 0/0.

« Le docteur Calmette constate que, « pendant ces dernières années, le dispensaire Emile Roux s'occupant exclusivement de la tuberculose, a sauvé annuellement 112 vies humaines ; et, estimant à 25.000 francs en capital chacune de ces vies, il conclut que c'est une valeur de 2.800.000 francs, au moins, de capital social épargné, et 114.400 fr. de travail annuel effectué. »

« En fait, — dit-il — ce bénéfice est bien plus considérable, car, dans son estimation, il conviendrait de tenir compte des économies faites par l'assistance publique, par les hôpitaux et par les œuvres de bienfaisance, auxquels eut incombé la charge de secourir non seulement ces 112 travailleurs, si la tuberculose les avait frappés, mais aussi leurs familles tombées dans la misère par suite de leur mort prématurée. »

« Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'une ville dont la mortalité par tuberculose peut être réduite d'un cinquième ou d'un quart, voit s'accroître dans une proportion équivalente son capital social. »

Le docteur Calmette, toujours à la recherche des buts pratiques, évalue ensuite la dépense occasionnée ; il estime qu'elle ressort à 140 francs, non point par personne, mais par famille. Cette distinction est importante, car, vous le savez tous, lorsque cette terrible maladie a franchi le seuil d'une demeure modeste, il est rare qu'elle ne s'attaque pas à tous ses habitants. Or, l'influence de préservation du dispensaire s'exerce sur toute la famille, et lorsqu'il a arraché à la mort un membre de celle-ci, il a en même temps empêché la contamination d'un grand nombre d'autres qui, sans son intervention, avaient toutes les chances de succomber.

A Lyon, le dispensaire a été fondé sur le modèle de celui du docteur Calmette ; il est dirigé par le profeseur Courmont, qui a pu surveiller et assister pendant une période de 7 ans, plus de 3.000 familles. En 1911, il suivait 766 de ces familles dont 340 comptaient un tuberculeux contagieux.

Voici les résultats obtenus par lui :

En 1900, la mortalité par tuberculose était à Lyon de 3,72 0/00; en 1903, de 3,61 0/00. En 1904 et 1905, — le dispensaire n'agissant que sur deux arrondissements, — la mortalité par tuberculose s'abaissa à 3,46, et en 1905, à 3,19 0/00.

En 1906, il fut décidé que l'action des dispensaires s'exercerait sur la ville de Lyon tout entière, en ce sens que les bureaux de bienfaisance subventionneraient les dispensaires et leur enverraient tous les tuberculeux; la mortalité était alors de 3,65 0/00.

Deux ans après, la mortalité s'abaissa à 3,27 0/00 et encore 3 ans après, en 1911, elle est tombée à 2,61 soit en 6 ans, une diminution de 1,04 0/00 ou 28 0/0.

Ces résultats ne sont-ils pas probants ? Si l'on estime que, pour un décès, il faut compter 5 ou 6 malades, on voit non seulement combien de vies humaines ont été sauvées, mais combien de travailleurs ont pu être épargnés par la maladie et continuer à assumer leur part du travail et de la production nationale.

Le docteur Courmont a dressé une statistique par arrondissements qui est fort intéressante.

Le IIIe arrondissement qui est évidemment le plus populeux et le moins hygiénique, avait, en 1906, une mortalité par tuberculose de 4,37 0/00; elle est tombée en 1911, 5 ans après que l'action des dispensaires a été généralisée dans la ville de Lyon, à 2,70 0/00, c'est-à-dire environ 40 0/0.

On estime que, sur une diminution totale pour la ville de Lyon de 483 décès, 383 eussent constitué la lourde contribution apportée par les milieux populaires.

De semblables résultats ne vont-ils pas presqu'au delà des espérances tout d'abord entrevues ? Comment pourrait-on hésiter à généraliser ce qui a si merveilleusement réussi à Lyon ?

Nous l'avons dit plus haut : à Paris, M. le Chaptal, — dont je salue ici une fois de plus l'admirable dévouement — indique dans ses statistiques, qu'en 1900, la mortalité était, dans le quartier de Plaisance, de 9,09 0/00, et qu'en 1912, à la suite de l'action de son dispensaire, elle n'est plus que de 4,63 0/00, c'est-à-dire que la maladie a diminué de presque 50 0/0 !

Est-il possible, en face de telles statistiques, de nier l'urgence de la multiplication des dispensaires, moyen de lutte essentiel et certain contre le fléau ?

Et si, à côté de la grande reconnaissance qui est due aux auteurs de la proposition de loi déposée au Sénat, une critique pouvait être formulée, ne serait-ce pas, vu l'urgence manifeste de l'action et la certitude des résultats à obtenir, d'estimer un peu large le délai qui est accordé aux communes pour réaliser cette organisation ?

Un point important reste à considérer : dans les villes, — et ce qui se passe à Lille, à Lyon et à Paris tend à en donner la certitude, — les malades viendront volontiers au dispensaire. En sera-t-il de même dans les campagnes où la préférence est si

souvent acquise aux sorcières ou aux rebouteux ?

Il y a là une véritable éducation à faire ; elle se fera par l'école, mais elle s'impose d'une manière trop urgente pour que ce soit actuellement suffisant.

Sans doute, il y a lieu de compter sur nos maîtres, d'abord ceux des Ecoles normales, puis sur nos instituteurs et sur les professeurs de nos Lycées, pour inculquer enfin aux enfants de France les notions d'hygiène dont on leur a trop peu parlé jusqu'ici ; sans doute, nous pouvons espérer qu'un manuel sommaire d'hygiène sociale, trop longtemps attendu, pourra être mis à la disposition des instituteurs et facilitera leur tâche, mais, en présence de l'étendue du mal, il serait trop long d'attendre que l'action des jeunes, ayant profité de ce complément d'instruction, puisse s'exercer utilement.

Il faudrait, semble-t-il, agir sur les maires, les membres des bureaux de bienfaisance et des conseils des hospices pour que, s'inspirant de notre principe : prévenir pour n'avoir pas à guérir, ils n'attendent pas les malades, mais s'enquièrent d'eux, et les dirigent vers le dispensaire.

Il pourrait être bon d'apposer dans les quartiers populaires de petites affiches blanches indiquant très brièvement le rôle des dispensaires et leur siège. Enfin les personnes de bonne volonté pourraient distribuer des tracts très courts, d'une seule page si possible, et même distribuer des bons sur lesquels elles inscriraient les noms des malades qu'elles enverraient au dispensaire et qui seraient ainsi moins gênés pour s'y présenter, tenant un papier à la main.

N'y aurait-il pas lieu d'insister aussi auprès des admirables sociétés de la Croix-Rouge, des Femmes de France, des Dames Françaises, etc., pour qu'après la guerre, leur armement ne reste pas complètement inutilisé pendant les périodes de paix, mais qu'au moins, une modeste partie de leurs locaux soit consacrée à des dispensaires ?

Laisseront-elles inutilisées, pendant la paix, les précieux éléments de lutte qu'elles possèdent, en présence de la tuberculose et de l'alcoolisme, deux fléaux presqu'aussi redoutables pour notre pays que la guerre ?

Leurs admirables infirmières, après avoir connu les joies profondes du devoir social accompli, consentiront-elles à reprendre la vie un peu vide qui était le lot d'un certain nombre d'entre elles, avant que la grande commotion soit venue réveiller tant de nobles sentiments un peu assoupis ? Ne seront-elles pas les monitrices d'hygiène, les meilleures missionnaires de solidarité que puissent désirer les comités adjoints à nos dispensaires ?

Qui pourrait mieux qu'elles, faire les enquêtes demandées par les médecins des dispensaires ?

La fondation du sanatorium de Tonnay-Charente, constitue à l'actif d'une de nos grandes sociétés de la Croix-Rouge Française, une première réalisation du plus haut intérêt.

Il en est une seconde dont l'importance est également considérable : c'est la fondation de l'Œuvre des Infirmières-visiteuses. Nous la devons à deux femmes de grand cœur et de haute intelligence, la Marquise de Ganay, fondatrice, et Mlle Milliard qui en a assumé la direction.

Son succès ne peut être douteux. Dès 1900, Mlle Chaptal s'était fait elle-même infirmière-visiteuse, allant chez les tuberculeux qui habitent les taudis du quartier de Plaisance ; ellle a ensuite réuni autour d'elle des femmes animées du même esprit de sacrifice et de dévouement ; elle leur a fait des cours, et les a ensuite admises à l'aider dans la noble tâche qu'elle s'était assignée.

Des infirmières bien stylées sont les auxiliaires indispensables aux médecins pour lesquels elles constituent de véritables collaboratrices dans les établissements hospitaliers.

Dans les milieux aisés, lorsque le cas est sérieux, le médecin réclame l'aide d'une infirmière diplômée.

N'est-il pas évident que l'action de celles-ci s'impose encore davantage dans les milieux populaires où l'instruction, les habitudes d'hygiène, le confort, les moyens matériels, et même le temps manquent cruellement ?

C'est alors qu'apparaissent les infirmières-visiteuses de France, qui vont accomplir chez les pauvres, la tâche que les infirmières professionnelles assument chez les favorisés de ce monde, et apporter dans ces milieux déshérités leur bonté et leur dévouement.

C'est une vocation qui leur a fait choisir ce sacerdoce social ; tout snobisme, toute vanité, toute mode leur sont étrangères. Elles ont accepté de s'initier à leur tâche par des épreuves pratiques sérieuses accomplies après des cours consciencieusement suivis ; elles se sont soumises, dans les affreux taudis, à une besogne pénible et silencieuse qui n'apporte de satisfactions qu'à leur cœur et à leur conscience. C'est ainsi qu'elles ont acquis l'estime et la confiance, en général si difficiles à conquérir dans les milieux populaires.

Elles ont fait ensuite un stage dans un sanatorium, au milieu des tuberculeux.

Enfin, leurs statuts et leur culture les éloignent tous deux du désir de se transformer en sous-docteurs ; leur rôle est assez grand, assez noble, assez admirable pour qu'elles s'y confinent strictement.

et qu'elles éprouvent le besoin de solliciter, en toutes circonstances, les ordonnances des médecins et de s'y conformer.

Elles pratiquent la discipline acceptée, voulue, toujours si supérieure à la discipline imposée ; elles y ajoutent la méthode. Quels résultats n'est-on pas en droit d'attendre d'une aussi belle et aussi noble initiative ?

Déjà, dans les 6e, 10e, 15e, 18e et 20e arrondissements, ces infirmières vont où le médecin les appelle, y apportant les soins matériels, le réconfort moral et l'assistance sociale.

Dans le VIe, l'une d'elles est attachée à l'hôpital des Enfants-Malades, et va soigner à domicile ceux qu'il est nécessaire de suivre particulièrement. Un service analogue fonctionne à l'hôpital Bretonneau dans le XVIIIe.

Une autre œuvre très importante, et qui devra aider puissamment à la création des dispensaires d'Hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, a été édifiée ces temps derniers par l'action simultanée de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose, présidée depuis son origine par notre cher président M. Léon Bourgeois, et de M. le Directeur de l'Hygiène.

Comme tant d'autres, elle est née de la guerre et constitue une nouvelle preuve de ce que, de très grands maux, il peut sortir quelque bien. Trop de nos héroïques soldats ont vu éclore ou se développer dans les tranchées ce terrible mal dont ils ont pris ou portaient le germe. Il ne semble pas exagéré d'estimer au minimum à 10.000 le nombre de ces braves devenus tuberculeux, hors d'état de faire un service utile, et susceptibles pour ceux dont la tuberculose est ouverte, de contaminer leurs camarades.

C'était un devoir national de parer à ces deux dangers, non seulement pendant la durée de la vie militaire des malades, mais en envisageant leur retour à la vie civile.

Tel a été le but poursuivi par la création des stations sanitaires militaires dont le mécanisme vous a été exposé ici-même, beaucoup mieux que je ne saurais le faire.

Je le rappellerai très brièvement pour permettre de déduire de ce qui a été fait ou qui va être fait, les moyens de multiplier, après la guerre, les dispensaires d'hygiène sociale et de préservation contre la tuberculose.

Des propriétés principalement départementales, ont été mises par les Conseils généraux, sur la demande de M. le Directeur de l'Hygiène, à sa disposition. Il y a créé toute une série d'établissements hospitaliers dénommés « Stations sanitaires », situés principalement dans le Loiret, le Puy-de-Dôme, l'Indre-et-Loire, la Charente-Inférieure, le Cantal, la Dordogne, la Drôme, le Finistère, le Lot-et-Garonne, la Nièvre, la Mayenne, la Loire, l'Indre, le Rhône, Saône-et-Loire, Tarn-et-Garonne, Basses-Pyrénées, Loir-et-Cher, Seine-Inférieure, Alpes-Maritimes, Aveyron.

Il y en avait 23 le 10 décembre 1915 ; mais ce nombre a peut-être augmenté depuis.

A cette date, plus de 800 lits étaient déjà prêts à recevoir des malades, et ce chiffre devait être très prochainement porté à 2.000.

Si l'on admet une moyenne de séjour de 3 mois pour chaque tuberculeux militaire, délai presque toujours insuffisant pour obtenir la guérison, mais suffisant pour apprendre au malade à se soigner et à ne plus être dangereux pour son entourage, c'était à la fin de 1915, 8.000 tuberculeux qu'on pouvait espérer faire profiter annuellement du traitement.

Ces stations sanitaires sont rattachées aux hôpitaux les plus voisins ; les soins y sont donnés par des infirmières ayant suivi à Paris les cours organisés au dispensaire de Laennec par l'éminent docteur Küss et ayant ensuite accompli un stage au sanatorium de Bligny.

Mille lits sont, dit-on, occupés actuellement, par d'anciens soldats tuberculeux, déjà réformés. Très peu d'hommes de l'armée active paraissent avoir été jusqu'ici envoyés du front ou des dépôts avant réforme ; et nous éprouvons quelque surprise en apprenant qu'en somme, — (les réformés n'étant plus soldats) — depuis le 10 décembre, soit 2 mois et demi, le service sanitaire, de l'armée ne s'est pas empressé davantage d'utiliser largement ces précieuses stations sanitaires dont il disposait.

On peut entrevoir la division des malades qui y seront traités, en trois catégories :

Les prétuberculeux, ceux qui sont en puissance de tuberculose imminente ou à peine au début et dont la guérison peut souvent être obtenue rapidement :

Les tuberculeux avérés, parmi lesquels, certains guériront, mais tous, apprendront, en tous cas à se soigner ;

Et les tuberculeux incurables, pour lesquels il reste à accomplir un devoir qui consiste à adoucir leur fin dans toute la mesure du possible, tout en leur apprenant à ne pas être contagieux.

On peut prévoir, pour les pensionnaires des stations sanitaires, un séjour d'une durée moyenne de 3 mois après lequel les non-guéris seront admis à prolonger leur séjour, s'il y a lieu d'espérer une guérison assez prochaine ; et les autres renvoyés chez eux, mais avec une pension de réforme.

Les incurables pourront être hospitalisés.

Pour que ce système arrive à porter complète-

ment ses fruits, il est indispensable qu'à côté de l'organisation administrative fonctionne une œuvre d'initiative privée animée des mêmes préoccupations.

Le complément nécessaire de chacune de ces stations militaires, est un comité départemental, composé de personnes charitables, dévouées, animées en un mot de l'esprit de solidarité. Comme forme égale, ce comité prendra celle d'association déclarée, qui lui permettra de recevoir des dons et legs. Tous ces organismes seront reliés à un comité central dont le noyau sera constitué par la plupart des membres de la commission permanente de préservation contre la tuberculose.

Chaque tuberculeux hospitalisé dans une station sanitaire sera muni d'un carnet ; lorsqu'à la fin de son séjour, il retournera dans son pays, cette fiche sanitaire sera envoyée par le Préfet du département où est située la station sanitaire, au Préfet du département où le malade ira habiter.

Le comité départemental sera immédiatement avisé de l'arrivée du malade par le Préfet qui lui transmettra, en même temps, la fiche sanitaire, et il s'empressera de désigner l'un de ses membres pour devenir le parrain de cet ancien poilu ; il remplacera auprès de lui le moniteur d'hygiène s'il n'y a pas encore de dispensaire dans la commune ; il sera son aide et son soutien.

Il visitera son logement, s'efforcera, avec l'aide financière du comité, d'en améliorer l'état. Si c'est nécessaire, il essaiera de faire transporter la famille dans une habitation plus vaste contenant une pièce de plus, car il est nécessaire que le malade ait toujours sa chambre particulière. Il lui rendra visite fréquemment, veillera à ce qu'il observe les prescriptions hygiéniques auxquelles il s'est habitué au sanatorium ; il s'efforcera de lui ménager les ressources alimentaires nécessaires, et l'entourera d'une sympathie agissante. Celle-ci est particulièrement indispensable au tuberculeux dont la maladie entraîne presque toujours une si grande dépression non seulement physique, mais morale.

Un mot est nécessaire sur l'importante et toujours difficile question des ressources financières nécessaires au fonctionnement de ces comités départementaux ; ne croyez pas que j'aie la moindre envie de l'éluder ; car j'estime que les paroles susceptibles d'un résultat pratique ont seules de l'intérêt ; les autres sont presque toujours inutiles, souvent nuisibles.

Les stations sanitaires sont dotées sur les budgets de la Guerre et de l'Intérieur, nous n'avons donc pas à nous en occuper.

Les comités départementaux pourront puiser aux mêmes sources que les dispensaires d'hygiène sociale ; ils recevront, en outre, des subventions prélevées sur une somme déjà votée par le Parlement, et mise à la disposition du Ministre de l'Intérieur dans le but de venir en aide aux militaires tuberculeux. Ces subventions s'ajouteront aux ressources locales.

Enfin, une autre source fort importante devra non seulement alimenter, mais régulariser la marche financière des comités départementaux. Le comité général d'assistance aux militaires tuberculeux dont je vous ai parlé plus haut, composé de personnalités, et présidé par notre président M. Léon Bourgeois, sollicitera des dons, réunira les fonds, et les distribuera un peu en raison inverse des sommes recueillies par les comités de chaque département, de manière à égaliser, dans la mesure du possible, les ressources dans les différentes régions.

Mais ici, nous allons nous rattacher à la pensée inspiratrice de cette série de conférences : cristalliser, fixer l'élévation morale qu'a suscitée, dans notre pays, l'abominable guerre voulue par l'Allemagne ; rendre définitifs les progrès accomplis et s'élancer de là vers de plus hautes conquêtes.

Ces comités départementaux d'assistance aux militaires tuberculeux ne sont-ils pas justement ceux qui devront entourer nos dispensaires d'hygiène sociale, tantôt en précédant leur création, tantôt en assurant ou en aidant leur fonctionnement ?

Et voici établie la base de nos dispensaires, c'est le commencement de cette œuvre essentielle !

La guerre aura forcé à créer l'embryon de notre institution ?

Une fois de plus, elle aura été la cruelle initiatrice, obligeant à réaliser immédiatement une œuvre, reconnue indispensable... et toujours ajournée.

Parce qu'ils ne seront plus militaires, mais tuberculeux tout court, allons-nous, après la guerre, renvoyer ces malades et fermer des établissements dont, avant les derniers événements, on reconnaissait le besoin absolu ?

Il faudra, au contraire, en augmenter le nombre, et les utiliser surtout en faveur des enfants pré-tuberculeux ou même tuberculeux, car le sanatorium donne des résultats vraiment merveilleux pour les enfants.

Au sanatorium populaire d'enfants de Leysin, tous les 1er et 2e degré guérissent, et il est rare d'avoir à enregistrer un décès même parmi les 3e degré.

De combien de sanatoria nous aurions encore besoin pour les adultes curables !

Allons-nous laisser se dissoudre ces comités recrutés avec soin, alors qu'ils renfermeront justement les personnalités reconnues indispensables

pour entamer la grande lutte qui s'impose à nos consciences ?

Ce serait une pure folie.

Notre devoir impérieux sera de transformer ces comités d'Assistance aux militaires tuberculeux, en comités d'Hygiène sociale, destinés non seulement à créer des dispensaires dans les chefs-lieux et à fonctionner auprès d'eux, mais à essaimer dans tout le département et à provoquer la création de dispensaires et de nouveaux comités partout où ce sera nécessaire.

Il va sans dire que toutes les œuvres existantes : ligues antituberculeuses, aide immédiate, logements organisés pour cure d'air, pavillons de cure, réfectoires spéciaux, etc., faciliteront la tâche des dispensaires et élargiront leur action.

C'est ainsi qu'une fois encore, de ce mal horrible qu'a été la guerre, aura surgi au milieu de la douleur, un grand bien. Ce n'est pas seulement à la naissance matérielle que s'applique la phrase de l'Ecriture : « Tu enfanteras dans la douleur ».

Permettez-moi d'insister pour qu'on ne compose pas ces comités de fonctionnaires, de personnes plus ou moins obligées d'en faire partie ; il faut qu'ils contiennent tous les hommes et femmes compétents et surtout disposés à se dévouer à cette œuvre essentielle ; nous voudrions même qu'on se donnât la peine de *découvrir* ceux et celles qui peuvent être sollicités ; qu'on aille au-devant d'eux. Les timides et les modestes s'enhardissent alors et montrent souvent, dès qu'ils sont à pied d'œuvre, une valeur insoupçonnée.

Alors, un devoir essentiel commencera à être accompli, et, de toutes ces bonnes volontés unies dans une haute pensée, sortira une œuvre véritable d'union sacrée, une œuvre de réconciliation et de justice en face de la souffrance.

Ai-je besoin d'insister pour que les femmes aient non seulement leur place, mais une place presque prépondérante dans ces comités ? Là où nous agissons par la tête, elles agissent par le cœur, plus sûrement et plus fortement que nous ; infiniment mieux que nous, elles s'entendent à sécher les larmes que font couler abondamment les misères sociales.

Elles seront nos auxiliaires les plus précieuses dans cette lutte contre la tuberculose que nous devons poursuivre énergiquement, en employant tous les moyens énumérés dans cette rapide vue d'ensemble, et qui ont fait leurs preuves.

Je me suis efforcé de ne pas pénétrer sur un terrain qui m'est interdit : celui de la médecine.

Si je n'y ai pas complètement réussi, vous m'excuserez.

Lorsqu'on est penché sur le lit d'un enfant auquel le souffle manque, dont les yeux agrandis fixent avec angoisse les vôtres, en implorant un secours qu'on se sent impuissant à donner, on ne distingue plus très exactement les délimitations fixées à l'action des différents corps sociaux. On est dominé par le sentiment du devoir qui s'impose, par la volonté d'éviter à ses semblables, à ses frères, les horribles tortures qu'on a subies soi-même.

Il y a place pour tous dans la lutte à mener contre l'horrible fléau qu'est devenue la tuberculose.

Dans un magnifique ouvrage de Tolstoï, l'auteur raconte que : « pendant un hiver passé à Moscou par l'illustre écrivain, le recensement de la population, auquel il obtint de prendre part, en janvier 1882, lui fut une occasion de voir de près la misère des grandes villes. L'impression produite sur lui fut effroyable : le soir du jour où il avait pris contact avec cette plaie cachée de la civilisation, racontant à un ami ce qu'il avait vu, il se mit à crier, brandir le poing. « On ne peut pas vivre ainsi, disait-il avec des sanglots. Cela ne peut pas être, cela ne peut pas être ! »

Ce cri, il faut que, tous ici, nous le poussions ensemble ; tous, nous devons apporter notre aide non seulement pécuniaire, mais effective, celle laquelle le cœur participe, à la lutte nationale contre tous les ennemis du progrès, afin d'augmenter le patrimoine moral de l'humanité.

Que chacun de nous fasse son devoir !

GEORGES RISLER.

*
* *

Allocution de M. HONNORAT, *député.*

Mesdames, Messieurs,

Vos applaudissements disent combien M. Risler a réussi à toucher vos cœurs. Vous me permettrez de le remercier en votre nom et de remercier avec lui tous les membres de l'Alliance d'Hygiène Sociale, depuis son éminent président, M. Léon Bourgeois, et ses principaux collaborateurs, M. Jules Siegfried, M. Ribot, M. Paul Strauss, M. Ferdinand Buisson — je m'excuse de ne les point citer tous — jusqu'à ceux qui, modestement, dans le rang, s'efforcent avec eux de faire pénétrer dans les masses populaires, ce sens du bien public duquel dépend tout le progrès humain.

C'est à cette heure, plus que jamais, on n'a eu mieux l'occasion d'apprécier l'utilité de la mission sainte qu'ils se sont assignée. Car si les élans généreux que la guerre a suscités de toutes parts, ne devaient pas se prolonger au delà de la guerre, ou s'ils devaient se poursuivre sans ordre ni méthode, au gré des impulsions de chacun, il serait

vain d'espérer que la France pourra trouver dans l'avenir, le prix de ses sacrifices d'aujourd'hui.

C'est à vous surtout, Mesdames, que M. Risler faisait appel, non pas seulement parce que vous avez le don de la persuasion, non pas seulement parce que le dévouement est votre vertu propre, mais parce que, demain, vous le sentez trop, les hommes n'auront guère le loisir de porter leurs efforts vers les œuvres d'éducation sociale.

Leur premier devoir, à eux, ce sera de procurer des ressources au pays, de réparer ses ruines, de mettre en valeur ses richesses, de lui fournir les moyens de subvenir à toutes ses charges. C'est pour cela qu'il n'y a plus à attendre que des femmes le développement de nos institutions de prévoyance et d'assistance. Sans elles, la guerre nous laissera désarmés devant les maux sociaux : taudis, alcoolisme, tuberculose. Grâce à elles, nous en viendrons à bout, comme, grâce à nos soldats, nous viendrons à bout des ennemis sur nos frontières.

Il faut le dire, parce que c'est la vérité. Nous avons été, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, très imprévoyants. N'en soyons pas surpris. La légèreté, l'inconstance, le scepticisme sont de tradition en France. Voltaire le constatait déjà. Il disait, en 1768 : « De temps en temps, on fait quelques efforts, mais on s'en lasse le lendemain. » Nous n'avons pas changé. Tels nous étions, il y a cent cinquante ans, tels nous sommes encore. Nous avons des idées, nous les lançons, et, au lieu d'en poursuivre méthodiquement la réalisation, nous laissons à d'autres le soin d'en faire leur profit pour en concevoir d'autres que nous abandonnons, à leur tour, de la même manière.

C'est Villemin, un Français, qui a découvert la contagiosité de la tuberculose ; c'est Calmette, un Français, qui a eu l'idée du dispensaire d'Hygiène sociale. Or, avant la guerre, nous comptions en France 46 dispensaires anti-tuberculeux type Calmette. En Allemagne, on en comptait 1.500. C'est ce qui explique en partie que la France, qui a déjà si peu d'enfants, avait une mortalité plus élevée que l'Allemagne.

Les conséquences de ce douloureux état de choses vous apparaîtront plus clairement, si vous voulez bien mesurer la valeur de ces deux chiffres : Les jeunes gens de moins de 18 ans, ceux qui, par conséquent, échappent aux maux de la guerre, au danger des combats, apporteront à l'Allemagne de demain un contingent de 25 millions d'individus, déduction faite de la mortalité qui les atteindra pendant les 20 années qui vont suivre. Combien nos enfants, nos jeunes gens de moins de 18 ans formeront-ils de forces actives, productives, créatrices, effectives pour la France ? 10 millions. Voilà tout ! Comparez ces deux chiffres et vous vous apercevrez du destin qui nous attend si nous ne réduisons pas la tuberculose, si nous ne triomphons pas du mal de mort qui nous poursuit partout depuis longtemps.

Nous faisons sur nos frontières trop de pertes ; épargnons au moins les vies que notre effort commun peut nous permettre d'économiser. Il suffit, pour y arriver, d'un peu de bonne volonté, car M. Risler vous le disait très justement tout à l'heure : c'est l'ignorance, l'effroyable ignorance qui est la cause profonde du mal.

Oh ! pour Paris, pour les grandes villes, je suis tranquille ; votre dévouement, Mesdames, nous est la meilleure des garanties. Mais ce qui est grave et inquiétant, c'est surtout la situation de nos campagnes.

M. Risler vous l'indiquait : la tuberculose naît du taudis de la ville, de ce taudis que mieux que personne il a contribué à réduire, puisque aux grandes œuvres d'Habitations à bon marché, il s'est consacré depuis si longtemps avec un si grand cœur. Mais si le taudis est dangereux pour la ville, il l'est aussi, par choc en retour, pour la campagne.

L'homme qui vient chercher du travail à la ville, la fille qui vient y chercher une place de domestique, la femme qui vient y chercher un nourrisson, y arrivent sans ressources et, par suite, se logent mal, mangent mal, s'aèrent mal ; les conditions de leur existence sont changées, les germes morbides fourmillent autour d'eux, et souvent, trop souvent, les atteignent. Pour se remettre de leur « mauvais rhume », ils rentrent chez eux. Hélas ! c'est pour y retrouver un autre taudis. Car il y a un taudis rural, comme il y a un taudis urbain. Ce sont d'humbles chaumières, mal construites, mal aérées, où les individus pouvaient vivre en santé quand ils n'avaient aucun contact avec l'extérieur, mais où ils se contaminent tous dès que l'un d'entre eux a rapporté du dehors les germes de la tuberculose.

Ils ne s'y contaminent d'ailleurs que parce qu'ils sont ignorants, parce que personne ne leur a appris l'importance de ces menus soins de propreté qui nous sont familiers.

Pouvons-nous donc rester insensibles à ce lent empoisonnement de la race dont M. Fuster a si bien montré les redoutables conséquences ? A quoi servirait-il alors de demander à ceux qui luttent héroïquement devant Verdun de prolonger leur effort jusqu'au bout ? Tôt ou tard, le résultat ne serait-il pas le même pour notre France ?

Nous devons être tous les soldats de la grande cause nationale à l'intérieur, comme nos poilus sont les soldats de cette grande cause à la frontière.

Mesdames, c'est à vous d'être les cadres de cette armée nouvelle : nous faisons appel à vous et nous sommes sûrs que nous pouvons y faire appel avec confiance !

HONNORAT.

LA ROUMANIE ET LES BELLIGÉRANTS

S'il est un pays dont l'attitude, depuis le début de la guerre, ait préoccupé les deux groupements belligérants, c'est bien la Roumanie. Son entrée en ligne, tant de fois prévue et annoncée, tant de fois ajournée, a été l'éventualité la plus désirée par les uns, la plus redoutée par les autres : on a été jusqu'à en grossir démesurément la portée, les conséquences immédiates, comme si la décision du cabinet de Bucarest dût être l'élément fondamental de la solution.

Comment expliquer l'attention spéciale, que l'Entente d'un côté et les Empires centraux de l'autre ont attachée aux faits et gestes de l'énigmatique M. Bratiano ? Sans doute, et surtout dans la phase de la lutte à laquelle nous sommes arrivés, l'intervention d'une armée toute fraîche de 700.000 hommes ne laisserait pas d'assurer un appoint précieux à la combinaison qui en bénéficierait, mais d'autres motifs peuvent être allégués. Certaines personnes prétendent qu'il n'y aura plus de neutres à la fin de la guerre, supposant par là que toutes les nations actuellement cantonnées dans la neutralité seront appelées, — contraintes à plus ou moins bref délai à prendre position. C'est une thèse, mais rien ne nous autorise pour l'instant à en admettre l'absolue légitimité, car il sied de tenir compte des courants et des contre-courants, qui créent en plusieurs pays une opinion confuse. Si tous les neutres devaient sortir de l'immobilité, l'action possible, probable de la Roumanie garderait encore en soi sa valeur. A la vérité, ni la Néerlande, ni les Etats Scandinaves, ni la Suisse ne semblent disposés à saisir bénévolement les armes et il faudrait des conjonctures exceptionnelles pour les arracher à leur condition actuelle. La Grèce sera peut-être entraînée un jour, soit par les incidents extérieurs, soit par des incidents intérieurs, à mettre à exécution son pacte d'alliance de 1913 avec la Serbie : mais sa situation dans le présent est déjà un peu particulière et son contingent ne sera jamais de 700.000 hommes. La rupture de l'Union américaine avec l'Allemagne aurait des répercussions énormes dans tous les ordres d'idées, et je suis même porté à lui assigner une signification sans égale, mais les effets militaires de cet événement ne s'exerceraient pas du jour au lendemain. La Roumanie apparaît comme le seul neutre, dont le rôle sur les champs de bataille puisse être quasi instantané, et de plus ce rôle peut être capital dans deux secteurs différents, à la frontière hongroise et dans les Balkans : dans l'hypothèse la plus plausible d'une collaboration avec la Quadruple Entente, le gouvernement de Bucarest serait en mesure à la fois d'asséner le coup suprême à l'Empire des Habsbourg et de briser à nouveau les velléités d'hégémonie du Tsar bulgare. On conçoit donc que les deux parties belligérantes épient les moindres mouvements d'un Etat dont l'appui offre tant de prix, et l'hostilité tant de périls. Or la politique de M. Bratiano demeure aussi expectante que jamais : après avoir opposé le calme le plus absolu aux tentatives d'intimidation germano-austro-bulgares, le premier ministre a conclu un arrangement commercial avec Berlin, négocié des accords complémentaires avec Vienne et Sofia : mais en même temps, il a poursuivi des préparatifs militaires qui se caractérisent par des concentrations de troupes dans l'ancienne Dobroudja bulgare et à la frontière de Transylvanie.

*
* *

Il faut revenir un peu en arrière. Le passé éclaire le présent et suggère quelques hypothèses pour l'avenir.

Quand la grande conflagration éclata, la Roumanie était liée aux Empires du centre par un traité secret, qui avait fortifié une solidarité dynastique. Carol Ier n'avait pas hésité, — pour engager son pays d'adoption, à passer outre à certaines considérations de droit constitutionnel. Mais lorsqu'il consulta les ministres et les anciens ministres réunis en conseil de la couronne — sur la validité de cette convention et sur l'opportunité de sa mise en vigueur, l'assemblée fut à peu près unanime. Une seule voix — fut-ce celle de M. Carp ou celle de M. Marghiloman ? — se prononça pour la collaboration militaire avec l'Autriche-Hongrie ; toutes les autres recommandèrent l'abandon d'un pacte, que la nation eût désavoué — sous les formes les plus violentes peut-être, et qu'il devait être facile au surplus d'interpréter. — La Roumanie resta neutre. Sa décision surprit elle les cabinets de Berlin et de Vienne ? Il est probable que le chancelier de Bethmann-Holl-

weg et le comte Berchtold, s'ils en éprouvèrent quelque dépit, ne subirent qu'un étonnement limité : l'année précédente déjà (de retentissantes révélations ont fait la pleine lumière sur l'incident), le cabinet de Bucarest, — qui n'était pas alors un cabinet Bratiano, avait laissé tomber certaines suggestions autrichiennes : pendant les guerres balkaniques de 1912 et de 1913, il avait montré une totale indépendance, refusant d'abord de prendre fait et cause pour la Turquie — alliée des Empires du Centre, contre les Serbes, les Bulgares, les Grecs et les Monténégrins, — puis lançant ses troupes contre la Bulgarie, qui avait reconquis la sympathie des deux chancelleries de Berlin et de Vienne. Très significatif avait été alors le mot, que le ministre d'Autriche-Hongrie avait dit à un homme d'Etat de Bucarest : « Vous êtes les vainqueurs et nous sommes les vaincus ». Le Conseil de la couronne d'août 1914, se borna donc à consacrer une situation de fait, mais sa décision n'en fut pas moins importante. Dans les plans germaniques, la Roumanie devait attaquer la Russie en Bessarabie, comme l'Italie devait assaillir la France sur toute la ligne des Alpes. La neutralité roumaine fut aussi précieuse pour le cabinet de Pétrograd, que la neutralité italienne pour la République, en cette première période des opérations.

*
* *

On avait cru que l'une et l'autre neutralités cesseraient simultanément, et qu'au même jour, à la même heure, Rome et Bucarest se prononceraient pour les Alliés. Beaucoup de raisons militaient pour déterminer M. Bratiano à associer son évolution à celle de M. Salandra. La principale était que, si la Roumanie ne nourrissait aucun grief contre la France et l'Angleterre, et ne reprochait à la Russie que l'annexion de la Bessarabie ; effectuée en 1878, elle avait de très sérieux sujets d'antipathie contre l'Autriche-Hongrie. Le parti russophobe était peu agissant, presque inexistant dans le royaume où l'on n'oubliait pas au surplus la fraternité d'armes de la guerre contre les Turcs; le parti austrophobe, magyarophobe, y demeurait nombreux et les traitements rigoureux, parfois barbares, que François-Joseph avait infligés aux Transylvains, lui avaient fourni des arguments auxquels le public ne pouvait se montrer indifférent. Comme le véritable irrédentisme italien, le véritable irrédentisme roumain menaçait Vienne : mais si les Italiens prenaient la défense d'un million au plus de leurs nationaux dispersés en Istrie et en Dalmatie, les Roumains se portaient les protecteurs des 4 ou 5 millions des leurs qui vivaient dans la Transylvanie, dans le Banat de Temesvar, dans la Bukovine, dans le Maramoresh et la Krichiana. Il s'agissait pour eux de constituer une grande nation, qui eût compté dès lors de 12 à 13 millions d'individus, et de compléter l'œuvre de 1913. Après avoir annihilé les aspirations de la Bulgarie à la prépondérance des Balkans, ils étaient en droit de réclamer pour eux-mêmes, au nom du principe des nationalités, — l'un des principes révolutionnaires essentiels du dernier siècle, — une condition qui ne fût ni humiliée, ni précaire, ni secondaire ; ils pouvaient légitimement se considérer comme l'un des éléments capitaux d'un nouvel et durable équilibre oriental.

Mais pour réaliser ce vaste programme national, la Roumanie était tenue d'entrer en ligne, c'est-à-dire de mobiliser et de participer à la lutte européenne. Elle laissa l'Italie intervenir seule aux côtés de la Triple Entente. La rupture entre Rome et Vienne n'eut point comme corollaire une rupture entre Vienne et Bucarest ; le canon tonna sur les Alpes Juliennes, mais les Alpes Transylvaines restèrent ensevelies dans le silence et ce silence allait se prolonger, pour le plus grand profit des Empires du Centre. Si ceux-ci n'avaient pas réussi à désarmer l'irrédentisme moldo-valaque ou mieux si Guillaume II ne put déterminer, au printemps 1915, le comte Tisza, le *premier* Hongrois, à faire au cabinet roumain des concessions territoriales et administratives suffisantes, du moins aucune menace ne pesa — comme un péril pressant, sur le flanc oriental de l'Empire des Habsbourg.

*
* *

C'est le moment de reprendre à grands traits l'exposé de la politique roumaine, en ses phases maîtresses, au cours des dix-huit derniers mois.

Nul n'a pu oublier quels espoirs suscitèrent en Occident, durant le printemps 1915, les déclarations de certains hommes politiques, qui vinrent de Bucarest à Paris à titre officieux — je n'écris pas officiel. Ils jouissaient, dans leur pays, d'une plus ou moins grande autorité ; ils trouvèrent en France l'accueil qui semblait rigoureusement s'imposer pour des amis déclarés de l'Entente. Sans doute, ils laissaient comprendre que leur gouvernement avait un programme de revendications à faire admettre, mais ils ajoutaient que ce programme sanctionné par la France, par l'Angleterre et par la Russie, l'action roumaine serait immédiate. Pour des raisons sur lesquelles il ne m'est pas permis d'insister aujourd'hui, certaines de ces réclamations se heurtèrent à des résistances, ou du moins ne triomphèrent pas tout de suite de ces résistances ; mais ce n'est point l'heure de dé-

limiter les responsabilités, et beaucoup de pièces nous manquent encore, qui nous permettront plus tard d'asseoir un jugement équitable et circonstancié.

Toujours est-il que l'intervention roumaine, attendue pour le printemps 1915, fut différée. Entre les échecs russes de Galicie et de Pologne qui marquent cette période et le recul diplomatique qu'opère alors M. Bratiano, le lien est évident, et au surplus, M. Bratiano lui-même n'a pas dissimulé que la situation militaire générale avait fortement pesé sur ses décisions. Tandis que les germanophiles avec MM. Carp et Marghiloman, — M. Majoresco étant plus réservé, proclamaient la certitude du succès allemand, tandis que les « Ententistes », avec MM. Take Jonesco et Filipesco préconisaient l'aide immédiate à l'Empire Tsarien, le président du Conseil consolidait, si l'on peut dire, sa neutralité et se renfermait personnellement dans un mutisme opiniâtre. Ses journaux parlaient pour lui ; ses agents diplomatiques dans les capitales alliées faisaient valoir tantôt l'insuffisance des concessions territoriales que la Russie et la Serbie octroyaient à la Roumanie en Bukovine et dans le Banat, tantôt les prétentions inquiétantes du panslavisme sur les Détroits et leurs rivages, tantôt encore la lenteur des progrès franco-anglais à Gallipoli, ou l'insuffisance des troupes russes concentrées en Bessarabie et destinées à coopérer avec l'armée roumaine, ou la nécessité d'établir d'abondantes disponibilités financières, ou la médiocrité du stock de munitions déjà préparé, etc., etc. Bref M. Bratiano enjoignait à ses représentants de multiplier les arguments pour justifier son immobilité calculée : dès ce moment, il avait, devant le peuple roumain, une pleine liberté d'allures, et la composition même du Parlement, qui avait été renouvelé de fraîche date, lui conférait une omnipotence que M. Salandra n'avait jamais exercée à Rome. Il disposait, en effet, à la Chambre de 138 voix, alors que les vieux conservateurs plus ou moins germanophiles et austrophiles n'étaient que 22, et que les conservateurs démocrates, — le parti ententiste de Take Jonesco, — montaient tout au plus à 18 : au Sénat, sa majorité se révélait à peine moins forte : 80 voix ministérielles contre 22 conservatrices et 12 conservatrices-démocrates. Si M. Bratiano ajournait le geste qu'il avait parfois laissé prévoir, ce n'était point qu'il redoutât l'opposition, (et encore cette opposition était nettement coupée en deux entre la vieille droite, favorable et la jeune droite, hostile aux Empires du Centre) : c'était que ses calculs particuliers lui représentaient une rupture de la neutralité, — au profit des alliés, — comme dangereuse et prématurée : il n'a jamais d'ailleurs envisagé une rupture de la neutralité contre les Alliés et ceci est l'évidence même : la Roumanie, sans manquer à son programme national, ne pouvait, — pas plus que l'Italie, — prendre parti pour l'Autriche-Hongrie.

*
* *

L'intervention de la Bulgarie — qui jeta le masque à l'automne 1915, et se rua sur la Serbie, n'arracha point le cabinet de Bucarest à son inertie voulue. Après avoir des mois et des mois dénoncé aux Alliés l'attitude équivoque du Tsar Ferdinand, qui suspendait une menace manifeste sur la Dobroudja, il pouvait leur dire maintenant que l'événement avait justifié ses craintes. Pourtant le problème, que posait devant lui la volte-face du gouvernement de Sofia, était d'une extrême gravité : comme j'ai examiné ici ce problème en son temps, je me bornerai à l'évoquer : la Bulgarie, victorieuse de la Serbie, ne se retournerait-elle pas ensuite contre ses deux autres adversaires de 1913, — la Grèce et la Roumanie, — pour exercer sa vengeance et abolir le traité qui avait consacré sa défaite ? La Roumanie se borna à rassembler des effectifs accrus sur le Danube et à la frontière hongroise : elle entendait rester prête, tout en accentuant, si possible encore, et par mesure de prudence, l'affirmation de sa neutralité.

Jusqu'en janvier 1916, l'impression s'accrédita à Bucarest que les Empires du Centre et leurs Alliés conquéraient la victoire en Orient : Carp, Marghiloman et leurs affiliés exultaient ; les Ententistes atténuaient leur propagande. Puis quand on eût constaté que Salonique tenait, que notre camp retranché devenait formidable, que les Austro-Germano-Bulgares, pour des motifs divers et qui seront à élucider un jour, s'arrêtaient à la lisière de la Macédoine grecque, une nouvelle évolution se produisit dans les milieux officiels. A toutes les étapes, le réalisme roumain s'est ainsi manifesté, et c'est sans amertume que je l'écris. Nous ne devons pas demander aux peuples qui ont eu à souffrir quelque mutilation ou quelque injure de faire de la politique française, mais il sied qu'ils reconnaissent spontanément la concordance de leurs intérêts moraux avec les nôtres, dans cette lutte sans précédent.

La Roumanie officielle regardait donc à nouveau vers l'Entente : je n'ai point l'intention ici d'examiner en soi la valeur militaire du débarquement à Salonique, qui eut comme contre-partie logique l'installation en force des Italiens à Vallona : il est loisible, de ce point de vue militaire, de pro-

duire des arguments dans les deux sens ; ce qui est sûr, c'est que cette opération nous a permis de sauvegarder notre influence à Bucarest comme à Athènes. Il n'y eut plus, semble-t-il, de tractations diplomatiques entre M. Bratiano et les chancelleries de Paris, de Londres, et de Pétrograd, mais comme les agrariens Roumains s'agitaient, et réclamaient le droit d'exporter leurs blés, le premier ministre favorisa des pourparlers qui aboutirent à la vente de gros stocks de grains à la France et à l'Angleterre. Tout de suite, l'Allemagne et l'Autriche dénoncèrent ces contrats comme attentatoires à la neutralité : elles reprochaient au gouvernement roumain non seulement d'avoir toléré ou préparé ces tractations, mais encore de gêner le transit de la Hongrie vers la Bulgarie ou la Turquie, et de trahir par là une hostilité qui autorisait des représailles. L'histoire de cette période de janvier à mars reste à écrire, et les documents précis font défaut. On sait cependant que Guillaume II, après avoir dépêché au roi Ferdinand des émissaires de rang plus ou moins élevé, prit soudain un ton comminatoire. Comme les mouvements de troupes en Bessarabie, d'un côté, et le voyage de M. Antonesco, ministre de la justice roumain à Paris de l'autre, semblaient annoncer une décision de M. Bratiano, la Wilhelmstrasse éleva le verbe aussi haut qu'elle put : elle espérait intimider le président du Conseil et obtenir de lui une garantie de neutralité jusqu'à la paix. Mais le cabinet de Bucarest ne se laissa pas effrayer par les menaces qu'on ne lui ménageait pas. De l'avis des personnes autorisées, il opposa à M. de Bethmann-Hollweg et au baron Burian une fermeté, qui lui valut l'appui sans réserves des conservateurs démocrates. La Bulgarie, s'étant jointe à l'Allemagne et à l'Autriche pour faire pression sur la Roumanie, n'en reçut, paraît-il, qu'une réponse d'une absolue sécheresse : elle n'en tâche pas moins d'exploiter aujourd'hui les négociations économiques en cours ou déjà achevées pour étaler — dans les colonnes de ses journaux, — les avantages respectifs d'un accord diplomatique entre Bucarest et Sofia.

*
* *

Et voici la phase la plus proche. En dépit des sommations qu'il a enregistrées, M. Bratiano a conservé sa sérénité. Il eût pu prendre position ; il s'est gardé, une fois de plus, de tout mouvement d'impatience. Quand on l'a interrogé au Parlement, il s'est opiniâtré dans le mutisme ; aucun mot n'est sorti de ses lèvres qui pût être exploité par l'une ou l'autre des combinaisons européennes : il s'est borné à prolonger plusieurs fois la session des chambres, afin de demeurer en contact avec la représentation nationale et de s'appuyer sur elle au cas de surprise. Ses agents diplomatiques continuaient à répéter en Occident, — comme sans doute à Pétrograd, où M. Filipesco fût reçu avec honneur, que l'heure des résolutions suprêmes n'était pas venue et que la situation militaire générale commanderait les initiatives roumaines : à cet égard, l'on ne saurait dire qu'ils aient essayé d'abuser l'Entente, car ils ont toujours insisté sur la prudence qui s'imposait à leur pays, en même temps que sur la permanence de l'idéal national... Mais on apprenait, le 12 avril, par les journaux suisses et hollandais, gratifiés d'une brève dépêche Wolf, que la Roumanie avait signé un arrangement commercial, le 7, avec l'Allemagne ; et la presse d'Outre-Rhin, annonçant la conclusion d'accords analogues avec l'Autriche, la Turquie et même la Bulgarie, s'efforçait de présenter cet acte comme une adhésion en bloc de M. Bratiano à la politique des Empires du Centre.

Elle exagérait sciemment. C'est lorsqu'on embrasse dans son ensemble la politique roumaine, depuis le mois d'août 1914, qu'on discerne la portée exacte de ces tractations récentes. Au fond, M. Bratiano prétendait prolonger sa neutralité jusqu'à l'échéance fixée par lui, et en attendant, assurer à son pays le fonctionnement régulier de la vie économique. Au risque d'être taxé de crédulité, j'estime qu'il y a un sérieux fond de vérité dans les explications que ses journaux ont fournies entre le 12 et le 15 avril. Il ne s'agit pas ici de justifier son attitude, et MM. Take Jonesco et Filipesco lui ont laissé entendre qu'il eût pu donner satisfaction autrement aux besoins de la Roumanie : il s'agit de la comprendre.

Les grands agriculteurs, qui avaient reçu un commencement de satisfaction, quand la France et l'Angleterre leur avaient acheté quelques millions de quintaux de blé, désiraient vendre tout leur stock disponible, — et ce stock était abondant, car la production, de 1914 à 1915, avait presque exactement doublé, passant de 12.600.000 quintaux à 24 millions 1/2 ; et sans réduire en rien la consommation courante, ils s'étaient trouvés avoir 15 millions de quintaux à exporter. M. Bratiano n'osait point les irriter, sachant au reste que le parti Carp-Marghiloman essayait d'exploiter leurs réclamations. Le Président du Conseil s'employa d'autant mieux à négocier le contrat avec Berlin, que la Roumanie est obligée d'importer toute une série de matières premières et de produits fabriqués. Elle a écoulé au dehors, en 1913, pour 486 millions de francs de grains et pour 66 millions

de pétroles ; elle a acheté pour 165 millions de textiles, pour 32 de confections, pour 23 de peaux, pour 157 de métaux, pour 65 de machines, pour 25 de véhicules, pour 23 de soieries. Avant la guerre, ses meilleurs clients étaient la Hollande et la Bulgarie, l'Autriche et l'Allemagne ne venant qu'au troisième rang ; mais les circonstances voulaient que ces deux Empires pussent tripler ou quadrupler leur demande. Avant la guerre, elle se fournissait surtout en Autriche et en Bulgarie, mais elle offrait aussi un marché considérable à l'Angleterre. Il se trouvait qu'elle recevait difficilement des marchandises d'Occident, à cause de la fermeture des Détroits, et de l'engorgement du trafic en Russie, et qu'elle avait une frontière commune avec la Hongrie. Les articles d'habillement chez elle, avaient quadruplé de valeur, depuis qu'il y avait tension de rapports, — tension politique et tension économique, avec les Empires du Centre. La Roumanie souffrait également de ne pouvoir vendre ses grains et de manquer d'étoffes, de chaussures, de métaux, etc.

Le pacte du 7 avril n'est pas indifférent, car il permet à la fois à l'Allemagne de se ravitailler et de combattre, en expédiant des produits, une aggravation de la crise du change. Mais il ne comporte pas nécessairement une signification plus ample et quand M. Bratiano pour expliquer son attitude à l'Entente, a invoqué le précédent de l'Italie au début de 1915, il n'outrepassait point ses droits. La presse allemande, en prétendant que cet accord correspondait à une évolution diplomatique, espérait effrayer les alliés ; mais elle s'agitait dans le domaine de la fantaisie : une intervention roumaine en faveur de l'Allemagne, donc de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie, est tout aussi invraisemblable, — sinon plus invraisemblable aujourd'hui qu'il y a un an.

L'arrangement d'avril est regrettable à notre point de vue. La France, l'Angleterre, la Russie, pouvaient-elles le conjurer ? C'est une question que je n'aborderai pas. Certes, il eut mieux valu que cette détente économique n'intervînt pas entre Bucarest et Berlin. Mais cette réserve faite, l'événement ne m'inquiète pas outre mesure. M. Bratiano, qui a donné tant de preuves de son profond réalisme, qui a évité avec le même soin la sentimentalité et la grandiloquence, n'aura pas enfermé dans une convention ce qui n'y est point exprimé. Il a vendu du blé à l'Allemagne, après en avoir vendu à la France et l'Angleterre : l'une de ces négociations ne l'engage pas plus que l'autre. Il se sent, comme auparavant, libre de prendre telle détermination qui lui plaira, à l'heure qu'il choisira : et même si nous faisons abstraction des pourparlers qui eurent lieu en 1915, sur lesquels il nous est défendu de nous appesantir, et qui ont pourtant laissé quelque trace, le programme national roumain constitué pour l'Entente une solide garantie.

Mais le cabinet de Bucarest se résoudra-t-il à temps, alors que son appui sera précieux à qui le recevra, et lui pourra pratiquement mériter à lui-même les avantages escomptés ? Des sceptiques se sont demandé s'il opterait avant la victoire clairement établie, ou même s'il ne demeurerait pas muet et inerte jusqu'au bout. Il a montré trop de prudence, pour qu'on puisse lui imputer une politique d'erreur et d'abstention plus coûteuse dix fois qu'une défaite. Si cette guerre est bien la guerre des droits nationaux contre l'impérialisme, seules les nationalités qui auront accompli l'effort nécessaire et légitime assureront le triomphe de leurs aspirations. Il n'y aura point de profit pour les simples spectateurs : les timorés et les indifférents n'auront rien à réclamer dans une Europe nouvelle, qui se sera édifiée sans leur concours.

PAUL LOUIS.

LA VIE LITTÉRAIRE

LE ROMANESQUE ET LA GUERRE

" L'ADJUDANT BENOIT " (1)

On a beaucoup discuté la question de savoir si la guerre aura quelque influence sur la littérature. Certains le nient. Douce ingénuité ! Comment cette crise, l'une des plus profondes et des plus amples par lesquelles soit passée l'humanité, n'aurait-elle pas son retentissement sur la mentalité des écrivains présents et à venir ? On objecte que ni les guerres du siècle de Louis XIV à son déclin, ni la Révolution, ni l'Empire n'eurent d'influence manifeste sur la littérature des débuts du XVIIIe ou du XIXe siècle. Je n'y contredis pas, pour les apparences. Sans doute, ni la Révolution, ni l'Empire n'eurent leurs chantres. Quand on songe que Népomucène Lemercier, grand poète de l'Empire, au lieu de chanter l'épopée napoléonienne, célébra Clovis, Beaudoin, Moïse, et Saint Louis, on incline à croire que les grands événements de l'histoire n'ont que peu d'action sur les lettres. Il ne faudrait pas s'y tromper toutefois. Si

(1) MARCEL PRÉVOST, de l'Académie française. *L'Adjudant Benoît*, 1 vol. in-18 jésus (Lemerre).

cette action ne se fait pas sentir sur le moment, elle peut se révéler après, et bien souvent très longtemps après. Au surplus, elle ne réside pas toute dans le sujet, mais principalement dans l'inspiration et, par contre-coup, dans le style. Qui soutiendra que Chateaubriand et Victor Hugo auraient été tout ce qu'ils furent sans Napoléon Ier. Sa trace se retrouve chez Lamartine et jusque dans la mélancolie de Musset. Elle se prolonge chez Balzac et, personne ne me contredira, jusque chez M. Barrès que le spectre du grand Empereur a hanté. Les répercussions des événements sont infinies. Contester leur influence sur la littérature, c'est oublier la loi de solidarité qui relie les actes, les êtres et les choses, les uns aux autres en une chaîne indissoluble. C'est l'oublier et c'est la méconnaître, faute de regarder le monde d'assez près.

Pour ce qui est de la guerre présente, elle aura une action d'autant plus certaine sur les lettres qu'elle en a une plus profonde sur les esprits par ses dimensions mêmes et par les bouleversements économiques, sociaux et moraux, qu'elle ne peut pas ne point entraîner. C'est la première fois d'abord, en raison du service militaire universel, que de pareilles masses d'hommes auront été aux prises. Tandis que les guerres de jadis, même les guerres impériales, n'intéressaient que quelques familles, nul aujourd'hui qui ne s'y trouve engagé à fond, par soi-même ou par les siens. D'autre part, l'étendue même de la lutte jointe à la solidarité plus étroite qu'un stade de civilisation plus avancée a établie non seulement entre concitoyens, mais entre peuples, a amené ce résultat que, les non-combattants sont aussi éprouvés, et quelquefois davantage, que les belligérants. La Belgique et les départements du Nord de la France en savent quelque chose. Enfin, l'instruction plus répandue, l'esprit d'observation et d'examen, devenus, tout au moins en France, à peu près le patrimoine de tous, rendent, toutes les classes de la société plus averties et plus curieuses, plus malléables, aussi, aux influences extérieures. Et puis, ne perdons pas de vue que nombre d'écrivains auront été plus que les spectateurs, les acteurs du grand drame.

Assurément, je ne m'imagine pas, pour nous en tenir au roman, que tous ceux de demain parleront de la guerre. Beaucoup, à la demande tacite, mais si expressive, de leurs lecteurs, prendront à tâche de les faire s'évader sur l'aile de la chimère des tristesses éprouvées. Mais, en dehors même des récits d'imagination qui, sans parler de la guerre, lui devront leur orientation, combien d'autres la prendront comme thème, comme prétexte ou comme cadre !

Je ne crois pas, il est vrai, que la guerre en soi puisse jamais devenir un merveilleux sujet de roman. Les récits de batailles, quand ils n'ont pas été vécus, tombent vite dans la monotonie. On s'en aperçoit même à l'Iliade. Mais quels beaux cas la guerre peut fournir ! Quelles situations et quelles péripéties propres à montrer l'âme humaine au paroxysme du trouble, de l'angoisse, de la souffrance, de l'amour, de la patience ou de l'héroïsme. Quel intérêt elle peut, en conséquence, ajouter à l'intrigue et de quelle ressource elle peut lui être pour mettre en relief les caractères, faire jouer les sentiments, poser des problèmes moraux, c'est ce dont M. Marcel Prévost s'est l'un des premiers aperçu, car M. Marcel Prévost est intelligent ; il est intelligent et il est habile. Ne serait-ce qu'à ce titre — et je me hâte d'ajouter qu'il en a d'autres, — son *Adjudant Benoît* mérite de retenir l'attention.

*
* *

L'histoire que M. Marcel Prévost nous raconte est-elle authentique, comme il le prétend, ou de toute pièce inventée ? Je n'en sais rien. A-t-elle ou non été « arrangée » ? Je n'en sais pas davantage. En tout cas, elle est passionnante. Elle l'est à la manière de ces nouvelles dont Le Sage a entrecoupé la vie de son Gil Blas. Elle en a le romanesque et l'apparente invraisemblance.

Ecoutez plutôt : L'adjudant Benoît Castain, dont M. Marcel Prévost nous dit avoir reçu les confidences dans une chambre d'hôpital où celui-ci est en traitement après une seconde blessure de guerre, a été surpris par les événements comme simple maréchal de logis d'artillerie préposé au poste de télégraphie sans fil du château d'Uffigny proche du fort de Cissey — tous noms défigurés déclare l'auteur — à proximité des frontières de France, de Luxembourg et de Belgique. Garçon élégant et instruit, il vivait en l'absence des propriétaires du château, riches Polonais qui viennent y passer un à deux mois par an, à côté du garde ou, plus exactement, de l'intendant du domaine, de sa fille Gertrude et d'un jeune domestique alsacien et manchot, du nom de Rimsbach, quand la guerre survint. Blessé dès avant qu'elle ne fût déclarée, au cours d'une incursion d'un parti de uhlans, venus enlever les chevaux réunis pour la réquisition au paddock du château, il est soigné par Gertrude. Elle est jeune, elle est ingénue, elle est blonde : ils s'aiment tendrement, mais chastement. Leur idylle leur adoucit l'angoisse des événements qui se déroulent non loin d'Uffigny, jusqu'au jour où, remis de sa blessure, l'attention de Benoît est attiré par certains signaux lumineux qui lui semblent, vers le soir, partir de la tourelle

du château, sous prétexte de vérifier l'éclairage. Il soupçonne Rimsbach de communiquer avec l'ennemi par-delà la frontière. Peu à peu, ses soupçons se précisent et, une nuit qu'il a entendu ouvrir et fermer avec précaution la petite porte du parc, il s'en va dans la direction de la frontière où il suppose que Rimsbach a un rendez-vous. Il tombe, en effet, en pleine forêt, sur un conciliabule de trois personnages qui s'entretiennent en allemand. L'un d'eux fournit des renseignements sur l'emplacement des batteries voisines, mais au lieu de Rimsbach, Benoît, qui se tient à l'affût à quelques pas, reconnaît Joseph Archer, le père de Gertrude, le père de celle qu'il considère comme sa fiancée. Sa poitrine se serre. N'importe, il est soldat : il fera son devoir. La séance levée, Benoît suit Joseph Archer, le culbute, le fait prisonnier et le ligotte. Il va le conduire à la gendarmerie. Mais son amour lui remonte au cœur. Ne sera-ce pas le déshonneur pour Gertrude, qu'il suppose bien ne pas être au courant, et l'impossibilité de jamais l'épouser ? Incertain, partagé, à l'instar du Cid, entre son devoir et son amour, il s'arrête à un compromis que l'espion lui propose : Allemand de naissance — l'état civil de Joseph Archer a été volé — il passera la frontière sous les yeux de Castain, en laissant Gertrude à ses soins, pour, promet-il, ne plus jamais reparaître. Confiant, Benoît desserre, pendant la marche, les liens de son prisonnier, qui en profite pour s'échapper. Mais il l'a tôt ressaisi, et terrassé. Puis, comme le faux Joseph Archer, fait feu sur Benoît avec un revolver qu'il cachait dans sa poche, celui-ci le tue. Après quoi, afin de ne pas ébruiter l'affaire, il étend le cadavre dans un fossé et rentre au château. Il rejoint Gertrude qui lui prouve, sans le vouloir, sa complète ignorance des machinations de son père et à qui il se garde bien de rien révéler, quand, énervés par une chaude soirée d'été passée côte à côte, ils se donnent l'un à l'autre. Mais, à leur réveil, le canon tonne, on évacue le village, les Allemands avancent sur Cissey. Il faut partir, mais où le devoir de Castain l'appelle, c'est-à-dire en avant, vers le fort, droit sur la frontière. Cependant, Gertrude ne veut pas quitter Benoît qu'elle considère comme son mari et qui se résoud d'autant moins à s'en séparer qu'elle est, par son fait, orpheline sans le savoir : elle suivra donc en carriole le détachement que Castain commande. Malheureusement, la petite troupe ne tarde pas à constater que le fort de Cissey est pris et que les Allemands avancent de toutes parts. Il faut rebrousser chemin. Les villages voisins brûlent, des bœufs affolés traversent la route, renversent la carriole de Gerthude, ce qui lui enlève toute chance d'échapper. Elle restera donc définitivement avec Castain et ses hommes, ce qui répond, d'ailleurs, à son plus cher désir. Mais on est cerné; à tout prix il faut se dissimuler. On se cache dans une carrière de sable. Des Allemands à cheval passent tout près sans rien remarquer, quand l'un des soldats de Benoît tire sur eux un malencontreux coup de fusil. Aussitôt, les cavaliers ennemis déguerpissent, mais pour faire place à un bombardement qui démolit la carrière et enfouit sous l'éboulement les réfugiés... Quand Benoît revient à lui, à moitié enseveli, il ne reconnaît plus rien. Cependant, peu à peu il se dégage, inspecte les lieux, retrouve les cadavres de ses compagnons, sauf celui de Gertrude. Où est-elle ? Vit-elle encore ? Anxieux, il la cherche et la trouve enfin, à l'agonie, n'ayant la connaissance que pour son amour et pour son père qu'elle recommande à Castain et que, du bout des lèvres, avant de lui fermer les yeux, celui-ci, par un ultime mensonge, lui promet de protéger. L'âme écrasée sous le poids de ses responsabilités, Benoît Castain ne songe plus désormais, au moment où Marcel Prévost dit l'avoir rencontré, qu'à mourir sur le champ de bataille, ce qui semble être arrivé, ainsi que dans sa conclusion nous le laisse supposer l'auteur.

*
* *

Que l'on puisse se demander si une telle histoire est vraie ou fausse et, si véridique, elle est ou non arrangée, l'*Adjudant Benoît* le doit manifestement à la guerre, non seulement parce que, seule, elle a pu fournir un scénario, qui, s'il ne lui empruntait ses éléments de surprise, serait jugé inacceptable à force de romanesque, c'est-à-dire d'arbitraire, mais encore parce que la guerre nous a obligés d'admettre pour vraies biens des choses considérées auparavant comme invraisemblables.

Avant la guerre, que n'aurions-nous pas dit de cet Allemand qui est conseiller municipal, de ces signaux lumineux et de ces rendez-vous la nuit, en forêt, entre agents teutons du service des renseignements ? Que n'aurions-nous pas dit du pacte quelque peu niais passé entre l'adjudant Benoît et l'espion qu'il a sous la main ? Que n'aurions-nous pas dit de cette nuit de noces, le soir même du meurtre, entre le meurtrier et la fille de sa victime, de cette fuite au-devant de l'ennemi du détachement que commande Castain ? Que n'aurions-nous pas dit du troupeau de bœufs affolés, de la carrière, du coup de fusil parti tout seul, du départ des cavaliers allemands après cette alerte, du bombardement de la cachette des réfugiés et, finalement, de l'agonie de Gertrude ?

ous aurions crié à l'artifice, voire au mélodrame.

L'oserions-nous maintenant, après tout ce que ous avons vu depuis le début du conflit européen ? h ! le plus romanesque des romans semble bien âle auprès des événements auxquels nous avons ssisté et dont l'un des moins surprenants n'est ertes pas la marche foudroyante des Allemands ur Paris, puis leur recul, malgré leur supériorité l'organisation, de discipline et de ravitaillement, lors qu'ils n'étaient plus qu'à une journée de la apitale tant convoitée, dont le prix devait finir la uerre, tout au moins avec la France, et assurer e triomphe de l'Allemagne ! Tout de même, puisque M. Marcel Prévost nous présente un espion, uelle surprise ce fut pour nous d'apprendre que otre pays était truqué de longue date comme une cène de féerie par des émissaires allemands, que, sous la blouse de l'ouvrier, le veston de l'employé ou la jaquette du gentilhomme, nous raitions en compagnons honorables et, trop souvent, en amis ! Quelle surprise que ces cruautés sans nom, dont rougiraient des peuplades barbares, perpétrées de sang-froid et avec calcul par ces ingénieurs, ces savants, ces lettrés, ces artistes, ces industriels, ces commerçants, ces financiers qui se targuaient et se targuent encore d'appartenir à la première civilisation du monde !

La guerre, aussi bien, est fertile en événements extraordinaires. Rien d'étonnant à cela, quand on y réfléchit. La guerre appartient au domaine de l'imprévisible, dans les grands comme dans les menus faits. C'est pourquoi elle prête au romanesque, cet imprévu dans l'intrigue, que, si vrai qu'il soit, nous n'admettons que difficilement dans les sujets de vie courante. Qu'il en aille différemment des romans qui ont rapport à la guerre, cela est parfaitement logique. L'*Adjudant Benoît* en est une preuve, car, romanesque au premier chef, je défie bien quiconque de se demander s'il n'est pas vrai.

Maintenant, que le roman de M. Marcel Prévost doive, en outre, de ne pas paraître invraisemblable à ce fait que la guerre nous a rendus moins difficiles à cet égard, j'en suis convaincu. Faisons-y bien attention, en effet : la vraisemblance, qui est indispensable à tout roman vraiment littéraire, est affaire d'appréciation. Elle varie avec le lecteur. Celui qui connaît les agitations du monde sera plus large sur ce chapitre que celui qui n'a jamais mis le pied hors de son cabinet. Elle varie, par suite, avec les temps. Comment le vaste conflit auquel nous sommes mêlés, n'aurait-il pas, par tout ce qu'il nous apporte de vrai que nous aurions tenu auparavant pour impossible, reculé pour nous les limites du vraisemblable ? Ajoutez à cela qu'il a toujours été assez sot — fussent-ils étranges — de taxer trop vite les faits d'invraisemblance. Il arrive très souvent que l'invraisemblable soit vrai et le vraisemblable radicalement faux.

*
* *

En ce qui concerne le roman, il semble, par suite, que la guerre européenne doive lui être favorable, car il n'en est pas un qui ne contienne une part plus ou moins grande, mais incontestable, de romanesque, pour cette décisive raison qu'il n'existe pas de roman sans intrigue et, par conséquent, sans que l'auteur intervienne dans le choix des péripéties. Autrement, il écrirait une histoire, un journal, des mémoires, mais pas un roman. Coûte que coûte, le romancier est obligé, je ne dis pas même pour exciter l'intérêt, mais pour faire paraître les caractères de ses personnages, s'il écrit un roman psychologique ; leurs habitudes, s'il écrit un roman de mœurs; une idée, s'il écrit un roman à thèse, d'arranger les événements au mieux de ce qu'il désire mettre en relief. Cela est si vrai que le roman historique n'échappe pas à cette règle : il est contraint, pour ressusciter une époque, d'inventer, non pas les grands faits de l'histoire, mais ceux, plus humbles, qui les précèdent, les accompagnent ou les suivent. Le roman réaliste, lui-même, doit y recourir tout comme un autre. Quoi de plus romanesque, par exemple, que les Rougon-Macquart dans lesquels, cependant, Zola prétendait écrire l'histoire naturelle, donc scientifique, d'une famille sous le second Empire ?

Toutefois, le romanesque ne saurait se suffire ou se permettre toutes les fantaisies, sous peine de tomber dans la frivolité ou l'extravagance du roman-feuilleton.

L'intrigue n'est pas un but. Elle n'a de prix qu'autant qu'elle sert à la peinture des mœurs, des caractères, d'une époque, ou encore, comme dans nos tragédies classiques, à la mise en valeur d'un cas de conscience. M. Marcel Prévost l'a bien senti. Aussi met-il tout ce que l'*Adjudant Benoît* contient de romanesque au service de cette thèse que tous nos actes portent leurs conséquences ou, si vous préférez, « se paient ».

De fait, si Benoît Castain n'avait pas, par deux fois, transgressé son devoir en manquant à l'honneur militaire qui lui commandait de livrer le père de sa fiancée et en manquant, ensuite, à l'honneur tout court en abusant d'elle, il n'aurait pas à regretter sa mort ni de lui avoir menti à ses derniers moments. En effet, Gertrude restée vierge n'aurait pu exiger de le suivre ; elle ne l'aurait pas suivi,

mais se serait enfuie avec les autres habitants du village et aurait eu la vie sauve. On peut même dire que si Benoît n'avait pas enfreint le premier de ses devoirs, celui de livrer le faux Joseph Archer, il n'aurait pas possédé Gertrude, car, avertie, celle-ci n'aurait eu ni le goût, ni l'occasion de se « laisser aller ».

Le roman de M. Marcel Prévost n'est romanesque au surplus, — et il convient de l'en louer — que juste ce qu'il faut pour mettre en évidence le terrible engrenage de nos fautes, dont notre incurable frivolité nous dissimule trop fréquemment les suites, qu'elles retombent sur nous-même ou sur les autres. Avec un tact très fin, ou tout simplement parce que ce récit est vrai, Marcel Prévost ne dépasse jamais les bornes, si reculées qu'elles soient depuis la guerre, au-delà desquelles nous refuserions notre consentement.

Ce roman n'en est pas moins, oserai-je dire, effrontément romanesque. Il l'est au point que, sans la guerre, toute situation analogue nous aurait paru le comble de l'artifice. Mais, la guerre aidant, on se borne à se poser la question de son plus ou moins d'authenticité. Simple confidence ou récit imaginé de toute pièce ? Bien malin ou bien hardi celui qui se prononcerait en toute sûreté.

De cette rentrée en faveur du romanesque, que le roman de M. Marcel Prévost nous permet d'augurer comme l'une des conséquences, l'une des toutes petites conséquences de la guerre, peut-on, par ailleurs, conclure à une renaissance du roman ? Il est possible, s'il n'est pas de roman si réfractaire qu'il s'affiche au romanesque, qui, peu ou prou, ouvertement ou en cachette, ne lui fasse appel.

PAUL GAULTIER.

UNE AMÉRICAINE DU MONDE OFFICIEL FRANÇAIS

Les morts vont vite. Combien de lecteurs se rappellent M. William Waddington ,membre de l'Institut, ancien député, ancien sénateur, ancien ministre de l'instruction publique et des affaires étrangères, ancien président du Conseil, ancien ambassadeur à Londres, mort il y a tantôt vingt ans ? Même le « petit Larousse » le connaît mal et le confond avec son frère Richard Waddington, sénateur de la Seine-Inférieure, mort il y a deux ans. Et pourtant il a joué son rôle durant les vingt premières années de la République soit au gouvernement, soit dans la diplomatie. C'était au temps de la « désentente cordiale » avec l'Angleterre. Et soit à Berlin, soit à Londres, M. Waddington fut la cible quotidienne de l'opposition française qui lui reprochait son anglomanie laquelle, dans l'espèce, était héréditaire, puisque sa famille, établie en Normandie depuis cent ans seulement, était anglaise de nom et de tradition. Lui-même avait été élevé à Cambridge et, *horresco referens*, parlait l'anglais comme le français. Ce gentleman indépendant, ce scholar distingué, à qui ses travaux d'archéologie avaient ouvert l'académie des inscriptions et Belles lettres était venu trop tôt dans un monde violemment anglophobe. Et pourtant la République, à ses débuts, avec son personnel de jeunes parvenus, échappés des barreaux, des journaux et des brasseries du Second Empire trouva très utile le concours d'un homme du monde, cultivé et expérimenté, qui n'était rivé à aucun des vieux partis et s'accommodait d'une République modérément progressive ou progressivement modérée. Aussi, M. Waddington faisait-il très bonne figure parmi les Thiers, les Dufaure, les Léon Say, les Barthélémy-Saint-Hilaire et tout ce centre gauche si brillant, si libéral, mais si peu en harmonie avec l'impatience et la vulgarité des « nouvelles couches ».

Attaqué par les deux ailes, M. Waddington ne fut jamais une personnalité populaire. Il était apprécié par le président Grévy et par ses collègues du gouvernement. Mais il resta pour l'opposition un bouc émissaire idéal, aux jours du Congrès de Berlin et de l'ambassade de Londres, quand les succès diplomatiques étaient rares et que Bismarck et Lords Béaconsfield et Salisbury dirigeaient l'échiquier Européen.

En 1874, M. Waddington avait épousé en secondes noces une jeune Américaine, Miss Mary King, qui appartenait à une des anciennes familles de New-York de celles qui, avant les parvenus des chemins de fer, de la banque et de la grande industrie, constituaient la véritable aristocratie d'outre-mer.

A la mort du père, qui avait été président de « Columbia collège », la mère vint se fixer en Europe avec ses trois filles qui égayèrent de leur grâce et de leur jeunesse, la société Romaine, durant les dernières années du régime pontifical.

Quand Miss Mary King épousa le député de l'Aisne à l'assemblée nationale, la jeune Américaine ne connaissait de la France que ce qu'en connaissent les voyageurs cosmopolites qui viennent tous les ans à Paris pour des rendez-vous de vie mondaine et des stations chez les couturiers.

Mais elle avait l'habitude du monde, l'aisance acquise dans la fréquentation des diverses sociétés de la « ville éternelle », l'adaptabilité et la faculté

d'assimilation propres aux femmes des Etats-Unis, l'hérédité, enfin, d'une famille où la culture était traditionnelle. Ce n'était pas des atouts négligeables qu'apportait dans sa nouvelle carrière cette jeune New-Yorkaise qui devait occuper pendant vingt ans une des places les plus en vue dans la société officielle française et recevoir, au nom du gouvernement, les notabilités françaises et étrangères des deux sexes.

*
* *

Depuis qu'elle est rentrée dans la retraite, Mme Waddington a rédigé pour ses compatriotes ses souvenirs et ses impressions tour à tour comme femme d'ambassadeur, comme femme de ministre et comme Française. Publiés d'abord dans un magazine de New-York, puis réunis en volumes, ses souvenirs, qui ont eu un grand succès en Amérique, ont traité, successivement par ordre d'importance, les sujets qui lui paraissaient devoir le plus intéresser des lecteurs des Etats-Unis. D'abord la mission diplomatique en Russie et en particulier la cérémonie du couronnement d'Alexandre III à Moscou, avec les fêtes qui accompagnent toujours un événement de ce genre ; puis la vie dans un château en province où la jeune femme, accoutumée à la vie large et très peu puritaine des épiscopaux américains, se trouvait transportée dans l'atmosphère plus austère et plus étroite des huguenots français, dans la maison des beaux-parents de son mari, les Lutteroth.

Enfin, et c'est le dernier volume paru, l'histoire de ses premières années de Française — de Française du monde officiel, durant les premières vingt années de la République.

Les surprises ne lui furent pas ménagées ni les chocs.

Cette jeune femme du monde qui ne savait rien des dissensions politiques et religieuses des Français, mais qui était naturellement d'esprit éclectique et hospitalier, libérale de naissance et d'éducation, découvrit très vite que dans le monde où elle avait fréquenté c'était une grave *diminutio capitis* d'avoir épousé un ministre républicain.

Dans les salons du faubourg, elle remarqua un jour avec quelle insistance la maîtresse de maison lui donnait toujours, en lui parlant son nom — Madame Waddington par ci, Madame Waddington par là — pour éviter qu'une des personnes présentes n'exprimât, au sujet du ministère où était son mari, les opinions courantes, généralement résumées dans la formule : « cet infect gouvernement ». Cela ne l'empêcha pas d'entendre, plus d'une fois, les sentiments de l'opposition, ne fut-ce que dans les réflexions de ses propres compatriotes, comme lorsqu'une perruche américaine, mariée à un Français, s'exclamait un jour en sa présence : « Toute la canaille est républicaine ». Et Dieu sait que Mme Waddington n'était pas une révolutionnaire très farouche ! Comme la plupart des femmes de l'aristocratie américaine — et même de la démocratie — elle a un grand faible pour les princes et les princesses.

Elle parle longuement des membres des familles royales, vante le charme avenant du prince de Galles qui resta jusqu'à la fin un de ses amis, et de l'archiduc Rodolphe, le héros de Meyerling qu'elle rencontra aussi.

Elle nous a conté, d'une manière pittoresque une audience que lui donna la reine d'Espagne à l'Ambassade, où Mme Waddington dut se conformer aux règles les plus strictes de l'étiquette espagnole et sortir à reculons de la salle, sans pouvoir se retourner, sous les yeux braqués de son hôtesse. D'autre part, elle trouva la princesse Mathilde des plus cordiales ; c'est le futur Edouard qui, à un dîner, les présenta l'une et l'autre. Elles parlèrent musique et musiciens, ayant toutes deux des protégés dans la partie.

Elle assista au premier dîner officiel donné après l'autre guerre par l'ambassadeur d'Allemagne, le prince de Hohenlohe. Le Maréchal et la Maréchale de Mac-Mahon étaient là. Au dessert, on fit entrer un ours apprivoisé au milieu de la stupeur des uns et de l'inquiétude des autres. La Maréchale avoua, après, avoir eu très peur, mais n'avoir pas voulu le montrer « devant ces Allemands ».

C'est surtout sur les débuts du personnel républicain après la chute de Mac-Mahon que Mme Waddington s'exprime d'une manière souvent piquante. Visiblement, elle ne suit que d'une manière incertaine la politique française et la comprend mal. Elle alla bien de temps en temps à l'Assemblée nationale, mais jamais, semble-t-il, au bon moment.

Elle n'a jamais entendu Gambetta. Quant à son mari, il ne désirait pas qu'elle allât l'entendre et lui recommandait toujours de ne pas s'affecter des attaques de la presse. En fait, il était le premier à rire des attaques adressées à « l'Anglais Waddington » et des caricatures qui le représentaient comme « John, cocher anglais qui n'accroche et ne verse jamais ».

*
* *

De ces souvenirs se détache surtout la physionomie peu connue de l'ancien président du Conseil, physionomie, à tout prendre, assez sympathique, bien que froide et effacée. Ce que M. Waddington préférait, c'était le ministère de l'instruction publi-

que où il était au milieu d'hommes et d'intérêts qui lui tenaient à cœur, et Mme Waddington rappelle avec joie des dîners de savants et d'artistes où elle était assise à côté de Renan et où l'atmosphère était paisible et raffinée. Les luttes quotidiennes au parlement contre les violents des deux extrêmes excédaient M. Waddington et la période durant laquelle il fut président du Conseil, est pleine dans ce livre de prophéties sur une chute imminente chaque matin et démentie chaque soir. Evidemment M. Waddington était un homme froid, un peu distant, tranquille, peu « magnétique » : les longues palabres le fatiguaient et il n'était à son aise qu'au milieu des savants. Au congrès de Berlin, où il était allé avec sa femme, il fut moins brillant que Béaconsfield et moins vigoureux que Bismarck. Il n'en revint pas toutefois les mains vides et sa femme se plaît à rappeler qu'il obtint de l'Angleterre des promesses au sujet de Tunis qui allaient bientôt se traduire en réalisations utiles. Visiblement il n'aimait pas le touche à tout et la mouche du coche qu'était M. de Blowitz, et sa veuve, son fidèle écho, partage ses sentiments.

Mme Waddington paraît avoir une haute opinion de Jules Grévy qui fut toujours un ami fidèle de son mari. Il avait, dit-elle, une belle figure, des manières tranquilles et dignes. Sa conversation était charmante. Tout le monde désirait lui parler ou plutôt l'écouter. Naturellement, il connaissait très peu les autres pays, nous dit l'auteur, n'avait jamais quitté la France et n'avait jamais connu d'étrangers.

Quant à Mme Grévy, elle était absolument inconnue quand Grévy fut élu. Beaucoup de personnes ne soupçonnaient même pas que le président fût marié. Et notre Américaine parle avec une indulgence un peu moqueuse, des débuts dans la vie officielle, de la femme de l'avocat de Mont-sous-Vaudrey, en particulier du jour où elle donna sa première réception diplomatique.

Et ce croquis qui, sans méchanceté mais avec une exactitude photographique, reproduit une scène du monde officiel d'il y a trente-cinq ans, pourrait s'appliquer, *mutatis-mutandis*, à n'importe quelle scène de Sous-Préfecture française d'aujourd'hui. Les « nouvelles couches » faisaient leur entrée dans le monde officiel. Il n'est pas étrange qu'elles y aient eu d'abord quelque chose de gauche et d'emprunté qui, hâtons-nous de le dire, ne s'y rencontrerait plus aujourd'hui...

Quand le ministère de son mari fut arrivé à sa fin, Mme Waddington alla faire à la femme du président de la République une visite d'adieux. Mme Grévy était souffrante : elle reçut sa visiteuse sans cérémonie, assise dans un coin de sa chambre à coucher, une chambre à mobilier froid et inconfortable, d'une sécheresse et d'une froideur toute bourgeoise. Et l'Américaine compare cette installation rudimentaire, pareille à une chambre d'hôtel, à un appartement élégant, « cosy » et égayé de fleurs d'une de ses compatriotes qu'elle venait de quitter.

C'était en hiver, et les Waddington se préparaient à aller en Italie. Et la bourgeoise s'étonne d'un pareil projet : « Est-ce qu'il n'y fait pas froid ? N'avez-vous pas peur des fièvres ? »

De Mme Carnot, Mme Waddington semble avoir gardé un excellent souvenir. C'était, nous dit-elle, une femme charmante, intelligente, cultivée. Elle lisait beaucoup, s'intéressait vivement à la politique et était très ambitieuse pour son mari et pour ses fils. Un incident qui se rapporte au début de la présidence Casimir-Périer montre la délicatesse de son cœur. Le nouveau président demandant quand sa femme pourrait venir lui présenter ses respects, après l'attentat de Lyon, elle l'en dispensa généreusement, ne voulant pas que les débuts de Mme Casimir Périer à la présidence fussent assombris par une visite si funèbre.

Au courant de ce livre où défilent bien des figures aujourd'hui disparues il y en a une qui mériterait d'être connue si malheureusement elle n'était restée anonyme.

Au premier des grands bals offerts au quai d'Orsay par le ministre des affaires étrangères, il s'agissait de savoir qui l'on inviterait du monde parlementaire. Ses salons n'étaient pas assez spacieux pour tous. Il fut donc décidé d'exclure les personnes qui n'étaient connues ni de Monsieur, ni de Madame la Ministre.

L'on fit ainsi un grand nombre de mécontents et de mécontentes ; et Mme Waddington nous cite la note suivante qui lui fut adressée et qui méritait d'être retenue, ne serait-ce que comme un hommage posthume peut-être, aux mœurs parlementaires françaises si souvent diffamées.

« Monsieur X..., député ne valsant qu'avec sa femme à l'honneur de renvoyer la carte d'invitation que le ministre des affaires étrangères et Mme Waddington lui ont adressée pour la soirée du 28 ».

Mme Waddington nous assure qu'une carte fut immédiatement dépêchée à Mme X... ce qui prouve que dans la vie politique elle-même la vertu ne reste pas toujours sans récompense et que, pour une fois du moins, un témoignage de fidélité conjugale a été couronné comme il le méritait.

OTHON GUERLAC.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 10 — 1er SEM. 54e ANNÉE 13-20 MAI 1916

L'ATTITUDE DES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE

A mon récent retour des Etats-Unis, j'ai été alternativement amusé et épouvanté de quelques-uns des jugements sur l'Amérique et sur la position de l'Amérique, que j'ai entendus prononcer, non seulement par des Français, mais encore par des observateurs superficiels appartenant à notre pays.

Un journaliste grec, à qui il avait suffi de deux semaines passées à New-York pour se faire une idée de l'Amérique, se trouvait sur le même bateau que moi. Il raconta à Paris que les Américains désiraient que cette guerre fût longue, pour vendre plus de munitions ! Des Français, devant moi, ont affirmé que le Président Wilson dans son attitude à l'égard de la guerre, diffère de l'opinion publique; que le peuple des Etats-Unis pense bien, mais que notre Président pense mal.

Des membres de la colonie américaine de Paris, qui depuis longtemps ont perdu contact avec notre pays, croient que les Allemands ont introduit chez nous le régime de la terreur, que nous n'avons ni le pouvoir, ni le courage de mettre fin à une longue série de crimes et d'insultes.

Enfin, Français et Américains francisés semblent exagérer également, de la façon la plus ridicule, la proportion de la population allemande aux Etats-Unis et son influence sur nos affaires. On constate ainsi ce fait très curieux que les Français ont donné dans le panneau tendu par leur adversaire. Les propagandistes allemands se sont fait une règle de répandre cette erreur et les Français, quand ils citent des faits ou des chiffres, vont chercher leurs renseignements en Allemagne et non chez nous. C'est ce que font également, à vrai dire, bien des Anglais. A Edinbourg, à Londres, aussi bien qu'à Paris, j'ai entendu « l'homme de la rue » affirmer que sur nos cent millions d'habitants, trente millions étaient des Allemands et que nos finances nationales étaient dominées par des Allemands. En fait, ce chiffre de trente millions vient en droite ligne des propagandistes allemands, de même que les mensonges sur leur suprématie financière.

De sorte que si l'on veut entreprendre d'éclairer réciproquement les deux Républiques, le mieux est encore d'exposer la vérité telle qu'on peut la discerner ; tout d'abord, sur le pouvoir de l'influence allemande aux Etats-Unis, et ensuite, sur l'attitude des vrais Américains.

Ce chiffre de trente millions est une demi-vérité et n'en est que plus dangereux. On l'a obtenu en jonglant avec les statistiques. Les Allemands ont commencé à venir chez nous bien avant la guerre d'Indépendance de 1776. Il est évident qu'ils se sont multipliés et la descendance d'un homme s'élargit avec les générations. C'est ainsi qu'un statisticien américain s'est amusé à montrer par le calcul, qu'à peu près tous les Anglais de race pure descendaient de Guillaume le Conquérant. Si l'on prend séparément toutes les personnes qui ont une goutte de sang allemand dans les veines, on peut arriver tout aussi facilement à un chiffre de trente millions, mais c'est une absurdité pure

et simple. Pendant la période coloniale, nous avons reçu des huguenots français; le territoire qui s'étend autour de la Nouvelle-Orléans a été une possession française; les marins français ou les aventuriers français se sont rués vers les mines d'or de Californie en 1849. Par malheur, nous n'avons que trop peu d'émigration française, et cependant je suis certain que l'élément français aux Etats-Unis, si on le calculait suivant la méthode allemande, atteindrait dix millions de personnes. Une de mes arrière-grand'mères était une Française, et un ancêtre encore plus éloigné était un colon allemand; de sorte que, comme des millions d'Américains qui remontent assez haut, j'appartiendrais à la fois à l'élément français et à l'élément allemand. Comme les Français et les Allemands ont vécu côte à côte, du jour où ils ont existé en tant que peuples, comme il y a toujours des alliances par mariages, d'un côté de la frontière à l'autre, des centaines de milliers de Français qui, maintenant, combattent loyalement au front, appartiennent, sans le savoir peut-être, à l'élément allemand. De tels calculs n'ont aucun sens pour la France, et c'est cependant par de tels calculs que les Allemands ont trompé leurs ennemis.

Quelle est donc l'importance numérique et quelle est l'influence du véritable élément allemand en Amérique, des gens qui ont toujours fait le jeu du Kaiser parmi nous, depuis le commencement de la guerre ? Autant que je peux le savoir, on pourrait compter de six à sept millions d'Allemands et d'Autrichiens naturalisés, en y comprenant les personnes de pure descendance allemande qui s'intéressent encore à l'Allemagne. En parlant ainsi, je n'avance pas une opinion personnelle, je peux m'appuyer sur l'autorité d'un fonctionnaire de notre bureau de statistique, qui a l'habitude de corriger les chiffres par une observation intelligente des faits. Les Allemands d'Amérique ont résisté à l'assimilation plus longtemps que les peuples d'origine anglaise; la seconde génération a tendance à vivre en colonie, à apprendre l'allemand, à lire les journaux publiés en allemand. Le grand courant d'émigration germanique aux Etats-Unis s'est ralenti et s'est presque arrêté après 1885. Les mauvais bergers de l'Allemagne commençaient déjà lentement à préparer le crime de 1914; ils voulaient garder leur excès de population en Allemagne, dans leurs colonies, dans les territoires dont ils désiraient s'emparer, comme le Brésil. Aussi, à mesure que l'émigration diminuait, l'Allemand typique en Amérique, eut tendance à devenir bientôt, non pas un homme né en Allemagne, mais un *hyphenate*, une de ces personnes nées aux Etats-Unis de parents allemands, et qui vivant dans les colonies teutonnes de nos villes, voyait l'univers à travers des journaux qui reproduisaient le langage et les sentiments des gens de Berlin. Il y a vingt ou trente ans qu'a commencé un mouvement pour conserver l'esprit germanique aux Etats-Unis, mouvement que nous autres, Américains insouciants, avons considéré à ce moment dans un esprit de tolérance indifférente. Des clubs allemands pour favoriser à la fois la vie sportive et la vie de société se multplièrent dans notre pays. Les universités allemandes commencèrent à échanger des professeurs avec nos grands établissements universitaires. Toute cette activité qui tendait à retarder l'assimilation des *hyphenates* ou Germano-Américains, tout cela, nous le savons maintenant, était machiné à Berlin. Conserver les Allemands chez eux et conserver l'esprit allemand chez les émigrants en Amérique était la devise de la chancellerie de l'Empire.

Grâce à ces efforts, six ou sept millions sont restés Allemands de façon appréciable ; mais les Français seront peut-être surpris d'apprendre que cette propagande de la première heure ne réussit pas entièrement, car il resta des personnes qui, bien que nées aux Etats-Unis, de parents allemands, ont échappé à l'influence de ces petites colonies allemandes des villes, n'ont jamais appris la langue de leurs parents, sont devenus Américains par leurs relations, par leurs mœurs, et ce sera peut-être une autre surprise pour les Français d'apprendre que beaucoup d'entre ceux-là sympathisent avec les Alliés dans cette guerre. Deux jours avant mon départ, je déjeunais dans mon club avec trois hommes que je connaissais depuis longtemps, mais dont j'ignorais la parenté et dont les noms n'étaient évidemment pas allemands. Nous parlions de la guerre. De quel autre sujet aurions-nous pu parler ? Nous étions tous d'accord pour affirmer que la France et l'Angleterre devaient vaincre, pour que notre monde restât civilisé. « Mon père et ma mère sont tous les deux nés en Allemagne, dit l'un, oui, je suis un *hyphénate*, mais ils ont quitté l'Allemagne par haine du système, et comment pourrais-je penser autrement aujourd'hui que le peuple libre attaque ce système ? » « Mes parents sont dans le même cas », dit le second. « Ma mère naquit au Hanovre », dit le troisième. Partout, j'ai rencontré des hommes de ce type. Un Germano-Américain exerçant une profession libérale, me dit avec réserve, au moment de mon départ : « Vous savez certainement de quel côté je suis ? » « Du mauvais côté,

je suppose », répliquai-je. « Certainement non, répondit-il d'un ton décidé, mais n'allez pas le répéter; la plupart de mes clients sont Allemands, je serais ruiné ; beaucoup d'entre nous, ajouta-t-il, sont dans le même cas ». Enfin, le zèle des Germano-Américains décroît plutôt qu'il n'augmente, à mesure que la guerre se prolonge. Au début, la Wilhelmstrasse sonna le clairon pour exciter leur ardeur. La propagande qui avait pour objet de convertir les vrais Américains ne peut en rien se comparer à celle qui avait pour objet de ressusciter l'esprit de race chez les *hyphenates*. De plus, la violation de la Belgique, les rapports sur les atrocités allemandes, causèrent une explosion de sentiments anti-allemands sur tout le territoire de l'Union. Les Allemands de chez nous, c'était humain, se considérèrent comme une classe persécutée et se rattachèrent plus étroitement à leur pays d'origine; le temps et le cours de la guerre les ont conduits à des vues plus saines. Nos Allemands constituent une sorte d'élite : beaucoup d'entre eux, sinon tous, ont quitté l'Allemagne par lassitude de la philosophie de fer et de sang qu'est le système allemand. Le crime du *Lusitania* les refroidit encore ; en dépit de toutes les explications, le fait subsistait que le Fatherland avait tué mille non-combattants sans défense ; des hommes, des femmes, des enfants. Je connais un jeune Germano-Américain, fort zélé, comme tous les siens, au début de la guerre : « Qu'est-ce que vous en pensez, maintenant ? », lui demandais-je l'hiver dernier. — « Cela ne m'intéresse plus ; l'Angleterre et l'Allemagne sont des bandits », ajouta-t-il, en manière d'excuse. Je ne voudrais cependant pas faire croire que l'élément allemand n'est plus ni militant, ni dangereux; mais, j'affirme qu'il est moins militant et moins dangereux qu'il y a quelques mois. Il faut cependant remarquer que les propagandistes mènent grand bruit, tandis que ceux qui diffèrent d'avec eux, se tiennent coi. Les Français n'entendent que ce tintamarre et ne se rendent pas compte que depuis quelque temps, on y perçoit une note désespérée.

Aux Allemands des Etats-Unis, je dois ajouter quelques classes très restreintes d'étrangers. Les Suédois du Nord-Ouest se préoccupent peu, en somme, de l'issue du conflit. Quelques-uns, cependant, en qui s'est réveillée la haine de la Russie, ont pris parti pour les Allemands. Les Juifs russes sont ordinairement anti-russes et, par conséquent, pro-Allemands. Cependant, ce ne sont là que des nouveaux venus, vendeurs de quatre-saisons, ouvriers dans nos manufactures des grandes villes; la plupart d'entre eux ne sont même pas naturalisés.

A plusieurs reprises, j'ai pu constater une certaine erreur sur la position des Irlandais-Américains. Il y a eu en Amérique une espèce d'Irlandais que les Irlandais eux-mêmes appellent le *professionnal Mick*, un mot d'argot qui ne peut guère se traduire en français. Sa vie et toute son activité sont concentrées sur le vieux conflit entre les Anglais et les Irlandais. Le *professionnal Mick* s'est allié aux Allemands et en fait toute une affaire; mais les Irlandais, en général, ne l'écoutent point. En voici la preuve : Boston, la vieille ville puritaine est devenue récemment une ville irandaise. L'élément hibernien y domine. Les trois quarts des instituteurs dans les écoles publiques de Boston sont des Irlandais-Américains, les deux derniers maires étaient des Irlandais-Américains; la majorité du conseil municipal est composée d'Irlandais-Américains. Or, Boston est ouvertement en faveur des Alliés ; on y imprime neuf journaux et pas un seul n'a une bonne parole pour l'Allemagne. Si l'on tient compte de ces différents éléments ethniques, on s'aperçoit que l'estimation de dix millions d'habitants est très large; un habitant des Etats-Unis favoriserait ainsi la confédération germanique, tandis que neuf sur dix, à des degrés différents, favorisent les Alliés. On ne sait point assez en France, peut-être un peu par la faute de vos journaux, à quel point, nous autres, Américains de vieille race, nous sommes avec vous ! « En Californie, me dit un ami, arrivé récemment à Paris, c'est presque une insulte que de demander à un homme de quel côté vont ses sympathies. On est supposé le savoir. » Dans un club important de New-York, composé en grande partie d'artistes, une enquête a montré que sur 150 membres, il n'y en avait que huit de pro-Allemands, tous sauf un, d'origine germanique. On a dit que l'Ouest moyen était pro-allemand; la généralisation est trompeuse. Les villes de Milwaukee, Saint-Louis, Cincinnati, Chicago, ont d'importantes colonies allemandes; mais un Germano-Américain fait aujourd'hui autant de bruit que dix Américains. Le bruit qui s'élève de ces quatre villes est allemand, mais le sentiment qui y prédomine est américain, et par conséquent, pro-allié. On l'a vu à Chicago, quand un candidat populaire, trompé par ce bruit, s'est déclaré ouvertement pour l'Allemagne. Il fut battu à plate couture par les votes indignés de l'élément américain. En dehors de ces quatre grandes villes, l'Ouest moyen est pro-allié. Sans aucun doute, cependant, il l'est moins ardemment que les côtes de l'Atlantique, parce que l'Ouest est en contact moins direct avec l'Europe et comprend moins bien que cette guerre est la guerre de la démocratie.

La même règle peut s'appliquer partout. Le vieux sang américain, celui qui a coulé pendant la guerre de l'Indépendance et la guerre civile, est pour vous. Les exceptions, et parmi mes nombreuses relations je n'en peux trouver que deux, essaient simplement de se singulariser. Le vieux sang américain, mélange de sang anglais, écossais, hollandais, irlandais et français, est encore le sang qui domine chez nous. Nous l'emportons, et de beaucoup, sur les nouveaux venus non assimilés. De plus, le fait a son importance bien qu'il soit peu connu, nous sommes encore aujourd'hui, et de façon incontestable, l'élément qui gouverne le pays. J'ai sur ma table la liste du comité exécutif de la Société des gens de lettres d'Amérique : vingt hommes et femmes de lettres, choisis comme représentants par nos auteurs. Un seul nom allemand s'y trouve, et l'écrivain qui le porte le tient de son grand-père. Il appartient donc, pour les trois quarts, au vieux stock américain. Ajouterai-je que je le connais et qu'il est pro-allié. On trouve un nom français, les autres viennent des Iles Britanniques. Notre Congrès compte 400 membres; moins de 50 portent des noms étrangers aux Iles Britanniques. Quand on parcourt la liste des membres de notre gouvernement, on peut constater les mêmes faits : Président, Wilson; vice-président, Marshall ; secrétaires d'Etat, Mac Adoo, Daniels, Lane, Redfield, etc. Il faut remonter bien haut pour trouver un nom allemand, autrichien ou suédois. Autant que je puisse m'en souvenir, on n'a jamais vu, au cabinet de Washington, qu'un homme ayant un nom allemand, Oscar Strauss, qui fut secrétaire du cabinet sous le président Roosevelt. C'est un Juif allemand qui, depuis longtemps, n'a plus rien de commun avec son pays d'origine. Dans le même cabinet, d'ailleurs, nous avons eu un Bonaparte, un nom que les Français reconnaîtront peut-être. La vérité, c'est que la plupart des capacités appartiennent à ce vieux stock américain. La raison en est évidente; pour émigrer aux Etats-Unis aujourd'hui, il n'est point besoin d'avoir une grande force d'âme; émigrer au XVIIe ou au XVIIIe siècle, quand on avait à lutter contre le désert, l'isolement, les Indiens, les privations et les *démons* du nouveau monde, demandait des qualités hors-pair. « Les lâches ne venaient pas, les faibles mouraient en route. ». Ces faits que tous les Américains connaissent bien, ne peuvent avoir qu'un sens pour les Français : le vieil élément américain, celui qui domine, est entièrement pro-allié. Washington, où cet élément est au pouvoir, ne conserve qu'avec difficulté une apparence de neutralité. Les diplomates allemands reçoivent un accueil extérieurement courtois, sans rien de plus. L'hiver dernier, on donnait, à Washington, une soirée strictement neutre au profit de la Croix-Rouge. Tout le monde officiel, les diplomates allemands et autrichiens aussi bien que français et anglais, étaient présents. Par mégarde, on fit passer au cinématographe une vue de soldats français en marche. Il y eut un frémissement dans l'assistance. Certains de nos gouvernants, me dit-on, pâlirent, car ils savaient que le premier applaudissement causerait une explosion d'enthousiasme ; qu'il y aurait une démonstration, que les diplomates germaniques se lèveraient, quitteraient la salle et causeraient un incident international. Les vues disparurent de l'écran et un soupir de soulagement s'éleva de l'assistance; mais cette tension, cette crainte de ce qu'un public officiel pourrait faire, prouve mieux qu'une démonstration ce que l'Amérique ressent en son cœur.

Cette sympathie générale pour les Alliés tient à bien des raisons; nous obéissons à la voix du sang, car nous sommes, au fond, Anglo-Saxons et le Shakespeare de l'Angleterre est notre Shakespeare. Ce cri du sang, je l'ai entendu moi-même dans cette guerre. Pris derrière les lignes allemandes, après la bataille de Mons, j'ai rencontré les premiers prisonniers anglais, comme on les conduisait en Allemagne. En les voyant, ces hommes de mon sang, désarmés, poussés à coups de pied par leur gardes, j'eus un mouvement pour me ruer sur les Allemands, les mains nues; et cependant, le lien du sang ne nous empêche pas d'avoir deux guerres avec l'Angleterre. Cela seul ne suffirait pas à expliquer notre unanimité. Ce qui l'explique, c'est la logique de la situation. Nous avons reçu une insulte quand la Belgique a été envahie. Les piètres excuses allemandes ne nous ont point touchés, nous avons remarqué que l'Allemagne seule croyait nécessaire de gaspiller des tonnes de papier pour expliquer qu'elle n'avait pas commencé la guerre, et nous nous sommes souvenus que : « Qui s'excuse, s'accuse. » Les récits sur les atrocités allemandes étaient peut-être exagérés, pensions-nous, mais un fait fondamental subsistait; la présence des Allemands en Belgique, et c'était là le crime, plus grand que tous les autres. Enfin, nous avons foi en la démocratie, et bien que, sous beaucoup de rapports, notre démocratie soit moins parfaite que la vôtre, c'est, chez nous, un acte de foi passionné.

La France et l'Angleterre étaient deux démocraties combattant une aristocratie, aussi au point de vue purement sentimental, la France a sur nous plus de prise qu'aucune autre nation engagée dans

ce conflit. J'hésite à parler ainsi, de peur d'être accusé de flatterie; rien, cependant, n'est plus exact. La France est un objet d'amour pour le monde entier. Je me demande si l'on a remarqué que la propagande allemande est dirigée bien rarement contre la France. Ce n'est point, je suppose, parce que les Allemands vous aiment plus que leurs autres adversaires, mais parce que les insultes à la France ne pourraient se supporter dans les pays neutres. Tout homme a deux pays : le sien et puis la France, et vos mains n'ont point trempé dans cette horreur ! Pas un Allemand, même ceux qui mentent le plus audacieusement, n'a osé accuser la France d'avoir commencé la guerre !

Il existe d'autres raisons plus matérielles de notre admiration pour vous. C'est d'abord ce que notre histoire a de commun ; l'aide que vous avez fournie dans l'établissement de notre démocratie, notre influence sur l'établissement de la vôtre. A côté de notre Washington, dans le temple du souvenir national, se tient Lafayette. C'est encore le sentiment que l'idéal de chacune de nos deux nations a le même objet ; c'est enfin parce que depuis la bataille de la Marne, nous ressentons une fierté toute particulière en pensant que la démocratie a vaincu avec vous, qu'elle a résisté victorieusement à une autocratie et qu'elle a prouvé qu'elle était le meilleur système, non seulement en temps de paix, mais encore en temps de guerre. Nous remarquons avec fierté que vous êtes la seule République engagée dans cette guerre et que votre armée a été la clé de voûte des forces alliées.

Ne vous laissez point égarer par vos ennemis. L'Amérique n'a qu'une voix, et jamais encore, je n'ai pu la voir aussi unie. Il se peut que nous n'ayons pas traduit suffisamment nos pensées en actes, mais quiconque connaît les Etats-Unis, ne pouvait penser un seul instant que nous pourions prendre une part active dans ce conflit.

WILL IRWIN,
Correspondant
du *Saturday Evening Post*.

RENAN ET L'ALLEMAGNE

LA QUESTION RELIGIEUSE

Les idées religieuses que Renan a professées, ou qui l'ont hanté, depuis sa rupture avec l'Eglise, ont subi, selon les époques de son existence, de sensibles variations. C'est pourquoi elles doivent être étudiées par périodes. Ces variations n'ont d'ailleurs eu rien de brusque ; elles se sont produites par transition graduelle et continue. Ce sont comme des déplacements accomplis dans les limites d'une même perspective, comme des oscillations autour d'un même axe. Et ces constantes limites, cet axe fixe, c'est la négation du « surnaturel particulier », autrement dit du miracle, point sur lequel Renan n'a jamais changé ; c'est, d'une manière plus générale, le rejet de tout dogmatisme métaphysique et religieux.

Je voudrais saisir la pensée religieuse de Renan dans les années qui s'étendent de ses débuts littéraires à la publication de la *Vie de Jésus*, c'est-à-dire de 1855 (environ) à 1863. Ce sont sensiblement celles où (mise naturellement à part la crise d'idées qui le détacha de la foi catholique) la religion paraît l'avoir préoccupé le plus ; je ne parle pas de la religion considérée du dehors avec un détachement d'historien, comme fait à raconter ou à peindre, mais de la religion prise à cœur, comme répondant à un besoin de l'individu et de l'espèce humaine. En ce sens et comparativement à ce qui a suivi, cette période pourrait être appelée la période religieuse de Renan.

Rappelons qu'entre sa sortie du séminaire et le moment où elle commence, il avait passé par les deux états d'esprit qui ont trouvé leur expression, le premier dans l'*Avenir de la Science*, le second dans le petit roman posthume de *Patrice*. Ç'avait été tout d'abord l'enthousiasme, l'ivresse de la science, sentiments poussés au point de proposer la science, avec ses progrès indéfinis, comme la véritable pâture à offrir aux aspirations religieuses de l'humanité. Ç'avait été ensuite la plus complète désillusion à l'égard de cette utopie même et l'abandon de l'esprit à un excès contraire : il voyait alors dans le développement de la science la mort de la religion, et cette incompatibilité lui apparaissait d'autant plus désolante que, si la science a pour but le vrai, la religion est l'instrument nécessaire du bien. Cette crise de pessimisme philosophique et moral s'apaisa comme s'était apaisée cette crise de mysticisme scientifique. Mais de l'une et de l'autre il restera à Renan de profondes et ineffaçables traces que le temps et l'occasion réveille-

ront. C'est là un trait de son esprit. Il ne se sépare jamais définitivement d'une idée qu'il a eue. Il arrive qu'elle l'occupe moins, mais elle se dépose au fond de sa pensée, se ménageant des réapparitions plus ou moins tardives au sein de quelque combinaison nouvelle.

Nous allons maintenant avoir affaire à un Renan qui, sans consentir au moindre sacrifice du côté de la science, rêve de trouver au sentiment religieux un objet, une base à ses objections, aux objections de l'intelligence. Notre recherche nous induira en un assez long et (j'espère) instructif circuit à travers la pensée allemande. C'est ici le point sur lequel Renan a eu le plus de contact avec elle. C'est essentiellement le point sur lequel elle l'a séduit, moins, à vrai dire par elle-même, que par une imagination assez fabuleuse qu'il s'en est faite.

I. — « La Religion » et les « Systèmes religieux »

C'est dans les deux préfaces des *Etudes d'histoire religieuse* (1857) et des *Essais de morale et de critique* (1859) que commence d'apparaître cet ordre d'idées.

Il y pose la distinction entre « la religion » et « les systèmes religieux », autrement dit : « les religions ». Cette distinction, qui offre une certaine banalité dans les termes (sans être pour cela plus claire) a fourni à Victor Hugo le titre d'un de ses derniers recueils : *Religions et religion*. Voici comme l'entend Renan. Il y a un fond commun, une essence universelle de la religion qui se retrouve dans toutes les religions « particulières » et que Renan appelle volontiers divine. A ce fond chaque religion particulière ajoute des dogmes et un culte qui lui sont propres et qu'elle prétend d'origine divine eux-mêmes. C'est ce que Renan rejette. Dogmes et cultes sont de formation tout humaine et nous pouvons légitimement exercer à leur égard la même liberté d'examen et d'analyse critique qu'à l'égard de toutes les productions de l'humanité. Il est clair que le catholicisme, où dogmes et culte forment un ensemble plus riche que dans toute autre religion, est appelé à faire les principaux frais de cette liberté.

Renan se défend de toute humeur agressive contre le catholicisme. La polémique religieuse n'est pas son fait ; c'est un petit genre, du moins un genre superficiel et dépassé, qu'il abandonne à Voltaire; mais, étant donné l'oppressive prétention des dogmatismes particuliers à une autorité universelle et absolue, la critique à la Voltaire a été utile à son heure pour la mettre en échec. Elle pourrait le redevenir. « La réédition des œuvres de ce grand homme » sera toujours un recours contre « les envahissements de la théologie ». Pour lui, Renan, le sentiment des services rendus au genre humain par des croyances dont il n'admet pas la provenance surnaturelle lui interdit toute hostilité, lui conseille même une sorte de piété à leur endroit.

Quelle idée nous donne-t-il de la religion, considérée dans son essence universelle ?

> La religion est certainement la plus haute et la plus attachante des manifestations de la nature humaine; entre tous les genres de poésie, c'est celui qui atteint le mieux le but essentiel de l'art, qui est d'élever l'homme au-dessus de la vie vulgaire et de réveiller en lui le sentiment de son origine céleste. Nulle part les grands instincts du cœur ne se montrent avec plus d'évidence, et, lors même qu'on n'adopte en particulier l'enseignement d'aucun des grands systèmes religieux qui se sont partagé ou se partagent le monde, il ressort de l'ensemble de ces systèmes un fait immense qui constitue à mes yeux la plus consolante garantie d'un avenir mystérieux où la race et l'individu retrouveront leurs œuvres et le fruit de leurs sacrifices.

Dans ces expressions, plus harmonieuses que substantielles, personne, je pense, ne voudra trouver une véritable définition. Incidemment, Renan assimile la religion avec l'art, dont elle offrirait la forme la plus élevée. Ce rapprochement appelle une réserve. Chez un platonicien, un chrétien, un mystique, pour qui toute beauté sensible est un reflet de la beauté suprasensible, on comprend que la contemplation des chefs-d'œuvre de l'art réveille la pensée du suprême et céleste modèle. Mais cette pensée sera comme un commentaire ajouté au plaisir que les connaisseurs reçoivent des créations de l'art vraiment réussies; elle ne contribuera point à ce plaisir, qui n'a rien de mystique en lui-même, et qu'un esprit délicat, réfractaire aux interprétations idéalistes, peut aussi bien goûter dans la plénitude de sa force et tout le feu de ses nuances. La distinction est d'importance à tous points de vue.

Renan aura-t-il senti lui-même qu'il y avait dans cette manière de concevoir la religion quelque chose de trop indéterminé, de trop fluide ? La préface des *Essais de morale et de critique*, postérieure d'environ deux ans à celle où est emprunté le texte qui précède, donne à sa conception religieuse une base plus limitée, mais qu'il peut croire mieux appropriée. Ici il ne fonde pas l'affirmation religieuse sur le fait vague des aspirations de l'âme humaine vers l'au-delà en général, mais sur le fait relativement mieux défini de « la vie morale », des sublimes mouvements qui arrachent l'homme à l'égoïsme et le portent au sacrifice.

Je suis plus convaincu que jamais que la vie morale a un but supérieur et qu'elle correspond à un objet. Si la fin de vie n'était que le bonheur, il n'y aurait aucun motif pour distinguer la destinée de l'homme de celle des êtres inférieurs. Or, dès que le sacrifice devient un devoir et un besoin pour l'homme, je ne vois plus de limite à l'horizon qui s'ouvre devant moi. Comme les parfums des îles de la mer Erythrée, qui voguaient sur la surface des mers et allaient au-devant des vaisseaux, cet instinct divin m'est un augure d'une terre divine et un messager de l'infini.

Ces expressions, dirai-je encore, sont belles. Mais cette métaphysique demeure vaporeuse. Renan fait un pas de plus. Il se rallie à la philosophie de Kant qui, on le sait, prétend déduire de l'idée du Devoir, admise à titre de vérité première et absolue, un ensemble d'affirmations métaphysiques formelles. Renan parle du devoir et de la vertu avec plus de grâce que Kant. Mais il nous recommande son système philosophique.

Lorsque l'Aristote des temps modernes, Kant, porta la critique à la racine même de l'intelligence humaine, résolu de ne s'arrêter que devant l'indubitable, il ne trouva rien de clair que le devoir. En face de cette révélation souveraine, le doute ne lui fut plus possible. Sur l'unique base de la conscience morale, l'inflexible critique reconstruisit tout ce qu'il avait renversé d'abord. Dieu, la religion, la liberté, que la raison ne lui avait donnés qu'enveloppés de contradictions, lui apparurent en dehors du champ de la controverse, dans une douce et pure lumière, assis non sur des syllogismes, mais sur les besoins les plus invincibles de la nature humaine, et à l'abri de toute discussion. La belle et hardie volte-face du penseur allemand est l'histoire de tous ceux qui ont parcouru avec quelque énergie le cercle de la pensée; objet d'éternelle dispute pour la dialectique, d'évidente intuition pour le sentiment moral, la religion n'est ainsi le partage que de ceux qui en sont dignes et qui en trouvent la démonstration dans la voix docilement écoutée de leur cœur.

Nous allons avoir à revenir tout à l'heure sur cette adhésion au Kantisme et sur certaine étrangeté qu'elle présente. Relevons ici l'intention générale qui inspire à Renan toutes ces vues et qui se rapporte d'après lui, à l'intérêt bien entendu de la religion.

Si les dogmes particuliers et les croyances surnaturelles viennent à crouler, il ne faut pas que la religion croule et un jour viendra peut-être où ceux qui me reprochent comme un crime cette distinction entre le fond impérissable de la religion et ses formes passagères seront heureux de chercher un refuge contre des attaques brutales derrière l'abri qu'ils ont dédaigné.

II. — Pourquoi Renan s'adresse a la Pensée allemande.

Cette distinction entre la religion et les religions est décevante, en tant du moins que ce singulier nous est donné comme chose supérieure en nature à ce pluriel.

Existe-t-il réellement un certain fond commun à toutes les religions de l'humanité ? C'est fort probable, il semble ne pouvoir en être autrement. La question doit en tout cas se résoudre comme une question de fait. On comparera entre elles les religions « particulières » afin d'en dégager les points de ressemblance et l'on aura ainsi « la religion ». Il est clair que cette opération nous mettra en présence d'un résidu fort pauvre, puisque les idées religieuses propres aux races supérieures et les plus cultivées en seront absentes. Mais, chez Renan, la question ne se présente pas sous cette forme expérimentale et claire qu'y exigerait, je crois, un homme d'aujourd'hui. Il y a une ambiguité dans son langage. Sous apparence de constater ce qui est universel dans l'humanité, il met en avant ce qui, à son sens, mériterait de l'être. Et c'est naturellement la forme de religion, de sentiment religieux ou de religiosité (je ne sais trop comment dire) qui lui est personnellement chère. Quelle est-elle ?

Plusieurs des traits sous lesquels il nous la dépeint nous la feraient apparaître, sinon comme essentiellement chrétienne, du moins comme un résidu de christianisme. Il nous la représente comme l'aspiration à un « avenir de justice » à un « au-delà » où les iniquités de ce monde seront réparées, où la vertu trouvera sa récompense. Il nous la représente comme « intérieure ». S'adressant à la source mystérieuse des choses, il l'appelle le Père céleste. De tels traits rendent le son chrétien. En voici d'autres qui, pour qu'on leur reconnaisse cette qualité, ont quelque chose de trop romantique. Néanmoins, ils se couronnent de la prière du christianisme. Renan évoque ces moments de recueillement où « l'homme vertueux, rentrant en lui-même, écoute les voix qui s'y croisent », où « tous les bruits du dehors étant éteints, un murmure pénétrant et doux sort de l'âme et rappelle, comme le son d'une cloche lointaine de village, le mystère de l'infini » où « l'âme s'élève au-dessus de la fangeuse réalité... et commence à sentir, ce qu'elle ne voyait pas dans le trouble de la vie : qu'il lui sera doux de mourir »..

C'est dans de tels moments qu'elle se sent assurée que ses œuvres la suivront. La vérité lui apparaît comme la récompense de ses bonnes actions, elle voit l'insuffisance de toutes les formes passagères pour exprimer l'idéal; les mots d'être et de néant perdent leur sens contradictoire; elle s'envisage avec la Divinité dans les rapports d'un fils avec un Père et elle prie à peu près en ces termes « Notre Père qui êtes au ciel... »

La religiosité renanienne aboutit — à peu près

— à la prière chrétienne. Certes, un vrai chrétien, un chrétien déterminé (catholique ou protestant) n'en avouerait pas les formules. Encore trouverait-il à y prendre. Un Grec (je choisis cet exemple parce que les religions et philosophies helléniques se sont partagé avec le christianisme les peuples de la plus haute civilisation) un Grec les eût certainement repoussées. Les Grecs, ceux surtout de l'époque classique, ne concevaient pas le rapport moral existant entre l'homme et la Divinité comme un rapport de fils à père ; ils ne concevaient pas la justice et la bonté comme les attributs essentiels, comme la raison d'être de la Divinité suprême. Pour eux, les idées religieuses n'étaient pas la plus haute expression des idées morales ; les unes et les autres se rapportaient à des ordres de choses différents (quoique ayant entre eux bien des contacts), celles-ci à la norme des vertus humaines, celles-là aux mystères redoutables des forces qui animent le monde et aux desseins des dieux. La seule des puissances supérieures à laquelle ils attribuassent un caractère proprement moral, c'était le Destin, l'impersonnel et insensible Destin et, en dépit d'une certaine part d'influence obscure que le souci des sanctions morales ne laissait pas d'exercer sur leurs conceptions de l'autre vie, ils estimaient que la morale trouve ses sanctions dans cette vie même, que la faute des fautes qui est, en tout, le manque de mesure et de modération, l'enivrement de soi-même, la transgression des limites (*hybris*) y rencontre toujours son châtiment amené par le jeu et les réactions naturelles des choses. Autant de points sur lesquels la pensée hellénique s'opposait par avance à la pensée chrétienne, dominée par les idées de justice éternelle et de paternité céleste. Or, ces idées, si la notion renanienne de « la religion » ne nous les offre pas avec un degré de netteté et de décision suffisante pour contenter un croyant, du moins peut-on dire qu'elle-même en est dominée ; elle en est du moins toute colorée et parfumée. Dans cette mesure, cette notion est chrétienne, et elle n'a en tout cas rien d'hellénique ; elle correspond au christianisme plus qu'à toute autre chose. La *Vie de Jésus* sera toute remplie de cette thèse que Jésus a apporté à l'humanité la religion définitive, la religion *absolue*, ce qui fait, je crois bien, des formules tranchées, ou du moins, pour le dire encore une fois, en rend le son. Et Renan, en maint endroit, appelle du nom de « christianisme libre » la forme religieuse qui lui paraît convenir à l'humanité nouvelle, supposée dans l'impossibilité de continuer sa croyance aux données surnaturelles et aux dogmes théologiques.

Il faut noter, en effet, qu'il ne parle pas que pour lui-même, pour lui seul. Si cette forme de religion ne nous était offerte que comme l'expression d'un état d'esprit, d'une manière de sentir personnelle, nous n'aurions rien à y redire. Le passé, les souvenirs de Renan nous feraient assez comprendre que, n'étant plus chrétien de foi, il le soit demeuré d'aspiration, de nostalgie. Mais il parle pour tous, il parle pour « l'avenir religieux des sociétés modernes ». (C'est le titre d'un de ses grands essais de cette époque.) Dès lors, nous avons lieu de lui demander la justification de sa pensée. Comment justifie-t-il cette proposition, cette recommandation d'un christianisme sans surnaturel, quand le christianisme a dû son succès dans l'humanité à l'énergie avec laquelle ses affirmations surnaturelles ont été reçues ? Quelle va être la substance, la teneur de ce christianisme dépouillé de ses éléments surnaturels ? Comment conserver sur la seule base de la nature, de la raison, un sentiment religieux qui n'aurait pas exercé sur les âmes cette emprise immense si elles n'avaient pas cru à son origine céleste et à sa révélation miraculeuse, à son caractère de transcendance infinie par rapport à la raison humaine et à la nature ?

Renan ne nous refuse pas la réponse à ces problèmes. Mais il ne nous la fournit pas lui-même. Il nous adresse à un truchement. Il nous renvoie à une école qui les aurait, à l'entendre, merveilleusement résolus. Cette école est allemande et il en loue l'entreprise sous le nom de « christianisme allemand ». La formule est de lui ; mais elle peut être acceptée comme exacte, non seulement à cause de la nationalité des auteurs de l'entreprise, mais à cause de son inspiration, de sa nature même. C'est un fait que, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle et la première du XIXe, toute une série de philosophes et de théologiens allemands célèbres se sont proposé de substituer aux bases surnaturelles de la foi chrétienne des bases naturelles et rationnelles (rationnelles dans leur intention) et qu'ils les ont demandées à des philosophies propres à l'Allemagne. Ils ont voulu établir la vérité du christianisme, son titre de religion absolue et définitive par des déductions partant des données de ces philosophies. Ils s'appellent notamment Herder, Kant, Schleiermacher, Fichte, Schelling, Hegel. Renan nous les recommande en termes qui ne sauraient être plus enthousiastes. Il voit dans leurs idées la quintessence d'une vérité religieuse adaptée aux temps modernes.

Le grand réveil chrétien, le protestantisme, se produit dans l'Eglise latine. La force, la profondeur, la liberté du génie germanique éclatent. Ce génie, qui ne

s'était assujetti qu'à regret au gouvernement spirituel de Rome, réclame ses droits et se crée un christianisme à sa manière, lequel, après beaucoup de tâtonnements, arrive vers la fin du XVIIIe siècle et au XIXe à une hauteur inconnue jusque-là. L'Allemagne à cette époque réalise la plus belle religion qui ait été professée, et cette religion s'appelle toujours christianisme. Ainsi, à côté des deux vieilles orthodoxies grecque et latine, qui restent enchaînées dans leurs symboles, se produit une nouvelle forme de christianisme, dont la dernière conséquence, qui est le christianisme libre, ne s'aperçoit que de notre temps.

Ces lignes sont de l'année 1860. Nous avons vu comment s'exprimait en 1845 le premier feu du même enthousiasme. Dans une lettre à son condisciple, l'abbé Cognat, Renan écrivait qu'en abordant la pensée allemande il avait cru « entrer dans un temple » : « Je crois que le Christ nous « viendra de là. Je considère cette apparition d'un « nouvel esprit comme un fait analogue à la nais- « sance du christianisme, sauf la différence de « forme ». C'est bien, de part et d'autre, la même ardeur d'adhésion, sauf aussi, pourrions-nous dire, la différence de forme. Préoccupé du problème religieux, Renan déclare que ce sont les Allemands qui en tiennent la clé.

Mais cette adhésion au « christianisme allemand » s'accompagne d'une particularité très étrange qui demande que nous nous y arrêtions. Comme l'adhésion au Kantisme offre d'ailleurs un caractère analogue, nous allons tout d'abord y revenir. Elle éclaire le sujet.

III. — Ralliement au Kantisme.

Il est impossible de recommander un philosophe et une philosophie en termes moins tempérés de réserves que les termes dont use Renan en faveur de Kant et du Kantisme. Il appelle Kant, l'Aristote des temps modernes. Il lui attribue l'honneur d'avoir trouvé aux idées métaphysiques et religieuses leur base véritable. Une telle louange valant un blanc seing, on serait porté à la prendre pour la conclusion d'une attentive épreuve critique des thèses et raisonnements qui composent la philosophie kantienne. Mais celui qui connaît un peu Kant ne s'y trompe pas. La façon dont Renan le présente et le prône rend un son de fantaisie et d'impressionnisme, agréable peut-être en lui-même, mais sans harmonie avec le sujet, ou, si l'on préfère, trop harmonieux pour lui.

Nommer Kant un Aristote, ce n'est, à vrai dire, qu'un mot. Kant n'a fait preuve d'aucune invention dans la philosophie de la nature et sa connaissance des mathématiques est, quoique estimable, de beaucoup inférieure à ce qu'elle devrait être chez un philosophe qui fait jouer à certaine interprétation (radicalement erronée) des mathématiques un rôle fondamental dans son système. Il n'a donc rien d'un Aristote. Même remarque pour la « douce et pure lumière » où Dieu, la liberté « seraient apparus » à Kant. C'est du Renan, ce n'est pas du Kant, puisque Kant nous dit précisément qu'il n'y a pour nous aucune lumière autour de ces objets, dont notre intelligence ne peut que démontrer la possibilité abstraite (sans en avoir aucune intuition) et dont la réalité ne peut s'affirmer qu'en raison de considérations morales. Enfin, la critique kantienne de la métaphysique n'est pas tout à fait un coup de maîtrise ; la substance en est empruntée à Hume (que Renan ne nomme jamais) et si, sur certains points, Kant, il est vrai, complète et développe magistralement la pensée de Hume, sur un plus grand nombre de points il obscurcit et embrouille dans un esprit plutôt tendancieux que scientifique, cette substance si claire et si limpide du grand empiriste écossais. A vrai dire, tout ce que Renan a considéré chez Kant et ce qui a suffi à le séduire, c'est l'écho que le problème où la philosophie kantienne a pris son point de départ offre à ses propres aspirations, au désir qu'il aurait de pouvoir restaurer en quelque manière l'affirmation religieuse sur les ruines du dogmatisme religieux. C'est bien là ce que Kant a essayé. C'est le propre objet, la raison d'être de son système. Mais y a-t-il réussi ? Et comment s'y est-il pris ? Quels ponts a-t-il jetés ? Quels moyens termes trouvés entre ce non et ce oui ? Renan n'y a pas égard. Il adopte Kant pour ce qu'il a voulu, pour ce qu'il a cru avoir réalisé et qui correspond à ce que Renan rêve. Les *jugements synthétiques a priori*, *l'esthétique transcendentale*, la *dialectique des concepts* et le *règne des fins*, la fable psychologique si ingrate et rebutante de l'*impératif catégorique*, tous fantômes d'une scolastique aussi fallacieuse que laborieuse, il les a recouverts d'un voile comme on ferait les parties disgracieuses d'un mobilier. Il s'est gardé de gâter par le mélange de si épais éléments le délicieux coloris de son encre. Il n'en célèbre pas moins son Kant avec une gravité sincère et pieuse. Il y a là de la fantaisie, disais-je. Il y a là aussi un mysticisme.

La profession de foi en faveur du « christianisme allemand » nous laisse sous la même impression que la profession de foi kantienne, qui, d'ailleurs, s'y rattache de très près : le Kantisme tient au mouvement d'idées que Renan désigne par le nom de christianisme allemand. Si la nonchalance légère avec laquelle il effleure et accommode la notion du Kantisme nous paraît offrir une curieuse disproportion avec la force résolue des pa-

roles par où il nous engage à le suivre, nous avons lieu d'être encore plus frappés du contraste entre cette célébration démesurée du christianisme allemand en général et la discrétion distante observée au sujet des doctrines dont il se compose, des esprits qui le représentent. Il semble que sur des idées auxquelles il attache cette primordiale importance, un écrivain de l'abondance de Renan dût être intarissable. Ce n'est pas ce qui arrive. Il ne nous introduit guère dans les théories et les raisons du christianisme allemand. Si nous n'étions fixés sur le christianisme allemand que par ce qu'il nous en dit, nous le serions peu. Il est ici comme un homme qui, nous renvoyant à un texte où se trouvent, à ce qu'il prétend, résolus les plus hauts problèmes, s'abstiendrait de le produire ou n'y ferait que des emprunts, considérables peut-être, mais furtifs : lui-même pourtant a vivement excité notre désir de savoir ce que contient ce texte et les inspirations qu'il y puise réellement.

Il est vrai qu'il nous reste la ressource de nous reporter au texte. C'est ce que nous allons faire à l'égard du christianisme allemand.

(*A suivre*). PIERRE LASSERRE.

SOUVENIRS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

J'ai toujours pensé qu'une des meilleures contributions à apporter, sous forme psychologique, à ce que Renan dénommait une « réforme intellectuelle et morale », ce serait une analyse consciencieuse et désintéressée de ce que l'on pourrait appeler les *tics professionnels*. Tics moraux, cela va sans dire, mais qui ont une réalité non moins frappante, pour qui sait observer, que ces manies physiques, propres à certaines gens, qui, sur nos lèvres amènent le sourire, cependant que leurs victimes les esquissent sans seulement les soupçonner. Phénomènes d'habitude la plupart, ils ne nous frappent pas s'ils se confondent avec les attitudes normales du corps, mais seulement au cas où ils en diffèrent par quelque gesticulation caractéristique. Celui-ci a pris l'habitude de plonger précipitamment sa main dans sa poche pour en tirer de petites boulettes qu'il introduit non moins rapidement dans sa bouche. Certaines de ces gesticulations revêtent un sens, ou comique ou tragique, quelquefois les deux en même temps. Je me rappelle un grand fumeur qui, durant cinquante années de sa vie, avait brûlé ses soixante cigarettes par jour, et auquel, tout d'un coup, sous peine de mort, il fut interdit de continuer ce régime. Lorsque, par suite d'un réflexe commandé par une si persistante accoutumance, il plongeait automatiquement la main dans sa poche pour y chercher son étui à cigarettes, sa figure prenait une expression tout à la fois comique et tragique, marquant en même temps la crainte de la sanction qui le menaçait et la déception de l'homme qui ne peut plus satisfaire son vice favori.

La plupart des plis professionnels, qui, dans certains cas, dégénèrent en tics, sont assimilables — il serait facile de l'établir, — à des phénomènes d'accoutumance qui ne deviennent discernables que pour ceux n'appartenant plus à la même catégorie sociale. Un robin, par exemple, est un mauvais critique d'un autre robin, puisque les sensations ne se perçoivent en nous que par différence; mais un militaire, s'il a l'esprit aiguisé et le don d'observation, sera un excellent critique du robin. Quel meilleur critique imaginer de l'esprit universitaire qu'une libre intelligence à la Stendhal, laquelle, dépourvue des préjugés de castes, discerne, mieux que tout autre, les déformations psychologiques et morales qu'impose le pli professionnel ? Il m'a toujours paru que si Taine, pour prendre ce seul exemple, avait toute sa vie manifesté pour ledit Stendhal une admiration si constante et, disons le mot, si disproportionnée (1), c'est qu'ayant eu beaucoup à souffrir dans sa jeunesse des brimades universitaires et des empêchements qu'elles avaient apportés à sa carrière, son admiration s'en trouvait renforcée pour la liberté et les audaces d'un esprit qui formait avec celui de ses maîtres le plus expressif contraste.

Il me faut ici prendre quelques précautions oratoires. A vrai dire, j'y suis contraint, pour plusieurs raisons : d'abord parce que, écrivant dans une Revue qui compte parmi ses lecteurs de nombreux universitaires, je tiens à m'excuser par avance de ce que mon appréciation pourrait avoir de libre, et parfois même d'un peu irrévérencieux, et puis aussi parce que, fidèle à une méthode qui m'est chère, je dois utiliser des souvenirs qui ont un caractère un peu trop personnel. Mais j'espère que la sincérité de l'accent sera ma meilleure justification, et peut-être aussi l'opportunité d'une date où la France, ayant à réviser ses cadres sociaux en vue de corriger les erreurs du passé et de préparer l'avenir, l'examen de conscience devient en quelque sorte une forme du devoir pa-

(1) On sait que Taine affirme dans sa correspondance qu'il avait relu trente fois la *Chartreuse de Parme*.

triotique. Au surplus, il serait assez plaisant que des fonctionnaires de l'Etat chez qui l'esprit critique est une qualité professionnelle quotidiennement requise, n'admissent point que l'on pût retourner contre eux une arme qu'ils excellent à utiliser contre les autres.

*
* *

Du temps que je faisais ma rhétorique, en un vieux lycée proche de l'Ile Saint-Louis, j'étais un mauvais helléniste, que je suis toujours demeuré, mais un latiniste satisfaisant. Les classes étaient fort nombreuses à cette date, puisqu'on y comptait jusqu'à quatre-vingts élèves — ce qui était déjà, vous l'avouerez, une singulière façon de préparer la formation des jeunes esprits. Il advint qu'au début de l'année scolaire, je fus classé premier des vétérans et des nouveaux dans une composition de version latine, et j'entendrai toujours la voix du professeur me disant avec solennité, cependant qu'il lissait de ses doigts effilés une longue chevelure grasse rejetée en arrière : — « Monsieur Flat, vous êtes premier des vétérans et des nouveaux, et je vous félicite. Mais, rappelez-vous bien ceci : la première fois que vous ferez un contre-sens dans une version latine, vous m'apprendrez 500 vers ! » Dans l'instant qui succéda à ma première stupeur, je perçus nettement deux choses : d'abord que, comme il n'existe pas de juste qui ne pèche une fois au moins par jour, il n'est si bon latinise qui ne puisse s'abuser sur le sens d'une phrase délicate... et puis ainsi que ma mémoire du mot-à-mot étant presque nulle, il m'était aussi impossible d'apprendre cinq cents vers que de décrocher la lune. Je compris aussi, à la réflexion, que ce fonctionnaire s'était tenu à peu près le raisonnement suivant : Voilà un garçon fort capable de me décrocher le prix de version au concours général, ce qui m'aidera à modifier la forme du petit insigne rouge que je porte à ma boutonnière. Je vais donc le *soigner*... » Et sa façon de me soigner... on voit ce qu'elle était (1).

C'était, avant la lettre, le procédé boche d'éducation par la terreur. Voilà un homme qui, évidemment, ne connaissait pas ses auteurs, car s'il possédait à fond son Cicéron, il avait négligé de lire Saint-Augustin et le fameux : « *Amabam amare* », qui représente le principe fondamental de toute éducation valable. Du moins, s'il l'avait lu, n'y avait-il rien compris, car il ne suffit pas de savoir traduire un texte pour s'en assimiler la vertu suggestionnante ; il faut, en outre, avoir une nature qui vous prédispose à le sentir. Or, j'eus vite fait de discerner que, si ce professeur au fond n'était pas un méchant homme, c'était un simple sot, et le sot en trois lettres ! Cette année-là, en rhétorique, nous jouions vraiment de malheur, car notre second professeur de lettres, de qui je ne me rappelle plus le nom, bien qu'il soit devenu professeur en Sorbonne — mon excuse est qu'il y en a tant ! — passait la moitié des classes à nous apprendre la prononciation du grec moderne !

Saint Augustin n'était pas un auteur très goûté dans l'Université française vers cette date de 1880-1881, et je doute fort que depuis cette date il y soit devenu à la mode. Et pourtant, quels précieux enseignements ces messieurs auraient pu en tirer ! Mais voilà, il est une règle que presque tous ignorent, même et surtout ceux-là qui, par profession, la devraient pratiquer : c'est que l'on a toujours plus à apprendre de ses adversaires que de ses amis... et la vérité c'est que l'évêque d'Hippone fut un merveilleux éducateur. Celui qui, à la base de toute éducation valable, sut placer d'instinct, à la date où il écrivait, la suggestion émotive, fut le plus étonnant des psychologues, et puisqu'il faut tout dire, le précurseur génial de Fénelon et de notre moderne Bergson. Il faut aimer pour apprendre, et tout ce que l'on absorbe sans goût est justement comparable à ces nourritures indigestes que l'estomac reçoit, sans pouvoir les assimiler. Nul doute que ce fut la plus grave, la plus constante lacune de l'enseignement universitaire, durant tant d'années où il eut la partie si belle, et où il ne parut pas soupçonner que la jeune âme remise entre ses mains constituait un agrégat de facultés, et non une *faculté-reine; l'intelligence*, qu'il s'agissait de « forcer » jusqu'à son maximum de rendement, dût la machine craquer à ce régime absurde, ou devenir inutilisable pendant de longues années (1). Tel est le secret des formidables

(1) Des personnes à qui je rapportais ce trait de psychologie pédagogique, me proposèrent cette objection : Pourquoi votre père ne se plaignit-t-il pas au ministre ? C'est juger un fait de 1882 avec la mentalité de 1916. A cette date on avait encore le sens de la hiérarchie. Un ministre était un gros personnage que l'on n'eût pas osé déranger pour une petite contrariété de cette nature. Tout cela a bien changé depuis. Le salon d'attente d'un ministre est rempli de solliciteurs qui savent la force de parti au pouvoir et ne craignent pas de sous-entendre, dans la présentation de leurs requêtes, la vigueur des sanctions qui peuvent suivre, au cas où satisfaction ne leur sera pas donné. Autrement dit, ici comme partout ailleurs, la Politique, l'effroyable Politique est venue adultérer la notion de justice.

(1) Un des résultats les plus souhaitables de la pén-

indigestions que, sous la férule universitaire, eurent à subir tant de natures délicates qui, plus tard, devaient accueillir, comme le meilleur des aliments spirituels, tels auteurs qu'à cette date, ils n'avaient pu supporter. *Amabam amare...* il faut toujours en venir là... car c'est la première devise de tout éducateur.

*
* *

Qu'ils en comprennent l'infinie portée, ce serait évidemment beaucoup demander aux honnêtes fonctionnaires qui ont la charge écrasante du plus délicat des organismes : celui qu'est une âme juvénile. Suivant une belle expression, ils ont *charge d'âmes...* et de leur fonctionnement ils ignorent jusqu'aux premiers principes. On a fait des progrès depuis 1880, je le sais. On a compris que la Pédagogie était une sorte de gymnastique spirituelle, dont certaines règles se peuvent apprendre, comme telles flexions de muscles constituent une gymnastique du corps indispensable à qui veut faire un bon coureur. Je reconnais également que la plupart de nos maîtres n'avaient rien de commun Dieu merci, avec le lamentable cuistre ayant inscrit la crainte à la base de son système éducatif. Mentalement je lui oppose et suis heureux de lui opposer tel esprit de la plus subtile et de la plus délicate culture qui, lui, sut me faire aimer ce qu'il m'expliquait et m'ouvrit des jours merveilleux sur ce monde nouveau qui, pour des yeux juvéniles, se pare de féériques et ensorcelantes couleurs... tel autre encore, vieillard aujourd'hui, mais de qui l'étonnante vigueur physique et intellectuelle tient en vérité du prodige ! Il laissera une trace ineffaçable dans l'Université pour la ténacité avec laquelle il travailla à la réorganisation de l'enseignement des langues vivantes, qui était si lamentablement négligé... et il veut bien être pour moi, aujourd'hui, le plus fidèle des amis et le plus précieux des conseillers.

Ce sont là des exceptions heureuses que dans ma pensée j'oppose au commun des éducateurs — exceptions qui furent servies par la vivacité de l'intelligence et surtout la chaleur de l'âme : on ne peut espérer qu'elles deviennent la règle. Mais ce que l'on peut obtenir, c'est que des méthodes valables se substituent peu à peu à d'autres véritablement périmées. Une des pires qui existaient de mon temps, et dont j'eus à souffrir cruellement dans la vie, ce fut la séparation rigoureuse existant vers 1870 entre le clan scientifique et le clan littéraire. On était de l'un ou de l'autre, et les maîtres eux-mêmes nous incitaient à mépriser ce qui n'était pas de leur domaine : d'où ce résultat qu'on entrait dans la vie parfaitement démuni de notions élémentaires indispensables à la vie !

Je me souviens qu'en philosophie, j'eus pour professeur de chimie un savant, porteur d'un nom illustre : Monvel. Il était le petit-fils du célèbre tragédien qui fut une des gloires de la Comédie-Française. Nul plus que lui, à cette date, n'eut le sens des cloisons étanches en matière d'instruction. Comme un jour il interrogeait la classe sur l'acide azotique, ses yeux tombèrent sur mon nom et il m'interpella : — « Monsieur Flat, voulez-vous me parler de l'acide azotique. » Puis, tout à coup, se reprenant : « *Ah ! pardon ! Je vous demande bien pardon !...* » Cela signifiait : « Comment ai-je pu oublier que vous étiez un littéraire, et, par conséquent, n'aviez rien à voir avec l'acide azotique ! » Qu'une telle restriction ait pu sortir de la bouche de ce maître, c'était un signe des temps, et d'une des plus lamentables lacunes de l'enseignement d'alors !

*
* *

Si j'ai cité ces quelques traits que je garantis authentiques, ce n'est pas, on le pense bien, pour le vain plaisir de me raconter moi-même, mais pour illustrer cette idée nécessaire et qu'il faut faire pénétrer dans tous les cerveaux, que nul ne progresse en ce monde, sinon par un constant et volontaire retour sur soi-même. Si l'Université est demeurée si prodigieusement immobile durant tant d'années, c'est quelle est demeurée aussi prodigieusement satisfaite d'elle-même, contemplant sa propre image comme Narcisse, et qu'elle a ignoré, de parti-pris, un principe d'amélioration spirituelle qu'elle eût bien fait d'emprunter à ses prédécesseurs et à ses rivaux dans l'ordre de l'enseignement. Ce n'est pas moi qui fais la remarque, c'est Renan, dans ses très beaux articles sur l'Enseignement, car je ne sais rien de plus sévère et de plus justifié sur la routine universitaire que tels articles des *Questions Contemporaines*. Comme toutes les catégories sociales, et j'ajoute : plus

---

tration franco-anglaise commandée par les événements, et qui doit survivre aux événements après la guerre, c'est que nos pédagogues veuillent bien réfléchir que dans un pays comme l'Angleterre, qui a produit tant de penseurs originaux, d'écrivains et de savants illustres, la grande activité cérébrale ne fait pas l'objet d'une admiration illimitée. « C'est un trait remarquable de ce pays, observe justement M. Chevrillon, dans ses belles études sur l'*Angleterre et la Guerre* : il met bien des choses au-dessus de l'intelligence pure et du savoir. »

qu'aucune autre, parce que sa raison d'être est un véritable apostolat intellectuel et moral, l'Université de France, en y comprenant les trois ordres d'enseignement, aura à faire son examen de conscience après la guerre, et à reviser ses méthodes. Par la force des choses elle devra s'adapter aux exigences d'une France nouvelle, créée non de toutes pièces, mais progressivement, par des événements d'un caractère implacable et qui eurent la force du Destin. La conduite de la plupart de ses membres, leur héroïsme dans la tranchée, la longue liste funèbre de ceux qui sont les fils de l'Université, tout cela est une preuve de richesse et de beauté morale, en des tempéraments tout imprégnés du génie de notre race. A celle-là tout est facile et magnifique dans le feu de l'action. Le génie de la France étant éminent *impulsif*, c'est toujours dans les grandes et difficiles circonstances qu'elle a montré la vigueur des ressorts moraux par où elle sût échapper à l'étreinte de l'ennemi. La difficulté commencera avec le calme et le repos de la paix. Alors il leur faudra se bien persuader que l'immobilité intellectuelle est aussi funeste au cerveau que la vie sédentaire aux muscles du corps, que l'Université de France a trop longtemps piétiné sur place, et qu'il est urgent d'éliminer certaines influences venues de haut, dont on ne peut mieux faire, pour les préciser, que les comparer à ces façades solennelles, solennelles et décoratives, qui impressionnent les nigauds, mais derrière lesquelles il n'y a rien... rien que le creux et le vide ! (1).

PAUL FLAT.

(1) Certaines gens en place, et qui, naturellement, font tout pour y rester, voudraient nous persuader, les bons apôtres, que la pensée et les influences germaniques n'eurent aucune part dans la formation des maîtres qui eurent eux-mêmes à former la jeunesse. C'est nier le soleil en plein jour, ou, pour prendre une image plus exacte, c'est contester la présence des brouillards lorsque déjà ils se sont amoncelés sur la plaine. Peut-être eût-il été plus habile de se taire sur sur ce sujet délicat, car on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu. Je m'en tiens, pour ma part, à ce que j'ai écrit ici sur *les Derniers Français à mentalité allemande*, et à mon article sur Romain Rolland, devenu le type représentatif du *neutre*, et, comme il fallait s'y attendre, le porte-drapeau de ceux qui n'en ont point, sinon aux couleurs allemandes !

LES OMBRES DE LA BIBLE

LE SERF ARBITRE (1)

Vraiment, elles s'épaississent et s'allongent de jour en jour, ces ombres bibliques; elles ténèbrent les consciences et troublent de notables esprits : et tandis que le Germain s'excite à l'implacabilité, d'après la Thorah, le Latin se dévirilise dans un pacifisme prétendûment évangélique.

M. Loisy bêle l'antienne de la paix, comme s'il servait la messe de Benoît XV. Dans son opuscule *Guerre et Religion*, il dénonce la contradiction entre l'Evangile et le patriotisme, tant sous la forme monstrueuse que celui-ci affecte dans l'impérialisme allemand que sous *les formes légitimes qu'il revêt chez les peuples de la coalition anti-allemande.*

Or, M. Loisy professe au collège... de France et les Allemands sont à Noyon ; je dirai seulement comme le duc de Rovigo, à propos de *L'Allemagne* de Mme de Staël, « écrire qu'il y a contradiction entre le patriotisme et l'Evangile, en 1916, ce n'est pas un *propos français;* et, ministre de la police, j'en aurais arrêté l'impression.

Les pasteurs parlent beaucoup, ces temps-ci.

M. John Viénot prétend que le Diable, dans Faust, est UN MOINE. « Je veux bien que Méphistophélès soit un Prussien, mais il reste indéniable que ce Prussien était UN MOINE ». Pour lui, la Rome du XVIe siècle n'est que « souillure et corruption ». Qu'est-ce que la faute unique de Luther, à côté des infamies d'Alexandre Borgia, de Jules II et de Léon X ? »

Spécimen d'union sacrée, M. John Viénot parle comme Luther lui-même ; il oublie qu'il n'y a pas, hors de sa secte, un seul civilisé qui accepte l'épithète d'*infâme* pour des pontifes à qui la civilisation doit autant qu'à La Rovère et au Médicis.

M. Wilfrid Monod ajoute un nom divin aux soixante-douze de la Kabbale ; il n'est pas brillant aux yeux des hommes ;

Benoît XV l'a choisi, mais cela ne saurait influencer un réformé. Un pape neutre, cela pesait lourdement sur la conscience catholique : voilà un Dieu neutre ! Oui, M. Wilfrid Monod engage ses ouailles à prier de manière à

(1) V. *La Doctrine de l'Eglise sur la guerre et la Croisade.*

ne pas violer *la neutralité de Dieu*. Est-ce Benoît XV qui luthéranise ou M. Wilfrid Monod qui catholicise ? Depuis vingt mois, Vittemberg et Rome usent de formules interchangeables. Il serait trop facile de brocarder. De quelle source viennent ces déplorables inspirations ? Dans cette Revue, qui a fourni la preuve que Romain Rolland est un Ganelon, et où M. Paul Flat a déclaré la guerre au pacifisme, cette conspiration si redoutable, il faut louer le pasteur Lœber, de Leipzig. Ecoutez cet homme sincère :

« Il faut nous retirer aujourd'hui du Nouveau Testament dans l'Ancien. Là, l'anéantissement des ennemis est considéré comme une chose nécessaire et excellente. Oui, vraiment, on respire à pleins poumons quand on pénètre dans la galerie lumineuse toute décorée de trophées d'armes qu'est l'Ancien Testament. »

Tandis que le pasteur allemand abandonne loyalement l'Evangile, le pasteur français monte toujours plus haut sur la Montagne des Béatitudes.

Le Pacifisme, c'est le désarmement. Est-ce l'heure de l'introduire dans l'homélétique et de troubler le chrétien au plus fort du combat ?

Oh ! ces pasteurs ont une excuse, et je la leur accorde de grand cœur, ne demandant que le silence à leurs secrets sentiments, s'ils ne les peuvent vaincre.

Le lien le plus fort qu'il y ait entre les hommes, même à notre époque, reste la religion. Ne l'envisageons pas comme *Credo*, mais comme une passion synthétique; ni comme une agape de fidèles, mais comme une espèce spirituelle. Pour être clair et faire plaisir au Docteur Le Bon, on est catholique ou protestant, comme on serait chat ou chien.

Stupidement étudiée sur les traits de race physique, traits à peu près abolis par confusion, l'évolution crée des races spirituelles, des types mentaux, des communions de sensibilité. Voilà pourquoi il faut excuser les protestants de ressentir, malgré eux, une solidarité d'entrailles avec le grand Empire protestant; et compatir à leurs transes et supporter que leurs vœux hésitent parfois entre le sort de leur patrie et celui de leur croyance qui triompherait dans le triomphe de l'Allemagne.

On a recherché les origines philosophiques du Bochisme, en ménageant l'idole de Kœnigsberg et l'Apacherie, de Nietzsche.

On aurait pu prétendre, avec raison, que la philosophie n'a point d'effet général. Une notion ne devient virtuelle que par la forme religieuse.

Luther est l'Allemand typique, le Moïse de sa race. Je me propose de montrer en lui la pensée-mère du germanisme, par des citations.

De son œuvre, seul le *Traité de la Liberté chrétienne* est encore répandu. Il l'envoya à Léon X, en témoignage de piété filiale. On y trouve la justification sans les œuvres, la sujétion de la créature au démon et la formule des mystiques strasbourgeois, d'Eckart à Tauler :

« Dès que l'âme a la foi, elle ne fait qu'un avec le Christ ; c'est l'époux et l'épouse. »

Dans *La Captivité de l'Eglise à Babylone*, on lit : « Le chrétien ne saurait perdre son salut, même quand il le voudrait et par toutes sortes de péchés; à l'exception des péchés contre la foi, rien ne peut lui fermer la porte du ciel. Repentir, satisfaction..., inventions !... »

La lettre du Réformateur du 21 août 1521 à son bien-aimé Mélanchthon, constitue la charte de la Kultur : « *Esto peccator et peccà fortiter;* mais plus fortement encore, crois et te gaudis dans le Christ. Le péché est notre lot ici-bas... Il suffit que par les richesses de la gloire de Dieu, nous connaissions l'Agneau qui ôte les péchés du monde : le péché ne saurait nous en arracher, quand dans le même jour, nous commettrions *mille et mille homicides*, mille et mille adultères. » Ce n'est point un propos de table après boire, à l'auberge de l'Aigle Noir. A cent reprises, au cours de son enseignement, Luther répètera la même idée sous divers aspects.

« Les âmes pieuses qui font le bien, je les regarde comme des impies ; il est plus urgent de se prémunir contre l'œuvre que contre le péché. »

La question du libre arbitre a donné lieu à un duel retentissant entre Erasme, alors fameux, et maître Martin. La diatribe de l'érudit est médiocre et raisonnable. La réplique du réformateur amusante et insensée. Déjà le *titre* est décisif : il paraît de son invention : le *Serf arbitre* eut dix éditions.

Deux textes judaïques suffisent « L'Eternel endurcit le cœur du Pharaon... » et la phrase du Psalmiste « j'ai été fait comme une bête de somme ». Le moine augustin montre une cavale dans un champ. « Dieu monte-t-il en croupe ? La cavale obéit et va où veut le cavalier. Dieu abandonne-t-il les rênes ? Alors Satan s'élance sur le dos de l'animal ». Il n'y a de lutte possible qu'entre les deux cavaliers, Satan et Dieu, qui se disputent l'empire momentanément de la cavale » (1).

A ces deux textes, le réformateur ajoute trois

(1) Luther. *De Servo Arbitrio adversus Erasm. Rotterd Opera, lat, Ienîe, III f, 170 et suivants.*

raisons : 1° un seul démon est plus fort que tous les hommes ensemble. 2° Ma vie fût-elle sans fin, ma conscience ne serait jamais assurée. 3° Dieu s'est chargé de mon salut, il a promis de me sauver, sans le concours de mes œuvres, et Dieu est aussi fidèle que puissant ». Luther mesure la conséquence de sa démonstration et la première sera qu'il n'y a pas de degrés dans le péché, « forni-« cation, adultère, inceste, c'est tout un !... Dieu « ne nous imputera pas le plus ou moins de mal « que nous aurons commis... » Il n'y a qu'un péché, l'incrédulité ! Or, la foi étant un don, une prédestination, il n'y a point de péché. Comme émancipation de la conscience, on ne saurait aller plus vite, ni plus loin.

« Quant à moi, m'offrit-on le libre arbitre, je n'en voudrais pas, non plus que de tout autre instrument qui pourrait aider à mon salut... Après tout acte réputé parfait, un scrupule resterait toujours. Mais comme Dieu s'est chargé de mon salut, et qu'il a promis de me sauver, par sa grâce, sans le secours de mes œuvres, car il a dit : « Personne ne l'enlèvera de ma main » ainsi, si tous ne seront pas élus, beaucoup le seront, tandis que, par le libre arbitre, aucun ne serait sauvé, et tous seraient perdus. »

Enfin, « nul ne sera heureux dans l'éternité, s'il ne croit pas à l'inefficacité du libre arbitre ». « *Libre arbitre*, vocable divin ! En décorer l'homme est le plus grand blasphème qu'on puisse imaginer. Le doux Melanchton qui tempéra si souvent la fureur de son maître, sur ce point, le suit étroitement. « Tout est péché, boire, manger, travailler ; mais le croyant n'a pas de juge dans le ciel ! »

Se figure-t-on un païen, prêchant ces maximes : point de degrés dans le péché, point de bien dans l'effort humain, point de juge dans le Ciel !

Avec Luther, jamais d'ambiguïté, il parle une langue claire, vive, précise et il n'y a jamais besoin de disputer : le poids d'absurdité est tel que la réfutation affaiblirait la simple citation. Toutefois, on évoque l'ombre de Michelet, l'historien chéri des consistoires. Comment le négateur du libre arbitre représente-t-il le principe souverain de l'individualisme et répond-il à l'exclamation : « Voilà l'homme moderne et notre père à tous », pour désigner l'halluciné de cet aveu, « j'ai couché plus souvent avec le diable qu'avec Ketha ! »

Dernièrement, un pasteur nous peignait un Luther démocrate, libertaire, comme si la guerre des paysans qui fit six cent mille morts, démantela sept villes, rasa mille monastères et incendia trois cents églises, n'était connue de personne.

« Ce ne sont pas les paysans qui s'insurgent contre vous. C'est Dieu lui-même qui vient vous visiter dans votre tyrannie », dira le manifeste à la noblesse.

Mais le triomphe de Munzer eut ruiné la papauté de Luther, et il entonne une autre antienne : « La loi naturelle défend de se faire justice... Quoi ? l'esprit du Seigneur confirmerait votre révolte, le larcin, le meurtre, le brigandage ? Que serait le monde si vous triomphiez ? un repaire de brigands. Vous voulez vous affranchir de l'esclavage, mais l'esclavage est aussi vieux que le monde. Abraham avait des esclaves et Saint Paul établit des règlements pour ceux que le droit des gens a réduits en servitude ».

Ecoutez maintenant celui qui proclame à Worms, « il ne s'agit pas de moi, mais de l'Evangile ». « Allons, mes princes, aux armes ! Frappez ! Aux armes ! Percez ! Avec du sang, un prince gagne plus facilement le ciel que nous avec des prières.

Frappez ! Percez ! Tuez ! en face ou par derrière, car rien n'est plus diabolique qu'un séditieux. Si vous succombez, vous êtes martyrs ; mais le paysan révolté tombe dans la géhenne, c'est un fils de Satan. »

Ailleurs, le moine saxon, écrit à Ruhel : « A l'âne, du chardon, un bât et le fouet; aux paysans, de la paille d'avoine. Ne veulent-ils pas céder ? le bâton et la carabine, c'est de droit. Prions pour qu'ils obéissent, sinon point de miséricorde ; si on ne fait siffler l'arquebuse, ils seront mille fois plus méchants. »

Il écrit encore à Gaspard Muller : « Un rebelle ? C'est avec le poing qu'il faut lui parler jusqu'à ce que le nez saigne, les paysans ne voulaient pas m'écouter, il fallait bien leur ouvrir les oreilles à l'aide du mousquet... j'ai bien fait, moi, de prêcher contre de tels garnements, la ruine, l'extermination, la mort. L'Ecriture appelle les paysans des bêtes fauves. » Dans un autre ordre, je signale aux curieux ce sermon sur le mariage qui ne se trouve que dans l'édition de Wittemberg 1544. Erasme le traita de farce et Bossuet de fameux ; on n'en connaît que le « Si madame refuse, vienne la servante » ; je citerai un alinéa (p. 122): Le magistrat doit employer la force contre la femme revêche, en cas de besoin, *le glaive*. Si le magistrat *use du glaive*, le mari imaginera que sa femme a été enlevée et tuée par des voleurs, et il en prendra une autre. »

Chaque fois qu'on cite leur fondateur, les protestants se fâchent, comme à une agression. Partisans du libre examen, ils doivent supporter que

l'on recherche dans l'œuvre du plus représentatif des Allemands le caractère de la race.

Le serf arbitre est la racine du militarisme. Chaque fois que le Protestantisme a saisi le pouvoir, il a été militariste. Qu'on se souvienne de l'inquisition de Genève et de Calvin. Le lecteur peut se distraire à un jeu de haut goût, qui consiste à retrouver Nietzsche et même Stirner dans le moine de Wittemberg : Si la paresse le point, qu'il estime seulement que les tortionnaires de la Belgique ont pour choral : *Esto trucidator et fortiter trucide.* A la face de l'univers la race germanique a mis en œuvre le précepte luthérien.

Sufficit quod agnovimus Agnum.... etiamsi millies, millies uno die fornicemur aut occidamus (il suffit que nous connaissions l'Agneau, alors même que mille et mille fois dans un jour nous forniquerions et assassinerions). AUT OCCIDAMUS. »

PÉLADAN.

SOUVENIRS D'HIER

Notes d'un réfugié

15 janvier 1915.

I. — LES « INTELLECTUELS ».

...J'étais ému, à la fois de curiosité et de tristesse, en montant l'escalier du vieux maître, et mille sentiments confus m'agitaient, tandis que dans l'antichambre obscure, tapissée de livres et ornée de quelques-uns de ces tableaux qui semblent avoir été faits exprès pour les appartements de savants, j'attendais qu'on m'introduisit.

Il est de ceux qu'une jeunesse ardente avait accusés jadis de germaniser l'enseignement, et d'importer en France des méthodes contraires au génie national. Il ne paraissait autrefois nullement touché par ces griefs fondés ou imaginaires : jamais il n'y faisait allusion, et dédaignait de se défendre. Je l'avais vu dans un moment où les journaux de l'opposition, et ces petites revues qui font souvent l'opinion de demain, l'attaquaient avec beaucoup de violence et pas mal d'injustice ; il affectait d'en sourire comme d'une insurrection de potaches, et préoccupé uniquement du point de vue éternel, ayant écarté d'un geste cette poussière du présent que je lui avais un jour étourdiment apporté, il s'était mis à parler de je ne sais quel point d'histoire qui nous intéressait l'un et l'autre.

Cette dernière conversation m'était restée très nettement dans la mémoire. Le charmant esprit, fin et vigoureux ,hardi et scrupuleux, prompt à l'élégante synthèse qui séduit le public cultivé, mais s'en méfiant par souci scientifique et crainte du dilettantisme ! Particulièrement curieux de la science allemande, certes, et respectueux de son labeur et de ses méthodes, mais non pas tant par sympathie d'esprit que par désir de se mettre au-dessus d'un préjugé commun, d'un préjugé français ; avide du vrai d'ailleurs, et le cherchant avant tout et travers tout, prêt à tout lui sacrifier au besoin.

C'est ainsi que je le considérais avant la guerre, au temps heureux où je venais le voir le jeudi, jour où il recevait, entouré de jeunes professeurs à la fois orgueilleux et respectueux. Mais la guerre a transformé tant de valeurs, bousculé tant de gloires jadis bien assises, que je craignais un peu que mon affectueux respect pour lui ne souffrît de l'entrevue.

En ces étranges jours de l'automne 1914 où nous n'étions pas encore remis de notre grande angoisse, nous avions le cœur si tendu que la moindre contradiction nous blessait, et que nous ne pouvions supporter qu'une âme vibrât différemment de la nôtre. On m'avait dit : « N'allez pas le voir : il n'a rien appris, ni rien oublié. Son orgueil universitaire ne capitule pas. Il est de ceux qui voudraient qu'on fît la paix à tout prix avec sa chère Allemagne.. » Je ne le croyais pas. Je savais combien on est injuste en temps de guerre. Mais cependant... De quel air il parlait jadis de ceux qui ne voulaient pas reconnaître ce qu'il y avait de bon en Allemagne !...

J'en étais là de mes réeflxions, quand la domestique vint m'avertir que le maître m'attendait.

Le jour tombait, un triste jour d'automne gris et voilé, et comme j'entrais dans le grand cabinet de travail austère et obscur, j'entendis plutôt que je ne vis le vieux maître venir à moi les mains tremblantes et tendues.

— Ah ! mon cher ami, me dit-il, comme je suis content de vous voir et de vous savoir à Paris, en sûreté, car, vous savez, nous sommes en sûreté, tout à fait en sûreté à Paris.

Il disait cela avec le même air de soulagement et de fierté que j'avais constaté chez ces gens du peuple qui m'avaient dit peu de jours auparavant. « Bien sûr que nous n'aurions pas quitté Paris ; si les Boches étaient venus jusque-là, nous aurions défendu le quartier. Mais les Boches ne *pouvaient* pas prendre Paris... »

Il m'amena devant le feu et, d'un geste presque caressant, me fit asseoir en face de lui. On apporta une petite lampe de travail dont la lumière douce

et faible éclaira tout à coup son vieux visage, un peu empâté, pâli et cime saupoudré de la poussière des bibliothèques.

Il me parut vieilli, les traits détendus et adoucis, mais d'une infinie tristesse.

— Ah ! quelle horrible chose, me dit-il. Avez-vous perdu quelqu'un ? Moi, je n'ai point de proches. Mais mes élèves ! Si vous voyiez le tableau d'honneur de nos grandes écoles. C'est terrible et magnifique. Tous ces jeunes gens sont partis pleins de résignation et même d'enthousiasme. C'est affreux de les voir disparaître : ils sont si intelligents, nos jeunes gens !

Il parlait vite, d'une manière saccadée, comme s'il voulait fuir le véritable sujet de la conversation, et je remarquai qu'il n'hésitait pas à employer les grands mots, des mots de journaliste et d'orateur qui jadis l'eussent fait sourire. Il dit notamment : « L'Allemagne s'est déshonorée. Notre cause représente tout ce qu'il y a de justice dans le monde. » Je lui demandai :

— Vous avez dû éprouver un véritable déchirement quand la guerre a éclaté.

— Oui, c'est vrai, répondit-il. J'avais des relations en Allemagne. Je n'ai jamais été ce que l'on appelle un pacifiste, bien qu'on ait plus d'une fois tenté de m'entraîner dans cette galère. Jamais je n'ai souhaité que la France désarmât, mais j'avoue que je ne me figurais pas que cette chose horrible arriverait un jour. Je ne les croyais pas intoxiqués à ce point-là par l'orgueil militaire. Je me laissais aller à croire qu'ils avaient changé depuis 70, ou plutôt j'écartais de mon esprit tout ce qui aurait pu m'éclairer; nous nous sommes tous laissés tromper par insouciance et par bonne foi. Pour ma part, je peux dire que je n'avais pas d'amis véritables au-delà du Rhin, mais j'étais en correspondance avec quelques professeurs, j'en avais rencontré en voyage, à des congrès. Ils étaient venus me voir, je leur avais rendu leur visite. Pour l'un d'eux, M. R. d'Iéna, j'avais une véritable sympathie ; j'avais constaté avec plaisir que son nom ne figurait pas dans le manifeste des intellectuels. Dans ma joie, je lui ai écrit, par l'intermédiaire d'un Suisse, je lui ai écrit pour lui dire mon plaisir de ne pas avoir vu figurer son nom au bas de ce document extraordinaire : je lui ai dit que je ne pouvais pas me résoudre à rendre tous les Allemands responsables du crime de quelques généraux et de quelques diplomates ; qu'après la paix, nos relations interrompues seraient reprises. Savez-vous ce qu'il m'a répondu, avec ces formes d'une politesse ambiguë qu'ils ont toujours opposée à notre cordialité : « Que voulez-vous ! Nous sommes séparés à jamais par des fatalités historiques.. »

Des fatalités historiques ! Ils en sont là ! Qu'est-ce que c'est que ça, les fatalités historiques ? Est-ce que les sociétés humaines obéissent nécessairement aux mêmes lois que les sociétés animales ? Est-ce que notre volonté ne peut rien sur la volonté des peuples qui, en somme n'est faite que des volontés individuelles additionnées ? Sont-ce les fatalités historiques qui les ont poussés à nous attaquer au moment où nous étions le moins prêts, où nous manquions le plus complètement d'outillage, mais où nous avions compris qu'il fallait nous préparer? Fatalités historiques ! C'est toujours cette conception mécanique de l'univers, de l'univers moral aussi bien que de l'univers matériel qui trouve, somme toute, sa formule la plus complète dans le marxisme.

Pour les Allemands d'aujourd'hui, l'homme n'est pas une fin, mais un moyen, un instrument. Ils conçoivent le monde comme un de ces vastes laboratoires que j'ai vus jadis dans leurs villes universitaires. Tout y est minutieusement réglé, les instruments de travail sont parfaits, les travailleurs admirablement consciencieux ; mais ils ne savent pas pourquoi ils travaillent. Je commence à me demander si, sous une direction centralisée et mystérieuse, ils ne travaillaient pas tous à préparer la guerre. Car dans tous les domaines, on retrouve ce plan de domination universelle, qui, il y a quelques mois encore, me paraissait inconcevable. Ils se tenaient vraiment pour le peuple des maîtres, celui qui, seul, possède les qualités nécessaires à l'organisation des autres peuples. Toutes ces philosophies, tous ces systèmes brillants, ingénieux et illusoires, que nous considérions un peu comme des propos de table, Nietzsche, Stirner, Gobineau, ils en ont fait l'armature intellectuelle d'une sorte de religion d'Etat, qui s'est traduite par la plus affreuse brutalité. Les étranges gens, qui, parmi toutes les inquiétudes de ce monde moderne, travaillé par la démocratie, ont pu tout sacrifier à l'Etat...

Je répondis :

— Malheureusement, nous, nous n'avons peut-être pas assez sacrifié à l'Etat. Omnipotent dans le détail, l'Etat français s'est montré impuissant et désarmé dans toutes les grandes questions d'intérêt public qui sont avant tout de son ressort. Quant à l'Etat anglais, nous l'avons vu pour ainsi dire à la merci des mineurs gallois et des boutiquiers de Londres. En temps de guerre, un gouvernement d'opinion est nécessairement en état d'infériorité en face d'un gouvernement d'autorité.

— Oui, je sais. On dit beaucoup de mal du régime parlementaire. Mais que nous offre-t-on pour le remplacer ? Un retour au passé qui n'est pas possible. Croyez-vous la France disposée à

faire une nouvelle expérience monarchiste ou bonapartiste ? Pour résister au peuple de proie qui nous attaque, en serions-nous réduits à adopter nous mêmes le régime qu'il voulait nous imposer ? Et puis quoi ? La Russie monarchique et bureaucratique s'est elle montrée mieux préparée que nous à la guerre ? La vérité c'est, qu'en dehors de l'Allemagne, tous les peuples travaillaient à organiser le bonheur. L'Allemagne seule travaillait à organiser la puissance. C'est beaucoup plus facile, car la puissance, c'est une conception positive et relativement simple. Le bonheur, nous ne savons pas très bien ce que c'est...

Nous vivions dans le désordre, c'est entendu : nous manquions de méthode, de régularité, de discipline. Il y a, dans notre démocratie, une immense déperdition de forces. Je suis le premier à le reconnaître ; mais ce désordre, cette indiscipline sont peut-être les conditions nécessaires de notre liberté d'esprit, et du droit que l'individu possède chez nous plus qu'en aucun autre pays d'être lui même et de goûter à la vie selon ses facultés. C'est ce qu'ils appellent... notre décadence. Mais ce mot décadence suppose que l'on est descendu d'un certain idéal. Si cet idéal est dans la bureaucratie hypocrite qui vient de jeter le peuple allemand dans cette tragique aventure, qui l'a grisé d'illusions et d'idées fausses, qu'Ils nous laissent donc à notre désordre ! C'est l'ordre naturel, l'ordre fécond de la vie. Leur organisation, c'est un dressage artificiel des sociétés humaines en vue d'un but proprement inhumain.

J'objectai :

Oui, mais puisque nous avons constaté le caractère agressif et inhumain de cette organisation allemande il faudra bien lui opposer une organisation défensive. La France a failli mourir de ce charmant désordre, de cette précieuse liberté d'esprit. Et après la guerre, il sera peut être nécessaire de faire quelques sacrifices à ces principes d'ordre et d'autorité à quoi l'Allemagne a dû sa puissance.

Il interrompit :

— Après la guerre... que verrons-nous après la guerre ? D'autres guerres encore, car tout est remis en question. Nous ne savons pas ce que nous ménage l'Orient, où nous réveillons follement, les Allemands et nous, les convoitises et les ambitions de ces races ardentes que notre civilisation occidentale a à peine effleurées. Il y a des jours où je me demande si l'Europe, prise de folie, n'est pas en train de se détruire elle-même. Elle dominait, elle administrait le monde entier. Nous étions arrivés à faire travailler toute la planète pour nos usines et nos comptoirs. Quand tous ces peulpes soumis, exploités souvent sans mesure, nous verront épuisés et ruinés, croyez-vous qu'ils ne vont pas essayer de se révolter ? Je vois quelquefois un jeune Japonais : il est intelligent, cultivé selon nos méthodes, plein de sympathie pour la France,mais, je ne sais si je m'abuse, je lui trouve un étrange sourire quand on parle de la guerre devant lui.

Oui : Après la guerre européenne, j'entrevois de terribles guerres coloniales. Comment les supporterons-nous ? En serons-nous réduits à faire de la France aussi une machine de combat ? Ce sera peut-être toute l'orientation de notre vie sociale qu'il faudra modifier. Quelle sera la France de demain ? Avec l'extraordinaire puissance d'illusion qui les a toujours caractérisés, nos conservateurs s'imaginent bonnement que le pays redeviendra catholique, militariste et réactionnaire. Je n'en crois pas un mot. On nous parle du sentiment religieux qui règne dans les tranchées ; quelques sectaires s'offusquent de ce qu'on ait vu des soldats arborer le Sacré-Cœur sur leur uniforme et les journaux catholiques nous racontent de merveilleuses conversions ; qu'est-ce que cela prouve ? Dans la présence continuelle du danger, il n'est pas d'homme qui ne cherche à se rattacher à quelque chose de durable, à quelque chose d'éternel. Les humbles reviennent naturellement aux plus vieilles idées, aux plus traditionnelles, aux émotions de leur enfance, ou, plus simplement encore, ils serrent contre leur cœur un fétiche, une amulette, une médaille de la Vierge. Mais le danger passé, ils reviendront à cette indifférence religieuse qui est le fond du caractère français. Quant à croire à une évolution antidémocratique, c'est une idée folle. On ne remonte pas le courant. Et puis, quoi ! les grands organismes de direction qui, en dépit de la terminologie politique, sont toujours aux mains des classes dirigeantes, ont été en dessous de leur tâche. Le peuple, lui, a montré une intelligence, une patience, une résignation, un patriotisme qui a dépassé tout ce qu'on croyait pouvoir en attendre. C'est à lui que nous devrons la victoire, et il le sait bien. Mais c'est surtout le peuple en armes, ce sont les soldats qui le savent bien. Croyez-vous qu'une fois rentrés dans leurs foyers, nos « poilus » comme disent les journaux, seront disposés à se laisser mener par des chefs qu'ils n'auront pas choisis ? On nous dit que les parlementaires sont impopulaires et méprisés dans les tranchées et les cantonnements. C'est possible, mais ne vous imaginez pas cependant que nos soldats soient prêts à remettre la France entre les mains de leurs généraux. L'esprit qui règne parmi nos troupes, ne ressemble en rien à celui qui possédait les soldats de Napoléon. Notre ar

mée est trop profondément nationale pour cela. Le soldat de 1915 n'est pas un professionnel de la guerre. C'est un paysan ouvrier, un bourgeois dont la nécessité a fait un guerrier. On nous raconte quantité d'anecdotes sur leur bonne humeur, leur héroïsme, leur ardeur à combattre. Je ne dis pas qu'elles sont inventées, mais il ne faut pas qu'elles faussent à nos yeux la couleur vraie de cette guerre qui est morne et triste. Ils la supportent et ils sont décidés à la supporter jusqu'au bout, parce qu'ils ne veulent pas que leurs enfants puissent revoir une semblable abomination. Mais ils n'ont aucune envie de transformer le pays en une immense caserne, et la gloire de conquérir l'univer ne les tente pas. Qu'exigeront-ils ? Nous n'en savons rien et ils n'en savent rien eux-mêmes. Mais ils exigeront quelque chose, et déjà nous les y encourageons, déjà nous leur promettons tout... Nous leur promettons tout, et nous ne pourrons rien tenir.

Ah ! la liquidation de la guerre ! Je ne sais pas si elle ne sera pas plus difficile et plus pénible que la guerre elle-même...

Il parlait en phrases hachées, et je voyais bien que, par-dessus ma tête, c'était à ses collègues, à ses amis, à lui-même qu'il parlait...

Depuis, j'ai quelquefois revu le vieux maître. La vie avait passé; il avait repris ses occupations Comme tout le monde, il s'était fait à l'idée d'une guerre longue. Il semblait avoir repris son équilibre moral, mais aucune conversation ne put effacer l'impression de désarroi qu'il m'avait donnée lors de cette première entrevue. Il s'était vraiment montré alors tel qu'il était, tel que la guerre l'avait fait.

Son cas, d'ailleurs, n'est pas isolé : il faut, au contraire, y voir un symptôme. Toute une génération d'intellectuels, ceux qui, étant arrivés à l'âge d'homme, au lendemain de l'autre guerre, ont commencé à vivre de la vie de l'esprit, dans la lourde atmosphère de la défaite, a été particulièrement touchée par l'horreur du drame que nous vivons. On dirait que, par delà les années qu'ils ont passées dans la paix et l'illusion, ils retrouvent brusquement les pas de leurs aînés, de leurs maîtres douloureux. Dans le médiocre essai que Georges Brandès consacrait à Renan en 1872, il y a un passage intéressant et pénible à relire : c'est celui où le critique danois raconte l'entrevue qu'il eut avec l'auteur de *L'avenir de la Science*, le 12 août 1870, le jour où l'on apprit le désastre de Froeschwiller. Renan ému, désespéré, fait peine à voir :

— Ah ! s'écrie-t-il, raconte Brandès, a-t-on jamais vu pareille folie ? N'est-ce pas déchirant ? Nous sommes un peuple désarçonné pour long temps ! Et pensez que tout ce que nous autres savants, nous nous sommes efforcés de créer par un demi-siècle d'efforts : les sympathies de nation, la compréhension réciproque, la collaboration féconde, tout cela se trouve effacé d'un seul coup ! Et une telle guerre tue tout respect pour la vérité et la justice. Tous les mensonges, toutes les médisances contre l'ennemi seront avidement recueillies par l'un et l'autre peuple, mensonges qui les sépareront pour des temps incalculables ! Quel retard apporté aux progrès de l'Europe ! cent ans ne suffiront pas pour reconstruire ce que ces gens là ont détruit en une seule journée ! »

Le vieux maître n'aurait pas dit cela, comme cela — au reste est-on sûr que Brandès ait rapporté exactement les paroles de Renan ? — Il éprouve évidemment plus de colère et de rancune contre l'ennemi que Renan n'en pouvait éprouver car, en vérité, cette guerre-ci est une toute autre guerre. Mais cependant les deux pensées se rencontrent : à quarante-quatre ans de distance, on trouve chez ces hommes qui étaient au fond de même formation, la même déception, la même désillusion.

L'interruption, pour un temps indéterminé, des relations intellectuelles et scientifiques aussi bien que des autres, la perspective d'une longue période de nationalisme agressif et étroit les épouvantent, d'autant plus qu'ils sentent très bien qu'à présent, rien ne pourra l'éviter.

C'est que l'intelligence française n'a jamais pu renoncer complètement à son rêve humanitaire Dans ses manifestations officielles, du moins, elle est restée la fille de l'Encyclopédie, elle a continué à croire au règne universel de la science et de la raison, à la puissance civilisatrice des forces morales. C'est sa noblesse et c'est sa faiblesse L'enseignement de 1870 n'a pas été pour elle suffisamment clair. Dès le lendemain de la guerre, elle a voulu s'élever au-dessus du préjudice national, considérer les choses de haut, mettre en balance la politique agressive de Bismarck et les fautes, les maladresses, les illusions du second Empire; elle a cru à la civilisation allemande, ou plutôt, elle a assigné à l'Allemagne sa place, une très belle place dans la civilisation universelle. Oublieuse de la blessure nationale, elle s'est obstinée à croire que la guerre de 70 n'était dans l'histoire allemande qu'une crise de croissance, et non le point de départ d'une monstrueuse ambition. Ayant fait la leçon aux vieux rêves français d'hégémonie européenne, elle a cru que la Germanie entendrait les mêmes conseils de sagesse.

Il y eut, chez tous les intellectuels français de cette génération formée au lendemain de l'autre

guerre, une sorte d'obstination à ne pas voir le péril qu'on ne comprend plus aujourd'hui, et qu'eux-mêmes ne comprennent plus. La France ayant été vaincue sur le champ de bataille, ils avaient mis une sorte de patriotisme à sous-évaluer les vertus militaires que la patrie ne semblait plus représenter avec éclat : Une défaite, qu'est-ce que cela au regard de la justice, de la civilisation ? Une nation est grande, non par sa force, mais par ce qu'elle apporte dans le monde de liberté, de générosité et d'élégance morale. L'humanité, toute à la grande tâche d'organiser la Justice, ne devait-elle pas oublier toutes ces rivalités de peuple à peuple qui, désormais, appartenaient à l'histoire ? « Au xxe siècle, avait dit Michelet, la France déclarera la paix au monde ». Cette lourde illusion a pesé d'autant plus sur les esprits qu'elle était plus noble et plus généreuse. Certes, un douloureux problème restait pendant entre la France et l'Allemagne : l'Alsace-Lorraine. Mais on aimait mieux n'y pas penser. Ceux qui le rappelaient trop obstinément étaient considérés comme des gêneurs. On se rendait bien compte qu'il était impossible de renoncer à la revendication nationale. On n'osait pas dire qu'on attendait la solution de la question de la générosité allemande, mais on comptait vaguement sur l'évolution des idées en Allemagne, sur le développement de la démocratie, sur le hasard : on ne voulait pas voir surtout que cette solution, seule, la guerre pouvait la donner.

La guerre ! Il y avait chez ces maîtres de l'intelligence française une sorte d'horreur et de mépris de la guerre et de l'esprit guerrier. Etaient-ils pacifistes à la façon de ces Américains qui semblent croire qu'un peuple doit tout accepter, plutôt que l'éventualité de la guerre ? Non pas. Ils savaient très bien que la France ne peut être réduite à accepter un rôle de vassale mais ils ne pouvaient se décider à faire à l'esprit guerrier ni le sacrifice de leur liberté d'esprit, ni le sacrifice de cette culture internationale dont ils se considéraient obscurément comme les précurseurs. Charmants esprits, certes, et qui donnaient la sensation précise de l'extrême culture, de ce que c'est qu'une aristocratie savante, mais à qui leur délicatesse même, leur raffinement, leur extrême probité intellectuelle, conféraient quelque chose de fragile et d'incertain. On a reproché un peu durement à Renan d'avoir montré trop de modération et de courtoisie dans sa fameuse correspondance avec David Strauss où se précise son attitude à l'égard du germanisme au lendemain de la guerre. On a dit qu'il avait mis les scrupules du savant et la délicatesse du galant homme au-dessus de l'intérêt national, qui exige parfois que l'on soit brutal.

Je ne veux pas discuter cette irritante question. Il est bien difficile de déterminer à quel moment et avec qui la délicatesse devient de la naïveté. Mais il est certain que dans le domaine intellectuel et scientifique, autant que dans le domaine diplomatique et militaire, quand il s'est agi de répondre à l'offensive allemande, les Français se sont trouvés empêtrés de scrupules, et de mille habitudes courtoises que leurs adversaires ignoraient et qui les mettaient dans un état d'infériorité manifeste. Dans les laboratoires et les universités d'Outre-Rhin, en dehors de quelques grands noms qu'on ne pouvait éviter et qui appartenaient au passé : Claude Bernard, Pasteur, Berthelot, on s'arrangeait pour ne jamais citer le nom d'un savant français. Si bien que dans toute l'Europe et dans ces pays neufs, qui s'étaient faits les clients de la science allemande, le bruit s'était répandu que l'activité scientifique française était en décroissance depuis cinquante ans. Dans le même temps, on s'engouait à Paris des méthodes allemandes, et dans la crainte de céder au préjugé national, les savants français accordaient toujours une attention particulière aux travaux allemands.

L'eussent-ils voulu, ils n'auraient donc pas pu répondre aux procédés allemands par des procédés analogues. On ne se débarrasse pas aisément de certaines habitudes d'esprit qui se sont incorporées à l'essentiel de la tradition française. Depuis des siècles, les Français sont accoutumés de considérer certaines idées comme supérieures à toutes les contingences, à concevoir une certaine culture, une certaine civilisation, indépendamment des conditions de lieu et de moment, une civilisation proprement humaine et universelle ; jusqu'à la guerre actuelle, jusqu'au manifeste des intellectuels, ils n'ont pu se figurer que les savants allemands n'avaient pas les mêmes conceptions. De là ce désarroi, cette douleur, cette colère que j'avais constatés chez le vieux maître.

Formés pour les spéculations désintéressées, ne concevant la science et l'intelligence que gratuite, ils se sont sentis irrégulièrement désarmés devant une conception qui met la science au service de la politique. Le « manifeste », les articles d'Ostwald, aussi bien que les proclamations du général von Bülow, un des massacreurs de Belgique, leur paraissent écrits dans une langue incompréhensible. Renan discutant avec David Strauss, c'est le dialogue d'un galant homme et d'un pédant : les fils de Renan discutant avec Ostwald, ont l'air de vouloir opposer des raisons philosophiques au sorcier d'une horde de barbares. Ils le sentent, et ils en souffrent, comme du sentiment de leur inutilité.

Depuis la guerre, en effet, ils constatent une

sous-évaluation de tout ce qui était leur raison de vivre, et comme une méfiance encore obscure, mais qui ne fera que grandir, de cet intellectualisme qui était leur religion. Et pourtant, rien ne serait plus injuste que d'incriminer l'attitude du monde de l'intelligence depuis la guerre. Tous les reproches légitimes qu'on a faits à l'intellectualisme appartiennent au passé. Ce qu'il y eut précisément de plus admirable dans l'attitude de la France au moment de l'effroyable épreuve qu'elle traverse, c'est l'humilité avec laquelle toutes les classes, y compris la classe intellectuelle, se sont soumises à la discipline nationale. Ces élèves de l'Ecole Normale, ces agrégés, ces jeunes professeurs, ces gens de lettres, que rien n'avait préparés à la rude vie des tranchées, que leurs habitudes d'esprit, leur goût de tout discuter et de tout comprendre éloignait particulièrement de la servitude militaire, s'y sont soumis avec une abnégation où il y avait quelque chose d'un apostolat. Beaucoup d'entre eux sont tombés héroïquement, et l'on eût dit qu'il y avait, dans leur sacrifice comme l'holocauste d'une profession qui n'avait pas cru assez aveuglément à la patrie. On a cru distinguer qu'il y avait une sorte de rupture entre eux et leurs maîtres et en effet, le sens national est infiniment plus net chez les jeunes que chez les anciens. N'ayant pas grandi, eux, dans l'atmosphère de défaite, ils n'ont jamais douté des destinées de la France. A des degrés différents, le patriotisme mystique d'un Péguy les anime tous. Mais ils n'en sont pas moins les continuateurs de ceux qui avaient paru douter. Cette élégance d'esprit, ce respect inné du rival, de l'adversaire possible, ce besoin de tout comprendre que l'Europe entière n'a pu s'empêcher d'admirer chez un Taine ou chez un Renan, je retrouve tout cela dans la jeune intelligence française, mais avec quelque chose de plus viril, de plus solide, avec le sentiment très net que tout cela, qui est l'ornement de la civilisation française doit être quelquefois sacrifié à l'intérêt suprême de la civilisation française.

Le vieux maître, chaque fois que je l'ai revu, m'a parlé avec une émotion toujours plus vive de ses élèves, il a pour ceux qui se battent des inquiétudes, des angoisses presque maternelles. Il s'attendrit sur eux tous, même sur ceux que naguère il considérait comme les mauvais disciples, parce que dans le grand conflit qui s'annonçait et que la guerre a interrompu en le précipitant, ils avaient voulu rompre avec l'intellectualisme international. A l'un d'eux qui l'avait un jour renié avec éclat, il a écrit, ayant appris qu'il avait été blessé : « Permettez à un vieux français de vous embrasser. »

Peut-être y a-t-il dans cette attitude un peu de remords ; il y a du moins la volonté d'accepter également les sacrifices intellectuels que la jeunesse a déjà faits d'instinct. Lui aussi, il dit aujourd'hui : La France avant tout et il ne se demande même plus si ce cri nationaliste peut s'accorder avec sa vieille foi humanitaire

L. Dumont-Wilden.

L'ALLEMAGNE SECRÈTE

Sur la terre classique
du stupre, du sadisme et de la métaphysique.

I

Nous aussi, les Français, nous nous étions mis à voyager. Un jour, au cours d'une randonnée outre-Rhin, on était entré dans un temple, à l'heure d'une cérémonie. En supposant que, contrairement au cas si fréquent ces dernières années, ce ne fût pas à peu près le désert sous ces voûtes, on avait été frappé du recueillement autour de soi, on avait remarqué ces voix toutes gonflées d'âme ; de hautes pensées s'étaient déliées au-dessus des têtes : c'était grave, c'était austère, et l'on avait bien philosophé trois minutes sur « l'esprit religieux » des Allemands.

Très déplaisante association d'idées, mais presque fatale de prime abord : n'avaient-ils pas entendu jadis venger en Europe les mœurs outragées ?... Or, chez eux, quelle émouvante soumission au commandement initial de croître et multiplier ! Ah ! la famille allemande ! Et la femme allemande, donc ! — un peu bovine, soit ! mais si sérieuse... Et leur sens du respect, et cette discipline, et cet ordre ! Ces bureaux de poste, où il y avait toujours de l'encre dans les encriers... Tout cela se tenait, d'évidence. Ils avaient leurs petits scandales : qui n'a pas les siens ? — et le scandale n'existait en l'espèce que pour souligner le reste, et le reste était tout à fait impressionnant. A chacun son lot : ils manquaient de charme et se spécialisaient dans la vertu.

Voilà. C'était simple, commode et d'un usage quasi universel.

Cependant, sans doute convient-il moins d'admirer comment se forment les légendes que de considérer combien facile était l'illusion. Où vit-on jamais semblable conjuration des apparences pour leurrer le pauvre monde ? On touchait au miracle... Bref, que tel de nos germanisants, incontestable-

ment pourvu d'abondantes lectures au coin du feu, ait eu, cinq ou six ans avant la présente guerre, le flair de découvrir une Allemagne accélérant le pas « vers une renaissance artistique, philosophique, morale » et au nietzschisme préférant décidément « la souveraine tolérance, le bel équilibre intellectuel et moral, la merveilleuse possession de soi du sage de Weimar », notre sagesse à nous sourira sans s'étonner.

Maintenant, vous pouvez vous être longuement amusé à vérifier *in anima vili* à quelle profondeur cet extraordinaire Heine connaissait ses compatriotes et avoir pesé sept fois vos raisons d'estimer que nulle erreur n'égalerait celle, par exemple, de juger les Allemands « momentanément » intoxiqués, que si vous n'êtes pas médecin... Car il faudrait être médecin et évoluer à l'aise au milieu de tous ces termes qui nous émerveillent sous la plume de nos psychiâtres, dont la couleur suffit à nous avertir que nous sommes dans un domaine plein d'obscurités... et dont mieux vaut faire son deuil quand on n'est pas du bâtiment.

*
* *

L'esprit religieux des Allemands... Quel est le Latin, un tantinet susceptible de réaction nerveuse, qui, à se donner sur place le temps d'y regarder attentivement, n'eût pressenti la part, la grosse part de déséquilibre que comporte leur commerce avec le Ciel ? Cette confusion — qui est tellement partout dans l'air qu'ils respirent que parmi eux personne ne la soupçonne plus — entre les choses de l'absolu et celles de la politique ; cette frénésie dans la prétention de compromettre la Toute-Puissance au service de leurs ambitions; cette confiance dans on ne sait quelle prédilection de Dieu et... cet apitoiement à l'endroit du passé national... Perçoit-on tout ce que l'orgueil allemand enferme, en effet, d'irritation *sentimentale ?* Ce mélange de présomption et d'attendrissement sur soi, qu'est-ce, d'ailleurs, sinon un dépôt en eux de l'éducation ? Ainsi, arrivé aux événements de 1806, l'instituteur prussien n'a-t-il pas pour très précise méthode de se lamenter d'abord congrûment ?

Une expérience, parmi beaucoup d'autres de même signification. A Leipzig, en avril 1914 ; je sors de cette « exposition des Arts graphiques » (à la veille alors d'être inaugurée) dont une tourbe en délire incendiera, dans trois mois, les pavillons français, anglais et russe ; à quelques pas de là, le fameux monument qui commémore, face à la plaine historique, la victoire des coalisés en 1813. J'entre, moyennant deux marks, avec une fournée de visiteurs. Autour de cette rotonde, les ancêtres de l'âge des cavernes, qu'un douloureux symbolisme dégage péniblement de la pierre, et les chevaliers de l'Ordre teutonique, paupières closes et mains jointes, s'arc-boutent sous la montagne de granit qui est tout l'édifice ; les hommes, spontanément, se sont découverts ; un quidam que je ne réussis pas à distinguer dans la pénombre — cicerone de première classe ou prédicant en disponibilité ? — rompt le silence pour une nouvelle mixture au vitriol de piétisme et de pangermanisme ; puis, là-haut, dans les profondeurs du dôme, les orgues commencent de pleurer un indicible lamento ; mais, pour qui n'est point un vulgaire mécréant dans l'assistance, cette musique, ce décor, ces souvenirs, c'est écrasant... et des femmes — les harpies des prochains jours — reniflent des larmes, près de moi... Et ça, tout ça, tout ce qui enfièvre cette atmosphère, si ce n'est pas mauvaise santé, on se demande comment cela s'appelle ?

« *Gott* », « *der liebe Gott* », « *der alte Gott* », — « Dieu, le cher Dieu, le vieux Dieu »... C'est agaçant, à la fin, de ne pas savoir de quelle divinité il retourne au juste... A moins qu'il ne s'agisse réellement du Dieu des chrétiens ?...

On n'essayerait pas de s'en tirer sans un livre d'importance. Mais une des considérations qu'il agiterait se formulerait ainsi : *la vie religieuse d'une moitié de l'Allemagne n'est plus qu'un long désordre parce que, à prendre le problème d'ensemble, elle n'est plus chez les dirigeants qu'un long mensonge.* Ce pasteur, qui n'ignore aucune de ses obligations envers une Eglise où la police est derrière tous les lévites et qui n'a même pas le loisir d'abuser de la morale au détriment du dogme, quatre-vingts fois sur cent il a été à l'université l'élève de quelque élève d'Harnack — et sous ce pâle verbe épelant la Bible orthodoxe à l'usage du troupeau, bien malin qui dirait ce qui subsiste de christianisme. Ce maître d'école, dont la parole continue par ordre la parole du pasteur : d'habitude, « *ein geriebener Kerl* », « un garçon très fort », un garçon prodigieusement incapable d'une imprudence, qui croit au gendarme prussien et qui au demeurant fait son métier. Quant à ceux qui veulent être l'élite, la tradition, tous les conservatismes, leur foi va jusqu'à bâtir des temples de pierre, — car c'est être agréable à la femme de César, dont le *Reichsbote* s'empresse à patronner dans les milieux appropriés les pieuses architectures. Pourtant, l'alliance du trône et de l'autel est toujours une opération coûteuse — et nous lisons au chapitre XXIII de l'Evangile selon

saint Matthieu : « Scribes et pharisiens, malheur à vous ! parce que vous êtes semblables à des sépulcres blanchis qui, au dehors, paraissent beaux aux hommes, mais au-dedans sont pleins d'ossements et de corruption ».

Au fait : quelque capable qu'il soit —discipline et peur des coups — de se contraindre et de taire ses impressions, l'Allemand n'est pas si naïf (une autre erreur étant de lui attribuer tant de jobardise, sous prétexte qu'il est mal placé pour apprécier à leur valeur les informations de l'agence Wolff) ; l'alliance, ici, du trône et de l'autel a manifestement cessé d'en imposer à la masse, dans le domaine religieux au moins ; et la rançon du pharisaïsme officiel, elle est en l'espèce ce « désemparement » général des consciences.

On ne méconnaîtrait pas sans injustice la conviction avec laquelle Wundt, Eucken et une poignée de disciples cherchèrent à ressusciter la pensée kantienne, en réaction contre ce désarroi. Seulement, leur inquiétude n'émut jamais qu'une infime minorité d'intelligences.

L'idéal démocratique, la philosophie de la solidarité sociale, l'unique religion de l'humanité ? On voit des peuples s'appliquer, bien honnêtement, à y trouver l'indispensable principe de vie : il n'est rien à quoi les Allemands soient aussi peu préparés.

Par ailleurs, et quoi qu'on en ait, on sait que, de ce principe d'idéologie, ce peuple-ci se passera moins qu'aucun autre... Au point que, plutôt que de négliger les étoiles, il prétendra sublimiser en lui la stricte animalité et — dernier aboutissement de ce désordre des consciences — confondre le règne de Dieu avec le triomphe de la barbarie.

Ah ! ils voyaient clair dans l'âme allemande ceux qui, là-bas, entreprirent d'inoculer au populaire « le stimulant du néo-wotanisme » (1), — sauf à rallumer les pires instincts au fond d'un tempérament incurablement vicié. Ils voyaient clair et comme ils connurent leur heure !... Fini, et depuis un bon moment, du Kulturkampf et de ses passions ; autour de Bismarck, l'admiration a également épuisé ses premières ferveurs ; il faut du reste attendre le ministère de Hohenlohe pour que la politique donne aux cervelles où s'échauffer sur les rêves d'expansion coloniale. Plate figure de soldat sans génie entre le brutal de la veille, si haut en couleur, et l'inquiétant grand seigneur qui viendra demain, Caprivi « gouverne » en esclave ; tandis que la légende d'un prince généreux et réformateur amuse notre badauderie, dans l'empire les « expériences » du nouveau souverain constituent une plaisanterie qui a trop duré déjà et dont on ne sourit même plus ; grisaille, insipidité... et l'Allemagne va s'ennuyer... Alors, voici les initiateurs à « autre chose », — à « une autre chose » qu'ils ne tirent point de leur fonds, sans doute, mais qui, enclos jusqu'ici en des livres rébarbatifs, eût passé, hier, pour l'affaire exclusive de quelques savants un peu toqués.

Qui ils sont, ces initiateurs, et d'où ils sortent, la question est malaisée : de ces êtres imprécis et fuyants, au surplus infiniment curieux, des demi-larves comme on en devine rampant en marge de la grand'route tout le long des temps, — un certain Werner, un certain Blankenagel, un certain Netopil. Qu'ils démarquent Gobineau ou qu'ils aggravent Clausewitz, ils sont joyeux et féroces et on les entend qui rient dans la coulisse en remuant leur ferraille. Surtout, personne avant eux n'avait donné avec autant d'audace dans ce romantisme démesuré où, sous ce ciel bas et si triste, neuf mois sur douze, c'est le profond vice de l'imagination de tripatouiller l'histoire et de remanier les mondes chaque matin. Ils bousculent l'immensité, tutoient le destin, décrètent l'avenir — et, en d'obscures petites feuilles dont de plus puissants confrères ne dédaignent point de seconder la diffusion, ressassent ce délire : « *Macht ! Gewalt !* — La violence, le culte du glaive !... Wotan ».

Régression ? Non pas, mais rajeunissement de deux mille ans.

Et cela a beau être un peu fort, il ne s'agit nullement de littérature.

Le mouvement (qui s'aidait entre temps de tous les moyens de propagande : conférence, tract, gravure, etc..., s'est enhardi depuis les environs de 1890. Les purs du pangermanisme (nuance du *Tag*, de la *Post*, de la *Deutsche Tageszeitung*) ne se cachent point de l'appui qu'ils lui accordent. Il a maintenant son organe à lui : le périodique qui paraît sous le nom plus moderne du dieu, *Odin*. Les méthodes qu'il préconise ont gagné la place publique : *que le Germain se suffise ; qu'il cesse donc de rien admettre dans la formation de ses fils qui ne soit rigoureusement germanique ; toutes ses disciplines exalteront l'audace et le secret ; qu'il délivre en lui la nature ; nous ne sommes pas aimables, nous,... il n'est pas dans notre espèce d'être aimables, n'y tâchons point et ne craignons pas d'être haïs* (1) ; etc., etc.... Le néo-wotanisme

(1) Suivant une expression employée par un conférencier et par nous entendue à la « Société éthique » de Munich.

(1) Car rien d'aussi contraire à l'esprit pangerma-

a sa liturgie — et ses adeptes magnifient sur le même plan la Lumière, l'Arbre et Bismarck en des fêtes qui se célèbrent la nuit, dans les bois, aux époques de solstice.

Pour ce qui est proprement de la doctrine, une de ces grosses machines de leur fabrication, toujours curieuse à démonter si point inédite. Rome a tenté de nous asservir et Varus y a laissé ses légions ; a-t-elle cependant réussi à mordre un moment sur nos forêts, elle ne nous a jamais pénétrés : or, « *la Germanie, qui n'a pas eu besoin de Rome pour se construire, n'a pas eu besoin davantage de la Judée* (1) » et l'Occident confessait Jésus depuis six siècles que nous adorions encore « le Soleil qui éclaire, la terre qui nourrit, le glaive qui tue »... Ceux-là furent des malfaiteurs qui abattirent nos chênes sacrés et nous enseignèrent une divinité étrangère, la miséricorde et le pardon des injures... Ainsi, Luther, qui, par Jésus, procède lui-même du judaïsme, Luther est encore une erreur. Sommes-nous, oui ou non, « le peuple prédestiné » ? Pourtant, la Bible a cette outrecuidance d'ignorer les Germains... Il nous faut un dieu « *echt deutsch* », « un dieu indigène »...

(*A suivre*). GASTON CHOISY.

LE PLUS GRAND DES NEUTRES

Beaucoup d'esprits et non des moins cultivés, — se sont étonnés que l'Union Américaine ait mis tant de mois à prendre une position très nette en face des Empires du Centre. Ce qui est surprenant à mes yeux, c'est que l'Allemagne et l'Autriche aient réussi à l'arracher à elle-même, à la neutralité « politique », au dédain des choses d'Europe, où elle se complaisait traditionnellement. Je distingue la neutralité politique et la neutralité morale, et chacun, sans qu'on y insiste, comprendra tout de suite la portée de cette distinction. Pour apprécier les attitudes successives de M. Wilson et des cercles officiels de Washington, il faut s'abstraire par la pensée des conditions où nous vivons, se dépouiller d'un certain état d'âme, et se doter, si possible, de cette impartialité absolue qui s'exprime dans la définition fameuse : « le véritable historien n'est d'aucun temps, ni d'aucun pays ».

Si l'Amérique en est venue à envisager la rupture, et même la guerre, avec l'Allemagne, c'est que les crimes de l'impérialisme teuton avaient dépassé toute mesure. On ne saurait même rêver pour ces crimes une flétrissure plus haute que ce changement d'allures, — en moins de deux ans, — du gouvernement de Washington. Le pays qui voulait demeurer le plus grand des neutres, afin de mieux exercer son influence en faveur de la paix, à l'instant qu'il jugerait propice, a dû lancer des sommations, manifester des exigences, préparer ses forces militaires et navales, multiplier les précautions au dedans et au dehors...

La doctrine de Monroë est restée, pendant près d'un siècle, la maxime suprême de la diplomatie américaine. — L'Union exclut toute action des puissances européennes au nouveau Monde — et la France, l'Angleterre, l'Allemagne ont éprouvé son opposition à toute ingérence de cette sorte, mais elle professe elle-même une sincère et réelle indifférence pour les litiges de l'Ancien Continent. A cette règle générale, quelques dérogations pourraient être signalées : il y a l'exception d'Algésiras et celle de La Haye, mais on aurait tort d'en exagérer la valeur. Le cabinet de Washington estime son champ naturel d'administration et de contrôle trop vaste pour qu'il y veuille encore ajouter, — et d'ailleurs le peuple américain n'est-il pas en soi un résumé de l'univers, un conglomérat où viennent se juxtaposer toutes les particularités nationales ? Comme l'a montré Baldwin dans la remarquable brochure qu'il a publiée récemment sur la neutralité de ses concitoyens, — beaucoup de ressortissants de l'Union ont deux patries : — l'Amérique et une autre, l'Allemagne, ou l'Irlande, ou l'Italie, ou la Russie — et cette considération joue son rôle. Pour que le gouvernement fédéral s'élève contre les pratiques de tel ou tel Etat d'Outre-Atlantique, il faut qu'il ait des motifs très pressants.

S'il est un pays où le « pacifisme » ait poussé des racines profondes, c'est bien celui-ci : je dirai même que tout prédestinait l'Union à devenir le foyer central des opinions pacifistes. Ce n'était pas seulement qu'elle abritât des hommes issus de quinze souches différentes et qu'elle eût créé — de la fusion des races — une race nouvelle : c'était aussi et surtout qu'aucune menace ne pesait sur ses frontières. Depuis le début du XIXe siècle, elle croyait n'avoir plus rien à redouter de l'Europe ; entre le Canada au Nord et le Mexique au Sud, elle étendait des espaces immenses, qu'aucun ennemi ne convoitait : le péril japonais était intermittent, vague et lointain. De la classe ouvrière qui luttait pour ses salaires contre les trusts industriels jusqu'aux intellectuels des grandes universités, — dont le rôle moral, politique et social tend

niste que la fameuse question posée, il y a quelques mois, par une grande feuille allemande : « Pourquoi sommes-nous détestés ? »

(1) ODIN, année 1899.

à devenir essentiel, des dizaines de millions d'hommes et de femmes identifiaient la civilisation avec la paix. La guerre leur apparaissait comme une chose très surannée, un souvenir des vieux âges, — une éventualité en tout cas qui ne monterait jamais à l'horizon des Etats-Unis. M. Bryan, jusqu'à une heure récente, était l'un des citoyens les plus représentatifs de l'Amérique du Nord et si on lui refusait cette qualité, on s'exposerait à ne point comprendre les prodigieux succès oratoires qu'il recueillit dans le passé.

Sans doute, Mac Kinley et Roosevelt ont été les champions d'une politique qui arrachait la grande République à son indifférence pour les réalités extérieures : d'autres ont élaboré la doctrine du panaméricanisme,— c'est-à-dire un programme qui visait à étendre de la baie d'Hudson au Cap Horn l'influence du gouvernement de Washington ; — mais la guerre avec l'Espagne a été plutôt un accident ; le panaméricanisme, suggéré par les syndicats métallurgiques ou autres qui voulaient élargir leurs marchés, n'allait point jusqu'à proposer ou à réclamer des conquêtes territoriales. L'expédition de Cuba, comme maintenant celle du Mexique, suscitait de multiples résistances : aucun impérialisme ne trouvait devant lui autant d'obstacles, et n'était contraint à s'imposer autant de limitations, de précautions, de réticences, que celui de la fraction expansionniste du parti républicain. Au mois de janvier 1916, et même jusqu'à hier, l'armée américaine s'était vu assigner ce maximum : 100.000 hommes, et encore ce maximum était loin d'être atteint. Imaginez l'Allemagne avec un contingent de 68.000 soldats, et la France, avec un effectif de 60.000 environ !...

Pacifiste par nature, le peuple américain se préoccupait surtout de son commerce et de la lutte intérieure des partis. Il entretenait avec les grandes puissances d'Europe de telles relations d'échanges, qu'il avait à ménager à la fois les empires du centre et leurs adversaires. Il vendait à l'Angleterre — ce sont les chiffres de 1913 — pour 3 milliards, mais il trouvait en Allemagne une clientèle qui lui demandait pour 1.750 millions de produits. Si l'Entente lui offrait un marché qui absorbait pour 7 milliards de denrées, l'autre combinaison s'inscrivait pour 2 milliards. Le souci mercantile s'accordait parfaitement avec l'amour illimité et indiscuté de la paix, — comme aussi avec la passion des grandes joutes politiques, qui à dates fixes, suspendent en quelque sorte la vie nationale. Dans les mois qui précédaient une élection présidentielle, nulle question ne semblait primer en importance celle du choix du premier magistrat, et remarquez en passant — et ceci a son intérêt, — que M. Wilson a commencé le 4 mars la dernière année de son mandat : républicains, progressistes et démocrates auraient déjà mis en action leurs « machines » respectives, si von Tirpitz et Guillaume II n'étaient pas venus imposer, aux cent millions d'hommes qui s'agitent de San Francisco à Baltimore et de Buffalo à la Nouvelle-Orléans, quelques méditations supplémentaires et inaccoutumées.

*
* *

Le cabinet américain ne songeait certes pas à prendre des mesures contraires aux principes de la stricte neutralité politique : il se trouva même des intellectuels de marque, au lendemain du sac de Louvain, — (je veux dire des intellectuels d'Harvard ou autres universités de là-bas), pour lui reprocher sa passivité et lui rappeler qu'après tout, il était signataire de conventions internationales, dont le militarisme germanique faisait trop bon marché.

Le chancelier de Bethmann-Hollweg qui accuse la France, l'Angleterre, la Russie, et même la Belgique d'avoir assailli l'Empire, formulera peut être quelque jour une accusation analogue contre l'Union : mais personne ne le croira... La guerre était à peine ouverte que la campagne austro-allemande opérait Outre-Atlantique avec violence, cette campagne que les deux ambassadeurs Bernstorf et Dumba et leurs attachés et autres subordonnés, avec la collaboration de l'ex-secrétaire d'Etat Dernburg et d'une brigade de professeurs, de journalistes, de diplomates en disponibilité et d'agents provocateurs, organisèrent à très grands frais. Il s'agissait d'abord d'obtenir de M. Wilson qu'il interdît aux usines d'Amérique de livrer des munitions et des armes aux alliés.

C'était étrangement méconnaître le tempérament américain. Même si l'on fait abstraction des sympathies que les Etats de l'Est, les plus fortement outillés pour la grande production, pouvaient nourrir à l'égard de la France et de l'Angleterre, — ces Etats entendaient vivre. Ils n'admettaient pas que les cabinets de Berlin et de Vienne pussent paralyser leur production. M. Wilson fit aux deux chancelleries une réponse ironique et pleine d'à-propos : si l'Amérique fournissait des obus aux seuls alliés, c'est que ceux-ci détenaient la maîtrise des mers. Alors Bernstorf et Dumba fomentèrent des grèves, soudoyèrent des meurtriers, organisèrent toute une série de crimes. Ce n'est pas le lieu d'insister sur la nomenclature de ces forfaits. En tel autre pays, la fureur populaire et les représailles gouvernementales se fussent exercées sur l'heure. La longanimité des Américains fut exemplaire; elle

parut même illimitée ; j'imagine que dans leur for intérieur, les deux ambassadeurs officiels, et l'ambassadeur officieux Dernburg, plus spécialement préposé à l'achat de la presse, en éprouvèrent une surprise qui touchait à la stupeur.

Quand on songe que la guerre sous-marine, contraire au droit des gens, aux plus rudimentaires préceptes d'humanité, à toutes les stipulations écrites, put se prolonger plus d'un an — en lésant les intérêts immédiats de l'Union, en lui infligeant des dizaines de victimes, sans qu'elle en vînt aux sommations dernières et aux menaces de rupture ; quand on se remémore les interminables échanges de notes, auxquels la duplicité du chancelier de Bethmann-Hollweg contraignit la loyauté de M. Wilson, on se demande si cette patience de l'Amérique ne fera pas l'étonnement de l'histoire. Mais en même temps, quelle puissance de légitimité cette sérénité dans la discussion, ce souci significatif du droit jusqu'au bout ne conféreront-ils pas demain à l'action du gouvernement de la République, — quelle que soit cette action ! Une rupture entre Washington et Berlin, si elle se produit, prendra un caractère d'autant plus solennel, et aura d'autant plus de répercussions dans le monde, que le président et ses conseillers, auront marqué un désir plus loyal et plus passionné de sauvegarder les bons rapports.

Il y a eu un an le 7 mai, que le *Lusitania* a été torpillé. D'autres torpillages ont eu lieu avant et après le 7 mai, qui intéressaient directement ou indirectement les Etats-Unis. Mais cette affaire a été typique entre toutes. C'est à son propos que les Etats-Unis et l'Allemagne, après avoir envisagé les incidents particuliers, ont été entraînés à évoquer les problèmes généraux que soulevait la guerre sous-marine, à affirmer des principes antagonistes, à confronter leurs thèses. M. Wilson était déjà convaincu de l'illégitimité totale des prétentions germaniques, lorsque le memorandum allemand du 10 février, au sujet des navires de commerce armés, a encore élargi ces prétentions ; le cas du *Sussex* est venu le 24 mars se greffer sur celui du *Lusitania*, mais le débat du *Lusitania* eût suffi à lui seul à porter le litige à l'extrême. Il y a, dans les exposés de M. Wilson, une continuité et une logique indéniables. Quand le cabinet de Berlin, tout en offrant une indemnité aux victimes du 7 mai, a refusé de désavouer le coulage du paquebot — affirmant une fois de plus sa volonté de destruction et son mépris de la loi internationale, lorsque le chancelier a déclaré à l'*Associated Presse*, « il y a des choses que je ne puis faire », repoussant par là certaines demandes, très modérées de la « Maison Blanche », la discussion s'est trouvée cantonnée sur son véritable terrain. Deux conceptions totalement opposées de la guerre navale étaient aux prises. M. Wilson a pu être lent dans son action, hésitant, timide ; il aura eu ce mérite d'avoir forcé son partenaire à démasquer tout son jeu et à assumer toutes les responsabilités.

*
* *

L'Allemagne a procédé, pendant plus d'une année, comme si elle était absolument sûre de l'impuissance ou de l'inertie organique des Etats-Unis. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire qu'un pays — et surtout un pays en guerre avec tant d'autres contrées, ait à ce point accumulé les bravades, les provocations vis-à-vis d'un neutre. Chaque fois que le cabinet de Washington se montrait un peu plus pressant, et que l'opinion américaine exprimait sur un mode plus élevé son indignation, l'Empire lui tendait quelque satisfaction, en rappelant lui-même ou en faisant rappeler par l'Autriche un agent compromis ; — Dernburg, Dumba, von Papen, Boy-Ed et de moindres personnages quittèrent successivement le Nouveau Monde, — mais sur le fond du débat l'intransigeance germanique demeurait entière. La disgrâce même de Tirpitz, dont les conditions, les raisons et l'objectif immédiat restent mystérieux et qu'on rapporta d'abord à un désaveu et à un abandon de la piraterie navale, coïncida avec une recrudescence de forfaits. Les partis parlementaires s'étaient d'ailleurs prononcés à la commission du budget du Reichstag et hormis le groupe socialiste dissident, avaient adhéré à une motion, dont la joie bruyante des nationaux-libéraux, des catholiques, et des conservateurs — avec Stresemann, Westarp, et autres,— soulignait la tendance. Le cas du *Sussex* était là aussi pour démontrer que si Bethmann-Hollweg avait arraché au Kaiser le sacrifice de Tirpitz, il s'était lié lui-même plus ou moins à la politique du grand amiral. Et Von Capelle se proclamait l'héritier de Tirpitz, qui avait été son ami et son protecteur.

La presse américaine est libre, et par suite ses incartades — si incartades il y a, — ne sauraient engager le cabinet de Washington. Mais la presse allemande, et spécialement depuis le début de la guerre, est enchaînée, et sa servitude est telle qu'elle n'a même pas le droit, comme la nôtre, de substituer des blancs suggestifs aux passages censurés : par suite, elle n'invective pas une puissance étrangère sans l'agrément du pouvoir. Dans les derniers mois, et jusqu'aux huit derniers jours, où la volte-face se produisit, le gouvernement américain a été beaucoup plus vilipendé que les gou-

vernements français et russe, dans les feuilles berlinoises : je ne vois guère que le Foreign Office, pour avoir été aussi copieusement injurié par les organes pangermanistes ; et le ton méprisant de ces gazettes attestait que la Wilhelmstrasse comptait, jusqu'au bout, sur la mansuétude pusillanime de la Maison Blanche. La *Vossische Zeitung* insinuait presque quotidiennement, depuis janvier, que la presse américaine avait été achetée par l'Angleterre, et que le cliquetis d'armes, où se complaisait M. Wilson, n'était pas tout à fait désintéressé ; la *Gazette de la Croix* accusait le président de se mettre au service des haines britanniques, et pour mieux défendre les visées de Sir Edward Grey, de revendiquer un droit de police sur la guerre navale : le comte Reventlow raillait avec fureur les « anges gardiens yankees » qui s'embarquent sur les navires de l'Entente pour les soustraire à l'attaque des submersibles. Il dénonçait, dans les protestations du premier magistrat de l'Union, un pur verbiage électoral, et poussant encore plus loin, il faisait grief à l'Amérique de n'avoir d'autre mobile d'action diplomatique que le désir du lucre à tout prix : si elle avait pris position contre les deux Empires, c'est qu'elle ne pouvait plus rien leur vendre : on saisit d'ici tous les développements que comportait ce thème.

Mais toutes choses ont une fin. Le cabinet de Berlin, — dont le sens psychologique s'est toujours révélé médiocre, s'était exagéré la patience américaine. Il devait arriver un moment où les plus calmes et les plus indifférents auraient un sursaut de révolte devant les griefs accumulés. M. Wilson sentait monter autour de lui, dans le monde officiel et dans les masses populaires, la colère contre les menées ténébreuses de ces émissaires teutons dont la main était partout. Non seulement ces agents s'étaient concilié des journaux qu'ils inondaient de leur prose ou dont ils contrôlaient, selon le terme consacré là-bas, l'orientation ; non seulement ils recouraient à la bombe et au poignard, sachant trouver les professionnels du crime dans les bouges où ils se terraient ; mais encore ils prétendaient jouer un rôle dans la politique intérieure de l'Union, en y organisant un véritable parti de la trahison, et ils s'attachaient à susciter entre le gouvernement de Washington et la majorité des Mexicains d'irréparables incidents. Les Etats-Unis n'étaient plus maîtres chez eux : leurs relations extérieures semblaient à la merci du coup d'audace commis par un stipendié de Bernstorff ; ils étaient quotidiennement bafoués et par les gazettes berlinoises, et par la diplomatie du Kaiser. Comment s'étonner que M. Wilson ait été, en quelque sorte, arraché à ses dernières illusions et qu'après avoir si longtemps subordonné ses actes à un pacifisme qui répondait, au surplus, à la mentalité dominante outre-Atlantique, il ait peu à peu incliné à une politique de fermeté, au risque de cheminer vers une rupture de portée indéfinie ?

*
* *

On a raillé parfois — en Amérique et ailleurs, — l'esprit foncièrement philosophique et juridique, qui s'exprimait dans les notes du Président. Raillerie facile et injuste ! On oubliait que M. Wilson succédait à toute une lignée d'hommes d'Etat, que la grande République avait sa tradition, qu'il n'avait pas licence, ayant la responsabilité de la vie, de la sécurité, de la prospérité de 100 millions d'êtres humains, de jouer à la légère une formidable partie. Il n'aimait pas la guerre pour elle-même ; il la tenait pour un mal qui donc la peut considérer comme un bien en soi ? S'il s'y embarquait, il y voulait entrer avec le maximum de droits, avec un tel contingent de raisons, que nul, parmi ses concitoyens, ne lui pût reprocher un geste irréfléchi. A tout peser, il est permis de conclure qu'il ne céda à aucun mobile intéressé, à aucune préoccupation basse ou personnelle : les crimes répétés de l'Allemagne avaient révolté son souci de civilisation et de dignité morale ; les violations réitérées des conventions internationales et des engagements verbaux ou écrits, que le cabinet de Berlin avait commises, blessaient sa notion très stricte, son respect puritain de la parole donnée. Si le philosophe et le juriste avaient ajourné, autant qu'il se pouvait, les sommations dernières qui devaient envenimer la querelle, le philosophe et le juriste aussi avaient fixé la limite de la longanimité, et cette limite atteinte, s'étaient interdit toute mansuétude nouvelle. La fermeté de M. Wilson — qui a été réelle — a procédé des mêmes motifs que sa patience. Lorsqu'il a agi, il ne pouvait plus se dispenser d'agir. La note du 20 avril et celle du 8 mai ont continué et complété une série : relisez tous les documents que le président a dictés, suggérés ou signés — toujours après mûre et solitaire délibération ; la pensée s'affirme une, suivie, méthodique, exclusive de toute variation. Il a demandé à l'Empire allemand des explications, puis des promesses, puis des promesses plus catégoriques encore : lorsqu'on a tout analysé, on perçoit le sens décisif de l'ultimatum solennel, caché sous la gravité courtoise des termes, qui fit fléchir — au moins temporairement — l'orgueil du pangermanisme.

C'est parce que M. Wilson s'était abstenu de toute précipitation, qu'il s'est affranchi par avance de toute apparence de partialité. M. Roosevelt et M. Root, et d'autres, ont critiqué sa timidité, et à certains points de vue l'on ne saurait leur donner tort ; mais il avait d'autres responsabilités que ces personnages, si éminents ou si représentatifs fussent-ils : aurait-il été suivi, s'il avait brusqué les choses ? Ce n'est point assuré. Il avait le devoir, dans les circonstances les plus tragiques qu'eût connues le peuple américain depuis la guerre de Sécession, à une heure où le monde entier était ébranlé sur ses bases et où se renouvelait peut-être pour un long laps de temps la structure de ce monde, de sauvegarder l'unité nationale. Il y a pourvu ; il ne s'est mis réellement en marche que du jour où les deux Chambres du Congrès ont eu pris position contre la menace germanique, et par leur vote même, découragé ceux qui auraient tenté de briser l'armature morale de la République. Sûr de l'appui des assemblées, il a alors accentué le ton de sa diplomatie, tandis que les administrations qualifiées étudiaient les besoins militaires éventuels et les moyens d'y parer.

Il avait conquis le concours indispensable là-bas de cette haute université, qui se vouait, à l'égal des groupements ouvriers, à la diffusion des idées pacifistes. Dès le début de la guerre européenne, Charles Elliot, le président titulaire d'Harvard, Nicolas Murray Butler, le président de Columbia, — Borgerhof, Lovell, James Taylor, s'étaient prononcés nettement contre l'impérialisme pangermaniste ; mais c'est peu à peu, dans la suite des mois, en présence du développement de la piraterie navale, que la masse des présidents, des chanceliers, des professeurs, ont rejoint ces illustres précurseurs. Toute cette phalange est aujourd'hui aux côtés de M. Wilson.

Il a plus encore, si possible : il a réalisé, sur sa politique, l'entente de toutes les républiques américaines, qui, jadis, marquaient tant de défiances pour Washington, et dont certaines n'étaient pas restées indifférentes au spectacle de l'organisation allemande. L'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay, ont lié leur cause à celle des Etats-Unis. Lorsque le président lançait son grand discours au Congrès le 19 avril, il parlait au nom de tous les peuples du Nouveau Monde : mieux il parlait au nom de tous les neutres, et aucune des puissances neutres n'a protesté contre les affirmations qu'il émettait, ni renié la solidarité qu'il créait, contre la guerre sous-marine, entre les non belligérants des deux hémisphères.

Du jour où *le plus grand des neutres* est entré en ligne, une phase nouvelle s'est ouverte dans le conflit mondial. Et quelle que soit la conclusion du débat engagé entre Berlin et Washington, elle exercera sur l'évolution de ce conflit une influence que l'Allemagne elle-même s'est désormais interdit de contester. Les conférences que le Kaiser a tenues à la fin d'avril et au début de mai avec les personnages les plus importants de l'Empire, avant de répondre à la note décisive de M. Wilson, ont revêtu un caractère historique : nul ne s'y est mépris, ni ici, ni ailleurs.

PAUL LOUIS.

PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES

Au cours du dix-septième mois de la guerre, le Sénat, après une discussion sur la question des loyers et la prolongation du moratorium, a adopté l'ordre du jour suivant :

« Le Sénat, convaincu qu'il est nécessaire de « ne pas laisser croire plus longtemps à ceux que « l'état de guerre n'a nullement affectés dans leurs « intérêts qu'ils pourront être déliés de leurs obli- « gations, et que les mesures qui permettront de « se rapprocher du droit commun pour l'exécu- « tion des contrats sont seules susceptibles de « sauvegarder la paix sociale et le crédit public, « passe à l'ordre du jour. »

Ce fut un soulagement d'entendre enfin prononcer les paroles qu'il fallait. On peut ne pas être propriétaire et estimer qu'il est dangereux d'habituer le public à se dégager de ses responsabilités et à se dispenser de tenir ses engagements.

Il y avait encore, au mois d'octobre 1914, un tel désarroi dans le pays, chacun était si mal assuré de toucher ses revenus, en tout ou partie, que le moratorium des loyers s'imposait à ce moment. C'était une mesure provisoire et, en admettant qu'elle dût être maintenue pour le terme de janvier 1915, on avait le temps, jusqu'au mois d'avril suivant, de préparer un autre décret destiné à rétablir le droit commun, tout en tenant compte des situations particulières et des nécessités du moment.

Ce décret, assure-t-on, était tout prêt : les bureaux qu'on accuse d'insuffisance, souvent avec raison, parfois à tort, avaient eu conscience des graves intérêts en jeu et s'étaient efforcés de mettre sur pied un texte qui résolût d'une manière satisfaisante la plupart des difficultés. Des considérations, sans doute d'ordre politique, ont porté le gouvernement à envisager la question d'une

autre manière. Il ne nous appartient pas de discuter les motifs qui ont dicté sa décision. Pourtant on peut dire que le Sénat a, pour bien des personnes, dissipé un véritable malaise en rappelant enfin le pays au respect des principes de probité usuelle qui sont en honneur dans une société policée.

L'état de guerre ne change rien aux règles générales du droit : mais le bouleversement qu'il provoque dans l'existence de presque tout le monde influe forcément sur leur application. Il y a des hommes qui ont été mobilisés et qui n'ont laissé derrière eux personne qui soit en état de représenter leurs intérêts ; il y a des familles dont les ressources ont été considérablement réduites par la guerre. Ces deux cas, qui peuvent être invoqués par un très grand nombre de locataires, méritaient seuls d'être examinés. Pourquoi, par exemple, fixer un chiffre de loyer au-dessous duquel le locataire sera en fait dispensé de payer ? Chacun se crée des charges proportionnée à ses ressources ; il s'agit seulement de savoir si ces ressources ont diminué ou si, au contraire, comme cela est arrivé souvent, elles se sont maintenues ou même se sont accrues. La conduite à tenir était simplement celle-ci : éviter les embarras aux locataires mobilisés, accorder des facilités aux familles momentanément gênées, et, au surplus, apaiser les conflits entre propriétaires et locataires en les forçant à s'expliquer devant des arbitres et ne tolérer aucune mesure d'exécution qui n'ait été autorisée par le juge après un essai de conciliation. Même en temps de paix, propriétaires et locataires gagneraient beaucoup à porter leurs différends devant des arbitres, au lieu de recourir à des actes de procédure qui ne plaisent qu'aux locataires malhonnêtes et aux propriétaires de mauvaise foi.

Les mesures d'exception qui ont été prises en faveur des locataires ont eu pour effet de fortifier cette idée, en faveur chez beaucoup de gens, qu'il est juste de ne pas payer son loyer et que le droit du propriétaire est un droit abusif. On s'est figuré que l'équité seule avait guidé le gouvernement quand il décidait de priver les propriétaires de la part qu'ils prélèvent sur le revenu du locataire, alors qu'il s'était soucié avant tout du maintien de la paix publique. Ajoutons que beaucoup de locataires avaient ou croyaient avoir une vindicte à exercer contre leurs propriétaires, qui avaient élevé le chiffre des loyers dans d'énormes proportions, sans que leurs charges se fussent accrues dans le même temps. Par suite des démolitions d'immeubles, d'un arrêt dans la construction, et du développement des voies de communication dans des quartiers éloignés du centre, une hausse s'était produite sur le logement, marchandise raréfiée et qui est déjà, peut-être autant par la faute des locataires que par celle des propriétaires, d'un taux écrasant pour l'habitant de Paris, à quelque classe sociale qu'il appartienne. Le locataire pressuré était disposé à considérer comme une juste revanche cette faculté, que les pouvoirs publics lui accordaient, de répondre par une fin de non-recevoir à la présentation de sa quittance de loyer.

Une bonne partie du public s'imagine que, parmi les gens qui tirent un revenu de leurs biens, le propriétaire jouit d'une situation exceptionnellement digne d'envie. Des ouvriers, bénéficiant d'une aubaine inattendue, pensent, avant tout, à acheter une maison. Le locataire, habitué à voir revenir régulièrement l'époque du terme, rêve de la voir approcher avec félicité, le jour où il la considérerait d'un autre œil, étant devenu propriétaire. Le tracas de réunir périodiquement pour le loyer une grosse somme, la plus élevée que bien des gens aient à régler en une seule fois, les porte à tourner leur mauvaise humeur contre celui qui la leur réclame. Comme le logement est une marchandise qui leur est déjà livrée, il semble qu'elle leur appartient et qu'on leur en demande indûment le prix. Ils ne veulent pas réfléchir que, de toutes les marchandises qu'ils achètent, c'est la seule sur laquelle le fournisseur ne prélève aucun bénéfice et qui leur soit cédée pour ainsi dire à prix coûtant. Et, alors qu'ils n'en veulent ni au boucher, ni au boulanger, ni à l'épicier, qui cherchent à s'enrichir par la vente de leurs produits, ils réservent toute leur antipathie pour le propriétaire, qui ne leur demande que le remboursement des charges de sa maison, entretien, contributions et intérêts du capital engagé.

On juge tout différemment dans les milieux où on a l'habitude de manier de l'argent. On y est en garde contre les aléas des placements immobiliers. Les manuels qui donnent des conseils aux capitalistes inexpérimentés leur représentent sous un jour plutôt défavorable la situation de propriétaire. Le plus mauvais emploi qu'on puisse faire de son argent est, en principe, d'acheter une maison pour la louer, ou, à plus forte raison, de faire construire.

La plupart de ceux qui, riches ou à peine aisés, sont des possédants, s'en abstiennent pour plusieurs motifs. Tout d'abord la propriété comporte des risques, peut engager la responsabilité du propriétaire au-delà de ses prévisions. Il sera ruiné par un accident, ou devra faire face à des frais exagérés pour des améliorations qui, au premier abord, paraissaient peu coûteuses. S'il n'a pas une

certaine expérience du bâtiment, les mémoires à régler pour des réparations ou des travaux minimes grossiront démesurément. Bien souvent un immeuble qui devait fournir un revenu donné occasionnera des dépenses qui absorberont entièrement ce revenu pour plusieurs années.

Ce revenu, qui n'est pas sûr, qui parfois pour des immeubles de peu de valeur est si difficile à obtenir du locataire que certains propriétaires préfèrent ne pas les louer, excite pourtant beaucoup d'envie, et une défaveur spéciale y est attachée.

Enfin l'acquéreur d'une maison doit payer, en plus du prix convenu, des droits de mutation très élevés. Aussi hésite-t-on à acheter un immeuble et ne s'y décide-t-on que pour réaliser une opération durable qui permettra de récupérer à la longue les frais d'acquisition.

Les capitalistes éprouvent une véritable répugnance à devenir propriétaires et les locataires en souffrent. Ceux-ci arrivent difficilement à se loger et, devant le nombre insuffisant des logements vacants, ils sont obligés de subir des conditions plus onéreuses. Dans certains villages, il est presque impossible de se loger proprement ; chacun doit chercher à se construire une maisonnette pour avoir une installation convenable. Dans les grandes villes, les logements existants ne répondraient pas aux besoins de la population, si la spéculation n'intervenait.

Les entrepreneurs, les architectes, désireux de faire des affaires, s'emploient à les faire naître et quelquefois les créent de toutes pièces. Ils sollicitent les capitalistes qui ont des fonds disponibles et ceux qui possèdent des terrains. Ils apportent à l'un un emplacement, à l'autre du crédit. Ils arrivent avec des plans, des devis, une combinaison financière toute prête, l'indication de la mise à fournir et du revenu à espérer et, par la perspective d'une opération brillante, emportent le consentement du client visé.

Ailleurs des spéculateurs font construire des maisons propres et bien distribuées, pas toujours très solides, y attirent des locataires par des prix d'abord avantageux qu'ils relèvent peu à peu, et, obtenant ainsi d'un immeuble un revenu donné, ils le revendent pour une somme qui leur laisse une marge appréciable sur le coût de la construction.

Par les conditions mêmes de telles spéculations, les loyers subissent une hausse rapide, les logements des maisons anciennes tendant à se rapprocher des prix de ceux des maisons neuves. L'architecte tient à ce que le propriétaire pour lequel il a travaillé, réalise une opération aussi heureuse que possible, pour qu'il lui procure d'autres affaires : aussi, grâce à quelques perfectionnements d'agencement en somme peu coûteux, et, d'ailleurs, en masquant le prix réel du loyer par des combinaisons de frais accessoires, il séduit les locataires qui acceptent une charge plus forte qu'ils n'auraient voulu. De leur côté, les locataires qui, tentés par le bon marché, sont venus peupler une maison neuve, se décident mal à quitter un appartement commode, quand, après six ou douze mois, le propriétaire en augmente le prix, et certains subissent une série de majorations de ce genre avant de songer à déménager.

Au cours de la discussion sur le moratorium des loyers, des orateurs ont déploré la disparition de ces propriétaires d'autrefois, modérés dans leurs prétentions, qui considéraient parfois leurs locataires comme des amis, et leur remplacement par des sociétés immobilières beaucoup plus dures et exigeantes. Je me demande si les sociétés immobilières en général méritent cette attaque. J'ai constaté souvent que leurs locataires regardaient comme une bonne fortune d'être logés dans leurs immeubles, et l'histoire de certaines d'entre elles donne à penser que leurs actionnaires n'ont pas de raisons pour se féliciter de leur placement. Quand aux petits propriétaires, il en est de bienveillants, il en est davantage qui, petits commerçants ou gagne-peut, sont habitués à calculer serré, à ne se désintéresser d'aucun profit possible, et dont le principe le plus solide consiste à demander beaucoup et à donner peu.

La hausse très accusée qui s'est produite sur les loyers depuis dix ans a tenu beaucoup au renchérissement de la main-d'œuvre et à la spéculation ; elle a tenu aussi à l'énormité des droits de mutation et à l'état d'esprit des locataires à l'égard des propriétaires, ces deux causes ayant détourné des placements immobiliers les capitalistes non-spéculateurs et peu âpres au profit. Des mesures comme le moratorium ne sont pas de nature à rendre plus faciles les relations déjà tendues entre propriétaires et locataires. C'est dommage, car, dans la lutte, les bons propriétaires, les bons locataires reçoivent autant de coups que les propriétaires durs et les locataires peu scrupuleux. Et on peut s'attendre pour l'avenir à des représailles de la part de propriétaires qui n'auront pas oublié les années 1914 et 1915.

La question des loyers est grave et les pouvoirs publics s'en sont trop désintéressés. Ils ont établi des projets de construction d'habitations à bon marché, mais ils ont laissé la spéculation régenter librement la propriété foncière.

Dans notre démocratie, les dirigeants ont joué parfois un double jeu : d'une part, ils ont laissé

la bride aux spéculateurs, les ont encouragés et ont pris au besoin un intérêt dans leurs spéculations ; d'autre part, ils ont flatté la passion du peuple qui envie les possédants.

Cette attitude a eu pour résultat de favoriser le goût des bénéfices illicites, d'exciter les fournisseurs à rançonner la population pour constituer des fortunes rapides, et d'affaiblir dans les masses le sens des responsabilités. C'est le résultat contraire qu'il fallait poursuivre, pour maintenir la paix sociale et renforcer chez les individus le sentiment de la dignité.

Particulièrement en ce qui concerne l'habitation, il eût fallu, dans l'intérêt du public, mettre en honneur les placements immobiliers, réduire les droits de mutation, encourager les petits et moyens capitalistes à acheter des immeubles et à habiter chez eux. Il eût fallu faire établir des plans et des devis types qui auraient permis de se baser pour la construction sur des évaluations à peu près fixes, imposer aux propriétaires une déclaration des prix nets de leurs logements renouvelable seulement tous les dix ans, favoriser la perception des petits loyers au moyen de versements hebdomadaires ou mensuels, se préoccuper d'assurer un logis aux familles nombreuses, unifier la jurisprudence en matière locative. Il fallait aussi faire comprendre aux locataires que le propriétaire leur rend un service et qu'il est naturel de le payer, que s'il ne se trouvait pas des capitalistes pour faire construire des maisons de rapport, le public serait réduit à se disputer des abris malsains et incommodes.

Quand on éveille les défiances des classes les unes à l'égard des autres, on arrive à rendre plus difficiles les relations sociales et plus impitoyables les conditions de l'existence. Si l'on eût encouragé les possédants, qui sont souvent des gens modérés dans leurs prétentions et très peu âpres au gain, à consacrer une partie de leur fortune à l'achat d'immeubles, beaucoup fussent devenus des propriétaires bienveillants et peu exigeants. On aurait abouti à un tassement du prix des loyers. On a préféré ridiculiser les propriétaires, les rendre odieux et contester leurs droits : et le public a payé de plus en plus cher pous se loger.

MICHEL PUY.

VERS LA " REVANCHE " ITALIENNE (1)

VI. — DE L'ATTENTAT DE SERAJEVO AUX BOMBARDEMENTS DES CITÉS.

Ce dimanche-là, vers la tombée d'un brûlant après-midi des lagunes, quand chacun s'en vient chercher un peu de brise sur le Môle et sur le quai des Esclavons, les crieurs de journaux se précipitèrent à travers les rues, jetant les « éditions spéciales » avec la nouvelle inouïe : l'assassinat de l'Archiduc-héritier d'Autriche et de sa compagne, à Serajevo. Pas très loin d'ici, de l'autre côté de l'Adriatique. Cependant le télégramme arrivait de Paris.

Alors...

Alors ce fut dans Venise un frémissement d'aise comme si l'air étouffant s'était brusquement allégé, rafraîchi. Cet archiduc, on rappelait qu'au moment critique de la Guerre d'Afrique, il avait signifié, brutal, à son alliée : « Vous n'irez pas ailleurs », et mobilisé les troupes du Trentin. Injure inoubliable ! On souriait aux anecdotes connues qui circulaient de nouveau, par exemple, celle du prêtre patriote qui, reconnaissant l'Altesse *incognito*, en voyage dans les anciens territoires de la monarchie des Habsbourg et lui faisant visiter un monument commémoratif orné de l'Aigle italienne, avait si bien expliqué : — « Celle-ci n'est pas la vôtre. Elle n'a pas deux têtes ». Et peu à peu, de parole en parole, d'excitation en excitation, la joie grandit jusqu'au délire.

Quel obscur pressentiment de l'avenir, quel espoir inconscient de cette « Revanche » en apparence oubliée depuis un demi-siècle, quelle annonciation mystérieuse fut saluée tout à coup par les manifestations intuitives de la jeunesse ?

Il fallut les défenses de la police pour interdire aux élèves de Venise, aux étudiants de Padoue, sur la voie publique, les cris de « *Abasso Austria !* », c'est-à-dire en style officiel : « Vive notre alliée l'Autriche !!! »

Mais nulle force n'aurait pu empêcher ces adolescents, en qui bouillonnaient les ataviques sentiments de la Renaissance et du *Risorgimento*, de parcourir, durant toute cette nuit de juin splendide, claire comme une aurore, les rues et les places de leurs cités en lançant des « *Evviva ! Evviva !* » qui n'attaquaient personne, mais que tout le monde comprenait.

Il en fut ainsi le même jour, à la même heure, dans toute cette Vénétie et cette Lombardie, si

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 6, 7 et 8, 1916.

longtemps foulées par la botte autrichienne et toujours exposées à la menace du bastion des Alpes.

Par ses clameurs enthousiastes, la Jeune Italie n'insultait pas à deux cadavres pitoyables, elle s'enflammait de la vision, soudain rapprochée, du grand rêve national. La nostalgique « chanson d'outre mer » accompagnait sa voix. Et nous entendîmes alors prononcer cette formule, qui exprime un si bel idéal : « *Un Empire Romain qui ne sera ni saint ni germanique* ». Elle fait son chemin depuis.

Les jeunes gens, les poètes, les femmes, qui représentent les régions les plus impulsives, les plus profondément puissantes d'une race, les premiers se sont levés, et autour d'eux tout un peuple a jeté son cri unanime. L'antique « *Fuori i Barbari !...* Chassons les barbares !... » s'est mué cette fois en un railleur et dédaigneux : « *Scampia via !* Fichez le camp ! (en bon français) ». Ces deux mots ont suffi pour débarrasser d'un seul coup le sol italien et surtout Venise, dont les durs échos du Nord faisaient une affreuse *Venedig*. Ils ont « décampé » à toute vitesse, pleins de stupéfaction et de fureur.

Maintenant, ils cherchent à se venger. De leur aveuglément psychologique, de leur réveil inattendu, de leur naïveté « colossale ». Hier, attaques contre les monuments de Venise, contre une fresque de Tiepolo que tous les Cornélius et les Kaulbach d'Allemagne, donnés en rançon, ne suffiraient pas à remplacer. Aujourd'hui et demain peut-être, hélas ! bombes sur des villes charmantes et inoffensives : Brescia, Vérone.

S'imaginent-ils semer la terreur ?

Les cités de beauté et de rêve sont devenues, comme nos Amiens, nos Nancy, et nos Reims, de courageuses villes-frontières que rien ne fera trembler !

Avec quelle émotion ceux qui les visitèrent se souviennent de leur visage pendant la paix !

Brescia, qui est le délice et le repos du voyageur parmi les somptuosités artistiques de l'Italie du Nord. Si fraîche, si fine, si élégante ! On dirait sur les petites collines qui la protègent à l'orient, couvertes de cyprès, de demeures rustiques et de vignes, que l'on va soudain entendre, dans la tiédeur de l'après-midi, la flûte du pâtre de Virgile modulant ses notes allègres... A présent y éclate le bruit des projectiles tombés du ciel !

Vérone, la « Ville de Juliette » ! La pourpre de ses monuments, de ses murailles, de ses ponts et de ses tours offrait une cible merveilleuse aux pirates de l'air. Les officiers, dont la main criminelle laissent tomber les engins dévastateurs, ont sans doute étudié, dans quelque université d'outre-Rhin, les chefs-d'œuvre des littératures. Ont-ils pensé qu'ils atteindraient, en même temps que le décor qui la vit naître, l'immortelle histoire d'amour, où s'associèrent le double génie de l'Italie et de l'Angleterre et à laquelle, en vain, la Germanie a essayé de donner un « pendant » ?

Auprès de l'enchantement des deux petits amoureux de Vérone, comme on trouve lourde et vulgaire la liaison de Gretchen et de son pseudo-étudiant ! Ce n'est pas seulement dans la guerre, mais dans l'amour que se révèle à nu le caractère intime et profond d'un peuple. Juliette a l'âme patricienne et son idylle est la fleur délicate et énivrante d'une civilisation noble et ancienne. Sans doute, elle n'eût pas trouvé avilissant d'aller, en cas de besoin, à la fontaine, parmi les servantes, puisque les femmes de la Bible et celles de la Grèce ne méprisaient pas cet humble office. Mais elle eût rougi, non elle fût plutôt morte, que de se donner — de se vendre — pour des bijoux ! Des bijoux offerts par le diable, c'est-à-dire volés sans doute, après l'assaut, dans le trésor d'une Cathédrale !...

Les oiseaux de proie auront beau survoler les palais, les églises. Les sœurs vivantes de Juliette sont moins émues que d'entendre chanter l'alouette ou le rossignol dans le doux ciel de leur Patrie...

Il faut le redire, en finissant, comme en commençant. Rien n'arrêtera l'Italie, et elle ira « jusqu'au bout » dans sa guerre de « Revanche ». La race latine, le sang antique s'est réveillé. L'Italie n'a plus qu'une seule âme !

Ses femmes, ces admirables sœurs latines de nos admirables Françaises, depuis la plus humble jusqu'à la reine, ses jeunes gens et ses hommes valides qui portent les armes, ses vieillards qui, impuissants à les suivre, les encouragent de leur voix, ses enfants même, tous sont animés par « la fureur sainte contre les Barbares et par la haine contre l'éternel ennemi. »

Demain, les barques de l'Adriatique aux voiles peintes de bleu et de jaune, de pourpre et de noir, à la manière des ancêtres, traverseront d'une rive à l'autre une mer italienne.

Et nul empereur, parti à la recherche de la route de Rome, ne viendra s'asseoir dans ce siège de pierre, taillé d'un seul bloc et abandonné sur l'herbe d'une ancienne place publique, qu'on montre encore à Torcello, la cité morne, voisine de Venise, et qui serait, à ce qu'on raconte, le « Trône d'Attila ».

ANDRÉ GEIGER.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 11 — 1er SEM. 54e ANNÉE 27 MAI — 10 JUIN 1916

UN DISCOURS INÉDIT DE RUDYARD KIPLING

Sur l'invitation des Universités d'Oxford et de Cambridge une délégation de professeurs de l'enseignement supérieur français s'est rendue en Angleterre. Les organisateurs de cette visite n'ont pas seulement désiré entrer en relations personnelles avec un certain nombre de leurs collègues français et leur faire mieux connaître les antiques universités anglaises. Ils ont surtout voulu leur montrer les profondes transformations que la guerre y a amenées. Les admirables « collèges » sont devenus des hôpitaux: la place des étudiants est prise par des blessés et des infirmières. Car ces étudiants qui sont l'élite de la jeunesse anglaise, se sont engagés dès le commencement de la guerre, et ils ont été décimés. Ceux qui auraient pu les remplacer se sont dévoués comme leurs aînés, et ont connu le même sort. On ignore trop en France l'étendue des pertes ainsi subies par l'aristocratie et la haute bourgeoisie anglaises, restées fidèles à leurs séculaires traditions de sacrifice et de commandement. Comme nos normaliens, comme nos étudiants, ces jeunes gens ont donné les plus magnifiques exemples de courage et de dévouement: comme eux ils ont payé leur dette sanglante à la patrie, et c'est la fleur des deux races qui a été fauchée. Et c'est ainsi que nos compatriotes pourront voir le riant et vénérable décor des vieilles universités aristocratiques. mais non l'heureuse jeunesse qui y coulait dans l'insouciance des heures d'or. Des images de souffrance et tout l'appareil de la douleur remplacent les jeux, la joie ardente, le travail fécond que depuis tant de siècles ces antiques demeures connaissaient seuls. Dans la vie millénaire de ces collègues une année, un siècle sont peu de chose. Ils ont vu se succéder d'innombrables générations d'adolescents: d'innombrables générations s'y succéderont encore et de leur jeune grâce pareront, comme les innombrables printemps passés dont nul ne se souvient, et tous les printemps à venir dont nul ne peut prévoir l'apport, les vieux murs que tapissent les lierres et les fleurs. Mais, parmi toutes ces générations fugitives, la mémoire de celle que cette guerre a dévorée restera sacrée et sera durable. Ces lieux bénis, qui n'avaient connu que le bonheur ont été sanctifiés par la douleur: le sacrifice suprême les illumine. Une beauté nouvelle, auguste et mélancolique, s'est répandue sur les jardins fleuris en ce moment d'aubépine rose et de cytises d'or, sur les lentes rivières où erraient les barques heureuses, sur les arbres et les pelouses séculaires, les vieilles pierres et les créneaux gris chargés de souvenirs et de fleurs, sur tout ce décor dont les siècles ont parachevé la vénérable et délicate beauté souriante, accordée quelques jours seulement à ces jeunes yeux qui se sont si vite fermés sur des visions d'horreur.

La mort de ces jeunes gens n'a pas été vaine. Leur mémoire et leur exemple inspirent à leurs cadets des dévouements pareils. Leurs parents mêmes acceptent le dur sacrifice. Une mère qui a perdu son fils unique écrivait à un de mes amis anglais « C'est pour la France autant que pour l'Angleterre que nos fils meurent. C'est un très grand honneur. » L'âme de cette mère romaine est celle de l'Angleterre. C'est elle qui parle dans ce discours de Rudyard Kipling que j'ai tenu à faire connaître aux lecteurs de la « Revue », parce que cette mâle voix est celle de la race. Elle dit les devoirs que leur passé et leur sang dictent aux enfants de ces vieilles écoles: elle dit l'idéal d'une caste et d'un pays; et ces paroles acceptées révèlent l'esprit de ces enfants que l'immense tourmente jette avant l'heure dans la fournaise

Ce discours est inédit. Aucun journal anglais ne l'a reproduit. Seul le petit bulletin de l'école aristocratique de Winchester, le « Wykhamist », en a donné le texte, que M. Kipling veut bien m'autoriser à traduire. (1)

EMILE HOVELAQUE.

(1) Je dois ajouter que la délégation française, après son séjour à Cambridge, visitera également les univer-

LE CHAMP DE TIR CECIL (1)

On m'a fait l'honneur de me demander d'aider à dédier ce champ de tir à la mémoire d'un ancien élève de Winchester College, George Cecil, aspirant au régiment de grenadiers, tombé au champ d'honneur. Cecil ne vous a pas précédé de beaucoup, à compter le temps comme on le faisait autrefois, mais puisque de nos jours chaque mois vaut une année, son séjour ici se perd dans la nuit des temps. Il appartenait à cette première armée expédiée en France qui a été sacrifiée jusqu'au dernier soldat presque, afin que l'Angleterre eût le temps de créer les armées que, jusqu'alors, elle n'avait pas cru nécessaires. Il a été tué au moment où se terminait la longue retraite depuis Mons — tué à la tête de ses hommes dans les bois qui entourent Villers-Cotterets ; il y a de cela quinze mois.

Il n'a fait ni plus ni moins que ce que des milliers d'autres ont fait depuis, et ce que des milliers d'autres se préparent à faire, car on trouverait difficilement en Angleterre aujourd'hui une seule maison sur laquelle ne pèse la réalité ou la crainte d'une perte pareille.

Et cependant par un côté il se distinguait de ses compagnons. Par instinct il s'était voué à la profession des armes : elle était devenue l'étude et l'intérêt absorbant de toute sa vie, non par le puéril attrait de son éclat, mais parce qu'il avait la conviction absolue que la guerre même où il est tombé était imminente. Il était déconcertant pour notre monde d'hommes faits pleins de sagesse, qui ne pouvaient ou ne voulaient comprendre, d'écouter sa croyance inébranlable et d'assister à la préparation étonnamment méticuleuse qu'il poursuivait pour se mettre à la hauteur de sa tâche. A la fois à Sandhurst (2) et au régiment où il n'a fait que passer, il a travaillé avec une extraordinaire ardeur aux moindres détails de sa profession — je le sais parce que je l'ai vu à l'œuvre. Il y apportait toute la fougue d'un adolescent, et à l'étude des problèmes les plus ardus tout le jugement de l'homme fait. Je me rappelle qu'il y a deux ans cet enfant — car c'en était un encore — me disait, en posant son doigt sur une carte étalée devant lui. — « Voilà exactement l'endroit où on nous mettra pour prolonger l'aile gauche française. Nous n'aurons pas assez d'hommes pour tenir, et on nous taillera en pièces. Mais si ma chance ne m'abandonne pas, j'y serai. » Sa bonne fortune lui a permis d'y combattre avec les meilleurs pour ce qu'il y a de meilleur au monde. Il est parmi les premiers de cette vaste armée de jeunes morts dont la mémoire vivra toujours dans le cœur de ceux qui les ont aimés.

Et maintenant, je vous parle, à vous qui vous destinez à le suivre. Parce que vous êtes ce que vous êtes, vous savez ce que votre école a enseigné à ses élèves depuis qu'elle existe — que si la liberté est indispensable pour le monde, nul gentilhomme ne la réclame pour lui. Voilà une certitude qui vous accompagnera dans un monde dont toutes les frontières ont été effacées par la violence, et où toutes les distinctions, sauf une seule — l'aristocratie du sang — ont été balayées. Par suite de l'aveuglement de vos ancêtres la tâche de sauver les débris de la civilisation détruite vous a été imposée, à vous et à ceux qui sont de si peu vos aînés. Si je m'adressais à mes contemporains, je dirais que cette tâche est écrasante. Mais je parle à la jeunesse qui peut tout accomplir parce qu'elle n'est liée par aucun passé, ne se soumet à aucun présent, et ne craint aucun avenir. Et c'est pourquoi je n'ai point d'inquiétude sur votre avenir, ni sur la part du nôtre dont vous avez la garde. A votre génération d'enseigner une fois pour toutes à ceux qui se sont révoltés contre Dieu et contre l'humanité qu'ils aient à marcher humblement devant l'un et l'autre tant qu'ils sauront se souvenir et connaîtront la crainte.

C'est votre génération qui aura la charge de refaire le monde qui émergera des condamnations des heures présentes — non seulement la génération qui se bat, mais ceux qui, pour une raison quelconque, redoutent de n'avoir pas leur part à la grande œuvre. Leur crainte est vaine. Après la décision que la Force brutale aura fait prévaloir sur le front, tous les hommes, toutes les supériorités, toutes les compétences auront à travailler de toutes leurs forces à établir la civilisation. Car il s'agira alors de reconstruire non seulement l'Angleterre et l'Empire, mais le monde, et l'immensité de cette tâche dépasse l'imagination. Tous les aspects de la vie telle que nous l'avons connue jusqu'ici auront disparu. Les frontières des nations, et les sympathies nationales, les puissances, les responsabilités, les habitudes

---

sités de Manchester, de Liverpool, de Leeds et de Sheffield, afin de voir dans ces villes industrielles le travail de production des munitions.

(1) Discours prononcé à Winchester College, le 11 décembre 1915 et repoduit dans le bulletin du Collège, le « Wykhamist », de décembre 1915.

(2) Le Saint-Cyr anglais.

de pensée auront connu des déplacements et des transformations radicales. Ceux qui étaient nos voisins hier seront nos frères, que ce lendemain aura rattachés à nous par les liens du sang ; ils seront reliés à nous, comme nous sommes reliés d'un bout de l'Empire à l'autre, par les liens profonds et intimes que créent les pertes communes, un commun dévouement ; et tous collaboreront à la commune tâche de faire sortir un ordre du terrifiant chaos qu'une coupable humanité a créé.

Que personne, quelles que soient ses incapacités physiques, ou les insuffisances qu'il se croit, que personne ne se permette de supposer un instant que son concours ne soit nécessaire, et infiniment nécessaire, pour établir cet ordre nouveau. Son devoir est de s'y préparer dès à présent. Ce devoir est plus ardu que celui de l'officier qui combat, car l'effort de l'officier est perpétuellement dirigé par l'épreuve précise qu'impose une lutte définie. Les hommes de l'arrière — la réserve civile qui entrera en ligne quand on aura remis l'épée au fourreau — ceux-là ne connaîtront pas les directions ni l'aiguillon de responsabilité immédiate qui font agir l'officier. Leur tour n'est pas encore venu. En attendant, l'honneur seul les soutiendra, le sentiment qu'ils doivent se préparer à soutenir l'honneur de la civilisation. Ils n'auront pas longtemps à attendre. D'ici peu d'années, quelques-uns d'entre vous auront à travailler avec nos Alliés à administrer ce qui restera de l'Europe, où il vous faudra inventer de nouveaux instruments d'administration, presque aussi rapidement qu'il a fallu, dans cette guerre inventer de nouvelles armes pour repousser de nouvelles formes d'attaques. Je dis d'ici peu d'années, parce que le plus jeune capitaine que je connaisse personnellement n'a que vingt et un ans : le plus jeune dont on m'ait parlé n'en a que dix-neuf. Il en sera de même pour l'armée de l'arrière. Cette guerre a brusquement vieilli toute votre jeunesse, lui a donné une ancienneté nouvelle de trois ans. Vous pourriez dire — ce sont plutôt vos parents qui seraient tentés de le dire — que l'on vous a dérobé votre jeunesse. Je préfère dire que votre âge viril vous a été prématurément imposé — à la pointe de l'épée. Rendez-vous dignes de cet honneur, non selon la mesure de vos années, mais selon la mesure des nécessités immenses de ce monde nouveau. Vous avez vu toute la réalité des choses que le jeune Cecil avait prévues. Autant que la brièveté de sa vie le lui a permis, il l'a ordonnée de telle manière qu'elles ne l'ont pas accablé quand il en a subi l'assaut. Il est mort — comme beaucoup d'entre vous mourront — mais il est mort dans la pleine conscience de la grandeur de l'œuvre pour laquelle il est mort. Il est beau de mourir pour son pays. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi que chacun donne pendant sa vie à son pays ce que George Cecil lui a donné, un esprit et une âme que n'obscurcissait aucune ignorance et que ne paralysait aucune insuffisance.

RUYDARD KIPLING.

L'ÉCHEC DE LA RÉGLEMENTATION ALLEMANDE

Les préoccupations, qui assiègent les Etats belligérants, apparaissent multiples ; elles sont d'ordre militaire et diplomatique ; elles sont aussi d'ordre financier et économique ; plus la guerre dure, et plus les problèmes, qui ne sont ni militaires ni diplomatiques, acquièrent d'importance et même de gravité : ils fussent restés secondaires, si la lutte eût été limitée à quelques mois ; ils deviendront capitaux si elle se prolonge jusqu'à 1917 et 1918. Encore les questions financières peuvent-elles être temporairement éludées : il n'en va point de même des questions d'alimentation, car un peuple ne saurait ajourner ses repas, ni tromper son estomac et un approvisionnement régulier et à bon compte est la condition *sine qua non* de toute activité.

La liquidation des dettes — (il y aura partout des dettes formidables et qui chiffreront par dizaines de milliards), ne sera point facile après la paix conclue. En 1871, Thiers constatant que les frais de la guerre franco-allemande ajoutaient 650 millions de dépenses annuelles à notre budget, et que celui-ci passait de 1.850 millions à 2.500 millions, s'écriait : « C'est une surélévation sans exemple dans l'histoire d'aucun pays ! » Que dirait-il demain ? Le budget allemand, le budget austro-hongrois, le budget russe, le budget britannique devront rechercher, comme le nôtre, des milliards de recettes nouvelles et doubler pour le moins les ressources publiques. Les charges de ce chef seront très lourdes pour tous, et il sied de bannir toute illusion à ce sujet. L'Allemagne qui escomptait jadis une forte indemnité, un tribut de 18, 20, 30 milliards, pour couvrir son énorme déficit, comprend clairement qu'il y faut renoncer. Comme elle ne saurait recourir aux emprunts sans cesse renouvelés, et qu'elle

discerne le caractère factice de ses opérations de crédit, elle envisage la création d'impôts supplémentaires : c'est un très gros souci pour elle, mais celui de son alimentation est autrement pressant. A peine le conflit avec l'Amérique était-il momentanément réglé, — par une humiliation totale et significative du cabinet de Berlin,—qu'elle s'attachait à réorganiser le ravitaillement de sa population. L'Empereur et ses conseillers avaient perçu que le maintien du « niveau moral » de l'armée, la conservation ou la restauration de l'ordre intérieur et l'autorité du gouvernement étaient en jeu.

*
* *

C'est un fait que, depuis le 1er août 1914, le coût de la vie s'est relevé partout, même dans les pays neutres. Ni le Danemark, ni la Suède, ni la Norvège, ni la Hollande, ni la Suisse n'ont échappé à l'emprise du phénomène et les statistiques, à cet égard, sont probantes. Cette majoration apparaissait logique et inévitable : même si deux grandes puissances seulement avaient été en conflit, elle se fût produite ; elle devait s'accuser d'autant plus que la conflagration devenait mondiale, et que presque tous les Etats de premier rang s'y engageaient. Mais l'Allemagne ne se plaint pas uniquement de payer des prix exorbitants, presque sans précédents, pour les denrées de consommation usuelle : si elle n'est pas encore en proie à la famine, elle souffre d'une disette chronique et quasi-incurable ; les aliments indispensables lui font défaut et plus se resserrera le cercle du blocus, plus sa condition se révèlera critique.

Il y a des sceptiques qui doutent — hors d'Allemagne, — de la réalité de cette situation. Ils rappellent que l'an dernier déjà, la presse des contrées alliées s'était beaucoup trop hâtée de signaler cette pénurie de vivres et d'en déduire des conclusions favorables à la cause de l'Entente. J'accorde qu'au printemps de 1915, des organes plus ou moins bien informés s'étaient plu à exagérer les difficultés qui étreignaient l'Empire, mais ce n'est point un motif, parce qu'on avait alors accueilli des interprétations abusives, pour surestimer aujourd'hui la vigueur de résistance économique de nos adversaires. Si cette vigueur demeurait intacte, les journaux conservateurs de Berlin, si déférents d'habitude, n'attaqueraient pas avec violence l'incurie du pouvoir : ils n'auraient pas réclamé une refonte totale du système de l'approvisionnement ; ils n'auraient pas dénoncé la faillite de la réglementation, dont Bethmann-Holweg et Delbrück, le ministre de l'Intérieur démissionnaire, étaient si fiers.

*
* *

L'Allemagne avant la guerre, était loin de suffire aux besoins de son alimentation. En s'industrialisant, et chacun sait quels progrès avait accomplis son industrie depuis 1871, elle avait distrait du travail de la terre un effectif, — ou mieux, — un pourcentage croissant de ses habitants. Son évolution, à ce point de vue, et pour la rapidité, a été comparable à celle de l'Angleterre : en 1882, 42 0/0 de la population étaient encore attachés au sol ; il n'en restait plus que 35 0/0 en 1895, 28 0/0 en 1907, et probablement le résidu n'était plus, en 1913-1914, que de 22 ou 23 0/0. L'Empire n'offre pas le même équilibre que la France dans la répartition de ses catégories professionnelles.

Il a aujourd'hui 27 millions de citoyens de plus qu'en 1871 ; bon an mal an il s'enrichissait de 600.000 unités nouvelles, mais, en même temps qu'apparaissaient des consommateurs supplémentaires, la consommation générale augmentait avec la richesse. On estimait à 100 0/0 cette augmentation pour la période qui va de 1898 à 1913, et la production n'avait pu se développer dans la même mesure. Elle s'était accrue de 25 0/0 pour le froment, de 30 0/0 pour le seigle, de 30 0/0 pour l'avoine, de 25 0/0 pour l'orge, de 46 0/0 pour les pommes de terre. Le chiffre des bœufs qui était de 15.700.000 en 1873, avait atteint 20.200.000, et celui des porcs avait progressé de 7 à 21 millions, mais celui des moutons avait décliné de 15 millions à 5.800.000.

Force était donc à l'Empire d'acheter au dehors des quantités grandissantes de denrées alimentaires. Son excédent d'importations, pour ces articles, était d'un milliard en 1890, de 2 milliards et demi en 1913. Il était tenu d'introduire annuellement pour 1.300 millions de céréales, 235 millions d'œufs, 325 de fruits, 170 de poissons, 150 de beurre et autant de graisse, 130 de riz, 350 d'animaux vivants, etc., etc. Tributaire de l'étranger il ne pouvait faire subsister sa population qu'autant qu'il demeurait en relations avec l'extérieur. A cet égard aussi, sa condition était analogue à celle de l'Angleterre, dont l'isolement serait la mort, et qui a toujours nettement discerné les conditions de son existence.

La guerre de 1914 a privé l'Allemagne d'une partie importante de sa production normale : ce n'est pas impunément qu'un pays mobilise 10 ou 12 0/0 de ses habitants, et prend la masse des

ruraux pour en faire des soldats. L'Empire de plus s'est trouvé coupé brusquement des grands marchés où il se ravitaillait, soit que ces marchés fussent en terre ennemie, soit que la maîtrise franco-anglaise sur les mers lui interdit toute communication avec le Nouveau Monde. Il était réduit à quêter le concours des neutres, avec lesquels les rapports lui étaient encore permis, ou par voie ferrée ou par mer : mais ces neutres eux-mêmes se sentaient plus ou moins rationnés et ne possédaient que de minces stocks pour l'exportation. Il n'est donc pas surprenant que, de bonne heure, le gouvernement de Berlin, pour conjurer une famine qui engendrerait l'affaissement de l'esprit public et des désordres plus ou moins redoutables, ait élaboré une réglementation complexe, tout un système d'ordonnances. Ce mécanisme d'approvisionnement eût été capable, si les circonstances avaient été propices — d'écarter la crise : mais les circonstances devaient tromper l'attente des autorités impériales.

Pendant une période qui dura plus de seize mois, le renchérissement de la vie pesa lourdement sur le peuple allemand. Ses doléances, qu'il formula pendant toute l'année 1915, ne passèrent point inaperçues. Malgré son ingéniosité, le pouvoir n'avait pu empêcher les lois économiques de jouer ; il ne les empêchait pas davantage d'être faussées par les accapareurs, qui réussissaient à éluder les poursuites et les sanctions, et dont certains étaient d'ailleurs trop opulents pour encourir le moindre risque. Il est curieux de noter, dans les statistiques officielles elles-mêmes, la progression des cours, qui aboutit au rançonnement des classes inférieures et réduit à un minimum la consommation des ouvriers. C'est une disette de classe, peut-on dire, et non une disette générale, qui sévit en cette phase : les familles aisées peuvent encore, sauf exception, acheter les quantités normales de comestibles.

De juillet 1914 à mai 1915, la hausse des denrées est, en moyenne, de 65 0/0 ; elle avait été surtout rapide depuis janvier, car, à ce moment, elle s'était arrêtée à 31 0/0. En juillet 1915, l'aggravation moyenne du coût atteint à 70 0/0, le renchérissement portant spécialement sur le porc (112 0/0), le lard (130), les pommes de terre (87), le riz (176), les œufs (114), le beurre (46) et le saindoux (146). En septembre l'aggravation, en moyenne, chiffre par 78 0/0 ; elle est de 144 0/0 pour le porc, de 174 0/0 pour le lard, de 220 0/0 pour le riz, de 65 0/0 pour le beurre et de 220 0/0 pour le saindoux. En novembre, nouvelle poussée, la différence globale par rapport à juillet 1914, étant alors de 82 0/0, bien qu'il y ait eu baisse pour le porc, le beurre et le saindoux.

Si l'on se place au début de l'hiver dernier, il n'est qu'un pays en Europe qui ait été plus éprouvé que l'Allemagne : l'Autriche-Hongrie, où la majoration touche presque à 120 0/0 ; l'Angleterre n'accuse que 45 0/0 ; l'Italie n'est pas plus durement traitée que les Etats Scandinaves où la hausse est d'un quart environ ; mais l'Autriche-Hongrie est, comme l'Allemagne, séparée de la plupart des contrées productrices de l'Ancien et du Nouveau Monde, et l'Italie et les royaumes scandinaves ont gardé la liberté de leurs achats à l'extérieur.

*
* *

La crise que l'Allemagne a subie dans les derniers mois de 1915, a été beaucoup moins grave que celle du printemps de 1916. Lorsqu'on compare à une place assiégée les domaines où s'exerce l'autorité du Kaiser, on ne commet qu'une médiocre erreur. La Russie, à l'Est, ne leur envoie naturellement rien ; la Suède, le Danemark et la Hollande ont peine à pourvoir à leurs propres nécessités — tout comme la Suisse, dont la condition a été parfois pénible. Ce n'est ni la France, ni l'Italie, qui donneront du blé ou de la viande ou des pommes de terre. L'Autriche-Hongrie, quels que soient ses sentiments pour l'empire allié, serait plutôt tentée de solliciter son concours, et la disette y est, si possible, plus aigüe. Des Balkans, le gouvernement germanique ne saurait plus rien espérer, car la guerre a saccagé la Serbie, privé la Bulgarie et la Turquie de leurs agriculteurs, et la Roumanie a distribué toutes ses récoltes : le chancelier de Bethmann-Holweg s'est félicité bruyamment d'avoir passé avec ce royaume le contrat du 7 avril, qui lui assurait un stock de froment, mais l'apport était précaire. Comme l'a remarqué un journal berlinois, les Roumains peuvent, bon an mal an, vendre au dehors pour 475 millions de francs de grains, et une grosse part a été acquise par la France et par l'Angleterre ; l'Allemagne a un déficit régulier de 425 millions, pour le seigle seul : la contribution roumaine apparaît donc comme insignifiante au regard des besoins généraux de l'Empire. Si l'investissement économique n'est pas total, les chances de ravitaillement sont infimes. Et l'Empire ne peut se sustenter qu'en recourant à sa propre production, qui, nous l'avons vu, demeure très inférieure à sa demande : d'où la nécessité d'une stricte réglementation ; mais si stricte qu'ait été celle-ci, la banqueroute du

système est maintenant avouée. Elle n'eût été évitée que si la guerre avait été courte, ou se fût en tout cas terminée avant que les réserves alimentaires n'eussent été sérieusement atteintes. L'espoir du Kaiser et de son entourage, leur conviction même, avaient été que leurs adversaires ne pourraient faire une longue résistance. Plus cette résistance dure, et plus le malaise intérieur s'accroît. Quand on connaît les données du problème économique essentiel qui se posait devant le gouvernement allemand, on conclut que ce problème est devenu à peu près insoluble, ou, mieux, que seul un prodige pourrait soustraire l'empire à la crise où il se débat.

*
* *

La réglementation germanique, telle qu'elle a fonctionné jusqu'au milieu de mai, c'est-à-dire jusqu'au moment où M. de Batocki, un type curieux du fonctionnaire prussien « à poigne » a été nommé « dictateur », peut se résumer ainsi :

Les décisions émanent du Conseil fédéral, de la chancellerie, des Etats particuliers, des communes : leur diversité risque d'être infinie, — et ce point mérite d'être noté. Les organes d'exécution sont les municipalités qui assurent aussi la répression des infractions commises par les particuliers, et les sociétés « centrales » qui pourvoient à la recherche et à la distribution de telle ou telle denrée : sucre, beurre, viande, et qui surveillent les syndicats locaux de répartition. Mais les autorités militaires viennent encore ajouter leur action à celle des autorités civiles, qu'elles contrecarrent souvent et dont elles peuvent plus ou moins abolir les prérogatives.

Les formes d'intervention de la puissance publique sont d'ailleurs très variées en elles-mêmes. Il y a eu des réglementations générales de la vente, qui ne comportent ni rationnement, ni taxation, par exemple pour l'alcool, la bière, le café, le thé, les fromages, les harengs. Le régime des cartes s'est étendu progressivement de ville à ville, d'Etat à Etat, d'article à article : cartes de beurre à Berlin, à Francfort, dans le Wurtemberg, en Bavière : cartes de charcuterie en Bavière et en Saxe : cartes de graisses introduites d'abord à Francfort : cartes de pommes de terre à Berlin et à Hambourg, de lait, de légumes, d'œufs, de pain, de viande, de sucre : — il arrive que la ration soit différente pour les personnes adultes et pour les enfants, et aussi — c'est le cas pour le pain, — que les ouvriers aient droit à un supplément. La taxation joue séparément ou combinée avec le rouage des cartes : elle est pratiquée pour les choux, la viande, la charcuterie, le lait, le beurre, etc. Comme les autorités ont usé abondamment, et depuis le début de la guerre, de leur droit de réquisition, et qu'elles ont d'autre part prescrit d'innombrables recensements, on ne saurait dire qu'elles n'aient pas été suffisamment outillées. Si la réglementation a été en échec, c'était peut-être qu'elle n'était pas cohérente en toutes ses parties, c'était peut-être aussi que la disette, en tout état de cause, ne pouvait être évitée. Les Allemands, en général, ont préféré la première explication à la seconde, parce que celle-ci leur montrait le mal comme incurable.

*
* *

J'ai dit que la faillite du système était évidente : je n'exagère point, et je me borne à évoquer les articles empreints de désespoir, ou de sourde irritation ou de colère violente, que tous les organes, du *Vorwaërts* et de la *Gazette Populaire de Leipzig*, socialistes à la *Deutsche Tages Zeitung*, feuille d'extrême droite, ont publiés en ces derniers temps. Il n'y a plus de lait pour les enfants, avoue l'un ; il n'y a plus de bière, confesse l'autre. C'est un organe pangermaniste, et loyaliste par excellence qui écrit cette phrase caractéristique : « les prix de Berlin en 1916, sont ceux du Paris assiégé de 1871. » En avril, la capitale a reçu 4.500 porcs au lieu du contingent annoncé de 56.000 ; pendant la dernière semaine de ce mois, les arrivages se restreignirent à 38 unités. A Charlottenburg, les neuf dixièmes des porcs indispensables ont manqué, et des conseillers municipaux déclarent qu'ils n'ont pas mangé de viande depuis 15 jours. Les boutiquiers de Berlin placent à leurs devantures des boîtes de conserves, des sachets de café, des enveloppes de victuailles, mais le contenu est absent. A Francfort, la pénurie est telle, que l'on prépare un recensement des quantités de vivres que possède chaque ménage. A Cassel, depuis le 1er mai, tout ménage a son livret, sur lequel est inscrite obligatoirement sa consommation hebdomadaire. Je remplirais des pages et des pages avec tous les indices qui se peuvent recueillir dans la presse.

Comment être surpris que le moral soit déprimé, et que les désordres se multiplient ? Nous n'avons pas de détails très précis sur les émeutes qui se sont produites depuis le 15 avril, à Berlin, à Iéna, à Chemnitz, à Mannheim, à Stuttgart, à Hambourg, à Leipzig, etc. Peut-être a-t-on exagéré leur importance immédiate : ce qui est sûr, c'est qu'il y a eu des collisions parfois san-

glantes entre la foule et la police, de nombreuses arrestations, des pillages d'épiceries, de boulangeries et de boucheries. Dans ces troubles, les femmes jouent un rôle primordial : lasses de faire la queue (il y a des attentes de 20 heures à Charlottenburg et de l'aveu même de la municipalité), et de se heurter ensuite à des portes closes, elles commettent des violences. Les agents interviennent, et la bagarre s'ensuit. Certaines scènes se sont déroulées, qui rappellent celles des débuts de la Révolution française. Le public, selon le cours habituel des choses en pareil cas, dénonce partout les accapareurs, les monopoleurs, qui affament la nation en cachant les comestibles. Rien n'est plus grave pour l'autorité, — quelle qu'elle soit, que ces accusations qui se répandent avec la rapidité de l'éclair et qu'aucun argument, en temps de crise, ne peut dissiper. Le gouvernement s'est senti, en face des rumeurs vraies ou fausses qui courent, si désarmé, si faible, qu'il provoque les témoignages en s'engageant à sévir sur le champ. Les préfets de police de Berlin et de Leipzig, ont demandé aux consommateurs de se faire les auxiliaires de la répression. Comme la conception des fonctionnaires, outre-Rhin, est essentiellement absolutiste, de pareilles démarches attestent leurs inquiétudes: ils ne savent plus guère comment résister à la poussée de l'opinion, que ces concessions sont impuissantes à apaiser. Un peuple qui a faim ne raisonne ni ne discute.

Les reproches, que les pouvoirs publics ont subis et qui ont déterminé, après la démission de Delbrück, la nomination du ministre de l'intérieur Helferich et du dictateur de l'approvisionnement von Batocki sont de diverses natures. On leur a fait grief d'avoir agi trop tard, d'avoir méconnu les conditions exactes du marché et ignoré les stocks réels, d'avoir prescrit l'abattage hâtif de tous les porcs, puis une fabrication excessive de conserves, en sorte qu'il n'y avait plus de bétail sur pied, et que les conserves — dont nul ne voulait plus — se corrompaient. On a affirmé que les autorités favorisaient les restaurants pour des motifs inavouables, — que, d'une manière générale, elles avaient pour certaines catégories de commerçants des complaisances répréhensibles ; on a prétendu qu'elles couvraient les fraudeurs et les accapareurs, qu'une surveillance plus sérieuse eût empêchés d'exercer leur industrie. Que sais-je encore ? Là aussi les journaux les plus loyalistes nous présentent une abondante nomenclature de doléances.

Il est assez vraisemblable que toutes ces doléances se justifieraient plus ou moins. La plus grosse faute du gouvernement, celle qu'il a finalement reconnue, c'a été de ne pas unifier la réglementation pour tout l'Empire. Les taxations, nous le savons, n'étaient pas partout identiques ; les mesures de rationnement variaient de ville à ville et de principauté à principauté, si bien que le particularisme, en pleine guerre, se manifestait avec une vigueur singulière. Toute l'Allemagne s'était prononcée pour une centralisation à outrance, pour l'institution d'un office des vivres qui imposerait le même régime à Hambourg et à Munich, à Posen et à Carlsruhe, et qui, par suite, abolirait tout privilège, toute inégalité, même de pure apparence.

Vainement, le Chancelier s'est ingénié, sachant par avance que cette dictature même serait impuissante, à chercher des palliatifs. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, son organe direct, conseillait au public de manger moins, de s'abstenir de viande, de superposer le rationnement volontaire au rationnement édicté. Le public n'entendait rien : il était convaincu que la restriction spontanée demeurerait stérile : il avait une confiance mystique dans une dictature alimentaire. Le bourgmestre de Berlin, Wermuth, réclamait lui-même une main de fer. A-t-elle été trouvée ? Peut-être. Sera-t-elle capable de sauver la situation ? Il faudrait que la situation pût être sauvée, et pour que la disette fût conjurée, il faudrait d'abord que l'Empire renouât ses rapports avec l'extérieur. Guillaume II lui-même n'y doit guère compter avant la clôture des hostilités.

La crise des denrées a mis en relief une fois de plus l'opposition du Nord et du Sud, qui se plaignaient d'être sacrifiés l'un à l'autre ; elle a réveillé l'antagonisme des ruraux et des citadins, des grands propriétaires fonciers et des industriels, des classes ouvrières et des classes possédantes ; elle a surexcité les conflits sociaux que le Kaiser espérait abolir et qui maintenant, au fur et à mesure que les semaines s'écoulent, prennent une violence grandissante ; elle a affaibli le prestige de la puissance publique, qui est apparue nécessairement inférieure à sa tâche et que discréditent des accusations sans fin : elle a contraint déjà le cabinet de Berlin à s'humilier devant l'Amérique, à composer avec les neutres, chaque fois qu'un différend surgissait entre eux et lui. Engendrera-t-elle des effets plus vastes encore ? Il me suffit de poser la question, et d'ajouter qu'elle se pose impérieusement devant l'Allemagne officielle.

PAUL LOUIS.

RENAN ET L'ALLEMAGNE

LA QUESTION RELIGIEUSE (1)

IV. — Le « Christianisme allemand ».

Je n'aurai garde de passer la revue de tous les systèmes auxquels cette dénomination peut convenir. Je négligerai Herder, bien que Renan, dans ses *Cahiers de jeunesse*, soupire avec un mystérieux enthousiasme : « Herder ! Herder ! » tout comme Werther, dans le roman de Gœthe, s'écrie : « Klopstock ! divin Klopstock ! » Il n'était pas possible qu'il trouvât à emprunter rien de substantiel à ce génie, confusément brillant, qui eut des côtés méritoires de philologue, mais qui, comme critique, répandait sur toutes les poésies, sur toutes les conceptions religieuses dont il se flattait d'évoquer et de faire revivre l'inspiration intime, les uniformes couleurs d'une imagination lyrique à la fois échauffée et monotone. Le poétique syncrétisme de Herder, s'exerçant sur l'histoire universelle, réalisait une sorte d'accord fade et de trouble harmonie entre toutes les « idées de l'humanité » au cours des âges et sous les cieux divers, entre les idées juives et les grecques, entre les asiatiques et les romaines ; pour cela, il faisait des unes et des autres autant d'expressions anticipées du sentimentalisme et de la rêverie germaniques. Les choses qu'il fait dire à Jérémie ne diffèrent pas très sensiblement des choses qu'il fait dire à Sophocle. Et ce sont des choses allemandes.

Je n'insisterai pas non plus sur Lessing et sur Kant, têtes plus fortes, dont les essais de reconstitution rationaliste du christianisme ont quelque chose de trop abstrait, de trop froidement concerté pour avoir pu séduire Renan. (Je vise ici autre chose que la philosophie générale de Kant, sur laquelle on a vu son appréciation : il s'agit d'une tentative d'apologétique chrétienne sur les bases de cette philosophie, développée dans l'ouvrage qui a pour titre : *La religion dans les limites de la raison*).

Je m'arrêterai aux idées de Schleiermacher et à celles de l'école hégélienne, parce qu'elles appartiennent aux courants les plus puissants de la pensée allemande au XIXe siècle, parce qu'elles ont exercé dans leur pays la plus considérable influence et parce qu'entre toutes les doctrines du « christianisme allemand », s'il en est où Renan ait réellement puisé des inspirations, ce sont celles-là.

(1) Voir la *Revue Bleue*, no 10, 1916.

Schleiermacher a eu deux périodes. Dans la première, il entend prendre par rapport aux idées chrétiennes une position, sinon positivement hostile, du moins excentrique. Ses *Discours sur la religion*, qui mêlent l'inspiration de Spinoza à celle de Novalis, ont pour but de définir et de prêcher la religion en général. Il veut en saisir la pure essence et la fait consister dans ce qu'il appelle sentiment ou conscience de l'infini ou encore conscience de Dieu. (On entend qu'il s'agit de la conscience qu'un homme prend de l'infini ou de Dieu). Ce contact intérieur avec la réalité suprême se manifeste dans une exaltation de l'âme qui s'apparente aux émotions inspirées par les beautés de l'art et de la nature, par les sublimités de la vertu, mais qui s'en distingue en ce qu'elle en renferme la quintessence et s'alimente à leur commune source. Ces émotions ont un rapport à des objets déterminés ; l'émotion du divin, l'émotion religieuse déborde toute détermination ; précisément parce qu'elle se rapporte à l'objet des objets, elle apparaît toute subjective ; c'est l'émotion « pure » et sans mélange, ce n'est point l'enthousiasme pour ceci ou pour cela, c'est, pour ainsi dire, l'enthousiasme en lui-même.

Voilà, va-t-on me dire, le langage habituel des mystiques. Prenons garde ! Il y a deux mysticismes. Il a y un mysticisme de l'esprit, un mysticisme platonicien, qui, loin d'obscurcir la raison, aspire à la dépasser et à saisir des lumières plus vives, moins dispersées que celles que la raison recueille dans son exercice discursif et méthodique. Il atteint où il peut ; mais le plan de la raison se déploie, pour ainsi dire, au-dessous de ses élans et le préserve des chutes. A ce mysticisme ce qu'on appelle le génie (le vrai) ressemble beaucoup. Mais il y a un autre mysticisme, faussement spirituel, qui flotte dans le vague de l'imagination et des sens : c'est le mysticisme germanique et romantique. Il a aussi des affinités avec le génie, mais avec le faux génie, le génie impuissant, qui agite sans engendrer. Le moins qu'on puisse dire des *Discours sur la religion*, c'est qu'ils participent des deux genres, avec prédominance considérable du second. Le divin y semble partout confondu avec le vague ; le vague s'y mêle à une espèce d'échauffement, d'éréthisme qui lui donne un faux air du divin.

Ces *Discours*, parus en 1799, eurent un retentissement énorme en Allemagne, où c'est un propos courant de rapprocher Schleiermacher de Fichte et de dire que le premier a révélé le sentiment religieux germanique à lui-même, tout comme le second a été l'annonciateur du patriotisme allemand. Pour moi, cet ouvrage (dont il faut d'ailleurs s'ap-

pliquer à comprendre le succès national) est proprement illisible. Et ce doit être le sentiment de tout Français, de tout Latin (1).

La disposition d'esprit qui s'y manifeste n'eût pu d'elle-même conduire à des croyances aussi déterminées, aussi concrètes que sont les croyances fondamentales du christianisme.

Aussi, quand Schleiermacher s'orienta vers le christianisme, ajouta-t-il à la donnée générale du sens religieux une donnée plus particulière, qu'il rapportait elle-même à l'expérience intérieure. Schleiermacher n'admet pas les événements surnaturels, il discute et rejette les miracles de l'Evangile, le miracle en général ; il n'en affirme pas moins la divinité du christianisme et il la prouve par son expérience intérieure, disant qu'il a,comme chrétien, comme membre de la communauté chrétienne, l'expérience d'un état de l'âme qui dépasse le niveau de la nature, d'un état de pureté morale où les tendances au mal, au péché, sont abolies, du moins suspendues. Un tel état ne peut s'expliquer par le contact des autres chrétiens, hommes et pécheurs comme lui ; ce n'est pas l'association prise dans ses membres qui en est la cause ; ce sera l'association prise dans son principe, son objet, sa raison d'être, qui sont le Christ. L'association chrétienne nous place sous l'influence, dans la communion d'un être sans péché, donc divin, qui est le Christ et nous le révèle tel par ce qu'elle apporte dans notre vie intérieure. — Mais quoi ? l'existence d'un Homme-Dieu n'est-elle pas un miracle et le plus grand de tous ceux que l'on puisse concevoir ? — Assurément, répond notre théologien, c'est un miracle, mais c'est le seul ; il n'y en a pas d'autre et celui-ci peut s'admettre sans contradiction, parce que la génération du Christ, considéré comme le Fils de Dieu, comme l'Homme en qui la « conscience de Dieu » a été absolue, est une chose qui n'a pas eu lieu dans le temps, qui n'appartient pas au cours de l'histoire et de la nature (là il n'arrive pas de miracle), mais qui se réalise et se consomme en dehors du temps, dans l'ordre des choses éternelles. On reconnaîtra ici le secours de la philosophie de Kant, qui prête au temps et à l'espace le caractère de pures apparences et veut que la seule réalité véritable, la seule à considérer, dès qu'il s'agit de religion, soit d'essence intemporelle. Mais ce secours n'est efficace qu'à l'égard de gens chez qui la sensibilité intellectuelle, la sensibilité au vrai et au faux se trouve suffisamment émoussée. Que le temps soit réalité ou qu'il soit apparence, il y a eu un Christ qui a existé et agi dans le temps : si l'analyse de sa vie et de ses actions nous les montre soumises aux communes lois des choses qui se passent dans le temps, aux communes lois de la nature, de quel droit reconnaîtrons-nous en cet homme une incarnation spéciale de l'éternité ? On objectait à Schleiermacher que, sans doute, il voulait parler d'un Christ idéal, d'un Christ en idée. Il s'en défendait vivement. Il entendait parler du Christ de l'histoire, du fondateur historique du christianisme. Et il s'en rapportait encore une fois à ce que lui faisaient éprouver les paroles de ce Christ, la vie au sein de la communauté instituée par lui ; il s'en rapportait à son propre miracle intérieur.

Critérium bien délicat à manier que l'expérience intérieure et particulièrement inquiétant de la part d'un Allemand, s'il est vrai que les Allemands,avec leur romantisme naturel et leur faible aptitude au désintéressement de la pensée, n'aient en général qu'une vue trouble et suspecte des choses qui se passent en eux-mêmes. L'expérience intérieure enseignait à Schleiermacher que le christianisme est l'œuvre d'un Dieu. Mais elle lui enseignait aussi (cela est textuellement écrit dans ses *Discours*) que la possession du véritable sens religieux est le privilège des vertueux Allemands, l'Anglais n'y pouvant avoir de part, à cause de sa cupidité, ni le Français, à cause de sa frivolité. Et un trait de ce calibre conseillera à chacun de se méfier de l'expérience intérieure, tout au moins chez Schleiermacher. S'en faut-il méfier chez tout le monde ? Je ne le dis pas. Je vois de délicats esprits, placés plus près de nous, en invoquer les lumières en faveur de croyances religieuses ou métaphysiques, dont on ne peut méconnaître l'inspiration pure et élevée, alors qu'on ne les partage point, en faveur de la croyance en Dieu,sous sa forme la plus haute. Je dis plus : il ne semble pas possible que de telles croyances existent et se soutiennent dans un esprit par la seule et unique vertu des raisons démonstratives, sans aucune part d'expérience intérieure, autrement dit d'intuition. Aussi, jeter un discrédit moral sans réserve sur cette expérience reviendrait-il à le jeter sur ces croyances mêmes, qui ne le méritent point. Ce qui est intolérable, c'est l'amalgame qui s'opère dans ces esprits germaniques entre les suggestions égoïstes et vaniteuses d'un personnalisme (ou d'un nationalisme) aveugles et les suggestions mystiques. Ce qui est intolérable aussi, c'est de tirer des conclusions dogmatiques des seules et uniques prémisses de l'expérience intérieure. Qu'on dise que celle-ci dispose à admettre certaines propositions dogma-

(1) Faute de recourir au texte dont je ne connais pas de traduction française (quel traducteur n'eût-il pas découragé !) on pourra contrôler mon opinion sur l'abondante analyse de T. Lichtenberger dans son *Histoire des idées religieuses en Allemagne* (1873, 3 vol.).

tiques, qu'elle en confirme ou même qu'elle en complète les preuves objectives, cela n'aura, dans la forme et dans le principe, rien d'injurieux pour la raison. Mais vouloir donner cette expérience pour fondement exclusif et suffisant à des propositions de cette nature, c'est la destruction même de la raison. Et cette transmutation barbare du « subjectif » pur en affirmation objective. Schleiermacher l'accomplit, quand, du seul fait de ce qu'il éprouve en lui-même, Schleiermacher (et Dieu sait, après tout, ce qu'il éprouve !), il se croit permis d'appliquer à la source de ses émotions des qualifications métaphysiquement et théologiquement définies.

La doctrine de Schleiermacher, qui est celle où l'on voit la philosophie allemande aller le plus avant dans le sens de la piété chrétienne, constituait une réaction contre la sécheresse des interprétations rationalistes du christianisme proposées par Lessing, puis par Kant. Lessing et Kant, dont les doctrines respectives diffèrent d'ailleurs beaucoup, s'accordent à traiter les dogmes chrétiens comme des symboles et à les traduire en formules philosophiques. J'ai dit pourquoi, mon seul but étant d'expliquer Renan, je ne m'arrêterai pas à leurs idées. Le mysticisme de Schleiermacher, qui réagissait contre elles, provoqua à son tour la réaction ou plutôt l'essai de conciliation de l'hégélianisme, qui, tout en se gardant du mysticisme voulut rendre aux idées chrétiennes le corps que le rationalisme leur ôtait.

Ses principes lui rendaient, en un sens, la tâche aisée. Si la philosophie de Kant, avec son « idéalité » du temps et de l'espace, avec ses « jugements synthétiques *a priori* » fournit à la pensée une liberté déjà bien considérable dans l'appréciation des conditions sous lesquelles une chose peut être dite vraie ou peut être dite fausse, les latitudes que la philosophie hégélienne du « devenir » lui offre à cet égard sont vraiment sans bornes. Rien ne se plie mieux au service de toutes les thèses. En ce qui concerne le christianisme, Hégel raisonne avec un certain charabia de « fini » et « d'infini » que je m'excuse de présenter au lecteur. Mais il y a chez Renan des choses dont on n'a pas la clé sans cela.

Dieu est l'esprit infini. Mais ce n'est pas un infini renfermé en lui-même et inaccessible. Il pénètre dans le fini. La nature finie, c'est-à-dire le monde et l'esprit humain, n'est qu'une aliénation qu'il fait de lui-même. Par là, il acquiert la réalité, la détermination. Car en lui-même, l'infini n'est pas réel, n'étant pas déterminé : il ne se réalise que dans les êtres finis et éminemment dans l'être pensant, qui est l'homme. De son côté, l'homme, l'esprit fini, n'est vraiment esprit que quand il pense la vérité, ce qui consiste à concevoir son rapport avec l'infini, à prendre conscience de l'infini qui est en lui, d'où il tient tout, à s'enfoncer dans l'infini. (Je prie mon lecteur de cheminer comme il pourra à travers les obscurités de cette mystagogie redoutable, où une remarque critique placée plus loin répandra, je pense, quelque lumière). Ainsi, l'esprit infini ne se réalisant que dans l'esprit fini et l'esprit fini n'étant esprit qu'autant qu'il se tient en commerce avec l'infini, qu'il y fait retour comme à sa source, à son vrai fond, la véritable condition d'existence de l'esprit n'est ni la divinité en soi ni l'humanité en soi, c'est la réunion de l'une et de l'autre, c'est le Dieu-Homme. Ce raisonnement ne nous donne encore le Dieu-homme qu'en idée. Mais il faut savoir que la philosophie hégélienne conçoit l'aliénation de l'infini dans le fini, autrement dit la production du monde, des choses, des êtres comme une évolution, un devenir au cours duquel toutes les idées doivent produire à un moment de l'histoire leur propre réalisation concrète, prendre corps en un individu, ou un événement. C'est ce qui est arrivé pour l'idée de l'Homme-Dieu. Elle s'est incarnée dans la personne du Christ. Telle est la dialectique par où s'établit le dogme fondamental du christianisme. On imagine que cette dialectique ne doit pas être plus embarrassée pour en établir les autres dogmes. Je ferai grâce à mes lecteurs des prolongements et raffinements de déduction par lesquels l'hégélianisme confirme dans le détail, les dogmes chrétiens, la vérité de la doctrine du Christ, de ses miracles, de sa Passion, de sa Résurrection. David Strauss, dans un résumé de Hegel, dont je ne sais s'il saisit lui-même la terrible malice, définit en ces termes la méthode de son maître : « De l'idée de Dieu et de l'homme dans leurs rapports réciproques, sort, *par voie transcendante*, la vérité de la conception que l'Eglise se fait du Christ : nous sommes ramenés par un chemin inverse au point de vue de l'orthodoxie. En effet, tandis que là la vérité des conceptions de l'Eglise touchant le Christ était déduite de l'histoire évangélique, ici l'*exactitude de l'histoire est déduite de la vérité des conceptions* ». Admirable procédé !

L'application faite à la personne du Christ du concept de l'Homme-Dieu comportait, du point de vue hégélien lui-même, la plus grave difficulté. Et cette difficulté donna lieu à la fameuse scission de l'école en une droite et une gauche. Il y avait des hégéliens qui n'en étaient pas frappés et qui se reposaient avec une double quiétude dans la métaphysique du fini et de l'infini et dans l'acceptation

du dogme évangélique. Ils trouvaient qu'il était impossible de démontrer plus péremptoirement que ne le faisait Hegel la vérité des dogmes de l'orthodoxie. « La résurrection, disait l'un d'eux, Conradi, est la suite nécessaire de l'accomplissement de la personnalité de Jésus ; elle doit si peu nous surprendre que nous devrions être surpris qu'elle n'eût pas eu lieu ». Mais plusieurs n'étaient pas de si bonne composition. Acceptant la métaphysique hégélienne, acceptant la déduction hégélienne de l'idée de l'Homme-Dieu, ceux-ci estimaient qu'on ne pouvait tout ensemble affirmer, avec l'hégélianisme, la continuité rationnelle du réel et l'interrompre par un coup de théâtre. Le fait d'élever à une hauteur infinie au-dessus de toute l'histoire un épisode qui faisait partie de l'histoire n'offrait-il pas cette marque d'arbitraire ? Un individu, fût-il le Christ, ne pouvait avoir été à lui seul la personnification de l'idée humano-divine. Cela était particulièrement incompatible avec une philosophie du progrès et du devenir. Pourquoi cette idée aurait-elle atteint le sommet, dit le mot suprême de son humaine réalisation dans un individu ? Pourquoi pas dans une succession d'individus apparus d'époque à époque et se dépassant les uns les autres? Et pourquoi, à vrai dire, se serait-elle réalisée sous des espèces individuelles ? L'infini peut-il épuiser sa vertu dans des manifestations finies? N'était-il pas bien plus logique d'appliquer le concept de l'Homme-Dieu à l'espèce humaine en général ? Par les progrès de la science et de la civilisation, par la maîtrise croissante qu'ils nous livrent sur la nature, notre espèce s'approche de plus en plus du triomphe de l'esprit, elle devient de plus en plus intelligente, et ainsi, c'est en elle que Dieu va s'incarnant. Tels étaient les propos de la gauche et de l'extrême-gauche hégéliennes.

Gardons-nous de leur reconnaître la supériorité philosophique dont leurs auteurs se flattaient. L'idée de progrès, sainement comprise, n'a rien d'hégélien. Ce qui est hégélien, c'est d'ôter à son application toute sobriété. L'idée de progrès est employée à ruiner l'idée chrétienne et l'idée chrétienne est employée à jeter du trouble et de la confusion dans l'idée de progrès. On rejette le christianisme, mais on le garde aussi en revendiquant pour la destinée terrestre et les travaux de l'espèce humaine, le même caractère que la religion chrétienne revendique pour les faits particuliers qui l'ont fondée. Il y a là une énorme dispersion et comme une compromission de mysticisme où il me paraît difficile de ne pas voir une barbarie.

Il y a lieu de relever les idées particulières de David Strauss, à cause de l'influence de sa *Vie de Jésus* sur celle de Renan. Strauss, qui se range dans la gauche hégélienne modérée, verrait volontiers dans la philosophie du progrès la véritable religion des modernes. Mais il voudrait aussi conserver au fondateur du christianisme son magistère religieux. Pour cela, il cherche une analogie. Il se demande si, parmi les éléments de la civilisation, il ne s'en trouve point qui ne progressent pas, parce qu'ils sont de nature à réaliser à un moment donné un degré de perfection qui ne saurait être dépassé par la suite. Le docteur allemand se réjouit de constater que la sculpture est dans ce cas. La sculpture a atteint chez les Grecs une perfection qui n'a pas été et ne pourra être dépassée, parce que les conditions de la vie grecque, qui formaient un terrain propice au parfait épanouissement de cet art, ne furent qu'une fois et ne se retrouveront plus. Ce qui est vrai pour la sculpture peut bien l'être pour la religion. La formule définitive a pu en être proclamée il y a dix-neuf siècles, dans un temps et un milieu qui possédaient une aptitude unique à produire un être humain, incommensurablement élevé au-dessus des autres par sa relation ou le sentiment de sa relation avec la Divinité. Et c'est ce qu'il fallait démontrer. Strauss n'explique pas cependant en quoi consistait cette aptitude unique de la Judée il y a dix-neuf siècles.

C'est par erreur qu'un critique (dont le nom échappe à ma mémoire) assimile tous ces essais d'apologétique chrétienne à l'allemande aux interprétations allégoriques par lesquelles les philosophes incrédules de l'antiquité essayaient de conserver une raison d'être aux croyances populaires. Il n'y a rien de commun entre les deux cas. Les religions anciennes étaient dépourvues de dogmatisme et elles étaient syncrétiques ; elles se prêtaient mutuellement leurs dieux et leurs fables. C'est pourquoi l'interprétation allégorique pouvait leur être appliquée sans violence et sans qu'elles en fussent défigurées. Le christianisme est dogmatique et exclusif. Certes, la morale que le christianisme nous a transmise, les précieux sentiments humains auxquels il nous a formés, s'accordent dans la conscience d'un homme « né chrétien et Français » avec la fleur de la morale antique. Mais le propre fond du christianisme, ce qu'il faut croire pour être chrétien, c'est une certaine manière de comprendre la destinée du peuple juif et le fait messianique qui la couronne. Pour la foi chrétienne, cette histoire particulière domine l'histoire universelle ; elle contient la révélation de sa raison d'être et des desseins de Dieu sur l'humanité. Et ceci n'a évidemment de base que si cette histoire est chargée d'une signification surnaturelle qui, entre tous

les faits et groupes des faits historiques, lui soit absolument spéciale. Cette signification surnaturelle est inscrite dans le dogme. Et si on la rejette, il n'existe aucun biais par où l'on puisse restituer ce fond propre du christianisme ou je ne sais quel spécieux équivalent de ce fond ; le surnaturel historique éliminé, il reste la philosophie naturelle et celle-ci ne saurait inclure une interprétation historique comme celle sur laquelle tout le christianisme repose. Le « christianisme allemand » a cherché sans scrupule ce biais impossible et il n'a pu se le frayer qu'en faisant violence aux idées, en en troublant sur toute la ligne la clarté et la loyauté, en faussant l'usage des moyens et des règles de pensée dont se sert normalement un esprit formé par la culture des lettres, des sciences et des arts, en bouleversant les notions de vérité et d'erreur telles que les possède une intelligence façonnée par la discipline gréco-latine, discipline qui a fait ses preuves et qu'il nous est impossible de ne point identifier à la constitution même de ce qu'on appelle l'esprit humain. Sans compter le tort que cette opération de sauvetage a dû faire subir à l'esprit du christianisme lui-même, qui ne pouvait qu'en sortir plus ou moins profondément germanisé, instinctivement mis au service de l'Allemagne, identifié à l'Allemagne et aux Allemands « christianisme allemand » ainsi que Renan nous le dit avec plus de justesse encore qu'il ne le soupçonne. Il y a véritablement lieu de se demander si le mobile profond, « inconscient », comme ils disent, des créateurs de ces systèmes néo-chrétiens germaniques, a bien été de sauver l'idée chrétienne et s'il n'a pas été plutôt d'abuser hardiment du christianisme pour faire prévaloir une conception chaotique du monde qui aurait pour premier effet de soustraire le monde au seul empire que l'homme puisse exercer sur lui : l'empire de l'intelligence.

(*A suivre*). PIERRE LASSERRE.

INTELLIGENCE ET VOLONTÉ

Lorsque, dans l'immense révision des valeurs qui succédera à la guerre, révision que les événements contiennent en la préparant comme une nécessité du destin — lorsque, dis-je, on en viendra à confronter le rôle des diverses facultés humaines, les images associées à ces deux mots : *Intelligence*, *Volonté*, s'affronteront et s'opposeront dans une lumière de contraste, un peu à la façon dont on voit que la lumière et l'ombre prêtent aux compositions de Rembrandt leur magie créatrice. Et sans doute on discerne qu'en cette dualité réside le principe de leur esthétique. Leur esthétique ! c'est trop peu dire... C'est leur existence même que déterminent ces conditions d'éclairage, car il est aussi impossible de les concevoir isolées que d'imaginer un mammifère continuant de respirer sous l'eau, ou un poisson s'obstinant à vivre dans l'oxygène qui vivifie nos poumons.

Pareillement, ces deux facultés de l'âme : Intelligence et Volonté sont destinées à marquer, dans le rythme de la vie morale, le parfait équilibre des deux plateaux de la balance. Dans la conception de la créature humaine la plus rapprochée de son point de perfection, — conception dont s'écarte nécessairement toute application positive, à la façon dont la réalité se différencie du rêve — nul doute que ce soit là le modèle. Que l'on veuille bien examiner la biographie, ou, plus exactement les conditions d'adaptation à la vie de ceux que le langage courant qualifie grands hommes, parce qu'ils laissèrent une œuvre durable, une trace de leur passage sur la planète ; si l'on prend soin d'écarter d'abord ceux de qui les facultés exceptionnelles revêtirent la forme d'une névrose, un Byron, un Musset, un Chopin, un Berlioz, et leur père à tous : Rousseau, on verra que les autres, un Gluck, un Beethoven, un Michel-Ange, un Corneille, un Balzac, et même quelques noms illustres du Romantisme, un Delacroix par exemple, eurent pour première caractéristique le parfait équilibre de ces deux groupes de facultés : les intellectuelles et les volontaires (1) :

En inscrivant ici le grand nom de Balzac, de qui la gloire rayonnera de plus en plus sur la pensée moderne, — car la gloire ne se mesure pas à la dimension de l'effigie de marbre que ses contemporains attribuent à un grand homme, mais au seul rayonnement de son œuvre — un

(1) Je m'étais déjà expliqué sur ce contraste au sein du Romantisme français : « Si je cherche à me représenter, dans une vue d'ensemble, les grandes figures du Romantisme français, c'est sous la forme d'un double groupe qu'elles m'apparaissent. Et certes, je vois bien ce qui leur est commun : le Génie, entendant par là ce jaillissement dans l'invention, cette puissance d'expression dont nous n'avons plus guère l'analogue aujourd'hui. Mais je vois mieux encore ce qui les différencie : *Ordre* et *Génie*, pour l'un, tandis que l'autre, c'est *Désordre* et *Génie* qui au juste, le caractérise. » (*Figures et questions de ce Temps*: Le *Centenaire* de l'*Enfant du Siècle*). Faut-il ajouter que le désordre a toujours pour cause une altération de la puissance volontaire ! S'y appliquer, ce serait enfoncer une porte ouverte.

souvenir me revient, qui projette une lumière merveilleuse sur le principe qu'ici nous formulons, et sur les convictions intimes du père spirituel de *Louis Lambert*, ce théoricien de la volonté. Baudelaire raconte quelque part, à moins que ce ne soit Théophile Gautier, dans sa préface aux *Fleurs du Mal*, que Balzac avait été convié un soir aux séances du fameux *Club des Haschischins*, où quelques détraqués de marque, Petrus Borel, Gérard de Nerval, puis Baudelaire et Th. Gautier lui-même tentaient la première réaction sur le cerveau des drogues alors nouvelles que l'auteur des *Fleurs du Mal* groupa sous la dénomination de *Paradis Artificiels* (haschisch, ou cannabis indica, et opium). On en conçoit l'attirance sur des poètes, tous curieux d'excitation cérébrale, et toujours en quête de sensations rares, inconnues et troublantes. Combien s'y laissèrent glisser, comme aux bras de la plus dangereuse des maîtresses, d'une maîtresse qui ne desserrera plus son étreinte ! Et Baudelaire cite avec admiration le cas de Balzac, qui rejeta loin de lui toute offre d'intoxication, qui repoussa toute fumée tentatrice : il y voit justement la plus belle preuve de volonté qu'un cérébral puisse donner ; encore n'est-ce pas assez : il y faut voir aussi cette conviction d'une lumineuse intelligence qui, pour ignorer encore *expérimentalement* que de tels excitants sont des poisons du cerveau, le *pressent* néanmoins, car, sachant, de science sûre, que tout se paie, même et surtout l'excès de jouissance, il refuse de tenter la moindre expérience susceptible d'entamer le ressort de sa volonté.

*
* *

Ici du moins sommes-nous dans la compagnie d'êtres exceptionnels, par le talent ou le génie, et ce n'est point sur eux qu'il faut raisonner, mais sur le commun des hommes, car c'est le commun des hommes qui détermine les conditions normales de la vie sociale. Qu'un Balzac s'intoxique de haschisch ou repousse la fumée redoutable, cela importe seulement à la gloire de la Littérature... et vous me direz que c'est bien quelque chose. Sans doute, vous répondrai-je, mais cela n'est point pour menacer l'avenir de la société. Ce qui l'intéresse, cet avenir, c'est que la masse des anonymes qui en font l'armature, conserve intacte leur machine nerveuse, ou du moins aussi bien équilibrée que possible. Or, qu'observons-nous, si, à cette masse d'anonymes, nous appliquons notre faculté d'analyse ? C'est qu'à leur épanouissement modeste, aussi bien qu'à celui des grands hommes, la volonté importe, bien plus encore que l'intelligence ! Vérité qui paraît banale, elle appartient à la catégorie de celles que l'on ne saurait trop méditer.

Parmi ceux qui, sans prétendre à laisser, de leur passage sur cette terre, une image ineffaçable, font cependant une « carrière » dans le domaine de leur spécialité, combien y en a-t-il qui le doivent surtout à la persistance de la volonté ! S'ils sont « arrivés », comme on dit couramment, d'un mot absurde qui devrait être banni de la terminologie (1) — car on n'est jamais *arrivé*... on est en perpétuel devenir — si donc, ils sont arrivés, c'est qu'ils ont *voulu* arriver, et la continuité de l'effort fut chez eux le premier facteur du succès. Combien d'artistes, en revanche, connaissons-nous, combien pourrions-nous citer, qui, doués des facultés les plus brillantes, faisant l'orgueil de leur famille et légitimant tous les espoirs, sont pourtant demeurés en panne, en dépit de ces facultés brillantes, en dépit de cette *intelligence* tant vantée, que dis-je, à raison même du brillant de cette intelligence qui, dispersée sur trop d'objets, n'a pas su canaliser son effort, ni concentrer son attention sur celui qu'il s'agissait d'étreindre, car ici aussi et dans la vie ordinaire s'applique la formule de Newton : *Il y faut penser sans cesse*. Y penser sans cesse, c'est affirmer la prépondérance de la Volonté sur l'Intelligence. Rien de plus suggestif à cet égard que les palmarès de notre jeunesse, puisque les noms de ces palmarès, c'est presque exclusivement la liste funèbre des déchets sociaux que la vie a accumulés. Et si, ne nous arrêtant pas au fait, nous poussons plus loin notre enquête, nous voyons presque toujours que c'est une maladie de la volonté, sous forme de passion morbide et destructive, qui est venue briser le bel élan du début...

*
* *

Le moyen, après cela, de ne pas nous reporter aux temps de notre jeunesse, où sur les bancs du collège, nous recevions de l'*Alma Mater* la nourriture spirituelle destinée à préparer l'adaptation du jeune homme à la besogne du citoyen ! Dans une société organisée — cette organisation dût-elle ne l'être pas au sens strict où nos ennemis l'entendent — peut-il s'agir d'autre chose en dernière analyse que de préparer la tâche de celui qui participera à l'effort commun ? Il ne s'agit pas

(1) « De mon temps Monsieur, on *n'arrivait pas* », disait le grand artiste Egdar Degas à un jeune peintre contemporain, trop pressé de brusquer les étapes du voyage et qui voulait toucher la récompense avant de l'avoir méritée.

de faire des lettrés, des poètes, des artistes. Tant mieux, si, par surcroît, ces êtres d'exception, ces fleurs de serre chaude viennent à s'épanouir d'un terreau plus concentré ! Il s'agit de préparer des êtres normaux qui s'adapteront aux circonstances. Ainsi le veut la méthode anglaise qui nous donne à cet égard de précieuses leçons de choses, puisque l'Angleterre est le pays du monde où l'initiative individuelle du citoyen est le mieux appropriée au commun effort. Ce n'est pas que je sois partisan, il s'en faut, de l'imitation servile d'un génie où tant de points de vue diffèrent des nôtres. N'importe, nous aurions, si nous le voulions, beaucoup à lui prendre, comme elle gagnerait aussi à nous imiter sur plus d'un point !

Au cours de ses belles études sur l'*Angleterre* et la *Guerre*, que je citais récemment, M. André Chevrillon fait observer que l'Angleterre est le seul pays du monde où une mère puisse dire sérieusement et sans tristesse de son fils : « — Mon Charlie n'a jamais été bien malin. » C'est du même ton d'ailleurs, ajoute-t-il qu'un candidat à Sandhurst nous déclarait un jour : « Je ne suis pas bon aux examens » — il n'eût pas ainsi parlé d'une inaptitude au cricket — et qu'un agrégé de Cambridge, helléniste distingué, nous confiait : « Je ne lis jamais rien. » Croyez bien que si cette mère consent à formuler un tel aveu, c'est que, dans sa pensée, l'Intelligence ne se pose pas, ainsi qu'il arrive chez nous, comme une *fin en soi*... c'est qu'elle lui oppose dans le même instant des facultés *compensatrices* ou *complémentaires*, tout aussi utiles, peut-être plus, et dotées d'un prestige au moins égal. Au premier plan de celles-là il en est une : la volonté, l'énergie, tout ce qui fait qu'un homme atteint à la parfaite maîtrise de soi, à ce fameux *self-contrôl* qui est l'idéal de l'éducation britannique. Voilà ce qui était inconnu, ce qui n'était même pas soupçonné dans l'éducation universitaire française. Sur les bancs du vieux lycée Charlemagne où se fit mon éducation, j'entendrai toujours de quel ton le maître formulait son axiome : — « X... oh ! celui-là est un sujet brillant », tandis que de Z... il disait avec mépris : « En voilà un qui n'est pas fort ! » Être un *sujet brillant*... tout l'idéal de l'éducation tenait dans cette épithète..., c'est-à-dire une intelligence vive, apte à s'assimiler promptement les notions qu'on lui présente. Voilà ceux dont on s'occupait, tandis que les autres, on les considérait comme des quantités négligeables. Singulière incompréhension de la nature qui produit des types d'une diversité infinie, en qui paraissent utilisables, pour le bien social, des facultés si multiples ! Il ne s'agit pas de cela, proclame l'éducateur. Par avance nous déclarons que seule l'Intelligence a du prix. C'est cette faculté-là, elle uniquement, que nous cultiverons. Toutes les autres seront abandonnées à elles-mêmes !...

*
* *

C'est bien ainsi, ou à peu près, qu'avec le recul des années nous apparaît aujourd'hui l'éducation universitaire telle qu'on la donnait aux environs de l'année 1880. Déclarer que depuis lors elle s'est modifiée dans son essence, ne peut être que le zèle, le trop de zèle de fonctionnaires en place qui, par intérêt personnel, sont partisans du *statu quo*. L'Intelligence est demeurée le fétiche, et le fétiche exclusif d'une telle conception. C'est à elle que nous avons dû cette génération d'après 70, dont il me sera permis de parler d'autant plus librement que j'en fais partie ! Génération où il y eut du brillant — qui le conteste ? — trop de brillant même, et cette exagération du sens critique si néfaste à la vigueur de l'invention comme aux manifestations de la puissance volontaire.

Elle donna sa pleine mesure dans l'ordre littéraire par le triomphe d'un Dilettantisme qui, préparé par la souveraineté d'un Renan, atteignit son apogée dans l'œuvre d'un France et d'un Lemaître (1re manière). Elle affirma surtout la rupture, dès longtemps préparée et qui n'était que trop dans les tendances françaises, entre l'*Intellectuel* adonné exclusivement aux spéculations de la pensée et l'homme d'*action*, celui qui à raison de sa culture et de son rang social doit participer au gouvernement de la Cité et à la confection des Lois. D'une telle rupture — combien de fois l'avons-nous observé ? — sont issues les pires conséquences politiques, et de toutes la plus grosse, celle qui réunit aux mains d'une majorité d'incapables l'orientation politique du pays.

Un écrivain dont nous sommes loin de partager les idées, qui avait en lui bien des parties antipathiques et même répulsives, mais aussi cette vertu, si rare à une époque de veulerie, d'avoir une conscience professionnelle, et de n'obéir jamais qu'aux suggestions de cette conscience : Ferdinand Brunetière eut ce mérite qui n'est pas mince, de mesurer, à une date où elle ne faisait que s'indiquer, l'inclinaison de la pente où nous entraînait un tel affaissement de la volonté, servi par l'exagération du Dilettantisme. C'est ce qui donne et gardera plus tard, quand on la replacera à sa date, une valeur éminente à toute une partie de son œuvre, notamment à ses *Discours de Combat*, tout emplis d'une sorte de pressen-

timent de la crise tragique à laquelle nous aurions pu succomber ! Il avait senti que l'âme française, dans le calme de la paix, péchait avant tout par un affaissement du ressort volontaire. De pouvoir constater que cette même âme, dans un brusque sursaut de ses énergies intimes, qui parut à certains miraculeux, mais s'explique simplement par ses vertus ancestrales, pouvait se hausser au plus pur héroïsme sous la menace du danger, ç'eût été, n'en doutons pas, sa joie suprême, car il était bon Français et grand patriote. Et s'il nous est permis, en terminant, d'indiquer un terrain sur lequel avec lui nous aurions sympathisé entièrement, c'est cette conviction qu'un tel sursaut de la volonté devra récupérer, après la guerre, la part de prestige et d'autorité que nous réservions trop imprudemment aux seules qualités de l'Intelligence !

PAUL FLAT.

L'ATTITUDE DES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE (1)

II

Sur les 100 millions d'habitants des Etats-Unis, moins de dix millions — en y comprenant l'élément germanique, une partie des Suédois et les Juifs russes — se sont rangés du côté de l'Allemagne ; 90 millions sympathisent donc avec les nations civilisées de l'Europe Occidentale dans la lutte qu'elles ont engagée contre le principe de l'autocratie.

Nous avons, dans un article précédent, indiqué les faits qui confirment ces chiffres, et je puis me porter garant de leur exactitude.

Demandez à n'importe quel écolier américain qui a commencé cette guerre, et il répondra simplement : « Le Kaiser ». Sur ce point, nous sommes tous d'accord, nous considérons que les Alliés — surtout la France et la Belgique — ont été attaqués sans raison. Nous voulons leur victoire et nous nous attendons à les voir vaincre. Aussi les Français ont-ils la logique pour eux quand ils demandent pourquoi les Etats-Unis, à qui l'Allemagne a donné des motifs plus que suffisants d'entrer dans cette guerre, ne l'ont point fait.

Quand un Français pose cette question, il n'est point facile de lui répondre ; un Américain impartial, même s'il admet l'attitude de son Gouvernement, comprend cependant parfaitement la situation. Pour répondre à un Français, il faut commencer par exposer quelques faits qui, peut-être, n'ont point été suffisamment examinés.

Plus de 3.000 milles nous séparent de la côte européenne la plus proche ; notre pays, plus grand que tous ceux d'Europe, sauf la Russie, est un monde en lui-même. Si les Etats-Unis étaient complètement encerclés, ils pourraient trouver sur leur propre territoire tout ce qui est nécessaire à la vie moderne, excepté du thé, du café et quelques produits chimiques... Quelle que soit l'importance de notre commerce avec l'étranger, ce n'est en somme qu'une faible partie de notre vie commerciale nationale. Nos problèmes, comme nos intérêts, sont tout intérieurs.

Au Sud, nous avons le Mexique, à demi-civilisé, et qui, jusqu'à présent, n'a ressenti que peu notre influence. Au Nord, nous avons le Canada, habité par des hommes de notre sang et de notre langue, qui nous ressemblent tellement, qui entretiennent de telles relations d'amitié avec nous, que nous n'avons besoin ni de fortifier notre frontière septentrionale, ni d'entretenir une marine sur les Grands Lacs.

En Europe, au contraire, il vous faut régler vos affaires intérieures avec la préoccupation constante des affaires exérieures. Un changement dans la politique intérieure de Londres ou de Berlin, a toujours sa répercussion à Paris ; un homme ne peut être au courant de la politique française sans connaître aussi la politique anglaise et allemande. Ce sont là des vérités évidentes pour tout le monde en Europe, mais il n'en est pas ainsi chez nous. Le citoyen américain de l'Ouest Moyen peut avoir une connaissance approfondie de l'économie politique, il peut être un expert sur le système bancaire, la préservation des ressources nationales ou la réglementation des trusts et il peut en même temps ne savoir absolument rien de la politique européenne.

Avant la guerre, pas un Américain sur cent, parmi les gens instruits, n'aurait pu dire quel était le parti dominant en Allemagne ou en France ; pas un sur dix n'aurait pu dire si les Libéraux ou les Conservateurs étaient au pouvoir en Angleterre.

Nous voyageons pourtant beaucoup, nous allons en Europe beaucoup plus que les Européens ne viennent chez nous ; mais, pour un Américain pur-sang qui traverse l'Océan, il y en a cent qui passent toute leur vie en Amérique. Ces voyageurs modernes viennent étudier, leur guide à la main, les monuments, les choses que vous avez et qui nous manquent. Bien peu d'entre eux, pen-

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 10, 1916.

dant leur séjour en Europe, s'instruisent sur la politique européenne ; et s'il en est ainsi de la côte de l'Atlantique, c'est encore bien plus vrai de notre grand Ouest Moyen, la partie vraiment productive du pays, et qui, en plus d'une manière, constitue la force morale et politique de notre pays.

Doit-on s'en étonner? Considérons maintenant la question d'un autre point de vue. Les Français sont probablement les gens les mieux renseignés du monde entier ; cependant demandez-leur ce qu'ils savent de la politique américaine? Avant que les événements de la guerre récente eussent fait connaître le nom de notre Président, combien de Français savaient que Wilson et non point Roosevelt était à la tête du Gouvernement des Etats-Unis? Allons plus loin. De 1860 à 1865, nous avons souffert d'une des guerres les plus cruelles de l'histoire. La lutte anti-esclavagiste a été livrée, dans des conditions horribles, pour le triomphe de la Démocratie. Et cependant, qu'en savent les petits propriétaires de la Touraine, les commis de Lyon ou les boutiquiers de Paris ? L'imagination a ses limites, même pour un peuple doué d'une imagination vive comme les Français, même pour un peuple prompt à s'enflammer comme les Américains. Il est difficile d'éveiller l'imagination d'un homme à propos de pays ou de gens qu'il n'a point vus et qui n'ont point, en quelque façon que ce soit, de rapports directs avec lui. C'est une faute de la nature humaine. Espérer que nous puissions en être exempt, serait espérer trouver en nous des « surhommes »...

Aussi, bien qu'un dixième de la population des Etats-Unis soit pro-allemand et que les neuf dixièmes soient pro-alliés, on peut dire de façon générale, qu'il y a plus d'enthousiasme dans cette faible minorité que dans cette majorité écrasante ; car ces Allemands et ces Germano-Américains se sentent encore tout près de l'Europe et leurs souvenirs stimulent leur imagination. De plus, la propagande allemande aux Etats-Unis a eu pour but beaucoup plus de concentrer et d'unir les Germano-Américains que de convertir les Américains eux-mêmes. Avec cette tendance à la formation en masse qui est dans le caractère allemand, ils ont pris immédiatement et sans réflexion, une position extrême. Il en a été tout autrement de nous : les vrais Américains qui connaissent l'Europe vont tout aussi loin dans leur loyalisme à l'égard des Alliés que les Germano-Américains dans leur loyalisme à l'égard de l'Allemagne. 10.000 jeunes gens de chez nous servent actuellement dans les armées alliées ; mais ce n'est là qu'une faible minorité. L'Américain moyen, le fermier de l'Ouest, par exemple, pensent que le « Kaiser » est seul responsable de cette guerre, que la France et l'Angleterre doivent remporter la victoire et la remporteront, mais il ne peut pas considérer cette guerre comme *sa guerre*. Il ne peut pas voir pourquoi lui ou ses enfants iraient mourir pour l'Angleterre et la France. Quand on lui parle du *Lusitania*, il ressent de l'indignation, mais cette indignation ne se traduit pas par un désir d'action. Probablement, il n'a jamais vu de bateau. Il a des opinions personnelles très arrêtées à propos d'une palissade ou d'un procès de pâturage, mais son esprit est incertain quand il s'agit de droit maritime ; il n'est pas absolument sûr que ceux qui voyagent sur les bateaux des belligérants, en temps de guerre, ne le font point à leurs risques et périls. « C'est bien dommage... L'homme qui a lancé cette torpille est un assassin, mais quoi ? »

De plus, une presse très vivante qui n'a point tendance à atténuer les faits, a rempli son esprit des horreurs de la guerre. Il pense aux amoncellements de cadavres, à la dévastation, à la misère. Son seul désir comme son seul espoir, est que son pays natal puisse d'une façon quelconque rester en dehors de ces horreurs.

On lui a dit que du succès de cette guerre dépendait l'existence de la Démocratie pour laquelle ses ancêtres ont combattu deux fois dans des guerres longues et cruelles. Il le croit à moitié, mais il est incapable de se mettre devant les yeux le tableau de la lutte qui se livre en Europe, et son imagination limitée l'empêche de transformer cette opinion vague en un « credo » agissant. Il est comme quelqu'un qui assiste à une partie de foot-ball, qui fait des vœux pour la victoire des « bleus » contre les « rouges », qui même parie volontiers pour les « bleus », mais qui ne voit pas la nécessité de prendre une part active à la partie.

La question de savoir si la prolongation de la guerre rapportera ou non un profit matériel aux Etats-Unis, n'entre point dans ses calculs, non plus que dans les calculs des gens qui connaissent bien mieux la situation européenne. Tout d'abord, nous ne profitons point tellement de vos malheurs. Une classe très limitée de la société s'est enrichie subitement dans la fabrication de munitions et la vente des provisions ; ces gens — comme c'est la tendance des parvenus dans le monde entier — dépensent leurs richesses nouvellement acquises dans la métropole et mènent grand train. Mais tout cela est loin de compenser les troubles apportés par la guerre aux industries

établies depuis longtemps. Au total, notre pays est moins prospère actuellement qu'il ne l'est d'ordinaire. Mais, même en admettant que nous profitions de la guerre, j'estime assez mes compatriotes pour croire que la plupart d'entre eux ne voudraient point la voir continuer. Nous la considérons comme une calamité qui sévit sur l'Europe à cause de la rapacité et de l'ambition mal dirigée d'une certaine classe autocratique en Allemagne. Nous voulons qu'elle prenne fin de façon honorable, et avec des garanties pour l'avenir, aussitôt que possible. Nous aimerions mieux gagner de l'argent d'une autre façon. Penser autrement, c'est tomber dans l'erreur commune de croire qu'une formule peut définir tout un peuple. Le monde entier est tombé dans cette erreur à votre propos. Avant la guerre, de façon générale, nous vous définissions par le mot « impulsifs ». Que vous fussiez pleins d'élan et de courage à la guerre, nous nous y attendions ; mais qu'après avoir été défaits, vous pussiez rester unis dans la défaite, revenir sur l'adversaire, lui arracher la victoire, vous cramponner à lui obstinément, et avec succès, pendant 18 mois de la guerre la plus monotone et la plus dure, c'est ce que le Monde n'attendait point de vous.

La formule qui nous définit, aux yeux du monde, d'après mon expérience, est « mercenaires » ou « matérialistes ». En Angleterre, la populace nous accusait, il n'y a pas si longtemps, de faire la chasse aux dollars.

« Matérialistes », nous l'avons été dans un certain sens ; la tâche que la destinée nous a imposée était, en effet, une tâche matérielle. Dans un siècle, il nous a fallu conquérir un pays sauvage, plus grand que l'Europe occidentale, et, partant d'un territoire à peine large de 500 milles, en faire un Empire civilisé large de plus de 4.000 milles. Il nous a fallu défricher les terres, mettre en culture la forêt vierge, percer des voies de communication, ouvrir des districts miniers, construire des voies de chemins de fer : c'était là une tâche de géants, suffisante pour occuper toutes les énergies d'un peuple.

Je ne suis pas encore un vieillard, et cependant je me souviens d'avoir voyagé quand j'étais enfant dans un train qui fut arrêté par un troupeau de bisons. J'ai repassé au même endroit bien souvent depuis quelques années; c'est maintenant un pays cultivé de façon intense qui alimente des cités manufacturières. Telle a été notre tâche : c'était, en vérité, une tâche matérielle.

Et, cependant, on ne comprend pas le peuple américain, si l'on ne se rend pas compte qu'à la base même de notre caractère national se trouve un filon d'idéalisme qui, souvent, devient de la sentimentalité.

Franklin-K. Lane, le Secrétaire de l'Intérieur actuel, dans l'un des plus nobles discours des temps modernes, a défini le pionnier américain comme un « matérialiste mystique ». C'est, qu'en vérité, ce sentimentalisme chez nous est presque du mysticisme. Nous ne reculerons devant rien quand la morale est en jeu, pourvu, quand un problème moral se présente, que ce problème soit clair. C'était un problème de ce genre que nous avions à résoudre dans notre grande guerre civile ; la question fondamentale n'était alors ni politique, ni économique. Le Nord combattait pour ce principe que l'esclavage n'avait aucun droit à l'existence; le Sud, pour ce principe que l'égalité entre les noirs et les blancs était impossible.

Etant donné les limitations de l'imagination humaine que j'ai indiquées plus haut, cette force morale, ce sentiment, ce mysticisme, pour une grande partie du peuple américain, se sont manifestés, non point par une intervention dans la lutte actuelle pour la démocratie et les droits de l'homme, mais par une sorte de pacifisme abstrait. Ceci demande également une explication.

Il est presque impossible, je suppose, pour un Européen moyen d'arriver à se représenter un peuple aussi peu militaire que nous. Pendant plus d'un siècle, vous avez eu des armées permanentes assez considérables et une armée permanente immense pendant une génération. Que vous l'ayez aimée ou non, vous avez subi la situation qui vous était imposée par le danger qui menaçait à l'Est. Quand, en 1865, la guerre civile prit fin, nos armées furent licenciées et on conserva seulement une force permanente presque infinitésimale qui réduisit les Indiens et fit la police de notre territoire. Cette petite guerre avec l'Espagne, dont tant de gens parmi nous éprouvent de la honte dans leur cœur, avait si peu d'importance et prit fin si vite, qu'elle ne put changer notre tempérament.

Bien que l'Américain moyen soit informé par la lecture de ce qui se passe actuellement en Europe, il ne peut pas arriver à concevoir que la guerre soit une nécessité pour des démocraties sujettes à l'agression des autocraties. De sorte que nous avons vu le sentimentalisme superficiel à la « Bryan » se mettre à la tête d'un groupe de gens sans réflexion et sans imagination qui, à la façon des mystiques, attendent le « miracle » qui terminera cette guerre ; et c'est ainsi que nous avons eu l'aventure étrange d'un Henry Ford, homme sincère, mais mal dirigé.

Aujourd'hui encore, en ce qui concerne la

guerre européenne, nous avons trois partis. Le premier, le plus faible peut-être, est celui qui suit Bryan : ce parti s'est combiné de façon assez bizarre avec l'élément pro-allemand et, par conséquent, avec les défenseurs d'une nation qui a tout fait pour maintenir l'institution détestable de la guerre. Ils ne semblent pas s'apercevoir qu'en protestant contre l'envoi de munitions, ils essaient, en réalité, de venir en aide à l'Allemagne: ils ne peuvent pas le comprendre et il est impossible d'insister.

Viennent ensuite les partisans de Roosevelt qui sont virtuellement les défenseurs avérés d'une guerre contre l'Allemagne ; ils comprennent une partie importante de notre vieille population américaine. Par malheur, Roosevelt a fait du tort à sa cause en allant trop loin. Roosevelt est un aristocrate du sang le plus pur que nous ayons chez nous. Faire la guerre pour l'amour de la guerre, est essentiellement un trait aristocratique et Roosevelt aime la guerre. Il affirme que la paix nous a amollis, et, bien qu'il ne le dise pas ouvertement, dans toutes ses remarques, on sent percer le sentiment que nous devrions avoir la guerre pour ressusciter les « mâles vertus ». Le peuple américain ne le suit pas sur ce point. Pas plus que les Français, nous ne pensons que la guerre soit une chose sainte. Roosevelt exprimerait mieux l'opinion de ses concitoyens, et il serait probablement mieux secondé, s'il déplorait la guerre tout en nous montrant la noble nécessité de nous tenir partout aux côtés de ceux qui combattent pour notre avenir comme pour le leur.

Enfin, — et c'est là la majorité — il y a ceux qui suivent Wilson. J'ai essayé de définir plus haut leur état d'esprit : ils sympathisent de tout cœur avec les Alliés, sans voir aucune raison pour nous d'entrer dans la guerre ; leur imagination n'a pas été touchée. Ils pensent à la guerre comme à une calamité qui afflige leur sœur, la Grande-Bretagne, et la France, la bien-aimée, mais ils ne voient pas pourquoi ils attireraient la même calamité sur eux mêmes. La plupart d'entre eux — aujourd'hui que le temps a permis de réfléchir — regrettent que Wilson n'ait point protesté contre le viol de la Belgique. On considère que c'est là la grande faute politique de la guerre. Mais leur devise est encore : « La paix tout en conservant l'honneur, si possible ».

Les circonstances présentes où l'Amérique peut aider la France et l'Angleterre, sans violer le droit international, leur donnent quelques satisfactions. Pour le Président Wilson, ils éprouvent une certaine reconnaissance de nous avoir permis jusqu'alors de rester à l'écart du conflit

La guerre d'Espagne qui, je crois, est arrivée au moment où la vie nationale était à son plus bas degré chez nous, a été imposée au Président Mac Kinley par une explosion de haine engendrée par des journaux à sensation. Cette fois-là, notre imagination a travaillé, car les événements concernaient des choses que nous comprenions ; mais si le Président Wilson et le Congrès avaient déclaré la guerre dernièrement, ils l'auraient fait contre l'opinion publique.

Dans un voyage récent, où il a prononcé de nombreux discours, le Président Wilson a même senti la nécessité de réchauffer l'enthousiasme du peuple, à seule fin de lui faire comprendre que la guerre pourrait être nécessaire pour sauver l'honneur national.

En parlant ainsi, je n'ai d'ailleurs en vue que la justice, car je n'appartiens pas au parti du Président Wilson.

Il faut avouer cependant que ce parti a penché légèrement vers la guerre dans ces derniers mois.

En France, on a exagéré l'importance des attentats allemands aux Etats-Unis. Nos fabriques de munitions ont pris un développement considérable et travaillent nuit et jour : des accidents doivent donc arriver fatalement, surtout avec nous, qui, dans nos méthodes de fabrication, ne prenons guère de précautions. Quand des accidents se produisent, la presse à sensation les attribue aussitôt à des espions allemands et ces dépêches sont immédiatement transmises en Europe... Il est bien évident que quelques-uns de ces accidents sont dûs à la main des espions, mais ni la Sûreté américaine ni les Agents des Alliés n'ont été capables de prouver qu'ils étaient dûs aux Allemands.

Les insultes faites à notre pouvoir national par de basses intrigues, les incidents qui ont conduit au renvoi de l'ambassadeur d'Autriche et des attachés allemands, ont eu beaucoup plus d'influence sur nous ; la récente propagande allemande a peut-être été le facteur le plus important entre tous. De plus en plus, cette propagande perd sa force sur les Allemands américanisés de la seconde génération et ne touche plus que les purs Allemands qui restent encore fidèles à la cause du Kaïser. Ce sont ceux-là qui déclarent que l'Allemagne devrait faire une descente en Amérique pour en faire un « pays convenable ». Ce sont eux qui, récemment, ont publié une circulaire pour protester contre l'habitude — « habitude indécente » — de parler anglais dans un pays où l'anglais est la langue officielle. Imposer silence à ces gens et à leurs publications violemment humoristiques, comme l'innommable « *Fa-*

therland » ne ferait que les rendre sympathiques, puisque les Américains considèrent la liberté de parole comme un article de leur « *Credo* ». Les propagandistes allemands nous fournissent une corde pour les pendre, nous ne pouvons nous en plaindre.

WILL IRWIN,
Correspondant du *Saturday Evening Post*.

L'ALLEMAGNE SECRÈTE (1)

Ce pourrait n'être qu'un jeu, d'un goût contestable. N'avons-nous pas connu dans une petite chapelle du Quartier latin un excellent garçon qui prétendait faire ses dévotions à Zeus, maître de l'Olympe ? Mais les Allemands sont sérieux, *les Allemands sont toujours sérieux*. Certes, ils ont « leur rire », qui nous horripile si fort. Regardez-y de près : outre qu'ils n'en usent guère entre eux, *ce rire n'est presque à tout coup qu'une manière d'envelopper quelque énormité qui est bien vraiment dans leur esprit*. Après cela, quand, amplifiant la pensée de l'illustre docteur Hirschfeld, un Allemand vous écrase de son érudition pour vous démontrer que les œuvres de Sodome sont parfaitement défendables, il ne plaisante fichtre pas ! Et quand de bons citoyens de la ville d'Iéna agitaient en 1913 l'idée d'une association qui, en vue d'« améliorer la race », eût revendiqué pour tels spécimens judicieusement sélectionnés le droit à la pratique de la polygamie, ils ne plaisantaient pas davantage. Et que si nous n'avons pas encore réinstitué dans nos mœurs les sanglants holocaustes au soleil, le principal est que, dans le secret des cœurs, la morale où se résout la mythologie de la Germanie primitive prévale sur celle du christianisme. Enfin, habitués à simplifier à l'excès les formes du culte, nous avons à désapprendre tant d'austérité. Wotan déborde de joie et ceux qui habitent le Walhalla rugissent de plaisir en buvant l'hydromel dans le crâne de leurs ennemis. Mais Wotan ne sauve que les impitoyables : « Soyons durs ».

Doctrine éminemment aristocratique, a-t-on remarqué. Très juste,... à la condition d'ajouter que cette doctrine de mandarins correspond en Allemagne à un état d'âme désormais courant.

On ne saurait trop admirer au demeurant combien était engageante la terre qu'ensemencèrent « les vulgarisateurs de la violence ». — « Soyons durs » : mot de poète qui en a assez des chemins battus et qui s'affole vers l'abîme en ruant dans les brancards. — « La guerre a ses nécessités ; la pitié est une faiblesse ; nous sommes formidables, terribles et brefs » : embarrassés de leurs mains rouges devant les nations assemblées, les généraux du Kaiser cherchent des gants à leur pointure. — Quant à l'Allemand moyen, s'il met volontiers aujourd'hui sa dureté en bonnes et valables formules, lui aussi, c'est pur luxe et pédant — né, décidément alléché par un enseignement dont nous ne soutiendrions d'ailleurs pas qu'il nous dirait toujours l'origine, mais dont il a saisi d'emblée l'esprit et dont l'œuvre essentielle aura été au résumé de systématiser *ad usum populi* la barbarie de la race : après quoi, en récitant une agréable leçon, encore cette plus grosse espèce ne songe-t-elle même pas à sauver les dehors, sa brutalité se dispensant allégrement de tous ces sophismes. Tant cette dureté est ici — en règle générale au moins et toutes catégories confondues — la première propension du cœur.

De là aux plaisirs de la cruauté, l'enjambée est déplorablement courte.

On n'ira pas loin dans l'observation des mœurs allemandes sans noter la place qu'y tient le sang, le *goût du sang*. Il est dans ces jeux de rapières où leurs étudiants s'entre-déchirent la figure et où il y a maldonne aussi longtemps que le sang n'a pas coulé en suffisante abondance. Il est dans l'abominable préférence qui hausse sur le marché de leurs capitales le prix de certaine chair, certains jours du mois,... et à laquelle on sacrifie peut-être jusque dans son foyer, car des médecins se rencontrent outre-Rhin pour vous expliquer que le fait n'y est pas étranger à la fécondité de l'épouse. Il est dans le caractère d'excessivité et de singulière sauvagerie qui distingue la criminalité en Allemagne : tandis que les affaires Brière restent rares en France, parions que vous ne suivrez pas une année les feuilles de Berlin sans chopper sur quelqu'une de ces tragédies où les victimes s'entassent par trois et quatre et dans lesquelles le meurtrier s'est, à la lettre, inondé de sang. Il est dans l'industrie qui, au fond des ghettos de Posen, de Breslau et de Leipzig, élève un type spécialement aguerri pour se prêter à d'innommables exigences.

Ce dernier trait nous ouvrirait d'autres aperçus.

Les Germains vantent la richesse de leur langue — et leurs philologues ont établi en s'extasiant que le verbe *schlagen* (« *battre* ») comptait dans l'ensemble de leurs dialectes quatre-vingt-dix-neuf

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 10, 1916.

synonymes (1). Abus du mot qui souligne à point l'abus de la chose, assurément. Mais il y a davantage : pour si attentif qu'on se veuille à éviter de trop aventureux rapprochements, comment ne pas se rappeler, en la circonstance, que c'est un de leurs romanciers qui s'efforça d'abord de populariser « la manie de la flagellation » ? Et puis, la fréquence parmi les Allemands des pratiques du masochisme ne nous surprendra pas : entre celles-ci et cette pire dépravation qu'ils en arrivent à qualifier d'inoffensive coutume, la médecine légale constante que le rapport est quasi constant. Mieux : nous avons ouï un Américain émettre l'avis — à signaler sous toute réserve — que les progrès outre-Océan de cette démence de la fustigation à base d'érotisme dataient de l'invasion du nouveau monde par les hordes germaniques.

On ne manquera pas de penser à ce propos aux verges de l'éducation prussienne. Cette sévérité (qui effectivement est surtout en faveur en Prusse) ne poursuit que « le bien de l'enfant », d'accord. Pourtant, elle risque de dévier. Des dangers que comporte l'usage des châtiments corporels en général et de la fustigation en particulier : vaste sujet, et lourd des plus déplaisants sous-entendus, dans la bouche de nombre de féministes allemandes. Une littérature d'enfer s'attarderait avec délice au scandale que le *Vorwaerts* découvrit un beau matin parmi les malades, à peine nubiles, les infirmiers et infirmières de l'hôpital Sainte-Elisabeth, à Berlin. N'a-t-on pas vu de même un de leurs principicules s'engager à grâcier par ailleurs les mineurs des deux sexes qui, ayant encouru une légère condamnation dans le ressort de la justice, solliciteraient l'honneur d'être conduits au palais pour y recevoir le fouet sous ses yeux ? On aligner ait cent exemples dans cette note et ce serait vite fastidieux... Mes étonnements du temps que, pensionnaire chez un important débrouilleur de litiges du port de Dantzig (quel pays à ne pas vous recommander, grands dieux !), je commençais à peine à douter de Mme de Staël, — en 1903, imbécile ! Entre une mère sans cesse tremblante et ce père, qu'en attendant de moins sommaires notions sur la vie allemande je prenais tout uniment pour un chef de smala plutôt exigeant, ils étaient là cinq rejetons, — dont une fille, l'aînée. De ces enfants trop silencieux, trop fermés, et tels que ni vous ni moi n'en voudrions. Mais pour des « enfants sages », c'étaient des « enfants sages ». N'empêche que, le samedi soir venu, ils avaient régulièrement les yeux rouges, qu'un inexprimable malaise rôdait dans la maison et que je préférais m'en aller : « *Schlagtag ! Schlagtag !* »... « le jour de la schlague » !... Les uns après les autres, ils avaient passé par les mains du sinistre maniaque — et, la première, cette grande fille de quatorze ans.

Le vice est de toutes les latitudes, et depuis qu'il y a des hommes... Héroïque équité à laquelle nous concéderons sans débat que la méchanceté des Allemands n'a probablement rien « inventé », soit ! Ce qui n'infirmera point qu'elle présente des caractéristiques — deux caractéristiques — assez constantes pour que nous croyions à une méchanceté spécifiquement allemande.

Elle a pour elle de s'accompagner d'une impudence qui leur est organique, dont par conséquent ils ne se départissent point entre compatriotes et qui se retrouve dans leurs plus médiocres querelles. Ils se sont mis du reste à la cultiver, à la développer avec soin : on ne sera « un bon Allemand » qu'à la condition de pouvoir « tuer » son monde à force de tranquille et brutale insolence, et donc de pouvoir jouer des attitudes, du regard, du ton requis. Et puisque aussi bien *il n'est rien, absolument rien qu'ils n'apprennent, puisqu'ils ne savent ni ne sauront jamais rien qu'ils n'aient appris*, ce ton, ce regard, ces attitudes, tout cela s'étudie en Allemagne : consulter les ineffables recettes, avec exercices pratiques, de cet entraînement que MM. leurs étudiants appellent le « *Kommando* ».

Autre trait distinctif de la méchanceté allemande : son caractère sensuel. — L'impossibilité où elle est, semble-t-il, (voire chez ceux en qui le cerveau prédomine), de dépouiller jamais complètement ce caractère-là ; ses frénésies, où il y a d'évidence ébranlement nerveux, dyspnée, accélération du pouls, toutes les manifestations d'une sorte d'orgasme ; la désinvolture avec laquelle elle verse dans les aberrations qui relèvent au premier chef de la pathologie... — L'odeur que dégage leur lyrisme patriotique ; l'hystérie d'un Kœrner ; Bismarck se pourléchant en face de Paris assiégé : « Ça sent la chair grillée »... — Il est des crimes dans lesquels j'imagine qu'un policier de la grande école déchiffrerait la signature allemande en pleine Patagonie ; un de leurs maîtres, Lange, nous dit qu'« en Allemagne, le moindre droguiste a coutume de considérer le rapport de son activité avec l'essence de l'univers » et le comble, c'est que Lange a raison ; bien avant l'assassinat de miss Cavel, nous étions ici sur la terre classique du stupre, du sadisme et de la métaphysique. — La méchanceté, chez les Germains, comporte ce principe de sensualité au point que, les deux choses

(1) Auxquels les dialectes autrichiens en ajouteraient cent dix-sept (Encyclopédie Frommann.)

arrivant à se confondre en eux, ces tristes gens aboutissent à aggraver de surcroît l'élément de cruauté partout inséparable des gestes de la chair et que l'on rêverait des heures devant ce fait : ce peuple, auquel — si l'on en excepte les Bavarois qui, sauvagerie à part, sont de simples panses — il serait puéril de contester une rare puissance de travail, il est comme condamné à souiller de son mieux toutes les joies qu'il demande à l'amour, après son labeur.

*
* *

Le mot de la fin serait facilement de colère et de dégoût. Il n'est pas défendu de penser qu'on pourrait cependant le préférer lucide et distant à la façon d'un de ces brefs constats qui passent en signification tous les réquisitoires. C'est cette lucidité et ce ton sans éclat qui, justement, me frappèrent surtout un jour dans les propos (où ils ont tellement couleur de secrète sagesse) que j'emprunte à autrui en conclusion à ces notes.

Ils sont d'une femme — et si l'on croit à la double vue du génie juif, il n'est pas sans importance que, née polonaise et devenue allemande par son mariage, cette femme soit, dans sa race, fille d'Israël. Je n'écrirai pas son nom, — mais que par hasard quelqu'un des nombreux amis que sa correspondance et que son accueil sur les rives de l'I... entretenaient récemment dans les rangs du pacifisme français parcoure ces lignes, il la reconnaîtra vite à la liberté d'un jugement dont elle ne faisait d'ailleurs nul mystère en des temps moins dangereux.

« Ce qui, prétendait-elle, ce qui serait pour inquiéter les apôtres de la paix, si ceux qui savent obtenaient quelque attention, ce n'est pas tant en réalité la haine entre certains peuples : cette haine, c'est un phénomène étudié, classé, archiconnu, — et avec de sincère bonne volonté, on ne serait pas sans recours là contre. Autrement redoutable est pour l'avenir le mal qui empire dans l'âme allemande ; un mal obscur et complexe ; j'en ignore le nom exact, mais j'en vois bien les signes... Ne dites pas des Allemands qu'ils sont des rustres : ce n'est vrai que dans une très relative mesure des Saxons, si souvent frottés de slavisme, et c'est faux des populations de la région du Rhin. Ne dites pas des Allemands qu'ils sont nécessairement doubles : toute une florissante école en Allemagne glorifie le cynisme comme enfermant toute « vertu », et les Allemands qui fréquentent chez Diogène sont légion. Ne dites encore pas des Allemands qu'ils sont présomptueux : cela dépend trop des moments — et, à l'ordinaire, leur circonspection est grande. Mais vous les résumerez tous — ceux de l'est et ceux de l'ouest, les ouvriers et les patrons, les ruraux et leurs seigneurs — en disant que *ce sont des esprits éminemment inquiets, insatisfaits toujours, toujours sous pression et toujours près d'éclater...* Ils sont peut-être mal remis de s'être si longtemps débattus dans le chaos. Et ils n'en sont sortis que pour ce prodigieux développement où l'on ne s'accorde le loisir de jouir de rien. Et à ce surmenage, ils ajoutent non seulement la conscience d'arriver tard, quand même, à la réussite, mais le sentiment de payer si cher les biens que d'autres cueillent en souriant... Quoi qu'il en soit, voyez combien ils sont, d'habitude, durs à eux-mêmes et, achevée la tâche quotidienne, ils déploreront de surcroît la brièveté du jour. A présent, derrière cette activité, il y a couramment ceci : *une effervescence d'imagination qui marie les pauvres rêves de l'ambition personnelle aux plus vastes visées de l'impérialisme :* des esprits toujours sous pression... Et des esprits toujours insatisfaits. C'est le dernier pourquoi de leur manque de mesure en toutes choses. On méditerait avec profit ce trait, qui n'est qu'un détail, mais qui va loin : en France, le type est fréquent qui associe le travail et le plaisir et qui mène de front ses fantaisies et ses affaires ; en Allemagne, il est à peu près introuvable, — parce que l'*Allemand est avant tout l'homme de l'excès.* Cependant, il a tant parlé de sa pondération, de son équilibre, de la solidité de ses nerfs qu'il a fini par y croire, de bonne foi... »

Et c'est bien, pour l'essentiel au moins, ce que nous disions : la crise passée, on isolera le sujet et puis on appellera les psychiâtres.

GASTON CHOISY.

LA VIE LITTÉRAIRE

LA PHILOSOPHIE DE LA GUERRE (1)

Comment cette guerre, la plus effroyable qui fût jamais, tant par le nombre des nations et des masses d'hommes aux prises que par l'abondance, la variété et la puissance des engins meurtriers, ne nous amènerait-elle pas à nous demander ce qu'est la guerre en général, quelles en sont les raisons profondes et quels en seront les effets sur l'avenir de l'humanité ? N'a-t-elle pas un sens

(1) PHILIPP GIBBS. *L'Ame de la Guerre*, traduit de l'Anglais. 1 vol. in-16 (Hachette et Cie). — JEAN AICARD, de l'Académie française. *Le Témoin*. 1 vol. in-16 (Flammarion).

qui dépasse de beaucoup la signification, quelque nette qu'elle soit, du conflit européen dans lequel nous sommes engagés ? Il n'est pas un soldat dans sa tranchée, tout au moins en France, pas un officier dans son abri, pas un esprit tant soit peu élevé à l'arrière, qui, lettré ou non, ne se pose, de façon claire ou inconsciente, le terrible problème. Quand on sacrifie sa vie ou qu'on voit les autres la sacrifier avec une abnégation dans l'héroïsme qui laisse fort loin derrière soi les temps antiques, c'est bien le moins, quand on a quelque peu l'habitude de réfléchir, qu'on s'interroge sur ce que, plus loin que son but immédiat, la guerre veut dire, à supposer qu'elle veuille dire quelque chose. Nous savons, d'autre part, qu'il n'y a rien de tel que le voisinage de la mort pour étendre notre vue au delà de ses horizons coutumiers.

Ce problème de la guerre, un journaliste anglais, venu en France pour suivre les armées britanniques et peindre à son pays la physionomie du front occidental, M. Gibbs l'a médité ou, plus exactement, vécu, tandis que, de reporter devenu infirmier volontaire, il allait chercher les blessés sur le champ de bataille pour les ramener à Furnes. La hantise de ce problème est même l'un des attraits de son livre, l'*Ame de la Guerre*, qui, coloré et vivant, rend, par ailleurs, un juste hommage à la nation et au soldat français. Par là, le livre de M. Gibbs dépasse la valeur d'un simple récit. Inquiet de métaphysique, il ne se contente pas de sonder les âmes en vue d'étudier sur elles les répercussions du vaste conflit ; la redoutable question le harcèle.

Des jeunes gens, il n'y a qu'un instant, pleins de vie, la joue en fleur, l'œil vif, à qui, sous les traits d'une fiancée chérie, souriait l'avenir ; des hommes dans toute la force de l'âge et de la santé possédant un foyer traversé de rires enfantins et, pour subvenir à ses besoins, un métier, qui leur donnait l'espoir de jouir, sur leurs vieux jours, des légitimes fruits de leur labeur ; de fringants officiers, la croix sur la poitrine et le rire aux lèvres, devenus, tout d'un coup, alors, souvent, qu'ils y pensaient le moins, une masse de chair saignante et déchirée, les os rompus, le crâne brisé.

Supprimé par la Censure.

rasées, des fermes pillées, des villages incendiés, des églises effondrées, des villes saccagées et, partout des cadavres, cadavres de vieillards, d'enfants, de femmes, d'animaux : la mort et la désolation étendue à tout ce qui vit, qui chante ou qui produit. Puis, plus loin, là où l'on ne se bat plus, la désolation des mères, le chagrin des veuves, les larmes des fiancées, l'angoisse des orphelins, la douleur, la faim et la misère. Là où était la prospérité, la ruine ; là où était la joie, les pleurs ; là où était la beauté, la hideur ; là où était l'allégresse, le désespoir, tout cela répété à des centaines et des centaines de milliers d'exemplaires, telles sont les conséquences immédiates de la guerre. Et tel est le spectacle que cette guerre-ci, plus qu'une autre, offre aux yeux, car de toutes les autres elle a réussi à exagérer l'horreur.

Tout cela pourquoi ? Ces hommes, qui s'entretuent, ne s'en veulent pas personnellement ; ils ne se connaissent pas ; ils ne se sont même jamais vus. Des masses armées se ruent les unes sur les autres, se prennent à la gorge, s'éventrent, sans aucun grief, sans même savoir, quelquefois, pourquoi ou même contre qui elles se battent !

*
* *

Certes, je vois bien que, à toute guerre, on peut découvrir des motifs politiques. Mais que sont ceux-ci, sinon des facteurs psychologiques, qui, eux-mêmes, procèdent, chez celui qui attaque, des jalousies, des rancunes, des haines et des convoitises d'un souverain ou d'un peuple ? Or, comme sans cette volonté d'agression qu'excitent, quelquefois, les négligences ou les provocations de la partie adverse, la guerre n'existerait pas, elle apparaît comme la conséquence, la plus effroyable, du mal moral, qui sans cesse, sur la terre, barre la route au bien, le gêne dans son ascension, l'entrave et, trop souvent, l'étouffe. En dépit de ses apologistes, la guerre, à proprement parler, le matérialise. Tolstoï n'a pas tort de le soutenir. C'est au point que, si l'on ne craignait les métaphores, on pourrait dire que ce sont, en réalité, les passions qui envoient les obus et lancent les attaques, tout au moins de l'agresseur. Celui-là qui tombe, en défendant sa patrie, meurt frappé, plus encore que par le morceau d'acier qui le déchire, par les ambitions et les haines accumulées que ce fragment de métal représente. Pourquoi faut-il que, trop souvent, aussi, il tombe, en même temps, victime des erreurs de son propre pays ? C'est de toutes ces fautes que pâtit le malheureux, qui, les membres mutilés, expire sur le

champ de bataille. Il les paie, à la lettre, de sa chair et de son sang.

Que toute faute entraîne son châtiment ou, autrement dit, que le mal moral produise le mal physique, c'est, en effet, la grande loi que nous révèle la guerre. Rien ne sert de le nier. Elle est là, implacable. Si les Allemands n'avaient été saisis de ce vertige d'orgueil et d'ambition qui les incitait à vouloir devenir les maîtres du monde ; si les Autrichiens n'avaient pas, dans leur morgue, dédaigné la petite Serbie : si, pourrie, la Turquie n'avait pas été vendue : si les Français avaient été moins divisés contre eux-mêmes et moins négligents ; si les Anglais avaient été plus affirmatifs, durant la semaine qui précéda les hostilités ; si les Russes, enfin, avaient été moins insoucieux, la guerre européenne n'aurait certainement jamais eu lieu. Et, si elle avait eu lieu, elle n'aurait pas duré. La guerre n'est le pire des fléaux que parce que, tel un nuage qui se résout en pluie, elle fait retomber en malheurs sur l'humanité toutes les fautes, tous les vices, toutes les passions et toutes les convoitises qui l'engendrent. Les horreurs qu'elle entasse témoignent, au vrai, de l'infamie de ses origines. Le plus grand de tous les crimes, puisque l'homme y tue l'homme de propos délibéré et en masses, avec l'unique souci d'en tuer le plus possible, la guerre l'est aussi de tous les maux. Unissant le mal physique au mal moral, elle est le plus parfait symbole du mal sur la terre. Elle l'inscrit, par le fer et par le feu, dans la chair et dans les cœurs.

Loi terrible ! car les maux que la guerre déchaîne ne frappent pas les seuls coupables ; même, la plupart du temps, elle les épargne pour immoler des innocents. Ceux qui saignent, qui gémissent et qui pleurent, souffrent, dans la majorité des cas, pour des fautes qui ne sont pas les leurs. Oui, tous ceux qui, dans l'immense conflit qui ensanglante l'Europe, tombent tous les jours, à l'occident comme à l'orient, sur les bords de la Dvina comme en Arménie, que leur corps se décompose sur un champ de bataille ou demeure englouti au fond de la mer, tous ceux-là, dont la grande majorité n'a rien fait pour mériter un sort pareil, tombent écrasés sous le poids de péchés dont ils sont indemnes.

Cette loi de la guerre se confond avec la loi de solidarité qui veut que les fils aient les dents agacées par les raisins verts qu'ont croqués les pères, ce qui signifie que le mal, comme le bien, se propage en ondes infinies bien au-delà des limites que nos chétives personnalités croient pouvoir lui assigner. Mais, loi de nature, cette dure loi n'est pas, comme certains le professent, une loi divine, car elle est injuste. Aussi bien, la guerre, qui l'incarne, ne saurait, non plus que le mal qu'elle symbolise, être voulue par Dieu. A plus forte raison, telle guerre particulière ne peut, sans blasphème, être considérée comme un châtiment divin pour tel ou tel crime, qu'au gré de ses passions ou de sa sottise chacun se croit en droit de désigner. Faire remonter à Dieu, à titre de vengeance ou de châtiment, la responsabilité de la guerre, en général ou en particulier, m'a toujours paru en dépit de Joseph de Maistre, la plus monstrueuse des aberrations. Comment Dieu, qui, par définition, est la perfection absolue, donc la Bonté, pour qu'est la guerre, et cela afin de se venger d'avoir rait-il être l'auteur de cette chose abominable été offensé ? Ce qui peut être le fait d'un dieu vindicatif et rancunier, sorte de Moloch altéré de sang, à qui il faut pour l'apaiser des monceaux de cadavres, tel que des païens l'imaginèrent, ne saurait l'être, à coup sûr, du Père tout-puissant dont le christianisme a apporté la notion au monde. Non, la guerre vient de l'homme. L'égoïsme n'est-il pas générateur de haines, donc de luttes, entre individus comme entre nations ?

Maintenant, que le mal domine l'homme lui-même, c'est un fait, dont témoigne l'universalité de la guerre dans le monde des animaux et des plantes comme dans l'humanité. A ce point de vue, Joseph de Maistre reprend son autorité. La guerre, qui est une loi naturelle, tient, ainsi que le mal dont elle est la plus complète émanation, à l'infirmité de notre nature ou, plutôt, à l'imperfection de la nature en général, mais avec cette aggravation, à la charge de l'homme, que, pouvant surmonter ses mauvais instincts, il ne fait trop souvent que les aggraver. La preuve en est que, si les animaux ne montent pas aussi haut que nous, ils ne tombent jamais aussi bas. Les luttes animales en font foi, qui sont loin de parvenir à ce degré d'horreur que la guerre entre les humains a pu atteindre et qui va s'accentuant avec les ressources que la science met à leur disposition. On arrive ainsi à ce paradoxe que l'homme s'applique à détruire, pendant les crises que sont les guerres, ce qu'il a mis des siècles à construire et qui contribue au bonheur de tous. Car, enfin, une cathédrale incendiée, c'est de la beauté perdue pour tout le monde. Des navires coulés, des usines ravagées, des villes et des villages dévastés, ce sont autant de richesses et de commodités en moins dont la collectivité profitait, les ennemis comme les nationaux. Il n'est pas jusqu'à la disparition des innombrables vies humaines que la guerre sacrifie,

qui n'ouvre, chaque fois, aux flancs de l'humanité, une plaie béante qui ne se refermera jamais plus, les enfants des enfants de ceux qui sont morts et qui auraient pu naître, ne devant plus jamais voir le jour. De quelque côté qu'on se retourne, la guerre apparaît, à tout esprit qui réfléchit, comme une formidable diminution de capital, dont le vainqueur et le vaincu ne peuvent, l'un et l'autre, que souffrir. Et quand on songe que, en cycle sans fin et véritablement infernal, la guerre engendre la guerre, — le mal appelant le mal, — on se demande comment l'humanité a pu progresser ou seulement vivre.

*
* *

Et, cependant, l'humanité n'a pas seulement subsisté, elle a progressé. Elle a progressé matériellement et, quoi qu'on dise, moralement, si nous avons tout de même, en dépit de nombreux reculs dont la guerre, telle que la font les Allemands d'aujourd'hui, est un exemple, des mœurs plus douces que les Assyriens, qui, après leur avoir crevé les yeux, dépeçaient leurs prisonniers et étendaient leurs peaux sur les remparts, ou même que les honnêtes gens du siècle de Louis XIV qui ne s'effaraient pas de voir les juges disloquer les membres d'un accusé, lui brûler les pieds ou l'emplir d'eau comme une outre, afin d'apprendre de lui la vérité. Sans doute, le moment semble mal choisi, alors que les Allemands pillent, brûlent, violent et assassinent avec méthode et sang-froid, pour parler d'un adoucissement des mœurs. Il n'en est, toutefois, pas moins réel chez les nations civilisées. Qu'il suffise, pour en témoigner, de la réprobation que les crimes teutons ont soulevée dans la conscience de tous ceux que l'intérêt, le parti-pris ou la peur, n'ont pas rendus aveugles. Comme le montre M. Jean Aicard, dans le curieux poëme que le problème de la guerre lui a inspiré, ce progrès, qui n'est pas visible au regard d'une génération, le serait pour un homme, tel le Juif errant, que M. Aicard suppose de retour, qui, de son regard, embrasserait la suite des générations. Ce témoin, pour reprendre le titre que M. Aicard donne à son livre, ne pourrait pas ne point constater que peu à peu, lentement et avec des repentirs, à travers les massacres, les égorgements, les meurtres, les trahisons, les crimes et les incendies sans-nombre, dont l'histoire est tissée, l'humanité s'améliore.

Elle progresse dans l'ordre matériel et moral tout à la fois, malgré les guerres, qui, à date périodique, viennent entraver son essor, ruiner ses espérances, renverser les œuvres de vérité, de bonté et de beauté que, péniblement, elle édifie. Après un plus ou moins long temps, les usines sont relevées, les dégâts réparés, la science est restaurée, la beauté cultivée, la moralité rétablie dans ses droits. Cela, qui est un miracle qu'on ne peut comparer qu'à celui du renouveau qui, chaque année, nous rend les fleurs, les feuilles et les fruits, dont l'hiver nous avait sevrés, marque, ici comme là, le triomphe du bien sur le mal, de la vie sur la destruction. Si le bien, en effet, n'était pas plus puissant que son contraire, il y a beau temps que l'humanité, je ne dis pas aurait péri, mais se serait elle-même suicidée. Cependant, la supériorité du bien sur le mal est telle, que, dans le duel tragique dont la guerre est une phase aiguë — qui les met aux prises — non seulement le bien finit toujours par l'emporter, il réussit, nonobstant les difficultés, à étendre son domaine.

Non, certes, que j'estime que les justes causes triomphent toujours. Il faudrait n'avoir pas d'yeux pour ne point voir que la force, l'adresse, la ruse ou le nombre peuvent avoir raison des plus hautains champions de la justice et du droit. Que de peuples ont été écrasés qui ne le méritaient pas! Ce n'est point, hélas! parce qu'on a le bon droit pour soi qu'on est vainqueur. Non, mais, outre que le bon droit est une force, ce n'est pas toujours le nombre, la ruse, l'adresse ou la force matérielle qui l'emportent ; c'est, bien souvent, la force morale. Les Serbes qui furent victorieux, au début de la guerre actuelle, des armées austro-hongroises, qui étaient beaucoup plus nombreuses et mieux outillées qu'eux, puis submergés, peu après, sous le flot de l'invasion, illustrent ces deux vérités contraires, dont la dernière, qui affirme la suprématie de la force morale, finit, tôt ou tard, par l'emporter, après bien des revers, des douleurs et des désillusions. Or, la force morale c'est le bien, d'abord parce qu'elle est courage, désintéressement, sacrifice, donc vertu et, ensuite, parce qu'il est rare qu'elle s'accommode d'une mauvaise cause ou que, au contraire, elle ne s'accroisse pas de toute l'assurance que confère une conscience droite. Que le bien finisse, ainsi, par triompher, je ne dis pas dans un peuple, — ce qui arrive souvent, si les nations défaites le sont fréquemment par leur faute, — mais, en gros, dans l'humanité, l'aventure me paraît indéniable.

Il reste donc que la guerre, conséquence du mal moral et compendium de tous les maux qu'il entraîne, ce crime entre tous les crimes, que, tel un funèbre cortège, tous les malheurs et, disons-le aussi, tous les vices accompagnent, s'il

est vrai que tous les bas instincts de férocité, de vol, de lubricité et d'ivrognerie y trouvent un terrain de prédilection par les occasions qu'elle offre, et l'affaiblissement des ordinaires freins sociaux, qui en est le corollaire, il reste, dis-je, que la guerre, non seulement n'a pas raison du bien qui s'efforce de régner sur le monde, mais encore qu'elle aide, sans le vouloir, à son triomphe.

Il en est de la guerre comme dans la vie. Le mal, qui, s'il ne rencontrait son antidote, subjuguerait l'univers, trouve dans le bien son maître. Sans doute, le mal persécute le bien. Quiconque pense, veut et tâche de faire le bonheur de l'humanité, fût-ce dans l'ordre des sciences, des lettres ou des arts, est, le plus souvent, jalousé, haï, malmené, vilipendé, miné, torturé, assassiné — Jésus-Christ en est l'éternel symbole. N'empêche que le vrai, le beau et le bien ont toujours leur heure. Et qui sait si le mal ne travaille pas malgré lui, au succès de son contraire, en lui offrant, par l'effort qu'exige la lutte, l'occasion de s'affirmer ? Le bonheur, ne l'oublions pas, est mauvais conseiller ; la jouissance perd l'homme. Que deviendrait-il et que deviennent, en fait, les individus, comme les peuples, qui n'ont plus à lutter ? Ils dépérissent et tombent la proie de plus forts qui, moins heureux, ont une énergie mieux trempée. N'est-ce pas à l'abri du bonheur, qu'assure la paix, que poussent, d'ordinaire, tous les vices ? De sorte qu'il se pourrait que la souffrance, en définitive, rachetât du mal et que la guerre, qui est un effet du péché, en fût, plus que le châtiment, l'expiation, c'est-à-dire douleur, mais douleur purificatrice.

Qu'il en soit ainsi, il le paraît aux mâles vertus qu'à l'opposé des bassesses qu'elle fait éclore dans les âmes viles, la guerre suscite dans les cœurs nobles. Que de vertus, qui ne se seraient jamais révélées, la guerre a fait surgir chez les fils de France, on ne le dira jamais assez. Conscients, soudain, de leur haute mission, ces ouvriers, ces employés, ces petits commerçants, ces paysans, ces avocats, ces professeurs, ces industriels, ces écrivains et ces artistes, soucieux auparavant de leurs aises et qui n'avaient peut-être jamais pensé à l'intérêt général, se sont tout d'un coup haussés à la dignité de héros. Ils ont patienté, ils ont souffert, ils ont lutté, ils ont enduré tous les maux qu'il est possible de supporter, ils ont tout sacrifié, y compris leur vie, sans un gémissement, sans une plainte, sans un regret, sans même un regard en arrière, la foi au cœur et la gaieté aux lèvres. La guerre a réveillé en eux des énergies ignorées d'eux-mêmes et qui seraient, sans elle, demeurées assoupies. Née du mal, l'agression allemande a fait jaillir du plus profond de leurs cœurs, sous le coup de la haine, de la menace et de la douleur, les plus hautes vertus dont l'homme soit capable. Vertu si haute que tous ceux-là qui se sont sacrifiés ont fait leur sacrifice en pleine connaissance de cause. Ceux qui sont frappés savent, en effet, de façon obscure ou lumineuse, qu'ils le sont pour des fautes dont ils ne sont pas responsables. Ils le savent et ils l'acceptent, car, martyrs sublimes, ils savent aussi que de leur sacrifice dépend le salut, non seulement de la France, mais de l'humanité, dont ils représentent le plus haut idéal qu'elle ait entrevu, l'idéal du droit et de la justice pour tous.

Ils ne se trompent pas, les soldats de France. Sublime rançon, leur sacrifice ne sera pas vain. Une fois de plus, il brisera les puissances mauvaises au profit des divines puissances du bien. A la lettre, plus encore que les grands savants, les grands penseurs ou les grands artistes, car ils la paient de leur sang, ils auront contribué à l'ascension humaine vers l'idéal.

Née du mal, la guerre se trouve ainsi, en dépit de sa nature, servir au bien, qu'elle semblait devoir anéantir et qu'elle anéantirait, en effet, s'il ne se dressait assez fort pour lui résister. Et, c'est précisément parce que, issue du mal, la guerre engendre tous les malheurs que, suprême épreuve, elle tend tous les ressorts de l'âme contre son principe, que, finalement, elle travaille à ruiner.

La raison en est que la douleur, si elle perd les méchants, fortifie les bons. En nous détournant violemment des mesquins intérêts auxquels nous sommes, d'ordinaire, attachés, elle nous rend à nous-mêmes, qui sommes plus près de la source de toute perfection, à savoir de Dieu, que nous avons coutume de l'imaginer. Car la douleur est un mal, mais un mal qui, parce qu'il nous débarrasse brusquement des défauts qui nous isolent les uns des autres et de notre divin principe, réveille, quand nous savons lui tenir tête, les forces de dévouement et d'amour que nous portons en nous. Nos modernes « poilus », qui communient, au vrai, avec ce que l'humanité représente de plus noble et plus profondément encore, avec l'âme du monde, ne se sentent-ils pas transfigurés et comme transportés hors d'eux-mêmes en un véritable élan de mysticisme, qui les rend réfractaires à tout ce qui aurait fait reculer, avant la guerre, les hommes médiocres qu'en majorité ils étaient ? Sous l'aiguillon de la douleur, ils participent, en vérité, puisqu'ils collaborent avec lui, au grand désir de perfection qui soulève l'univers.

Conséquence du mal moral, dont elle fait retom-

ber le poids sur nos têtes, la guerre réveille, les diverses énergies du bien, qui, sans elle, s'endormiraient peut-être. Cruelle rançon, qui frappe de préférence les innocents, parce que seuls, probablement ils ont assez de force d'âme pour dompter le mal en affrontant la souffrance, les maux, que toute guerre implique, servent, par un mystérieux retour des choses, à annihiler ou, si vous préférez, à racheter les crimes dont ces maux, on n'en peut douter, demeurent les fruits empoisonnés.

PAUL GAULTIER.

LES CHEMINS DE FER ET LA GUERRE

Dans la guerre actuelle qui, par le chiffre des masses engagées et l'étendue des territoires immédiatement en jeu, dépasse tout ce qui s'était jamais encore vu, le rail a joué un rôle prépondérant. Les Allemands n'étaient pas les derniers à en être convaincus et, dès longtemps avant le mois d'août 1914, leur attention soutenue, méthodique et tenace sut, de ce côté-là aussi, réaliser des prouesses. Nous ne sommes pas de ceux qui eurent pour les progrès allemands, d'ailleurs remarquables, l'admiration convenue dont ce pays eût trop à souffrir. Cependant, il faut en convenir, le gouvernement de Guillaume II pratiqua une politique des chemins de fer pleine d'effets positifs et précieux. Des spécialistes en étudièrent tous les aspects. Schmiedecke, Bronsart v. Schendorf, von Budde pour n'en citer que les principaux publièrent là-dessus des études approfondies.

Dans l'état d'armement où se trouvait l'Europe, l'avantage en cas de guerre devait appartenir à celui des belligérants qui non seulement disposerait de plus grand nombre d'hommes entraînés et bien équipés, mais encore pourrait, avec le plus de rapidité, en mouvoir les masses. Sans doute, un bon réseau routier et les progrès de l'automobilisme apportaient dans le conflit un élément capable de concurrencer le rail. Mais, autant qu'on ait pu faire dans cette voie, surtout lorsqu'il s'agit de très longues distances à parcourir, la locomotive demeure l'atout qui l'emporte.

Les machines sont aujourd'hui presque toutes des compounds. Poids accru, économie de l'eau et du combustible, récupération plus complète pour leur usage immédiat de toutes les puissances développées ont donné à la grosse locomotive une valeur de premier ordre. Les Allemands, pour leur part, suivant Bernhardi, possèdent des machines couvrant 183 kilomètres en 60 minutes avec un poids de 88 tonnes, sans tender.

Quant à la force de traction, ils distinguent des locomotives « entières, demies et faibles » suivant que la machine est capable de traîner un convoi militaire entier, ou deux fois moins long, comprenant 110 essieux, ou même moins, et sur une rampe de 1/200, avec une vitesse de 22.5 kilomètres.

Il ne suffisait pas d'augmenter la puissance de traction, on devait encore développer celle de transport. Voici cinquante ans, le maximum de charge par wagon atteignait 10.000 kilogrammes. C'est aujourd'hui un minimum, puisque des wagons spéciaux portent jusqu'à trente tonnes.

Mais là ne résidait pas le point délicat dans l'effort à accomplir. Il fallait donner aux voies par le poids du « mètre-rail » et l'assise du ballast une valeur de résistance double, triple ou même quadruple de ce qu'elle possédait jusqu'alors. Sous ce rapport, les Etats s'imposèrent des dépenses considérables quoiqu'inégales. Les Allemands entre autres acceptèrent plus de sacrifices que ne le firent nos alliés russes.

*
* *

L'Allemagne, pour sa part, grâce à la prédominance du pouvoir militaire sur l'administration civile n'adoptait aucun changement dans un point quelconque de son organisation sans l'orienter, d'abord, vers une utilité guerrière. Le reste devait venir... par surcroît. L'industrie et le commerce d'Outre-Rhin n'eurent pas à s'en plaindre, du moins si nous sommes bien informés.

L'Empire avait donc réparti son réseau ferré en vingt-six zones d'exploitation. Chacune d'elles comprenait une ligne principale la traversant de part en part, plus un véritable tissu de voies secondaires toutes en fonction de la première.

Suivant l'état-major, il était prévu une heure pour l'embarquement d'un train d'infanterie et le double pour la cavalerie, l'artillerie de campagne, l'artillerie lourde et les colonnes de munitions. Quant au matériel de siège, on comptait quatre heures pour son chargement et l'usage récent des canons monstres a certainement fait dépasser ces prévisions.

*
* *

Une réflexion faite par Bernhardi dans *La guerre d'aujourd'hui* nous donne à penser qu'en examinant le rôle des chemins de fer dans le conflit actuel, quoique nous fassions, il faut accepter d'être incomplets. Le général allemand di-

sait en effet : « étant donnée l'importance que le chemin de fer a prise de nos jours pour tous les mouvements d'armées, il ne s'agira pas seulement d'employer les voies existantes ; il peut être nécessaire de construire de nouvelles sections, de remettre en état celles qui ont été détruites par l'ennemi et, d'autre part, de rendre inutilisables les lignes encore exploitées par l'ennemi ou celles qu'il a fallu lui abandonner. » Nos adversaires se sont révélés de remarquables pionniers. On peut donc être assuré qu'ils ont ajouté, surtout en territoire conquis, de nombreux fils à ce vaste réseau enserrant leur pays et les contrées qu'ils tiennent pour quelque temps encore.

A ce point de vue, la puissance constructive de l'adversaire peut atteindre cinq kilomètres par jour avec dix équipes de cinq cents ouvriers. Ce sont là des calculs pour un chemin de fer dont les voies ont un écartement normal. Il existe, par contre, un système à rendement plus faible, mais d'un emploi autrement souple. En effet, les chemins de fer de campagne avec un écartement ne dépassant pas 60 centimètres sont formés de *paires* de rail mesurées à la longueur uniforme de 5 mètres. Sur ces installations de fortune, il est possible de faire circuler 70.000 kilogs à trois lieues à l'heure. Ainsi, onze compagnies construiraient cent kilomètres par vingt-quatre heures .

*
* *

Cette question des chemins de fer prend encore une signification spéciale, du fait d'une expérience relativement récente. En 1859 et 1866, la guerre en Europe et sur le continent américain fournissait les premières occasions d'un essai sur une grande échelle du rôle stratégique et tactique des voies ferrées.

Dans *Notre avenir* Bernhardi disait : « une autre chance de succès réside pour nous dans la possibilité d'opérer sur notre ligne intérieure. D'un côté, nous pouvons nous tenir sur la défensive avec des contingents réduits, et de l'autre, tomber sur le deuxième adversaire principal avec le gros de nos forces. Si nous réunissons à lui infliger une défaite décisive l'armée victorieuse sera aussitôt dirigée contre l'autre adversaire qu'on se sera borné jusqu'alors à contenir. »

Par ces lignes du célèbre écrivain militaire nous entrons en plein dans l'actualité et l'intérêt primordial de toute la question des voies ferrées. Si je viens de rappeler que l'expérience acquise du rôle des chemins de fer dans la guerre est nouvelle, c'est parce que tant d'éléments du combat, demeurés essentiels, reposent au contraire sur une expérience aussi vieille que la guerre elle-même.

L'Allemagne, par ce jeu de navette entre les fronts russe et anglo-français nous a longtemps étonnés au cours de cette lutte dont le terme et les surprises sont encore une incertitude pour tous. Aujourd'hui, nous sommes probablement à la veille d'une application nouvelle de cette tactique.

Les chemins de fer devaient servir, dès les jours de paix, à marquer avec évidence les projets de l'état-major allemand. La leçon était même tellement manifeste qu'aujourd'hui encore on s'étonne qu'elle n'ait pas été mieux comprise.

*
* *

Les lignes allemandes ont été construites aux frais de l'Etat — garantie précieuse pour le jour où les comptes seront réglés. L'état-major du Kaiser considérait chaque kilomètre de voie comme un appoint dans la future bataille.

L'Allemagne possédait environ 60.000 kilomètres ferrés. Proportionnellement à la population, ce réseau était le plus dense en Europe, après celui de la France. Le *Great Eastern Railways Magazine* a publié sur ce sujet un tableau comparatif très expressif et auquel j'emprunte les renseignements que voici.

La Grande-Bretagne	23.450	5 1/7	1.930
La Belgique	5.000	4	2.400
La France	30.000	2	1.650
La Russie	39.000	234	3.500
L'Autriche-Hongrie	27.000	10	2.000
L'Italie	10.000	10 1/4	3.211
L'Allemagne	38.000	6	1.700

*
* *

Avant d'examiner la situation des autres pays et à s'en tenir au duel germano-russe, on aperçoit combien l'une des deux puissances est inférieure par rapport à l'autre. D'ailleurs, ne nous en étonnons pas outre mesure. La qualité dominante des Allemands semble bien être leur esprit méthodique. Pendant quatre décades, ce fut de leur part un travail acharné et ils ne cessèrent jamais d'avoir en vue les projets agressifs dont le monde subit aujourd'hui les conséquences.

L'Allemagne avait prévu l'attaque. Examinez sa frontières de l'Est, aussi bien que celles de l'ouest et vous verrez comment le tracé de ces voies ferrées exprime la pensée du Kaiser.

La prudence conseillait d'assurer, d'abord, une retraite éventuelle du front Est. En effet, pendant qu'on abattrait « le principal adversaire », il faudrait immobiliser la Russie dont on escomptait la lenteur.

Voilà pourquoi la ligne Torn, Osterod, Insterbourg était construite et doublée par une seconde voie tout aussi importante : Kœnigsberg-Marienbourg.

Entre ces deux grands traits, une série de traits d'union : Kœnigsberg-Insterbourg ; Kœnigsberg-Korschen ; Marienbourg-Osterod et Hallenstein ; Marienbourg-Eylau, enfin, Marienbourg-Torn.

Kœnigsberg demeure le grand centre dans tout ce large dispositif.

Mais, toujours d'après les prévisions d'avant-guerre, la France abattue, il faudrait se retourner contre la Russie avec une rapidité d'autant plus grande que les semaines écoulées auraient permis à la masse moscovite de s'ébranler. Des lignes offensives existaient donc. C'était Insterbourg-Eydtkuhnen ; Korschen-Lyck ; Torn-Varsovie, et Eylau-Saldau-Mlava.

Une fois encore, des ramifications secondaires existent entre les traits principaux, mais aucune ne conduit à la frontière russe. L'une d'elles toutefois modèle son tracé sur celui de la limite politique. Elle va de Stallupönen à Gollub.

Enfin, à l'extrême pointe nord allemande on trouve, à Tilsit, un nœud important où trois voies se croisent : Kœnigsberg, Insterbourg, Stallupönen.

Citons pour terminer la longue ligne Tilsit à Mémel.

Entre ces voies, elles-mêmes point de départ d'autres secondaires, il faut encore placer tous les chemins de fer vicinaux — les tramways sur route. Suivant les circonstances ils peuvent, en fonction les uns des autres, rendre les plus réels services.

*
* *

De son côté, qu'avait fait la Russie ? Face à l'Allemagne elle se trouve à cause de ses chemins de fer dans une infériorité manifeste. La ligne Berlin-Varsovie laisse la capitale polonaise à 211 verstes de la frontière dépendant d'une seule voie. Celle Varsovie-Pétrograd demeure elle-même sans aucune doublure en cas d'occupation d'un de ses points par l'ennemi. Le réseau s'étend autour de Moscou : Moscou-Varsovie-Brest-Litowsk, de Vilna à la Prusse Orientale, de Kiew à Lemberg, Odessa-Lemberg, et ainsi la frontière allemande est mal desservie.

En raison de l'écartement des voies, différent en Allemagne et en Russie, le passage des armées russes en Prusse Orientale, puis, ensuite, l'offensive du maréchal von Hindenbourg en Pologne et en Courlande en fut contrarié. En se retirant les troupes emmènent ou détruisent le matériel roulant et, dès lors, on se trouve en face d'un réseau inexploitable faute d'essieux s'adaptant aux voies qui diffèrent. Mais, bientôt, arriva le matériel nécessaire, Krupp ayant tout préparé depuis longtemps.

Contre la France, l'Empire allemand a saturé de voies ferrées le triangle Cologne-Aix-la-Chapelle-Emmerich. Vers le Luxembourg la multiplicité des lignes est telle qu'aucune affirmation contraire ne devait détourner la pensée d'une invasion allemande par le Grand-Duché et la Belgique. Certaines lignes même se rouillaient dans l'inactivité où on les laissait. Leur trafic commercial était nul : ainsi la ligne Malmedy-Stavelot, celle qui relie Malmedy à Weymertz.

Il faut enfin remarquer avec quel soin l'état-major de Berlin assura la ligne directe suivant une droite parfaite entre Verviers et Metz.

Sur les lignes stratégiques allemandes les ouvrages d'art facilement endommageables sont réduits au minimum et les tunnels surtout sont évités dans la plus grande mesure, dut-on imposer au tracé général des contours en apparence nuisibles à la rapidité, mais favorables à la sécurité.

*
* *

L'immobilité du front sur les frontières austro-italiennes rend moins utile au regard des événements actuels l'étude des lignes ferrées du sud de la Double Monarchie. Seule une vive avance pourrait mettre en cause le rôle éventuel de ce réseau. Par contre, les derniers événements d'Outre-mer mettant en évidence la campagne anglo-belge dans l'Afrique Orientale nous rappelle que déjà sont tombées une à une toutes les colonies ennemies et le rôle des chemins de fer fut là encore capital.

Pourquoi la conquête du Togo fut-elle si rapidement menée, car, en quinze jours d'opérations effectives, cette terre de 87.200 kilomètres carrés était tombée entre nos mains. Des trois lignes togolaises, celle de 163 kilomètres reliant Lome à Atakpame fut la base de toute la campagne défensive pour les Allemands, constamment offensive en ce qui nous concerne.

Quand il fallut enlever le Cameroun à ses occupants germains pourquoi la campagne fut-elle si longue et difficile, si ce n'est uniquement en raison de l'absence de lignes stratégiques. En outre, proportionnellement à sa surface le pays était très peu desservi par le rail.

Passons dans une autre partie de l'Afrique, le Sud-Ouest, nous voyons la rapide avance du général Botha qui, en l'espace de quelques semai-

nes conquiert un pays de 835.100 kilomètres carrés, c'est-à-dire une fois et demie grand comme l'empire allemand.

De Swakopmund à Windhuk 382 kilomètres, de Swakopmund à Karibib, de Swakopmund encore à Tsumed, 570 kilomètres et un embranchement de 25 lieues vers Groot Fontein. Surtout, un trajet de 528 kilomètres reliant en quelque sorte le système juré du Nord à celui du Sud. Telles furent les causes de la rapide conquête des Anglo-Boers.

Dans les combats de l'Est Africain dont les échos viennent chaque jour jusqu'à nous, quel sera le moment où la marche des nôtres deviendra rapide. Ce sera quand un point quelconque des 850 kilomètres de rail rattachant Dar-es Salam à Tabora tombera en notre pouvoir. La voie de 352 kilomètres d'Usambara devient aussi l'objectif de notre effort. Les atteindre l'une et l'autre produira la chute de cette terre deux fois aussi vaste que tout l'Empire d'Allemagne. Toutes les destructions tactiques n'y pourront rien, car la base même des lignes subsiste.

Ce trop court aperçu d'une question si importante trouve son intérêt dans la leçon qui en découle. La guerre nous a pour ainsi dire poussé le réel dans la main. Au contact des faits l'esprit public s'est fortifié d'une étonnante constance et c'était bien là ce que l'ennemi avait le moins escompté de notre part. Or, le rôle des chemins de fer dans la guerre, la part nécessairement encore trop inconnue du réseau français, par exemple, à certains moments de l'avance foudroyante des Allemands, est un moyen de matérialiser plus encore une idée de ténacité qui ne pourrait durer longtemps sans l'alimentation fréquente du fait. Malgré les destructions passagères ou complètes dont Bernhardi examine souvent les règles pour en fixer les principes, le rail, on le voit, imprime à toute une campagne un caractère très particulier. La rapide invasion de la Belgique et du nord de la France y trouve une certaine explication. Quand viendra le moment où la guerre de mouvement pourra reprendre, et ce sera indispensable, à moins que tous nous acceptions de nous exténuer sur place, que ce soient les Allemands où nous-mêmes, l'avenir immédiat sera lié à l'histoire du rail dans le pays des futurs combats. Il dépendra en partie de lui que notre avance ou celle de nos alliés prenne, juste réplique trop longtemps attendue, cette allure foudroyante dont les premiers nous avons failli être les irrémédiables victimes.

CHARLES STIÉNON.

TABLEAUX DE GUERRE (1)

L'herbe repoussera, les trous seront comblés, les arbres renaîtront ; les hommes, occupés de leurs amours et de nouvelles misères, oublieront même qu'il fut une guerre : on ne reverra jamais paysage aussi tragique, et l'on ne croira pas que nous ayons pu être à ce point malheureux.

Le ravin, déchiré, secoué, tord ses rives chauves sous le ciel orageux. Tout est sombre ici, desséché, d'une forte et lourde tristesse ; la terre brune, semée çà et là d'une lèpre grisâtre ; des branches dispersées au hasard ; et près d'elles des troncs amputés, pieux noirs déchiquetés, comme échappés à un vaste incendie. Ce qui reste de l'une des plus belles forêts de France. Les traînées blanches des boyaux se confondent avec les teintes neutres qui les entourent.

Il a plu, ou il pleut, à moins qu'il ne gèle : on ne sait. Le ruisselet du fond roule une eau sale sur les cailloux jaunes des éboulis, et le bruit qu'il fait évoque des sanglots. Sur la route, des traînées liquides, des flaques d'un noir d'encre. Des débris honteux d'anciennes cabanes broyées, déchiquetées par les explosions de torpilles. Un chêne énorme, renversé...

Vous connaissez les dessins de Gustave Doré pour *l'Enfer* du Dante ; rappelez-vous ces cirques lugubres où des damnés promènent toutes les douleurs du monde : les voici, là-bas, en longues files qui montent lentement ; c'est la corvée de soupe qui porte dans des seaux la pitance glacée, le vin rapeux, le pain durci des héros de l'Argonne.

O pauvres gens ! ô fatigue ! boueux, la face grave, traits tirés, le poil long, ils parlent à peine. L'officier qui les croise leur sourit fraternellement. Et leur face s'éclaire...

Des héros obscurs. Ils ne savent pas toujours d'une façon très claire pourquoi ils se battent. L'idéal qui anime leurs chefs, ils le devinent peut-être : ils le connaîtront toujours mal. Mais ce sont des paysans, durs à la tâche, faits aux caprices du ciel. On les a placés là : ils y restent, ils y souffrent, ils y meurent. Le froid, les nuits humides, la faim, la soif, la solitude, le labeur ingrat, têtu, chaque jour répété, l'ennui amer, les blessures qui font crier, ils auront tout connu. Ils auront tout supporté.

Sale guerre, sans envolée, d'une poésie faite

(1) Pages extraites d'un volume qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Crès.

d'horreur et de mélancolie. Tristes gens, ces civils pour qui l'on se bat, et qui ne pensent à nous que pour dire que nous ne sommes pas trop malheureux et que la tranchée est confortable... La tranchée confortable ! ironie ! ô misère ! Il n'est rien que l'on oublie si facilement que le malheur d'autrui.

Et les 105 éclatent avec un bruit affreux, les 150, les *minen* ébranlent le sol, les crapouillots poursuivent le guetteur dans la tranchée. La nuit, les balles sifflent, éraillant l'air d'une plainte rapide ; des fusées jettent une silencieuse lueur à la fois aveuglante et blafarde. Et des échos roulent à travers les ravins, multipliant d'une voix grave le martellement brutal des canons.

Argonne, ô Argonne...

*
* *

Au repos depuis deux jours, j'ai ouvert ma cantine, et à côté des quelques hardes, des règlements, des livres et des conserves qu'elle renferme, j'ai retrouvé un paquet de cartes, oubliées là depuis que l'on ne bouge plus. Les cartes des premiers mois de la campagne, celles que l'on employait trois, quatre jours, une semaine au maximum, que l'on ouvrait, pliait, refermait, que l'on consultait sans cesse, nos guides, nos sauveurs. Chères cartes, certaines sales par endroits, jaunies par l'humidité, rognées au bord pour gonfler moins le porte-cartes : Verdun, Metz, Laon, Montdidier, Beauvais, Paris, Meaux, Soissons, Amiens, Arras... et qui pour nous représentent tant et tant de souvenirs, de chances, d'émotions, de tristesses, d'angoisse, de minutes affreuses et d'élans généreux. Car nous atteignîmes alors les limites extrêmes du sentiment, et toutes les heures sont grises à côté des instants que nous vécûmes là.

J'ignore si je sortirai de la grande tempête où je me perds depuis bientôt vingt mois. Mais je sens que c'est le gros morceau de ma vie. Nous sommes la génération de la guerre, celle qui a tout souffert, tout enduré, qui paye les fautes commises par les aînés. Et toujours les rescapés parleront de leurs aventures de guerre. Les troupiers décriront d'imaginaires hécatombes, où les corps feront des murailles de chair pantelante, ces murs de cadavres si bellement inventés par les journalistes dans leurs fauteuils. Les vieux officiers montreront comment ils auraient dirigé la campagne, s'ils avaient été à la place de Castelnau ou de Joffre. Mais les sages sortiront, les soirs où ils resteront seuls chez eux, les cartes de la guerre, et ils reverront dans un songe merveilleux les paysages, et la terre, et le ciel, et les hommes, les routes et les champs, les avoines du mois d'août, et les betteraves et les chaumes, et ils regretteront de n'être plus jeunes, pour revivre à nouveau une existence aussi mêlée et des aventures superbes...

Je regrette beaucoup de n'avoir jamais pris de notes et de ne point posséder le journal de marche du bataillon : j'ai si peu de mémoire que parfois en regardant la carte je n'arrive pas à retrouver toutes les étapes du voyage. Je revois certaines journées, des moments de la marche, des paysages — certains avec une précision inouïe, les détails les plus infimes et des couleurs de ciel que l'on n'inventerait pas. Puis tout à coup, je me perds, je ne sais plus si nous tournâmes à droite ou à gauche, j'ignore tout ; et je me retrouve dix kilomètres plus loin, devant un portail d'église, ou dans la cour d'une ferme en face d'un prisonnier allemand.

C'est d'ici que nous sommes partis pour la première bataille, et nous n'avions guère peur, je vous assure. Et le surlendemain, dans un champ, sous les pommiers humides, le commandant félicitait les chasseurs qui s'étaient bien tenus. Dans le village que nous venions de quitter, il y avait une belle Vierge de pierre qu'ils ont mise depuis au Musée de Munich. (C'est là que j'embrassai dans le cou la sœur du curé.)

Et le ruisseau à Chaillon où je me baignai par ce bel après-midi d'août. Et la grange avec les mitrailleurs où au cri d'alerte le petit Pierre, un mineur, partit avec sa carabine, vêtu seulement d'une chemise et d'un pantalon, et courut sur la route tant qu'il eut du souffle. En bicyclette, je n'arrivais pas à le rattraper.

Et Senlis le 2 septembre, et Liancourt où l'on nous donnait du vin et des fruits. Comme tout cela fut la grande, la superbe aventure !

Nous avons vécu.

Plus tard, les jeunes, dont nous assurons le repos et la liberté, liront dans les livres ces belles histoires. Et ils seront bien pauvres, de ne les connaître qu'avec des mots, ces histoires achetées au péril de la vie, si belles justement parce qu'elles nous ont tant coûté...

*
* *

Je ne puis tout expliquer, en ce moment. Mais j'ai vu une attaque écrasée par le feu, et j'ai vu un héros, ce que l'on appelle un héros des temps antiques.

Le 14 juillet 1915, le lieutenant B..., du 9e ré-

giment d'infanterie, en son âme et conscience décidait d'exécuter intégralement l'ordre d'attaque qu'il avait reçu comme moi, comme tant d'autres, et qui était inexécutable. Aucune préparation d'artillerie. Et j'avais échoué la veille sur le même terrain. Six officiers avec moi lui avions représenté l'impossibilité matérielle de l'entreprise. Il nous promit de ne foncer que si le bataillon à sa gauche démarrait tout entier. « Dans ce cas, moi qui suis à votre droite, lui dis-je, vous appuyerai avec tout mon monde. Je m'y croirai tenu, mais ce sera un suicide. »

A 10 heures et demie du matin, heure fixée pour l'attaque, venant d'apprendre l'arrivée d'un peloton de fantassins que l'on mettait à ma disposition et qui aurait dû être là depuis une heure, je plaçai ce renfort dans une troisième ligne, lorsque j'aperçus, et debout sur le parapet, le lieutenant B..., sac au dos, la canne à la main, qui faisait sortir tout son monde. Je pensai que, contrairement à nos appréciations, un beau mouvement se dessinait..

— Toute la deuxième ligne dans la première, criai-je. Toute la troisième ligne dans la deuxième ligne. Baïonnette au canon !

Et je grimpai les vingt mètres qui séparaient ma troisième ligne de la première. Les officiers que j'avais sous mes ordres étaient dans la première tranchée. Je restai sur le parados, d'où l'on découvrait le terrain.

B..., debout, semblait se promener sur une esplanade. Je cherchai l'autre bataillon, vers la gauche.

— Ils ont envoyé quelques patrouilles, me dit-on, mais ils ont eu des blessés, et ils sont en train de rentrer.

Et alors mon regard se fixa sur la compagnie B... Fusillée de face, de flanc, par trois côtés à la fois, elle était paralysée : les hommes rampaient en arrière, couraient à cropetons à travers les fougères ; certains roulaient, foudroyés ; les pauvres diables étaient fichus. Et toujours B..., se promenait debout, à travers les balles. A ses gestes, on voyait qu'il ramenait ses gens en arrière.

— Que personne ne bouge, dis-je.

Et je courus vers l'endroit par lequel B... était sorti, pour faire boucher le trou, s'il s'en produisait un dans la ligne.

Mais je croisai les blessés. Celui-ci, le doigt enlevé, courait, la main en avant. Un caporal, de sa main valide, soutenait son bras cassé. D'autres venaient lentement, l'œil concentré, déjà sombres. Alors l'image de la mort apparut sous les apparences d'un jeune soldat blond, désequipé et pareil à une ombre mince dans sa capote grise : le visage terreux, le regard perdu et levé vers les abîmes célestes, il titubait largement les bras écartés. Mais l'une de ses mains, battant l'air, revenait vers son cou pour désigner la fontaine de sang qui jaillissait de sa gorge trouée. Tous s'écartaient de lui, tellement il était ruisselant et terrible. Il alla s'affaler devant une guitoune.

Je retrouvai le lieutenant B... sur le parados de la tranchée : il rentrait le dernier, pas plus ému que s'il venait de traverser le boulevard.

Nous convînmes qu'il se replacerait en deuxième ligne, derrière moi.

— Vous me direz combien vous avez eu de pertes.

— Oui, je vais faire l'appel.

Et je retournai chercher le sous-lieutenant commandant mon peloton de renfort. Il avait disparu. Ses hommes ignoraient où il était passé.

J'en parlai à B..., de retour près de moi.

— Il a été tué à mes côtés. Il était venu voir ce que je faisais. J'avais déjà un de mes sous-lieutenants tué, l'autre blessé. Je lui ai dit de faire rentrer mes hommes. Mais il a reçu aussitôt une balle en plein front.

— Savez-vous le chiffre de vos pertes ?

— Quatre-vingts hommes hors de combat, un sous-lieutenant blessé et deux autres tués, dont celui de l'autre compagnie.

Je n'avais rien à dire. Le lieutenant B..., qui avait reçu une balle dans son sac (son flacon d'encre à stylo avait éclaté dans ses chaussettes), s'était conduit en héros. Mais j'ai souvent réfléchi à cette attaque, à tant d'attaques semblables... L'expérience, à la guerre, s'achète avec du sang.

*
* *

En guerre, on ne se bat pas tous les jours. Voici la plate vérité que les civils méconnaissent lorsqu'ils désespèrent et trouvent le temps long ; voilà ce que nous ignorions quasiment avant d'avoir fait campagne. Je me rappellerai toujours le sang-froid avec lequel mon chef de bataillon emballait des livres dans sa cantine au départ de Vincennes à la mobilisation : « Si nous avons à faire le siège de Metz, on aura le temps de lire », me dit-il.

Si l'on s'était battu chaque jour depuis le 15 septembre 1914 et sur tous les points de notre ligne, il n'y aurait plus un homme valide en France, ni en Allemagne. Peut-être certains rentiers, amateurs de leur repos, eussent-ils préféré nous vouer

un souvenir ému tout en touchant paisiblement leurs coupons, et voir la paix venir plus tôt, faute de combattants. Mais nos généraux préfèrent ne nous faire rompre la figure qu'à bon escient, à aussi bon escient que possible. C'est pourquoi la vie de secteur a commencé.

Tenir un secteur veut dire : s'embêter royalement en travaillant comme des nègres et en ménageant la peau de ses hommes. C'est beaucoup moins drôle que la vie d'officier de chasseurs à cheval sous Napoléon Ier. Le pessimiste bourgeois croit peut-être que nous nous tournons les pouces. Ingénieurs, magasiniers, contremaîtres, terrassiers, entrepreneurs de charpentes, vidangeurs, égoutiers, hygiénistes, comptables, maîtres d'hôtel, pyrotechniciens, bombardiers, observateurs d'artillerie, mineurs... il faut que nous remplissions tour à tour ces divers rôles, sans délai, sans phrases, et chaque fois, dans chacun de ces emplois, avec la responsabilité terrible de vies humaines, le souci de la cohésion de notre troupe, de son emploi tactique, de sa tenue morale... Si avec ces divers poids sur le dos nous persistons à rester gais et entreprenants, c'est que nous sommes de joyeux je m'enfichistes, « bons compaings de galles » disait Villon, qui eût fait un très joli sous-lieutenant.

Il nous reste cependant des heures pour lire, réfléchir, nous asseoir au soleil et méditer les paysages étonnants que des bombardements successifs composèrent pour égaler la nature, semble-t-il, aux imaginations du Dante.

A ma droite, il ne reste rien. Ce qui était une clairière il y a encore quinze jours, le voici mué par les obus en cratères de craie, fendu par des boyaux, nu, sec, sale, triste. Il y avait là un cimetière, datant de l'hiver passé : les croix, déchiquetées, courent les unes après les autres ; des tombes, ouvertes, puent. Une poutre de trois mètres, qu'une torpille a fait valser, pointe seule la tête en l'air : cette nuit on l'enlèvera : le bon bois est rare dans cette forêt.

J'écris à une jeune amie un peu folle ; elle est blonde comme cette herbe qui flétrit, blonde comme les bottes de vétyver qu'on achetait à Marseille avant de s'embarquer pour l'Orient, blonde comme le Nord, la fraîcheur, la lumière... Je lui écris :

Je vis en ce moment dans une forêt aux arbres perforés par les balles, scalpés par les obus, et dont la plupart des branches pendent rousses et brûlées, parmi les restes d'un feuillage qui ne repoussera plus.

Une clarté laiteuse, en ce pâle été, baigne la nuit ces restes désolés. Et des tourterelles, oiseaux de feu qui éclatent et tuent, traversent l'air avec un long sifflement triste.

Mais sentira-t-elle combien j'étais triste moi-même en décrivant ainsi pour elle ce que les journaux appellent « le théâtre de nos exploits » ?

Je songe, tandis que dans le tiède silence de cette fin d'après-midi un coup de feu éclate parfois, aux jugements que l'histoire portera sur ceux qui nous ont fait cette guerre. Et non point ceux qui, à Vienne ou à Berlin, désireux de galons, d'argent, de sinécures, ont choisi le moment de l'accrochage, mais les tristes médiocres qui, en France, parlaient de paix universelle, de désarmement, de justice, de lois sociales, et n'achetaient pas les canons qui eussent intimidé l'adversaire.

Nous n'aurions jamais eu la guerre, si l'on nous avait cru forts. Et nos charlatans de place publique s'acharnaient à nous donner l'apparence de l'anémie.

Tant de morts pour quelques imbéciles !

C'est la grandeur, le sens tragique de nos efforts, de nos souffrances, que nous, combattants, nous ne les ayons pas voulus, et que nous n'ayons pas commis les erreurs qui décident de notre vie et de notre mort. Nous acceptons tout. Que la lutte soit heureuse, utile, qu'importe, en somme ! La victoire faite, nous ne serons pas de la cohorte des profiteurs. Le véritable soldat ne s'acharne point à prévoir la fin du combat : il lutte avec aux lèvres un sourire qui est presque de l'indifférence, il est tellement sûr de mourir...

Un oiseau brun et rouge, demeuré ici par je ne sais quel miracle, sautille par moment sur les branches d'un houx. Je lui trouve à peu près autant de raison qu'à ces grands politiques... Sans doute est-il plus au fait des énigmes du monde que ce vieux liseur de livres qui le regarde s'amuser. L'été, près de finir, lui ocre le repos. Le soleil l'égaie. Faisons comme lui, et cueillons les roses pâles de la vie du temps qu'elles sont encore à la portée de notre main.

Août 1915.

LOUIS THOMAS.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 12 — 1er SEM. 54e ANNÉE 17-24 JUIN 1916

LAMARTINE ORATEUR D'AFFAIRES (1)

Il n'est pas d'écrivain qui ait raillé avec plus de finesse charmante et malicieuse que Doudan, grand admirateur des doctrinaires, les étapes diverses de la carrière politique de Lamartine. Ses lettres intimes, où s'épanche un esprit dont la méchanceté, à la différence de celui de Sainte-Beuve, n'envenime jamais les traits, ne manquait pas une occasion de décocher au poète, infidèle à sa muse, une allusion, une plaisanterie ou une ironie. Si l'orateur politique n'est pas épargné, peut-on s'étonner que l'orateur d'affaires reçoive des égratignures ? Le 12 septembre 1842, présidant la séance publique de l'Académie de Mâcon, Lamartine avait parlé de l'industrie, des machines, de la concurrence, de la science économique, du devoir social. Ce discours inspira à Doudan un couplet piquant. « Ne trouvez-vous pas que M. de Lamartine devient de plus en plus aimable ? Il a fait l'autre jour un petit morceau sur l'industrie qu'on n'aurait pas attendu de l'auteur des *Méditations*. Cet homme a un génie très souple et aime autant voir courir un wagon en ligne droite sur un triste chemin de fer que de suivre des yeux une troupe d'oiseaux sauvages qui s'en vont chercher l'été sous un autre ciel. Je compte, pour la fois prochaine, sur un morceau lyrique sur le tourne-broche. C'est une drôle de chose que cet esprit poétique au service de toutes les petites passions et de toutes les petites ambitions que donne la politique ! La poésie devient une servante : aussi ses mains commencent à devenir rudes, son teint se hâle au fourneau de la cuisine. Mais l'opposition la trouve assez gentille comme cela : *ne sit ancillæ tibi amor pudori.* »

L'admiration qu'il éprouvait pour Guizot rendait Doudan injuste envers Lamartine. La poésie, maîtresse ou servante, n'avait rien à voir dans l'affaire. Lamartine n'écrivait plus de vers, on pouvait le regretter, mais comment le blâmer de s'intéresser à des problèmes dans lesquels se concentrait toute l'évolution économique et sociale d'un siècle ? Il y apportait d'ailleurs, avec la clairvoyance du génie, une indépendance entière, la volonté de voir et de savoir par lui-même, le mépris des préjugés ambiants, le souci des intérêts généraux, et une variété de connaissances dont on serait surpris, si l'on ne savait à la fois son extraordinaire facilité et son formidable labeur. Il excellait à dégager les aspects généraux d'une question et à deviner dans les contingences et les incertitudes de l'heure où il vivait les nécessités et les lois de l'avenir.

*
* *

Son premier discours d'affaires, qu'il prononça quatre mois après ses débuts à la tribune, le 2 mai 1834, porta sur l'Algérie. Il y affirma la politique des grandes colonisations et il repoussa l'abandon d'Alger comme une pensée « antinationale, antisociale et antihumaine. » Il s'y opposait comme à une honte ou à un crime. « Les nations, disait-il,

(1) Pages extraites de l'ouvrage *Lamartine Orateur*, qui paraîtra prochainement à la librairie Hachette.

n'ont-elles donc qu'une balance de chiffres à établir ? et serions-nous descendus à ce degré de matérialisme social que l'arithmétique dût s'asseoir seule dans les Conseils de la Chambre et du Gouvernement, et peser seule les résolutions de ce noble pays ? » Trois fois encore, à des intervalles espacés, il revint sur cette question, le 11 juin 1836, le 21 avril 1837, le 10 juin 1846, soucieux de concilier avec l'influence et l'autorité de la France les traditions, les mœurs, les lois des populations indigènes dont il se fit l'éloquent interprète. Il repoussait « un général pour tout gouvernement, une armée pour toute institution, un sabre pour toute politique. » Il voulait — dès 1837 — un gouvernement civil, afin de plier la gloire même des généraux trop naturellement portés aux aventures militaires, à une politique de haute prévision, de modération et de prudence. Ces discours, nourris des leçons de l'histoire et empreints d'une philosophie généreuse, devançaient leur temps. Ils étaient écoutés avec impatience par une majorité que des abus trop réels et des vérités prématurées déconcertaient et troublaient. Mais l'avenir leur a donné raison et Lamartine mérite de prendre une place d'honneur parmi ceux qui ont entrevu et préparé les solutions de la pacification algérienne.

M. de Carné avait préconisé en Algérie une sorte d'administration de hasard ou d'instinct, appliquée à ce qu'il considérait comme une conquête de fatalité. Ce fut pour Lamartine l'occasion de protester dans un mouvement d'heureuse improvisation. Pensez-vous donc que Dieu ait supprimé du gouvernement des hommes la puissance de la réflexion et de la sagesse humaine? Pensez-vous donc que le gouvernement représentatif, que le gouvernement démocratique et populaire, si puissant par l'impulsion, par l'élan, par l'énergie de ses instincts, ait supprimé les hommes d'Etat? Au contraire, plus les instincts populaires sont puissants, plus ils sont aveugles dans les grandes masses qui participent au gouvernement d'un pays, et plus la pensée réfléchie, élevée, dominante, éclairée, des hommes d'Etat est nécessaire pour planer sur ces masses aveugles, pour diriger leurs instincts généreux et pour les empêcher, en se trompant, de tomber dans les grandes catastrophes, au lieu de marcher aux grands résultats qu'elles rêvent. »

*
* *

Lamartine avait toujours revendiqué pour le gouvernement un rôle et un devoir de direction dans toutes les affaires qui touchaient de près ou de loin à un intérêt national. Et c'est parce que le ministère, flottant d'une opinion à l'autre, laissait à la « responsabilité du hasard » le vote de la loi qu'il entra, pour la première fois, dans la question des sucres le 26 mai 1837. « Question profonde, écrivait-il à Virieu, en ajoutant : Tu n'en connais pas le premier mot. Tu la connaîtras en un quart d'heure, en causant. » Lui, il la connaissait bien ; elle l'amusait et elle le passionnait. Il y risqua, par conscience, son mandat de député. Quand il la reprit, le 12 mai 1843, il avait cessé de représenter le département du Nord. Sa liberté en fut plus grande. Il ne croyait plus (se trompant d'ailleurs) « à l'avenir de la betterave, » qu'il avait proclamé en 1837, et il avait surtout le souci des colonies et de la marine, dont il proclamait l'indissolubilité. Ce double intérêt lui inspira un discours qui est loin d'être infaillible, mais dont l'aisance et l'élévation attestent, à travers les écueils d'une discussion où les chiffres et les détails techniques abondent, une merveilleuse souplesse. Je crois bien, et dans une affaire de cette nature ce n'est pas un mince éloge, que Thiers lui-même n'eût pas réussi à faire mieux.

*
* *

Lamartine avait accepté de Virieu le principe d'une indemnité pour rectifier les conséquences injustes de son système qui sacrifiait au sucre de canne l'industrie des planteurs de betteraves. Mais il n'arrivait pas à comprendre que son ami, si équitable envers les *betteraves*, fut si révolutionnaire avec les *rentes* « *O altitudo !* s'écriait-il ! Aux uns on enlève un cinquième de leur revenu et de leur capital parce qu'ils sont faibles; aux autres tu veux une indemnité parce qu'ils sont puissants et possesseurs réels d'une protection de vingt millions par an ! » J'ai dit comment l'étude des conséquences financières, politiques et sociales de la conversion proposée l'avait convaincu de son iniquité dangereuse. De plus en plus ferme dans une opposition qui ralliait des partisans de plus en plus rares, il ne lui consacrera pas, de 1836 à 1846, moins de six grands discours (1). Etait-ce une hérésie financière que Lamartine soutenait ? Thiers, s'il faut s'en rapporter aux notes inédites de Duvergier de Hauranne, n'exprimait pas, après la démission du ministère du 11 octobre, tombé d'ailleurs pour avoir voulu faire ajourner la question, un sentiment différent. Il disait tout haut dans les couloirs de la Chambre. « Maintenant que je ne suis plus ministre, je pourrai du moins dire tout

(1) 5 février 1836, 22 mars 1836, janvier 1838, 17 avril 1838, 21 avril 9 mars, 1846.

ce que je pense de cette absurde conversion. Croyez-moi, c'est la mesure la plus inepte, la plus folle, la plus funeste qu'on puisse imaginer (2) ».

Il ne faut pas croire, d'ailleurs, que Lamartine, attaché à une thèse trop absolue, contestât à l'Etat vis-à-vis de tous les porteurs le droit de leur imposer une option entre le remboursement de leur créance et la réduction de l'intérêt. C'est à la conversion du 5 p. 100 qu'il s'opposait en raison de ses origines et des conditions de sa constitution. Le premier discours qu'il prononça contre cette opération, le 5 février 1836, se développe avec une magnifique ordonnance, où le droit et le sentiment, les conséquences financières et les dangers politiques de la mesure proposée, sont analysés sans emphase dans une langue dont l'élégance aisée n'exclut ni la clarté ni la fermeté. Ce discours très préparé ne sent pas l'apprêt. Il est varié et vivant. De plus, il est courageux. La conversion, qui donnait aux propriétaires fonciers l'espoir d'un dégrèvement et qui flattait une certaine rancune jalouse de la province contre Paris et de la terre contre la rente, était une mesure populaire. Lamartine savait quelles hostilités il déchaînait contre lui. Il ne s'en souciait guère. « Quand on s'implante dans une popularité vraie et durable, disait-il, on y puise la vie et la durée ; quand on s'implante dans une popularité mensongère, on passe et l'on périt avec elle. » Il protestait contre des rivalités malsaines, « comme si Paris n'était pas à tous ! comme si les capitales n'étaient pas les résumés des nations ! Les contribuables apprendront trop vite, à leurs dépens, que cette jalouse vengeance contre la prospérité des capitales n'est qu'un suicide insensé, et qu'on ne peut frapper la tête et le cœur, sans que les membres languissent et ne soient eux-mêmes menacés de mort ». D'un autre côté, il mettait l'Assemblée en garde contre une mesure qu'il considérait, avec une bonne foi entière, mais sans doute avec quelque exagération, comme une atteinte à la propriété sous sa forme la plus fugitive et la plus vulnérable. « Qui vous répond qu'il ne se lèverait pas un jour où, par une loi de talion comme celle-ci, des hommes justifiés d'avance par votre exemple, et instruments d'une autre passion jalouse qui fermente au cœur du peuple, viendraient ici à votre place et diraient : Ils ont trouvé la fortune mobilière trop riche, ils ont décimé la rente ! Eh bien ! nous trouvons, nous, la fortune territoriale trop exorbitante et trop privilégiée, et nous décimons la terre. »

C'est au nom de la foi publique et de la probité nationale, selon lui méconnues ou menacées, que Lamartine, obstiné dans une attitude que certaines défaillances n'avaient pu fléchir, persistait « à déplaire au peuple pour le servir ». Il appelait à son secours l'histoire, l'arithmétique, l'économie politique et sociale, se renouvelant et se complétant, d'un discours à l'autre, avec une richesse d'aperçus et une abondance dans l'argumentation qui le préservaient de toute monotonie et s'imposaient à l'attention d'une Assemblée récalcitrante. Des chiffres maniés avec dextérité il s'élevait aux considérations les plus hautes sur les incertitudes de la situation extérieure et sur l'instabilité parlementaire. Il ne discutait pas seulement comme un financier ou comme un juriste, quoiqu'il sût mettre en pleine lumière les objections juridiques ou financières ; il parlait en homme d'Etat, marquant d'un trait profond le vice fondamental et l'erreur meurtrière d'un régime impuissant à donner au gouvernement une pensée directrice, une impulsion irrésistible, un sens vital et populaire. A ce gouvernement indécis et hésitant, qui tâtonnait dans l'instabilité, ce poète apportait une idée neuve, une orientation économique, un programme social. Il lui révélait que, descendue dans les lois, la démocratie descendait inévitablement et prenait son niveau dans la fortune publique. Il parlait avec un accent inspiré de la *richesse mobilière* « cette richesse nouvelle que les anciennes civilisations ne connaissaient pas, et qui n'est pas représentée seulement par le sol, mais par le travail, par l'industrie, par le crédit. Eh bien ! cette richesse mobilière, accessible à tous, répandue sur tous, qui rend tous solidaires, et qui resserre ainsi, par un intérêt commun, les différentes classes tendant sans cesse à se jalouser et à se diviser ; cette richesse mobilière, qui est surtout la richesse du pauvre, du travailleur, de la petite propriété, il faut la constituer, il faut de plus en plus la munir de toutes les garanties qui peuvent lui donner la même inviolabilité que la propriété du sol. C'est là l'œuvre, ce devrait être la pensée du législateur et de l'homme d'Etat vraiment libéral qui comprendrait son siècle, qui comprendrait le dessein de la Providence, qui aurait l'amour, la charité des classes ouvrières. Cette richesse mobilière, c'est leur sort, c'est leur héritage à elles ; c'est là ce que la société moderne, la société industrielle leur attribue ; c'est par là qu'elle les enrichit, c'est par là qu'elle s'enrichit elle-même, car elle est le travail, la circulation, le mouvement, la multiplication réelle ou future des capitaux dont le capital national se grossit sans cesse; c'est elle qui vivifie tout le reste, car le sol ne vaut que le prix qu'on donne à ses produits. Cette

(2) Thureau-Dangin, III, 29, en note.

tendance à la mobilisation du capital, vous la voyez partout ; elle fonde le crédit, elle constitue des dettes, elle multiplie les banques, elle crée les bourses, elle demande à grands cris l'établissement de banques départementales. Il faut être aveugle pour ne pas voir la manifestation de ce besoin des temps » (14 janvier 1838).

Sept ans après, avec l'obstination du devoir, Lamartine revenait à la charge ; il combattait la même mesure, il sollicitait le gouvernement de se prononcer et de ne pas laisser une question de cette importance aux hasards et aux imprudences des initiatives privées. Il ne lui suffisait pas, pour être rassuré, qu'un député, M. Muret de Bort, affirmât que l'heure était bonne dans un horizon sans nuage. Et il provoquait l'hilarité générale en comparant sous la forme d'une ironie discrète la gravité de la mesure avec l'insuffisante autorité de celui qui la provoquait. « Non ! Messieurs, ce n'est pas le gouvernement qui dit cela, ce n'est pas le gouvernement qui tient ce langage. Qui est-ce qui vous dit l'opportunité ? qui est-ce qui vous prononce le secret de la Providence ? C'est M. Muret de Bort. »

*
* *

Lamartine pensait qu'un gouvernement « doit se placer à la tête des erreurs mêmes d'un pays quand il les partage, comme à la tête des vérités. » Ce fut seulement en 1852 que la conversion de la rente, combattue par Lamartine comme une *erreur*, triompha et passa dans la loi. Son hostilité, qui avait trouvé un écho à la Chambre des Pairs, ne fut peut-être pas étrangère à cet ajournement. On peut discuter sa thèse et lui donner tort. Mais il est une autre question, celle des chemins de fer, dans laquelle son génie se mit, d'une façon éclatante et incontestable, au service de la vérité. Vainement M. Thureau-Dangin a-t-il recueilli avec une complaisance partiale une note malicieuse de Duvergier de Hauranne sur le cas de Lamartine qui, ayant présidé cinquante ou soixante séances de la commission spéciale, n'aurait pas compris une seule fois que deux et deux font quatre ! Les discours de Lamartine protestent contre cette plaisanterie et lui méritent une gloire que peu d'orateurs d'affaires, et Thiers lui-même, peuvent lui disputer. Il suffit d'ailleurs de consulter M. Thureau-Dangin pour s'assurer des erreurs invraisemblables que l'invention naissante avait suggérées à Thiers. S'il accordait que « les chemins de fer présentaient quelques avantages pour le transport des voyageurs, » il n'étendait pas cette concession au delà « de quelques lignes fort courtes et aboutissant à de grandes villes comme Paris. » Et, devenu ministre, en 1836, il déclarait se contenter de cinq lieues de rails construits par année ! Cette opinion étrange était partagée par Arago, qui, non content d'avoir à son compte le paradoxe des fluxions de poitrine auxquelles seraient exposés les voyageurs en sortant du tunnel de Saint-Cloud, redoutait que le transport en wagons n'efféminât les soldats, déshabitués des grandes marches !

Quelles railleries ne prodiguerait-on pas à Lamartine s'il s'était montré devant une découverte récente aussi imprévoyant que l'homme d'Etat et aussi timoré que le savant ! Il se rencontra, au contraire, par une heureuse fortune dont la vie politique du poète offre plus d'un exemple, que la science pratique et l'avenir du pays trouvèrent en lui leur plus vigilant et leur plus éloquent défenseur.

Après des hésitations et des contradictions que des intérêts opposés et la nouveauté du problème suffisaient à expliquer, le ministère présidé par Molé avait soumis à la Chambre un projet de construction *par l'Etat* de neuf lignes principales de chemins de fer. La commission, dont Arago était le rapporteur, et où l'opposition s'était assuré une large place, conclut au rejet. Cette hostilité déconcerta le cabinet : il se rallia à une transaction dont l'objet consistait, d'une part, à réduire à quatre les lignes projetées et, d'autre part, à confier à des compagnies privées, qui avaient trouvé dans Berryer un partisan aussi désintéressé qu'éloquent, la construction de deux de ces lignes. Lamartine, quoiqu'il fût un ministériel ardent, combattit ce système. Il avait étudié la question des chemins de fer avec la curiosité passionnée et le soin laborieux qu'il apportait à l'examen des grandes affaires économiques dont les progrès de l'industrie et les découvertes de la science lui révélaient l'importance. Le discours qu'il prononça le 9 mai 1838 est un de ceux où s'affirma, avec le plus d'éclat, dans l'ordre des questions d'affaires, son talent de discussion. Il n'en est pas de plus rigoureusement construit et de plus logiquement ordonné. Tout s'y tient, s'y suit et s'y développe selon les meilleures règles d'un art qui excelle à combiner la souplesse avec la puissance et la mesure avec la force. La trame du raisonnement est si étroitement serrée sous la richesse aisée et abondante du style que le mouvement du discours est presque irrésistible. C'est un modèle.

Lamartine commence par affirmer que l'exécution immédiate d'une au moins des grandes lignes — celle de Paris à Bruxelles — répond à une nécessité urgente qui doit placer le pays au niveau de l'industrie et de la civilisation des peuples voi-

sins. Il s'étonne qu'une commission composée d'hommes éminents — Thiers, Berryer, de Rémusat, Duvergier de Hauranne, Billault, Odilon Barrot en faisaient partie — n'ait réussi, après trois mois d'études, qu'à découvrir des difficultés et à apporter des négations. Il faut aboutir, non au hasard des combinaisons des intérêts privés, mais sous la direction de l'Etat, dont l'ostracisme politique, commercial et industriel est dénoncé par Lamartine comme le legs des temps d'opposition où le gouvernement et le pays vivaient dans un esprit permanent de résistance et de lutte. Depuis 1789 sept ou huit révolutions, mettant fin au régime du bon plaisir, ont fait entrer plus profondément le gouvernement dans le pays, si bien « qu'il ne peut pas y avoir, en haut, en bas, au sommet, à tous les degrés de l'administration nationale un seul acte de quelque importance qui ne soit l'expression, l'action d'une majorité, l'acte de la nation agissante. » De quoi s'agit-il au fond du débat ? Des plus grandes affaires qu'un pays ait eu jamais à mener à fin. Il s'agit pour lui « de se créer par les routes de fer une viabilité politique, commerciale, militaire, industrielle » dont nul ne peut calculer la portée. Lamartine entrevoit un avenir qui échappe à l'incrédulité routinière de Thiers et d'Arago. « C'est la conquête du monde, des distances, des espaces, du temps ; cela multiplie à l'infini les forces et l'industrie humaines par tous les obstacles que cela abrège. C'est l'inconnu ; mais c'est un inconnu certain. Eh bien ! la nation ou le gouvernement agira-t-il par lui-même, ou s'abstiendra-t-il scrupuleusement de l'action comme le veulent les membres de votre commission, et laissera-t-il agir les individus et les compagnies, associations d'individus ? La question est là tout entière. Elle est immense, elle est politique ; elle est sociale ; elle résout ou elle perd notre avenir, elle implique toute notre destinée active, elle est le nœud de votre progrès indéfini ou de votre stagnation perpétuée dans l'impuissance où l'on vous tient. Elle vous avance ou vous retarde d'un siècle... »

*
* *

C'est autour de deux mots, *centralisation* et *décentralisation*, que se heurtent les thèses opposées sur le meilleur mode de construction des chemins de fer. Lamartine s'attache à découvrir derrière ces mots, dont les hommes se paient si facilement, les réalités et les systèmes. Pour préciser, il n'a qu'à se souvenir. N'a-t-il pas écrit dans la *Politique Rationnelle* sur cet important problème des pages originales et profondes? Il leur donne une force nouvelle et la vigueur d'accent que le sujet comporte. Il n'est pas de partisan plus décidé et même plus radical que lui de la décentralisation politique, « de cette part de droit et d'action que les gouvernements libres renvoient à tous les citoyens pour aller ensuite les puiser en eux, et qui fait que l'action du gouvernement est la pensée de tous. » Mais quand cette pensée, librement exprimée, est devenue la volonté générale, l'Etat, dont le rôle change avec le devoir, doit « la concentrer dans une intensité et dans une unité de volonté et d'action administrative, une, forte, irrésistible, aussi toute-puissante que doit l'être l'action collective d'une nation... La vie et l'unité, c'est la même chose dans un peuple ; plus la vie se complète, plus l'unité se signale dans les nationalités qui s'agglomèrent, dans l'administration qui s'uniformise. »

A la commission qui se réclame de la liberté pour défendre le système des compagnies privées, Lamartine objecte qu'il ne veut pas d'une liberté résistante et chicanière, inerte et impuissante, d'un roseau mis pour sceptre aux mains du peuple. Il revendique une liberté d'initiative et d'action, supérieure aux combinaisons de l'égoïsme et de la cupidité corporative, pour sillonner le pays, selon une conception générale et d'ensemble, des lignes nécessaires à ses relations économiques, à ses progrès commerciaux et industriels, à sa défense stratégique. Même si les compagnies ne demandaient ni monopole ni minimum d'intérêts ni tarifs exagérés, Lamartine supplierait l'Etat de ne pas abdiquer son rôle et de ne pas aliéner la liberté de ses mouvements, de son action, de ses progrès. Il ne se range pas à la pensée commune qui fait des grands corps dans un Etat une condition de la civilisation. Il en prévoit et il en redoute le despotisme. La liberté aristocratique dont ils sont l'expression ne ressemble pas à la liberté démocratique qu'il préconise.

« Si les corps résistent à ce qui est au-dessus d'eux, ils oppriment de la même force tout ce qui est au-dessous. C'est la tyrannie la plus odieuse, parce qu'elle est la plus durable, la tyrannie à mille têtes, à mille vies, à mille racines, la tyrannie que l'on ne peut ni briser, ni tuer, ni extirper ; c'est la meilleure forme que l'oppression ait jamais pu prendre pour écraser les individus et les intérêts généraux. Une fois que vous les avez créés ou laissés naître, ils sont maîtres de vous pour les siècles. Vous ne savez où les saisir, et ils vous dominent. Les corps, ou ce qui leur ressemble, les intérêts collectifs reconnus par la loi et organisés, c'est la même chose, c'est l'asservissement [illegible] inévitable, perpétuel, de tous les autres intérêts. On ne peut plus y toucher sans qu'ils jettent un cri qui effraye ou qui ébranle tout au-

tour d'eux. Il faut compter avec eux, et les autres intérêts épars, isolés, sans solidarité, sans action commune, succombent toujours, succombent éternellement devant ces intérêts collectifs. Les gouvernements libres ne sont pas plus affranchis de leur influence que les autres ; ils se glissent partout, dans la presse, dans l'opinion, dans les corps politiques, où ils trouvent des intéressés et des auxiliaires : leur cause a autant de soutiens qu'ils ont d'associés à ces intérêts. » C'est contre la « féodalité de l'argent », la plus menaçante et la plus envahissante, que Lamartine veut protéger l'administration du pays. L'Etat est-il donc incapable, avec ses traditions de gloire et d'honneur, de solidarité permanente et de responsabilité effective, avec ses écoles, ses noviciats et ses diplômes, de faire ce que l'on prétend réserver à des entrepreneurs privés ? Est-ce que les nations n'ont pas aussi leur noble orgueil ? Est-ce que leurs œuvres ne sont pas des monuments qui doivent porter l'empreinte grandiose et conserver le souvenir immortel du génie particulier des peuples qui les ont élevés ? Berryer invoquait au bénéfice de l'industrie privée la construction du canal du Languedoc. Lamartine répondait qu'une exception ne détruisait pas un principe et il demandait qu'on laissât faire aux individus ce qui est borné et passager comme eux et par l'Etat ce qui est éternel comme lui.

Une analyse résume un discours, mais elle le défigure. C'est à peine si elle en dégage la substance et l'ordonnance, tandis qu'elle n'en laisse presque pas soupçonner ce que M. Emile Deschanel a si justement loué dans celui de Lamartine : « la membrure, les articulations, les attaches, et comment, d'une reprise à l'autre, se déroule la continuité variée du nombre et du rythme oratoire. » Ce nombre et ce rythme, inséparables de la langue poétique, peuvent être un danger pour l'orateur s'ils nuisent à la simplicité de sa parole. Lamartine est moins tombé dans cet écueil qu'on ne le croit généralement sans l'avoir lu ou suffisamment pratiqué. Il allie la précision au mouvement et le *vates* qui est en lui ne prophétise pas en enflant le ton sur le mode lyrique. La fin de son discours du 9 mai 1838 passe des généralités aux applications en réclamant avec les plus heureuses formules la construction du chemin de fer de Bruxelles qu'il appelle la *Seine du Nord*. C'est une page prophétique. Lamartine y supplie la Chambre de ne pas « river la Belgique dans la ligne des douanes rhénanes et de ne pas la donner à la Prusse, à l'encontre des événements et des sentiments qui l'ont faite invinciblement française... Ce n'est pas le même drapeau, mais qu'importe ? Les nationalités aujourd'hui ne se forment pas par la conquête, mais par les intérêts communs. Ce n'est pas le même drapeau ? C'est la même nationalité, le même esprit, la même vie, et l'atteinte qui serait portée à l'un des deux peuples frapperait l'autre au cœur.

Ménagez, cultivez, resserrez de semblables sympathies : celui qui ne les comprend pas ne comprend pas l'avenir de son pays. Constituez de plus en plus votre nationalité morale, commerciale, politique en Belgique ; nouez-vous avec elle par des nœuds de fer, par des nœuds que ni la politique ni la guerre ni le commerce rival ne dénouent jamais ! »

*
* *

L'appel de Lamartine ne fut entendu ce jour-là ni dans son expression générale, ni dans son application particulière. La Chambre repoussa à une majorité considérable le projet du gouvernement qui, renonçant à un plan d'ensemble, concéda à des compagnies privées une série de lignes indépendantes les unes des autres. Ce fut le désastre que Lamartine avait prévu et dont M. Thureau-Dangin n'a pu taire le lamentable aveu. Lamartine se refusa le plaisir de triompher des embarras et des humiliations qu'il avait annoncés, mais il demanda, le 6 juillet 1839, que la crise fût salutaire et qu'on profitât de la leçon. « Vous avez écrasé du premier coup, dit-il, l'esprit d'association chez vous en lui donnant un fardeau disproportionné à ses forces. C'était un enfant ; vous lui avez donné le poids d'un géant ; il succombe au premier pas ». La route était encombrée des débris des compagnies. Il fallait la déblayer dans l'intérêt commercial, militaire, national et substituer l'action de l'Etat aux entreprises défaillantes. « Mettons-nous à leur place, et remettons-les à la leur, disait Lamartine en conseillant de confier à l'Etat la construction des grandes lignes qui appartenaient essentiellement à l'Etat ; les lignes nationales, les lignes internationales, les lignes militaires, les lignes qui réunissent nos deux mers, ou qui se renouent, par des têtes de lignes à nos frontières, avec d'autres nations. »

La situation d'infériorité de la France, créée par l'incapacité technique et financière des compagnies, exigeait le prompt et vigoureux remède que Lamartine demandait. Le cabinet du 29 octobre s'en rendit compte et présenta au début de 1842 un vaste programme embrassant la plus grande partie du territoire, coupé par six grandes lignes, dont un système mixte, assez ingénieusement combiné, confiait l'exécution à la fois à l'Etat et à l'industrie privée. La commission nommée pour exa-

miner cet important projet choisit Dufaure pour rapporteur et Lamartine pour président. L'honneur de la présidence était bien dû à l'orateur éloquent dont la ténacité clairvoyante avait contribué à imprimer un mouvement ordonné à l'initiative, jusque-là incertaine et incohérente, des pouvoirs publics. « Ceci est plus qu'une industrie, écrivait-il à Béranger le 6 mars 1842 : *c'est un sens qui pousse à l'homme.* » Le rapporteur s'étant trouvé deux fois en divergence avec la majorité de la commission, il appartint à Lamartine de le suppléer. Il s'acquitta de cette tâche avec succès, le 30 avril 1842, dans la question du tracé d'Avignon à Marseille, — le 11 mai, en faisant rejeter un amendement de Thiers qui invoquait la situation budgétaire pour demander une ligne unique, de la frontière de Belgique à Paris et de Paris à la Méditerranée. Cet amendement fut pour Lamartine l'occasion de prononcer un important discours où il se flatta, et non sans raison, lui « accusé si souvent d'être dans les idéalités, de se plier aux faits, aux circonstances, et d'agir en homme pratique ». Il opposa au scepticisme dont Thiers ne s'était pas encore libéré, et qui lui inspirait des appréhensions étranges, une confiance ardente dans l'utilité et dans l'avenir des chemins de fer, dont il réclamait la distribution équitable et bienfaisante entre toutes les zones du pays capables de les recevoir. « J'aime mieux, disait-il, voter un système que voter une ligne ; car un système vous lie, et une ligne ne vous lie pas. » Thiers avait parlé des intérêts matériels avec une certaine indifférence. Ce fut le poète qui prit leur défense et qui en dégagea la pensée morale et profonde avec une élévation de parole où le nom de Watt était rapproché de celui de Platon. L'épouvantable catastrophe de Versailles, qui avait, trois jours avant, coûté la vie à plus de cinquante personnes et à l'amiral Dumont d'Urville, fournit à Lamartine une péroraison dont l'émotion n'altérait pas la confiance :

« Il semble que la Providence veuille faire payer à l'homme chaque nouveau développement de force qu'elle lui permet d'acquérir, par des périls nouveaux, par des afflictions nouvelles. Eh bien ! je le dis, quelle que soit notre juste douleur, quelle que soit la profonde sympathie de la nation, elle ne doit pas se laisser décourager, ni décourager l'esprit public de la grande pensée qui l'occupe. Il faut payer avec larmes le prix que la Providence met à ses dons et à ses faveurs ; il faut le payer avec larmes, mais il faut le payer aussi avec résignation et avec courage ! Messieurs, sachons-le ! la civilisation aussi est un champ de bataille où beaucoup succombent pour la conquête et l'avancement de tous. Plaignons-les, plaignons-nous, et marchons » !

*
* *

En 1844 Lamartine dut intervenir pour sauver la ligne de Bourgogne dont un amendement menaçait le sort. Il y réussit. « J'avoue, dit-il, que je suis de Mâcon et que mon arrondissement est intéressé dans la question ; c'est la faute de la géographie, ce n'est pas la mienne, si Mâcon est sur la route des deux mers. Je voudrais qu'il en fût autrement ; je voudrais être de Châlon, ne fut-ce que pour faire le sacrifice de l'intérêt de ma localité à l'intérêt public. Mais ce n'est pas une raison parce que l'intérêt général se trouve dans la ville que je représente pour déserter cet intérêt général et celui de la vérité » (19 et 21 juin).

Quelques jours après, le 23 juin, il combattait, en dehors de toute considération locale, et dans l'unique souci d'aboutir, une proposition qui limitait à douze années, au lieu des trente inscrites dans le projet, le bail du chemin de fer de Paris à Lyon. N'était-ce pas atténuer les droits de l'Etat dont nul ne s'était montré plus que lui l'ardent défenseur ? Il n'attendit pas que l'objection lui fut faite. « Pendant que l'Europe fait des chemins, dit-il, la France fait des systèmes. Les principes absolus les plus justes, repris après coup, perdent autant les affaires que les principes abandonnés au point de départ. Le pire des systèmes, c'est d'en changer à chaque circonstance. Ce n'est donc pas tel ou tel système, c'est les chemins de fer que je viens défendre. » Il avait écrit dans ses notes de tribune. « *Je viens défendre non un système, mais l'œuvre des chemins de fer contre le secours dangereux. Deux manières de perdre affaires : nier les principes, — les reprendre après coup. Il faut en finir* ». Il n'est pas possible de se montrer plus dégagé des « idéalités » et je comprends mal qu'on critique comme une contradiction chez Lamartine une attitude qu'on loue chez Thiers ou chez Molé comme l'expression de leur sens pratique. Le souci de Lamartine était moins de faire triompher une idée préconçue que de doter la France des chemins de fer qu'il tenait pour indispensables à l'activité nationale et aux intérêts généraux du pays. La fin lui importait plus que le moyen. Il avait la sagesse courageuse de ne pas s'obstiner, quelque supériorité qu'il persistât à lui reconnaître, dans un système qu'il n'avait pas réussi à faire triompher et il refusait comme « un secours dangereux », aussi bien en 1850 qu'en 1844 la solution même qu'il avait préconisée avec tant d'éclat vigoureux de 1838 à 1840.

C'est le 9 avril 1850 qu'il prononça, à l'occasion

de la ligne de Paris à Avignon, son dernier grand discours sur les chemins de fer. Il répondait à Jules Grévy dont l'oppositon s'était attaquée au projet du gouvernement qui concédait cette ligne à une compagnie privée avec subvention, garantie d'intérêts et bail prolongé. Le discours de Lamartine, moins rigoureusement ordonné que celui du 9 mai 1838, mais plus abondant et plus souple, fit une grande impression. Il témoigne d'une facilité d'improvisation dont les progrès avaient conquis la souveraine maîtrise. Aucun orateur n'était capable d'associer avec tant d'aisance les considérations politiques de l'ordre le plus élevé aux détails techniques d'une question d'affaires. Il fallait rémonter à Mirabeau, au Mirabeau discutant le régime des mines, pour oser une comparaison. « Mon seul système aujourd'hui, disait Lamartine dès ses premiers mots pour frapper les esprits, est de n'en point avoir. En finir avec la misère du peuple travailleur, voilà le système. Ne soyons pas comme ce peuple de l'antiquité, qui dissertait sans fin pendant que la nécessité frappait comme la misère frappe en ce moment à nos portes. »

Sans récriminer contre les déceptions et les ruines qu'on avait accumulées pour n'avoir pas voulu l'entendre, sans nier les fautes commises mais sans en triompher, Lamartine repoussait les principes de Jules Grévy, non qu'ils ne fussent toujours les siens et qu'il ne les tînt pour parfaits, mais parce qu'ils étaient morts et n'avaient plus qu'une valeur rétrospective. La crise financière et la situation extérieure lui paraissaient assez graves pour qu'on réservât comme moyen de leur faire face l'emprunt qu'aurait exigé la construction par l'Etat de cette ligne de Paris à Avignon qu'il appelait « le détroit des Dardanelles, le Bosphore des chemins de fer européens. » Certes personne n'en contestait l'utilité, mais Lamartine invoquait la « longue et triste expérience du passé » pour répondre à ceux qui, voulant la ligne, *mais la voulant autrement*, risquaient d'entraîner un nouvel ajournement et *cette persévérance d'hésitation* dont le pays subissait la honte mortelle. On soulevait contre le projet du gouvernement le danger d'ouvrir la porte à la *spéculation*, un mot qui exerce toujour son empire sur les assemblées timorées. Lamartine en recherchait la définition. « J'ai étudié l'économie politique vingt-cinq ans de ma vie, disait-il. Je me suis demandé, après les plus sérieuses études... » Une voix interrompait : « Après des méditations poétiques. » Sans se laisser déconcerter par cette interruption, il opposait aux manœuvres, qu'il flétrissait, de l'agiotage immoral et coupable, la spéculation légitime, celle qui, n'étant qu'une forme de commerce, était comme « une espèce d'escompte de l'espérance et de la confiance. » Il marquait le rôle bienfaisant et l'action nécessaire du crédit dans une société industrielle et il ne s'effrayait pas des fortunes et des noms dans lesquels ce crédit se personnifiait. « Quand vous voulez la pluie, disait-il, dans une image saisissante, il faut vouloir des nuées. Les réservoirs de l'industrie sont précisément au crédit et à l'argent ce que les nuées sont à la pluie qui féconde la terre. Ce n'est pas autre chose. Si vous tuez le crédit en haut, vous le tuez en bas » (1).

C'était pour arracher les capitaux à la stagnation et pour assurer « la plus noble des assistances, l'assistance par le travail et par le capital distribué » que Lamartine acceptait les dispositions du projet de loi. « Ecoutez moins votre arithmétique, s'écriait-il, écoutez vos cœurs, et votez de sentiment et d'instinct : l'instinct vous sauvera et le calcul vous perdra en vous laissant inactifs. Dans toute grande institution de cette nature, qui prend les capitaux d'une main, qui les déverse de l'autre, avec tant de prodigalité, tant de vivification pour les industries, il y a bien plus que des chiffres, il y a des pensées. » Ainsi derrière les chiffres le puissant orateur recherchait et découvrait une pensée sociale. Adversaire du communisme et des doctrines « qui traversent comme des comètes l'horizon de l'humanité et qui vont se perdre dans les régions inaccessibles de l'utopie », hostile aux passions mauvaises qui les inspirent ou qui en naissent, il était compatissant aux souffrances véritables dont *la loi du travail* lui apparaissait comme le seul remède. « Un peuple occupé est toujours un peuple raisonnable. » Il rappelait en terminant un mot de Luther : « Le cœur humain est une meule qui se broie elle-même quand on ne lui donne rien à moudre », et il en faisait à un peuple en révolution une application éloquente qui enlevait l'Assemblée dans un mouvement unanime d'enthousiasme et de confiance.

Ce discours, le dernier grand discours d'affaires que Lamartine ait prononcé, marque une date dans son éloquence par sa puissance, son ampleur, sa richesse et sa claire vision des nécessités nouvelles et des intérêts vitaux du pays. Il donne leur

(1) Charles Alexandre, qui assistait à la séance, en a noté l'impression. « Toute l'Assemblée a eu un frémissement comme au souffle d'une vérité. M. Achille Fould, ministre des Finances, tous les banquiers, les hommes d'argent, ont applaudi de leurs bancs par des signes de tête et des gestes le généreux orateur qui accourait à leur secours, qui les avait déjà secourus en 1848, mais qu'ils n'avaient pas secouru dans sa détresse. Sans rancune contre eux, il les défendait, mais il le faisait pour la République... » (*Souvenirs*, p. 203.)

conclusion réfléchie, impartiale et prophétique aux interventions si nombreuses que la question des chemins de fer lui avait inspirées. Mais il atteste la faculté de généralisation de l'orateur plus encore que la variété de ses dons. Si l'on veut connaître Lamartine comme orateur d'affaires sous l'étourdissante multiplicité de tous ses aspects, il faut remonter à l'année 1846 dont Charles Alexandre a eu raison de dire que ce fut, de victoire en victoire, sa campagne d'Italie. Dargaud, de son côté, notait les étapes de cette campagne éblouissante, qui envahissait tous les terrains et où Lamartine distançait tous ses rivaux de tribune et de gloire. « Autant qu'aucun de ses émules, il avait l'intelligence : plus que tous il avait l'accent, le rayon. Il était l'idéal du pays, sans en être encore l'instrument. » (1).

LOUIS BARTHOU.

(*A suivre.*)

LES ÉMOTIONS MOTRICES

Une des observations favorites de ceux qui, ayant eu à manier des hommes, employèrent à cette tâche, non les seules facultés d'énergie, mais encore celles de finesse et d'expérimentation, c'est qu'il n'existe pas, qu'il ne saurait exister de sujet complètement rebelle à une savante main-mise de l'extérieur. Autrement dit, les méthodes de la Pédagogie sont toujours applicables et donnent presque infailliblement des résultats : il n'est que de s'entendre à les appliquer, et s'entendre à les appliquer, c'est savoir les *diversifier*. La première règle d'une saine pédagogie, c'est la diversité dans le mode de mécanisation des âmes : voilà pourquoi la formation collective, si elle peut donner des résultats valables dans l'ordre intellectuel, est presque condamnée d'avance à la faillite dans le domaine moral. Par elle on cultive des intelligences, on ne prépare point de volontés ! Je ne puis me rappeler sans frémir quelques-unes des épaisses brutes morales qui usèrent leurs culottes à côté de moi sur les bancs du collège, et cependant jouissaient de l'estime des maîtres pour leur prodigieuse mémoire et pour leurs facultés d'assimilation.

Dans son admirable *Physiologie du mariage*, Balzac convient qu'il n'existe pas de femme entièrement rebelle aux émotions de l'amour. Sans doute, il en est de plus ou moins prédisposées par la Nature, par leur constitution physiologique, pour ce motif que, dans la distribution des dons, c'est le grand principe d'*Inégalité* qui préside à tout. Mais l'inaptitude radicale... à ses yeux, elle n'existe pas ! Si tant de femmes, si tant d'épouses fécondes et entourées de beaux enfants, sont demeurées *vierges*... de sensations, c'est qu'elles eurent affaire, leur vie durant, à des butors ou à des maladroits, qui, en bons égoïstes, ne soupçonnaient rien des ressources infinies qu'offre ce merveilleux clavier des sensations amoureuses, pour lequel il est un mécanisme comparable à celui des plus riches instruments... Ainsi pourrait-on résumer la *philosophie* de cette *Physiologie*. C'est assez marquer que l'auteur de la *Comédie Humaine* se rattache à la doctrine des éducateurs précités, pour qui le problème de l'Education se ramène tout à ceci : savoir trouver et toucher du doigt, dans chaque sujet, le point névralgique. Encore est-ce peu que d'avoir une doctrine : il la faut mettre en œuvre... et quelle application trouverait-on plus édifiante que le monument immortel de la *Comédie Humaine ?*

Songez bien à ceci : c'est sur une telle application que reposent les plus fortes créations de Balzac, celles qui demeurent les plus représentatives de son génie, celles que nous désignions sous ce titre : Les *Personnages Excessifs* (1). Dans sa mansarde de la maison Vauquer, le vieux vermicellier Goriot ne réagit plus à rien : il prépare déjà l'apoplexie séreuse qui le doit emporter. Mais que devant lui on prononce seulement le nom d'une de ses filles qu'il a tant aimées, et qui pourtant ne l'ont payé que d'ingratitude... tout aussitôt sa volonté se redresse et son intelligence se ressaisit. Hulot, vieux baron de l'Empire, de qui la fortune s'est effondrée sous le despotisme effroyable de sa passion pour les femmes, Hulot qu'a mordu toute sa vie « la griffe aiguë de la volupté », est devenu une loque innomable, que tout abandonne et qui a tout abandonné. De son brillant passé, plus rien ne subsiste, pas même le souvenir de la considération dont il fut entouré. Une seule chose survit : ce sont les images sexuelles. Lorsque son ancienne maîtresse, la courtisane Josépha qu'il a lancée jadis et qui lui en conserve de la gratitude, veut assurer les derniers jours de son premier amant, car elle a cette pitié bon enfant qui caractérise les filles — elle ne s'illusionne pas sur la façon de le fixer : à ses yeux

(1) Des Cognets, p. 385.

(1) On trouvera l'application de cette idée dans mon chapitre des *Personnages Excessifs* où j'ai tâché de lui donner son plein et entier développement. (*Essais sur Balzac*).

Hulot ne peut vivre sans femme, et ce serait pitié que de ne pas lui en fournir. Elle lui décrit la petite Olympe Bijou : « C'est garanti neuf, c'est honnête... et pas de pain ! Voilà Paris... J'ai été ça »... Et elle ajoute : « Ah ! ton œil flambe déjà !... » Les autres personnages excessifs de Balzac sont construits de la même façon, aussi bien Grandet que Bridau, Claès que Vautrin, et c'est la toute-puissance de l'*émotion motrice* qui est à la racine de leur psychologie.

*
* *

Grâce à cette admirable intuition du génie qui l'apparente à Shakespeare et justifie le parallèle jadis établi par Taine entre les deux grands hommes — parallèle qui parut si audacieux alors mais n'est pas pour nous déplaire à cette époque d'alliance, — Balzac avait appliqué en artiste à la reconstitution de cette Société, objet de son ambition, les lois génératrices que la science des Taine, des Ribot, des Le Bon, des Bergson devait formuler plus tard grâce aux méthodes discursives mises par l'esprit d'analyse au service de l'investigation psychologique. Elles ne sont pas fort différentes, les lois qui commandent aux réactions essentielles des collectivités : ce sont également des émotions motrices dont on peut préciser le caractère d'unité et de fatalité. Ce sera un des grands enseignements de la guerre qu'elle nous ait apporté tous les éléments nécessaires à des précisions que nous ne soupçonnions pas, pour lesquelles nous avions pourtant tous les documents nécessaires, mais nous manquait seulement le jet de flamme qui illumine, et ce jet de flamme, ce fut la lumière sinistre des Incendies ! Si nos descendants savent plus tard en tirer les conséquences et les applications pratiques, l'effroyable catastrophe n'aura pas été sans utilité.

L'émotion motrice de la collectivité française, celle-là, elle n'est pas difficile à préciser — sujet que l'on pourrait donner en composition à un élève des écoles primaires — puisqu'elle se trouve inscrite à toutes les dates de notre histoire : c'est le sentiment de l'*Honneur*. On le retrouve à toutes les périodes sous la diversité apparente des événements qui marque l'unité essentielle de la race. Il emplit à lui seul toute la tapisserie de haute licé que fait le Moyen-Age français. Il se poursuit aux temps de la Renaissance avec certaines variantes et il persévère jusqu'à nos jours en se transformant. Ecoutons le témoignage de nos irréconciliables ennemis, lequel a plus de valeur que tous les certificats dont nous pourrions nous gratifier : n'est-ce pas Mommsen qui écrit avec cette lourde ironie teutone par où il marque son mépris : — « Les Français sont un peuple qui n'a inventé comme type supérieur que le Chevalier ». Ce Germain croit nous accabler, tandis qu'il dispose lui-même sur notre front l'auréole dont s'illuminent, à travers les âges, les plus nobles poèmes de notre histoire. C'est l'éternel contraste qui sacrifie chez nous les intérêts matériels à l'idéal, cependant qu'eux sacrifient toujours l'idéal à leurs intérêts. Faut-il qu'il soit essentiel à nos éléments ethniques, combinaison de latinité et de celtisme, pour qu'il survive à tous les bouleversements de notre histoire, qu'il suscite les gestes déterminants de ceux qui l'ont faite, et que d'un tel sommet idéal un Français de la Révolution et de la guerre de 1916 puisse donner la main à un autre Français du Moyen-Age ou du temps de François Ier. *Tout est perdu fors l'honneur* : c'est une des formules déterminantes de notre race à laquelle il faut joindre le : *Tirez les premiers* de Fontenoy. Langage incompréhensible et même ridicule de l'autre côté du Rhin. Il se conçoit qu'une nation comme l'Allemagne moderne, de qui l'Idéal repose tout entier sur la compréhension exclusive des intérêts matériels, ait pu fonder des espoirs illimités sur la faiblesse et la vulnérabilité d'un peuple capable d'exprimer en de pareils adages l'essentiel de sa psychologie.

Rendons justice nous-mêmes à nos alliés, les Anglais, qui, si longtemps, furent nos adversaires. L'émotion motrice de leurs actes n'est pas fort distante de la nôtre. Ce que nous entendons par honneur, ils l'appellent du même nom, et, chose plus importante, — car un mot peut n'être qu'une forme de verbalisme souvent décevante — sous l'étiquette ils placent les mêmes idées, plus exactement les mêmes images. Ce type supérieur d'Humanité, que nous appelons *Chevalier*, et qui se retrouve, à notre gloire répétons-le, jusqu'au sein de la Démocratie française, — quelque opinion d'ailleurs que l'on professe sur elle au point de vue politique, — ils lui ont donné un nom moderne.... et c'est le *gentlemen*. Il y a une chose que l'on ne sait pas assez chez nous, et qui est bien caractéristique des instincts religieux de la race anglaise. C'est qu'au début de cette guerre, on prie pour l'ennemi dans les Eglises (1). Dans la prière du culte anglican officiel, on trouve ceci : — « Ecoute-nous, nous t'en supplions ! Qu'il

(1) J'emprunte ce curieux détail, qui étonnera bien des lecteurs français, ceux-là surtout qui ont vécu dans l'idée de l'*implacabilité* anglaise, au beau livre de M. Chevrillon, l'*Angleterre et la Guerre*, déjà cité dans une précédente étude.

puisse te plaire de pardonner à nos ennemis et de nous aider à leur pardonner ! — d'éloigner la mésentente et d'adoucir l'amertume — de leur donner le repentir de leurs méfaits — de montrer ta pitié à ceux d'entre eux qui souffrent des maux de la guerre — de récompenser de ta miséricorde ceux d'entre eux qui sont miséricordieux envers leurs ennemis ! — Dominez le mal par le bien ! »

J'entends d'ici l'ironie méprisante de certains de nos rationalistes qui sourient de la puissance d'illusion qu'implique une telle supplication à l'Eternel. Sur le terrain dogmatique il va de soi que nulle discussion n'est possible : c'est simplement affaire de conscience, et j'avoue même que ce document n'est pas sans m'inquiéter pour la rigueur de l'implacabilité qui sera nécessaire à l'issue de la guerre... Qu'ils veuillent bien maintenant réfléchir à ceci, ces Français incroyants : sous la différence apparente, et toute question de confession mise à part, l'état d'esprit chez nous n'est pas loin d'être identique, puisque nous ne pouvons nous résigner à traiter autrement qu'avec humanité et charité les prisonniers d'une nation qui use des pires traitements vis-à-vis des nôtres ! Devenus rebelles dans la masse aux croyances positives qu'implique toute confession, nous restons animés de l'esprit chrétien qui fait la noblesse de notre race et la rapproche, pour confondre leur destinée, de celle qui s'est alliée à nous.

En ce qui nous touche personnellement, l'*honneur anglais* c'était de rester fidèle à l'Entente, telle que les signatures des contractants l'avaient précisée sur les traités, telle que l'avait acceptée la parole anglaise. Car entre gens d'honneur, une parole vaut un écrit, que dis-je ! une parole engage plus qu'un écrit ! Et le déshonneur serait de s'y soustraire par quelque artifice habile. L'auteur de l'*Angleterre et la Guerre* observe qu'à la date du 2 août, quand l'Allemagne marche ouvertement sur la France, « tout Anglais en qui la religion internationale de l'humanité, fortifié de puritanisme pacifiste, n'a pas tué le sens de la personne morale qu'est la Patrie, se sent diminué à l'idée que l'Angleterre n'est pas déjà aux côtés de la France. Il a l'impression d'un devoir évité, d'une déloyauté, presque d'une trahison, que l'intéressé prétendrait accuser en arguant de la lettre du droit ». Et M. André Chevrillon cite ce fragment d'un noble poème de Laurence Binyon paru dans le *Times* :

« France très humaine !... que ceci — de ce jour-là soit rappelé — quel frisson d'orgueil a passé sur notre île antique jusque dans l'océan. Quel fut le bond de nos cœurs quand nous sûmes que l'Angleterre, alors son égale en foi d'hommes libres et loyaux, se rangeait à son côté ! »

*
* *

Faut-il le dire, à notre gloire, ou laisser à l'avenir le soin de le préciser pour nous ? ces traits essentiels sont les caractéristiques des nations nobles. Comme il est, dans l'ordre individuel, des âmes *royales*, d'autres irrémédiablement viles, « pétries de boue et d'ordure » disait la Bruyère, la Grande Guerre aura apporté au monde cette démonstration donnée une fois pour toutes qu'il est des peuples représentatifs de la civilisation, d'autres au contraire en dehors de l'Humanité. C'est la hauteur de l'étiage moral qui fait la délimitation des groupes. Dans le premier viennent s'inscrire d'elles-mêmes les nations latines, héritières de la tradition gréco-latine, qui surent la conserver comme le plus précieux des trésors en l'avivant, en la vivifiant du souffle chrétien. Joignons-y la noble Angleterre et le groupe des petits peuples qui donnèrent l'exemple du plus sublime héroïsme : Belgique et Serbie. Elles devront, dans l'avenir, former le bloc indissoluble inauguré par une communauté de souffrances et continué par une similitude d'idéal et d'intérêts. Le jour où ce bloc se dissoudrait, c'en serait fait de l'avenir de la civilisation !

En face d'elles, dans une ombre aussi expressive qu'est la forêt de Teutobourg par opposition à la lumière enchanteresse des rives latines, se dresse le bloc germain avec ses Empires centraux régis par la seule Allemagne. Dans un geste de vassalité qui convient à leur sang, ses alliés bulgares et turcs s'humilient devant les ordres du maître, car en vertu d'un mécanisme identique à celui qui du sentiment de l'*honneur* fait l'émotion motrice des premières, ici c'est l'*instinct de servilité* qui commande tous les gestes, et à tous les degrés de la hiérarchie. Nos yeux de jeune homme s'étonnaient déjà, voici vingt ans et plus, que l'on pût faire marcher une armée à coups de schlague et de plats de sabre pour rectifier l'alignement, nous autres Français qui ne supporterions pas qu'un officier nous touchât du bout du doigt, mais nous donnons tout entiers à lui si seulement il s'adresse à notre sentiment du Devoir ! Depuis cette date, nous avons appris qu'il est aussi chez eux dans l'ordre civil un alignement que l'on redresse à coups de schlague et qu'un peuple entier peut accepter cette discipline, que dis-je : l'accepter ! la demander avec ivresse ! Que penser d'une nation où, depuis la brute innomable que fait le sous-officier allemand jusqu'au groupe de ceux

qui s'intitulent : Intellectuels, tous inclinent leur conscience devant les ordres d'un maître et se montrent asoiffés de servitude ! Humbles devant les supérieurs... lâches et arrogants avec les petits et les faibles : toute l'Allemagne moderne est là !

Le jour où leur poète Schiller inscrivait sa phrase fameuse : « Le châtiment d'une mauvaise action, c'est qu'elle engendre forcément d'autres mauvaises actions », il marquait par avance les destinées de son pays. De cet instinct de servilité qui est à la racine de leur psychologie découlent les autres tares mentales par où ils se sont déshonorés aux yeux du monde en provoquant le geste de dégoût que nul avenir ne saurait racheter ! Et c'est d'abord l'instinct de férocité auquel sans doute ne fut pas étrangère la continuité de leur hygiène alimentaire — car suivant un adage qui a cours chez eux et fait même un jeu de mots : « *Der Mensch ist was er ist* : L'homme est ce qu'il mange ». Et ce « goût du sang »... si justement noté dans cette Revue, dont ils pensaient, en l'entretenant soigneusement chez eux, avoir fait contre nous l'arme destructrice, et qui, par un juste retour du Destin où les croyants pourront voir une volonté divine, finalement se retournera contre eux ! (1).

PAUL FLAT.

L'AME DES RACES (1)

Ce livre, publié pour la première fois il y a vingt ans et auquel n'a été apporté aucun changement, avait pour but de déterminer quelques-unes des lois psychologiques de l'évolution des peuples.

On ne pouvait supposer alors qu'un bouleversement mondial viendrait justifier les vues dégagées par un philosophe du chaos de l'histoire.

Elles montrent, ces lois, qu'en dehors des influences nouvelles dues aux progrès de la civilisation, la vie des peuples est régie par un petit nombre de facteurs psychologiques invariables. A travers le temps et l'espace on les voit agir partout et toujours. Des bords du Gange aux plaines de l'Europe, ils contribuèrent puissamment à la naissance et au déclin des plus grands empires.

Les forces psychologiques dont l'influence est si considérable ne sont pas nées de la raison et dominent toutes nos raisons. C'est seulement dans les livres qu'on voit le rationnel guider l'histoire.

Les conflits qui remplissent la vie des peuples ayant des causes étrangères à la raison, nul progrès de la science ne saurait en adoucir la sanguinaire férocité. L'intelligence grandit avec l'extension de la connaissance, mais depuis l'âge des primitives cavernes les sentiments, les illusions et les passions qui mènent les hommes sont restés inchangés. La haine, l'amour, l'ambition, la cupidité et l'orgueil n'ont pas d'époque.

Peu influencés par l'intelligence, les peuples sont surtout guidés par les caractères de leur race, c'est-à-dire par l'agrégat héréditaire de sentiments, besoins, coutumes, traditions, aspirations qui représentent les fondements essentiels de l'âme des nations. Cette âme nationale donne aux nations une stabilité durable à travers les perpétuelles fluctuations des contingences.

Et ici nous touchons au substratum invisible de l'histoire, aux forces secrètes orientant son cours.

C'est la race en effet qui détermine la façon dont les peuples réagissent sous l'influence des événements et des changements de milieu.

Dominant les institutions et les codes aussi bien que les volontés des despotes, l'âme des races régit leurs destinées.

Sa connaissance permet de déchiffrer les hiéroglyphes de l'histoire. Elle dit les causes des grandeurs et des décadences, pourquoi certains peuples se fusionnent alors que d'autres ne le pourront jamais. La race est la pierre angulaire sur laquelle repose l'équilibre des nations. Elle constitue la limite psychologique assignée aux ambitions des conquérants, aux rêves d'hégémonie qu'ils peuvent former.

*
* *

Le rôle de la race s'affirma toujours trop prépondérant dans la vie des peuples pour être resté méconnu. Les plus anciens livres religieux en ont nettement marqué la puissance. Seuls des révo-

(1) Le seul homme vraiment éminent qu'ait possédé dans l'ordre politique l'Allemagne moderne, celui que j'ai appelé déjà : Un *Prophète de l'Allemagne*, le Prince de Bülow, écrivait dans son volume de la *Politique Allemande* : « — Il coulera beaucoup d'eau sous nos ponts jusqu'à ce que les faiblesses et les défauts innés de notre tempérament politique disparaissent. Le Destin, qui, au su de tous, est un mentor distingué, mais coûteux, pourrait bien entreprendre de nous éduquer par le dommage que nous causeront encore les faiblesses inhérentes au caractère de notre peuple... *Espérons qu'elles ne seront pas trop cuisantes, les épreuves* qui ajouteront le talent politique aux dons nombreux et brillants que nous avons reçus de la nature ! »

Puissent ces sombres pressentiments du prophète se réaliser au-delà de ses craintes ! Elles n'atteindront jamais la mesure de nos espérances !

(1) Cet article est destiné à servir d'introduction à la 12e édition des *Lois psychologiques de l'Evolution des peuples*, par Gustave Le Bon.

lutionnaires oublieux du passé purent contester sa force. Mais pour découvrir dans son entier l'immense contenu de la notion de race il fallait atteindre les découvertes de la biologie moderne.

Aux théoriciens tentés de nier l'influence de l'âme des races, le conflit européen suffirait à prouver leur erreur. Ce gigantesque choc résulte surtout en effet de la prétention à l'hégémonie d'une nation qui, en vertu des qualités supposées de sa race, se croyait appelée à régir le monde. Il provient encore des haines ataviques séparant des peuples d'origines différentes, les Autrichiens, les Serbes et les Russes notamment.

Enfin et surtout il résulte des illusions créées dans la mentalité des historiens et des publicistes allemands par une conception très erronée de la notion de race.

Cette conception naquit à une époque où l'insuffisance des connaissances anthropologiques pouvait laisser croire que certaines races s'étaient perpétuées sans mélange en Europe durant une longue suite de siècles.

Si les idées ne survivaient pas aux théories illusoires qui les firent naître, aucune trace d'une telle erreur ne subsisterait aujourd'hui. Des observations anthropologiques très précises prouvent en effet qu'il n'y a plus de races pures chez les peuples civilisés.

Sans doute, diverses contrées de l'Afrique et de l'Asie possèdent encore des races pures, mais en Europe il existe seulement ce que j'ai appelé des races historiques. Elles résultent de croisements divers dûs aux hasards des migrations et des conquêtes. Si leurs caractères psychologiques héréditaires ont fini par devenir très stables, c'est que les produits de tels croisements furent soumis pendant des siècles à une vie commune, impliquant des institutions communes et surtout des intérêts communs.

Pareilles influences, répétées depuis l'époque où, soustraits aux invasions conquérantes, les peuples arrivèrent à l'unité politique, ont créé les caractères psychologiques des races actuelles. Ces caractères sont fixés aujourd'hui pour la plupart des nations, bien que leur naissance ne remonte nullement à des âges préhistoriques.

Les caractères psychologiques des races étant fort dissemblables, elles sont différemment impressionnées par les mêmes influences extérieures. Il en résulte le plus souvent une absolue et réciproque incompréhension. Cette incompréhension apparaît surtout depuis que la facilité des relations rapides a mis les peuples en contact.

La première conséquence de ce rapprochement a été de faire éclater les différences psychologiques qui les séparent et les divergences de compréhension qu'elles engendrent.

La guerre européenne a montré une fois de plus combien pouvaient être profondes les dissemblances de mentalité entre peuples de même civilisation apparente, échangeant depuis longtemps leurs idées et ayant quelques intérêts semblables.

Ces peuples en réalité ne se connaissaient pas et leurs gouvernants, bien que renseignés par des ambassadeurs, des attachés militaires et toute une série de documentations, ne les connaissaient pas davantage.

L'Allemagne ignorait l'âme de l'Angleterre et la France n'ignorait pas moins celle de l'Allemagne. Durant toute la guerre la mentalité des Balkaniques est restée un mystère pour la plupart des diplomates européens. Voulant l'interpréter avec leurs idées d'hommes civilisés, ils ont commis les plus lourdes erreurs. L'âme des races a des frontières qui ne se franchissent pas.

C'est précisément parce que l'incompréhension régit les rapports entre peuples différents et que nous voulons les juger d'après nos idées et nos sentiments personnels, qu'il est si difficile de prévoir la conduite des nations étrangères et de leurs maîtres dans une circonstance donnée. La guerre européenne en a fourni plusieurs exemples. L'imprévision psychologique des hommes d'Etat d'outre-Rhin, par exemple, a eu pour conséquence de réunir contre l'Allemagne des pays tels que l'Angleterre et l'Italie sur l'amitié ou la neutralité desquels ils croyaient devoir compter.

L'âme utilitaire du Teuton ne pouvait prévoir que le respect de la signature des traités, base de toute la vie sociale de l'Angleterre, soulèverait contre l'Allemagne le plus pacifique des peuples, ni que le besoin de défendre son indépendance amènerait la faible Belgique à se dresser contre son puissant envahisseur.

La même incompréhension se manifesta de notre côté. Oubliant le formidable empire exercé par l'âme des morts sur celle des vivants, nous fûmes stupéfaits de la sauvage fureur d'armées incendiant de sang-froid les villes, les monuments et massacrant d'inoffensives populations. Les Allemands ne faisaient pourtant que répéter les actes de leurs ancêtres. La civilisation semblait avoir adouci leurs mœurs, mais la férocité oubliée pendant la paix, parce qu'elle ne pouvait alors s'exercer, n'avait pas disparu. L'héritage était resté intact.

*
* *

Le problème soulevé par les divergences de races

et les aversions qui en sont la suite devant survivre naturellement à la guerre, la grande difficulté de l'avenir sera de modifier les groupements des nationalités diverses actuellement en lutte sur toute la surface de l'Europe et principalement dans les Balkans.

Cette difficulté paraît d'autant plus ardue que la nationalité constituée par la race, peut l'être aussi, quoique beaucoup plus superficiellement, par la communauté de religion, de langage ou d'intérêts. Malheureusement pour la stabilité de la future paix européenne ces quatre éléments se trouvent rarement réunis chez un même peuple.

Longtemps encore, les divergences de races créeront des sources de conflits surtout chez les nations demi-civilisées comme les Balkaniques dont rien n'a pu calmer les haines séculaires.

Sur les antagonismes de races le temps n'agit qu'avec une extrême lenteur. Si parfois un peuple semble changer, des circonstances imprévues finissent par révéler que ces changements n'étaient qu'apparents et portaient uniquement sur les côtés accessoires de la personnalité.

La guerre a fourni un nouvel exemple de cette loi. L'Amérique se croyait très sûre que les millions d'Allemands vivant dans son sein étaient assimilés et possédaient une âme américaine. Il n'en était rien. Dès que l'Allemagne fut menacée, l'âme germanique ancienne domina entièrement l'âme américaine apparente. Les nouveaux citoyens considérés comme assimilés n'hésitèrent pas à se dresser, hostiles, devant leur patrie d'adoption et à fomenter contre elle de redoutables complots. Les moins violents se bornèrent à une furieuse campagne de presse et de conférences en faveur de leur ancienne patrie.

C'est qu'en effet ni les changements de milieu ni les conquêtes ne suffisent à modifier l'âme d'un peuple. Sa transformation n'est possible qu'au moyen de croisements répétés. Le sol, les institutions, la religion même ne changent pas l'âme d'une race.

Les croisements n'ont d'ailleurs d'influence que s'ils s'exercent entre peuples de mentalité voisine. Leurs conséquences sont désastreuses s'ils se font entre peuples de mentalité trop différente. L'union des blancs avec des noirs, des Hindous ou des Peaux-Rouges n'a d'autre résultat que de désagréger chez les produits de ces unions tous les éléments de stabilité de l'âme ancestrale sans en créer de nouveaux. Les peuples de métis, tels que ceux du Mexique et des républiques espagnoles de l'Amérique, restent ingouvernables par cette seule raison qu'ils sont des métis. L'expérience a prouvé qu'aucune institution, aucune éducation ne pouvait les sortir de l'anarchie.

*
* *

Nous avons dit plus haut que la guerre européenne comptait parmi ses causes principales la lente infiltration dans les cerveaux germaniques de l'idée qu'ils constituaient un peuple supérieur destiné à conquérir le monde.

En étudiant, dans un chapitre de cet ouvrage, la propagation des idées et de leur influence sur la vie des nations j'ai montré par quel mécanisme l'idée, après un stage dans le domaine théorique et mobile de la pensée pure, finissait par acquérir en descendant jusqu'aux couches profondes d'un peuple, la puissance d'un torrent déchaîné. Les meneurs qui la firent naître ne peuvent plus alors endiguer son cours. Ils n'avaient manié que de l'abstrait, la foule en a fait des actes.

C'est par ce mécanisme que s'établit la croyance de l'Allemagne moderne en sa supériorité, et son adoration de la force. L'idéal d'hégémonie et la soif de conquête n'ont cessé, surtout depuis cinquante ans, d'être propagés par une légion de professeurs, de philosophes, d'écrivains et d'associations patriotiques.

Lentement, mais puissamment, ces théories s'infiltrèrent dans l'âme populaire et finirent par devenir des dogmes aux allures mystiques. L'Allemand se montra de plus en plus persuadé qu'il était appelé par Dieu à régénérer le monde et à l'exploiter.

A force de grandir, cette croyance acquit une telle puissance que l'Empereur fut conduit à déclarer la guerre à un moment où, sachant l'infériorité de sa flotte sur celle de l'Angleterre, il ne se jugeait pas encore prêt et aurait sans doute préféré attendre.

*
* *

Les circonstances actuelles ont mis en lumière plusieurs autres principes exposés dans ce livre. Etudiant, par exemple, diverses conquêtes du monde antique, et notamment celle des Grecs par les Romains, je me demandais si certaines facultés médiocres mises au service d'un idéal puissant ne permettraient pas à un peuple de détruire des civilisations raffinées, mais dont le développement intellectuel aurait un peu paralysé les qualités de caractère.

L'avenir dira si l'Allemagne moderne peut fournir une vérification de cette loi historique subie par beaucoup d'anciens pays : Egypte, Perse, Grèce, Italie et bien d'autres.

Les grands noms qui jadis illustrèrent l'Allemagne n'ont pas eu de successeurs, mais elle a su hiérarchiser et utiliser ses plus minimes énergies. Grâce à une discipline militaire rigide elle a fait d'une poussière médiocre un bloc formidable, très menaçant pour la paix du monde.

Le problème vital de l'avenir, chez les peuples de civilisation raffinée, sera de superposer à leur culture intellectuelle une éducation rigoureuse du caractère et surtout de la volonté, seules forces capables d'assurer aux nations leur indépendance.

Je l'ai répété dans ce livre et plus-tard dans d'autres ouvrages : la puissance d'un peuple ne dépend pas de son intelligence mais de son caractère. L'intelligence permet de scruter les mystères de la nature et d'utiliser ses forces. Le caractère apprend à se conduire et à résister victorieusement aux agressions.

*
* *

Les qualités de caractère dont l'ensemble constitue l'âme nationale d'un peuple, sont formées par de lentes accumulations ancestrales. Elles finissent par constituer un agrégat très stable de sentiments, de traditions et de croyances, codifiant à travers les âges les nécessités auxquelles est soumise la vie de chaque nation.

L'édification d'une âme nationale exige généralement plusieurs siècles. Stabilisée elle reste longtemps à l'abri de toutes les atteintes. Malgré les plus énergiques moyens, la grande Révolution échoua dans sa tentative de changer l'âme de la France. Les influences du passé reparurent bientôt et conduisirent aux restaurations diverses qui suivirent la période des bouleversements.

D'aussi importants événements laissent sans doute quelques traces dans la mentalité d'un peuple, mais c'est seulement pendant la durée des changements de milieu que les transformations sont profondes.

J'en ai donné la raison dans cet ouvrage en faisant voir qu'à côté de l'armature fondamentale de l'âme d'une race existaient des éléments secondaires, permettant la naissance de personnalités nouvelles. La Révolution et le conflit européen en ont fourni bien des exemples.

Pour ce qui concerne la guerre, ces changements de personnalités furent très nets. En France, ils se produisirent instantanément. Les plus farouches révolutionnaires devinrent d'ardents patriotes, les timides se sentirent hardis, les partis contraires s'unifièrent dans une pensée commune.

La transformation de l'Angleterre fut plus lente mais non moins profonde. Le plus traditionnaliste des peuples finit par renoncer à toutes ses antipathies contre la vie militaire, oublier ses besoins de liberté et se faire une âme nouvelle adaptée à des nécessités nouvelles.

L'adaptation à des conditions imprévues d'existence est toujours lente chez un peuple dont l'âme a été stabilisée par des influences ancestrales répétées longtemps dans le même sens.

Cette stabilisation de son âme donne à une nation une grande force ; mais, trop complète, elle peut devenir funeste. Les peuples qui, faute de malléabilité, ne savent pas s'adapter à des conditions nouvelles d'existence, sont condamnés à la décadence.

L'adaptation implique naturellement l'acquisition d'idées nouvelles, de sentiments nouveaux et par conséquent de mœurs nouvelles. Les transformations ainsi produites ne sont durables que si persistent les changements de milieu les ayant engendrées. J'ai rappelé plus haut combien furent éphémères les personnalités créées par le drame révolutionnaire. La tourmente disparue, les grands acteurs, qualifiés de géants par la légende et qui, pour faire triompher leur cause imposèrent les plus furieux massacres, redevinrent de pacifiques bourgeois, de tranquilles fonctionnaires, de paisibles commerçants et furent les premiers à s'étonner des transformations subies par leur mentalité.

Les changements de personnalités entraînés par la guerre européenne auront sans doute des effets plus durables, parce que tous les intérêts se seront vus atteints dans le présent et menacés dans l'avenir. Cette menace de l'avenir sera un puissant mobile de transformation pour l'âme de plusieurs générations.

La menace persistera longtemps en effet. Les conflits entre peuples d'âme et, par conséquent, d'aspirations et de besoins dissemblables, se répètent fatalement. Les rivalités économiques succèderont aux luttes guerrières dans l'avenir et alterneront avec elles.

Des nécessités nouvelles sont nées et il faudra s'y adapter sous peine de disparaître.

L'union imposée par la guerre continuera-t-elle après la paix ? L'ère fatale des dissensions politiques et religieuses est-elle close pour toujours ? Verrons-nous renaître les haines farouches créées par de funestes rhéteurs prêts à sacrifier l'intérêt de la patrie à leurs intérêts personnels ? Supprimer nos luttes intestines est une condition indispensable de notre vie nationale. Contre les ennemis du dehors nous serions impuissants si nous

devions en même temps combattre les ennemis du dedans.

Les qualités de notre race pouvant équilibrer ses défauts, le sens de son orientation fixera sa destinée. D'inébranlables alliances au dehors et une paix indestructible au dedans représentent nos seules possibilités d'existence. Sans le maintien de la paix à l'intérieur une société ne saurait subsister. Des Grecs de l'antiquité aux Polonais modernes, les peuples n'ayant pas su renoncer à leurs dissensions, sombrèrent dans la servitude et perdirent jusqu'au droit d'avoir une histoire.

GUSTAVE LE BON.

SOUVENIRS D'HIER

(Notes d'un réfugié) (1)

III. — BOURGEOIS DE PARIS.

10 février 1915.

J'ai reçu des lettres d'Angleterre. Nos cousins V. que les hasards de la guerre ont jetés sur le pavé de Londres avec deux malles pour tout bagage, et quelques billets de cent francs pour toute ressource, ont été hospitalisés dans un château du Kent, chez un très noble lord qu'ils n'ont d'ailleurs vu qu'une fois, le jour où il les a reçus à la grille de son parc. Le château est entièrement à leur disposition. Ils ont quatre domestiques, une table somptueuse, on les promène en automobile par tout le pays. Le tailleur et la couturière de leurs hôtes sont venus prendre leurs ordres, et les ont habillés des pieds à la tête sans qu'il leur en ait coûté un sou. Leurs voisins de campagne les invitent à prendre le thé, à jouer au tennis, à chasser, à pêcher ; l'Angleterre aristocratique honore en eux la Belgique martyre, et il me semble qu'ils en sont à peine étonnés. Ma cousine, qui n'avait quitté Bruxelles que pour son voyage de noces, m'écrit qu'elle se sent née pour la vie anglaise. « Quel dommage, me dit-elle, que vous ne soyez pas venu comme nous en Angleterre ! »

Nous n'avons qu'un petit appartement, nous nous sommes campés comme nous avons pu, mais je n'envie pas cette hospitalité fastueuse, où je me serais trouvé fort mal à l'aise. Je n'aime pas à me sentir l'invité. Un luxe exceptionnel a pour moi quelque chose de gênant, et il me semble que j'aurais eu un peu de honte à passer ces mois de guerre comme des mois de vacances. Et puis, l'Angleterre, quelle que soit la cordialité de l'hospitalité britannique, c'était bien plus réellement l'exil. Ici, nous sommes presque chez nous, et la façon dont on nous accueille, nous permet de croire que nous, nous n'avons pas quitté notre pays. Elle a je ne sais quoi de fraternel. La famille française, si fermée d'ordinaire, s'ouvre devant nous, et l'espèce de réserve et de discrétion qu'on met à nous recevoir et à nous obliger ajoute encore à la douceur de ces nouvelles amitiés créées par la guerre, par l'angoisse commune où nous vivons tous, et qui, tout de suite, nous paraissent aussi vieilles que la misère humaine.

Mon ami Renaud, que j'ai eu le bonheur de retrouver à Paris, m'a introduit chez ses cousins Barillon, et maintenant, nous y dînons de temps en temps, dîners de guerre, en famille. Nous nous y trouvons dans une très douce atmosphère, un peu cérémonieuse, mais vraiment familiale. Renaud aurait choisi, pour me faire connaître la vieille bourgeoisie parisienne, une famille-type, qu'il n'aurait pu mieux faire. J'en ai vu quelques-unes depuis, elles se ressemblent toutes. Elles ont les mêmes opinions, les mêmes goûts, les mêmes préjugés, les mêmes grâces un peu surannées, les mêmes vertus solides.

Je n'ai jamais vu de famille plus tendrement unie que cette famille Barillon. M. et Mme Barillon forment un vieux ménage. Je ne crois pas qu'il y ait eu quoi que ce soit de romanesque dans l'histoire de leur mariage. Ils appartiennent au même milieu ils avaient une même façon très sage de comprendre le bonheur. Ils se convenaient parfaitement et ils n'ont cessé de se convenir. Ils ne se sont jamais demandé l'un à l'autre plus qu'ils ne pouvaient se donner et ils ont l'un pour l'autre une sage tendresse faite d'estime et de souvenirs. Dans les relations entre les parents et les enfants, il y a une nuance de tendresse respectueuse qui ne peut être que le produit d'une très ancienne société, d'une société où la douceur des mœurs corrige depuis longtemps les rigueurs du principe d'autorité.

En vérité, celui qui a vu de près un vrai foyer français se demande comment la légende de la corruption française a pu se répandre dans le monde. Rien ne ressemble moins à la vraie société parisienne que l'image que l'on s'en est faite à l'étranger sur la foi d'écrivains qui par désir d'originalité, cherchaient l'exceptionnel ou qui, par manie de moraliser, grossissaient et noircissaient la satire. La vérité c'est qu'il n'y a pas de pays où la vie de famille soit plus saine, plus douce et plus normale. Le ton de liberté qui y règne et cette ab-

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 7 et 10.

sence de toute espèce de pédantisme moral n'est, en somme, qu'un témoignage de la solidité des liens qui unissent tous ses membres les uns aux autres.

M. Barillon — Renaud m'a raconté son histoire — a fait jadis des affaires. Il avait hérité d'une importante maison de commerce de la rue du Sentier, et d'abord il a continué le négoce qui était prospère et qui avait enrichi les siens. Mais, un jour, il s'est aperçu qu'une fortune assez ronde, comme la sienne, se maintenait et même s'accroissait automatiquement pour peu qu'elle soit sagement administrée et placée en valeurs solides. Cette découverte, malheureusement, beaucoup de bourgeois français l'ont faite, et c'est peut être là une des raisons pour lesquelles tant d'industries françaises ont passé en des mains étrangères. M. Barillon a donc cédé ses affaires il y a quelque vingt ans. Depuis, il gère prudemment sa fortune et collectionne des tableaux. Cela suffit à remplir sa vie. Il a le goût très fin et assez hardi. Il possède quelques jolies œuvres du XVIIIe siècle, et beaucoup de ces toiles impressionnistes qui, bien choisies, fixent un des aspects les plus exquis de l'art français, et baignent les appartements de cette douce lumière amortie qui est la lumière de l'Ile de France. Son appartement, au premier étage d'une vieille maison de la rue d'Assas, est délicieusement ouaté. Il est plein de jolies choses disposées sans ostentation, pour le plaisir de la vie quotidienne. Il y règne une agréable atmosphère d'ancien confort et de luxe discret. Le grand salon où Mme Barillon se tient toute la journée, n'est pas fait pour recevoir les foules changeantes des relations faciles, brillantes et utilitaires, mais pour la famille et pour de vieux amis qu'on voit très souvent et qui sont presque de la famille. Mme Barillon est d'ailleurs aussi difficile sur le choix des gens qu'elle reçoit que si elle appartenait au légendaire faubourg Saint-Germain. Non qu'elle ait, comme tant de bourgeoises, des prétentions à la noblesse — elle ne se vante d'aucun parent titré — mais elle est de vieille souche parisienne, et elle en est fière.

Elle est de la rive gauche, née dans le quartier ; elle y a vécu jusqu'à son mariage, et dès que son mari a pu quitter sa maison de commerce, elle a voulu y revenir. Le temps qu'elle a passé sur la rive droite est un temps d'exil et aujourd'hui, il est assez rare qu'elle traverse les ponts. Son quartier, c'est pour elle une petite patrie, une ville dans la grande ville ! C'est l'essence de Paris. Montmartre, la plaine Monceau, les boulevards, sont à ses yeux des provinces contaminées par le séjour d'une nuée d'étrangers plus ou moins suspects.

Comme elle l'aime, son Paris ! Au fond, elle a peine à comprendre qu'on puisse vivre autre part. Chaque année, elle va passer les mois d'été dans une vieille propriété de la famille à Maisons-Laffitte. Quand ses enfants étaient petits, elle allait au bord de la mer pour leur santé, mais elle avoue que ce fut toujours pour elle un petit chagrin que de quitter son appartement et une grande joie que d'y rentrer. Elle ne jouit guère de ce que l'étranger appelle la vie de Paris ; elle ne va pas dix fois par an au théâtre, elle ne sort guère du cercle étroit de sa famille et de ses amis, mais elle a besoin de l'atmosphère de la grande ville. Sans qu'elle s'en rende bien compte, elle jouit avec intensité du plaisir délicat de vivre au calme au milieu du tumulte urbain. Peut-être a-t-elle l'impression que le salon où elle passe ses journées est le centre d'un monde choisi, fait pour son usage, et que toutes les histoires piquantes qui couvrent la ville viennent aboutir chez elle. Elle n'en a que les échos, mais cela lui suffit. Très pieuse, un peu dévote même, mais fort indulgente à qui sut lui plaire, elle aime l'esprit, et raffole des potins. Un de ses vieux amis fait profession de les lui apporter tout frais. C'est M. Boulin.

M. Boulin est un personnage dans la famille Barillon. C'est un ancien avoué fort riche et célibataire qui s'est fait élire député par désœuvrement. Il représente un de ces quartiers élégants de Paris où l'on est toujous réélu une fois qu'on a pu s'y faire admettre. Evidemment, il est conservateur, mais c'est un conservateur sans illusion. Le scepticisme parlementaire s'est ajouté chez lui au scepticisme de l'homme de loi. Il n'aime pas ses adversaires, mais il ne croit pas à ses amis, et dans la conversation, ne les ménage guère.

Mme Barillon se récrie, proteste, lui dit qu'il est un affreux radical, et ne peut se passer de ces anecdotes

Supprimé par la Censure.

On parle beaucoup de politique chez les Barillon. Personne n'en fait, sauf M. Boulin, et encore... mais tout le monde en parle, surtout les femmes.

Supprimé par la Censure.

Les hommes, — il est vrai que je ne rencontre chez les Barillon que des hommes ayant atteint la cinquan-

taine, les autres sont à l'armée — sont plus modérés. Ces histoires de brigands les amusent, mais ils n'ont pas l'air d'y croire beaucoup. Ils parlent du régime avec un sorte de scepticisme désabusé qui est fort amusant, mais où il est bien difficile de trouver trace d'une conviction, et qui fait le contraste le plus étrange avec l'ardeur très sincère de leur patriotisme. Ils sont pleins de confiance dans les destinées de la France dont ils ne sauraient admettre que quelqu'un doutât ; ils conviennent, provisoirement et en principe, qu'il est nécessaire de se confier aux hommes qui la représentent et au gouvernement qui a la responsabilité de diriger ses affaires. Mais ils ne peuvent s'empêcher de les brocarder. De tout le personnel politique actuel, je n'ai encore vu personne qui trouvât grâce devant eux. Quant aux institutions républicaines, ils ne les discutent même plus, tant ils sont convaincus de leurs imperfections.

— Voyons, dis-je un jour à M. Boulin qui venait précisément de nous faire un tableau amusant et féroce des couloirs de la Chambre, est-ce que vous êtes républicain ? Excusez-moi, mais je voudrais savoir si vous pourriez répondre par oui ou par non à cette question indiscrète.

— « Républicain, me répondit-il. Mais certainement que je suis républicain ! Nous sommes tous républicains. Nous méprisons la République, du moins *cette* République, mais nous ne pourrions plus nous en passer. C'est une vieille maîtresse dont nous connaissons tous les vices qui d'ailleurs s'accommode des nôtres, et que nous gardons parce qu'elle n'est pas gênante. Au fond, voyez-vous, les Français, ou du moins les Parisiens, ont toujours eu besoin de mépriser leur gouvernement : ça leur fait croire à leur indépendance, et ne les empêche pas de lui obéir. Aujourd'hui, après plus de quarante ans de République bonne fille, je crois que même les royalistes de tradition s'accommoderaient mal d'un régime dont ils n'auraient pas le droit de médire. Chez un peuple intelligent, rien n'est plus solide qu'un gouvernement méprisé ».

Je commence à croire qu'il y a un peu de vérité sous ce paradoxe, mais ces bons mots, ces traits d'esprit ne cachent-ils pas une singulière indigence d'esprit politique ? Cette grande bourgeoisie parisienne où devrait normalement se recruter le haut personnel administratif et parlementaire de la France, car ses traditions, sa richesse, sa culture en font une véritable élite, s'est en réalité désintéressée presque complètement des affaires publiques. Elle fait à la République radicale une opposition d'épigrammes, une opposition de salon, mais au fond elle s'amuse des scandales dont elle paraît s'indigner et qu'elle invente quelquefois ; pour rien au monde elle ne voudrait compromettre sa sécurité en essayant de changer la forme de l'Etat. A-t-elle un idéal politique quelconque ? J'en doute fort. Elle était républicaine jadis, sous l'Empire. Peut-être l'était-elle encore jusqu'aux environs de 1885. Depuis lors, elle maudit le régime, mais elle ne fait rien pour ressaisir le pouvoir qui lui a échappé. Elle est gouvernée par des avocats de province, des politiciens de profession à qui elle ferme ses portes, qu'elle dédaigne mais dont elle accepte en somme la domination. Depuis plus de vingt ans, les meilleurs de ses fils, ceux qui par leur éducation, leur culture, leur générosité naturelle, auraient pu jouer un rôle dans l'Etat, se sont retirés de la lutte, ont adopté une attitude de dandysme intellectuel qui fut sans doute pleine d'élégance, mais dont on voit aujourd'hui la stérilité. A l'image des maîtres qui ont formé leur sensibilité et leur intelligence : Taine, Renan, Flaubert, Leconte de Lisle, Mallarmé, grands hommes, nobles esprits, certes, merveilleux artistes, mais que la défaite nationale avait cruellement marqués, et dont le pessimisme et l'esthétisme transcendental contenaient un ferment mortel, ils n'ont vu dans la politique que ses bassesses et ses mesquineries; ils se sont en quelque orte calfeutrés dans le rêve le plus aristocratique que jamais caste de prêtres ou de mandarins ait conçu, et voulant ignorer la démocratie qu'ils méprisaient, ils n'ont pas compris que leur tâche était de l'organiser, et de l'obliger ainsi à respecter l'acquit des siècles.

J'ai lu, ces jours derniers, dans un journal socialiste, une phrase qui m'a frappé : « Cette guerre, c'est le fiasco des classes dirigeantes. C'est au peuple que nous devrons la victoire ». Cette constatation commence à s'imposer à beaucoup de bourgeois qui font un douloureux retour sur eux-mêmes, et que l'avenir remplit d'inquiétude.

L'échec des classes dirigeantes ! Mais existait-il encore une classe dirigeante en France ? Qu'a-t-elle dirigé cette grande bourgeoisie qui, au lendemain de 1870, avait en main la richesse, l'intelligence, toute les forces vives de cette nation, la plus douée qui soit au monde ? Elle n'a même pas su donner une forme définitive au régime provisoire qu'elle s'était choisi en 1875 en attendant mieux. Elle s'est laissé enlever les clés de la maison et elle n'a rien fait pour les reprendre. Elle n'a appuyé sérieusement aucun des grands mouvements d'opinion qui ont tenté de réformer la République parlementaire. Au moment du boulangisme comme au moment de l'affaire Dreyfus, elle a laissé la

place à des gens de lettres qu'elle applaudissait, mais à qui elle n'accordait qu'une sympathie défiante et réticente. Je crois que M. Boulin a raison : elle s'accommodait très bien d'un gouvernement qu'elle méprisait, pourvu qu'il ne touchât pas à ses intérêts.

Il semble du reste que chez tous les gens de cette classe, il y ait un ressort cassé. Ils sont très fins, très cultivés, d'une sociabilité charmante ; dans toutes les manifestations de la vie, les plus humbles comme les plus élevées, ils apportent un goût naturel et exquis. Ils donnent très nettement la sensation d'une aristocratie, mais d'une aristocratie qui s'épuise. Ils vivent sur l'acquit des générations précédentes. Prudents, ménagers de leurs ressources, ils n'ont plus rien de cette âpreté aux affaires, de cette rapacité, non plus que de ce besoin de jouir, où l'on peut voir à la fois la force et la laideur, l'inélégance morale de la bourgeoisie industrielle des autres nations. Leur générosité, leur gentilhommerie naturelle, aussi bien que leur égoïsme, contribuent à les rendre incapables de défendre une situation sociale que tout semble menacer.

Une telle société était peut être aussi mal préparée à se faire une rude morale de guerre que ces intellectuels internationalistes et humanitaires, dont la dure réalité d'aujourd'hui est venue bouleverser la chimère. Mais on n'admirera jamais assez l'extraordinaire plasticité, l'étonnante souplesse du peuple français, et cette souplesse, on la retrouve dans toutes les classes. Depuis le mois d'août 1914, il y a certainement quelque chose de changé dans cette bourgeoisie qu'on a dit la plus conservatrice du monde. Au bruit du canon, les portes de ces salons trop bien clos se sont ouvertes sur la vie populaire. Le péril national n'a pas encore changé les habitudes d'esprit mais il a certainement provoqué dans les cœurs une réaction profonde et salutaire. A ces aristocrates de tempérament, elle commence à donner le sens de la solidarité humaine qui s'était un peu atténué chez eux par la douceur même de leur vie. Ils ont participé sans arrière-pensée à l'élan qui, dans l'extrême péril de la patrie, a rapproché si profondément les Français les uns des autres. Devant le péril de leur fils, toutes les mères ont la même façon de trembler. Des gens qui ne connaissaient que la charité mondaine découvrent la misère et la pitié ; tout le monde se donne aux œuvres de guerre, on recherche les soldats sans famille à qui envoyer des paquets, des lettres d'encouragement. C'est une mode, un entraînement ? Non pas. On dirait que tout ce qui sommeillait de bonté dans les âmes s'est réveillé. Dans la famille Barillon, toutes les jeunes femmes se sont faites infirmières. Peut-être au commencement se sont-elles un peu amusées d'un rôle tout neuf. La coiffe de la Croix-Rouge, c'est presque un déguisement, un joli déguisement. Mais bientôt elles se sont données tout entières à leur tâche. Ce qu'il y a de sérieux et d'énergique dans la nature profonde des Françaises, s'est éveillé chez ces jeunes femmes, chez ces jeunes filles qui, sans qu'elles s'en doutassent, sentaient tout le vide, tout le conventionnel de la vie mondaine.

Les deux filles de Mme Barillon sont venues trouver leur mère un beau matin et lui ont dit : Ma chère Maman, nous entrons demain au Val-de-Grâce comme infirmières.

— Au Val-de-Grâce ! Comme infirmières ! Mais vous avez perdu la tête, a-t-elle répondu d'abord. Voyons, ma petite Aline, tu ne peux pas te mettre à soigner des soldats, ce n'est pas la place d'une jeune fille.

— J'ai vingt-cinq ans, Maman, je ne suis plus une fillette, et quand tout le monde donne quelque chose à la France, pourquoi les jeunes filles ne pourraient-elles rien donner ? Nous n'avons que notre temps et nos soins à offrir.

— Tu aurais du moins pu me consulter..

— Tu m'aurais peut-être refusé ton autorisation.

— Et toi, Charlotte, as-tu demandé l'avis de ton mari ?

— M'a-t-il demandé le mien quand il s'est engagé, lui qui faisait partie de l'auxiliaire ?

— Ce n'est pas la même chose... Et puis, tu as deux enfants.

— Je te les confierai, Ma chère Maman, tu ne vas pas me refuser de les prendre chez toi ?

Mme Barillon a été tout éberluée de cette indépendance à laquelle elle n'était pas habituée, mais elle a senti qu'il ne fallait pas insister.

Ah ! Monsieur, m'a-t-elle dit en me racontant la scène, cette guerre me prend tout : mon fils est au feu, mon gendre aussi. Et mes filles se sont faites servantes dans un hôpital. De mon temps, c'étaient des gens dont c'était le métier qui faisaient la guerre, et c'étaient des religieuses qui soignaient les blessés.

— Oui, mais notre temps est fini, ma chère amie, dit M. Barillon qui assistait à la conversation. Notre opinion ne compte plus, et nous n'avons qu'à nous contenter de ce qu'on veut bien nous laisser. C'est cette jeunesse qui sauve la France : nous, nous l'aurions peut-être laissée mourir ?...

Il y avait quelque chose de poignant dans ces paroles qui échappaient à ce vieil homme. Il m'a semblé que c'était là une de ces phrases qui dé-

voilent tout à coup aux autres, presque malgré nous, la pensée que nous n'osons pas nous formuler à nous-mêmes. Il est certain qu'il y a en ce moment chez tous les Français de cette génération une plaie cachée, faite de beaucoup de regrets et d'un peu de remords.

Mme Barillon n'a plus rien dit. Mais elle aussi s'est mise comme elle a pu, aux œuvres de guerre. Elle tricote des chaussettes pour les soldats, elle leur envoie des paquets de tabac et des provisions. Elle fait comme tout le monde. Toutes les femmes de Paris ne se sont-elles pas mobilisées à leur manière, là où elles pouvaient être utiles ?

Et l'admirable, c'est que cet effort a persisté. Voilà des mois qu'Aline Barillon et sa sœur, Mme Baudrier, sortent tous les jours de chez elles à 7 heures du matin. Elles reviennent éreintées, mais heureuses, vraiment heureuses de s'être données tout entières à cette tâche qui les passionne et qui a provoqué en elles une transformation morale peut-être commencée à leur insu avant la guerre, mais que le spectacle quotidien de ce que la guerre a de plus douloureux a précipité. Chez leurs blessés, chez ces paysans et ces ouvriers en uniforme pour lesquels elles avaient une répugnance de caste, elles découvrent des réserves insoupçonnées de délicatesse morale et d'héroïsme instinctif. Elles apprennent à admirer cette fierté native, cette sorte de chevalerie naturelle que nous autres étrangers nous remarquons très vite dans le peuple de France, parce que nous le comparons à d'autres peuples, mais que les bourgeois français ne connaissaient pas, qu'ils ne voulaient pas connaître. Et cette découverte les comble de joie. Il y a quelque chose de très gentiment fraternel dans la façon dont elles parlent de leurs blessés. Pour elles, ce ne sont pas des protégés que l'on aide par devoir de charité, comme la dévote qui visite ses pauvres. Elles savent très bien ce qu'elles doivent à ces braves gens qui ont donné leur sang pour elles, et elles mettent une fierté très douce à payer leur dette à force de soins, de grâce et de bonté. Je me rends bien compte que dans l'atmosphère de ces hôpitaux de Paris, où les parfums mondains se mêlent au relent de l'iodoforme, la vanité féminine et la frivolité trouvent leur compte. Un jeune et fringant officier groupe sans doute autour de son lit plus de sourires et de soins délicats qu'un rustre de territorial qui gémit sans politesse. Le besoin de jouer un rôle, l'attrait malsain que le spectacle de la souffrance exerce sur certaines femmes, sont peut-être pour quelque chose dans cette fièvre de dévouement. Mais de même que l'emploi des grands mots finit par laisser dans les âmes une sorte de poussière d'héroïsme qui prépare quelquefois aux grandes actions, de même la mode du sacrifice laisse dans les cœurs un fond de bonté active et d'humanité tendre. Si je me souviens bien, c'est un personnage d'une comédie de Capus qui dit : « La bourgeoisie sera sauvée par les femmes ». Est-ce une vue prophétique ? Je ne sais. Mais dans le rapprochement des classes qui s'est opéré dès les premiers mois de la guerre, l'infirmière parisienne aura joué son rôle.

DUMONT-WILDEN.

(*A suivre.*)

LE DAMNÉ

Quand, mort, tu descendras dans l'enfer de tes [crimes,
Tu trouveras au fond, ô Néron allemand !
Le lac rouge et visqueux du sang de tes victimes.

Epouvanté, mais fasciné hideusement,
Tu voudras reculer, en détournant la tête,
Et n'éviteras point ton affreux châtiment.

Car tes yeux, au miroir vermeil qui la reflète,
Avides d'admirer ta face d'Empereur,
La chériront encor dans les traits de la Bête.

Tu t'y contempleras et, malgré ta terreur,
Poussé d'un fol amour pour ton immonde image,
Tu la voudras baiser, Narcisse de l'horreur.

Lors, ta bouche ayant bu la pourpre du carnage,
Des formes, peu à peu, dans l'eau rouge naîtront,
Semblables, tout d'abord, à ces courriers d'orage,

Nuages vaguement nouant autour d'un tronc
Des membres, une tête, à l'humaine semblance,
Que les souffles du vent bientôt désuniront,

Et qui, plus loin, d'un autre aquilon qui s'élance
Reçoivent la nouvelle apparence d'un corps,
Changeante au gré de sa rapide violence.

C'est ainsi qu'ébauchant de fugitifs accords,
Flotteront sur le lac de monstrueuses choses
Qui tiendront ta stupeur enchaînée à ses bords.

Livides, à côté de grands nénuphars roses
Que tu reconnaîtras être des seins coupés,
Tu verras des bouquets de petites mains closes.

Et tu verras des bras à des bras agrippés,
Des jambes un instant se liant d'un nœud lâche,
Et, sur des torses déchirés, des pieds crispés.

Et des têtes, enfin, pour achever la tâche
D'effarer ton regard et d'étonner ton cœur,
Emergeront du fond ténébreux qui les cache.

Mais ce ne seront point, sur la tiède liqueur,
Ni les têtes sans nez, ni celles sans oreilles
Qui te prendront le mieux à leur appât vainqueur.

Comme entre des raisins, orgueil doré des treilles,
On voit le muscat noir, blandices du gourmet,
Lui faire préférer ses grappes non pareilles :

Il les goûte des yeux et déjà s'en promet
La jouissance exquise et le régal unique
Dont ce voluptueux, l'an d'avant, se charmait.

Ainsi tu repaîtras ta prunelle cynique
De visages léchés par le feu jusqu'aux os,
Sans en rassasier ta frayeur extatique.

Et quand tu la croiras à son comble, les eaux
Sanglantes, tout à coup, auront comme un mur- [mure
Tel que celui qui semble un soupir des roseaux,

Ou tel que ces soudains frissons dans la ramure,
Effroi d'un souvenir ou d'un pressentiment
Qui donne une âme douloureuse à la Nature.

Et des voix s'enfleront dans ce gémissement,
Et ce seront des cris et des plaintes hurlantes
Dont le chœur clamera ton nom lugubrement.

Et puis tu cesseras d'ouïr ces voix dolentes,
Mais non pas pour ta joie, ô funeste manchot !
Car les minutes vengeresses seront lentes,

Quand tu verras les murs de ton profond cachot
S'animer, étant faits de la foule des ombres
Dont ta rage homicide épuisa le sang chaud.

Alors dardant sur toi les feux de leurs yeux som- [bres,
Plus nombreux que la poudre épaisse qui du sol
S'élève en tourbillons sur de croulants décombres,

Hommes, femmes, vieillards, enfants, ces morts
Menaçant tournoieront, multitude muette, [au vol
Sourds aux cris de l'effroi que tu crieras, ô fol !

Ah ! monstre, c'est alors que tu paieras ta dette :
Car le Prince du Mal, ton maître en cruautés,
Comme dogues dressés à sauter à la tête,

Fera naître de toi ces spectres irrités
Dont chacun, tour à tour, aura pour ministère
D'égaler ton supplice à tes méchancetés.

Guillaume, Chef de peuple au mauvais magistère,
Qui, fourbe, scélérat, orgueilleux et dément,
Vivant, osas rêver du trône de la Terre,

Tremble !, car c'est demain qu'instruit terrible- [ment,
En vain tu maudiras ton âme criminelle
Pour avoir ignoré, dans ton aveuglement,

A quoi songent les morts dans leur vie éternelle !

EUGÈNE HOLLANDE.

RENAN ET L'ALLEMAGNE

LA QUESTION RELIGIEUSE (1)

V. — EMPRUNTS RÉELS DE RENAN A L'ALLEMAGNE.

Tel est le christianisme allemand. Le prestige que la haute recommandation de Renan a valu à ces doctrines dans l'esprit de beaucoup de Français est un des événements intellectuels du XIXe siècle. Il fallait savoir ce que vaut cet événement. Le christianisme allemand est un nuage sur lequel Renan a fait tourner à ses contemporains des yeux admiratifs en y projetant les propres couleurs de son imagination et de son désir. Il fallait pénétrer dans le nuage pour savoir les matières qu'il contient.

Il nous aura suffi de résumer de telles théories pour rendre manifeste que, si Renan a pu avoir des raisons de les saluer avec enthousiasme, il en a eu aussi, et de bien meilleures, pour ne les saluer que de loin. Comment cet esprit, si délicat et dont personne ne contestera qu'il ait porté dans son application à l'histoire, à la connaissance de l'humanité, à l'observation des gouvernements, une clarté souvent magnifique, comment se fût-il accommodé d'idéologies de cette sorte ? Pourtant, il les a prônées, il les a exaltées, non dans le détail, mais en bloc. Quel motif en a-t-il eu ? A cette question, il n'est pas de réponse plus édifiante que l'endroit de ses *Souvenirs* où il nous dit que, dans ses derniers temps de Saint-Sulpice, quand il avait déjà perdu la foi, sans avoir encore quitté la soutane, il se désolait de ne pouvoir être, comme Herder, incroyant et pasteur chrétien. Il rêvait d'un accommodement. Or, c'est ce même rêve que nous le voyons suivre, ce même rêve généralisé et comme dilué, non plus pour lui seulement, mais pour une époque où il voit la vieille foi décliner et perdre du terrain. Il se dit que l'Allemagne a réalisé, grâce à ses philosophies, la combinaison religieuse désirée ; et il ne regarde pas de près aux moyens, il l'en tient quitte. Les noms de ces théologiens défilent sous sa plume, dans un cortège de hautes louanges, mais il ne se réfère pas à la substance de leurs arguments et de leurs doctrines. On ne trouve chez lui ni l'expérience intérieure de Schleiermacher, ni la symbolique rationaliste de Kant, ni la déduction hégélienne du Dieu-homme, ni l'assimilation de la religion avec la sculpture. Il faut convenir que, dans ces conditions, les suprêmes éloges qu'il décerne

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 10 et 11, 1916.

au christianisme allemand, nom collectif de ces théories, a quelque chose de bien imaginatif et de léger. C'est un cas de la légèreté romantique, d'autant plus frappant qu'il nous vient d'un homme qui, dans d'autres domaines, a pris une si belle part aux réactions de l'intelligence contre le romantisme et compté comme un grand critique.

Au surplus, je suis loin de dire que la pensée religieuse allemande ne se soit pas réellement infiltrée dans l'esprit de Renan. J'entends seulement qu'elle n'y est entrée que sous une forme très singulière et au prix d'une transposition qui équivaut presque à une modification de nature ; cette modification n'a, d'ailleurs, pas été, à mon avis, jusqu'à en faire quelque chose de tout à fait sain. Elle s'est dépouillée de l'appareil pseudo-doctrinal et dialectique dont elle s'enveloppait; elle s'est recommandée par une séduction vague de l'imagination. Elle s'est, en passant par la tête de Renan, sinon épurée, du moins allégée, poétisée. Renan ne pénètre pas dans l'intérieur de l'antre rempli de fumées. Il recueille d'un peu loin la vapeur qui s'en exhale et, l'exposant aux rayons de sa pensée plus claire, il lui prête une sorte de légèreté matérielle et de clarté spécieuse.

Il y a ici comme une secrète influence de race. Pétri par la forte éducation latine de l'Église, Renan, par le fond de son être, n'est pourtant pas un latin. L'âme des lointains aïeux celtes, que n'atteignit pas le flot de la civilisation gallo-romaine et qui, dans l'angle d'un monde complètement latinisé, conservèrent leurs rêves propres, cette âme vit et murmure en lui, comme il l'a lui-même mystérieusement exprimé en certaines pages d'une poésie subtile. Je rattache à ce trait de ces origines le fait que la pensée christiano-panthéistique de l'Allemagne n'ait pas eu sur lui la même action qu'elle a communément sur les esprits dont le fond est gallo-romain : ceux-ci, ou bien la repoussent intégralement, ils ne peuvent s'en assimiler rien, ou bien, s'ils s'y livrent, elle les perd, elle les désorganise et les dissout, elle leur ôte la lumière et le nerf, elle les voue à une molle confusion. L'intelligence de Renan a su, tout en tirant un parti de cet élément dangereux, garder à son contact une part superbe de vivacités et d'énergies. Si la pente de sa rêverie bretonne s'est ajoutée à son malaise religieux, pour l'incliner vers la nuée germanique, ç'a été le don et comme la féminine astuce de sa grâce et de sa souplesse bretonnes que de tamiser les opacités de la nuée et d'en extraire cette brume mystique, qui demeure brume, mais assez diaphane pour s'iriser de trompeuses lumières.

Un des exemples les plus significatifs, pour fixer cette nuance, nous le trouverons dans l'usage ou plutôt l'abus singulier qu'il fait du nom et de l'idée de « l'infini ». Le sentiment du devoir est le « messager de l'infini ». Il y a des races « douées pour l'infini ». « L'art aspire, comme la religion, à rendre l'infini sous des formes finies ». Ce pathos est allemand. Les Allemands abusent de l'infini et nous avons précisément vu que le système religieux de Schleiermacher repose sur « la conscience de l'infini » comme celui de Hegel s'engendre d'une certaine dialectique dont l'idée d'infini est le point de départ. Or, je ne dis pas du tout que l'infini soit la propriété de l'Allemagne, puisque, pour tous les chrétiens, l'infini c'est Dieu lui-même, puisque Musset, dans la célèbre pièce où il exprime ses doutes sur la question suprême et qui n'a rien que de français, pousse ce cri :

Je ne puis, malgré moi l'infini me tourmente,

puisque Pascal rapporte ses angoisses religieuses au mystère de l'infini. Ce qui est allemand ou ce qui, du moins, sans être exclusivement allemand, a fleuri en Allemagne à un degré prodigieux, au point de constituer véritablement un des traits de l'esprit germanique, c'est une certaine équivoque foncière au sujet de l'infini. En quoi consiste cette équivoque ? Et qu'est-ce que Renan en tient ?

Dire que l'infini contient la source de la vie universelle, le mystérieux abîme sur lequel tout repose, c'est là une notion qui n'engage pas de grandes conséquences et que tout le monde peut admettre, en raison de son imprécision même. Mais il s'agit de savoir comme on l'entend. L'infini est-il le chaos, ou bien est-il Dieu ? Pour les Grecs, l'infini c'était le chaos, l'indéterminé, l'amorphe, la matière universelle et commune des choses ; et l'élément divin, dans un être, consistait, non pas dans sa participation à ce fond obscur et sans bornes de l'univers, mais, au contraire, dans ce qui l'en détachait, en l'individualisant, et faisait de lui un tout distinct dans le tout, achevé, cohérent, harmonieux. En d'autres termes, l'infini était l'antipode du divin, du parfait. La théologie et la philosophie chrétiennes ont fait un bien autre sort à l'infini; elles l'ont relevé de ces bas-fonds de l'univers ; elles l'identifient au divin et au parfait; l'infini, c'est l'infinité de perfection ; ce n'est pas le non-individuel, mais l'individualité suprême. Métaphysiquement, ce point donne lieu à des difficultés. Comment l'infini peut-il être le parfait ? Nous n'avons pas ici ces difficultés en vue, mais seulement une vérité morale précieuse à tous les civilisés : c'est que, si l'infini n'est pas le parfait, si nous ne le conce-

vons pas et ne le saisissons pas comme ayant la pureté du parfait, nous ne saurions, sans dégradation, le prendre pour objet de nos religieux hommages, de nos mystiques, ni même de nos poétiques effusions, car il est alors au-dessous de nous, il est moins que nous ne sommes, les formes déterminées et élevées de la vie (l'humanité est la plus haute que nous connaissions) ne doivent pas s'incliner devant les virtualités vagues de la vie, ni se laisser enivrer par les vapeurs du gouffre universel. *Os homini sublime dedit.* Voilà l'objet de l'équivoque allemande. On la rencontre jusque chez Gœthe, du moins dans le langage de son Werther. La pensée allemande semble manquer de la délicatesse impliquée dans cette distinction, pourtant capitale. Sans cesse, elle mêle l'infini dans ses discours; mais, sans cesse, dans la philosophie, comme dans la poésie, elle en parle dans un sens trouble et ambigu. Il est le Père, digne d'amour, le vrai, le beau et le saint, le terme suprême de nos aspirations les plus élevées, le refuge d'un cœur pieux et il est le vague de la pensée et de la réalité indéterminées, le souffle du néant, le gouffre originaire et final où la vie et la mort se mêlent et ne se distinguent pas. On croirait qu'une unique essence est tout cela à la fois et indiscernablement. Nulle obscurité ne doit répugner davantage à l'esprit des peuples qui ont créé la civilisation. Et il est assez manifeste qu'elle fait le fond du subjectivisme religieux de Schleiermacher, comme de la dialectique hégélienne.

Certes, Renan ne serait pas le lumineux esprit, le grand classique qu'il a été, à plusieurs égards, s'il n'y avait eu en lui un discernement, un sens, un goût, fort élevés au-dessus de ces confusions, dont le sentiment n'est pas moins offensé que l'intelligence. Mais elles se sont plus ou moins répandues dans ce qu'on pourrait appeler la zone religieuse de sa pensée, pour y remplacer le catholicisme. Une saine critique effacerait volontiers de son œuvre la plupart des phrases (si cadencées pourtant) où revient ce ronron de l'infini. Non, certes, qu'elles égalent le mauvais pathos du lyrisme religieux germanico-romantique auquel elles ne font que trop penser. Mais elles ne laissent pas de causer un malaise à l'esprit.

Voyez la prière (publiée après sa mort) qu'il adresse à la mémoire d'une enfant qu'il a perdue. La dédicace en est la suivante : « A ma fille Ernestine, morte à sept mois, *sans avoir eu, ce semble, conscience des choses finies.* » Et il lui parle de la sorte :

Ton trajet dans la vie passagère a été court... Sortie un moment des bras du Père céleste, tu as eu hâte d'y revenir; l'infini te retenait par un charme invincible, tu ne voulais pas quitter ton petit Paradis.

Si, pour cette petite créature, vagir encore sans pensée, c'était n'avoir pas rompu les liens avec l'infini, c'est que l'infini est le néant. Par quel mirage peut-il être en même temps le Père céleste ?

Même genre d'étrangeté dans les termes par lesquels il salue le souvenir de sa sœur Henriette aux premières lignes d'un opuscule qui, ce début excepté, mérite qu'on le célèbre comme un des chefs-d'œuvre de notre littérature.

La mémoire des hommes n'est qu'un imperceptible trait du sillon que chacun de nous laisse au sein de l'infini. Elle n'est cependant pas chose vaine. La conscience de l'homme est la plus haute image réfléchie que nous connaissions de la conscience totale de l'univers. L'estime d'un seul homme est une partie de la justice obsolue. Aussi, quoique les belles vies n'aient pas besoin d'un autre souvenir que celui de Dieu, on a toujours cherché à fixer leur image.

Ici, l'infini ou Dieu c'est « la conscience totale de l'univers ». Mais alors, les individualités les plus éminentes ne marquent réellement aucun « sillon » au sein de l'infini, puisque leur existence, leur activité ne forment qu'un minuscule mouvement d'atomes au regard de la masse universelle. La « conscience » attribuée à celle-ci ne peut-être qu'une conscience infiniment obscure et vague, dénuée de pensée (notre texte le dit implicitement) par conséquent aussi insensible à l'éphémère passage d'un grand cœur, d'une grande intelligence à travers la scène de la vie qu'un éléphant le peut être au contact d'un ciron. La mémoire que les hommes garderont d'un homme ne sera point une partie « imperceptible » de ce qui survivra de lui ; elle en sera le tout.

— Prenez garde ! me dit quelqu'un, ne distinguez-vous pas en ces expressions le procédé de l'ironie, de l'antiphrase ? — Non ! le sujet, l'occasion du morceau suffiroient à en prouver la sincérité émue. Mais il est très vrai qu'il suffirait d'un changement « imperceptible », par exemple, d'une certaine manière de le débiter, pour lui donner le ton de l'ironie. L'ironie y point, en quelque sorte. Et attendons quelque temps encore, attendons une autre époque de la vie de Renan : l'ironie s'y mettra. Je veux dire que Renan parlera de l'infini de la même façon. L'infini et, d'une manière générale, les formules du langage religieux chrétien : le *Père céleste*, le *royaume de Dieu*, le *culte en esprit et en vérité* (à propos de chacune desquelles j'aurais pu faire des remarques analogues) lui fourniront les mêmes thèmes. Mais il ne les traitera plus avec ce pieux lyrisme ; il aura des inflexions pour faire ressortir ce qu'ils offrent de fallacieux.

L'équivoque, maniée avec une clairvoyance et une malice qui jouent avec ses subtilités, fournit naturellement l'ironie. L'équivoque religieuse allemande deviendra pour Renan une mine d'effets d'ironie. La guerre de 1870 aura sa part dans cette transformation. Mais c'est un autre chapitre de cette histoire. Je tiens pour certain que, si l'ironie religieuse ou irréligieuse de Renan (comme on voudra dire) est quelque chose de beaucoup trop fin pour l'Allemagne, la clé en est cependant en Allemagne. Le « Père céleste » était devenu pour lui tellement allemand que, lorsque l'Allemagne lui eut causé la terrible déception de 1870, il se mit à traiter sans façon le Père céleste.

Mais, dans cette ironie aux sources compliquées, sachons aussi ne pas méconnaître la part d'une mélancolie, d'une amertume, légère peut-être, mais sensible, qui n'est pas allemande, elle, mais tout humaine. La prière aux mânes d'Ernestine se poursuit ainsi :

Oh ! de la coquille de nacre où tu reposes, dis-moi, Ernestine chérie, dis à ton père à qui tu souriais, le secret de cet infini que tu connais mieux que lui..... persuade-lui que l'être doit être cherché en haut et non en bas, fais-lui comprendre que, si l'océan où tout ce qui est particulier a son origine et sa fin ressemble pour nous au néant, cela tient au voile qui couvre nos yeux et à l'horizon de cette terre où tu n'as pas voulu t'arrêter.

L'être doit-il être cherché en haut ou en bas ? Voilà la question. Voilà la vraie et franche formule de l'alternative religieuse, telle que se la sont posée Pascal, Musset, Jouffroy. Elle a aussi hanté Renan. Il ne faut pas omettre, quand on le peint, cette note-là. L'abîme au bord duquel se voit, quand il va au fond des choses, un homme qui a eu la foi chrétienne, et qui n'en porte pas la perte avec une indifférence entière, il lui est pénible de ne pouvoir la croire habitée par une puissance supérieure à l'homme en dignité et son amie. Je ne dis pas que cette vue de néant le torture, le déchire. Non ! il la supporte avec une certaine élasticité de l'âme ; ce n'est pas un tourment, c'est une mélancolie, encore une fois, qui le hante, l'attendrit, sans l'empêcher de vivre tranquillement et fortement. Preuve que toute sa vie il a cherché — tout au moins du coin de l'œil — des signes dans le ciel.

Il me resterait à suivre la trace des influences religieuses germaniques reçues par Renan dans le livre célèbre qui les réunit et les concentre toutes : la *Vie de Jésus*. Mais cet ouvrage, dont le fond est si complexe, demande à être étudié à part. Du moins, les indications que je viens de réunir étaient-elles nécessaires pour en préparer la compréhension. La *Vie de Jésus* appartient en un sens à une autre période de la vie de Renan puisqu'avec elle commence la grande entreprise qui occupera son âge mûr : l'histoire des *Origines du Christianisme*. Mais, envisagée sous un de ses aspects dominants, elle appartient à ce que j'ai nommé sa période religieuse ; elle la clôt. Il y a un élément d'effervescence religieuse, dans la *Vie de Jésus*. Cet élément disparaîtra dans les volumes suivants : *les Apôtres*, *Saint-Paul* dont le ton, l'intention et la contexture sont presque purement historiques. Or, la religiosité de la *Vie de Jésus*, si, pour une part certaine (dont la preuve se trouve dans les *Cahiers de jeunesse*) elle tient au sentiment personnel de Renan, dépend, pour une autre part, des systèmes que j'ai passés en revue. La personnalité du fondateur du christianisme y est ramenée aux proportions de la nature et, en même temps, elle y est couronnée de qualités, d'attributs, qui ne peuvent convenir à aucun homme naturel. Son action est intégrée dans le courant de l'histoire et en même temps, elle est représentée comme le sommet de l'histoire. On a vu par quelles données d'impressions mystiques, par quel jeu d'abstractions métaphysiques, par quel arrangement pédantesque d'idées Schleiermacher, Hegel, Strauss s'essayent à concilier les termes de ces antimonies. Renan n'a certes garde de transporter toutes crues dans son œuvre leurs théories. On les y retrouve partout, mais transformées et comme revêtues de chair par une interprétation psychologique et morale qui répand la vie dans ces rebutantes abstractions.

PIERRE LASSERRE.

NORD ET SUD

Un certain nombre d'incidents, qui se sont produits, en ces derniers temps Outre-Rhin, attestent le réveil ou mieux la permanence du particularisme dans l'Empire. Si le Nord et le Sud avaient été en complet accord sur tous les points, si aucune mésintelligence ne s'était marquée entre eux, le chancelier de Bethmann-Hollweg ne se fût pas cru tenu, au lendemain du remaniement ministériel de mai, de se rendre à Munich, à Stuttgard, à Carlsruhe, à Darmstadt. Il a rarement accompli de tels voyages circulaires, et sans doute, il eût préféré se dispenser, dans les conjonctures présentes, de ce déplacement si les affaires en cours ne l'avaient impérieusement exigé.

L'opinion s'est pendant longtemps accréditée, hors d'Allemagne, que l'unité allemande restait

précaire et artificielle. Sous cette forme brutale, cette conception était inacceptable et même dangereuse. Il faut toujours, en politique, se garder de la fiction et prendre la réalité pour base de tout raisonnement. Le peuple allemand, pour de multiples motifs, parmi lesquels l'intérêt économique figure en bon rang, ne désire nullement revenir à la dispersion de forces, qui a caractérisé son histoire passée. Il suffit de considérer la carte pour comprendre que la Bavière et la Saxe ont besoin des ports de la mer du Nord et de la Baltique, et des fleuves canalisés qui y conduisent, et que par suite, elles ne songent point à rompre avec la Prusse. Mais ces mêmes Etats, qui adhèrent à la structure unitaire, n'ont jamais cessé de protester plus ou moins contre l'hégémonie prussienne : ils admettaient une coordination de puissances, non une subordination, — la création d'organes communs, non la substitution d'un des éléments de l'Empire à tous les autres.

Dans l'Allemagne forgée par Bismarck, la volonté de dislocation, de régression aux temps révolus du morcellement n'apparaît nulle part, mais le particularisme, qui est une protestation continuelle contre la prussification, se révèle généralement au midi du Mein. Il suffit à attester que l'unité allemande diffère essentiellement de l'unité française, de l'unité espagnole, de l'unité italienne. Ce serait folie périlleuse d'en exagérer la portée, mais il constitue pourtant une donnée intéressante peut-être même importante de la situation actuelle. Il demeure comme l'une des tendances divergentes, qui affaiblissent l'organisation allemande et qui contrarient Outre-Rhin le courant impérialiste. A ce double titre, il mérite d'être envisagé en soi et dans les manifestations diverses auxquelles l'incite la succession des crises intérieures.

*
* *

Nul n'ignore les difficultés que Bismarck dut surmonter, il y a 45 ans et plus, pour édifier l'Empire. L'architecture de l'Etat confédéral fut éminemment complexe, disgracieuse et même contradictoire en ses grandes lignes. Le chancelier de fer était un praticien pressé et qui se souciait peu de la beauté des formes. Son objectif était net : unifier l'Allemagne sous la tutelle des Hohenzollern : peu lui importait que l'œuvre manquât d'élégance. Dans la nouvelle confédération furent enfermés — y compris l'Alsace-Lorraine, 26 organismes politiques de toute dimension et de toute nature. La Prusse, la Bavière et la Saxe y côtoyaient les Lippe, les Reuss et les Schwartzbourg ; les royaumes, les principautés et les républiques hanséatiques s'y juxtaposaient. Ce fut par une série de négociations avec les cours du Sud que Bismarck réussit à parfaire sa laborieuse besogne. Dans le statut du 16 avril 1871, les scrupules particularistes de ces cours — (car on avait pris l'avis des princes et non celui des peuples), étaient expressément respectés « les Etats aliènent une part de leur souveraineté, mais gardent leur individualité ». La formule apparaissait d'ailleurs un peu vague et pouvait justifier tous les conflits.

Le domaine impérial s'étendait à la diplomatie, aux douanes, à l'armée, à la marine, à la monnaie, à la législation civile, aux postes, — on y ajouta les colonies : tout le reste de l'administration incombait aux Etats. On sait comment la Prusse s'adjugeait une prédominance assurée. Le roi de Prusse était le titulaire de l'empire ; dans le Reichstag élu au suffrage universel, les députés prussiens formaient une énorme majorité. Sans doute, le Bundesrath ou Conseil Fédéral, composé des mandataires des princes et des villes libres, pouvait arrêter telle mesure législative, et son concours était obligatoirement sollicité dans des cas déterminés; mais sur 61 voix, la Prusse en compte 17 qui lui appartiennent en propre, 20 avec les représentants de l'Alsace-Lorraine qu'elle « instruit », plus de la moitié avec les plénipotentiaires des petits Etats qui dépendent d'elle ; la Bavière n'en possède que 6, la Saxe que 4, comme le Wurtemberg. D'ailleurs aucun changement constitutionnel ne peut être adopté, si 14 voix se prononcent contre lui ; et le veto du Président —, et la Prusse a la présidence —, suffit à paralyser tout remaniement dans les institutions militaires ou financières.

Les empiètements de cette Prusse, si fortement armée par le statut lui-même, étaient inévitables dans l'Empire ; non moins inévitables étaient les empiètements de l'Empire sur le domaine des Etats. Or les différences de races, de religions, de tendances politiques, de tempéraments étaient évidentes entre le Nord prussifié et le Sud. Celui-ci était libéral, démocratique, à l'encontre de la Prusse ou du Mecklembourg, où prévalaient les tendances aristocratiques et absolutistes. La Bavière avait introduit le suffrage universel en 1848, tandis que le Landtag de Berlin est toujours recruté selon le mode invraisemblablement archaïque des trois classes.

*
* *

Dans l'ordre politique, les heurts ont été fréquents, entre les autorités fédérales et les pou-

voirs particuliers, — non seulement au temps de Bismarck, mais aussi au cours des dernières années ; ils aboutissaient le plus souvent à des froissements entre Prussiens et gens du Midi. Lorsqu'en 1908, Guillaume II affirma son autorité personnelle, Von Orterer, le président de la Chambre Bavaroise, crut devoir, en guise de riposte, insister sur la fidélité de cette assemblée à la maison de Wittelsbach. Quand, plusieurs années plus tard, le Kaiser songea à faire manœuvrer les troupes prussiennes en Bavière, l'opinion prit feu à Munich. Au moment des affaires de Saverne, le général Kress von Kressenstein, ministre de la guerre bavarois, déclara aux députés que l'ordonnance du cabinet militaire prussien de 1820 était inapplicable dans le royaume Danubien : c'était une protestation contre le prétorianisme des Hohenzollern. Le général Von Krecht s'avisa, à titre de réplique, de formuler à une réunion de la Ligue Prussienne, cette épigramme un peu vive : « c'est quand les Prussiens arrivent, que les Bavarois ont du courage ! » Il y eut, on le conçoit, un tolle chez ces derniers. Les Wurtembourgeois ne sont ni plus cléments pour les citoyens du Brandebourg, ni mieux traités par eux : couramment, ils sont qualifiés d'idéologues dans les bureaux berlinois.

Voilà quelques traits notables entre beaucoup d'autres : ce qui ne signifie point que le Nord songe à rompre avec le Sud, ni le Sud à reprendre une indépendance totale. Les Bavarois n'aiment point les Prussiens, mais ils leur savent gré de leur activité et reconnaissent leur faculté d'organisation. Le particularisme n'exclut pas le maintien de l'unité : il faut le prendre tel quel. Il peut mettre en péril la prédominance prussienne; il ne vise pas à briser la Confédération.

Dans un chapitre de son livre : *La politique allemande*, qui contient tant de vues intéressantes et parfois même profondes, le prince de Bulow disait : « l'Allemagne n'est pas à l'abri des manifestations particularistes, mais elle n'a rien à en craindre pour son existence nationale ». Peut-être les Bavarois, Badois, Hessois, sont-ils d'accord avec lui sur ce dernier point : sur d'autres, ils répudieraient sans doute ses assertions ; par exemple, ils n'admettent pas en principe que la Prusse soit l' « Etat dirigeant », ni qu'elle ait joué « le même rôle Outre-Rhin que Rome dans le monde antique ». Tout au plus concèderaient-ils encore à l'ex-chancelier, que si Berlin a préparé la politique de l'Empire, la vie intellectuelle de cet Empire a été l'œuvre du Sud et de l'Ouest » ; mais ils ne professeraient pas, au même degré que lui, le respect de la création bismarckienne, qui a sauvegardé « l'indépendance et l'originalité des Etats ».

Bethmann-Hollweg, en maintes occurences, s'est trouvé appelé à adopter des attitudes bizarres. Il a défendu le particularisme prussien, féodal et réactionnaire d'esprit, contre la poussée libérale — si atténuée fût-elle, — des hommes du Sud. La réforme électorale du Landtag de Prusse étant en cause, il y a quelques années, et les Wurtembergeois et les Bavarois se permettant de décrier le système des trois classes, les conservateurs du Brandebourg et de la Poméranie les rabrouèrent d'importance ; le chancelier prit catégoriquement le parti de cette droite. « Il est légitime, déclara-t-il, que toute l'Allemagne s'intéresse aux affaires politiques de la Confédération, mais demander que la Prusse se démocratise par le suffrage universel, afin qu'un conseil fédéral démocratique préside aux destinées de l'Empire, c'est une évolution à laquelle je m'opposerai. S'il était conforme à l'organisme allemand que des formes identiques convinssent au Nord et au Sud, l'histoire depuis des siècles se serait chez nous développée dans le sens du centralisme. »

Mais si Bethmann-Hollweg s'est porté le champion du particularisme prussien contre les Allemands des royaumes méridionaux, il s'est dressé en protecteur de l'Empire, contre le particularisme de ces royaumes, chaque fois que cette tendance se manifestait. La Prusse d'abord, l'Allemagne ensuite, — une Allemagne où tous les éléments non prussiens sont réduits à un rôle secondaire. Ces chocs ont été incessants en temps de paix : comment eussent-ils été évités en temps de guerre ?

*
* *

Plus le conflit européen se prolonge, plus l'avenir apparaît difficile, plus les embarras de toute nature s'aggravent et plus aussi les divergences internes, dans chaque contrée belligérante, se trahissent en surface par une évolution d'ailleurs toute naturelle. Tant que l'Allemagne a cru à sa victoire rapide, totale, écrasante, les velléités particularistes se sont tues ; elles s'atténuaient presque au point de s'amortir dans l'enthousiasme belliqueux, qui s'était fait jour de la Baltique aux Alpes Bavaroises ; mais elles ont repris force et audace, quand les mauvaises heures sont venues, que les échecs réitérés et les pertes énormes ont tempéré les ardeurs de conquête et rétréci les espérances. Alors l'on a cherché les responsabilités, — non pas seulement celles des mécomptes militaires, mais aussi celles de la crise financière, de la crise économique, de toutes les crises qui ajoutaient, au poids des deuils accumulés,

des difficultés immédiates ou des menaces prochaines.

Le particularisme du Sud a une première fois éclaté, lorsqu'à Munich et à Stuttgart, on a accusé les états-majors prussiens d'envoyer systématiquement les recrues Bavaroises et Wurtembergeoises aux postes les plus dangereux. En 1870-1871, ce grief avait déjà été formulé. Il est malaisé d'en contrôler la légitimité et peu nous importe ici qu'il soit bien ou mal fondé. Ce qui nous intéresse, c'est qu'il a été énoncé dans des journaux des capitales méridionales, et que par conséquent il révèle un état d'opinion. Les Bavarois, les Wurtembergeois, les Badois, les Hessois veulent bien donner leur sang pour l'Allemagne, mais à condition qu'ils ne soient pas sacrifiés aux Prussiens, et que ceux-ci ne s'attribuent pas un sort privilégié.

La censure impériale, — trait curieux ! — a dû laisser passer des articles qui exprimaient ces doléances. J'avoue que si vives qu'elles aient été parfois, elles ont pris infiniment moins de place dans la presse que les réclamations contre les mesures d'ordre alimentaire ou les projets d'ordre financier élaborés par le gouvernement de Berlin. Si j'insiste sur les protestations que le Sud a prodiguées en ce double domaine, c'est qu'elles permettent de saisir, dans sa réalité et aussi dans sa puissance, le courant particulariste qui s'oppose au centralisme impérial.

Nul n'ignore que le Nord allemand étant surtout industriel, hormis dans la région orientale qui confine à la Russie, le Midi garde un pourcentage d'agriculteurs plus élevé. Ce Midi est mieux pourvu de denrées et par suite a moins besoin pour subsister, des importations de l'étranger. Lorsque la raréfaction des vivres a engendré d'abord le renchérissement, puis une pénurie plus ou moins manifeste, la Prusse s'est adressée à ses confédérés : après avoir donné leurs hommes, ceux-ci étaient conviés à mobiliser leurs stocks d'aliments. Or leurs disponibilités étaient elles-mêmes réduites. Comme ils appréhendaient, non sans motifs, une disette douloureuse, et qu'ils étaient déjà contraints de se rationner, ils firent la sourde oreille aux appels de Berlin. Les Etats du Midi adoptèrent cette maxime, que chacun d'eux retiendrait pour son propre usage les produits de son agriculture et de son élevage. Ainsi s'érigèrent de véritables douanes intérieures, analogues à celles qui avaient fonctionné antérieurement au Zollverein. Le Wurtemberg prohiba la sortie des œufs, et la Bavière proscrivit celle des beurres, sauf autorisation spéciale. On ne pouvait pousser plus loin l'égoïsme local, et les gazettes prussiennes, hambourgeoises, mecklembourgeoises — au mépris de toute union sacrée, — reprochèrent aux Méridionaux cette méconnaissance caractéristique de la solidarité nationale.

Les Méridionaux ripostèrent et la matière ne leur manquait pas. Ils accusèrent la Prusse d'abuser de sa puissance et d'organiser leur rançonnement : elle les réduisait à la famine afin que les gens du Nord pussent manger « à leur aise », cette dernière formule étant à coup sûr excessive. Un certain docteur Heim, à l'association chrétienne des paysans bavarois, prononça un discours qui fit scandale. Pourquoi transportait-on de l'Isar sur la Sprée des centaines de quintaux de beurre, dont les Munichois regrettaient amèrement le départ ? Pourquoi les brasseurs de Bavière devaient-ils restituer à ceux du Hanôvre, de la Poméranie et de la Westphalie 56.000 tonnes d'orge, qui leur étaient indispensables à eux-mêmes ?

Il y avait plus: le Midi faisait grief au Nord de spéculer sur les denrées, à son détriment. Par exemple, le chancelier fixait un prix maximum de vente pour un article, puis quand l'agriculture du Sud avait écoulé sa production, on relevait le maximum dans l'intérêt des grands agrariens de la Prusse. Je n'invente ni n'exagère. Il y a quelques semaines, le Ministre de l'Intérieur Saxon se répandait en paroles acerbes devant la Chambre de Dresde : il signalait les différences des taxes successives sur les avoines et les pommes de terre : la Saxe, une fois de plus, avait été exploitée par la Prusse, et à ce propos, toute la constitution était mise en cause, les autorités impériales n'ayant pas consulté le Bundesrath. Le gouvernement Badois s'associait aux revendications de la Saxe ; il allait plus loin dans la pratique et protestait formellement auprès du Conseil Fédéral.

C'est lorsqu'on a sous les yeux toutes les preuves de ce réveil du particularisme économique, qu'on comprend la durée de la récente crise ministérielle à Berlin. Le principe d'une dictature alimentaire étant admis, comment cette dictature s'exercerait-elle sans que le Midi s'insurgeât ? Le problème était insoluble, et dès sa première déclaration, le nouveau dictateur von Batocki, tout fonctionnaire prussien qu'il fût, avouait ses craintes d'échec. A peine installé, n'avait-il pas reçu de Stuttgart, de Carlsruhe, et d'ailleurs, d'innombrables lettres d'injures et de menaces ?

*
* *

Mais c'est sur le terrain fiscal surtout, que le particularisme a concentré sa mauvaise humeur, sa résistance, en un mot sa vitalité. Le budget de

l'Empire, qui se superpose aux 26 budgets d'Etats, avait déjà peine à s'alimenter avant 1914. Traditionnellement, sinon statutairement, il tirait ses ressources des contributions indirectes, tandis que celles des royaumes, duchés, villes libres venaient en grande partie des contributions directes. La limite des indirectes étant plus vite atteinte que la limite des directes, le Trésor impérial, depuis quelques années, manifestait sa détresse et réclamait des sources de revenus nouvelles : on ne les lui accordait jamais qu'à titre extraordinaire et avec une mauvaise grâce évidente. Tel fut le cas de la fameuse Wehrbeitrag (contribution de guerre), de 1913, qui fut adoptée en même temps que la dernière loi militaire. Déjà Bismarck avait prévu que le problème financier mettrait un jour les autorités impériales en grand embarras, et susciterait de lourds conflits intérieurs ; il avait même songé à une réforme fiscale d'ensemble, qu'il renonça au surplus à amorcer. Les Etats veillaient sur leurs droits.

Jusqu'à la guerre actuelle, le budget allemand était inférieur à la somme des budgets de ces Etats; la dette publique allemande qui n'avait point la charge d'un lointain passé, demeurait modeste : 6.250 millions au 1er janvier 1914 ; elle était même l'une des plus faibles d'Europe. Mais au cours des deux dernières années, la situation s'est totalement transformée, les frais de l'armée et de la marine, comme les arrérages des emprunts récemment contractés, pesant sur la Confédération. La dette de l'Empire au 1er janvier 1916 montait déjà à 40.625 millions ; au 1er juillet, elle excèdera 58 milliards et l'annuité des intérêts à payer s'élève dès à présent à 2 1/2 milliards. Les budgets d'Etat, bien qu'ils subissent, eux aussi, la répercussion de la guerre, apparaissent médiocres à côté de celui dont M. Helferich eut la responsabilité jusqu'à la fin de juin, et dont M. von Rœdern a, depuis lors, assumé la gestion.

L'Angleterre avait estimé que, la lutte se prolongeant, elle ne pouvait indéfiniment recourir à l'emprunt : elle a donné un exemple d'audace et de loyauté financière en s'adressant aux contribuables et en majorant les taxes directes. Son initiative ne pouvait passer inaperçue, bien que le conservatisme fiscal soit très profondément enraciné dans les autres pays belligérants, — même dans ceux où l'esprit démocratique devrait prévaloir. Il n'était pas à supposer que le cabinet de Berlin irait aussi loin que MM. Lloyd George et Mac Kenna. Mais quand M. Helferich apporta au Reichstag un projet d'ailleurs timide, et où le supplément de recettes tiré directement des fortunes figurait pour une part exiguë, il suscita un concert de récriminations. Je n'ai pas l'intention ici d'envisager les débats qui eurent lieu, à ce sujet, entre les partis, avant l'adoption d'un compromis. Ce qui m'intéresse, c'est la poussée de particularisme qui se produisit aussitôt du Sud au Nord, et qui s'affirma en Prusse comme en Bavière. Les Etats se dressaient contre l'Empire ; ils n'admettaient pas qu'on les lésât, en leur enlevant une matière fiscale, et une fois de plus, les grands principes furent évoqués.

La thèse qu'ils exposèrent en général était la suivante : les budgets des royaumes, principautés, villes libres, ne sauraient attendre un revenu régulier, certain, appréciable, des impôts indirects qui sont déjà accaparés par l'Empire. Une tradition, qui a consacré un régime de fait commode pour tous, a assigné ces impôts indirects à l'Empire, les directs aux Etats. Si l'Empire aujourd'hui, par une violation inadmissible des prérogatives sanctionnées, étend la main sur les taxes qui frappent la fortune en elle-même, — et non seulement dans ses manifestations, — ces Etats ne pourront plus vivre. Car il ne leur suffit point d'effectuer les mêmes recettes qu'auparavant ; il leur faut accroître ces recettes et où trouveront-ils ce supplément, sinon dans l'augmentation des taxes qu'ils percevaient déjà ? Ils ont besoin d'argent, comme les municipalités qui ont relevé de 216 0/0 en deux ans leurs contributions.

Cette augmentation n'a pas été développée partout avec sérénité, sur un ton calme, en paroles courtoises. Si le docteur von Lentz, le Ministre des Finances de Prusse, a défendu son budget sans acrimonie — (il était plus que tout autre tenu à la déférence vis-à-vis des autorités impériales), ses collègues du Sud n'ont pas montré la même réserve. M. von Brœunig — le Bavarois — M. von Pistoviry, — le Wurtembergeois, — ont tenu des propos sévères et empreints d'irritation à des journalistes envoyés de Berlin pour les interroger. Dans son exposé à la Diète, le Hessois, M. Becker a employé les mots pompeux, défendu l' « indépendance politique et l'autonomie financière » des membres de la Confédération. M. de Seydevitz, le Saxon, a sollicité la Chambre de Dresde de soutenir son opposition aux empiètements de l'Empire. Dans tous les Etats, la majorité des députés ont approuvé la résistance des gouvernements locaux. Que l'Empire s'arrange comme il voudra : on ne lui permettra pas de toucher aux sources de recettes jusqu'ici concédées aux budgets particuliers.

Il est caractéristique que pareil conflit surgisse en plein guerre, et alors que personne n'ose pousser jusqu'au bout de sa pensée. Il ira nécessaire-

ment se développant et s'aggravant, au fur et à mesure que les besoins financiers s'accroîtront et que le capital et les arrérages de la dette s'alourdiront. Dans l'entourage du Kaiser, on envisage comme inévitable un remaniement total de la fiscalité germanique ; on considère que la vie même de l'Empire serait compromise, si cette refonte intégrale n'était pas opérée à bref délai. Quelles querelles en perspective ! Quelle lutte entre le centralisme, dont les exigences ne se limiteront plus et le particularisme qui sera menacé dans ses dernières positions ! Si le particularisme prussien — et pour cause — doit transiger, les Bavarois, les Saxons, les Wurtembergeois, les Saxons seront beaucoup plus réfractaires à un compromis qui aboutirait d'ailleurs, pour eux, à un assujettissement plus complet. Je le répète : les antogonismes réveillés et qui vont encore grandir, du Sud et du Nord, ne sauraient susciter chez les adversaires de l'Allemagne, des espoirs décevants et par suite dangereux ; mais ils constituent pourtant un élément moral, dont nous avons le droit et le devoir de tenir un large compte. A l'heure où nous sommes, nul facteur n'est négligeable.

PAUL LOUIS.

OUVRIERS DE LETTRES PENDANT LA GUERRE

Parmi les innombrables victimes de la guerre, il est toute une catégorie que l'on ne songe peut-être pas à plaindre et pour qui elle aura, plus que pour toute autre, signifié misère et ruine : ce sont les « gens de Lettres », ceux qui font ce métier de chercher chaque jour leur pain, à la pointe de la plume, au fond d'un encrier.

Les illusions que l'on se fait dans le public au sujet de « l'Ecrivain » sont extraordinaires. On se figure communément que le métier d'écrire est lucratif, qu'il rapporte beaucoup d'argent. Et comme c'est un métier qui n'exige pas — du moins on le croit — d'apprentissage ni de connaissances spéciales, pour lequel on n'est point astreint à une présence fixe ni à un travail régulier, une foule de malheureux, pour peu qu'ils se découvrent le moindre goût pour la Littérature, vont se jeter dans cette galère. S'ils savaient à quel point la réalité est différente ! A part quelques privilégiés, quelques favoris de la chance dont on citera les succès d'argent, quels misérables gains au contraire ! Et pour toute la foule des petits écrivains, la masse des plumitifs : nouvellistes, reporters, échotiers, traducteurs et autres, quel effrayant labeur, et quel pitoyable résultat !

En ces dernières années, ce sont surtout les femmes qui se ruèrent à l'assaut. Naguère, quand il fallait qu'elles se suffisent, elles faisaient de la mode, de la couture, des travaux d'art. Aujourd'hui, toutes celles qui savent à peu près l'orthographe ont voulu devenir auteurs. Et elles se sont mises à « faire des livres », comme elles faisaient des miniatures, des abat-jours, ou des bourses en perles. Dans les journaux enfantins, les publications pour les jeunes filles, les adolescents, ce sont les femmes qui fournissent la pâture. Et cette invasion féminine dans ce que j'appellerai la Littérature alimentaire, a eu naturellement pour conséquence, comme dans toutes les autres branches, de faire encore baisser les salaires. Une maison d'Edition parisienne notoire octroie péniblement à ses autoresses dix centimes par exemplaire, et pour certaines collections — un sou ! Ce gain est-il bien supérieur à celui de l'ouvrière qui ourle des torchons ? Imaginez pourtant ce qu'il représente d'heures passées à suer sang et eau sur un manuscrit, et jugez s'il est possible avec une si dérisoire rétribution, de faire des économies. J'ai ouï dire qu'à l'Etranger la situation de cette horde féminine condamnée à noircir du papier sans répit, n'était pas plus brillante. Une Revue de statistique italienne avait relevé, avant la guerre, les décès de femmes-auteurs, avec cette mention effroyable : *mortes de faim*. Et une romancière qui eut pourtant son heure de succès, quasi de célébrité, Ouida, finit, il n'y a pas longtemps, à l'hôpital de Florence, dans le plus complet dénuement. Viennent la maladie, la vieillesse, un imprévu quelconque : c'est en effet la noire détresse, la misère toute nue.

Et il est venu, cet imprévu, et l'on sait ce qu'il a été !

La guerre a interrompu, cela va sans dire, chez les Editeurs la plupart des publications. Le croirait-on ? C'est encore les Journaux de Mode qui ont le mieux tenu. Ceux-là, je crois bien qu'ils paraîtront jusqu'aux derniers jours du globe. La coquetterie féminine résiste à tous les cataclysmes. Quand l'Ange sonnera de la trompette pour réveiller Josaphat, il se trouvera encore des femmes qui demanderont leur Journal de Modes. Au début de l'invasion, alors que l'ennemi était aux portes de Paris et que l'on s'arrachait les nouvelles, je me souviens d'une dame qui réclamait hautement à la tenancière d'un kiosque son « Petit Echo des Elégances », fort scandalisée de ne pas l'obtenir, et ne comprenant rien à la stupéfaction

qu'elle causait. En revanche, les Magasins pour la Jeunesse, et nombre de journaux locaux, de revues spéciales ou de second ordre, ont disparu — remplacés, il est vrai, par toute une littérature de guerre, mais celle-là n'est pas à la portée de tous, et d'ailleurs la concurrence y est énorme, et les sujets bien restreints. Les romans, les nouveautés pour distributions des prix, toute cette production s'est trouvée arrêtée, ou sensiblement diminuée. Alors ceux et celles qui y cherchaient leur pitance au jour le jour, folliolaires et scribes, tâcherons des Lettres, qu'ont-ils bien pu faire? Que sont-ils devenus ? Dans quel abîme sont-ils tombés ?

L'ouvrier, sur lequel on s'apitoie fort, actuellement, est pourtant bien moins à plaindre. Pour lui, il y a les allocations, les œuvres philanthropiques. Il profite d'une foule d'institutions charitables : bons de pain, de chauffage, distributions d'aliments, de vêtements. Et puis, dans le peuple, on s'entr'aide. Sur le « Carré », on connaît son voisin, on se rencontre, on fusionne. Ceux qui ont moins à pâtir viennent en aide aux autres. Et surtout, cette horrible nécessité de « plastronner », de paraître encore quelque chose, l'ouvrier ne la connaît pas. Il ignore cette dignité suprême, — ou cette vanité. Tandis que les autres, privés par la catastrophe de leurs ressources déjà si maigres et si aléatoires, n'en sont pas moins obligés de rester des « Messieurs » et des « Dames », avec tout ce que cela comporte de frais de tenue, d'obligations extérieures. Ils doivent conserver un decorum — ne fût-ce que pour leur concierge. Ira-t-on faire queue devant une soupe gratuite? Sortira-t-on en savates ? Et le chapeau ? A-t-on songé à ce qu'il représente pour les femmes ? C'est le chapeau qui marque la différence des castes : sortir « en cheveux » serait la dernière déchéance. Plutôt manquer de pain que de renoncer à ce signe du rang social ! — Ah ! certes, il n'y a rien de plus triste que cette misère-là : misère gantée et chapeautée, qui doit faire illusion, sous peine de s'enfoncer irrémédiablement ; car c'est une chose cruelle, que le dénuement de l'homme du peuple inspire intérêt et compassion, et celui du bourgeois, de l'homme du monde, presque le mépris.

Tout de même, le sort de cette pauvre gent des Lettres n'a pas laissé indifférent. Une Société s'est formée pour soulager leur détresse. Les gros bonnets de la littérature, les arrivés de la plume, ont eu pitié de leurs humbles frères et sœurs. Un Comité, composé d'écrivains, notoires, ceux-là — a établi son siège dans un immeuble de la Rive gauche — on va se présenter, on expose ses titres de misère, et le Comité secourt, autant qu'il le peut faire.

Hélas ! il faudrait le Pactole pour y suffire. Quelle foule, quelle lamentable cohorte ! Je le savais, qu'il y en avait beaucoup, des hommes et des femmes de Lettres. Je n'aurais tout de même pas cru qu'il y en eût autant. C'est un défilé interminable, un flot qui déferle sans arrêt dans les locaux de l'œuvre. A l'entrée, chacun prend un numéro comme pour l'autobus. Et l'on s'empile, et l'on s'entasse, dans les pièces d'attente, dans l'antichambre, les couloirs, debout, son numéro à la main, et au-dehors, jusque sur le palier et les marches de l'escalier.

Quelle étude à faire ! Que de costumes minables ou grotesques, de physionomies défaites, hâves, angoissées ! Ah ! que ceux ou celles piqués de la tarentule littéraire viennent faire un tour ici, et s'ils tiennent bon après ce spectacle, c'est qu'ils auront vraiment la vocation. Je constate combien les visages sont usés, flétris, bien plus que ceux des paysans et des manœuvres. Le travail des mains, le labeur des champs, n'a point de ces déformations tragiques. Il ne désagrège pas l'être humain, il ne le décompose pas comme celui-ci. Chez les ouvriers voués aux besognes les plus rudes, j'ai vu des faces durcies, tannées, mais non point de ces visages *démolis*. Que de teints couperosés, de nez rouges, de joues creusées et balafrées de rides — fronts ravinés, mâchoires qui se crispent. — Et la bouche surtout, la pauvre bouche douloureuse, qui trahit, bien plus que le regard : bouche molle, détendue de lassitude découragée, ou lèvres closes, pincées, au pli d'amertume et de rancune.

Et sur ces physionomies, on lit le surmenage du cerveau, la copie forcée, l'horrible nécessité de faire produire ses méninges, au commandement, à heure fixe, même quand ces pauvres méninges sont à sec, et regimbent, et crient grâce — le supplice de n'être plus qu'une machine à « pondre » de la Littérature, — ou plutôt des lignes — quoi qu'il advienne, et parmi les obstacles, et les événements de la vie, et malgré les deuils, la maladie, le chagrin. Sur ces faces grises et flétries, où il semble que de la poussière soit accumulée, chaque sillon creusé dit l'usure de l'existence au jour le jour, et les courses aux quatre coins de Paris pour placer *son* roman ou *sa* nouvelle, et les stations interminables dans les bureaux des rédactions ou les cabinets des éditeurs, les rebuffades, les avanies,, et la vie devenue forcément bohême, les repas de charcuterie qui détraquent l'estomac, les longues veillées à la poursuite du mot qui fuit, de l'idée qu'on n'a jamais eue peut-être, qu'on n'aura

jamais, le travail fiévreux sous la lampe à pétrole fumeuse qui rend le crâne chauve, qui rougit les paupières, et ce rocher de Sisyphe éternellement poussé, incertitudes, espoirs, déceptions — et après les ambitions et les illusions démesurées, l'apathique résignation qui accepte tout — et tout ce labeur des Lettres qui, faute d'être fait à son temps, dans le calme, la sécurité, dans l'inspiration, devient une épouvantable géhenne, et donne à envier le forgeron, libre et joyeux, devant son enclume, le maçon, sa truelle en main, et jusqu'au casseur de pierres sur la route.

Réellement, il y a des têtes invraisemblables, qui semblent l'œuvre de quelque féroce caricaturiste. Si on les voyait à la scène, on dirait qu'elles sont outrées. Ce vieux, avec sa houppelande genre directoire, son chapeau tromblon tout cabossé, ses mèches de cheveux blancs qui lui tombent sur les épaules, et son col surtout, son col à deux pointes, à l'Incroyable ou à la Janot, d'où sort-il ? quel genre de Littérature faisait-il ? — Et ceux-ci, le type artiste, artiste old style, que je croyais disparu : pantalons à carreaux à la Hussarde, cravate La Vallière, feutre en bataille — qui racontent bruyamment des histoires d'atelier et nous reportent au temps de Murger. L'un d'eux, grand et gros, cheveux embroussaillés — asthmatique et cardiaque, le pauvre homme, car il souffle comme un phoque — ne s'effforce pas moins de rester plaisantin, et de débiter des gaudrioles, si peu de circonstance, hélas ! et qui sonnent faux, si faux, dans cette atmosphère. D'autres, au contraire, conservent un semblant de correction et de tenue, avec des airs doctoraux et professoraux. Tel ce grand Monsieur sec, l'aspect d'un principal de collège, le cou engoncé dans un faux-col gigantesque qui fait carcan, il pérore, vaticine et pontifie, en attendant son tour, donne son opinion sur la politique, la diplomatie, les mouvements stratégiques... « Joffre disait — Joffre a décidé... » distribuant l'éloge et le blâme, du haut de son col en celluloïd, comme à une séance scolaire.

Un personnage en jaquette marron, guêtres claires, fait sensation par son chic extraordinaire — extraordinaire surtout vu la circonstance — reluisant, astiqué, — et un monocle ! Il est jeune, pardessus le marché, si l'on peut appeler jeune un visage d'où fraîcheur et vie sont totalement absentes, un visage de momie impressionnant, décharné, desséché, qui semble n'avoir jamais été à l'air, ni au soleil. Complètement glabre, sans un poil, pas même de cils ni de sourcils, une raie impeccable sépare jusqu'à la nuque ses cheveux tellement noirs et cirés qu'on les croirait peints sur le crâne. Son haute-forme reluisant à la main, un air doucereux, et l'échine courbée qui d'avance s'incline devant ces Messieurs du Comité, avec sa tête plate et son profil de poisson obséquieux, il me rappelle une réclame pour une marque de conserves dont on voit partout l'affiche baroque : La Sardine X vous salue.

Il y a de tout dans cette cohue, même un soldat — oh ! l'air bien peu martial : petit et maigriot, timide et maladif, tout de guinguois, d'une pâleur blafarde, de l'ouate dans les oreilles, et une loucherie qui contribue à lui donner la physionomie effarée d'un lapin surpris En « civil », il doit être un peu piteux. Mais ce pantalon rouge, cette vareuse, ce fait de participer — ne fut-ce que de très loin ! — au drame de la guerre, cela lui donne tout de même un lustre, un prestige. On le regarde, presque avec envie, on a des attentions. C'est à qui offrira son tour : « Laissez, laissez donc,... un militaire ! C'est la moindre des choses ! » Il semble qu'avec lui, un petit souffle de *là-bas* vient de passer, qui redresse ces pauvres êtres affaissés dont la vie se débat sans gloire et sans héroïsme en d'obscures et piètres besognes. En donnant son tour, faute de mieux, on a l'illusion qu'on vient de faire quelque chose pour la Patrie. Lui, tout surpris de tant d'égards, bégaie un merci et louche de plus belle, en dressant au vent ses léporides oreilles bourrées de coton.

Pour lui faire pendant, côté femme, voici la veuve en grand deuil, drapée dans son crêpe à la Juive, l'air tragique, genre Théâtre-Français, le menton sur la poitrine, et les yeux fixes, prunelles remontées, vers l'horizon, dans le lointain... Tout de même, sa vue me serre le cœur. Car les femmes, naturellement, sont encore plus pitoyables, et me touchent bien davantage. Des vieilles, des jeunes — surtout des vieilles, cela se devine. Et la « Femme de Lettres » vieille, c'est quelque chose à la fois de grotesque et de lamentable. Il y en a une, jeune, celle-là, qui porte un bébé, un tout petit bébé. On lui passe une chaise, elle s'assied, et elle donne le sein, en attendant son tour. Voilà qui est pittoresque. Les toilettes des vieilles sont ahurissantes. Cela sue la détresse, et en même temps, un goût extravagant, des imaginations baroques et romantiques. Il y a des inventions de chapeaux, genre toquet moyen-âgeux à crêneaux, qui font rêver — ou Louis XVI, perchés sur un échafaudage de cheveux : fleurs, plumes, galons, ruchés, et le tout n'ayant plus ni forme, ni couleur, tellement « tapé », que si ce n'était sur une tête, on se demanderait quel peut bien être cet objet. Une vieille dame, dont le chef supporte un de ces édifices extraordinaires, au sommet duquel deux

mouettes déplumées se donnent un triste rendez-vous, fait ses confidences à son voisin. Pour entrer en conversation, elle l'a prié de lui lire son numéro, car elle a oublié ses lunettes — 48 — Lui a 53 — « Monsieur, cette guerre me ruine. Je fai-« sais des poésies, des rondes dans les journaux « pour les jeunes personnes. J'aime aussi beau-« coup les fables. Le fabuliste peut être iro-« niste... » Ironiste, cette pauvre vieille dame ! — « Les choses de la guerre, ce n'est pas ma partie. « Aujourd'hui on ne veut plus que cela. Cependant, « au milieu du deuil général, la poésie serait un « rayon de soleil... Je ne sais pas écrire en prose. « Il faut que mes ailes prennent l'essor. Je vous « ferai remarquer d'ailleurs que la prose est bo-« che, tandis que la poésie est française. » Elle répète avec énergie : « La prose est *boche*. » Le mot part comme un projectile. L'opinion est peut-être discutable. Mais discuter, celui à qui elle s'adresse a bien d'autre souci ! affalé et morne, c'est encore une de ces figures souffreteuses — incolores et incohérentes, où tous les traits vont comme ils peuvent. Son menton fuit, inexistant, et il a avalé sa bouche. Un énorme crâne en œuf à la coque surplombe ce bas de visage imperceptible. — Extraordinaire doit être cette littérature hydrocéphale !

Les habitués se retrouvent et se jettent des regards méfiants, car chacun diminue d'autant la part de l'autre. Et puis l'on soupçonne toujours le voisin de recevoir plus que soi-même. « Pas de passe-droit ici ! crie un Monsieur apoplectique, au visage couvert de boutons, qui gesticule et se débat comme tenu à la gorge par une main invisible « le favoritisme n'a fait que trop de mal. » Mais de se calmer comme par enchantement, et de baisser le ton, lorsque s'ouvre la porte du cabinet et paraît un des secrétaires. Un pauvre hère raconte, d'une voix voilée de tuberculeux du larynx : « Oui, « Messieurs, je sais qu'il a reçu quarante francs, « et en sortant, je l'ai vu attablé au Café de la « Source. Ce n'est pas sérieux, pas sérieux. » Et cet autre, dans un manteau caoutchouc dont le boutonnage hermétique laisse supposer une fâcheuse pénurie de linge, des souliers de toile racornis de boue, et un chapeau de paille beaucoup trop petit pour sa tête, inclinée en avant en équilibre sur son nez. Entre ce couvre-chef innommable, rongé des bords, et son collet relevé, on n'aperçoit de son visage que des yeux fuyants, au regard trouble. Il a quelque chose d'inquiétant, celui-là, à force de misère. Par quels chemins a-t-il passé ? quels bas-fonds a-t-il touchés ? Il se proclame journaliste d'une feuille locale —, mettons : *Le Réveil d'Argenteuil*. « L'allocation, Monsieur, on me la refuse » ; d'une voix sifflante : « A la mairie, on m'a dit : « Si le Journalisme ne va pas, cherchez du travail ! » — Le conseil n'est peut-être pas si mauvais. Mais quand on a été Rédacteur au Réveil d'Argenteuil, que peut-on faire ?

Et chaque fois le flot grossit, chaque fois ce sont de nouvelles figures. C'est donc inépuisable, ce monde des Nécessiteux des Lettres ? Et ceux qui se connaissent et se rencontrent auraient bien voulu ne pas s'être vus. Pour donner le change, on prend des airs dégagés. En s'apercevant, on fait des grands bras, comme si rien de plus extraordinaire que d'être là. « Par quel hasard, mon bon ? » — « Ne m'en parlez pas ! je devais partir en Serbie, pour suivre les opérations. » Ou bien, avec un rire : « Ah, par exemple, elle est forte ! Si je m'attendais... » Et l'autre, affectant la philosophie : « Que voulez-vous ? C'est la guerre ! » Et l'on entame des discussions politiques et littéraires, à voix haute, très à l'aise, pour la cantonade, comme si l'on n'était venu que pour cela. Mais les physionomies restent angoissées, et l'on tressaille au bruit de la porte qui s'ouvre et se ferme, et l'on épie, sur les visages de ceux qui sortent, s'il y a de la satisfaction ou du désappointement pour en tirer des présages pour soi-même.

Le plus grand nombre attendent en silence, résignés, inertes et mornes, n'ayant même plus la force de souffrir dans leur orgueil blessé. Les dos ronds, les regards perdus dans le vague, disent la défaite acceptée, le total renoncement. Pourvu que l'on reçoive l'obole espérée, qu'importe le reste ? La fierté, c'est encore un luxe. Il n'est plus à leur portée.

Dans un coin, une personne écrit, absorbée, sur un carnet. Quelqu'un remarque avec aigreur : « En voilà une qui n'a guère de temps à perdre ! » Ce n'est pas absolument cela. Si elle griffonne quelques vagues notes, sans lever la tête, c'est pour essayer de ne plus voir, de ne plus penser à ce qui l'entoure — d'oublier qu'elle fait partie de cette cohorte, et que c'est ainsi que s'achève, pour elle comme pour tant d'autres, une existence où il y avait des rêves et des espérances, un labeur obstiné, et tout de même de l'idéal — et puis, que sait-on ? peut-être du talent, comme il se pourrait qu'il y en eût, plus qu'on ne croit, parmi tous ces pauvres diables aux destinées mal chanceuses et fauchées.

CH. CHABRIER-RIÉDER.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 13 — 2e SEM. 54e ANNÉE 1er-3 JUILLET 1915

POURQUOI ?

Fragment de : "Histoire d'un long désir"

Je me trouvais sur une roche élevée. Sous mes yeux, à perte de vue, s'étendaient d'immenses marais encerclés de forêts profondes.

J'avais les membres las et l'esprit si tourmenté par ta pensée que je m'étendis sur la pierre froide et dure, y écrasant mon visage, désireux d'y trouver les épines qui me crèveraient les yeux, me transperceraient le cœur, afin de goûter l'éternel repos.

Sur la nature, un lourd silence : nul souffle d'air, nul cri d'oiseau ne troublait le calme absolu de ces lieux. Je gisais, anéanti, inconscient ; seul, dans mon cœur, survivait l'invincible désir avec l'éternelle soif de tes lèvres, l'attente infatigable de ton être, qui me tenaille, impitoyable... Ni la distance ni la durée ne soulagent les blessures du cœur.

Combien de temps restai-je ainsi sans notion précise ni de l'heure ni du lieu ? Je l'ignore. Quand je levai les yeux, j'aperçus une très vieille femme assise à mon côté, le visage ridé, parcheminé, sans âge. Sur ses épaules, un vieux lambeau d'étoffe décolorée ; ses yeux éteints, profondément enfoncés dans l'orbite, évoquaient d'anciens rêves disparus. Ses doigts égrenaient un chapelet de perles aux couleurs vives, brillantes comme les illusions d'un cœur d'enfant ; ils jouaient avec les grains, les faisaient glisser sur le cordon usé et s'entrechoquer avec le bruit imperceptible de menus coquillages caressés par la vague.

Elle me regardait, sans surprise apparente, et me tendit le collier, qui s'enroulait autour de ses doigts décharnés comme une couleuvre aux luisantes écailles.

D'où venait-elle ? Comment était-elle près de moi? Je n'entendais guère son langage ; je parvins quand même à saisir le sens de certaines paroles, et voici ce que je compris :

« Etranger, ces perles que tu vois figurent le bonheur de ma vie. Une après une, mon ami me les a données, en souvenir de nos belles heures d'amour. Rubis ou saphirs, perles, opales, émeraudes et sardoines ; grenats, agates striées, pierres de lune, turquoises et aigues marines ; topazes, béryls ou malachites : chaque année, d'une pierre nouvelle s'augmentait le collier.

« Suspendues à mon cou, échauffées sur mon sein, soulevées à chaque souffle, je les sentais vivantes et les chérissais comme un souverain le sceptre royal.

« Mon ami mourut : plus de perles ajoutées au collier. Mais je le portais avec la même fierté, et, partout où je passais, dans les yeux s'allumait la convoitise.

« Un temps vint où me manqua jusqu'au pain. J'errai de ville en ville, en quête d'une destinée qui semblait me fuir. La faim avait creusé mes joues, la poussière tanné ma peau, terni mes cheveux, éteint mes regards ; le soleil y avait aidé. Sur mon passage les hommes ne se retournaient plus ; mais ils convoitaient toujours l'éblouissant collier.

« J'échouai un soir, lasse, sans courage, au seuil d'une modeste auberge. La joie des chants et des rires parvenait jusqu'à moi. La tête entre

les mains, me couvrant les oreilles pour tenter de ne pas entendre (depuis la mort de mon ami, bien que j'eusse diverti plus d'une fête par mes danses, la gaieté m'était odieuse), j'en avais le cœur meurtri, comme si l'avaient broyé des piétinements désœuvrés.

« Par la fenêtre ouverte, un rayon de lumière effleurait ma tête et se perdait dans la nuit. L'odeur des mets savoureux arrivait par bouffées, redoublait la faim qui me tenaillait.

« Autrefois, j'avais gagné une fortune, d'un simple mouvement de mes longs cils soyeux, d'une œillade lancée par dessus l'épaule à un inconnu, d'un sourire de mes lèvres rouges. Maintenant, ma beauté s'était flétrie et le courage me manquait. Craintive, honteuse, je demeurais sur le seuil, comme un chien sans abri.

« Je me levai ; je jetai un furtif regard à l'intérieur sur les bruyants convives. Impossible à eux de me voir puisque j'étais dans l'ombre ; pourtant, je crus sentir leurs regards sur moi, et je pris la fuite.

Affaiblie de privations, je fis à peine quelques pas et tombai dans la poussière. Le bruit des perles qui s'entrechoquaient me fit songer à leur prix... Je voulais vivre encore ; rassemblant mes forces, je me mis debout. Chancelante, rasant les murs, je me traînai jusqu'à la misérable échoppe d'un vieil usurier, qui comptait son or à la lueur d'une chandelle fumeuse. Elle achevait de brûler, s'égouttant en larmes de suif ; était-elle honteuse d'éclairer une besogne si vile ?

« Vrai type de rapace, nez en bec de vautour, l'homme apparaissait repoussant, comme le péché. Deux mèches graisseuses, échappées de sa calotte noire, tombaient sur son visage anguleux. Sournois, il me regardait, clignait ses yeux aux paupières rougies.

« De mon cou je détachai la chaîne, la posai devant lui ; mon précieux collier, formé pierre à pierre, d'année en année, par l'ami disparu, je le jetai sur le comptoir du juif, parce que mes entrailles criaient la faim.

« Le vieux le saisit, le palpa de ses doigts crochus, le soupesa, fit miroiter mes pierres que consacrait le cher souvenir, les scruta une à une, puis, avec un ricanement, les lança dans la poussière de la route. Brutal, il me criait qu'elles étaient fausses, ne valaient pas plus que du verre de couleur.

Il y eut un silence. La vieille femme s'était affaissée comme un amas de haillons ; seuls, ses yeux, aux orbites creuses, brillaient de haine. Oubliant ma présence, elle proférait des paroles sans suite, les doigts crispés sur le collier comme si elle voulait étouffer un cruel souvenir.

Elle reprit : « J'allai de boutique en boutique ; mais partout se dressait le même mensonge impie. Les marchands s'acharnaient à railler la fausseté de mes pierres. Mais je méprisais leur sotte ignorance et je leur riais au visage ; je dédaignais leur mauvaise foi... Un immense dégoût me saisit ; j'en vins à haïr l'ombre même des pas humains.

« Je m'enfuis ; j'errai longtemps dans les landes désertes, nourrie d'herbes et de racines, comme les bêtes sauvages. La présence des hommes m'était une épouvante que la faim seule me faisait vaincre en me ramenant vers leurs habitations.

« Mais j'avais toujours mon collier. Il resplendissait au soleil, la pluie en conservait l'éclat ; plus souvent, mes larmes le lavaient de la poussière des routes.

« Un soir, au crépuscule, je détachai la chaîne, la rassemblai au creux de ma main, et, la glissant entre mes doigts, l'exposai aux derniers feux du couchant. Et soudain, l'ombre du doute m'effleura : Si j'avais été trompée ; si tous ces marchands disaient vrai ?

« Etranger, dont j'ignore le nom, puisse un tel soupçon ne jamais troubler ton âme. Alors, je te le dis, alors j'entrevis l'enfer...

« Et je baisais mes gemmes une à une , mes rubis et mes saphirs ; je caressais mes turquoises d'azur ; je pressais mes mystérieuses pierres de lune contre mes lèvres fanées. Mes émeraudes, couleur de lacs profonds, scintillaient au soleil. Tel un avare ses écus, je détaillais mon trésor, mes saintes reliques vénérées, qui retombèrent sur mes genoux. Leur tintement semblait une protestation contre le doute de celle dont elles avaient été l'orgueil aux jours d'antan.

« Je demeurai immobile, fixant le ciel envahi d'ombre ; une vague lueur mourait à l'horizon. Je sentis qu'il me fallait prendre parti avant qu'elle eût disparu.

« Comprends-le bien, étranger. — Si mes pierres étaient fausses, mon ami m'avait menti : faux étaient ses baisers, trompeuses ses paroles ; sa passion n'était qu'un leurre, le rêve dont j'avais vécu un mirage, ma vie un mensonge, l'amour une chimère, Dieu, qui avait permis cette trahison, un imposteur. C'était pour une tendresse illusoire que je me retrouvais un paria, vivant la vie des fauves, pour une chaîne de clinquant, dont on riait, pour des joyaux de verroterie...

« Tout à coup, je me rappelai : deux lèvres brûlantes sur les miennes, deux bras vigoureux autour de ma taille, deux chers yeux bruns qui cher-

chaient les miens ; je me revis en un jardin embaumé et, sous un arbre en fleurs, serrée contre un cœur frémissant.

« M'arrachant à mon rêve, je soulevai le collier au dernier rayon crépusculaire. Non, l'amour n'était pas un leurre ; plus vrai s'affirmait le souvenir dont je vivais que toutes les paroles entendues des sages. Non, mes gemmes n'étaient point de verre, humble artifice bon à duper un enfant ; elles n'avaient point été le piège dressé à prendre un cœur de femme. Mes gemmes étaient vraies, vraies comme ses lèvres, ses yeux, vraies comme ses paroles d'amour, comme la saveur de ses baisers conservée sur ma bouche ; elles s'avéraient annonciatrices d'une rencontre future, par delà ce monde cruel et brutal ».

Et la vieille mendiante décrépite, la bannie, la vagabonde démente déposa entre mes mains la chaîne adorée, comme si elle m'eût remis la rançon d'un roi.

Comme elle naguère, j'exposai le collier en pleine lumière. Hélas, en vérité, les pierres n'étaient que du verre, des cailloux colorés, chacune d'elles une imposture.

Mais la vieille promenait sur le paysage un regard sans pensée, souriait apaisée, transfigurée par sa foi, plus forte que tout raisonnement.

Saurais-tu me dire pourquoi, ô Vaïavala ?

MARIE,
Reine de Roumanie

LAMARTINE ORATEUR D'AFFAIRES (1)

Le 18 janvier, Lamartine combat dans un projet de Caisses de retraites et de prévoyance pour les ouvriers la disposition qui institue une sorte de tontine à immense proportion, où la pension payée aux derniers survivants est fondée sur la disparition des autres déposants. Il n'admet pas que « la vie et la mort de l'ouvrier deviennent les mises d'une loterie dont le hasard tirera les numéros ». Mais s'il combat une combinaison qui lui apparaît comme une prime à l'égoïsme individuel et comme une dangereuse atteinte à l'esprit de famille, il ne ferme pas les yeux aux transformations que l'industrie et le travail vont créer dans la société et il réclame, sur d'autres bases, « des pensions universelles de retraite pour les travailleurs afin de fonder la solidarité et la fraternité de toutes les classes sociales entre elles ».

Le 3 février, il prononce en faveur de la Syrie et de la nation maronite un discours d'une telle émotion et d'une telle force que Guizot, dont pourtant il n'a pas tu les erreurs, est obligé d'en subir la pensée directrice et d'en accepter les conséquences.

Deux interventions successives, qui se produisent encore dans le mois de février, fournissent à Lamartine l'occasion de se révéler économiste. Le 10, il combat, avec une sobriété vigoureuse qui fait de ce petit discours un modèle, le régime d'inquisition sous lequel une prétendue protection risque d'écraser la viticulture et le commerce des vins. Le 23, c'est la question du droit d'octroi sur les bestiaux qui ramène l'auteur de *Jocelyn* à la tribune. La question envisagée dans son ensemble n'est pas nouvelle pour lui. Il l'a déjà étudiée en 1841 (1). Aujourd'hui, elle consiste à savoir s'il faut taxer le bétail par tête, comme le soutient Berryer, défenseur des grandes races privilégiées, ou au poids, comme Lamartine le demande dans le double intérêt de la répartition de l'élève du bétail sur toutes les parties du territoire et de la diminution du prix de la viande. Ce n'est pas seulement « de la logique » que Lamartine introduit dans les documents et les notes réunies par Champvans en 1841. Il y met et il communique à l'Assemblée tout entière une profonde émotion, inspirée par l'amour du peuple, dont il cherche à alléger les conditions de la vie. Il discute les statistiques et les chiffres, mais il se refuse à écarter tout sentiment de l'économie politique, à laquelle il veut une âme, et à laquelle il reproche l'enchérissement systématique

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 12, 1916.

(1) C'est à M. de Champvans que Lamartine avait confié la constitution de son dossier. La lettre est curieuse au point de vue de ses procédés de préparation.

« Allez de ma part chez M. Paganel, directeur du ministère de l'Agriculture, ou chez M. Cunin-Gridaine, et recueillez pour moi tous les documents concernant la question de l'introduction du bétail étranger ; le tarif, son origine, ses variations, le nombre de bœufs gras introduits, le nombre des bœufs en France, ceux gras pour la boucherie, ceux maigres pour le travail ; enfin élucidez-moi bien cette matière, de manière qu'il n'y ait que ma logique à poser.

« De plus, ce que coûte un bœuf à engraisser, par livre, en Suisse, en Angleterre, en Allemagne, ce qu'il coûte en France.

« J'ai besoin de cela à fond, vingt pages s'il le faut, trente, quarante s'il est nécessaire ; bien digéré. Réunissez de plus ce qui a été écrit là-dessus de mieux, discours Tourret, et faites-moi un dossier. » (17 novembre 1841).

comme un crime. Il convie la Chambre à constituer la ligue de la justice et de la bienfaisance afin d'assurer la vie *à bas prix* contre les ligues au moyen desquelles les producteurs privilégiés écrasent les consommateurs.

Dix jours s'écoulent et voici de nouveau Lamartine à la tribune. Il y prononce en faveur de l'approfondissement de la Seine entre Rouen et la mer l'un des discours les plus imprévus et les plus heureux que lui ait inspirés la souplesse de son génie. La commission avait refusé les crédits à l'unanimité. Déjà un discours technique d'Arago avait ébranlé la Chambre, mais, plus intéressée que convaincue, elle ne cédait pas encore. Comment Lamartine intervint-il ? M. E. Legouvé, dans une brillante conférence sur Lamartine, l'a raconté d'une façon charmante. « Le député chargé de défendre le projet tombe malade le matin même de la discussion. L'affaire va manquer. On conseille aux intéressés d'aller trouver Lamartine ; ils y vont. Il était au bain. On les fait entrer : ils expriment leur désir. — Mais je ne sais pas un mot de votre affaire ! — Nous allons vous l'expliquer. — Mais je suis le député le moins ingénieur de toute la Chambre. — Un homme comme vous gagne son diplôme en quelques instants. — Eh bien, parlez. Ils commencent pendant qu'il était au bain ; ils poursuivent pendant qu'il s'habille, ils achèvent pendant qu'il déjeûne ; et, deux heures après, Lamartine prononce à la Chambre un discours d'affaires d'une clarté, d'une précision admirables. Le succès fut très grand ; l'étonnement plus grand encore : tout le monde était stupéfait, excepté lui.» Comment Lamartine aurait-il été stupéfait ? Il sentait se développer en lui de jour en jour une faculté d'assimilation et une facilité d'improvisation qui lui permettaient toutes les gageures. Celle qu'il tint et gagna le 4 mars 1846 est peut-être la plus surprenante. Il se fit de son incompétence même, éclairée par la discussion, un titre contre l'esprit de système, « qui n'est quelquefois qu'une science obstinée ». Fort de la leçon qu'il avait reçue et de la vérité qui s'en dégageait, il marqua avec un puissant relief la situation que la nature avait réservée au port de Rouen et la nécessité de l'améliorer. On objectait deux difficultés : la *barre* et la *traverse*. Ni ces mots ni ces choses n'étaient faits pour effrayer Lamartine. Il en joua avec une merveilleuse aisance. Le discours d'Arago avait complété son instruction, que ses visiteurs rouennais avaient déjà poussée fort loin, et vraiment un marin ou un ingénieur n'aurait pas mieux parlé. Eût-il même parlé aussi bien ? Je doute qu'il eût trouvé pour caractériser les luttes de la science et de l'art humain avec la nature, à la fois ennemie et collaboratrice, les formules et les développements dont Lamartine eut l'heureuse rencontre. Evoquant ses années de jeunesse, il rappela comment, pendant sa mission diplomatique en Toscane, il avait été initié par le grand duc aux travaux qui avaient pour objet de dessécher et de fertiliser les marais Pontins. Cette expérience avait laissé en lui une conviction profonde. « Tant que l'homme travaille à tâtons, tant qu'il cherche le sens des grands phénomènes naturels, il est vaincu, incertain ; mais une fois qu'il est sûr d'avoir rencontré le vrai sens des éléments, bien loin d'avoir contre lui les forces de la création, il a pour ainsi dire avec le temps les forces de Dieu lui-même. » L'entreprise qui consistait à approfondir la Seine ne paraissait pas à Lamartine moins sûre et moins utile que celle dont le grand duc de Toscane avait si heureusement doté son pays. « Mais je dis plus, ajoutait-il : quand cette expérience n'aurait pour résultat, même en échouant, que d'arracher enfin son secret au fleuve, son secret à la marée, son mystère à la navigation maritime de la Seine ; oui, quand elle n'aurait pour résultat que d'arracher le oui ou le non à la nature ! (*Sensation*)... oui, d'arracher le oui ou le non définitif à la nature sur la possibilité ou l'impossibilité de prolonger de 120 kilomètres la navigation française, ce oui ou ce non arraché à la nature vaut à lui seul vos deux millions. » Les deux millions furent votés d'enthousiasme.

Lamartine, auquel il n'avait rien coûté pour se révéler ingénieur maritime dans le débat sur l'approfondissement de la Seine, ne fit pas un plus grand effort pour traiter, trois semaines après, avec un succès au moins égal, une importante question de mines. Les associations qui exploitaient le bassin houiller de la Loire, dont l'étendue dépassait 200 kilomètres, avaient constitué une compagnie unique. Cet accaparement paraissait d'autant plus dangereux qu'il s'étendait au canal de Givors et aux chemins de fer de Saint-Etienne à Lyon et de Saint-Etienne à Roanne. La gravité et la menace de cette situation, exposée dans une interpellation au ministre des Travaux publics, n'échappèrent pas à la perspicacité de Lamartine. Il apporta dans le débat un discours fortement documenté et solidement construit où, selon l'habitude familière à son génie, il s'éleva de la question particulière, qu'il traita avec une grande lucidité, à des considérations générales et puissantes sur le péril de laisser certaines associations exercer, au détriment de l'intérêt public, une sorte de séquestre sur la nature et écraser

sous une « contre-révolution d'argent » les principes et les bienfaits de la révolution de 1789. Il savait quels ennemis redoutables son attitude risquait de lui faire, mais le souci de l'intérêt général soutenait son courage et inspirait son talent qui furent, dans ce discours mémorable, véritablement dignes l'un de l'autre. Il termina par des paroles qui secouèrent d'un frisson toute l'Assemblée. « Si nous n'arrêtons pas le mal du monopole au premier pas, au premier scandale qui vous est signalé ; si vous n'y appliquez pas un remède énergique avec toute votre puissance, toute votre volonté contre l'accaparement des petits capitaux ; si vous laissez passer dans nos mœurs cette corruption par la cupidité insatiable des capitaux agglomérés, sachez qu'à défaut d'autre punition, l'histoire s'en vengerait sur nos noms. Sachez qu'il naîtrait peut-être un jour un Tacite de l'époque industrielle qui la flétrirait d'un nom qu'elle doit écarter d'elle et de nous, de notre mémoire comme nation, qui appellerait ce siècle le siècle de la Bourse ; le siècle de l'agiotage ! le siècle où la charge d'agent de change serait la magistrature suprême ! (*Sensation prolongée*) le siècle enfin où l'honneur consisterait à déshonorer le désintéressement et à glorifier le lucre à tout prix ! (*Sensation. Interruption.*) Seule la grande voix de Berryer pouvait égaler de tels accents (1).

Inépuisable, divers, attentif à toutes les questions et présent à tous les débats, Lamartine ne laissait pas passer une occasion de mettre au service du pays et du peuple la puissance de sa parole. Tantôt, le 16 avril, il demandait, dans un discours substantiel et véhément, qui le rapprochait de Thiers, le relèvement de la marine militaire de la France, où peut-être, opposant le *vent* et le *feu*, ne faisait-il pas à la navigation à vapeur une part suffisante ; tantôt, le 22 avril, il appuyait la diminution de l'impôt sur le sel avec une élévation d'idées, une dialectique et une émotion qui provoquaient sur tous les bancs des applaudissements d'enthousiasme (2).

Comment se serait-il tu dans les questions qui, par les personnes ou par les principes, intéressaient la vie littéraire ? A l'occasion du budjet, on critiqua certaines des pensions au moyen desquelles le Gouvernement allégeait la détresse des hommes de lettres. Le nom de Baour-Lormian frappa les oreilles de Lamartine. Soulevé de son banc, il fit entendre une protestation ferme et digne en faveur de son confrère, dont la cécité aggravait la vieillesse, et qu'il serait honteux pour le pays de priver à son déclin d'une pension qui était sa récompense et sa consolation (1).

(1) Le *National* écrivait à propos de ce discours. « Tous les orateurs se sont exprimés dans le même sens : aucun ne l'a fait avec la magnificence et l'élévation de langage de M. de Lamartine. Quel admirable talent ! Quelle large et merveilleuse abondance ! Quand M. de Lamartine est dans la vérité, il apparaît à la tribune comme le Dieu même de l'éloquence. Les chaînes d'or que la mythologie avait inventées sortent de sa bouche comme les flots jaillissent de la source du fleuve. Condamnés à combattre souvent ses erreurs, il nous est doux de pouvoir nous livrer aujourd'hui sans réserve à l'admiration qu'excitent ces dons brillants d'un génie privilégié. Cette affaire d'une compagnie houillère, il l'a traitée sous tous ses aspects... et toutes ces idées, revêtues des draperies éclatantes de sa parole, brillaient comme des diamants dans le soleil. »

(2) Tous les journaux constatèrent l'immense succès remporté par Lamartine. Je cite, à titre d'exemple, l'opinion de *la Presse*. « Pour tout autre que M. de Lamartine la discussion eût été épuisée. L'illustre orateur a su cependant, dans une brillante improvisation, l'agrandir, l'élever aux proportions d'une haute question sociale, sans lui faire perdre son caractère financier et de débat pour ainsi dire mathématique. M. de Lamartine a prouvé encore une fois que les chiffres s'enchaînaient à merveille dans son magnifique langage. »

Les adversaires de Lamartine, afin d'établir ses contradictions, aiment à citer un passage de Sainte-Beuve. « Il parle à Marseille pour le libre échange, et on lui rappelle qu'il a précédemment prêché la doctrine contraire. — Un jour, causant chez Mme Récamier de l'impôt sur le sel, il dit toutes sortes de raisons à l'appui de cet impôt : que c'était une faible charge pour chacun, et un gros revenu pour le trésor. — Je suis charmé, lui dit M. de Chateaubriand, de vous entendre soutenir ces choses, car on m'avait dit que vous parleriez contre. Ah ! c'est vrai, répliqua Lamartine, ils sont venus me trouver et j'ai promis d'appuyer l'abolition de l'impôt, mais je suis convaincu qu'au fond il est moins onéreux qu'utile. » (*Causeries du Lundi*, XI, 463).

Les faits, sur les deux points, donnent tort aux racontars de Sainte-Beuve. Lamartine avait prononcé, le 14 avril 1836, un discours en faveur de la liberté du commerce et je ne sache pas qu'il ait une seule fois depuis renié son opinion : à plusieurs reprises, au contraire, il a combattu les conséquences du régime protectionniste. Quant à l'impôt sur le sel, il l'avait condamné, dans un discours du 22 mars 1836 sur la conversion des rentes, comme « payé par les sueurs et les malédictions du prolétaire ».

(1) Ce témoignage de confraternité était d'autant plus touchant que Lamartine avait souffert à ses débuts de la situation faite dans les lettres à Baour-Lormian, dont la gloire dépassait singulièrement les mérites. Il écrivait le 13 janvier 1838 à Virieu. « Je me consume sans me faire comprendre. J'ai connu cela en un autre ordre de choses, au commencement de notre vie, quand je me sentais poète plus que Fontanes et Baour et que Baour et Fontanes régnaient. »

Au cours de la même séance du 30 mai, Lamartine prit la défense du théâtre de l'Odéon, menacé par un amendement de perdre la subvention qui était la condition de son existence. Il le sauva en opposant à la littérature commerciale la « grandeur du sentiment public qui sent dans ses lettres, qui sent dans ses écrivains, qui sent dans son art dramatique une partie de sa propre nature, une partie de sa gloire, une partie de son influence dans le monde, et qui veut la conserver.

Le discours sur l'Algérie et un discours sur la Syrie, dont l'émotion éloquente arracha des applaudissements aux tribunes elles-mêmes, complétèrent la participation extraordinaire de Lamartine à cette session. L'orateur d'affaires y avait égalé l'orateur politique (2). « Comment parlerait-il la langue des affaires ? écrivait Timon en 1837. Il n'en sait point l'argot, heureusement pour sa muse. » Est-il donc nécessaire d'employer un jargon spécial pour traiter des intérêts financiers, économiques ou sociaux du pays et la langue française n'a-t-elle pas assez de souplesse pour se plier à tous les sujets ? Lamartine savait user des incomparables ressources de cet instrument unique. Il lui empruntait sa clarté, son élégance et sa logique. Mais il ne s'interdisait pas, parce qu'il débattait une question d'affaires, les larges coups d'aile qui emportaient son auditoire dans la région des idées générales. A la suite d'un discours de Berryer qui l'avait enthousiasmé, il disait : « Je ne l'ai jamais vu plus beau comme acteur, mais je m'étonne qu'il écume pour une question de sucres. » Lui, il n'écumait jamais, mais, à l'occasion des sucres, des bestiaux ou du sel, il n'éblouissait pas moins qu'à propos de la question d'Orient. Il y avait toujours du lyrisme dans son éloquence. Parfois sa hardiesse étonnait. On l'acclamait quand, demandant la réduction de l'impôt sur le sel, il sollicitait « à bas prix pour les classes nombreuses ce que Dieu donne gratis aux oiseaux du ciel ». Mais s'il disait que « le sel n'est pas seulement matière imposable, mais une idée, une idée de justice, une idée de liberté, une idée surtout d'égalité », on comprenait mal, on souriait ou on murmurait. « C'est un mot bien juste cependant, répliquait *La Réforme*, et il ne manquait pas d'une certaine profondeur qui ne dépasse pas assurément l'éloquence de la tribune. » *La Réforme avait raison.* Lamartine a montré comme orateur d'affaires une *profondeur* que peu de ses rivaux ont connue et il a paré la tribune d'une richesse de formules et d'images dont on peut dire qu'aucun d'eux n'a égalé l'éclat.

LOUIS BARTHOU.

(2) Le 20 septembre Lamartine prononça à la Société d'Horticulture de Mâcon un délicieux discours. L'année suivante, le 20 septembre 1847, il s'abandonna devant le même auditoire à une causerie sur les fleurs, qui est un petit chef-d'œuvre et, dans ce genre difficile, un parfait modèle. « Brillantes improvisations sur le charme des jardins, élévations religieuses vers la Providence qui leur ménage la sève, douces réminiscences des affections trouvées tout près de là dans le petit enclos de Milly, ravissantes effusions d'un orateur-poète qui sait parler aux hommes simples le langage des sentiments généreux en l'ornant de grâces délicieuses, parce que chez lui la beauté n'est que le rayonnement de la tendresse ».

Je souscris à cette appréciation de M. de Pomairols, mais il faut bien reconnaître avec M. Emile Deschanel que la familiarité n'était pas dans les dons naturels de Lamartine. Même quad il parlait aux élèves des écoles de son département, il conservait une certaine solennité, et l'on chercherait vainement dans ses discours les plus intimes la séduisante bonhomie et la simplicité aisée de Mirabeau écrivant, entre deux formidables harangues, son *Avis au peuple marseillais*.

L'EFFORT CANADIEN (1)

Mesdames, Messieurs,

Puisque une bienveillance amicale et une confiance dont je sens tout le prix a décidé qu'en cette ville du Havre, d'où sont partis quelques-uns des premiers colonisateurs du Canada, l'effort héroïque et bienfaisant des Canadiens anglais et français serait décrit devant vous — sous la présidence d'un représentant éminent du département de la Seine-Inférieure et de l'Alsace française — par un des plus fervents pélerins de la Nouvelle-France, je voudrais d'abord, par l'évocation d'une image émouvante et significative, définir le sens symbolique de ces drapeaux français et anglais, dont les couleurs alliées, planant sur un immense champ de bataille, proclament au monde entier, sous le vaste ciel, à travers l'étendue illimitée des terres et des mers, la souveraineté universelle de la justice, la permanence éternelle du droit, la différence du bien et du mal, l'inébranlable résolution qui, dans le drame d'aujourd'hui, pousse l'élite du genre humain à souffrir, à combattre pour des réalités idéales, à rechercher, malgré l'effusion du sang et des larmes, un péril plein d'honneur, un deuil glorieux, afin de

(1) Conférence donnée au Havre dans la série : « L'Effort des Alliés ».

mériter par la vertu sublime du sacrifice, la paix dans la victoire et la consolation dans la liberté.

L'effort canadien est un des plus émouvants chapitres de l'histoire de la France et de l'Angleterre. L'Angleterre et la France, avant d'être unies par une magnifique fraternité d'armes, et de lutter ensemble, la main dans la main, pour la civilisation contre la barbarie, ont été divisées par des rivalités très longues, très vives, dont il ne conviendrait pas, en cette circonstance solennelle, de diminuer l'importance ni de rabaisser l'enjeu.

L'une et l'autre de ces deux nations loyales et braves, réclamaient, comme on disait jadis, leur part de « l'héritage d'Adam » et revendiquaient leurs privilèges de première occupation sur ces terres lointaines, sur ces fleuves mystérieux, sur ces forêts profondes, sur ces golfes inexplorés, sur toutes ces attirantes contrées d'outre-mer où Jacques Cartier, de Saint-Malo, le capitaine Jehan de Saintonge, Henry Hudson, de Londres, Marc Lescarbot, de Vervins, Thomas Button, et plusieurs autres vaillants fils de la France et de l'Angleterre rivalisèrent de curiosité entreprenante et d'audace héroïque, jusqu'au jour où le génie de notre Samuel Champlain, fondateur de Québec, a fixé, sur les rives du Saint-Laurent, un point géographique et historique où l'ancien conflit de deux races n'est plus que la rencontre de deux familles, décidées à s'entendre et à s'unir pour toujours, afin de travailler d'un seul cœur et d'une même âme au bien de l'humanité.

Ce qu'il y a de plus beau à Québec, ce n'est pas le spectacle de ce large fleuve d'azur pâle, au-dessus duquel s'étage à flanc de coteau, jusqu'aux murs d'une imposante citadelle à la Vauban, la vieille ville française, ceinte de ses anciens remparts, dominée par la pittoresque silhouette du château Frontenac et par la statue de Champlain, décor évocateur d'une France ancienne et toujours jeune, fait à souhait pour illustrer l'héroïque aventure des Trois Mousquetaires ou de Cyrano... Ce n'est pas non plus l'admirable perspective de l'estuaire du Saint-Laurent au coucher du soleil, l'aspect changeant des horizons du Labrador, teintés de mauve, de carmin et de lilas, l'archipel des Mille-Iles, chantées en français par les poètes canadiens... Ce n'est pas non plus ce paysage alpestre, où les cascades de la rivière Montmorency, bondissant de gradin en gradin sur les roches moussues, à travers des éboulis de pierres cassées et des arrachements de troncs déracinés, offrent aux regards du voyageur en quête d'impressions exotiques et de couleur locale, un tableau digne de tenter la plume de Bernardin de Saint-Pierre ou de Jean-Jacques Rousseau.

Ce qu'il y a de plus beau à Québec, c'est un monument dédié à la mémoire de deux héros, Wolfe et Montcalm, un Anglais, un Français, réconciliés dans la mort, ensevelis dans la gloire, frères désormais dans l'immortalité.

James Wolfe, jeune général de trente ans, s'était déjà fait un nom dans l'armée anglaise, par des services qui prouvaient que, chez lui, la valeur n'avait pas attendu le nombre des années. Né à Westerham, non loin du Pas-de-Calais, parmi les populations maritimes du comté de Kent, il servit d'abord dans la marine, et prit part, dans les Pays-Bas, aux opérations de guerre qui se sont terminées par la célèbre bataille de Fontenoy. Il se battit en Ecosse, dans les troupes envoyées contre le romanesque prétendant Charles-Edouard. Officier studieux autant que brave, appliqué, volontiers silencieux comme lord Kitchener, il excellait dans la préparation des batailles par l'étude technique du terrain et de la manœuvre. C'était un tacticien et un stratège de premier ordre. On lui doit des innovations stratégiques et tactiques dont l'emploi a renouvelé, sur plus d'un point, les méthodes offensives et défensives de l'armée anglaise. On eût dit, à le voir si ardent au travail, si économe de son temps et si prodigue de ses forces, qu'il avait comme un pressentiment de sa fin prématurée. Sa santé, surmenée par l'excès des fatigues et des veilles, était en fort mauvais état, lorsque l'initiative d'un grand ministre lui offrit l'occasion de donner toute la mesure de son courage et de son talent. Un des premiers actes de William Pitt, rappelé dans les conseils du roi Georges II par l'irrésistible mouvement de l'opinion publique, et pourvu d'une sorte de dictature militaire, fut d'envoyer en Amérique le général Wolfe, pour y rétablir les affaires de l'Angleterre, fort compromises par les défaites successives de Braddock et par l'expédition du général James Abercromby, battu par le marquis de Montcalm aux abords du fort Carillon, sur les rives du lac Georges et du lac Champlain. Wolfe accepta cette mission difficile. Il dit dans une lettre adressée à un ami : « J'ai écrit aujourd'hui à M. Pitt, qu'il peut disposer de mon fragile squelette. » On sait le reste, et comment deux adversaires faits pour se comprendre et pour s'estimer, James Wolfe, général anglais, et le marquis de Montcalm, général français sont tombés au champ d'honneur, le même jour, presque à la même heure, le 13 septembre 1759, auprès de Québec, dans un endroit qui, du nom d'un des premiers laboureurs français du Canada, Abraham Martin, s'appelle aujourd'hui encore la plaine d'Abraham, et qui est un lieu de pèlerinage où les descen-

dants des adversaires d'autrefois peuvent se rencontrer sans que rien puisse gêner l'expression sincère de leur entente cordiale d'aujourd'hui. Nous avons le droit de regarder fièrement, les uns et les autres, nous qui sommes, hélas ! en état de savoir ce que c'est qu'une agression brutale et sournoise, cet épisode ancien d'une guerre en dentelles, ces armes courtoises, ce combat loyal, pareil à ces duels chevaleresques, après lesquels, l'honneur étant sauf, on aimait à se serrer mutuellement la main. Il y a quelques années, et, pour parler plus exactement, le 6 juillet 1909, dans une cérémonie célébrée en Amérique, à l'occasion du troisième centenaire de Champlain et du cinquante-huitième anniversaire du combat de Carillon, un grand Anglais, lord Bryce, l'illustre historien de l'*Empire germanique* et de la *République américaine*, un homme représentatif de cette élite à la fois studieuse et pratique dont les rares talents s'appliquent avec le même succès au récit des événements d'autrefois et au maniement des affaires d'aujourd'hui, rappelait tous ces souvenirs, en présence du président des Etats-Unis, de l'ambassadeur de France, et d'une élite choisie dans la société lettrée d'outre-mer. Il disait, à ce propos, que, pendant la nuit qui précéda la bataille de la plaine d'Abraham, le jeune chef récita devant ses officiers, la célèbre élégie de Thomas Gray sur le *Cimetière de Campagne*, alors dans toute sa nouveauté mélancolique. Et, songeant peut-être à l'aimable fiancée, miss Lowther, qu'il avait laissée au pays natal, James Wolfe insista sur ce vers nostalgique :

Les sentiers de la gloire conduisent au tombeau.

Le lendemain, il tombait, mortellement atteint, précédant de quelques heures au paradis des braves, son rival dans les sentiers de la gloire, le marquis de Montcalm.

Louis-Joseph de Montcalm de Saint-Véran est le Français le plus populaire au Canada, chez les Canadiens des Etats-Unis, chez tous les amis des Canadiens. La noblesse de l'ancienne France, si féconde en figures de gentilshommes intrépides et charmants, ne nous offre rien de plus aimable ni de plus admirable que l'aventure épique de cet officier d'autrefois, qui, chargé de défendre avec une poignée d'hommes, les possessions françaises de l'Amérique du Nord, fut le chevalier servant de cette France d'outre-mer, son avocat trop peu écouté, son garant, trop peu suivi par les contemporains de Voltaire, de Choiseul et de Mme de Pompadour.

J'ai vu son portrait au fort Carillon, parmi les collections du musée ingénieusement aménagé par M. Stephen H.-P. Pell, propriétaire actuel de ce monument historique. Il me semble que je le vois encore, avec ses grands yeux au regard clair, son nez fin, ses lèvres spirituelles, le sourire de toute sa figure soigneusement rasée à l'ancienne mode, et respirant l'esprit, le courage, la résolution tranquille et indomptable d'un gentilhomme décidé à vaincre à force de vaillance ou à mourir en beauté. Le commandant en chef des troupes françaises est soigneusement poudré, comme s'il se préparait à paraître au petit lever du roi qui, là-bas, dans ce même château de Versailles où la colonisation du Canada fut organisée par Louis XIV et par Colbert, oublie les plus dévoués serviteurs de la gloire française... Sa cravate de mousseline, ses manchettes de dentelle sont arrangées avec un goût parfait, comme s'il combattait pour le divertissement de la cour et de la ville, et non point parmi ces vieilles pierres criblées de balles, devant ce farouche décor de montagnes inexplorées, au milieu des tribus sauvages dont l'admiration naïve ne suffisait pas à consoler d'un injuste oubli les derniers soldats de la Nouvelle-France... Ils ont eu leur jour de popularité. L'opinion publique avait compris les effets de leur dévouement et de leur sacrifice. M. de Bougainville, ami fidèle, écrivait de Blaye, le 18 mars 1758, au marquis de Montcalm : « Je vous nommerais toute la France, si je voulais nommer toutes les personnes qui vous aiment et vous veulent maréchal de France. Les petits enfants savent votre nom, et le *Te Deum* chanté pour l'affaire de Carillon doit vous plaire, et aux troupes. Car le roi dit dans la lettre : « Mes braves soldats du Canada ! » Hélas ! ce bon mouvement du roi ne dura pas longtemps.

Du moins, grâce à la tradition de celui qu'on appelle encore là-bas « le marquis », il n'y a pas loin de Québec au Havre, si l'on considère surtout les affinités électives qui, des bords du Saint-Laurent aux rives de la Seine, unissent les esprits et les cœurs. Un Français n'est jamais dépaysé — tant s'en faut — dans la compagnie des Canadiens et des Canadiennes. C'est ce que remarqua tout de suite M. de Montcalm, maréchal des camps et armées du Roi, lorsque, ayant quitté son château natal de Candiac, près de Nîmes, sa femme, sa mère, ses six enfants, deux fils et quatre filles, débarqué après une traversée de trente-huit jours à la Petite-Ferme, qui est sur la côte de Beaupré, il notait sur son carnet, le 5 janvier 1757, en sortant d'un bal de la société québecoise, cette impression qui nous fait voir combien ce bon

juge en fait d'élégance, de façons aimables et de conversation polie avait discerné tout ce qu'il y a d'imprévu et de délicieux dans le charme du Canada : « Québec m'a paru une ville d'un fort bon ton ; et je ne crois pas que, dans toute la France, il y ait plus d'une douzaine de villes au-dessus de Québec. » Autour de cette société choisie, où les nouveautés de la mode parisienne n'avaient guère que deux ou trois mois de retard, ce qui était peu de chose, — notamment pour les écrits réputés immortels que les plus illustres académiciens d'alors, MM. de Marivaux, Marmontel, l'abbé d'Olivet, le spirituel président Hénault confiaient volontiers aux plus rapides courriers de la marine royale, — le marquis de Montcalm, visitant les environs de Québec et de Montréal, s'arrêtant à l'ombre des clochers, dans les paroisses — ou plutôt, dans les *paroüesses* — riveraines du Saint-Laurent, aux Trois-Rivières, à Saint-Hyacinthe, dans les champs et dans les villages de la Beauce canadienne, causant avec « nos gens » de là-bas, fins laboureurs de la terre, dont les ancêtres furent de bons travailleurs de la mer, s'émerveillait de retrouver, dans un rustique décor de pigeonniers, de moulins, de granges et de toitures d'ardoises, que l'on eût dit arrangé par le peintre Oudry pour une églogue de Sedaine, plus d'un philosophe sans le savoir, et quelques-unes de ces scènes de famille qui furent chères à notre honnête Chardin, et qui attestent la vertu de la société française en un siècle réputé frivole : le *Benedicite*, la *Bonne Education*, la *Mère laborieuse*, la *Lessiveuse*, la *Mère faisant réciter l'Evangile à sa fille*... Le marquis, nouvellement arrivé de la cour de Versailles, fut charmé de rencontrer tant de bonne grâce patriarcale. Il aima, au Canada, nos bons Français d'outre-mer. Il les aima jusqu'à cette suprême immolation, dont l'héroïque beauté fut célébrée par un Anglais, lord Aylmer, dans une inscription gravée sur la pierre funéraire du héros français, au couvent des Dames Ursulines de Québec.

Et maintenant, cette âme du Canada, qui nous semblait lointaine, s'est rapprochée de nous, par l'effet de la grande émotion universelle qui a resserré tout d'un coup les liens de tous les esprits fraternels et de tous les cœurs amis. Ah ! certes, ils ne sont point dépaysés en Normandie, les soldats canadiens campés tout près d'ici, et parmi lesquels il y a des descendants de ceux qui sont partis des havres de la côte normande avec Champlain, et aussi avec Dupont-Gravé, Claude Godet, de Monts, François Porée, Nicolas Le Roy, rudes marins dont les actes d'affrètement et d'association figurent sur les registres de tabellionage du siège royal de Honfleur.

Dans l'accent de ces soldats, vous retrouverez la saveur du terroir. Les chansons qui ont bercé leurs sommeils d'enfant, et qui égayent leurs veilles auprès des feux de bivouac, sont venues de chez nous. Ils les rapportent chez nous maintenant : telle, cette jolie chanson de la *Claire fontaine*, qui est une chanson normande, oubliée peut-être ici, exilée de notre mémoire par les lamentables refrains des opérettes-bouffes ou des cafés-concerts, mais conservée là-bas pieusement, parmi les reliques héréditaires, comme une fleur du jardin natal ou comme un bijou de famille. Ces précieux témoignages de l'ancienneté de la race ont été conservés dans le recueil des *Chansons populaires du Canada*, que M. Ernest Gagnon, membre de l'Académie de musique de Québec, a publié chez le libraire Beauchemin, à Montréal.

Vieilles chansons du vieux pays, cantilènes des grand-mères d'autrefois, berçant au rythme coutumier les berceaux des petits enfants de France, voix du passé, voix d'outre-tombe, venues à nous du fond des cimetières où reposent nos morts ! Quels parchemins nobiliaires vaudraient ces titres authentiques et précieux qui attestent la pérennité d'un lignage ininterrompu, et la fidélité d'une mémoire incapable d'oubli ? Sur l'écusson des régiments canadiens, autour de la feuille d'érable symbolique, on lit la touchante devise de la ville de Québec : « Je me souviens ». Là-bas, on se souvient toujours. L'âme audacieuse et gaie de la vieille France chante encore au Canada. Elle chante, en filant la quenouille, pendant les veillées d'hiver, devant l'âtre où flambe un bon feu, au coin du foyer où la famille rassemblée vient mettre en commun, après le rude labeur des journées brèves, ses souvenirs et ses espérances, — ses rêves et ses visions, les sourires des vieux et les rires des jeunes, les amours qui aident à vivre et les regrets qui nous préparent à mourir, les deuils qui nous infligent l'amertume des larmes et qui nous procurent en même temps la douceur de croire à une immortalité bienheureuse, — tout ce qui défend l'existence humaine contre les rigueurs de la nature et contre les coups du sort. Elle chante, dans les labours, en confiant le bon grain à la bonne terre qui nous donnera notre pain quotidien. Elle chante le *Bois du Rossignol*, pour célébrer, après la fonte des neiges hivernales, quand les souffles précurseurs de la saison nouvelle brisent de leur tiédeur caressante les blocs de glace dans les grands lacs du Nord, la grâce du printemps qui incline les cœurs à la douceur

des fiançailles. Elle chante, comme autrefois dans le Poitou, la naïve chanson des noces villageoises :

Buvons à la santé
Des jeunes mariés.

Elle chante aussi, sur une cadence qui ressemble au bercement du roulis et du tangage, pendant les navigations des voiliers inclinés sur la vague, un vieil air breton :

C'était une frégate...

et aussi :

A Saint-Malo, beau port de mer,

et les *Prisons de Nantes*, et ce refrain préféré des marins de l'Aunis et de la Saintonge :

En revenant de la jolie Rochelle.
J'ai rencontré trois belles demoiselles,
La voilà, ma mie, que mon cœur aime tant.

On voit les sources fraîches et profondes où s'alimente l'énergie d'où résulte l'effort canadien. Avant d'être des laboureurs de la terre, nos gens du Canada furent des travailleurs de la mer. Ils se souviennent des voiles blanches, joyeusement déployées sous la jolie brise :

C'est le vent, frivolant...

Ils connaissent les courants adverses qu'il faut remonter en souquant de toutes ses forces :

Fringue, fringue sur la rivière,
Fringue, fringue sur l'aviron.

C'est dans ces alternatives de joie brève et de peines souvent prolongées interminablement par l'inclémence de la nature, que les premiers explorateurs du Saint-Laurent ont appris la patience indomptable qui vient à bout des pires difficultés, le robuste optimisme qui sait attendre les échéances lointaines et cette heureuse incapacité de découragement qui égale aux plus hautes entreprises l'âme de tous ceux qui demeurèrent là-bas, sur le territoire illimité de la Nouvelle-France, les survivants des équipages de Champlain et des bataillons de Montcalm. Et c'est apparemment ce qu'ils ont voulu dire, lorsqu'ils ont résumé leurs souvenirs en des vers sonores et graves comme un hymne national :

Jadis la France sur nos bords
Jeta sa semence immortelle.....
O Canadiens rallions-nous
Et près du vieux drapeau, symbole d'espérance,
Ensemble, crions à genoux:
Vive la France!

Au Monument national de Montréal, dans les premiers mois de la guerre, une émouvante cérémonie, dont il convient de rappeler ici tous les détails, donna aux Français et aux Anglais du Canada l'occasion solennelle d'élever la voix pour la cause de l'humanité outragée, du droit violé, de la liberté méconnue, des traités déchirés par les mains criminelles du Kaiser et de son chancelier. C'était le 24 septembre 1914, peu de temps après ces jours d'exécrable mémoire, où l'armée allemande du général von Emmich, franchissant, au mépris de toutes les conventions internationales, les frontières de la Belgique, proposa un marché au plus chevaleresque des souverains, au plus loyal des peuples, et répondit au noble geste du roi Albert par une série d'incendies et de massacres qui ont voué à l'exécration de la conscience universelle les noms à jamais flétris d'un Bülow, d'un Bissing, d'un Manteuffel. La nation belge, torturée, mais indomptable, debout sur les ruines fumantes parmi lesquelles des flaques de sang séchaient au soleil de cet été sinistre où l'héroïsme des victimes a égalé l'acharnement des bourreaux, la nation belge avait voulu que son martyre fût raconté à nos frères canadiens, et que sa protestation passât les mers pour éveiller au loin, par une salubre contagion morale, la révolte de tous les esprits justes, de toutes les volontés droites, de tous les cœurs généreux.

Lorsqu'on apprit à Montréal la prochaine arrivée de M. Carton de Wiart, ministre de la justice du royaume de Belgique, de MM. Paul Hymans et Emile Van der Velde, ministres d'Etat, du comte de Lichtervelde, secrétaire de la délégation belge, il y eut, dans toutes les classes de la société canadienne, un mouvement d'amitié fraternelle dont la presse de Montréal, de Québec, d'Ottawa, de Toronto nous apporte l'expression unanime et infiniment touchante.

« Tous au-devant des Belges, ce soir ! » disait, conformément au vœu de l'opinion publique, un des journaux les plus répandus de la province de Québec. Et il ajoutait : « La délégation qui symbolise la protestation de l'humanité universelle contre les crimes allemands arrivera à 10 heures à la gare Windsor ». Ce que fut cette réception, Mesdames et Messieurs, vous le devinez sans peine. Au-devant des Belges, on vit accourir les représentants de toutes les associations de Montréal, les délégués de l'université anglaise MacGill et de l'université française Laval, les autorités municipales, la Chambre de commerce, suivies d'une foule immense. Le lendemain, tous les habitants de Montréal étaient aux portes et aux fenêtres de leurs maisons, pour acclamer, dans la rue Saint-Jacques, sur le boulevard Saint-Laurent, sur la place Victoria, dans le quartier populeux de Sherbrook et aux abords du parc Lafontaine, le cortège des nobles pèlerins du droit et

de la liberté se rendant à l'Hôtel de Ville de Montréal, afin d'y recevoir l'accolade fraternelle des magistrats de la cité canadienne qui fut fondée par M. de Maisonneuve, gentilhomme champenois.

Mais c'est dans la salle du Monument national, que nos alliés de Belgique devaient sentir avec le plus de force et d'émotion tout ce qu'il y a de chaude sympathie, d'efficace bonté, de loyauté impeccable dans le cœur de nos frères du Canada.

Au nom du Gouvernement canadien, le ministre de la Marine, l'honorable M. Hazen, spécialement délégué par le premier ministre, sir Robert Laird Borden, prononça un énergique et bref discours :

« Du Pacifique à l'Atlantique, s'écria-t-il, il n'est pas un Canadien, quelle que soit son origine, qui n'éprouve pour votre pays et pour vos personnes une grande admiration. Vous êtes les soldats du droit et de l'honneur. Vous avez arrêté les hordes germaniques dont le flot déferlait à vos frontières. Vous avez droit à la reconnaissance du monde... Nous envoyons dans votre pays un premier corps ; nous en enverrons un autre bientôt. C'est notre honneur de nous dire qu'ils vont combattre côte à côte avec les héroïques soldats belges. C'est notre espoir de croire qu'ils seront dignes de leurs compagnons d'armes. Bientôt partira pour la France un corps canadien-français en qui nous mettons toute notre confiance. Lisant l'histoire des Français du Canada, on ne peut que penser qu'ils seront dignes de leurs grands ancêtres. Ils ont déjà sauvé le drapeau à Chateaugay : ils sauront le défendre sur les champs de bataille de France... L'heure est venue de nous lever en armes. Levons-nous donc, et que l'ennemi apprenne que nous sommes braves et que nous savons vaincre. »

Il fallait qu'après ces déclarations officielles, après les allocutions de M. Adélard Fortier, président de la Chambre de commerce, et de M. W.-D. Campbell, président du *Board of Trade*, une voix s'élevât pour définir le sens de cette cérémonie, et pour indiquer la portée historique de cette rencontre où s'unissaient les cœurs et les mains de l'Europe civilisée et de l'élite européenne qui a fait de l'Amérique défrichée, affranchie, une terre de labeur et de liberté.

Le Canada, déjà fier, à juste titre, de l'éloquence d'un Wilfrid Laurier, d'un Rodolphe Lemieux, d'un Adélard Turgeon, d'un Lomer Gouin, et qui compte des écrivains trop peu connus chez nous, tels que l'historien Garneau, les poètes Louis Fréchette, William Chapman, Octave Crémazie que nous avons célébré ici même en des temps plus paisibles, le 3 novembre 1912, le Canada vient de trouver un nouvel interprète de son âme audacieuse et pensive, dans la personne de M. Edouard Montpetit, professeur et orateur, secrétaire du Comité France-Amérique, et de l'Aide à la France.

Je me reprocherais, possédant le discours prononcé par M. Edouard Montpetit à la cérémonie du 24 septembre 1914, de ne point vous lire cette belle page. Et je sais d'avance quel écho va réveiller au fond de vos âmes l'accent de cette voix d'outre-mer, qui exprime en perfection et dans le plus pur langage français nos sentiments et nos pensées.

« Messieurs, disait l'orateur canadien à nos amis les Belges, vous avez donné, pendant la paix, l'exemple d'une activité merveilleuse. Mais en même temps que vous faisiez rayonner sur le monde vos initiatives et vos idées, vous conserviez pieusement le culte de votre histoire et vous restiez jaloux de votre indépendance. Ceux qui ont cherché dans les livres le secret de l'âme belge en connaissent maintenant la sublime beauté.

» Dès que l'Allemagne, au mépris de sa signature, eût foulé votre sol, vous avez tressailli. Du pays de Maeterlinck qui chanta les abeilles et révéla, dans une œuvre immortelle, les qualités de votre race ; du pays de Bruges où, sous l'apparente et douce torpeur des toits crénelés vit et travaille l'active dentellière du Nord ; du pays des clochers et des beffrois, où se transmettent de génération en génération, l'audace et le courage des grands bourgeois communiers ; de Gand, ville des fleurs et reine de la terre flamande ; de Liège au cœur français ; des noires régions de Mons et de Charleroi ; de toute la Belgique (de la petite Belgique, comme nous disons, pour mieux marquer la grandeur de ses destinées et mieux traduire notre attendrissement), une armée se leva, vaillante, audacieuse, intrépide, qui répondit à l'envahisseur par ce mot, le plus beau que je sache quand il se heurte à la force cruelle et injuste : *Non serviam*, je ne servirai pas !

» Promesses et menaces ont été vaines ; rien n'a pu réduire cette admirable fierté. Sous la conduite d'un roi-soldat, la nation résolut de lutter jusqu'au bout, avec l'appui des deux grands pays auxquels nous sommes attachés par tous les liens de notre histoire... »

Continuant son discours, l'orateur du Canada évoqua les deuils de la Belgique avec tant de force et de douceur, que ses paroles sont restées gravées dans la mémoire de ceux et de celles qui les ont entendues et applaudies.

« Ah ! s'écria-t-il, d'une voix que nous croi-

rons entendre, et qui va tout droit jusqu'au fond de notre cœur, il y a des êtres devant qui le cœur s'émeut d'amour ou de pitié : un vieillard qui souffre, un enfant qui sourit, une femme qui pleure. Ce sont les faibles, ceux qui ne peuvent pas faire mal, et qui ne savent qu'aimer. Il y a des choses devant lesquelles l'homme se découvre, respectueux : les cathédrales, auguste prière des siècles ; les bibliothèques silencieuses, qui devaient être immortelles. Il y a des choses qui sont la vie d'un peuple et sur lesquelles l'histoire s'accumule chaque jour jusqu'à former une civilisation. Il y a des êtres et des choses auxquelles on ne touche pas sans les profaner. Sur tout cela une main criminelle s'est pourtant crispée. Nous avons eu tout à coup l'horrible vision de la barbarie. Nous ne pouvons pas vous rendre vos mères, vos épouses et vos enfants ; mais nous ferons tout pour que ces cruautés soient vengées et que votre peine immense soit un peu apaisée par nous. »

Enfin, exaltant son auditoire vers la vision libératrice où déjà nous apercevons la récompense des peines supportées et la consolation des maux soufferts, l'orateur canadien esquissait le tableau du beau jour que nous verrons se lever dans l'aurore de la victoire :

« Plus tard, disait-il, lorsque le sort des armes en aura décidé ; lorsque tout sera terminé, et que la justice enfin aura vaincu ; lorsque les troupes reviendront vers Paris qui, demain comme hier, apportera à tout acte d'héroïsme la consécration de sa gloire, souhaitons de voir, précédant les soldats russes, lourds de leurs victoires, précédant les chers fantassins français, alertes et gais ; précédant les soldats anglais, impassibles et tenaces, s'avancer au chant de la *Brabançonne*, où perce un appel de clairon, les glorieux soldats de la Belgique, restée debout dans la lumière d'une Europe nouvelle... »

Mesdames et Messieurs, voilà comment on parle français au Canada... Et les actes valent les paroles. Là-bas, comme ici, on connaît par expérience la force de persuasion inhérente à l'association intime du bien dire et du bien faire.

Au camp de Valcartier, sous la vigoureuse impulsion du major général Sam Hughes, ministre de la Guerre du Canada, l'instruction des recrues fut vivement menée. Le contingent canadien fut passé en revue par Son Altesse Royale le duc de Connaught, gouverneur général de la puissance du Canada. On remarquait, dans ce défilé, un régiment d'infanterie légère, qui était équipé aux frais d'un riche Canadien, M. Hamilton Gault, de Montréal, donateur d'une somme de 300.000 dollars. Ce régiment d'élite portait le nom de la princesse Patricia de Connaught. Les hommes admis à servir dans ce régiment étaient choisis avec le plus grand soin par leur chef, le colonel Farquhar. Grenadiers de Toronto, *rifles* de Winnipeg, dragons, hussards, artilleurs, tous habillés d'uniformes *khaki*, et prêts à faire campagne, travaillèrent tant et si bien, que sept semaines après la déclaration de guerre, exactement le 24 septembre 1914, une flottille de transports militaires pouvait embarquer, dans le port de Québec, un premier contingent de 33.000 hommes, bien recrutés, bien armés, bien instruits. Et ce n'était qu'un commencement. Rien n'avait été négligé. Le service sanitaire avait pris soin d'immuniser chacun de ces hommes contre la fièvre typhoïde par une inoculation préventive. Le commandement avait organisé des exercices de tranchées pour habituer les volontaires canadiens au genre de guerre qu'ils allaient affronter. C'est au milieu d'un enthousiasme émouvant, que les navires emportant ces braves vers le péril et vers l'honneur levèrent l'ancre dans le port de la vieille cité de Champlain. Le soleil illuminait le monument consacré à la gloire, désormais fraternelle, de Wolfe et de Montcalm. Et sans doute ces deux héros ont frémi dans leurs tombes réconciliées, lorsqu'aux salves des canons de la citadelle, aux musiques jouant alternativement *God save the King* et la *Marseillaise*, répondit ce double cri annonciateur d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité : « Vive l'Angleterre! Vive la France! »

Et j'imagine que plus d'un lettré de la bonne ville française du Saint-Laurent, en adressant, du haut des remparts, à ceux qui partaient ainsi pour la grande aventure ses vœux de bon voyage et d'heureux retour, se ressouvenait de ses beaux vers de Louis Fréchette, poète français du Canada :

Et maintenant, cinglant vers la rive nouvelle,
Voyez bondir là-bas la blanche caravelle,
Toujours le pavillon de France à son grand mât!
Elle navigue enfin sous un plus doux climat;
Une brise attiédie enfle toutes ses voiles;
A sa proue un flot clair jaillit, gerbe d'étoiles;
Les reflets du printemps argentent ses huniers;
Sur sa poupe, ou soleil, paisibles timoniers
— Car la concorde enfin a terminé son œuvre —
Consultant l'horizon, veillant à la manœuvre,
Se prêtent tour à tour un cordial appui,
Les ennemis d'hier, les frères d'aujourd'hui!
Deux vaisseaux de haut bord à la vaste carène,
Promenant sous les cieux leur majesté sereine,
Avec son équipage échangent, solennels,
De moments en moments des signaux fraternels!
Du haut de la vigie un mousse a crié: Terre!
Et sous les étendards de France et d'Angleterre,
Fiers d'un double blason que rien ne peut ternir,
Nos marins jetent l'ancre au port de l'avenir!

C'est ainsi que les poètes sont volontiers des prophètes. Remarquez, Mesdames et Messieurs, que cet embarquement des troupes canadiennes, qui réalisait un beau rêve, a eu lieu le jour même où M. Hazen, ministre de la Marine du Canada, promettait à la délégation belge l'envoi des soldats canadiens sur le front d'Europe, à la rescousse pour la défense du droit et de la liberte. Promettre et tenir, pour un Canadien, c'est la même chose.

Au champ d'honneur, sur le sol de la Belgique, de la Flandre française et de l'Artois, les soldats canadiens ont tenu encore plus qu'ils n'avaient promis. Le combat de Langemarck, les batailles autour d'Ypres ont montré, dès leur premier contact avec l'ennemi, comment ils ont su recevoir le baptême du feu. Ils ont inscrit une épopée nouvelle dans l'histoire héroïque du Canada. Et c'est avec une profonde émotion que le consul général de France à Montréal, M. Bonin, dans l'assemblée constitutive du Fonds patriotique canadien, le 20 mai 1915, rendait hommage à leur vaillance, en saluant la mémoire de ceux, — et ils sont nombreux, hélas ! — qui reposent sous des croix de bois, dans la terre sanctifiée par le sang des héros et des martyrs, parmi les ruines de Saint-Julien, de Givenchy, de Festubert, de Hooge, de Saint-Eloi. Le moment n'est pas venu de faire l'appel nominal de ces morts bien-aimés. La liste serait malheureusement trop longue pour pouvoir être énoncée au cours de ce rapport. Du moins que ceux qui les pleurent là-bas sachent qu'ici, ce soir, notre pensée reconnaissante s'accorde avec leur glorieuse douleur pour rendre hommage à l'impérissable mémoire des Canadiens tombés au champ d'honneur. Nous dirons ensemble, en songeant à eux, l'hymne triste et doux de notre grand poète Victor Hugo :

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie ;
Entre les plus beaux noms leur nom est le plus beau ;
Toute gloire auprès d'eux passe et tombe, éphémère ;
Et, comme ferait une mère,
La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau.

La patrie canadienne tout entière a voulu qu'à la date du 23 avril dernier, anniversaire d'un combat inoubliable, les monuments publics, dans toutes les provinces du Canada, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique, fussent pavoisés aux couleurs nationales, en commémoration des exemples de bravoure donnés par les divisions canadiennes sur le champ de bataille. A cette date, le Canada avait mis en ligne plus de trois cent mille combattants et dépensé plus de neuf cent millions. Le gouvernement élaborait un projet d'émission d'un emprunt de guerre de 1.250 millions de francs. Et toutes les voix du Canada, diversement éloquentes, se sont accordées pour proclamer, en anglais et en français, le ferme propos de ne point s'arrêter un seul instant dans l'œuvre nécessaire, et d'aller, selon la fière parole que vous connaissez, et qui est entrée dans l'histoire, « jusqu'au bout ! »

C'est Son Altesse Royale le duc de Connaught, ouvrant la session actuelle du Parlement canadien, au commencement de cette année, par cette déclaration significative : « Le grand courage, le magnifique héroïsme, la détermination inébranlable qui ont marqué les efforts unis de toutes les provinces du Dominion britannique pendant l'année d'efforts sans précédents qui vient de se terminer justifient notre suprême confiance dans le triomphe de notre cause et dans l'affirmation perpétuelle des principes de liberté et de justice pour tous. »

C'est sir Wilfrid Laurier, mettant son beau talent au service de l' « Union sacrée », et disant, dès le début de la lutte : « Notre seul but doit être de détruire cette tyrannie qui écrase la liberté, et de faire triompher définitivement la civilisation et la justice. Ce n'est que lorsque nous aurons rempli notre devoir comme nation, que seront remplies les obligations que nous avons envers l'humanité. » Fidèle à sa parole, sir Wilfrid Laurier, à la Chambre des communes d'Ottawa, le 16 janvier de cette année, apportait l'appui de l'Opposition au projet du Gouvernement qui tend à augmenter les forces canadiennes d'outre-mer d'un demi-million d'hommes. Et, dans une autre séance, il y a quelques mois à peine, l'illustre homme d'Etat qui représente si dignement au Parlement d'Ottawa le loyalisme de la race canadienne-française, précisait sa pensée en ces termes : « L'attitude qu'observe mon parti est fondée sur ce fait que, l'Angleterre ayant décidé de prendre part à la guerre dans l'intérêt de l'Europe et de l'humanité, le devoir du Canada est de se jeter dans le conflit avec toute sa force, car, si l'Allemagne remportait la victoire, ce serait la fin de tout ce que chacun considère comme le bien le plus sacré. »

En même temps, Mgr Bruchesi, l'éminent archevêque de Montréal, profitait d'une réunion de l'université Laval, pour donner le mot d'ordre à tout son clergé, sous cette forme expressive et concluante : « Mes chers compatriotes franco-canadiens, je ne veux pas être citoyen allemand ! »

L'honorable M. Casgrain, ministre des Postes du Canada, résumait la pensée du gouvernement, en disant : « Nous ne devons avoir qu'une seule

préoccupation : donner à nos deux mères-patries toute l'aide dont elles pourront avoir besoin. »

Ce matin même, l'un des membres de la délégation canadienne que vous avez reçue ici même, sir George Foster, ministre du Commerce du Canada, rendait hommage à la vaillance des combattants de Verdun, et disait : « C'est avec joie que, dès le début de la guerre, le Canada s'est préparé à aider, en même temps que la métropole, la patrie d'origine de beaucoup de ses fils. 340.000 soldats se sont déjà engagés (140.000 sont sur les champs de bataille). Et le recrutement continuera jusqu'à 500.000. Ces hommes sont tous des volontaires et ils ont fait la preuve de leur vaillance. Ils se battent à côté de leurs frères français pour la liberté et la paix de l'avenir, et ils ne s'arrêteront pas avant d'avoir accompli leur tâche. »

Lorsque le major-général Sam Hughes, ministre de la Défense du Canada, eut visité le front, il rendit compte de ses impressions en des termes qui montrent toute sa perspicacité clairvoyante, ainsi que vous allez pouvoir en juger par la véridique relation de ses propres paroles :

« Les Allemands, a dit le major général canadien, les Allemands sont sur la route de la défaite. Les Russes sont beaucoup plus forts aujourd'hui qu'au début de la guerre, car leurs ennemis subissent, à chaque nouvelle offensive, des pertes énormes. Quant aux Français, loin d'être épuisés comme le prétendent les journaux allemands, ils n'ont jamais été plus forts et plus en train que maintenant. »

Et notre hôte disait à ses amis de France : « Si vous avez besoin de munitions, nous pouvons mettre à votre disposition toutes les usines du Canada. »

Des canons ! des munitions ! Ce n'est pas seulement chez nous qu'a retenti ce rappel des nécessités industrielles de la guerre moderne. Sitôt qu'il fut de retour dans son pays, le major-général Sam Hughes s'occupa d'organiser, sous l'autorité directe de son ministère, la fabrication intensive des munitions. Déjà, des envoyés du gouvernement britannique avaient enrôlé des ouvriers. Et l'on calcule qu'à la date du 12 juin 1915, la seule ville de Toronto avait fourni plus d'un million de ces engagements spéciaux. Le ministre voulut que l'adaptation de la population ouvrière du Canada aux travaux de guerre se fît aussi sur place. A l'heure actuelle, près de quatre cents usines du Canada sont occupées à fabriquer des obus. Elles emploient plus de cent mille travailleurs.

Maintenant que je vous ai retracé de mon mieux ce que la volonté, l'énergie, la bravoure, l'audace, vertus essentiellement viriles, ont fait au Canada pour contribuer à l'effort de la France et de ses alliés, il me reste à vous dire ce que la sensibilité, la bonté, le dévouement, la tendresse, vertus plus particulièrement féminines, ont accompli là-bas, pour venir en aide aux blessés, soigner les malades, secourir les femmes et les enfants des mobilisés, réconforter, recueillir, assister les veuves et les orphelins, ravitailler, vêtir, sauver de la détresse et de la mort les populations fugitives, remédier, en un mot, à toutes les misères inséparables de la guerre d'extermination qu'un nouvel Attila, plus cruel encore et plus consciemment féroce que son sinistre prédécesseur, a déclarée au genre humain.

Il faudrait, pour traiter cette partie de mon sujet vous faire voir simplement ce qu'était le pavillon de Flore, au jardin des Tuileries, l'année dernière, à l'époque où ce pavillon, qu'un nom charmant semblait vouer d'avance aux doux ébats des Grâces, des Ris et des Jeux, fut obligeamment prêté par l'administration des Beaux-Arts au Comité France-Amérique et au Secours national, afin d'entreposer les envois adressés, pour les soldats des armées alliées et pour les populations des régions envahies, par nos frères, surtout par nos sœurs du Canada.

Dès le vestibule, au pied du grand escalier à rampe de fer forgé, c'est un amoncellement de caisses, entassées les unes par-dessus les autres, comme les assises provisoires d'une bâtisse inachevée. La pile de ces caisses monte jusqu'au plafond. C'est à peine si l'on peut, à travers ces caisses, rassemblées comme les moellons d'une maison en construction, se frayer un passage étroit comme un « boyau de communication » entre deux tranchées. En s'approchant, on lit, sur ces innombrables caisses, les suscriptions qui en marquent les origines et en désignent la destination. Avec quelle surprise émue on lit les noms de ces villes lointaines aux désinences françaises : Ville-Marie, Argenteuil, Bellechasse, Montmagny, Clairvaux, Saint-Jean-Port-Joli, Notre-Dame-des-Anges, voisinant avec des cités américaines, toutes neuves, dont la dénomination exotique fut évidemment empruntée au vocabulaire un peu rauque des Iroquois, scalpeurs de chevelures, des Algonquins coureurs de bois, des Hurons ou des Micmacs, rameurs de pirogues : Chicoutimi, Timiscouata, Calgary, Toronto, Ottawa, Wetaskiwin, Winnipeg.

Des rives cultivées du Saint-Laurent, des pêcheries et des sapinières de l'Ontario, des plaines agricoles et pastorales du Manitoba, des éleva-

ges et des labours du Saskatchewan, et même des ranches de l'Alberta ou des laiteries de la Colombie britannique, des fjords de la baie d'Hudson et de la pittoresque région des lacs où se mire la haute futaie des forêts canadiennes nous sont venus et nous viennent chaque jour les témoignages de la plus fidèle amitié et du plus ingénieux dévouement. La province de Québec, surtout, en raison de ses affinités françaises, nous a comblés de ses dons, au point que le pavillon de Flore s'est trouvé trop petit, et que la Commission centrale des secours canadiens, — vous le savez, mon cher commissaire général — est réduite à l'impossibilité de remercier personnellement tous les donateurs.

En attendant de pouvoir serrer bien amicalement toutes ces mains ouvertes et tendues vers nous, adressons nos remerciements collectifs à ces œuvres qui ont groupé tant de bonnes volontés, guéri tant de maux, soulagé tant d'infortunes.

La section canadienne du Comité France-Amérique a ouvert une souscription nationale qui atteignit très vite le chiffre de quatre cent soixante-quinze mille francs. Ce n'est pas tout. Cette section fut en mesure d'offrir au grand quartier général des armées françaises vingt-quatre automobiles, dont la remise fut faite à l'autorité militaire par M. Philippe Roy, ici présent. Enfin, le Comité, dans son appel, eut la touchante pensée d'inviter la population à montrer « ce que chaque mère canadienne peut faire pour une mère française ». De cette pensée naquit l'Aide à la France, dont le bureau fut présidé ou dirigé par Mmes Raoul Dandurand, Rosaire Thibaudeau, Cyrille Delage, Francq, Huguenin. Je m'excuse de ne pouvoir citer toutes ces femmes de bien, qui ont dit aux Canadiennes : « La guerre s'abat sur la France. Les foyers sont déserts... Des femmes et des enfants sont laissés, sans appui. Mères du Canada, les laisserez-vous porter ainsi le poids de tant de deuils ? Haut les cœurs ! Et donnez pour la France... La France, attaquée sans raison, défend son territoire et lutte pour la liberté du monde. »

D'un geste maternel, en songeant aux tout petits qui auraient froid pendant les durs hivers de la grande guerre, pour les familles sans abri, on ouvrit les vieilles armoires aux lourds panneaux de noyer ciré où dormaient depuis longtemps les souvenirs et les reliques de famille ; les couvertures, les habits de fête des anciens, les vêtements de toutes sortes furent placés soigneusement dans des caisses. « Pourquoi garder désormais tout cela, lorsque tant de malheureux réfugiés n'avaient pas de quoi se vêtir ? Et ne conserveraient-ils pas, ces objets sacrés, un double souvenir d'affection, si, après avoir rappelé à la famille les heures des tendresses mortes, ils allaient maintenant faire revivre un peu de joie dans le cœur des lointains amis ? » Ainsi furent pieusement emballés, avec une lettre d'envoi, les plus précieuses reliques. Je sais une famille canadienne où l'on gardait la layette, les jouets, tout ce qui avait appartenu à un enfant tendrement aimé, tout ce qui rappelait le sourire du cher disparu... En son nom, et comme sous son inspiration angélique, tout cela fut envoyé à une mère, en France. Et la lettre à la destinataire inconnue disait : « C'est un souvenir ; faites-en une résurrection. »

Admirable parole, et qui semble résumer toute l'histoire du Canada, comme si l'on eût entendu, là-bas aussi cet appel d'en haut, qui a dominé superbement les mêlées de la grande guerre, et qui a fait frissonner tous les vivants : Debout les morts !

Debout les premiers laboureurs du Canada et les maîtres des petites écoles du cap des Tourmentes et de l'île d'Orléans, et de Château-Rocher et de la Pointe-aux-Trembles, qui ont conservé intacte, comme un héritage sacré, la langue française ! Oui, en vérité, l'âme de plusieurs générations de Français, qui là-bas étaient morts à la peine sans espérer de pouvoir un jour travailler et combattre pour le « vieux pays » s'est réveillée, comme par miracle. C'était donc vrai ! Les descendants des vieux soldats, du Royal-Roussillon et du régiment de Carignan, reconnaissables à leurs noms de guerre, allaient de nouveau pouvoir servir en France. Leurs noms, ces noms de bon augure, que l'on aime tant à retrouver là-bas, sont à la fois des titres de noblesse, des certificats d'origine, des mots de ralliement, des programmes d'existence. Ces noms, tous les historiens du Canada, et, notamment, — vous me permettrez, mon cher président, de citer un de ces historiens, M. André Siegfried, — ont aimé à les inscrire dans leurs livres afin de nous en faire goûter la saveur et comprendre le sens. Là-bas, on s'appelle encore comme tel ou tel volontaire de notre ancienne armée, ayant fait souche de braves gens, L'Espérance, Laflamme, La Jeunesse, Vadeboncœur...

De bon cœur, on a tricoté à la façon de nos grand'mères, dans les riches maisons comme dans les humbles chaumières, et l'on a fait des milliers de vêtements chauds avec la bonne laine souple et moelleuse. De bon cœur, on écrivait ces lettres, dont les plus touchantes peut-être sont celles qui accompagnent quelque modeste cadeau,

l'humble offrande d'un enfant, l'élan d'une âme ingénue qui, dans l'immense drame, a voulu venir en aide aux soldats du droit et de la liberté, prendre sa part de l'épreuve d'où la vieille France renouvelée sortira bientôt triomphante et plus belle que jamais.

« Un petit Canadien Français envoie des écheveaux de laine pour faire des bas à un petit Français dont le papa sera peut-être mort au champ d'honneur. » Une Ecossaise écrit : « A une mère française, modeste offrande... » Une mère canadienne-française, dont les sept enfants ont chacun donné quelque chose, s'excuse à propos de sa cinquième fille : « Agée de vingt ans, dit-elle, sœur Saint-Timothée, petite religieuse, ne peut offrir que ses prières. » Et ces lignes d'une veuve: « Ceci est l'envoi de ma fillette, âgée de onze ans. C'est elle-même qui a eu cette pensée d'envoyer ces quelques vêtements à une petite orphelinie comme elle... »

« Braves gens ! Braves gens ! » disait le secrétaire de l'Aide à la France, M. Asselin, en dépouillant cette correspondance, les larmes aux yeux.

Oh ! oui, braves gens. Et l'on voudrait les faire connaître tous. Braves gens, de l'Aide au Drapeau, spécialement attentifs au soulagement de nos soldats par des envois de trousseaux qui ont été distribués jusque dans les tranchées. Braves gens du Fonds patriotique canadien et du Comité franco-belge de Montréal. Braves gens de l'Alliance Française, groupés sous la présidence de M. Désaulniers. Braves gens de la Croix-Rouge canadienne, de l'hôpital canadien, fondé à Paris, rue de la Chaise, par M. Berthiaume, directeur de la *Presse* de Montréal, et soutenu par les municipalités canadiennes.

Il n'y a pas un foyer canadien, si caché qu'il puisse être au fond de la plus obscure paroisse, où l'on n'apprenne aux petits enfants la signification morale de cette guerre. Là-bas, il n'y a pas un cœur qui ne batte d'angoisse généreuse et de patriotique fierté, aux récits qui propagent de ville en ville, de bourgade en bourgade, et, pour ainsi dire de clocher en clocher les nouvelles où apparaît toujours, quelles que soient les fortunes diverses d'une guerre nécessairement longue et difficile, la permanente vertu d'une race qui a su acclimater sur le sol du Nouveau Monde sa semence traditionnelle et ses authentiques rejetons.

Aussi, l'on ne saurait trop s'appliquer à faire connaître les libéralités sans nombre que nos frères du Canada ont prodigués à nos soldats, combattants ou blessés, à nos réfugiés, à tous ceux qui souffrent pour la patrie et pour la liberté.

Ces voix qui viennent de là-bas, de si loin, de si près, ce sont les voix des mères, des sœurs, des épouses, des fiancées de ces bons soldats canadiens qui se battent côte à côte avec leurs frères de France, enfin retrouvés. Hélas ! on reçoit de là-bas beaucoup de lettres bordées de noir. Ces deuils noblement supportés, ces sacrifices, fièrement consentis pour une cause sacrée n'ont fait qu'accroître l'élan d'une générosité qui ne veut pas avoir de limites.

Cette générosité ne cherche pas d'autre récompesne que celle dont nous disposons par l'échange mutuel de ce qu'il y a de plus précieux dans l'âme humaine. Toute marque de sympathie fait tressaillir des cœurs amis, au delà des mers. Et c'est pourquoi je terminerai par un mot qui résume tout l'effort canadien, et que nous dicte le sujet même de ce discours. Vous connaissez la devise de la ville de Québec : « Je me souviens ».

Nous aussi, nous saurons nous souvenir.

GASTON DESCHAMPS.

SOUVENIRS D'HIER

(Notes d'un réfugié) (1)

18 février 1915.

« Cette jeunesse est en train de sauver la France ; nous l'aurions peut-être laissée mourir ! » Je ne peux m'empêcher de repenser à ces paroles de M. Barillon. Regrets, remords, sentiment d'une diminution, admiration étonnée et un peu inquiète pour la génération qui monte, il y a un peu de tout cela dans le sentiment de tous les vieux Français de cette classe. Et le fait est qu'il y a un monde entre eux et les Français qui font cette guerre-ci...

Il y a deux ans, je me souviens, on accueillait d'un sourire l'agitation de toute cette jeunesse qui prédisait brillamment la naissance d'une ère nouvelle, et condamnait avec une naïve dureté toutes les inquiétudes, tout le dilettantisme, tous les scrupules et tout l'idéal (un peu usé, il est vrai) de ses aînés. On trouvait plaisant qu'elle associât, avec un dogmatisme encyclopédique d'échappé de collège, le retour à l'idéal classique, le goût des sports, le réalisme politique, l'optimisme patriotique, et le sentiment religieux. On disait : c'est l'éternelle revendication des jeunes ambitieux, le vieux cri de ralliement de ceux qui, pour conquérir une place

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 10 et 12, 1916.

dans la vie, veulent se faire une arme de leurs vingt ans. Place aux jeunes ! Les gens qui, là-bas, en Belgique, parlait avec plus ou moins de complaisance de la « décadence française » plaignaient les optimistes qui paraissaient prendre ces promesses au sérieux : Je vois clairement aujourd'hui qu'il y avait là les signes contradictoires, incertains, un peu faussés par la littérature peut-être, d'un de ces sursauts qui, toujours, au cours de l'histoire, ont sauvé la France de ces crises périodiques.

Le hasard des permissions — ces heureuses permissions qui, en rétablissant le contact direct entre les mobilisés et les civils, font pénétrer dans les maisons inquiètes de l'arrière un peu du grand air salubre qui souffle sur les tranchées, — a ramené presque en même temps à Paris le fils et le gendre de mes amis.

Philippe Barillon n'est qu'un sportman qui a trouvé dans la guerre, l'occasion d'exercer une énergie qui sommeillait. Il est rempli de confiance, de bravoure, de gentillesse : c'est un jeune chevalier plein d'honneur et de générosité, un soldat magnifique qui vient de gagner ses galons de sous-lieutenant à la suite d'une belle citation à l'ordre du jour, mais il est peu porté à réfléchir, et vit sur quelques idées fort simples, et d'ailleurs très saines. Son beau-frère, François Baudrier, est au point de vue psychologique, infiniment plus intéressant. Il appartient à une famille de professeurs et de légistes, et il semblait voué par son éducation première à cet intellectualisme désintéressé qui, pour la génération précédente, était la seule carrière que pût adopter un jeune homme qui avait le bonheur d'être débarrassé des soucis matériels. Au grand étonnement de tous les siens, il a voulu être ingénieur, et aussitôt sorti de l'Ecole Centrale, il s'est associé avec un de ses camarades, pour fonder une usine d'automobiles. A la déclaration de guerre, il s'est engagé afin de ne pas attendre l'appel de sa classe. Le voici sous-lieutenant d'artillerie ; il a trente-cinq ans, mais il ne porte pas son âge. C'est un grand jeune homme glabre, d'un abord un peu froid, mais dont les yeux s'animent d'une flamme singulière dès qu'on touche aux idées qui lui sont chères. Avant la guerre, m'a-t-on dit, il passait dans sa famille, et surtout dans celle de sa femme, pour un original. On sait ce que ce mot veut dire. Il s'était fait construire une maison dans la banlieue, tout près de son usine, sortait peu, ne venait guère à Paris que pour ses affaires, et marquait un dédain discret pour toutes les opinions, et toutes les élégances conventionnelles en honneur dans son monde. Je me suis senti attiré vers lui par une sympathie instinctive. Fut-elle réciproque, je ne sais, mais nous avons causé longuement. C'est un esprit net, précis, un peu rude, mais très sensible à la séduction des idées générales et d'une curiosité qui dépasse singulièrement les bornes de la culture technique. Comme lecture de guerre, il emporte un Virgile, et Don Quichotte qu'il relit avec délices. On pouvait craindre que cette nouvelle génération, avec son dédain du dilettantisme et des vaines spéculations, en vînt à mépriser toute cette culture esthétique et morale, toute cette curiosité philosophique que nous avons aimées par-dessus tout, tout cet humanisme enfin qui fait la noblesse de la civilisation française. Il n'en est rien. Ces jeunes gens connaissent parfaitement le plaisir de faire fonctionner leur cerveau. Ils aiment aussi les idées, mais ils les ont remises à leur place. Ils manient avec beaucoup d'aisance l'esprit critique, mais ils savent qu'il y a certaines notions à quoi il est vain et dangereux d'appliquer l'esprit critique, parce que si on les ruine, tout s'écroule. Celui-ci avait, avant la guerre, des idées très arrêtées sur le sens qu'il devait donner à son activité. La guerre les a confirmiées et pour ainsi dire élargies. « Il est très vrai que nous ne désirions pas cette guerre, m'a-t-il dit. Je crois que personne ne désirait « cette » guerre, pas même les Allemands. La guerre est quelque chose d'horrible. Mais maintenant qu'elle a été déclanchée, non pas par notre faute, nous pouvons nous demander si, dans un certain sens, elle ne nous apparaîtra pas plus tard presque comme un bienfait, ou du moins comme un remède très rude, nécessaire à un cas très grave. Il est vrai que, comme on a dû vous le dire souvent à la maison, tout ne fonctionne pas à la perfection dans ce pays. Cette guerre, si mal préparée, c'est incontestable, n'a fait que mettre dans une lumière éclatante des vices de gouvernement et des erreurs d'organisation que tout le monde connaissait, mais contre lesquels personnes ne réagissait sérieusement. Ce coup, qui a failli être mortel, aura ouvert les yeux des moins clairvoyants. Mon beau-père et ses amis incriminent la politique, les ministres, le parlementarisme, et sans doute, ils n'ont pas tort : mais c'est trop simple. Au fond, nous avons tous notre part de responsabilité dans la grande crise que vient de traverser le pays. Nous étions trop heureux, la vie était trop facile en France. Sous prétexte d'assurer au plus grand nombre de meilleures conditions d'existence, on peut reprocher à la démocratie d'avoir négligé les conditions de vie du corps social. Mais que ne pourrait-on dire de ceux qui auraient dû gouverner et diriger la démocratie, et qui, eux aussi, eux surtout, se sont générale-

ment beaucoup plus préoccupés de leurs intérêts et surtout de leur repos que des conditions de vie du corps social. Je n'ai pas à défendre les politiciens de profession : il est très exact qu'ils ont gâté et sali beaucoup de choses. Mais quoi ? Nous les avons laissés faire. Nous leur reprochons aujourd'hui de ne pas avoir su utiliser les merveilleuses ressources du peuple français. Eh bien ! et nous ? N'en étions-nous pas arrivés à les méconnaître ? Je le remarque tous les jours ; cette guerre aura révélé le peuple à beaucoup de gens qui ne le connaissaient pas. Moi, je le connaissais un peu parce que depuis trois ans, je m'occupe activement de mon usine, mais ces mois de guerre m'auront appris bien des choses. Sans doute, ils ne sont pas sans défaut, nos « bonhommes ». Des héros et des saints, dit-on dans les journaux. Soit, à certains moments, mais le plus souvent, ce sont des hommes tout simplement, et des hommes que la guerre met d'assez mauvaise humeur. Dans leurs longues journées d'inaction, ils ne songent qu'à rentrer chez eux, à retrouver leurs champs, leur foyer, leurs affaires. Quelqu'un qui, ne les connaissant pas, parcourerait les cantonnements et les dépôts et entendrait leurs plaintes et même leurs plaisanteries, pourrait croire qu'il règne parmi eux un assez mauvais état d'esprit. Mais il faut les voir à la tranchée, quand il y a du péril. Alors ils sont admirables, non seulement de bravoure, mais de ténacité, de constance, de patience, d'intelligence des situations. On peut tout leur demander et ils comprennent à demi-mots ; beaucoup mieux que ces gens de l'arrière qui, à tort et à travers, parlent de la situation politique, ils se rendent compte de l'importance de la guerre. Et c'est pourquoi nous pouvons être tranquilles : ils tiendront tant qu'il faudra, plusieurs années si c'est nécessaire. C'est une admirable matière militaire. Pourquoi ne formeraient-ils pas une admirable matière sociale ? Ils sont rouspéteurs, grognons, ils n'ont aucun respect pour les hiérarchies sociales, et ils n'ont même qu'un médiocre respect pour la hiérarchie militaire. Ils jugent leurs chefs et ils les jugent généralement sans indulgence, mais quand un chef a su les prendre, ce chef pourra les mener au bout du monde...

Ils n'ont aucun respect pour la hiérarchie sociale, mais ils ont un respect inné pour les valeurs individuelles, les valeurs techniques.

L'officier qui « connaît son affaire », qui sait son métier et qui le fait bien, peut-être dur ; on le respecte. Une chose par exemple qu'on ne lui pardonnerait pas, ce serait de se défiler au moment du danger. Il y a là quelque chose d'atavique. De toutes les vertus, celle que le Français estime le plus, c'est la bravoure.

Jamais chez nous un officier ne pourrait obtenir quelque chose de ses hommes en se tenant derrière eux à la manière allemande. « Il crie : En avant ! diraient-ils. Pourquoi qu'il n'y va pas lui-même ? » Mais si l'officier y va lui-même, tous le suivront jusqu'au bout, ne fût-ce que pour lui montrer qu'ils ne sont pas ses inférieurs en courage. C'est pourquoi le devoir de tous ceux qui avaient une supériorité sociale quelconque était de partir dès le premier jour. On a beaucoup admiré les Allemands d'avoir su utiliser les compétences et d'avoir du même coup ménagé leurs élites. En France, c'eût été un mauvais calcul.

Il est possible qu'un gouvernement qui eût tenu compte avant tout du rendement social, eût trouvé moyen de retirer du front certains hommes d'une valeur exceptionnelle. Mais il fallait des chefs, et qui l'eût été sinon ceux qui dépassent la moyenne par leur qualité d'intelligence et de cœur ? Nous manquions de préparation matérielle et d'organisation. Nous y suppléons par la qualité morale de notre armée, et grâce à la présence dans les rangs d'une élite où l'on trouve en abondance des gens capables de commander et de comprendre un ordre. Je n'oublierai jamais le mot d'un de mes camarades, élève de l'Ecole normale, qui travaillait à une thèse savante entre deux bombardements. Comme quelqu'un lui disait qu'il eût été beaucoup mieux à sa place dans un bureau de l'arrière : « Ce n'est pas parce que je pourrais laisser derrière moi quelques gros bouquins plus ou moins illisibles que ma vie vaut plus que celle de tous ces braves gens qui nous entourent. » Il disait là très simplement quelque chose que nous ne pensions certainement pas tous quand nous sommes partis pour nos dépôts au moment de la mobilisation, mais que presque tous nous pensons aujourd'hui, du moins aux heures où nous sommes les meilleurs. Cette égalité dans le péril anonyme a quelque chose de fraternel qui est très salutaire. C'est étrange. Au fort d'un bombardement et d'une attaque, on ne pense évidemment qu'à soi, on ne s'apitoie pas sur ceux qui tombent. Et cependant, il existe entre tous ceux qui ont partagé le même péril, un lien d'une nature spéciale, un lien singulièrement fort. Il y a certaines choses dont ils parleront entre eux, dont ils ne parleront jamais avec ceux qui n'ont pas fait la guerre, leur guerre. Le séjour au front, c'est comme une initiation. Il y a certains coins de vie intérieure chez ceux qui ont participé à la campagne que ne connaîtront jamais ceux qui n'y ont pas été.

Dire que la guerre est l'école des plus hautes

vertus morales, évidemment, c'est une sottise. Elle

Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle a fait naître des sentiments tout nouveaux, des sentiment d'amitié et de responsabilité chez des gens qui, jusque là, n'avaient aucune espèce de vie morale.

De ce qui unit tous les Français entre eux, personne au fond, ne se rendait compte. Nous étions plus près des étrangers de notre classe et de notre éducation que de nos compatriotes en blouse ou en bourgeron. A vivre avec eux dans une fraternité obligatoire, nous avons senti ce que nous avions de commun avec tous ceux qui sont nés sur le même sol, et qui portent le même nom : Français. Nous avons senti que, dans les instants les plus solennels, nous pensions exactement comme eux sur tout ce qui est essentiel.

Si, après la guerre, nous pouvons ne pas oublier cette leçon-là, nous n'auronts pas de peine à réparer toutes les ruines, celles de la guerre, et celles de la paix. Mais le pourrons-nous ? Il est un peu vrai que nous sommes légers et oublieux... »

*
* *

J'ai rapporté du mieux que j'ai pu les paroles de ce jeune bourgeois dont la nécessité a fait un soldat, mais il me serait impossible de rendre l'accent convaincu, sérieux, presque religieux qu'il y mettait. Il est revenu plusieurs fois au cours de nos conversations sur ce sentiment de la solidarité française, de la solidarité sociale, que la guerre lui avait donné. Ce n'est rien moins qu'un démagogue. En sa qualité d'industriel, il a une méfiance instinctive pour tout ce qui sent le socialisme, et surtout le verbalisme socialiste, mais l'esprit très bien nettoyé des préjugés et des rancunes qui alourdissent toute la politique en France ...et ailleurs, il a l'optimisme tranquille des réalisateurs. C'est, je crois, ce qu'il y a de nouveau et de fécond dans cette jeune génération. Depuis quelque quarante ans, toute la vie morale de notre époque a été gouvernée par des esprits négatifs. Ces jeunes gens sont des esprits affirmatifs. C'est pour cela que, dans la guerre, qui est une rude affirmation, ils auront été les artisans du succès. Peut-être que toute l'infériorité présente de tant d'hommes politiques, vient de cela. Ce sont des négateurs, des sceptiques que les circonstances ont obligés à des actes de foi.

Pour copie conforme :

L. Dumont-Wilden.

L'AUTRICHE ET LES SLAVES DU SUD

Une fois de plus, il est permis d'envisager l'affaissement de l'Autriche-Hongrie, la dislocation de l'Etat militaire et policier, que les Habsbourg ont créé par des mariages ingénieusement combinés et maintenu par des violences sans frein. Nul Etat européen n'est plus artificiel : aucun n'a poussé aussi loin le mépris de ce droit, qui est devenu fondamental depuis la Révolution Française, et qui a peu à peu affirmé son triomphe au cours du dernier siècle : le droit des nationalités. Il était naturel, inévitable qu'un conflit quasi-universalisé surgissant sur notre continent, l'Empire Danubien fût menacé sur presque toutes ses faces, car chacun des éléments ethniques, que les Germains et les Magyars ont assujettis à la double et rude administration de Vienne et de Pesth, peut faire appel au dehors à une puissance nationalement constituée ou, en d'autres termes, trois nations au moins, après s'être proclamées indépendantes, comptaient encore des ressortissants à affranchir là-bas.

L'histoire de l'Autriche-Hongrie, depuis vingt trois mois, a été pleine de vicissitudes. Le XIXe siècle avait vu le démembrement progressif et l'affaiblissement continu de la monarchie des Habsbourg : le congrès de Berlin l'avait poussée dans des voies nouvelles, en lui entr'ouvrant l'Orient, — et en même temps soudée à l'Empire allemand. Avant de mourir, François-Joseph, qui avait perdu tant de territoires et cédé tant de prestige, avait cru remonter le cours des choses, et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, qui devait surexciter le slavisme du Sud, inaugura la période de crise, que couronna, si l'on peut dire, la guerre actuelle. L'Empire Danubien, en proie à une fureur d'expansionnisme qui préparait sa perte, hâtait volontairement l'échéance du désastre. Jamais folie ne fut comparable à celle qui étreignit le vieil empereur, à un âge où tant d'autres ne songent qu'à leur propre mort : il semblait qu'il prétendît faire coïncider la fin de l'Autriche-Hongrie avec la sienne, ensevelir avec lui toute la dynastie dont il était le dernier représentant...

Le conflit européen commençait à peine, qu'il enregistrait une succession de défaites : il y a quinze mois, on parlait communément déjà, — et ce n'était pas seulement dans les capitales de l'Entente, de la désagrégation de la Cisleithanie et de la Transleithanie : les Russes s'étaient rendus maîtres de la Galicie et de la Bukovine : les Italiens se disposaient à envahir le Trentin et la région de l'Isonzo : les Roumains armaient os-

tensiblement... Puis un revirement surprenant se produisit, — un de ces revirements formidables qui ont été si fréquents depuis le mois d'août 1914. L'Allemagne galvanisait l'Autriche-Hongrie, en s'immisçant dans tous les détails de l'organisation: on vit les armées austro-hongroises, en un sursaut de vie factice, chasser les soldats du tsar de Przesmyl, de Lemberg et de Czernowitz, pénétrer dans la Pologne Russe et même déborder les limites de ce pays ; au Sud-Ouest, elles contenaient sur les contreforts des Alpes les corps frémissants de Cadorna ; au Sud-Est, elles combinaient leurs mouvements avec ceux des Bulgares, et vengeant le désastre de Potiorck, réduisaient les Serbes et les Monténégrins : elles campaient à Belgrade, à Nisch, à Novi-Bazar, et à Cettigné. Ce fut l'heure des suprêmes espoirs pour les hommes d'Etat de Vienne et de Pesth. Burian et Tisza, après tant d'alarmes, entrevoyaient un Empire Danubien consolidé, soustrait à tout jamais aux assauts intérieurs des Tchèques, des Slovaques, des Croates, des Slovènes, des Transylvains, etc., pesant de tout son poids sur la presqu'île balkanique, dominant l'Orient européen du quadrilatère de Bohême à l'Archipel. Ils ne songeaient même point, dans cette phase de triomphe, à une réorganisation qui eût atténué les haines ethniques... Puis les mauvais moments sont revenus. L'armée italienne a repris l'offensive ; l'armée russe s'est ruée en trombe à travers la Galicie et la Bukovine ; le gouvernement roumain peut être forcé de rompre enfin sa neutralité ; les Alliés campés à Salonique constituent une menace permanente pour les corps d'occupation de Serbie. La dislocation de l'Empire Danubien apparaît à nouveau comme une éventualité proche ; non seulement il a des chances d'être frustré des agrandissements qu'il escomptait au Nord-Est et au Sud-Est, mais encore il court le risque évident d'être amputé de celles de ses provinces, qui ne sont ni allemandes ni magyares.

Si l'Autriche et la Hongrie ne conservaient — après la conclusion de la paix, que les terres qui leur reviennent légitimement, leurs domaines respectifs seraient restreints à de minces limites. Si les Polonais, les Tchéco-Slovaques, les Italiens, les Roumains de la Transylvanie, de la Bukovine et du Banat, les Yougo-Slaves étaient libérés, les successeurs de François-Joseph seraient de bien petits princes. Mais la maison de Habsbourg aurait subi le châtiment des oppresseurs de peuples. Au cours de sa longue histoire, elle n'a su que torturer les consciences, piétiner les droits, et régner par la terreur. Elle gouvernait, au début du xxe siècle, par les mêmes principes et selon les mêmes méthodes que dans les temps lointains. Elle courbait les masses sous la crainte du sabre et croyait tuer les idées en multipliant les cachots. Metternich se survivait dans tous les ministres, que François-Joseph couvrait de sa faveur transitoire... Des nationalités qui s'entrechoquaient dans l'Empire, deux seulement, les dominatrices — l'allemande et la magyare, — avaient la liberté de parole : les autres devaient ensevelir leurs aspirations, leurs plaintes dans le silence ; le gibet était toujours dressé devant ceux qui osaient formuler quelque grief contre l'administration « impériale et royale », la plus inintelligente, la plus ignorante, la plus méprisante, la plus tâtillonne, et la plus despotique qui fût au monde. L'Autriche-Hongrie s'était vantée d'établir le règne de la justice dans ses frontières : étrange et monstrueuse hypocrisie ! Même lorsqu'elle esquissait quelque apparence de réforme, elle aboutissait toujours à reserrer l'asservissement des races vaincues ; même si celles-ci avaient eu moins de vitalité, moins de vigueur tenace, moins de conscience d'elles-mêmes, le régime magyaro-allemand eût forgé automatiquement des révoltes. Cette guerre, qu'il a voulue pour dompter une nationalité réveillée, elle doit engendrer l'émancipation de cette nationalité, — la Yougo-Slave, — avec celle de plusieurs autres.

*
* *

Le scandaleux procès de Banjaluka — qui vient de se clôturer récemment par de stupéfiantes condamnations, — a montré que les conseillers de François-Joseph s'efforçaient encore, en pleine bataille, de se surpasser eux-mêmes. Il était destiné à frapper au cœur le Serbisme, c'est-à-dire à anéantir les volontés de cete race yougo-slave, dont les centres de rayonnement et de culture étaient, avec Belgrade, Lubliana (Laybach, capitale de la Carniole), Zadar (Zara, capitale de la Dalmatie) et Zagreb (Agram, capitale de la Croatie).

Pendant longtemps les revendications de cette race active, courageuse, intelligente, ont été assez mal connues de l'opinion occidentale. Tant de gens, chez nous et ailleurs, ignoraient l'évolution des groupements ethniques, auxquels la Cisleithanie et la Transleithanie servaient de champ clos ! On savait que les Allemands, les Magyars et les Tchèques, — bénéficiant d'un traitement de faveur au regard de notre paresse intellectuelle, — ne vivaient pas toujours en parfaite entente, mais les aspirations des Slaves du Sud se perdaient en un lointain quasi fabuleux. Il faut pourtant nous attacher à les étudier, puisqu'elles ont joué un certain rôle dans la genèse de la conflagration de 1914,

et que l'état-major de Vienne, en jetant des corps d'armée sur la Serbie, visait moins cet Etat que la propagande dont il apparaissait comme le foyer.

Les Slaves du Sud occupent un territoire, qui d'après le récent ouvrage de M. Pierre de Lanux (1), une des meilleures autorités dans la matière, représente en surface les trois septièmes de la France ; ils s'étendent avec leurs trois branches : Serbe, Croate et Slovène, d'abord sur les deux Etats indépendants de Serbie et de Monténégro, puis sur un certain nombre de provinces de la couronne d'Autriche ou de la couronne de Hongrie : la Carniole, la Croatie-Slavonie, l'Istrie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, et enfin sur l'Albanie du nord. Ils réclament, outre Trieste — qui contient, à la vérité dans ses murs, et de leur propre aveu, une majorité italienne — les ports adriatiques de Rieka (Fiume) de Zadar (Zara), de Chibenik (Sebenico), de Split (Spalato), de Doubrovnik (Raguse), de Kotor (Cattaro). Leur pays offre de grandes diversités d'aspect, de la mer à la Drave et à la Save, des hauts plateaux tourmentés du Karst et de la Montagne noire et des cluses Bosniaques, aux plaines mollement inclinées du nord. Leur langue est à peu près uniforme, si l'alphabet latin est employé par une partie d'entre eux et le cyrillique par l'autre. Les Serbes sont orthodoxes, les Croates et les Slovènes catholiques, mais ces différences de religion ont perdu leur valeur depuis qu'ont pris corps les tendances à l'unité nationale.

Les Yougo-Slaves, d'après leurs brochures de propagande éditées périodiquement à Paris et à Londres, et aussi d'après les livres des érudits qui se sont voués à ces études spéciales, seraient environ 13.300.000. On compte 4.915.000 Serbes et Monténégrins dans les deux royaumes ; il y aurait sur territoire austro-hongrois, y compris les éléments qui sont disséminés en Styrie, en Carinthie et en Hongrie proprement dite, 1.106.000 Serbes, 2.006.000 Croates, 2.432.000 Serbo-Croates, 1.313.000 Slovènes — et naturellement ces données sont celles d'avant la guerre, car les Slaves du Sud ont largement payé leur tribut sur les champs de bataille ; — enfin 1.500.000 sujets ou ex-sujets ou descendants de sujets des Habsbourg, relevant de l'une ou de l'autre des trois branches, vivent dans les deux Amériques.

Les destinées de ces Yougo-Slaves, qui sont encore diverses dans le présent, ont été beaucoup plus diverses dans le passé. Les Serbes, écrasés par les Turcs à Kossovo en 1389, restèrent plusieurs siècles sous le joug ottoman ; les Croates, incorporés à la Hongrie en 1102, entrèrent dans l'Empire en 1526 : on se rappelle leur grande lutte avec les Magyars en 1848 ; ils continuèrent à dépendre du gouvernement de Pesth, tandis que Vienne régissait et tyrannisait les Slovènes. L'affranchissement des Serbes et des Monténégrins, puis l'expansion des deux Etats indépendants qu'ils avaient créés, devaient transformer fatalement la mentalité du slavisme du Sud, d'autant que la fondation de la province d'Illyrie, par Napoléon Ier, avait suggéré aux Slovènes une conscience moins confuse de leur solidarité.

Si l'on met à part les Albanais du Nord, il n'y avait plus en 1913 que deux grandes divisions à envisager : d'un côté les Yougo-Slaves libres, de l'autre les Yougo-Slaves « administrés » par les Habsbourg.

*
* *

Ce serait une erreur de croire que la volonté de constituer un corps national indépendant ait hanté, de longue date, toute la race. Elle a oscillé entre cette indépendance absolue et le trialisme ; on appelait ainsi une conception, en vertu de laquelle l'Empire Danubien, s'ouvrant à un large fédéralisme, aurait concédé à la Dalmatie, à l'Istrie, à la Croatie, à la Bosnie rassemblées en une sorte de royaume, les mêmes prérogatives qu'au royaume de Hongrie. On a prétendu que cette idée aurait été, à certains moments, accueillie par l'archiduc héritier François Ferdinand, et surtout par sa femme la duchesse de Hohenberg, dont l'influence était puissante sur l'esprit du monarque en expectative ; on a dit que la réalisation en avait été envisagée lors de la fameuse entrevue de Konopischt, où Guillaume II et François-Ferdinand discutèrent les bases d'une transformation de l'Europe : ce sont des bruits qu'on ne saurait admettre sans réserve. La politique des Habsbourg a toujours été rivée à un centralisme bureaucratique et policier, qui ne laissait point place aux innovations généreuses, fussent-elles en même temps d'indéniables habiletés : les Magyars ne se fussent jamais laissé arracher la Croatie, ni Fiume, — le port qu'ils s'étaient attribué. C'est parce que le Trialisme était devenu, aux yeux de tous les Yougo-Slaves sensés, une utopie démontrée, qu'ils s'étaient unanimement retournés vers l'autre solution : la rupture avec la cour de Vienne, l'appel à l'indépendance pure et simple, le rassemblement des peuples de la Carniole, de la Croatie, de la Dalmatie, de la Bosnie Herzégovine autour d'une Serbie destinée immanquablement à se grossir du Monténégro.

Cette évolution se dessina nettement au début du

(1) *La Yougoslavie* (In-18, Payot, 1916.)

XXe siècle. Le retour des Karageorgevitch sur le trône de Belgrade, — après la disparition du dernier des Obrenovitch, supprimé violemment en 1903, — avait été un coup grave pour l'Autriche. La dynastie désormais éteinte avait eu des complaisances pour François-Joseph, et l'on avait même pu parler à certains moments, de l'établissement d'un protectorat austro-hongrois, plus ou moins voilé, sur le royaume serbe. La nouvelle dynastie plus respectueuse de la volonté nationale, n'acceptait point les mêmes tutelles, si lucratives qu'elles pussent être. D'autre part, et à peu près au même moment, la politique que le gouvernement des Habsbourg avait entretenue, à Agram pendant plus de 20 ans, politique de division entre Serbes et Croates, politique de menées ténébreuses et d'excitations continues, était mise définitivement en échec. Toute l'ingéniosité dans la violence, que le ban Khuen Hedervary avait déployée, s'était brisée contre une lente et invincible transformation de l'esprit public. Serbes et Croates, en Croatie-Slavonie, avaient fini par comprendre qu'ils étaient les jouets d'un pouvoir extérieur, et qu'ils sacrifiaient les libertés les plus élémentaires à des profits illusoires. La coalition serbe-croate, c'est-à-dire l'alliance et la fusion des deux souches yougo-slaves qui se partageaient la population, fut à l'ordre du jour.

Les Slovènes ne tardèrent pas à se rallier à la même conception ; des manifestations significatives se produisaient dans les villes de la côte. Le gouvernement austro-hongrois, qui n'avait pas su, en temps utile, remanier l'architecture de l'Empire, commença à s'irriter et à s'inquiéter. Il comprit que les Yougo-Slaves se détachaient de lui et regardaient vers Belgrade. En somme, le mouvement qui se dessinait rappelait plus ou moins celui qui s'était affirmé, au milieu du XIXe siècle, dans l'Italie du Nord. La Serbie serait-elle un nouveau Piémont ?

*
* *

On a donné beaucoup d'explications de l'acte du 6 octobre 1908, — je veux dire de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par le cabinet de Vienne. — A mes yeux, il en est une qui prime toutes les autres et qui, à la lumière des événements ultérieurs, acquiert un singulier relief. D'Ærenthal aurait, par ce coup d'éclat, voulu frapper et terroriser les Slaves du Sud : il leur aurait démontré pratiquement que l'Autriche-Hongrie était assez forte pour dicter la loi et aux Serbes du dehors et à ceux du dedans, et à tous les Croates et Slovènes qui méditaient leur libération. Mais c'était jouer un jeu dangereux. Si les Yougo-Slaves éprouvèrent quelque surprise de cette manœuvre imprévue, ils ne tardèrent pas à exprimer leur indignation ; d'un bout à l'autre du monde slave opprimé par François-Joseph, un frémissement courut ; les Dalmates proclamèrent sur un ton solennel leur solidarité avec les Tchèques. C'est de ce jour que s'ouvrit la grande lutte entre la dictature germano-magyare et ce qu'on a appelé à tort ou à raison le « panserbisme ». Le gouvernement de Vienne mobilisa 300.000 hommes et menaça la Serbie de la submerger sous un flot d'agresseurs ; si le conflit européen n'éclata pas alors, d'Ærenthal ne fit rien pour l'écarter ; en même temps commençaient ces procès de tendances, que le ministre autrichien à Belgrade préparait artificieusement, et où les Slaves de la double monarchie étaient impliqués par dizaines. Le pseudo-journaliste Natchich, l'historien officiel Friedjung et le président Tarabocchia demeureront, à côté du comte Forgach, des figures symboliques ; les faux, dont la diplomatie et la magistrature de l'Empire usèrent sans scrupule, suffiraient à déshonorer un pays et un régime. En réalité, plus la tyrannie pesait sur les Yougo-Slaves, plus l'arbitraire et la provocation se donnaient carrière en Bosnie, en Croatie, en Dalmatie, et plus s'accroissait la haine de millions d'hommes pour leur oppresseurs. Il semble que les dirigeants de l'Autriche aient pris à tâche de fomenter l'insurrection...

Le mystère plane encore sur le double drame de Sarajevo : à moins qu'un beau jour un événement extraordinaire ne nous en livre la clé, nous en resterons réduits aux conjectures. La politique des Habsbourg a toujours soulevé de tels soupçons, qu'on a pu croire à un crime dynastique, à un de ces forfaits qui s'élaborent dans l'ombre des palais et qui sont l'œuvre du pouvoir suprême. Que dis-je ? Dans beaucoup d'esprits, la conviction s'est substituée à la simple hypothèse. Au surplus, quel qu'ait été le véritable artisan de cette sensationnelle tragédie, les effets de l'acte furent disproportionnés à l'acte : le conflit mondial est issu du meurtre de l'archiduc, — et sans doute point n'est besoin d'insister sur des événements qui ne sont sortis d'aucune mémoire.

L'Autriche-Hongrie stylée, dominée par l'Allemagne, avait sa guerre. Du jour où le royaume Serbe avait conquis la Macédoine, battu la Bulgarie, fermé la route de Salonique, elle avait médité l'écrasement du petit Etat. Il lui fallait l'anéantir, à cette double fin de s'adjuger à elle-même le débouché de l'Egée et de maîtriser le mouvement unitaire yougo-slave qui, depuis la signature de la paix de Bucarest, avait pris une ampleur exceptionnelle d'Agram à Cattaro et de Laybach à

Mostar. En assujettissant la Serbie, elle pensait s'affranchir de la menace de démembrement, que ses fautes successives avaient engendrée. En réalité, elle allait simplement hâter la dislocation qui s'était préparée à travers tant d'années.

*
* *

Au cours des 23 mois qui se sont écoulés depuis la fin de juillet 1914, elle a déployé vis-à-vis des Yougo-Slaves toute la férocité implacable, toute la fécondité d'inventions barbares, tout le mépris de la plus rudimentaire humanité, qui ont caractérisé aux différentes époques, son appareil d'absolutisme.

Les diètes de Croatie, de Dalmatie, de Bosnie ont été dissoutes ou fermées ; leurs membres les plus influents furent condamnés à mort, emprisonnés ou placés sous surveillance spéciale ; le moindre geste d'un député devenait criminel ; la moindre parole était enregistrée et provoquait une demande d'explication. Ce système de contrôle permanent, cette inquisition aux formes innombrables, s'étendaient à la masse du peuple ; la police était partout, stipendiant la délation et le mensonge ; aucune association, fût-elle la plus inoffensive, ne subsista ; la presse, sous peine de suppression ou de poursuite, dut faire la politique des gouverneurs. Tous les hommes du pays serbe, croate ou slovène, les plus malingres, les plus disgraciés étaient envoyés au front, exposés aux postes les plus périlleux, comme d'ailleurs les Roumains de la Transylvanie et du Banat. La Bosnie-Herzégovine servit de champ d'expérience à des mesures sans précédent dans l'histoire du monde. D'août 1914 à mars 1915, 70.000 personnes furent conduites hors du pays, dispersées dans toutes les parties de l'Empire où on les livrait à la disette : le total de ces infortunés, en mars 1916, dépassait 120.000. En outre, 500.000 habitants, dans la province même, étaient transplantés de village à village ; les arrestations chiffrèrent par milliers et peut-être dizaines de milliers dans le territoire annexé en 1908, et qui comptait en tout 1.800.000 âmes. Dans la journée qui suivit la mort de l'archiduc héritier, 5.000 Serbes furent appréhendés sans enquête préalable. Les exécutions capitales se sont succédé avec une effroyable rapidité ; sur les grandes routes, on ne fait guère un kilomètre sans voir un ou plusieurs pendus : la domination turque fut douce au regard de ce terrorisme austro-hongrois, qui s'entoure d'une caricature de justice. Point de châtiment sans jugement; mais les affaires sont instruites par des magistrats sans conscience, et la pièce fabriquée, l'imputation non contrôlée y règnent en souveraines maîtresses. Les procès scolaires de Sarajevo, de Trebinie, de Tuzla, et l'énorme procès de Banjaluka, qui a englobé 156 Bosniaques, duré 175 jours, et dont les sanctions ont été : 16 condamnations à mort, 82 condamnations à la réclusion, une condamnation collective à 15 millions d'amende au profit des familles des nécessiteux, — admirable philanthropie ! — furent en fait le procès du despotisme germano-magyar.

Désormais, tout est rompu entre les gouvernements de Vienne et de Pesth et les Slaves du Sud. Ceux-ci ne peuvent nourrir d'autres sentiments que la haine, d'autres aspirations que l'indépendance totale. La brutalité autrichienne aura forcé les plus timides à adhérer au programme de l'unité serbo-croato-slovène. Ce programme, mal connu jadis dans notre Occident, ressort lumineusement des publications des réfugiés ; il a été exposé aux gouvernements de l'Entente par des hommes tels que le docteur Trumbitch, maire de Split (Spalato) et député de Zadar (Zara) au Reichsrath de Vienne, M. Hinkovitch, député de Croatie à la Chambre de Pesth, M. Supilo, député à la diète de Zagreb (Agram) ; il a été formulé par les congrès que les Yougo-Slaves d'Amérique ont tenus à Chicago, à Cleveland, à Antofagasta, etc.

Il s'agit de créer l'Etat libre, dont j'ai délimité l'étendue : mais ici des difficultés surgissent. Les Yougo-Slaves réclament la côte Adriatique de Trieste à Cattaro, non seulement parce que la possession en est indispensable à la vie économique de l'arrière pays, mais encore parce qu'ils établissent la supériorité numérique de leur race sur cette bande littorale. L'Italie elle aussi revendique tout ou partie de la rive Dalmate, de l'Istrie et des îles. Or la Yougo-Slavie évalue à 610.000 le nombre de ses ressortissants de Dalmatie, tandis que les Italiens ne dépasseraient pas 18.000, soit 3 0/0; en Istrie, il y aurait 431.000 Slovènes contre 284.000 Latins ; ceux-ci n'auraient la majorité qu'à Trieste, où ils sont 115.000 ocntre 59.000.

Cette question des droits nationaux des Slaves du Sud et de la Péninsule est grave et ne saurait être envisagée en quelques lignes ; elle enferme en soi toute une série de problèmes secondaires et j'y reviendrai quelque jour. Elle ne pourra être tranchée définitivement que par un compromis, car en réalité deux civilisations se juxtaposent ou se superposent de Trieste à Cattaro, et cette transaction apparaîtra obligatoire à deux éléments ethniques, qui ont intérêt à s'associer contre la pression du germanisme. Les paroles que M. Pachitch a prononcées ce printemps, à Pétrograd, sont d'une haute signification et empreintes d'un profond esprit politique.

La Yougo-Slavie libre doit surgir des ruines de

l'Empire Danubien. Ce sera le châtiment des Habsbourg d'avoir, par leur impérialisme morbide et leur absolutisme cynique, précipité l'effondrement de l'Etat artificiel où tant de races frémissantes étaient emprisonnées. La Serbie sera sans doute le Piémont du Slavisme méridional : François-Joseph, d'Ærenthal, Berchtold, Burian, Tisza auront été les meilleurs artisans de cette unification libératrice. Quelle leçon historique !

PAUL LOUIS.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

L'HONNEUR ANGLAIS (1)

S'il est un spectacle surprenant et réconfortant pour les Alliés, c'est, à coup sûr, l'évolution qui, depuis le début du conflit européen, a transformé l'Angleterre, de tous les pays le moins préparé à la guerre sur terre, en puissance militaire de premier ordre. Spectacle d'autant plus inattendu qu'à la devenir la Grande-Bretagne était plus réfractaire. Pacifiste à l'extrême, l'Angleterre du cabinet Asquith est entrée dans la lutte contre les modernes Barbares sans avoir été attaquée, uniquement par honneur, par respect de la parole donnée et par révolte de conscience, aussi, contre la violation de la neutralité belge. Ne disposant que de 250.000 hommes, elle en a jeté tout de suite 75.000 sur le continent, alors qu'il n'avait jamais été parlé que de deux divisions. Bien mieux, ce pays, qui répugne de nature au militarisme, a vu accourir sous ses drapeaux, volontairement et par devoir, au récit des atrocités allemandes, de deux à trois millions d'hommes et la « misérable petite armée du maréchal French » se muer en une masse que personne n'aurait jamais pu prévoir. Rebelle à la conscription, l'Angleterre l'a adoptée de plein gré. Férue de liberté et remplie de défiance envers l'Etat, elle s'est soumise à son autorité, non seulement dans l'ordre militaire, mais en matière industrielle, afin de ravitailler avec toute l'abondance et la célérité désirables, les armées mises sur pied ; la Grande-Bretagne, cette terre « qu'a choisie la liberté sobrement poursuivie » et « où la liberté va s'élargissant lentement, de précédent en précédent, » comme l'a chantée Tennyson, la Grande-Bretagne, patrie de tous les libéralismes, a consenti, en vue de vaincre la barbarie et l'autoritarisme teutons, à abdiquer provisoirement les droits héréditaires dont, depuis des siècles, elle se montre si fière.

Or — et cela est très beau — c'est, en réalité, par amour de la liberté et respect des droits individuels odieusement foulés aux pieds par les Empires centraux que l'Angleterre tout entière s'est levée et a sacrifié le plus cher d'elle-même : sa liberté et ses droits.

Bien mieux, c'est spontanément, en usant de sa liberté, que l'Angleterre, non seulement a pris parti, mais a abdiqué sa liberté en vue du triomphe final. Au vrai, elle s'est militarisée, chose qui était la plus contraire à son génie, fait d'individualisme moral et de dignité personnelle, en y obéissant.

Cette conversion par fidélité à soi-même dont l'Angleterre a donné l'admirable spectacle, au grand désappointement des Allemands qui ne l'en croyaient pas capable, a été magistralement mise en lumière dans un livre que tout Français devrait lire. Je veux parler de l'ouvrage que M. André Chevrillon, dont le talent égale la modestie — ce qui n'est pas peu dire ! — — a consacré à l'*Angleterre et la Guerre*. On ne peut à plus de finesse joindre plus de pénétration, à plus d'expérience plus de lucidité. C'est là, à coup sûr, l'un des plus beaux livres que la guerre ait produits.

*
* *

Pacifiste, l'Angleterre l'était en juillet 1914. L'histoire de la crise qui devait amener la guerre européenne le prouve jusqu'à l'évidence. Aux appels réitérés de M. Paléologue, de M. Paul Cambon, de M. Poincaré, qui pressent le cabinet anglais de se déclarer aux côtés de la France et de la Russie, afin d'empêcher la catastrophe, celui-ci se contente de répondre, le 24 juillet, qu'il sera difficile à la Grande-Bretagne de rester neutre si la guerre se généralise. Le 27, le gouvernement anglais ne promet rien à M. Sazonoff que son appui diplomatique. Le 29, Sir Edward Grey avertit notre ambassadeur à Londres que l'Angleterre est libre de son action comme de son inaction. Le 31, enfin, à l'avis de M. Poincaré que la guerre sera évitée si l'Angleterre se déclare solidaire de la France, le *Foreign-Office* fait réponse, par l'intermédiaire de Sir Francis Bertie, que personne au-delà de la Manche ne regarde le pays comme impliqué dans la querelle en vertu d'un traité ou accord quelconque et que, par conséquent, on ne saurait promettre d'y prendre part. Ce n'est que le 4 août, quand, contrairement

(1) ANDRÉ CHEVRILLON. *L'Angleterre et la Guerre*. 1 vol. in-16 (Hachette et Cᵉ).

au traité qui garantit la neutralité de la Belgique, les Allemands eurent envahi son territoire, que l'Angleterre se déclare aux côtés des Alliés. Sans doute, le 2 août, quand les Allemands marchent sur la France et avant qu'il soit question de la Belgique, Sir Edward Grey donne l'assurance que, dans la mesure de son pouvoir, l'Angleterre garantira contre toute attaque le littoral français de la Manche et de l'Océan ; mais ce n'est là que la conséquence de l'arrangement, depuis longtemps intervenu, qui confie les intérêts anglais en Méditerranée à la flotte française, à condition pour la flotte britannique de protéger nos côtes. De fait, Sir Edward Grey a bien soin de faire remarquer que, de cette assuranc, il ne faut pas conclure à l'intervention anglaise. Quant à accuser le gouvernement britannique de machiavélisme, comme l'a fait M. de Bethmann-Hollweg, le refus de s'engager n'ayant été, d'après lui, qu'une tactique afin d'éviter que l'Allemagne ne reculât, l'hypothèse ne tient pas debout. Successeur du cabinet de Sir Campbell-Bannermann, né de la réaction contre la guerre du Transvaal, le cabinet de M. Asquith, qui était, en juillet 1914, composé de ces radicaux qu'on a dénommés le parti de « la petite Angleterre », se trouvait tout entier hostile à l'idéal impérialiste et militaire. Uniquement préoccupé, avec M. Lloyd George, de réformes intérieures et de progrès social, non seulement il avait pris soin de rendre aux Boërs leur prépondérance dans l'Afrique du Sud, mais, pour plaire à l'Allemagne, il s'efforçait de réduire la portée de l'Entente et consentait à diminuer les constructions navales. Par ailleurs, comme Sir Edward Grey ne peut pas, en pleine crise européenne, ne point s'apercevoir que les faits sont parfois plus forts que les volontés humaines, alors qu'il réserve toute sa liberté d'action vis-à-vis des gouvernements français et russe, le 29 juillet il avertit, par scrupule de loyauté, l'ambassadeur allemand, le prince Lichnowsky, que, si l'Allemagne et la France entraient dans le tourbillon, ce serait une erreur de compter sur l'immobilité de l'Angleterre. « Je ne veux pas m'exposer, ajoute-t-il, au reproche futur de vous avoir induit en erreur par le ton amical de notre conversation, ni que l'on puisse un jour me dire que, si notre attitude n'avait pas trompé l'Allemagne, le cours des choses en eût été différent. » Toute accusation de guet-apens doit donc être écartée. Aussi bien, si le gouvernement anglais, malgré les liens moraux qui unissent l'Angleterre à la France, ne se prononce pas pour celle-ci dès le début, c'est qu'il sait bien qu'il faut d'abord conquérir l'opinion, car en Angleterre, aucun gouvernement ne peut rien faire, je ne dis pas contre elle, mais sans elle, ce qui démontre, en tout état de cause, que cette opinion n'était pas pour la guerre.

L'opinion anglaise, en juillet 1914, est pacifiste. Pour l'Anglais, la guerre est une notion abstraite. Il ne la connaît point, donc il ne la craint pas. D'autant que l'Anglais, peu imaginatif et homme d'expérience, ne croit ou, comme il dit, ne « réalise » que ce qu'il voit. Nous nous en sommes bien aperçus, nous, à la lenteur avec laquelle l'Angleterre s'est mise à l'unisson. Il a fallu, pour qu'elle se fasse une idée de cette chose atroce qu'est la guerre moderne, non seulement des images et des récits, mais organiser de véritables tournées sur le front ou de blessés, retour du combat, parmi les populations anglaises. Comment, d'ailleurs, l'Anglais aurait-il craint la guerre, à l'abri qu'il se sait dans son île que la mer entoure de sa ceinture d'argent ? L'Angleterre n'est-elle pas, ainsi que la célèbre le vieux duc de Lancastre dans le *Richard II* de Shakespeare, une « forteresse que la nature s'est bâtie elle-même contre l'infection et la violence de la guerre ? » Cette assurance, la stabilité millénaire d'un pays, dont aucun envahisseur n'a foulé le sol depuis la conquête normande, n'a pas peu contribué, à l'implanter chez un peuple épris du passé. De cette conviction à l'optimisme qu'exprime la chanson de Browning, — « le matin est à sept heures, — l'alouette est à l'essor, — le limaçon est sur l'épine, — Dieu est dans son ciel, — tout va bien dans le monde » —, il n'y a qu'un pas. Et, de fait, les grands journaux, les hommes politiques, les orateurs ont dû, à maintes reprises, exagérer le pessimisme pour émouvoir le peuple anglais, déjà si peu émotif de nature, tant il a les nerfs calmes et la santé en bel équilibre.

Pacifiste, l'Angleterre l'était encore, avant la guerre européenne, par habitude de civilisation, la vraie civilisation défendant, par-dessus tout, la violence. C'est ce point de vue qu'illustre le « trop fier pour se battre » du Président Wilson, qui est, faisons-y attention, d'origine britannique. Il n'est pas jusqu'au sentiment religieux de l'Anglais, qui, chez, lui, a revêtu une forme morale plutôt que métaphysique, qui n'ait contribué à lui faire prendre la guerre en mépris. Le commandement de Dieu est formel : « Tu ne tueras point ». Or qu'on songe à ce que cet impératif catégorique peut représenter pour une âme puritaine, comme il y en a beaucoup en Angleterre, qui se juge, seule devant la divinité, responsable de ses actes. Avoir reçu d'un chef l'ordre de tuer ne lui paraît pas une

excuse. « Pouvez-vous imaginer le Christ en khaki, évoque une brochure pacifiste, enfonçant une baïonnette dans la poitrine d'un ouvrier allemand ? Le fils de Dieu tirant une mitrailleuse contre une colonne allemande surprise dans une embuscade ? » (1). Et elle conclut : « Non, non ! ces images sont impossibles, et voilà qui décide tout pour moi. Je ne puis admettre la guerre, même limitée à la défensive. Je ne puis donc conseiller à personne de s'engager ou de prendre part à ce que je considère comme moralement mal et comme un péché » (2). Le chapelain d'un collège de Cambridge, dénonce, de son côté, les archevêques « qui parlent, à propos de la guerre, de la menace à la liberté et à la sécurité de l'Angleterre, de sa position entre les peuples, comme si le danger ou l'urgence changeaient quelque chose aux commandants du Prince de Paix » (3). Aussi bien, il existe une secte en Angleterre, les *Quakers*, dont les convictions à cet égard sont si fortes qu'il a fallu les exempter du service militaire. C'est, au reste, ce scrupule que, — tel M. Ramsay Macdonald, l'un des chefs du parti ouvrier indépendant, pour qui travaillerait « l'impulsion divine », — certains socialistes ne se sont pas fait faute d'exploiter contre la conscription.

Pacifiste, l'Angleterre l'était, en outre, par haine du militarisme. Au contraire de l'Allemagne où chaque citoyen se complaît à n'être qu'un rouage dans l'Etat, l'Angleterre est une association de citoyens dont chacun la représente dans son intégralité. La patrie n'est pour l'Anglais, ni cette idole implacable qui commande en maîtresse aux Allemands, ni la mère chérie pour qui tout Français sait souffrir et mourir, elle est lui-même : il l'incarne. C'est ce qui explique, entre parenthèses, que partout l'Anglais se sente chez lui. On juge, d'après cela, quelle humiliation doit ressentir un Anglais, qui n'a jamais été soldat et n'a jamais éprouvé la nécessité de l'être, à se trouver réduit, comme le militarisme l'exige, au rôle d'instrument. Rien n'est plus contraire, je ne dis pas même aux mœurs nationales, respectueuses jusqu'à l'excès de la liberté individuelle, mais à l'éducation britannique qui en est une de la volonté, et, par suite, au tempérament anglais. La défiance à l'endroit de ce qui est militaire est telle dans ce pays où la liberté de disposer de soi n'est pas seulement inscrite dans la vieille charte *Habeas Corpus* mais journellement pratiquée, qu'aujourd'hui encore il faut une permission du Lord-Maire de la Cité pour qu'une troupe armée franchisse la porte de la vieille commune ? « Est-ce qu'un esclave peut être un homme libre ? » (1), demandait publiquement, dans le *Daily Chronicle*, un membre de la Chambre Haute, Lord Dysart, en faisant allusion à la conscription. Dans l'esprit de beaucoup d'Anglais, en effet, la conscription devait porter atteinte à la dignité britannique. Là est la raison profonde des oppositions qu'elle a rencontrées et pour quoi on commença par le système des enrôlements volontaires. Au surplus, de bons esprits ne restent-ils pas encore persuadés en Angleterre, comme la majorité l'était avant le 2 août 1914, qu' « un volontaire, par la vertu de son excellence morale, vaut sur le champ de bataille plusieurs conscrits esclaves » (2) ? Selon Sir John Simon, qui a calculé cette supériorité, elle serait de trois à un et, suivant le colonel Secley, du décuple.

*
* *

C'est par individualisme, par individualisme moral ou par conscience, quand ils eurent appris la violation de la neutralité belge et les atrocités dont les armées allemandes ne craignaient pas de se souiller que, la conscription n'existant pas, 3 millions d'Anglais s'engagèrent. M. André Chevrillon, qui a suivi point par point l'évolution anglaise, ne nous laisse aucun doute. Au vrai, c'est parce qu'il existe un traité garant de la neutralité belge, au bas duquel est apposée la signature de l'Angleterre et aussi par indignation contre les crimes allemands, car ils ne « réalisaient » pas, alors, le danger dont l'Angleterre était menacée, que, de leur plein gré, — spectacle jamais vu ! — gentlemen, commerçants, cultivateurs, mineurs, ouvriers, accoururent s'enrôler au service du Roi. Les premiers volontaires furent, au vrai, des croisés qui partirent en guerre « contre le Diable », représenté fort exactement, à leurs yeux, par le Teuton sans scrupule. Les incursions de Zeppelins, les bombardements de villes ouvertes ne firent, par la suite, en même temps qu'ils rendirent présente la menace suspendue sur l'Angleterre, que multiplier l'horreur et, comme conséquence, les enrôlements, tant il est vrai qu'auprès d'une nation fière les procédés de terrorisation adoptés par les Allemands vont directement contre leur but.

1 Cité par André Chevrillon. *L'Angleterre et la Guerre* p. 225.
2 *Id.*, p. 226.
(3) *Id.*, p. 227.

1) Cité par André Chevrillon. *L'Angleterre et la Guerre*, p. 31.
2) André Chevrillon. *L'Angleterre et la Guerre*, p. 32.

Que ces millions d'Anglais qui, volontairement, allèrent grossir la petite armée du maréchal French aient offert leur vie par honneur, non pas au sens d'approbation de ses pairs, mais de satisfaction intime, cela, qui est très anglais, tellement, avec le sentiment de la responsabilité, le sens de la dignité morale est développée en Angleterre, cela est si vrai que, pour intensifier le recrutement, tous les procédés de réclame, employés conformément aux exigences de l'imagination britannique, firent appel à la conscience individuelle. Sur les affiches, qui couvrent les murs, revient toujours le mot : *duty*, devoir. On vit sur l'une, nous rapporte M. Chevrillon, la figure énergique de Lord Roberts et au-dessous cette devise : « Il a fait son devoir : ferez-vous le vôtre ? » Sur une autre, Lord Kitchener, le doigt impérieusement levé, interpelle les passants : « Vous, votre pays vous demande. » Sur une autre encore, que voit-on ? Un garçonnet qui pose à son père, enfoncé dans un fauteuil, cette simple question : « Père, qu'est-ce que tu faisais pendant la grande guerre ? » Ou bien c'est une Anglaise qui est représentée debout à une fenêtre et qui, d'un geste large de commandement, dit : « Allez ! » Plus tard, quand les meilleurs se furent enrôlés, on en arriva à la mise en demeure : « Si vous n'êtes prêts à partir, écrit Lord Kitchener, que lorsqu'on viendra vous chercher, où est le mérite ? Attendez-vous, pour faire votre devoir, que la loi vous y contraigne ? » Lord Derby, enfin, pour atteindre les *Slackers*, les fainéants, adressa au domicile de chacun, une lettre qui les obligeait à se poser les questions suivantes : « Est-ce que je fais tout ce que je dois pour mon pays ? Est-ce que la raison d'abstention que je me donne serait valable en pays de conscription ? » A ceux qui, malgré tout, se refusaient, on alla jusqu'à envoyer des visiteurs qui les exhortèrent à accomplir leur devoir. Il y a bien là une contrainte, mais de nature purement morale, que Lord Derby, avec un illogisme qui n'est qu'apparent, baptisa du nom de « service volontaire obligatoire ».

La conscription elle-même, qui a été votée le 16 mai 1906, le fut par une libre adhésion des vouloirs, de sorte qu'on peut soutenir, sans exagérer que la plus grave atteinte qui ait été dirigée en Angleterre contre la liberté est l'œuvre de cette liberté même. Ne nous y trompons pas en effet, si l'opinion britannique, qui est souveraine, n'avait pas été acquise à la conscription, aucun gouvernement n'aurait pu la lui imposer. Or, si l'opinion britannique s'est convertie, car il s'agit là d'une véritable conversion, les motifs en furent par-dessus tout moraux. Non que le souci du danger couru par l'Angleterre, du fait des ambitions germaniques, ne soit pas intervenu. Les Anglais sont trop utilitaires pour n'y avoir pas pensé. Même leur utilitarisme ne fut pas sans militer, au bout de seize mois, en faveur de la conscription contre la sélection à rebours que finit par représenter le système des engagements volontaires, les meilleurs étant sacrifiés au profit des moins valeureux. L'avenir de la race entra certainement en ligne de compte. Il n'en reste pas moins que les Anglais furent frappés, surtout, par l'injustice de cette méthode et aussi par les abus de la réclame, offensant pour la dignité anglaise, auxquels il devenait nécessaire de recourir au fur et à mesure que la qualité des volontaires baissait. Enfin, il convient de ne pas oublier que le spectacle des épreuves, de l'héroïsme et des sacrifices du peuple français eut une grande part dans la résolution que prit l'Angleterre de fournir le maximum de son effort. Effort que personne jamais n'eût osé prévoir, mais que, par une mesure touchante, qui marque bien le souci de continuité qui anime les Anglais, on rattacha à la tradition : tandis qu'on ressuscitait les noms de vieux régiments anglais, écossais, gallois, irlandais — *Buffs*, *Gorgon Highlanders*, *Scots Greys*, *Irish Fusiliers* — pour y incorporer les recrues nouvelles, la conscription elle-même était représentée comme un principe de la Constitution.

L'aménagement de l'Angleterre en une vaste usine de guerre fut le fruit pareillement — à l'inverse de la méthode prussienne, qui en est une d'autorité, — de la convergence de millions d'initiatives particulières. Aussi bien, l'organisation anglaise n'a jamais obéi à un plan déterminé, délibérément suivi ; elle imite, bien plutôt, les démarches de la vie, qui opère par tâtonnements et essais successifs, quelquefois contradictoires et souvent avortés. Son procédé favori est l'association, qui, tout en sauevgardant la personnalité, décuple la force de chacun. De là une stabilité, mais aussi des lenteurs qui ne furent pas sans retarder l'adaptation industrielle de l'Angleterre à la guerre. Comme pour la conscription, il a fallu, là encore, pour agir que le gouvernement fût assuré d'avoir la plus grande partie de l'opinion avec lui. Cette adhésion fut hâtée par le scandale des munitions, qui éclata en mai 1915, quand on s'aperçut de l'insuffisance de la production, tandis qu'on voyait les listes de morts et de blessés, publiés quotidiennement, non sans intention, s'allonger d'une manière effrayante. Alors, un revirement eut lieu dans l'esprit public en faveur de l'intervention du pouvoir exécutif dans la réglementation des industries de guerre. Ce n'est qu'à la

suite de cette volte-face que, le 23 juin 1915, la loi dite « des munitions » put être proclamée. Chose toute nouvelle en Angleterre, en effet, cette loi permet à l'Etat de commander aux patrons et aux ouvriers dans les établissements dits « contrôlés ». Elle fixe à chacun son rôle. Encore fut-on obligé, pour apaiser les ouvriers qui voyaien leurs salaires limités par la suspension de la loi de l'offre et de la demande, de tarifer les bénéfices aux patrons. Les ouvriers restés au pays ne commencèrent à comprendre qu'en septembre 1915, après que des syndiqués eurent constaté sur le front que des soldats mouraient faute de munitions et que M. Lloyd George, qui ne leur était pas suspect à cause de ses erreurs anciennes, leur eut prêché la nécessité de s'armer. Que les ouvriers, à partir de ce moment, aient compris, la preuve en est, nous fait remarquer M. Chevrillon, qu'en novembre, à l'élection de Merthyr, qui est en plein pays de Galles, le fief de l'extrême syndicalisme, le candidat qui s'est déclaré prêt à voter « la double conscription, si elle est nécessaire à la victoire, » a passé contre le protégé de M. Macdonald et de l'*Independent Labour Party*. La foule, désormais, ne tolèrera plus les manifestations pacifistes.

A cette date, la transformation de l'Angleterre, que le vote de la conscription en mai 1916 ne fit qu'enregistrer, est achevée. L'Angleterre avait réusi à se changer elle-même, ce qui est la plus difficile des opérations, par honneur et pour la défense de cette liberté, ainsi que laquelle se dresse le militarisme allemand. Bien mieux, pour enchaîner sa liberté comme les circonstances l'exigeaient, l'Angleterre s'est servie des procédés mêmes de la liberté, tant celle-ci demeure, à la lettre, dans le sang de tout Anglais.

*
* *

Maintenant que le goût de l'effort, qui distingue l'Anglais, ait collaboré à cette transformation, il suffit de voir, pour en être convaincu, ces grands, beaux et braves garçons qui se battent à nos côtés.

L'Anglais, certes, n'est point intellectualiste. A l'inverse du Français, qui raisonne sur tout et à propos de tout, il ne considère pas l'intelligence comme une fin en soi, ni même comme une chose très importante. En revanche, il est très courageux. Bien plus, il estime le courage au-dessus de l'intelligence. Non que l'Anglais ne soit pas intelligent, ses grands savants, ses grands philosophes nous assurent du contraire. Mais il subordonne l'intelligence à l'énergie.

Ce culte de l'énergie, tout concourt à l'inspirer en Angleterre : l'éducation qui en est vraiment une du caractère, le sport qui habitue à la décision, le souci de dignité qu'implique, en accord avec la religion et avec les mœurs, l'individualisme moral de l'Anglais. Il n'est pas jusqu'à l'équilibre des nerfs et à la force du tempérament britannique, encore fortifié par les exercices du corps, qui ne contribuent à lui inculquer le goût de l'effort.

La maîtrise de soi, qui distingue le soldat anglais, en est le témoignage. Aussi bien cette maîtrise de soi se décèle au flegme avec lequel le *tommie* fait face aux plus tragiques situations : il ne s'émeut pas et ne recule jamais, il meurt sur place. De là la proportion inouïe des pertes de l'armée britannique. Un tel flegme confine au stoïcisme, que relève une pointe d'humour, qui en est une de plaisanterie à froid. « Cet hiver, écrit M. Chevrillon, quand ils avaient de l'eau jusqu'à la ceinture dans les tranchées de Flandre, sous l'infinie pluie grise », ils chantaient : « *Quelque part, le soleil est en train de briller* », ou bien « *Tipperary* ».

Le soin particulier que les soldats anglais ont de leur tenue et aussi de leur confort est un autre témoignage du culte de la volonté qu'ils portent partout. Le respect de soi-même, — s'il est vrai que le confort est pour eux une question de *respectabilité* bien plus que de bien-être — leur en semble la condition. Quel est l'officier anglais qui voudrait partir à la bataille sans s'être rasé ? Il se jugerait amoindri.

Aussi bien, avant que la vilenie et la cruauté allemandes ne leur eussent ouvert les yeux, les soldats anglais prenaient la guerre comme un jeu, plus dangereux et plus long qu'un autre. Ils y apportaient le même sens de l'honneur et une loyauté qui tournèrent bien des fois à leur détriment. C'est ainsi, comme le fait remarquer M. Chevrillon, que pour « jouer » plus scrupuleusement le jeu et observer la Déclaration de Londres (non ratifiée par le Parlement), on est resté plusieurs mois sans déclarer le coton et le blé contrebandes de guerre (1). Plus encore, tandis qu'au début des hostilités, les Allemands circulaient librement en Angleterre, les navires de guerre avaient l'ordre de laisser passer les réservistes allemands ! Tout de même, jusqu'au jour où les Anglais furent convaincus que leurs ennemis ne « jouaient pas le jeu », les soldats anglais ne ressentirent pour les Allemands aucune espèce de haine. « Ils sont hautement respectables », écri-

(1) André Chevrillon *L'Angleterre et la Guerre*, p. 141.

vait celui-ci. Tel autre serrait les mains des prisonniers. Aussi, quand ils découvrirent la perfidie germanique, leur mépris égala-t-il leur étonnement. Ce mépris ne fut pas sans influer sur la volonté irrévocable de poursuivre, durât-elle dix ans, la guerre jusqu'au bout. Le peuple anglais, pour qui la Bible est le livre de chevet, — beaucoup de soldats ont apporté la leur avec eux — vit, dès lors, dans la défaite de l'Allemagne, le châtiment du crime, châtiment que tous espèrent, sous la forme du *Hard labour*, pouvoir infliger un jour à Guillaume II, l'auteur responsable de tant d'infamies où la bassesse le dispute à la cruauté.

Car les Allemands auraient tort de s'y méprendre : l'allure « amateur » du soldat anglais, qui joue au *foot-ball* entre deux attaques, cache ou, plutôt, révèle une énergie implacable pour qui le temps ne compte pas.

De fait, alors que, pendant les premiers mois de la guerre européenne, la majorité des Anglais, se la représentaient comme une de ces nombreuses expéditions coloniales qui ne dérangent en rien la vie normale du pays, dont elles ne réclament pas la participation entière, — la seule forme de guerre, songeons-y, que l'Angleterre ait connue depuis des siècles, — elle a compris peu à peu qu'il s'agissait, cette fois, d'une guerre nationale, la première de son histoire. Et c'est en vue de cette guerre nationale, qu'elle s'est librement transformée. Elle s'est, d'un mot, volontairement « militarisée », ce qui revient à dire que pour sauvegarder, en face du mécanisme allemand, le patrimoine de ses libertés, œuvre de son génie, l'Angleterre a pris le contrepied en faisant appel, pour se vaincre, afin de vaincre l'Allemand, à son génie même dans ce qu'il représente de plus original et de plus spontané.

PAUL GAULTIER.

UNE
DIVERSION GERMANO-FLAMINGANTE

On peut parler aujourd'hui fort à l'aise de cette diversion que la sirène allemande a tentée parmi les Belges, en exploitant les revendications linguistiques du flamingantisme. Le plan a piteusement échoué, de l'aveu de quelques Allemands eux-mêmes. Le *Vorwärts*, la *Rheinisch-Westfäliche Zeitung*, et la ligue *Neues Vaterland* soulignaient tout récemment encore ce qui différencie profondément le peuple flamand (et le peuple hollandais) des Allemands. Il faut un certain front pour parler de « frères germaniques », assimiler la langue de Vondel et de Guido Gezelle à celle de Schiller et ranger les Pays-Bas du Nord et du Sud parmi les *Aussenländer* de l'Allemagne ainsi que l'ont fait couramment les prophètes du pangermanisme, les Treitschke, les Daniel, les Kirchoff, etc...

Le Néerlandais, certes, est une langue d'essence germanique, avec de constantes infiltrations françaises que M. Salverda de Grave, l'éminent professeur de Groningue, considère comme souverainement bienfaisantes. Mais si l'on parle « germain » sur les bords de l'Escaut comme sur les bords de la Sprée, on y pense différemment. La fameuse parole de Hoffmann von Fallersleben, si souvent invoquée, révèle surtout sa fausseté quand on l'applique à la Flandre. Certes, ils est des Flamingants qui ont versé dans la même erreur et parmi eux, *Prudens van Duyse*, ennuyeux poète, qui a fait le désespoir de bien des collégiens belges. Dans un Baedeker allemand de la Belgique, datant de 1855, je trouve, parmi des considérations sur les langues parlées en Belgique, considérations entre toutes tendancieuses, des strophes de ce poète-archiviste, dédiées au *Männer gesang Verein de Cologne*, qui s'était distingué en 1844, dans un concours de chant d'ensemble, à Gand. En voici le texte en allemand et flamand volontairement archaïque :

Welgen, germaen en Belg tezaem tenstrijd
Wohlan, Germane und Belge zusammen zumstreit

Voar vrijheid tael en voderland
Für Freiheit, Sparche und Vaterland!

De vaen van't duitsch en vlaemsche zangverbond
Die Fahne des deutschen und vlamschen Sängerbundes

Prael op't deutsch eeregoud
Prange auf dem geuter Ehrengold!

En waer is't vaderland des duitschen stams?
Und wo ist das Vaterland des deutschen Stamms?

Alom waer der Germanen tael
Überall wo der Germanen Sprache

Zich heft en blœid en't volk verrukt
Sich erhebt und das Volk entzückt

Daer is ons vaderland
Da ist unser Vaterland

Cette ritournelle a été parfois reprise dans la suite par des écrivains flamands comme Pol de Mont, qui alla prononcer, à Dresde, de fâcheuses paroles et par certains collaborateurs de feue *Germania*, revue germano-flamingante qui paraissait à Bruxelles.

Eh bien ! non : il n'est pas vrai que la patrie d'un Belge flamand soit « partout où fleurit la langue des Germains ». Le peuple flamand tout en-

tier, sur les champs de bataille ou sous la botte prussienne, au pays envahi, a fait montre d'un attachement à la patrie belge, égal à celui des wallons. *Liever dood dan Duts !* (Plutôt mort que boche !) disent farouchement les gens du peuple à Bruges ou à Anvers. Ils méprisent et traitent de *smeerlap* (cochons) la poignée de traîtres, d'inconscients ou de loufoques, jeunes Alcibiades sans responsabilité, grammairiens exaspérés, gallophobes qui se vendent pour moins de 30 deniers, qui, avec la complicité de « Pannéerlandistes » intriguants, se sont faits à Gand ou Amsterdam les fourriers du roi de Prusse. Mais ces quelques Belges indésirables ont été sur le champ démasqués. Les leaders, les écrivains flamands les plus autorisés, dans la Belgique occupée tout comme à l'étranger, des hommes comme Cyriel Buysse, Auguste Vermeylen, Heigenscheidt, Camille Huysmans, F. van Cauwelaert, si engagés qu'ils fussent avant la guerre dans le mouvement flamingant ont réprouvé énergiquement toutes les menées séparatistes, pangermanistes ou « pannéerlandistes » dans deux manifestes dont l'un, très court, avait une netteté d'accent qui en faisait, pour les signataires restés en Belgique, un acte de haut courage. Si l'on veut bien connaître le point de vue des flamingants aptriotes qui, sans rien abdiquer de leurs revendications, ne veulent pas tirer dans le dos de la Belgique, qu'on lise la série d'articles publiés par M. Camille Huysmans, dans *Politiken* de Copenhague et l'*Humanité* (31 mai et jours suivants). Quelques songe-creux imprudents, fourvoyés dans l'aventure de la *Vlaamsche Stem* d'Amsterdam, s'en allèrent quand ils eurent constaté que ce journal était tout entier aux mains d'un Hollandais qui a des attaches également avec le germanophile *Tockomst* de La Haye et la *Vlaamsche Post* de Gand. Ils déclarèrent qu'ils ne voulaient point pratiquer, vis-à-vis de la Belgique pantelante sous la botte de l'envahisseur, un patriotisme conditionnel: M. Gerretson, détenteur de la quasi-totalité des actions, exigeait, en effet, de ses rédacteurs qu'ils défendissent désormais les revendications flamingantes, sans se soucier de l'unité belge. Il fallait demander au gouvernement du Havre des garanties au sujet de la flamandisation de l'Université de Gand et d'autres revendications de ce genre. L'abominable chantage que c'eût été là ! Est-ce que les ouvriers socialistes, avant d'aller aux tranchées, demandent au gouvernement catholique du roi Albert de leur promettre le suffrage universel pur et simple pour lequel ils combattent depuis plus de vingt-cinq ans.

C'est cette politique du « couteau sur la gorge » que pratiquent pourtant vis-à-vis du gouvernement en exil des flamingants farouches et chevelus comme les sieurs Jacob et René de Clercq, les directeurs de feue la *Vlaamsche Stem* qui organisèrent la manifestation de Bussum, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle dénotait un manque de tact révoltant. Chaque année, dans l'une ou l'autre ville, Courtrai, Gand ou Anvers, les Flamingants avaient coutume de célébrer l'anniversaire de la bataille des Eperons d'or (1302 ! !) où les communiers flamands, les *Klauwaerts*, armés de leurs *gœdendags*, culbutèrent dans les marais de Groningen près de Courtrai, les *Leliaerts*, la fleur de la chevalerie française. C'est le cas ou jamais de rappeler l'expression chère au brave Alphonse Allais : « Ça ne nous rajeunit pas ! » Les Flamingants, qui ne doutent de rien, ont fait de cette victoire des communes sur la chevalerie une victoire... linguistique et chaque année, à ce titre, ils la commémorent. On s'amusait, avant la guerre, de ces manifestations où quelques hurluberlus promenaient des pancartes où l'on pouvait lire des inscriptions d'une aménité charmante comme celle-ci : « Al wat waalsch is, valsch is » (tout ce qui est wallon — ou gaulois — est faux). Le bon sens flamand prévalait contre ces sorties belliqueuses et souvent ridicules. Une telle manifestation organisée en temps de guerre, au moment où les soldats belges, flamands et wallons, se battent avec les soldats français, pour la même cause, ressemble fort à une goujaterie. Elle eut lieu, en juin, à Bussum, en Hollande ; seules les couleurs néerlandaises y flottaient. Le drapeau belge était absent. On n'y entendit point la *Brabançonne*. Un télégramme fut envoyé à la reine Wilhelmine ; on décida sur le tard d'en adresser un autre au Roi Albert. En voici le texte :

Flamands et Néerlandais, réunis par milliers à Bussum, commémorant en la victoire des Eperons d'Or l'indépendance de Flandre et Belgique, adressent leurs hommages à Votre Majesté, confiants en votre haute sagesse pour garantir la Flandre autonome dans la Belgique indépendante.

Le Roi leur a répondu :

Messieurs Deswarte et De Clercq,
rédaction de la Vlaamsche Stem, Amsterdam.
SSS Panne, 14 98 15. 16 h. 45.

Le Roi a pris connaissance de votre télégramme et vous remercie des sentiments de dévouement que vous Lui exprimez. Sa Majesté considère que les autorités constituées du pays sauront prendre, quand la nation aura couvert le libre exercice de sa souveraineté, toutes les mesures destinées à sauvegarder les aspirations et les intérêts *de son peuple. En attendant le Roi fait un pressant appel à tous les Belges pour que devant l'ennemi ils n'aient d'autre but ni d'autre souci que la libération du territoire.*

INGENBLEEK, secrétaire.

Cette réponse, si ferme et si digne, fit sur les têtes échauffées l'effet d'une bonne douche. Elle ouvrit les yeux à quelques dangereux illuminés dont la probité ne peut être mise en doute. Les autres — une poignée — continuèrent à travailler pour... le roi de Prusse.

*
* *

Les Allemands ont fait aux Flamands — après avoir brûlé Termonde, Aerschot et Louvain — tous les mamours possibles, traitant mieux les prisonniers flamands que les wallons, supprimant les inscriptions françaises à Bruges, promettant une université flamande, etc. « Nous ne voulons rien accepter de leurs mains sanglantes et homicides » a dit pourtant avec fierté, quelques jours avant sa mort, au Havre, le poète flamand Victor della Montagne.

Le freiherr von Bissing a décidé d'ouvrir en octobre 1916 les cours de l'Université de Gand, flamandisée par décret. Mais il n'est pas sûr encore d'avoir des professeurs, ni des élèves, encore qu'il fasse des offres alléchantes aux universitaires hollandais et qu'on promette la liberté à ceux des prisonniers belges en Allemagne qui consentent à s'inscrire aux cours de la nouvelle université allemande. On sait que l'illustre historien Pirenne et son collègue Paul Frédéricq, l'un des chefs respectés du mouvement flamand paient en ce moment, dans les prisons d'Allemagne leur résistance aux manœuvres de Von Bissing. Au Reichstag, le Chancelier se sert timidement du pseudo-irrédentisme flamand comme d'une arme contre les Alliés: Haase, le leader de la minorité socialiste a réduit à néant, en quelques mots, cet argument. Les ennemis politiques de M. Von Bethmann-Hollweg, conservateurs et nationaux-libéraux pangermanistes ont, dans la suite, organisé, pour lui faire pièce, cette réunion de Berlin où vint parler — au nom de la Flandre ! — un certain Kimpe, obscur conducteur de ponts et chaussées, à Lierre.

Les Allemands sentent bien qu'ils ont fait fausse route et que la partie est perdue. Aussi, leur tactique a changé. Tantôt, ils parlent de la constitution d'un état de la Flandre (*Vlamenland*) qui aurait dans l'Empire la même place que la Saxe ou la Bavière, tandis que les provinces wallonnes, avec le Grand-Duché de Luxembourg et l'Alsace-Lorraine formeraient un état-tampon destiné à servir de barrière contre la France. D'autres fois, ils disent que, sans vouloir annexer la Belgique, ils réclameront le *home-rule* pour la Flandre, se donnant comme des « libérateurs » les protecteurs naturels des petits peuples ! Croient-ils qu'on oublie de quelle façon ils ont protégé les droits linguistiques des Polonais, des Danois du Sleswig, des Alsaciens-Lorrains ?

Les Allemands ont beau s'évertuer ainsi : leur comédie échouera lamentablement. Leurs complices, quelques Flamingants totalement inconnus en Belgique et dont l'importance a été gonflée démesurément par une partie de la presse hollandaise ou des pêcheurs en eau trouble comme « l'*Aardenburgsche correspondent* » du *Nieuwe Courant* de La Haye se montrent depuis quelque temps bien découragés. Et voici que le jeune Léo Picard, directeur de la *Vlaamsche Post* de Gand, aux appointements mirifiques de 100 marks par mois vient de tout lâcher.

Le moment est venu peut-être de noter dans quelles conditions cette petite feuille méprisable, au service de la Kommandantur de Gand, fut fondée. Nous possédons là-dessus des détails précis qu'il importe de bien noter pour établir une fois de plus l'infamie allemande. Dès le moment où les Allemands occupèrent Gand, après la chute d'Anvers, on vit, en compagnie d'officiers allemands, faisant avec eux de longues tournées en auto, un certain Domela-Nieuwenhuys Niegaard, pasteur protestant hollandais qui, avant la guerre émargeait au budget des cultes belges. Il s'acoquina avec un autre Hollandais naturalisé Allemand, un banquier véreux de Gand et le jeune Léo Picard. Au mois de janvier 1915, ces personnages convoquèrent à une assemblée les leaders du mouvement flamand à Gand. C'est à cette réunion qu'ils annoncèrent la constitution de la *Vlaamsche Post* et leur intention de mener une politique séparatiste, hostile au gouvernement belge et d'une « neutralité bienveillante » envers les Allemands. Tous les Belges présents, à part le sieur Picard, protestèrent avec indignation. Deux d'entre eux, MM. Sevens et Maes, allèrent par la ville démasquer courageusement le plan de ces misérables et mettre le public en garde contre la *Vlaamsche Post*. Bientôt, ils recevaient chez eux, la visite du sieur Wirth, accompagné d'un officier allemand. On tenta de les amadouer ; on leur offrit même de l'argent. Ce fut en vain. Le lendemain, il y eut chez Sevens une descente de police. On trouva dans la maison un numéro du *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, toléré à Bruxelles, mais interdit à Gand, et un petit agenda où Sevens avait, par le détail, noté toutes les intrigues qu'il venait de démasquer. Ce fut assez pour l'inculper d'avoir voulu fonder une société secrète. Devant le Conseil de guerre qui le jugea, Sevens (qui avait été mis pendant quatre semaines au pain et à l'eau) fit preuve d'un rare courage, d'une impres-

sionnante dignité. « Ces gens vous trompent, dit-il en parlant du pasteur Domela et de Picard. Que diriez-vous, si votre pays était envahi, d'Allemands qui conspireraient avec les envahisseurs ? Je me sentirai plus honoré d'aller dans le *dierenkaartje* (la charrette des voleurs), que ces messieurs de rouler en auto avec vous. » Il fut condamné à 1.100 marks d'amende ou 110 jours de prison. En quelques heures, les 1.100 marks furent recueillis par souscription, dans la ville de Gand. Et ceux qui, tous les premiers souscrivirent, furent des « fransquillons », amis de la culture française, que le parti flamingant avait toujours combattus. Sevens refusa de payer l'amende. *Actuellement encore, il est prisonnier en Allemagne.* La population gautoise fut tout de suite édifiée sur la valeur morale de la *Vlaamsche Post*, dont les Allemands achetaient chaque jour 8.000 exemplaires pour les distribuer gratuitement. Dans la suite, le *Tijd* d'Amsterdam a publié le fac-simile d'une lettre de l'Etappen-Kommandantur de Gand au bourgmestre de Grammont, l'invitant à propager le journal et à le considérer comme l'officieux de l'administration allemande.

*
* *

Les Hollandais sagaces et loyalement neutres n'accordent pas leurs sympathies à une fraction seulement du peuple belge, sous prétexte d'affinités linguistiques mais au peuple belge tout entier.

Mais que penser de ces « pannéerlandistes » de l'*Algemeen Nederlandsch Verbond* qui parlementent avec le Dr von Bissing, fils du gouverneur général allemand de Belgique au sujet de l'Université de Gand, qui se soucient de mettre un terme dans la presse neutre aux discussions sur les « soi-disant atrocités », et qui, en janvier dernier, de l'aveu même de leur revue *Néerlandia*, « discutaient un plan flamand très étendu dont la réalisation n'était pas encore fixée mais dont la publication aurait pu entraver la réalisation ? » Que penser du Dr Kuyer, ancien chef du cabinet, quand il écrit dans son journal le *Standaard* que la Hollande doit faire entendre haut sa voix à la conférence de la Paix, notamment en ce qui concerne la réalisation des « griefs flamands », question qui regarde exclusivement la politique intérieure de la Belgique ?

L'irritante question des langues sera tranchée, après la guerre, dans une Belgique indépendante, par le Parlement de Bruxelles, dans un esprit de concorde et de tolérance mutuelles qui ne peut manquer d'exister après que Wallons et Flamands auront souffert et lutté en commun, victimes de la même barbarie. Les Flamands n'oublieront pas que leurs provinces sont bilingues, que la langue française y a des assises séculaires, que Charles de Coster, Lemonnier, Verhaeren, Maeterlinck, Van Lerberghe, Demolder, Eekhoud, Eleskamp, Grégoire le Roy sont des Flamands et qu'on ne résout point un problème linguistique comme le nôtre par la coercition. Aucun Belge ne peut refuser au peuple flamand le droit d'être jugé, administré, et de s'instruire à tous les degrés en flamand, si *cela lui plaît.* Nous disons : si cela lui plaît. Car, en dernière analyse, il faut que nous maintenions le principe du libre choix, sous peine de verser dans un système voisin du servage féodal et du caporalisme prussien.

Les démocrates flamands se plaignent d'un certain état d'esprit qui prévaut dans la grande bourgeoisie francisée des Flandres et qui consiste à dire avec mépris que le flamand et la langue des domestiques et de la canaille. Je comprends leur irritation. Un tel état d'esprit ne peut être que préjudiciable à l'expansion naturelle du français en Belgique, contre laquelle aucune loi ne peut rien.

Quant aux Wallons... Pour moi qui suis des leurs, je leur souhaite cordialement de ne plus se décerner un brevet d'incapacité, en disant qu'ils ne peuvent apprendre le néerlandais, alors qu'ils ne répugnent point à l'étude de l'anglais ou de l'allemand.

Je souhaite aussi qu'ils ne compromettent point la cause de notre admirable culture française, par des excès du genre de celui auquel s'est livré un publiciste bruxellois en écrivant il y a quelques mois dans un journal parisien : « Après la guerre, on ne parlera plus flamand en Belgique. » (Quelle absurdité !) Et je souhaite enfin qu'on réprimande comme il convient les gaffeurs du genre de ce député de Charleroi qui, récemment, protestait auprès du freiherr von Bissing, parce que dans les publications officielles, où il trouvait *naturel* que l'allemand fût en tête, le flamand figurait avant le français.

LOUIS PIÉRARD.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 14 — 2e SEM. 54e ANNÉE 15-22 JUILLET 1916

L'EFFORT BRITANNIQUE (1)

Monsieur l'Ambassadeur,
Mesdames,
Messieurs,

Si la cause des Alliés est une dans son principe et dans son objectif final, les forces morales qui font mouvoir chacun d'eux sont diverses, et les moyens employés pour les décrire doivent varier.

Il y a quelques semaines, la magistrale éloquence de M. Herriot vous a initiés au mysticisme, à la fois candide et puissant, de la sainte Russie. Ma tâche est plus aride : je dois, en effet, par les voies d'une analyse minutieuse, qui vous paraîtra parfois, souvent même, austère, tenter de vous faire pénétrer jusqu'au cœur d'une race dont l'instinct atavique est foncièrement hostile aux idées abstraites, aux sentiments passionnés, aux mots sonores ; qui recherche en toutes choses, les réalités, les contingences, les solutions empiriques, mais qui possède un sens éminent du devoir civique et de l'honneur national et qui est, à tout prendre, dans le public aussi bien que dans le privé, la plus grande école de virilité et d'énergie de l'univers entier.

Le dimanche 2 août 1914, qui fut le premier jour de notre mobilisation générale, je me promenais dans les rues de Paris pour y observer les palpitations du cœur de notre chère et vaillante cité.

J'assistais émerveillé à la gravité active, au désordre méthodique qui conduisaient chacun de nos concitoyens là où le devoir l'appelait, lorsque je fus abordé par un Anglais de classe moyenne, un homme dont je n'ai jamais su le nom, que je ne reverrai jamais sans doute et qui, fortement impressionné, lui aussi, par le spectacle qu'il avait sous les yeux, s'ouvrit spontanément à moi sur ce qu'il croyait être l'intérêt et la politique de son pays.

Il me tint pendant une demi-heure sous le charme de sa conversation et il termina par ces mots : « Je vois par mes propres yeux que vous avez l'instinct militaire dans le sang ; nous ne l'avons à aucun degré, nous autres Anglais ; nous sommes un peuple de commerçants et d'industriels ; nous n'aimons pas la guerre ; nous ne comprenons pas qu'on fasse la guerre ; nous ne sommes jamais prêts à la faire ; aussi, quand nous sommes obligés de nous y résigner, cela commence toujours mal, mais cela finit toujours bien, parce que nous ne lâchons jamais. »

Toute l'histoire de l'Angleterre est résumée dans ces paroles. Vous avez tous présent à l'esprit le souvenir le plus caractéristique de la méthode britannique : vous vous rappelez tous qu'en 1810, chassé d'Espagne par Masséna, Wellington s'accrocha avec une poignée d'hommes sur les lignes de Torrès Vedras, au fin fond de la péninsule ibérique, alors que l'Europe entière était dans l'alliance ou sous la dépendance du grand Empereur ; il y attendit pendant des mois l'occasion favorable pour ramener les armées de Napoléon jusqu'à Toulouse et finir par battre Napoléon lui-même à Waterloo.

(1) Conférence donnée dans la série *L'Effort des Alliés*, le 15 juin 1916.

C'est par la ténacité, par une ténacité à l'épreuve de tous les mécomptes, qu'est marquée à chaque page l'histoire de l'Angleterre, cette histoire dont un inspecteur général de l'Université, M. Hovelaque, a pu dire récemment : « C'est une épopée, et une épopée magnifique, de la volonté. »

Comment cette volonté s'est affirmée dans le passé ? Comment elle s'applique dans la lutte à laquelle nous participons tous ? C'est ce que je voudrais rechercher avec vous. Mais ne vous y trompez pas : pour comprendre l'Angleterre, pour la connaître, pour la juger, il faut dépouiller toutes nos façons coutumières de voir, de sentir et de raisonner.

Et tout d'abord, l'Angleterre est une île : on l'oublie trop souvent. C'est une île placée en marge de notre vieux continent, un peu comme un flanc-garde qui protège la marche d'une colonne. C'est une île qui ne se soucie pas de cesser d'être une île, non pas seulement, comme on l'a vu au moment des polémiques relatives au tunnel sous la Manche, pour des motifs stratégiques plus ou moins véridiques, mais surtout parce qu'elle a peur que son intégrité morale, que sa personnalité historique soient un peu compromises par des contacts trop fréquents et trop intimes avec l'Europe continentale.

Et parce qu'elle est une île, l'Angleterre s'est formé une conception tout à fait singulière, tout à fait originale, de son rôle dans la politique extérieure.

Depuis tantôt deux mille ans, son sol n'a été violé que deux fois, par César et par Guillaume de Normandie; quand elle a vu que ni Louis XIV, ni la Révolution, ni l'Empire, n'ont réussi à en faire autant, l'Angleterre en a conclu qu'elle était inviolable.

C'est à peine si la découverte de l'aviation a jeté quelque trouble dans les notions qu'elle avait à cet égard ; mais la guerre actuelle même l'a laissée sous l'impression qu'aucune puissance militaire ne peut rien entreprendre sur son territoire. Et depuis que les Normands, après avoir conquis l'Angleterre, n'ont pas réussi à se réinstaller en Normandie, l'Angleterre a renoncé à se mêler activement aux querelles de la politique continentale, ou du moins, elle ne le fait que dans une mesure très restreinte, très réfléchie et très modérée : elle a simplement suivi, à l'égard de l'Europe, les règles du jeu de bascule qui font que, alternativement, elle a porté le secours de sa diplomatie et celui de ses finances du côté de ceux qui lui paraissaient les plus faibles, pour empêcher qu'à aucun moment une puissance prépondérante s'établit en Europe qui pût nuire au développement de ses affaires — c'est son droit incontestable, sinon même son devoir de veiller sur ses affaires, comme c'est aussi le nôtre de servir nos propres intérêts —, mais qui pût nuire aussi aux progrès et à l'indépendance des diverses nationalités qui se partagent le continent.

C'est la politique de l'équilibre. Pour la soutenir, l'Angleterre, jusqu'à une époque récente, n'a jamais dépensé que de l'argent ; elle ne se faisait représenter dans les guerres qui se livraient sur le continent que par quelques échantillons d'habits rouges pour qu'on pût dire que le drapeau anglais était là, lui aussi.

Quant à l'effort militaire, à proprement parler, elle ne l'a jamais porté que dans une seule et unique direction : sur les routes humides de la mer. Elle l'a concentré dans le développement de sa marine, parce que la liberté des mers était nécessaire à son commerce, à son industrie et à sa vie.

Il semble que, dans le splendide isolement insulaire qu'elle s'était ainsi fait, réduisant au minimum les contacts qu'elle pouvait avoir avec le continent, l'âme anglaise aurait dû se développer... comment dirai-je ?... dans une espèce de nuage, d'abstraction ou de rêve. Est-ce un effet de la race ? Est-ce un effet de l'histoire ? ou de toutes deux combinées ? C'est précisément le contraire qui s'est produit, et, si l'on veut comparer le génie anglais au génie français, il n'est pas douteux que c'est le nôtre qui court toujours après les raisonnements logiques, après les solutions symétriques; c'est le nôtre qui est en mal perpétuel de recherche de l'absolu, tandis que l'Angleterre se contente plus volontiers des solutions terre à terre et précaires de la vie quotidienne.

Je ne vous en donnerai qu'un exemple.

Voici un philosophe français, Vacherot, un maître en son temps, qui écrit un livre sur la démocratie, sujet essentiellement vivant, essentiellement historique, semble-t-il ; ce maître n'hésite pourtant pas à écrire ces lignes vraiment extraordinaires :

« Etant donnée une définition de la démocratie, j'en déduis toutes les conséquences pour la société, l'Etat et le Gouvernement... Si mon livre a pour lui la vérité, peu importe que la réalité proteste contre ses principes et ses conclusions... Jamais l'histoire n'a pu être un argument contre la logique. »

Ne croyez pas que ce soit là seulement la conception quelque peu pédante et outrecuidante d'un homme de cabinet. Cette tendance intellectuelle est, en réalité, dans chacun de nous ; elle n'y est que trop développée par un système d'instruction qui, à mon sens, est infiniment trop théorique, trop

irréel à tous ses degrés. Quoi qu'il en soit à cet égard, les applications de cette tendance fâcheuse de notre esprit sont multiples.

Rappelez-vous nos ancêtres de la Révolution : ils avaient la prétention de travailler pour l'Humanité, pour tous les siècles, pour toutes les latitudes.

Quelle a été une de leurs premières conceptions? La réforme du calendrier. Ils ont fait un calendrier républicain : les noms des mois y sont si merveilleusement expressifs de ce qu'est l'évolution des saisons dans nos climats qu'ils ne s'appliquent qu'à notre pays, leurs inventeurs ayant notamment oublié qu'il existait sur la planète un hémisphère sud où les saisons sont précisément l'inverse de ce qu'elles sont dans l'hémisphère nord.

Il y a quelque vingt ans, nous avons eu un ministre des Colonies qui a cru nécessaire et profitable de faire afficher dans les écoles primaires du Congo, fréquentées par de jeunes cannibales, la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen », sans se demander une seconde si ce monument admirable de la philosophie et de la politique françaises n'était vraiment pas une nourriture trop subtile pour des estomacs aussi... primitifs.

Ce ne sont, direz-vous, que de petites choses, bonnes pour en rire ; mais souvent nous allons beaucoup plus loin, nous tombons dans des erreurs beaucoup plus graves, par amour pur de la logique.

Au début de la guerre, les militaires ont cru et ils nous ont démontré que, étant donnés les moyens effroyables de destruction dont on disposait de part et d'autre, la guerre serait courte et foudroyante.

Les financiers ont cru, et ils nous ont démontré que, étant données les dépenses formidables auxquelles on allait avoir à faire face, aucune trésorerie, aucun budget ne pourrait résister qu'un très petit nombre de mois.

Les économistes ont cru, et ils nous ont démontré que, étant donné que la mobilisation générale impliquait l'arrêt complet de la vie commerciale et industrielle, et arrêtait les communications de la France avec tous les pays étrangers, ni le commerce, ni l'industrie, ne pourraient endurer, plus de quelques semaines, un pareil bouleversement.

Souvenez-vous que les uns et les autres vous étiez convaincus par ces raisonnements ; rappelez-vous avec quelle ironie supérieure vous avez accueilli cette déclaration de Lord Kitchener, dès le début de la guerre : « La guerre ?... Elle durera trois ans, trois ans au moins. »

Pourquoi ce pronostic ? Non certes par raisonnement mathématique : on ne fait point de déductions serrées au pays où un homme d'Etat, J. Chamberlain, a célébré comme la première qualité des lois anglaises, celle de « n'être pas logiques » et où le grand historien Macaulay a conseillé au législateur de « ne point s'inquiéter de la symétrie, mais seulement de l'utilité ». Kitchener ne raisonnait ni ne calculait en parlant d'une durée de trois ans ; il eût pu tout aussi bien dire quatre ou cinq, car son instinct, plus fort que la raison, lui montrait, — et c'est toute la portée de l'indication qu'il donnait à son peuple — que, à raison de la nature du conflit, étant donné que pour toutes les nations qui y sont engagées, c'est une question de vie ou de mort, les calculs des militaires, des financiers et des économistes ne tiendraient pas devant la seule et vraie force, celle des impondérables, celle des passions nationales qui font que, pour un peuple quelconque, mieux vaut mourir tout entier que d'accepter la défaite et la paix dans les conditions où l'ennemi voudrait nous les imposer.

Voilà donc un cas où l'empirisme britannique a vu beaucoup plus clair que la logique française. Il en est beaucoup d'autres, mais ce serait vous retenir trop longtemps que de m'y appesantir et j'aime mieux vous expliquer une autre différence, différence fondamentale, qui sépare la pensée anglaise, la politique anglaise de la pensée et de la politique françaises.

L'Angleterre est un pays de liberté : elle n'a pas, comme nous, un souci quelque peu maladif de chercher à réaliser une égalité qui est contraire à la nature. Cela tient à des raisons historiques très profondes et très lointaines.

L'Angleterre, comme tous les pays européens, a passé par la féodalité, mais on a pu remarquer avec beaucoup de raison qu'elle est le seul pays où la noblesse féodale ne soit pas devenue purement et simplement une caste et où elle soit redevenue une aristocratie.

Je m'explique. Qu'est-ce qu'une caste ? C'est, — ce que nous avons vu en France — tous ceux qui, à un titre quelconque, prétendaient avoir un peu de sang bleu dans les veines, portaient un titre ou une particule. Titres et particules sont de peu d'importance, mais pour les justifier, pour les rehausser, tous ceux-là prétendaient à des privilèges, et au plus cruel, au plus antipathique de tous les privilèges au regard de la population, j'entends le privilège fiscal, le privilège de l'impôt. Si bien que le peuple de France s'est accoutumé, à travers plusieurs siècles, à s'appuyer sur le pouvoir royal, sur le pouvoir central pour se défendre, non seulement contre les attaques du

dehors, mais contre les abus des ordres privilégiés ; et au cours de toute son histoire, il s'est développé en lui un besoin ardent, un amour farouche de l'égalité qui lui a fait favoriser la centralisation du pouvoir jusqu'au moment où, parvenu à la direction des affaires, il s'est servi lui-même de cette centralisation, le plus souvent contre la liberté.

En Angleterre, l'évolution a été exactement contraire. La noblesse anglaise a eu la grande sagesse de rejeter incessamment son trop-plein, j'entends par là les cadets et les puinés, dans le commun, de ne les distinguer des autres citoyens ni par des titres ni par des particules. Elle a eu l'intelligence bien plus grande encore, pour justifier au regard des masses populaires le pouvoir politique qu'elle prétendait exercer, d'assumer pour elle-même la majeure partie des charges fiscales et d'en alléger le peuple.

Si bien qu'à travers toute l'histoire d'Angleterre, s'est nouée une alliance intime entre les classes dirigeantes et la classe populaire, — alliance dont nous verrons les effets jusqu'au jour de la guerre actuelle — pour soutenir les libertés publiques et privées contre le pouvoir central.

On peut dire que la liberté a toujours, outre-Manche, pris le pas sur l'égalité, tandis qu'en France, le souci de l'égalité a trop souvent fait oublier la sainte cause de la liberté.

Ainsi se sont formées, côte à côte, séparées uniquement par un petit couloir maritime, deux races qui ne sont pas du tout les mêmes.

D'un côté, le Français : lorsque vous voulez l'entraîner, adressez-vous à son esprit, adressez-vous à son cœur ; il a un idéal intellectuel, un idéal de pensée presque toujours abstraite.

De l'autre côté, l'Anglais : quand vous voulez l'émouvoir, parlez à sa conscience, à son sentiment des responsabilités ; il a un idéal moral, un idéal d'action et partant de discipline volontaire, qui s'est formé au cours des luttes que depuis plusieurs siècles il a soutenues, avec les classes dirigeantes, contre le pouvoir central.

Si d'aventure vous voulez faire quelque chose avec les Français, n'oubliez pas que leur race est impulsive, imaginative, un peu changeante, si changeante même que cela finit par être une force pour elle, parce que, selon l'observation sagace de Richelieu, — permettez-moi cette citation du glorieux fondateur de la vieille Sorbonne, — « nos ennemis, ne pouvant pas prendre de justes mesures sur des variétés si fréquentes, n'ont pas le loisir de profiter de nos fautes ».

Avec les Anglais, vous avez affaire à un peuple qui est plus lent à concevoir, plus lent à exécuter, mais qui est implacable dans la réalisation de la mission qu'il s'est de lui-même assignée et ne s'arrête alors à aucun scrupule de doctrine. Une fois qu'il s'est mis en route, rien ne le rebute, ni les obstacles, ni les sacrifices ; tout l'exaspère, au contraire, dans la volonté d'aller « jusqu'au bout ».

Comment ce caractère s'est affirmé au cours du conflit actuel ? Comment cette volonté s'est manifestée dans les faits ? C'est ce que je voudrais maintenant examiner aussi rapidement que possible.

Tout d'abord, rappelez-vous les conditions dans lesquelles l'Angleterre s'est engagée dans la guerre.

Il n'y a aucune raison de le dissimuler : jusqu'à la fin extrême du siècle dernier, l'Angleterre était restée un peu en méfiance à l'égard de notre France. Plusieurs siècles de luttes et de rivalités, ravivées par les dernières entreprises coloniales de la troisième République, lui faisaient toujours craindre qu'un jour n'arrivât où nous ressusciterions de nos cendres, où nous chercherions à lui causer autant d'ennuis que du temps du Grand Roi ou de la Révolution.

Il a fallu le spectacle des progrès économiques de l'Allemagne pour que l'Angleterre commençât à se demander si elle ne faisait pas fausse route depuis quelques années et si vraiment le péril n'était pas dans une direction différente de celle où elle l'avait redouté jusqu'alors.

Il a fallu ensuite la personnalité extrêmement avisée, aux vues très lointaines, du roi Edouard VII, pour infléchir peu à peu la politique anglaise vers ce qu'on a justement appelé l'Entente cordiale.

L'Entente cordiale n'était, à aucun degré, une politique d'agression, c'était une politique de défense. On a dit ailleurs : une politique d'encerclement. Cet encerclement était devenu nécessaire devant les incartades perpétuelles d'un souverain dont on pouvait craindre à toute heure un accès d'épilepsie plus ou moins inopportun et dangereux et devant les pratiques de ce qu'un orateur australien, le Premier Ministre Hughes, a nommé justement le « cancer allemand », c'est-à-dire l'invasion sournoise et continue des éléments germaniques dans toutes les entreprises économiques de l'univers.

Il suffisait de l'Entente cordiale, pensait-on, pour résister à ce qui se révélait alors de l'action et des prétentions allemandes.

Vous savez comment Guillaume II chercha à sortir de cet encerclement par les manifestations diverses auxquelles l'affaire du Maroc donna lieu de sa part. Vous savez aussi que, malheureusement pour la France, le roi Edouard VII fut frappé

par la mort en 1910. Vous savez que quelques années auparavant, la politique anglaise était tombée aux mains d'un parti qui se déclarait plus antimilitariste, plus étranger aux préoccupations de politique extérieure, plus résolument attaché à la paix que ne l'était le parti qui, précédemment, avait détenu le pouvoir.

Ces deux événements ont incontestablement joué un rôle décisif dans les déterminations de la politique allemande en 1914.

L'empereur Guillaume a cru que, affranchi de l'hostilité sourde mais tenace de son oncle le roi Edouard, se trouvant en face d'un pays qui, comme le nôtre, se laissait aller aux illusions pacifiques et songeait tout juste à sa défense commerciale, il pouvait jouer à coup sûr et que l'Angleterre resterait neutre.

Si vous en doutez, lisez un livre qui a paru quelques mois seulement avant la guerre : « La politique allemande », de M. le prince de Bülow, l'ancien chancelier.

Si vous en doutez, lisez le rapport diplomatique, qui est certainement l'un des documents les plus tragiques dans sa concision que j'aie jamais lus, le rapport où Sir E. Goschen, ambassadeur britannique à Berlin, raconte sa dernière entrevue avec le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, le mardi 4 août dans la soirée, et vous verrez quel écroulement a été pour l'Allemagne de voir que tous les raisonnements — car elle raisonne, elle aussi, et très souvent dans l'abstrait — qu'elle avait faits sur l'Angleterre étaient démentis par l'événement.

Cet événement, quel était-il ?

Ah ! Messieurs, je me rappelle encore les angoisses par lesquelles ont passé un grand nombre de mes amis dans les dernières semaines de juillet 1914, en se demandant : « Que va faire l'Angleterre ? » Je me rappelle qu'à tous, j'allais répétant — il y en a des témoins dans cette salle — « Attendez ; laissez faire ; l'Angleterre ne peut pas ne pas marcher et, quand elle commencera à se mouvoir, elle le fera sans restriction, avec la résolution d'aller « jusqu'au bout ».

Et pourquoi a-t-elle marché ?

Elle l'a fait, comme toujours dans le passé, au nom de son honneur national, au nom de la signature qu'elle avait mise sur les engagements qu'elle avait souscrits, au nom des obligations qu'elle avait contractées.

Rappelez-vous les dates.

M. le Président Pichon vous disait, il y a quelques instants, que je vous raconterais ce que l'Angleterre nous avait promis.

Elle nous avait promis très peu de choses, mais une chose très importante, comme vous l'allez voir.

A un moment de l'Entente cordiale, il avait été convenu que, puisqu'on voulait modérer les dépenses d'armement maritime et qu'on marchait désormais d'accord, on pouvait distribuer différemment les flottes anglaise et française.

On décida, entre les deux gouvernements, que la flotte française se cantonnerait plus particulièrement dans la Méditerranée et que la flotte anglaise, au contraire, s'occuperait des mers du Nord ; en foi de quoi, nous avions supprimé nos escadres du Nord pour concentrer toutes nos forces dans la Méditerranée et l'Angleterre avait fait remonter la majeure partie des navires qu'elle avait dans le Sud, pour les réunir dans le Nord.

Le 2 août, avant même que la Belgique ait été envahie, avant même que l'Angleterre fût obligée à un autre titre d'intervenir, sir Edward Grey nous fit savoir qu'il ne serait pas équitable, si nos côtes étaient menacées, que ce fût à raison des engagements antérieurs loyalement exécutés par nous, qu'elles se trouvassent sans protection.

Et le 2 août, la flotte anglaise s'avançait dans le Pas-de-Calais pour protéger non seulement nos côtes, disait sir Edward Grey, mais aussi la sécurité de nos lignes maritimes dans toutes les parties du globe.

Voilà un premier acte.

Le lendemain, la neutralité belge était violée.

On a dit, de l'autre côté du Rhin, que l'Angleterre n'avait pas prévenu de ce qu'elle ferait, qu'elle avait pris les Empires du Centre en traître ; or, le 30 juillet, quand s'aggrava la querelle à propos de la Serbie, elle demanda à l'Allemagne et à la France quelles étaient leurs intentions respectives en ce qui concerne la neutralité belge. La France répondit tout aussitôt qu'elle respecterait cette neutralité, l'Allemagne ne répondit pas.

Je pense que la question posée par la Grande-Bretagne était suffisamment significative ; toujours est-il que lorsque le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg déchira son « chiffon de papier », qui était la garantie internationale de la Belgique, l'Angleterre dit : « Je ne le tolèrerai pas et la seconde partie des engagements que j'avais avec la France s'exécutera, je lui donnerai mon corps expéditionnaire. »

Ceci me conduit naturellement à vous dire quel a été l'effort militaire de l'Angleterre depuis deux ans.

Faute de temps, je ne vous parlerai pas de l'effort naval : il a été puissant et sera peut-être décisif ; il ne nous a pas seulement permis de

nous approvisionner au dehors en matières premières pour nos canons et nos munitions, alors que l'invasion et l'occupation de nos principales régions métallurgiques risquaient de nous laisser désarmés ; il a aussi, par le blocus, été singulièrement sensible à l'ennemi et ce même blocus ne sera pas d'un médiocre effet, lorsqu'il s'agira d'imposer à l'Allemagne les conditions nécessaires de la paix. Mais les opérations maritimes sont dans les traditions les plus anciennes et les plus connues de la Grande-Bretagne. Je préfère vous parler de ce qu'elle a fait de neuf.

Le corps expéditionnaire, dont il était question en août 1914, c'était la seule armée dont disposât la Grande-Bretagne, environ 160.000 hommes. Les effectifs officiels étaient alors les suivants : service actif, 233.000 hommes ; réserve, 203.000 ; armée territoriale, 263.000. Mais si vous voulez tenir compte que l'Angleterre possède un certain nombre de colonies, qui ne sont pas toutes de petites colonies, vous comprendrez aisément qu'il était déjà bien beau que ce corps expéditionnaire de 160.000 hommes fût à notre disposition.

Quelques mois après, un Anglais qui est un homme d'infiniment d'esprit, même lorsqu'il écrit en français, publiait un article dans la *Revue de Paris* et il débutait à peu près en ces termes : « Les esprits bienveillants et sympathiques se demandent périodiquement où est l'armée anglaise. Je réponds : L'armée anglaise, la seule sur laquelle vous étiez en droit de compter, la seule dont il eût été jamais question entre nos Etats-Majors pour l'éventualité d'une invasion de la Belgique, cete armée n'existe plus, attendu qu'à l'heure actuelle, sur les 160.000 hommes qu'elle comptait, nous en avons perdu 550.000. »

Dans l'intervalle, en effet, étaient survenues ce que l'on a justement appelé les armées Kitchener, qui sont tout entières de création nouvelle, qui sont tout entières, à l'heure actuelle encore, composées d'engagés volontaires, qui combattent sur six fronts, hors d'Europe, et qui attendent, tant à Salonique que sur notre propre sol, de nos généraux en chef l'ordre de marcher en avant.

L'ancienne armée anglaise ne comprenait que des volontaires, mais des volontaires que je me permettrai d'appeler des mercenaires, car c'étaient des hommes qui voulaient faire leur carrière dans l'armée.

Les armées Kitchener ne sont, elles aussi, composées que de volontaires, mais ce sont des volontaires de cœur, des volontaires qui, tous, en vertu d'une résolution librement prise, ont décidé de répondre à l'appel qui leur était adressé par leur grand ministre ; et savez-vous combien ils ont été, ces volontaires, dans le Royaume-Uni, non compris les colonies ? Plus de quatre millions, en dix-huit mois.

Je vous le demande en toute sincérité, nous qui avons quelque droit d'être fiers de nos soldats, nous qui avons répondu avec tant d'élan, tant de méthode et tant d'abnégation à la fois, aux lois du service militaire, sommes-nous sûrs, pays d'égalité que nous sommes, que par le jeu de la seule liberté, même avec notre instinct national si développé par tant de siècles de guerre, sommes-nous certains que nous aurions trouvé quatre millions de volontaires renonçant librement à leur tranquillité, à leur repos, à la vie peut-être, pour servir le drapeau ?

Au vrai, j'ai souvent entendu quelques-uns de nos compatriotes se demander pourquoi l'effort britannique s'est étendu sur dix-huit mois, pourquoi il n'a pas été accompli dès le début de la guerre, pourquoi enfin le service obligatoire n'est intervenu qu'au mois de mai 1916.

A ceux-là, je répondrai : Qu'aurait-on fait de ces quatre millions de volontaires si on les avait eus au début de la guerre ?

Qu'aurait-on fait plus tôt du service obligatoire, lequel n'est d'ailleurs, après l'énorme ponction d'effectifs opérée par le volontariat, qu'une mesure destinée à résoudre quelques difficultés administratives et à corriger certaines injustices ? Mais qu'avons-nous fait nous-mêmes de nos cinq millions d'incorporés pendant les premiers mois ? Nous avons dû les tenir dans les dépôts, parce que nous n'avions, nous nation militaire, nation avertie, ni assez de fusils, ni assez d'équipements, ni assez de munitions, pour les utiliser.

Et l'Angleterre qui n'était pas une nation militaire, qui a dû tout improviser, tout créer dans cet ordre d'idées, qu'est-ce qu'elle aurait fait de quatre millions de volontaires avant d'avoir des armes à leur confier, des équipements pour les habiller, des munitions pour leur permettre de tirer, avant d'avoir des moyens de transport pour les ravitailler ?

Ah ! Messieurs, je sais qu'il y a en France une très vieille légende, celle des volontaires de 92. On nous a dit qu'à l'appel de la Révolution, quand retentit le cri : « La Patrie est en danger », il a suffi des volontaires de l'époque, qu'on jeta du jour au lendemain à la frontière, pour faire reculer les armées de la coalition d'alors.

Hélas ! ce n'est qu'une légende. Il y a une chose qu'on oublie dans tout cela, mais elle est d'importance : c'est que ces volontaires furent encadrés et commandés par l'ancienne armée royale, ou du moins, après l'exode des émigrés, par les

éléments populaires de l'ancienne armée royale dont sont sortis tous les généraux qui ont illustré les guerres de la Révolution. On oublie aussi qu'à cette époque, l'armement était moins compliqué et la consommation de munitions infiniment moins considérable qu'elle ne l'est à l'heure actuelle.

Or, vous imaginez-vous que si les quatre millions de volontaires de Kitchener avaient répondu à son appel dans les premiers jours, on aurait pu seulement les encadrer, que les sous-officiers et les officiers que l'on a pour tenir un corps expéditionnaire de 160.000 hommes peuvent suffire à en organiser trois ou quatre millions ? L'argument ne soutient pas l'examen.

En dehors des efforts qu'elle a dû faire sur le terrain matériel, l'Angleterre a dû en réaliser d'identiques sur le terrain moral, sur le terrain de l'instruction professionnelle, car elle a dû former des milliers d'officiers et de sous-officiers en les prenant parmi les civils d'avant la guerre.

Cela n'a pas été, comme bien vous le pensez, sans un effort financier considérable. Je ne sais pas si vous vous rendez très bien compte de ce qu'est l'effort financier fourni par l'Angleterre. Je vous donnerai très peu de chiffres, mais je pense que vous les trouverez suffisamment significatifs pour conclure avec moi que ce n'est pas seulement ses enfants que l'Angleterre a jetés dans le plateau de la balance, mais aussi son argent, cet argent qui, pour quelques personnes est souvent plus précieux que le sang... des autres.

Le budget de l'Angleterre a simplement décuplé depuis le début de la guerre : il est passé de 188 millions de livres sterling en 1913 à 1.885 millions de livres en 1916, c'est-à-dire quelque chose comme une cinquantaine de milliards de francs, dont dix pour avances aux Alliés et aux colonies.

Naturellement, on ne fait pas face à une dépense aussi effroyable, exclusivement avec les ressources ordinaires du budget et il a fallu recourir à toutes sortes de moyens pour payer les dépenses que l'on engageait.

C'est ainsi que la dette consolidée de l'Angleterre est passée de 16 milliards à 53 milliards à l'heure où je parle et qu'à la fin de la présente année financière, le 31 mars 1917, cette dette sera de 66 milliards de francs, non compris une vingtaine de milliards d'engagements à court terme.

Mais l'Angleterre a eu de tout temps une politique fiscale que je voudrais bien voir suivre dans d'autres pays qui s'en remettent volontiers à l'avenir du soin de liquider les charges du présent, parce qu'on y est dominé par la peur de mécontenter l'électeur.

En proposant à la Chambre des Communes le budget actuellement en cours, celui qui a commencé le 1er avril de la présente année, M. Mac Kenna, chancelier de l'Echiquier, a pu dire avec quelque fierté : « Nous n'avons pas emprunté une livre sterling sans créer en même temps un impôt suffisant pour payer l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt. »

Vous ne serez certainement pas surpris, après cette profession de foi de M. Mac Kenna, d'apprendre que l'Angleterre est actuellement, de tous les pays engagés dans la lutte mondiale, celui qui est le plus surchargé d'impôts, et quand je parle ainsi, je n'exagère rien.

Savez-vous quelle est la différence entre les impôts payés par le contribuable anglais, à l'heure actuelle, comparativement à ce qu'il payait avant la guerre ? 7.250 millions par an. Et savez-vous à quelles ressources on a demandé ces 7.250 millions ?

Ah ! je vous le disais tout à l'heure, et cela vous montrera, que, si j'ai un peu abusé de votre patience, j'avais quelque raison de rechercher les origines historiques des choses : eh bien ! l'Angleterre démocratique applique aujourd'hui la même politique fiscale qu'elle appliquait autrefois, alors qu'il n'y avait que des classes sociales restreintes pour jouir des avantages et des charges du pouvoir.

C'est à *l'income tax* qu'elle s'est adressée, à l'impôt sur le revenu, à cet impôt qui suscite tant d'appréhension dans notre cher pays, parce qu'on redoute, non sans motif, de le voir dégénérer en instrument de tyrannie politique. C'est à *l'income tax* que l'Angleterre a demandé la majeure partie des ressources nécessaires : tandis qu'elle n'a augmenté que des trois quarts, les contributions indirectes, les impôts de consommation, elle a quintuplé l'income-tax en partant de taux quelque peu différents de ceux édictés par notre dernière loi sur la matière.

A l'heure actuelle, le contribuable anglais paye de dix à quarante pour cent de son revenu annuel, suivant la fortune qu'il possède, suivant aussi que les revenus dont il dispose proviennent des gains de son travail ou des capitaux qu'il a accumulés ou hérités de ses ancêtres.

Quarante pour cent du revenu annuel, voilà la charge présente des gros contribuables britanniques, sans compter les impôts locaux qui sont particulièrement lourds en Angleterre et qui sont tous des impôts directs, car on n'y connaît pas nos célèbres octrois (1).

(1) Il n'est pas sans intérêt de rappeler que l'Income tax frappe désormais les revenus à partir de 3.000 fr. ;

Ajoutez que quand il s'est agi d'organiser la fabrication des munitions pour subvenir aux besoins chaque jour croissants de l'armée, on a placé sous le contrôle gouvernemental plus de trois mille usines en disant aux patrons : « Vous allez travailler en régie et nous vous donnerons dix pour cent à titre de bénéfice. »

Quant à ceux qui ne sont pas en régie, qui ne sont pas sous le contrôle de l'Etat, même s'ils font autre chose que des fournitures militaires, on leur demande présentement soixante pour cent du bénéfice supplémentaire qu'ils réalisent du fait de la guerre, par rapport aux anciens profits qu'ils faisaient en temps de paix.

Voilà quel est l'effort financier, quel est l'effort fiscal de l'Angleterre. Aussi, vous me permettrez de vous dire que, quand j'entends quelques-uns de nos compatriotes parler des énormes bénéfices commerciaux que l'Angletere réalise à l'heure même où nous autres, malheureux, avons une partie de notre territoire envahi et toutes nos affaires quelque peu gênées, je trouve qu'il y a beaucoup de mauvaise foi ou beaucoup d'enfantillage à juger les choses ainsi.

Comment pouvez-vous concevoir un instant qu'un pays qui a retiré quatre millions d'hommes du commerce et de l'industrie, qui paye des impôts dans les proportions que je viens de vous indiquer, fonctionne au point de vue commercial et au point de vue industriel dans les mêmes conditions qu'en temps de paix, et qu'il continue de s'enrichir ?

Le simple bon sens vous indique qu'il ne peut en être ainsi et j'ajoute : « Si le bon sens ne vous suffit pas, lisez les statistiques douanières. »

Comparez les statistiques des trois premiers mois de 1914, qui était une période de plein exercice de l'activité commerciale anglaise, avec celles des trois premiers mois de l'année 1915, première année de la guerre. Vous verrez que les importations anglaises augmentent, que les exportations sont tombées de 37 0/0. Retenez ce dernier chiffre.

A la fin de 1915 et au début de 1916, les exportations s'accroissent légèrement et vous êtes tentés de dire : voilà le commerce anglais qui reprend ; vous le voyez, nous sommes des dupes, les Anglais font des affaires avantageuses, tandis que nous nous appauvrissons.

Je vous réponds : Vous oubliez une chose, c'est que, dans l'intervalle, les prix ont changé et que si les chiffres absolus d'exportation, lesquels sont indiqués en valeur, accusent un relèvement à la fin de 1915 et au début de 1916, il est plus que probable que les quantités exportées sont moindres qu'elles ne l'étaient autrefois, car si vous comparez le prix des matières premières, vous trouvez que sur tout, excepté sur la viande de bœuf, les majorations sont de trente à quatre-vingts pour cent d'une année à l'autre.

La meilleure preuve de ce que j'avance est, d'ailleurs, dans ce qu'on appelle la balance commerciale. Vous savez que de tout temps, l'Angleterre est plus importatrice qu'elle n'est exportatrice ; vous savez que les trois cinquièmes de ce qu'elle consomme en tant que denrées alimentaires, proviennent du dehors.

Or, en temps normal, elle importe pour environ six milliards de francs de plus qu'elle n'exporte.

La différence est aujourd'hui de 12 milliards, et c'est tous les ans, jusqu'à la fin de la guerre, 12 milliards qui sortent d'Angleterre pour aller dans les pays neutres.

Ah ! je le sais bien, je l'ai entendu dire récemment encore : ce qu'elle ne gagne pas dans l'industrie et le commerce, l'Angleterre le gagne avec ses bateaux. Ses bateaux ! Où sont-ils les bateaux anglais à l'heure actuelle ? Soixante-cinq pour cent de la flotte marchande ont été réquisitionnés par l'Amirauté, soit pour ses propres besoins, soit pour les Alliés.

Si donc, certains armateurs anglais profitent, comme certains des nôtres, de la hausse des frets, ce ne sont pas eux, mais les neutres qui fixent ces derniers. En effet, il reste à peine un tiers de la flotte britannique sur le marché libre ; et quand je dis libre, c'est une façon de parler, car tout est réglementé à l'heure actuelle en Angleterre, tout est aménagé pour la direction des opérations militaires et il n'y a pas aujourd'hui un seul bateau, même parmi ceux qui ne sont pas réquisitionnés, qui puisse se rendre d'un port à un autre sans que son itinéraire ait été approuvé par l'Amirauté et le Board of Trade ; il n'y a pas un seul chargement sur lequel ne s'exerce le contrôle de l'Amirauté et du Board of Trade ; certaines importations sont complètement interdites, d'autres sont limitées. En voici un exemple : tout récemment, le Board of Trade a prescrit de réduire les importations d'orge d'un tiers, ce qui implique une diminution d'un tiers dans la consommation de la bière. Demandez donc à nos bouilleurs de cru, à nos marchands de vin, à nos consommateurs d'apéritifs de faire un sacrifice analogue à celui qu'a conseti l'Angleterre !

J'en ai assez dit, je pense, pour vous montrer

qu'elle atteint 1.244.000 individus, non compris les sociétés et autres personnes morales et que 90 0/0 de ceux-là possédant un revenu inférieur à 12.500 francs payent un peu plus de 24 0/0 du produit total de l'impôt.

quel est le rôle de l'Angleterre dans la lutte gigantesque qui se livre en ce moment dans le monde.

En 1914, l'Angleterre n'était pas pacifiste, parce que l'Angleterre n'est pas doctrinaire et qu'elle n'aime pas les systèmes ; elle était pacifique, ce qui n'est pas du tout la même chose, parce qu'elle est commerçante et industrielle et que les négociants aiment la paix pour développer leurs affaires.

L'événement est survenu qui a peu à peu orienté sa conduite dans une direction absolument opposée à celle où elle avait coutume de travailler et là, je crois vous l'avoir démontré surabondamment, elle a dépensé libéralement et son sang et ses richesses. Elle a fait plus encore : elle a sacrifié presque toutes les notions fondamentales qui constituaient son patrimoine moral et son honneur dans l'histoire des libertés publiques, elle les a sacrifiées sur l'autel des nécessités nationales.

Les individus, contrairement à des siècles de tradition, ont accepté que le service militaire leur fût imposé par l'Etat ; les commerçants ont accepté, je vous l'ai montré tout à l'heure, que toutes leurs opérations fussent réglementées ; les industriels ont accepté d'être placés sous le contrôle de l'Etat, de façon que leurs efforts fussent disciplinés et coordonnés dans le sens de leur plus grande utilisation pour le plus grand résultat possible ; il n'est pas jusqu'aux partis politiques qui n'aient renoncé aux traditions fondamentales de l'histoire d'Angleterre : c'est, en effet, je crois, depuis qu'il existe un Parlement anglais, la première fois qu'on voit siéger sur les bancs du Gouvernement, des hommes appartenant à des partis différents.

Nous sommes habitués ici à ce dernier spectacle, grâce à l'alchimie parlementaire très particulière que nous pratiquons, à la composition hétéroclite de nos ministères et aux hommes que l'on voit réapparaître périodiquement sur la scène, comme les chevaux de cirque, dans les combinaisons et sous les harnachements les plus variés.

Tel n'était pas le cas en Angleterre : on y estimait sage de ne jamais confier ses affaires qu'à une seule équipe, de façon à garder une équipe de rechange pour le moment où la faveur publique se retirerait de la première.

Eh bien, pour la première fois dans l'histoire, devant l'intensité du péril et la gravité des circonstances, tous les partis sont représentés dans le cabinet présidé aujourd'hui par M. Asquith. Et cette révolution, comme toutes les autres révolutions déterminées par la guerre, s'est accomplie sous la seule pression de l'opinion publique, par la seule action des institutions libres.

Pour faire quelle politique ?

Le 14 novembre 1914, dans un banquet qui lui était offert au Guildhall, au milieu des principaux chefs du commerce britannique, M. Asquith a prononcé des paroles qu'il a répétées textuellement à la Chambre des Communes au mois de mars dernier :

« Nous ne remettrons pas au fourreau l'épée que nous n'en avons pas tirée à la légère, avant que la Belgique et la Serbie aient recouvré tout ce qu'elles ont perdu et plus encore ; avant que la France soit prémunie d'une manière sûre contre toute agression nouvelle ; avant que l'indépendance des petites nationalités européennes ait été établie sur des bases inébranlables ; enfin, avant que le despotisme militaire de la Prusse ait été complètement et définitivement détruit. »

Telle est, à 17 mois de distance, la politique du Gouvernement britannique ; il n'y renoncera pas.

Je vous ai montré par quels moyens il la soutenait.

Je suis de ceux qui pensent que, dans presque toutes les phases de l'existence, il vaut mieux avoir un caractère bien assis qu'une intelligence très déliée ; si des doutes peuvent s'élever parfois à cet égard pour l'usage courant de la vie, nul ne peut contester, du moins, qu'aux heures graves, comme le disait récemment un auteur anonyme d'une de nos grandes revues, l'obstination vaut mieux que le génie lui-même.

Eh bien, en terminant ce trop long exposé, je crois pouvoir vous dire en toute vérité que vous pouvez compter sur l'obstination anglaise, parce que, à travers son histoire tout entière, c'est par la volonté et par la ténacité que la vieille Angleterre s'est signalée à l'admiration des peuples.

André Lebon.

LES ORIGINES DE LA GUERRE

Voici les semaines des terribles anniversaires : ne nous lassons pas de revenir sur les origines de la guerre ; n'écoutons pas ceux qui disent : « Il est trop tard ou trop tôt ; nous n'avons qu'à vaincre. »

Les Allemands aussi ont dit cela d'abord : ils en prenaient à leur aise avec la terrible responsabilité de leur Gouvernement ; comme Frédéric, ils répétaient : « Quand nous aurons vaincu, nous trouverons tous les pédants que nous voudrons, pour justifier notre victoire ». Aujourd'hui, voyant approcher la défaite, les Allemands plaident les

circonstances atténuantes ; ils savent bien que dans l'inévitable Congrès qui liquidera le passé et fixera le droit des nations pour l'avenir, l'Allemagne paiera non seulement à raison de l'étendue de cette défaite, mais aussi de l'énormité de son crime. Les Allemands plaident désespérément, mais leurs plaidoiries tombent devant les faits.

Jamais les origines d'une guerre n'ont été plus certaines : seul, absolument seul, le Gouvernement allemand a préparé et voulu cet effroyable désastre ; seul, absolument seul, il restera chargé du plus grand crime qui ait été commis contre l'humanité ; dans une Europe s'orientant vers la paix, lui seul a maintenu obstinément l'idée et la menace de la guerre ; lui seul, après avoir préparé implacablement la guerre, l'a déchaînée au moment qu'il a cru favorable : prochains ou lointains, tous les faits concordent.

Le traité d'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche a été conclu en 1879. Les premiers pourparlers de l'Alliance franco-russe sont venus seulement douze ans après, en août 1891.

En 1895, le Gouvernement allemand a déjà arrêté son plan d'emprise mondiale : Bülow, dans son livre, l'explique sans ambages ; pour réaliser ce plan, on pousse fiévreusement les armements sur terre et sur mer ; les lois militaires et navales se succèdent ; on développe extraordinairement les voies stratégiques. Dix années passent, entrecoupées de paroles menaçantes et d'actes significatifs.

A la fin de 1895, la Turquie se baigne dans le sang de l'Arménie ; l'Europe frémit d'horreur ; mais moins de trois ans après, l'empereur Guillaume s'institue le protecteur de la Turquie et lui fournit des instructeurs, du matériel de guerre, des munitions.

En 1899, le Tzar Nicolas prend l'initiative de la Conférence de La Haye, *destinée à établir la paix universelle* : les propositions de limitation des armements et d'arbitrage obligatoire échouent par l'opposition de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

En 1900, la France convoque le monde entier à l'inauguration d'un siècle de paix et installe l'Allemagne au centre même de l'Exposition. Mais, vers cette époque, le Gouvernement allemand commence à menacer directement l'Angleterre.

En 1901, l'Angleterre se rapproche de la France : ce n'est qu'une entente cordiale, et les accords signés seulement trois ans après, en 1904, n'ont à aucun degré le caractère d'une alliance.

En 1905, le Gouvernement allemand se jugeant prêt, afirme brusquement sa politique mondiale et sa résolution d'imposer désormais, au besoin par la force, sa volonté aux autres peuples.

Le 31 mars 1905, sur le conseil de Bülow, l'empereur Guillaume débarque soudain à Tanger et proclame avec fracas l'indépendance du Maroc pour contrecarrer la politique française de pénétration pacifique au Maroc. Pour faciliter la solution du conflit, le Ministre des Affaires étrangères de la France est contraint de se retirer et la France est obligée de se rendre à la Conférence d'Algésiras. Les documents que les Allemands eux-mêmes ont publié le constatent : à cette époque, la France était résolument pacifique : le coup de poing de l'Empereur allemand la réveille de son rêve et dissipe la confiance qui s'était rétablie dans les relations franco-allemandes.

Le 27 octobre 1905, à l'inauguration de la statue du général de Moltke, le Kaiser porte le toast suivant : « Ce second verre est pour l'avenir et le présent. Ces Messieurs ont vu quelle est notre situation dans le monde. Donc, la poudre sèche, les épées aiguisées, le but reconnu, les forces ramassées et les pessimistes bannis, je lève mon verre à notre peuple en armes. »

En 1908, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie et l'Herzégovine, contrairement aux engagements formels pris devant le Congrès de Berlin ; l'Allemagne appuie résolument son alliée et se déclare prête à la guerre, pour maintenir, dans le monde, le prestige des Empires germaniques. L'Angleterre, la France et la Russie donnent les preuves les plus manifestes de leur volonté de conserver la paix. Sur les conseils de la Russie et de la France, la Serbie promet de renoncer à son attitude de protestation, de mettre son armée sur le pied de paix et de vivre en bonne harmonie avec l'Autriche.

Peu de temps après, en 1909, le roi Edouard VII va à Berlin et affirme sa volonté de maintenir la paix ; cette volonté est exprimée à nouveau dans le discours du Trône et dans la discussion du discours du Trône.

En 1909, la France consent à l'établissement sur le Maroc, d'une sorte de condominium au profit de l'Allemagne.

En 1910, la Russie laisse le champ libre à l'Allemagne pour la construction du chemin de fer de Bagdad : à la même époque, elle retire une partie de ses troupes de la frontière allemande et retarde la construction de ses chemins de fer stratégiques.

En 1911, l'Allemagne envoie brusquement un navire de guerre à Agadir et, par cette menace, marque qu'elle entend imposer à la France de nouveaux arrangements pour le Maroc : pour achever le règlement du conflit, la France cède à l'Allemagne une partie importante du Congo.

En 1912, dans le conflit balkanique, les puis-
uces de la Triple-Entente, et particulièrement
France donnent encore des preuves certaines de
ur volonté de maintenir la paix : la presse alle-
ande elle-même rend justice à l'initiative prise
ar le Ministre des Affaires étrangères de France
our le rétablissement de la paix ; mais déjà l'Au-
iche menace la Serbie.

A plusieurs reprises, notamment en 1912, au
noment du voyage de Lord Haldane, alors mi-
istre de la Guerre, l'Angleterre propose à l'Al-
magne des arrangements pour la limitation des
rmements : ces projets d'arrangements échouent
ar l'opposition de l'Allemagne.

Les provocations contre la France se multiplient
n Allemagne : campagne contre la Légion étran-
ère, incidents de Saverne.

En 1911, 1912 et 1913, l'Allemagne augmente,
ans des proportions formidables, ses préparatifs
nilitaires : contribution extraordinaire de guerre,
ugmentation de l'armée et de la flotte ; pour jus-
ifier ces nouveaux armements, Bethmann-Holl-
weg invoque la Confédération balkanique qui
ourrait paralyser l'Autriche : quelques semaines
après, la Confédération balkanique a cessé d'exis-
er : le Gouvernement allemand n'en maintient pas
noins ses projets et la loi de trois ans, en France,
n'est qu'un essai de réponse à l'accroissement de
a puissance militaire allemande.

En 1913, le Tzar et le roi d'Angleterre vien-
nent assister à Berlin au mariage de la princesse
Victoria, fille du Kaiser, avec le duc de Bruns-
vick et renouvellent leurs déclarations pacifiques.

En 1913, cent vingt-quatre parlementaires fran-
ais se rendent à Berne pour examiner, de con-
ert avec quelques représentants allemands, les
ases d'un rapprochement avec l'Allemagne.

Au mois d'août 1913, l'Autriche notifie à l'Italie
on intention d'attaquer la Serbie.

La manifestation des parlementaires français en
aveur du rapprochement avec l'Allemagne se re-
ouvelle à Bâle, en mai 1914.

Le 28 juin 1914, l'archiduc-héritier d'Autriche,
François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg
u'il avait épousée morganatiquement, sont as-
assinés à Serajevo (Bosnie) par Gabriel Princip
t Cabrinovic, jeunes étudiants bosniaques et par
onséquent, sujets autrichiens, puisque en 1908,
Autriche, malgré la protestation des patriotes
osniaques, a voulu annexer la Bosnie.

Dès le 30 juin, le Gouvernement serbe déclare
u Gouvernement autrichien qu'il réprouve de la
nanière la plus énergique l'attentat de Serajevo
t qu'il fera de son côté certainement, et le plus
oyalement, tout pour prouver que, sur son terri-
toire, il ne souffrira aucune agitation pouvant nuire aux relations de la Serbie avec l'Autriche-Hongrie. Le 1er juillet, M. Pachitch, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de Serbie renouvelle de la façon la plus formelle et la plus énergique, ces déclarations.

Le 16 juillet, le Président Poincaré et M. Viviani partent pour la Russie.

Le 20 juillet, Sir Edward Grey déclare à l'Ambassadeur d'Allemagne que l'idée d'une guerre entre n'importe lesquelles des grandes puissances le révoltait et qu'il serait également abominable que n'importe laquelle d'entre elles fût entraînée dans une guerre par la Serbie.

Dès le 21 juillet, l'Allemagne commence à prendre des mesures militaires et envoie les avis préliminaires de mobilisation.

Le 21 juillet, le baron de Giesl-Gieslingen, Ministre d'Autriche à Belgrade, écrit au comte Berchtold, Ministre des Affaires étrangères d'Autriche : « Nous ne pouvons, à la longue, éviter de régler nos comptes avec la Serbie et de faire la guerre, pour sauvegarder la situation de la Monarchie, comme grande puissance, voire même son existence. »

Ce même jour, 21 juillet, l'Ambassadeur de Russie à Vienne part en congé à raison des déclarations rassurantes qui lui ont été faites par Berchtold, Ministre des Affaires étrangères d'Autriche.

Le 22 juillet, Jagow, Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères en Allemagne, déclare au chargé d'affaires de la Grande-Bretagne que le règlement de la question en jeu appartient uniquement à l'Autriche et à la Serbie et qu'il ne doit y avoir aucune intervention étrangère entre les deux pays.

Le 23 juillet, à six heures, le Gouvernement autrichien adresse à la Serbie, avec obligation de répondre, dans les quarante-huit heures, un ultimatum conçu dans des termes inacceptables pour toute puissance libre. Le Président du Conseil serbe, M. Pachitch et la plupart des Ministres serbes sont, à ce moment, en tournée électorale.

Ce même jour, 23 juillet, le chancelier allemand Bethmann-Hollweg envoie aux Ambassadeurs d'Allemagne à Paris, à Londres et à Saint-Pétersbourg, un memorandum appuyant énergiquement l'action de l'Autriche contre la Serbie. Ce memorandum contient les déclarations suivantes :

« Il ressort d'une manière incontestable qu'en présence d'intrigues au-delà de la frontière qui constituent une perpétuelle menace pour la sûreté et l'intégrité de ses territoires, une plus longue inaction de la Monarchie austro-hongroise n'est plus compatible ni avec sa dignité, ni avec

le souci de sa conservation... Si le Gouvernement Austro-Hongrois ne veut pas abdiquer définitivement son rang parmi les grandes puissances, il ne lui resterait plus qu'à obtenir satisfaction par une pression énergique sur le Gouvernement serbe, et au besoin par des mesures militaires, en quoi le choix des moyens doit être laissé pleinement et entièrement à sa disposition... Nous désirons vivement la localisation du conflit ; car, en raison des obligations résultant des diverses alliances, toute intervention d'une autre puissance entraînerait par là même, d'incalculables conséquences ».

L'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie, le 23 juillet, n'est communiqué aux puissances de la Triple-Entente, que le lendemain, 24 juillet. Ces puissances mettent tout en œuvre pour obtenir une prolongation de délai : l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, refuse cette prolongation.

Dans cette journée du 24 juillet, les représentants de la Triple-Entente : Grey, Sazonoff, Cambon, affirment la volonté absolue de la Triple-Entente de sauvegarder la paix : Sazonoff, notamment, demande à l'Allemagne, de la façon la plus pressante, de joindre ses efforts à ceux de la Russie, pour maintenir la paix.

Le 25 juillet 1914, quelques minutes avant six heures du soir, par conséquent avant l'expiration du délai de quarante-huit heures fixé par l'Autriche, la Serbie répond à l'Autriche. En remettant cette réponse, M. Pachitch déclare que le Gouvernement serbe espère que le Gouvernement austro-hongrois, sauf dans le cas où il désirerait à tout prix la guerre, ne pourra qu'accepter la satisfaction complète que lui donne la réponse de la Serbie. En effet, sur les conseils de la Russie et de la France, la Serbie se soumet presque entièrement aux exigences exorbitantes formulées dans les dix paragraphes de la note autrichienne, et ne fait de réserves que sur deux points où ces exigences sont en contradiction avec les règles du droit international et les lois de la procédure criminelle. Sous le n° 5, le Gouvernement autrichien a demandé que le Gouvernement serbe s'engage à accepter la collaboration, en Serbie, des organes I. et R., dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie. Le Gouvernement serbe répond qu'il doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du Gouvernement I. et R., que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du Gouvernement I. et R., mais déclare qu'il admettra la collaboration qui répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle, ainsi qu'aux rapports de voisinage. Sous le n° 6, le Gouvernement autrichien a demandé que le Gouvernement serbe s'engageât à ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin, se trouvant sur le territoire serbe ; des organes délégués par le Gouvernement I. et R. prendront part aux recherches y relatives. Le Gouvernement serbe répond : « Le Gouvernement royal — cela va de soi — considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre ceux qui sont ou qui, éventuellement, auraient été mêlés au complot du 15/28 juin et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des organes des autorités austro-hongroises, qui seraient délégués à cet effet, par le Gouvernement I et R., le Gouvernement royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la constitution et de la loi sur la procédure criminelle. Cependant, dans des cas concrets, des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux organes austro-hongrois. »

Voilà les seules réserves faites par le Gouvernement serbe aux exigences du Gouvernement autrichien : sur tous les autres points, acceptation complète. Le Gouvernement autrichien a prétendu le contraire, en arguant de certaines différences de termes : il suffit de lire les documents officiels autrichiens pour être fixé sur la bonne foi du Gouvernement autrichien.

Voici deux exemples :

1° *Demande du Gouvernement autrichien.*	*Réponse du Gouvernement serbe.*
Le Gouvernement royal de Serbie fera publier, à la première page du *Journal officiel* en date du 13/26 juillet l'énonciation suivante :	Le Gouvernement royal s'engage à faire publier à la première page du *Journal officiel* en date du 13/26 juillet l'énonciation suivante :
« Le Gouvernement royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie et il déplore sincèrement les conséquen-	« Le Gouvernement royal de Serbie condamne toute propagande *qui serait* dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent, en dernier lieu, à détacher de la Monarchie austro-hongroise, des territoires qui en font partie et il déplore sincèrement les

ces de ces agissements criminels. »

conséquences funestes de ces agissements criminels. »

Observations du Gouvernement autrichien.

Notre demande portait que « le Gouvernement royal serbe *condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie.* Le changement fait par le Gouvernement royal serbe à la déclaration exigée par nous signifie qu'une propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie n'existe pas ou qu'on en ignore l'existence. Cette formule manque de franchise et contient une arrière-pensée, parce que le Gouvernement serbe se réserve par là, et pour plus tard, le prétexte de n'avoir pas désavoué, par cette déclaration, l'existence de la propagande et de ne l'avoir pas reconnue comme hostile à la Monarchie, prétexte dont le Gouvernement serbe pourrait déduire, en outre, de n'avoir pas été obligé à supprimer une propagande de même nature que l'actuelle.

2° Demande du Gouvernement autrichien.

Le Gouvernement royal de Serbie fera publier l'énonciation suivante :

« Le Gouvernement royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande sus-mentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909.

« Le Gouvernement royal qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que, dorénavant, il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer. »

Cette énonciation sera portée simultanément à la connaissance de l'armée royale par un ordre du jour de S. M. le Roi et sera publiée dans le *Bulletin officiel de l'Armée.*

Réponse du Gouvernement serbe.

Le Gouvernement royal s'engage à faire publier l'énonciation suivante :

« Le Gouvernement royal regrette que certains officiers et fonctionnaires serbes aient participé, *d'après la communication du Gouvernement I. et R.* à la propagande sus-mentionnée.

« Le Gouvernement royal qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que, dorénavant, il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer. »

tionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909.

Cette énonciation sera portée à la connaissance de l'Armée royale par un ordre du jour au nom de S. M. le Roi, par son A. R. le prince Alexandre et sera publiée dans le prochain *Bulletin officiel de l'Armée.*

Observations du Gouvernement autrichien.

La demande formulée par nous était ainsi conçue :

« Le Gouvernement royal regrette la coopéra-
« tion d'officiers ou de fonctionnaires serbes... »

En tournant ainsi la phrase et en y ajoutant : « d'après la communication du Gouvernement I. « et R. », le Gouvernement serbe poursuit le but déjà indiqué, d'avoir à l'avenir la main libre.

Dès le soir du 25 juillet, immédiatement après la remise de la réponse serbe et sans tenir le moindre compte de la soumission extraordinaire de la Serbie, sans avoir matériellement le temps de prendre aucune instruction complémentaire, le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade quitte Belgrade et notifie à M. Pachitch, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de Serbie, la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.

Le même jour, 25 *juillet*, le comte Berchtold, Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, écrit au comte Szápáry, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Petrograd :

« Au moment où nous nous sommes décidés
« d'agir sérieusement contre la Serbie, nous nous
« sommes naturellement aussi rendu compte de la
« possibilité d'une collision avec la Russie, en
« conséquence du différend serbe. *Mais cette éven-*

« *tualité ne pouvait nous détourner de l'attitude à* « *prendre vis-à-vis de la Serbie*, parce que des « considérations fondamentales, concernant la po- « litique de l'Etat, nous imposaient la nécessité « d'en finir avec une situation qui, par l'autorisa- « tion de la Russie, mettait la Serbie à même de « menacer continuellement et impunément la Mo- « narchie. »

A cette date du 25 juillet, l'Allemagne a déjà pris certains dispositifs de combat sur la frontière française.

Dans les jours qui suivent, l'Angleterre, la France et la Russie font des efforts suprêmes pour arrêter d'abord, ensuite pour localiser le conflit. Mais l'Allemagne se refuse absolument à intervenir efficacement dans ce sens, auprès de l'Autriche.

Dans la communication très brève qu'il adresse, le 26 juillet, aux Ministres des Affaires étrangères des puissances, le comte Berchtold déclare que l'Autriche se voit « dans la nécessité de contraindre la Serbie par les moyens les plus rigoureux à changer radicalement son attitute jusque-là hostile ».

Le même jour, 26 juillet, Sazonoff a un long entretien amical avec l'Ambassadeur d'Autriche ; dans l'intérêt de la conservation de la paix, il demande que l'Ambassadeur d'Autriche soit autorisé à entrer avec lui dans un échange de vues privé aux fins d'un remaniement en commun de quelques articles de la note autrichienne qui, tout en donnant satisfaction à l'Autriche, quant au fond de ses demandes, permettrait peut-être de trouver une formule acceptable pour la Serbie.

Le même jour, 26 juillet, Sir Grey propose la réunion d'une conférence immédiate pour empêcher des complications ; il demande que toutes opérations militaires soient suspendues, en attendant les résultats de la Conférence.

Mais l'Allemagne et l'Autriche se maintiennent avec obstination sur le terrain qu'elles ont fixé : il s'agit d'une exécution locale, d'une correction infligée par une grande puissance à une petite puissance : personne n'a le droit de s'immiscer dans cette correction. L'Autriche-Hongrie veut bien promettre que l'intégrité territoriale de la Serbie sera, en définitive, respectée. Mais, dans ces conditions, toute intervention de la Russie entre l'Autriche et la Serbie sera considérée comme un acte hostile. Si les puissances veulent la paix, elles n'ont qu'à laisser l'Autriche exécuter la Serbie.

Le 26 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne demande à la France d'intervenir auprès de la Russie pour décider celle-ci à laisser l'Autriche exécuter la Serbie.

Le même jour, 26 juillet, Sazonoff donne sa parole d'honneur à l'Ambassadeur d'Allemagne que tous les bruits de mobilisation en Russie sont faux, que pas un cheval n'a été réquisitionné et pas un réserviste appelé sous les drapeaux. Cette assurance solennelle est confirmée par le Ministre de la Guerre russe, ainsi que cela résulte de la dépêche du comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne en Russie, à Bethmann-Hollweg, du 27 juillet.

Le 27 juillet, la Triple-Entente poursuit énergiquement ses négociations pour la solution du conflit. Sazonoff manifeste l'esprit le plus conciliant et le plus optimiste : il se déclare prêt, soit à l'échange amical de vues avec l'Autriche, soit à la conférence préconisée par l'Angleterre. Sazonoff ajoute qu'il emploiera toute son influence à Belgrade pour que le Gouvernement serbe aille le plus loin possible dans la voie de la conciliation envers l'Autriche.

Le 28 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris déclare que l'Autriche respectera l'intégrité de la Serbie ; mais lorsqu'on lui demande si l'indépendance de la Serbie sera également respectée, il n'en donne aucune assurance.

Le même jour, 28 juillet, à midi, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Sazonoff demande immédiatement à l'Angleterre d'entreprendre une action médiatrice. Grey fait faire aussitôt à Vienne une démarche en ce sens : il demande qu'on empêche, à la dernière heure, si possible, l'ouverture des hostilités entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ; mais si ce n'est pas faisable, il demande d'éviter au moins qu'on en vienne à une rencontre sanglante, éventuellement en offrant aux Serbes, la possibilité de se retirer sans accepter la bataille. Berchtold maintient énergiquement son point de vue, la nécessité, pour l'Autriche, d'infliger une punition à la Serbie et l'obligation pour la Russie d'assister, impassible, à cette punition.

Dans un memorandum du même jour, 28 juillet, aux Gouvernements confédérés de l'Empire d'Allemagne, Bethmann-Hollweg appuie la politique du Gouvernement autrichien : « ..... Si le Gouvernement austro-hongrois ne veut pas renoncer définitivement à son rang parmi les grandes puissances, il ne lui reste plus qu'à chercher d'obtenir satisfaction par une pression énergique sur la Serbie et, au besoin, par des mesures militaires ». Le memorandum se termine ainsi : « Si contre tout espoir, une intervention de la Russie venait à allumer l'incendie, nous obéirions alors

loyalement à notre devoir d'allié, afin de soutenir la monarchie voisine, avec toutes les forces de l'Empire. Nous ne tirerons l'épée que par contrainte, mais avec la conscience tranquille, libre du poids des calamités qu'une guerre déchaînerait sur l'Europe. »

Le 29 juillet, l'Angleterre et la Franec continuent leurs démarches pour la paix ; Sazonoff recommande une action parallèle de la Conférence à quatre et un contact direct entre l'Autriche-Hongrie et la Russie.

Ce même jour, 29 juillet, à trois heures de l'après-midi, le Chef d'Etat-Major russe, d'ordre de S. M. l'Empereur de Russie et du Ministre de la Guerre, donne, en termes solennels, à l'attaché militaire allemand sa parole d'honneur que jusqu'à ce moment, trois heures de l'après-midi, pas un seul homme, ni un seul cheval n'ont été appelés ou réquisitionnés en Russie. Mais le Gouvernement autrichien maintient toujours son point de vue : il déclare qu'il ne peut accepter la discussion de sa note et abandonner son action contre la Serbie ; il s'étonne que la Russie veuille intervenir.

(*A suivre*). HENRI CHARDON.

LA PRIÈRE A LA FRANCE (1)

ÉPISODE DRAMATIQUE D'ACTUALITÉ EN UN ACTE (2)

PERSONNAGES

JACQUELINE, 12 ans.
LE VAGABOND, 50 ans.
LE PERE FROMENT, 60 ans.
L'HOME, 35 ans.

Une salle dans une maison forestière sur la frontière d'Espagne. — A droite, la porte d'entrée ; à gauche, autre porte. — Meubles rustiques, mais très propres. — Dans le fond, à gauche, un meuble-secrétaire solide.

Au mois d'octobre, vers 8 heures et demie du soir.

Au lever du rideau, une lampe est allumée sur la table. Le Père Froment est assis auprès. Il compte des piles de louis d'or et écrit sur un registre posé près de lui. C'est un homme d'environ 60 ans, encore robuste. Il est habillé en paysan et chaussé de fortes bottes.

On frappe à la porte de droite.

FROMENT (se lève et écoute. On frappe encore; vivement il ramasse l'or qu'il cache sous le registre et va à la porte de droite).

Qui est là ?

LE VAGABOND (du dehors).

Un renseignement s'il vous plaît...

FROMENT (entr'ouvre la porte).

Que voulez-vous ?

LE VAGABOND (du dehors).

Oh ! ne craignez rien, je ne suis pas un malfaiteur. Je voulais savoir si le village est encore loin.

FROMENT (ouvrant la porte).

A un kilomètre d'ici, sur la droite.

LE VAGABOND (sur la porte. C'est un homme d'environ 50 ans, barbe hirsute, guenilleux, un chapeau mou déchiré lui couvre la tête; il est chaussé d'espadrilles boueuses).

Trouverai-je à coucher là-bas ?

FROMENT.

La troisième maison est une auberge.

LE VAGABOND (avec un sourire féroce).

Les auberges sont faites pour ceux qui ont de l'argent...

FROMENT.

Ah ! vous êtes un vagabond...

LE VAGABOND.

Je suis un trimardeur. Je vais chercher du travail en Espagne. Je suis fatigué... et j'ai faim.

FROMENT.

Ah !... (Il a un moment d'hésitation, puis va au buffet et l'ouvre.) Attendez.

(Le vagabond reste sur la porte. Il examine la pièce et regarde fixement la table où sont restés les louis d'or, mal cachés par le registre).

FROMENT (prend dans le buffet un morceau de pain et le donne au vagabond.)

Voici du pain. Allez au village. La ferme du Maire est la première sur la droite ; on vous donnera asile si vos papiers sont en règle.

LE VAGABOND.

Merci.

(Il se recule. Froment ferme la porte et reste un moment à écouter le bruit des pas qui s'éloignent.)

FROMENT.

Vilaine figure !... (Il revient à la table, ramasse les pièces d'or qu'il serre dans un sac, puis prend le registre et, après un regard circulaire, dépose le tout dans le secrétaire qu'il ferme à double tour. Il met ostensiblement le trousseau de clés dans sa poche, va ensuite à la porte de gauche et appelle.)

Jacqueline !

JACQUELINE (de gauche).

Grand-père ?

FROMENT.

Je vais aller au bourg.

(1) Droits de reproduction, traduction et représentation absolument réservés. S'adresser à M. Marcel Ballot, agent directeur de la Société des Auteurs Dramatiques, 12, rue Henner, Paris.

(Copyright by JOSEPH DE GRAMONT et GEORGE MONCA, 1916.)

JACQUELINE (paraissant à gauche).

Comment ?... Tu sors encore, Grand-Père ?

(C'est une fillette d'environ 12 ans, jolie, gaie, très intelligente).

FROMENT.

Oui, mon enfant. J'ai rendez-vous avec le percepteur. J'ai un versement à lui faire demain et je crains qu'il ne parte à la ville avant de m'avoir vu.

JACQUELINE.

Pourquoi ne lui as-tu pas donné l'argent aujourd'hui ?

FROMENT.

Je n'ai pas la somme complète. Notre voisin, Milon, ne m'apportera sa part que demain matin. Avec son écot, sais-tu fillette que j'aurai remis vingt mille francs d'or à la Banque de France ? C'est un fier résultat !...

JACQUELINE.

Oui, mais quelle peine tu as eue...

FROMENT.

Ah ! il n'est pas facile de faire sortir l'or des cachettes paysannes. Mais cette fois-ci, on a compris. Il faut pour vaincre que tous les Français fassent leur devoir. Les uns, avec leur sang ; les autres, avec leur or.

JACQUELINE.

C'est vrai, c'est vrai, Grand-Père... Tant de sang tant d'or, tant de souffrances...

FROMENT.

Pour être libres !... Pour rejeter l'ennemi hors de chez nous, pour reprendre nos provinces asservies depuis quarante-six ans. Ce ne sera pas payer trop cher la tranquillité et la paix du monde.

JACQUELINE.

Oui, tu as raison... Va, va, Grand-Père.

FROMENT.

Je ne serai absent qu'une heure. Tu n'auras pas peur de rester toute seule.

JACQUELINE.

Peur de quoi ? Depuis plus d'un an que nous habitons cette maison, tu m'as laissée seule plusieurs fois, même la nuit. Il ne m'est jamais rien arrivé.

FROMENT.

Oui, je sais. Mais le voisinage de ce dépôt de prisonniers allemands à une lieue d'ici, dans le bois de Vieelles, m'inquiète...

JACQUELINE.

Oh ! ils sont bien gardés.

FROMENT (souriant).

C'est vrai. Allons, tu es une brave enfant, une vaillante petite française. D'ailleurs, je t'enfermerai comme d'habitude et la porte est solide. Tous les contrevents sont fermés ?

JACQUELINE (riant).

Oui... des contrevents doublés de tôle.

FROMENT.

L'ancien locataire, cet allemand qui était établi dans le pays depuis des années avait fait de sa maison une vraie forteresse !

JACQUELINE.

Pourquoi ?

FROMENT.

Le sait-on ?... Ces gens-là se sont faufilés un peu partout chez nous. Ah !... il y a longtemps qu'ils travaillent à notre anéantissement. Ce Muller qui habitait ici, et qui est maintenant dans un camp de concentration, se livrait à l'espionnage.

JACQUELINE.

Comment, ici... à deux pas de l'Espagne.

FROMENT.

Partout... Ils se disaient tous ou Lorrains ou Alsaciens... Et nous leur faisions fête, et nous leur ouvrions toutes grandes les portes de nos maisons... Ils nous épiaient, surprenant nos secrets, nos espoirs... Rien ne leur échappait... Et nous, naïfs, nous les laissions faire... Enfin !... (Tout en parlant il a mis sur ses épaules une longue cape basque. Il prend un bâton dans un coin et se coiffe d'un béret. Un temps). Tu vas te coucher ?

JACQUELINE.

Tout à l'heure. Je vais repasser mes leçons et m'appliquer à bien apprendre mon rôle...

FROMENT (riant).

Ah oui... C'est vrai... pour dimanche prochain. Tu vas en avoir du succès, ma petite Jacqueline !

JACQUELINE (mutine et fière).

Mais je l'espère bien, Grand-Père...

FROMENT.

Monsieur le Sous-Préfet a promis d'assister à cette fête de charité.

JACQUELINE.

Oui. L'institutrice nous l'a dit. Aussi, ce que nous travaillons à l'école pour bien savoir nos rôles !...

FROMENT.

Pourquoi ne me dis-tu pas ce que tu réciteras ?

JACQUELINE.

Non non. (Espiègle.) Nous avons promis à Mademoiselle Normand de ne rien dire. Ça doit être une surprise pour tout le monde. N'insiste pas, Grand-Père...

FROMENT.

Bien, bien, petite cachotière. Etudie, sois belle et fais honneur à ton vieux grand-papa. Il en sera bien heureux. Tu es tout ce que j'aime en ce monde. Tout ce qui me reste de famille. La fille de mon Jacques, mort trop tôt... (Il secoue la tête.) Ah !... s'il était là...

JACQUELINE.

Il serait dans les tranchées, avec les autres, Grand-Père, il ferait son devoir pour notre chère Patrie.

FROMENT.

Oh ! de cela, je suis sûr... Allons, je m'en vais. Ne veille pas trop tard. Couche-toi. Je serai vite revenu. Au revoir, ma chérie.

(Il l'embrasse.)

JACQUELINE (lui rendant son baiser).

A tout à l'heure, Grand-Père.

FROMENT.

Oui... A tout à l'heure. (Il ouvre la porte de droite.) Je t'enferme, tu sais ?...

JACQUELINE (riant).

Si tu veux, Grand-Père !

FROMENT (sur la porte).

Embrasse-moi encore.

JACQUELINE (lui sautant au cou).

Tant que tu voudras.

FROMENT (ferme la porte en disant) :

Ne touche pas à la lampe, laisse-là allumée... et prends garde au feu...

JACQUELINE.

Oui... oui... ne crains rien.

(Froment ferme la porte et on entend le bruit de la serrure).

JACQUELINE (écoute le bruit des pas qui va en décroissant, puis revient à la table. Elle s'assied, prend dans une serviette en cuir des papiers qu'elle étale devant elle et s'absorbe dans une lecture attentive. Elle relève parfois la tête et semble apprendre sa leçon... elle dit à mi-voix :)

France !... ô France !... (Elle se passe les mains sur la figure, se lève et, tenant une feuille de papier à la main, répète son rôle, fait une révérence..., etc., et commence à réciter, d'abord simplement à voix basse, puis avec une grande émotion jusqu'à la fin de la prière, elle annonce, d'abord :) La Prière à la France. (Puis :) France !... ô France !... Mère adorable et adorée !... Mère de gloire et de douleur... Terre de sacrifice et de bonté, sois victorieuse !... Par ton grand cœur de miséricorde et de douceur, par la divine lueur de ton génie, par ton passé de vaillance, pour ton avenir de grandeur... sois victorieuse ! Sois l'ange terrassant le démon, la lumière dissipant les ténèbres, le port de refuge de toutes les infortunes ! Sois belle, sois haute !... Sois glorieuse !... Par le sang généreux de tes morts, par les gémissements des blessés, par les angoisses des mutilés... et pour les fils qui te restent, pour les larmes des aïeules, des mères, des veuves, des fiancées et des orphelins... sois victorieuse ! Sois victorieuse pour les peuples qui agonisent, pour la vaillante Belgique, pour l'héroïque Serbie, pour le martyre de tes provinces envahies et esclaves, pour tes chaumières brûlées, pour tes cathédrales détruites... pour tes villes anéanties, sois victorieuse !... Et aussi pour ta terre féconde, pour ton beau ciel profond et ensoleillé, pour la liberté de tes mers, pour le bonheur de l'Humanité et la Paix du monde... sois victorieuse, France !... Mère adorable et adorée...

(Elle reste debout, très émue, puis baisse la tête et murmure:)

Amen !...

(Elle revient à la table, range ses livres dans sa serviette d'écolière qu'elle pose sur le buffet, puis baisse la lampe, donne un coup-d'œil circulaire, allume une bougie et, après une hésitation, sort par la porte de gauche en la refermant. On entend 9 heures qui sonnent à un clocher lointain. — Un bruit de serrure à droite. La porte s'ouvre lentement et la tête du vagabond paraît. Il est pâle, il s'avance ,ferme la porte avec précaution et regarde autour de lui. Il pousse un profond soupir, s'essuie le front avec sa manche, etc...).

LE VAGABOND.

Ouf !... (Il écoute encore avec angoisse, puis lève les épaules et murmure). Enfin !... Tant pis !... (Il vient à la table et cherche parmi les papiers, il a un sourire de dédain pour lui-même et dit :) Nigaud !... L'or n'est plus là.

(Il va vers le secrétaire. A ce moment, on entend au loin des chiens, aboyer. Il s'arrête et prête l'oreille. Silence. Il fait à nouveau quelques pas, examine le secrétaire et cherche dans ses poches, en retire un trousseau de clés qu'il laisse tomber. Il reste saisi.)

JACQUELINE (du dehors).

C'est toi, Grand-Père !

(Le vagabond a un sursaut et se rencoigne après avoir ramassé le trousseau.)

JACQUELINE (du dehors).

Est-ce toi, Grand-Père !

LE VAGABOND (serrant les poings.)

Ah !... malheur...

(Un moment d'angoisse. Jacqueline paraît, elle avait commencé à se déshabiller, ses cheveux dénoués tombent sur ses épau-

lest; elle tient une bougie. Elle s'arrête un instant et ne voit pas tout d'abord le vagabond. Celui-ci a tiré son couteau et le tient tout ouvert).

JACQUELINE.

Grand-Père ! (Elle voit le vagabond et pousse un grand cri). Ah !...

LE VAGABOND (s'avançant).

Tais-toi !...

JACQUELINE (bravé).

Que faites-vous ici !... Que voulez-vous ?...

LE VAGABOND.

Tais-toi !..

JACQUELINE.

Comment êtes-vous entré ?

LE VAGABOND (haussant les épaules.)

Par la porte, probable.

JACQUELINE.

Alors... Grand-Père ?... C'est lui qui vous a ouvert ? Où est-il ?

LE VAGABOND (sautant sur l'idée).

Oui, oui, c'est lui. Tais-toi. Il est là, à côté... Il va venir.

(Il remet son couteau dans sa poche.)

JACQUELINE.

Ah !... (Elle le regarde fixement). Qu'est-ce que vous voulez ?

(Silence. Elle le fixe encore, sa figure change, elle passe de la surprise à l'effroi, elle comprend : « C'est un voleur ». Elle se maîtrise et fait un pas vers la porte de droite).

LE VAGABOND (se met devant elle.)

Où vas-tu ?

JACQUELINE.

Chercher Grand-Père...

LE VAGABOND.

Reste-là. Il va venir. Ne bouge pas.

JACQUELINE (domine sa frayeur. Un silence.)

Qu'est-ce que vous voulez ?

LE VAGABOND.

Je veux... je demande... (Il serre les poings, plonge la main dans sa poche et en tire à moitié son couteau, puis, sous le regard horrifié de Jacqueline, lève les épaules).
Une gosse !... Non. Je ne peux pas !...

(Un long temps.)

JACQUELINE.

Vous avez peut-être faim...

LE VAGABOND.

Oui. C'est ça. J'ai faim.

JACQUELINE.

Asseyez-vous. (Le vagabond ne bouge pas.) Asseyez-vous. Je vais vous donner ce que nous avons...

LE VAGABOND, (après une hésitation, s'assied à la table.)

Du pain. Ça me suffit.

JACQUELINE, (sans le quitter des yeux, va au buffet.)

Oh ! j'ai du lard et du fromage. (Elle apporte le tout sur la table.) Voici, mangez. Il reste encore un peu de vin... tenez. (Elle porte un litre entamé et le pose devant le vagabond.) Grand-Père ira vous en chercher à la cave, car il va rentrer tout à l'heure... car il va rentrer tout de suite, n'est-ce pas ?

(Le vagabond a tiré son couteau et mange voracement sans écouter l'enfant.)

JACQUELINE (répétant.)

N'est-ce pas ?

LE VAGABOND.

Quoi ?

JACQUELINE.

Grand-Père va revenir...

LE VAGABOND (qui portait un morceau de pain à sa bouche, le dépose lentement sur la table et répond d'une voix étranglée.)

Ton Grand-Père... oui... il va venir.

JACQUELINE.

Vous ne mangez plus ?..

LE VAGABOND se verse un grand verre de vin qu'il avale d'un trait.

Non... j'ai fini... (Un temps.) Tu es seule ici ?

JACQUELINE (après une hésitation).

Toute seule... non... avec Grand-Père... (Un silence, puis gaîment.) Oh ! je n'ai pas peur... Pourquoi aurais-je peur ? Dites ?... je suis une petite fille... une gosse, quoi ?... On ne fait pas de mal aux gosses, n'est-ce pas ?

LE VAGABOND (qui la regarde fixement, très troublé, à voix basse.)

Non.

JACQUELINE (avec un soupir de soulagement.)

Il n'y a que les Allemands qui font du mal aux enfants, mais ils sont loin. Et puis, moi, je suis bonne, une bonne petite fille, comme dit Mademoiselle Normand, l'institutrice... je donne à tous les malheureux... l'hiver, quand il y a de la neige... je nourris les petits oiseaux qui ont froid et qui meurent de faim... (Le vagabond la regarde, ému.) L'autre jour, des nomades, des méchants, ont abandonné un pauvre petit chien, gros comme ça. (Elle montre son poing.) Je l'ai pris avec moi...

est là, dans ma chambre, il dort au pied de mon t... (Elle s'efforce de sourire.) Voulez-vous le voir ?

LE VAGABOND.

Non.

(Il passe ses mains sur son front.)

JACQUELINE.

Comme vous voudrez... (Un temps.) Il faut être on. J'ai raison, dites ?... D'ailleurs il n'y a pas de méchants. Il y a des malheureux... des aigris. Il y a que les bêtes sauvages qui soient mauvaises.

LE VAGABOND (malgré lui.)

Il y a des gens qui sont devenus des fauves.

JACQUELINE.

Ah !... oui... les Boches. Je sais bien, mais eux ont des monstres.

LE VAGABOND.

Il y en a d'autres. Les parias, les éternels chassés de partout. Les crève la faim et la soif, guettés, battus, errants tels des chiens enragés, qui n'ont pas de toit, qui n'ont pas de famille, qui n'ont plus de conscience. Ils rôdent dans la peur et l'angoisse, ils cheminent pieds usés, vêtements en lambeaux, suspects, farouches...

JACQUELINE (malgré elle.)

Oh ! les malheureux !

LE VAGABOND (la regardant.)

Tu peux le dire !...

JACQUELINE.

Pourquoi ne travaillent-ils pas ?

LE VAGABOND.

Parce qu'on ne veut pas leur donner du travail... Ils font peur !... Lorsqu'ils s'approchent d'une ferme, on lâche les chiens, on verrouille les portes et on empoigne les fourches et les fusils... les bons leur jettent un croûton de pain par-dessus le mur, les autres leur crient des menaces. Alors ils s'en vont, la rancune au cœur, le blasphème à la bouche, la tête en feu. Ils errent. Ils marchent toujours, dans la canicule et dans le frimas, poussés par une destinée d'épouvante... vers une épouvantable fin. Va, continue, maudit ! Cache-toi, fauve, voici les chiens. Fuis en hâte, gibier de potence. Vois là-bas le tricorne des gendarmes. Terre-toi dans un coin et crève, bête puante. Tu es né dans la souffrance, tu as vécu dans la haine et tu mourras dans l'horreur. Ni un berceau pour ton enfance, ni un abri pour ta carcasse, ni une croix sur tes os. Rien.

(Il s'exalte jusqu'au tragique.)

JACQUELINE (épouvantée, s'est reculée jusqu'à la gauche, joignant les mains.)

Oh !... Monsieur... oh !... j'ai peur... j'ai peur !...

LE VAGABOND (se reprend, se calme, soupire longuement et a un sourire douloureux.)

N'aie pas peur... c'est fini. C'est la lie qui monte du cœur à la bouche. C'est très amer et mauvais. (Il fait une grimace de dégoût.) Je m'en vais. Oublie-moi. Si tu te souviens, maudis-moi... maudis-moi...

JACQUELINE.

Pourquoi ?... Mais je ne veux pas vous maudire... pourquoi ?

LE VAGABOND (avec un grondement de douleur.)

Tu le sauras bientôt...

JACQUELINE.

Que voulez-vous dire ?

LE VAGABOND.

Tu le sauras bientôt. Je suis maudit !... je suis un... un... criminel... un bandit !...

(Il va vers la porte de droite.)

JACQUELINE.

Non... vous n'êtes pas méchant. Vous souffrez, voilà tout... Pourquoi ne priez-vous pas ?

LE VAGABOND.

Prier... (Il ricane.)

JACQUELINE.

Oui... Prier !... Moi, quand j'ai de la peine, je prie... je suis tout de suite consolée. Je dis... « Mon Dieu, j'ai été méchante... pardonnez-moi !... »

LE VAGABOND.

Tais-toi... Tu ne comprends pas... Je n'ai pas le droit de prier...

JACQUELINE.

Si !... oh, si. On a toujours le droit de prier... Tenez, venez ici... dites comme moi.

LE VAGABOND.

Oh !...

(Il est subjugué, il s'approche... ôte son chapeau.)

JACQUELINE (lui prenant la main.)

Dites comme moi. « Mon Dieu ! »

LE VAGABOND (répétant malgré lui.)

Mon Dieu !... (Mais il s'arrête, lâche la main de Jacqueline et remet son chapeau en disant, d'une voix farouche) : Misérable !... Misérable !... tu oses prier !... (Il va vers la porte.) Adieu... Adieu...

JACQUELINE.

Il ne faut pas vous en aller ainsi... courir les

routes, à pied et sans un sou. Restez jusqu'au retour de grand-père.

LE VAGABOND.

Ton grand-père.. (il a un sursaut d'épouvante.) Non... Non...

JACQUELINE

Vous êtes donc si pressé...

LE VAGABOND

Oui... il faut que je parte.

JACQUELINE (navrée.)

Oh ! mon Dieu !... Que faire ? (Sa figure s'éclaire.) Ah !... Attendez... (Souriant.) Je n'y pensais pas. Vous n'allez pas partir les mains vides. Etais-je étourdie. J'oubliais ma tirelire !...

LE VAGABOND (étonné.)

Ta tirelire ?...

JACQUELINE (gaie.)

Mais oui (expliquant) tous les sous que grand-père me donne lorsque je suis sage et aussi de petites pièces blanches quand j'ai la croix à l'école. Oh ! elle est lourde, allez, ma tirelire. Je vais vous la donner toute entière.

LE VAGABOND (bouleversé, les mains tendues vers elle.)

A moi !... A moi, tu veux ?...

JACQUELINE (naïve.)

Mais bien sûr !... D'abord une petite fille ne garde pas d'argent à elle pendant la guerre alors qu'il reste tant d'infortunes à secourir.

LE VAGABOND

Non... non... C'est impossible. Je n'accepterai rien.

JACQUELINE

Oh ! il ne faut pas me refuser (mutine). Je me fâcherais. Vous ne voulez pas que je me mette en colère, n'est-ce pas ? Attendez... (elle va vers la porte de la chambre.) Une minute, c'est dans mon armoire. (elle sort et parle du dehors.) Oh ! il n'y a pas des mille et des cents !...

LE VAGABOND (toujours bouleversé, les mains tendues vers la porte de la chambre, il balbutie.)

Mon Dieu !... mon Dieu !...

JACQUELINE (du dehors.)

Ah !... Je l'ai... Elle était derrière Margot, ma grande poupée... (elle rentre en riant.) Mademoiselle la cachait sous ses jupes, croyez-vous !... (elle s'arrête de rire en voyant le vagabond qui la regarde, les mains jointes.) Qu'est-ce que vous avez ?...

LE VAGABOND (d'une voix lointaine.)

Les anges, là-haut, doivent être comme toi !...

JACQUELINE (surprise.)

Que dites-vous ?...

LE VAGABOND (d'une voix profonde.)

Je prie !... (Un temps.)

JACQUELINE (lui tendant la tirelire.)

Tenez. Je vous la donne de tout mon cœur.

LE VAGABOND (lointain, la figure éclairée.)

Ah !... Dans ma vie... dans ma vie de honte et de misère !... Enfin... Voici un rayon de soleil !... (Chancelant.) la *Bonté* !... c'est la *Bonté !...* (Il se secoue et regarde Jacqueline qui l'observe, étonnée.) Merci. Garde tes économies. Fais la charité à ceux qui le méritent. Mes mains ne doivent pas recevoir ton argent.

JACQUELINE

Oh !... pourquoi ?

LE VAGABOND

Parce que je suis indigne de bonté, de ta bonté surtout...

(Il tombe accablé sur une chaise et pleure dans ses mains.)

JACQUELINE (lui posant la main sur l'épaule, compatissante.)

Vous souffrez ?

LE VAGABOND (à voix basse.)

J'expie !...

(Il est prêt à sortir. A ce moment, on entend un coup de sifflet tout proche.)

JACQUELINE (prenant la main du vagabond.)

Ecoutez.

LE VAGABOND (à voix basse.)

Les gendarmes !... déjà !...

(Nouveau coup de sifflet. Puis, on frappe à la porte et une voix étouffée appelle.)

L'HOMME (dehors.)

Muller !... Hé, Muller !

LE VAGABOND (toujours à voix basse.)

Qui appelle-t-il ?

JACQUELINE (bas également.)

C'est le nom de l'homme qui habitait ici avant la guerre. Un prussien.

L'HOMME (dehors.)

Hilf einem deutschen flüchtling.

LE VAGABOND

Ah ! j'y suis...

JACQUELINE

Vous avez compris ?

LE VAGABOND

Oui, j'ai parcouru la Prusse, je sais un peu l'allemand... C'est un prisonnier évadé du camp de Vicelles. Il demande du secours à son compatriote.

JACQUELINE (épouvantée.)

On ouvre la porte !

LE VAGABOND.

Tais-toi !...

(Ils se dissimulent à gauche. — La porte s'ouvre; l'homme paraît.)

L'HOMME (Il est blond, rasé, d'une forte corpulence; il est vêtu en paysan et tient une trique à la main.)

Muller !...

(Il regarde autour de lui, voit le vagabond et Jacqueline ; il a un sursaut.)

LE VAGABOND (s'avançant.)

Qu'est-ce que vous voulez ?

L'HOMME (d'une voix rauque.)

Monsieur Muller.

LE VAGABOND.

Il n'habite plus ici...

L'HOMME (serrant les poings.)

Ah !... pas de chance... Où est-il à présent ?

JACQUELINE.

C'était un Prussien. On l'a arrêté.

L'HOMME.

Ah !... tant pis.. Je ne savais pas... Au revoir.

(Il va vers la porte).

LE VAGABOND.

Pas si vite... Qu'est-ce que vous lui vouliez, au Muller ?

L'HOMME.

C'est mon affaire. Laissez-moi passer.

LE VAGABOND (goguenard.)

Ah, non, mon gros, ah, non... impossible, mille regrets.

L'HOMME.

De quel droit m'empêchez-vous de continuer mon chemin ? Qui êtes-vous ?

LE VAGABOND.

On m'appelle Jean Misère, la terreur des campagnes : de mon état, vagabond, et français d'origine. Et toi ?

L'HOMME.

Moi, je suis un honnête homme... Je vais en Espagne.

LE VAGABOND.

Tiens, parbleu !.. (Ironique.) Eh bien, tu resteras en France, mon garçon.

L'HOMME.

Assez plaisanté...

LE VAGABOND.

Tu retourneras en villégiature au camp de Vicelles d'où tu viens.

L'HOMME.

Vous êtes fou.

LE VAGABOND.

C'est toi-même qui nous l'as fait savoir à travers la porte.

L'HOMME (à lui-même.)

Maladroit. (Un temps, il réfléchit, puis, s'approchant du vagabond, à voix basse). Oui, c'est vrai... (et tout près de son interlocuteur), mais, aide-moi à passer la frontière et je te donnerai 500 francs.

LE VAGABOND (se reculant instinctivement.)

Non... tu me prends donc pour un boche, canaille. Je suis tombé bien bas. Je suis l'homme qui rôde, qui cherche l'occasion bonne ou mauvaise, ne reculant devant rien..., mendiant, voleur, pire encore... mais pas traître !... Ah ! cela non.

L'HOMME

Imbécile !

LE VAGABOND

Imbécile !... Parce que je ne veux pas me vendre... parce qu'une pensée haute et noble, sainte et pure subsiste encore en moi : l'amour sacré du sol. Parce que moi, un paria, je refuse de devenir ton complice... Mais vous croyez donc, avec votre culture, que vous pouvez tout acheter, vous autres, les bras et les consciences, les cœurs et les âmes... Eh bien, votre culture, votre esprit pratique vous trompent. Tu vois cette main, c'est l'instrument du vol, du meurtre... pourtant, elle ne commettra jamais le sacrilège de venir en aide à un ennemi de la France, jamais !

* * * (1)

L'HOMME (méprisant, avec une colère sourde.)

Ah ! Français !... éternel exalté... Le sentiment... c'est par lui que les Nations s'affaiblissent et se perdent. Il n'existe que la force !... Tous les cerveaux, toutes les activités au service de la force ! Le reste : sornettes et sensiblerie. Nous sommes forts. Vous êtes finis. Nous vaincrons.

(1) Le passage compris entre les deux astérisques est supprimé à la représentation.

LE VAGABOND (se dressant de toute sa hauteur.)

Tais-toi, misérable ! Tais-toi, fils d'une race sans honneur, d'une nation de bourreaux ! Tais-toi massacreur de femmes et d'enfants, destructeur de villes, incendiaire de cathédrales, ennemi déloyal, violateur de pays paisibles. Tais-toi, produit d'une mentalité maudite, honte de l'Humanité qui tout entière se révolte, frissonnante d'épouvante et de dégoût. Ah !... vous êtes la force, et nous sommes finis !... Ah !... vous serez vainqueurs !... Regarde... regarde, chacal ! Vois toutes les Nations honnêtes dressées contre la tienne ; regarde, groupés autour de notre France immortelle tous les drapeaux sans tache des pays alliés. Vois au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, le mur de poitrines glorieuses qui s'opposent au passage de ta barbarie ; attends... le réseau se resserre, les branches de l'étau se ferment et bientôt ta grande Allemagne gisera, broyée et pantelante, dans la boue et dans le sang !

L'HOMME (rageur.)

Des phrases... de la déclamation !

LE VAGABOND

Non, la vérité, demain.

*
* *

L'HOMME (méprisant, regarde son interlocuteur, hausse les épaules et veut se diriger vers la porte de droite mais le vagabond l'en empêche)

Allons, faites-moi place.

LE VAGABOND

Non... rien à faire... tu vas me suivre jusqu'à la gendarmerie... là, tu t'expliqueras.

(Il regarde fixement l'homme puis se tourne vers la porte. — L'homme serre les poings et brandit sa trique.)

JACQUELINE (dans un cri.)

Prenez garde !...

LE VAGABOND (se retourne et esquive le coup.)

Lâche !

(Il saute sur l'homme : lutte.)

JACQUELINE (affolée.)

Ah !... au secours... au secours,.. (Elle sort par la porte de droite. (On l'entend crier.) Grand-Père !... au secours !...

(Courte lutte encore. L'homme terrasse le vagabond et le serre à la gorge. Celui-ci reste étendu, inanimé. L'homme se relève, jette un coup d'œil sur le vagabond et ricane avec mépris de la faiblesse de son adversaire. — On entend, dehors, Jacqueline qui crie à nouveau : « Au secours ». — L'homme a un geste de menace.)

L'HOMME.

La petite va donner l'alarme !... Ah ! elle va me faire prendre ! Tant pis pour elle !...

(Il s'élance dehors.)

LE VAGABOND (se relève, il étouffe... revient à lui progressivement.)

Tonnerre !... quelle poigne !... (Coup d'œil circulaire.) Parti !... (Puis, avec angoisse, dans un cri.) La gosse !...

(Dehors, un long cri d'épouvante.)

LE VAGABOND.

Ah !... misérable !...

(Il va en chancelant à la table, prend le couteau et le brandit. On entend Jacqueline qui crie encore : « Au secours ». — Le vagabond se dresse de toute sa hauteur et s'élance au dehors. — La scène reste vide. — On entend les appels de Jacqueline, puis, un cri de l'homme et un râle. — Un temps. Le vagabond rentre à droite. Il tient Jacqueline dans ses bras. Il est haletant. Il dépose l'enfant sur une chaise.)

LE VAGABOND (angoissé.)

Petite !... ma petite... (Il lui dégage le cou.) Ah !... que faire... je ne sais pas. (Il cherche autour de lui, voit sur le buffet une carafe d'eau et une serviette, il mouille la serviette et en frotte le front de Jacqueline, celle-ci revient à elle progressivement. Il dit, transporté de joie).

Ah !... Elle vit... elle vit.

(A ce moment, on entend dehors la voix de Froment qui appelle : Jacqueline!... Jacqueline !...)

FROMENT paraît. (Il pousse un cri d'effroi.)

Mon Dieu !... (Il prend Jacqueline dans ses bras.) Jacqueline, mon trésor... ma petite fille...

JACQUELINE (d'une voix faible.)

Grand-Père !

LE VAGABOND (qui est resté hypnotisé à la vue de Froment, le regarde comme halluciné. Il a joint les mains et son visage rayonne. Il murmure :) Lui... lui !...

FROMENT.

Chérie !.. chérie !... (Il se retourne vers le vagabond.) Et vous... Qui êtes-vous ? Que venez-vous faire ici encore ?

JACQUELINE.

Oh ! Grand-Père... c'est lui qui m'a sauvée !...

FROMENT (après un silence, regarde toujours le vagabond.)

Ah !...

JACQUELINE.

Oui... un homme est venu. Un grand... alors ils ont discuté, puis ils se sont battus, moi je suis sortie pour te chercher... alors... alors l'homme a couru après moi, il m'a serré le cou !... ah !... je ne sais plus...

FROMENT (au vagabond.)

Qui était cet homme ?

LE VAGABOND.

Un prisonnier allemand évadé...

FROMENT.

Ah !... je comprends... C'est lui qui m'a frappé tout à l'heure... oui... un coup de couteau... heureusement le coup n'a pas porté... l'arme a glissé sur l'épaule... à peine une égratignure... mais je suis tombé dans un ravin... je me suis évanoui... on m'a volé mes clés...

(Pendant que Froment parle, Jacqueline regarde le vagabond qui est affaissé sur lui-même, tremblant, tête baissée.)

JACQUELINE.

Tes clés... tes clés... pourquoi faire ?

FROMENT.

Pour venir ici... pour me voler... cet Allemand devait être renseigné...

JACQUELINE.

Tes clés... (Elle regarde le vagabond avec horreur. Celui-ci la regarde et joint les mains... Elle recule avec épouvante.) Oh !...

FROMENT.

Jacqueline... qu'as-tu ?

JACQUELINE (s'accrochant à son grand-père et sanglotant.)

Oh !... Grand-Père !... Grand-Père !... on a voulu te tuer !...

FROMENT.

Ne pleure pas, ma chérie... Je suis vivant et toi aussi... toi aussi... grâce à lui !...

LE VAGABOND (a ramassé son chapeau qu'il met sur sa tête, il s'achemine lentement vers la porte.)

FROMENT (le voit.)

Que faites-vous ?

LE VAGABOND.

Je m'en vais... je pars...

FROMENT.

Où allez-vous ?

LE VAGABOND (avec un geste las, vers l'inconnu.)

Je vais à ma destinée. Je continuerai mon chemin... par les routes... devant moi...

FROMENT.

Vous allez rester !... Vous ne nous quitterez pas... vous avez sauvé ma petite. Il y a du travail ici. Restez.

LE VAGABOND (avec force.)

Non. Laissez-moi m'en aller.

FROMENT.

Pourquoi ?

LE VAGABOND (d'une voix sourde.)

Demandez à l'enfant.

FROMENT (à Jacqueline.)

Que veut-il dire ?... Est-ce vrai ?... Tu sais ?

JACQUELINE (après un long regard, au vagabond.)

Je ne sais rien, Grand-Père... (Un temps.) Je t'as sure, que je ne sais rien.

FROMENT (au vagabond.)

Alors ?

LE VAGABOND (joignant les mains, à Jacqueline.)

Merci, petite Jacqueline, merci, petit ange ! (à Froment :) Je ne veux pas. Je ne peux pas rester ici, parce que je suis un criminel. C'est moi qui ai voulu vous tuer, c'est moi qui vous ai pris vos clés dans le but de vous voler... (Un temps.) Elle le sait.

FROMENT (reculant.)

Vous ?...

LE VAGABOND.

Oui... (Une pause.) Je vais au bourg me constituer prisonnier. (Un temps.) J'étais affolé de misère et de haine, voyez-vous ? J'étais le chien enragé qui rôde, guetté, poursuivi, semant la terreur, hurlant la souffrance, bavant le fiel de sa rancune... mais à présent je suis heureux... je suis calme. Vous êtes vivant et j'ai tué un loup. Je ne suis plus le chien enragé... je suis devenu le bon chien de garde... qui défend... qui protège. C'est la petite qui en est la cause... Souvent les plus petites choses produisent des miracles. Il a suffi d'un sourire d'enfant pour me rendre meilleur. (Un silence.) Adieu. Pardonnez-moi. Pardonne-moi, petite Jacqueline... et sois bénie... tu m'as sauvé.

(Il va vers la porte.)

JACQUELINE (à Froment qui reste silencieux, et sur un ton de prière).

Oh ! Grand-Père, pardonne-lui...

FROMENT (après un temps..., au moment où le vagabond va passer la porte.)

Attendez... (Le vagabond se retourne et le regarde.) Restez ici. Je ne veux pas que vous soyez arrêté. Vous avez sauvé ma petite. Je vous pardonne. Il y a pour vous un autre devoir à remplir. La prison, à l'heure présente, c'est la désertion, l'embusquage. Vous êtes encore solide. Je vous procurerai les moyens de partir... d'aller là-bas... où l'on risque sa vie... où l'on se bat pour le bonheur et le salut de la Patrie... où tant de jeunes héros tombent, où tant de sang coule... prenez une

place parmi ceux-là qui combattent. Ramassez un fusil et faites votre devoir de Français. Défendez la France.

LE VAGABOND (revient, souriant, heureux.)

Ah ! oui... oui... vous avez raison,

JACQUELINE (inspirée, les yeux baissés, les mains tendues. Elle est au milieu de la scène.)

Oui... pour la France... Ecoutez... écoutez : O France !... Mère adorable et adorée...

(Elle redit la prière à la France d'une voix émue, pleine de larmes. Froment, surpris, puis bouleversé d'émotion, se découvre. Le vagabond ôte son chapeau et, pendant que Jacqueline continue la prière, se met à genoux contre la table et sanglote éperdument. Le rideau tombe sur la moitié ou la fin de la prière.)

JOSEPH DE GRAMONT
et GEORGE MONCA.

L'OBLATION

Voici que la saison ramène les journées
Où la terre à longs traits ayant bu le soleil,
Nous allions engranger les gerbes moissonnées,
Lorsque l'Esprit du Mal eut soif de sang vermeil.

O Maître des destins ! O Puissance suprême !
Nos ennemis ont dit : « Dieu combat avec nous. »
Leur cœur cruel est faux et leur bouche blasphème :
Tu n'es point favorable à la rage des loups.

Quelquefois tu consens à la victoire infâme ;
Mais lorsque l'agresseur injuste a prévalu,
Lui-même il ne croit pas, au profond de son âme,
Que, pour l'avoir permis, le Ciel l'avait voulu.

Peuple de qui le cœur n'est qu'orgueil et que haine,
O peuple plus aveugle encor que furieux,
Fou qui ne comprends pas que Satan te déchaîne,
Bientôt tu vas apprendre à le connaître mieux.

Bientôt tu maudiras, dans ta vile épouvante,
Le pacte que tu fis avec le Tentateur :
« Adore-moi, disait le démon qui se vante,
Et je ferai pour toi plus que le Créateur. »

Mais quand aura coulé ton sang avec le nôtre
Jusqu'à rougir le fleuve et gorger le limon,
Ton salaire sera celui du fourbe apôtre
Qui, pour perdre Jésus, se vendît à Mammon.

Judas des peuples, vois la suite dérisoire :
Le désastre, et la honte, et les tardifs remords,
Et la race allemande au gibet de l'Histoire,
Et tout honneur ravi même aux ombres des morts !

Toi, ma patrie, attends le prix du sacrifice
Dont nul sordide espoir n'infirme la vertu :
Ma France ! tu vaincras, car la sainte Justice
A trempé ses drapeaux dans ton sang répandu.

O Juge des combats ! nos fils donnent leur vie,
Dans la rivalité sublime des exploits,
En invoquant, témoins que la mort sanctifie,
Notre religion des éternelles Lois !

Ils meurent, dédaignant le délice de vivre,
Pour ces biens sans lesquels ils seraient nés en [vain
Pour tout ce qui rayonne et tout ce qui délivre,
Pour tout ce que la terre a nourri de divin.

Ah ! ce trésor sacré, fruit des douleurs de l'homme,
Le peuple qui l'étreint contre son mâle cœur,
Sachant bien qu'il n'est pas d'autre nom qui le [nomme
Mieux que son nom, ce peuple a droit d'être vain- [queur.

Dieu caché, si la France est la vivante hostie
Qui doit saigner son sang pour le monde sauvé,
Si tes desseins impénétrables l'ont choisie
Afin que le meilleur soit le plus éprouvé.

N'est-il pas temps qu'enfin l'oblation guerrière,
Par le mystique effet d'un sang si précieux,
Te pressant d'écouter notre ardente prière
Arme en notre faveur la colère des cieux ?

EUGÈNE HOLLANDE.

LA GRÈCE AVANT LES ÉLECTIONS

Dans quelques semaines, le peuple hellène sera appelé à se prononcer sur son sort. Ce n'est pas trop dire : et l'élection de la Chambre, qui remplacera la Chambre de MM. Gounaris et Skouloudis, peut ouvrir une ère nouvelle pour une nation infortunée entre toutes, tiraillée depuis près de deux ans par des influences étrangères antagonistes, livrée à l'invasion ou à la menace de ses pires ennemis. La Belgique et la Serbie ont enduré de terribles souffrances, mais leur hé-

roïsme avait consenti au sacrifice ; dans les deux pays, la conscience publique avait opté pour la résistance à tout prix : elle avait préféré la mort à l'oppression et prévu la défaite possible et le long martyre, qui devait accompagner la perte des armées. C'est volontairement que des millions de Wallons, de Flamands et de Slaves du Sud avaient affronté le péril suprême, dictant en quelque sorte à leurs gouvernants la réponse à formuler, l'attitude à prendre. La Grèce a été la victime d'une intrigue de cour, d'une conspiration de palais : contre ses désirs nettement et plusieurs fois exprimés, elle était engagée par quelques personnalités dans une politique également dépourvue de profit et de gloire, — la plus humiliante et la plus humiliée qu'un Etat libre de ses mouvements eût jamais suivie : politique d'inféodation aux puissances, qui visaient le plus directement et le plus logiquement à la dépouiller elle-même de ses domaines et à lui barrer l'avenir.

Le peuple hellène, qui a été entraîné ainsi hors de ses voies, est convié à dire aujourd'hui s'il y entend rentrer. Il fera connaître s'il s'insurge contre la pression germano-bulgare, qui pèse si lourdement sur lui, s'il accepte l'asservissement déguisé qu'on lui a infligé, ou s'il compte reprendre la tradition nationale. D'un geste vigoureux — et facile, — puisqu'il lui suffit de voter d'une certaine façon, il peut se libérer des tutelles néfastes. Interdira-t-il aux ambitions extérieures, qui guettent son sol, de se satisfaire à peu de frais ou les encouragera-t-il par son indifférence et sa pusillanimité ? Abandonnera-t-il à tout jamais l'émancipation des Grecs d'Asie ou manifestera-t-il qu'il demeure fidèle à ses pensées de toujours ? Les problèmes qui se posent pour lui, et devant lui, sont graves ; ils dépassent de beaucoup ceux qui surgissent d'ordinaire devant un corps électoral, lorsqu'il se rend aux urnes. C'est proprement sur l'avenir de l'Hellénisme qu'il va statuer, de cet Hellénisme qui jadis jouissait du respect et de la sympathie universels, que de mauvais bergers ont rendu quelque peu suspect aux esprits épris de justice et de rectitude, et qui, après tout, peut raffermir très vite les affections ébranlées.

Lorsqu'à la fin du mois dernier, les puissances alliées, — garantes de l'indépendance et de la charte des Grecs, — ont triomphé des résistances du cabinet d'Athènes, on a cru que l'emprise du germanisme était abolie là-bas. C'était aller trop vite en besogne ; c'était se leurrer de périlleuses illusions. La diplomatie de l'Entente, après de longues hésitations, après de multiples tractations où les uns apportaient leur fougue et les autres leur goût invétéré de l'atermoiement, avait décidé de tenir au gouvernement hellène un langage énergique. Mieux : la démarche qu'elle faisait s'appuyait sur une démonstration navale devant le Pirée, et l'escadre portait des corps de débarquement. On réclamait — faut-il le rappeler ? — le renvoi du ministère Skouloudis-Gounaris, la dissolution de la Boulé et des élections nouvelles, la démobilisation de l'armée, le remplacement des hauts fonctionnaires de la police.

Le roi s'attendait à la démarche : le ministère était virtuellement démissionnaire et le nouveau président du conseil, Zaïmis, avait été officieusement désigné. L'intervention des puissances réussit ; il était impossible qu'elle n'aboutît pas, car la Grèce, sans capacité défensive, était à la merci des maîtres de la mer. On dit que Constantin Ier, en recevant communication des exigences de l'Entente, que lui apportait le prince Demidof, ministre russe, pâlit affreusement et s'écria : « On en veut donc à ma couronne ! » Il n'est pas sûr que ces paroles aient été prononcées. Quoi qu'il en fût, le monarque, beau-frère du Kaiser, et dont l'orgueil, l'absolutisme, et peut-être la fidélité à des engagements récents étaient mis à rude épreuve, s'inclina sans délai. Ce fut sa capitulation d'Olmutz.

Mais les Alliés auraient tort de croire que leur victoire ici est décisive et sans appel. Les éléments qui combattent leur influence à Athènes, et qui ont opéré, depuis deux ans, un profond travail dans les esprits, n'ont pas désarmé. Il sied de voir les réalités de face : le Venizelisme, qui exerçait avant la guerre un ascendant incontesté, s'est trouvé de plus en plus discuté dans certains cercles à la fois pourvus d'autorité et bien munis d'argent. Les agents germaniques, qui évoluent autour de M. de Mirbach et de M. de Schenk, le représentant diplomatique de l'empire et le corrupteur patenté installé par la Wilhelmstrasse, dépensent une activité illimitée et des crédits qui semblent inépuisables. Il y a tout lieu de penser que les élections, si elles sont faites en pleine liberté, seront marquées par le triomphe de M. Venizelos, c'est-à-dire par un réveil du pur Hellénisme. Mais les puissances de l'Entente doivent veiller, exclure tout optimisme intempestif, toute satisfaction prématurée : les factions skouloudistes, théotokistes, gounaristes, rhallistes, etc., qui s'étaient réconciliées hier dans le partage du pouvoir, qui demain risquent d'en être écartées pour de longues années, disposent, dans l'administration et dans l'armée, d'appuis tenaces et d'ailleurs intéressés à leur succès.

*
* *

Ce sera la troisième fois que le corps électoral sera consulté depuis le début de la guerre européenne. M. Gounaris, l'adversaire le plus acharné de M. Venizelos, « prépara » le premier scrutin, sans d'ailleurs réussir à y faire prévaloir sa politique ; ce n'était point qu'il eût négligé la pression administrative ou que la légation allemande lui eût refusé le crédit. Dès sa réunion, le 17 août 1915, la Chambre, issue de ce vote, désigna un président venizeliste, et M. Gounaris accomplit le geste qui s'imposait rigoureusement, en démissionnant. Le 21 août, M. Venizelos revenait au pouvoir, avec une majorité qui semblait disposée à le suivre jusqu'au bout. Quand il eut facilité le débarquement de nos troupes à Salonique, tout en protestant pour la forme, au mois d'octobre, cette majorité était toujours de 40 voix, c'est-à-dire qu'elle suffisait pour lui permettre de gouverner. S'il se retira aussitôt après cette consécration, ce fut uniquement pour ne pas engager une lutte violente avec le roi. L'opinion publique avait compris que l'accord avec les Alliés était requis à la fois par les engagements conclus et par les conjonctures du moment. La mobilisation grecque avait dû répondre à la mobilisation bulgare ; le traité de 1913, qui avait promis le concours armé de la Grèce à la Serbie contre la Bulgarie, jouait à coup sûr, — et M. Venizelos n'était pas homme à renier sa signature. L'Allemagne profita d'une phrase, qu'elle avait relevée dans un de ses discours à la Boulé et qui faisait allusion à un conflit éventuel entre les forces hellènes et les troupes germano-bulgares, pour exiger son éloignement. Le ministre succombait, pour la deuxième fois, à un véritable coup d'Etat, dicté à la couronne par l'étranger, et en l'espèce, par l'ennemi.

Mais la Chambre venizeliste subsistait. M. Zaïmis, le nouveau chef du cabinet, qui ne se souciait pas de faire appel au pays et qui prévoyait une réponse accablante, essaya de négocier avec elle. Le 4 novembre, moins d'un mois après sa nomination, il était renversé par 147 voix contre 111. La majorité de M. Venizelos avait à peine fléchi. La logique et le droit constitutionnel eussent voulu qu'il fût rappelé au poste, d'où il avait été indûment éliminé. Ce fut à M. Skouloudis que le roi s'adressa, groupant autour de ce vieillard tous les chefs de parti, dont plusieurs étaient notoirement acquis au germanisme, mais comme cette combinaison n'eût pas tardé à subir devant la Boulé le même sort que le cabinet Zaïmis, Constantin Ier prononça la dissolution de l'assemblée, et convoqua les électeurs pour le 19 décembre.

Ce second scrutin s'ouvrait dans des circonstances spéciales et nettement défavorables à M. Venizelos. Plus de 300.000 hommes, les plus jeunes, les plus ardents, étaient mobilisés : le tiers environ des Hellènes pourvus des droits politiques. Un vote rendu en de telles conjonctures apparaissait comme vicié à la base : du moins M. Venizelos refusa de lui concéder toute sa valeur morale, en participant à la lutte. Eut-il raison de se réfugier dans cet abstentionnisme officiellement annoncé, et que tous ses partisans observèrent avec une rigoureuse exactitude ? N'eût-il pas agi plus sagement en envoyant à la Boulé une minorité, qui eût sans cesse opposé ses vues à celles du gouvernement, tenu l'opinion en haleine, dénoncé les fautes commises et les humiliations subies ? C'est un sujet sur lequel on peut discuter, mais qui manque d'intérêt actuel. Toujours est-il que le contingent des votants, le 19 décembre 1915, se réduisit dans des proportions étranges et que de cette désertion concertée des urnes se dégagea une saisissante leçon.

On compta à Athènes 7.420 bulletins, alors que 20.000 avaient été remis le 31 mai précédent : au Pirée, le chiffre tomba de 11.100 à 1.371 ; à Volo, il fléchit de 3.000 à 850 ; à Syra, de 4.500 à 1.600 ; à Salonique, de 21.000 à 500, et à Cavalla, de 11.000 à 958 : la Grèce libérée en 1913 demeurait fidèle au libérateur. Mais MM. Skouloudis, Gounaris et Théotokis avaient leur Chambre « introuvable », avec laquelle les deux premiers gouvernèrent encore six mois, — le dernier, le plus germanophile de tous, étant mort dans l'intervalle.

*
* *

Le second cabinet Zaïmis est une combinaison de pure transition. En venant au jour, il n'a formulé aucun programme, il n'a affirmé d'autre volonté que celle de présider loyalement à un scrutin général, qui différera du tout au tout de la consultation faussée du 19 décembre. Le rôle de l'homme politique qui l'a constitué et qui lui donne son nom, — (aucun autre chef ne semblait possible à la fin juin), aura été singulier pendant la longue crise grecque.

Au mois d'octobre 1915, M. Zaïmis remplaçait M. Venizelos, qu'un acte d'absolutisme privait du pouvoir. Le mandat, qui lui était assigné, consistait à combattre la politique de son prédécesseur, sinon la personne même de ce prédécesseur ; la présence à ses côtés de M. Théotokis, dont le fils, ami intime du Kronprinz, représentait la Grèce à Berlin, était une garantie pour Constantin Ier que son orientation ne serait pas ententiste. M. Zaï-

mis déclara qu'il observerait la neutralité entre les deux grandes ligues européennes, et l'on ne saurait prétendre qu'il aît manqué à sa parole, puisque M. Venizelos a reconnu sa loyauté à cet égard; mais il prit la responsabilité moralement très lourde de dire nul et non-avenu le pacte défensif avec la Serbie : il s'efforça de démontrer, sans y parvenir, que cet accord ne jouait pas, et lorsque les Alliés, et spécialement l'Angleterre, entreprirent de l'arracher à une abstention, après tout illégitime, lorsqu'ils lui offrirent l'Ionie, Guevgéli, Doiran, le littoral bulgare de l'Egée, Chypre, il méprisa ces dons précieux.

Mais si M. Zaïmis était appelé, il y a neuf mois, contre M. Venizelos, il a été mandé cette fois contre MM. Skouloudis et Gounaris. Le venizelisme penchait nettement vers l'Entente, et il ne se défendait pas de cette inclination, qu'il proclamait avec loyauté ; le gounarisme — car M. Skouloudis restait, en fait, au second plan, — intriguait avec les Austro-Germano-Turco-Bulgares, tout en affectant une impartialité absolue. Le Kaiser avait obtenu le renvoi de M. Venizelos ; M. Zaïmis fut investi du pouvoir pour le satisfaire. La France, l'Angleterre et la Russie ont demandé que MM. Skouloudis et Gounaris fussent licenciés ; pour les désarmer, on leur a offert un cabinet Zaïmis, et ce cabinet s'est montré, pour elles, dès le premier jour, d'une politesse indéniable : avec un personnel policier remanié, avec des électeurs démobilisés, les élections proclamées ont quelques chances d'être sincères. C'est cependant le cas de ne point s'abandonner à une confiance totale, car de la liberté apparente à la liberté réelle, l'écart est parfois grand, et le venizelisme auquel vont nécessairement nos préférences, compte à Athènes des adversaires nombreux, puissants et redoutables.

*
* *

M. Venizelos dispose d'un indubitable prestige, d'une autorité que nul homme politique hellène n'a possédée peut-être depuis la formation du royaume. On a dit qu'il avait plus d'influence que le roi et qu'il eût pu, s'il l'eût voulu, changer à son profit, la forme du gouvernement. La matière est un peu difficile à traiter, puisque nous manquons d'éléments d'appréciation et, au surplus, son intérêt demeure tout théorique pour l'instant. Ce qui est manifeste, c'est que le chef des libéraux jouit d'une réelle popularité dans des milieux essentiellement divers, et que ses partisans se recrutent à la fois dans le haut commerce, chez les ouvriers et chez les pêcheurs. Athènes et le Pirée lui sont favorables, mais les Iles et Salonique, et Cavalla et Drama, n'ont pas oublié qu'il les a rattachées à la Grèce. Il est le chef du gouvernement qui a affranchi une partie des Hellènes, et qui eût libéré tous les autres, si le monarque et quelques-uns des conseillers de ce dernier n'eussent arrêté son bras. Sa politique est proprement la politique nationale, parce qu'elle se subordonne aux traditionnelles aspirations populaires, à une pensée collective transmise d'âge en âge, non à des préoccupations dynastiques plus ou moins changeantes.

Le Grec a deux ennemis héréditaires : le Turc et le Bulgare. Jadis le Turc était le plus haï, et l'histoire de plusieurs siècles expliquait cette haine; aujourd'hui, le Bulgare a pris la première place dans les antipathies helléniques, car les masses, qui sont là-bas d'intelligence experte, n'ignorent pas que le Tzar Ferdinand voudrait venger son échec de 1913, enlever Cavala et aussi Salonique : elles auraient accepté, à la rigueur et péniblement encore, que leur diplomatie cédât Cavala en échange d'un vaste domaine asiatique, mais elles ne pouvaient consentir que le gouvernement de Sofia réalisât la moindre part de ses ambitions, sans qu'il eût acquiescé à un abondant dédommagement. L'Allemagne et l'Autriche sont les alliées de la Turquie et de la Bulgarie ; le pêcheur du golfe de Corinthe, le mineur du Laurium, le berger du Taygète, qui sont électeurs, ne comprennent point comment leur souverain peut être l'ami des amis de leurs ennemis. Lorsqu'il dénonce le péril bulgare et le péril allemand que cache le premier, M. Venizelos est sûr d'être entendu. En publiant, au lendemain de sa chute, les dispositions du pacte conclu entre Guillaume II et Ferdinand Ier et qui promettait à celui-ci : Salonique, Cavala, Sérès, Drama et certaines îles, il savait d'avance que ses révélations soulèveraient l'émotion générale. La mainmise bulgare sur Monastir, que les Hellènes revendiquent comme leur, l'installation des soldats bulgares au fort de Ruppel et dans quelques forts voisins sur territoire grec, justifièrent ses craintes et ses accusations.

Il a tiré parti des fautes diplomatiques de ses adversaires, comme des inquiétudes qui se marquaient dans le peuple. Les circonstances tragiques — le mot n'est pas excessif, — où s'est débattu le pays depuis le mois d'octobre 1915, ont vérifié les prévisions qu'il avait émises. Humiliée, politiquement et militairement, la Grèce s'est trouvée sur le seuil de la misère. Aux actes malveillants de MM. Skouloudis et Gounaris (point n'est besoin de les énumérer longuement), les Alliés ripostaient en organisant des blocus temporaires ; la farine n'arrivait plus ; le charbon manquait ; l'industrie, le commerce, l'alimenta-

tion étaient suspendus. Le budget offrait un déficit formidable qui, tout bien compté, dépassait 500 millions, la mobilisation à elle seule absorbant 1 million par jour. Les Hellènes du dedans concluaient que si la Grèce avait exécuté son traité avec la Serbie, elle n'eût pas connu ces fâcheuses extrémités, et les Hellènes du dehors, ceux de Marseille, de Londres, de New-York et d'ailleurs, — dont les mesures restrictives gênaient les fructueuses opérations, avaient hâte d'en finir avec la ruineuse tutelle germanique... M. Venizelos n'était pas désarmé ; il ne sera pas désarmé au scrutin de demain.

Les élections partielles ont prouvé — il y a quelques semaines, — sa force, le prestige qui s'attache toujours à ses idées. Après s'être résigné au silence et à la retraite, il estima qu'il devait, pour sonder l'opinion, présenter des candidats et briguer lui-même un mandat. Il triompha à Chio, à Mitylène, à Drama et s'il ne triompha point plus souvent, c'est qu'aucun autre siège ne devint vacant. En même temps, il galvanisait l'esprit public par ses campagnes de conférences, par les révélations de sa presse, dont la tenue contraste heureusement avec celle des petits journaux germanisants de M. de Schenk. Il a préparé sa victoire à la consultation générale, et l'on peut être sûr qu'il n'a rien livré au hasard ; mais la bataille sera rude, pleine d'embûches : l'enjeu est sérieux; il s'agit, répétons-le, de l'attitude de la Grèce dans la crise mondiale.

*
* *

Les adversaires de Venizelos n'ont rien négligé non plus, et l'Allemagne, qui est derrière eux, n'a point l'habitude de se confier purement et simplement à la fortune.

Le jour où Constantin Ier céda à la démarche de l'Entente, il venait de recevoir une mission, que Guillaume II lui avait dépêchée en toute hâte. Des personnes bien informées ont prétendu que son beau-frère lui avait conseillé de s'incliner devant la supériorité de forces des Alliés, quitte à ajourner le plus possible l'exécution des engagements auxquels il faudrait souscrire. Le monarque hellène est tenace dans ses vues ; c'est souvent à l'instant précis, où il semble renoncer à sa résistance, que celle-ci se fait plus opiniâtre et plus ingénieuse. Il ne serait plus lui-même, s'il ne s'attachait à conjurer un succès de M. Venizelos, — qu'il tiendrait pour un désastre personnel : il ne redoute pas seulement son ancien ministre, dont il dénonce, dans le privé, les tendances subversives ; il le jalouse ; il ne se rappelle point sans amertume que si le « Crétois » n'avait pas été à ses côtés, son prestige dynastique eût été jadis étrangement amoindri : il lui reproche plus encore les services rendus que la propagande ententiste des derniers mois.

M. Venizelos n'a donc aucun ménagement à attendre de la couronne. Il serait le jouet d'une cruelle illusion, s'il escomptait la clémence des membres du cabinet Gounaris-Skouloudis. Les événements ont ainsi tourné, qu'il est présenté aux électeurs comme le protégé des Alliés, et que les ministres remerciés apparaissent comme les agents de l'Allemagne et de la Bulgarie. Une lutte électorale transférée sur un tel terrain devait prendre un caractère d'exceptionnelle âpreté. Skouloudis, Gounaris et leurs collègues sentent bien que s'ils sont battus, la situation deviendra périlleuse, car les griefs que Venizelos a portés contre eux, sont écrasants : signature d'un accord secret avec le Kaiser, et abandon de la frontière aux troupes bulgares. Aussi bien, en dépit de leurs rivalités et même de l'antipathie qu'ils nourrissent les uns pour les autres, tous ces chefs de groupes se syndiquent et se solidarisent contre la menace des sanctions.

Ils ont pour eux une partie, une grande partie de l'état-major de l'armée. Le général Dousmanis, le chef de cet état-major, a cru comme le roi, jusqu'à une date très proche, à la victoire des Empires du Centre. Il a été l'inspirateur de toutes les avanies, de toutes les vexations que le cabinet d'Athènes a infligées aux Alliés, et qu'il est peut-être superflu de reprendre. Si quelques officiers généraux et supérieurs grecs ont montré vis-à-vis de l'Entente, une absolue correction, combien ont pensé que l'impolitesse, la grossièreté même étaient de rigueur ; il est vrai que ceux-là traitaient la légalité comme ils traitaient les représentants de la France et de l'Angleterre. A une heure grave pour la Grèce, on a vu surgir, sous le patronage du ministère Skouloudis, des ligues militaires, des organisations prétoriennes, qui affectaient de mépriser le pouvoir civil et de substituer l'arbitraire du sabre au libre jeu du statut. M. Zaïmis s'est efforcé de réagir contre de pareilles fantaisies. Mais le mal n'en est pas moins profond : la haute armée hellène, qui n'a point frémi devant l'insulte bulgare, qui a accepté sans récriminer la retraite devant l'invasion de l'ennemi héréditaire, s'est efforcée d'exploiter, dans la masse des hommes valides, le goût de la sécurité, même achetée au prix de l'oppression future. On connaît les étranges discours que des colonels et des capitaines ont tenus

à leurs soldats démobilisés : « Ne votez pas pour Venizelos, car Venizelos, c'est la guerre. » Ces harangues rappellent d'autres paroles qui retentissent tragiquement dans notre histoire : « L'Empire, c'est la paix ! » Venizelos n'a pas caché que s'il est vainqueur, il coopérera avec l'Entente, mais l'Etat-Major ne dit pas que si Venizelos est vaincu, le territoire hellénique sera ouvert à la ruée bulgare par ceux qui ont charge de la contenir. Il ne dit pas que contre cette ruée, et si les Alliés n'avaient pas été à Salonique, la Grèce n'eût eu d'autres garanties que la promesse fragile du Kaiser et les visées changeantes du Tsar Ferdinand ; il se tait et pour cause, sur les tractations de la diplomatie secrète, plus néfaste encore à Athènes qu'ailleurs.

Au moment de la guerre où nous sommes parvenus, la collaboration éventuelle de la Grèce n'aurait plus grand prix pour nous. Quelque intérêt qu'offre encore la solution des problèmes orientaux, qui sont à l'origine de la crise européenne, ces problèmes se trancheront surtout à l'Occident. Plus les grandes puissances alliées se renforçaient en hommes et en matériel, et plus s'atténuait la valeur d'une intervention des Etats secondaires.

Nous ne saurions pourtant rester indifférents à l'issue de la lutte électorale grecque : Athènes est un champ de bataille aussi, où les Empires germaniques et l'Entente s'entrechoquent depuis deux ans et que nous ne pourrions livrer à nos adversaires sans dommage moral ; quels que soient nos contingents de Salonique, nous devons souhaiter qu'un gouvernement sympathique à nos vues facilite nos opérations, accélère nos transports et réprime l'espionnage. Mais la victoire de Venizelos est surtout désirable, parce qu'elle contribuera à instaurer pour l'avenir un équilibre balkanique réel et à épargner au monde une nouvelle guerre d'Orient, qui succéderait presque immédiatement à la grande guerre européenne.

PAUL LOUIS.

L'OFFENSIVE AUTRICHIENNE DANS LE TRENTIN ET L'OPINION ITALIENNE

Nos adversaires ayant appris par une publicité peut-être exagérée, le plan d'offensive générale des Alliés, se préoccupèrent aussitôt de le contrecarrer. L'attaque de Verdun, envisagée depuis septembre, en fut certainement précipitée. Quant aux opérations autrichiennes dans le Trentin, elles n'ont pas eu d'autre but que de dégager l'Isonzo.

Jusqu'au mois de mai, l'armée italienne possédait l'initiative des mouvements. Par des succès locaux mais continus, elle avait envahi de tous côtés le Trentin, rectifiant à son profit la frontière désavantageuse de 1866.

Le *Corriere della Sera* l'a dit et répété, l'état-major du général Cadorna savait que l'attaque austro-hongroise serait déchaînée dans le Trentin et non pas ailleurs. Pourquoi là et, pourquoi encore dans cette partie du Trentin ?

La frontière méridionale du Tyrol comprend, au point de vue militaire, deux secteurs différents. L'un va de la Suisse au lac de Garde, l'autre de ce point aux Alpes de Cadore. La poussée ennemie s'est produite dans ce dernier secteur, et elle fut un moment cause d'une réelle anxiété.

Si le progrès a révolutionné la manière de se battre, les pays imposent toujours aux armées les mêmes exigences propres à leurs dispositions naturelles. Aussi, n'est-il pas inutile de rappeler qu'en 1866, les soldats de Garibaldi abordaient les Autrichiens dans le Trentin et, bien qu'au nombre de 40.000, entraînés par un enthousiasme inouï, ils furent pendant soixante-trois jours cloués sur place par le général Kuhn qui cependant n'avait que 16.000 baïonnettes. Dans leur progression vers le Nord, les Italiens ont, depuis mai 1915, vérifié une fois de plus le caractère presqu'inexpugnable de cette partie du front ennemi.

Il ne suffit pas de souligner le caractère défensif de cette frontière. Favorisée, quand il s'agit d'arrêter l'invasion, l'Autriche est-elle en aussi bonne posture, et partant du même point, pour se porter elle-même contre l'Italie ?

Les campagnes de 1797, 1805 et 1809 démontrèrent ce qui est confirmé par cette première année de guerre sur les confins méridionaux de la Double Monarchie. Si, entre le col de Tarvis et Trieste s'étend la zone d'invasion directe de l'Autriche, par contre, la riposte est possible, et son point d'application non moins certain. Les guerres de 1797 et 1809 l'ont prouvé, une action italienne sur l'Isonzo est précaire aussi longtemps que, d'abord, la porte du Trentin et la haute vallée de la Piave ne sont interdites au passage des Autrichiens. Quand, en 1797, Bonaparte s'avance contre l'archiduc Charles sur le Tagliamento, que fait-il ? A sa gauche, il place deux gardes : Masséna contient l'ennemi sur la haute Piave, tandis que Joubert en fait autant le long de l'Adige. Mais il arrive, alors, ce que nous

pouvions espérer à notre profit en 1915 : Masséna rejoint Bonaparte par Tarvis et Joubert fait sa jonction par le Pustuthal.

En 1809, le prince Eugène, que renforce Macdonald, repousse l'archiduc Jean derrière la Livenza, pendant que Lefebvre préserve, dans le Tyrol, l'armée principale contre une manœuvre de flanc.

Vieux d'un siècle, ces enseignements se rapportent à une époque si glorieuse et d'une telle fertilité en leçons utiles que les états-majors actuels ne les ont pas négligés. Austro-Hongrois et Italiens, pour leur part, s'en sont inspirés. Ainsi, le colonel Sironi, dans son remarquable ouvrage, *Géographie stratégique*, résume le triple avantage qu'a la pointe du Tyrol pour l'Autriche : la Lombardie menacée à l'ouest, la plaine lombarde coupée des campagnes vénètes, enfin, par l'est du Tyrol, les armées italiennes prises à revers, et même tournées, car leur véritable terrain est situé en Carnie et sur l'Isonzo. Le colonel Sironi juge la situation en disant : « les portions convexe et concave sont les deux parties d'une même ligne qui se flanquent et s'appuient mutuellement, si bien que toute attaque vers une de ces parties, expose nécessairement son flanc et ses derrières à l'action de l'autre. La conclusion est donc évidente, l'activité offensive italienne dans le Tyrol oriental attire les contre-attaques de l'Isonzo, et vice versa.

Le Trentin, souvent comparé à une dent s'enfonçant en terre ialienne, est divisé par la vallée de l'Adige qui dépend de deux places fortes, Trente et Rovereto, dont la possession entraîne la maîtrise du pays. Trois vallées convergent vers Rovereto : le val Lugarina, séparé du lac de Garde par le Monte Baldo, le Val d'Arsa réuni à l'Adige par les hauteurs de Coni Zugna Torta ; le Val Terragnolo que commandent les massifs du Passubio et le Col Santo. Une seule voie gagne Trente, le Val Sugana où coule la Brenta. L'accès en est barré par le groupe fortifié du Levico, et les puissantes organisations du Lavarone la séparent de Rovereto.

Aux premiers jours des hostilités, les Italiens avançaient dans ces directions et, en mai 1916, ils en étaient arrivés sur la rive gauche de l'Adige, à dominer la vallée du Loppio. Leurs avant-postes, d'une part, à quelques centaines de mètres de Rovereto, atteignaient aussi le Val Terragnolo. Jusqu'au Val Sugana, ils ne dépassaient guère leur propre frontière. Par contre, nos Alliés occupaient la vallée même sur vingt-cinq kilomètres de profondeur, atteignant ainsi le pied du Mont Panarotta.

L'offensive autrichienne débuta le 14 mai, quoique sa préparation fût commencée depuis longtemps. Dès le mois de février, en effet, la presse italienne publiait de nombreuses dépêches relatives à une concentration remarquable de matériel et de troupes. Vers le 15 novembre 1915, il y avait tout au plus 20 divisions autrichiennes (300 bataillons) sur le front italien et 60 d'entre elles défendaient le Trentin. Au cours de mars 1916, les renforts deviennent plus nombreux et on amène au total 200 bataillons. La masse de manœuvre constituée au Sud de Trente comprend 16 divisions d'élite des *Kaiserjäger* tyroliens, des *Landesschützen* montagnards la composent. En outre, un armement considérable est mis à leur disposition. Chaque bataillon possède 32 mitrailleuses au lieu de 6, chiffre normal. Un matériel colossal de pièces lourdes, où entraient même quelques canons pris à l'adversaire, fut amené, formant une artillerie d'environ 2.000 bouches à feu. On y distinguait quatre 420 et plusieurs batteries de 305 automobiles. A la tête de cette armée imposante se plaçait l'archiduc Charles-François-Joseph, avec Conrad von Hötzendorf comme chef d'état-major.

Le 14 mai au matin, se déclanche un formidable bombardement préparant l'attaque. L'état-major allié, nous l'avons déjà dit, connaissait les plans autrichiens. Il semble toutefois que toutes les mesures préventives n'avaient pas été prises. Le feu fut d'une violence particulière sur le plateau du Lavarone où, en plus de la nouvelle artillerie qu'il avait amenée, l'adversaire possédait 30 pièces de 305 fixes. Sous cet ouragan de mitraille, l'infanterie italienne dut quelque peu rectifier ses positions. Secteur par secteur, voici quelles furent les conditions de repli de nos Alliés. Entre le lac de Garde et le Val Lagarina, l'adversaire demeure inactif. C'est vers la croupe de Zugna Torta (1.257 m.), au Sud même de Rovereto, qu'il dirige son principal effort. Six attaques sont repoussées dans la journée du 16 mai avec des pertes énormes. L'Adige charrie de nombreux cadavres. Se rendant compte qu'il n'a pas encore brisé la résistance adverse, l'Archiduc fait à nouveau donner son artillerie lourde. Décimés, les défenseurs évacuent leurs positions intenables et se retirent à trois kilomètres en arrière, sur le Coni Zugna (1.865 mètres). Ce repli entraîne l'évacuation de Mori au confluent des val Loppio et Lugarina. Ils s'établissent alors solidement à Serravalle d'où on commande un important défilé. Etablie là, et au Coni Zugna, l'aile gauche tient sous son feu toutes les positions autrichiennes.

Plus à l'Est, nos Alliés descendant du col Santo

2.114 m.), tenaient le Val Terragnolo. Découverts ar l'avance autrichienne près de l'Adige, ils du-ent quitter le 19 mai, le col Santo, menacé de uatre côtés. Quelques kilomètres plus loin, le asubio (2.236 m.), leur offrait un réduit solide. 'ennemi cherche à tourner la position qu'il ne eut enlever de front. Il enfonce dans le Val 'Arsa un coin entre le Pasubio et le Coni Zu-na, jusqu'à Chiesa. Toutes ces tentatives de pro-ression échouent et même les Autrichiens per-ent le Parmesan un moment en son pouvoir.

Mais, c'est au centre que l'Archiduc fit donner principal de ses forces. Lançant ses troupes 'élite entre le Terragnolo et l'Astico, il voulut ré-uire le saillant qui forme sur ce point la fron-ière italienne.

Il réussit d'abord. Dès le 18 mai, deux forts aliens au Monte Toraro (1.899 m.) et Compomo-on (1.855 m.) succombent. De la Cima Maggio u Soglio d'Aspio, les troupes italiennes recu-ent. Quelques jours après, la ligne Monte Majo, Monte Tormeno, est prise à son tour, la vallée lé Posina occupée et Arsiero change de mains.

Un effort parallèle se dessinait à l'Est sur le lateau des Sept-Communes. Dès le 21 mai, la ime Manderiolo (2.031 m.), est enlevée d'assaut, t le lendemain, Monte Verena à 2.019 mètres vacué, donnant à l'adversaire la maîtrise du al d'Assa et d'Asiago.

Quoique les ailes aient été en général plus cal-nes que le secteur central, dans le Val Sugana, e puissantes attaques refoulent nos Alliés du Monte Collo, de Roncegno, de l'Armentera, de Borgo, du Civarou. Cela n'allait pas d'ailleurs ans quelques succès de détails. Ainsi, les Alpins ans la journée du 15 mai opéraient une contre-ttaque heureuse, prenant 300 prisonniers.

Au même moment, l'adversaire exécute sur le este de la ligne quelques attaques de diversion. n sévère combat, près de Monfalcone, lui coûte mitrailleuses et 254 hommes.

Si la bataille fut un moment indécise, au point e mettre en cause la plaine italienne, la région lors surtout exposée était le centre, coïncidant vec le massif des Sept-Paroisses (Sette Com-uni). Cette terrasse montagneuse, entre Astico t Brenta, constituait, ainsi, la partie capitale de lutte.

Asiago, Rotzo, Roana, Gallio, Foza, Enego et an Giacomo di Liusiana forment un ensemble de ingt-six mille habitants. Ces gens gardent l'em-reinte de leur origine. Une colonie germanique lacée jadis là par Rome, en avant-garde contre envahisseur, a gardé juqu'aujourd'hui son carac-ère particulier et..... particulariste. C'est un des effets persistants de la topographie locale. Des re-lations difficiles avec l'extérieur, dues au man-que de communications, maintiennent le carac-tère ethnograghique d'une contrée, fût-elle même peu de chose au regard de l'ensemble.

*
* *

L'offensive autrichienne dans le Trentin montre comment, grâce à la résistance des deux ailes, le centre de nos Alliés n'a pas été enfoncé. Pendant que se formait en territoire italien un saillant de la ligne ennemie, les positions du Val Lagarina, te-nues par la 37e division du général Ricci, demeu-raient presqu'inchangées. D'habiles contre-attaques menées par la 207e brigade et le 62e d'infanterie (brigade de Sicile) ont rendu à nos Alliés quelques hauteurs d'abord abandonnées. De même, au Val Sugana, après une évacuation de quelques tran-chées avancées, les Alpins ont résisté à tous les assauts.

Ainsi, le centre austro-hongrois, la véritable masse de manœuvre se trouvait « en l'air ». Il vou-lut améliorer sa position en coupant les deux ailes italiennes du corps principal. A l'Est, ces formida-bles attaques vers le Val Sugana italien échouè-rent devant la résistance admirable du Monte Lis-ser. A l'Ouest, il éprouva devant Coni Zugna des pertes tellement sanglantes qu'une seule journée lui coûta 7.000 hommes.

La contre-offensive italienne, au contraire, a donné déjà d'excellents résultats. Elle s'est produite surtout aux ailes, afin d'y accentuer ainsi le dan-ger couru par le centre autrichien. La Cima d'Isi-dore, le Monte Fior, le Monte Magari ont été pris d'assaut, avec six canons, une quinzaine de mi-trailleuses et 500 de leurs défenseurs. Au même moment, une habile diversion devant Monfalcone avait pour résultat la capture de plusieurs retran-chements. La brigade de Naples (75e et 76e régi-ments) appuyée de cavalerie, mis à pied et se dé-ployant en tirailleurs, pénètre dans les lignes en-nemies au Sud de San Antonio enlevant 7 mitrail-leuses, 7 officiers et 478 soldats.

*
* *

Après avoir ainsi examiné les faits, quelques conclusions s'imposent.

Quel était le but de l'attaque austro-hongroise ? Elle voulait, franchissant la barrière montagneuse qui se dresse sur ses pas, déboucher dans la plaine vénitienne, sur la ligne Feltre, Vicence, Vé-rone. Les conséquences d'un pareil mouvement eus-sent été incalculables. Le gros des forces italien-nes, les armées du duc d'Aoste et du général

Frugori sur l'Isonzo, auraient, dès lors, perdu leur meilleure voie de ravitaillement. Dans ces conditions, il lui eût été impossible de rester aussi loin, et un repli derrière le Tagliamento devenait inévitable. — Tel fut le plan habile et non irréalisable de l'état-major autrichien. Dans la réalité, mésestimant toujours ses adversaires, il voulait liquider l'Italie comme il le fit de la Serbie, pour se retourner ensuite contre les Russes. Ce dessein *parfaitement authentique* nous stupéfie aujourd'hui. Il a complètement échoué.

M. Salandra, dans son dernier discours à Monte Citorio déclara que toutes les mesures nécessaires pour parer au coup prévu n'avaient peut-être pas été prises. Qu'arriva-t-il au juste, nous ne savons. Il n'en est pas moins vrai que le général Brusati, commandant l'armée du Trentin, fut mis à la retraite par décision spéciale. Le général Pecori le remplace aujourd'hui, aidé sur le plateau des Sept-Communes par le général Lequio.

En prévision d'une arrivée possible des Autrichiens dans la plaine, des précautions avaient été prises. Plusieurs corps d'armée, appuyés de cavalérie, couvraient Vicence, prêts à toute éventualité, mais ils ne durent heureusement pas intervenir. Aujourd'hui, nos Alliés ont entièrement repris la direction des mouvements et c'est bien là le meilleur indice du changement favorable réellement survenu.

*
* *

L'opinion italienne a été vivement impressionnée par la violence de l'offensive austro-hongroise et aussi par l'origine des corps d'armée qui y prirent part. Le *Corriere della Sera* insistait sur l'avantage de la ligne intérieure dont nos ennemis ne cessèrent de bénéficier, renouvelant ainsi à leur profit la situation dans laquelle se trouva longtemps Napoléon contre les coalisés. Les autres organes de la presse faisaient aussi la même remarque. De là à réclamer l'unité de front entre les Alliés, il n'y avait qu'un pas et il fut franchi *illico*. Comment répondre, en effet, à la situation stratégique et tactique avantageuse de nos adversaires sinon par des efforts mieux coordonnés de notre part et l'offensive autrichienne dans le Trentin l'a fait mieux comprendre au peuple italien. La *Tribuna* disait avec raison que le principe de l'unité de front auquel l'Italie donnait son adhésion comporte la réciprocité. « Il est temps de le traduire en acte, surtout quand avec la fin du printemps, doit venir l'action commune et simultanée qui a été décidée par les Etats-Majors des pays alliés. »

Pendant plusieurs semaines, cette idée demeura l'objet des réflexions du public. On invoquait surtout l'espoir d'une diversion russe. A Rome, dans tous les milieux, on rappelait comment à une année de date, l'Italie contribua à sauver la Russie du désastre. C'était au cours de cette terrible retraite dont, pendant plusieurs semaines, nous nous demandions où et comment elle finirait. La poussée violente des armées austro-hongroises n'a pu se faire qu'en diminuant les forces tenant les lignes galiciennes face aux Moscovites. Ce que l'opinion italienne souhaitait avec tant d'ardeur, voici quelques semaines, se réalise aujourd'hui et sans devancer les faits qui, souvent, censurent non sans rudesse les amateurs de prophétie ne nous est-il pas permis de penser que l'offensive autrichienne dans le Trentin portait en germe les victoires russes d'aujourd'hui. Le *Corriere della Sera* tenait à bien spécifier qu' « il ne s'agit point de nous (Italiens) dégager d'une attaque qui ne nous inspire pas tant d'appréhension, mais de hâter l'issue de la guerre. » La résistance stupéfiante de l'Allemagne depuis vingt-trois mois en face des peuples unis contre elle, n'a pas d'autre raison, en dehors d'une préparation longue et méthodique, que l'absence d'unité dans l'action des Alliés. Comme le faisait remarquer encore ces jours derniers un éminent homme d'Etat, il n'est pas encore arrivé aux Empires ennemis d'être attaqués à la fois sur tous les fronts, mais au contraire, successivement ici, puis là. Le jour où notre coalition, une dans le but, une dans l'idée, sera une aussi dans son action, ce jour-là, la guerre touchera vraiment à son terme et c'est ainsi seulement que nous emporterons la victoire.

Je terminerai par une simple remarque. Pendant les jours angoissants qu'elle vécut au cours de l'offensive austro-hongroise dans le Trentin, l'Italie prêta une attention de tous les instants à ce que disait la presse étrangère et surtout des pays alliés. L'*Idea Nazionale*, entre autres, se félicitait de l'occasion offerte à l'Italie de prouver à la fois la valeur de son armée et celle de sa collaboration à la cause commune. Il ne suffit point d'aller, répétant toujours que dans cette lutte titanesque, nos forces doivent être unies vers le but qui seul importe pour notre salut. Constatons ici comment, dans les plus terribles péripéties, la juste appréciation de nos efforts réciproques peut apporter un réconfort utile, raison nouvelle d'augmenter notre documentation et ainsi d'accroître le bien fondé de nos jugements.

CHARLES STIÉNON.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 15 — 2e SEM. 54e ANNEE 29 JUILLET — 5 AOUT 1916

LES ORIGINES DE LA GUERRE (1)

En présence de la mobilisation autrichienne et de l'action militaire des troupes autrichiennes contre la Serbie, le Gouvernement russe ordonne, dans la soirée du 29, une mobilisation partielle. L'ambassadeur d'Allemagne, Pourtalès, fait à ce sujet, à Sazonoff, une communication menaçante.

Le Tzar invoque l'intervention de l'Empereur d'Allemagne, afin d'éviter le malheur d'une conflagration européenne ; son télégramme se termine ainsi : « Je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ton possible pour empêcher ton allié d'aller trop loin. » Le Kaiser répond qu'il partage le désir du Tzar pour le maintien de la paix, et il déclare que son Gouvernement est prêt à seconder de toutes ses forces, une entente directe entre la Russie et l'Autriche ; mais il maintient le point de vue de Bethmann-Hollweg et de Berchtold sur l'exécution de la Serbie : « Je pense que la Russie peut parfaitement bien se renfermer, en face de la guerre austro-serbe, *dans un rôle de spectateur*, sans entraîner l'Europe dans la guerre la plus effroyable qu'elle ait vue. » Par un nouveau et dernier télégramme du même jour, 29 juillet, le Tzar remercie le Kaiser du ton de son télégramme plus conciliant que la communication de l'Ambassadeur d'Allemagne : *il propose de remettre à la Conférence de La Haye le problème austro-serbe* et son télégramme est terminé par ces mots : « J'ai confiance dans ta sagesse et ton amitié. »

(1) Voir la *Revue Bleue*, no 14, 1916.

Dans cette même soirée du 29 juillet, le Chancelier Bethmann-Hollweg, *rentrant de Postdam*, offre à Sir E. Goschen, ambassadeur de la Grande-Bretagne, « une forte enchère » pour s'assurer la neutralité britannique dans le conflit possible avec la France.

Le 30 juillet, Sir Edward Grey répond aux propositions de Bethmann-Hollweg que ce serait une honte pour l'Angleterre que de passer ce marché avec l'Allemagne, une honte de laquelle la bonne renommée de l'Angleterre ne se remettrait jamais et il ajoute cette déclaration qui, à l'heure où elle fut écrite, était une déclaration décisive et qui demeurera l'éternel honneur de Grey et de l'Angleterre au nom de laquelle il s'engageait :

« *Si on peut conserver la paix de l'Europe et* « *passer sans accident à travers la crise actuelle,* « *mon effort personnel sera de prendre l'initiative* « *d'un engagement auquel l'Allemagne puisse sous-* « *crire et par lequel elle pourra être assurée qu'au-* « *cune politique agressive ou hostile ne sera pour-* « *suivie contre elle où ses alliés par la France, la* « *Russie ou nous-mêmes, soit ensemble, soit sé-* « *parément.* »

Ce même jour, 30 juillet, Sazonoff remet à l'Ambassadeur d'Allemagne la formule suivante pour être transmise d'urgence à Berlin : « Si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a pris le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui violent le principe de la souveraineté de la Serbie, la Russie s'engage à arrêter tous ses préparatifs militaires. » Le Gouvernement allemand répond qu'il trouve cette proposition

inacceptable pour l'Autriche. Grey fait alors la proposition suivante : « Au cas où l'Autriche, après avoir occupé Belgrade et le territoire serbe adjacent, se déclarerait prête à cesser, dans l'intérêt de l'Europe, sa marche en avant et à entrer en pourparlers quant à la manière d'arriver à un règlement complet de la question, j'ai lieu d'espérer que la Russie consentirait également à entrer en conversation et à suspendre tous nouveaux préparatifs militaires, à condition que les autres puissances en fissent autant ».

Dans cette même journée du 30 juillet, dans l'espoir de maintenir la paix et pour prévenir tout incident de frontière, le Gouvernement français ordonne aux troupes françaises de ne pas s'avancer vers la frontière et de rester à dix kilomètres au moins de cette frontière.

Le 31 juillet, le Ministre des Affaires étrangères d'Italie, le marquis de San Giuliano, déclare à l'Ambassadeur d'Allemagne que, la guerre entreprise par l'Autriche *ayant un caractère agressif* ne cadrant pas avec le caractère purement défensif de la Triple-Alliance, l'Italie ne pourra participer à la guerre.

Le même jour, 31 juillet, l'Autriche paraît enfin accepter les pourparlers avec la Russie. Dans les chancelleries de la Triple-Entente, on croit que la crise va être, au dernier instant, conjurée. Sazonoff déclare accepter toutes les modifications suggérées par l'Angleterre, dans un dessein de conciliation, pour la formule destinée à servir de base aux pourparlers. Le Tzar envoie au Kaiser un télégramme qui contient la déclaration suivante : « Nous sommes loin de désirer la guerre. Aussi longtemps que les négociations avec l'Autriche se poursuivront au sujet de la Serbie, mes troupes n'entreprendront aucune action provoquante, je t'en donne solennellement ma parole. Je me confie de toutes mes forces à la grâce de Dieu et j'espère dans le succès de tes démarches à Vienne pour le plus grand bien de nos pays et pour la paix de l'Europe. »

Mais à sept heures du soir, l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris vient demander à Viviani quel sera, en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, l'attitude de la France et déclare qu'il viendra prendre la réponse le lendemain samedi à une heure.

A minuit, le Gouvernement allemand met, par un ultimatum, la Russie en demeure de démobiliser dans les douze heures.

Le 1er août, l'Autriche, par deux démarches faites l'une à Paris, l'autre à Pétrograd, fait savoir qu'elle consent à entamer une discussion sur le texte de la note adressée à la Serbie et qu'elle est prête à négocier avec la Russie sur la base la plus large. Sazonoff accepte avec empressement. Grey et Viviani agissent dans le même sens et travaillent désespérément à un arrangement.

Mais, ce samedi 1er août 1914, à 19 h. 10, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie.

Le dimanche 2 août, de grand matin, les troupes allemandes envahissent le Luxembourg.

Le même jour, 2 août, avant toute déclaration de guerre, les troupes allemandes envahissent également le territoire français ; le poste français de douaniers à Delle est attaqué ; deux patrouilles allemandes du 5e chasseurs à cheval pénètrent jusqu'aux villages de Jonchery et de Baron, à plus de dix kilomètres de la frontière ; l'officier qui commande une de ces patrouilles rencontrant un soldat français, lui brûle la cervelle.

Le 2 août, l'Allemagne, par un ultimatum expirant le lundi matin 3 août à 7 heures, somme la Belgique de livrer passage aux troupes allemandes.

Le 3 août, à 18 h. 45, l'Allemagne déclare la guerre à la France. L'Ambassadeur d'Allemagne, en remettant la déclaration de guerre à la France, la justifie par des agressions qui auraient été commises par des aviateurs français, notamment par un aviateur français qui aurait jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg. M. Viviani dément immédiatement le fait qui, matériellement, était impossible. Aucun aviateur français n'avait jeté de bombes en Allemagne. Néanmoins, Bethmann-Hollweg reproduit l'affirmation dans son discours au Reichstag. Depuis, les Allemands eux-mêmes ont avoué que cette affirmation si grave qui, pour beaucoup d'Allemands, avait motivé la brusque déclaration de guerre, était un mensonge. Voici la déclaration de l'autorité municipale de Nuremberg à ce sujet, en date du 3 avril 1916 : « Le commandant par intérim du 3e corps d'armée bavarois, qui est ici, n'a nulle connaissance du fait qu'avant ou après la déclaration de guerre, des bombes aient jamais été jetées par des aviateurs ennemis sur les lignes de Nuremberg-Kissingen ou Nuremberg-Ansbach. *Toutes les affirmations et toutes les informations des journaux à ce sujet sont manifestement apparues comme fausses.* »

Le 4 août, l'Allemagne déclare la guerre à la Belgique qui a refusé de lui livrer librement passage et les troupes allemandes envahissent la Belgique.

Ce même jour, 4 août, l'Angleterre adresse un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de respecter la neutralité de la Belgique. Le Secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, Jagow, ré-

pond à l'Ambassadeur d'Angleterre que la sécurité de l'Empire rend absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. Il leur fallait pénétrer en France, par la voie la plus facile et la plus rapide, de manière à prendre une bonne avance dans leurs opérations et à s'efforcer de frapper quelque coup décisif, le plus tôt possible. C'était pour l'Allemagne une question de vie ou de mort. « Agir avec rapidité, ajoute Jagow, voilà le maître-atout de l'Allemagne ; celui de la Russie est d'avoir d'inépuisables ressources en soldats. »

Dans la soirée du même jour, le 4 août, le chancelier d'Allemagne, Bethmann-Hollweg, dit à l'ambassadeur d'Angleterre « que la mesure prise par le Gouvernement de la Grande-Bretagne était terrible au dernier point. Juste pour un mot, « neutralité », un mot dont, en temps de guerre, on n'a si souvent tenu aucun compte, *juste pour un chiffon de papier*, la Grande-Bretagne allait faire la guerre. »

Le 4 août 1914, à minuit, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne.

Voilà les faits, voilà l'ossature des événements ; les mensonges effrénés de Bethmann-Hollweg et tous les faux serments que le Kaiser jette à la face de Dieu n'y pourront jamais rien changer.

C'est le Gouvernement allemand qui, par son alliance avec l'Autriche en 1879 a préparé le rapprochement de la Russie et de la France ; c'est lui qui, en 1899, a fait échouer le Congrès de La Haye, par lequel le Tzar Nicolas voulait donner la paix au monde ; c'est lui qui a encouragé la Turquie dans ses crimes ; c'est lui qui, par ses interventions bruyantes, les menaces de sa politique mondiale, ses refus réitérés de limitation des armements a inquiété l'Angleterre et l'a rapprochée de la France ; c'est lui qui, à partir de 1905, n'a cessé de provoquer la France et l'a troublée dans son rêve de paix démocratique ; c'est l'Autriche qui, en 1908, par l'annexion de la Bosnie Herzégovine, a déjà failli provoquer la guerre ; c'est l'Autriche qui, malgré la soumission de la Serbie, a déclaré la guerre à la Serbie, le 28 juillet ; c'est l'Allemagne qui, au moment où l'Autriche revenait à la raison, a déclaré la guerre à la Russie le 1er août, à la France le 3 août et à la Belgique le 4 août.

Les Allemands ont beau malaxer et tarabiscoter les textes, ils n'arrivent pas à obscurcir la vérité : tous les documents qu'ils publient se retournent contre eux.

En 1915, Karl Helfferich a essayé de donner le ton : d'après lui, ce serait la Russie qui, en refusant de laisser écraser la Serbie, aurait provoqué la guerre ; ce serait l'Angleterre qui, en refusant de laisser écraser la France, aurait provoqué la violation de la Belgique. L'exposé de Karl Helfferich se termine par cette phrase : « En voulant faire croire qu'elle a tiré l'épée pour la protection de la neutralité belge, l'Angleterre rappelle le séducteur qui se proclame le gardien de l'innocence tombée dans ses pièges ». On prétend que cette énormité a enchanté le Kaiser et qu'elle a contribué à attirer la faveur impériale sur le jeune banquier bavarois ; si ce prestidigitateur n'a pas dans son sac des tours plus subtils pour soutenir les finances de l'Empire, les créanciers de l'Allemagne sont mal en point. Karl Helfferich tire vanité de sa bibliothèque et de ses riches reliures : probablement il n'a pas très bien lu La Fontaine ; puisqu'il aime les apologues, qu'il relise la fable du Loup et de l'Agneau.

Les affirmations cyniques de Karl Helfferich viennent d'être reprises et développées par un sous-ordre de l'espionnage allemand. Un individu qui avait rédigé longtemps à Paris le *Pariser Zeitung* et qui s'est éclipsé prudemment quelques jours avant la guerre, a publié à Berne, en 1916, sous le titre : « Le Livre arc-en-ciel », un pot-pourri des sept livres diplomatiques des puissances belligérantes. La préface et la conclusion, les titres, les notes et les commentaires qui enveloppent chaque document, passent par toutes les formes du mensonge, depuis l'escobarderie jusqu'au faux majeur ; les documents eux-mêmes sont souvent tronqués, rapprochés dans un ordre arbitraire, travaillés avec acharnement pour produire la démonstration qu'on annonce aux premières lignes de la préface. Tant de fiel et de venin sont dépensés en pure perte ; la vérité sort sans peine de ce livre qui voudrait être perfide ; je défie tout homme de bonne foi, fût-il allemand, de poser le livre sans crier : « Le Gouvernement allemand et le Gouvernement autrichiens seuls ont voulu la guerre. »

Quand on lit ce livre arc-en-ciel, la bonne foi, la générosité, la volonté passionnée de paix du Tzar, du Roi d'Angleterre, de Grey, de Sazonoff, de Viviani, de Bienvenu-Martin, de Cambon, éclatent et jaillissent de toutes les pages, de la première jusqu'à la dernière. En face d'eux, l'adversaire énigmatique conduit impitoyablement et en ricanant le jeu sanglant : c'est le duel de Valentin qui croit à l'honneur et à la loyauté, avec Faust protégé par Méphisto.

« Monsieur le docteur, ne faiblissez pas ; poussez maintenant... je pare.... Voilà mon lourdaud

apprivoisé. Maintenant au large ; il faut nous éclipser lestement, car j'entends déjà qu'on crie : Au meurtre ! »

Mais Bethmann-Hollweg n'avait pas suffisamment médité Gœthe : la niaiserie de Faust, même doublée des ruses de Méphisto, doit toujours compter avec la justice de Dieu : dans la circonstance, la vieille et grande Angleterre a été la justice de Dieu.

En voulant démontrer que l'Angleterre a fait la guerre, non pas seulement pour défendre la neutralité de la Belgique, mais aussi pour ne pas laisser écraser la France à laquelle, cependant, l'Angleterre n'était liée par aucun traité, Karl Helfferich et ses scribes ne font que resserrer la fraternité reconnaissante qui unira désormais la France à l'Angleterre.

En 1915, le Gouvernement allemand avait déjà fait publier, sous le titre « documents diplomatiques », cent dix-neuf lettres soigneusement extraites des archives du Ministère des Affaires étrangères de Bruxelles ; ces lettres qui s'échelonnent, entre le 7 février 1905 et le 2 juillet 1914, sont les dépêches des Ministres belges à Berlin, à Londres et à Paris ; dans chaque lettre, le Gouvernement prussien a fait imprimer en gros caractères les passages qu'il juge nuisibles à l'Angleterre, à la France ou à la Russie. La publication a particulièrement pour objet de prouver que le Gouvernement belge n'était pas favorable à la France et peut-être désirait-on appuyer ainsi certaines propositions de partage de la Belgique. Etant débarrassée de tout commentaire allemand, la publication est moins malhabile. Le doigté spécial du fonctionnaire prussien qui, en élaborant cette compilation, a cru porter un coup aux Alliés, se reconnaît cependant dans la publication de la lettre 39, lettre du baron Greindl, du 27 janvier 1908. Le baron Greindl écrit : « Depuis vingt ans, je n'ai jamais constaté, chez le Gouvernement impérial, la moindre velléité d'abuser de sa force et de notre faiblesse. » Le Prussien qui a jugé opportun de publier cela, avec des caractères majuscules, en 1915, un an après le traitement infligé par le Gouvernement allemand à la Belgique, peut se vanter d'avoir reculé les bornes de la plus audacieuse bêtise.

Nous n'avons pas les originaux des lettres ; nous ne savons pas comment le Gouvernement prussien a fait cette compilation ; elle ne contient que cent dix-neuf lettres pour trois légations et plus de neuf ans : combien d'autres lettres plus intéressantes pour nous n'ont pas été publiées ?

Cependant, de la lecture de cette brochure sort la même conclusion puissante et absolue que de toutes les brochures publiées par les Allemands eux-mêmes : seul le Gouvernement prussien a voulu la guerre. Il n'y a presque aucune de ces cent dix-neuf lettres, même celles du baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, admirateur évident de l'Allemagne, où le lecteur impartial, à côté des passages soulignés par le Gouvernement prussien, ne trouve à souligner d'autres passages prouvant que jamais l'Angleterre, la France et la Russie n'ont voulu la guerre. C'est dans une lettre du baron Greindl du 1er juillet 1907, qu'on rencontre la constatation suivante : « Il est visible que le nouvel ambassadeur de France à Berlin, M. Cambon, a le désir d'améliorer les relations de son pays avec l'Allemagne et il y a lieu de croire qu'il a présenté des propositions concrètes ou qu'il se propose d'en faire lorsqu'il jugera le moment favorable. »

L'avant-dernière lettre du recueil, celle qui porte le n° 118, est une dépêche envoyée par le baron Beyens, *le 12 juin* 1914 ; elle contient le passage suivant : « La majorité de la nation française ne veut certainement pas d'une guerre, et cette guerre ne serait pas nécessaire à l'Allemagne. Dans peu d'années, l'équilibre des forces ne sera plus possible entre elle et sa voisine. L'Allemagne n'a qu'à prendre patience, qu'à poursuivre en paix le développement incessant de sa puissance économique et financière, qu'à attendre les effets de sa natalité prépondérante, pour dominer sans conteste et sans lutte toute l'Europe centrale. »

Voilà ce qu'à la veille de la guerre, un neutre pensait de la France et de l'Allemagne ; le Gouvernement prussien lui-même le publie; il ne l'a pas fait imprimer en gros caractères ; il a eu tort ; il pouvait le mettre en exergue sur la couverture : c'est tout le résumé de la brochure et c'est déjà la vérité de l'histoire.

Mais alors, pourquoi les Allemands ont-ils fait la guerre, cette guerre où ils allaient tout perdre ?

« Quos perdere vult Jupiter, dementat. »

Parce que, dans leur sottise féroce, ils croyaient qu'on n'oserait pas leur résister et surtout, parce qu'ils croyaient que si, par hasard, on leur résistait, ce ne serait pour eux, qu'une partie de chasse. Tant d'armes cruelles avaient été accumulées ; tant de pièges minutieusement préparés ; comme on allait pouvoir, presque sans aucun risque, les massacrer, par centaines de milliers, ces Français et ces Russes ! Et l'ivresse du meurtre emplit les cervelles germaniques dont l'incendie de Louvain, le naufrage de la *Lusitania* et l'assassinat d'Edith Cavell allaient, devant les peuples et les siècles, stigmatiser la culture.

Les documents des chancelleries et les mémoires

livreront peut-être un jour toutes les combinaisons du Kaiser pour gouverner les nations et caser sa progéniture ; dès maintenant, nous sommes fixés sur la volonté qu'avaient les Allemands d'établir leur domination mondiale : Ce qui ne plie pas sera brisé », a dit Bethmann-Hollweg. Les petites nations doivent obéir aux grandes nations : si elles ne se soumettent pas, on les corrige ou on les exécute.

En 1905, l'Allemagne tâche de commencer à appliquer son système ; en 1909, l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, annexe la Bosnie et l'Herzégovine. La Serbie gêne l'Autriche ; depuis 1913, l'exécution de la Serbie est résolue ; en juin 1914, l'occasion s'offre ; on la saisit ; entre le 28 juin et le 23 juillet 1914, l'affaire est machinée ; la Russie ne marchera probablement pas, si elle marche, on pèsera brutalement sur la France pour la détacher de la Russie ; si la France n'abandonne pas la Russie, car elle est loyale, on écrasera d'abord la France et on règlera le vieux compte avec elle : la France libérale et démocratique gêne le gouvernement prussien de l'Allemagne, comme la Serbie gêne l'Autriche. Tout est prêt et tout est très bien combiné depuis longtemps : mais on a compté sans l'intervention de l'Angleterre; quand cette intervention devient menaçante, il y a du flottement dans le jeu : on fait tout pour obtenir la neutralité de l'Angleterre;on use de ces promesses énigmatiques d'intégrité territoriale, après l'exécution militaire. Comme on a dit à la Russie : « Tenez-vous donc tranquille et laissez-nous exécuter la Serbie, puis que nous respecterons ensuite son intégrité territoriale », on dit à l'Angleterre : « Laissez-nous donc exécuter la France ». Et l'on promet à l'Angleterre une forte enchère. L'Angleterre repousse le marché avec mépris. Alors, on hésite, on recule un instant et, le 31 juillet, la paix est sur le point d'être sauvée. Mais dans un dernier sursaut de folie, le soir du 31 juillet, le Kaiser, maître absolu, en cet instant suprême, de la paix et de la guerre, déchaîne la guerre.

HENRI CHARDON.

LA SERBIE FIDÈLE (1)

Avant la guerre, on connaissait très mal la Serbie. Seuls, quelques amis fidèles qui avaient eu la bonne fortune de vivre dans l'intimité des Serbes, avaient deviné, parce qu'ils les en trouvaient dignes, les destinées qui les attendaient. Ils avaient étudié l'histoire de ce peuple héroïque ; ils avaient suivi sa lutte séculaire contre les Turcs et les Autrichiens,, ils avaient compris son inébranlable confiance dans une inévitable restauration, et sa foi profonde dans la grandeur de la patrie.

Le Turc s'était toujours montré pillard, il avait partout rançonné à merci. L'Austro-hongrois se servit d'autres armes, et, après avoir essayé tour à tour de la menace et de la corruption, il tenta en pleine paix de ruiner la Serbie. Celle-ci pouvait résister par les armes ; avec ses gorges et ses défilés, elle formait une forteresse gigantesque, mais elle était, au point de vue économique, dans un état d'infériorité incontestable. Formée d'un énorme nœud de montagnes, nulle part elle n'atteignait la mer, elle manquait de débouchés, étouffée par les contrées voisines qu'habitaient pourtant des populations serbes, mais soumises malheureusement au joug de l'étranger. Ses produits ne pouvaient s'écouler à son gré ; toute sa vie intérieure était gênée, l'Autriche fermant les frontières de la Save et du Danube, selon les caprices ou les intérêts de sa politique. Par les Portes de Fer, les transports étaient onéreux, et la Hongrie, maîtresse du canal, y avait établi des droits très lourds pour les peuples riverains. Seule, une entente avec le gouvernement de François-Joseph pouvait faciliter le commerce serbe, mais il eût fallu consentir en échange d'avantages économiques à des compensations honteuses, renoncer à des droits anciens, admettre des prétentions contraires à la vérité, renier le passé et compromettre l'avenir. C'était leur honneur même que les Serbes auraient été forcés d'engager.

Bien rares étaient les Européens qui comprenaient ces choses et qui accordaient à la Serbie toute la reconnaissance qu'elle méritait. Ces fiers montagnards, en effet, qu'assiégeaient, pour ainsi dire, de toute part, les gens de la plaine, ont lutté pendant des siècles pour sauver l'Europe des envahisseurs. Ils ont fait du fouillis de chaînes de montagnes où ils vivent le rempart de la chrétienté contre les Turcs, puis l'obstacle barrant aux Germains la route tant cherchée vers l'Orient. Ils doivent les grandes qualités que chacun leur reconnaît aujourd'hui, bravoure, ténacité, fidélité au passé, esprit de sacrifice, amour de la liberté, mépris de la mort, aux épreuves qu'ils ont supportées pendant des siècles avec tant de vaillance, ainsi qu'à la situation géographique même de leur pays.

(1) Conférence donnée dans la série : *L'effort des Alliés.*

Ce pays est d'une singulière beauté, il ressemble à l'âme des hommes qui l'habitent. Il garde une force profonde de charme et de séduction. Aucun de ceux qui sont passés par la Serbie n'y a pu échapper : diplomates, savants, voyageurs ont été très vite et très doucement conquis, qu'ils aient vécu dans Belgrade dont la bonne citadelle et les clochetons élancés se dressaient fièrement à la frontière même du pays et se montraient de si loin comme une promesse et une espérance aux Serbes soumis de Hongrie, soit qu'ils aient parcouru les villages où les jolies paysannes, dont les yeux bien francs disaient le bon cœur et l'honnêteté, venaient, vêtues du corsage rouge, du tablier brodé et de la chemisette ornée d'harmonieux dessins, leur offrir des piments rouges et des raisins dorés.

Peu démonstratif, le Serbe ne se livre pas vite, tout chez lui se passe en dedans, au fond du cœur, mais lorque sa confiance est gagnée, il se donne complètement et pour toujours, et il est fidèle à l'amitié comme il l'a été toujours à sa patrie, à ses rêves, à ses espérances. Comparé à l'Austro-hongrois, c'est lui qui représente le progrès au point de vue moral et social à la fois. Il sait ce qu'il veut, il sait ce qu'il doit, et ce qui est plus rare encore, pour réaliser son avenir, il a su attendre!

Sur les excellentes routes qui mènent de Chabats à Valievo, de Négotine à Tchoupria, de Niche à Stoudenitza, ou qui traversent la féconde Choumadia, la riche région de Smederevo, les défilés de Pirot ou de Vrania, dans ces merveilleux paysages faits à souhait pour le plaisir des yeux, que la guerre et la barbarie des hommes viennent de parsemer de ruines et de désastres, ce qui frappait, tout d'abord, c'était l'honnêteté de la terre et l'honnêteté des hommes qui la cultivaient. La terre serbe est généreuse et douce ; elle comprend l'amour et le respect qu'a pour elle le paysan. Elle le récompense amplement de ses peines. Chaque cultivateur se dit avec fierté gentilhomme, il pense avec raison qu'il pratique le plus beau des métiers et qu'on s'ennoblit toujours en travaillant le sol sacré de la patrie.

Partout, aux immenses champs de maïs et de blé dont la masse d'or ondule lentement jusqu'à l'horizon, et dont les épis abritent de leur ombre hospitalière des courges, des haricots et des potirons, succèdent de vastes pruneraies dont les fruits, exportés au loin, font la richesse des paysans. Pourtant les grandes fortunes sont rares ; nous sommes dans un pays de petite propriété. Protégé par une loi très humaine, chacun a son lopin de terre, sa maison dont pas un créancier ne pourrait le chasser, et nulle part, à travers les campagnes, on ne peut, à part quelques tziganes, rencontrer de mendiants.

Pourtant, on aperçoit parfois des installations très importantes : elles sont l'apanage de toute une famille depuis plusieurs générations. L'héritage paternel, non partagé, est resté en commun, augmenté par des acquisitions nouvelles et par la dot qu'ont apportée tour à tour les femmes : ainsi, se sont formées ces grandes « zadrougué » qu'on a décrits si souvent et qui donnent un caractère si original aux villages des pays serbes. Ces communautés familiales comprennent parfois jusqu'à soixante personnes que dirige tantôt le plus âgé, tantôt le « gospodar » choisi par tous les membres qui composent l'association. Il est vrai qu'elles sont moins nombreuses qu'autrefois et que la propriété individuelle succède peu à peu, trop brusquement peut-être, à la propriété collective.

Le paysan, chose rare, dans tant d'autres pays, montre un grand respect pour celui qui sait. Dès qu'un enfant a des dispositions pour apprendre, quelque pauvre qu'il soit, il trouvera toujours, grâce à un plus riche, les moyens de terminer ses études, d'abord à l'école, ensuite au gymnase, puis à l'Université, parfois même à l'étranger. Beaucoup des hommes qui sont parvenus aux plus hauts emplois de leur pays, arrivèrent ainsi au pouvoir avec l'aide de ceux qui avaient deviné les qualités dont ils étaient doués et, grâce aussi à leur travail et à leur intelligence.

Partout, l'hospitalité est charmante : on est conquis par la bonne grâce, la simplicité de l'accueil reçu et la façon de donner ajoute une incomparable valeur à tout ce qui est offert. Toujours l'étranger est le bien venu, mais nul plus que le Français ; c'est vers lui que le Serbe se sent le plus attiré ; il n'oublie pas que les grandes idées de liberté lui sont venues de France et que le merveilleux effort contre le joug des Turcs est né des principes mêmes de la révolution française. On connaît notre histoire, on lit nos livres, on comprend et on suit nos débats généreux. Dans les plus petites villes, même parfois dans de simples villages, on trouve des femmes qui, toutes seules, ont appris le français et qui le parlent couramment. Le mouvement de propagation de notre langue était général avant la guerre et, depuis quelques années, les jeunes gens qui se présentaient au baccalauréat lui donnaient une préférence marquée sur l'allemand : plus d'une fois, le gouvernement serbe — M. Milovanovitch, le ministre des Affaires étrangères, regretté, s'en était occupé — a demandé à la France de fonder à Belgrade des gymnases français. Il est juste, ici, de rendre

hommage aux deux hommes qui ont contribué le plus à ce mouvement, à M. Descos, ministre plénipotentiaire, et à M. Gravier, le lecteur de français à l'Université de Belgrade qui, après avoir fait si bonne besogne en Serbie, est mort vaillamment devant Carency.

Au culte de la terre, s'ajoute le culte du passé. On ne va pas chercher dans ce passé très sombre des raisons de découragement, on y trouve, au contraire, des leçons d'énergie ; on y entend ce que dit l'histoire ; on constate que, jadis, la Serbie, rempart de la chrétienté contre les invasions turques, fut une grande nation, que ses droits à l'indépendance sont déjà très anciens et qu'elle ne réclame aujourd'hui que ce qui lui a appartenu jadis ; on communie avec les héros, on rêve aux revanches espérées. Avant ces années de guerres incessantes et d'épidémies terribles, tous les enfants savaient que la Serbie avait été vaincue à Kossovo, mais que l'avenir qui appartient à ceux qui osent, devait lui rendre un jour tous les territoires perdus.

Le 28 juin est le jour de la fête nationale serbe qui n'est pas seulement célébrée dans la Serbie indépendante, mais dans tous les pays où vivent des Serbes. C'est le « Vidovdan », jour du présage, de l'espoir indéracinable, de la juste revanche. Le malheur épure les grands peuples, ainsi que les grandes âmes : chose surprenante, bien belle aussi, ce que les Serbes glorifient depuis des siècles, dans un même amour pour la patrie, en Bosnie comme au Monténégro, en Serbie comme en Croatie, dans le Banat comme en Macédoine, c'est l'anniversaire de la grande défaite qui, en 1389, a entraîné pourtant après elle tant de deuils et de souffrances, tant de misères et de tortures, et, ce qui est pire que tout pour un yougoslave, le plus dur des esclavages.

C'est qu'à Kossovo, le courage n'avait jamais faibli, l'honneur était resté sauf et il appartenait aux générations futures de rendre hommage chaque année aux héros dont le sort avait été si malheureux qu'ils avaient préféré la mort à la perte de la liberté. Si complète, si cruelle qu'avait été la défaite, elle n'avait pas réussi à tuer l'espérance. Les femmes et les vieillards savaient qu'il fallait dire aux enfants qu'ils devaient venger leurs frères, les moines poursuivaient dans leurs monastères une tâche nationale, et, grâce à leur enseignement opiniâtre, grâce à l'influence des savants et des lettrés de Doubrovnik (Raguse), l'idée nationale restait toujours vivante. Dans le peuple, elle se confondait avec la fidélité à la religion orthodoxe. Les cœurs ont ainsi conservé, immortels articles de foi, la fidélité du passé, le respect de leur race féconde, la foi dans la revanche, lente à venir, inévitable pourtant, quand chacun la prépare en silence et que tous sont décidés à la réaliser, l'heure venue, n'importe à quel prix.

Poètes entre tous les slaves, les Serbes se souviennent qu'ils ont toujours marché au combat, entraînés par les bardes qui leur chantaient des chansons guerrières. Les vieillards répétaient aux enfants les épopées héroïques et les légendes populaires. Les beaux vers, toujours ont provoqué les grandes actions. Hier encore, dans la blanche maison du paysan, on voyait au mur la « guzla » des vieux trouvères, et chacun savait par cœur les vers du poète Iovanovitch, où les tombeaux des ancêtres parlent aux hommes d'aujourd'hui et leur dictent leur devoir avec tant d'éloquence et de simplicité.

Là où je me suis arrêté, tu poursuivras,
Ce que je n'ai pas pu, tu le pourras,
Où je n'ai pas su arriver, tu arriveras,
Ce que j'ai commencé, tu l'achèveras,
Ce que nous devons, tu l'acquitteras.

Dans ces vers, nous trouvons tous les grands principes, toutes les nobles idées qui ont fait agir les Serbes : jamais chez eux, on n'avait à prononcer le mot devoir : il était gravé à jamais dans le cœur des enfants.

Jusqu'en 1908, les Serbes travaillaient en silence : c'est au mois d'octobre de cette même année qu'ils comprirent que les temps étaient révolus et que de grandes épreuves étaient réservées aux grands courages. Brutalement, l'Autriche-Hongrie avait annexé la Bosnie-Herzégovine et les journaux de Vienne avaient bruyamment célébré ce fait comme une victoire remportée par les armes : ils nous ont habitués, depuis, à bien d'autres imprudences !

Il y eut dans les rues de Belgrade une manifestation presque silencieuse, immense, grandiose dans sa simplicité ; partout, dans les villes où je passais, de Kragouievats à Belgrade, j'ai constaté un calme absolu et la résolution de vaincre ou de mourir si la patrie le demandait.

Tout ce que racontèrent alors les journaux de Vienne et de Budapest ne fut que mensonge ; il n'y eut ni carreaux cassés à la légation d'Autriche, ni cris séditeux, mais une dignité merveilleuse de calme et de force. De l'autre côté de la Save, au contraire, je ne vis entre Semlin et Zagreb (Agram) que régiments sur pied de guerre, que rivières et ponts gardés. D'un côté, on provoquait ouvertement ; de l'autre, courageusement, on attendait. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine fut pour les

Serbes ce que fut pour la France le coup d'Agadir. Elle prouva aux hommes d'Etat que le danger menaçait la frontière, elle leur permit de voir une réalité prochaine dans les rêves dont les populations serbes s'étaient si longtemps bercées. Le traité de Berlin était violé par l'Autriche ; ils en appelèrent à l'Europe, mais devant la menace d'une guerre générale, la Russie céda à son amour de la paix. M. Milovanovitch, en écoutant les bons conseils, se montra sage et prudent, mais tous les Serbes avaient compris l'avertissement. Il fallait donc se préparer aux luttes prochaines, l'ennemi n'en resterait pas là, mais la Serbie avait senti battre à l'unisson du sien le cœur de la Russie, de la France et de l'Angleterre.

Un pays où le devoir à accomplir est si grande chose devait vaincre dans la guerre des Balkans. Au grand étonnement des diplomates de presque tous les pays que certains consuls avaient pourtant, en vain, renseignés, Serbes, Bulgares, Grecs, Monténégrins, surent mener à bien la coalition qu'ils avaient formée contre les Turcs qui furent bientôt définitivement battus. L'union balkanique était victorieuse. Les Serbes rivalisèrent avec les Bulgares d'enthousiasme et de courage, ils donnèrent même plus que la collaboration demandée. Ils avaient promis 150.000 hommes, ils en envoyèrent 300.000. Plus d'une fois, ils firent ce qui aurait dû être accompli par les Grecs et c'est grâce aux canons de campagne fournis par le roi Pierre qu'Andrinople tomba au pouvoir des Bulgares. Ce sont, d'ailleurs, ces mêmes canons que Ferdinand ne voulait plus rendre quelques mois après.

On sait comment l'Autriche, qui haïssait la Serbie pour tout le mal qu'elle voulait lui faire et pour la peur qu'elle en avait, l'empêcha, par son veto brutal, d'aller jusqu'à l'Adriatique chercher le port indispensable à sa vie économique et comment celle-ci fut amenée, en constatant combien sa part était amoindrie, à demander à la Bulgarie une légitime compensation. A Sofia, on fit la sourde oreille, le gouvernement se montra insolent et agressif et fit attaquer traitreusement l'alliée de la veille. Ferdinand, poussé par les Autrichiens, entraîna le parti militaire qui obéissait, lui aussi, à de sourdes menées germaniques. Dès ce jour, la trahison envers la Russie était commencée : on ne le comprit pas à Pétrograd.

La Bulgarie fut battue comme elle le méritait : elle aurait été écrasée complètement si le général Putnik et le gouvernement serbe l'avaient voulu. Ils pouvaient anéantir l'armée, mais cédèrent à un mouvement généreux, car ils gardaient peut-être l'espoir d'une future réconciliation. La Serbie y gagna plus de territoires qu'elle n'en avait espéré. Rien, pourtant, sans doute, n'était définitif et, en 1913 même, quand j'ai causé à Belgrade avec les hommes d'Etat serbes, tous me parurent désireux d'une entente prochaine avec la Bulgarie ; il fallait laisser aux rancunes le temps de s'apaiser et attendre que les esprits pussent juger plus sainement. Pour eux, l'ennemi naturel était à l'ouest et l'intérêt de leur pays était de reformer, même au prix de certains sacrifices, pour le bien des peuples qui l'avaient signée, l'union balkanique qui n'existait plus.

J'ai visité alors une partie des pays délivrés du joug des Turcs : Koumanovo, Skoplie, Prichtina : partout, j'ai constaté le désir, le besoin de la paix ; on voulait rendre aux Serbes délivrés la vie plus douce et plus facile, fertiliser les terres conquises, et respecter les droits de ceux des Turcs qui étaient devenus les sujets de la Serbie.

L'effet de la victoire slave fut considérable dans tous les pays soumis à l'Autriche. Pour tous les Serbes libres ou soumis, Kumanovo avait été la revanche de Kossovo et on rêvait à Belgrade d'organiser un grand pélerinage et de convoquer sur les champs de bataille que, jadis, avait désolés la défaite, tous les amis fidèles de la Serbie.

Malgré la guerre et les épidémies, la terre avait été bien cultivée, les courageuses paysannes avaient travaillé ainsi qu'auraient fait les hommes s'ils avaient été là. Cependant, dans les villes et dans les campagnes, quand on parlait de l'Autriche, on sentait qu'à elle, on ne voulait, on ne pouvait rien pardonner. Le rêve avait été trop beau et trop prêt d'être réalisé, on avait été trop cruellement déçu : si elle attaquait un jour, me disait-on, les fusils partiraient tout seuls ! On ne la craignait pas, François-Joseph n'a jamais connu que la défaite, et une paysanne qui avait été très éprouvée pendant la guerre balkanique se montrait, devant moi, prête, s'il le fallait, à de nouveaux sacrifices, et me disait un mot admirable dans sa simplicité, qui prouvait combien le peuple, malgré son désir de vivre en paix, était prêt au devoir : « Qu'importe les feuilles et les branches qui tombent, pourvu que l'arbre reste debout ! »

C'est à la fin du mois d'octobre 1913 que j'eus avec le roi de Serbie un entretien inoubliable. J'avais eu l'honneur déjà d'être reçu plusieurs fois par lui dans ce Konak ruiné maintenant, qui dominait la ville. Pierre 1er avait vieilli, ce n'était plus le bel officier qui portait avec tant d'élégance l'uniforme gris-perle ; il s'appuyait sur une canne et marchait courbé, à petits pas, mais, dès qu'il

parlait, on reconnaissait celui qui a su se montrer bon Français. Parmi tous les rois du monde, nul n'est plus digne de porter notre Légion d'Honneur, il l'a gagnée en 1870, sur le champ de bataille, en combattant pour nous contre les Allemands.

« Vous avez vu, me dit-il, les terres libérées, c'est maintenant l'heure du travail, de la paix et du recueillement ; mais, vous avez vu aussi ce que peuvent faire les Serbes et quels vaillants soldats, le jour où elle aura la guerre avec l'Allemagne, je pourrai mettre au service de la France ».

Neuf mois après, c'était la France qui se levait tout entière pour sauver la Serbie.

L'Autriche qui, depuis le traité de Bucarest, n'avait cessé de fomenter contre les Serbes des troubles en Albanie, prit comme prétexte l'assassinat de Sarajevo sur lequel toute la vérité n'est peut-être pas connue. Le comte Berchtold rendit responsable le gouvernement serbe et annonça publiquement que, sur ce sujet, il n'admettait aucune discussion. Chacun connaît la suite, les exigences odieuses formulées, la sage soumission de la Serbie, la rupture insolente et préméditée, alors que toutes les conditions étaient acceptées, le rôle prépondérant de l'Allemagne, les premières victoires serbes, Belgrade bombardée pendant quatre mois, avant que les Autrichiens n'y puissent entrer.

Le monde entier avait reconnu que le gouvernement de M. Pachitch était allé jusqu'à la limite des concessions possibles. Les Serbes avaient accueilli la déclaration de guerre avec calme et courage. Il fallait accepter l'inévitable. Les temps étaient enfin révolus. Chacun répondit à l'appel de la patrie. Il n'y eut aucune manifestation bruyante, aucune forfanterie. On savait que la tâche serait dure, que, seuls, les Monténégrins marcheraient, que les Bulgares étaient hostiles et que si l'on pouvait compter sur M. Venizelos, il fallait se défier du roi Constantin. Pourtant ce qu'avaient prévu depuis longtemps des hommes d'Etat et des publicistes serbes se réalisa : la conflagration devint générale. L'Allemagne voulait la guerre et il est évident, d'après les livres et les documents diplomatiques publiés, qu'au dernier moment, elle ne permit plus à l'Autriche-Hongrie d'hésiter.

Pour la première fois, il y eut une démonstration à Belgrade, des cris retentirent devant les légations : Vive la France, Vive la Russie, Vive l'Angleterre. Les nations les plus généreuses se levaient pour soutenir contre la barbarie la cause de la justice et de la vérité.

Après les défaites du Tser, du Iadar et de Chabats, les troupes autrichiennes revinrent plus acharnées et plus nombreuses ; les Serbes durent se replier : le pays était envahi, débordé du côté de la Save et de la Drina. Les journaux ennemis chantaient déjà victoire, la Serbie allait succomber ! Seuls ceux qui la connaissaient conservaient espoir et confiance; ils voyaient dans le recul l'exécution d'un vieux plan depuis longtemps décidé. Les soldats cherchaient l'endroit favorable d'où ils prendraient magnifiquement leur élan.

Le vieux roi Pierre, malade, avait dû céder la régence à son fils ; devant le danger, il quitta la ville d'eaux où il vivait et se fit conduire sur le front ; là, un drapeau à la main :

« Soldats, c'est le vieux roi qui vient mourir avec vous ; s'il en est parmi vous qui aient peur, qu'ils s'en aillent ».

Personne ne partit, ce furent les Autrichiens qui eurent peur et qui se sauvèrent bien vite : fidèles à tout leur passé, les Serbes avaient livré une bataille sans merci ; l'ennemi fut complètement défait et, dans sa fuite éperdue, il abandonna blessés, munitions, canons, fusils, drapeaux. Ce fut pour l'armée du général Putnik un butin magnifique.

Le 15 décembre, pendant que les Serbes achevaient de jeter les Autrichiens dans la Save, au bruit des canons qui sonnaient la victoire, le roi rentra à Belgrade, sa ville blanche, rouge maintenant de tout le sang versé ; il se fit conduire d'abord à la cathédrale dont on dut forcer les portes pour qu'il puisse y faire son action de grâces ; puis il se rendit au Konak. Sur la porte de ce palais royal, étaient inscrits ces simples mots : « Demander la clé au capitaine autrichien ». Le capitaine était plus loin, parmi les morts, peut-être. On enfonça la porte, un soldat grimpa aux fenêtres, arracha le pavillon ennemi qui y pendait encore et le roi Pierre rentra chez lui foulant sous ses pieds le drapeau autrichien.

L'armée serbe avait fait 64.000 prisonniers : la plupart sont aujourd'hui en Italie où ils ont été expédiés avant la retraite ; les autres étaient morts de leurs blessures ou de maladies.

Hélas, dans les pays envahis, les villes martyres avaient été nombreuses, les maisons avaient été brûlées, les églises profanées, Chabats, le Petit Paris Serbe, comme on aimait à l'appeler, était en ruines ; Loznitsa, si jolie avec sa gracieuse église, n'existait plus ; Kovilatcha, la verdoyante ville d'eaux au bord de la Drina, n'était plus que cendres ; Valiévo, aux environs si joliment aménagés, avait aussi grandement souffert ainsi que les admirables villages de la région, Chtitar, Novo

Solo et tant d'autres qui étaient peut-être les plus florissants de toute la Serbie.

Mais les hordes sauvages avaient fait pis encore ; ils ne s'étaient pas contentés de brûler et de piller, ils s'étaient attaqués aux personnes et avaient commis les crimes les plus effroyables. On constata bien vite, en effet, que les cruautés les plus odieuses avaient été exercées : jamais, peut-être, on n'avait vu pires abominations ; le professeur Reiss de Lausanne en a donné la liste très longue et, pourtant, il n'a pas pu tout voir. On n'eut de pitié pour personne : les Autrichiens réservèrent à la population civile les plus terribles supplices : on tua, c'est le professeur Reiss qui donne cette sinistre liste, dans une brochure qui comprend à la fois des documents et des photographies, à coups de fusils, de baïonnettes, de couteaux, de crosses, de bâtons ; on lapida, on dépeça, on pendit, on brûla, on enterra vivant ; on creva des yeux, on coupa des nez, des oreilles, des seins, et je passe sous silence d'autres supplices encore plus infamants. M. Reiss, pour faire son enquête, ne s'est pas contenté d'entendre des témoins oculaires, il a interrogé les prisonniers autrichiens, il a ouvert des tombes, examiné des morts et des blessés. Les bourreaux n'avaient eu de respect ni pour le sexe ni pour l'âge : souvent même, des enfants, des femmes et des vieillards furent mutilés avant d'être mis à mort et le professeur de Lausanne cite le cas d'un bébé que les Autrichiens firent manger par des cochons!

Il y eut, d'ailleurs, une préparation systématique des massacres. On possède un document qui donne « les directions pour la conduite à suivre vis-à-vis de la population serbe ». Ce document émane du K. u K. G. Korps Kommando. On y déclare qu'envers les Serbes « toute humanité, toute bonté de cœur sont déplacées et même nuisibles ; on y prescrit « la plus grande dureté et la plus grande rigueur ». On ne doit plus sonner les cloches et la messe doit être dite en plein air en présence d'un peloton de soldats toujours prêts à tirer. « Tout habitant rencontré en dehors des localités doit être considéré comme membre d'une bande qui a caché ses armes, on exécutera ces gens s'ils paraissent tant soit peu douteux ».

On a conservé des exemplaires de ce document abominable qui déshonore l'Autriche et la Hongrie. L'histoire le jugera bientôt.

La Serbie était pourtant délivrée : l'espoir semblait partout refleurir, mais, hélas ! le typhus éclata, accompagné de multiples épidémies : choléra, diphtérie, etc... Les maladies furent plus terribles encore que la guerre, comme l'avait été le choléra après celle des Balkans. La moitié des médecins moururent ; tout le pays fut ravagé : 70 et même 80 0/0 de ceux que la maladie avait atteints succombèrent. C'est alors que, de tous les pays alliés, et même des pays neutres, du monde entier, un merveilleux acte de charité fut accompli. Méprisant tous les dangers, des missions sanitaires furent envoyées ; la nôtre s'acquitta très noblement de sa tâche. Rien ne peut donner une idée des horribles choses qui se passèrent dans tout le pays : on voyait des gens qui tombaient et mouraient dans les rues. Dans les villes, pas une maison sans drapeau noir, et on raconte qu'à Uskub, les prêtres des cultes divers venaient le matin au cimetière, ils priaient pour tous les morts qu'on apportait ; à gauche, à droite, devant eux, derrière eux, s'alignaient des cercueils. Parfois, on voyait, m'a déclaré un témoin, qui appartenait à la Légation de France, des choses émouvantes, une femme qui sortait pour soulager un mourant, un prêtre qui s'arrêtait, risquant sa vie pour bénir un mort, des cadavres tombés en tas, ceux d'une famille tout entière ! C'est à Niche qu'un jour, en pleine épidémie, celui qui m'a raconté toutes ces choses, vit un soldat à cheval s'arrêter devant la maison en face de la sienne. Deux femmes en sortirent. L'officier qui montait jadis ce cheval avait été tué sur le champ de bataille et son brosseur l'amenait devant la femme et la mère du mort. Celles-ci pieusement embrassèrent le cheval en pleurant et le soldat, le lançant au galop, l'emmena, sans se retourner, pour des combats nouveaux...

Cependant, dans ces jours de deuil et d'épouvante, médecins, infirmiers, infirmières luttèrent sans trêve contre le mal ; beaucoup y succombèrent, mais le typhus, enfin, à son tour, fut vaincu ; la science l'emporta sur le mal et la mortalité diminua. Les Serbes, affaiblis, décimés, purent croire enfin qu'ils avaient terminé leur calvaire, mais hélas, pour achever son calvaire, il faut monter jusqu'à la croix.

Les Allemands voulaient une revanche : il leur fallait envahir les Balkans et aller à Constantinople. Ils se joignirent aux Austro-Hongrois et ils soudoyèrent le roi félon qui règne en Bulgarie. Les Bulgares n'ont pas, comme les Serbes, l'honneur d'avoir à leur tête un roi national, dont le sang est celui des héros qui ont fondé l'indépendance. Ferdinand n'est qu'un roi d'occasion, âme de valet dès que parle Guillaume II. Les hommes d'Etat qui l'entourent sont bien dignes de servir un tel maître : pour eux — c'est M. Xénopol qui le disait publiquement en décembre dernier au

Parlement roumain et nul ne protesta — la trahison est un dogme et le mensonge une méthode de gouvernement. Parlementaires, publicistes, tous suivirent leurs ministres et on vit le peuple bulgare entier, lui qui doit tout à la Russie, marcher avec nos ennemis et un écrivain de Sofia salua pompeusement l'alliance des peuples frères. C'est ainsi qu'il appelait les Bulgares, les Turcs et les Hongrois !

Nous avions pourtant fait preuve vis-à-vis de Sofia, d'une tolérance presque inexcusable. Des diplomates de l'Entente ainsi que des amis des Bulgares poussaient les Serbes à faire quelques sacrifices, on osait même offrir à Ferdinand des territoires possédés par les Serbes en échange d'une simple et bienveillante neutralité. Seul, un roi félon pouvait trahir les intérêts vitaux de son peuple, mais Ferdinand ne connaît que ses rancunes et ses haines. Puisqu'il a si bonne mémoire, se rappelle-t-il le jour où, ayant pris le nom de tsar, il fit une entrée solennelle dans sa capitale ? J'étais là : sans les deux piqueurs qui tenaient son cheval en main, il faillit faire la plus piteuse des culbutes : la route qu'il suit maintenant est plus glissante encore que les pavés de Sofia et, au premier faux pas, dans la boue et le sang, il ne trouvera pas un laquais pour le soutenir et l'empêcher de tomber. Les Bulgares, quoi qu'on en dise, sont nos ennemis, on ne peut les séparer de lui, mais, à l'heure inévitable où tous les crimes se paient, ils jugeront le misérable qui les aura perdus et ils ne lui pardonneront pas.

Les Serbes prévoyaient ce qu'allaient faire leurs ennemis ; ils pensaient même à les prévenir en les attaquant. Il semble bien qu'à Pétrograd on les en empêcha : là, on ne croyait pas au danger, on ne voulait pas y croire. Bientôt, assaillis de toute part, ils durent faire face à la fois aux Bulgares, aux Austro-Hongrois et aux Allemands. L'invasion partout. L'ennemi se présenta sur la Drina, la Save, le Danube, sur tous les cols de la montagne. De trois côtés, le pays fut envahi. Une nouvelle période de crimes, d'horreurs et de dévastations commença. Les Serbes pourtant voulaient encore espérer. Un secours viendrait peut-être : on disait que les Français étaient en marche. « Petlitchi », « Petlitchi », criait-on ! Voilà les coqs, ils viennent de Salonique et il semblait qu'en effet, tout serait sauvé quand on entendrait chanter le coq gaulois. Hélas, notre détachement était trop faible et trop loin !

La Serbie avait pourtant signé à Bucarest un traité qui, lors d'une attaque bulgare, semblait devoir lui assurer le concours de deux nations voisines. Elle eut, coup sur coup, deux déceptions cruelles auxquelles s'attendaient pourtant ses meilleurs amis. La Grèce qui, sans elle, n'aurait jamais eu Salonique, trahit simplement la foi jurée. La Roumanie continua à pratiquer la politique de l'indécision. Ses hommes d'état firent de belles promesses. Elle devra pourtant prendre un parti, car l'Entente victorieuse répondrait plus tard à ses demandes d'agrandissement par ces mots : « A chacun selon ses œuvres. » C'est pourtant la nation si fière du sang latin que les soldats de Trajan lui ont apporté. La France et l'Italie l'aiment et comptent encore sur elle. Elle est encerclée de toute part, et dans une situation difficile, mais elle entend la voix des Roumains qu'on égorge en Bukovine et en Transylvanie et qui ont cru si souvent voir les troupes venues de Bucarest, descendre des cols des Carpathes pour réaliser un beau rêve, la plus grande Roumanie.

Le siège de la Serbie commença ; il fallait lutter ; on était affaibli par les maladies, insuffisamment pourvu de munitions, sans communications possibles avec les Alliés, écrasé par le nombre. Le monde, que les Serbes ont tant de fois étonné, se demandait si, dans les Balkans, la guerre allait finir ; certes, les Serbes ne se rendraient pas, allaient-ils se faire tuer tous ? On pensait qu'ils en seraient capables. Ce qu'ils réussirent à faire fut plus beau et plus grand encore. On vit cette chose incomparable, plus grandiose que la plus merveilleuse des épopées : une armée, privée de tout, qui s'enfuit, abandonnant à l'ennemi les femmes, les enfants, les vieillards, la terre même de la patrie, parce qu'elle ne veut pas être prisonnière, qu'elle veut combattre encore, qu'elle a confiance dans l'avenir et que, même mourante, elle croit à la victoire.

Elle partit : le voyage fut épouvantable, on se demande même comment elle put l'accomplir. Il y avait trois routes, toutes trois dures et difficiles, pour traverser les montagnes d'Albanie. L'une, qu'a suivie le prince régent, passait par Iounkoula et menait à Scutari ; la seconde que prit le Roi, par Dibra, Elbassa, Durazzo ; la troisième sur laquelle s'engagèrent les ministres et leur suite, par Diakova, Ipek, Podgoritza.

Le prince régent arriva le premier sur la côte de l'Adriatique, après avoir fait ce tour de force de n'avoir mis que deux jours et demi pour accomplir le voyage. Le premier pour organiser, il s'embarqua le dernier pour Corfou. Il fut toujours debout, face au danger : c'est un Karageoge. Il a su ajouter à un nom glorieux entre tous plus de gloire encore qu'il n'en portait déjà. Fidèle à sa

race et à ses Alliés, trois fois il a refusé la paix qu'on lui proposait : lorsqu'il luttait contre le typhus, avant la grande attaque, enfin au moment même de la retraite. Il n'a jamais désespéré. C'est un jeune homme auquel le malheur a donné la sagesse du vieillard et pourtant, nous l'avons tous vu lors de son séjour à Paris, simple et courageux, il a gardé le charme et le sourire de la jeunesse, et c'est tout cela qui a séduit la France.

Quant au vieux roi, il a vaincu la mort elle-même. Faisant à pied son voyage, presque sans escorte, dans la souffrance, au milieu de montagnes, entouré d'ennemis dont pas un n'a osé porter la main sur Sa Majesté souveraine qui imposait partout le respect et qui passait comme un drapeau vivant.

Mais ce ne furent pas seulement les chefs qui furent grands et qui souffrirent les pires tortures, l'armée tout entière connut la faim ; il fallait se frayer un chemin dans la neige, gravir des cols escarpés. On arrivait nombreux dans la vallée, puis on trouvait un sentier où il fallait passer lentement un par un. Les plus faibles se couchaient pour mourir. Parfois, des rangs entiers s'écroulaient comme des pans de murs. C'était avec de l'or qu'on payait un petit morceau de pain. Les soldats s'avançaient ainsi, avec des blessés, des vieillards, des femmes, des enfants, pâles, émaciés, comme des spectres et des fantômes qui, pourtant, marchaient à la victoire ! Comment tous ces héros ont-ils pu supporter pareille épreuve ? Qui leur donnait cette force héroïque ? Qui leur donnait des ailes, sinon la grande idée du devoir ? Il leur semblait entendre, s'élevant derrière eux, la grande voix de leurs morts, ceux de Kossovo, de Koumanovo, du Tser, de Roudnik, de Belgrade, et cette voix leur interdisait de s'arrêter, elle soutenait les courages, soulevait les cœurs, elle répétait comme un ordre aux héros de Serbie les paroles du poète :

> « Ce que je n'ai pas pu, tu le pourras,
> Où je n'ai pas su arriver, tu arriveras,
> Ce que j'ai commencé, tu l'achèveras. »

Qui oserait donc en douter maintenant ? Ce qu'ont commencé les pères, ce sont les fils qui l'achèveront !

Heureusement pour les soldats serbes, la France veillait, la France était là ; c'est elle qui les attendait et qui les secourut ; c'est elle qui, à Corfou et à Bizerte, réunit et reconstitua leurs régiments, qui reçut les femmes et les vieillards et qui donna l'hospitalité aux enfants.

Ceux-ci furent des héros comme leurs pères ; on sait qu'en quittant Durazzo, un bateau d'enfants serbes fut arrêté par les Autrichiens et conduit à Cattaro, bien qu'il appartînt à la Croix-Rouge. On voulut faire descendre les enfants, on leur offrit de la nourriture et des présents, ils organisèrent un referendum et ils décidèrent à l'unanimité, de refuser les présents ennemis : l'aîné avait 14 ans. Ces petits-là, qui seront la grande Serbie de demain, avaient sucé le courage avec le lait de leurs mamans. Comme la France a eu raison d'étendre vers eux ses bras maternels ! rien n'est changé dans nos écoles, les enfants français ont seulement quelques frères de plus.

Ils ont trouvé chez nous de douces mains de femmes pour les réchauffer s'ils ont froid, pour essuyer leurs larmes s'ils pleurent, et au cours de l'exil chez nous, leurs frères d'armes, ils apprendront des choses utiles, qui leur serviront plus tard pour mieux cultiver leurs terres et mieux conduire leurs métiers ; ils comprendront que la France et la Serbie sont liées pour toujours et ils verront ce qu'est la femme française, si calomniée à l'étranger, si noble toujours pourtant et si admirable au cours de cette guerre, depuis la vieille qui ne cesse de tricoter et l'infirmière qui risque sa vie au chevet des blessés, jusqu'à la paysanne qui, remplaçant son mari, creuse profondément les sillons d'où sortiront les moissons prochaines.

Une douce coutume a toujours existé dans les pays serbes. Lorsque deux amis sont devenus des intimes, ils se jurent solennellement devant le moine et sur l'évangile, amitié fraternelle, en échangeant parfois une goutte de sang ; ils deviennent frères d'élection ; à l'avenir, ils se partageront les héritages et l'un ne pourrait épouser la sœur de l'autre. Depuis deux ans, ce sont nos deux pays, tout entiers, qui se sont donné le baiser qui lie à jamais et qui ont fait échange de leur sang. Jamais on ne vit plus beau et plus sincère « *pobratchimstvo* » ! Ce sentiment sera solide et durable, il n'y aura pas dans l'avenir d'alliées plus sincères que la France et la Serbie, toutes deux fières de la tâche accomplie et ayant enfin chacune recouvré pour jamais leurs frontières naturelles et délivré les frères opprimés. Toutes deux avaient leur Alsace-Lorraine à reprendre et leur ennemi portait le même nom et s'appelait l'Allemand !

Comme l'année 1915 a fini tristement ! Jadis au bord du Danube, les années se terminaient joyeuses : la fête du Noël serbe qui vient treize jours après la nôtre, était si joliment célébrée ! Cette année, il n'y avait plus de jeunes gens pour aller chercher dans la forêt voisine la bûche populaire, le « Badniak » vénéré que chaque père de famille attendait, debout devant sa porte, un

cierge à la main, tandis que sa femme, un grand van de fermière dans les bras, jetait partout des céréales pour prouver qu'avec la bûche, c'étaient le bonheur et la richesse qui entraient dans la maison.

Des vieillards sont allés religieusement, méprisant tout danger, couper, le soir, quelque arbre, dans les champs ; ils l'ont allumé, selon la coutume, avec un charbon gardé des fêtes passées ; puis des amis sont venus ; il n'y avait pas de festin préparé, c'était partout la misère, mais ils ont attisé tour à tour le feu, car les étincelles qui s'en échappent sont, dit-on, déjà autant de promesses, et d'espoirs, de joies réalisé ; et à travers la flamme, ils ont cru voir la fin de leurs tortures, la patrie délivrée, la terre bienfaisante, les maisons reconstruites, la terre plus fertile grâce au sang très pur qui l'aura fécondée et ils ont rêvé au prochain Noël, un beau Noël celui-là, où les femmes et les vieillards prendront les petits sur leurs genoux pour leur raconter la grande épopée serbe, pour leur dire que leurs pères sont morts, parce qu'ils furent toujours fidèles, parce qu'ils voulaient que leurs fils soient libres et que la patrie soit complète, parce qu'en Serbie on fait passer l'honneur avant tout !

PAUL LABBÉ.

*
* *

GAMBETTA ET LA SERBIE

Allocution de M. VESNITCH.

Mesdames, Messieurs,

De tout ce que viennent de vous dire M. le Président de cette réunion, M. Paul Labbé et le poète de talent dont vous avez applaudi le beau poème, vous avez pu retirer cette conclusion, que tout le peuple serbe vit de la tradition, de son attachement au passé, de son espoir en l'avenir.

C'est un de vos grands poètes qui a exprimé le mot profond caractérisant le mieux l'âme serbe : « C'est la cendre des morts qui créa la Patrie », a dit Lamartine, et cet axiome est resté celui de notre nation.

Puisque je me trouve en présence d'une partie de mes jeunes compatriotes ayant déjà passé de dures épreuves, mais regardant surtout l'avenir, et que j'ai en même temps devant moi l'aimable jeunesse stéphanoise, j'espère qu'il ne sera pas déplacé dans cette cérémonie de vous parler d'un de vos glorieux morts, de celui qui nous a légué cette profonde sentence : « Tout ce qui arrive, doit arriver pour la leçon de l'avenir », vérité que doivent méditer les hommes de tous les âges, mais sur laquelle la jeunesse réfléchira avec grand intérêt.

M. Paul Labbé vous a dit que lorsque nous nous sentions isolés, nous autres Serbes, nous cherchions un frère, d'autant plus cher à notre cœur qu'il est un frère d'élection. Il vous a dit encore avec beaucoup de raison, que le peuple serbe tout entier a trouvé son frère d'adoption, et ce frère, c'est la grande, noble et généreuse nation française qui est toujours restée, à travers les siècles, l'amie de notre nation. Elle le sera d'autant plus, aujourd'hui, que notre sang s'est mêlé à l'ombre du même drapeau.

Permettez-nous, à mes jeunes compatriotes et à moi, de nous associer aujourd'hui à une commémoration qui doit être chère à vous tous, Françaises et Français. Vous avez déjà sur les lèvres le nom du grand Français que je veux évoquer ici : c'est Léon Gambetta.

A travers tous les siècles de votre histoire, depuis Vercingétorix, en passant par Saint Louis, Jeanne d'Arc, Louis XIV, Danton, Napoléon Ier et jusqu'à l'année terrible, il s'est trouvé parmi vous, toujours quelqu'un pour représenter votre nation avec toutes ses qualités, toutes ses vertus et pour incarner surtout, dans les moments critiques, la confiance de la nation en elle-même et dans la sécurité de son avenir.

Pendant la terrible crise par laquelle a passé la France en 1870, celui qui a incarné les qualités, les vertus et la confiance de votre peuple, c'est Léon Gambetta.

Sans le vouloir, peut-être, nos ennemis eux-mêmes lui ont rendu la plus éclatante justice. En assistant à une représentation de la *Pucelle d'Orléans* de Schiller, et en entendant le fameux vers dans la bouche de Jeanne d'Arc :

> « J'ai frappé du pied le sol
> Et les armées sortirent de terre, »

Guillaume Ier s'est exclamé : « J'ai connu un homme qui a fait cela : c'était Gambetta ! » Et le futur von der Goltz-Pacha, n'avait-il pas écrit vers 1878 : « Si jamais notre Patrie devait subir une défaite pareille à celle que la France a essuyé à Sedan, je voudrais qu'il nous surgît un homme qui, comme Gambetta, sut nous embraser de l'esprit de résistance poussé à ses dernières limites. »

En réclamant, le lendemain de sa mort, l'honneur d'élever un monument sur la tombe de Gambetta, les Alsaciens et les Lorrains n'écrivaient-ils pas ces nobles lignes, le 6 janvier 1883 : « Il nous a appris à ne jamais désespérer de la patrie, et

dans la nouvelle épreuve que nous traversons, nous nous inspirerons de son patriotisme, de sa foi invincible dans le triomphe de la justice et du droit. Nos espérances restent attachées à sa mémoire, comme elles étaient liées à sa vie... »

Aujourd'hui même, autour de sa mémoire, se réunissent dans les environs de Paris, les hommes éminents dont plusieurs furent ses intimes collaborateurs, et parmi eux M. Charles de Freycinet qui a joué dans la Défense nationale, le grand rôle que vous savez, et qui, avec les autres membres du Gouvernement de la République et tous les patriotes français, continue, de nos jours, sans défaillance et jusqu'au bout, la tâche qui nous a été imposée à tous, et qui finira, nous en sommes certains, par la victoire commune.

A la veille de la guerre de 70, Gambetta proclamait que le jour où la France entrerait en guerre, il n'y aurait plus pour tous les Français qu'une même pensée, qu'un seul devoir : la défense du drapeau national et du sol de la Patrie. C'est ce spectacle qui a émerveillé le monde entier, au mois d'août 1914, alors que nos ennemis croyaient voir déjà la France déchirée par des querelles intérieures, et pensaient n'avoir plus à faire qu'une promenade militaire pour parvenir jusqu'à Paris.

Ce sera la gloire éternelle de la nation française d'avoir su, aux moments critiques de son histoire, oublier les divisions, les rivalités des partis, pour ne songer qu'à repousser l'ennemi commun et défendre le territoire menacé. On peut être en désaccord sur des questions de détail — ce sont là des affaires à régler en famille — mais il y a une chose au-dessus de toutes les discussions, et cette chose sacrée, c'est la Patrie. Ici encore, Gambetta est notre maître incontesté. Plusieurs de ses discours contiennent cette profession de foi : « Tu ne mets rien au-dessus de ce beau titre : Patriote avant tout ! »

Vos amis, comme vos ennemis, ont vu avec admiration, dès les premiers jours d'août 1914, la nation unie dans une même pensée, se dresser autour du drapeau national et offrir aux barbares le *groupe résolu* de toutes les poitrines françaises, révélant une fois de plus au monde, la France telle qu'elle est, telle qu'elle a toujours été, telle qu'elle restera toujours.

A l'anniversaire de Léon Gambetta, nous aurions voulu — nous autres, Serbes, — nous associer, car nous devons à ce grand patriote une profonde reconnaissance. Et non seulement les Serbes, mais tous les Slaves, je pourrais même dire tous les Alliés de la France, doivent avoir pour Léon Gambetta la même profonde gratitude; car c'est lui qui s'est préoccupé le premier, après l'année terrible, de faire germer l'idée de ces alliances. Il a pensé le premier, en trouvant en face de son pays un ennemi trop puissant, trop nombreux, plus fortement outillé, qu'il fallait associer à la France dans cette grande œuvre de la défense de la civilisation, de la liberté et de la justice, toutes les nations, tous les peuples désireux d'avoir la même liberté, mais en danger d'en être dépouillés par les barbares façonnés à cette dangereuse école qu'on appelle le « prussianisme ».

Dès 1874, Gambetta avait consigné dans une lettre adressée à Mme Adam, la ligne de conduite de sa grande politique, qui a été depuis cette époque, on peut le dire, le guide de tous les gouvernements français.

C'était à l'occasion de l'arrivée à Paris de l'un des ministres serbes, homme de haute valeur qui s'appelait M. Ristitch et qui a joué chez nous un grand rôle.

Je vais vous lire de cette lettre les passages les plus importants. Veuillez avoir la patience de m'entendre :

« Je me demandais avec impatience, écrit Gambetta, quand notre France songerait à agir à son tour avec les admirables ressources que la nature, son histoire, son génie lui ont préparées sur les plus magnifiques territoires qu'ait encore occupés l'homme.

« Je pressentais en cet homme un secret et fier allié pour le jour où il faudrait prendre, étreindre le monstre germanique entre les Latins et les Slaves et l'étouffer dans cette double étreinte.

« C'est de ce côté qu'il faut jeter les yeux, c'est sur ces confins, entre l'Europe et l'Asie qu'il faut aller chercher les compagnons de guerre et de délivrance. Ces races jeunes, amoureuses de la France qui leur a appris à balbutier les premiers mots de justice et de liberté, nous cherchent à travers l'Europe et sont toutes surprises de ne pas nous retrouver. Elles nous attendent, et ne comprennent rien à cette éclipse de la nation Soleil. Elles envoient leurs guides en reconnaissance, s'enquièrent de ce qui est arrivé à la grande nation et si cette absence de la France durera encore bien longtemps.

« Rien de plus touchant, de plus encourageant que ces sympathiques missions à qui nous devons indiquer la route à suivre. Sans doute, il faudra aller lentement, sagement, ne rien livrer au hasard, mais il faut savoir résolument où l'on veut aller.

« Eh bien ! je le déclare, c'est en mettant notre main dans la main des Slaves du Sud et du bas Danube que nous préparerons la victoire contre la Babel germanique.

« En somme, bonne et excellente visite. J'ai pris de bonnes et utiles indications sur ces braves petits peuples destinés à rayonner dans tout le grand bassin du Danube, de la Save jusqu'à la Mer Noire et au Bosphore. Ils se préparent, ces vigoureux Serbes, à jouer le rôle de Piémontais d'Orient et il faut leur livrer le bas Danube... Quand ils auront fait la Slavie du Sud, les Prussiens, ces Macédoniens du Nord, auront vécu comme dictateurs de l'Europe ».

Je suis assuré que ces paroles prophétiques seront contresignées par toute la France, par tous les Alliés, et j'ajouterai même par tous les Neutres qui ont encore le courage ou la possibilité d'avoir une opinion libre et indépendante.

C'est, dirigé par ces idées, que Gambetta a entraîné tous ses jeunes collaborateurs à étudier les questions de la politique étrangère et qu'il a acheminé la politique de la France en premier lieu vers l'Alliance franco-russe (tenant compte déjà du service qu'Alexandre II, en empêchant les Prussiens de tomber encore une fois sur la France en 1875, avait rendu de sa propre initiative à votre nation) et ensuite vers les amitiés et les alliances qui font aujourd'hui notre force. N'est-il pas caractéristique, en effet, d'ajouter que la cheville ouvrière de l'Alliance franco-russe a été justement M. de Freycinet, son collaborateur le plus intime ?

Ainsi que je le déclarais en commençant, nous avons voulu, nous autres Serbes, nous associer à la fête commémorative qui réunit aujourd'hui les amis et les admirateurs de votre patriote immortel, et jeter quelques fleurs de notre pays sur le sanctuaire qui garde sa mémoire. Et dans l'effroyable tragédie par laquelle passent les Serbes en ces moments-ci, je voudrais rappeler à mes jeunes compatriotes réunis ce soir autour de moi, grâce à votre délicate bonté, quelques-unes des profondes pensées de votre grand patriote. Il nous a dit, en effet : « Les nations qui veulent être grandes doivent, comme les héros, être élevées à l'école du malheur.» Ailleurs, il nous a appris que la destinée des grands hommes comme des grandes nations, est de partir d'en bas pour monter vers la lumière, vers le progrès, vers le bonheur, vers la justice de plus en plus élevée et de plus en plus idéale. Et encore, et ceci est à l'adresse de toute cette belle jeunesse, française et serbe : « C'est aux heures difficiles de la vie que nous devons savoir nous inspirer de l'œuvre et des exemples d'un homme... Si nous restons fidèles à cet enseignement..., tout nous deviendra facile, et tout nous sera donné par surcroît ! »

Nous n'avons pas pu nous joindre aujourd'hui à la touchante cérémonie des Jardies, mais je suis heureux de pouvoir, avec mes jeunes compatriotes, rendre ici hommage au grand Français. Je vous demande seulement pardon d'avoir peut-être, en cette circonstance, dérogé aux usages.

Quand notre Patrie sera refaite, nous érigerons, certes, des monuments à nos grands hommes, mais soyez sûrs que parmi ces monuments il sera réservé une place d'honneur, une place de toute tendresse à nos amis français, et en premier lieu, parmi eux, à ceux qui furent les premiers apôtres, les premiers instigateurs du rapprochement franco-serbe, de ceux qui attirèrent l'attention de votre opinion publique sur notre pays, sur notre nation et sur le rôle que nous avons manifestement joué jusqu'à ce jour dans le petit coin de l'Europe où la destinée nous a mis, mais que nous espérons plus brillant et plus glorieux dans l'avenir, puisque nous nous trouvons aujourd'hui associés, la main dans la main, avec nos grands Alliés et parmi eux surtout avec la grande, la généreuse et la noble France.

MIL. R. VESNITCH.

LE PETIT

CONTE DE GUERRE

Elle n'est pas moins jolie à trente-neuf ans qu'elle n'était à dix-neuf. A peine l'est-elle autrement. Sauf que, chez Claire Vignal, un reste de gracilité se combinait avec la robustesse et que, chez Claire Durosier, sans rien perdre de leur pureté, d'ailleurs, les formes sont devenues pleines : c'est, dans la démarche, la même souplesse familière, disciplinée par un sens très bourgeois du « comme il faut » ; c'est, dans les traits, la même régularité un peu molle, comme du classique parisianisé, c'est surtout le même éclat d'un visage lumineux où brillent ensemble les yeux bruns malicieux, la denture magnifique, le rouge frais des gencives, le lisse des fins cheveux noirs, l'uni de la peau blanche.

Une telle persistance de jeunesse ne s'expliquerait guère sans une vie heureuse. En effet, Claire a réalisé son idéal, celui qu'elle tenait de ses parents et que ceux-ci n'avaient pas été chercher dans les étoiles.

Dès que, pour elle, s'approcha l'âge où tous et toutes rêvent d'amour, les joies qu'on l'invita de préférence à se promettre du mariage furent celles qui supposent la plus grosse fortune. M. Vi-

gnal, banquier, dotant sa fille d'un demi-million, estimait avoir droit au gendre millionnaire. Sur chacun des jeunes gens que leurs mérites pouvaient signaler à l'attention de la jeune fille, il savait donner en temps utile, le renseignement essentiel, c'est-à-dire le chiffre, toujours insuffisant ! Et Claire, gentiment docile, détournait son attention.

Parmi ceux que les parents de Claire accueillaient bien, sans les bien coter, figurait un peintre, Abel Guérin, que Claire avait pu croire un parti sortable, car les voix les plus autorisées lui prédisaient un avenir superbe et, déjà, comme portraitiste, il s'était fait, à vingt-huit ans, une situation exceptionnelle.

Abel Guérin, que ses camarades avaient surnommé « l'Abencérage », parce que sa noblesse d'âme et sa mélancolie répondaient à son type de beau chevalier maure, conciliait avec cette chevalerie quelques principes subversifs. Pour lui, les deux notions d'amour et de beauté n'étaient pas séparables : la beauté avait droit à l'amour ; et les empêcheurs de s'aimer, tels que parents, tuteurs ou maris, l'avaient d'avance pour ennemi.

C'est pourquoi, sans s'inquiéter des Vignal père et mère, Abel Guérin, le coloriste, s'éprit à première vue de Claire, la bien nommée.

Il avait une façon tranquille de regarder les femmes jusqu'au fond des yeux, cependant que ses paroles s'imposaient la plus délicate réserve. Claire, irritée, mais encore plus troublée, ne voulut pas trop vite se priver de ce trouble-là. Le veto de ses parents lui paraissant probable, du moins elle s'accordait un répit.

Et déjà, depuis des mois, le répit s'allongeait quand, à la veille des vacances, un hasard vint tout abréger.

Une amie personnelle de Claire, aussi riche que titrée, se mariait en province, au château familial ; il y aurait banquet de noce, jeux et fête en plein parc. Et les Vignal voulurent en être.

Quelle ne fut pas la surprise de Claire de se trouver, audit banquet, en face d'Abel Guérin !

Dès que les libations eurent amené ses voisins de table à parler tous à la fois, Abel osa, lui, ne plus parler, c'est-à-dire ne plus apporter à ses regards leur correctif habituel de propos mesurés. Ses yeux, chargés de passion, semblaient, de loin, s'appuyer sur les yeux de Claire, sur ses lèvres, sur son cou, sur son corsage ; ces yeux-là cherchaient, fouillaient, trouvaient, prenaient possession. La jeune fille, violentée dans sa pudeur, faillit crier de révolte. Bientôt, par toute son attitude, elle demanda grâce et, d'abord, elle ne l'obtint pas. Mais quand Abel vit deux larmes couler sur les joues pures de l'aimée, les rôles s'intervertirent et ce fut à lui d'implorer un sourire de pardon qui ne lui fut pas refusé.

Deux heures après, Abel, à force de stratégie, réussissait à rencontrer Claire seule au coin d'une allée :

— Ne bougez pas, lui dit-il, en tirant son calepin.

Depuis des mois, il travaillait en esprit sur la chère image. Il en avait, à loisir, choisi, puis précisé les traits essentiels. Servi par son amour, Abel eut, en cette minute, sa vision la plus nette et sa main la plus sûre. Quelques coups de crayon lui suffirent, et Claire apparut sur la page blanche en un résumé magistral.

— Je puis regarder ? demanda-t-elle.

Comme elle se penchait, rougissante à la fois de plaisir et d'admiration, leurs visages se touchèrent et, sans qu'elle eût le temps d'y rien comprendre, voici qu'elle recevait aux lèvres un baiser délicieux !...

La lointaine apparition d'un fâcheux coupa court. Abel, rayonnant de bonheur et de confiance, dit à Claire :

— Avant huit jours, j'aurai fait ma demande !

Et il se sauva.

Pendant de longues heures, Claire se crut follement amoureuse. Le lendemain, chez elle, à table, elle reçut une douche. M. Vignal, dressant, avec force précisions, le budget nécessaire d'un couple élégant, concluait au minimum de soixante-quinze mille francs. Claire, indignée, rentra dans sa chambre, et rogna sur tous les articles. Son chagrin fut profond de ne pouvoir descendre au-dessous de cinquante mille. Mais alors ?... Au revenu de sa dot, Abel ajouterait-il assez ?...

Le souvenir du baiser la maintint toutefois en humeur de discuter ferme quand son père lui transmettrait la demande. Abel avait parlé de huit jours. Les premiers s'écoulèrent sans qu'elle s'impatientât. Vers le cinquième, elle devint nerveuse. Au septième, elle se demanda s'il n'y avait pas parti-pris de ne pas la mettre au courant. N'allait-elle pas interroger, réclamer, se fâcher ?...

Qu'est-ce donc qui l'en empêcha ?

La peur vague d'avoir à témoigner, pour défendre Abel, de sentiments désintéressés qu'elle reconnaissait, au fond, n'être pas les siens. Ses parents savaient la vie mieux qu'elle ! Elle qui n'avait jamais su compter, ne risquerait-elle pas d'en vouloir à celui qui l'y forcerait ? Ne valait-il pas mieux se contenter d'un souvenir exquis ? Elle se donna du temps pour réfléchir, en s'effor-

çant de ne pas apercevoir qu'en pareil cas, réfléchir, c'est déjà renoncer.

Lorsque, trois mois après, M. Vignal soumit à sa fille, en la lui recommandant, la recherche de M. Durosier, il ajouta, comme pour la forme : « Il y avait bien ce peintre ! Mais ç'eût été la gêne. » Et, d'un signe, elle acquiesça.

« Quarante-cinq ans et trois millions », ce fut ainsi qu'une amie charitable estampilla le prétendu de Claire. M. Durosier méritait mieux. Très honorablement connu dans le commerce des vins, il ne reniait pas un passé que faisait presque deviner sa carrure : énorme en long comme en large, les épaules voûtées, la marche pesante, il avait, jadis, roulé des tonneaux sur le port de Bercy. Par son intelligence, sa droiture et sa veine, il s'était élevé rapidement. Dès qu'il fut riche, il fréquenta les milieux intellectuels : il sut lire, écouter, retenir, méditer. Conscient de sa culture insuffisante, il parlait peu, mais toujours avec pertinence. Un grand charme émanait de sa lourde personne finement soignée : car, sur sa modestie, planait la plus belle des vertus, la bonté. Ce fut avec une sorte d'humilité qu'il demanda Claire, avec ravissement qu'il l'obtint.

Bien des fois, sans doute, au cours de sa vie conjugale, Claire devait se répéter avec un soupir que jamais son corps charmant ne connaîtrait l'étreinte d'un homme jeune et beau. Mais, bast ! on ne peut tout avoir. Et, vraiment, elle eut tout le reste. Au dehors : les plaisirs et surtout les succès ; son amour-propre naïf ignora les mécomptes ; il est des supériorités de bonheur qui découragent les jalousies. Chez elle : une ingéniosité de toutes les minutes à varier les moyens de lui faire plaisir.

Son fils, Bernard, eut pour discipline de ne jamais contrarier sa gentille maman. Tout petit, il fut sage pour avoir le droit de rester auprès d'elle. Devenu grand garçon, sa sagesse consista surtout à se laisser traiter en enfant. Les apparences l'y aidaient, car il était menu, délicat, gracieux : un abrégé de sa mère, avec une âme différente. Quand Bernard prépara, l'an dernier, son bachot de philosophie, ses pensées, trop élevées pour elle, évitaient galamment de s'exprimer devant elle. M. Durosier raffolait des causeries avec son fils ; mais tous deux s'entendaient, sans s'être donné le mot, pour s'interdire tout ce qui aurait pu paraître une leçon de sérieux à la mère futile. Les soixante-quatre ans de M. Durosier et les dix-sept ans de Bernard s'unissaient pour continuer à Claire la protection de ses parents, maintenant disparus.

C'est alors que le grand coup de tonnerre éclata sur l'Europe et bouleversa chez nous toutes les existences.

Tandis que M. Durosier, prodiguant son or et sa peine, se partageait entre les orphelins de la guerre et les artistes que la guerre trouvait ou faisait pauvres, Claire voulut, elle aussi, se prouver patriote et des protections lui permirent de s'improviser infirmière. Seulement, au premier « poilu » qu'il lui fallut dévêtir et toucher, ses reculs de dégoût furent tels que le chirurgien, égayé, lui donna le conseil amical de rentrer chez elle.

Alors elle s'entoura de lainages et tricota. D'abord, seule ; mais l'ouvrage lui tombait des mains ; puis en groupe : mais, comme son imagination paresseuse ne lui représentait pas directement les choses, il lui manquait ce degré d'indignation ou de pitié qui, chez les autres, renouvelait à toute minute l'ardeur et la patience. Elle s'ennuya. L'ennui, cette plaie des oisifs, que la guerre a guérie partout, l'ennui, de par la guerre, rongea ce cœur médiocre.

Son bon mari, gêné pour elle, voulut à tout prix la distraire. Mais comment ? Voyager ? Pour fuir la guerre, c'était vilain ; pour la retrouver, à quoi bon ? Les réceptions ? Trop de deuils autour d'eux ! Les concerts ? A la troisième série des hymnes nationaux, le courage lui manqua. Les spectacles ? De l'actualité puérile ou du déjà vu. M. Durosier s'obstinait tout de même à proposer chaque fois autre chose. Comme elle refusait tout, ce fut avec un haussement d'épaules et la quasi-certitude d'un refus de plus qu'un jour, il lui demanda :

— Ton pastel, par Abel Guérin ? Ça te dirait-il ?

Abel Guérin, maintenant notoire, était de ces imprévoyants qui gagnent ce qu'ils veulent et ne font pas d'économies. Chaque année, cinq ou six portraits lui payaient la liberté de se consacrer, tout en vivant large, à de nobles compositions. Or, la guerre avait tari les portraits ; et c'est pourquoi le nom d'Abel figurait sur une liste secrète d'artistes en renom réclamant du travail.

Claire eut un léger sursaut, suivi d'un long silence. Après tout, pourquoi pas ? Par la mort de ses parents, la demande d'Abel se trouvait abolie. Abolie, la scène du parc, faute de témoins ou de confidents. Se retrouver en face d'Abel lui serait une petite émotion que son ennui ne dédaigna pas. Quant à du péril, elle n'en apercevait guère ; et même, à dire vrai, pas assez.

— Je veux bien, répondit-elle.

Huit jours après, moulée dans une robe d'un gris sévère, à peine ouverte au-dessous du cou, Claire, au bras de son mari, sonnait à l'atelier d'Abel.

L'atelier d'Abel !...:

Sur quelques souvenirs de visites analogues, et pour se donner à toute force l'agréable frisson d'un peu d'inquiétude, elle avait imaginé du mystérieux, de l'insolite, un demi-jour de crépuscule, des meubles aux formes étranges, des étoffes romantiques, des sofas recouverts de vieilles chasubles, des tapis de bazars ou de mosquées.

Elle eut la déception d'être rassurée tout de suite par l'aspect austère d'une vaste pièce aux murs nus, à la lumière franche. Quelques sièges confortables, un grand nombre de châssis retournés, une petite bibliothèque au-dessus d'une petite table, enfin, le tabouret de l'artiste en face de son chevalet, tout indiquait le travailleur qui ne cherche son inspiration qu'en lui.

Abel entra. Sur sa beauté d'Abencérage, encore assombrie par les années et par la guerre, il avait posé le masque d'une politesse glaciale. Ses saluts furent de gens qui ne s'étaient jamais vus. Abel hâta les préliminaires d'usage sur le choix de la pose et la couleur du fond. Et tout de suite, il se mit à l'œuvre. Ses regards, froidement professionnels, ne furent même pas une gêne pour Claire : elle leur opposa le sourire du modèle qui ne redoute aucun examen. M. Durosier, par déférence, attendit le premier repos, complimenta le peintre sur son ébauche et demanda la permission de retourner à ses orphelins.

A peine le mari fut-il dehors qu'Abel, jetant le masque, interpella Claire avec âpreté, comme s'il l'eût quittée la semaine d'avant.

— J'ai fait ma demande à votre père, et votre père l'a rejetée, soit ! Mais, au moins, vous l'a-t-il transmise ?

En trois secondes, elle se retrouvait à vingt ans en arrière ! Elle le regardait avec stupeur. Elle fit signe que non.

— C'est une infamie ! cria-t-il, en arpentant l'atelier. Soudain, il s'arrêta pour lui dire avec douceur :

— Mais vous, Claire.... vous n'avez pas protesté ?

Claire baissa la tête.

— C'est mal, dit-il gravement. C'est mal, parce que vous m'aimiez !... Vous n'avez pas, je suppose, oublié notre baiser ?

Elle restait muette. Il continua :

— Vous m'aimiez. C'est pourquoi mon droit est antérieur à tout autre droit !

Que pouvait-elle répondre ? Elle lui dit seulement :

— Voyons, monsieur Guérin, travaillez !

— Non !... Vous êtes un être de luxe. Il vous fallait des millions. Eh bien, vous les avez. Mais l'amour ? Quoi ! Dans votre vie, pas une heure d'amour ?...

A quel point il disait vrai !...

Par contenance, elle répéta :

— Vous ne voulez pas travailler ?

— Non !... D'ailleurs...

Il courut à sa table et revint avec un petit cadre :

— ... je ne ferai jamais mieux que ceci, Claire. Aujourd'hui, comme alors, c'est vous ! Regardez ! Penchez-vous ! Comme là-bas, dans le parc !

Se pencher !... Comme dans le parc !...: Elle eut peur ; et ce fut pour n'en pas avoir l'air qu'elle lui dit mondainement :

— Voulez-vous me le donner ?

— Non. Mais je puis l'échanger.

— Contre quoi ?

— Contre vous.

Et le baiser qu'elle voyait venir s'abattit sur ses lèvres avec une sorte de fureur. Un baiser de revanche, de représailles ! D'abord elle se raidit ; ses lèvres se fermèrent. Et puis, subitement, ce fut le grand miracle. Son trouble d'autrefois n'avait été qu'une amorce ; et, depuis, le mariage l'avait laissée, comme tant d'autres, de cœur et de sens tranquilles. Enfin, cette fois, l'être d'amour s'éveillait en elle ! Et, de toute son âme, elle rendit le baiser.

Puis elle s'arracha, se sauva vers la porte.

— Restez, Claire ! Où allez-vous ? Restez.

— Non. Pas encore. J'ai peur. Je suis à vous, Abel, mais j'ai peur. Pas encore !

Elle rentra chez elle éperdue, mais, en somme, contente que le sort en fût jeté. Le mot d'Abel avait porté : « Quoi ! Pas une heure d'amour ? » Elle n'entrevoyait pas une liaison durable. Elle voulait se donner. Elle voulait surtout s'être donnée, ne pas désobéir à la loi qui destine la beauté à l'amour.

Seulement, chez les honnêtes femmes, de fait, quand la volonté rend les armes, l'habitude résiste encore. Claire entendit choisir son heure. Et c'est pourquoi, le second jour, elle réquisitionna de nouveau son mari. N'étant pas libre, M. Durosier crut lui faire plaisir en lui suggérant d'emmener Bernard : « C'était un jeudi ! Bernard n'avait pas classe ! » Elle eut le sentiment d'une fausse note. Mais le moyen de dire non ?

Quand Abel vit entrer ensemble la mère et le fils, il pâlit de colère et fit mine de bâcler la

séance. Le voyant s'installer d'urgence, Bernard alla, d'urgence, prendre place derrière lui.

— Non, non, jeune homme ! Excusez-moi ; mais je ne travaille pas bien quand je me sens regardé. Vous viendrez jeter un coup d'œil pendant les pauses: Prenez donc un roman dans ma bibliothèque.

Bernard obéit de bonne grâce et donna, dans son coin, l'impression d'un enfant sage. Abel, ainsi débarrassé, cessa d'éteindre sur son visage son chagrin, ses reproches et surtout sa passion. Claire, forte de sa défaite acceptée, prit un malin plaisir à braver son vainqueur. C'était fini de s'humilier et de pleurer, comme jadis au banquet de noce ! Mais tant d'amour lui arrivait d'Abel qu'il lui devint impossible de n'en pas subir la contagion immédiate. Alors elle s'irrita contre l'enfant dont la présence, pourtant bien discrète, l'empêchait de crier : « Je ne lutte pas, décidez de moi ! Quand vous voudrez ! » Mais ses joues pâles, traversées de rougeurs et son sourire haletant parlaient suffisamment pour elle.

Lorsque, au seuil de sa porte, Abel, avec autorité, lui dit : « A demain, deux heures ! » Claire, guise de réponse, abaissa lentement ses paupières sur ses yeux alanguis.

Elle sortit au bras de son fils. Jamais sa marche n'avait été plus souple, ni sa parole plus alerte. Bernard, au bout de deux cents pas, lui dit d'une voix qui tremblait un peu :

— Maman, tu te souviens peut-être que, dans quelques jours, j'aurai dix-huit ans.

— Sûrement, mon chéri.

— J'attendais de les avoir pour vous faire part, à papa comme à toi, d'une résolution grave.

Il lui vint une légère appréhension, qu'elle écarta d'un haussement d'épaules.

— Une résolution grave ? dit-elle en riant. Toi, mon petit ?... Quels mots effrayants !

Bernard continua :

— Mais je crois maintenant qu'il vaut mieux ne plus attendre : je vais m'engager.

Elle reçut le coup en plein cœur ; car, subitement, elle comprit... qu'il avait compris ! Donc l'enfant se faisait obstacle !... Quelle audace !::: Mais si, tout de même, à cause d'elle, il allait, lui, son petit, son pauvre petit, se faire tuer !...

Tout cela tourbillonna dans sa tête et sortit en reproches :

— Es-tu fou ? T'engager !... Dix-huit ans ! La belle affaire ! Tu n'as pas un poil au menton ! D'abord, il te faut notre consentement ! Je refuse, moi ! Voyez-vous ce moutard, qui me fait une peur pareille !... Mais enfin, pourquoi ?

Il reprit, pesant ses mots :

— Je peux me battre. Donc je le dois.

— Peuh !... fit-elle. Une phrase de bouquin !

Puis elle sentit qu'il fallait poser, sous peine de paraître en avoir peur, la question essentielle.

— Tu ne pensais pas à me dire ça tout à l'heure. Pourquoi me le dis-tu maintenant ?

Il fit attendre sa réponse pour la rendre plus solennelle :

— Parce que j'ai pour mon père une grande vénération.

Elle faillit lui crier :

— Quel rapport y a-t-il entre ton père et ça ?

Mais, comme il lui parut que le rapport était évident, elle se tut. Puis elle comprit qu'en se taisant, elle avouait. Elle voulut dire quelque chose : elle ne trouva rien. Alors elle pleura.

En toute autre circonstance, Bernard n'aurait pas manqué d'interroger « sa petite maman », de la câliner, de la consoler. Il resta de glace. Elle eut beau s'appuyer sur le bras de son fils, le bras de son fils faisait le mort.

Avant d'arriver, elle murmura :

— Bernard..., c'est à cause du portrait ?...

Il coupa court :

— Maman, nous ne pouvons pas, toi et moi, causer de ça ! Mais rien ne t'empêche... d'en causer avec toi-même.

Elle se le tint pour dit.

La soirée fut de celles dont elle se souviendra toujours. Le père et le fils causèrent longtemps. Toutes les idées que devaient leur suggérer leur commune tendresse et leur identique notion du devoir furent noblement échangées entre eux en présence de la mère silencieuse. Lorsque le père, les yeux mouillés de larmes, dit enfin : « Fais à ton gré, mon cher enfant », Claire intervint :

— Puisque mon fils devient soldat, ma vie change ; et j'entends redevenir tout de suite l'infirmière que je n'ai pas su rester. Sois tranquille!... Il me suffira de penser à mon petit pour tout supporter !... Quant au pastel, il va de soi que j'y renonce et que je te charge de tout arranger au mieux.

Au moment où il se courbait pour baiser la main de sa femme, M. Durosier fut dérangé de son geste par une poussée folle de Bernard se jetant au cou de sa mère.

Le lendemain, avant l'heure convenue, Abel Guérin comptait les minutes fébrilement, mais en toute confiance.

A deux heures juste, en effet, le coup de sonnette attendu le fit bondir. Il ouvrit lui-même et, sans regarder Claire, il recula pour lui laisser

le chemin libre et se rattraper ensuite, une fois la porte fermée. Mais elle demeura sur le seuil :

— Abel, mon fils Bernard s'engage !... La mère d'un soldat n'est plus qu'une vieille femme !

Il joignit les mains de stupeur :

— Entrez, Claire, pour me dire ce que vous avez à me dire.

— Non. Car je me sens sous les yeux de mon fils.

— Est-ce que..: ?

— Il devine, oui !... C'est même pour ça !... Enfin, il s'engage. Alors, vous comprenez que je viens seulement vous dire adieu. Je suis morte pour vous, Abel ! Oubliez-moi.

. . . . . .

Claire Durosier, qui se croit maintenant vieille et qu'auraient dû vieillir, en effet, depuis quatre mois, ses soucis d'infirmière très sérieuse et de mère bien inquiète, continue quand même de ressembler, presque trait pour trait, au dessin qu'Abel Guérin fit d'elle il y a vingt ans et devant lequel le pauvre Abencérage pleure tous les jours celle qui ne sera jamais à lui.

MARCEL GIRETTE.

L'ALLEMAGNE ET LES BUTS DE GUERRE

L'Allemagne poursuit depuis des mois et des mois, dans une demi-obscurité, son débat sur les buts de guerre : débat au plus haut degré douloureux pour elle. Rien n'est plus étrange, plus saisissant que cette controverse, que ces déchirements toujours renouvelés dans le pays qui portait, d'un cœur léger, la responsabilité du conflit mondial. Ils ont été et ils sont pour lui un commencement de sanction. Il en est, après avoir sacrifié des centaines de milliers d'hommes et provoqué la mort de centaines de milliers d'autres, à se demander pourquoi il a pris les armes, quelles fins il s'est assignées, quel bénéfice — si bénéfice il y a — il pourra retirer de ses efforts.

Les désaccords, que cette discussion même manifeste dans les milieux dirigeants d'outre-Rhin, attestent un sensible fléchissement de la confiance officielle. La victoire, aux yeux du plus grand nombre, et quoi que dise la presse, n'apparaît plus là-bas comme une certitude. Il y a conflit, et conflit croissant entre ceux qui doutent et ceux qui ne veulent pas encore douter, et dont l'effectif va d'ailleurs diminuant. Les pangermanistes proclament encore leur foi dans le triomphe absolu, éclatant. Le gouvernement et les partis, qu'il tâche de rallier autour de lui, usent de prudence et pèsent leurs mots.

Si le chancelier et les secrétaires d'Etat préconisent la suspension de toute polémique sur les « buts de la guerre », c'est qu'ils ont de bonnes raisons de juger cette polémique intempestive, oiseuse et même périlleuse. Ils voient les réalités de plus près ; ils connaissent plus exactement les conditions militaires, diplomatiques, économiques, financières, et tirent de leurs informations personnelles des leçons qu'ils mettent en œuvre, par précaution. Leur impérialisme serait tout aussi ambitieux que celui d'un Heydebrand, d'un Brandenbourg ou d'un Von Grœfe, mais les préoccupations gouvernementales et aussi dynastiques font équilibre chez eux aux velléités expansionnistes. Quelques désirs d'annexion qu'ils nourrissent à l'est et à l'ouest, et en Asie et en Afrique, ils ont la charge de l'Empire, et avant tout, de l'armature interne de cet Empire. Ils appréhendent les conséquences d'un revirement d'opinion, qu'engendrerait une déception trop forte. Qu'adviendrait-il de la couronne, si les Hohenzollern, après avoir promis au peuple allemand d'extraordinaires succès, devaient un beau jour manquer — de par la force des choses, — à leur parole et capituler devant la coalition européenne ? Je ne prétends pas qu'un Bethmann-Hollweg ou un Jagow se posent déjà à eux-mêmes cette redoutable interrogation : mais le problème les hante ; ils sentent vaguement la menace qui les enveloppe, car on ne s'expliquerait pas autrement les réserves de leur langage, les conseils qu'ils réitèrent à l'adresse des partisans trop ardents de la « grande Allemagne » ; on ne comprendrait pas qu'ils voulussent recommander le silence, comme la suprême habileté et la suprême sagesse.

Cette discussion des « buts de guerre » a déjà provoqué, dans l'Empire, de singuliers déclassements des partis. Dans son souci visible de réduire au mutisme les champions exubérants d'un annexionnisme sans limites, M. de Bethmann-Hollweg a proféré des phrases qu'en d'autres temps, il eût jugées incompatibles avec son loyalisme monarchique. S'il a fait tant de concessions verbales aux gauches, et même à certains éléments d'extrême-gauche, c'est que leur concours lui était indispensable. C'était avec eux, et avec eux seuls, qu'il avait chance de corriger les imprudences pangermanistes, de maîtriser les fractions dont il avait été jadis l'instrument, et dont il avait épousé les conceptions durant toute la première phase du

conflit continental. Quelques pas que Scheidemann ait pu faire vers le pouvoir, on est étonné — (d'aucuns, outre-Rhin, crient au scandale), — de voir le gouvernement se servir de lui, s'appuyer sur lui contre les hobereaux. Qui eût jamais pensé que de l'aveu implicite du premier serviteur des Hohenzollern, les junkers apparaîtraient comme les plus dangereux ennemis de l'Empire ? Et pourtant, voilà l'une des conséquences et des plus sûres, de ce fameux débat sur « les buts de guerre », qui recommence toujours, en dépit des efforts exercés pour l'étouffer, et qui d'ailleurs n'a jamais réussi à sortir totalement de l'obscurité.

C'est ce défaut même de lumière qui a permis à toutes les intrigues de se greffer sur la grande controverse. S'il avait fallu parler en termes clairs, préciser des objectifs, formuler un programme minutieusement réglé, peu de personnes s'y fussent risquées. Mais chacun a cru pouvoir exploiter, au profit de ses appétits, la confusion générale. Une crise de chancellerie a failli surgir de ces polémiques mal délimitées, un Tirpitz, un Bülow, et aussi peut-être un Falkenhayn et un Helfferich s'attachant à flatter le pangermanisme avoué d'une partie des Allemands, le pangermanisme latent ou honteux de beaucoup d'autres et marquant d'autant plus de complaisance pour les « mangeurs de kilomètres carrés », que leur propre responsabilité, en ce domaine, demeurait toute théorique. La question des « buts de guerre » en est venue à dominer toute la politique, toute la vie interne et externe de l'Empire. Il est donc juste d'examiner d'un peu plus près les développements qu'elle a pris au cours des derniers mois.

*
* *

A première vue, elle revêtirait aujourd'hui un aspect beaucoup plus simple qu'en 1870-1871. Alors Bismarck, dont le nom revient si fréquemment dans les gazettes berlinoises de 1916, avait à faire face à d'énormes difficultés intérieures : il n'avait pas uniquement à surveiller l'Europe, qu'irritaient les succès militaires de la Prusse : il lui fallait négocier heure par heure avec les Etats du Sud, qui ne voulaient pas se laisser absorber par la confédération ; leurs plénipotentiaires lui imposaient de rudes tâches ; entre les démocrates qui répudiaient l'unification par les princes, et les princes qui n'acceptaient cette unification qu'à contre-cœur, entre le roi Guillaume Ier et son fils, entre les Hohenzollern et les Wittelsbach soutenus par d'autres lignées royales et ducales, la besogne de l'homme qui voulait faire de l'Allemagne une seule puissance, sinon une seule nation, était écrasante, douloureuse, rebutante. Mais il devait encore prendre position entre ceux qui se contentaient de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et ceux qui déjà réclamaient d'autres provinces françaises; il devait enfin, si l'on s'arrêtait à la première conception, déterminer le sort de cette Alsace-Lorraine, que la Prusse et Bade s'arrachaient et qui fut érigée en territoire d'Empire. Oui, l'œuvre était lourde..., mais Bismarck était Bismarck ; il avait son passé, et les armées germaniques savouraient leur victoire. Le succès facilite tout. Or Bethmann n'est pas Bismarck ; avant 1914, d'aucuns à Berlin lui reprochaient déjà sa faiblesse, et le désastre menace l'Empire, qui subit la pression de tout un cercle d'ennemis. En fait, le problème des « buts de guerre » est autrement grave et obsédant que 45 ans plus tôt : logiquement, ce n'est point l'Allemagne qui doit le trancher, ce sont les peuples que l'Allemagne a provoqués et qui lui font sentir la vigueur croissante de leur offensive. En dernière analyse, la situation se révèle transformée du tout au tout.

*
* *

Bien avant que le canon ne tonnât, les pangermanistes avaient formulé leur programme. Il ressemblait trait pour trait à celui que dressèrent les Associations économiques, l'an dernier, et que certains groupements d'outre-Rhin défendaient encore à une date récente. Il est trop connu, pour qu'il soit besoin d'y revenir et d'y insister. Si je l'évoque, c'est uniquement pour montrer que le parti — « petit, mais puissant », qui s'était emparé de l'Allemagne, savait exactement l'étendue de ses ambitions : tout au rebours, le gouvernement impérial a marqué, sur ce sujet scabreux, la plus caracérisée des incertitudes. Ainsi se préparait, dès l'origine, pour ainsi dire, le conflit qui s'est développé, avec des péripéties variées, durant ces 24 mois.

Le chancelier a prononcé, à chacune des sessions du Reichstag, un discours copieux sur la situation générale et il a donné à un certain nombre de journaux étrangers, plus spécialement américains, des interviews. Jamais il n'a exposé avec netteté et franchise les conditions de la paix, qu'il souhaitait et prévoyait. Les thèmes de sa harangue du 9 décembre 1915 sont les suivants : c'est à l'ennemi de dire s'il entend arrêter la lutte ; plus il attendra et plus les clauses de l'accord final se feront rigoureuses ; — les régimes futurs de la Pologne, de la Courlande, de l'Orient ne sont même

pas envisagés ; les développements qui concernent la Belgique restent vagues et ouvrent le champ à toutes les hypothèses.

Lorsque M. de Bethmann-Hollweg reprend la parole, au début de juin 1916, un semestre s'est écoulé presque exactement. Le chancelier répète qu'il désire la paix, mais que les Alliés la repoussent ; au surplus, ils ne l'obtiendraient que s'ils consentaient à prendre en considération la « carte de la guerre » — phrase équivoque et qui a suscité diverses interprétations. Puis une fois terminée cette entrée en matière qui a été très brève, l'orateur a attaqué son sujet véritable : la défense de sa politique et de sa personne contre les brochures anonymes, colportées jusque dans les tranchées, et qui l'accusent de pusillanimité et presque de trahison. Dans une interview ultérieure, il a déclaré qu'il visait à rejeter la Russie derrière ses fleuves : peut-on démêler sa pensée réelle ? Au bout de deux ans de campagne, le gouvernement impérial affecte d'ignorer les fins qu'il poursuit.

Mais comment les partis ont-ils accueilli les discours du chancelier ? Le 9 décembre, tous les groupements dits « bourgeois » opinent encore en faveur d'un annexionnisme plus ou moins audacieux. Spahn, l'orateur des catholiques, insiste sur les « conquêtes nécessaires », sans d'ailleurs s'aventurer dans les énumérations précises ; les progressistes ou radicaux applaudissent à ses propos ; Bassermann, le leader des nationaux-libéraux, censure la timidité de Bethmann-Hollweg : quant à lui, il réclame la Belgique jusqu'à la Meuse, tout ou partie de la Lorraine française et la Pologne. Les conservateurs adoptent une formule qui leur paraît plus rationnelle et plus simple : « Retenons ce que nous avons pris. » Derrière ces fractions, continuent à s'agiter les métallurgistes qui regardent Briey, les armateurs qui convoitent Dunkerque, en dépit des impossibilités, les colonialistes qui rêvent d'un énorme domaine africain.

Au mois de juin 1916, la réaction est plus faible, du moins en séance publique et dans les heures qui suivent la déclaration du chancelier. Seule la droite reste intransigeante et encore s'abstient-elle, cette fois, d'étaler trop crûment ses vues. Spahn, qui exprime la pensée du centre, se confine dans les banalités courtes ; plus médiocre, plus incolore, si possible, est Payer, le mandataire des progressistes. Bassermann se borne à saluer la « grande Allemagne » et ses futures annexes exotiques ; Noske, socialiste majoritaire, crible les impérialistes d'épigrammes ; Haase et Ledebour, socialistes minoritaires, répudient formellement les agrandissements brutaux et appellent les médiations bienfaisantes.

Mais le débat des buts de guerre reprend aussitôt dans la presse avec une extrême violence. De juin à juillet, il donne lieu à une série d'incidents caractéristiques, dont les principaux sont la conférence de Scheidemann, la publication du livre de Bülow, les interventions de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. A l'assaut des expansionnistes, le chancelier riposte par des contre-attaques savamment combinées.

*
* *

Les hobereaux et les autres fractions teintées de pangermanisme s'étaient aperçus sans grand'peine que, pour être négatif, le dernier discours de Bethmann-Hollweg n'en constituait pas moins un formidable coup de barre. Le représentant impérial n'avait énoncé aucun programme positif, mais il s'était rué avec fureur sur ceux qui méditaient de trop élargir les frontières du pays. Il ne s'était même pas contenté de pourfendre sans clémence les Kapp et autres rédacteurs de libelles, qui rectifiaient la carte à tort et à travers ; il avait adressé un appel public aux gauches, aux libéraux et même aux socialistes dont il avait flatté l'amour-propre, et ce qui était plus grave, agréé l'entrée dans un bloc gouvernemental. C'était bien la nouvelle ère, celle qui modifierait la loi électorale et ravirait aux junkers et à leurs associés, le privilège du pouvoir politique. Le chauvinisme et les intérêts des conservateurs furent à la fois blessés. « Le discours du 5 juin est un acte historique », écrivait un organe social-démocrate majoritaire. Théodor Wolf, qui servait maintenant Bethmann dans le *Tagblatt*, comme il avait servi jadis Bülow, s'en prenait à ceux qui « poursuivent des buts de guerre impossibles ». En somme, les commentaires favorables des progressistes et des amis de Heine, de Scheidemann et de Landsberg,— (seuls les minoritaires, qui reconnaissent Haase pour chef, gardaient leur réserve) — démontraient à Westarp, à Stresemann, à Reventlow, qu'ils avaient été joués.

La conférence de Scheidemann à Breslau, devant une salle purement ouvrière et peu suspecte de pangermanisme, poussa leur rage au paroxysme. Le leader majoritaire ne contait-il pas que le chancelier lui avait dit : « Les revendications des associations économiques *vont beaucoup trop loin.* » Ce désaveu formel, et transmis par un homme que les hobereaux et la haute industrie, en dépit de ses revirements, tiennent pour un ennemi public, déchaîna la tempête. La *Gazette de*

la Croix demanda quelle réponse Bethmann-Hollweg ferait à de pareilles insolences. La *Deutsche Tages Zeitung* exigeait la vérité : « quels sont les buts de guerre pour le pouvoir ? Heine, un des lieutenants de Scheidemann, n'a-t-il pas affirmé que la paix serait faite par l'Empereur, par le chancelier et par les socialistes ? » Tous les autres organes de droite et quelques organes nationaux-libéraux donnaient des notes analogues : alors le chancelier, pour désarmer les plus tenaces de ses adversaires, suspendit son plus fidèle journal, le *Berliner Tagblatt*, qui avait flétri les exploiteurs des batailles, — les annexionnistes.

C'est le moment, où en dépit de certaines approbations qu'il a reçues du Kaiser, il paraît le plus menacé. Falkenhayn, Helfferich travaillent contre lui, en accord avec beaucoup d'autres, chacun d'eux poursuivant d'ailleurs un but personnel. Bülow, à son tour, qui croit peut-être son heure venue, et qui ne se console pas de l'oubli où il tombe en sa villégiature helvétique, lance un volume dans la circulation. Cet ouvrage, après tout, n'est qu'une réimpression d'un livre antérieur, mais réimpression enrichie de quelques additions et très significatives. Toute la pensée des nouveaux chapitres tient en ces quelques mots : « Bülow a su éviter la conflagration mondiale en 1908-1909 : pourquoi ne l'a-t-on pas conjurée en 1914 ? L'Allemagne se tromperait, si elle estimait qu'après la paix conclue, elle se libérerait aisément des hostilités qui l'encerclent ; la nécessité se marquera plus que jamais pour elle d'avoir une forte armée, une forte marine, de consolider ses frontières en acquérant des garanties territoriales » : voilà pour le chancelier en exercice et voilà pour les impérialistes : — et voici pour les gauches : tout un chapitre a été refait, qui constitue une humble sollicitation à l'égard de la Social-démocratie. — Mais les journaux de gauche accueillent le nouveau texte de la « *Politique allemande* » avec de dédaigneux sarcasmes, si les organes de droite saluent les trop ingénieuses combinaisons du virtuose de la diplomatie intérieure et extérieure.

Il n'en restait pas moins que le problème des « buts de guerre », que Bethmann-Hollweg voulait bannir de l'horizon de l'Allemagne, surgissait une fois de plus au premier plan et dans les conditions les plus désagréables pour la personnalité même du chancelier. Si le coup, que les discours de juin avaient infligé aux expansionnistes était rude, ils avaient réagi finalement avec une véhémence inattendue... Leur laisserait-on le champ libre ? Il semble que la publication du livre de Bülow ait été la raison déterminante de la contre-offensive menée par la Wilhelmstrasse.

Le chancelier, comme toujours, — car ses méthodes se sont peu diversifiées, — se servit de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* qui, tant de fois déjà, depuis le mois de décembre 1914, avait insisté sur le devoir du silence. Trois communiqués successifs vinrent tempérer l'ardeur de ses adversaires : le premier répondait à ceux qui ne cessaient de le presser de parler des annexions futures, et qui avaient embrassé le parti des associations économiques : « Sur ce que la paix doit nous apporter, le chancelier s'est prononcé à différentes reprises au Reichstag, autant qu'il a cru possible de le faire. Ces déclarations positives ont montré quelle est son attitude envers les buts de guerre des associations, qui *vont en partie beaucoup plus loin.* » C'est le désaveu combiné avec l'équivoque, que M. de Bethmann-Hollweg entretient ingénieusement.

Sur ces entrefaites, le parti national-libéral saxon se réunit et vote une motion, qui frappe directement la timidité du pouvoir. Le président de ce groupement, le professeur Brandenburg, développant cette motion, réclame dans le *Leipziger Tagblatt* des conquêtes à l'Est, à l'Ouest, aux colonies et marque clairement sa méfiance pour l'homme d'Etat dirigeant de l'Empire. Voici la seconde note de la Gazette officieuse : « on ne peut s'expliquer sur les buts de guerre, car l'Allemagne n'a encore gagné aucune victoire définitive... Les gouvernants doivent être prudents et réservés ; ils ne doivent rien faire de ce que défend la prudence la plus élémentaire... Celui qui n'a pas confiance, parce qu'il craint que la politique future ne soit pas conforme à ses désirs, affaiblit la force intérieure du pays. » Remarquez combien la leçon est sèche, et combien l'aveu qui y prélude : « Nous n'avons encore remporté aucune victoire définitive », a dû coûter à l'orgueil d'un chancelier qui, durant des mois, a montré l'Empire au faîte du succès et de la gloire.

Mais M. de Bethmann-Hollweg juge que cette seconde intervention ne suffit pas. Le plus violent des organes conservateurs, la *Deutsche Tages Zeitung*, continuant à l'assaillir de ses critiques amères et méprisantes, il riposte dans la *Gazette* : « On n'est pas un lâche ou un faible simplement parce qu'on est d'un autre avis que les six associations économiques au sujet de la publication de buts de guerre, dont la réalisation est incertaine, l'utilité douteuse et controversée. »

Ces trois communiqués, — et probablement des négociations que nous ignorons, et probablement aussi les nouvelles militaires venues des fronts de la Somme, de Volhynie et de Galicie, impriment aux milieux politiques allemands une orientation

nouvelle. A la fin de la première quinzaine de juillet, et c'est là que j'arrêterai cette analyse, car c'est peu à peu seulement que s'élucident pour nous les événements intérieurs de l'Empire, la fronde contre le chancelier tombe tout à coup.

*
* *

La presse progressiste et socialiste majoritaire s'est mobilisée en sa faveur, exaltant ses services ou simplement démasquant les velléités secrètes de ses compétiteurs. Pour elle, le véritable patriotisme consiste à faire le silence complet sur les « buts de guerre », mais elle laisse entendre en même temps qu'il faudra se contenter de peu et les organes de la Social-démocratie modérée combattent l'annexionnisme avec une liberté, qui atteste le relâchement de la censure à leur égard. Harden, qui s'est enrôlé au service de M. de Bethmann, — (on ne sait si ce concours est tout à fait désintéressé), — formule des pensées singulières : l'Entente, dit-il à plusieurs reprises dans sa *Zukunft*, n'est pas perdue : « Personne ne croit que l'Allemagne a subi la guerre et que l'Angleterre l'a imposée... », et il n'est pas saisi ! Un comité national de la paix, « honorable », (on comprend ce que ce qualificatif signifie), se forme sous la présidence de M. de Wedel, ancien statthalter d'Alsace-Lorraine, et qui n'a rien d'un pangermaniste. Le Dr Solf, ministre des colonies, montre que l'Empire devra avant tout récupérer son domaine africain, et cette diversion s'organise avec méthode.

Toute cette mise en scène impressionne l'Allemagne « bourgeoise », — la classe ouvrière n'ayant jamais marqué aucune faveur au programme des impérialistes outranciers ; cette contre-offensive dirigée par le chancelier frappe les esprits dans une contrée, où l'opposition est rarement tenace et irrespectueuse. Le parti catholique, — qui peut-être a traité en sous-main avec Bethmann et obtenu quelque promesse, — celle de la rentrée des Jésuites par exemple, — sort de sa neutralité malveillante : Erzberger, celui de ses leaders qui était le plus engagé dans l'expansionnisme, part pour la Suisse, tandis que Bachem se rallie avec éclat à la consigne de la Wilhelmstrasse et que la *Germania* s'affirme gouvernementale : la *Gazette Populaire de Cologne* évolue dans le même sens avec une prestesse extraordinaire. Les nationaux libéraux opèrent à leur tour leur volte-face, mais avec plus de circonspection, car la grande industrie qu'ils représentent n'abandonne pas volontiers ses convoitises. Bassermann se tait, et Junckh approuve la prudence de la chancellerie, et la *Gazette de Cologne*, qu'il ne faut pas confondre avec la *Gazette Populaire* publie un étonnant article : « Sans doute, dit-elle en substance, M. de Bethmann-Hollweg n'est pas Bismarck, mais possédons-nous un homme qui vaille mieux actuellement ? » Les conservateurs eux-mêmes sont touchés par la division : ils ont peur, en exagérant leur résistance, de pousser le pouvoir trop à gauche.

En somme, à la fin de juillet, le chancelier semblait avoir atteint son objectif, ou plus exactement, son double objectif : 1° sauvegarder ses propres intérêts ; 2° écarter le débat épineux des « buts de guerre ». L'insistance qu'il a mise, — au risque de surexciter les partis traditionnellement loyalistes, — à exclure cette controverse, le ton même de ses communiqués, d'une modestie parfois si humble, son évolution au moins apparente vers les groupements qui réclament des réformes politiques, tout atteste chez lui l'incertitude, sinon l'appréhension. Il est significatif qu'il ait réussi finalement à inculquer son état d'esprit à des milieux, où le pangermanisme avait remporté d'éclatants succès, et qui avaient entretenu le peuple dans l'espoir de lucratifs agrandissements.

Certes on pourra assigner à son attitude des mobiles très divers : d'aucuns prétendront qu'il a voulu surtout, en interdisant l'examen des « buts de guerre », restaurer l'unité morale allemande si manifestement compromise ; d'autres diront que ses regards se détournent de la Belgique et de la Courlande pour se fixer sur des provinces autrichiennes ou ottomanes ; d'autres encore qu'il a jugé d'une saine diplomatie de ne point informer par avance les adversaires de l'Empire des exigences qu'il formulera, et certes aussi toutes ces interprétations ont leur valeur. Mais la plus logique n'est-elle pas encore celle qui établit un lien précis entre la situation générale des puissances belligérantes, la situation particulière des deux Empires, d'un côté, — et de l'autre, la politique à la fois extérieure et intérieure d'un chancelier étreint par les réalités immédiates.

PAUL LOUIS.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LA STRATÉGIE DE JOFFRE (1)

Jour par jour, depuis le début de la guerre européenne, M. Joseph Reinach analyse, sous le masque de Polybe, les événements militaires avec une pénétration et une compétence qui font de ses *Annales* la plus sagace histoire que nous en possédions. Aujourd'hui, M. Joseph Reinach nous donne le tableau général des opérations stratégiques sur le front occidental, sous la forme d'une étude où la précision — rencontre assez rare — ne nuit pas, bien au contraire, aux vues d'ensemble. Ce livre fait ressortir la pensée maîtresse qui, ainsi que dans un drame bien ordonné, a présidé à toutes les opérations des armées franco-britanniques. Pensée bien française par sa clarté et aussi par sa faculté de rebondissement ou d'adaptation aux circonstances, toutes qualités qu'il était difficile de garder dans le maniement de millions d'hommes et la complexité de la guerre moderne. Cette pensée, qui est bien celle de Joffre, mais dont quelques-uns, trop entraînés par la passion du moment, ont manqué d'apercevoir la continuité logique, a su dominer la plus grave des situations, tant il est vrai que le bon sens ne va pas sans le caractère. Nos Alliés, ni le sens populaire ne s'y sont trompés. Et l'histoire, sans nul doute, ratifiera le jugement des foules, qui est aussi, mais avec des raisons positives à l'appui, celui de M. Joseph Reinach.

*
* *

Quand, le 1er août 1914, après son ultimatum à la Serbie, l'Autriche, dans un mouvement de recul, accepte l'arbitrage, l'Allemagne, pour brusquer les événements, a déjà déclaré la guerre à la Russie, sous prétexte que, comme le lui enjoignait l'ultimatum allemand, elle n'a pas démobilisé en face de l'Autriche en armes.

Le surlendemain, 3 août, la France ayant mobilisé, à son tour, en vertu de son traité d'alliance avec la Russie, l'Allemagne lui déclare la guerre. Or, — ce qui révèle bien le plan d'agression germanique, — dès le 2 août au matin, le territoire neutre du Luxembourg avait été envahi par les troupes allemandes. Le soir du même jour, nouvel ultimatum à la Belgique, qui, sur son refus de prêter son territoire aux armées en marche contre la France, vit, le 4 août, son territoire violé, tandis que l'Angleterre, garante de sa neutralité, déclarait, le jour même, la guerre à l'Allemagne. La redoutable partie était engagée.

Préoccupé d'attaquer l'armée allemande en Alsace-Lorraine, conformément à la doctrine française de l'offensive, parce que c'est le seul point par où nous pouvions fondre sur elle étant donnée la neutralité belge, que nous ne voulions pas violer, mais soucieux aussi de se défendre sur les frontières de la Belgique et du Luxembourg au cas d'invasion allemande de ce côté, le général en chef, opère, le 2 août, sa concentration dans l'Est, en ne ménageant qu'une ligne défensive au Nord. Ce plan était faible, parce que, comme le remarque M. Joseph Reinach, il répondait à deux fins. Il ne pouvait être autre — la neutralité belge n'étant que menacée — du moment que, pour des raisons stratégiques, nationales et politiques, on était décidé à l'offensive. Par contre — et là fut le salut — le plan de Joffre avait le mérite de la souplesse.

Pendant que l'armée française avançait en Alsace, que son aile droite emportait Altkirch, courait à Mulhouse dans un emportement de joie, les abandonnait, puis y revenait sous la conduite du général Pau, que son centre prenait possession des cols des Vosges, et que l'aile gauche progressait en Lorraine annexée, l'armée allemande, avec une avance de trente-six heures sur l'armée française, — l' « état de menace de guerre » ayant été décrété en Allemagne le 31 juillet au matin, — paraissait, forte de plus de la moitié des effectifs mobilisés, le 5 août devant Liège, enlevait la ville au bout de deux jours, avançait sur les deux rives de la Meuse, von Klück décrivant à l'extrême droite un immense crochet vers le Nord dans le dessein d'envelopper l'armée française, battait les Belges à Tirlemont, occupait Bruxelles et, après un sérieux échec à Dinant, qui lui fut infligé par deux divisions françaises sous le commandement du général Franchet d'Espérey, entrait à Namur. Le passage à travers la Belgique était achevé. Il avait duré seize jours, dix jours de plus que si ce noble petit pays n'avait pas résisté. L'empereur Guillaume II n'en pensait pas moins devoir fêter à Paris l'anniversaire de Sedan.

Il avait compté sans la nouvelle concentration que, grâce à la souplesse de son plan primitif et grâce aussi à l'augmentation des troupes de couverture que lui avait valu la récente loi militaire si courageusement défendue par M. Barthou, le général en chef réussit à opposer au Nord-Est à l'invasion allemande, durant le temps que lui laissa la résistance belge. Le 20 août, le centre

(1) Joseph Reinach. *La Guerre sur le Front occidental* (1914-1915). 1 vol. in-16 (Fasquelle). — Gustave Babin. *La Bataille de la Marne*. 1 vol. in-16 (Plon).

et l'aile gauche de notre armée du Nord-Est, recevaient l'ordre d'attaquer de Condé à Longwy, en même temps que l'armée britannique du maréchal French, qui, nouvellement débarquée, tenait notre extrême gauche. Mais, plus nombreuses, plus entraînées et mieux outillées à tous points de vue, les masses allemandes firent reculer notre centre sous les ordres de Langle de Cary et de Ruffey. Ce recul ayant découvert le flanc de notre armée de gauche, celle-ci dut, ainsi que l'armée britannique, se replier les 22 et 23 août, malgré les succès de Franchet d'Espérey, devant le mouvement débordant de l'aile droite allemande, commandée par von Klück. L'insuccès de Charleroi terminait la première grande bataille, celle que M. Hanotaux a très justement appelée la « bataille des frontières ».

C'est alors que, sans attendre que l'insuccès des armées françaises, dégénérât en défaite, le général en chef décida la retraite en territoire français. Il eut le courage, en présence du mouvement débordant de l'ennemi, de rompre un combat mal engagé, et de reculer, au risque de mécontenter les civils, en vue de reprendre la bataille à son heure, dans des circonstances jugées par lui favorables. L'Instruction générale, qui suivit d'un jour l'ordre de retraite adressé le 24 août aux trois armées du Nord-Est, est formelle. Elle prévoit, par la jonction des IVe et Ve armées et de l'armée anglaise avec des forces prélevées sur notre front de l'Est, la formation d' « une masse capable de reprendre l'offensive pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi ». Le cinquième article stipule qu'en avant d'Amiens, entre Domart-en-Ponthieu et Corbie, ou en arrière de la Somme sera groupée, du 27 août au 2 septembre, — pour être prête à passer à cette date à l'offensive, en direction générale de Saint-Pol-Arras ou Arras-Bapaume, — une nouvelle armée constituée à l'aide d'éléments transportés en chemin de fer.

La rapidité de l'avance allemande n'ayant pas permis au général Joffre de s'arrêter sur les lignes indiquées dans l'*Instruction*, — qui contient en germe, remarquons-le, la bataille de la Marne, — il reculera jusqu'à la position qui donnera à la reprise de l'offensive les 70 pour 100 de chances, sans lesquelles, comme le rappelle M. Joseph Reinach, Napoléon défendait qu'on livrât bataille.

Splendide retraite, ainsi que l'a qualifiée le maréchal French, et qui peut compter parmi les plus fameuses ! Le général Joffre sut communiquer aux soldats et aux chefs son âme inflexible et calme. Tandis que, pour empêcher les Allemands d'envoyer des renforts sur notre front, les Russes envahissaient la Prusse Orientale, la VIe armée, qui, dès le 27 août, s'était constituée sous les ordres de Maunoury, descendait aux côtés de l'armée britannique de la région d'Amiens, où elle s'était formée, vers Dammartin entre l'Oise à l'Ouest, l'Ourcq et la Marne à l'Est, cependant que, devant la menace d'enveloppement de von Klück, les IIIe, IVe et Ve armées, entre lesquelles était venue s'intercaler la IXe commandée par Foch, se repliaient vers le Sud, non sans combattre et remporter des victoires partielles à Dun, à Signy-l'Abbaye et à Guise. Les Allemands occupent Amiens, la Fère, Laon, Rethel, Soissons, Reims, dévastent, brûlent et massacrent. Craignant d'être coupés du Havre, les Anglais reportent leur base maritime à Saint-Nazaire. Le général en chef n'en poursuit pas moins résolument sa retraite, appuyée à l'Ouest sur le camp retranché de Paris, à l'Est sur celui de Verdun, pendant que tiennent, inébranlables, nos armées des Vosges et de Lorraine. Le 1er septembre, il adresse une nouvelle *Instruction* qui indique, avec une grande franchise, que le recul pourrait s'étendre jusqu'à la Seine, à la ligne de l'Aube, au camp de Mailly et au Nord de Bar-le-Duc. Le lendemain, une note complémentaire va jusqu'à annoncer que la zone de fin de repli pourrait même être reportée plus en arrière sur une ligne qui, partant de Pont-sur-Yonne, remonterait par Nogent et Arcis sur Brienne-le-Château et Joinville. De ce repli, d'ailleurs, un ordre aux armées donne les raisons : « Resserrer leurs dispositifs, compléter les effectifs, préparer avec toutes chances de succès l'offensive générale que le commandement ordonnerait de reprendre dans quelques jours. » Et il termine : « Le salut du pays dépend du succès de cette offensive qui doit, en concordance avec la poussée de nos alliés russes, rompre les armées allemandes que nous avons déjà sérieusement entamées sur différents points. Chacun doit être prévenu de cette situation et tendre toutes les énergies pour la victoire finale. » Exécutant l'ordre de retraite, l'armée de gauche défile, le 3 septembre, le long de la capitale que le gouvernement vient de quitter, après l'avoir confiée au général Galliéni, qui affirme sa volonté de résister jusqu'au bout. L'armée de von Klück avance, en effet, à raison de 40 kilomètres par jour sur Paris. Elle traverse Compiègne, Senlis, Chantilly, elle est à une journée de marche de la cité tant convoitée. C'est Paris pris, le défilé de l'armée allemande victorieuse sous l'Arc de Triomphe. L'Empereur commande de foncer sur la capitale.

Mais l'Etat-Major allemand, qui n'a rien compris à la retraite stratégique de Joffre, si contraire aux habitudes françaises, la croit définitive. Il suppose l'armée britannique hors de combat, l'armée française amoindrie. Aussi est-il tenté, avant de pousser sur Paris, de la défaire à fond, conformément aux principes soutenus par de Moltke. Outre que cela lui semble relativement aisé, ne convient-il pas de se prémunir contre un retour de l'armée française sur le flanc de l'aile droite allemande une fois entrée dans Paris ? L'Etat-Major n'ignore pas l'existence de l'armée de Maunoury, devenue, d'armée de la Somme, armée de Paris, Galliéni lui ayant donné mission de couvrir la capitale au Nord et à l'Est. Mais il ne la redoute pas. Il la sait faite de pièces et de morceaux et, comme telle, la croit incapable de lui tenir tête. Von Klück, enfin, se prononce contre l'offensive immédiate sur la capitale. Son avis prévaut.

En conséquence, le 3 septembre, von Klück arrête sa marche sur Paris ; il oblique au Sud-Est pour foncer sur l'armée anglaise et la gauche française. Quelques heures après, Galliéni signalait l'inflexion au général en chef. Le lendemain, des reconnaissances aériennes confirment le fait.

Voilà donc cinq armées allemandes, de l'armée de von Klück à celle du Kronprinz, dont l'aile gauche touche à la Meuse, engagées dans l'immense couloir que forment les camps retranchés de Paris et de Verdun. La Ire armée allemande, infléchissant sa marche de l'Oise vers la Marne, passe à son tour, devant Paris, mais, aussi, devant l'armée du général Maunoury : le péril de l'enveloppement est conjuré. Le dispositif souhaité par le général en chef va pouvoir se réaliser. C'est le moment de reprendre l'offensive.

Le 4 septembre, le général Joffre commande halte aux armées en retraite, sauf aux IIIe et IVe armées qui ne le recevront que le lendemain. L'attaque est ordonnée pour le 6 septembre. « Il convient, dit l'Ordre général, de profiter de la situation aventurée de la Ire armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées de gauche. Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5 septembre en vue de partir à l'attaque le 6 courant. » Le 5, les armées prennent, en combattant, leurs positions.

Le champ de bataille s'étend entre la Marne — que von Klück passe entre Meaux et Château-Thierry, von Bülow de Dornan à Epernay, et von Hausen aux environs de Châlons, — et la Seine vers laquelle se dirigent les armées allemandes. Il va, dans l'autre sens, de la région immédiate de Paris jusque dans la vallée de la Meuse, près de Bar-le-Duc. Le dos à la Seine et face à la Marne, le général Joffre oppose à la masse centrale allemande de von Bülow et de von Hausen la Ve armée du général Franchet d'Esperey et la IXe qui vient d'être formée et mise sous les ordres de Foch. Elles sont prolongées en potence à l'Ouest par l'armée anglaise et la VIe armée, dite de Maunoury, à l'Est par les armées de Langle de Cary et de Sarrail, la IVe et la IIIe. Ces dernières font face au duc de Wurtemberg et au Kronprinz. Maunoury menace le flanc droit des Allemands et Sarrail leur flanc gauche.

Déjà, le 5 à midi, au Sud-Est de Dammartin-en-Goël, la VIe armée s'étant ébranlée en direction de l'Ourcq, une de ses colonnes s'est heurtée dans la plaine de Monthyon à un corps de réserve allemand qui couvrait la marche de von Klück.

Toujours est-il que le 5 au soir, le général en chef adresse aux armées cette proclamation qui leur fut lue le 6 au matin : « Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière ; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

La bataille de la Marne va se pousuivre entre plus de deux millions d'hommes et sur des fronts de plus de trois cents kilomètres. Elle durera cinq jours, du 6 au 11 septembre. Cette bataille ne respecte ni l'unité de temps, ni l'unité de lieu, ni même l'unité d'action, à l'instar des batailles napoléoniennes, qui, engagées entre quelques centaines d'hommes, duraient tout au plus une journée. Cette bataille, l'une des plus grandes que le monde ait vues, se décompose en vingt batailles, qui s'enchaînent, comme les épisodes d'un drame shakespearien et que, toutes, il a fallu remporter pour vaincre : une seule de ces batailles perdue eût conduit au désastre. M. Joseph Reinach l'a admirablement discerné.

Maunoury, qui s'efforce de tourner von Klück, poursuit le 6 et le 7 son offensive du 5 août. Mais notre VIe armée se fatigue, car von Klück, qui a aperçu le danger, a repassé la Marne et s'est jeté sur Maunoury. C'est alors que Galliéni, lui envoie, dans la nuit du 7 au 8, moitié en chemin de fer, moitié en automobiles, une division arrivée d'Afrique à Paris. Le 8 est une jour-

née très rude : Maunoury prend ses dispositions pour un recul éventuel.

Toutefois, le mouvement de von Klück, face à la VIe armée française, a créé un vide entre son armée et celle de Bülow. Les Anglais s'y engagent, le 6, avec Franchet d'Espérey. Tandis que les premiers arrivent à Coulommiers, forçant les passages du Petit-Morin, celui-ci enlève Montmirail et prend pied sur le plateau de Vauchamps. Pendant ce temps, l'armée de Foch, la IXe, et l'armée de Langle de Cary, la IVe, subissent les offensives de la Garde allemande, de l'armée de von Hausen et de l'armée du duc de Wurtemberg. La résistance est difficile : quelques corps français reculent. Le 7, les Allemands reprennent Sermaize ; le 8, la droite de la IXe armée se replie en arrière de la route de La Fère au Sud de Gourgançon et à l'Est de Sézanne.

Le 9 septembre est la journée décisive. Von Klück, pour parer à la tactique d'enveloppement de Maunoury, s'est fait renforcer par Bülow. La IIe armée allemande, ainsi affaiblie, les Anglais en profitent pour passer la Marne et pour prendre de flanc, en compagnie de la Ve armée, le corps de von Klück qui cherche à déborder Maunoury au nord par Nanteuil-le-Haudouin et à l'enfoncer au Sud par Etrepilly. Il réussit à sa droite, mais échoue à sa gauche. Menacé, en conséquence, d'enveloppement de ce côté par les Anglo-Français, von Klück est contraint de lancer, pendant la nuit, l'ordre de retraite dans la direction du Nord. Mais, dégagée par la VIe armée de Maunoury, la Ve armée de Franchet d'Espérey va dégager, à son tour, la IXe armée de Foch. Une fissure s'étant déclarée entre l'armée de von Bülow, la IIe, et l'armée de von Hausen, la IIIe, par suite du repli de von Bülow, qui fut bien obligé de suivre von Klück, le général Foch ordonne, dans la soirée du 9, une attaque de flanc, qu'il poursuit le lendemain. Cette audacieuse manœuvre devait décider du succès. Il surprend, en effet, dans les marais de Saint-Gond, la Garde allemande, qu'il bat à plate couture et, le 10 au soir, il établissait son quartier général à la Fère-Champenoise où le matin même se trouvait celui de la Garde ennemie.

Le 10 septembre, la victoire se propage d'un bout à l'autre de l'immense champ de bataille. Successivement, les armées ennemies battent en retraite. Maunoury, ayant, dans la matinée, constaté non sans étonnement la disparition de von Klück, remonte l'Ourcq, tandis que les Allemands se retirent dans la forêt de Villers-Cotterets. L'armée anglaise poursuit l'ennemi, sa gauche à l'Ourcq, sa droite à la route de Château-Thierry à Bazoches. La Ve armée avance, elle, sur la Marne et la IVe, dont la droite est encore arrêtée au Sud de Vitry, progresse, sur sa gauche, en avant du camp de Mailly. La IIIe armée, enfin, que commande le général Sarrail, débouche vers l'Ouest, attaque les forces allemandes, qui marchent sur le versant occidental de l'Argonne, et se lie à la IVe armée, tout en gardant le contact avec le camp retranché de Verdun. Attaquée, l'armée du Kronprinz s'obstine, hésite, puis se replie la dernière. Pendant ce temps, du 23 août au 12 septembre, Castelnau et Dubail, la IIe armée, dite de Lorraine, et la Ire armée, des Vosges, reprenaient l'offensive et obligeaient aussi les Allemands à la retraite, ce qui eut pour effet, non seulement de sauver Nancy et les Vosges, mais, en retenant plusieurs corps ennemis devant elles, de sauvegarder la liberté d'action des autres armées françaises. La lisière de la forêt de Champenoux, Gerbeviller, Lunéville, Saint-Dié, Baccarat, Pont-à-Mousson, toute la ligne de la Meurthe furent, de ce fait, arrachés aux Allemands.

C'était la victoire et, comme conséquence, Paris délivré. « La bataille, qui se livre depuis cinq jours, s'achève en une victoire incontestable », pouvait proclamer Joffre dans l'Ordre du jour d'une fière simplicité que, le 12, il adressa aux troupes. « Tous, officiers, sous-officiers et soldats, vous avez bien mérité de la Patrie ! » Ainsi se termine-t-il par un hommage bien mérité aux qualités d'héroïsme du soldat français qui, une fois de plus, avait sauvé la terre de France. « Camarades... si j'ai fait quelque bien, disait de son côté le général Maunoury, j'en ai été récompensé par le plus grand honneur qui m'ait été décerné dans ma longue carrière, celui de commander à des hommes tels que vous. »

Toutefois, Joffre n'oublie pas de poursuivre l'ennemi. Il donne l'ordre, non seulement de ne lui laisser aucun répit, mais encore d'infléchir à gauche, afin d'inquiéter la droite allemande et, si possible, de la tourner.

Malheureusement, nos troupes sont fatiguées. Nous prenons des prisonniers, du matériel, mais nous ne pouvons transformer la retraite en déroute : les Allemands s'arrêtent sur la rive droite de l'Aisne, en aval de Berry-au-Bac et au Nord de Reims. Fatigués eux aussi, ils s'enfouissent, même sur les Vosges, dans des tranchées continues, préparées à l'avance. La poursuite est finie. La guerre de mouvement s'est changée en guerre de siège. Ne pouvant espérer chasser l'ennemi de ses positions, à cause d'une artillerie lourde insuffisante, nos

soldats sont obligés de l'imiter : ils s'enfouissent à leur tour. La guerre de tranchées commence.

C'est alors, le 17 septembre, que le général Joffre décide de constituer, à l'aile gauche de la VIe armée, par des prélèvements sur nos armées du centre, une masse de manœuvre capable de parer au mouvement débordant que les Allemands recommencent d'esquisser sur notre gauche. A leur tactique Joffre oppose une tactique semblable, mais plus rapide, en vue de tourner leur droite. A leurs déplacements d'effectifs de l'Est à l'Ouest correspondent des déplacements parallèles d'effectifs français, avec l'avantage pour les Allemands d'avoir un front concentrique.

Dès le 11 septembre, le commandant en chef a conçu cette manœuvre. La VIe armée s'étaient heurtée, à cette date, à une violente offensive allemande au Nord-Ouest de la forêt de Compiègne, dont elle fut dégagée par l'armée de Castelnau qui débarquait dans la région de Beauvais, prit résolument une direction de marche débordante sur la droite allemande.

Des combats acharnés dans la région de Lassigny, Roye, Péronne, n'empêchent pas ce mouvement de se prolonger vers le Nord. Le général Joffre porte deux corps à Amiens, puis, en réponse à une tentative d'enveloppement de l'ennemi qui s'installe, le 30 septembre, sur le plateau de Thiepval en face d'Albert, il ordonne à deux corps de cavalerie de faire un bond en avant sur les deux rives de la Scarpe et d'établir la liaison avec la garnison de Dunkerque qui poussera jusqu'à Douai, cependant que la Xe armée, qui s'est constituée plus au Nord, sous les ordres du général de Maud'huy, entre en ligne dans la région d'Arras : la bataille de Picardie continue, celle de l'Artois commence. Toujours crochets entre crochets, la « course à la mer » s'achève par l'arrivée de l'armée anglaise dans les Flandres et la constitution de la VIIIe armée. Commandée par le général d'Urbal, elle encadre l'armée belge, qui, Anvers tombé, le 10 octobre, un mois après Maubeuge, réussit à rallier le gros des armées françaises. Nous n'avons pas réussi à tourner l'aile droite allemande, mais les Allemands n'ont pu envelopper notre gauche. Le péril est encore une fois écarté.

Cette course à la mer ne se fit pas, d'ailleurs, sans des combats très durs. Les Allemands occupent Lens, bombardent Arras, prennent Ypres, le Mont des Cats, Meteren, Bailleul. Le 13 octobre, ils entrent à Lille. Cependant, le 12, après un rude assaut à Lassigny, la guerre de tranchées gagne le long de la Somme, tandis qu'au Nord, d'Arras à la mer, des batailles d'une grande envergure commencent à se dessiner.

Déçu, en effet, de n'avoir pu gagner Paris, ni défaire l'armée française, l'Empereur allemand a lancé un nouveau mot d'ordre : Calais à tout prix! Défensive du côté des Alliés, la bataille de l'Yser s'engage le 17 octobre par l'attaque de fortes colonnes allemandes contre l'armée belge et la brigade de fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h. Attaques furibondes et par masses, sous lesquelles, tout en fléchissant un peu, les Belges résistent, cependant que les têtes de pont de Nieuport et les tranchées de Dixmude demeurent aux mains de nos fusiliers. Le 30 octobre enfin, la VIIIe armée du général d'Urbal, qui est arrivée le 23, brise définitivement à Ramscapelle l'offensive ennemie, de concert avec l'inondation tendue aux environs de Nieuport.

Au même moment se livrait la bataille d'Ypres qui dura jusqu'à la seconde moitié de novembre. L'attaque allemande commence le 21 octobre, avec sa coutumière brutalité, sur les deux flancs de l'armée anglaise qui tient tête. Le lendemain 22, combat plus en avant, à Langermarck où, de leur propre aveu, les Allemandes perdent le quart de leurs effectifs. Les jours suivants, notre IXe corps étant placé entre le Ier et le IVe corps anglais, la bataille continue avec des alternatives de progrès et de reculs. Au sud d'Ypres, le centre de l'armée britannique n'est pas moins fortement pressé, mais il tient jusqu'à l'arrivée de notre XVIe corps, qui rétablit une situation devenue difficile. Ce n'est pas fini. L'offensive sur l'Yser ayant échoué, Arras ne se laissant pas entamer, l'effort principal de l'ennemi, d'une violence qui dépasse encore celle des rencontres précédentes, se porte sur la partie de notre front qui entoure Ypres au Nord et à l'Est. Deux fois, les lignes anglaises faillirent être percées : le 31 octobre vers Gheluvelt, le 9 vers Zonnebeke. Mais, aidés par nos troupes, les Anglais réussirent les deux fois à rétablir la situation. Le 14 novembre, finalement, nous recommençames à gagner du terrain : la route d'Ypres était fermée aux formations massives de l'ennemi, qui, dans un dernier assaut, furent, littéralement, fauchées par l'artillerie alliée. Nous avions gagné la bataille : la grande offensive sur Calais était arrêtée en même temps que la grande offensive sur Varsovie. Les Allemands épuisés se borneront désormais, là aussi, à la défensive. Nous les imiterons.

La guerre de tranchées de Belfort à la Mer du Nord s'est substituée partout à la guerre de mouvement. Le général en chef, aidé par les pouvoirs

publics, en profitera pour augmenter notre artillerie et conquérir, sinon la supériorité, du moins l'égalité de matériel avec nos ennemis. Ce qui n'a pas été fait avant la guerre devra l'être pendant, tandis que les Allemands, refoulés du cœur de la France, un moment en péril mortel, par l'habile stratégie du général Joffre, tâcheront, sans plus de succès, de mettre la Russie hors de combat.

PAUL GAULTIER.

CHARLOTTE W.....

Le hasard et un ami complaisant qui habite Genève, m'ont fait découvrir, dans un journal zurichois, un entrefilet qui a été pour moi une véritable révélation. Aussitôt, je suis allé chercher sous de vieilles paperasses des notes prises il y a quelques années pendant un séjour à Fribourg-en-Brisgau, des notes ou plutôt des indications rédigées d'un crayon fugitif et que je reproduis telles que j'ai pu les reconstituer sans trop y mêler mes impressions d'aujourd'hui.

Jeudi,

A peine installé dans ma chambre de la Kaiserstrasse, j'avais fait insérer au « Freiburger Bote » l'avis qu'un « Français instruit et sérieux » désirait « faire échange » avec Allemands et Allemandes « cultivés ». Ce procédé, le plus simple et le plus pratique quand on veut se créer très vite quelques relations en Allemagne, m'a déjà valu plusieurs lettres et deux ou trois visites : des instituteurs en vacances, un employé des Postes et même un vieil officier retraité — il y en a beaucoup ici — tous désireux d'acquérir ainsi à bon marché, le plus possible de mon français. Aujourd'hui, j'ai enfin *une* partenaire. Etendu sur le « Sofa », j'étais en train de constater le peu de saveur d'un cigare allemand, quand j'entends parlementer dans le vestibule avec ma « Wirtin » (logeuse). Puis, l'on frappe à ma porte, un coup sec, vif, décidé. J'ai lancé aussitôt mon « Herein ! » mais me suis trouvé un peu confus quand dans mon « studio » enfumé, j'ai vu entrer une jeune fille assez élégante et suivie d'un énorme chien danois qu'elle a, d'ailleurs, tout de suite consigné à la porte. Je balbutiais quelques gauches excuses. Elle m'a tout de suite répondu en français : « cela ne fait rien ». Puis, sans tenir compte de mon invitation obligatoire à s'asseoir sur le « Sofa », elle s'est installée sur une chaise près de mon bureau, de l'air d'une personne qui sait bien qu'en pays étranger, on reste toujours un hôte et que, même chez vous, il faut vous mettre à l'aise. Je me place en face d'elle et je suis positivement ravi. Elle n'a rien de ces Allemandes blondes et fades que j'ai déjà rencontrées. C'est une brune svelte, vraiment jolie et il faut que je l'examine avec beaucoup d'attention pour découvrir ce rien de sentimentalité dans le regard et ce léger bariolage de la toilette qui l'éloignent de mon pays, mais me la rendent, d'ailleurs, plus intéressante à étudier.

Elle parle le français sans accent désagréable, avec une gaucherie amusante dans les tournures. Elle me conte un séjour à Genève et finit par me lire une lettre de sa maîtresse de pension de là-bas. Elle s'applique de son mieux et détache chaque mot de la Genevoise qui lui écrit des choses ses dans ce goût : « Depuis que vous nous avez quittée, chère amie, notre maison est bien triste. Chacune de nous songe avec regret à votre conversation spirituelle, à votre charme, à l'éclat de votre beauté ». Elle s'arrête un instant sur cette phrase et me demande, naïvement heureuse : « N'est-ce pas qu'elle est gentille, cette dame ? »

Elle s'avise enfin qu'elle est venue ici pour « échanger » et qu'il ne faudrait pas, dès le premier jour, avoir l'air de tirer la couverture à soi. Elle commence à me poser en allemand quelques questions sur ce que je fais à Fribourg, le but de mon voyage, la durée de mon séjour. Cela ressemble un peu à un interrogatoire, mais l'on n'a pas toujours le choix quand il faut s'exercer dans une langue étrangère. A la fin, elle s'empare d'un Heine qui traîne sur la table, l'ouvre au hasard et me détaille assez finement un de ces lieds malicieux dont on ne peut essayer dans une autre langue que de donner un vague écho :

« Que stupides sont donc les gens !
Ils feraient bien mieux de se taire
Ils disent de toi, belle enfant
Que tu as mauvais caractère !

Que stupides sont donc les gens
Ils ignorent et je dois m'en taire
Comme tes baisers sont brûlants
Et comme tes lèvres désaltèrent ! »

Elle a dit cela, les yeux mi-clos, de l'air hypocrite d'une chatte qui grignote une friandise.

Un grattement à la porte, le danois s'impatiente. Elle se lève et nous nous entendons pour le prochain échange. Je m'offre à aller chez elle mais elle préfère venir chez moi. Tous les jours à deux heures. Au moment de sortir elle paraît s'apercevoir que je ne sais même pas son nom.

Elle me tend une carte à coins dorés, avec des caractères gothiques :

« CHARLOTTE WIEMER ».

Vendredi.

Elle est revenue aujourd'hui, sans son danois. Comme je la saluais un peu longuement — à la française — elle m'a interrompu : « Appelez-moi simplement Lotte, Fraulein Lotte ». Puis elle a ouvert tout de suite un de ces livres bizarres que l'on fabrique en Suisse à l'usage des Allemands qui veulent apprendre notre langue. Elle a insisté pour que je corrige sérieusement toutes ses fautes de prononciation — Vous autres Français, m'a-t-elle dit, vous êtes toujours trop indulgents pour les dames. Pendant une demi-heure, jusqu'à ce que je n'ai plus fait d'observation, elle a recommencé infatigablement le même morceau. A la fin nous avons causé en allemand de la France, de l'intérêt des voyages en pays étranger. Elle a répété plusieurs fois qu'elle aimerait voir, observer, « auf passen ». Ce mot qui indique une observation intéressée m'a paru désagréable dans sa jolie bouche.

Samedi,

Elle m'intéresse et je l'ai engagée aujourd'hui à lire quelque chose de plus français et de plus moderne que son bouquin suisse. Je lui ai conseillé le roman qui renseigne sur la vie contemporaine. Elle est entrée tout de suite dans mes vues, trop vite même, car je me suis trouvé embarrassé pour lui donner le nom d'un ouvrage. Il y a si peu de bons écrivains chez nous qui se préoccupent d'être lus par des jeunes filles !

J'ai toujours l'impression quand elle arrive, qu'elle s'est imposé ou plutôt qu'on lui a imposé une tâche, et cette tâche, une fois finie, elle elle est heureuse de se laisser aller avec moi. Elle a pris ce matin un bain au « Schwimmbad » l'établissement situé au bord de la Dreisam, la rivière qui passe à Fribourg. Elle me dit le plaisir que lui a donné l'eau courante qui vous enveloppe et vous caresse. Elle trouve tout naturel d'insister.

Je ne la verrai pas demain. Elle va à Strasbourg. Mais elle me propose pour lundi une promenade dans le « Günthenstal ». Nous « échangerons » en plein air. Comme j'ai failli ne point me trouver libre l'après-midi, je lui demande son adresse afin de pouvoir la prévenir le cas échéant. Cette demande la trouble un peu. Elle me répond d'abord que si un jour je suis absent, elle en sera quitte pour revenir. Puis elle se ravise et finit par me donner son adresse, du bout des lèvres, « Steingasse 87 ». Je ne connais pas encore cette rue. Peut-être, a-t-elle honte d'habiter un quartier qui n'est pas « fein » (élégant) ?

Dimanche soir,

Passé un dimanche maussade : boutiques fermées, rues désertes. Au moment où j'entrais au « Löwenbräu » pour y dîner, je me heurte à un couple, la femme devant, l'homme derrière, tous deux gros, suants, essoufflés, hors d'eux-mêmes. La femme se précipite sur moi. « Monsieur, me demande-t-elle en français, pouvez-vous m'indiquer où est la gare. » Et sur ma réponse : « Ah ! Monsieur ! vous comprenez le français, vous. Merci ! Merci ! Je suis des yeux un instant mes chers compatriotes qui ont tant de hâte à retourner vers leur pays et vers leur langue.

Lundi soir,

Après-midi délicieuse. Ce n'est pas que le Güntherstal soit un paysage extraordinaire. C'est un joli cirque de montagnes moyennes, mais bien encadré et qui aboutit à ce qu'ils appellent là-bas prétentieusement un « Waldsee » (lac de la forêt), une nappe d'eau tout juste assez grande pour que deux ou trois barques puissent s'y refléter. De la nature en petit format, mais soignée, léchée, arrangée pour l'agrément des yeux et la commodité du touriste. Cela suffit au « Gemüt » de mademoiselle Lotte, à cette sensibilité allemande qui se donne un air de profondeur, mais ne s'exprime pourtant qu'avec la plus complète banalité. Heureusement que je la regarde beaucoup plus que je ne l'écoute. J'essaie une fois de lui parler de notre pays, de ses beautés naturelles. Elle s'y intéresse peu. Sortie de ses paysages accoutumés, elle ne cherche en toutes choses que le « Profitchen », le petit profit matériel, intellectuel ou moral. Je pense qu'elle est pauvre, seule — elle ne m'a jamais parlé de sa famille — et qu'elle se préoccupe avant tout de se créer une situation.

Nous allons boire du café au lait et manger des gâteaux dans une auberge rustique. Quand vient le moment de régler la note je m'insurge contre le geste de Charlotte qui, en vraie Allemande, trouverait tout naturel de payer son écot. Elle me laisse faire et comme la bonne femme d'hôtesse compte simplement la consommation par tasses je lui fais observer que nous avons repris plusieurs fois — surtout Lotte — du lait et du café. Elle se met alors à vérifier minutieusement le contenu de la cafetière et du pot de lait, puis,

avec un petit haussement d'épaules, elle murmure « Es stimmt » (c'est exact) et me tourne le dos. En sortant, je crois nécessaire de louer cette honnêteté un peu fruste que j'oppose, à part moi, à notre aimable rouerie latine. Charlotte observe : « On ne peut faire payer aux gens que ce qu'ils vous ont pris. » Formule de la « Redlichkeit » allemande, essentiellement « objective ».

Au retour, à la nuit tombante, elle est franchement gaie. Je profite de ce que nous sommes installés dans un de ces berceaux de feuillage que les Allemands placent de distance en distance pour les touristes et les fiancés — et je lui prends un baiser qui commence vers le cou, pour finir, sans trop de résistance de sa part, vers le coin des lèvres. Cela d'ailleurs n'a pas trop d'importance chez une Allemande.

Je la reconduis jusqu'au coin de la Steingasse. Elle ne me permet pas d'aller plus loin. Tout à l'heure, la curiosité et aussi l'émotion d'un souvenir agréable m'ont amené jusque devant la maison qu'elle habite. Une maison d'apparence très confortable !

Mardi,

Aujourd'hui, séance terne. Nous n'avons pas repris la « page interrompue ». Elle m'a refroidie tout de suite par l'application qu'elle mettait à remplir son « programme » qui comportait cette fois les « formules de politesse », les phrases qui reviennent à chaque visite. Elle sait très bien qu'il y a là des tournures spéciales et dont l'ignorance décèle tout de suite l'étranger. « En France je veux avoir l'air d'une Française. » Elle note les expressions sur un carnet qui, à en juger par son épaisseur, trahit des intentions vraiment laborieuses.

Elle a presque oublié cette fois-ci que nous « échangions ». J'amorce enfin la conversation allemande qui roule d'abord sur l'Empereur. Elle m'apprend que Guillaume II était dans sa jeunesse un effréné « Schürzenjagër » (coureur de jupons), mais que depuis son avènement au trône, il donne à tous ses sujets l'exemple d'un mari irréprochable. Je veux essayer ma verve sur les soldats et les officiers que je rencontre, mais mes plaisanteries ne scandalisent point Charlotte, ni ne la font rire. Elle ne les comprend pas, tout simplement. L'armée lui semble quelque chose à part, que l'on ne discute point.

Jeudi.

N'étant pas libre aujourd'hui, je suis allé le matin, au 87 de la Steingasse, au 2e étage, comme l'avait indiqué Charlotte. Je ne peux me tromper : il n'y a qu'une porte à cet étage, et sur la porte un écusson avec des lettres enjolivées, « Madame Berger ». Ce nom — français ou allemand, me déplaît — je ne sais pourquoi. C'est la dame elle-même qui vient m'ouvrir, une drôle de caricature aux cheveux oxygénés, le visage couperosé sous la poudre de riz, au corsage rutilant et bien garni, tout à fait l'apparence d'une quinquagénaire qui ne veut pas déposer les armes. Je lui explique ce que j'ai à dire à Mlle Wiemer. Elle répond simplement « Gut » et je me dispose à partir quand elle se ravise et m'invite à faire ma commission moi-même. Je vois tout de suite à l'allemand de la dame qu'elle ne le parle pas comme sa langue maternelle. C'est peut-être une Française, tout au moins une Belge ou une Luxembourgeoise. Le salon où elle m'introduit est vaste et impersonnel comme un salon d'hôtel. A mon entrée, un personnage disparaît — pas assez vite pourtant pour que je ne remarque son teint pâle, ses longs cheveux noirs, sa figure de Kalmonck, le veston à revers de velours. On dirait un rapin valaque. Charlotte apparaît tout de suite, dans une robe d'intérieur assez pauvre. Est-ce pour cela qu'elle semble gênée ? Instinctivement, je baisse la voix. J'ai l'impression qu'on nous écoute. Elle me dit qu'elle n'est ici que de passage. Jai hâte de m'en aller.

Vendredi,

Charlotte m'intéresse encore davantage depuis que je l'ai vue dans son « home ». Aujourd'hui, je me suis risqué à lui parler de son avenir. Je me suis offert à l'aider à se placer en France. Elle m'a demandé en réponse une quantité de renseignements. J'ai cru comprendre qu'il lui était indifférent de devenir femme de chambre, bonne d'enfant ou institutrice. Cela, tout de suite, a calmé mon zèle. J'ai l'horreur de ce manque de fierté que j'ai constaté déjà chez des Allemands instruits et de bonne éducation. Charlotte m'a diverti à la fin, en imitant les différents dialectes de l'Allemagne et en les opposant dans des phrases faites exprès. Elle arrive peu à peu à parler le français, sans accent.

JEAN DE VERNAY.

(*A suivre.*)

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 16 — 2e SEM. 54e ANNÉE 5-12-19 AOUT 1916

L'ŒUVRE DU PORTUGAL (1)

Depuis qu'une tragédie sublime et sans exemple oppose les forces des grandes nations européennes combattant, soit pour notre idéal de justice, soit pour un appétit de domination, si, parfois, nous avons éprouvé de l'angoisse, nous avons savouré les joies aussi de la plus légitime, de la plus glorieuse fierté.

Entre ces joies, la venue de l'Italie, la venue du Portugal dans les lignes des Alliés nous valurent une intense émotion de l'esprit.

La famille trop éparse des Latins renouait les liens antiques de cette fraternité qui sut, jadis, offrir aux hommes non seulement la bienfaisance de la paix romaine, mais encore le triomphe moral de la loi consentie par le peuple, par les mandataires du peuple, par le Sénat.

A cet esprit civilisateur nous devons la vie des cités nombreuses fondées sur les camps des légions. Nous lui devons le savoir de nos élites éduquées par Virgile, Sénèque, Tacite et Marc Aurèle.

Nous lui devons surtout la conscience du Droit, legs de la « gens togata », des citoyens aux amples toges assemblés successivement, de siècle en siècle, autour des Gracques, autour de Marc-Aurèle, autour de Justinien, pour définir les principes de l'équité, que les tribuns et les prêteurs militaires ont enseignés aux nations sous les emblêmes des licteurs.

Si nous pouvions, dans l'avenir, reconstituer cette force créatrice, cette puissance politique, le monde ne connaîtrait plus jamais la furie des Barbares.

Voilà pourquoi ceux qui vouèrent leur existence à cette résurrection ont tressailli en apprenant les sympathies du Portugal pour la cause du Droit.

La Lusitanie reprenait sa place sous les enseignes des légions, avec les Italiens et les Gallo-Romains, avec les Byzantins, de Russie, avec l'Angleterre modifiée par les Normands qui portèrent dans la région d'Oxford et de Cambridge les mots et les mœurs de notre patrie latine.

Un espoir grandiose s'éleva pour nous.

Que Son Excellence le Ministre du Portugal me permette de lui dire toute la gratitude passionnée de la France. Nous savons quel rôle historique M. Joâo Chagas a joué dans son pays où il a rétabli le règne de la liberté sans rien ménager de ses forces ni de ses rares talents. Nous aimons saluer en sa personne la nation alliée qu'il représente si noblement.

I

Je ne saurais prétendre à vous retracer, en quelques instants, l'histoire de la nation portugaise. La science de ses marins a découvert jadis deux mondes nouveaux. Son génie civilisateur a transformé rapidement les sauvages de l'Amérique en citoyens de villes opulentes, en planteurs avisés, en agriculteurs réalisant, trois siècles à l'avance, les théories communistes de Proudhon. L'œuvre fut immense. Notre temps est limité. Du moins voudrais-

(1) Conférence donnée dans la série : *L'effort des Alliés.*

je indiquer les étapes principales de cette œuvre, et surtout comment s'est formé l'esprit qui l'a prévue.

Les Phéniciens et les Carthaginois, les Grecs mêmes, qui dans la plus lointaine antiquité, survinrent devant les golfes de la Lusitanie, au gré des courants battus par les rames de leurs vaisseaux, laissèrent parmi les pêcheurs le goût d'affronter les périls de la mer sur de longs navires habilement construits. Quelques-uns de ces étrangers aimèrent la beauté du pays, la richesse de ses pâturages, les métaux de ses grottes, et, s'étant même installés parmi les bergers celtes de la campagne, parmi les pêcheurs de la côte, leur ont appris la Méditerranée lointaine. Certains parlèrent des villes aux môles allongés sur les eaux, avec les statues des dieux Cabires, et les bûchers flamboyants de leurs phares.

Des gens coiffés de tiares disaient Carthage florissante. Des hommes au torse nu et aux perruques de crin chantaient l'Egypte prodigieuse, peuplée de colosses en granit debout contre les colonnes de leurs temples où l'on encense Ammon Ra qui féconde les champs du Nil.

D'autres nommaient Tyr et Sidon, leurs danseuses, leurs peseurs d'or ; ou décrivaient la Crète de Minos, ses palais magnifiques, les élégances subtiles de ses femmes, les industries multiples de ses artisans, quelques vices monstrueux, des inventions miraculeuses, celle même qui fit voler dans les airs des hommes assez audacieux pour se rapprocher à tire d'ailes du Soleil. Tous dénombraient les dieux de la Méditerranée : Tanit, nocturne et fluide, qui prolonge les chagrins des femmes ; Moloch dont le feu dévore tout vifs les enfants offerts en holocauste par la multitude prosternée ; Isis qui porte dans ses bras le jeune Horus ; Astarté, brillante comme la lune et trop éprise d'Adonis, du beau jeune homme atteint par la fureur du sanglier ; Aphrodite qui naît de l'écume de la mer éternellement, beauté du monde et de la science prompte à le concevoir; Zeus, lanceur de foudre, qui trône sur les cîmes des monts au milieu des nues, entouré de déesses puissantes. Puis Amphitrite et le cortège des tritons, des sirènes, tous les troupeaux singuliers de la mer que ces navigateurs avaient parcourue de golfe en golfe pour admirer les villes assises au spectacle des eaux, derrière les mâtures des navires à l'ancre, pour visiter leurs quartiers populeux, leurs temples blancs sur les collines, leurs acropoles érigées sur les rocs des caps, leurs bois sacrés devant les frontons sans rides, leurs tavernes pleines de tumulte, leurs rues traversées par les chars aux blancs quadriges, par les litières que précèdent leurs coureurs fustigeant la foule des esclaves, des manœuvres, des poètes, des marchandes, des philosophes, des jours de flûte, des badauds, des rhéteurs, des augures, des nouveaux époux, de leurs cortèges avec les palmes et les cages à colombes.

Ainsi furent invitées aux voyages les imaginations des Lusitaniens quand naissaient, dans Memphis, Tyr, Carthage, plus tard dans Ephèse et dans Athènes, les idées-mères de l'intelligence et de la force créatrice que Rome devait ensuite propager dans le monde celtibère.

De bonne heure, les pêcheurs du Tage servirent sur les trirèmes carthaginoises. Revenus dans le lieu natal, ils construisirent des bâtiments aux voilures capables de les entraîner vers les côtes qu'ils avaient aperçues. Numides, puniques, italiennes, grecques, égyptiennes et syriennes, toutes les villes reçurent dans leurs ports ces marins de l'Atlantique.

L'art de la navigation passionna ces intelligences dans les cités, les bourgs de la côte. Les femmes, aujourd'hui même, y portent encore les couronnes noires et pesantes qui furent à la mode parmi les contemporaines d'Annibal dans les avenues de Carthage, comme l'attestent les images gravées sur les stèles de notre musée, à Tunis. D'ailleurs, et bien que les Lusitaniens aient défait, tué Hamilcar Barca en 228 av. J.-C., l'influence punique a dominé leurs mœurs sans travestir leur caractère.

Strabon assure que les anciens habitants de la Lusitania, le pays du couchant, possédaient un recueil de prescriptions en vers, afin de régler leurs différends selon les maximes de leur justice. Et ils la défendirent, vous le savez, héroïquement contre celle des Romains. Après les rudes contacts de la guerre, les légistes de Dolabella trouvèrent dans ces populations celtibères des esprits bientôt favorables aux institutions du Forum.

L'entente se fit. Elle dura plus de cinq siècles.

Et, parmi les races aux dialectes latins, celle du Portugal a conservé le mieux la pureté de la langue que Tacite affermit, que Lucrèce enrichit de sa pensée.

Vainement, les Goths et les Arabes, tour à tour, se ruèrent sur les paysans. Les clercs conservaient dans leurs cloîtres, dans leurs églises, la phrase de Quintilien et les traditions législatives des sénateurs qui, là-bas, sous les pieds de la Louve en bronze, avaient conçu dans les demeures du Mont-Palatin, la théorie du Droit universel. Le dialecte latin subsista. Ni les brutales injonctions des conquérants germaniques, ni les fanatismes cruels des Almoravides n'eurent raison de l'opiniâtreté portugaise. Elle leur résista. La

langue ne prit même pas cet accent guttural que les Espagnols reçurent des Africains. La Lusitanie se conservait intacte pour le jour de la délivrance. Et la légende attribue raisonnablement, sinon exactement au roi des Goths, Rodrigue, les premières strophes écrites en pure langue portugaise.

Le vaincu avait donc substitué dans le cerveau de ses maîtres, la force de ses idées à la faiblesse de la pensée victorieuse. L'idée latine anéantissait le résultat de la conquête barbare.

De même, en Gaule, Clovis baissa la tête sous l'eau bénite des évêques latins.

De même, et plus tard, en Normandie, les Danois de Rollon, en moins d'un siècle, échangèrent leur idiome contre la langue de France. Ils la portèrent, avec Guillaume le Conquérant, sur le territoire britannique. Nos mots, dans les colonnes du dictionnaire anglais, persistent, aussi nombreux, peut-être, que les mots scandinaves et saxons. De loin, l'influence latine préparait ainsi les alliances de notre temps.

Vous avez compris quelle parenté spirituelle lie notre destin à celui des Portugais.

Comme notre Vercingétorix, leur Viriathe a courageusement défendu son idéal et ses mœurs celtiques quand l'intrusion de Rome les menaça.

La lutte terminée, l'une et l'autre élite ont loyalement admis l'excellence de la civilisation latine. Elles en sont devenues les admiratrices zélées. Leur esprit de justice a reconnu la souveraineté du droit.

Longtemps, d'ailleurs, après la chute de l'empire romain, les poètes s'exerceront à composer des pièces en latin et en portugais.

En annonçant la protection des faibles avec la divinité du fils élevé par le charpentier galiléen, les apôtres du christianisme accrurent le sens de l'équité inscrite sur les tables de la République romaine. Et nul n'a pu, dans la suite, altérer cet idéal.

Alains, Sueves, Visigoths, Arabes, ont successivement échoué. Baltiques et Africains, Germains et Maures, n'ont pu qu'adopter la langue, les mœurs celto-latines ou fuir un pays dont l'air, les plantes et les hommes demeuraient indéfiniment hostiles.

II

Ce triomphe était dû à la vigueur d'une race solide, trapue, halée par de rudes soleils durant les travaux de la terre, les marches pastorales à la suite du troupeau, et les longues pêches sur l'océan qui scintille par toutes ses vagues mouvantes.

Comment ne développerait-il pas son génie naturel, le peuple qui consacre la meilleure part de ses loisirs à parfaire les plans de la carène selon les règles de l'architecte, à mesurer la résistance de la voilure, l'énergie des vents, la puissance des marées, à dresser les cartes marines de ses portulans, à trouver, dans l'étude opiniâtre de l'astronomie, une doctrine qui puisse guider le pilote loin des rivages, d'après la position des étoiles ?

Architecture, météorologie, astronomie, géographie des côtes et des estuaires, observation des courants aériens et marins, que de sciences déjà lui sont nécessaires et fatalement, dès que ses fils affrontent les hasards de l'océan sur une nef profonde, amplement munie de larges voiles !

De tous temps, le navire fut le chef-d'œuvre des sciences.

Aucune des nations qui surent naviguer n'a été médiocre dans son histoire. Elle a possédé bientôt une élite assidue pour accroître l'instruction de la jeunesse. Les voyages racontés au retour ont offert des sujets innombrables à la réflexion. La pratique des échanges, avec les gens des contrées lointaines accroît l'adresse, la prévoyance, le goût du calcul, le désir de la richesse et partant, celui des arts que le luxe engendre.

Lorsqu'il fallut chasser du pays les Arabes implantés depuis quatre siècles, ce fut l'intelligence acquise sur le pont des galères qui conseilla le courage des gentilshommes. Organisateurs de leurs armées, tacticiens et stratèges, ils se trouvèrent en état de vaincre, le jour où cette intelligence seconda l'élan de leur foi militante. De même, la navigation avait préparé l'hégémonie des Syriens, des Hellènes, celle de Carthage que Rome détruisit seulement après avoir constitué sa flotte.

Aux embouchures des fleuves portugais, les ports s'enrichirent d'âge en âge.

Goths et Arabes continuèrent l'œuvre des Romains en y bâtissant. Devenues illustres, les cités navales attirèrent, de toutes parts, les voyageurs.

En 999, des Gascons et des Francs redressent la ville de Porto, ruinée par El-Mansour, au siècle précédent. Ils la nomment *Portus Gallorum :* le port des Gaulois. Et l'on a soutenu que c'était la véritable étymologie du mot Portugal. Croyons plutôt que le vocable de Portucalia avait été choisi par les Asturiens dès 950, quand ils eurent repris à l'Islam le grand port et la vallée du Douro, avant celle du Tage et Lisbonne.

N'aimerons-nous pas, comme un présage ancien de notre amitié nouvelle, qu'en 1107, le petit-fils de notre Robert le Pieux, Henri de Bourgogne, se soit fiancé avec la fille du roi de Castille, et qu'il ait reçu en dot le comté de Portucalia ?

L'enfant de cette union fut, par ses soldats heureux à la bataille de l'Ourique, proclamé roi. Neuf princes de sa lignée gouvernèrent les destins du Portugal en achevant de récupérer sur les Arabes tout le sol des celto-latins. Cette dynastie commandait en somme à ses frères de race, cousins, par l'idiôme et par l'ethnographie, de nos Limousins, de nos Périgourdins, de tous les types ibéro-insulaires nés dans les campagnes du Tage, comme dans celles de l'Angoumois et de l'Italie méridionale.

Les traditions du Portugal attribuent encore sa première épopée, « La conquête de Santarem », au fils de notre Henri de Bourgogne, au roi Alphonse Ier qui chassa de cette province, dès 1185, les troupes mahométanes. C'était bien, dans l'imagination populaire, la victoire de la mentalité latine incarnée en ce prince. Nul autre que le chevalier vainqueur des Maures ne pouvait avoir rythmé le chant de gloire. Il fallait que le poète et le guerrier fussent confondus dans la même personne, sous le même laurier. Cependant les croisés de Flandre, d'Angleterre et de Lorraine relâchaient dans les estuaires des fleuves portugais au XIIe siècle. Ils y furent accueillis avec honneur. Certaines familles nobles du Portugal se délarent issues de ces croisés. Ils s'étaient unis avec les filles des armateurs, avant de repartir sur quelques-unes des deux cents nefs voguant vers la terre qu'il fallait reprendre aux infidèles.

Des Cisterciens français s'installent en 1193, dans Lisbonne, attirés par la réputation de l'illustre cité.

Un de nos architectes venu avec de bons compagnons pour combattre le Maure à travers les Algarves, édifie, à Santarem, l'église Santa Maria dans le temps même où l'art chrétien se substitue à l'art mahométan. Car, alliés aux Castillans, les Portugais sous le gonfalon de la dynastie de Bourgogne, vont exterminer la puissance des Sarrasins, à Santarem, à Las Navas de Tolosa et à Salado.

Ce 28 octobre 1340, les chevaliers de l'Ordre du Christ se distinguèrent avant de fondér leurs écoles de mathématiques, d'astronomie, d'art naval, dans lesquelles allaient bientôt s'instruire les Vasco de Gama, les Magellan, les Cabral, les Barthelemy Diaz, prochains révélateurs des mondes inconnus.

De victoire en victoire, et pour remercier l'aide évidente du ciel, les libérateurs du Portugal dressent, en effet, sur les champs de bataille, ou dans les villes reconquises, des monastères, des cathédrales.

Ce sont là comme les drapeaux de pierre plantés pour l'éternité sur les lieux où s'exalte, libre enfin, l'oraison latine, l'action de grâces dite en langue romaine.

Qui chantera la rare beauté de cette architecture voulue, réalisée en pleine gloire, en pleine foi, par les artistes d'un peuple ébloui, s'enivrant du miracle funeste aux armées innombrables de la tyrannie musulmane ?

Nul peuple, sans doute, nulle élite n'a bâti ses temples dans un tel état de spiritualité mystique et triomphante.

Aussi les chefs-d'œuvre sont dignes de toutes les dévotions, celles des pieuses gens, celles des esthètes.

La cathédrale de Porto, par la majesté de son apparence romane, l'altitude proportionnée de ses deux tours, par son autel, son rétable d'argent massif, par ses faïences aux dessins bleus interprétant le Cantique des Cantiques, témoigne du génie portugais durant les XIe et XIIe siècles.

De même en la Santa Clara de Coimbra, aux monastères d'Alcobaça, de Belem, de Santa Cruz et surtout au monastère de Batalha.

Le voyageur salue là un modèle excellent de l'architecture portugaise et de toute l'architecture ogivale européenne. Il fut inauguré par la reconnaissance du roi qui, le 14 août 1385, défit avec dix mille des siens les trente mille Castillans qui voulaient réunir le Portugal au domaine de leur maître.

Le vœu dédié à Notre-Dame de la Victoire fut loyalement et généreusement accompli. Un Français, Maître Huguet, participa certainement aux travaux. Le plan semble originaire de Chypre où, dès le temps de Justinien, l'ogive fut adoptée.

La grandeur de l'espace inclus entre les murs, la hauteur des piliers et des voûtes, la beauté solennelle des perspectives aboutissant au mausolée du Fondateur, la variété des expressions, l'unité de l'ensemble, tout l'impose comme un chef-d'œuvre entre les œuvres des hommes. C'est une sœur plus complète de nos cathédrales de Reims et d'Amiens.

L'architecture paraît, au Portugal, l'art par excellence. Et comme cet art comprend tous les autres, sculpture, peinture, même la musique de ses orgues et de ses voûtes sonores, il présente au mieux l'intégrité du génie national.

Génie non moins attesté par la cathédrale d'Evora. C'est encore la tradition de Chypre importée soit par tel chevalier du Temple au retour de la Terre Sainte, soit par telle compagnie de francs-maçons naguère au travail dans les îles de la Méditerranée Orientale. La Santa Maria de

Belem, le tombeau d'Ines de Castro dans la cathédrale d'Alcobaça, le couvent de Tomar où se constitua l'Ordre des chevaliers du Christ, la tour de Belem, la cathédrale de Lisbonne et la chapelle de Saint-Jean-Baptiste à Saint-Roque, le cloître des Hieronymites et ses dentelles de pierre ajourées autour des plus fines colonnes, merveille du style manueliste, cent autres monuments de l'intelligence esthétique nous semblent comme les sceaux de pierre laissés, en trois siècles de génie, sur le sol du Portugal, par les actions de ses héros, par la pensée de ses artistes, par le labeur de son peuple délivré.

III

Pendant que s'érigeaient en tous lieux ces illustres édifices, les marins avaient entrepris la découverte des terres inconnues. Ils commencèrent par longer les côtes occidentales de l'Afrique, s'arrêtant aux aiguades, aux estuaires. Ils devancèrent au sud les plus hardis de Gênes, de Dieppe et d'Amsterdam. Ce furent des mots portugais qu'apprirent d'abord les Ouolloffs, les nègres de la Guinée, du Congo en consentant l'échange de leurs gibiers, de leurs fruits, de leur laitage, puis de l'ivoire, de l'or en poudre et des esclaves contre les objets fabriqués par les artisans de Lisbonne et de Porto.

Dans son palais de Sagres, Henri le Navigateur recrute ses marins, ses géographes, ses astronomes, ses armateurs. Il constitue telles compagnies de négociants capables d'équiper une flotte.

Autour de lui se forme l'élite qui dotera de nouveaux empires les anciens royaumes de l'Europe. A la prise de Ceuta, on recueillit, en 1415, des indications sur le Sénégal et le Soudan. L'espoir surgit, pour les marchands, de puiser aux richesses de l'Afrique, pour les chevaliers de rompre le charme qui fermait la route du Sud aux pilotes effrayés par les chaleurs torrides du tropique, et l'espoir, pour les pieuses gens, d'ouvrir à la chrétienté le chemin des contrées païennes où les apôtres prêcheraient les moyens du salut devant les foules idolâtres. Car l'esprit du Portugal est alors mystique. Le prodige des victoires successives remportées sur les mahométans transporte les cœurs. L'idéal stoïcien de Rome et l'idéal chrétien de la Méditerranée se sont associés dans les âmes portugaises. L'exemple de ces musulmans si fidèles à leur piété a conseillé, quatre siècles, de les imiter, en cela, pour les abattre avec le secours du Ciel aussi. Le secours est venu. L'oppresseur a fui, pourchassé jusqu'au Maroc même. Alphonse V s'empare de Tanger en 1474. Et il prescrit qu'on rédige en latin la chronique du triomphe, voulant maintenir la langue des Romains pour celle des élites européennes, comme le souhaitent, alors, les évêques dans leur désir de composer, avec les royaumes chrétiens, une seule force internationale. Mais, hélas, tandis que les Latins repoussent ainsi l'Islam, les Germains lui laissent prendre Constantinople et assiéger Vienne. La victoire du Portugal en paraît plus radieuse.

Oui, le secours est venu. Quelle gratitude dans tous les cœurs, ceux de la chevalerie glorieuse, ceux des marchands soustraits aux impôts arbitraires, ceux du peuple hors de l'esclavage !

Et c'est aussi l'optimisme orgueilleux d'une race très certaine que le miracle se poursuivra. Si la mort surgit au cours des voyages, des combats, des tempêtes, qu'importe ? Le paradis s'ouvrira pour le chrétien aussitôt. Il n'y aura qu'à s'épanouir dans le sein du Seigneur pour participer à sa toute-puissance, pour être, avec lui, l'air et la terre, le mouvement, les forces universelles.

Vasco de Gama fait sa prière à Belem, et s'embarque. Il va doubler le cap des Tempêtes, pénétrer l'Océan Indien, aborder au Calicut, puis revenir avec, dans les mains, mille preuves d'un monde révélé.

Cabral, peu de temps après, le jour de Pâques, descendra sur la côte de l'Amérique méridionale, fera dresser le calvaire et dire la messe. Et c'est un autre monde dont il rapportera les parfums dans les plis de son manteau, les splendeurs dans les paroles de sa bouche.

Camoëns, par l'immortel poème des Lusiades, sut, avec l'art de Virgile, évoquer ces émotions et l'enthousiasme de ceux qui les connurent. Il semblerait puéril de vouloir, après un tel poète, retracer leur ardeur. Admirons seulement que le barde exprime la transe de son esprit en ressuscitant l'intelligence latine de l'Enéide, en comparant ses exploits avec ceux des héros recréés par le cygne de Mantoue.

A cette époque, Messieurs, le Portugal est immense. Ses flottes unissent à ses ports l'Inde et le Brésil, l'Occident et l'Orient de l'Afrique, les îles atlantiques. Grâce aux sciences cultivées par Henri le Navigateur et par l'ordre du Christ, le génie de ses marins conquiert.

Nul peuple, depuis les Romains, n'a possédé tant de gloires en même temps. Vasco de Gama put atteindre son but en 1498. Et l'an 1500, Alvaez Cabral, emporté par des vents insolites, atterrit sur la côte du Brésil.

Bientôt l'Inde et la Chine deviennent les comptoirs de Lisbonne.

L'Europe entière vénéra cette œuvre sans égale, si rapide, due surtout à la science des navigateurs.

Notre Charles VIII ayant appris que toutes les cours de l'Europe se liguaient contre lui, n'avait-il point déjà répondu : « Peu m'importe, si j'ai les Portugais de mon côté. » Quand la douairière, Eléonore de Portugal, fit, le jour de la Pentecôte 1530, son entrée à Bordeaux, la jurade lui sut offrir une nef en or qui valait douze cents écus, symbole le plus flotteur pour cette sœur de Charles-Quint qui allait s'unir à notre François Ier, en lui apportant la paix de Cambrai.

Que dirai-je de cette époque illustre ? Tout a été conté.

Nous voici parvenus au moment de l'apothéose. Apothéose de la puissance. Apothéose du savoir.

IV

Ce peuple triomphant veut apprendre davantage. Jean III transporte à Coïmbre l'Université de Lisbonne. Il installe les étudiants, les professeurs, dans ses palais. Il leur ouvre la bibliothèque fondée par Alphonse V l'Africain.

De France, de Bordeaux, le recteur Andréa Gouvéa est appelé pour réorganiser l'enseignement. Et c'est l'esprit de votre ville qui a l'honneur de collaborer à la formation de la jeunesse portugaise, celle qui va transformer en un magnifique empire les incomparables forêts du Brésil, et en un peuple industrieux les Indiens jusqu'alors batailleurs et cannibales, soumis terriblement au délire des plus forts.

Au reste, la littérature possède ses traditions déjà. Fernand Lopez a inauguré les études historiques au xve siècle. — Un poète de cour, Bernardin Ribeiro a plu. Osario a critiqué franchement les mœurs rudes et cruelles. Barros a exalté la vaillance. Sâ de Miranda chante la grâce de la nature. Antonio Ferreira travaille le style. Gil Vicente, satiriste brillant, attire vers les scènes où il joue les gens d'esprit. Il reçoit le surnom de Plaute. On se presse pour voir ses drames de chevalerie, et d'histoire sacrée, même ces *autos*, très parents de nos vieux mystères, et comme eux interprétés sur les parvis de l'église. Les disciples propagent cet art vivant et hardi.

Une pléïade, à l'inspiration très heureuse, apprécie le charme des existences bucoliques. Elle évoque des bergers menant leurs troupeaux par les prairies claires entre les bois de noirs sapins, vers un fleuve étincelant.

L'églogue fut toujours en honneur dans ces paysages du Portugal.

La richesse de la terre a rendu la vie facile près de la vigne dont les fruits et la vendange sont, de bonne heure, attendus par les peuples du Nord. Cette race, solide, trapue, au crâne développé, aux os durs et saillants sous les pommettes, aux muscles vigoureux, au poil dru peut travailler beaucoup sans fatigue. Elle acquiert de l'aisance et jouit de ses biens volontiers. L'existence du paysan lui fut longtemps favorable. Il aime encore le luxe de ses costumes anciens, somptueusement brodés. Les femmes surtout se parent de la vêture choisie par l'orgueil des aïeules, afin de paraître fastueuses. Quelle fierté dans les allures de la paysanne marchant, sous l'urne qui charge sa tête de la mer à la ville. Près d'elle les attelages des bœufs balancent les hautes sculptures de leurs jougs, et tirent de lourds chariots aux roues pleines. Comment ne pas être tenté de faire dire à ces bouviers, à ces bergers, la noble mélancolie qui pare leurs visages bruns ?

Beaucoup de poètes s'y sont essayés qui réussirent. Ils nous révélèrent la belle résignation de ces [illegible]s assidus à leur tâche :

« Le bien me contente,

« Le mal ne m'agite pas.

« Le soleil me donne sans cesse la même clarté, parce que je le vois avec des yeux libres... Voici un instrument au son duquel je chante quand j'y trouve mon plaisir. »

Ainsi Rodriguez Lebo imagine une paisible conception de la vie quelque peu dédaigneuse et hautaine, et qu'il croit propre à ses bergers.

Ce n'est pas le caractère du citadin rongé par le délire de l'orgueil et de la passion que Ferrera dépeignit dans sa comédie du *Jaloux*. Ni celui des personnages mêlés à la tragédie où furent immortalisés la mort d'Ines de Castro, les remords de son amant couronné, l'affreux supplice des assassins.

En ces deux pièces, très significatives de la passion latine, se décèle mieux la fougue des sentiments qui, certes, animèrent les navigateurs et les conquistadores partis à la recherche de l'inconnu, les explorateurs du Brésil, du Parana et de l'Amazone même.

V

L'énergie de ces matelots portugais fut extrême pour s'avancer à travers l'Impénétrable. Ni la férocité des bêtes sauvages, ni la ténacité des lianes, ni les accès de fièvre pernicieuse ne purent entraver la marche de ces héros portant l'espingole sur l'épaule, et le sabre d'abatis au poing. La bande suivait le bord des fleuves ou des ri-

vières, à la recherche de l'or, dont l'Indienne, sur la côte, leur avait vendu la poudre. Chassant, pêchant, cueillant, capturant les tribus qu'ils employaient pour le lavage des sables aurifères ou le défrichement de la brousse, les Portugais ne surent jamais leur fatigue. Là où la chance leur permettait de découvrir quelques pépites, ils s'arrêtaient. Ils élevaient une ville de branches et de cailloux autour d'un calvaire.

Puis, avec des pierres et du plâtre, les plus heureux édifiaient une église blanche et bleue, pour remercier leur saint de son intervention. Bientôt des vœux semblables déterminaient la construction d'autres églises.

Ainsi naissaient les villes au bord des fleuves, au sein des forêts splendides et secrètes.

Puis les files de mules montées du rivage apportaient les outils, les ustensiles, remportaient les pierres rares, les plantes médicinales, les oiseaux merveilleux, les pépites dans leurs gangues, les fruits étranges, les singes amusants.

Pour apprendre toute la valeur de l'énergie portugaise, il faut voyager au Brésil, dans ses parties encore sauvages, où les tribus de Botocudos errent, nus, avec leurs disques de bois aux oreilles, aux lèvres ; puis dans les villes extraordinaires comme Rio, Santos, Saint-Paul, Manaos, Para où la science de ce temps a réuni tous ses miracles. On mesure l'effort accompli depuis 1500 par les successeurs d'Alvaez Cabral et de ses compagnons.

Les mœurs et les gens du XVIe siècle survivent, à l'intérieur, dans telles cités de couvents et de maisons basses enfouies parmi leurs bananiers.

Ils survivent dans telle abbaye-forteresse juchée sur un roc, comme la Penha de Victoria, en Espirito Sancto, qui résista longtemps aux assauts des Indiens.

D'autres cités n'ont pas vu vieillir leur visage du XVIIe siècle. Elles en ont gardé les larges places, les façades solennelles, les citadelles amplement développées sur un cap dans le fleuve ou dans la mer, les avenues noblement rectilignes et les rues étroites massées autour des églises nombreuses.

D'autres cités encore sont toute la grâce du XVIIIe siècle. Les fontaines coulent des mascarons; les vieux hôtels des notaires avancent leurs balcons de ferronerie recourbée sur le passant qui croit y saluer une dame poudrée, la mouche à la lèvre. Les auberges ont des enseignes à personnages.

Quelques cités même possèdent plusieurs quartiers où chacun de ces âges persiste.

La citadelle d'Ouro Preto arbore l'art du XVIe siècle. Derrière les échauguettes, ses angles défensifs, ses redans, aujourd'hui s'instruisent les étudiants des Mines experts dans notre mathématique moderne. Tout le reste de la ville escalade des collines aiguës surmontées chacune par une église. Eglises et rues appartiennent au XVIIe et XVIIIe siècles. Cette ville des orpailleurs mérite l'admiration que nos artistes dédient à Sienne.

Ainsi, de ville en ville, l'effort civilisateur des Portugais se lit comme en un livre ouvert, et tout illustré de splendides images.

Autour de ces couvents, façades blanches derrière les palmiers impériaux, les Jésuites et les Bénédictins du Portugal ont rassemblé les Indiens séduits, apprivoisés par les œuvres de l'Europe. En moins de cinquante ans, cent mille de ces guerriers cruels furent assimilés.

On leur apprit des métiers en accord avec leurs forces et leurs caractères. Le communisme, rêve de Proudhon, fut appliqué strictement aux XVIe et XVIIe siècles par les Jésuites dans leurs réductions. Les fruits du travail agricole ou minier constituaient l'avoir de tous que l'on échangeait contre les cargaisons du Portugal. Les richesses gagnées par ce labeur méthodique multiplièrent à l'infini. Le luxe collectif ornait l'église où tout de la vie publique se passait ainsi que sur le parvis ombragé par les plus beaux arbres que la planète engendre.

Les greniers toujours pleins, comme le trésor, satisfaisaient à tous les appétits. L'art se développait dans l'ornementation des chapelles et des cathédrales. Il faut connaître les églises, les couvents de Bahia, la Gloria de Rio de Janeiro, les églises d'Ouro-Préto, la cathédrale de Parahyba. Autant de chefs-d'œuvre et qui méritent les louanges décernées aux plus illustres sanctuaires de l'Italie.

L'art de la faïence à dessins bleus, l'art des azulejos dépasse la valeur de celui dépensé sur les porcelaines de Delft. Les murs des Franciscains à Bahia sont entièrement revêtus de scènes à grands personnages. Et quelles scènes plaisantes ! On croirait que Watteau, que Lancret ont, avec un pinceau chargé d'azur, évoqué ces fêtes, ces jardins aux fontaines jaillissantes, ces chasses, ces cortèges de carrosses. Des Teniers, sans doute, ont fixé tant de fantaisies champêtres, vivantes, audacieuses. Des Rubens ont éternisé les tableaux de l'Ancien et du Nouveau Testament. L'art des azulejos, si particulier au Portugal, a pris, au Brésil, une extension étonnante. Quel critique composera le livre qu'il faut sur ces églises, ces couvents du Brésil, sur leur architecture, sur les sites incomparables qu'ils dominent, choisis, gol-

fes, fleuves ou forêts, par le génie des fondateurs.

Seuls les Egyptiens et les Grecs surent ainsi, en édifiant leurs temples ou leurs acropoles, en faire les centres d'un paysage limité, composé par la vue de l'homme qui s'arrête entre leurs colonnes, par celle du moine qui s'accoude à la fenêtre de son réfectoire.

Est-ce tout ? Point.

Montons dans un de ces trains qui traversent la forêt vierge, impénétrable à cent mètres du rail, à moins, et d'où les chasseurs égarés pendant la chasse du jaguar, souvent ne reviennent pas. Nous courons de Saint-Paul, qui contient à la fois des quartiers de Londres et de Vérone, l'Opéra de Paris, les jardins de Rome, à Santos qui est le port du café.

Les grues hydrauliques chargent les grains du précieux excitant sur les paquebots de toutes les nations alignés contre un quai sans fin, pourvu de toutes les machines que supposa l'ingénieur pour asservir la force de la foudre, ou la puissance des eaux, l'élasticité de la vapeur aux besoins du commerce.

Les merveilles de la science ne le cèdent en rien aux merveilles de l'art. De Curityba à Paranagua, dans une alpe très difficile du Parana, le génie du Brésil portugais construisit avec l'audace même des Promethées, le chemin de fer le plus improbable, le plus féerique.

A Manaos, une cité flottante monte ou descend selon les crues et les décrues du Rio Negro, l'affluent de l'Amazone, pour l'étonnement de tous ceux qui s'occupent des ports fluviaux. C'est là qu'on embarque le caoutchouc des forêts amazoniennes.

Voilà l'œuvre du Portugal. Un pays où vingt millions d'habitants respirent dans la plus somptueuse nature des tropiques. Un pays où, trois siècles, les planteurs de Bahia, de Pernambuco, fournirent à l'Europe son sucre, son tabac, mille denrées utiles ou précieuses, les diamants l'or.

Un pays où deux millions d'Italiens, dans le seul état de Saint-Paul, trouvèrent l'aise et la fortune en cultivant le café.

Un pays où l'avenir éblouit le raisonnement du penseur le plus fort.

Un pays où Rio-de-Janeiro, ville très portugaise par ses commerçants, par sa société, semble bien la plus belle capitale du monde, derrière ses treize kilomètres de côte rocheuse que bordent à la file, des parcs, des squares, des bois peuplés de statues, les palais devant une mer intérieure peuplée de trois cents îles pleines de villas, d'usines, de magasins, de parcs luxuriants. Et, plus loin, monte dans le ciel, sur les paliers du Corcovado, comme d'étage en étage, l'ancienne ville portugaise avec ses maisons couleur de rubis, de saphir et de topaze brillant à l'intense soleil, entre les palmes profuses de leurs jardins.

Si les différends économiques survenus au commencement du XIXe siècle entre la métropole et sa colonie déterminèrent la rupture, il ne s'en suit pas que les citoyens des deux Républiques aient brisé leurs relations. Loin de là. Le passage des hommes et des idées ne cesse point à travers l'Atlantique. Au lendemain des révolutions, ceux que le destin n'avait pas secondés allèrent toujours du Portugal au Brésil, ou du Brésil en Portugal, chercher la consolation de leurs mécomptes.

Et cela fut très avantageux pour les deux pays.

Lorsqu'en 1807, Jean VI quitta Lisbonne devant les armées de Napoléon qui voulait interdire le commerce des vins avec l'Angleterre, l'arrivée du roi à Rio-de-Janeiro marqua l'ère de développement intense dans cette capitale. Durant son séjour, et grâce à l'esprit de ceux qui l'entouraient, tout prospéra. Les sciences et les arts furent favorisés. Le roi eut quelque peine, d'ailleurs, à rentrer en Europe. L'histoire nous raconte ses hésitations. Pressentiments de maints déboires politiques et familiaux. Mais son vœu de forger, malgré les espaces de l'Atlantique, un seul empire traversé par les eaux, et qui eût gardé Rio pour capitale, ce vœu est symbolique de l'étroite fraternité unissant les deux peuples.

Aujourd'hui, l'état fédéral du Brésil facilite très généreusement le commerce portugais et protège toutes les institutions portugaises. Elles sont nombreuses, excellentes : bibliothèques, hôpitaux, sociétés d'assistance mutuelle, etc...

En retour, la science qui permit aux Cabral, aux Gama, aux Magellan, de conduire leurs caravelles vers les nouveaux mondes, a fertilisé, plus puissante, les cerveaux du Brésil.

L'élite y est d'une intelligence extrême. Médecins, avocats, officiers ne cessent jamais d'accroître leur savoir par tous les moyens du travail le pus fervent, et parfois, le plus héroïque, quand il s'agit, pour un Oswald Cruz et ses disciples, de combattre les épidémies et d'anéantir partout leurs effets.

Enfin, Messieurs, la moralité du Brésil mérite toute notre vénération.

Nous nous souviendrons toujours que le Parlement de Rio fut le seul parlement neutre qui ait, par un vote officiel et public, blâmé l'invasion des Barbares en Belgique et leur déloyauté sans nom répudiant ainsi tous les contrats, toutes les conventions qu'ils avaient signés.

Le Brésil a sauvé l'honneur des neutres.

Eh bien, Messieurs, quand une nation, comme le Portugal, a créé, en trois siècles, une patrie comme le Brésil, l'historien peut dire que la nation portugaise est une noble nation.

VI

La tâche entreprise et réussie au Brésil, fut heureusement poursuivie dans les autres colonies du Portugal.

En Guinée, dans l'archipel du Cap Vert, à San Thomé, dans l'Angola, au Mozambique, aux Indes portugaises, à Macao et dans l'île de Timor, tous les résultats possibles furent obtenus.

Tandis que la Guinée française, par exemple, accroissait son mouvement commercial de dix millions à trente millions entre 1893 et 1903, la Guinée portugaise, vingt fois plus petite, augmentait son chiffre, pendant la même période, de 400.000 francs à 6 millions, pour une exportation de produits identiques.

La colonie du Cap Vert, plus petite que notre domaine d'Océanie, augmentait son commerce de sept à dix millions, pendant que nous passions de cinq à huit.

Le Congo français traite 18 millions, et l'Angola, plus petite aussi, 65 millions.

A Madagascar, pour 530.000 kilomètres carrés, nos transactions valent 58 millions. Au Mozambique, pour 780.000 kilomètres carrés, les transactions valent 148 millions.

L'Inde portugaise, moindre que l'Inde française, compte autant de transactions, soit 38 millions.

Au total : pour deux millions et demi de kilomètres carrés avec une population de 34 millions, nos colonies ont un mouvement commercial de 215 milions 500.000 francs.

Et les colonies portugaises, pour deux millions 120 mille kilomètres carrés, avec une population de 19 millions d'habitants, présentent un trafic de 317 millions.

Comme vous le voyez, sous ce rapport, le Portugal ne doit rien nous envier. Les chiffres sont un éloge incontestable de ses méthodes administratives.

Je ne vous apprendrai pas l'étonnante prospérité de San Thomé ni de Principe, la beauté de leurs paysages, l'opulence de leurs domaines étendus, l'excellente installation des œuvres sanitaires, la nouveauté savante de l'outillage dans les plantations de cacao, de café, de quinquina.

Parlerai-je de l'Angola ? Sa superficie, comparée à celle de la France, lui est plus que double. Ambriz et Saint-Paul de Loanda, ses ports, Moyamedes, Saint-Philippe de Benguela, montrent par leur activité la prospérité de ce pays qui, depuis le Congo jusqu'au sud-ouest africain, constitue un large terrain d'expériences, où les spécialistes étudient scientifiquement l'extension des cultures efficaces pour le coton, le tabac, le caoutchouc, la canne à sucre, le café. Tour à tour, depuis 1720, les tziganes et les juifs déportés, d'abord, puis des condamnés habiles dans l'art du maçon, du charpentier, enfin les émigrants agriculteurs s'adonnèrent au développement de la colonie. Des pêcheurs sont venus du Sud du Portugal et emploient 5.000 nègres à sécher le poisson. Mossamédès doit son charmant aspect de villas et de jardins à des Portugais brésiliens de Pernambuco. L'Etat aide par mille moyens le colon. Il le transporte gratuitement, lui donne les instruments agricoles, et lui paye les dépenses d'installation.

La compagnie de Mossamédès traite les gisements d'or et de diamants situés à Cassuiga. Elle élève un bétail nombreux, des autruches. Elle trace la voie ferrée de pénétration.

Les capitaux français concourent au succès de cette puissante société.

La Compagnie agricole du Congo cultive cent hectares. Le labourage à vapeur utilisé, pour le riz, permet à une autre société de faire trois récoltes chaque année. Le caoutchouc, le produit principal avec le coton, la cire, suscitent un mouvement commercial très considérable.

La main-d'œuvre des nègres bantous coûte peu et se trouve en nombre. On estime que le Portugal pourra tirer de cette colonie les 200 millions de kilogrammes de coton qu'il importe actuellement d'Amérique.

Au Mozambique, longtemps, la recherche des métaux précieux empêcha la culture. Maintenant, le coton et le caoutchouc récompensent l'activité du colon qui les exporte. Activité féconde. Elle fait honneur aux qualités du talent, du travail que déploie cette race vigoureuse et opiniâtre dans toute l'Afrique où elle a construit de grandes villes, approfondi, aménagé, outillé des ports, défriché d'énormes espaces, civilisé des peuples nombreux, exploré des régions étendues de l'Atlantique à l'Océan Indien.

Qui ne sait le voyage du major Serpa Pinto, sa traversée de l'Afrique australe, les exploits de son énergie, la valeur de ses connaissances ?

La civilisation européenne aura pour tâche de transformer l'Afrique durant le XXe siècle, comme fut transformée l'Amérique du Nord pendant les XVIIIe et XIXe siècles.

Le Portugal entre tous, a marqué sa besogne déjà.

Accroître l'aise des peuples, en multipliant les

productions de la planète, en asservissant les forces de la nature par les moyens de la science : tel semble, n'est-ce pas, le but immédiat de notre labeur, quand aura pris fin la tragédie imposée par les appétits des Barbares.

Le Portugal jouera un des premiers rôles dans cette féerie pour le Bien. Comment ne se placerait-elle pas à la tête des élites pensantes, l'élite qui a compris, au nombre de ses membres, un évocateur comme le romancier Eça de Queiroz, un philosophe et un littérateur comme Théophile Braga, tant d'hommes éminents attachés à la doctrine de notre Auguste Comte, et qui nous sont frères par l'intelligence !

VII

Les élites latines s'unissent sous les étendards confondus en 1916, dans la haine commune des Allemagnes. Le Portugal en est. A certaines époques, si le sort fut trop fréquemment injuste pour le Portugal, demain compensera.

Si le beau roi mystique Sébastien périt durant sa croisade au Maroc, si Philippe II en profita pour imposer la tyrannie de ses ministres, cinquante ans, à l'intelligence de Lisbonne, et pour laisser ruiner, par son indifférence l'empire colonial des Portugais aux Indes, si vingt-cinq ans de guerre furent nécessaires pour affranchir la patrie de l'ambition voisine, si les terribles mouvements de la Révolution française vinrent jusqu'aux bords du Tage, et dans ses ports, faire bondir la flotte de Jean VI, si les luttes pour l'établissement de la constitution libérale coutèrent bien des vies, et perpétuèrent bien des troubles, ce sont-là, Messieurs, des avatars qui finissent, en somme, par témoigner de la vitalité du pays, très manifeste, durant les périodes heureuses, sous l'administration de Pombal, par exemple.

D'ailleurs, et durant cette période combative, la poésie chante. Le roman, l'histoire, la tragédie, l'épopée rendent célèbre l'esprit créateur du Portugal.

Les lyriques sacrent la fondation de Lisbonne, la conquête de Malaca, tant d'héroïsmes et de gloires.

Saint-François-Xavier, Nobrega, Anchieta renouvellent l'éloquence de la chaire. Notre Brantôme vient à la cour du roi Sébastien, chercher parmi les délicats une approbation, et recevoir, en effet, l'*Habito de Cristo*.

Au fils du duc de Bragance, Henri II avait, en 1548, demandé de porter son fils sur les fonts baptismaux. Jean III acceptant d'être le parrain. Henri IV attire les Portugais à sa cour. Il leur fait grand accueil.

En 1633 Voiture se rend en Portugal. Naïvement, il s'étonne qu'on y reçoive plus de nouvelles du Cap vert et du Brésil que de Paris ou de Flandre.

Néanmoins, nos draperies de Rouen installaient alors des manufactures sur la terre de Vasco de Gama. Nous importions en France des laines portugaises, des cotons, des sucres, le poivre, la canelle, le gingembre, l'acier, les raisins, les figues, la cochenille, l'indigo, la joaillerie, les plantes médicinales.

Dans la foire de Sant-Germain, le gagne-petit Portugais vendait à Scarron des breuvages.

Nous exportions vers Lisbonne des perruques, des grains, des toiles bretonnes des confitures de framboises et de groseilles

Vous avez tous lu les lettres de la religieuse portugaise à l'officier de Louis XIV qui la courtisa. Ces lettres sont parmi les plus belles qu'aient écrites les amoureuses célèbres, et révèlent une noblesse de cœur très précieuse à méditer. Nous les tenons, en France, pour une pièce insigne de la littérature que Camoëns a rendue si prestigieuse dans l'univers. Elles révèlent une sensibilité profonde, suffisamment témoignée, d'ailleurs, par la musique que tant de compositeurs donnèrent aux dilettantes, sans interruption depuis le XVIe siècle.

VIII

Ainsi le Portugal a persévéré dans son œuvre civilisatrice. En tous lieux où son drapeau fut planté, la population jouit d'une aise meilleure. La brousse devient champs. La ronce devient fruit. Le sous-sol laisse monter son or, les minerais à la surface. La forêt donne son caoutchouc. Le Portugais transforme le monde selon sa volonté de puissance. Actuellement au Mozambique, il chasse les Allemands loin de ses terres.

Tel est l'allié qui est venu se ranger sous les drapeaux des peuples latins, anglais, slaves, pour sauver les nations de la tyrannie germanique.

Nous ne pouvions espérer un concours plus généreux.

Qu'elle soit remerciée cette vaillante nation. Elle a tant donné à l'Europe déjà. Elle a tant fait, depuis quatre siècles et plus, pour la civilisation des mondes en friche. Elle ne veut pas refuser son sang même à la lutte contre les soldats de l'injustice et de la tyrannie.

Le livre de son histoire vient de se rouvrir. Sur la page blanche qu'il découvre, un texte sera bientôt inscrit par des mains impartiales.

Elles y traceront les lignes de gloire avec une pointe taillée dans la tige du plus beau laurier.

PAUL ADAM.

VERDUN (1)

Verdun domine cette sixième série que je soumets avec confiance au jugement du public.

La difficulté, non pas tant de relater les vicissitudes, mais de reconnaître le sens de la bataille pendant la bataille, au jour le jour de la bataille, je ne l'ai jamais mieux sentie que depuis la première heure, déjà lointaine, de l'offensive allemande contre Verdun. Les lecteurs qui m'ont suivi jusqu'ici et qui ont puisé à d'autres soures, ouvertes successivement, des informations précises, diront si je me suis trompé de beaucoup. On ne dira pas, en tout cas, que je n'avais pas annoncé depuis longtemps, comme un fait d'une certitude mathématique, l'offensive contre notre front, le principal : ni que je me sois effrayé à l'excès du repli des premières journées, repli qui avait été prévu et qui n'a conduit à une situation délicate qu'en raison de l'extraordinaire violence de la ruée allemande et, aussi, de quelques-unes de ces erreurs qu'on rencontre dans toutes les guerres.

La détermination exacte d'un fait historique est toujours malaisée, même après bien des années écoulées et quand les documents se comptent par centaines. Combien l'est-elle davantage pendant que l'événement s'accomplit et qu'il n'apparaît qu'à travers les fumées de la bataille, et quand les circonstances commandent de retenir toute indication qui pourrait servir à l'ennemi ! Nous sommes plus d'un à connaître des incidents qui auraient éclairé des obscurités, mais dont le devoir était de se taire.

Aussi bien la vérité est-elle une divinité très pure et très fière ; elle ne s'offre pas, elle se dérobe ; il la faut mériter. L'atteindre est en soi une entreprise assez ardue pour qu'on n'en accroisse pas la difficulté en s'attachant à soi-même sur les yeux ce que M. de Voltaire appelait : « Le bandeau de l'erreur ».

Il n'y a pas que la superstition : il y a beaucoup d'autres bandeaux de l'erreur, qui sont, d'ailleurs, des superstitions d'un autre genre. C'est fausser d'avance et grossièrement la vision des choses que d'être toujours persuadé que les hommes qui tiennent le gouvernail, militaires ou civils, sont des incapables et qu'on est seul capable de diriger la barque et de fixer la fortune. C'est la fausser encore, et peut-être, plus gravement, que d'être poussé, par un vil intérêt, ou d'être enclin, par sottise, à juger des hommes, non pas d'après leur mérite et leur action, mais d'après le galon. Il y a de braves gens qui, s'ils étaient seulement sous-préfets, colonels de gendarmerie ou ministres, verraient toutes choses en beau, ou, seulement, comme il les faut voir; et qui, ne l'étant pas, voient tout en sombre, avec une cynique ingénuité. Et l'on en connaît aussi pour qui le fait d'être en place confère toutes les vertus, et qui donneront toujours raison à un mandarin du dernier ordre contre un philosophe sans emploi.

*
* *

Il n'est plus besoin d'établir que la préoccupation de la vérité a été la dernière de la presse allemande, ce dont nous aurions grand tort de nous plaindre, car cela n'a pas peu contribué à créer, par contre-coup, des déceptions qui sont loin encore d'avoir développé toutes leurs conséquences.

Quand on écrira plus tard l'histoire intérieure de l'Allemagne pendant la guerre, on consultera avec un égal profit les déclarations officielles et les journaux pour voir à quel point un gouvernement sans honneur peut tromper de propos délibéré un peuple, et les correspondances des soldats et de leurs familles pour marquer, une fois de plus, la force incompressible de la vérité. C'est une dynamite qui, si profondément enterrée qu'elle soit, fait toujours explosion.

Nous avons déjà un chapitre de cette histoire, et précisément, de la période de Verdun. Le sous-lieutenant Madelin, c'est l'historien bien connu ; expert à manier le document, il tient l'art de solliciter les textes pour une malhonnêteté insigne et il sait l'art d'en faire jaillir la vie. Son livre l'*Aveu* met en regard des proclamations, harangues, ordres du jour et dépêches de l'Empereur allemand et de ses généraux, des lettres saisies sur les prisonniers et les morts allemands à la grande bataille. Ce sont, avec des lettres adressées d'Allemagne aux soldats ou envoyés au front de soldat à soldat, des lettres que le prisonnier ou le mort allait envoyer quand il est tombé entre nos mains ou sur le terrain. On y suit toutes les péripéties de l'énorme entreprise.

Le prolongement indéfini d'une guerre qui devait être une expédition de quelques semaines a provoqué en Allemagne un sourd mécontentement, dans l'armée elle-même des appréhensions et de la lassitude. Des espérances ardentes, pareilles à des certitudes d'en finir, bouillonnent dans les cerveaux quand l'Empereur annonce avec fracas la chute imminente de Verdun qui mettra la France

(1) Introduction à la sixième série des *Commentaires de Polybe*.

sur les genoux et l'obligera à conclure une paix séparée. Le peuple et l'armée croient encore à la parole de l'Empereur.

Cependant Verdun ne tombe pas, les Français ne sont pas cernés, ils font « une résistance monstrueusement opiniâtre », leurs canons sont innombrables, le tir de leur artillerie d'une extrême précision. Tels de grands oiseaux blessés qui cherchent en vain à redresser leur vol et descendent lentement vers la terre, les espoirs d'une victoire décisive et d'une paix rapide baissent de jour en jour et retombent aux inquiétudes et aux fatigues d'où ils s'étaient élevés.

L'impression générale aux armées de la Meuse me paraît alors se traduire le plus exactement par ces mots qui reviennent sans cesse : « Amer, c'est amer. Oh ! que ce fut amer ! » Ce sont des soldats, rompus à la discipline, qui tremblent devant les chefs. « Hier, il faisait un temps affreux. Alors on a dit : Pourquoi ne chantent-*ils* pas aujourd'hui ? Et, dans notre misère, il a fallu encore chanter. » Quelles lueurs dans ces lignes ! Quel regard dans l'abîme ! Mais, au pays, là-bas, malgré la police, les gendarmes, les soldats qui accourent au premier signal pour rétablir l'ordre, « les uhlans avec leurs lances, l'infanterie baïonnette au canon », et malgré l'universel espionnage, dernière institution allemande qui tiendra jusqu'au bout, la parole et la plume sont plus libres, révoltes, d'abord, de chairs affamées, meurtries, puis des cerveaux qui s'éclairent, sporadiques et comme honteuses d'elles-mêmes au début, maintenant de plus en plus fréquentes et publiques : « Combien de temps faudra-t-il pour avoir une fin ? Jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'hommes ?... La guerre est bonne pour les riches; ils deviennent encore plus riches... Les hommes sont rabattus par force comme à la boucherie... De ceux qui ont causé la guerre, aucun ne meurt... Merci pour l'honneur ! Quand finira cette cochonnerie ?... »

Sans doute, ce n'est pas encore là tout le revers de la médaille ; ce n'en est qu'un coin. Pourtant l'Allemagne se réveille de son mensonge ; ses tiraillements d'estomac la réveillent. « Qui dort, dîne », c'est un proverbe « des riches agrariens », aux « lardoirs remplis de porcs fumés ».

*
* *

Il apparaîtra un jour que l'une de nos grandes forces aura été de vivre dans une atmosphère de vérité. En ayant subi dans la paix, dont la besogne n'a pas été meilleure, nous ne pouvions échapper à avoir dans la guerre des pessimistes et des optimistes de parti pris, des bénisseurs et des dénigreurs professionnels. Mais ils n'ont été qu'une poignée, et la saine raison foncière du pays n'a jamais été plus forte ni plus solide. Ceux qu'on appelle les petites gens et qui, dans tous les temps, ont souffert le plus des grandes calamités publiques, ont été, entre tous, calmes, judicieux, vaillants. Leur imagination n'a point galopé vers Berlin. Ils ont eu confiance dans Paris menacé. Des démonstrations qu'il a fallu faire ailleurs, à grand renfort de documents et de pathétique, et, j'ajoute, qu'il fallait faire, qu'il était nécessaire de faire, le bon sens populaire les a trouvées de lui-même, en lui-même. Le petit soldat auquel Napoléon ordonna de se taire de la manœuvre qu'il avait devinée, nous en avons eu plusieurs centaines de mille. Toutes les stratégies de couloir ne se sont pas élevées à la hauteur de la riposte de cette midinette à une grande dame qui avait des vapeurs, s'inquiétant que l'Empereur allemand eût annoncé qu'il sacrifierait un demi-million de ses soldats à la prise de Verdun : « Verdun, pour cinq cent mille Allemands, je le lui donne ! » Les Allemands dorment leur dernier sommeil dans les ravins et sur les plateaux de la Meuse ; Verdun nous reste.

Il n'y aura pas au monde de nation plus puissante pour son bonheur et pour le bien de l'humanité que la France éternelle, si elle se cristallise dans la France d'aujourd'hui.

JOSEPH REINACH.

LA CRITIQUE ET LA GUERRE

La période que nous traversons n'est pas néfaste aux seuls combattants de la tranchée. Elle exerce ses ravages sur les combattants de l'arrière, en augmentant, en avivant l'intensité des émotions qui, en temps ordinaire, suffisaient déjà à user la machine humaine. Tous les corps constitués s'en aperçoivent aux vides qui se font dans leurs rangs, notamment l'Institut, et dans l'Institut l'Académie Française, où le nombre des fauteuils à pourvoir s'élève maintenant à *neuf*, chiffre que depuis sa fondation elle n'avait jamais atteint. Le temps est proche où, si l'on ne procède à la réception des membres élus avant la guerre, les élections se feront à une majorité de 12 ou 13 voix — car on sait qu'il y a toujours des manquants, pour cause de voyage ou de maladie.

*
* *

Dans le sein de l'Académie française, la *Criti*

que littéraire est le *genre* qui se trouve le plus fortement touché. Par rang d'âge et d'ancienneté, ce fut d'abord Alfred Mézières, dont on ne pourrait sans exagération soutenir qu'il y occupa une place de premier rang, mais à qui la constance de son application mérita toujours dans la vie les plus belles récompenses. Voilà un exemple qui vient merveilleusement à l'appui des remarques que je faisais dans un précédent article : *Intelligence et Volonté.* Il connut l'existence la plus heureuse, si l'on mesure le bonheur d'un homme au nombre de jours qu'il lui est donné de passer sur cette terre, et à la variété des sanctions que lui apporte l'hommage de ses semblables. Cet hommage ne pourra cependant aller, sauf peut-être dans le discours de celui qui sera son successeur, jusqu'à soutenir que son œuvre survivra à la génération dont il fit partie.

*
* *

Tel n'est pas le cas de celui qui fut notre illustre collaborateur Jules Lemaître, l'un des plus brillants appuis de cette maison et qui contribua à sa renommée par l'éclat du talent ! Les circonstances firent qu'il me fut impossible de parler de lui comme je l'eusse voulu, puisque la Mort vint le saisir au lendemain même de la déclaration de guerre, et qu'à cette heure d'angoisse nationale la vie ou la mort d'un homme, fût-il illustre, comptait à peu près autant que celle d'une fourmi ! Il y eut je ne sais quoi de symboliquement expressif dans cette fin, qui nous rappelle au sentiment d'humilité chrétienne dont nous devrions faire le principe de notre conduite. Celui dont Tout-Paris eût accompagné le cercueil — j'entends le Tout-Paris des Lettres, des Arts, des Théâtres et même de la Politique — et sur la tombe duquel les meilleurs noms se fussent honorés de parler, n'eut pour le conduire au modeste cimetière de son village que son jardinier et son chien !. La gloire littéraire, elle aussi, peut avoir son rocher de Sainte-Hélène : pour Jules Lemaître ce rocher de Sainte-Hélène fut sa brève agonie dans le coin de campagne où il s'était réfugié — malade que la mort avait déjà touché du doigt et dont la déclaration de guerre devait hâter le Destin.

Lorsque sonna cette heure, j'étais encore sous le charme de ce dernier et incomparable recueil de *Contes :* La *Vieillesse d'Hélène*, dont il m'avait dédicacé un exemplaire, en souvenir de l'étude que je lui avais consacrée quelques mois auparavant. J'aurais aimé dire, sur l'heure, le charme exquis qui se dégage d'une langue aussi pure que les sources vives de l'Ile de France où elle a pris ses origines, et l'alacrité d'un récit où l'on ne saurait déplacer une virgule sans altérer le sentiment de perfection qu'il communique à chaque paragraphe. Surtout j'aurais aimé marquer ce qu'à mon sens je n'avais pas suffisamment précisé dans un premier portrait : la qualité *émotive* et proprement *féminine* qui régit toutes ses inventions et qu'à travers son œuvre on retrouve comme le thème initial sur lequel vient se greffer la diversité des variations !

J'y avais bien touché dans ce portrait par une anecdote dont, sans doute, il ne m'en avait pas trop voulu et qui m'avait paru si joliment expressive : lorsqu'il était encore jeune homme et professeur de Rhétorique au lycée du Havre, telle était la puissance de son imagination représentative, racontent ses familiers, qu'il ne pouvait apprendre le mariage d'une jeune fille qu'il avait connue sans être agité par des nuits d'insomnie ! Il y a quelque excès, on le reconnaîtra, dans une émotivité qui a de si fâcheuses conséquences ; mais songez-y, la racine de son talent est là, et sans ces regrettables insomnies peut-être n'eut-il jamais écrit ces merveilles de notre littérature contemporaine : *Une Répétition d'Esther*, et le *Saint-Amour !* Tout se paie en ce monde, ne l'oublions pas, même et surtout le don de l'artiste, et il serait déraisonnable de demander à celui qui transpose et utilise les plus délicates secousses de sa machine nerveuse, la pondération du fonctionnaire accomplissant chaque jour sa besogne d'un geste automatique et machinal.

J'ai l'air de soutenir une thèse paradoxale et qui contredit ce que j'écrivais, à propos de Balzac, dans mon article : *Intelligence* et *Volonté*, touchant ces poisons de l'Intelligence, les excitants artificiels que d'une main prudente le grand romancier écartait. La contradiction n'est qu'apparente, car s'il sut écarter de lui la fumée tentatrice du haschisch et de l'opium, ses biographes nous apprennent qu'il ne résista pas à l'usage du café ; cette robuste constitution faite pour atteindre l'extrême vieillesse, fut terrassée vers la cinquantaine par la maladie de cœur que l'excès du travail et l'abus du café avaient développée en lui. Haschisch, opium, café, et... composition littéraire elle-même..., toutes ces belles choses constituent des attractions redoutables qu'un démon tentateur dispose complaisamment sur notre route et que la sagesse humaine consiste à savoir écarter... ou doser à leur juste mesure !

*
* *

Féminin... voilà une épithète dont on ne se ser-

vira jamais pour caractériser la manière de notre autre collaborateur Emile Faguet, qui, lui aussi, vient de disparaître ! Non, certes, il ne l'était pas, ni dans son style, cette parure par où l'écrivain rehausse sa pensée, ni dans son costume, cette autre parure dont il revêt sa personne ! Masculin au contraire, terriblement masculin, il nous donna toute sa vie l'impression d'un étudiant de la 40e année, pour qui l'existence au quartier latin compose tout l'Idéal ! Dans l'escalier de la modeste maison où il occupait un logement rue Monge, je me rappelle avoir rencontré une femme de lettres descendant de son automobile et de qui le laquais portait l'œuvre complète disposée sur un plateau d'argent. Elle hésitait à chaque marche, et ne pouvait se faire à l'idée qu'un académicien habitât cette ruche ouvrière. Il fallait voir la mine dégoûtée du laquais — un de ces drôles à face glabre fixés en traits immortels par le crayon de Forain ! Mes yeux rencontrèrent les regards interrogateurs de la visiteuse, et je la tirai aussitôt d'embarras en lui disant simplement : « Oui, Madame, c'est bien là ! »

Masculin... certes, Emile Faguet l'était terriblement, comme peuvent l'être ces hommes de qui l'enfance ne connut point la société de douces compagnes, sœurs ou amies de leurs sœurs, pour arrondir leurs angles et policer leurs manières. Les comédiennes ne s'y trompaient pas, qui, dans la période où il exerça la critique dramatique aux *Débats*, savaient que nulle démarche de leur part ne pourrait tempérer l'inflexibilité de ses jugements ! J'imagine que Brunetière, lui aussi, ignora presque toute sa vie la société des femmes et l'on s'en aperçoit à l'accent de ses écrits... Pourtant nul inconvénient qui n'ait sa contre-partie ! Ils durent tous deux à cette masculinité ce qu'il y eut d'exceptionnel dans leur position littéraire, et le Dogmatisme de leur œuvre s'oppose en un saisissant contraste à la flexibilité de leurs illustres confrères, France et Lemaître, qui mettaient leur coquetterie à affirmer leur Dilettantisme dans la période où déjà Brunetière et Faguet sentaient l'intérêt d'une doctrine ferme et l'utilité d'une discipline !

Parce qu'il était très masculin, Emile Faguet ignora toujours l'art charmant des *nuances* qui se caractérise chez l'écrivain par le choix de l'épithète. Il n'eut pas toujours l'épithète appropriée, comme le jour où il parla de ce *pauvre Balzac*. C'était manquer par trop du sentiment des distances, et je sais tel Balzacien qui ne le lui pardonna jamais ! Il avait d'ailleurs un fond de bonhomie et de familiarité qui désarmait toute sévérité, parce que cette bonhomie avait survécu à ses récents succès. Jamais écrivain ne fut plus dénué de *pose*, à ce point que l'on eût pu soutenir que sa pose, à lui, c'était de n'en point avoir ! Elle allait jusqu'à n'attacher qu'une importance toute relative à ses écrits, et je me rappelle qu'un jour, comme j'avais dû lui refuser un article par trop malencontreux, il me répondit tout simplement : « Qu'à cela ne tienne ! Je vous en donnerai un autre ! » Voilà une réplique que je n'ai jamais entendue une seconde fois sur les lèvres d'un de mes confrères.

PAUL FLAT.

LA GUERRE ET LA RECONSTITUTION DES TRÉSORS ARTISTIQUES DE LA FRANCE (1)

Parmi les crimes qui, pour toujours, déshonorent les Allemands, il n'en est peut-être pas de plus odieux que leur acharnement à détruire les monuments des régions souillées par leurs armées.

C'est une conception atroce que la théorie allemande de la guerre : mépriser toutes les conventions internationales, pour faciliter la progression de ses troupes ; pousser des civils devant elles ; relever les adversaires blessés, quand on avance, parce qu'on augmente ainsi le nombre de ses otages, mais les achever, quand on recule, parce que ces blessés pourraient redevenir des combattants ; bombarder les villes ouvertes pour répandre la terreur et la mort parmi les femmes et les enfants et les vieillards ; mutiler les petits qui pourraient un jour être des hommes utiles à leur patrie. Tout cela montre une logique mathématique et cynique du crime qui révolte notre âme généreuse.

Aussi, que dire devant cette volonté d'anéantir les œuvres qui sont la plus grande gloire de l'esprit humain ?

Dans toutes les guerres, hélas ! des crimes isolés ont été commis. Qui a vécu les heures terribles de la bataille sait qu'il y a chez des natures frustes un paroxysme de rage qui confine à la folie. Dans toutes les révolutions, on a vu des groupes, pris de cette folie, s'acharner contre des pierres qui leur paraissaient, par leur luxe, insulter à la misère du peuple et symboliser l'abus du pouvoir. Mais on ne vit jamais un empereur, des savants dont le caractère officiel fait les re-

(1) Conférence donnée dans la série de l'*Alliance d'hygiène sociale*.

présentants attitrés de la « Culture germanique » ériger en système la destruction méthodique de ce qui constitue l'histoire et la beauté d'un pays.

Nécessités militaires, ont-ils osé soutenir : quand leurs avions lançaient des bombes sur le bras Nord du transept de la Cathédrale de Paris ou sur Notre-Dame de Calais, quand leurs artilleurs visaient par un amusement barbare la flèche effilée et sans ouverture de Pargny-sur-Saulx, qui, certes, ne pouvait contenir d'observatoire, quand ils allumaient, comme le constate le rapport officiel, l'incendie du clocher et des toitures de Nettancourt, d'où ils étaient chassés par nos troupes. Voilà vraiment de belles nécessités militaires; disons plutôt, avec un neutre illustre, « attentats misérables » !

Partout où la horde a passé, les ruines jonchent le sol ; partout où elle n'a pu entrer, elle a lancé de loin ses obus. Tous les monuments sont visés : de la mer du Nord jusqu'en Alsace, la marche de l'ennemi est jalonnée de leurs débris. Pour citer quelques noms, ce sont : en Belgique, Nieuport, Ypres et Louvain ; ce sont, dans le Nord, Dunkerque et Orchies ; dans le Pas-de-Calais, Calais, Arras, Ablain-Saint-Nazaire ; dans la Somme, Tilloloy ; dans l'Oise, Senlis, Plessis-de-Roye, Bitry, Rhuis, Trumilly ; dans l'Aisne, Soissons, Soupir, Pont-Arcy ; dans la Marne, Reims, Auve, Charleville, Châtelraould, Corfélix, Domrémy, Ecriennes, Favresse, Gourgançon, Heiltz-le-Maurupt, Marson, Maurupt, Pargny-sur-Saulx, Reuves, Sermaize, Saint-Prix ; dans la Meuse, Verdun, Beauzée, Clermont, Laimont, Louppy-le-Château, Rambercourt, Revigny, Vassincourt, Villers-aux-Vents, Villotte, Nettancourt ; dans la Meurthe-et-Moselle, Nancy, Lunéville, Laître-sous-Amance, Pont-à-Mousson, Nomény, Varangéville; dans les Vosges, Rambervillers; en Alsace, Vieux-Thann.

D'un bout à l'autre des fronts successifs de la guerre, tout ce qui paraissait aux Barbares assez beau pour mériter d'être détruit, a été visé... De loin en loin, une ville, un village son intacts : c'est que la vigueur de notre contre-offensive serrait de trop près les équipes incendiaires qui ont dû se retirer avec plus de précipitation qu'il n'était prévu.

Ainsi ces fières villes, ces humbles villages que, depuis huit siècles, chaque génération avait travaillé à embellir, ne sont plus qu'un amas de matériaux épars. Ce sont des pages entières déchirées dans le livre de notre histoire.

Tous, vous avez goûté la poésie de ces petites places de village, où la vieille église élevait ses murs revêtus de mousse, où des arbres séculaires abritaient des bancs de pierre, un antique calvaire ou un puits aux délicates armatures, de ces rues de villages, où chaque maison représentait son époque, où la façade en pan de bois du xve voisinait avec un logis Renaissance, où le vieux balcon d'une maison aux lignes sobres attestait l'art d'un ferronnier du xviiie siècle, où les pierres plus jeunes semblaient soutenir leurs aînées tassées et déversées par l'âge ; tous vous sentez que leur destruction est un désastre presque irréparable.

Et cependant, il faut songer à le réparer... Avant même que le combat se termine, il faut déjà panser les blessures qui exigent les soins les plus pressants. Ces maisons, ces monuments font partie du champ de bataille : ils ont assisté à nos luttes, ils ont souffert comme nous, avec nous ; ce sont des amis à qui nous nous intéressons : après chaque bombardement, nous comptons leurs nouvelles blessures. Et eux aussi nous donnent l'exemple de la résistance : ils sont vaillants comme des soldats.

Quand, sur l'Aisne, nous partions dans la nuit vers nos lignes, nous passions près de Vieil-Arcy. Vieil-Arcy à toute heure bombardé depuis des mois, comme si ces ruines pouvaient encore abriter qui que ce soit ou quoi que ce soit, étagé sur la rive gauche de l'Aisne, montre encore la silhouette de son clocher. De ce clocher, il ne reste plus que des pans de mur, avec les arcatures du beffroi. Et quand nous passions dans le silence, ou dans le fracas des obus, tout à coup l'heure sonnait lentement au clocher. Je ne sais quel habitant, resté quand même et terré dans sa cave, allait remonter l'horloge, mais le premier coup de l'heure nous faisait frissonner : la voix claire semblait un défi aux canons allemands, et la cloche paraissait nous dire : Vous voyez, je veille toujours.

Souffrirons-nous, après la guerre, que cette modeste cloche, qui a sonné les sombres heures, se taise au lieu de chanter la victoire ?

Pourtant, des doutes se sont élevés non seulement sur la possibilité, mais même sur l'opportunité de relever ces ruines. Les uns ont pris pour thèse qu'il faut les garder pour nos petits-enfants comme le témoignage de la barbarie allemande. Une proposition de loi (1) a été déposée, relative au classement et à la conservation des ruines historiques. Il faut, d'après son auteur, que « les

(1) Proposition de loi n° 1290, relative au classement et à la conservation des ruines historiques, par M. J. L. Breton.

ruines les plus qualifiées pour servir d'enseignement aux générations futures, les forêts historiques et les territoires de bataille les plus célèbres soient conservés dans l'état où ils se trouveront après les opérations de guerre. »

« Il faut que nous léguions intacts quelques-uns de ces souvenirs tragiques aux générations futures... Il faut qu'à l'Est, Nomény, odieusement pillé, lâchement incendié, illustré par les plus sauvages exploits de la soldatesque allemande, rappelle à jamais par ses murs calcinés et ses décombres informes, les crimes effroyables du militarisme germanique... Arras doit conserver pieusement les belles ruines de son regretté beffroi et du si joli quartier qui l'environnait... Il faut que demain et pour toujours, ces ruines historiques deviennent un lieu de pélerinage patriotique où seront conduits les enfants de nos écoles.»

L'auteur prévoit l'observation : « Dira-t-on que ces ruines se désagrégeront à la longue » ? Eh oui ! elles se désagrégeront, et beaucoup plus vite qu'il ne le croit.

Sans parler des raisons de structure architecturale sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure, la nature nivelle tout : à la Chapelle-Hurlay, dans la Marne, les maisons, effondrées par la force de l'explosion d'un convoi de munitions, avaient versé sur les ruines répandues elles-mêmes dans les rues, le grain des greniers. Un mois après, ce grain germait et de vagues buttes d'herbes commençaient à remplacer déjà le chaos des ruines ; à Esternay, un des points où, au moment de la bataille de la Marne, la puissance allemande a cédé, les tranchées tracées par l'ennemi le long de la route de Sézanne n'étaient plus reconnaissables après un premier hiver : la pluie avait fait couler la terre, l'herbe avait poussé, et d'un appareil défensif formidable, il ne restait pour ainsi dire rien.

En réfutant à l'avance une autre observation, celle formulée par le Ministre des Finances, à savoir que « l'étendue des champs de bataille est telle qu'on soustrairait à tout usage productif des espaces considérables », l'auteur prévoit que « la vieille cité morte deviendrait pour la cité nouvelle édifiée à ses côtés une source de richesses en attirant les touristes et les visiteurs ». Sans doute, ils ne seront que trop attirés : craignez seulement que leur amour des ruines les incite à les emporter dans leurs poches : lisez plutôt le rapport de l'architecte de Senlis qui dut, aussitôt après la réoccupation par nos troupes, donner « l'ordre d'enlever immédiatement les fragments gisant au pied de la façade de la cathédrale et de les ranger provisoirement dans l'ancienne église de Saint-Frambourg, car déjà des amateurs passant en automobile les emportaient ».

A côté des amateurs trop zélés, ne pensez-vous pas que l'édification même de la cité nouvelle détruirait tout l'effet de la cité ravagée ? Cet effet, actuellement, provient de la désolation environnante, la ruine est partout : le jour où la ruine aura pour fond de tableau les riches cultures et la cité nouvelle, aucune impression ne s'en dégagera plus.

Pour accentuer le caractère d'urgence de la proposition, l'auteur ajoute : « Déjà certaines cités détruites, maintenant éloignées du front, renaissent de leurs cendres. C'est ainsi que, grâce au bel effort de notre ancien collègue Mirman, l'actif et courageux préfet de Meurthe-et-Moselle, la vie renaît rapidement à Gerbéviller ?

Certes, on ne peut qu'admirer les nobles pensées qui ont inspiré une telle proposition de loi : mais combien il me semble que le Ministre des Finances raisonnait juste en signalant que « l'éviction des possesseurs actuels du sol et des ruines n'irait pas toujours sans heurter leurs sentiments et leurs intérêts les plus légitimes. »

Pour qui a vu l'attachement à leur sol des malheureux habitants de ces villages dont il ne reste plus que le nom, il n'y a pas d'hésitation permise.

Pendant la bataille de la Marne, nous entrions dans les villages détruits et abandonnés ; quelques heures après, les habitants qui avaient fui, qui s'étaient cachés dans les bois ou s'étaient blottis au fond des fossés, revenaient et s'efforçaient de se refaire un logis : entre les murs encore fumants de leurs pauvres demeures dévastées, ils cherchaient à se reconstituer un foyer.

Si, au combat, les plus humbles dans le peuple nous ont donné l'exemple du dévouement et du sacrifice, ce sont encore eux qui nous donnent ici une leçon ; par ce geste si simple, ils nous dictent la seule ligne de conduite qui puisse être la nôtre : reconstruire sur les ruines, faire sortir à nouveau la vie de la mort.

Notre éminent Président, M. Léon Bourgeois, fait une distinction parfaitement juste entre les monuments qu'il appelle morts et les monuments vivants.

Un arc de triomphe, comme celui de Mars à Reims, vestige d'une civilisation disparue, et qui n'a plus qu'un rôle pittoresque dans les promenades qui entourent la cité, doit continuer à se ruiner. Je ne sache pas que les obus allemands l'aient touché ; mais, le toucheraient-ils, qu'on ne

saurait le reconstruire dans sa splendeur première, depuis longtemps mutilée. Les ruines d'un château, comme celui de Coucy, qui peuvent avoir à souffrir quand nous repartirons en avant, sont dans le même cas. Les restes de l'Eglise abbatiale de Mont-Saint-Eloi, près d'Arras, quoique datant seulement du XVIIe siècle, sont encore un exemple de monument mort. La colline escarpée, avec sa terrasse dominant toute la plaine d'Arras, terrasse où s'élevait autrefois la nef de l'église et que couronnaient naguère les deux tours flanquant la façade, est tout un motif pittoresque. Dans sa ruine aujourd'hui plus complète, le motif subsiste, avec des silhouettes étranges : On ne peut songer à compléter les tours, tout au plus peut-on faire quelques consolidations pour maintenir l'état actuel.

Dans une ville comme Soissons, l'opposition entre un monument mort et un monument vivant est frappante : deux grands édifices religieux, la Cathédrale et l'ancienne Abbaye de Saint-Jean-des-Vignes, située à l'extrémité sud de la ville, ont été touchés : la première est vivante, la seconde est morte. Dans son rapport du 4 novembre 1914, l'Inspecteur général des Monuments historiques, M. Boeswillwald, écrit très justement : « A Saint-Jean-des-Vignes, les flèches et la façade de l'église devraient être laissées dans l'état où les ont mises les Allemands. » Non moins justement, le Sous-Préfet de Soissons, le 10 février 1915, télégraphie : « A la suite explosion obus gros calibre dans l'intérieur de la Cathédrale de Soissons, les nouveaux dégâts sont tels, notamment en ce qui concerne le côté gauche de la nef dont un des gros piliers est complètement effondré, que j'estime qu'en vue de la conservation de l'édifice, des mesures urgentes devraient être prises ».

Ce qui a pu causer un doute sur la nécessité de restaurer, c'est peut-être le souvenir d'anachronismes antérieurs, comme la restauration du château de Pierrefonds. Mais le château de Pierrefonds, en ruines, était précisément un monument mort. Quand Napoléon III fit restaurer Pierrefonds, c'était une fantaisie coûteuse, que rien ne justifiait : un tel édifice ne correspond plus aux mœurs présentes, et je ne sais rien d'aussi étrange que ce pont-levis réalisé en fer par une combinaison de tôles et de cornières.

En revanche, on ne saurait laisser tomber en ruines les monuments vivant de la vie de la cité ; ne serait-ce pas une dernière satisfaction pour la féodale Allemagne que de pouvoir dire un jour, malgré sa défaite, qu'elle a détruit pour toujours la cathédrale où pria Jeanne d'Arc, la plus pure incarnation de l'âme populaire française, la cathédrale où fut consacrée l'indépendance de la France, ou les Hôtels de Ville qui caractérisent l'histoire de nos cités, la conquête de leurs libertés communales ?

Les ruines ne sont pas à leur place au milieu d'une ville ; dans toutes les civilisations, quand on a élevé un monument à la mémoire d'un grand homme, on a cherché à le rétablir par le marbre ou le bronze dans toute sa vigueur, à en refaire un vivant. Tel le Gattamelata de Padoue, telle la Jeanne d'Arc de Paul Dubois sur le parvis de Reims. Une statue mortuaire n'a sa place qu'au cimetière. Nos villes ne doivent pas devenir des cimetières. Souvenez-vous de l'aspect lugubre de l'ancienne Cour des Comptes. La ruine avait du pittoresque, mais elle détonait dans l'harmonie des bords de notre Seine. La Seine, après avoir contourné la Cité et baigné la vieille Lutèce, après avoir longé l'élégant palais du Louvre, ne pouvait pas emmener dans ses flots le reflet d'une heure aussi sombre de notre histoire. On a dû se résoudre à faire disparaître ce souvenir de désastre.

Les villes ont une physionomie. La masse de la Cathédrale de Reims, la silhouette du beffroi d'Arras s'imposent à plusieurs lieues. Formant contraste avec d'autres monuments moins importants, s'élevant sur les groupes uniformes des maisons, de tels monuments sont aussi indispensables à l'esthétique de leurs villes que l'était pour Venise son campanile. Alors aussi, on a dit qu'il ne fallait pas reconstruire le campanile. Il y avait une apparence de raison qui était l'écroulement total, ayant amené la destruction complète, ce qui n'est le cas d'aucun de nos monuments : nos ancêtres avaient fondé et bâti trop solidement pour que la camelote allemande pût avoir raison d'eux. Et cependant, les Italiens ont reconstruit, et ils ont eu cent fois raison : les masses horizontales des palais de Venise, les coupoles de Saint-Marc n'auraient eu qu'une silhouette plate et banale du jour où l'immense tour ne se serait plus élevée vers le ciel. A Venise comme sur le sol plat de nos plaines du Nord, ces tours, plantées comme d'immenses jalons dont les proportions en hauteur contrastent avec les lignes horizontales du paysage, sont une nécessité d'art.

D'ailleurs, il faudrait refaire une Cathédrale, des Hôtels de Ville. Ne serait-ce point un sacrilège que de remplacer les édifices, témoins de tant de gloires ? Quel artiste digne de ce nom s'y hasarderait ? Et quel emplacement trouver pour l'édifice nouveau ? La cathédrale, la maison

municipale, c'est le noyau de la cité, c'est autour d'elles que la ville s'est développée. La place de tels édifices publics n'est pas arbitraire, on ne saurait, sans déplacer la vie même de la ville, les déplacer.

Il y a des emplacements immuables et sacrés. Ce sont là de ces traditions qu'un peuple comme le peuple allemand ignore, mais que nous devons respecter. C'est une chose émouvante que de voir comment l'idéal des hommes et leur éternelle espérance ont pu substituer une église à un temple païen, sur le même emplacement : La Cathédrale de Syracuse, dont les murs s'élèvent entre les colonnes du péristyle antique dont on voit encore saillir les chapiteaux, est une grande leçon d'idéalisme artistique et de philosophie.

Une objection très sérieuse pourrait être la difficulté, faute de documents, de reconstituer les parties détruites des édifices : On a soutenu cette thèse que ce serait porter sur nos chefs-d'œuvre mutilés une main impie que de chercher à les faire revivre dans toute leur beauté.

Notre pays, heureusement, a été le premier, là comme en beaucoup d'autres sujets, à former, il y a près d'un siècle, un service des Monuments historiques. La dotation budgétaire d'un service d'Etat pour la conservation des Monuments était constituée dès 1831, la Commission des Monuments historiques fondée en 1837. — A l'école des Viollet-le-Duc, des Lassus, se formaient des artistes et des artisans épris de nos vieux monuments français. Ainsi s'est réunie cette collection de relevés, de dessins, d'analyse, de moulages, de photographies, qui constituent pour chaque monument ses papiers de famille : nous n'ignorons rien de lui et nous n'avons pas à nous tromper.

Nous aimons plaisanter nos administrations : Mais quand on consulte le dossier de la guerre au Sous-Secrétariat d'Etat des Beaux-Arts, ce n'est pas sans fierté qu'on voit comment tous les fonctionnaires civils ont compris leur devoir. Depuis le Sous-Secrétaire d'Etat jusqu'aux architectes ordinaires, on les suit, allant se rendre compte, sous les bombardements, des dégâts occasionnés, prenant les mesures urgentes, faisant exécuter les travaux nécessaires. Au jour le jour, à Reims, l'architecte ordinaire note les dégâts, prend, non sans risque, des photographies; quand on lit les dépêches échangées, les notes envoyées pour protéger les sculptures par des sacs à terre, on n'a pas l'impression d'une paperasserie administrative, mais de comptes-rendus et d'ordres au milieu d'un combat. En même temps, à l'arrière, on travaille. A l'Ecole des Mines, au Laboratoire d'essais du Conservatoire des Arts et Métiers, on fait des recherches pour arrêter la désagrégation des sculptures ravagées par l'incendie.

A Nancy, on protège les monuments funéraires de l'église des Cordeliers et le trésor de la Cathédrale. Les préfets rivalisent, d'ailleurs, de zèle et de dévouement avec l'Administration des Beaux-Arts, avec les Inspecteurs généraux et les architectes en chef. Déjà aujourd'hui, dans les monuments qui ne sont plus sous le feu de l'ennemi, on travaille à mettre les voûtes hors d'eau. Partout, on voit chacun s'employer à limiter le désastre et à le réparer.

D'ailleurs, à ceux qui, par peur des restaurations, voudraient conserver une Cathédrale comme celle de Reims dans son état actuel, une observation bien plus grave doit être présentée : c'est l'impossibilité de la conserver telle qu'elle est, sans la vouer à une destruction totale prochaine.

Avoir voulu détruire la cathédrale de Reims est un crime dont l'Allemagne ne peut pas se laver ; la laisser périr serait, de notre part, une faute qu'on nous reprocherait aussi justement que nous flétrissons le crime.

C'est un des caractères merveilleux de notre architecture du XIIIe siècle que l'audace inouïe de dispositions où les sections des piliers supportant les voûtes, où les évidements des contreforts qui reportent les poussées des voûtes par la dentelle de pierre des arcs-boutants jusqu'aux murs extérieurs, font travailler la matière aux limites de la résistance.

Quand l'art chrétien créa pour la réunion des fidèles ces immenses édifices, on chercha à réduire le nombre et la section des points d'appui pour que, de partout, on pût voir l'autel et entendre les chants. C'est ainsi qu'on abattit les arêtes des piliers pour en faire des colonnes ou des faisceaux de colonnes. Dans nos pays, où la lumière n'est pas très intense, on chercha à la faire pénétrer partout : ainsi on étagea les grandes nefs et les bas-côtés à des hauteurs différentes pour trouver des jours directs éclairant les grandes nefs au-dessus des combles des bas-côtés ; on évida complètement tous les murs pour en faire d'immenses claires-voies ; on évida de même les contreforts qui eussent porté ombre sur les verrières. De là cette structure si hardie que seule peut lui être comparée la construction métallique moderne, poussée, grâce au calcul, jusqu'au dernier degré de la résistance du fer.

Si les monuments montés par assises, comme les Pyramides d'Egypte, si les monuments basés sur le principe du support vertical et du linteau comme

les temples grecs, ont une stabilité qui défie les injures du temps, même quand ils ont été détériorés par les hommes, il en est tout autrement d'un monument comme la Cathédrale de Reims. Un tel ouvrage ne peut rester en équilibre que si rien n'y manque : la chute d'un arc-boutant pourrait entraîner la ruine de tout l'édifice ; et nous, après que les pierres des voûtes et des piliers ont résisté à l'écroulement de la couverture et de la charpente incendiée, nous ne referions pas la toiture, nous laisserions exposée aux intempéries la vaillante construction, nous ne soutiendrions pas le vieil édifice chancelant en remplaçant tel de ses membres arraché par les obus ?

Lorsque nous passons en revue les monuments déruits, partout nous voyons que, si grande que soit la ruine, nous trouverons, en recueillant pieusement les fragments effondrés, les éléments de la restauration.

A Dunkerque, l'église Saint-Eloi, de la fin du XVIe siècle, fait partie de la cité vivante, accompagnée de son Beffroi, aujourd'hui isolé, dont le carillon célèbre joue l'*Hymne à Jean-Bart*, dont le guetteur signale les navires en détresse. L'édifice, avec ses cinq nefs, a belle allure. Le voici, aujourd'hui, à ciel ouvert : sa nef centrale risque de s'effondrer, n'étant plus contrebuttée par les nefs parallèles; ses belles stalles du XVIIe, sa chaire du XVIIIe, sont exposées aux intempéries. Est-il un élément qui fasse défaut pour reconstituer la partie haute des nervures des piliers, les arcs qui les prolongeaient, les voûtes qui couvraient le tout ?

Arras a particulièrement souffert. Tous ses monuments ont été visés : la Cathédrale, édifice commencé au milieu du XVIIIe siècle, est déchiquetée par les obus ; sa noble et froide ordonnance de colonnes s'élève aujourd'hui au-dessus d'un amas de ruines et ne porte plus que des lambeaux de coupoles. Malgré tout, la ruine, par la symétrie même des ordonnances, est aisément réparable.

Le palais Saint-Vaast, reconstruit en 1754, bel édifice aux lignes grandioses, a été bombardé par des obus incendiaires. Néanmoins les façades subsistent dans toute leur majesté. Ce palais renfermait les archives départementales, le Musée, la Bibliothèque, et le désastre serait, de ce côté, plus complet encore si on n'avait heureusement mis à l'abri les manuscrits les plus précieux.

L'Eglise Saint-Jean-Baptiste, construite de 1565 à 1584, est la plus ancienne des églises d'Arras. La nef est dans un état lamentable, les murs seuls subsistent, les fins meneaux des grandes verrières sont presque tous tombés. Mais le chœur offre ce contraste émouvant des riches boiseries, des grilles délicates encore en place, intactes au milieu des fragments d'arcs, d'entraits, de tout un enchevêtrement de matériaux effondrés.

Rien n'est aussi triste que l'aspect des ruines de l'Hôtel de Ville. Quand on se rappelle la physionomie si curieuse de cette place dominée par l'immense construction de 75 mètres de hauteur, ensemble où rien ne semblait, depuis des siècles, avoir changé, on a le cœur serré devant un tel anéantissement. Tout n'était pas d'une égale valeur artistique dans cet ensemble : l'hôtel de ville, bâti au début du XVIe, avait été en partie rebâti; le beffroi, dont la base seule datait de la construction primitive, de 1463 à 1554, avait été couronné au milieu du XIXe siècle. Mais, malgré ou peut-être grâce à toutes ces adjonctions, l'ensemble était infiniment curieux et pittoresque.

Sauf pour la partie haute du beffroi complètement effrondrée, et dont on possède, d'ailleurs, aux Monuments historiques, le dessin par Traxler, l'édifice a résisté de manière à présenter partout des éléments certains de restauration.

Les façades des deux places, la Grande et la Petite, entièrement entourées de maisons du XIIIe, du XIVe, du XVIe et du XVIIe siècles, étaient l'ensemble le plus complet qui existât en France et peut-être au monde. Malgré les dégâts terribles faits par les obus, l'aspect en subsiste tout entier, et on ne saurait concevoir qu'on ne restituât pas cet aspect dans toute son intégrité, d'autant qu'une servitude très ancienne oblige à réparer et à reconstruire les maisons dans leur style (1).

A Ablain-Saint-Nazaire, champ de bataille arrosé de tant de sang, la désolation est complète. Ici, on serait tenté de se demander si jamais ce village complètement rasé renaîtra, si jamais on reviendra dans cette église. Et pourtant, combien de mères, combien de femmes viendront pleurer sur cette terre ravagée ! La jolie petite église bâtie au XVIe siècle ne doit-elle pas, pour ce pieux office, renaître de ses ruines ?

L'église de Tilloloy, dans la Somme est, parmi les églises de village, une des plus charmantes dont nous ayons à déplorer les dégâts. C'est un édifice en pierre et en brique, de la Renaissance ; avec sa façade si originale flanquée de deux tours rondes, avec sa polychromie, avec son architecture si élégante, ses nervures et ses clefs de voûte, avec ses sculptures, ses vitraux, ses tombeaux, ses

(1) Les nouveaux bombardements qui ont eu lieu, notamment au milieu de février 1916, ont poursuivi l'œuvre de destruction, et rendent aujourd'hui la restauration plus difficile qu'elle ne l'était auparavant.

grilles, ce petit édifice était complet : c'était un véritable bijou, qu'on ne saurait laisser tomber en ruines. Tilloloy était, d'ailleurs, un de ces coins de notre France où le voyageur est surpris de trouver de si belles et si grandes choses : car son château du XVIIe siècle, d'un noble style, avec ses fins balcons de fer forgé, était un beau spécimen d'architecture civile.

Plessis-de-Roye, dans l'Oise, avait un beau château et une église des XVe et XVIe siècles. Ici encore quelle désolation, quel acharnement à détruire ! il semblerait que l'édifice s'est replié sur lui-même, disloqué de toutes parts. Mais aussi, quelle impression étrange quand, de l'extérieur, on pénètre à l'intérieur : dans cet amas inextricable de décombres, voici, au premier plan, de charmants fonts baptismaux de la Renaissance^e; plus loin, la chaire est intacte, les voûtes ont tenu, et les anciens vitraux mêmes sont encore dans leurs plombs. Quel défi à l'ouragan de fer qui a dévasté l'édifice, et comment ne pas être touché de la constance des objets qui sont restés là à nous attendre, dans une pareille misère ?

Dira-t-on qu'on pourrait mettre à l'abri ces œuvres dans des musées ? Les musées sont, eux aussi, des cimetières. C'est adossées ou suspendues à leurs piliers, avec les perspectives de l'édifice pour fond, que ces œuvres-là sont à leur place et nous touchent. Le musée, il est ici ; et c'est le charme de notre France que de nous réserver dans tous ses moindres villages le plaisir d'une semblable émotion artistique.

N'avons-nous pas une impression analogue à Soupir, dans l'Aisne ? Ici, nous sommes sur la ligne de feu même ; nos tranchées sont ici, avec leurs fils barbelés. L'église est un monument très complet du XIIIe siècle, avec, au chevet, une disposition très décorative d'oculi éclairant les triangles des voûtes au-dessus des fenêtres. Ici encore, ne sentez-vous pas quelle impression se dégage pour ceux qui entrent dans la calme et sombre nef, prise au milieu des tranchées, au milieu du combat, et qui résiste de toute la force de sa robuste construction, qui conserve son aspect immortel ?

Dans la Marne, dans la Meuse, elles sont légion les petites églises de campagne qui ont été ou sont encore prises dans la ligne de feu.

C'est Cauroy-les-Hermonville, édifice du XIIe siècle, si particulier avec sa galerie couverte, ses bas-côtés à pignons, sa tour solide, si solide qu'un angle ayant été emporté, la toiture reste en place, recouvrant le beffroi.

C'est Maurupt, dont la tour éventrée se dresse encore au-dessus des charpentes incendiées.

C'est Reuves, dont la cloche gît au milieu des bancs de la nef, sous la charpente à travers laquelle on voit le ciel.

C'est Ecriennes, qui nous apparaît éventrée, avec un trou béant à la place de sa façade et dont le chœur garde pourtant intacts ses autels et ses statues.

C'est Pargny-sur-Saulx, avec sa flèche coupée dont les arêtiers se dressent encore comme pour se rejoindre.

C'est Rambercourt, bel édifice du XVIe, dont, en ce moment, on travaille à protéger les voûtes exposées à l'eau par la destruction des toitures.

C'est Beauzée, saccagée dans les combats du 12 septembre 1914, vaste église du XVIe siècle, dont une partie des nervures gît sur le sol, attendant qu'on les remette en place pour recouvrir la nef dont le mobilier subsiste encore.

C'est Clermont-en-Argonne, du XVIe siècle, qui, complètement à découvert par la destruction des toitures, garde encore intacts la plupart de ses élégants meneaux.

C'est Louppy-le-Château, dont l'écroulement partiel n'a pas atteint le joli porche roman sous la tour, et dont la tour elle-même se dresse encore, tandis que la grosse cloche gît sens dessus dessous, sur les décombres.

C'est Nettancourt, où, malgré l'écroulement des toitures et des voûtes, les arcs s'élèvent encore dans le ciel, tout prêts à supporter à nouveau les remplissages.

Deux édifices, par leur ampleur, par leur histoire, par leur art admirable, nous intéressent particulièrement : c'est la cathédrale de Soissons, c'est la cathédrale de Reims.

A Soissons, la cathédrale Saint-Gervais est un édifice du XIIe et du XIIIe siècles, aux proportions majestueuses, qui l'apparentent à nos plus célèbres cathédrales. Prise sous le feu de l'ennemi, qui, des hauteurs au nord de l'Aisne, la domine, elle offre une cible qui attire les projectiles des Vandales. C'est le 10 février 1915 qu'on apprend l'effondrement d'une des grosses colonnes de la nef. La stabilité paradoxale du mur supérieur en arrachement par encorbellement, du triforium et des voûtes suspendues au-dessus du vide, aurait peut-être pu subsister un temps : mais ce serait mal connaître l'entêtement allemand. L'édifice est sans cesse visé : lisons le rapport de l'inspecteur général M. Boeswilwald, du 14 février 1915 : « Sur la façade principale, les coups ont porté à toute hauteur, depuis les porches jusqu'à la balustrade de la tour... Aussitôt que faire se pourra, on remontera la pile dont les maté-

riaux sont en grande partie à pied-d'œuvre. » Et, en effet, sur les photographies prises à ce moment, nous voyons la colonne couchée à terre, les tambours ayant presque gardé leur place respective dans l'effondrement. Mais le 30 mars 1915, après de nouveaux bombardements, « la voûte du bas-côté, au droit de la colonne abattue est effondrée, ainsi que la voûte de la grande nef. »

La salle synodale est touchée. Le 28 juin, le bombardement produit une « trouée de tout le sommet de la façade principale de la tour, laissant apparaître le beffroi de charpente des cloches, lui-même endommagé ».

Malgré tout, l'édifice tient bon, comme en témoignent les documents les plus récents; et, avec ce qui reste de ses vitraux du XIIIe siècle, c'est une œuvre trop complète, trop vivante pour qu'on ne relève pas la travée dont la chute laisse l'édifice béant et compromet la stabilité de l'ensemble.

A Reims, le désastre est partout : à l'antique église Saint-Rémi, construite au XIe siècle, dont les admirables vitraux du XIIe ont été en grande partie détruits par un obus explosant à l'intérieur de l'édifice le 25 septembre 1914. — A Saint-Jacques, dont une chapelle Renaissance, adjonction charmante à l'édifice du XIIIe siècle, a sa toiture et sa charpente enlevées, sa voûte crevée, ses verrières endommagées. — Au Palais archiépiscopal, brûlé et détruit de fond en comble, à sa délicieuse chapelle à deux étages, exemple si pur du style du XIIIe, touchée le 24 février 1915 — dans le bel ensemble de la Place Royale, construite en 1759, et dont les façades seules subsistent, lamentables paravents — dans l'Hôtel de Ville du XVIIe siècle, dans les jolies maisons anciennes.

La cathédrale de Reims, cathédrale du Sacre des Rois, est un monument unique par sa disposition : on n'y trouve pas de chapelles de bas-côtés comme à Notre-Dame-de-Paris : le long des bas-côtés s'étagent des gradins pour permettre au peuple d'assister au défilé du cortège dans la large nef. Au-dessus de ces gradins, les murs continus, tendus de tapisseries, donnaient l'impression d'une seule et immense salle divisée par les piliers. « Les piliers soutenant les voûtes avaient la proportion des beaux hêtres de nos forêts : une grosse colonne cylindrique en formait le noyau, cantonnée de colonnes plus fines qui recevaient les grands arcs : leurs chapiteaux étaient divisés dans la hauteur des deux assises qu'occupait le couronnement des grosses colonnes » (1).

Elle est unique par son décor sculptural du grand portail, avec les vastes compositions du Couronnement de la Vierge, de la Crucifixion et du Jugement dernier qui ornent les pignons dentelés au-dessus des voussures, avec l'ordonnance des admirables statues qui occupent les ébrasements et tournent autour des contreforts, s'élevant en haut-relief sur la draperie très simple du soubassement, se détachant en pleine lumière sur les ombres portées des arcatures.

Elle est unique par la merveilleuse décoration intérieure du grand portail, où les piles et les tympans forment une série de niches abritant des figures et séparées par des frises de feuillage.

Elle est unique par la silhouette extérieure de ses contreforts, surmontés, à la retombée des doubles arcs-boutants, par des pinacles qui abritent des anges aux ailes éployées.

Elle est unique par la galerie décorative qui contourne tout l'édifice à la base des combles comme pour le ceindre d'une couronne et achever de donner à l'extérieur de l'édifice l'aspect d'une châsse.

Elle est unique surtout par ses souvenirs historiques, que domine celui de Jeanne d'Arc assistant au sacre de Charles VII.

On comprend l'émotion qui dut étreindre les premiers visiteurs officiels de la cathédrale dévastée quand, le 27 septembre 1914, « arrivés devant le monument, ils virent les graves blessures qu'il avait reçues, blessures faites avec une préméditation certaine ».

Cette émotion, nous l'avons tous ressentie. Il n'est pas un de mes soldats, braves gens des montagnes pas très instruits, qui, lorsque nous étions aux tranchées à l'Est de Reims, ne s'intéressât au monument. Ils regardaient s'élever sa silhouette vengeresse au-dessus de la brume matinale ; ils surveillaient, la rage au cœur, l'éclatement des obus sur le vieil édifice.

Il faut lire le rapport d'un neutre, de l'architecte américain Whitney Warren, rapport fait à l'Institut le 3 octobre 1914.

« Le 14 et le 15 septembre, les Français firent leur entrée dans Reims. Le 19, la cathédrale fut criblée de projectiles pendant toute la journée, et, à quatre heures moins le quart, l'échafaudage qui entourait la tour nord, prit feu ». Et pourtant, depuis « le 17, le drapeau de la Croix-Rouge était hissé sur la tour Nord », car les blessés allemands étaient couchés dans la cathédrale.

Nous devons opposer à cette barbarie la façon de faire de nos artilleurs, telle que j'ai pu la constater. Le parc du château d'Esternay, au moment de la bataille de la Marne, était un point

(1) *La Guerre et les Monuments*, par LUCIEN MAGNE. Berger-Levrault, éditeur.

d'appui allemand formidable, qu'il fallait briser. Les batteries allemandes étaient à cent mètres du château, contre l'allée qui conduit au village ; les fantassins ennemis, leurs mitrailleuses retranchées tout le long de la route de Sézanne, contre le parc, à deux cents mètres en avant des douves. Sur le château, occupé par une ambulance, le drapeau de la Croix-Rouge flottait. Pas un de nos obus, dont les rafales s'abattaient sur le parc, sur les champs, n'a touché le château. Rendons hommage à la précision du tir de nos canonniers, rendons hommage aussi à leur sentiment d'humanité.

Aujourd'hui, il y a à Reims des désastres irréparables, la destruction des vitraux du XIIIe de la nef, la calcination des merveilleuses statues du porche Nord et du mur intérieur de la façade principale, due à l'incendie de l'échafaudage et des beaux tambours du XVIIIe siècle, la chute du clocher de l'Ange, qui, élevé au XVe sur le chœur, donnait une silhouette particulière à l'édifice, jalonnant l'extrémité est, comme les tours jalonnent l'extrémité ouest.

Mais grâce à sa structure parfaite, l'édifice subsiste. « S'il reste quelque chose du monument, dit M. Whitney Warren, cela est dû à la constitution solide de ce que j'appellerai la carcasse de la cathédrale, et non, j'en suis fermement convaincu, à un désir de la part des Allemands d'épargner le monument ».

(*A suivre.*)

MARCEL MAGNE.

L'HISTOIRE DANS L'ENSEIGNEMENT

Récemment, la Ligue française de l'Enseignement clôturait son Congrès annuel par une solennité oratoire et musicale dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Soit dit en passant, il y a eu à ce sujet, entre tous les journaux, — tous, — une amusante émulation d'inexactitude; aucun reporter n'a daigné fournir au public un compte-rendu honorable.

Le Congrès de la Ligue de l'Enseignement offrait pourtant, cette année, plus d'intérêt que jamais, et, en tout cas, un intérêt exceptionnel quant au programme des travaux et aux origines des participants. Les organisateurs l'avaient, en effet, transformé en assises internationales, auxquelles les notabilités britanniques ne coopéraient que par correspondance, mais où figuraient et délibéraient nombreuses les compétences belge serbes, italiennes et russes.

La cérémonie de la Sorbonne comportait, p exemple, un très beau discours du ministre l'Instruction publique, une admirable conféren de M. Camille Jullian, d'émouvantes allocutio de MM. Pio Foa, sénateur italien; Brunet, dépu socialiste de Charleroi, ancien bâtonnier Bruxelles, et délégué officiel du gouverneme belge; Zujovic, ancien ministre serbe, et préside de l'Académie des Sciences de Belgrade; Wass lief, professeur à l'Université de Kasan, et mem bre du Conseil de l'Empire Russe. Et tous c orateurs insistaient sur la nécessité, pour les peu ples alliés, d'une entente pédagogique aussi in time que l'accord économique à la réalisation d quel on travaille en ce moment.

Quelqu'un qui a assisté à la cérémonie, et do la sympathie pour la Ligue de l'Enseignement s rait bien difficilement suspectée, demande la pe mission de formuler ici les réflexions à lui sugg rées par un autre discours, ou plutôt une espèc de dissertation, qu'il lui a fallu entendre à la Sor bonne cet après-midi là.

Il s'agit d'une intervention dont la tendance étai ni plus ni moins que diamétralement opposée au but visé par le Congrès même, et par l'ensembl des efforts où la Ligue de l'Enseignement s'a charne depuis sa fondation, c'est-à-dire depuis un demi-siècle. On doit aller jusqu'à ajouter : direc tement et violemment hostile aux principes qu s'imposent à une nation contemporaine, et dont la guerre actuelle a achevé de prouver que leur application est d'une importance vitale pour l'avenir intellectuel et moral, économique et social, de la France.

Je ne nommerai d'ailleurs point le discoureur dont la thèse est en cause ici, et l'on reconnaîtra ainsi qu'il n'est point dans mes intentions d'attaquer une personnalité. C'est à tout un système que je m'en prends, un système dont cette personnalité n'est que l'un des champions hélas ! innombrables, un système dont l'exposé, le millième peut-être, m'a semblé au moins déplacé, dans ce Congrès, plus que jamais et plus que nulle part. Et si j'estime utile de le combattre, c'est parce qu'à mes yeux il lui faut imputer l'insuccès de tout ce que l'on fait en France, depuis vingt ou trente ans, en vue d'adapter l'éducation de l'enfance et de l'adolescence aux nécessités de notre temps.

Il consiste, en premier lieu, à nous proposer Michelet comme le plus grand des historiens de tous les temps et de tous les pays, et l'on a même fondé une association expressément vouée à célébrer et propager ce nouveau culte. Des quantités

gens sont tourmentés du besoin de n'admirer n'un homme, rien qu'un, dans chacun des domaines où se réalise l'esprit. Les monothéistes de genre professent que toute la poésie lyrique est ans Victor Hugo, que Balzac est *le* romancier, ue le drame, c'est Shakespeare; que Beethoven, est toute la musique, et ainsi de suite. Voilà onc Michelet, dieu de l'histoire...

Il y a trois catégories d'historiens. Les uns econtent les gens et les choses de jadis ou d'hier vec autant d'impartialité que possible, c'est-à-ire, en n'omettant aucune des circonstances susceptibles d'atténuer l'antipathie communément inspirée par telle individualité ou institution, en signalant aussi ce qui doit empêcher d'admirer au egré absolu tel trait de mœurs ou de caractère, n observant les proportions sans se soucier des pinions fomulées par les contemporains ou la ostérité sur l'importance relative des conséquences et des répercussions que les faits ont eues ans le temps et dans l'espace. On constate, en utre, chez eux, un bon goût, en vertu duquel ils aissent seulement transparaître leur documentaion, et, d'autre part, épargnent au lecteur les tirades lyriques et plus ou moins pittoresques. Ce ne sont, ni des sectaires, ni des pédants, ni des héteurs, ni des dilettanti. Ils veulent instruire, ourement et simplement.

Etant donné la loyauté, la mesure, le tact, exigés par ce genre, des Français y devaient exceller, par définition pour ainsi dire. Et en effet, depuis un quart de siècle, et davantage, une vingtaine de nos compatriotes ont produit, et produisent, des travaux d'histoire qui apparaissent comme des chefs-d'œuvre, ou presque, aux partisans de la conception ci-dessus définie.

Les deux autres classes d'historiens n'écrivent guère qu'en vue de convaincre, d'inspirer à leur lecteur, ou entretenir et renforcer chez lui, soit la haine, soit la vénération, de tel régime politique, telle collectivité ou tel personnage. Lorsqu'ils se croient en droit de condamner, ils escamotent les circonstances atténuantes: ont-ils décidé d'absoudre, ils feignent d'ignorer les taches de leur soleil. Ou bien ils retournent comme un gant les premières pour les transformer en circonstances aggravantes, et ils démontrent que les taches sont des embellissements majeurs. Ils insistent longuement et minutieusement sur les faits secondaires qui leur semblent favorables à leur thèse, et ils résument à la hâte, ou ne traitent que par allusion, les événements capitaux dont l'examen gênerait leur apostolat.

C'est par la forme seulement que se différencient entre eux ces historiens-là. Les uns submergent leur lecteur sous un chaos de citations et références, dont beaucoup sont inutiles, et dont maintes autres ne prouvent que l'inintelligence ou la mauvaise foi de l'auteur. C'est la méthode allemande, une de ces contrefaçons de la science, une de ces camelotes intellectuelles, qui inspiraient une pieuse admiration, hier encore, à tant de bonnes gens, y compris des Français. Une des adaptations pédagogiques de la fameuse *Organisatsiönn.*

Certains historiens, enfin, grisent leur lecteur de lyrisme et de rhétorique, et tantôt leurs ouvrages font banale figure de romans à thèse, tantôt l'histoire n'est pour eux, visiblement, qu'un prétexte à descriptions pittoresques, reconstitutions de dialogues, dramatisations, et autres exercices littéraires. C'est, sous la plume d'Alexandre Dumas, le roman historique; c'est l'histoire romanesque lorsque c'est signé de Michelet.

Que l'on ne s'y méprenne pas, il n'est point question ici de rechercher s'il y a plus d'imagination, de fantaisie, de partialité, dans Dumas que dans Michelet, ou inversement. Il ne s'agit pas davantage de dénigrer l'un quelconque de ces deux grands écrivains. Plusieurs historiens authentiques ont publié qu'ils tenaient Dumas pour un de leurs confrères, seulement un peu trop... amateur, et, aux yeux de plusieurs romanciers, Michelet est un collègue éminent, qui s'est exagérément spécialisé.

Ce contre quoi il est protesté ici, c'est la prétention d'imposer Michelet comme un initiateur, et comme un directeur de conscience. Ses récits, certes, sont intéressants, souvent même passionnants, ainsi que toutes les œuvres sincèrement passionnées. On se distrait plus ou moins en les lisant, on ne s'y instruit point. Ou plutôt, ce qui est pire, on n'y pourrait guère puiser que des éléments de conceptions fausses, des idées faussées, les unes par l'auteur lui-même, inconsciemment ou non, les autres, par le temps.

Les hiérophantes de son culte célèbrent surtout, en lui, le fanatique glorificateur de la Révolution française. Il a eu, en effet, l'obsession de cette période. Il n'a rien vu de plus considérable dans l'évolution de notre nation, et du monde. On pourrait l'affirmer sans presque forcer la note, il lui a découvert des prodromes dès les profondeurs de la préhistoire, et il a vaticiné que tout ce qui se passera dans l'espèce humaine jusqu'à la mort de notre planète, ne sera, ne pourra être, qu'un enchaînement d'effets ayant pour cause unique la crise politique traversée par la France, et surtout par Paris, à la fin du XVIIIe siècle. Or, on voudrait perpétuer en nous, puis dans l'âme de nos en-

faits, cette monomanie, qui est, en somme, une forme comme une autre de la folie mystique. Et ce faisant, on s'imagine travailler pour le progrès, la démocratie, etc.

Depuis quarante-cinq ans, on va prêchant aux écoliers et aux étudiants de France, d'un côté, l'impartialité dans les jugements à prononcer sur les choses et les gens du passé, et, d'un autre côté, l'admiration, exclusive et sans réserves, de tout ce qu'ont pensé, dit, écrit, essayé, commencé, réalisé, les hommes de 1789. Il serait temps, pour notre pédagogie, de choisir entre deux doctrines si violemment contradictoires, entre deux systèmes qu'il est si manifestement impossible de concilier.

Ou l'on souhaite sincèrement de voir le plus grand nombre possible d'esprits envisager sans préjugés ni passion toutes les périodes de l'histoire, y compris la Révolution française. Et alors il faut trouver bon que nous aspirions à répudier ce qui, dans l'héritage de celle-ci, a pu devenir nuisible pour une société plus vieille de cent vingt ans, et surtout ce qui a toujours été nuisible, par exemple, cette formation des départements et des arrondissements qui a facilité, préparé, nécessité, l'avènement de César, nous a pourris de bureaucratie, et à laquelle nous devons les lenteurs et difficultés de notre développement agricole, commercial, industriel, la décadence de notre marine marchande, et tant d'autres fléaux d'ordre économique. Par exemple encore, le grave danger que font courir à une nation une pédagogie et une propagande où l'on exalte constamment les droits de l'homme et du citoyen, sans presque jamais parler des devoirs de celui-ci ni de celui-là. Par exemple enfin, la néfaste chimère de l'instruction intégrale, dont le résultat unique et inéluctable est ceci, que l'enseignement primaire est donné, en France, de manière à ne fabriquer que des instituteurs, et l'enseignement secondaire, que des professeurs, des officiers et des magistrats, des médecins et des avocats.

Et alors aussi, que l'on nous laisse tranquilles avec l'écrivain qui a consacré le meilleur de son activité à essayer de nous faire prendre pour des inventions géniales jusqu'aux erreurs que les hommes de 1789 ont commises, et devaient commettre, n'étant ni plus ni moins faillibles que leurs semblabes de n'importe quel milieu.

Ou l'on tient à ce que nous ignorions, ou méconnaissions, tous les événements antérieurs au 14 juillet, et méprisions tout ce qui, des faits postérieurs au 9 Thermidor, n'a pas été prévu ou préparé par la Convention. Et alors il est logique de célébrer le culte de Michelet. Mais, alors aussi, que l'on ne nous parle plus d'impartialité, de progrès, de démocratie. Vouloir que nous en restions ou revenions aux idées, aux mœurs publiques, aux institutions, d'il y a plus de cent vingt ans, c'est prouver une mentalité, tantôt conservatrice, tantôt réactionnaire, c'est mentir puérilement aux tendances de la société contemporaine, aux principes mêmes de la République.

On pourrait éviter de prendre ces choses au tragique, et se contenter de signaler qu'il y a une contradiction flagrante à affirmer sans cesse l'évolution, le déterminisme, etc., et en même temps subir et propager la mystique obsession de telle période, déjà presque lointaine, de notre histoire. Et cette contradiction serait certes nuisible dans une mesure négligeable, si elle ne se manifestait que dans des publications ou des conférences destinées aux adultes, voire aux adolescents, aux personnes théoriquement capables d'examiner et discuter une doctrine, de choisir entre deux thèses adverses, de se défendre contre un apostolat.

Le malheur, le grand malheur, c'est que la contradiction en cause remplisse l'enseignement de l'histoire, jusque dans les manuels et les cours à l'usage des plus jeunes classes primaires, que tous nos professeurs de lycée ou de collège, et tous nos instituteurs, s'acharnent, soient contraints de s'acharner à en imprégner les cerveaux de leurs élèves. Et c'est un fléau, en effet, puisque le jugement de la plupart de ceux-ci en demeure à jamais faussé quant aux choses historiques, et, de répercussion en répercussion, quant à toutes choses. A jamais, car minime est le nombre des êtres qui, parvenus à l'âge adulte, jouiront des moyens et des loisirs intellectuels nécessaires pour se débarrasser de l'empreinte, se former des conceptions enfin libres.

Beaucoup de pédagogues objecteront que l'enfant admet exclusivement les affirmations ou négations précises, nettes, ne retient que les opinions catégoriques, son esprit généralisateur et simpliste ayant besoin d'idées toutes faites. Nous répliquerons qu'en ce cas il faut, ou conclure à l'impossibilité de lui enseigner l'histoire avec impartialité, ou se contenter de lui communiquer les rares, très rares exécrations ou admirations pour lesquelles il y a toujours eu accord unanime entre les personnes des diverses religions et des divers partis, et cela signifierait l'abandon de la méthode sectaire où excella Michelet. Mais par là aussi l'on aboutirait à restreindre l'enseignement de l'histoire, au point de l'éliminer presque totalement.

D'autant plus que je me demande si l'on réussirait à découvrir un fait, un seul, au sujet duquel il n'existe pas des divergences d'appréciation, et des divergences importantes. Voici, par exemple,

Ganelon : il n'est pas définitivement prouvé qu'il ait trahi. Et il s'en faut que tout le monde condamne l'évêque Cauchon, Dumouriez et Moreau, voire Bazaine. Dans la même classe de criminels, voici les Chouans : que de personnes encore les tiennent pour des héros ! Voici Louis XVI et Marie-Antoinette, martyrs aux yeux de tant de nos contemporains. Et l'on s'est mille fois évertué à réhabiliter Cinq-Mars et de Thou, aussi l'armée de Condé, et à glorifier Etienne Marcel...

D'ailleurs, il est des gens, et nous en sommes, qui ont fait leur choix une bonne fois, et prennent au sérieux le principe d'impartialité, et ne se résoudront, par conséquent, jamais à considérer l'enseignement de l'histoire comme voué à inspirer, soit l'enthousiasme, soit le mépris, pour telle individualité d'antan, ou telle institution, ou tel trait de caractère ou de mœurs. Cet enseignement ne doit, ne peut consister qu'en l'énoncé pur et simple des faits, ainsi que l'on procède pour la géographie, la botanique, les mathématiques.

Est-ce à dire que l'on doive, et que l'on puisse, en revenir au système en vertu duquel les enfants n'avaient qu'à mécaniquement accumuler dans leur mémoire un fatras de dates, de généalogies, etc.

Ce système ne méritait certes point l'avalanche d'anathèmes que l'on a déversée sur lui voici une vingtaine d'années. Il ne produisait pas des résultats pires que ceux obtenus aujourd'hui par l'omission, non seulement des faits secondaires, — y compris et surtout ces anecdotes pittoresques, saisissantes, souvent réjouissantes, que l'on se rappelait sa vie durant, et qui contribuaient tant à rendre vivants dans l'esprit tout un milieu ou toute une personnalité, — mais encore, de beaucoup de dates, de la plupart des généalogies, et du récit des batailles, celles-ci n'ayant, comme chacun sait, aucune importance dans l'évolution des peuples !

On ne s'est du reste pas contenté de cette expurgation forcenée. On s'est mis à exposer aux enfants, aux petits enfants mêmes, les institutions et les mœurs, les divers régimes de la propriété, de la production, de l'échange... En somme : la sociologie comparée, le droit constitutionnel, la philosophie de l'histoire, l'économie politique...

Avec l'ancien système, les enfants tiraient peu de profit de leurs études d'histoire, mais du moins on leur enseignait des choses que leur âge permet de comprendre toutes, et parfois on les amusait. Avec le système actuel, ils ne retiennent plus rien, parce qu'on leur a offert en pâture des choses dont la majorité sont hors de leur portée, et qu'on les a ennuyés à fond. C'est le triomphe du pédantisme à l'allemande, c'est l'un des résultats de cette endosmose germanique, de cette délatinisation, à laquelle travaillaient si activement, dans un autre domaine de la pédagogie, Raoul Frary et ses complices.

Le système d'autrefois avait encore une supériorité sur son successeur : il s'harmonisait avec la conception que l'on s'était faite de l'enseignement. On va en classe, disait-on à cette époque, pour apprendre à apprendre, et c'est tout. Le système d'aujourd'hui est en contradiction avec l'idée que l'on a été amené à se former des occupations scolaires. Il veut que l'on aille à la classe d'histoire pour s'initier à telle ou telle doctrine, quand ce n'est pas, tout platement, à telle opinion, alors qu'à cette classe-là comme aux autres il devrait s'agir maintenant d'apprendre à vivre, et rien de plus.

Or, l'histoire, telle qu'on l'enseigne à présent et telle qu'on l'enseignait jadis, l'histoire ne peut pas apprendre à vivre.

La raison d'être de l'école, c'est de fournir aux enfants, à tous les enfants, les rudiments de connaissances qui leur seront ensuite indispensables dans n'importe quelle situation sociale. Et ce serait faire preuve de mauvaise foi que de le contester, il est très peu de professions ou de métiers où la possession de l'histoire soit utile.

On va s'écrier : L'homme est bien des choses de plus qu'un être de métier; notamment il pense, il a besoin d'apprendre à penser, et l'histoire enseigne à penser.

Précisément je demande que cette branche d'instruction ne soit cultivée qu'à partir du moment où l'on peut être certain qu'elle est appelée à porter des fruits. C'est seulement au début de l'adolescence que l'on est en mesure de commencer à penser, donc c'est alors, et non plus tôt, que l'on devrait commencer à apprendre l'histoire.

Plus tôt, il n'est utile que de se familiariser avec un très petit lot de très grands événements, de ces points de repère qui crèvent les yeux, pour ainsi dire. Par exemple, l'essentiel de quelques biographies, celles des personnalités que l'on est contraint de regarder comme éminemment représentatives de l'un des stades principaux ou de l'une des crises graves dans la vie d'une nation. Aussi, le récit sommaire de quelques batailles, celles qui ont influé positivement, décisivement, sur cette vie. Aussi quelques anecdotes choisies parmi les plus typiques, celles qui sont vraiment évocatrices. Bref, peu de choses en dehors de celles que les gens âgés, à cette heure, de plus de quarante ans ont retenues, moins ou plus vaguement, de leurs lointaines études d'histoire, exception faite, naturellement, des professionnels de la science en cause.

Ainsi, à n'envisager que la France avant 1610,

il n'est indispensable de s'occuper, pour les souverains, que de Vercingétorix, Charlemagne, Louis IX et sa mère, Louis XI et Charles le Téméraire, Louis XII, François Ier, Marie Stuart et Catherine de Médicis, Henri IV. Pour les autres figures prédominantes : Saint-Eloi, Suger, Etienne Marcel, Jacques Cœur, Michel de l'Hôpital, Sully. Puis Du Guesclin, Jeanne d'Arc, — sans négliger Dunois, La Hire, Xaintrailles, — Gaston de Foix, Bayard, Coligny. Pour les batailles : celles des champs Catalauniques, de Tolbiac et de Vouillé, de Poitiers (Charles Martel). Puis Roncevaux, le siège de Paris par les Normands. Hastings, Bouvines, Taillebourg, Crécy, Poitiers (Jean le Bon), Azincourt, Marignan et Pavie. Pour les autres événements capitaux, la Saint-Barthélemy et l'Edit de Nantes. Pour les anecdotes, celles du vase de Soissons, du chêne de Saint-Louis, de la poule au pot. Si l'on incorpore à cette liste les bourgeois de Calais, le Grand Ferré, Jeanne Hachette, Bernard Palissy, et, pour la vie sociale, les tournois, les troubadours et les trouvères, la Cour des Miracles, n'aura-t-on pas communiqué aux enfants les seules notions qui en vaillent la peine ?

Cette communication, il ne semble d'ailleurs pas nécessaire qu'il y soit procédé en un cours spécial. Il ne devrait pas être fait de cours d'histoire dans les écoles primaires du degré élémentaire, ni avant la classe de quatrième des lycées et collèges de garçons, ni avant les classes correspondantes des lycées et collèges de filles et des écoles primaires supérieures. Les notions, pour ainsi dire embryonnaires, auxquelles se réduirait l'enseignement de l'histoire à l'école primaire et dans les basses classes des autres établissements, fourniraient simplement la matière d'une forte proportion des dictées, des récitations, des lectures expliquées et commentées. Les auteurs sont nombreux chez qui les textes pourraient être choisis à cet effet, et Michelet figurerait alors à bon droit dans leur liste, de même qu'Alexandre Dumas.

Le vide ainsi créé dans les programmes, serait avantageusement comblé par l'extension de deux choses dont l'on parle beaucoup, mais que l'on néglige beaucoup aussi, et qui sont d'une importance primordiale, et que l'on est socialement coupable, presque criminel, de laisser au rancart : le travail manuel et l'éducation ménagère. Quant à l'histoire, elle entrerait à peu près entière dans l'éducation postscolaire, où lui serait d'ailleurs ménagée une place considérable.

Un tel vœu ne serait guère admissible, ni même concevable, si l'éducation postscolaire demeurait ce qu'elle était avant la guerre. Mais l'heure est venue où tout le monde se trouve enfin d'accord sur la nécessité de la rendre obligatoire. La Ligue de l'Enseignement, qui a déjà obtenu, autrefois l'obligation de l'instruction primaire, semble, en effet, à la veille de conquérir cette autre réforme pour laquelle elle a tant milité aussi. M. Paul Painlevé la lui a promise au cours de la cérémonie dont je parlais ci-dessus.

Lorsque les mesures auront été prises pour que tous les adolescents puissent bénéficier de l'éducation postscolaire, on aura le seul auditoire capable de comprendre et de retenir l'histoire. En attendant que soit réalisée cette organisation, réalisation à laquelle, sans doute, il sera procédé peu après la guerre, il convient de la préparer, c'est-à-dire, notamment, d'obéir au principe d'impartialité, rien qu'à lui, et, par conséquent, d'éliminer les superstitions à la Michelet.

A. Chaboseau.

LA DEUXIÈME ANNÉE DE GUERRE

Ce ne sont point les faits militaires survenus d'août 1915 à juillet 1916, que j'ai l'intention de reprendre ici. C'est l'ensemble des événements diplomatiques, qui se sont succédé au cours de ces douze mois, que je désire envisager succinctement : de cet examen se dégage, avec une indéniable netteté, cette conclusion que les puissances alliées contre l'impérialisme pangermaniste n'ont cessé d'améliorer leur position. Il y a là des facteurs d'ordre moral et aussi d'ordre matériel, qui constituent le plus sûr des réconforts, en même temps qu'ils laissent prévoir la fin où s'achemine le conflit mondial.

On ne sera pas étonné (sans y apporter aucun esprit de système, j'ai relevé à maintes reprises une frappante particularité), que l'Orient balkanique ou asiatique tienne une place importante dans cet exposé. La guerre a débuté par un choc entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ; l'antagonisme austro-russe ou germano-slave s'est aussitôt réveillé ; le grand plan du pangermanisme allemand visait la constitution d'un immense empire, qui eût été de Hambourg, pour le moins, à Bagdad et qui eût compromis la suzeraineté britannique sur l'Inde. Il faudrait refuser de céder à l'évidence pour contester le caractère, sinon prépondérant, du moins essentiel de la conflagration de 1914. De 1915 à 1916, la Serbie, la Macédoine, la presqu'île de Gallipoli, l'Arménie, la Mésopotamie, les confins de l'Egypte ont été les théâtres de batailles sanglantes : la révolte arabe

t venue ajouter aux préoccupations de la Turie. Comment les éléments diplomatiques du oblème européen ou extra-européen ne seraient-pas liés intimement aux éléments militaires ? Durant la seconde année de guerre, deux nouaux Etats se sont jetés dans la tourmente, et n d'entre eux, celui dont l'intervention a proit des effets immédiats, est justement un Etat alkanique : la Bulgarie ; l'autre, le Portugal, t situé à l'extrémité de l'Europe occidentale. es accords, qui s'exerçaient déjà entre les puisnces de l'Entente, se sont fortifiés, précisés, et ême complétés par la signature de pactes supémentaires : d'une façon générale, les relations ntre la France, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, c., etc., sont devenues plus étroites et ont abouti des organisations pratiques plus efficaces, tan is qu'à l'inverse, sous l'influence des événements, es rapports des Empires du Centre et de leurs onfédérés marquaient plus d'incertitude et dans eétains cas, de faiblessè. Il y a eu raffermisse nent dans l'une des coalitions, et fléchissement ssez marqué, depuis le printemps dernier, dans autre.

Si l'on considère le cas des neutres, deux Etats, n Europe, ont spécialement retenu l'attention : a Grèce et la Roumanie. L'examen des faits les lus récents atteste que l'Allemagne a subi un rave échec à Athènes, et qu'elle a des raisons l'appréhender les décisions du cabinet de Bucarest. Vainement la Wilhelmstrasse a tenté de dresser contre nous la Suède, la Suisse, la Hollande. Hors d'Europe, le président Wilson lui nfligeait une défaite diplomatique, qu'elle ne saurait oublier de sitôt, et le Brésil lui lançait une létrissure qu'elle eût, en d'autres temps, relevée avec violence : tels sont les événements ou les lonnées qui ont le mieux caractérisé l'évolution diplomatiqe du monde, depuis le 1er août 1915.

*
* *

L'histoire des négociations, qui ont préparé l'entrée de la Bulgarie dans le bloc germanique, reste encore à écrire. Jusqu'au dernier moment, les cabinets de Paris, de Petrograd et de Londres s'étaient imaginé que ce pays s'associerait à eux ou tout au moins qu'il resterait neutre. C'est une erreur que les faits ont condamnée après coup, mais qui s'était accréditée, hors des chancelleries, dans une grande partie du public : le public, à la vérité, ne disposait pas des mêmes sources d'information. On comptait que le Tsar Ferdinand, consultant son intérêt, coopérerait à la restauration d'une ligue balkanique, au prix de la cession d'une partie des districts macédoniens occupés en 1913 par la Serbie : la psychologie compliquée de cet étrange souverain avait échappé aux diplomates alliés qui traitaient avec lui. Il poursuivait encore ses pourparlers avec eux, alors qu'il s'était déjà engagé vis-à-vis des cabinets de Berlin et de Vienne ; son rêve était la création, — à son profit, plus encore qu'au profit de son pays, — d'une hégémonie balkanique qu'il avait déjà failli instaurer deux ans plus tôt : la conviction, qu'il avait de la supériorité des forces austro-allemandes, tuait en lui toute prudence. Le 30 août, il signait une première convention avec la Porte ; le 12 septembre, il enregistrait sans formuler la moindre réponse, l'offre de territoires que lui adressait l'Entente : le 23, il mobilisait. Il est indéniable que les Alliés, à ce moment où toute hésitation devait être dissipée, perdirent du temps et s'opiniâtrèrent en d'illusoires espoirs. Ce fut le 5 octobre seulement, que la Russie remit son ultimatum à M. Radoslavof, et le 16, que l'Angleterre déclara la guerre à la Bulgarie. Celle-ci avait eu tout le loisir de compléter ses préparatifs : le 21, la prise de Vélès marquait l'origine de la rapide campagne qui allait, en quelques semaines, livrer toute la Serbie à nos adversaires.

L'attitude du gouvernement de Sofia fut une surprise pour ceux qui doutaient encore, — après les événements de 1913, — de la profonde duplicité de Ferdinand Ier. Au contraire, le Portugal agit en pleine loyauté, lorsqu'au mois de mars 1916, il mit ses troupes et sa marine au service des Alliés. Jamais, depuis le mois d'août 1914, il n'avait essayé de donner le change sur ses sentiments. Solidaire de l'Angleterre, depuis deux siècles, épris des idées démocratiques qui sont les nôtres, il n'avait cessé de manifester sa répulsion pour le pangermanisme, duquel il avait tout à redouter au surplus. La victoire de l'Allemagne lui eût coûté ses dépendances africaines : mieux, sans déclaration de guerre, l'Allemagne avait essayé d'envahir le Mozambique. Les rapports germano-portugais offraient cette singularité que les diplomaties restaient en contact, alors que les contingents coloniaux échangeaient des coups de fusil. La rupture du 16 mars ne fut que la régularisation d'une situation qui s'était, de longue date, marquée en traits précis.

*
* *

On a qualifié le parti des Empires du Centre, en soulignant la subordination de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie, de la Bulgarie, à l'état-major

et à la diplomatie de Berlin. Pour de multiples motifs, la coalition dont la Triple-Entente est la base s'est nouée entre des « égaux », et dont aucun n'est disposé à sacrifier une parcelle de ses droits et de sa dignité. L'Allemagne s'imaginait qu'une telle coalition, manquant d'un chef reconnu, demeurerait frappée d'impuissance ou mieux de paralysie. L'erreur de cette conception est suffisamment démontrée. Les conversations entre les chancelleries alliées sont incessantes ; aucun dissentiment apparent n'a surgi entre elles ; il n'en est pas une qui n'ait consenti, à l'objectif commun, des sacrifices parfois jugés très lourds. La Serbie était prête à livrer à la Bulgarie une portion de la Macédoine (séance secrète de la Skoupchtina et discours de Pachitch, 24 août 1915). L'Angleterre a appliqué la conscription, qui, on le sait, répugnait foncièrement à la masse du peuple ; elle a offert Chypre, l'une de ses meilleures positions méditerranéennes, à la Grèce (18 octobre) pour la déterminer à sortir de la neutralité ; la Russie a souscrit à certaines exigences territoriales roumaines, qui lui paraissaient très onéreuses au début.

Les cabinets de Paris, de Petrograd et de Londres, étaient liés de façon trop expresse, depuis septembre 1914, pour qu'ils crussent encore nécessaire de fortifier leurs engagements. Mais ils n'étaient pas seuls dans l'alliance. L'Italie, qui était venue se joindre à eux, a précisé son attitude par une série d'actes significatifs, et sa guerre, comme l'avait déjà déclaré M. Orlando, dans le discours fameux de Palerme a cessé d'être subordonnée à « l'égoïsme sacré » ; elle n'est plus qu'une partie de la guerre générale. Le 21 août 1914, la Consulta rompait définitivement avec la Porte et lui signifiait l'ouverture des hostilités ; le 19 octobre, trois jours après l'Angleterre, deux jours après la France, — un jour avant que ne parût le manifeste du tsar, — elle faisait la même notification à la Bulgarie. Le 2 décembre, en adhérant expressément au pacte de Londres, elle proclamait en termes solennels sa solidarité totale avec l'Entente. Le cabinet Boselli, qui s'est formé le 13 juin, et où le leader des interventionnistes de la première heure, M. Bissolati, tient une place importante, a encore accentué l'évolution de la Péninsule ; le 18 juillet, la publication des décrets de rétorsion économique contre l'Allemagne, puis les jours suivants les polémiques de l'agence Stéfani contre l'agence Wolf, ont préparé les voies à une dernière déclaration de guerre.

La Belgique, pour diverses raisons juridiques, sur lesquelles il est superflu d'insister, se trouvait dans une condition particulière vis-à-vis de l'Entente, comme devant le monde. Le 16 février, la France, l'Angleterre et la Russie, lui ont reconnu le droit de participer à la future conférence de la paix, en même temps qu'elles lui promettaient de la restaurer dans l'intégrité de son territoire ; le 1er mai, le gouvernement de Bruxelles, transféré au Havre, recevait une garantie analogue pour son domaine congolais.

Depuis le traité de Portsmouth qui avait clôturé le conflit d'Extrême-Orient, la Russie avait passé une série de conventions d'ordre économique avec le Japon : le 7 juillet, un instrument politique de très haute portée et qui règle pour un temps le sort de l'Extrême-Orient, était signé entre le baron Ishii, le ministre des Affaires Etrangères de Tokio et M. Sasonof, qui devait peu après laisser son portefeuille à M. Sturmer. Ainsi l'Empire du Soleil Levant complétait son contrat général avec la Triple-Entente et s'attachait, par un accord nouveau, à la combinaison de forces, qui combattait les Empires du Centre.

*
* *

Ceux-ci n'ont eu guère à se louer, dans l'année écoulée, des rapports qu'ils ont exercés entre eux ; ils ont eu moins encore à se féliciter de leurs relations avec leurs confédérés des Balkans : la Bulgarie et la Turquie.

Où est le grand projet de Naumann, la *Mittel Europa*, qui avait reçu si enthousiaste accueil dans tous les cercles expansionnistes d'outre Rhin et qui devait associer, en un zollverein nouveau, toutes les énergies économiques des ennemis de l'Entente ? Autour de lui le silence s'est établi progressivement ; on a perçu les méfiances de l'industrie autrichienne et des manufacturiers hongrois, les inquiétudes des agrariens prussiens. Tout au plus nous avise-t-on de la conclusion de quelque accord douanier préliminaire, mais dont la valeur est si douteuse qu'on n'y ose insister.

En face de l'Allemagne dominatrice et qui prétend exercer sa tutelle dans tous les ordres d'idées, l'Autriche allemande étouffe ses doléances, mais les nationalités subjuguées par la cour de Vienne n'ont cessé de frémir, en dépit du sanglant terrorisme qui pèse sur elles : Tchèques et Slovaques, Roumains de Transylvanie et Yougo-Slaves d'Illyrie, saisiraient toute éventualité qui faciliterait leur révolte. La Hongrie, qui porte, plus que toute autre contrée de la combinaison germanique, les souffrances de cette guerre, dissimule à peine ses aspirations de paix.

Le comte Tisza, dont les responsabilités sont si lourdes et qui fut l'un des inspirateurs directs de l'ultimatum du 23 juillet, sent crouler autour de lui l'union dont il bénéficia. Si l'opposition modérée des Andrassy et des Apponyi complique déjà sa tâche, l'opposition plus ouverte, plus active d'un Karolyi, marque l'origine d'un revirement bien plus profond.

Vainement, Tisza a fait appel, en face de la menace d'invasion russe, aux armées allemandes : celles-ci ne peuvent refaire l'œuvre de 1915. Vainement, il se retourne vers la Bulgarie : Ferdinand Ier n'a pas trop de ses contingents pour contenir l'ennemi qui se renforce au sud et celui qui s'annonce au nord. Le cabinet de Sofia lutte d'ailleurs au dedans contre une résistance qui grandit de jour en jour, et qui puise sa vigueur dans la lassitude et le mécontentement du peuple. Cantonné dans une politique étroitement égoïste, M. Radoslavof ne songe plus qu'à sauver sa tête, et il ne participe plus à la coalition où il a introduit son pays, d'accord avec son souverain, que dans la mesure indispensable : depuis six mois, il est devenu suspect à la Wilhelmstrasse, en dépit de tous les échanges officiels de congratulation.

Guillaume II a réussi, affirment les journaux allemands, à obtenir le concours des Turcs en Galicie. Mais ce dernier effort de l'Empire ottoman, en admettant qu'il soit réel, dissimulera mal l'affaissement de cette puissance. Ecrasée militairement au Nord-Est, étreinte au Sud-Est par une formidable révolte qui abolit l'autorité religieuse du Sultanat, elle peut, d'une minute à l'autre, échapper au despotisme qui la manie, Plus instable, plus compromise que jamais, apparaît l'autorité d'Enver-Pacha et de ses complices : leur dictature, fondée sur le coup de force, est destinée à sombrer dans un désastre. Le monde turc n'ignore plus quel prix lui a coûté l'inféodation aux Empires du Centre. Ainsi se fissure de toutes parts l'armature, qui retenait juxtaposés les éléments de la combinaison teutonne.

*
* *

Mais à cette aube de la troisième année de guerre, l'Allemagne entrevoit d'autres sujets de crainte. Ses journaux ne proclament plus la victoire ; ils prêchent la résistance farouche, en des termes qui en confessent presque l'inanité.

Deux des neutres ont évolué à l'encontre des prévisions et des volontés du Kaiser.

Guillaume II se croyait sûr de la Grèce : il comptait que son beau-frère le roi Constantin et les germanophiles de la cour, les Theotokis, les Gounaris, les Skouloudis, — les admirateurs de l'armée allemande qui se groupaient autour du chef d'état-major Dousmanis, la retiendraient dans une attitude hostile à l'Entente. Il méditait d'évincer à tout jamais Venizelos et le venizélisme qui saluaient, dans la victoire des Alliés, le triomphe de la « grande idée » hellénique. Et de fait, pendant de longs mois, les événements se déroulèrent à son gré ; son envoyé diplomatique Mirbach, et son agent de corruption patenté, Schenk, faisaient merveille. Venizelos, qui avait chassé le cabinet Gounaris, à la suite des élections de juin 1915, était congédié de nouveau le 8 octobre.

S'il renversait Zaïmis, le 4 novembre, il frayait en réalité la voie au cabinet Skouloudis, qui était bien plus mal disposé pour les « puissances libératrices ». La Grèce mettait le sceau à ses complaisances pour nos adversaires, en ouvrant sa frontière aux Bulgares, qui occupaient Ruppel le 28 mai... Mais cette fois, c'en était trop. Par un coup d'énergie, le 22 juin, la France, l'Angleterre, la Russie, auxquelles s'associait l'Italie, exigeaient le renvoi du gouvernement germanophile, la démobilisation de l'armée, et la convocation des électeurs. Ce fut une grave défaite pour l'Allemagne, qui perdait les ministres à sa dévotion : d'ailleurs Théotokis était mort, et le premier soin du nouveau cabinet Zaïmis, qui affirmait sa totale indépendance, fut de donner un long congé au général Dousmanis. Il ne nous appartient pas de prévoir quelle orientation prendra le peuple grec aux élections de cet automne : ce qui est sûr, c'est qu'Athènes est soustraite à l'emprise berlinoise.

La Roumanie jusqu'en 1914, était liée à l'Autriche, par un traité secret. Ce traité avait subsisté, en dépit du concours que le cabinet de Bucarest avait prêté, dans l'été 1913, à la Grèce et à la Serbie contre la Bulgarie, instrument des puissances centrales. Ce fut un conseil de la couronne, tenu au lendemain de la rupture des deux Empires avec la Triple-Entente, qui en prononça la déchéance. Depuis deux ans, les cabinets de Berlin et de Vienne n'ont négligé aucun effort pour cantonner au moins dans la neutralité le ministère Bratiano, s'ils ne pouvaient faire agir en leur faveur cette faible fraction du parti irrédentiste qui réclamait la Bessarabie à la Russie. Il semble même qu'ils aient garanti cette neutralité à la Bulgarie, à l'heure où Ferdinand de Cobourg consentait à épouser leur cause. Durant l'automne et l'hiver 1915, ils crurent avoir triomphé : M. Bratiano, en dépit des

négociations fructueuses pour son pays, qu'il avait poursuivies avec les Alliés, se montrait réfractaire à toute idée d'intervention. Mais les circonstances alors n'étaient guère propices, aux yeux de cet homme politique si froidement réaliste : dans les deux derniers mois, la fortune a évolué en Orient, au profit de la Russie et aussi de l'Entente. La Roumanie officielle s'inspire de considérations très simples : elle ne veut pas jouer avec de mauvaises cartes ; elle ne peut permettre que la lutte se termine, sans qu'elle ait fait un geste fécond en faveur de ses nationaux encore soumis à l'Autriche-Hongrie ; elle ne saurait tolérer que la Bulgarie, après avoir déchiré le traité de Bucarest, s'arrogeât la prépondérance dans les Balkans. Examinons les conjonctures présentes : en associant son action à celle des Alliés, M. Bratiano ou tout autre ministre roumain, joue sur une bonne carte, puisque tout retour offensif des Austro-Hongrois se révèle improbable, sinon impossible, et il n'a pas d'autre moyen d'affranchir la Transylvanie et de terrasser le péril bulgare. Quel que soit le silence où s'enferme la diplomatie de Bucarest, les Empires du Centre perçoivent assez clairement les éventualités en gestation. S'ils ont cru à une victoire locale quand, en avril dernier, ils ont conclu des accords économiques limités avec la Roumanie, ils comprennent maintenant la stérilité de ces conventions, dont la valeur politique était nulle. Trop d'indices s'accumulent dans les Balkans, pour qu'ils n'appréhendent pas l'entrée en ligne, — contre eux, — de nouveaux effectifs.

*
* *

Mais les douze mois écoulés depuis le 1er août 1915 leur ont valu d'autres déboires encore dans le monde des neutres. Si un seul Etat a osé, — sans prendre jusqu'ici les armes, proclamer son mépris des procédés germaniques, et proférer en face d'eux, le cri de l'humanité blessée, — (je veux parler du Brésil, dont la manifestation fut si éclatante le mois dernier), — d'autres ont su éluder les invitations, briser les manœuvres de pression parties de Berlin.

La Wilhelmstrasse a vainement essayé de se servir des « activistes » suédois. Certes les royaumes scandinaves, qui craignaient de graves atteintes pour leurs intérêts moraux et commerciaux, se sont rapprochés les uns des autres par des pactes tenus secrets, mais l'Allemagne n'a pas réussi à montrer que ces accords lui fussent particulièrement favorables. Lorsqu'elle a agité le spectre russe à Stockholm, elle en a été pour ses coûteuses menées. Si dans le Parlement suédois, quelques féodaux admirent encore le militarisme prussien, ils restent une infime minorité, que le gouvernement a dû désavouer.

L'affaire des colonels, qui émut si profondément les cantons helvétiques, a contraint la nation suisse à discuter toute une série de problèmes. Son unité n'a pas été brisée, mais au contraire les controverses, qui avaient surgi, ont attesté la gravité mortelle de tout schisme entre éléments latins et éléments alémaniques. L'épreuve, salutaire pour nos voisins, a tourné contre les Empires du Centre. Et quand l'Allemagne, en juin dernier, usant d'une autre procédure, a menacé la république de lui refuser les matières premières, si on ne lui envoyait pas à elle-même, en échange, des denrées alimentaires, quand elle a essayé de créer un conflit entre cette république et la nôtre, elle a encore compliqué son cas.

Elle n'a pas été plus heureuse en Hollande. Au début d'avril 1916, elle semait l'inquiétude dans cette contrée, en y dénonçant l'imminence d'un débarquement anglais. Le mensonge était trop évident, pour qu'il pût duper les Néerlandais : ils ne tardèrent pas à reconnaître que les précautions, qui leur avaient été suggérées, étaient superflues, du moins contre les Alliés, et l'on a constaté que depuis ce moment, l'esprit public à Amsterdam, à La Haye, à Rotterdam, devenait de plus en plus antipathique aux deux Empires.

C'étaient là les neutres secondaires, ceux dont la population est faible et la puissance militaire médiocre. Mais le plus grand des neutres, — qui n'était pas tenu ax mêmes ménagements — la République des Etats-Unis, a infligé aux Austro-Allemands des échecs qui méritent de faire date. Les gouvernements de Berlin et de Vienne, spéculant sur la patience, la prudence, la longanimité du président Wilson, multipliaient les complots sur le sol américain et les attentats sur mer. Quelque circonspect que fût le premier magistrat de l'Union, il a dû céder au courant d'opinion qui se déchaînait contre des crimes inqualifiables. Les actes qu'il a accomplis étaient d'autant plus retentissants, qu'il répugnait davantage, par tempérament, aux mesures extrêmes. Déjà le renvoi de l'ambassadeur autrichien, Dumba, et l'expulsion des attachés allemands, Boy-Ed et von Papen, constituaient des décisions humiliantes pour nos adversaires. La note de M. Wilson, en date du 20 avril, et qui enjoignait à l'Allemagne de cesser la guerre sous-marine, revêtait la forme d'un ultimatum. Le cabinet de Berlin s'inclina par force, le 5 mai, mais cette tardive capitulation ne lui valut aucun regain de popularité outre-Atlan-

tique, et il est significatif que les candidats des deux grands partis officiels à la Maison Blanche, M. Hughes, et le premeir magistrat sortant, aient dû flétrir en termes véhéments les menées progermaines, c'est-à-dire la propre politique du Kaiser.

Ce bilan diplomatique de l'année écoulée — quelque contrée qu'on envisage, — atteste le déclin de l'influence allemande, la croissance du prestige des Alliés : le monde est, dès à présent, libéré de la lourde domination morale, que le militarisme prussien faisait peser sur lui : aucune conclusion ne pourrait être plus réconfortante, aux yeux de ceux qui ont foi dans un renouvellement de l'humanité, après ce cruel et formidable cataclysme.

PAUL LOUIS.

CHARLOTTE W... [1]

Dimanche soir,

Vers la fin de l'après-midi, ne sachant trop où passer mon temps, j'étais allé au bureau de tabac installé sous la Martinstor pour causer avec la vendeuse qui est jolie fille et parle agréablement le français. On a besoin, de temps à autre, de se rafraîchir dans sa langue maternelle. Quand j'arrive, j'aperçois à travers la porte vitrée une silhouette qu'il me semble reconnaître. C'est Lotte. Si heureux que je fus de la revoir, j'ai tout de même marqué quelque désappointement de la trouver en si vive conversation avec cette petite grisette de buraliste qui fréquente un peu trop à mon gré les lycéens de Nancy qui viennent, avant l'examen de Saint-Cyr, prendre ici « un petit air d'allemand ». Il m'a paru que Lotte aussi était un peu décontenancée de m'apercevoir. Mais elle s'est vite reprise et après avoir tenu à trois une conversation aimable et banale nous sommes sortis ensemble, puis, comme sept heures approchaient, elle a accepté mon invitation de dîner à la « Germania ». J'ai constaté alors que, si elle avait été familière avec la vendeuse de tabac, elle se montrait réservée et presque méprisante à l'égard de la bonne qui nous servait. En revenant par des avenues obscures, elle ne m'a point refusé le baiser que j'ai maintenant deux raisons d'appeler « dominical ».

Mardi,

Je suis décidément amoureux et je mets à profit nos lectures pour lui faire connaître ma « flamme ». Aujourd'hui, nous avons expliqué le grand mot de « Schusucht » qui traduit un désir vague et d'une violence douloureuse. En contraste, j'ai développé cette idée qu'un amour véritable ne jette pas le Français dans une sorte de prostration, mais le rend plus sûr de lui-même, plus fier, plus audacieux. Elle m'a écouté, comme il arrive toujours quand j'effleure les points où l'âme française et l'âme allemande ne peuvent se rencontrer, avec un sourire hésitant, un peu inquiet, et, me semble-t-il, avec une lueur de curiosité dans le regard que je mets parmi « mes avantages ».

Mercredi,

Je lui ai lu l'article d'un journal munichois sur la fameuse loi Heinze qui, en voulant sauvegarder les bonnes mœurs, aboutit à ce résultat infâme qu'une jeune fille qui a commis une faute, peut extorquer de ses parents la dot qu'il lui plaît en menaçant de les dénoncer pour avoir favorisé son inconduite. Le journal racontait un cas de ce genre. Lotte ne semble point partager mon indignation : « Puisque c'est la loi », explique-t-elle. Il lui paraît évident qu'on peut sans scrupules profiter d'une loi, puisqu'on est bien décidé, dans tous les cas, à lui obéir. J'ai constaté, par ailleurs, que les Allemands poussaient le respect de la loi jusqu'à la plus odieuse délation.

Vendredi,

Combien nous différons les uns des autres, Français et Allemands ! Toutes les ressemblances d'éducation et même tout l'effort de rapprochement que peut engendrer, entre homme et femme, un commencement de sympathie réciproque, n'empêchent qu'on ne se heurte tout d'un coup de telle façon qu'il paraisse impossible de se comprendre. On a la sensation soudaine qu'un fossé vous sépare, pas très large peut-être, mais qui descend à des profondeurs insoupçonnées. Nous avons discuté aujourd'hui, à propos de la tragédie de Kleist, la légende de « Catherine de Heilbronn ». Cette héroïne allemande qui s'attache à son chevalier aussitôt qu'elle l'a vu, qui abandonne pour lui père et mère, qui ne se laisse point rebuter par ses mauvais traitements et qui accepte de lui les pires épreuves, cette femme comme Phèdre « attachée à sa proie », mais qui triomphe dans l'humiliation et la servilité, parce qu'elle n'est plus entre les mains de l'aimé qu'une chose inerte et passive, cette Catherine nous semble à nous Français, moins touchante qu'absurde. Elle révolte notre individualisme et je crois même, au cours de la discussion, avoir prononcé le mot

1) V. la *Revue Bleue*, n° 15, 1916.

d'hystérique. Lotte l'admirait sans réserve et si j'ai réussi à l'émouvoir, ou à la faire rire, j'ai parfaitement senti qu'au fond elle n'était point convaincue et qu'il n'y avait rien de plus sublime pour elle que cet abandon de la femme même quand il va jusqu'à la bassesse et l'oubli de toute personnalité

Samedi,

Je comptais l'emmener demain à Waldkirch, une petite ville voisine où l'on organise une « fête des costumes », dans l'intention sans doute de maintenir parmi les paysannes de la Forêt-Noire leurs mises originales. Je devrai y aller seul, car Charlotte est retenue à Fribourg par une visite.

Dimanche soir,

De retour de Waldkirch, je vais m'attabler le soir au restaurant Kopf afin d'entendre un peu de musique en dînant. Je venais de m'asseoir dans le jardin quand je vois entrer un couple : un bel officier en manteau gris et... elle, mademoiselle Lotte. Je m'abstiendrais de la salutation, mais elle m'adresse un gracieux mouvement de tête. Ils ne sont pas très loin de moi, et, mon repas fini, je suis obligé de passer près d'eux pour gagner la porte du jardin. Lotte en profite pour faire les présentations en français : « Mon fiancé, le lieutenant Göllingen. — Mon professeur de français. » Elle a l'air tout à fait à son aise. Le lieutenant, un bel homme, du reste, s'incline avec raideur : « Enchanté, monsieur. » Et me toisant de haut en bas, il me demande si mon élève fait des progrès. « Vous pouvez vous en rendre compte vous-même ! » Je salue et m'en vais, profondément vexé.

Lundi,

La déception a été forte, mais je commence à me remettre. Lotte est venue comme d'habitude. Sur un ton aigre-doux, je lui ai présenté mes félicitations. Elle m'a raconté alors l'histoire de ses fiançailles, fort posément et comme s'il s'agissait d'une affaire ordinaire. Ils se sont connus à Genève. En terminant elle m'a dit que son fiancé lui avait fait certaines recommandations au sujet de son travail et m'a montré des notes qui étaient sténographiées. Connaissez-vous la sténographie? m'a-t-elle demandé. Non. Aussitôt elle a étalé ses notes sur la table et nous avons travaillé sur les indications du lieutenant. J'y ai mis toute la mauvaise grâce possible, mais elle n'a pas paru s'en apercevoir.

Mardi,

Décidément, je vais m'en aller de Fribourg. Cette résolution à peine formée, je l'ai communiquée à Lotte. Elle a exprimé quelques regrets de politesse. « J'espère que nous nous retrouverons en France. » Puis elle a redoublé d'ardeur au travail, mettant en quelque sorte les bouchées doubles, comme si elle craignait de ne pas assez profiter des heures que je peux lui consacrer jusqu'à mon départ.

Jeudi soir,

Tout à l'heure en allant à la gare saluer un ami de passage, j'ai rencontré la madame Berger qui causait sur le quai d'une façon tout à fait confidentielle avec un grand monsieur sanglé qui doit être de la police.

Samedi,

Pour mon dernier dimanche, j'obtiens d'elle qu'elle m'accompagne dans le « Glottertal » où je dois rencontrer un instituteur que j'ai connu jadis en France. Elle ne s'est point fait prier et je lui trouve aujourd'hui un air plus que décidé, « frech », comme on dirait en allemand.

Dimanche soir,

Notre dernier jour s'est bien passé. Nous avons pris le train jusqu'à Denzlingen, puis après le déjeuner, à l' « Arbre vert », une voiture nous a emmenés à travers les villages fleuris du Glottertal. Lotte était fort gaie, même exubérante. A l'auberge du « Soleil » elle a scandalisé un peu mon ami l'instituteur, qui représente assez bien l'Allemand d'autrefois, modeste, confiant et peu causeur. Le soir, sa gaieté est tombée subitement. Dans le train, elle s'est appuyée un moment contre moi et fermant les yeux elle a murmuré : « J'ai peur ». Il faisait nuit noire quand nous nous sommes séparés au coin de sa rue. Un dernier baiser... dominical, puis elle m'a quittée brusquement. « Envoyez-moi des cartes postales. » Ce fut un dernier adieu.

Mes notes mises au clair, je relis l'entrefilet du journal :

« Aujourd'hui, la police de notre ville a arrêté une femme fortement suspectée de pratiquer l'espionnage pour le compte d'une puissance belligérante. Elle a fait déjà de fréquents séjours en France et en Suisse. Dans les divers hôtels où elle est passée, elle a donné comme nom : « Charlotte Weinert, Wiegond, Wiemer. » On la soupçonne d'être en relations avec le lieutenant G..., bien connu dans les milieux où l'on s'occupe d'espionnage. »

JEAN DU VERNAY.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 17 — 2e SEM. 54e ANNÉE 2-9 SEPTEMBRE 1916

UN ORATEUR JUGÉ PAR UN HOMME D'ÉTAT

Le " Lamartine " de Louis Barthou (1)

Ici, on le sait, nous ne servons aucun parti politique. Nous ne sommes à la remorque d'aucune personnalité, si forte et si puissante soit-elle, car nous estimons qu'une grande Revue est au-dessus de toutes les personnalités et que c'est de gaîté de cœur compromettre son indépendance que la subordonner à des visées individuelles, si intéressantes puissent-elles paraître en elles-mêmes. Nous n'avons souci que d'une chose, et c'est précisément de cette indépendance, dont nous invoquons le bénéfice dans l'ordre politique autant que dans l'ordre littéraire. Un jour qu'il nous convint d'écrire à cette place, à propos d'un ancien Président du Conseil, fameux par ses agitations domestiques et les louches menées de sa politique financière, que « l'acquitté d'hier demeurait le flétri d'aujourd'hui », l'administration préposée à l'éducation des jeunes gens nous fit savoir, bien que la Censure eût laissé passer les termes, que nous avions par là manqué à la neutralité politique, comme si le privilège de l'Union sacrée pouvait s'étendre à la personne des misérables qui travaillèrent à l'encontre des intérêts du pays ! C'était là pour nous émouvoir médiocrement, en vérité, bien au contraire pour nous inciter à poursuivre dans la voie droite que nous avons choisie et qui restera nôtre !

Nous n'en demeurions donc que plus libres pour exprimer notre pensée le jour où l'on écartait du pouvoir, intentionnellement et perfidement, l'homme qui, par la ténacité de son effort, avait doté la France de la loi de trois ans. Non seulement on commettait là un attentat contre l'Union sacrée, mais contre l'intérêt même du pays, puisqu'on le privait des services de celui auquel il fut le plus redevable dans la période qui précéda la guerre. C'était tout à la fois une injustice et une ingratitude, dont la victime devait nécessairement souffrir d'autant plus qu'en lui le besoin d'action est plus grand, plus impérieux et commandé par des circonstances sans analogues avec celles qu'il traversa jamais. Depuis cette date, M. Barthou essaya de rentrer dans l'action par des moyens que sans doute il eût été plus habile de ne pas employer — l'habileté n'est pas le fait des impulsifs, et ce Béarnais est un grand impulsif, qui toujours obéit à de brusques déclanchements ! Peut-être eût-il été plus sage de se mâter, de se réserver, d'attendre son « heure » — cette heure qui toujours arrive à qui sait patienter ! Mais le moyen, je vous le demande, de comprimer les battements du cœur quand l'émotion est trop forte !... oui, je le demande de bonne foi à tout homme appartenant à la classe des émotifs ! Le moyen aussi d'empêcher un chien de chasse d'utiliser les sens merveilleux que la nature lui départit ! Un homme

(1) *Lamartine orateur*, par LOUIS BARTHOU.

d'action, né pour l'action, c'est un de ces vigoureux limiers que nulle laisse ne maintient à l'attache et celui qui, des yeux, a suivi les événements avec la conscience de pouvoir être l'homme de la situation, nourrit en son cerveau des impressions et des images qui l'emporteront toujours sur les froids calculs de la raison.

Un jour, il m'en souvient, M. Barthou me montrait sur sa table le dossier des documents qui servirent à la composition du *Lamartine*, ce *Lamartine* qu'il présente aujourd'hui au jugement du public : « Voilà, me dit-il, qui console de bien des amertumes et qui suffit à emplir la vie ! » M. Barthou se trompait, il tâchait à s'illusionner lui-même : c'est le geste artificiel que l'on ajoute à l'intonation, par où l'on tente de se suggestionner. Comme un homme qui, passionnément, aima une femme et, momentanément, est abandonné par elle, il se jetait aux bras de cette nouvelle maîtresse dont il attendait les plus douces consolations. Et je ne conteste pas la douceur de l'intérim... Mais ce n'est jamais qu'un intérim ! Que revienne la bien-aimée — et elle reviendra sûrement — avec quel élan s'accomplira la volte-face ! M. Barthou n'est point écrivain-né, mais *orateur-né*, à n'en point douter, et homme d'action.

*
* *

J'ai dit que M. Barthou était orateur-né, je n'ai point dit qu'il fût toujours habile — car là encore, à la tribune plus qu'ailleurs, son extrême nervosité, son absence de main-mise sur lui-même est son pire ennemi. Ce qui lui manqua, ce fut l'*alter ego*, le conseiller clairvoyant qui eût été pour lui comme sa conscience vivante et ne lui eût pas épargné les critiques. Son talent était digne de rencontrer un tel mentor, et pourquoi faut-il qu'à cette heure unique, irremplaçable de la formation, il ne l'ait pas rencontré ? On discerne en lui un défaut de psychologie politique que, pour ma part, je n'ai jamais pu m'expliquer, ou plutôt si... c'est affaire de caractère, d'impulsivité méridionale. Il n'a pas appris à dominer ses nerfs, à se composer une attitude qui lui confère un ascendant décisif sur la matière parlementaire qu'il lui faut pétrir et malaxer ! Mieux que personne, je comprends son mépris pour tout ce monde-là. Mais pourquoi ne pas le mieux dissimuler ? Car un chef de gouvernement a besoin de ceux-là même qu'il méprise. Voyez son rival heureux, Briand, avec ses mains toujours tendues en avant et qu'il rapproche d'un geste large comme s'il bénissait son auditoire ! Pense-t-on que son mépris soit moindre pour ceux dont il s'agit d'obtenir les voix ? Aucunement..., mais il excelle à le cacher. Tandis que lui, à peine a-t-il commencé, la mauvaise humeur est peinte sur son visage. Il s'adosse à la tribune...,, tel le sanglier prêt à foncer sur le chasseur.

Quand même, c'est un bel orateur, aux arguments topiques et convaincants. Lorsqu'il ramassait en un faisceau serré les raisons impérieuses militant en faveur de la loi nouvelle et des sacrifices que les Français se devaient imposer s'ils voulaient continuer de vivre, tout cœur bien placé sentait qu'il venait de préciser les destinées de la patrie. Même à cette heure si grave où l'attention ne pouvait aller à la forme du discours, mais à la qualité des arguments, comment n'être pas sensible à la pureté d'une langue qui jamais ne fait un faux pas, qui dans le développement des plus larges périodes retombe toujours sur la cadence exigée par l'oreille et satisfait à la loi du nombre que tout auditif porte en soi, langue d'un orateur qui aime la musique et qui s'y connaît très supérieure quand il parle à ce qu'elle est quand il écrit, car, je le répète, il est orateur-né, et l'on ne saurait être à la fois écrivain et orateur. Il faut choisir... ou plus exactement, c'est la nature qui, pour nous, fait son choix.

*
* *

Nul commentateur n'était plus qualifié que lui pour entretenir le public de ce sujet jusqu'alors inédit : *Lamartine orateur*. Il rappelle le mot de Louis Veuillot, qui, n'en déplaise aux catholiques ultra, nuance *Univers*, ne brilla pas toujours par l'intelligence : « Un peuple qui donne la parole aux poètes sur les affaires de l'État est un peuple abêti », et l'idée maîtresse de son livre, celle qui circule à travers ces 400 pages, comme un thème aux développements multiples, c'est que précisément Lamartine montra, en maintes circonstances, un sens politique, même une vue prophétique de l'avenir supérieures à ceux de ses contemporains illustres. Tous, d'ailleurs, ne s'étaient pas trompés sur son compte, puisque Molé lui écrivait : « Vous vous surpassez toujours. Jamais je ne vous avais autant admiré. Je jouis de vous voir le plus grand orateur de notre tribune. Je vous avais deviné et prévu en moi-même depuis longtemps. » Arago lui disait : « Vous êtes le premier orateur parlementaire qui ait paru en France. »

N'importe, ce n'est jamais sans résistance, dans notre pays tout au moins, que l'opinion se résout à sortir un homme de la spécialité où il reçut sa consécration et à lui reconnaître un don

qui, tout au moins dans l'apparence, contredit cette spécialité. Le chantre langoureux d'Elvire, qui n'avait eu ni la nervosité passionnée d'un Musset, ni la hauteur intellectuelle d'un Vigny, ni le relief éclatant d'un Hugo, celui dont Gustave Flaubert, qui ne pouvait pas le sentir, écrivait si drôlement dans sa Correspondance : « La vérité demande des mâles plus *velus* que M. de Lamartine » ; il est advenu que le père de la mollasse Graziella, « cette histoire d'amour où la principale chose est tellement entourée de mystère que l'on ne sait à quoi s'en tenir, l'union sexuelle étant reléguée systématiquement dans l'ombre » (1), ce poète, qui excellait dans le mystique et le langoureux, sut trouver d'énergiques accents pour défendre les réalités où se rattachaient les intérêts du pays, et qu'en mainte circonstance, il eut une vision prophétique de l'avenir, bien faite pour déconcerter les esprits à courte vue qui ne distinguent pas plus loin que le bout de leur nez.

Il valait de le montrer ; c'est ce que M. Louis Barthou a fait avec une surabondance de preuves et de documentation qui honore sa conscience d'écrivain. La nature humaine est pétrie de contrastes, et toute la psychologie — combien peu de personnes s'en doutent ! — c'est justement de doser les éléments qui composent une mentalité et constituent la lutte, souvent dramatique, des tendances qui, tour à tour, l'emporteront. De tel homme vous entendez dire : « Comme il est énergique ! » — Pour telle chose, j'y souscris... Mais si faible pour telle autre ! Rappelez-vous Brunetière, si volontaire et si entêté dans son effort, si obstiné dans sa ligne de conduite..., si lâche en face de son impérieuse maîtresse..., j'entends la malheureuse cigarette qui infectait sa gorge et qu'il roulait encore machinalement, quand déjà nul son n'en sortait plus ! — D'un autre, on dira : « C'est un modèle d'époux et qui n'a jamais failli ! »... Attendez un peu : qu'il rencontre sur son chemin, par accident, la femme qui saura parler à son cœur ou faire vibrer ses sens jusqu'alors endormis, il sombrera dans des folies d'autant plus graves qu'elles seront pour lui une révélation nouvelle ! Et ce que nous disons de l'homme est, hélas ! tristement vrai aussi de la femme ! Ici les grandes théories pastoriennes qui ont renouvelé la science trouvent leur application jusque dans l'ordre moral ! Comme la vie d'un organisme est subordonnée à la lutte incessante des colonies microbiennes qui se combattent en lui, la vie morale d'un individu est dépendante de la double force essentielle qui, alternativement, peut être victorieuse ou vaincue, que la Religion symbolisa par l'ange du Bien et du Mal, la Poésie par l'Elisabeth et la Vénus du *Tannhaüser*.

Comment n'en serait-il pas de même dans l'ordre intellectuel ? Et pourquoi la faculté de rêverie inhérente au poète ne pourrait-elle s'accorder, dans telles circonstances voulues, avec une vision précise des réalités qui, parfois, le servira mieux que les spécialistes les plus autorisés ? On sera convaincu de cette vérité en lisant le *Lamartine* de M. Barthou. Les lecteurs de cette Revue en savent quelque chose, puisque dans le chapitre intitulé : *Lamartine orateur d'affaires*, ils ont pu voir comment, sur les questions les plus importantes pour l'avenir de la France, celles de la conversion de la Rente, des chemins de fer, alors inexistants et sur laquelle M. Thiers soutenait les opinions les plus ridicules, en vérité dignes d'un Joseph Prud'homme ou d'un Homais, sur la question des mines également, Lamartine affirma des vues véritablement prophétiques, et sut voir plus clair que des hommes politiques spécialisés tels que Jules Grévy, Molé ou Thiers. C'est là une curieuse ironie et qui intrigue la routine. Gardons-nous pourtant de généraliser et de conclure du cas de Lamartine à celui d'un autre poète, car nous irions au-devant des plus vives déceptions. Je n'en veux pour preuve que celui de Victor Hugo.

*
* *

M. Barthou avait la partie belle quand il opposait les visions prophétiques du chantre d'Elvire aux vaticinations du poète des *Contemplations*. Voyons un peu et comparons les documents.

A la date de 1871, 1er mars, on discute à l'Assemblée nationale des conditions de la paix..., la *paix allemande*..., celle que nous ne ferons pas en... 1917. Victor Hugo monte à la tribune. Il évoque l'heure où la France pourra prendre sa revanche. Suivez la vision prophétique du poète :

— « On la verra, déclare-t-il, d'un bond ressaisir la Lorraine, ressaisir l'Alsace. Est-ce tout ? Non, non... Saisir Trèves, Mayence, Cologne, Coblentz ».

Suivez bien sa pensée :

— « Et on entendra la France crier : C'est mon tour. Allemagne, me voilà ! Suis-je ton ennemie non... je suis ta sœur ! J'ai tout repris et je te rends tout ! à

(1) C'est encore Flaubert qui parle, dans une très curieuse lettre écrite à propos de *Graziella*. Il est à noter d'ailleurs que Lamartine, qui en littérature glissait sur les réalités, eut *en fait* de très réelles et très solides amours. C'était un autre *velu*, ou *poilu*, dans la vie que dans l'art.

une condition. c'est que nous ne ferons plus qu'un seul peuple, qu'une seule famille, qu'une seule *République*, — naturellement! Plus de frontières! le Rhin à tous! ».

Telle est l'exactitude de vision du prophète. Comprend-on maintenant comment la Politique qui fut faite à la suite, et la pire Politique, était déjà en germe dans le cerveau du poète. Jamais la démence jaurésiste et les rêves insensés de cette cervelle embrumée de visions fausses ne dépassa cet extraordinaire et invraisemblable morceau. Jusqu'à quel degré de déraison l'ivresse de la Fraternité et la folie démocratique peuvent aliéner de lui-même un poète, nous le touchons ici du doigt ! Jusqu'à quel point la griserie des mots et l'unique vision des *contrastes* sont habiles à lui voiler le sens des *réalités* profondes, à abolir à ses yeux la spiritualité, je ne crois pas qu'il en existe un document plus certain ! N'est-ce pas Baudelaire qui écrivait de lui, avec quel sens merveilleux de son génie ! « M. Victor Hugo est un *grand poète sculptural* qui a les *yeux fermés à la spiritualité* ». Quelle formule décisive, et comme nous saisissons mieux encore le fonctionnement de ce mécanisme automatique qui suscitait en lui les images visuelles et ordonnait les contrastes ! Si la psychologie est faite de nuances. Hugo ne pouvait être que le plus déplorable des psychologues. « *Bête comme l'Himalaya !* », disait de ce génie Leconte de Lisle. Evidemment, le jugement est dur... A-t-il même été prononcé par Leconte de Lisle ? Dur..., mais combien équitable ! surtout si l'on songe à la disproportion de sa « carrière » avec celle des illustres rivaux que la destinée lui suscita : Lamartine, Musset et Vigny.

Un soir que je suivais avec mon ami Barrès l'avenue Victor-Hugo, comme nous passions devant le monument du poète de qui l'emplacement seul, dans le prolongement de l'Arc de Triomphe, indique la formidable importance et l'intention qu'on y attacha : « Songer, mon cher ami, me dit-il, que cet homme a traversé presque un siècle ! » D'accord, mais là n'est pas l'unique raison de sa renommée sans égale. Il y faut ajouter le concours des circonstances. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'esprit de justice qui palpite en tout cœur bien né proteste contre cette iniquité du sort et le jour, où un homme d'Etat rend à Lamartine un hommage de la qualité de celui que nous avons sous les yeux, ne semblera pas mal choisi pour, une fois de plus, remettre les choses au point. La Politique, la détestable et avilissante Politique, ici comme ailleurs, contribua à fausser le sens des réalités, à immoler les plus pures gloires sur l'autel de celle-là, et dans la mesure même où elle se mélangeait d'impuretés ! Très justement, notre colllaborateur Péladan me faisait observer un jour devant le *Victor Hugo vieux* de Bonnat, — lequel excelle, il est vrai, à vulgariser tout ce qu'il touche — que le vieillard, de qui la silhouette avait de l'allure et de la noblesse vers la cinquantaine, — voir le médaillon de la Comédie Française — donnait là tout juste l'impression d'un entrepreneur de maçonnerie enrichi. Il y faut voir un effet de la Politique et de la fréquentation des Comités électoraux. Tout un parti, à vrai dire, se trouvait intéressé à sa glorification, et ce n'étaient pas seulement des hommes politiques qui, pour leur cause, sentaient la valeur d'une telle caution : c'était aussi bien tout un groupe littéraire, ceux notamment pour qui l'exploitation, la mise en coupes réglées d'un grand nom est toujours d'un profit certain. Une des plus illustres victimes de Victor Hugo, Barbey d'Aurevilly, qui avait eu le tort de voir clair dans son jeu et qui eut à pâtir cruellement de sa brutale sincérité — car ce fut Hugo qui organisa autour de lui cette conspiration du silence, plus redoutable que celle des attaques, — d'Aurevilly a sur cette classe de thuriféraires un mot terrible et magnifique qui sera notre conclusion : « Race de parasites qui se choisissent un grand homme pour se nicher dedans et en vivre ; pucerons tapis dans le pli de pourpre de quelque célébrité ! » Innombrables, faut-il le dire, furent les pucerons qui sucèrent la gloire du poète..., et l'on en pourrait citer, aujourd'hui encore, qui, maigres par eux-mêmes, se nourrissent des seules dessertes de la table !

*
* *

D'ici à quelques mois, — quand les choses seront rentrées dans l'ordre, — M. Louis Barthou recevra la récompense chère à tout homme célèbre, surtout s'il est de tradition et de mentalité latines. L'Académie grandit et consacre, puisqu'elle vous fait « le confrère, non seulement d'une élite vivante, mais encore de tous vos prédécesseurs, le confrère, après leur mort, d'une suite incomparable de poètes, de savants, de philosophes, de politiques, de prêtres et de grands seigneurs qui ont travaillé à constituer la société française » (1). Elle nivelle aussi, puisqu'elle vous rapproche de quelques rares, mais incontestables médiocrités... Il la devra, cette récompense, à l'éclat de sa car-

(1) Début du Discours de Maurice Barrès à l'Académie.

rière, à l'intégrité d'une vie politique qui se refusa toujours à ce que l'on appelle « les affaires », enfin, et par-dessus tout, au service inoubliable rendu à la France durant son dernier et trop bref ministère. Ce sont là des titres magnifiques et plus que suffisants : son *Mirabeau* et son *Lamartine* viendront s'y ajouter, mais la sanction eût été identique, quand bien même ils n'auraient pas été écrits ! Pour le reste, il n'a qu'à patienter, — ce qui lui est le plus difficile..., — et la bien-aimée reviendra !

PAUL FLAT.

L'EFFORT INDIEN (1)

Au bout de quelques mois de guerre, l'Allemagne, du moins ceux qui la gouvernent, en étaient arrivés à se repentir de l'avoir déclarée et à en vouloir rejeter sur nous et sur nos alliés la responsabilité. Après deux années, les voici plus loin sur la route des regrets et des remords. Ils savent maintenant que, décidément, la victoire leur a échappé, et des documents irréfutables démontrent qu'ils s'attendent à la défaite, si nous avons le rude courage de supporter, le temps qu'il faudra, soldats, des fatigues, des épreuves et des souffrances vraiment insupportables, et, civils, le fardeau cuisant de l'inaction et de l'angoisse, afin de conquérir une paix digne de nous et à la hauteur de tant de sacrifices faits à la cause de la liberté : la nôtre, et celle du monde. Dès ce moment, on le perçoit déjà, l'Allemagne en est à chercher des consolations à son amour-propre. Elle va tenter de prouver — l'histoire discutera plus tard ses chiffres et ses arguments — que les Empires centraux et leurs déplorables alliés, Turcs et Bulgares, ne pouvaient être vaincus que par une coalition de la moitié de l'Univers. Mais ce qu'elle ne peut encore s'expliquer, c'est pourquoi, en effet, la moitié de l'univers a cru devoir et a pu se coaliser contre elle. Tout ce qu'elle croyait connaître de l'histoire intérieure des peuples, c'est qu'ils étaient — tous sauf elle — affaiblis, déchus, divisés, mécontents, et que cette guerre, qu'elle allait déchaîner, à son tour déchaînerait des révoltes et des trahisons, sous le coup desquelles la résistance de ses ennemis serait moindre et, partant, sa victoire plus certaine. La France anémiée par ses vices et énervée par ses querelles l'Angleterre captive d'intérêts grossiers et défiante de l'Irlande et de mainte autre possession, la Russie rongée par l'anarchie, paralysée par la Bureaucratie et désorganisée par la trahison, voilà — à supposer que la Triple-Entente se maintînt jusqu'à la guerre — ce qu'elle pensait devoir rencontrer en face de la volonté saine et forte d'elle et de ses auxiliaires soumis. Placée entre ses ennemis et les séparant, opposant à leur pluralité et à leurs divergences son unité puissante par le commandement et l'action, elle les réduirait tôt à mendier la paix. Et voici qu'elle a vu se dresser, outre le monde des neutres, dont la conscience s'est réveillée devant tant de forfaits, une France unie et héroïque, une Angleterre promptement décidée à des efforts jamais entrevus, une Russie sachant se concilier ses peuples, secouer sa Bureaucratie et étouffer la trahison, tandis que l'Empire Britannique, prodigieux assemblage de 450 millions d'habitants bigarrés, qui devait se rompre ou spontanément se délier au premier choc, montrait une consistance et une volonté d'union inébranlables et apportait à la Métropole des secours qui dépassent non seulement les froids calculs de ceux qui raisonnent, mais les espoirs des plus optimistes. Et c'est cette unanimité des Alliés — précisément à cette heure, elle se manifeste par ce qu'on a si justement dénommé l'unité de front et l'unité d'action — qui ruine les plans de l'ennemi et nous garantit un triomphe, dont rien ne reste plus incertain que l'heure à laquelle il viendra, je ne dis pas rassurer nos inquiétudes, mais calmer nos impatiences et consoler nos tristesses.

Un Comité s'est constitué pour instruire trop de personnes insuffisamment informées de ce qu'ont été ces Efforts des Alliés. Déjà quelques-uns ont dit, M. Herriot : l'Effort Russe ; M. Louis Barthou : l'Effort italien; d'autres diront : l'Effort de l'Angleterre, et celui de la France et de ses colonies ; j'ai été chargé de l'agréable mission de retracer l'Effort de deux parties de l'Empire Britannique : l'Union Sud-Africaine et l'Inde.

Certes, si quelque part les prévisions des Allemands pouvaient leur sembler avoir quelque chance de se réaliser, c'était dans l'Inde et dans l'Afrique du Sud. Dans ces deux pays, existaient peut-être — ils pouvaient du moins se le figurer — des causes de mécontentement et de désaffection ; ils pouvaient espérer y trouver des ennemis du joug anglais qui viendraient à eux, heureux de profiter de leur assistance et de la guerre qu'ils auraient déchaînée.

Qu'est-ce que l'Union Sud-Africaine ? C'est, réunies et soudées par la volonté impérieuse de la

(1) Conférence donnée dans la série : *L'effort des Alliés.*

Grande-Bretagne, des provinces autrefois distinctes et des populations si indépendantes qu'à mainte époque elles avaient été jusqu'à abandonner leurs foyers et à chercher au loin des terres neuves où se constituer librement en Républiques autonomes. Le Cap, origine et principal facteur de l'Union, était une antique possession de la Hollande, où longtemps avaient vécu côte à côte quelques rares Huguenots, types éminents de notre race, réfugiés après l'Edit de Nantes, et, infiniment plus nombreux, des Hollandais, transformés bientôt dans cette vaste Afrique du Sud en pasteurs : les Boërs. Pour son malheur, la Hollande était devenue une sorte de province de l'Empire de Napoléon, et l'Angleterre avait opportunément, au début du XIXe siècle, occupé quelques-unes de ses admirables colonies, desquelles elle avait, à la paix, plus opportunément encore, retenu Ceylan et Le Cap, qui jalonnaient la route d'alors de l'Europe vers l'Inde. Au bout de peu de temps, le voisinage des Anglais avait gêné les Boers, qui s'étaient exilés les uns vers l'Est, fondant l'Etat de Natal, les autres dans le Nord, se constituant en Etat libre d'Orange, ou encore, par delà la rivière Vaal, au Transvaal, en République indépendante. Je n'ai pas à retracer ici ni cette fuite vers la liberté, ni les luttes, au cours d'un demi-siècle, pour conserver une autonomie chèrement achetée, ni la guerre durant laquelle les Boers résistèrent si longtemps avec le plus héroïque courage. Redouterions-nous de rappeler ces faits ? Les Anglais, avec leur esprit loyal, ont rendu pleine justice à leurs adversaires d'hier. C'est un peuple auquel on peut parler même de ses erreurs parce que, lui-même, les confesse et les répare.

Ces erreurs, aussi bien qu'eux, les Allemands les connaissaient, et ils avaient tâché d'en tirer parti. L'histoire démontrera certainement que leurs excitations ont contribué à allumer la guerre des Boers. Ce qu'elle a déjà aperçu et révélé, c'est que, depuis cette guerre, ils ont cru possible de désagréger l'Union Sud-Africaine. Etablis tout contre elle, dans leur colonie du Sud-Ouest Africain, ils ont, de longue main, préparé, au sein de cette Union, parmi ses membres les plus récents, évidemment les moins consentants, des causes de discussion, des motifs et des occasions de trahison, acheté des consciences, flatté des vanités, entretenu des orgueils, qui, en cas de guerre, appuieraient leurs entreprises et désorganiseraient la défense.

Nombre de simples paysans, Boers d'origine, encore pleins de ressentiment contre la récente domination anglaise, ont été excités, entretenus dans leur haine, convertis aux idées de révolte, et habitués — on s'en aperçut durant la guerre — aux méthodes allemandes de ruse, de fraude et de cruauté. Des chefs, dont quelques-uns s'étaient glorieusement conduits dans la guerre d'Indépendance, comme l'illustre de Wet, d'autres comme le général Beyers et le jeune colonel Maritz, ont été approchés, circonvenus, séduits, et finalement déterminés à saisir la première opportunité de soulèvement. Le général Beyers, commandant des troupes nationales, s'était rendu à Berlin pour étudier l'art de l'organisation militaire, et en était revenu infecté de la morgue prussienne et prêt à toutes les vilenies. Maritz, aussi, y avait été appelé, retenu, flatté. De retour chez eux, ils avaient osé tenter d'entraîner le vieux de la Rey, noble vétéran de la liberté, au cerveau affaibli, et risqué de compromettre son honneur.

Quand éclata la guerre européenne et qu'on apprit que l'Angleterre tenait pour nous contre l'agresseur, les complices aussitôt entrèrent en scène. Maritz, aimé et protégé de Botha et qui avait, au premier jour, reçu du Gouvernement de l'Union des sommes importantes pour lever sans retard un régiment qui irait sur la frontière barrer la route aux Allemands, tandis que l'armée nationale s'organiserait, marchait directement contre les Anglais, sur l'ordre même, disait-il, de Botha et de Smuts, le Président du Conseil, et le ministre de la guerre. Beyers, de son côté, commandant en chef de cette armée nationale, qui avait auparavant trouvé le moyen, dans un feint accès de généreuse confiance, de laisser définitivement aux Burghers du Transvaal, 60.000 fusils à eux jadis remis, à titre temporaire, pour se défendre contre une sédition anarchiste, les excitait à s'en servir contre la domination anglaise et usait aussi, pour les décider, du même nom de Botha.

Malgré tant de précautions, les conjurés devaient échouer. Le vieux de La Rey, acheminé sous divers prétextes, par Beyers et le général Herzog, vers la frontière allemande, où ils devaient retrouver des officiers ennemis, était tué, dans son auto, par un gendarme sur l'injonction duquel le chauffeur avait refusé de s'arrêter. Beyers bientôt se noyait par accident. Un chef comme Kemp, qui était allé, avec Maritz, au-devant des officiers allemands, ne tardait pas, exaspéré par les procédés de ces officiers, à faire spontanément sa soumission avec tout son commandement. De Wet était pris après une fuite éperdue. Botha assumait le commandement d'une armée, entrait dans la colonie allemande et forçait, le 9 juillet 1915, les Allemands à capituler. Bientôt la tranquillité dans l'Union Sud-Africaine était telle que le général Smuts, Ministre de la

Guerre, pouvait quitter son poste et s'en aller combattre l'Allemagne chez elle, en Afrique Orientale, dernière de ses colonies où pour peu de temps flotte encore son drapeau.

L'Union Sud-Africaine avait donné à l'Empire 80.000 de ses citoyens et de ses sujets qui s'étaient volontairement soumis aux plus rudes fatigues, marchant sous un rude climat, à travers des déserts de sable, au taux parfois de 70 kilomètres par jour ; les défections avaient été rares et peu importantes, les soulèvements promptement réprimés, les Allemands chassés d'abord du sol de l'Union, puis bientôt refoulés chez eux et dépossédés de leur domaine du Sud-Ouest, qui, annexé à l'Union Sud-Africaine, en est, dès à présent, on peut l'affirmer, partie indissoluble.

Que s'était-il donc passé ? En quoi les Allemands s'étaient-ils donc mépris ? En ceci que, comme chez nous, comme en Angleterre et en Russie, ils n'avaient vu que ce qui flattait leur appétit impatient de destruction et de conquête, les parties gâtées et non les parties saines : la France avec sa politique de partis, sa prétendue frénésie de tango et sa littérature immorale que recherche de parti pris l'Exportation ; l'Angleterre avec son mercantilisme, son pacifisme et sa main rude et oppressive ; la Russie avec ses anarchistes, ses Pogroms, sa bureaucratie corrompue, son aristocratie indifférente et certains de ses Russes à demi-Allemands prêts à toutes les trahisons. Mais ils avaient obstinément fermé les yeux sur ce qui était intact et pur : notamment chez nous, sur le monde du travail probe et économe, sur la famille étroitement unie et de mœurs impeccables, et sur un patriotisme qui, d'âge en âge, s'est transmis à des générations qui ont pu différer sur tout, sauf sur le culte impénitent de la patrie. De même, dans l'Union Sud-Africaine, ils n'avaient rien compris à cette politique autoritaire et exclusive de l'Angleterre qui, jamais ni nulle part, n'accepte, ni ne tolère de partage avec les Blancs, pas plus aujourd'hui au Cap que jadis au Canada, mais qui, une fois le drapeau de l'Angleterre hissé et respecté, admet, accueille, encourage toutes les convictions et toutes les croyances ; si bien que, dix ans après cette guerre détestable, l'Angleterre victorieuse accordait une charte libérale et généreuse à tous les peuples de l'Union et permettait que l'on appelât au poste de premier Ministre l'adversaire redouté de jadis, devenu le défenseur respectueux de l'ordre et du loyalisme, l'illustre général Botha. Cette magnanimité intelligente avait plus fait que les menaces et les répressions pour ramener les esprits. D'autre part, les Sud-Africains se rappelaient bien cette retentissante dépêche de l'empereur Guillaume au président Kruger, qui avait excité tant d'espérances vaines : ils ne se laisseraient pas tromper deux fois. Aussi, en dépit de souvenirs infiniment douloureux, les irréconciliables étaient restés rares ; la masse s'était dit qu'après tout, on pouvait travailler, s'enrichir et vivre à l'ombre d'une domination honorable, et l'Union peu à peu s'était faite, non pas seulement sur le papier, mais dans les cœurs.

*
* *

L'invasion de la Belgique, les scènes de vandalisme et de pillage reproduites par le Cinéma et commentées par deux Délégués du Gouvernement belge avaient éclairé les plus aveugles ; si bien que, contre l'attente d'observateurs dénués de tact, l'Empire-Uni et l'Union Sud-Africaine, conviés à reconquérir leur indépendance avec l'aide de l'Allemagne émancipatrice, avaient spontanément préféré se dresser avec le reste du monde, contre l'oppresseur avéré de toutes les libertés.

*
* *

Il semble que l'Inde aurait dû réserver un autre succès aux intrigues allemandes. C'est l'opinion qu'on s'est sûrement faite quand on a lu certains journaux et brochures de l'Inde, et écouté les déclamations d'une fraction de la jeunesse indienne (non pas des intellectuels véritables — il en est qui ont été *senior Wranglers* dans les vieilles universités anglaises — qu'un savoir plus profond a mieux éclairés sur les vrais intérêts de leur pays). Mais quand on a pénétré dans son histoire à la fois glorieuse et humiliée, et, d'autre part, dans sa constitution intime, dans ses divisions innombrables, et ses institutions séculaires et surannées, voici ce que l'on a pu constater.

Un pays, aujourd'hui, de 320 millions d'habitants : 43 races et nationalités, qui parlent 147 idiomes différents, dont une cinquantaine sont de véritables langues, et professent une demi-douzaine de religions, dont les deux principales comptent : l'Hindouisme, 210 millions de sectateurs, et l'Islam, 65, sans parler de l'Animisme, vague culte rendu aux forces de la nature, qui a des sectateurs en grand nombre parmi ceux de toutes les autres religions. Un empire composé de fragments innombrables, agglomérat de dominations effondrées et de races longtemps ennemies qui se sont, au cours des siècles, combattues avec acharnement jusqu'au jour où l'Angleterre a pris pied dans l'Inde, s'égalant d'abord aux plus puissantes d'entre elles, puis les dépassant et les do-

minant toutes et leur imposant à toutes cette paix britannique, qui, longtemps, insupportable aux races belliqueuses et aux princes conquérants, est aujourd'hui unanimement acceptée. Dans cet empire, 700 princes ou chefs, soi-disant indépendants, infiniment différents en situation et en puissance, les uns, véritables rois, ayant, comme le Nizam d'Hyderabad, 12 millions de sujets, deux fois plus que la Hollande et trois fois plus que l'Irlande, ou comme Gwalior, 5 millions, davantage que le Danemark ; les autres, une centaine environ, grands seigneurs dont les sujets se comptent par centaines ou par dizaines de mille ; d'autres enfin, simples et rudes chefs de tribus ou de villages, maîtres parfois d'un domaine grand au plus comme la Place de la Concorde ; parmi eux des hommes de l'esprit le plus cultivé, comme le Gaekwar de Baroda, initié à la civilisation, à l'histoire, à la philosophie, écrivant dans les revues, discutant au besoin dans les Congrès, et d'autres plongés encore dans la plus noire barbarie et capables des plus noirs excès ou des pires cruautés, retenus seulement par la crainte salutaire du Raj, de l'Angleterre, de sa morale et de ses sévérités. Ces princes, qui, à eux tous, possèdent en surface plus de la moitié et en population moins d'un quart de l'Inde, reçoivent la loi de l'Angleterre, sont liés aujourd'hui à sa fortune et lui garantissent par leur obéissance loyale la soumission et la fidélité même de leurs peuples. Habilement distribués parmi les territoires d'administration directe, ils agissent à la façon des brise-lames. Une vague de révolte qui partirait du fond de l'Empire indien ne pourrait s'étendre ni se développer sans être rompue par les Etats. Les Princes, que l'Angleterre maintient, la protègent à son tour : leur faiblesse soumise et dévouée fait une partie de sa force.

Hors de l'Inde, des princes, une masse énorme de plus de 250 millions d'habitants, gouvernés directement par les Anglais, répartis en une douzaine de provinces et en des centaines de districts, très lentement formés aux méthodes et sensibles aux progrès matériels de l'Occident, cultivent en paix leurs terres, ne payant que l'impôt régulièrement dû, jouissant de la paix, laissés libres de leurs croyances et même de leurs préjugés, sauf là où ils heurtent trop brutalement ceux de notre civilisation : comme jadis le sati — les veuves brûlées sur le bûcher du mari —, ou l'exposition des filles nouvellement nées ; et, malgré les déclamations de certains excitateurs assez rares, se contentant et peut-être même contents d'un régime qui n'a rien d'oppresseur et qui donne de fortes garanties à ceux qui se préoccupent, à peu près uniquement, de paix, de progrès assuré et de bien-être matériel croissant

Voilà le tableau, qu'un observateur neutre et sans bienveillance peut et doit tracer de l'Inde, de l'Inde britannique et de l'Inde des princes. Mais un œil prévenu et une oreille plus attentive discernent, veulent et peuvent discerner d'autres faits et noter d'autres symptômes. Les races guerrières, comme les Marathes, les Sikhs et les Musulmans du Nord, n'ont pas à se louer d'une domination égale pour tout et protectrice des faibles, qui les a à jamais arrêtés dans leur œuvre de conquête. Les Hindous affirment que, n'était l'intervention britannique, ils allaient *hindouiser* tout l'Islam et l'Inde. Les princes, contraints à administrer leurs peuples dans l'intérêt de tous, sont rappelés sans cesse à l'économie et au sage maniement des deniers publics et à la distinction nécessaire entre leur bourse et le budget de l'Etat et menacés d'être déposés s'ils gouvernent dans un esprit de dilapidation ou de cruauté. Les Intellectuels appelés par le Gouvernement et l'Administration à participer aux études et à la science, conquérant des diplômes dont ils s'exagèrent la valeur, demeurent, malgré ces diplômes, séparés du pouvoir, dont la moelle reste aux mains des Anglais, et sont associés seulement à l'Administration, sans être à même d'en influencer la marche, instruments non de conception, mais seulement d'exécution. Enfin, les demi-éduqués, pépinière d'anarchistes et de criminels, lanceurs de bombes et fauteurs d'assassinats ; les fanatiques de toutes les religions et tous les affamés de pouvoir et de richesse ; les tribus belliqueuses du Nord-Ouest, — que Kipling a décrites à maintes reprises — toujours prêtes à manier le poignard et à faire parler la poudre, disposant peut-être de 3 à 400.000 fusils qui, s'ils partaient ensemble, inquiéteraient singulièrement la domination britannique ; finalement, tout proche d'eux, un prince, encore non entamé ni par la diplomatie de l'Angleterre, ni par la crainte de sa puissance, l'Emir d'Afghanistan, défenseur à la fois de l'Islam et de ce qui reste d'indépendance dans cette partie du monde, chef de la Terre qui n'est à personne, comme était, il y a peu, le Maroc au voisinage de l'Europe, qui se défie des chaînes imposées peu à peu à tous les princes entrés dans la sphère d'attraction de l'Angleterre et est décidé à s'en tenir loin, par la prudence, le dédain, par la force, s'il le fallait : voilà, certes, bien des éléments de mécontentement, qu'on peut rallier, grouper, diriger, et qui donneraient, à l'occasion de la tablature à la Domination britannique et devraient pouvoir l'empêcher de tirer aucune assistance de ces forces en apparence inépuisables

qu'offre un pays vaste comme toute l'Europe depuis Gibraltar jusqu'à Moscou et une population qui égale celle de toutes les Russies, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la France.

C'est ce que les Allemands n'ont pas eu de peine à discerner. Depuis longtemps, ils avaient envahi pacifiquement et occupé tous les centres de commerce, de Karachi à Rangoun ; leurs voyageurs, leurs commerçants, leurs marins, leurs princes mêmes, fils de l'Empereur, avaient visité les ports et parcouru les provinces ; leurs émissaires avaient sondé les cœurs et attisé les mécontentements ; des flatteries, des promesses, de l'argent avaient encouragé et favorisé les ententes et préparé l'action ; la Perse avait été envahie ; l'Afghanistan visité par de discrets voyageurs et l'Emir averti de ne pas tomber dans le piège de la soumission, encore moins de l'aide offerte à l'Empire britannique. L'Allemagne pouvait donc se flatter que l'Inde ne permettrait pas qu'on tirât d'elle des forces dont on userait en Europe et que, si l'Angleterre commettait l'imprudence de passer outre, tous les mécontents de toutes origines, habilement éveillés et entraînés, sonneraient l'appel à l'insurrection et à l'émancipation. A prévoir même le pire, l'Inde ne serait certes pas partie participante à la lutte contre la Culture.

Supposé cependant que le calme assuré par l'administration permît à l'Angleterre de lever des troupes indigènes et de les rassembler, qu'attendre du concours de populations gênées, entravées à ce point par leurs religions ou par leurs institutions ? Les transporter au delà des mers ? Ne sait-on pas que le voyage par delà le noir Océan fait perdre la caste ? Et la caste n'est-elle pas l'institution fondamentale de ces peuples ? Dans l'Inde on peut, sans grand danger, risquer tout et tout perdre, non pas la caste. Et ces castes, auxquelles l'Indien st si nécessairement attaché, rien ne les relie et tout les sépare. Au Census de 1901, on en avait compté 2.378 principales, toutes classées, hiérarchisées, se surveillant, se dominant, se jalousant, et se tenant loin les unes des autres. Dans ce monde des castes, la pureté est indispensable : non pas la pureté intérieure du christianisme, la pureté de l'hindouisme, qui est toute extérieure. Il faut que purs soient les vases qui contiennent la nourriture et la boisson, pures les mains qui les préparent ou qui l'offrent. Or il existe des castes pures et des castes non pures ; celles qui ont et celles qui n'ont pas le droit de « présenter l'eau », celles qui, par leur contact, et celles qui, par leur seule vue, souillent et font perdre la caste supérieure ; certaines castes souillent à distance : à 24 pieds, à 36, à 48, à 64 pieds. Deux hommes de caste différente ou inégale ne peuvent manger ensemble ; il leur faut deux cuisines et entre eux de l'espace. A cela l'hindouisme ajoute encore le respect de la vie animale, la sainteté de la vache, l'interdiction de manger de la viande. Abattre une bête vivante est un crime. Bouddha, dont aux Indes l'empire est, à vrai dire, restreint, a dit : « Tous peuvent ôter la vie, un seul peut la donner » ; et il ajoute : « Nous devons compassion aux animaux, puis aux pêcheurs et aux chasseurs », il entend par là : ceux que leur profession « condamne à détruire ». La vivisection, bien plus qu'en Europe, est persécutée. La destruction des bêtes malfaisantes est déconseillée ou blâmée: quand les savants d'Europe prétendirent que le rat — et ses puces — étaient le véhicule de la peste et en ordonnèrent la destruction générale, la municipalité d'Amritsar, ville à demi-sainte, offrit une prime d'un peu plus de 1 centime par tête de rat sauvé. Enfin, ceux que n'entravent pas les règles strictes de leur religion sont paralysés par leurs superstitions. Les *animistes* ont le respect et la terreur des forces de la nature, par exemple, le vent et la foudre ; quel paysan ira, sans consulter l'astrologue, voyager, acheter du bétail, labourer ? quel guerrier osera s'offrir à la mort quand précisément menacer la vie d'autrui constitue un démérite et peut exposer à la dure épreuve de revivre des vies innombrables ?

Voilà, n'est-il pas vrai, toute une série de considérations bien faites pour rassurer l'Allemagne et lui faire ranger la crainte d'une intervention indienne parmi les plus imaginaires périls. Mais là encore la moins pénétrante des psychologies, je veux dire celle de l'Allemagne, s'était arrêtée à la surface. Comme pour l'Europe et l'Union Sud-Africaine, elle n'avait pas, derrière des mécontentements incontestables, aperçu les raisons profondes qu'ont ces populations indiennes de s'attacher désormais à l'Angleterre et à sa domination et de la défendre et de la maintenir.

Un philosophe indien disait un jour à un administrateur anglais : « Si un jour, par impatience ou par condescendance, vous décidiez d'évacuer l'Inde et de nous laisser à nous-mêmes, vous ne seriez pas à Aden que nous lancerions un télégramme pour vous supplier de revenir. Ni la paix, ni le progrès ne sont possibles sans vous. » En tous ces pays la masse du peuple raisonne comme l'âne de Phèdre. Dans l'Inde, elle n'a fait que changer de maître et constate que le bât qui

lui fut toujours imposé est aujourd'hui moins lourd. Quand, au Maroc, au début de notre établissement, nous avons, aux premiers mois de l'année, perçu l'impôt accoutumé, nos nouveaux contribuables payèrent sans mot dire : c'était dû. Mais ils nous attendaient à la seconde perception, à celle que les fonctionnaires du Maghezn avaient l'habitude de faire pour leur profit, contre tout droit. A leur grand étonnement, nulle demande ne vint. L'année s'écoula sans encombre, et l'impôt ne fut perçu à nouveau que l'année suivante et cette seconde année, une seule fois encore. Alors les yeux s'ouvrirent et les dos se redressèrent ; la charge était et allait sans doute désormais rester juste et tolérable : il y avait quelque chose de changé dans l'Islam, le Roumi pesait moins lourd que l'ancien moghreb. C'est exactement l'opinion du contribuable indien ; il n'est pas, quoi qu'on dise, près de renverser le Raj britannique pour voir rétablies les accablantes exactions de ses maîtres d'antan.

Quant aux intellectuels, à toute une catégorie d'esprits, ambitieux à la fois de savoir et d'influence, les Allemands, pour pouvoir doser exactement leurs désirs et leurs déceptions, ne semblent pas avoir suivi au jour le jour les réformes profondes de Lord Minto et de Lord Morley, qui leur ont accordé des satisfactions grandissantes et à l'opinion indienne des moyens chaque jour plus efficaces de se faire entendre du Gouvernement. Ils n'avaient pas étudié ces Conseils législatifs largement ouverts et ces majorités de membres élus substituées à des majorités de membres officiels ; des Conseils exécutifs créés là où auparavant il y avait seulement la volonté absolue d'un Gouverneur et de ses fonctionnaires ; surtout ils n'avaient pas apprécié à sa valeur l'action apaisante d'un gouverneur général tel que Lord Hardinge, qui, deux fois préparé à son rôle, et par atavisme — son grand-père l'ayant précédé à la vice-royauté en 1844 — et par ses études et son expérience personnelle, a rapidement attiré l'attention et conquis l'estime, puis l'admiration, mieux que cela, l'affection des peuples, dont il a su, au cours des cinq années de son Gouvernement, comprendre les besoins, défendre les droits et exposer et soutenir les griefs.

Quand Sir Robert Peel, en 1844, avait nommé au poste magnifique de Gouverneur général, le vicomte Hardinge : « Si vous pouvez, lui écrivait-il, maintenir la paix, réduire les dépenses, développer le commerce, fortifier notre action sur l'Inde par la confiance en notre justice, en notre bonté, en notre sagesse, vous serez à votre retour ici, reçu avec bien plus de cordialité et des acclamations mille fois plus éclatantes, que si vous pouvez vous y glorifier d'une douzaine de victoires. » Soixante-cinq ans plus tard, en 1910, Lord Hardinge, petit-fils du précédent, investi à son tour de cette redoutable charge, disait dans un banquet à lui offert (j'abrège un peu) : « Si Sir Robert avait vécu de nos jours, il m'aurait recommandé de faire de mon mieux pour consolider le plan bienfaisant et de haute portée des réformes de Lord Morley et de Lord Minto ; d'associer les peuples de l'Inde plus étroitement à la conduite de leurs propres affaires, de concilier toutes les races, toutes les classes et toutes les croyances. C'est ce à quoi je m'attacherai et, dans cette tâche, je serai fortifié par la profonde sympathie et le respect que j'éprouve et ai toujours éprouvé pour nos co-sujets (fellow-subjects) de l'Inde, et par mon sincère désir de contribuer au moins en quelque chose à leur bien-être matériel et à leur développement. »

Et ce n'étaient pas là de vaines paroles, de ces programmes qu'on lance un jour pour s'attirer les sympathies des faibles et qu'on dédaigne ensuite pour conserver les privilèges et l'appui de ceux qui les détiennent. Quand, au cours de son quinquennat, Lord Hardinge vit, précisément dans l'Union Sud-Africaine, les Indiens immigrés écartés par une loi injuste et humiliante, il n'eut pas peur d'excuser leurs violentes protestations et devant l'opinion publique et jusque devant son propre gouvernement. « En tout ceci, osa-t-il dire, publiquement, ils ont la sympathie de l'Inde, profonde et chaleureuse, et non seulement de l'Inde, mais de tous ceux qui, comme moi, sans être Indiens eux-mêmes, ont des sentiments de sympathie pour les populations de ce pays. J'ai confiance que le Gouvernement de l'Union se rendra compte absolument de la nécessité impérieuse de traiter une section loyale de leurs co-sujets dans un esprit d'égalité et en conformité avec leurs droits de libres citoyens de l'Empire britannique. »

Et, ces droits de libres citoyens, il entendait qu'on les leur octroyât, non pas, comme chez nous, sous forme de droits électoraux qui feraient entrer dans le Parlement d'innombrables représentants de toutes les races, mais par l'accession progressive aux fonctions publiques dans leur propre pays, par leur participation aux affaires locales, par la création d'assemblées et de conseils où, mêlés aux représentants de la domination britannique, ils défendront les vues et les

droits de leurs nationaux. « Il est certain, disait-il, dans une fameuse dépêche datée du 25 août 1911, qu'avec le temps, il faudra satisfaire à la juste demande de l'Inde, d'avoir une plus large part dans le gouvernement du pays. Et la question qui se pose est celle-ci : Comment leur concéder cette part, sans porter atteinte à l'autorité suprême du Gouvernement général ? La seule solution possible semblerait être de donner graduellement aux provinces une mesure plus grande de *self government*, jusqu'à ce que l'Inde se composât d'un nombre d'administrations autonomes en tout ce qui serait affaires provinciales, avec, au-dessus d'elles, le gouvernement de l'Inde, investi du pouvoir d'intervenir dans le cas de mauvais gouvernement, mais limitant à l'ordinaire ses fonctions à ce qui est l'intérêt général. »

De ces idées, on pourrait dire de cette doctrine — qui est celle de l'Inde et celle de l'Angleterre — sont sortis ces Conseils législatifs et exécutifs, chaque jour plus nombreux et plus largement ouverts aux indigènes, dont je parlais plus haut. De là, l'appel à la collaboration de plus d'Indiens et leur nomination à des postes plus hauts. Le Gouvernement, pour pouvoir accorder leur due place aux Indiens et se garder en même temps du danger d'un prolétariat d'origine européenne, n'a pas permis l'immigration d'Anglais, artisans ou agriculteurs sans fortune, qui feraient concurrence aux Indiens sur le terrain déjà très disputé de l'agriculture et de l'industrie ; mais il a réservé aux hommes du pays l'immense majorité des emplois publics. L'Inde, à cette heure, comprend cinq millions de fonctionnaires indigènes ; toute la magistrature basse et moyenne est entre leurs mains, et l'enseignement primaire, et les services techniques, et les innombrables emplois qui ne permettraient à un Européen que de mourir de faim et de se dégrader. Mais voici qui est mieux : sur 28.000 postes, plus particulièrement importants, dont les traitements varient de 500 fr. à 10.000 fr. par mois, tout près de la moitié appartient aux indigènes. Ils sont ingénieurs, magistrats, professeurs, comptables, financiers. Ils occupent même certains des sièges des cours suprêmes, avec 100.000 francs de traitement par an et des pouvoirs de vie et de mort sur les Anglais (dont ils se gardent bien d'user) ; ils ont des représentants parmi les chanceliers des Universités, les secrétaires du Gouvernement de l'Inde, les membres du Conseil du vice-roi — l'un d'eux en eut même la vice-présidence ; — enfin ils en ont à Londres jusque dans le Conseil de l'Inde auprès du Secrétaire d'Etat. Un certain nombre d'entre eux sont en savoir, en sagesse, en dignité, en avantages naturels les égaux des premiers d'entre les Anglais. Cela ne date pas seulement d'hier, mais cela s'est accru sous le gouvernement de Lord Hardinge.

Aussi cette sympathie, ce libéralisme de Lord Hardinge, succédant aux nobles réformes de Lord Morley et de Lord Minto, ont porté des fruits incroyables. L'opinion indigène a placé ce vice-roi à côté des plus fameux indigénophiles, à côté de « Clemency » Canning et de « Father » Ripon. Cela naturellement ne mit pas fin à l'anarchisme, et lui-même en fut la victime : le jour de son entrée à Delhi, la nouvelle capitale, monté sur un éléphant avec Lady Hardinge à côté de lui et, devant lui, le *mahout* (conducteur), il reçut des bombes qui blessèrent grièvement et l'indigène et lui ; mais on peut affirmer que sous son influence les anarchistes, demi-savants et demi-fous, qui certes n'ont pas disparu, au lieu d'être considérés par les foules indigènes du Bengale comme des martyrs et des saints, dont on s'arrache les reliques, le sont désormais comme les ennemis du peuple, dont ils compromettent la tranquillité. Le jour où, guéri enfin de ses terribles blessures, à la tête, aux jambes, au dos et aux épaules dont la chair avait été arrachée par bandes, Lord Hardinge reparut en public et déclara qu'il gardait, malgré tout, sa foi inébranlable en l'Inde et ses peuples, en leur fidélité et en leur avenir, il détermina du coup un grand courant d'amour qui alla à lui de l'Inde toute entière, et c'est cet amour, enthousiaste et profond, qui explique pour partie l'attitude de l'Inde pendant la présente guerre.

Voilà pour les sentiments des peuples. Et quant à leurs croyances et à leurs préjugés, ni la caste, ni les voyages, ni la terreur de se perdre en se souillant n'arrêtèrent les peuples et leurs chefs. Ils savaient, d'ailleurs, que leur religion fait une différence entre les actes volontaires et les actes ordonnés : l'obéissance, elle aussi, est une purification. Les enrôlements en vue de la guerre se sont produits et continuent, deux fois plus abondants que dans les années les plus favorables : 38.000 contre 15.000. Parmi les Etats Indépendants, 27 entretiennent des troupes ; tous les ont mises à la disposition du Vice-Roi, qui les accepta de 12 d'entre eux : Infanterie, cavalerie, sapeurs, transports, corps des chameaux de Bikanir, etc. Nombre de princes ont demandé à servir en personne et sont venus sur le front : Jodhpur, Bikanir, Kishangarr, Rutlam, Patiala, Sir Pertab. Singh, Régent de Jodhpur, haute personnalité de

l'Inde et d'Angleterre, le prince de Bhopal, un prince de Cooch-Behar, etc., etc... Le prince du Népaul, Etat situé aux pentes de l'Himalaya, pays familier aux chasseurs de tigres, a facilité la levée des Gourkhas, troupe admirable d'intrépidité et de résistance, et offert trois lakhs de roupies (environ 600.000 fr.) pour aider à les équiper, plus 30.000 roupies pour leur acheter des mitrailleuses. Le Mehtar de Chitral, avec qui jadis le Raj britannique eut d'autres relations, par l'intermédiaire du capitaine, aujourd'hui général Townshend, devenu cher aux Français par son mariage, et aujourd'hui connu du monde entier pour son obstinée résistance sur les rives du Tigre, ce chef de Chitral a envoyé au Gouvernement un message de loyauté. Même attitude de l'Emir d'Afghanistan, que rien n'a pu ébranler, ni la pression de sa famille et de ses hauts fonctionnaires, ni les exhortations des émissaires allemands transmises par sans fil du cœur de la Perse, ni l'avance de leurs troupes à travers l'Iran, ni la venue et le séjour à Caboul d'officiers turcs et d'officiers allemands, ni les lettres autographes de l'Empereur lui-même. Le Maharajah de Gwalior a donné 50 lakhs de roupies (près de 10 millions de francs, au change actuel); celui de Rewa, ses bijoux et son trésor ; le Dalaï-Lama, 1.000 hommes ; les Zamindars de Madras, 500 chevaux ; le Gaekwar de Baroda, toutes ses forces ; enfin, — ce qui est imprépu et même prodigieux et pourrait être comique — le Maharajah du Cachemire, a, comme un simple mortel, comme un pur démocrate, fait une conférence à Srinagar, sa capitale, en faveur des œuvres de guerre : 20.000 personnes rassemblées ont été par lui invitées à y souscrire. Et je ne parle pas des hôpitaux, du bateau-hôpital offert par la Bégum de Bhopal et le Maharajah de Gwalior, ni des versements aux Sociétés de Secours : ils sont innombrables.

Tant d'offres et de si sincères ne signifient pas que l'Inde ne devait pas être au cours de la guerre et ne fut troublée en rien. Il y eut la mutinerie — vite réprimée — d'un régiment de Cipayes à Singapour ; la frontière du Nord-Ouest ne vit pas moins de sept attaques des tribus; mais elles furent toutes repoussées avec les plus lourdes pertes pour eux; sur cette frontière, le Gouvernement a maintenant des aéroplanes, des auto-canons blindés et des munitions à explosifs puissants : la partie est devenue impossible pour l'homme de la montagne. Dans le reste de l'Inde les Allemands dépensèrent beaucoup d'argent et nouèrent force intrigues; mais tout fit long feu. Les soldats qu'on voulait soulever avertissaient eux-même le Gouvernement. A Balasore, des révolutionnaires tentèrent d'ameuter les villageois : ces villageois les dénoncèrent à la police et l'aidèrent, au risque de leur vie, à s'en saisir. Le parti anarchiste, peu nombreux et peu influent, mais déterminé et dangereux, a son centre au Bengale et pour chef un nommé Hardyal, autrefois employé au Ministère de la Guerre à Berlin et qui a fait parler de lui au Japon : il n'a abouti qu'à faire massacrer quelques agents de police et quelques fonctionnaires, mais n'a rien pu au-delà, même dans le Bengale encore inapaisé depuis le partage de la province (1904). Les populations de l'intérieur de l'Inde sont restées calmes. L'Emir d'Afghanistan a été jusqu'à interner certains des Allemands qui s'obstinaient à s'agiter à Caboul.

Aussi l'Inde Britannique proprement dite est-elle demeurée libre de ses mouvements. Elle a pu, sans danger ni même inconvénient, se démunir d'une partie de son armée, cavalerie et infanterie, et même de son artillerie, tout à fait récente et au point. Elle a foruni des secours en nature, notamment 2 millions de tonnes de blé, malgré les hauts cours pratiqués sur place. L'emprunt intérieur de 4 0/0, pour faire face à la guerre, a été souscrit dans l'Inde même une fois et demie. Enfin le Conseil du Vice-Roi a émis et le Parlement anglais a ratifié le vœu que, contrairement à la loi, l'Inde assumât, à elle seule, les charges d'une guerre qui se passait cependant hors du territoire de l'Inde, pour affirmer et démontrer l'Unité de l'Empire et l'Union de l'Inde avec l'Europe. Cette motion présentée devant le Conseil du Vice-Roi, fut votée à l'unanimité, après avoir été soutenue par le Rajah de Muhmadabad, musulman; M. Malariga, Hindou ; un des Sirdars de la province du Punjab ; deux autres membres musulmans de Bombay et du Bengale Oriental; enfin par M. Surandra Nath Banerjee, qui fit la déclaration suivante : « C'est le devoir du Conseil de se faire le centre des sentiments de loyauté enthousiaste dont sont animées toutes les provinces de l'Empire. Elles veulent qu'il soit dit au monde, aux ennemis de l'Angleterre, et à tous ceux que cela peut intéresser, que leur loyauté n'est pas seulement sur leurs lèvres mais que, derrière les rangs serrés d'une des plus belles armées du monde, il y a, innombrables et formidables, les races des peuples de l'Inde unis comme un seul homme ».

Et — détail qui vaut d'être noté — ce même Banerjee, qui était jadis un opposant assez vif et un partisan déterminé d'une part plus large du Pouvoir faite aux Indiens — sauf à eux à l'obtenir par des moyens un peu rudes — ne réservait pas cet enthousiasme pour une assemblée restreinte et composite comme celle du Conseil Législatif du Vice-Roi : en 1915, à Madras, au Congrès Natio

nal de l'Inde, en plein milieu indigène, il avait voulu « déclarer à l'Empereur (Georges V) et aux ennemis de l'Angleterre que, derrière l'armée britannique, il y a le peuple indien, qui, comme un seul homme, défendrait l'Empire et mourrait pour lui ».

Pour cette guerre, l'Inde allait dépenser (ceci cependant est démenti par le *Times*, 19 juin, p. 9). au moins 1.250 millions (chiffre prévu jusqu'au 31 mars 1916) et fournir plus de 70.000 combattants, et, au total, plus de 200.000 hommes envoyés à des titres divers sur les différents théâtres de la guerre. C'est peu, si l'on rapproche cela des 320 millions d'habitants de l'Inde; c'est le contingent raisonnable des quelques races, demeurées, même après 80 ans de paix, encore races combattantes : les Mahrathes et surtout les Sikhs et les Gourkas.

Les Sikhs étaient déjà connus de nos soldats; ils les avaient vus à Pékin, lors de l'envoi de cette armée internationale qui devait détruire les Boxers. Grands, secs, perchés comme sur des échasses, sur leurs longues jambes maigres et leurs tibias osseux, les cheveux longs cachés sous un turban, la barbe et les moustaches rejetées en éventail et allant par-dessus l'oreille rejoindre la chevelure, l'œil hardi a proportion de ce qu'autorise la hardiesse de l'âme, purs de race et de sang blanc, sauf la teinte que la constante morsure du soleil a donnée à leur peau, véritables Aryens et fiers de leur ascendance, ils rappellent ces fameux Rajpouts qui prétendent remonter au Soleil et dédaignaient de marier leurs filles aux fils des Empereurs Mogols. Les Sikhs sont Sikhs par la religion plus encore que par la race. Ils sont des évadés de l'hindouisme. Le voisinage des Musulmans les a influencés. Ils se sont affranchis de la caste, ils mangent de la viande. Leur religion est une morale; elle prétend sauver la pureté du cœur et combat l'envie; la pureté de la langue et combat le mensonge; la pureté des yeux et combat la concupiscence; la pureté des oreilles et combat le scandale. Avec ces règles, les Sikhs ont été en leur temps de preux chevaliers. Mais la longue paix britannique les a gâtés, à tout le moins apaisés. Ces descendants du Soleil, chez qui se recrutent encore de beaux régiments, ne l'implorent plus guère que pour obtenir qu'il dore leurs moissons. Ils sont de grands agriculteurs, habiles à féconder le sable du Punjab grâce aux canaux dérivés des cinq fleuves qui l'arrosent. Ils ont fait toutefois très belle figure dans les rudes combats dont je parlerai plus loin.

Les Gourkhas, eux, sont des Mongols, teint jaune et yeux bridés. Ce sont des montagnards, rablés, robustes, souples, agiles : on les a comparés aux Japonais; ils les égalent en intrépidité et en mépris de la mort et les dépassent singulièrement en force. Jadis, à May-Myo, ville-sanatorium de la Birmanie du Nord, j'eus le plaisir de les voir défiler au son aigü de leurs fifres. On pouvait deviner que ces soldats, au pas élastique, chasseurs qui ignorent la peur et vont attaquer le tigre avec leur Koukri, simple poignard courbe, seraient gens à ramper la nuit, à égorger sans bruit les sentinelles, à couper les fils de fer barbelés et à se ruer dans des attaques irrésistibles.

Ils n'avaient pas encore, comme les Sikhs, traversé la mer. C'était beaucoup déjà d'avoir quitté leurs montagnes de l'Himalaya et du Thibet. Aussi quand ils se virent sur le bateau, l'immensité de la mer les impressionna et la longueur du trajet les surprit. Qu'au bout de deux jours entiers et de deux nuits on ne fût pas encore arrivé, cela les inquiétait. On les voyait promener leurs regards sur tout l'horizon, surveiller l'officier qui faisait le quart, comme lui interroger le soleil, et, n'ayant pas plus que lui aperçu la terre, rentrer dans leur entrepont, déçus et déprimés. Un jour, ils apparurent gais et rieurs, ce qui est leur nature, jouant et bondissant, ce qui est leur allure. On les interroge : qu'est-ce donc ? Qu'y a-t-il de changé ? Pourquoi l'inquiétude d'hier et la sécurité d'aujourd'hui ? « Oh ! répondirent-ils, c'est qu'aujourd'hui nous savons; nous avons vu ». Quelqu'un de l'équipage les avait amenés à l'arrière du bateau, au-dessus de l'hélice, là où, comme un chemin tracé, s'allonge le sillage du bateau. Le sillage les avait rassurés : c'était la route ; le capitaine l'avait retrouvée.

Les premières troupes partirent de l'Inde le 8 septembre 1914. Il y avait deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie. Trois brigades de cavalerie suivirent à brève échéance. Une brigade comprend, suivant les cas, trois, quatre et cinq régiments : deux régiments indiens et trois régiments anglais : les Anglais, souvent choisis parmi les meilleurs : *Black Watch*, Sussex, Manchester, etc., les égaux de ceux qu'a décrits Kipling dans *Soldjers Three*, Learoyd, Ortheris et Mulvaney. Un régiment indien équivaut à un bataillon, 1.000 hommes, soit 750 combattants. Une division comprend trois brigades et fait 12.000 combattants, plus ou moins. Leur total s'est élevé en France à plus de 70.000 combattants, et à plus de 200.000 hommes de tout ordre, et les engagements continuent dans l'Inde. Ils se sont rembarqués le 27 décembre 1915, pour un autre théâtre; ils combattent actuellement en Mésopotamie. On a vu des Indiens partout : en Flan-

dre, en Mésopotamie, aux Dardanelles, en Egypte, en Afrique Orientale allemande, à Aden, en Chine à Tsing-Tao. Sous les ordres du général Smith Dorrien, notamment, ils y ont rendu d'immenses services. Le roi, en leur remettant les croix de guerre (quatre), les a harangués : « Je salue, a-t-il dit, votre présence comme un symbole de l'Unité de l'Empire et comme mettant le sceau aux efforts héroïques, dont nos soldats de l'Inde, et vous parmi eux, ont supporté leur part, avec toutes nos forces d'au-delà des mers et d'une même Patrie ». Récemment, l'Angleterre, au Parlement (4 mai), par la bouche de M. Winston Churchill, et, dans la *Presse*, par des lettres comme celle du général Gaselee (*Times*, 27 mai 1916), se demandait si elle ne pourrait pas lever plus de troupes indiennes et les amener sur les fronts d'Europe et d'Asie. La difficulté est de trouver des cadres qui connaissent leurs mœurs et parlent leurs langues.

Pour nous Français, nous ne nous rappellerons jamais sans émotion leur attitude héroïque le 24 octobre 1914 à Messines et, le 24 avril 1915, à la deuxième bataille d'Ypres, où ils firent connaissance avec les gaz asphyxiants, et le 28 avril où, au nord de Saint-Jean, encadrés par des Canadiens et des Français, ils luttèrent si furieusement que de 9.000 fusils 4.000 seulement revinrent. Ils appuyèrent encore, en mai, du 9 au 17, l'offensive puissante d'Artois par une offensive simultanée. La mémoire de leurs hauts faits à Neufchapel et à Loos vivra dans nos cœurs. Il leur est dû d'autant plus de reconnaissance qu'ils n'étaient pas faits pour cette guerre : il n'y a que des Européens pour hausser leur moral au niveau de tout ce que la science, mise au service de la barbarie, a pu inventer d'effroyable et de destructeur. Les fils des autres continents en étaient restés aux guerres idylliques, où l'on combat à armes égales et courtoises. Affaiblie en hommes, appauvrie en officiers, l'armée indienne a fait bien au delà de ce qu'elle pouvait faire. Que notre gratitude aille à elle, aux peuples de l'Inde, aux divers et nobles éléments de l'Empire Britannique et, par delà, à la vieille Angleterre, qui, ennemie de jadis, alliée d'aujourd'hui, jamais indifférente, travaille avec nous à sauver, au prix de quels sacrifices, la Civilisation et la Liberté.

JOSEPH CHAILLEY.

D'ALGER A TUNIS PENDANT LA GUERRE

A bord du « *Duc de Bragance* » quelques voyageurs, des Parisiens et deux officiers convalescents de l'armée métropolitaine qui avaient obtenu l'autorisation d'aller se soigner au chaud soleil d'Afrique, s'entretenaient sur le spardeck du paquebot des changements que la guerre, en se prolongeant, devait apporter à l'Algérie.

Les Parisiens, une famille de l'espèce légère : vieux monsieur portant beau ; madame, fanée, mais fardée et perchée sur de hautes bottine qui l'obligeaient à marcher les genoux ployés pour garder l'équilibre ; le fils un élégant réformé aux joues verdâtres et aux yeux liquoreux, s'exclamaient qu'ils avaient sans doute eu tort de s'embarquer, car ils allaient trouver un Alger morne, dépeuplé, ennuyé, avec des arabes ombrageux.

— Sans compter que les Maltais, les Valenciens et les Sardes qui encombrent les quartiers populaires ne nous aiment guère, prononça le vieux monsieur. Eh ! Eh ! je me suis laissé dire que ces gaillards voudraient être les maîtres de cette belle colonie.

— Ces gens là ne m'inquiéteraient pas, dit l'un des officiers ; mais, par contre, je ne me fierais guère à la sagesse des cinq millions d'indigènes, et, si nous comptons les Tunisiens et les Marocains de cette dizaine de millions d'arabes. Imaginez un soulèvement général. En 1871, ces bédouins là se révoltèrent au nombre de trois cent mille et c'est à grand peine que quatre-vingt mille hommes de troupes françaises en vinrent à bout.

L'élégant jeune homme, inquiet, demanda :

— Ah ! sapristi ! Croyez-vous vraiment qu'il y ait danger à courir le bled ? Moi, je venais pour faire du cheval, comprenez-vous ? Alors, si je ne puis trotter à ma fantaisie dans la campagne sans risquer ma vie ? Ah ! bien non. Ah ! bien non !

— Dans les villes, mon lieutenant, questionna la parisienne, croyez-vous qu'on risque d'être attaqué ? Un capitaine de tirailleurs, les mains aux poches, fumant un gros cigare, de cette allure souple et familière des soldats de l'armée d'Afrique, arpentait le pont. Tout à coup, il s'appuya sur les rambardes et son immobilité encouragea les Parisiens qui, tous les trois, l'accablèrent de questions. Quelle était son opinion sur la sécurité en Algérie? Les tribus s'étaient-elles mises en révolte ? Parbleu ! les journaux ne disent rien, la censure, les filets échoppés ! Franchement, était-il prudent pour des Français pacifiques de s'aventurer dans le Sud ? Ils voulaient voir des oasis. Devraient-ils renoncer à leurs projets ? Ces ara-

bes n'étaient-ils pas horriblement cruels et travaillés depuis de longues années par les Allemands qui, sous façon d'installer des comptoirs ou d'ouvrir des hôtels préparaient l'éviction totale de la France en Afrique ? Lorsqu'ils eurent parlé avec abondance et semblé dicter au capitaine ses réponses, celui-ci put enfin s'expliquer :

— Je ne comprends vraiment pas votre émoi et si vous croyez à ces fables, comment avez-vous pu songer à visiter l'Algérie et la Tunisie dans ces conditions fâcheuses ? quant à moi je puis vous affirmer n'avoir jamais entendu parler d'aucun fait grave. En 1914, quelques douars s'agitèrent un peu mais la manière à la fois forte et raisonnée de notre gouvernement les convainquit de l'inutilité absolue de leur méchante humeur. Dans le Sud, vers El-Ouad, des tribus nomades, peu nombreuses, refusèrent de payer l'impôt. En grande Kabylie, une poignée de repris de justice voulurent jouer aux coupeurs de route ; ils furent promptement réduits à l'impuissance.

En Tunisie, à la frontière Tripolitaine, des têtes chaudes exaltées par la présence de quelques Turcs et Allemands, tentèrent de provoquer une révolte qui fut aussitôt étouffée. Au total après dix-huit mois de guerre, on peut affirmer que la paix n'a pas été troublée. Même sans la guerre avec des gens aussi mobiles que les Arabes sahariens et certains Berbères passionnés pour leur indépendance, quelques échauffourées sans gravité éclatent parfois sur les territoires désertiques ou montagneux que notre autorité ne saurait suffisamment tenir en main.

A mon avis, vous pourrez donc vous promener d'Alger à Ghardaïa, de Biskra à Nemours ou Sfax, la canne à la main sans l'ombre d'une inquiétude justifiée.

— Vous êtes peut-être optimiste ou très brave, fit observer un lieutenant de l'armée métropolitaine ; quant à moi, j'ai peine à croire que dix millions de Musulmans encore fanatiques et illettrés dans leur masse, puissent subir notre domination avec tant de bonne grâce. A qui ferez-vous croire, mon capitaine, que beaucoup de ces bédouins ne suivent pas avec un vif intérêt les événements Européens et qu'en cas d'insuccès de notre part ils ne prendraient pas les armes contre nous ?

— Mon cher camarade, s'il en était ainsi, les indigènes avaient une belle occasion de se rebeller, répartit le tirailleur. En août 1914, avant la bataille de la Marne, ils auraient pu nous témoigner leur hostilité. Or, quoique renseignés, et bien renseignés, soyez-en certain, nos sujets arabes ou berbères, sauf d'infimes éléments, nous témoignèrent une absolue confiance en ces semaines critiques.

Sur le spardeck s'avançait un colon français dont les grands vignobles et les oliveraies de la petite Kabylie sont renommés. Il avait entendu l'affirmation du capitaine et il crut devoir le soutenir :

— Quoique je ne sois pas un arabophile, loin de là, car les fâcheux défauts de cette race me paraissent trop visibles, je puis assurer que jamais, dans ma région, aucun Français n'a pu se plaindre des indigènes depuis dix-huit mois. Les vols habituels, sans doute ! Leurs petites ruses pour « chaparder » comment donc ! Néanmoins, fait extraordinaire, les délits furent peut-être moins nombreux que les précédentes années. Enfin, car je veux être tout à fait juste, je signalerai quelques cas de dévouement. Des ouvriers agricoles indigènes ayant appris que leurs patrons français avaient été mobilisés et laissaient leurs fermes à l'abandon, ont spontanément monté la garde sur ces terres et se sont constitués les gardiens des bâtiments et des récoltes. Nous ne l'oublierons pas.

— Et le recrutement de l'armée indigène s'est-il accompli avec facilité, dit le lieutenant. J'ai combattu près des Turcos ! Certes, ce sont des troupes d'assaut admirables, mais il nous aurait fallu trois à quatre cent mille de ces musulmans et il me semble que si nous avons eu la qualité, l'empressement des volontaires laisse à désirer ?

Ayant souri, d'un ton moqueur, le capitaine aux tirailleurs répartit :

— Charmé, mon cher camarade, de voir mes arabes appréciés par vous ; mais laissez-moi vous dire qu'en France vous avez le tort de vouloir jongler avec les chiffres. Vous mobilisez des armées indigènes de trois à quatre cents mille fusils avec un complet oubli des difficultés d'exécution. Songez un peu que si nous avons en Tunisie la conscription, c'est qu'elle avait été organisée par les Bey. En Algérie nous devons compter avec le sentiment public de nos sujets et il est impossible, il n'est peut-être pas désirable, de souhaiter l'engagement en masse des berbères et arabes. Tout Français de bonne foi trouvera, au contraire, que l'effort militaire de l'Algérie fut très raisonnable ; celui de la Tunisie considérable et les exploits de la division Marocaine sont d'autant plus surprenants que certains de ces tirailleurs portent encore la trace des blessures reçues par eux dans leur résistance à notre occupation. Ou je m'abuse, ou bien vous m'accorderez que ces ennemis de la veille, devenus les meilleurs de nos soldats prouvent en faveur de notre politique africaine. Sa-

chons nous contenter des respectables contingents indigènes actuellement sous les armes. Laissons les journalistes parisiens en mal de nouvelles sensationnelles nous annoncer que l'Afrique Française devrait fournir son million de combattants. L'expérience de cette guerre prouvera, tout au contraire, qu'il ne faut pas trop exiger des Musulmans, comme nombre, si l'on veut conserver la qualité. Tous les douars et toutes les tribus ne sont pas susceptibles de fournir des hommes d'une valeur militaire égale. A mon sens, les montagnards de la grande Kabylie et certaines populations arabes du Sud nous donneront toujours les éléments les meilleurs.

— Et le loyalisme de vos soldats, demanda l'élégant et blême jeune homme ? N'avez-vous jamais craint leur subite trahison en face de l'ennemi ? Après tout, ces gens ne sont pas des Français !

— Non, Monsieur, aucun officier aux tirailleurs ne craignit jamais la trahison de ses troupiers. A Sainte-Marie-aux-Mines, l'un de mes amis, le capitaine F. fut tué et l'on trouva sur son corps dix huit cadavres de ses soldats qui se firent massacrer plutôt que de l'abandonner. Le dévouement de nos Africains est incontestable. Peut-être ne se battent-ils pas pour la France qui ne représente pas grand-chose à leurs esprits incultes ; tout au moins leur fidélité à leurs chefs français mérite l'admiration.

Le vieux parisien qui portait beau écoutait, assez sceptique. Ayant placé avec une horrible grimace, un monocle dans son arcade sourcilière gauche, il fixa d'un œil diabolique le chaleureux capitaine et lui dit :

— Je me suis pourtant bien laissé raconter que vos héros bronzés ne sont pas toujours partis pour le front avec enthousiasme et même, que certains d'entre eux, à Bizerte, en 1914, essayèrent de se dérober à leur devoir en emportant leurs armes. Eh ! Eh ! cela frisait la sédition ! Je vous entendais vanter la superbe discipline des « turcos » ? Et leur courage ? et leur attachement à leurs officiers ... Il me semble qu'en cette circonstance...?

— Je suis charmé de l'occasion qui m'est donnée de détruire cette légende, se récria vivement le capitaine, ou, plutôt, d'en expliquer la genèse. Il est parfaitement exact qu'une compagnie, à la veille de son embarquement à Bizerte, s'échappa de la caserne, toute équipée et ces hommes déclarèrent qu'ils ne voulaient pas aller se battre en France.

—Enfin ! Enfin ! Vous accorderez que de mauvaises têtes se...

— Laissez-moi terminer, interrompit le capitaine. Le fait était grave. Un lieutenant, mon ami D... s'offrit à aller trouver ces rebelles. Il s'y rendit sans trouble, la canne à la main. Ce lieutenant parle l'arabe et connaît l'âme fugace des Musulmans. L'incident lui ayant paru inexplicable, il voulait débrouiller cette énigme. Deux heures plus tard il ramenait la compagnie à sa caserne et voici ce qu'il raconta : « Ces tirailleurs, des réservistes Tunisiens, pères de famille, d'après le régime du Protectorat ne devaient pas le service en France. Ils connaissaient la loi et s'étaient étonnés d'avoir été amenés à Bizerte sans avoir été avertis qu'on les destinait au front européen. Ils avaient donc eu le geste malheureux — et explicable, — de se sauver aux environs de la ville avec le plus grand calme d'ailleurs.

Le lieutenant D... les harangua et leur montra qu'en s'obstinant dans leur attitude ils ne mériteraient plus la sympathie de leurs chefs, mais qu'à la vérité, au départ de leurs douars on aurait dû les aviser de leur destination.

Sensibles à ces paroles, ces indigènes firent leur soumission. On leur retira leurs armes et, le lendemain, encadrés par d'autres troupes plus jeunes, ils étaient embarqués.

Lorsqu'ils furent arrivés en vue de Marseille, ces tirailleurs désarmés et lamentables vinrent trouver le lieutenant D... et lui dirent :

« Ce serait trop de honte pour nous de descendre sur le sol français comme des prisonniers et non comme des soldats. Qu'on nous rende nos fusils et l'on sera content de nous ».

D... se porta garant auprès du colonel de la conduite de cette compagnie qui défila fièrement au milieu des Marseillais. Quelques jours plus tard, ces prétendus rebelles se battaient comme des lions et la moitié d'entre eux ne rentreront jamais dans leurs gourbis (1).

A ce moment, la sirène du *Duc de Bragance* mugit ; la vieille dame aux talons d'échassier manqua choir et gronda :

— Est-ce bête ! L'on devrait prévenir ?

— Alger ! Là-bas !

Les voyageurs, des agriculteurs, des fonctionnaires, des officiers, des négociants, des ingénieurs sortaient des salons ou de leurs cabines et considéraient avec une curiosité admirative la grande ville blanche grandir au-dessus de la Méditerranée d'un bleu de cobalt profond.

— La Kasbah ! La verte Bourzaréah ! Mustapha les jardins ! Notre-Dame d'Afrique à droite ! Quelle beauté puissante et quelle impression de bonheur et de force, disait le colon à la famille parisienne.

(1) Le héros de cette affaire, le lieutenant D... lui-même gravement blessé, nous conta cette histoire.

Ah ! soyez-en certains, ce n'est pas la guerre qui arrêtera l'essor de ce premier port de l'Afrique du Nord. Alger dans un demi-siècle dépassera le Caire comme population et son tonnage quadruplera.

Le paquebot franchissait les jetées. La foule se penchait sur les balustrades du boulevard qui dominait le vaste port encombré de vapeurs, de voiliers, de tartanes. Sur les quais immenses, l'agitation d'une fourmilière en travail de déménagement. Des pavillons anglais, russes, italiens, espagnols, grecs, américains et surtout le drapeau tricolore flottaient à la corne des mâts.

— Ma foi ! qui croirait à la guerre dans ce grand havre à l'animation joyeuse, s'exclama le vieux beau de Paris, amusé ?

— Ah ! pardon ! cher ami, protesta sa femme, regarde donc ces soldats noirs qui forment une avenue vivante à travers laquelle nous passerons ! Et regarde donc ces soldats annamites jaunes comme leur uniforme khaki ! Et ces Sénégalais luisants comme mes bottines vernies ! Et ces tirailleurs olivâtres ! Et ces spahis cuivrés ! Et ces chasseurs qui portent leur ceinture rouge sous les aisselles et ressemblent à des dames premier Empire ! Et tu trouves que cette multitude ne sent pas la guerre ?

— Non ! mignonne, c'est de l'exotisme, pas davantage.

Le long des bastingages des portefaix arabes aux chéchias pivoine, grimpaient. Ils sautèrent aux pieds de la Parisienne, épouvantée par ces gaillards lestes et bistrés qui s'emparèrent de ses bagages. Comme une poule descend à petits sauts de son perchoir sur les degrés d'une échelle, la dame haut perchée sur ses talons bondissait sur la passerelle. Son mari suivait, émerveillé, et son fils chlorotique fixait d'un air morne la population cosmopolite issue de tout le bassin méditerranéen que contenaient des troupiers martiniquais du plus beau goudron à coaltarer des barques.

CHARLES GÉNIAUX.

(*A suivre.*)

LA GUERRE ET LA RECONSTITUTION DES TRÉSORS ARTISTIQUES DE LA FRANCE (1)

Tenons-nous-en au jugement définitif de ce neutre, à qui on ne saurait reprocher d'être juge et partie : il condamne pour toujours le vandalisme allemand. Il nous indique aussi la route à suivre, en attirant notre attention sur ce qu'il appelle « la carcasse » de la cathédrale. C'est cette carcasse qui a tout sauvé. Mais il faut voir qu'elle a été elle-même touchée. Les arcs-boutants superposés correspondaient aux points de passage précis des poussées : Aujourd'hui, certains de ces arcs ant été coupés par les obus. Comme à Soissons, la stabilité peut subsister encore un temps, grâce à la cohésion de la construction, grâce aux arcs voisins qui supportent vaillamment plus que leur part. C'est cette structure qu'il faudra au plus tôt compléter en même temps qu'un toit ou une terrasse empêchera les infiltrations des eaux qui s'amassent sur les reins des voûtes et peuvent provoquer la chute des voûtes et des arcs, et l'écrasement des piliers. La silhouette actuelle de la cathédrale est si impressionnante, avec ses tours et ses pignons s'élevant seuls dans le ciel, sans être appuyés par la masse du comble, qu'on peut se demander si une terrasse ne devrait pas être préférée à la haute toiture. Mais les grands combles de nos cathédrales correspondaient à une nécessité sous notre climat, la forte pente empêchant l'amas et, par suite, la surcharge des neiges... De même, les pignons de transept peuvent-ils sans danger rester exposés sur leurs deux pans aux efforts du vent et aux intempéries ?

L'aspect si pitoyable de ces monuments, les vestiges si importants qui subsistent et nous permettent de venir utilement en aide à leur misère, imposent à notre esprit le devoir et la possibilité de la restauration.

Mais une troisième objection a été soulevée : il faudrait reculer devant les sommes qu'exigerait la remise en état de tout ce qui est détruit.

C'est un problème qu'on ose à peine se poser que celui des moyens financiers de remédier à tous les désastres de la guerre. Vous savez quel admirable principe a été établi, de faire participer la nation tout entière à la réparation des dégâts subis par les départements envahis. Un

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 16, 1916.

crédit provisoire de 300 millions de francs a déjà été voté pour les indemnités à allouer pour dommages de guerre. A quel chiffre arrivera-t-on quand, notre sol enfin débarrassé de la présence de l'ennemi, on pourra évaluer les ruines ? Je crois que nul n'en a aucune idée. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne pourra pas se soustraire à ce devoir, qui est une nécessité.

Pour les édifices d'Etat, comme les cathédrales, c'est le Budget des Beaux-Arts qui y pourvoira. Pour les édifices classés appartenant aux communes, c'est en prélevant les sommes nécessaires sur les indemnités pour dommages de guerre allouées par l'Etat que les travaux pourront être entrepris.

Pour tous ces édifices qui dépendent du Service des Monuments historiques, le personnel ne fera pas défaut pour mener à bien un travail aussi délicat, dans lequel il faudra respecter tout ce qui peut résister encore, réemployer pieusement toutes ces pauvres pierres qui jonchent le sol.

La difficulté sera plus grande pour les constructions qui appartiennent à des particuliers ; car, à côté du problème financier, qui se résoudra, comme pour les collectivités propriétaires, par les indemnités pour dommages de guerre, le problème artistique se pose, même lorsqu'il n'y a pas de servitude analogue à celle qui existe pour les places d'Arras, par exemple. Des châteaux, comme celui de Tilloloy, de Plessis-de-Roye, de Saulcy-sur-Meurthe, des logis anciens comme ceux de Reims, des maisons mêmes comme celles de Bischwiller doivent être rétablis dans leur aspect décoratif. L'aspect artistique de nos villes est lié à la conservation de toutes ces œuvres modestes qui donnent à chaque place, à chaque coin de rue son originalité, autant et peut-être plus qu'à la conservation d'un monument de premier ordre.

Pour cela, il est à souhaiter que partout se créent des commissions artistiques qui donnent aux propriétaires les moyens de ne pas gâter par une restauration maladroite, les œuvres d'art qui étaient venues entre leurs mains et que l'ennemi a ravagées. C'est un intérêt national qui s'y attache, et qui n'est nullement incompatible avec les intérêts particuliers : je ne doute pas que, de part et d'autre, on trouve toute la bonne volonté nécessaire à un résultat excellent.

Ainsi, je suis persuadé qu'il n'y a pas d'objection valable ni de sentiment, ni d'art, ni d'argent à la restauration qui est nécessaire.

Mais comment faut-il restaurer ?

Si la solution de la question n'est pas douteuse, en ce qui concerne la structure des monuments, qu'il faut maintenir et qu'il est aisé de maintenir en s'appuyant sur les témoins anciens et sur les documents dont nous disposons, la question est beaucoup plus complexe en ce qui concerne les œuvres de sculpture et, d'une manière générale, de décoration fixe.

Ici, nulle nécessité de stabilité ne s'impose ; et en revanche, il y a une telle personnalité dans les œuvres qu'on doit craindre d'être sacrilège en y touchant. Des figures, comme celles du portail de Reims, ont une perfection comparable à la plus belle statuaire antique. C'est d'ailleurs un caractère commun aux œuvres de génie que d'être à la fois les types les plus parfaits de l'art d'une époque et les types d'un art éternel. Les statues grecques, les coupes du trésor de Boscoreale, les portes du Baptistère de Florence ont ce caractère d'être non seulement de leur temps, mais de tous les temps, et de ne pas vieillir. La Vierge de la Visitation, au portail de Reims, atteint, elle aussi, cette perfection.

On a renoncé heureusement, dans nos musées comme dans nos monuments, à restaurer les statues, à leur remettre des doigts ou un nez... Nous garderons donc nos statues mutilées, en les protégeant de notre mieux contre de nouveaux dommages.

Mais, quand elles sont complètement détruites, que ferons-nous ? Un monument privé de sa décoration est un squelette ; et, d'autre part, on risquerait de faire de fades pastiches en tâchant de recopier de telles œuvres.

On ne saurait, en effet, composer dans un style ancien : les styles anciens, expression parfaite de programmes déterminés, correspondent à un état précis de l'évolution du goût, ont des qualités qui leur sont propres et que nous ne saurions copier sans tomber dans de plates formules.

Nos vitraux du XIIIe siècle, pages admirables de composition et de couleur, mosaïque translucide appliquée aux immenses claires-voies de nos nefs, comportent, dans l'interprétation des figures et des ornements nécessitée par la technique même de la mise en plombs et du modelé, des naïvetés que nous ne saurions reproduire : leur qualité est d'être sincères ; à les copier, notre sincérité serait en défaut.

Mais il n'y a pas là motif à désespérer, bien au contraire. On a trop oublié au siècle dernier que ce qui faisait les Monuments Historiques, c'est qu'ils avaient une Histoire. Cette Histoire, elle est écrite sur la pierre, sur le bois, sur le verre. A Reims, le vieux portail latéral Nord du XIIe siècle nous dit que le lieu était déjà consacré avant

l'édification de la cathédrale ; la construction même de l'édifice a duré un siècle et marque l'évolution de l'art pendant cette période ; la tribune d'orgue est du XVe, les tapisseries du XVIe. Les tambours des portes étaient du XVIIIe.

A Saint-Rémi, c'est une façade entière, la façade sud, qui allie sa charmante décoration du commencement du XVIe siècle à l'austère monument du XIe et du XIIe. La croisée du transept est fermée par une fine clôture de marbre du XVIIe siècle, qui vient s'ajuster avec un goût exquis entre les piliers romans.

Voyons encore un monument qui n'a subi ni l'incendie accidentel comme la cathédrale de Chartres, ni les outrages de guerre comme celle de Reims, examinons la cathédrale de Bourges, qui offre, avec ses cinq porches, le développement le plus considérable qu'ait présenté au XIIIe siècle le grand portail, ce frontispice de la cathédrale.

Les cinq porches correspondent aux cinq nefs de la cathédrale. Des contreforts énormes les séparent, contrebuttant les poussées des arcs et des voûtes qui se reportent dans toute la longueur de l'édifice jusqu'à la façade. Ces contreforts, qui eussent encombré l'entrée, l'artiste, par un trait de génie, en a fait les ébrasements mêmes des portes, amplifiant ainsi le motif de ces portes comme pour attirer la foule vers le temple, facilitant l'entrée et la sortie de cette foule, et y écrivant par la sculpture tout un livre d'éducation morale.

Dans cette œuvre immense, tout est en parfaite harmonie ; rien ne nous choque ; et pourtant, à y regarder de près, à côté des porches du XIIIe siècle, nous voyons des remaniements du XVe ou même du XVIe ; le caractère en est tout différent, mais l'harmonie d'échelle est si heureuse que nous ne voyons là qu'une variante spirituelle, nullement disparate.

Ainsi, il n'est pas un de nos édifices qui ne présente cette série d'adjonctions et de transformations.

N'aurons-nous donc pas, nous aussi, quelque chose à ajouter à cette Histoire ? N'aurons-nous « ni le courage, ni la faculté de créer » ? Nous devons, au contraire, à notre tour, reprendre cette tradition française qui s'est poursuivie sans interruption jusqu'à la Révolution. Si, après la suppression des corporations, notre art, réduit à un enseignement académique et abstrait, est tombé en décadence par l'ignorance de la technique, si plus tard on a commis l'erreur de composer dans des styles anciens, séparant la forme de l'idée dont elle était l'expression et en faisant une formule, si, peu de temps avant la guerre, on nous a exhibé des productions étrangères dont l'originalité est de piller tout à la fois l'antiquité et les formes souples de notre XVIIIe siècle, si tout cela a pu faire croire à un arrêt du goût français, il n'en est rien : notre art, s'appuyant à nouveau sur la tradition, sur la technique et sur l'étude de la nature, est aussi vivant que par le passé, et dans notre bel enthousiasme à relever nos ruines, il affirmera par ses œuvres l'immortalité du génie français.

Pour toutes les œuvres de décoration, nous devons ajouter notre page au livre qui n'est jamais fermé. Nous nous efforcerons, comme nos devanciers, d'être en parfaite harmonie avec le monument, de ne commettre ni d'erreur de proportion, ni d'erreur de coloration. Mais nous aurons le courage et même l'audace de créer. L'art est audacieux : il n'y a rien de plus audacieux que ces colonnes de nos cathédrales, aux proportions toujours variées selon le rôle qu'elles remplissent dans l'édifice, — que les ajourages des contreforts extérieurs, — que les immenses verrières allongées qui font de nos cathédrales de véritables lanternes, — que la composition de ces vitraux aux figures surhumaines dont l'effet de grandeur est obtenu par la proportion des figures secondaires ou des ornements ramenés à l'échelle humaine.

Cette audace, nous pouvons, nous devons l'avoir à notre tour. Si nous l'appuyons sur une base d'éducation solide comme la donnent l'étude de la tradition, la connaissance de la technique, l'émotion ressentie devant la nature, elle nous haussera jusqu'à l'art.

Et nous aurons bien plus de chance d'être en harmonie avec nos admirables édifices anciens, qu'en cherchant à faire des pastiches : j'en veux pour exemple des œuvres récemment faites dans des monuments historiques, telles que l'autel élevé dans l'église de Bougival et dû à la collaboration de mon père et de René de Saint-Marceaux.

On a cherché, dans l'antique petite église, à faire une œuvre qui fût à l'échelle du monument ; on l'a composée très simplement : la table de l'autel porte sur quatre colonnes ; sur le rétable, qui n'est qu'un bloc de marbre, dans lequel s'ouvre le tabernacle, repose le groupe de sculpture, tout traditionnel par sa silhouette simple très bien équilibrée, tout moderne par l'émotion de nature qui s'en dégage. Si des richesses ornementales viennent souligner le monument, l'artiste a fait comme ses devanciers : il a puisé son inspiration dans les fleurs de nos jardins, comme le sculpteur du XIIIe siècle allait chercher dans nos forêts l'inspiration

de ses frises et de ses chapiteaux. Et ainsi, l'œuvre s'apparente à l'œuvre ancienne, mieux que par des pastiches qui resteraient des œuvres mortes, incapables d'émouvoir, parce que faites sans émotion.

C'est ainsi que nous travaillerons à réparer le désastre. Sans doute, dans les œuvres d'art de décoration fixe, comme dans le domaine des objets mobiliers, meubles, tapisseries, objets de métal, tableaux, le bilan de la guerre nous montrera bien des vides. Nous connaissons déjà la perte de l'admirable pied de candélabre de Saint-Rémi, fondu dans l'incendie du Musée de Reims, et dont je ne connais qu'un autre exemple, à la cathédrale de Milan. Une faible consolation est d'en avoir le moulage au Musée du Trocadéro, qui conserve aussi le moulage de l'Ange au sourire et de quelques-unes des belles statues mutilées. Nous devons à la prévoyance de l'Administration des Beaux-Arts, la mise en lieu sûr, avant l'invasion allemande, des Tapisseries de Reims, celle du fort Roy Clovis, tapisseries du xve, données en 1573 par le Cardinal de Lorraine, les 17 pièces de l'Histoire de la Vie de la Vierge, données en 1530 par Robert de Lenoncourt, les délicieuses tentures du Cantique des Cantiques, broderies de soie du xviie siècle, qui étaient suspendues dans la Chapelle Palatine.

Au moment des premiers bombardements qui détruisirent l'ancien Archevêché et le Musée archéologique qu'il renfermait, et dont le Pied de Candélabre de Saint-Rémi était la pièce la plus remarquable, on a déposé dans des sous-sols l'exceptionnelle série des toiles peintes du xve, conservées au Musée de l'ancien Grand Séminaire.

Malheureusement, nous ignorons presque tout des pays encore envahis. D'après les rapports officiels allemands, le rétable de Ligier Richier à Hattonchâtel et la Pieta d'Etain auraient été transportés à Metz. Que sont devenus les pastels de Quentin de la Tour, à Saint-Quentin ; que sont devenus les jolis meubles de la cathédrale de Noyon ? Espérons que beaucoup de ces œuvres resteront à leur place, comptons sur les traités futurs pour nous faire rendre ce qui aura été pillé.

Espérons aussi que, grâce à la vigueur de nos armes, de nouveaux bombardements n'aggraveront pas à Soissons, à Reims, la destruction commencée, et que nous n'aurons pas encore, quand nous repartirons de l'avant, un temps d'arrêt désastreux pour nos trésors artistiques.

Nous connaissons déjà trop de ruines, comme Hattonchâtel, en pays envahi. Que Noyon, Laon, Saint-Quentin, Vouziers, Rethel, Saint-Mihiel, Avioth et tant d'autres merveilles petites ou grandes de notre art passé n'aient pas à subir le sort de Soissons ou de Reims.

Quoi qu'il arrive, la France se doit à la reconstitution de ses trésors artistiques ; elle se doit à la restauration de ces édifices qui, comme l'étendard de Jeanne d'Arc, après avoir été à la peine, méritent bien d'être à l'honneur.

Il y a des monuments qui, par leur exceptionnelle beauté, par les événements qui s'y sont déroulés, appartiennent non pas seulement à leur pays, mais à toute l'humanité : la cathédrale de Reims, comme le Parthénon, est de ceux-là. Mais pour nous, Français, les monuments plus modestes doivent nous tenir autant au cœur. Ces petites églises qu'on rencontre à chaque pas dans nos campagnes, c'est l'âme même de nos villages. Elles représentent la collaboration pour un même idéal de tous les braves gens, de tous les ouvriers épris de la beauté de notre sol, le tailleur de pierre qui sculptait les bourgeons de fougère aux angles des chapiteaux, l'ouvrier en bois qui illustrait naïvement les stalles, le forgeron qui ajustait les pentures des portes. Tous ces braves gens-là, nous les retrouvons aujourd'hui, unis eux aussi dans un même idéal aussi généreux, puisque c'est pour le salut de l'humanité qu'ils travaillent, eux aussi. Il ne faut pas qu'ils ne retrouvent chez eux que des ruines. La France leur doit de les aider à retrouver, aussitôt après la victoire, leur village plein d'une vie nouvelle, reprenant son aspect passé.

La guerre nous aura appris bien des leçons ; elle nous aura montré des erreurs auxquelles il faut renoncer, elle nous montre aussi les œuvres à entreprendre, des traditions à conserver ou à renouer : Il n'en est pas une plus élevée que de tenir à l'idéal d'art qui, pendant plus de huit siècles, a ennobli notre race, et lui a donné une réputation universelle de goût.

« Une grande époque d'art a toujours un caractère national. Dans la Grèce antique, où se manifestaient des qualités analogues à celles qui se firent jour en France au Moyen-Age, c'est après les victoires des Athéniens sur les Perses que la Grèce a pris conscience de son génie, et qu'elle a créé ces types d'immortelle beauté qu'elle a vus dans la nature, et qui semblent, par sélection, caractériser les qualités d'une race plus encore que celles des individus.

En France, c'est après la victoire de Bouvines qui fit l'unité française, c'est sous les règnes glorieux de Philippe-Auguste et de Saint-Louis que

s'élèvent les cathédrales, dont l'infinie variété atteste la richesse et l'originalité de l'esprit français ».

En ce moment, notre peuple s'affirme à l'admiration du monde entier plus grand que jamais ; le lendemain de notre effort doit être aussi plein de sève.

Nous prendrons exemple sur le passé : quand on édifiait une cathédrale, tous y collaboraient, les uns par leur travail, les autres par leurs dons : « les vitraux de la seule cathédrale de Chartres, offrande des corporations dans les bas-côtés de la nef, présents royaux ou princiers dans les fenêtres hautes, nous révèlent l'admirable union des cœurs français. »

Cette union, à laquelle certains ne croyaient pas, nous vous l'avons montrée dans nos tranchées, plus vivace que jamais : il ne sera pas dit qu'après la victoire, elle puisse être moins complète : c'est grâce à elle que nos ruines se relèveront, que de la mort renaîtra la vie.

MARCEL MAGNE.

*
* *

Allocution de M. ALFRED ROLL.

Mesdames, Messieurs,

Combien est impressionnante l'énumération que M. Magne vient de nous faire, avec l'exactitude d'un savant et l'émotion d'un poète !

Cités de chaos, monuments assassinés, fermes devenues tombeaux pour ceux qui les habitaient !

Mais quel réconfort ! quel exemple nous vient de l'entêtement des ouvriers de la terre à retourner parmi les ruines à peine éteintes préparer les moissons d'été.

La passion du paysan pour le sol, son indifférence du danger proche, sont une belle forme du patriotisme. Oui, qu'ils soient ceux-là les premiers à retrouver la maison, le clocher, l'école ! Aucun de nos efforts de réparation n'atteindra la somme de sourdes peines, de sombre mélancolie, dont fut faite la vie de nos réfugiés.

Je ne veux pas discuter la thèse que notre conférencier a soutenue devant vous avec une argumentation précise et serrée. Je désire sur un seul point ajouter mon opinion à la sienne.

Vous voudrez bien excuser l'insuffisance d'un peintre à vous dire sa pensée. Les mots font peur à ceux qui ont l'habitude d'exprimer ce qui les émeut, avec des couleurs et des lignes.

Quelle terrible fresque pourrait naître du spectacle des choses de la Guerre ! Il y paraîtrait des intellectuels se disant chrétiens, occupés à combler le vide, de la terre aux cieux, par des monceaux d'holocaustes agréables à leur Dieu ; des pédagogues illuminant les ténèbres du vieux monde à coups d'incendie, d'explosifs, de fulgurantes asphyxies.

Il y ramperait la voracité, la cupidité, casquées de pointes, les vampires tueurs de petits enfants, au nom de la civilisation. Et, heurtés à cette matérialité, on y verrait la fureur bleue invincible des soldats de l'Idéal.

Les survivants de la guerre ont leur existence vouée à l'Epopée. — Les peintres, les sculpteurs la raconteront à leur manière.

Aux architectes, la part sera large. Faire le cadre de la vie nouvelle, relever les villes, ressusciter les riants villages de nos chères provinces de l'Est et du Nord. Sur les irréparables ruines, élever de beaux édifices, au gré de la tradition locale et de la fantaisie moderne.

La guerre nous aura libérés de quelques maladies du goût. Par elle, nous retrouverons le filon d'art français un peu oublié au siècle dernier.

Le lieutenant Magne l'a dit excellemment, il ne faut pas que des ruines, conservées parmi les choses actives, les endeuillent. Non. Demain sera fait de réalisations, de l'irrésistible impulsion des sèves en mouvement.

Mais, pour que ces réalisations soient puissantes, il nous faut faire avec le souvenir et l'expérience de la grande épreuve l'essence même de notre renouveau.

C'est pourquoi il est bon et désirable qu'en pleine vie s'érige le monument de la piété, de la commémoration, le monument dédié à tout ce qui aura disparu sans retour, hommes et pierres.

Ce monument au-dessus de tous, digne par la matière et l'aspect de ce qu'il aura mission d'évoquer, nous l'avons.

Farouche, découronnée, aveugle, mais debout dans la majesté de sa mutilation : c'est la cathédrale de Reims.

L'une de ses tours, très atteinte, jaillit dans l'azur comme un cri d'agonie, comme une strophe ajoutée à notre chant de guerre.

Qu'on intervienne, ainsi que le demande M. Magne, pour assurer sa durée, pour empêcher la désagrégation des parties compromises ; qu'on la recouvre, qu'on l'appuie, c'est bien.

Mais pour l'amour de l'Art ! qu'on ne tente pas de lui rendre l'apparence ancienne qui ne serait plus expressive de ce qu'elle est devenue pour nous.

Un monument refait est presque toujours une

chose diminuée, en marge du temps, ne répondant plus aux croyances, aux besoins qui présidèrent à sa création.

Il y manque de la vérité morale, et cette atmosphère de tiède mystère, dont les ans l'avaient toute ouatée.

Les cahédrales nous racontent ce que furent nos ancêtres, leurs élans vers Dieu, leurs infinis espoirs et leurs infinies déceptions, parfois même leurs colères.

Aucune ne fut plus intimement mêlée à l'histoire de notre race que celle-ci. Sous l'apparente inertie de la pierre, on sentait frémir cette âme multiple qui est la Patrie.

Sauvagement belle de sa détresse, Notre-Dame de Reims restera comme la haute effigie de notre France violée, tout à coup dressée dans l'âpre vouloir de vaincre la Bête sacrilège, pour en libérer le Monde.

Notre-Dame de Reims conférait la grâce et la protection. Ne pouvant plus rien pour son peuple, elle se mit à souffrir avec lui. Sa pierre a rougi et saigné sous le feu comme une chair meurtrie ; les bleus profonds de ses verrières, comme des yeux, se sont éteints.

Ah ! oui, la cathédrale doit rester telle qu'elle est, pour témoigner ce qu'on osa sur Elle, de ce qu'on voulût contre nous, pour témoigner surtout de notre implacable volonté de ne rien oublier.

Notre haine n'est point un sentiment étroit. C'est le vœu de combattre, au-delà de la Paix, la tyrannie, le mensonge, la camelote et le goût d'outre-Rhin, pour que nous restions autochtones, pour que nous restions libres, sur la terre de la Liberté !

Je ne saurais finir sans envoyer une pensée de tendre reconnaissance à nos jeunes artistes, qui remplissent au front le grand Devoir !

Je leur crie mon admiration, je leur crie mon envie !

Nous, les combattants de 70, avons comme eux le sang bouleversé de haine, la fièvre d'être utiles; comme eux, nous voulons nous fondre dans l'effort collectif. Mais la substance corporelle alourdit nos élans et limite notre activité.

Certes, il est aimé des dieux, l'être jeune et souple qui combat sous terre et sur les nues. Héros par atavisme ou par contagion, il sent frémir en lui la force invincible de la bonne cause, de ce qui représente en ce temps-ci le droit et l'honneur.

Avec sa furie, avec sa bonne humeur spirituelle, avec la boue sanglante dans laquelle il se meut, c'est lui qui prépare l'aube rayonnante que nous attendons.

C'est lui qui fera lever les moissons splendides de notre terre remuée par un déluge de fer et toute imprégnée des baisers d'adieu de nos fils.

L'éminent ami qui préside à ces conférences, l'ami que j'admire infiniment, a dit dans *Solidarité :* « L'Humanité est composée de plus de morts que de vivants. »

Aucun bouleversement au monde n'aura, au même point que cette guerre, mêlé la mort à la vie, dans une action commune ; les uns tombant pour que d'autres vivent, les autres vivant pour immortaliser les morts.

Dans l'humanité nouvelle, la jeunesse fauchée aura autant de part que la jeunesse vivante.

Nos disparus seront présents partout. Ils revivront dans nos réalisations. — Le plus obcur, le plus anonyme sacrifice, laisse dans son sillage une force secrète dont s'imprègne « ceux qui entreront dans la carrière ».

Je ne vous dirai pas les noms de tant d'artistes, qui sont tombés, je craindrais d'en oublier.

Ceux-ci, dans leurs recherches passionnées, avaient fait respirer le marbre, chanter la couleur et s'émouvoir l'indifférence même.

Et puis, ils ont senti que la Patrie menacée résumait toute beauté, toute raison de vivre. — Ils sont partis, les anciens avec les jeunes, laissant à ceux qui suivent, la grande tâche de se donner sans mesure au travail, à la reconstitution des énergies de notre Art National.

Pour les y encourager, la pensée constante de nos chers disparus passera comme un souffle vivifiant, comme une caresse sainte, sur la France de demain, sur la France éternelle !

ALFRED ROLL.

UNE CRISE QUI CONTINUE

La crise de la Social-démocratie allemande continue. A la fin du mois d'août, rien n'indiquait encore à quelle solution elle pourrait aboutir, ni si tel ou tel des groupements en présence était en droit d'escompter la victoire prochaine.

Les déchirements, qui travaillent le parti le plus fortement organisé d'outre-Rhin, — (car à la veille de la guerre, le socialisme l'emportait là-bas, à cet égard, sur le centre catholique), — intéressent le monde entier. Chaque semaine, d'innombrables articles de journaux et de revues leur sont consacrés dans les deux hémisphères. La curiosité, qui s'attache aux faits et gestes de la « majorité offi-

cielle », et de la ou des « minorités », n'a rien, au surplus, d'étonnant ou d'illégitime. Le rôle de la Social-démocratie germanique a été considérable, (je n'irai pas jusqu'à écrire décisif, bien que cette épithète se puisse défendre), — dans les événements des deux dernières années : selon toutes apparences, ceux-ci se fûssent déroulés différemment, si Scheidemann et quelques autres n'eussent pas réussi à faire prévaloir la politique dite du 4 août, en d'autres termes la politique de soumission à l'impérialisme. Dans les 24 derniers mois, nous avons, en une certaine mesure, calculé l'affaissement moral du peuple allemand, sa lassitude de la lutte, ses souffrances diverses d'après les progrès des fractions dont Liebknecht, Haase, Ledebour, Bernstein étaient les inspirateurs et les porte-paroles. L'opposition socialiste — au gouvernement impérial et aux majoritaires plus ou moins ralliés, — a grandi en même temps que la déception de l'esprit public.

Mais il y avait plus : si la croissance de cette opposition était un indice d'une indubitable valeur, elle contribuait aussi à rendre plus difficile la tâche du chancelier et des ministres ; elle venait ajouter son action à celle de toutes les crises qui se sont juxtaposées à l'intérieur de l'Empire, en créant au pouvoir des difficultés parfois insurmontables.

Si demain la minorité devenait la majorité et congédiait les vieux chefs qui ont donné tant de gages à Guillaume II, on pourrait déduire de ce renversement des situations que les masses ouvrières allemandes ont secoué leur vassalité et perçu l'indignité de leurs capitulations. Peu importerait, au regard de certaines conclusions, que ce revirement s'expliquât surtout par la pression de la disette, par la lourdeur des sacrifices supportés. Un premier résultat serait là. La résistance du militarisme germanique se révèlerait étrangement affaiblie, car en dépit du caractère à demi absolutiste des institutions, ce militarisme aurait été impuissant à imposer, deux années durant, ses volontés, sans la complicité de ceux qui avaient jadis pris officiellement à charge de le combattre.

Mais le coup de théâtre attendu ne s'est pas encore produit. Le facteur politique ne joue pas encore, outre-Rhin, dans toute sa plénitude, à côté du facteur économique et du facteur financier. Les événements intérieurs se sont développés moins rapidement qu'on n'eût été en droit de le supposer. Dans la Social-démocratie, cinq mois après la grande scission de mars, aucun résultat définitif n'est acquis. S'il est indéniable que la majorité a plutôt reculé et que la minorité a réussi à lui infliger des échecs — (nous verrons tout à l'heure sur quels terrains) — les incidents sensationnels ont fait défaut, et nous serions tout aussi empêchés qu'au printemps 1916 de mesurer exactement la puissance des effectifs en présence. Une rapide revue des faits nous permettra d'ailleurs de justifier ces assertions, en même temps qu'elle nous fournira les moyens de mieux caractériser l'attitude des éléments aux prises.

*
* *

Dans un précédent article, et qui remonte à avril 1916, j'avais montré comment la coupure était survenue parmi les socialistes allemands : coupure dans la fraction du Reichstag, et non dans le parti lui-même qui garde théoriquement son unité. Le 24 mars s'était créée une situation bizarre et probablement sans précédent. De longue date, un certain nombre de députés critiquaient, condamnaient même la politique du 4 août, qui avait fait de la Social-démocratie la servante humiliée de l'Empire et l'instrument du militarisme. En face des réformistes, dont plusieurs étaient teintés d'annexionnisme et qui sacrifiaient ou répudiaient les principes traditionnels, s'étaient dressés les intransigeants de la nuance Liebknecht, Ruhle, Rosa Luxembourg, et les représentants de la nuance Haase-Ledebour. Ceux-ci et ceux-là, pour une raison ou pour une autre, estimaient qu'ils avaient fait fausse route, et réclamant la clôture de la guerre, une paix « sans annexion » et très rapide, refusaient les crédits de l'armée et de la marine. Avant le 24 mars donc, ces minorités s'étaient affirmées. Ce qui constitua le fait nouveau ce jour-là, c'est que Haase et 17 autres députés expulsés de la « fraction » pour avoir voté contre le budget formèrent une « fraction » parlementaire dissidente : *l'Union socialiste du Travail.* Haase, qui avait cessé, en décembre 1915, de présider le groupe du Reichstag, donna sa démission de la présidence du parti. On se demanda tout de suite si ce parti n'allait pas se couper en deux, à l'exemple du groupe du Reichstag. Il n'en fut rien, car la majorité, par tactique politique (outre les dissidents de l'*Union socialiste du Travail*, il y en avait d'autres, et au total 35, au Parlement), et la minorité, par sage prévoyance, se gardèrent de précipiter la solution.

Mais le schisme parlementaire, issu de la séance de mars, allait plutôt s'aggraver que s'atténuer. Un rapprochement n'eût été possible qu'en deux

hypothèses : 1° si la minorité eût consenti à limiter ses critiques et à se plier, dans la pratique, aux décisions de la majorité qui demeurait gouvernementale et votait les crédits de guerre : or l'*Union socialiste du Travail* et le petit groupe Liebknecht-Ruhle, et les 15 députés qui se réfugiaient dans l'abstention sentaient qu'un courant populaire grandissant approuvait leurs attitudes, et le premier pas accompli, ne pouvaient plus reculer ; — 2° si la majorité fût devenue antigouvernementale et eût, conformément aux décisions de tous les congrès, rejeté les dépenses militaires : or cette majorité, dont les chefs ont, selon toute présomption, noué des négociations secrètes avec le pouvoir, eût plutôt accentué ses complaisances pour le chancelier : ce n'est point sans raison que M. de Bethmann-Hollweg, en juin, prononça le discours retentissant — (d'aucuns l'ont qualifié d'historique), — qui ouvrait aux socialistes, jadis honnis et méprisés, les portes de l'Etat. Certains leaders social-démocrates étaient, à coup sûr, trop engagés dans des tractations de toute espèce, pour qu'ils pussent souscrire à de nouvelles volte-faces. Ici comme ailleurs, les considérations personnelles ont joué et joueront un rôle important et il serait puéril de les négliger.

*
* *

Pendant la courte session que le Reichstag a tenue cet été, l'opposition n'a cessé de formuler ses points de vue, qui sont tous en contradiction flagrante avec les propositions et les suggestions de la chancellerie... Tandis que Scheidemann, Ebert, Landsberg, David et les autres mettent en lumière les idées qu'ils peuvent avoir en commun avec les radicaux, les nationaux-libéraux, les catholiques et même les conservateurs, les membres de l'*Union socialiste* (Liebknecht a été arrêté), insistent à l'inverse sur leur isolement volontaire, et proclament, à toute occasion, le caractère intransigeant de leur doctrine. Quand M. de Bethmann-Hollweg fait appel à l'union de tous les Allemands et parle de l'extrême-gauche en des termes inaccoutumés et qui eûssent peut-être révolté Bismarck, la majorité social-démocrate lui répond avec une sorte d'enthousiasme : en tout cas, elle prend la défense du chancelier contre les pangermanistes, affectant de croire qu'il a répudié à son tour tout expansionnisme. Si elle rejette les nouveaux impôts péniblement élaborés par Helferich avec le concours de la commission du Reichstag, c'est que ces taxes sont surtout lourdes pour les petits, et qu'elle serait impitoyablement condamnée par le corps électoral, dans l'éventualité d'un vote d'approbation. Mais elle ne néglige rien pour se faire pardonner cet acte d'indépendance, qui, du reste, ne la brouillera pas avec la Wilhelmstrasse.

Ce sont les membres de l'*Union socialiste* qui reprennent les attitudes historiques de Bebel, de Liebknecht le père, de Singer, à l'encontre des autorités impériales. Le chancelier, en offrant une place dans l'Etat aux social-démocrates, les a exhortés à déserter le dogme républicain, l'autre dogme de la lutte des classes et à les jeter à la vieille ferraille. Ledebour lui réplique nettement et se garde, dans sa riposte, de ménager les majoritaires : ceux qui abjurent ces dogmes, dit-il, montrent qu'ils n'ont jamais été de véritables social-démocrates, ou qu'ils ignoraient ce que signifiait cette expression. Et là-dessus, il prononce un long et véhément discours, où il expose la défense de Liebknecht le fils, où il demande que la volonté des nations soit respectée, et que l'Allemagne laisse les populations assujetties à un Etat libres de disposer de leur sort. Il invite même le gouvernement à faire des ouvertures de paix, en formulant des conclusions précises ; il va plus loin encore, en proclamant le droit du peuple à la révolution contre un pouvoir qui pratiquerait l'absolutisme.

Ledebour n'a point coutume de tamiser sa pensée. Mais Bernstein vient de la droite ou, si l'on préfère, du centre droit de la Social-démocratie ; en passant à la minorité, il n'a pas renoncé à toutes ses habitudes intellectuelles, ni à la modération de forme qui lui est chère. Le 2 juillet, il déclare au Reichstag que la guerre a été imposée à l'Europe par le militarisme allemand ; il s'élève avec une véhémence remarquable contre les « profiteurs de la guerre », c'est-à-dire contre les grands métallurgistes ou autres industriels qui cherchent, dans la continuation de la lutte, des bénéfices sans cesse renouvelés ; il lance cette phrase lapidaire, et qui frappe directement le chancelier, à l'heure même où celui-ci semble comprendre le besoin de tempérer les ardeurs des ultra-annexionnistes : « les hommes d'Etat se sont barré les routes de la paix ».

Haase, dans cette session, a joué un rôle moins actif que dans la précédente : peut-être est-ce de sa part pure tactique. Il estime pourtant que certaines paroles ne sauraient être trop redites, et insiste pour la cessation de la guerre, — pour la signature d'un traité qui ne lèse, sous aucun rapport, l'indépendance des peuples. Hoffmann, enfin, soulève un tumulte en reprochant « aux Allemands d'exploiter les Allemands », en reproduisant, par

suite, sous une forme nouvelle, l'argumentation de Bernstein... Dans l'ensemble, les harangues de tranchante et irréductible opposition, que multiplient les 18 membres de la minorité principale, font un saisissant contraste avec les paroles complaisantes ou les molles critiques de la fraction officielle.

*
* *

La condamnation de Liebknecht, par un conseil de guerre, à la fin de juin, et l'aggravation de la sentence, en août, n'ont pas provoqué dans les milieux ouvriers l'indignation, ou, tout au moins, l'effervescence qu'on eût pu escompter: C'était, en réalité, une vengeance politique, que le gouvernement impérial avait cherché à exercer contre le premier et le plus virulent de ses adversaires social-démocrates. Il ne se fût pas jeté dans pareille aventure, s'il n'avait eu la conviction d'en sortir à son profit. Mais il est à remarquer que la juridiction, à laquelle il s'adressait, lui offrait toutes garanties, un conseil de guerre devant nécessairement châtier avec joie l'ennemi le plus invétéré du militarisme prussien. C'est un fait significatif, d'autre part, que le ministre de la guerre n'avait d'abord réclamé qu'une peine relativement modérée, les inculpations qui pesaient sur le député au Landtag et au Reichstag étant très graves, et l'une d'entre elles étant la tentative de trahison. Après un débat à huis-clos, Liebknecht fut frappé par la sentence de la cour martiale de 30 mois de servitude pénale. Si le chancelier n'avait pas redouté des mouvements populaires, il ne se fût pas contenté à si peu de frais. Après expérience, il fit réclamer et obtint en seconde instance une bien plus longue réclusion et qui pouvait être mortelle pour le condamné.

Le premier arrêt de la cour martiale, qu'on avait fait atténué et circonspect à dessein, fut assez peu commenté par les organes de la majorité. Celle-ci ne pouvait l'approuver sans froisser le sentiment des masses prolétariennes, qui dans leur for intérieur, pensaient apparemmment comme l'accusé ; elle ne pouvait le désapprouver sans rompre avec les autorités de l'Empire : au Reichstag, elle avait essayé de se tirer d'embarras, en invoquant l'immunité parlementaire en faveur de Liebknecht. C'était sur ce terrain aussi que s'était placée la minorité de l'*Union socialiste* le 11 mai, mais plusieurs de ses orateurs, un peu plus tard, protestèrent contre le procès ; plusieurs de ses journaux entamèrent une campagne antimilitariste, et dans de nombreuses réunions, dont certaines aboutirent à des échauffourées violentes, la dictature du sabre fut publiquement dénoncée. En d'autres temps, tout social-démocrate, qui n'eût pas flétri les juges de Liebknecht, eût été regardé comme un timoré, sinon comme un traître.

*
* *

Mais c'est dans tous les domaines que s'attestait l'antagonisme des minoritaires et des majoritaires.

Si l'on fait une nomenclature des diverses initiatives que les partisans de Liebknecht ou de Haase ont adoptées, au cours des derniers mois, elle risque d'être fort longue : il faudrait envisager les articles de journaux, les discours, les feuilles volantes que cette opposition a écrits, prononcés, distribués, et qui rappelaient parfois, par leur véhémence, le ton de l'avant-guerre : je ne me propose pas une pareille énumération. Un acte a été, entre tous, caractéristique, et il ne serait pas excessif de le tenir pour essentiel, car il a marqué à la fois l'audace et la puissance numérique de l'opposition social-démocrate dans la plus grande agglomération de l'Empire, celle de Berlin qui, au mois de juillet 1914, comptait 100.000 membres du parti.

Maîtresse de la plupart des circonscriptions de l'Allemagne du Sud, qui n'ont jamais incliné aux tendances révolutionnaires, la majorité officielle croyait également avoir gardé de fortes racines dans la capitale. Elle y subit pourtant, au cours du mois de juin, un échec signalé. Le 23 de ce mois, la circonscription de Teltow-Beeskow, l'un des arrondissements berlinois, renversait son comité directeur, qui approuvait la politique du 4 août, le vote des crédits de guerre, et nommait à sa place un comité d'une autre tendance ; il choisissait, comme mandataire au conseil fédéral berlinois, Rosa Luxembourg qui n'a cessé d'associer ses efforts à ceux de Liebknecht et qui est peut-être l'esprit le plus subversif d'outre-Rhin. Cette décision intervenait après d'autres décisions analogues, qui avaient été adoptées à Iéna et à Hanau. Elle ne laissa pas d'inquiéter le bureau central du parti. Mais cet organisme éprouva une défaite autrement grave, quand, le 25, les délégués de tous les arrondissements de Berlin réunis désignèrent pour exécuter leurs résolutions, Rosa Luxembourg, Stadthagen et Adolphe Hoffmann, tous trois minoritaires passionnés. Cette fois, la commission exécutive de la capitale étant aussi celle du parti pour toute la Prusse, c'était une véritable révolution qui menaçait de s'accomplir au sein de la social-démocratie prussienne.

Cette victoire est la plus importante que l'opposition ait obtenue dans les derniers mois ; si elle ne saurait être considérée comme décisive, elle a suffi à imposer plus de retenue à la majorité dans ses rapports avec l'Union du Travail. A partir de ce moment, et quoiqu'elle pût encore s'appuyer sur le Sud, sur le Centre et aussi sur de nombreuses sections du pays westphalo-rhénan, cette majorité jugea utile de ne point pousser la tension à l'extrême.

Son action pratique doit être séparée de sa propagande théorique, et d'ailleurs les théoriciens de cette fraction ne sont pas les hommes qui ont charge de mener l'action au Reichstag et au dehors.

La propagande des idées, du côté majoritaire, a été poursuivie par des écrivains tels que Heinemann, Kolb, Lensch, etc. Certains d'entre eux étaient déjà réformistes, revisionnistes, comme l'on disait, bien avant la crise actuelle. Ils estimaient que la lutte des classes avait fait la preuve de sa stérilité et que la social-démocratie, renonçant aux utopies révolutionnaires, devait s'associer aux fractions radicales et libérales pour démocratiser l'Allemagne. La guerre européenne leur a fourni simplement des arguments nouveaux à l'appui de leurs thèses ; ils se sont jetés avec enthousiasme dans l' « union sacrée » ; ils ont affecté de croire aux promesses du chancelier, qui annonçait une nouvelle loi électorale ; ils ont versé dans l'impérialisme, en proclamant que l'expansion économique ou même territoriale de l'Etat allemand servirait les intérêts les plus évidents du prolétariat. Cette évolution, qui s'annonçait bien avant les dernières années, est aujourd'hui achevée, et par son outrance même, elle n'est pas sans gêner les praticiens de la majorité, qui eussent préféré sauvegarder ingénieusement l'avenir. A ces réformistes de la veille se sont adjoints des néo-réformistes, qui, jadis, se complaisaient dans l'intransigeance révolutionnaire, et qui avaient embrassé, il y a quinze ans maintenant, la cause de Kantsky contre celle de Bernstein. Comme tous les nouveaux convertis, ils ont été les plus ardents dans leur revirement. Pour ces doctrinaires anciens ou récents du révisionnisme, la Social-démocratie doit rompre avec ses errements traditionnels, si elle ne veut pas entrer en lutte avec les syndicats, dont, au surplus, la pensée est loin de se préciser ; il est temps pour elle d'ouvrir une ère où elle négociera avec le pouvoir et s'interdira l'opposition systématique au nom de principes rigides; elle n'a qu'à accepter une collaboration positive avec l'Empire et à jeter au rebut les motions des congrès d'autrefois.

Peut-être le comité directeur, qui a désavoué de toutes ses forces, en sa majorité, l'attitude de Liebknecht, comme celle du groupe Haase, souscrit-il tacitement à ces exposés théoriques. Mais comme il ignore la volonté réelle des centaines de milliers de cotisants qui forment les cadres de la Social-démocratie, il se garde d'exprimer son approbation. Il a cherché sa direction entre les courants adverses ; il louvoie, peut-on dire ; tantôt il réclame, pour le prolétariat allemand, le droit de discuter les conditions de paix, tout comme les membres du comité de la « paix honorable » (décision du 1er août), et tantôt il condamne les feuilles volantes — émanées de l'opposition, qui préconisent des actes « irréfléchis » et « indéfendables » (appel signé en commun avec la commission des Syndicats le 7 juillet).

*
* *

Mais l'événement le plus intéressant de la vie de la Social-démocratie, durant les derniers mois, (il a mesuré les progrès des minorités et le désarroi de la majorité officielle), a été la résolution votée le 21 juillet par le Conseil national.

Cette organisation, dont l'autorité est supérieure à celle du comité directeur, avait été convoquée spécialement pour examiner ce point : y avait-il lieu de réunir un congrès général du socialisme allemand, afin de fixer l'attitude du parti et de prononcer entre les tendances antagonistes ? Il est à remarquer qu'en temps de paix, ce congrès siégeait annuellement et qu'à raison de la guerre, il ne s'est pas assemblé depuis 1913. C'étaient des membres de la majorité, pour briser la propagande de l'Union du Travail, qui avaient lancé l'idée d'un appel à ces assises jadis réglementaires.

Les journaux de la minorité avaient tout de suite protesté contre cette procédure. La *Frankische Tagespost* avait fait valoir l'impossibilité de tenir un congrès, alors que des centaines de milliers de cotisants étaient mobilisés, et que la liberté de réunion et la liberté de la presse étaient suspendues. La *Leipziger Volkszeitung* qualifiait de pure plaisanterie la proposition des majoritaires : ceux-ci voulaient, à coup sûr, faire un coup de force en profitant des circonstances, mais ils devaient savoir que si le congrès, après avoir siégé, s'attardait à formuler des injonctions et des condamnations, la scission s'ensuivrait du haut en bas et gagnerait les syndicats. Le *General Anzei-*

ger de Gotha demandait si l'on entendait verser des larmes de crocodile sur l'unité du parti et imposer à tout le monde le dogme de Kolb, de Heine et de Sudekum, devenus agents gouvernementaux. Le *Vorwaerts*, que sa position d'organe central contraignait à plus de diplomatie, se prononçait pourtant, en reprenant certains des arguments précédents, contre la réunion du congrès : il faudrait, d'ailleurs, au moins 6 semaines, disait-il, à celui-ci, pour envisager les problèmes posés par la guerre.

Toute la presse de droite et de gauche avait exprimé son avis, quand le conseil national s'assembla. Il redouta sans doute que la scission du parti ne se produisît, ou bien les majoritaires ne se sentirent pas en état de tenter un coup de force : toujours est-il qu'après avoir recommandé une paix rapide, flétri la politique de conquête, exclu toutes annexions, il substitua au congrès projeté une conférence des organisations. Cette conférence n'a aucun caractère statutaire ; elle ne saurait donc équivaloir qu'à un échange de vues sans sanctions.

Telle quelle, la décision du Conseil national a été combattue par l'Union du Travail, dans sa réunion du 29 juillet. Elle constitue cependant un succès évident pour la minorité. La majorité dispose aujourd'hui d'armes diverses, qui lui manqueront après la guerre : si elle a renoncé à s'en servir, ce n'est point par excès de scrupule ; c'est par crainte des lendemains et cet aveu d'inquiétude ne peut que renforcer l'opposition dans la Social-Démocratie.

PAUL LOUIS.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LE COURAGE FRANÇAIS (1)

S'il est un pays qui a été méconnu, non seulement par ses ennemis, mais par ses amis, par ses alliés et par lui-même, c'est bien la France. Nul ne fut plus calomnié, parce que plus jalousé d'une part et plus ignoré d'une autre. Notre gaîté était prise pour de la frivolité, notre goût du plaisir pour de la mollesse, notre douceur de mœurs pour de la corruption, notre liberté de langage pour du cynisme et pour un aveu les critiques que nous nous plaisions à formuler sur nous-mêmes. Nos luttes politiques étaient interprétées, même par ceux qui nous souhaitaient le plus de bien, comme un signe d'irrémédiable division. D'un mot, nous faisions figure, aux yeux de l'étranger et trop souvent de nous-mêmes, d'une nation en décadence. Ce fut bien là l'erreur capitale de l'Allemagne, qui jamais n'aurait osé nous attaquer si elle n'en avait été persuadée. La marche sur Paris ne devait être qu'une simple et foudroyante promenade militaire parmi des populations en désarroi dans un pays désorganisé, en proie à la révolution intérieure.

Au lieu de cela, que vit-on ? Une nation intimement unie, où, du jour au lendemain, les discussions politiques cessèrent dans la fusion de tous les partis et de toutes les classes en vue de vaincre et d'en finir avec le péril allemand. Après quoi, le monde entier apprit, non sans un moindre étonnement, que ces dégénérés, que beaucoup se plaisaient à voir dans les Français d'à présent, se battaient avec une furie égale, sinon supérieure, à celle de leurs ancêtres et, finalement, refoulaient l'envahisseur, qui ne dut de fouler le sol de la France qu'à son incontestable préméditation. Puis, quand, impuissant à nous battre, l'Allemand se fut terré pour ne pas être chassé de notre territoire, ces soi-disant efféminés, qu'étaient devenus les Français, résistèrent patiemment, longuement, avec jovialité et stoïcisme, aux intempéries, aux privations, à la mitraille et à l'ennui, dans les trous sordides que, seul, un manque de préparation matérielle les avait contraints d'adopter en attendant le jour, ardemment souhaité, d'expulser l'ennemi de ses tanières.

L'étranger et nous-mêmes apprîmes ainsi à ne pas confondre la France avec Paris, ni le vrai Paris, qui pense et qui travaille, avec le Paris désœuvré et jouisseur des fêtards cosmopolites. Ce fut une révélation pour le monde entier et pour nous, qui ne fûmes pas les derniers à crier au miracle. Ce miracle, il est partout, à l'arrière comme à l'avant, dans la population civile comme dans l'armée. On le touche du doigt sur le champ de bataille comme dans les impressions, dont quelques-unes sont admirables, que certains combattants nous ont rapportées. Qu'il me suffise de citer, — à côté de l'émouvant récit que M. Charles Le Goffic nous a donné de l'héroïsme

(1) CHARLES LE GOFFIC. *Dixmude*. — MARCEL DUPONT. *En Campagne*. — PAUL LINTIER. *Ma Pièce* (Plon). — MAURICE GÉNEVOIX. *Sous Verdun*. — VICTOR BOUDON. *Avec Charles Péguy*. — JEAN LÉRY. *La Bataille dans la Forêt*. — GIBBS. *L'Ame de la guerre* (Hachette). — LIEUTENAET R. *Méditations dans la tranchée*. — CAPITAINE Z. *L'Armée de la guerre* (Payot). — MAURICE BARRÈS. *L'Ame française à la guerre*. 3 vol. (Emile Paul).

de nos fusiliers marins : *Dixmude*, auquel il convient de faire une place à part, — *En Campagne*, de Marcel Dupont ; *Ma Pièce*, de Paul Lintier ; *Avec Charles Péguy*, de Victor Boudon ; *Sous Verdun*, de Maurice Genevoix ; *La Bataille dans la Forêt*, de Jean Léry. J'y ajouterai les remarquables *Méditations dans la Tranchée* du lieutenant R... et *L'Armée de la Guerre* du capitaine Z... Tous ces livres, qui ont été vécus avant d'être écrits, nous convainquent que le véritable miracle français, c'est le courage du troupier. C'est lui qui aura valu à la France, sur qui, dès le début, s'est appesanti le plus gros poids de la guerre européenne, l'admiration universelle. Non que nos Alliés et nos ennemis ne soient pas courageux, mais le courage français, grâce à sa complexité, a une physionomie bien à part, qui le met hors de pair.

I

Le Français n'est pas militaire, il est belliqueux. Rien ne lui déplaît autant que la vie de caserne — on le vit bien lors du vote de la loi de trois ans, — mais une fois qu'il est échauffé, et surtout quand il est certain de défendre une cause juste, il ne déteste pas de se battre. En guerre, tout lui convient plutôt que l'immobilité. « Voyez-vous, cela m'ennuie de rester inactif, écrit de son lit d'hôpital un jeune conscrit de la classe 1914 ; j'ai encore soif de la bataille, et puis, comme je n'ai pas tiré un coup de fusil, il me faut bien avoir ma petite revanche à côté de la grande, que tous nous sommes en train de préparer » (1).

Annonce-t-on aux chasseurs de Marcel Dupont, à la veille de la Marne, qu'ils vont attaquer, « notre joie, écrit-il, se communique vite à la troupe qui, tout de suite, comprend. Les hommes échangent des lazzis et se proposent d'accomplir des exploits fabuleux. Ils ont déjà oublié les fatigues de ces quinze jours de retraite » (2). Depuis les grands chefs jusqu'au dernier soldat, tous sont transfigurés. « Il me semble, confesse le lieutenant Marcel Dupont, que j'ai en moi un souffle d'une puissance étrange qui me rend léger, léger, et me donne envie de parler tout haut, pour moi tout seul » (3). Et il continue : « Je voudrais entendre derrière moi toute l'armée me suivant, entendre toutes les musiques, toutes les fanfares accompagnant notre marche en avant de ces incomparables refrains guerriers qui nous prennent aux entrailles et font venir aux yeux les larmes » (1).

(1) Maurice Barrès. *L'Union sacrée*, p. 197.
(2) Marcel Dupont. *En Campagne*, p. 80.
(3) *Id.*, p. 83.

A l'approche de la bataille, le sang gaulois se réveille, ce vieux sang qui faisait dire à Strabon, d'accord en cela avec César, que le caractère commun de la race qui habitait les Gaules est d'être « irrésistible », folle de guerre et prompte au combat. Le Français d'aujourd'hui n'a pas dégénéré. Il a de l'élan, ce que l'on appelle du « mordant » et que les Italiens, au temps de François Ier, ont baptisé du nom de *furia francese*. De cela, les batailles de la Marne, de l'Yser, d'Ypres et de Verdun témoignent surabondamment, après toute l'histoire de France, depuis Alésia jusqu'à la campagne de 1870, en passant par les guerres de la Monarchie, de la Révolution et de l'Empire. Le « cran », comme on dit encore, grâce auquel nous avons, aux rives de la Marne, repoussé les Allemands, nous a donné sous Louis XIV la prépondérance en Europe, l'hégémonie sous Napoléon Ier et, sous la troisième République, un vaste domaine colonial. Excellent à l'assaut, le soldat français n'a pas besoin d'être rigoureusement encadré : l'ordre dispersé lui convient. Comment, du reste, sans cette fougue, les armées révolutionnaires qui étaient au premier chef des armées improvisées, auraient-elles pu résister à l'Europe coalisée ? La fougue, aussi bien, parce qu'elle est une qualité proprement individuelle, fait la valeur incomparable de notre soldat. Que dites-vous, par exemple, de ce traînard, dont Marcel Dupont nous rapporte l'aventure, qui, apprenant que les Allemands arrivent derrière lui, oublie qu'il boîte et qu'il est seul, saisit son fusil, met baïonnette au canon, se retourne et part en courant dans la direction de l'ennemi qui l'abat ? Les chefs sont à l'avenant. Je prends au hasard la citation de ce colonel, Georges de Féraudy, qui, le 10 septembre 1915, groupe sous son commandement plusieurs compagnies appartenant à des régiments différents, les mène personnellement à l'attaque, refoule l'ennemi et tombe à la tête de ses hommes. Les officiers français ne restent pas, comme ceux d'Allemagne, derrière leurs troupes. Même, si on peut leur reprocher quelque chose, c'est, à coup sûr, un excès de témérité, tel, notamment, ce jeune de Fayolle qui, frais émoulu de Saint-Cyr, s'élance, ganté de blanc, debout et à visage découvert, contre les Allemands qui le criblent de balles : il allait à la bataille, on peut dire à la mort, comme on va au bal. Cette témérité, qui nous valut, au début de la guerre, d'énormes pertes en officiers, a, d'ailleurs, elle aussi, ses lettres de noblesse.

(1) *Id.*, p. 84

Nos ancêtres, les Gaulois, n'allaient-ils pas jusqu'à jouer avec la mort, se dépouillant de leurs vêtements et jetant leurs boucliers au beau milieu du combat ?

De quelle confiance cela témoigne, on le sait. A l'instar pareillement des Gaulois qui ne craignaient rien, sinon que le ciel leur tombât sur la tête, — et encore se faisaient-ils forts de le soutenir de leurs épées! — le Français ne désespère jamais. D'un naturel optimiste, la confiance reprend vite le dessus. On le vit bien au calme de Paris, tandis que l'armée allemande s'avançait à marches forcées sur la capitale. A Rosny-sous-Bois, le dimanche 6 septembre, on se coudoie, on se hèle, on boit, on fume, on rit. « Des familles de bourgeois, placides et curieux, fendent le flot humain de leur petit pas entêté », note, non sans admiration, le canonnier Paul Lintier. « Le canon tonné toujours, ajoute-t-il. Mais il faut, pour l'entendre, s'écarter un peu de la grande foule, dans les ruelles entre les jardins » (1). La confiance de l'armée ne demeure pas moins inébranlable. « Il y a des points qui fléchissent, disaient les troupiers en parlant de la retraite de Charleroi. Mais, ailleurs, ça va bien ». Ou encore : « Ça va changer. Il va nous arriver du renfort » (2). Sans cette imperturbable foi, grâce à laquelle personne ne craint, dans l'armée française, d'être inférieur à sa tâche, nous étions perdus.

Cette confiance en soi, qui incitait les Gaulois à ne jamais douter d'eux, voire à lancer des flèches contre l'océan ou à marcher l'épée en main contre le ciel, est doublée d'un extrême souci de la gloire. D'humeur sociable, le Français y est, en général, fort sensible. « Crois-tu que les soldats de Napoléon aient souffert autant que nous ? » (3), écrivait des tranchées d'Ypres à sa mère un jeune caporal. Le lieutenant R... nous raconte, pour sa part, avoir vu de braves soldats, à plat ventre sur la paille boueuse de leurs gourbis, lire les citations lentement, mot à mot, en suivant les lignes avec leurs gros doigts (4). « Quel beau soir que celui d'une première victoire », consigne le lieutenant Marcel Dupont, le 5 septembre dans la soirée (5). Le Français aime ce dont *Cyrano de Bergerac* demeure le symbole : le panache. Déjà, les Gaulois allaient jusqu'à déchirer leurs plaies de leurs propres mains pour les agrandir et s'en faire gloire.

Un tel goût ne va pas, on le pense bien, sans enthousiasme. Comme le dit un Anglais, M. Gibbs, qui fut correspondant de guerre sur le front français, l'esprit de d'Artagnan n'est pas mort. Le soldat de France a su garder une jeunesse de caractère qui l'aide à supporter tous les maux. « La France, malgré ses défauts, son incrédulité, a au fond de l'âme, écrit M. Gibbs, une ferveur qui l'élève au-dessus de l'argile périssable ». Cet enthousiasme, la *Marseillaise* l'exprime et l'entretient. De fait, c'est aux accents de cet hymne, entre tous guerrier, que, au début du xxe siècle, les petits-fils des héros de 1792 se ruent sur l'ennemi. « Nous combattons un contre dix, écrivait un général révolutionnaire, mais la *Marseillaise* était avec nous. » « Envoyez-nous, écrivait un autre, dix mille hommes et une copie de la *Marseillaise* et je réponds de la victoire. » Ecoutez maintenant ce récit d'un fantassin de 1914 : « Soudain la *Marseillaise* retentit, tandis que les clairons de trois régiments sonnaient la charge. D'où nous étions, près des maisons en flammes, nous pûmes suivre très distinctement l'action. Je ne reverrai jamais quelque chose de plus fantastique que ces milliers de jambes rouges chargeant en rangs serrés. Les jambes grises se mirent à trembler (l'ennemi n'aime pas la baïonnette) et la *Marseillaise* continuait, continuait toujours avec les clairons, pendant que nos canons jouaient aussi sans arrêt. Notre infanterie prit alors contact avec l'ennemi. Plus un seul coup de feu, mais l'acier froid... Soudain, les clairons cessèrent de sonner la charge et, à sa place, ils sonnèrent l'appel au drapeau. Au drapeau ! Notre drapeau était pris. Instinctivement, nous cessâmes le feu, atterrés. Alors la *Marseillaise* retentit plus fort, et domina la musique des clairons. Nous vîmes une mêlée effroyable, une lutte à mort couverte par ce chant merveilleux... » (1) Tout comme la *Marseillaise*, l'agression allemande a eu cet effet, que nos ennemis ne soupçonnaient pas, d'exalter les âmes. C'est enguirlandés de fleurs qu'aux premiers jours d'août 1914 nos soldats partirent à la frontière. Ils partirent dans l'enthousiasme, mais dans un enthousiasme sobre et concentré, non dénué de mélancolie, composé surtout de vaillance et de la volonté d'en finir une fois pour toutes avec la menace allemande. Aussi bien, le sang-froid des populations, comme celui des soldats, étonna ceux qui, en 1870, avaient assisté aux scè-

(1) Paul Lintier. *Ma Pièce*, p. 190.
(2) *Id.*, p. 143.
(3) Maurice Barrès. *Les Saints de la France*, p. 231.
(4) Lieutenant R. *Méditations dans la tranchée*, p. 88.
(5) Marcel Dupont. *En Campagne*, p. 99.

(1) Gibbs. *L'Ame de la Guerre*, p. 275.

nes intempérantes qui eurent lieu dans toute la France lors de la déclaration de guerre.

Il ne faudrait pas croire, en effet, que l'enthousiasme, qui entraîne, à certains moments, le troupier français, exclue le sang-froid. Durant cette guerre, il fait preuve d'un grand calme et d'une forte possession de soi-même. Le chasseur Herby, du 1er groupe cycliste, n'hésite pas, par exemple, son lieutenant ayant eu sa machine démolie, à s'arrêter, à en recueillir et à en charger sur son dos les débris, tout cela sous le feu des Allemands, afin de ne leur laisser aucun trophée. Un autre, un marsouin, s'étend sur le dos, les pieds du côté de l'ennemi, qui est à quatre-vingts mètres, et sur lequel, en se relevant, il décharge son fusil. Le capitaine Z... lui ayant exprimé sa stupeur : « Vous n'aviez donc pas vu, repartit-il en riant, que j'avais devant les pieds un petit rouleau en fer qui me protégeait de leurs balles ? » Lévêque, enfin, sergent au 5e d'infanterie, ayant quitté sa tranchée en plein jour sous un bombardement violent, afin de reconnaître un petit poste ennemi, est blessé au coude droit par la sentinelle, dont il cherche à s'emparer. Croyant sa vie en danger, il s'abrite dans un boyau voisin pour rédiger de sa main gauche son rapport de reconnaissance. Cette placidité se retrouve à peu près chez tous, chez les chefs qui donnent leurs ordres, face à l'ennemi, les mains dans les poches, et chez les hommes qui ne bronchent pas sous les plus furieuses averses de projectiles, tels ces chasseurs qui, sur le pont de Jaulgonne mettent, malgré un bombardement terrible, leur monture au pas, comme il leur a été ordonné à cause de sa fragilité. C'est ce calme qui a valu, n'en doutons pas, aux défenseurs de Verdun leur maîtrise sur l'ennemi.

Maintenant, que l'entrain, la confiance, l'enthousiasme, l'amour de la gloire et le sang-froid du troupier français le conduisent tout droit à accomplir des actions d'éclat, nul ne s'en étonnera. Il en est prodigue : l'héroïsme est courant dans les armées de la troisième République. Tous les étrangers en sont frappés. MM. Asquith, Lloyd Georges, Kipling, Wels, Ferrero, des neutres, nos ennemis eux-mêmes ont proclamé leur admiration. En vérité, jamais pareil héroïsme ne fulgura dans des circonstances plus difficiles. Les faits sont innombrables. Badeau Pierre, adjudant au 56e régiment d'infanterie, va en plein jour, sur un terrain découvert, à trente mètres des Allemands, et malgré les balles ennemies, secourir et ramener un de ses hommes qui avait été projeté à vingt mètres des lignes françaises par une explosion. Guilbert, maréchal des logis au 27e d'artillerie, ayant les deux jambes broyées, exhorte ses hommes à continuer le tir en disant qu'il ne regrette qu'une chose : ne plus pouvoir prendre part à l'offensive. « Mon capitaine, écrit le sergent Quittot. Chef du petit poste établi sur la gauche du chemin creux, j'avais remarqué ce matin que les coups de feu tirés sur nous provenaient de la gauche. J'y suis allé seul. J'ai trouvé trois Boches dans un abri de mitrailleuse. J'en ai tue deux qui se sauvaient ; le troisième, je l'ai à votre disposition, car je crois qu'il pourra nous donner d'utiles renseignements » (1). Que dire, enfin, de cet homme, entré dans la légende, qui, blessé au front, blessé au menton et le visage en sang, comme les Allemands envahissaient sa tranchée jonchée de mutilés, se dresse, saisit un sac de grenades et s'écrie : « Debout les morts ! », tandis qu'il commence à lancer ses bombes dans le tas des Allemands. A son appel, les autres blessés se redressent avec peine. Deux d'entre eux qui avaient les jambes brisées, étreignent leur fusil et ouvrent le feu. « Quand je me relevais, ayant repris mes sens, raconte le lieutenant qui rapporte le fait, quelques-uns des Allemands étaient blessés, et les autres, pris de panique, s'enfuyaient. »

(1) Capitaine Z. *L'Armée de la Guerre*, p. 152.

II

Le courage français a d'autant plus de mérite, pendant cette guerre, qu'il est conscient. Le soldat français, en effet, est intelligent.

Il a le don de l'observation. Il sait où se trouvent les petits postes qu'on ne voit pas, les mitrailleuses dont rien ne décèle la présence. Il vous indiquera les endroits où se cachent les batteries allemandes. Quand les obus passent en sifflant, il est capable de déterminer leur direction, la pièce qui les a envoyés, le point visé, leur calibre. Prompt à saisir le pourquoi des choses, on a grand profit à l'écouter ; tous les officiers sont unanimes. Même blessé, il s'intéresse au combat. « Mon capitaine..., est-ce qu'ils n'ont pas enlevé leurs canons ? » interroge, entre deux gémissements, l'un d'eux auquel une balle est entrée au-dessus de l'œil (2). Le troupier français éprouve le besoin de savoir. « Ce qu'il y a de terrible, déclare l'un pendant la retraite

(1) Capitaine Z. *L'Armée de la Guerre*, p. 152.
(2) Marcel Dupont. *En Campagne*, p. 125.

de 1914, c'est que nous ne savons rien » (2). « Mais, si, faut savoir, déclare un autre à l'un de ses camarades qui ne s'inquiète pas du nom du pays où il s'est battu. Une supposition que tu rentres et qu'on te demande où tu t'es battu. Tu répondras : *Je me suis battu par là-bas, en Belgique*. Oui, mais c'est grand, la Belgique !... C'est plus grand que ta commune... C'est-il à Liège, à Bruxelles ou à Copenhague ? T'auras l'air d'une sacrée andouille » (1).

A ses qualités d'intelligence, le soldat français doit d'être prodigieusement débrouillard. Aussi habile à flairer le Boche qu'à faire main basse sur un poulet et à le trousser, ainsi qu'en témoigne le lieutenant R... (2), il sait utiliser le terrain, fouiller, sans une imprudence, les villages et les maisons, se défiler, surprendre l'ennemi, s'en emparer. Il devine, devance et complète la pensée des chefs : il a de l'initiative. Que dites-vous, entre autres, de ce sergent Devaux qui, tombé dans une embuscade au cours d'une patrouille de nuit, désarmé et conduit vers l'arrière par deux soldats allemands, se débarrasse de son escorte en se servant comme massue d'un pétard accroché à son ceinturon, qui ne lui avait pas été retiré, et rentre vingt-quatre heures après dans les lignes françaises ? Débrouillard, le Français a le génie de l'improvisation. Aussi bien, c'est ce don, sur lequel nous avons toujours trop compté — d'où notre imprévoyance — qui a permis à la France de s'armer, en pleine guerre, avec une grande partie, — la plus industrielle, — de son territoire envahie et tout ses hommes au-dessous de 45 ans mobilisés, puis, finalement, de pouvoir, au bout de deux ans, dominer l'Allemagne, qui en avait mis, elle, plus de quarante à se préparer.

Dans de pareilles conditions, comment le troupier français ne se rendrait-il pas compte de l'effroyable aventure dans laquelle il se trouve engagé ? « Nous sentons bien que nous vivons les heures les plus lourdes, les plus graves de tout un siècle, de toute une histoire, peut-être » (3), écrit le canonnier Paul Lintier. Non seulement, le troupier français voit les risques de la guerre d'une façon plus vive que le soldat anglais, mais il est plus sensible aux bruits et aux spectacles du champ de bataille. Il a, sans conteste, les nerfs plus affinés et, par conséquent, plus d'imagination. Sa capacité de souffrance en est agrandie.

(1) Paul Lintier. *Ma Pièce*, 182.
(2) Lieutenant R. *Méditations dans la tranchée*, p. 203 et 204.
(3) Paul Lintier. *Ma Pièce*, 192.

Au surplus, beaucoup s'analysent. « Ce bouillonnement d'animalité et de pensée qui est ma vie, tout à l'heure va cesser. Mon corps sera étendu sur le champ. Je le vois. Sur les perspectives de l'avenir, qui toujours sont pleines de soleil, un grand rideau tombe. C'est fini. Ce n'aura pas été très long, je n'ai que vingt-et-un ans », médite, tandis que les obus explosent autour de lui, Paul Lintier. Et encore : « Je vais mourir dans ce trou. Quelque chose me frôle les reins... Je suis touché... Non, un éclat a déchiré ma culotte. »

La plupart, malgré leur bravoure naturelle, ne cachent pas leur frayeur au moment de sortir des tranchées et d'affronter l'artillerie ennemie. Dans leurs lettres, ils avouent leur effroi avec une mâle franchise: « A chaque obus qui passait en sifflant avant d'éclater, je me cachais la tête et je me demandais si c'était celui-là ou le suivant qui me tuerait. Le chant des schrapnells aussi est terrible, mais ce que je redoutais le plus, c'étaient les coups de fusil d'une attaque d'infanterie. Ils ont quelque chose de menaçant et de funeste, et l'on ne peut échapper à la mort qu'apporte l'une ou l'autre de ces petites balles. C'est horrible ! » (1), confesse un jeune lieutenant de dragons. « Des obus, qui semblent frôler nos voitures, relate de son côté Paul Lintier, me secouant des pieds à la tête, font trépider le blindage derrière lequel je m'abrite. Heureusement, le terrain, bien souvent, est très en pente, ils vont s'abattre plus loin ; je sue, j'ai peur..., j'ai peur... » Maurice Genevoix nous montre les hommes qui vont à la bataille tournant vers ceux qui reviennent, épuisés et couverts de sang, leurs « faces anxieuses, fripées d'angoisse, les yeux fiévreux d'une agonie morale » (2). De même, tous, ou à peu près, reconnaissent avoir eu leurs minutes de fatigue et d'écœurement. Quand on leur dit qu'ils s'amusent, ils protestent. Au fond, l'existence qu'ils mènent leur est pénible ; ils en souffrent et ils le savent.

Eh bien ! cette conscience aiguisée du danger et de la souffrance, cette peur même n'empêchent ni les uns ni les autres d'être braves. Au contraire. De la vaillance instinctive, les Français sont parvenus à la plus belle forme du courage, au courage lucide et, partant, volontaire. Ils ont fait, chacun à part soi, leur sacrifice. Et cela est de la plus haute noblesse morale.

Pour le salut de la patrie, pour que les leurs vivent plus heureux et plus tranquilles, ils ont dompté la peur que des gens qui raisonnent ne

(1) Gibbs. *L'Ame de la Guerre*, pages 280 et 281.
(2) Maurice Génevois. *Sous Verdun*, p. 14.

peuvent pas ne point ressentir en face des formidables moyens de destruction de la guerre moderne; peur bien naturelle, d'ailleurs, si l'on songe qu'un Henri IV et un Turenne n'en étaient pas exempts. Obligé d'abandonner son escadron, à cause d'un abcès à la jambe le lieutenant de dragons, que nous venons d'entendre confesser son effroi, est désespéré et veut, dans cinq jours au plus, retourner au feu. Il hait la bataille ; les obus et les balles l'effraient, et pourtant il veut mourir pour la France, plutôt que de rester vivant et inactif pendant que ses camarades se battent. « J'ai peur... », note Paul Lintier. « Je sais bien pourtant que je ne fuirai pas, que je me laisserai tuer à ma place » (1). Et il poursuit : « Pas une seconde, je ne discute. Je n'hésite pas. Ma destinée doit être sacrifiée à l'accomplissement de destinées plus hautes. C'est la vie de ma patrie, de tout ce que j'aime, de tout ce que je regrette en cet instant. Si c'est ma mort à moi, je consens : c'est fait ! J'aurais cru que c'était plus difficile... » (2). Puis plus loin : « Je n'ai plus peur. Et lorsque je m'abrite à nouveau, n'ayant rien d'autre à faire, puisque nous ne tirons pas, l'instinct a cédé. Je ne tremble plus » (3). Voici, de son côté, ce qu'a noté Maurice Genevoix de ses hommes : « Ils marchent ; chaque pas qu'ils font les rapproche de ce coin de terre où l'on meurt aujourd'hui, et ils marchent. Ils vont entrer là-dedans, chacun avec son corps vivant ; et ce corps soulevé de terreur agira, fera les gestes de la bataille ; les yeux viseront, le doigt appuiera sur la gâchette du Lebel; et cela durera autant qu'il sera nécessaire, malgré les balles obstinées qui sifflent et qui chantent sans arrêt... Et ils auront peur dans toute leur chair ; ils auront peur, c'est certain, c'est fatal ; mais, ayant peur, ils resteront. Et ils se battront, corps dociles, parce qu'ils éprouveront que cela est dû, et aussi, parbleu, parce qu'ils sont des hommes ! »

Cela est magnifique. Etre brave devant l'ennemi, parce qu'on l'est naturellement, mais, en outre, parce qu'on a su vaincre sa peur, n'est-ce pas le suprême degré du courage, celui auquel sont parvenus les soldats de France, par la vertu de leur hérédité, grâce au plus grand effort sur soi-même dont l'homme soit capable ?

Il n'y a pas, du reste, que de leur vie dont les « poilus » aient ainsi fait le sacrifice; ils ont, — ce qui est peut-être, pour des Français, plus difficile, renoncé à leurs aises, — accepté avec un stoïcisme sans repentir, ni apparat, les privations et les souffrances indicibles d'une guerre entre toutes atroce. « Le chaud soleil de ces deux premiers mois de guerre tombait sur eux, relate M. Gibbs; quelques-uns, torturés par la soif, devinrent presque fous, burent leur urine et délirèrent. D'autres gardèrent, des semaines entières, des membres gangrénés, couverts de poux, et dont s'échappaient d'abominables odeurs » (1). Ils vécurent au milieu de cadavres en décomposition sur lesquels s'amoncelaient les mouches. Des artistes, des employés, de jeunes aristocrates, des poètes, des millionnaires, des écrivains, des prêtres supportèrent toutes les fatigues, le chaud, le froid, la soif, la faim, la saleté, le manque de sommeil. « Au début de la guerre, c'étaient de beaux garçons bien rasés, presque pimpants. Quand je les vis, témoigne M. Gibbs, ils semblaient vieillis de quinze ans. Leurs habits avaient été déchirés, souillés par la saleté, quelques-uns toussaient horriblement, la pâleur des autres indiquait leur fatigue » (2). Eux, Français au sang vif et qu'on croyait incapables de persévérance, ils acceptèrent les lenteurs d'une guerre sous terre, d'une guerre sans répit ni aventures, d'une guerre implacablement monotone et terrible. « De toutes les professions, celle de faiseurs de trous était bien la dernière que j'aurais choisie et plus d'un ici me ressemble, avoue le lieutenant R... ; mais nous aimons notre devoir et tout est là » (3). Avec une abnégation plus héroïque peut-être que les plus hauts faits, parce que sans gloire ni exaltation, ils ont tous, depuis les plus grands chefs jusqu'au dernier des « cuistots », tout accepté. Les blessés eux-mêmes ne se plaignent pas. Aussi bien, tout soldat français s'imagine qu'il mourra à la guerre, tôt ou tard. Quand son imagination travaille, il se représente son cadavre gisant sur le champ de bataille, mais cela ne diminue ni son envie de se battre, ni son endurance, car le courage français, pendant cette guerre qu'a voulue l'Allemagne, est à base de sacrifice, de sacrifice volontairement consenti.

PAUL GAULTIER.

(*A suivre.*)

(1) PAUL LINTIER. *Ma Pièce*, p. 77.
(2) *Id.*, p. 76.
(3) *Id.*, p. 80.

(1) GIBBS. *L'Ame de la Guerre*, p. 260.
(2) *L'Ame de la Guerre*, p. 259.
(3) LIEUTENANT R. *Méditations dans la tranchée*, p. 30.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 18 — 2e SEM. 54e ANNÉE 16-23 SEPTEMBRE 1916

SYSTÈME TRANSACTIONNEL DE REPRÉSENTATION DES MINORITÉS

Le projet de loi voté par la Chambre des Députés le 10 juillet 1912 organise la représentation des minorités par le procédé du quotient électoral. Le Sénat l'a repoussé. Après avoir posé en principe que devait « être écarté tout système électoral dont le résultat pouvait être de faire proclamer élu un candidat qui aurait moins de voix que ses concurrents », il s'est contenté de substituer le scrutin de liste au scrutin d'arrondissement, en maintenant le système majoritaire pur et simple.

Le conflit élevé entre les deux Chambres n'est pas près de se dénouer. Aucune d'elles ne paraît disposée à accepter le projet de l'autre. Tout le monde cependant reconnaît qu'un accord est très désirable, et que cette question irritante ne devrait plus diviser le Parlement alors que la vie normale aura repris et que tant d'autres objets solliciteront son activité. Quelque angoissantes que soient les préoccupations de l'heure présente, on étudie, et on a raison, les mesures propres à hâter, aussitôt la paix conclue, le relèvement économique du pays. Il ne saurait être dès lors inopportun de songer à ce qui peut être considéré comme un préliminaire presque indispensable, à une réconciliation sur le terrain politique, qui donnerait aux hommes de bonne volonté de tous les partis plus de force et plus de confiance pour entreprendre, de concert, le grand œuvre de la reconstitution nationale.

Un grand pas serait peut-être fait si l'on trouvait une formule qui, tout en ne déclarant élus, comme le demande le Sénat, que les candidats qui auront obtenu plus de voix que leurs concurrents, permettrait d'assurer, selon le vœu de la Chambre, une représentation équitable aux minorités.

Il ne faut pas cependant chercher l'impossible. nombre de ces groupements de ces minorités Une minorité est un groupement d'électeurs. Le varie suivant les régions et suivant les circonstances, tandis que le nombre des députés à élire est nécessairement limité. Si donc le nombre des groupements est supérieur à celui des sièges du collège, certains d'entre eux n'auront pas de représentants. La représentation proportionnelle de toutes les opinions, dans chaque collège est, par ce seul fait, pratiquement irréalisable.

Il doit être admis, par conséquent, qu'en cas d'insuffisance de sièges, les partis les moins nombreux, seront, en tant que partis, éliminés de la répartition.

D'un autre côté, on ne doit pas perdre de vue que la loi du nombre domine tout notre régime parlementaire. La consultation électorale a pour but essentiel de créer l'organe qui fera la loi, qui gouvernera, et cet organe n'est autre que la majorité des représentants du peuple. Sans gouvernement, le pays livré à l'anarchie ne pourrait pas vivre. Il est nécessaire, pour qu'il y ait un gouvernement, qu'il y ait une majorité dans le Parlement.

Si le collège électoral unique, était possible, la majorité qui se dégagerait de la masse des votants

devrait, pour avoir les moyens de gouverner, pour exercer le droit de décision qui lui appartient, disposer du plus grand nombre de sièges. La même nécessité s'impose avec la pluralité des collèges électoraux. Dans tous ceux où une majorité se manifestera, il faudra qu'elle ait la majorité des représentants.

Le système majoritaire va au-delà du nécessaire, puisque, théoriquement, il tend à la constitution non d'une majorité, mais d'une unanimité. Dans le pays, la majorité n'est qu'une partie, elle ne peut pas être le tout dans le Parlement. Les minorités qui ont fait entendre leur voix dans l'un doivent aussi bien pouvoir la faire entendre dans l'autre. Leur utilité dans le Conseil n'est du reste contestée par personne.

Si c'est donc obéir à la plus impérieuse des nécessités que d'assurer à la majorité le droit de décision, c'est faire acte de justice et de bonne politique que d'admettre les minorités à la délibération.

Le problème se pose en ces trois termes :

1° Ne déclarer élus que les candidats qui auront obtenu plus de suffrages que leurs concurrents ;

2° Assurer à la majorité des votants la majorité des députés ;

3° Répartir aux minorités, en proportion du nombre de leurs votants, la part des sièges non attribués à la majorité.

*
* *

Divers systèmes ont été proposés. Les plus simples, les plus faciles à comprendre et à appliquer, ceux qui se rapprochent le plus des opérations électorales actuelles, en ce qu'ils n'exigent pas de calculs compliqués, sont ceux qu'on a appelés le *système du vote limité* et le *système du vote cumulatif*.

Les deux supposent le scrutin de liste et des collèges élisant au moins trois députés.

Avec le *vote limité*, l'électeur ne dispose que d'un nombre de voix inférieur à celui des députés à élire, mais supérieur à la moitié (2 pour 3, 3 pour 4 et 5, etc.).

Avec le *vote cumulatif*, l'électeur dispose d'autant de voix qu'il y a de députés à élire, et a le droit de les cumuler, c'est-à-dire qu'il peut accumuler la totalité ou plusieurs de ses suffrages sur un ou plusieurs noms.

Ces deux systèmes ont fait l'objet de diverses critiques. Mais il est au moins un mérite que les majoritaires leur reconnaissent. Le vote limité, comme le vote cumulatif, « est un système simple, à la portée de tous, qui rend le dépouillement plus aisé que tout autre, respectueux du système majoritaire ». (Rapport au Sénat de M. Jeanneney, du 28 février 1913, pages 21 et 147). Mais les proportionnalistes objectent que s'ils semblent l'un et l'autre, permettre d'atteindre le but poursuivi, l'expérience a démontré qu'ils se prêtent à des combinaisons dont les résultats sont « déconcertants ».

Supposons un collège électoral de 4 sièges. Votants, 34.000, Parti A, 20.000, — B, 14.000.

VOTE LIMITÉ.

L'électeur a 3 voix

A présente 4 candidats : *a, b, c, d*
B — 1 — : *e*

A se divise en 4 groupes de 5.000 votants chacun

5.000 votent pour *a, b, c*
5.000 — — *b, c, d*
5.000 — — *c, d, a*
5.000 — — *d, a, b*

Chacun d'eux a trois fois 5.000 voix, soit 15.000.

Tous les électeurs de *B* votant pour *e* ne lui donnent que 14.000 voix.

Les 4 candidats de A sont élus.

VOTE CUMULATIF

L'électeur a 4 voix dont il dispose comme il lui plaît.

Si les électeurs du parti A votent tous pour leurs 4 candidats, ils donnent à chacun d'eux 20.000 voix.

S'ils ne votent que pour trois, chacun de ceux-ci peut avoir au maximum : 20.000 × 4 : 3 = 26.666 voix.

Les électeurs de B n'ont que deux candidats : *e* et *f*. Leur bulletin porte *e e*, *f f* ; ils donnent ainsi à chacun :

14.000 × 2 = 28.000

Deux A et deux B sont élus.

Alors qu'avec le vote limité seul, 20.000 A se font attribuer 4 sièges, soit un siège par 5.000, 14.000 B ne peuvent pas en conquérir un.

Au contraire, avec le vote cumulatif seul, A dont les 20.000 électeurs font près des 3/5 des votants, ne peut, quelque sévère que soit sa discipline, arriver qu'à égalité avec les 14.000 électeurs de B, pour la répartition des sièges. La majorité des sièges échappe à la majorité des votants.

Ces résultats font apparaître les vices des deux systèmes.

Le vote limité donne une prime excessive à la majorité, en lui permettant dans certains cas, de supprimer le droit de représentation de la minorité.

Le vote cumulatif par contre, favorise trop la

minorité en lui donnant parfois le pouvoir de dépouiller la majorité de son droit de décision.

Il y a abus chez l'un et chez l'autre. Le vote limité ne donne pas pratiquement à tous les électeurs le droit de suffrage égal qui leur est promis. Les électeurs de la majorité peuvent s'entendre pour faire servir les trois voix dont chacun d'eux dispose à l'élection de 4 candidats ; les électeurs de la minorité, quoiqu'ils fassent, ne pourront faire emploi utile que d'une seule de leurs trois voix. Cette inégalité disparaîtrait si le candidat unique pouvait bénéficier des deux voix inutilisées, en les faisant cumuler sur son nom.

La faculté de cumuler les voix est donc le remède indiqué. Mais ce remède, sous peine de provoquer un excès contraire, doit être dosé, puisque, employé sans ménagements, il aurait pour effet, par la force artificielle qu'il apporte, d'annihiler la force réelle de la majorité, en la privant de son droit de décision. La faculté de cumuler doit donc être limitée.

Le vote cumulatif et le vote limité trouvent ainsi leur correctif l'un dans l'autre, et les vices propres à chacun d'eux seront neutralisés par leur combinaison.

Cette combinaison conduit à la formule suivante :

Pour assurer à la majorité le droit de décision, *il suffit de donner à chaque électeur un nombre de voix égal à la moitié plus un du nombre des députés à élire, et de déclarer élus, en première ligne, les candidats qui ont la majorité absolue des votants* (1).

Pour assurer aux minorités le droit de représentation, *il suffit de donner à chaque électeur le droit de cumuler les voix dont il dispose, et de déclarer élus, en deuxième ligne, les candidats qui ont le plus grand nombre de voix.*

Voici, en effet, ce que donne l'application de ce système.

Collège à 3 sièges :

Chaque électeur a 2 voix qu'il peut cumuler.

Votants : 25.300 A : 15.300 B : 10.000

A présente 3 candidats et donne à chacun :

15.000 × 2 : 3 = 10.200

B donne à son unique candidat :

10.000 × 2 = 20.000

S'il en présente deux, à chacun :

10.000 × 2 : 2 = 10.000

B fait élire le candidat qu'il présente ; il échoue, s'il présente deux candidats et A enlève les trois sièges.

Collège à 4 sièges :

Chaque électeur a 3 voix qu'il peut cumuler.

Votants : 34.000 A : 20.000 B : 14.000

A qui a 3 candidats donne à chacun :

20.000 × 3 : 3 = 20.000

B à chacun de ses 2 candidats :

14.000 × 3 : 2 = 21.000

S'il suffisait de cette seule donnée pour faire la proclamation, le résultat serait : 2 A et 2 B élus.

Mais comme la majorité absolue des votants est de 17.001 et que les trois candidats de A ont eu pour eux 20.000 votants c'est-à-dire plus que la majorité absolue, ils sont élus en première ligne, à la majorité absolue.

N'est élu qu'en deuxième ligne, le candidat B qui a le plus de voix, mais qui n'a pas eu 17.001 votants.

On verra, d'ailleurs, plus loin que cette prime donnée à la majorité absolue n'est qu'apparente.

Collège à 5 sièges :

Chaque électeur a 3 voix qu'il peut cumuler.

1° Un parti a la majorité absolue.

Votants : 42.000 A 21.001 B 10.999 C 10.000

A présente 3 candidats et donne à chacun 21.001, B a 2 candidats 10.999 × 3 : 2 = 16.498, C à 1 10.000 × 3 = 30.000.

Si B et C se coalisent, (10.999 + 10.000 = 20.999) et présentent 3 candidats, ils ne pourront donner à chacun que 20.999 × 3 : 3 = 20.999, soit 2 voix de moins. Quoiqu'il arrive, l'élection sera pour 3 A, 1 B, 1 C.

Dans les Collèges à nombre impair, la majorité absolue des votants enlèvera toujours la majorité des sièges, par le seul effet de sa force numérique.

2° Aucun parti n'a la majorité absolue (21.001).

Votants 42.000 A 19.000 B 13.500 C 9.500.

S'ils votent isolément et chacun pour soi, le droit de décision n'est pas assuré, parce qu'en fait il n'y a pas de majorité.

A donne à chacun de ses 3 candidats :

19.000 × 3 : 3 = 19.000

B donne à chacun de ses 2 candidats :

13.500 × 3 : 2 = 20.750

C à son candidat unique :

9.500 × 3 = 28.500

Sont élus : 1 C, 2 B, 2 A.

Si deux de ces partis se coalisent, ils auront la majorité absolue. Les résultats seront alors iden-

(1) Cette attribution de la majorité des sièges à la majorité absolue des votants est faite naturellement et par le seul effet du jeu des nombres dans les collèges à nombre de sièges impair. Dans les collèges à nombre pair, elle ne sera assurée dans bien des cas, que par une disposition expresse de la loi. Elle rend, d'ailleurs à une majorité effective la place usurpée par une majorité factice

tiques à ceux qu'obtiendrait un parti qui aurait cette majorité par ses propres forces. Ils s'assureront le droit de décision, mais ils ne pourront ni supprimer, ni même diminuer le droit de représentation de l'adversaire.

A et B (19.000 + 13.500 = 32.500) donneront à chacun de leurs 4 candidats 32.500 × 3 : 4 = 24.375.

C aura son siége avec ses 28.500 voix.

De même, A et C (19.000 + 9.500 = 28.500) donneront à chacun de leurs 4 candidats 28.500 × 3 : 4 = 21.375.

B fera élire son candidat unique avec :

13.500 × 3 = 40.500

Enfin B et C (13.500 + 9.500 = 23.000) auront trois candidats élus à la majorité absolue ; mais ils ne pourront pas enlever à A l'un de ses deux sièges ; ils perdraient au contraire l'un de leurs trois, car ils ne pourraient grouper sur chacun des 4 candidats que : 23.000 × 3 : 4 = 17.250, tandis que A donnerait à trois des siens 19.000.

*
* *

Les résultats seraient équivalents dans les collèges à plus grand nombre de sièges, si tous les nombres qui ont servi à l'établissement des calculs ci-dessus étaient grossis proportionnellement. Ils seraient différents, si les mêmes proportions n'étaient pas observées. Les cloisons qui séparent les compartiments de la majorité et des minorités sont très mobiles et se déplacent sous la moindre poussée. Par exemple, dans le collège à 5 sièges, B arriverait à égalité pour 2 sièges s'il avait 500 voix de plus, 14.000 × 3 : 2 = 21.000 tandis que A et C réduits de 28.500 à 28.000 n'auraient plus que 28.000 × 3 : 4 = 21.000.

Et si C avait moins de 7.000 votants, il ne serait pas représenté.

Mais il importe de faire remarquer que ces mêmes calculs ont été établis dans l'hypothèse où chaque parti n'ambitionne que les sièges auxquels son importance numérique lui permet de prétendre ; s'il en veut davantage, non seulement il n'a pas chance de réussir, mais il risque de tout perdre.

On a vu, au Collège à 4 sièges, 20.000 A enlever 3 sièges à la majorité absolue et n'en laisser qu'un à B. Mais s'ils veulent tenter la combinaison qui permet de répartir 3 voix sur 4 candidats, ils doivent renoncer au bénéfice de la majorité absolue, puisqu'ils ne peuvent plus donner à chacun que 15.000. B donnant à 2 candidats : 14.000 × 3 : 2 = 21.000 leur ferait perdre avec le 3e siège, le droit de décision.

C'est que leur supériorité numérique n'est pas suffisante. A ne pourrait tenter l'aventure, sans risques, que s'il était sûr d'avoir plus des deux tiers des votants, soit sur 34.000 (dont le tiers est de 11.333) :

11.333 × 2 = 22.666. + 2 = 22.668

Il aurait en effet : 22.668 × 3 : 4 = 17.001

Et B : 11.332 × 3 : 2 = 16.998

B, à son tour, paierait cher son imprudence, car assuré d'un siège avec un seul candidat, il ne serait pas représenté parce qu'il aurait voulu en faire élire deux.

*
* *

Si on décompose ces derniers nombres pour dégager des voix cumulées le nombre réel des votants, on observe que les partis peuvent être considérés comme s'étant divisés en autant de groupes égaux qu'ils ambitionnent de sièges.

A s'est divisé en 4 groupes égaux de 22.668 : 4 = 5.667, lesquels disposant de trois voix ont donné 5.667 × 3 = 17.001 voix.

Et B en 2 groupes égaux de 11.332 : 2 = 5.666 donnant 5.666 × 3 = 16.998 voix.

De même, dans le collège à 5 sièges où A compte 19.000 votants, B 13.500 et C 9.500, A voulant 3 sièges s'est divisé en 3 groupes de 19.000 : 3 = 6.333 votants B voulant 2 sièges, en 2 groupes de 13.500 : 2 = 6.750 et C, ne voulant qu'un siège a formé un groupe unique de 9.500. La majorité des votants a donc été obtenue pour 1 siège par C, pour 2 par B, et seulement pour 2, par A.

Le cumul des voix n'a pas eu d'autre effet que de tripler ces nombres. Il n'a pas modifié les résultats, puisque C a fait élire un député avec 28.500 voix, B 2 avec 20.250 et A 2 aussi sur les 3 qu'il présentait avec 19.000.

Il suffirait à A de prendre 501 voix à B pour lui enlever un siège. S'il avait, en effet, 19.501 votants, contre 12.999 à B, il formerait pour 3 sièges 3 groupes de 19.501 : 3 = 6.500, 33 votants, B pour 2 sièges, 2 groupes de 12.999 : 2 = 6.499, 50, et C pour un siège un groupe de 9.500. Et le cumul des voix donnerait respectivement, (en négligeant les fractions qui ne comptent pas dans la réalité), A 6.500 votants et 19.500 voix, B 6.499 votants et 19.498 voix, C 9.500 votants et 28.500 voix, de sorte que chacun des 5 députés, 3 de A, 2 de B, 1 de C serait élu parce qu'il aurait à la fois la majorité des votants et la majorité des suffrages.

*
* *

Les choses se passent en somme, comme avec

le scrutin uninominal actuel. Seulement, le département, au lieu d'être découpé en collèges d'arrondissement ayant des limites géographiques, est censé fractionné en autant de circonscriptions qu'il y a de députés à élire. Les partis ne donnent pas en masse pour l'ensemble des sièges ; chacun d'eux se divise en autant de groupes qu'il veut avoir de sièges, et c'est dans chacune de ces circonscriptions idéales que les adversaires se rencontrent et luttent groupe contre groupe. Les votants étant ainsi distribués et affrontés, les résultats différeront suivant que le collège est à nombre pair ou impair.

Dans les collèges à nombre impair, ce sera toujours le groupe de votants le plus nombreux qui donnera le plus grand nombre de suffrages, et qui, par conséquent, fera élire son candidat. Les calculs qui précèdent ont en effet démontré que le candidat élu parce qu'il avait plus de voix que ses concurrents, n'avait pu avoir le plus grand nombre de voix que parce qu'il avait le plus grand nombre de votants. L'élection, considérée à ce point de vue, c'est-à-dire non par rapport à l'ensemble des sièges comme avec le scrutin de liste ordinaire, mais par rapport à chaque siège pris isolément, comme avec le scrutin uninominal, est exactement conforme au principe du système majoritaire. Il s'est formé une majorité pour chacun des sièges du collège en particulier, et chaque député, même celui qui représente la minorité du département, est l'élu d'une de ces majorités, de même que le député qui fait partie de la minorité de la Chambre actuelle est l'élu de la majorité de sa circonscription.

Dans les collèges à nombre pair, où pour avoir la majorité de la représentation il faut conquérir un siège tout entier et non pas seulement un demi siège comme dans le collège à nombre impair, le groupe de votants le plus nombreux pourra ne pas donner le plus grand nombre de suffrages. Ainsi, on a vu que, dans le collège à 4 sièges, sur 34.000 votants, les 20.000 de A forment trois groupes dont les électeurs donnent une de leurs trois voix à chacun des 3 mêmes candidats soit 20.000 × 3 : 3 = 20.000 voix. Les 14.000 de B ne présentant que 2 candidats se fractionnent en 2 groupes pour bénéficier du cumul de la troisième voix et votent 7.000 pour *d d e* et 7.000 pour *e e d* ce qui leur permet de donner à chacun 7.000 × 3, soit 21.000 voix. Les 21.000 voix des candidats de B viennent donc de 14.000 votants, tandis que les 20.000 voix de chaque candidat de A émanent de 20.000 votants. La majorité des votants, dans ce cas, ne coïncide pas sur un siège, avec la majorité des voix. Qui faut-il élire? Puisqu'on doit choisir entre deux majorités, il est naturel de donner la préférence au candidat qui a la majorité réelle, celle des votants. La prime accordée à la majorité absolue des votants n'est donc qu'apparente. L'attribution du siège litigieux à l'élu de cette majorité absolue ne fait que consacrer une réalité que l'effet du cumul masquait mais qu'il n'avait pas pu détruire.

Le vote cumulatif combiné avec le vote limité, et sous la réserve de la correction nécessaire des résultats des collèges pairs, n'apporte donc jamais aux minorités une force artificielle s'opposant à une force réelle. Il donne simplement à tous la libre disposition de suffrages qui sont en nombre égal pour tous. Mais, ce faisant, il permet à chacun d'user de la tactique qui lui paraît la plus favorable. Si les uns, les plus nombreux, dispersent leurs forces pour attaquer tous les points ou le plus grand nombre de points possible ; si les autres, les faibles, les concentrent pour mieux se défendre sur quelques positions, les uns et les autres ont la faculté d'adopter les méthodes inverses s'ils croient y avoir intérêt. Il n'y a donc de privilège pour personne, puisqu'il y a égalité de droits.

*
* *

Il résulte de ces diverses observations qu'un parti s'affaiblit quand il présente un nombre de candidats supérieur au nombre de sièges auquel son importance relative lui donne droit, tandis qu'il se renforce en présentant un nombre moindre, gardant ainsi la faculté de cumuler sur ceux qu'il a choisis, les voix qu'il n'utiliserait pas autrement. Il doit donc ne pas commettre d'imprudences et mesurer son ambition à ses forces. S'il disperse les suffrages sur trop de candidats, non seulement il échoue, mais il risque même de perdre tout ou partie des sièges que son importance numérique lui assurait.

Il ne faudrait cependant pas exagérer la gravité de ces imprudences et de ces risques. En général, le danger ne sera sérieux que si l'adversaire, imprudent lui-même, ose courir le risque de compromettre un gain assuré pour avoir un succès plus complet, mais douteux, et s'il réussit.

Le nombre des électeurs inscrits est connu exactement ; celui des votants ne peut être prévu que d'une façon très approximative, et avec des chances d'erreur portant sur plusieurs centaines de voix. Or, le gain ou la perte d'un siège dépend non seulement d'une voix, mais aussi du plus ou moins grand nombre de candidats que présenteront les adversaires, et les intentions définitives de ceux-ci ne seront souvent connues qu'au dernier moment. La partie est grosse à jouer.

Comme les aléas sont les mêmes pour tous et peuvent avoir les mêmes conséquences fâcheuses, il est à peu près certain que tous les partis n'auront pas une égale témérité. Il y a donc de grandes chances pour que les sièges soient distribués normalement.

Puisqu'il est impossible de calculer exactement les forces respectives des partis, à un jour déterminé, il faudra, dans la pratique, se contenter d'approximations. Elles suffiront, si on accepte franchement le principe de la représentation des minorités et si on se résigne à laisser à chacun la part équitable à laquelle il a droit. Dès que l'on a admis que l'on ne peut prétendre sûrement, soit qu'aux sièges pour lesquels on est assuré de la majorité absolue, soit qu'à autant de sièges qu'on a de fois le quotient électoral, et qu'il serait imprudent de faire servir les restes à la conquête d'un siège supplémentaire, s'ils ne sont pas assez importants pour rendre le succès très probable, on peut marcher au combat avec toute la certitude possible en pareille matière. Ceux-là seuls qui sont très forts et qui n'ont que des adversaires très faibles, peuvent se dispenser d'être prudents.

Le système transactionnel oblige donc les électeurs à se discipliner. Il est essentiel pour eux de connaître l'importance de leurs effectifs et de ne présenter que le nombre de candidats dont ils peuvent presque sûrement espérer le succès, parce qu'il ne doit y avoir qu'un tour de scrutin et que les résultats de ce tour seront définitifs. C'est donc avant l'ouverture de la période électorale qu'ils devront s'imposer cette discipline que le système actuel ne rend nécessaire que pour le second tour.

Si ce sont là des inconvénients, on ne peut nier qu'ils existent ; ils seraient considérablement atténués par l'adoption du second tour, dont l'organisation est possible, ainsi qu'il sera expliqué. Mais ne sont-ils pas compensés par les avantages qui résultent de la suppression de ce second tour ?

On reprochera plus justement peut-être au système transactionnel une complication dans les écritures des opérations électorales. Les feuilles de dépouillement devront ouvrir pour chaque candidat deux colonnes destinées à compter l'une, les bulletins sur lesquels son nom est porté, l'autre les voix uniques ou cumulées que ces bulletins lui donnent ; la première colonne marquant, par le nombre des bulletins, le nombre même des votants, et indiquant ainsi soit les candidats élus à la majorité absolue, soit ceux qui doivent être préférés en cas d'égalité de suffrages. Mais cette complication bien légère n'embarrassera guère les scrutateurs et le dépouillement n'en sera pas sensiblement retardé .

(*A suivre.*) H. Faisans.

SOUVENIRS DE LA VIE LITTÉRAIRE

LES FEMMES DE LETTRES ET LA GUERRE

J'ai toujours été passionné de psychologie. Dans l'inconsciente, mais si expressive période de l'enfance, ma prédilection se manifestait sous forme de confidences faites aux autres et voilà pourquoi, sans doute, le sentiment de l'amitié qui les provoque et les favorise, m'apparut toujours la plus précieuse des émotions par où s'ennoblit l'âme humaine. Avec les années, son prestige devait grandir en moi, puisqu'il constitue le principal foyer où se réchauffe la sympathie de ceux qui se confient à nous. Plus tard, quand mon instinctive prédilection se fut muée en une observation méthodique des intérieurs d'âmes, il m'arriva souvent d'envier la position privilégiée de certains prêtres catholiques qui, par leur fonction même, me semblaient tenir en main le meilleur laboratoire de psychologie. J'en ai interrogé quelques-uns : presque toujours, leur réponse fut celle-ci : « Si vous saviez comme cela est banal ! Comme toujours les mêmes choses se répètent ! » La politesse seule m'empêcha de leur répliquer : « Banal ! je l'accorde..., mais sans doute bien plus à raison de l'incompétence de ceux qui s'y appliquent que de la qualité des âmes qui viennent s'ouvrir à eux ! » Car en psychologie, comme dans toutes les sciences reposant sur l'observation, c'est de l'*expérimentation* que sort toute nouveauté, et combien y en a-t-il qui la sachent pratiquer ! Ces prêtres me faisaient l'effet des savants qui ont à leur disposition le plus merveilleux des laboratoires, où se trouvent accumulés les instruments nécessaires aux expériences, mais où manque l'essentiel : l'esprit qui anime et sait utiliser toutes ces belles choses !... Pasteur avait un laboratoire où tout faisait défaut. Dieu sait pourtant ce qu'il en fit sortir pour le bien de l'humanité !

... Le hasard des circonstances devait aller au-devant de mes désirs. Si je suis demeuré un laïc impénitent, — à ce point de m'attirer parfois les foudres de ceux d'entre les catholiques qui jugent non en esprit, mais sur les apparences — j'ai eu la bonne fortune de posséder une manière de confessionnal que plus d'un religieux aurait pu m'envier, car le cabinet d'un directeur de Revue littéraire put être un lieu de confidence sans équivalent dans les dix années qui précédèrent la grande guerre. Les hommes se racontent peu, c'est un fait d'expérience courante, soit parce qu'ils

sont plus occupés, parce qu'ils ont la rude tâche de leur situation à faire, soit par fierté, parce qu'il leur répugne de découvrir les secrets mobiles de leurs diverses démarches. Mais les femmes !... C'est leur besoin essentiel..., si bien qu'un directeur de consciences qui, celui-là, les connaissait et savait aussi leur puissance de dissimulation, a dit d'elles : « Elles sont capables de s'inventer des péchés, plutôt que de n'en point avouer ! »

Or, une statistique d'avant la guerre que j'ai citée dans mon volume des *Femmes de Lettres* (1), puis dans ma conférence sur la *Guerre et la Littérature de Demain* (2), évaluait à près d'un millier le nombre des femmes qui tiennent une plume à Paris. Parce que trois ou quatre des meilleurs romans psychologiques qui ont paru dans notre littérature moderne portent des signatures féminines, — romans où s'affirme le *don* le plus manifeste, mais nulle haute culture, — parce que les plus beaux vers qui aient été écrits dans notre langue sous l'inspiration de Chénier, les plus accomplis de forme, portent également un nom féminin, celui de Renée Vivien, l'ambition du sexe vint se déchaîner à leur suite, et l'instinct d'imitation qui, s'il est à la racine de l'éducation enfantine, l'est bien plus encore à celle de l'éducation féminine, devint leur guide essentiel. Je reviens à mon chiffre : Dans une ville, si grande soit-elle que Paris, mille femmes de lettres, c'est plus qu'il n'en faut pour promettre, à leurs rivaux du sexe fort, de longues attentes dans le salon des Revues... Qu'on se rassure : je ne citerai aucun nom. Je ne commettrai nulle indiscrétion — car moi aussi, je suis lié par le secret professionnel — et même je n'utiliserai pas la dixième partie des documents qu'enregistra ma mémoire.

*
* *

A propos d'elles, le grand, quoique trop souvent injuste, d'Aurevilly, observait : « *Le style, c'est l'homme...* ou le manque d'hommes ! » Formule saisissante, plus que véridique, car il en est dont le style ne procède d'aucune influence virile directe. Sans doute avait-il lu l'auteur des *Bas-bleus*, le visiteur avec qui j'eus un jour ce dialogue :

— « Ainsi, Monsieur, vous venez m'apporter un manuscrit !

— « Au contraire, Monsieur, je viens vous débarrasser d'un !

— « Comment cela ! Expliquez-vous.

— « Monsieur, j'aime ma femme, et je l'aime passionnément !

— « C'est votre droit, et j'ajoute : C'est même votre devoir. Mais je ne saisis pas bien le rapport entre votre démarche et cette déclaration.

— « Vous allez comprendre, Monsieur ; le rapport est, au contraire, des plus étroits. Vous êtes bien d'avis, n'est-ce pas, qu'entre hommes nous devons nous soutenir ?

— « C'est là, en effet, une opinion qui peut se défendre.

— « Eh bien, voilà... Ma femme s'est mis en tête d'écrire et elle vous a apporté un manuscrit. Je viens vous demander, comme service personnel, de le lui refuser..., mieux encore, de la convaincre qu'elle n'a aucun talent. Vous ne pouvez me refuser cela !

— « Mission délicate, Monsieur, bien délicate ! La première partie de la tâche, évidemment, je puis l'accepter. Mais la seconde ? Comment prouver à une femme qu'elle n'a aucun talent... Ah ! Monsieur, on voit bien que vous ne les connaissez pas ! Un écrivain a jeté le cri fameux : Il faut *décourager* les Beaux-Arts... Et je pense de même : Il faudrait décourager la littérature féminine : Mais le moyen ? On décourage les hommes..., car le découragement peut être une forme de la clairvoyance ; c'est vous dire qu'on n'arrive jamais à décourager les femmes ! Elles porteraient des jupes longues, vous entendez, dans la période où c'est la mode d'en porter de courtes, oui, monsieur, elles seraient capables de faire cela — et vous voyez l'immensité du sacrifice — plutôt que de déposer la plume quand elles se sont mis en tête de la tremper dans l'encrier ! »

Ce mari modèle et plein de bon sens, mais peu au courant de la psychologie de la femme de lettres, dénotait une notion assez exacte de l'étrange animal que fait, dans la comédie humaine, le mari d'une femme littéraire. Il ne voulait pas se résigner à l'attitude du prince Albert, à ce rôle de figurant symbolisé dans le mot fameux : « Je suis les talons de la Reine. »

Des maris amoureux de leur femme, et s'ingéniant à lui complaire, il en existe beaucoup plus

(1) Ce volume parut voici déjà huit ans, avant l'expérience immédiate et directe que j'en devais avoir. C'est assez dire combien j'en sens les lacunes et les insuffisances — du point de vue passionnant de la psychologie générale de la femme, il serait tout entier à refaire. On m'a demandé de le réimprimer, mais je ne puis m'y résoudre, car je me trouve pris entre ma conscience d'auteur qui m'interdit de le signer en 1916 tel qu'il fut écrit en 1908, et l'orientation de mes travaux qui m'incline dans une tout autre direction.

(2) Cf *Vers la Victoire*, 1re série.

qu'on ne croit, beaucoup plus que ne prétend la littérature, surtout la littérature féminine, pour qui c'est là une bourgeoise et piètre attitude ! Cet époux vieux-jeu, que guidait un instinct sûr, avait flairé le danger et s'appliquait à le prévenir. D'autres ne le soupçonnent même pas et vont au-devant, avec le plus allègre sourire. Ce sont, la plupart, des ménages de la province, ou appartenant au type provincial, qui trompent l'ennui de leur solitude en « cultivant les Lettres ». Un beau jour, la femme se découvre un don. Quelques flatteurs de son entourage n'ont pas de peine à lui persuader qu'elle ne peut manquer de réussir. De là à prononcer le classique « Anch io son pittore ! », il n'y a qu'un pas. Et les voici qui débarquent à Paris, la femme tout émue, car elle est provinciale encore, pleine de maladresses et de naïveté, — mais après tout, pourquoi pas ? pourquoi ne pas venir tenter la fortune ? pourquoi ne pas réussir là où telles autres se sont fait un nom ? — le mari tout fier de posséder une compagne qui a du talent et voudrait le produire, encore très épris d'elle — ce sont généralement de jeunes mariés — et qui, par la chaleur du discours, s'applique à mettre en valeur des pages dont il craint qu'à la simple lecture elles ne produisent tout leur effet — jeune inconscient à qui le Dieu-Amour, par avance, disposa un bandeau sur les yeux, et qui court de gaîté de cœur au-devant du danger qui menace son bonheur !

*
* *

Mais la vraie Femme de Lettres, la Femme de Lettres-*née*, c'est celle qui se présente seule, qui n'a recours à l'aide, ni de son mari, ni de son amant. Son mari, elle le tient pour une quantité négligeable... Son amant.... elle le réserve à d'autres besognes. Elle sait bien que la femme n'est jamais si forte que quand elle est seule, car alors elle possède des arguments sans réplique, et que la plus élémentaire politesse nous interdit d'en user avec elle comme avec nos confrères du sexe fort. Le moins que nous puissions faire, c'est de l'écouter jusqu'au bout de son argumentation.

Elle utilise assez volontiers la profession de foi littéraire, qu'elle sait combiner, de la façon la plus ingénieuse, avec la rosserie pour les confrères de son sexe. Telle cette Mme X... qui dans la vie de tous les jours, porte un nom célèbre pour des raisons tout autres que de l'ordre littéraire, et qui me tint à peu près ce discours :

— « Monsieur, je vous ai déjà dédicacé cinq de mes précédents volumes, que vous n'avez pas daigné ouvrir. Pour le sixième, j'ai pris soin de vous l'envoyer tout coupé, afin de vous éviter un effort. Je vous apporte moi-même mon septième enfant, et je vous prie instamment de vous y intéresser ! Vous verrez que je n'appartiens pas à la catégorie de ces auteurs que vous avez cités et commentés — elle nommait Mme Z... et Y... — dont *les héroïnes passent leur vie à se pâmer sous les caresses de leur amant !* »

Ma mémoire du mot-à-mot est assez défectueuse... Pourtant, je garantis la littéralité des termes, car ce sont là choses qu'on n'oublie pas, quand une fois on les a entendues ! Dans l'espèce, Mme X... se trompait, car j'avais lu, et même de fort près, son volume— et j'avais pu y constater que, comme les autres, elle ne *songeait qu'à cela.* A quelle autre chose pourraient-elles bien penser, et de quoi pourraient-elles écrire qui ne fût point *cela ?*

Et dans le même instant, je songeais aussi à ce bizarre phénomène de la nature qui, de toute femme de lettres, fait rapidement et plus ou moins une *désexuée !* Car, comment conserver le doux nom de femme à un être dépourvu à ce point de toute notion de pudeur, que, devant un homme qu'elle n'a jamais vu, elle peut tenir tels propos ou évoquer telles images, que nous rougirions, nous autres hommes, de proposer à leur pensée ! Faut-il ajouter que dans l'instant, je me sentis fier de mon sexe !

*
* *

Elles ne sont point toutes, Dieu merci, de ce calibre... Et j'en sais même qui sont restées très femmes, sans doute parce que, aspirant à devenir femmes de lettres, elles le sont, au fond, très peu dans l'âme, et que leur récente ambition n'est qu'une altération, une *déviation*, plus ou moins caractérisée, de leur véritable instinct.

J'en avais remarqué une qui venait régulièrement, tous les huit jours, et qui, pour m'avoir proposé quelques nouvelles de sa façon, n'en persistait pas moins à aiguiller l'entretien sur son cas personnel. Elle était fort agréable, d'ailleurs, dotée de tous les avantages que notre maître Balzac dispense généreusement à sa *Femme de Trente ans*. Un jour, elle me dit à brûle-pourpoint :

— « Ah ! Monsieur, je suis bien souffrante !

— « Souffrante ! Madame. Eh quoi ! Vous paraissez respirer la santé !

— « Hélas ! Les apparences sont trop souvent trompeuses !

— « Mais encore ? De quoi souffrez-vous ?

— « Je suis neurasthénique !

— « Neurasthénique ? Mais c'est la maladie à la mode ! Nous le sommes tous, plus ou moins... Moi-même, qui vous parle, je l'ai été, et rien ne me garantit que je ne le redeviendrai plus ! C'est, au surplus, un mal qui se guérit fort bien ! Et j'ajouterai : Si les médecins n'étaient pas les aveugles qu'ils sont pour la plupart, elle se guérirait encore beaucoup mieux ! Mais voilà, dans cette belle profession qui sollicite l'emploi des facultés les plus délicates et les plus diverses — une profession que je voudrais pratiquer si, sachant ce que je sais, à cinquante ans, je pouvais revenir à mes vingt ans — eh bien, dans cette profession, comme dans toutes les autres d'ailleurs, c'est la routine qui commande, et l'esprit d'immobilité ! La recherche des causes, qui est la grande loi de la médecine, et devrait guider tous les diagnostics..., c'est le dernier de leurs soucis... La *Cause !* comme dit Shakespeare... C'est toujours la cause qu'il faut chercher !

— « Ah ! Monsieur, ce n'est point de médecin que j'ai besoin. » Et sur un ton plus bas : « Mon mari me néglige ! »

La position était délicate..., et je ne garantis pas d'avoir su trouver la réplique commandée par les circonstances... Trop souvent, les écrivains, même doublés de directeurs de Revue, n'ont que l'esprit de l'escalier. Mais ce que je vis bien, en tout cas, c'est qu'ici la Littérature n'était que le dérivatif d'un autre besoin, fort naturel, on le conçoit, et qui fait la raison d'exister de ces aimables créatures.

*
* *

Il en est d'autres pour qui la littérature est le dérivatif d'une autre passion, et c'est tout simplement l'ambition. Car ce n'est pas toujours, comme on l'a prétendu, une passion de vieillard; elle peut l'être de jeune femme : entendez par ambition chez celles-ci, le désir de paraître, de devenir centre et foyer, au sens où l'entendirent certaines femmes de notre XVIIIe siècle français, et d'où sortirent tant d'illustres salons littéraires, depuis celui de Mme Geoffrin jusqu'à celui de Mme Récamier.

Tel le cas de cette jeune Américaine, ou plus exactement Floridienne — les Floridiennes ayant je ne sais quoi de plus souple, de plus ondoyant, de plus *exotique*, si l'on veut, que les Américaines du Nord. Elle avait débarqué en France avec la volonté arrêtée de conquérir Paris. Pour cela, il lui fallait un levier, et elle l'avait espéré en la personne d'un de nos illustres écrivains qui, grâce à cette faculté d'illusion commune à la plupart des étrangers, par où ils s'abusent complètement sur nos *valeurs*, représentait à ses yeux, toute notre gloire littéraire. Lui, qui ne voyait en elle qu'une fantaisie de quelques mois, avait entretenu ces illusions et de ses propres mains disposé le piège où le bel oiseau des forêts vierges se devait engluer.

Souvent elle venait me voir et me confiait ses projets. Au ton dont elle répétait : le *maître* — car pour elle, il ne pouvait y en avoir qu'un — j'eus vite fait de discerner la nature et l'étendue de ses rêves. Comment faire pour l'en guérir ? Elle voulait bien me témoigner quelque amitié, quelque confiance, car elle avait su reconnaître en moi, non point le misogyne sottement dénoncé par certains Bas-bleus, mais, au contraire, comment dire ? — il n'y a pas de composé grec pour signifier la chose —... un passionné de la femme, plus exactement du génie féminin, quand il s'oriente dans son vrai sens, quand il se soumet à sa fonction ! Par tous les arguments en mon pouvoir, je tentai de lui dessiller les yeux, et j'allai même jusqu'à cet argument dont je m'accuse auprès de mes confrères, que se fier à un homme de lettres, c'est à peu près se raccrocher à une planche pourrie quand on s'en va à la dérive du fleuve — j'exagérais exprès l'image pour la mieux persuader. Rien n'y fit, et la malheureuse accomplit son destin. Le jour où elle comprit que tout espoir était perdu, elle se libéra de la vie en s'injectant une forte dose de morphine. Pauvre femme qui avait pu se représenter l'absolu sous les traits d'un mortel, et du plus ondoyant, du plus inconstant de tous les mortels !

*
* *

J'entends d'ici l'objection de certains lecteurs, auxquels je vais aussitôt répondre : Ce que vous nous présentez là, ce sont des esquisses, que l'on pourrait utiliser comme contribution à la psychologie de la femme littéraire... Ainsi, telle sanguine rapide et de trait cursif peut être un document utilisable à la ressemblance d'un portrait plus poussé... — Pense-t-on que je me permettrais, à cette place, de traiter un autre sujet que celui qui nous absorbe et nous passionne tous, le seul sur lequel à cette heure nous puissions avoir les yeux fixés : la *Guerre et ses enseignements ?*

De quelle façon étroite s'y rattache ce sujet des Femmes de Lettres, je l'avais déjà noté dans ma conférence sur *La Littérature de Demain*, en montrant que leur Littérature à elles ne pourrait persister dans la continuité d'accent qu'on lui vit jusqu'à cette date historique, ou qu'alors elle de-

vrait se résigner à disparaître. Mais, d'elles-mêmes, ne les vit-on pas faire le geste, le beau geste d'abandon, que seules pouvaient commander des circonstances aussi tragiques, en déposant la plume sur l'écritoire pour revêtir le costume des *Dames Blanches*, baptisé par mon ami Donnay, que le seul élan du cœur suffisait pour désigner à ces Françaises ? Peut-être, dans cet avatar un peu brusqué et qui n'avait pas connu d'étapes, quelques-unes d'entre elles eurent-elles tendance à oublier que le costume de Dame Blanche offre je ne sais quelle parenté symbolique et lointaine avec celui de la froide nonne, sous lequel nul battement de cœur ne doit soulever l'étoffe. On ne se transforme pas ainsi en l'espace d'un moment et le Ciel même aura quelque indulgence pour telles faiblesses où le geste initial fut toujours commandé par l'excellence de l'intention.

Et puis qui sait, après tout, si dans l'arsenal des remèdes inventés par la pharmacopée des hommes se trouvent beaucoup de remèdes aussi précieux, aussi efficaces, que le peuvent être souvent le sourire de la femme et le simple frôlement de sa main ! Pour l'homme qui sort des tranchées et qui, durant des mois, n'eut sous les yeux que des *visions d'enfer*, un sourire de femme, le seul contact de sa main, doit, par la vertu du contraste, faire une *vision de paradis*, dont l'effet moral retentira puissamment sur l'état du malade, dans le cas surtout où sa machine nerveuse aura été secouée d'un ébranlement profond !

Combien d'entre elles auront ainsi retrouvé leur véritable voie, à simplement écouter leur instinct et les secrets appels du cœur ! Elles se croyaient écrivains-nés, destinées à ajouter une page à l'anthologie immortelle de nos chefs-d'œuvre : voici qu'elles se révèlent consolatrices incomparables, médecins de l'âme, parfois si puissante à réagir sur les maux du corps ! Comment pourraient-elles négliger une telle leçon des événements ! Et si parfois, dans l'avenir, elles ont tendance à l'oublier, il nous appartiendra, à nous autres hommes, de leur rappeler, délicatement, ce qu'il y eut d'expressif dans leur changement de costume, et qu'une main de femme n'est jamais si belle à contempler que lorsqu'elle ne tient aucune plume au bout des doigts !

*
* *

Devant une de ces vaillantes qui — elle, n'a nulle encre aux doigts, mais seulement de la teinture d'iode — une femme d'académicien, s'il vous plaît, de l'Académie des 40, ou plus exactement des 30 à l'heure actuelle, je soutenais l'autre jour cette idée : « Il est indispensable, pour la bonne harmonie des choses, que les femmes allemandes connaissent et apprécient la virile étreinte de nos soldats. Ce sera la meilleure réplique au mot fameux de leur Bismarck qui ne voyait, chez les Celtes et les Slaves que « des races *femelles*, destinées à être fécondées par la leur. » — » Mais, comment donc ! fit elle avec élan, une telle perspective n'est pas pour leur déplaire ! Elles attendent avec impatience la révélation de ces sensations inconnues et troublantes. En ce qui nous touche, nous autres femmes Françaises, nous avons renoncé en leur faveur au privilège de la fidélité !

PAUL FLAT.

LA POLITIQUE DE GŒTHE

Le 9 juillet 1786, Gœthe écrivait à Mme de Stein : « Celui qui s'occupe de politique sans être un souverain régnant, ne peut être qu'un *philistin*, ou un fripon, ou un fou. » Mais comment ne pas faire de politique, lorsqu'on est devenu le confident et presque le directeur d'un prince ? Et, d'un autre côté, comment faire de la grande politique, lorsqu'on a la vue bornée par les frontières d'un petit Etat, qui ne comptait pas cent mille habitants?

*
* *

C'était alors l'ambition des souverains allemands d'avoir à leur cour un savant, et ce mot de savant, dans le vocabulaire du temps, pouvait désigner aussi bien un poète qu'un mathématicien. Frédéric II avait eu Voltaire, le comte Wilhelm de Schaumbourg-Lippe avait encore Herder : pourquoi le duc Charles-Auguste de Saxe-Weimar n'aurait-il pas l'auteur de *Werther*, dont le nom commençait à rayonner sur l'Allemagne ? Peut-être même Charles-Auguste eut-il, dès l'abord, l'intention de faire de Gœthe un ministre ; car à peine l'eut-il en son pouvoir, qu'il le combla d'honneurs et le chargea de fonctions.

Gœthe arrive à Weimar le 7 novembre 1775 ; le 11 juin de l'année suivante il est nommé conseiller de légation ; trois ans après il entre à la Commission de guerre et à la Commission des ponts et chaussées, *Pontifex maximus*, disait Herder. Le 5 décembre 1779, il est nommé membre du Conseil privé, « obtenant ainsi, à trente ans, le plus haut titre honorifique qui pût être conféré en Allemagne à un fils de bourgeois ». Les courti-

sans murmurent ; alors le duc de Weimar le fait anoblir par l'empereur Joseph II; enfin, en 1782, il lui confie la présidence de la Chambre des finances. Ainsi, « peu à peu et morceau par morceau tout le duché de Weimar avait passé entre ses mains ».

Mais que disaient ses amis, et que pensait-il lui-même ? Déjà, le 22 juin 1776, Wieland, observateur sagace, mais bienveillant envers tout le monde, écrivait à Lavater : « Voilà notre Gœthe conseiller de légation ; il siège dans le ministère, est le favori et le factotum du prince, et porte les péchés du monde. Il fera beaucoup de bien, empêchera beaucoup de mal, et cela doit nous consoler de le savoir perdu pour la poésie, du moins pour une série d'années. Car Gœthe ne fait rien à demi ; une fois entré dans sa nouvelle carrière, il ira jusqu'au bout. » Lui-même finissait par se demander s'il était bien fait pour tracer des routes, vérifier des comptes, remuer des paperasses, et s'il ne sacrifiait pas sa vraie mission à une tâche ingrate. Il ne produisait plus que des choses légères, mascarades, comédies-ballets, divertissements d'un jour, tandis que les grandes œuvres, qui visaient à l'immortalité, et dont le plan remontait aux années précédentes, restaient en suspens. Ses lettres à Mme de Stein abondent en confidences de plus en plus amères. Il lui déclare, qu'il se sent à l'aise dans ses fonctions à peu près comme les poissons dans la poêle ; que ses genoux semblent parfois vouloir se dérober sous lui, tant le fardeau qu'on lui a mis sur les épaules lui paraît lourd ; que Dieu lui donne, en expiation de ses péchés, à porter les péchés des autres (1). Enfin, le 4 juin 1782, il écrit : « Comme je serais plus heureux si je pouvais, loin des conflits politiques et près de toi, appliquer mon esprit aux sciences et aux arts, pour lesquels je suis fait ! »

Le poète et le souverain ne s'entendaient pas sur toutes les parties du gouvernement. Un divertissement favori des princes allemands, surtout des petits, était de jouer à la guerre. Quand ils n'avaient que trente hommes à commander, ils aimaient à les passer en revue. Charles-Auguste partageait ce goût, et il regrettait seulement de devoir borner là ses ardeurs belliqueuses. Gœthe, soit par un instinct profond de sa nature, soit par conviction raisonnée, était partisan de la paix ; elle seule, pensait-il, pouvait faire fleurir les sciences et les arts, qui sont l'honneur de l'humanité. Charles-Auguste avait reçu de Frédéric II le commandement d'un régiment de cuirassiers, qui tenait garnison à Aschersleben ; il aimait ses cuirassiers, presque autant que ses chiens de chasse, et Aschersleben était devenu son séjour préféré. Il ne se doutait pas que ce jeu inoffensif pouvait avoir des conséquences graves. Les liens qu'il avait contractés avec la couronne de Prusse devaient, en effet, entraîner le petit duché de Weimar dans les complications qui menaçaient les grands Etats de l'Europe.

*
* *

Gœthe a-t-il prévu la Révolution française ? On pourrait le croire, et lui-même semble vouloir le faire croire, d'après un passage des *Annales*, qui date de 1823. « Dès l'année 1785, écrit-il, l'affaire du Collier avait fait sur moi une impression que je ne saurais rendre. En présence des abîmes d'immoralité que cette affaire dévoilait dans la ville, dans la cour et dans tout l'Etat, les conséquences les plus horribles m'apparurent, comme des fantômes dont je ne pus longtemps me débarrasser. Je me comportai même d'une façon si étrange, que des amis, avec lesquels je me trouvais alors à la campagne, m'avouèrent beaucoup plus tard que je leur avais semblé comme en démence. » Il raconte ensuite qu'il suivit le procès avec une grande attention, que pendant son voyage en Italie il prit des renseignements sur Cagliostro, qui y était compromis, et qu'enfin, selon son habitude, pour se délivrer des pensées qui l'obsédaient, il traita toute l'histoire sous le titre du *Grand Cophte*, dans un opéra, dont le maître de chapelle Reichardt se mit aussitôt à composer quelques morceaux. L'opéra que Gœthe avait projeté devint une simple comédie d'intrigue, écrite dans une prose élégante et vive, mais où l'on chercherait en vain l'arrière-plan grandiose que son imagination y ajouta plus tard. La société qu'il nous présente est une collection de fripons et de dupes, mais rien ne présage qu'elle doive sombrer dans une catastrophe prochaine. Il semble même que nous assistions au train ordinaire du monde, et si une leçon se dégage de la pièce, c'est que, s'il est honteux d'être un fripon, il est humiliant d'être dupe. Il faut se faire une règle de vertu pour soi-même, et ne prétendre corriger personne, car, comme le dit un des morceaux poétiques conservés du plan primitif, « sur la haute balance de la Fortune, les plateaux sont rarement en équilibre : il faut monter ou descendre, régner ou servir, perdre ou gagner: on va vers le triomphe ou vers l'abîme ; on est enclume ou marteau ».

Pour qui connaît le tour habituel de l'esprit de Gœthe, amoureux avant tout d'ordre et de mesure, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il n'ait pas saisi

(1) Lettres du 28 septembre 1778, du 30 juin et du 18 septembre 1780.

d'abord la portée réelle des crises qui agitaient la France, et dont l'Europe entière allait bientôt recevoir le contre-coup. Plus tard, quand la Révolution aura fait son œuvre, quand elle se présentera avec un certain recul, il voudra la considérer dans l'ensemble, la juger en moraliste et en philosophe ; mais, au début, et avant qu'elle eût produit ses conséquences, il en détourna plutôt son attention, comme d'un fait anormal et peut-être transitoire. Avant la Campagne de France, c'est à peine si l'on trouve dans sa Correspondance quelques vagues allusions aux événements du jour. Dans une lettre à Jacobi du 3 mars 1790, après lui avoir annoncé les derniers volumes d'une édition nouvelle de ses œuvres, après lui avoir parlé de ses travaux d'histoire naturelle, qui étonneront sans doute le public savant et non savant, il dit : « Tu peux bien penser que la Révolution française a été pour moi aussi une révolution. » C'est une comparaison, un peu ambitieuse, mais que permettait la familiarité d'une lettre, entre les transformations du monde politique et ce qui se passait dans son âme. Il continue : « Au reste, j'étudie les anciens, et je suis leur exemple, autant qu'on peut le faire dans le pays de Thuringe. » C'est là, en effet, pour lui, la grande affaire : s'élever, se perfectionner, s'ennoblir, placer haut son ambition et y tendre par toutes ses facultés ; et, quant à son devoir public, pratiquer la « politique du foyer », c'est-à-dire préserver son petit pays des aventures périlleuses, et lui garantir tout le bien-être possible sous la sauvegarde de la vieille constitution de l'Empire.

*
* *

Il ne désespère pas de la paix, quand déjà la convention de Pilnitz est signée entre l'Autriche et la Prusse, et que leurs armées sont prêtes à entrer en campagne. Mais, le 20 avril 1792, l'Assemblée Législative prend les devants en déclarant la guerre au roi de Bohême et de Hongrie. Le 17 juin, Gœthe annonce à Gottfried Kœrner que des troupes prussiennes passent par Weimar, que le duc est parti pour se mettre à la tête de son régiment, et que lui-même s'apprête à le rejoindre. Mais la lenteur avec laquelle il voyage montre déjà le peu d'enthousiasme qu'il a pour la guerre.

Pour juger de son état d'esprit pendant la Campagne de France, il ne suffit pas de lire la relation qu'il en a faite plus tard ; il est indispensable d'y joindre sa Correspondance : on peut même regretter qu'il ait brûlé au retour « les ordres du jour poétiques et les commandements satiriques » qu'il s'était amusé à écrire, conjointement avec son Journal.

Le 18 août, il est encore à Francfort, auprès de sa mère, et il écrit à Jacobi : « Lundi le 20, je vais à Mayence, et de là je continue vers l'armée. La tente et la cantine feront un vilain contraste avec la maison maternelle, le lit, la cuisine et la cave, d'autant plus que, pour mon compte, je ne désire pas la mort du pécheur, pas plus d'un aristocrate que d'un démocrate. »

Ce qui le console, c'est l'idée que la campagne sera courte et qu'on entrera bientôt à Paris, une idée qu'il partage avec tous ses compagnons d'armes. Le 2 septembre, le jour de la reddition de Verdun, il écrit à Christiane Vulpius, qui tenait sa maison, en attendant qu'elle devînt Mme la Conseillère : « Nous continuons d'avancer en France ; notre camp est devant Verdun. La ville n'a pas voulu se rendre et a été bombardée la nuit dernière. C'est un aspect terrible, et l'on frémit à l'idée qu'on pourrait avoir là un être cher. Elle se rendra aujourd'hui, et l'armée continuera sa marche sur Paris. Tout va si vite, que je serai sans doute sous peu de retour auprès de toi. J'ai bien fait de ne pas tarder à partir. Je me porte très bien, quoique je manque de bien des choses et de toi par-dessus tout. Continue de m'aimer. Prends soin de la maison et du jardin... Je te rapporterai de Paris un joli souvenir de voyage... »

La marche sur Paris est barrée par la canonnade de Valmy. Si Gœthe désapprouve la guerre, il en partage résolument les fatigues et les dangers. Il est ordinairement à l'avant-garde. Sa bonne humeur ne le quitte jamais. Il sait au besoin, par un mot heureux, par une distraction inattendue, relever le courage de ses compagnons. A Valmy, voulant éprouver sur lui-même l'espèce particulière de fièvre que donne le bruit ininterrompu du canon, il s'expose au feu des batteries ennemies. Le 27 septembre, une semaine après la bataille, il écrit à Knebel, le précepteur du prince Constantin, frère cadet de Charles-Auguste : « J'ai beaucoup appris dans les quatre dernières semaines, et cette campagne modèle me donnera encore beaucoup à réfléchir. Je me félicite d'avoir vu cela de mes yeux, et de pouvoir dire, quand il sera question de cette importante époque : *et quorum pars minima fui*. Nous sommes dans une singulière position. Après la prise de Verdun, on constata que les Français avaient occupé la forêt de l'Argonne et barré le défilé qui va de Clermont à Sainte-Menehould. On chercha à les tourner, et, avec l'aide du général Clairfayt, on les chassa du poste de Grandpré ; l'armée entière passa, et s'établit entre Sainte-Menehould et Châlons. Lorsqu'on

fut arrivé en vue de l'ennemi, une violente canonnade éclata : c'était le 20, et lorsque, enfin, on en eut assez, tout rentra dans le silence, et ce silence dure depuis sept jours. Même les avant-postes ne tirent plus. Les Français ont gardé leur position, et de notre côté, on ne peut arriver à Verdun que par Grandpré. Le temps est épouvantable. Le manque de pain, qui ne suit que lentement, rend cet arrêt encore plus pénible. On commence à avoir quelque estime pour l'ennemi, que l'on méprisait jusqu'ici, et, comme il arrive en pareil cas, on l'estime plus haut qu'il ne faudrait. »

« *Quorum pars minima fui* » : je me félicite d'avoir vu cela de mes yeux, *et d'y avoir été pour ma petite part* : ces paroles, simples et vraies, sont devenues, par suite de cette tranposition qui se remarque dans tous les écrits autobiographiques de Gœthe, et qui lui faisait voir les impressions de sa jeunesse à travers les expériences de son âge mûr, le mot solennel que l'on connaît, et qui, comme beaucoup de mots historiques, n'a pas été prononcé : « De ce lieu et de ce jour date une « nouvelle époque dans l'histoire du monde (1). »

*
* *

La relation de la Campagne de France a été écrite en 1820, et publiée en 1822, c'est-à-dire trente ans après l'événement. L'impression générale qui s'en dégage, c'est une horreur instinctive de la guerre, qui est encore augmentée par les déceptions et les amertumes d'une retraite désastreuse. La guerre, pour le diplomate, est un jeu de théâtre, une intrigue dont il tient ou croit tenir les fils. Pour le commandant, c'est le chemin de la fortune. Pour le soldat, c'est la souffrance physique et la mort sans gloire. Pour le moraliste, ajoute Gœthe, c'est une dégradation de la nature humaine. Au lendemain de la reddition de Verdun, il écrit : « Nous vivions ainsi au jour le jour, entre l'ordre et le désordre, occupés tour à tour à conserver et à détruire, tantôt pillant, tantôt payant, et c'est sans doute pour cela que la guerre gâte le caractère. On joue toujours un double rôle; on est tantôt le vaillant et le dévastateur, tantôt le consolateur et le bienfaisant. On s'habitue à faire des phrases, à vouloir, dans les situations les plus désespérées, soutenir l'espérance, et l'on se façonne ainsi à un genre particulier d'hypocrisie qui, pour n'être ni celle du prêtre, ni celle du courtisan, n'en est pas moins de l'hypocrisie. »

Aussi, à peine a-t-il repassé la frontière, l'esprit encore plein des souvenirs d'une expédition peu glorieuse, qu'il pousse un cri de délivrance. Il a précédé l'armée à Luxembourg, dont il admire la situation pittoresque, mais qui est transformé en un vaste hôpital. Le 16 octobre, il écrit à Herder : « Je chante au Seigneur le plus joyeux des psaumes de David pour le remercier de m'avoir sauvé de cette fange qui m'allait jusqu'à l'âme... »

Il faut songer, pour comprendre toute la pensée de Gœthe, que la campagne dans laquelle il avait été engagé malgré lui n'avait rien de ce qui peut rendre une guerre héroïque et sacrée. Divers incidents de l'occupation de Verdun, l'acte du commandant Beaurepaire, se donnant la mort après avoir signé la capitulation, le coup de fusil tiré sur le passage des troupes prussiennes, enfin les sentiments non équivoques manifestés par les paysans, lui montraient de quel côté était l'élan patriotique. Quant aux émigrés qui encombraient l'armée, et qui traînaient derrière eux les débris de leur luxe d'autrefois, ils ne lui inspiraient pas la moindre sympathie.

Si Gœthe ne reconnaissait pas aux souverains alliés le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de la France, il n'approuvait pas davantage la propagande révolutionnaire des émissaires français en Allemagne. Il dit, dans une de ces épigrammes qu'il écrivit à Venise, dans un moment de mauvaise humeur : « Les apôtres de liberté m'ont toujours été odieux : ils ne demandent que le pouvoir absolu pour eux-mêmes. » Cependant une partie d'entre eux étaient sincères ; quelques-uns furent même les amis de Gœthe. Mais il trouvait leur prédication inopportune, en tout cas prématurée, et il pensait que l'Allemagne pouvait dormir encore longtemps sur l'oreiller de sa servitude volontaire. Beaucoup plus tard, causant un jour familièrement avec Eckermann, au sujet du reproche d'indifférence qu'on lui faisait,

(1) Edmond Scherer disait qu'il ne connaissait dans aucune littérature un livre aussi agaçant que celui qui a pour titre *Poésie et Vérité*, et qu'on appelle communément les Mémoires de Goethe. On ne sait jamais, en effet, où la vérité finit et où la poésie commence. L'agacement cesse lorsqu'on veut bien considérer que nous avons aujourd'hui sur Goethe deux sources de renseignements, indépendantes l'une de l'autre, et dont chacune est complète en son genre : d'un côté, la Correspondance qu'Edmond Scherer ne pouvait connaître qu'imparfaitement, et qui ne forme pas moins de cinquante volumes dans la grande édition de Weimar; et, de l'autre, l'ensemble des écrits autobiographiques, souvenirs, réflexions et délassements de la vieillesse. La Correspondance nous donne l'écho direct et immédiat de l'événement, les Mémoires, l'impression qui en est restée dans l'âme du poète, et que le cours des années a mûrie et quelquefois changée.

il disait : « Tout ce qui est violent, précipité, me répugne dans l'âme, car cela n'est pas conforme à la nature. Je suis l'ami des plantes ; j'aime la rose, comme la fleur la plus parfaite que voie notre ciel allemand. Mais je ne suis pas assez fou pour vouloir que mon jardin me la donne dès maintenant, à la fin d'avril. Je suis content de trouver aujourd'hui les premières feuilles vertes ; je le serai encore lorsque je verrai, de semaine en semaine, les feuilles continuer à former la tige; je le serai davantage quand le bouton se dégagera au mois de mai, et je serai heureux, enfin, si juin me présente la rose avec sa magnificence et son parfum. Mais celui qui ne sait pas attendre, qu'il aille dans une serre chaude. »

*
* *

Evidemment, le mois des roses n'était pas venu pour l'Allemagne. Etait-il venu pour la France ? Gœthe en doutait. Au fond, toute révolution, en tant que brusque changement, rupture violente avec le passé, répugnait à son sens philosophique. Il aurait voulu ne voir dans le monde politique, comme dans la nature, que des évolutions lentes et progressives, sans heurt et sans secousse, et il oubliait volontiers que la nature aussi a ses convulsions, que la mer a ses tempêtes et le ciel ses orages. Dans les ouvrages qu'il a consacrés à la Révolution française, et qui ne comptent pas parmi ses chefs-d'œuvre, il ne l'a présentée, pour ainsi dire, que par le côté anecdotique. Au retour de sa Campagne de France, au mois d'avril 1793, il écrivit en quelques jours une comédie en un acte, *le Citoyen Général*, qui divertit fort le public de Weimar ; ce général est un barbier de village, qui prêche l'égalité, tout en se réservant d'abord le commandement suprême. A la fin de la même année, il commença un drame en cinq actes, *les Révoltés*, qu'il ne termina jamais, et dont il publia les fragments en 1816. Le personnage principal est une baronne, qui octroie généreusement à ses sujets les libertés qu'elle croit justes, sans attendre qu'on les lui réclame. C'était un exemple à proposer aux seigneurs allemands : mais combien d'entre eux étaient disposés à le suivre ? On a trouvé dans les papiers de Gœthe l'esquisse d'un autre drame, *la Jeune Fille d'Oberkirch* : l'héroïne était forcée de figurer dans une cérémonie publique comme déesse de la Raison : l'action se passait à Strasbourg.

Gœthe continuait ainsi, dans des œuvres éphémères, à suivre la marche de la Révolution. Il ne pouvait en détacher son esprit, quoiqu'elle ne lui inspirât aucune sympathie. Une seule fois, il essaya de la juger de haut et dans l'ensemble. Vers la fin de l'année 1799, il eut connaissance des Mémoires de la princesse Stéphanie-Louise de Bourbon-Conti, qui avaient paru à Paris deux ans auparavant. Stéphanie-Louise était la fille naturelle d'un prince de Conti et d'une duchesse de Mazarin ; elle fut persécutée par sa mère, qui voulait l'éloigner de la cour, et par le fils légitime du prince, qui craignait pour l'héritage paternel. Elle fut mêlée, si l'on en croit son récit, à plusieurs des épisodes sanglants de la Révolution ; elle se tenait, dans la journée du 10 août, un fusil à la main, à côté de Louis XVI. Elle finit par être pensionnée par le Directoire. Gœthe pensa aussitôt, comme il le dit dans les *Annales*, « avoir trouvé un cadre, où il pourrait placer, avec le sérieux qui convenait à un tel sujet, tout ce qu'il avait médité et écrit depuis plusieurs années sur la Révolution française et sur ses conséquences ». En d'autres termes, il voulait s'élever, de la comédie légère et du drame en prose, à la grande tragédie en vers. *La Fille Naturelle* devait former un poème dramatique en trois parties, chacune de cinq actes ; la première partie a été seule composée ; elle ne contient que l'exposition du sujet. L'idée générale est que les différentes classes de la société, représentées par des personnages typiques, un Comte, un Abbé, un Secrétaire, n'obéissent qu'à des vues égoïstes, au détriment de l'intérêt général. S'il est permis de juger de ce qu'aurait été la suite, d'après l'esquisse très sommaire que Gœthe en a donnée, l'action devait se terminer par la fondation d'une société nouvelle, où les rapports entre les classes, non plus rivales, mais associées pour le bien commun, seraient réglés par des lois équitables, sous l'égide de l'ancienne monarchie, restaurée et raffermie.

*
* *

Mais pendant que le poète tenait la plume, les événements marchaient et trompaient ses prévisions : ce fut peut-être même une des causes qui lui firent interrompre son poème. Au lieu de la restauration bourbonienne qu'il attendait, ce fut l'Empire qui hérita de la Révolution. Gœthe, sans s'arrêter aux conséquences bienfaisantes ou funestes de l'Empire, vit avant tout la personne de l'Empereur, avec son activité prodigieuse et le nimbe de gloire qui l'environnait. Il disait un jour à Eckermann : « Je ne puis me défendre de la pensée que les démons, pour taquiner l'humanité, font apparaître de temps en temps des figures si attrayantes que tout le monde veut les imiter, et si grandes que personne ne peut les atteindre. »

Et il citait comme exemples de ces « êtres inaccessibles » dans des genres divers, Mozart, Shakespeare et enfin Napoléon. Celui-ci eut bientôt l'occasion d'exprimer sur Gœthe un jugement pareil, quoique sous une forme plus laconique. Lors de ce congrès de souverains qu'il tint à Erfurt, au mois d'octobre 1808, il eut avec lui une entrevue qui dura une heure, et dont le détail caractéristique fut ce mot qu'il prononça deux fois : « Voilà un homme. » C'étaient, dit un des derniers biographes de Gœthe, les deux plus grands hommes du siècle qui se trouvaient en présence, et que rapprochait le sentiment d'une admiration réciproque (1).

Ce sentiment, qui n'a rien de politique, et qui répond uniquement à une impression personnelle, explique la conduite de Gœthe lors du grand soulèvement de l'Allemagne contre Napoléon en 1813. On lui demande d'écrire des chants de guerre, comme son jeune ami Théodore Kœrner : il répond qu'il n'a jamais rien affecté, qu'il n'a jamais exprimé dans ses vers que ce qu'il éprouvait dans son cœur, et que des poésies guerrières ne seraient chez lui qu'un masque mal appliqué sur son visage. D'ailleurs, ajoute-t-il, la guerre est une œuvre de haine, et, quant à lui, il ne saurait haïr la France, qui a contribué plus qu'aucune autre nation au progrès de la civilisation. Enfin, et c'est là surtout ce qu'on lui reprochait, il ne croyait pas au succès. On assure qu'étant à Dresde, il disait devant Geoffroi Kœrner, dont le fils venait de s'engager dans les Chasseurs Noirs : « Mes bons amis, cet homme est trop fort pour vous ; vous aurez beau secouer vos chaînes, vous ne réussirez qu'à les faire entrer plus avant dans votre chair. » Une fois de plus, sa perspicacité se trouva en défaut : l'élan d'une nation se montra plus fort que le génie d'un homme.

Lorsque, en 1814, on demanda à Gœthe de composer une poésie de circonstance pour le retour du roi de Prusse à Berlin, il ne trouva qu'une froide allégorie, *le Réveil d'Epiménide*. Les bons Génies ont répandu sur les yeux d'Epiménide la poussière d'or du sommeil, pendant que les démons de la Guerre, de la Ruse et de l'Oppression sèment la destruction autour de lui. Le démon de l'Oppression, le plus mauvais des trois, a enchaîné la Foi et l'Amour. Seule, l'Espérance lui a résisté. Le maréchal Blucher figure au milieu de ces allégories comme « Prince de la Jeunesse ». Epiménide se réveille quand l'ordre et la paix sont rentrés dans le monde. Ses dernières paroles expriment un regret, presque un remords, et semblent sortir de la poitrine du poète : « J'ai honte de mes heures de repos : il m'eût été doux de souffrir avec vous, car vous êtes plus grands que moi de toutes les souffrances que vous avez endurées. » Un prêtre lui répond : « Ne blâme pas la volonté des dieux, et ne regrette pas ces années que tu as gagnées pour toi-même : ils t'ont gardé dans la solitude, afin de préserver ton sens pur. »

*
* *

Garder son sens pur, demeurer dans la sereine région de l'idéal, sans se laisser troubler par les contingences humaines, telle est la règle que Gœthe s'était imposée, et à laquelle il s'efforça de rester fidèle. Il côtoya, jusqu'à la fin de ses jours, des événements graves, sans y voir autre chose qu'un spectacle, et quelquefois les jugeant mal, parce qu'il dédaignait d'y appliquer son esprit. Le 2 août 1830, quand la nouvelle de la Révolution de juillet vient d'arriver à Weimar, son secrétaire Eckermann entre chez lui. Gœthe s'écrie en le voyant : « Eh bien, que pensez-vous de ce grand événement ? Le volcan a fait explosion, tout est en flammes, ce n'est plus un débat à huit-clos. — C'est une terrible aventure, répond Eckermann ; mais, dans les circonstances que l'on connaît, et avec un pareil ministère, pouvait-on attendre autre chose que le renvoi de la famille royale ? — Nous ne nous entendons pas, mon bon ami, reprend Gœthe. Je ne vous parle pas de ces gens là ; il s'agit pour moi de bien autre chose. Je vous parle de la discussion qui a éclaté en pleine Académie entre Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire. » Une discussion sur la méthode scientifique, sur la manière d'expliquer les harmonies de la nature, les analogies de forme et de fonction entre les êtres créés, avait pour lui plus d'importance que la chute d'une dynastie. Il a vécu ainsi dans son égoïsme transcendant, écartant de son chemin tout ce qu'il considérait comme étranger à sa mission. Les plus grands esprits ont leur limite ; Gœthe avait la sienne. Il n'a voulu être qu'un artiste, et par moments, un homme de science. Il n'a su comprendre ni la Révolution française ni le soulèvement de l'Europe en 1813 ; mais il a doté l'humanité d'un émule de Shakespeare, et il a même essayé de rivaliser avec Newton : pouvait-on lui demander davantage ?

A. Bossert.

(1) Bielschowski, *Gœthe*, II, page 316.

LA GUERRE ET LES INFIRMIÈRES VISITEUSES DE FRANCE

L'Infirmière sociale (1)

Allocution de M. le Professeur L. Landouzy.

Mesdames, Messieurs,

M. Henri Rousselle, tenait à cœur de présider la conférence de mon éminent collègue, le Docteur Guinon. Mais M. Henri Rousselle est en ce moment dans les Vosges, subitement appelé par une très grave blessure de guerre de son neveu. Il a fallu d'aussi tristes et impérieuses circonstances pour soustraire M. Henri Rousselle au devoir qu'il voulait remplir ici.

Il voulait dire à l'Association des Infirmières Visiteuses, toute la gratitude du Conseil municipal de Paris pour les services qu'Elle a déjà rendus comme pour les services que, Mesdames, la Villle de Paris attend de votre Association. Fondée en février 1914, ne devait-elle pas soudain, voir s'agrandir singulièrement son champ d'action pendant et bien après les hostilités ?

Combien devient plus impérieuse la part que prend à la Défense nationale l'Infirmière, maintenant, que, du fait de 19 mois de guerre, — nous devons retenir ces chiffres — près de 80.000 soldats réformés pour tuberculose (chiffre officiel : exactement 79.569, à la date du 1er mars 1916), qui, après avoir passé par les Stations sanitaires du ministère de l'Intérieur, rejoindront le foyer familial. Quelle tâche immense pour l'Association centrale, pour la Maison-mère, comme je l'appellerai, des Infirmières-Visiteuses de France, que de porter partout, dans les villes et les campagnes, la bonne parole, et de faire le bon geste. La bonne parole qui donne le réconfort et l'espérance; le bon geste, qui démontre et pratique l'hygiène, défendant le porteur de bacilles contre lui-même, protégeant la famille entière par l'enseignement anti-tuberculeux mutuel. Combien la crue de la tuberculose, durant les années 1914, 1915 et 1916, aura-t-elle valu de leçons de choses antituberculeuses ? Combien d'individus, de familles, d'édiles et de législateurs, avertis aujourd'hui, qui jusqu'à hier ne prêtaient guère attention à tous nos avertissements ! Combien restaient sourdes à la question de la tuberculose, les oreilles qui vont s'ouvrir partout où passeront les Infirmières-Visiteuses de France, dans les familles, dans les mutualités, dans les institutions de bienfaisance, dans les sanatoriums antituberculeux, dans les Offices d'Hygiène sociale partout essaimés.

Parmi les premières des tâches de l'Association, outre la tuberculose, se place la lutte contre la Mortalité infantile. Combien devra être intensive la lutte pour conserver à la douce France le trop petit nombre d'enfants qui naissent dans notre pays ! Quelle guerre ardente à faire au malthusianisme à qui nous devons, sur 11.317.434 familles, de compter 1.805.744 foyers sans enfant, et près de 3 millions de ménages n'ayant qu'un seul héritier.

A cette grande tâche morale et matérielle de réconforter et de préserver les foyers dont les pères luttent et meurent pour le pays ; à cette tâche de Défense nationale se consacrera l'Infirmière-Visiteuse, et cela dans la forme que va vous dire M. le Docteur Guinon dont la maîtrise en Hygiène scolaire et sociale, comme en Assistance et en Médecine infantiles, est si connue de tous.

C'est ainsi que l'Association des Infirmières-Visiteuses vient de recevoir du Comité départemental de la Seine d'Assistance aux réformés tuberculeux, mission d'organiser dès aujourd'hui des équipes d'Infirmières, monitrices d'Hygiène avec tâche spéciale de suivre et d'éduquer les réformés en leur domicile, au foyer familial. Ce rôle nouveau des Infirmières-Visiteuses sera, à mon sens, décisif, dans l'éducation antituberculeuse nationale, car le public, les voyant à l'œuvre, apprendra plus vite et mieux que par nos conférences l'immense effort que nous commande à tous tant que nous sommes la lutte contre la tuberculose.

Quelles merveilleuses propagandistes vont être celles des Infirmières-Visiteuses que certains maires de nos grandes villes, que certains directeurs d'Ecoles primaires réclament de votre Association, et qui, doublant la visite du médecin-inspecteur, apporteront à l'Ecole les meilleurs soins d'hygiène, et aussi les meilleurs conseils. Ceux-ci, très souvent, passant par dessus la tête des enfants et franchissant le mur de l'école, iront à la famille après tout excusable si souvent d'ignorer beaucoup de choses que ceux qui savent ont le devoir de leur apprendre. Et voilà, comment à l'Ecole, comment, partout où elles pénètreront, vos Infirmières-Visiteuses seront les meilleures de nos collaboratrices. Chaque jour elles seront *empêcheuses* de maladies, pour que, chaque jour, nous médecins, aujourd'hui plus soucieux de la santé publique que de nos intérêts personnels,

(1) Conférence donnée dans la série de l'*Alliance d'hygiène sociale*.

nous tenions à honneur d'être moins guérisseurs de malades.

Je m'arrête, Mesdames et Messieurs, invoquant pour excuse d'avoir retardé l'heure de mon collègue Guinon, la prière de notre Président, M. Léon Bourgeois, d'occuper la place de M. Henri Rousselle. Sous l'inspiration de son cœur, grand ouvert à toutes les questions d'Assistance et d'Education sociales, M. Henri Rousselle vous aurait généreusement apporté, Mesdames les Infirmières Visiteuses de France, avec tous les vœux du Conseil municipal, les remerciements de la Ville de Paris.

*
* *

Mesdames, Messieurs,

Avez-vous remarqué, qu'au cours de cette guerre, les œuvres sociales solidement établies sur des fondements sérieux ont résisté à la tourmente ? Après l'ébranlement des premiers jours, on les a vues, comme par miracle, se ressaisir, réunir leurs membres dissociés, reconstituer leurs cadres, et, à l'heure actuelle, nous avons cet admirable spectacle que presque toutes sont plus solides, plus vivantes, plus entreprenantes que jamais.

Telle est à peu près l'histoire des Infirmières Visiteuses de France et c'est pour vous faire connaître le but de cette organisation, pour vous montrer son utilité, sa puissance d'action silencieuse, l'ampleur de son rôle et de ses espérances que j'ai accepté l'honneur de vous parler d'elle.

Pour moi, l'histoire de l'Association des Infirmières Visiteuses de France commence à certaine après-midi du printemps de 1914 où je me trouvai convoqué avec quelques-uns de mes collègues des hôpitaux du 18e arrondissement, dans un appartement du boulevard Malesherbes. Là, nous nous trouvâmes en présence d'un groupe de dames dont la physionomie intelligente et sérieuse me frappa. L'une d'elles se détacha du groupe ; — j'appris que c'était Mme le Docteur Gérard-Mangin, dont je connaissais la haute valeur et la compétence en hygiène sociale. Elle nous exposa que nous assistions à la formation de l'Association, ou, pour mieux dire, de la Fédération des Infirmières visiteuses de France. Celle-ci s'efforçait de réunir les groupes qui, dans Paris et en province, s'étaient déjà chargés de la lourde tâche de soigner à domicile la population pauvre.

Or, à Paris, à cette époque, existaient quatre groupes principaux d'Infirmières visiteuses.

Un groupe déjà ancien, et spécialisé dans la lutte contre la tuberculose, qui porte le nom de sa fondatrice, Mlle Chaptal, développé autour de l'école de la rue Vercingétorix, dans le 14e arrondissement ; le groupe de la Glacière, présidé par Mme Achille Fould, rattaché à la Croix Rouge ; l' « Association pour le développement de l'Assistance aux Malades », de la rue Amyot (5e arrt), fondée et présidée par Mme Alphen Salvador. A ces groupes, se joignaient les Infirmières mutualistes, présidées par Mme de Saint-Roman, le Groupe Bordelais fourni par l'Ecole de santé protestante de Bordeaux.

L'Association s'était formée sous l'inspiration de Mlles de Montmort et Diemer, aidées de Mmes Rott et Gérard-Mangin ; elle était et est encore présidée par Mme la Marquise de Ganay. Elle mettait à notre disposition ses services pour nous aider dans les consultations de nos hôpitaux respectifs et assurer l'exécution de nos prescriptions dans les familles pauvres. Inutile de vous dire que nous acceptâmes avec reconnaissance.

Quelques jours se passèrent et j'eus la satisfaction de me voir assisté à mes consultations d'hôpital par de jeunes femmes intelligentes, attentives, ardentes à faire le bien et qui me rendirent immédiatement de grands services. Presque en même temps, s'organisait auprès du Professeur Marfan, à l'hôpital des Enfants-Malades, sur l'initiative de Mme Nageotte, un service d'assistance aux consultants, auquel on donnait le nom excellent de « service social ». Nous étions tout à la joie des résultats obtenus lorsque la guerre éclata. Alors, vous devinez... Toutes ou presque toutes nos Infirmières appartenaient à la Croix-Rouge et elles se dispersèrent. Cependant, c'était le moment où nous nous trouvions, à nos consultations, devant des spectacles épouvantables : des nourrissons morts dans les trains ou sur les routes ou mourant dans les bras de leurs mères, des enfants de Lorraine, blessés par les balles allemandes ; c'était le moment où les réfugiés du Nord et de l'Est remplissaient les taudis, y mouraient de fatigue et de maladie. Jamais, elles n'eussent été aussi nécessaires, nos infirmières !

Quelques mois se passèrent. Heureusement, les chefs de l'Association veillaient ; elles recrutaient, organisaient et nous vîmes un jour les services se reconstituer. A l'heure actuelle, les cadres se complètent et l'enseignement est dans son plein.

A l'Hôpital Laënnec, sous la direction du Docteur Küss, qui consacre à cette œuvre un admirable dévouement, au dispensaire Léon Bourgeois, des professeurs assurent l'enseignement. Déjà, des équipes sont parties pour le service des nouvelles formations sanitaires, d'autres sont en

préparation. Différents arrondissements de Paris sont munis d'équipes et de permanences d'Infirmières. L'organisation passe les murs de la capitale : un dispensaire et un groupe fonctionnent à Gentilly, et je vous annonce la formation, à Levallois, d'un groupe nouveau qui donne les meilleures espérances.

Voilà le moment de vous dire ce que sont les Infirmières visiteuses. On pensérait que cela s'explique de soi-même. Eh bien ! si vous concevez l'Infirmière visiteuse seulement comme une personne chargée de porter les soins à domicile, votre conception sera tout à fait fausse, ou, pour le moins, bien incomplète. L'Infirmière visiteuse fait beaucoup plus que cela, car elle apporte avec elle tous les bienfaits. Entrée dans la famille, elle y apporte l'hygiène, la préservation contre les maladies contagieuses ou prophylactiques. Missionnaire d'hygiène, elle est éducatrice sous toutes les formes ; elle combat la mortalité infantile, la tuberculose, l'alcoolisme quand elle le peut ; elle soigne, elle aide, elle sauve de la misère, et, dans la mesure de ses moyens, elle atténue les difficultés de la vie.

Pour cela, vous devinez quelles qualités il lui faut, quel perfectionnement lui est nécessaire, et, si j'avais le temps, je vous lirais les admirables pages que Mme Meynadier, vice-présidente de l'Association, a écrites sur ce sujet. Il lui faut la santé, le courage, la confiance dans son œuvre, un optimisme à toute épreuve, car elle connaîtra l'échec peut-être plus souvent que le succès. Son idéal est noble: mais que de difficultés sur sa route ! D'abord, la mentalité même de ceux qu'elle assiste ; puis des conditions matérielles innommables, des taudis infects, des escaliers délabrés et sans lumière, des hôtels meublés sordides. Ses ennemis ? Si ce n'était que la maladie, ce serait peu ; mais, c'est la misère, c'est la méfiance des uns, la paresse incurable des autres, l'insouciance de la plupart. Que vous dirai-je encore ? Il lui faut une activité à toute épreuve, mais, ce qu'il lui faut aussi, c'est une documentation précise sur les œuvres d'assistance que nous-mêmes, médecins, nous ignorons trop souvent : assistance aux mères, aux enfants, à la mère-nourrice, à la fille-mère : de sérieuses notions d'hygiène générale, d'hygiène du logement, de l'alimentation, etc. C'est un savoir qui exige une étude approfondie, une érudition sociale sérieuse, mais qui n'est pas au-dessus des moyens d'une femme intelligente et cultivée. Vous voyez combien le nom répond mal à la fonction. Je voudrais l'appeler « *Infirmière sociale* ».

Et maintenant, pour avoir une idée exacte de son rôle, voyons-la successivement dans la famille, à l'école et dans les organisations antituberculeuses.

*
* *

Dans la famille d'abord. Quand un indigent de Paris tombe malade dans sa chambre et ne peut sortir, il fait appel au commissaire de police ou à la mairie, qui lui envoie le médecin de l'Assistance, ou le fait transporter à l'hôpital. S'il peut sortir, il va consulter à l'hôpital, ou à un dispensaire de l'Assistance publique ou à une œuvre de bienfaisance privée — elles sont nombreuses.

Prenons, si vous le voulez bien, un exemple qui m'est familier : celui d'un enfant malade. La mère a passé la nuit auprès de lui pour le soigner ; au matin, très tôt, elle fait la soupe du mari, elle prépare les enfants pour les envoyer à l'école, et, vers huit heures, part à la consultation. Elle est très loin, cette consultation, à un, quelquefois deux kilomètres. Il n'y a pas d'omnibus depuis la guerre, les tramways ne passent pas sur la route et les fiacres coûtent cher. Elle se hâte pour pouvoir passer plus vite. Elle arrive, mais, déjà, il y a devant elle, 80, même 100 personnes, et il n'y a, actuellement, qu'un médecin, ou deux, pour visiter ces malades. Quand, enfin, son tour arrive, elle a attendu 2, 3 heures ; elle se présente timide, craintive. Le médecin interroge un peu, pas longtemps, car il a de l'expérience et a vite fait son diagnostic. Il a reconnu, par exemple, une broncho-pneumonie. Malgré cela, il n'admet pas l'enfant à l'hôpital parce qu'il est trop jeune ou parce que sa mère l'allaite ou parce que les lits font défaut ; il prescrit tout de suite les remèdes, il remet une consultatoin écrite, donne quelques conseils oraux, relatifs à l'hygiène et à l'alimentation, rassure la mère d'un mot. C'est fini. Si la mère est intelligente et de sang-froid, elle a compris ; mais si elle n'est pas très débrouillarde, elle est littéralement « perdue ». S'il y a des élèves, ils expliquent: mais actuellement, il n'y en a pas ; c'est alors que l'Infirmière visiteuse intervient ; elle a compris, elle, elle s'approche de la femme, la questionne, elle explique et commente. Ou bien, elle prend son adresse et ira la voir à domicile.

Suivons la pauvre femme chez elle. Les enfants revenus de l'école, le mari de son atelier, l'ont occupée dès son retour ; voilà la journée qui avance et l'enfant n'est pas encore soigné ! et cependant, le succès est parfois une affaire d'heures, de minutes. Heureusement, on frappe à la porte : c'est l'Infirmière ! Avec elle entrent le

sourire, le réconfort, la confiance, la vie... peut-être. Elle a de l'expérience, de l'autorité, son regard a vite fait le tour du pauvre logis, elle a pesé les moyens moraux et les moyens matériels. *Les moyens moraux?* je veux dire les qualités pratiques de la mère : est-elle « débrouillarde » ou « empotée » ? active ou molle et passive ? courageuse ou geignarde ? La pauvre mère n'est pas bonne à grand'chose : alors l'Infirmière fait appel à la voisine qui est intelligente, à une sœur, à une tante, à la concierge, etc. Je m'excuse de ces détails, mais c'est la vie, cela !

*
* *

Les moyens matériels. — Elle voit tout de suite des incompatibilités. Le médecin a prescrit des bains : comment les donner ? Il n'y a pas de baignoire, mais elle sait donner des bains sans baignoire, elle sait remplacer le bain par un enveloppement ; et puis elle se hâte, la vie d'un enfant tient parfois à la rapidité avec laquelle il a été soigné.

Je n'insiste pas... elle a soigné l'enfant, assuré le traitement pour le jour et le lendemain. Et voilà accompli son premier rôle : *Infirmière soignante.*

Mais elle n'a pas oublié *l'hygiène :* elle voit un enfant oppressé, brûlant, qui a soif d'air, il étouffe sous les couvertures ; tout est fermé, rideaux et fenêtres, le fourneau chauffe. Elle fait comprendre qu'il faut de l'air, de la lumière, elle explique, elle convainc, ce n'est pas si difficile qu'on pourrait le croire ; c'est plus facile dans le peuple, souvent, que chez les bourgeois. Et vous la voyez là *éducatrice, monitrice d'hygiène.*

Puis, elle veille à *l'alimentation.* S'il s'agit d'un nourrisson, elle enquête sur le lait qu'on lui donne. « D'où vient-il, ce lait, combien le payez-vous ? » et elle donne, s'il le faut, des bons de lait qu'elle a dans sa poche, elle surveille le coupage et empêche la suralimentaiton. Ce faisant, elle *lutte contre la mortalité infantile.*

Et je devrais vous parler de son *action antialcoolique :* dans le cas particulier, elle n'a pas lieu de s'exercer ; mais l'Infirmière ne peut pas grand'chose, car quel que soit son effort, et quelques sermons que nous fassions, ils seront inefficaces aussi longtemps que le gendarme ne s'en mêlera pas ; et le gendarme, c'est le Gouvernement.

Parmi ses préoccupations, la contagion tient la première place. Supposez un enfant atteint, dans sa famille, d'une maladie contagieuse, rougeole, oreillons, diphtérie. Dans ce cas, elle a deux devoirs : protéger la famille et protéger l'école.

*
* *

1° *Protéger la famille.* — Tâche bien difficile dans ce logement qui ne comprend que deux pièces, trois au plus ; éloigner les enfants qui paraissent encore sains ; mais si elle les met dans une autre famille, c'est créer un second foyer d'épidémie ; et ce sera ainsi, aussi longtemps qu'il n'existera pas de lazarets pour l'isolement des enfants suspects. Alors, elle prend un moyen détourné. Elle connaît la durée d'incubation des maladies éruptives; elle en connaît les premiers signes : alors elle met en observation les autres enfants, elle épie, à la date où ils doivent apparaître, les premiers signes de la maladie et immédiatement, fait admettre le malade à l'hôpital.

*
* *

2° *Pour protéger l'école.* — Elle prévient le directeur, le médecin inspecteur, l'Infirmière scolaire — qu'il faudra bien créer un jour — et ainsi ferme l'école aux frères et sœurs du malade, donc à la contagion, si elle n'y est déjà entrée.

Vous voyez ici l'Infirmière visiteuse en pleine *action sociale, protectrice de la société, protectrice de la communauté, collaboratrice des services d'hygiène* dont elle active et facilite l'action dans la lutte contre l'épidémie.

Ce n'est pas tout. La famille est dans la misère, elle est intéressante, digne d'estime. Que faire ?

Pourquoi est-elle dans la misère ? Quelquefois, c'est le résultat d'incapacités morales, intellectuelles, d'infirmités. D'autres fois, c'est le chômage, ce sont les rudes conditions de la vie ouvrière moderne. Alors elle peut adresser l'homme à l'Assistance par le travail. Mais, cet homme est malade, quelle est cette maladie ? Est-ce la tuberculose ? Il faut voir ; elle l'envoie à une consultation spéciale ou le fait admettre à l'hôpital. La femme est atteinte d'une maladie spéciale : elle la conduit à une consultation de gynécologie, on lui fera suivre un traitement qui pourra la remettre sur pied. Les enfants sont malingres, anémiés : ce n'est pas irrémédiable, elle sait les portes où l'on peut frapper ; s'il est nécessaire, on enlèvera les enfants momentanément à la famille, on les conduira à des œuvres qui les placeront à la campagne ou dans un asile temporaire ou dans une colonie scolaire ; si ce séjour est trop court, on les adressera à l'Assistance

publique pour faire entrer les enfants dans les hôpitaux marins ou dans une œuvre particulière; et, pendant ce temps, la pauvre femme fatiguée pourra se soigner et se remettre.

Autre remarque. Les enfants lui paraissent mal nourris : elle les fait inscrire à cette organisation excellente qu'on appelle la cantine scolaire. Voilà une adolescente inoccupée dans la famille, une fillette sans travail, il faut la mettre au travail, l'envoyer dans une œuvre d'apprentissage. Et ainsi, elle a donné tout son effort, tout son effort social, elle a relevé la famille, le ménage a repris sa valeur sociale, et la tâche de l'Infirmière est finie : heureuse quand elle a pu réussir de cette façon et qu'elle a poussé jusqu'au bout le relèvement de la famille.

Et c'est peut-être sa plus belle fonction : *le relèvement social par l'assistance et le travail.*

Mais sa tâche n'est pas achevée. En faisant sa visite, elle a entendu tousser; elle interroge, elle regarde, c'est la grand'mère, le grand-père, ou une parente, commensale habituelle de la famille; il faut qu'elle aille jusqu'au bout : c'est peut-être là un foyer de tuberculose, introduit dans la famille, il faut qu'elle le sache, et alors elle envoie la personne suspecte à l'hôpital, dans une consultatoin ou dans un dispensaire. Elle la recommande à une Infirmière de ce dispensaire et, d'un milieu où il devenait un élément dangereux, voilà le malade en bonnes mains; il a été retiré et les enfants seront protégés, épargnés, car l'Infirmière visiteuse doit savoir — et c'est encore une fonction que je lui assigne — *dépister la tuberculose.*

Vous voyez donc bien qu'elle est le meilleur agent de lutte contre la maladie et qu'elle peut obtenir des résultats excellents, grâce à ses qualités professionnelles, à son savoir social.

Voulez-vous des exemples ?

J'en trouve quelques-uns dans une communication de Mme Nageotte-Wilbpuchewitch à une de nos sociétés scientifiques. Il y est question du « Service social » annexé au Service hospitalier du Professeur Marfan à l'Hôpital des « Enfants-Malades ». C'est une consultation de nourrissons.

Il arrive à la consultation des nourrissons une femme avec son premier-né, âgé d'un mois et atteint de bronchite, pour laquelle on fait les prescriptions voulues. La mère semble fort désemparée et Mlle O..., infirmière, constate qu'elle ignore tout des soins que demande un enfant, qu'elle est d'ailleurs mal nourrie et déprimée. L'aide se rend au domicile de l'enfant, apprend à la mère à le soigner : la mère manque de lait faute de nourriture : elle est dirigée sur une cantine maternelle dont elle ignorait l'existence. Le père chôme momentanément, mais la mère pourrait travailler à domicile, si elle avait une machine à coudre. L'aide lui procure une machine à coudre payable par mensualités à une œuvre fondée dans ce but. Le père souffrant est dirigé sur une consultation d'hôpital. En peu de jours, la mère bien nourrie a du lait en abondance, l'enfant est guéri, le père rassuré et soigné a retrouvé du travail ; et voici un enfant sauvé, une jeune famille remise en équilibre, sans qu'on ait eu à dépenser autre chose que des conseils.

Autre cas : Un enfant n'a plus que l'un de ses deux parents, une mère abandonnée ou un père veuf qui travaille hors de la maison, l'enfant étant à la crèche ou aux soins de n'importe qui. Les quelques conseils médicaux dont l'enfant a besoin sont faciles à donner, mais non à suivre dans ces conditions ; M. Marfan demande le placement de l'enfant à la campagne. L'Infirmière sociale se met en mouvement, fait une enquête sur le père ou la mère, s'assure du paiement régulier de telle mensualité, trouve, à l'aide du directeur de l'hôpital et d'un médecin des environs, une famille sûre, et achève le sauvetage en obtenant d'une amie du Service social les 20 francs qu'il faut ajouter tous les mois pour payer la pension. Et voilà l'enfant en bonnes mains, resté à la charge de sa mère, assez près d'elle pour qu'elle puisse le surveiller, et doté, de plus, d'une sorte de marraine qui s'attache à son protégé.

*
* *

L'Infirmière à l'Ecole. — Vous comprenez facilement que l'étendue des notions imposées aux Infirmières sociales les oblige à se spécialiser ; c'est parmi celles qui sont particulièrement instruites des besoins et des maladies de l'enfance que nous prendrons *l'Infirmière scolaire*, fonction très développée dans certaines villes de l'étranger, à peine connue en France, bien que M. André Mesureur ait réalisé d'heureux essais dans deux écoles primaires du 2e arrondissement de Paris.

Pour vous faire comprendre son incontestable utilité, il suffit de savoir quel est le travail des médecins scolaires ou médecins inspecteurs des écoles. A Paris, où ils constituent un corps instruit et très actif, ils rendent de grands services, pas suffisants cependant, à cause de la tâche écrasante qui leur incombe.

Ecoutez plutôt.

Le médecin scolaire surveille toute l'hygiène de l'école, des locaux d'abord (classes, vestiaires, éclairage, chauffage, aération et propreté) ; l'hygiène des écoliers qui comprend leur évolution physique, leur taille et leur poids ; cela exige des mensurations et pesées périodiques ; il recherche les anomalies physiques, les altérations de l'ouïe et de la vue, les anomalies mentales : ces données permettent le classement des enfants, ce qui conduira à séparer des enfants sains les anormaux et les arriérés ; elles constituent la base du carnet scolaire que le médecin doit tenir au courant.

Il surveille l'alimentation à l'école et le régime des cantines scolaires, l'éducation physique et la gymnastique. Il protège la population scolaire contre les maladies contagieuses de la peau, si fréquentes dans ce milieu, et les maladies infectieuses, comme la fièvre éruptive, la diphtérie, les méningites. Il pratique les vaccinations périodiques et celles que nécessitent les épidémies (diphtérie, variole, etc.).

Tâche énorme, si vous savez qu'à Paris, un médecin surveille environ 1.000 enfants.

Il est vrai qu'il est aidé par les maîtres qui y consacrent beaucoup de temps et de dévouement. Temps perdu, à mon avis, et pour le maître et pour l'enseignement ; comme ce temps serait mieux employé s'il était consacré à la culture physique des maîtres, jeunes encore, ou à l'enseignement des adolescents sortis de l'école !

Au contraire, placez dans l'école une Infirmière spécialisée et tout se simplifie et se perfectionne à la fois. Elle pèse, mesure, aide à tenir à jour la fiche scolaire ; elle surveille les bains-douches, ce qui lui permet de reconnaître les anomalies physiques ; elle fait le pansement des petites plaies de la peau et du cuir chevelu : parmi celles-ci, elle recherche celles qui sont contagieuses, les recouvre d'un pansement protecteur qui en arrête l'extension dans l'école. Elle fait la guerre — il faut bien les nommer — aux poux. N'en souriez pas..., la guerre a montré l'odieux désagrément de ces parasites. Chez l'enfant, par le grattage et les érosions de la peau, par les inoculations de la peau, par les inoculations multiples qu'ils entraînent, par leur extension à la population scolaire, ils constituent un véritable danger et nos Congrès d'Hygiène Scolaire ont dû s'en occuper sérieusement. Les enfants qui en sont porteurs tiennent une trop grande place dans nos consultations d'hôpital ; souvent il faut les admettre pour les quelques jours nécessaires au nettoyage : d'où temps perdu pour l'instruction, pour les mères qui nous les conduisent, immobilisation de lits d'hôpital qui seraient si utilement donnés à d'autres enfants.

Si l'Infirmière est à l'école, vous voyez immédiatement les conséquences hygiéniques, sanitaires, économiques et je les résume :

Economie de temps pour les maîtres, diminution des exclusions temporaires pour les enfants, rendement pédagogique meilleur de l'instruction, allègement des consultations et diminution de l'encombrement dans les hôpitaux, économie de temps, économie d'argent. Toutes raisons suffisantes pour légitimer cette création de l'Infirmière scolaire.

Présente à l'entrée des classes, elle recherche les premiers signes des fièvres éruptives, se saisit immédiatement de l'enfant suspect, le conduit à sa mère, directement ou en passant par une consultation hospitalière. Elle prévient le médecin scolaire, et le médecin de la famille, s'il y en a. En cas d'absence d'un écolier, elle va contrôler le motif de l'absence, question délicate, car les familles, pour éviter une exclusion prolongée de l'enfant, cachent parfois la nature contagieuse de la maladie. Celle-ci reconnue, l'Infirmière va suivre à l'école les enfants qui ont été au contact du malade infectant, et dans les délais de l'incubation elle recherchera sur eux les premiers signes de la maladie éruptive.

Et vous voyez encore ici l'Infirmière protectrice de la communauté, agent de liaison entre la famille, l'école et le médecin scolaire.

L'Infirmière spécialisée contre la Tuberculose.

Et maintenant, je vous présenterai l'Infirmière sociale dans la lutte antituberculeuse. Vous l'avez déjà vue dans la famlile, en premier contact avec le monstre. Vous allez voir quelle est sa place et sa fonction dans tous les organismes de l'armement antituberculeux. Avant la guerre, la France était le pays civilisé où la tuberculose diminuait le moins ; d'aucuns disent même que la tuberculose augmentait. Depuis les premiers mois de la guerre, elle progresse dans des proportions formidables. « A l'avant », chez les soldats, vous en devinez les causes : fatigue, insomnie, froid, souffrances de la tranchée, insuffisance ou médiocrité de l'alimentation, ce sont là des raisons largement suffisantes ! « A l'arrière », chez les civils, l'accumulation dans des logis étroits des familles pauvres qui, par raison d'économie, se sont resserrées, la mauvaise nourriture due à la cherté des vivres, l'afflux des réfugiés qu'on a recueillis ; enfin, le renvoi des tuberculeux des

pays envahis, à Paris ou en province ; car vous savez jusqu'à quel point est allée l'infamie de nos ennemis, ils nous renvoient surtout les malades !

Voici un document entre autres :

Je montrais ces jours-ci à la Commission permanente de la tuberculose une petite statistique de l'hôpital Bretonneau, portant sur les cas de méningite tuberculeuse pour les quatre premiers mois de l'année. En 1913, il y avait 19 cas ; dans les années suivantes, les chiffres n'ont pas dépassé 29. Or, le chiffre, cette année, à l'heure actuelle, est de 47 cas de méningite tuberculeuse, ce qui ne s'est jamais vu. Vous voyez le danger. Pour le combattre, l'Infirmière visiteuse, l'Infirmière sociale aura un grand rôle ; partout où la tuberculose a diminué, vous la retrouvez. En Angleterre, le « District Nursing » a donné des résultats excellents et certainement, c'est à la « District Nurse » que l'on doit la diminution de la tuberculose, car elle a organisé le traitement à domicile, non seulement pour la ville, mais aussi pour la campagne.

Aux Etats-Unis, on a dit qu'il n'y a pas un seul cas de tuberculose non soigné, — j'ai peine à le croire, — mais, là encore, l'Infirmière a joué son rôle. L'Allemagne, — puisqu'il faut bien, quand même, en parler, — avait avant la guerre, utilisé les infirmières de la Croix-Rouge qui avaient donné un effort considérable. En France, la lutte était à peine commencée, mais, la guerre qui aurait dû l'arrêter, l'accélère et va peut-être faire aboutir des appels qui étaient restés, jusqu'alors, inentendus. Pour vous en faire comprendre le mécanisme, il est nécessaire de vous exposer sommairement les éléments de l'organisme anti-tuberculeux à l'heure actuelle. Ce qui doit dominer dans cet organisme, c'est ce qu'on appelle le *dispensaire anti-tuberculeux*, conception Calmette ; il est réalisé, plus ou moins modifié, dans les deux dispensaires que nous avons à Paris : le dispensaire Léon Bourgeois rattaché à l'hôpital Laënnec, et le dispensaire Siegfried-Robin, rattaché à l'hôpital Beaujon. Son but est l'éducation antituberculeuse, qui comprend l'antisepsie spéciale et les conseils d'hygiène ; il assure le traitement du malade et son placement, il protège la famille et les enfants qui sont menacés, assure la désinfection régulière à domicile, assiste et secourt la famille, grâce à la collaboration des œuvres de mutualité et des moyens d'assistance communale.

Les dispensaires sont encore rares en France à l'heure actuelle, mais le Sénat, puis la Chambre, viennent de voter un projet de loi de M. Léon Bourgeois, qui comporte l'obligation, dans certaines conditions, d'ouvrir en France des dispensaires d'éducation anti-tuberculeuse et de préservation. Mais le dispensaire ne prend sa valeur que s'il est entouré d'organismes indispensables, comme les hôpitaux spéciaux ou les services hospitaliers spécialisés, les sanatoria, les colonies agricoles, les œuvres post-sanatoriales, les logements salubres.

Beaucoup de choses nous manquent dans cet armement. Et, cependant, l'avenir proche s'annonce plein de promesses et l'histoire vaut la peine de vous être contée :

L'année dernière, à la Commission permanente de la tuberculose, le Professeur Landouzy attirait l'attention sur ce qu'allaient devenir les tuberculeux réformés de la guerre ; la Commission, inquiète du retour de ces hommes inéduqués et contagieux dans leur foyer, cherchait une solution. Elle fut trouvée par M. le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au ministère de l'Intérieur, M. Brisac. Il eut l'idée d'ouvrir dans toute la France, grâce aux Préfets et à l'aide des Conseils généraux, dans des maisons, d'origines, de capacités et de situations diverses, des asiles temporaires pour l'éducation et le traitement des tuberculeux et leur donna le nom de « *stations sanitaires* ». Ce sont des sanatoria de fortune, mais nous espérons qu'après la guerre, quand chacun sera rentré chez soi, le ministère de l'Intérieur les organisera en sanatoria définitifs. Nous réclamons cela depuis des années. Et alors, avec les dispensaires, nous aurons un organisme encore incomplet, mais déjà efficace, pour lutter contre la tuberculose.

Eh bien ! dans ces maisons, dans ces organisations, qui fait le service ? C'est l'Infirmière spécialisée dans la lutte antituberculeuse.

Au dispensaire, c'est elle qui interroge les malades, qui établit les fiches, qui fait l'enquête à domicile et recherche la source de la contagion. Dans la famille, elle enseigne l'hygiène, la propreté, le nettoyage humide, la désinfection des crachats.

Par elle se fait la *liaison* entre la famille assistée, protégée, et le médecin-chef du dispensaire. Et ainsi, la famille et le malade restent sous l'étroite surveillance du médecin-chef.

Au domicile du malade, l'Infirmière visiteuse protège les enfants par deux procédés. Le premier consiste à éloigner les enfants, en les plaçant, pour une longue période, à la campagne, ce que réalise l'Œuvre de préservation fondée par Grancher. Par le second procédé, on éloigne le malade du milieu dans lequel il vit, chose sou-

vent irréalisable quand il s'agit du père ou de la mère.

Si l'Infirmière ne peut hospitaliser le malade, elle tente de l'isoler dans une chambre voisine. Mais, comment... ? Quand le logement comprend deux chambres au plus ? L'Association des Infirmières visiteuses de France a trouvé une solution : elle a fondé, avec l'aide de M. le Directeur de l'Assistance publique de Paris, des « *logements-sanatoria* », qui sont ouverts dans le 13e arrondissement. Ces logements sont destinés à recevoir les malades tuberculeux indigents et leur famille, de façon à prévenir les dangers de la contagion, tout en donnant au malade, dans son domicile même, les soins que comporte son état. L'Infirmière loge elle-même dans le groupe des logements sanatoria, elle soigne et conseille. Et voilà la famille protégée ; voilà réservés les droits du père à élever ses enfants et à ne pas s'éloigner d'eux.

Au sanatorium, nous retrouvons aussi l'Infirmière.

Donc, à chaque étape de la lutte anti-tuberculeuse, vous retrouvez l'Infirmière sociale : auxiliaire, agent de liaison, missionnaire, chef de service, créatrice d'éléments nouveaux.

N'avais-je pas raison de vous dire que l'Association est vivante, bien vivante et qu'elle se prépare au combat. Au combat, oui ! mais l'armée est trop petite, son armement est encore insuffisant, avouons-le. Dans l'armement les dispensaires sont encore à créer, les sanatoria ne sont pas assez nombreux, quoiqu'il advienne des stations sanitaires ; les asiles marins pour enfants n'ont pas assez de places, il nous en faudrait des milliers à la mer, à la montagne, à la campagne, et le cœur du médecin saigne, lorsqu'à la consultatoin d'hôpital, il passe son temps à refuser ce qu'on lui demande. Enfin, l'Association a un trop maigre budget. Il lui faut l'appui matériel de l'Etat, des Municipalités, des Mutualités, de tous ceux qui seront persuadés, comme moi, de la valeur de sa mission.

Mais l'Infirmière sociale est optimiste comme doit l'être le médecin, car nous lui enseignons que dans la prophylaxie antituberculeuse, tout effort est utile. Et puis, il y a, au moins, un sujet « qui paie », c'est l'enfant : tout ce qu'on fait pour lui « rapporte » : il suffit de faire ce qu'il faut, il faut commencer tôt et continuer longtemps, et ainsi, l'enfant menacé, devient un homme vigoureux.

L'armée, disais-je, est trop petite. Il faut recruter des Infirmières sociales : bientôt, espérons-le, nos ambulancières reviendront. Quand elles seront reposées, est-ce que les trésors de dévouement qu'elles portent en elles et qui se seront renouvelés vont rester inefficaces et inemployés ? Non, elles viendront à nous. Viendront à nous aussi les femmes dont la guerre a brisé le cœur, sans briser la volonté et le courage ; et cette élite formera nos cadres et travaillera ; elle travaillera parce que l'inaction, après la guerre, serait aussi coupable que pendant la guerre. Il faudra panser nos blessures. Un ingénieur distingué écrivait dernièrement : « C'est fini la douceur de vivre. » La douceur peut-être, le bonheur... non, et je sais ici, des auditrices qui ne me contrediront pas, le bonheur de vivre, c'est agir ; agir pour ses semblables et pour son pays, c'est la meilleure raison de vivre.

Dr Guinon.

LA ROUMANIE EN GUERRE

L'intervention de la Roumanie dans la guerre européenne, le 27 août 1916, n'a pas surpris l'opinion publique chez nous : depuis plusieurs jours et même plusieurs semaines, l'impression s'était peu à peu accréditée que le cabinet de Bucarest ne tarderait plus à rompre avec les Empires du centre, et tout au moins avec l'Autriche-Hongrie. Il y avait eu en 1915, et même dans les premiers mois de cette année, des sceptiques qui croyaient à une neutralité indéfinie du royaume Danubien, et des pessimistes qui appréhendaient de sa part un retour aux alliances germaniques; ce scepticisme, ce pessimisme s'étaient fondus au fur et à mesure que s'améliorait la condition militaire des alliés : rien n'était plus logique au surplus et ce n'était pas seulement la connaissance des négociations en cours, mais aussi des considérations de pur raisonnement qui nous avaient conduits à cette conclusion, plusieurs fois exprimée ici-même : la Roumanie entrera nécessairement en lutte avec les adversaires de l'Entente.

Trait étrange : à la fin du mois d'août, la presse austro-allemande avait contribué à dissiper dans le public français les derniers doutes. Cette presse, qui s'efforçait de surveiller les incidents de Bucarest, et qui avait tant de fois proclamé : « M. Bratiano ira du côté de la victoire », appréhendait visiblement la coopération de la Roumanie avec les Alliés. La déclaration de guerre du 27 fut pourtant, pour elle, un coup de massue : après avoir si hautement manifesté leurs craintes, la *Gazette de Francfort*, la *Gazette de Cologne*, le *Berliner*

Tagblatt, le *Pester Lloyd*, la *Neue Freie Presse* et beaucoup d'autres s'étaient attachés à se rassurer. Ils y étaient plus ou moins bien arrivés quand l'événement se produisit : ils ne sont pas encore remis de leur stupeur.

D'aucuns, en France, et aussi en Angleterre et en Italie, avaient pris trop à la lettre les propos des organes d'Outre-Rhin; ils étaient allés répétant : la Roumanie sera avec le plus fort. Il n'est pas probable qu'au cas d'un effondrement des armées russes, ce pays se fût rangé au nombre des auxiliaires de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. On pourrait déjà, à l'appui de cette assertion, alléguer un fait précis pour le moins, puisqu'en 1915, à l'heure où ces armées russes étaient refoulées vers l'Est, M. Bratiano n'avait accompli à leur adresse aucun geste hostile. Mais un autre argument surgit. Les Roumains n'avaient contre Petrograd que des griefs médiocres, au regard de ceux qu'ils nourrissaient contre Vienne et Budapest.

Entre eux et la Russie, il y avait sans doute la question de Bessarabie et la question des Détroits; ni l'une ni l'autre n'était ici fondamentale, car pour l'un et pour l'autre problème, le cabinet de Bucarest pouvait obtenir des solutions, qui lui fussent des garanties. La Bessarabie avait été annexée, en 1878, à la suite de la campagne que les Russes et les Roumains avaient menée en commun contre la Turquie, — et le Tsar, en échange de l'agrandissement territorial qu'il s'était adjugé, avait fait attribuer la Dobroudja à la Roumanie (1). Un certain irrédentisme roumain, celui des germanophiles surtout, dont les chefs étaient les anciens ministres Carp et Marghiloman, agitait toujours ce brandon de discorde : il n'était pas malaisé au cabinet de Petrograd de fournir au sujet de l'administration de l'ancienne province ravie à Carol Ier, des assurances qui parussent dignes de confiance au cabinet de Bucarest : jamais d'ailleurs aux yeux de celui-ci, le changement du statut de la Bessarabie n'avait semblé valoir une guerre.

On n'ignorait pas, dans la capitale roumaine, que la Russie, toujours fidèle au fameux testament de Pierre le Grand, convoitait les Détroits. Les germanophiles insistaient sur les dangers que le succès d'une telle entreprise eût comportés pour la Roumanie, enfermée dans la mer Noire. Mais les ententistes faisaient observer qu'une escadre russe croisant devant Constantza, eût tout aussi bien coupé les bouches du Danube du bassin méditerranéen, et que d'ailleurs il s'agissait d'obtenir des ministres du Tsar des engagements à longue portée.

Le véritable problème, qui devait dominer la politique roumaine, l'unique problème même était celui de la Transylvanie et des contrées adjacentes. Les irrédentistes, qui songeaient à la Bessarabie, étaient relativement rares ; ceux qui réclamaient la Bukovine, le Banat de Temesvar ou le Maramuresh, étaient légion ; ils désiraient ces provinces ou districts aussi passionnément que les irrédentistes italiens voulaient Trente, Gorizia ou Trieste et ces revendications historiques, qui ne se sont jamais atténuées, constituaient une querelle d'une immense gravité entre l'Autriche-Hongrie et Bucarest.

*
* *

La Roumanie ne se considère pas comme une puissance balkanique, ou du moins elle n'est pas un Etat exclusivement balkanique. Elle regarde plus volontiers vers les Carpathes que vers le Danube : elle n'a pas d'ambitions au Sud, visant tout au plus à instaurer dans la Péninsule un équilibre stable; toutes ses aspirations sont à l'Ouest et menacent la domination Magyare. Sa propre intégrité nationale ne se peut réaliser, en effet, que par un démembrement du domaine Hongrois et aussi Autrichien. Quand on consulte le *Gotha*, qui est forcément tendancieux et qui s'inspire des statistiques officielles de Vienne et de Budapest, on y apprend que 3.225.000 Roumains, avant la guerre, vivaient sous le joug des Habsbourg; on doit admettre que leur effectif était supérieur et, en outre, comme ils sont mêlés à d'autres éléments, d'ailleurs très divers, — que les districts réclamés par les irrédentistes étaient peuplés de 5 à 6 millions d'habitants : en sorte que cet irrédentisme visait presque à doubler la population du royaume indépendant. Toutes proportions gardées et si le cabinet de Bucarest exécute son programme, celui dont l'Entente a consacré la légitimité, il sera le principal bénéficiaire du conflit européen.

On peut s'étonner que la Roumanie, qui avait tant de nationaux à délivrer en Autriche-Hongrie, se soit précisément liée à cet Empire dans le passé. Son cas ressemblait singulièrement à celui de l'Italie. D'elle aussi et de la chancellerie Viennoise, il était permis de dire : « *ou ennemies ou alliées* ». Bismarck avait profité des froissements entre la France et la Consulta pour agréger cette dernière à la coalition austro-allemande, et maîtriser de la sorte l'irrédentisme des Lombards et des Vénitiens ; il avait de même exploité le mé-

1 La Dobroudja, au demeurant, était loin d'équivaloir à la Bessarabie.

contentement, qui avait surgi à Bucarest contre la Russie, pour provoquer une signature qui le mettait en repos : il est au surplus très vraisemblable que Carol, en donnant cette signature, il y a trente-trois ans, n'avait nullement pensé à faire la guerre aux côtés des Empires du Centre : c'était une précaution qu'il avait prise contre son puissant voisin du nord, et encore contre une perturbation balkanique, et encore pour consolider sa position personnelle dans une contrée, où il restait un souverain importé. Le peuple roumain, qui soupçonnait ce pacte, ne lui avait jamais attaché une grande valeur : le traité ne sanctionnait pas une sympathie, mais dissimulait un antagonisme profond et les relations étaient trop étroites entre Roumains d'en deçà et d'au delà des Carpathes, pour que le régime imposé par le gouvernement de Pesth aux populations de la Transylvanie et du Banat n'irritât point celles de la Moldavie et de la Valachie. Le centralisme magyar, plus dur, plus implacable encore que la bureaucratie allemande de Vienne, pesait de plus en plus lourdement sur les allogènes, de Transleithanie. Que le parti soi-disant libéral ou le parti de l'indépendance fût au pouvoir, les éléments roumains étaient maltraités, écrasés. Au moment des élections, on les terrorisait par des arrestations, même par des fusillades ; on leur interdisait pratiquement le vote, si bien qu'au lieu de compter 79 députés au Parlement Hongrois — c'était leur quotité légitime — ils n'en avaient que 5. Les fonctions publiques étaient fermées à tous ceux d'entre eux qui refusaient de magyariser leur nom et leurs sentiments. Quand ils réclamaient, fût-ce dans les limites de la stricte légalité, ils se heurtaient à une cruelle et intolérable répression. En 1907, le comte Apponyi, l'un des chefs de l'opposition modérée d'aujourd'hui et qui avait longtemps fait la parade dans toutes les conférences parlementaires de la paix, obtenait le vote d'une loi qui proscrivait toutes les écoles de langue roumaine. C'était fournir des aliments à l'irrédentisme. Au reste, la Roumanie devait être de moins en moins docile, au fur et à mesure qu'elle s'enrichissait et qu'elle prenait mieux conscience de son rôle éventuel. Elle était l'un des grands fournisseurs de céréales de l'Europe occidentale et centrale; ses gisements de pétrole, que les capitaux allemands avaient mis en valeur, ajoutaient à sa prospérité économique; ses finances étaient en bon état : dans l'ordre intellectuel, elle avait beaucoup plus d'affinités avec la France et avec l'Angleterre qu'avec l'Allemagne et l'Autriche et la plupart de ses dirigeants se flattaient d'avoir fait leurs études à Paris. En dépit du traité du roi Carol, elle demeurait un de ces Etats, qui se piquent de libertés d'allures, et qui peuvent, le cas échéant, évoluer entre les grandes coalitions.

Son attitude de 1913 eût dû apparaître, à Vienne et à Berlin, comme une première leçon, mettons comme un premier avertissement. Quand la Bulgarie, après la première guerre balkanique, voulut par une attaque brusquée se ruer sur ses confédérés de la veille, la Serbie et la Grèce, pour leur ravir les avantages de la victoire commune, Bucarest mobilisa contre elle. Le roi Carol était pourtant encore vivant, et il ne pouvait ignorer, depuis 1908, que Sofia avait lié partie avec Vienne, et que Ferdinand de Cobourg était l'instrument de la Ball-Platz. La mainmise du gouvernement de Belgrade sur Uskub et celle du gouvernement d'Athènes sur Salonique constituaient pour l'Autriche-Hongrie une révolution désastreuse, l'effondrement d'une politique qui n'avait cessé de se développer depuis le Congrès de Berlin. Mais si soucieux qu'il pût être de ne point déplaire à François-Joseph, le roi Carol appréhendait un nouveau bouleversement balkanique, l'instauration d'une hégémonie bulgare. Il prit position contre la Bulgarie, donc contre les Empires du Centre, et la Roumanie, après le traité de Bucarest, s'érigea en arbitre des Balkans. Par la force des choses, le pacte de 1883 avait craqué.

*
* *

Quand, au début d'août 1914, l'Autriche-Hongrie invoqua le contrat passé trente et un ans plus tôt, elle se heurta à un refus catégorique. Le conseil de la couronne, qu'avait réuni le roi Carol, s'était à peu près unanimement prononcé pour la neutralité; il imitait dès ce moment le conseil des ministres d'Italie, et en même temps que lui, donnait par ce seul geste sa qualification à la guerre que menaient les puissances germaniques : guerre d'agression.

Ou alliées ou ennemies...: n'étant plus l'alliée de l'Autriche-Hongrie, la Roumanie allait en devenir l'ennemie. Elle n'ignorait pas, d'un côté que l'occasion était unique, si elle voulait réaliser son unité nationale; elle savait pertinemment, de l'autre, que si François-Joseph était victorieux, il lui ferait payer cher sa défection : son intérêt la portait donc à précipiter le désastre de l'Empire Danubien, où elle avait des prises si lucratives à opérer.

Ce n'est point le lieu de conter longuement les phases de l'évolution que suivit la politique roumaine. Cette évolution fut prudente, ingénieuse, savamment calculée. Combien de fois le ministre

roumain à Paris, M. Lahovary, qui ne doutait point de la décision finale de son pays, et qui fut l'un des artisans tenaces et habiles à la fois des accords suprêmes, dut-il recommander la patience à des interlocuteurs trop pressés ! Je me souviens qu'il me disait, — c'était, je crois à l'automne 1915 et l'Entente eût vivement alors souhaité l'intervention qui s'est produite bien plus tard : « dans les circonstances présentes, nous ne pourrions pas vous rendre tous les services que vous attendez de nous ; il vaut mieux que nous agissions à notre heure pour le bien commun. » Paroles sages et dont les événements ont montré la justesse! M. Lahovary savait ce qui manquait encore à son pays. mais on ne comprenait pas toujours à ce moment ses raisons. On les apprécie maintenant à la plénitude de leur valeur.

Dès la fin de 1914, le contact s'établissait entre la Roumanie et l'Entente. Des hommes politiques, des universitaires venaient de Bucarest à Paris pour prendre langue ; une mission militaire commençait des achats qui allaient se prolonger des mois et des mois, car la guerre actuelle exigeait, de tout nouveau belligérant, une formidable préparation, M. Bratiano, le président du conseil, ne voulait rien livrer au hasard... Vers le milieu de 1915, il ouvrit les pourparlers diplomatiques avec Petrograd, pourparlers qui furent laborieux, — le faut-il rappeler? — car il s'agissait de délimiter les acquisitions éventuelles de la Roumanie, et si aucun litige ne s'élevait au sujet de la Transylvanie, des contestations avaient surgi sur le Banat de Temesvar, où il y a des Serbes, et sur la Bukovine, où il y a d'autres Slaves. Si je ne me trompe, c'est au début d'août qu'un arrangement intervint, arrangement de pure détermination géographique, et qui ne fixait encore aucune date à l'entrée en ligne des forces roumaines. Cette convention tomba en sommeil, si l'on peut dire, durant l'automne et l'hiver 1915; la situation générale de l'Orient était telle, que le cabinet de Bucarest ne pouvait faire un geste hostile aux Empires du centre, sans s'exposer à de redoutables épreuves. Les ministres allemand et autrichien von Busche et Czernin menaçaient presque hebdomadairement M. Bratiano d'une exécution militaire ; Guillaume II dépêchait des envoyés extraordinaires auprès du roi Ferdinand, pour l'exciter à sortir de sa neutralité et à joindre ses effectifs à ceux du cabinet de Vienne contre la Russie. Entre cette diplomatie austro-allemande et celle des Alliés, qui était par devoir exigeante et soupçonneuse, le rôle du premier ministre était difficile. Il lui fallait donner des garanties à l'une et des gages à l'autre. Lorsqu'en avril 1916, la presse Berlinoise fit connaître l'accord économique, que les deux Empires avaient passé avec le royaume Danubien, pour obtenir des grains en échange d'articles fabriqués, ce fut une clameur dans les organes de l'Entente : il semblait que la Roumanie passât à nos adversaires ; en réalité, M. Bratiano avait désarmé ses agrariens en leur facilitant une opération fructueuse, et trompé les puissances germaniques, qui se méprenaient sur sa véritable pensée. Peu après, il reprenait avec la Russie — les conjonctures redevenant plus favorables, — l'examen d'une convention militaire :

Avant d'agir à nos côtés, le cabinet de Bucarest voulait être sûr que les armées russes atteindraient à la crête des Carpathes, que les convois de munitions lui arriveraient régulièrement par la voie d'Archangel, et que les forces alliées de Salonique s'ébranleraient.

Supprimé par la Censure

Je le répète : il ne me paraît pas utile, quant à présent, de fournir des détails plus copieux sur les négociations qui ont précédé l'acte du 27 août 1916.

*
* *

Un point, à la vérité, demeure encore quelque peu obscur. Jusqu'au milieu d'août, il semblait que l'effort de la Roumanie dût s'exercer d'abord contre la Bulgarie, pour se reporter ensuite tout entier sur la Hongrie. Or la Roumanie déclara la guerre au cabinet de Vienne et laissa l'initiative au cabinet de Sofia. Mais peut-être M. Bratiano ne laissa-t-il s'accréditer la rumeur, que je viens de rappeler et dont M. Radoslavof ne fut au reste point dupe, que pour mieux surprendre les Empires du Centre; et il apparaît bien qu'en dépit des prévisions pessimistes de leur presse, ceux-ci ont été militairement surpris : les débats, qui se sont déroulés à la Chambre de Pesth, le 5 septembre, et qui durent coûter si cher à l'orgueil d'un Tisza, attestèrent que l'état-major austro-hongrois n'avait pas perçu la proximité du danger.

Le passage des Alpes Transylvaines, en une nuit et sans combat, fut le coup de maître du général Iliesco; en quelques heures il enlevait l'énorme barrière qui sépare la Moldavie et la Valachie de l'Europe Centrale, et la campagne allait se dérouler telle qu'il la voulait, avec des mouve-

ments rapides, le long des vallées qui tombaient dans la plaine immense.

Sans anticiper sur les événements, on peut envisager tout de suite les conséquences visibles de cette intervention roumaine. Elles sont considérables, presque disproportionnées à l'étendue d'un Etat, qui aura demain le droit de siéger au Congrès, mais qui hier encore comptait parmi les puissances de troisième ordre.

D'abord le blocus s'est resserré autour de l'Autriche, ou du moins, elle est enveloppée partout d'ennemis, sauf au Nord-Ouest (l'Allemagne) et à l'Ouest (la Suisse) : l'Italie, le Monténégro, la Serbie, la Roumanie, la Russie pour cheminer d'Occident en Orient, et du Sud au Septentrion, sont également intéressés, en dépit de leur énormité ou de leur exiguité, à briser sa vigueur militaire, et à achever sa dislocation. Si des hommes politique hongrois, exploitant les erreurs qui subsistaient sur la probité du Magyarisme, comptaient encore trouver dans l'Entente des complaisances, leurs illusions ont dû crouler le 27 août, car la Hongrie est directement, sinon exclusivement visée par l'offensive roumaine, et c'est cette offensive qui constituera le châtiment le plus dur pour l'impérialisme de la caste dominante de Pesth. Mais dans un ordre d'idées plus général, cette entrée en campagne d'un belligérant nouveau, fort de 700.000 hommes au moins, équivalait à un renversement de la situation balkanique. Elle menaçait immédiatement la ligne de communication entre Berlin, Vienne, d'un côté, Sofia et Constantinople de l'autre, c'est-à-dire qu'elle sapait par la base le grand plan dont Naumann s'était fait le champion : le programme de la *Mittel Europa* est désormais anéanti. La plus élémentaire déduction nous fait entrevoir une Bulgarie coupée de l'Europe Centrale et bientôt terrassée, et une Turquie frappée d'impuissance. Si le revirement grec s'est marqué en traits assez clairs, dès les premiers jours de septembre, c'est que l'ébranlement parti de Bucarest s'était propagé à toute vitesse jusqu'à Salonique et jusqu'à Athènes.

Ainsi se précise déjà, dans un premier cadre, l'effet de cette initiative roumaine : mais il ne se limite pas aussi vite, et d'autres considérations se pressent sous la plume. J'ai toujours soutenu ici même que les affaires d'Orient, à tout moment et quels qu'en fussent les aspects, tiendraient dans cette guerre une place éminente, un rôle décisif. Il me semble que les événements actuels justifient une fois de plus cette conception, ou, si l'on préfère, cette thèse. Ce n'est pas seulement à Pesth que la déclaration de guerre du 27 août a provoqué l'irritation et le désarroi ; à Berlin aussi l'opinion a été profondément déprimée et rien n'était plus naturel, puisque la presse, avec l'agrément de la censure, n'avait cessé de répéter : « M. Eratiano sera du côté de la victoire ». Pour la première fois peut-être, dans cette journée historique, le peuple allemand a eu la vision pleine et entière de la défaite possible, et si les facteurs militaires ou politiques ne sauraient être sous-estimés, les facteurs moraux, surtout au moment où nous sommes, ne méritent-ils point d'être placés sur le même plan ?

L'intervention roumaine qui peut, qui doit hâter l'échéance de la victoire des alliés, n'apparaît pas moins féconde, si l'on considère les nécessités de l'avenir. Le militarisme allemand sera maîtrisé de par les désastres qu'il aura subis : rien ne contribuera plus à en affranchir le monde, — avec des éventualités intérieures qu'il est toujours permis d'espérer, — que le maintien d'une solidarité durable entre les nations soulevées contre lui. Guillaume II se fût-il jeté dans l'aventure, s'il eût escompté des ruptures successives avec l'Angleterre, l'Italie et la Roumanie. Il y aura demain en Europe, pour y sauvegarder la paix, un peuple anglais qui aura pris les armes, et qui pourra les reprendre, quel que soit son nouveau régime militaire ; il y aura un peuple italien et un peuple roumain qui, en *vertu même des libérations qu'ils auront accomplies, s'ils n'avaient d'autres motifs d'un autre ordre*, resteront liés à la cause qu'ils auront embrassée. Mais ce développement sort un peu du thème de cet article.

L'acte de la Roumanie aidera l'Europe à résoudre le problème austro-hongrois, qui ne peut plus se régler, comme certains le désireraient, par la conservation d'un *statu quo* équivoque et d'ailleurs criminel. L'émancipation des Roumains de Hongrie complètera d'autres affranchissements, c'est-à-dire qu'elle s'encadrera dans un regroupement total des peuples de l'Europe d'Orient et même de l'Europe du Centre-Est. Et peut-être, quand cette nouvelle organisation, conforme au droit des nationalités bien entendu, aura prévalu, une des causes de guerre qui pesaient sur le monde (le militarisme prussien n'était malheureusement point la seule), aura été abolie. Nous sommes à une heure de cruelles épreuves, mais aussi de grandes espérances.

PAUL LOUIS.

D'ALGER A TUNIS PENDANT LA GUERRE (1)

Après quinze jours de résidence à Alger nous restons encore surpris du calme parfait de cette capitale de l'Afrique française. Dans les quartiers habités par nos compatriotes comme dans la Kasbah, une absolue tranquillité. Arabes, Kabyles, Italiens, Espagnols, Maltais et Français se croisent, s'entretiennent, commercent, comme si la paix régnait. De vieux Algériens nous assurent que le mouvement s'est ralenti : « Oui, Monsieur, avant la guerre, de la place du gouvernement à Mustapha supérieur, il y avait plus de « potin » qu'à Paris ! »

Les agents des Compagnies de navigation m'affirment que le trafic, loin de diminuer, s'est augmenté et ils considèrent l'avenir avec assurance.

Un propriétaire et l'un des notables industriels algériens reconnaissent que la sage politique du gouverneur général, M. Lutaud, leur vaut cette sécurité. Pas de faiblesses et pas d'inutiles rigueurs, des mesures de prévoyance, le ravitaillement des indigènes assuré, le service des allocations aux familles des tirailleurs parfaitement réglé, voilà les principales raisons de l'état paisible et prospère des trois départements. Ajoutez-y que la récolte des céréales fut très satisfaisante en 1915, et, vous le comprendrez, les Arabes auraient mauvaise grâce à se plaindre...

Nous devions pourtant trouver quelques mécontents. Le directeur d'un grand garage nous confie que le résultat le plus net de cette guerre sera la mainmise des étrangers sur l'Algérie :

— Oui, Monsieur, tandis que toute notre jeunesse se bat, tandis que les chefs des maisons de commerce sont au front, les Espagnols, les Italiens, les Anglais, les Américains, d'autres encore, conquièrent la clientèle, envoient jusque dans les tribus des voyageurs chargés d'échantillons et commencent à acheter les maisons de nos compatriotes. A mon avis, après la victoire, nous serons dépouillés, non pas par nos ennemis mais par nos propres amis et alliés.

— Et la sécurité dans les trois provinces, qu'on pensez-vous ? Pouvons-nous risquer l'aventure de partir en auto pour Tunis et retour à Alger en zigzagant du nord au sud, car nous ne sommes pas pressés et nous voulons voir à loisir le pays ?

— Eh bien ! j'aime mieux que vous tentiez ce risque que moi. Ah ! bien sûr ! le gouvernement vous jurera que ses bédouins sont sages comme des images. Qu'en sait-il ? Ces bicots ne bougent pas, mais ils n'attendent qu'une occasion pour se soulever. Enfin, vous ferez comme vous voudrez, je ne vous engage point au départ. Sur plusieurs millions d'Arabes, il n'est pas possible qu'il ne s'en trouve point des milliers qui ne rêvent au sang des Roumis.

...Or, nous sommes partis, nous avons couru trois mille kilomètres dans le bled souvent le plus désertique et, pas une fois, nous n'avons éprouvé la plus légère inquiétude. Nous constations la politesse, nous dirions même l'affabilité des indigènes. Quand il nous arrivait de stationner en un lieu désert, à cinquante kilomètres ou davantage, de la première agglomération européenne, les Musulmans qui venaient à passer pendant notre halte, après nous avoir salués, s'inquiétaient de nos besoins. Souffrions-nous d'un accident ?

Une seule fois nous fûmes arrêtés par deux terribles hommes armés qui jetèrent leurs chevaux en travers du chemin et nous ordonnèrent d'une voix redoutable de stopper, mais c'étaient des gendarmes, les seuls gens qui troublent vraiment la paix des automobilistes pendant cette guerre.

Notre traversée de la Kabylie ne souffrit jamais le plus léger empêchement. Il nous arriva de rouler pendant plusieurs heures sans rencontrer un seul Français et, par contre, nous croisions des centaines d'indigènes : piétons, muletiers, cavaliers. Assurer que tous ces Kabyles nous souriaient et nous souhaitaient la bienvenue, serait exagéré. Au moins restaient-ils corrects. L'occasion devait nous être donnée, plus tard, de vivre en leur intimité pendant près de deux mois et nous pouvons affirmer que leur loyalisme est absolu peut-être pour des raisons économiqus. Le sort de ces petits commerçants, cultivateurs ou journaliers est tellement lié au nôtre, qu'une défaite de la France les ruinerait comme notre victoire et notre aisance accrue les enrichiront.

Sur les hauts plateaux de Sétif à Constantine, les indigènes en fréquents contacts avec nos colons se montrent particulièrement obligeants. A plusieurs reprises, en traversant des villages, des garçonnets arabes lançant leurs chéchias au ciel, nous criaient :

« Moussou, « jitte » un sou ! Vive la France ».

A Constantine, l'esprit public est excellent et nous remarquons que Français, Musulmans et Juifs vivent amicalement. Le Conseil municipal de cette grande ville, plus surprenante par son site que Tolède même, — il faut l'écrire, — prouve l'union absolue des différentes populations qui se sont partagé les sièges avec équité. Au commence-

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 17, 1916.

ment de la guerre, les Musulmans y manifestèrent de leur amour pour la France. Après vingt mois de guerre, successivement, des services pour les morts et pour la victoire prochaine viennent d'être célébrés à la cathédrale, à l'Eglise réformée, au temple israélite et à la grande mosquée. L'écrivain Constantinois Evenou-Norvès décrivit avec éloquence l'impressionnante cérémonie musulmane :

« Des milliers de dévots sont prosternés, en rangs réguliers et serrés sur les tapis sacrés qui recouvrent le sol de la mosquée... Les colonnes sont habillées à leurs bases de tapis qui semblent prolonger l'ornement fleuri du sol.

Une mélopée forte et rude s'est levée, pareille au chant d'un psaume. Les sonores, gutturales et vibrantes syllabes arabes emplissent le temple. La foule des croyants prosternés est immobile et rien ne trouble son recueillement. Tous, accroupis sur les saints tapis sont vêtus de burnous de laine bise et presque tous ont ramené sur leur turban le capuchon pointu. Leur forme presque conique figure d'innombrables monticules blanchâtres ou gris. On songe en les voyant à la funèbre parole : « Tu n'es que poussière ».

Maintenant, là-bas, parle un homme accroupi, qui fait face à la foule. Il dit une sorte de litanie suppliante au rythme langoureux. Et une voix répond après de longs silences, une voix grave, vieille, lointaine et profonde : « Amin ! »

Puis, un homme debout, parle et c'est un savant de l'Islam. Son burnous rejeté laisse voir sa gandourah flottante ; le turban encadre sa tête débonnaire qu'entoure une mince barbe noire. Il dit un long discours à la louange de la France et à la gloire de nos morts. On dirait qu'il prononce un poème solennel et presque encore un psaume. Et la grande voix de la foule lui répond sur des tons différents où s'affirment une conviction et une volonté : « Amin ». Cet « Amin » mâle, prononcé au même instant par les milliers de bouches semble tour à tour acclamer la glorieuse et bienfaisante France, implorer le repos pour les héros tombés, appeler les malédictions sur l'Allemand haï.

Parmi cette foule des croyants de l'Islam, en éprouve profonde, nette, l'impression qu'il y a là la force, la volonté de toute une race disciplinée dans la foi la plus impérieuse, une force séculaire et innombrable qui s'est donnée sans retour, pour la vie et pour la mort, à la France (1).

(1) Ces lignes sont extraites du remarquable article: *L'Algérie et la guerre: Prières d'Islam*, d'Evenou-Norvès.

En vérité, les représentants de commerce allemands et les touristes qui célébraient à nos indigènes leur empereur qu'ils nommaient : Hadj Guillaume (1), pour le rendre plus sympathique aux Arabes, n'auraient pas lieu de se réjouir des résultats de leur propagande. On peut l'affirmer, nos Algériens et Tunisiens, dans leur immense majorité, ne crurent jamais aux promesses intéressées des Germains.

Un Mulsuman, dont nous apprécions la parfaite sincérité, nous disait :

« Je mentirais si je vous racontais que j'adore la France. Je l'admire pour son génie, mais je préfèrerais vivre sur une terre d'Islam délivrée des Chrétiens. Mais Allah ! me préserve jamais de devenir sujet allemand ! Nous savons comment la Prusse traite les indigènes de ses colonies. Avec les Français nous connaissons notre mal, et aussi les avantages certains que nous retirons de leur présence. La fameuse organisation germanique nous épouvante. Elle ne pourrait être dirigée que contre nous, car, bien entendu, ces bons Allemands ne viendraient pas en Afrique pour l'amour de Mahomet. La France nous laisse vivre et même prospérer lorsque nous sommes laborieux, intelligents.

Un Berbère, gros négociant et homme de progrès, nous fait cette déclaration assez imprévue :

— Aux premiers jours de la guerre, quelques Français de mon voisinage me considéraient avec des yeux effarés. Ils cherchaient à deviner mes sentiments. A la fin d'août 1914, j'eus en mains une assez grosse somme d'argent qui me revenait de divers débiteurs. Toute la ville l'apprit et quelques bonnes âmes crurent que c'était là un trésor de guerre pour soudoyer une insurrection. Dieu m'en préserve, car mes correligionnaires, j'entends les gueux, commenceraient par me piller !

Vous me demandez quels sont mes sentiments pour le gouvernement actuel de l'Algérie ? Nous n'avons rien à lui reprocher. Sans doute, nous possédions autrefois un gouverneur qui nous adorait dans ses discours et ordonnait la construction de palais, d'écoles et de gares dans le style néo-arabe. Maintenant, M. Lutaud ne nous prodigue pas ses sourires, M. Lutaud ne se donne pas comme arabophile, mais, par contre, les indigènes sont aidés, instruits, secourus. Plus de tendres discours : des faits, des réalisations. Moins de fracas pour l'inauguration d'un dispensaire à revêtements de céramiques mais des écoles multipliées, des ateliers professionnels créés, des vil-

(1) C'est-à-dire : le pieux pélerin de Mahomet.

lages assainis, fournis en eau. Au total, notre gouverneur général nous considère avec des yeux sévères mais justes et il ne veut pas qu'on meure de faim dans les tribus. Voilà pourquoi nos fellahs, d'instinct, sentent qu'ils ont un maître bienveillant à Alger. Et comme, d'autre part, ils savent que M. Lutaud exige l'ordre à tous les degrés de la hiérarchie, ils se sont tenus tranquilles comme c'était leur intérêt.

...A Babouch, nous franchissons la frontière de la Tunisie et nous commençons à courir les routes de la sauvage Khroumirié, vaste forêt montagneuse de chênes-liège et chênes-verts. Dans notre enfance, on nous effrayait avec l'évocation des Khroumirs. Nous rencontrons des groupes de ces grands Berbères, souples et déliés. Ils nous saluent militairement et nous sourient de toutes leurs mâchoires. Ces guerriers indomptables nous semblent plutôt bonifaces.

Puis dans le Bejaoua fertile et parmi les plaines ondulées qui mènent jusqu'aux portes de Tunis, nous croisons des caravanes de bédouins fameliques, de ces hordes calamiteuses de primitifs qui refusent tout travail sédentaire et préfèrent la libre gueuserie sous le soleil. Leurs chameaux gambadent au son de la trompe de notre auto et leurs femmes en voiles bleus et leurs enfants nus, crient et rient.

A Béja, incident. Ce ne sont pas encore les indigènes qui nous attaquent mais un petit commissaire zélé qui n'estime pas notre sauf-conduit du gouvernement Algérien suffisant. Quand nous lui démontrons que nous ne pouvions pourtant pas demander un laissez-passer aux Khroumirs, cet important fonctionnaire nous autorise à continuer notre route. Nous arrivons d'Alger à Tunis sans avoir aperçu même un geste hostile des indigènes. La paix française, règne, absolue, nous pouvons l'affirmer.

Une des conséquences les plus inattendues de cette guerre, c'est d'avoir opéré non seulement le rapprochement entre Français et Musulmans, mais encore précipité l'émancipation et le relèvement économique de la femme indigène. Il était dit que la musulmane, ent'rouvrant les portes de son harem, devait participer au grand mouvement féministe qui depuis vingt mois a commencé de transformer l'Europe. Du jour au lendemain, l'Européenne, le plus frivole ou la plus indolente, s'est révélée infirmière experte, ouvrière diligente ou remarquable organisatrice, fonctionnaire ponctuelle.

Ce souffle d'activité est venu éveiller les Mauresques assoupies dans leur patio de marbre et de céramique, et qui, à trop écouter soupirer les jets d'eau et roucouler les colombes, devenaient inaptes à goûter la liberté et les droits des « roumia ».

Déjà, lors de la dernière guerre balkanique, les nombreuses amies de Loti, ces belles désanchantées, qui avaient accueilli comme l'aurore de leur délivrance la révolution des « Jeunes-Turcs » n'avaient-elles point adressé une supplique aux femmes de France, de cette France qui n'a jamais cessé de se battre pour la liberté des peuples opprimés, afin qu'on les prit en pitié et que l'on empêchât le « *boulgre* » exécré — ce fils de chien qu'Allah maudisse ! — de s'emparer de Constantinople et de souiller par sa présence la ville du commandeur des croyants. Ces femmes que l'on s'imagine à tort uniquement occupées à grignotter des pâtisserie à la rose, à hanter les bazars ou errer sur le Bosphore en caïques rapides, avaient donc le sens de la patrie et la conscience que leurs voix étrangères pourraient émouvoir des chrétiennes ?

Plus arriérées, les Tunisiennes, qui semblent avec leurs parures et leurs fards des « belles-au-bois-dormant » oubliées dans leurs palais de marbre depuis les premiers siècles de l'hégire, ont voulu prendre leur part de nos tristesses et participer à nos œuvres de bienfaisance.

On ne saurait assez dire avec quel tact la société musulmane s'est associée à nos angoisses, à nos espoirs, à nos deuils. Toute vie brillante et joyeuse a été bannie des villes nord-africaines et le « ramadan » n'a plus été qu'un austère carême dépouillé de ses réceptions, de ses illuminations et de ses plantureux festins nocturnes.

Toutes les fêtes du calendrier islamique se sont réduites à des cérémonies religieuses ou familiales accomplies d'une âme grave. Par contre, nos « Journées » sont devenues les leurs et la foule des burnous affluait autour des quêteuses, les plus humbles des « mesquines » tenant à verser son obole. Parfois, les quêteuses, dans leur ignorance s'étonnèrent de voir un majestueux Cadi en ceinture de cachemire, ou un Cheick de mosquée en turban de lin, après avoir déposé dans la bourse une pièce d'argent, refuser d'un air scandalisé la médaille commémorative qu'on voulait gentiment épingler sur leurs burnous neigeux. Ces jeunes filles avaient tort de voir dans ce geste de refus un outrage pour la France. « Ces vieux turbans », plus esclaves de la lettre du Coran que pénétrés de l'esprit de « Mohammed », croyaient ainsi se conformer aux prescriptions du Prophète qui défend toutes représentation humaine en refusant de porter à leur poitrine l'image d'un 75 ou d'une République.

Point n'est besoin d'ajouter que ce n'est pas dans ce monde fermé et encore si loin du nôtre que nous chercherons les progrès accomplis dans l'évolution de la femme indigène... ces représentants d'une société cristallisée deviennent de plus en plus rares. Ils achèvent de mourir noblement mais stérilement tandis que la foule avide de vivre se tourne vers la France d'où lui viennent sécurité, bien-être, justice et liberté.

Bien qu'en Tunisie l'élément français ne soit qu'une petite minorité, notre influence qui s'y exerce principalement par une élite y est immense et en trente-cinq années de Protectorat nous pouvons nous flatter d'avoir transformé, inspiré sympathie et confiance à la masse des indigènes.

Depuis la fin du second empire, notre politique africaine n'a-t-elle point été de briser le joug des grands féodaux arabes, seigneurs du « bled » de haute allure et parfois d'âmes fières comme El Mograni et Ali-Chérif, afin de nous appuyer sur la foule misérable des fellah et des artisans. Aussi est-ce dans ces humbles milieux que se recrutent presque exclusivement les tirailleurs dont le sang s'est mêlé dans une fraternité d'armes au sang français sur tous les champs de bataille. Et cependant la situation des artisans et des petits commerçants tunisiens, était assez misérable lors de la déclaration de guerre. Plusieurs années de sécheresse et des mauvaises récoltes avaient appauvri la Régence et hâté l'agonie de ces charmantes industries qui ne peuvent lutter contre les produits de nos usines. Comment parer à la misère effrayante qui menaçait de s'étendre en cette année néfaste de 1914 ? La misère n'entraînerait-elle point des révoltes partielles ou, tout au moins, ne susciterait-elle pas un état d'esprit regrettable ? Grave problème que résolut, en partie, le gouvernement.

Point de vue bien inattendu, le soulagement apporté à d'humbles mais honorables familles tunisoises devait l'être par la femme. Tandis qu'en Alger, Mme Lutaud, avec énergie et un admirable dévouement organisait des ouvroirs et des œuvres d'assistance à domicile pour les mauresques les plus farouches, M. Philippe Bériel, le Directeur des Services Economiques indigènes de Tunis, entreprit dès le second mois de la guerre de créer un atelier exclusivement réservé aux femmes musulmanes. Cela semblait une gageure, comment décider les pères, les maris, les frères à laisser sortir de leurs maisons aveugles et mystérieuses des femmes qui, afin de ne point se mêler à la foule masculine, ne font presque jamais elles-mêmes leurs achats ménagers ? Seule, une âme de « Chaouch » serait assez vile pour consentir à pareille déchéance. Malgré les conseils de sagesse et les judicieux arguments des Français qui ignorent les ressources des indigènes. M. Bériel secondé par Mme Kusse, une femme de volonté ferme, mit son projet à exécution. Encouragé par Si-Abd-el-Djelil Zaouche, l'industriel, membre de la conférence consultative et l'une des personnalités les plus écoutées de ses correligionnaires, le Directeur des Services Economiques ouvrit son atelier. Dès le premier jour quatre-vingt mulsumanes vinrent s'offrir. Le succès dépassait les espérances. Il s'agissait maintenant de former des ouvrières car la plupart de ces femmes, si elles savaient broder d'or ou de soie leurs « farmella » ou leurs babouches, ignoraient tous les éléments du tricot, de la couture et le maniement compliqué des machines.

Cette affluence féminine ne désarma pas les sceptiques : « Elles accourent comme des guêpes attirées par le sucre afin de quitter leurs tristes logis ». Quelques-uns même allèrent jusqu'à chuchotter : « En l'absence du mari ou du frère tirailleur, elles viennent chercher l'aventure consolante... Dans quelques jours il ne restera rien de ce beau feu de paille et l'atelier fermera ses portes. »

Mais ni le lendemain, ni les jours suivants, le zèle et la bonne volonté des ouvrières ne se ralentirent et bientôt, devant leur nombre croissant, il fallut chercher un local plus vaste et mieux approprié. Se conformant à l'esprit qui règne dans la régence et qui s'efforce de respecter autant que possible l'art et les coutumes musulmanes, le directeur installa ses ouvrières dans l'ancien palais Ben-Ayed et le spectacle est charmant dans les salles aux revêtements de céramique et sous les plafonds à poutrelles enluminées dans le goût italien, de ces femmes qui, ayant laissé au vestiaire le « haick » de laine et ce « chembir » de soie noire qui moule strictement le visage et ne laisse voir que l'éclat des yeux sombres, apparaissent vêtues de leur costume chatoyant. Quelques-unes sont jolies ; presque toutes ont de la finesse et de la grâce et les gestes de leurs mains maigres ont une souplesse qui nous surprend. Elles semblent un parterre de grandes fleurs bleues, roses, jaunes, mauves, et le son argentin de leurs anneaux d'argent accompagne le bruit de la machine à coudre. Elles ont travaillé pour « l'Intendance » avec une ardeur qui n'était pas seulement le désir d'un salaire honorable, mais aussi celui de contribuer à préserver les soldats du froid. Elles ont ourlé des draps, piqué des gilets, confectionné chemises ou caleçons tandis que les petites filles apprenaient à manier les aiguilles et tricottaient des chaussettes. Payées aux pièces, l'ému-

lation de ces femmes qui ressemblent par tant de côtés charmants à des enfants, était comique. On dut calmer leur zèle et établir chaque jour, une moyenne.

Il est remarquable d'avoir réussi à discipliner ces créatures habituées aux lentes et puériles besognes, à passer de longues heures immobiles, accroupies sur leurs talons à chanter, ou tirer de la darbouka des sons sourds et précipités comme les battements d'un cœur passionné. Maintenant, elles sont ponctuelles, silencieuses, obéissantes, sensibles à la réprimande ; elles sont émues d'une parole d'encouragement, d'un sourire de bonté. Elles se sont montrées délicates, attentionnées. Si l'une s'absente pour cause de maladie, elle fait écrire dans un français barbare, un mot d'excuse. A la fête de la Directrice, elles se sont cotisées pour lui offrir un cadeau et comme celle-ci ne voulait pas l'accepter, elles envoyèrent le montant de leur collecte aux soldats du front.

Plusieurs d'entre elles habitant un quartier éloigné, sont autorisées à prendre le repas de midi à l'atelier et elles s'installent sous les beaux ombrages du jardin à faire la dînette avec des rires puérils et un gazouillis d'oiseaux.

...Dans la riche bourgeoisie tunisienne où les chefs de famille sont en rapport avec le gouvernement français, comme fonctionnaires, médecins ou avocats, les femmes ont voulu travailler pour le front. Rompant avec tous les préjugés de leur société, elles se réunissent le jeudi chez Mme Bériel afin de confectionner chaussettes et tricots. Leurs doigts de belles oisives teints au henné, ont appris le maniement des aiguilles et, tout en comptant les mailles, elles s'efforcent de se représenter la France où elles espèrent un jour accompagner leurs maris. Spectacle délicieux pour l'étrangère que de se trouver mêlée à ces femmes en culottes bouffantes et en « farmela » éclatante, aux sourcils élargis de koheul, aux lèvres rougies de « chouek » et qui nous font songer avec leur nez aquilin et leurs yeux allongés aux princesses de la vieille Egypte. De pénétrer ainsi dans l'intimité d'une maison française fait plus pour leur évolution que toutes les revendications de ceux qui, mieux intentionnés qu'éclairés, rêvent de renverser bruyamment les portes des harems.

*
* *

Pendant cinq mois nous avons visité l'Algérie, son littoral, ses hauts plateaux, les Kabylies, les pays arabes du Sud et traversé plusieurs provinces Tunisiennes ; et, nous l'avons constaté, la vie de labeur y continue sans interruption. Les admirables routes algériennes sont entretenues et les travaux des villes en voie de prodigieux accroissement, comme Alger et Constantine, n'ont pas été abandonnés. L'an dernier, l'agriculture fut prospère; après la mévente de 1914, les vins atteignent des prix rémunérateurs et les céréales connaissent des cours élevés. La seule industrie hôtelière peut se plaindre de la guerre, car le chixre des touristes fut à peu près nul, mais il faut s'attendre à un mouvement important de voyageurs... Une affiche-réclame représentant un paquebot en vue d'un Sahara côtier où un arabe pousse un chameau vers des palmiers, — image ridicule et fausse de ce féérique littoral algérien, riche en forêts, en vignobles, en cultures maraîchères, en champ d'or, en vergers, convoque vainement à l'embarquement pour l'Afrique. Mais, l'an prochain, la victoire conduira vers l'Algérie des milliers de nos compatriotes désireux de connaître ce pays, car il devrait sembler honteux à un Français cultivé d'ignorer Alger, Tlemcen, Constantine, Tunis. Depuis une dizaine d'années, nous visitons chaque année le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie, et notre admiration raisonnée pour ce merveilleux royaume aux portes de la métropole, grandit à chacun de nos retours. Sur ce sol, des générations fortes et fécondes se développent. Quand nous voyions passer les compagnies de zouaves territoriaux, formés de colons, l'allure virile de ces gaillards bronzés nous emplissait de satisfaction. Une France nouvelle, pleine de sève, de rudesse et de générosité s'épanouit parmi les champs immenses, les vignobles indéfinis et le bled sauvage. A l'issue de cette guerre, l'Algérie et son gouvernement auront bien mérité de la patrie et l'avenir s'ouvre lumineux, comme un beau ciel d'Orient, sur ce sol ensoleillé que nous avons réellement conquis par notre méthode, notre justice et notre clairvoyance .

CHARLES GÉNIAUX.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 19 — 2e SEM. 54e ANNÉE 30 SEPTEMBRE — 7 OCTOBRE 1916

GÉNIE DESTRUCTEUR et GÉNIE CONSTRUCTEUR

La France n'a jamais brillé par le sens de l'organisation. Cela, nous pouvons bien le reconnaître sans nous diminuer, car nous possédons assez d'autres mérites éclatants pour avouer cette infériorité. En revanche, il lui est arrivé maintes fois, au cours de son histoire, de manifester la force des éléments destructeurs qui sont parmi les composantes de sa psychologie, et la liste serait longue, si l'on s'appliquait à la dresser, de ceux qui symbolisèrent chez elle l'esprit de révolte et d'anarchie : anarchie et révolte dont la cause initiale peut n'être point déterminable, mais résulter simplement d'une postulation intérieure, d'une manière de prurit.

A toutes les dates de son histoire, la Politique française connut cette catégorie de citoyens. Elle devait l'avoir et elle l'eut aussi bien sous la Troisième République en la personne de l'être le plus néfaste qui ait paru depuis l'heure de sa fondation. Il était dans la destinée de celle-ci de n'avoir point un seul homme de génie parmi ses *valeurs constructives* — car on aura beau dire et beau faire, en dépit du marbre qui les rapproche en un voisinage symbolique et voulu sur un des emplacements illustres de la cité, — ni Gambetta, ni Ferry, ni surtout Waldeck-Rousseau, maintenant qu'on les voit avec le recul nécessaire n'étaient par l'envergure de l'intelligence des hommes de la grande espèce. De quelques coudées seulement au-dessus de la moyenne, ils connurent cette fortune singulière de succéder à ce qu'il y eut de plus bas dans l'ordre politique : la mentalité de l'avocat figurée par la sottise aveugle et vaniteuse d'un Emile Ollivier (1). Il était aussi dans la destinée de la Troisième République qu'elle trouvât un génie, authentique celui-là, de l'ordre *destructif*, qui prit successivement comme cibles à ses traits, ceux qui s'étaient appliqués, honnêtement et loyalement, à reconstruire l'édifice social ébranlé par le désastre de 1870. Et voyez un peu l'ironie du Destin, cette Providence à rebours qui assujettit à ses caprices les empires et les hommes : celui-là persista durant les quarante-six années d'un régime où successivement mordirent la poussière les esprits constructeurs qu'il sut frapper de ses flèches empoisonnées.

Son Secret ?... Son merveilleux secret ?... Il est dans l'application du mot fameux attribué à Danton : « De l'audace ! Et toujours de l'audace ! » Affaire de tempérament, je l'accorde, car nous sommes en grande partie les serfs des associations d'images qui commandent nos actes. Mais aussi résultat de la connaissance des hommes, conséquence de cette fameuse psychologie grégaire, dont

(1) Je n'ai jamais pu m'arrêter devant le Palais de Biarritz, demeure grandiose et historique par les hôtes qu'elle abrita, sans songer que, somme toute, le génie de Bismarck qui vint y préparer sa besogne de 1870, avait été bien surfait, si l'on songe à la médiocrité, pour ne pas dire à la sottise des partenaires qu'il eut devant lui !

certaines lois furent formulées, non point inventées, simplement groupées de la plus heureuse manière, par le Dr Gustave Le Bon. Son premier article de foi, vérifié d'ailleurs par l'expérience, c'est que les minorités audacieuses sont faites pour opprimer et mener à la laisse les majorités aveulies, pour ce même motif que, dans l'ordre de l'action, les hommes dénués de principes auront toujours raison des âmes timorées qu'encombrent les scrupules. Somme toute, si l'on y réfléchit, le mécanisme est assez analogue à celui qui, faisant l'essentiel de la mentalité germanique, assure la prépondérance de la force, pour conduire à l'abattoir le *matériel humain*, comme *ils* disent dans leur terminologie expressive. C'est un phénomène magnétique où le protagoniste tient l'office de l'aimant qui attire cette poussière de limaille que figurent les vagues humanités !

Il y a des heures où l'aimant s'use et perd sa force d'attraction. On le vit bien pour celui dont il s'agit ici. Durant toute une période, c'est trop peu dire qu'il n'attirait plus... il faisait le vide autour de lui. C'était assez qu'il parût dans un lieu public, salle de théâtre, ou de concert, pour qu'aussitôt tous ceux qui l'avaient flatté jadis ne voulussent même plus le reconnaître : ainsi va la lâcheté humaine, toujours en quête de plus lâche qu'elle ! On le croyait désarçonné et que jamais plus il ne reprendrait du poil de la bête ! Grave erreur, il n'avait fait que glisser de la selle et telle était sa vigueur musculaire qu'il allait bientôt, d'un fort rétablissement, montrer l'énergie dont il était capable ! Amère déception pour ceux qui, escomptant sa ruine, l'avaient considéré comme un homme fini, on vit alors des représailles variées, les unes tragiques, d'autres comiques, puisque dans tout spectacle complet, c'est le principe shakespearien qui domine, et que les deux masques s'appliquent successivement ou alternativement à la figure humaine (1).

Une fois remonté en selle, ce fut, ironie du Destin, pour tâter du Pouvoir. Celui qui n'avait eu jusqu'ici d'autre génie que de détruire... le voyez-vous chargé de construire, ou tout au moins de conserver ? C'était demander au félin qui procède par à-coups, et d'un brusque élan, bondit sur sa proie, pour la mieux étreindre, de rentrer soudain ses griffes et de faire sa soumission aux caprices du dompteur ! Si souple qu'apparaisse à certaines heures la nature humaine, elle ne saurait se plier à de tels avatars, ou du moins y faut-il une discipline d'un certain ordre, qui par définition répugne à ces purs *instinctifs*, dont mieux que tout autre il reproduit la mentalité.

* *

Il apparaissait inévitable que le génie destructeur continuât d'exercer ses ravages durant la période où construire, fût-ce en hâte, devenait pour la France une nécessité vitale. Bien entendu, il n'y manqua pas, car la force qui s'affirme en lui est prédestinée aux pires besognes. Mais la France, qui ne veut pas mourir, et qui est au surplus indispensable au maintien de la civilisation, trouva dans un homme, sur lequel au premier abord on pouvait avoir quelques doutes, cette énergie constructive indispensable à l'orientation de son avenir.

Ses ennemis lui reprochaient ses origines politiques — eh, que diable ! on a les origines que l'on peut ; — ce n'est point être du pays où triompha le père de Figaro que d'en faire un grief... une certaine apathie de complexion qui, dans les circonstances ordinaires du temps de paix, se traduisait par un manque de continuité dans l'effort... ce qu'ils appelaient son « tempérament de pêcheur à la ligne », qui s'opposait de curieuse façon à la coutumière ambition des politiciens ! Qui sait si cette apathie ne dissimulait pas une ambition plus haute et de qualité plus rare ! N'importe, il avait le *Don*, chose irremplaçable — ce que les théologiens appellent la *grâce* — le Don, qui, à la rigueur peut remplacer le travail, et que le travail, lui, ne saurait jamais doubler, car le *génie... longue patience* n'est qu'une formule ingénieuse, faite pour verser un baume au cœur des impuissants, mais que contredit toute vraie psychologie ! Quelque chose que vous fassiez, si le don n'est point en vous, inutile de persévérer ! Ecrivain, si l'article ou le livre en préparation ne vous tracasse pas, ne vous démange pas à la façon d'une éruption cutanée, déposez votre plume, vous n'êtes point né pour écrire... Homme politique, contraint à vous mouvoir dans le cadre parlementaire, si vous n'avez pas le flair, le sens de la psychologie grégaire qui fait l'atmosphère des assemblées, vous atteindrez peut-être à décrocher cette petite chose : un portefeuille... vous ne serez jamais un homme d'Etat !

(1) Au nombre des épisodes comiques, faut-il rappeler celui du directeur d'une de nos scènes subventionnées lequel ayant refusé au « génie destructeur » le maintien de son « service », parcequ'il le croyait à jamais désarçonné, eut le désappointement de le voir remonter en selle à la date où expirait son privilège et perdit ainsi son fauteuil directorial pour avoir manqué de clairvoyance.

C'est ce qu'il fut au plus haut point, à ce point d'avoir été le seul qui révélât la période de guerre... et nous pourrons bien le dire, à notre gloire... le seul de tous les alliés. Ici encore, dans l'ordre militaire, un Français aura été l'initiateur. Nous lui devons ces deux grands résultats : l'unité politique de l'entente et l'unité militaire du front qui trouva sa réalisation expressive dans cette armée de Salonique dont il eut le mérite de comprendre la valeur en imposant peu à peu son maintien sur une ligne qui, de défensive allait devenir offensive... Tout cela, songez-y, par la seule persuasion, jamais par la violence ! C'est une force, une grande force de savoir être son propre dompteur et se tenir en main, quand il faut subordonner ses vues à la décision des assemblées ! Etre né en Bretagne, au lieu d'avoir vu le jour sous le ciel provençal, ce peut être un irremplaçable bienfait de la Providence, car si le méridional naît presque inévitablement politicien, il n'est pas nécessairement politique-né.

Il le fut, par cet art de conduire, sans violence, les décisions des assemblées au point exact où il jugeait indispensable qu'elles collaborassent à son effort ! Dans sa seule attitude à la tribune, on trouve le symbole de sa manière. Car tout est expressif, tout est *physiognomonique* dans l'homme, comme le notait Lavater, et pour un véritable observateur il n'est point d'âme qui ne trahisse involontairement, par des signes visibles, les ressorts les plus cachés : il y faut seulement la vue qui pénètre et déshabille l'individu. Homme d'Etat, il le fut plus encore par cet art de construire qui fut le sien durant ces douze derniers mois de guerre, et de consolider le rempart de la défense française qui est aussi celui de la défense universelle, par où le monde civilisé s'oppose à l'invasion des Barbares!

Servi par des circonstances sans précédent, il eût ce rare mérite de s'y adapter et d'y grandir, dans la mesure même où certains de ses adversaires s'en trouvaient diminués. Vivant exemple de la valeur des théories bergsoniennes, il marquait ainsi le rôle de l'intuition dans l'ordre politique. C'est assez dire les jalousies qu'il suscita, car l'union sacrée est un de ces mots que l'on a sans cesse à la bouche et qui est d'un bel effet, en tant que thème littéraire, mais demeure sans vertu pour dompter ce qui subsiste d'indestructible dans le conflit des passions humaines. On le vit bien en 70, où sur les ruines de la patrie les jalousies se dévoraient encore. Tout astre qui monte à l'horizon tend à éclipser de sa lumière les constellations voisines et nul sens des intérêts de la patrie n'est assez fort pour mâter les réflexes de l'envie qui fait la plus redoutable des passions quand elle s'appuie sur l'ambition. Une fois de plus ce fut la lutte renouvelée et qui semblait inédite du génie destructeur contre le constructeur, qui de tous ses moyens s'ingéniait à sauver le pays. Dieu merci, celui qui fit mordre la poussière à tant d'illustres adversaires paraît aujourd'hui mortellement touché, et ce n'est point formuler une vaine prédiction que de rééditer la formule célèbre : « *Ceci tuera Cela !* »

***

LA DÉMISSION DE M. THIERS

(24 Mai 1873)

Les papiers inédits de M. Thiers me permettent de donner à l'événement historique du 24 mai 1873, un relief tout particulier. C'est, en effet, avec des documents nouveaux que je veux retracer les incidents de cette journée et ses conséquences.

Les élections partielles des 27 avril et 11 mai avaient, comme on le sait, été favorables en partie aux radicaux, et la majorité de l'Assemblée Nationale, qui voyait ses rangs s'éclaircir, ne pardonnait pas ce fait à M. Thiers qu'elle en rendait responsable comme ayant trop favorisé les idées républicaines.

L'élection de Barodet par la Ville de Paris contre M. de Rémusat, avait fait déborder la coupe. Je dois reconnaître que nombre de républicains avaient été stupéfaits de voir la capitale préférer au Ministre des Affaires étrangères, qui avait si bien défendu les intérêts de la France, un ancien maître d'école, devenu courtier d'assurances, et qui n'avait d'autre mérite que sa participation active à l'anarchie lyonnaise. Barodet avait obtenu 45.000 voix de plus que Rémusat. C'était un choix déplorable, car l'élu était d'une nullité complète, et son élection constituait un oubli méprisant des services rendus par un des meilleurs interprètes de la sage politique extérieure du Président de la République. Les remaniements du ministère, par suite du départ de M. de Goulard, entre autres l'arrivée de Casimir Périer, avaient en outre irrité la droite. Les chefs du parti royaliste, qui voyaient en M. Thiers un obstacle réel au rétablissement de la monarchie, lui avaient envoyé une députation où figuraient Vitet,

Batbie, Saint-Marc Girardin et autres doctrinaires que John Lemoinne appelait ironiquement « les bonnets à poils ». Ces vieux grenadiers furent mal reçus par M. Thiers qui s'apeura de leurs aigres représentations et de leurs déplaisants conseils. Il leur répondit que l'Assemblée s'obstinait à se suicider en ne comprenant pas que le pays voulait l'établissement définitif de la République conservatrice. Le duc de Broglie avait dit, dans un rapport fait le 21 février au nom de la Commission des Trente : « Il est pénible de voir l'Assemblée réduite à choisir entre deux partis, dont l'un consisterait à laisser descendre du pouvoir celui qu'elle y a placé et veut y maintenir, et l'autre à écarter des convictions très arrêtées devant les vues personnelles du chef de l'Etat. » Or, en sortant du palais de la Présidence (que M. Thiers avait appelé un jour : « le Palais de la Pénitence »), le duc de Broglie dit à ses collègues : « Cette fois-ci, il faudra que l'Assemblée fasse son choix entre le maintien ou l'abdication du pouvoir de ce Président ». De ce jour-là, la crise présidentielle était ouverte et tout le monde s'en doutait.

Le 29 mai, le duc de Broglie avec 320 représentants, parmi lesquels on relève les noms de Ancel, Batbie, Beulé, Bocher, Brame, Changarnier, Daru, Dupanloup, Grivart, Keller, de Larcy, général Loysel, Plichon, Pouyer-Quertier, Riant, amiral Saisset, marquis de Talhouët, comte de Tréveneuc et Cornélis de Witt, déposa une interpellation concernant le remaniement du ministère et la nécessité de faire prévaloir une politique résolument conservatrice. Le vendredi 23 mai, le débat s'engagea. Le duc de Broglie manifesta la crainte des conservateurs de voir le parti radical entrer par les élections au pouvoir. Il constata que Barodet était venu à Paris pour opérer une sorte de pacification entre l'Assemblée et la Commune, et il dit que son élection, comme celles de Ranc et Lockroy, étaient la revanche légale du parti communiste. Le désordre moral était évident, car ce que le gouvernement ne pouvait empêcher de faire, c'était comme s'il le faisait lui-même, et il risquait chaque jour un pas nouveau dans la voie de la faiblesse et des compromis. Il importait donc de défendre l'ordre moral en même temps que l'ordre matériel, car les gouvernements qui livraient à l'ennemi les lois et les sociétés qu'ils avaient à défendre, devaient s'attendre au jugement impitoyable de la postérité. M. Dufaure, Président du Conseil, répondit que le Ministère était bien déterminé à repousser les doctrines radicales avec lesquelles il n'y avait ni ordre ni sécurité; que les élections partielles avaient été, en effet, une leçon sévère, mais que pour lutter contre le péril de doctrines anarchiques, il fallait installer un gouvernement définitif. Aussi, avait-il déposé les projets constitutionnels et invitait-il la majorité à les voter sans retard. J'assistais à cette séance, comme à toutes les autres, et je dois dire que si la logique fut du côté de M. Dufaure, l'éloquence n'y parut pas autant. Quoique fort applaudi par le centre-gauche et la gauche, il n'avait pas déterminé un de ces mouvements qui font pressentir le succès. Tout le monde attendait le discours de M. Thiers. Mais, pour parler, il fallait, suivant la loi bizarre du 13 mars, qu'il lui fut autorisé de prendre la parole. Il remit alors à M. Waddington, qui avait remplacé Jules Simon à l'Instruction publique, un pli cacheté, que le ministre alla docilement porter au président, M. Buffet. Celui-ci l'ouvrit et lut à l'Assemblée les intentions de M. Thiers d'user d'un droit que lui conférait la loi et que la raison seule aurait suffi à lui assurer, si la loi n'existait pas.

On remit la séance au lendemain samedi à neuf heures et quart. M. Thiers, sanglé dans une épaisse redingote noire, comme on le voit dans le célèbre portrait de Bonnat, monta délibérément à la tribune et y parla pendant deux heures devant sept cents représentants et une foule considérable qui avait assailli les tribunes. Mme Thiers et Mlle Dosne étaient dans la loge présidentielle. Les habituées élégantes, telles que Mmes de Rainneville, de la Rochefoucauld, d'Harcourt, de Castellane, n'avaient eu garde de manquer cette séance mémorable. On se montrait dans la loge diplomatique le prince Orlov, Washburne, d'Arnim, Kern et Le Nonce.

M. Thiers entra immédiatement dans le vif de la question ; du moment qu'on demandait des explications sur la politique gouvernementale il était le seul qui pût répondre à tout et il était le seul aussi qui se considérât comme responsable. Il entendait parler avec la fierté d'une conscience honnête et avec la franchise d'un citoyen dévoué. Son discours fut l'exposé de tout ce qu'il avait fait depuis le jour où il avait accepté le pouvoir. Je dois avouer qu'il répéta ce jour-là ce qu'il avait dit déjà à l'Assemblée plus d'une fois, mais il y mit un accent incisif et saisissant. Nul ne pouvait croire que c'était un vieillard de 76 ans qui se défendait aussi vaillamment. Il fit observer qu'il eût été plus sage d'attendre, avant d'engager ce débat, cinq semaines encore, car il était certain qu'à ce moment là l'étranger aurait quitté notre sol. Il soutint que son attitude avait toujours été loyale et qu'il avait respecté toutes les opinions, mais il ne pouvait les satisfaire toutes, car il y avait trois partis monarchiques et deux partis

républicains.« Chacun cependant me disait: « Voyez comme moi ! Gouvernez dans mon sens ! » Qu'aurait-il fallu faire ? Réorganiser le pays, libérer le territoire, vaincre l'émeute, puis préparer une Constitution. » La France avait payé ses dettes, retrouvé son indépendance, acquis un prestige nouveau, refait son armée, son industrie, son commerce, ses finances. Il fallait maintenant un gouvernement. M. Thiers osa dire alors que la monarchie lui paraissait impossible à cette heure, car il n'y avait qu'un trône et on ne pouvait l'occuper à trois. La République s'imposait, mais celle-là seule que la France voulait, la République conservatrice. Il ne convenait pas d'exagérer la portée des dernières élections partielles. Le jour où le pays aurait une bonne Constitution, il nommerait aux élections générales une majorité pour la soutenir. On savait bien que lui, Thiers, n'était pas pour le parti du désordre, car il avait toujours cherché à s'appuyer sur les gens honnêtes et sur les vrais patriotes. Son adversaire, le duc de Broglie, qui prêchait tant le respect de l'ordre moral, était soutenu par un parti que l'ancien duc de Broglie n'eût certainement pas accepté ; il était et resterait le protégé de l'Empire. Le discours finit sur ce trait amer, le seul d'ailleurs, mais qui blessa et irrita la majorité au lieu de la convaincre.

La séance, levée à 11 heures 40 du matin, fut reprise à 2 heures. Après un discours de Casimir Périer qui, malgré de pressantes assurances conservatrices, fut peu goûté, car ce représentant solennel et froid n'était pas très sympathique; un député de la Vienne, avocat très distingué, M. Ernoul, fit adopter un ordre du jour par lequel l'Assemblée regrettait que les récentes modifications ministérielles n'eussent pas donné aux intérêts conservateurs la satisfaction qu'ils étaient en droit d'attendre, et au milieu d'un tumulte que j'entends encore, le président Buffet constata que cet ordre du jour était voté par 360 voix contre 344. Le groupe de M. Target avait fait la majorité avec seize voix. On ajourna la séance à huit heures pour savoir ce que déciderait M. Thiers. Celui-ci envoya naturellement sa démission et l'Assemblée, après avoir repoussé le rejet de cette démission, élut par 390 voix contre une le maréchal de Mac-Mahon, Président de la République. Je passe sur les incidents qui sont connus de tous, comme l'éloge que M. Buffet voulait faire de M. Thiers et que la gauche furieuse empêcha. On entendit ensuite l'acceptation du Maréchal qui promit d'accomplir son nouveau mandat avec une loyauté et un dévouement absolus, et l'on se sépara vers minuit, après dix heures d'une agitation telle que je n'en ai jamais vue de pareille.

Je sais de source certaine que M. Cochery, allant porter à la Présidence le résultat du vote final, cria dans l'escalier, au haut duquel se trouvait M. Thiers : « Seize voix ! — C'est peu, lui répondit le Président qui se méprit sur le sens du vote, mais la majorité pourra grossir demain. — Mais non, c'est contre vous !— Vous auriez pu commencer par dire cela ! » s'écria M. Thiers très vexé, puis se ressaisissant, il plaisanta son successeur qu'il croyait peu à la hauteur de sa tâche nouvelle. Je sais aussi que Target et ses amis, Cottin, Prétavoine, Balsan, Mathieu-Bodet, Caillaux, Tallon, Delacour, Deseilligny, Dufournel, Daguilhon et quelques autres passèrent un mauvais quart d'heure. « Il y a là dedans, disait M. Thiers, un imbécile, Léon Vingtain, qui était venu m'apporter un énorme projet de Constitution. Comme je m'extasiais par politesse sur ce beau travail, il me dit : « Mme Vingtain et moi, nous avons passé la nuit à le recopier. — Vous auriez pu, mon cher député,l'employer avec Mme Vingtain à des occupations plus agréables... Il ne m'avait pas pardonné cette plaisanterie gauloise, et il s'en est vengé aujourd'hui. » Puis, revenant sur le vote de l'ordre du jour Ernoul par le groupe Target, il s'écriait : « Et dire que votant contre moi, ils ont osé déclarer qu'ils étaient résolus à accepter la solution républicaine telle qu'elle résultait des projets constitutionnels présentés par mon ministère ! »

Trois jours après, l'un des opposants, le comte de Tréveneuc crut devoir lui expliquer son vote en affirmant qu'il n'avait en aucune façon le sens d'un vote hostile, et M. Thiers lui répondit :

« Versailles, 28 mai 1873.

« Mon cher monsieur de Tréveneuc,

« En considération de notre ancienne amitié, je réponds à votre lettre d'hier et aux raisons que vous me donnez de votre vote. Et d'abord, votre vote vous appartenait, et je n'ai à cet égard rien à dire, et je n'aurais rien dit, si vous n'aviez pris l'initiative pour m'en parler vous-même. L'intérêt conservateur était dans mes mains plus en sûreté que dans les mains où il pourra être, quelles qu'elles soient, car je suis plus conservateur que vous tous.

« J'ai voulu me tenir en dehors des partis, et c'est pour cela que vous, monarchiste passionné, vous m'avez pris en haine. Un petit complot que je connaissais, tramé par des ambitieux dont le mérite ne justifie pas toute l'ambition, et par des candidats alarmés pour leur réélection, a soulevé une partie de la Chambre et a entraîné son vote.

On a cru sauver les élections futures et je crains bien qu'on ne les ait gâtées. Il aurait fallu apaiser, et on aura irrité.

« C'est ainsi qu'on fait depuis cinquante ans et qu'aucun gouvernement ne peut s'établir. Je ne pouvais me faire l'instrument d'une telle politique. Je me retire fort heureux au fond de retourner à mes études chéries et très fier des services rendus à mon pays. En se séparant de moi, on aurait pu le faire plus dignement. Mais je n'ai, croyez-le bien, aucune humeur contre ceux qui ont voté comme vous l'avez fait. Vous êtes indépendant et énergique, et votre exemple prouve combien il est difficile de résister à son parti, puisque vous aviez pour moi une amitié que je n'ai jamais ni méconnue ni négligée. Mais croyez-le, vous avez bien plus servi les radicaux que les conservateurs.

Adieu, mon cher monsieur de Trévenneuc, et au revoir.

A. Thiers. »

Il écrivait le même jour à M. Doniol qui, préfet de Nancy, avait contribué avec M. de Saint-Vallier à hâter la libération du territoire et voulait démissionner pour ne pas servir le nouveau gouvernement : « Vous êtes certainement un des préfets les plus habiles et les plus sages de France, et vous auriez tort de priver le pays de vos services, surtout dans un département occupé par l'ennemi. Je viens d'écrire à M. de Saint-Vallier et de lui donner le même conseil. Restez l'un et l'autre auprès de M. de Manteuffel et ne le quittez qu'après l'évacuation. Quant aux motifs de ma retraite, je n'ai pas besoin de vous les dire : vous les connaissez aussi bien que moi. On mène l'émeute à coups de canon, mais on ne peut pas mener ainsi le suffrage universel ».

Quant à l'attitude politique que l'ancien Président comptait prendre, une lettre fort intéressante de lui au Maire de Nancy, M. Bernard, nous l'apprendra. Elle est datée d'Ouchy, le 29 septembre, car M. Thiers était allé se reposer en Suisse :

« Monsieur le Maire,

« Vous m'avez vivement prié, au nom de vos excellentes populations de l'Est, d'aller les visiter et me réjouir avec elles de la libération du territoire. Je l'aurais bien voulu, mais je ne le crois pas convenable en ce moment, et en rentrant à Paris, sans vous rendre la visite, que vous désiriez recevoir, je dois vous en donner les motifs.

« Vous savez mieux que personne combien a été imprévue, et involontaire de ma part, la réception qu'on m'a faite à Belfort. Et cependant, que n'a-t-on pas dit ? Vous étiez des radicaux ; j'étais un agitateur... Conviendrait-il aujourd'hui de fournir à ces calomnies un nouveau prétexte, et en allant, volontairement cette fois, au devant des témoignages que vous voudriez bien m'accorder ?

« Sans doute, il est des calomnies qu'il faut savoir mépriser ; sans doute aussi, au sein d'un pays qui serait fait aux mœurs de la liberté, l'agitation serait permise dans un moment où, sans consulter la France, sans même l'entendre, on prétend décider de ses destinées. »

Je crois que cette réflexion visait la conduite et les propos du fougueux député du Gard, Numa Baragnon, qui avait dit en martelant les mots avec son terrible accent méridional : « Et maintenant, nous allons faire marcher la France ! » M. Thiers faisait en même temps allusion aux tentatives avérées de la fusion qui voulait, en réconciliant la monarchie légitime et la monarchie constitutionnelle, imposer un monarque à la France.

« Et à cette occasion, continuait M. Thiers, admirez la bonne foi des partis ? On nous accusait, il y a quelques mois, de violer le pacte de Bordeaux, parce que nous présentions quelques lois indispensables qui n'engageaient en rien l'avenir, et que, sans prétendre les imposer, nous nous bornions à soumettre au pouvoir législatif existant. Et aujourd'hui, sans mandat, sans pouvoirs, sans la présence de l'Assemblée, on traite à quelques-uns de l'avenir entier de la France ! Avenir qu'on voudra ensuite nous faire consacrer presque sans discussion, et surtout sans recours au pays, principal intéressé, seul souverain légitime !

« Ce qu'en Angleterre en Belgique on appelle « l'agitation » serait donc bien permis dans les circonstances présentes ; mais l'agitation, il n'en faut pas dans l'intérêt même de la cause et de toutes les causes que nous voulons sauvegarder. Bientôt, en effet, nous aurons à défendre non seulement la République qui, pour moi, reste le seul gouvernement capable de rallier, au nom de l'intérêt commun, les partis si profondément divisés; qui seule peut parler à la démocratie avec une autorité suffisante et qui, cette fois, loin de troubler la France, ne lui est apparue que pour rétablir l'ordre, l'armée, les finances et le crédit, racheter le territoire, fermer en un mot, *sauf une seule*, toutes les plaies de la guerre ; nous aurons, dis-je, à défendre non seulement la République, mais tous les droits de la France, ses libertés civiles, politiques et religieuses, son état social, ses principes qui, proclamés en 1789, sont devenus ceux du monde entier, son drapeau enfin sous lequel l'univers la connaît, sous lequel ses soldats vainqueurs

ou vaincus se sont couverts de gloire, et qui cependant, tout cher qu'il est à nos cœurs, ne nous suffirait pas, si toutes les choses dont il est l'emblème nous étaient ravies ; car, ces choses sacrées, ce n'est pas seulement l'image qu'il nous faut, mais la réalité même, et ce drapeau tricolore, resté seul pour couvrir la contre-révolution, serait le plus odieux, le plus révoltant des mensonges!

« C'est tout cela je le répète, qu'il nous faudra bientôt défendre, non par des moyens trop faciles à dénaturer, mais par la froide et solide raison. Les ménagements que nous n'aurions pas pour ceux qui nous calomnient, il faut les avoir pour la situation si grave du pays, laquelle nous commande à tous une conduite aussi ferme que mesurée. J'irai donc vous visiter, non pas aujourd'hui, mais plus tard, lorsque la crise que nous traversons franchie, nous pourrons nous réjouir, en sécurité et en repos, de la libération du territoire.

« En attendant, recevez mes vifs remerciements pour les instances si cordiales que vous m'avez adressées et veuillez les faire agréer à nos chers concitoyens. A. Thiers. »

(*A suivre.*) H. Welschinger.

LES RESPONSABILITÉS CIVILES DE L'INVASION

> **Le meilleur gouvernement est celui ou chaque citoyen peut être vertueux et vivre heureux.**
> ARISTOTE.

L'an 1916, a produit plus de vices, de crimes et d'horreurs qu'aucun millésime : le Mal triomphe, règne et commande. Les fumiers et les charniers s'élèvent aux quatre coins du monde : jamais notre espèce n'a été aussi infâme. Son ignominie la ravale bien au-dessous des bêtes. On ne peut plus croire à la Providence, malgré le prêtre; ni au Progrès, malgré le savant. Le pur instinct apparaît une harmonie divine en face de l'innommable perversité de l'homme. Le jour prédit par Musset est arrivé : le crucifix tombe en poussière et personne ne prononcera plus le mot de civilisation sans un sarcasme.

« C'est l'Allemagne, c'est le Kaiser, c'est le Kronprinz ». Allons donc ! Wotan n'a pas succédé à Jésus et Kant à Aristote, sans la complicité des autres peuples et le consentement de leurs élites.

Des hommes se rencontrent qui incarnent les passions d'un temps ou d'une race ; mais l'être d'action, comme l'architecte, n'est que le Coryphée d'un peuple.

En vain voudrait-on se réfugier derrière des affirmations de manuels ou de sacristie, et rejeter sur quelques individus une responsabilité qui n'excepte personne, pas même le typographe de cette page, pas même le timbreur de la poste.

Le radotage historique voit le Diable ou Dieu ou le génie d'un personnage, dans les grands événements. Nous avons trop de documents, pour croire que ni le ciel ni l'enfer n'interviennent : l'homme est l'auteur du bien comme du mal, il crée sans cesse à son image; et les hommes suréminents mettent en œuvre l'aspiration de la foule.

L'anthropomorphisme des événements rentre dans la conception esthétique : la pédagogie en tire profit : la véritable critique résiste aux prestiges bossuétiques. Le magnifique discours de l'incomparable évêque se déroule autour d'une absurdité : un peuple élu de Dieu.

Le simplisme des primaires, si dangereux dès qu'ils ont une part aux grandes décisions, enseignera que la France a été envahie en 1870 et en 1914 : pour certains, la tragédie consiste dans la catastrophe. Ils se figurent aussi bien que, les Boches rejetés sur l'autre rive du Rhin, nous serions dégermanisés !

Certes, le devoir du sang, les Français l'accomplissent avec sublimité : mais le devoir du Verbe ?

Les inconsciences et les ignorances se payent comme des crimes. Dans l'ordre divin, « nul n'est censé ignorer la loi » ; socialement, les fripons la connaissent seuls, leur intérêt les y force. Heureusement, il y a des lois morales, celles-là mêmes qui agirent à la Marne, du 6 au 11 septembre, et qui agiront sur la Meuse et le Rhin, à une date indéterminée. Quelle inconscience et quelle ignorance payons-nous en ce moment ? La méconnaissance de notre génie ? La coqsigrue du pacifisme ? Le culte imbécile de l'étranger ?

La recherche des responsabilités est interdite, lorsqu'elle trouverait un nom ou un parti : en l'espèce, elle retombe sur tout le monde, sur tous les peuples du concert européen et sur les civilisés, ceux de l'autel comme ceux du zinc.

Le Duc d'Orléans, Benoît XV, le Kaiser ne sont pas des champignons, mais des hommes représentatifs d'une collectivité, des manifestations logiques.

Taine, en élaborant sa théorie des milieux, passa à côté d'une vérité : le milieu génère les événements et les hommes éventuels. Il se trompa, en appliquant au songe de l'art, la règle de la vie publique.

L'artiste, en général, œuvre à contre temps, précurseur ou réactionnaire : et c'est la seule raison de la méconnaissance qu'il rencontre. L'homme d'action, fils de l'événement ne fait que lui donner un visage et son génie.

Comme l'architecture synthétise une communion et n'exprime pas l'individu, quel qu'il soit, la politique ne manie que les passions ; et l'homme illustre, qui semble mener un peuple, en réalité incarne le vœu sublime ou pervers de la foule, de la race, de la secte.

La citation d'exemples serait superflue. L'obscurité se fait, dès qu'on aperçoit la diversité des passions : et il n'y a pas autre chose à dire que ceci : à chaque millesime, un parti l'emporte par sa virtualité.

Il n'y a pas d'illusion plus dangereuse que celle du nombre : elle empêche d'envisager les forces. Les minorités l'ont toujours emporté et l'emporteront toujours, quand elles développent assez de fanatisme, d'audace, d'application ou d'intelligence. Constatation historique : par essence, le bien est passif, appuyé sur le passé et confiant dans l'avenir ; le mal est actif et entièrement dédié au présent.

Le Bien capitule à chaque minute et on s'étonne qu'au bout d'un certain temps, il ait perdu la partie.

Eclectisme, scepticisme, dilettantisme, cosmopolitisme, ces ismes riment à l'avènement du Mal ; et le Mal engendre le malheur aussi matériellement que la maladie mène à la mort. Le Mal se forme lentement et sa gestation nous échappe; il circule ainsi à doses infinitésimales qui s'agglutinent soudain et foudroient.

Un fait opprime l'univers : l'invasion Boche. Par ses circonstances et ses conséquences, il dépasse les cataclysmes connus. Le triomphe du monstre serait la fin de l'homme. Isolons l'idée, la notion pure, comme dirait le Kant, l'indignation garde-t-elle son unanimité ?

Si les Boches poussaient l'habileté jusqu'à réduire le crime à l'utile, et opéraient, selon la convention de la Haye, soulèveraient-ils autant d'indignation ? S'ils avaient réussi, n'auraient-ils pas été admirés ? Il y a donc quelque chose de pourri dans la conscience occidentale, et quelque félure dans le cerveau européen.

Si le mal ne devient redoutable qu'à l'état passionné, il naît d'une erreur, d'un raisonnement faux. L'homme commence ses crimes par un attentat contre la vérité. De tout temps, le pouvoir spirituel a vu ce danger ; et chaque fois qu'il a pu, il a appelé à son aide le bras séculier, qui a suffi contre les Albigeois mais qui resta impuissant contre la Réforme et ce qui a suivi, grâce à l'avènement d'une force internationale assez difficile à caractériser malgré la clarté apparente de son nom : l'Opinion. C'est un véritable suffrage universel qui se forme et se déforme et représente la moyenne des consciences. *Nihil est in actu quod non prius fuit in opinione.*

L'invasion Boche n'a été conçue et tentée que grâce à un fléchissement de l'opinion : et plus précisément par la dissociation de l'idée morale, d'avec les autres idées.

Le dualisme du jugement ouvre la voie de perdition. Il n'avait pas lu *Kant*, le juge d'instruction qui disait : « J'instrumente contre les apaches, mais je les estime plus que les bourgeois » ; ils n'avaient pas lu Nietzsche, ceux qui s'efforçaient vers 1880, à une esthétique du mal et parlaient de « beaux crimes ».

La première fois que je suis entré dans une classe, deux écriteaux la divisaient : *Romani ; Pœni.* Le R. Père me demanda quel camp je choisissais ; j'optai pour Carthage parce que je voyais les Romains à travers les charniers de l'Amphithéâtre. Je ne comprends pas plus aujourd'hui qu'alors que des jésuites ou même de simples pédagogues n'élèvent pas les enfants dans la détestation de Rome.

« Quoi, Impéria n'était point belle, parce qu'elle était courtisane ! » dira-t-on. Ayant regardé avec soin les avatars de cette personne, je les ai vus entourés d'un halo professionnel d'une vulgarité telle qu'elle abolissait le désir. L'Art, forme sacrée de la volupté, l'enseigne par tous les chefs-d'œuvre : il n'y a pas de beauté immorale, perverse ou vulgaire, pour la même raison qu'il n'y a pas de musique sans harmonie. Par analogie, la conception inconciliable avec le bien, constitue une erreur, génératrice de maladies mentales. Le procès de l'opinion, tient dans l'inversion de la phrase Aristotélique mise en épigraphe: cette inversion pourrait se placer en tête de la *Comédie Humaine.*

Balzac ne croyait pas qu'on pût être heureux en vivant vertueux : le plus grand des psychologues serait-il plus optimiste, de nos jours ? Quand Victor Hugo bullifiait « au xxe siècle, la guerre sera morte », il égarait l'esprit public, de concert avec les Rémusat, les Michelet, les Victor Cousin, les Renan.

Les penseurs ne sont que des virtuoses, s'ils n'accomplissent un office de veilleurs et de grands gardes. Dans le thérapeute, il y a la prévision de Cassandre.

La responsabilité religieuse dépasse les autres. A défaut du dictionnaire, l'horreur du blasphème

aurait du effacer le Dieu des armées ; et il y a encore des clercs qui diront que Jésus a endurci le cœur du Kaiser, que la France expie, que la guerre est divine et autres infamies qui attribuent au ciel les crimes de la terre. « Pourquoi Dieu a-t-il permis cette guerre ? » On prêche là-dessus, devant une assistance niaise à souhait. Car la Providence telle qu'on la définit, ce n'est pas cette loi d'où la création sortit, mais un bon plaisir sultanesque à la Jehovah, girouettant au souffle des prières. Ces doctrines, dans la pratique, ont engendré une passivité qu'on appellerait bien le fatalisme occidental . Machiavél, ce mangeur du plus grand morceau social, ce lucide qui a fait peur aux hypocrites du pouvoir, dénonce la lacune de l'enseignement religieux dans l'ordre civique.

Prier sera toujours la meilleure préparation à l'acte ; mais les trompettes remplaçant les balistes, et Josué arrêtant le soleil, ce sont des contes peu attribuables à la troisième personne divine.

Nous avons vu un bien autre miracle que ceux inventés par les juifs : l'âme de la France sauvant le monde. Car c'est l'âme même qui a surmonté les calculs de l'intelligence : la Marne est une victoire de la vertu *virtuelle*, celle qui périt, celle qui pourfend, celle qui boute dehors, la victoire de l'épée ! Ceux qui enseignent qu'il y a des victoires sans épée mentent et même dans la terrible et néfaste Thorah, pendant que Moïse priait, Aaron combattait.

La synthèse des vertus ne se trouve pas dans la stricte observance, mais dans la Force : c'est même le vrai nom de la Charité, car seule elle assure le sort de ses sœurs théologales ou cardinales.

La responsabilité philosophique paraît moins évidente, parce qu'aucun homme n'a d'autorité ni de vrai prestige en cette matière, en dehors d'un cercle restreint. Cependant, l'enseignement critique étend fort loin ses conséquences. L'éclectisme suffit à perdre de jeunes esprits qui ont besoin de certitudes et qu'on énerve par des propositions douteuses et obscures.

On ne voit de la philosophie que dans la classe de ce titre, et à tort ; l'instituteur qui jette dans le poêle un catéchisme fait son petit Luther à Brives-la-Gaillarde : et sans gestes aussi décisifs, l'enseignement de l'histoire implique une série ininterrompue de jugements. Si le jésuite de 1869 se trouvait à l'état d'inconscience, à propos de Rome, qu'espérer du professeur opprimé par la politique ? Quand un Michelet attribue la rage des croisés de Simon de Montfort aux arrêts immoraux des Cours d'Amour, quelle stupidité faut-il admirer, celle de l'historien ou celle du lecteur ?

La civilisation latine a enguirlandé la tête de Bottom, mais d'un Bottom dévorant, féroce. Pauvre Titania occidentale, quel sortilège a pu lui faire accepter des vociférations d'ivrogne spirituel telles que celles-ci : « Tout ce que l'humanité a évalué jusqu'ici, Dieu, l'âme, la vertu, l'immortalité sont des mensonges » ou le défi de Stirner : « Le bien et le mal ne sont que des fantômes. »

On n'a pas protesté contre l'idée, et l'idée est devenue fait. Les Boches ont montré qu'ils tenaient pour des impostures Dieu, l'âme, la vertu, la vérité ; et le bien n'est même plus un fantôme dans les brumes de la pensée germanique. Les monstrueuses pensées se sont incarnées et nous sommes en proie aux monstres.

Notre part de culpabilité, à nous écrivains, est accablante. Il ne s'agit par ici d'un détail de la *vieille maîtresse* signalé par un bas-bleu à l'archevêque de Paris, ni du ventre de la Vénus d'Arles; il s'agit des maximes, des jugements, des affirmations ; nous avons débité des poisons, par ignorance, habitués au maniement des toxiques spirituels, Mithridates infatués de leur résistance aux pires drogues.

Chacun se forme de ce qu'il entend, de ce qu'il lit et de ce qu'il voit. Enseignement, lecture, exemple, voilà les trois modificateurs. La première leçon dépravante sort de l'histoire, la seconde de l'éclectisme qui domine les publications depuis cinquante ans, la troisième de la papauté de Vautrin. Le terrible sermon sur l'abîme, qu'écoute Rastignac dans le jardin de la pension Vauquer, le discours des turpitudes se retrouve dans les verbes : *arriver, parvenir, réussir*. Du jour où le succès a été accepté comme sanction, l'Occident a été démoralisé, *alias* germanisé.

La Bocherie a déclaré par ses voix les plus autorisées que nécessité n'avait pas de loi : et, comme c'était une parole solennelle, on s'est indigné : mais, il y avait beau temps que l'opinion avait accepté cette maxime pour l'individu. Le chiffon de papier du chancelier a scandalisé l'univers. Cependant l'élite avait accepté la négation du bien et du mal et le peuple trouvait dans l'*unique et sa propriété :* « il faut détruire tout ce qui s'oppose à ma liberté. Il y a une volupté de la destruction ». La bourgeoisie française se délecta de Schopenhauer, sans voir le danger de son aphorisme : « Il faut peser une raison, sans souci des conséquences, sans s'informer si la vérité qu'on considère s'accorde ou non avec nos autres convictions. »

Dans les responsabilités civiles de l'invasion, les oints marchent en tête puisqu'ils enseignent comme inspirée de Dieu, la Thorah juive; ensuite viennent les professeurs, qui n'ont pas vu ou pas voulu

voir que la philosophie allemande était une avatar du protestantisme. M. Pierre Lasserre l'a dévoilé, et du reste, le pasteur Vienot ne disait-il pas, ces temps-ci : « Sous prétexte que Kant est un Allemand, nous ne laisserons pas mettre sous le boisseau les lumières de la raison. »

Parmi nous, qui écrivons, qui se flatte de n'avoir pas trahi la sainte identité du Bien et du Beau, et incidemment proposé un idéal contradictoire à l'essentielle charité ?

Oh ! il ne s'agit pas de ramener les gens à une orthodoxie et de faire aller les Huguenots à la messe ! Il faut changer notre conception de la vie, elle est fausse et vile, et modifier nos mœurs internationales. L'expérience parle et non la révélation.

La France et le monde ont été sauvés par la vertu. Oui, la vertu du catéchisme, l'abnégation, l'esprit de sacrifice : ce que les Boches appellent les valeurs morales ont été nos sauvegardes dans le plus grand péril, de toutes les annales.

Les morts, les blessés, les combattants, voilà désormais nos gouvernants : il n'y a plus d'autre élite que celle-là. Personne, en France, n'a le droit de parler que le poilu ; et l'écrivain, pour tant qu'il s'estime, ne saurait être que le secrétaire de ses volontés, seules légitimes. Je ne les trahis pas, je pense, en disant que l'invasion abolit tous les partis, et de droite et de gauche, et que la papauté de Vautrin ne serait plus supportable. Après l'héroïque effort, la Vertu qui a donné la Victoire, a mérité d'être heureuse ; ou bien nos sauveurs seraient des dupes lamentables.

Le devoir de l'arrière commence dès maintenant. Aux tranchées civiles ! Ainsi nous battrons notre coulpe tous, en véritables pénitents; et ce sera une façon de démasquer les traîtres et de bouter hors de France, la horde en 1914 qui disait « va » à la Sorbonne, à l'Académie Nationale, au Salon d'Automne, à l'Odéon !

PÉLADAN.

SYSTÈME TRANSACTIONNEL DE REPRÉSENTATION DES MINORITÉS (1)

Le système transactionnel aboutit ainsi à ce triple résultat :

1° *Les candidats élus sont ceux qui ont obtenu plus de voix que leurs concurrents.*

2° *Le parti qui a au moins la moitié plus un des votants, a au moins la moitié plus un des sièges : sa part sera d'autant plus grande que sa majorité sera plus forte.*

3° *Toute minorité qui a un nombre de voix égal au quotient électoral* (produit de la division du nombre des votants par le nombre des députés à élire) *a un siège, et autant de sièges qu'elle aura de fois ce quotient). Elle peut même, dans certains cas, avoir un siège avec un nombre de voix inférieur au quotient.*

Il est soumis aux règles essentielles suivantes :

I. — LES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS SONT ÉLUS AU SCRUTIN DE LISTE, A LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES, AVEC REPRÉSENTATION DES MINORITÉS.

II. — AUCUN COLLÈGE ÉLECTORAL N'ÉLIT MOINS DE TROIS DÉPUTÉS.

III. — TOUT ÉLECTEUR DISPOSE D'UN NOMBRE DE SUFFRAGES ÉGAL A LA MOITIÉ PLUS UN DU NOMBRE DES DÉPUTÉS A ÉLIRE (2 POUR 3, 3 POUR 4 ET 5, ETC.).

IV. — L'ÉLECTEUR DONNE SES SUFFRAGES COMME IL LUI PLAIT : IL PEUT ACCUMULER LA TOTALITÉ OU PLUSIEURS DE SES SUFFRAGES SUR UN OU PLUSIEURS NOMS.

V. — SONT ÉLUS, EN PREMIÈRE LIGNE, LES CANDIDATS QUI ONT LA MAJORITÉ ABSOLUE DES VOTANTS.

EN DEUXIÈME LIGNE, CEUX QUI ONT LE PLUS GRAND NOMBRE DE SUFFRAGES, AVEC UN NOMBRE MINIMUM DE VOTANTS (*à déterminer*).

EN TROISIÈME LIGNE, CEUX QUI ONT LE PLUS GRAND NOMBRE DE SUFFRAGES, QUEL QUE SOIT LE NOMBRE DES VOTANTS.

VI. — EN CAS D'ÉGALITÉ DE SUFFRAGES, EST ÉLU CELUI QUI A LE PLUS GRAND NOMBRE DE VOTANTS.

*
* *

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

Les règles essentielles qui viennent d'être formulées ne constituent que l'ossature du système, et il serait nécessaire, si on voulait les mettre en pratique, de les assortir de plusieurs dispositions complémentaires, de celles notamment relatives à la base du calcul (habitants ou inscrits) à adopter pour la fixation du nombre des députés ; au groupement et au fractionnement des départements, d'après le maximum et le minimum des sièges imposé au collège ; à l'enregistrement des déclarations de candidature ; à l'organisation des bureaux de vote et de la Commission générale de recensement ; à la durée du mandat, etc. Toutes ces questions ont reçu dans les diverses législations électorales des solutions qui peuvent indifféremment être adaptées au système transactionnel. Il n'est donc pas utile de les discuter ici.

Il est plus intéressant de rechercher si deux autres dispositions importantes pourraient trouver

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 18, 1916.

place dans le système. Elles ont trait, l'une à l'institution du second tour de scrutin qui est adoptée par la loi actuellement en vigueur et proposée par le projet de loi voté par le Sénat ; l'autre, à l'élection des suppléants que prévoit et qu'organise le projet de la Chambre des Députés. Elles ne sont pas inconciliables avec les règles essentielles, mais elles ne pourraient y être introduites que sous des formes et dans des conditions très spéciales.

I. — *Second tour de scrutin.*

Il sera surtout demandé par ceux qu'émeuvent les critiques élevées contre les systèmes du vote cumulatif et du vote limité et qui se résument ainsi :

Le vote cumulatif laisse une trop grande place au hasard. Chacun va à tâtons, sans bien savoir ce qu'on fait de l'autre côté. Il doit être manié par des partis disciplinés et capables de mesurer avec certitude les chances de succès des divers candidats. Une majorité malhabile peut être battue par une minorité adroite. Ce danger sera surtout à redouter dans de larges circonscriptions. Enfin, en donnant aux candidats d'un même parti le moyen d'augmenter leurs suffrages personnels, il conduit fatalement à des rivalités de même liste. L'esprit de clocher pourra trouver dans le vote cumulatif une arme redoutable contre l'intérêt national ou seulement public.

Le vote limité aboutit, aux mêmes inconvénients, spécialement sous le rapport des rivalités locales et intestines.

On ne peut méconnaître la justesse, au moins relative, de ces griefs. Si ceux qui ont trait aux luttes intestines entre candidats du même parti et à l'influence de l'esprit de clocher peuvent aussi bien être relevés à l'encontre du scrutin de liste majoritaire, il est certain qu'avec le vote cumulatif, la bataille s'engage dans une demie obscurité. Les partis imprudents qui exagèrent l'importance de leurs forces, ceux qui pour arrêter le nombre de leurs candidats ne font pas les calculs approximatifs dont l'utilité a été signalée, ces partis vont à tâtons et le résultat peut être en effet la défaite d'une majorité malhabile par une minorité adroite. Il y aurait intérêt pour tous à ce que les erreurs commises de bonne foi ne fussent pas irrémédiables, et qu'on pût, mieux informé, recommencer la lutte dans des conditions moins équivoques. Un second tour de scrutin serait donc utile. Les forces respectives des partis ayant été constatées par la première épreuve, chacun saurait à peu près sûrement sur quoi et sur qui il peut compter, et aurait ainsi des indications précises pour faire le choix et fixer le nombre de ses candidats.

Mais il faudrait que le second tour trouvât les choses entières et portât sur la totalité des sièges à pourvoir. Si le premier avait abouti à des résultats partiels, par exemple, à la proclamation des candidats ayant la majorité absolue, les électeurs qui devraient être satisfaits de ce premier succès, ne manqueraient pas, au second tour, de voter, aussi nombreux, pour d'autres candidats de leur parti et les feraient élire puisqu'ils sont la majorité. Il n'y aurait plus de représentation des minorités, ou tout au moins cette représentation ne serait plus assurée dans des proportions équitables.

On n'évitera cet écueil qu'en décidant que le premier tour n'aura pas de résultats définitifs, même partiels. Ils constituera simplement une épreuve éliminatoire, ayant pour but la confection d'une liste de candidats seuls éligibles et pouvant seuls recueillir utilement des suffrages au second tour.

Cette détermination peut se faire de deux manières.

1° On applique au premier tour de scrutin le mode de votation proposé pour le tour unique, c'est-à-dire la combinaison du vote limité et du vote cumulatif qui régira aussi le second tour, et on ne porte sur la liste des éligibles que les citoyens qui, (avec un minimum de votants à fixer ?) auront obtenu un nombre de suffrages égal ou supérieur savoir :

Quand l'électeur a disposé de 2 voix, aux 3/5e du quotient.

Quand l'électeur a disposé de 3 voix, aux 4/5e du quotient.

Quand l'électeur a disposé de 4 voix au quotient et ainsi de suite en augmentant de 1/5e de quotient par voix en sus.

Le maximum d'éligibles serait, dans le collège à trois sièges, pour A, 15.200 votants, 6 et pour B 10.000 votants, 3. Dans le collège à 4 sièges, pour A, 20.000 votants, 8, et pour B, 14.000 votants, 6. Dans le collège à 5 sièges pour A, 21.000 votants 9, pour B, 10.999 et C, 10.000 votants, 4.

Le nombre d'éligibles serait réduit, si on prenait, au premier échelon, 3/4 au lieu de 3/5, et si on suivait la progression, en augmentant d'un quart au lieu d'un cinquième de quotient par voix en sus.

2° La détermination du minimum de voix peut être obtenue par un procédé plus simple, si on ne voit pas d'inconvénients à adopter pour la désignation des éligibles un mode de votation différent de celui qui sera employé au second tour pour l'élection des députés. On supprime le vote cumulatif et on se borne au vote limité.

Chaque électeur dispose d'un nombre de suffrages égal ou supérieur à la moitié plus un du nombre des sièges, mais il n'a pas la faculté de cumuler. Sont déclarés éligibles pour le second tour tous ceux qui auront obtenu un nombre de voix égal ou supérieur aux 3/5e (ou aux 3/4) du quotient).

Le nombre maximum des éligibles sera sensiblement le même qu'avec le premier procédé.

Quel que soit le mode de votation adopté, l'exagération des évaluations de leurs forces que pourraient faire les partis n'aurait plus les mêmes dangers. La marge entre le nombre possible des éligibles et celui des députés dont on peut espérer le succès est assez grande pour que les écarts de discipline soient à peu près inoffensifs. Mais l'obscurité dont on se plaint avec quelque raison, serait dissipée avant le second tour. Chaque parti aurait des indications précises pour faire ses calculs en temps opportun, fixer d'après les résultats le nombre de ses candidats et désigner ceux que leur classement aurait marqués comme ayant les meilleures chances pour le second tour. Même, si le premier procédé était préféré, la manœuvre du candidat faisant accumuler les suffrages d'un électeur sur son nom personnel au détriment de ses camarades de liste perdrait singulièrement de son importance, puisqu'elle serait dévoilée dès le premier tour et serait de nature à nuire à son auteur pour le classement définitif.

Le premier tour aurait d'ailleurs, avec le système transactionnel, les mêmes avantages qu'avec le système majoritaire (sauf les résultats partiels) : arrêter les luttes intestines en classant les candidats et en limitant leur nombre ; rendre plus aisés les désistements nécessaires ; dicter enfin leur devoir aux électeurs comme aux candidats en leur rendant évidente la nécessité de la discipline pour le succès du parti.

II. — *Election des Suppléants*

Les élections partielles destinées à pourvoir à la vacance des sièges à suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause, ne sont guère possibles avec les systèmes de représentation des minorités. Le projet de loi de la Chambre ne les admet que lorsque, après appel fait aux suppléants, la représentation d'une circonscription est réduite du tiers ou de cinq députés quand elle en comprend plus de quinze.

Ces suppléants sont les candidats venant, sur chaque liste, après ceux qui ont été proclamés députés.

Ce mode de nomination n'est pas compatible avec la procédure du système transactionnel, puisque celle-ci ne connaît pas les listes.

On ne pourrait pas proclamer suppléants les candidats qui auraient le plus de voix après ceux qui sont élus, parce que ce serait donner la préférence aux candidats malheureux des partis les plus nombreux et que très souvent le suppléant ainsi désigné n'aurait pas la même opinion que le Député qu'il serait appelé à remplacer.

Pour suppléer à l'absence des listes qui permettraient d'avoir un député et des suppléants du même parti, on pourrait recourir à un moyen terme avec la disposition complémentaire suivante :

En sus des voix qui lui sont attribuées, pour l'élection des députés, chaque électeur a le double de demi-voix pour l'élection de deux suppléants à chaque député auquel il donne son vote ; mais il ne peut user de ces demi-voix que dans la proportion de deux pour une voix donnée à un député.

Ces demi-voix ne peuvent être ni cumulées ni données à l'un des candidats déjà désigné comme Député par le même bulletin. Elles ne sont admises qu'au second tour de scrutin, si l'élection comporte deux tours.

Sont proclamés suppléants les candidats qui auront obtenu un nombre de votants au moins égal aux trois quarts, ou aux deux cinquièmes, du quotient électoral ?

Chaque député est tenu de choisir et de désigner deux de ces suppléants. Le même suppléant peut être choisi par plusieurs députés.

A défaut de désignation dans le délai de quinzaine à partir de la validation, les suppléants sont désignés par la voie du tirage au sort.

En cas de vacance d'un siège, à suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause, les suppléants désignés par le député à remplacer ou par le tirage au sort, sont appelés, ceux-là d'abord, dans l'ordre indiqué par le député, ceux-ci ensuite dans l'ordre du tableau déterminé par le plus grand nombre de suffrages obtenus, et à égalité de voix, par la priorité d'âge.

La notification de cet appel est faite par le Président de la Chambre.

Avec cette combinaison, tous les partis qui ont réussi à faire élire des députés sont assurés de faire élire un nombre double de suppléants et chaque député, de trouver deux suppléants appartenant à son parti. Les suppléants ont la même origine que les députés, mais en raison de l'impossibilité où l'on se trouve de faire préciser leur affectation spéciale par le corps électoral lui-même, les députés reçoivent, par le fait de leur élection, délégation pour cet objet. Le pouvoir qui leur est

conféré n'a rien d'anormal, puisque leur choix est circonscrit, qu'il ne peut s'exercer en dehors de la liste dressée par le suffrage universel et qu'en fait il portera sur les suppléants nommés par leurs propres électeurs.

H. Faisans.

SOUVENIRS DE LA VIE DRAMATIQUE

LE THÉATRE D'AVANT-GUERRE

Lorsque j'étais enfant, j'étais passionné de théâtre, mais passionné au point d'en perdre le sommeil, surtout les jours qui précédaient celui où mes petites économies ou la générosité de ma famille allaient me permettre de satisfaire mon goût favori. J'aimais le théâtre de cette ardeur commune à presque tous les cerveaux imaginatifs qui, dans les fictions des poètes, voient une manière de correctif aux laideurs de la vie quotidienne. Dans l'espèce, et pour un collégien de treize ou quatorze ans, ces laideurs, c'était la promiscuité des classes, la fréquentation des hideux niais dont il faut subir le tutoiement. A cette date déjà, j'aurais pu vérifier sur moi-même, si j'avais eu la faculté d'observation de l'âge mûr, combien profond est le mot du poète : « L'art n'aurait plus de raison d'être, si la vie nous donnait ce que nous en attendons ! »

Je ne garantis pas qu'à cet âge les considérations de l'art pur aient toujours tenu une place prépondérante : il m'advint d'admirer des œuvres que, plus tard, mon jugement devait réprouver fortement. Ce qui dominait alors, c'était à coup sûr la bonne volonté, l'esprit critique étant un fruit de l'expérience qui, elle-même, ne peut s'accorder qu'avec le nombre des années. Mais ma bonne volonté était sans limites, et j'étais disposé à voir, dans toute fiction dramatique, une œuvre d'irrésistible séduction. Quant aux personnages en chair et en os qui les symbolisaient, surtout les personnages féminins, ils exerçaient sur moi, faut-il le dire, une attraction sans équivalent. Par un mécanisme identique à celui qui meubla les rêves de tant de jeunes filles avec les attitudes héroïques d'un Mounet-Sully même sexagénaire, je ressentais pour certaines princesses de théâtre, qui dans la vie auraient pu être ma mère ou ma grand-mère, une attirance désordonnée. L'expérience devait me prouver, d'ailleurs, quelques années plus tard, que la jeunesse, loin de répugner à la disparité des âges, y trouve, bien au contraire, un motif d'attraction, suffisamment expliqué par Schopenhauer pour que je m'abstienne d'y insister. Souvent donc, quand je n'avais pu contempler mes Princesses sur les planches, à la distance respectueuse qui sépare l'anonyme spectateur du héros illustre, j'allais les attendre sous la pluie, qui me paraissait si douce, à la sortie des artistes... et d'avoir seulement frôlé de la main le grand manteau qui les enveloppait, je me sentais tout ragaillardi, prêt à affronter le prosaïsme d'une nouvelle semaine d'écolier. A quelques-unes même, j'adressais des vers passionnés, dans la manière de Musset, bien entendu, vers qui ne seront jamais publiés..., je le garantis.

« Il faut toujours rabattre de nos rêves ! » Quelle profonde vérité implique ce raccourci saisissant de notre ami Barrès, je devais le vérifier dans le domaine dramatique ! Plus tard, il me fut donné de reconnaître que, le fard une fois enlevé, les Princesses de théâtre ne diffèrent pas sensiblement des femmes que l'on coudoie dans la vie, sinon par une flétrissure plus marquée de l'épiderme, et une exagération de la vanité tout à fait anormale. Quant à leurs confrères du sexe fort, je n'ai jamais pu me faire à la vacuité de leur cervelle, à ce saisissant contraste qui veut que des personnes, habituées professionnellement à débiter les plus belles tirades du monde, en profitent si peu pour leur éducation personnelle. Il y a là un problème que je pose, sans avoir la prétention de le résoudre. Lorsque je suivais le vieux Delaunay dans le train de 5 h. 25 par lequel il rentrait à Versailles, après avoir symbolisé, avec quel merveilleux talent ! la jeunesse aux noms poétiques de Valentin, Perdican ou Cœlio, sur la scène de la Comédie-Française, il continuait de figurer les héros de mes rêves, et je m'étonnais seulement que de ses lèvres pussent tomber des paroles aussi quelconques que celles qu'il prononçait : l'auréole du poète le couvrait à mes yeux. Mais quand, plus tard, Delaunay étant mort, on publia ses *Souvenirs*, comme j'avais vingt ans de plus, et par conséquent, beaucoup d'illusions de moins, une tristesse m'envahit à songer que la fréquentation des maîtres avait eu si peu de conséquences sur ses facultés raisonnantes (1).

(1) On pourra faire une constatation du même ordre, mais de bien autre portée, si l'on prend la peine de feuilleter la collection, si curieuse, des *Mémoires de l'Art Dramatique*. Cette publication qui contient les

*
* *

En dépit de ces légères déceptions, de tels précédents justifiaient parfaitement ma curiosité, lorsqu'il me fut donné de suivre la production dramatique comme critique de cette *Revue*. Cette fois, j'allais perdre mes dernières illusions. Depuis longtemps, sans doute, s'était évanouie la virginale candeur qui ajoutait aux oripeaux de mes Princesses le prestigieux attrait du personnage qu'elles incarnaient à mes yeux d'enfant., J'avais appris à faire le départ entre la femme et la comédienne..., et depuis longtemps, je ne m'attardais plus, sous la pluie, à la sortie des artistes. Toutefois, si profonde en moi était la notion du *sérieux de l'art* que j'espérais trouver quelque chose approchant de ce que signifiait pour moi ce mot magique : Art dramatique ! Après une brève expérience, il me fallut bien y reconnaître un simulacre trompeur, une de ces outres gonflées de vent qu'un coup d'épingle suffit pour ramener à leur véritable volume, mais qu'en revanche, celui d'*Industrie* constituait une imposante réalité que l'on ne pouvait négliger ! Je vis que la faculté d'organisation, dont plus tard nous devions constater si cruellement l'absence en politique, existait au théâtre, qu'elle affirmait une vitalité suffisante pour syndiquer des intérêts communs, pour grouper des entreprises à l'encontre de toute notion d'art.

Paul Hervieu, qui est mort prématurément de la guerre, et de l'étendue des déceptions qu'elle apportait à ses ambitions, me disait un jour, avec ce sérieux qui ne l'abandonnait jamais — et qui est la marque des grands ambitieux :

« Croyez-vous que le Théâtre de Musset vivra ? »

Si j'avais eu quelque à-propos, j'aurais pu lui répondre :

« Pas autant que le vôtre, évidemment, mon cher maître ! »

Mais je n'ai jamais eu que « l'esprit de l'escalier », qui contredit tout à-propos. Par le silence, je me contentai de marquer ma stupéfaction qu'un doute pareil pût s'offrir à la pensée d'un homme généralement considéré comme un écrivain. A la réflexion seulement, je compris que ce cérébral appliqué, ce pessimiste-né, d'ailleurs plein de conscience, était, comme le commun des mortels, dupe des apparences : s'il avait si prématurément enterré l'œuvre divine du plus doué de nos poètes, c'est qu'elle ne figurait pas aussi régulièrement que la sienne sur l'affiche de la Comédie-Française.

*
* *

Dans ce trait, légèrement irrévérencieux, on aurait tort de voir une critique ouverte de la carrière de Paul Hervieu. Je constate simplement un manque de coup d'œil et pas autre chose. Paul Hervieu fut de ceux qui, dans ces vingt dernières années, firent le plus honneur à notre production française : assez souvent je l'ai dit aux lecteurs de cette Revue pour n'avoir pas besoin d'y revenir. Tout est relatif en ce monde. C'est même une figure devant laquelle il faut s'incliner, si on la compare au groupe des intérêts syndiqués qui, durant une longue période, commandèrent l'orientation de notre théâtre, et après avoir fait la loi sur toutes les scènes qui vont de la Chaussée-d'Antin au Boulevard du Temple, finirent par exercer leur despotisme sur les scènes subventionnées elles-mêmes.

Si nous embrassons, en effet, d'un coup d'œil d'ensemble, la production dramatique des quinze années qui précédèrent la guerre, quelle est la dominante comme note psychologique ? Il n'y a pas à hésiter, et je l'ai marqué ici à plus d'une reprise (1) : c'est le triomphe de l'instinct débridé, et son immédiate conséquence : le constant appel aux pires mouvements de l'âme collective. Le public a nécessairement l'instinct grégaire. On s'en aperçoit au théâtre plus qu'ailleurs où les magnétiques effluves du voisin font un jeu perpétuel d'action et de réaction. Les Sermonaires du XVIIe siècle le savaient bien qui, sur le ton dogmatique de la Foi que nous ne pouvons prendre à notre compte, mais dont il nous faut admirer la pénétrante logique, voyaient dans le geste d'*imitation* du théâtre un des plus puissants agents de déformation morale. Ils n'avaient pas formulé la loi, mais ils la sentaient d'intuition. C'est une loi qui domine tous les temps, et qui vaut, indépendamment des dogmes où se rattachent les consciences.

confidences et souvenirs de la plupart des comédiens illustres, Français et même étrangers, du XVIIIe siècle et du début du XIXe, ne pourra que confirmer le lecteur dans l'opinion que je formule ici. Je fais toutefois exception pour Talma, dont les Mémoires sont pleins d'aperçus originaux. Mais Talma, c'est le génie qui invente dans son art, et de sa griffe marque tout ce qu'il touche.

(1) Cf. mon étude : Le *Faux Art dramatique* à l'étranger. (*Figures et Questions de ce Temps.*) La vivacité des répliques me prouva bien j'avais touché le point sensible.

Comment put-elle agir, cette loi, dans la période dont nous parlons ? Sans conteste, dans le sens d'un effacement progressif et savamment organisé de tout ce que l'on pouvait appeler : *valeur morale*. Sous l'estampille maquillée d'art dramatique, un syndicat d'intérêts matériels coalisés, ne représentant pas autre chose qu'une question de gros sous, s'ingénia, avec la complicité des directeurs, à fausser le goût du public, à lui imposer les productions d'une industrie qui excellait à chatouiller le spectateur au bon endroit, en évoquant sans trêve les images sexuelles. Des titres aguicheurs (1), des scènes d'une audace volontairement concertée, une interprétation de plus en plus *suggestive*, où les acteurs introduisaient comme une cinématographie du geste d'amour ; toutes ces ressources, savamment disciplinées et organisées, aboutirent à un enseignement du public parisien, dont il nous fut donné de suivre, à mesure, les conséquences regrettables, non pas seulement du point de vue artistique, mais du point de vue moral. Peu à peu, le théâtre qui, dans son principe essentiel, doit être un lieu d'édification ou tout au moins de distraction ennoblissante pour l'esprit, devint une sorte de mauvais lieu, où les jeunes venaient commencer leur éducation sexuelle, les vieux la contrôler et la parfaire !

*
* *

Dans quel rythme de parfaite entente la critique des journaux, à l'exception de deux ou trois *signatures*, emboîtèrent le pas à la production dramatique ! La *critique !* Quelle ironie dans ce mot, si l'on songe que le groupement qui porte un tel nom, n'était autre chose que l'agrégat des plumitifs, valeurs interchangeables, également compétentes pour la littérature et pour la Bourse, dressés d'ailleurs à venir prendre leur opinion esthétique dans le cabinet de l'administrateur, et à doser leurs éloges au chiffre des mensualités reçues ! Bizarre et composite magistrature, dont on pouvait entendre dans les corridors les arrêts édifiants, menée par le plus prestigieux des chefs de chœur ! Ceux qui suivirent la vie dramatique dans ces quinze dernières années ne sauraient oublier la silhouette du légendaire bohème qui de son importante bouffissure et de sa malsaine odeur où se confondaient l'alcool et l'éther, emplissait les corridors de nos théâtres. Il avait atteint ce prodigieux résultat de méduser les directeurs en les tenant sous sa menace, et de leur imposer des pièces signées de lui qui sombraient d'habitude à la troisième représentation, après avoir été portées aux nues par le syndicat des bons camarades — ce qui prouve que le public est beaucoup moins sot qu'on ne le juge, et que les arrêts d'une magistrature méprisée se retournent nécessairement contre elle-même !

*
* *

Si elle est à peine forcée, l'esquisse dont nous marquons ici les lignes essentielles, on comprend que ce monde des théâtres, ce *tout petit monde* qui avait pris une si grosse importance dans la vie de Paris, ait pu devenir comme un point d'appui au témoignage des innombrables espions ennemis qui renseignaient leurs nationaux sur l'état moral de notre pays. Et Dieu sait s'ils étaient nombreux, dans les corridors de nos théâtres, ceux qui exerçaient la noble profession d'espion, si haut cotée en Allemagne ! De nos répétitions générales, il n'en manquait pas une, le célèbre Dr Nordau, si spirituellement photographié par Donnay, dans son *Retour de Jérusalem*, ce correspondant à peine déguisé du *Berliner Tagblatt* qui pratiquait l'espionnage aussi bien dans la tribune des journalistes parlementaires que dans son fauteuil d'orchestre, où il collectionnait des documents sur notre moralité nationale. Je me rappelle un trait dont j'ai été témoin, et qui peint l'Allemand dans son intégrale beauté : pure essence de germanisme. Un soir, à une répétition générale du Théâtre Sarah-Bernhardt, ce goujat reçut une gifle de sa voisine, jeune Française sur laquelle ce Berlinois avait tenté une attaque brusquée. Nous autres, Français, quand nous rendons hommage à la beauté — car il ne faut pas nous faire plus insensibles que nous ne sommes — nous y mettons quelque forme, n'est-ce pas, et nous avons..., comment dire ? le coude léger... Mais lui, l'avait eu si lourd, le misérable goujat, que la jeune femme avait dû le contraindre à quitter la place !

Ce soir-là, il eut donc tout loisir de méditer et de rédiger ses notes sur la légèreté, sur l'immoralité françaises. Mais nous-mêmes qui gardions une certaine faculté critique, dans une certaine mesure n'étions-nous pas les premières victimes de ce curieux effet de mirage par où nous attachions une ridicule importance à tout ce cabotinage savamment organisé — la meilleure *organisation*, à n'en point douter, que nous ayons connue dans notre corps social ? Une publicité savamment entretenue et grassement payée, des portraits de cabots régulièrement insérés à la

(1) Qu'on veuille bien se rappeler tous ces *Voleur*, *Rafale*, *Ruisseau*, *Femme nue*, *Vierge Folle*, et autres écriteaux de même catégorie, qui figuraient aux Colonnes Morisse et proposaient leurs évocations tentatrices.

première page des journaux, de longs comptes-rendus des pires niaiseries tenant plus de place que ceux des ouvrages de valeur..., c'était la méthode de déformation savante pour illusionner le public sur la valeur de la production dramatique. Quoi d'étonnant si des étrangers, si des ennemis, intéressés à y voir encore moins clair que nous-mêmes, ont été abusés par cette illusion d'optique et ont conclu de l'état des théâtres à l'état même de la France ! Ils oubliaient seulement la valeur des statistiques, et que si la Ville de Paris compte trois millions d'habitants, il y en a peut-être deux cent mille, sur ce chiffre, qui subissent le contre-coup de ce bas charlatanisme !

Et, certes, je ne prétends pas qu'il n'ait eu des conséquences néfastes sur la moralité générale. Je ne le soutiendrais à aucun prix, les ayant constatés et en ayant subi moi-même, dans une certaine mesure, les effets délétères. Il faut avoir une conscience solidement chevillée pour conserver intacte son indépendance dans un milieu vendu et pour garder sa liberté de jugement, si l'on voit que le succès du jour accompagne infailliblement les manœuvres de déloyauté et de compromission ! Ce que je prétends seulement, c'est que la contagion du mal ne devait s'étendre qu'à une faible partie de l'élément social. Ici, l'art de la chirurgie nous propose une saisissante image. Si l'on ouvre un organe suspecté, et de qui l'on pressent qu'il est ravagé par un mal intérieur, les yeux tombent sur des formations adventices, sur des tissus infectés et dégageant une malsaine odeur. Pourtant, le regard du profane s'étonne que tout autour les chairs voisines aient pu demeurer saines, garder leur puissance de réaction contre les toxines qui menaçaient de s'y infiltrer. Ainsi fut-il pour une certaine *catégorie* de notre théâtre (1). Ce fut comme l'intoxication momentanée qui menace l'organisme... et la guerre..., comme le coup de bistouri qui débride la plaie. Seulement, dès avant le coup de bistouri, si les yeux grossissants de l'adversaire avaient pu diagnostiquer un mal irréparable, une vue plus pénétrante et plus normale savait à quoi s'en tenir sur sa limitation, et tout aussi bien, que la plus vigoureuse partie de l'organisme national saurait réagir à une infection nettement localisée.

PAUL FLAT.

(1) Il va de soi — et l'on me comprend sans désignation précise — que j'excepte de mon jugement des noms et des œuvres qui s'imposent en saisissante réaction contre les tendances que je dépeins. Ceux qui ont bien voulu me suivre ici durant les huit années de ma critique dramatique savent à quelles personnalités s'applique cette exception.

L'UNION FRANCO-ITALIENNE BASE DE LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME GERMANIQUE (1)

Ce n'est pas seulement à l'importance de la contribution militaire qu'il faut juger de la valeur de l'intervention italienne. Il y a aussi la violente lutte morale par laquelle ce peuple a remonté un très fort courant, et s'est délivré d'attaches qui lui semblaient indignes de lui. On admire beaucoup l'Angleterre d'avoir peu à peu renoncé à des habitudes séculaires, d'avoir fait le sacrifice de son individualisme, et adopté le principe de la conscription obligatoire. Or, de toutes les nations qui sont aujourd'hui en lutte contre l'Allemagne, c'était celle qui était avec la France la plus menacée. Comment donc ne pas admirer, au même degré, l'élan de ceux qui, n'étant pas directement impliqués dans le conflit, ayant les moyens de rester inactifs, sont entrés en guerre après avoir accompli, en quelques mois, une des plus profondes révolutions diplomatiques ?

Lorsqu'on chicane sur les événements actuels, pourquoi oublie-t-on ce qu'a fait l'Italie jusqu'à présent ? A l'époque où elle augmentait, avec méthode et rapidité, la résistance de ses forces physiques et morales, des étrangers qui la connaissaient mal prétendaient qu'elle se déciderait peut-être, mais le jour où il y aurait à faire le minimum d'efforts. Or, elle entra en lutte avec l'Autriche, quand déjà sur le front galicien commençait la retraite russe. On n'insistera jamais assez sur la part de désintéressement chevaleresque qu'il y eut dans cette intervention.

Et maintenant, elle poursuit sans arrêt son effort militaire. La mobilisation est à peu près complète. On a peu à peu rappelé toutes les classes de la milice mobile et de la territoriale; ceux qui appartenaient à la *terza categoria*, dispensés jusqu'à la guerre du service militaire, sont tous soldats. Les réformés ont passé une nouvelle visite.

En laissant de côté la question de la déclaration de guerre à l'Allemagne qui, comme nous l'avons dit, est une pure formalité, on constate que la loyauté du Gouvernement italien est parfaite. Il a donné à l'Entente le meilleur de ses forces, et a voulu que la collaboration fût intime. Cet extraordinaire réveil d'énergie n'est-il pas aussi étonnant

(1) Extrait du livre : *l'Italie et le conflit européen*, qui paraîtra sous peu. (Félix Alcan, éditeur.)

que celui qui a permis à l'Angleterre de devenir une nation tout entière en armes ?

*
* *

C'est une révolution profonde qui doit avoir son lendemain. En France, en Italie, en Angleterre, les hommes politiques les plus clairvoyants en sont persuadés. L'union latine ne doit pas être seulement la conséquence des circonstances exceptionnelles qui ont amené les deux peuples à se rapprocher contre l'ennemi commun. Il faut que ce soit une union durable : après avoir été une œuvre de guerre, il est nécessaire que ce soit une œuvre de paix.

Nous pouvons avoir confiance dans son avenir : il nous suffit de regarder ceux qui s'en font aujourd'hui les plus vigoureux défenseurs. En Italie, d'anciens neutralistes qui étaient effrayés avant le mois de mai à l'idée de lutter contre la grande Allemagne, sont devenus les plus ardents à réclamer une guerre économique sans merci, après le traité de paix. Ils veulent que, si la victoire militaire n'est pas assez complète, la victoire, sur les marchés mondiaux soit sans conteste. La *Nuova Antologia* qui refléta pendant longtemps les aspirations des milieux hostiles à la guerre est aujourd'hui la plus obstinée propagandiste de l'union économique des Alliés.

Quelques mois après la déclaration de guerre italo-autrichienne, ces sentiments trouvèrent l'occasion de se manifester au premier Congrès important qui ait réuni les hommes politiques de France et d'Italie. A côté des anciens interventistes, on vit, à Cernobbio, M. Luzzatti, M. Rubini, M. Ferraris venir reconnaître solennellement la clairvoyance du Gouvernement italien, et montrer qu'ils étaient eux-mêmes les premiers heureux de s'être trompés, durant les mois tragiques de l'hésitation italienne.

Le Congrès de Cernobbio fut le premier où, depuis bien longtemps, des délégués purent parler avec quelque précision des rapports futurs entre les deux pays. On sortit enfin des phrases vagues pour se consacrer à l'examen attentif des faits.

Réveillés d'un long sommeil, durant lequel ils avaient été trompés sur leur valeur propre, détachés maintenant de tous les préjugés qui les avaient rendus méfiants les uns à l'égard des autres, Italiens et Français étaient étonnés et heureux de se retrouver si semblables d'aspirations, animés de la même foi et du même amour du Droit. On sentait que, les deux pays souffrant maintenant des mêmes revers et se réjouissant des mêmes victoires, les accords industriels et commerciaux s'en négocieraient plus facilement. L'union morale qu'avaient scellée les deux peuples était le fondement de l'union économique.

Depuis lors, ces idées ont fait du chemin. Il est intéressant de noter que, chaque fois qu'il y a eu à Paris des réunions plénières de délégués officiels ou officieux de la Quadruple-Entente, la manifestation a pris une allure franco-italienne. L'opinion publique, d'instinct, a compris que le meilleur moyen de lutter contre l'Allemagne était de réaliser l'union des Latins qui, alliés aux Anglo-Saxons, pourraient former à l'Ouest une barrière presque infranchissable. En rendant plus particulièrement hommage aux ministres italiens, puis aux membres italiens de la Conférence économique internationale, le peuple de Paris a été l'interprète d'une grande idée, à laquelle il n'a jamais été aussi nécessaire de donner une forme vivante.

Un juriste italien, M. Pietro Bonfante, a même été jusqu'au paradoxe, pour faire comprendre les impérieuses nécessités auxquelles nous devons nous soumettre. Il a imaginé une grande Fédération de deux peuples, dont les forces respectives ne seraient pas simplement doublées, mais au moins triplées par l'union, parce que le frein de la sœur rivale qui tient en équilibre la force d'expansion de chacune d'elles, viendrait à cesser, ou plutôt à se transformer en une force d'impulsion. « Et ainsi se formerait un Etat qui réunirait en un faisceau les deux races les plus géniales du monde, tiendrait en respect les esprits agressifs de n'importe quelle puissance. »

Sans aller jusqu'aux propositions ultimes de M. Bonfante, jusqu'à la création d'organes communs de gouvernement, il faut reconnaître la vérité du point de départ. Le projet de M. Bonfante est sans doute de ceux qui présentent le maximum, à seule fin d'obtenir le minimum.

Ce minimum, c'est une alliance économique et politique solide, durable. Elle est fondée sur la nécessité, pour les pays latins, de vivre et de se développer pleinement, au lendemain de la guerre. Nous sommes très loin de l'époque où Italiens et Français s'obstinaient à ne pas vouloir se comprendre. Il ne peut plus être question de mauvaise volonté, de dissentiments passagers; c'est le problème de l'indépendance latine qui est en jeu. Si les deux pays devaient en rester aux chicanes mesquines d'autrefois, que deviendrait l'Italie, livrée à elle-même, en face des puissances germaniques, décidées à lui faire payer son geste libérateur du mois de mai 1915 ? Que deviendrait la France, sinon une satellite de l'Angleterre. Pour avoir droit de vivre libres et fortes, à côté des

Anglo-Saxons, des Slaves, en face des Germains, les Latins en arriveront à une entente qui, étant donnés les caractères des deux nations, sera peut-être d'un ordre nouveau. Cela n'aura rien à voir avec le type d'alliance austro-allemande, où l'Allemagne commande, et où l'Autriche obéit. Il faudra une confiance, une estime réciproques, des droits et des devoirs égaux.

Lorsque la paix sera signée, les deux puissances se trouveront avoir à peu près le même nombre d'habitants. L'une sera pus riche en capitaux, l'autre en main-d'œuvre. La France verra se présenter à ses yeux, plus angoissant encore qu'avant la guerre, le problème de la dépopulation. Il lui faudra des bras pour exploiter les richesses de son sol — accru —, et de ses colonies.

Ceux d'Italie se présenteront : car, de la grande péninsule méditerranéenne, les émigrants viendront en France, encore plus nombreux qu'avant la guerre. Cet afflux de travailleurs italiens obligera le Gouvernement à leur donner un statut tel que nos compatriotes en arrivent à les considérer le moins possible comme des étrangers. Il faudra rendre leur sort moins précaire, et ce sera un premier moyen de faire comprendre au peuple qu'à côté du sentiment national français, et du sentiment national italien, il existe un sentiment de solidarité latine, qui les enveloppe tous deux.

Les ouvriers des deux pays finiront ainsi par se comprendre, chose qu'ils ne s'étaient pas décidés à faire jusqu'ici. Oserions-nous dire que la faute en a été plus peut-être à la France qu'à l'Italie ? Notre pays, pendant longtemps, n'a pas voulu s'accoutumer à l'idée que la « sœur latine » avait atteint, elle aussi, sa majorité, qu'il fallait abandonner les airs de condescendance et de supériorité. Maintenant que l'Italie a montré qu'elle avait l'esprit, le cœur et la vigueur d'une grande nation, la France devra chercher à connaître sa nouvelle alliée avec autant de soins que, depuis bien des années, l'Italie cherche à nous comprendre.

Dans les lycées italiens, le français est une véritable « langue de culture », dont l'étude est obligatoire pour une grande partie des élèves. Il est étonnant de voir, dans les Universités du royaume, l'affluence de candidats au certificat d'aptitude à l'enseignement de notre langue, alors que l'allemand et l'anglais sont presque délaissés. Que l'on songe aussi avec quel enthousiasme les jeunes revues, les cercles intellectuels ont fait connaître les œuvres des plus modernes entre nos peintres et nos écrivains. Péguy a trouvé en Italie autant d'admirateurs qu'en France. Monet, Cézanne et Rodin ont été beaucoup plus étudiés au-delà des Alpes que ne le furent chez nous Medardo Rosso ou Léonardo Bistolfi. Toute manifestation d'art français excite la curiosité des Italiens au même degré qu'une exposition d'art national.
festation d'art français excite la curiosité des Italiens au même degré qu'une exposition d'art national.

On s'intéressera, de même, en France, aux « choses d'Italie », le jour où on aura donné à l'étude de la langue italienne l'importance qu'elle mérite. Il est curieux de constater la grande place qu'occupe l'Italie dans le développement de notre art et de notre littérature, et au contraire le peu de temps que l'on réserve à son étude dans les établissements d'enseignement.

« Pourquoi, demandai-je un jour à un littérateur italien de grand talent, ne faites-vous pas traduire en français votre dernière œuvre ? » — « Quand j'ai voulu, me dit-il, lire Baudelaire et Francis Jammes, je me suis donné la peine d'apprendre la langue qu'ils parlaient. Ceux qui veulent connaître la valeur de ce que j'ai écrit ne seraient-ils pas capables de faire un effort analogue ? » Cet effort sera nécessaire après la guerre, parce que bien des malentendus seront évités quand la connaissance réciproque des deux pays deviendra plus profonde.

Et en même temps que devra s'achever ainsi l'union intellectuelle, base de la confiance que les deux pays doivent avoir l'un dans l'autre, l'union économique s'accomplira. C'est là qu'il y aura sans doute le plus de préjugés à détruire, d'obstacles à renverser. Les liens commerciaux, qui se sont, durant plus de trente ans, créés entre l'Italie et l'Allemagne, sont d'une telle puissance qu'une grande révolution comme le dernier renversement des alliances n'a pas encore pu les briser. La paix signée, combien d'efforts seront faits pour renouer les relations, aussi intenses que par le passé ! Si les deux pays latins veulent lutter efficacement contre l'invasion des produits allemands après la guerre, il leur faudra s'organiser pour la spécialisation, non pour la concurrence ; ils seront alors beaucoup plus forts pour tenter à leur tour l'invasion des marchés austro-allemands.

Ce n'est d'ailleurs pas ici le lieu d'analyser les divers modes d'alliance économique. Il nous plaît seulement de constater que l'idée est devenue courante aussi bien en France qu'en Italie. Parmi les plus acharnés à l'invoquer se trouvent les nationalistes italiens, qui, récemment convertis, ont toute l'ardeur des néophytes. En France, les voix qui aimaient à rappeler tout ce que nous devait l'Italie et tout ce que nous ne lui devions pas, se sont tues. Les événements leur ont donné tort.

Elles aussi sont convaincues qu'il faudra changer la base de notre diplomatie, ajouter à l'alliance slave et anglaise, qu'exigeait l'équilibre européen, l'alliance italienne qu'exige notre volonté de vivre libres et forts.

Avant 1914, par l'astuce implacable du Chancelier de fer, la désunion de la France et de l'Italie avait été le pivot de la politique impérialiste et provocante de l'Allemagne. Après le grand conflit européen, c'est l'union de la France et et l'Italie qui doit être une des bases de la lutte contre l'impérialisme germanique. A côté de tant de désastres, cette guerre aura au moins rendu un service : c'est d'avoir donné aux deux grands peuples latins conscience de leur énergie propre et de leur puissance collective.

JEAN ALAZARD.

LA CRISE HONGROISE ET SA PORTÉE

Depuis le début de la guerre, l'Autriche est à peu près muette. On a su la contraindre au silence: par la clôture systématique du Parlement, par les arrestations, les déportations en masse, les fusillades, son gouvernement a eu raison des velléités de résistance et des tentatives de critique. Mais la Hongrie n'a pu être réduite tout à fait au même régime, quelques pratiques dictatoriales qui y fussent en vigueur. De Budapest parviennent jusqu'à nous des éclats de voix, des cris de colère, des accusations de trahison : il est vrai que la lutte n'y est pas entre la nationalité souveraine et les nationalités subjuguées, ni entre la caste dirigeante et la masse plus ou moins frustrée de ses droits ; c'est l'aristocratie dominante, la seule catégorie sociale qui compte là-bas, — qui s'entredéchire, qui offre le spectacle de ses querelles scandaleuses et de ses compétitions exclusives de toute doctrine.

La crise couvait en réalité depuis vingt-deux ou vingt-trois mois, quand elle s'imposa à l'attention internationale. C'était merveille que, même en pleine bataille, les deux grandes factions qui se disputent le pouvoir en Transleithanie, eussent pu si longtemps réfréner leurs convoitises et garder un semblant d'accord. Les tumultes d'autrefois ont repris : les échanges d'injures, et peut-être de brutalités, ont évoqué les temps révolus : la chambre des députés n'a plus été qu'un champ clos, où l'intérêt public servait d'argument oratoire aux ambitions des individus.

On peut se demander pourquoi ces scènes caractéristiques se sont renouvelées précisément au cours de cet été. La réponse est simple. Tant que les milieux officiels magyars, dont la responsabilité dans la guerre de 1914 ne fut pas médiocre, ont pu croire à la victoire, ils ont ajourné les différends de coterie. Fatalement la trêve devait se rompre, quand la défaite se révèlerait menaçante et que la situation intérieure et extérieure du pays susciterait des inquiétudes. Or dans les derniers mois, Broussilof et ses lieutenants se sont rapprochés des Carpathes, qu'ils ont fini par déborder ; cette offensive triomphante déterminait la Roumanie à sortir de sa neutralité et à jeter plusieurs centaines de milliers d'hommes sur la Transylvanie ; par grandes masses, les Hongrois de cette province refluaient vers Budapest ; sur deux fronts, le territoire était attaqué, envahi, et la panique s'étendait à travers les grandes plaines. En même temps, une crise d'alimentation, aussi cruelle que celle qui pesait sur l'Empire allemand, s'abattait sur la capitale et sur les autres grandes villes et le déficit de l'Etat s'aggravait de mois en mois. On s'apercevait un beau jour que la dette était passée de 4 1/2 à 18 1/2 milliards et qu'il faudrait ajouter un milliard aux charges annuelles d'une contrée, dont la fortune publique reste mince et mal assise.

Lorsque de tels maux s'accusent à la fois, les gouvernements si solides soient-ils, doivent s'attendre à des assauts furieux. Ceux qu'a subis le comte Tisza, le président du Conseil, ont été d'autant plus violents, que les mœurs politiques, dans le royaume de Saint-Etienne, ont moins de douceur, de politesse formelles que dans d'autres Etats de l'Europe Centrale ou Occidentale.

*
* *

Jusqu'ici la crise hongroise s'est confinée, ou à peu près, dans l'enceinte du Parlement. Les Magyars sont très fiers de ce Parlement, qu'ils comparent volontiers à celui de Westminster. Ils aimaient jadis à le faire visiter aux étrangers et à vanter l'antiquité et la sincérité du régime constitutionnel, dont ils jouissaient. Mais cette nation se paie souvent d'apparences : les Magyars sont très fiers aussi de leur port de Fiume, qui devait disputer à Trieste et à Venise la maîtrise de l'Adriatique : ils y ont élevé des édifices dont la façade imite le marbre : mais lorsqu'on y porte la main, on s'aperçoit que ces palais sont d'une matière moins précieuse... De même leurs libertés publiques ne sont, si l'on peut dire, qu'un revêtement sans consistance : refusées à la foule, elles n'existent qu'au profit d'une infime minorité : la liberté hongroise ressemble à l'égalité spartiate.

Il n'est pas de Parlement moins « représentatif » que celui de Budapest. Le suffrage universel n'étant pas encore établi en dépit de toutes les promesses de tous les partis, le cens fonctionnant avec des modalités variées, c'est une très faible portion de la population magyare, je n'écris pas transleithane, qui nomme des mandataires. En réalité, ceux-ci sont désignés par une haute noblesse, qui détient d'immenses domaines fonciers, — quelques milliers d'individus, — et par une petite noblesse — quelques dizaines de milliers — qui vît chichement de la terre ou des emplois officiels. Telle ou telle faction, à la Chambre des Députés, — je laisse à dessein de côté les Magnats, — peut brandir de temps à autre son intérêt pour la démocratie. Il ne convient pas de se laisser prendre à des phrases, auxquelles ne croient même pas ceux qui les profèrent, et dans le moment même où ils en usent. Toute cette aristocratie agrarienne ou administrative marque le plus profond dédain pour la classe paysanne, qui serait la véritable armature du pays: le travailleur rural qui rompt son contrat de travail est assimilé à un malfaiteur vulgaire et poursuivi correctionnellement, en vertu de lois essentiellement contemporaines...

Cette féodalité magyare, si dure au petit peuple magyar, écrase littéralement les nationalités qui sont soumises à sa domination. Comme les Allemands en Cisleithanie, les Hongrois en Transleithanie sont une minorité ; ils n'atteignent même pas en effet à la moitié d'un effectif de 21 millions d'êtres humains : ils se superposent à des Roumains, à des Ruthènes, à des Slovaques, à des Serbo-Croates, et ces éléments ethniques, à raison du régime électoral, de leur pauvreté relative, des méthodes dictatoriales et même terroristes du scrutin, sont réduits à un minimum de représentation à la Chambre. En 1910 — c'est-à-dire dans le Parlement qui siège encore, ils ont obtenu en tout 8 mandats (5 Roumains et 3 Slovaques) sur 413 : or les Roumains à eux seuls, si la justice eût été observée, auraient dû envoyer 79 députés. Ce Parlement, sous quelque aspect qu'on l'envisage, apparaît comme une simple caricature, mais les Magyars sont toujours surpris et crient à l'imposture, quand on les taxe d'hypocrisie. A les entendre, ils seraient libéraux, égalitaires, respectueux du droit d'autrui plus qu'aucun autre peuple...

Deux grands partis — je veux écrire deux partis considérables par le nombre de leurs élus — sont aux prises à la Chambre Basse : le parti qui s'intitule parti National du Travail et celui de l'Indépendance : l'un compte 257 mandats et se presse derrière le gouvernement actuel : l'autre possède 124 mandats et cherche à s'approprier le pouvoir. L'un et l'autre manquent d'homogénéité, et il devient au surplus assez malaisé de différencier leurs points de vue pratiques. Ce sont des coalitions d'intérêts et d'appétits, qui ne sacrifient que verbalement à des idées politiques.

Le parti gouvernemental soutient les principes qui ont fondé le pacte dualiste de 1867 : c'est-à-dire que sous certaines conditions, il défend l'union avec l'Autriche; le parti de l'Indépendance, comme son nom l'indique, réclamait à l'origine une séparation quasi-totale, la personne du souverain devant former le seul lien entre les deux Etats; mais il arrive qu'à travers l'histoire, les groupements politiques les plus intransigeants atténuent leurs programmes et consentent à des transactions. De l'opposition, le parti de l'Indépendance passa au pouvoir, au temps où MM. Apponyi, Andrassy, Kossuth, devinrent les collègues de M. Wekerlé : il y resta près de quatre années, au cours desquelles il oublia ses revendications traditionnelles dans le domaine économique, financier et militaire : l'empereur, qui luttait pied à pied contre le séparatisme, finit par avoir raison de lui, et lorsqu'ils sortirent du ministère, les hommes qui se réclamaient de la révolution de 1848 contre la convention de 1867, étaient quelque peu discrédités : on leur reprochait d'avoir trop aimé leurs portefeuilles et trop peu défendu leur doctrine. Ils n'avaient pas touché au régime censitaire et certaines de leurs initiatives avaient plutôt aggravé le sort des nationalités assujetties. Leur démocratisme était de pure façade, car leurs chefs, les Apponyi et les Andrassy, redoutaient, à l'égal de l'autre parti, une extension du droit de vote qui eût allégé le vasselage des paysans et la servitude des non-Magyars. Apponyi, qui se piquait de libéralisme et même de pacifisme, quand il venait à Paris et à Londres, était un pur hobereau, très fier de sa race et de son arbre généalogique. Il se montrait à peine moins hautain que Tisza, dont il demeure l'adversaire acharné et dont il flétrit volontiers les procédés abusifs : non sans justice d'ailleurs. Bismarck était moins impérieux que le président du conseil actuel, dont les démêlés avec la Chambre sont célèbres, et qui n'hésitait pas jadis à faire entrer dans l'enceinte parlementaire une centaine d'agents de police, pour assurer l'exclusion des députés récalcitrants.

*
* *

Le cabinet Tisza succédait à plusieurs ministères — Khuen-Hedervary, Lucacz, — auxquels le parti de l'Indépendance, après sa propre chute en 1910, rendait la vie difficile et même intenable. Sa responsabilité, la responsabilité hongroise, a été écra-

sante dans le développement de la politique impérialiste qui, de 1908 à 1914, a conduit tout droit à la guerre : à cet égard aussi, il est impossible d'établir une distinction entre les indépendants et les héritiers du programme de 1867, les uns et les autres ayant également favorisé la poussée conquérante et annexionniste dans les Balkans.

L'influence de l'élément magyar sur la diplomatie de la monarchie danubienne n'a cessé de s'accentuer depuis 37 ans. Il ne faut pas oublier qu'un Andrassy gérait la Ballplatz, quand fut signé le traité austro-allemand de 1879. Berchtold qui détenait les Affaires étrangères, au moment où éclata la crise européenne, était un Autrichien naturalisé Hongrois : il avait épousé une Hongroise, une comtesse Karolyi, et siégeait à la Chambre des Magnats. Burian qui l'a remplacé est un pur Hongrois. La grande aristocratie magyare, menacée par la démocratie rurale et par les « allogènes », Roumains, Slovaques, Croates, pensait venir à bout de ses difficultés en pratiquant l'expansionnisme militaire, et tout naturellement elle trouvait des encouragements illimités chez les hobereaux pangermanistes d'Allemagne. C'est vers l'Orient, à travers la Serbie, que s'ouvrait le débouché possible, et le gouvernement de Budapest ne redoutait pas d'ajouter des millions de Slaves à ceux qu'il opprimait déjà. Depuis 1908, il prévoyait et souhaitait la guerre. Tisza la voulait nettement et ne dissimulait même point les détails de son plan : s'il avait la victoire, et il y comptait bien, la Hongrie serait la maîtresse de l'Empire du Danube, et il deviendrait lui-même le Bismarck du vieil Etat régénéré : il ne traitait qu'avec mépris les ministres autrichiens, simples fonctionnaires sans lustre ; et le premier d'entre eux, le comte Sturghk, s'effaçait d'ailleurs discrètement devant son impétueux et ambitieux collègue magyar.

Tisza se piquait d'être l'ami de Guillaume II, qui s'était plus ou moins engagé, dit-on, à seconder ses vues, qui en tout cas, ayant besoin de la coopération hongroise, ne lui marchandait pas les promesses et les flatteries. Il se jeta éperdûment dans l'aventure : on découvrira sans doute un jour, et en consultant des documents précis, qu'il fut aussi coupable que Bethmann-Hollweg. S'il avait réussi, il eût été le grand homme de la Hongrie ; mais le succès qui parut certain le premier jour, qui devint problématique le troisième mois de la guerre, s'éloigna de plus en plus : la défaite s'appesantit sur la monarchie des Habsbourg; le désastre définitif montait à l'horizon. D'abord silencieux, le Parlement de Budapest connut encore une fois les tumultes traditionnels ; le prestige du président du Conseil sombrait dans les échecs réitérés : j'ai déjà dit d'ailleurs pourquoi la crise se produisit avec violence au cours de cet été : il me reste à l'envisager dans ses épisodes successifs.

*
* *

Quand la menace russe se fit plus pressante au delà des Carpathes, l'opposition jugea l'heure venue de demander une nouvelle distribution du pouvoir. Sous couleur de s'associer à la défense nationale, elle réclama des portefeuilles pour ses chefs, — qui n'étaient pas complètement d'accord entre eux sur l'orientation à adopter. Tisza, qui avait une police fort bien faite, n'ignorait pas leur manque d'entente. Il exploita apparemment leurs rivalités et leurs méfiances réciproques, pendant les conférences secrètes qu'il eut avec eux en juillet. Il offrit des concessions à la fraction modérée de cette opposition, la plus aristocratique, en proposant que les trois leaders Andrassy, Apponyi et Rakowsky (1) — (ce dernier se qualifiait à la vérité de démocrate), — fussent reçus par l'Empereur et mis au courant par Burian des affaires extérieures et par lui-même des affaires intérieures. Ces trois personnages devenaient non point ministres, mais « hommes de confiance », et en quelque sorte conseillers de la couronne. Le comte Apponyi, qui représentait l'une des ailes du parti de l'Indépendance, et dont les convictions étaient flexibles, s'empressa de souscrire à ce compromis. Mais le comte Karolyi qui dirigeait l'autre aile, — celle qui se targuait de son intransigeance relative, — s'éleva contre de telles tractations. Avec 18 de ses collègues, il créa un parti nouveau : il évitait toutefois de se prononcer catégoriquement sur les questions brûlantes et en particulier sur la politique étrangère. Il rappelait bien qu'il avait montré jadis la nécessité pour la Hongrie de ne point aggraver les antagonismes internationaux et de chercher au contraire à régler pacifiquement les conflits, mais il affirmait très haut le devoir de défense nationale : il formulait des critiques pour le passé sans suggérer un programme original pour le présent.

Au reste, Tisza se préoccupait bien moins de Karolyi, que des « trois hommes de confiance » et de leurs conversations aves François-Joseph et avec Burian. Il se demandait avec une certaine anxiété, si l'affaire tournerait bien ou mal, si les trois leaders qui étaient de vieux routiers, se contenteraient de simples paroles ou exigeraient des réalités tangibles. Il ne tarda pas à savoir que sa tentative était en échec. Andrassy, qui avait été à Berlin,

(1) Rakowsky vient de mourir à la fin de septembre.

où on lui avait ménagé à dessein un accueil flatteur, et qui était, encore plus que le président du conseil, un admirateur de la force germanique, fut mécontent de son audience à la Burg : il avait cru que l'Empereur lui donnerait la place de Burian, et Burian y demeurait si bien, qu'il refusait d'ouvrir ses dossiers confidentiels devant Apponyi et Rakowsky. Ceux-ci revinrent furieux à Budapest et déclarèrent catégoriquement, comme Andrassy lui-même, qu'ils avaient été joués et qu'ils tireraient vengeance de leur déconvenue. Leur vanité blessée s'offrit libre carrière dans trois séances mémorables d'août — le 9, le 12 et le 27, — contre l'orgueil exaspéré de Tisza. De ces séances, comme de celles de septembre, la censure hongroise nous interdit de parler en pleine connaissance de cause : ce sont de simples rumeurs, avec des analyses mutilées, qui ont franchi les frontières de la Transleithanie. On sait pourtant que les trois leaders associés, qui accumulaient les griefs contre le premier ministre, le sommèrent à plusieurs reprises de démissionner et de renvoyer Burian ; on sait aussi qu'ils revendiquèrent vainement la réunion des Délégations austro-hongroises, c'est-à-dire de la commission des affaires étrangères élue moitié par le Parlement cisleithan et moitié par le Parlement transleithan : cette réunion, Tisza n'eut pas grand'peine à l'écarter, en rappelant que le Reichsrath de Vienne ne siégeait plus depuis l'ouverture de la guerre et par suite ne pouvait désigner ses délégués. Karolyi et ses amis, le comte Bathyani en tête, secondaient l'offensive d'Andrassy, d'Apponyi et de Rakowsky, en invitant le cabinet à résigner son mandat : mais ils allaient plus loin que leurs alliés provisoires, et c'est de leurs bancs que partirent, avec des critiques amères de la politique roumaine de Burian, des invectives violentes contre le pangermanisme et la tutelle allemande. Rien n'est clair dans ces grandes controverses hongroises : à lire les extraits des discours qui parviennent jusqu'à nous, on a surtout l'impression de formidables déchaînements de convoitises égoïstes, — de discussions ardentes, mais que ne dominent ni des émotions élevées, ni des idées positives mûrement établies.

Les hommes sont petits et petites aussi sont les passions qui les animent. Ils jouent la comédie pour le pays magyar et pour les pays étrangers, les alliés comme les ennemis. On en vient à se demander parfois, quelque contradictoire que soit la sensation, si ces politiciens, qui se détestent et se jalousent entre eux, n'exécutent pas pour la galerie extérieure, — en l'espèce l'Allemagne et l'Angleterre, une scène supérieurement machinée. Andrassy, qui voudrait remplacer Burian, et Apponyi qui voudrait se substituer à Tisza ou tout au moins siéger à côté de ce dernier avec un rang à peu près égal, dénonceraient amèrement les fautes commises et crieraient au désastre, pour contraindre l'Allemagne à dépêcher à nouveau, renforts sur renforts. Karolyi, qui jadis portait des messages de paix en Occident, flétrirait le pangermanisme pour essayer de séduire l'Angleterre : ce ne serait pas la première fois, depuis 1914, que la haute aristocratie hongroise adresserait un sourire au Royaume-Uni... Ce sont là des hypothèses compliquées, à coup sûr, mais rien, en pareil ordre d'idées, n'est invraisemblable à Budapest...

Abandonnons le champ des suppositions. La crise hongroise ne saurait nous faire illusion, nous suggérer des conclusions trop optimistes. Les partis s'entredéchireront peut-être là-bas, jusqu'au bout, — en exploitant les incidents de la campagne; — afin de garder ou de conquérir l'autorité suprême, qui ne va point sans gros bénéfices pour toute une clientèle nombreuse et remuante. Je ne rechercherai pas, si nous aurions intérêt à avoir devant nous Andrassy plutôt que Burian, et Apponyi plutôt que Tisza. La question ne se pose pas. Les uns comme les autres sont rivés à l'Allemagne, attachés à la fortune du pangermanisme, parce qu'ils représentent la féodalité terrienne hongroise...

On peut être certain qu'aucun des partis parlementaires hongrois ne préconisera l'abandon de la lutte, la paix telle que l'Entente et ses alliés la conçoivent, tant qu'il n'y sera pas contraint par une pression militaire du dehors ou par une pression révolutionnaire du dedans. La noblesse magyare ne saurait admettre spontanément la libération des Serbo-Croates, ni l'émancipation des Roumains de Transylvanie, sans sacrifier sa puissance matérielle et morale : le jour où l'antagonisme des nationalités aurait cessé dans l'Etat et où elle se trouverait face à face avec les masses rurales de son origine et de sa langue, elle serait inévitablement balayée. Elle n'a pu maintenir les millions de paysans hongrois sous sa tutelle, qu'en opprimant encore davantage les allogènes du nord-ouest, de l'est et du sud. Sur la nécessité de cette politique, elle est quasi-unanime : et voilà pourquoi si la crise du Parlement de Budapest éveille notre curiosité, elle ne suscite pas en nous de très larges espérances. La sagesse nous commande de lui refuser toute portée internationale.

PAUL LOUIS.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LE COURAGE FRANÇAIS (1)

III

Conscient du sacrifice consenti, le courage français est gai, nonobstant les horreurs dont cette guerre est prodigue. Cette gaieté, dans laquelle certains se plaisaient à voir avant la guerre une preuve de frivolité, vient de la race, au même titre que l'élan. Mal compris, d'ordinaire, par les étrangers, la guerre leur a dévoilé ce qu'est le rire français : la naturelle expression d'un esprit enjoué, parce qu'en équilibre, et, aux heures tragiques, la suprême fleur d'un courage qui sait s'élever au-dessus des circonstances, quelque douloureuses ou glorieuses qu'elles soient, pour apprécier les autres, les choses et soi-même à leur juste valeur.

De fait, le soldat français est gai. Il a, malgré les privations, malgré le danger, malgré les tristesses qui l'assaillent tout comme un autre et plus qu'un autre, — ne nous y trompons pas — une allégresse de caractère qui l'aide à supporter les pires ennuis. « Ce soir, j'ai amoncelé sur mon corps respectable un gilet de flanelle, une chemise de flanelle, une ceinture de flanelle qui fait trois fois le tour de ma taille, une veste avec manches envoyée par maman elle-même, un gilet de cuir qui vient de tante Charlotte, un chandail qui m'a été offert par la mère d'un jeune dragon que je n'ai jamais vue ; un vêtement de dessous que je viens de recevoir de mon tailleur, enfin une veste de laine et une couverture tricotées par Mme P. J. C'est ainsi que je me prépare à dormir en paix, si les Boches le veulent bien », écrit à sa « Très chère maman » un jeune officier d'artillerie chargé de garder un vieux moulin sur une position importante du front.

« Ne gloussez plus », c'est en ces termes que tel autre ordonne à ses hommes de cesser le tir. Au vrai, le soldat français a le sourire. Rien n'indique mieux la qualité d'une gaîté, qui n'est pas imprévoyance, ni insouciance, mais, au contraire, pleine lucidité et sereine possession de soi-même. En fait, le mot revient souvent sous la plume de nos poilus. « Si les yeux reflètent une angoisse, écrit Paul Lintier, nous gardons le sourire (1). » « La mitraille pleut, et malgré cela nous avons le sourire », relate, par ailleurs, un fils à son père.

Le soldat français n'a pas seulement le sourire ; il a le rire, le rire joyeux et bon enfant. Il rit des moindres choses, d'autant qu'à l'école de la souffrance il a appris à se contenter de peu. Les moindres distractions prennent à ses yeux les proportions d'événements radieux. « Ainsi moi-même, nous donne en exemple le lieutenant R..., je n'ai jamais tant ri, ni de si bon cœur que depuis qu'a éclaté cette guerre horrible (2). » Et il insiste : « Ne dites pas rire nerveux. C'est un rire d'épanouissement (3). » Qu'il est preuve de santé physique et morale !

L'esprit français, aussi bien, ne perd aucun de ses droits dans les tranchées. Il est vraiment curieux de voir, non seulement comme le soldat français s'amuse, mais est prêt à s'amuser de tout ; il souligne d'un trait vif et bien adapté le ridicule des gens et des choses. Le mot drôle, la réflexion goguenarde lui viennent spontanément aux lèvres. A un journaliste, par exemple, qui s'extasiait devant un fantassin sur l'aménagement de quelques tranchées d'arrière qu'il venait de visiter: « Je crois, rétorque celui-ci, qu'on ne vous a fait voir que les tranchées de luxe; il y a aussi des troisièmes classes (4). » « Ah ! ben, ce n'est pas ce qu'on appelle un petit trou pas cher », s'exclame un Parisien examinant l'énorme excavation faite par un obus. « Vrai, fait observer un artilleur à un Ecossais, tu aurais tes cheveux sur le dos et un peu moins de poil aux pattes, avec ta jupette, on te prendrait pour une gosse de dix à douze ans. » « Ils n'ont pas une aussi sale bobine que j'aurais cru » déclare un autre de uhlans prisonniers. « Dis donc, la prochaine fois, moi je ne viens qu'en sous-marin (5) », s'écrie celui-ci en traversant un bas-fond inondé. « Avant de quitter le front, je me munis d'une lampe de poche ou d'une lanterne, si l'on veut circuler à Paris la nuit », lit-on dans le *Manuel du Permissionnaire*, publié par le 120 *court*, un journal de chasseurs à pied, les moyens d'éclairage y sont strictement individuels (6) ». Les uns et les autres donnent

(1) Voir le numéro du 9 septembre 1916.

Marcel Dupont. *En Campagne*. — Paul Lintier. *Ma Pièce*. — Ch. Le Goffic. *Dixmude*. — Henry d'Estre. *D'Oran à Arras* (Plon). — Lieutenant R. *Méditations dans la tranchée*. — Capitaine Z. *L'Armée de la guerre* (Payot). — Maurice Barrès. *L'Ame Française et la guerre* (Emile Paul). — Gibbs. *L'Ame de la Guerre*. — Génevoix. *Sous Verdun* (Hachette).

(1) Paul Lintier. *Ma Pièce*, p. 74.

(2) Lieutenant R. *Méditations dans la tranchée*, p. 41.

(3) *Ibid.*

(4) Capitaine Z. *L'Armée de la Guerre*, p. 102.

(5) *Ibid.*

(6) *Id.*, p. 106.

des surnoms à leurs officiers. Ils baptisent un commandant qui fume en chargeant « le Père la Pipe », tel officier élégant et titré « le Prince », tel autre brun et gras « Bout de Zan ». Le respect, aussi bien, n'est pas leur fort, du moins en surface. Ils font des plaisanteries. « Hein, vieux ! dit un artilleur à son cheval: Je vois ce qui te manque... t'as pas eu ta chique, ce matin... C'est ta chique que tu veux (1). » Et il tend au cheval, dans le creux de sa main, une pincée de tabac, que l'animal avale gloutonnement.

Le rire, avec nos troupiers, ne perd, en effet, jamais ses droits, même dans les plus désagréables moments. « Ah! s'il pue, le cochon! remarque un sapeur, qui, à grandes pelletées, couvre de terre un cheval mort. Je ne me mettrai pas croquemort dans le civil. Les chevaux, ça sent encore plus que les hommes. On va finir par attraper la peste ! »

Le danger même ne le fait pas taire. Le soldat français, non seulement, est prêt à s'amuser de tout, mais il veut s'amuser de tout, principalement du péril. Aussi la blague fleurit-elle spécialement aux instants critiques. Parti au ravitaillement, pendant un des combats devant Verdun, le zouave Brocquard revient avec dix-neuf bidons de vin sur le dos, quand une balle lui fracasse la jambe et le cloue sur place : « Ah ! les salauds, les voilà maintenant qui visent le pinard ! (2) », sont ses seules paroles. « Enfin ! je vais pouvoir soigner mon entérite (3) », dit un autre qui vient d'avoir le bras déchiré par un éclat d'obus et qui, maîtrisant sa douleur, s'en va à pied, vers l'ambulance : « Pouce ! je ne joue plus (4) », s'écrie un troisième au moment où il est blessé par un projectile.

A cette hauteur, la blague devient vertu : l'effort d'une volonté qui s'affirme, en la bravant, au-dessus de la souffrance et de la mort. Elle est bien le fait de ces hommes qui jouent aux cartes sous le bombardement et n'hésitent pas à aller ramasser un lièvre en face de l'ennemi. « Non, mais tu crois que j'en ai peur, de tes Boches ? » demande l'un, qui résume ainsi ce que la blague contient de mépris du danger. Elle est caractéristique de la bravoure française, de cette bravoure avertie, volontaire autant que naturelle, que rien n'intimide, qui le sait, qui aime à s'en vanter et qui se venge, en s'en moquant, des brutalités du sort. Il n'est pas jusqu'à la victoire dont le troupier français prenne soin de montrer qu'elle ne lui impose pas. « Maréchal des logis, crie un vieil engagé après la lecture de l'ordre du jour du général Maunoury félicitant le 10 septembre 1914 la VIe armée d'avoir vaincu sur l'Ourcq, faites donc demander au général, puisqu'il est content de nous, de faire fermer un peu les écluses de là-haut (1). » N'y a-t-il pas là vraiment l'indice d'un caractère toujours égal à lui-même et qui n'est tel que parce qu'il demeure supérieur, par la force du courage, à la bonne comme à la mauvaise fortune ?

(1) Paul Lintier. *Ma Pièce*, p. 57.
(2) Capitaine Z. *L'Armée de la Guerre*, p. 83.
(3) *Id.*, p. 104.
(4) *Id.*, p. 64.

IV

Comme elle est gaie, la bravoure française est humaine. Elle n'a rien de brutal.

Le soldat français est sentimental. Il a besoin de consolations féminines. De là, l'institution des marraines. Quand un Français se meurt, c'est presque toujours un nom de femme qu'il murmure ou qu'il crie. « Maman ! Maman ! » il n'est pas de mot qu'on entende plus souvent dans les salles d'hôpitaux. Rien n'égale, en effet, l'amour du Français pour sa mère. « Ah ! ma chère petite maman, écrit un jeune lieutenant d'artillerie, je voudrais tant me retrouver dans ma chambre et te revoir penchée sur mes oreillers blancs, en train de faire le signe de la croix avant que je m'endorme ! (2) ». Tous, d'ailleurs, parlent avec attendrissement des êtres chéris qu'ils ont laissés à la maison. Ils se plaisent à en évoquer le souvenir, montrent leurs photographies à tout venant.

Cette tendresse explique les liens de camaraderie qui se sont noués entre le millionnaire et l'ouvrier, le socialiste révolutionnaire et le conservateur, l'instituteur anticlérical et le curé. Bien mieux, de véritables relations d'amitié se sont formées dans les tranchées entre gens d'opinions opposées et de conditions différentes. A plus forte raison, nos poilus n'hésitent-ils jamais à se secourir, fût-ce au péril de leur vie. Tel le sergent Damour qui, le 24 août 1915, se jette tout habillé dans la Marne pour en retirer un soldat qui se noyait. Pour rien au monde ni les uns ni les autres n'exposeraient un camarade. Grièvement blessé, le chasseur Gervais reste pendant quatre heures au fond de la tranchée sans proférer une plainte. On s'inquiète de lui. Mais il proteste qu'il n'a rien, afin de ne pas permettre à ceux qui veulent aller lui chercher du secours pendant le bombardement de risquer leur vie. « Je ne veux pas que

(1) Paul Lintier. *Ma Pièce*, p. 218.
(2) Gibbs. *L'Ame de la Guerre*, p. 256.

vous approchiez de moi, car je suis repéré et il ne faut pas que vous sacrifiez votre vie » dit, de même, à son chef de section le soldat de 2e classe Lozes, du 1er régiment de marche d'Afrique, blessé grièvement sur le front de Salonique.

La camaraderie n'existe pas du reste, dans l'armée française, seulement entre égaux ; elle se retrouve, avec une nuance de déférence d'un côté, d'amour paternel de l'autre, entre officiers et soldats. C'est dire combien, au rebours de ce qui se passe en Allemagne, en France l'autorité est douce. Elle a quelque chose de familial. « Représentez-vous une nuit de veille dans le poste des officiers, écrit le lieutenant R. Le capitaine dort à terre sur quelques déchets de paille humide. A ses pieds, son ordonnance, Joseph. C'est le serviteur fidèle, qui ne parle que de son bon capitaine... Il n'a jamais eu d'autre oreiller que les jambes et les cuisses de son chef, ramassées en chien de fusil (1). » Aussi bien, le soldat français n'accepte l'autorité du chef qu'avec son affection. Non seulement il supporte, mais il aime à être tutoyé. De fait, d'officier à soldat le tutoiement est devenu à peu près général. En revanche, tout homme est prêt, pendant le combat, à porter, en cas de malheur, son chef sur son épaule et dans ses bras au prix des plus grands périls. Tout cela compose une étonnante fraternité d'armes, que symbolise fort bien avec un mélange de respect et de familiarité le : « Mon lieutenant rigole ? » que lança un jour au lieutenant R... son ordonnance à propos d'un ordre qui l'étonnait un peu. « Dis donc, mais c'est une huile », fait remarquer un autre à son compagnon en passant, dans un boyau, auprès d'un général. « Eh ! oui, mon vieux, c'est une huile ! » riposta du tac au tac le général qui se tordait (2). Que dire, par ailleurs, de ce sous-lieutenant qui, blessé, témoigne à ses hommes sa satisfaction de leur avoir évité la blessure qu'il a reçue ? Rien n'égale la sollicitude avec laquelle les officiers s'informent des blessés. « Avec mon capitaine et mes camarades, écrit le lieutenant Marcel Dupont, nous nous réjouissons que l'affaire ait pu se terminer pour l'escadron sans plus de pertes. F... revient de voir Laurent, le blessé de son peloton. Les docteurs espèrent que l'œil sera sauvé. Il ne faut donc pas nous plaindre (3). » Quelle tristesse aussi s'empare des chefs quand meurt quelqu'un de leurs subordonnés. Qu'il me suffise, pour en donner une idée, de raconter l'anecdote de ce général qui, amené à une ambulance, s'informe auprès d'un de ses soldats : « Dites-moi, le commandant ? — Mort, mon général. — Et le capitaine ? — Mort, mon général. » « Quatre questions furent posées, poursuit un témoin, et quatre fois le soldat, dont la voix devenait de plus en plus basse, fit la même réponse. Alors le général baissa la tête et ne demanda plus rien. Nous vîmes des larmes couler sur son visage ridé, et nous sortîmes de la chambre sur la pointe des pieds (1). »

(1) Lieutenant R. *Méditations dans la tranchée*, p. 36.

(2) Capitaine Z. *L'Armée de la Guerre*, p. 103.

(3) Marcel Dupont. *En Campagne*, p. 132.

Cette délicatesse de sensibilité fait le fond de la gentillesse française. Comme ses ancêtres, le poilu ne se contente pas d'avoir du cœur; toujours plein de prévenances et d'attentions, il en a la bonne grâce. C'est, à la lettre, un *civilisé*. Des idées charitables lui viennent naturellement en tête. Il n'est pas rare, notamment, que les soldats fassent entre eux des collectes pour venir au secours des habitants. Qu'on s'étonne, après cela, que partout ils soient bien accueillis. Au début, en Belgique, on se disputait pour les avoir. Il n'est pas jusqu'à leurs ennemis qui n'en fassent cas. Et, de fait, avant que par leur félonie et leurs cruautés les Allemands n'eussent provoqué l'indignation des nôtres, les soldats de France leur prodiguèrent les trésors de leur bienveillance. Même, au commencement, nos soldats s'empressaient à les soigner.

Allégez-moi, par votre gentillesse,
Les cruels maux que vous me faites avoir,

chante une vieille geste française. Elle est encore vivante au cœur de nos soldats. Lisez, pour vous en convaincre, ce fragment d'une lettre écrite dans les premiers jours de la guerre par un officier de l'armée territoriale : « Nous avons eu dernièrement un prisonnier blessé, instituteur à Cologne... Mes hommes, de démons qu'ils étaient auparavant, au moment du tir, devinrent instantanément des anges de charité : l'un lui offrit son sac comme oreiller ; un autre lui donna à boire dans son quart ; tous s'empressèrent, ou pour le soutenir dans sa marche, ou pour le soulager (2). » N'est-il pas curieux de constater que le soldat français respecte ainsi, pendant cette horrible guerre et sans le savoir, le code de l'ancienne chevalerie ?

Le moderne soldat de France, en effet, est chevaleresque. Il l'est par sa générosité, mais aussi par son souci, renouvelé des croisades, d'avoir le bon droit pour lui. « Dieu et mon droit » serait-il tenté d'invoquer à son tour. De caractère

(1) Gibbs. *L'Ame de la guerre*, p. 266.

(2) Maurice Barrès. *Les Saints de la France*, p. 242

essentiellement loyal, il lui plaît d'être le champion des causes justes. En réalité, si la guerre actuelle est populaire, cela tient à ce que nous nous battons pour le droit violé par l'agression germanique et opprimé chez les petites nations par la tyrannie des empires du Centre. Aussi bien, pour enflammer les courages, nos journaux ont répété à satiété que nous combattions, ce qui est la vérité, pour le droit et la liberté. Ils n'ont pas eu tort, car, s'il est patriote, le Français est idéaliste. Il a soif de justice et s'inquiète du sort de l'humanité. Les armées révolutionnaires ne prétendaient-elles pas délivrer le monde et, si nos socialistes eurent un tort, ne fût-ce pas de s'imaginer que le droit était révéré chez les autres comme chez nous, d'où ils concluaient que la guerre était désormais impossible ? Eprise de justice, la France est humaine dans la plus large acception du terme. Cette « humanité » fait partie de sa grandeur. Si on l'oubliait, de même qu'on ne comprendrait rien à notre histoire, on méconnaîtrait l'âme de nos poilus. Au fond, ils se battent d'autant plus vaillamment qu'ils se battent par horreur de la guerre. Ils sont, en effet, persuadés, dans leur for intérieur, que, s'ils sont vainqueurs, cette guerre sera la dernière. « Cette guerre n'est tolérable que parce qu'elle est faite en vue d'une paix permanente. Les hommes refuseront de supporter une autre fois ces choses. C'est la fin du militarisme (1). » Tels sont les propos que tenait à M. Gibbs un jeune fantassin revenant de Lorraine. C'est cela : ils font la guerre à la guerre. Il ajoutait d'ailleurs : « Si je croyais qu'un de mes enfants dût endurer ce que j'ai souffert durant ces dernières semaines, j'aimerais mieux l'étouffer dans son berceau pour l'en préserver. » Voilà bien le courage français. Il est fait d'amour pour le foyer, de respect pour le droit, de vaillance naturelle et de sacrifice librement accepté en vue d'affranchir le monde de l'effroyable fléau qu'apparaît aux yeux de tous ces braves la guerre telle que les Allemands l'ont déchaînée pour assouvir leurs appétits.

Le courage français, en résumé, symbolise le genre de patriotisme que tout Français nourrit pour son pays. Complexe comme la bravoure du troupier de France, le patriotisme qui l'inspire est à base de tendresse et d'idéalisme. Rien ne frappe les Anglais comme cette sorte d'affection, comparable à celle que l'on éprouve pour un être vivant, que le Français porte à son pays. « Elle est tout le charme de la vie, dit de la Patrie le canonnier Paul Lintier. Elle est toutes les affectio toutes les joies des yeux, du cœur, de l'esp Elle est ce qui fait que l'existence vaut d' vécue ; tout cela uni, personnifié en un seul ê un être vivant, souffrant, fait de la volonté millions d'individus : la France (1). » Cette aff tion a quelque chose de passionné et, en mê temps, de religieux, qui la rapproche de l'am d'un fils pour sa mère. Et de fait, aux yeux plus petit soldat de France, la patrie est mère : elle en a la tendresse, l'autorité, la sainte C'est parce qu'elle est une mère que, bien q n'aime pas la mort, bien que, malgré sa vaillan naturelle et parce qu'il réfléchit, d'y seulem penser lui donne le frisson, il vole à son secou et meurt sur son sein en criant : « Vive France ! » Cette mère, il l'aime d'autant pl qu'elle représente, pour lui, l'ensemble des t ditions, des idées, des sentiments et des œuvr qui, il en est convaincu, éclairent la marche genre humain vers plus de justice et de bonhe Car — et ceci est admirable — le grand amo que le soldat de France porte à sa patrie n'e clut pas le souci des autres nations, qu'il souhai au contraire, à la hauteur de son propre pays. savoir, du reste, que la France n'a jamais per de vue, pour l'améliorer dans la mesure de s pouvoir, le sort du monde ajoute à la tendres du soldat français, tendresse que relève, par a leurs, une pointe d'orgueil et d'admiration. C' ce patriotisme-là, d'où le courage français e issu, que les Allemands ont réveillé et qui, sous coup de leur attaque injustifiée, a cimenté l'uni sacrée. Le réveil brusque de ce patriotisme, q n'était qu'assoupi alors que d'aucuns le croyaie pour toujours endormi, tel est le véritable mirac français. Il n'y en a pas d'autre.

PAUL GAULTIER.

(1) GIBBS. *L'Ame de la Guerre*, p. 261.

(1) PAUL LINTIER. *Ma Pièce*, p. 126.

UN FACTEUR IMPORTANT DE LA CIVILISATION VICTORIEUSE

L'heure suprême, l'heure où justice sera fai approche. Le monstre, mortellement blessé, s bat avec la dernière rage. La supériorité qu s'attribuait dans tous les domaines de la vie, c « ordre » vanté, cette « exactitude allemande ce « génie d'organisation » et toutes les autr exagérations devant lequel l'Europe aveuglée s'e inclinée si longtemps, — tout cela n'a été qu'u

duperie « colossale », derrière laquelle se cachait la bête fauve. Toute cette hégémonie de violence, suggérée aux peuples européens, s'écroule devant la force morale du Droit. On s'étonne et l'on s'étonnera encore plus après la guerre que l'Europe civilisée se trouvant en contact continuel avec l'Allemagne, ne se soit pas aperçue de la bête prête au bond. Ce sommeil étrange de l'Europe avant la guerre offrira un vaste champ de travail aux psychologues et aux sociologues.

Néanmoins, je tiens à mentionner ici un nombre restreint de documents dont les auteurs s'efforçaient d'attirer l'attention publique sur le danger imminent. « *La Menace Allemande* » de Dejean et « *L'Illusion* » de Norman Angel démontraient d'une manière irréfutable le danger de la guerre. Lorsque j'enseignais, en 1912, le russe et les langues orientales à l'Université de Heidelberg, je fus frappé par l'esprit qui régnait chez les Universitaires, dominés par la névrose pangermaniste. Une brochure que j'ai écrite à cette époque expose clairement la chute prochaine de la « Kultur ». Malgré les attaques furieuses de la critique, mon cours resta suivi par un grand nombre d'auditeurs de tout âge et de tout sexe.

Une fois, je me permis, après le cours, de demander à une sexagénaire, quel usage elle entendait faire d'une langue *qu'on dit* si difficile.

« Oh ! Herr Doctor (tout le monde est docteur chez eux), je suis sœur de charité, et j'irai sur votre front ! » *C'était en* 1912 ! !

Or, si nous avons dormi, la guerre nous a réveillés. Si nous sortons victorieux de cette lutte formidable, c'est d'abord parce que nous sommes unis. Unis et supérieurs par la force matérielle, unis et supérieurs par la force morale, cette arme sublime par laquelle les races inférieures ont toujours été matées. Mais est-ce que la lutte prendra fin après la guerre ? Ce serait une faute criminelle de vouloir l'affirmer. Plus de cent millions d'Austro-Teutons tenteront de nouveau de s'infiltrer dans nos pays sous toute sorte de déguisements, et je crains qu'ils n'y réussissent, si nous ne nous pressons pas de prendre des mesures efficaces pour enrayer leurs tentatives. Leur grande force de pénétration chez les Alliés a toujours été la connaissance des langues.

La langue est la clef magique qui ouvre chaque pays à l'explorateur, au savant, au commerçant et à l'industriel qui la possède. Il n'y a plus de doute : l'attitude des « neutres devant le crime » a révélé une telle amoralité qu'il n'est plus permis de compter sur la plupart d'entre eux ; l'union des peuples civilisés sera restreinte après la guerre aux Alliés, vainqueurs des barbares. Mais si nous aspirons vraiment à réaliser cette belle Association de Peuples Civilisés pour la protection de la civilisation humaine, il faut nous mieux connaître les uns les autres, et pour nous bien connaître, il faut nous comprendre, — il faut que chacun connaisse la langue de son ami et allié.

La langue française est depuis très longtemps obligatoire dans les lycées russes ; d'ailleurs, on connaît l'influence de la langue et de la culture française en Russie depuis plusieurs siècles. On connaît à présent l'effort de l'Allemagne qui soudoyait les « cents noirs » et qui s'introduisait un peu partout — dans l'administration, la diplomatie, l'industrie et le commerce pour détruire l'influence française. Mais les amis de la France luttaient aussi et là encore, le principe moral triompha. Actuellement, une grande partie de l'aristocratie intellectuelle russe organise et élargit la propagande française en Russie. N'est-il pas temps de se mettre à l'étude du russe en France ? L'heureuse initiative prise par M. Herriot restera-t-elle limitée à Lyon ? L'esprit des Français se laissera-t-il imposer plus longtemps la légende de la difficulté insurmontable du russe ? Ce n'est pas ici le lieu de faire une étude sur la langue russe, mais nous croyons travailler dans l'intérêt de notre chère Alliée en démontrant la nécessité immédiate de l'étude de la langue russe en France. Nous envisageons cette nécessité sous le double rapport du progrès matériel et moral.

En ce qui concerne l'influence économique, je voudrais citer les paroles que le Président de la Chambre de Commerce russe à Paris, M. Iswolsky, ambassadeur de Russie, a prononcées à l'assemblée générale le 21 juin : « La Russie offre dans l'immensité de son territoire, des richesses latentes dont l'exploitation sera précieuse, non pas seulement pour elle, mais encore pour ses Alliés. La Russie offrira un champ incomparable de travail qui devra être fructifié par l'apport des capitaux, des compétences techniques. »

La Conférence économique des Alliés a élaboré des mesures pour lutter contre l'infiltration des Allemands dans les pays alliés après la guerre. Mais pour que cette lutte soit efficace, il est nécessaire de créer une armée d'agents, d'intermédiaires, capables de maintenir fermé le grand courant inter-allié. On aura besoin d'hommes qui aillent en Russie pour étudier le pays, pour nouer des relations commerciales, pour créer des débouchés, pour explorer les richesses du sol, les voies de navigation, pour s'informer des conditions des différentes régions de la Russie.

Nos Alliés devraient surtout s'installer dans les endroits où les Allemands s'étaient infiltrés grâce à la connaissance si précieuse de la langue et du pays. Le peuple russe, qui a toujours senti l'hostilité des Allemands pour tout progrès libre, les accueillait comme un mal imposé. Avec quelle joie recevrait-il ses chers Alliés, dont l'histoire glorieuse est à présent bien connue en Russie, grâce à des éditions accessibles au peuple !

C'est en premier lieu la langue, puis la géographie commerciale qui devraient être enseignées dans les écoles françaises pour préparer l'équipe nécessaire à la réalisation des projets élaborés par la Conférence Economique des Alliés. Ce serait vraiment dommage, si le rapprochement économique se bornait à quelques opérations financières dont bénéficierait un groupe restreint de capitalistes internationaux, et si la belle énergie et la vertu de la vraie France étaient mises à l'écart d'un tel développement économique.

Mais ce n'est pas seulement dans un but utilitaire que l'étude de la langue russe est désirable. N'oublions pas, que pendant que l'Allemagne dotait l'humanité des Treitchke, des Bismarck et des Ostwald, la morale russe était représentée par Tolstoï et Vladimir Solovioff ; combien l'étude des œuvres de ces derniers doit autrement influencer les jeunes esprits que la propagande allemandé de la force brutale ! Où trouverons-nous dans la littérature allemande des 60 dernières années la beauté d'un Tourguénieff, l'humour d'un Gogol, la profondeur d'un Dostoïevsky, le réalisme patriotique d'un Nékrassoff, le naturalisme idéaliste d'un Korolenko et d'un Kouprine ?! Et tout cela reste lettre morte pour la jeunesse française, si sensible aux mouvements des idées et toujours en quête de la liberté. Il est impossible de croire que ce soit la difficulté de la langue russe qui empêche les Français de l'apprendre. C'est une double exagération : d'abord pourquoi le Français qui apprend assez vite les différentes langues de ses colonies et qui a donné un nombre considérable de linguistes célèbres, serait-il récalcitrant à l'étude d'une langue qui n'est nullement plus difficile que l'allemand ? En second lieu, la difficulté de la langue russe n'est point ce que l'on s'imagine.

Il n'existe point d'article en russe ; le genre de chaque mot se reconnaît, comme en latin, par sa terminaison ; aussi la déclinaison des noms se produit, comme en latin, par le changement des terminaisons. Il n'existe en russe que trois temps : le présent, le passé et le futur; point de plus-que-parfait, passé antérieur, passé défini, etc. ; le nombre des verbes irréguliers est plus restreint qu'en allemand et en anglais. La syntaxe ne présente aucune difficulté.

M. le professeur Léger a bien raison de dire : « La langue russe obéit, sauf pour l'accentuation, à des lois très précises et il suffit de posséder à fond un certain nombre de types pour y ramener avec précision les formes en apparence les plus divergentes. » Comme langue indo-celtique, le russe ne peut pas être plus difficile pour les Français que pour les Allemands. Si ce n'est la difficulté dans la prononciation de deux ou trois lettres qui paraît insurmontable, même aux connaisseurs étrangers de la langue russe, je n'ai jamais remarqué, pendant ma longue pratique de l'enseignement, que le russe soit plus difficile à apprendre pour les Français que pour les Anglais, les Italiens, les Espagnols, les Arméniens, les Suisses, les Suédois, les Persans et les Allemands, auxquels j'ai enseigné ma langue. La différence des alphabets n'est qu'une difficulté apparente qui peut être vaincue en deux ou trois leçons. Il est bien entendu que l'étude du russe, comme de toute autre langue étrangère doit s'effectuer par une méthode rationnelle et non pas par ces méthodes scholastiques qui nous ont appris à détester à l'école les langues étrangères sans nous les avoir fait connaître.

Ces quelques remarques suffiront, je pense, à montrer quel intérêt s'attache à la question de l'enseignement du russe en France. Un peuple et son pays ne peuvent être étudiés que lorsqu'on connaît leur langue ; c'est elle qui révèle la pensée, les sentiments, les émotions, les croyances, la valeur intellectuelle et morale d'un peuple.

Je l'affirme ici, et l'histoire me donne raison, que l'élite du peuple russe, la Russie qui pense et qui travaille a toujours été attirée par la France, malgré les intrigues des Allemands et de leurs serviteurs. De même, crois-je avoir aperçu dans la jeunesse française et dans la partie purement française de la grande Nation, un intérêt spécial pour le peuple russe. Le vicomte de Vogué et le baron de Baye, ces illustres précurseurs du rapprochement franco-russe, de célèbres écrivains et savants français m'ont personnellement déclaré leur sympathie pour l'idée d'un rapprochement réel de nos peuples ; et combien de modestes citoyens m'ont exprimé le même point de vue.

Il nous reste à espérer que l'opinion française s'occupera bientôt sérieusement de cette question qui est un facteur d'une importance exceptionnelle dans l'évolution du progrès humain.

FÉLIX ASNAOUROW.

ATHÈNES ET SON PEUPLE

I

Nous croyons connaître la Grèce : nous l'ignorons. Ce que nous en savons nous lie plus à son passé qu'à son présent. Nous en sommess restés à Phidias, à Socrate, à Platon, à l'Acropole, à tout ce qui fit l'Athènes de jadis célèbre entre toutes ses sœurs, pour la splendeur de ses temples, la sagesse de ses philosophes, le génie de ses artistes. Et la plupart d'entre nous s'imaginent, quand ils se dirigent vers le Péloponèse, qu'ils verront, en arrivant à Athènes, s'étaler devant eux, sous le ciel attique, fait d'or et de saphir, quelque ville merveilleuse aux blancs palais.

Combien est grande leur déception de se trouver en face d'une cité purement moderne, avec de larges avenues bien tracées, des squares plantés de palmiers, des maisons neuves richement ornées, mais d'un style qui sent la recherche et l'effort. C'est qu'Athènes se compose de deux villes : la ville antique, ou plutôt les glorieux débris qui en restent, et la ville moderne édifiée ou refaite dans ces derniers temps par un peuple jeune et qui a foi en l'avenir. Depuis quarante ans surtout, Athènes n'a cessé de s'embellir à sa façon et de s'étendre. De toutes parts, la ville a envahi la campagne où l'on voit se former peu à peu des groupes de maisons épars encore, mais qui seront bientôt rejoints par de nouveaux groupes.

Autrefois, les maisons de bois ou de pisé étaient serrées les unes contre les autres et très étroites, comme le démontrent les traces qui en subsistent sur les rochers aux environs du Pnynx, de l'Aréopage, de la colline des Nymphes et sur les bords de l'Ilissus. Les édifices publics, les temples et les plus belles habitations, présentaient seules de larges surfaces. Mais aujourd'hui, Athènes est toute différente, et les Athéniens actuels, ont des demeures luxueuses, blanches en général, qui affectent des formes arabes, et qui ne sont trop souvent que de pures et lourdes allemandes.

Certes, les Grecs se glorifient à juste titre de leurs ruines sises plus loin, couvrant des hauteurs maintenant désertes (et où beaucoup ne sont jamais montés), car ces ruines représentent ce qu'un peuple a de plus sacré : sa religion primitive, son art, son histoire. Mais ils sont fiers aussi de leurs récents édifices, bien que ceux-ci n'aient rien de la majesté antique, parce qu'ils attestent à leurs yeux le souci de ce qu'ils croient être l'art national et le désir de donner à la capitale un aspect et une dignité en rapport avec les aspirations d'une race supérieure.

Voici d'abord l'Université, l'Académie et l'Ecole Polytechnique, puis le Musée d'Archéologie. Place de la Constitution, dont il est séparé par un vaste square, s'élève le Palais royal, lourd, dénué d'ornements, mais entouré de jardins admirables, remplis de beaux arbres, buissonné d'orangers et de lauriers roses. Plus loin, place Métropolitaine, entre des constructions qui l'étranglent, se trouve la cathédrale grecque, solennelle et de style byzantin. Puis, essaimées dans la capitale, se dressent d'autres églises de même style, mais plus anciennes. Certaines sont chétives, rabougries, construites pour une population pauvre et peu nombreuse. Beaucoup sont vraiment émouvantes par leur gracilité morne et lugubre. Plus voûtées qu'élancées, pareilles à des pénitentes sous leur capuchon, elles se haussent cependant, quoique timidement, vers le ciel par tous les clochetons découpés qu'elles portent à leur sommet. L'une des plus curieuses de ce genre est sans contredit l'église « Karnikaréa », construction byzantine et compliquée du IXe siècle. Elle est située au milieu même d'une rue, la rue d'Hermès, qui, avec la rue d'Eole, est un des principaux centres de l'activité commerciale d'Athènes, et très fréquentée par des Grecs portant le costume national.

C'est là que, des deux côtés de la chaussée et protégés par des marquises, se tiennent cordonniers, tailleurs et forgerons, qui tous travaillent dans leurs boutiques ouvertes, au milieu du va-et-vient de la foule qu'embaume le parfum des fleurs. Car partout, le long des avenues et des rues, croissent des palmiers, des orangers et des lauriers. Des plantes toujours vertes, des fleurs toujours épanouies ajoutent à la beauté des lieux, et l'on est parfois tenté de s'écrier avec Aristophane :

« O Athènes, ville brillante, couronne de violettes, tu es digne d'envie. »

II

Les dernières victoires des Grecs ont augmenté leur désir d'avoir quelque jour une métropole qui fasse honneur à leur nouvelle puissance. Après la seconde guerre balkanique, des plans d'embellissement furent dressés, les premiers par l'Allemand Kleuze, les autres, que les souverains adoptèrent, par un Anglais, M. Mawson, professeur et architecte de jardin à Liverpool. Leur exécution demandera, paraît-il, un demi-siècle. C'est assez dire combien ils sont vastes.

Pour l'instant, Athènes reste toutefois ce qu'elle était encore hier : une ville bien construite, mais froide et mal tenue, où l'étranger, forcé d'y séjourner longuement, sent vite l'ennui le gagner, parce que les Grecs vivent en général entre eux, et ils n'aiment pas le contact de ceux qui ne sont pas des leurs. Ils disent bien : « Libres chez nous, mais hospitaliers pour tous ! » Je ne pense pourtant pas qu'il y ait au monde une capitale, si petite soit-elle, où l'on se soucie moins qu'à Athènes d'attirer et de retenir les visiteurs. En fait d'agréments, il n'y a rien pour eux. Il y en a déjà si peu pour les Grecs eux-mêmes !

A l'exemple de ses ancêtres, ce que l'Athénien préfère à tout, c'est le théâtre. On en compte actuellement huit qui ouvrent chaque soir leurs portes au public. Et cependant, l'on ne sait où passer la soirée. Au « Panhellinion ? » Mais une troupe grecque d'opérette y massacre avec des voix de mirlitons enrhumés des pièces viennoises. La « Veuve Joyeuse » ayant tourné les têtes athéniennes, c'est ce répertoire qui fut jusqu'ici livré au pillage. Or, tout cela ne compte pas pour le visiteur. Et les représentations féeriques données dans le cadre merveilleux qu'offrent les ruines du théâtre de Bacchus étant fort rares, que lui reste-t-il ? Des cinématographes de pacotille que fréquente une foule guindée et compassée ; un bouiboui de plein air avec trois chanteuses quelconques et un gros comique de rencontre ; enfin, dans la ville basse, une grande brasserie agrémentée d'un petit orchestre d'occasion où, sur cinquante consommateurs assis devant un verre d'eau, on aperçoit... deux femmes !

Les cafés sont pleins, et on en compte jusqu'à vingt sur une superficie de cinq cents mètres. Mais la consommation est nulle. Le Grec a l'horreur de l'absinthe, et les apéritifs lui sont inconnus. Il se contente, pendant des journées et des soirées entières, de siroter un verre d'eau. C'est ce qu'il appelle faire de l'hydrothérapie interne.

Dans la rue, du monde, beaucoup de monde même par moments. Mais la foule qui la peuple n'a ni cette vie, ni cette animation qui caractérise certains de nos grands centres comme Paris ou Marseille. Elle devient toutefois bruyante aux jours de fête, lorsque les Grecs, sous l'influence de quelque événement heureux, manifestent publiquement leur joie. Ils le font en tirant dans les rues et sur les places, des coups de feu.

En 1912, lors de la prise de Salonique, et plus tard de Janina, ce ne furent pendant de longues heures, que salves d'artillerie, coups de revolvers ou de fusils. Toutes les cloches sonnaient à grandes volées. Plusieurs confréries se promenaient dans les rues, drapeau déployé et chantant avec entrain. Amis et inconnus s'arrêtaient pour se saluer selon la formule consacrée des heures de bonheur : « Jésus-Christ est ressuscité ». Partout du monde. Groupes à droite, groupes à gauche. De tous côtés, des cris, des rires, des appels suivis de saluts à l'infini. Jamais on ne vit pareille agitation. Les voitures étaient prises d'assaut ; les soldats blessés circulaient appuyés sur leurs béquilles avec de petits drapeaux à la main. Devant « Dorée », le grand pâtissier de la ville, les consommateurs avaient placé à terre de nombreux pétards que la foule faisait éclater en passant, en sorte qu'il y avait là beaucoup de fumée et force tapage. Athènes, décorée de drapeaux grecs, avait ajouté çà et là, des drapeaux français. Les canons pris aux Turcs et aux Bulgares étaient exposés sur différentes places. Quant aux fusils, il y en avait de véritables montagnes.

Rue du Stade, les blessés s'entassaient sur une estrade dressée pour eux. Aux portes, aux fenêtres, c'était une véritable débauche de bleu, de blanc, une orgie de guirlandes de myrtes et de lauriers. Et les victoires de l'armée grecque s'inscrivaient en lettres d'or autour de poteaux plantés le long des avenues.

Au Pirée, au Nouveau Phalère, même décoration. Sur la mer, vapeurs, barques et canots, jetaient comme sur une coupe de saphir, la note sombre de leurs coques, et blanche de leurs voiles. Ici, comme à Athènes, des acclamations sans fin, des cris de joie, mais surtout des coups de fusil.

Les Grecs sont prodigues en gestes. A cela, en général, se borne leur agitation. Chose curieuse, il leur arrive de rester impassibles devant ce qui devrait les remuer le plus, semble-t-il : passage du drapeau, défilé de troupes victorieuses, sortie des souverains. Il est vrai que le roi est peu populaire, la reine moins encore, et le souvenir est resté vivant parmi les membres de la mission française d'une ovation faite à Venizelos au théâtre, alors que la reine Sophie ne recueillit que les stricts hommages dictés par le protocole. Il n'empêche : ce peuple des pays chauds a par moment une froideur qui étonne et qu'on s'explique difficilement. Est-ce parce qu'il ne boit pas assez, qu'il dort trop et s'imagine que tout est naturel chez lui, même l'extraordinaire ? Peut-être.

En revanche, le Grec est particulièrement badaud. Pour la moindre chose, il court, stationne des heures entières et cela n'importe où, sur les toits, sur les arbres, partout où il trouve de la place.

Nature intelligente et assimilatrice, ayant la

conception de toutes choses aisée et rapide, le Grec accomplit souvent et sans en avoir l'air, de véritables tours de force. C'est ainsi que les typographes parviennent, sans connaître un traître mot de français, à composer d'après des manuscrits griffonés et la plupart du temps illisibles, quatre grandes pages de journal. Ils saisissent les mots au vol, reproduisent les caractères suivant leur forme, avec relativement peu de coquilles. Ils composeraient tout aussi bien du chinois !

Voilà pour la classe ouvrière. Même adresse en face de difficultés d'un autre genre, dans la classe élevée. Grand nombre de ménages mondains, qui n'ont comme revenus réguliers que deux, trois ou quatre cents francs par mois, vivent d'un bout de l'année à l'autre, toute leur vie durant, sur un pied de dépenses correspondant au triple, au quadruple de leurs moyens.

Adroit, habile, tel est le Grec ! Malheureusement, ces dons naturels ont leur fâcheuse contrepartie. Désœuvré par tempérament, l'Athénien l'est aussi par nécessité, par pénurie d'affaires. Il a de plus la manie de la discussion, en politique surtout, car il se figure aisément avoir en lui, les vertus d'un grand homme. Enfin, joueur enragé, on le voit passer de longues heures au bezigue, au piquet, au bridge, à la préférence, à tout ce qui est jeu. Entre temps, il grille des cigarettes, s'absorbe, néglige le déjeuner, voire même le dîner.

Quant à sa vanité, elle est incroyable ! Persuadé qu'il connaît tout, il croit pouvoir tout entreprendre, controverse, critique, avec une surprenante audace, juge même ce dont il n'a aucune idée, et tranche des questions auxquelles il n'entend pas le premier mot.

Rien ne l'embarrasse ; et s'il vient à se tromper, peu lui importe. Jetez, par exemple, un coup d'œil sur ces pompeuses inscriptions de boîtes, ces annonces, prospectus et cartes postales, toutes choses qui ont coûté de l'argent et sont destinées à être lues par un nombreux public. Vous remarquerez partout l'orthographe la plus cocasse : « Caffé, Sigarettes fins, Forts turcs conquérés par les Grecs, Soldats « hâtants » pour se hâtant. Ce ne sont pas des coquilles. Non, mais des fautes d'ignorance provenant d'une suffisance sans bornes. Le Grec ne se donnera pas la peine d'apprendre, parce qu'il est persuadé qu'il sait. Faites-lui toucher du doigt son erreur, il vous dira avec un calme imperturbable : « J'ai commis un oubli. » Et il se mettra à rire ou se fâchera, suivant sa disposition du moment. Disposition qui ne sera d'ailleurs pas la même l'instant d'après, le Grec étant de nature versatile, tout comme son climat, et cela n'est pas peu dire.

Il ne faudrait pas croire, en effet, qu'on vive à Athènes sous un perpétuel sourire du ciel. Il pleut. Puis l'horizon s'éclaircit. Après quoi, il repleut, et soudain parmi les nuages, perce un radieux rayon de soleil. Mais qui songerait à se plaindre de ces variations ? Elles donnent ainsi, de novembre à février, l'illusion du printemps, et la réalité de l'hiver dans la même journée.

La saison, là-bas, est capricieuse comme une femme, car la femme, elle aussi, sourit à travers ses larmes, la Grecque en particulier, dont la mobilité est extrême, et qui a des fantaisies multiples, sans cesse renouvelées, jamais assouvies.

Femme de ménage, elle ne l'est guère. Ses qualités charmantes en font plutôt une mondaine. Et l'on trouverait difficilement en elle, la descendante de ces Athéniennes que l'histoire ancienne nous représente enfermées dans le « Gynécée », tout occupées de leurs enfants et de leurs travaux. La Grecque moderne sait cependant, quand il le faut, se montrer vraiment mère, et quand elle le veut, se révéler créatrice d'ouvrages merveilleux. Mais sa coquetterie l'emporte trop souvent sur ses soucis d'art. Elle veut plaire, et elle se pare, n'ayant que rarement pour charmer et séduire les lignes pures et harmonieuses de ce type devenu classique, qui était celui de sa race au temps où Phidias et Platon faisaient de leur pays la patrie de l'art et de l'idéal.

Autrefois, la femme n'était admise à aucun emploi, et le commerçant qui eût osé employer dans son magasin un personnel féminin, eût été regardé comme un citoyen faisant infraction aux règles de la société. Il y a seulement dix-huit ans, un Français ayant établi une ganterie rue « d'Hermès », et ne trouvant pas de femmes en Grèce pour le servir, fit venir de France une jeune employée. Rien de plus naturel, semble-t-il. Et pourtant, quel ahurissement parmi les Grecs d'Athènes ! On se pressait devant la devanture, afin d'apercevoir la jeune vendeuse. On se la montrait comme un phénomène.

Depuis, les conditions de la vie ayant changé, tout a changé avec elles. L'état des esprits s'est modifié. La femme a acquis en Grèce, comme ailleurs, droit au travail. Athènes a évolué avec le monde, et son peuple se transformant, est devenu un autre peuple, qui paraît, au premier abord, n'avoir rien de commun avec celui dont il est l'héritier. Les alliages survenus au cours des siècles lui ont donné une physionomie toute diffé-

rente et une âme nouvelle. Toutefois, des liens indissolubles l'unissent à son glorieux passé. Les Grecs ont gardé, avec le vif esprit et le souvenir de leurs ancêtres, leurs ambitions, leur intime conviction de la supériorité de leur race sur les autres groupes d'Orient. C'est pourquoi, Athènes moderne, libre, active, renferme en soi tous les éléments d'avenir d'un peuple qui, connaissant les causes de sa grandeur et les devoirs que cette grandeur lui impose, veut la faire revivre et s'y prépare. Elle se sent de par son passé même, appelée à la plus noble des missions : celle d'amener un jour par son influence les peuples balkaniques au culte de l'art et de la civilisation.

« Puisqu'il n'y a pas de bulgarisme capable de civiliser les Balkans, qui donc le fera ? demande l'écrivain grec, Michel Paillarès. Sera-ce le pangermanisme, ou, à son défaut, l'américanisme ? Non. Pour faire la rénovation balkanique toujours nécessaire et de plus en plus indispensable, il n'y a que l'hellénisme, et dans ces conditions, je ne vois ni Slaves, ni Bulgares, ni aucune autre nation, et je dis que ce serait un tort de lutter contre l'hellénisation du monde balkanique. »

Encouragée par l'Allemagne, la Bulgarie rêve, la chose est certaine, de supplanter la Grèce dans son œuvre régénératrice. Jalouse des prérogatives d'Athènes, de cette mère-patrie du monde où tous les peuples, avides d'ascension morale, sont venus puiser les sentiments de la beauté immuable supérieure aux vicissitudes humaines, la Bulgarie veut substituer Sofia à Athènes, et imposer à l'Europe entière, sa « culture » née de la « kultur » allemande.

Après la guerre de 1897, cette guerre où la Grèce vaincue par un concours fatal de circonstances, beaucoup plus que par des régiments turcs, parmi lesquels abondaient d'ailleurs des officiers allemands, les gazettes officielles et officieuses de l'Allemagne, et particulièrement de la Prusse, s'appliquaient à dénigrer la Grèce et à discréditer les Grecs auprès des nations européennes. On vit reparaître alors, en maintes feuilles d'outre-Rhin, le lourd paradoxe de « Fallemerayer », à savoir le refus d'accorder aux Hellènes le bénéfice moral de leurs nobles origines, et l'affirmation que les habitants de cette radieuse contrée où rayonne l'Acropole, ne sont que des Valaques dégénérés.

Vient-on à ouvrir le « Manuel du Voyageur » de M. Karl Baedeker, on trouve dans l'Introduction les appréciations suivantes de l'auteur sur le peuple grec :

« Un coup d'œil jeté sur le peuple tel qu'on le voit à Athènes, à Patras et dans d'autres grandes villes du nouveau royaume, ne produit certes pas l'impression réjouissante. On croit voir souvent « une caricature des mœurs françaises ».

Comme on le voit, M. K. Baedeker se montre, dans son livre, aussi peu aimable pour nous que pour les Grecs. Bien entendu, cette opinion est vivement partagée par les Bulgares qui, de tous temps, et en dépit de certaines alliances passagères et toutes politiques, furent les ennemis du peuple grec. Sofia n'aima jamais Athènes. Elle alla même jusqu'à la mépriser, parce que, confiante dans son armée, elle croyait pouvoir traiter la Grèce, qu'elle supposait sans force militaire appréciable, comme une nation moins que redoutable.

« L'armée bulgare étonnera le monde », disait à Athènes même le gendre de Von der Goltz pacha, ce qui voulait dire ceci : « Les Bulgares sont prêts pour la conquête des Balkans, or, ce ne sont pas les misérables soldats grecs qui pourront leur tenir tête et les battre. »

Jusqu'au début de 1912, l'attaché militaire bulgare à Constantinople, également accrédité à Athènes, ne s'était jamais dérangé pour venir voir « les cent mille paresseux plus ou moins dépenaillés » qui, d'après lui, représentaient l'armée hellénique. Or, grâce à l'effort intelligent suscité par M. Venizelos dès son arrivée au pouvoir, grâce ensuite à l'appui et au concours précieux du général Eydoux et de la Mission française, cette armée existait. Le capitaine Topaszikof eut beaucoup de peine à s'en convaincre. Il lui fallut bien s'y résoudre après les nombreux entretiens qu'il eut ici et là, les visites des casernes et établissements militaires, les renseignements concordants qu'il pût se procurer. Il comprit brusquement l'œuvre de M. Venizelos et du général Eydoux, et que l'armée grecque n'était pas un mythe.

Parlerons-nous maintenant des qualités du soldat grec ? Il suffit de lire les récits des dernières guerres balkaniques, pour se rendre compte de son courage et de sa merveilleuse endurance. Au combat, le fantassin attaquait lestement, à la française, en s'infiltrant partout et en tirant de près. Jamais une réclamation, jamais une plainte. Pas d'exigences, mais le parti-pris évident d'être content de tout.

L. DE LANGALERIE.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 20 — 2e SEM. 54e ANNÉE 14-21 OCTOBRE 1916

L'OFFRANDE A LA FRANCE PAR L'AME DES NATIONS

Un certain nombre de phénomènes spirituels se dégagent dès à présent, comme de brillants météores, des sombres horreurs de cette guerre. J'en voudrais noter un ici qui n'a encore été ni remarqué ni défini. C'est le plus saisissant et le plus vaste, celui qui sort des profondeurs les plus mystérieuses du passé et qui porte le plus loin dans l'avenir. N'en avez-vous jamais eu la sensation subite et comme l'illumination dans ces jours sinistres et sublimes ? Sur le ciel de l'humanité, noirci par les fumées d'une lutte sauvage, glissent des lueurs étranges. Sont-ce les frémissements et les palpitations d'une aurore boréale au-dessus de la froide nuit polaire striée de sang ? Des gerbes lumineuses, nuancées de couleurs diverses, jaillissent à l'horizon. Elles tremblent, s'éteignent, reviennent, se mêlent et semblent se chercher pour former l'éventail d'une rose immense dans le firmament. Quelles sont ces lumières ?

C'est la renaissance de l'âme des nations. Cette renaissance est un fait nouveau dans l'histoire. Serait-ce une métamorphose ? Non, chacune ne fait qu'accentuer son caractère propre. Mais tendraient-elles, par un ardent mélange, à se fondre et à s'effacer les unes dans les autres ? Pas davantage. Elles aspirent à une unité plus profonde dans une variété plus riche. En réalité, cette renaissance de l'âme des nations est une épigenèse, je veux dire une âme nouvelle greffée sur l'âme ancienne.

Elles existent, depuis les origines crépusculaires de l'histoire, ces âmes des nations, mais elles existaient jusqu'à ce jour à l'état rudimentaire et instinctif, elles flottaient dans un demi-sommeil, d'où les tirait de temps à autre un de leurs prophètes ou de leurs grands hommes. Maintenant seulement ces âmes nationales se réveillent. Elles se secouent et se dressent sous les verges des antiques destins qui les frappent à coups redoublés. Maintenant seulement elles sont en train de prendre conscience d'elles-mêmes dans la lutte gigantesque qui divise l'humanité en deux camps. D'un côté se tient l'orgueilleuse Teutonie. Sous leur masque de mensonge, les deux empires de proie ne respirent que la haine et l'oppression. Ils croient pouvoir dominer le monde par la terreur et la force brutale et convertir les âmes en les écrasant. De l'autre, se sont groupées les nations qui veulent rester libres. Elles se sont unies pour la défense de la justice. De l'élan spontané qui les rapproche est né un besoin de compréhension réciproqué par leurs affinités intimes. Il y a entre elles une floraison d'amour et de confiance et comme une émulation de fraternité. Sous le danger commun qui menace leur existence, chacune veut se ressaisir elle-même dans son meilleur passé ; mais chacune veut aussi pénétrer dans l'âme de ses sœurs. Ce n'est pas seulement la lutte pour la vie, ce ne sont pas seulement les intérêts économiques qui cimentent l'union entre les nations alliées, c'est la sympathie, l'admiration, la pitié, l'enthousiasme pour la cause commune. Si cette guerre a éveillé les passions les plus viles et les plus féroces chez les nations qui prétendent

fonder leur puissance sur la violation du droit et le mépris de tous les sentiments humains, elle a été, pour ceux qui se sont ligués dans la défense des trésors les plus sacrés de l'homme, une source bouillonnante de spiritualité et d'idéalisme.

Pour mesurer la portée de ce phénomène nouveau, marquons bien son double caractère : d'une part, le renforcement et l'approfondissement des âmes nationales ; de l'autre, l'élargissement et la vivification de l'idée d'humanité par la fraternité d'armes au nom d'un idéal commun et l'interpénétration psychique des nations elles-mêmes. Ainsi, chez toutes ces nations, une âme nouvelle s'est entée sur l'âme ancienne ; et c'est là ce que j'appelle la renaissance par épigenèse. Car l'idée d'humanité, en se greffant sur l'idée de patrie, a fait évoluer l'une et l'autre dans l'âme des nations. L'idée de patrie est devenue plus consciente en s'approfondissant ; l'idée d'humanité est devenue plus vivante au contact des nations sœurs, unies par un pacte d'amour et de combat.

Quoi d'étonnant si, dans leur détresse ou dans leur enthousiasme, les nations éperdues et frémissantes se tournent vers la France, comme vers leur refuge naturel et leur protectrice née ? N'a-t-elle pas été de tous temps le champion des faibles et des persécutés ? Ne s'est-elle pas fait honneur de prendre en main les causes désespérées et d'y risquer sa propre vie ? On lui en a fait un crime, on l'a appelée le Don Quichotte des nations. Elle n'en a cure ; elle obéit à son génie et se fie à sa devise : *fluctuat nec mergitur*. De même que jadis elle conduisit les peuples d'Europe à la croisade, depuis deux cents ans, par ses penseurs comme par ses poètes, par ses pionniers comme par ses capitaines, la France est devenue l'*Eveilleuse des peuples*. Et ce qui n'était jamais advenu est arrivé dans cette guerre. Devant le crime monstrueux du viol de la Belgique et de l'attaque brusquée sur Paris, le monde a compris que l'Allemagne, pervertie par la Prusse, est devenue l'ennemie du genre humain et que, si la France périssait, s'en serait fait de la liberté du monde et avec elle de la civilisation. Car, on l'a bien vu, elle était savamment tissée et scientifiquement ourdie, la conjuration du Kaiser et de ses acolytes, qui devait faire de l'Allemagne le coupe-gorge des peuples, de l'Europe sa vassale et des autres continents ses très humbles satrapies. Le lacet, qui devait faire taire les vieilles et les jeunes nations, ou les étrangler, était tendu aussi bien sur l'Amérique et sur l'Asie, que sur l'Afrique et sur l'Extrême-Orient. Aussi, devant cette France qui presque seule, à la première heure, sous la ruée foudroyante de trois millions d'hommes, défendit victorieusement avec un indomptable courage, sa vie, son honneur et la liberté du monde, on entendit jaillir du cœur de l'humanité un cri d'admiration et de sympathie comme la France n'en avait jamais entendu. Depuis ce fut un concert de louanges et de tendresses qui tombèrent sur ses blessures comme un baume guérisseur et comme une rosée céleste.

Cueillons quelques-uns de ces témoignages précieux sortis de la bouche des Alliés et même des neutres. En vérité dans ce duel, à la vie à la mort, toutes les nations ont offert un bouquet à la France — et, dans ce bouquet, chacune a mis son âme. Respirons leur parfum. Dans ces dons subtils et touchants, qu'il nous soit permis de voir les signes précurseurs d'une Europe nouvelle, fondée sur la sympathie, sur la compréhension réciproque des peuples et sur un noble idéal humain.

I. — L'Offrande de la Belgique.

Au début de la Guerre des Nations, la Belgique s'offrit elle-même en holocauste pour son honneur et pour le droit des peuples contre la brutale et la plus vile des agressions. Elle le fit par la volonté de son roi héroïque et de son peuple admirable. Par ce sacrifice, gage de sa résurrection future, elle sauva Paris et la France. Décius, prétend la vieille légende latine, sauta dans un gouffre de la terre entr'ouverte pour sauver Rome ; la Belgique tout entière sauta dans le gouffre de l'horrible invasion teutonne pour sauver la liberté européenne. Ce fait d'un peuple s'offrant en victime pour le salut de tous les autres est tellement énorme et tellement nouveau dans l'histoire que les siècles ne pourront l'oublier. L'acte sublime se suffit à lui-même, il se passe de tout commentaire ; l'acclamation universelle lui a répondu. Mais d'illustres voix belges en ont défini le sens et montré la portée. Comme l'étincelle électrique transforme en une goutte d'eau une certaine quantité d'hydrogène et d'oxygène renfermée sous une cloche de verre, la déclaration de guerre de l'Allemagne fondit en un peuple homogène la Belgique divisée en deux races. L'éloquent directeur de l'*Indépendance belge*, l'explique à merveille :

« Ce que les meilleurs efforts politiques pendant quatre-vingt années n'avaient pu obtenir, dit M. Roland de Marrès, la barbarie allemande la détermine spontanément : une Belgique une et indivisible se dresse glorieusement devant les siècles ; Wallons et Flamands se retrouvent Belges et Belges seulement. Pour la première fois ils sentent la vérité de leur devise nationale et comprennent qu'ils ne peuvent être une force en Europe que par l'union étroite des cœurs et des âmes. Cette unité morale du peuple belge, aucune puissance au monde ne réussira plus à la détruire,

car elle est faite de tout ce que peut souffrir le cœur humain, de toute la pitié, de toute la tendresse de ceux qui sont morts pour la patrie. La certitude de la survivance d'une Belgique libre est là. »

Voilà ce que ni le présomptueux Kaiser, ni son féroce état-major, ni son armée de professeurs aussi bornés que savants n'avaient prévu. Mais écoutons encore l'hymne du poète Verhaeren à la Belgique martyre :

« Si dans l'immense malheur qui s'étend sur nous, il peut nous rester à côté de l'indéfectible espoir quelque motif de haute exaltation et même de joie, c'est de songer que notre courage, notre ferveur et notre acharnement ont servi à la plus grande des causes humaines. Disons encore que pendant ces heures tragiques des premiers jours d'août, nous avons aimé, haï voulu, crié, chanté, pleuré, avec une intensité telle que toute notre existence nationale passée ne vaut pas cette minute soudaine et superbe vécue sous la foudre. Etions-nous vraiment un peuple, avant cet instant magnifique? Nous nous dépensions en minimes querelles; nous n'étions guère aimantés vers les hautes réalités ; nous nous complaisions à nous reprocher nos origines, soit flamandes, soit wallonnes ; nous tâchions d'être avocats, boutiquiers, fonctionnaires avant d'être citoyens. Le péril a rassemblé nos forces éparses en un seul et lumineux faisceau. Nous le dressons sur nos villes détruites, sur nos plaines rasées, sur l'immense champ de bataille qu'est aujourd'hui notre terre et, avec déjà la victoire dans le cœur, nous attendons. »

II. — L'Offrande de l'Angleterre.

Malgré l'Entente cordiale, l'Angleterre était de toutes les nations celle dont on pensait qu'elle se déciderait le plus difficilement à la guerre contre l'Allemagne. Son tempérament national et sa tradition politique, le développement rapide du parti démocratique et les progrès du pacifisme comme aussi l'épineuse question d'Irlande semblaient la vouer au « splendide isolement ». Guillaume II, au courant de ses dissensions intérieures, espérait bien en profiter pour écraser la France d'abord, la Russie ensuite et se retourner alors de toute sa violence contre l'Angleterre pour lui ravir l'empire des mers et acquérir ainsi la domination du monde. L'attaque sacrilège contre la Belgique mit fin à toutes ces prévisions. Ce ne fut pas seulement la menace contre sa puissance maritime qui fit sortir du fourreau l'épée de l'Angleterre d'un geste magnifique, ce fut par-dessus tout une question de principes, l'indignation contre le droit international violé, l'indignation contre un souverain et un ministre osant traiter de « chiffons de papier » les pactes sacrés qui protègent les faibles contre la convoitise des forts et maintiennent l'équilibre européen.

Il se produisit alors, entre l'Angleterre et la France, rassemblées sur le même champ de bataille, une de ces crises d'âme qui adviennent parfois entre deux adversaires, lesquels, après s'être longtemps méconnus, se découvrent soudain une foule de points de contact et d'affinités. C'est un renversement des pôles psychiques. On se froissait, on se heurtait par des rugosités de surface, mais on s'aperçoit qu'on s'entend par les instincts profonds du cœur et par la noblesse des pensées. A vrai dire, la querelle durait depuis longtemps. Elle remontait, par Napoléon Ier et Louis XIV, jusqu'à la guerre de cent ans. Mais on se plut à constater, ce jour-là, que les deux peuples avaient le même respect de la liberté individuelle et qu'à travers leurs luttes séculaires, ils avaient toujours conservé l'un vis-à-vis de l'autre la même courtoisie et le sentiment chevaleresque de l'honneur. A cette nouvelle fraternité, qui semble revêtir désormais un caractère définitif, le correspondant parisien du *Times* a donné une expression admirable et vraiment exquise dans le passage suivant :

« Parmi toutes les douleurs de cette guerre, il y a cependant une joie pour nous: celle d'être devenus frères des Français, comme jamais deux peuples ne l'ont été. Il nous est venu, après des siècles de conflits, une sorte de millénaire d'amitié. En cela nous sentons qu'il y a pour le monde une espérance qui surpasse toutes les craintes, même en ce point de calamité où en est le monde... Quand sir Philipp Sidney parlait de la France comme de la *douce ennemie*, il traduisait le sentiment anglais des siècles passés et des siècles à venir... Voilà pourquoi nous admirons la France comme nous n'avons jamais encore admiré une nation. De même que nous voyons de belles femmes ayant souffert de cruels chagrins, sourire seulement là où naguère elles riaient, et garder néanmoins leur beauté, survivre pour une cause qui ne leur est plus personnelle, mais pour la vie elle-même, ainsi maintenant nous sentons que la France combat non seulement pour son honneur et son beau pays, mais pour ce qu'elle représente dans le monde... Deux fois déjà, sur le sol de la France, à Poitiers et dans les champs catalauniques, un combat pareil avait eu lieu; et maintenant, pour la troisième fois, c'est la lourde tâche et la gloire de ce pays d'être la nation gardienne ; et ce n'est pas un simple hasard, car la France est bien le principal Trésor que ces barbares conscients voudraient détruire. Ils savent que tant qu'elle restera intacte, il y a en elle quelque chose qui rendra leur « culture » sans charme pour le reste du monde. »

III. — L'Offrande de l'Italie.

Si l'on n'envisage que le côté extérieur de l'évènement, l'entrée en lice de l'Italie dans la grande guerre fut un acte de haute politique, mûrement réfléchi, accompli avec une mise en scène grandiose. Si l'on regarde le fond des choses, ce fut la con-

séquence de l'épanouissement de l'âme italienne aux XVe et XVIe siècles, aux temps de la Renaissance et de son superbe *Risorgimento* au XIXe siècle. Le savant et courageux historien Guglielmo Ferrero a fait, en une série de beaux articles, réunis maintenant en un livre, *La Guerre européenne*, le *mea culpa* de son pays et le nôtre à tous, en montrant la faiblesse coupable qui, pendant 45 ans, avait prosterné béatement l'Europe devant l'idole de la force brutale, idole que la Prusse comptait imposer au monde. On attendait avec une extrême tension d'esprit la révolte de la Puissance qui avait toujours joué dans la Triple-Alliance le rôle de la parente pauvre. Elle avait attendu son heure et ne la manqua pas. Ah ! comme on vit alors la vassale affranchie changer de visage, grandie instantanément comme par un prodige et atteindre subitement la taille de la Rome antique. Quand ses bataillons partirent pour couronner les cimes des Alpes et les rives de l'Isonzo, il sembla vraiment qu'on vît marcher derrière eux les glorieux Immortels de l'histoire romaine et italienne. Ils étaient ressortis de leurs tombeaux, les Scipion et les César, les Tacite et les Machiavel, les Dante et les Michel-Ange, les Timoléon et les Garibaldi. Ces ombres augustes du monde latin poussaient leurs légions retrouvées à la reconquête des terres perdues, à la lutte contre l'éternel barbare. Et toutes disaient : « Nous sommes la civilisation. Nous sommes le passé et nous sommes l'avenir, car nous croyons au Droit et nous luttons pour la Justice ».

A cette heure solennelle, un puissant poète sut devenir la voix de la patrie. Gabriele d'Annunzio n'avait guère été jusqu'à ce jour que le chantre génial de la Beauté, le poète dionysiaque et inquiétant de la volupté souveraine. Mais voici que soudain il apparut comme possédé d'un Dieu nouveau. Pareille à une tempête, l'âme nationale, l'antique âme de l'Italie s'engouffra en lui. Il en devint le clairon. Grâce à son discours du 5 mai 1915, à Quarto, l'inauguration du monument de Garibaldi pour « le sacre des Mille » devint un moment historique inoubliable. Ce discours ne précéda que de trois jours la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche et ne contribua pas peu à la déclancher. Par une métaphore saisissante d'actualité et de vérité, le poète compare l'âme de sa patrie, au moment où il parle, au métal en fusion dans le haut fourneau, d'où sortira la statue du héros quand le feu liquide se précipitera dans le moule. Paroles d'ébullition sibylline, de splendeur prophétique :

« Et voici le songe suprême, voici le commandement.

« Ceci était, ceci est dans l'ordre secret de notre Dieu.

« D'angoisse en angoisse, d'erreur en erreur, de crainte en crainte, de présage en présage, de prière en prière, il nous a soulevés à la sainteté de ce matin.

« Pendant que ce bronze sacré bouillonnait dans le fourneau rugissant et que la forme à remplir se taisait dans la fosse du moule, une fournaise immesurée s'allumait « de beauté spirituelle. »

« D'avance le roi regarde la statue debout, la statue qui dure ; attentif au bouillonnement profond de la fusion magnanime. Il est allumé l'immense fourneau clos de notre nation, ô frères. Puisse notre Génie rester allumé ; que le feu travaille; qu'il travaille jusqu'à ce que tout le métal soit fondu, jusqu'à ce que la coulée soit prête, jusqu'à ce que le choc de fer ouvre le passage au sang embrasé de la résurrection.

« Déjà de toutes les fentes, de tous les trous blanchit et rougeoie l'ardeur. Déjà le métal commence à se mouvoir. Le feu augmente et ce n'est pas assez. La force de la flamme croît et croît encore, et ce n'est pas assez. Elle demande à être nourrie, elle demande, elle veut tout.

« Le conducteur des nations avait voulu un bûcher sur un roc (1), pour que s'y consumât sa dépouille d'homme, pour y réduire en cendres ses tristes restes; et cela lui fût refusé. Ce n'est pas un bûcher d'acacia ni de lentisque, ni de mirte qu'il demande aujourd'hui, ô Italiens. Il veut autre chose.

« C'est l'esprit de sacrifice qui est son esprit même, l'esprit de celui qui n'eût rien et qui donna tout. C'est lui qui clamera demain sur l'incendie sacré:

« Tout ce que vous êtes, tout ce que vous avez, donnez-le à l'Italie flamboyante ! »

Le surlendemain, après les scènes mémorables du palais Farnèse et du Capitole, quand le drapeau italien se maria au drapeau français dans toutes les rues de Rome, d'Annunzio envoya à Maurice Barrès le télégramme suivant, qui a fait le tour du monde, mais qu'il faut rappeler ici : « On chante la *Marseillaise* autour de la colonne Trajane. Le vert et le bleu de nos drapeaux font une seule couleur dans le soir qui tombe. Je sais que le même souffle passe sous nos arcs de triomphe et sous le vôtre. Nous avions deux patries et ce soir nous en avons une seule qui va de la Flandre française à la mer de Sicile. »

L'histoire retiendra ces actes et ces paroles. Ne voilà-t-il pas scellée, par leurs âmes resurgies et enlacées, l'amitié des deux sœurs latines ?

IV. — L'Offrande de la Russie.

L'âme russe est à la fois très lointaine et très proche de la nôtre. Plus primitive et plus candide, elle nous dépasse cependant par sa spiritualité native et spontanée. D'une part, elle nous ravit et

(1) Par une clause de son testament, Garibaldi avait demandé que son corps fût brûlé sur un bûcher dans l'île de Caprera. La municipalité ou le gouvernement s'y opposèrent, et le héros national fut enseveli dans un tombeau creusé dans le roc.

nous déconcerte par sa profondeur mystique, où sommeille, dans une placidité merveilleuse, un altruisme absolu. Il y a quelque chose de sublime dans cette abnégation complète de la personnalité humaine, car elle provient, chez l'âme russe, d'un sentiment instinctif de la solidarité universelle de l'humanité. Cela nous inspire un respect profond, mais nous sommes trop individualistes pour atteindre à ce degré d'abnégation. D'autre part, l'âme russe est très près de l'âme française par sa puissance de sympathie, par ses magnifiques élans d'enthousiasme. Avant 1914, nous ne connaissions guère la Russie que par quelques-uns de ses poètes et de ses écrivains et par le livre révélateur d'Eugène Melchior de Vogüe sur le *Roman russe*. Maintenant l'âme russe tout entière se révèle à nous dans cette guerre.

Voilà ce qu'écrivait récemment un vieux fonctionnaire russe à un de ses amis établis en Italie : « Je puis vous assurer, étant arrivé à un âge avancé n'avoir jamais vu la Russie si noblement belle comme en ces jours de faits glorieux et de martyrs sans précédents. Elle vient d'atteindre un degré inouï de confiance dans sa propre force, de fermeté, de persévérance, de foi dans sa propre invincibilité. Nous-mêmes, comme toujours, ignorons toute la merveilleuse profondeur de l'âme de notre peuple. Il existe une certaine inexactitude de jugement sur son compte à l'étranger, due à nos voisins les Allemands. L'opinion s'était enracinée en Europe que, sous la couche supérieure des sphères gouvernementales, des classes dirigeantes (bureaucrates, militaires, intellectuels, commerçants) en contact avec la culture européenne, se trouvait la masse impénétrable d'un peuple d'esclaves, qui servait d'instruments aux mains des classes cultivées, le dirigeant comme elles voulaient. Mais notre peuple est loin d'être l'enfant qu'on croyait. Il est peut-être bien plus mûr que ceux qui prétendent le guider, et il a prouvé sa maturité justement à présent. Ceux qui croient, à l'heure qu'il est, mener le peuple, se font illusion. En réalité, ils ne font que suivre le courant de sa volonté. Le contrarier serait une entreprise dangereuse dans l'état actuel. » (1) Et le dit fonctionnaire cite de nombreux exemples du patriotisme du peuple russe, de la générosité inépuisable des paysans dans leurs fournitures à l'armée et dans l'aide qu'ils apportent à la guerre.

Voyons maintenant l'impresssion que produit l'héroïsme français sur l'âme slave. Voilà ce qu'écrivait récemment de Verdun un correspondant russe, M. Nemirovitch Dantchenko :

« La ville entière gronde comme un nuage d'orage et lance des éclairs au nord et à l'est. Les batteries tonnent sans répit et tout le ciel est pommelé de l'éclatement des schrapnells... J'ai quitté le front de Verdun en emportant dans mon âme un sentiment d'admiration pour l'étonnante ténacité des troupes françaises, pour l'incomparable vaillance des soldats et des officiers. Le pays entier est derrière eux de tout son enthousiasme et de son exaltation patriotique. Si pénible que soit l'épreuve pour un pays accoutumé au luxe et en tout cas à l'abondonce, je n'y ai entendu aucune récrimination, je n'y ai surpris aucun doute, je n'y ai rencontré aucune hésitation. Dans les couches les plus profondes du peuple, j'ai deviné un revirement vers un avenir nouveau, grave, grandiose. Vive cette grande nation! Jamais encore je ne me suis senti aussi heureux de l'amitié qui nous lie à elle. J'en emporte, comme de l'Angleterre, l'inébranlable conviction de la victoire sur l'ennemi barbare, implacable et sauvage. »

V. — L'Offrande de la Serbie.

Parmi toutes les nations slaves, la Serbie nous apparaît aujourd'hui comme la plus douloureuse et la plus héroïque incarnation d'un peuple martyr. Avant-garde des Slaves du Midi, elle en manifeste la profondeur sensitive et l'énergie intrépide. Un courage fou éclate dans les chants mâles de ses guerriers qui célèbrent le héros légendaire Marco ; et l'amour qui se dévoue, l'amour sans bornes coule comme un fleuve de larmes dans les mélodies suaves de ses femmes. Courage sans frein, amour sans limites, on dirait que la nation serbe agite ces deux vertus devant le monde comme un blason et qu'elle a mis sur son drapeau un chevalier bardé de fer, survolé d'une Madone. Nation idéaliste de peu de sens pratique, les Serbes sont l'inverse des Bulgares. Pourquoi faut-il que ce peuple, qui a la candeur de l'enfant et du héros, soit puni de ses vertus comme de crimes impardonnables par une fatalité cruelle ? Serait-ce pour montrer au sordide égoïsme humain la force et la beauté du sacrifice ?

L'histoire de la Serbie est celle d'une nationalité puissante toujours écrasée par le destin. Le plus grand souvenir de ses annales est celui d'un effroyable désastre après une lutte désespérée, au XIVe siècle. Dans la poésie chantée et dans les traditions familiales, la bataille de Kossovo (1389) n'en resta pas moins le tremplin d'indomptables espérances. La langue et la poésie populaires furent les fidèles gardiennes de la nationalité serbe sous le joug musulman. Pendant des siècles, la Serbie lutta contre les Turcs et réussit à les vaincre dans la dernière guerre balkanique. Mais de pires ennemis la guettaient : l'Autriche, cette pieuvre insatiable des peuples slaves, et la Prusse, cette égor-

(1) Traduit d'un article du *Giornale d'Italia*, par la Comtesse Barbe de Moskvitinoff.

geoise des petits peuples. Comme deux bandits, aidés d'un traître frère de la victime, l'Autriche, l'Allemagne et la Bulgarie viennent d'assassiner la nation serbe. Mais est-elle vraiment morte ? Son armée est sauve, sa volonté et son espérance sont intactes. Son jeune et noble prince s'apprête à reconquérir le sol natal avec l'aide des Alliés. L'hospitalité donnée par la France, la Grèce, l'Italie et l'Angleterre à ce peuple en exil, qui n'a plus que ses armes et son âme, la promesse solennelle de lui restituer sa terre et sa liberté, sont un magnifique exemple du pacte de solidarité et d'alliance qui devra exister désormais entre les peuples.

Or, cette fraternité d'armes, cette amitié d'élan et d'élection, qui était également un trait de mœurs chez les vieilles nations celtiques, existe chez les Serbes à l'état de tradition nationale. Seuls les Serbes ont eu l'idée de faire de la fraternité spirituelle une institution nationale : seuls ils ont inventé cette charmante expression de *pobratim* qui signifie *frère d'âme*. Je ne sais si la coutume existe encore, mais les femmes de la Serbie et du Monténégro avaient jadis le droit de choisir « un frère d'âme » qui, sous peine de sacrilège, ne pouvait être ni leur époux, ni leur amant, mais qui devait rester sa vie durant leur meilleur ami et leur protecteur. Ce peuple a le sentiment spontané des souvenirs éternels et de la fidélité absolue. Une de leurs chansons dit : « Faites-moi de votre cœur un tombeau large et haut afin que je puisse y vivre debout ! » Voici comment M. Vesnitch, ministre de Serbie, exprimait éloquemment le sens de cette *fraternité*, dans une lettre adressée à l'*Echo de Paris*, après la journée serbe du 4 avril 1915. Ces belles paroles méritent d'être rappelées : « Entre la France et les Serbes, il y a mieux que des associations de siècle en siècle, il y a, spontanément, une affinité... Car nous sommes restés un peuple patriarcal, où la famille ne paraît jamais assez large, où l'on éprouve le besoin d'étendre à d'autres la solidarité du foyer. Nous sommes restés comme les fils de Youg Bogdan, qui, à la fin du XIVe siècle, luttaient contre les Turcs : ils étaient neuf frères qui s'armaient pour la bataille de Kossovo, et pourtant ils cherchaient encore d'autres guerriers pour en faire leurs frères. La tradition de cette fraternité d'élection s'est perpétuée chez nous, avec tous ses rites. De même que nous la pratiquons envers un ami fidèle, de même nous sommes prêts à la pratiquer envers une nation que nous aimons.

« Certes chacun de nous peut se dire, comme chacun des neuf fils du héros légendaire, qu'il n'est pas seul au monde, tant s'en faut. Nous avons, dans notre race slave, nos grands frères les Russes, nos alliés. Nous avons nos frères Polonais et nos indomptables frères, les Tchèques. Mais nous voulons encore une autre fraternité. Depuis longtemps un peuple nous attire, surtout par son altruisme. Il ne connaît pas cet appétit de domination, cette passion d'égoïsme qui remplissent l'âme de nos adversaires communs. Il a toujours été le chevalier du droit et de la liberté. Ce grand, ce généreux peuple, c'est la France. Le présent nous rapproche d'elle encore plus que le passé. Comme nous sacrifions le meilleur de notre sang pour que la patrie vive, — la patrie, c'est-à-dire l'incarnation de tout ce qui tient au cœur et de tout ce qui fait la noblesse de l'esprit.

« Je suis l'interprète de toute une nation en demandant aujourd'hui à la France sa fraternelle affection et en lui apportant la nôtre. Le faisceau que nous formerons ainsi, à côté de nos alliés russes, anglais et belges, sera le meilleur rempart pour la défense de la paix future, revanche de ceux qui tiennent leur parole sur ceux qui violent cyniquement les traités, triomphe de la civilisation sur la barbarie turco-teutonne, garantie pour la liberté des petits comme pour celle des grands. »

*
* *

Qu'ajouter à cette couronne de fleurs délicieuses et parfumées, cueillies par l'âme des nations pour la France, dans la plus cruelle et dans la plus implacable des guerres ? Rien, si ce n'est que de telles paroles honorent et grandissent ceux qui les prononcent comme ceux qui les reçoivent. Oui, elles grandissent nos courages, nos espérances, notre foi commune dans la moisson qui doit sortir de ces sanglantes semailles. Puisse cette union sacrée des peuples qui combattent pour le Droit et la Justice durer jusqu'à la fin de la guerre et au-delà ! Jusqu'à présent, les nations se sont surtout rapprochées par leurs intérêts matériels ; il faut qu'elles apprennent à s'unir aussi par leurs intérêts moraux. On serait tenté de s'écrier : O âmes des nations, qui commencez à prendre conscience de vous-mêmes, essayez de vous comprendre les unes les autres et de vous accorder dans une harmonie supérieure. Vous marcherez ainsi d'un pas plus sûr dans le chemin de la pure humanité ! Constatons que ce qui attire les peuples vers la France, c'est qu'ils savent bien qu'elle ne sera pas pour eux une exploiteuse rapace comme les deux empires de proie, mais une incitatrice de vertus généreuses dans la poursuite d'un grand idéal humain. Que ces messages d'amour, que ces effluves d'enthousiasme soient pour nous un rappel à ce fier et noble idéal qui re-

luit comme un flambeau à travers les fastes orageux de notre histoire.

Quoi qu'il en soit, de telles manifestations sont les symptômes précurseurs d'une renaissance de l'âme des nations par leur fond le plus intime comme par la conscience universelle. Dans leur attraction mutuelle et leur intelligente compréhension, il nous est permis de voir un terrain solide, une base spirituelle pour les futurs états fédérés de l'Europe.

EDOUARD SCHURÉ.

SOUVENIRS D'HIER

NOTES D'UN RÉFUGIÉ (1)

SALON DE GUERRE

J'ai rencontré l'autre jour M. Boulin, qui sortait de la Chambre. Il était 5 heures, il faisait beau, j'avais l'intention de rentrer tout doucement en flânant le long des quais.

— Que faites-vous de cette fin de journée ? me dit M. Boulin.

— Moi, rien. Je flânais.

— Bien. Si cela vous convient, je vous emmène. Je vais voir ma vieille amie, Mme de C... C'est son jour. Venez avec moi, elle sera ravie de vous connaître.

— Mais...

— Venez donc, cela vous amusera. Vous verrez un salon de guerre, le Salon de guerre.

— Mais...

— Venez donc, je vous assure que Mme de C... sera ravie. Il manque un Belge à sa ménagerie exotique. Pendant un mois au moins, vous serez *son* Belge. Elle vous fera décrire votre pays et raconter ce que vous avez vu de la guerre. Puis, quand vous aurez payé ce léger tribut, vous aurez tout le loisir de regarder la petite comédie qu'elle se donne à elle-même et aux autres.

Je me suis laissé convaincre et je suis allé avec M. Boulin chez Mme de C...

Tandis que nous cheminions vers l'avenue d'Iéna où habite son amie, M. Boulin, qui aime assez à jouer au philosophe mondain, me donne ce qu'il appelle un petit guide pratique dans le salon de C...

— Mme de C..., me dit-il, nous vint, il y a quelque quinze ans, de sa province, où défunt son mari, de petite noblesse angevine — ces provinces de l'Ouest sont le seul pays de France où l'on croit encore à la noblesse — dirigeait une grande exploitation agricole. Vive, intelligente, d'une physionomie fort agréable, enragée de briller et de plaire, elle s'était effroyablement ennuyée, pendant plus de dix ans de ménage dans ce milieu, infiniment respectable, mais fort engourdi, où son mariage l'avait fait entrer, et où on lui faisait un peu trop souvenir qu'elle était née Chauconin, ou Chaconeau, je ne sais plus au juste. Les mauvaises langues lui attribuèrent quelques aventures. Je suis à peu près sûr qu'elles ont tort, car cette bonne Charlotte a toujours été beaucoup trop occupée à plaire à tout le monde pour chercher à plaire à quelqu'un. Le fait est que, depuis qu'elle est à Paris, elle a cette respectabilité indiscutable qui, seule, permet à une femme une grande liberté de ton. D'ailleurs, elle avait une fille charmante qu'elle s'est empressée de marier et qu'on voit rarement chez elle. Durant sa vie de province, elle avait beaucoup lu : c'est une grande supériorité à une époque où personne n'a plus le temps de lire. Elle avait lu de tout, des romans, de l'histoire, des mémoires, des mémoires surtout. Elle est ferrée sur le XVIIIe siècle, à en remontrer à tous les spécialistes. C'est son travers, la pointe de pédanterie qu'il faut lui pardonner. Je crois bien qu'en arrivant à Paris, elle avait l'idée très arrêtée d'être la Mme du Deffand ou la Mme Geoffrin de la troisième République, et de grouper autour d'elle, à l'exemple de ces illustres personnes, tout ce qu'il y a à Paris d'intéressant en fait de gens de lettres, de savants, d'hommes politiques, et d'étrangers de marque. Elle y a parfois réussi, dans la mesure où l'on pouvait réussir à une époque où l'on compte à Paris quelques centaines de petites sociétés qui se côtoient et s'ignorent.

Elle se trouvait dans d'excellentes conditions pour cela ; elle était riche, elle était indépendante, elle venait de sa province : une Parisienne ne serait jamais arrivée à être aussi parfaitement parisienne, et surtout à réunir autour d'elle des gens aussi disparates que ceux qu'on rencontre chez Mme de C... Une Parisienne appartient à son monde, à sa coterie, et a grand'peine à en sortir. Voyez notre amie Mme Barillon. Elle a ses préjugés, ses antipathies de famille. Mme de C..., elle, accueille n'importe qui pourvu qu'il ait quelques manières, qu'il soit amusant, agréable, ou qu'on parle de lui. Elle a procédé très adroitement.

Elle a commencé par ouvrir sa maison aux gens de lettres. Il y a toujours à Paris un certain nom-

(1) Voir la *Revue Bleue* n^os

bre de jeunes écrivains qui cherchent à se pousser dans le monde, et qui sont prêts à répondre à toutes les invitations. Beaucoup sont insupportables, car leur vanité est sans bornes, et ils ont une fâcheuse tendance à ne s'intéresser qu'à leurs petites misères professionelles. Mais il y en a d'agréables, et l'on a toujours chance de rencontrer dans le nombre, deux ou trois heureux qui réussissent, et qui font honneur à la dame qui les a découverts.

C'est la bonne fortune qui est échue à Mme de C... Elle fut l'Egérie de plusieurs jeunes Revues qui sont mortes, mais d'où sont sortis quelques littérateurs connus qui sont restés fidèles à cette amie de leurs débuts. Ils ont amené des camarades, des confrères et quelques-uns de ces gens du monde qui aiment mieux connaître les auteurs que se donner la peine de lire leurs livres.

Ce fut le premier noyau du Salon de C... Vous savez que chez nous, la littérature, la politique et l'administration voisinent toujours plus ou moins. Les gens de lettres ont frayé la voie aux hommes politiques, qui ont fini par prendre le pas sur eux. Mme de C... qui, jadis, parlait des parlementaires avec le même dédain que Mme Barillon, a fini par ne plus manquer une grande séance de la Chambre. On ne sait pas au juste pour quel parti elle se passionne, mais elle se passionne. Il y a quelques années, elle a eu *son* ministre, quelle gloire ! et maintenant, elle déclare que la politique, c'est bien plus intéressant que la littérature : c'est de la vie.

Le fait est que, grâce à cette évolution, elle a fini par obtenir que tout le monde vînt chez elle, car depuis deux ou trois ans, tout le monde va chez elle, même les diplomates étrangers, qui ont l'impression d'y tâter l'opinion française.

Naturellement, la guerre a jeté dans ce petit monde, le même désarroi que partout ailleurs. Durant presque toute l'année 1914, le Salon de C... est resté fermé. Notre amie a passé les mois tragiques dans l'Anjou. Puis elle a voulu, à sa manière, travailler à la reprise des affaires. Elle a commencé à entrebâiller sa porte, elle a fait signe à quelques intimes, et peu à peu, ses réceptions ont repris, plus animées, plus nombreuses que devant. Jamais elle n'a été plus active, plus sémillante, plus heureuse : elle a l'impression de jouer un rôle, *son* rôle. Elle est la gardienne de l'Union sacrée, et gare à qui fait mine de la rompre. Bien avant Clémenceau, elle a trouvé la formule : « Et dire que les Allemands sont à Noyon ! » ou quelque chose d'approchant. Cependant, c'est chez elle qu'on va aux nouvelles, qu'on croit apprendre ce que la censure ne laisse pas dire aux journaux. Ses relations avec quelques membres de la Commission de l'Armée lui permettent de prendre de petits airs mystérieux comme si elle en savait plus long qu'elle ne veut en dire. Elle est ravie. Elle a son opinion sur l'Italie, sur l'Angleterre, sur la Roumanie. Elle juge sévèrement l'attitude du Vatican, elle ne sait pas encore si elle est d'avis qu'il faut démembrer l'Autriche ou la sauver, mais elle étudie la question. Elle est admirable... Et après tout, je crois qu'elle ne dit pas, sur tout cela, beaucoup plus de bêtises que les professionnels de la politique étrangère qui ratiocinent dans les journaux...

Muni de ces quelques notions préliminaires sur la maîtresse de maison, j'ai donc été présenté dans le Salon de C...

L'appartement, situé au premier étage d'une grande maison qui a dû être bâtie il y a une vingtaine d'années, est d'un luxe un peu banal, mais on s'y sent baigné de ce confort discret, ancien, habituel qu'on ne trouve qu'à Paris, chez les gens d'une certaine fortune, bien entendu, quand on échappe au malencontreux blanc partout, au funeste Louis XVI de tapissier qui règne en maître absolu dans les immeubles trop récents.

Toutes les modes qui se sont disputé le goût parisien depuis quinze ans, y sont représentées, mais comme de raison, le XVIIIe siècle domine. Quelques pastels dans le goût de La Tour et de Perronneau — vraisemblablement faux, — me murmure à l'oreille M. Boulin, qui se pique d'être connaisseur ; une profusion de bergères, de fauteuils crapauds, de vitrines encombrées de bibelots. Pas trop d'encombrement, pourtant : cette pièce n'a rien d'un musée de collectionneur, on y sent la vie.

Au moment où nous entrons, une dizaine de personnes sont déjà réunies autour de la cheminée où rougeoient quelques bûches. Pas trop de lumières, des lampes sur les tables : cela fait un charmant tableau d'intimité élégante.

Mme de C... est une petite femme mince, les cheveux un peu trop blonds, mais d'une physionomie très fine, encore jeune, où luisent de beaux yeux vifs, passionnés et un peu las, de ces yeux pleins de souvenirs, comme on n'en voit qu'à Paris. Elle vient à nous avec une grâce accueillante et souple, me fait asseoir près d'elle, et comme me l'avait annoncé M. Boulin, m'accable gentiment de questions sur la Belgique, sur mes aventures de guerre, sur le Roi, pour lequel elle a une admiration sans bornes. Pendant que je réponds de mon mieux à vingt questions qui s'entre

croisent, je vois M. Boulin qui, caché derrière une lampe, a l'air de s'amuser énormément de mon embarras, car je me sens très peu fait pour représenter mon pays dans un salon, et encaisser les compliments qu'on lui décerne. L'état d'esprit de la Belgique avant la guerre, la mobilisation, l'union des Flamands et des Wallons devant l'ennemi, l'arrivée des Allemands dans nos villes, j'ai raconté si souvent tout cela que je me fais l'effet d'un terrible raseur en en reparlant. Mais j'étais prévenu, il fallait en passer par là. Au reste, Mme de C... fait mine de m'écouter avec tant d'intérêt et de sympathie que je ne pourrais qu'en être touché. Elle sourit, elle admire, avec une grâce délicieuse et elle m'embarrasse d'autant plus qu'elle paraît plus attentive. Jamais je ne me suis senti moins fait pour le métier d'orateur de salon. J'ai une peur affreuse de tomber dans ce dogmatisme professoral, ou dans ce tortillement affecté et faussement mondain, qui sont nos travers professionnels, à nous que la comédie pédagogique déforme toujours plus ou moins.

Heureusement, l'arrivée d'un visiteur beaucoup plus intéressant que moi est venu enfin détourner l'attention de ma personne. C'est un jeune député qui vient apporter à Mme de C... le récit du dernier complot contre le ministère. Car il paraît qu'il y a eu un complot de couloir contre le ministère : « Il y en a un tous les quinze jours », me dit M. Boulin.

— Je soupçonnais bien quelque chose, fait Mme de C... Mais je n'ai vu ces jours-ci que M. Boulin, et M. Boulin ne me raconte jamais rien.

— Oh ! chère amie, répond M. Boulin, si je vous avais raconté quelque chose, vous ne l'auriez pas cru. Je suis un conservateur, moi, un réactionnaire, on m'a mis à la porte de la République, tandis que notre jeune ami...

Mme de C... hausse discrètement les épaules, lance à M. Boulin un sourire plein de reproches, et s'adressant au « jeune ami » :

— Racontez, Ducoudreau, dit-elle, racontez.

Ducoudreau s'exécute. Il parle bien, il a de l'aisance, de l'esprit, cette espèce de bon garçonnisme un peu vulgaire que donne très vite la pratique des assemblées, mais tempéré par cette finesse, par ce scepticisme discret où se reconnaît le ton de Paris. Il raconte les intrigues de celui-ci, les hésitations de celui-là, il entre dans le détail des démarches secrètes que l'on a faites pour former une équipe ministérielle toute prête à remplacer le cabinet qu'on eût renversé sur je ne sais quelle question d'organisation, mais qui a su diviser ses adversaires avant que ceux-ci aient pu s'entendre. Il rapporte les jolis mots que l'on a dit, brosse un portrait en quelques phrases, imite l'accent méridional de tel député, mime les convoitises séniles de tel sénateur : c'est toute une comédie vivement menée, une comédie charmante et féroce. On rit beaucoup. Ducoudreau a le succès de la journée. Mais Mme de C... s'indigne :

— Avouez tout de même, dit-elle, qu'il est fort heureux qu'on ne connaisse pas ces misérables intrigues dans les tranchées. On ne devrait pas oublier à la Chambre que nous sommes en guerre, et que toutes nos forces doivent être dirigées contre l'ennemi.

— Eh ! chère madame, répond Ducoudreau, c'est ce que nous pensons tous. Mais nous ne sommes pas toujours d'accord sur la meilleure façon de diriger nos forces contre l'ennemi.

— Comment ! Est-ce que vous auriez été du complot ?

— Moi ? Jamais de la vie. Ne m'avez-vous pas ordonné d'être ministériel ? D'ailleurs, on n'a jamais été d'un complot qui a avorté.

— Ah ! quand le gouvernement aura-t-il l'énergie de faire taire tous les bavards, tous les comploteurs ! Ce qu'il nous faut, c'est une volonté.

— Vous voyez, me dit M. Boulin à mi-voix, tout le monde est partisan du gouvernement à poigne. Malheureusement, personne n'est d'accord sur la façon d'employer la poigne, ni surtout sur les noms de ceux contre qui il faudrait l'employer.

Mais la phrase de Mme de C... a déchaîné une tempête de paroles. Il n'est personne qui n'ait son anecdote à raconter, sur tel défaut d'organisation, sur l'entêtement de tel fonctionnaire, sur l'incompréhension et la mollesse de tel homme politique. C'est un concert de récriminations.

L'étrange peuple, et qui d'abord doit paraître presque ingouvernable ! Me voici dans un salon politique et républicain, dans un salon semi-officiel, si l'on peut ainsi dire, où fréquentent les parlementaires les plus en vue, quelques hauts fonctionnaires de la République, et l'on y discute le gouvernement avec autant d'âpreté que chez ses ennemis déclarés. Je me trouve ici parmi les privilégiés du régime, au cœur de la petite aristocratie de situation qui mène cette grande démocratie. Beaucoup de ces gens par qui j'ai entendu critiquer sans indulgence le fonctionnement des grands rouages de l'Etat, en vivent ou en tirent honneur et profit. Ceux qui n'y occupent point de charge en ont occupé ou en occuperont demain : à les entendre, je pourrais me croire au syndicat des mécontents. Sont-ce des mécontents ?

Nullement, mais ce régime politique qui permet toutes les ambitions accentue encore l'esprit critique, l'intelligence analytique. Tout Français de talent sait qu'il peut devenir député, ministre, et s'en croit digne, de sorte que le pouvoir est toujours battu par une terrible marée d'ambitions contradictoires. On m'a raconté qu'un des hommes d'Etat les plus célèbres de la France d'hier avait coutume de dire qu'il aimait le gouvernement démocratique entre tous, parce que c'est, de tous, le plus difficile. C'est d'un joli dilettantisme, mais le dilettantisme n'est peut-être pas précisément une vertu d'homme d'Etat. Il est vrai que ce doit être un jeu magnifique que de manier une opinion aussi mobile, aussi sensible, mais est-il permis de considérer comme un jeu le gouvernement d'une grande nation ?

Le fait est pourtant que cette habitude du jeu politique le plus difficile a donné, aux hommes d'Etat français, une souplesse et une finesse qui trouvent parfaitement leur emploi dans la situation trouble où la guerre a mis l'Europe. Pour coordonner les efforts de tant de peuples alliés, qui chacun ont leurs préjugés, leurs rancunes, leurs espérances et leurs intérêts contradictoires, il fallait un conciliateur. Ce n'est qu'en France qu'on a pu le trouver et la situation que M. Briand conquiert peu à peu dans la politique internationale est en somme un succès pour le régime républicain. N'est-ce pas, en effet, un produit caractéristique de la démocratie française, que cet homme politique dont la guerre a fait un homme d'Etat ?

Il est sorti du peuple, il a connu les milieux ouvriers de qui il a obtenu son premier mandat. Mais sa formation véritable, il la doit à cette bohème intellectuelle de Paris, qui est une terrible école, une école qui forme de magnifiques individus quand elle ne les brise ou ne les avilit pas. Paris, dans ses bas-fonds comme dans ses élites, est une réduction, un substratum de l'univers et le lieu du monde où l'on peut voir réunies le plus de variétés humaines. Mais, pour le bien connaître, il faut y avoir grandi ou y avoir souffert. Briand, qui n'est point Parisien, mais Breton, y a vécu ses plus dures et ses plus fécondes années de jeunesse. Aussi, cet avocat qui a passé par ce qu'on pourrait appeler le prolétariat de la basoche, n'a-t-il point l'esprit légiste qui est scrupuleux, doctrinaire et abstrait, non plus que l'esprit procédurier, qui est mesquin et brouillon. Il a été vraiment formé par la vie, et il a cette finesse, cette souplesse, et cette absence de parti pris que donne l'expérience de la vie. On a pu dire qu'il avait traversé la société française tout entière et que partout il s'était adapté. Merveilleuse formation pour qui aura à manier cet obscur conglomérat d'intérêts, d'ambitions, de vanités, et même d'idées désintéressées que constitue une assemblée parlementaire issue du suffrage universel, et où, pour obtenir quoi que ce soit, il faut toujours persuader, soit, — bien rarement, — par l'éloquence et le raisonnement, soit par le jeu subtil des vanités et des intérêts. C'est ce qui donne à M. Briand une supériorité marquée sur les hommes politiques des autres pays, qui ont tous des préjugés de caste ou qui, appartenant au type fonctionnaire, sont accoutumés à recourir au principe d'autorité, ou encore, parce qu'ils se sont formés dans la diplomatie, en ont conservé toutes les habitudes et toutes les préventions. A un moment où tous les systèmes, toutes les traditions sont remis en question, et où toute la politique consiste à interpréter l'instinct profond des peuples, quelle force pour un homme de n'avoir eu pour éducatrice que la vie contemporaine dans sa trouble et magnifique diversité !

En sortant du salon de Mme de C..., comme je faisais part de ces réflexitons à M. Boulin, il me répondit :

— Oui, vous avez peut-être raison. Il y a, dans notre démocratie parlementaire, des intelligences de premier ordre. Mais aussi, que d'ambitieux médiocres qui, arrivés au pouvoir, sont incapables d'oublier leurs rancunes d'anciens prolétaires et de ci-devant bohèmes !

Et puis, ajouta-t-il, si la souplesse d'esprit et le dédain des préjugés, qui se développent dans ce milieu politique extrêmement mélangé dont le pittoresque vous amuse, et m'amuse aussi, peuvent nous servir dans des temps troublés comme ceux-ci, songez combien tout cela nous a desservis dans des temps normaux ! C'est tout cela que les étrangers appelaient notre « inconsistance fondamentale ».

C'est exact, et je comprends de mieux en mieux maintenant que les ennemis de la France aient cru pouvoir compter sur ses divisions, sur sa « décadence » ; je comprends mieux que ses amis d'aujourd'hui, qui ne furent pas ses amis de toujours, aient été d'abord effrayés de ce qu'ils appelaient « sa frivolité ». De nombreux étrangers ont toujours fréquenté ce salon. Des Allemands même y fréquentaient avant la guerre. Ils y ont entendu des conversations comme celle que je viens d'entendre, à cela près qu'elles étaient sans doute plus âpres et plus corrosives. En admettant même qu'ils eussent quelque sympathie pour la France, — et il y avait des Allemands qui éprouvaient sin-

cèrement une *certaine* sympathie pour la France — comment eux, qui étaient accoutumés à considérer toutes les choses de l'État avec un imperturbable sérieux, eussent-ils éprouvé autre chose que du mépris et de la pitié pour une nation qui leur paraissait gouvernée par une société de politiciens ambitieux, d'hommes de lettres sceptiques, de bas-bleus, d'actrices et de bohèmes ?

Pour eux, le monde politique français ne faisait autre chose que donner la comédie à l'Europe. Ils en connaissaient tous les potins d'ailleurs ; ils croyaient en connaître tous les dessous. En réalité, ils n'en voyaient que la surface, la surface brillante et trompeuse. Ce qu'ils ne voyaient pas, parce que c'était très difficile à voir, et que, pour le voir, il eût fallu une sympathie vraie, c'est le point où cet esprit critique, cet esprit destructeur s'arrête comme automatiquement, le point où chez tout Français de bonne race, il y a un traditionnaliste qui s'éveille et qui obéit à un instinct national, plus fort et plus impérieux que toutes les idéologies. Ce qu'ils ne voyaient pas, c'est qu'à son insu même, il y avait, au fond de chacun de ces causeurs impitoyables, de ces dilettantes de profession, un soldat et un dévôt, un dévôt de la France maternelle qui se réveillerait au premier péril. Comment un étranger non prévenu soupçonnerait-il, par exemple, que ce jeune député qui semble plus fait pour composer des chroniques ou des vaudevilles que pour s'occuper des affaires de l'État, fut, aux heures du grand danger national, un soldat ponctuel et soumis, qui conquit ses galons sur le champ de bataille, et qui n'est revenu à l'arrière que pour travailler dans une commission technique où il rend les plus grands services ? Comment verrait-il, cet étranger, ce que toute cette comédie parisienne, toute cette foire aux vanités, d'une vanité plus apparente, plus étalée peut-être que partout ailleurs, cache de sentiments sérieux et profonds ?

Les Alliés de la France, ceux qui assistent aujourd'hui, avec autant d'étonnement que de joie, au prodigieux effort d'organisation guerrière qu'elle fait en ce moment, commencent à s'en douter, mais ils n'y comprennent rien, et ils disent que la France s'est régénérée. Ils n'y comprennent rien, parce que le fond du caractère français leur échappe. Ceux d'entre eux qui croyaient connaître la France, la jugeaient sur des conversations comme celle que je viens d'entendre, ou sur des journaux ou des livres qui en reproduisent le ton. Mais ils ne comprenaient pas cette conversation : ils prenaient tout ce qui s'y disait au pied de la lettre, sans se rendre compte de ce qu'elle comporte de nuances et de conventions tacites. Pour qu'une conversation soit agréable, — et pour un Français d'aujourd'hui comme pour un Français du XVIIIe siècle, la conversation est le premier de tous les plaisirs — il faut que l'esprit puisse s'y exercer en toute liberté. Faire un joli mot sur un des puissants du jour, démonter le mécanisme psychologique d'un grand sentiment, analyser librement une idée reçue, montrer que l'on juge, que l'on n'est point dupe, et cela devant des gens qui vous comprennent à demi-mot, et de jolies femmes qui vous applaudissent, quel triomphe pour la vanité, et quelle précieuse manifestation d'indépendance ! Aucun Français ne résiste à la tentation de se procurer ce triomphe-là, mais autant en emporte le vent ! Le faiseur de mots et de paradoxes sait ce qu'ils valent, et celui qui en rit le sait aussi. Ce qu'ils savent surtout l'un et l'autre, ce qu'ils savent d'instinct, c'est que rien de tout cela n'entame un certain fond d'idées et de sentiments essentiels, dont la valeur a été contrôlée pendant plusieurs siècles de vie française. Tant pis pour le naïf ou le lourdaud qui prend un paradoxe d'après dîner pour une prophétie et une plaisanterie pour une opinion.

Tant pis, évidemment...

Malheureusement ce sont ces lourdauds, ces naïfs, sans compter quelques vaniteux déçus, qui ont fait l'opinion du monde sur Paris et sur la France.

Quelque chose que les étrangers ne comprennent pas, et dont beaucoup de Français eux-mêmes ne se rendent pas très bien compte, c'est la concordance profonde qu'il y a entre le tempérament national, et ce régime de discussion, de contrôle, cette démocratie un peu anarchique, en un mot, avec tout ce qu'elle comporte d'imperfections pour l'action et la réalisation. Le peuple français est peut-être le seul qui puisse s'accommoder d'une telle forme de gouvernement, dont il voit, d'ailleurs, très bien tous les défauts. Je commence même à croire que, depuis qu'il en a goûté, il n'en pourrait supporter d'autre. Il n'en pourrait supporter d'autre, parce qu'aucun système politique n'agréerait plus complètement à sa vivacité d'esprit, à son individualisme, et à sa sociabilité ; il en atténue les inconvénients essentiels, parce que son instinct social est si fort, son expérience de la vie si ancienne, qu'il devine le point extrême où l'anarchie deviendrait mortelle. Eternel paradoxe que la vie de cet Etat, dont la loi semble être la désorganisation et qui, dans la nécessité, accomplit comme aujourd'hui, des miracles d'organisation. Que ne ferait-on pas d'un tel peuple,

si l'on pouvait ordonner méthodiquement ses forces ! disent les politiques. Peut-être si l'on ordonnait trop méthodiquement ses forces, tuerait-on son génie...

Pour copie conforme :

L. Dumont-Wilden.

LA DÉMISSION DE M. THIERS

(24 Mai 1873) (1)

La démission de M. Thiers eut un immense retentissement en France et en Europe. Je dois dire, pour l'avoir constaté moi-même *de visu*, que la majorité de l'Assemblée, après le rejet du retrait de la démission de M. Thiers, demeura comme embarrassée de ce premier succès et que l'ensemble des représentants resta, pendant quelques minutes plongé dans une stupeur silencieuse. Contraste étrange après tant de vacarme, de clameurs, de vociférations ! Ce fut encore, pis après l'adoption de l'ordre du jour Ernoul. Le trouble, l'embarras, la confusion générale étaient vraiment extraordinaires... Fallait-il aller plus loin ? Nommer immédiatement ce successeur ou l'ajourner au lendemain. C'est alors que l'impétueux et zélé Baragnon fit, pour ainsi dire, feu des quatre pieds et donna largement de la voix. Il obtint immédiatement une troisième séance et l'élection du successeur de M. Thiers. Mais après le vote, auquel près de trois cents membres refusèrent de participer, faute de candidat, l'Assemblée se sépara tristement, fatiguée, inquiète et surtout étonnée de ce qu'elle avait fait.

M. Thiers reçut à ce propos bien des lettres de regrets. Je veux citer les plus importantes. La princesse Troubetzkoï écrivait à M. Thiers que le prince Gortchakov, l'avait chargé de lui réitérer ses invariables sympathies et le regret de le voir quitter la noble tâche qu'il avait entreprise : « Réconciliation avec l'Europe et maintien de l'ordre à l'intérieur. » Gortchakov formait des vœux pour que son successeur pût se maintenir dans la même voie. Mais il ne pouvait s'empêcher de redouter l'imprévu, toujours si inquiétant en France.

Le marquis de Vogüé, ambassadeur à Constantinople, exprimait hautement sa surprise et son affliction. Il croyait que l'Assemblée regretterait, la première, son étonnante décision. Il se sentait anxieux pour son malheureux pays, si mobile, si divisé, Il demeurerait à son poste, si le nouveau gouvernement suivait la sage politique que M. Thiers avait si bien tracée. Le comte Armand, ministre du Portugal, déclarait que l'Europe rendait hommage au patriotisme et à la dignité avec lesquels il avait quitté le pouvoir. « Descendre ainsi, disait-il, c'est grandir devant l'Histoire et même devant ses contemporains. La ville de Nancy, comme une foule d'autres villes, envoyait une adresse émue. Elle conservait à M. Thiers, des sentiments qui ne pouvaient changer, « car c'est moins au chef de l'Etat, disait-elle, qu'au grand citoyen que Nancy garde une reconnaissance éternelle. »

Notre ambassadeur au Vatican, M. de Corcelle, lui adressait, avec ses regrets personnels, ceux du Saint-Père, ainsi que ses éloges pour sa conduite politique. « Pour ce qui concerne la France, la paix, la répression de la Commune, la réorganisation de l'Armée, des Finances, de l'Administration les négociations de la libération du territoire et la signature de la dernière convention voilà de grands titres devant la postérité ! J'ai été heureux de les entendre louer par le Saint-Père. Quant à l'Eglise, on comptait aussi sur les sentiments que vous avez témoignés pendant près de vingt années, et sur vos réserves depuis 1871.

« On a donc bien sincèrement regretté ici que vous ayez cru devoir exiger de l'Assemblée — lui conseiller du moins — au delà de ce qu'elle pouvait vouloir. Mais on n'a pas mis en doute l'élévation et la rectitude de vos sentiments.

« Peu importe que vous n'assistiez pas au départ du dernier Prussien, s'il est incontestable que ce départ vous est dû !

« Et maintenant, cette gloire n'est pas finie. Il faut que vous montriez dans la nouvelle situation où vous êtes qu'aucune générosité ne vous coûte. Vous aimez votre pays et vous savez s'il a besoin d'échapper aux discordes... » C'est ce que M. Thiers avait spontanément compris et si bien expliqué dans sa lettre au Maire de Nancy. « Je resterai au poste où vous m'avez placé pour servir l'Eglise, ajoutait M. de Corcelle, aussi longtemps qu'on m'y croira utile. Le but seul fait l'utilité. » J'ai connu M. de Corcelle et je puis attester que la noblesse et la sincérité des ses sentiments étaient telles que son appréciation si louangeuse de la politique de M. Thiers, est un grand honneur pour l'ancien Président de la République et pour sa mémoire.

Duvergier de Hauranne, son vieil ami, lui adressait une bien belle lettre de regrets qui se terminait ainsi : « Ce qui me console, c'est que vous

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 19, 1916.

quittez le pouvoir fièrement, dignement, avec tous les honneurs de la guerre. » Notre ambassadeur près du Quirinal, Henri Fournier, faisait connaître l'incroyable surprise produite en Italie par les événements qui s'étaient produits en France et par l'ingratitude dont il avait été l'objet. Le vicomte de Gontaut-Biron, ambassadeur à Berlin, lui écrivait le 30 mai : « Je ne veux pas que vous pensiez que votre ancien ambassadeur n'avait pour vous des sentiments de respect et l'affection que lorsque vous étiez au pouvoir. J'ai cherché en vain depuis le 25 une occasion pour vous transmettre une lettre. Au surplus, si on a la fantaisie quelque part de l'ouvrir, je consens bien volontiers à y laisser mes regrets de votre retraite et le souvenir que je garderai toujours de votre bonté, de votre bienveillance à mon égard.

« Je ne parle pas des dissentiments entre vous et la majorité. Vous savez avec quel chagrin je les ai toujours envisagés, prévoyant que, malgré leur importance secondaire en réalité, ils amèneraient finalement — ce que je n'ai jamais cessé de considérer et ce que je considère encore comme un grand malheur — c'est-à-dire la séparation d'hommes aimant également leur pays et faits pour se comprendre, s'estimer et marcher d'accord dans les temps critiques. Vous avez cru devoir vous retirer en même temps que les Ministres. Etait-ce donc bien nécessaire?... Mais ceci m'entraînerait bien loin dans une simple lettre et j'espère — quand je serai à Paris — aller chez vous et causer de toutes ces choses.

« Permettez-moi seulement de vous dire ici que si quelques journalistes oublient leur propre dignité au point d'employer à votre égard un langage honteux, il est impossible de supposer que l'immense majorité en France de ceux mêmes qui n'ont pas approuvé votre ligne de conduite dans les affaires intérieures, ne flétrissent cette indignité. Non, il n'est pas possible d'oublier les grands services que vous avez rendus à votre pays ; d'oublier l'habileté, le courage, le dévouement avec lesquels vous avez contribué pour une si large part à relever la France et à lui rendre à l'étranger toute la considération qu'elle pouvait retrouver. Cela est senti *partout*, je puis vous l'assurer.

« Pour moi, j'ai le devoir de vous remercier cordialement de m'avoir associé à votre œuvre. Vous m'avez procuré — malgré moi, pour ainsi dire — un honneur que je n'avais pas ambitionné et qui demeurera celui de mes enfants et de mon nom. Vous m'en avez récompensé bien au delà de mes mérites, j'aime à vous le répéter. Enfin permettez-moi, cher monsieur Thiers, d'espérer, après avoir eu l'honneur de servir sous vos ordres, que vous voudrez bien conserver le souvenir de nos relations. Il en est, ce me semble, qui survivent aux dissentiments de la politique. Les nôtres en ce qui me concerne du moins, me paraissent être de ce nombre. »

Cette belle lettre est à l'honneur de celui qui remplit si dignement son rôle délicat et difficile à l'ambassade de Berlin après la guerre, et mérita le ressentiment de Bismarck qui s'acharna à demander son remplacement, jusqu'à ce que le gouvernement français eut la faiblesse d'y consentir.

L'ambassadeur français à Londres, Bernard d'Harcourt, exprimait, lui aussi, le 25 mai, les plus profonds regrets au sujet de la démission de M. Thiers. L'événement causait en Angleterre une sensation extrêmement vive. « Etranger par situation et par goût, disait-il, aux luttes parlementaires, je me suis toujours plus préoccupé de nos intérêts extérieurs que de nos dissentiments intérieurs. C'est donc au point de vue de nos relations avec le dehors que le résultat des derniers débats de l'Assemblée m'affecte davantage. Investi de fonctions qui m'ont permis de constater jour par jour l'accroissement progressif de mon influence si compromise, il y a deux ans, par les désastres de la guerre et par le spectacle des excès de la Commune, j'ai pu, mieux et plus souvent que tout autre constater l'importance des services que vous avez rendus. » Le général Le Flô, ambassadeur à Saint-Pétersbourg manifestait également les plus vifs regrets au sujet de la démission du Président et laissait au gouvernement nouveau l'initiative de son rappel.

Le prince Orlov, ambassadeur de Russie à Paris, transmettait à M. Thiers, les sentiments du chancelier Gortchakov à la date du 1er juin. « Nous nous plaçons avec calme en face de la nouvelle position créée par la démission de M. Thiers. J'ai déjà prié le général Le Flô d'exprimer à l'illustre homme d'Etat tous les regrets que nous éprouvons de le voir arrêté par l'esprit de parti dans la noble tâche qu'il avait entreprise. Veuillez lui réitérer ces regrets de ma part et l'assurer du souvenir reconnaissant que je conserverai toujours de nos bons rapports.

« Je ne puis, ajoutait l'ambassadeur, me joindre à ces paroles, mais je m'enorgueillirai toujours d'avoir pu vous approcher et vous admirer. Votre bien dévoué de cœur.

ORLOV. »

Le directeur du *Correspondant*, M. Léon Lavedan, écrivait à M. Thiers le 25 mai : « Je manquerais aux meilleurs sentiments de mon cœur si je ne venais vous offrir le témoignage de ma sympathie la plus respectueuse. Vous m'avez trop

prouvé votre bienveillance pour que je demeure insensible aux événements qui nous atteignent et je tiens à vous dire que je suis de ceux qui regrettent patriotiquement de ne plus vous voir à la tête du pays. Je n'ai point à apprécier ici les graves incidents qui ont amené votre retraite, mais je me croirais ingrat si je ne vous exprimais mon inaltérable gratitude en vous assurant de mon fidèle et respectueux attachement.

Le général Galliffet écrivait le 25 mai de Constantine : « Le regret que j'éprouve de vous voir quitter la Présidence sera partagé par tous ceux qui aiment vraiment et avant tout leur pays. Permettez-moi d'ajouter à l'expression d'un sentiment sincère l'expression de la reconnaissance que je vous dois pour toutes les bontés et pour l'indulgence que vous m'avez témoignée quand j'avais l'honneur de servir sous vos yeux. » M. Guizot exprimait lui aussi, de très vifs regrets, lui qui, un peu auparavant, l'avait félicité de la prochaine libération du territoire, en ces termes justement élogieux : « Je ne veux pas laisser passer l'événement le plus heureux et le plus considérable de votre vie publique, sans vous en féliciter et sans m'en féliciter avec vous et aussi avec toute notre patrie. C'est un honneur et un bonheur grand et rare d'avancer le jour où la France rentrera pleinement en possession d'elle-même, de toute son indépendance et de toute sa dignité en Europe. Vous avez agi en vrai et efficace patriote. Je vous souhaite de trouver la reconnaissance du pays au niveau de vos services. C'est la seule récompense qui soit digne du service même et de celui qui l'a rendu. »

Or, l'Assemblée Nationale, après avoir déclaré solennellement que M. Thiers avait bien mérité de la patrie, allait, peu de jours après, le forcer à quitter le pouvoir pour des dissentiments qui, en réalité, portaient beaucoup plus sur la forme définitive à donner au gouvernement que sur le résultat fâcheux de certaines élections partielles.

*
* *

J'aurais encore d'autres lettres importantes à citer, qui toutes expriment la même surprise et les mêmes regrets, mais je ne veux pas dépasser les bornes habituelles d'un article et je me contenterai de donner une dernière lettre qui, suivie d'une annotation de M. Thiers, ne manque certes pas de piquant.

Le préfet des Bouches-du-Rhône, Limbourg, le 21 mai, écrivait ainsi à l'ancien Président :

« Monsieur le député,

« Permettez-moi de vous exprimer la vive et douloureuse émotion que m'a causée le résultat de la séance de samedi. J'oubliais alors la gratitude que je vous dois comme fonctionnaire pour ne songer qu'à celle que, comme citoyen, m'inspirent des efforts qui méritaient un autre prix. C'est l'un et l'autre dont je vous offre aujourd'hui la respectueuse expression. Si l'ordre n'a été troublé nulle part, pendant que s'accomplissaient ces graves événements, c'est beaucoup à vous, Monsieur, que la France le doit et à vos amis; je m'estimerai toujours très fier d'y avoir travaillé pendant près de deux ans sous votre haute et patriotique direction.

« Daignez agréer, Monsieur, l'hommage de mon profond respect. »

Et M. Thiers plaçait quelque temps après cette note au pied de la lettre de M. Limbourg :

« Ce même préfet qui m'écrivait ainsi, publiait à Marseille, pour conserver son poste, une circulaire contre ceux qui m'envoyaient des adresses fort inoffensives et ne contenant que des témoignages de gratitude ! »

Ceci ne peut étonner personne. La reconnaissance est, en général, chose éphémère, surtout de la part des hommes politiques. Il est évident qu'une telle conduite ne surprit pas M. Thiers ; pourtant elle l'affligea.

L'Assemblée, en l'amenant à donner sa démission, avait cru écarter le principal obstacle au rétablissement de la monarchie. Les folles intrigues des Chevau-Légers, l'échec de la Fusion montrèrent bientôt combien vaines étaient ses espérances. Il eût certainement mieux valu, au lieu de pousser les choses au pire, s'entendre habilement avec le Président au lieu de le froisser et de lui faire une petite guerre acharnée de tous les jours. Seul, il avait trouvé l'épithète qui eût du convenir à la République. Il la voulait « conservatrice ». Pourquoi les conservateurs ne l'y ont-ils pas aidé ? Sans aucun doute, comme l'ont reconnu des républicains notoires, la République, par l'élection de Barodet et d'autres radicaux, avait cessé de rassurer la majorité ; mais si celle-ci avait consenti à s'occuper sérieusement des lois constitutionnelles et avait donné légalement au gouvernement la forme que le pays désirait alors, elle aurait pu rendre à tous les esprits la confiance et le calme qu'ils désiraient tant. Tous les partis avaient des reproches à se faire, mais l'intérêt de la France aurait dû l'emporter sur les griefs personnels et, hier comme aujourd'hui, l'union s'imposait.

Les lettres que j'ai citées, les journaux français et étrangers de l'époque que j'ai relus, toutes ces manifestations de la pensée de l'intérieur et du dehors démontrent combien a été grande la sur-

prise de tous, quand fut écarté si brusquement du pouvoir celui que l'Histoire appelle si justement « *le Libérateur du Territoire.* »

Le Maréchal de Mac-Mahon n'avait accepté la succession de M. Thiers qu'à son corps défendant et je sais, qu'après les propositions du duc de Broglie au nom de la majorité, dans l'intervalle de la seconde et de la troisième séance, il était allé trouver M. Thiers et lui avait dit : « Un seul mot de vous et je refuse! » et que le Président lui avait simplement répondu : « Vous savez ce que vous avez à faire! » C'est seulement sur les instances de M. Buffet et d'une délégation de l'Assemblée qu'il se décida à subir un honneur qu'il n'avait jamais ambitionné. Il dit très sincèrement dans son Message aux représentants : « Je considère le poste où vous m'avez placé comme celui d'une sentinelle qui veille au maintien de l'intégrité de votre pouvoir souverain. » Il se déclarait et il fut « le soldat légal » chargé de la garde des instructions confiées à sa loyauté. On le vit bien quand le comte de Chambord lui fit demander, le 8 novembre, par le comte de Blacas, une entrevue à la Présidence, s'imaginant que si le Maréchal consentait à se présenter avec lui devant les troupes, son prestige personnel et la majesté de son titre de roi de France suffiraient à les entraîner. « Qu'il ne s'y risque pas ! s'écria le Maréchal en entendant cette proposition. Devant le drapeau blanc, les chassepots partiraient tout seuls! » C'était bien le même homme qui avait dit, au sujet d'un acte d'indiscipline du général de Bellemare : « Comme soldats, notre devoir est bien tracé, il est indiscutable. En toutes circonstances, nous devons maintenir l'ordre et faire respecter la légalité. » Cette parole était digne de celui qui, seul dans le Sénat impérial, avait, en 1858, refusé de voter la loi de sûreté générale.

Et voilà l'homme que des imbéciles ont cherché à ridiculiser en lui attribuant les sottises inventées par eux : « — C'est vous qui êtes le nègre... continuez. — Que d'eau! que d'eau! », etc. On avait même osé, en oubliant sa bravoure, faire un rapprochement injurieux entre l'épée de Sedan et l'épée d'Austerlitz ! Et ceux qui avaient cru être spirituels en imaginant tout cela, avaient oublié le mot historique, le mot qui, à lui seul, vaut tous les mots d'esprit des Français les plus célèbres et honorera à jamais l'héroïque soldat debout sur la poudrière de Malakoff prête à sauter : « J'y suis et j'y reste ! »

Il convient d'ajouter que M. Thiers lui-même, après avoir raillé les capacités du nouveau Président, finit par rendre justice à son bon sens et à sa loyauté. Quant à lui, il ne vécut pas assez pour voir la division complète et l'insuccès éclatant des espérances du parti qui l'avait renversé. Mais il les prévit et il mourut en regrettant de n'avoir pu constituer lui-même, comme il l'a dit dans son testament politique, la République conservatrice, c'est-à-dire un régime tolérant, consciencieux, paisible, laborieux, honnête et sage.

HENRI WELSCHINGER,

Erratum. — Dans la première partie de cet article (p. 580), au lieu de *M. Thiers s'aperçu*, il faut lire : *M. Thiers s'agaça.*

QUE VEUT L'ALLEMAGNE ?

Que veut l'Allemagne ? Parvient-elle à discerner sa propre volonté ? ... J'ai déjà envisagé ce sujet si passionnant pour nous. Il y faut revenir, puisqu'en aucun des pays belligérants, à l'heure actuelle, l'on ne découvrirait autant de diversités, de contradictions dans les vues, les méthodes proposées, les procédés de lutte suggérés, les fins adoptées et les ambitions qui s'expriment. Plus la guerre se prolonge, plus les péripéties se multiplient et plus le désarroi des esprits s'affirme outre-Rhin. Il se manifestait déjà, quand la victoire semblait encore une possibilité d'avenir : il s'est naturellement accru, depuis que les rêves de gloire militaire et de profit matériel se sont dissipés. Ceux qui pensent que toute la nation germanique s'oriente vers un même but, s'ouvre à une même inspiration, cède à une même discipline, ignorent tout des réalités et leur substituent une construction hypothétique, qui risque d'égarer leur jugement et de fausser leurs conclusions. Plus que jamais, au moment où nous sommes, il faut apprécier la force de l'adversaire, mais aussi mesurer ses faiblesses : il serait aussi dangereux d'exagérer la vigueur de son unité morale que de grossir les courants particularistes ou sécessionnistes qui s'exercent en lui. A chaque instant, en pareil domaine, s'impose la revision des idées reçues : telle conception, qui était peut-être juste avant la bataille de la Marne, est devenue brusquement erronée après le recul de von Kluck : l'Allemagne de 1915 n'est plus celle de 1916 ; l'Allemagne d'avant l'intervention roumaine n'est plus celle d'aujourd'hui. Les mois que nous vivons comptent au décuple ou au vingtuple dans la carrière des peuples; les moindres événements, alors que tout est en suspens, ont des répercussions infinies. La mentalité allemande, dans ses

évolutions et réactions successives, est un facteur capital aux yeux de quiconque cherche à percer les mystères de l'avenir proche. Et voilà pourquoi cette question : — que veut la collectivité germanique ? — me paraît égaler en valeur, en intérêt pressant, toutes autres questions évoquées par le développement du conflit européen. Je ne le répéterai jamais trop : cette guerre n'est pas faite exclusivement des batailles qui la remplissent...

Il est certain que pour résoudre le problème posé ici, je m'armerai avant tout du débat qui s'est poursuivi, dans l'opinion allemande, depuis la session parlementaire de juin et qui se continue avec une âpreté renouvelée dans la session d'automne. J'espérais que la crise politique, car il y a bien crise politique à Berlin et sous toutes les formes : lutte d'un certaine nombre de personnalités directrices ou représentatives contre le Chancelier, lutte des partis entre eux, lutte des associations qui préconisent telle formule de paix contre les associations qui recommandent des formules différentes, — aurait abouti à des solutions partielles et que je pourrais enregistrer. Mais il s'est trouvé que le Reichstag, réuni le 28 septembre, s'est ajourné au 5, puis au 11 octobre, et que, par suite, au moment de conclure moi-même, je me suis heurté à une impossibilité : le cours des choses était suspendu. Pour les juger dans leur ensemble, il eût fallu savoir comment Spahn, et Scheidemann, et Muller, et Heydebrandt, et Bassermann, et Westarp, porte-paroles des différentes fractions, auraient apprécié les propos de Bethmann-Hollweg : j'ignore encore ce qu'ils pensent en réalité, car rien n'a transpiré des négociations que ces personnages ont menées entre eux dans l'ombre des commissions. Cet article n'est donc que la préface d'un autre qui traitera du même sujet : j'étudierai ici les différents courants d'idées qui se sont entrechoqués dans l'Empire avant la reprise du débat au Reichstag le 11 octobre, en attendant que je continue mon enquête sur les faits postérieurs au 11 octobre, et qui nous conduiront peut-être à des éventualités de premier ordre, en tout cas à des déductions essentielles. Nous allons saisir sur le vif l'extraordinaire diversité d'opinions que je signalais au début, et qui caractérise la désagrégation du bloc germanique : comme cette désagrégation a été croissant de trimestre en trimestre, on n'y saurait trop insister.

*
* *

Le discours, que M. de Bethmann Hollweg a prononcé le 28, après avoir conféré avec l'Empereur, était attendu, en Allemagne et hors d'Allemagne, avec curiosité et impatience. D'aucuns s'imaginaient que cette harangue comporterait des révélations sensationnelles. C'est pour ce motif, entre plusieurs autres, qu'elle a été une pure et simple déception. En réalité, le chancelier n'a rien dit. Les thèmes principaux de son exposé du 9 décembre 1915 avaient été les suivants : « L'Allemagne n'est pas hostile à la paix, mais c'est à l'ennemi de la demander : plus il tardera à la solliciter, et plus il la paiera cher. » Quelques phrases ambiguës sur la Belgique laissaient entendre que la Wilhelmstrasse lui imposerait un statut différent de l'ancien. — L'exposé du 5 juin 1916 était plus original : « L'Allemagne veut la paix, mais ses adversaires la repoussent, et s'ils changent d'avis, il conviendra qu'ils tiennent compte plus ou moins de la carte de la guerre. » (Cette expression a donné lieu à des interprétations diverses). — Puis brusquement l'orateur se livrait à une attaque à fond contre les pamphlétaires, qui dénigraient sa politique et sa personne, et changeant encore non moins soudainement de sujet, il faisait un appel à la social-démocratie et annonçait une nouvelle « ère ».

Le discours du 28 septembre se relie, quoi qu'on ait dit, aux deux précédents. Mais il constitue au premier chef un plaidoyer, une riposte au réquisitoire que les pangermanistes ont établi contre la chancellerie. Bethmann a tâché d'expliquer, à son avantage, comment l'Italie, puis la Roumanie, avaient déclaré la guerre au cabinet de Berlin « qui ne fut pas surpris » ; ensuite il s'est efforcé de se concilier les deux grandes fractions du Reichstag : les annexionnistes d'un côté, les partisans d'une politique démocratisée de l'autre : aux premiers, il a offert un développement oratoire haineux contre l'Angleterre, reconnaissant que tous les moyens étaient bons contre elle ; aux derniers, il a tendu, — à défaut de réalités plus substantielles, — cette phrase pleine de promesses : « La place aux plus capables ! » ; ce qui implique que l'Empire peut utiliser toutes les aptitudes, toutes les valeurs, d'où qu'elles viennent. Cette harangue ressemble à un essai de synthèse, à une tentative d'arbitrage entre les tendances qui se partagent l'Allemagne. Lorsque les passions sont très excitées, — et tel est le cas, — lorsque les circonstances sont graves, de pareilles entreprises sont vouées à l'échec, et si le Chancelier, avant de prendre la parole, s'était abusé sur sa puissance persuasive et sur son habileté dialectique, il a dû, en lisant les commentaires de la presse, apprécier le degré de son prestige. Le déchirement est trop profond là-bas, pour qu'il puisse appartenir à un homme politi-

que, qui n'a ni le passé de Bismarck, ni la virtuosité de Bülow, de ressouder les fragments épars. Mais passons à un examen relativement minutieux des oppositions qui se révèlent.

*
* *

Beaucoup de gens outre-Rhin souhaiteraient hâter la clôture de la guerre : après s'être jetés allègrement dans l'aventure, parce qu'ils escomptaient un succès quasi-immédiat et de faciles conquêtes, ils voudraient se soustraire aujourd'hui à l'étreinte d'une coalition qui a déjoué tous leurs plans. L'Allemagne est le seul pays où fonctionnent ouvertement, et parfois sous le patronage de l'Etat, des associations pour la paix; mais ces associations se combattent furieusement l'une l'autre, car ce mot paix s'entend sous les acceptions les plus diverses. La première en date de ces Ligues — (elle remonte à quelques mois), — est la ligue pour la *paix honorable*, qui comprend surtout des amis directs du Chancelier : le prince Wedel, ancien statthalter d'Alsace-Lorraine, est à sa tête, et les adhérents se recrutent essentiellement parmi les professeurs des Universités et les radicaux ; quelques social-démocrates y figurent qui, d'ailleurs et de ce fait, ont été vigoureusement critiqués par la récente conférence socialiste de Berlin : ils comptent au nombre des annexionnistes du parti. Car la *paix honorable* requiert, aux yeux de ceux qui la défendent, des agrandissements modérés et sur l'étendue desquels, au demeurant, ils sont loin de s'être mis d'accord. Les 30 conférences qu'ils ont faites, comme entrée de jeu, le 1er août dernier, ont même montré qu'ils ne s'entendaient sur rien. En face de cette association, taxée de timidité et de faiblesse à l'égard des ennemis, a surgi la Ligue Indépendante pour la *paix allemande :* ce seul qualificatif atteste qu'ici les appétits sont énormes, et ce n'est pas M. Stresemann, l'un des chefs de cette société, un pangermaniste de marque, qui s'attachera à les réduire. A la Ligue Indépendante s'oppose le bureau central pour le *droit des gens*, avec Forster, Quidde, Bernstein, — ce dernier socialiste minoritaire, — et qui répudie tout expansionnisme : c'est le rétablissement du *statu quo* qui constitue sa principale revendication.

Annexionnistes et anti-annexionnistes sont ainsi aux prises, dans les associations pour la paix comme au dehors. En dépit des prohibitions lancées par le Chancelier, des injonctions réitérées par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, cette controverse, qui est, après tout, déprimante pour l'esprit public, n'a pas cessé un instant, et elle tend bien plutôt à s'exacerber qu'à s'atténuer. La conférence socialiste de Berlin a eu beau condamner les fauteurs de conquêtes territoriales; on s'est demandé si la majorité n'adoptait pas cette motion pour désarmer la minorité grossissante, qui restait fidèle aux principes passés et qui, en dénonçant les déviations, a fini par se faire entendre; — car quelques jours seulement avant que ne siégeât cette réunion, Hœnisch, qualifiant les adversaires de l'impérialisme de « grenouilles invertébrées », préconisait des modifications de frontières à l'est et à l'ouest et proclamait fièrement, dans une riposte à un autre social-démocrate, Stampfer : « Je suis socialiste, mais socialiste allemand » ; ce qui lui valait les compliments de la presse pangermaniste. La *Chemnitzer Volksstimme*, organe de la fraction social-démocrate qui a le plus dérivé vers le revisionnisme, réclamait de même l'établissement de garanties sérieuses sur les deux fronts. On conçoit que, — si le socialisme reste divisé là-dessus, — la division soit bien plus grande dans les autres fractions. Deux incidents très significatifs se sont produits dans le courant de cet été. Tandis que la censure interdisait à Théodor Wolf, le rédacteur en chef du *Berliner Tagblatt*, taxé d'anti-annexionnisme, d'écrire ou du moins de signer des articles, elle soumettait à un examen préalable tous les articles du comte Reventlow, le plus farouche des pangermanistes, et auquel on reproche de faire le jeu de l'Entente par l'exposé de ses convoitises débordantes. Or Wolf était le principal champion de Bethmann-Hollweg et Reventlow le truchement attitré de Falkenhayn et de Tirpitz.

Trait curieux : c'est surtout en Bavière que la lutte s'est accentuée, en ces derniers temps, entre les expansionnistes à outrance et les politiques à vues plus mesurées. Schlittenbauer, un député du centre, a déployé à Munich, une activité qui a paru plusieurs fois intempestive au comte de Hertling, le président du conseil. Profitant des déclarations que le roi Louis III avait faites à maintes reprises, le représentant catholique lui amena une délégation qui lui exposa le plan d'une Allemagne indéfiniment élargie. Hertling, qui connaissait mieux la situation militaire, invita le monarque à la prudence, et sans doute fut-elle observée, car aucune réponse ne fut publiée.

L'opposition entre les audacieux et les modérés, entre ceux qui vivent dans le mirage des premiers mois de la guerre, et ceux qui commencent à s'y soustraire, domine tout le débat outre-Rhin. Mais les antagonismes secondaires ou accessoires ne sont pas moins vifs.

*
* *

Il y a des Allemands qui se rapprocheraient volontiers de l'Angleterre, — après la conclusion de la paix, et qui s'orienteraient dès aujourd'hui vers cet objectif — : ce sont, de préférence, ceux qui marquent des tendances au libéralisme ; il y en a d'autres qui entrevoient la possibilité d'une réconciliation future avec la Russie : ce sont, en général, les absolutistes, encore qu'entre telle ou telle velléité de politique extérieure et telle ou telle conception de politique intérieure, le lien ne soit pas rigide.

Le comité indépendant pour la paix allemande est surtout anglophobe. Il se rencontre, en ce domaine, avec la *Gazette Rhénane et Westphalienne*, organe de la grande métallurgie, avec Reventlow, qui déteste à la fois les cuirassés du Royaume-Uni et ses institutions; avec Tirpitz, dont il est inutile de souligner toutes les déclarations et les Tirpitziens, qui sont nombreux et turbulents. Les anglophobes sont d'ordinaire, sinon russophiles, du moins enclins à admettre l'éventualité d'un accord ultérieur avec Pétrograd. Certains socialistes du groupe des *Cahiers Mensuels* ont dépouillé les sentiments traditionnels de la social-démocratie pour l'Empire tsarien : tel Quessel, qui, de ce chef, a subi de vives remontrances. Les gauches redoutent toujours l'influence du régime russe sur le régime allemand. Lujo Brentano, très récemment encore, exprimait le désir qu'après la guerre, des relations profitables fussent renouées avec le gouvernement britannique. A l'encontre de la *Vossische Zeitung*, le *Berliner Tagblatt* manifeste les mêmes sentiments. La ligue de la paix honorable n'exclut pas ce point de vue, et l'un de ses conférenciers, le député Haussmann fut conspué, au début d'août, pour l'avoir avoué un peu ingénûment. Dernburg, l'ex-secrétaire d'Etat des colonies, dut rétracter une déclaration, qu'il avait faite en ce sens devant un nombreux public.

En général, les Allemands qui réclament les conquêtes à l'est, sont taxés d'anglophilie et ceux qui revendiquent des agrandissements à l'ouest, passent pour être russophiles. Ces qualifications sont assez arbitrairement distribuées, d'autant que certains exigent des annexions à la fois sur les deux fronts. Ce problème de l'expansion — (on suppose naturellement la victoire acquise), — suscite de violentes polémiques. Reventlow a toujours estimé que la Belgique devait être rattachée à l'Empire, et dans le discours qu'il prononçait à Francfort sur Mein, le 14 août dernier, il formulait encore cette conclusion : la *Post*, la *Deutsche Tages Zeitung*, gazettes de droite, se sont mises naturellement à son école, et le congrès des chrétiens-nationaux, réuni à Cologne le 18 août, adhérait en termes exprès à cette suggestion. Par contre, Brentano qui s'élevait contre la création d'une Irlande Belge, préconisait une modification de la frontière du côté russe et le *Berliner Tagblatt*, quand il tâche de définir les buts de guerre, aboutit inévitablement à cette recommandation : « Enricissons-nous à l'Est. » Des centaines et des centaines de citations pourraient venir illustrer ici l'une et l'autre thèse.

Ne croyez pas que la question coloniale soit négligée : tout à l'inverse, elle a semblé préoccuper de plus en plus l'esprit public, au fur et à mesure que le domaine exotique se réduisait sous les coups des ennemis de l'Empire. L'Allemagne avait rêvé d'immenses annexes africaines, qu'elle eût obtenues en démembrant les possessions françaises, anglaises, belges, portugaises. Or elle a perdu, depuis la prise de Dar ès Salam, presque tous les territoires qu'elle détenait avant 1914. Mais elle n'a pas renoncé à les recouvrer, et elle serait même disposée, malgré tout, à y ajouter. Pour les agrariens, le problème n'est que d'importance accessoire, car ce parti redoute les concurrences éventuelles des contrées neuves du Continent noir, mais pour les libéraux qui défendent d'autres intérêts, la création de débouchés certains sera l'une des nécessités de demain. Le Dr Solf, ministre des Colonies, dont l'activité est toute théorique pour l'instant, — des hommes aux vastes conceptions, tels que Naumann, l'inventeur de la Mittel Europa, prodiguent leurs démarches pour vulgariser cette idée. Et lorsqu'on les arrête par cet argument : « Il faut d'abord que l'Allemagne se soit arrogé la maîtrise des mers », le *Berliner Tagblatt*, moniteur du haut commerce, riposte : « On peut avoir un empire colonial sans dominer les Océans. »

C'est un sujet de controverse beaucoup moins âprement débattu que celui de la guerre sous-marine. Ici, nous touchons à l'une des querelles les plus graves qui aient surgi entre Allemands. Les uns, — avec Tirpitz, Stresemann, les nationaux libéraux saxons et bavarois, les hommes de la vieille droite, voudraient, coûte que coûte, universaliser la pratique du torpillage : les autres, avec le Chancelier, le comte Hertling et, d'une façon générale, les hommes de gauche (le comte Hertling, ancien chef du centre catholique, s'est séparé là-dessus de son parti), préfèrent ménager l'Amérique : ils appréhendent qu'une aventure, malheu-

reuse comme celle du *Lusitania*, ne contraigne le cabinet de Washington à rompre avec Berlin et ne dissimulent pas la gravité d'une pareille éventualité. Peut-être aussi le chancelier a-t-il perçu la médiocrité des effets de cette guerre par submersibles, et ses adversaires en exagèrent-ils à dessein la portée, pour mieux poursuivre la campagne d'opposition.

Ainsi, divisés sur les buts, sur les modalités, sur les conditions générales de la guerre, les Allemands sont loin de s'entendre sur l'orientation de la politique intérieure. Bethmann-Hollweg avait fortement mécontenté la droite, quand en juin dernier, il avait entr'ouvert la porte de l'Etat devant les socialistes jusque-là traités en proscrits. Il a mis le comble à la fureur des agrariens, le 28 septembre, en abaissant les barrières devant « les plus capables ». Du coup, les hobereaux ont pu craindre que les libéraux et les social-démocrates ne vinssent les déposséder d'une part des emplois publics. Ils ont condamné les avances que le pouvoir faisait manifestement à ses ennemis de la veille ; ils protestent par anticipation contre la réforme électorale annoncée en termes plus ou moins confus. Tout naturellement, aux critiques de la *Deutsche Tages Zeitung* et de la *Kreuzzeitung*, répondaient les articles élogieux et favorables des gazettes libérales et radicales : car c'est un fait que les progressistes au moins, admettent l'hypothèse d'un bloc de gauche, où entrerait une social-démocratie attiédie et domestiquée... Jamais, outre-Rhin, les partis n'ont découvert tant de bonnes raisons de se ruer les uns contre les autres, et jamais ils ne se sont entredéchirés avec tant d'acharnement.

*
* *

Les compétitions de personnes ont pris, dans les dernières semaines, une vigueur nouvelle : elles constituent un élément de la crise, qui n'est point négligeable, qu'il ne serait même pas excessif de classer au premier plan. Les intrigues, qui s'exercent dans les cercles officiels ou officieux de Berlin, nous apparaissent d'une confusion extrême, parce que beaucoup de données nous échappent, — comme elles échappent d'ailleurs à la masse du peuple allemand. Les mœurs politiques de Bas Empire, qui se sont perpétuées dans l'entourage de Guillaume II, forment un contraste étrange avec les prétentions à la discipline, au désintéressement, à la santé morale qu'attribuent volontiers là-bas les journaux du pouvoir au personnel dirigeant. A la vérité, nulle part en ce moment l'espionnage, la délation, la calomnie systématique, les convoitises égoïstes ne tiennent une place plus large dans la vie politique. La lutte entre Tirpitz et le chancelier passionne les cercles initiés tout autant, sinon plus, que la conflagration européenne elle-même. Il s'agit de savoir si le chancelier, que les agrariens rendent responsable des échecs diplomatiques et militaires, restera au gouvernement avec l'aide des gauches qu'il comble de promesses, ou si l'ancien ministre de la marine réussira à le renverser pour prendre sa revanche. On a pu se demander, en plusieurs occurrences, si la censure militaire, qui laissait passer des attaques venimeuses contre Bethmann-Hollweg, n'était pas gagnée à la cause de son adversaire. Cette bataille entre deux personnalités, dont aucune ne saurait se prévaloir de services éclatants, remplit actuellement tout l'Empire ; après la Prusse, elle a envahi la Saxe et la Bavière. Si l'on voulait rechercher une preuve de la décadence germanique, la voilà. Les longs débats secrets qui ont suivi l'exposé du 28 septembre, demeurent une énigme pour qui méconnaît la portée presque historique de ce duel.

On sait que Bethmann-Hollweg a dû s'expliquer, pendant des heures et des heures, devant les chefs de partis au Reichstag, répondre à des questions pressantes ou insidieuses que ne suggérait pas toujours le souci du bien public : Tirpitz avait quitté la province et était venu s'installer à Berlin, pour diriger des opérations dont il espérait tirer un profit personnel. C'est évidemment pour parer aux coups de ce tenace adversaire, que le chancelier en exercice a conféré avec son prédécesseur Bülow. Le colloque entre ces deux hommes qui ne s'aiment guère, mais qui ont également à redouter les ambitions du grand amiral, a dû être d'un suprême intérêt. Ont-ils passé un pacte provisoire, et Bethmann a-t-il pris des engagements qu'on devine ? La presse, là-dessus, est restée muette par ordre.

La politique du chancelier, telle qu'elle s'est définie — (si le mot n'est pas inexact) — dans le discours du 28, est étrangement sinueuse : c'est que les problèmes posés sont complexes, écrasants, insolubles. Le premier commis de Guillaume II perçoit la nécessité de ramener son pays à une compréhension approximative des réalités, mais il aurait jusqu'ici reculé devant cette tâche ingrate. Il s'ingénie, pour demeurer à son poste, à gagner le concours permanent des gauches, — qui commencent plus ou moins, devant la leçon des faits, à répudier l'annexionnisme outrancier, mais il se refuse à rompre avec les droites, qui sont les colonnes mêmes de l'absolutisme prussien, et que

l'Empereur ne peut songer à humilier ; il lui faut, — pour plaire à son maître, — maintenir intacte l'autorité du pouvoir, et pour se concilier la majorité du Reichstag, accepter un minimum de contrôle parlementaire, même sur la diplomatie : il lui faut aussi, dans un autre ordre d'idées, poursuivre la guerre sous-marine, tout en évitant de lui donner de dangereux développements et de provoquer l'Amérique. C'est chercher dix fois la quadrature du cercle. Et Bethmann-Hollweg n'est ni assez fort, ni assez souple pour surmonter tant de difficultés, alors que des ennemis puissants le guettent à chaque pas.

Si l'Allemagne manifestait une volonté directrice, il pourrait encore s'appliquer à exécuter la consigne que le pays lui donnerait. Mais l'Allemagne a dix, vingt, cent volontés contradictoires. Elle est presque aussi divisée qu'aux temps lointains de la Diète. Unie dans les premiers jours, quand elle a cru tenir la victoire, elle subit une dislocation morale croissante, au fur et à mesure que les déceptions et les angoisses s'accumulent pour elle. La défaillance du pouvoir, qui est visible à Berlin, procède du désarroi de l'esprit public, de l'aggravation des luttes intérieures, de la disparition de tout programme national.

PAUL LOUIS.

SOUVENIRS DE LA VIE ARTISTIQUE

LA MAIN-MISE DE L'ÉTRANGER

Les lecteurs de cette Revue veulent bien se rappeler quelquefois que je débutai ici par la critique d'art. Je commençai par y déposer un manuscrit dont le sort ne fut pas heureux : c'était aux temps déjà lointains où Alfred Rambaud présidait à ses destinées, Alfred Rambaud qui devait quitter le fauteuil directorial pour prendre celui du grand-maître de l'Université, où sa carrière ne fut ni plus longue ni plus brillante ! Il avait une méthode très simple, consistant à ne point ouvrir les manuscrits qu'on lui proposait : je pus m'en apercevoir au mien dont les attaches étaient demeurées intactes.

Ce premier échec ne me découragea pas. Je revins à la charge sous la direction suivante avec des études sur l'art espagnol. La jeunesse ayant toutes les audaces, parce qu'elle manque de discernement, j'avais présenté ces morceaux à Taine, en qui je révérais un de mes maîtres. Il voulut bien ne pas me décourager, tout en me marquant les lacunes d'un travail où j'avais voulu trop embrasser et où, par suite, mon étreinte avait été faible. A quelque temps de là, les hasards de la vie et je ne sais quelle fée bienfaisante, firent tomber en mes mains ce précieux trésor : le *Journal d'Eug. Delacroix*, qui devait m'introduire dans la vie littéraire. C'était peu de le tenir ; il le fallait conserver, et comme j'avais vingt-cinq ans, on pense que je faisais un mince personnage en face de Dumas fils qui s'était mis en tête de le présenter au public. Pourtant j'avais de l'énergie : je maintins fortement mes droits, et j'eus la satisfaction de l'emporter sur mon adversaire, si bien que mon nom se trouva associé à cette publication fameuse.

J'ai compris depuis l'étendue de ma dette envers cette grande mémoire : elle m'apparaît d'ordre tout à la fois matériel et moral. Le peintre des *Croisés* fortifia en moi cette conviction que toute grandeur spirituelle implique l'étendue de la culture — ce que déjà m'avait laissé soupçonner Baudelaire, précisément dans ses incomparables études sur Delacroix (1). Et puis les feuillets encore inédits du *Journal* me devenaient comme la carte de visite permettant à un anonyme de frapper à certaines portes qu'il désirait voir s'entr'ouvrir. Là encore je devais vérifier sur le *vif*, la valeur de la loi posée par l'auteur de l'*Art Romantique*, et confirmée par Delacroix. Je verrai toujours la silhouette racée de Puvis, accueillant dans son vaste atelier de la Place Pigalle l'empressement du jeune homme qui venait lui communiquer les placards encore frais et sentant bon l'encre d'imprimerie. J'écoutais respectueusement cette voix qui savait parler d'autre chose que de questions de boutique ou d'intérêts immédiats, et toujours dominait la situation, comme un voyageur parvenu au sommet d'une montagne embrasse du regard la vallée qui s'étend à ses pieds ! Quelle joie pour un débutant, et quelle leçon, surtout si elle est écoutée avec la sympathie compréhensive qui sait utiliser l'expé-

(1) Faut-il rappeler ces mémorables paroles de l'*Art Romantique* : « Eugène Delacroix était, en même temps qu'un peintre épris de son métier, un homme d'éducation générale, au contraire des autres artistes modernes qui, pour la plupart ne sont guère que d'illustres ou obscurs rapins, de tristes spécialistes, vieux ou jeunes, de purs ouvriers, les uns sachant fabriquer des figures académiques, les autres des fruits, les autres des bestiaux. Eug. Delacroix aimait tout, savait tout peindre, et savait goûter tous les genres de talents. C'était l'esprit le plus ouvert à toutes les notions et à toutes les impressions, le jouisseur le plus éclectique et le plus impartial. »

rience des aînés et profiter de la sagesse des vieillards !

L'éclatante renommée de Puvis, sa position unique dans le monde artistique, étaient bien pour impressionner mes vingt-cinq ans. Mais le rayonnement du nom n'était pas mon seul phare et ma curiosité allait aussi à tel de ceux qui, pour n'avoir pas fait une aussi brillante carrière, ne m'en paraissaient pas moins des maîtres, quoique leur réputation ne répondit pas à leur talent. Je n'oublierai jamais certaine matinée, dans l'atelier de Fantin-Latour, — peut-on appeler atelier, un modeste rez-de-chaussée dont ne voudrait pas le dernier de nos rapins actuels ? — où je lui fis la lecture des plus curieuses pages du *Journal* touchant Stendhal et les romanciers du temps. Comme il savait écouter et comprendre, et quelle nouveauté que ce peintre, aimant et commentant Stendhal, aussi subtilement que l'eût pu faire un Bourget ! Ce qui emplissait la pièce, à vrai dire, ce qui l'ornait, mieux que tout le bric-à-brac des antiquaires, c'était le rayonnement spirituel des figures peintes par Fantin, et devant son *Hommage à Delacroix* qui décorait le fond et dont la vraie place aujourd'hui est au Louvre, nous rendions nous-mêmes hommage à ce beau génie qui sut comprendre toutes les grandeurs. Fantin avait senti que la véritable attitude de l'artiste est de savoir attendre dans le silence et le travail... et que son heure arrive infailliblement si elle a pour point d'appui la solidité de l'œuvre.

*
* *

Il eût fallu une singulière dose de naïveté pour concevoir un rapport quelconque entre ces nobles représentants de l'art et la moyenne des peintres et sculpteurs qui, dans les salons annuels, présentent au public le fruit de leurs efforts. Pourtant, je n'ai jamais pu me faire à cette disproportion criante, et si je songe aux kilomètres de peinture qui ont défilé sous mes yeux depuis que j'ai l'âge de raison, à tous ces « tristes spécialistes », à tous ces « fabricants de figures académiques, de fruits, de bestiaux », ce n'est pas sans mélancolie que j'imagine le nombre d'honorables épiciers, de méticuleux pharmaciens et de parfaits notaires dont un faux aiguillage de carrière a privé la France ! Une des erreurs de notre pays, démocrate d'estampille, mais au fond le plus aristocrate de la terre, a été de vivre sur le vieux préjugé des cloisons étanches entre les professions dites *libérales* et celles qui ne le sont pas. Un pharmacien qui tient boutique n'est pas « du monde » et n'est point reçu dans ce que l'on est convenu d'appeler « le monde », à moins qu'il ne se soit haussé au rang de grand industriel par son chiffre d'affaires, l'exploitation de quelque spécialité productive et la suppresion de ses bocaux en couleur. Pourtant ce *potard* tenu à distance, s'il exécute bien ses ordonnances, représente une valeur sociale plus utile que le fabricateur des petites niaiseries qui, durant tant d'années, s'étalèrent aux cimaises de nos Salons et donnèrent à un public mal éduqué l'illusion qu'il contemplait des œuvres d'art !

Profession *libérale*... Profession *noble*... il n'y a pas à sortir de là. Mettre du noir sur du blanc, brosser une toile... : profession noble, ce « noir sur blanc » dût-il être la pire élucubration de pensée ! Le temps n'est pas fort éloigné où, en province surtout, parce que les préventions y sont plus tenaces, un magistrat n'eût point donné sa fille au fils d'un industriel. Et cependant, si l'on y songe, quelles qualités d'initiative, de décision, de coup d'œil et d'intelligence générale de la vie, faut-il pour mener une grande entreprise industrielle, supérieures à celles que requiert la profession somnolente et machinale du juge !

Dans une de ses prophétiques études, datant du milieu du siècle, Le Play objectait, avec un sens profond des réalités : « Les Français sont aujourd'hui plus rebelles que toute autre race au sentiment de l'égalité, même dans ses manifestations les plus légitimes. Les vrais devoirs de l'égalité, sont d'autant moins pratiqués qu'on proclame plus haut les utopies que ce mot suggère de nos jours ». A raison de l'unité de constitution mentale qui préside aux destinées d'une race, une telle observation vaut pour toutes les catégories. Présentée par Le Play dans l'ordre politique, elle peut être transportée dans l'ordre artistique ou littéraire. Si tant de volumes inutiles, ne représentant que du papier noirci, s'accumulèrent aux devantures des libraires, pour le seul bénéfice d'éditeurs qui y trouvèrent la petite rente assurée du volume établi à compte d'auteur, sans se soucier de l'inévitable contrepartie : la dépréciation de leur marque, c'est que la profession *noble* d'écrivain exerçait le même prestige que celle du peintre. On peut en croire l'expérience d'un directeur de Revue sur la foule des idées fausses et préconçues qui encombrent le cerveau de tant d'aspirants à la renommée littéraire, sur l'importance démesurée que tant de gens attachent à voir leur nom imprimé et sur le résultat moral qu'ils en attendent ! Il ne s'agit pas, on le pense bien, d'établir des collections littéraires ou des sommaires de Revue avec la seule copie des France, des Barrès ou des Maurras, ce qui simplifierait étrangement la besogne des directeurs et solutionnerait aussitôt la question angois-

sante du papier. Encore faudrait-il pourtant obtenir une sorte de *moyenne* du talent par où ne s'affirmât pas trop impérieusement le contraste entre la virtuosité du maître et l'incompétence du manœuvre.

*
* *

Cette moyenne de talent, combien d'années avons-nous passé à la chercher inutilement aux cimaises de nos salons annuels ! La seule chose que nous pouvions constater, et sur quoi nous donnions le résultat de notre enquête dans les colonnes de cette Revue (1), c'était l'opposition de plus en plus frappante entre l'artiste et l'homme de culture, c'était le pullulement de tant de spécialistes sans éducation générale..., ni même spéciale, qui s'énorgueillissaient d'avoir fait œuvre d'art pour avoir présenté au public quelques petites niaiseries issues de leur pauvre cerveau. Ce fut là, à de rares exceptions près, l'histoire de la production en peinture durant ces vingt dernières années.

*
* *

Vers cette date approximative commençait de sévir en outre un goût qui allait devenir désordonné pour les importations de l'étranger. Il avait commencé par s'imposer dans l'ordre littéraire et dramatique, où l'on avait pu voir tels romans ou telles pièces de théâtre faire une carrière exceptionnelle pour cet unique motif qu'ils étaient signés d'un nom à désinence caractéristique. Le prodigieux instinct de sociabilité qui nous caractérise et qui fait de nous de véritables *jobards*, donnait une audace plus grande aux exploiteurs qui s'ingéniaient à en abuser ! (2). Ce que les Français disaient sur telles scènes du Boulevard et jusque sur les planches de certains théâtres subventionnés, ce n'était pas même : « *Tirez les premiers* »..., mais « *Tirez seuls*, Messieurs les Etrangers ! » Car les productions de nos nationaux, si intéressantes fussent-elles, leur étaient sacrifiées par un snobisme aussi entêté que ridicule. Encore ces Messieurs n'étaient-ils pas toujours contents ! Tel ce Tartuffe de Georges Brandès, ce critique irrémédiablement médiocre qui fut pourtant fêté à Paris, et par nous-mêmes, je me le rappelle et j'en fais l'aveu, et qui trouvait le moyen de se plaindre en ces termes : — « Ce qui est ennuyeux, quand on parle de moi chez vous, c'est qu'à mon nom de famille on ajoute toujours le prénom de Marthe ! » — il faisait allusion à la comédienne qui connut son heure de célébrité.

Il était inévitable qu'un tel mouvement d'opinion se généralisât, pour s'étendre aux arts plastiques. L'immense fortune du wagnérisme en France y prêtait la main, trouvant d'ailleurs sa justification dans le génie du maître qui s'imposait avec une puissance d'absorption comparable à une force de la nature. Sur ce point, je l'ai déjà dit, et je le répète, il nous est impossible de modifier notre attitude. Tous les crimes des Allemands n'arriveront pas à déboulonner la statue de cet authentique grand homme, non plus que celles de Gœthe et de Beethoven, et ce n'est point certes la campagne de M. Saint-Saëns qui atteindra à diminuer en quelque mesure le prestige de cette musique sur les vrais musiciens. Lorsque j'écrivais, voici quelques années, qu'il y avait plus de musique dans un lied de Schumann que dans les cinq actes des *Barbares*, je crois que je n'exagérais pas, et cette opinion, qui fut trouvée juste avant la guerre n'a rien perdu de sa valeur depuis. Mais le *Cas Wagner* est unique. Et son exemple ne sert qu'à mieux confirmer ce qu'il y eut de scandaleux dans l'envahissement de nos Salons par les artistes de l'étranger.

*
* *

La Société nationale fut la première à les accueillir. On vit, aux meilleures places de ses cimaises, des noms à désinences germaniques, venant chercher en France une consécration qui leur assurât une vente meilleure dans leur pays et même chez les marchands de la rue Laffitte. Le sens commercial des Allemands est chose merveilleuse, on le sait ; nulle part, il n'existe plus habiles placiers, nulle part plus actifs voyageurs de commerce. Dans cet ordre, les peintres étaient leurs propres agents, et d'une activité inlassable ils travaillaient à la diffusion de la marchandise teutonne. Pour le commerce et l'espionnage, il faut s'incliner devant eux. Ah ! de notre part quelle ignorance et quel aveuglement !... on peut bien le dire aujourd'hui, puisque *ce mea culpa* doit être fait par l'ensemble des nations qui figurent la Civilisation contre la Barbarie. En admettant qu'il eut existé quelques clairvoyants pour donner le coup de cloche, qui donc les eût écoutés! Est-ce que l'on écoutait M. Jules Cambon le jour où il prévenait son gouvernement qu'il reconnaissait, à des signes non douteux, que le Kaiser nourrissait des pensées belliqueuses! Et cependant il était à la bonne place pour donner une opinion !

(1) Voir nos *Salons* des années 1894, 1896, 1899.

(2) Cf. *Vers la Victoire* (2e série) : *Le Mirage de l'Etranger*.

Après la Société nationale et renchérissant sur elle, ce fut le tour du Salon d'automne, l'inoubliable et légendaire groupement qui joignit au record des importations étrangères celui du ridicule et de l'excessif dans les manifestations de notre art national. Ce fut là qu'entre autres choses on put voir la faillite lamentable de l'atelier Gustave Moreau, cet artiste par ailleurs admirable dont nous avons jadis exalté le talent, mais qui eut le tort de ne pas comprendre qu'une culture intensive, comme celle qu'il appliquait uniformément à ses élèves, pouvait détourner de leur voie des intelligences qui s'y trouvaient mal préparées, comme un vin trop fort fait déraisonner soudain les cervelles qui ne sont pas solides. Toutes les folies s'y donnèrent cours et je me rappelle notamment le cas d'un artiste chéri par le maître, qui à ses débuts avait donné les plus belles espérances, et qui était arrivé, sous l'influence de théories religieuses mal assimilées, à concevoir une telle horreur de la Femme qu'il se plaisait à la représenter, systématiquement, sous ses aspects les plus abjects. Un jour vint pourtant où ce misogyne irréductible s'unit, en justes noces, à l'une de ces créatures qui portent le doux nom de Femme, et que parfois même nous appelons « *Mon Ange* » à nos minutes d'oubli ! Comme un de ses amis l'en félicitait avec un sourire : — « Je pense bien, ajouta-t-il, que maintenant vous allez désarmer » ! — « Détrompez-vous, répliqua l'autre. Je puis faire exception pour un individu. Mais je poursuis *l'espèce* d'une haine irréconciliable ! »

*
* *

Ces folies et d'autres semblables, nourrissaient l'esthétique des peintres, qui durant plusieurs années exposèrent au Salon d'automne. Bien entendu elles se rehaussaient d'un goût immodéré pour l'art d'importation et notamment pour la peinture allemande. Qui n'a pas voyagé en Allemagne dans ces vingt dernières années ne peut se faire une idée de ce qu'est l'art plastique des Allemands... à moins qu'il n'ait vu les expositions du Salon d'automne ou le second acte de *Parsifal* à Bayreuth ! Ce fut là que l'on put visiter, certaine année, toute une partie du Grand-Palais consacrée exclusivement aux ameublements modern style de l'esthétique bavaroise. Et l'Esthétique Bavaroise, c'est véritablement quelque chose d'*énorme*. Quand on pense que dans ce Paris, dans cette patrie de l'élégance et de toutes les délicatesses, de pareilles monstruosités purent s'imposer au snobisme, on ne peut qu'être stupéfait de la puissance d'infiltration de la propagande teutonne ! Le Président du Salon, qui avait eu l'impudence de tolérer et même de favoriser cette exhibition, en tira maints bénéfices, notamment certaine décoration de l'Aigle Rouge dont nous n'avons pas entendu dire qu'il ait rendu les insignes !

D'une façon générale, d'ailleurs, les artistes, chose curieuse, sont plus durs à la détente que les hommes de lettres quand il s'agit de croix et de titres, si bien que le Président d'un autre Salon, à qui l'on disait : — « J'espère bien que vos sociétaires s'engageront à ne plus jamais exposer en Allemagne », dut répondre, en toute sincérité : « Grave erreur ! Vous n'obtiendrez jamais cela d'eux ! ». — Boutiquiers au fond ! Eternels boutiquiers ! Fournisseurs pour marchands de tableaux ! Est-il un seul de ces Messieurs qui soupçonne seulement que l'art n'est rien, s'il n'est un mode d'expression de l'âme humaine ? Gustave Flaubert, l'impeccable artiste, le paladin littéraire devant lequel il faut s'incliner avec respect parce qu'il honore à jamais la profession des gens de plume, a là-dessus un mot décisif qui fera notre conclusion : « *Les honneurs foisonnent, quand l'honneur manque !* »

PAUL FLAT.

DIALOGUES AVEC LES MORTS (1)

LA GRÈCE ACTUELLE... ET L'ANCIENNE

Sous de grands arbres, au premier plan d'une estampe jaunie qui, depuis mes classes, surmonte ma table de travail, un imposant vieillard courbe son profil barbu sur l'onde ombragée des sources : c'est le Phocion du Poussin, qui, familièrement, se lave les pieds aux fontaines publiques d'une Athènes patriarcale ; à certaines heures dispensées par le rêve aux noires nuits de nos années de guerre, une atmosphère surnaturelle illumine ce vieux paysage qui donne, à force de style, l'illusion de la splendeur ; et si je n'ose, avec Fénelon, faire dialoguer les morts, je m'entretiens volontiers avec ce vieux soldat rudement drapé dans le manteau des stoïciens.

— Je voudrais bien l'interroger, ô sage, sur l'étrange déception dont me blessent dorénavant ces mots : la Grèce et l'hellénisme... Avec ses bourgeois enrichis par le raisin de Corinthe ou le poisson fumé, la Grèce actuelle m'a l'air d'une ombre au tableau radieux de l'ancienne, animée

(1) V. la *Revue Bleue* du 20 novembre 1915.

par un peuple de dieux vivants, qui firent descendre la perfection sur la terre.

— L'ancienne Grèce... D'abord, elle est trop loin de ton siècle de fer et de feu pour que tu sois à même d'en reformer la réelle image ; et puis de laquelle, en vérité, veux-tu parler ? Est-ce de Sparte, ou de Thèbes ou d'Athènes, ou des îles semées sur les flots bleus comme le collier d'Aphrodite ? On apprend beaucoup chez les morts ; et je comprends mieux que jamais les périlleuses rivalités des cités antiques, dont ma vieillesse a tant souffert...

— Je te parle d'Athènes.

— Alors, ô Parisien, c'est l'Athènes d'aujourd'hui qui te fait regretter l'Athènes d'autrefois ? Ou plutôt, c'est l'Athènes d'autrefois qui te gâte l'Athènes d'aujourd'hui ? Tu reproches à ses paysages la sécheresse lumineuse de leur glèbe, à ses habitants l'obscure aridité de leur cœur ? Son ciel te paraît décoloré, ses oliviers pâlis sous la fumée des sciences barbares ; et cela t'embarrasse autant que moi de trouver ce qu'on appelle une gare... au Pirée ?

— Ici, plus qu'ailleurs, je l'avoue, l'heure présente me semble inhumaine...

— Mais, dans un passé que tu vois divin, je crois que tout conspire à t'abuser, la nature et les âmes, le paysage et les hommes.

— Que veux-tu dire, ô sage ?

— Souviens-toi que l'Illusion est la mère de la Déception ! C'est l'Illusion qui t'a pris au berceau de tes études classiques, quand ta petite bouche paresseuse épelait conventionnellement l'alphabet grec, et qui t'accompagne souriante à ton premier voyage, dès que ton regard s'abreuve à la coupe limpide de la Grande-Grèce, où la ruine fleurit sous la menace des volcans ; déjà, dans les ronces de la Campanie, tu chercherais en vain les roses de Paestum ; et, dans le silence des nuits claires, quand tu vogues vers la cité chantée par Sophocle, c'est la Déception qui t'attend !

— Sourcilleux philosophe, explique-toi, de grâce !

— Un voyageur l'a dit (1) : « Le premier aspect de la Grèce étonne » ; et voici pourquoi. Je prétends que le paysage grec ne t'est jamais apparu qu'à travers les descriptions parcimonieuses de ses vieux poètes ou les tableaux nombreux des peintres plus récents, qui ne l'ont jamais vu ; car c'est une fatalité pour la Grèce d'avoir été fort peu décrite par les siens et largement imaginée par des étrangers...

(1) Ampère, dans son *Voyage en Grèce*, en 1844.

— Mais, d'abord, je croyais les poètes anciens réputés pour leur exactitude?

— Tu sais, en effet, que Pindare, le plus lyrique de tous, n'hésite pas à parler de l'aride Attique ou de la pierreuse Athènes. Mais prends garde à la concise beauté des mots, au plastique enchantement des noms, qui se posent sur le contour des lointains comme une impérissable lumière ! Observe avant tout que cette exactitude rapide, qui ne s'arrête jamais au détail d'un site, est restée l'idiome d'une mythologie qui voulut tout embellir et qui divinisait le monde en l'humanisant. Comme les bois sacrés enclos dans le péristyle de nos temples, les Jardins d'Académos, dont le seul nom t'enivre avec sérénité, se composaient simplement de quelques grands arbres ; et le platane qui protège le dialogue philosophique de Socrate avec Phèdre est idéalisé par la prose mélodieuse de Platon comme la pensée familière du bon maître au profil camus.

— Et les peintres ?

— Les peintres, à l'opposé des poètes, ont inventé la Grèce au lieu de la décrire : oui, c'est à Rome uniquement, c'est dans la silencieuse tristesse de la campagne romaine que notre Poussin, ce Virgile morose, a vu son Diogène jeter dédaigneusement son écuelle et m'a fait, en particulier, plus d'honneur « que ma patrie n'aurait pu m'en faire, le jour de ma mort, par de somptueuses funérailles (1) »... Le regard du Poussin n'a jamais reflété les bords de l'Ilissos ; mais le tableau qu'il en imagine est si noble qu'il s'est imposé depuis comme un portrait véritable... Aussi bien, l'antique majesté du Tibre lui suffisait-elle; et ce genre de scrupules que ton siècle appelle archéologiques n'existait pas encore pour l'empêcher d'encadrer poétiquement une leçon de morale dans la riante austérité d'un bel ombrage...

— Et les hommes, non plus, n'étaient pas tout à fait ce que je les suppose ?

— Le passé paraît toujours supérieur au présent ; mais les hommes de jadis ne valaient peut-être pas beaucoup mieux que la plupart de ceux d'aujourd'hui... Dans le pourtour violet des collines aux noms harmonieux, rappelle-toi l'Acropole vue de la Pnyx, et songe à quel point l'aridité du sol concordait avec l'âpreté de la politique ! Or, on n'entrevoit les Grecs anciens et les Athéniens de mon temps que dans les portraits patiemment tracés par des moralistes des bas siècles, devant lesquels ils n'ont jamais posé de leur vivant, je veux dire dans les biographies sentencieuses de Plutarque idéalisées par le candide

(1) Fénelon, *Dialogues des morts*, édition de 1823.

français d'Amyot. C'est encore dans le « paysage historique » de tes souvenirs d'écolier studieux, dans l'atmosphère enchanteresse de tes heures passées, que tu redresses complaisamment les statues de mes contemporains que j'ai pu voir, hélas ! d'un peu plus près que toi... Mais là même, dans le miroir flatteur de tes livres et parmi les plus beaux apophthegmes de ton *Selectœ*, n'as-tu pas reçu quelques lueurs d'une vérité plus humaine ? N'est-ce pas là que tu as connu la dextérité commerçante du sage Thalès et les infortunes du juste Aristide ? N'est-ce pas là que tu as appris que Démosthène m'appelait la hache ou la cognée de ses longs discours ?

— L'homme mûr peut-il oublier ce qui frappa l'enfant ?

— Et n'est-ce pas encore en quelque lumineux matin de tes études classiques que tu t'efforçais à traduire les reproches de ce même Démosthène, qui s'adressent si pertinemment à tous les contemporains de Vénizelos ? « Prenez garde, Athéniens, disait l'orateur, vous vous laissez conduire par les événements au lieu de les diriger vous-mêmes ; vous ressemblez à ces professionnels du pugilat qui portent vite les mains à l'endroit douloureux, sans parer la violence des nouveaux coups... Et Philippe est à nos portes »... Je cite de **mémoire.**

— Ce texte m'est familier par la traduction d'un ami d'enfance et par les citations récentes de nos maîtres (1).

— Eh bien ! la gravité même d'une pareille citation ne devient-elle pas la preuve que les Athéniens et les hommes, en général, ont peu changé ? Les siècles passent, mais l'âme humaine ne varie guère plus que le décor de l'Attique : et, sous le vernis des plus brillantes luttes de la parole, rappelle-toi les accusations frivoles, et souvent infâmes, que se rejetaient de beaux orateurs drapés comme des Olympiens, remuant la vie privée de l'adversaire comme un sol coupable de détenir un trésor, traduisant esquinancie par *argyrancie*, découvrant partout les effets du marchandage et de la vénalité ! Rappelle-toi le duel oratoire pour la couronne offerte à Démosthène, et constate encore ici le mirage du passé créé par le prestige de l'art, par l'immortelle mélodie des phrases cadencées, par la certitude radieuse qui règne entre les marbres de l'Acropole, et, qui sait ? par l'émouvante solennité des ruines, peut-être encore plus belles que la beauté !

(1) Passage cité par MM. Charles Maurras et Maurice Barrès, d'après la traduction de M. Gustave Fougères.

— Mais, pourtant, les héros d'Athènes ne furent point des fantômes, leurs exploits des fictions forgées par la fantaisie des poètes ! Eschyle patriote n'a pas inventé les vainqueurs de Xerxès ; et j'en appelle, à mon tour, au serment d'un Démosthène, plus heureux que Vénizélos, qui pouvait crier à ses auditeurs frémissants : « Non, Athéniens, vous n'avez pas démérité, j'en jure par les combattants de Salamine et de Marathon, par tous les braves qui ont usé leur corps au service de la patrie »... Et l'art lui-même, dont ta voix invoque les prestiges, l'art grec tout entier de la grande époque, ne suppose-t-il pas infailliblement, par son humanité divine et son éloquente simplicité, cette race de héros ? Les Grecs furent les seuls artistes, et nous ne sommes que leurs ombres...

— De grands artistes, en vérité, dont le caractère n'égalait pas toujours le talent ! De même que l'art paraît supérieur à la nature, le marbre ou la période recèle parfois une expression plus pure que la pensée qui l'inspire ; et, ne l'oublions pas, que fait un Démosthène ? Il se réclame déjà des *ancêtres*... Que faisais-je moi-même, sinon de montrer à la foule incertaine le beau passé de la vertu, qu'Aristote compare à la splendeur de l'étoile du soir ?

— Je me rappelle cette comparaison fertile en contre-sens, ô mes amis !

— Remarque, en même temps, ô Parisien léger, que la *République* de mon maître Platon n'était qu'un songe, une utopie, comme le phalanstère des restaurateurs de l'âge d'or ; et quel ouvrage ce prince des philosophes envoyait-il au tyran sicilien qui lui demandait le portrait le plus ressemblant de ses compatriotes ?

— Les comédies d'Aristophane...

— A la bonne heure ! Et, cette fois, la réalité ne réclamait point le voile de l'idéal...

— Je commence à comprendre.

— Evidemment tout passe, on n'entre pas deux fois dans la même ville, et l'écolier qui survit dans tes souvenirs ne reconnaît pas facilement dans l'Athènes actuelle la lointaine cité neuve des Périclès et des Phidias, ni même le « joli village » d'il y a cent ans, qui mêlait les arbres verts de ses jardins aux colonnes rosées du Parthénon (1)... Mais le tréfonds de l'Attique a moins changé.

— Loin de nous décourager, ces derniers mots autorisent tous les espoirs ; ils ressuscitent en moi la Grèce de l'indépendance, non seulement celle de Thémistocle, mais celle de Canaris et de

(1) CHATEAUBRIAND, dans son *Itinéraire*, qui parut en 1811.

Byron, dont nous fêterons bientôt le centième et romantique anniversaire... Et que promet l'avenir?

... L'or du soir était descendu sous les platanes poussinesques : alors, Phocion me congédia sur ces mots scandés lentement d'une voix plus grave :

— Le maître de mon maître, qui but la ciguë l'année même où mes yeux s'ouvrirent à la lumière du jour, te répondrait mieux que moi que le livre de l'avenir n'est accessible qu'à Dieu.

RAYMOND BOUYER.

*
* *

HENRI DE CURZON. — *Alfred de Curzon, peintre (1820-1895) : sa vie et son œuvre*. 2 vol. in-8°, ill. de 48 pl. hors texte (Laurens).

Autrefois, sans quitter Rome, peintres et littérateurs se contentaient de décrire un peu trop platoniquement l'idée qu'ils se faisaient de la Grèce ; mais, au siècle dernier, quelques héritiers français de notre Poussin manifestèrent la curiosité de voir de leurs propres yeux les ruines dorées du Parthénon.

Parmi ces néo-classiques, l'avenir n'omettra pas Alfred de Curzon, chez qui le statuaire Eugène Guillaume aimait à reconnaître « un harmonieux sentiment de la vie ». Aussi bien, la Grèce devait-elle réclamer ce regard discrètement aristocratique et rebelle à toute laïdeur : après un grand prix de Rome de *paysage historique* et deux voyages en Italie, le peintre vit enfin l'Acropole d'Athènes en 1852 et resta fidèle à cette vision jusqu'à sa mort.

Depuis longtemps, avec une piété filiale doublée d'une conscience de *chartiste*, notre savant confrère en critique musicale méditait de nous révéler par le menu la vie de son père et de cataloguer son œuvre en l'illustrant abondamment des appréciations de ses contemporains, depuis Théophile Gautier jusqu'à Louis de Fourcaud, qui ne prévoyait guère que l'introduction de l'ouvrage serait son dernier article ! Et, dans la tragédie du présent, la petite *Psyché* qui rapporte des enfers le coffret mystérieux demandé par Vénus nous paraît deux fois émouvante, comme une image de notre jeunesse au Luxembourg de jadis et comme un symbole de l'avenir, avec sa pure lumière évadée des plus sombres flammes...

R. B.

LE MONSTRE

I

L'infirmière sortie, le silence de la salle ne fut plus troublé que par le gémissement d'un blessé, et le bruit confondu des pesantes respirations.

Sur la blancheur du lit, un buste se dressa ; une pauvre voix, rendue brève par l'angoisse, se mit à dire :

— Le canon... le canon... Est-ce qu'on entend le canon ?... Oh ! je l'entends encore... Ça tape... Ça tape...

Le buste retomba, et l'homme étreignit, de ses paumes, ses tempes battantes. Dans la lumière assoupie, un breuvage lui fut offert : l'infirmière était revenue.

— Non, capitaine, expliqua-t-elle doucement, vous vous trompez : ce n'est pas le canon ! Le canon, vous ne pouvez plus l'entendre : il est loin, bien loin, à des centaines de kilomètres... Allons, dormez, reposez-vous...

Mais lui n'échappait pas à son effroyable rêve.

— Et... tiennent-ils ? demanda sa voix anxieuse. On ne me dit rien ! Pour la droite, je ne suis pas inquiet... Mais c'est la gauche... Tient-elle bien, la gauche ?

— Calmez-vous, reprit la voix douce. Vous n'avez rien à craindre, je vous l'assure... Vous vous ferez du mal... Ne soyez plus inquiet...

— Oh ! je sais, ils tiendront... bien sûr, ils tiendront...

Et l'officier parla de ses hommes ; il les nomma, répéta les appels naguère jetés, à l'aube blême d'un jour de bataille, et qui demeuraient sans réponse, parce que les hommes appelés étaient déjà des morts.

— Perrot ! Charley ! Mutel ! Où sont-ils donc, bon Dieu ! Perrot ! Perrot...

La femme, immobile, ne tentait plus de combattre le délire du blessé ; tout à coup, elle vit le corps frémir, le visage sombre et maigre plus atrocement se crisper, et elle entendit une grande plainte :

— Sur moi... Ça y est... Je suis perdu... Ah ! mon Dieu...

La secousse trop violente réveilla l'homme.

Ayant poussé un long soupir, il leva, vers les yeux pitoyables qui le veillaient un regard fatigué :

— J'ai soif, dit-il seulement.

II

Le printemps de cette année est splendide et

terrible : non point aigre ni orageux : une tiédeur continue, un soleil vif voilé d'ondées rapides, a fait verdir ses feuilles et s'épanouir ses fleurs : Les grâces pénétrantes d'une fête juvénile enchantent le petit bourg où l'officier guéri accomplit de lentes promenades. Mais ces grâces, et ce charme, et toute cette douceur ne savent point l'émouvoir. Il les perçoit à peine ; il ne les goûte point.

Lorsque, du train de nuit, on l'a mené sur la calme place où une voiture l'attendait, ç'avait été, cependant, comme si on l'eût trempé dans un bain de fraîcheur ; il demeurait stupide devant cette douce paix gonflée de parfums subtils, qu'il n'imaginait plus ; et malgré sa souffrance, il avait souri. Mais...

Maintenant encore, ce jardin était charmant, où il avait décidé de se reposer une heure ; l'ombre des marronniers laissait filtrer des rais de soleil ; un invisible chèvrefeuille embaumait l'air léger ; des enfants jouaient ; et de jeunes femmes vêtues d'étoffes hardies regardaient avec bienveillance l'officier blessé. Mais...

Mais l'homme marche de son pas hésitant de ressuscité, l'âme pleine encore des images qui peuplaient son délire et arrachaient à sa fièvre des paroles anxieuses. Certes, il ne parle plus : ayant recommencé de vivre, il cache ses pensées. Mais elles sont là, les mêmes, toujours, et il ne peut se détacher d'elles : la mort, d'abord, la mort qui l'a frôlé, dont il a senti, jusqu'à son cœur, le froid toucher : la mort, l'angoisse suprême et tout le désespoir — ou toute l'espérance. Quand on l'a vue, si nette devant ses yeux, quelque chose est changé : on est un homme nouveau, différent de l'ancien soi-même, différent surtout des autres hommes : on a fait beaucoup de pas sur la route inconnue.

Et la pensée de l'officier, pleine de l'idée de la mort, s'élargit : sa voix ne prononce plus, comme jadis aux nuits de l'hôpital, les noms de ses hommes morts, mais l'appel intérieur qu'il leur jette est plus ardent et plus puissant peut-être que la plus haute voix. Ses hommes morts... Quand sa pensée va jusqu'à eux, les rides de son front se creusent. Ses hommes.... il sait les conditions de la mort de chacun d'eux, et que tant de sacrifices ont été nécessaires. Il cherche, pourtant : si tel ordre, tel jour, avait pu sauver cette vie ? Mais il fallait... oui... il fallait. Puis sa pensée anxieuse glisse au plus rude problème, celui qui seul importe, dès qu'il est formulé ; rien d'autre n'existe plus, ni la mort de l'homme qui cherche à le résoudre, ni celle même des hommes qui lui furent confiés : la Victoire. Songer qu'aux heures passées et qui vont revenir, une parcelle du salut de la France était remise en ces mains-là ! Angoisse ! Et joie splendide ! Ont-elles su faire, toujours, ces mains, ces pauvres mains, le geste qu'il fallait ? Sauront-elles le refaire, à l'instant qu'il faudra ? Un homme... Si peu de chose ! Ah ! l'imperfection douloureuse, évidente, à l'instant décisif, de ce corps chétif ! Où donc les nerfs d'acier, le cerveau immédiat ? — Il faudrait être tout-puissant... Ainsi les enfants jouent, les jeunes femmes sourient... Et l'homme passe, sans voir le printemps.

III

L'officier se rappela qu'un vieillard, ami de sa famille, habitait le petit bourg. Il ne gardait de lui qu'un souvenir d'enfant; mais désœuvré, sans parents, ayant reçu, de tant de douleurs et de sa faiblesse, un désir nouveau d'affection, il résolut d'aller le visiter.

Il trouva, près des champs, une maisonnette entourée d'un minuscule jardin. Une gouvernante à cheveux gris, de visage sec et triste, entr'ouvrit la porte, consentit à le laisser entrer.

— C'est un Monsieur X..., annonça-t-elle à son maître. Il demande à vous voir et dit que vous avez connu sa famille.

Tout de suite, le vieillard se souvint : il s'exclama joyeusement, voulut quitter son fauteuil, serra les mains du capitaine, le fit s'asseoir. Et avec une volubilité que coupait seule, par instants, l'amnésie sénile, il commença de parler.

— Ah ! déclara-t-il, que je suis heureux de votre visite ! Parce que moi, je ne vois personne, personne ! Alors, n'est-ce pas, ce n'est pas gai... Je n'ai pas d'amis : cela me fatiguerait ; et puis, recevoir, c'est toujours une dépense : d'ailleurs on ne sait jamais à qui on a affaire. Comme parents, je nai plus que des neveux : mais je les tiens à l'œil : Mademoiselle m'a fait comprendre... Je ne désire pas non plus qu'ils viennent souvent...

Il était heureux de dévider ses paroles ; assis sur son fauteuil, il se tenait un peu courbé,chauve, le visage rouge ; une raie, à la partie médiane du menton, partageait la barbe blanche en deux touffes de poils horizontaux que surplombait une lèvre épaisse, pendante aux moments de silence ; les yeux verdâtres, aux bords rouges, retenaient une perpétuelle larme ; un sourire stupide ne cessait pas d'errer sur cette gracieuse figure.

Le capitaine la regardait, et le vêtement prétentieux, et l'ordre de la pièce, sans charme, mais trop riche en confort, et la gouvernante-maîtresse immobile et méfiante. Le bonhomme continuait ses discours, se plaisait au récit de ses ruses pour

écarter de lui les gêneurs. Agacé, l'officier tenta de l'entraîner vers d'autres sujets, d'évoquer les souvenirs de jadis, leurs rencontres premières.

— Je me souviens, dit le vieux, je me souviens : j'ai encore de la mémoire. Du reste, je ne me porte pas mal : l'estomac aussi est bon. Je dois seulement prendre quelques précautions : ainsi, voilà quel est mon régime : le matin...

En vérité, cela devenait insupportable : le blessé n'était-il sorti de sa solitude que pour entendre un si affreux radotage ? Cet être qui respirait là, cependant, ne vivait pas dans l'ignorance de ses semblables : Le drame actuel, magnifique et terrible, le drame de la France, la Tragédie de sa race, il fallait bien, enfin qu'il le connût. Brutalement, le capitaine demanda :

— Et savez-vous qu'il y a la guerre ?

Ce fut navrant : aussitôt, la face hilare devint morne : les coins de la bouche souriante s'abaissèrent et une voix larmoyante prononça :

— Si je le sais, mon cher ami ! Ah ! la guerre ! Quelle affreuse calamité ! De telles épreuves devraient être épargnées aux hommes de mon âge ! Croyez-vous que ce matin, la bonne n'a pas trouvé de riz chez l'épicier, ni de veau à la boucherie ? Plus de pain tendre. La vie augmente dans des conditions considérables. Et je suis particulièrement éprouvé : Ma ferme ne me rapporte plus rien : jusqu'à mon médecin qu'ils ont mobilisé ! Croyez-vous que c'est commode ? Ah ! quand tout cela finira-t-il ! Autre chose encore...

L'officier le laissait dire, guettant une fissure dans ce bloc d'égoïsme, une question sur la vie, sur la souffrance et sur l'espoir de ceux qui se battent. Mais on eut dit que rien n'en existât : Le petit vieux continuait, inlassable, son odieuse lamentation.

Alors, le capitaine se sentit pris de fureur : Etait-ce possible, pendant que tant de jeunesse se donnait et mourait, était-ce possible, pendant que tant de pensées graves possédaient uniquement les meilleurs hommes de France, était-ce possible qu'un pareil monstre vécût, étroitement enfermé dans son sot égoïsme, sourd, aveugle, et sans âme, et qu'il osât sourire ? c'était odieux, scandaleux, criminel. Et tandis que les hommes, là-bas, ne cesseraient pas de mourir, celui-ci, misérablement, continuerait de vivre et de sourire...

Allons donc !

A ce moment, vers la femme un instant éloignée, le vieillard clignait de l'œil et disait

— Heureusement qu'ici, j'ai tout ce qu'il me faut...

C'était trop : cela ne pouvait plus être.

L'officier, soudain debout, ouvrit les mains : cela ne serait plus : il ferait justice, supprimerait le monstre...

Mais comme il s'approchait de la figure souriante, toujours, et qui ne comprenait pas, il s'arrêta, passa une main sur son front moite, désarmé, parce qu'il découvrait la réalité de ce pauvre être :

— J'étais fou ! songeait-il. Etrangler ce cadavre !

Car maintenant il le voyait mort, auprès des grands vivants qu'étaient ses compagnons de guerre, tous ses compagnons, et, plus que les autres peut-être, ceux qu'on appelait des morts.

— Ce sont eux qui vivent et non pas celui-ci. Celui-ci : un cadavre. Et nous...

Comme un parfum tragique, tous ses nobles soucis lui remontèrent au cerveau.

— Nous vivons, et nous seuls. Demain, par toute la France, ceux qui n'auront pas su souffrir seront des monstres, seront des morts. On comprendra : les seuls vivants, par la souffrance. Comme ce sera beau !...

A travers la fenêtre ouverte, la lumière du couchant sur le ridicule jardin lui parut magnifique.

Il prit congé.

— Je suis content de vous avoir vu, dit le vieillard : ça m'a fait passer un moment.

— Moi aussi, répondit le capitaine, bien heureux.

Et achevant le geste qu'il avait commencé :

— Il faut que je vous embrasse : vous m'avez fait du bien.

L. L.

ARMÉNIE ET RUSSIE

(A propos d'une récente manifestation littéraire.)

Comme un aigle qui plane,
O immortel poète du Nord,
Tu volas vers le majestueux
Sommet du Massis (1), couvert de nues.

Et de la hauteur immense,
De ton regard perçant d'aigle,
Tu vis ton Arménie chérie,
Trempée de pleurs et de sang,

Les champs jonchés de cadavres,
Les fleuves grossis par le sang.
Partout incendie et famine,
Carnage et massacre.

Retourne, ô poète immortel,
Dans le beau pays du Nord ;
Raconte en tes chants sacrés
Les peines du malheureux Massis.

Ainsi s'exprimait le poète arménien, R. Khodja-

(1) Nom arménien du mont Ararat.

Mourad, pour saluer la venue au Caucase du poète russe Valéri Brussov (1). L'événement était de marque, il valait d'être chanté par des poètes.

Mais les nourrissons des muses emploient souvent un langage qui n'est compris que d'eux seuls. Il faut alors, dans l'intérêt du lecteur, comme dans celui des auteurs, transposer en une langue claire et accessible, ce qui risquerait fort de rester bien longtemps enveloppé dans la région obscure des figures, des métaphores et des allégories. Ainsi en décida jadis Boileau, qui appelait un chat un chat, et Rolet un fripon.

Les journaux arméniens de Tiflis, *Horizon* et *Mechak* ont, dans différents numéros de janvier 1916, signalé l'importance capitale que revêtit à leurs yeux, la tournée de conférences que fit au Caucase le poète russe M. Brussov ; ils n'ont pas négligé non plus de relever l'enthousiasme qui anima le public arménien au cours de ces conférences. Ce fut un enchantement réciproque, une révélation, une découverte de premier ordre..., et l'on ne saurait mieux faire que de partager la joie qu'éprouvèrent orateur et auditeurs, et de la faire connaître à un public d'élite, assez peu au courant de la littérature et des choses de l'Arménie.

Il suffira donc, pour mettre le lecteur au courant de cette manifesation littéraire, de se reporter aux deux journaux arméniens ci-dessus mentionnés, pour dégager les circonstances dans lesquelles les conférences furent provoquées et prononcées, — et pour analyser la conférence elle-même, tout en s'efforçant de ne rien omettre d'essentiel.

*
* *

Les quotidiens arméniens *Horizon* et *Mechak* rapportent qu'une fois la conférence de M. Brussov décidée, avant même que les affiches fussent collées, les billets étaient tous pris d'avance et toutes les places retenues, aussi bien à Bakou qu'à Tiflis et à Erivan. Comment expliquer un tel enthousiasme ? La réponse et fournie par le grand poète arménien, Hohannès Thoumanian qui, chargé de souhaiter la bienvenue au poète russe, s'exprime à peu près en ces termes :

Le public désirait naturellement voir et entendre le célèbre poète, qu'il connaissait déjà de réputation. Mais c'était la première fois qu'un célèbre écrivain russe prenait pour sujet de ses études, les littératures arménienne et géorgienne, et qu'il en parlait avec respect et admiration. Les Russes découvrent les trésors intellectuels des peuples anciens ; ils manifestent publiquement de l'amour et du respect pour ces vieilles civilisations qu'ils ont longtemps ignorées, et ils provoquent de la sorte, aussi bien dans le public russe que chez les petits peuples dont ils s'occupent, un grand enthousiasme, un puissant courant de sympathie réciproque. Ce geste de la grande littérature russe flatte l'amour-propre du peuple arménien et console son cœur meurtri.

Varandian, le publiciste philosophe arménien bien connu, complète l'information en présentant V. Brussov sous le double aspect du poète et du savant. Nous l'avons d'abord entendu à Bakou, écrit-il, dans la vaste salle du théâtre Maïlian, qui était bondée d'un public exclusivement composé d'Arméniens. Nous avons rarement entendu un étranger s'exprimer avec autant d'enthousiasme au sujet de la littérature poétique et du talent créateur du peuple arménien. Et ce n'était pas un vain éloge, n'ayant pour but que de flatter l'amour-propre national arménien ; ce n'était pas non plus le lyrisme banal et élogieux d'un poète qui ne laisse aucune impression durable sur ses auditeurs. Brussov parlait, non comme un dilettante, mais comme un philosophe de l'histoire, comme un poète savant. Rarement, ces deux mots se trouvent juxtaposés. Rarement aussi s'harmonisent-ils ensemble, dans notre monde avant tout de réalité. On dirait que l'écrivain, le poète, le romancier, le dramaturge arméniens éprouvent de la défiance à l'égard des sciences, de la philosophie, de l'érudition. Ils restent volontairement ignorants dans ces domaines, et ils sont heureux de leur ignorance.

Et cette indifférence — continue Varandian — influe beaucoup sur la littérature arménienne ; nos auteurs écrivent souvent fort bien, quelquefois même d'une façon admirable. Mais comme ils seraient encore supérieurs, s'ils étaient animés d'un véritable souffle philosophique ! On n'exige pas, certes, que nos écrivains nationaux soient des Verlaine ou des Maeterlinck ; mais on serait en droit de leur demander qu'ils cultivent un peu plus leur esprit, et qu'ils songent davantage à l'enrichir. Et voilà qu'un poète russe, subitement enthousiasmé par la découverte qu'il fit de la littérature arménienne, songe à faire une série d'études non seulement sur cette littérature, mais encore sur l'histoire des Tigrane, des Bagratides, des Roubéniens. « Etant poète dit Brussov, je suis aussi un pur historien. J'ai abordé l'étude de la littérature arménienne en *hésitant* et *malgré moi*. Mais dès que j'ai commencé à l'étudier, j'ai

(1) Président du Cercle Artistique et Littéraire de Moscou, poète d'avant-garde, l'un des plus célèbres parmi les poètes russes actuels,

trouvé de tels trésors que je décidai de continuer à tout prix. »

Et Varandian de conclure : Lorsque le poète russe parle des trésors de la littérature arménienne, surtout de celle du moyen-âge, qu'il considère « *comme l'une des plus brillantes pages de la littérature universelle* », il s'exprime avec un tel enthousiasme, il déclame avec tant d'ardeur les œuvres de ces poètes, il est tellement ému, que nous oublions complètement que nous nous trouvons en face d'un étranger. L'apparition d'un homme comme Brussov nous procure une grande consolation, en affirmant ainsi que la grande Russie n'est pas indifférente aux malheurs du peuple arménien. Il vient aussi nous avertir qu'une nation qui a produit de telles œuvres poétiques ne saurait jamais être anéantie.

M. Maténdjian, analysant la conférence qui fit salle comble, signale que ce fut une manière d'exposé, où l'on pouvait voir, dans l'ordre chronologique, les plus beaux morceaux de la poésie arménienne. Et ce qui donnait une valeur inappréciable à cet exposé, c'est qu'il était fait par un poète habile à exprimer les accents, les couleurs, les paysages, à rendre toutes les nuances et les finesses des morceaux qu'il se proposait de faire connaître. Et la salle, électrisée, applaudissait frénétiquement.

Par sa position géographique entre l'Orient et l'Occident, rien d'étonnant à ce que l'Arménie ait subi, dans sa poésie comme ailleurs, l'influence iranienne et l'influence hellénique. Et malgré ces apparences contraires, la poésie arménienne est en même temps *sui generis*. Les vers populaires ainsi que ceux des trouvères ont de telles figures qu'ils ne ressemblent en rien aux autres ; et l'on peut, sans craindre d'être contredit, affirmer que la poésie arménienne diffère complètement de celle des peuples anciens et modernes de l'Orient et de l'Occident.

M. Maténdjian rappelle qu'avant la découverte de l'alphabet arménien, on a connu des chants et eu des poètes, puisque Moïse de Khoren en cite des fragments. Avec le christianisme prirent naissance les odes religieuses, les « charakan », qui ouvrirent peu à peu la voie à la poésie lyrique, laquelle atteignit son point de perfection au moyen-âge. Hohannès et Constantin d'Erzenga, Mekertitch Naghach, Qoutchak, Frik, Aghthamartsi sont les astres les plus brillants de cette époque... La poésie moderne n'appartient pas encore à l'histoire. Mais on remarquera que, si la poésie de l'Arménie occidentale a une tendance à imiter l'art européen, celle d'Orient est plus conforme à l'esprit du peuple : elle est plus orientale et, partant, plus arménienne. Souvent, dans sa conférence, V. Brussov met en parallèle la poésie arménienne et la littérature européenne. De ces comparaisons, il résulte qu'aucun peuple n'a eu un poète spirituel comme Grégoire Narékatsi et que les Européens n'ont jamais eu de poètes lyriques comme l'Arménie en compta au moyen-âge. Et de telles constatations sont d'autant plus surprenantes que l'Arménie fut toujours le théâtre de secousses politiques, morales, voire sismiques, toutes plus violentes les unes que les autres.

Et ce fut le poète Hohannès Thoumanian qui souhaita la bienvenue au poète Brussov, avant qu'il prît la parole.

Il dit : Au moment où nous sommes oppressés sous le poids de nos malheurs, alors que nous nous sentons extrêmement faibles, le célèbre poète russe, V. Brussov, nous vient du Nord pour nous parler de notre grandeur et de notre force morales : de la poésie arménienne. Il la dénomme : le parchemin de la noblesse du peuple arménien. En effet, le talent arménien a pu aborder les sentiments les plus délicats et les plus sacrés du cœur humain. Il a pu arriver jusqu'à Narékatsi qui, sous la forme d'un moine, leva la tête jusqu'à Dieu et lui parla face à face. Même aujourd'hui, bien que sa patrie soit d'un bout à l'autre, couverte de sang, l'Arménien n'est ni abattu, ni désespéré, mais simplement peiné et profondément blessé... Et quel plus grand titre de noblesse pourrait présenter un peuple au monde ?

C'est avec fierté que nous pouvons dire : Oui, cher et noble ami, nous avons toujours eu ce grand titre : mais ce diplôme n'est pas de ceux qui portent le sceau des autorités humaines. C'est un de ces diplômes sur lequel la nature et Dieu seuls ont apposé leur sceau, et pour cette raison, autant il est difficile de le posséder, autant il n'est pas facile de le déchiffrer. C'est cette écriture dont notre Saïat Nova dit : « Tout le monde ne peut pas lire mon écriture. Mon écriture est toute autre... » Vous fûtes l'un de ces hommes rares qui déchiffrèrent devant le monde cette écriture cabbalistique ; on nous connaît peu dans le monde éclairé, surtout en Russie. Vous êtes le premier des notables écrivains russes qui, avec vos collègues célèbres, mettez en relief notre faculté créatrice et nos œuvres artistiques... Pour cette œuvre magnifique et sublime, je vous exprime, au nom de la Société des écrivains arméniens, mes remerciements. Je vous salue comme un grand représentant de la littérature russe, et je m'incline avec respect devant la littérature de la grande nation russe — Pouchkine, Lermontov,

Gogol, Dostoïevski, Tourguéneff, Tchékhoff, Tolstoï — dont nous nous sommes souvent inspirés.

*
* *

La conférence. — Les journaux qui rendent compte de cet événement rapportant que ce soir-là (13 janvier 1916), il était impossible de ne pas sentir l'importance capitale de la conférence de V. Brussov. La partie de l'auditoire pour laquelle l'art arménien n'existait pas, qui pensait que l'art, la culture, la littérature de l'Arménie sont chose chimérique, soit que ce fussent des produits de l'étranger ou des imitations du russe, cette partie de l'auditoire dut se rendre à la réalité et convenir qu'il existe un art arménien, que cet art est très ancien, qu'il a eu ses envolées et qu'il a sa valeur internationale. Et ceux qui s'en allaient répétant sans cesse la formule banale de « l'humble littérature arménienne » furent bien surpris d'entendre traiter de la richesse de la littérature et de la poésie de l'Arménie.

Le conférencier débuta par quelques considérations d'ordre plutôt géographique : L'Arménie étant située entre l'Asie et l'Europe, la race arménienne a été soumise à l'influence de ces deux parties du monde ; l'une, occidentale, l'hellénisme ; l'autre, orientale, l'iranisme. La race arménienne reflète les deux contrastes : la forme, l'harmonie, la perfection technique de l'Occident ; la sensibilité extrême, la richesse, le coloris vif multiforme, le flegme de l'Orient. Mais ces deux influences se manifestent chez les Arméniens, non pas comme deux entités distinctes ou deux objets simplement juxtaposés ; elles apparaissent bien plutôt fondues et confondues, produisant un mélange intime d'oriental et d'occidental. Telle est la poésie arménienne, distincte et *sui generis*.

Le poète-conférencier rappela l'époque païenne de la poésie orale. De là, il passe au christianisme et à la poésie religieuse, arrive au moyen-âge et aux siècles qui l'ont suivi, et présente du tout un tableau extrêmement intéressant et tout à fait nouveau. Cette poésie a passé par plusieurs phases, au cours desquelles elle se cristallisa et devint une poésie lyrique qui atteignit son apogée au moyen-âge. Il cite comme le plus illustre représentant de la poésie religieuse Nersès Chnorhali et le considère comme l'une des plus grandes figures de la littérature ecclésiastique. Au XIXe siècle, Verlaine seul peut lui être comparé.

V. Brussov fait ensuite l'éloge de Grégoire Narékatsi (de Narek). Il fait valoir son mérite universel, sa profondeur, sa richesse, sa haute envolée poétique. Au moyen-âge la poésie arménienne était cultivée dans les couvents, et il est curieux de constater que cette poésie, née dans des institutions religieuses, est complètement laïque et libre.

La poésie arménienne qui, aux jours de son éclat, eut toujours des affinités avec la poésie populaire, a largement profité de cette source et a atteint une hauteur telle qu'aucune poésie lyrique, à la même époque, ne peut lui être comparée en Europe. Dans la poésie de ce temps, se remarque tout d'abord un réalisme extraordinaire, sain et sincère, qui se manifeste en des formes très gracieuses, spirituelles ; en de jolies découvertes et en un consonantisme admirable. Cette poésie a un lyrisme pur, et c'est la raison pour laquelle on lui reconnaît des mérites internationaux.

Le conférencier déclame alors quelques traductions des auteurs de cette époque. Parmi eux, Frik est remarquable par sa discussion audacieuse avec Dieu ; son œuvre n'est pas dépourvue de quelques éléments didactiques. Malgré cela, on remarque chez lui la chaleur d'une âme qui proteste ; et ainsi, il sort de l'engrenage de la poésie ecclésiastique. Sa « Plainte » produisit une très grande impression sur l'auditoire. On y aperçoit la plainte d'un Occidental, d'un luthérien (*sic*) et d'un réformateur intransigeant :

Dieu juste et vrai,
Clément en tout,
J'ai une dispute avec toi,
Si tu veux écouter ton serviteur.

. . . . . .

Que tout cela soit non avenu,
Ce que je dis à propos de ma nation.
Etait-ce bien cela ton ordre
(Ordre d'un juge juste et vrai)?

V. Brussov considère Constantin d'Erzenga comme un poète plus libre et plus subjectif. Par sa nature, il est oriental et fort ; par sa pénétration et son souffle, il rappelle l'aurore de la Renaissance. Le conférencier en lut le « Printemps », dont la disposition est païenne, tandis que l'âme est de la Renaissance. — Mekertitch Naghach penche vers les considérations religieuses. Ses vers ne sont pas très colorés, mais il prend beaucoup de soin de la forme. — Hohannès est un poète chaud et fougueux. Il est fort et spirituel. Sa façon de s'exprimer, son esprit anticipent de quelques siècles sur son époque. — Grégoire d'Aghthamar est célèbre par sa profondeur et par son enthousiasme extraordinaire. On cite de lui la traduction du « Jardin ».

Parmi ces poètes, Nahapet Qoutchak occupe sans contredit la plus haute place. Il est person-

mel, tendre, pur ; ses quatrains sont des perles. — Dans les siècles qui ont suivi, V. Brussov cite SAYAT NOVA, dont la forme a une apparence de monotonie, mais dont le fond est extrêmement varié et coloré ; il réalisa, au XVIIIe siècle, ce testament de Verlaine « rien que des couleurs ». Il est vraiment le poète des couleurs. Le sujet de ses chants est l'amour ; mais c'est un amour frais, chaud, qui se manifeste sous des couleurs multiples et avec des nuances variées à l'infini. Brussov en cite les vers suivants :

Je ne me plaindrai pas dans ce monde puisque tu es une âme pour moi.
Tu es pour moi une coupe en or pleine d'eau vivifiante.
Quand je m'assieds, tu projettes de l'ombre sur moi ; tu es un pavillon doré pour moi ;
Rends-toi compte de ma faute et tue-moi ensuite, puisque tu es le sultan et le khan pour moi.

. . . . . .

Enfin, au nombre des poètes modernes, Brussov cite DJIVAN (ou Djivani) dont il récita la pièce : « Cette nuit ». — On voit ainsi que ces poètes, guidés par le sentiment populaire, ont créé une poésie admirable qui, grâce à la fidélité de sa source, est l'espoir de la littérature arménienne. Narékatsi n'a pas son égal dans la poésie lyrique européenne. Quant à Qoutchak, on peut le comparer aux premiers poètes des nations. Ceux-là sont les géants de la poésie ancienne des Arméniens.

Le conférencier aborde ensuite la littérature moderne. Il la divise en occidentale et orientale, et les dénomme : constantinopolitaine et russe. Il constate que les Arméniens occidentaux subissent l'influence européenne, tant pour la langue que pour la forme. Ils ne profitent pas des poésies populaires ; par conséquent, leur production n'est pas pure au point de vue arménien. Par contre, l'orientale, étant plus près des sentiments populaires, est plus pure et plus vivace. Et l'on cite, parmi les poètes occidentaux : BÊCHIKTACHLIAN, TOURIAN, SIAMANTHO, VAROUJAN, comme étant les astres de la littérature arménienne constantinopolitaine.

En parlant des poètes orientaux, V. Brussov rappelle PATKANIAN et CHAH-AZIZ. Il parle de Hohannès Hohannissian, Hohannès Thoumanian, Isahakian, qu'il dénomme « les trois étoiles ». Il relève le goût littéraire de HOHANNISSIAN, sa forme ciselée et étudiée ; sa poésie, se dégageant de l'école « idéaliste », tend vers une sphère plus haute, vers des formules artistiques plus humaines et plus personnelles. Hohannès THOUMANIAN, cet enchanteur, cet « Ayvazovski » qui, le pinceau à la main, appelle les éléments et les soumet. On entend dans sa poésie la voix du peuple. On y voit le peuple arménien avec ses émotions et sa sagesse. Thoumanian est un roman, une épopée nationale. — Avédiq ISAHAKIAN est un chantre délicat ; ses tableaux sont quelquefois magnifiques, souvent profonds et calmes. Il a une tristesse franche et claire. Le conférencier en lut des extraits en traduction de *Aboulala-mahari*. Puis il mentionne encore, parmi les poètes modernes, DZADOURIAN, TÉRIAN, DÉMIRDJIAN, LÉILI.

. . . . . .

Après la conférence, un banquet eut lieu, où furent prononcés des discours et portés des toasts. On releva parmi les convives, la présence de lettrés géorgiens, qui avaient tenu à prendre part à cette manifestation arméno-littéraire.

*
* *

L'exposé qui précède montre à l'évidence qu'il s'agit d'un événement de première importance. Cette littérature arménienne, échelonnée sur plusieurs siècles, fut une révélation pour Brussov et pour les littérateurs russes. Ce fut aussi une révélation pour le peuple arménien lui-même qui, se défiant naturellement de ses propres productions, attendait pour ainsi dire, cette consécration officielle venant de l'étranger.

Ce n'est pas, à proprement parler, une révélation pour un nombre déjà respectable de lettrés occidentaux. Depuis quelques années, grâce à des éditions de textes originaux, grâce à des traductions fidèles et élégantes, grâce à des études littéraires, le nom des principaux *trouvères* arméniens et des poètes plus modernes avait pénétré dans nos préoccupations littéraires et dans les cercles de quelques initiés, soit en France et en Angleterre, soit en Belgique et en Italie. Il n'en reste pas moins que nous avons affaire à un événement littéraire important, qui a surpris Brussov et la Russie, et qui est une révélation, au sens strict du mot, pour le grand public. Il est souhaitable que les ondes émanées de ce premier contact littéraire entre la Russie et l'Arménie aillent en s'élargissant de plus en plus, et gagnent rapidement et profondément les sphères multiples et variées d'un public lettré qui s'éprend chaque jour davantage de toutes ces choses qui nous viennent de l'Orient.

FRÉDÉRIC MACLER.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 21 — 2e SEM. 54e ANNÉE 28 OCTOBRE — 4 NOVEMBRE 1916

JEANNE D'ARC DANS LA FICTION ET DANS L'HISTOIRE (1)

I. — LA FICTION.

Les grandes personnalités qui traversent l'histoire s'offrent à nos yeux sous un double aspect : celui qu'elles ont, celui que notre imagination leur donne ; l'être réel que retrouve, sous les débris du passé, la sagacité du savant, l'être de convention qu'animent la légende ou le génie, la conscience spontanée des foules ou la création réfléchie des poètes. A cette loi de dédoublement, Jeanne d'Arc n'a pas échappé. En entrant dans l'histoire, elle a pris place dans la fiction. Poètes et artistes se sont emparés d'elle. Ils ont tenté de la dépeindre comme eux-mêmes la comprenaient, comme leur temps la comprenait, d'interpréter le secret de son âme et le mystère de sa mission. Mais alors que la réalité est si souvent agrandie, embellie par l'imagination créatrice, ici l'imagination est demeurée impuissante à égaler la réalité. Il semble que cette œuvre exquise de Dieu dépasse toutes les conceptions de l'esprit humain. Et de même qu'aucun pinceau n'a pu réaliser l'idéale image, telle que nous la rêvons, nul poème n'a réussi à atteindre la beauté de cette âme, telle que sa vie nous la découvre.

Je voudrais étudier ce fait, vous montrer ce que Jeanne d'Arc est devenue dans l'idéologie, et comment l'histoire est supérieure à l'idéologie. Nous comprendrons mieux ainsi ce que l'admirable enfant représente, signifie pour nous, Français, et j'ajoute, pour nous, Latins, au triple point de vue national, chrétien et humain.

*
* *

De tous les pays qui furent les témoins du prodigieux drame, il était naturel que la France demeurât le premier, sinon le seul, à en garder le souvenir.

Ce culte de Jeanne, elle l'a eu. Que le pays ait cru à sa mission, qu'après sa mort, il ait vénéré sa sainteté comme son martyre, c'est ici un fait que tous les documents révèlent. — L'histoire raconte sa vie. En 1435, Perceval de Cagny, maître d'hôtel du duc d'Orléans, écrit un récit touchant de ses actes. A Orléans même, on recueille les traditions qui la touchent. Dès 1429, un écrivain populaire avait rédigé un journal du siège. Quelques années plus tard, toute une chronique est consacrée à la mémoire de Jeanne et à sa mission. Et comme l'histoire, religion et poésie se souviennent. L'Eglise et le théâtre, ces deux grandes puissances d'évocation et d'éducation, traduisent à leur tour la reconnaissance des foules. A Orléans, une cérémonie solennelle célèbre le souvenir du miracle, pendant qu'un « mystère » en représente les épisodes. Remercions le poète de s'être refusé toute vanité d'auteur. Il a compris que le meilleur moyen de célébrer Jeanne était de faire

(1) Conférence faite à l'*Aténée* de Madrid, le vendredi 5 mai 1916.

parler les faits ou de la laisser parler elle-même. Pas d'intrigue. Une simple série de scènes, divisées en journées où se déroule toute sa vie : l'appel des voix, le départ, Orléans, Reims... Le poète ne fait que versifier l'histoire. Point de déclamation. L'auteur n'ajoute rien à la vérité naïve des caractères. Il dépeint Jeanne telle qu'il l'a vue, entendue peut-être, dans la simplicité charmante de sa nature enjouée et grave, courageuse et tendre. Lui-même s'est si bien oublié dans son œuvre, que nous ignorons son nom. Il raconte parce qu'il croit, parce qu'il sait... Hommage anonyme du peuple à celle qu'il nomme déjà « la pastourelle de Dieu ».

Le peuple ! Il a été le premier à admirer et à comprendre. N'oublions pas ce fait. Il nous explique pourquoi, à mesure que la politique, l'art, la littérature s'éloignent de lui, s'obscurcit le culte de Jeanne. Dans cette société monarchique où le prince, seul maître de toutes les grâces, veut régner sur tous les hommages, il ne convient pas d'attribuer à un de ses sujets une parcelle de sa gloire. Dans cette aristocratie d'érudits, de lettrés, qui iront demander à l'antiquité restaurée les exemples du bien ou les modèles du beau, à un christianisme plus spirituel et moral qu'extérieur, une règle de vie, quel intérêt s'attache à une fille du peuple qui en partage les superstitions et l'ignorance ! Politiques ou écrivains, ils oublient donc. — Non pas tous, heureusement. Au xve, au début du xvie siècle, il est des voix qui parlent d'elle. Villon se souvient, peut-être parce que lui-même est fils de la balle et poète des petites gens. Des humanistes se souviennent : tel cet Alain de Varennes qui, en 1505, écrit un long poème latin sur la Pucelle. Et moins de cent ans plus tard, dans ce déchirement de la patrie, cette crise affreuse où se débat la France des guerres civiles, se souviennent à leur tour les plus grands esprits de la nation. De Serres et Pasquier rappellent « le vrai miracle de Dieu ». Et c'est enfin, sous Henri IV, sous Richelieu, dans cette pléiade d'écrivains qui aspirent à restaurer nos traditions, que se réveille le souvenir de Jeanne. Les érudits étudient sa vie. Des poètes la mettent au théâtre, lui consacrent des pastorales, des tragédies latines. Chapelain, qui mit trente ans à faire un mauvais poème avait eu des précurseurs, aussi hardis, non moins médiocres et encore plus oubliés.

Non, il n'est pas vrai que la France tout entière ait oublié, laissant à une de ses villes, comme à une vestale privilégiée, le soin d'entretenir la flamme. Mais ce qu'il faut dire aussi, c'est que dans le recul des temps, s'obscurcit l'histoire. Seule, la tradition populaire lui reste fidèle. Et, dans ce travail des esprits, se déforme l'image de Jeanne, comme s'est altéré le sens de son caractère, de son inspiration, de sa mission.

Trois conceptions, surtout, ont, jusqu'au xixe siècle, dominé les écrivains. — La première est la conception *politique*. Elle sera celle de la Renaissance, et, sous les Valois, des milieux officiels, des historiens, des hommes d'Etat, des poètes de la Cour.

Que nous disent-ils ? Une fille du peuple, brave, guerrière, ignorante et crédule, tel est l'instrument dont Charles VII se servit pour sauver la France. Sa Mission ? Simple comédie inventée par ceux qui la dirigent, Beaudricourt et Régnault de Chartres. Ses Voix ? Illusion qu'ont entretenue les conseillers du roi, pour entraîner l'armée et soulever les foules. Le roi seul et son entourage ont tout préparé, tout décidé, la marche sur Orléans, comme le sacre de Reims. La pièce finie, on l'abandonne. Et, livrée à elle seule, elle montre alors ce dont elle est capable, vouée d'avance à l'insuccès et à la mort... Ainsi, plus de surnaturel dans son œuvre. La libératrice de la France n'est qu'une illuminée, manœuvrée par des habiles, une « simple » « abusée » par des gens de cour. — Oh ! l'hypocrite et perfide légende ! Et comment ne pas préférer à son venin la brutalité des juges de Rouen qui envoient Jeanne, comme sorcière, au bûcher ? Mais nous n'oublions pas où elle est née ; dans les conseils mêmes de ses ennemis, cette Cour de Bourgogne qui l'a vendue aux Anglais, comme elle leur avait déjà livré la France, et qui ne pardonna jamais à cette enfant l'écroulement de ses rêves. Et nous savons aussi pour quel dessein, cette idée d'une mission divine de Jeanne devait être niée, extirpée à tout prix par ceux qui voulaient atteindre sa mémoire. Or, que dans un intérêt de parti, les écrivains bourguignons aient ainsi défiguré les faits, cela se comprend. On reste confondu que l'intelligence française ait donné audience à l'absurde explication, et que, pendant plus d'un siècle, il se soit trouvé des lettrés ou des penseurs pour l'accueillir.

Ceux-là, dans la propre cour de Charles VII, en avaient été les artisans, prélats ambitieux, légistes sournois, seigneurs corrompus, qui, gagnés par l'or et les intrigues de la Bourgogne, du vivant même de Jeanne, préparaient son abandon. Mais qu'une telle déformation ait pu leur survivre, il n'en faut pas chercher seulement les causes dans les calculs de la politique. Si, sous des formes diverses, cette interprétation naturaliste du mystère s'est imposée à la France moderne, celle de l'unité et celle de la Renaissance, ne serait-ce

point que par ses goûts, ses idées, la culture nouvelle était incapable de comprendre Jeanne et le sens de sa mission ? Jeanne appartient au Moyen-Age chrétien. Elle en est la fille authentique par son mysticisme ardent et tendre, sa piété naïve, sa croyance aux Saints, sa foi sereine dans l'intervention du Ciel qui nous parle, nous inspire, et nous conduit. Mais quelle apparence que la société utilitaire où grandit Machiavel, et dont la seule foi vivante n'est plus que la croyance à la valeur de l'homme, sa puissance, son génie, ait pu expliquer, autrement que par des moyens naturels, de tels événements ? Et comment ces esprits charmants, délicats, tout imbus de platonisme et de stoïcisme, eûssent-ils admis le commerce concret, réel, de la créature avec l'invisible ? C'était précisément cette conception de l'idéal chrétien que la culture nouvelle allait modifier dans l'esprit des hommes. Et certes, on ne peut dire qu'en France surtout, le retour à l'antiquité ait été un retour à l'incrédulité. Mais dans sa réaction contre la scolastique, le miracle, la piété populaire, l'humanisme se flatte aussi d'épurer, de renouveler le sentiment religieux. Et de même que le monde qu'il pense n'est plus celui du rêve, le christianisme qu'il prêche n'est plus celui de la foule. L'univers peut toujours lui apparaître comme l'œuvre d'un Dieu. Mais dans la beauté, l'harmonie de ses lois, révélatrices d'une Providence et d'un ordre général, ne s'insèrent pas des volontés particulières. Le Dieu du Vrai et du Bien ne s'offre plus que dans le secret de nos cœurs et l'adoration intérieure de l'esprit. Plus d'intermédiaires agissants, bienfaisants, penchés sur nous, auxquels les simples donnent une voix et prêtent une forme. Plus de merveilleux dans la nature comme dans l'histoire. L'homme a cessé de toucher le ciel. La légende dorée est finie, et les Paradis se ferment où les Bienheureux dansaient en rond. La spéculation a remplacé l'extase, et si l'âme retrouve encore le divin, c'est dans cet Infini qu'elle ne peut se figurer, qu'elle ne peut comprendre et qui ne se révèle, ne se communique que par la pensée et par l'amour.

Aussi bien que, alors que dans le peuple survit toujours l'explication mystique, dans l'élite savante et lettrée, est-ce la légende politique qui tend à prévaloir. L'inspirée s'efface peu à peu devant l'héroïne. Un homme comme Aeneas Slyvius, si plein qu'il soit d'admiration pour les vertus de Jeanne, écrira cependant : Quelques-uns pensent que, les chefs français étant affaiblis par leurs divisions, l'un d'eux, plus habile que les autres, eut l'idée d'un expédient, affirma qu'une vierge était envoyée de Dieu et proposa de lui remettre le commandement. Vierge admirable, digne d'étonnement, d'ailleurs. A-t-elle été l'instrument de Dieu ou des hommes ? je l'ignore. » A son tour, Octovien de Saint-Gelays, le poète de Charles VIII et des guerres d'Italie, ne voit en elle que la guerrière, celle qui, chevauchant aux côtés du roi, fait merveille de la lance ou de l'épée. Pour G. du Bellay, elle est pis encore : une intrigante. Elle se soumet au rôle dégradant qu'on lui assigne « le roi s'estant avisé de ceste ruse pour donner quelque bon espoir aux François, leur faisant entendre la sollicitude que N.-S. avoit de son royaume ». Et que dire, enfin, de du Haillan qui, par ses outrages, ses sarcasmes, devance et annonce Voltaire !... Le siècle des humanistes finit par un pamphlet contre celle qui avait revendiqué toujours son honneur virginal et jeté à ses juges, comme à l'histoire, ce fier défi : « Je n'ai rien fait que par le commandement de Dieu. »

Il fallait attendre les débuts de notre XVIIe siècle, pour que l'esprit français, dégoûté du dévergondage des libertins, du rationalisme des humanistes, se retournât enfin vers nos traditions. C'est alors qu'il retrouve Jeanne. Il essaie de la fixer dans la poésie comme par l'image. Mais comment la conçoit-il alors ? Et dans l'œuvre qui reflète le mieux les goûts de cette société polie, la « Pucelle » de Chapelain, qu'est-elle devenue ?

Rendons cette justice au poète. La légende du XVe siècle et des « politiques » est enfin écartée. Chapelain peut défigurer Jeanne ; il ne l'outrage plus. Deux choses sont respectées dans sa mémoire : ses affirmations, son honneur virginal. L'auteur a même le souci de la vérité. Il nous en avertit dans sa préface et nous en donne plus d'un exemple dans son poème. Il veut être exact, consciencieux, presque érudit. Pourquoi faut-il que ses intentions soient meilleures que ses vers ? La Pucelle qu'il nous représente n'est en rien la Jeanne d'Arc de l'histoire. Et s'il abandonne la conception politique, c'est pour s'inspirer d'une conception *romanesque* qui, pas plus que l'autre, ne répond à la réalité.

Aucune intelligence de notre passé, français ou chrétien. Chapelain est incapable de retrouver comme de créer la vie. Dans cette épopée nationale, la plus belle de toutes, il ne songe qu'à une chose : copier l'antiquité. Ses chants ne sont qu'une suite d'épisodes qui rappellent... de loin, Homère ou Virgile. Les anciens ne sont-ils pas à la mode ? Nous retrouverons donc, sous d'autres noms, Nisus et Euryale. Les fureurs « de la princesse » contre le perfide Dunois, ce sont les imprécations

de Didon. L'armée marche avec ses chefs : belle occasion de refaire le dénombrement de l'Enéide. Notre homme connaît ses auteurs, et on sait qu'il a pris le temps de les connaître. — Mais voici qui est plus grave. Chapelain ne se contente pas d'imiter les beautés littéraires : c'est de merveilleux païen même qu'il imprègne son christianisme. Le poème s'ouvre par un Conseil céleste qui ressemble, à s'y méprendre, aux assises de l'Olympe. Quand Jeanne a prié, la foudre résonne. Quand elle entre à Chinon, une nuée la recouvre. Elle demande des « signes » pour vaincre, et sa voix est plus foudroyante « que les claires trompettes. » Ne cherchons pas, enfin, entre elle et Dieu, ces douces intermédiaires, Sainte Marguerite ou Sainte Catherine... Les voix sont silencieuses. Chapelain ne se permet que Saint Michel, et encore sans le nommer ! Et de même que, jadis, les divinités intervenaient dans la mêlée, ses anges, ses démons prennent une forme humaine, excitent les combattants, sèment la panique ou décident de la victoire. Nous sommes en plein prodige ! Décidément, il y en a trop. Le merveilleux n'est pas le surnaturel, et, dans cette féerie de rencontre, sous ces oripeaux mal ravaudés de la mythologie, c'est le vrai caractère de l'inspiration de Jeanne qui disparaît.

Ne demandons pas davantage à Chapelain le respect de la vérité psychologique. N'ayant pas eu assez d'esprit pour secouer le joug servile des anciens, il n'a pas assez de talent pour se défaire des modes de son époque. Sa Jeanne d'Arc n'est qu'une figure de convention. Il nous décrira sa chevelure, son teint, ses armes... Pas un mot sur sa vie intérieure, sur ce qui nous séduit en elle, son âme. Elle est brave ; mais bonté, humilité, candeur, enjouement, tous ces dons exquis de sa nature, où sont-ils ? Et que nous importe encore le

. . . . . visage altier
Qui fait qu'on la révère et qu'on n'ose l'aimer ? »

Aussi bien, si Jeanne est supérieure à ces faiblesses, comme le poète se rattrape avec son entourage ! Il n'y a que des intrigues d'amour autour d'elle. Dunois aime Jeanne, en secret..., et il est aimé lui-même de la princesse. La Hire est rival de Dunois, comme la princesse elle-même jalouse de la favorite. Les coups d'épée alternent avec les billets doux. Oh ! en tout bien, tout honneur. Nos amants sont platoniques. Ils soupirent sans espoir et n'expirent qu'en métaphore. Ces héros, ces héroïnes qui se querellent, se brouillent, se réconcilient, gardent toujours les bienséances. Leur audace ne dépasse point l'aveu. Nous sommes ici dans le pays du Tendre, des galanteries vertueuses, des passions chevaleresques. Cet exercice d'école que Chapelain mit trente ans à écrire n'est, après tout, qu'une idylle de salon. Voilà des figures qui ressemblent singulièrement à quelques grandes dames que nous connaissons bien, Corisandre, Arthénice, de l'hôtel de Rambouillet.

L'œuvre de Chapelain est surtout un poème en l'honneur de l'aristocratie. Tel quel, il n'en révélait pas moins un essai curieux qui sera trop vite abandonné. Le XVIIe siècle classique, celui de Boileau, de Bossuet, de Mignard et de Versailles, épris des vérités générales ou morales ne songe plus à Jeanne, et il faut attendre une époque nouvelle pour la voir reparaître dans la poésie.

Elle reparaît... Mais sous quelle forme ? Celle du *philosophisme*. Et cette fois, ce n'est plus en France (nous ne parlons pas de l'absurde pamphlet de Voltaire), c'est en Allemagne que nous devons l'étudier.

Que Schiller ait pris notre Jeanne pour héroïne, rien ne montre mieux l'empreinte qu'avait laissée dans les pays allemands, le souvenir de l'incomparable épopée. Le poète était sûr d'être suivi par son public. Et ce fait même rend déjà incompréhensible la liberté qu'il se permet avec l'histoire. Dans son œuvre, rien ne survit des faits les plus familiers, les plus connus. On en connaît la trame. Jeanne n'est pas venue à Chinon : un pur hasard la rapproche du roi. Si elle conduit Charles VII à Reims, c'est pour être chassée et bannie. Elle n'est point prisonnière des Bourguignons et livrée par eux aux Anglais ; Isabeau de Bavière l'enferme dans une tour. Plus de jugement, de bûcher, de martyre. De son cachot, elle entend le choc de la bataille. Charles VII est pris ; elle brise ses fers, se lance dans la mêlée, sauve le roi et meurt dans ses bras... Visiblement, Schiller n'a voulu faire de Jeanne qu'un symbole : celui de la religion de la patrie. Mais n'a-t-il pas vu que fausser à ce point la vie de Jeanne était, du même coup, altérer sa physionomie morale. En supprimant la mission, le procès et le martyre, que garde-t-il de Jeanne et de ce qu'elle représente pour nous ! Nous n'avons plus, à sa place, qu'une abstraction, un fantôme vide, un mannequin, raisonneur et déraisonnable, à qui manqueront toujours et la vraisemblance et la vie.

De la réalité psychologique, que reste-t-il, en effet ? Schiller prétend expliquer Jeanne. Mais, fidèle à l'esprit de son temps, c'est d'abord sa mis-

sion qu'il repousse. Des influences premières qui ont agi sur sa jeunesse, il efface la plus profonde : sa foi. Il élimine le mystère, ou, pour mieux dire, il le déplace. Fille du peuple, Jeanne a grandi dans la nature. Elle en a senti les souffles divins et les fluides impénétrables. Elle reste en commerce avec elles. « Je connais toutes les herbes, toutes les racines : j'ai appris à distinguer ce qui est salutaire de ce qui est vénéneux. Je connais le cours des astres, et la marche des nuages et j'entends le murmure des sources cachées... » Qu'est-il donc besoin des voix du ciel ! Celles qu'elle entend ne sont que la vibration de son rêve intérieur, l'écho de cette âme des choses, de ces forces subtiles qui la pénètrent et qui l'agitent. Oh ! l'illuminée ! — Et à ce sentiment s'en ajoute un autre. Elevée dans les forêts, elle vit aussi dans le fracas de la guerre. Elle a vu l'horreur du désastre : les villages brûlés, les églises éventrées ou profanées, les paysans fuyant leur chaumière, ou massacrés sur des ruines fumantes. C'est alors que s'est formé son patriotisme. Et elle n'aspire plus seulement au salut de son pays, mais à la vengeance. Chasser, punir l'envahisseur, voilà la passion dont elle s'exalte. Sous la pression de l'idée fixe, s'évapore peu à peu sa générosité première. Elle prédit, elle menace. Ce n'est plus la bergère, ni même l'inspirée, mais la prophétesse de la Bible, armée par Dieu du glaive. Aussi n'a-t-elle plus le droit de pardonner, ni même de s'émouvoir. Elle est implacable, sans entrailles, sans pitié. A mort, l'Anglais ! Ecoutez ce qu'elle répond à Montgommery, qui la supplie, au nom de sa jeunesse : « Il faut que j'aille comme un fantôme de terreur, égorgeant et répandant la mort, et qu'à la fin, je sois sa victime. Beaucoup d'entre vous périront de ma main. Je ferai beaucoup de veuves : mais je succomberai moi-même et j'accomplirai mon destin. Accomplis le tien... Défends ta vie... » — Et enfin, cette prophétesse est femme. Malgré tout, il faut que la nature qui l'a formée reprenne ses droits. L'amour qu'elle a proscrit se venge à son tour. Elle n'a voulu ni des hommages des guerriers, ni du culte d'un Dunois ou d'un La Hire. Mais sous la main de la fatalité, elle se laisse prendre son cœur par un anglais, Lionel, qu'elle sauve elle-même sans le savoir. Alors commence une lutte douloureuse avec son âme : « Devais-je le tuer ? Le pouvais-je après avoir rencontré son regard ? Suis-je donc coupable pour avoir été humaine ? La pitié est-elle donc un péché ? La pitié ? L'écoutais-tu, cette voix de l'humanité, quand elle parlait pour les autres. Cœur astucieux, tu mens à la lumière éternelle : ce n'est pas à la même voix de la miséricorde que tu as obéi. »

Ainsi rien de réel, rien de chrétien, rien même d'humain dans cette œuvre ! Un composé de panthéisme, de fatalisme mystique et brutal, voilà ce que Schiller a fait de notre Jeanne. Oh ! comme nous reconnaissons bien ici l'idéal, l'esprit héréditaire d'un peuple, et comme les théories ou les faits actuels éclairent douloureusement pour nous cette fiction. Cruelle, la douce enfant qui ne portait qu'une bannière, refusait de verser le sang et pleurait devant les morts ennemis ? Raisonneuse, l'humble inspirée qui ne pensait être qu'un instrument, un témoignage et qui à toutes les subtilités des docteurs n'opposait que sa candeur et sa foi... Amoureuse ? Celle qui ne voulut vivre et mourir que pour son roi, son pays, son devoir. Non, ce n'est plus notre Jeanne, la fille de notre France, courageuse et tendre, généreuse et simple. C'est la Valkyrie, froide et terrible, la vierge farouche qui chevauche dans l'ombre et dans le sang, en hurlant sa vengeance et en semant la mort. Et c'est là l'erreur d'un très grand poète d'avoir, à ce point, voulu refaire l'histoire et mettre un masque français sur les sentiments ou les idées de sa race. Quelle que soit la pauvreté intellectuelle de notre Chapelain, nous retrouvons au moins dans ses fadaises, un peu de notre Sainte. Dans Schiller, jamais.

Une simple d'esprit, une héroïne de roman, une virago farouche, voilà donc l'idée qu'en France ou en Allemagne, Renaissance, classicisme, philosophie, ont exprimée de Jeanne. Et si, en Angleterre Shakespeare, le seul qui parle d'elle, lui témoigne quelque admiration, il ne s'en tient pas moins à la légende traditionnelle de la « sorcière ».— Cette déformation est-elle donc générale ?... Disons-le hautement. Un pays a gardé le sentiment de ce qu'ont été le rôle et le caractère de la libératrice : l'Espagne. Et c'est dans un de ses poètes, malgré les fantaisies de son inspiration dramatique, que nous trouvons alors la physionomie la plus exacte, la plus fidèle de Jeanne, comme l'intelligence de sa mission.

L'Espagne était préparée à comprendre, par sa foi, son idéal, ses souvenirs. Il est peu de pays où, dès le xve siècle, la merveilleuse histoire ait autant frappé les imaginations humaines. Que, de bonne heure, elle ait été connue, colportée, commentée, les rapports étroits qui existaient entre la France et la Castille, nous permettent de le croire On a cru reconnaître le portrait de Jeanne dans une des statues admirables de Burgos. Espagnol,

le Pape qui ordonne le procès de révision ! Au début du XVIe siècle, un humaniste castillan lui consacre une notice dans sa galerie des Femmes célèbres. Peut-être Lope de Véga a-t-il emprunté à l'admirable histoire le sujet d'une de ses pièces. En tout cas, un siècle plus tard, Antonio de Zamora écrit « *La Pucelle d'Orléans* ». Et c'est cette pièce, publiée en 1721, qui va nous mieux montrer l'idée que l'Espagne s'est faite alors de Jeanne.

Elle est divisée en trois journées : la mission, la cour, le supplice. A l'appel de l'Ange, Jeanne se rend à Chinon, elle promet au roi la délivrance d'Orléans et le sacre. Après Reims, elle se débat contre les intrigues des courtisans. Elle s'efforce de détacher Charles VII d'Agnès Sorel, et elle y réussit. Enfin, prisonnière des Anglais, elle est jugée, condamnée et monte au bûcher. Le roi, à son tour, veut la sauver. Il arrive à Rouen, mais trop tard. Jeanne expire entre ses bras.

Telle est la trame de la pièce. On le voit : les invraisemblances historiques y sont nombreuses. Zamora violente l'histoire ; son Agnès Sorel est une Anglaise au service de Talbot; le procès de Jeanne s'instruit devant les chefs anglais, non en présence des juges d'église : le dénouement lui-même est une fiction. En réalité, les faits dominants de la vie de Jeanne ne sont pas brutalement défigurés. Et ce qui est plus remarquable, c'est la manière dont le personnage de Jeanne a été compris.

Tout est respecté dans son caractère comme dans son œuvre. Elle est vraiment l'inspirée que nomme la volonté du Ciel. Dans la vision qui décide de son sort, se manifeste cette élection divine : « A Orléans !... Prends à ta charge la défense du roi... Charles te donnera le bâton de commandement, persuadé que le miracle qui lui envoie un chef lui assure d'avance la victoire... A Orléans ! pour secourir et pour vaincre. Puisque Dieu te l'ordonne, c'est que Dieu est avec toi... » Et cet ordre décide de sa mission, car elle croit à sa mission. Elle est confiante et elle est humble. Elle se sait envoyée par Dieu, mais c'est à Dieu seul qu'elle attribue la gloire. Elle se dérobe aux acclamations comme aux hommages. « Je veux, dit le roi, laisser à l'admiration des siècles, dans une statue immortelle, la mémoire de la Pucelle. — *Tous*. Vive Jeanne ! — Non, non, ces applaudissements n'appartiennent qu'au Seigneur. » — Elle est pure, elle est pieuse ; et c'est dans la prière qu'elle puise sa force. Elle est franche, droite, simple. Avec quelle fermeté, quel courage, quelle habileté aussi, elle répond à ses juges, Bedford et Talbot ! Comme elle leur cache « le secret » pour lequel elle va mourir et qui concerne le royaume ! Ne permettrez-vous de citer cet interrogatoire dans la traduction qu'en a donnée un de nos écrivains ?

« TALBOT. — Jeanne, si tu veux que nous sachions une bonne fois les prodiges de ta vie..., réponds aux questions que nous avons à te faire l'un et l'autre... Dis-moi qui a pris sur toi assez d'empire pour te faire échanger ta houlette contre le bâton du commandement

JEANNE. — Un ordre souverain.

BEDFORD. — Prétends-tu nous faire croire que ce fut un miracle du ciel ?

JEANNE. — Je n'ai jamais été digne d'une si haute faveur.

TALBOT. — Mais un ordre suprême, s'il vient du Ciel, n'implique-t-il pas une contradiction ?

JEANNE. — Je ne discute jamais ce que je ne comprends pas.

BEDFORD. — De quelle foi fais-tu profession ?

JEANNE. — De celle qu'ont professée les Francs depuis Clovis : car ils n'ont jamais été que les très chrétiens vassaux du roi très chrétien.

TALBOT. — Alors comment, étant chrétienne, t'es-tu appliquée à l'étude de la magie ?

JEANNE. — Je ne sache pas, pauvre bergère vouée aux soins de mon troupeau, qu'il y ait d'autres livres que la mémoire des hommes...

BEDFORD. — Où es-tu née ?

JEANNE. — A Domrémy, riche village de Lorraine.

TALBOT. — Quand et pour quel motif es-tu venue à Orléans ?

JEANNE. — A cause de la fertilité de ses pâturages, il me vint une idée de conduire mes troupeaux dans ses prés.

BEDFORD. — Le roi l'avait-il vue avant de te donner le commandement de ses troupes ?

JEANNE. — Non.

TALBOT. — Comment donc apprit-il que tu étais si près de lui, et que tu lui amenais du secours ?

JEANNE. — Je ne sais.

BEDFORD. — Que sais-tu donc ?

JEANNE. — Ce que je tais. »

Et quand, pressée de questions, elle finit par déclarer l'ordre mystérieux et affirme sa mission, sachant bien que l'aveu sera l'arrêt de mort, voilà encore une vue juste du poète d'avoir mis sur ses lèvres un regret de la vie. (Jeanne n'a-t-elle pas laissé échapper cette plainte si humaine ?) — « Allons mourir. Ah ! France ! Pour t'avoir secourue, il en coûte la vie à la Pucelle. C'est donc ici que finit ma fortune... ! C'est ici, au contraire, qu'elle commence. Dieu, qui m'a donné l'ordre, me récompensera d'avoir obéi... » — Ne songeons-nous pas, en lisant ce dialogue passionné, au procès de

Rouen ? Et par quelle admirable intuition, Zamora qui l'ignorait, a-t-il perçu comme l'écho des réponses faites aux juges d'iniquité ? Avec lui, nous pouvons encore être en dehors de la vérité de l'histoire : nous rentrons dans celle du caractère et de la vie.

IMBART DE LA TOUR.

SOUVENIRS DE LA VIE MUSICALE

LES FRANÇAIS A BAYREUTH

Le groupement de ces Souvenirs formerait un ensemble incomplet, si aux précédents chapitres je ne joignais quelques notes sur la Vie Musicale qu'il me fut donné de côtoyer entre la vingtième et la trentième année, et cette vie se résume à peu près — est-il besoin de l'ajouter ? — dans l'initiation wagnérienne que connurent les passionnés de musique de ma génération, qu'ils le veuillent loyalement reconnaître comme je le fais ici, ou qu'ils prétendent la répudier, pour se composer artificiellement une attitude en harmonie avec les circonstances.

Je n'ai pas fait partie, et pour cause, de la première équipe des Pèlerins de Bayreuth, celle qui assistait en 1876 à l'inauguration du Théâtre-Modèle et qui comptait au nombre de ses personnalités notoires : Edouard Schuré, Fantin-Latour, Villiers de l'Isle-Adam, Adolphe Jullien, Vincent d'Indy, Camille Saint-Saëns (1). Mais j'étais de la seconde équipe où, parmi ceux qui, vingt ans plus tard, devaient se faire un nom, musical ou littéraire, figuraient C. Chevillard, Erlanger, Paul Dukas, Claude Debussy, Péladan, Pierre Lalo. C'était dans la période qui va de 1885 à 1890 environ et marque le point culminant de l'emprise wagnérienne. A cette date, nous avions tous entre vingt et trente ans, avec cette faculté d'enthousiasme qui, si elle n'est pas un privilège exclusif de l'âge — car on la peut rencontrer jusque dans la vieillesse — trouve quand même un ferment sans second dans le bouillonnement d'un sang jeune et généreux.

(1) C'était l'époque où M. Camille Saint-Saëns disait devant Mme Kalergis, curieuse figure du monde cosmopolite d'alors, qui depuis l'a répété : « Sommes-nous heureux d'être au monde pour entendre le *Rheingold* et la *Walküre* ! Faut-il qu'ils soient assez insensés et coupables ceux qui, pour de misérables questions de vanité nationale, foulèrent aux pieds la moisson du ciel et celle du génie ! »

Dirai-je que ce fut pour moi une révélation ? C'est trop peu, assurément..., quelque chose comme l'initiation à un *culte nouveau* qui me paraissait enfermer la vérité...,toute la vérité. Il y eut là deux ou trois années de ma vie où les sortilèges de Klingsor m'envoûtèrent à ce point que nul effort d'art ne me parut plus viable qui n'eût au préalable fait sa soumission à l'esthétique wagnérienne. J'étais dans l'état d'esprit théologique ou dogmatique, avec la foi aveugle qui ne discute pas. Je l'avoue en toute sincérité, et combien d'autres furent comme moi qui se garderaient de le dire ! Mon excuse est qu'en 1885, j'avais vingt ans, et que l'esprit critique, fruit de l'expérience, ne pouvait exercer alors sa faculté de contrôle et de mise au point. J'ai tenté de fixer la nature de cet envoûtement dans une affabulation romanesque où je mets en scène deux amis descendant la colline de Bayreuth, après une représentation de *Tristan* et je ne puis mieux faire que de transcrire les termes par où s'expriment leurs sentiments :

« Tout collaborait à communiquer à l'œuvre lyrique la gravité d'un culte et la solennité d'une religion. Souplesse incomparable et fondu de l'orchestre, conscience et foi des interprètes : tout ce que la perfection des moyens d'exécution peut ajouter, dans la création lyrique, à la magnificence du génie créateur, atteignait alors à donner son plein sens au chef-d'œuvre de Wagner..... Ils redescendirent vers la ville après la représentation. Nulle parole ne pouvait sortir de leur bouche et ils marchaient comme des hommes ivres qui n'ont plus conscience de leurs actes, mais tout uniment obéissent à des habitudes automatiques. Ils étaient à ce point écrasés, anéantis par la magnificence de cette révélation, que toute expression précise, destinée à la condenser, leur eût paru comme une diminution. Parmi le long ruban des pélerins qui descendaient la colline, nul sans doute qui plus complètement eût communié avec l'œuvre d'art que ces deux jeunes solitaires qui simplement se tenaient le bras et dans le murmure de la foule confondaient l'inexprimé de leurs émotions ! » (1).

Enthousiasme juvénile, je l'accorde... Lyrisme dont les raisonneurs peuvent sourire, mais qui marque quand même un état d'âme privilégié... et dont peut-être ils ne sourient que parce qu'ils n'y sauraient atteindre ! « Les eunuques, observe finement Stendhal, sont en colère permanente contre les libertins. » N'y a-t-il pas là, même chez un simple amateur, quelques linéaments de cette sorte d'âme dont Taine observait qu'elle fait les artistes, « délicate, excessive, troublée et malheureuse, mais de temps en temps comblée de douceurs et de ravissements dont les autres hommes

(1) Cf. L'*Illusion sentimentale*, p. 59 et s.).

n'ont point d'idée ? » De ces pages, en tous cas, je ne saurais aujourd'hui rien renier, puisqu'elles expriment un état d'âme sincèrement traduit. Tout au moins faut-il marquer leur date (1885) qui est à la fois leur excuse et leur explication. Sept ans plus tard, en 1892, l'esprit critique avait pris naissance, et tout en laissant subsister l'admiration pour le génie du maître, il n'hésitait pas à formuler quelques restrictions essentielles. En 1892, j'envoyais des *Lettres de Bayreuth* à une revue parisienne : *L'Artiste* (1), où je faisais mes réserves sur le côté décoratif de l'œuvre wagnérienne et sur telles erreurs de plastique qui s'affirmaient à mes yeux enfin dessillés. Il me parut que, dans cette scène enchanteresse du second acte de *Parsifal*, connue sous le nom des *Filles-Fleurs*, composée au seuil de la vieillesse, et de qui la fraîcheur d'inspiration égale, si elle ne dépasse les plus ravissantes de la maturité du maître, il me parut, dis-je, que tout l'élément décoratif était singulièrement révélateur de l'incompétence plastique du génie allemand. Et je me rappelle même avoir insinué que nul metteur en scène, du plus infime de nos théâtres parisiens, n'eût commis les fautes de goût qui s'y affirmaient avec ostentation !

A mon grand étonnement, ce premier essai d'un anonyme eut les honneurs d'une réplique venue en droite ligne de Bayreuth, sous forme de lettre de Mme Wagner — ce qui ne flatta pas médiocrement mon amour-propre de débutant — et même il vint s'y joindre une longue dissertation, sur l'*élément décoratif* dans l'art wagnérien, où le grand Pontife du Wagnérisme d'alors, Houston Stewart Chamberlain, celui qui allait devenir plus tard, en même temps que le gendre de Mme Wagner, le représentant achevé de l'Anglais félon, défendait la réalisation décorative, *intentionnelle* — eh ! parbleu, je m'en doutais bien ! — du Théâtre Modèle (2).

*
* *

Si je me reporte à cette date de 1892, ce n'est pas seulement Bayreuth et sa Colline que je revois, c'est aussi l'intérieur fameux de *Wahnfried* où certains Français étaient accueillis, qui semblaient pouvoir faire, aux regards de la merveilleuse administration wagnérienne, des propagandistes, des vulgarisateurs de la gloire du maître. Et dans la maison de cet homme extraordinaire, qui avait connu pendant de longues années les pires épreuves de la lutte pour la vie, presque la misère, qui avait dû, à certaines dates, mendier les quelques sous de son dîner, je me rappelle les signes visibles et tangibles du brusque revirement de la Fortune..., cet ameublement somptueux, mais de goût plus que douteux, cette magnifique bibliothèque où notre littérature tenait une place d'honneur (1). Par parenthèse, il lui devait bien cela ! Et je le revois aussi, comme s'il était devant mes yeux, le saisissant *Schopenhauer* de Lenbach, qui avait été l'un des maîtres et l'un des éducateurs de Richard Wagner.

Mais ce que, par-dessus tout je vois, ce qui opprime mon souvenir à la façon d'une hantise, c'est la figure, hautaine et dominatrice, de la *Veuve*, celle qui dans le groupe des *Veuves célèbres* — un livre à faire et qui pourrait être une précieuse contribution à la psychologie féminine — occupe une place unique, que nul ne lui saurait contester ! Fille de Liszt et de la comtesse d'Agoult, il semblait que cette femme, doublement française par ses origines, n'eût en ses veines aucune goutte du sang ardent et généreux auquel elle devait la vie ! Mon éminent confrère Edouard Schuré a démasqué, en des pages décisives, la comédie par où cette intrigante, usant tour à tour de la calomnie et des larmes, et mûe par la seule ambition, sut préparer, *organiser* sa royauté future de Bayreuth, en circonvenant le musicien à l'heure où s'affirmait son triomphe, et en lui donnant l'illusion de l'amour. On objecte qu'il n'y avait en elle aucune des séductions physiques par où une femme peut exercer son action sur un homme, fût-il de génie ! Et je veux bien concéder que la fille de Liszt ne dut jamais rien avoir de commun avec le modèle de la Femme de trente

(1) Donnons ici un souvenir à cette belle publication d'art, depuis lors disparue, après 70 années d'existence, qui avait eu des origines illustres, puisque, fondée par Arsène Houssaye, elle avait compté au nombre de ses premiers collaborateurs Th. Gautier, Baudelaire et Gustave Flaubert qui y publia des fragments de son *Saint-Antoine*. Depuis lors, elle fut l'organe de début de plus d'un écrivain devenu célèbre, tels Verlaine, MM. Gustave Geffroy et Péladan.

(2) La réponse d'Houston Stewart Chamberlain parut dans cette même Revue de l'*Artiste* où j'avais publié mes *Lettres de Bayreuth*.

(1) Mme Judith Gautier aime à raconter l'anecdote suivante : Comme elle examinait un jour les rayons de cette vaste bibliothèque et comme ses yeux s'arrêtaient sur l'œuvre complète de Balzac, — « Quel est cet H?, lui dit le musicien. — Après tout, songea-t-elle, il lui est bien permis d'ignorer le prénom du grand romancier ! — C'est Honoré, répliqua-t-elle. — Non, Madame, fit solennellement Wagner, ce n'est pas Honoré, c'est *Homère!*...

ans. Mais quelle force n'est-ce point que d'avoir trente ans seulement, s'il s'agit de faire jouer le mirage de l'amour, à l'heure où votre partenaire en compte soixante déjà ! Devant un tel écart, il n'est point de génie qui tienne, ni de disciple de Schopenhauer possédant assez bien la leçon de son maître pour se soustraire aux pièges que lui tend la Nature !

Ainsi la verrai-je toujours, la maigre veuve, aux traits anguleux, aux draperies flottantes, de noir inlassablement vêtue, assise en son fauteuil devenu pour elle un trône, qu'elle n'avait plus même à partager, puisque son seigneur et maître lui avait légué le sceptre de sa royauté artistique ! La brusque disparition du musicien à Venise (1) avait été la source d'une fortune nouvelle, car ainsi se trouvaient concentrés sur sa tête tous les rayons de la gloire wagnérienne. C'est là qu'elle accueillait, avec des égards savamment dosés, l'élite de la société européenne qui venait lui présenter ses hommages, illustrant l'observation saisissante faite par Eugène Delacroix au cours de son *Journal*, qu'il est vingt façons diverses de dire à quelqu'un : « Mon cher Monsieur », depuis l'intérêt le plus vif jusqu'au dédain le plus marqué. De ce fauteuil, elle régentait le monde musical et dirigeait ce puissant syndicat d'intérêts matériels qui avait pour raison sociale : Wagner et Cie. Peu à peu, suivant la loi inéluctable, l'œuvre désintéressée du créateur était devenue une affaire, la plus magnifique affaire, se chiffrant par des revenus annuels de plusieurs centaines de mille francs. Au début, quand Bayreuth ne faisait pas ses frais, des places gratuites étaient réservées aux artistes pauvres. Le jour où Bayreuth réussit, ces places furent supprimées. Malheur à qui ne connaissait pas l'attitude du courtisan, à qui ignorait l'art des courbettes, car cette fille de Polonais et de Française avait su progressivement s'adapter à la psychologie teutonne dont le premier principe est de hiérarchiser toutes relations entre les hommes ! Derrière elle se tenaient les filles qu'elle avait eues de son premier mariage avec Hans de Bülow, et l'innommable produit du second, ce fils, vrai fils de grand homme, c'est-à-dire voué à toutes les faillites, qui reproduisait avec une fidélité quasi-caricaturale les traits extérieurs du père, et d'autant mieux avec lui formait par l'intérieur un saisissant contraste : jeune oison qui veut singer l'aigle et, par là donne un spectacle aussi vain que ridicule !

(1) On sait que Richard Wagner mourut à Venise, au palais Vendramin, d'un accident cardiaque. Il faut relire dans le *Feu* de G. d'Annunzio, le récit dramatisé, mais quand même palpitant, de cette fin.

*
* *

Que tout cela est donc loin ! Oui, loin..., et si proche, cependant ! Je dis que cela est proche, car un quart de siècle ne fait point un si long temps, le « grande œvi spatium » du poète ! Et puis j'appartiens à la catégorie de ces êtres chez qui la mémoire des émotions est tellement nette, qu'elle ravive, d'une intensité sans égale, les souvenirs les plus distants ! Et pourtant, que cela est loin ! Oui, par la grandeur formidable des événements qui disposent une barrière infranchissable entre le passé et le présent !

Désormais, nul Français digne de ce nom n'ira plus à Bayreuth ! Non que la gloire du maître se trouve atteinte ! Après, comme avant l'attaque brusquée de ses compatriotes, R. Wagner demeure le plus prestigieux sorcier musical, le plus grand enchanteur qui ait jamais paru, et sans doute le plus extraordinaire musicien de l'âge moderne avec Beethoven. Nous tenons le fait pour acquis... Pourtant, nul Français n'ira plus à Bayreuth ! Et cela pour plusieurs raisons : d'abord parce que Bayreuth, depuis longtemps, n'est plus qu'une *affaire*, un lieu d'industrie, où s'exploite, au moyen d'une organisation savante, une des plus riches entreprises montées par le génie allemand ! Vraiment, ce n'était pas la peine de l'instituer comme un sanctuaire de la beauté musicale pour l'avilir à ce degré ! Mais il est une autre raison, plus profonde et plus décisive : c'est que son indigne rejeton a apposé sa signature au bas du fameux manifeste des Intellectuels allemands !

PAUL FLAT.

DE LA NEUTRALITÉ RELIGIEUSE

LE CAS DE S. S. BENOIT XV

Le roi Constantin offre un exemple de neutralité que le prudent Ulysse n'eût pas désavoué. Survienne un dénouement qui finisse la tuerie mondiale, le beau-frère du Kaiser aurait vraiment bien joué. Si l'Allemagne l'emportait, comment ne reconnaîtrait-elle pas le concours apporté ? Si les Alliés étaient vainqueurs, comment frapperaient-ils le pays de Venizelos et dix mille Grecs de Salonique ? Quelle que soit l'issue, ou par le roi

ou par le tribun, la Grèce se trouverait du côté du manche.

Je ne peux prendre un plus vif exemple de neutralité, que celui de cette Morée, qui ne mérite plus son nom antique et vénérable.

Le roi Constantin croit à la victoire finale de ses maîtres allemands ; cependant il laisse se former un parti d'intervention. Il se trompe, mais il croit servir le pays, contre toute éventualité.

Elu par les Austro-Allemands, valétudinaire empêtré dans des engagements qui ressemblent à ceux de Ruy Blas envers Don Salluste, incapable de les concilier avec sa fonction, Benoît XV s'efforce à parler pour ne rien dire, car il ne peut pas dire ce qu'on attend.

Un diplomate italien qui pourrait bien avoir raison, donnait cette explication simplifiante : « Là où il y a un château, un vrai château, le curé dépend du château... Eh bien ! pour le curé du Vatican, le château est la Cour d'Autriche. Séparez Rome des Habsbourg, et vous aurez, non pas un Rampolla, mais un pontife latin et même francisant.....

« M. Camille Bellaigue a consacré à Pie X un volume charmant : l'odeur de sainteté monte de ces pages émues... Cependant, c'est sous le pontificat de Pie X que le Sacré Collège est devenu un antre austro-boche, comme c'est sous Louis XVI que la Révolution s'est formée... Les saints eux-mêmes sont ingrats. Pie X abolit ce droit d'exclusive que l'Autriche avait invoqué contre Rampolla. ... En France, vous ne voyez que le Kaiser et le Kronprinz... Sa Majesté Apostolique mérite bien davantage l'attention... Ce vieillard couvert de crimes domestiques..., est un prodigieux hypocrite; il a dupé ses contemporains et dupera peut-être la postérité ; mauvais génie de Benoit XV et de la Papauté, François-Joseph a livré Rome aux Luthériens. »

Nous avons toujours fait peu d'état de l'Autriche. Aucune haine ne se lève contre le plus étonnant tartuffe. Feu le marquis de Ségur a pu professer dix leçons sur Marie Antoinette sans que l'opinion s'émût. Sans doute, on a assassiné cette femme, mais c'était une Bochesse. Elle fit la petite folle, elle se moqua de Mme Clotilde, des vieilles et des laides, elle brava l'étiquette, conduisit seule une voiture de louage. On la voit sous le masque au bal de l'Opéra, on la voit aux genoux de la Polignac, elle tutoie tout le monde. Dans toutes les affaires, exil du Parlement, partage de la Pologne, succession de Bavière, ouverture de l'Escaut, le cabinet de Versailles obéit au cabinet de Vienne, elle avait trois millions de dettes et donnait cinq cent mille livres par an aux Polignac. Même l'histoire, en France, s'écrit avec galanterie. On ne juge ni l'Autrichienne de 1793, ni l'Autriche d'aujourd'hui. Jolie et malheureuse, la fille de Marie-Thérèse n'a trouvé que des admirateurs pour sa grâce et pour sa mort. Elle fut néfaste à notre pays, par son obéissance à sa mère, par sa docilité à la férule de l'abbé de Vermond.

A cette heure, l'âme française si héroïque, porte avec peine la haine de l'Allemagne ; comment lui imposer de haïr l'Autriche ? « Nous sommes trop chrétiens », l'exemple vient du Vicaire du Christ. Il ne faut pas se lasser de répéter la définition du pape. Qu'est-ce que Benoît XV ?

Le jugement l'assimile au roi de Grèce : la foi le proclame surhomme : *Citra Deum, ultra hominem, minor Deo, major homine.* Redoutable formule ! Elle s'applique à n'importe quel membre du Sacré Collège, et malheureusement, nous les connaissons, ces surhommes.

L'Eglise, en préconisant les vertus intérieures sans œuvre que de piété, sans preuves possibles, nous réduit à une indéchirable obscurité. Deux ans déjà passés, l'humanité se demande ce qu'elle doit penser du pape actuel et de la papauté.

Dans la cathédrale de Meaux, un archiprêtre déclare que le catholique n'a pas le droit de juger le Pape, que cela est damnable ; et par ordre, un discours à peu près semblable a été tenu partout. Cette façon de réponse comminatoire à la plus légitime interrogation, à l'anxiété des consciences, relève du militarisme. Benoit XV impose l'obéissance passive, et l'obtient de ceux qui reçoivent la pâtée religieuse par routine, situation et indifférence. Les vrais croyants sont inquiets, troublés. Avec eux, nous chercherons à voir clair dans une question qui importe au monde entier.

Si on mettait bout à bout, ce que Benoît XV a dit depuis son avènement ou ce qu'il a fait dire au cardinal Gasparri, on serait scandalisé. Ce n'est ni fier, ni honnête, de cacher sa pensée, quand on occupe la chaire de Vérité.

La dernière parole pontificale est un communiqué. Il répond à une lettre qu'on ignore et qu'écrivit le cardinal luthérien Hartmann, au nom de l'épiscopat allemand.

Le Pape se plaint que ses paroles de paix aient été pour une partie des belligérants une occasion de soupçons, et pour l'autre partie d'offenses ouvertes, comme si elles avaient été inspirées par une arrière-pensée de tirer quelque profit des circonstances.

N'est-ce pas jeu de devinettes ? Quels sont ces belligérants qui soupçonnent ? Quels sont ces autres qui se tiennent pour ouvertement offensés ?

Le Pape continue en disant « que le pontife romain, comme vicaire du Roi pacifique et père de tous les chrétiens, ne peut, dans son haut ministère, que prêcher et exhorter en faveur de la paix, et ceci non au bénéfice d'une partie des hommes, mais de toute l'humanité. »

Si le Pape ne peut que prêcher et exhorter, un pasteur protestant en fait autant. Benoit XV inaugure donc une papauté nouvelle, seulement prédicante et exhortative, protestante ; il refuse d'employer ses armes propres qui sont terribles, n'en déplaise aux politiciens des bars.

Le pontife qui lancerait l'interdit sur l'Autriche et la Bavière commande à vingt millions d'Allemands, il se moque du monde, quand il dit qu'il ne peut que prêcher : « L'excommunication n'a pas été inventée pour les libres-penseurs », comme opinait un bon prêtre.

Enfin, le Pape *conclut* en recommandant d'insister dans les prières, *surtout par la communion des enfants* et les *œuvres de piété*, pour que *la pénitence et l'innocence associées* dans de ferventes prières obtiennent de Dieu le retour désiré de la paix.

On croirait entendre Romain Rolland. La communion des petits enfants ! Vous n'êtes point touchés, cœurs endurcis ! Un rabbin avait déjà dit : « Le souffle des enfants qui épèlent la parole de Dieu purifie l'air autour d'eux ». Au moment où il y a tant d'agonies atroces, de mutilations horribles, où le deuil jette ses crêpes sur l'univers, on nous parle de pénitence. Ces propos édifiants ne valent pas un carillon de Belgique. Prière, pénitence. Dans l'orgue de l'orthodoxie fêlé, aphone, deux notes ne forment pas même un air, ni une sonnerie. Les pauvres Marocains dont j'ai salué les tombes sur le champ de bataille de la Marne ont prié avec leur chair, avec leur sang : les morts seuls obtiendront la paix.

Certes, elles sont sublimes les messes du front en musique d'artillerie, elles sont sublimes ces communions d'une compagnie avant l'assaut. Quant aux patenôtres vaticanes, qui en a cure ?

Pour juger Benoit XV, il faut séparer le Souverain du Pontife. Le marquis della Chiesa est un prince, avec cour, gardes, ministères et corps diplomatique.

Il a geint, à la mobilisation italienne : on lui enlevait quelques marionnettes de camériers ; il a geint, à propos de la mise sous séquestre du Palais de Venise.

Le marquis Giacomo della Chiesa est génois. Destiné à la carrière rouge, il passa du séminaire Caprenica au Collège Romain, puis à l'Académie des Ecclésiastiques nobles, conservatoire des nonces. Rédacteur à la Secrétairerie, il suivit Rampolla à Madrid, et puis devint secrétaire du chiffre. Pie X, en 1907, l'éloigna comme archevêque de Bologne. *Politiquante*, aussi averti que possible des choses mondaines, il doit son élection à une combinazione autrichienne.

Sa première lettre commence par un blasphème. « Nous avons reçu de Jésus-Christ, dont Nous tenons la place... » On ne tient pas la place de la seconde personne de la Trinité, on tient celle de saint Pierre. Un autre document le donne pour successeur de Jésus-Christ. Ce ne serait pas dicible de saint François d'Assise, ni de personne.

La première encyclique paraphrase : « Embrassez-vous et que cela finisse ! » il exhorte les belligérants à incliner leurs cœurs à l'oubli de leurs différends ; qu'ils se résolvent à se tendre la main. Qu'ils sachent qu'ainsi ils feront une œuvre qui nous sera très agréable. » Ce dernier argument fait pâmer.

Qui ne songe à quelque chose de plus sérieux que d'être agréable à Benoit XV ! Il refuse de distinguer entre l'agresseur et la victime. Il faut tendre la main à l'apache qui a voulu vous égorger.

L'homme qui a le plus gêné Benoît XV, ce n'est pas le Kaiser, qui écrivait à sa sœur Anne de Hesse : « Tu embrasses cette superstition romaine dont la destruction est le but principal de ma vie », c'est le cardinal Mercier écrivant dans sa lettre pastorale : « Treize prêtres ont été fusillés dans le diocèse de Malines, trente dans ceux de Namur et de Liège... » Voilà qui gêne le nonce, offrant un dîner de gala aux autorités allemandes : fait indémenti. Si un jour on publiait le mémoire du nonce Tacci-Porcelli sur le cardinal Mercier, quelle stupeur ! En bornant la critique aux documents officiels, on trouve l'exhortation papale de demander à Dieu de déposer le fléau de 'sa colère, par lequel il réclame aux nations, raison de leurs fautes ». Le cardinal Hartmann ne parle pas autrement : « Dieu ne permettra pas que la France athée et la Russie orthodoxe puissent détruire la vie florissante de la vertueuse Allemagne. » L'invasion est un châtiment.

Au lieu de courir aux armes, il faut courir aux confessionnaux.

Pourquoi pas attribuer l'invasion au Diable ? Mais cela qualifierait les Austro-Boches de suppôts d'enfer, et on ne peut pas injurier ses élec-

teurs. Comme un député français, Benoit XV traîne les créanciers de son élévation. Payera-t-il sans se déshonorer ?

..*That is the question.*

Jaloux de ses rapports diplomatiques, désireux de présider le Congrès de la Paix qu'il n'a pu encore réunir, il se réserve pour un grand rôle d'arbitre à la Comédie de la Haye, où il ferait ses « prêchi prêcha » devant le tapis vert du Pacifisme.

S'il ne règne pas sur le royaume des Borgia, il a partout des sujets, et partout des officiers, et presque partout des places qui jouissent d'une extra-territorialité. Tout clerc obéit au pape, toute chapelle relève de lui. En retour, il doit protection aux porteurs de sa livrée.

Neutre veut dire, ce semble, ni l'un ni l'autre : en se proclamant tel, le Pape a voulu dire qu'il n'était ni avec nous, ni contre nous. Il doit être avec ses clercs, de toute évidence. Il n'y a pas de grimace à la Romain Rolland qui le dispense de connaître du SACRILÈGE qui s'entend du meurtre des oints et de la profanation des sanctuaires.

Celui qu'on appelle irrévérencieusement « le maquignon » a dit, au début de la guerre : « Le Vatican ne tient pas boutique de jugements et ne connaît que des matières sacrées ». Précisément, le jour où le cardinal Mercier a pénétré dans le Palais pontifical, les bras chargés de documents irréfutables, ce jour-là, Benoit XV a forfait à son honneur de prince. C'étaient les dossiers des sacrilèges que le Primat de Belgique apportait : *Un Pape peut-il rester neutre devant la torture et le meurtre de deux cents prêtres, le viol des religieuses et les profanations eucharistiques ?* « Le maquignon » aurait quelque peine à prouver que cela ne concerne pas le Souverain Pontife.

Huysmans, Hollandais converti sur le tard, a pu raconter de dégoûtants sacrilèges : un latin n'oserait pas. A voix basse, en mots brefs et coupés, à peine on ose se dire ce que les Allemands ont fait : pour les plus curieux, qu'ils se reportent à certaines poésies du huguenot Agrippa d'Aubigné : celui-là a précédé les reîtres du Kaiser dans l'immonde.

Le Vicaire de Jésus doit dire ce que Jésus dirait de l'Eucharistie : après cela, qu'attendrez-vous de lui ?

Nous autres, pécheurs indignés, nous frémissons au seul récit, le marquis della Chiesa reste indifférent aux preuves.

Eviva el Papa re !

Le clergé belge et français a supporté la trahison de son chef ; en fils pieux, il jette le manteau de ses vertus sur l'ivresse d'ambition césarienne.

Le procès du Souverain se trouve jugé d'un coup : il y a eu de mauvais papes, il n'y en a pas eu de semblable à Benoit XV.

Après une telle déception dans son aspect de prince des prêtres, considérons son rôle pontifical. Ce prince ne porte pas un diadème ordinaire, il coiffe le Trirègne. *Ultra hominem.* Au-delà de l'homme ! Lourde étiquette. C'est bien inutile qu'un archiprêtre s'époumonne à persuader les fermiers retraités de la Brie et de la Beauce de ne pas juger le Pape.

Le pouvoir spirituel n'intéresse que des esprits d'une grande étendue de pensée. Il me revient, à ce propos, une anecdote décisive. On disait devant une lumière parlementaire : « Il aurait fallu pour déchirer le Concordat, quelqu'un qui eût fait sa théologie ! » — « Alors, s'écria l'ancien ministre, vous auriez voulu que la République en chargeât un curé. » Voilà où en est la culture française sur ce chapitre. On évoque la théologie comme la suprême application de la subtilité, comme l'exercice non-pareil de l'esprit, on frise un mot du sceptique Talleyrand, et le législateur entend le desservant paroissial, l'homme qui, par son activité pratique, se trouve le plus éloigné de la conception théologique.

Le commun devoir cède forcément le pas à la fonction ; exemple actuel : la vaillance, au front, prend le pas sur la continence. En outre, tout privilège implique des obligations.

Quand le Pape nous dit qu'il prie, il se moque.

Ce serait vraiment étrange qu'il ne priât pas ! Il est le seul être dont on baise la mule. Cette vénération s'inspire de l'immense service qu'il assume d'être la conscience chrétienne, non pas éparse et susceptible d'interprétation, comme dans l'Evangile, mais précise, nette, actuelle.

« L'heure de Rome est l'heure d'éternité. Chaque fois qu'un conflit s'élève, une voix doit prononcer abstraitement, la voix de Pierre !

« Ou bien le Pape incarne la conscience de l'humanité, ou bien le catholicisme n'est qu'une religion parmi les autres, une hégémonie de prêtres italiens sur l'Occident. »

La rupture diplomatique avec le Vatican a été une sottise tellement grossière qu'on ne saurait l'attribuer à ses auteurs officiels, mais à la pression ténébreuse de fanatiques jacobins poussant des alcooliques électoraux.

On s'aperçoit aujourd'hui que la Papauté vaut une armée : cela ne se voyait pas avant août 1914, au Palais-Bourbon. La Papauté groupe les races latines et relie entre elles les nations les plus di-

verses ; sur un plan supérieur, la conséquence religieuse de cette guerre apparaît déjà, elle fait du catholicisme une race spirituelle : le schismatique, je prie les socialistes de ne pas le confondre avec l'hérétique, se trouve en partie liée avec le latin et l'anglais. Dès lors, le protestantisme remonte à sa source et redevient la religion allemande.

Dans l'Encyclique sur Saint-Charles Borromée, le Vatican a été forcé de dire que le protestantisme est allemand d'essence comme d'origine. On ignore communément que l'Encyclique sur le modernisme ne fut pas reçue en Allemagne, car le modernisme est une version luthérienne.

« Si vous croyez à la transsubstentation, qu'est-ce que ça peut bien vous faire que le Pape soit un... », disait Huysmans dans son égoïsme et sa vue brève.

Jamais le règne de Dieu n'arrivera avec la doctrine du « sauve qui peut ». Il importe davantage que l'esprit catholique se répande et prédomine partout, que de voir les paroisses prospérer et le casuel abonder ; il s'agit moins de remplir les églises que de faire pénétrer l'esprit véritable de l'Eglise, partout où se décide l'évolution humaine.

Le Pape, qui ne considère que les fidèles, judaïse, et n'entend pas cette splendide expression de catholicité.

Combien de fidèles justifient leur chef, en disant que nous avons tout fait pour nous l'aliéner. Autant dire que Benoît XV se venge ! Et puis, nous n'avons ni tué les prêtres, ni violé les nonnes, et si nous avons abandonné les églises, nous ne les avons pas détruites de nos mains. Un argument plus fort se présente.

La Belgique a-t-elle trouvé auprès du Pontife un meilleur accueil que la France ? Le Nonce est-il auprès d'Albert, roi légitime, roi catholique, au Havre, siège du gouvernement ? Non, le nonce est auprès de Von Bissing, l'envahisseur et le luthérien, à Bruxelles ; il y joue le rôle de grand aumônier.

Un point d'histoire ne permet plus le doute. Pie X n'a été élu que grâce à l'exclusive de l'Autriche, qui écarta Rampolla. Le choix de Giuseppe Sarto était à a fois un hommage à ses vertus passives et une estimation de sa médiocrité cérébrale. Pie X est mort d'horreur, à la vue de la trame austro-allemande. Paix à son âme, mais qu'il soit entendu que les vertus passives ne remplacent pas les facultés supérieures et que les fripons poussent fort bien et fort loin leurs attaques, à l'ombre des saints. Sous Pie X, les Empires centraux achevèrent de domestiquer le Sacré Collège et purent ainsi faire un pape de leur bord.

Le marquis della Chiesa a été élu par une combinaison austro-allemande et à des conditions précises, décisives. Je ne dis pas que ce prélat se soit vendu, ni que le Sacré Collège se soit dédié à l'Allemagne, en complète vileté. Lui et ses pareils ont cru et croient peut-être encore que leur devoir se concilie avec leur vœu. Ce ne sont point des misérables, ce sont des médiocres qui n'entendent pas plus aux affaires mondiales que des hiboux à l'œuvre qui s'accomplit sous le soleil. Quand j'ai pu errer dans ce monde grandiose et morne du Vatican, j'ai senti que c'était le lieu le plus lointain de toute vie ; les lamas du Thibet sont moins séparés de l'humanité. Malgré la vastitude des appartements, le va-et-vient perpétuel, il n'y a jamais eu de sultan asiatique mieux enseveli dans son sérail que le Pontife dans son oratoire. Il ignore l'esprit de son magistère et aucune parole de vérité ne monte jusqu'à lui. Benoit XV, pendant de longues années, confabula journellement avec les secrétaires d'ambassade. Ce n'est pas un moine arraché à la vie contemplative, et quand il compose une prière pour la paix, l'archevêque de Paris se trouve contraint à l'expliquer, à la commenter, à la fausser, car cette prière ment, elle laisse filtrer la lueur louche des compromissions.

A l'heure où le clergé français reconquiert l'estime du peuple, par ses martyrs, par ses vaillants; à l'heure où la Mort imminente fait plus de conversions qu'une légion de Bridaine, c'est à pleurer que le prestige du Sacré Collège s'effondre ; et le croyant se trouve dans une condition déplorable. S'il tient Benoit XV pour un vrai Pape, il avoue l'inutilité du Pontificat, et pour sauver le principe papal, il doit renier celui qui tient, aujourd'hui, l'anneau du pêcheur.

Si la France et l'Italie avaient osé la menace d'un schisme, comme a fait l'archevêque de Cologne, nous serions en meilleure posture. Mais comment faire comprendre à des primaires que cette guerre se livre entre le génie du Nord et le nôtre et que les races latines doivent être catholiques par politique, alors même qu'elle ne compteraient plus un seul croyant.

Une religion n'est pas seulement une dogmatique. Je voudrais bien connaître quel dévôt entend son Credo; il l'accepte et la foi n'est pas autre chose qu'une adhésion.

Une religion se présente avant tout, comme une psychologie, un groupement de sensibilités. Est-ce qu'il y a quelque différence entre la luthérienne Allemagne, la catholique Autriche, l'islamique Turquie ? tandis que la France, à demi libre-pen-

seuse, la schismatique Russie, l'Angleterre protestante, communient en une même sensibilité et se découvrent une identité psychologique.

Sans doute, le Saint-Sacrement se promène dans les rues de Vienne et non dans celles de Paris ; cette circonstance, qui hypnotise les cardinaux, ne nous dérobe pas la réalité, à savoir, que l'Autriche est empoisonnée d'Ancien Testament, comme l'Allemagne, et que le Parisien soumis à la tyrannie jacobine a cependant des nerfs chrétiens, qui résistent à l'exemple des atrocités.

Le Vicaire de Jésus doit dire ce que Jésus dirait.

Si on oppose, à cette simplicité, le Pape fantastique de Victor Hugo, il restera toujours que nul, en fonction spirituelle, ne peut refuser sa sentence. Le Pape n'est pas libre de se taire, quand l'humanité l'interroge. Voilà la troisième année qu'on attend. Si la Pythie en avait usé de la sorte, Apollon eût été déshonoré. Un oracle s'enveloppe d'obscurité, mais de neutralité ?

Les Dieux étaient injustes ; leurs passions déconcertent moins, cependant que ce silence si facile à interpréter. Constantin et Benoit XV se croient les plus malins des hommes, les plus prudents, les mieux informés : tous deux misent sur la même couleur. Les enjeux diffèrent ; sauf pour M. Maurras, tant vaut l'homme, tant vaut le roi. Il en est autrement du Pontife, qui compromet le Saint-Esprit.

Comment ne pas faire état du morceau extraordinaire qui a paru sous le titre : *La Pensée du Pape. Gasparri loquente* : « En attendant la paix, le Saint-Père garde une impartialité absolue entre les belligérants ». L'expression se trouve répétée et ce factum n'a été aucunement démenti. Le porte-parole appartient à la basoche ecclésiale, l'Institut catholique lui avait offert la chaire de droit canonique. C'est donc lui qui a inventé le faux-fuyant du défaut d'information, du droit de la défense, et ce cardinal, *papabile* ma foi, comme ses collègues, plagie Romain Rolland : « Nous tenir en dehors et *au-dessus de la bataille.* », et cela finit par cette nazarde : « Vous pouvez dire encore aux catholiques français que dans ses prières, le Saint-Père ne les oublie pas. » Son Eminence, qui a fait sa carrière au Pérou, en Bolivie et à l'Equateur, croit encore parler à des hacienderos.

Neutralité était déjà insupportable : on n'est pas neutre devant le crime, comme dit M. Loyson. L'impartialité est une qualité : et il est toujours étrange de s'attribuer une qualité. Quel neutre oserait se dire impartial ? La neutralité avoue la peur des coups, l'impartialité se hausse et domine le débat ; en outre, elle implique une véritable égalité entre les parties et les met au même plan. Pour un possible professeur de droit, l'expression étonne. Le juge impartial au civil ne saurait l'être au criminel. Le cardinal Gasparri croit-il que l'évêque de Meaux ne lui fournirait une enquête suffisante sur le martyre du curé de Vareddes, pour ne citer qu'un cas. Les religieuses engrossées expédiées à Marseille, si elles n'ont pas été violées, seraient d'impudentes créatures. En face de Reims et de Soissons, ce canoniste mâchonne : *Audiatur et altera pars.* Un officier français a été crucifié la tête en bas, émasculé et étouffé..., je ne peux dire comment... *Audiatur et altera pars.*

Hélas ! celui qui ne sera plus écouté, c'est le Pape; et les hommes qui, à cette heure, perdent leur prestige, ce sont ses électeurs. Cependant, la religion conquiert chaque jour des âmes, Jésus entre aux cœurs les plus durs : mais cette piété nouvelle se marie avec le culte du courage, et ce n'est pas précisément ce qui brille à Athènes, ni au Vatican.

Entre Benoit XV et la conscience universelle, un abîme se creuse, suprême motif de haine, que nous invoquerons contre l'Allemagne, d'avoir poursuivi si vilainement l'œuvre de Luther, en obtenant de l'Autriche, l'élection d'un pape qui crève comme un cerceau, le livre de Joseph de Maistre.

Après l'interview de S. E. Gasparri, on comprend la propéthie de Saint Malachie. La papauté cardinalice et italienne ne durera pas. C'est merveille qu'elle ait encore sept autres représentants à produire.

Sept pontifes à la Benoit XV, avec des premiers ministres, comme Gasparri ! Qui doutera encore de la divinité de l'Eglise ! Qui demandera d'autre miracle ?

Si Benoit XV savait pourquoi ce sont les Anglais qui ont pris Combles et pourquoi, à l'heure où j'écris, Péronne et Bapaume ne sont pas en nos mains, il ne pourrait plus être neutre.

« Il est inutile d'engager l'autorité pontificale dans le litige même des belligérants », dit le Pape. Le premier venu lui répondra :

« Dans l'avenir, nul n'occupera d'autre place que celle qu'il aura prise dans le litige même des belligérants. »

PÉLADAN.

LA FIANCÉE (1)

PIÈCE EN UN ACTE.

PERSONNAGES

SAVART, Major, Chef de l'Hôpital, 60 ans.
CLAUDE LORRIN, Sous-lieutenant d'infanterie, 24 ans.
DENISE HUBERT, Directrice de l'Hôpital, 50 ans.
JACQUELINE DURAND, Infirmière, 20 ans.

La scène se passe dans la zône des Armées, dans un ex-pensionnat transformé en hôpital (1915).

L'Officine d'une Infirmerie. — Meubles divers, où s'entassent flacons et pansements. — A droite, sur une table, ce qu'il faut pour écrire. — Quelques chaises. — Aux murs, les cartes géographiques et d'enseignement de l'ex-école : en plus, le portrait de Joffre. — Au fond, grande baie ouverte sur la plaine bosselée, ravagée par de terribles combats. — Portes latérales, etc.

L'aube pointe. — De temps en temps, au loin, un coup de canon.

SCÈNE PREMIÈRE

JACQUELINE, Mme DENISE.

(Assise devant la baie, pâle et sursautant à chaque coup de canon, Jacqueline contemple la plaine avec épouvante, tout en roulant des bandes de pansement. — Denise entre à droite. — Les deux femmes portent l'uniforme de la Croix-Rouge).

Mme DENISE, air autoritaire, mais non dépourvu de bonté, ouvre doucement la porte et s'arrête sur le seuil.

Ah!, Mademoiselle Jacqueline, je vous trouve enfin ?... Et pas même moyen de dire : « Déjà debout » !... Je viens de votre chambre : votre lit est intact... Vous ne vous êtes pas couchée !

(Elle se dirige vers le buffet de droite).

JACQUELINE, tristement.

Non, Madame la Directrice, je ne me suis pas couchée !... Comment dormir dans les transes de cette nuit ?

Mme DENISE

Certes, la lutte a été terrible ... Une attaque pour prendre le fortin !... Il faut tout de même croire que nos pertes ne sont pas très graves : autrement, nous aurions déjà des blessés !

(En allant au buffet de gauche).

JACQUELINE

Ah! la guerre... quelle atrocité!... Que de sang, que d'angoisses !

Mme DENISE

Raison de plus pour ménager votre santé !... Que deviendraient nos poilus, si nous n'étions plus là pour leur donner nos soins ?

JACQUELINE

Rassurez-vous, madame la Directrice... Je n'ai pas envie de leur faire défaut... (Contemplant la plaine.) Quelle désolation !... Plus un arbre, plus une fleur !... Que diraient nos élèves, si elles voyaient notre pauvre jardin ?

Mme DENISE

L'essentiel est qu'elles soient loin... qu'elles aient pu échapper à tant d'horreur !... A la fin de la tourmente, quand l'hôpital redeviendra pensionnat, nous aurons tôt fait de remettre tout en ordre !

(Elle va à la table de droite).

JACQUELINE

Hélas !... Ainsi, fut-il possible de rendre la vie à ceux qui l'auront perdue !... Quelle nuit !... Quelle nuit !

Mme DENISE

Il paraît que les nôtres ont fait merveille... On ne compte pas les actes de bravoure !...(S'asseyant à la table de droite et consultant des papiers.) Il s'agit de se préparer à recevoir les blessés qu'on ne peut tarder à nous amener.

JACQUELINE, avec intérêt et se levant.

Et il doit y en avoir beaucoup !... Aurons-nous assez de place ?... Deux étages... 80 lits... c'est peu !... Sans compter, que nous en avons déjà pas mal d'occupés !

Mme DENISE

Soixante !... Il en reste toujours vingt !

JACQUELINE

Moins que de victimes... c'est à craindre !

Mme DENISE

Le Major est en train de prendre ses dispositions pour faire transférer immédiatement à l'hôpital les plus atteints!... Ah! et puis, quoi... comme je le lui disais tout à l'heure... on fera ce qu'on pourra !

JACQUELINE, à la table.

Oh!... M. Savart est le dévouement en personne!

Mme DENISE

Pour çà, nous avons en lui un médecin-chef admirable...

JACQUELINE, réfléchissant.

Mais j'y pense : pourquoi ne prendrait-on pas ma chambre ?... Claire, ensoleillée, on pourrait y installer plusieurs lits !

(1) Droits de reproduction, traduction et représentation réservés. — *Copyright by Camillo A.-Traversi*, 1916.

Mme DENISE, en souriant.

Brillante idée !... Et vous, alors... sur la paille, dans un coin ?

JACQUELINE

Bah !... pour ce que je dors, à présent !

Mme DENISE

Mais oui, mais oui !... Je vais vous laisser faire!... Comment donc ?... (Grave.) Oui ou non, ma petite Jacqueline, voulez-vous commencer par m'écouter... et m'obéir ?... (Après une courte pause, en se levant.) Ne me forcez pas à vous rappeler que je suis doublement votre supérieure : directrice de notre pensionnat en temps ordinaire, directrice de cet hôpital aujourd'hui... Je veux que vous songiez à votre santé et preniez tout le repos nécessaire : d'abord, pour vous ; ensuite, pour nos chers blessés... et aussi... aussi pour le pauvre petit auquel vous allez bientôt donner la vie ! (Jacqueline exhale un gémissement. — Elle descend un peu à gauche. — Denise se lève, va à elle et avec bonté.) Je sais que vous n'avez pas demandé cette maternité !... Mais, en vous l'imposant, la destinée vous crée un devoir...

JACQUELINE, avec amertume.

Hélas ! Je l'ai compris... puisque, alors qu'il eût été si facile de mourir pour l'empêcher de naître, j'accepte de vivre.

Mme DENISE

Vous tuer serait un crime plus abominable encore que celui qui fut commis contre vous !... L'enfant n'est pas responsable de la violence dont vous avez été victime !

JACQUELINE

Comme vous, M. le Major me le répète journellement, depuis qu'il sait que cet attentat aura des suites !... (Amère.) Vous le voyez, j'écoute vos conseils !

Mme DENISE

Je vous ai parlé en chrétienne... et vous agissez en chrétienne !... Votre vie, et celle de cet Innocent, n'appartiennent qu'à Dieu... et Dieu saura vous récompenser !... Le Major ajoute : « Notre vie à tous appartient à la France, notre mère à tous » !... En ces heures tragiques, toute douleur s'efface devant sa douleur... et nous ne devons plus songer qu'à la seconder de tous nos efforts !

JACQUELINE

Hélas !... En aurai-je l'énergie ?

Mme DENISE

Il le faut !... Alors que les hommes font assaut d'héroïsme, qu'ils prodiguent leur sang et leur vie, notre mission, à nous femmes, est d'accomplir notre devoir sans défaillance !... Courage !... Vous êtes jeune !... L'avenir est dans les mains de Dieu !... Et qui sait ?... Il y a peut-être encore bien du bonheur sur votre route !

JACQUELINE, avec effroi.

Ma route ?...

Mme DENISE

Laissez passer l'orage !

JACQUELINE, avec détresse.

Et Claude... mon Claude ?...

Mme DENISE

Votre fiancé n'a rien à vous reprocher !... S'il ne comprend pas, c'est qu'il ne vous aime pas !... En ce cas, on trouvera bien un homme de cœur qui comprenne que vous êtes une martyre et non une coupable !

JACQUELINE

Merci !... Vos bonnes paroles me rendent le courage d'affronter le présent... mais, pour l'avenir, je n'ai plus d'espérance !

(Elle remonte au fond vers la baie et reprend sa place sur sa chaise. — Mme Denise revient à la table).

SCÈNE II

LES MÊMES, LE MAJOR

(Le Major entre à gauche. — Type à la fois guilleret et énergique. — Il accompagne d'un petit mouvement de la tête son exclamation favorite : « Bien, bien ! Pardieu ! »).

LE MAJOR, une lettre à la main.

Bien, bien ! Pardieu !... Bonnes nouvelles ! Bonnes nouvelles !... Deux tranchées et le petit fortin sont à nous !... Mêlée courte... très dure... mais pas de pertes graves !

Mme DENISE, avec joie, debout, derrière la table.

Ah !... Dieu merci !

LE MAJOR

C'est un Sergent du ravitaillement qui vient de me l'apprendre, en m'avisant que l'Etat-Major va nous envoyer quelques blessés... (A Jacqueline.) Et tenez, Mademoiselle Durand, il m'a remis cette lettre pour vous de la part du Sous-lieutenant récemment porté à l'ordre du jour pour sa brillante conduite.

JACQUELINE, suprise et émue, en reconnaissant l'écriture de l'adresse.

Ah !...

(Elle ouvre la lettre et la parcourt rapidement).

LE MAJOR

Votre fiancé ?...

JACQUELINE

Oui.

LE MAJOR

Sauf erreur, voici quelques jours que vous étiez sans nouvelles ?

JACQUELINE

Trois semaines !... Depuis six mois qu'il est au front, c'est la première fois qu'il est resté si longtemps sans m'écrire !

(Elle parcourt rapidement la lettre et s'affaisse sur sa chaise avec un geste de détresse).

Mme DENISE

Ce que vous êtes émue !... Calmez-vous, mon enfant !

LE MAJOR

Mme Denise a raison: calmez-vous! (Il fait quelques pas et revient.) Bien, bien!... Pardieu!...(A Mme Denise.) Madame la Directrice, je vous laisse le soin de pourvoir à la réception des blessés qu'on va amener...(Il va à la table de droite.) Moi, j'ai d'abord à répondre au message de l'Etat-Major... (En passant devant la table.) Le Sergent attend.

Mme DENISE, qui est redescendue à la table.

Entendu, Monsieur le Major : ne vous tourmentez pas !... Je vais m'occuper du nécessaire...

(Elle adresse un petit signe amical à Jacqueline et sort à gauche, pendant que le Major s'assoie à la table, déploie la dépêche et écrit la réponse).

SCÈNE III

JACQUELINE, à part, fixant d'un air égaré la lettre qu'elle a en main.

Claude ici... dans ces parages ?... Et il va venir, mon Dieu !... Il va venir !... Et il ignore encore!... Je n'ai pas osé lui avouer...(Avec une détresse infinie.) Il va venir !

LE MAJOR, écrivant, et d'un ton bourru, mais avec une évidente bonté.

Je viens encore d'en apprendre de belles sur votre compte, Mademoiselle Durand !... Malgré mes ordres, il paraît que la nuit dernière vous n'avez de nouveau pris aucun repos !

JACQUELINE, étouffant ses pleurs.

Ah ! Monsieur le Major, je vous en prie !

LE MAJOR, en se levant.

Hein, vous pleurez encore ?... Ah ! vrai !... Je finirai par me fâcher... et vous expédier hors de cette maison !... (Il va à elle, l'oblige à relever la tête.) Non, cette frimousse à l'envers !... Si c'est permis?... Et vous vous imaginez que moi, médecin-chef, je vous laisserai approcher nos malades avec une mine pareille ?... Ah ! mais non !... (Il redescend à gauche.) Il leur faut des sourires, de la gaieté... ce je ne sais quoi qui les réchauffe, leur remet du soleil dans l'âme !... (Courte pause.) Je me charge des soins physiques : aux femmes, les soins moraux !

JACQUELINE

Je vous comprends, Monsieur le Major... je vous comprends... et vous demande pardon ! (En éclatant.) Si vous saviez... si vous saviez ?

(Elle pleure).

LE MAJOR, furieux et désolé.

Bien, bien ! Pardieu !... Très bien ! (Il fait quelques pas, revient à elle et affectueux.) Voyons, qu'y-a-t-il encore de cassé ?

JACQUELINE, lui tendant la lettre.

Lisez !....

LE MAJOR, après avoir lu et la lui rendant.

Parfait !... Les hasards de la guerre ont amené votre fiancé de notre côté... Vous allez le revoir... (Jacqueline redouble ses pleurs.) Et vous n'en êtes pas ravie ?

JACQUELINE, avec détresse.

Ravie ?... Mais, Monsieur le Major... monsieur le Major... il ignore encore... il ne sait rien !

LE MAJOR, perplexe.

Ah ! bon, bon !... Bien, bien... pardieu !... Très bien !

JACQUELINE, allant vers le Major.

Ah !... J'aimerais mieux mourir, plutôt que de reparaître devant lui !

LE MAJOR

Ne dites donc pas de bêtises !... (Une pause.) Certes, il eut mieux valu le prévenir... Mme la Directrice et moi, nous avons songé à vous le conseiller... mais nous n'avons pas osé encourir une telle responsabilité ; et, puis, il est de ces secrets que la pudeur d'une femme hésite à confier au papier !... Sans compter que, pour ce pauvre garçon, affrontant la mort à chaque instant, une telle nouvelle... aurait pu...

JACQUELINE

Ah !... croyez-moi, Monsieur le Major, si je n'ai pas eu le courage de la vérité, c'est surtout cette crainte qui m'a arrêtée !

LE MAJOR

Bien, bien ! Pardieu !... Je comprends !... Ce n'est tout de même pas une raison pour vous torturer comme vous le faites !... D'abord, vous n'avez rien à vous reprocher : ensuite, tout dépend du point de vue auquel on se place. (Avec bonhomie.) Ainsi, tenez, chez les Japonais... qui, assurément, méritent de prendre place parmi les peuples les plus civilisés du globe... et qui, par dessus le marché, sont nos alliés... eh bien, chez eux, la fille-mère se case plus facilement qu'une autre, tout simplement parce qu'elle a fait ses preuves, et qu'elle apporte ainsi la certitude que... enfin, pardieu !... que le moule est bon !

JACQUELINE, confuse.

Monsieur le Major !...

LE MAJOR, lui tapotant amicalement la joue.

Allons, allons, mon enfant... un peu de courage !... Qué ce soit pour sauver la vie, ou pour la donner, en ce moment, nous ne devons avoir qu'une préoccupation : la grande cause de la France, qui est celle de l'humanité !

SCÈNE IV

LES MÊMES, Mme DENISE.

Mme DENISE, arrivant de gauche.

Monsieur le Major !... Monsieur le Major !

LE MAJOR

Quoi donc ... ?

Mme DENISE

Les blessés viennent d'arriver !... Une quinzaine à peine touchés!... Quel bonheur!... Quel bonheur !

LE MAJOR

Bien, bien !... Pardieu ! (A Jacqueline.) Ne vous tourmentez pas!... On lui parlera à votre promis... on lui parlera!... J'en fais mon affaire!... (Jacqueline remonte au fond, près du buffet de droite. — Le Major retourne à sa table. — A Mme Denise.) Je suis à vous... Veuillez me faire préparer les cordiaux, les anesthésiques, les bandages... enfin... vous savez... tout ce qui est nécessaire.

Mme DENISE

Mais tout cela est prêt depuis longtemps, Monsieur le Major !

(Elle sort par la porte de gauche. — Le Major va à la table prendre la réponse à la dépêche et sort vivement, en disant : « Bien, bien... Pardieu ! »

SCÈNE V

JACQUELINE SEULE, PUIS CLAUDE, PUIS LE MAJOR.

(Aussitôt le Major sorti, Jacqueline va au buffet de gauche ranger les flacons, etc.; puis, elle passe à celui de droite et au moment de l'entrée de Claude. — Claude Lorrin paraît sur le seuil : barbe inculte, vêtements maculés, etc., etc.).

CLAUDE, criant.

Jacqueline!... Ma Jacqueline!... C'est moi!

JACQUELINE, dans une détresse infinie.

Claude !...

CLAUDE

Jacqueline, ma chérie... mon aimée!... Ma Jacquelinette !

JACQUELINE, éperdue.

Claude !... Mon Dieu !... Claude !

(Claude s'avance vers elle les bras ouverts : elle a un geste de recul. — Il s'arrête, effaré).

CLAUDE

Jacqueline !

JACQUELINE, scandant les mots.

Le Major... Vous avez vu le Major ?

CLAUDE

Je l'ai rencontré, il y a un instant... Il m'a demandé où j'allais... Je lui ai demandé où tu étais et il s'est écrié : « Bien, bien, pardieu !... Vous êtes le sous-lieutenant Claude !... Entrez là, mon ami !... Vous trouverez votre Jacqueline dans l'officine de l'Infirmerie !... D'ailleurs, je vous rejoins dans un instant »!... Bonne binette ce Major... l'air d'un brave type!... (Il se rapproche de Jacqueline ; elle recule de nouveau.) Ah ! çà, qu'as-tu ?... Comme tu me reçois ?

JACQUELINE, affolée, en le fixant.

Mon Dieu !... Mon Dieu !

CLAUDE, décontenancé.

Ce n'est tout de même pas ma toilette, voyons?... (Gaiement.) J'arrive d'un endroit, où... cette nuit surtout... çà a plutôt chauffé !... D'ailleurs, depuis toute une semaine, il ne s'est pas écoulé une heure où je ne sois passé à côté de la mort. Enfin, me voici au repos pour deux jours... et, Dieu merci, intact !... Ah ! ce que c'est bon... après tant d'angoisses, tant d'alarmes... de te revoir ! (Il veut la prendre dans ses bras. — Elle se dérobe.) Jacqueline... ma Jacquelinette !

JACQUELINE, avec une détresse infinie.

Claude !... Je vous en prie !

CLAUDE, troublé.

Mais qu'as-tu ?... Voyons qu'as-tu ?... D'abord, pourquoi ne me tutoies-tu pas ?

JACQUELINE

Je ne suis plus digne de toi !

(Elle tombe, en sanglotant, sur la chaise qui se trouve au bout de la table).

CLAUDE

Hein?... (Il se rejette en arrière, la toise avec stupeur.) Plus digne de moi ?... Que veux-tu dire ?... Quoi, pendant que je risquais ma vie là-bas... ton image au fond du cœur, ton nom sans cesse sur les lèvres... tu aurais pu ?... Allons donc, c'est impossible !... Je rêve !... C'est un cauchemar !

(Il gagne à gauche de la scène, de façon à ne pas voir le Major, qui arrive par la porte de gauche).

JACQUELINE, dans un cri, pendant que le Major paraît au seuil de la porte de gauche.

Ah! non, non!... Pas cela!... Pas cela!(Apercevant le Major et courant à lui.) Merci... merci de venir à mon aide !... Je vous en prie, dites-lui... expliquez-lui... que, si je me déclare indigne de lui, ce n'est point que je sois coupable !... Dites-lui la vérité, vous!... Moi, je n'en aurais jamais la force!

(Elle s'affaisse à nouveau sur une chaise, le visage enfoui dans ses bras croisés sur le dossier ; et, dos tourné, sanglote silencieusement. — Le Major va lentement vers Claude et lui frappe amicalement sur l'épaule ; Claude se retourne et fait le salut militaire).

LE MAJOR, calme et paternel.

Eh ! bien, mon garçon, tu t'es donc comporté vaillamment en face de l'ennemi ?... Bien, bien !... Pardieu !... De soldat à soldat, je te rends les honneurs!... Mais je ne suis pas seulement un soldat : je suis homme aussi !... Je sais qu'il y a courage et courage... que le brave, qui défie la mitraille, ne sait pas toujours affronter le malheur moral qui s'abat sur lui !

CLAUDE

C'est vrai, Monsieur le Major !... La mitraille peut nous tuer d'un coup!... Plus impitoyable que la mitraille, le malheur tue rarement d'un seul coup!... Il nous laisse survivre, pour mieux nous ronger le cœur... empoisonner notre âme... briser notre existence !

LE MAJOR

Bien! Bien!... Pardieu!... Diagnostic parfait!... Seulement, mon jeune ami, je ne suis pas tout à fait d'avis que ton cas soit si grave !

CLAUDE

Hélas!... Quand, depuis l'enfance, on aime une jeune fille, on s'est fiancé à elle, la plaçant au-dessus de toutes... quand on s'est jeté dans la bataille avec le double enthousiasme de l'amour pour la Patrie et d'une confiance absolue en cette jeune fille... et, qu'après des mois de séparation, on ne la revoit que pour l'entendre trahir la foi jurée... quand elle n'est plus digne de vous...

LE MAJOR, lui coupant la parole.

Ce n'est pas ton cas!

CLAUDE

Mais... elle même vient...

LE MAJOR

Pardon!... Elle n'a aucune raison de parler ainsi!... Au contraire!

CLAUDE, surpris.

Au contraire ?...

LE MAJOR, s'échauffant.

Au contraire, oui !... (Plus calme.) Si je te le prouve, tu ne pourras que déplorer tes suppositions!

CLAUDE, avec espoir.

Monsieur le Major, je vous en prie, expliquez-vous!... Je suis à la torture!

LE MAJOR, grave.

Il te faut du courage!... En auras-tu autant ici que là-bas, devant les boches ?

CLAUDE

J'en aurai... je vous le promets!

LE MAJOR

Voici!... C'est arrivé il y a trois mois... Notre Ambulance se trouvait alors dans la mairie du village de Saint-Marmier...

CLAUDE

Je m'en souviens!... Quelle angoisse, quand j'appris que les Allemands avaient envahi ce village...

LE MAJOR

Pour peu d'heures, heureusement!... Nos Hussards durent se replier le matin à 7 heures... Un bataillon de Bavarois survint à 8 heures... mais, dans l'après-midi, les nôtres revinrent et obligèrent les barbares, bien supérieurs en nombre, à reculer en désordre.

CLAUDE

Ce fut un beau fait d'armes !

LE MAJOR, calme.

Pardieu !... Mais, durant le peu d'heures où les

bandits furent maîtres du village, ils entassèrent plus de crimes qu'une bande de brigands en vingt ans !

CLAUDE

De cela Jacqueline ne m'a jamais touché un mot !

LE MAJOR

Oh ! la pauvre, la pauvre martyre !

CLAUDE, saisi.

Martyre ?...

(Jacqueline relève la tête, écoute avec une grande action muette).

LE MAJOR

Les incendies... les rapines... les meurtres... C'était l'Enfer !

CLAUDE

Et ?...

LE MAJOR

Et, comme toujours, notre « Croix-Rouge » ne fut même pas respectée... Cinq ou six Bavarois s'y ruèrent et en envahirent l'office, au rez-de-chaussée, malgré mes protestations... Là, ces marauds firent main-basse sur les bouteilles de cognac, de rhum et de vin qui s'y trouvaient... Ils étaient déjà pris de boisson en entrant : bientôt, ils furent tout à fait ivres !... Aidé de mon personnel, je réussi enfin à les flanquer dehors ; mais, dans la bagarre, nous ne nous aperçumes pas qu'un de ces tristes sires gagnait l'escalier et se faufilait aux étages... Après avoir fait barricader la porte et remettre un peu d'ordre, je monte moi aussi... quand, longeant un couloir, un épouvantable éclat de rire, venu d'une des chambres de l'Infirmerie, me fait sursauter !... Je me précipite sur la porte : elle était fermée à clef à l'intérieur... et toujours ce rire atroce !... D'un coup d'épaule, j'enfonce la porte... Oh ! l'horrible spectacle !... Dans cette chambre, un pauvre Hussard, menacé d'hemorrhagie, presque moribond, était placé sous la surveillance de Mlle Durand... Celle-ci gisait sans connaissance sur le parquet... Non loin d'elle, le Hussard râlait dans une mare de sang... tandis qu'un Bavarois, vautré dans un fauteuil, riait aux éclats, avec une face hébétée d'ivresse et de bestialité !... D'un coup de mon revolver, je le tuai raide!

CLAUDE, qui commence à comprendre, mais espère encore se tromper.

Ah !...

LE MAJOR

J'ai tout appris ensuite... Le misérable, apercevant la jeune fille dans la chambre par la porte entr'ouverte, saisi d'un monstrueux désir, s'y était précipité, fermant à clef derrière lui... Se jetant sur la malheureuse, il la terrassait d'un coup de poing, qui lui fit perdre connaissance... Dans un suprême effort, le hussard essaya de la défendre... mais que pouvait cet agonisant contre cette brute ?

(Il descend à l'avant-scène de droite).

CLAUDE, avec horreur.

Ah! Seigneur... Seigneur!

JACQUELINE, debout, avec désespoir et d'une voix sourde.

Tu comprends, maintenant... tu comprends ? Cet homme m'a souillée !... (Allant à Claude, qui s'affaisse sur une chaise, en se tordant les mains d'angoisse.) J'ai voulu me tuer !... On m'en a empêchée!

CLAUDE, avec effroi.

Te tuer ?... Toi ? !

JACQUELINE, presque au souffle.

Et je suis... mère !...

(Claude tressaille, la regarde, le visage soudain transfiguré par la pitié et la bonté).

CLAUDE

Mère ! !

JACQUELINE

Non seulement je suis perdue, mais je te perds!

CLAUDE, se levant.

Que dis-tu ?... Regarde-moi, Jacqueline!... Regarde-moi bien en face... les yeux dans les yeux!... Le malheur qui nous frappe est atroce!... Nous avions tout prévu, sauf cette abomination!... Mais a-t-il vraiment pu te venir à l'idée que j'allais t'abandonner... te renier... te repousser ?

LE MAJOR

Çà, mon brave, c'est parler en homme!

JACQUELINE, avec joie auparavant, et tout de suite après avec amertume.

Il le faut bien!... Après une telle flétrissure, alors même que tu le voudrais, tes parents s'opposeraient à...

CLAUDE

Allons donc!... Tu es aussi pure qu'au jour de nos fiançailles... alors qu'ils ont mis ta main dans la mienne... et que tu disais : « A toi Claude!... A toi, pour toujours »!

JACQUELINE, en larmes.

Hélas !...

CLAUDE, reprenant son caractère enjoué.

Jusqu'à ce jour, les balles et les obus n'ont pu me trouver dans la mêlée... mais la danse n'est pas finie!... Eh! bien, Jacqueline... si, demain, tu

me voyais revenir mutilé, estropié... me repousserais-tu ?

JACQUELINE, avec élan.

Moi, Claude ?... Te repousser ?

CLAUDE

Et tu voudrais que mon dévouement ne soit pas à la hauteur du tien ?... Non, non, ma chérie!... Il n'y a rien de changé entre nous... Simplement, les rôles sont intervertis ! La blessée, c'est toi !... Et j'entends être pour toi, ce que tu aurais été pour moi !

JACQUELINE, éperdue.

Mais il y a l'enfant Claude !... Il y a l'enfant !

LE MAJOR

Un innocent aussi !... Est-il responsable du crime qui lui vaudra la vie... et qu'il doit ignorer toujours ?

CLAUDE, à Jacqueline.

N'est-ce pas *ton* enfant ?

JACQUELINE

Non !... *Son* enfant... à lui !

CLAUDE

Le tien... le tien, à toi seule!... L'enfant de ton sang... couvé dans tes flancs... auquel tu donneras ton cœur, ta droiture, tes vertus... et, moi, mon nom : auquel, à nous deux, nous façonnerons une âme bien française... d'autant plus fière, plus vibrante et mieux trempée, qu'il s'agit d'effacer la tare de son origine... Et ce sera *notre* revanche contre l'outrage subi!... Fruit du crime le plus lâche, nous ferons de lui l'incarnation de notre race si magnifiquement charitable ! (Lui prenant les mains.) Courage, donc!... Au lieu d'être *ta* honte, ton enfant sera *notre* orgueil !

LE MAJOR, très ému et frappant sur l'épaule de Claude.

Bien, bien !... Pardieu !

(Jacqueline ne pleure plus : attentive, elle a écouté Claude avec stupeur, puis, peu à peu, gagné par son enthousiasme).

JACQUELINE

Que tu es grand et bon, mon Claude !... Bien tel que je te jugeais!

CLAUDE

Ma chérie!... Ma femme!

(Il veut la prendre dans ses bras).

JACQUELINE, avec force et avec un mouvement de recul.

Non, çà non ! Y penses-tu ?... Oh !, du fond de mon âme, je te remercie; mais je ne peux accepter !... Peut-être, un jour, aurais-tu à souffrir de ta générosité... mais tu me traces mon devoir : me dévouer à cet enfant !

LE MAJOR

Mais taisez-vous donc, Mademoiselle Durand!... Taisez-vous donc !... (A Claude.) Ne faites pas attention à ce qu'elle dit!

CLAUDE

Si elle n'a pas confiance en moi, c'est qu'elle ne m'aime plus... qu'elle ne m'a jamais aimé!

(Il gagne la gauche).

LE MAJOR, brusque

Voyons!... Est-ce que tu n'es qu'une femme aussi ?

CLAUDE

C'est en homme, pourtant, que je parle!... Et, en homme, je n'ai plus qu'à retourner au front... attendre une balle ennemie !

(Résolu et faisant un mouvement pour se diriger vers la sortie de gauche).

JACQUELINE, se jetant contre lui.

Non !... Non !

CLAUDE, étendant les bras vers la porte, comme pour l'empêcher de passer.

Depuis des mois et des mois, j'ai vu trop de souffrances, trop de détresses, causés par la plus brutale perversité, pour ne pas me sentir en devoir de consoler et de protéger toutes les souffrances... toutes les détresses !... Aie confiance, Jacqueline... aie confiance !... Je suis sincère !... Il n'y a plus en moi que pitié... besoin de protéger... d'aimer... surtout, d'aimer !... (Les yeux dans les yeux, ils se regardent longuement.) Au lieu d'un être, j'en aurai deux à chérir !

JACQUELINE, appuyant son front contre l'épaule de son fiancé et recommançant à pleurer.

Mon Claude!...

LE MAJOR, un peu vexé.

Voyons, vous voici encore à pleurer ?

JACQUELINE

Oh ! cette fois... c'est de joie !

LE MAJOR, s'en allant guilleret et se frottant les mains.

Bien ! Bien!... Pardieu!

CAMILLO A.-TRAVERSI
et MARC DE FONTENELLE.

RIDEAU

UN PREUX

Un jour, l'habituel et sinistre dessein
Dirigeait sur Châlons le vol d'un assassin
De l'air, impatient de la volupté vile
D'épouvanter encore une innocente ville,
D'y tuer au hasard des femmes, des enfants.

L'oiseau cruel est bien connu des habitants :
Que de fois on le vit, du plus haut de l'espace
Des cieux, faire son coup, en sa cynique audace,
Sans que notre canon ait pu le châtier !
En vain ses crimes odieux ont fait crier
Dans les cœurs impuissants la Justice outragée ;
En vain, donnant la chasse à la bête enragée,
Nos beaux faucons de France ont cherché le duel,
L'albatros est rapide. Il fuit, il fend le ciel
Et, dans les lignes allemandes, sa prouesse
Va provoquer les cris d'une ignoble allégresse.
Arminius, on nomme ainsi le scélérat
A Châlons, est content et recommencera...
Non pas cette fois-ci ! Quelqu'un, là-haut, se fâche.
Et l'aube de ce jour de juillet, quand ce lâche
Est monté dans le pâle et frissonnant azur,
A ressenti l'affront fait au firmament pur.
Retourne, Arminius, car la Justice est lasse !

Autour de lui, partout, à droite, à gauche, en face,
L'obus siffle. Il a peur, il rebrousse chemin.
Il se sauve. S'il peut, il reviendra demain.
Mais trois hardis Français autrement en décident.
Trois avions légers que trois fermes cœurs [guident,
Lui courent sus. Qui sur le dos, qui sur le flanc
De l'oiseau de carnage, ils le pressent, l'assaillent.
Foncent sur lui, montent, descendent, le mitraillent,
Le criblent, et pourtant ne touchent point le cœur.
Quoi ! va-t-il échapper au châtiment vengeur ?
Il vole éperdument. En volant, il riposte.
Il vole. Tout à coup, un avion accoste,
Tant chacun s'attachait au bandit âprement,
Celui qui de plus près harcelait l'Allemand.
« Ils ne me tiennent pas, les avions de France !
Hoch ! Ils sont accrochés, et c'est ma délivrance.
Voici, voici la tranchée allemande ! » Il dit.
Il n'avait pas fini de dire, quand fondit,
Mais de quel prix payée et de quel sacrifice !
L'inexorable mort qu'attendait la Justice.
L'albatros, accablé fatalement du poids
Du seul des avions qui demeurait des trois,
S'est écrasé, mêlant dans l'effrayante chute,
Des restes de héros à des restes de brute.

Or, le martyr guerrier de qui l'acte inouï
Ecrit en traits de feu pour l'esprit ébloui
L'impérissable nom sur l'airain de l'Histoire,
L'émule des héros qui grandissent la Gloire,
le preux en qui la France a reconnu son sang,
Qui crut que de mourir ainsi, la confessant,
Cétait magnifier sa noble jeune vie
Tellement que, plus longue, elle eût semblé pâlie
A ses yeux enivrés du plus saint des amours,
Celui-là qui périt au printemps de ses jours
Pour garder à jamais à son altier visage
La fleur fraîche et l'éclat radieux de son âge,
Ce nouveau demi-dieu de nos fastes signait
Jean Macquart de Terline et se glorifiait,
Etant petit-cousin de Jeanne la Lorraine,
D'avoir dans ses aïeux l'égale d'une reine.

EUGÈNE HOLLANDE.

DISCORDE ET CONFUSION EN ALLEMAGNE

La crise gouvernementale, qui semblait imminente à Berlin, dans les derniers jours de septembre et dans les premiers jours d'octobre, a été, sinon écartée pour un long laps de temps, du moins ajournée. Le grand débat qui devait avoir lieu au Reichstag et dont la conclusion logique, aux yeux de beaucoup, était le départ de M. de Bethmann Hollweg, s'est réduit à une succession de harangues dépourvues de portée. Mais la discorde et la confusion continuent outre-Rhin : l'entente, que les partis et les coteries se sont ingéniés à ménager, pour tromper l'étranger et abuser les masses à l'intérieur, demeure superficielle et factice : le moindre incident en démontrera la fragilité et mettra à nu les oppositions d'idées et d'ambitions qui travaillent le monde officiel. Ne soyons pas dupes...

Le chancelier avait présenté son exposé le 28 septembre : c'était un plaidoyer personnel, qui avait paru terne et maladroit : le plus mauvais discours, à coup sûr, que cet orateur inexpert et sec eût encore prononcé. En affirmant que la déclaration de guerre italienne et l'intervention roumaine n'avaient pas surpris la Wilhelmsstrasse, le chef de la diplomatie germanique émettait une contre-vérité évidente. En proclamant la nécessité de la lutte à outrance contre l'Angleterre, sans promettre un recours illimité aux submersibles, il refusait toute garantie certaine à la droite pan-

germaniste ; en ouvrant la « route aux plus capables », sans annoncer une instauration même très atténuée du régime parlementaire, et sans s'engager à établir le suffrage égal en Prusse, il n'offrait aux gauches que des concessions illusoires.

Jamais M. de Bethmann-Hollweg n'avait été plus menacé que le 28 septembre au soir, et dans les journées qui suivirent cette importante séance. La presse était hostile ou indifférente : les Tirpitziens se déchaînaient comme si leur heure était venue. On attendait la décision de l'Empereur, la seule qui comptât en l'espèce, puisque lui seul fait et défait les gouvernements. Céderait-il à la pression que les conservateurs exerçaient sur lui, et appellerait-il au pouvoir un de leurs hommes, qui prescrirait le torpillage en grand, au risque de provoquer l'Amérique, et qui interdirait tout espoir aux libéraux et aux socialistes « constitutionnels », au risque de compromettre la stabilité du régime ? Sans doute, autour de Guillaume II, se développèrent des intrigues, qui eussent séduit la plume d'un Saint-Simon. On peut supposer que la camarilla tirpitzienne ne fut pas bien forte, ou que plusieurs factions également hostiles au chancelier se disputèrent la primauté, ou que les rapports de police éclairèrent le monarque sur l'état d'esprit du peuple et qu'il appréhenda les lendemains : le fait est qu'il se prononça contre un « changement », au moins contre un « changement » immédiat.

Tout avait concouru, au surplus, et en dépit des apparences, à faciliter cette solution provisoire. Si effritée que fût l'autorité de M. de Bethmann-Hollweg, quelques commentaires, désobligeants ou méprisants que suscitât son exposé, aucun orateur n'avait répondu le 28, en séance publique, au représentant impérial : le Reichstag n'avait pas formulé son jugement ; tout restait en suspens, et c'est parce qu'aucune décision n'était prise et qu'aucun vote dangereux n'avait été émis, que les tractations de coulisses purent triompher, après treize jours, de l'opposition des ultra-expansionnistes. De ces tractations, nous ignorons à peu près tout. On avait cru que les délibérations des chefs de partis et de la commission du budget ne pourraient aboutir qu'à un remaniement intégral du personnel au pouvoir, et plus elles se prolongeaient, plus cette conviction s'accréditait. Elle s'étayait sur des raisons sérieuses, mais des interventions, qu'on a essayé de tenir cachées, ont exercé une influence inattendue. M. de Bulow a-t-il joué, comme on le dit, un rôle effectif au cours de ces laborieux pourparlers ? A-t-il multiplié ses démarches auprès de certains groupes, en conseillant la patience et la prudence ? A-t-il travaillé à retarder la chute de Bethmann-Hollweg, afin de conserver ses propres chances à un héritage éventuel et d'exclure Tirpitz ? Peut-être. Guillaume II, auquel de formidables secrets d'Etat doivent lier le chancelier en fonction et qui ne juge pas venue l'heure des actes retentissants, a-t-il pesé sur les agrariens et sur la fraction la plus impérialiste du Centre ? Cette hypothèse n'est point inadmissible. La tâche du Kaiser aurait alors été d'autant plus malaisée, que dans la première semaine d'octobre, la « fronde » avait émigré de Berlin dans les Etats confédérés du Sud, où il ne pouvait la saisir aussi directement. Toujours est-il que Bethmann-Hollweg n'a pas été congédié, et qu'il a reparu le 11 octobre devant le Reichstag pour y entendre des propos relativement aimables. L'Allemagne politique, aux prises avec des difficultés croissantes et avouées, a estimé expédient de refuser à ses ennemis le spectacle de déchirements trop rudes. Elle n'a pu s'acheminer à cette fin qu'en organisant une séance parlementaire, d'où tout débat proprement dit était exclu : la journée du 11 octobre est une des plus curieuses parmi toutes celles qui figureront dans l'histoire du Reichstag. Elle n'aura contribué, pourtant, ni à restaurer une unité morale de longue date brisée, ni à consolider l'autorité du pouvoir, ni à préparer des solutions pratiques. C'est une journée des dupes, où les dupes ont été innombrables..... en Allemagne.

*
* *

Le problème de la guerre sous-marine était, de tous ceux qui passionnaient les cercles officiels d'outre-Rhin, le plus irritant. Peut-être n'est-il exploité de temps à autre que comme un moyen d'attaque contre le chancelier ; peut-être ceux qui réclament avec Tirpitz les torpillages sans limites seraient-ils les premiers à hésiter, s'ils recevaient la charge des affaires ; la récente intervention d'un envoyé de Hindenburg à une conférence de la Ligue pour la paix allemande est, à cet égard, caractéristique : toujours est-il qu'avant le 28 septembre et après cette date jusqu'au 11 octobre, et même après le 11 octobre, les pangermanistes ultra s'armaient contre Bethmann-Hollweg de la timidité relative qu'il avait marquée en ce domaine ; aujourd'hui encore ils n'ont pas renoncé à cette campagne, cherchant à mettre au service de leur cause des princes qui sont des familiers de l'Empereur. Ce qui est à noter, c'est qu'à la séance plénière où les leaders du Reichstag ont formulé les vues de leurs groupements respectifs, ils se sont can-

tonnés dans une prudence inaccoutumée ; de toute évidence, ils s'abstenaient dans un débat public de répéter des accusations et des doléances, qu'ils colportaient sous le manteau. Au seuil même de ce débat, une déclaration de principes fut faite par Bassermann qui fut longtemps sympathique au pangermanisme, comme tout le parti national-libéral, dont il demeure le chef ; or ce personnage, rapporteur de la commission du budget, qui avait discuté la question pendant près de deux semaines, demanda qu'on se dispensât d'examiner cette dernière devant les tribunes et devant l'étranger ; il allégua l'intérêt national et insista sur le désaccord qui subsistait sur ce point. C'était maintenir la confusion dans une controverse fondamentale. Spahn, l'orateur du Centre, se garda de toute affirmation claire ; il fut si ambigü que les deux grands journaux catholiques d'Allemagne ne réussirent pas à s'entendre sur le sens de sa harangue : d'après la *Gazette Populaire de Cologne*, il acquiesçait à une guerre sous-marine à outrance ; selon la *Germania*, il laissait au gouvernement et au haut commandement le soin d'apprécier les opportunités, disposé quant à lui à se rallier à leur décision. Scheidemann, socialiste majoritaire, n'aborda pas le sujet ; Haase, socialiste minoritaire, ne l'entreprit que pour écarter les procédés tirpitziens. On attendait surtout l'avis du mandataire de la droite féodale, un parti qui, d'ordinaire, déteste les réticences et qui aime, au contraire, les expressions brutales ou catégoriques : le comte Westarp, désavouant implicitement ceux de ses amis politiques qui censuraient la faiblesse de la Wilhelmsstrasse, proclama que cette fronde était sans force, et que seules des individualités éparses avaient battu en brèche le chancelier. Pour lui, il estimait qu'il fallait vaincre l'Angleterre, même en prescrivant un usage méthodique des submersibles dont il fit l'éloge. Sa gêne était manifeste. Ce langage sans vigueur contrastait étrangement avec celui auquel Reventlow a habitué ses auditeurs : la droite agrarienne qui ne pouvait, du jour au lendemain, abandonner une campagne à laquelle elle avait associé ses propres ambitions, essayait d'évoluer vers les solutions moyennes. En somme, au sortir de cette séance, le public allemand ignorait toujours si la guerre sous-marine reprendrait avec une énergie doublée ou quintuplée, ou si elle serait délaissée, ou si les ordres donnés par l'Amirauté au lendemain de l'échange des notes suprêmes avec l'Amérique seraient intégralement maintenus. Mais ce public, devant lequel les orateurs du Reichstag semblaient jouer une pièce longuement préparée dans la coulisse, percevait, à coup sûr, le désaccord qui se perpétuait entre les représentants : il l'eût discerné même si Bassermann n'avait pas crû devoir, dans son exposé, faire une allusion directe aux difficultés d'un compromis.

Le problème de la guerre sous-marine, pour intéressant et grave qu'il fût, préoccupait et préoccupe beaucoup moins l'Allemagne que celui de la paix. Après avoir tant voulu la guerre, entreprise profitable à ses yeux, le personnel dirigeant de l'Empire aspire à une cessation de la lutte qui, d'ailleurs, répondrait au plus intime désir des dirigés. Mais quelle doit être cette paix ? Comment sera-t-elle obtenue ? A quelles conditions ? On espérait que la séance du 11 octobre nous apporterait là-dessus quelques éclaircissements. Cette séance et les controverses, qui l'ont suivie dans la presse et ailleurs, ont plutôt épaissi les ténèbres. Discorde et confusion : voilà encore les caractéristiques de ce débat.

Avant le 11 octobre, les grands journaux de Berlin, de Cologne, de Francfort, de Hambourg, de Munich, et aussi les revues et les conférenciers des ligues s'étaient divisés en deux camps : il y avait ceux qui voulaient refouler la Russie très loin vers l'Orient, et ceux qui estimaient l'anéantissement de l'Angleterre indispensable à l'avenir de l'empire. La séance plénière n'a révélé, sous ce rapport, aucune situation nouvelle. Bien que des organes d'outre-Rhin aient lancé la rumeur de tractations officieuses avec Petrograd (rumeur aussitôt démentie de cette dernière capitale), bien que le rapprochement avec le cabinet russe ait été préconisé même par des libéraux et par des socialistes (des socialistes impérialistes, il est vrai), la crainte du tsarisme hante toujours les partis avancés. Obéissant au mot d'ordre que le chancelier avait donné, Bassermann a dénoncé l'Angleterre comme la principale ennemie ; Spahn a insisté sur le devoir de vaincre cette puissance ; Westarp a exigé contre elle une lutte sans merci ; Naumann a tâché, une fois de plus, d'établir la responsabilité du cabinet de Londres dans la crise européenne et David, qui est à l'aile droite de la Social-Démocratie, a apporté, lui aussi, son réquisitoire contre le Foreign Office ; mais on a remarqué que si Haase, le leader des socialistes minoritaires, ne craignait pas de heurter le courant dominant en appelant une entente avec la Grande-Bretagne, Scheidemann négligeait de se prononcer sur ce grave problème : Angleterre ou Russie ? Voilà un premier point. Le Reichstag n'a pas encore réussi à déterminer, avec une suffisante précision pour le public extérieur, où est le plus

dangereux adversaire de l'Allemagne, ni quel est, parmi les Etats opposés à l'empire, celui qu'il faudrait désarmer le premier.

Voici un second point : les partis s'accordent à reconnaître que la guerre est une guerre défensive ; ils n'ont pas eu de peine à réaliser cet accord, puisque telle était la thèse de Bethmann-Hollweg, dès le premier jour. Ces partis — la séance du 11 octobre l'atteste, — réclament tous une paix « honorable », quelques-uns la subordonnant à la victoire, la Social-Démocratie gouvernementale omettant cette dernière stipulation, comme, d'ailleurs la Social-Démocratie dissidente : mais que signifient ces mots : paix « honorable » ? Quelles sont les garanties d'avenir que proposent ou revendiquent les différents groupements ? Les débats les plus récents ne nous édifient pas plus à ce sujet que les discussions antérieures. Beaucoup de pensées se dissimulent ; les fractions intermédiaires se gardent, peut-être faute d'avoir un programme net, de dire leurs visées. Dès qu'on essaie de sortir des généralités et de presser certaines assertions qui, au premier abord, paraissaient indicatives, on se retrouve devant l'équivoque.

Prenons les deux discours qui, à cet égard, ont été les plus attentivement écoutés dans le débat que j'analyse. Le leader de la droite, Westarp, laisse tomber cette phrase : « ce que nous avons conquis avec notre sang doit être conservé. » Elle comporte une interprétation stricte et une interprétation large, tout comme la fameuse allusion du chancelier à la carte de la guerre, dans un autre débat. Adoptons la première hypothèse : l'Allemagne devrait garder la Belgique, la France du Nord, la Pologne, la Lithuanie, la Serbie, pour elle et pour ses alliés. Or à cette conception du plus orthodoxe pangermanisme et que beaucoup de pangermanistes, à l'heure présente, doivent eux-mêmes tenir pour absurde, s'oppose la harangue de Scheidemann, qui a été la plus commentée de la journée. Toute la signification de ce discours est dans ce passage : « ce qui est français doit rester français, ce qui est allemand doit rester allemand, ce qui est belge doit rester belge », en sorte que le leader de la majorité social-démocrate défendrait purement et simplement le *Statu quo*. De ce *Statu quo* aux annexions de Westarp, il y a un abîme. La presse d'outre-Rhin n'a pas souligné ce formidable écart dans les points de vue, parce qu'elle avait ordre de dissimuler les divisions et les contrastes, mais nous ne sommes pas retenus par les mêmes scrupules. Or notez bien que les groupes du Reichstag s'étaient engagés, les uns vis-à-vis des autres, à réduire autant que possible leurs divergences de pensées et à élaborer des apparences d'accord. Dans ce domaine capital, en dépit de tous les efforts du pouvoir, l'Allemagne n'a pas fait depuis six mois le moindre pas vers l'unité morale.

Mais un problème se pose ici, que d'aucuns, avec un excès de hâte, ont cru pouvoir trancher : Scheidemann a-t-il été, en l'occurrence, l'interprète du chancelier ? A-t-il formulé des conditions de paix, que la Wilhelmsstrasse, dans un dessein équivoque, voulait jeter en circulation, tout en se réservant la liberté du désaveu ? Je reconnais que ce problème n'offre pour moi qu'un intérêt accessoire. Il sied pourtant d'établir trois faits indiscutables : le premier est le vote par la conférence socialiste de Berlin, le 23 septembre, d'un ordre du jour dont le discours de Scheidemann a été le développement fidèle ; le second est la condamnation formelle de ce discours par la presse conservatrice ; qui l'a presque assimilé à un acte de félonie ; le troisième est la réfutation de cet exposé par les organes social-démocrates minoritaires, désireux d'éviter, avant tout, qu'on ne les solidarisât avec le socialisme gouvernemental. D'ailleurs Haase avait déjà pris soin de tenir un langage très différent de celui de Scheidemann. Le leader majoritaire, en admettant qu'il ait reçu une inspiration officielle — incontrôlable et fugitive, — n'a donc pas recueilli plus de succès à gauche qu'à droite, et comme le centre catholique et les nationaux libéraux se sont dispensés d'apprécier son intervention, cet épisode ne fournit qu'une preuve de plus de l'incertitude et du désarroi qui règnent, outre-Rhin, en une matière essentielle entre toutes.

*
* *

Le Reichstag et l'opinion allemande ont-ils du moins aboli, dans le domaine de la politique intérieure, tous les antagonismes de principes ? Ici encore les efforts, que le chancelier a prodigués pour élaborer une façade d'entente, sont demeurés pratiquement infructueux. Il s'agit, on le sait, de l'évolution future et même présente de l'empire vers le régime parlementaire, et aussi de la démocratisation du système en vigueur. Les partis de gauche réclament un contrôle plus effectif de l'assemblée élue sur les ministres, ceux-ci disposant pour l'heure de prérogatives presque absolues et ne relevant que de l'empereur ; ils revendiquent, en outre, la suppression du mécanisme électoral archaïque qui subsiste en Prusse. M. de Bethmann-Hollweg a fait, à diverses reprises, des promesses

plus ou moins vagues aux groupements libéraux et socialistes, qui lui ont prêté un précieux concours : le 28 septembre, la formule qu'il lança : « La route sera ouverte aux plus capables », a comblé de joie quelques progressistes et quelques social-démocrates, dont la mentalité ne dépasse pas celle d'un Lensch ou d'un Sudekum. Examinée de près, cette formule n'est qu'une phrase de signification douteuse, et qu'il serait aisé d'oublier et de renier une fois la paix conclue. Telle quelle, cette proposition banale avait pourtant inquiété les agrariens qui, se connaissant bien eux-mêmes, ont peur d'être éliminés des hautes fonctions administratives, le jour où seules les capacités individuelles décideraient du choix et de l'avancement. Que deviendrait une Prusse soustraite à la domination des hobereaux ? Et que deviendraient ces hobereaux, s'ils ne pouvaient plus, selon le mot jadis consacré, « manger » l'Etat Prussien. Les pourparlers, que Bethmann-Hollweg a menés dans la coulisse avec les différents partis, du 28 septembre au 11 octobre, n'ont pas réussi à désarmer la méfiance des Junkers. Le 11 octobre, Spahn, au nom des catholiques, a adhéré « à la solution de la route libre » ; Bassermann a confessé que l'ouverture d'une ère nouvelle s'imposait, et qu'il était impossible de perpétuer tous les errements du passé. Naumann s'est prononcé pour une répartition plus équitable des droits politiques, et il a même fait une allusion aux concessions qui pourraient être octroyées aux Polonais et aux ordres religieux, — allusion très intéressante et qui évoque certains dessous des conversations de l'arrière plan. Scheidemann, et tel était son rôle, a énuméré les desiderata de son parti dans l'ordre constitutionnel, mais Westarp s'est interdit totalement les incursions dans ce domaine redoutable : d'où l'on peut déduire que les conservateurs n'ont rien appris et qu'ils se piquent d'exclure tout changement. Si le leader féodal s'est imposé le silence sur un point particulièrement litigieux, c'était par obéissance provisoire au mot d'ordre venu de haut ; mais ce silence, en de pareilles conjonctures, ne manquait pas de sens. Les propos tenus par les autres orateurs n'apportaient, d'ailleurs, que de médiocres contributions au règlement d'un problème qui, dès l'armistice, peut mettre le feu à l'Empire... Discorde et confusion encore.

L'Allemagne officielle, qui ignore toujours ce qu'elle veut, parce que ses divisions sont profondes et presque incurables sur la plupart des sujets essentiels, s'attache vainement à présenter à l'ennemi le front imposant d'un peuple uni dans toutes ses parties et solidaire de son gouvernement. La besogne excède ses forces ; ses craintes sont trop vives, pour qu'elle garde la sérénité, l'égalité d'humeur que requiert pareille entreprise. Les dirigeants de l'Empire se sont ingéniés à saluer, dans le cinquième emprunt, un grand succès financier, un gage éclatant de la confiance publique, et ils ont pu se convaincre qu'ils ne trompaient plus personne et que les contribuables les moins soupçonneux réduisaient les chiffres proclamés à leur juste valeur. Ils ont tenté de duper l'opinion au dedans et au dehors sur les résultats statistiques des dernières récoltes, et un rationnement aggravé, — à défaut des déclarations arrachées à Batocki, ont bien vite informé le consommateur des réalités menaçantes de la situation. Certes la famine n'est pas là, mais quels sacrifices le peuple ne devra-t-il pas s'imposer en cette fin d'année et surtout au printemps prochain ?

Toutes les tractations qui se sont déroulées, au commencement d'octobre, entre les groupes politiques (comme toutes celles qui se prolongent encore), ne visaient qu'à cet unique objectif : conjurer une crise gouvernementale, qui eût affaibli l'Allemagne devant ses alliés et devant la coalition, l'autorité impériale devant les masses. On conçoit très bien pourquoi Guillaume II, qui ne nourrit pour Bethmann-Hollweg aucune admiration particulière, s'est évertué à le conserver momentanément : il le sacrifiera à l'heure que lui-même choisira, mais non à l'heure que fixera une opposition, quelle qu'elle soit. Le Kaiser fut toujours accessible aux menées de cour dans le passé : l'enjeu est trop grave maintenant, et les intérêts dynastiques sont trop en cause, pour qu'il cède sans résistance à la pression de l'une ou l'autre des camarillas adverses. A la fin de septembre, il a jugé nécessaire de lutter contre la « fronde », qui l'eût entraîné à des aventures fâcheuses au dehors, et qui, au dedans, préparait les éventualités redoutables. Des intrigues ont répondu à des intrigues. Il n'est pas certain que le chancelier, au nom du monarque, n'ait pas pris des engagements vis-à-vis d'une fraction des conservateurs pour les détacher de Tirpitz ; il est assuré qu'il a promis de payer, — et à un taux élevé, — l'intervention de Bassermann, et les complaisances de Spahn, c'est-à-dire les bons offices des nationaux-libéraux et des catholiques, dont le concours a toujours su se faire valoir. La liquidation de ces créances sera d'autant plus laborieuse, que le pouvoir ne saurait rémunérer l'un des groupes sans porter dommage aux autres : ainsi par la force des choses, en vertu d'un développement quasi-automatique des situations, la discorde et la confusion iront

sans cesse s'aggravant outre-Rhin. La crise de la chancellerie, évitée pour un temps, éclatera à plus ou moins bref délai : elle comportera des conséquences d'autant plus sérieuses, qu'elle aura été davantage différée et que l'empereur aura mieux réussi à prolonger la patience des oppositions ; car il est un fait visible, indéniable : c'est que le régime d'avant la guerre n'est plus défendu par personne en Allemagne, si ce n'est par le Kaiser lui-même.

PAUL LOUIS.

LE ROCHER DE LA VEUVE

Dans un repli tourmenté de la France, au fond de la solitude des rocs, parmi les boursoufflures arides du sol, elle et lui habitaient un hameau comptant trois chaumières au toit bas : celles de leurs deux familles — celle d'un vieux berger, plus petite, plus noircie, plus délabrée.

Le vent soufflait presque toujours. Ils avaient le teint hâlé et les yeux brûlants comme leur cœur. Ils se rencontraient souvent, dans le bois de chênes rabougris juché sur l'âpre coteau, dont le front rêvait au-dessus de la fumée de leurs foyers. Lui, précédait lentement ses deux bœufs ; elle, tricotait des bas pour les grands froids, avec une forte laine, en suivant ses brebis.

Il y avait plus de quinze années qu'ils se rencontraient ainsi, au même endroit, dans la même attitude. Ils se connaissaient bien, car ils s'étaient vus grandir et devenir beaux. Ils se disaient des choses simples, dans leur langue natale. Assis l'un près de l'autre, sur une large pierre, ils parlaient d'eux, naïvement, ne connaissant qu'eux. Lui chantait aussi, de sa voix chaude, des villanelles du pays, qu'il avait apprises de ses aïeux. Elle répondait par d'autres chansons. Les claires sonorités de sa voix étaient entendues par les échos des monts qui se les redisaient à eux-mêmes, avec une sorte de ravissement.

Parfois, elle délaissait son tricot et lui en embarrassait les mains. Puis elle allait détacher un fier rameau de chênes qui portait beaucoup de feuilles vertes. Alors elle le courbait, par un effort de ses doigts bruns, et, lui donnant la forme d'une couronne, elle le plaçait sur les cheveux noirs de son compagnon. Lui, la laissait faire en souriant...

*
* *

Un matin, que le ciel était plus bleu et que le vent soufflait moins fort sur les feuilles des chênes, ce qui les faisait chanter, ils se rencontrèrent selon leur habitude, s'assirent l'un près de l'autre — et restèrent longtemps immobiles, surpris d'un embarras mystérieux qu'ils ressentaient, mais qu'ils n'auraient point su dire.

Enfin, lui l'appela doucement. Il prononça des paroles qui leur parurent merveilleuses : qu'il était étonné de dire et qu'elle était étonnée d'entendre. Ils se regardèrent. Ils ne comprenaient pas bien ce qu'ils désiraient. Ils sentaient qu'une douceur inexprimable était en eux, et que leurs tempes et que leurs cœurs battaient plus fort.

Le lendemain, ils se rencontrèrent à la même place. Ils éprouvèrent le bien-être d'un frisson inconnu, en s'asseyant sur la même pierre. Le frôlement de leurs rudes habits leur communiquait l'étrange frémissement de leur chair. Sans rien lui dire, il l'admirait. Elle tricotait avec un peu de fièvre, car elle était, pour la première fois, émue ou gênée, sous ce regard...

Soudain, il posa son bras nu autour de son cou :

— Faisons comme font nos pères et nos mères ; vivons tous les deux ensemble.

Sa voix était persuasive et grave.

Elle répondit simplement : Oui.

Les longues aiguilles de son tricot ne s'enchevêtrèrent plus. Elle sentit qu'il l'asseyait sur ses genoux, comme une petite fille. Quelque chose d'humide, et d'infiniment doux, et d'infiniment fort pressa ses lèvres, tandis que l'extase envahissait son corps, qui s'abandonnait.

Le vent chantonnait dans les chênes, semblable à la musique lointaine d'un carillon nuptial. Les deux bœufs roux tournèrent vers eux leur large tête rêveuse. Le soleil reculait, majestueux, dans la pourpre de sa défaite. Et le front des coteaux, dans la pénombre violette, portait des traces sanglantes...

Elle et lui demeuraient assis en face de la nature, qu'ils ne se rappelaient point avoir jamais vue. Leurs âmes incultes s'unissaient dans une contemplation silencieuse et sereine. La main dans la main, il leur parut qu'ils s'élevaient vers un monde inconnu, lentement... Il murmura :

— C'est beau, notre pays !

Déjà, l'envahissement ténu de la poussière du soir peu à peu faisait flotter les contours des choses. Au milieu d'elles, leurs deux silhouettes, grandies et enlacées, semblaient peintes sur le crépuscule par quelque Dieu de la montagne.

...Mais les brebis, repues de serpolet et d'herbe rose, bêlèrent ; et les grands bœufs se mirent à mugir. Alors, ils songèrent à s'en aller. Les clartés divines de la lune sanctifiaient la nuit légère...

*
* *

Quelques mois s'écoulèrent. Un jour, ils revinrent s'asseoir l'un près de l'autre, à la même place. Le printemps finissait, et le soleil éclatant et brutal frappait les blancheurs des coteaux.

Elle tourna vers lui ses yeux pleins d'été, se fit câline et appuya sa joue moite contre la sienne. Il prit dans sa large main la petite main brune. Alors, il lui expliqua, avec une douceur presque rude, qu'il devait la quitter, ne plus la retrouver, à cette place, pendant de longues journées...

Inquiète, elle le regarda fixement et lui dit :

— Où vas-tu ?

— Je vais à la guerre, dans des pays que je ne connais pas, très loin d'ici.

— Je te suivrai.

— Tu ne le peux pas.

— Alors, tu reviendras ?

— Peut-être...

— Je t'attendrai.

Ils ne s'en dirent pas davantage.

Le lendemain, ils ne montèrent pas jusqu'au bois de chênes rabougris où, chaque jour, ils se rencontraient et où ils s'étaient aimés.

*
* *

Le vent soufflait sur les cailloux blancs. Elle gravit seule la pente caillouteuse du coteau aride, traînant le flottement de sa chevelure noire et de ses jupes. Elle avait le cœur triste et le corps brisé, comme si elle venait de subir un grand malheur. Ses flancs maternels lui semblaient plus douloureux et plus lourds. Que lui arrivait-il donc ?

Dans le vert sentier du val, en bas, il s'en allait. Elle le regardait partir, comprenant vaguement la fatale cruauté de ce départ ; mais persuadée que, de cette hauteur, elle le verrait indéfiniment, le compagnon cher qui ne l'avait jamais quittée.

Lui se détournait, d'espace en espace ; il apercevait, dans le lointain, sa forme grise et lourde furieusement battue par le vent et se dressant, éperdue, sur les cailloux blancs où dardait le soleil. Bientôt, ils ne se virent plus...

Elle demeura debout, immobile, et voulant le revoir pour toujours. La nuit vint. Mais elle ne regagna pas sa chaumière. Les parfums de la montagne se balancèrent sur les alizés qui, à travers les douces lumières de l'espace, les emportèrent vers le ciel d'or. Les chansons aiguës des grillons surgirent au milieu de la béatitude...

Tout à coup, un grand cri froid, rapide, roula dans les ravins et rebondit sur les coteaux. Puis la torpeur du silence s'appesantit. Seule, demeura l'obsession des chansons aiguës des grillons.

*
* *

Les jours passèrent. Le soleil d'été calcina les herbes rares et rida les feuilles des chênes rabougris. Cependant, un frais gazon courait sur le penchant du coteau qu'ils avaient fréquenté, à travers les pierres, malgré l'aridité.

Le vieux berger s'en aperçut et en fut surpris. Mais il fit brouter ce frais gazon par ses brebis joyeuses.

Un matin, en relevant sa tête chenue, il vit surgir de terre un rocher gris qui s'inclinait en avant. Il songea :

Quel est donc cet inconnu courbé, et qui pleure ?

Depuis plus de soixante ans qu'il parcourait ces lieux déserts, il n'y avait, assurément, jamais rencontré ce rocher gris. Cependant, comme le soleil était ardent, il s'assit au bas de la pierre, dans son ombre, et regarda tranquillement paître son troupeau.

Bientôt, il entendit la roche gémir, oppressée par des sanglots. Il en approcha son oreille. Il distingua les battements d'un cœur. Et il s'agenouilla...

Alors, il eut souvenance de ne plus avoir revu, jamais, la petite voisine aux yeux longs et aux cheveux noirs, dont l'ami était parti pour la guerre, lointaine et terrible.

Il pensa que c'était elle, ainsi changée en pierre dans son attente douloureuse et sa maternité inachevée. Et il appela, à cause de cela, la grande pierre penchée qui sanglotait : Le rocher de la Veuve.

ROBERT VEYSSIÉ.

L'ALLEMAGNE D'AVANT-GUERRE

UN MANIFESTE DU PARTI DU KRONPRINZ

L'une des opinions qui ont prévalu chez nous au sujet des origines de la guerre, a été celle-ci : en face de l'Empereur et de ses conseillers, gens d'âge mûr et, somme toute, pacifiques, une camarilla se serait dressée, faite de jeunes officiers et de hobereaux ambitieux, de pangermanistes et d'agrariens avides, la camarilla du Kronprinz. Entre les deux partis, celui du père et du fils, se serait établie peu à peu, par des étapes que l'on peut marquer, la surenchère du patriotisme et de

la popularité. Jusqu'au jour où Guillaume II, prenant ombrage du prestige croissant de son fils, et excédé des récriminations du parti militaire, se serait résolu à la guerre qui satisferait enfin cet appétit de gloire qui allait grandissant chez le prince impérial. On donnait ainsi au Kronprinz l'occasion souhaitée de se révéler grand homme de guerre, et l'éclat de ses victoires rejaillissait encore sur le règne de son père, dont la politique aurait préparé ces triomphes. Cette opinion semble avoir été, dès novembre 1913, celle de notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon (1). Nul doute qu'il n'ait existé en Allemagne, depuis 1911 environ, un parti du Kronprinz. Ce parti a ses chefs, il a aussi ses manifestes. Quelques semaines avant la guerre, paraissait chez Wilhelm Kœhler, à Minden, un livre du Dr Paul Liman, intitulé : *Der Kronprinz. Gedanken über Deutschlands Zukunft* (Le Kronprinz. Réflexions sur l'avenir de l'Allemagne). Il faut y voir un des programmes les plus caractéristiques du parti colonial et militaire qui a poussé à la guerre.

M. Paul Liman dirige, depuis 1893, les *Dernières Nouvelles de Leipzig*. Divers travaux sur Bismarck (1) l'ont en outre fait connaître, et aussi des opuscules politiques qui ont trait à la guerre des Boërs (*Der Burenkrieg*, 1902), à la révolution ou à l'assassinat politique (*Révolution*, 1906. *Der politische Mord*, 1910), à la dynastie de Hohenzollern (*Hohenzollern*, 1905. *Der Kaiser*, 1904). Il semble appartenir au parti des pangermanistes hargneux qui reprochent à Guillaume II sa trop grande mansuétude. Politiquement, on le situerait assez bien entre Daniel Frymann, l'auteur de *Si j'étais l'Empereur* et le comte Reventlow, l'auteur de *Guillaume II et nos modernes Byzantins*. Il est de ces bismarckiens inconsolables qui n'ont pas pardonné à l'empereur d'avoir disgracié le principal fondateur de l'Empire. Au nom de ce souvenir, ils harcèlent de leur critique tous les chanceliers, et surtout le plus médiocre, Bethmann-Hollweg, qu'ils croient aussi le plus pacifique. Et leur critique monte jusqu'au souverain : à force de le traiter de couard, ils espèrent bien le décider à tirer l'épée ; à force de lui présenter toujours un radieux modèle, Guillaume Ier, ils veulent le piquer d'émulation et le pousser à des aventures que leur mégalomanie croit glorieuses. Cette tactique bien connue trouve dans le dernier livre de Paul Liman, une manœuvre plus insidieuse encore : cessant d'opposer à Guillaume II et à Bethmann-Hollweg l'image vénérée de Guillaume Ier et de Bismarck, on imagine de tourner vers l'avenir la jalousie morbide de l'Empereur : qu'importe le débile petit-fils d'un monarque illustre, son arrière petit-fils est destiné à faire renaître l'éclat des anciens jours. Guillaume II a largement dépassé la cinquantaine, on peut déjà considérer son règne comme achevé ; mais à ces jours médiocres succèderont des fanfares de gloire, quand le Kronprinz prendra enfin, à la tête des affaires, la place qui lui revient. Ce dangereux chantage a dû beaucoup influer sur la volonté instable et excessive de Guillaume II ; disons mieux, il y faut voir son unique excuse. Au jour des responsabilités, celle du Kronprinz et de sa clique semble devoir être grande, et le livre de Paul Liman devra servir à la déterminer.

*
* *

La préface du volume, datée du printemps de 1914, expose en peu de mots le but de l'auteur. Il s'agit d'abord :

« D'éveiller à temps chez le peuple allemand des réflexions salutaires qui empêcheront le poison corrosif de la phraséologie démagogique de détruire l'affection qu'il peut avoir pour l'Empereur de demain » ;

On se propose ensuite :

« De traiter dans un esprit de nationalisme les problèmes qui dès aujourd'hui s'attachent au nom du jeune prince et solliciteront son labeur. » (p. 7-8).

Ces problèmes sont au nombre de trois : 1° *le problème colonial* (Le peuple allemand est-il saturé, ou a-t-il besoin de territoires ?); 2° *le problème impérial* (Dans quelle mesure l'Empire allemand se doit-il de respecter les droits particularistes de ses Etats confédérés ?) ; 3° *le problème démocratique* (Quel crédit accorder au Parlement ? Peut-on souffrir que les idées démocratiques gagnent du terrain et qu'on s'en prenne même au Saint des Saints, à l'armée allemande ?) A ces trois problèmes, qui seront ceux du nouveau règne, correspondent trois incidents symptomatiques, marqués par l'intervention personnelle et répétée du Kronprinz ; c'est en 1911, l'affaire d'Agadir ; en

(1) « L'hostilité contre nous s'accentue et l'Empereur a cessé d'être partisan de la paix... A mesure que les années s'appesantissent sur Guillaume II, les traditions familiales, les sentiments rétrogrades de la Cour et surtout l'impatience des militaires prennent plus d'empire sur son esprit. *Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'Empire dans le monde égale à sa puissance.* » (Livre Jaune, n° 6, M. Jules Cambon à M. Stéphen Pichon, Berlin, le 22 novembre 1913).

(1) *Bismark-Denkwürdigkeiten*, 1898. *Bismarck nach seiner Entlassung*, 1901. *Bismarck*, 19[illegible].

1912, l'affaire de Brunswick ; en 1913, l'affaire de Saverne. Ces interventions ont soulevé contre l'héritier du trône une fraction notable de l'opinion publique et lui ont valu plusieurs fois le blâme paternel. Il s'agit de démontrer que, dans tous les cas, l'attitude du jeune prince a été conforme à la saine tradition allemande et prussienne, impériale et royale. On montrera en quoi cette attitude, et la pensée qu'elle révèle, s'opposent à l'attitude et à la pensée de Guillaume II, d'une part, du chancelier Bethmann-Hollweg, de l'autre. Et l'on dira, pour finir, pourquoi l'on peut faire toute confiance à l'Empereur de demain, et dans quelles voies il est bon qu'on l'encourage à marcher.

*
* *

Nous pouvons négliger les chapitres de pur journalisme où Liman, pour rendre son héros sympathique, décrit longuement les habitudes et le genre de vie du prince, ses vertus militaires et familiales, sa maîtrise dans tous les sports. Chapitres qui ne manquent pas leur effet sur le bon public allemand, mais qui nous laissent un peu plus froids. Chaque trait est dailleurs à deux pointes : louer l'éducation tout allemande du Kronprinz, n'est-ce pas jeter un blâme implicite sur l'éducation trop anglaise qui a été celle de Guillaume II ? S'attendrir sur le bismarckisme de l'héritier, n'est-ce pas raviver le souvenir de l'impiété qui fut celle du père envers le grand Chancelier ? Liman tient expressément à dire que le Kronprinz n'est pas un mystique, qu'il ne croit guère au droit divin, mais au contraire au génie et au talent des grandes personnalités, fussent-elles de roturière extraction. Autant le père aime les discours, l'apparat, les pompes extérieures, autant le fils est simple, modeste, ami des réalités. Il est accessible aux conseils, il n'aime pas se payer de mots ; officier exact et exigeant, grand chasseur, excellent cavalier, escrimeur, nageur accompli, il est le contraire d'un dilettante.

« Il ne se croit ni l'arbitre du goût dans les arts, ni un juge en matière de science et de technique, ni le prophète des félicités à venir, ni le chef absolu qui exige de ses vassaux une aveugle obéissance. » (p. 141).

Mais quand il passe, cavalier svelte et nerveux sur son cheval, l'affection, le dévouement populaires montent tout naturellement vers lui, qui incarne l'Empire de demain : tel le duc germanique qu'entoure la fidélité de ses hommes liges.

Si la jeunesse l'admire et l'aime, si les officiers estiment sa compétence, la fraction libérale et démocratique de l'opinion lui demeure hostile. Rôle ingrat et difficile que celui de Kronprinz : seul entre tous les Allemands, l'héritier du trône n'a jamais le droit d'avoir une opinion ni de la dire. L'esprit de dénigrement s'attache à ses moindres gestes, pour les réprouver : s'il parle, il a tort ; s'il se tait, c'est manque d'esprit ; s'il agit seul, c'est un autocrate ; s'il prend conseil, il forme une faction ; s'il veut voyager, visiter les colonies, c'est un luxe inutile, et le Reichstag lui plaint les crédits. S'il veut se préparer à son métier de prince, il trouve dressées contre lui, la jalousie de son père, la méfiance du chancelier, l'hostilité sourde du Reichstag. Versons un pleur sur cette triste destinée !

Or, nous dit Liman, l'heure décisive va sonner pour l'Allemagne, heure de graves conflits intérieurs et de guerres européennes. Entre la tradition monarchique et les principes démocratiques modernes, entre la dynastie et le Parlement, il faudra choisir ; et si le sentiment dynastique doit l'emporter enfin, comme on est en droit de l'espérer, ce ne pourra être qu'à l'occasion d'une grande guerre victorieuse. 1870 a fait l'unité allemande ; la prochaine guerre asseoira définitivement la puissance et le prestige des Hohenzollern en Allemagne et en Europe :

« Cette lutte (du Parlement et de la Couronne) remplira tout une longue période, et non contente d'amener des conflits intérieurs, elle ne se résoudra que par le fer et par le sang, par cette guerre future dans laquelle le peuple allemand exigera une fois encore qu'on réponde aux problèmes derniers qu'il se pose. Les formes de notre vie politique intérieure se joueront, elles aussi, sur les champs de bataille. Les droits futurs seront délimités par les qualités qui nous assureront la victoire, par le glaive. » (p. 56-57).

Quelle sera, dans ce formidable conflit, l'attitude de l'Empereur de demain ? Quelques-unes de ses manifestations antérieures permettent déjà de l'augurer.

Le Kronprinz est belliqueux, et Liman l'en loue. Il porte vivants en lui, ce goût du risque et de la bataille, cette allégresse guerrière (*waffenfroher Geist*) qui sont la marque du vrai Germain. Il est prêt à dire, avec Moltke, que la guerre est nécessaire à l'ordre divin de l'univers et qu'elle nous sauve du matérialisme. Avec Treitschke, il reconnaîtra que la guerre est le signe de l'idéalisme en politique, qu'elle est la prérogative aristocratique de l'Aryen. Avec des juristes plus contemporains, comme Rudolf von Ihering ou Kurt Biezler, il sait que le droit n'est pas un concept logique, mais un concept de force, et qu'un peuple ne réalise son essence qu'en étendant autour

de lui sa domination sur l'univers auquel il veut imposer sa forme (1).

C'est dans cet esprit que la préface de *Deutschland in Waffen* s'adresse à la jeunesse allemande, à la nation armée, telle que l'ont voulue Cheisenau, (Scharnhorst, Clausewitz, Grolmann et Blücher. Le Kronprinz y exalte les vertus et les gloires prussiennes, dénonce les dangers qui naissent d'un trop grand bien-être et d'une trop longue paix, raille « *la berceuse pacifiste des utopistes* » et déclare que « *pareille conception de la vie n'a rien d'allemand et ne nous sied pas.* » Il croit, d'ailleurs, que les artifices diplomatiques ne suffiront pas toujours à maintenir la paix.

« Comme l'éclair ramène au même potentiel deux couches atmosphériques diversement chargées d'électricité, ainsi jusqu'à la fin du monde l'épée sera et restera le facteur décisif et sans appel... Ce n'est qu'ainsi, appuyés sur notre bonne épée, que nous obtiendrons cette place au soleil qui nous revient de droit, mais qu'on ne nous cèdera pas de plein gré. » (2).

Cet esprit-là est, selon Liman, le véritable esprit prussien, l'esprit de l'officier de cavalerie prussien (*Preussengeist*, *Reitergeist*) qui a fait la grandeur de l'Allemagne. Esprit de discipline et de rudesse un peu fruste, mais forte, qui ignore et méprise la sensibilité humanitaire. Passion du métier des armes, qui arrache au jeune colonel de hussards, devant ses cavaliers manœuvrant à Döberitz, ce cri du cœur : » Oh ! que n'est-ce pour de bon ! » Exaltation guerrière qui lui fait évoquer, dans un speech d'adieux à ces mêmes hussards, « l'instant du suprême bonheur militaire », celui où il lui serait donné de commander son régiment à l'ennemi.

Tout ceci nous paraîtra, comme à Liman, fort naturel chez un colonel de trente ans. Mais en trois occasions historiques, le prince semble bien avoir donné aux partis pangermanistes des gages beaucoup plus sérieux des intentions qui l'animent.

I. — C'est d'abord, en 1911, l'affaire d'Agadir. Sombres jours que ceux-là ! On y sentait grandir la menace anglaise, et l'insolence française à la fois. Des gestes inconsidérés, des paroles intempestives, des « bonds de panthère » suivis d'une reculade sur toute la ligne, ajoutaient encore au malaise général. Le mécontentement à l'égard du chancelier gagnait tous les partis, à l'exception des socialistes. C'est alors que le Kronprinz, à la tribune du Reichstag, se permit de marquer par des gestes sa vive désapprobation, et d'applaudir, au contraire, le discours impérialiste du député von Heydebrandt. Immédiatement, la presse libérale se retourna contre ce jeune présomptueux qui se permettait de donner des leçons au chancelier de son père. Le soir même, M. et Mme von Bethmann-Hollweg étaient priés à la table de l'Empereur où le Kronprinz dut, bon gré mal gré, consentir à une réconciliation.

II. — L'affaire de Brunswick est une affaire intérieure à l'Empire allemand. Liman y admire le tact et le réalisme de son héros qui eût voulu obtenir du duc de Cumberland, une renonciation formelle au trône de Brunswick et de Hanovre, pour lui et pour ses descendants. Si l'opinion plus conciliante et moins ferme de l'Empereur l'a emporté, ce pourrait être au détriment de la paix intérieure de l'Empire, menacée par le danger guelfe (1).

III. — La dernière affaire, celle de Saverne, est celle aussi qui nous touche de plus près. Liman s'interdit ici toute sentimentalité : foin de ces délicats qui ne peuvent plus supporter un gros mot à l'exercice, une punition exemplaire pour un manquement à la discipline, un dressage un peu rude pour les jeunes soldats venus des grands centres industriels, contaminés de socialisme et d'immoralité ! Le Kronprinz, télégraphiant au lieutenant von Forstner et au colonel von Reuter l'expression de sa sympathie, avait toute l'Allemagne avec lui, à commencer par Guillaume II qui, à Strasbourg, se déclarait prêt « *à réduire en miettes la Constitution d'Alsace-Lorraine* ». Il n'y avait alors que mépris pour ce chancelier timoré et philosophe qui a toujours le mot de *Kultur* aux lèvres, qui n'a su être énergique ni en Pologne, ni au Maroc et qui va prêchant partout l'idée pernicieuse de la paix universelle. Bismarck, dont tous les Allemands gardent au cœur la nostalgie, Bismarck, le chancelier de la politique « sans égards » (*rücksichtslos*) et du « poing ganté de fer » (*eiserne Faust*) eût agi tout autrement : il aurait compris qu'à Saverne l'honneur de l'armée était en jeu. Qu'importaient alors les fautes vénielles de deux officiers, le malheur négligeable d'un savetier, les inconvénients passagers de la cave des pandours ? Une seule chose était grave : qu'on osât contester les ordres d'un officier, que

(1) Voir ces citations, p. 92-93, 246.

(2) Préface de *Deutschland in Waffen*, par le Kronprinz. (Cité p. 103, 96).

(1) Le Kronprinz aurait désiré que son père interdît au jeune duc de Cumberland de faire une entrée triomphale dans sa ville et lui demandât de renoncer formellement au trône de Hanovre. Guillaume II préféra se contenter du serment de fidélité (*Fahneneid*) que prêtent tous les officiers allemands... et donner au duc sa fille en mariage.

l'autorité civile entrât en conflit avec l'autorité militaire. Voilà ce qui ne pouvait être toléré. Il était juste alors que le Kronprinz adressât une parole cordiale à des camarades dont il estimait les qualités militaires, quand bien même cette parole eût affecté la forme très suspecte que lui ont donnée les journaux français : « *Immer feste drauf. Friedrich Wilhelm Kronprinz.* » (Tapez ferme. F. W. K.) (1).

S'il faut résumer les garanties qu'a données le Kronprinz dans le passé, elles nous paraîtront assez minces, mais elles suffisent à Liman : 1° il exalte les vertus guerrières, il est lui-même un bon officier, exact et laborieux ; 2° il condamne le pacifisme et l'internationalisme ; 3° en matière de politique coloniale, il est d'avis qu'on doit tenir tête à l'Angleterre et mater la France ; 4° il est disposé à agir contre tout séparatisme à l'intérieur de l'Empire ; 5° il met l'honneur de l'armée au-dessus de la justice.

*
* *

Constater et louanger ne suffit point : Liman entend donner au Kronprinz des conseils pour l'avenir et lui suggérer un programme d'action ; et tout d'abord en politique étrangère.

Il faudra répéter sans se lasser jamais, que l'Allemagne n'est point « saturée », qu'elle a besoin de grandir :

« Le peuple allemand a soif d'une nouvelle ère d'action, il aspire à conquérir, dans un territoire élargi, des droits élargis... Il ne veut pas d'une politique de paix à tout prix, il veut une politique de force (*Machtpolitik*). Les traditions de l'âge héroïque ne sont pas totalement perdues, l'ancien orgueil n'est pas si complètement éteint que nous voulions nous en tenir éternellement à la petite part d'héritage que nous ont transmise nos pères. L'inflexible nécessité pose des exigences nouvelles; le peuple allemand sentira croître en lui une soif de territoires nouveaux, tant qu'il sera obligé d'envoyer hors de ses frontières une part de sa force, destinée à servir de terreau de culture pour des puissances étrangères. » p. 229).

Dans les grands partages coloniaux, l'Allemagne a toujours été frustrée. Par timidité, par pacifisme peureux, elle s'est laissée oublier et distancer. Toutes les occasions, elle les a manquées, y compris la meilleure, l'inespérée : lorsque, pendant la guerre des Boërs, il eût été facile d'attaquer l'Angleterre affaiblie et de compter sur l'appui de la Russie et de la France, encore ulcérée du souvenir de Fachoda.

« Nous sommes dans une situation si difficile que pour revendiquer notre droit naturel à l'expansion, à une part d'héritage dans l'univers, nous serons forcés de jeter l'épée dans la balance. Il faudra nous libérer de cette sentimentalité que le comte Caprivi, et malheureusement aussi le prince de Bülow, exprimaient en disant que le bonheur suprême et la vocation dernière des fils de la terre allemande consistent à aplanir les difficultés qui peuvent surgir entre les autres peuples. » (p. 230).

Aux raisons politiques s'ajoutent des raisons économiques : l'heure approche où l'industrie allemande perdra peu à peu ses débouchés et sera en quête de matières premières. Partout des portes se ferment, au Transvaal comme au Maroc. Les pays balkaniques, et notamment la Roumanie, gravitent vers la Triple-Entente. La France agrandit encore son empire colonial, et les marécages congolais sont une piètre compensation. Autour de l'Allemagne, un nœud gordien se resserre, et cette sorte de nœuds ne se tranche que par l'épée. L'Angleterre continue l'œuvre d'Edouard VII ; la Russie, qui doit à l'Allemagne toute sa civilisation, a pour elle la haine du débiteur vil et sans gratitude ; en France, une tension inouïe des volontés, galvanisées par l'idée de revanche, arrive à maintenir par artifice une armée forte. Mais cette tension aboutira à un déclenchement fatal.

L'Allemagne, de son côté, ne peut compter que sur l'Autriche, dont les pays slaves et latins sont travaillés par l'argent français et le nihilisme russe. L'Italie n'est pas d'un commerce sûr. La neutralité possible de l'Angleterre, en cas de conflit, resterait menaçante ; et si elle entrait en lutte, ce serait aussitôt les affres du blocus. Ainsi, par une habile et tendancieuse peinture de l'état moral et politique de l'Europe, Liman, avec tous les théoriciens pangermanistes, achemine son lecteur à l'idée d'une guerre préventive. Comme toujours, il se réfère à des textes de Bismarck, sûr de l'impression que ces textes produisent immanquablement sur des Allemands. Le 4 novembre 1871, Bismarck répondant à M. von Hoverbeck, déclarait :

« Je crois que l'attaque défensive est une pratique courante et des plus efficace dans la plupart des cas. Pour un pays comme le nôtre, situé au centre de l'Europe et qui doit se défendre sur trois ou quatre fronts, il est très utile de suivre l'exemple de Frédéric-le-Grand qui, avant la guerre de Sept ans, n'attendit pas que le réseau préparé contre lui se refermât sur sa tête, mais le déchira par une brusque offensive. (1).

(*A suivre.*) G. BIANQUIS.

(1) Ce libellé paraît suspect à Liman à cause de la signature. Le Kronprinz signe toujours *Wilhelm* et non *Friedrich Wilhelm*.

(1) Cité p. 235.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 22 — 2e SEM. 54e ANNÉE 11-18 NOVEMBRE 1916

HOMMAGE A NOS GRANDS HOMMES

A l'un de nos collaborateurs, retour d'Amérique et professeur de français dans une Université d'outre-mer, je posais cette question : — « Est-il exact que le prestige de la France ait pris là-bas les proportions que l'on m'indique ? » Je lui citais ce trait, qui m'avait été rapporté, de certains Américains se levant dans les voitures publiques quand un Français y prenait place : — « Peut-être y a-t-il là quelque exagération, fit-il en souriant ; mais ce prestige est considérable, surtout depuis la bataille de Verdun. »

Il faut qu'il soit durable et survive à la guerre. La seule manière d'y atteindre, c'est d'apprendre à nous faire respecter — art que le Français ignore. Nous étions, nous sommes restés trop « bons enfants » : cela tient surtout à ce que nous sommes une race éminemment sociable.... à ce que nous n'avons pas suffisamment le sens de la hiérarchie nécessaire. Il faut donc que dans leurs relations avec l'étranger, les Français modifient leur attitude. Les Allemands, peuple haïssable, excellaient à se faire craindre. Il faut que les Français, nation admirable, apprennent, non pas à se faire craindre, mais à se faire respecter.

*
* *

Un des meilleurs moyens que nous en propose la période de l'après-guerre, sera d'établir de nos grands hommes une exacte « mise au point ». Assez souvent, et trop longtemps, nous avons dit du mal de nous pour ne pas maintenant tenir à préciser la vérité. En ce sens, c'est un acte patriotique que de travailler à parfaire le monument des génies authentiques qui constituèrent la gloire de la France, surtout au cours de l'âge moderne. C'est dans une telle pensée, j'imagine, que M. Moreau-Nélaton entreprit son *Delacroix* (1).

*
* *

Ce qu'il faut que l'on sache à l'étranger, c'est que, dans toute la période moderne, aucun peuple n'eut de créateurs comparables à ceux qui virent le jour sur le sol français. Quel romancier approche de Balzac ? Qui donc serait digne de délier les cordons de ses souliers ? Va-t-on dire pour cela que je suis Balzacien ? Non plus que Stendhalien ! Toute admiration exclusive devient fétichisme, partant limitation, et diminue d'autant notre vue de l'ensemble. Si pourtant le critérium du génie est la force du jaillissement créateur, quelle rivalité pourra-t-il craindre, celui-là ? A côté de lui, les autres romanciers de l'âge moderne ne font-ils pas figure de pygmées ? Lui, il a conçu le carton, il a tissé la trame de l'immense tapisserie qu'est l'Univers. Les autres n'ont travaillé qu'à telle ou telle partie, à tel personnage isolé, à tel détail. Lui seul a vu les rapports de dépendance existant entre les membres de la collectivité. Lui seul a eu l'universalité. On connaît, dans sa correspondance

(1) *Delacroix peint par lui-même*, par M MOREAU-NÉLATON, 2 volumes in-4°, avec 443 gravures hors textes. (Henri Laurens, éditeur).

avec Mme Hanska, la phrase célèbre, et qui semble d'un fol orgueil : — « Quatre hommes, en ce demi-siècle, auront eu une influence immense : Napoléon, Cuvier, O'Connel... Je voudrais être le quatrième. Le premier a vécu du sang de l'Europe, il s'est inoculé des armées. Le second a épousé le globe ; le troisième s'est incarné un peuple. Moi, j'aurai porté une société tout entière dans ma tête. » Il pressentait son destin, il avait conscience de son génie, et il disait la vérité, car il y a identité entre ses réalisations et ses ambitions.

*
* *

L'Universalité, cette marque authentique du génie, qui donc, en peinture, l'eut plus complètement que Delacroix ? Je suis reconnaissant à M. Moreau-Nélaton de raviver mes souvenirs de jeunesse et mes premières admirations. Je lui suis reconnaissant aussi de me rappeler qu'il fut un temps, lointain, hélas ! où sur les canaux de la divine Venise (1), j'errais de palais en palais et d'église en église, pour colliger les impressions et les notes qui allaient porter l'estampille de ce genre éminemment pacifique : la critique d'art. Il y a des heures où vraiment j'ai peine à me figurer qu'autrefois j'en ai fait.

Je me vois, je me verrai toujours, par ces radieux matins de mai, ouvrant, dès l'aube, les larges fenêtres de la chambre que j'occupais à la rive des Esclavons, pour assister au féerique spectacle : à ce *triomphe du Rose*, réplique au *triomphe de l'or pourpre* qu'avait été le couchant de la veille sur les Monuments des Doges, et qui me marquait assez nettement que la Beauté commande à toutes les démarches qu'inspire un tel lieu ! Puis, après avoir empli mes yeux de ce spectacle sans égal, je prenais mon carnet de notes pour y grouper mes impressions. Je vivais dans la société charmante de ces *Vierges* de Bellini et de Carpaccio, qui ne furent, somme toute, que des Vénitiennes de choix, légèrement transformées, idéalisées, et prenant l'attitude requise par leur céleste emploi..., dans la société aussi de ces enfants aux boucles blondes qui jouent du théorbe ou de la flûte à leurs pieds, en levant vers elles des yeux d'une candeur humide, et de qui les modèles se rencontrent encore à l'angle des ruelles, au lieu même où la gondole aborde si l'on s'arrête devant quelque église ! Qui nous eût dit que ces beaux lieux de rêve et de volupté pourraient devenir un jour autant de cibles aux bombardements des misérables qui ont déchaîné la dévastation sur l'Europe !

*
* *

Pour spécialisé que je fusse alors dans l'étude des maîtres du xve siècle que figuraient mes *Premiers Vénitiens*, je ne laissais pas de m'arrêter à ceux du xvie, qui avaient été mes initiateurs à la beauté italienne..., entre tous à ce Tintoret, qui toujours me parut le plus grand, plus encore que Titien, parce qu'il fut plus universel !

Si je reprends mes carnets de la vingtième année — qui, bien entendu, ne sauraient avoir aucune valeur critique, mais tout de même précisent pour moi d'intéressantes réactions — j'y trouve la trace de ma première rencontre avec ce grand homme, et je lis cette observation : Il est impossible que Delacroix ne soit pas venu ici, à cette *Scuola san Rocco*, où se trouve condensé tout le génie du maître. Et plus loin : Il y a une telle analogie entre le rendu de certaines grandes scènes de la *Crucifixion* et celui des peintures murales de Delacroix à la Chambre des Députés, au Louvre, à Saint-Sulpice, qu'il en résulte nettement que notre Delacroix est le Tintoret moderne.

De la biographie de Delacroix j'ignorais tout à vingt ans. Quelques années plus tard, je devais apprendre, par la lecture attentive de sa *Correspondance*, par la mise au point de son *Journal*, que ce frileux casanier, qui avait en horreur les déplacements, que ce célibataire endurci, qui se défiait de la Femme et de sa déprimante influence, et ne détestait rien tant que le bruit des enfants, non seulement n'avait jamais vu Venise et la Scuola, seul lieu du monde où l'on puisse juger Tintoret (1) mais aussi qu'il n'avait jamais mis le pied en Italie.

(1) Venise, disais-je alors, dans une invocation lyrique, et qui sans doute sentait sa jeunesse, chère ville de mes premières émotions, patrie élue de ma sensibilité, serait-ce pas une ingratitude suprême que de manquer à célébrer la reconnaissance qui t'est dûe ! Est-ce pas toi, glorieuse et fière cité, qui m'enseignant la vie par l'art, m'éveillas à la conscience de moi-même, et, comme des plis d'un voile brusquement entr'ouvert, fis surgir à mes yeux la Beauté Toi encore, éducatrice sans défaillance, dont les leçons m'apprirent, que par delà les préceptes morts des pédants, la vie propose de toutes parts à notre culte sa grâce éternellement jeune et changeante ! Ah ! sentir pour la première fois ces choses et avoir vingt ans ! (*Figures de Rêve... L'Art d'Emotion à Venise.*)

(1) Il existe au musée du *Prado* de Madrid, une admirable suite de Tintoret, que je n'oublie pas, bien entendu, mais qui ne saurait en aucune façon tenir la place des compositions à fresque de la *Scuola*.

Et comme cela est plus beau ! ne trouvez-vous pas ? Plus révélateur d'une originalité créatrice que je n'osais alors soupçonner ! Car si Delacroix, à l'exemple de tant d'autres peintres, était venu à Venise, s'il y avait étudié, prenant des notes, copiant des esquisses, on eût pu dire sans doute : « Voilà le second, le « brillant second » du plus grand des fresquistes italiens ! Voilà le Tintoret français ! » Mais que, par la simple identité du génie, par cette sorte de communion à distance qui fait que dans l'ordre idéal deux équivalences se puissent manifester, ces deux hommes se soient compris sans se connaître, tel est le miracle du *Don*, et qui vient confirmer la plus chère de nos théories : En art, savoir n'est rien, sentir est tout !

*
* *

Ce que fut la sensibilité imaginative de ce grand artiste, les deux volumes de M. Moreau-Nélaton : *Delacroix peint par lui-même*, nous donnent le moyen d'en juger par l'abondance de la documentation et par l'importance de l'illustration. Plus de 800 reproductions d'esquisses et de tableaux, depuis les simples études d'atelier jusqu'aux vastes compositions à fresque du Louvre, du Sénat, du Palais-Bourbon, de Saint-Sulpice, font défiler sous nos yeux les réalisations d'un génie dont il faut, pour trouver l'analogue — disons-le à la gloire de la France, — remonter jusqu'aux plus illustres de la patrie des arts plastiques... notre sœur latine l'Italie ! Delacroix, répétons-le, c'est notre Tintoret, un Tintoret d'autant plus glorieux qu'il se manifesta solitaire, non point entouré, comme le maître de la *Scuola*, par tout un collège d'artistes formant école et constituant une tradition pour lui donner un point d'appui. Il fut *lui-même*, autant qu'un artiste peut l'être, car toujours en art, comme pour le reste, on est fils de quelqu'un... Mais celui-là, moins que tout autre, est de ceux que puisse revendiquer une paternité spirituelle. Il serait facile de montrer qu'il n'y en eut point de plus original, ni de moins influencé. Pour tout créateur de qui l'on peut, en un coup d'œil d'ensemble, embrasser la biographie, notre admiration se doit mesurer aux efforts qu'il eut à faire, c'est-à-dire à la résistance du milieu, d'autant plus âpre que le génie est plus nouveau. Tel fut le cas de Delacroix (1), et voilà pourquoi il nous apparaît si grand..., car si ses illustres prédécesseurs Italiens, si les fresquistes de Florence, de Rome et de Venise, n'eurent qu'à paraître, tenant leur palette à la main, pour trouver un milieu favorable à leurs créations, si la vie en Beauté qu'était la Renaissance et même la période antérieure du XVe siècle, leur était comme un terreau sans égal où se concentrent les sucs végétaux propres à l'épanouissement de cette floraison magnifique de l'art, que penser et que dire de celui qui fut l'égal de ces grands hommes, tout en luttant, lui chétif de santé, fort de sa seule essence spirituelle, contre une société où lui étaient hostiles presque toutes les conditions de vie !

*
* *

A mesure que les années s'écoulent et que cette figure prend, à la faveur du recul, son relief et son vrai sens, Delacroix s'affirme à son rang, non seulement comme le plus grand peintre du XIXe siècle, mais aussi comme le plus grand artiste de la période moderne..., mieux encore, par la diversité de ses vues et l'étendue de sa compréhension, comme un des plus riches cerveaux de l'humanité, bref, comme un *authentique* grand homme, alors qu'il en existe tant de *faux* et de truqués ! De cela, je me rappelle avoir eu l'intuïtion lorsque, préfacier de vingt-cinq ans, je feuilletais avec ivresse les pages inédites du *Journal*. Mais qu'étais-je, à cette date, pour faire justice à un tel sujet ! Je n'avais pour moi que ma bonne volonté et l'admiration, le culte de la grandeur spirituelle (1), ce qui est bien quelque

(1) Il n'y a pas de cas, qui plus énergiquement que celui de Delacroix, donne un démenti à la théorie de Taine, touchant l'influence du *milieu* sur les grands créateurs.

(1) Je me rappelle combien j'avais été ému par cette noble profession de foi du maître vieillissant, déjà touché par la maladie, et qui donne la mesure de son âme stoïcienne : — « J'ai commencé cette année (1861) en poursuivant mon travail à l'église. Je n'ai fait de visites que par cartes, qui ne dérangent point, et j'ai été travailler toute la journée. Heureuse vie ! Compensation céleste de mon isolement prétendu ! Frères, pères, parents de tous les degrés, vivant ensemble, se querellent et se détestent plus ou moins, sans un mot que trompeur. La Peinture me harcèle et me tourmente, de mille manières à la vérité, comme la maîtresse la plus exigeante. Depuis quatre mois, je fuis dès le petit jour et je cours à ce travail enchanteur, comme aux pieds de la maîtresse la plus chérie. Ce qui me paraissait de loin facile à surmonter me présente d'horribles et incessantes difficultés. Mais d'où vient que ce combat éternel, au lieu de m'abattre, me relève, au lieu de me décourager me console, et remplit mes moments quant je l'ai quitté. Heureuse compensation de ce que les belles années ont emporté avec elles ; noble emploi des instants de la vieillesse qui m'assiège de tous côtés, mais qui me laisse pourtant la force de surmonter les douleurs du corps et les peines de l'âme ! »

chose, mais ne saurait suffire. Dieu merci, j'avais eu d'illustres prédécesseurs, et le plus qualifié de tous, le maître incomparable en critique d'art, Baudelaire, qui avait dressé au grand artiste un monument immortel, auprès de quoi l'airain médiocre et prétentieux de Dalou apparaît une matière friable dont le temps aura raison. M. Moreau-Nélaton appelle de ses vœux, en conclusion de son ouvrage, l'écrivain qui élèvera à la mémoire de Delacroix le monument vraiment digne de lui. Souhait superflu ! le monument existe : c'est le morceau fameux de l'*Art Romantique : L'Œuvre* et la *Vie d'Eugène Delacroix*, que nul ne dépassera par la profondeur des vues et la beauté de l'exécution littéraire. De qui donc M. Moreau-Nélation attend-il cet effort ? Serait-ce des érudits, race odieuse qui ferait détester le savoir, s'il dépendait d'eux seuls ? des conservateurs de musée, spécialistes encore plus étroits, « bésiclards » qui grattent les vernis, s'acharnent sur les dates, qui ont renchéri dans la critique sur le genre ennuyeux et maçonnent leurs ouvrages à la manière allemande ? Double catégorie de manœuvres qui n'ont rien à voir avec l'art, bureaucrates prédestinés aux « cartons verts », et non à la contemplation du Beau ! Baudelaire fut le critique génial et bien *français* de ce grand artiste *français*. Inclinons-nous devant l'un et l'autre, et rendons grâce à la patience, à la bonne volonté de M. Moreau-Nélaton qui sut grouper et présenter l'illustration indispensable à la pleine compréhension de son sujet !

PAUL FLAT.

JEANNE D'ARC DANS LA FICTION ET DANS L'HISTOIRE (1)

II. — L'HISTOIRE.

Notre XIXe siècle, si grand par l'épanouissement de ses écrivains, les découvertes de ses savants, l'intensité de sa vie intellectuelle, a été surtout le siècle de l'histoire. Et c'est en cela encore qu'il fut celui des résurrections et des réparations. Du passé, l'érudition avait recueilli, rassemblé les débris épars : le romantisme les anima de son souffle. Erudition et romantisme s'emparent de Jeanne. En 1846, Quicherat publie les pièces de son procès. Quelques années après, Michelet lui consacre les pages peut-être les plus émouvantes et les plus vraies de son œuvre. Jeanne nous est rendue... Non par la divination des poètes. Il est curieux, en effet, que ni Hugo, ni Lamartine, ne se soient occupés d'elle. Mais que nous importe ! L'histoire est l'unique épopée qui réussisse à nous la révéler. Nulle part, nous ne pourrons mieux la voir, l'entendre, nous associer à sa vie comme à sa mort. Par l'histoire, la Sainte se communique à nous. Seule, la réalité avait le pouvoir de créer un culte, parce que, seule, elle nous a découvert ce que fut la vierge « lorraine » : l'expression complète de notre idéal national, chrétien et humain.

Si, comme au XVe siècle, à toutes les heures sombres de sa fortune, la France s'est retournée vers la libératrice, c'est que nulle n'a donné une forme plus pure à l'amour de la patrie.

Rappelons-nous dans quel temps, dans quel milieu elle apparaît. Jamais jours plus tristes n'avaient lui sur la nation. Tout semblait perdu. L'Anglais maître de la capitale, la moitié de nos provinces, Normandie, Maine, Guienne, sous le joug, l'invasion formidable avance toujours et menace de son flot les marches de Lorraine ou les rives de la Loire. Orléans résiste. Pour combien de temps ? Et si Orléans est pris ?... Puis, dans cette France mutilée, au petit roi de Bourges qui l'incarne, quels concours, quel pouvoir sont assurés ? Une Bretagne insoumise, une Bourgogne hostile, unie à l'Anglais pour le partage du royaume et l'usurpation du sceptre, un souverain sans prestige, sans argent, sans armées, entouré de louches intrigues ou d'obscures trahisons, partout le désordre et l'anarchie, les villes livrées aux querelles de partis ou aux conflits de région, et dans ce naufrage de l'esprit public où n'émerge que l'âpre recherche des intérêts privés, chacun songeant à soi, négociant pour soi, s'il le faut, avec l'ennemi, tel est le spectacle qu'offre, en 1429, le royaume de Saint-Louis et de Charles V. La France se dissout. Il semble que le ciel se soit fermé à toute espérance et que la nation, comme la dynastie, n'ait plus, inerte et résignée, qu'à subir son sort.

C'est à ce moment même que Jeanne apporte la délivrance, et qu'elle rend au pays, avec la promesse du salut, la conscience de son unité.

Certes ! nous ne croyons pas que le patriotisme soit né avec elle. La France n'avait pas attendu le XVe siècle, pour avoir le sens de son individualité propre, le culte de son passé, l'intuition de son rôle et de ses destinées. Mais, il faut analyser le patriotisme de Jeanne, pour mieux comprendre en

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 21, 1916.

quoi il devance celui de son époque et prépare le nôtre. De quoi donc est-il fait ? Quels enseignements nous donne-t-il ?

Une immense pitié d'abord : cette pitié dont elle a parlé elle-même, « qui est au royaume de France ». Enfant, elle a entendu les récits de l'atroce guerre. Provinces saccagées, villages incendiés, églises pillées, vieillards, femmes, jeunes gens massacrés, outragés, captifs, toutes ces scènes que colportent les messagers ou les fuyards lui ont appris ce qu'était l'invasion étrangère. Et à son tour, elle a partagé ces angoisses. En 1428, à la suite d'une alerte, il a fallu fuir : revenus à Domrémy, ses parents n'ont plus trouvé qu'un village détruit et une église déserte. Ainsi, dès sa jeunesse, elle écoute, elle voit, elle comprend. Fille du peuple, elle songe aux misères du peuple, à ces petits, à ces faibles, à ces misérables qui lui feront cortège, à ce « sang de France » odieusement répandu. Elle sait tout ce que contient ce mot : la délivrance. Impression physique, émotion morale, voilà le premier élément de son patriotisme. Jeanne veut sauver la France pour lui permettre de vivre et de se reconstituer.

Mais cet élément n'est pas le seul. Jeanne voit de plus haut et de plus loin, et dans cette œuvre libératrice, ce qu'elle revendique encore, c'est un *Droit*.

Le Droit ? où était-il alors ? Et dans cette tourmente où s'effondraient les idées et les hommes, dans quel parti, dans quels rangs ? Lancastre ou Valois ? Henri VI ou Charles VII ? Le roi de Bourges était-il même le fils du malheureux fou qui venait de s'éteindre ? En reconnaissant le petit prince anglais qui réclamait le trône, le Parlement, l'Université de Paris, gardiens, l'un de la justice, l'autre de la doctrine, n'avaient-ils point consacré ce doute et légitimé l'usurpation ? — Que les juristes, que les théologiens ravaudent leurs syllogismes qu'ils couvrent d'un masque légal l'arbitraire de la conquête ! Jeanne, elle, n'a pas besoin de livres pour choisir. Cette âme simple et forte va droit à celui dont la cause est celle de la France. Entre ces prétentions diverses, elle reconnaît son titre, comme elle le retrouve lui-même, à Chinon, dans la foule des courtisans où il se cache. L'héritier légitime en qui se résume l'histoire, l'indépendance, le génie de notre France : le voici. Et sa mission est de le proclamer d'abord. Elle le rejoint ; elle le rassure sur sa naissance : elle le conduit à Reims, et quand, décidément, l'onction divine a témoigné devant le monde chrétien de sa légitimité, c'est en pleurant qu'elle lui rend hommage et embrasse ses genoux. Elle sait bien qu'une partie de la tâche est terminée, et qu'en affirmant le droit royal, du même coup, elle certifie celui de la nation.

A l'héritier, en effet, l'héritage. La France n'appartient qu'à son souverain, et en lui, par lui, qu'à elle-même. A cette indépendance souveraine, pas de réserves. Que les « politiques », plus ou moins acquis à la cause de Bourgogne, imaginent, à force de tractations, de concessions, obtenir la paix ! Il n'y a pas de paix possible, tant que le « droit » reste violé, comme le territoire envahi. Cette « pastourelle » a compris que la force seule aurait raison de la force. Elle n'entend déposer les armes que quand l'œuvre de restitution sera accomplie. Dieu est avec elle, puisque la guerre est juste. Ecoutez sa sommation célèbre à Bedford : « Roy d'Angleterre et vous, duc de Bethforts, qui vous dites régens le royaulme de France...,faictes raison, au Roy du Ciel, de son sang royal : rendés à la Pucelle cy envoiéé de par Dieu..., les clefs de toutes les bonnes villes que vous avés prises et violées... Elle est ayci venue de par Dieu... pour réclamer le sang royal : elle est toute preste de faire paix, si vous luy vollés faire rayson...Se ainssi ne le faictes, je suis chief de guerre, et en quelque lieu que je atteindré vous gens en France, je les en feray aller, et se ne veullent obéir, je les ferai toulx mourir, et, si ils veuillent obéir, je les prendray à mercy... Et naies point en votre opinion que vous ne teniés ainssi le royaulme de France, de Dieu...Ainsi le roy Charles, vray héritier. Et crois fermement que le Roy du Ciel enverra plus de force à la Pucelle que vous ne lui sauriés mener de toulx assaulx à elle et à ses bonnes gens d'armes ; et adonc verront lesquielx auront meilleur droit de Dieu... ou de vous. »

Ainsi, pas de paix anglaise. Avec l'ennemi, un seul dénouement possible : son départ. L'unique moyen de sauver le royaume est de le reprendre. Et cette attitude qu'elle a prise, dès sa marche sur Orléans, elle la gardera jusqu'à la fin. Elle presse, elle supplie, elle entraîne. Elle pousse le roi vers Reims ; de Reims, elle fonce sur Paris, sentant bien que, Paris enlevé, la France suivra. Abandonnée, sacrifiée alors à des intrigues de cour, elle combat toujours. Elle se jettera dans Compiègne, dont la résistance désespérée déjoue les calculs du parti de la Bourgogne. « Bouter hors les Anglais », voilà le mot d'ordre. — Et pas davantage de paix bourguignonne, sinon « avec la pointe de la lance ». Elle sait ce que vaut le duc félon qui entend faire payer à prix de villes ou de provinces, son concours suspect. En face du droit royal, lui n'a qu'un devoir : l'obéissance. Que Char-

les VII soit fort pour négocier. L'Anglais vaincu, Bourgogne sera souple. Le sentiment profond de l'inflexibilité du droit donne à Jeanne une clairvoyance supérieure à celle des diplomates et des hommes d'Etat. Elle seule est armée contre ces perfidies qui prêtent la main à la violence, parce que, seule aussi, elle a conscience de la cause qu'elle sert, cause supérieure aux intérêts particuliers, aux accords individuels, à la paix même, qui est l'existence et l'indépendance de son pays.

A cette notion se rattache un dernier trait de son patriotisme. Il est le sentiment de l'union qui doit souder les uns aux autres tous les fils d'une même famille. Le « sang de France » ! Comme en cette formule se résume pour elle tout ce qui crée une patrie : hérédité, souvenirs, langue, territoire ! Mais l'union ne se fait que par le sacrifice. Et c'est pour l'accomplir qu'elle-même s'immolera toujours.

La vie de cette messagère de Dieu n'est qu'un renoncement. Elle se soumet, à l'appel des voix qui commandent, et c'est sans regrets, sans crainte, qu'elle part et se dérobe à la tendresse des siens. Elle se soumet, pour obéir au roi qui décide, même contre toute raison, la levée du siège de Paris et l'inaction de ses troupes ; et elle n'abandonnera pas le prince qui l'abandonne. Elle se soumet encore, lorsque pour sauver Compiègne, elle se jette dans la ville où elle sait qu'elle sera prise. Et ce détachement d'elle-même, quelle plus grande preuve a-t-elle donnée, sinon dans ce procès où elle ne songe qu'à défendre son souverain comme sa mission ! Jeanne s'est sacrifiée jusqu'à la mort. Mais si grande est aussi la vertu du sacrifice qu'elle se communique. Jeanne a suscité, purifié, groupé toutes les énergies viriles de son pays. Abattue par les factions, piétinée par les particularismes locaux ou les ambitions individuelles, la France se relève.

Sa voix, Jeanne a parlé : les cœurs se rapprochent, unis désormais dans une vision commune, un même élan d'espoir et d'action.

Elle fait l'union à la cour. Placée elle-même au-dessus, en dehors des partis (comme ils se vengeront plus tard !) elle en impose à ces conseillers rivaux, jaloux les uns des autres, qui lui remettent le soin de l'armée et marchent à sa suite. Richemont est rappelé et vient mettre son épée au service du royaume. Il ne tient pas à elle que le Bourguignon ne se réconcilie. Elle s'adresse directement au duc : elle le convie au sacre. Elle lui écrit pour l'inviter à la paix, mais la paix loyale. Elle le supplie à « mains jointes ». Il ne faut plus que le sang de France soit divisé : « Pardonnez-vous l'un à l'autre, de bon cœur, entièrement, ainsi que doyvent faire loyaulx chrétiens... » Et si ces féodaux aiment, veulent la guerre, tous à la Croisade ! — Cette union, elle l'accomplit encore dans le pays. Pour la première fois, paysans, ouvriers, bourgeois, ont un idéal qui les assemble. Plus d'Armagnacs, de Bourguignons : un seul cri de ralliement : France ! Rivalités, querelles, intérêts, se fondent dans un culte supérieur : celui de « l'angélique ». Les foules acclament son nom. On prie pour elle dans les églises : on brûle des cierges en son honneur ; des femmes, des enfants, des hommes d'armes portent son image. Gentilshommes, roturiers, manants, accourent de tous côtés pour s'enrôler dans l'armée royale; jusqu'aux petits-fils de Duguesclin qui viennent la rejoindre. Jeanne peut disparaître. L'heure de la délivrance nationale sera ci est proche. Moins de quatre ans après sa mort, la paix avec la Bourgogne va refaire l'unité française. Ce réveil d'une nation, voilà le grand miracle. Devant la force du mouvement, les Anglais, pris d'épouvante, crient au sortilège. Leurs armées s'enfuient ; leurs mercenaires refusent de se battre. Jeanne ne libère pas seulement le sol, mais les âmes. Elle fait plus que reconquérir le sol : elle rend à la France le sentiment de son unité comme de sa destinée.

Ange du patriotisme, Jeanne est aussi une des saintes de la religion. En elle, à l'idée nationale, s'unit l'idéal chrétien.

Ecoutons les témoignages de ceux qui l'ont connue : « Dans sa vie, on ne trouve que bien, humilité, virginité, dévotion, honnêteté, simplesse... » Cette fille des champs qui sait à peine signer son nom, qui n'a jamais appris que les prières tombées des lèvres de sa mère, s'élève d'un bond aux sommets de la vie spirituelle. Dès son enfance, elle aime à porter des fleurs, à faire brûler des cierges dans son église. Plus tard, elle gardera dans la vie des camps, ce goût de la dévotion et de la prière. Chaque soir, à l'heure des vêpres, elle va s'agenouiller dans une chapelle et fait sonner les cloches. Les moines qui la suivent chantent, à sa demande, des antiennes à la Vierge. Et partout où elle le peut, de préférence dans les couvents de ces ordres mendiants qui lui sont chers, elle se mêle aux enfants qui vont recevoir l'Eucharistie et communie avec eux. Mais ces actes intérieurs ne sont que l'épanouissement de sa vie intime. Il faut pénétrer dans cette âme, si simple, si sincère dans les déclarations qu'elle sait, ou plutôt qui lui échappent, pour comprendre quelles furent l'intensité, la profondeur de sa foi. Elle est en commerce intime avec le Ciel, en communion avec le divin. Dieu seul domine sa vie. Pensées, affections, vouloir, tout remonte à cette source. Elle lui voue sa

virginité : étant pure, elle se sent forte. Elle lui remet le royaume ; Dieu saura défendre son bien. C'est en son nom qu'elle entraîne ses troupes et somme l'ennemi. Le Christ est peint sur son étendard, et *Jhesus-Maria* est sa devise. Soumission parfaite à la volonté divine. « Tout ce que je fais, je le fais par ordre de Dieu, et s'il me disait de faire, je ferais, parce que c'est son ordre. »

Humilité et obéissance, sa foi est encore conséraduit. « Je me confie du tout à Dieu mon créateur, et je l'aime de tout mon cœur... » Confiance et amour. Ecoutez par quels accents, elle tout son cœur !... Oui, c'est bien son cœur qui prie, à toute heure, en toute circonstance, quand elle veut savoir, quand elle doute, quand elle souffre. Dans l'odieux procès où elle est privée de tout secours, abandonnée, livrée à elle seule, cette enfant se défend, lutte, attaque, parce que jamais peut-être, elle ne s'est sentie plus près du Dieu qui la console et qui l'inspire. « Mon très doux Dieu, en l'honneur de votre Passion, je vous requiers que, si vous m'aimez, vous me révéliez ce que je dois répondre à ces hommes d'Eglise... » Ces réponses, relisez-les, et demandez-vous si, après l'Evangile, il est sorti plus belles paroles de lèvres humaines. En vérité, Dieu ne l'a pas abandonnée dans la mission, dans le martyre, comme dans l'accomplissement.

Jeanne n'eut-elle été que cette âme sainte, rien ne l'eût distinguée de toutes ces grandes et héroïques figures de vierges que l'Eglise propose à notre vénération. Mais cette voyante est aussi une guerrière. Et c'est en cela qu'elle est à part. Elle a porté dans les combats, toutes les vertus de son cœur et tous les enseignements de sa foi.

Il y a un droit chrétien, une conception chrétienne de la guerre. — La guerre est un fléau : la guerre est un châtiment, le déchaînement de Satan et l'œuvre du péché. Mais si, comme le péché, elle est inévitable, comme le péché aussi, elle est un mal qui doit être combattu et qui peut être limité. La grande parole des béatitudes ne fut pas prononcée en vain. Et telle a été la vertu souveraine de l'Evangile que si l'homme n'a pu supprimer la guerre, il s'est fait gloire, au moins, de chercher à l'adoucir. Ainsi, sur le principe de la fraternité évangélique, se constituait peu à peu toute une doctrine destinée à enchaîner la guerre. L'antiquité, la barbarie, l'avaient conçue, inexorable, atroce. Villes détruites, populations égorgées, réduites en esclavage, vie, honneur, biens des vaincus à la merci des vainqueurs, cette loi de la force dominait tout. Saint Augustin élève la voix. Il recommande l'humanité, la modération, dans la lutte comme dans la victoire : « Sois pacifique, même en combattant. » A leur tour, rois et féodaux n'avaient vu dans la guerre qu'un jeu, le développement de leurs instincts de domination, de brutalité, de rapine. Saint Thomas lui applique les lois de l'équité. Respect aux traités. Pas d'agressions injustes. La guerre n'est légitime que quand elle défend une liberté ou protège un territoire. La mise à mort d'un ennemi désarmé ou prisonnier est un homicide. Ne disons plus que le droit de la guerre est précisément d'être au-dessus du droit. — Principes essentiels que votre grand théologien, Suarez, reprendra plus tard, et qui fourniront le premier Code de cette législation internationale que réclame la conscience des peuples. Ces principes, au xve siècle, Jeanne les a entrevus, proclamés et appliqués.

Il suffit de lire les chroniques, de voir les miniatures, pour se rendre compte des atrocités de cette époque. Etrangère ou civile, la guerre n'est qu'une extermination. Et dans cette longue suite de destructions, de crimes, de massacres, aucune passion noble, aucune idée élevée. Entre ces hommes de proie qui dépècent le royaume, nul autre principe que la loi du plus fort. — Avec Jeanne, la guerre redevient ce qu'elle n'eût dû cesser d'être, une œuvre de justice. L'épée n'est tirée qu'au service du bien : c'est la violence qu'elle repousse, comme le droit qu'elle délivre. Si l'Anglais ouvre ses serres pour rendre sa proie, la Pucelle sera prête à faire la paix. Ainsi point de guerre illégitime. Et encore, pas de guerre inhumaine. L'armure blanche qu'elle porte, les colombes que l'imagination des foules voit voler à ses côtés, sont le symbole de sa douceur. Elle sauve des prisonniers ; elle pleure sur des ennemis morts. Les villes qui se rendent ont la promesse d'être épargnées, comme les blessés qu'elle recueille, la certitude d'être traités avec miséricorde. Elle-même se refuse à verser le sang. Elle ne combat qu'avec son étendard et peut, devant ses juges, se rendre le témoignage qu'elle n'a jamais tué personne. L'héroïque enfant ne se sert pas de son épée pour se défendre. Même dans la mêlée, elle reste tout esprit; ses mains sont pures comme son âme. Elle avait entendu obéir à Dieu en prenant les armes, c'est toujours Dieu qu'elle glorifie, demeurée « pacifique en combattant ».

Et enfin, par son mysticisme, Jeanne représente l'idéal *humain*, tel que nous, Latins, avons eu l'honneur de le concevoir.

Cet idéal, il se retrouve dans la nature même de son inspiration.

Que cette enfant se soit crue inspirée, qu'elle

ait entendu des voix et reçu d'elles un ordre qui décide de sa vie, sur ce fait, aucun doute n'est possible. Il n'en est pas qu'elle ait affirmé avec plus de force et plus de sincérité. Elle se dit envoyée de Dieu pour sauver la France. Cette volonté divine, elle ne la connaît point seulement par l'élan intérieur, ces mouvements profonds et cachés qui soulèvent les grandes âmes. Elle entend et elle voit. Les Saintes qui lui parlent, l'environnent de leur lumière, comme elles la frôlent de leur corps céleste. « Va, fille, Dé, va, va... » Ces apparitions, Jeanne ne cessera d'en témoigner. Elle les révèle au roi. Elle les confessera devant ses juges. Comédie infâme que sa rétractation ! Nous savons aujourd'hui que la victime n'abjura rien, qu'elle n'eut même pas cette faiblesse, si naturelle pourtant, ce fléchissement de l'être qui, à dix-neuf ans, veut désespérément sauver sa vie. Et elle meurt, en proclamant ses voix devant l'histoire : « Mes voix ne m'ont pas trompée. » — L'histoire, à son tour, ne peut nier, même si elle ne l'explique pas, la réalité de cette inspiration. Jeanne d'Arc restera une des grandes voyantes qui aient guidé les hommes. Mais ce mysticisme que vaut-il ?

Je ne dis pas que le mysticisme soit un état d'âme propre aux peuples latins. L'Allemagne a eu ses mystiques, comme sa mystique. Ce que je retiens seulement, c'est un fait, et ce fait, le voici. Si le mysticisme n'est le privilège ni d'une race ni d'une époque, nulle part, du XIIIe au XVIe siècle, son éclosion n'a été plus grande que dans les trois peuples de l'Occident : France, Italie, Espagne. Comme Jeanne d'Arc, François d'Assise, Catherine de Sienne, Vincent Ferrier, Gerson, et, après eux, votre admirable Sainte Thérèse, lui appartiennent. Et ce que je voudrais dire encore, c'est qu'en comparant le mysticisme des peuples latins, catholiques, au mysticisme allemand, tel surtout que la religion nationale du germanisme l'a constitué, on voit aisément quelles différences profondes les séparent et les opposent.

Et assurément, tous deux sont un principe d'action: tous deux, une forme de vie plus haute, une exaltation de la nature. Combien contraires, cependant, dans leur essence et dans leurs effets ! L'un immole notre personnalité, lui substituant l'être même de Dieu qui opère en nous, et supprime la nature pour la régénérer. L'autre transforme, élève, purifie l'individu sans le détruire, et à l'action de l'homme ne fait qu'incorporer l'action divine. L'un, proclamant la certitude unique de la foi, nie toute valeur à l'esprit humain, et l'asservit, impuissant, inerte, au joug d'une vérité incompréhensible qui s'impose. L'autre, respecte la raison dans les erreurs de la raison même, et confiante dans sa dignité, ne lui rappelant que sa faiblesse, l'invite à chercher, à atteindre une vérité qui s'offre. L'un nous refusant tout pouvoir de faire le bien, toute volonté pour le poursuivre, repousse notre libre arbitre et le prix inestimable de l'effort; l'autre, cultive, affermit notre liberté pour lui permettre de mériter et accroître la grâce. Ici, une contrainte, là, un secours; ici, un mécanisme, là une coopération. Ici, une mystique créatrice d'orgueil, celle d'un Luther, d'une philosophie qui fait de certains individus, de certains peuples, des prédestinés, des élus, à qui tout est permis, puisqu'ils sont, en quelque sorte, Dieu même se réalisant dans l'homme ; — là, au contraire, la mystique d'un Saint François, d'une Sainte Thérèse, tendre, passionnée, fleur d'amour et d'humilité, puisque dans ce contact avec Dieu, ces grandes âmes se sentent toujours humaines; au rayonnement de sa lumière, elles peuvent entrevoir les splendeurs de l'Infini, elles n'en contemplent pas moins leur propre faiblesse, et gardent leur liberté même en l'immolant.

A quelle famille appartient notre Jeanne ? Nous le savons bien. Sous cette action d'En Haut qui la dirige, la réconforte et la console, survit son caractère propre. Voyante et inspirée, elle reste une fille de son siècle et de son pays.

Telle elle nous apparaît par ses qualités d'action. Si elle obéit à une volonté supérieure qui la pousse, elle sait aussi que Dieu n'aide que ceux qui s'aident. « Vive Labeur ! », voilà bien son emblème, et ce qu'elle prêche autour d'elle, c'est l'effort. Au duc d'Alençon, ce conseil charmant : « Gentil duc, en avant : œuvrez et Dieu œuvrera ». A ses hommes d'armes, ce mot d'ordre : « Les guerriers combattront ; Dieu donnera victoire... » Elle-même donne l'exemple. Rien de passif dans sa conduite : l'action, plus encore que la parole, est, à ses yeux, la grande entraîneuse des foules. Que les prêtres prient !.. Elle se bat. Il fait beau à la voir, quand on met « gens à l'ordonnance, et si l'on crie à l'armée, la plus diligente et la première ». Toujours au danger : à Orléans, à Paris, à Compiègne, à l'assaut comme à l'attaque. Blessée, elle se relève, et il faut l'emporter du champ de bataille. Prisonnière, elle veut s'échapper : elle se jette du haut de la tour de Beaurevoir, au risque de se briser les reins. Ecoutez-la haranguer ses troupes. « Hardiment... Ils sont pris... » Bravoure, spontanéité, audace, c'est là toute notre Jeanne d'Arc. Qualités françaises, s'il en fût, et qui sont aussi les vôtres. Elle est le premier des chevaliers. Elle est un chef.

Cette individualité, nous la retrouverons encore dans sa nature intellectuelle. Rien en elle de l'exaltée morbide ou de l'automate fanatique, que le rationalisme s'est plu à inventer. Cette inspirée délibère et réfléchit. Elle garde sa volonté comme sa raison. Si elle finit par obéir à ses voix, c'est après avoir, dans le secret de son cœur, pesé la valeur de leur message. Ses saintes pourront lui donner des directions générales, c'est en elle-même qu'elle trouve les moyens. Avec quel art, elle discute les plans de guerre, propose un ordre de combat, les vieux capitaines en sont émerveillés. Avec quelle finesse, quelle sagesse, elle répond à ses juges, ces légistes ne peuvent le comprendre. « Femme subtile ! », s'écriera l'un d'eux. Seule devant des docteurs, des casuistes, rompus à toutes les roueries de la procédure, elle leur tient tête, les déroute, les confond, arrachant parfois un cri d'admiration à ceux qui l'écoutent. Et dans cette âme virginale, quel enjouement et quelle gaieté ! On connaît quelques-unes de ses saillies. A Poitiers, au docteur limousin qui l'interroge, en bredouillant, sur la langue que parlent ses voix : « Meilleure que la vôtre. » — Au roi, qui vient de lui remettre sa couronne qu'elle consacre à Dieu : « Voilà le plus pauvre gentilhomme de tout le royaume ». — Dans ce procès inique de Rouen, c'est encore par la raillerie qu'elle saura se défendre. De quelle verve, elle renvoie à leurs livres ces pédants qui veulent légalement la déshonorer... Dans l'inspiration de Jeanne fuse toute sa jeunesse : cette jeunesse qui lui remonte au cœur, dans ce dernier sursaut d'épouvante et d'angoisse qu'elle ressent, comme le Christ, devant la mort.

*
* *

Catherine de Sienne, Jeanne d'Arc, Thérèse d'Avila... Vous me permettrez d'unir, dans une même pensée, dans un même culte, ces trois grandes inspirées qui, à la fin du Moyen-Age, se sont levées à l'horizon de l'histoire. Sous leur aspect particulier, dans une condition différente, une destinée dissemblable, nous retrouverons les traits communs de leur caractère. Ces traits, elles les empruntent à leur foi, à leur génie, à leur race. Voilà pourquoi ces sœurs en sainteté, si expressives qu'elles soient de leur pays, ne sont pas seulement un symbole national.

Que pour nous, Français, Jeanne le soit devenue, que dans nos églises comme dans nos chaumières, son image soit vénérée, comment s'en étonner? Dans l'immense saignée où coule « le sang de France » dans cette lutte déchaînée par la violence et l'injustice et où se jouent nos destinées, une fois de plus, nous nous tournons vers elle. Qu'elle nous apprenne encore, la sublime enfant, ces vertus qui ont sauvé nos pères : le courage, la confiance, l'union ! Qu'elle redevienne pour nous l'ange tutélaire et bon, abritant nos deuils, nos espoirs, nos colères, sous ses ailes... Mais nous ne la réclamons plus pour nous seuls. Jeanne appartient encore à tous les peuples, à la « catholicité », — et, j'ose dire, non seulement à cette Eglise visible qui l'a mise sur ses autels, mais à toutes les âmes qui communient dans un même culte de la justice, de la vérité et du sacrifice. Qu'à celles-là, d'où qu'elles viennes et quelles qu'elles soient, notre Jeanne reste chère ; que sa mémoire les concilie à notre cause. Car elle aussi, contre les divinités de chair et de force qui oppriment le monde, elle fut le témoignage de « l'esprit » comme sa victoire. L'humanité n'aura jamais assez d'hommages pour la petite Française qui l'a représentée, et la représentera toujours, dans ce qu'elle a de plus touchant, de plus héroïque, de plus pur, et pour tout dire, d'éternel.

IMBART DE LA TOUR.

L'ORGANISATION ALLEMANDE ET LE PROBLÈME ALIMENTAIRE

Les Allemands ont la prétention d'être le peuple organisateur par excellence. « Nous sommes, disent-ils, si bien organisés à tous égards que nous ne pourrons jamais être vaincus. »

Il est certain que l'importance des questions d'organisation grandit à mesure que se prolonge le formidable conflit qui couvre l'Europe de ruines et de deuils.

Les Allemands s'étaient préparés sans doute avec soin, mais ils ne supposaient pas que la guerre deviendrait essentiellement une guerre d'usure. Ils ont dû faire de grands efforts pour s'adapter aux nécessités nouvelles.

La tâche était ardue : l'Allemagne ne peut subvenir aux besoins de tous ses habitants. C'est à peine si, dans les meilleures années, elle peut en nourrir 50 millions. Et au moment où la guerre a éclaté, elle en avait plus de 69. Elle achetait au dehors ce qui était nécessaire pour un tiers environ de ses enfants, et c'était une grosse dépense : deux milliards et demi ou 3 milliards de marks tous les ans.

Bien que les pays neutres aient continué, depuis le début des hostilités, à faire beaucoup d'envois, l'Allemagne est très gênée. Le blocus, dont on s'était d'abord moqué, s'est peu à peu resserré. Ce ne sont pas les sous-marins, quand même plu-

sieurs d'entre eux parviendraient encore à traverser l'Atlantique, qui suffiraient au ravitaillement.

La situation est d'autant plus grave que l'année 1915 a été mauvaise. On ne le disait pas, il y a un an, pour ne pas effrayer, on le dit aujourd'hui très haut pour expliquer que si l'Allemagne a pu néanmoins résister, pendant la seconde année de guerre, elle sera en meilleure situation pour le faire pendant la troisième. La récolte de l'année 1916 fut très supérieure à la précédente.

On a 7 millions de tonnes de céréales de plus. Les arrivages de la Roumanie manquent, il est vrai, mais ce pays n'avait livré, en somme, qu'un million et demi de tonnes. On a donc, en définitive, 3 millions et demi de plus que l'an dernier ; aussi le pain est-il meilleur, les rations ont pu être un peu augmentées. On a promis d'allouer 500 grammes de supplément par semaine aux ouvriers occupés à des travaux pénibles. La récolte en avoine étant particulièrement satisfaisante, on fait une certaine consommation de farine d'avoine. C'est, dit-on, une nourriture excellente pour les enfants, les malades, pour ceux qui ont l'estomac fatigué !

En ce qui concerne la viande, il faut s'imposer beaucoup de privations. Les Allemands étaient de gros mangeurs de viande : ils en consommaient en moyenne plus de 52 kilogs par personne et par an (charcuterie non comprise). Leur consommation s'est abaissée à 13 kil. On ne reçoit plus que 250 gr. par personne chaque semaine. Et encore n'arrive-t-on pas toujours à ce chiffre. On a multiplié les jours sans viande, et on déclare que, vu la nécessité de reconstituer le troupeau, il ne faut entrevoir aucune augmentation pour l'avenir. On remplace le plus possible la viande de boucherie par la volaille et le gibier. On a obligé les propriétaires de grandes chasses, à sacrifier leurs réserves, on a fait venir des rennes et des phoques. On a pêché les rivières et les étangs. On ne néglige ni les coquillages, ni les crustacés.

On est surtout préoccupé du manque de pommes de terre. L'Allemagne est un grand pays de production, mais on a bien des déceptions avec ce précieux tubercule. On avait, il y a quelques mois, poussé à la production des pommes de terre hâtives, lesquelles, d'ailleurs, ne se gardent pas. Ce fut une mauvaise idée, d'autant plus qu'on a vendu sous le nom de pommes de terre hâtives, d'autres espèces qu'on a arrachées prématurément. La récolte est, dans son ensemble, très défectueuse ; l'humidité et les pluies lui ont fait beaucoup de tort, et il est maintenant certain que les pommes de terre ne se garderont pas. On est, depuis le 20 octobre, réduit à 7 kil. par semaine, et encore, est-ce un maximum, car les arrivages sont irréguliers. Souvent même, il n'y en a pas. Les autres légumes sont peu abondants. Il y a eu des maladies sur les haricots et les pois. On utilise le mieux qu'on peut les fruits, dont les qualités nutritives sont faibles, ainsi que certaines racines et certaines plantes. Le jardin botanique de Berlin a fait une enquête dans le but de déterminer celles qui peuvent être mangées par les hommes et celles qui peuvent servir de nourriture aux animaux. On en a fait autant pour les champignons. On emploie les bruyères et la paille, avec adjonction de ferments et de levures, pour engraisser les animaux : on se sert même des mousses, des varechs, des roseaux. On prétend qu'il n'est pas impossible d'utiliser, en raison de l'albumine qui s'y trouve, les cadavres d'animaux, les os et les déchets des abattoirs.

Le manque de lait, de beurre et d'œufs, le manque de graisse, surtout, est une gêne considérable. C'est à peine si l'on peut assurer un litre de lait par semaine aux petits enfants et aux malades, et encore à condition que ceux-ci ne soient pas trop nombreux. On reçoit un œuf tous les dix jours. C'est un maximum qui n'est pas toujours atteint. La graisse est si rare, et souvent si mauvaise, que M. Wurm déclarait naguère au conseil municipal de Berlin que la graisse de voiture, comparée à ce qu'on vend sous le nom de margarine, serait une nourriture idéale. On n'a pas assez de sucre, car on avait imprudemment diminué l'étendue des surfaces plantées en betteraves. C'est très fâcheux pour la fabrication de la pâtisserie, des confitures, des marmelades et des compotes.

La fabrication de la bière a été réduite de moitié ; le café et le thé se raréfient : on les remplace par des infusions variées.

*
* *

La pénurie croissante de denrées alimentaires a provoqué depuis longtemps déjà, des mesures de réglementation de toutes sortes.

Il a fallu d'abord se préoccuper de deux séries de faits déplorables : dès la fin de l'année 1914, quand ils ont vu que la guerre durerait longtemps, les gens aisés se sont mis à faire des provisions. Ils ont acheté, à un moment où ce n'était pas trop difficile, de grandes quantités de choses (sucre, café, conserves), conformément au précepte : « Charité bien ordonnée, commence par soi-même. » Les abus de l'Hamstérisme, c'est le nom qu'on a

donné à cette pratique (1), ont été tels que des interventions gouvernementales ont été jugées indispensables.

La diminution croissante des denrées alimentaires a amené une autre constatation. Dès qu'un produit de large consommation se raréfie, on voit surgir des accapareurs, qui deviennent en même temps, des spéculateurs et des usuriers. A mesure que les accaparements se produisent, on voit se produire des paniques, paniques qui réagissent sur le moral des populations, engendrent bientôt des plaintes et amènent parfois des manifestations et des troubles. Le gouvernement est amené à intervenir.

Dans un pays où les exigences gouvernementales sont aussi aisément acceptées qu'en Allemagne, ces interventions devaient prendre, naturellement, une extension considérable. On est arrivé peu à peu à substituer à l'organisation économique d'autrefois une organisation de guerre, une *Kriegswirtschaft* qui est une cause de grandes perturbations. On a finalement enfermé la vie économique du peuple allemand dans un réseau de prescriptions aux mailles très serrées. « Pas un jour sans quelques ordonnances ». *Kein Tag ohne verordnugen*, écrivait la *Leipziger Volkszeitung*, le 23 septembre dernier. L'ensemble des mesures déjà prises forme un volume de 288 pages, complété par un supplément de 378 pages. « La guerre, écrivait la *Gazette de Francfort*, le 5 octobre, a déterminé un bouleversement complet dans la vie intérieure de notre pays. Toutes les mesures relatives à l'alimentation sont aujourd'hui centralisées par un Office impérial, auquel on a donné le nom de *Kriegsernährungsamt*. Son rôle est considérable.

On a pensé d'abord que pour empêcher les accaparements, il n'y avait pas de procédé meilleur que celui de la réquisition (*Beschlagnahme*). On est arrivé peu à peu à réquisitionner toutes les choses de consommation courante : céréales, pommes de terre, viande, lait, graisse, sucre, etc. Et l'idée de réquisition a été étendue à une foule de choses qui ne servent pas à la nourriture des hommes, telles que le fourrage, les métaux, le caoutchouc, le cuir, le pétrole, les corps gras de toute sorte.

Le procédé de la réquisition a eu pour corollaire le système des « cartes ». On n'achète plus en Allemagne, la plupart des choses dont on a besoin avec de l'argent, on se sert de cartes, cartes ingénieusement composées et dont le modèle a déjà plusieurs fois changé. Elles comportent un nombre de coupons plus ou moins élevé. C'est sur la présentation de cartes qu'on obtient, dans des délais déterminés, les choses qu'on désire.

Le gouvernement est ensuite intervenu pour empêcher un renchérissement qui, sans cela, eût été inévitable. Il importait, puisque beaucoup de choses ne pouvaient s'obtenir qu'au moyen de cartes, que ces cartes fussent délivrées moyennant un prix raisonnable. L'idée de taxation a eu pour conséquence une quantité de « prix maxima ».

Les lois d'après lesquelles les prix s'établissent en temps normal ont reçu ainsi une forte entorse !

La plus importante de ces lois, c'est la loi de l'offre et de la demande. C'est dans le cadre de cette grande loi économique que les prix s'établissent au moyen de combinaisons où interviennent les questions de valeur, de monnaie, de frais de production. Le prix est, en outre, influencé par les faits qui augmentent ou diminuent la « désidérabilité » de l'objet qu'on veut acquérir, et aussi par ceux qui agissent sur la monnaie et sur l'état du crédit. On a pu dire avec raison que le prix est le phénomène régulateur par excellence en économie politique : c'est lui qui met d'accord la production et la consommation.

Ces lois fondamentales de la vie économique sont aujourd'hui, en Allemagne, bouleversées. Il fallait, avant tout, apaiser les plaintes, empêcher les inquiétudes pour l'avenir, et même montrer que la vie était moins chère que dans les pays de l'Entente. Les prix ont donc été fixés d'une façon arbitraire. C'est ainsi que les pommes de terre, qui coûtaient naguère 12 pf., ne se vendent plus que 5 pf. 1/2 la livre : ce n'est, certes pas, l'abondance de la récolte qui a déterminé ce mouvement de baisse. La viande, malgré sa rareté, ne se vend pas trop cher. Le prix maximum pour les morceaux de premier choix, comme le filet, est de 3 m. 30 la livre (environ 4 fr. 10) : les bas morceaux ne se payent guère plus de 2 marks, et même moins.

L'esprit d'organisation des Allemands apparaît dans la création des Cuisines populaires qui se sont multipliées dans toutes les villes. Il y en a une vingtaine à Berlin. Elles semblent fort appréciées à Hambourg, où la misère est grande, et à Cologne, où le bourgmestre a la prétention de nourrir cet hiver 200.000 personnes de cette façon. La création des cuisines populaires a, dit-on, au point de vue économique, d'heureuses conséquences. Elle diminue les pertes de temps, et permet aux

(1) Du mot Hamster, qui désigne une variété de rat (le cricetus frumentarius) qui est très répandue en Allemagne.

ménagères de s'occuper à d'autres travaux. C'est d'autant plus important, que les femmes remplacent aujourd'hui les hommes dans une foule de métiers.

On a, au surplus, pour calmer les doléances, entrepris une véritable campagne de propagande et d'exhortations : on explique aux Allemands qu'ils mangeaient trop. Pour beaucoup de personnes, « maigrir n'est pas une mauvaise chose ». « Celui qui mange ce qui ne lui est pas absolument nécessaire, a dit M. de Batocki, commet un crime contre la patrie ! »

Nous attachions trop d'importance aux questions de nourriture. « A force d'en parler, écrivait le 14 août, la *Gazette populaire de Cologne*, nous finirons par ne plus être assez pénétrés par l'idée du sacrifice, par le sentiment du devoir qui s'impose aujourd'hui, de ne pas manger à sa faim. » « Nous devons simplement nous dire, écrivait de son côté la *Germania*, le 17 septembre, que nous sommes « en présence d'un nouvel impératif catégorique qui nous est imposé par la troisième année de guerre. »

Il s'agit, en tout cas, de ne rien laisser perdre. On tâche d'utiliser tous les déchets : A Barmen, on a créé une société qui, dans le premier mois de son fonctionnement, a su tirer parti de 86.000 kil. de débris de cuisine et de 25.000 kil. d'os. On incite les enfants à recueillir une foule de choses qui, jadis, se perdaient. Quand ils en apportent 3 livres, on leur donne un bon. Et quand ils ont 100 bons, on leur donne un objet utile ou un lapin. Une revue spéciale, la *Zeitschrift für Abfallverwertung*, indique les meilleurs moyens d'utiliser les débris et les restes.

*
* *

Quel jugement convient-il de porter sur cette organisation, soit au point de vue des résultats auxquels elle a abouti, soit au point de vue des principes sur lesquels elle repose.

Ce qui doit nous frapper tout d'abord, c'est la docilité avec laquelle, en dépit de quelques récriminations, les Allemands acceptent tout ce qu'on leur impose. « L'Allemand, a dit un jour Bebel, a une âme de valet ! » Cette parole s'est pleinement vérifiée depuis quelques mois. Mais il faut reconnaître que les interventions multipliées du gouvernement ont donné aux populations germaniques, l'impression que l'Allemagne était, à tous égards, très bien organisée. On a, dans toutes les classes de la société, le sentiment que les mesures qui ont été prises, si elles imposent parfois de dures privations, sont la contre-partie de cette forte organisation militaire, grâce à laquelle l'Allemagne est, dit-on, invincible. « Nous accepterons, disent les journaux, d'autres mesures encore, si cela devient nécessaire. Nous prouverons par notre esprit de sacrifice, que nous sommes capables de triompher de toutes les difficultés. Nous devons, par notre patience, lasser nos ennemis ! »

Il faut avouer, cependant, bien que les journaux soient très réservés à cet égard, que la réglementation à outrance provoque de sévères critiques. Beaucoup de commerçants sont dans une situation pénible. Le *Berliner Tageblatt* du 22 septembre parle des plaintes formulées par la fédération des marchands au détail, et par l'Association des maisons qui vendent les produits de l'industrie textile. Le président de l'Office impérial de l'alimentation, M. de Batocki, a été violemment attaqué à plusieurs reprises. Il semble pourtant qu'il fait ce qu'il peut, multipliant les voyages et les discours, et acceptant avec bonne grâce les observations qui lui sont présentées. Il ne veut pas qu'on l'appelle « le dictateur des vivres ». Il se propose avant tout, dit-il, de coordonner les efforts des sociétés qui s'étaient constituées avant la création de l'Office dont on lui a confié la direction (comme la Société des céréales de guerre ou la Société pour l'élevage du bétail). Ces groupements n'avaient pas donné tous les résultats désirables, parce qu'ils n'avaient pas l'autorité nécessaire : il tâchera de faire davantage, mais sans pouvoir promettre « de donner quelque chose là où il n'y a rien ».

L'une des idées auxquelles on a obéi en créant l'Office impérial, a été d'établir une répartition plus équitable entre les différentes régions et entre les divers Etats qui composent l'Empire. Mais comment l'Allemagne du Sud n'aurait-elle pas protesté contre l'introduction de la « carte de viande d'Empire » qui assure seulement 250 grammes par semaine ? On était arrivé, dans la plupart des villes de Bavière, à en donner 5 ou 600.

Ce n'est pas seulement entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud que de vives oppositions se sont manifestées. Les habitants des villes ont prétendu que les populations rurales étaient bien moins à plaindre qu'elles et avaient, en somme, tout ce qui leur était nécessaire. Il est certain que les paysans ont des facilités particulières pour constituer de petites réserves à leur usage personnel et tourner les règlements. On les accuse d'être à ce point de vue beaucoup plus malins que les commerçants.

On a prétendu plus d'une fois aussi, que M. de Batocki avait fait preuve envers les hobereaux et les grands propriétaires ruraux, d'une bienveillance qui confinait à la partialité. « M. de Batocki, écrivait le *Vorwärts*, le 11 septembre, a capitulé devant le conseil de l'agriculture. Il n'ose pas résister aux agrariens unis aux nationaux-libéraux et aux gens du centre. Et on est arrivé à des résultats déplorables. Ainsi, il y avait cette année, abondance de prunes, et on est obligé de les payer cher, quand on en trouve ! L'Office impérial a permis aux fabriques de confitures et de marmelades, d'acheter toute la récolte à des prix élevés, car pour l'administration militaire, il n'y a pas de maximum. » « Si M. de Batocki a vraiment conscience de la responsabilité qui pèse sur lui, écrivait le *Hamburger Echo* le 12 septembre, il doit avoir une mauvaise conscience. Ses actes n'ont pas répondu aux promesses d'énergie qu'il avait faites, et nous nous trouvons en présence de mesures déplorables. »

Le contre-coup le plus fâcheux de ces mesures, c'est le développement des fraudes, des tromperies, des falsifications de toute sorte. Les journaux donnent une idée des condamnations dont il a fallu frapper les falsificateurs. Il y en a qui mêlent à la farine de grain, de la farine de paille et de racine ; d'autres n'hésitent pas à vendre de la viande malsaine, plus ou moins bien désinfectée avec du permanganate de potasse. On fabrique de la charcuterie avec des choses innommables. Beaucoup de personnes ont été malades pour avoir mangé des conserves de mauvaise qualité. A Berlin, on se plaignait tant des saucisses, que la municipalité a décidé de se charger elle-même de la fabrication. On a inventé des « succédanés » qui ne sont guère dignes de confiance. Ces inventions prouvent peut-être les connaissances chimiques des Allemands, mais il y en a qui sont singulières ! On vend du café sans café ! On a décidé qu'il ne serait licite de donner ce nom à un produit que s'il renfermait au moins 10 0/0 de café. De quoi se composent les 90 autres centièmes, on ne le dit pas ! La *Germania* du 11 septembre fait observer que la composition des succédanés prouve un manque de conscience (*eine Gewissenslosigkeit*) très affligeant. Une exposition spéciale de surrogats et de succédanés doit avoir lieu à Berlin le 5 décembre. On peut douter de son utilité (1).

La réglementation à outrance n'a pas supprimé, d'ailleurs, les intermédiaires, et elle a prodigieusement développé l'esprit de spéculation.

Le *Vorwärts* du 4 septembre résume un article de la revue *die Wacht* qui s'élève avec indignation contre les misérables qui cherchent à exploiter les circonstances, et qu'il faut appeler des voleurs. Ce sont des traîtres, des gens qui ont des âmes de Judas ! Nous entendons derrière la coulisse, le cliquetis des deniers d'argent. Où est la corde pour pendre ces gredins ? Honte à ces égoïstes qui ont si peu de patriotisme, et se conduisent avec une telle avarice !

L'usure a pris de telles proportions qu'on a créé un office d'usure de guerre, *Kriegswucheramt*, qui paraît impuissant à empêcher le mal. Un conseiller municipal de Berlin, M. Wurm, a prétendu naguère que l'augmentation du prix des denrées alimentaires les plus indispensables, pendant les deux années qui viennent de s'écouler, a amené un surcroît de dépenses de 20 milliards de marks ! Et ces usuriers sont très bien organisés. Ils ne reculent devant aucun moyen. « On peut dire que nous n'avons plus à lutter seulement contre les ennemis du dehors, mais contre ceux du dedans. » Quant à saisir tous ceux qui trompent, il faut y renoncer.

Le système des prix maxima a, de son côté, beaucoup d'inconvénients, plus d'inconvénients peut-être que d'avantages. Les prix maxima sont constamment modifiés. Peut-on, dit le *Vorwärts*, se flatter de nourrir une population de deux millions d'êtres humains (il s'agit de Berlin), en ne laissant aucune place au commerce. On se trompe si l'on s'imagine que les autorités peuvent fixer les prix à leur gré au moyen de mesures réglementaires. Il n'est pas prouvé qu'en laissant les commerçants agir librement, on serait arrivé à des prix plus élevés.

Le conseil municipal de Berlin a déclaré dernièrement, dans une séance qui fut très animée, que les prix maxima pour les céréales, la viande, la graisse et même les pommes de terre, étaient manifestement exagérés. On a vraiment mal compris, écrit la *Kreuz Zeitung*, le 21 septembre, que le commerce pouvait rendre de grands services.

(1) Les difficultés en présence desquelles se trouve l'Allemagne ont leur répercussion sur la moralité du pays. La lecture des journaux prouve que les délits ont sensiblement augmenté pendant le dernier mois. Ceux qui sont le plus souvent signalés sont les vols de denrées alimentaires. Le peuple supporte la misère dans laquelle où il se trouve avec une résignation qui donne l'impression d'une sorte de frénésie mystique. Mais cette résignation a aussi ses défaillances et ses hypocrisies. On réagit par une discipline de fer, et la main de la justice se fait de plus en plus lourde. Les commerçants qui vendent au-dessus du prix maximum sont punis avec une extrême sévérité.

« Son utilité s'accentue à mesure que les villes grandissent. Les mesures qu'on a prises sont très criticables. Le pouvoir arbitraire reconnu à des fonctionnaires du gouvernement, c'est beau en théorie, en pratique, c'est un système dispendieux qui amène fatalement le renchérissement des prix.»

Au dire de M. de Koller-Cammin, membre de la Chambre des seigneurs, le système a fait ses preuves. Il aurait mieux valu y renoncer. A-t-il vraiment amélioré la situation des classes ouvrières ? Le *Vorwärts* du 22 août donne une idée de l'accroissement des dépenses que font aujourd'hui les familles ouvrières de Berlin, dépenses d'autant plus fâcheuses qu'elles sont très mal nourries. L'enquête entreprise par ce journal constate qu'elles ne consomment plus que 70 gr. d'albumine au lieu de 170 : 20 gr. de graisse au lieu de 67: 280 gr. d'hydrate de carbone au lieu de 400. N'est-ce pas l'indice d'une situation très pénible ?

Mon premier devoir, dit M. de Batocki, est de stimuler la production : c'est en intervenant non seulement dans le domaine de la répartition, mais encore dans celui de la production, que nous pouvons arriver à de meilleurs résultats.

On me reproche de ménager les cultivateurs et les propriétaires ruraux. Il faut cependant bien que nous aidions un peu les producteurs. C'est pourquoi nous employons le système des primes. Si l'Etat n'avait pas modifié le jeu normal des forces économiques, on ne trouverait peut-être plus à acheter maintenant une seule pomme de terre ! Et que de choses il faudrait payer si cher qu'elles seraient inabordables pour les petites bourses !

Le système de la réquisition, écrit le professeur Lehmann dans la *Gazette de Cologne* (3 septembre) a été une nécessité. Il peut être considéré comme le complément sur le terrain économique de notre mobilisation sur le terrain militaire. Mais nous avons dû nous acquitter d'une tâche effrayante. Nous avons, quelles que soient les critiques que comportent les solutions auxquelles il a fallu nous arrêter, prouvé que nous sommes, au point de vue de l'organisation, le premier peuple du monde.

C'est sur cette idée d'organisation que les Allemands insistent aujourd'hui le plus. Les classes populaires sont, sans doute, grâce à l'enseignement qu'elles ont reçu, intoxiquées, elles aussi, par les doctrines philosophiques qui ont contribué à mettre dans l'esprit de la nation tout entière, un prodigieux orgueil. Mais ces doctrines, elles ne les comprennent pas toujours. On peut affirmer, au contraire, qu'elles sont profondément convaincues que c'est par son organisation, que le peuple allemand est supérieur à tous les autres; que c'est par son organisation qu'il doit réaliser la tâche providentielle à laquelle il est appelé.

Nous avons peine à nous faire une idée de l'importance que les Allemands attachent à toutes les questions d'organisation. Les peuples organisateurs sont, à leurs yeux, bien supérieurs aux peuples créateurs. Les détenteurs de la capacité d'organisation, a dit un jour Wilhelm Ostwald, doivent être considérés comme les plus précieux exemplaires de l'espèce « homo sapiens ».

Et c'est précisément parce qe les Allemands ont une foi mystique dans la valeur de l'organisation, qu'ils acceptent si docilement des réglementations qui nous paraîtraient intolérables. C'est pour le même motif qu'ils ne font aucune réserve sur les moyens auxquels leurs généraux ont recours. Pourvu qu'ils se rattachent à un plan méthodique et atteignent leur fin, ils sont légitimes et ne peuvent être blâmés.

Aussi l'Allemagne dédaigne-t-elle le jugement de ceux qui trouvent qu'elle offre le spectacle d'une « barbarie scientifiquement organisée ». Le reproche de barbarie ne touche pas les Allemands : une organisation scientifique, voilà, au contraire, un vrai titre de gloire ! Voilà la force par laquelle on croit justifier des prétentions monstrueuses à l'hégémonie universelle. L'idée de la plus grande organisation possible de toutes les énergies correspond à cette volonté de gouverner le monde qui anime le peuple allemand, et l'entraîne comme par une force irrésistible.

Heureusement, les puissances spirituelles prendront un jour leur revanche. L'Allemagne déclare qu'elle est le sanctuaire où s'est réfugié le sentiment de l'ordre. C'est une des raisons pour lesquelles les Allemands s'imaginent qu'ils sont les « Missionnaires du progrès humain ». Pourrons-nous jamais accepter une pareille doctrine ? Pourrons-nous jamais admettre que « la kultur allemande est l'élément substantiel de la civilisation universelle ? Si nous nous sommes montrés parfois indisciplinés, nous prouvons aujourd'hui que nous ne sommes pas incapables de nous organiser dans la liberté. Il faut que nous tirions de nos qualités nationales, de meilleurs résultats que ceux que les Allemands obtiennent par le mécanisme et la contrainte. La guerre actuelle, en nous montrant les bons et les mauvais côtés de l'organisation, nous aidera à mieux comprendre ce que doit être le véritable progrès.

GEORGES BLONDEL.

LES INTERSIGNES DU TEMPS

M. RODIN ET SON MUSÉE

On doit la plus grande révérence aux vieillards, comme ils nous doivent l'exemple de la modération. Indulgente aux jeunes hommes qui s'évertuent à fonder leur œuvre, l'opinion s'irrite à voir des artistes riches et célèbres, travailler comme tâcherons à leur apothéose. « Ne touchez pas aux couronnes », dit Platon, et cela s'entend du laurier, mais comment accepter que le premier venu se coiffe du Trirègne et prétende à la papauté de son art !

MM. Saint-Saëns et Rodin poussent leurs affaires dans un moment si solennel, qu'ils agacent les plus bienveillants. L'un a trouvé patriotique de se proposer comme remplaçant de Wagner. Il tire sur *Parsifal et Tristan*, il conteste même le génie dramatique du Titan.

M. Rodin tente une aventure sans précédent : il veut l'hôtel-Biron pour en faire le Musée de ses œuvres. Pendant trois heures, un ministre a été immobilisé par cette question, si petite dans le cadre formidable des événements.

La Chambre a voté le Musée Rodin. Sa compétence dans l'art de Phidias, son amour pour cet art ont pour témoins les commandes étatistes ou municipales. Grâce aux politiciens, la sculpture est devenue l'art d'enlaidir les cités. Le Sénat va décider. *L'Olympia* de Manet entra au Louvre sur les épaules des marchands, pavois contestable. Quelle opération ténébreuse se cache dans cette affaire Rodin ? Le public ne comprend pas et pose cette question.

Est-ce l'Etat qui donne à un sculpteur un bijou d'architecture, pour s'étaler, avec frais d'aménagement, d'entretien et d'entrée permanente et publique.

Est-ce un artiste qui donne à l'Etat, à dire d'expert, deux millions et demi d'objets, où un buste de M. Clemenceau figure pour six mille francs en marbre, le même en bronze, deux mille, le même en terre cuite pour quinze cents. Trois bustes de M. Clémenceau, soit : mais trois fois le même ? Pourquoi pas un quatrième en biscuit et un cinquième en mie de pain... ; il existe d'autres matières.

Quel est le donateur ? Il semble que c'est l'Etat. On nous parle bien des collections de M. Rodin, de marbres antiques, de pierres médiévales. On s'est gardé de convier à les voir, les gens compétents. Les quelques pièces de musée qu'on nous vante, ne sont là que pour faire passer l'œuvre rodinesque, innombrable autant qu'inachevée. Il ne s'agit pas d'un Musée Rodin mais d'un Musée de Rodin.

Cet artiste est-il digne d'un traitement si exceptionnel ; demi-dieu du pouce, mérite-t-il un temple ?

On a dit fort habilement que ce n'est pas l'heure de discuter nos gloires et qu'il faut adorer tout prestige français. Avec cette doctrine, le Salon d'Automne pourra continuer à bochiser.

Que penseriez-vous d'un musée Courbet ? Ce fut, lui aussi, un bon ouvrier, un vrai tempérament, un artiste remarquable, quoique primaire jusqu'à la grossièreté.

La fortune de M. Rodin est inexplicable. Gagne-t-il un demi-million par an, ou plus, ou moins ? De mémoire humaine, on n'a vu un pareil succès : il est à base américaine et surtout d'exportation, plus mondial que français, avec, pour joueurs de flûtes, les hommes les plus étrangers à la connaissance de la statuaire, les journalistes, les mêmes qui ont fait le succès de Manet, Monet et Matisse. Je veux bien oublier les invraisemblables histoires qui circulent sur l'usine Rodin et qui, cependant, amuseraient le lecteur : je ne tournerai pas contre l'artiste ce qu'on raconte de l'homme : mais comment passer sous silence un livre de grand format qui semble dû à la collaboration de *Bouvard et Pécuchet ?* Honteux pour les dessins dont on ne donnerait pas un sol dans les cartons des quais, il est désopilant pour le texte. « C'est grand comme une cathédrale ! » dit le rapin. Les *cathédrales* de Rodin sont immenses. Comme oracles, je les recommande à la gaieté, si l'on en trouve à lire des bêtises pontifiantes, en matière aussi haute.

M. Rodin est si malin, qu'on ne sait jamais s'il est bête ou s'il fait la bête.

Je n'ai pas l'intention d'éreinter cet artiste secondaire ; je ne veux que le déclarer secondaire, puisqu'il ne veut pas rester à sa place, qui est cependant privilégiée. Son talent, je demande à le peser.

Artiste de très fort tempérament, excellent ouvrier, il sent le muscle comme pas un et le rend avec morbidesse. Dans le *Baiser*, la main de l'homme se pose avec caresse : ailleurs, suivant l'expression d'un sculpteur, il saura beurrer un contour. Ses morceaux sont parfois d'un maître : il faut casser ses œuvres pour les admirer : je dirais volontiers que c'est un sculpteur de membres, plutôt que de figures. Il rend la vie animale avec une intensité locale et analytique.

Voici le revers. Son homme tient plus à l'anthropoïde qu'à l'Olympien. Il y a du singe dans ses figures, aux pieds plus longs que des fémurs aux oignons gigantesques. Le geste de son *Saint Jean* est gauche, la main abaissée inexplicable. Son *Penseur* n'a pas d'occiput, et suggère une idée scatologique, comme ses bourgeois de Calais touchent à la caricature. Bustier médiocre, aux partis pris inexplicables, il a cabré Puvis de Chavannes, le virgilien, de façon bien bizarre : il a posé de guingois, sur le socle, le buste de Becque, il a inauguré le système du bloc, d'où la figure se dégage à peine.

La Beauté, but commun des arts, s'impose surtout à la statuaire qui ne dispose pas du clair-obscur pour noyer des formes imparfaites. Or, la beauté a trois accents qui, en se superposant, aboutissent à la perfection : l'animal, l'animique et le spirituel. M. Rodin ne va pas plus loin que l'instinct. On n'est pas plus matérialiste ! En 1881, on parlait déjà de sa *Porte de l'Enfer*, et on citait le groupe des *Sœurs du Manneken bruxellois*. Il faut être un bizarre esprit pour mettre cette pose de kermesse en marge de la Divine Comédie.

A confondre les prétentions de M. Rodin, point n'est besoin de déranger les grandes ombres de l'Hellade, ni Goujon : Carpeaux suffit ; regardez son *Ugolin* ou sa *Flore* : la vie circule, abonde, chante sans bassesse, sans détriment pour le style, sans bestialité.

Incapable de choisir ses formes, de relier les membres entre eux et d'atteindre à l'unité d'une figure, il manque du sens mimique, et conçoit comme un enfant. Je ne défendrai pas l'hospitalisé dont la savate plane en face de l'hôtel Potocki : mais le Balzac était un défi. Au lieu de dresser un Hermès n'ayant que la tête, il fit un homme de neige, ou bien il évoqua le sac de Scapin. On ne choisit pas son public : celui de M. Rodin, essentiellement snobique et incompétent, manque des connaissances nécessaires à un bon jugement.

Ces journalistes, si prôneurs, manquent de familiarité, non seulement avec le British Museum, mais avec les autres chefs-d'œuvre. Il faut ignorer beaucoup pour être partisan de cet art vif, mais vulgaire. Non, M. Rodin n'est pas un Carpeaux, ni un Rude. Ce n'est qu'un sculpteur parmi les autres. Il a des qualités étonnantes et d'insupportables défauts et ceux-ci empêchent l'apothéose de celles-là.

Quand on décerne des honneurs publics, il faut prendre garde : on offre une prime à l'imitation, on élève un homme à l'état d'exemple. Ceux qui firent de Meissonier le peintre national, ne se vanteront pas de leur assertion. Il était d'un détestable exemple ; lui qui ne sut jamais ce que c'est que l'atmosphère, fut sacré successeur des Van der Meer, des Terburg.

Un succès a des conséquences, il entraîne forcément. M. Rodin, en réussissant, a conquis une influence désastreuse, favorable à la paresse, à la bizarrerie, au culte du morceau, à l'introduction du système des valeurs en plastique.

Ce qu'on imite d'un maître, c'est sa manière, autant dire ses défauts : le tempérament ne s'acquiert pas, et le caudataire reproduit la grimace. A ce point de vue pédagogique, le Musée Rodin serait néfaste, il consacrerait l'exemple d'un art détourné de sa vraie voie et où on substitue le moyen au but. Le rendu du muscle ne suffit pas à faire un sculpteur ; sinon le Bernin serait un maître incomparable, et le pied de sainte Thérèse, à Sainte-Marie de la Victoire, le chef-d'œuvre du ciseau italien.

Il y a, au jardin Boboli, quatre statues ébauchées, épaves du tombeau de Jules II ; le torse seul a été poussé, et ici un bras, là une jambe. De cet état d'inachevé, M. Rodin a fait un système. Il commence avec le dessein bien arrêté de ne pas finir. Cela lui paraît magistral, et les snobs partagent cet avis ! Je crois me souvenir qu'il exposa un homme sans tête. Au Musée Buonarotti, à Florence, il y a un Samson vainqueur d'un Philistin, qui se forme de deux troncs superposés. A Londres, se trouve un Hercule et Cacus de même nature. L'éternel dindon qui voit bien, quoique la lanterne du singe ne soit pas allumée, devine le chef-d'œuvre, qu'il ne perçoit pas, quand il rayonne à la chapelle Médicis.

M. Rodin a joué à son public plus de tours qu'un singe à son maître : on ne peut prendre au sérieux ces jeux hypnotiques et confondre la malice avec le talent. Or, M. Rodin est vraiment trop malin : et là encore, il donne un déplorable exemple.

Millionnaire, entouré de thuriféraires inlassables, pris pour un Buonarotti par la cinquantième avenue, comblé de faveurs qui dépassent démesurément son mérite, il sera à sa place au Musée du Luxembourg. Lui donner l'hôtel Biron, c'est attenter à la majesté de la statuaire, servir je ne sais quelle camarilla et faire tort à tant d'immortels artistes qui méritèrent mieux que lui et n'atteignirent ni ses gains, ni sa gloire.

Un Musée de Rodin serait une offense à Phidias et un mépris des principes immuables de son art.

PÉLADAN.

P.-S. — Le coup est fait. M. Rodin a son Musée. L'Etat vient d'acheter pour deux millions et demi de Rodineries ; il les payera, en vingt ans, sous forme d'appropriation, d'entretien, de gardiennage.

Pour l'ensemble des citoyens, cela n'a pas grande importance ; pour l'Institut, c'est le commencement de la fin. Cette institution, comme les autres du parti conservateur, ne sait que geindre et encaisser les affronts, incapable d'exercer sa fonction modératrice et raisonnable.

Manet au Louvre, Rodin à Biron.

L'art munichois reparaîtra à Paris après la guerre. Il faut considérer le Musée Rodin, comme un intersigne.

P.

LA DICTATURE EN AUTRICHE

Jusqu'à la fin d'octobre, les préoccupations publiques, chez nous, ont laissé à l'écart les affaires intérieures de l'Autriche. On savait que ce pays, comme la Hongrie, n'était plus qu'un satellite de l'Allemagne, et que d'une façon générale, la diplomatie austro-hongroise subissait les inspirations et acceptait les ordres de Guillaume II. La Transleithanie attachait un peu plus notre attention que la Cisleithanie. Le Parlement de Pesth, quelque autoritaire que fût le comte Tisza, n'avait point permis qu'on dédaignât ses prérogatives ; il siégeait, il délibérait, il censurait à l'occasion ceux qui avaient la charge des affaires : j'ai évoqué ici même, il y a peu de temps, les grandes joutes, — violentes et passionnées parfois, — qui se développèrent entre le Président du Conseil et ses adversaires, Karolyi, Apponyi, Andrassy et Racoksy. — Le Parlement de Vienne ne fonctionnait point; ses membres ne s'assemblaient même pas officieusement ; son rôle était aboli ; on gouvernait, sinon contre lui, du moins en dehors de lui et comme s'il n'existait plus ; la dictature s'exerçait ici sans contre-poids ni atténuation ; elle appartenait à un homme, dont la notoriété était médiocre, dont les talents étaient à peu près nuls, et qui fût demeuré ignoré de la foule en France, en Angleterre, en Italie et ailleurs, s'il n'avait eu une fin tragique. L'acte de Fritz Adler a mis le nom de Sturgh en vedette, en même temps qu'il imposait à notre examen la condition intérieure de l'Autriche.

Quelque indifférente que la Cisleithanie parût à son propre sort, quelque docilité foncière que révélât sa soumission à un pouvoir despotique, ce pays était loin de se résigner à sa servitude. Le peuple certes ne songeait pas à faire effort pour se libérer du régime qui pesait sur lui, ou s'il y pensait, s'abstenait de toute décision pratique ; la social-démocratie dans son ensemble avait, plus encore que la social-démocratie allemande, abdiqué l'esprit révolutionnaire, et cédé à l'intimidation administrative; — mais des individualités, dans le parti socialiste et dans les autres partis, pour des raisons essentiellement diverses, protestaient contre la suppression des libertés et contre l'étouffement de toute vie politique. Leur activité s'exerçait surtout en faveur d'une convocation du Reichsrath et l'on crut même que le meurtre de Sturgh se liait au refus systématique opposé par le premier ministre à ces initiatives. C'était mal connaître Fritz Adler, son tempérament, sa mentalité, ses conceptions générales.

Fritz Adler, comme beaucoup de socialistes, s'il adhérait aux institutions parlementaires, n'acceptait ce mécanisme que provisoirement et avec réserves. Il le préférait, à coup sûr, à l'absolutisme pur et simple, mais il en limitait les mérites. Il se rapprochait, à beaucoup d'égards, des syndicalistes français, et de l'extrême-gauche allemande, de cette extrême-gauche que personnifient Liebknecht et Rosa Luxembourg. Il n'a point frappé Sturgh pour le punir d'avoir, tant de mois, éloigné le Reichsrath et ajourné un appel attendu à la représentation nationale. Il prétendait châtier moins l'homme que le pouvoir dont il était dépositaire et qui était responsable, pour une très large part, de la conflagration européenne. Le père de Fritz Adler, Victor Adler, tout en réclamant dans le journal socialiste de Vienne, l'*Arbeiterzeitung*, une paix rapide, tout en s'y prononçant, comme dans les congrès, contre les annexions, n'osait point attaquer de front le gouvernement. Fritz se séparait à la fois de ce gouvernement, de son père et du gros de son parti. Il était de ceux, très rares, qui avaient gardé, dans la guerre, leurs vues doctrinales d'avant la guerre, et qui ne s'étaient pas inclinés sous le joug. Le drame du 21 octobre ne se rattache donc point directement aux protestations, que les libéraux et les social-démocrates de Cisleithanie formulaient contre la prolongation de la dictature, — et pourtant, il n'est pas sans rapports avec elles. Il serait incompréhensible, si toutes les nuances de l'opinion avaient eu licence de se manifester, et si l'illégalité souveraine ou l'abus extravagant d'une légalité tyrannique n'avaient pas jeté hors de leurs

voies normales des esprits pondérés : Fritz Adler n'était ni un fou, ni un mystique.

L'attentat contre Sturgh n'a été qu'un produit du désarroi de la crise politique et morale, où se débat l'Autriche depuis de longs mois, et que Sturgh avait contribué à susciter et à développer.

La légèreté viennoise est bien connue, mais Vienne n'est pas tout le pays, et dans la capitale même, à côté de ceux que la guerre enrichissait ou laissait indifférents, d'autres éprouvaient des souffrances cruelles. La haute aristocratie, les cercles officiels, le monde de la banque, si l'on en juge par les journaux de là-bas et par les récits des neutres, n'ont renoncé ni à leurs distractions, ni à leurs dépenses de jadis : le peuple, réduit à la famine, — à la fois par le manque de vivres et par le renchérissement des denrées, — a subi des levées successives qui ont été bien plus rigoureuses qu'en Allemagne. De longue date, il réclame la fin d'une lutte, dont il n'entrevoit que les résultats écrasants. Le pangermanisme n'a pas exalté les foules en Styrie ou en Tyrol, comme en Prusse ou en Saxe : la fureur guerrière, qui a sévi le long du Rhin, s'est propagée avec moins de succès le long du Danube. Il y a eu moins d'enthousiasme, durant les premiers jours ; il y a eu plus d'abattement aux premières déceptions, et elles ont été très vives en Cisleithanie. La forte armature, qui soutenait la nation allemande, faisait défaut ici ; le respect du pouvoir, — d'ordinaire médiocre, — s'affaiblissait encore au fur et à mesure que la caste militaire et bureaucratique enregistrait de nouveaux échecs. Aucun homme providentiel, aucun héros n'a surgi ; les sacrifices toujours renouvelés soulevaient d'autant plus de doléances qu'ils demeuraient sans compensation. Il faut juxtaposer tous ces éléments pour apprécier à sa juste valeur l'état d'esprit qui règne dans les masses. Elles ne se révoltent pas contre l'autorité, mais elles ne se dresseraient pas davantage pour défendre ceux qui la manient.

*
* *

Les cabinets cisleithans ne sont point des cabinets parlementaires comme ceux de Hongrie, mais des combinaisons de fonctionnaires comme ceux d'Allemagne. Ils n'ont, par suite, aucun contact, même lointain, avec l'opinion publique : ils mettent leur dignité à ne subir aucune pression extérieure et à suivre imperturbablement une doctrine d'Etat, qui se transmet de génération en génération. Formation militaire et bureaucratique, l'Autriche ne s'est survécu que grâce à sa bureaucratie, mais elle pourrait bien aussi, un jour, périr par elle, car ses administrations subordonnent traditionnellement l'intérêt du peuple à celui des Habsbourg. Les présidents du conseil, qui se sont échelonnés dans les dernières années, les Beck, les Koerber, les Gautsch, les Badeni, les Sturgh, je cite au hasard, — sortaient tous de cette noblesse étroite, qui fournit à l'Empire pêle-mêle des généraux, des diplomates, des gouverneurs ; tout au plus, de temps à autre, quelque financier réputé parvient-il à obtenir un portefeuille technique, mais aussitôt il prend la morgue de la caste, dont il épouse les principes. Le mot d'ordre de cette bureaucratie ministérielle est simple : ajourner toute réforme, qui aboutirait à limiter l'absolutisme du pouvoir, évoluer entre les nationalités adverses, exploiter et fortifier leurs divisions, en laissant à l'élément germaniqué une certaine primauté. Les prédécesseurs de Sturgh, et Sturgh lui-même, n'ont cessé d'opposer, avec une ingéniosité qui eût gagné à s'exercer autrement, les Slovènes aux Italiens de Dalmatie, les Tchèques aux Allemands, etc. Grâce à eux, la Cisleithanie a épuisé ses forces vives en ces luttes intestines et ils se réjouissaient d'entretenir ces méfiances et ces haines, car ils fondaient sur elles la dictature du gouvernement.

On sait quelle propagande les social-démocrates durent mener, à la fin du dernier siècle et au début de celui-ci, pour arracher le suffrage universel. D'aucuns imaginaient que cette réforme acquise, l'évolution parlementaire et démocratique de l'Autriche serait assurée : Victor Adler dirigea d'énormes cortèges, et il sembla que le pays fût à la veille d'une révolution profonde. Mais la bureaucratie n'était point disposée à abdiquer. Le suffrage universel prévalut, sans qu'elle reculât en réalité d'une ligne. En Allemagne, l'universalisation du droit de vote avait tué le particularisme, parce que telle avait été la volonté de Bismarck ; ici, elle laissa intacte la querelle des nationalités, parce que cet antagonisme des facteurs ethniques était autrement grave et que l'Empereur avait le moyen de le perpétuer à son profit.

Il suffit d'envisager le résultat des dernières élections au Reichsrath, celles de 1911, pour conclure qu'à cet égard, l'attribution d'un bulletin à tout homme d'un certain âge n'a point modifié les conditions générales. Sur 516 députés, 85 en cinq groupes, revendiquent l'étiquette tchèque : 110 en quatre groupes se proclament allemands; 72 forment le club polonais : ajoutez sept « Dalmatins », 23 Croato-Slovènes, 26 Ukrainiens en trois groupes, 16 Italiens en deux fractions et 5 Roumains. Deux partis, à première vue, seraient soustraits à ce mode de constitution : — les chrétiens

sociaux qui sont 71 et les social-démocrates qui sont 81, — mais on commettrait une singulière erreur à croire qu'ils échappent au frottement des tendances nationales : celles-ci se heurtent entre elles, dans le parti socialiste, avec une telle violence, que ce parti saisit le congrès international de Copenhague, en 1910, des griefs réciproques des Tchèques et des Allemands.

Les Délégations, dont on a tant parlé en ces derniers temps, sont la commission du budget des affaires communes austro-hongroises. Elles se réunissent, ou mieux, doivent se réunir chaque année, — alternativement à Vienne et à Pesth, — et comprennent 60 Autrichiens et 60 Hongrois ; ce sont elles qui entendent et qui discutent l'exposé du ministre des affaires étrangères. Ici encore, les querelles ethniques se donnent d'habitude libre carrière : non seulement les divergences d'intérêts entre la Cisleithanie et la Transleithanie s'expriment avec violence, mais aussi dans chaque délégation, les hostilités de peuple à peuple se marquent sans ambages. Les Goluchowski, les d'Ærenthal, les Berchtold savaient, d'ailleurs, exploiter ces oppositions comme les Gautsch et les Koerber utilisaient au Reichsrath les antagonismes chroniques ; l'absolutisme en diplomatie correspondait à merveille à la tyrannie dans l'administration.

On conçoit que la guerre, qui partout a restreint le contrôle, rétréci la liberté, armé le pouvoir central, ait fortifié encore la dictature de la bureaucratie cisleithane. Le seul Parlement d'Europe, qui n'ait pas siégé depuis l'ouverture du conflit européen, est celui de Vienne. Le comte Sturgh, que ne gênaient point les scrupules, recourait, comme tant de ses prédécesseurs, au fameux article 14 de la Constitution, pour agir à sa guise. Il substituait les ordonnances aux lois. Le Reichsrath n'avait pas été consulté sur l'opportunité de l'ultimatum à la Serbie et de la rupture avec l'Entente; il fut laissé systématiquement en sommeil. Des décisions impériales — la dernière est du 28 juin 1916 — autorisèrent les dépenses : nulle situation financière ne serait plus malaisée à déchiffrer, à l'heure présente, que celle de l'Autriche. On sait qu'officiellement, quatre emprunts successifs lui ont procuré 13.346 millions, mais pratiquement, leur produit se réduirait à 2.500 : on devine que sa dette doit monter à 31 milliards, qu'elle a vécu et qu'elle vit d'expédients. Le ministère, de sa propre volonté, a créé 100, puis 750 millions d'impôts nouveaux. Une censure rigoureuse, féroce même, arrêtait toute critique et forçait les journaux à insérer des notes tendancieuses : on enviait en secret, la presse des autres pays belligérants, qui pourtant..., mais deux seuls organes, la *Neue Freie Presse* et l'*Arbeiterzeitung* osèrent formuler quelques doléances. Les arrestations, les déportations à l'intérieur, les fusillades étaient édictées par miliciers pour réduire et tuer les résistances : il est superflu d'insister une fois de plus sur les traitements qui furent infligés aux Tchèques et aux Slovènes, dans le silence d'une opinion publique complaisante, indifférente ou terrorisée. François-Joseph a gouverné comme les pires empereurs de Rome, et il manque un Tacite ou un Suetone pour écrire l'histoire de ces deux années.

*
* *

Tout a une fin..., même la servilité des classes dirigeantes d'Autriche. La dictature n'avait préservé le pays ni des échecs militaires, ni de la ruine financière, ni de la disette. On l'avait tolérée, tant qu'on avait pu lui attribuer une vertu providentielle : on commença à s'insurger contre elle lorsqu'elle eut fait la preuve de son impuissance. D'innombrables problèmes requéraient une solution qui dépassaient l'intelligence et la compétence d'une bureaucratie routinière. Il y avait la question politique : les masses profondes, qui souffraient de la guerre, aspiraient à la clôture du conflit. — Il y avait les questions nationales, qui ne s'étaient jamais assoupies, et qui empruntaient aux événements quotidiens une vivacité accrue : ce qui le démontre, c'est que dans chaque nationalité, les groupes adverses tendaient à s'unifier ; les Tchèques, jusque-là divisés, faisaient trêve à leurs discordes, — tout comme les Croato-Slovènes : les socialistes de Galicie rejoignaient le club Polonais, dont ils étaient restés systématiquement séparés ; les Allemands, coupés en plusieurs tronçons, négociaient des ententes. Il y avait la question financière : comment l'Autriche ferait-elle face aux exigences de sa dette et convenait-il de laisser le gouvernement déterminer à lui seul les conditions de la fiscalité nouvelle ? — Il y avait la question alimentaire : la Cisleithanie se plaignait autant, et plus que l'Allemagne, de la pénurie des vivres et de l'augmentation des prix ; elle n'avait plus ni viande, ni graisse, ni beurre, ni sucre, ni pommes de terre, et regrettait que la Hongrie, où l'agriculture était plus prospère, la réduisît à la portion congrue ; la réglementation n'avait donné, dans l'Empire allié, que des résultats médiocres, mais du moins le mécanisme fonctionnait : ici, c'était le dérèglement, le désordre, les agrariens affamant les classes populaires, les enfants mourant faute de lait. Il y avait la question industrielle, les matières premières manquant totalement, sauf dans

la métallurgie. Et ce n'était point tout : on se demandait avec anxiété, dans les milieux qui avaient la charge de l'activité économique, comment, sur quelles bases s'échafauderait le nouveau compromis avec la Hongrie, — car le pays n'avait point été tenu au courant des pourparlers qui avaient eu lieu à ce sujet entre Sturgh et Tisza... On se demandait encore quelle place aurait la Cisleithanie dans la future « *Mittel Europa* », si la conception de Naumann triomphait plus ou moins, et les conférences qui, à quatre reprises, s'étaient tenues à ce propos, avaient gardé secrètes leurs délibérations. A l'heure où se jouaient ses destinées, l'Autriche réclamait plus de clarté, plus de liberté. Seule la convocation du Reichsrath avait chance de lui procurer quelque satisfaction.

A la vérité, la campagne pour la réouverture de l'assemblée eût encore tardé, ou du moins, se fût poursuivie avec plus de mollesse, si l'élément allemand ou pangermaniste et l'élément hongrois n'étaient pas entrés en ligne pour l'accélérer.

Les Allemands de Cisleithanie avaient compris de bonne heure que leur domination était en cause. Quel que fût pour l'Empire Danubien le résultat de la guerre, ils pouvaient appréhender que l'état de choses ancien reçût des atteintes mortelles, que le séparatisme s'exerçât ou que le fédéralisme prévalût. De là les efforts qu'ils tentèrent pour former un parti parlementaire unique. Leur programme consistait à opposer, à toutes tendances dissolvantes, un centralisme fort et impitoyable, qui invoquerait la protection du cabinet de Berlin : la subordination du temps de guerre se perpétuerait après la paix conclue. « C'est une nécessité inéluctable », disait Gross, président de l'Union nationale allemande. « Il faut, écrivait le professeur Kosch de Czernowitz, dans la *Gazette de Cologne*, que les Allemands serrent les rangs : la grandeur ou la ruine de la monarchie des Habsbourg dépendent d'eux. » Le germanisme rénovateur de l'Autriche : telle est la substance d'un mémoire remis à Sturgh, peu avant sa mort. Pour aboutir à cette fin, on proclamerait l'allemand unique langue officielle ; on exclurait peu à peu les onze autres langues qui entretiennent l'émiettement ; on abolirait l'article 19 de la Constitution, qui leur confère en somme droit de cité. Mais la mise en œuvre de ces projets supposait la réunion du Parlement.

Il était indispensable encore de le convoquer, si l'on voulait plaire à la Hongrie. A Pesth, le parti gouvernemental de Tisza et les deux oppositions d'Andrassy et de Karolyi se plaignaient du silence du Reichsrath. Ils estimaient que la prolongation de la dictature paralysait toute activité féconde et compromettait la défense de l'Empire : ils réclamaient surtout l'appel aux Délégations, parce que là seulement, les problèmes de la diplomatie pouvaient être exposés et discutés, parce qu'aussi l'on pourrait exprimer la méfiance des Magyars au ministre des Affaires étrangères, le baron Burian, — un Magyar pourtant, — provoquer son départ et disposer de son portefeuille en des marchandages fructueux. Ainsi tout concordait à suggérer le retour aux pratiques statutaires, — la réouverture des Chambres. Quand Sturgh tomba, il ne semblait pas encore disposé à céder, car ce bureaucrate absolutiste redoutait, — jusqu'à la terreur, — le contrôle des élus, et il exploitait tous les arguments pour différer une décision.

*
* *

Dès le mois de février 1915, c'est-à-dire sept mois après le commencement de la guerre, le président du Reichsrath s'adressait à lui pour obtenir le rappel des représentants. Sa réponse fut brève et sèche : « Le pays ne se préoccupait que de la défense nationale; peu lui importait que le Parlement et les diètes provinciales fussent congédiés. » L'année 1915 s'écoula là-dessus. L'année 1916 débuta par une nouvelle protestation, dont le président du conseil refusa de tenir compte. Ce fut surtout après que la Chambre des Députés hongroise eut pris position et manifesté son désir d'un débat général devant les Délégations, que les groupes du Reichsrath réclamèrent le droit de réunion, — je veux dire une convocation en séance plénière : une grande partie des fractions allemandes, les Polonais, les Ukrainiens, affirmèrent cette revendication sous des formes diverses. Il n'y avait opposition que chez les radicaux allemands, soucieux de ménager Sturgh ; — les chrétiens sociaux et les Tchèques posaient des conditions, — ceux-ci que leurs leaders emprisonnés fussent libérés, ceux-là que les doléances de la Bohême et des Slovènes fussent étouffées. Le premier ministre s'arma de ces résistances directes ou indirectes : mais sa politique dilatoire mécontenta les partis qui se piquaient de constitutionnalisme, et le 16 octobre, la *Gazette de Francfort*, qui résumait leurs vues, écrivait : « Si Sturgh demeure rebelle, il faut l'écarter par tous les moyens légaux. » C'est pourquoi d'aucuns, très à tort, ont cru et dit qu'Adler n'avait été qu'un instrument.

Au lendemain du drame, le 23 octobre, le président Sylvester convoquait les groupes : la majorité se prononçait pour le régime statutaire, les Tchèques maintenant leurs restrictions et les radicaux pangermanistes persistant dans leur man-

vaise humeur. La Chambre des Seigneurs préférait l'appel aux Délégations à un retour du Parlement, mais cette thèse se heurtait à des difficultés essentielles.

Bien que le nouveau « premier », Von Koerber ait toujours montré, pour l'absolutisme, des sympathies fort nettes, il sera contraint de réunir le Reichsrath. Il aura beau obtenir un renforcement des sanctions réglementaires contre les orateurs épris de sincérité, et réduire la liberté de la tribune à un minimum ; il n'empêchera pas les élus des nationalités opprimées de flétrir la dictature. Sans doute, la censure viennoise, — qui a la main lourde, — s'emploiera à interdire des publications redoutables : il en transpirera toujours quelque chose...

La réouverture du Reichsrath, — quoi qu'il advienne, — apparaîtra comme un événement en soi. Dans tous les pays où l'état de guerre a favorisé les initiatives de la tyrannie masquée, l'abolition du contrôle, la restauration des pratiques périmées, un courant de plus en plus intense s'affirme en faveur du rétablissement des institutions régulières, ou encore de la démocratisation du régime. La prolongation de la lutte, les souffrances populaires, les crises de toute nature qui se sont superposées ont arraché l'opinion à la résignation ou à l'indifférence du début. L'Allemagne fait en ce moment l'expérience de ce phénomène : il eût été incompréhensible que l'Autriche, où règne la bureaucratie la plus rétrograde, lui fût restée soustraite jusqu'à la fin.

PAUL LOUIS.

THÉATRES

Comédie-Française : *La Course du Flambeau*, pièce en en quatre actes, en prose, de PAUL HERVIEU.

L'arrêt bien naturel de la production dramatique oblige nos théâtres, dont l'activité reste d'ailleurs et doit rester fort réduite — à puiser dans les réserves et à y faire un choix. Ce discernement, auquel ils se trouvent contraints, ne peut avoir que d'heureuses conséquences, puisqu'à des nouveautés trop souvent médiocres il substitue des œuvres plus ou moins éprouvées par le temps. *La Course du Flambeau*, que la Comédie-Française vient de prendre à son répertoire, est une des meilleures de Paul Hervieu, — la meilleure peut-être avec *Les Paroles restent*, — une des très rares que le théâtre d'hier pourra léguer à celui de demain comme un exemple de traditions à continuer et de directions à suivre, la stérile frénésie des dernières années ne nous offrant guère que des modèles de ce qu'il faut éviter.

Le premier grand mérite de cette pièce est de ne pas mettre à la scène une histoire d'adultère, ni même une histoire d'amour, et de nous montrer dans l'humanité autre chose que les fastidieux détours ou les ignobles perversions d'un appétit unique. Elle met en présence deux sentiments, l'amour maternel et l'amour filial, et les rapporte l'un et l'autre, pour nous en faire mesurer la force respective en même temps que la différence, à cette loi de nature qui veut que les pères et les mères se sacrifient à leurs enfants. Sabine Revel va même plus loin et elle sacrifie sa mère à sa fille.

L'intensité dramatique le voulait ainsi, car deux sentiments ne peuvent révéler vraiment leur force respective que dans leur conflit, et combien ce conflit est plus poignant s'il déchire un cœur ! Sabine Revel sera donc prise entre son amour pour sa mère et son amour pour sa fille. Au premier acte, elle sacrifie son bonheur personnel en refusant, pour se consacrer tout entière à Marie-Jeanne, d'épouser Stangy qui la presse, qu'elle aime et dont elle est aimée. Parallèlement, Marie-Jeanne a, de son côté, et en pleine indépendance, décidé de sa vie, et elle se contente de notifier sa décision à sa mère. Tout cela est très simple, très naturel et très vrai. Au deuxième acte, Mme Revel vole sa mère. Au troisième, elle accepte de l'exposer à la mort. Et le quatrième acte nous montre, qu'en effet, par ce consentement, elle l'a tuée, cependant que sa fille, déjà détachée d'elle, cherche le bonheur dans son propre foyer et va vers l'avenir. La logique impitoyable de l'auteur se précipite, et précipite avec elle l'action, par des moyens qu'il a trop manifestement choisis, vers un terme qu'il a trop manifestement voulu.

Une figure domine tout le drame, celle de Sabine Revel, et il se concentre en elle. Le personnage ne manque ni de vérité, ni de grandeur. Et il est mû par une force qui le dépasse. Le renoncement à l'amour n'est, en quelque sorte, qu'un premier pas dans la voie douloureuse. Bientôt, il faut de l'argent pour sauver Marie-Jeanne, beaucoup d'argent. Et Mme Revel, veuve, ruinée par son mari, n'en a pas : elle est à la discrétion de sa mère, qui n'épargne rien pour son bien-être, ni pour celui de Jeanne, mais veut sauvegarder ce qui lui reste et se montre là-dessus intraitable. C'est alors qu'éperdue, affolée, Sabine songe à voler sa mère, afin de parer au péril immédiat,

de calmer les angoisses dont Marie-Jeanne meurt. Elle n'envisage pas ce qu'il adviendra plus tard, elle agit comme une somnambule, dans une espèce d'inconscience, et cela encore est très beau. Le récit du vol et de l'incident qui en a arrêté les effets, est une scène admirable. Mais Sabine n'est pas encore au terme où la conduira la fatalité de l'instinct maternel. Cette mère qu'elle a essayé de voler, voilà qu'elle en tient la vie entre ses mains : oui, d'un côté, la vie de sa mère et, de l'autre, la vie de sa fille. Dilemme affreux où elle se débat. La force obscure qui l'emporte ne triomphe pas sans résistance, et il y a, on le voit, une progression continue du pathétique dans ce cœur déchiré.

Autour de Sabine Revel, les autres personnages apparaissent tous comme secondaires, et seules sa mère et sa fille sont étroitement liées à l'action. Elles forment la trinité qui lui donne son sens. Mme Fontenais représente la maternité apaisée par l'âge, fortifiée par l'expérience et par les épreuves. Maravon, le « raisonneur » de la pièce, nous explique que les grands-parents ne sont plus, comme les parents eux-mêmes, asservis à l'instinct vital, parce que la nature a tari en eux les sources de la vie. C'est pourquoi ils peuvent représenter, non sans quelque égoïsme parfois — mais ce n'est point ici le cas — la sagesse et le bon sens. Mme Fontenais défend sa fille contre la passion maternelle déchaînée. Elle croit défendre ainsi, du même coup, les véritables intérêts de sa petite-fille. Elle ne veut pas que celle-ci soit ruinée comme l'a été Sabine, car alors qui la recueillerait ? — Marie-Jeanne ne voit pas, elle est bien excusable de ne pas voir si loin. Enfant choyée d'abord, puis jeune femme tout entière à son nouveau bonheur et à l'angoisse de le voir s'abîmer dans un désastre, elle frémit au vent de l'orage, presse son cœur de sa main tremblante, crie au secours vers sa mère et, dès que le péril est conjuré, s'élance de nouveau sur les chemins de l'avenir, appuyée au bras de son mari et sans regarder derrière elle...

Il est bien permis au dramaturge de placer ses personnages dans les circonstances qui peuvent donner à leurs sentiments, à leurs passions et, pour tout dire d'un mot, à leur *caractère*, le plus de relief. Mais il ne faut pas que cet art tombe dans l'artifice. Il ne faut pas que la volonté de l'auteur — et sa main — interviennent partout où nous voudrions voir agir la spontanéité de la vie et la force des choses. L'homme qui aime Sabine Revel est un Français de la Louisiane. Il était à Paris quand il le fallait pour les besoins du drame; il part brusquement, à la minute même où l'exige la même nécessité, qui déterminera aussi son retour et l'envoi de Didier Maravon à sa place. Les mouvements des astres ne sont pas réglés avec plus de précision que ceux des personnages de Paul Hervieu : ses pièces ont la rigueur des calculs astronomiques. Quand Stangy, revenu d'Amérique, se trouve, à tel moment qu'il faut, en tel point de l'espace où sa présence est requise, c'est-à-dire en Suisse, dans la même station d'altitude que Sabine et le jeune ménage, à l'heure précise où il est le plus naturel que Didier accueille une proposition de départ, que Marie-Jeanne veuille le suivre et que Sabine Revel ne puisse se résigner à ce déchirement, — à ce moment-là, il suffirait d'un mot de Sabine à Stangy pour que tout s'arrange, que le départ soit différé, que Marie-Jeanne achève tranquillement sa convalescence et que Mme Fontenais soit ramenée à Paris. Rien de plus facile, s'il ne fallait que Stangy, le *deus ex machina* — car il n'est pas autre chose — fût venu, non pour tout sauver, mais pour tout perdre. Il n'a pas quitté la Louisiane sans prendre les mesures propres à assurer, durant sa longue absence, le bon ordre de ses affaires. Qu'est-ce donc qui le presse d'expédier là-bas Didier, sinon la nécessité qui presse l'auteur de provoquer la catastrophe ? C'est là ce qui fait la faiblesse du quatrième acte, le fléchissement de l'action dramatique au point même qui en devrait marquer l'apogée. Le drame est inflexiblement conduit à son dénouement, à ce mot de la fin qui veut contenir toute la pièce et en concentrer tout le tragique : « Pour ma fille, j'ai tué ma mère. »

Une première fois déjà, dans l'acte précédent, combien il eût été facile à l'auteur d'éviter à Sabine le parti cruel qui aboutit à ce terme fatal ! Le médecin de la famille vient de déclarer à Mme Revel que l'air des montagnes est indispensable à sa fille, mais qu'il risquerait d'être funeste à sa mère. Voilà donc la malheureuse partagée, déchirée entre ses deux affections et ses deux devoirs. Elle ne peut pas avouer la vérité à Mme Fontenais, qu'il faut laisser dans l'ignorance de son état; mais elle pourrait la déclarer à Marie-Jeanne, lui expliquer le danger et la laisser partir — au moins provisoirement, pour quelques jours, le temps d'arranger les choses — avec son Didier et une bonne garde. Elle n'en fait rien, et quand Mme Fontenais, qui lui a mis le marché en main, c'est-à-dire qui a refusé de payer les frais si sa fille partait sans elle, demande : « Suis-je du voyage ? », elle fait douloureusement le signe de tête qui décide la condamnation. Ah ! comme il serait tragique, si nous le sentions naturel, né-

cessaire, inévitable ! Mais nous sentons, au contraire, que la volonté de l'auteur a disposé tout cela, qu'elle s'impose au destin par un coup de force, et nous comprenons l'hommage souligné d'ironie que la clairvoyance si judicieuse et si aiguë de Jules Lemaître décernait à un tel art : « C'est fort, c'est très fort ; mon Dieu ! que c'est fort ! »

La même réflexion s'appliquerait assez bien à ce parti pris philosophique, si évident aussi, de ne voir dans nos sentiments humains que la fatalité de la nature et de l'instinct. L'amour maternel est une servitude de l'espèce, comme l'inconsciente ingratitude des enfants en trahit l'égoïsme sacré. Il faut que les pères et les mères subordonnent leur vie à ceux qu'ils ont créés, comme ceux-ci vivent à leur tour pour créer. Nous sommes tous des instruments dans les mains de l'infatigable ouvrière qui nous asservit à ses fins. — Eh ! sans doute, il y a du vrai dans cette philosophie, et nous la connaissons bien. Mais il est tout aussi vrai, plus vrai peut-être encore, et par surcroît, il est meilleur et plus beau de penser que nous ne sommes pas des instruments inertes, des agents aveugles : nous comprenons et nous voulons. L'intelligence et la volonté sont des forces d'initiative et de libération. Elles nous élèvent au-dessus du déterminisme et nous introduisent dans l'ordre de la liberté. Un père, une mère savent pourquoi ils se dévouent ; et ce vœu de la nature, ils sont capables de l'accomplir avec toute leur réflexion, tout leur courage. De même, la tendresse instinctive et spontanée des enfants peut se changer en reconnaissance, en dévouement et en respect. Le Décalogue le lui prescrit. Elle peut atteindre à l'abnégation. Une Antigone, une Cordelia, représentent dans le drame ancien et dans le drame moderne, la plus pure piété filiale ; elles ont des sœurs dans la réalité. Lier l'amour des parents et des enfants à la simple conservation de l'espèce, c'est lui attribuer une direction unique, celle de la vie physique qui, dans son mouvement de transmission, descend, si l'on peut dire, mais ne remonte pas. Les sentiments humains sont plus beaux, plus divers et plus riches ; ils rayonnent en tous sens, et la suprême fonction de l'art est d'en saisir la richesse et la beauté. Assez longtemps, les sinistres paradoxes d'un Schopenhauer nous ont fait oublier les hautes leçons de l'humanisme et les vérités plus hautes du christianisme. Revenons à la double tradition qui nous donne une connaissance de l'homme si complète et si lumineuse.

Paul Hervieu, dont la Comédie-Française célébrait, par cette reprise, le premier anniversaire, laisse à notre théâtre l'exemple d'une noble ambition dramatique, d'un effort soutenu vers la dignité de la scène, et enfin de réalisations un peu trop calculées et systématiques, un peu tendues, par conséquent, un peu froides dans leur rigueur et un peu sèches dans leurs violences, un peu artificielles, en somme, mais dont l'artifice même est un hommage à l'art, comme leur parti pris philosophique est un hommage à la pensée. Il a aimé les grands sujets, il a cherché à retrouver le tour simple, élémentaire, éternel, de nos sentiments et de nos passions, il a voulu pour toutes ses pièces une construction solide, bien équilibrée, harmonieuse. En tout cela, c'est le devoir et le plaisir de la critique, de reconnaître qu'il a très largement réussi. Il a rêvé de restaurer ainsi, de renouveler et de transposer la tragédie. Ce fut une grande illusion. Mais elle l'a soutenu et guidé. Elle peut guider et soutenir l'effort dramatique de demain. Elle ne deviendrait dangereuse pour nous que si nous en étions dupes, car alors elle nous ferait oublier ou méconnaître l'originalité même de la tragédie, sa beauté essentielle, qui sont faites de la grandeur symbolique des personnages, de leur recul mystérieux dans les lointains de l'espace ou les profondeurs de la légende, et de leur transfiguration par la poésie.

Il serait sans intérêt d'adresser ici aux excellents interprètes de la Comédie-Française quelques mots de louange banale. MM. Henri Mayer (Maravon), Georges Grand (Stangy) et Georges Le Roy (Didier Maravon) montrent, à leur ordinaire, une parfaite compréhension de leurs rôles et une non moins parfaite maîtrise de leurs moyens. Mme Pierson est une excellente Mme Fontenais, et je crois que le personnage de Marie-Jeanne convient aussi peu que possible à Mlle Berthe Bovy, toute gênée de n'y trouver aucun emploi pour sa fantaisie si originale et sa verve si drôle. Toute la nouveauté de l'interprétation était dans le rôle de Sabine Revel, repris cette fois et, on peut bien dire, créé à nouveau, par Mme Bartet. Elle s'y est montrée de tous points incomparable, et ceux qui l'ont vue, n'oublieront jamais la scène où elle raconte comment elle a dérobé des valeurs à sa mère et manqué le coup de leur réalisation. Mais n'analysons point le détail puisque, aussi bien, c'est l'ensemble même de cette création qu'il convient de louer comme un chef-d'œuvre de pathétique sans emphase, d'art et de vérité.

FIRMIN ROZ.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

L'OBSTINATION SERBE (1)

Prétexte de la guerre européenne, à la suite de l'attentat de Serajevo où l'archiduc héritier, François Ferdinand et sa femme, la duchesse de Hohenberg, trouvèrent la mort de la main de l'étudiant serbe Gravillo Princip, la Serbie est, avec la Belgique, de tous les pays d'Europe le plus éprouvé par le cataclysme que les Austro-Allemands ont déchaîné pour relever dans les Balkans leur influence déclinante en face du slavisme grandissant à la suite des défaites turques et bulgares, qui terminèrent la dernière guerre balkanique. Rempart, depuis le Moyen-Age, de la chrétienté contre les Musulmans, qui, à partir de leur victoire de Kossovo, l'opprimèrent, la Serbie est restée, pendant de longs siècles, fidèle à sa mission, comme à ses alliés, dans le bonheur et dans l'adversité. La constance par fidélité à son passé est, aussi bien, le caractère dominant de ce peuple, celui qui l'a soutenu, au cours de son histoire, dans les terribles épreuves qu'il a dû traverser et dans la plus effroyable de toutes, la dernière. Chassés de leur pays, durant les trois derniers mois de l'année 1915, les Serbes ont souffert tous les maux, non seulement d'un cœur stoïque, mais sans désespérer. Alors qu'ils fuyaient, sans vêtements et sans pain, devant l'envahisseur, leur foi dans la victoire ne céda pas. Cette obstination, que tous ceux qui ont participé à la retraite serbe ont notée, — M. Barby, dans un ouvrage émouvant, *l'Epopée serbe*, et M. Louis Thomson, qui nous livre ses notes sur elle, — compte parmi les plus beaux traits de caractère que la présente guerre ait révélés.

I

En octobre 1912, les Etats balkaniques s'étant coalisés contre la Turquie, les Serbes défont, le 20 du même mois, leur ennemi commun, à Kossovo, puis à Koumanovo. En quelques jours, les Turcs abandonnent les champs de bataille de Macédoine: ils jettent armes et drapeaux, et laissent Uskub, l'ancienne capitale de la Serbie, aux mains de ses premiers possesseurs. Neuf jours après que les troupes serbes avaient franchi la frontière, la domination turque en Macédoine avait pris fin.

Au début d'août 1914, quand les Autrichiens, malgré la réponse conciliante du gouvernement serbe à leur arrogant ultimatum, se jetèrent sur la Serbie, la résistance de ses soldats fut telle que les Autrichiens ne purent traverser le Danube. En septembre, le général autrichien Potiorek, ayant forcé le passage de la Save, est aussitôt rejeté, tandis que, dans le courant d'octobre, les Serbes, à leur tour, avancent en Bosnie. Inquiets, les Autrichiens envoient, contre le vaillant petit peuple, une armée, qui réussit à entamer son territoire jusqu'à Valevo. C'est alors que, reprenant l'offensive dans les premiers jours de décembre, les Serbes défirent, à la bataille du Roudnik, les Autrichiens, qui prirent la fuite et évacuèrent, y compris Belgrade, le territoire serbe.

De tels exploits, de la part d'une aussi petite armée, ne s'expliqueraient point, je ne dis pas seulement sans le courage indomptable de ses soldats, mais sans la fidélité du peuple serbe tout entier à ce qu'il estime sa raison d'être.

Jamais les Serbes n'ont oublié leur gloire ancienne. Il n'en est pas un qui ne se souvienne qu'au XIVe siècle, sous un grand souverain, Stéphane Douchan, ses ancêtres habitaient un empire qui s'étendait de l'Adriatique à la mer Noire, du Danube à l'Archipel, et qui semblait devoir recueillir la succession de l'Empire grec, si celui qu'on a justement appelé le Charlemagne serbe n'était pas mort subitement comme il marchait sur Constantinople. Il n'est pas un Serbe, non plus, qui ait oublié la défaite de Kossovo qu'en 1389 les Turcs infligèrent au tsar Lazare qui, malgré des prodifies de bravoure, fut pris et décapité par les Ottomans. Le souvenir de Kossovo, qui établit la domination des Turcs dans la péninsule balkanique, — défaite si grave pour toute la chrétienté qu'elle détermina une croisade, — ce souvenir vit toujours dans l'esprit des hommes et des femmes, des vieillards et des enfants de race serbe. Comme après la victoire de Koumanovo, en octobre 1912, un régiment serbe passait au *Champ des Merles*, tous les soldats, s'étant découverts, se mirent à genoux et baisèrent l'endroit où était tombé le roi. Puis, le colonel ayant pris de la terre dans ses mains pour la poser sur sa poitrine, tous ses soldats l'imitèrent : « Mon colonel, mon colonel, nous pouvons tous mourir ! » s'écrièrent-ils alors en chœur. « Osvetcheno Kossovo. Kossovo est vengé », lit-on, par ailleurs, sur les quatre cent mille médailles qui, après la guerre

(1) Henry Barby. *L'Epopée serbe* (Berger-Levrault). — Louis-L. Thomson. *La Retraite de Serbie* (Hachette). — Colonel H. Angell. *Le Soldat serbe;* traduit du norvégien par Jacques de Coussange (Delagrave). — Léo d'Orfer. *Chants de guerre de la Serbie* (Payot).

de 1912, ont été frappées avec le bronze des canons turcs.

Que le souvenir de leur grandeur et de leur défaite passées ait gardé une si grande force au cœur de tous les Serbes, cela tient, en grande partie, à leurs poésies, par qui le dépôt sacré de l'histoire nationale s'est transmis de génération à génération. Ah ! ce sont bien des chants nationaux que ces *pesmés* qui célèbrent chacun quelque épisode de la guerre de la Croix contre le Croissant. Ces poèmes ne se contentent pas de remettre en mémoire les gestes de la grande Serbie ; ils déplorent la défaite subie aux plaines de Kossovo. De cette défaite, ils réclament vengeance, soit qu'ils louent les représailles, à allures de brigandage, que les aïdouks exercèrent contre les Turcs, soit qu'ils content les longues guerres de l'indépendance que, depuis l'insurrection de 1804 sous la direction d'un paysan du nom de Karageorges, les Serbes ont menées contre leurs oppresseurs, avec l'appui des Russes. Chants héroïques entre tous, ces poésies, que les mères chantent à leurs enfants, que les maîtres lisent à leurs élèves, que les paysans se récitent entre eux, sont bien faites pour entretenir le patriotisme qui, longtemps, dut couver sous la cendre, mais qui, depuis l'autonomie obtenue par la Serbie en 1833, put se montrer au grand jour. C'est ainsi que, à la fête de Saint-Sava, on rassemble parents et élèves, dans la maison d'école, pour y chanter des hymnes patriotiques et y entendre une conférence du maître sur l'histoire de la Serbie.

II

Les femmes serbes n'ont pas seulement entretenu le souvenir de la défaite au cœur de leurs fils ; elles les ont nourris dans la pensée qu'un jour viendrait où ils vaincraient pour effacer la honte de Kossovo.

Aussi bien, l'espérance, une espérance invincible dans les destinées de la Serbie, fait partie intégrante de la mentalité de son peuple. On le vit bien, le 30 novembre 1914, quand le roi Pierre, malade et affaibli par l'âge, n'hésita pas à quitter sa retraite, malgré l'opposition de ses fils, du gouvernement et du quartier général, pour courir aux armées. Electrisés par sa présence, les soldats n'eurent qu'un cri : « Nous ne sommes fatigués, dirent-ils, que de reculer. Nous sommes heureux de ta présence, car c'est le signal de l'offensive. » — « Tako ié; c'est ainsi », répondit le vieux roi. Et, joignant l'acte aux paroles, il alla aux tranchées de première ligne où il ramassa le fusil d'un mort. « Donnez-moi cinquante cartouches », demanda-t-il. Et, sous la mitraille, il retrouva la sûreté de main et le coup d'œil de sa jeunesse. « Le Roi est dans la tranchée », la nouvelle, se propageant après un mois de recue, détermina l'arrêt brusque, puis l'irrésistible poussée des troupes serbes, qui enfoncèrent l'armée austro-hongroise du feld-maréchal Potiorek. En moins de dix jours, Belgrade et toute la Serbie étaient reconquises. La foi serbe avait vaincu.

Cette même foi dans leurs destinées soutint les Serbes quand, pressés par les Austro-Allemands au Nord, par les Bulgares à l'Est, ils durent, dans l'automne de 1915, se réfugier au cœur de leur pays et, finalement, l'abandonner à ses vainqueurs. Femmes, vieillards, enfants, tous, plutôt que de tomber aux mains de l'ennemi, suivirent l'armée dans sa retraite. N'ayant pas perdu confiance, ils ne perdirent pas courage.

L'horrible, l'atroce retraite, pourtant ! Il faut avoir lu les récits de cette « béjania » pour s'en rendre compte et, j'ajoute, pour croire que l'homme puisse supporter tant de misères. Trahis par les Grecs, empêchés par les Alliés d'attaquer la Bulgarie, les Serbes durent reculer. Et dans quelles conditions ! Plus de pain pour personne ; les mères, épuisées, n'avaient plus de lait pour leurs nourrissons. Les fugitifs, mêlés à l'armée, qui se repliait sur Priszrend, vivaient, mangeaient et couchaient dans la boue où s'enlisaient leurs bagages. Et, cependant, nul ne désespérait. « Si nous tenons encore quinze jours, nous serons sauvés : les Alliés seront arrivés... », entendait-on couramment, tandis que les soldats chantaient des hymnes en l'honneur de la Serbie et que les enfants oubliaient leur faim pour signaler l'arrivée de soi-disant canons français.

Hélas ! après Kraliévo, après Racka, après Mitrovitza, il fallut quitter Priszrend ; il fallut laisser au vainqueur le dernier pouce de terre serbe. Du moins, Pierre Ier, taciturne et farouche, restait-il au milieu de ses troupes, dans un chariot que traînaient deux bœufs conduits par un vieux paysan. « Si l'armée doit capituler, l'ennemi ne m'aura pas vivant », a déclaré le vieux souverain. Pour sauver leur roi et permettre aux vieillards, aux femmes et aux enfants, d'échapper aux Bulgares, officiers et soldats tentèrent une suprême effort : l'armée du Timok, dans une magnifique charge à la baïonnette, repoussa les Bulgares à dix kilomètres en arrière.

Cet effort, hélas ! n'eut pas de suites, les Austro-Allemands n'étant plus qu'à dix heures de marche de Priszrend. L'exode suprême dut s'achever par l'effroyable traversée de l'Albanie.

En vue de cette traversée, il fallut détruire les

dernières automobiles, toutes les voitures, le train des équipages. Il fallut enterrer ou faire sauter canons et munitions, car il s'agissait, pour lors, de franchir, sur un parcours de cent-soixante-dix kilomètres, un épais massif de cîmes escarpées sans autres chemins que d'étroits sentiers à peine tracés. Il fallut laisser là les femmes, les vieillards, les enfants, comme incapables de suivre : ils prendront, s'ils le peuvent, la voie du Monténégro, qui est, du moins, en pays allié.

Alors commença la terrible traversée de l'Albanie, sous la neige, le long des précipices. Peu de villages, et des villages inhospitaliers : on campe sur le sol gelé, tandis que les Albanais rôdent, silencieux, invisibles, autour des fugitifs qu'ils volent ou tuent. Pas de ponts : on traverse, de l'eau jusqu'à mi-corps, les torrents glacés. Chaque étape est plus pénible que la précédente. La plupart des hommes ont les pieds gelés et les mains couvertes d'ampoules par les brûlures du froid. Les plus forts ne résistent qu'avec peine à la souffrance : les cadavres jonchent la route. N'importe ! le vieux roi Pierre suit son peuple et le voïvode Putnik aussi, qui, malade, est transporté à bras dans une chaise à porteurs fabriquée par ses soldats avec une caisse de voiture. Les chansons elles-mêmes ne se sont pas tues. Parfois, d'auprès d'un vague feu, s'élève un chant : « Ça va !... On les aura ! »

Cet espoir donne, à peine arrivé à Scutari, la force au grand quartier général d'ébaucher un essai d'organisation parmi les réfugiés, dont, qu'ils soient passés par le Monténégro ou l'Albanie, il ne reste que quelques milliers sur les centaines de mille du départ. Bien qu'à demi-morts de fatigue, les officiers s'occupent, sans prendre une heure de repos, de réunir, puis de reformer les débris de leurs troupes en vue de continuer à faire face à l'ennemi : le colonel Jivko Pavlovitch, le chef d'état-major du voïvode Putnik, refuse, pour son compte, d'admettre la défaite. Sur la terre d'exil, il prépare la revanche. Le vieux roi Pierre, lui non plus, n'est pas abattu : une obstination farouche se lit dans son regard. M. Pachitch et ce qui subsiste du gouvernement serbe partagent son sentiment. Tous gardent la conviction que, grâce aux Alliés, ils verront leur patrie, affranchie du joug de l'ennemi, renaître plus grande, plus belle et plus prospère que jamais.

Grâce à cette invincible confiance, les Serbes, transportés à Corfou et en Italie par le soin des Alliés, ont, en effet, réussi à se reconstituer au point de former, sur le front de Salonique, dès le printemps de 1916, une armée redoutable de 145.000 hommes, 3.700 chevaux, 7.000 bœufs et 85 canons sauvés à bout de bras de la neige et de la glace des montagnes.

Cette foi, dont le roi Pierre demeure le vivant symbole, est la même que celle qui permit aux Serbes de subir, pendant cinq siècles, la tyrannie ottomane, sans rien abdiquer de leurs ambitions et, le jour venu, de secouer la tyrannie abhorrée, puis de s'en affranchir tout à fait pour, finalement, battre leurs oppresseurs et venger, au début du xxe siècle, l'humiliation de Kossovo.

III

Maintenant, il convient de ne pas oublier que l'obstination et la confiance serbes n'ont pu donner tous leurs fruits que grâce aux qualités d'abnégation et, partant, de discipline de la population et du soldat.

Il n'est pas un Serbe, en effet, quelles que soient sa religion et ses opinions politiques, qui ne mette la Serbie avant tout. « Nous, les socialistes, dit l'un d'eux au colonel Angell, au lendemain de la première guerre balkanique, nous avons fait la guerre comme tous les autres Serbes » (1). De bonne heure, en Serbie, l'enfant reçoit, en effet, des leçons de dévouement. Dans toutes les écoles, on trouve un tableau, entourée de guirlandes et de rubans aux couleurs nationales, sur lequel sont inscrits les noms des élèves morts pour la patrie. De même, près de chaque église, une table de marbre porte les noms de ceux qui ont donné leur vie pour la Serbie. Dans chaque foyer, on se réunit le jour de la fête du père et, après avoir mangé le pain que le pope bénit, ce dernier prend l' « tchitulia », le livre de famille, qu'il lit à haute voix, en ayant soin d'honorer particulièrement ceux qui sont morts, ont été blessés ou ont souffert pour leur pays. De leur côté, les officiers et soldats serbes ne manquent jamais d'honorer leurs camarades tombés à l'ennemi. Ecoutez ces vers que le colonel Angell entendit de la bouche d'un petit garçon de douze ans : « J'avais un père et un frère, qui m'étaient très chers. Ils sont partis pour la grande guerre, je ne les reverrai jamais, mais leur nom demeure inscrit dans l'histoire de la patrie, ils vivent. Mère ne chante pas comme autrefois, mais elle murmure chaque matin : Bogdan, mon fils, n'oublie jamais que tu es un Serbe, un fils de Iounak (héros) et que ton frère aussi était un Iounak. Et tous les soirs, je prie : Seigneur Dieu ! Donne-moi la force, donne-moi le courage pour l'amour de mes frères serbes, mets-moi l'épée à

(1) Colonel H. Angell. *Le Soldat serbe*, p. 44.

la main quand viendra enfin le grand jour où mon peuple sera mis à l'épreuve, où nous serons tous rassemblés. Si tu le veux, Seigneur, inscris mon nom parmi ceux des héros de mon peuple, de ceux qui donnèrent leur vie pour la Croix et pour la liberté » (1).

Aussi bien, le stoïcisme des femmes serbes est admirable. Non seulement, elles ont, pendant cinq siècles, transmis le désir de revanche avec l'espoir de voir un jour toutes les populations de race serbe réunies, mais jamais elles ne se sont plaintes de ce que la guerre leur avait coûté, heureuses seulement de ce qu'elle leur avait donné. « Une paysanne avait trois fils, rapporte le colonel Angell. L'aîné était maître d'école et il partit pour la guerre comme officier de réserve ; le second était simple soldat et partit aussi. Le mari était garde-frontière. Il n'y avait donc à la maison que le dernier des fils. Mais il était trop jeune pour être soldat. Il dit donc à sa mère : *Mon père et mes frères sont tous à la guerre : laisse-moi y aller aussi. Je puis bien être utile.* Et la mère répondit : *La Serbie a sur toi plus de droits que moi. Va. Si Dieu le veut, nous nous reverrons avec joie* » (2). Que dire, enfin, de cette mère qui, voyant son fils revenir, au lieu de lui souhaiter la bienvenue, l'accueille par ces paroles : « Bogdan ! Comment es-tu là ? Est-ce que la guerre est finie ? Comment ton père et tes frères ne sont-ils pas revenus ? » et ne lui ouvrit les bras que quand elle se fut assurée qu'il avait une permission régulière ? Plusieurs de ces mères, dignes de l'antique, n'ont pas craint d'ordonner à leurs enfants de ne revenir que vainqueurs.

On comprend, dans ces conditions, que le soldat serbe soit toujours prêt à se dévouer : il a le sacrifice dans le sang. Il ne se plaint jamais : il ne murmure pas ; il ne gémit point ; il supporte tout avec une patience sans limites. Les médecins étrangers qui l'ont vu à l'œuvre sont unanimes. Cette patience est commune à tous. En Serbie, personne n'interpellerait la Skupchtina parce qu'il fait froid, que les troupes sont insuffisamment vêtues et que les bas ont des trous. Cela, pour les Serbes, ne compte pas. Il semble que, pour eux, une journée sans boire et sans manger n'ait rien d'extraordinaire. Leur endurance est telle qu'on a vu des régiments franchir des étapes de soixante-dix et même de quatre-vingts kilomètres en vingt-quatre heures. C'est ainsi que, lors de la guerre balkanique, après une marche de quarante kilomètres qui avait duré quinze heures tant le terrain était difficile, la 2e compagnie du 2e régiment de la division de Morawa dut, à peine arrivée, mener une attaque de nuit, le 3 novembre, contre les positions turques d'Oblakovo, qu'elles enlevèrent, et, après cela, continuer sur les secondes positions, puis sur les troisièmes, qui ne furent prises qu'à midi, et qu'au lieu de se reposer il fallut, en outre, consolider. Beaucoup de soldats tombèrent épuisés, mais ceux qui étaient restés avaient vaincu. Le siège d'Andrinople n'exigea pas moins d'héroïsme. Le thermomètre descendit jusqu'à vingt degrés au-dessous de zéro et, une nuit, il y eut une chute de neige qui enterra les sentinelles. N'importe ! les Serbes tinrent pendant des semaines, bien qu'ils n'eussent pas de bois pour se chauffer et presque pas de vivres pour se nourrir. D'autre part, dans la guerre contre les Bulgares, la division Choumadia accomplit, bien que d'une sorte différente, l'un des plus extraordinaires exploits qu'ait eu, avant la grande guerre, à enregistrer l'histoire militaire. En plein juillet, cette division se bat pendant deux jours, repousse son adversaire, puis, ayant reçu l'ordre de se rendre à cinquante kilomètres de là pour soutenir la IIIe armée, rétablit la balance en faveur des Serbes et, finalement, se rend, en quarante-huit heures, à cent-dix kilomètres plus loin, conquérir la position d'Egri-Palanka qu'il était nécessaire d'occuper et dont la possession termina la guerre. Voici ce que l'attaché militaire français qui était là, le colonel Fournier, rapporte des circonstances dans lesquelles fut accompli cet exploit : « Le soleil était brûlant, de façon que la peau se desséchait, que sur les hauteurs on grelottait et que le choléra guettait les soldats » (1). Rien n'y fit.

Vis-à-vis de leurs officiers, l'abnégation des soldats serbes n'est pas moindre. L'un d'eux, qui se trouvait dans un hôpital de Belgrade, ayant appris qu'il fallait à un capitaine d'artillerie, grièvement blessé, un morceau de peau pour fermer sa blessure, fit appeler l'infirmière et lui dit : — « Sœur, le capitaine peut prendre sur moi ce dont il a besoin : coupez le morceau et enlevez-le. — Mais, toi-même, tu es blessé, lui objecta l'infirmière. Cela peut te coûter la vie. — Sœur, répondit le soldat, je ne suis qu'un simple soldat et il est capitaine, capitaine d'artillerie. Sa vie est plus utile à la Serbie que la mienne. Ce que je lui donne, je le donne à mon pays » (2). Cet exemple n'est pas isolé. Les soldats serbes font avec joie le sacrifice

(1) Colonel H. Angell. *Le Soldat serbe*, p. 83.
(2) Colonel H. Angell. *Le Soldat serbe*, p. 27.

(1) Colonel H. Angell. *Le Soldat serbe*, p. 131.
(2) Colonel H. Angell. *Le Soldat serbe*, p. 13.

de leur vie à leurs chefs. C'est ainsi que, quand ils sont blessés sur le champ de bataille, ils préfèrent mourir près d'eux, plutôt que de les abandonner. D'ailleurs, la modestie est naturelle aux Serbes. Même dans la victoire, ils restent calmes. Le capitaine R. Norregard, qui se trouvait dans la grande salle à manger, pleine de monde, de l'hôtel de Vranja, lorsque M. Pachitch vint annoncer la prise d'Uskub au prince Alexis, constate que, après s'être levés et avoir salué le vieux chef par des battements de main, tous les gens qui étaient là se rassirent, plus tranquilles qu'auparavant, devant leur déjeuner arrosé de paprika.

Toutes ces qualités — personne ne s'en étonnera — font du soldat serbe, qui n'est ni beau, ni imposant dans son uniforme gris, un redoutable guerrier et un combattant extrêmement discipliné. C'est ainsi que, quoi que les Bulgares en aient dit, le capitaine Scheen atteste n'avoir jamais vu « une mosquée profanée, ni une femme turque outragée » (1). La discipline, aussi bien, est familière aux Serbes dès le berceau. Chaque famille forme une communauté, la « Zadouga », dont tous les membres travaillent à la prospérité générale sous l'autorité sans limite des plus âgés et où les gains et les dépenses sont communs. Ne perdons pas de vue, d'autre part, que les Serbes sont un peuple de paysans, qui apportent à l'armée leurs rares vertus de simplicité, d'économie, de sobriété et d'ordre.

*
* *

En résumé, la patrie serbe doit à la volonté implacable de ses enfants de s'être perpétuée à travers cinq cents ans d'oppression turque, puis de s'être affranchie de cette odieuse tyrannie au XIXe siècle pour, finalement, battre, avec les Ottomans, le Bulgare félon. Elle doit à l'obstination dans l'espérance, qui est la caractéristique de son âme, d'avoir, durant la grande guerre, survécu à l'exil et de se trouver, maintenant, prête à reconquérir son propre territoire odieusement volé par les Austro-Allemands unis aux Bulgares, avec la complicité des Grecs, ses alliés, dont la conduite a été, de tous points, contraire à la leur, eux qui risquèrent la mort plutôt que de trahir leur parole.

PAUL GAULTIER.

(1) Colonel H. ANGELL. *Le Soldat serbe*, p. 21.

L'ALLEMAGNE D'AVANT-GUERRE

UN MANIFESTE DU PARTI DU KRONPRINZ (1)

Quelques mois plus tôt, en juin 1871, le chancelier présentant au Reichstag l'apologie de son maître, Guillaume Ier, et celle de sa propre politique, louait le roi de Prusse d'avoir su saisir, pour la guerre nécessaire, l'occasion favorable, de « n'avoir pas perdu en temporisations, le temps utile à l'action », d'avoir su « risquer au jeu sa couronne, son royaume et sa vie » (2). C'est de pareils exemples que la politique allemande devrait aujourd'hui s'inspirer. Or, que voyons-nous, au contraire, en Allemagne ? Une politique de rodomontades et de lâcheté, qui toujours menace et toujours pactise.

« Ce ne sera jamais un dominateur de l'histoire, l'homme qui ne sait que faire des expériences. Il n'augmente pas le prestige du peuple allemand, celui qui envoie des vaisseaux à Agadir, qui plante son pavillon sur des côtes lointaines, mais pour le rentrer bien vite dès qu'une puissance étrangère fait mine de se montrer... S'il vaut la peine de faire la guerre, qu'on la fasse; si le prix espéré en est trop mesquin, qu'on ne jette pas dans la balance le prestige de l'Allemagne. » (p. 238-239).

Ce prix, toutefois, Liman estime qu'il vaut bien la peine de croiser le fer pour l'obtenir. Le peuple allemand s'endort dans le bien-être et dans la mollesse. Les armements russes deviennent menaçants (mars 1914). La France reste intraitable et enregistre sans répondre les mille grâces de la politesse allemande : télégrammes de félicitations ou de condoléances, souscriptions pour les victimes de Courières ou de la Montagne-Pelée, réceptions organisées à Berlin pour des officiers, des industriels ou des étudiants français, rien ne la touche, enfoncée qu'elle est dans sa monomanie de revanche. Avec l'Angleterre, l'accord est impossible, aussi bien dans la mer Noire que sur le parcours du Bagdad. Dans ces conditions, mieux vaudrait dégaîner tout de suite. « Si la Rome germanique veut croître, disait Bismarck, il faudra bien qu'elle en vienne à exercer quelque violence sur les Sabins » (3). Il est encore possible d'éviter la guerre, cela est certain :

(1) Voir la *Revue Bleue*, no 20, 1916.
(2) Voir cette citation, p. 237.
(3) Lettre au duc Ernest de Cobourg, 9 juin 1866. (Cité p. 245).

« Mais alors la guillotine sèche remplacera le glaive étincelant, l'Allemagne périra étouffée sans résistance. Si nous avons été forcés de faire du commerce mondial, nous sommes aussi tenus de lancer notre esquif sur les flots de la politique mondiale; il faut nous rendre compte que nous aurons à nous battre contre les autres peuples. Et cela sans attendre l'heure où nous serions ligotés... Renonçons pour toujours à la menace du « poing ganté de fer », à l'hymne qui célèbre « l'épée aiguisée », aux titres de « maréchaux du monde » et aux barques de Lohengrin! Mais renonçons aussi à la pensée blême qui donne pour fin unique à la politique allemande de consever la paix à l'univers! » (p. 247-248).

*
* *

L'instrument nécessaire de cette politique belliqueuse, c'est l'armée : or, l'armée est menacée, en Allemagne, par de graves dangers. Le progrès des idées démocratiques semble vouloir mener à la formation de milices bourgeoises. Des voix s'élèvent pour préconiser le système français qui recrute dans le rang une partie des officiers. Que deviendra l'Allemagne si l'on touche au bloc sacrosaint de sa caste d'officiers ! Le Kronprinz devra tenir la main à ce que les officiers soient toujours pris dans les familles nobles entre lesquelles existe une étroite solidarité de classe. Il faudra leur maintenir tout ce qui est prérogative aristocratique, tout ce qui les distingue du vulgaire : le duel, vrai tribunal de l'honneur, et les brillants uniformes, orgueil des régiments d'élite. On fortifiera de toute manière la discipline, l'autorité dans l'armée, mais en même temps, il faudra en éliminer toute ingérence politique, toute velléité syndicaliste. Ainsi l'on épargnera au pays les scandales que l'Angleterre a tolérés dans l'Ulster, et dont la France s'est accommodée lors des inventaires ou des grèves du Midi.

*
* *

L'esprit démocratique, l'esprit moderne, voilà l'ennemi ! Non content de le signaler dans l'armée, Liman le voit à l'œuvre partout où l'on essaye de saper les bases de l'Etat allemand, et son livre se termine par une charge à fond contre le parlementarisme.

Le parlementarisme, c'est, bien entendu, le règne des médiocres, des incapables et des charlatans. Les textes s'amoncellent, Schmoller sur Sybel, et Treitschke sur Bismarck ou Windthorst, pour affirmer ce principe fondamental. Comment comprendre alors que Bismarck ait admis le suffrage uinversel dans l'Empire ? Il y faut voir un machiavélisme assez simple :

« Le grand chancelier, en effet, n'a considéré le droit de suffrage que comme un moyen d'attacher à ses drapeaux le succès dernier, cher à tous les cœurs: l'unification de l'Allemagne sous l'autorité de la Prusse. » (p. 261).

On prend les oiseaux à la pipée, les peuples avec un bulletin de vote. Les divers Etats allemands, chez lesquels n'existait pas de suffrage, ont adhéré à l'Empire pour avoir l'occasion d'y exercer le droit de vote. Mais le but une fois atteint, le moyen devenait superflu, et Bismarck a très sérieusement songé à restreindre peu à peu ce suffrage, devenu sans objet. Bien plus, il a espéré que le peuple allemand, dans sa sagesse, renoncerait de lui-même à ce colifichet :

« Je n'ai jamais douté, écrit-il dans son testament politique, que le peuple allemand, dès qu'il aura vu que le suffrage, tel qu'il existe, est une institution néfaste, ne soit assez fort et assez intelligent pour s'en affranchir. S'il n'en est rien, j'ai fait erreur en disant qu'il saurait aller à cheval dès qu'on l'aurait mis en selle. » (1).

L'une des tâches de l'Empereur de demain sera d'orienter le peuple allemand vers cette sage renonciation ; on pourra commencer par poser au droit de vote des restrictions de plus en plus étroites et qui reviendront à le supprimer en fait. La rage des démocrates n'y fera rien : on anéantira à la fois l'anarchie intérieure, le goût des discussions oiseuses et du doctrinarisme creux, les vices innombrables du régime démocratique. Peut-être parera-t-on, du même coup, aux déplorables tendances anti-prussiennes qui se font jour dans l'Empire et en Prusse même. Car la Prusse, haïe à l'extérieur, n'est guère mieux aimée en Allemagne même. Les Allemands du Sud, dans leur bonhomie facile et molle, raillent ce caractère prussien, fait de « volonté dure, de réalisme implacable, d'énergie sans scrupule, de rudesse dans les formes, d'esprit terre-à-terre et sans envolée » (p. 269, 271). On déteste, dans tout l'Empire, le conservatisme rigide, l'esprit militaire et féodal de cette Prusse, si grande pourtant, et qui, seule entre tous les Etats allemands, a su créer l'Empire. L'Empereur de demain devra passer outre à toutes ces sentimentalités froissées. Qu'il sache bien que les Allemands, au fond, n'aiment rien tant que de sentir la poigne virile d'un maître. La monarchie constitutionnelle n'est pas de mise en Allemagne, et on l'a vu lors de la crise de novembre 1908, où les partis bourgeois se trouvèrent unanimement hostiles à l'Empereur et à son chancelier. Or, l'inexpérience politique et parlementaire des Allemands est telle qu'il a été impossible, dans cette majorité d'opposition, toute bigarrée de droite

(1) Cité par Liman, p. 261.

et de gauche, de recruter un ministère homogène et viable. Ceci démontre que le préjugé constitutionnel, d'origine anglaise, est sans racines dans l'Empire allemand.

« Des ministres ? L'Empire ne connaît pas ce genre de fonctionnaires. Le chancelier et les chefs des divers offices impériaux relèvent du Bundesrat et le chancelier lui-même n'est pas responsable devant le Reichstag, puisqu'il n'est que l'organe exécutif de cette première assemblée ; tous les votes de méfiance possibles n'y changeront rien. Des ministres du Reichstag, un gouvernement formé de représentants du Reichstag, c'est inconcevable. Il faudrait bouleverser de fond en comble toute la structure de l'Empire allemand et en reconstruire une nouvelle, avant que la souveraineté parlementair pût s'implanter chez nous » (p. 276).

*
* *

Le chancelier, selon la doctrine bismarckienne, est le ministre des princes confédérés d'Allemagne. Il n'est responsable, en somme, que des capacités techniques des fonctionnaires qu'il place à la tête des différents services ; il se porte garant, en outre, d'une certaine harmonie entre l'esprit général de l'administration et les grands courants de la pensée et du sentiment allemands ; il veille, enfin, au bon accord entre les divers Etats de la Confédération. Mais il n'est, à aucun degré, le mandataire du Reichstag, ni le représentant des volontés populaires.

Ces volontés populaires elles-mêmes ne sauraient, selon Liman et selon le théoricien catholique Martin Spahn qu'il cite, trouver de plus fâcheux interprète que le bulletin de vote. La démocratie ignore tout contact réel avec le peuple ; elle est la pire des tyrannies. Chez quel Parlement trouvera-t-on cette discipline de soi, ce dévouement, cette conscience, ce sens de la tradition nationale qui caractérisent les monarques prussiens, et même les monarques en général ? Autant le Parlement est flottant et instable, autant la tradition monarchique est continue et fixe : autant les députés sont esclaves des partis qui les ont élus, autant le monarque plane au-dessus des partis et fait justice à tous. Rétablir l'absolutisme, sans doute, est un peu chanceux, mais tomber en tutelle est une autre et funeste extrémité où mène nécessairement trop de courtoisie envers le Parlement. On a vu ainsi, pendant des années, l'Empire dont la majeure partie est « évangélique », aller à la remorque du centre catholique, scandale que Guillaume II n'a pas su éviter.

La vérité est que l'Empereur doit s'appuyer sur l'assemblée des princes et non sur celle du peuple. Le fédéralisme allemand a besoin d'être ménagé et fortifié. Un souverain habile saurait faire au particularisme des concessions légères, pour le garder loyal. Il se souviendrait qu'il est « Empereur allemand » et non pas « Empereur d'Allemagne ». Il saurait éviter des paroles maladroites, des airs de suzerain qui n'imposent guère, mais qui blessent et provoquent de ces ripostes fâcheuses, comme celle qu'on a entendue à Lippe : « Nous ne sommes pas des vassaux. » (*Vassallen sind wir nicht.*)

D'autre part, c'est une erreur que de brutaliser la social-démocratie. Guillaume II a eu tort de traiter les socialistes d' « ennemis de l'Empire et de la patrie », de « horde qui ne mérite pas le nom d'Allemands », d' « animaux qui rongent aux racines le chêne germanique ». Comme toujours, il leur a prodigué ces menaces sans lendemain, où excelle sa faiblesse grandiloquente. « Je me charge de la social-démocratie, a-t-il dit un jour, je saurai bien en venir à bout » (1). Or, depuis 1890, l'idée monarchique en Allemagne a essuyé défaites sur défaites.

Il ne faut pas non plus s'exagérer les périls. L'Allemand, si libéral qu'on le suppose, n'est pas républicain de tempérament ; un chef socialiste, Richard Calwer, ne faisait pas difficulté d'avouer que la forme monarchique est plus propice qu'une autre aux réformes sociales. Il ne tient qu'au souverain de conserver la plénitude de son autorité :

« Mais c'est ici que la volonté du roi de Prusse doit s'affirmer. S'il s'abandonne, s'il se laisse guider sans réflexion par la soif de popularité, s'il obéit sans résistance aux tendances de son époque, il se pourra faire que Guillaume II, ou son fils aîné à tout le moins, s'appelle dans l'histoire Guillaume le Dernier... Car le peuple allemand veut bien être gouverné, mais il réclame un gouvernement fort, et il ne trouve pas la force du côté où son regard cherche en vain l'esprit de suite et le sang-froid. Comment expliquer autrement le souvenir nostalgique qu'il garde des bottes de cuirassier de Bismarck ? » (p. 290-292).

L'occasion qu'il faut saisir avant qu'elle passe, c'est la survivance de cet esprit monarchique, de ce loyalisme dynastique chez le peuple allemand à tous ses degrés. Qu'on ne s'y trompe pas, les socialistes, même, tiennent à la constitution impériale et ne l'échangeraient pas volontiers contre un régime républicain. Ils savent voir et comparer : en France, aux Etats-Unis, la tyrannie capitaliste les effraye plus que les institutions démocratiques ne les séduisent. Ils savent que l'ouvrier, en Prusse, est plus heureux et mieux protégé que

(1) Cité p. 285.

dans ces républiques, que le fonctionnarisme y est plus honnête et la législation meilleure. Le roi de Prusse, empereur d'Allemagne, suscitera quand il le voudra, cette foi monarchique qui dort au fond des cœurs allemands. Alors viendra le grand réveil national.

« La nation entière n'a pas rêvé pendant des siècles le rêve impérial pour mettre, au bout de quelques décades, à la place du petit-fils de Barberousse, quelque avocat ou quelque professeur, quelque secrétaire de parti ou quelque magnat de banque. Une seule chose est nécessaire : c'est que l'idée monarchique affaiblie soit fortifiée et affermie par son représentant le plus éminent, c'est qu'il fasse revivre la manière de Guillaume Ier et guide la nation, d'une main ferme et vigoureuse, sans tapage et sans discours retentissants, sans renfort de trombones et d'hymnes triomphaux, sur la voie rationnelle qui mène vers les cimes. » p. 294-295).

*
* *

Le livre du Dr Paul Liman, s'il n'a pas le mérite d'une grande originalité de pensée, a celui de poser très nettement les questions qui préoccupaient la majeure partie de l'opinion allemande depuis la retraite et la mort de Bismarck. Il rentre dans cette catégorie de livres d'avant-guerre par où les historiens, les géographes, les philosophes, tous les professeurs et tous les journalistes d'Allemagne entretenaient dans le public un système de terreurs paniques et d'appétits démesurés qui devaient un jour amener la catastrophe : cauchemar de l'encerclement, besoin factice de territoires pour une population qui n'émigrait plus et dont la natalité commençait à décroître, hantise d'une crise économique qui n'était pas imminente, interprétation tendancieuse et fausse des visées de l'Angleterre et de l'Entente, et, par-dessus tout, folie de sang et de batailles, rêve dément d'une domination germanique qui se serait asservi l'Europe entière.. Cet idéal politique, qui est celui de tous les écrivains pangermanistes, a cessé, depuis Agadir, d'espérer en Guillaume II. En vain des conservateurs comme Reventlow, des libéraux comme Harden ont multiplié les coups d'épingle et les adjurations pathétiques ; ni l'empereur, ni son chancelier ne semblaient désireux de tenter la fortune des armes. Il restait une chose à faire : se tourner vers l'héritier du trône, lui dire ce qu'il était désormais inutile de dire au monarque régnant, le sommer de donner au parti militaire et annexionniste des garanties décisives, l'implorer comme celui qui tient en main les destinées du pays. C'est ce que Liman a tenté. Mais s'adresser au Kronprinz dans ces termes, c'était produire à coup sûr, chez son père, une réaction violente, extrême. Je ne prétends pas dire que la guerre ait été le résultat de cette seule réaction psychologique chez un seul individu, si puissant qu'on le suppose. Mais la lecture de Paul Liman nous porterait à croire que cette jalousie paternelle exaspérée n'a pas été sans action réelle et palpable.

*
* *

Ajoutons qu'il ne nous déplaît pas, qu'il nous est agréable, au contraire, de trouver réunis en un même faisceau, ces ambitions de conquête et de violence, cette dévotion aux Hohenzollern, ce culte de la caste militaire et cette haine de la démocratie. Le tout forme un système complet, cohérent et redoutable, qui aide à comprendre ce qu'est au juste ce « militarisme allemand » que les Alliés veulent détruire. Heureux si nous n'avions affaire qu'à une petite coterie, au « parti du Kronprinz ! » Le malheur est que l'Allemagne entière se soit rendue solidaire de ces doctrines de proie et leur ait prêté l'aide inépuisable de son labeur et de son sang. De là la nécessité où nous sommes de ne plus distinguer, de souhaiter, pour la paix de l'Europe, la défaite totale de l'Allemagne totale ; alors seulement, du sein des ruines amoncelées, pourra renaître une Allemagne assagie, guérie de son rêve sauvage et sanglant, convertie enfin aux idées de liberté et de démocratie qu'il faudra, d'abord et longtemps, lui imposer par la force, mais dont la vérité lui deviendra évidente un jour. Car malgré des réactions passagères, un peuple ne remonte pas vers son passé : le peuple allemand n'était pas prêt à renoncer au suffrage universel, ni même à ce fantôme de souveraineté populaire qui était son partage. L'idolâtrie de l'armée n'était pas telle que des protestations ne se fissent pas entendre, quand les dénis de justice y étaient trop flagrants. La violence même des diatribes de Liman contre le Parlement montre qu'il avait affaire à forte partie. A la lumière de ses affirmations, la guerre actuelle nous apparaît doublement criminelle et « préventive » sur deux fronts : criminelle envers la paix de l'Europe et envers la liberté intérieure de l'Allemagne, préventive contre une chimère, l'encerclement, et contre un danger — bien vague, certes ! et bien lointain — le progrès des idées démocratiques dans l'Empire. L'habileté infernale de la caste militaire et nobiliaire qui détient le pouvoir a été de persuader au peuple allemand que cette guerre était nationale et profiterait à tous. Or, il apparaîtra plus tard que les Alliés, en triomphant de l'impérialisme militaire allemand, se trouveront avoir conquis, avec la liberté de l'Europe et des petites nations, l'affranchissement du peuple allemand lui-même.

Peut-être n'a-t-il guère mérité cet affranchissement. A peine l'a-t-il désiré. Mais nous sommes obligés de le désirer, pour lui et pour nous, et parce que seule une société de peuples libres assurerait en Europe, la paix durable et féconde. Nous nous consolerions alors si, pour d'autres raisons que celles qu'il prévoyait, la prophétie de Liman s'accomplissait, et si Guillaume II devait porter dans l'histoire, le nom de « Guillaume le Dernier ».

G. Bianquis.

CORRESPONDANCE

Cannes, 28 octobre 1916.

Monsieur le Directeur,

On me communique, un peu tardivement, — je suis loin de Paris, — votre numéro 20, du 21 octobre courant, et l'article intitulé : *Démission de M. Thiers*, dans lequel le Préfet des Bouches-du-Rhône de 1873 est pris à partie par une note de M. Thiers lui-même, et aussi par l'auteur de l'article, l'honorable M. Welschinger.

J'ai l'honneur de vous adresser la réponse de l'ancien Préfet à cette attaque ; je vous prie de vouloir bien l'insérer ; j'espère que votre impartialité lui donnera, dans le prochain numéro, la place et la forme de l'article auquel il répond.

Effectivement, le 21 mai 1873, le Préfet des Bouches-du-Rhône écrivait à M. Thiers en lui exprimant les sentiments que lui avait fait éprouver le vote de l'Assemblée nationale ; c'est à cette lettre que M. Thiers a ajouté l'annotation que vous avez reproduite aussi : « Ce même préfet qui m'écrivait ainsi, publiait, à Marseille, pour conserver son poste, une circulaire contre ceux qui m'envoyaient des adresses fort inoffensives et ne contenant que des témoignages de gratitude. »

Cette circulaire, que l'honorable auteur de l'article ne paraît pas avoir connue, figure, sous le n° 18, page 101, au tome 1873 du Recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône : elle est ainsi conçue :

« *Le Préfet des Bouches-du-Rhône*
à MM. les Maires du département,

« Marseille, le 29 mai 1873,

« Monsieur le Maire,

« J'apprends que quelques Conseils municipaux se disposent à envoyer des adresses, soit à M. le Président de la République, soit à M. Thiers.

« Contraires à la loi, les manifestations politiques, quel que soit, d'ailleurs, le sentiment qui les inspire, seraient un oubli du devoir que je n'hésiterais pas à réprimer, en annulant les unes et les autres, et en appliquant, au besoin, la mesure de rigueur édictée par l'article 25 de la loi du 5 mai 1855. Au mois de décembre dernier, j'ai dû annuler des adresses envoyées par trois Conseils municipaux du département à M. le Président de la République, bien que les membres de ces assemblées aient pris la précaution de se réunir, pour les rédiger, en dehors de la mairie, et de ne pas les transcrire sur le registre municipal; je n'ai vu dans cette précaution qu'un moyen détourné de violer la loi ; je ne m'y suis pas arrêté ; j'agirais de même aujourd'hui.

« Je vous prie donc, Monsieur le Maire, d'user de votre influence près des membres de votre Conseil municipal, pour les détourner, le cas échéant, d'un semblable dessein, et m'épargner ainsi l'obligation de rappeler au respect de la loi, ceux qui s'en écarteraient.

« Recevez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée.

« *Le Préfet des Bouches-du-Rhône,*
« H. Limbourg. »

En présence de ce texte, on ne peut que regretter, pour l'ancien Président de la République, l'accès de méchante humeur, tout à fait injustifiée, qui lui a inspiré une note outrageante et aussi manifestement contraire à la vérité.

Et quelle tristesse, de voir les suggestions de l'amour-propre blessé amener l'illustre homme d'Etat descendu du pouvoir, à qualifier de manifestations inoffensives les violations de la loi que se préparaient à commettre, dans un sens et dans l'autre, les municipalités d'un département très divisé, violations que l'ancien Président nous avait fait réprimer résolument, alors qu'il dirigeait tous nos efforts vers le but unique qu'il avait si bien défini, « le relèvement du noble blessé » !

« Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments très distingués,

Limbourg,
Ancien préfet des Bouches-du-Rhône
(1872-1873).

N.-B. — Il appert de cette réponse, que nous insérons volontiers, que dans sa lettre à M. Thiers, M. Limbourg parlait en simple citoyen, et dans sa circulaire, en préfet.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 23 — 2e SEM. 54e ANNÉE 25 NOVEMBRE — 2-9 DÉCEMBRE 1916

ÉTUDES SUR L'ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE

Dans la République, par la République, la France s'est sauvée.

A travers des difficultés inouïes, la République a construit le système d'alliances, sans lequel la France était perdue .

Au jour de la guerre, la République a réalisé l'union de tous les Français ; elle a mobilisé, sans défaillances et maintenu dans l'ordre les masses populaires.

Enfin, et c'est ce dont nous devons lui être le plus reconnaissants, la République a été profondément pacifique ; en toutes circonstances, jusqu'au 1er août 1914, elle a prouvé sa volonté de maintenir la paix. Voilà ce qui a fait, à l'extérieur, comme à l'intérieur, la force de la France ; voilà pourquoi tous les Français se sont levés pour la suprême épreuve, parce que tous avaient la certitude du bon droit de la France.

Pendant la semaine tragique du 25 juillet au 1er août 1914, chacun, dans ce pays de liberté et de réflexion, s'est interrogé. Nous venions de vivre quarante années heureuses et peut-être dira-t-on de cette époque ce que Talleyrand disait des années qui ont précédé 1789. Sur nos chers fils tombait la catastrophe. La mort accourait pour les faucher et nous restions là, impuissants, muets, dans l'horreur de la tuerie prochaine. Avions-nous rempli notre devoir envers eux ?

Tout homme est solidaire de sa génération, soit qu'il en ait partagé les erreurs, soit qu'il n'ait pas eu la force de les redresser ; les Cassandres sont coupables, ayant vu la vérité, de n'avoir pas su l'imposer. Par des imprudences ou par des négligences, n'étions-nous pas, pour quelque portion, responsables de la guerre qui commençait ?

Comme les autres, j'ai sué cette angoisse de sang ; comme les autres, j'ai, sans pitié, interrogé ma conscience : la réponse, elle a paru ici même ; je l'avais écrite pour moi, avant de la publier dans cette revue. Seule l'Allemagne a voulu la guerre ; la République française a tout fait pour épargner ce désastre à l'Europe.

Sans doute, dit-on, la République n'a pas voulu la guerre ; mais aussi elle ne l'a pas préparée. Si elle l'avait préparée, peut-être les Allemands se seraient-ils tenus tranquilles ; s'ils s'étaient néanmoins jetés sur nous, notre victoire eût été plus rapide.

Nous retrouvons là ceux qui disaient jadis : « Vous acceptez les coups de pied de l'Allemagne ; mettez-lui le poing sous le nez ; vous verrez comme elle reculera. » Ces psychologues doivent reconnaître que la féodalité prussienne n'avait pas la mentalité qu'ils supposaient et que sa folie sanguinaire ne pouvait être mâtée avec un proverbe latin.

On ne peut pas préparer sérieusement la guerre quand on veut sérieusement la paix ; quand on prépare la guerre, c'est qu'on veut la guerre. Si la République avait préparé la guerre, c'est qu'elle eût été belliqueuse ; si la République avait été belliqueuse, le Gouvernement prussien nous aurait menés depuis longtemps, comme il aurait voulu, à

la guerre qu'il avait résolue et la France n'aurait trouvé ni les mêmes appuis à l'extérieur, ni la même unanimité à l'intérieur. Qu'en pensent maintenant ceux qui, d'un cœur léger, nous auraient engagés seuls ou avec un appui secondaire de la Russie, dans une guerre avec l'Allemagne ?

Heureusement nous étions en République ; heureusement nous avons été prudents et patients ; un roi ne peut pas avoir la patience d'une démocratie ; il est tenu de faire des moulinets avec son épée et, parce que Louis-Philippe, qui était pourtant un remarquable roi, avait pris un parapluie, Thiers et Joseph Prudhomme ont contribué à le renverser.

La République Française a préparé la guerre, dans toute la mesure où un régime qui veut la paix peut préparer la guerre. Par sa patience et son bon droit, elle a conquis la force des alliances ; sa diplomatie, autant par la vertu du régime et les directions prudentes qu'il imposait, que par le mérite des hommes, n'a pas, depuis quarante ans, commis une seule faute grave.

C'est parce que Jacques Bonhomme savait cela qu'il a résolu de vaincre ou de mourir ; c'est parce que John Bull a su cela qu'il a résolu de sauver fraternellement Jacques Bonhomme, fils de mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Les événements ont éclairé aussi ceux qui disaient : « Puisque vous ne voulez pas faire la guerre à l'Allemagne, entendez-vous avec elle ». Ce fut l'objet d'un livre qui parut en 1913 ; ce livre où les arabesques d'une verve endiablée couvrent la force de la pensée, mérite de rester fameux ; écrit par un homme qui tenait une grande place dans notre vie politique et qui allait devenir Ministre de la Défense nationale, il est un document précieux dans le dossier de la France.

A ces drachen d'entente, le Gouvernement prussien de l'Allemagne a répondu par la déclaration de guerre à la France et par la façon dont il a traité l'Autriche et la Turquie ; il nous a montré ainsi ce qu'il fait de ses alliés.

Puisque c'était cela l'Allemagne, belliqueuse ou pacifique, la France ne pouvait pas échapper à la guerre.

Aucun raisonnement, aucun sentiment, aucune vision n'auraient pu décider en pleine paix les Français à passer sous le joug ; le plus humble sait qu'il a derrière lui quatorze siècles d'histoire.

Trompée par des philtres et des songes, la France se fût-elle abandonnée un soir ? Puisque c'était cela l'Allemagne, le lendemain eût amené le réveil et la révolte.

Ne regrettons rien : nous avons suivi notre route; ceux qui sont morts sont bien morts pour le destin de la France.

Toutes nos querelles passées sont enterrées dans les tombes du front.

Mais n'oublions pas que la République, à travers les erreurs et les misères des hommes, nous a conduits à l'inévitable bataille, avec le maximum de nos chances.

N'oublions pas non plus que nous avons eu la contre-épreuve sous les yeux. Les professeurs allemands, sacristains de la force, bavent leurs épais sarcasmes sur les démocraties parlementaires : ils savent bien qu'une démocratie parlementaire est nécessairement pacifique. Si l'Allemagne avait eu un régime parlementaire comme le nôtre, la guerre n'aurait pas eu lieu ; un Parlement allemand n'aurait pas pu briser les efforts de l'Angleterre, de la France et de la Russie pour conserver la paix ; un Parlement allemand n'aurait pas pu repousser leurs demandes répétées de médiation et l'appel suprême du tzar à l'arbitrage; un Parlement allemand n'aurait jamais, au moment même où l'Autriche revenait enfin à la raison, pu déclarer la guerre à la Russie le 1er août, à la France le 3 août, à la Belgique le 4 août ; un Parlement allemand n'aurait pas pu ordonner aux troupes allemandes d'envahir le Luxembourg, la Belgique et la France, avant toute déclaration de guerre.

Mais le Reichstag n'est qu'un fantôme de parlement. Seul, le Gouvernement absolu du roi prussien a permis la catastrophe. Le pouvoir personnel de Guillaume II de Hohenzollern a précipité l'Allemagne dans la guerre au moment même où, par la paix, elle touchait au bonheur et à la véritable grandeur.

Quand le Kaiser arriverait à prouver qu'il n'était pas un monstre, que personnellement, il n'a pas précisément voulu cela, qu'il n'a été qu'un instrument ou qu'une dupe, il prouverait seulement ce que nous autres français nous savons depuis longtemps ; il prouverait qu'à travers la fiction d'une seule volonté souveraine, le régime du pouvoir personnel permet à des fous furieux, à des niais sinistres, à des fournisseurs, à une clique, parfois même aux imaginations d'une misérable femme de mener les peuples à l'abîme.

*
* *

La République sort victorieuse de la guerre : l'épreuve a mis le régime hors de cause ; tout homme de bonne foi reconnaît que le Parlement a puissamment contribué au salut de la France.

On tente parfois d'écraser notre temps avec les souvenirs de la Révolution ; nous ne toucherons pas à la gloire des ancêtres ; pour avoir été les

amants de la jeune liberté ; en quelques mois ils sont devenus immortels. Mais soyons justes envers ceux de notre âge ; eux non plus n'ont pas désespéré de la patrie et de la liberté et ils nous ont épargné jusqu'ici les discordes civiles. Dans cette crise terrible, la France est demeurée unie et confiante ; c'est une grande chose.

Un peuple n'a pas besoin de tremper son pouce dans son sang pour tourner les pages de son histoire.

La guerre a prouvé que le contrôle du Parlement pouvait sauver le pays ; elle a mis en même temps à nu le défaut d'organisation administrative dont nous souffrions déjà si cruellement pendant la paix.

Sans Parlement, point de République, puisque la République est le régime dans lequel le peuple commande et suit ses destinées par des représentants périodiquement élus : mais une démocratie qui élit un Parlement élit un corps chargé de contrôler les affaires publiques ; elle n'élit pas une administration.

La nation sait que le monarque absolu, pour sa gloire, pour ses intérêts dynastiques, pour une billevesée, parfois même pour une femme, peut envoyer son peuple à la guerre et au désastre. Si par bonheur le roi n'est pas belliqueux, la nation a constaté qu'aux grands jours il est trop souvent avec ses maîtresses ou à la chasse, comme Louis XV quand le café de la France s'évadait, ou comme Louis XVI, le 5 octobre 1789.

La nation brise le pouvoir personnel ; elle veut désormais suivre toutes ses affaires et par des hommes à elle, exercer sur tous les services publics, extérieurs, intérieurs, civils ou militaires, un contrôle constant dont ses élus lui rendront compte périodiquement. En élisant comme députés ou sénateurs des médecins, des instituteurs, des négociants, des hommes de loi, des travailleurs ou des rentiers, la nation choisit des contrôleurs souverains : elle sait très bien qu'elle ne peut pas désigner des administrateurs. Elle n'a jamais pensé que la lutte des partis politiques dans le Parlement pour la conquête du pouvoir suffirait à assurer la bonne gestion des services publics.

Le citoyen qui élit un député ne se dit pas : « Attention : en nommant ce médecin, ce cultivateur, ce négociant, cet instituteur, cet homme de loi, je nomme quelqu'un qui va devenir demain et souvent à son choix, ambassadeur, général, ingénieur, administrateur de la marine marchande, des ports, des chemins de fer, des beaux-arts, gouverneur ou amiral ». Le citoyen électeur se dit : « Je choisis un homme que je connais, en qui j'ai confiance pour surveiller la façon dont les ambassadeurs, les ingénieurs, les amiraux, les administrateurs de la marine marchande, des ports, des chemins de fer, des beaux-arts, les gouverneurs et les généraux mènent mes affaires ; rien de moins rien de plus, pour ce contrôle, activité et bon sens suffisent ».

L'électeur a raison : un négociant en coton peut être un très judicieux ministre de la marine ; il ne saurait devenir du jour au lendemain second maître de timonerie ou même simple gabier, à plus forte raison amiral. Quand, par hasard, quelque haut fonctionnaire s'offre aux électeurs, ceux-ci ne sont pas plus avancés ; ils n'ont aucun moyen de vérifier comment ce fonctionnaire a rempli sa fonction ; peut-être ne se jette-t-il dans la politique que parce qu'il a raté sa carrière.

Ainsi par l'origine et le principe de l'institution, par les conditions de l'élection, un Parlement n'est et ne peut être qu'un corps chargé du contrôle des affaires publiques. Sans doute, un parlementaire peut se révéler, en fait, un très bon administrateur ; nous l'avons vu ; nous le voyons ; en temps de guerre, on court au plus pressé et les plus dégourdis sauvent les autres. Ce n'est qu'une aventure heureuse ; ce n'est pas une constitution.

Un régime démocratique normal comporte à la fois un Parlement et une administration ; une administration très puissante et très active, chargée de faire vivre et prospérer la nation ; un Parlement souverain chargé de contrôler l'action de l'administration, de s'assurer à tout instant que l'administration ne devient ni tyrannique, ni routinière, qu'elle agit toujours dans le sens que veut la nation.

Le Parlement est souverain, car il exprime la volonté nationale ; mais l'administration doit exister en dehors du Parlement : sans cela, le régime démocratique conduit au désordre et à l'anarchie. Plus s'étend l'action collective de la nation, plus la force de l'administration doit être accrue ; une démocratie est une armée en marche vers l'avenir : elle a besoin de cadres solides ; une administration puissante peut seule lui donner ces cadres.

Nous avons gardé la manie des sauveurs : quand quelque chose ne va plus, on rencontre un tas de Diogènes qui courent affolés en criant : « Un homme ! » Des hommes, nous en avions plus qu'il ne fallait : à quoi les avons-nous employés ? A souffler des bulles de savon ; la moitié de la France faisait des conférences à l'autre qui prenait des notes, les amplifiait ou les résumait et tout le monde se soulageait avec des papiers. Un pays bien organisé n'a besoin ni de sauveurs ni de génies : avec des hommes d'intelligence moyenne,

mais réfléchis et bien à leur affaire, il passe à travers les crises les plus graves ; quand un pays n'est pas organisé, les hommes les plus remarquables ne sont que des mouches dans de la glu.

Montesquieu a marqué la division nécessaire des pouvoirs ; écrivant pour un temps encore lointain, ce puissant esprit a tracé des limites un peu imprécises. Préoccupé de rogner l'autorité absolue du roi, il imagina un pouvoir judiciaire, hommage aux Parlements de l'ancienne monarchie ; pour nous, le pouvoir judiciaire n'est que l'exécution d'un service public. La distinction entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif s'accorde avec la monarchie tempérée que Montesquieu concevait ; elle heurte à tout instant le fonctionnement normal du régime parlementaire dans notre république démocratique : l'administration promulgue des règlements qui sont des lois ; et comment le pouvoir exécutif du Ministre qui n'est ministre que parce qu'il est parlementaire et qui dépend à toute minute du Parlement peut-il se distinguer du pouvoir législatif ? Le Ministre a beau crier aux interpellateurs : « Ne confondez pas les pouvoirs ; ne touchez pas à mon pouvoir exécutif et songez à Montesquieu ». Les interpellateurs n'en ont cure et le Ministre qui invoque son pouvoir exécutif est bien près de ses fins. Montesquieu lui-même d'ailleurs s'y reconnaîtrait-il ? N'a-t-il pas écrit au chapitre VI de l'Esprit des lois « que s'il n'y avait plus de monarque et que la puissance exécutrice fut confiée à un certain nombre de personnes tirées du corps législatif, il n'y aurait plus de liberté ». Or, nos Ministres sont et restent des parlementaires ; c'est l'essence du régime et c'est par là que nous avons conquis la liberté.

Gardons de la distinction fameuse ce que l'expérience nous en laisse : la division nécessaire des pouvoirs de contrôle et des pouvoirs d'action. Dans une démocratie comme la nôtre deux pouvoirs existent nécessairement ; le pouvoir politique basé sur l'élection et chargé d'assurer le contrôle du peuple sur toutes les affaires publiques ; le pouvoir administratif basé sur le dévouement à la nation, la compétence et l'honnêteté, chargé d'assurer la vie et le progrès de la nation.

C'est une folie de dire que les deux pouvoirs ne peuvent coexister : leur coexistence et leur coordination constituent la forme supérieure du gouvernement des nations ; l'un est aussi nécessaire que l'autre ; l'un par l'autre, ils se complètent et se corrigent. A eux deux, ils ne donnent pas des hommes parfaits : mais dans un système bien construit, les vices des politiques et ceux des administrateurs se neutralisent ; l'objet du régime parlementaire est précisément de développer la vertu et l'efficacité de l'administration par le contrôle souverain du Parlement.

Contrôle et action, voilà les deux termes ; une démocratie doit les séparer soigneusement : le contrôle au Parlement, l'action à l'administration.

Le contrôle, c'est le salut pour ceux qui sont chargés de l'action. Le contrôle le plus tâtillon, le plus injuste, est encore utile ; l'administrateur maudit le contrôleur ; mais s'il a du tempérament, il n'en agit que mieux ; ce contrôle l'oblige à se donner à lui-même les raisons de ses actes, lui fait apercevoir des erreurs qu'il n'aurait pas découvertes et lui suggère des plans nouveaux. Le contrôle, quel qu'il soit, peut être le salut, à une condition toutefois, c'est que l'administrateur garde l'action.

Richelieu s'est plaint avec amertume d'être obligé de rendre des comptes à un esprit très médiocre. Je crois volontiers que le contrôle de Louis XIII ne fût pas inutile à Richelieu ; mais je suis sûr que si la politique de la France avait été menée par Louis XIII au lieu de l'être par Richelieu, la France ne s'en serait pas bien trouvée.

*
* *

Dans les études qui suivront, j'essaierai d'expliquer par quelques exemples comment pourrait être organisé ce pouvoir administratif absolument nécessaire pour assurer le destin et la grandeur d'une démocratie. Je n'imagine pas proposer des solutions parfaites. Je sais seulement, pour l'avoir vu tous les jours depuis trente ans, que la France regorgeait de ressources en biens et en hommes et qu'elle les gaspillait affreusement ; je sais qu'elle aurait pu rendre au commerce, à l'industrie, à l'agriculture des dizaines de milliers d'hommes honnêtes et intelligents dont elle consumait la vie dans les besognes les plus vaines et les plus dispendieuses pour nous ; je sais qu'avec un nombre immense de fonctionnaires elle n'avait presque plus de force administrative organisée. Je sais qu'elle peut avoir, à la fois, un grand Parlement et une grande administration.

Chaque administration est une organisation destinée à produire une utilité sociale, à créer incessamment de la vie : elle devrait donc être conçue, dirigée d'après les méthodes industrielles les plus fortes, les plus modernes. Toutes étaient combinées, agencées pour produire des mots, des papiers, du néant : aucune considération technique ne dominait leurs efforts ; partout une multitude folle de rouages ; une constante rupture des forces ; des chapelets d'écluses coûteuses où les affaires séjournaient pour des vérifications frustra-

toires ; on pesait, on soupesait, on vérifiait, on contre-vérifiait, la moindre différence donnait lieu à des confrontations, à des suppléments d'enquêtes, à des commentaires, à des discusions aigres-douces. Pendant ce temps, l'intéressé crevait de dépit ou de faim ; heureux quand on ne s'en prenait pas à lui.

La moindre décision était remâchonnée par plusieurs escouades. Nous nous mettions à vingt pour lever un fétu ; nous dressions les treuils, nous montions les poulies ; nous préparions les rouleaux comme s'il s'agissait de déplacer l'obélisque et quand ce travail était terminé, nous nous apercevions que le fétu avait été emporté ailleurs par le vent du hasard.

Tant de collaborations rendent-elles une décision meilleure ? Non ; elle est plus mauvaise. A mesure qu'on s'éloigne, elle devient plus nuageuse, plus théorique, partant moins judicieuse.

Tous les dossiers donnent la même impression : ceux qui ont étudié l'affaire sur place, qui l'ont vue, qui ont interrogé les intéressés, ceux-là parlent en connaissance de cause. Mais ceux-là n'ont que des rapports à faire. A mesure qu'on monte, qu'on s'éloigne d'eux, l'incompétence grandit ; cela est entièrement sensible par la lecture successive des différents rapports d'une même affaire ; c'est à travers l'écriture d'autrui que désormais la question est vue. Si copieux, si admirables que soient les premiers rapports, ils ne peuvent tout prévoir. Les imaginations travaillent : on fait des hypothèses sur des faits. On demande de Paris des compléments d'explication sur des points élémentaires, sur des détails qu'un regard ou qu'une réponse éluciderait. On nomme des commissions, elles nomment des sous-commissions qui désignent des rapporteurs ; vingt, trente, quarante personnages de tous poils collaborent à la confection d'un dossier. Lorsqu'on lit ce dossier, on a presque toujours l'impression que l'un quelconque de ces personnages était parfaitement capable de résoudre la question à lui tout seul. Chacun isolément aurait pris une bonne décision ; tous ensemble aboutissent à quelque chose de médiocre. Cette collection d'avis superposés embrouille l'affaire. Chacun épluche l'avis de ses inférieurs avec le désir de justifier son intervention en critiquant leur besogne ; quand on arrive au bout, on est bien loin de l'intérêt réel.

Ainsi notre système administratif anéantissait les qualités naturelles ou acquises du fonctionnaire français, sa volonté, son dévouement, son souci naturel de l'intérêt public. Toute la machine devrait être combinée pour fortifier la volonté, multiplier la force et décupler l'action de ces hommes que nous avons recrutés avec tant de soin, que nous avons prélevés sur l'élite de notre pays : la machine fonctionnait comme un pilon qui broyait leur effort pour le bien.

Ils avaient la passion du bien public ; ils avaient espéré qu'ils feraient quelque chose pour leur pays. Quand aux dernières heures du jour, ils mesuraient leur tâche, que trouvaient-ils, les pauvres gens ? Quelques cendres de papiers inutiles.

Toute leur vie ils avaient écrit, paperassé, raturé les rapports de gens plus compétents qu'eux, fait d'autres rapports pour des ignorants, jacassé dans des commissions dont personne ne connut les travaux, correspondu avec des milliers de badauds ; pour une sottise retardée, combien d'entreprises utiles arrêtées : Le peu de bien qu'ils avaient fait leur avait toujours nui et si quelque chose les avait poussés sûrement, c'était le mal auquel ils avaient collaboré.

Sommes-nous guéris ? Pas encore ; en pleine guerre, nous continuons les mêmes routines et je pourrais citer des exemples saisissants.

Oui, nous avons été de bien inutiles Cassandres ; mais patience : ceux qui auront vaincu exigeront que la République soit digne de leur immense victoire et ceux-là, il faudra bien qu'on les entende.

*
* *

Dans cette réorganisation administrative de la France, quel est le premier service à constituer fortement ? Celui de la police : la République nouvelle doit donner à la France ce que celle-ci n'a jamais eu, une police nationale vigoureuse, instruite, impartiale, sur tous les points du territoire. C'est le premier signe et la mesure de la civilisation d'une nation, la condition essentielle de tout progrès. Paix publique, santé, morale, hygiène, honorabilité de tous les fonctionnaires de la nation, ordre à l'intérieur, protection contre les agents de l'extérieur, tout dépend d'une bonne police ; c'est par elle que le citoyen apprend l'obéissance aux lois. Beaucoup de questions qui nous paraissent insolubles seraient depuis longtemps résolues, si nous avions une bonne police. La simple application d'une loi presque séculaire eut probablement suffi à arrêter les progrès de l'alcoolisme.

Nous faisons des lois à tour de bras, mais nous ne les faisons pas appliquer. La loi de 1902, pour la protection de la santé publique, est restée à peu près lettre morte.

A quoi bon tant de règlements sociaux si nous n'avons pas une bonne police pour les mettre en exécution : ils ne sont plus que des montagnes de

papiers inutiles et tous les Solons du monde sont tout au plus bons à faire une classe de l'Institut. L'Allemagne était fière de sa police : elle avait raison. En peu de temps une forte police transforme un peuple et lui inculque le sens de la discipline nécessaire aux grandes nations. On dit que nous sommes plus indisciplinés que les autres : ce n'est pas vrai.

O vainqueurs des plus terribles batailles de l'humanité, vous avez bien appris la discipline nécessaire pour vaincre ; imposez-la demain partout. Vous avez fait de grandes choses dans la guerre ; faites de grandes choses dans la paix ; vous avez prouvé qu'une démocratie peut vaincre ; prouvez qu'elle peut être puissamment organisée pour la paix : l'avenir de l'Europe dépend des leçons que vous allez donner. Le monde a les yeux sur vous ; il ne vous jugera pas seulement sur les heures de gloire et de mort : il va vous juger aussi sur les jours féconds de la paix. Faites qu'il ne soit pas déçu et montrez-lui la grandeur d'une démocratie. Rappelez-vous : quand mil sept cent quatre vingt neuf a sonné sur la terre, quel frémissement de tous les hommes ! Nos grands-pères leur ont montré la Terreur, Barras, Joséphine de Beauharnais et le terrible génie du Corse. En 1848, quel nouvel enthousiasme des nations, y compris l'Allemagne ! Nos pères leur ont montré les journées de juin, Louis-Napoléon et des bandes de jouisseurs.

Puisque, par vous, la République a vaincu, faites que la République soit digne de sa victoire. Et puisque de ce sommet d'histoire où vous êtes, vous allez redescendre aux humbles réalités, commencez donc par donner partout à votre pays une police très fortement organisée. C'est sur cela que l'éranger qui va venir admirer votre victoire jugera d'abord la République nouvelle.

Mais comment bien organiser la police ?

(*A suivre.*) HENRI CHARDON.

L'ÉVOLUTION DES IDÉES RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES (1)

I. — LES INFLUENCES RELIGIEUSES PENDANT LA GUERRE

Le rôle joué par les dieux dans l'histoire fut toujours prépondérant. Le monde antique les mêlait à tous les actes de la vie. Aux plus brillantes époques de la civilisation grecque, aucun général n'aurait osé entreprendre une expédition sans les avoir consultés.

Pendant toute la durée du Moyen Age et jusqu'aux temps modernes leur influence ne fut pas moindre. La vie religieuse continuait à envelopper la vie civile. Une providence, bienveillante quelquefois, menaçante souvent, redoutable toujours, guidait le cours de l'histoire. Elle présidait aux batailles et décidait leur sort.

Le rôle des dieux ne s'atténua que quand des investigations précises, commencées vers l'époque de la Renaissance, montrèrent qu'une foule de phénomènes, jadis attribués à des volontés divines, résultaient de lois invariables ne fléchissant jamais.

Après avoir été éliminés du domaine de la science, les dieux finirent par être éliminés aussi, quoique moins complètement, de celui de la philosophie. Bien rares aujourd'hui sont les philosophes ayant recours à l'intervention des dieux dans leurs explications.

Mais en dehors des savants pour lesquels les divinités de tous les âges n'offrent plus qu'un intérêt historique, il reste un nombre immense d'âmes ayant besoin de l'assistance de ces grands fantômes. Ils représentent pour eux la consolation, l'espérance, le réconfort dans les heures sombres. Prétendre les détruire serait une vaine tentative, car si les dieux redoutent l'influence du temps, ils ne craignent pas celle de la raison.

On peut remarquer d'ailleurs que les religions ne seraient pas dénuées de fondement si elles consistaient seulement à qualifier de divinités les mystères innombrables dont nous sommes enveloppés. Leur rôle hypothétique commence à ce point précis où le croyant veut attribuer des volontés intelligentes aux forces aveugles qui enveloppent le monde.

Les croyances religieuses sont chimériques sans doute, mais elles ne sont pas vaines. J'ai insisté bien des fois sur la puissance considérable qu'elles donnent à l'homme et sur leur utilité.

Pendant la guerre se manifesta une certaine reviviscence des croyances religieuses. On ne saurait dire encore si elle survivra aux causes lui ayant donné naissance. Après la guerre de 1870, le mouvement religieux qui s'était développé avec intensité s'évanouit rapidement.

Chacun a pu remarquer que ce ne fut pas seulement sur le front, mais chez des écrivains éminents que se manifesta la renaissance de l'esprit religieux.

La biblique conception d'un Dieu ordonnant la guerre a paru défendable à d'illustres historiens

(1) Ce chapitre est extrait d'un livre de GUSTAVE LE BON, qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Flammarion, sous le titre : *Premières conséquences de la guerre. Transformation mentale des peuples.*

tels que M. Gabriel Hanotaux. Voici comment ce dernier s'exprime dans l'introduction de son bel ouvrage sur le conflit européen.

« Pourquoi cette guerre? Etait-elle dans les desseins de Dieu? Etait-elle inévitable? Quel homme ou quel groupe d'hommes doit en porter la terrible responsabilité? De tels maux résultent-ils d'une volonté déclarée, d'une erreur pitoyable? S'agit-il d'un phénomène malheureux mais accidentel? Est-ce une évolution nécessaire? une fatalité inéluctable? Est-ce une aberration affreuse, une calamité salutaire ; ou bien, n'est-ce pas, plutôt, un châtiment? »

Un autre académicien célèbre, M. Paul Bourget, avait, dès les premiers temps de la guerre, soutenu des opinions analogues.

Il assurait dans un grand journal que « le malheur national est une expiation de nos péchés ». Pour apaiser la colère divine, il conseillait d'organiser des prières publiques.

Evidemment cette conception d'un Dieu se vengeant sur ses créatures de fautes commises sous l'influence de mentalités dont il est cependant l'auteur, paraît inconciliable avec les idées modernes. Cependant, puisqu'on les formule, c'est sans doute quelles semblent encore acceptables à des esprits distingués.

Ils ont d'ailleurs pour justification de suivre fidèlement les enseignements catholiques. Au Consistoire du 22 janvier 1915, le Pape s'exprimait dans les termes suivants :

« Nous ne croyons pas que la paix ait quitté le monde sans l'assentiment divin. Dieu permet que les nations qui avaient placé toutes leurs pensées dans les choses de cette terre se punissent les unes les autres, par des carnages mutuels, du mépris et de la négligence avec lesquels elles l'ont traité. »

Je crois douteux que beaucoup de savants retournent pour longtemps à des conceptions correspondant si peu à l'évolution de la pensée scientifique. Néanmoins, la sphère du mystique est si indépendante de celle du rationnel qu'on ne saurait considérer comme absolument impossible la persistance d'idées semblables.

Aux dieux personnels peu défendables aujourd'hui a succédé dans nombre d'esprits une religion vague sans contours arrêtés, analogue à celle professée par les protestants libéraux. On peut la résumer dans la déclaration suivante de M. Monod, rappelée par son biographe M. Albert Delatour :

« Je crois en Dieu, si c'est croire en Dieu que de croire qu'une loi supérieure gouverne le monde, loi d'ordre, d'harmonie et de bonté, à laquelle nous obéissons quand nous faisons le bien. »

En supprimant de ce passage le mot de bonté, visiblement incompatible avec la notion de loi, on arrive à la conception moderne de l'évanouissement dans l'idée de loi des dieux personnels et providentiels de nos pères, accessibles à la prière et dominant la nature.

Bien que la science ne connaisse plus de tels dieux, ce sont pourtant les seuls que l'humanité puisse adorer. Ils sont créateurs d'espoirs et les aveugles puissances métaphysiques qui prétendent les remplacer n'enseignent que la résignation. Or, l'homme vit surtout d'espérance et n'a jamais trouvé d'éléments de progrès dans la résignation.

Il y a, on le voit, plusieurs manières de concevoir les religions. Elles peuvent, en définitive, être considérées comme des croyances mystiques dégagées d'éléments rationnels ou n'en contenant que fort peu. Le culte de la patrie, la foi socialiste sont des religions au même titre que le bouddhisme ou l'islamisme.

Toutes ces croyances ont un élément commun : l'espérance et un soutien nécessaire, la foi. Elles sont concrétisées dans un idéal divin, politique ou social.

La plupart des hommes étant guidés par un idéal quelconque, on peut dire qu'ils sont tous plus ou moins religieux. Un peuple sans idéal et par conséquent sans croyances disparaîtrait vite de l'histoire.

La guerre aura eu au moins pour résultat de supprimer pendant sa durée les dissentiments religieux et les persécutions qui assombrirent le cours de ces dernières années.

Beaucoup de peuples, Anglais, Américains, etc., étaient arrivés depuis longtemps à cette phase de tolérance permettant à chacun d'adorer les dieux de ses rêves ou de ne pas en adorer du tout. Il faut espérer que nous les imiterons et serons définitivement guéris de nos fanatismes.

II. — L'Evolution nouvelle de la Pensée philosophique.

Laissons maintenant de côté des croyances que leur antiquité et leur utilité rendent respectables. A côté d'elles se trouvent des problèmes philosophiques qui se posent toujours lorsque le temps fait pâlir la foi. Dès que les hommes renoncent à invoquer les dieux ils cherchent aussitôt quelques conceptions philosophiques contenant des principes directeurs capables d'orienter leur vie.

Ils les cherchent mais ne les trouvent pas toujours. Nous sommes justement à une de ces périodes de l'histoire où les diverses philosophies qui se sont succédé après un éclat éphémère ont disparu sans qu'aucune doctrine les ait remplacées. Il n'est plus aujourd'hui de système philosophique ayant conservé quelque prestige. La seule philoso-

phie vivante, et à peine peut-on lui donner un tel nom, est constituée par l'ensemble des principes fondamentaux de chaque science. Nous avons acquis une vision philosophique des choses, mais nous n'avons plus de véritable philosophie.

Que si cependant un lecteur curieux me demandait comment, dans l'état actuel de nos connaissances, on peut considérer le problème de notre destinée et l'orientation de la vie, il serait déjà possible de formuler quelques linéaments de la philosophie qui se constituera peut-être bientôt. Je vais dire dans quelles circonstances ils se présentèrent à mon esprit.

*
* *

Un inoubliable soir de la fin d'août 1914, je traversais la place de la Concorde. Un ami sortant d'une ambassade m'apprit brusquement que les Allemands, supposés encore à la frontière, étaient aux portes de Paris et se proposaient d'incendier progressivement la capitale avec ses habitants, pour forcer la France à une paix rapide et se retourner vers la Russie devenue menaçante.

Aux reflets du soleil descendu vers l'horizon, scintillaient les dômes, les coupoles, les façades des palais qui forment à la grande place une ceinture de pierre d'une si majestueuse beauté. Les rues adjacentes étaient pleines de vie et de mouvement. La foule ambulait lentement ignorant son destin.

Et cependant, à moins d'un improbable miracle, Paris allait périr. Dans les flammes s'évanouiraient pour toujours les vieux témoins de sa grandeur passée. Ils racontaient dans leur muet langage les persistants efforts de l'homme pour surmonter les instincts rudimentaires des temps primitifs, constituer des empires, bâtir des cités, passer des luttes sans pitié aux grandes manifestations de la solidarité.

Notre époque se croyait définitivement soustraite aux violentes destructions des premiers âges et voilà qu'un effroyable cataclysme allait fondre sur la vieille capitale de la pensée et de la liberté.

Un dernier rayon de soleil frappant au centre de la place l'obélisque du roi Rhamsès me fit songer à ce conquérant glorieux, qui remplissait l'Asie du bruit de son nom à un moment où les Grecs et les Romains, destinés à devenir si célèbres à leur tour, n'avaient pas encore rayonné dans l'histoire.

Si l'ombre de l'illustre roi flottait autour de cet ultime vestige de sa gloire passée, que devait-elle penser des causes éternelles qui édifièrent tant de puissants empires, ensevelis dans l'oubli aujourd'hui.

Des grandes capitales qui éblouissaient alors le monde ne survivent actuellement que d'incertains souvenirs. Le sable recouvre les ruines de l'impérieuse Ninive et de la formidable Babylone. De la Thèbes aux cent portes subsistent seulement quelques colonnes à demi détruites et l'obélisque, transporté bien des siècles plus tard dans la célèbre capitale, menacée de périr à son tour.

Peuples et conquérants tentent en vain de bâtir pour l'éternité. La loi de l'éphémère les domine toujours. Les empires naissent, grandissent et s'éteignent, les générations rentrent dans la poussière d'où elles ont surgi un instant, les interprétations successives de la raison des choses ne durent pas davantage.

Que faut-il donc penser de ces édifications et de ces destructions successives d'institutions, de monuments, d'idées et de croyances ? Sont-elles les conséquences de lois fatales ? Faut-il y voir seulement le jeu de hasards incertains ?

Si le hasard était le seul maître des choses on pourrait se demander alors avec l'Ecclésiaste ce que retire l'homme de tout le travail qu'il accomplit sous le soleil et considérer ses œuvres comme infiniment vaines.

Cette conception pessimiste est la première qui s'offre à l'esprit quand on constate combien fugitives furent les plus importantes des créations humaines. Mais il est facile d'arriver à une vision presque optimiste du monde, si nous dirigeons nos regards non vers le passé, mais vers l'avenir et si, d'autre part, nous renonçons à vouloir isoler nos personnalités de l'ensemble dont elles font partie et à prétendre les stabiliser pour toujours.

Ce sont surtout les religions qui nous ont appris à ne regarder qu'en arrière. Elles nous enseignaient que l'homme était un être déchu de sa primitive splendeur et tout son effort devait viser à reconquérir le passé.

Une conception plus approfondie des phénomènes a montré au contraire que le progrès est devant nous et non derrière nous. L'homme n'est plus une créature déchue, mais un être qui évolue progressivement, édifiant lui-même son avenir.

La science dit peu de choses de nos origines et de notre destinée. Elle enseigne au moins que les formes supérieures sont préparées par des formes moins parfaites.

Et c'est justement pourquoi le passé ne peut être qu'un amoncellement de débris. Quand une époque a rempli sa tâche elle disparaît pour laisser place à une autre plus parfaite issue de ses efforts. Les grands progrès de l'humanité furent toujours préparés par une lente élaboration antérieure.

Telle fut la loi de la nature depuis que naquirent

aux temps géologiques les monstres auxquels succédèrent des formes de plus en plus élevées.

Création du passé l'homme est aussi un créateur d'avenir. C'est à cet avenir vivant bientôt et non à un passé mort qu'il doit songer.

Si les lois de ce passé restent celles de l'avenir, les générations qui nous succéderont se détacheront de plus en plus de l'ancestrale barbarie et possèderont une plus claire compréhension de l'univers.

Cette humanité nouvelle que nous portons déjà en nous, résultera de l'intensité et de la continuité de nos efforts. Ces efforts, comme nos erreurs, ne sont éphémères qu'en apparence et déroulent souvent leurs répercussions sur une durée de plusieurs siècles. L'homme ne crée pas seulement sa destinée pendant sa courte vie. Il prépare aussi sa future grandeur.

C'est sur de tels principes que s'édifiera peut-être un jour une philosophie nouvelle. A des hypothèses devenues infécondes parce quelles avaient épuisé leurs forces, succéderont des doctrines préoccupées surtout de l'avenir.

Contre une semblable conception, on aurait pu objecter, il y a peu de temps encore, que beaucoup d'hommes se soucient médiocrement de l'avenir.

La guerre montre, au contraire, que des millions d'êtres savent se sacrifier pour la perpétuité de leur race, c'est-à-dire pour des générations qu'ils ne verront pas naître.

Depuis que l'homme réfléchit, ses points de vue fondamentaux ont plusieurs fois varié. Pour s'adapter aux nécessités qu'implique la marche du monde, il devra les modifier encore. La tâche sera évidemment pénible, car il faudra d'abord renoncer à d'antiques conceptions, et surtout à l'éternité de notre personnalité.

Cette illusoire éternité ne serait pas très enviable. Mieux vaut le rôle de créateurs de personnalités nouvelles, qui seront une image perfectionnée de nous-mêmes.

Et c'est ainsi que revêtus de formes transitoires pendant notre brève existence, nous prolongeons notre vie par des êtres futurs, dont nos efforts auront préparé l'existence.

Pour que cette philosophie de l'avenir puisse se constituer, il faudra d'abord nous dégager un peu de la vie individuelle, et accentuer le sentiment de notre participation à l'existence séculaire de la race, dont nous sommes de passagères incarnations. L'éphèmère cachant la durée, nous oublions facilement que la perpétuité refusée à l'individu est accordée à la race dont il fait partie.

Chaque être momentanément surgi sur la ligne du temps dérive d'un long passé et contient un immense avenir. Synthèse du passé, il renferme en puissance une suite infinie de générations attendant le moment d'échapper à leur provisoire néant. Nos formes transitoires recèlent un contenu éternel.

GUSTAVE LE BON.

LITTÉRATURE D'IMPORTATION ET ACCENT NATIONAL

Surveiller chez nous les importations de toute catégorie, ce doit être, dès maintenant, et ce devra être, après la guerre, un principe directeur de vie, dans l'ordre matériel autant que dans l'ordre moral ! Défions-nous de tout ce qui porte l'estampille *neutre*, car le neutre, si j'en crois l'étymologie du mot, c'est celui qui n'est *ni l'un ni l'autre*, et pour la même raison que je n'aime pas beaucoup les femmes ressemblant à des hommes, j'imagine que les femmes ont peu de goût pour les hommes d'aspect hybride. En humanité comme en art, les *genres tranchés* sont les meilleurs, et l'une des grandes leçons du drame que nous vivons aura été de nous préciser le péril des situations fausses.

C'est de l'importation suisse en littérature qu'il faut se défier — non pas tant que de telle autre bien entendu — mais se défier quand même, car elle peut être riche en parcelles d'éléments adverses. On connut ainsi quelques auteurs qui parvinrent à faire figure d'écrivains français, grâce à ce qu'il y eut toujours d'exagéré dans notre bienveillance, dans notre indéracinable sociabilité — produits des Universités de Fribourg ou de Lausanne —, et à prendre une place tout-à-fait disproportionnée à leur valeur. Laissons à la Suisse ce qui fit jusqu'alors ses trois principaux titres de gloire : ses montagnes, ses hôtels et ses maisons de cure. Pour le premier, nous n'y pouvons rien, c'est évidemment une double infériorité pour une capitale comme Paris d'avoir un fleuve aussi maigre et de se trouver à quelque trente mètres d'altitude. Pour le reste, il y aurait beaucoup à faire et à imiter.

On se plaindra peut-être, sans doute s'est-on plaint déjà, de ce que j'appuie trop souvent sur certaines idées. Mais la raison en est qu'elles me paraissent essentielles, rentrant dans la catégorie de ce que l'on peut appeler les *Idées-Mères*, d'où découlent toutes les autres. Et puis les Idées ne sont-elles pas comme les clous, qui, plus on insiste du marteau, plus il font de chemin en pro-

fondeur ? A mon sens, nous n'insisterons jamais assez, nous autres écrivains, propagandistes de doctrines, sur la qualité d'*accent* qu'il faut demander à notre littérature ; car l'accent, ce n'est pas seulement la marque essentielle, et si j'ose dire le thermomètre du talent, sur quoi nous reviendrons tout à l'heure, c'est encore le signe de race, et ce devrait être le mot de passe exigé pour tenir son rang dans les Lettres françaises. Jusqu'alors nulle sentinelle n'exigeait le mot et nous cultivions jusqu'à la folie le libre échange en toute matière. Arriverons-nous à constituer une ligue de Protectionnisme littéraire... une ligue qui ne serait pas seulement, comme il arrive trop souvent chez nous, une façade de noms connus avec comité d'honneur et sous-comité... une ligue *effective* qui ne se contenterait pas de siéger à date fixe... qui saurait agir !... Rien de plus malaisé à établir que ce qui semble le plus naturel et le plus indispensable.

*
* *

Revenons à cette notion d'*accent*, pour tâcher d'en épuiser le sens et la valeur expressive. Un de mes confrères, demi-Suisse et renommé pour l'art avec lequel il cuisine les maîtres et travaille à s'en faire une manière propre, parce que justement il manque d'accent personnel, sollicitait certain jour un article à propos d'un de ses romans, et ne trouvait pas d'argument meilleur ni plus convaincant que celui-ci : « Songez, mon cher ami, que j'en suis à mon dix-huitième ouvrage ! ». — il avait alors quarante ans. Raisonnement digne d'un épicier, à vrai dire ! Et quand je dis : épicier, ne suis-je pas inique pour une honorable corporation qui parfois sait, beaucoup mieux que celle des hommes de lettres, distinguer la qualité de la quantité ! J'aurais pu lui objecter — mais ces gens-là ne comprennent jamais : — « Avez-vous tenu entre vos mains l'œuvre complète de Baudelaire ? Cela fait tout juste six petits volumes dans la charmante édition elzévirienne d'Alphonse Lemerre... Eh bien, si léger qu'en soit le poids aux plateaux de la balance, si modeste qu'en soit l'emplacement aux rayons d'une bibliothèque, tant qu'il y aura une littérature française, ces six petits volumes figureront au rayon d'honneur de la bibliothèque des connaisseurs. Tant qu'il y aura une poésie française, une dizaine de ses pièces tiendront leur rang nécessaire dans toute anthologie digne de ce nom ! Et tant qu'il y aura une critique d'art, les générations lettrées salueront en lui un précurseur et un maître, auprès de qui Diderot et Théophile Gautier lui-même ne sont que des enfants Voilà un argument topique et qui vaut à toute date ! Voilà le miracle de l'accent !

*
* *

L'*Accent*... c'est la définition même du talent. Il n'y en a pas d'autre : on aura beau chercher, on n'en trouvera pas ! L'homme doué en art, quelque chose qu'il fasse : peinture, musique, littérature, c'est celui qui a un accent propre, grâce à quoi, on ne le confondra avec nul autre ! L'accent de l'auteur, c'est le *Bouquet* par où se distingue le cru. Vous avez certainement rencontré quelqu'un de ces connaisseurs à qui l'on fait successivement goûter des vins issus des plus divers terroirs. C'est un véritable examen qu'ils passent, et non seulement ils ne s'abusent pas sur l'origine exacte de celui qui vient titiller leur palais, mais ils peuvent indiquer la date approximative du produit qu'on leur soumet. Il ferait beau voir qu'ils confondissent un Corton avec un Chambertin, un Barsac avec un Château-Yquem : cela, c'est l'enfance de l'art... et ce serait la faute lourde. Le fin du fin, c'est qu'ils arrivent à préciser la date et l'âge. Pareillement le parfait connaisseur en cigares et dégustateur de rimes, José-Maria de Hérédia, me citait-il à la Havane tels confrères qui, grâce à la subtilité de leur odorat, discernaient nettement la marque d'un cigare et ne pouvaient être pris en faute.

Pour un subtil palais littéraire, un écrivain de race est analogue à ces beaux produits de notre riche terroir de France, car son *bouquet* répond à une certaine catégorie de sensations, qui ne sauraient s'abuser sur l'origine de ce qu'on leur soumet, non plus que sur les dates de cette origine. Faisons cette hypothèse, laquelle n'a rien d'invraisemblable... qu'il subsiste encore, inédites aux mains des héritiers Renan, des pages appartenant aux diverses périodes de la vie du maître. Lisez ces pages devant un France ou un Bourget. Doutez-vous que ces fins connaisseurs, que ces dégustateurs de haut lignage confondent jamais le cru de la jeunesse avec celui de l'âge mûr, encore moins avec celui de la vieillesse ! Pensez-vous qu'une page ayant la date de l'*Avenir de la science* ou des *Questions contemporaines* puisse être placée par eux dans la même période que telle autre, contemporaine de l'*Abbesse de Jouarre* ou des *Discours* à la Jeunesse ! Et leur conviction, notez-le, car voilà le point intéressant, se fera beaucoup moins d'après la qualité des idées énoncées au cours de la lecture, que d'après la structure intime

de la phrase en dépit de ce qu'elle offre d' « indémontable », a dit Bourget lui-même (1).

C'est bien simple : un écrivain sans accent, c'est un écrivain qui n'est pas digne de ce nom, comme un peintre sans style, c'est un peintre qui n'en est pas un. Et si je cite le cas du peintre, c'est qu'il affecte plus directement nos sens, la peinture ayant pour les yeux du commun quelque chose de moins abstrait que la littérature. Jusqu'au Romantisme on avait l'habitude d'établir une ligne de démarcation entre les Arts et les Lettres. Ce fut le grand mérite comme la grande nouveauté du Romantisme en général, de Th. Gautier et de Baudelaire en particulier, d'établir que la Littérature, du moins une certaine Littérature, étant comme la peinture et la musique un mode d'expression de la sensibilité humaine, il n'y avait pas lieu de faire de distinction essentielle entre ces diverses catégories, et qu'en conséquence l'écrivain pouvait et devait être un artiste au même titre que le peintre et le musicien.

Une de mes ambitions, comme directeur de Revue, eût été de faire passer à nos lecteurs un examen de ce genre, de les considérer comme de véritables dégustateurs littéraires, et à cette fin, comme on soumet aux connaisseurs de grands crus des bouteilles sans étiquette, de leur présenter des études sans signature. Ainsi m'aurait-il plu leur offrir du Barrès 1890 et du Barrès 1916, où ils auraient mesuré l'étonnante diversité dans la saveur du cru... du France 1889 et du France 1900 — l'écart des années est beaucoup moins frappant — du Maurras 1900 et du Maurras 1916 — ici le dégustateur commettrait une faute lourde s'il se trompait — du Bourget 1885 et du Bourget 1900... — cette fois il commettrait plus qu'une faute : il serait disqualifié —.

... Mais une fois de plus je mesurai combien grande est la distance de la coupe aux lèvres. Il me fallut renoncer à ce projet qui était du domaine de la chimère, car sa réalisation pratique se fût heurtée à des difficultés vraiment inextricables.

*
* *

... Ce n'est point seulement dans l'ordre littéraire que la France manifesta toujours un goût immodéré pour les valeurs d'importation. La galanterie, qui est une forme, et non la moins dangereuse, de la *sociabilité*, notre vice national, lui joua, à cet égard, d'assez vilains tours que nous avons durement payés. M. Péladan s'étonna ici, à juste titre, qu'en pleine guerre un académicien — médiocre il est vrai, mais quand même académicien — eût pu, sans que l'opinion s'émût, consacrer dix leçons à l'autrichienne Marie-Antoinette qui durant tout un règne obéit à son instinct, fit son métier d'espionne et servit les intérêts de l'Autriche... et il observa non moins justement qu'en France « l'Histoire même s'écrit avec galanterie ». Le plus grave n'est pas qu'elle s'écrive : c'est qu'elle se fasse ainsi ! Il n'y a point de peuple où « le sexe » ait tenu tant de place, une importance aussi disproportionnée avec le rang qu'il devrait occuper dans les affaires de l'Etat (1). Jusque dans l'histoire de la troisième République on pourra préciser plus tard le rôle néfaste des jupes !

C'est encore une question de savoir si Louis XVI, eut effectivement du goût pour la peau blanche et satinée de l'Autrichienne. On en peut douter si l'on se fie aux documents qui précisent avec quelle lenteur le mariage fut consommé. On se demande pour *qui*, et pour *quoi*, il pouvait bien avoir du goût, le pauvre homme, hormis la chasse

(1) On se rappelle ce curieux passage de l'étude de M. Paul Bourget sur Renan, dans ses *Essais de Psychologie*. Il ne paraîtra pas inutile de le rappeler ici : — « Un mot significatif fut prononcé à son endroit par un des plus savants disciples de Flaubert... Nous avions démonté la phrase de tous les manieurs du verbe, qui ont quelque crédit dans l'opinion des lettrés... Nous vînmes à prononcer le nom de Renan : « Ah ! la phrase de celui-là, s'écria-t-il, découragé, on « ne voit pas comment c'est fait... » C'était la traduction, en langue vulgaire, de l'étonnement que procure cette langue, délicate jusqu'à la sveltesse et presque immatérielle de spiritualité. Presque jamais les métaphores ne la précisent et jamais l'écrivain n'essaye de rivaliser de rendu avec la peinture ou la sculpture. S'il dessine un paysage, c'est d'un trait mince et qui dégage un caractère moral, dont les couleurs et les lignes sont le transparent symbole. La période, un peu lente, mais souple, est adaptée au rythme de la parole intérieure. Les formules d'atténuation abondent, attestant un souci méticuleux de la nuance. L'harmonie semble ne pas résider dans les rencontres des syllabes, mais venir d'au-delà, comme si la matérialité des sons servait à transposer quelque mélodie idéale, plutôt pressentie qu'entendue. Il n'y a pas plus de préceptes pour écrire ainsi qu'il n'y a de préceptes pour *avoir de l'âme* — au vieux sens, un peu naïf, mais si juste, de cette expression. » — (*Premiers Essais*, p. 50).

(1) Sainte-Beuve, qui s'y connaissait en littérature... et en galanterie, conclut ainsi son étude sur Marie-Antoinette : — « Les deux dernières années de la Reine suffiraient pour racheter mille fois plus de fautes que n'en put commettre aux années légères cette personne de grâce et d'élégance. » Ce Français dépasse vraiment la mesure de la galanterie. — Peut-être n'eut-il pas abouti à cette conclusion s'il avait vécu les années 1915-1916, et s'il lui avait été donné de sonder les mystérieuses profondeurs de l'âme germanique !

et la serrurerie ! Mais sur son illustre et glorieux successeur au trône de France, le petit officier corse, nous savons que le blond lymphatisme d'une Autrichienne exerça sa fascination, au point d'inspirer à ce pur latin l'idée de l'attaque brusquée en amour, et de lui faire prendre un à compte sur l'heure des noces ! Ce n'est pas sans raison que Michelet, qui avait peut-être à l'excès le sens de la physiologie en amour, observe l'attraction invincible, l'espèce de délire que suscite au cerveau du brun la vue et l'odeur de la blonde... Et tout cela c'est une forme de la galanterie... mais c'est aussi de l'histoire, que payent avec leur sang les peuples, ces « vagues humanités » qui jadis comptaient si peu !

PAUL FLAT.

VEUT-ON SAUVER LES STATUES DE REIMS ?

Je demande pardon à cette Revue et à ses lecteurs pour un titre semblable à ceux des quotidiens, je supplie cependant qu'on le remarque. Je ne dis pas : « veut-on que les statues de Reims soient sauvées? » Ce serait une injure à tous : on souhaite ce salut, pourvu qu'il soit l'effet du hasard ou de la vergogne allemande. J'emploierai le dégoûtant langage de la basoche et les avocats, nos maîtres, comprendront. Veut-on faire le *nécessaire*, à cette fin ? Je m'adresse à la cantonade, à Monsieur *On*, pour taire le nom propre d'hommes impropres à leur fonction : j'obéis à cette union sacrée...

Dans une vaste cave, trois hommes se courbent sur des tables qui semblent celles d'un minéralogiste M. Havot, sculpteur pieux et unique ramasseur de débris ; M. Sainsaulieu, le nouvel architecte de Reims et M. Chavalliand autre sculpteur, pieux comme M. Havot, jouent au *pulze* avec les débris des porches, passant au tamis les balayures pour y découvrir des particules de l'*Ange de Saint-Nicaise* et de la *Reine de Saba*.

Ces travailleurs admirables en leur obscure et sainte besogne n'aboutissant pas, faute d'un moulage de l'*Ange*, faute d'un justificatif immédiat et certain, *à la présentation des débris*. Or, ce moulage, on le leur refuse depuis deux ans. La Commission des monuments a adopté l'avis de M. Pouzadoux : ce mouleur prétend qu'en temps de guerre les conjonctures planétaires ne sont pas favorables aux moules à bon creux ; et il ne veut pas travailler sous l'influence d'Arès. On moulera après la paix, *divina Palladis arte*.

Le plâtre du Trocadéro est unique ; il a la valeur d'un original et s'il lui arrivait un accident, l'ange n'existerait plus. Cette considération aurait dû décider de l'exécution. Ah ! On se moque de l'ancienne monarchie parce qu'on ignore l'administration. Une reine autrefois risquait la fluxion de poitrine, parce que, en l'absence de la préposée à la chemise personne n'osait l'offrir. Les trois mouleurs du Trocadéro sont au front : l'*Ange* ne sera pas moulé.

En vain, le sculpteur rémois Chavailland offre de travailler sous les ordres de M. Pouzadoux, oracle de la Commission des monuments ; en vain M. Antony Thouret offre de payer tous les frais. Les trois préposés aux moulages du Trocadéro étant au front : plus de moulage pour ce musée, et les trois Morestin de la cave remuent sans cesse les éclats de pierre, sans résultat, faute de ce plâtre indispensable à la reconstitution du chef-d'œuvre.

Le rapport officiel du 27 novembre 1915 dit : « Tous les débris ont été receuillis... *Nous sommes certains* que la tête de l'Ange ne s'y trouve pas... Dans le cas où un amateur américain la possèderait, il faudrait admettre qu'elle a été enlevée par un voleur... Si donc la tête de l'Ange a été décollée par le bombardement, il tombe sous le sens qu'on ne saurait la retrouver intacte. » Après *quatorze mois*, le 30 septembre 1915, on retrouva la tête de *l'Ange*, sans le sourire : la face était fracassée, par une *poutre française*.

En deux fois, on a retrouvé et recollé (avec quelle colle) des fragments. M. Antony Thouret assure qu'on pourrait en découvrir d'autres : mais il faut le moulage ; et M. Pouzadoux ne veut pas qu'on le fasse, à moins que les mouleurs en titre et office ne reviennent du front. Ces détails seraient oiseux s'il ne s'agissait d'un chef-d'œuvre unique et aussi d'éveiller l'Opinion, qui seule pourra secouer l'inertie (terme poli) des diverses administrations.

Sur l'Ange de saint Nicaise, il y aura lieu à de grands commentaires, c'est le délicieux ancêtre du *Saint-Jean* de Léonard, le plus ancien androgyne de l'art français et comme une apparition *leonardesque* au XIIIe siècle. Il annonce l'humanisme, en étant mystique, et dans sa clé de subtilité, il égale peut être la Samothrace héroïque. Ceux qui s'opposent à son salut ne savent pas ce qu'ils font, sinon ils seraient trop coupables. Reims ne contient pas seulement cet ange, qui vivait sa vie immortelle fort ignorée et qui doit sa gloire à son infortune. Cette cathédrale est un musée de la sculpture médiévale. Loués soient ceux qui cherchent dans les gravats les morceaux du cœlicole et de l'amante de Salomon : mais à quoi les autres sta-

tues, si belles et si nombreuses, sont-elles exposées ? Qu'on permette ici l'italique.

Passage censuré

4° *Est-il vrai que dans l'économie du monument ogival (surtout s'il a subi des déflagrations de gaz, des délitements de pierres et que la voûte soit crevée) en coupant les arcs-boutants, les uns après les autres on amène l'écroulement fatal et total de l'édifice ?*

Si cela est vrai, le travail de MM. Sainsaulieu, Havot et Chavailland devient grotesque, car cinq arcs-boutants sont déjà coupés ; combien faut-il en couper encore, pour que le contrefort pèse sur la paroi et que la voûte s'effondre ? Le nombre importe peu, le fait est indubitable pour quiconque connaît même superficiellement l'anatomie de la cathédrale dite gothique et plus exactement française. Que les Allemands, à l'heure d'un recul veuillent anéantir la cathédrale, ou qu'ils préfèrent jouer avec elle, le jeu du chat et de la souris et qu'ils préparent sa ruine, en escomptant le jeu des contreforts non butés, la même conclusion s'impose.

La cathédrale comme monument est à la merci des ennemis : on ne peut sauver que la sculpture.

Veut-on la sauver ? Voilà la question. Il y a deux ans qu'on aurait dû le vouloir. Sans récriminations inutiles, le veut-on aujourd'hui ? Rien de plus simple que cette opération, *l'enlèvement des statues.* Cela ne nécessite pas autre chose que des équipes de civils, des voitures à bras, pour toute la ronde bosse. Le plus net serait, peut-être, de scier la console sous les pieds des figures.

En commençant par le porche du nord, nous avons saint Thierry et saint Rémy. Tous deux décapités et quasi informes. Sainte Clotilde idéalement pure et modeste, a encore sa tête, le second ange de saint Nicaise, celui-ci au crâne tronqué, enfin le bel ange dit sourire de Reims.

Il y a de fortes raisons pour l'enlèvement de ces statues, même en dehors du tir allemand : la recherche et l'identification des débris.

A l'ébrasement droit du même porche; le diacre à la palme, le saint au livre, sainte Eutropie, un délicieux saint Jean et l'évêque Sixte sont de nobles figures.

A côté de la reine de Saba défigurée (le moulage est au Trocadéro), Salomon, puis la présentation au temple (saint Joseph, la Vierge idéale d'humilité, la vraie servante du Seigneur, Siméon et la prophétesse Anne).

L'ébrasement droit du portail central contient l'Annonciation et la Visitation, groupes célèbres et vraiment sublimes. L'Ange est le digne frère du mutilé, la vierge est l'*ancilla Domini*, l'autre vierge égale en pureté là Démeter de Londres et l'Elisabeth aussi s'impose comme la vieille femme la plus digne de l'art chrétien.

Des théories personnelles me font préférer les anges à tout autre personnage ; sculpturalement la Visitation est peut-être la plus belle œuvre de Reims, même d'après les manuels, celle qu'il faut sauver d'abord.

Les statues de l'ébrasement de droite, dites archaïsantes, Samuel, Abraham, Moïse, saint Jean-Baptiste et Siméon ne sont pas des chefs-d'œuvre et ne s'élèvent pas au-dessus de l'art roman, elles méritent cependant la conservation, comme les cinq de la paroi opposée d'une identification difficile, sauf pour saint Sixte et son compagnon saint Sinice.

Que ce soit au portail de saint Sixte ou à celui du jugement avec son beau Christ du linteau, partout les statues en ronde bosse doivent être enlevées. C'est à la fois l'effort le plus important et le plus facile.

Toutefois, il y a à Reims 2.300 statues et parmi elles, d'autres chefs-d'œuvres que les grandes rondes bosses des portails.

En enlevant la Vierge, le Christ du trameau, laissera-t-on le socle précieusement historié de la légende du drapier ?

L'opération qui consisterait à détacher les registres des tympans et les voussures est fort délicate, j'en conviens, mais enfin on a fait plus difficile que cela.

L'église et la Synagogue du croisillon nord s'enlèveront aisément, mais qu'en sera-t-il des gables ?

Plus lourde encore, la descente des anges de leurs pinacles et des 56 rois de la galerie ?

Comme tenants de la grande rose, il y a le célèbre pélerin et saint Jacques, qu'il faudrait sauver.

A l'intérieur du monument, au revers du portail central, le mur est occupé par sept rangées de niches trilobées qui contiennent à gauche l'enfance du Christ, à droite la vie du Précurseur. Il y a là quatorze scènes toutes admirables. D'après la photographie, les parties inférieures ont été calcinées et s'effritent : je ne peux pas préciser ce qui supporterait le transport.

Il faudrait un fascicule de cette Revue pour cataloguer les 2.300 statues de Reims, je n'ai voulu en donner qu'une idée. A quoi bon ajouter des exhortations? Le pays qui trouve, en pleine guerre

opportun de voter un musée spécial pour un artiste de second ordre, aime la sculpture et trouvera des crédits pour conserver les plus authentiques chefs-d'œuvre de son art national.

Desceller et déménager les statues d'un porche jusqu'à une cave voisine, ce n'est pas une dépense écrasante pour notre nation. Les Amis du Louvre, donneurs de médiocrités, ne pourraient-ils pas payer quelques charrois et déménagements ? Il y a, de par le monde, tels millionnaires qui stipendieraient ce travail. On ne demande pas à l'Etat de faire, *mais de laisser faire :* Il n'y a pas de censure qui puisse empêcher cette constatation que nul au Parlement, à ce même Parlement fanatique de M. Rodin, n'a dit un mot en faveur des statues de Reims. Et cependant il y a de l'honneur à gagner, en plaidant pour l'art : mais l'art véritable est si loin de nos préoccupations ! On se rue, au Petit Palais, pour voir, de 2 à 4, en digérant, les œuvres mutilées par l'envahisseur ; et aucun ne songe que si intéressantes et pathétiques et dignes de vénération que soient les œuvres exposées aux Champs-Elysées, ce n'est rien auprès des 2.300 statues qui restent, après deux ans, à la merci du canon ennemi.

MM. Haviot, Sainsaulieu, Chavailland, tamisant les balayures des porches, qui paraissaient admirables, semblent grotesques. Quand la cathédrale s'effondrera, soit sous les obus incendiaires, soit par la brisure des arcs-boutants, passeront-ils au tamis le colossal amas de débris du sublime édifice ? Ils s'évertuent à retrouver les morceaux de deux statues, et 2.292 vont périr !

Il ne s'agit pas de risquer des poitrines françaises pour sauver des statues, ni d'enlever un seul homme au front ou à l'usine, ni de grever le budget des dépenses d'un sol.

Déménager les statues de Reims par des mains civiles, avec des débours de particuliers, sous la surveillance des officiels, est-ce donc une idée folle irréalisable !

La main-d'œuvre ? De vieux maçons, des déménageurs et des artistes. L'argent ? Il en faut peu, sauf pour la descente des anges et des rois. Ma signature comporte du chimérisme : qu'on l'oublie, et l'idée paraîtra ce qu'elle est, raisonnable, pratique, nécessaire.

Ce serait une trop grande injure que de supplier des français de faire leur devoir. On le leur montre, à une heure où l'excuse de l'avoir oublié se trouve dans de terribles événements.

Les Allemands ont transporté à Metz le Saint-Sépulcre de Saint-Mihiel : et nous ne pourrions pas transporter du parvis de Reims à une cave voisine les statues des portails ? La France du vingtième siècle refuserait de déménager les chefs-d'œuvre du XIIIe, elle serait incapable... d'un charroi, en faveur de son art le plus pur et plus glorieux ?

Il y aurait donc deux formes de la Barbarie, la rage et l'indifférence : celle qui détruit et celle qui laisse détruire ? *Et nunc erudimini vos, qui judicatis....*

PÉLADAN.

LE DOGME DU SILENCE CHEZ LES ALLEMANDS

Qu'ils ne sont pas aisément intelligibles, c'est un air dont les Allemands auront abusé pendant la guerre.

Dans un article où il stigmatisait « les brutes russes et les fanatiques belges », le professeur Lasson écrivait en septembre 1914 : « *Qui n'est pas Allemand ne sait rien de l'Allemagne.* » Eucken, le champion de « l'esprit chrétien » dans la haute culture germanique, déclarait au cours d'une conférence, en mars 1915 : « Quoique notre cause soit celle de la justice, le sentiment de la majorité nous est hostile... Les neutres, sauf quelques exceptions, n'éprouvent pour nous que de la haine... *Nous ne sommes pas intelligibles aux autres hommes.* » Et les propos de ce genre abondent pour, en dépit de la cynique imposture des « quatre-vingt-treize », attester le besoin où sont leurs docteurs de se conforter dans cette affirmation que, veut-on juger les Allemands, l'univers entier est incompétent.

La prétention d'échapper au commun des mortels, on connaît cette chanson. Toutefois, n'y a-t-il pas en l'espèce davantage qu'un vain cri d'orgueil et, dans ce pays de l'indéfectible méthode, cette prétention ne serait-elle pas partie intégrante du système général ? Nous avons été trop souvent frappé de l'insistance avec laquelle ils y revenaient pour douter, quant à nous, que ce renom de peuple incompris leur tînt au cœur dès longtemps avant les événements actuels — et le jeu est d'ailleurs trop facile qui consiste à préparer la récusation de ses juges en les disqualifiant de longue main.

Mais l'affaire est moins simple, infiniment moins simple qu'ils ne l'entendent et qu'il n'importe, certes, à leur cause. Inintelligibles, insaisissables ?

La vérité, toute la vérité est qu'ils s'acharnent à l'être dans une bien autre mesure qu'il ne leur agréerait d'en convenir

Ils ne demanderaient qu'à nous convaincre d'une profondeur spéciale au génie allemand. Or, il y a belle lurette qu'un des leurs a remis les choses au point. « Ce qu'on appelle d'ordinaire la profondeur allemande, dit Buchner, me paraît plutôt le vague et le trouble dans les idées. »

Qu'à ce vague et ce trouble j'associe la préoccupation de me voiler d'abord et partout et toujours, infailliblement je réaliserai « *das deutsche* ou *teutsche* Volk, — le peuple qui trompe (1) », suivant la remarque encore de leur Nietzsche.

*
* *

L'art de garder un secret n'étant pas d'emblée à la portée d'un chacun, on comprend qu'il ait son chapitre dans une éducation un peu attentive. Seulement, cet art, les Allemands le confondent dans leur pédagogie avec celui, très exactement, de s'envelopper de nuit et de silence.

Que l'on parcoure les manuels où les écoliers d'outre-Rhin étudient leurs annales, on ne tardera pas à voir se dessiner une pensée qui se résumerait dans ce raccourci : « Tandis que nos rivaux s'organisaient et s'enrichissaient, nous nous épuisions à nous quereller entre frères sans nous apercevoir qu'autour de nous on se partageait la terre et ses trésors. Nous étions faibles et l'on nous méprisait. L'univers a abusé de l'honnêteté, de la bonhomie allemande, etc., etc... Enfin, Bismarck aidant, nous avons triomphé de la conjuration. Mais que notre force essentielle soit de strict silence : ne négligeons rien qui nous instruira de l'étranger et pareillement ne livrons rien, n'abandonnons rien de nous-mêmes. »

Un Parisien de mes amis, aujourd'hui médecin dans les environs de Versailles, est redevable à des circonstances qu'il serait oiseux de dire ici d'avoir passé une année de sa prime jeunesse dans la Prusse rhénane, à Bonn. Quand les siens négocièrent son admission parmi les élèves du « gymnase » dont il suivit les cours, là-bas, en qualité d'externe, cette condition fut posée qu'il aurait à quitter la classe une fois par semaine, à une certaine heure. Notre collégien fit de son mieux pour savoir sur quoi roulait ce mystérieux enseignement. « *Es handelt sich um Geschichte*, — il ne s'agit que d'histoire » : telle fut toute la réponse qu'il obtint jamais de ses condisciples.

(1) *Täuschen*, en allemand : *tromper*.

Où trouver le magister français qui, de l'aventure de Samson et Dalila, songera à dégager pour son auditoire une leçon pratique ? Le *Livre des Juges*, c'est terriblement vieux et puis peut-être n'éprouverions-nous que répugnance à recommander aux adolescents les procédés sans grande noblesse que célèbre le récit biblique. L'éducation allemande n'a pas de ces scrupules et, encore que l'étroite orthodoxie pangermaniste professe que « la littérature des Juifs n'est pas la littérature des Allemands », la Bible a du bon. L'aventure de Samson, je l'eusse apprise dans le cahier d'un écolier saxon, dont les parents me louaient ma chambre durant un séjour à Leipzig. Samson lâchant ses trois cents renards dans les blés des Philistins, Samson massacrant un millier de ceux-ci avec une mâchoire d'âne, Samson chargeant sur ses épaules les portes de Gaza, Samson et son infortune après ses exploits, c'était dans ce cahier une belle « narration », ... où le gamin n'avait eu garde d'oublier la moralité : « Samson était fort, parce qu'il ne s'était jamais laissé couper les cheveux et il perdit sa force en révélant son secret. Ses ennemis firent bien de lui couper les cheveux pendant qu'il dormait. Moi, Allemand, je dois me taire sur notre force et je dois aussi enlever leur secret à nos ennemis. »

Le comte H..., neveu d'un ancien ambassadeur de François-Joseph près le gouvernement de la Troisième République, mais dont le père possède des terres en Silésie prussienne et qui avait assez pratiqué les Allemands pour les détester de tout son cœur, racontait un jour, à Vienne, devant quelques Français : « Notre intendant au château de B..., souhaitant que sa progéniture « se perfectionne » dans la langue des rois, sa cadette se dispose à partir pour votre pays, où elle passera deux mois chez de braves gens qui traiteront cette étrangère comme l'enfant de la maison. Et son Allemand de père a recommandé à la petite Katinka : « Ma fille, tu vas chez les Velches. Ils désireront connaître par toi beaucoup sur la sérieuse vie allemande et ils riraient ensuite en se moquant de notre peuple. Toi, tu répondras que tu ne sais pas, tu répondras toujours que tu ne sais pas. Ils croiront que tu es très bête et ce sera bien ainsi, parce qu'ils parleront tout à fait librement devant toi. Alors, tu regarderas et tu écouteras toutes les choses pour profiter et être une bonne Allemande. » Votre Victor Hugo dit : « Ma fille, va prier. » Si Katinka avait deux ou trois ans de plus, son père lui dirait : « Ma fille, va espionner. » Dommage que Katinka n'ait pas deux ou trois ans de plus ! »

*
* *

La haine, la vraie, patiente, le sourire aux lèvres — et ce faux nez aura pu tenir près d'un demi-siècle sur des millions de visages.

L'Allemagne d'avant la guerre avait ses enfants terribles, c'est entendu. (Pour mémoire, car ces rappels sont tonifiants en diable : le Dr Sommerfeld intitule son factum : « *La Fin de la France* » ; le Dr Strehlke veillera à ce que « l'imminente agonie de la France soit très rapide » (1) ; un troisième se promet de « sonner aux Français un *Væ victis* en fanfare » et de les regarder « se rouler dans la poussière en grinçant des dents » (2), etc., etc...). Pourtant, ne jugeait-on pas d'habitude que les professionnels de la gallophobie se rangeaient à part dans les milieux allemands et l'opinion courante outre-Rhin n'affectait-elle pas elle-même de les considérer comme de sombres malades ?... Tellement que vous vous prenez maintenant à imaginer des vociférateurs à gages n'entrant en scène que pour fournir au chœur des bons apôtres l'occasion de protester. Le Dr Ostwald écrivant, en 1910, à ce journaliste parisien qui l'interrogeait sur les dispositions de l'Allemagne à notre endroit : « Je ne hésite un moment pour vous assurer que selon tout ce que je sais de mes compatriotes, il n'existe pas la moindre idée sur cette côté des Vosges de faire la guerre à nos voisins français. Pris comme affaire politique ou financielle, il n'existait pas aucune plus grande bêtise sur le monde que de provoquer une guerre où nous aurions le monde contre nous comme provocateurs et par laquelle nous ne pourrions gagner rien. Car il ne peut être question de nous encombrer avec des pays et des hommes français qui nous donneraient une immensité de peine sans avantage appréciable. Quant à l'argent, notre perte industrielle et commerciale pendant une guerre nous coûterait bien plus cher qu'une contribution nous pourrait dédommager... » Le Dr Ziegler, jadis professeur à l'université de Strasbourg, le Dr Brentano, de l'université de Munich, l'illustre Dr Lamprecht, de Leipzig, dix docteurs *ejusdem farinæ* nous donnant déjà au résumé d'identiques assurances comme, en 1907, nous enquêtions de notre côté autour du sujet... Au lendemain encore des incidents de Saverne, Naumann (3) et, à sa suite, tous « les libéraux » du Reichstag jetant l'anathème au militarisme prussien...

Cependant, pour les apprécier à leur valeur dans l'art du secret, rien de tel que d'avoir admiré les Allemands accueillant sous leurs toits « l'ennemi héréditaire ». « Les Germains sont hospitaliers » : ils apprennent cela avec la règle de trois et, en gros, ça pourrait à la rigueur se défendre. Si minces sont leurs ressources propres pour ce qui est de la vie de société ! Il n'est guère vraisemblable, au demeurant, qu'ils aient jamais eu l'invitation aussi facile que ces dernières années : le grave souci de ne négliger désormais aucun moyen de surveiller la pensée d'outre-frontières se doublait en effet, à présent qu'on était riches, du plaisir d'étaler son ruolz. Mais formelle était la préférence que l'on vous marquait, ô coq, beau coq de chez nous ! Et pour peu que vous ne fussiez point trop impatient de poursuivre votre folle ballade, comme on s'empressait à vous recevoir !

Par exemple, les explorateurs sont unanimes à signaler que cette amabilité abondait en maladresses et sottises de tous genres, voulues ou non. La muflerie de l'Allemand amphitryon..., qu'il n'était du reste pas sans intérêt, parfois, de laisser s'épancher librement... Nous sommes à Dresde, dans une maison quasi opulente grâce aux bénéfices d'une très prospère industrie ; une de ces conversations où ils se figurent vous déshabiller entre deux verres de leur vin de Johannisberg; on vient à parler hygiène sociale — et alors mon hôte, d'un petit air innocent : « L'Allemagne devra beaucoup à la croisade contre l'alcoolisme : la tuberculose perd du terrain dans nos centres. En France, la tuberculose, c'est la grande maladie, n'est-ce pas ? »

Oui, ils se trahissent... Et puis, ces lourdauds étaient quand même parmi nous, en juillet 1914, des milliers à retenir leur souffle en bouclant leurs valises pour rejoindre par le plus court — et je cherche une espèce qui vaille celle-là pour comprimer les sentiments dont elle déborde... Le silence allemand, c'est un thème auquel on ne touche pas sans craindre de donner malgré soi dans quelque romantisme. Essayez d'y rêver. Vous ne manquerez pas d'évoquer le temps où toute la jeunesse universitaire de Königsberg, de Berlin et d'Iéna communiait dans les ferveurs d'une initiation dont les jeux saugrenus n'effrayaient pas l'austère Guillaume de Humboldt et vous vous demanderez peut-être si, loin d'être revenue des pratiques du *Tugendbund* et de la *Burschenschaft*, l'Allemagne savante n'aurait pas emprisonné la

(1) *Deutsche Tageszeitung*, 23 novembre 1913.

(2) *Mit deutschen Waffen über Paris nach London*, 1916.

(3) Dont le livre *Mittel-Europa* a marqué, depuis, la conversion au pangermanisme meilleur teint.

nation entière dans les serments d'une association secrète.

*
* *

Eh ! les serments les plus solennels ne les lieraient pas comme fait l'accoutumance. Outre qu'il continue une rigoureuse tradition, l'entraînement qu'ils subissent anticipe à travers le semi-esclavage de la mère. — Par ailleurs, si la large intervention de la schlague dans la famille allemande n'est certes pas une légende, l'importance que lui accordent nos railleries tend à nous masquer une autre particularité de leur manière. Autant qu'à l'action de la schlague, je crois à celle de ce dur raidissement de soi qui reste après le fouet ce qu'en l'occurrence l'affection des parents a trouvé de mieux pour la formation des enfants, et qui est sans conteste pour vous mater si rudement les élans de la quinzième année. L'étrange chose que l'aisance avec laquelle le père, outre-Rhin, s'estime d'ordinaire satisfait d'une discipline de stricte commande et la plus étrange chose que son attention à y veiller du haut d'un front sans cesse congestionné ! — Qu'à ce régime l'écolier allemand ne soit bientôt capable d'enfermer en lui les mille observations qu'il catalogue sur les siens, sur ses maîtres, sur ses camarades et de vibrer en sourdine et de faire le poing dans sa poche et tout au bref de cultiver derrière de bons murs son obscur petit jardin, c'est qu'il n'en sera pas capable au régiment, qu'il demeurera une déplorable exception dans la société de ses compatriotes, qu'il sortira on ne sait de quel œuf, le vilain ! — et il risque de le payer cher.

Ainsi, parce qu'elle n'y apportera pas toujours la précision qu'y met le père de Katinka la Silésienne, la pédagogie allemande n'en est pas moins assurée, en plongeant son sujet dans cette atmosphère de perpétuelle contrainte, de réussir des âmes merveilleusement préparées au secret de quoi qu'il retourne. Vêtement de circonstance pour nous et lourd comme une lourde armure aux épaules du vain peuple que nous sommes, le secret est le seul ajustement où ils se sentent à l'aise, en forme et en sécurité.

Quel n'est pas le rôle du secret dans leur morale et leur philosophie ? Secrète, si souvent, leur interprétation de l'histoire, et nécessairement secrète pour réaliser l'école de haine et d'exaction qu'il faut à leur politique. On a cent fois dénoncé, en France, en Angleterre, en Italie, les trucages et secrets remaniements où leurs érudits excellent à l'occasion. — S'agit-il du positif ? Négligeons les secrets, ceux-là trop défendables en principe, sur lesquels se fondent leurs spécialités industrielles. Mais songez à l'infinité de leurs toutes misérables cachotteries jusque dans l'exercice de la plus certaine de leurs aptitudes, jusqu'en matière de commerce, et imaginez les innombrables expédients de cette franc-maçonnerie où leurs marchands enserraient la planète en 1914.

Davantage. On perdrait gros à ne point compter autant qu'il convient avec leur manie et de tendre l'oreille et d'interroger sans répit ni vergogne. (Car nous sommes bien encore ici en plein secret). Cette rage de s'enquérir *de omni re scibili et quibusdam aliis*, il importait de l'expliquer. L'excuse qu'ils lui ont découverte les montre en beauté. « L'amour de la science nous rend inlassablement curieux », affirment-ils — et voilà juste la thèse de la *Kölnische Zeitung* répondant, dans son numéro du 14 mai 1915, aux observations de la presse italienne relatives à l'organisation de l'espionnage allemand dans la Péninsule. « Le besoin est inné en nous de nous livrer à des investigations de toutes sortes, écrivait pour le coup la *Gazette de Cologne*. La nature entière nous commande la réflexion et, loin que nous imitions nos cousins anglais en nous souciant d'abord du profit vénal éventuel de ces études, nous nous livrons à nos recherches avec un absolu désintéressement. » Si ce platonisme scientifique ne peut que prêter à pouffer sous une plume allemande, il est pourtant exact que l'on serait assez fréquemment empêché de démêler sur-le-champ à quoi riment leurs questions. Au demeurant, classique est le procédé de noyer dans dix interrogations également oiseuses le point qui seul intéresse et l'on a éprouvé de surcroît avec quelle résolution « ils travaillent » à longue échéance. De leur habitude de recueillir des renseignements sur tous articles et comme on entasserait un bric-à-brac à garder sous clef dans l'expectative de la bonne affaire, nous avons eu au bout des doigts un singulier échantillon. C'était avant le déluge, à l'époque qu'il se trouvait encore des Françaises pour porter des bas bleus, que nous avions l'heur de posséder un quotidien « entièrement rédigé, composé, imprimé par des femmes » et que ce papier décrétait chaque matin l'avènement de « l'Eve nouvelle ». Ces temps lugubres avaient leurs gaietés. Mais, sans offenser personne, l'esprit qui régnait dans cette aimable maison ne manquait-il pas de prudence un tantinet ? Combien louches, quoi qu'il en soit, les petits carnets (à nous révélés par un pur hasard, on nous fera l'honneur de n'en pas douter) où l'une de ces

dames, Saxonne ou Bavaroise exilée à Paris pour s'initier aux subtilités de notre syntaxe et qui, parallèlement, préconisait dans cette tribune l'embrassade franco-allemande, fixait les souvenirs de son séjour parmi nous ! Ils étaient une dizaine, bourrés de notes sur le commerce de la librairie dans la capitale, de détails sur nos politiciens et leurs faiblesses, de racontars sur nos salons, de précisions et d'extraordinaires histoires sur notre clergé, — le tout en allemand coupé de locutions empruntées à l'argot du boulevard...

(*A suivre.*) GASTON CHOISY.

LA RÉÉLECTION DE M. WILSON

Le scrutin présidentiel américain, qui a eu lieu le mois dernier, exercera-t-il une influence sur les affaires européennes, je veux dire sur l'évolution et la conclusion de la guerre ? C'est à ce titre surtout qu'il nous intéresse. Pendant trois jours, dans les pays belligérants, l'opinion publique a partagé son attention entre les nouvelles du front et les statistiques, qui nous arrivaient de l'autre côté de l'Atlantique. Et cependant, et pour bien des motifs, il était difficile aux Allemands et aux Autrichiens, aussi bien qu'aux Français, aux Anglais et aux Italiens, de savoir lequel des deux candidats en présence, Wilson ou Hughes, méritait leurs préférences.

Cette élection a déjà aboli une tradition. Jadis la décision de l'Etat « pivotal », de New-York déterminait sûrement le résultat final : selon qu'il se prononçait pour le républicain ou le démocrate, l'un ou l'autre parti l'emportait. En 1916, avec ses 45 mandats, il était aussi puissant que l'Arizona, le Colorado, le Delaware, l'Idaho, le Montana, le nouveau Mexique, le Nebraska, la Virginie de l'ouest, et le Wisconsin réunis. Comme il avait donné la majorité à Hughes, toute la presse américaine proclama la victoire de ce dernier, et toute la presse européenne suivit. Mais pour cette fois, la déduction était fausse et l'Etat de New-York ne gouvernait plus le scrutin : la coalition des petits Etats l'emporta et au total Wilson garde, pour un second terme, la magistrature suprême.

Il n'est pas étonnant que l'Entente et les Empires du Centre aient observé ce match avec une exceptionnelle vigilance. L'Union est la seule grande puissance, qui se soit tenue à l'écart du conflit mondial, puisque le Japon, — si ses armées et sa marine demeurent actuellement inactives, — a pris position presque au début. Ses attitudes peuvent peser à un moment quelconque d'un poids décisif, d'abord parce qu'elle compte 100 millions d'âmes, ensuite parce qu'elle dispose de richesses énormes et d'une industrie admirablement outillée et que le concours de celle-ci et de celles-là apparaît en soi comme un appoint précieux ; en troisième lieu, parce qu'en maintes circonstances elle a été appelée à dire le droit, à prononcer des condamnations ; quatrièmement et enfin, parce qu'elle est le plus respecté, le plus grand des neutres et que le rôle des neutres, en telles éventualités, ne saurait être tenu pour négligeable. Envisageons le cas le plus récent : le cabinet de Washington s'est élevé le premier contre les déportations belges ; il a été suivi par la Hollande, par l'Espagne et par la Suisse : de semblables démarches jugent une cause, créent un état d'esprit, préparent plus ou moins l'avenir. Il importe donc qu'elles soient accomplies en temps utile avec les formes appropriées, et qu'il se trouve une ou plusieurs personnalités pour en assumer l'initiative. Je ne le répéterai jamais trop : dans une guerre aussi vaste et qui met en œuvre toutes les ressources des nations, aucun facteur n'est secondaire et peut-être sera-t-on surpris, lorsque tout sera fini et que l'on envisagera dans son ensemble la marche des faits, de découvrir l'influence de tel élément, que sur l'heure on avait estimé médiocre ou inopérant.

*
* *

Le tempérament intellectuel et moral de M. Wilson nous était-il bien connu, à l'heure où s'ouvrait la campagne électorale ? Toutes les particularités de sa pensée nous étaient-elles révélées ? Il faut se méfier des appréciations simplistes, qui demeurent rebelles aux nuances, et qui prétendent classer un homme, une fois pour toutes, dans un compartiment déterminé. C'est là une singulière manière d'écrire l'histoire. Peut-être s'était-on plus attaché dans certains milieux à la caricature qu'au portrait réel du président. Faute de tact et faute de jugement ! L'une et l'autre devraient être évitées aux époques critiques plus encore qu'à toute autre. D'aucuns se représentaient M. Wilson comme une façon de puritain du droit, qui n'était sensible qu'à la lettre des traités et que la vraie justice laissait indifférent. Certaines de ses formules étaient prises en soi, dans une valeur absolue, sans qu'on se préoccupât de la phrase d'où elles étaient extraites, du développement général où elles figuraient : sans doute il est plus aisé de

concentrer son attention sur une ligne que de lire soigneusement un grand discours et surtout plusieurs discours. On affectait encore de rire des hésitations du président, de sa tendance à multiplier les notes, de ses habitudes procédurières, de ses méthodes de travail qui excluaient les résolutions rapides. C'est un fâcheux travers de notre esprit, qui nous induit à méconnaître certaines diversités de caractère et à imposer à autrui nos propres sentiments. Je n'ai ici ni à justifier ni à glorifier la politique de M. Wilson. Je veux seulement rappeler qu'il est de forte tradition américaine, que son pays a toujours marqué une vive répugnance à s'ingérer dans les affaires d'Europe, que lui-même avait la responsabilité de la vie, de la sécurité, de la dignité d'une grande nation. Voulez-vous que nous fassions le tour de ses idées, telles qu'il les a exposées, et de ses actes principaux, au cours des deux dernières années ? Ce sera bref au surplus.

Il a été neutre dès le début et il est resté neutre : c'est-à-dire qu'il s'est défendu de marquer la moindre préférence ou pour l'Entente ou pour les Empires du Centre. Peut-être, dans son for intérieur, avait-il, dès la première heure, statué sur les droits et sur les torts, mais comme chef d'Etat, comme représentant d'un peuple, il s'est interdit la moindre manifestation. C'était apparemment le chef d'Etat, et non l'homme qui parlait en ces termes à Washington le 27 mai dernier, devant la Ligue pour le triomphe de la paix : « Il ne nous appartient pas de juger des causes et des buts de cette grande guerre ». La distinction peut sembler subtile à beaucoup : je crois pourtant qu'il convient de l'adopter, si l'on veut comprendre certaines affirmations de Wilson. Pour en saisir toute la portée, examinez encore cette phrase : « Nous avons été neutres, parce qu'il était de notre devoir de nous opposer à l'extension indéfinie des feux de haine et de servir l'humanité ». Il s'agit ici de neutralité politique voulue, calculée, et non d'une neutralité intime spontanée. Certes il nous eût été agréable de voir le premier magistrat de l'Union s'élever contre la violation de la frontière belge, qui était un crime contre le droit des gens et un attentat à l'humanité ; mais écoutez ce témoignage du grand universitaire Eliot, le président honoraire d'Harvard, l'un des penseurs qui ont peut-être émis le plus d'idées solides sur le conflit de 1914, l'un des amis les plus éprouvés de la culture latine : « Wilson a déçu la plupart des Américains, quand il n'a pas protesté contre l'invasion de la Belgique, et quelques-uns eussent voulu le voir publiquement abandonner la neutralité morale. Mais ses erreurs viennent d'un excès de retenue et de prudence et elles ont fait moins de mal que celles qu'auraient engendrées l'impétuosité et l'impatience ».

Une des idées, que le Président n'a cessé de formuler depuis plus de deux ans, est celle-ci : ce sera le rôle des Etat-Unis, à un moment opportun, de s'entremettre et de proposer ses bons offices aux belligérants. Je ne la discute pas ; je la note parce qu'elle a été la dominante, si l'on peut dire, de la politique de Wilson. Le 8 décembre 1914, le message au Congrès s'exprime déjà ainsi, — nous sommes au cinquième mois de la lutte : « Mon plus cher espoir est qu'à une heure prochaine, notre position morale nous donnera l'occasion de conseiller et d'obtenir la paix dans le monde ». En avril 1915, on relève ces propositions : « Nous sommes la nation médiatrice entre toutes : j'assigne à ce mot son sens le plus large. — Nous sommes un conglomérat de peuples, une mosaïque des nations du monde entier ». Au surplus, comment l'hôte de la Maison Blanche conçoit-il la paix future ? Il s'est naturellement cantonné dans les principes généraux : « Il faut trouver les bases d'un arrangement tel, que les belligérants puissent se mettre d'accord sur leurs intérêts immédiats ; il faut instituer une association universelle des nations pour sauvegarder la sécurité sur les routes mondiales maritimes, — pour arrêter, dès son origine, toute guerre engagée soit en violation des traités existants, soit sans avis préalable et sans que la cause ait été soumise au jugement du monde ». (Discours de Washington, 27 mai 1916).

On a beaucoup épilogué sur la maxime devenue fameuse : « un pays peut être trop fier pour se battre ». Devons-nous lui attribuer une signification absolue ? Je constate que Wilson a proposé et obtenu du Congrès l'accroissement de la marine et de l'armée et même qu'il est intervenu au Mexique : ce double geste est significatif. Je constate aussi que Wilson n'a pas été si indécis, si faible à l'égard des Empires du Centre, que d'aucuns, — trop oublieux ou trop ignorants des réalités, — le veulent soutenir. Peut-être étudiait-il si méticuleusement ses notes, parce qu'il avait une très haute conception de ses responsabilités, et qu'il entendait se conformer à chaque moment aux indications plus ou moins fugitives du sentiment public. Mais après tout, il a contraint Dumba, Dernburg, Boy-Ed, Von Papen, à quitter le nouveau monde : il a lancé à l'Allemagne, après le torpillage du *Sussex*, une note qui ressemblait fort à un ultimatum, et qu'il commentait en ces termes devant les deux chambres fédérales : « Nous devons agir ; nous le devons au respect de nos pro-

pres droits comme nation, à notre sens du devoir comme *représentants des droits des neutres du monde entier* », et l'Allemagne recula. Je n'ignore pas que Wilson ne pouvait procéder autrement, qu'il était à ce moment porté par une opinion lasse de tant d'attentats et de provocations : mais n'est-ce pas offrir une preuve de sagacité politique, lorsqu'on est le représentant officiel d'une grande démocratie, d'agir à l'instant précis où cette démocratie exige un acte et en délimite la portée ? Si j'admets que le vainqueur du scrutin de novembre a repris pour son compte et adapté à son époque la définition de Lincoln : « Le régime républicain est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple », tous les griefs que l'on a élevés contre sa conduite tombent ou s'atténuent, — car toutes ses attitudes trouvent leur explication, — ses initiatives au dedans comme sa diplomatie au dehors.

*
* *

La lutte, que Hughes, Roosevelt et Root menèrent contre lui, entre les deux conventions de Chicago et le jour du vote, a été véhémente et a pris un tour personnel très marqué. On lui reprochait, en somme, d'avoir abaissé la dignité de l'Amérique et trop sacrifié à ses scrupules pacifistes. Je puise de préférence dans le grand discours que Roosevelt prononça, le 30 septembre, à Battle Creek et qui constitua un réquisitoire en règle. « Soutenir Wilson était incompatible avec les intérêts de l'humanité et l'honneur de la nation;... Wilson et le Congrès ont trahi l'âme de la patrie;... Wilson a toujours accepté avec soumission les insultes et les injures de ceux qu'il redoutait... Si le peuple américain suit le Président, il perdra toute sa grandeur morale et sa ruine future est assurée. Une once d'exécution pèse plus qu'une tonne de promesses... Aussi bien dans les affaires intérieures que dans les affaires extérieures, Wilson a toujours été pour la paix à tout prix. Je fais appel à mes concitoyens pour qu'ils élisent M. Hughes et répudient M. Wilson. Le respect de nous-mêmes veut que nous soutenions l'homme d'action contre l'homme aux manœuvres furtives et changeantes », etc,... etc,...

Quand Roosevelt se livrait à cette charge contre le Président sortant, candidat démocrate, il n'était pas candidat républicain, il n'était plus candidat progressiste : il restait l'une des personnalités les plus éminentes et les plus empreintes d'originalité du nouveau monde, mais sachant l'échec certain pour lui-même, il avait transféré ses voix sur Hughes et c'est le programme de Hughes qui importait le plus, puisque c'était pour ou contre Hughes que le peuple voterait.

Or le programme de Hughes ressemblait trait pour trait à celui de Wilson, hormis sur deux points que j'examinerai en dernier lieu. Sur l'action diplomatique générale, le premier s'exprimait ainsi : « l'Amérique d'abord et une Amérique efficace » : c'était là maxime même du second. « Le parti républicain, disait le programme de Chicago, fera protéger tous les citoyens américains dans la jouissance des droits qui leur sont garantis par les conditions des traités et la loi des nations. Nous croyons au maintien d'une stricte et honnête neutralité entre les belligérants engagés dans la lutte européenne ». Le programme démocrate de Saint-Louis était conçu, à ce sujet, dans le même style. « Nous devons avoir une armée régulière suffisante, et d'abondantes réserves déjà instruites et organisées », proclamait le parti républicain, mais les projets soumis par l'autre parti au Congrès consacraient déjà ces vues. Restait la question grave de l'Américanisme, — celle de la défense de l'unité nationale américaine contre les tendances dissolvantes des progermains, qui soutenaient leurs pays d'origine — Allemagne, Autriche, Hongrie, — contre leur pays d'adoption. Ecoutez Hughes : « Le parti républicain est en faveur d'un peuple ne connaissant d'autre allégeance qu'à la constitution, au gouvernement et au drapeau des Etats-Unis ». Wilson est plus catégorique : « Je ne recherche les suffrages, ni ne crains le déplaisir de ce petit élément étranger, qui fait passer le loyalisme envers les Etats-Unis après le loyalisme envers son pays de naissance. Il y a des citoyens nés sous d'autres drapeaux, auxquels nos larges lois de naturalisation ont accordé toute liberté de parole et de gestes. Parmi eux, il s'en trouve, j'ai honte de le dire, qui ont inoculé un venin de déloyauté et de trahison dans les artères mêmes de notre organisme national ».

C'est dans l'ordre économique seulement qu'une opposition réelle s'est marquée entre le démocrate et le républicain. Hughes dénonce les concessions que Wilson a faites aux ouvriers dans la réglementation du travail, et cette attitude lui est dictée par la composition de ses comités, qui se recrutent dans la grande industrie en lutte avec les Fédérations syndicales. Pour la même raison, Hughes fidèle à la tradition de son parti (qui a oublié l'action de Mac-Kinley ?), revendique un protectionnisme accentué : écoutez son discours de New-York, prononcé à la veille du scrutin : « Quand les ouvriers des nations belligérantes rentreront des tranchées, les pays européens donneront un

nouvel essor à leur industrie. Ils essayeront de placer le surplus de leur production sur les marchés américains. Le seul espoir, pour les travailleurs américains, de ne pas succomber sous le poids de la concurrence étrangère est dans une protection, dans une création de tarifs qui compensent la différence des prix de la main-d'œuvre en Amérique et en Europe ». Au contraire, Wilson, représentant les Etats agricoles qui exportent leurs produits, céréales ou cotons, s'élève contre toute aggravation des taxes douanières. « A cet égard, dit il, en son dernier discours de Long Branch, une victoire républicaine serait un pas en arrière et une calamité nationale. »

*
* *

Les deux programmes, identiques sous tant de rapports, se différenciaient donc en matière de politique sociale et économique. Selon toute apparence, le problème des lois ouvrières et celui des tarifs ont joué leur rôle dans le scrutin, mais malgré leur intérêt, ce sont les considérations de politique générale, — celles de l'attitude internationale de l'Union, qui ont gardé le premier plan dans les préoccupations publiques. Wilson a été réélu, parce qu'il avait sauvé la paix non sans conserver la dignité, et aussi pour plusieurs autres raisons.

De prime abord, le scrutin se présentait assez mal pour lui. En 1912, il avait dû son succès à la division du vieux parti républicain, à l'antagonisme qui s'était créé entre Taft et Roosevelt. En 1916, Roosevelt s'était rallié à Hughes, et les cinq sixièmes du comité central progressiste avaient approuvé sa décision : il y avait donc chances que tout le parti progressiste fît litière de ses hésitations et restaurât l'ancienne unité républicaine. Mais Wilson avait cet avantage de détenir le pouvoir, d'y avoir donné quelques preuves d'ingéniosité à une heure grave entre toutes pour son pays et pour le monde, à une heure où les masses répugnent à changer de pilote. Ce n'était pas seulement que la prospérité de l'Amérique fût sans précédent et que la guerre l'eût enrichie : — il était très vrai qu'en deux ans, son stock d'or avait grossi de 4 milliards de francs, — mais un pays peut accumuler du métal jaune et accroître son trafic, sans que le sort des foules s'améliore, et ce sont les foules qui votent Outre Atlantique. En réalité, le peuple américain, — pour des motifs psychologiques et sur lesquels il serait trop long de s'expliquer, — déteste la guerre et Wilson lui avait épargné la guerre ; tout en écartant ce fléau et en conjurant l'avènement d'institutions militaires redoutées, il avait satisfait aux exigences de la fierté nationale. S'il était battu par Hughes, on faisait le saut dans l'inconnu et l'on pouvait se demander : « Hughes saurait-il maintenir la paix ? » et aussi : « dans quelle mesure Hughes concilierait-il, avec ce maintien, la défense des intérêts matériels et moraux de la République ? ». En toute occurence, le triomphe du candidat républicain — qui ne fût entré en fonctions que le 4 mars 1917, eût compliqué la situation, car Wilson fût encore demeuré plusieurs mois au pouvoir, avec une autorité fortement diminuée par son échec, — et pendant une période qui peut être décisive et où le cabinet de Washington aura vraisemblablement des initiatives à assumer. Ajoutez que les manifestations des progermains en faveur de Hughes, les préférences que la presse allemande marquait pour ce dernier, et qui procédaient moins des gages donnés par lui, — (il n'en avait donné aucun), — que d'une haine raisonnée pour Wilson, servirent le premier magistrat sortant. « C'est Wilson que vise l'animosité de l'Allemagne, écrivait Swope, l'envoyé du *World* à Berlin, peu de jours avant le 7 novembre. Quand bien même elle saurait pertinemment que Hughes serait son ennemi, elle ferait tout son possible pour écraser Wilson ». De telles attestations étaient plutôt fâcheuses pour la candidature républicaine, et l'on conçoit que l'organisation démocratique ait pu les exploiter plus ou moins habilement.

*
* *

Je suis de ceux qui tiennent la réélection de Wilson pour un événement heureux. Je n'ignore pas combien, dans les conjonctures présentes, il est malaisé de se soustraire à certaines impressions immédiates et de garder même une relative objectivité, mais la cause des Alliés eût-elle gagné au succès de Hughes ? Est-elle même, dans la plus infime mesure, compromise par la victoire de son partenaire ? Je ne le pense pas. Par tempérament, par tradition, par sens profond de l'équité, le peuple américain devait être opposé aux tentatives d'hégémonie germanique, et il a montré qu'il n'avait aucune complaisance pour elles. Wilson qui, à l'encontre des assertions de ses détracteurs, est hostile à une politique dictatoriale, affecte en toute circonstance d'être le serviteur loyal de ce peuple, et en outre les Austro-Allemands, qui sous ce rapport, ne se sont probablement pas trompés, ont perçu que ce juriste de haute et fine culture ne pouvait être l'admirateur docile de la violence déchaînée. Je ne redoute de lui aucun geste qui puisse contrarier l'œuvre de justice, contribuer à une solution du conflit qui ne

serait point conforme à la raison et au droit des nations dans son acceptation la plus élevée.

Mais Wilson reçoit une prorogation de son mandat à un moment où tous les problèmes mondiaux se posent à la fois, où l'équilibre européen n'est plus seul en jeu, où c'est des destinées de toutes les sociétés qu'il s'agit. Sera-t-il égal à la tâche qui peut, un jour ou l'autre, s'imposer à lui ? Même au point de vue strictement américain, sa besogne est écrasante. Pour la préciser, je procèderai par voie d'énumération.

1° L'Amérique voudra sans doute participer au congrès final, parce que les problèmes de droit qui y surgiront ne sauraient laisser aucune puissance indifférente, et que les problèmes territoriaux qui s'y régleront toucheront parfois de près à ses propres intérêts. Mais comment M. Wilson s'assurera-t-il une entrée dans ces grandes assises, les plus importantes que le monde aura vues ?

2° L'anarchie mexicaine ne saurait subsister indéfiniment sans dommage grave pour l'Union. Comment M. Wilson l'abolira-t-il, sans recourir à la force qui lui répugne et sans blesser les républiques sud-américaines, avec lesquelles il s'est ingénié à réaliser un accord sincère.

3° La méfiance se perpétue entre le Japon et l'Amérique, qui appréhende toujours un conflit avec le cabinet de Tokio, qui redoute les entreprises de ce dernier sur la Chine, qui s'inquiète devant la conclusion du récent traité entre le Mikado et le Tsar, comme devant l'avènement du parti militaire avec le ministère Teraouchi. Comment M. Wilson obtiendra-t-il une détente ?

4° Les lendemains de la guerre préoccupent l'Amérique, car elle prévoit la formation de deux grandes confédérations économiques, entre lesquelles elle risquerait d'être broyée. — Comment M. Wilson conjurera-t-il cette éventualité ruineuse pour l'activité de son pays ?

Jamais homme d'Etat du nouveau monde ne se trouva devant pareilles difficultés. Jamais un président n'entra ou ne rentra en fonctions dans une heure aussi chargée de menaces. Car il en est de l'Union, comme de la Suisse, comme de la Hollande, comme de tous les neutres : nul ne peut envisager avec sérénité la formidable évolution, dont cette guerre aura été le signal.

PAUL LOUIS.

LA MOISSON NOUVELLE

Le train s'est ébranlé tout doucement. Le petit est encore là à la portière, sa jeune tête tendue — vers la maman, qui seule sur le quai le regarde partir.

Insensiblement le train s'éloigne plus vite. Il a quitté l'ombre de la gare et c'est en plein dans le soleil du soir que le visage du petit conscrit, de loin, sourit à sa mère immobile.

Avec un grand cri aigu et qui se prolonge comme un appel désespéré, la machine noire emporte avec rapidité, l'enfant qu'on voit encore à peine. Puis, au tournant du pont, tout a disparu.

Il ne reste plus qu'un chapelet de petits nuages légers comme des soupirs, de petits nuages blancs qui montent en roulant et deviennent tout roses en traversant les rais du soleil couchant, après avoir dépassé l'ombre des peupliers.

La vieille mère est toujours là, debout sur le quai, sans un mouvement, sans oser tourner la tête, comme si l'horrible douleur qui la guette était là, derrière elle, attendant qu'elle se retournât pour l'épouvanter de son visage blême et de ses tristes yeux noyés des larmes qu'elle ne peut pas répandre.

Mais elle ne veut pas savoir qu'elle est seule, toute seule, qu'Il est parti, parti pour le régiment... pour la guerre... Elle reste là...

Soudain un grand bruit : toute la gare a tremblé, un train entre, s'arrête en grinçant. Il souffle et halète comme une poitrine de géant, las d'avoir couru le monde.

Des gens, encore des gens descendent, courent, passent et l'entraînent, elle aussi, la triste isolée, dans leur mouvement vers la sortie.

Une voix brusque :

— Vot' billet

— Quoi ? mon billet... j'en ai pas... j'arrive point, moi, c'est le petit qui est parti !... »

Elle est dans la rue avec ces mots qui tapent sur son vieux cœur : « Le petit est parti... le petit est parti... »

Elle marche, elle ne pleure pas, mais on dirait qu'elle porte quelque chose de très lourd sur les épaules et son poing ridé s'écrase sur sa bouche qui tremble.

—« Eh ben, mère Muron, c'est y que vous connaissez pu vot' monde ? »

C'est vrai ! La carriole est là pour la ramener au village.

Et tandis qu'elle y monte :

« — Merci, père Robin, m'y gardez point rancune d' l'oubli d' mon bonjour, je vous avais point

tant seulement vu, je pensais trop à not' Joset que v'là parti à c' t' heure...

— Allons la mère, pensez aussi qu' vot' Joset, on va en faire un biau soldat !

— Ah ! j' dis pas non, père Robin, mais l'est ben trop ch' tit gars pour ça ! Et puis, y, avait pus qu' lui à la ferme... Tantôt quinze mois que l'grand est parti...

Tantôt sept qu'on a pus d'nouvelles... ah ! c'te maudite guerre, c'est trop d' malheur pour le pauv' monde.

La carriole roulait sur la route blanche, au trot régulier du vieux cheval, si vieux que personne n'en avait voulu.

De temps en temps, l'homme faisait claquer son fouet, encourageant la bête.

Près de lui, la femme, toute repliée sur elle-même, ne semblait guère plus qu'un tas de chiffons noirs.

Au fond de la charrette, achetée à la ville pour faire la fenaison, une faux toute neuve dressait le tranchant de son acier luisant. Et c'était infiniment triste cette vieille voiture disjointe et grinçante, emportant à travers la campagne vivante de lumière et de fécondité, cette malheureuse écrasée de douleur et cette faux blafarde, dressée derrière elle comme une menace.

Le soleil était si bas à l'horizon qu'il affleurait le bord de la montagne et qu'il semblait s'y reposer comme une hostie dor au bord de l'infini...

Et, dans le silence du jour qui se recueille, la terre en extase semblait communier avec le ciel.

La route montait, unie et claire, entre les coteaux de vigne : de belles vignes bien droites, bien nettes de toutes mauvaises herbes et dont l'invisible floraison remplissait l'air d'un parfum de réséda.

Quelques abeilles attardées quittaient comme à regret ces champs de miel en fleurs. Elles s'en allaient, lourdes de pollen et ivres de chaleur, regagnant, toutes titubantes, leurs ruches de paille blonde.

On coupait les foins.

Dans les prés, peu de monde. Quelques femmes, des enfants, parfois un soldat dont la présence étonne et la faux dans sa main a quelque chose d'auguste et de terrible.

La voiture, lentement, montait la côte. Le paysan et la femme regardaient la campagne où les gaies fleurs des champs, bleuets, marguerites et coquelicots, écrivent si joliment le nom de : France sur la page dorée des blés murs ; parfois l'un d'eux hochait la tête et l'on ne savait si c'était d'admiration de voir la terre si belle ou de tristesse de la voir si seule.

La voiture s'arrêta en haut de la colline. Le pauvre cheval soufflait fortement, creusant ses maigres flancs que faisaient tressaillir les piqûres des mouches, et des taons qui se gorgeaient de sueur.

— « Allons, mère Muron, on s'ra bentôt rendu, v'là la descente de Saint-André, d'ici trois p'tits quarts d'heure, vous serez à la Croix-de Chazelle. »

Tout le paysage familier s'étendait là : Saint-André, son vieux château, l'étang qui fait un grand carré brillant comme du papier d'argent et enfin. Saint-Alban, son village aux toits rouge vif, enfoui au creux des montagnes, dans un vert brutal de plein été.

Et là-bas, sous le fin croissant de la lune nouvelle, la montagne de Chazelles arrondissait ses flancs.

La mère Muron ne voyait pas encore sa ferme, mais son cœur la savait là. Combien elle lui paraissait triste, cette maison, où seuls l'attendaient le vieux et la Marie.

Soudain la pensée de la demeure lui rappelle les soucis du ménage. Il faut qu'elle rapporte du grain pour les poulets et des sabots pour sa fille.

Ne faut-il pas continuer la vie comme si rien n'avait changé ? Comme si son Joset était toujours là.

Chaque fois qu'elle y pense à son Joset, ses lèvres se mettent à trembler, mais ses yeux restent secs :

— « Dites donc, Père Robin, faudra nous arrêter chez la Prat, que j'y prenne du grain, et puis chez l' sabotier. »

Dès l'entrée du village, elle s'aperçût que les femmes lui disaient bonjour sans chercher à s'arrêter pour causer comme d'habitude. Elles semblaient la fuir.

— « Voyez ben, Père Robin, y sont tous les mêmes ces « bonnes gens », quand on est dans l' chagrin, y vous y disent seulement point un mot. »

Chez la femme Prat, lorsque la mère Muron entra, les voisine bavardaient avec lamentation, et l'une d'elles s'écria :

— « Tien ! juste la v'là ! »

Et toutes s'arrêtèrent de parler.

Blessée de cette froideur qu'elle avait bien sentie et toute renfermée dans sa peine, la mère Muron prit son grain, paya et s'en alla avec un : « Bonsoir Mesdames » qui n'avait rien d'amical.

M. le Maire était devant sa porte, causant avec un petit groupe où l'on voyait son adjoint, le maître d'école, le facteur, la Fradin, enfin tous les gens importants du village.

La conversation était animée, mais lorsque la voiture s'approcha, tous se turent, examinant la mère Muron, qui se mit à les regarder avec méfiance.

M. le Maire s'avança vers la carriole, d'un air qu'il voulait naturel :

« — Eh ben, mère Muron, descendez donc un moment, j'aurais quelques mots à vous dire ? »

Sans bien comprendre, elle descendit et voyant le Maire entrer chez lui, elle le suivit la tête basse sous les regards qui pesaient sur elle, comme sur une coupable.

— « Eh bien, voilà... mais... asseyez-vous donc, mère Muron. Vous ne voulez pas ?... Vous êtes pressée ?... Bon, eh bien voilà, c'est au sujet de votre fils...

— Mon Joset ?

— Non, l'autre, votre grand, celui qui était à la guerre...

— C'est y que vous en avez des nouvelles ?... Mais vous avez pas l'air content ?... Il est prisonnier ?... Non... qu' vous dites ?... Ben alors... Ben alors... tué ?... il est mort... ah ! c'est trop d' malheurs ! »

Et tandis que le Maire essaye de la consoler avec des mots qu'elle n'entend pas : « Soyez fière... mort en soldat... au champ d'honneur, pour la Patrie... »

Sachant bien qu'elle n'a plus rien à entendre, elle s'en va, un peu plus courbée encore, mais ses yeux ne pleurent pas. Elle passe... on s'écarte devant elle... Son conducteur que les gens ont renseigné, ramasse les guides sans mot dire et fouettant son maigre cheval, il emmène la triste mère qui semble seulement un peu plus pauvre, un peu plus vieille.

De Saint-Alban à Chazelles, après avoir dépassé les fontaines, le route monte doucement, comme un bras blanc qui enlace la montagne.

On s'élève peu à peu et soudain, à l'entrée de la bourgade, au pied même d'une croix de pierre grise, on domine toute la vallée de la Loire, et si loin, si loin vont les regards, que, par les jours de clarté, on voit le pic neigeux du mont Blanc, qui tout là-bas se fond au bleu de l'horizon lointain.

La voiture s'est arrêtée. Le cheval, heureux de ce repos, secoue la tête et son grelot tinte tristement, tandis que l'homme s'excuse à voix basse :

—« Vous v'là presqu'arrivée, mère Muron. Excusez que j'vous y mène pas plus loin, mais faut que j'sois rendu aux moulins Cherrier avant la nuit et j'ai qu' le temps... ...Allons, bonsoir, mère Muron, vous y faites point trop de désespérance, sauf c'qui est d' là terre, nous passons tous ?

— Oui, ben merci... bonsoir père Robin. »

Le vieux cheval reprit son pas tremblottant.

La carriole s'éloigna, le bruit du grelot décrut lentement, puis le chemin tourna et l'on n'entendit plus rien.

Maintenant, elle était seule, debout près de la croix.

Derrière elle, des premières maisons du hameau, venaient les cris d'un enfant faisant rentrer un troupeau et du chien aboyant autour des jeunes veaux vagabonds.

Elle demeura au bord du chemin, regardant ses champs étendus à ses pieds, son grand pré où séchait le foin frais coupé ; elle en respirait largement l'odeur forte et malgré elle, les préoccupations habituelles s'imposèrent à son esprit de paysanne :

Pourrait-on rentrer le foin demain ? Ne pleuvrait-il pas ?

Instinctivement elle leva les yeux vers la montagne, afin de deviner le temps.

Le ciel, uni comme un beau front de vierge, le ciel regardait la terre de toute la douceur des premières étoiles.

Tout était calme, les grillons s'endormaient sous les hautes herbes.

Près de la mare, un crapaud chantait mélancoliquement l'été.

La pensée de la vieille mère s'était assoupie dans la contemplation de sa terre fertile.

Elle eut un brusque sursaut comme si, en rêve elle était tombée.

Elle venait d'évoquer les plaines du Nord, où la nuit n'apporte ni fraîcheur, ni repos. La terre brûlée, vide, nue, où des monceaux de pierres noires sont les seuls souvenirs des villages écroulés.

C'est là que repose le cadavre de son enfant.

Pour la première fois, des larmes montent à ses yeux fatigués, puis roulent lentement sur son visage fané, s'attardant aux creux des rides.

Pour la première fois, elle pleure.

Est-ce sur son fils, est-ce sur les campagnes mortes ?... Elle ne sait...

A travers ses larmes, elle voit toujours ses champs, reposant dans le calme, et cette vision réelle se mêle dans sa tête, à ses pensées d'épouvante.

Elle immagine que des troupes d'hommes piétinent ses moissons, brûlent ses meules, sa grange, sa maison...

Une sainte colère l'empoigne toute, sèche ses larmes au bord de ses yeux rouges.

Elle se sent capable de défendre son bien, à coups de fourche, à coups de serpe, sans peur de mourir, sans horreur de tuer.

Elle se voit entourée des siens qui l'aident à se défendre ; le vieux, les filles... et surtout ses fils... non, eux ne sont plus là. C'est plus loin qu'ils se battent et meurent, mais c'est toujours pour défendre ses champs, ses récoltes, sa maison... Des gouttes de sueur perlent à son front, mais sa révolte s'apaise : elle a compris l'utilité du sacrifice.

Oui, la terre vaut plus que la vie.

La Terre ? C'est le souvenir de tous les anciens, chacun l'a agrandie, embellie, au prix d'un dur labeur.

La Terre ? C'est la force des petits, de tous ceux qui naîtront de son sang.

La Terre ? C'est toute la misère, le sol aride où rien ne pousse, le labour pénible où la charrue se brise, où l'homme s'épuise.

La Terre ? c'est toute la richesse. C'est le pain et c'est le vin. C'est le rire des filles, la fierté des garçons.

La Terre ? c'est le cœur de la famille. Elle ne doit pas mourir, mais on doit mourrir pour elle.

Que cette terre lui ait pris ses enfants, c'est juste si c'est là le prix de sa fécondité et de sa liberté !

Un calme profond coule sur son cœur où s'efface toute amertume. Elle consent à sa douleur.

Et les mots dits par le Maire lui reviennent à la mémoire : « Mort au champ d'honneur... pour la Patrie... »

Mais alors, ses blés, ses vignes, sa maison ? C'est çà la Patrie ?

Et tout à coup, ce mot lui apparaît immense, parce que pour elle, c'est l'image de son bien.

La nuit vient discrètement ; aux fenêtres étroites des maisons accroupies dans l'ombre, les lampes allumées mettent des étoiles jaunes.

De chaque toit, une petite fumée bleue, monte toute droite et calme, comme une prière.

Au fond de la vallée, une cloche tinte.

D'autres, lointaines et frêles, répondent pieusement. C'est l'Angélus qui tombe goutte à goutte dans le soir adorable.

La femme écoute...

Sa tête se penche, ses mains se joignent. Elle s'agenouille. Ce n'est plus qu'une ombre, écrasée au pied de la croix de pierre grise qui murmure humblement :

« Seigneur, bénissez la moisson... »

ANNE-MARIE BENOIST.

THÉATRES

Théâtre de la Porte Saint-Martin : *L'Amazone*, pièce en trois actes de M. HENRY BATAILLE.

Comment M. Henry Bataille n'a-t-il pas compris qu'il fallait attendre, que les deuils, les angoisses, les sentiments et les pensées de l'heure présente n'étaient pas sujets de pièces ni matière d'art, qu'il convenait de nous laisser à nos douleurs ou de leur offrir l'allègement momentané d'une noble diversion, qu'il nous serait impossible de soutenir l'émotion provoquée par l'imitation sacrilège d'une réalité qui nous étreint et nous torture ? Nous émouvoir ainsi est trop facile, en vérité, et trop étranger à l'art, et trop indigne de l'art, et trop cruel aussi. Eût-il traité un tel sujet d'une main pieuse et légère, nous lui en aurions voulu. On sait de reste qu'il ne le pouvait pas et sans doute ne le voudrait point : ce n'est pas sa manière. Celle-ci, en un pareil moment et sur un pareil thème, ne pouvait que nous blesser mortellement. Après la première représentation, il a fallu procéder d'urgence à quelques coupures et supprimer des propos de blessés sur leurs infirmières. Mais en dehors même de ce qu'ils disent, et ces propos fussent-ils les plus innocents du monde, nous ne pouvons supporter de voir « jouer » sur la scène, avec une ingénuité apprise, des gaucheries calculées et tous les artifices du comédien, une réalité aussi proche de nos cœurs et aussi poignante que celle d'un soldat blessé. Ces gestes que nous avons vus tant de fois au naturel, ces mots qui nous ont dit l'amitié, la reconnaissance, l'héroïsme du courage ou celui de la résignation, ces attitudes qui nous livrent, dans l'apaisement des heures de repos et de trêve, les âmes de nos combattants, tout cela nous ne pouvons tolérer de le voir et de l'entendre transposé en jeux de scène et en mots de théâtre.

Et si l'auteur nous répondait que ces raisons de sentiment ne sauraient le toucher, qu'il est un artiste et ne reconnaît d'autre loi que celle de l'art, ce serait nous faire la part trop belle et la réplique trop facile, car précisément ce que nous lui reprochons, c'est de ne provoquer en nous qu'une émotion où nous sommes engagés de toute notre chair et de tout notre sang, l'émotion la moins dépouillée qu'il soit possible d'éprouver en ce moment, et la moins « désintéressée », la moins « esthétique » par conséquent. Je n'ai jamais ressenti ni constaté au théâtre un malaise comparable à celui que fait naître la grande scène où Mme Bellanger apprend la mort de son mari et reçoit les reliques trouvées sur son corps. Rien de plus radicalement contraire à l'essence même de l'art. Une véritable souffrance est imposée aux spectateurs, brutalement rejetés par cette mimique impie jusqu'au vif de la réalité la plus proche et la plus douloureuse. Une pareille évocation du martyre qui, tous les jours, dans des milliers de foyers, broie les pauvres cœurs, n'appartient pas plus au domaine de l'art que l'horrible scène de la torture dans la *Tosca*.

M. Henry Bataille nous excusera de relever au

nom même de l'art, dont il a le culte très sincère et très passionné, une erreur qui nous paraît l'erreur suprême, la plus radicale violation de la loi la plus fondamentale de l'art, la négation même de l'art, son anéantissement. Ce n'est certes point la fin qu'il se propose, mais c'est le résultat auquel il atteint. Plus on reconnaît de talent dramatique à l'adaptateur de *Résurrection*, à l'auteur de *Maman Colibri* et de la *Marche nuptiale*, plus on lui doit de critiquer avec une entière franchise ses méprises ou ses égarements.

Nous retrouvons dans l'*Amazone* les trois personnages éternels, la trinité fatidique — et fastidieuse — du théâtre contemporain : le mari, la femme et, entre les deux, l' « Autre », la personnification de l'Instinct, de la Liberté, de l'Amour. Ici cette troisième figure est de la plus triste actualité : c'est une jeune réfugiée de Roubaix. Elle a tout perdu, famille, fortune, elle a vu massacrer sa mère et emmener son père en captivité ; mais elle est gaie, parce qu'elle est la Jeunesse, la Vie, l'Avenir, — avec des majuscules à tous les mots, car ce sont là ses vrais noms : elle n'est qu'un symbole, la radieuse figure que l'anarchie intellectuelle de M. Henry Bataille devait inévitablement dresser au-dessus des fantoches qui représentent à ses yeux l'ordre normal de la vie.

Cette jeune personne, Ginette, a été recueillie par ses cousins, M. et Mme Bellanger, à La Flèche. Elle est devenue aussitôt la plus active, la plus zélée, la plus entraînante des infirmières. Son passage réconforte, ses moindres paroles stimulent, son regard est une inspiration. Dès qu'elle a un instant de loisir, elle prend son violon, car elle n'est pas de ces âmes banales sur qui pèsent les deuils : nous savons que les plus récents, les plus cruels ont laissé intacte son allégresse. Et c'est ainsi que l'a voulue l'auteur, belle, symbolique, idéale, fille bien-aimée de sa pensée, — la Vierge libre et forte d'où émane et rayonne la Vie... Ah ! Combien je lui préférerais une simple jeune fille, point symbolique du tout, mais vraie, véritable, oui, simple, assez simple pour pleurer sa mère, assez « bourgeoise » pour ne pas jouer du violon — mon Dieu ! oui — au scandale assez justifié de ses voisins.

Mais suivons M. Bataille dans l'essentiel de sa conception. Jusqu'à ce jour, le pauvre Bellanger n'a pas « vécu », puisqu'il a été simplement un mari, un père, un brave homme d'architecte, habile dans sa profession, actif à ses tâches et loyal à son foyer. Sous l'inspiration de Ginette Dardel, il comprend ce que c'est que vivre : ce serait se faire aimer ou du moins admirer d'une jeune fille comme elle, allumer une flamme dans ses yeux, conquérir le suffrage de sa pensée, sinon l'acquiescement de son cœur. Il lui semble sortir d'un long sommeil, s'éveiller d'une longue torpeur. Et comme il a entendu Ginette parler avec enthousiasme des combattants, avec dédain des civils qui « tiennent » plus ou moins à l'arrière, comme elle se détourne de la vieillesse inutile avec une sorte de dégoût et se sent attirée tout entière vers ceux qui offrent leurs énergies au devoir et au péril, il lui déclare qu'il va s'engager, se faire envoyer au front. Il part, enivré de l'avoir vue déjà conquise — et là-bas il tombe. Les jours passent : on ne sait rien. Enfin, un représentant de la Croix-Rouge suisse rapporte à sa femme tout ce qu'on a pu recueillir sur lui, notamment le portefeuille où se mêle à des lettres de Ginette un testament, que dis-je ? un chant lyrique, crayonné dans son agonie à l'intention de la jeune fille. Il lui lègue son sacrifice et sa mémoire, car tout cela lui appartient, à elle, l'Inspiratrice, celle par qui il s'est révélé à lui-même et réalisé pleinement. Cette effusion, comme il était à prévoir, ne parvient pas tout droit à son adresse, mais tombe d'abord sous les yeux de l'épouse, qui n'est pas à la hauteur d'une pareille métaphysique de l'amour ni d'une si belle révélation de la vie. Elle se redresse dans l'indignation et la révolte pour chasser Ginette et s'abat dans la douleur.

Que va faire alors « l'Amazone » — fort improprement nommée d'ailleurs — et par quels actes merveilleux ou par quelles résolutions héroïques va-t-elle manifester sa haute personnalité ? Le troisième et dernier acte nous la montre, deux ans plus tard, quand la paix vient d'être signée. L'Amazone est revenue dans la petite ville, elle s'installe à la sous-préfecture et s'accommode très volontiers d'épouser le sous-préfet. Cette muse guerrière n'ambitionne plus que d'inspirer les travaux de la paix. Elle sera la muse des comices agricoles et dirigera un orphelinat. Il ne lui déplaira pas de s'associer de la manière la plus intime à ce fonctionnaire dans l'œuvre de repopulation à laquelle il estime devoir se consacrer personnellement et pour laquelle sans doute il avait eu la prudence de se réserver, bien abrité dans un intérim administratif. M. Henry Bataille nous représente tout cela très sérieusement et sans nulle ironie, je vous assure. Son ironie, son antipathie visible, il les réserve pour ces dames de la « bonne société » — des dévotes, sans doute ! — comme Mme de Saint-Arroman, toute saisie d'apprendre ce mariage et même quelque peu offusquée. Il a vite fait de nous la présenter, celle-là, sous les espèces d'un odieux composé féminin de Basile et de Tartuffe, comme sont ordinairement, n'est-ce pas ? ces provinciales non affranchies. Mais il a l'air plein d'admiration, ma parole ! pour le futur

couple. Ginette est toujours l'inspiratrice et, après avoir fait de Bellanger un soldat héroïque, elle anime l'inconsistant sous-préfet d'un héroïsme assez vague et mal défini pour temps de paix.

En pleine idylle sous-préfectorale un spectre surgit : celui de la Veuve, qui vient rappeler à Ginette qu'elle est veuve aussi et qu'elle doit se garder à la mémoire de l'homme mort pour elle ou par elle. Ginette commence par résister, mais assez vite elle comprend, et tandis que le sous-préfet indigné parle abondamment sur les nouveaux devoirs des êtres jeunes et forts comme elle et comme lui, elle va tirer de sa malle les vêtements souillés de boue qu'ella portait dans sa fuite, elle les remet et retourne là-bas, dans les régions martyres, pour y travailler parmi les ruines. Elle a compris qu'elle appartient maintenant au passé, que les nouvelles moissons de la vie sont pour les existences toutes neuves, pour celles qui n'ont pas goûté aux fruits amers des saisons révolues et peuvent cueillir avec des mains fraîches et pures ceux du présent, ceux de l'avenir. Un abîme s'est creusé entre les générations d'hier, qui doivent vivre désormais avec leurs morts, celles d'aujourd'hui et de demain, qui seules appartiennent aux vivants. Idée grande et belle, la première qui, dans cette pièce, résonne enfin avec le timbre de la vérité. Il eût suffi qu'elle animât la pièce tout entière pour lui donner une autre allure et un autre accent.

Par malheur, elle ne sert ici qu'au dénouement, c'est-à-dire à réconcilier les deux femmes, la veuve réelle et la veuve mystique, et à faire tomber le rideau sur le départ de celle-ci.

Animée par la présence de l'idée juste, de l'idée vraie, l'œuvre aurait peut-être accordé les intentions disparates qui lui donnent un caractère déconcertant. Telle quelle, elle nous laisse le soin de les dégager à travers une impression trouble, confuse et trop souvent douloureuse. Il faudrait d'abord écarter ces silhouettes inutiles, qui restent étrangères à l'action et auxquelles il manque d'être marquées d'un trait juste, expressif ou pittoresque : la petite Madeleine Bellanger, fillette insignifiante dont nous ne retenons rien qu'une allusion imprévue à sa gastro-entérite ; ce fantoche de médecin accoucheur, qui bavarde tandis qu'une cliente l'attend, les trois apparitions, trop pareilles et trop symétriques, où s'accusent comme en de froides allégories non point du tout la vérité humaine et sociale, mais les partis-pris de l'auteur : la vieille demoiselle qui vient, au premier acte, se plaindre du violon de Ginette, le père lugubre — caricature presque sacrilège celle-là — qui, au deuxième, rôde en quête de quelque deuil dont se nourrirait l'avidité du sien ; la « femme du monde » qui, au troisième, se moncendante supériorité de la jeune Amazone.

Mais si nous considérons de plus près les trois protagonistes, nous entrevoyons un thème psychologique dont il eût été intéressant de tirer tout ce qu'il contenait : nul ne peut dire quelle est la part dans les actions d'autrui, et moins encore dans les siennes propres, des motifs d'ordre différent, et par exemple de la passion égoïste et de l'idéal désintéressé. Exalté par Ginette, Bellanger obéit-il à l'impulsion de l'amour ou l'appel du devoir, du patriotisme, d'un grand sentiment généreux qu'elle a éveillé en lui ? Dans un débat où les deux femmes se laissent emporter à ce sujet, chacune tient pour l'une des deux opinions, qui ne sont peut-être pas inconciliables. L'auteur semble bien avoir voulu montrer le mélange des deux éléments, ou plutôt la métamorphose de l'un dans l'autre. N'a-t-il pas prétendu nous rendre sensible aussi que les grandes crises font saillir hors de chaque individu sa personnalité la plus profonde, celle qui sans doute aurait dormi sous l'épaisse croûte des habitudes dans la monotone activité des jours ordinaires ? Mais ces intentions se réalisent mal à travers les habiletés, moins assurées cette fois, de l'action dramatique et les complexités de caractères un peu abstraits. La psychologie de M. Henry Bataille se borne d'ordinaire à analyser et son art à représenter la frénésie d'un instinct élémentaire et les modalités morbides de la passion. Il a cru les retremper dans la grande réalité du drame actuel : elle les a comme accablés. Il est trop tôt encore, et je ne sais pas si jamais plus tard l'heure viendra, pour un talent aussi profane que celui de M. Bataille, de puiser à cette source sacrée.

L'interprétation de la pièce, ordinaire dans son ensemble, nous a plutôt apporté, pour deux des trois rôles principaux, une déception. Si l'on met à part, en effet, Mme Réjane, à qui nous n'avons pas le droit de reprocher l'intolérable émotion que l'auteur l'a condamnée à provoquer en nous dans la grande scène déjà mentionnée, qu'elle joue avec l'art le plus sûr et le naturel le plus poignant, Mme Simone, sous ses trois aspects successifs d'infirmière allègre, d'inspiratrice exaltée et de réfugiée terreuse, est aussi artificielle que son personnage lui-même et les allégories compliquées qu'il représente. De son côté, M. André Antoine n'a montré ni la simplicité hardie, ni la rude vigueur qui la mirent, dès les temps lointains du Théâtre libre, au premier rang des comédiens. Il faut s'attendre à voir toujours les meilleurs acteurs plier sous le poids des rôles mal venus.

FIRMIN ROZ.

KANT ET LA GUERRE EUROPÉENNE (1)

Dans quelle mesure Kant participe-t-il de la mentalité allemande actuelle et quelle responsabilité lui incombe dans sa formation ?

Kant est un Prussien, mais un Prussien du temps et du milieu où il vivait. Or la Prusse de Frédéric II et de Frédéric-Guillaume II n'était pas la Prusse de Guillaume II. Si les tendances fondamentales d'un peuple, qui est resté dans une grande mesure un peuple barbare, se sont peu modifiées, il n'en est pas de même de ses idées. Les idées sont loin d'avoir la fixité des tendances profondes ; elles dépendent des conditions politiques, économiques et sociales, elles sont d'ailleurs d'autant plus instables qu'elles sont moins fondées sur la raison et qu'elles se présentent davantage comme des justifications de besoins élémentaires.

Ce qui nous frappe le plus aujourd'hui, ce sont les théories d'un Treitschke, d'un Bernhardi sur « l'impérialisme » et le « pangermanisme », sur le peuple élu, sur la force et sur la guerre. La plupart de ces théories ne sont pas dans Kant ; c'est incontestable. Elles ne sont pas de son temps. Kant n'était pas et ne pouvait pas être pangermaniste. Il n'était même pas véritablement « germaniste ». Le patriotisme n'était pas plus ardent en lui que les autres sentiments expansifs. Nous savons que, quand les Russes occupèrent Kœnigsberg de 1758 à 1762, il n'en fut aucunement contrarié (2). Il entretenait les meilleures relations avec les officiers ennemis de la garnison et leur faisait même des conférences. Il les respectait et les recherchait, comme il respectait et recherchait tous ceux qui étaient revêtus de la sublime dignité du pouvoir et de l'autorité. Le pangermanisme n'existait d'ailleurs à aucun degré dans l'Allemagne du XVIIIe siècle et ne pouvait pas davantage y exister. Le mouvement patriotique même ne commence à se dégager, sous la forme politique, que dans le premier quart du XIXe siècle. Kant nous dit lui-même que l'un des caractères du peuple allemand est « qu'il n'a pas d'orgueil national (3) ».

Le pangermanisme suppose certaines dispositions psychologiques, affectives et intellectuelles, qui, sous la poussée d'un puissant développement économique et politique, ont pris la forme ethnique et collective et se sont ensuite justifiées par des sophismes et des théories fausses sur la race germanique. Ces dispositions, qui consistent en une certaine incapacité de l'intelligence et de la sensibilité à sympathiser avec autrui et dans le dérèglement du sentiment de soi-même, existent, nous l'avons vu, dans la nature et dans l'œuvre de Kant. Leur évolution a été déterminée en Allemagne par des circonstances qui n'ont rien à voir avec lui ; les théories justificatives de la supériorité ethnique des Germains lui sont également étrangères. Mais son système moral et politique étaient éminemment propre à préparer, à seconder cette évolution et à favoriser la formation de ces théories.

L'impératif catégorique confère, en effet, à celui qui l'éprouve une sublimité qui l'élève infiniment au-dessus de l'univers entier. Il est d'autre part un décret *a priori* de la volonté libre et autonome. Il porte en lui-même toute sa raison et toutes ses justifications ; pour subsister dans son absolue pureté, il ne doit reposer sur aucune raison; il échappe même à tout contrôle de la raison. Il est parce qu'il est. Il n'y a pas de notion qui soit plus facile à mettre en mouvement pour une cause quelconque, parce qu'elle est indépendante de toute cause et supérieure en droit à toute considération. Son transfert de l'individu à la nation est tout naturel. De l'élection de l'individu supérieurement et suprêmement moral, en vertu d'un simple décret de son autonomie, à l'élection du peuple composé de ces individus, il n'y a pas loin. Les grands disciples de Kant, Fichte et Hegel, ont opéré l'assimilation ; les théoriciens allemands postérieurs ont accentué encore davantage la qualité surnaturelle de l'élection. Mais le véritable germe est dans Kant et essentiellement dans la valeur mystique et incontrôlable de son impératif catégorique et de son moralisme.

Nous avons vu d'ailleurs que cette valeur de l'impératif n'est pas restée strictement individuelle dans la doctrine de Kant. Après avoir proclamé la liberté politique absolue de tous les citoyens, Kant a conféré au souverain des droits et un pouvoir non moins absolus et sans limites. L'Etat tout puissant de Hegel a son principe dans le souverain de Kant, dont l'origine est soustraite à toute investigation, qui n'a aucun devoir à l'égard de ses sujets, contre lequel toute velléité de résistance entraîne une déchéance, constitue un crime et ne peut être punie que par la mort. Le pouvoir du souverain est pour Kant si sacré et si inviolable (ce sont ses propres termes), qu'il l'égale à celui de Dieu. C'est bien la conception de Hegel et nous sommes déjà très près des idées impérialistes, puisque le souverain incarne la nation. Tout l'arbitraire et le mysticisme en ont été fournis par

(1) Pages extraites de l'ouvrage : *Morale Kantienne* et *Morale humaine* qui paraîtra prochainement à la librairie Hachette.

(2) Voir R.-M. Wenley, *Kant and his philosophical revolution*, Edimbourg, 1910, p. 80.

(3) *Anthropologie*, 1798, traduction Tissot, 1863, p. 318.

Kant. Il n'y a qu'une différence : Kant tient encore la balance égale entre les souverains des divers peuples, parce que la Prusse du XVIIIe siècle était très loin de pouvoir rêver à l'hégémonie.

Il en est de même des idées mystiques sur la force et sur la guerre. La Prusse de 1795 n'avait aucune inclination à faire leur apologie dans l'état d'infériorité où elle se trouvait ; elle n'aspirait qu'au repos. Le tempérament de Kant était d'ailleurs l'opposé d'un tempérament belliqueux. C'est pourquoi il a condamné la guerre ; il a même développé avec complaisance les idées françaises sur l'état de droit et sur l'état de nature, non sans les déformer, et a proclamé que « du haut de son tribunal, la Raison, législatrice suprême, condamne absolument la guerre comme voie de droit ». Il ne faisait ainsi, comme nous l'avons vu, que traduire dans un langage prétentieux les tendances du milieu où il vivait et celles de son propre tempérament. J'ai montré en effet que la position même de sa morale et de sa politique ne lui permettait pas de fonder l'affirmation de la paix sur un système solide et bien lié, ni sur des considérations d'humanité et de civilisation. La raison qu'il invoque pour fonder le devoir de paix est la fameuse *raison pratique* : « la raison moralement pratique nous adresse ce *veto irrésistible* : il ne doit pas y avoir de guerre (1) » ; la paix est une idée « métaphysiquement sublime ». Il aurait pu en dire tout autant de la guerre : la guerre est une exigence *a priori* et irrésistible de la raison pratique, sans qu'on soit en droit de lui rien objecter, puisque le devoir échappe à toute objection, qu'il ne ressort d'aucune discipline rationnelle ou expérimentale, qu'il s'élève au-dessus de tout sentiment et de toute riason et que, pour rester un devoir, il doit précisément être immédiat, *a priori*, et absolu. Une paix ainsi assurée est des plus précaires !

Ce qui confirme cette manière de voir, c'est que, si l'œuvre de Kant ne contient à l'égard de la paix qu'une affirmation, on y trouve, au contraire, comme nous l'avons vu, un grand nombre de raisons pour justifier la guerre. Ce contraste est extrêmement curieux et n'a pas été remarqué. La guerre est pour lui l'expression légitime de la concurrence vitale ; elle a aussi quelque chose de sublime qui exalte cette volonté dont le principe est la base de l'impératif catégorique ; elle est une intention secrète de la suprême sagesse, la paix est déprimante et incline à la mollesse ; la guerre est le meilleur moyen de maintenir l'union des classes et une condition indispensable du développement de la culture ; la force armée est la véritable garantie de la liberté de pensée ; le voisinage d'un peuple qui vit dans l'état de nature est une atteinte à la dignité et à la sécurité de ceux qui vivent dans l'état de droit et ceux-ci pour garantir leur sûreté peuvent exiger de leur voisin l'établissement d'une constitution identique à la leur ; le droit d'un Etat contre un tel voisin n'a pas de limite. Cette multiplicité des justifications de la guerre et l'absence d'arguments en faveur de la paix s'expliquent par la position même de Kant à l'égard du devoir ; le devoir ne se justifie pas ; mais il y a beaucoup de bonnes raisons pour légitimer ce qui n'est pas un devoir. C'est là une conséquence remarquable de son système.

Le devoir de la paix n'est donc garanti par aucun principe dans le système de Kant. C'est une affirmation que les circonstances l'ont amené à faire, de même que les circonstances l'ont conduit à proclamer l'idéal évangélique, les idées libérales françaises, en même temps que les conceptions du despotisme prussien. Elle n'est déterminée par aucune doctrine, par aucun ensemble cohérent de notions morales et politiques, ni par un sentiment profond de ce que sont la justice et la civilisation. Cela est extrêmement commode, car rien ne s'oppose à ce que l'idée contraire ne soit invoquée quand les conditions auront changé. Dans l'arsenal des devoirs *a priori*, plus universel et plus nécessaire, qui prime celui de la paix, de même que l'obéissance à Frédéric-Guillaume II a primé pour Kant le devoir de sincérité, qu'il avait cependant proclamé comme le plus absolu des devoirs.

Il n'aurait pas été plus embarrassé pour justifier le *Manifeste des quatre-vingt-treize*, la guerre actuelle, la théorie du chiffon de papier, la violation de la Belgique et toutes les abominations que le gouvernement et les armées germaniques ont commises. Son œuvre contient à cet égard tous les *distinguo* nécessaires.

Kant nous a expliqué en effet qu'il y a deux façons de présenter les choses : celle où, comme savant, on fait un usage *public* de sa raison et celle où, comme fonctionnaire, on en fait un usage *privé*. *En tant que savants* les fonctionnaires du *Manifeste*, qui se sont rendu compte des causes et des circonstances de la guerre, auront plus tard le droit de nous dire ce qu'ils en pensent, lorsque la censure se sera relâchée. C'est sans doute à ce titre que le faux de Nuremberg a déjà pu être dénoncé en Bavière, lorsque l'heure est venue de se concilier quelque bienveillance. Mais *en tant que fonctionnaires* les savants de l'Allemagne avaient le *devoir* d'exposer les faits de façon à « concourir, en entrant pour leur part dans la *savante harmonie du gouvernement* à certainesfins publiques », à un moment où ils étaient requis, comme faisant partie de la

(1) *Métaphysique du droit*, trad. Barny, p. 234.

machine, « de se conduire d'une façon purement passive. » Ces devoirs opposés sont également absolus et suprêmement impératifs.

Quant à la justification même de la guerre, nous n'avons que l'embarras du choix. La définition kantienne de l'état de droit est, en effet, purement abstraite et complètement vide, elle est subtile et son usage est des plus arbitraires. Comme le droit de propriété entre les personnes, l'état de droit entre les peuples est complètement indéterminé. La paix fait partie de l'état de droit, c'est entendu. Mais un peuple est autorisé à faire usage des moyens qui relèvent de l'état de nature, lorsqu'il se trouve en présence d'autres peuples qui ne sont pas parvenus à l'état de droit : « leur voisinage est déjà une lésion réciproque et pour garantir sa sûreté chacun peut et *doit exiger* d'eux qu'ils entrent dans la constitution civile ». N'est-ce pas un des motifs invoqués contrl la Serbie et contre le « slavisme » ? Kant s'élève contre ce qu'il appelle la guerre « d'extermination » et la guerre « d'esclavage », mais il déclare que « *tous les moyens* de défense sont permis à un Etat » « pour défendre son droit par la force quand il le *croit* lésé ». Or le voisinage d'un peuple dans l'état de nature est déjà une « lésion ». Kant assimile en outre à « l'attaque effective » la « menace ». Par menace, il entend « tous ces préparatifs par lesquels un Etat prend les devants et sur lesquels se fondent le droit de prévention et même le simple accroissement d'une puissance qui se rend redoutable par l'extension de son territoire ». Il assimile aussi à l'attaque « l'offense qu'un peuple a reçue d'un autre ». Il y a là un grand nombre de distinctions qui permettent de faire passer pour juste une guerre quelconque.

Or, il faut bien remarquer qu'en dehors de quelques énergumènes (que leur sincérité rend peut-être moins antipathiques que les autres), c'est bien par des distinctions de cette sorte que les théoriciens allemands d'aujourd'hui ont justifié la guerre entreprise par Guillaume II. Ils se sont prétendus menacés par l'encerclement des puissances hostiles et même attaqués dans des conditions imaginaires. La dialectique de Kant leur offre d'excellents arguments et son mépris pour les faits et sa sophistique leur fournissent des interprétations symboliques qui valent pour la réalité.

Kant a condamné la théorie du chiffon de papier. Ce n'est pas un mérite exceptionnel. Aucun théoricien sérieux n'a contesté la foi qui s'attache aux traités. Les quatre-vingt-treize intellectuels de Guillaume II eux-mêmes ne cherchent pas à la nier. Mais il convient de remarquer que cette condamnation est un peu atténuée par l'autorité que Kant conserve à la raison d'Etat (1) et par les droits illimités du monarque, dont le pouvoir est si inviolable que « le mettre en doute est déjà un crime ». On n'a pas assez remarqué quels liens précaires et fragiles unissent les Etats entre eux dans la « fédération » qu'il propose pour garantir la paix. Ce n'est pas à proprement parler une fédération, ce n'est qu'une alliance, un congrès, et Kant précise ce qu'il entend par là : « une espèce d'union volontaire et *en tout temps révocable* (2) ». Il nous explique d'ailleurs pourquoi : « une véritable fédération suppose le rapport d'un supérieur qui commande à un inférieur qui obéit ». Kant ne pouvait pas admettre que le pouvoir de son souverain et maître fût limité en quoi que ce soit. C'est la théorie même de Treitschke, d'après laquelle l'Etat ne peut pas lier définitivement sa volonté par des engagements avec un autre Etat.

Kant a condamné les moyens de guerre « dont l'emploi rendrait les sujets indignes du rang de citoyens ». Nous avons vu que parmi ces moyens il range l'espionnage, l'assassinat, l'empoisonnement, les faussee nouvelles, « en un mot, tous les moyens perfides qui détruiraient la confiance sans laquelle il serait désormais impossible de fonder, dans l'avenir une paix durable ». Ces moyens ont toujours été condamnés ; les plus fanatiques des Germains les condamnent en théorie et pratiquement lorsqu'ils prétendent en avoir été victimes. La question n'a jamais été contestée en droit.

Mais il est curieux de noter que Kant a prévu aussi, à ce propos, la fameuse théorie des francs-tireurs, dont l'Allemagne a tiré un si grand parti en 1870 et de nos jours pour justifier ses crimes. Il range parmi les moyens déshonorants celui du « tirailleur qui attire les individus dans les embuscades » (3). La loi du talion ayant pour lui, comme nous l'allons voir, une valeur absolue, il lui eût été facile de disculper les armées allemandes de toutes les atrocités qu'elles ont commises dans les territoires envahis, en proclamant que ces représailles étaient le plus sacré des devoirs. Rien ne s'y oppose dans sa doctrine, bien au contraire.

Kant n'était ans doute pas cruel ; il n'était même pas à proprement parler un méchant homme. Mais il n'attribuait aucune valeur morale au sentiment de la bonté, à ce qu'il appelle dédaigneusement « la philanthropie ». Sa loi morale est, d'autre part,

(1) « La proposition *Salus publica suprima lex est* conserve intactes sa valeur et son autorté. » *Cela peut être bon en théorie mais ne vaut pas en pratique* (1793), dans *Métaphysique du droit*, trad. Barni, p. 364.

(2) *Métaphysique du droit*, trad. Barni, p. 228.

(3) *Ibid.*, p. 223.

la plus dure et la moins humaine des lois, les droits qu'elle confère sont inexorables. Il est impitoyable pour toute atteinte à la majesté de l'Impératif catégorique et il exclut toute pitié de la répression. La moindre infraction aux principes qu'il a posés est un crime et soulève son indignation et sa colère. Son moralisme est au fond, en raison du sentiment mystique qui l'anime, un fanatisme d'autant plus dangereux qu'il se présente sous les dehors du rationalisme.

Le droit de punir n'est pas, en effet, pour Kant, comme dans les théories rationnelles, un droit de protection sociale et n'est pas fondé sur l'intérêt de la société : « La peine..... ne doit pas être décrétée comme un moyen d'arriver à un bien... La loi pénale est un Impératif catégorique et malheur à celui qui se glisse dans les sentiers tortueux de la doctrine du bonheur pour y trouver quelque avantage dont l'espérance dissipe, à ses yeux, l'idée de punition, ou seulement l'atténue (1). » Kant a conservé, comme Guillaume II, ses généraux et ses pasteurs, la notion religieuse primitive de la punition. Les fautes sont, pour lui, des « offenses », les peines doivent être des « humiliations » (2).

Quant au degré du châtiment, il ne peut être déterminé que par la loi du talion : « Il n'y a que la loi du talion bien comprise qui, à la barre du tribunal, puisse déterminer la qualité et la quantité de la punition ; toutes les autres sont vacillantes, elles ne peuvent, à cause des considérations étrangères qui s'y mêlent, s'accorder avec le sentiment de la pure et stricte justice (3). » C'est ainsi que Kant comprend la morale évangélique dont il s'est proclamé le nouveau prophète ! Mais nous n'en sommes pas à une contradiction près. « Si un criminel a commis un meurtre, il faut qu'il meure. Il n'y a pas ici de commutation de peine qui puisse satisfaire la justice (1). » Kant combat expressément la théorie de Beccaria qui « par un faux sentiment d'humanité déclarait injuste la peine de mort ». Mais il est pris d'un scrupule. La différence des conditions sociales lui paraît faire obstacle à l'application stricte de la loi du talion, qui revêt cependant tout l'absolutisme de l'impératif catégorique. « Il semble à la vérité que la différence des conditions ne permette pas l'application du principe du talion d'égal à égal (2). » Sa pensée est assez fuyante sur ce point, comme elle l'est toujours lorsqu'elle aborde une question imprudente. S'agit-il d'une impossibilité matérielle ou du respect qu'on doit à un supérieur hiérarchique ? La réponse n'est pas douteuse. Un noble ne peut pas être traité pénalement comme un roturier. Cette distinction captieuse est bien dans le caractère et dans la logique de Kant. Il nous dit d'ailleurs que le souverain est au-dessus de toute punition : « Le chef de l'Etat ne peut pas être puni (1). » C'est le premier principe de son droit pénal politique. Et c'est encore une restriction à l'impératif catégorique de la loi du talion.

Pour ceux que ne garantit pas le privilège du pouvoir : « il n'y a d'autre moyen d'appliquer au crime la loi du talion que d'infliger juridiquement la mort au criminel. Je dis plus : si la société civile se dissolvait du consentement de tous ses membres, si, par exemple, un peuple habitant une île se décidait à se séparer et à se disperser dans un autre monde, *le dernier criminel qui se trouverait en prison* devrait d'abord être exécuté, afin que chacun portât la peine de sa conduite et que *le sang versé ne retombât point sur le peuple* qui n'aurait pas réclamé cette punition... Cette sentence de mort est le seul moyen de punir tous les criminels d'une manière proportionnelle à leur *méchanceté intérieure*, même dans le cas où il ne s'agirait pas d'un meurtre, mais de tout autre *crime d'Etat* que la mort seule peut racheter (2). » Et nous trouvons toute la dureté et la barbarie de l'Allemagne contemporaine dans la condamnation que notre inexorable moraliste prononce contre ce qu'il appelle « la sensiblerie d'une humanité affectée, *die theilnehmende Empfindelei einer affectirten Humanität* (3). » On croirait entendre un officier de Guillaume II.

FÉLIX SARTIAUX.

(1) *Ibid.*, p. 198.
(2) *Ibid.*, p. 200.
(3) *Ibid.*, p. 199. Dans *ses Remarques explicatives*, il pousse la rigueur du principe jusqu'à exiger pour les crimes de viol et de pédérastie, la peine de la castration! (*Ibid.*, p. 248).
(4) *Ibid.*, p. 199.
(5) *Ibid.*, p. 197.

(1) *Ibid.*, p. 199. Kant condamne la noblesse *héréditaire*, il ne faudrait pas se hâter de conclure qu'il condamne les privilèges politiques et sociaux : il admet les dignités conférées par le monarque et il garantit les privilèges de la noblesse héréditaire existante, en stipulant qu'elle ne doit disparaître que par l'extinction des familles. C'était l'essentiel pour les hobereaux parmi lesquels il vivait! Le respect absolu de l'ordre existant était d'ailleurs assuré dans son système par des principes fondamentaux et catégoriques. Kant conciliait ainsi, une fois de plus, les idées féodales prussiennes et les idées libérales françaises.
(2) *Ibid.*, p. 201.
(3) *Ibid.*, p. 203.

BIBLIOGRAPHIE

RECITS DE BYZANCE ET DES CROISADES, par *Schlumberger* (Plon). — Ce qui fait le charme et l'originalité des ouvrages du savant historien de *Renaud de Châtillon, des Routiers Catalans en Orient, d'Amaury Ier, roi de Jérusalem, du Siège de Constantinople en* 1453, etc., c'est que ses évocations les plus pittoresques sont soutenues par toutes les ressources de la critique moderne et de la documentation la plus rigoureuse. Voilà qui jure avec les méthodes simplistes de Michaud! L'Orient, depuis plusieurs années, s'est placé au premier plan de l'actualité. Aussi les événements ont-ils suggéré à M. Schlumberger de curieux rapprochements de faits qui semblent confirmer la thèse historique des recommencements. Il a été ainsi amené à envisager, dans ses chroniques des *Débats*, du *Gaulosi*, du *Temps*, de la *Revue hebdomadaire*, divers épisodes de la double épopée de Byzance et des Croisades, qui lui est si familière. Réunies en volume, elles forment une série de récits de sièges et de combats légendaires, qui appellent naturellement les comparaisons. Dans ce cycle héroïque, le lecteur verra défiler successivement entre bien d'autres épisodes : le premier siège de Constantinople par les féroces Avares au septième siècle; la prise de Salonique par les pirates arabes en 904 ; le passé prestigieux de Sébastopol; l'entrée des croisés à Jérusalem; le preux Renaud de Châtillon à ses derniers moments; un drame royal à Chypre, curieuse reconstitution des mœurs franques au quatorzième siècle ; la haute figure de Jean sans Peur à Nicopolis; les scènes les plus émouvantes de la prise de Constantinople par Mahomet II, avec l'énumération des stratagèmes qui la préparèrent. le rôle du génie militaire et de la grosse artillerie au quinzième siècle; même dans la partie supplémentaire, un épisode de la campagne de France en Alsace (1831), etc. Autant que Michelet sans aucun souci de démonstration subjective, l'auteur, par la recherche des détails vrais, mérite le titre de résurrecteur.

CE QU'A VU UN OFFICIER DE CHASSEURS A PIED, par *Henri Libermann* (Plon). — Le temps n'est pas venu d'envisager dans son ensemble le cycle héroïque qui a renouvelé au XXe siècle, les gestes de la chevalerie redresseuse de torts. Il manque le recul nécessaire des années. Contentons-nous de recueillir les récits passionnés des acteurs et des témoins du grand drame, qui marque évidemment un tournant de l'histoire du monde. A ce titre, le journal d'un officier de chasseurs à pied, sorti frais émoulu de Saint-Cyr, jeté en pleine mêlée sans préparation spéciale, s'instruisant à la dure école de l'expérience, est un document situé au plus près de la réalité tragique. On saisit là le secret des efforts quotidiens réalisés par une armée intrépide, mais insuffisamment pourvue de matériel technique, pour faire face à la barbarie organisée. D'abord, c'est le départ confiant, enthousiaste, la marche en avant au secours de la malheureuse Belgique, puis le repliement imposé, le sol des Ardennes disputé village par village, le spectacle lamentable des populations fuyant devant l'invasion, l'incendie et le crime partout, l'arrêt enfin sur la Marne, l'enlisement de la Garde prussienne dans les marais de Saint-Gond, la contre-ozensive victorieuse de Sézanne, la poursuite de l'ennemi débandé, et la bataille sous Reims, avec l'immense holocauste de la cathédrale. L'auteur, apelé plus tard à prendre part à l'expédition d'Orient, nous initie aux traîtrises du début de la campagne de 1914, aux alertes continuelles, aux premières surprises causées par l'artillerie allemande, au magnifique esprit de sacrifice qu'exprime ce seul mot: tenir, aux essais progressifs de retranchements qui devaient aboutir à la guerre de tranchées. Aucun artifice dans ces évocations poignantes, c'est vraiment le journal d'un entraîneur d'hommes, pour qui, seule l'action compte, qui sait voir vite et juste et ne s'embarasse pas de vaines théories. M. Edmond Haraucourt a tenu à rehausser ce livre d'une préface qui le désigne justement à l'attention.

AH ! LA BELLE FRANCE! par *Henry de Forge* (Ernest Flammarion). — Voilà un livre qui vient à son heure.

Ah! oui, la belle France!

C'est là notre exclamation unanime! C'est aussi le cri du monde entier.

L'auteur qui a l'honneur d'être dans le rang — le meilleur observatoire sans nul doute — a regardé, a écouté, a compris.

Et il a noté aussi quelques-uns des plus typiques, parmi les exemples attendrissants (jolis ou poignants) de cette beauté morale qui est instinctive, latente, souvent cachée aussi, en tant de cœurs français.

Il les a vus aux avant-postes de cette admirable armée de Lorraine où il tint longtemps les tranchées. Il les a trouvés chez les vaillantes populations des pauvres villages du front, meurtris par l'invasion. Il les a appris, encore, de soldats qu'il a cotoyés, venant de l'Argonne, de la Champagne, de Verdun...

Ce livre sincère et vibrant, très varié, dont chaque chapitre est un document et devient un souvenir, montre ce qu'il y eut de poignant comme de charmant chez tant de gens braves et tant de braves gens, qui, tous, ont été un peu, à leur manière, les artisans de la victoire finale de demain...

REVES ETOILES, par *Camille Flammarion* (Ernest Flammarion). — Ce livre est peut-être celui où se rencontrent les envolées les plus transcendantes et les plus audacieuses du grand astronome philosophe auquel nous devons tant d'ouvrages de succès mondial. Des voyages dans le ciel transportent le lecteur au sein des merveilles de l'espace infini; un univers antérieur à nous de cent millions d'années y est ressuscité ; un univers ultérieur, de cent millions de siècles, y est prévu. Telles de ces pages troublantes semblent surpasser encore celles d'*Uranie* et de Lumen. Les communications entre les mondes y sont pressenties. Mais le chapitre le plus avidement lu, sera, semble-t-il, celui qui concerne l'amour, décrit comme première loi sourdoisement imposée par la Nature à l'organisation de la vie dans l'univers.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 24 — 2e SEM. 54e ANNÉE 16-23 DÉCEMBRE 1916

LA PLACE DE LA GUERRE ACTULLE DANS L'HISTOIRE GÉNÉRALE

EMPIRE ET PATRIE (1)

Je voudrais aujourd'hui, une nouvelle fois, regarder avec vous la guerre actuelle, la regarder, non plus, comme l'an dernier (2), dans ses rapports avec notre histoire nationale, non plus, comme il y a deux ans (3), dans ses ressemblances avec les choses antiques, mais la regarder tout entière, partout où elle se passe, avec tous les hommes qui la font, et tâcher, au travers des détails innombrables, de pénétrer jusqu'aux lois permanentes qui dirigent ces millions de combattants. Quel est le vrai caractère de cette mêlée ? Quelle est sa place dans l'histoire générale ? Et si j'arrive à une réponse nette et juste, je souhaite qu'elle nous ramène à l'objet de cet enseignement, et qu'elle nous fasse mieux comprendre la Gaule d'autrefois.

*
* *

La guerre actuelle met en présence quatorze Etats, presque toute l'Europe, presque toute l'Afrique, une grande partie de l'Asie, plus de la moitié de la terre, près de la moitié de ses habitants. Un demi-milliard d'êtres humains souffrent les uns par les autres, vingt-cinq millions s'entre-tuent, et je ne veux pas vous apprendre combien meurent chaque jour. Dans les pays étrangers à la lutte, la contagion de meurtre et de misère a pénétré quand même : si l'on se bat au Mexique, en Abyssinie, à Sumatra, ces feux lointains ne proviennent-ils pas d'étincelles lancées par des incendiaires d'Europe ? si les Amériques traversent tant de crises morales, n'est-ce point parce que des belligérants y ont cherché des complicités ? Par le sang, la douleur ou la lâcheté, la guerre a fait sentir dans le monde entier son action ou ses approches. Où elle n'a point tué, elle a corrompu ; où elle n'a point mutilé l'humanité, elle l'a abaissée. J'examine l'histoire de la terre, je ne trouve rien de pareil comme excès de désastres, de haines et de ruses.

Ce n'est pourtant pas la première des guerres à caractère universel. Bien d'autres, depuis l'origine des hommes, ont ressemblé à celle-ci, je ne dis pas par le nombre des armées et l'étendue des carnages, mais par la diversité des forces en ligne et la quantité des groupes en lutte. L'Europe à peu près toute s'entre-déchira pour ou contre Napoléon, et l'Amérique et l'Afrique ressentirent par de terribles contre-coups les péripéties militaires de l'Espagne ou du Danube. Au temps de Charles-Quint et de Philippe II, tous les rivages du globe furent ensanglantés, tandis que l'Europe, comme aujourd'hui, se débattait dans les convulsions. L'Antiquité, elle aussi, a connu ces crises formidables où la folie de destruction

(1) Collège de France, cours d'Histoire et Antiquités nationales, leçon d'ouverture, 6 décembre 1916.

(2) 1er décembre 1915 : *Revue Bleue* du 15-22 janvier 1916.

(3) 6 janvier 1915 : *Revue Bleue* des 13-20 février, 27 février-6 mars 1915.

se propage sur toutes les sociétés humaines. Rappelez-vous la rivalité de Rome et de Carthage, à laquelle vinrent se mêler, année par année, tous les peuples de la Méditerranée ; et plus tard, dans cette même histoire romaine, l'époque où Jules César, parti de Cadix, parvint jusqu'à Alexandrie par-dessus des milliers de cadavres, et où, non content de cette marche, il voulut la continuer vers les Indes, et, de là, revenir à Rome par les terres des Scythes et des Germains, enserrant l'univers dans une chaîne de batailles et de vaincus ? Rappelez-vous Alexandre, devenu maître par les armes des Balkans, de l'Asie et de l'Egypte, et rêvant de subjuguer Carthage, d'ajouter les morts de l'Occident à ceux de l'Orient.

Aucune de ces guerres, assurément, n'a eu l'amplitude de la nôtre : car le monde policé, en ces diverses époques, comprenait un moins grand nombre d'Etats, et ces Etats avaient des domaines plus restreints. Mais toutes les nations qui étaient unies entre elles par des rapports politiques ou commerciaux, toutes celles qui formaient la société supérieure des humains civilisés, toutes prirent part à ces guerres universelles. Et si la guerre présente dépasse les autres en nombre de belligérants et en surface de dévastation, c'est parce que depuis cent ans, des relations plus profondes se sont établies entre les Etats, la civilisation a occupé de plus larges espaces.

Lugubre vérité devant laquelle il faut nous courber douloureusement ! Rapports entre les Etats, échanges industriels, progrès du bien-être, exploitation des terres sauvages par les peuples de haute culture, ce que nous avons salué comme gage d'une humanité meilleure, n'a fait que donner un plus formidable aliment aux batailles entre les hommes. Le plus abominable chapitre de l'histoire, celui des guerres universelles, atteint sous nos yeux son paroxysme d'infamie.

*
* *

Ce qui rend cette guerre plus détestable encore, — je regarde du côté où l'on attaque, non de celui où l'on se défend, — c'est qu'elle divise les plus anciens peuples de l'Europe, les peuples qui, de très longue date, ont donné le branle à l'histoire. C'est la guerre civile des vieux pays, des puissances éducatrices de l'humanité. Que des troupes d'Asie ou d'Afrique y prennent part, cela ne change rien à son caractère : elles n'y sont intervenues que sur appel, parti d'Europe, et les guerriers du désert libyque et des monts de l'Hindoukouch n'auraient point bougé si des promesses et l'or de l'Allemagne ne les avaient point conviés à des levées de boucliers barbares. Les batailles décisives se livrent pour les noms les plus fameux de l'Ancien Monde.

Voilà un millénaire que ce titre d'Empire Germanique retentit à l'horizon des blés et des villages de l'Ile-de-France : en 1914, on l'entendit jusqu'à l'orée des bois de Luzarches ; en 979, il pénétra jusqu'au sommet de Montmartre. Cette France, cette Angleterre, qui se révèlent, en ces jours de glorieuse tristesse, dans la beauté de leur unité morale et de leur sereine volonté, ce sont les deux premières nations qui soient nées sous la double influence du Christianisme et de la liberté. Le nom d'Italie est encore plus antique, et il date des temps où Jupiter établit son règne en Occident. Pour paraître des mots ou des peuples d'origine plus récente, Russie, Roumanie, Portugal, Belgique et Serbie, n'en sont pas moins les héritiers de sociétés très anciennes, les maîtres très légitimes de domaines que la nature a constitués en vue d'une destinée indépendante. Ne disons pas que la Belgique est la création des traités de 1814 et 1815 : son sol et ses habitants, de la Meuse aux Ardennes, portaient en eux une force nationale qui la faisait déjà vivre et vouloir; et à cette même place, où la Belgique sera toujours, nous reconnaîtrons dans les âges gaulois les principes de cette immortelle énergie. Ne croyons pas davantage que la Serbie date de quelques centaines d'années, et qu'elle est simplement l'ouvrage de combinaisons diplomatiques et d'invasions slaves : il a fallu de tout temps que ce bassin de la Morava, entre Belgrade et Kossovo, fût la résidence d'une vaillante famille humaine, et quand cette famille ne s'appelait pas celle des Serbes, fils et filleuls de Slaves, elle se nommait celle des Scordisques, qui étaient fils et filleuls de Celtes. Car cette amitié entre Français et Serbes recouvre quelques affinités, vingt-cinq fois séculaires (1).

Retenez donc ceci, pensez-y toujours. Cette guerre a soulevé de très vieilles nations. Elle est extraordinaire dans son apparence, elle est très ancienne dans ses éléments. France ou Serbie, Angleterre ou Belgique, ce sont des organismes de vie auxquels la terre a présidé, auxquels le temps a apporté sa consécration. Ces combats inouïs mettent en jeu et en péril les valeurs sociales les plus dignes de respect, presque religieuses par leur antiquité.

*
* *

Il y a pire enfin. Car aucune catastrophe n'ap-

(1) C'est ce que M. Vesnitch a souvent rappelé.

porta un tel lot de peines morales à l'homme qui aime les hommes, à l'historien qui réfléchit sur leur destin. Laissez-moi vous parler exactement comme je pense.

Non seulement les plus vieilles nations se battent, mais elles se battent pour les mêmes causes et aux mêmes endroits. La tristesse qui s'impose à la vue des combattants s'accroît à l'examen de leurs enjeux. — Ne vous émouvez point : que la tristesse ne soit point le trouble, car l'espérance sait marcher derrière elle.

Ces enjeux, ce sont des frontières : et il s'agit alors des mêmes fleuves, des mêmes montagnes, des mêmes rivages qu'à chaque siècle depuis deux mille ans. Les Allemands veulent garder le Rhin d'Alsace, qui est à nous de providentielle nécessité, ainsi qu'ils voulurent le prendre sous Othon l'empereur et sous Arioviste le bandit. A l'Italie, il faut rendre le rempart des Alpes et les côtes de l'Istrie, qu'Auguste lui assigna, que l'Autriche lui ravit, que la réalité lui attribue.

Ces enjeux, ce sont des routes : et ces routes, voilà des milliers d'années que les hommes les ont peuplées de leurs convoitises et arrosées de leur sang. Cologne, Liège, Charleroi, Meuse et Sambre, c'est le chemin par lequel, au temps de César et de ce même Auguste, passaient les hordes dévastatrices des Sicambres : et vous savez qui vient de passer par là. Belgrade, Nitch, Salonique, l'horrible guerre d'aujourd'hui est survenue, parce que l'Autriche désirait cette voie : et c'est celle où se présentaient, à l'époque des rois grecs de Macédoine, les pillards des bords du Danube, violateurs de tombes et détrousseurs de cadavres.

Ces enjeux, ce sont des terres fertiles, qui rapportent du blé, du vin, du métal, de la houille. Si Trajan a détruit les royautés daces de Roumanie et Transylvanie, qui furent une des fortes créations de l'Antiquité, c'est en partie pour posséder leurs mines d'or et leurs terres à blé ; et c'est pour cela, et pour les puits à pétrole, que les maîtres de la Hongrie retiendraient volontiers les deux versants des Alpes Transylvaines. A l'aurore des périodes historiques, près de trois mille ans en deçà, les seules rumeurs que les écrivains grecs percevaient dans les Carpathes, étaient celles de combats que se livraient les peuples autour des gîtes métalliques : Arimaspes et Gryphons s'y déchiraient en gestes de bêtes fauves (1), on s'y heurte maintenant avec la froide méthode de l'action scientifique. Les Allemands réclament Briey et ses mines, le Brabant et ses forges, le Hainaut et les moissons de ses plateaux limoneux : et l'appétit de ces mêmes terres n'a cessé, depuis qu'ils les connaissent, de tordre leurs regards et de flétrir leurs âmes, *libido atque avaritia, mutandæ sedis amor*, disait Tacite, « l'âpre convoitise du bien d'autrui, l'infâme besoin de jouir hors de chez soi » (1).

(1) Voyez les fragments d'Aristée.

Cela durera donc toujours ? Les philosophes grecs sont venus, et ils ont ouvert aux hommes la « cité de Jupiter », la « cité des égaux », qui vivent libres en s'entr'aidant. Le Christ est venu, et il a fait de la fraternité la règle suprême, et il est mort pour qu'on s'aimât davantage. On a mis les droits de l'homme plus haut que les devoirs des nations. On a répandu à foison la connaissance des vérités, les moyens de travailler, les motifs de la paix. La science a ajouté ses prodiges aux noblesses de la religion. Et de tout cela, il ne résulterait aucun progrès pour les sociétés politiques ? Les mêmes désirs mortels déchireraient les peuples aux mêmes endroits, et les flots de sang couleraient plus épais, comme si un mauvais démon, plus fort que Dieu, se raillait de toutes les belles paroles et de toutes les bonnes œuvres, et rejetait les âmes plus bas dans l'abîme du mal, à l'instant où elles veulent regarder plus haut vers le ciel ? Faut-il donc baisser la tête devant cette puissance infernale, et, comme Caton se couchant pour mourir, laisser la place aux assassins du monde ?

*
* *

Mais il ne faut pas désespérer. Le soldat sur le champ de bataille, l'ouvrier dans son usine, le paysan près de ses sillons, le Chrétien à l'église, l'historien avec ses pensées, tous se doivent à la lutte et à l'espérance. Car si la guerre est un fléau, elle n'est pas une fatalité. Elle ne sort pas de la nature, contre laquelle nous ne pouvons rien; elle sort des hommes et de leurs vices, contre lesquels nous ne sommes point désarmés. Notre devoir est de marcher à elle avec confiance et décision, de rechercher la force humaine qui en est la cause, et de l'abattre.

Or, la cause de cette guerre, des grandes guerres dont je vous ai parlé depuis les époques de Suse et de Rome, n'a qu'un nom, toujours le même, l'impérialisme, le désir d'empire, le besoin d'être un chef plus célèbre que les autres chefs, une nation plus puissante que les autres nations.

Si Xerxès est allé combattre à Salamine et à Platées, c'est pour être le souverain des rois et des peuples, et afin de n'arrêter son empire qu'aux flots de l'Océan et à l'air du ciel. Si Jules César

(1) Tacite, *Histoires*, IV, 73.

a égorgé des millions d'ennemis, c'est parce qu'il avait pleuré un jour de se sentir inférieur à Alexandre. Charles-Quint se réjouit de ce que ses Etats étaient assez vastes pour n'être jamais privés de la lumière du soleil, de ce qu'il avait soumis assez de domaines pour faire de son pouvoir une ceinture au globe. Quand Rome eut remporté cent victoires, elle proclama qu'elle avait reçu des dieux la mission de grouper les hommes sous son empire (1).

Oh ! ce mot d'empire universel, maudits soient les chefs et les poètes qui l'ont paré de la splendeur de la victoire et de la forme de l'idéal ! Ils ont apporté aux générations humaines des meurtrissures dont elles ne peuvent plus guérir. Par ce mot d'empire, ils ont transformé la convoitise en devoir, l'orgueil en mérite, la force en idole (2). Je comprends et j'admire le petit peuple juif qui, voyant l'Empire romain grandir par-dessus toutes les patries, s'en épouvanta comme d' « une bête monstrueuse » inspirée par un souffle démoniaque. Par quel droit naturel, par quelle délégation divine, je demande, un homme peut se dire le roi des rois, un peuple peut se croire le maître des peuples ? Au nom de quel principe veut-on organiser toutes les nations en un seul Etat ? La plus petite patrie a, pour vivre libre, des titres égaux à ceux de la plus grande. Ce n'est pas à l'étendue de son territoire qu'on mesure la solidité d'une société politique, mais à la durée de son passé et à la vigueur de ses sentiments : le patriotisme, et non la force, fait le droit des nations. Aucun royaume, aucune république n'a des privilèges supérieurs, ne peut prétendre à la science infuse, à une valeur spéciale, à des qualités innées. Alléguer ces mots de valeur, de qualité, de science, pour revendiquer l'hégémonie, pour passer de l'état de nation à l'état d'empire, c'est ajouter à l'injustice de la brutalité, la laideur de l'hypocrisie.

Car cette expression de droit à l'empire est un mensonge de façade. Les proconsuls exposaient que la conquête romaine était nécessaire pour rendre la paix à la Gaule (3) : mais qui donc avait aidé à troubler cette paix, si ce n'étaient les intrigues des proconsuls ? Philippe II disait n'intervenir en France que pour défendre la foi : le bon apôtre, qui pour instruments de sa piété prenait l'achat des consciences et l'avilissement des âmes ! Et nous entendons affirmer de nos jours que l'Allemagne a le devoir impérial d'organiser le monde : comme si l'Europe avait besoin des leçons de l'Allemagne pour se discipliner ! Organiser, pacifier, sanctifier, ces termes grandioses et généraux que dégorgent les faiseurs d'empires, ne sont que hâbleries et duperies à l'usage des complices, des victimes et des imbéciles. La réalité qui se cache sous ces prétextes n'est que le vice en ses différents aspects : l'égoïsme de la gloire et de l'ambition, la cruauté du pillage et de la conquête, la puissance par la force, et le vol par le meurtre. Ce n'est pas moi seul qui parle ainsi, mais les Romains eux-mêmes, qui, eux, ont eu leurs heures de franchise, mais Jules César lui-même, qui s'y connaissait en créateurs d'empires (1).

*
* *

Cet empire universel, voilà ce que veut l'Allemagne, et voilà ce que nous ne voulons pas.

En plein vingtième siècle, l'Allemagne a écouté les paroles néfastes qui exaltaient les Romains ou qui faisaient délirer Xerxès. J'avais cru un instant que ce peuple chrétien regardait du côté du Golgotha : mais ses regards portaient plus loin, et par delà le sommet de la religion, il a contemplé les files de captifs et les pyramides de têtes qui racontent les victoires des rois d'Assur.

Comme Faust son héros, l'Allemagne a suivi avec complaisance les suggestions de l'esprit du mal. Elle entretient en elle les germes du vice impérial avec une patience et une habileté que Rome n'a point connues. Car Rome a défini sa mission mondiale après avoir conquis le monde, pour expliquer et justifier ses conquêtes après coup : l'Allemagne s'est assigné d'abord un rôle universel, pour préparer et provoquer les siennes. Ses théories impériales sont des préludes de guerre, et non pas des conclusions de victoire.

Depuis cent ans, elle s'appelle la race élue, le peuple par excellence, le sel de la terre, le saint de Dieu, le destin du monde, l'université des hommes, et mille noms de ce genre, dont chacun

(1) *Tu regere imperio populo Romane, memento.* (Virgile, *Enéide*, VI, 851.)

(2) Voyez, en dernier lieu, les développements des brochures allemandes, en particulier celle de Deissmann, sur « la religion de la force ». Les Anciens eux-mêmes ne sont pas assez aussi loin.

(3) Tacite, *Histoires*, IV, 74 : *Regna bellaque per Gallias semper fuere, donec in nostrum jus concederetis.*

(1) *De bello Gallico*, VII, 77, 15 : *Romani quid petunt aliud aut quid volunt, nisi invidia adducti, quos fama nobiles potentesque cognoverunt, horum in agris civitatibusque considere atque his æternam injunegre servitutem?* Tacite, *Agr.*, 30 : *Auferre, trucidare, rapere, falsis nominibus imperium.* Je n'ai pas besoin de dire que Tacite et César placent ces paroles dans la bouche de chefs adversaires de Rome.

renferme son attrait et son poison. Ce sont les mots immuables qui ont déchaîné les folies des grandes ambitions et des guerres universelles ; ce sont les équivalents du soleil qui illuminait Charles-Quint, de l'apothéose de Jules César en Jupiter, du titre de roi des rois dont on saluait Xerxès. Relisez dans Hérodote le discours de Xerxès partant pour la conquête de l'Occident : vous y retrouverez les formules et les songes dont l'Allemagne se nourrit (1).

Mais il existe cette différence entre l'impérialisme antique et l'impérialisme allemand, que celui-là fut, le plus souvent, le fait d'un homme, et que celui-ci est surtout le fait d'un peuple. Le *Kaiser* aspire peut-être à devenir le roi des rois ; mais soyez sûrs que son peuple prétend être le maître des heures. C'est l'Allemagne entière qui répète ces mots de vanité inouïe, ces espérances de nation colossale, « toute l'Allemagne », comme dit M. Helmer (2), depuis le professeur de l'Université jusqu'au laveur de vaisselle ; et c'est pour les réaliser que tous, là-bas, soixante millions d'êtres au cœur de l'Europe, travaillent, peinent et procréent. — Le spectacle, malgré le péril qu'il comporte, n'en a pas moins une réelle grandeur, une sorte de splendeur atroce : c'est un peuple qui se raidit contre tous les autres, surexcité par sa foi en lui-même, imprégné, jusqu'aux moelles de tous ses membres, d'un orgueil mystique, fanatique et surhumain.

Mais n'admirons point trop, ne soyons point trop longtemps les dupes de l'image et du mot. Cette farouche superbe et cette pieuse frénésie se traduisent en actes précis et décidés. L'orgueil germanique est de ceux qui poussent l'action et ne l'aveuglent pas; leur chimère est guidée par un esprit très prévoyant, une volonté très ferme, une conduite qui ne s'arrête point. Ils ont rêvé de l'empire, et ils se sont mis aussitôt à le bâtir, en matériaux de toute espèce, et bien choisis.

*
* *

Les armes ont soutenu d'abord cet empire. Ses intellectuels eux-mêmes ont proclamé que l'Allemagne doit être surtout une armée ; et l'un d'eux a annoncé que cette armée serait « le centre de gravité de l'Europe » : ce qui équivaut à dire que, semblables à des légions de Rome, les divisions germaniques doivent assurer à l'Europe la paix et la servitude.

Un empire n'est achevé que lorsque l'armée s'est appuyée d'une flotte. Charlemagne et Napoléon ont su ce qu'il en coûtait à des empereurs de n'être maîtres que sur terre. « Notre avenir », dirent alors les Allemands, « est sur mer ». Ils mentaient en disant cela ; ils auraient dû dire que les navires et la mer consolideraient les résultats de la terre et des régiments : car ils pensaient bien que leur avenir serait partout.

En attendant les annexions militaires, ils exploitaient les alliances dynastiques. Ils plaçaient aux bons endroits leurs princes et leurs princesses à marier, passionnés de cœur et de corps pour leur métier d'Allemands, et, à l'exemple de Charles-Quint, ils entretenaient par l'esclavage conjugal d'un roi la vassalité politique d'une nation.

Là où ils n'ont pu entrer dans le ménage des souverains, ils se sont insinués dans les partis. Il n'est aucun pays, depuis l'Abyssinie jusqu'à la France, où ils n'aient essayé de se gagner des amis parmi les chefs. Ils surent imiter la politique du Sénat romain, lequel avait ses partisans dans chacune des cités de la Grèce et de la Gaule.

C'était le peuple « tentaculaire », tel que le souhaitait l'un de ses historiens, le peuple dont les cent bras s'appliquaient chacun sur une des nations pour en aspirer ou en immobiliser les forces. Représentez-vous le métier que faisaient leurs ambassadeurs, leurs négociants, leurs touristes, tous également des espions, ligaments de la pieuvre colossale.

Ils songèrent à peupler la terre avec leurs fils innombrables, à faire de l'Allemagne, suivant le mot d'un Ancien, « la matrice des nations ». Chaque année, dans nos villes de France, même les plus petites, les colonies allemandes grossissaient de quelques unités. Pour que les Etats étrangers ne prissent point ombrage, ces colons se faisaient naturaliser. Mais la loi de chez eux leur conservait quand même leurs titres, leurs droits et leurs devoirs d'Allemands : défi à la liberté du monde, et que le monde, dans son imprudence, ne sut point relever. Tous ces naturalisés restèrent à double face, la face française pour tromper leurs hôtes, la face allemande pour servir leur pays, l'une trahissait et l'autre prenait.

On vit des savants allemands chercher à prendre même le passé des autres peuples, leurs morts et

(1) Hérodote, VII, 8 : « Un dieu nous conduit, et sous ses auspices nous marchons de succès en succès... Du moment où je suis monté sur le trône, jaloux de ne point dégénérer de mes ancêtres, je songe comment je pourrai procurer aux Perses une puissance non moins considérable que celle qu'ils m'ont laissée... La Perse n'aura plus d'autres bornes que le ciel, le soleil n'éclairera point de pays qui ne nous touche... »

(2) Conférence à la Ligue Française, Sorbonne, 28 mai 1916.

leurs gloires. Ils ont fait de notre Roland, l'ancêtre des Margraves de Brandebourg; ils ont fait des Chansons de Gestes, les filles de l'inspiration germanique; ils ont fait de la Cathédrale de Reims, un chef-d'œuvre de l'art allemand.

Ils ont prétendu imposer à l'univers la suprématie de leurs génies : le culte de Wagner a été organisé par eux, en Espagne par exemple, à la façon dont leurs industriels imposaient un produit, dépréciant et ruinant les produits rivaux. Ils n'ont rendu hommage à nos écrivains que dans la mesure où ceux-ci pouvaient les servir : Gobineau est passé chez eux à l'état de dieu, parce qu'ils ont cru lire en ses écrits l'apologie de leur race.

Leurs musées devenaient le lieu de recel des richesses trouvées à l'étranger. Il manquait à celui de Berlin un spécimen de l'art quaternaire français : son directeur fit voler au docteur Lalanne le bas-relief de Laussel.

Partout, ils acquéraient des terres ou des mines, filons en Normandie ou vignobles en Médoc. Leurs courtiers offraient de gros prix pour les bois de noyers de l'Agenais ou les bois de châtaigners du Vivarais. Ils allaient devenir les plus riches propriétaires de France, ainsi que l'avaient été jadis, en Grèce, les trafiquants italiens, fourriers des légions romaines.

La mainmise sur les banques, les bourses, les transports, les marchés, hantaient leurs hommes d'affaires. Toute concurrence qui se manifestait à l'étranger, était combattue sur-le-champ par l'abaissement des prix, des facilités de paiement, des primes à la sortie, des tracasseries diplomatiques. Ils achetaient les actions disponibles dans nos sociétés industrielles ou commerciales. Leurs objets fabriqués, livrés très vite et à bon marché, chassaient les nôtres des bazars des villes et des roulottes des campagnes. Ils prenaient notre or en pleine paix, à titre de fournisseurs (1), comme les soldats germains du Bas Empire ont pris les provinces romaines à titre d'auxiliaires (2).

Leurs marchands espéraient cette guerre pour aller plus vite en besogne, leurs généraux la préparaient pour donner un coup de main aux triomphes de l'industrie allemande, et, je suppose, pour avoir une part dans les bénéfices : César et les banquiers de Rome ses créanciers s'étaient bien entendus autrefois pour conquérir la Gaule. Et que dix millions d'êtres soient morts afin d'enrichir quelques brasseurs d'affaires, je ne connais pas de plus grand forfait dans l'histoire. L'impérialisme prenait en Allemagne, dans ces dernières années, une allure marchande qui ajoutait à l'ignominie de ses tares originelles.

D'ailleurs, il ne lui manquait là-bas aucune des formes de l'ambition ou de l'appétit : on le sentait, qui menaçait à la fois l'avenir, le présent et le passé de tous les peuples, leurs terres et leurs idées, leurs corps et leurs âmes, leurs souvenirs et leurs espérances. Comme la guerre qu'il a déchaînée, il a dépassé tout ce que les siècles avaient produit de ce genre. Rome victorieuse de la Grèce s'était inclinée avec respect devant l'histoire et la pensée des vaincus, et elle se mit à l'école de leurs dieux et de leurs philosophes. L'Allemagne, après son triomphe, délèguerait à ses érudits le soin d'arranger l'histoire nationale des autres patries et d'y insérer son apothéose : ne veut-elle pas déjà que son empire ait été de tout temps ? De constater l'intensité et l'universalité de cet orgueil, la folie lucide de cet impérialisme, d'avoir réuni devant vous tant de faits et de les trouver concordants, d'apercevoir en face de nous cet être prodigieux, tout ensemble ivre de soi et maître de ses gestes, je demeure frappé de stupeur, et je me demande comment un tel prodige a pu se former.

(*A suivre.*) CAMILLE JULLIAN.

(1) Voyez le livre de M. HAUSER, paru chez Colin.

(2) L'analogie s'impose, encore qu'il s'agisse de conquêtes de nature toute différente, ici économiques, et là administratives ou militaires.

ÉTUDES SUR L'ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE (1)

L'ORGANISATION DE LA POLICE.

Comment faire pour bien organiser la police ? Mais d'abord la payer.

Oui, la payer; commençons par cela; commençons par ne pas donner des traitements dérisoires pour des besognes qui exigent un dévouement absolu et dont tout l'ordre social dépend ; ensuite, nous ferons des raisonnements et l'air de France générateur de bon sens aidant, nos raisonnements ne seront peut-être pas plus mauvais que d'autres. Mais payons d'abord les gens auxquels nous demandons de courir jour et nuit et de risquer leur peau pour nous tenir en tranquillité.

Tu sais sans doute, citoyen électeur, que tu paies un gendarme à pied 121 fr. 20 par mois, sur les-

(1) Voir la *Revue Bleue*, nº 23, 1916.

quels tu retiens 10 francs ou 8 francs, suivant la situation de la masse. Ce gendarme touche donc en définitive par mois 111 fr. 20 ou 113 fr. 20. Après huit ans de services, augmentation de 1 fr. 50 par mois ; après douze ans, de 3 francs par mois. Si le gendarme a les aptitudes nécessaires pour devenir brigadier, il ne le devient pas avant dix ou douze ans ; il reçoit alors comme solde nette un peu plus de 140 francs. Le gendarme à cheval touche, par mois, environ 12 francs de plus que le gendarme à pied : la retenue étant plus élevée, la solde nette reste à peu près la même.

Et un commissaire de police, citoyen électeur, sais-tu combien tu lui offres pour le décider à choisir une carrière qui exige beaucoup de dévouement, d'habileté et une honorabilité à toute épreuve ? 1.800 francs par an, voilà le traitement de début.

1.334 fr. 40 pour un gendarme, 1.800 francs pour un commissaire de police, c'est une honte et c'est une bêtise ; car, à ce prix, nous ne trouverons bientôt plus ni commissaires de police, ni gendarmes, ou nous ne trouverons plus que des mauvais sujets : alors, bonsoir l'ordre social : il foutra le camp, comme le café de la France, au temps du bien-aimé Louis XV.

*
* *

Mais peut-être n'avons-nous presque plus besoin d'agents de police ?

Les statistiques du Ministère de la Justice ne disent pas cela : chaque année, elles indiquent placidement que nous avons grand besoin d'une bonne police.

En 1913, près de cent mille crimes ou délits n'ont pas été poursuivis, parce que les auteurs sont demeurés inconnus. Dans la même année, les Cours d'Assises et les tribunaux correctionnels ont jugé moins de 200.000 affaires. Conclusion : une fois sur trois, tandis que la victime se lamente ou agonise, le coupable retourne paisiblement à ses petites affaires en chantant le *Gaudeamus igitur*. Et c'est ainsi, tous les ans : l'honnête statisticien du Ministère de la Justice constate avec philosophie, d'année en année, la constance de cette proportion : dira-t-on qu'elle est normale dans un pays civilisé ?

Ce statisticien n'a dénombré que les crimes ou délits pour lesquels la poursuite a été commencée. Que serait-ce s'il avait pu compter tous ceux pour lesquels aucun commencement de poursuite n'a été inscrit sur des registres, parce que la victime a disparu, parce qu'elle n'a pas pu ou osé se plaindre. Rappelons-nous Vacher : quand on l'arrêta, il avait déjà commis une vingtaine de crimes dont personne n'avait entendu parler.

Sans prendre des exemples aussi tragiques, chacun de nous sait bien qu'à tout instant il peut être victime de déprédations ou de violences contre lesquelles il n'a pas de protection sérieuse, dont il jugera inutile de se plaindre. A la ville, petits cambriolages, lettres de menaces : aller trouver le commissaire de police, à quoi bon ; il haussera les épaules et dira : « Je n'y peux rien. » A la campagne, champs pillés, récoltes abîmées, bestiaux mutilés, nomades dangereux ; se plaindre : à qui ?

Encore, pour les crimes et délits, il y a une victime : par conséquent, il peut y avoir un plaignant. Mais quand la victime, c'est la santé, l'hygiène, la morale, l'ordre public, la défense nationale, que peut être l'action de la police ? Elle est nulle.

Nous faisons des lois à tour de bras : trop souvent, elles ne sont que des documents de bibliothèque ; d'innombrables archivistes les compilent, les commentent et en vivent, d'ailleurs chichement ; pour la masse du peuple, elles restent lettres-mortes.

Après les statistiques du Ministère de la Justice, les rapports des autres Ministères le révèlent. Le rapport du Ministère de l'Intérieur pour 1909, déclare : « En ce qui concerne l'ensemble du territoire, l'application des règlements sanitaires est à peu près nulle. » Et voilà tout : ce rapport vengeur ayant sans doute soulagé les gens, ils ont résolument continué à ne pas appliquer les règlements sanitaires.

Quand ils font ces constatations, les augures hochent la tête et disent : « Ça ne va pas : faisons une loi nouvelle. » Augures vénérables, nous ne demandons pas une loi nouvelle : nous voudrions seulement une bonne police pour faire appliquer les anciennes.

*
* *

Ne crois pas, citoyen électeur, que la République ait ici désorganisé un service préexistant : les choses n'étaient pas mieux arrangées dans le passé : la France n'a jamais eu encore la police qu'elle réclame vainement à tous ses gouvernements depuis plus de deux cents ans.

Si je rappelle les rudiments de l'histoire de notre police, c'est pour mettre au point, une fois pour toutes, à propos d'un service essentiel, les critiques de ceux qui vont disant : « La République a tout désorganisé. » La République a con-

servé avec beaucoup trop de respect les cadres et les formules du passé ; elle n'a pas osé organiser pour l'avenir : c'est déjà bien assez.

Nous avons tous appris la satire 6 de Boileau :

« Le bois le plus funeste et le moins fréquenté
Est, au près de Paris, un lieu de sûreté. »

C'était le temps où La Bruyère décrivait ainsi les paysans de France : « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles répandus par la campagne ». C'était le temps où les intendants de Normandie constataient que « dans la généralité de Rouen, sur sept cent mille habitants, six cent cinquante mille ont pour lit une botte de paille. » C'était le temps où le chevalier Guillaume Temple, à la fin de son ambassade à La Haye écrivait : « Il serait peut-être nécessaire pour la France, au moins par rapport à l'intérieur du royaume, d'avoir toujours quelque guerre au dehors afin d'occuper le peuple et l'empêcher de réfléchir sur sa condition et sur son état qui est rude et fâcheux, excepté pour ceux qui sont dans les charges ou qui tirent des pensions de la Cour. » C'était l'heureux temps du grand Roy et de la monarchie absolue.

Vers cette année 1666, toute la France était infestée de voleurs et d'assassins ; ils avaient formé des associations. La Cour des Miracles était un véritable syndicat qui, d'après les auteurs du temps, comptait près de quarante mille voleurs ; sur les ordres du chef, le Coësre, ils allaient opérer en province.

Pour cinq cent mille habitants, Paris avait vingt sergents à pied, quarante à cheval et quatre postes d'archers : le plus nombreux, chargé de « brider les courses des escholiers », comptait six archers. Le désordre était si grand... que le roi nomma une Commission de seize personnes qu'il appela Conseil de Police. Colbert et son oncle Pussort le bourru, « celui qui faisait à tout le monde une mine de chat fâché », le maréchal de Villeroy, Daligre, de Machault, étaient de la Commission. Elle siégea du 28 octobre 1666 au 10 février 1667 et tint souvent plusieurs séances par semaine. Le 1er mars, un édit créa l'office du lieutenant de police de Paris, chargé d'assurer à Paris l'ordre, la sécurité, la propreté et de juger en dernier ressort les mendiants, les vagabonds, les gens sans aveu.

Par acte du 3 mars 1667, Gabriel Nicolas de la Reynie déclara « avoir pour agréable la charge de lieutenant de police » et l'acheta 250.000 livres. La Reynie exerça ces fonctions pendant trente ans; il fit accrocher les premières lanternes dans les rues de Paris et organisa l'espionnage. Il avait à sa disposition comme force régulière la Compagnie du guet de Paris (soixante-et-onze archers) et la garde de Paris (cent onze maîtres à cheval et huit cent soixante-seize hommes d'infanterie, à la solde du roi).

Le maître des requêtes, d'Argenson, succéda à la Reynie en 1697 ; il développa extraordinairement l'espionnage ; il enrôla une armée de filles, de cochers, de falots qui rôdaient à la porte des théâtres, couraient après les voitures et ouvraient les portières. « On n'a peut-être plus autant à craindre les vagabonds et les filous, dit un contemporain, mais on tremble devant les mouchards de ce Rhadamante ». En 1717, d'Argenson prit sa retraite : il se retira au couvent de Sainte-Madeleine de Trainel, rue de Charonne, où Richelieu prétnd qu'il fut un singulier aumônier.

Après d'Argenson, une longue série de lieutenants qui n'ont pas laissé un grand nom dans l'histoire de la police parisienne.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, Berryer de Ravenoville se mit bien en cour en faisant passer chaque soir à Louis XV et à la Pompadour, le journal des mauvais lieux. La Pompadour poussa le policier au Ministère de la Marine. Berryer montra quelque velléité d'arrêter les voleries des fournisseurs ; mais, pendant ce temps, nous perdîmes le Canada, les Indes et les Antilles.

A Berryer, succéda Sartines, celui qui brûla le contrat social de Jean-Jacques. Arpentant les rues de grand matin, Sartines obtint qu'elles fussent proprement balayées. Il perfectionna encore l'espionnage : comme Berryer, il tenait exactement la feuille des mauvais lieux ; il ouvrit une colonne spéciale pour les religieux qui s'y égaraient : statistique sans doute calomnieuse et certainement fantaisiste ; sur une liste dressée vers 1760, nous trouvons cent chanoines, trois carmes et seulement deux capucins. Sartines passa à son tour au Ministère de la Marine : il n'y réussit pas beaucoup mieux que Berryer et un mauvais quatrain du temps dit de lui :

« J'ai balayé Paris avec un soin extrême,
Et voulant, sur les mers, balayer les Anglais,
J'ai vendu si cher mes balais,
Que l'on m'a balayé moi-même. »

Après Sartines, Lenoir développa à la fois le système des réverbères et celui de l'espionnage par les domestiques ; il arrangeait assez volontiers les plus douloureuses affaires de famille et laissa ainsi la réputation d'un honnête homme.

Le dernier lieutenant de police de l'ancien régime fut Thiroux de Crosne qui dirigea la police de Paris de 1785 à 1789 : il passa son temps à saisir les manifestes du Tiers-Etat et à faire louer

les écrits des grands seigneurs : il fut guillotiné le 28 avril 1794.

Ainsi, pendant l'ancienne monarchie, la police de Paris fut surtout politique : en province, elle existait à peine, et d'Aguesseau a pu écrire : « Il n'y a presque aucune police dans les villes du Languedoc, non plus que dans celles des autres provinces où j'ai été et je crois que c'est un mal général dans presque tout le royaume. »

Pendant la Révolution, la police fut faite par les municipalités et les sociétés populaires ; les visites domiciliaires, les recensements, les dénonciations devinrent une preuve de rôle civique et un moyen de popularité : les malheureux qui cherchaient à sauver leur tête échappèrent rarement à tous ces surveillants passionnés : la Terreur fit fonction de lieutenant de police.

Le Directoire créa un Ministère de la Police. Le 11 nivôse an IV (1er janvier 1796), le Directoire adressa au Conseil des Cinq-Cents, le message suivant : « Le Directoire propose de distraire la police à exercer dans le département de la Seine des attributions du Ministre de l'Intérieur, de créer un septième Ministère et de lui donner, pour attribution, cette partie de la police qui veille à la sûreté et à la tranquillité des habitants, ainsi qu'à la propreté et à la salubrité de la commune. Le Conseil pèsera, dans sa sagesse, s'il ne convient pas d'y comprendre la garde nationale sédentaire, la gendarmerie et la légion de police, les prisons, les hôpitaux, les établissements de charité et d'assistance, la répression de la mendicité et du vagabondage, les spectacles et lieux publics, les maisons garnies, les poids et mesures et la police des mœurs.

Dans la séance du 9 nivôse, Delaunay présenta au Conseil des Cinq-Cents le rapport de la Commission et chercha à justifier la répartition de la police entre deux Ministères, le nouveau Ministère prenant la police de la Seine, le Ministère de l'Intérieur gardant la police du reste de la France. « C'est établir entre les deux Ministères, dit Delaunay, une surveillance réciproque qui ne peut qu'être utile à la chose publique ; c'est balancer de grands pouvoirs dont l'exercice divisé entre deux mains ne peut jamais être dangereux ».

Le premier Ministre de la police fut Armand-Gaston Camus : il resta deux jours en fonctions, du 2 janvier au 4 janvier 1796 : son successeur, Merlin de Douai, dura trois mois. De janvier 1796 à juillet 1799, c'est-à-dire pendant trente mois, neuf Ministres de la police se succédèrent ainsi. En juillet 1799, l'ancien oratorien Joseph Fouché prit le Ministère de la police et le garda jusqu'en septembre 1802. En septembre 1802, le Ministère de la police fut supprimé et toutes ses attributions réunies à celle du Grand Juge, Ministre de la Justice. Le 10 juillet 1804, le Ministère de la police fut rétabli au profit de Fouché, qui le garda jusqu'au 2 juin 1810. Le 3 juin 1810, Savary entrait en fonctions ; il y demeura jusqu'au 3 avril 1814. Fouché redevint Ministre de la police du 21 mars au 23 juin 1815.

La Restauration garda d'abord le Ministère de la police et le confia à Elie Decazes. Dès 1818, le Ministre de la Police fut remplacé par un Directeur général et ses attributions se confondirent bientôt avec celles du Ministre de l'Intérieur. Le Préfet de police de Paris devint alors le seul personnage important de la police en France. Il commença à organiser la police secrète de Paris; Vidocq, ancien forçat, en fut le héros; il recevait cinquante mille francs par an, n'en gardait, assure-t-on, que cinq mille et avec le reste, rémunérait trente agents ; cet honnête homme finit fabricant de papier à Saint-Mandé.

La préfecture de police se développa fortement au cours du siècle ; mais le service central de la sûreté générale demeura sans consistance; tantôt direction plus ou moins autonome, tantôt sous-direction, ou même simple division annexée au cabinet ou à la Direction du personnel du Ministère de l'Intérieur ; parfois même la Sûreté générale fut rattachée à la Préfecture de Police.

Au commencement du Second Empire, le Ministère de la police fut un instant rétabli; dès 1853, il fut à nouveau supprimé.

Ainsi, jusqu'à la République, ce service de la sûreté générale, dont le nom seul annonce la protection de tous les citoyens, resta un petit service consacré avant tout à la défense personnelle du souverain et à l'espionnage politique. La République l'a pris tel qu'il était : elle ne l'a pas désorganisé : mais elle a commis la faute lourde de n'en pas faire ce qu'il doit être dans tout régime, et particulièrement dans un régime démocratique, le service de la paix sociale.

*
* *

Ce grand service de la paix sociale, nous l'appelons d'un mot vague : la police. En ce sens, « la police », c'est l'administration chargée d'assurer la paix publique ; mais nous appelons aussi « police », le fait de réglementer.

Lorsqu'un préfet, par un arrêt général, indique les prescriptions auxquelles chacun doit se soumettre dans le département, nous disons qu'il fait de la police ; mais le garde-champêtre ou le com-

missaire de police qui applique ce règlement à chacun de nous et nous dresse procès-verbal pour nos infractions, fait aussi de la police, dans un autre sens.

Règlements de police, agents de la police, police et policiers, tout cela danse la sarabande dans les esprits : la confusion se fait d'autant plus facilement que parfois le même homme est à la fois investi du pouvoir de faire des règlements de police et désigné comme agent policier, tel, le maire.

Laissons, pour l'instant, les agents chargés de faire des règlements de police : n'examinons pas si les pouvoirs donnés, en cette matière, au préfet et surtout au maire, ne sont pas une erreur et une cause d'infériorité pour la France. Occupons-nous seulement des agents de la police, de cet ensemble de fonctionnaires chargés d'assurer l'observation des lois, la paix publique et le respect de tous les droits individuels.

L'énumération de tous les agents de la police est d'abord imposante :

Le Ministre de l'Intérieur, le Préfet de Police, les préfets, les maires et les adjoints, les juges de paix, les gendarmes, les commissaires et agents de police, les gardes-champêtres :

Puis les catégories spéciales : les gardes-forestiers, les gardes-pêches, les éclusiers, les agents des ponts-et-chaussées, les piqueurs, les cantonniers-chefs, les agents des régies financières, des contributions directes, des douanes, des octrois, les employés des poids et mesures, les inspecteurs du travail, les agents des chemins de fer, les agents de la navigation, les officiers de port, les gardes particuliers.

Chacun de ces agents est qualifié pour relever et poursuivre nos infractions à l'ordre social: ceux de la première catégorie, toutes nos infractions ; ceux de la seconde catégorie, les infractions concernant le service dont ils sont chargés. Les premiers protègent l'ensemble de l'ordre social : les seconds protègent quelque partie du domaine de la nation ou assurent le respect des règlements sociaux relatifs à quelques branches de l'activité humaine.

Au total, cela fait près de trois cent mille agents. Presque à chaque pas, nous en rencontrons un et nous ne savons pas de combien de procès-verbaux nous avons été exemptés par l'indulgence ou la négligence de tant de surveillants de chacun de nos actes.

A la seule lecture de cette énumération, nous voyons que les agents des catégories spéciales, près de deux cent mille, ne peuvent être comptés parmi les gardiens principaux de l'ordre social.

On peut penser qu'il y aurait intérêt à concentrer et à coordonner cette surveillance de tous nos actes : que de tant d'agents éparpillés sur toutes les parties du territoire, nous pourrions tirer un meilleur effet : que nous avons quelques réserves générales de police inutilisées : que l'unité de la police est un principe de force ; que le même agent qui entre dans un cabaret peut y mettre à la fois la police, la paix publique, la morale et l'hygiène.

Mais ce n'est là que le côté accessoire de la question : ce n'est pas là qu'est le mal principal : il est dans l'insuffisance, le défaut total de cohésion et d'organisation de tout le noyau central, de celui qui est vraiment chargé d'assurer l'ordre en France.

*
* *

« La police, dit le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, est instituée pour maintenir l'ordre public, la liberté, la propriété, la sûreté individuelle ; son caractère est la vigilance.

« La société, considérée en masse, est l'objet de sa sollicitude. »

Après avoir donné ces définitions, le Code de Brumaire ajoute :

« La police se divise en police administrative et en police judiciaire : la police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale : elle tend principalement à prévenir les délits. »

« La police judiciaire recherche les délits que la police administrative n'a pas empêché de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés par la loi de les punir. »

Quoique nous soyons d'abord un peu inquiétés par une certaine confusion dans les termes, nous ne laissons pas que d'être enchantés de cette symétrie et de cette ordonnance.

Cette police administrative qui prévient, cette police judiciaire qui réprime, cela nous plaît et cela plaît à tout le monde, car depuis cent ans, les savants auteurs reproduisent pieusement, de génération en génération, cette distinction conventionnelle.

Mais au fait, que signifie-t-elle ? Rien du tout : Cela n'a de sens que pour ceux qui, sous prétexte de police administrative, veulent réserver la police au pouvoir politique. Pour ceux qui n'ont d'autre préoccupation que la bonne organisation de la police, la distinction séculaire n'est que de la logomachie.

Voit-on ces deux catégories d'agents de police, les premiers occupés à prévenir les infractions et

lorsqu'ils n'ont pas réussi, passant immédiatement la main aux seconds pour prendre les gens au collet ? La présence de l'agent qui peut réprimer est la meilleure manière de prévenir et cette dissociation du rôle d'un seul et même homme n'est qu'un artifice de l'esprit.

En fait, lorsqu'on dresse, côte à côte, la liste des agents de la police administrative et celle des agents de la police judiciaire, on voit que les deux listes se confondent pour la plupart des agents.

La seule distinction intéressante à faire au point de vue de l'organisation de la police est celle des agents d'exécution et des agents de direction.

*
* *

La statistique criminelle de la France indique que nous avons, pour la police générale en France, environ cent mille agents d'exécution : gardes-champêtres, gendarmes, commissaires et agents de police. C'est encore un chiffre : mais nous allons voir de combien il faut le réduire.

La France possède environ trente-deux mille gardes-champêtres : ce serait une erreur de croire que toutes les petites communes ont des gardes-champêtres, ou qu'il n'y a pas de gardes-champêtres dans les grandes communes : Marseille et Bordeaux ont des gardes-champêtres.

Le garde-champêtre, dont l'origine remonte fort loin, est un agent principalement commis à la conservation des récoltes et des propriétés rurales ; il est chargé, en même temps de concourir au maintien de la tranquillité publique.

Il a autorité pour constater tous les délits ruraux ; quelques lois spéciales lui ont donné autorité en matière de chasse, de pêche, de conservation des plantations des routes, de contributions indirectes, de police du roulage, d'ivresse publique.

Dans toutes ces matières, il peut dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. En cas de flagrant délit, il peut arrêter les gens. En toutes autres matières, ses déclarations ou ses constatations n'ont que la valeur de simples renseignements.

Les gardes-champêtres sont nommés par le maire, agréés par le sous-préfet : leur institution n'est pas obligatoire pour la commune ; mais, lorsque la municipalité a créé un garde-champêtre, le paiement de ce garde est obligatoire pour la commune.

Le mode de désignation, la nature du rerutement, l'absence de cohésion et d'organisation réduisent à peu près à rien, au point de vue du maintien de l'ordre public, cette force considérable.

Les statistiques du Ministère de la Justice nous le révèlent : A eux tous, les gardes-champêtres font un nombre insignifiant de procès-verbaux : on en connaît qui n'ont jamais fait un procès-verbal ; aussi la police rurale n'existe pas ; cependant, c'est une chose essentielle.

Si les gardes-champêtres voulaient exercer leurs attributions, on y mettrait bon ordre. Il n'est pas étonnant qu'ils fassent à eux tous si peu de procès-verbaux ; ce n'est pas que les infractions manquent et que les gens des campagnes soient tous de petits saints ; mais quand les gardes-champêtres font des procès-verbaux, trop souvent les maires déchirent ces papiers gênants.

Ce n'est pas pour faire de la police que les maires nomment des gardes-champêtres : ils donnent ainsi une rétribution à quelques électeurs, parfois à des invalides.

Les gardes-champêtres valides sont surtout appariteurs, tambours de ville, porteurs de papiers municipaux ; en temps de période électorale, ils prennent toute leur utilité ; ils portent les proclamations de la municipalité sortante et de leur mieux, la servent ou la desservent, s'ils escomptent le succès de la liste adverse.

Pour le maintien de l'ordre public, l'argent que nous mettons à nos gardes-champêtres est de l'argent presque en totalité jeté à la rivière.

Le traitement de ces agents varie avec la richesse des communes : les uns sont payés 50 fr. par an et même moins, d'autres, 1.500 francs et plus.

J'ai cherché à me rendre compte de la somme que nous dépensons annuellement pour nos gardes-champêtres ; sur ces dépenses si nécessaires de la police, aucune statistique. J'ai dû me servir de procédés rudimentaires : j'ai consulté à droite, à gauche ; j'ai fait des moyennes : je crois bien que la France doit consacrer annuellement environ douze millions au paiement de ses gardes-champêtres. Un directeur de la Sûreté générale qui avait essayé de faire le même calcul et qui n'avait pas, d'ailleurs, plus de statistiques que moi, m'a dit qu'il était arrivé à quinze millions.

Douze millions permettraient de donner à dix mille gardes-champêtres un traitement moyen de 1.200 francs.

Ce n'est pas de quoi recruter des hommes jeunes et leur offrir une carrière, mais, dans l'état actuel des traitements et des salaires, cela permettrait de trouver parmi les retraités des chemins de fer, des postes, des douanes, des eaux et forêts et peut-être même de la gendarmerie, des hommes encore suffisamment actifs, très dévoués, très disciplinés, pénétrés jusqu'aux moëlles de cette honorabilité

absolue qui est l'âme de tous les petits fonctionnaires de France et qui mérite qu'on les salue bas, quand on les rencontre par les chemins.

Dix mille gardes-champêtres, soit trois en moyenne par canton et un en moyenne pour un peu moins de quatre communes, cela suffirait pour assurer une surveillance très efficace du canton et des communes, à la condition que le garde-champêtre fut un agent de la police nationale et non un agent de la municipalité, qu'il fût, par conséquent nommé, dirigé, commandé par un représentant du pouvoir central. J'expliquerai plus loin comment, à mon sens, c'est le procureur de la République qui doit avoir en main toute la police, et par conséquent, tous les gardes-champêtres de sa circonscription ; c'est lui qui doit les recruter et les nommer : peut-être, dans la pratique, serait-il utile d'admettre la présentation par l'agent chargé du Ministère public près de la justice de paix et le commandement immédiat par le maréchal des logis de la gendarmerie.

Le garde-champêtre devenant ainsi un fonctionnaire de la police nationale, son traitement devrait donc être compris dans le budget de la police nationale; en compensation, les douze millions que les communes de France consacrent actuellement au paiement des gardes-champêtres devraient être versés obligatoirement à titre de fonds de concours au budget national : l'emploi judicieux de ces douze millions donnerait immédiatement aux campagnes la police rurale qu'elles n'ont pas actuellement.

Je devine, citoyen électeur, que tu fronces le sourcil. « C'est de la spoliation : Et les papiers municipaux ! Et le tambourinage ! Et l'affichage ! Et les innombrables courses et commissions que les gardes-champêtres font actuellement pour les municipalités. Celles-ci vont-elles être obligées de payer un nouvel agent ? »

Si tu t'arrêtes, citoyen électeur, aux premières piailleries, nous sommes perdus. Veux-tu avoir une police rurale ? Tu n'en auras jamais, si tu laisses les agents de cette police dans la main des élus.

Sans doute, les gardes-champêtres devenus agents de la police du canton et placés sous l'autorité du procureur de la République et sous le commandement du maréchal des logis de la gendarmerie, ne feront plus les courses de chaque commune : mais comme ils assureront efficacement la police rurale dans toutes les communes du canton, tu t'en trouveras très bien. Sans doute, prélever dans chaque budget communal la somme fixée actuellement par le Conseil municipal pour le salaire du garde-champêtre, c'est prendre un procédé empirique et peut-être un peu brutal pour répartir les dépenses de la police rurale entre toutes les communes du canton. Qu'on prenne celui-là ou qu'on prenne tout autre, il est parfaitement juste de faire payer par les communes la police exercée sur leur territoire ; mais il est insensé de laisser les agents de cette police à la direction du maire et des conseillers municipaux, car c'est renoncer à la police.

Nous verrons d'ailleurs qu'on ne peut pas continuer à surcharger les maires d'une foule d'attributions pour lesquelles ils ne sont pas faits et que ces attributions doivent être reportées aux juges de paix qui les exerceront avec plus de compétence et d'impartialité. Alors, beaucoup de papiers municipaux disparaîtront et, en portant ceux du juge de paix, les gardes-champêtres surveilleront naturellement les communes.

En attendant, constatons que, dans l'état actuel, nous n'avons qu'à rayer les trente-deux mille garde-champêtres des forces de police de la nation et à faire le deuil de nos douze millions. Heureusement, nous avons les gendarmes !

HENRI CHARDON.

(*A suivre.*)

COMPLÉMENT AUX "SOUVENIRS DE LA VIE UNIVERSITAIRE"

Lorsque je publiai, dans ces colonnes, mes *Souvenirs de la Vie Universitaire* qui ne contenaient pas la dixième partie de ce que j'aurais pu dire, mais quand même enfermaient *l'essentiel* de ce que je devais dire, j'en eus des échos différents et, bien entendu, contradictoires. Certains, invinciblemnt attachés au passé, et qui ne démordront jamais de leur routine, parce que la position immobile exige moins d'efforts que la marche en avant ou parce qu'à un certain âge, il y a une ankylose du cerveau comme des autres organes — certains, dis-je, me vitupérèrent fortement. On ne touche pas à l'arche sainte, et l'*Alma Mater* est pour ceux-là une arche sacro-sainte ! J'eus la satisfaction, par contre, de rencontrer des adhésions parmi ceux qui ont le sens de l'évolution, aussi indispensable en matière d'enseignement que partout ailleurs. Ils comprenaient que la discipline pédagogique, non plus que les autres, ne saurait se soustraire aux circonstances de la vie, et que s'il en est une que doivent affecter et modifier des événements aussi tragiques que

ceux que nous vivons, c'est bien celle-là. Certaines lettres catégoriques me parvinrent, que je voudrais publier ici, d'où il ressort nettement que l'esprit d'immobilité a de brillantes exceptions dans le monde universitaire où l'examen de conscience fut trop longtemps oublié, et que le retour sur soi-même qu'il implique avait été pratiqué par plus d'un d'entre mes lecteurs appartenant au personnel de l'Université !

Puisse-t-il persister, ce retour sur soi-même et survivre au grand drame de la guerre ! Ce qu'il y a le plus à redouter chez nous, c'est notre *faculté d'oubli*, conséquence logique et naturelle de cette mobilité des impressions que César, voici longtemps, observait chez les Gaulois. C'est elle qui, dans l'ensemble de notre constitution mentale, s'oppose de façon si frappante à la persistance des images, et partant, à la continuité de haine qui caractérise les Germains : aussi savent-ils, mieux que nous, tirer un enseignement des leçons du passé et nourrissent-ils savamment leurs ressentiments de la persistance de ces images.

*
* *

Une grosse lacune de l'enseignement universitaire, tel qu'il fut donné, tel que j'eus à le connaître dans mes années d'apprentissage, ce fut la méconnaissance de ce que l'on pourrait appeler le principe d'*épanouissement*, qui trouve sa plus belle image dans la nature végétale. Une belle rose — dont la vie ne dure qu'un jour, c'est entendu, mais quelle journée! — fait le plus expressif des symboles, car tous les pétales s'en développent, proportionnellement à leur rang, avec une égale ampleur. Contrairement à cette image si riche de conséquences, nous avons observé que la plus grave erreur de l'enseignement universitaire, durant tant d'années où il eut la partie si belle, ce fut de « ne pas soupçonner que la jeune âme remise entre ses mains constituait un agrégat de facultés, non pas une faculté unique : l'intelligence, qu'il s'agissait de forcer jusqu'à son maximum de rendement, dût la machine craquer à ce régime absurde et devenir inutilisable pendant de longues années. »

Le principe *d'épanouissement*...simple corollaire de la loi d'*Evolution* qui régit toute la pensée moderne, qui était déjà celle de la philosophie gœthéennne, celle de Léonard, dont Gœthe est un descendant direct, et il faut bien ajouter, celle même de la Renaissance ! *Se développer conformément à sa nature :* telle est la devise de ces maîtres que l'enseignement public ignora si complètement et qui, pourtant, commande à toute destinée bien réglée ! Si loin que je remonte dans mes souvenirs, je la trouve en moi, cette règle, à l'état inconscient d'abord, cela va sans dire, déterminant les troubles et les agitations intérieures d'une nature qui cherche sa voie, puis se précisant peu à peu, de plus en plus nette, affirmative et consciente, inscrite en lettres que je voudrais d'or, à l'heure où je pris possession de moi-même, et où rejetant de fausses disciplines et d'insuffisants éducateurs, j'eus la joie de me retrouver chez les *Maîtres* — les vrais, ceux que j'ai élus, — de confronter mon âme à la leur, et de constater en moi quelques parcelles infimes des éléments précieux qui se trouvent à l'état massif chez ceux que j'admire, chez un Léonard, un Gœthe, un Michel-Ange, un Balzac !

Ces grands hommes que je révère, en qui je me plais à saluer les plus belles floraisons du génie, ce sont les modèles accomplis de la loi d'épanouissement. Du merveilleux bouquet que compose l'ensemble des facultés humaines, aucune fleur chez eux n'avorta, et voilà les images qu'il faut tenir constamment présentes à notre pensée. Tous m'enseignaient, par leur exemple, la richesse du principe d'épanouissement et combien sont rares en même temps les réussites humaines. Tous m'enseignaient aussi que c'est par la concentration de l'esprit sur un effort déterminé, mais aussi par une constante *maîtrise de soi* que l'on obtient un résultat, et que les facultés de l'homme, si brillantes soient-elles à l'origine, ne donnent que des fleurs avortées, si l'on n'applique à leur culture la méthode et l'esprit de suite.

*
* *

Voilà ce que sentait à merveille le plus récent et le plus moderne de ces grands hommes, Balzac, lorsqu'il attachait une telle importance aux disciplines religieuses — non pas, répétons-le pour ceux qui ne veulent pas comprendre, du point de vue confessionnel, dogmatique — mais comme règles de l'esprit, comme modes de mécanisation des âmes. Le père spirituel de *Louis Lambert*, le théoricien de la volonté, avait été frappé de leur valeur, de leur puissance éducative, et de celui-là, certes, on peut dire qu'il se tenait en main. Quelle vigueur et quelle surhumaine énergie dans ce fragment de lettre à Mme Hanska : « Ce que j'appelle *travailler*, chère, c'est quelque chose qu'il faut voir et qu'aucune prose ne peut dépeindre, car depuis un mois, ce que j'ai fait aurait mis sur les dents un homme bien organisé. Travailler, chère comtesse, c'est' me lever tous les soirs à minuit, écrire jusqu'à huit heures, déjeuner en un

quart d'heure, travailler jusqu'à cinq heures, dîner, me coucher, et recommencer le lendemain. » Un tel homme était fait pour comprendre la valeur de la discipline. Lisez cet autre fragment de lettre, non moins expressif, mais vraiment dramatique par le pronostic qu'il enferme : — « Je suis interrompu par le Dr Nacquart — c'était le Potain de la première moitié du siècle. Il m'a beaucoup grondé en me trouvant attablé à écrire, après tout ce qu'il m'avait dit là-dessus. Ni lui, ni aucun de ses confrères et amis médecins, ne conçoivent qu'on puisse soumettre le cerveau à de pareils excès. Il me dit et me répète, d'un air sinistre, que cela tournera mal. Il me supplie de mettre au moins quelque intervalle dans ces « débauches de cervelle », comme il les appelle. Les efforts de la *Cousine Bette, improvisée en six semaines* l'ont effrayé. Il m'a dit : « Cela finira nécessairement par quelque chose de fatal. »

Nacquart ne se trompait pas : le quelque chose de fatal, ce fut la mort de Balzac, quatre ans plus tard, à 50 ans. Reste à savoir s'il n'est pas plus beau, lorsqu'on est Balzac et qu'on a les facultés de Balzac, de mourir à cinquante ans en laissant derrière soi un monument immortel, que de vivre jusqu'à quatre-vingts, aux conditions où pour la majorité des hommes, est la persistance dans la vie ! Et puis, d'ailleurs, lorsqu'on est Balzac, on n'est pas libre d'agir autrement, car la puissance créatrice en art est une prédestination aussi forte que les plus redoutables passions. Balzac est un *personnage excessif* à l'image de ceux qu'il crée : Hulot, Vautrin et les autres ; il n'est pas plus libre de se soustraire au travail dont il sera victime que Hulot à la griffe aiguë de la volupté qui le conduit à l'abêtissement.

Balzac avait donc vu l'importance des doctrines religieuses en tant que discipline de la volonté, en tant que mode de mécanisation des âmes. Il avait senti que, faute d'une discipline, d'une discipline sévère, répétée, soutenue, l'homme, en qui les principes mauvais sont plus actifs que les bons, ne peut atteindre aucun résultat. Il allait jusqu'à dire : « La Pensée, principe des maux et des biens, ne peut être préparée, domptée, dirigée, que par la religion. Le Christianisme étant un système complet de répression des tendances dépravées de l'homme, est le plus grand élément de l'ordre social. » Un autre de nos grands contemporains, Delacroix, était de cette école, bien qu'il fût incroyant. C'était lui qui disait à Baudelaire : — « Lorsque j'étais enfant, j'étais un monstre. » Bien qu'entièrement libéré du point de vue dogmatique, il marquait par là la nécessité d'une discipline, et les résultats qu'on en peut attendre. Il constatait la valeur de la *répétition* qui crée *l'habitude*, et qui est à la base de toute éducation valable. Créer en nous des *répétitions mentales* soutenues, c'est toute la genèse de l'éducation, car ce sont ces répétitions qui impriment à notre âme le pli moral habile à réfréner les principes mauvais.

Le jour où l'Université de France écarta, comme modes périmés d'éducation, ces méthodes excellentes, elle ne soupçonna pas de quelle arme puissante elle se privait. C'est bien simple : elle supprimait toute une part de la formation, cette *éducation* de l'âme dont il me fallut bien constater l'absence au cours de mes études universitaires. Dans sa déclaration à Baudelaire, Delacroix ajoutait : « C'est seulement par l'exercice progressif de la raison que l'homme arrive à atténuer peu à peu sa méchanceté naturelle. » Là, Delacroix s'abusait : il y faut autre chose encore qui n'est pas du domaine intellectuel. Bon pour une nature d'élite comme celle de ce grand artiste ! Elle est complètement insuffisante pour la plupart. Ce qu'il faut, c'est la domination des instincts qui ne s'obtient que par une mécanisation d'ordre spécial, à la base de quoi est le phénomène de la répétition concertée. On la trouve chez tous les grands éducateurs, chez Saint-Augustin, chez Fénelon, chez tous ceux qui ont tant soit peu l'expérience des âmes, non seulement des autres, mais de la leur. Pour s'en convaincre, il suffit d'une clairvoyante introspection.

*
* *

Dans la formation d'une âme, il y a deux choses distinctes : l'*Education* et l'*Instruction*. L'éducation, c'est le pli moral que dès l'enfance prend une nature, ce qui constituera son caractère ou son individualité, ce qui faisait dire à je ne sais quel éducateur, que la formation commence dès le berceau, *a teneris unguiculis*. Faire pressentir au nourrisson que bientôt il lui faudra marquer un effort pour vaquer aux exigences de l'organisme, par suite ne pas lui permettre trop longtemps de mouiller ses langes, c'est le début de l'éducation. Et la mère qui ne sent pas cela n'a aucun sens de sa fonction maternelle. Combien de fils de bourgeois, hélas ! ont continué, au moral, de « mouiller leurs langes » au delà de la majorité ! C'est à la veulerie, à l'ignorance de leur mère, qu'ils en furent redevables. Pourquoi ? Parce que la mère elle-même n'avait reçu nulle éducation de mère.

C'est donc une éducation d'homme qu'il faut que le jeune homme reçoive, et la grande, l'immense erreur de l'Université, fut de concevoir l'instruction comme un *substitut* possible de l'éducation. Expliquer aux jeunes gens les plus belles pages de la littérature antique, celles-là même qui enferment la plus pure essence du stoïcisme, le *De Officiis* le *De Ira*, ce n'est point faire passer dans leur âme, à l'état de suggestions actives, les principes moraux qu'enferment ces traités, ce n'est pas même persuader leur raison de la vertu des principes que ces pages affirment. C'est pur verbalisme, simple besogne de Rhétorique, qui ne sera pas inhabile à former ce qu'il y a de plus bas sur terre : la mentalité de l'avocat, dont s'accommoderont tels esprits plus doués que d'autres, pour les beautés du langage, mais qui n'auront aucune action sur le développement de la valeur morale indispensable à la conduite de la vie.

C'est très justement que mon confrère Charles Maurras, dont on sait bien que je n'approuve pas la doctrine politique, mais dont il me faut reconnaître en certains cas la puissance d'analyse, faisant un retour sur son passé d'écolier et la formation de sa quinzième année, observait, dans un des plus curieux morceaux de son *Etang de Berre* : — « Notre génération donnait, certes, le fruit parfait de tout ce que devait produire l'anarchie du XIXe siècle, et les jeunes gens du XXe se feront difficilement une idée de son état d'insurrection, de dénégation capitale. Un mot abrégera : il s'agissait pour nous de dire : non à toute chose. Il s'agissait de contester toutes les évidences et d'opposer à celles qui s'imposaient, la rébellion de la fantaisie, au besoin, de la paresse et de l'ignorance. »

Tableau saisissant d'un état moral où je retrouve tous mes Souvenirs de la quinzième année ! La cause initiale, déterminante, qu'était-ce autre chose que l'ignorance totale, la méconnaissance voulue du facteur : éducation, dans la formation de l'âme, la méconnaissance aussi d'un autre principe psychologique plus important que tout, à la vérification duquel aboutissent les travaux des psychologues contemporains, depuis Ribot jusqu'à Gustave Le Bon, à savoir que dans le développement d'une mentalité normale, l'édifice repose sur cette base essentielle : *l'émotivité*. Négliger la sensibilité chez un enfant, c'est bâtir sur le sable, c'est édifier sans fondations..., et voilà pourquoi tant de sujets, brillants en apparence, de notre jeunesse, tant de forts en thème, ont abouti au pur et simple avortement, sont devenus des cancres dans la vie et ont déçu toutes les espérances qu'ils avaient suscitées !

*
* *

Que ces vérités de l'âme, que ces *réalités* psychologiques, apparaissent au plein jour de l'évidence à ceux qui, dans l'Université reprendront leurs fonctions après la guerre : c'est un des vœux les plus ardents que nous puissions formuler dans l'intérêt du pays, puisque ces hommes-là auront à modèler l'âme des jeunes générations qui feront la France de Demain. Une première fois déjà, nous avons jugé impossible que des yeux impressionnés par les prodigieux spectacles de la guerre actuelle ne reviennent pas du grand drame avec quelque chose de changé dans leur conception de la vie : ce serait vouloir que la plus formidable des causes ne produisît aucun effet. Un des plus graves défauts de la catégorie dite *intellectuelle*, de celle qui manie les Idées, professionnellement ou pour son compte personnel, c'est le développement de l'esprit critique qui paralyse devant l'action et qui, créant l'encombrement des scrupules, aboutit à la stérilité. Je n'étonnerai aucun de ceux qui ont observé le monde universitaire..., bien mieux, j'espère n'étonner aucun d'entre les clairvoyants qui composent cette catégorie, en formulant un tel jugement. La timidité du professeur, par excès de scrupules, est un défaut aussi essentiel à sa classe que l'audace de l'avocat, par ignorance et inexistence des mêmes scrupules. Que l'avocat arrive à se corriger, cela je n'ose l'espérer, car il lui faudrait commencer par supprimer sa raison d'être. Mais je crois que l'Universitaire y peut atteindre, et j'ai l'espoir que les jeunes générations se trouveront modifiées dans leur mentalité même. Si cette modification se produit, ce sera l'un des plus beaux résultats moraux de la guerre, et le plus susceptible d'influer sur l'avenir de ces générations.

PAUL FLAT.

LE DOGME DU SILENCE CHEZ LES ALLEMANDS (1)

C'est Hamlet le fou qui le dit, et il en sait long : « Il y a sur la terre, Mercutio, plus de choses que n'en soupçonne votre philosophie. »

Je crains les muets, les muets sont méchants. A moins qu'il ne signifie l'âme abîmée dans la contemplation de Dieu, le silence est tout corruption

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 23, 1916.

— et les grands corrompus sont tout silence. A moins donc que vous ne soyez sur le Sinaï en tête-à-tête avec l'Eternel, parlez : parlez ou le désordre se fera au fond de votre cœur.

Or, voici que la sollicitation contraire est à chaque pas sous ce climat sans soleil, dans le voisinage de ces forêts où *il faut* que vous vous taisiez, au bord de ces fleuves dont l'intermittent éclat des rives du Rhin ne réussit qu'à mieux souligner l'ordinaire tristesse.

Et, cette nature, ces orgueilleux la subissent si platement et ils laissent s'accumuler en eux tant de complications et le mal finit par être tel que, veulent-ils une fois s'exprimer par delà les banalités de traduction trop prévue, le verbe n'est plus à leur service qu'une eau sourde, tumultueuse et trouble. Leur langue, qu'ils proclament riche parce qu'elle est encombrée, requiert du génie pour rendre des sons clairs — et que s'il rayonne avec certitude, le cerveau germanique aura été à l'école des Latins. Leibniz rédigera sa *Monadologie* en français ; Gœthe ne sera Gœthe qu'après ses deux années d'Italie ; le Heine que l'on préférera ne sera pas possible sans Paris ; Nietzsche écrira : « Je ne crois qu'à la culture française » et Frédéric II confiait déjà à Voltaire, qui s'en doutait : « Il manque aux Allemands (qui ambitionnent de reproduire Athènes, Rome et Paris) la langue et le goût : point de goût et une langue verbeuse à l'excès ». — Admirez-vous pas que Bismarck, qui n'agite dans son discours que de grosses contingences, mette trois minutes pour sortir d'abord d'un étonnant bredouillement ? — « Vous, Français, vous êtes très malins, mais quand votre lyrisme a chanté la bien-aimée, les petits oiseaux et les pommes de terre... », et ils vous citent dans leur vocabulaire des mots d'une substance, d'une profondeur de sens ! Pour nous en tenir au cas qu'ils invoquent couramment, relisez, par exemple, la définition de la *Sehnsucht*, dans Blaze de Bury : « Une ardeur vague et languissante, une indicible aspiration qui refuse de s'expliquer ouvertement... La *Sehnsucht* flotte entre la terre et la terre, irrésolue, indécise, sans projet ni but arrêté : elle ne sait, à vrai dire, ni ce qu'elle a perdu, ni ce qu'elle cherche et cependant elle sent qu'il lui manque un idéal dont elle croit apercevoir le fantôme dans les mille apparitions de la terre en fleurs et du ciel en étoiles. » Alors que pour se faufiler à la table des civilisés ils se couronnaient de leur *Vergissmeinnicht*, c'est ainsi, en effet, qu'ils se battaient les flancs autour de ces choses que notre langue à nous nuancera d'ailleurs à son gré sans désespérer de rester intelligible : le regret, la mélancolie, l'élan vers un monde moins insipide. — « Le vague et le trouble » de la tête germanique... O Buchner !

Le silence, le secret, le mystère ? Avec la violence, l'essentiel en eux.

Ils n'ont inventé, ils n'étaient de force à inventer ni la cabale, ni la magie, ni la théurgie, ni quoi que ce soit de ce qu'à Périgueux on continue d'appeler « les sciences maudites ». Mais consulterons-nous la littérature où leur populaire s'est exprimé pendant des siècles : nulle part les malotrus ne se sont rencontrés aussi nombreux qu'en Allemagne pour prétendre apprivoiser la dangereuse chimère que les initiés n'abordent que pieds nus. Et vous ne voudriez pas que le docteur Faust, vieux de trois cents ans de légendes quand Gœthe entreprit de le décrasser, fût né ailleurs? — Un profane mériterait le bûcher à rabaisser l'alchimie, et Dieu m'en garde ! Mais vous constatez qu'ils sont uniques sous la lune dans cette obscure, dans cette occulte patience qui fit de maître Albert, de Tritheim, de Reuchlin, de Hohenheim-Paracelse, de Basile Valentin, tous Allemands, les oracles du « grand œuvre » en Occident, à laquelle leurs pharmaceutes doivent de nos jours l'étourdissant succès de leurs antipyrines et autres perlimpinpins et qui, si elle n'a trouvé ni la panacée, ni la transmutation des métaux, a bel et bien découvert la première « les gaz asphyxiants ». — Les Germains et l'illuminisme, le mysticisme philosophico-social, les confréries qui s'enferment à triple tour pour mettre la métaphysique en rébus et la vraie politique en action... Mais il faudrait remonter à Bœhme, le savetier visionnaire de Gœrlitz : établir le rapport entre les rêveries de Bœhme et le système de Hegel ; surprendre Bœhme, Bœhme encore et toujours, dans le Portugais Pasqualis, dans l'Italien Balsamo-Cagliostro, dans le Français Saint-Martin ; étudier Weisshaupt et Knigge, zélateurs éperdus du même esprit ; suivre cet ésotérisme dans ses difficultés avec ces nigauds de roitelets du régime « des Allemagnes », qui s'obstinent à trembler pour leurs couronnes de quatre pfennigs ; voir comment, l'unité nationale réalisée, il aboutit à la proclamation du dogme pangermaniste et, dans ses suprêmes arcanes, à la renaissance du Wotanisme ; regarder tels de leurs hobereaux, de leurs financiers, de leurs professeurs, dont les gestes auront largement contribué à défrayer la chronique de la grande guerre, élaborer leurs mauvais coups dans « le saint des saints » de la Loge frédéricienne : la matière d'un livre.

... D'un livre qui conclurait en invitant son lecteur à considérer de quelle complaisance le fatum aura témoigné à l'endroit de la cause allemande au cours des cinq derniers lustres. — En 1890, le Nouveau Monde est le déversoir obligé de cette prolifique et famélique Allemagne qui (en attendant les entreprises, d'ailleurs grosses de l'inévitable faillite, pour lesquelles l'Empire n'aura pas assez des bras de tous ses esclaves) en est réduite depuis 1870 à s'alléger bon an mal an de cent quinze mille bouches au bas mot. Cependant, vers 1890, les Etats-Unis inaugurent la politique qui s'imposera de « protéger » l'industrie américaine, tendra à restreindre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, en viendra bientôt à entraver l'immigration par des mesures législatives. De cette politique si manifestement fâcheuse pour les intérêts allemands, le protagoniste par excellence, c'est Mac-Kinley qui, en 1900, est réélu président de la République : et Mac-Kinley meurt assassiné (à Buffalo, un des principaux boulevards du germanisme outre-Océan, par un individu du nom de Czolgosz). — Georges de Grèce, qui remplace à Athènes le Bavarois chassé par son peuple, a la dignité de se rappeler qu'il règne grâce aux Puissances protectrices de l'Hellade ; alors que son héritier épousera une princesse de Prusse, il s'est marié chez les Romanov ; il est francophile avec conviction et on le sait au surplus à jamais incapable de trahir son serment de souverain constitutionnel. Toutes circonstances évidemment contraires aux ambitions allemandes : et le roi Georges meurt assassiné. — Au printemps de 1914, le fatum rend à l'Allemagne le double service et de supprimer un futur empereur dont l'amitié s'est trop refroidie pour le Hohenzollern et d'enflammer des poudres qu'on est décidément las, outre-Rhin, de tenir au sec. — Les Allemands sont les maîtres à Constantinople et le successeur présumé du sultan se permet de refuser ses sympathies à l'Allemagne : on le relève les veines ouvertes dans son bain. — Un mois, deux mois s'écoulent : c'est un autre Mac-Kinley et un Mac-Kinley autrement râblé que le couteau rate de si peu à Kansas-City...

« *Verboten !* — Défense de ... », *verboten* par ci, *verboten* par là : dans la paix des champs et parmi le tohu-bohu des villes, ils en mettent partout et l'on ne va pas cinq minutes devant soi, dans ce charmant pays, sans risquer de se casser le nez sur quelque « Défense d'entrer » notamment. Une manie hors de laquelle il n'est à leur sens ni méthode possible, ni ordre viable — et qui, juste, se retrouve chez eux pareillement constante dans le domaine de la pensée, où elle a les racines d'un vice. Dans l'édifice des connaissances humaines, pas de dépendance où ils n'aient ménagé, où ils ne ménagent quelque recoin soigneusement clos : « Le public n'entre pas ici », — un mur derrière lequel il se passe « des choses ».

Et il y a et il faut qu'il y ait des vérités réservées : mais voyez à quoi ils ont ravalé le Silence — et de tout son savoir, Faust le thaumaturge ne fait, en fin de compte, que de la souffrance autour de lui.

GASTON CHOISY.

LES ITALIENS ET L'ORIENT

Lorsqu'à l'automne de 1911, les Italiens débarquaient à Tripoli, leur politique extérieure entrait dans une ère nouvelle en même temps que de vastes perspectives s'ouvraient devant leurs ambitions.

Un an plus tard, malgré les difficultés d'une campagne beaucoup plus meurtrière et plus coûteuse qu'on ne l'avait escompté tout d'abord en Italie, et bien que l'enthousiasme du début eût sensiblement diminué, on pouvait cependant constater à Tripoli même, que dans le cœur des Italiens, les grandes espérances nationales survivaient aux épreuves. Civils et militaires, gens de l'armée qui menaient encore campagne, ou fonctionnaires venus de Rome pour organiser la conquête, tous sans exception avaient le sentiment d'être les premiers pionniers d'une œuvre de longue haleine, les premiers artisans d'un rayonnement nouveau de l'Italie au-delà des limites du royaume. *L'Italia brandisce la spada dell' antica Roma*, lisait-on alors sous une lithographie allégorique répandue à profusion et qui représentait un marin italien, tenant d'une main le drapeau de la nation, et de l'autre, le glaive d'un Romain dont le squelette casqué et cuirassé était à demi déterré.

Depuis longtemps, l'Italie voulait effacer le souvenir cruel d'Andoua, acquérir en Méditerranée une grande situation politique et stratégique, et puisque la Tunisie lui était fermée, porter son effort sur d'autres rivages. L'événement qui devait enfler ses ambitions au point de les faire éclater au grand jour, se présenta enfin : ce fut notre installation au Maroc. Dès lors, « l'Italie sentit que le moment d'agir était venu pour elle », et la conquête de la Tripolitaine fut décidée. Aucun

des patriotes ardents qui la préconisaient de toutes leurs forces n'aurait su dire quelle suite devait avoir un tel début, quels en seraient le développement et la fin ; mais tous avaient l'intuition que l'Italie précipitait les destins depuis longtemps suspendus et qu'en passant outre, délibérément, au principe généralement admis de l'intégrité de l'Empire ottoman, elle écrivait la première page d'un livre qui en compterait de nombreuses. Pourtant, ils étaient loin de se douter que leurs prévisions seraient si vite justifiées et que l'ébranlement qu'ils imprimaient à l'Empire des Turcs serait suivi d'aussi rapides et d'aussi formidables secousses ! Il y eut entre la guerre de Tripolitaine et la guerre balkanique, puis entre celle-ci et la guerre actuelle, un tel enchaînement de cause à effet, qu'on peut dire que les deux premières ne furent que les préliminaires de la troisième.

La conquête de Tripoli ouvrit devant les yeux des Italiens, l'horizon d'Orient. S'ils concédaient par la bouche de leur ministre des Affaires étrangères, le marquis di San Giuliano que « nul n'avait plus et n'aurait jamais plus le droit d'appeler la Méditerranée *Mare nostrum*, du moins ajoutaient-ils « qu'un des premiers rangs y avait été conquis et y serait conservé par l'Italie. » Et dès septembre 1913, à la suite d'une campagne de presse, nous l'avons relaté ici même (1), une société financière italienne obtenait de la Sublime Porte, l'autorisation d'effectuer des études pour l'établissement éventuel d'une voie ferrée dans la partie méridionale de l'Asie-Mineure, d'Adalia à Bouldour. Les journaux italiens exprimaient à cette occasion l'espoir que l'Italie qui faisait seulement son entrée en Asie-Mineure, « saurait rattrapper le temps perdu ».

La guerre qui se poursuit à présent vint interrompre le cours de cette affaire, mais les ambitions orientales de l'Italie se sont laissé entrevoir pendant comme avant cette guerre. « Plus personne ne parle bas, s'écrie Gabriele d'Annunzio, le 5 mai 1915 à Quarto, parce qu'ont cessé le malheur et la honte : la paresse de ne pas voir et de ne pas sentir a cessé. Et les messagers aériens nous annoncent que la Nuit de Michel-Ange s'est réveillée et que l'Aurore de Michel-Ange appuyant sur la pierre le pied et le coude, rejette loin d'elle sa tristesse, et voici que déjà elle s'élance dans le ciel, des Alpes *à l'Orient*. »

Au mois d'août de la même année, les Italiens proposent aux Alliés de collaborer à l'expédition des Dardanelles par un débarquement à Enos. Le raisons que l'on connaîtra plus tard, l'offre est déclinée ; mais lorsque le camp franco-anglais de Salonique est constitué, les Italiens ne manquent pas d'y paraître. Ils sont, cette fois, les bienvenus. D'autre part, il semble évident que leur gouvernement ait toujours vu sans regret la Grèce se tenir à l'écart du conflit et renoncer, de ce fait, au gain légitime que sa participation lui eût valu en Orient. Ce n'est pas aux Italiens qu'il faut apprendre à discerner les erreurs des autres et à saisir les occasions favorables qui peuvent se présenter. Après la guerre de Tripolitaine et la guerre des Balkans, on pouvait prévoir de sérieuses difficultés entre l'Italie et la Grèce en Méditerranée orientale. L'élément grec des îles et des côtes d'Asie-Mineure, dans la région même d'Adalia, dont il vient d'être question, voyait d'un mauvais œil les nouveaux venus. Les Turcs se sont chargés à leur manière de libérer les Italiens de toute inquiétude à ce sujet... Du côté de la Tripolitaine, ces derniers ont su profiter de leur alliance avec l'Angleterre pour se garer des Senoussis, ces maîtres du désert, dont la signature du traité d'Ouchy n'avait pas modifié l'attitude sourdement hostile. Le 31 juillet 1916, un télégramme officiel de Rome annonçait que « le ministre des Affaires étrangères, d'accord avec le ministre des Colonies et l'Ambassadeur de Grande-Bretagne, autorisé par son gouvernment, avait échangé des notes établissant l'accord pour une action commune de l'Italie et de l'Angleterre à l'égard des Senoussis ». Cet accord enlève aux Senoussis tout espoir d'aspirations temporelles, mais maintient cependant leur autorité dans certains domaines à l'intérieur de la Tripolitaine, leur privilège de porter des armes et reconnaît officiellement leur caractère religieux.

Ainsi, quels que soient les déboires dont nos Alliés aient été abreuvés en Tripolitaine durant la guerre européenne, il ne semble nullement que leur situation y soit pour l'avenir inquiétante et moins encore, qu'elle soit de nature à les décourager et à les retenir sur le chemin des acquisitions lointaines. Certains parmi nous redoutent même de leur part, de trop gros appétits et ne cachent pas leur appréhension de les voir prendre en Méditerranée orientale, une situation considérable. Nous savons combien délicat est en ce moment pareil sujet ; aussi ne répondrons-nous à cette opinion que par des considérations générales qui réserveront les détails.

Notre attitude à l'égard de l'Italie dans les questions d'Orient, nous paraît simple, et l'exposer ne présente, à notre avis, aucun inconvénient.

Nous poserons d'abord en principe, ainsi que l'a fait récemment un très bon esprit, dont nous,

(1) Voir notre article *Alexandrette port syrien*, dans le numéro du 26 juin — 3 juillet 1915.

empruntons volontiers la formule, que « l'amitié d'aujourd'hui avec l'Italie doit demeurer l'amitié de demain dans l'intérêt des deux pays. D'aucun côté des Alpes, on ne doit oublier que nous défendons et aurons encore à défendre une civilisation commune qui est la base de notre existence nationale et notre gloire devant le monde. »

Il ne s'agit donc nullement de sentiment, mais de réalisme clairvoyant dans le vœu ainsi formulé. Tant que nous *n'oublierons pas*, la simple conscience du danger commun garantira la solidité des liens franco-italiens.

D'ailleurs, quoi que l'on ait pu penser et dire des « nations sœurs » et de « l'union latine », les événements se sont chargés, mieux qu'aucun homme d'Etat français ou italien ne l'eût pu faire, de réaliser cette union. Par la force même des choses, le rapprochement qui s'est opéré sous la poussée des événements s'est galvanisé et s'est mué en un bloc d'intérêts qui ne se désagrégera pas devant la permanence du péril, même quand celui-ci se présentera sous une forme nouvelle.

Dès lors, pourquoi envisager d'un regard inquiet une conclusion inévitable et qui n'offre, du reste, rien de fâcheux et ne pas chercher plutôt à en tirer dès à présent tout le parti possible. Nous dirons même qu'entre des appréhensions lointaines et des résultats immédiats, l'hésitation n'est pas possible ; à plus forte raison, *si ces résultats apparaissent comme nécessaires, indispensables et non point seulement facultatifs*, ne doit-on tendre qu'à les acquérir. S'il faut pour cela garantir dès à présent, certains avantages, il serait singulier qu'on s'y refusât. Aussi bien, connaissons-nous les ambitions de nos Alliés, ils n'en font point mystère, elles ne naîtront pas du fait de leur collaboration plus ou moins efficace, elles existent d'ores et déjà, et personne ne songe à les négliger, à ne les pas prendre en considération, encore moins à les repousser en bloc ; par conséquent, nous demandons encore pourquoi ces inquiétudes vaines de certains d'entre nous, ces réticences, qui ne peuvent que compromettre le succès de tous ? Pourquoi marchanderait-on aux Italiens le prix de leurs efforts ? Les questions d'Orient qui dériveront de la liquidation de la guerre sont toutes susceptibles d'un arrangement amical entre eux et nous. N'est-il pas évident que l'union latine ne peut se limiter aux seuls intérêts d'Occident ? Si, comme nous le croyons, elle s'est faite profonde au cours de cette guerre et subsiste après le traité de paix, elle s'étendra naturellement aux intérêts communs d'Orient. Et là, elle ne s'exercera pas seulement politiquement, mais encore moralement. Nous entendons que les deux nations s'efforceront de concert d'élever des populations diverses jusqu'à leur civilisation commune et par des procédés analogues.

Politique indigène, bons procédés des futurs colons à l'égard des gens du pays : tels sont les deux principes que devront appliquer l'Etat et les particuliers pour être dignes du profit que la guerre leur aura fait acquérir ; des pays de culture latine ne peuvent s'en écarter. Du reste, quoiqu'ayant moins que nous, Français, l'expérience de la colonisation et du protectorat, les Italiens ont tout de suite appliqué ces principes en Tripolitaine.

La France et l'Italie, les deux nations latines par excellence, ne sauraient manquer ni du tact ni de la grande humanité qui s'imposeront à elles dans l'intérêt des indigènes comme dans le leur propre, et leur union en fera une somme qui forcera la sympathie de tous les Orientaux, quels qu'ils soient.

André Dubosco.

LE CHANGEMENT DE RÈGNE AUTRICHIEN

On avait toujours prévu, dans le passé, que la mort de François-Joseph donnerait le signal d'un démembrement de l'Empire Danubien et d'un cataclysme général. C'était un thème, que les écrivains et les orateurs traitaient volontiers. Or c'est au milieu du cataclysme que cette mort est survenue comme un incident secondaire et presque négligeable; elle n'a rien modifié jusqu'ici à l'enchaînement des faits; elle n'a pas plus compté par ses répercussions immédiates que la démission de von Jagow. Ainsi tombent les déductions en apparence les mieux fondées, et qui ont d'ordinaire le tort d'opérer dans un cercle trop étroit de choses et d'idées.

Il est évident que jamais, il y a dix ans, on n'eût supposé François-Joseph, dont les sentiments pacifiques étaient communément admis, capable de plonger le continent dans la guerre. Peu de personnes, même après l'aventure de 1908, si probante cependant par certains côtés, consentaient à voir en ce vieillard fatigué un fauteur de conflits et un artisan de catastrophes mondiales. Quelque violence légitime que les journaux italiens aient apportée en leurs appréciations sur lui, (ils ne pouvaient oublier qu'il avait été le bourreau de la Lombardie et de la Vénétie), ils ont admirablement mis en lumière ce trait dominant de son caractère : l'hypocrisie. Lorsqu'on

considère que, même après l'annexion de la Bosnie et la première campagne d'intimidation contre la Serbie, il avait encore réussi à donner confiance à des chefs d'Etat et à des ministres d'Occident, on conclut que rarement monarque poussa plus loin l'art de dissimuler...

François-Joseph accomplit l'un des plus longs règnes de l'histoire, et ce règne fut aussi l'un des plus chargés d'événements. Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de le retracer fût-ce en raccourci, mais d'envisager l'évolution qui s'est produite, de 1848 à 1916, dans les rapports de l'Autriche-Hongrie avec l'Europe, et qui a contribué à l'évolution des rapports européens généraux eux-mêmes.

Pendant une première période, l'empereur et ses conseillers s'évertuent à dompter les mouvements nationaux et libéraux, qui ont surgi à l'intérieur de l'Empire : il est inutile de rappeler par quels moyens ils y ont abouti, et au surplus ils ajournent les problèmes plutôt qu'ils ne les résolvent : la cruauté et le mensonge ne peuvent rien résoudre. Dans une phase qui s'ouvre en 1859, et qui se clôture avec Sadowa et la signature de la paix de Prague, l'unité italienne et l'unité allemande s'élaborent aux dépens du gouvernement Austro-Hongrois; il est chassé de la Péninsule, éliminé de la Confédération, refoulé sur le moyen Danube. Alors il se recueille durant douze années, laissant fuir les occasions propices, accablé par les deux désastres qu'il a subis coup sur coup. Lorsqu'en 1870 la guerre franco-allemande lui crée une possibilité de revanche, il la néglige, par crainte de l'Italie, par pusillanimité ou par indifférence, et ainsi il coopère inconsciemment à l'instauration du nouvel ordre de choses qui va peser d'un poids si lourd sur notre continent.

Du jour où il a cessé de vouloir reconquérir sa place dans l'Europe centrale, l'Empire Danubien s'est automatiquement rejeté vers l'Orient : il est désormais pour Bismarck une proie toute prête. Ce fut un acte de génie du chancelier de fer que de se faire de l'ennemi de la veille un allié, et que de retenir cet allié par la promesse de larges avantages dans les Balkans. Il ne s'agissait pas, en ce temps, d'établir la domination germanique sur ces Balkans et sur l'Asie Antérieure en se servant de l'Autriche comme d'un instrument docile, mais de désarmer cette Autriche en rémunérant son amitié. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine modifiait du tout au tout les conceptions générales du cabinet de Vienne: sa concurrence avec le cabinet de Pétersbourg allait être de plus en plus âpre. A l'antique antagonisme anglo-russe se substituait la rivalité grandissante de l'Empire danubien et de l'Empire tsarien.

D'année en année, François-Joseph et ses ministres s'intéressent davantage aux choses d'Orient : Comment en eût-il été autrement ? La Bosnie était la porte même de la presqu'île balkanique : par une pente naturelle, l'Autriche-Hongrie tâcherait de descendre vers Salonique. Reprenez les faits qui ont marqué la dernière époque du règne. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908, — car l'occupation militaire ne suffit plus, — ouvre une crise, et le cabinet de Vienne sur les incitations hongroises qui se font pressantes, prépare une première « expédition de châtiment » contre la Serbie. Tous les signes précurseurs d'une grande conflagration européenne se manifestent alors. Toute la diplomatie européenne entre en jeu et la Russie reçoit de Berlin une sommation brutale. Personne ne contestera qu'il y a eu un lien entre l'ébranlement de 1908-1909 et les deux guerres Balkaniques de 1912-1913. La Turquie a été affaiblie par la perte définitive de la Bosnie, par sa guerre avec l'Italie, qui lui a coûté la Lybie et le Dodécanèse, — par ses difficultés intérieures. Les victoires de la coalition Serbo-Bulgaro-Gréco-Monténégrine sont plus douloureuses encore aux Empires du Centre, protecteurs de la Porte — et à l'Autriche spécialement, — qu'à la Porte : la masse des nationalités des Balkans s'interpose entre Budapest et Salonique. Lorsque François-Joseph veut se servir de son complice de 1908, Ferdinand de Cobourg, pour défaire l'œuvre accomplie, la Bulgarie est battue par la confédération Serbo-Gréco-Roumaine et le cabinet de Vienne est battu avec elle : l'expansion du royaume Serbe apparaît à ce cabinet comme le suprême péril, parce que Belgrade devient un foyer d'attraction pour les Croates, les Slovènes et les Serbes de Bosnie, et voilà pourquoi le règne finit par l'ultimatum du 23 juillet et par la guerre qui a suivi cette prodigieuse agression.

En 1848, l'Autriche-Hongrie ne vivait ou à peu près que pour ses prépondérances germanique et italienne; en 1914, elle ne nourrissait plus d'espoirs et d'ambitions que dans les Balkans. Les journaux allemands ont dit que durant les 68 années de François-Joseph, un Etat était mort et un Etat était né : rien n'est plus exact. Entre l'Empire du milieu du dernier siècle et l'Empire d'hier, l'opposition de nature, de structure, de tendances est absolue. Je dirai mieux : il n'est pas une évolution politico-diplomatique plus caractérisée que celle dont j'ai tracé rapidement la ligne maîtresse.

Mais plus cette évolution s'accentuait, et plus

l'Autriche-Hongrie, perdant son autonomie passée, se courbait sous la volonté germanique. Pour mieux lutter contre l'influence russe, si vivace dans les Balkans, elle avait besoin d'un concours permanent de l'Allemagne, et le cabinet de Berlin qui, si longtemps, avait maintenu son traité de contre-assurance avec Pétersbourg, lui vendait très cher son appui moral. Lui-même d'ailleurs, sous la pression de l'impérialisme militaire, économique et financier, s'était assigné des objectifs qu'il avait négligés jusque-là, Bismarck ne pratiquait guère qu'une « politique de l'Europe centrale » et il est superflu de répéter les phrases connues, où il synthétisait sa pensée; mais les successeurs de Bismarck et Bulow surtout avaient élargi leur horizon jusqu'à la « politique mondiale ». La construction du Bagdad finit par commander, dans une certaine mesure, toutes les pensées proches ou lointaines de la Wilhelmsstrasse. L'Autriche-Hongrie était une contrée de passage nécessaire entre Hambourg et Berlin d'un côté, Constantinople et la Mésopotamie de l'autre. L'Autriche-Hongrie encore était toute désignée pour surveiller, au profit de l'Allemagne, les pays Balkaniques, qui pouvaient être réfractaires à une mainmise plus ou moins déguisée. Jusqu'à l'ouverture de la guerre actuelle, Guillaume II ne procéda qu'avec lenteur, avec discrétion, avec égards même, à l'instauration de sa tutelle sur l'Empire allié. François-Joseph fut-il l'artisan conscient ou l'outil inconscient de l'assujettissement de son pays ? Il est malaisé d'élucider ce problème, dont l'intérêt se révèle d'ailleurs médiocre. Quand le vieux monarque mourut, ses Etats n'étaient plus qu'autant de provinces gouvernées de haut par les gens de la Sprée.

*
* *

Ce n'est pas le jeune homme, qui lui a succédé, qui libérera l'Empire des Habsbourg de ce joug. On pourrait se demander si Rodolphe ou François-Ferdinand eussent été plus indépendants : c'est un petit jeu de société auquel je jugerais puéril de me livrer. Les conceptions politiques de Rodolphe ont toujours été mal élucidées et au surplus, il a disparu au cours d'une phase d'histoire toute différente de celle-ci. Quant aux idées de François-Ferdinand, on leur a prêté les formes les plus variées, les uns le présentant comme un slavophobe convaincu, les autres montrant en lui un partisan du Trialisme : peut-être n'avait-il aucune vision nette des problèmes qui se posaient, et pareille ignorance n'eût point été surprenante chez un archiduc, même héritier. Tout ce qu'on sait de précis à son égard, c'est qu'il était un ami intime de Guillaume II, et que ce dernier l'avait séduit par ses prévenances pour la duchesse de Hohenberg, et je le répète : toutes ces considérations restent vaines; ceux qui sont morts sont morts.

Le nouveau monarque — qu'il s'appelle Charles Ier ou Charles IV, doit être par définition un vassal docile pour le souverain allemand. Il a trop peu de passé pour avoir acquis une personnalité : il a trop peu attendu le pouvoir pour s'être initié aux charges qu'il comporte et ainsi tout, sauf erreur, le prédispose à recevoir des conseils, qui, le cas échéant, peuvent devenir impérieux et ressembler à des ordres. Comment d'ailleurs échapperait-il à l'étreinte d'une situation, qui est plus forte que les hommes, et qui leur dicte en quelque sorte leur attitude ?

Si l'on consulte la carte, l'Autriche-Hongrie aurait amélioré sa situation depuis l'an dernier, ou plutôt les périls qui la pressaient se révèleraient moins urgents. Les Russes occupent la Bukovine et une part de la Galicie et les Italiens un morceau de la Vénétie Julienne mais les armées de Charles campent ou cheminent à côté de celles de Guillaume II en Pologne, en Serbie et en Valachie. Elles ont gagné beaucoup plus de terrain qu'elles n'en ont évacué : c'est une condition qui apparaît étonnante à tous ceux qui prévoyaient et prophétisaient l'écroulement de la monarchie Habsbourgeoise. En fait, tout cet échafaudage de conquêtes demeure bien fragile. L'Autriche qui, au moins deux fois depuis août 1914, a côtoyé l'abîme, est stupéfaite de vivre encore: seulement cette vie est essentiellement factice et ne se soutient que par une force empruntée : que la source de cette force s'épuise, — je veux dire que l'Allemangne fléchisse, et elle se raidit contre la menace de fléchissement, — et c'est le désastre pour l'Empire Danubien.

Pour l'instant et bien qu'il ait lui-même installé des gouverneurs, des proconsuls à Lublin et à Belgrade, il a abdiqué toute liberté d'action aux mains des dirigeants allemands. Le régime, qui s'était implanté sous François-Joseph, n'avait aucun motif de se modifier sous Charles, et l'on peut même supposer que Guillaume II n'aura point pour un jeune prince la même déférence que pour un ancêtre.

Diplomatiquement, le cabinet de Vienne a perdu toute initiative, et sa situation ressemble de près à celle d'un gouvernement protégé vis-à-vis d'un gouvernement protecteur. Le baron Burian, comme avant lui le comte Berchtold, s'en va de temps à autre faire ses rapports au quartier général du

Kaiser, qui lui donne ses instructions. Si Burian disparaît demain ou après demain, c'est qu'il aura cessé de plaire au commandant en chef de la coalition. Dans l'ordre politique, c'est la Wilhelmsstrasse qui règle tout, après avoir peut-être consulté la Ball-Platz pour la forme, mais sans s'astreindre jamais à tenir compte de l'avis formulé. Bulow dirigea en 1915 les suprêmes négociations austro-italiennes, et von der Bussche, aujourd'hui sous-secrétaire d'Etat auprès de Zimmermann et hier encore ministre à Bucarest, a mené en 1916 les ultimes pourparlers austro-roumains. L'organisation de la Pologne occupée a été élaborée par Bethmann-Hollweg, qui se souciait fort peu des préférences de Vienne, et qui s'est appliqué surtout à éluder soit un partage, soit l'intrônisation définitive d'un archiduc, — et le même Bethmann-Holweg s'est chargé de délimiter les zônes de la Serbie occupée entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie. Il n'est pas jusqu'aux relations directes du comte Tisza avec Guillaume II et les avances particulières prodiguées par celui-ci aux Hongrois, qui n'attestent la subordination d'un des Empires alliés à l'autre. Comment au demeurant l'égalité eût-elle pu subsister entre eux, alors que l'état-major allemand a la haute main sur les armées autrichiennes et hongroises et que les officiers de la double monarchie, traités en inférieurs et en incapables, ont la plupart du temps perdu le commandement des grandes unités? Imaginez enfin que la conception de la Mittel Europa puisse se réaliser : quel degré d'émancipation, le gouvernement de Vienne serait-il en droit d'espérer ?

*
* *

En prenant le pouvoir, Charles de Habsbourg a dû se demander si la succession de François-Joseph était bien assurée. Autour de lui, les menaces sont immenses; les périls et les problèmes graves se sont amoncelés au dedans et au dehors. L'évolution de l'Etat Austro-Hongrois est loin d'être terminée; les événements européens de la phase présente réagiront de toute nécessité sur elle. Précisément parce que cet Etat n'est pas national, mais constitue un conglomérat de nations et ne repose sur aucune base rationnelle ou durable, il offre une plasticité illimitée : comme il a été amputé dans le passé, il peut-être mutilé demain, sans qu'aucun droit soit lésé, et au contraire pour la réparation du droit. L'Allemagne qui le protège, qui a tenté de le galvaniser pour sa propre défense, ne sera-t-elle point désireuse un jour, et un jour très proche, de se payer de ses efforts au détriment de la couronne de Vienne? Si elle ménage le nouvel empereur, ce ne sera certes pas en vertu d'un principe, mais par considération de ses intérêts propres, et si ces intérêts l'y engagent, elle usera de brutalité. Le nouveau règne débute donc parmi les pires insécurités.

Charles a tout à redouter de ses alliés, même peut-être de la Bulgarie, dont les appétits déjà formidables ont encore grandi au cours de cette guerre; — je laisse de côté ses ennemis; même si la coalition, que dirige le Kaiser, était victorieuse, — ce n'est qu'une hypothèse, et qu'à Berlin on n'envisage plus, — il aurait à liquider avec ses confédérés les plus lourdes querelles : le condominium Polonais à lui seul apparaîtrait gros de complications, et le précédent des Duchés s'évoquerait fatalement devant la Ballplatz. On en revient à cette question : le cabinet de Vienne ne doit-il pas souhaiter plutôt une défaite qu'un succès final de la combinaison où il siège ? Au surplus les soucis du jeune Empereur seront multiples, incessants. Aux déchirements nationaux qui reprendront avec plus de violence que jamais, quelle que soit l'issue de la lutte, et quelque forme qu'affectent les frontières de l'Empire, s'ajouteront d'inévitables déchirements sociaux, la misère générale surexcitant les rancunes et les volontés de bouleversement.

Nul héritage impérial ne fut plus précaire, plus compromis dès l'origine, que celui de François-Joseph. Il semblerait que celui-ci, pour se venger de ses déboires accumulés, de ses désastres politiques et de ses tristesses familiales, ait imposé à son remplaçant une tâche disproportionnée aux forces humaines.

Charles de Habsbourg eût pu, comme tant d'autres archiducs, mener une vie facile, frivole, même scandaleuse dans une de ces cités joyeuses et souriantes, qui constituent en Autriche les garnisons de choix. Il n'est pas certain qu'il ait souhaité le pouvoir, ni même les approches du pouvoir, qui ont effrayé tant de Habsbourg. Il ignore sur combien de sujets il règnera, combien de kilomètres carrés il gouvernera, quel tracé la conférence de la paix assignera à son empire, quelles crises internes paralyseront la vie de l'Etat. Les ennuis de Charles Quint étaient médiocres au regard des siens. Qu'ils étaient avisés les princes de sa famille, qui disparaissaient au cours d'un voyage aux lointains pays, ou qui préféraient une existence bourgeoise aux chances accablantes d'une succession sans attrait !

PAUL LOUIS.

L'OFFRANDE AILÉE (1)

A la glorieuse mémoire du Dr R...

Nous l'attendions, les chirurgiens et moi, depuis minuit, lorsque vers trois heures du matin on nous l'amena. Une froide nuit d'octobre. Etendu sur le brancard, le visage blême sous les couvertures, tel nous le découvrîmes à la lueur des lampes et il apparut aussitôt que son énergie morale n'avait pas déserté. D'un geste sobre, il indiqua sa blessure et fit comprendre à quelles précautions elle le réduisait. L'un de nous, qui le connut jadis à l'époque des concours, s'empressa pour se rendre compte de son état. Ses paroles affectueuses trouvèrent un écho sympathique immédiat chez le blessé qui favorisait les investigations par quelques mots d'explication directe, prononcés d'une voix grave où se trahissait la maîtrise volontaire de la souffrance. Très émus, nous l'écoutions en silence. Pendant qu'il parlait, je l'observai. La clarté intelligente de son regard se voilait un peu. Mais son front large dominait la crispation fugace de ses traits, et son nez fortement aquilin semblait effacer les plaintes sur ses lèvres minces. Masque évident de la douleur refoulée et de la résistance à la mort imminente, où je crus découvrir encore l'empreinte de la satisfaction du devoir accompli. Aussi n'ai-je pas oublié cette noble image de l'héroïsme. Elle a survécu à bien d'autres souvenirs de la guerre, ou cruels, ou horribles, ou seulement pitoyables. Puissé-je évoquer ici toute sa grandeur morale et sa simple beauté !

C'est au prix de mille soins attentifs qu'on avait pu dévêtir notre héroïque collègue de sa tunique ensanglantée, de sa culotte déchirée et de ses jambières informes. On dut achever de dilacérer ses vêtements qui, loques de boue et de sang, étalaient seules déjà la valeur du sacrifice consenti.

Dédaignant son art et son talent professionnels, le médecin-major R. avait voulu servir dans l'aviation qui lui était si chère et lui devait son éclosion. Le destin absurde venait de l'atteindre en plein effort, en plein vol, en le frappant d'une panne imprévue alors que, sa mission d'exploration réalisée, il regagnait nos lignes. Il était 3 heures de l'après-midi. Il bruinait. Son moteur impuissant l'oblige d'atterrir au plus près des nôtres dans la zone la plus exposée.

C'est à travers une pluie de balles qu'il touche terre, hélas ! entre Français et Allemands qui accourent les uns et les autres. Son compagnon est tué. Malgré la blessure qu'il a reçue à quelques mètres du sol, et qui lui imprime de violentes souffrances, il se replie sur soi-même, contient sa plaie, se tapit au fond de son baquet et se fige, muet, yeux mi-clos dans l'attitude abandonnée qui simule la mort. Autour de lui s'engage une lutte dont il est l'enjeu férocement disputé. Enfin il est dégagé et ramené parmi nous.

Ce récit fait en quelques phrases hachées, il décrit du doigt le trajet de sa blessure, et puis ce sont ses yeux qui parlent. Et la pensée qu'exprime leur lueur à la fois sceptique et résignée, nous l'avons tous au même instant. La plaie est grave, l'hémorragie plus encore. La victime ne l'ignore point et sa science, au lieu de faire hésiter son courage, semble éclairer son visage de toute la splendeur de la certitude.

* *

Il fut pieusement veillé.

Son pouls faiblissait d'heure en heure. Malgré qu'il fût assis dans son lit, bien soutenu, l'oppression entravait de plus en plus son souffle. A peine avait-il la force d'avaler quelques gorgées de boisson glacée. De par sa seule volonté, il subsistait encore.

Au matin, il reçut la visite de deux hommes d'Etat, ses collègues au Parlement. Sa lucidité d'esprit et son abnégation tranquille remplirent ceux-ci d'admiration. De l'avoir vu si paisible, au bord de l'abîme, ils quittèrent l'hôpital, l'âme instruite d'héroïsme, le cœur troublé par l'émotion. Puis vint le général D., commandant l'armée. Il était onze heures. Je l'introduisis dans la chambre silencieuse. Il se découvrit et après avoir embrassé chaleureusement le blessé, accrocha sur sa chemise la rouge récompense du mérite des braves. Sa voix tremblait en prononçant les mots sacramentels. Son chef d'état-major, dont la haute stature contrastait avec la sienne, prit alors la main du moribond et solennellement dit : « Vous avez « accompli hautement la mission qui vous était « confiée, vous l'avez accomplie entièrement, à la « pleine satisfaction du commandement qui vous « en témoigne ici ses félicitations, ses éloges et « sa reconnaissance ». Quelques détails techniques suivirent qu'il est inutile de répéter.

Plus pâle encore que la veille était le visage de notre héros. Il eut, dans sa faiblesse, la force de sourire et de remercier. Il se savait perdu et que cette entrevue était la dernière qu'il eût des hommes, sinon de ses frères d'armes. On avait prévenu sa femme. Il n'osait espérer la revoir, car

(1) Extrait du livre qui paraît sous ce titre : Le *Bandeau sur le front*, chez l'éditeur Crès.

il pressentait que la distance qui les séparait, elle et lui, excéderait le délai de sa résistance vitale. Mais cette consécration du sacrifice qu'il avait fait de sa vie, l'allégeait de la peine qu'il lui avait coûtée. Il ne désirait rien au-delà du destin.

A cette heure mémorable, je lui prêtai volontiers la prévision d'une autre visite, l'Ultime, et toute la sublime complaisance à céder à l'injonction sans réplique de la fatale Visiteuse. Sa vigueur déclinait goutte à goutte.

Il s'éteignit doucement dans l'après-midi, après avoir, un jour durant, supporté magnifiquement la blessure sournoise qui lui brisa les ailes.

*
* *

Ce fut dans notre armée le premier grand deuil tricolore. La cérémonie funèbre, sans apparat, réunit autour se son cercueil tous ses frères d'armes, ses émules, ses élèves, ses camarades de péril, ceux enfin qui au feu de son exmple, brûlaient de l'égaler. Il n'y eut aucun discours. En guerre, l'action surpasse le verbe. Mais sincèrement chacun ressentait à la fois le chagrin d'une telle perte et le réconfort d'une belle action inscrite aux meilleures pages de l'histoire. Beaucoup déjà, à ce troisième mois de la guerre, étaient morts pour la patrie, obscurément, collectivement, bellement aussi ; pourquoi cette fin particulière se parait-elle à nos yeux d'une vertu plus incisive ? je ne le sais. Sans doute brillait-elle de l'éclat d'un pur symbole de courage au service d'une idée unique chez un homme de volonté supérieure que sa profession vouait à ne combattre que la maladie, à ne panser que les blessures ! Tout prophète a le cœur des foules. R... payait de sa noble vie son rude apostolat.

Personne n'ignorait le zèle prépondérant dont il n'avait cessé de prodiguer les marques attentives à l'aviation militaire alors adolescente, la générosité efficace avec laquelle il avait soutenu ses pas hésitants et défendu ses jeunes imprudences, l'indépendance et la sûreté de son jugement, la fermeté de son appui, la valeur de sa foi dans l'avenir de la quatrième arme, signifiée par des gestes incessamment renouvelés et dont ce dernier acte de bravoure imposait à tous la vérité éblouissante en plein ciel, à l'apogée de sa route.

Superbement, cette mort sublime laissait dans l'empyrée un sillage émouvant où les hardis pilotes de la flotte céleste s'engageraient sans hésiter. Dix-neuf mois ont passé. De nouveaux héroïsmes se sont succédé, de nouvelles victoires aussi qui manifestent que l'offrande de notre grand collègue ne fut pas inféconde.

Presque chaque soir de ce printemps clair, le ciel de mon secteur est traversé du vol puissant des escadrilles nouvelles qui partent en chasse, cherchent leur proie, ou vont porter chez le barbare l'effroi et l'incendie. Leur bruit d'orgues aériennes, devenu familier, me signale leur retour nocturne et en épiant leurs ronflements espacés et différents, je suppute le nombre des absents. D'autres fois, ils reviennent avec l'aube. Alors je m'élance au dehors pour connaître s'ils ramènent tous le prix de leur courage. Et je salue avec joie leur rentrée au complet.

Si l'un de ces grands oiseaux manque à l'appel de ma mémoire, je plains de toute mon âme la perte des vaillants qui le montaient et à ce que j'imagine de leur sort néfaste et de leur fin cruelle se superpose aussitôt l'image du grand disparu de la première heure, que nous pleurons encore, et dont l'enseignement que laisse sa mort prématurée, demeure pour nous convaincre de l'impérieuse beauté et de l'inclémente, mais nécessaire, rudesse de l'Idéal.

HENRI AIMÉ.

LE MINISTÈRE LLOYD GEORGE

Il y a quelques mois, à la veille de l'institution du service général obligatoire, nous marquions ici-même (1) la tendance de l'Angleterre à se transformer sous la pression des événements, à abandonner les dogmes, politiques, économiques ou sociaux, auxquels elle avait été le plus attachée. L'aube d'une ère nouvelle, disions-nous, se lève sur l'Angleterre. Aucun pays, en effet, n'a témoigné depuis deux années d'une évolution plus complète que celui-là. Et on pourrait même dire que ce fut une véritable révolution, car on ne modifie pas les fondements traditionnels de la politique extérieure, on ne transforme pas le mode de recrutement de l'armée, on n'innove pas dans le domaine économique ou financier sans que les idées les plus enracinées n'aient été profondément altéré et que de nouveaux et puissants courants d'opinion n'aient surgi et détruit jusque dans leurs bases les obstacles accumulés contre eux. L'Angleterre d'aujourd'hui n'a plus rien de l'Angleterre d'hier. Les traits essentiels qui distinguaient autrefois les conservateurs et les libéraux ne se retrouvent plus dans les partis politiques d'à présent, qui ont des doctrines et des méthodes neuves

(1) V. cette *Revue*, n° du 25 mars 1916.

et qui, bien qu'opposés encore par certaines tendances, ne craignent pas cependant de collaborer. Cette Angletèrre nouvelle, elle est l'œuvre du parti radical qui depuis 1906 a dirigé les affaires publiques. Bien souvent — et nous l'avons noté ici même — il a commis des erreurs et des fautes. La situation militaire et navale du Royaume-Uni eut peut-être été en 1914 plus forte si certaines conceptions unionistes avaient triomphé. Mais on ne peut méconnaître que les radicaux n'aient eu une vision exacte de certaines nécessités, un sens juste de certaines transformations politiques et sociales indispensables.

L'Angleterre nouvelle, elle est née aussi de la guerre. Sans doute, les changements ne se sont pas opérés brusquement. Qu'on se rappelle que l'Angleterre n'a déclaré la guerre à l'Allemagne que le 4 août : elle ne s'est jetée dans la mêlée qu'après mûre réflexion, et rien n'est plus curieux que de suivre à travers la *Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne* les états d'âmes successifs par lesquels elle est passée. Elle n'a pas non plus modifié brusquement le mode de recrutement de ses armées, et elle n'est venue que progressivement à l'idée du service général obligatoire. La lenteur avec laquelle elle procède a souvent ému l'opinion française. Nous jugeons trop les autres d'après nous mêmes. Or, les Anglais ne nous ressemblent en rien et il y a chez eux un besoin *d'adaptation* que nous ne connaissons pas. Une idée fait vite fortune, chez nous; chez eux, elle ne pénètre que peu à peu. Mais nous sommes inconstants et ils sont tenaces.

L'Angleterre ne s'est *adaptée* à la guerre qu'au bout de longs mois, et au fur et à mesure des événements. M. Asquith a constamment agi avec une prudence et une pondération toute britannique; s'efforçant d'écarter, de calmer les oppositions, d'amener à soi ceux qui ne partageaient pas ses sentiments. Il a été plus un homme politique qu'un homme d'Etat, un parlementaire plus qu'un chef. Bien souvent, d'accord avec une partie importante de l'opinion anglaise, nous lui avons reproché son excessive souplesse, qui cependant il faut le reconnaître, lui a permis de résoudre, peu à peu, tous — ou presque tous — les problèmes qui se sont posés devant le pays. Il a eu cet art spécial qui consiste à ne pas heurter trop violemment l'adversaire et à lui faire comprendre qu'il est toujours avec le ciel des accommodements. Depuis la guerre — pour ne parler que de cette époque — il a changé plusieurs fois de collaborateurs : le ministère a été remanié plusieurs fois d'une façon plus ou moins complète. Ces remaniements ont été destinés à lui donner plus de force, à le rendre plus conforme au sentiment général du pays. M. Asquith, en même temps qu'il l'a guidée, a, en effet, suivi l'opinion. Il a eu certaines pensées directrices, mais pour l'exécution, pour le mode et l'heure de celle-ci, il a moins donné des ordres qu'écouté des conseils. Sa politique a été l'objet de très vives critiques. Beaucoup n'ont pas tenu compte des circonstances extrêmement difficiles au milieu desquelles il s'est trouvé. Il est possible que l'activité de la Grande-Bretagne, depuis août 1914, ait pu être plus grande, avoir des résultats plus étendus si le gouvernement avait fait preuve de plus de fermeté, mais on ne peut oublier ni le point de départ ni le point d'arrivée. Tel qu'il est, il convient de reconnaître que l'effort britannique est l'un des plus considérables qui ait été fourni.

L'opposition qui s'était formée contre le ministère Asquith à raison de la lenteur avec laquelle les réformes nécessitées par la guerre s'opéraient vient de triompher. M. Asquith, qui était au pouvoir depuis 1908, a remis au Roi sa démission et celle de ses collaborateurs. M. Lloyd George, qui était depuis juillet dernier ministre de la Guerre, a été chargé de constituer un nouveau cabinet, et en deux jours il a rempli avec succès la tâche que la confiance du Roi lui avait confiée. Le cabinet Lloyd George marque vraiment une nouvelle étape dans la vie politique de l'Angleterre. A plusieurs points de vue, il constitue un fait nouveau.

M. Lloyd George est un caractère. Ce n'est pas un parlementaire comme M. Asquith, c'est un chef qui sait ce qu'il veut et aboutit coûte que coûte au plus vite. Ses origines sont connues. Né en 1863, à Manchester, — où son père était alors instituteur — il a été élevé dans le pays de Galles. Ses parents, qui en étaient originaires, y étaient revenus de bonne heure, la maladie de M. Lloyd George ne lui ayant pas permis de conserver ses fonctions dans l'enseignement. C'est à Llanystumswy, un petit village du comté de Carnarvon, auprès de sa mère et d'un oncle cordonnier, que son enfance s'est passée. Enfance où déjà se révèla le caractère ardent, généreux et franc du Premier d'aujourd'hui. On rapporte qu'à l'école, entretenue par des catholiques anglicans, où il suivait les classes, il organisa une véritable grève à la suite de questions posées au moment des examens, qu'il jugeait injurieuses pour ses convictions protestantes. Les grévistes eurent gain de cause et les *managers* modifièrent leurs interrogations.

Clerc d'avoué à Portmadoc en 1881, il devient

trois ans plus tard homme de loi. *Solicitor*, il est élu en 1890 député de Carnarvon et enlève aux conservateurs un siège qu'ils avaient chèrement conquis. Libéral, il se fait le défenseur de l'affranchissement protestant et de la propriété paysanne. En quelques années, il prend rang parmi les chefs du parti. Toujours sur la brèche, il soutient, quelquefois au péril de sa vie, les causes qui lui sont chères : il fait campagne — et avec quelle ardeur — contre la guerre sud-africaine, contre la loi scolaire de 1902. Président du Board of Trade, il a laissé le souvenir d'un administrateur de premier ordre et nul mieux que lui n'y a servi les intérêts de l'industrie britannique. C'est à lui qu'est dû et le *Port of London bill*, et le *Patents Act* et le *Merchant Shipping Act* qui ont ouvert de nouveaux débouchés à la main-d'œuvre. En 1908, dans le ministère Asquith, il devient Chancelier de l'Echiquier. Pour faire face aux dépenses de la loi des retraites ouvrières et du programme naval, il élabore ce fameux budget de 1909 qui donna naissance à une crise politique de deux ans, victorieusement résolue par deux élections générales. En mai 1915, le ministère des munitions est créé, il en advient le titulaire et on sait, — les faits sont tout récents, — l'œuvre qu'il y a accomplie. Il a organisé « l'Angleterre usine ». A la fin de janvier 1916, il annonçait que 2.500 usines de guerre travaillaient sous le contrôle du gouvernement, occupant un million et demi d'hommes et 250.000 femmes. On sait aussi la part considérable qu'il a prise dans la campagne en faveur des enrôlements d'abord, du service obligatoire ensuite. Après la mort de Lord Kitchener, en juillet dernier, le portefeuille de la Guerre lui a été confié et nul n'était plus qualifié que lui pour remplacer le grand ministre disparu.

Mêlé directement à la préparation et à la conduite des opérations, comme ministre des munitions d'abord, puis comme ministre de la guerre, M. Lloyd George, avant tout homme d'action, a été témoin des « atermoiements », des « indécisions » trop nombreuses du ministère — les mots sont du *Morning Post*. A plusieurs reprises, il demanda que le nombre des membres du « Conseil de guerre » constitué au sein du cabinet soit sensiblement réduit, et ramené de onze à trois ou quatre. Dans la pensée de M. Lloyd George, M. Asquith ne devait plus faire partie de ce Conseil.

M. Asquith différa sa réponse. M. Lloyd George écrivit à celui-ci, le 1er décembre, une lettre pressante, laissant entrevoir comme possible sa démission. Après plusieurs conférences avec ses collègues, M. Asquith fut reçu par le Roi le lendemain et, comme c'était samedi et que le *week end* est pour lui une tradition quasi-sacrée, il partit dans la soirée pour la campagne. M. Lloyd George insistant pour une réponse immédiate, le premier ministre prit cependant le parti de rentrer peu après à Londres.

Le dimanche, les membres du cabinet appartenant au parti conservateur se réunirent chez M. Bonar Law et votèrent une résolution invitant M. Asquith à offrir sa démission. Mais celui-ci, après avoir demandé la fin de la journée pour donner sa réponse, faisait savoir samedi après-midi qu'il acceptait la proposition Lloyd George et demeurait au gouvernement. Quelques heures plus tard, dans la soirée, après diverses conférences relativement aux personnalités qui devraient faire partie du conseil de guerre réduit, la situation était modifiée, et la collaboration de M. Asquith et de M. Lloyd George considérée comme impossible.

M. Asquith lui ayant écrit en ce sens, celui-ci envoya mardi matin, 5 décembre, sa démission. C'est alors que se produisit un fait inattendu qui marquera dans l'histoire du parti conservateur. M. Bonar Law, chef du parti et membre du cabinet, décida de suivre M. Lloyd George dans la retraite. Privé du concours des unionistes, voyant sa majorité détruite, M. Asquith se rendit le soir même à Buckingham-Palace et remit sa démission au Roi George.

Mercredi matin, M. Bonar Law recevait mission de constituer le cabinet. Il crut indispensable de faire entrer dans le nouveau gouvernement un certain nombre de radicaux aux côtés des dissidents nuance Lloyd George et des conservateurs. Cette solution exigeait de tous les chefs de parti un ferme esprit d'entente et de conciliation. Mais une conférence tenue à 3 heures de l'après-midi à Buckingham-Palace, à laquelle prirent part MM. Bonar Law, Asquith, Lloyd George, Balfour et Henderson, demeura sans résultat. A l'issue de cette réunion, tous les ministres libéraux du cabinet Asquith ayant décidé de ne pas accepter de portefeuille dans un ministère conservateur, M. Bonar Law fit savoir au Roi qu'il renonçait à constituer un cabinet. Il proposa lui-même le nom de M. Lloyd George qui fut désigné et accepta la mission.

M. Lloyd George se trouvait d'accord avec les conservateurs. Il réalisa l'accord avec les socialistes par diverses promesses précises qui lui assurèrent l'adhésion du parti. Il s'engagea à constituer un ministère du travail, à donner dans le cabinet aux travaillistes deux postes de ministre,

trois postes de sous-secrétaire d'Etat, un poste dans le conseil de guerre, enfin un poste de délégué à la conférence de la paix.

M. Lloyd George a tenu parole. Il a constitué, selon la volonté qu'il en avait exprimée et qui avait fait naître la crise, un « comité de guerre » de cinq membres, dont il a pris la présidence et où figure M. Henderson, l'un des chefs du *Labour Party*. A côté de celui-ci sont M. Bonar Law (en même temps Chancelier de l'Echiquier), lord Curzon (en même temps Président du Conseil) et lord Milner (sans portefeuille). Ainsi, M. Lloyd George a réuni autour de lui le chef des conservateurs, le chef des travaillistes et les deux principaux représentants de l'école Chamberlain, deux des adversaires les plus acharnés de sa politique d'avant guerre, lord Curzon et lord Milner. Ceux-ci furent, en effet, depuis la mort de Chamberlain, parmi les plus ardents champions de l'impérialisme britannique.

A côté du « comité de guerre » a été constitué un ministère qui comprend 32 membres. Ce ministère est formé presque exclusivement de conservateurs et de travaillistes (1). Parmi ceux-là, MM. Balfour (Affaires étrangères), A. Chamberlain (Inde), Walter Long (Colonies), Carson (Premier lord de l'Amirauté). On sait que ce dernier a été l'organisateur de la résistance armée de l'Ulster. Entré dans le ministère de coalition Asquith en mai 1915, il en est sorti bruyamment au mois d'octobre suivant, blâmant l'inertie du gouvernement en face du péril qui menaçait la Serbie. Le centre libéral n'est pour ainsi dire pas représenté dans le nouveau cabinet (2). Le gouvernement de l'Angleterre passe ainsi des mains des radicaux dans celles des conservateurs et des travaillistes associés. Une fois de plus, les extrêmes se touchent.

Un autre trait caractéristique du cabinet Lloyd George est l'entrée dans le gouvernement de spécialistes non parlementaires. M. Addison, médecin connu, secrétaire parlementaire au Ministère des Munitions devient Ministre des Munitions; M. Stanley, le directeur gérant du Métropolitain, ministre du Commerce; lord Rhondda, le grand propriétaire de mines dans le pays de Galles, président du Local Government Board; M. Joseph Maclay, armateur de Glasgow, contrôleur de la Marine Marchande; M. A. L. Fisher, vice-chancelier à l'Université de Sheffield, ministre de l'Instruction publique.

Le *Weekly Dispatch* a précisé de la manière suivante les points principaux du programme du nouveau cabinet : lutter contre le péril sous-marin en armant les navires marchands, préparer une grande offensive militaire, mobiliser la population civile, rendre le blocus plus effectif et plus efficace, rationner les vivres, accroître la production de celles-ci, supprimer tout travail ne se rattachant pas directement à la guerre, telle serait la grande œuvre nationale qu'entendrait réaliser le cabinet Lloyd George. Nul doute qu'elle n'amène à lui beaucoup de radicaux qui ont suivi leur chef M. Asquith dans l'opposition. Dès maintenant, et quelle que soit l'attitude de ceux-ci, le cabinet, qui aura pour chef aux Communes M. Bonar Law et à la Chambre des Lords lord Curzon, semble pouvoir compter sur une majorité d'environ 120 voix. Cette majorité pourrait s'augmenter notablement si, comme tout le fait prévoir, à raison de la présence dans le gouvernement de Sir Carson, les Irlandais lui donnent leur concours.

L'Abbé Lemire et plusieurs de ses collègues ont tout récemment déposé à la Chambre française une proposition tendant à ce que le Conseil des Ministres ne se compose plus que de cinq membres et qu'il soit pourvu à la direction des autres départements ministériels par le gouvernement lui-même. Et l'exposé des motifs mentionne entre autres considérations celle-ci : « Cette organisation (le Comité de guerre) aurait pour effet de constituer deux gouvernements superposés. Elle ne permettrait pas cependant aux ministres ne faisant pas partie du Comité de guerre d'échapper aux responsabilités que la Constitution fait peser sur eux solidairement en ce qui concerne la politique générale. » L'observation peut s'appliquer au double cabinet — car, en fait, il y a bien deux cabinets — constitué par M. Lloyd George. L'expérience dira si une organisation encore plus simple, telle que la souhaite l'Abbé Lemire, ne pourrait pas être d'un rendement plus rapide et, par conséquent, plus efficace. Mais, quelles que soient les améliorations que l'avenir pourra apporter, il convient de retenir le grand progrès que constitue déjà l'innovation réalisée par M. Lloyd George. Le « Comité de guerre » se compose de cinq hommes capables et actifs, désireux de ne s'embarasser ni de formules, ni de paperasseries, sachant nettement où ils vont et ce qu'ils veulent. M. Lloyd George a réuni en un volume, qui a paru récemment avec une préface de M. Albert Thomas, ses discours de guerre. Le titre en est : *La Victoire en marche*. Puissent ces mots être aussi la devise du cabinet d'action qu'il vient de constituer.

ERNEST LÉMONON.

(1) 16 unionistes, 3 travaillistes.
(2) 12 libéraux avancés.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

L'IDÉALISME ITALIEN[1]

Avec la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, puis à la France, en août 1914, l'Italie de Mazzini, de Cavour et de Garibaldi, cette Italie qui avait semblé renier le meilleur de son passé et de ses aspirations en liant partie avec les Empires centraux se réveilla brusquement du songe funeste qui l'avait détournée, pendant plus de trente années, de ses voies véritables. Tandis que les Allemands marchaient sur Paris à travers le territoire belge en ravageant tout sur leur passage, un violent sursaut la saisit qui l'amena, du jour au lendemain, à desserrer les liens contre nature qu'une politique artificieuse lui avait imposés. Déjà, le 15 juillet 1914, dès qu'il connut le texte de l'ultimatum envoyé par l'Autriche à la Serbie, le marquis di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, faisait notifier à l'ambassadeur d'Allemagne, M. von Flotow, que « l'Autriche avec ses demandes profondément offensantes pour la Serbie, et pour la Russie aussi indirectement, avait clairement démontré qu'elle voulait provoquer une guerre » et que, « de toute façon, une démarche comme celle qu'elle avait faite à Belgrade, sans accord préalable avec ses alliés, n'était pas conforme à l'esprit du traité de la Triple-Alliance ». En foi de quoi, ses efforts en faveur d'une médiation ayant échoué, le gouvernement italien proclamait, le 3 août, la neutralité de l'Italie dans le conflit européen. Ce mouvement de protestation devait avoir sa conclusion logique le 24 mai 1915, dans la déclaration de guerre à l'Autriche, puis, plus d'un an après, le 27 août 1916, à l'Allemagne.

Mouvement national, cette protestation contre les ambitions germaniques fut, au premier chef, un mouvement d'origine populaire. Aidé par la Couronne et par le cabinet Salandra, il est sorti, à la lettre, des entrailles du pays, ainsi que MM. Henri Charriaut et Amici-Grossi le montrent dans le beau livre qu'ils ont consacré à *l'Italie en guerre*. C'est pour cela que ce mouvement a pu briser successivement tous les obstacles dressés contre lui et conduire l'Italie, de l'alliance avec les Empires du centre, à la guerre contre eux.

I

Le réveil de l'Italie était d'autant plus malaisé que nombreux étaient les empêchements.

Froissée, à l'instigation de Bismarck, par le traité du Bardo, qui avait accordé le protectorat de la Tunisie à la France, l'Italie avait conclu, le 20 mai 1882, une alliance avec l'Allemagne et l'Autriche. Renouvelée deux fois depuis, en 1886 et en 1912, la Triple-Alliance avait scellé la renonciation de l'Italie aux terres italiennes de Trente et de Trieste encore sous le joug de l'Autriche, en même temps qu'elle l'écartait de la France et l'incitait à renier son rôle de grande nation latine.

L'invasion économique allemande, dont, en conséquence, l'Italie tomba victime, n'était pas pour faciliter le réveil de ce pays à ses vraies destinées. Comme nous le prouve trop bien, en effet, le livre de M. Prezioso *L'Allemagne à la conquête de l'Italie*, que M. Ernest Lémonon a traduit et préfacé, les Allemands, avant la guerre, s'étaient emparés du marché italien. Maîtresse par ses banques de la plus grande partie des industries de la Péninsule, l'Allemagne avait réussi à ruiner les entreprises purement italiennes au profit des affaires sur lesquelles elle avait la main, cependant qu'elle interdisait aux produits indigènes de sortir toutes les fois qu'ils risquaient de faire concurrence, à l'étranger, au commerce germanique. C'est au point que l'Italie se trouvait, à la veille de la guerre, dans un incontestable servage économique vis-à-vis de l'Allemagne.

Au réveil de l'Italie s'opposait, en outre, le mal politique qui, à la suite de son adhésion à la Triplice, s'était emparé d'elle. La politique, dite réaliste, de M. Giolitti ne s'était-elle pas efforcée, d'accord en cela avec les ambitions germaniques, à étouffer, sur cette terre d'Italie, toute aspiration idéale et tout effort de conscience pour s'affranchir des intérêts mesquins de personnes ou de partis ?

Il faut ajouter à tous ces obstacles, la méfiance savamment entretenue par Berlin de l'Italie envers la France.

Tous ces empêchements semblaient devoir éloigner à tout jamais notre sœur latine de la cause pour laquelle allait se battre la France, bien que cette cause, en réalité, fût sienne, parce que conforme à sa vocation.

Il n'en fut rien cependant. Lors de l'ultimatum à la Serbie, l'idéalisme italien reprit le dessus : il

(1) Henri Charriant et Amici-Grossi. *L'Italie en guerre* (Flammarion). — Robert Vaucher. *Avec les Armées de Cadorna* (Payot). — Giovanni Preziosi, traduction de Ernest Lémonon. *L'Allemagne à la conquête de l'Italie* (Delagrave). — Maurice Barrès. *Dix jours en Italie* (Crès). — Gabriel Faure. *Paysages de guerre*. 1 vol. — *De l'autre côté des Alpes* (Perrin).

réussit à soulever la croûte des préjugés, des faux intérêts, des jalousies et des compromissions de toutes sortes qui, pendant plus de trente ans, avaient fait oublier à l'Italie sa mission.

Dès qu'elle eut compris le dessein de domination des gouvernements avec lesquels elle était alliée, l'Italie s'st détachée d'eux. Révoltée, ensuite, par la violation de la neutralité belge et par les cruautés sans nom commises de parti-pris par les armées du Kaiser, la conscience italienne s'est redressée. Aux jours de la Marne, elle a senti, enfin, que la France n'était pas pour elle une étrangère et, de l'avoir senti, il lui est apparu que la Triple-Entente représentait sur les champs de bataille la cause de la civilisation et du droit, qui est la sienne. De ce jour, l'entrée en guerre de l'Italie contre ses anciens alliés devenait chose fatale.

D'autant que le sentiment italien concordait, en l'espèce, avec l'intérêt italien. Ne s'agissait-il pas de reprendre l'œuvre des légions romaines, de refouler les Barbares au-delà du Rhin et des Alpes afin de ne point permettre à l'Allemagne victorieuse d'imposer au monde sa *Kultur* ? L'occasion s'offrait donc, en continuant le passé, de délivrer les Italiens des terres *irredente* du joug autrichien. C'est pourquoi, sans se laisser influencer par les adulations, ni les menaces, l'Italie s'est, définitivement et en toute indépendance, rangée du côté des Alliés en vue, sans doute, de parfaire son unité, mais aussi pour contribuer au triomphe de la civilisation latine.

Si brusque qu'ait été le réveil de l'Italie sous le coup des événements de 1914, il ne fut pas, toutefois, sans préparation ni antécédents. En Italie comme en France, une génération plus consciente de ses responsabilités s'était levée. Deux associations avaient contribué largement à cette transformation : la Société Dante Alighieri, qui est surtout une œuvre d'éducation patriotique, et le Comité Trente et Trieste, qui en est une du souvenir. La guerre libyque, d'autre part, bien que l'issue n'en ait pas été aussi heureuse qu'on aurait pu l'espérer, avait eu l'avantage, non seulement de rapprocher la nation de l'armée, mais de révéler à l'Italie l'héroïsme de ses soldats, la puissance de sa flotte et, finalement, de lui inculquer l'idée qu'elle pouvait être une nation et plus libre et plus forte. A toutes ces raisons qui militaient en faveur d'un réveil national, il faut ajouter le sentiment des souffrances endurées par les Italiens des terres non rachetées, et, par-dessus tout, la haine de l'Autriche qui, depuis le supplice d'Oberdan en 1882 pour tentative d'assassinat sur la personne de François-Joseph, n'a cessé de persécuter ses sujets d'origine italienne, comme d'intervenir dans les affaires intérieures du royaume. Encore, les griefs de l'Italie contre l'Autriche ne sont-ils pas les seuls ! Ceux que les patriotes italiens adressaient avant la guerre à l'Allemagne n'étaient pas moindres. Pas un d'entre eux qui ne s'inquiétât de l'asservissement économique de son pays et, plus encore, des visées politiques que cachait cet asservissement. L'Allemagne, qui, ambitieuse de reconstituer le Saint-Empire, revendiquait la succession de la Rome impériale, leur paraissait, à juste titre, la principale ennemie de l'Italie. Ils n'avaient pas oublié qu'après Solférino, en 1859, c'était à la Prusse et à sa mobilisation contre la France que l'Italie avait du de ne pas reconquérir la Vénétie. Ils n'avaient pas oublié non plus qu'en 1866 la Prusse, victorieuse de l'Autriche à Sadowa, n'avait donné à l'Italie, malgré son traité, ni Venise, ni Trieste. Beaucoup d'illusions, d'ailleurs, étaient tombées à l'endroit de l'Allemagne, quand, au moment de la guerre de Libye, on s'aperçut que les deux Alliés de l'Italie soutenaient la Turquie, son ennemie, tant et si bien que le défectueux traité d'Ouchy fut signé sous la menace de la mobilisation autrichienne en vue de sauver l'Empire ottoman.

Toutes ces raisons, on le conçoit, avaient déjà ouvert les yeux de la plus grande partie du peuple italien, quand éclatèrent les événements de 1914, car, ne nous y trompons pas, c'est ici véritablement le sentiment populaire qui l'emporta. On le vit bien à l'impression de soulagement que produisit dans le public la déclaration de neutralité. Et, précisément, le grand mérite du gouvernement italien fut, dès ce moment, de suivre le sentiment populaire, dans une claire vision des destinées italiennes, en dépit des socialistes, des cléricaux et des politiques, et malgré les intrigues de M. de Bülow, aidé de M. Giolitti. Il arriva ainsi, par la force des choses, à se détacher de la Triplice sans trahison, mais, au contraire, en restant fidèle à la lettre du traité qui prévoyait qu'aucun des trois Etats contractants ne devait entreprendre une guerre sans le consentement des deux autres, puis à rompre avec les Empires du centre pour, en fin de compte, déclarer la guerre à l'Autriche et, ensuite, à l'Allemagne. Par scrupule, et toujours suivant la lettre de la Triple-Alliance qui imposait à l'Autriche l'obligation de donner à l'Italie des compensations au cas où elle occuperait, ne fût-ce que provisoirement, de nouveaux territoires balkaniques, M. di San Giuliano et, après lui,

M. Sonnino entrèrent en conversation à ce sujet avec le cabinet de Vienne. Mais les propositions du comte Berchtold, qui, tout en déclarant se rallier aux vues de l'Italie, offrit l'Albanie, la Savoie, Nice, la Corse et la Tunisie, ne provoquèrent que le dégoût. En vain, le gouvernement autrichien revint, le 27 mars 1915, à des offres plus raisonnables, à savoir : la cession d'une partie du Trentin ; en vain, le 10 janvier, M. Giolitti lança sa fameuse lettre du *parecchio* dans laquelle il écrivait que l'Italie pourrait obtenir « pas mal de choses » (*parecchio*) de l'Autriche, en déclarant qu'il s'en contenterait ; en vain, après le 5 mai, date de la cérémonie de Quarto où fut inauguré un monument élevé à la gloire des Milles qui, sous la conduite de Garibaldi, s'étaient embarqués dans ce port pour aller délivrer leurs frères de Sicile, en vain, M. de Bülow en personne proposa-t-il, au nom de l'Autriche, de céder le Trentin, deux îles de la Dalmatie et la ligne de l'Isonzo, y compris Goritz, l'autonomie administrative de Trieste et la liberté d'action de l'Italie en Albanie avec l'attribution de Vallona, sans compter des facilités commerciales et douanières, il était trop tard. Si, le 4 mai, le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, remettait au baron Burian une note de protestation et de rupture, qui rendait à l'Italie sa liberté d'action, — ce qui fut le motif qui empêcha Victor-Emmanuel d'assister à la cérémonie de Quarto, — c'est, en effet, que, le 26 avril, MM. Salandra et Sonnino avaient signé un accord avec la France, Angleterre et la Russie, accord aux termes duquel l'Italie s'engageait à entrer en campagne dans le délai d'un mois. Le gouvernement avait obéi au sentiment populaire.

On n'en put plus douter, quand, le 8 mai, M. Giolitti débarqua à Rome, et que, se posant tout de suite comme l'arbitre des destinées du pays, il déclara les ultimes propositions de l'Autriche, transmises par M. de Bülow, acceptables. L'impression dans le public fut considérable. Elle ne fit qu'augmenter à la nouvelle que 320 députés sur 508 avaient déposé leur carte, en manière de manifestation neutraliste, au domicile de l'ancien Président du Conseil. Le cabinet Salandra ayant été obligé, par le fait, de remettre, le 13 mai, sa démission au roi, les cent villes du royaume exprimèrent leur mécontentement. A Rome, la fureur populaire éclata. Des manifestants, s'étant rués sur le palais de Montecitorio, pénétrèrent dans la salle de l'Assemblée où ils brisèrent les vitres et forcèrent à déguerpir les députés neutralistes, cependant que les employés des ministères reniaient leur ancien patron. Les députés et sénateurs giolittistes furent hués, tandis que des centaines de magasins étaient fermés en signe de deuil. Le 14 mai, enfin, au théâtre Costanzi, le poète Gabriele d'Annunzio prit la parole : « Vous n'êtes pas venus ici, cria-t-il aux assistants, pour écouter de la musique légère, mais pour juger un crime de haute trahison... » De Rome, le soulèvement populaire gagna la province. A Milan, des cris de : « Vive la République ! » se mêlèrent aux imprécations contre le « traître ». A Florence, la foule parcourut les rues en poussant des cris de colère. A Turin, la foule brisa à coups de pierres les vitres du bureau de la *Stampa*, l'organe de M. Giolitti. A Gênes, des cortèges se portèrent devant le Consulat d'Allemagne en poussant des clameurs. A Bologne, à Naples, à Pise, à Palerme, de violentes manifestations interventionnistes se produisirent. Partout, l'effervescence prit des proportions formidables.

Aussi, quand le 16 mai, un communiqué officiel annonça que le roi avait refusé la démission du ministère, qui restait tout entier à son poste, ce fut du délire dans toutes les villes. Les magasins furent fermés, cette fois en signe de joie ; les drapeaux furent hissés. A Rome, un cortège se forma qui se déroula, pendant trois heures, devant le Quirinal, la Consulta et la maison du premier ministre. Quatre jours plus tard, le 20 mai, de frémissantes ovations accueillaient MM. Salandra et Sonnino à leur entrée dans la salle des séances de Montecitorio. Le projet qui autorisait le gouvernement à déclarer la guerre était, finalement, voté au milieu de l'enthousiasme, par 407 voix contre 74. « La foi sacrée est retrouvée, s'écria alors le président Marcora. Elle nous donnera la force d'achever l'unité de la patrie ! » Le 23 mai, le gouvernement faisait connaître au baron Burian que l'Italie se considérerait, dès le lendemain, comme en état de guerre avec l'Autriche, et le lendemain 24, en effet, les hostilités commençaient à l'aube. Le sentiment italien avait vaincu.

Fait d'égoïsme national, d' « égoïsme sacré », pour reprendre l'expression de M. Salandra, mais d'idéalisme aussi, le sentiment populaire italien dut de briser la croûte des intérêts, qui tentaient de l'étouffer, à la force que lui valut la fusion intime de ces deux éléments. Par une coïncidence heureuse, l'occasion que rencontrait l'Italie de parachever son unité, d'acquérir une frontière stratégique et de résoudre la question d'Orient conformément à ses intérêts vitaux, tout en rompant avec une alliance qui la maintenait en état d'infériorité, concordait avec les plus nobles aspirations de l'âme italienne, ces aspirations que Gabriele d'Annunzio eut le mérite d'in-

carner aux heures tragiques, c'est-à-dire avec le respect du droit, l'amour de la liberté, la pitié pour les faibles et, par dessus tout, l'horreur de la barbarie allemande. En se rangeant aux côtés de la France dans la lutte contre les Empires du Centre, l'Italie se déclarait, une fois de plus, le champion de la civilisation latine contre la civilisation germanique. En se servant elle-même, elle eût ainsi l'incomparable fortune de rester fidèle à ses fonctions idéales ou, mieux encore, c'est parce qu'elle sut discerner sa mission de toujours qu'elle retrouva la voie de son intérêt, celle au bout de laquelle on peut entrevoir une Italie non seulement plus grande et plus forte, mais aussi plus utile à l'humanité. Souvenons-nous qu'idéaliste et réaliste, à l'instar de Dante, l'Italie, qui fonda, après le droit romain, la catholicité, eût toujours — et, par là, elle se rapproche de la France — le sens de l'universel.

PAUL GAULTIER.

(*A suivre.*)

LES OUVERTURES DE PAIX

L'Allemagne et ses coalisés ont adressé — par l'entremise des neutres, une note aux puissances de l'Entente. Cette note, qui a été qualifiée à tort de proposition de paix par les gazettes berlinoises, n'est qu'une ouverture de paix.

Comment l'apprécier ? Quelque cri de victoire qu'ait proféré le gouvernement allemand, il est évident qu'il n'eût pas lancé pareille ouverture, si la situation de l'Empire ne lui eût pas paru de plus en plus critique. On sait, d'ailleurs, que les difficultés de l'existence n'ont cessé de grandir pour nos adversaires.

L'opinion publique, dans tous les pays de l'Entente, a senti instinctivement, que la démarche allemande était une manœuvre : manœuvre pour l'intérieur : il s'agissait de donner satisfaction au besoin de paix qui s'est répandu dans les masses allemandes, autrichiennes, etc., — manœuvre pour l'extérieur, afin de jeter le trouble et si possible la division dans l'Entente ; — manœuvre pour les neutres qu'on voudrait convaincre de la bonne foi germanique. Mais il est certain que toute démarche tentée au cours d'une guerre, dans l'ordre diplomatique, offre plus ou moins les caractères d'une manœuvre.

Mettons-nous en face de la tentative ennemie. L'Allemagne et ses alliés n'ont fait aucune proposition réelle, concrète. Doit-on leur permettre de ne pas s'exprimer plus clairement ? Si les Alliés opposaient le dédain pur et simple à cette ouverture, ne feraient-ils pas le jeu de Guillaume II ? Et celui-ci n'exploiterait-il pas cette attitude devant son peuple et devant les neutres ?

Aucune décision ne doit être prise à la légère. Les Alliés, fidèles au pacte de Londres, avaient pour première obligation de se concerter entre eux, et de délibérer sur une réponse unique. Les derniers discours de M. Briand, du baron Sonnino et de M. Lloyd George montrent qu'ils n'y ont pas manqué. Il semble que le meilleur moyen de parer le coup soit de forcer les Empires du Centre à préciser leurs vues, leurs conditions devant le monde qu'ils ont pris pour juge.

Si nos ennemis se dérobent, ils justifieront, une fois de plus, les défiances que le général Mangin vient d'exprimer avec tant de force et d'à propos.

Si, contre toute vraisemblance, ils s'exécutent, les Gouvernements alliés aviseront.

De toute façon, ceux-ci doivent s'attacher, non seulement à réaliser l'unité d'action sur l'unité de front mais encore à maintenir, sans interruption, l'unité de vues dont ils ont besoin pour déjouer, à tout moment, de semblables manœuvres, et affirmer, sans cesse, devant le monde entier, leur ferme volonté de ne pas retarder d'une minute l'institution d'une paix durable et réparatrice.

* * *

BIBLIOGRAPHIE

LE CAPITAINE DUPONT, par *Léon Frapié*. — On peut faire d'un mot l'éloge du nouveau livre de Léon Frapié, qui vient de paraître (chez l'éditeur Flammarion, en un volume), « Le Capitaine Dupont » : c'est le livre des beaux sentiments, par conséquent, l'œuvre la plus actuelle et la plus durable que l'on puisse imaginer.

Des personnages chevaleresques, au front noble, au sourire émouvant, — de tragiques silhouettes, — des types de maintenant et de toujours voilà ce que nous offre, pris sur le vif, et comment ! l'auteur célèbre de « La Maternelle », et des « Contes de Guerre », ce spécialiste d'un article français par excellence : le Chic Moral.

LETTRES DU MAROC, par *Georges Roulleaux Dugage* (Plon). — Voici un livre dont la publication a été retardé de plusieurs mois par les événements et dont l'auteur, appelé sous les drapeaux dès les premiers jours de la guerre, est actuellement encore sur le front. Mais nous présentons cependant le livre aux lecteurs avec confiance : il n'a point vieilli et ne date point.

Avant que l'œuvre de pénétration européenne ait transformé le Maroc, il est intéressant de fixer en traits caractéristiques et en notations sûres la physionomie de ce pays d'islam farouche et de féodalité musulmane. M. Roulleaux Dugage, qui a déjà publié, il y a quelques années un livre fort délicat d'impressions de voyage « Paysages et silhouettes exotiques » a réussi dans ses « Lettres du Maroc », écrites au cours d'une mission des Beaux-Arts, à nous donner une impression d'exactitude pittoresque et de sincérité vivante. Son récit, alerte et coloré, fait vraiment revivre, dans un décor magique, l'épopée marocaine. Nous assistons aux silencieuses chevauchées dans le bled, aux commencements de la civilisation européenne à Casablanca, aux premières courses de Marrakech, honorées de la présence du sultan Moulay-Youssef, au départ de la harka contre le prétendant Moulay-el-Hibba, à la mascarade marocaine du sultan des Tolba, qui semble renouvelée des farces des clercs parisiens de notre moyen-âge. Avec l'auteur, nous pénétrons dans l'intimité d'un grand seigneur religieux de là-bas, nous visitons, en pieux pélerins, la célèbre zaouïa de Moulay-Idriss, où s'affirme la foi passionnée des fidèles du Prophète. De Rabat et de Mecknès, enfin, nous arrivons à Fez, où devient plus sensible encore le contraste de notre influence aux prises avec une mentalité qui résiste énergiquement. Deux chapitres très curieux sont consacrés aux recoins de la cité chérifienne, aux réceptions du maghzen et de ses représentants, à la musique marocaine, — étudiée tout particulièrement et d'une façon fort intéressante.

Cet ouvrage restera comme le témoin authentique d'une époque de transition.

D'ORAN A ARRAS. — Impressions de guerre d'un officier d'Afrique (Plon). — Nos troupes d'Afrique se sont montrées, dans la grande guerre, dignes de leur réputation légendaire. Elles ont écrit, avec leur sang, des pages d'histoire immortelles. Qui nous redira le détail de leurs gestes épiques? M. Henry d'Estre, dans les loisirs forcés de l'hôpital, s'est essayé à conter ce qu'il avait vu et entendu, en accompagnant au feu ces soldats d'élite, toujours prêts aux offensives meurtrières. Son carnet de campagne nous fait assister aux scènes inoubliables du branle-bas en Algérie, à l'effort libérateur de la Marne rompant la tragique angoisse d'août 1914, à la poursuite fiévreuse des barbares un instant désemparés, à l'Iliade qui se déroula sous Soissons, autour d'Arras, aux abords du fameux Labyrinthe, un des plus formidables centres de résistance de lignes allemandes. Ses tableaux, exacts quoique sobres de désignations personnelles, mettent en un relief vivant les hommes et les choses. Ses récits, relevés de maintes anecdotes caractéristiques, donnent une idée impressionnante de la lutte de géant où la France est engagée, des épisodes sanglants ou familiers qui l'accidentent. Œuvre sans apprêt, évidemment inspirée par la vision directe des événements, par le souvenir toujours présent d'une participation active aux actions d'avant-garde. Elle procure au lecteur la perception très nette de la vie des tranchées, de la mentalité des héros qui surent refouler l'invasion et changer la fortune des armes. Certains passages, certaines notations font penser à Marbot, et ce n'est pas un mince mérite.

LE COMMERCE ALLEMAND. Apparences et réalités, par *Daniel Bellet* (Plon). — L'auteur de ce livre est un spécialiste des questions économiques, commerciales et industrielles dans leurs liaisons les unes avec les autres ; et de ce chef même il devait être en état autant que quiconque de nous donner des renseignements, des documents, des appréciations de fait sur les moyens et les méthodes qui permettront demain, à nos commerçants et à nos industriels, de largement vendre sur les marchés étrangers, s'ils le veulent bien, s'ils savent profiter de certains exemples qui leur ont été donnés par les Allemands.

M. Bellet, dans son livre, a prétendu d'ailleurs à ce seul mérite de se placer à un point de vue essentiellement pratique, et d'éviter toute exagération dans un sens comme dans l'autre. Trop souvent parmi ceux qui se sont préoccupés de cette question du développement commercial extérieur de l'Allemagne, suite au moins partielle de son développement industriel interne, certains ont affirmé notre décadence, notre infériorité manifeste et inéluctable, en considérant volontiers que tous les procédés techniques, commerciaux, bancaires des Allemands étaient à imiter ou plutôt à copier. D'autres, au contraire, se sont refusés complètement à voir les qualités de nos adversaires militaires et commerciaux, en fermant les yeux à l'évidence. La vérité est entre ces deux opinions. Il n'y a pas eu décadence de notre commerce extérieur, pas plus que de notre industrie ; et l'auteur donne des chiffres qui le prouvent entièrement ; mais il y a eu développement relativement lent, affaiblissement de l'initiative, ou tout au moins indifférence aux méthodes nouvelles qui s'introduisaient de plus en plus dans le commerce et dans l'industrie en accusant leur succès grandissant, et que les Allemands, précisément, savaient si bien mettre à contribution. C'est le cas de beaucoup de procédés industriels permettant de fabriquer à très bon marché pour la masse des consommateurs, de tirer parti de tous les sous-produits, de certains procédés de crédit ; il est vrai que par contre, et ce n'est pas moins intéressant à savoir, très souvent les Allemands avec le dumping, le crédit exagéré, l'intromission intime des banques dans les affaires industrielles, allaient à une situation dont ils ne pouvaient sortir, du moins essayer de sortir, que par la guerre.

La documentation du livre est abondante, on la sent sûre ; et l'auteur ne craint point d'arriver à une conclusion ferme, montrant qu'il y a beaucoup à modifier dans nos pratiques en tirant parti des exemples donnés par l'ennemi ; mais en sachant aussi se garder de l'imitation servile, de procédés essentiellement périlleux qui ne peuvent donner une prospérité durable ni susceptible de s'accentuer.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Du Ier Janvier au 31 décembre 1916

Accent national (Littérature d'importation et —), 713.
« Adjudant Benoit » (Le romanesque et la guerre. « L'—). (Voir à la Vie Littéraire.)
Alger à Tunis (D'— pendant la guerre), 526, 572.
Allemagne (L'— en quête d'impôts), 151. — (La décadence du sens historique en —), 164. — (Renan et l'—. La question religieuse), 293, 328, 373. — (L'— secrète), 309, 339. — (L'— et les buts de guerre), 468. — (Que veut l'— ?), 623. — (Discorde et confusion en —), 662. — (L'— d'avant-guerre. Un manifeste du parti du Kronprinz), 668.
Alsace (Une figure de la nouvelle —: Pierre Bucher), 112.
Alsace française (Hommage à l'—), 231.
Ame (L'— des races), 364.
Ame anglaise (L'art britannique et l'— au Musée du Luxembourg), 184.
Ame des Nations (L'offrande à la France par l'—), 609.
Américaine du monde officiel français (Une —), 286.
Amitiés anglo-belges (Les —), 171.
Anglais (Les dernières batailles en Mésopotamie. Que veulent les — ?), 246.
Angleterre (La situation ministérielle en —), 25. — (L'— nouvelle), 214.
Apprentissage (La guerre et l'—), 135.
Après la troisième guerre balkanique, 45.
Arménie et Russie, 636.
Armée des Vosges (Impression du front. L'—), 15.
Art britannique (L'— et l'âme anglaise au Musée du Luxembourg), 184.
Athènes et son peuple, 605.
Attente. (L'—), 52.
Attitude des Etats-Unis (L'— et la guerre), 289, 335.
Autriche (L'— et les Slaves du Sud), 403. — (La dictature en —), 689.
Avant-Guerre (Souvenirs de la Vie dramatique. Le théâtre d'—), 589.

Batailles en Mésopotamie (Les dernières —. Que veulent les Anglais ?), 246.
Bayreuth (Souvenirs de la vie musicale. Les Français à —), 647.
Belligérants (La Roumanie et les —), 279.
Benoit XV (De la neutralité religieuse. Le cas de S. S. —), 649.
Bible (Les ombres de la —. Le serf arbitre), 301.
Bucher (Pierre) (Une figure de la nouvelle Alsace: —), 112, 129.

Cathédrale de Reims (La —. Une œuvre française), 41.
Cause de la Guerre européenne (La vraie —. L'unique sécurité de la paix), 161.
Causes psychologiques de la guerre européenne (Les —), 218.
Cecil (Le champ de tir —), 321.
Ceinture protectrice (Quelques directions morales issues de la guerre: La —), 133.
Champ de tir Cecil (Le —), 321.
Chancelier (Les partis au Reichstag et le —), 180.
Changement de règne autrichien. (Le —), 755.
Charlotte W., 478, 511.
Chemins de fer (Les — et la guerre), 346.
Complément aux « Souvenirs de la Vie Universitaire », 748.
Conception allemande (La vie littéraire. La — de la guerre), 88.
Civilisation (Un facteur important de la — victorieuse), 603.
Correspondance, 704.
Crise (Une — qui continue), 534. — (La — hongroise et sa portée), 595.
Crise socialiste (La — outre-Rhin), 242.
Critique (La — et la guerre), 492.
Croisade (La doctrine de l'Eglise sur la guerre et sur la), 49, 85.

Damné (Le —), 372.
Débats du Reichstag (A travers les —), 21.
Décadence (La — du sens historique en Allemagne. Henri de Treitschke), 164.
Démission (La — de M. Thiers), 579, 620.
Dernières batailles en Mésopotamie (Les —. Que veulent les Anglais ?), 246.
Désarroi allemand (Les raisons du —), 206.
Deuxième année de guerre (La —), 506.
Dialogues avec les morts (—. La Grèce actuelle... et l'ancienne), 631.
Dictature en Autriche (La —), 689.
Directions morales issues de la guerre (Quelques —: La ceinture protectrice), 133.
Discorde et confusion en Allemagne), 662.
Discours (Un — inédit de Ruydard Kipling), 321.
Diversion germano-flamingante (Une —), 413.
Doctrine de l'Eglise sur la guerre et sur la Croisade (La —), 49, 85.
Dogme du silence chez les Allemands (Le —), 719, 751.
Dommages (La guerre et la répartition des —), 97.

Echec de la réglementation allemande (L'—), 323.
Effort britannique (L'—), 417.
Effort canadien (L'—), 390.
Effort indien (L'—), 517.
Eglise (La doctrine de l'— sur la guerre et sur la Croisade), 49, 85.
Elections (La Grèce avant les —), 440.
Elisabeth (Quelques souvenirs sur l'Impératrice —), 117, 144.
Emotions motrices (Les —), 361.
Empire et Patrie. La Place de la guerre actuelle dans l'histoire générale, 738.
Enseignement (L'Histoire dans l'—), 502.
Epée barbare (L'—), 116.
Esprit de sabotage (L'—), 19.
Etats-Unis (Les — et la guerre), 65. — L'attitude des — et la guerre), 289, 335.
Etudes sur l'organisation de la République, 705, 742.
Evolution des idées religieuses et philosophiques (L'—), 711.

Facteur important de la civilisation victorieuse (Un —), 602.
Femmes de Lettres (Souvenirs de la Vie Littéraire. Les — et la guerre), 550.
Fiancée (La —), 655.
Figure de la nouvelle Alsace (Une —: Bucher (Pierre), 112, 129.
Fox et la Révolution française, 61, 93.
Fragment (Pourquoi ? — de: « Histoire d'un long désir »), 386.
France (L'offrande à la — par l'âme des Nations), 609.

Gambetta et la Serbie, 461.
Génie destructeur et génie constructeur, 577.
Germanisme (La Vie littéraire. Le —), 155.
Gœthe (La politique de —), 554.
Grand projet allemand (Le —), 121.
Grands hommes (Hommage à nos —), 673.
Grèce (La — avant les élections), 440. — (Dialogues avec les morts. La — actuelle... et l'ancienne), 631.
Guerre (La — et la question du chômage et du placement), 1. — (La significations de la —. (Vie littéraire), 29. — (La place de la — actuelle dans notre histoire nationale), 33. — (La doctrine de l'Eglise sur la — et sur la Croisade), 49, 85. — (Les Etats-Unis et la —), 65. — (La — et la question des salaires), 67. — La conception allemande de la —), 88. — (La — et la réparation des dommages), 97. — (Victime de la —), 125. — (Quelques directions morales issues de la —), 133. — (La — et l'apprentissage), 135. — (La vraie cause de la — eu-

ropéenne. L'unique sécurité de la paix), 161. — (Les causes psychologiques de la — européenne), 218. — La — et la lutte contre la tuberculose), 265. — (Le romanesque et la —. L' « Adjudant Benoit »), 282. — L'attitude des Etats-Unis et la —), 289, 335. — (La philosophie de la —), 341. — (Les chemins de fer et la —), 346. — (Tableaux de —), 349. — (Ouvriers de lettres pendant la —), 381. — (Les origines de la —), 425, 449. — (L'Allemagne et les buts de —), 468. — (La critique et la —), 492. — (La — et la reconstitution des trésors artistiques de la France), 494, 529. — (La deuxième année de —), 596. — (D'Alger à Tunis pendant la —), 526, 572. — (Souvenir de la Vie Littéraire. Les femmes de lettres pendant la —), 550. — (La — et les infirmières visiteuses de France), [illegible]. — (La Roumanie en —), 567. — (Souvenirs de la Vie dramatique. Le théâtre d'avant-—), 589.

Guerre balkanique (Après la troisième —), 45. — La place de la — actuelle, dans l'histoire générale. — Empire et Patrie, 738.

Guerre européenne (Kant et la —), 732.

Histoire (L'— dans l'enseignement), [illegible]. — (Jeanne d'Arc dans la fiction et dans l'—), 641, 676.

« Histoire d'un long désir » (Pourquoi? Fragment de —), 386.

Histoire générale (La place de la guerre actuelle dans l'—). — Empire et Patrie, 738.

Histoire nationale (La place de la guerre actuelle dans notre —), 33.

Hommage (— à l'Alsace française), 231. — — à nos grands hommes), 673.

Honneur anglais (La vie littéraire. L' —), 478.

Idées de Ruskin (Quelques —), 211.

Impératrice Elisabeth (Quelques souvenirs sur l'—), 117, 144.

Idées religieuses et philosophiques (L'évolution des —), 711.

Impérialisme germanique (L'Union franco-italienne, base de la lutte contre l'—), 592.

Impots (L'Allemagne en quête d'—), 151.

Impressions du front. (La Vaillante année des Vosges), [illegible].

Infirmières visiteuses de France (La guerre et les —. L' — sociale), 569.

Intellectuel et volonté, 332.

Interrogations du temps. — M. Rodin et son Musée (Les —), 687.

Invasion (Les responsabilités civiles de l'—), 583.

Italie (A l'— notre sœur), 150.

Italiens (Les — et l'Orient), 753.

Jeanne d'Arc dans la fiction et dans l'histoire, 641, 676.

Joffre (La vie littéraire. La stratégie de —), 473.

Kant et la guerre européenne, 732.

Kronprinz (L'Allemagne d'avant-guerre. Un manifeste du parti du —), 668.

Lamartine (—, orateur d'affaires), 253, 387. — (Un orateur jugé par un homme d'Etat. Le — de Louis Barthou), 513.

Lettres (Ouvriers de — pendant la guerre), 381.

Lettres trouvées, 203.

Littérature d'importation et accent national, 713.

Lloyd George (Le ministère —), 760.

Locataires (Propriétaires et —), 316.

Lutte (La guerre et la — contre la tuberculose), 265. — (L'Union franco-italienne, base de la —. Contre l'impérialisme germanique), 592.

Main-Mise de l'Etranger (Souvenirs de la Vie artistique. La —), 628.

Manifeste (L'Allemagne d'avant-guerre. Un — du parti du Kronprinz), 668.

Mésopotamie (Les dernières batailles en —. Que veulent les Anglais?), 246.

Ministère Lloyd George (Le —), 760.

Moisson nouvelle (La —), 726.

Monstre (Le —) (Nouvelle), 634.

Mounet-Sully comme musicien, 168.

Musée du Luxembourg (L'art britannique et l'âme anglaise au —), 184.

Neutralité religieuse (De la —. Le cas de S. S. Benoît XV), 649.

Neutres (Le plus grand des —), 312.

Nord et Sud, 376.

Nouvelle Alsace (Une figure de la —: Pierre Bucher), 112.

Oblation (L'—), 440.

Œuvre du Portugal. (L'—), 481.

Œuvre française (La cathédrale de Reims. Une —), 41.

Offensive autrichienne (L'— dans le Trentin et l'opinion italienne), 445.

Offrande à la France (L.— par l'âme des Nations), 609.

Offrande ailée (L' —), 759.

Ombres de la Bible (Les —. Le serf arbitre), 301.

Opinion italienne (L'offensive autrichienne dans le Trentin et l'—), 445.

Orateur jugé par un homme d'Etat (Un —. Le Lamartine de Louis Barthou), 513.

Organisation allemande et le problème alimentaire (L'—), 681.

Organisation de la République (Etudes sur l'—), 705, 742.

Origines de la guerre (Les —), 425, 449.

Orient (Les Italiens et l'—), 753.

Ouvriers (— de lettres pendant la guerre), 381.

Outre-Rhin (La crise socialiste —), 242.

Ouverture de paix (Les —), 767.

Paix (La vraie cause de la guerre européenne. L'unique sécurité de la —), 161. — Les ouvertures de —, 767.

Parti du Kronprinz (L'Allemagne d'avant-guerre. Un manifeste du parti du —), 668.

Partis (Les — au Reichstag et le Chancelier), 180.

Patrie (La place de la guerre actuelle dans l'histoire générale. Empire et —), 738.

Petit (Le —), 463.

Philosophie de la guerre (La vie littéraire. La —), 341.

Place de la guerre actuelle dans l'histoire générale. Empire et Patrie, 738.

Place de la guerre actuelle dans notre histoire nationale (La —), 33.

Plan allemand (Le —), 228, 259.

Politique (La — de Gœthe), 554.

Portugal (L'Œuvre du —), 481.

Pourquoi? (—? Fragment de: « Histoire d'un long désir »), 386.

Preux (Un —), 662

Prière à la France (La —), 431.

Problème alimentaire (L'organisation allemande et le —), 681.

Projet allemand (Le grand —), 121.

Propriétaires et locataires, 316.

Que veut l'Allemagne?, 623.

Quelques directions morales issues de la guerre (La ceinture protectrice), 139.

Quelques idées de Ruskin, 211.

Question de l'Adriatique (La —), 81.

Question des salaires (La guerre et la —), 67.

Question du chômage et du placement (La guerre et la —), 1.

Question religieuse (Renan et l'Allemagne. La —), 293, 328, 373

Races (L'âme des —), 364.

Raisons du désarroi allemand (Les —), 295.

Reconstitution des trésors artistiques de la France (La guerre et la —), 494, 529.

Réélection de M. Wilson (La —), 722.

Règne autrichien. (Le changement de —), 755.

Reichstag (A travers les débats du —), 21. — (Les partis du — et le Chancelier), 180.

Réglementation allemande (L'échec de la —), 323.

Reims (La cathédrale de —. Une œuvre française), 41. — (Veut-on sauver les statues de —?), 716.

Renan (— et l'Allemagne. La question religieuse), 293, 328, 375.

Réparation (La guerre et la — des dommages), 97.

Représentation des minorités (Système transactionnel de —), 545, 586.

République (Etudes sur l'organisation de la —), 705, 742.

Responsabilités (Les — civiles de l'invasion), 583.

« Revanche » italienne (Vers la —), 191, 222, 252.

Révolution française (Fox et la —), 61, 93.
Rocher de la Veuve (Le —), 667.
Rodin et son Musée (Les intersignes du temps. —), 687.
Romain Rolland et sa bande, 194.
Roumanie (La — et les belligérants), 279. — (La — en guerre), 567.
Ruines (Des —, des tombes), 174.
Ruskin (Quelques idées de —), 211.
Russie (Arménie et —), 636.

Sabotage (L'esprit de —), 19.
Sécurité (La vraie cause de la guerre européenne. L'unique — de la paix), 161.
Sens historique (La décadence du — en Allemagne. Henri de Treitschke), 164.
Serbie (La — fidèle), 453.
Serf (Les ombres de la Bible. Le — arbitre), 301.
Shakespeare, 257.
Signification de la guerre (La vie littéraire: La —), 29.
Situation ministérielle en Angleterre (La —), 25.
Slaves du Sud (L'Autriche et les —), 403.
Souvenirs de la Vie artistique (—. La main-mise de l'Etranger), 628.
Souvenirs de la vie dramatique (—. Le théâtre d'avant-guerre), 589.
Souvenirs de la vie littéraire (—. Les femmes de lettres et la guerre), 550.
Souvenirs de la vie musicale (—. Les Français à Bayreuth), 647.
Souvenirs de la vie universitaire, 298. — (Complément aux —), 748.
Souvenirs d'hier (—. (Notes d'un réfugié), 199, 304, 368, 400, 615.
Souvenirs sur l'Impératrice Elisabeth (Quelques —), 117, 144.
Statues de Reims (Veut-on sauver les —?), 716.
Stratégie (La vie littéraire: La — de Joffre), 473.
Système transactionnel de représentation des minorités, 545, 586.

Tableaux de guerre, 349.
Théâtre d'avant-guerre (Souvenirs de la vie dramatique. Le —), 589.
Théâtres:
Comédie-Française: *La Course du Flambeau*, de Paul Hervieu, 693. — Théâtre de la Porte-Saint-Martin: *L'Amazone*, 729.
Thiers (La démission de M. —), 579, 620.
Tombes (Des ruines, des —), 174.
Treitschke (Henri de) (La décadence du sens historique en Allemagne. —), 164.
Trentin (L'offensive autrichienne dans le — et l'opinion italienne), 445.
Trésors artistiques de la France (La guerre et la reconstitution des —), 494, 529.
Tuberculose (La guerre et la lutte contre la —), 265.
Turenne à Dixmude, 158, 188.

Une femme de Poltava chantait..., 80.
Union franco-italienne (L'—, base de la lutte contre l'impérialisme germanique), 592.

Vers la « Revanche » italienne, 191, 222, 252, 319.
Veut-on sauver les statues de Reims?, 716.
Victime de la guerre, 125.
Vie artistique (Souvenirs de la —. La main-mise de l'Etranger), 628.
Vie dramatique (Souvenirs de la —. Le théâtre d'avant-guerre),' 589.
Vie littéraire (Souvenirs de la —. Les femmes de lettres et la guerre), 550.
Vie littéraire (La): (La signification de la guerre), 29. — (La conception allemande de la guerre), 88). — (Le germanisme), 155. — (Les causes psychologiques de la guerre européenne), 218. — (La philosophie de la guerre), 341. — (L'honneur anglais), 408. — (La stratégie de Joffre), 473. — (Le courage français), 539, 599. — (L'obstination serbe), 696. — L'idéalisme italien, 764.
Vie musicale (Souvenirs de la —. Les Français à Bayreuth), 647.
Vie universitaire (Souvenirs de la —), 298. — (Complément aux Souvenirs de la —), 748.
Volonté (Intelligence et —), 332.

Wilson (La réélection de M. —), 722.

TABLE DES AUTEURS

Adam (Paul). — L'Œuvre du Portugal, 481.
Aimé (Henri). — L'Offrande ailée, 759.
Alazard (J.). — L'Union franco-italienne, 593.
Allom (M.). — Une femme de Poltava chantait..., 80.
Asnaourow (F.). — Un facteur important de la civilisation victorieuse, 603.

Bac (Ferdinand). — Quelques souvenirs sur l'Impératrice Elisabeth, 117, 144.
Barthou (Louis). — Lamartine orateur d'affaires, 353, 387.
Benoist (Anne-Marie). — La moisson nouvelle, 726.
Bianquis (G.). — L'Allemagne d'avant-guerre, 668.
Blondel (Georges). — L'organisation allemande et le problème alimentaire, 681.
Bocquet (Léon). — Turenne à Dixmude, 158, 188.
Bossert (A.). — La décadence du sens historique en Allemagne, 164. — Henri de Treitschke, 164. — La politique de Gœthe, 554.
Bourgeois (Léon). — La guerre et la question du chômage et du placement. 1.
Bouyer (R.). — L'art britannique et l'âme anglaise au Musée de Luxembourg, 184. — Dialogues avec les Morts : La Grèce actuelle... et l'ancienne, 631.
Bréhier (Louis). — La cathédrale de Reims. — Une œuvre française, 41.

Cammaerts (E.). — Quelques idées de Ruskin, 211.
Chaboseau (A.). — L'Histoire dans l'enseignement, 502.
Chabrier-Riéder (Ch.). — Ouvriers de lettres pendant la guerre, 381.
Chailley. — L'effort indien, 517.
Chardon (A.H.). — Fox et la Révolution française, 61, 93. — Les origines de la guerre, 425, 449. — Etudes sur l'organisation de la République, 705, 743.
Choisy (Gaston). — L'Allemagne secrète, 309, 339. — Le dogme du silence chez les Allemands, 718, 751.
Cohendy (T.). — La guerre et l'apprentissage, 136.

Deschamps (Gaston). — L'effort canadien, 390.
Duboscq (André). Les Italiens et l'Orient, 753.
Dumont-Wilden (L.). — Souvenirs d'hier (Notes d'un réfugié), 199, 304, 368, 400, 615.

Edwards (Emile). — Lettres trouvées, 202.

Faisans (H.). — Système transactionnel de représentation des minorités, 545.
Flat (Paul). — Quelques directions morales issues de la guerre : La ceinture protectrice, 133. — Les amitiés anglo-belges, 171. — Romain Rolland et sa bande, 194. — Hommage à l'Alsace française, 231. — Souvenirs de la vie universitaire, 298. — Intelligence et volonté, 332. — Les émotions motrices, 361. — La critique et la guerre, 493. — Un orateur jugé par un homme d'Etat. — Le « Lamartine » de Louis Barthou, 513. — Souvenirs de la vie littéraire. — Les femmes de lettres et la guerre, 550. — Souvenirs de la vie dramatique.

— Le théâtre d'avant-guerre, 589. — Souvenirs de la vie artistique. — La main-mise de l'Etranger, 628. — Souvenirs de la vie musicale. — Les Français à Bayreuth, 647. — Hommage à nos grands hommes, 675. — Littérature d'importation et accent national, 713. — Complément aux « Souvenirs de la Vie universitaire », 748.
Fontaine (Arthur). — La guerre et la question du chômage et du placement, 1.
Fontenelle (Marc de). — La fiancée, 655.

Gaultier (Paul). — Voir à la table analytique des matières: la Vie littéraire.
Gerger (André). — Vers la « revanche italienne, 191, 222, 252, 319.
Géniaux (Charles). — D'Alger à Tunis pendant la guerre, 526, 572.
Girette (Marcel). — Le petit (conte de guerre), 463.
Gomez-Carillo. — Des ruines, des tombes, 179.
Gramont (J. de). — La prière à la France, 431.
Guerlac (Othon). — Une Américaine du monde officiel français, 286.

Hébrard de Villeneuve. — La guerre et la réparation des dommages, 98.
Hollande (Eugène). — A l'Italie, notre sœur (poésie), 150. — Le damné (poésie), 379.
Honnorat. — La guerre et la lutte contre la tuberculose. 276.
Hovelaque (Emile). — Shakespeare, 257.
Hyde (James). — Impressions du front. — La vaillante armée des Vosges, 15.

Imbart de la Tour. — Jeanne d'Arc dans la fiction et dans l'histoire, 641, 676.
Irwin (Will.). — L'attitude des Etats-Unis et la guerre, 290, 335.

Jaudon (H.). — Victime de la guerre, 125.
Jullian (Camille). — La place de la guerre actuelle dans notre histoire nationale, 33. — La place de la guerre actuelle dans l'histoire générale. — Empire et Patrie, 737.

Kipling (Ruydard). — Le champ de tir Cecil, 322.

Labbé (Paul). — La Serbie fidèle, 453.
Lafenestre (G.). — L'épée barbare (poésie), 116.
Landouzy (Professeur). — La guerre et les infirmières visiteuse de France. — L'infirmière sociale, 569.
Langalerie (L. de). — Athènes et son peuple, 605.
Larnaude (F.). — La guerre et la réparation des dommages, 98.
Lasserre (Pierre). — Renan et l'Allemagne. — La question religieuse, 293, 329, 373.
Le Bon (Gustave). — L'âme des races, 364, 710.
Lebon (André). — L'effort britannique, 417.
Lémonon (Ernest). — La situation ministérielle en Angleterre, 25. — L'Angleterre nouvelle, 214. — Le ministère Lloyd George, 761.
L.-L. — Le monstre (nouvelle), 634.
Louis (Paul). — A travers les débats du Reichstag, 21. — Après la troisième guerre balkanique, 45. — La question de l'Adriatique, 81. — Le grand projet allemand, 121. — L'Allemagne en quête d'impôts, 151. — Les partis au Reichstag et le Chancelier, 181. — Les raisons du désarroi allemand, 206. — La crise socialiste outre-Rhin, 242. — La Roumanie et les belligérants, 278. — Le plus grand des neutres, 313. — L'échec de la réglementation allemande, 323. — Nord et Sud, 377. — L'Autriche et les Slaves du Sud, 403. — La Grèce avant les élections, 440. — L'Allemagne et les buts de guerre, 468. — La deuxième année de guerre, 506. — Une crise qui continue, 534. — La Roumanie en guerre, 567. — La crise hongroise et sa portée, 594. — Que veut l'Allemagne? 623. — Discorde et confusion en Allemagne, 662. — La dictature en Autriche, 689. — La réélection de M. Wilson, 722. — Le changement de règne autrichien, 755.

Macler (Fr.). — Arménie et Russie, 637.
Magne. — La guerre et la reconstitution des trésors artistiques de la France, 494, 529.
Marie (S.-M.), reine de Roumanie. — Pourquoi? 385.
Monca (Georges). — La prière à la France, 431.
Morel (J.). — La guerre et la question des salaires, 77.
Myron T. Herrick. — Les Etats-Unis et la guerre, 65.

Péladan. — La doctrine de l'Eglise sur la guerre et sur la croisade, 49, 85. — Mounet-Sully comme musicien, 168. — Les ombres de la Bible. — Le serf arbitre, 301. — Les responsabilités civiles de l'invasion, 583. — De la neutralité religieuse, 649. — Les intersignes du temps. — M. Rodin et son musée, 687. — Veut-on sauver les statues de Reims? 716.
Picquenard (Ch.). — La guerre et la question des salaires, 67.
Piérard (Louis). — Une diversion germano-flamingante, 413.
Puy (Michel). — Propriétaires et locataires, 316.

Reinach (Joseph). — Le plan allemand, 228, 259. — Verdun, 491.
Risler (Georges). — La guerre et la lutte contre la tuberculose, 264.
Roll (Alfred). — La guerre et la reconstitution des trésors artistiques de la France, 494, 529.
Roz (Firmin). — Voir à la table analytique des matières : Théâtres.

Sartiaux (Félix). — Kant et la guerre européenne, 732.
Schuré (Edouard). — Une figure de la nouvelle Alsace : Pierre Bucher, 112, 129. — L'offrande à la France par l'âme des nations, 609.
Stiénon (Charles). — Les dernières batailles en Mésopotamie. — Que veulent les Anglais, 246. — Les chemins de fer et la guerre, 346. — L'offensive autrichienne dans le Trentin et l'opinion italienne, 445.

Tenot. — La guerre et l'apprentissage, 135.
Thomas (Louis). — Tableaux de guerre, 349.
Traversi (C.-A.). — Une Française, 234. — La fiancée, 655.

Vernay (Jean de). — Charlotte W..., 478, 511.
Vesnitch (R.-M.). — La vraie cause de la guerre européenne. — L'unique sécurité de la paix, 161. — Gambetta et la Serbie, 461.
Veyssié (R.). — Le rocher de la veuve, 667.

Welschinger (H.). — La démission de M. Thiers, 579, 620.
Wisner (René). — L'attente, 52.

***. — Génie destructeur et génie constructeur, 577.
***. — Les ouvertures de paix, 767.

TABLE DE LA VIE LITTÉRAIRE

Aicard (Jean). — Le témoin, 341.
Altiar (E.). — Journal d'un Français en Allemagne (juillet-octobre 1914), 128.
Angell (Colonel H.). — Le soldat serbe, 696, 698, 699.

Babin (Gustave). — La bataille de la Marne, 473.
Barby (Henry). — L'Epopée serbe, 696.
Barrès (Maurice). — L'âme française à la guerre, 539. — L'union sacrée, 540. — Les saints de la France, 541.
Blanche (Jacques-Emile). — Cahiers d'un artiste, 128.
Botrel (Théodore). — Les chants du bivouac, 128.
Boudon (Victor). — Avec Charles Péguy, 539.

Chevrillon (André). — L'Angleterre et la guerre, 408.

Dimier (Louis). — Les tronçons du serpent, 128.
Dupont (Marcel). — En campagne, 540, 601.

Génevoix (Maurice). — Sous Verdun, 539.
Gibbs (Philipp). — L'âme de la guerre, 541, 600, 601, 602.
Grimaldy (Fernand-Hubert). — Six mois de guerre en Belgique par un soldat belge (août 1914-février 1915), 128.

Hire (Jean de la). — A Venise dans l'ombre de Byron, 128.

Ivoi (Paul d'). — Femmes et gosses héroïques, 128.

Le Goffic (Charles). — Dixmude, 539, 599.
Léry (Jean). — La bataille dans la forêt, 539.
Lintier (Paul). — Ma pièce, 539, 599, 600.

Nion (François de). — Pendant la guerre, 128.

Orfer (Léo). — Chants de guerre de la Serbie, 696.

R... (Lieutenant). — Méditations dans la tranchée, 539, 599, 601.
Reinach (Joseph). — La guerre sur le front occidental (1914-1915), 473.

Séché (Alphonse). — Les guerres d'enfer, 128.

Thomson (Louis-L.). — La retraite de Serbie, 696.

Vachon (Marius). — Les villes martyres de France et de Belgique, 128.

Z... (Capitaine). — L'armée de la guerre, 539, 599, 600, 601.

BIBLIOGRAPHIE

Bellet (Daniel). — Le Commerce allemand. Apparences et réalités (Plon).

Flammarion (Camille). — Rêves étoilés (Ernest Flammarion), 736.
Forge (Henry de). — Ah! la belle France! (Ernest Flammarion), 736.
Frapié (Léon). — Le capitaine Dupont (Ernest Flammarion).

Liebermann (Henri). — Ce qu'a vu un officier de chasseurs à pied (Plon), 736.

Roulleaux-Dugage (Georges). — Lettres du Maroc (Plon).

Schlumberger. — Récit de Byzance et des Croisades (Plon), 736.

D'Oran à Arras. Impressions de guerre d'un officier d'Afrique (Plon).

Paris. — Typ. A. Davy, 52, rue Madame. — *Téléphone 701.19.*